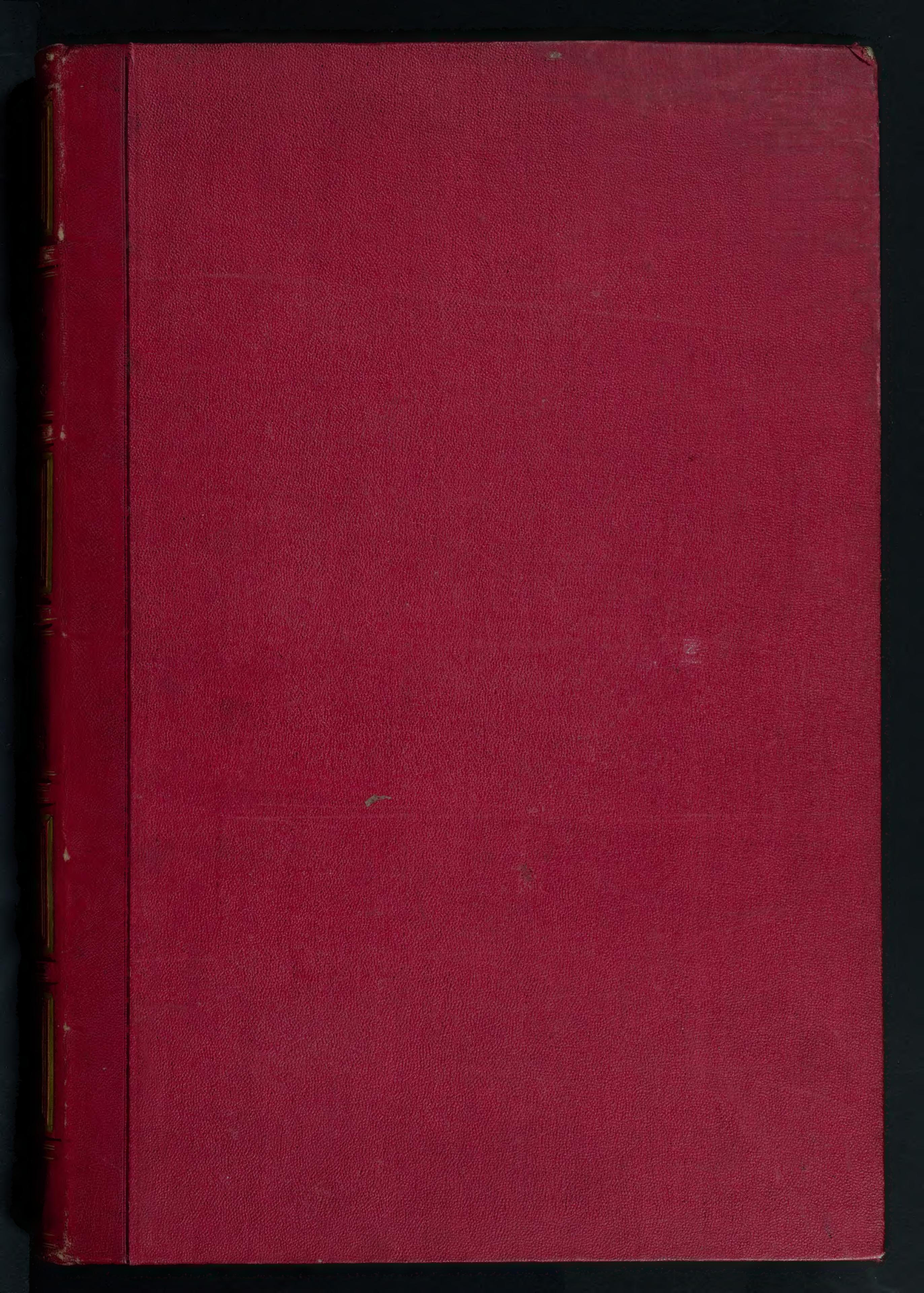
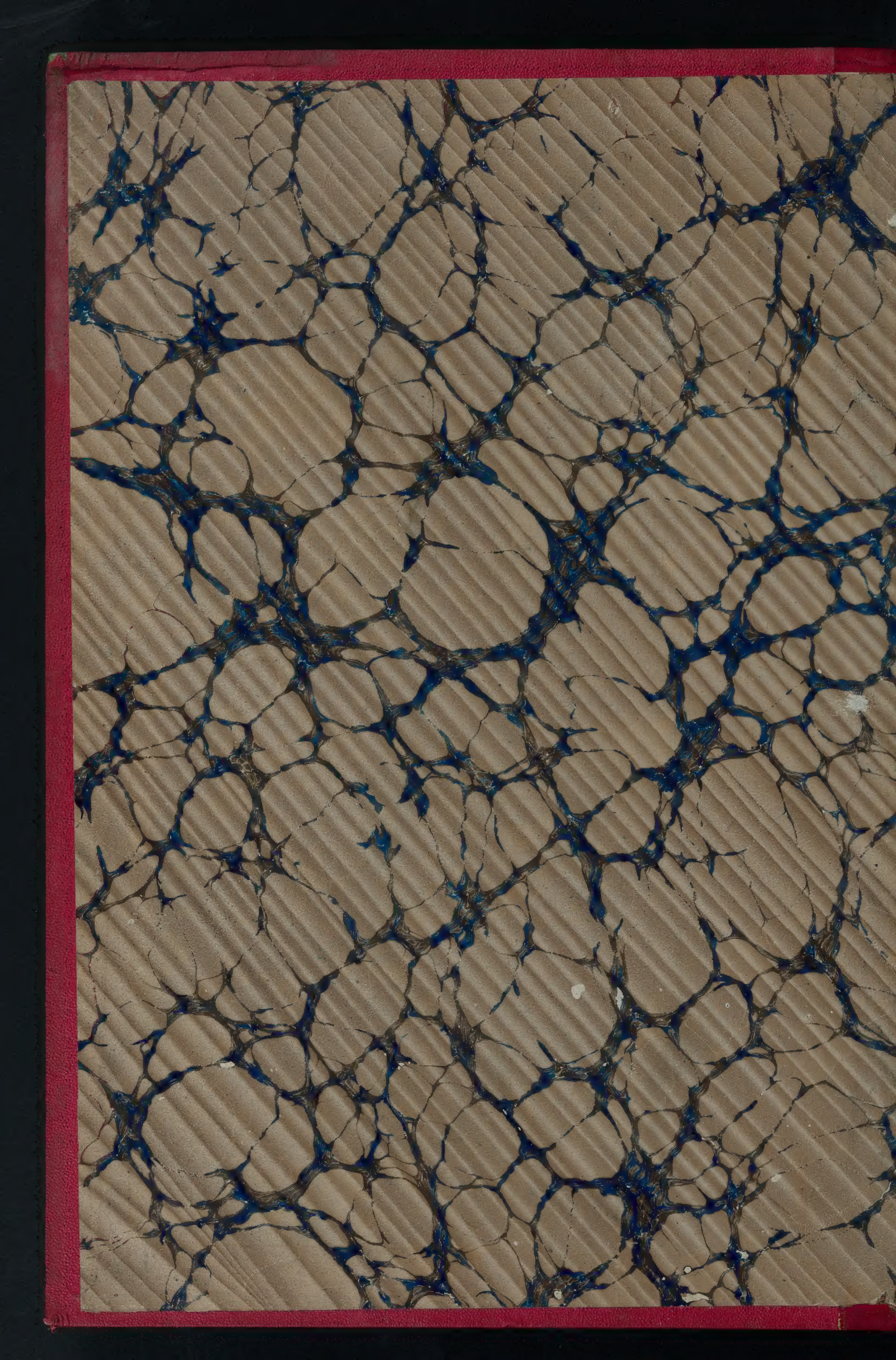
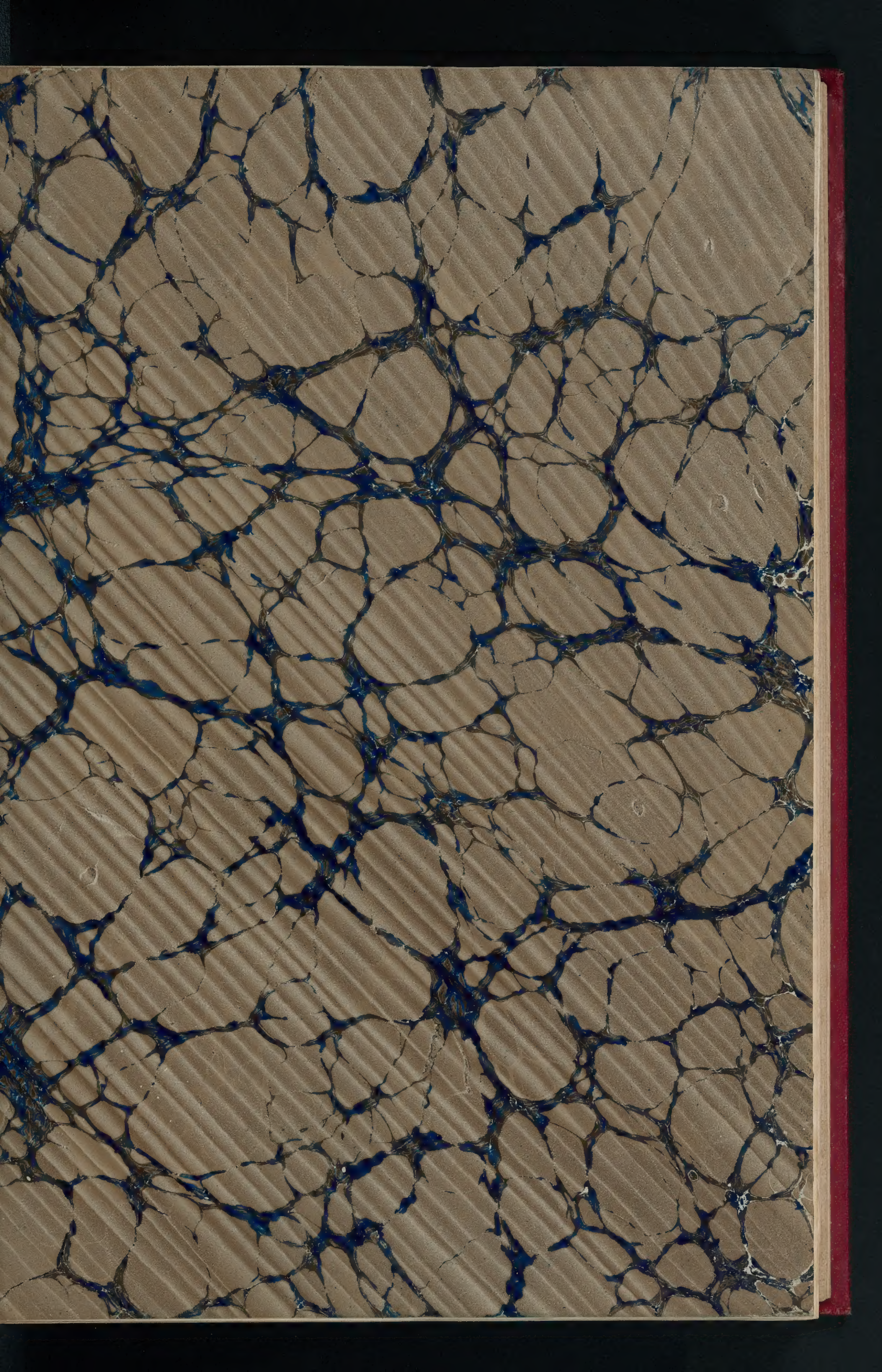








GALERIES HISTORIQUES

DÉDIÉES

A S. M. LA REINE DES FRANÇAIS

PAR

CH. GAVARD



PARIS

CH. GAVARD, ÉDITEUR, RUE DU MARCHÉ-Sᵀ-HONORÉ

IMPRIMERIE D'EUGÈNE DUVERGER

M. DCCC XXXVIII

VERSAILLES

Tiré du plafond de la Galerie de Louis XIV.

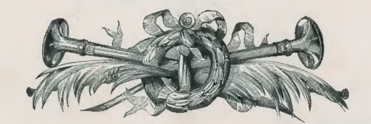
GALERIES
HISTORIQUES

DÉDIÉES

A S. M. LA REINE DES FRANÇAIS

PAR

CH. GAVARD



PARIS

CH. GAVARD, ÉDITEUR, RUE DU MARCHÉ-S^T-HONORÉ

IMPRIMERIE D'EUGÈNE DUVERGER

M. DCCC XXXVIII

A la Reine.

Madame,

La renaissance du château de Versailles sera à jamais une époque mémorable dans l'Histoire de la France de juillet; cette grande idée de votre royal Époux ne sera pas un de ses moindres titres à l'admiration de la postérité, comme elle est un de ses titres à la reconnaissance et aux respects du peuple français.

Pour que cette œuvre immense fût tout à fait populaire, l'art français devait s'en emparer et reproduire dans ses infinis détails tout ce palais où, grâce au Roi Louis-Philippe Premier, toutes les grandes actions et tous les Grands Hommes de la France ont trouvé un asile et un souvenir. Le Roi a daigné me charger de ce grand travail, auquel je ne pourrai suffire qu'avec le concours de tous les Artistes et de tous les Écrivains de notre pays, et sous la protection de Sa Majesté.

Que Vôtre Majesté nous permette de lui dédier ce Livre, digne de vous, Madame, puisque chacune de ses pages est destinée à consacrer une gloire nationale. J'ose dire que ceci est le droit de Vôtre Majesté, car elle a sa part de gloire dans toutes les pensées du Roi, comme elle a sa part de reconnaissance et de dévouement dans toutes les pensées de la France.

J'ai l'honneur d'être, Madame, avec le plus profond respect,

de Votre Majesté

Le très-fidèle et très-dévoué Serviteur et Sujet,

Ch. Gavard.

GALERIES HISTORIQUES

DE

VERSAILLES.

PROSPECTUS.

Le Musée de Versailles est le monument le plus important et le plus complet qui ait jamais été élevé à notre gloire nationale; le Musée de Versailles est le royal chef-d'œuvre du roi des Français, Louis-Philippe Ier, cette toute-puissante volonté qui a tiré de ses ruines le château de Louis XIV, et qui a peuplé ces demeures désertes de tous les grands hommes de la France. Dans ces murs, si longtemps abandonnés, apparaissent comme sur un vaste théâtre, où ils se trouvent à leur véritable place, tous les grands événements de notre histoire. Là vous retrouverez sans confusion tous les temps, tous les lieux, tous les âges, tous les hauts faits, toutes les dynasties, tous les siècles de la France. Clovis et Charlemagne, saint Louis et François Ier, Louis XIV et Louis XVI, la révolution française et l'empire, la restauration et la révolution de juillet, tous les grands rois et toutes les grandes époques, au milieu de la paix ou de la bataille, dans les murs, hors des murs, civilisés ou barbares, se rencontrent dans le palais de Versailles. C'est le rendez-vous général de notre histoire nationale. C'est un grand livre tout fait, dont le plan a été donné par un roi, et que les graveurs, les artistes, les poëtes, les historiens, les orateurs et les politiques de la France moderne, sont appelés à écrire, chacun de son côté et tous ensemble; livre immense où chacun des esprits distingués de notre temps doit apporter, celui-ci sa science, celui-là son imagination; l'un ses souvenirs de soldat, l'autre ses souvenirs de citoyen; en un mot, ce ne sera pas trop de toutes les intelligences et de tous les beaux-arts réunis, pour écrire ce livre, qui a été conçu et exécuté en moins de six ans et sur un plan si vaste, par le roi Louis-Philippe à lui tout seul.

Depuis longtemps nous nous sommes mis à l'œuvre afin d'accomplir dignement cette grande tâche. Nous avons été secondés dans cette entreprise difficile par un instrument de notre invention (LE DIAGRAPHE), que nous n'avons pas le droit de louer, mais qui seul pourrait rendre possible cette entreprise presque impossible. Grâce au diagraphe, non-seulement les tableaux, les plafonds, les meubles, les corridors du Palais et du Musée de Versailles, seront reproduits dans cet ouvrage; mais encore les plus minutieux détails, les plus fines recherches de la toile ou de la pierre, tout, jusqu'au moindre petit nuage des plafonds de Lebrun, jusqu'au plus futile

ornement de la chambre de Louis XV. Jamais reproduction plus originale, plus minutieuse et plus complète à la fois, n'aura été faite d'un monument plus immense, plus vaste et plus rempli. Partout, dans ces galeries sans fin, dans ces murs qu'on dirait bâtis par des géants et habités par des fées, dans cette armée de grands hommes de marbre ou de pierre, dans ces chefs-d'œuvre jetés sur la toile, dans ces magnificences infinies de la chapelle et du théâtre, et de l'œil-de-bœuf et de la chambre de Louis XIV, le diagraphe s'est promené vigilant, attentif, infatigable; il s'est emparé avec une facilité incroyable de ces lignes sans nombre qui échapperaient à l'œil même des peintres qui les ont tracées. En même temps, pour achever de compléter l'œuvre du DIAGRAPHE, arrivait la gravure; le grand art venait en aide à la mécanique, et sans nul doute ce sera chose merveilleuse d'admirêr ce que les grands talents de notre époque auront pu faire des chefs-d'œuvre de Mignard, de Lebrun, de Gros et de Gérard, retracés tout d'abord à l'aide du diagraphe et livrés ensuite à tout le génie des plus habiles graveurs de ce temps-ci. Ainsi à la fois nous pouvons promettre une exactitude sans exemple et une exécution parfaite; ainsi cette œuvre immense, qui eût demandé cinquante années de patience et de travail, sera accomplie en moins de six ans, aussi peu de temps que le roi Louis-Philippe lui-même aura mis à achever le nouveau Versailles.

Voilà pour ce qui regarde la gravure. Quant au texte qui doit accompagner l'ouvrage, le texte sera digne de la France. Comme il s'agit en masse de toute l'histoire de France, histoire, géographie, littérature, sciences, beaux-arts, religion, philosophie, politique, les grands hommes de la paix et les grands hommes de la guerre, les conquêtes au dedans et les conquêtes au dehors, toutes les idées, toutes les opinions, tous les faits, tous les hommes, il doit nécessairement arriver que quiconque sait de nos jours tenir une plume trouvera dans ce vaste sujet une inépuisable matière à célébrer notre belle France, à raconter ces grandes actions, à revenir sur toute cette histoire inépuisable dans laquelle toute l'Europe est comprise et dont les Français sont les héros. En un mot, chacun parlera dans cette histoire de ce qu'il saura le mieux : le philosophe, de philosophie; l'homme d'état, de politique; le soldat, des guerres qu'il aura faites sous le grand capitaine, qui, par une générosité bien entendue, partage avec Louis XIV le palais de Versailles.

Ce livre est avant tout destiné à être un livre populaire; mais cependant à côté de l'édition faite pour tout le monde nous aurons une édition à part, où toutes les magnificences de l'impression, du papier, de l'ornement, de la gravure sur bois, seront jetées avec une profusion que nous appellerions une profusion ROYALE si nous pouvions espérer, après tant de peines, de dépenses et d'efforts, de nous tenir à la hauteur de cette magnificence sans égale qui brille de toutes parts dans les murs et hors des murs du nouveau Versailles.

La première livraison de ce grand ouvrage paraîtra le 1er mai.

CH. GAVARD.









INTRODUCTION.

Lorsqu'en 1832 la loi sur la liste civile maintint le palais de Versailles dans le domaine de la couronne, la première pensée du roi Louis-Philippe fut de donner à ce monument une destination digne de sa grandeur. Consacrer l'ancienne demeure de Louis XIV à toutes les gloires de la France, rassembler dans son enceinte tous les grands souvenirs de notre histoire, tel fut le projet immédiatement conçu par Sa Majesté. Mais le palais de Versailles, à cette époque, ne renfermait ni tableaux, ni statues : les plafonds seuls avaient été restaurés. Le Roi donna l'ordre de rechercher dans les dépôts de la couronne et dans les résidences royales toutes les peintures, statues, bustes ou bas-reliefs représentant des faits ou des personnages célèbres de nos annales, en même temps que tous les objets d'art qui offriraient un caractère historique. Des ouvrages, la plupart remarquables, oubliés depuis longtemps dans les magasins du Louvre et dans les greniers des Gobelins, furent tirés de la poussière; d'autres, dispersés dans divers palais, furent réunis à Versailles : on mit enfin le même soin à recueillir tout ce qui avait été produit par la peinture et la sculpture modernes.

Cependant ces diverses réunions étaient bien loin de suffire à l'accomplissement du projet conçu par Sa Majesté : ni tous les grands hommes, ni tous les grands événements de notre histoire n'avaient leur place dans cette collection, empruntée à des époques différentes. Le Roi a comblé cette lacune en commandant à nos artistes les plus distingués un nombre considérable de tableaux, de statues et de bustes, destinés à compléter le magnifique ensemble de toutes les illustrations de la France. Les souvenirs militaires occupent naturellement la plus grande partie de ces vastes galeries; et s'il en est quelques-uns que l'on s'étonne de n'y pas retrouver, c'est que la pensée qui a présidé à ce travail n'a pas voulu perpétuer la triste mémoire de nos discordes civiles; elle n'a donné place qu'aux heureux événements qui les ont terminées.

La collection générale que renferme le palais de Versailles peut se diviser en cinq parties :

1° Les tableaux consacrés à la représentation des événements historiques ;

2° Les portraits;

3° Les résidences royales;

4° Les bustes, statues et bas-reliefs;

5° Les médailles.

TABLEAUX.

Les tableaux représentent :

1° Les grandes batailles qui, depuis l'origine de la monarchie jusqu'à nos jours, ont honoré les armes françaises;
2° Les événements ou les traits les plus remarquables de notre histoire, en y comprenant les croisades;
3° Le règne de Louis XIV;
4° Les règnes de Louis XV et de Louis XVI;
5° La campagne de 1792;
6° Les campagnes de la république, depuis 1793 jusqu'en 1796;
7° Les campagnes de Napoléon, depuis 1796 jusqu'en 1814;
8° Les règnes de Louis XVIII et de Charles X;
9° Les principaux événements qui ont signalé le règne de Louis-Philippe Ier, depuis juillet 1830 jusqu'au temps présent.

Il faut ajouter à l'énumération de ces tableaux la collection des gouaches qui retracent les campagnes

d'Italie, de Hollande, de Suisse, d'Allemagne, de Pologne, d'Espagne, etc., etc., et enfin les marines qui offrent la représentation des batailles et combats de mer glorieux pour la France.

PORTRAITS.

Les portraits comprennent :

1° Les grands amiraux ;
2° Les connétables de France ;
3° Les maréchaux de France ;
4° Ceux de nos guerriers célèbres qui n'ont été revêtus d'aucune de ces dignités ;
5° Une réunion indistincte de personnages français et étrangers qui se sont illustrés sur le trône, à la guerre, dans l'ordre politique, dans le clergé et la magistrature, dans les sciences, les lettres et les arts.

RÉSIDENCES ROYALES.

Sous le titre de résidences royales sont réunies les vues des anciens châteaux de nos rois, avec les personnages dans le costume de leur époque.

BUSTES ET STATUES.

Les bustes et statues forment une autre galerie de personnages célèbres depuis les premiers siècles de la monarchie jusqu'à nos jours ; on y a joint les tombeaux des rois et reines, princes et princesses de France, ainsi que ceux de quelques autres personnages historiques.

MÉDAILLES.

La collection des médailles commence vers 1300 et finit au règne de Louis-Philippe Ier.

C'était déjà un grand travail que de rassembler toutes ces richesses dans un même lieu ; mais ce n'était pas tout : il fallait encore les classer de manière à ce que l'œil et la pensée pussent s'y promener sans confusion. L'ordre chronologique, le seul qu'on pût suivre, ne s'accordait que bien difficilement avec la distribution des localités. Malgré les grands travaux faits par le Roi dans l'intérieur du palais, malgré les heureux changements qui ont converti des amas de petits appartements et d'indignes soupentes en de vastes salles et de magnifiques galeries, les divisions primitives du palais ne pouvaient être changées ; il y avait nécessité de le prendre tel qu'il était construit. Il consistait en trois corps de bâtiments principaux, sans compter ce que l'on peut appeler les pavillons ; il était divisé en plusieurs étages et distribué en pièces de différentes grandeurs ; rien n'y était disposé pour recevoir des tableaux, et les tableaux eux-mêmes, par la diversité de leurs dimensions, ne pouvaient se prêter à la régularité de l'ordre chronologique. Il fallait donc accepter ce qui était fait, et, tout en respectant la succession historique des événements et des personnages, s'efforcer de la mettre en accord avec la disposition générale des bâtiments et leur distribution antérieure. Il fallait aussi assortir la dimension des tableaux à l'étendue des emplacements destinés à les recevoir. Voici le système imaginé pour triompher de cette double difficulté.

On a pensé d'abord qu'il était possible de suppléer, jusqu'à un certain point, au classement chronologique des peintures et des sculptures par le moyen d'un catalogue général, où elles se succéderaient selon l'ordre assigné dans la suite des temps aux événements et aux personnages qu'elles représentent. Ce catalogue est celui que l'on offre ici ; la série des numéros y suit la marche des années. Puis, pour le classement à la fois le plus commode et le plus raisonnable des tableaux et des statues, on a créé de grandes divisions historiques ; on a adapté à chaque salle, à chaque galerie, à chaque série d'appartements, une série correspondante de faits et d'événements historiques, toujours classés par époque et formant une suite chronologique aussi complète que le nombre des tableaux le permettait, aussi étendue que le comportait la dimension des pièces. C'est ainsi, pour citer au hasard quelques exemples, que les souvenirs des croisades et des états généraux, ceux des années 1792 et 1830, sont rassemblés dans des salles particulières, qui n'ont aucun rapport chronologique avec les salles voisines. Ce système offre d'ailleurs le précieux avantage que, si plus tard on veut ajouter à la collection de Versailles de nouvelles séries historiques, cette addition pourra se faire sans entraîner aucun changement à l'ordre maintenant établi.

Le palais de Versailles se divise en trois principaux corps de bâtiment :

1° Le corps Central,
2° L'aile du Sud,
3° L'aile du Nord.

CORPS CENTRAL.

Le corps Central renferme :

AU REZ-DE-CHAUSSÉE.

1° Un vestibule décoré de bustes et statues, qui se trouve au pied de l'escalier de marbre.

2° Quatre salles consacrées aux résidences royales.

3° La salle des Rois de France. Les portraits des rois y sont rangés dans leur ordre chronologique. Seulement, à l'égard de quelques-uns des princes de la première race, on a suppléé au défaut de portraits authentiques par des écussons avec la date de leur règne.

4° Le vestibule de Louis XIII.

5° Trois salles et plusieurs vestibules qui entourent l'escalier des Ambassadeurs récemment reconstruit, et dans lesquels sont placés des bustes et statues, ainsi que les tableaux-plans de divers siéges et campagnes.

6° Les grands amiraux, classés par ordre de promotion.

7° Les connétables de France, rangés dans le même ordre.

8° Les maréchaux de France. La série des salles consacrées aux maréchaux est interrompue par la galerie de Louis XIII, après laquelle la suite des maréchaux recommence.

9° Deux salles où sont placés les guerriers célèbres.

AU PREMIER ÉTAGE.

1° En partant du salon d'Hercule, qui touche au vestibule de la Chapelle, se succèdent sept salons ayant vue sur la pièce d'eau du Dragon et portant les noms de l'Abondance, de Vénus, de Diane, de Mars, de Mercure, d'Apollon, de la Guerre. Dans cette longue enfilade, qui formait autrefois les grands appartements de Louis XIV, est distribuée une partie des tableaux représentant les événements de son règne; la suite en est interrompue par la galerie qui porte le nom de ce prince, et qui donne sur la terrasse du grand parterre. Cinq autres salons donnant sur la pièce d'eau des Suisses, et qui portaient autrefois les noms de salon de la Paix, chambre et salon de la Reine, salon du Grand Couvert, salle des Gardes de la Reine, complètent l'ensemble des événements du règne de Louis XIV, si l'on y ajoute toutefois encore quelques tableaux répartis dans les deux salles des Gardes du corps et des Valets de pied, ou placés dans d'autres séries.

2° Au haut de l'escalier de marbre s'ouvre la grande salle des Gardes, aujourd'hui salle de Napoléon.

3° La salle de 1792, qui est attenante au corps Central, mais qui fait partie de l'aile du Sud.

4° Quatre salles consacrées aux campagnes de 1793, 1794, 1795 et 1796.

5° Une suite de pièces où sont placées les gouaches et aquarelles qui reproduisent les campagnes de nos armées depuis 1796.

6° Les petits appartements de la Reine.

7° L'Œil-de-Bœuf, la chambre du lit de Louis XIV, son cabinet, et tout le reste de l'appartement royal; la bibliothèque, le salon des Porcelaines, l'escalier des Ambassadeurs, et la salle adjacente où était le billard de Louis XVI, et où l'on voit aujourd'hui les grands tableaux du siége de Luxembourg et de la bataille de Cassano. Des portraits de Louis XIV, des princes et des princesses de sa famille, et des personnages illustres de son temps, sont distribués dans quelques-unes de ces salles.

8° Le cabinet des gouaches du règne de Louis XV.

9° La petite salle des Croisades.

10° La salle des États Généraux.

AILE DU SUD.

L'aile du Sud comprend :

AU REZ-DE-CHAUSSÉE.

1° Douze salles consacrées au souvenir de Napoléon, et renfermant les tableaux qui représentent les batailles et les principaux événements politiques, depuis 1796 jusqu'en 1810.

Plus une salle de bustes et statues de Napoléon et de sa famille; et enfin la salle de Marengo.

2° Une galerie de bustes et statues, depuis 1789 jusqu'en 1814.

Les bustes placés dans les fenêtres sont ceux des généraux tués en combattant pour la France.

AU PREMIER ÉTAGE.

1° La grande galerie des Batailles, depuis Tolbiac jusqu'à Wagram.

2° La salle de 1830.

3° Une galerie de sculptures, depuis le XVIe siècle jusqu'à 1789.

AU DEUXIÈME ÉTAGE.

Une collection de portraits historiques, depuis 1789 jusqu'à nos jours.

AILE DU NORD.

L'aile du Nord comprend :

AU REZ-DE-CHAUSSÉE.

1° Une série de tableaux historiques représentant les événements les plus importants de nos annales, depuis l'origine de la monarchie jusqu'au règne de Louis XVI inclusivement.

2° Une galerie de bustes, statues et tombeaux.

AU PREMIER ÉTAGE.

1° La suite des tableaux historiques du rez-de-chaussée, depuis la république jusqu'au règne de Louis-Philippe Ier.

2° Une galerie de bustes, statues et tombeaux.

AU DEUXIÈME ÉTAGE.

Une galerie de portraits historiques, antérieurs à 1790.

PAVILLON DU ROI.

Ce pavillon, attenant perpendiculairement à l'aile du Nord et à celle du Réservoir, qui borde la rue de ce nom, sépare la cour de la Bouche de celle du Théâtre. Il n'a point d'attique ou de deuxième étage; mais le rez-de-chaussée et le premier étage sont de plain-pied avec ceux de l'aile du Nord.

Le pavillon du Roi comprend :

AU REZ-DE CHAUSSÉE.

1° Quatre salles où sont placées les batailles navales et combats sur mer.

2° La grande salle des Croisades, où sont placées les portes en bois de cèdre de l'hôpital des chevaliers de Rhodes, que le Sultan a données au Roi, sur la demande qu'en fit le prince de Joinville, lorsqu'il visita l'île de Rhodes en 1836.

AU PREMIER ÉTAGE.

1° Quatre salles de tableaux historiques représentant des faits mémorables de notre histoire, depuis le baptême de Clovis jusqu'à nos jours.

2° Deux salles contenant des tableaux qui représentent des événements du règne du roi Louis-Philippe Ier.

Le système des séries dans leur rapport avec les localités se trouve clairement indiqué par cette énumération. Quant à la classification, on va entrer dans quelques détails pour tâcher de la bien faire comprendre.

Le Roi a voulu réunir à Versailles tous les grands amiraux, tous les connétables, tous les maréchaux de France. La collection des amiraux était complète à l'exception de trois, créés depuis le comte de Toulouse, de qui provient cette collection. On leur a consacré, dans le corps central du palais, la première salle du rez-de-chaussée qui regarde le midi; on les a rangés dans leur ordre de création, et avec la date de leur mort toujours indiquée. Mais, pour les suivre dans leur succession chronologique, il est nécessaire de commencer par la droite en entrant dans la salle, et de monter de bas en haut, en ayant soin de revenir toujours sur la ligne du bas.

Quant aux connétables et aux maréchaux de France, il y en a deux collections distinctes, l'une en buste et l'autre en pied. La collection des connétables et des maréchaux en buste est complète. On y voit tous les connétables, depuis le premier, Albéric de Montmorency, en 1060, jusqu'au dernier de tous, Lesdiguières, créé en 1622; tous les maréchaux de France, depuis le premier, le maréchal Pierre, créé par Philippe-Auguste, en 1185, jusqu'au dernier, le maréchal Valée, nommé en 1837, c'est-à-dire la série non interrompue des maréchaux de France pendant sept siècles.

Cependant, parmi les connétables et les maréchaux qui appartiennent aux époques les plus reculées, il y en a un assez grand nombre dont on n'a pu retrouver les portraits, du moins avec un caractère suffisant d'authenticité; on a imaginé alors de mettre à la place que devait occuper leur image un écusson où sont inscrits leurs noms, leurs titres, l'époque de leur nomination et la date de leur mort. Pour visiter dans leur ordre chronologique les portraits en buste des connétables et des maréchaux de France, il faut adopter la même marche que dans la salle des grands amiraux. On commence par la droite en entrant, et l'œil doit chercher, en remontant toujours de bas en haut, la succession des dates marquée par celle des numéros.

Les connétables et les maréchaux en pied ou à cheval forment une collection à part, mais incomplète, et qui, ainsi que la première, se succède de salle en salle, suivant l'ordre chronologique.

Tel est l'ordre général suivi pour le classement des séries historiques dans toutes les salles et galeries qui composent le magnifique ensemble du palais de Versailles.

Il reste à faire une dernière observation.

L'ancienne dénomination de certains appartements aurait formé un contraste bizarre avec les tableaux qu'on y a placés : afin de concilier les anciennes traditions avec les modifications nouvelles, on a conservé à côté de la désignation moderne le nom consacré par l'usage. Ainsi on dira : Salle de 1792 (ancienne salle des Cent-Suisses); Salle de Napoléon (ancienne salle des Gardes), etc. De cette manière, les dispositions du présent seront en accord avec les souvenirs du passé, et Versailles sera présenté aux générations du XIXe siècle avec le double caractère qui a présidé à sa création sous Louis XIV et à sa restauration sous Louis-Philippe Ier.



GALERIES

HISTORIQUES

DE VERSAILLES.



DIVISION DE L'OUVRAGE.

SÉRIE I.

PLANS, VUES INTÉRIEURES DU PALAIS DE VERSAILLES, PLAFONDS, TABLEAUX ALLÉGORIQUES, VUES DES CHÂTEAUX ROYAUX ET RÉSIDENCES ROYALES.

Sect. 1. Plans et vues intérieures du palais de Versailles.
— 2. Plafonds, dessus de portes, tableaux allégoriques.
— 3. Vues des châteaux royaux et résidences royales.

SÉRIE II.

RÈGNES DE CLOVIS A LOUIS XIII.

Sect. 1. Règnes de Clovis à saint Louis (Louis IX). (Années 481 à 1270.)
— 2. Croisades.
— 3. Règnes de Philippe III, dit le Hardi, à François Ier. (Années 1270 à 1547.)
— 4. Règnes de Henri II à Louis XIII. (Années 1547 à 1643.)

SÉRIE III.

RÈGNE DE LOUIS XIV.

Sect. 1. De la bataille de Rocroy à l'invasion de la Hollande. (Années 1643 à 1672.)
— 2. De l'invasion de la Hollande à la paix de Nimègue. (Années 1672 à 1678.)
— 3. De la paix de Nimègue à la fin du règne. (Années 1678 à 1715.)

SÉRIE IV.

RÈGNES DE LOUIS XV ET DE LOUIS XVI.

Sect. unique. De 1715 à la Fédération au Champ-de-Mars (14 juillet 1790).

SÉRIE V.

CAMPAGNES DE 1792 A 1795.

Sect. unique.

SÉRIE VI.

CAMPAGNES DE 1796 A 1799. EXPÉDITION D'ÉGYPTE. CONSULAT.

Sect. 1. Campagnes de 1796 à 1799.
— 2. Expédition d'Egypte. (Années 1799 et 1800.)
— 3. Consulat. (Années 1799 à 1804.)

SÉRIE VII.

EMPIRE.

Sect. 1. Campagne d'Autriche. — De la promotion à l'empire (18 mai 1804) au 30 septembre 1806.
— 2. Campagne de Prusse. — Du 1er octobre 1806 au 31 octobre 1808.
— 3. Campagnes d'Espagne et d'Autriche. — Du 1er novembre 1808 au 1er mai 1810.
— 4. Continuation de la campagne d'Espagne et campagnes de Russie et de France jusqu'à l'abdication de Napoléon.

SÉRIE VIII.

RÈGNES DE LOUIS XVIII A LOUIS-PHILIPPE Ier.

Sect. 1. Règnes de Louis XVIII et de Charles X.
— 2. Règne de Louis-Philippe Ier.

SÉRIE IX.

PORTRAITS. GRANDS-AMIRAUX. CONNÉTABLES. MARÉCHAUX DE FRANCE. GUERRIERS CÉLÈBRES.

Sect. 1. Grands-amiraux et connétables.
— 2. Maréchaux de France.
— 3. Guerriers célèbres.

SÉRIE X.

PORTRAITS DIVERS.

Sect. 1. Rois de France.
— 2. Personnages célèbres depuis le douzième siècle jusqu'à François Ier.
— 3. *Id.* sous les règnes de Henri II à Henri IV.
— 4. *Id.* sous le règne de Louis XIII.
— 5. *Id.* sous le règne de Louis XIV.
— 6. *Id.* sous le règne de Louis XV.
— 7. *Id.* sous le règne de Louis XVI et les règnes suivants.

SÉRIE XI.

STATUES ET BUSTES.

Sect. 1. Personnages célèbres de Clovis à Louis XIII.
— 2. *Id.* sous le règne de Louis XIV et les règnes suivants.

PEINTURE.

PREMIÈRE PARTIE.

VUES INTÉRIEURES DU PALAIS DE VERSAILLES ET DES CHATEAUX ROYAUX ET RÉSIDENCES ROYALES (1).

N° 1031. PARIS VERS 1556.

PALAIS DE LA CITÉ, ETC.

PROJET DE PONT PASSANT PAR L'EXTRÉMITÉ OCCIDENTALE DE L'ILE DE LA CITÉ (2).

Tableau du temps.

« Hugues Capet, dit Sauval, lorsqu'il fut sur le trône, ne » voulut point quitter la demeure de ses pères, et laissa là le » palais des Thermes, où se tenoient auparavant les autres » Rois. » (*Antiquités de la ville de Paris*, t. II, p. 2.) Le palais de la Cité était dans l'origine la demeure ordinaire des comtes de Paris, issus de Robert le Fort; et lorsque la couronne passa dans cette maison, et que Paris fut le siége de la royauté, le palais des comtes de Paris devint en même temps celui des Rois de France. « Ce nouveau palais fut cause, rap- » porte Piganiol, qu'on appela celui des Bains le Vieux-Pa- » lais (3); » et cet auteur cite à l'appui une chronique de Vezelay, dans laquelle on trouve que « les moines de Vezelay, » suivis du peuple, étant sortis du palais de Louis *le Jeune*, » tous les religieux de Saint-Germain-des-Prés vinrent au- » devant d'eux jusqu'au Vieux-Palais, etc. »

Saint Louis, Philippe *le Bel*, firent de grands travaux au Palais de la Cité; la Sainte-Chapelle est une fondation de saint Louis, qui fit bâtir cette église pour remplacer l'oratoire de Louis *le Gros*. La charte de fondation est datée de l'année 1245. L'architecte, ou plutôt le maître ès-œuvres, comme on le disait alors, fut Pierre de Montereau ou de Montreuil. Un édit de Philippe *le Bel*, du 23 mars 1303, avait rendu le parlement sédentaire à Paris. Louis X, surnommé *le Hutin*, voulut qu'il tînt ses séances dans son Palais de la Cité.

Sous les règnes des derniers Valois, les jardins du Palais s'étendaient encore jusque dans la partie supérieure de l'île du côté de l'occident; ils étaient environnés de murailles crénelées.

« En 1556 les habitans du faubourg Saint-Germain et » ceux de l'Université représentèrent à Henri II qu'il étoit » expédient d'entreprendre un pont entre le Louvre et l'hô- » tel de Nesle, où est à présent le collége des Quatre-Nations. » Le Roi aussitôt mande le prévôt des marchands et lui fait » savoir qu'il veut que la ville le fasse à ses dépens. Il répon- » dit que la ville n'en avoit pas le moyen, d'ailleurs qu'on n'y » pouvoit travailler sans embarrasser la rivière et incommo- » der le commerce et la navigation quinze ans durant, au » moins; mais qu'enfin si ceux qui en avoient besoin étoient » si pressés, qu'ils le pouvoient bâtir à leurs dépens : si bien » qu'il n'y songea plus que quelque vingt ans après. » (*Hist. des Antiquités de la ville de Paris*, par Sauval, t. I, p. 231.)

(1) Dans l'ordre de numérotage suivi pour les tableaux au palais de Versailles, les premiers numéros ont été appliqués aux sujets historiques, puis successivement aux vues intérieures et à celles des châteaux royaux et résidences royales, et finalement aux portraits.

Dans la division adoptée pour l'ouvrage des *Galeries Historiques*, les vues intérieures et celles des châteaux royaux et résidences royales faisant partie de la première série de l'ouvrage, et les sujets historiques étant répartis de la deuxième à la huitième série, l'ordre des numéros a dû être interverti. On ne sera donc point surpris de voir débuter ici par le n° 1031, puis reprendre le n° 1 et les suivants lorsqu'on arrivera à la deuxième série. Les gravures portant, à peu d'exceptions près, les numéros des tableaux qu'elles représentent ainsi que la date des faits auxquels elles se rapportent, il sera toujours facile de recourir au texte qui leur correspond, et qui se trouve d'ailleurs disposé d'après l'ordre chronologique.

(2) Ce pont devait être bâti sur l'emplacement où se trouve aujourd'hui le Pont-Neuf.

(3) Le Vieux-Palais était le Palais des Thermes de Julien, dont il existe encore des restes rue de la Harpe.

N° 1032. PARIS VERS 1635.

LOUVRE, GRANDE ET PETITE GALERIE, PORTE NEUVE, PONT BARBIER, PORTE ET TOUR DE NESLE, PONT-NEUF, ETC.

Tableau du temps.

La façade du Louvre du côté de la rivière est celle qui faisait partie du projet de l'architecte Lescot. Elle se terminait à l'endroit où se trouve aujourd'hui l'entrée principale : on y voyait encore à l'angle oriental et méridional une des tours de l'ancien Louvre, ainsi qu'une partie des bâtiments de l'hôtel du Petit-Bourbon, où les premières comédies de Molière furent représentées à Paris. On trouve dans le *Cérémonial françois* (t. II, p. 342) que l'ouverture des États-Généraux de 1614 fut faite par le roi Louis XIII dans la grande salle de Bourbon, le lundi 27 octobre 1614 (1). « Depuis, est-il dit » dans Piganiol, on a gardé dans cet hôtel les meubles de la » Couronne, et il a été appelé le *Garde-Meuble*. On l'a dé- » moli en 1758. »

La petite galerie du Louvre, commencée sous le règne de Charles IX, fut terminée sous celui de Henri IV. « Cet édi- » fice (Sauval, t. II, p. 37) règne en équiere depuis le gros » pavillon du Louvre jusqu'au quai de l'École, sur le bord » de la Seine. » La façade en est ornée de sculptures par Barthélemi. « Les gens du métier, ajoute Sauval, disent qu'il n'a » jamais rien fait de si bien. »

« Du bout de la petite galerie part, en forme d'équiere, un » édifice de pareille élévation, qui porte en dedans œuvre » cinq toises de large sur deux cent trente-deux de longueur, » et qui a été construit à deux reprises par deux architectes » différens et plusieurs entrepreneurs. C'est un ouvrage de » Henri IV, qui le poussa tout le long de la rivière jusqu'au » palais des Tuileries, qui faisoit partie alors du fauxbourg » Saint-Honoré ..... A l'étage bas de la première moitié sont » des trophées qui servent de clef à ses arcades, et une frise

(1) « La veille, dimanche 26 octobre 1614, la procession générale des » Estats-Généraux du royaume de France, tenus en la ville de Paris ès » années 1614 et 1615, partit de l'église des Augustins pour aller à » Nostre-Dame. » (*Cérémonial françois*, t. II, p. 334.)

» marine de Pierre et de François l'Heureux. » (*Sauval*, t. II, p. 40.)

« La Porte Neuve et la tour qui lui servait de défense » (Dulaure, t. III, p. 477) existaient sur le quai des Tuileries, » au point où la rue Saint-Nicaise venait aboutir à la galerie » du Louvre (en face de *la Campanille*, appelée dans Sauval » *la Lanterne*). »

Le pont Barbier, au delà de la Porte Neuve, joignait alors les deux rives de la Seine; il conduisait au Pré-aux-Clercs. « Ce pont est de bois et a eu divers noms. Tantôt on l'appelle » le pont Rouge; tantôt le pont Barbier, parce qu'il fut entre- » pris par Barbier, contrôleur général des bois de l'île de » France; depuis, le pont Saint-Anne, à cause d'Anne d'Au- » triche, Reine régente, en faveur de laquelle les Théatins » établis près de là ont mis à l'entrée de leur église, au-dessus » de la porte : *Sainte-Anne la Royale*. Depuis quelques an- » nées on l'appelle le pont des Tuileries, parce que les Tui- » leries, qui est le jardin du Louvre, est tout devant.

» En 1631, le Roi ayant permis à Barbier, sous le nom de » Pidou, un de ses commis alors, de le faire de bois, en atten- » dant qu'on en fit un de pierre, et de l'accompagner d'un » pavillon où il pourroit faire une pompe et une élévation » d'eau pour la commodité du public, dont il auroit la dis- » position en 1632, ils donnèrent l'alignement de celui qui » subsiste aujourd'huy. Il est au-dessous de la rue des Saints- » Pères, et a été placé là exprès, afin d'en pouvoir faire un » de pierre entre cette rue et celle des Tuileries, qu'on vient » de comprendre dans le jardin du Louvre. Au reste, c'est » le seul de Paris qui traverse toute la rivière. Barbier le fit » élever sous douze passées, peindre de rouge, et border de » balustres de même couleur. » (*Sauval*, t. I, p. 240.)

Le Pré-aux-Clers était sur la rive gauche de la Seine, en face les Tuileries. Voici ce qu'en rapporte Sauval : « Pour ce » qui est du Pré-aux-Clercs, l'Université le fait commencer » près de l'abbaye Saint-Germain, et de là, le continuant de » plus en plus, le conduit si avant qu'il se va perdre bien » loin dans la campagne; assurant de plus, sans autre preuve, » qu'elle le tient de la libéralité de Charlemagne, ou de » Charles le Chauve, et que sous leur règne, c'étoit un lieu » où les écoliers s'alloient divertir le jour de congé. » (Tome II, p. 367.)

On trouve dans Piganiol de la Force (t. VIII, p. 98) : « Avant que le Pré-aux-Clercs fût couvert de maisons et de » bâtiments, le recteur de l'Université, accompagné des » quatre procureurs, des quatre intrants et des huit bedeaux » des nations, prenoit tous les ans possession dudit pré, » le lendemain de Pâques, après avoir entendu la messe en » la chapelle de Sainte-Marguerite dans l'église de Saint- » Germain-des-Prés, ainsi qu'il est prouvé par un grand » nombre d'actes. »

La porte et la tour de Nesle, de l'autre côté de la rivière, étaient ainsi appelées de l'hôtel des seigneurs de Nesle bâti sur la rive gauche de la Seine, en face le palais du Louvre.

Les grands et petits hôtels de Nesle, rapporte Piganiol, furent possédés par les seigneurs dont ils portent le nom jusqu'en 1308, qu'Amaury de Nesle les vendit au roi Philippe le Bel.

« En 1380 le Roi Charles VI donna au duc de Berry, son » oncle, son hôtel de Nesle, et ce fut dans cet hôtel que » mourut ledit duc de Berry. » Ce prince aliéna une partie des dépendances de l'hôtel. « Les écuries, appelées le *séjour* » *de Nesle*, furent ravagées et détruites, même du vivant » du duc de Berry, et le terrain de ces sept arpens passa en- » suite à plusieurs particuliers, en nature de terres labou- » rables et de prés.

» Les grands et petits hôtels et séjour de Nesle ont plu- » sieurs fois changé de forme et de nom depuis ce temps-là. » C'est sur une partie de leur terrain qu'a été bâti l'hôtel de » Nevers, nommé depuis l'hôtel Guénégaud, aujourd'hui » l'hôtel de Conti. » (Tome VIII, p. 190 et 191.)

On trouve dans le journal de l'Estoile de l'année 1578 : « En ce même mois (de mai), les eaux de la Seine étant fort » basses, fut commencé le Pont-Neuf (1), de pierres de taille, » qui conduit de Nesle à l'École de Saint-Germain (l'Auxer- » rois), sous l'ordonnance du jeune du Cerceau, architecte » du Roi..... et furent en ce même an les quatre piles du ca- » nal de la Seine, fluant entre le quai des Augustins et l'île » du Palais, levées environ une toise chacune par dessus le » rez-de-chaussée. Les deniers furent pris sur le peuple..... » et, disoit-on que la toise de l'ouvrage coûtoit 85 livres.

» Au milieu du Pont-Neuf, vis-à-vis la pointe de l'île du » Palais, est l'effigie du feu Roy Henry le Grand, d'heureuse » mémoire, montée sur un grand cheval de bronze, faite à » Florence par le commandement du grand duc de Toscane » (Côme II de Médicis), qui fut amenée par mer en France » et posée sur un pied d'estail l'an 1615, sous le règne de » Louis XIII. . . . .
» où depuis, sçavoir en l'an 1635, fut fait un fort superbe » pied d'estail de marbre et de jaspe, le cheval de bronze et » l'effigie du Roy aussi de bronze, posée dessus; et aux » quatre costez, en deux rangées, sur des tables de marbre, » sont représentées en cuivre les batailles dudit feu Roy (2). » (*Antiqvitez de Paris*, par Claude Malingre, historiographe du Roi, 1640, p. 144.)

La Samaritaine avait été commencée en même temps que le Pont-Neuf : elle en était un des ornements. Ce bâtiment, construit sous le règne de Henri III, renfermait une pompe qui élevait l'eau et la distribuait ensuite par plusieurs canaux au Louvre et quelques autres quartiers de Paris.

« Les anciens, rapporte Claude Malingre, auteur des » *Antiqvitez de la ville de Paris*, auoient ignoré l'industrie » de faire esleuer et remonter les eaux plus haut que leur » source : et le Roy a cy-deuant employé les plus ingénieuses » et hardies inuentions qui se sont offertes, à en laisser la » preuue admirable sur ce pont, telle que nous la voyons, et » qui ne permet plus que nous et les nostres demeurions en » ceste ignorance. C'est vne Samaritaine, laquelle verse de » l'eau à Nostre-Seigneur : et au dessus vne industrieuse hor- » loge, qui non seulement montre et marque les heures » deuant midy en montant, et celles qui suiuent après en » descendant, mais aussi qui sert à cognoistre quel chemin le » soleil et la lune font sur nostre horizon, représenté, selon » la diuersité de leurs cours, par vne pomme d'ébène : voire » qui représente les mois et les douze signes du zodiaque, » compris dedans six expaces en montant et six en dévalant. » Plus quand l'heure est preste à sonner, il y a derrière » l'horloge certain nombre de clochettes, lesquelles repré- » sentent tantost vne chanson, tantost vne autre, qui s'en- » tend de bien loing et est fort récréatiue. » (Tome I[er], p. 143.)

Une troupe de soldats et des personnages de cette époque traversent le Pont-Neuf, sur lequel on voit des échoppes de marchands.

(1) Le Pont-Neuf ne fut terminé qu'en 1604, sous le règne de Henr IV, qui confia la direction des travaux à son architecte Guillaume Marchand.

(2) La figure du roi Henri IV, rapporte Piganiol, est d'un sculpteur nommé Dupré; le cheval est de Jean de Bologne, les ornements et les figures qui sont placés aux quatre coins de la base sont de Francheville.

N° 1033. PARIS EN 1662.

CHATEAU DES TUILERIES.

CARROUSEL DONNÉ PAR LOUIS XIV LE 5 JUIN 1662.

Tableau du temps.

Le château des Tuileries fut bâti en 1554 par la Reine Catherine de Médicis. « Philibert Delorme et Jean Bullan, rap» porte Piganiol de la Force (édition de 1775), en donnèrent » le plan à la Reine.

» Le château, en l'état où le laissa la Reine Catherine de » Médicis, n'étoit composé que du gros pavillon du milieu, » des deux corps de logis qui ont chacun leur terrasse du côté » des jardins et des deux pavillons qui les terminent. Ces » cinq corps de bâtiment n'avoient pas l'élévation qu'ils ont » eue depuis; mais ils ne laissoient pas de former un tout, » dont les proportions étoient fort régulières.

» Henri IV agrandit ce château et fit commencer la grande » galerie qui le joint au Louvre. Ce fut du Cerceau qui donna » le dessin de ces augmentations, et qui en eut la conduite. » Après ces augmentations la façade de ce château se trouva » composée de cinq pavillons, en y comprenant celui du » milieu, qui est couvert en dôme quarré, et de quatre corps » de logis sur une même ligne qui a cent soixante-huit toises » trois pieds de longueur. » (Tome II, p. 363 à 365.)

Louis XIV ne fit pas entreprendre de travaux aux Tuileries avant l'année 1664. « Il se délassait, dit Quincy, par » de nobles amusements de ses grandes occupations. Il fit le » 5 juin (1662) un magnifique carrousel dans la place qui » est devant les Tuileries. » (*Hist. milit. de Louis XIV*, t. Ier, p. 259.)

« Cette grande place fut choisie à ce dessein, et on la dis» posa en forme d'un camp fermé de doubles barrières, et » entouré d'amphithéâtres propres à contenir un grand nombre » de spectateurs. Il en vint de toutes les provinces du royaume, » et la curiosité attira même beaucoup d'étrangers. Il y eut » cinq quadrilles sous le nom de cinq nations différentes. Le » Roi, vêtu à la romaine, marchoit à la tête de la première, » qui représentoit les Romains, et dans sa marche comme » dans les courses, il se fit autant admirer par sa bonne grâce » et par son adresse, que par la majesté qui brilloit dans » toute sa personne. Monsieur, frère du Roi, étoit à la tête » de la seconde quadrille, qui représentoit les Perses. La troi» sième, qui étoit conduite par le prince de Condé, repré» sentoit les Turcs. Le duc d'Enguien commandoit la qua» trième, qui représentoit les Indiens, et le duc de Guise » conduisoit la cinquième, qui représentoit les sauvages. La » Reine, la Reine-mère, la Reine d'Angleterre et toutes les » princesses de la cour contribuèrent par leur présence aux » agrémens de la fête, qui dura trois jours; et les Reines » y distribuèrent les prix. Le marquis de Bellefonds, de la » quadrille de Monsieur, reçut le premier jour des mains de » la Reine le premier prix, qui étoit une boëte de portraits, » garnie de diamants; et le second jour le comte de Sault, » de la quadrille du prince de Condé, reçut des mains de la » Reine-mère un diamant fort riche. » (*Hist. de Louis XIV*, par Limiers, t. II, p. 378.)

N° 1034. PARIS VERS 1664.

LOUVRE, GRANDE ET PETITE GALERIE, PONT BARBIER, COLLÉGE MAZARIN, ETC.

Tableau du temps.

La façade du Louvre du côté de la rivière est celle de Leveau, architecte du Roi Louis XIV, depuis 1653 jusqu'en 1670; elle est gravée dans l'ouvrage intitulé : *Architecture françoise*, t. IV, p. 59, Pl. XIV. Colbert, ayant été nommé surintendant des bâtiments du Roi en 1664, fit changer cette façade et en fit élever une nouvelle sur les dessins de Claude Perrault.

La grande et la petite galerie qui établissent la communication du Louvre et des Tuileries étaient entièrement terminées; la porte neuve, la tour qui lui servait de défense à cette époque, et le pont Barbier au delà de la porte neuve, existaient encore.

Toute la partie du Pré-aux-Clercs, depuis le pont jusqu'au collége Mazarin, est couverte de maisons. On avait commencé à y bâtir en 1630, « et quoique depuis, rapporte Sauval » (t. II, p. 368), tant Louis XIII que Louis XIV, ayent sou» vent fait défenses de passer certaines limites, on ne laisse » pas néanmoins d'avancer toujours, et de les passer, ce qui » oblige quelquefois à les reculer et mettre un peu plus loin. » Tous les jours on y entreprend de grands logis et beaux; » et enfin il y en a tant aujourd'hui qu'il serait difficile d'en » savoir le nombre, même de ceux qui se trouvent par-delà » les bornes que de temps en temps on y a plantées. » Les Théatins occupaient alors une partie de ces maisons. « Ce » sont, dit Sauval, des clercs réguliers, que le cardinal Ma» zarin fit venir d'Italie en 1644, et dont il se rendit le fon» dateur. Il leur acheta plusieurs maisons sur le quai Mala» quais, où ils entrèrent le 27 juillet 1648. » *Hist. et Antiquités de la ville de Paris*, t. II, p. 648.)

Le cardinal Mazarin, par son testament daté de Vincennes du 6 mars 1661, avait ordonné qu'il serait fondé sous son nom un collége et une académie, comme il est rapporté dans Piganiol de la Force (t. VIII, p. 192), « pour l'instruction » des enfans des gentilshommes, ou des principaux bourgeois » qui auraient pris naissance à Pignerol, son territoire, et » aux vallées y jointes; aux provinces d'Alsace et aux pays » d'Allemagne contigus; en Flandre, en Artois, en Hai» nault et en Luxembourg; en Rousillon, en Conflans et en » Sardaigne, en ce qui en est réduit sous l'obéissance du » Roi, par le traité fait à Munster, le 24 octobre 1648, et » par celui fait en l'île appelée des *Faisans*, le 7 novembre » 1659, afin de rendre ces provinces françoises par leur » propre inclination, aussi bien qu'elles le sont maintenant » par la domination de Sa Majesté. A quoi le cardinal Maza» rin, par l'affection qu'il avoit conservée pour le lieu de sa » naissance, voulut joindre les Italiens de l'état ecclésiastique » pour les obliger de plus en plus à continuer leur zèle au » service de la France.

» Ce contrat de fondation fut confirmé, loué et approuvé » par lettres patentes du Roi, données à Saint-Germain-en-» Laye, au mois de juin 1665, dans lesquelles, pour donner » des marques de la satisfaction que le Roi avoit de cet éta» blissement, Sa Majesté veut que cette fondation soit censée » et réputée royale, et jouisse des mêmes avantages, privi» léges et prérogatives, que si elle avait été faite et instituée » par Sa Majesté. » (Tome VIII, p. 208.)

« Les exécuteurs testamentaires ayant acheté ce qui restait » encore de bâtiments de l'hôtel et du *séjour de Nesle*, et » joint à leur emplacement ceux de plusieurs maisons voi» sines, qu'ils acquirent aussi vers la fin de l'année 1662, » firent jeter les fondations de l'édifice de ce collége, qui fut » élevé sur les dessins de Leveau, et exécuté par Lambert » d'Orbay. » (*Dulaure*, t. IV, p. 439.)

Des personnages du temps traversent le Pont-Neuf, sur lequel sont établis des marchands ambulants dans leurs échoppes : d'un côté on voit une voiture de la cour attelée de huit chevaux, où l'on reconnaît la livrée du Roi; de l'autre, un carrosse attelé de deux chevaux blancs à la livrée de la Maison d'Orléans.

N° 1035. PARIS VERS 1664.

TOUR DE NESLE, ETC.

Tableau du temps.

L'origine de la tour de Nesle, une de celles qui faisaient partie de la troisième enceinte de Paris, remonte à l'année 1190 : c'était, disent les auteurs qui ont écrit sur les antiquités de Paris, le point où commençait alors, du côté de l'ouest, l'enceinte méridionale de la ville. D'abord connue sous le nom de *Tour Philippe Hamelin*, elle prit ensuite celui de *Nesle*, de l'hôtel des seigneurs de Nesle qui fut bâti postérieurement. « Du temps de Philippe-Auguste, rap» porte Dulaure, elle était une fortification, mais non une » porte de ville : il y en eut une dans la suite nommée *Porte* » *de Nesle*. »

« Cette porte, ajoute le même auteur (t. III, p. 477), » située sur la rive gauche de la Seine vers le point où s'élève » le pavillon oriental du palais des Beaux-Arts, ci-devant » collége Mazarin, était contiguë à l'ancienne tour de Nesle, » tour ronde fort élevée, accouplée à une tour moins forte, » plus élevée, et qui contenait l'escalier.

» Le bâtiment de la porte, flanqué de deux tours rondes, » fut, à ce qu'il paraît, restauré sous le règne de Henri IV. » On traversait le fossé, alors très-large en cet endroit et » rempli par les eaux de la Seine, sur un pont de quatre » arches en pierre. »

La tour et la porte de Nesle existaient encore dans les premières années du règne de Louis XIV.

N° 1036. VERSAILLES VERS 1664.

VUE DU CHATEAU DU COTÉ DE L'AVENUE DE PARIS.

Tableau du temps par VANDERMEULEN.

Les terre et seigneurie de Versailles étaient encore en 1568 divisées entre plusieurs propriétaires, lorsqu'elles furent acquises par Martial de Loménie, secrétaire du roi Charles IX et de ses finances. Albert de Gondi, comte de Retz, en fit ensuite l'acquisition en 1579, et ce fut son fils Jean-François de Gondi, archevêque de Paris (oncle du cardinal coadjuteur et aussi archevêque de Paris), qui la vendit au roi Louis XIII, par contrat daté du 8 août 1632.

Louis XIII fit alors construire à Versailles un petit château ou maison de campagne; il y tenait ses équipages de chasse, et Bassompierre le qualifiait alors de chétif château de Versailles.

« Ce château (disait Blondel, en 1755, dans son ouvrage » sur l'*architecture françoise*) étoit flanqué de quatre pa» villons bâtis de pierre et de briques, avec un balcon de fer » qui tournoit tout autour, et qui dégageoit les bâtimens du » premier étage. Une fausse braie entouroit aussi ce bâti» ment, et étoit précédée d'un fossé à fond de cuve, revêtu » de briques et de pierres de taille, terminé par une balus» trade. Ce petit édifice étoit environné de bois, de plaines, » d'étangs, dont la nature alors faisoit seule les frais. Quelque » temps après, Louis XIII fit percer ce bois, planter les » plaines et cultiver un parc qui n'occupoit que l'étendue que » renferment aujourd'hui les jardins de Versailles. » (Tome IV, p. 93.)

Louis XIV dans un carrosse attelé de six chevaux se rend au château de Versailles. Il est accompagné par les officiers de sa maison, précédé et suivi des gardes du corps. La voiture du Roi traverse la place; elle est sur le point d'entrer dans l'avant-cour du château, du côté de l'avenue de Paris.

N° 1037. VERSAILLES VERS 1664 (1).

VUE GÉNÉRALE DU CHATEAU DU COTÉ DES AVENUES DE SAINT-CLOUD ET DE PARIS.

Tableau du temps.

« Entre toutes les maisons royales (écrivait Félibien, en » 1674, dans une description sommaire du château de Ver» sailles), celle de Versailles ayant eu le bonheur de plaire » au Roy, Sa Majesté commença en l'année 1661 à y faire » travailler pour la rendre plus grande et plus logeable qu'elle » n'estoit; car ce château, que Louis XIII avoit fait bastir, » n'estoit composé alors que d'un *corps de logis simple, de* » *deux aisles et de quatre pavillons;* de sorte que pour y » loger une cour aussi grande qu'est aujourd'huy celle du » Roy, il a fallu l'augmenter beaucoup. Cependant, comme » Sa Majesté a eu cette piété pour la mémoire du feu Roy » son père, de ne rien abattre de ce qu'il avoit fait bastir, » tout ce que l'on y a adjoûté n'empesche point qu'on ne » voye l'ancien palais tel qu'il estoit autrefois, excepté que » l'on a pavé la cour de marbre, qu'on l'a enrichie de fon» taines et de figures, qu'on a orné les *encoigneures de vo*» *lières*, et les faces de balcons dorez; et qu'enfin l'on a » embelly toutes les parties pour répondre en quelque sorte » au reste des grands bâtimens qu'on y a adjoûtez, et faire » que la propreté et la délicatesse des ornemens fist supporter » ce qu'il y a de trop petit dans l'ancien bastiment; ce qui » rend à présent cette maison si magnifique, qu'elle est sans » doute un des plus beaux lieux qui soient au monde; l'art » ayant non seulement réparé par ses soins les défauts que la » nature y avoit laissez, mais l'ayant enrichy de tout ce » qu'on peut rencontrer de plus rare et de plus beau dans » toutes les autres maisons de plaisance. »

Il est évident que Louis XIV avait déjà ordonné des travaux à Versailles avant l'année 1664; alors le château de Louis XIII avait commencé à changer d'aspect : les volières dont parle Felibien étaient déjà ajoutées à la façade du côté de l'avenue de Paris; une gravure à l'eau forte d'Israel Sylvestre, et qui porte la date de 1664, en est la preuve. C'est à Versailles que furent données, dans les années 1664 et 1674, en présence de Louis XIV et de toute sa cour, ces fêtes magnifiques dont les auteurs de ce temps ont laissé de si belles descriptions, et auxquelles concoururent tous les talents les plus distingués du siècle.

« Le Roi, disait Molière, à l'occasion des fêtes de 1664, » voulant donner aux Reynes et à toute sa cour le plaisir de » quelques festes peu communes, dans un lieu orné de tous » les agrémens qui peuvent faire admirer une maison de » campagne, choisit Versailles, à quatre lieues de Paris. C'est » un chasteau qu'on peut nommer un palais enchanté, tant » les ajustemens de l'art ont bien secondé les soins que la » nature a pris pour le rendre parfait. Il charme en toutes » manières, tout y rit dehors et dedans, l'or et le marbre y » disputent de beauté et d'éclat; et, quoiqu'il n'ait pas *cette* » *grande étendue* qui se remarque en quelques autres palais » de Sa Majesté, toutes choses y sont si polies, si bien enten» dues et si achevées, que rien ne le peut égaler; sa symétrie, » la richesse de ses meubles, la beauté de ses promenades et » le nombre infini de ses fleurs, comme de ses orangers, » rendent les environs de ce lieu dignes de sa rareté singu» lière, etc. » (Molière, *Préface de la Princesse d'Élide.*)

Louis XIV, dans une voiture attelée de six chevaux, se rend à Versailles; la voiture de la Reine suit immédiatement celle du Roi;

(1) Plusieurs épreuves de la gravure qui s'applique à ce texte portent, par erreur, le n° 1081, et pour titre, *Projet pour le château de Versailles vers 1650.*

elles sont escortées par les officiers de sa maison, accompagnées et suivies par les gardes du corps et les mousquetaires. La musique marche en tête; elle est déjà arrivée dans la première cour du château.

Nº 1038. VERSAILLES VERS 1664 (1).

VUE DU CHATEAU DU COTÉ DE L'ORANGERIE OU DU MIDI.

Tableau du temps par VANDERMEULEN.

Félibien, dans sa description de Versailles, datée de l'année 1674, dit (p. 78) : « Du labyrinthe on peut aller à » l'orangerie, dont la beauté et celle des arbres qu'elle con- » tient méritent une description à part. » Description qu'il ne donne pas dans son ouvrage.

Une vue de l'orangerie et du château de Versailles, du côté du Midi, gravée à l'eau-forte par Israel Sylvestre, se trouvant à la tête de l'ouvrage intitulé : *Les Plaisirs de l'Isle enchantée, ou les Festes et Divertissements du Roy à Versailles, divisez en trois journées et commencez le septième jour de May de l'année* 1664, ne laise aucun doute sur l'état dans lequel le château et l'orangerie se trouvaient à cette époque.

Dans une autre gravure, Israel Sylvestre a reproduit le tableau de Vandermeulen, dans lequel on voit Louis XIV, à cheval, donnant des ordres à l'officier des chasses. La chasse est déjà commencée : les mousquetaires et les gardes du corps sont à la suite du Roi.

Nº 1039. VINCENNES VERS 1665.

VUE DU CHATEAU DU COTÉ DU PARC.

Tableau du temps par VANDERMEULEN.

L'origine du château de Vincennes est inconnue. On sait que Louis VII y fonda, en 1164, un couvent de religieux. Sauval qui vivait dans le commencement du règne de Louis XIV, et qui écrivait alors sur les antiquités de Paris, rapporte que : « Philippe-Auguste environna de murailles le » bois qui y tenoit, ouvert auparavant, et qui servoit de pas- » sage à tout le monde. Henri II, Roi d'Angleterre, lui en- » voya tous les cerfs et les daims, sans les autres bêtes fauves » qu'il put prendre tant en Normandie qu'en Guyenne. »

Depuis cette époque, Vincennes devint maison royale et lieu de chasse. « On montre encore dans le bois, ajoute Sau- » val, un vieux chêne où saint Louis rendoit justice à ses » sujets. Personne ne doute que ce Prince, alors vêtu d'une » cotte de camelot, d'un surcot de tirtaine sans manches, et » d'un manteau de sandal noir, et assis sur des tapis avec ses » conseillers, n'ait là souvent terminé les différends de ses » peuples, etc. » (Tome II, p. 304 et 305.)

Après saint Louis, les Rois, jusqu'à Louis XI, continuèrent à habiter et à embellir Vincennes. Le donjon est l'ouvrage du Roi Charles V. La chapelle fut fondée par Henri II; on y tenait le chapitre des chevaliers de Saint-Michel. Louis XIII augmenta le château et fit construire la galerie qui existe encore aujourd'hui. Anne d'Autriche, régente de France, s'y retira avec ses enfants pendant quelque temps, et y ordonna aussi quelques travaux.

A l'exemple de ses prédécesseurs, Louis XIV chassait souvent dans le bois de Vincennes. Des valets de pied à la livrée du Roi et de la Reine conduisent des chiens en laisse et entrent dans le bois; Louis XIV marche après eux. On reconnaît près du château des voitures à la livrée du Roi.

(1) La gravure qui se rapporte à ce texte porte, par erreur, le nº 1035, et pour titre, *Versailles vers* 1668.

Nº 1040. SAINT-GERMAIN VERS 1669.

VUE DU CHATEAU ET DES JARDINS DU COTÉ DE LA TERRASSE.

Tableau du temps par VANDERMEULEN.

L'origine du château de Saint-Germain, comme résidence royale, remonte à l'année 1370. « Charles V, suivant Piga- » niol de la Force, fit jeter les premiers fondemens de ce » château.... Le goût que François Ier avoit pour la chasse » lui en donna beaucoup pour le séjour de Saint-Germain. Il » fit relever l'ancien bâtiment et en fit construire de nou- » veaux. Henri IV fit bâtir le château neuf sur la croupe de » la montagne plus proche de la rivière. Il étendit les jardins » jusqu'aux bords de la Seine, et les fit soutenir par des ter- » rasses élevées avec une dépense somptueuse. Le Roi » Louis XIII l'embellit de plusieurs ornemens, et enfin » Louis XIV, qui y étoit né le 5 septembre de l'an 1638, fit » ajouter au vieux château cinq gros pavillons qui en flan- » quent les encoignures. Il fit encore embellir les dehors. Le » grand parterre, la grande terrasse, la maison et le jardin » du Val, et quantité de routes qu'il fit percer dans la forêt, » sont des ouvrages dont il a donné le dessin, et des magni- » ficences de son règne. » (Tome IX, p. 445.)

Louis XIV, accompagné du prince de Condé et du maréchal de Turenne, chasse dans la forêt de Saint-Germain. Le cerf est lancé.

Nº 1041. VERSAILLES VERS 1678.

VUE DU CHATEAU DE CLAGNY.

Tableau du temps.

Dans la description des environs de Paris par Piganiol de la Force, il est dit « que le château de Clagny est peut-être » la maison le plus régulièrement belle qu'il y ait en Europe. » Il est tout près de Versailles, et presque dans une position » pareille à celle de cette maison royale. Le Roi Louis XIV » le fit bâtir pour madame de Montespan. Il fut commencé » en 1676 et achevé en 1679 et 1680, sur les dessins de Jules » Hardouin Mansart.... L'étang qui servoit d'abreuvoir à » Versailles servoit aussi de canal aux jardins de Clagny, et » contribuoit à la beauté de la vue du château, pour lequel » il sembloit avoir été fait exprès. » (Tome IX, p. 141 et 144.)

« Il a été comblé depuis quelque temps, ajoute le continua- » teur de Piganiol, qui écrivait en 1755; pour arrêter le » cours des maladies que ses vapeurs malsaines occasion- » noient toutes les années dans cette partie de Versailles. » (Page 523.)

Louis XIV conduit à grandes guides une calèche attelée de quatre chevaux; il est avec la Reine, le grand Dauphin, la grande Dauphine et une des dames de la Reine. (On présume que cette dame doit être madame de Montespan, alors surintendante de la maison de Marie-Thérèse.) La voiture du Roi vient de passer devant le château de Clagny; elle est escortée par des officiers de la maison et des gardes du corps. Des valets de pied, à la livrée du Roi et à celle de la Reine, suivent à pied; d'autres valets des écuries et des chasses conduisent des chiens en laisse.

Nº 1042. VERSAILLES VERS 1685.

GRANDE COUR ET AVANT-COUR DU CHATEAU, PLACE D'ARMES, GRANDE ET PETITE ÉCURIE DU ROI.

Tableau du temps par MARTIN.

« Ce ne fut que peu à peu (Blondel, *Arch. françoise*, t. IV, » p. 94.) que l'on joignit à la cour du château la grande avant- » cour et les quatre pavillons des ministres, auxquels on » ajouta ensuite deux ailes de bâtimens; que l'on distribua la

» place d'armes; que l'on combla un fossé qui étoit placé au » pied de la grille du château; que l'on détruisit plusieurs » tourelles placées dans les angles de cette cour; que l'on » bâtit enfin les écuries et que l'on planta les avenues. »

La grande et la petite écurie du Roi, commencées l'une et l'autre en 1679, sur les dessins de Jules Hardouin Mansart, furent achevées en 1685; elles sont à droite et à gauche de la grande avenue de Paris, donnant sur la place d'Armes.

« Des écuries, dit Piganiol de la Force, on revient à la » place Royale..... De cette place l'on monte dans l'avant-» cour du château, qui en est séparée par une grille de fer » enrichie d'enroulemens, montans, pilastres et couronne-» mens, le long de laquelle on trouve deux guérites qui » servent de piédestaux à deux groupes de pierre. Celui qui » est à la main droite, c'est les Victoires de la France sur » l'Empire, qui est figuré par l'aigle. Ce groupe est de Gas-» pard de Marsy; à gauche ce sont les Victoires de la France » sur l'Espagne symbolisée par le Lion : ce groupe est de Gi-» rardon.

» De l'avant-cour on entre dans une grande cour, qui en est » séparée par une grille de fer ornée ainsi que la première, le » long de laquelle on voit deux guérites, posées symétrique-» ment, qui servent de piédestaux à deux groupes de pierre. » A droite c'est la Paix, qui, le flambeau à la main, brûle » un trophée d'armes, et tient de la main gauche un caducée » qui est son symbole : ce groupe est de Tuby. Celui qui est » à gauche représente l'Abondance : il est de Coyzevox (1). » (Tome Ier, p. 8 à 11.)

Les chevaux du Roi, conduits par ses piqueurs, attendent dans l'avant-cour du château. Les gardes françaises et les gardes suisses dans la grande cour des Ministres sont en bataille sur trois rangs; les drapeaux sur le front du premier rang, et les tambours entre la première et la deuxième ligne. Une voiture à quatre chevaux et à la livrée de Condé entre dans cette cour.

N° 1043. VERSAILLES VERS 1688.

VUE DES ÉTANGS DE LA BUTTE DE MONTBORON.

Tableau du temps par MARTIN.

« Lorsque Louis XIV fut déterminé à agrandir et à embel-» lir les jardins de Versailles, et qu'il en eut approuvé les pro-» jets, il ordonna qu'on cherchât les moyens de parvenir à » faire arriver dans ce lieu des eaux abondantes. On pro-» posa d'abord de faire venir sur la plaine Satauri, près de » Versailles, des eaux de la rivière d'Eure. Cette eau devoit » passer sous le fameux aqueduc de Maintenon, qui devoit » avoir deux mille cinq cent cinquante-cinq toises de lon-» gueur, sur deux cent dix-huit pieds d'élévation, et dont la » plus grande partie a été construite. De cet aqueduc, les » eaux de la rivière devoient arriver à la plaine de Satauri » par des tuyaux de fer de deux pieds de diamètre, et de là » être conduites dans des réservoirs de distribution pour faire » jouer les effets d'eau des différens bosquets du jardin de ce » palais; mais ce projet cessa d'avoir lieu, et ce qui fut bâti » de l'aqueduc se détruit tous les jours. On imagina alors de » faire venir à Versailles des eaux par la machine de Marli, » et l'on construisit pour cela un aqueduc assez considérable, » vers 1690, dans la plaine de Montreuil, près Clagni : il a été » démoli entièrement depuis quelques années, ce projet ayant » eu le même sort que le précédent. Ayant enfin trouvé des » moyens moins difficiles et moins dispendieux, il fut décidé » qu'à plus de huit lieues dans les environs de Versailles on » ramasseroit dans les étangs et retenues une quantité d'eau » suffisante pour faire jouer pendant une année toutes les fon-» taines de Versailles, de Trianon et de la Ménagerie. A cet » effet on recueille toutes les eaux de pluie et de neige qui » tombent sur la surface de plus de soixante-dix mille arpens » de terre, bois et prés, par des rigoles et aqueducs d'environ » soixante-cinq mille toises de longueur, dans lesquels pas-» sent lesdites eaux pour se rendre dans vingt-trois étangs, qui » se déchargent les uns dans les autres, suivant leur pente na-» turelle, et qui se communiquent et se remplissent par des » aqueducs particuliers pour ne faire qu'un tout dans les ré-» servoirs de la butte de Montboron, près de Versailles, et » dans les deux réservoirs du parc aux Cerfs. » *Architecture françoise*, par Blondel, t. IV, p. 96.)

Louis XIV, suivi des officiers de sa maison, visite les travaux des étangs de Montboron. Le Roi est à pied; il paraît se disposer à aller à la chasse; les valets de pied tiennent les chevaux, et des valets de chiens conduisent la meute.

N° 1044. VERSAILLES VERS 1688.

VUE DE L'ORANGERIE DU CHATEAU ET DE LA PIÈCE D'EAU DES SUISSES.

Tableau du temps par MARTIN.

« C'est peu de dire que l'Orangerie est un des plus beaux » morceaux d'architecture qu'il y ait au monde dans ce » genre-là; on peut ajouter hardiment que c'est le chef-d'œu-» vre et le miracle de cet art. Elle est du dessin de feu » M. Mansart, fut commencée en 1685 et finie sur la fin de » l'an 1686.

» Elle est exposée au midi, et consiste en une galerie dans » le fond qui a quatre-vingts toises de long sur trente-huit » pieds de large. Elle est éclairée par douze fenêtres cintrées » qui sont dans l'enfoncement des arcades. Dans une niche qui » se trouve au milieu de cette galerie, et vis-à-vis la grande » porte, il y a une statue de marbre blanc, haute de dix » pieds neuf pouces, le plinte compris. Cette figure est en » pied, et représente le Roi vêtu d'un habit à la romaine et » d'un manteau royal, ayant un casque à ses pieds, et tenant » de sa main droite un bâton de commandement. Elle fut » donnée au Roi par le Maréchal duc de La Feuillade, qui » l'avoit fait faire par Desjardins pour la mettre à la place des » Victoires. » (*Description de Versailles*, par Piganiol de la Force, t. II, p. 89, 4e édition de 1717.)

En dehors du petit parc, entre le potager et le mail, se trouve la pièce d'eau des Suisses.

La route de Versailles à Saint-Cyr passe devant le jardin de l'orangerie et le sépare de la pièce d'eau des Suisses.

Des personnages du temps de Louis XIV se disposent à partir pour la chasse; un écuyer tient un faucon sur le poing, et un valet de chasse à la livrée du Roi se prépare à sonner du cor de chasse.

N° 1045. VERSAILLES VERS 1688 (1).

PETIT PARC, JARDINS DU CHATEAU.

BOSQUET DE LA SALLE DES FESTINS.

Tableau du temps par MARTIN.

A l'extrémité de l'allée des bassins de Cérès et de Flore se trouve, sur la gauche, le bosquet appelé la Salle des Festins ou du Conseil. Félibien en parle dans sa description sommaire du château et des jardins de Versailles, écrite en 1674. « C'est, dit-il, une place d'une fort grande étendue, et revê-

(1) Ces deux statues viennent d'être placées nouvellement aux deux angles de l'ancienne cour des Ministres, actuellement cour des Statues, du côté de la place d'Armes.

(1) La gravure qui s'applique à ce texte porte, par erreur, le n° 1060, et pour titre, *Ancien emplacement de l'Obélisque en 1700*.

» tue tout autour de gazon; sa figure est plus longue que » large; elle a cinquante-cinq toises de longueur sur qua- » rante de large. Le milieu est comme une île fermée d'un » fossé d'eau, avec des ponts qui avancent et reculent d'une » manière toute particulière. Il y a en quatre endroits de la » place qui environne l'île quatre bassins d'eau et quatre au- » tres aux quatre coins de l'île. De ces bassins et de plusieurs » endroits des fossés il sort soixante-treize jets d'eau. »

Des personnages de cette époque se promènent dans le bosquet; on aperçoit plusieurs chaises roulantes à bras qui servaient à la promenade dans les jardins de Versailles.

N° 1046. VERSAILLES VERS 1688.

PETIT PARC, JARDINS DU CHATEAU.

PARTERRE D'EAU.

Tableau du temps par COTTEL.

« En face de l'avant-corps du château de Versailles (dit » Blondel, dans l'ouvrage sur l'*Architecture françoise*), se » trouve une grande terrasse ornée de deux grands bassins » qui tiennent lieu de parterre.

» Ces bassins, d'une grande étendue, sont bordés d'une ta- » blette de marbre blanc entourée de gazons. Les tablettes » sont ornées chacune de huit groupes de bronze d'une pro- » portion colossale et de la plus grande beauté; ces groupes » de bronze représentent des Fleuves, des Rivières et des » Fontaines, qui ont été modelés par les plus célèbres sculp- » teurs et fondus par les Keller, etc. »

N° 1047. VERSAILLES VERS 1688.

PETIT PARC, JARDINS DU CHATEAU.

ORANGERIE ET PIÈCE D'EAU DES SUISSES.

Tableau du temps par COTTEL.

A l'extrémité de l'esplanade du midi, rapporte l'auteur de l'*Architecture françoise*, est une balustrade de pierre de laquelle on découvre le jardin de l'Orangerie. Il faut descendre cent quatre marches, et l'on y arrive, dit Piganiol de la Force, « par deux rampes d'une magnificence qu'on ne » peut que difficilement exprimer : elles ont chacune dix toises » de large, et sont interrompues par deux palliers.

» Ce parterre consiste en six grands compartimens de » gazon avec enroulemens, et un grand bassin au milieu, » d'où s'élève une gerbe de quarante pieds de haut; il est » fermé par une balustrade sur un mur en talus qui fait l'un » des côtés d'un petit canal. Les deux entrées principales n'ont » que la largeur des marges, et sont ornées de deux tru- » meaux, dont chacun est décoré de deux colonnes d'ordre » toscan, et porte un groupe de figures de pierre. » (Tome II, p. 85.)

En face de l'Orangerie, et de l'autre côté de la route, est un grand canal nommé *pièce d'eau des Suisses*, parce que ce sont eux qui ont travaillé à sa construction. Elle a environ trois cent cinquante toises de long sur cent vingt de large (1).

N° 1047 *bis*. VERSAILLES VERS 1688.

PETIT PARC, JARDINS DU CHATEAU.

ORANGERIE.

Tableau du temps par COTTEL.

Même vue que le n° 1044. (*Voir* ce numéro.)

(1) On a depuis placé à l'extrémité de cette pièce d'eau la statue équestre de Marcus Curtius par le cavalier Bernini.

N° 1048. VERSAILLES VERS 1688.

PETIT PARC, JARDINS DU CHATEAU.

LE LABYRINTHE. — Fable n° 1. — *Le Duc et les Oiseaux.*

Tableau du temps par COTTEL.

Ce bosquet qui n'existe plus avait pris son nom d'un entrelacement de plusieurs allées bordées de palissades. « On le » nomme labyrinthe, dit Félibien, dans sa description du » château de Versailles de 1674, parce que c'est un endroit » composé d'une infinité de petites allées, tellement meslées » les unes aux autres qu'il est mal aisé de les suivre et de ne » pas s'égarer. » (Page 92.)

« A chaque détour, on rencontre une fontaine ornée d'un » bassin de rocaille fine, où l'on a représenté au naturel une » fable d'Esope, dont le sujet est marqué par une inscription » de quatre vers gravez en lettres d'or sur une lame de bronze » peinte en noir. Ces vers sont de feu Benserade, et servent à » expliquer la fable.

» Il faut remarquer qu'en entrant dans ce bosquet, qui est » du dessin de Le Nostre, on trouve deux statues; l'une est » celle du fameux Ésope connu par ses fables, et dont un » grand nombre sert à orner ce bosquet : elle est de Le Gros. » L'autre est celle de l'Amour tenant entre ses mains un peloton » de fil : cette statue est de Baptiste Tuby.

» Le Duc est ici au milieu d'un bassin de rocaille; et un grand » nombre d'oiseaux, qui remplissent un demi-dôme de treillage » orné d'architecture, jettent de l'eau en abondance sur le Duc, » qui s'était attiré leur indignation par son chant lugubre et » par son vilain plumage. »

Les Oiseaux, en plein jour voyant le Duc paroître,
Sur lui fondirent tous à son hideux aspect.
Quelque parfait qu'on puisse être,
Qui n'a pas son coup de bec?

(*Description des châteaux et parcs de Versailles*, par Piganiol de la Force, t. II, p. 69 à 98; édition de 1707.)

N° 1048 *bis*. VERSAILLES VERS 1688.

PETIT PARC, JARDINS DU CHATEAU.

LE LABYRINTHE. — Fable XIII. — *Le Renard et la Grue.* Fable XIV. — *La Grue et le Renard.*

Tableau du temps par COTTEL.

Au détour de chaque allée du labyrinthe, comme il est dit ci-dessus, se trouvait un bassin de rocaille où l'on avait représenté une fable d'Ésope. D'un côté étaient *le Renard et la Grue*, et de l'autre *la Grue et le Renard*.

Le Renard et la Grue.

« Le Renard a le museau sur une soucoupe de vermeil doré, » posée sur un rocher de rocailles, et se régale lui seul, pendant » que la pauvre Grue fait un jet en l'air. »

Le Renard voulut faire à la Grue un festin,
Le dîné fut servi sur une plate assiette.
Il mangea tout, chez lui comme ailleurs le plus fin;
Elle de son long bec attrappa quelque miette.

La Grue et le Renard.

« Ici c'est tout le contraire. La Grue a son bec dans un vase » de cristal, et mange la bouillie, pendant que le Renard qui » est auprès jette de l'eau. »

Le Renard chez la Grue alla pareillement.
Un vase étroit et long fut mis sur nappe blanche.
De la langue le bec se vengea pleinement;
Est-il pas naturel de prendre sa revanche?

(Piganiol, t. II, p. 110 et 111.)

On aperçoit dans le fond de l'allée le sujet de la fable n° 12, représentant le combat des animaux.

N° 1049. VERSAILLES VERS 1688 (1).

PETIT PARC, JARDINS DU CHATEAU.

BOSQUET DE LA SALLE DE BAL.

Tableau du temps par COTTEL.

Ce bosquet, appelé la *Salle de bal*, est près du labyrinthe. Cette salle, du dessin de Le Nostre, est de « forme elliptique et » bordée de gradins. Dans le fond on voit une cascade de ro- » cailles artistement arrangée, et accompagnée de quatre gou- » lottes de marbre de Languedoc qui en marquent les extré- » mités, et au bas desquelles se voient de grandes torchères, » ainsi qu'au pied des taluds de marbre qui soutiennent les » gradins. Ces torchères servent à porter des girandoles pour » éclairer cette salle pendant la nuit. De la cascade de rocailles » tombent des nappes d'eau qui produisent un murmure agréa- » ble et un effet très-brillant aux lumières. Au dessus de cette » cascade se voient des vases de métal sculptés, ainsi que les » torchères, par Houzeau, Masson, Le Hongre, etc. » (*Architecture françoise*, par Blondel, t. IV, p. 106.)

N° 1050. VERSAILLES VERS 1688.

PETIT PARC, JARDINS DU CHATEAU.

BOSQUET ET FONTAINE DE LA COLONNADE.

Tableau du temps par COTTEL.

Le bosquet de la Colonnade n'existait pas encore en 1674 (2); il ne date environ que de l'année 1680 : « On appelle ainsi un » péristile de forme circulaire, qui a vingt-une toises et demie » de diamètre, et qui est fermé par trente-deux colonnes d'or- » dre ionique, dont il y en a huit de brèche violette, douze de » marbre de Languedoc, et douze de marbre bleu turquin. » Elles ont vingt pouces de diamètre sur quatorze pieds de » haut, en y comprenant les bases, qui sont attiques, et les » chapiteaux, qui sont de marbre blanc à quatre faces égales. » Chaque colonne répond à un pilastre de marbre de Langue- » doc qui est derrière, et n'en est éloigné que de deux diamètres » et demi. L'un et l'autre sont couronnés d'une corniche ar- » chitravée, qui leur sert d'entablement. Les colonnes sont » communiquées les unes aux autres par des arcades en plein » cintre, qui sont ornées de leurs archivoltes, avec des mas- » ques dans leurs clefs qui représentent ou des Nymphes, ou » des Nayades, ou des Sylvains.

» Cet ouvrage est couronné par une corniche corinthienne, » au dessus de laquelle il y a un socle ou finiment avec des portes » en bas-relief, sur lequel sont des vases de marbre blanc, ter- » minés par des pommes de pin.

» Les Jeux et les Amours, sous la forme de petits enfans, » sont représentés en bas-reliefs sur les timpans triangulaires » des arcades. Ces groupes d'enfans sont de Mazière, Granier, » Coyzevox, Le Hongre et Le Comte.

» Toute cette architecture est posée dans une rigole qui re- » çoit l'eau qui retombe en nappe de trente-un bassins de mar- » bre blanc posés sur des pieds, dont chacun est orné de trois » consoles, et du milieu desquels s'élèvent des jets ou lances » d'eau à la hauteur de seize pieds.

» D'une allée sablée qui règne au pourtour de la colonnade, » l'on descend par cinq degrés de marbre dans l'aire, au milieu » de laquelle il y a un groupe de marbre blanc sculpté par Gi- » rardon ; le sujet est pris de la fable : c'est l'Enlèvement de » Proserpine.

» Le pied-d'estal de ce groupe est de forme ronde, et orné » d'un bas-relief au pourtour qui représente une partie de cette » fable. » (Piganiol de la Force, t. II, p. 151 à 153.)

(1) La gravure porte le n° 1040 : *lisez* 1049.

(2) Il se trouve à gauche du Tapis vert, dans la partie inférieure, du côté du bassin d'Apollon.

N° 1051. VERSAILLES VERS 1688.

PETIT PARC, JARDINS DU CHATEAU.

BOSQUET DE LA FONTAINE DES DÔMES.

Tableau du temps par COTTEL.

Dans le même massif de bois qui contient le bosquet d'Encelade, on en voyait un autre nommé le *bosquet des Dômes*. Il fut nommé originairement *bosquet de la Renommée*, parce qu'au milieu du bassin qu'il renfermait était une Renommée de métal doré, posée sur un globe de même matière, et qui lançait un jet d'eau d'une hauteur considérable. Ce jet d'eau retombait dans un bassin à pans arrondis dans les angles et bordés de balustrades de marbre enrichies de piédestaux, de la tablette desquels sortaient des bouillons d'eau qui se répandaient ensuite en nappe. Cette balustrade était environnée d'une autre balustrade aussi de marbre, élevée sur plusieurs gradins et séparée par une terrasse sablée. En face l'un de l'autre, et dans l'un des diamètres de ce bosquet, qui était de forme circulaire, se trouvaient placés deux pavillons de marbre ornés de bronze et couverts en dôme, qui ont donné le nom à ce bosquet. Du temps où écrivait Piganiol, on voyait déjà plusieurs statues placées dans le bosquet des Dômes. Ces statues, rapporte Blondel, avaient remplacé les groupes d'Apollon chez Téhtys par Girardon et Regnaudin, et ceux des Tritons et Chevaux marins par Guérin et Marsi (1). (Extrait de Blondel, *Architecture françoise*, t. IV, p. 111.)

N° 1051 *bis*. VERSAILLES VERS 1688 (2).

PETIT PARC, JARDINS DU CHATEAU.

FONTAINE D'ENCELADE.

Tableau du temps par COTTEL.

« Le bosquet d'Encelade est enclavé dans celui des Dômes ; » il est sur la droite de la partie inférieure du Tapis vert : » l'on y voit, dit Piganiol, au milieu d'un bassin, ce géant » accablé sous le mont Ossa et le mont Olympe. Il sort » de sa bouche un jet d'eau de soixante-dix-huit pieds de » haut, et qui est d'une grosseur extraordinaire. » (Tome II, p. 176.)

Ce bassin ne date guère que de l'année 1680.

N° 1052. VERSAILLES VERS 1688.

PETIT PARC, JARDINS DU CHATEAU.

BOSQUET DE L'ÉTOILE OU MONTAGNE D'EAU.

Tableau du temps par COTTEL.

Après le bosquet des Dômes et d'Encelade, en face du bassin de Flore et de l'autre côté de l'allée, se trouve l'entrée du bosquet de l'Étoile, appelé, dans la *Description du château de Versailles* par Félibien en 1674, la Montagne d'eau, parce qu'il y conduisait. « Il est divisé, dit cet auteur (p. 81), par » plusieurs allées qui font différentes figures. Il y en a cinq » qui aboutissent à un mesme centre. Elles sont bordées des » deux costez d'un treillis qui soustient une palissade de chè- » vrefeuille. Ce treillis est disposé d'une manière toute parti-

(1) Lorsqu'on détruisit la grotte vers l'année 1680 pour bâtir l'aile neuve ou aile du Nord du Palais de Versailles, le groupe de Girardon, primitivement exécuté pour la grotte, fut placé dans le bosquet des Dômes, d'où il fut ensuite transporté dans le bassin d'Apollon.

(2) La gravure porte le n° 1051 : *lisez* 1051 *bis*.

» culière; il y a des niches d'espace en espace, et une corniche » par le haut, sur laquelle on voit une infinité de pots de por- » celaine remplis de diverses fleurs qui font un effet admirable » contre les grands arbres qui leur servent de fond.

» Du bas de chaque niche s'élève un jet d'eau; et tout le » long de la palissade il y a de chaque costé des coulettes, ou » petits canaux bordez de gazon et de coquillages, avec des » petites cheutes ou bouillons d'eau.

» Le lieu où ces allées se terminent est une espèce de salon » de figure ronde, palissadé et orné comme les allées. Entre » chaque allée il y a une niche recouverte par en haut avec » une espèce de fronton; et au milieu du salon un grand bas- » sin de fontaine où retombe l'eau qui, en jalissant, forme » comme une grosse montagne. Cette eau, qui se répand du » bassin par cinq différens endroits vis-à-vis des allées, forme » cinq grandes napes qui tombent au pied du bassin; de ce » salon l'on voit au bout de chaque allée une niche dans la- » quelle il y a des bassins revêtus de diverses coquilles, et d'où » sortent des jets d'eau du milieu de plusieurs points de ro- » chers et de coquillages. Ces niches sont palissadées de chè- » vrefeuille et disposées de mesme que le salon, ayant encore » devant elles chacune deux autres fontaines dans les coins des » cinq allées qui conduisent à la montagne. »

Ce bassin est à présent détruit.

VERSAILLES VERS 1688.

PETIT PARC OU JARDINS DU CHATEAU.

N° 1053. THÉATRE D'EAU. — Partie supérieure ou Théâtre.

N° 1053 *bis*. THÉATRE D'EAU. — Partie inférieure ou Orchestre.

Tableau du temps par COTTEL.

Le Théâtre d'eau existait déjà en 1674. Le samedi 28 juillet, dit l'auteur de la Description des divertissements de Versailles en l'année 1674 (p. 34), « le Roy, ayant donné » ordre que la feste de ce jour-là fust encore plus magnifique » et plus décorée que les précédentes, commanda qu'on pré- » parast la collation au *théâtre* qui est dans un des bois du » petit parc.

» C'est une grande place presque ronde et séparée en deux » parties : la première, qui sert d'orchestre, contient un demy- » cercle autour duquel sont élevées trois marches en forme de » siéges pour servir d'un amphithéâtre, dont la dernière mar- » che fait une allée en terrasse couverte d'un rang d'ormes » sur le devant, avec des palissades de charmes par derrière. » L'autre partie, qui est trois à quatre pieds plus haute que » l'orchestre, compose le théâtre. Il s'élève dans le fond par » un petit talus de gazon qui laisse des passages pour les ac- » teurs, et, dans la palissade qui l'environne, il y a quatre » grandes niches remplies de bassins, de fontaines, rustique- » ment travaillez. »

N° 1054. VERSAILLES VERS 1688.

PETIT PARC, JARDINS DU CHATEAU.

LE MARAIS.

Tableau du temps par COTTEL.

« Après avoir traversé l'allée de la Cérès, est-il dit dans » Félibien, *Description du château de Versailles* (édition de » 1674, page 69), l'on trouve dans un petit bois le lieu qu'on » appelle le Marais. C'est un grand quarré d'eau au milieu » duquel est un gros arbre si ingénieusement fait qu'il paroist » naturel. De l'extrémité de toutes ses branches sort une in- » finité de jets d'eau qui couvrent le Marais. Outre ces jets, » il y en a encore un grand nombre d'autres qui, jalissant » des roseaux qui bordent les costez de ce quarré, le font pa- » roistre un véritable marais. Aux quatre coins sont quatre » cygnes dorez qui semblent avoir fait leur nid dans les ro- » seaux, et qui jettent une quantité d'eau considérable. Aux » deux bouts de ce quarré d'eau sont deux enfoncemens où » l'on monte par des marches de gazon; au milieu de chacun » de ces enfoncemens, il y a une grande table ovale de mar- » bre blanc de douze pieds de long, soutenue par un piedestal » de quatre consoles de marbre jaspé. Sur chaque table il y a » une corbeille de bronze doré remplie de fleurs au naturel, » de laquelle sort un gros jet d'eau qui retombe dedans et s'y » perd sans mouiller la table, en sorte que, quand on y » mange, on a le plaisir de voir eslever cette fontaine au » milieu de tous les mets sans que l'eau tombe dessus n'y » qu'on puisse en recevoir aucune incommodité. Au milieu » des allées des costez il y a aussi des enfoncemens qui ont » plus de trois toises de profondeur sur plus de six toises d'ou- » verture, où sur des marches de gazon sont élevées de lon- » gues tables de marbre blanc avec trois gradins au dessus, » de marbre blanc, et rangés en forme de crédence pour ser- » vir de buffets; elles sont portées par quatre consoles qui » finissent en pattes de lion. De ces gradins jalissent plusieurs » jets d'eau dont la cheute forme des nappes qui retombent par » cascades jusques sur la table sans la mouiller; l'eau qui en » sort aussi par divers ajustages forme des vases, des aiguie- » res, des verres et des caraffes qui semblent estre de crystal de » roche garnis de vermeil doré. »

Le Marais a existé jusqu'au temps où l'on transporta le groupe d'Apollon et ceux des Tritons originairement placés dans la grotte, et qui ornèrent pendant quelque temps le bosquet des Dômes. (*Voir* bosquet des Dômes, n° 1051, et bassin d'Apollon, n° 1067.)

VERSAILLES VERS 1688.

N° 1055. BOSQUET DES TROIS-FONTAINES.

N° 1055 *bis*. BOSQUET DES TROIS-FONTAINES.

Tableau du temps par COTTEL.

Le bosquet des Trois-Fontaines est séparé de celui de l'Arc de Triomphe par l'Allée d'Eau. Il est ainsi nommé, dit Blondel, « parce que trois bassins de formes variées s'y trouvent » distribués dans sa longueur. Ce bosquet, du dessin de Le » Nostre, est sans ornement; il est seulement entouré de » charmilles et de gradins de verdure; l'inégalité du sol est » rachetée par des glacis en pierre. » (Tome IV, p. 104.)

N° 1056. VERSAILLES VERS 1688.

BOSQUET ET FONTAINE DE L'ARC DE TRIOMPHE, PARTIE SUPÉRIEURE.

N° 1056 *bis*. BOSQUET ET FONTAINE DE L'ARC DE TRIOMPHE, PARTIE INFÉRIEURE.

Tableau du temps par COTTEL.

Le bosquet de l'Arc de Triomphe, précédemment le Pavillon d'Eau, changea entièrement de face lors du retour de Louis XIV en 1678, après le traité de paix de Nimègue.

« Ce bosquet est ainsi appelé, dit Blondel, parce qu'au » fond de cette pièce de verdure est élevé un frontispice com- » posé de trois arcades, et dont les trumeaux sont ornés de » pilastres d'ordre ionique. Tout ce frontispice est construit » en fer doré à l'huile, percé à jour, et d'un travail excellent; » il est couronné d'un fronton, sur les corniches rampantes » duquel sont placées des cuvettes de métal, jetant des bouil- » lons d'eau et des napes. Cet arc est élevé sur des gradins de

» marbre blanc chargés de bas-reliefs de metal, d'un dessin » correct et bien entendu. Quatre pyramides triangulaires » percées a jour, posées sur des piédestaux de marbre de » Languedoc, précèdent cet arc de triomphe, et semblent » être autant de monumens élevés en crystal et en bronze, » par la limpidité des napes d'eau qui en réunissent les compartimens. Certainement il est impossible d'imaginer, sans » l'avoir vu, le merveilleux effet que produit cette décoration; l'art y paroît poussé a son dernier période, et la nature semble à l'envi lui disputer la prééminence. On remarque encore dans ce bosquet des scabellons, des buffets, » des goulottes et (dans la partie inférieure) trois fontaines, » l'une de *la Gloire*, l'autre de *la Victoire*, et la troisième » de *la France*. Toutes ces compositions, d'un dessin et » d'une exécution qui surpassent l'éloge que nous en pourrions faire ici, ont été modelées par Coyzevox, Tuby, Mazeline, etc., sur le dessin de Le Brun et sous la conduite » de Le Nostre. » (*Architecture françoise*, t. IV, p. 104.)

N° 1057. VERSAILLES VERS 1688.

PETIT PARC, JARDINS DU CHATEAU.

BASSIN DU DRAGON.

Tableau du temps par COTTEL.

« Au bas de l'Allée d'Eau se trouve un grand bassin nommé, » suivant Piganiol, fontaine du Dragon ou serpent Python.

» Ce bassin a près de vingt toises de diametre, le milieu » est occupé par un dragon qui jette de l'eau par plusieurs » endroits, et dont le principal jet s'élève à l'ordinaire jusqu'à » trente-trois pieds de haut.

» Il est entouré de quatre dauphins et d'autant de cygnes » qui semblent nager autour de lui. Les cygnes portent des » petits amours dont les uns sont armés d'arcs et de flèches, » et paroissent vouloir tirer sur le dragon, et les autres semblent avoir peur et se cachent le visage avec leurs mains. » Le tout est de métail doré et de l'ouvrage de Gaspard de » Marsy. » (Tome II, p. 30.)

N° 1058. VERSAILLES VERS 1688.

PETIT PARC, JARDINS DU CHATEAU.

BASSIN DE NEPTUNE.

Tableau du temps par COTTEL.

« La pièce d'eau de Neptune vient immédiatement après » celle du Dragon. Elle est bordée par une tablette ornée de » vingt-deux grands vases de métail, enrichis de differens » ornemens. Du milieu de chacun de ces vases s'élève un » jet qui tombe dans un cheneau qui borde cette tablette, » et duquel s'élève aussi un jet entre chaque vase, ce qui fait » en tout soixante trois jets d'eau qui s'élèvent à une hauteur » surprenante. Il y avoit autrefois dans les angles de la tablette huit grandes coquilles pour recevoir l'eau qui tomboit des vases qui sont au-dessus. Les vases sont des plus » habiles sculpteurs du Roi, et la pièce est du dessin de Le » Nostre. » (*Piganiol*, t. II, p. 31.)

La pièce d'eau de Neptune n'a été comprise dans le petit parc de Versailles qu'après l'année 1674. (Voir le n° 1061.)

N° 1059. VERSAILLES VERS 1688.

GRAND PARC.

CHATEAU ET JARDINS DE TRIANON.

Tableau du temps par COTTEL.

« Le petit parc de Versailles, rapporte Félibien, est environné d'un autre qui est divisé par quantité de routes et » de grandes allées bordées de différents arbres. Une des » choses les plus considérables qu'on y puisse remarquer est » le grand canal qui commence au bout du petit parc, vis-à-vis l'allée Royale. » (Page 100.)

Cette pièce d'eau sépare les jardins de Versailles ou le petit parc d'avec le grand, dans lequel se trouvent compris les jardins et le château de Trianon.

Au delà du canal et à main droite, en sortant du château de Versailles, est Trianon : l'on pourrait dire, ajoute Félibien, « que les grâces et les amours, qui forment ce qu'il y » a de plus parfait dans les plus beaux et les plus magnifiques » ouvrages de l'art, et mesme qui donnent l'accomplissement » à ceux de la nature, ont esté les seuls architectes de ce » lieu, et qu'ils en ont voulu faire leur demeure. »

« D'abord, dit Saint-Simon, maison de porcelaine à aller » faire des collations, agrandie après pour y pouvoir coucher; » enfin palais de marbre, de jaspe et de porphyre avec des » jardins délicieux. » (Tome XIII, p. 87.)

Le château de Trianon, élevé sur l'emplacement du petit château de porcelaine, fut bâti par Jules-Hardouin Mansart, dans l'espace d'une année; on présume, disent les auteurs des Résidences des Souverains, que les seconds travaux furent commencés en 1683. On y fit venir des arbres de Hollande, etc. « Ce lieu, est-il dit dans la *Vie de Colbert*, étoit destiné » pour y conserver toutes sortes de fleurs, tant l'hiver que » l'été. On y en voit en toutes saisons. Les bassins sont ou » paroissent être de porcelaine. On y voit des jets d'eau qui » sortent de plusieurs urnes; les plantes, les fleurs et les arbustes sont dans des pots de porcelaine ou dans des caisses » qui l'imitent. On y voit encore de longues allées d'orangers » en pleine terre, avec des myrtes et des jasmins en palissades » sous une galerie de charpente qui demeure ouverte l'été, » et que l'on couvre l'hiver de fumier pour garantir ces arbres » du froid. »

N° 1059 *bis*. VERSAILLES VERS 1688.

GRAND PARC.

JARDINS DE TRIANON. — PARTERRE DIT *le Plafond*.

Tableau du temps par COTTEL.

Ainsi que les bosquets de Versailles, ceux de Trianon ont dû changer plusieurs fois de forme; on croit reconnaître ici le bassin dit *le Plafond*, qui se trouve à l'extrémité de l'allée de la Terrasse, et d'où l'on découvre la colonnade du château.

Louis XIV ne consacra pas moins de soins aux travaux de Trianon qu'à ceux de Versailles. Les auteurs des Résidences des Souverains rapportent à ce sujet qu'à la marge d'une lettre en date du 20 novembre 1679, dans laquelle le comte Dormoy fait part à Colbert, son père, des mécontentements du Roi relativement aux eaux de Trianon, que Sa Majesté avait trouvées n'être qu'à seize pouces, ce ministre dit avec instance à son fils : « Fais en sorte que le Roi puisse voir toute l'eau » qui sort dans le regard couler dans les conduits jusqu'au » réservoir de Trianon (1). »

(1) Les vingt et un tableaux depuis le n° 1046 jusqu'au n° 1059 *bis*, peints, comme il a été dit, par Cottel, qui représentent les bosquets de Versailles tels qu'ils existaient depuis 1685 jusque vers 1690, formaient la décoration de la galerie de Trianon. Après avoir donné la description de l'appartement au rez-de-chaussée du petit parterre du Roi, Piganiol s'exprime ainsi à ce sujet : « De cet appartement l'on revient dans le » salon et l'on parcourt une galerie extrêmement ornée, où l'on voit » quantité des plus belles vues du château et du petit parc de Versailles, » et quelques-unes de celui de Trianon. Ces tableaux sont presque tous » de Cottel et ont chacun six pieds de hauteur sur quatre pieds deux » pouces de large. Il y en a un ou deux de Martin qui méritent une » attention particulière, surtout celui qui représente la galerie des antiquités. » (Tome II, p. 213.)

N° 1060. VERSAILLES VERS 1688.

PETIT PARC, JARDINS DU CHATEAU.

BOSQUET DE LA SALLE DES ANTIQUES OU GALERIE D'EAU.

Tableau du temps par MARTIN.

« A côté de la fontaine de Saturne, on trouve la galerie » d'eau où il y a vingt-une statues de marbre antique (1). » (*Explication historique de ce qu'il y a de plus remarquable dans la maison royale de Versailles,* par le sieur Combes, 1681.)

Des personnages du temps de Louis XIV se promènent dans le bosquet; on aperçoit plusieurs brouettes à bras qui servaient à la promenade dans les jardins de Versailles.

N° 1061. VERSAILLES VERS 1690 (2).

PETIT PARC, JARDINS DU CHATEAU.

BOSQUET ET BASSIN DE L'ISLE D'AMOUR.

Tableau du temps par MARTIN.

Cette pièce d'eau, qui était dans le bas du parc, à l'angle occidental et méridional, était connue dans l'origine sous le nom d'Isle d'Amour; on l'appelait aussi l'Isle Royale, parce que anciennement on voyait au milieu une île environnée, dit Blondel, « de quatre-vingts jets d'eau, qui n'empêchoient pas » qu'on ne s'y promenât sans être mouillé, et du milieu de » laquelle s'élevoit une gerbe de quarante-sept pieds. » (*Architecture françoise,* t. IV, p. 109.)

Des personnages de l'époque se promènent dans le bosquet autour du bassin.

N° 1062. VERSAILLES VERS 1695.

PETIT PARC, JARDINS DU CHATEAU.

BOSQUET ET FONTAINE DE L'OBÉLISQUE.

Tableau du temps par MARTIN.

Ce bosquet, qui existait en 1674, s'appelait alors *Salle des Festins :* il est dit, dans la quatrième édition de Piganiol (p. 164) : « Au lieu des bassins, de la sculpture et des autres ornemens qui s'y trouvoient dans le temps qu'on fit la première édition de cet ouvrage, on n'y voit au milieu qu'un grand bassin, duquel sort un obélisque d'eau qui s'élève à soixante-quinze pieds de hauteur, et aux rampes qui sont aux quatre faces de ce quarré long, il y a quatre cascades dont l'eau tombe dans le fossé qui règne au pourtour. »

Louis XIV est dans un de ces fauteuils dont parle Saint-Simon lorsqu'il dit (tome I, p. 281) : « que le roi se promenoit, dans les » jardins de Versailles, dans un fauteuil à roues. » Il traverse le bosquet précédé des officiers des gardes et suivi de ses valets de pied.

N° 1063. VERSAILLES VERS 1700 (3).

PETIT PARC, JARDINS DU CHATEAU.

BASSIN DE NEPTUNE.

Tableau du temps par MARTIN.

De la pièce d'eau de Neptune, on découvre la plus grande partie des bosquets et des fontaines du petit parc de Versailles : l'Allée d'eau, le bassin du Dragon, les bosquets de l'Arc de Triomphe et des Trois Fontaines; le parterre du Nord, l'aile neuve ou du Nord du palais de Versailles, la terrasse, le parterre d'eau, celui de Latone, celui du Midi, la pièce d'eau des Suisses, etc. On peut remarquer que la chapelle et la salle de spectacle ne sont pas encore bâties; ces derniers travaux ne furent commencés que vers l'année 1699. (*Voir* le n° 1058.)

Des personnages de l'époque, les uns à pied, les autres à cheval, traversent les jardins.

(1) En 1715, époque à laquelle Piganiol donna sa quatrième édition de la *Description de Versailles,* cette salle avait changé de forme; les statues antiques dont elle a conservé le nom étaient remplacées par des marronniers.

(2) La gravure porte, par erreur, le n° 1059.

(3) La gravure porte, par erreur, le n° 1054.

N° 1064. VERSAILLES VERS 1705 (1).

PETIT PARC, JARDINS DU CHATEAU.

PARTERRE DU NORD.

Tableau du temps par ALLEGRAIN.

« Lorsque Louis XIV eut consenti qu'on augmentât le château de Versailles, on commença par l'avant-corps du côté » des jardins. Cependant il ne fut pas exécuté d'abord tel qu'on » le voit aujourd'hui. On avoit laissé dans le milieu de son » étendue un renfoncement de la moitié de ce palais, sur la » longueur de neuf croisées. Ce n'a été que long-temps après, » et lorsqu'on a construit la grande galerie, que l'on aligna » tout cet avant-corps, à présent percé de vingt-trois ar- » cades, et dont nous ferons remarquer ailleurs l'ordon- » nance, et sentir la nécessité dans laquelle Mansard s'est » trouvé de s'assujettir aux anciens bâtimens, lorsque dans » la suite il en donna les dessins, ainsi que ceux des ailes du » Nord et du Midi. » (*Architecture françoise*, par Blondel, t. IV, p. 94.)

La partie des jardins qui se trouve devant l'aile du nord a conservé le nom de parterre du Nord.

« Louis XIV, rapporte Saint-Simon, étoit peu sensible au » froid et au chaud, même à la pluie; il n'y avoit que des » temps extrêmes qui l'empêchassent de sortir tous les jours. » Ces sorties n'avoient que trois objets : courir le cerf au moins » une fois la semaine, et souvent plusieurs, à Marly et à Fon- » tainebleau, avec ses meutes et quelques autres; tirer dans » les parcs, et homme en France ne tiroit si juste, si adroite- » ment ni de si bonne grâce; et il y alloit aussi une ou deux » fois la semaine, surtout les dimanches et les fêtes qu'il ne » vouloit point de grandes chasses, et qu'il n'avoit point d'ou- » vriers; les autres jours, voir travailler dans ses jardins et ses » bâtimens; quelquefois il se promenoit dans ses jardins de » Versailles ou dans ceux de Trianon, où lui seul étoit cou- » vert. » (Tome XIII, p. 191.)

Louis XIV à pied se promène sur la terrasse du parterre du Nord. Il est accompagné des officiers de sa maison et suivi de quelques valets de pied; il donne des ordres à un employé des jardins ou au chef de ses jardiniers.

N° 1065. GRAND TRIANON VERS 1706.

CASCADE DU PARC.

Tableau du temps par Étienne ALLEGRAIN.

Entre le grand parterre de Trianon et le jardin des Marronniers se trouve l'allée de la Cascade « ainsi nommée, dit » Piganiol, parce qu'à l'un de ses bouts on a bâti un buf- » fet d'architecture incrusté de marbre de Languedoc et » de marbre blanc, orné de plusieurs figures de métal doré » qui jettent de l'eau, laquelle en tombant dans les bassins » forme des nappes fort belles. » (Tome II, p. 222, édition de 1717.)

Louis XIV est dans sa chaise roulante ou brouette; il la dirige lui-même et adresse la parole à un personnage âgé, décoré de la

(1) La gravure porte, par erreur, le n° 1050.

croix de Saint-Michel, qui paraît être Jules Hardouin Mansart; il aurait alors soixante à soixante-trois ans. On retrouve le même personnage dans le tableau représentant le petit parterre de Trianon. (*Voir* n° 1066.) Des officiers des gardes précèdent le Roi. Plusieurs jardiniers sont occupés à leurs travaux.

N° 1066. GRAND TRIANON VERS 1706.

JARDIN DES MARRONNIERS.

Tableau du temps par Étienne Allegrain.

« Le jardin des Marronniers est un grand parterre à compar- » timens de gazon, orné de plusieurs bassins et statues. » (*Piganiol de la Force*, t. II, p. 223, édit de 1717.)

Ce parterre est proche de l'allée de la Cascade.

Louis XIV sort de sa chaise roulante pour parler à un personnage qui paraît être, ou son architecte, ou l'intendant de ses jardins. On retrouve ce même personnage dans le tableau de la cascade de Trianon. Des jardiniers sont occupés à leurs travaux. Le Roi n'est accompagné que d'un très-petit nombre de personnes. Dans une allée éloignée on aperçoit un enfant qui paraît être un fils de France encore dans les mains des femmes.

N° 1067. VERSAILLES VERS 1710.

PETIT PARC, JARDINS DU CHATEAU.

BASSIN D'APOLLON.

Tableau du temps par Pierre-Denis Martin.

« Au milieu de la grande allée du petit parc et vis-à-vis » l'allée royale, qui est la grande allée du milieu, est le bassin » d'Apollon, » dit Felibien dans sa description de 1674 « : Il » est représenté dans un charriot tiré par quatre chevaux, et » environné de quatre tritons et de quatre baleines, le tout de » bronze. Ce bassin est un quarré long arrondi dans chaque » face; il a soixante toises en un sens, et quarante-cinq de » l'autre. De là on voit un autre bassin qui fait la teste du » grand canal. »

C'est sur ce grand canal que fut donnée la fête dont il est fait une si magnifique description dans l'ouvrage intitulé : *Les Divertissemens de Versailles donnez par le Roy à toute sa cour au retour de la conqueste de la Franche-Comté, en l'année* 1674.

« Ce qu'il y a, dit l'auteur de cet ouvrage, de très considé- » rable dans le grand parc de Versailles, est ce grand canal; » il a trente-deux toises de large sur neuf cents toises de » long. Trois grandes pièces d'eau en marquent les extré- » mitez et le milieu. La première est celle qui est au bout » d'en haut et qui sépare le petit parc d'avec le grand; elle » est de figure octogone et a soixante-dix toises de diamètre; » quatre de ses costez sont tirez en ligne circulaire, et les » autres en ligne droite. La seconde est au milieu du grand » canal et dans l'endroit où il est traversé d'un autre de qua- » rante toises de large, qui d'un costé conduit à Trianon et » de l'autre à la Ménagerie; et la troisième pièce, qui est tout » au bas du grand canal, a deux cents toises de long sur cent » de large. Ces canaux, dans l'étendue que je viens de mar- » quer, estoient environnez de part et d'autre de figures illu- » minées qui faisoient une décoration la plus magnifique et la » plus extraordinaire qu'on se puisse imaginer. Il sembloit que » les Nymphes des canaux et des fontaines de Versailles se fus- » sent assemblées pour recevoir le Roy et honorer son retour » d'un appareil pompeux et triomphant; et qu'en décorant » elles-mêmes ces canaux, elles y avoient eslevées des édifices » et d'autres monumens d'une structure toute singulière et con- » forme à la nature et à la condition des divinitez qui président » sur les eaux, etc. » (Pages 90 à 92.)

Louis XIV déjà âgé, dans une chaise roulante qu'il dirige, se promène dans les jardins de Versailles, et passe devant la pièce d'eau d'Apollon; il est accompagné d'une cour nombreuse, au milieu de laquelle on distingue le duc d'Orléans, depuis régent. Le cortége qui accompagne le Roi est précédé des officiers des gardes du corps : des valets de pied à la livrée du Roi marchent à la suite.

N° 1068. VERSAILLES VERS 1710.

PETIT PARC, JARDINS DU CHATEAU.

BOSQUETS DES BAINS D'APOLLON.

Tableau du temps par Pierre-Denis Martin.

Après avoir traversé l'allée de Cérès, écrivait Felibien en 1674, dans sa *Description du château de Versailles*, l'on se trouve dans un petit bois appelé le Marais. (*Voir* n 1054.)

Ce bosquet changea de forme lorsqu'on transporta du bosquet des Dômes les groupes d'Apollon et des Nymphes, par Girardon et Regnaudin, et ceux des Tritons et des chevaux d'Apollon, par Guérin et Marsi.

« Ce bosquet, dit Piganiol, qui peut avoir douze toises de » long sur huit de large, prend son nom d'un grand groupe » de marbre blanc qui est au milieu de deux autres, et repré- » sente Apollon chez Téthys. Ce dieu est au milieu des nym- » phes de cette déesse qui le servent. Il y en a trois qui sont » derrière lui : l'une tient ses cheveux, l'autre porte un bas- » sin où il y a des parfums, et la troisième tient un vase. Ces » trois nymphes sont entièrement vêtues, elles sont de Re- » gnaudin. Les trois qui sont sur le devant sont occupées à » verser de l'eau à Apollon, à lui laver et à lui essuyer » les pieds. Apollon et ces dernières nymphes sont d'une » beauté et d'une correction de dessin dont le seul Girardon » est capable.

» Le groupe qui est à droite de celui d'Apollon, ouvrage de » Guérin, représente deux des coursiers d'Apollon qui sont » abreuvés par des Tritons.

» Celui de gauche est composé de deux Tritons qui abreu- » vent les chevaux d'Apollon. Le sculpteur a représenté » deux chevaux dont l'un serre les oreilles et mord la croupe » de l'autre qui se cabre. Un Triton pour les retenir lève » un bras plein de force et de mouvement. Ce groupe est de » Marsi.

» Ces trois groupes sont couverts par autant de baldaquins, » d'où pend une campane portée par des colonnes. » (Tome II, p. 172 à 174.)

Louis XIV se promène à pied dans les jardins de Versailles. On reconnaît près de lui le duc d'Orléans. Le Roi est accompagné d'une suite nombreuse. (*Voir* n° 1063.)

N° 1069. SAINT-CLOUD VERS 1715 OU 1720.

VUE DU CHATEAU ET DES JARDINS DU COTÉ DU BASSIN DU FER A CHEVAL.

Tableau du temps.

Saint-Cloud, suivant le continuateur de Piganiol, qui écrivait en 1765, était déjà à cette époque un gros bourg, un des plus peuplés du royaume.

« Le château de Saint-Cloud, dit cet auteur, est du dessin de » Lepautre : il est situé à mi-côte d'une montagne qui s'élève » depuis la rivière de la Seine. Le terrain sur lequel est cette » magnifique maison et ses jardins étoit auparavant occupé » par trois maisons particulières, dont Monsieur, frère du Roi » Louis XIV, fit l'acquisition.

» L'avenue de cette maison royale est pratiquée sur le » penchant de cette montagne; elle est fermée à droite par » les maisons du bourg et à gauche par la muraille du parc. »

Dans l'origine, les jardins avaient été faits d'après les plans

de Le Nostre : « Ses parterres, ajoute Piganiol, étoient d'une » grande beauté, etc., avec des boulingrins, des pièces d'eau, » quantité de bosquets. »

Le tableau représente le château de Saint-Cloud, ses jardins, le bourg et le pays environnant, vers 1730. On aperçoit autour de la rampe du bassin du fer à cheval une voiture attelée de six chevaux à la livrée de la maison d'Orléans; des jardiniers sont occupés dans le parc à différents travaux.

N° 1070. FONTAINEBLEAU VERS 1722 (1).

VUE DU CHATEAU PRISE DU COTÉ DES ROCHES D'AVON.

Tableau du temps par Pierre-Denis Martin (2).

Louis VII est le premier Roi de France dont le souvenir s'attache à la résidence royale de Fontainebleau. Une charte de 1169 ordonna la fondation d'une chapelle en l'honneur de la Vierge et de saint Saturnin.

« Philippe-Auguste, son fils, dit Piganiol de la Force, eut » le même goût pour cette maison royale, ainsi que Saint-Louis. » On trouve plusieurs lettres de ce Roi ainsi datées : *Donné en* » *nos déserts de Fontainebleau*. Depuis, ce château devint » résidence royale, et les travaux que François Ier et Henri II » y firent exécuter par les artistes les plus habiles de leur » temps, ont donné à cette résidence une grande illustra- » tion. »

« Fontainebleau, écrivait le Cardinal Bentivoglio au ca- » valier Marini, est un vaste palais digne d'un aussi grand » Roi que l'est celui de France; et quoique ce soient plusieurs » corps de bâtimens joints les uns aux autres en divers tems, » sans ordre, ni symétrie, ce qui forme une masse confuse » d'édifices de différente architecture, cette confusion a néan- » moins un air de grandeur et de majesté qui surprend. La » situation du lieu est enfoncée, et n'a nul agrément, surtout » dans la saison où la campagne et les bois sont dépouillés de » leur verdure. Une grande forêt lui sert d'enceinte; et aux » environs du château, ce sont des collines couronnées de » rochers qui ne produisent rien, ni pour les nécessités de » la vie, ni pour les plaisirs des yeux. Comme il s'y trouve » une infinité de bêtes fauves, le Prince vient y prendre le di- » vertissement de la chasse, et donne, par sa présence, à cette » demeure un relief qu'elle n'a point d'elle-même. On y voit » des jardins fort propres et très-bien entendus; et outre la » grande fontaine, qui, par la beauté de ses eaux, a donné le » nom au lieu, il y en a un grand nombre d'autres qui embel- » lissent extraordinairement ce charmant séjour. » (Piganiol, t. IX, p. 207.)

La princesse de Conti (Louise-Elisabeth de Bourbon, *Mademoiselle de Bourbon*), fille de Louis de Bourbon, IIIe du nom, prince de Condé, chasse le cerf dans la forêt de Fontainebleau. La chasse passe du côté des Roches d'Avon devant le jardin. On aperçoit les bâtiments du château dans leur plus grande étendue, depuis la cour du Cheval blanc jusqu'au petit château, dit de Sully.

La princesse de Conti est habillée en amazone; elle a l'habit de chasse de la maison du Roi, de couleur bleue avec des galons d'or et d'argent; elle est accompagnée du prince de Condé, son frère, et des officiers des chasses de la maison du Roi. On aperçoit près de l'avenue de Maintenon une calèche attelée de quatre chevaux, et dont les domestiques portent la livrée de Conti.

N° 1071. CHAMBORD VERS 1722 (3).

Tableau du temps par Martin

Chambord, résidence royale sur la rive gauche du Cosson, à une lieue de la Loire et à trois lieues de Blois. Ce château fut bâti sous François Ier et Henri IV, sur les dessins du Primatice (1); il devint le séjour favori des derniers Rois de la branche des Valois. Louis XIII y tint aussi quelquefois sa cour.

Louis XIV habita plusieurs fois Chambord et y fit entreprendre des travaux considérables. Partout dans ce château on retrouve les noms de François Ier, d'Henri II et de Louis XIV, et ceux de leurs architectes le Primatice et Mansart. Louis XIV dans les premières années de son règne donna à Chambord des fêtes de la plus grande magnificence. Pélisson en a conservé le souvenir dans une lettre qu'il écrivit à mademoiselle de Scudery, le 14 oct. 1668 :

« Je suis persuadé, Mademoiselle, qu'on vous a écrit qu'il n'y a point de maison royale qui soit d'un dessin plus noble et plus magnifique que Chambord. Le parc et la forêt qui l'environnent sont remplis de vieux chênes, droits et toufus, qui ont été consultez autrefois. Si les anciens arbres n'avoient été condamnez par un jugement équitable à un éternel silence, si l'obscurité de leurs oracles et l'indiscrétion avec laquelle ils trahissoient les secrets des amans n'avoient obligé les dieux à les réduire à servir seulement pour l'ombrage et la fraîcheur, il y a sans doute beaucoup d'apparence que ceux de Chambord parleroient plus clairement que de coutume, et qu'ils décideroient en faveur de ce qu'ils voyent aujourd'hui, quoiqu'ils ayent eu l'honneur d'aider aux plaisirs de François Ier, dont la grandeur et la magnificence n'ont pû être surpassées que depuis quelques années. Le temps a été admirable, contre l'ordre des saisons, depuis que le Roi est parti de Saint-Germain.

« Le Roi et la Reine sont allez assez souvent à la chasse. Rien n'est égal à la magnificence de tous les équipages et au bonheur avec lequel on a pris tout ce qu'on a attaqué : les plus grands cerfs ont à peine duré une demi-heure. » (*Lettres de Pélisson à mademoiselle de Scudery*, t. III, p. 410.)

Le Bourgeois Gentilhomme fut représenté pour la première fois à Chambord, dans le mois d'octobre de l'année 1670, sur un théâtre que l'on avait fait construire exprès dans le château pour cette représentation : on trouve dans une édition du temps des œuvres de Molière (t. IV) : *le Bourgeois Gentilhomme, comédie-ballet faite à Chambord pour le divertissement du Roy, par J.-B.-P. de Molière.*

Les dernières fêtes de Chambord eurent lieu en 1679; Louis XIV cessa tout à fait d'y aller après la mort de la duchesse d'Orléans, Henriette Anne d'Angleterre, première femme de Monsieur.

Le régent, en habit de sa maison, donne des ordres à un officier des chasses; il est suivi de ses gentilshommes et accompagné des gardes du corps du Roi : des valets de pied à la livrée du Roi conduisent les meutes.

N° 1072. CHATEAU DE VERSAILLES VERS 1722 (2).

Tableau du temps par Pierre-Denis Martin.

Le château de Versailles, successivement augmenté pendant toute la durée du règne de Louis XIV, était devenu sa demeure ordinaire. L'ancien château de Saint-Germain avait cessé d'être habité et n'était plus pour ainsi dire qu'un rendez-vous de chasse. Tous les grands travaux de bâtiments ordonnés par Louis XIV sont terminés, ainsi que la

(1) La gravure porte n° 1042 : *lisez* 1070.

(2) Ce tableau est signé : Pierre-Denis Martin, peintre ordinaire du Roi et aussi de Sa Majesté Czarienne.... 1722.

(3) La gravure porte n° 1032, vers 1705 : *lisez* n° 1071, vers 1722.

(1) C'est à Chambord que Mansart fit le premier essai des fenêtres prises dans le toit, qui ont été désignées depuis sous le nom de cet habile architecte. Le grand escalier de ce château a souvent été cité comme très-remarquable : on y arrive au rez-de-chaussée, dit Blondel dans l'ouvrage sur l'architecture française, par la salle des Gardes; mais ce qui mérite les plus grands éloges, c'est la disposition régulière de cet escalier à double rampe se croisant.

(2) La gravure porte, pour titre, *Château de Versailles*.

chapelle et les deux pavillons avancés de la cour d'honneur. La fontaine qu'il avait fait élever dans l'origine au milieu de la cour de marbre a disparu ainsi que les volières placées dans les angles du petit château de Louis XIII. (*Voir* n° 1037.) La cour d'honneur, celle de la Chapelle et celle des Princes sont séparées de la cour des Ministres par une grille à l'entrée de laquelle on remarque deux statues (1), représentant *la Paix* par Tuby, et *l'Abondance* par Coyzevox. Le tableau de P.-D. Martin, peintre ordinaire et pensionnaire du Roi, qui est signé et porte la date de l'année 1722, ne laisse aucun doute sur l'état de Versailles à cette époque.

Des voitures sortent du château et se dirigent du côté de l'avenue de Paris. La première, attelée de six chevaux, à la livrée du prince de Conti, arrive sur la place d'Armes; elle est escortée par les officiers et les écuyers du prince. Une seconde voiture attelée de six chevaux arrive dans la cour du château. Vient ensuite une troisième voiture attelée de huit chevaux; c'est celle du Roi; elle est suivie et escortée par les gardes du corps; enfin on en aperçoit une quatrième qui porte la livrée d'Orléans, et une cinquième qui est près de l'entrée principale du château. Les gardes suisses et les gardes françaises rangées en bataille sur deux rangs, à droite et à gauche dans la grande cour du château, sont sous les armes et rendent les honneurs. Les drapeaux sont en avant de la première et les tambours en tête.

N° 1073. CHATEAU DU GRAND TRIANON VERS 1722.

Tableau du temps par Pierre-Denis Martin.

« Trianon est à l'autre bout du canal de traverse, vis-à-vis la ménagerie. Ce petit palais est également galant et magnifique, et la structure et les ornemens sont d'un goût et d'un dessin exquis.

« La face extérieure de cette maison n'est que d'environ soixante-quatre toises. La cour est ornée en face d'un beau péristyle, soutenu par des colonnes et des pilastres de marbre.

» Les deux ailes du bâtiment sont terminées par deux pavillons, et sur tout l'édifice règne une balustrade, le long de laquelle sont des statues, des corbeilles, des urnes et des cassolettes. » (*Piganiol de la Force*, t. IX, p. 500.)

Le régent, dans l'avenue de Trianon, donne des ordres pour l'arrivée du roi Louis XV, dont on aperçoit la voiture attelée de huit chevaux dans la cour du château.

N° 1074. CHATEAU DE MEUDON VERS 1722 (2).

Tableau du temps par Pierre-Denis Martin.

« Ce château, qui appartenoit anciennement à la maison de Guise, fut bâti pour le cardinal de Lorraine, par Philibert de Lorme, sous le règne de Henri II. Messieurs Servien et de Louvois l'ont augmenté et embelli successivement. Le Roi Louis XIV, l'ayant acquis de Madame de Louvois, le donna à feu Monseigneur le Dauphin.

» La façade du château fait un très-bel effet. Un grand corps de bâtiment avancé et élevé en occupe le milieu. Sur le devant, il y a un perron pour monter dans le vestibule, et trois portes quarrées pour y entrer; mais celle du milieu est plus grande et plus ornée que les deux autres. Au dessus règne un second ordre d'architecture composé d'arcades et de colonnes d'une belle exécution, et tout cela est terminé par un troisième ordre, qui est accompagné de pilastres et surmonté d'un large fronton sur lequel sont deux statues couchées, qui sont d'une bonne main. Enfin les côtés de ce corps avancé sont percés de quatre fenêtres qui achèvent de donner un grand jour à ce bâtiment.

» Les deux ailes du château sont fermées par deux ordres de fenêtres l'un sur l'autre. Elles sont quarrées et accompagnées de pilastres bien travaillés, et de divers autres ornemens d'architecture.

» Ces ailes sont terminées chacune par un pavillon quarré, disposé sur la même ligne que les ailes, et qui ont la même hauteur que le corps avancé du milieu. » (*Description historique de Paris*, par Piganiol de la Force, t. IX, p. 279 à 282.)

Meudon était la résidence habituelle du grand Dauphin Louis de France, fils de Louis XIV, et qui y mourut en 1711, le 14 avril.

Le duc d'Orléans, régent, arrive à cheval au château de Meudon, accompagné de ses gentilshommes et de ses officiers. Il donne des ordres à l'un de ses écuyers, qui porte la livrée de sa maison. Le régent est précédé par les gardes du corps du Roi.

N° 1075. CHATEAU DE MARLY VERS 1722.

Tableau du temps par Pierre-Denis Martin.

« Marly, dit Piganiol dans sa Nouvelle Description des environs de Paris, est un château des mieux situés et des plus agréables qu'il y ait en France. Ce palais est composé d'un pavillon isolé et de douze petits, six d'un côté et six de l'autre. Le grand est décoré en dehors de peintures à fresque. Les perrons sont ornés de sphynx, de groupes d'enfans et de cassolettes. Les petits pavillons sont joints les uns aux autres par des berceaux qui se terminent à deux petits pavillons de feuillages qui sont derrière le château. Le côté du parterre qui est en face du grand pavillon offre une vue très-belle et très-étendue. On descend de là dans un second parterre qui est orné de statues de marbre, et au milieu duquel est un beau bassin que l'on nomme la fontaine des Quatre-Gerbes, etc. La cascade rustique descend d'une montagne fort rapide, au haut de laquelle est un grand bassin, du milieu duquel s'en élève un petit de métail doré, porté par trois tritons de même. Les tablettes de la rampe de cette cascade sont ornées de plusieurs statues de marbre blanc, posées alternativement sur des vases de métail doré et des bustes de même. Aux extrémités de la balustrade qui termine ces magnifiques jardins, il y avoit deux chevaux ailés de marbre blanc sur lesquels étoient des renommées. Ces deux groupes, qui sont de Coyzevox, ont été transportés aux jardins des Tuileries en 1719. Ils ont été remplacés au même endroit par deux beaux chevaux de marbre blanc, dressés chacun par un esclave. C'est le dernier ouvrage de Coustou (1). »

Louis XV dans une voiture à six chevaux, escorté par ses officiers, précédé et suivi de ses gardes du corps, sort du château de Marly et passe devant le grand bassin.

N° 1076. MACHINE ET AQUEDUC DE MARLY VERS 1723.

Tableau du temps par Martin

« La machine pour élever les eaux est sur la rivière de Seine, entre Marly et la chaussée. C'est un ouvrage unique dans son espèce. Elle est composée de quatorze roues, sept sur le devant et autant sur le derrière. Ces roues ont chacune deux manivelles qui sont attelées à treize grandes chaînes, à sept

(1) Ces deux statues viennent d'être placées aux deux angles avancés de la grande cour, donnant sur la place d'Armes.

(2) La gravure porte, par erreur, le n° 1031, vers 1710 : *lisez* n° 1074, vers 1722.

(1) Les chevaux de Coustou sont actuellement placés à l'entrée des Champs-Elysées. On les désigne quelquefois de nos jours sous le nom de chevaux de Marly.

petites et à huit équipages. Ces quatorze roues, auxquelles l'eau de la rivière donne le mouvement, font agir soixante-quatre corps de pompes sur la rivière, soixante-dix-neuf à mi-côte, et quatre-vingt-deux au puisart supérieur. Ces deux cent vingt-cinq corps de pompes font monter les eaux sur une tour qui est à six cent dix toises de la rivière. L'eau, étant dans la tour, entre dans l'aqueduc, qui a trois cent trente toises de long, et de là est conduite par deux tuyaux de fer de dix-huit pouces, jusqu'aux réservoirs de Marly, qui en sont éloignés de trois cent cinquante toises. » (*Nouvelle Description des environs de Paris*, par Piganiol de la Force, t. IX, p. 279.)

N° 1077. CHATEAU DE SAINT-HUBERT VERS 1723.

Tableau du temps par Pierre-Denis Martin.

Rendez-vous de chasse du Roi Louis XV. On présume que c'est le petit château de Saint-Hubert qui était, dit Piganiol, dans le diocèse de Chartres, à cinq lieues de Versailles, entre la forêt de Rambouillet et celle de Saint-Léger. « C'est aujourd'hui, ajoute le continuateur de Piganiol, dans la *Description des environs de Paris*, une maison royale depuis que Sa Majesté en a fait l'acquisition et a fait bâtir un château dont la bâtisse a été commencée en 1756. »

Louis XV, jeune, est à cheval : près de lui on reconnaît Philippe, duc d'Orléans, précédemment régent, et alors premier ministre depuis la majorité et le sacre du Roi. Les officiers de la maison sont à la suite du Roi, ainsi que les gardes du corps.

N° 1078. TRIANON VERS 1724.

CHATEAU ET PARTERRE DU GRAND TRIANON.

Tableau du temps par Martin jeune.

Vue prise du même côté que le n° 1060. (*Voir* ce numéro.)

Louis XV, à cheval, sort du château et se dirige du côté de Versailles. Le Roi paraît âgé de quatorze à quinze ans. Il est accompagné des principaux officiers de sa maison et de son capitaine des gardes. Il est suivi des gardes du corps, et donne des ordres à un de leurs officiers.

N° 1079. CHATEAU DE MARLY VERS 1724.

Tableau du temps par Martin jeune.

Même vue que le n° 1075. (*Voir* ce numéro.)

Le prince de Condé (Louis-Henri de Bourbon), (Monsieur le duc), conduit une calèche attelée de six chevaux. Il est suivi de ses gentilshommes et de ses écuyers, qui portent les armes et la livrée de sa maison; la voiture du prince passe devant l'étang, dit aussi l'abreuvoir de Marly, et paraît se diriger du côté de la route de Paris.

N° 1080. CHATEAU DE VINCENNES VERS 1724.

COTÉ DU PARC.

Tableau du temps par Gabriel Allegrain.

Même vue que le n° 1039. (*Voir* ce numéro.)

Chasse du prince de Condé (Monsieur le duc), dans la forêt de Vincennes. Le prince est en habit de chasse à la livrée de sa maison; on aperçoit sa voiture près des fossés du château.

N° 1081. CHATEAU DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE VERS 1725.

CHATEAU ET JARDINS DU COTÉ DE LA TERRASSE.

Tableau du temps par Gabriel Allegrain.

Même vue que le n° 1040. (*Voir* ce numéro.)

Chasse du prince de Condé (Monsieur le duc); il est suivi de ses écuyers et de ses piqueurs, qui portent la livrée de sa maison. Le cerf est pris par les chiens au moment où il veut traverser la rivière. Un piqueur sonne du cor.

N° 1082. CHATEAU DE MADRID VERS 1724.

Tableau du temps.

« Le Roi François, Ier du nom, dit l'architecte du Cerceau, fit faire cette maison, laquelle est accompagnée d'un parc contenant deux lieues de tour ou environ, etc. » Ce parc est le bois de Boulogne.

Le château de Madrid fut une résidence royale sous les règnes de François Ier, Henri II, Charles IX et Henri III. Henri IV le donna à la Reine Marguerite. « Il était remarquable, dit Dulaure, par ses ornements. Les galeries, les façades étaient en grande partie revêtues de brique, recouvertes d'émail, ou plutôt de pièces de faïence ornées de dessins. Ces briques, leur vernis et leurs dessins étaient l'ouvrage du célèbre Bernard de Palissy. » (Tome I, p. 51.)

Sous les règnes suivants ce château ne fut plus qu'un rendez-vous de chasse.

Le prince de Condé (Monsieur le duc), premier ministre de Louis XV après la mort du régent, chasse dans le bois de Boulogne. Le cerf vient d'être forcé : les piqueurs qui accompagnent le prince portent la livrée de la maison de Condé.

N° 1083. VERSAILLES VERS 1775.

JARDINS DU CHATEAU.

BASSIN DE NEPTUNE.

Gouache du temps, attribuée à Carmontelle.

On trouve dans la huitième édition de Piganiol de la Force, imprimée en 1751 : « On vient de rebâtir la tablette qui domine sur le bassin de Neptune, et on l'a construite avec plus de solidité et avec des ornements d'architecture et de sculpture qu'elle n'avoit pas auparavant. Dès le vivant du Roi Louis XIV, on avoit formé le dessein d'orner ce bassin de quelques morceaux de sculpture qui fissent connaître que c'étoit ici le Triomphe de Neptune; mais ce projet n'avoit point eu d'exécution. » (Tome II, p. 32.)

« Au bas du mur de revêtissement qui soutient la tablette, dit Blondel, ont été faits en 1739 trois groupes de métal. Celui du milieu, par Adam, représente Neptune et Amphitrite sortant du sein des eaux. Celui à droite représente l'Océan, par Lemoine, et celui à gauche représente Protée, par Bouchardon. » (Tome IV, p. 103.) (*Voir* n° 1061.)

Des personnages de cette époque se promènent autour du bassin.

N° 1084. VERSAILLES VERS 1755.

JARDINS DU CHATEAU.

ORANGERIE, PARTERRE DE L'ORANGERIE ET PIÈCE D'EAU DES SUISSES.

Gouache du temps attribuée à Carmontelle.

Même vue que le n° 1044. (*Voir* ce numéro.)

Des personnages de l'époque se promènent autour de la pièce d'eau des Suisses, sur laquelle on voit quelques petites embarcations.

N° 1085. CHATEAU DE BELLEVUE VERS 1758.

COTÉ DU JARDIN.

Gouache du temps par Brouard.

« De toutes les maisons de plaisance, disait Piganiol de la Force en 1765, qui, par l'agrément de leur position, ont mé-

rité le nom de Beauséjour, Beauregard, Beauvoir ou Belvédère, comme disent les Italiens, il n'en est point que l'on puisse comparer au château de Bellevue, situé près de Meudon, entre la Seine et ce qu'on appelle communément la Garenne de Sèvres ou le Bois des Cotiniers. »

La marquise de Pompadour fit bâtir, en 1750, le château de Bellevue; « MM. de l'Assurance et d'Isle en furent les architectes. Madame de Pompadour leur désigna un jour pour se rendre avec elle sur le lieu même où elle vouloit faire bâtir, afin d'y prendre les dernières mesures pour l'exécution de ce qu'elle souhaitoit. » (T. IX, p. 37 à 39.)

Piganiol ajoute que, le 22 juin 1757, Louis XV acheta le domaine de Bellevue, et dès lors ce château devint la résidence de Mesdames les filles, qui l'ont habité jusqu'en 1790. Ce château a été depuis vendu et démoli.

N° 1086. PARIS VERS 1772.

COLONNADE DU LOUVRE.

Tableau du temps par de Machy.

Blondel, dans son ouvrage sur l'*Architecture françoise*, dit, d'après Charles Perrault, « que l'air de pesanteur et de vétusté du Louvre détermina François Ier à rebâtir cet édifice à neuf, l'ancien tombant en ruine, et ne se sentant point de la majesté des Rois de France. »

Il ajoute « que dans ce temps Sébastien Serlio, architecte italien, vint en France, et que le Roi lui ordonna de faire un dessin pour le Louvre, ce qu'il fit avec une sorte de succès; mais que néanmoins celui de Pierre Lescot, Parisien, abbé de Clagny, fut préféré et exécuté tel qu'on le voit aujourd'hui, avec l'applaudissement unanime des citoyens et des étrangers. On peut remarquer, dit-il, que la même chose est arrivée sous le règne de Louis XIV. Ce monarque ayant résolu de faire continuer le bâtiment du Louvre, et d'y ajouter une façade digne de ce qui étoit déjà fait, et, s'il se pouvoit, proportionnée à la splendeur de son règne, fit venir de Rome le *cavalier Bernin*, célèbre architecte, pour y travailler. Cependant le dessin de *Perrault*, aussi Parisien, mérita la préférence. » (T. IV, p. 4 à 7.)

« François Ier, ayant commencé dès l'an 1528 un nouveau bâtiment au Louvre, laissa à son fils Henri II le soin de le continuer et de l'achever. Ainsi, ce que nous appelons aujourd'hui le Vieux Louvre fut commencé sous François Ier et achevé sous Henri II, comme il paraît par une inscription gravée dans un marbre qui est au-dessus d'une des portes :

» *Henricus II, christianissimus, vetustate collapsum refici, cœptum à patre Francisco I, Rege christianissimo, mortui sanctissimi parentis memor, pientissimus filius absolvit. Anno à salute Christi MDXXXXVIII.*

» C'est Louis XIV qui a fait élever la plus grande partie des bâtiments du Louvre. » (*Description de Paris,* par Piganiol de la Force, t. II, p. 245.)

Colbert, son ministre et surintendant de ses bâtiments, fit approuver par le Roi les projets de Perrault. « Mais, disent les auteurs des *Résidences des Souverains,* craignant qu'un médecin n'eût pas tous les talens nécessaires pour construire un palais, il lui associa un conseil composé de Levau, premier architecte du Roi, de Dorbya, son élève, et du peintre Le Brun, en grande faveur à la cour.

» Perrault commença le rétablissement du Louvre en 1667, et, malgré les contrariétés qu'il eut à éprouver de la part du conseil chargé de surveiller ses opérations, il parvint à ériger la façade de la colonnade en entier, et une partie de celle en retour du côté de la rivière. » (Page 34.)

« La grande façade, rapporte Piganiol, est du côté de Saint-Germain-l'Auxerrois, et a quatre-vingt-sept toises et demie de longueur. Elle consiste en trois avant-corps et en deux péristyles. La principale porte est dans l'avant-corps du milieu, qui est décoré de huit colonnes couplées, et terminé par un fronton dont la cymaise est de deux pierres qui ont chacune cinquante-quatre pieds de longueur sur huit de largeur, quoiqu'elles n'aient que dix-huit pouces d'épaisseur. Elles ont été tirées des carrières de Meudon, où elles ne faisaient qu'un seul bloc qui fut scié en deux. On peut voir dans la dernière édition de *Vitruve*, par Perrault, la machine dont on se servit pour les guinder au lieu où elles sont posées : elle est de l'invention d'un charpentier nommé Ponce Cliquin.

» Les deux péristyles sont entre ces trois avant-corps et ont chacun vingt-sept toises de longueur sur douze pieds de largeur. Leurs colonnes sont corinthiennes et couplées. Sur le comble, au lieu du toit, règne une terrasse ornée de balustrades, dont les piédestaux doivent porter des trophées et des vases alternativement. » (*Description de Paris,* par Piganiol de la Force, t. II, p. 248.)

On trouve dans Dulaure (t. V, p. 324) : « La plus grande partie du Louvre, dont la construction n'était pas achevée, ressemblait déjà à une ruine : la cour était hideuse, des échafauds tombant de vétusté masquaient une partie des façades, et des amoncellements de gravois s'élevaient en quelques points jusqu'au premier étage. De petites échoppes, placées sans ordre dans cette cour et devant la colonnade, contribuaient encore à déshonorer ce palais. Vers la fin de 1772, on commença à déblayer la colonnade et la cour du Louvre, à les dégager des gravois, échafaudages pourris et des échoppes. »

N° 1087. PARIS VERS 1778.

COLONNADE DU LOUVRE, FAÇADE DU LOUVRE, JARDIN DE L'INFANTE, GALERIE D'APOLLON, GRANDE GALERIE, QUAI DES TUILERIES, PORT SAINT-NICOLAS, PONT ROYAL, AILE DU COLLÉGE DES QUATRE-NATIONS ET MONNAIE.

Tableau du temps par de Machy.

La colonnade du Louvre est entièrement dégagée des bâtiments qui masquaient la façade du côté de l'église Saint-Germain-l'Auxerrois (*Voir* le n° précédent). En 1754, tout l'espace compris entre le quai et le Louvre, du côté de la rivière, était rempli par des jardins (Plan du premier étage du Louvre dans Blondel, IVe vol., p. 33). Le public ne traversait pas encore la cour du Louvre pour aller dans la rue opposée.

Le jardin de la Reine, dit aussi *de l'Infante,* qui commençait au rez-de-chaussée du bâtiment de la petite galerie, se terminait au milieu de la façade, après le pilier de la grande porte.

Par le traité du 25 novembre 1721, conclu entre Philippe V, Roi d'Espagne, et Philippe, duc d'Orléans, régent de France, Louis XV devait épouser l'Infante Marie-Anne-Victoire, fille de Philippe V et d'Élisabeth Farnèse, sa seconde femme. L'Infante, qui avait à peine quatre ans, fut conduite en France pour y achever son éducation. Après avoir été échangée à la frontière de France et d'Espagne, dans l'île des Faisans, sur la Bidassoa, le 9 janvier 1722, contre mademoiselle de Montpensier, Louise-Élisabeth d'Orléans, fille du régent, qui épousa Louis, prince des Asturies, fils aîné du Roi d'Espagne et héritier du trône, l'Infante fut amenée à Paris; elle logea au Louvre dans les bâtiments du côté de la rivière donnant sur le jardin de la Reine. Depuis, ce jardin a porté le nom de *Jardin de l'Infante.*

Le port Saint-Nicolas est en face de la grande galerie du Louvre; il se termine au pont Royal, qui communique des

quais du Louvre et des Tuileries aux quais d'Orsay et Voltaire.

Le pont Barbier ou pont Rouge, qui n'était qu'en bois, après être tombé plusieurs fois, « fut, dit Félibien (t. II, p. 1513), emporté par les grandes eaux le 20 février 1684. Aussitôt Louis XIV prit la résolution de le faire rebâtir de pierres. On en posa les fondemens le 25 octobre 1685. Les dessins et les devis furent donnés par Jules Hardouin, surnommé Mansart. L'ouvrage fut conduit par le sieur Gabriel, aidé par le frère François Romain, jacobin, originaire de Gand, fort expérimenté dans la construction des ponts. On appela celui-ci le pont Royal, et la dépense en monta seulement à 240.000 écus. »

« La galerie d'Apollon (Piganiol de la Force, t. II, p. 263) est dans l'appartement d'en haut, et est fort ornée de peintures et de sculptures. Après avoir été presque toute consumée par le feu en 1661, elle a été rétablie dans l'état où elle se voit à présent sur les dessins de Le Brun. Cet artiste avoit représenté, dans le cartouche qui est au milieu du plafond, le soleil dans son char avec tous ses attributs. » Depuis cette époque, la petite galerie du Louvre a été désignée sous le nom de galerie d'Apollon.

On aperçoit sur la rive gauche de la Seine une des ailes du collége Mazarin, autrement dit des Quatre-Nations, et en descendant sur les quais on arrive à l'hôtel des Monnaies.

« A la fin du treizième siècle, ou au commencement du quatorzième, un hôtel de la monnaie était établi dans la rue qui porte aujourd'hui ce nom, rue qui, du côté du nord, est sur la ligne du Pont-Neuf.

» Parmi les divers bâtiments de cet hôtel, il s'en trouvait de fort anciens qui semblaient appartenir au treizième siècle. Ces bâtimens, qui menaçaient ruine, ont subsisté jusqu'à ce que l'hôtel des Monnaies, du quai Conti, a été entièrement achevé. Alors ils furent démolis, et sur l'emplacement on ouvrit, en 1778, deux rues appelées Boucher et Étienne, noms de deux échevins alors en place. » (*Hist. de Paris*, par Dulaure, t. V, p. 221.)

Le nouvel hôtel des Monnaies devait d'abord être construit sur la place Louis XV; on renonça bientôt à ce projet, et cet édifice, autorisé par le ministre Laverdy, ajoute Dulaure, fut élevé sur les dessins de Jacques Denis-Antoine. « Le 30 mai 1771, l'abbé Terray, au nom du Roi, en posa la première pierre. »

Ce bâtiment, élevé sur l'emplacement de l'ancien hôtel de Conti (1), présente sa principale façade sur le quai de ce nom.

N° 1088. PARIS VERS 1778.

GRANDE GALERIE DU LOUVRE, PORT SAINT-NICOLAS, PONT-NEUF, PONT AU CHANGE, PLACE DAUPHINE, COLLÉGE MAZARIN, ETC.

Tableau du temps.

Le port Saint-Nicolas est au bas de la grande galerie du Louvre. Piganiol dit qu'il a pris son nom de l'église collégiale qui en était proche; il règne depuis le pont Royal jusqu'au Pont-Neuf. Au commencement du Pont-Neuf on reconnaît la Samaritaine; au delà on aperçoit le pont au Change, qui allait alors jusqu'à la tour de l'Horloge du Palais; il est encore couvert de maisons.

La place Dauphine est bâtie sur l'emplacement des jardins du palais de la Cité (*Voir* le n° 1031). « L'an 1607, Henri le Grand donna au premier président de Harlay la partie occidentale de l'Isle du Palais, à la charge d'y bâtir des maisons, et de quelques droits de cens et de rente que ce prince se réserva; ainsi se forma la rue de Harlay et la place Dauphine. » (*Piganiol*, t. I, p. 21.)

(1) L'hôtel Conti avait été bâti, sous Louis XIV, sur une partie des anciennes dépendances de l'hôtel de Nesle.

De l'autre côté du Pont-Neuf, et en remontant sur le quai Conti, on aperçoit le dôme et l'une des ailes du collége Mazarin.

N° 1089. PARIS VERS 1780.

PORT ET PORTE SAINT-BERNARD, PONT DE LA TOURNELLE, ILE SAINT-LOUIS, ILE DU PALAIS.

Tableau du temps.

L'ancienne porte de la Tournelle ou de Saint-Bernard, qui était à l'extrémité du port Saint-Bernard, ayant été abattue, rapporte Piganiol, « on y fit élever en 1670 l'arc de triomphe que l'on y voit (cet arc de triomphe a été détruit en 1789 (Dulaure). Cette porte a deux arcades ou portiques et une pile au milieu. La hauteur de cet édifice est de dix toises, et la largeur de huit. Un attique en manière de piédestal continu règne sur un entablement soutenu par une corniche. De grands bas-reliefs occupent les deux faces de cette porte. Louis XIV est représenté dans celui qui est du côté de la ville, répandant l'abondance de tous côtés sur ses sujets.

« Le bas-relief qui est du côté du fauxbourg nous fait voir Louis XIV habillé en divinité antique, et tenant le gouvernail d'un navire qui vogue à pleines voiles. » (Tome V, p. 343.)

Presqu'en face de la porte Saint-Bernard est le pont de la Tournelle, bâti en 1654, et qui conduit dans l'île Notre-Dame ou Saint-Louis.

On aperçoit le commencement de l'île du Palais ou de la Cité.

N° 1090. PARIS VERS 1788.

TOUR DE L'HORLOGE DU PALAIS, ETC.

Tableau du temps par Hubert Robert.

« Comme les tours étoient autrefois l'ornement des bâtimens royaux, dit Piganiol de la Force, qui écrivoit sur les antiquités de la ville de Paris en 1742, on en remarque un bon nombre au Palais; mais celle qui ne frappe guère moins les oreilles que les yeux est celle de l'Horloge. Elle flanque le Palais au coin du quai des Morfondus et à un des bouts du pont au Change. L'an 1370, Charles V y fit mettre la première grosse horloge qu'il y ait eu à Paris. Il fit même venir d'Allemagne un horloger nommé Henri de Vic, exprès pour en avoir soin. Il le logea dans cette même tour, et lui assigna six sols parisis par jour sur les revenus de la ville de Paris. Outre l'horloge, il y a dans cette tour une grosse cloche qui fut jettée en fonte en 1371 par Jehan Jouvente : on ne la sonne que dans les grandes réjouissances, etc. » (Tome I, p. 587.)

En 1788, lorsqu'on renversa les maisons bâties sur le pont au Change, on débarrassa aussi le Palais, du côté du quai des Morfondus, de quelques-unes des maisons qui obstruaient aussi sa façade.

N° 1090 *bis*. PARIS VERS 1788.

PONT AU CHANGE.

Tableau du temps par Hubert Robert.

Le pont au Change, placé entre la rue Saint-Denis et celle de la Barillerie dans l'île, servait à la communication du palais de la Cité avec le Grand-Châtelet.

Primitivement construit en bois, il fut détruit et reconstruit souvent, et toujours en bois, jusqu'en 1639 qu'on le bâtit en pierre; il ne fut terminé que dans l'année 1647; il était alors entièrement bordé de maisons comme tous les ponts de cette époque, à l'exception seulement du Pont-Neuf.

On l'appela le Grand-Pont, et il conserva ce nom jusqu'en 1141; mais Louis VII ayant ordonné que son change et tous les changeurs de Paris demeurassent sur ce pont, il prit alors

le nom de pont au Change ou pont aux Changeurs, comme le désigne Antoine de Corrozet, le plus ancien des auteurs connus qui ait écrit sur les antiquités de la ville de Paris.

« Ce pont, à son extrémité septentrionale, avait deux entrées formées par un groupe triangulaire de maisons; l'une communiquait à la rue et au quai de Gèvres, l'autre se dirigeait vers le Grand-Châtelet. La façade de ce groupe de maisons, qui correspondait au milieu à la route du pont, était ornée d'un grand bas-relief en bronze sur un fond de marbre noir, représentant Louis XIII, Anne d'Autriche, son épouse, et leur fils Louis XIV, âgé de dix ans. Il était l'ouvrage de Simon Guillain.

» En 1788, Louis XVI, par son édit d'emprunt de trente millions, affecta la somme de 1,200,000 livres à l'acquisition et démolition des maisons dont ce pont était en grande partie couvert; elles furent démolies. » (*Hist. de Paris*, par Dulaure, t. IV, p. 133.)

N° 1091. PARIS EN 1833.

PORT SAINT-NICOLAS, PONT DES ARTS ET PALAIS DE L'INSTITUT.

Par M. Gagneay en 1833.

Le quai du Louvre, qui s'étend depuis le pont Royal jusqu'au pont des Arts, fut réparé en 1803. « On reconstruisit à cette époque, dit Dulaure, le mur de terrasse, ses parapets et ses trottoirs. On éleva la route du quai, entre le Louvre et le pont des Arts, à la hauteur de la route du pont; et sur le bord de la Seine, au bas du quai, au port Saint-Nicolas, on construisit un bas-port très-solide et très-commode au commerce. » (*Hist. de Paris*, t. VI, p. 135.)

« Le pont des Arts traverse le cours entier de la Seine et communique du Louvre au palais des Beaux-Arts, ci-devant collége des Quatre-Nations ou Mazarin. Sa direction est celle de l'axe de ces édifices correspondants. Son nom lui vient du Louvre, qui portait le titre de *Palais des Arts* avant qu'on l'ait appliqué à l'édifice des Quatre-Nations. Ce pont, qui ne sert qu'aux piétons, fut commencé en 1802 et terminé en 1804 (1). » (*Idem*, t. VI, p. 132.)

« L'Institut de France, continue Dulaure, est situé dans les bâtiments de l'ancien collége des Quatre-Nations, dit aujourd'hui Palais des Beaux-Arts, quai de la Monnaie. Le lieu de ses séances est l'ancienne église de ce collége. » (*Idem*, t. VI, p. 61.)

Des mariniers et des ouvriers sont sur le port; ils s'occupent de différents travaux.

(1) Le pont des Arts et celui d'Austerlitz sont les deux premiers ponts en fer qui aient été construits à Paris.



PEINTURE.

DEUXIÈME PARTIE.

SUJETS HISTORIQUES.

N° 1. PHARAMOND ÉLEVÉ PAR LES FRANCS SUR LE PAVOIS. — VERS L'AN 420.

. . . .

C'était l'usage chez les Francs encore barbares, chaque fois qu'ils se donnaient un nouveau chef, de l'élever sur un large bouclier, et de le promener ainsi autour de l'assemblée, parmi les marques bruyantes d'un belliqueux enthousiasme.

L'auteur des Gestes des rois francs parle de Pharamond, fils de Marcomir, comme ayant régné sur les Francs Saliens dans le commencement du ve siècle. C'est sur ce fondement que les chroniqueurs des âges suivants ont placé ce prince à la tête de la liste de nos rois, et lui ont attribué les premiers honneurs de cette inauguration militaire.

N° 1 *bis*. BATAILLE DE TOLBIAC. — 496.

Ary Scheffer. — 1837.

Clovis, fils de Childéric et petit-fils de Mérovée, succéda à son père en 481. Il régnait sur la tribu des Francs Saliens, la plus noble d'entre les tribus franques alors établies dans le pays compris entre la Meuse, l'Escaut et la mer.

La domination romaine avait cessé d'exister dans les Gaules. Syagrius seul en maintenait encore l'ombre dans les murs de Soissons. Clovis alla l'attaquer, le vainquit, et mena au pillage des villes d'alentour ses bandes victorieuses (486). On connaît l'histoire du vase de Soissons.

Il épousa bientôt après (493) Clotilde, fille de Chilpéric, roi des Bourguignons, et nièce de l'usurpateur Gondebaud. Clotilde était chrétienne et cherchait tous les moyens d'arracher son époux à l'idolâtrie. Elle avait échoué dans ses efforts, jusqu'au moment où Clovis entra en guerre avec les Allemands, autre peuple de race germanique qui venait disputer aux Francs leurs nouvelles possessions.

Les deux armées se rencontrèrent à Tolbiac (aujourd'hui Zulpich), près de Cologne (496). « Comme elles se battaient avec un grand acharnement, dit Grégoire de Tours, celle de Clovis commença alors à être taillée en pièces; Clovis alors éleva les mains vers le ciel, et, le cœur touché et fondant en larmes, il s'écria : « Jésus-Christ, que Clotilde affirme être le fils du Dieu vivant.... je t'invoque; je désire croire en toi : seulement, que j'échappe à mes ennemis. » Comme il disait ces mots, les Allemands, tournant le dos, commencèrent à se mettre en fuite, et, voyant que leur roi était mort, ils se rendirent à Clovis en lui disant : « Nous te supplions de ne point faire périr notre peuple, car nous sommes à toi. »

Clovis conduisit peu après à Reims son armée triomphante.

N° 2. BAPTÊME DE CLOVIS.—25 DÉCEMBRE 496.

DEJUINNE. — 1837.

2 *bis*. BAPTÊME DE CLOVIS.

PAUL DELAROCHE. — 1839.

Clotilde apprit en même temps et la victoire et le vœu de Clovis. Elle s'empressa alors de faire venir l'évêque de Reims, saint Remy, et l'envoya au roi pour travailler à l'œuvre de sa conversion. Clovis, après avoir obtenu de ses peuples la promesse de le suivre au baptême, ne tarda plus lui-même à s'y présenter.

« On couvre de tapisseries peintes les portiques intérieurs de l'église, on les orne de voiles blancs, on dispose les fonts baptismaux, on répand des parfums, les cierges brillent de clarté : tout le temple est embaumé d'une odeur divine. Le roi pria le pontife de le baptiser le premier. Le nouveau Constantin s'avance vers le baptistère, et le saint évêque lui dit alors d'une bouche éloquente : « Sicambre, abaisse humblement ta tête; adore ce que tu as brûlé, brûle ce que tu as adoré (1). »

Plus de trois mille hommes de l'armée de Clovis reçurent après lui le baptême.

Clovis, converti au christianisme, étendit dès lors sans peine sa domination de proche en proche jusqu'à la Loire. Par un rare bonheur il se trouvait alors le seul prince orthodoxe de tout l'Occident, et le siége de Rome, aussi bien que le clergé catholique des Gaules, secondèrent de tous leurs efforts l'accroissement de sa puissance.

N° 3. ENTRÉE TRIOMPHALE DE CLOVIS A TOURS. — 508.

ROBERT FLEURY. — 1837.

Pendant que Clovis, avec l'appui des évêques, affermissait chaque jour sa domination, les Visigoths soulevaient contre eux, par leur attachement à l'arianisme, les populations orthodoxes de la Gaule méridionale. Clovis offre en même temps à ses soldats la gloire de punir l'hérésie et les dépouilles de ces riches provinces, et il les mène contre le roi Alaric. Les Visigoths, affaiblis par une longue paix, furent vaincus à Vouillé, près de Poitiers (507); leur roi périt en combattant, et les Francs victorieux se répandirent, de Toulouse à Bordeaux, à travers toute l'Aquitaine.

Clovis, au retour de cette belle conquête, entra en triomphe dans la ville de Tours. L'empereur Anastase, jaloux de rattacher au vieil empire de Byzance les royautés naissantes de l'Occident, avait décerné au roi des Francs les honneurs consulaires. « Clovis, dit Grégoire de Tours, revêtit dans la basilique de Saint-Martin la tunique de pourpre et la chlamyde, et posa la couronne sur sa tête. Ensuite, étant monté à cheval, il jeta de sa propre main, avec une extrême bienveillance, de l'or et de l'argent au peuple assemblé, et depuis ce jour il fut appelé Consul ou Auguste. »

N° 4. CHAMP DE MARS.—615.

ASSEMBLÉE TENUE A BONNEUIL-SUR-MARNE PAR CLOTAIRE II.

ALAUX. — 1837.

L'histoire a appelé du nom de *champs de mars* ces assemblées guerrières que les premiers rois francs tenaient d'ordinaire au printemps, et où, presque toujours, quelque prise d'armes faisait l'objet des délibérations. Les Francs, encore voisins de l'époque où ils avaient quitté les forêts de la Germanie, portaient dans ces assemblées le costume sauvage et les turbulentes habitudes d'un peuple barbare. Plus tard, lorsque le clergé eut pris l'ascendant qui appartenait à ses vertus et à ses lumières, les prélats vinrent siéger à côté des guerriers dans le grand conseil de la nation conquérante. La plus importante des assemblées de ce genre est celle que Clotaire II convoqua à Bonneuil (d'autres disent à Paris) l'an 615. Ce prince, resté seul maître de la monarchie par la mort de Brunehaut et de toute la race des rois austrasiens, dut payer le prix de leur assistance aux grands du royaume qui lui avaient donné la victoire. La *constitution*, ou ordonnance émanée de l'assemblée de Bonneuil, renferme le détail des concessions que, sous le nom de sages réformes, la royauté fut contrainte de faire à l'aristocratie.

(1) Grégoire de Tours, livre II.

N° 5. FUNÉRAILLES DE DAGOBERT A SAINT-DENIS. — JANVIER 638.

TASSAERT. — 1837

A la mort de Clovis (511) ses états avaient été partagés entre ses quatre fils, d'après le droit qui régissait communément les successions en Germanie. L'empire des Francs ne s'en agrandit pas moins par la conquête de la Thuringe et du royaume des Bourguignons (535). Mais sous les petits-fils de Clovis un nouveau partage amena d'affreuses discordes, et les scènes de carnage et d'horreur ne cessèrent que lorsque reparut l'unité monarchique avec Clotaire II et son fils Dagobert Ier (628).

Dagobert régna avec une gloire et une magnificence jusqu'alors sans exemple parmi ses peuples. Il porta ses armes en vainqueur chez les Visigoths, au delà des Pyrénées; chez les Saxons et parmi les peuplades slaves qui bordaient sa frontière orientale. La terreur de son nom s'étendait bien plus loin encore. Il se montrait en même temps à ses sujets ferme et rigoureux *justicier*, et faisait rédiger par écrit les vieilles coutumes de tous les peuples d'origine germanique soumis à sa domination. Enfin tous les récits contemporains nous entretiennent de la splendeur dont il s'efforça d'environner son trône, des magnifiques ouvrages de sculpture et d'orfèvrerie qu'il fit exécuter, et surtout de la richesse prodigieuse avec laquelle il construisit et décora la basilique de Saint-Denis.

C'est en 630 que, par l'ordre de Dagobert, furent exhumées les reliques de saint Denis et des deux compagnons de son martyre, Rustique et Éleuthère, et que furent jetés les fondements de l'église bâtie en leur honneur. A sa mort, en 638, ses restes y furent transportés en grande pompe, et, selon l'expression de son biographe, « très-justement ensevelis à la droite du tombeau des trois martyrs. »

N° 6. BATAILLE DE TOURS.—OCTOBRE 732.

STEUBEN. — 1836.

Après la mort de Dagobert, la monarchie des Francs entra en décadence : les partages recommencèrent, et une sorte de séparation permanente parut s'établir pour plus d'un siècle entre les deux royaumes de Neustrie et d'Austrasie. La race dégénérée des Mérovingiens ne produisait plus que des rois enfants, vieillis avant l'âge par la débauche, qui ne régnaient que de nom, et laissaient tout le pouvoir aux mains de leurs maires du palais. La bataille de Testry, gagnée en 687 par Pepin d'Héristal sur les Neustriens, fonda la grandeur de sa maison, où, pendant quatre générations, l'ambition et le génie devaient être héréditaires.

Avec ces nouveaux chefs, entourés des bandes guerrières qui leur venaient des bords du Rhin, la monarchie des Francs

redevint conquérante. Pepin d'Héristal soumit au tribut les Saxons, les Bavarois et les Frisons. Charles Martel suivait la même carrière de gloire et de conquêtes, quand la redoutable invasion des Sarrasins dans les provinces méridionales appela de ce côté tous ses efforts.

Maîtres depuis vingt ans de la péninsule espagnole, les Sarrasins avaient franchi les Pyrénées, et, après avoir brisé la faible résistance qu'avait essayé de leur opposer Eudes, duc d'Aquitaine, ils s'étaient répandus dans les plaines qui s'étendent entre le Poitou et la Touraine, et y avaient effrayé les peuples de leurs ravages et de leurs horribles profanations. C'est là que Charles Martel vint les arrêter. « L'impétuosité des Arabes, dit un chroniqueur du temps, se brisa comme le verre contre les corps de fer des Francs. » Leur défaite fut complète; Abdérame, l'émir qui les commandait, y périt, et Charles Martel eut la gloire de sauver du joug de l'islamisme la France et peut-être la chrétienté tout entière.

N° 7. SACRE DE PEPIN LE BREF.—28 JUILLET 754.

François Dubois. — 1837.

N° 7 *bis*. SACRE DE PEPIN LE BREF.

Paul Delaroche. — 1839.

Pepin le Bref, fils de Charles Martel, avait mis fin à ce simulacre de royauté que conservaient encore les Mérovingiens. Dans l'assemblée de Soissons, en 750, les Francs avaient prononcé la déposition de Childéric III, le dernier des descendants de Clovis, et élevé Pepin sur le pavois. L'assentiment du pape Zacharie avait autorisé ce grand changement; mais Pepin voulait plus encore. Déjà sacré par l'archevêque de Mayence, saint Boniface, il voulait l'être une seconde fois des mains du pontife de Rome, pour donner à son pouvoir usurpé une nouvelle et plus importante consécration. Les circonstances le servirent au gré de ses vœux. Le pape Étienne II vint en France lui demander un refuge et des secours. Il fuyait devant le roi des Lombards, Astolphe, qui, non content d'avoir soumis l'exarchat de Ravenne et la Pentapole, menaçait Rome elle-même. « Étienne, selon les paroles d'Éginhard, après avoir reçu du roi la promesse qu'il défendrait l'Église romaine, le consacra par l'onction sacrée comme revêtu de la dignité royale, ainsi que ses fils Charles et Carloman. »

Pepin acquitta facilement sa promesse, et passa les Alpes pour forcer Astolphe de rendre ce qu'il avait enlevé à l'Église romaine. Ainsi commença cette alliance des princes carlovingiens avec le siége de Rome, qui fut plus tard un des grands ressorts de la politique de Charlemagne.

N° 8. CHAMP DE MAI.—AOUT 767.

PEPIN LE BREF PROPOSE AUX FRANCS LES MOYENS D'ACHEVER LA GUERRE CONTRE WAIFER, DUC D'AQUITAINE.

Alaux. — 1837.

Dans le cours du VIIe siècle, au milieu de la triste décadence de la royauté mérovingienne, l'ancien usage des assemblées du champ de mars semble suspendu. Ce n'est qu'après la bataille de Testry, lorsque Pepin d'Héristal, à la tête des Francs Austrasiens, eut ramené dans la Gaule occidentale le triomphe des armes et des mœurs germaniques, que l'on voit reparaître la convocation annuelle des assemblées nationales. Ces assemblées, sous les rois de la seconde race, ont été appelées dans nos histoires du nom de *champs de mai*.

« L'an 767, au mois d'août, Pepin le Bref, dit Éginhard, tint cette assemblée, selon la coutume franque, dans la ville de Bourges. » Bourges était rapprochée de la frontière d'Aquitaine, où Pepin faisait alors au duc Waifer et à ses peuples une guerre d'extermination. On traita des moyens d'achever cette guerre, qui en effet fut terminée l'année suivante, après huit sanglantes campagnes.

N° 9. CHARLEMAGNE TRAVERSE LES ALPES.—773.

Eug. Roger. — 1837.

N° 9 *bis*. CHARLEMAGNE TRAVERSE LES ALPES.

Paul Delaroche. — 1839.

Didier, roi des Lombards, avait renouvelé contre le siége de Rome les tentatives hostiles d'Astolphe, son prédécesseur. Le pape Adrien Ier, à l'exemple d'Étienne, invoqua dans sa détresse l'assistance du roi des Francs. Ayant rassemblé son armée à Genève, Charlemagne marcha vers l'Italie, et y entra par le mont Cenis, dans l'automne de 773. Éginhard parle « des immenses difficultés que les Francs trouvèrent à passer les Alpes, et des pénibles travaux qu'il leur fallut supporter pour franchir ces sommets de monts inaccessibles, ces rocs qui s'élancent vers le ciel et ces rudes masses de pierre. »

N° 10. CHARLEMAGNE COURONNÉ ROI D'ITALIE. —774.

Jacquand. — 1837.

Dès que Charlemagne eut forcé les Cluses, ou défilés de montagnes que les Lombards avaient fortifiés, Didier, saisi d'effroi, prit la fuite et alla s'enfermer dans Pavie, sa capitale. Il y soutint un siége de plusieurs mois, et fut enfin contraint de se remettre aux mains du vainqueur, qui l'envoya finir ses jours dans un monastère.

Charlemagne succéda aux rois lombards, dont il venait de détruire la puissance; il prit le titre de roi d'Italie, et ceignit la couronne de fer dans la cathédrale de Milan.

N° 11. CHARLEMAGNE DICTE LES CAPITULAIRES.

D'après Ary Scheffer. — 1829.

Charlemagne employa toute la force de son génie à établir l'ordre et l'unité dans les parties si diverses de son vaste empire. C'était là le but principal de ces grandes assemblées, annuellement convoquées à Aix-la-Chapelle, où les affaires de chaque province étaient apportées sous les yeux du maître, et d'où les volontés du maître retournaient à chaque province.

Un de ses soins les plus attentifs fut de réformer, dans un esprit de sagesse et d'équité, les lois barbares des différents peuples soumis à son obéissance. C'est d'après ce principe que furent dictés et promulgués ensuite en assemblée publique ses *Capitulaires*, sorte d'édits de diverse nature, les uns ayant le véritable caractère de la loi, les autres n'offrant que de minutieux règlements d'administration publique, ou même des enseignements moraux et religieux à l'usage des peuples.

Charlemagne est ici représenté dictant ses *Capitulaires* à Éginhard, le plus docte et le plus favorisé de ses secrétaires.

N° 12. ALCUIN PRÉSENTÉ A CHARLEMAGNE. — 780.

Jules Laure. — 1837, d'après le plafond de Schnetz, au Louvre.

Charlemagne s'efforça d'emprunter à l'ancienne Rome tout ce qui lui restait de civilisation, pour en faire l'ornement de

son empire. Il travailla surtout à ranimer, par sa protection et ses exemples, l'étude des lettres et des arts qui s'éteignait en Occident, au milieu des ténèbres de la barbarie. Alcuin, moine anglais, le plus docte personnage de son temps, fut mis à la tête de l'école fondée dans le palais d'Aix-la-Chapelle, et appelée pour ce motif *école palatine*. Pendant les loisirs trop courts que lui laissaient ses expéditions guerrières, le grand empereur venait siéger lui-même parmi les disciples d'Alcuin, et apprenait sous lui la grammaire, la rhétorique et l'astronomie. Il s'efforçait même de plier ses doigts à l'art, si rare et si difficile alors, de l'écriture. Mais ce qui l'occupait plus encore, c'était le soin de surveiller les travaux de la nombreuse jeunesse qui, rassemblée de toutes les parties de l'empire sur les bancs de l'école palatine, devait répandre les lumières qu'elle avait reçues. Les plus studieux et les plus instruits étaient assurés de ses largesses et de ses faveurs. C'est ainsi que se forma au maniement des affaires toute cette génération d'hommes savants et habiles qui servirent aux desseins de Charlemagne et à la gloire de son règne. Éginhard en est le plus remarquable. Malheureusement cet essai de civilisation ne survécut guère à celui qui l'avait tenté, et la barbarie reprit son cours.

N° 13. CHARLEMAGNE REÇOIT A PADERBORN LA SOUMISSION DE WITIKIND.—785.

Ary Scheffer.—1836.

Le plus grand effort de la puissance de Charlemagne se porta contre les Saxons, nation sauvage, jalouse de son indépendance, et animée contre les Francs, ses voisins, d'une haine irréconciliable. Pepin les avait vaincus (758), leur avait imposé un tribut de trois cents chevaux, et avait tâché de répandre parmi eux le christianisme. Mais le christianisme était pour eux la religion de l'esclavage, et ce fut par l'incendie de l'église de Daventer, bâtie sur la frontière, qu'en 772 ils déclarèrent la guerre à Charlemagne. Charlemagne leur répondit sur-le-champ en livrant aux flammes, près de Detmold, leur grande idole d'Erminsul (Hermann-Saüle, colonne d'Arminius ou d'Hermann).

La guerre ainsi engagée ne dura pas moins de trente-trois ans, et Charles eut jusqu'à douze campagnes à faire contre les Saxons. La plus glorieuse et la plus décisive de toutes fut celle de l'année 785, qui amena la soumission de Witikind.

Ce chef intrépide était, depuis huit ans, l'âme de la résistance nationale. Plusieurs fois il avait été forcé de fuir chez les Normands, et toujours il avait reparu pour exciter à la révolte les belliqueuses tribus de la Westphalie. Vaincu sur les bords de la rivière de Hase (783), et entraîné par l'exemple de son peuple, qui venait tout entier de déposer ses armes aux pieds du vainqueur, il renonça enfin à prolonger une lutte inutile, et consentit à recevoir le baptême.

Ce fut à la diète de Paderborn que Charlemagne reçut la soumission des Saxons. Witikind le suivit à son palais d'Attigny, où il fut baptisé.

N° 13 *bis*. CHARLEMAGNE EST COURONNÉ A ROME EMPEREUR D'OCCIDENT. — 25 DÉCEMBRE 800.

Paul Delaroche.—1839.

Le pape Léon III avait été victime d'un odieux complot. Accablé de violences et d'outrages au milieu d'une procession solennelle, et jeté en prison par ses ennemis dont la populace romaine secondait les fureurs, il s'évada, et vint à Paderborn invoquer l'appui de Charlemagne. Le monarque, occupé de ses grandes guerres contre les Saxons, ne put alors que le renvoyer à Rome avec un cortége de prélats et de seigneurs qui devaient le rétablir sur le siége apostolique. Mais, vers l'automne de l'année suivante, il passa les Alpes Juliennes avec une armée, et descendit en Italie.

Léon III le reçut aux portes de Rome avec les plus grands honneurs, et tout aussitôt une solennelle assemblée fut convoquée où le pontife, à la face de tout le peuple romain, réfuta victorieusement les calomnies dont on avait noirci son innocence.

« Quelques semaines après cette assemblée, raconte Éginhard, dans le saint jour de la naissance du Seigneur, tandis que le roi, assistant à la messe, se levait de sa prière devant l'autel du bienheureux apôtre Pierre, le pape Léon lui posa une couronne sur la tête, et tout le peuple romain s'écria : « A Charles-*Auguste*, couronné par Dieu, grand et pacifique empereur des Romains, vie et victoire ! « Après laudes il fut adoré par le pontife, suivant la coutume des anciens princes, et, quittant le nom de patrice, fut appelé *empereur et Auguste*. »

Ce serait une erreur de croire que Charlemagne ne gagna qu'un vain titre à cette solennelle proclamation. L'établissement des royautés barbares en Occident n'avait pu y effacer le souvenir de la majesté déchue de l'empire romain. On la respectait, quoique absente, quoique bien éclipsée dans les monarques de Constantinople. On leur reconnaissait un droit qui avait survécu aux envahissements de la force, et, dans l'opinion des conquérants eux-mêmes, l'autorité impériale portait le caractère d'une sorte de pouvoir public, supérieur à toutes les dominations fondées par la conquête. Charlemagne empereur devint donc aux yeux de ses peuples et à ses propres yeux l'héritier légitime des Césars, le dépositaire suprême de l'autorité publique, et comme la personnification vivante de l'ancienne majesté de l'empire.

N° 14. CHARLEMAGNE ASSOCIE A L'EMPIRE SON FILS LOUIS LE DÉBONNAIRE. — AOUT 813.

Alaux.—1837.

Charlemagne, dans une assemblée tenue à Thionville, en 806, avait partagé l'héritage de l'empire entre ses trois fils, Charles, Pepin et Louis. La mort ayant frappé successivement (810 et 811) les deux premiers de ces princes, l'empereur, qui se sentait plier sous le poids du chagrin et de la vieillesse, songea, avant de mourir, à régler de nouveau sa succession.

« L'an 813, dit l'historien Éginhard, il appela auprès de lui, à Aix-la-Chapelle, son fils Louis, roi d'Aquitaine, le seul des enfants qu'il avait eus d'Hildegarde qui fût encore vivant. Ayant en même temps réuni, de toutes les parties du royaume des Francs, les hommes les plus considérables, dans une assemblée solennelle, il s'associa, du consentement de tous, ce jeune prince, l'établit héritier du royaume et du titre impérial, et, lui mettant la couronne sur la tête, il ordonna qu'on eût à le nommer empereur et Auguste. Ce parti fut applaudi de tous ceux qui étaient présents, et frappa de terreur les nations étrangères. »

Charlemagne, au sortir de cette assemblée, alla se livrer à l'exercice habituel de ses grandes chasses d'automne, et ne rentra à Aix-la-Chapelle que pour s'y aliter et mourir (28 janvier 814).

N° 15. BATAILLE DE FONTENAY EN AUXERROIS. —25 JUIN 841.

Tony Johannot.—1837.

Le règne de Louis le Débonnaire avait été troublé par les révoltes de ses fils, et par le mouvement de toutes ces popu-

lations étrangères les unes aux autres, qui, confondues malgré elles au sein de l'empire, tendaient à s'en détacher.

A la mort de ce prince, en 840, l'unité de l'empire se rompit pour jamais. Lothaire, son fils aîné, eut le titre d'empereur et l'Italie en partage; Louis le Germanique, la Bavière; Charles le Chauve, l'ancien royaume de Neustrie; et le jeune Pepin, leur neveu, l'Aquitaine.

Mais Lothaire, comme empereur, prétendait que l'empire entier était à lui, et il annonçait tout haut l'intention de dépouiller ses frères. Il les unit par là dans un même intérêt: ni les Germains, qui obéissaient à Louis, ni les peuples de la France occidentale, sur lesquels régnait Charles le Chauve, ne voulaient passer sous la domination du roi d'Italie. Pepin seul, dépouillé de l'Aquitaine, s'unit à Lothaire dans l'espoir de la reconquérir.

Cependant tel était le prestige encore attaché au titre impérial que, lorsque les deux armées se trouvèrent en présence à Fontenay ou Fontenaille, près d'Auxerre, les deux rois de Germanie et de Neustrie s'adressèrent humblement à Lothaire pour lui demander la paix, « au nom de l'Église, des pauvres et des orphelins. » Lothaire repoussa leurs prières; ils lui répondirent alors « qu'il eût à les attendre pour le lendemain (25 juin 841), à la deuxième heure du jour; qu'ils viendraient demander entre eux et lui ce jugement du Dieu tout-puissant auquel il les avait forcés de recourir contre leur volonté. » « La bataille, dit l'historien Nithard, qui combattait dans l'armée de Charles le Chauve, s'engagea sur les bords d'une petite rivière de Bourgogne. Louis et Lothaire en vinrent aux mains dans un endroit nommé les Bretignelles, et là Lothaire vaincu prit la fuite. La portion de l'armée que Charles attaqua dans le lieu nommé le Fay s'enfuit aussi..... Les deux rois furent donc vainqueurs. » Le carnage fut immense; aucune journée, depuis l'origine de la monarchie, n'avait coûté tant de sang aux vaincus et aux vainqueurs.

Cependant la guerre se prolongea deux ans encore, et ce ne fut qu'en 843 que fut conclu le traité de Verdun, qui consomma le démembrement de l'empire de Charlemagne. C'est à dater de cette époque que commence vraiment la France moderne, et que la nation française, pure du mélange germanique, se montre sur la scène de l'histoire.

N° 16. COMBAT DE BRISSARTHE.—25 JUILLET 866.

MORT DE ROBERT LE FORT.

LEHMANN.—1837.

Au IXe siècle on appelait du nom générique de Normands (hommes du Nord) les peuples qui habitaient la Scandinavie, aujourd'hui les trois royaumes de Norwége, de Suède et de Danemark. Ces peuples, jetés dans la piraterie par leur génie sauvage et par les rigueurs d'un sol stérile, avaient commencé, dès les dernières années de Charlemagne, à infester les côtes de l'empire. Sous les règnes agités de Louis le Débonnaire et de Charles le Chauve, leurs incursions devinrent plus fréquentes et plus redoutables. Fortifiés dans leurs trois stations à l'embouchure de l'Escaut, de la Seine et de la Loire, ils ne cessèrent, pendant soixante et quinze ans, de répandre la terreur sur tous les points du royaume, par leurs massacres et leurs dévastations. Tous les récits contemporains attestent qu'à l'approche de ces barbares les populations épouvantées fuyaient sans opposer la moindre résistance, et que les rois ne parvenaient qu'à prix d'argent à écarter le fléau de ces terribles invasions.

Cependant, au milieu de cette frayeur universelle, qui laissait le champ libre aux ravages des Normands, le besoin de se défendre se fit enfin sentir, plusieurs actes d'héroïque résistance, couronnés par le succès, tirèrent la nation de sa stupeur, et relevèrent la gloire de ses armes.

L'an 866 les Normands, sous leur chef Hasting, avaient remonté la Loire jusqu'à Brissarthe, village situé à cinq lieues d'Angers. Ils y rencontrèrent le vaillant Robert, surnommé *le Fort*, comte d'Outre-Maine, chef illustre de la troisième race de nos rois. Robert les repoussa avec tant de vigueur qu'ils n'eurent plus d'autre ressource que de se réfugier et de se fortifier dans une église. Fatigué d'une longue marche, et se fiant au blocus étroit dont il enveloppait la place d'armes des barbares, Robert donna à ses soldats l'exemple de se dépouiller de leur armure et de prendre un peu de repos. Les Normands profitèrent de ce moment d'imprévoyance, et se jetèrent sur Robert et sa troupe. Désarmé, ils le tuèrent sans peine, et traînèrent son corps dans l'église. Cette église existe encore, quoique reconstruite à plusieurs reprises; elle a néanmoins une nef très-ancienne, que l'on croit celle même où les Normands s'enfermèrent.

N° 17. BATAILLE DE SAUCOURT EN VIMEU.— JUILLET 881.

DASSY.—1837.

L'an 881 le roi Louis III entendit le cri de ses peuples de Flandre et d'Artois, qui gémissaient sous les ravages des Normands appelés par la trahison d'Isembard, seigneur de la Ferté en Ponthieu. Ce fut à Saucourt en Vimeu, village situé à peu près à moitié chemin entre Eu et Abbeville, que l'armée française rencontra les barbares. Il faut entendre sur cette journée l'auteur anonyme d'un chant de victoire composé en langue tudesque peu de temps après la bataille, et dont nous citerons les passages suivants:

« Dieu voyant toutes les calamités qui pesaient sur la France eut enfin pitié de son peuple. Il appelle le seigneur Louis pour lui ordonner d'aller combattre les ennemis. « Louis, mon roi, délivre mon peuple si rudement châtié par les Normands. » Le prince, ayant rassemblé ensuite les grands, leur dit, entre autres paroles: « Consolez-vous, mes compagnons, mes chevaliers: c'est par l'ordre de Dieu que nous marchons, c'est lui qui assurera le succès de nos armes.... Je ne m'épargnerai pas moi-même pour parvenir à vous délivrer; mais je veux qu'en ce jour ceux qui sont restés fidèles à Dieu suivent mes pas. » On ajoute que le roi entonna un cantique au moment de livrer bataille, et que toute l'armée répondit par le cri de *Kyrie eleison*. « La fureur et la joie, continue le poëte, colorèrent les joues des Francs; chacun d'eux se rassasia de vengeance; mais Louis les surpassa tous en courage et en adresse. Il perce les uns, renverse les autres, et abreuve de l'amère boisson du trépas tous ceux que rencontrent ses coups. » La défaite des Normands fut complète; leur chef Garamond resta parmi les morts. Deux siècles après la bataille de Saucourt, à l'époque où fut écrite la chronique de Saint-Riquier, des chansons populaires se redisaient encore en l'honneur de cette glorieuse journée.

N° 18. EUDES, COMTE DE PARIS,

FAIT LEVER LE SIÉGE DE PARIS.—889.

SCHNETZ.—1837.

L'an 887 Sigefroy, voulant s'emparer de Paris, avait remonté la Seine avec sept cents barques et quarante mille hommes. Il avait appelé autour de lui tout ce qu'il avait pu réunir de guerriers scandinaves, dans les stations de la Loire et de la Seine, sur les côtes de Belgique et d'Angleterre, et

l'on croit que plusieurs barques fugitives de la grande bataille d'Hafursfiord, gagnée cette même année par le roi de Norwége, Harold Harfager (ou aux blonds cheveux), lui avaient amené de nouveaux renforts. Paris, alors renfermé dans l'étroite enceinte de la Cité, soutint pendant un an l'effort de cette puissante armée. L'évêque Gozlin et le comte Eudes animèrent la population par leur héroïsme. Eudes, que ses glorieux services et l'accroissement de sa puissance désignaient aux suffrages du pays, fut élu roi deux ans après (889), et inaugura sa royauté en faisant essuyer un nouvel échec aux Normands près de Montfaucon. Il faillit dans cette action être victime de son courage : un barbare lui porta un coup de hache sur l'épaule; Eudes lui répondit en l'étendant à ses pieds. Un troisième combat, livré aux Normands par le roi Eudes, se termina encore à son avantage, mais ne le sauva pas de la triste nécessité de traiter avec eux comme les Carlovingiens, ses prédécesseurs. Aussi les incursions des Normands désolèrent-elles la France pendant plus de vingt ans encore, et elles ne trouvèrent leur terme qu'en 912 par le traité de Saint-Clair-sur-Epte, qui abandonna à Rollon la province de Neustrie, appelée dès lors Normandie.

N° 19. LOTHAIRE DÉFAIT L'EMPEREUR OTHON II SUR LES BORDS DE L'AISNE.—OCTOBRE 987.

Dupupt. — 1837.

Pendant le xe siècle il s'était opéré en France une sorte de démembrement de la puissance publique, à peu près semblable à celui qui avait emporté en lambeaux l'empire de Charlemagne. Les diverses provinces s'étaient détachées successivement de l'autorité royale; les seigneurs qui les gouvernaient y avaient usurpé une souveraineté héréditaire, et d'un bout à l'autre du royaume le régime féodal s'était établi avec le morcellement à l'infini du territoire et la hiérarchie du vasselage, qui sont ses caractères essentiels.

La dynastie carlovingienne, éteinte l'an 911 en Allemagne, était à la veille de finir en France. Deux fois déjà, dans la personne d'Eudes et de Raoul, la puissante maison de Robert le Fort avait occupé le trône presque sans contestation. Hugues Capet, fils de Hugues le Grand, comte de Paris et duc de France, entourait de ses vastes fiefs le domaine royal, réduit aux deux villes de Laon et de Reims. Tout annonçait une nouvelle dynastie. Cependant le roi Lothaire, ainsi affaibli, ne craignit pas d'attaquer l'empereur Othon II, maître puissant de l'Allemagne et de l'Italie.

L'ancien royaume de Lorraine était alors un sujet de querelle entre les nouveaux empereurs de la maison de Saxe et les princes carlovingiens de France. Les premiers réclamaient ce royaume comme province de l'empire, les autres comme dépendance de l'héritage de Charlemagne; le dernier prince qui l'avait possédé était en effet Swentibold, fils d'Arnoulf, de la race carlovingienne. Lothaire fit un grand effort pour défendre ses droits; il se jeta avec une armée sur la Lorraine, et faillit surprendre dans Aix-la-Chapelle l'empereur Othon avec toute sa famille.

Othon, pressé de se venger, annonça à Lothaire qu'au premier octobre de la même année (978) il lui rendrait sa visite dans son royaume. En effet, à l'époque dite, on le vit paraître sous les murs de Paris, à la tête de soixante mille hommes. Hugues Capet s'y était enfermé. L'empereur, ne pouvant l'attirer au dehors, lui fit dire « qu'il allait lui faire chanter une litanie plus sonore qu'aucune de celles qu'il avait jamais entendues; et, allant se poster sur les hauteurs de Montmartre, il y rassembla un grand nombre de prêtres, dont il soutenait les chœurs par les cris de ses soldats, et leur fit entonner le cantique des martyrs. *Alleluia, te martyrum candidatus laudat exercitus*, d'une manière si bruyante, que tous les habitants de Paris purent l'entendre (1). »

Les Allemands, croyant par cette bravade avoir vengé leur honneur, se retirèrent et marchèrent sans obstacle jusqu'au passage de l'Aisne. Mais Othon étant arrivé sur cette rivière à la fin de la journée, une partie seulement de son armée put la traverser le même soir : les bagages et l'arrière-garde restèrent sur l'autre rive. Lothaire, profitant de ce que pendant la nuit des pluies avaient grossi la rivière, attaqua et défit cette portion de l'armée impériale sous les yeux d'Othon, qui ne pouvait la secourir.

N° 20. HUGUES CAPET PROCLAMÉ ROI DE FRANCE PAR LES GRANDS DU ROYAUME. — MAI 987.

Alaux. — 1837.

Louis V, le dernier des Carlovingiens, était mort en 987, et son oncle Charles, duc de basse Lorraine, se trouvait trop éloigné pour recueillir immédiatement son héritage. Hugues Capet, duc de France, comte de Paris et d'Orléans, et seigneur d'un grand nombre d'abbayes, était depuis longtemps appelé au trône par l'éclat héréditaire de sa race et par sa puissance. A ses nombreux vassaux se joignirent son frère Henri le Grand, duc de Bourgogne, et son beau-frère Richard sans Peur, duc de Normandie, qui représentèrent à Noyon tout le *baronnage* de France, et le proclamèrent roi. Hugues Capet se fit tout aussitôt sacrer à Reims, et l'année suivante (988) il donna aux droits de son fils Robert la même consécration.

N° 21. LEVÉE DU SIÉGE DE SALERNE. — 1016.

Eug. Roger. — 1839.

Les Normands, établis pacifiquement dans la Neustrie et convertis au christianisme, n'en avaient pas moins gardé leur passion pour la guerre et les aventures. Plus d'un siècle avant les croisades les pèlerinages de la terre sainte leur étaient devenus familiers; ils allaient en foule chercher les émotions du danger, en même temps que celles de la piété, dans ces lieux où le tombeau du Christ était sous la garde du cimeterre musulman.

C'est en revenant d'un de ces pèlerinages, sur des vaisseaux de la république marchande d'Amalfi, que quarante de ces belliqueux pèlerins débarquèrent à Salerne, au commencement du xie siècle. Presque au même temps une petite flotte de Sarrasins vint assaillir cette ville, et les habitants, cachés derrière leurs murs, attendaient dans un immobile effroi le pillage et la mort. Les quarante chevaliers normands demandent au prince Guaimar III des chevaux et des armes, se font ouvrir les portes, et malgré leur petit nombre chargent intrépidement les Sarrasins qu'ils mettent en fuite. Leur héroïsme rend le courage aux Salernitains, qui accourent sur leurs pas et achèvent la défaite de l'ennemi. Le prince de Salerne combla de présents ces braves aventuriers, et s'efforça, mais en vain, de les retenir à sa cour. Ils lui promirent seulement de lui envoyer ceux de leurs compatriotes que tenteraient les richesses et la fertilité de l'Italie méridionale.

N° 22. BATAILLE DE CIVITELLA.—18 JUIN 1053.

Lafaye. — 1839.

On raconte qu'en effet les beaux fruits de la Campanie étalés devant les Normands eurent pour eux un charme irré-

(1) Balder, *Chron.*, p. 282.

sistible ; et tout aussitôt une centaine d'aventuriers, sous les ordres de Drengot, s'achemina vers le mont Gargano, but apparent d'un pieux pèlerinage (1016). Là les Normands se mêlèrent à toutes les querelles de l'Italie méridionale, et, après diverses fortunes, tour à tour engagés au service de chacun des petits souverains du pays, ils finirent par garder le comté d'Averse comme prix de leur bravoure (1021). De ce comté naquit une monarchie.

Les fils de Tancrède de Hauteville, gentilhomme du pays de Caux, en furent les fondateurs. Guillaume Fier-à-Bras, Drogon et Umfroy, suivis peu après de leurs plus jeunes frères, Robert Guiscard et Roger, entreprirent la conquête du duché de Pouille, et le succès accompagna partout leurs armes. Mais, en même temps que leurs prouesses chevaleresques excitaient l'admiration, leurs sacriléges brigandages inspiraient une horreur universelle. Le pape Léon IX, inquiet pour le saint-siége et pour l'Italie entière, arma contre eux par ses pieuses exhortations les deux empires d'Orient et d'Occident. Des Grecs, des Allemands et des milliers d'Italiens, dociles à la voix de leur pontife, se rassemblèrent autour de lui ; il n'avait pas moins de cinquante mille hommes, et, pour animer leur courage, il marcha lui-même à leur tête. Mais l'intrépidité des Normands était accoutumée à braver le nombre, et ayant rencontré (18 juin 1053) à Civitella, dans la Capitanate, l'armée pontificale, ils la mirent en pleine déroute. Léon IX resta prisonnier entre leurs mains. Umfroy et Robert Guiscard lui témoignèrent un respect qui allait jusqu'à l'adoration ; mais, à genoux devant lui, ils lui dictèrent leurs conditions. Le pape leur accorda l'investiture de tout ce qu'ils avaient conquis et pourraient conquérir encore dans la Pouille, dans la Calabre et dans la Sicile, à condition qu'ils tiendraient ces provinces en fief du saint-siége. A ce prix il recouvra sa liberté. Robert Guiscard, fort des droits que venait de lui concéder le pontife, eut bientôt soumis à sa domination tout le midi de l'Italie, pendant que son frère, le grand comte Roger, à travers mille hasards et mille traits de bravoure héroïque, rangeait la Sicile sous ses lois (1080).

Nº 23. COMBAT DE CÉRAMO. — 1061.

LAFAYE. — 1839.

Un intérêt romanesque s'attache aux événements de la longue guerre qui donna la Sicile au grand comte Roger. Ce fut avec cent cinquante chevaliers seulement qu'il entreprit sur les Sarrasins cette importante conquête. La fortune lui fut tour à tour favorable ou contraire : plusieurs fois il se vit contraint de fuir l'île qu'il venait soumettre, et ce ne fut qu'après une lutte où il endura avec sa jeune épouse toutes les extrémités de la misère, qu'il s'empara enfin de la ville de Traina, dont il fit sa place d'armes ; il marcha dès lors de succès en succès, mais toujours opposant des centaines d'hommes à des milliers, toujours vainqueur par d'incroyables prouesses de chevalerie. Le plus prodigieux de ces faits d'armes est le combat de Céramo, où, suivant la chronique de Gaufred Malaterra, il mit en fuite avec cent trente-six hommes trente-cinq mille Sarrasins. Ce ne fut toutefois qu'au bout de trente années d'efforts qu'il accomplit sa conquête.

Nº 23 *bis*. DÉPART DE GUILLAUME LE CONQUÉRANT. — 1066.

GUDIN 1839.

Pendant que les fils de Tancrède de Hauteville promenaient ainsi jusqu'au fond de l'Italie l'esprit aventureux de la race normande, leurs compatriotes, établis depuis cent cinquante ans sur le sol de la France, cherchaient encore autour d'eux de nouveaux sujets de guerre et de conquêtes. Mêlés à toutes les querelles dans l'espoir d'en profiter, ces turbulents voisins inquiétaient la Bretagne et le Maine, lorsqu'une occasion s'offrit à leur duc Guillaume le Bâtard de prétendre à la couronne d'Angleterre. Édouard le Confesseur, roi de cette île, étant mort sans postérité, Guillaume prétendit avoir été désigné par ce prince pour lui succéder, et, appuyant ses prétentions d'une bulle du pape Alexandre II et d'une armée de soixante mille hommes, dont quatre cent deux chevaliers, il se prépara à envahir l'Angleterre, où Harald avait été élu par l'assemblée nationale des Anglo-Saxons.

« Le rendez-vous des navires et des gens de guerre était à l'embouchure de la Dive, rivière qui se jette dans l'Océan entre la Seine et l'Orne. Durant un mois les vents furent contraires et retinrent la flotte normande au port. Ensuite une brise du sud la poussa jusqu'à l'embouchure de la Somme au mouillage de Saint-Valery ; là les mauvais temps recommencèrent, et il fallut attendre plusieurs jours. La flotte mit à l'ancre, et les troupes campèrent sur le rivage, fort incommodées par la pluie qui ne cessait de tomber à flots. »

Le mauvais temps et le retard jetèrent le découragement dans l'armée de Guillaume, qui, pour relever le courage de ses soldats, et obtenir du ciel un vent favorable, fit promener processionnellement dans son camp la châsse de Saint-Valery ; « la nuit suivante, comme si le ciel eût fait un miracle, les vents changèrent, et le temps redevint calme et serein au point du jour ; c'était le 27 septembre. Le soleil, jusque-là obscurci de nuages, parut dans tout son éclat. Aussitôt le camp fut levé et les apprêts de l'embarquement s'exécutèrent avec beaucoup d'ardeur et non moins de promptitude, et quelques heures avant le coucher du soleil la flotte entière appareilla. Quatre cents navires à grande voilure et plus d'un millier de bateaux de transport se mirent en mouvement pour gagner le large au bruit des trompettes et d'un immense cri de joie poussé par soixante mille bouches.

» Le vaisseau qui portait le duc Guillaume marchait en tête portant au haut de son mât la bannière envoyée par le pape et une croix sur son pavillon. Les voiles étaient de diverses couleurs, et l'on y voyait peints en plusieurs endroits les trois lions, enseigne de Normandie ; à la proue était sculptée une figure d'enfant portant un arc tendu, avec la flèche prête à partir. Enfin de grands fanaux élevés sur les hunes, précaution nécessaire pour une traversée de nuit, devaient servir de phare à toute la flotte et lui indiquer le point de ralliement. Ce bâtiment, meilleur voilier que les autres, les précéda tant que dura le jour, et la nuit il les laissa loin derrière (1). »

Le lendemain toute la flotte débarqua heureusement à Pevensey, et l'on sait comment, un mois après, la bataille d'Hastings délivra Guillaume de son compétiteur, et livra pour jamais l'Angleterre à la domination normande.

Nº 24. HENRI DE BOURGOGNE REÇOIT L'INVESTITURE DU COMTÉ DE PORTUGAL. — 1094.

JACQUAND. — 1839.

Henri de Bourgogne, arrière-petit-fils du roi de France Robert, possédé de l'esprit religieux et guerrier qui fit les croisades, était allé avec un grand nombre de chevaliers français offrir à don Alphonse VI, roi de Castille, son épée contre les infidèles. Il avait combattu en même temps que le Cid à ce fameux siége de Tolède qui dura dix ans (1075 à 1085) comme celui de Troie, et sa vaillance s'était fait remarquer à côté de celle du premier héros de la chevalerie. Il

(1) Aug. Thierry, *Histoire de la Conquête de l'Angleterre.*

avait encore aidé Alphonse VI dans sa lutte périlleuse contre les Almoravides, tribus fanatiques et guerrières, accourues d'Afrique au secours de l'islamisme (1086). Enfin, il s'était signalé par de nombreux exploits contre les Mores de Duero, dans la Galice méridionale. En récompense de tant de glorieuses prouesses, le roi Alphonse lui donna en mariage sa fille dona Theresa, et lui accorda en même temps l'investiture du comté de Portugal que ses armes lui avaient soumis (1094). Henri de Bourgogne plaça ainsi sur un nouveau trône la maison royale de France. Son fils Alphonse *el Conquistador* prit le titre de roi de Portugal sur le champ de bataille d'Ourique, au sein d'une victoire. On sait que la maison de Bragance, aujourd'hui régnante, est un des rameaux sortis de cette souche royale, et que le nom même de Bragance paraît être une corruption de celui de Bourgogne.

N° 25. PRÉDICATION DE LA PREMIÈRE CROISADE, A CLERMONT EN AUVERGNE.—NOVEMBRE 1095.

H. Scheffer.—1839.

L'ermite Pierre avait parcouru une grande partie de la chrétienté, racontant partout les misères des fidèles de la Palestine, et partout invoquant pour eux la pitié de leurs frères d'Occident. L'Europe et en particulier la France étaient donc déjà toutes pleines de l'esprit des croisades, lorsque le pape Urbain II convoqua un concile général à Clermont en Auvergne.

La voix du pontife eut un prodigieux retentissement. Treize archevêques, deux cent vingt-cinq évêques, un nombre presque égal d'abbés mitrés, avec plusieurs milliers de chevaliers, et une foule innombrable d'hommes et de femmes de toute condition, accoururent, au cœur de l'hiver, sous le ciel rigoureux de l'Auvergne, attendant impatiemment la proclamation de la guerre sainte.

L'ermite Pierre redit alors à cette multitude immense d'hommes rassemblés ce qu'il avait dit séparément à la plupart d'entre eux dans leurs châteaux ou leurs chaumières. Il exalta puissamment les imaginations par le tableau pathétique des outrages et des persécutions prodigués par les musulmans aux fidèles qui habitaient près des saints lieux, ou aux pèlerins qui les visitaient. Le pape Urbain prit à son tour la parole : il appela toute la chrétienté aux armes pour venger la sainte cause de Jésus-Christ; il échauffa les ambitions par la promesse des riches dépouilles des infidèles, en même temps qu'il enflammait l'enthousiasme religieux en lui montrant les palmes immortelles du martyre.

Ce ne fut alors qu'un seul cri : *Dieu le veut! Dieu le veut!* Clercs et laïques, seigneurs et humbles vassaux, tous s'empressèrent de donner leurs noms à la milice sainte et de s'enrôler pour le *grand passage*. Hugues de Vermandois, frère du roi Philippe Ier; Raymond, comte de Toulouse, représenté par ses ambassadeurs; Godefroy de Bouillon, duc de basse Lorraine, avec ses deux frères Eustache et Baudouin; Robert, duc de Normandie, fils aîné de Guillaume le Conquérant; Étienne, comte de Blois, de Chartres et de Meaux, étaient les plus renommés de ceux qui marquèrent alors leurs épaules du signe sacré de la croix, et prirent de là le nom de *croisés*. Urbain bénit toute l'assemblée, et presque aussitôt commencèrent à s'ébranler vers l'Orient les masses d'hommes qui allaient poursuivre la querelle engagée depuis plus de quatre siècles entre la religion du Christ et celle de Mahomet.

N° 25 *bis*. L'EMPEREUR ALEXIS COMNÈNE REÇOIT A CONSTANTINOPLE L'ERMITE PIERRE A LA TÊTE DES PREMIERS CROISÉS—1096.

Saint-Èvre —1839.

Tandis que les princes et les seigneurs, retournés dans leurs manoirs, s'y préparaient à la guerre sainte, la multitude, que les prédications de l'ermite Pierre avaient ramassée autour de lui, le suivait ou plutôt le poussait devant elle en Orient. Un seul chevalier, dont le surnom atteste la pauvreté, Gautier sans Avoir, servait de chef à ces bandes tumultueuses, qui, dans les illusions de leur enthousiasme, comptaient pour se nourrir sur la manne que Dieu leur enverrait, et marchaient à la croisade en demandant l'aumône. En France et en Allemagne la charité des fidèles vint à leur secours; mais, arrivés sur les terres de la Hongrie et de la Bulgarie, ils ne trouvèrent plus que la faim et des ennemis redoutables. Pierre avait perdu plus de quarante mille de ses compagnons lorsqu'il atteignit la frontière de l'empire grec. L'empereur cependant fut curieux de voir l'homme extraordinaire qui avait ébranlé tout l'Occident par son éloquence.

« Pierre l'Ermite, dit M. Michaud, fut admis à l'audience d'Alexis Comnène et raconta sa mission et ses revers. En présence de toute sa cour, l'empereur vanta le zèle du prédicateur de la croisade, et, comme il n'avait rien à craindre de l'ambition d'un ermite, il le combla de présents, fit distribuer à son armée de l'argent et des vivres, et lui conseilla d'attendre, pour commencer la guerre, l'arrivée des princes et des illustres capitaines qui avaient pris la croix. » Ce conseil ne fut point suivi; l'empereur lui-même, fatigué de la turbulence de ces hôtes incommodes, eut grande hâte de leur faire passer le Bosphore. Là, au bout de peu de jours, cette formidable armée, que des milliers d'Allemands étaient venus grossir, n'était plus, selon l'expression d'Anne Comnène, qu'une énorme montagne de cadavres entassés dans la plaine de Nicée.

N° 26. ADOPTION DE GODEFROY DE BOUILLON PAR L'EMPEREUR ALEXIS COMNÈNE.—1097.

Alex. Hesse —1839.

Huit mois après le concile de Clermont, Godefroy de Bouillon, duc de basse Lorraine, avec quatre-vingt mille guerriers donna le signal de ce grand mouvement qui allait transporter en Asie tout ce que l'Europe et surtout la France comptaient alors de plus vaillants chevaliers. Hugues de Vermandois, frère du roi Philippe Ier; les deux Robert, l'un duc de Normandie, l'autre comte de Flandre; Raymond de Saint-Gilles, comte de Toulouse; Étienne, comte de Blois et de Chartres; Adhémar de Monteil, évêque du Puy, tous seigneurs français, brillaient à la tête de la croisade : la France revendiquait encore comme ses enfants Bohémond, prince de Tarente, et son neveu Tancrède, issus de cette race normande qui venait de conquérir l'Italie méridionale.

Le rendez-vous de toutes ces armées féodales était sous les murs de Constantinople : elles y arrivèrent les unes après les autres, semblables, dit Anne Comnène, « à des torrents qui se réunissent pour former un grand fleuve. » Le timide empereur Alexis trembla devant les redoutables défenseurs que lui envoyait l'Occident : il hésitait à leur ouvrir les portes de sa capitale; mais les menaces de l'audacieux Bohémond retentirent à son oreille, et, se fiant alors à la loyauté de Godefroy de Bouillon, il lui envoya son fils en otage.

Godefroy, entouré d'une brillante élite de chevaliers, se rendit au palais impérial. « En voyant le magnifique et hono-

rable duc, dit Albert d'Aix, chroniqueur contemporain, ainsi que tous les siens dans tout l'éclat et la parure de leurs précieux vêtements de pourpre et d'or, recouverts d'hermine blanche comme la neige, de martre, de petit-gris et de diverses autres fourrures, telles que les portent les seigneurs de France, l'empereur admira vivement leur pompe et leur splendeur. D'abord il admit le duc avec bonté à recevoir le baiser de paix; puis, et sans aucun retard, il accorda le même honneur à tous les grands de sa suite et à ses parents... Après que du haut de son trône il les eut embrassés chacun dans l'ordre prescrit, le prince parla au duc en ces termes : « J'ai appris que tu es chevalier et prince très-puissant dans tes terres, et de plus, homme très-sage et d'une parfaite fidélité. C'est pourquoi je t'adopte comme fils, et je remets en ta puissance tout ce que je possède, afin que mon empire et mon territoire puissent être délivrés et préservés par toi de la présence de cette multitude rassemblée et de celle qui viendra par la suite. » Apaisé et gagné par ces paroles de bonté, le duc ne se borna pas à se reconnaître pour fils de l'empereur, conformément à l'usage de ce pays; mais, mettant la main dans la sienne, il se déclara son vassal, et tous les premiers seigneurs, présents à cette cérémonie, et ceux qui vinrent plus tard, en firent autant (1)... »

N° 27. BATAILLE SOUS LES MURS DE NICÉE. — 1097.

SERRUR. — 1839.

Les croisés, ayant passé le Bosphore, allèrent mettre le siége devant Nicée, capitale de l'ancienne Bithynie et du nouvel empire des sultans de Roum. C'était la première fois que se déployaient toutes ensemble ces milliers de bannières qui, avec la diversité de leurs emblèmes et le signe commun de la croix, offraient une représentation si vivante du grand corps de la chrétienté. Les récits contemporains évaluent à plus de cinq cent mille combattants ce que renfermait alors le camp des croisés. Cependant le sultan des Turcs, Kilig-Arslan, fils de Soliman, n'en fut pas effrayé. Plein de confiance dans les fortes murailles de sa capitale, il y avait laissé sa famille et ses trésors, et était allé rassembler dans les montagnes cette formidable cavalerie des Turcs dont les cimeterres avaient, l'année précédente et dans le même lieu, moissonné les bandes indisciplinées de Pierre l'ermite. Mais ils trouvèrent ici d'autres hommes et une autre résistance. L'impétueux effort de leur avant-garde se porta vainement du côté de la ville, où le comte de Toulouse, récemment arrivé, venait à peine de dresser ses tentes. Une foule de guerriers, et parmi eux les deux Robert, Tancrède et Baudoin, « empressés de porter secours à leurs frères en Jésus-Christ, s'élancent au milieu des rangs, portant des coups aussi prompts que la foudre, et courant de tout côté de toute la rapidité de leurs chevaux. » Kilig-Arslan arrive alors avec les cinquante mille cavaliers qui forment son corps de bataille; l'armée chrétienne à son tour s'engage tout entière, et la mêlée devient épouvantable. « On voyait partout briller les casques, les boucliers, les épées nues; on entendait au loin le choc des cuirasses et des lances qui se heurtaient dans la mêlée; l'air retentissait de cris effrayants, les chevaux reculaient au bruit des armes, au sifflement des flèches; la terre tremblait sous les pas des combattants, et la plaine était couverte de javelots et de débris (2). » La bataille dura depuis le matin jusqu'à la nuit. Les Turcs, vaincus, s'enfuirent dans les montagnes, laissant dans la plaine quatre mille morts. Mille têtes, coupées par les vainqueurs, furent envoyées au monarque de Constantinople, comme un premier et sanglant tribut de ses vassaux.

(1) *Histoire des Croisades*, par Albert d'Aix, liv. II.
(2) *Mathieu d'Édesse*, cité par M. Michaud.

N° 27 *bis*. BAUDOUIN S'EMPARE DE LA VILLE D'ÉDESSE. — 1097.

ROBERT FLEURY. — 1839.

Pendant que l'armée chrétienne, à travers mille périls, marchait sur Antioche, plusieurs des chefs croisés se détachèrent de leurs compagnons d'armes pour aller au loin courir les aventures. L'ambitieux Baudouin, frère de Godefroy de Bouillon, ne craignit pas de se hasarder dans les montagnes de l'Arménie et de traverser l'Euphrate, avec une poignée de chevaliers décidés à suivre sa fortune. Il arriva sur le territoire d'Édesse, grande ville devenue en ces temps la métropole de la Mésopotamie. A la vue de la bannière de la croix, tout le peuple se porte à la rencontre de Baudouin, tenant à la main des branches d'olivier, et chantant des cantiques. Habile à profiter de l'enthousiasme populaire, Baudouin se fit aussitôt adopter par le prince arménien qui gouvernait Édesse, et quelques jours après, lorsqu'une révolution du palais eut mis fin à la vie du faible et malheureux Thoras, il fut proclamé le libérateur et le maître d'Édesse. Promenant de là sur tout le pays d'alentour son ardeur guerrière, Baudouin s'empara de la ville de Samosate, étendit sa domination jusqu'au pied du mont Taurus, et, maître des deux rives de l'Euphrate, il offrit le singulier spectacle d'un gentilhomme français régnant sur les plus belles provinces de l'ancien empire d'Assyrie.

N° 28. PRISE D'ANTIOCHE PAR LES CROISÉS. — 3 JUIN 1098.

SCHOPIN. — 1839.

Les croisés, vainqueurs à Nicée, étaient entrés en Syrie et avaient mis le siége devant Antioche. Ce siége, commencé aux approches de l'hiver, fut long et fertile en désastres pour l'armée chrétienne. Elle y souffrit les plus cruelles extrémités du froid et de la faim, et y prodigua sa bravoure en d'inutiles exploits. Huit mois s'étaient écoulés, et la ville tenait encore : l'heure même approchait où Kerbogah, général du sultan de Perse Barkiarok, allait arriver avec une armée formidable pour la délivrer. C'est alors que Bohémond, prince de Tarente, découvrit au conseil des chefs croisés l'habile intrigue qu'il avait nouée avec un renégat qui commandait trois des tours de la ville. La souveraineté d'Antioche lui fut cédée, d'un commun accord, par ses compagnons d'armes, s'il parvenait à s'en assurer la conquête. Tout se fit comme il l'avait annoncé : une échelle, suspendue aux créneaux de l'une des tours, introduisit dans la ville chefs et soldats, et le cri *Dieu le veut!* retentissant dans les rues au milieu de la nuit, annonça aux musulmans leur dernière heure. Il y en eut dix mille d'égorgés.

N° 28 *bis*. BATAILLE SOUS LES MURS D'ANTIOCHE. — 1098.

GALLAIT. — 1839.

Cependant les croisés, trois jours après la prise d'Antioche, y furent assiégés à leur tour. L'armée de Kerbogah était arrivée, et elle couvrait toutes les hauteurs qui dominaient la ville, en même temps que les rives de l'Oronte. La famine fut affreuse parmi les chrétiens : la désertion et la mort réduisirent leur puissante armée à n'être plus qu'une faible image d'elle-même; et Kerbogah se croyait vainqueur, au moment d'achever par le glaive ce reste misérable *d'hommes exténués*.

de fantômes, comme il les appelait dans son orgueilleux langage. Un miracle d'enthousiasme vint tout changer : on publia dans Antioche que la lance dont fut percé le côté du Sauveur sur la croix avait été retrouvée, et, à la vue de ce fer sacré, une ardeur surnaturelle enflamma toutes les âmes. Ces hommes, qui naguère attendaient la mort dans un muet découragement, sortirent de la ville avec la sainte confiance des martyrs, se jetèrent sur le camp de Kerbogah, et en une heure anéantirent sa superbe armée.

N° 28 *ter*. COMBAT SINGULIER DE ROBERT, DUC DE NORMANDIE, AVEC UN GUERRIER SARRASIN SOUS LES MURS D'ANTIOCHE. — 1098.

Dassy. — 1839.

Pendant le siége d'Antioche plusieurs chefs de la croisade signalèrent leur bravoure dans des combats particuliers. Les chroniqueurs citent entre autres Godefroy de Bouillon, Tancrède, Hugues de Vermandois, le comte de Flandre et Robert, duc de Normandie, qui frappèrent des coups mémorables à la vue de toute l'armée.

« Le duc de Normandie, dit M. Michaud, soutint seul un combat contre un chef des infidèles qui s'avançait au milieu des siens : d'un coup de sabre il lui fendit la tête jusqu'à l'épaule, et l'étendit à ses pieds en s'écriant : « Je dévoue ton âme impure aux puissances de l'enfer. »

N° 28 *quater*. TANCRÈDE PREND POSSESSION DE BETHLÉEM. — 6 JUIN 1099.

Révoil. — 1839.

Les croisés venaient d'entrer dans la petite ville d'Emmaüs, presque aux portes de Jérusalem : « Au milieu de la nuit, raconte Guillaume de Tyr, une députation des fidèles qui habitaient à Bethléem vint se présenter devant le duc Godefroy, et le supplia avec les plus vives instances d'envoyer dans cette ville un détachement de ses troupes... Le duc accueillit avec une tendre pitié la demande de ces fidèles, et leur témoigna une bienveillance toute fraternelle. Il choisit dans sa troupe cent cavaliers bien armés, et leur ordonna de se rendre à Bethléem pour porter secours à leurs frères. Tancrède fut mis à la tête de cette expédition... Les habitants le reçurent en chantant des hymnes et des cantiques sacrés. Ils entrèrent dans la ville escortés par le peuple et par le clergé. On les conduisit à l'église : ils virent avec des ravissements de joie le lieu où habita la bienheureuse mère du Sauveur du monde et la crèche où il reposa... Puis les citoyens de la ville, pour célébrer leur victoire, firent arborer au-dessus de l'église la bannière de Tancrède (1). »

N° 28 *quinto*. TANCRÈDE AU MONT DES OLIVIERS. — 1099.

Signol. — 1839

Le jour même où l'armée chrétienne arrivait devant Jérusalem, Tancrède se distingua par un des faits d'armes les plus prodigieux de la croisade. Nous laissons parler ici le poëte historien de sa vie, Raoul de Caen :

« Après avoir planté sa bannière dans le voisinage de la tour de David, et donné l'ordre de dresser ses tentes, Tancrède, s'éloignant seul, sans compagnon, sans écuyer, monte sur la montagne des Oliviers, d'où il avait appris que le fils de Dieu était retourné vers son père... Du haut de la montagne il porte ses regards sur la ville, dont il n'est séparé que par la vallée de Josaphat... C'est surtout sur le Calvaire et le temple du saint sépulcre que ses yeux s'arrêtent, et en les contemplant il pousse de profonds soupirs; il se prosterne à terre; il voudrait donner sa vie au même moment, s'il lui était permis à ce prix d'imprimer ses lèvres sur ce Calvaire dont le sommet se présente à sa vue. » C'est au milieu de cette pieuse contemplation que Tancrède est attaqué par cinq musulmans. « Ils s'avançaient, continue Raoul de Caen, avec toute la confiance que peuvent avoir cinq hommes en allant attaquer un seul... Mais le fils de Guiscard prépare au combat son visage, son cœur, son coursier, sa lance de frêne, et le premier de ses ennemis qu'il voit arrivé au sommet de la montagne, il le force à rendre son âme aux profondeurs de l'enfer, son corps aux abîmes de la vallée. » Des quatre autres Sarrasins, deux sont couchés par terre, deux prennent la fuite, et Tancrède victorieux retourne sous les murs de la ville, à l'endroit du camp où flotte sa bannière.

N° 28 *sexto*. ARRIVÉE DES CROISÉS DEVANT JÉRUSALEM. — 1099.

Signol. — 1839.

Après une marche assez longue et pénible, l'armée des croisés arriva enfin sous les murs de la ville sainte. Lorsque, au lever du soleil, elle se découvrit à leurs regards, le cri de *Jérusalem! Jérusalem!* fut répété à la fois par soixante mille bouches, et retentit au loin sur le mont de Sion et sur celui des Oliviers. Puis une sorte de pieux délire s'emparant de toutes les âmes, on les vit se jeter à genoux, se prosterner dans la poussière, et baiser avec respect cette terre consacrée par la vie et la mort du Sauveur. Ils pleuraient, ils frappaient leurs poitrines, et renouvelaient, dans un saint transport, le serment d'affranchir Jérusalem du joug impie des musulmans.

N° 29. PRISE DE JÉRUSALEM PAR LES CROISÉS. — 15 JUILLET 1099.

Schnetz — 1839

Les chefs se fièrent à cet enthousiasme pour opérer un nouveau miracle : sans machines de guerre ils donnèrent aussitôt un assaut, qui fut repoussé. Il fallut alors tout préparer avec la lente régularité d'un siége ordinaire, et sous le brûlant soleil de la Palestine, au cœur de l'été, l'armée chrétienne eut à essuyer les ardeurs dévorantes de la soif. L'arrivée d'une flotte génoise vint ranimer les courages : une procession faite autour de la ville, en évoquant devant les croisés le souvenir de chacun des saints lieux que foulaient leurs pas, rendit à leur foi tout son enthousiasme : l'assaut fut résolu. Il échoua encore ce jour-là (14 juillet 1099). Mais le lendemain, au moment où les chrétiens, couverts de sueur et de poussière, et succombant sous le poids de la fatigue, allaient encore une fois se retirer devant l'opiniâtre résistance de l'ennemi, ils virent, selon la plupart des récits contemporains, apparaître sur le mont des Oliviers un cavalier revêtu d'une armure éclatante, qui agitait son bouclier, et leur donnait le signal d'entrer dans la ville. Godefroy de Bouillon est le premier à s'écrier que c'est saint Georges qui vient au secours des chrétiens, et rien dès lors ne peut arrêter leur impétueuse valeur. La tour roulante abaisse son pont-levis sur la muraille : chefs et soldats s'y précipitent ensemble, et la bannière de la croix y est arborée. Tancrède et le comte de Toulouse, animés d'une généreuse émulation, forcent de leur côté tous les obstacles, et les croisés, maîtres de Jérusalem, après avoir assouvi dans le sang des musulmans leur soif de

(1) *Histoire des Croisades*, par Guillaume, archevêque de Tyr, liv. XII.

vengeance, vont se prosterner humblement devant le saint sépulcre, qu'ils viennent de rendre aux adorations de la chrétienté.

N° 30. GODEFROY DE BOUILLON

ÉLU ROI DE JÉRUSALEM. — 23 JUILLET 1099.

MADRAZZO. — 1839.

La conquête des saints lieux venait de se faire par un commun effort de la chrétienté, mais il fallait l'autorité d'un chef unique pour veiller sur cette conquête, et, dix jours après la prise de Jérusalem, le conseil des princes se rassembla pour relever dans la ville sainte le trône de David et de Salomon. Ce fut Robert, comte de Flandre, qui ouvrit cet avis, tout en protestant qu'à aucun prix il n'accepterait pour lui-même, si on la lui offrait, cette royauté. Il fut décidé que le choix serait remis à un conseil de dix hommes, les plus recommandables du clergé et de l'armée. On ordonna en même temps des prières, des jeûnes et des aumônes pour appeler les bénédictions du ciel sur l'œuvre importante qui allait se faire. Après une longue et mûre délibération, les électeurs décernèrent la couronne à Godefroy de Bouillon, comme au plus digne. Ce choix fut accueilli par les applaudissements de toute l'armée. On conduisit en triomphe le nouveau monarque au saint sépulcre, où il jura d'observer les lois de l'honneur et de la justice. Cependant, par une pieuse humilité, Godefroy refusa le diadème et les marques de la royauté : Il ne voulut pas, disent les Assises de Jérusalem, « estre sacré et corosné roi de Jérusalem, parce que il ne vult porter corosne d'or là où le roy des roys, Jésus-Christ, le fils de Dieu, porta la corosne d'espines le jour de sa passion (1). »

N° 30 *bis*. BATAILLE D'ASCALON. — 1099.

. . . .

N° 31. GODEFROY DE BOUILLON

SUSPEND AUX VOUTES DU SAINT SÉPULCRE LES TROPHÉES D'ASCALON.

GRANET. — 1839.

A peine le nouveau royaume de Jérusalem venait d'être institué, qu'on apprit les grands préparatifs du calife fatimite d'Égypte pour reconquérir la ville sainte. Le vizir Afdal avait déployé l'étendard du prophète, et une multitude immense de combattants était accourue de toutes les provinces soumises à l'islamisme pour se joindre à l'armée égyptienne. Les croisés sortirent de Jérusalem au nombre de vingt mille, et marchèrent au-devant de l'ennemi. Ils le rencontrèrent dans la plaine d'Ascalon (12 août 1099). La bataille fut courte et la victoire facile. Ce ramas indiscipliné de fantassins mal armés et de cavaliers du désert ne put tenir contre les armures de fer et la vaillance exercée de l'armée chrétienne. Le camp du vizir fut livré au pillage, et le plus précieux trésor qu'y trouvèrent les croisés furent des outres pleines d'eau pour désaltérer la soif ardente qui les dévorait. La victoire d'Ascalon mettait un terme aux longs travaux de la première croisade. Aussi les croisés rentrèrent-ils en triomphe dans Jérusalem, « au milieu de la suave et délectable harmonie des chants qui, suivant un chroniqueur contemporain, retentissaient sur les vallées et dans les montagnes. » Godefroy alla suspendre aux colonnes de l'église du saint sépulcre l'étendard du grand vizir et son épée, ramassés sur le champ de bataille, pendant que les croisés, dont cette victoire accomplissait le pèlerinage, offraient à genoux leurs actions de grâces au Dieu qui avait béni leurs armes.

(1) Préface des Assises.

N° 31 *bis*. GODEFROY

TIENT LES PREMIÈRES ASSISES DU ROYAUME DE JÉRUSALEM. — JANVIER 1100.

JOLLIVET. — 1839.

Le royaume de Jérusalem, au lendemain même de sa fondation, fut livré à tous les désordres de l'anarchie féodale. La plupart des seigneurs, qui tenaient de leur épée ou des largesses royales les fiefs dont ils étaient investis, refusaient leur obéissance au souverain qu'ils s'étaient donné, et Godefroy voyait son autorité désarmée au milieu des ennemis sans nombre qui l'environnaient. Ce fut pour remédier à ce grand mal et apporter quelque ordre dans un gouvernement si tumultueux, qu'au commencement de l'année 1100 il convoqua à Jérusalem les assises générales du royaume. Baudouin, conquérant d'Édesse; Bohémond, prince d'Antioche; Raymond de Saint-Gilles, seigneur de Laodicée; les seigneurs de Jaffa, de Ramla, de Tibériade et tous les autres grands feudataires se rendirent à cette assemblée, d'où sortit un des monuments les plus complets de la législation féodale. On lit dans la préface des Assises de Jérusalem qu'elles étaient « chacune escrite par soi, en grandes lettres, et la première lettre du commencement estoit enluminée d'or, et toutes les autres estoient vermeilles, et en chacune carte avoit le scel dou roi et dou vicontе de Jérusalem. Elles furent déposées en une grande huche, et prinrent le nom de Lettres dou sépulchre (1). »

N° 31 *ter*. FUNÉRAILLES DE GODEFROY DE BOUILLON SUR LE CALVAIRE.

23 JUILLET 1100.

CIBOT. — 1839.

Godefroy de Bouillon survécut peu aux grands travaux de la première croisade. Il s'occupait de réduire les villes de la Palestine qui appartenaient encore aux musulmans, et venait d'arriver à Joppé, lorsqu'il y tomba malade et fut à grand'peine transporté dans la ville sainte. Ce fut en vain que, pendant quatre jours, ses parents et ses amis lui prodiguèrent les soins les plus tendres. Il expira le 18 juillet 1100, un an et trois jours après la prise de Jérusalem. « A la mort de cet illustre capitaine et très-noble athlète du Christ, dit l'historien Albert d'Aix, tous les chrétiens, Français, Italiens, Syriens, Arméniens, Grecs, la plupart des gentils eux-mêmes, Arabes, Sarrasins et Turcs, se livrèrent aux larmes pendant cinq jours, et firent entendre de douloureuses lamentations. » On ensevelit ses restes avec toutes les pompes de l'Église catholique, dans l'enceinte du Calvaire, près du sépulcre de Jésus-Christ, qu'il avait délivré par sa vaillance. L'inscription suivante fut gravée en langue latine sur son tombeau :

« Ici repose l'illustre Godefroy de Bouillon, qui a conquis toute cette terre au culte chrétien. Que son âme règne avec Jésus-Christ! »

N° 31 *quater*. PRISE DE TRIPOLI. — 1100.

. . . .

Baudouin, le conquérant d'Édesse, appelé à la succession de son frère, porta sur le trône de Jérusalem moins de

(1) Préface des Assises.

vertus, mais une plus ardente et plus belliqueuse ambition. Arsur, Césarée, Ptolémaïs, Béryte tombèrent successivement sous ses coups, et ce fut sous son règne que le vieux comte de Toulouse, Raymond de Saint-Gilles, qui avait juré de finir ses jours en Orient, alla assiéger Tripoli, pour laisser à sa famille un héritage en terre sainte. Tripoli, en effet, située dans une riante plaine, au pied du Liban, et renommée alors par la richesse de son sol, par son commerce et par sa vaste bibliothèque, promettait au vainqueur une magnifique proie. Mais la mort vint frapper Raymond devant cette place, et le soin d'en poursuivre le siége resta à son fils Bertrand, qui venait d'arriver d'Europe avec une troupe de chevaliers et une flotte génoise. Le calife du Caire, dans la molle oisiveté de son harem, défendit mal Tripoli, à laquelle il ne demandait que *du bois d'abricotier pour en fabriquer les luths de ses esclaves*. La ville, abandonnée à elle-même, fut réduite à capituler, et remise par Baudouin aux mains du comte de Saint-Gilles.

N° 32. AFFRANCHISSEMENT DES COMMUNES. — 1113.

Alaux. — 1837.

Le commencement du XIIe siècle vit éclater en France une importante révolution. De toutes parts les villes courbées sous le joug féodal firent un grand effort pour s'affranchir, les unes par voie de transaction, les autres à main armée, et plusieurs s'empressèrent de mettre sous la protection de la royauté leur liberté reconquise. Louis le Gros fut le premier de nos rois à qui les communes émancipées s'adressèrent pour en obtenir la confirmation de leurs priviléges. Amiens, Abbeville, Laon, Saint-Quentin, Noyon, Soissons, Beauvais, toutes villes rapprochées du siége de la royauté capétienne, reçurent de la main de ce prince leurs chartes d'affranchissement. Presque partout ce fut l'évêque qui, avec les plus notables bourgeois, s'en vint solliciter ce bienfait de l'autorité royale.

N° 33. INSTITUTION DE L'ORDRE DE SAINT-JEAN DE JÉRUSALEM. — 15 février 1113.

Decaisne. — 1839.

Vers le milieu du XIe siècle, lorsque Jérusalem obéissait encore aux califes d'Égypte, quelques pèlerins s'étaient associés pour fonder l'hôpital de Saint-Jean, et y donner en commun leurs soins aux pauvres et aux malades. Gérard, de la petite ville de Martigues en Provence, fut, sous le titre de *maître de l'Hôpital*, le premier chef de cette pieuse association. Plus tard, après la conquête de Jérusalem par les croisés, les *hospitaliers* reçurent du pape Pascal II une bulle qui les constituait en ordre religieux.

Mais bientôt le royaume chrétien de Jérusalem, environné d'ennemis, réclama pour sa défense tout ce qu'il y avait de bras dans la terre sainte capables de porter l'épée. C'est alors que Raymond Dupuy, gentilhomme dauphinois, qui avait succédé au bienheureux Gérard, conçut la pensée de rendre aux hospitaliers les armes que la plupart avaient quittées pour se vouer à leur sainte mission de charité.

Le chapitre de l'ordre ayant été convoqué dans l'église Saint-Jean, Raymond Dupuy, avec l'autorisation du patriarche de Jérusalem, fit part à ses frères de sa généreuse proposition. Les anciens compagnons de Godefroy reprirent avec un pieux enthousiasme leurs épées, qu'ils s'engageaient à ne tirer que contre les ennemis de la foi. Et c'est ainsi que, dans ces premiers jours de l'ordre de Saint-Jean, on vit les mêmes hommes, fidèles à leur double mission, tour à tour veiller au lit des malades et monter à cheval pour soutenir par leur vaillance le trône chancelant des rois de Jérusalem.

N° 34. LOUIS LE GROS PREND L'ORIFLAMME A SAINT-DENIS. — 1124.

Jollivet — 1837.

La conquête de l'Angleterre par Guillaume le Bâtard (1066) avait été le signal d'une rivalité inévitable entre le vassal couronné et le suzerain. Cette rivalité passa en héritage à leurs successeurs, et Henri Ier soutint une lutte acharnée contre Louis le Gros. Ce fut au milieu de cette lutte (1124) qu'il appela à son aide son gendre, l'empereur Henri V, et le pria d'envahir la France avec une puissante armée.

A la nouvelle des préparatifs de l'empereur, Louis le Gros convoque autour de lui tous les vassaux de la couronne. Cet armement féodal, le plus grand qu'on eût vu jusqu'alors, atteste combien Louis le Gros par sa vaillance chevaleresque avait rendu d'éclat à la royauté. « Toute la baronie de France, disent les Chroniques de Saint-Denis, esmue de grand desdain et grand despit, se réunit sous sa bannière. » Suger porte la force de l'armée jusqu'au nombre sans doute exagéré de quatre à cinq cent mille hommes. Ce fut lui qui, comme abbé de Saint-Denis, remit aux mains de Louis le Gros l'oriflamme que le prince vint chercher en grande pompe, avant de marcher contre l'ennemi. Mais il n'alla pas plus loin que Reims : Henri V, en apprenant l'immense prise d'armes de la nation française, avait renoncé à envahir le royaume.

N° 34 *bis*. PRISE DE TYR PAR LES CROISÉS. — 1124.

Caminade. — 1839.

La frayeur répandue parmi les musulmans par la prise de Jérusalem s'était calmée, et de toutes parts des ennemis s'élevaient pour assaillir la puissance chrétienne. Pendant que la rapide cavalerie des Turcs courait au travers du désert pour surprendre les villes et les châteaux mal défendus, le calife d'Égypte envoyait ses flottes pour attaquer les villes maritimes tombées au pouvoir des chrétiens. Ses troupes allaient entrer dans Joppé, qu'elles assiégeaient par terre et par mer, lorsque la grosse cloche de Jérusalem donna le signal de la guerre sainte; un jeûne général prépara les guerriers aux combats par la pénitence, et ce fut assez de la présence de l'armée chrétienne, avec son ardent enthousiasme, pour dissiper les bataillons tremblants des Égyptiens. Mais c'était peu de se défendre; il fallait renvoyer la terreur à l'ennemi par de nouvelles conquêtes. L'arrivée d'une flotte vénitienne sur les côtes de Syrie fournit aux croisés l'occasion et les moyens d'attaquer l'ancienne ville de Tyr. Tandis que les tentes des chevaliers sous les ordres du comte de Tripoli et du patriarche de Jérusalem se déployaient dans la plaine, le doge de Venise entrait avec sa flotte dans le port, et fermait la ville du côté de la mer. Après quelques mois d'attaques multipliées, les murs commençaient à s'écrouler sous les machines des chrétiens, lorsque la discorde faillit tout perdre. L'armée de terre accusait la flotte de lui laisser toutes les fatigues et tous les périls, et de part et d'autre on menaçait de rester immobile dans la plaine et sur les vaisseaux. Le doge de Venise, pour étouffer dans leur principe ces dangereuses dissensions, se rend à l'improviste dans le camp des croisés avec ses matelots armés de leurs avirons, et s'offre de monter avec eux à l'assaut. Une généreuse émulation succède alors à l'esprit de discorde, et ni l'approche d'une armée ennemie, qui venait de Damas au secours de Tyr, ni la marche des Égyptiens sur Jérusalem, ne purent arracher aux chrétiens leur proie : la bannière du

roi de Jérusalem, alors prisonnier des infidèles, flotta avec le lion de Saint-Marc sur les murs de Tyr.

N° 34 *ter.* INSTITUTION DE L'ORDRE DU TEMPLE. — 1128.

. . . .

Au même temps où l'ordre des hospitaliers commençait sa glorieuse mission, neuf chevaliers français fondaient une autre confrérie militaire, consacrée à la défense des saints lieux et à la protection des pèlerins qui venaient les visiter. Établis près du temple de Salomon ils en tirèrent leur nom de *templiers*. Hugues de Payens et Geoffroy de Saint-Aldemar, voulant donner à leur association la haute sanction du père des fidèles, se rendirent à Rome, et demandèrent au pape Honorius III une règle et le titre d'ordre religieux. La règle leur fut donnée par saint Bernard, alors l'arbitre de la chrétienté, et le concile de Troyes, en 1128, autorisa l'institution de l'ordre des *pauvres soldats du temple de Salomon.*

N° 34 *quater.* LE PAPE EUGÈNE III REÇOIT LES AMBASSADEURS DU ROI DE JÉRUSALEM. — 1145.

Mme HAUDEBOURT. — 1839.

N° 35. PRÉDICATION DE LA DEUXIÈME CROISADE A VEZELAY, EN BOURGOGNE. — 31 MARS 1146.

SIGNOL. — 1839.

Les étoiles de l'islamisme, selon le langage de l'histoire orientale, *avaient pâli devant les étendards des Francs*, et les règnes des deux premiers Baudouin et de Foulques d'Anjou avaient continué avec éclat l'œuvre de la première croisade; mais le jour vint où l'Europe cessa d'envoyer aux saints lieux les bandes de pèlerins armés qui avaient recruté la population chrétienne de la Palestine, et le royaume de Jérusalem livré à lui-même n'offrit plus qu'un spectacle d'anarchie et de faiblesse. Quelque temps les musulmans divisés eux-mêmes ne profitèrent point de l'affaiblissement de leurs ennemis. Ce fut l'atabek Zenghi qui le premier, en 1144, frappa un coup dont l'Orient et l'Occident retentirent : il prit Édesse et la noya dans le sang de trente mille chrétiens. Une ambassade, que conduisait l'évêque de Gabale, porta à Viterbe cette fatale nouvelle au pape Eugène III. L'horreur et la consternation furent universelles en Europe : ce ne fut partout qu'une même ardeur de vengeance; le roi de France Louis VII et l'empereur Conrad III se mirent à la tête du mouvement qui allait une seconde fois entraîner l'Europe contre l'Asie.

Louis VII, outre l'enthousiasme religieux de son époque, avait des motifs particuliers de prendre la croix : il voulait, par le pèlerinage armé de la terre sainte, soulager son âme des justes remords qu'y avaient laissés l'incendie de la grande église de Vitry et la mort de tous ceux qui s'y étaient réfugiés. Il convoqua donc à Vézelay un *parlement* de tous les seigneurs du royaume. La foule qui s'y rendit, trop grande pour être contenue dans l'étroite enceinte de cette bourgade, se répandit en amphithéâtre au pied de la montagne où elle était située. Le pape Eugène III, invité par le roi à prêcher la croisade, avait été retenu en Italie : ce fut saint Bernard, alors l'oracle de la chrétienté, qui porta la parole dans cette assemblée.

Le saint homme, avec un corps usé par les austérités, et qui déjà semblait appartenir à la tombe, trouva des forces pour accomplir cette grande mission. Il monta avec le roi dans une sorte de chaire qu'on avait élevée pour eux, et d'où il adressa au peuple des paroles enflammées. « Bientôt il fut interrompu par le cri : *la croix! la croix!* qui s'éleva de toutes parts. Il commença aussitôt, ainsi que le roi, à distribuer aux assistants les croix qu'ils avaient préparées; mais, quoiqu'ils en eussent fait apporter plusieurs fardeaux, leur provision fut vite épuisée, et ils déchirèrent leurs habits pour en faire de nouvelles. »

N° 35 *bis.* ÉLÉONORE DE GUYENNE PREND LA CROIX AVEC LES DAMES DE SA COUR. — 1147.

FRANK WINTERHALTER. — 1839.

L'enthousiasme répandu par les paroles éloquentes de saint Bernard saisit la reine Éléonore elle-même. Elle prit la croix, à l'exemple de son époux, et fit vœu d'accomplir avec lui le grand passage. Beaucoup des dames de sa cour s'associèrent à sa pieuse résolution.

N° 35 *ter.* LOUIS VII VA PRENDRE L'ORIFLAMME A SAINT-DENIS. — 1147.

MAUZAISSE. — 1839.

Les préparatifs de Louis VII étaient terminés, sa route assurée à travers l'Allemagne et les terres de l'empire d'Orient; le moment de partir était arrivé. Avant de se mettre en route Louis VII se rendit en grande pompe dans l'église de Saint-Denis pour y prendre sur l'autel la sainte bannière de l'oriflamme, et, selon la naïve expression de son historien, *recevoir le congé* du bienheureux patron de la France. Le pape Eugène III était alors à la cour du roi Louis VII. Ce fut lui qui remit au monarque le bourdon et la pannetière, symboles du pèlerinage qu'il allait accomplir; et, au milieu des larmes et des prières de tous les assistants, le roi s'achemina vers Metz, où tous les croisés français devaient se réunir.

N° 35 *quater.* PRISE DE LISBONNE PAR LES CROISÉS. — 1147.

. . . .

Pendant que Louis VII et Conrad marchaient par terre vers l'Orient, une flotte de deux cents navires montés par les croisés de Flandre, de Normandie, d'Angleterre et de Frise, partait de Darmouth et faisait voile vers la côte d'Espagne. Aucun chef de renom ne conduisait cette armée, qui allait accomplir le vœu de la guerre sainte contre d'autres Sarrasins que ceux de la Palestine. Au commencement du mois de juin 1147 les croisés entrèrent dans le Tage, et allèrent se ranger sous les ordres d'Alphonse (1) qui, naguère proclamé roi de Portugal, justifiait par des victoires le choix des états de Lamego. Il assiégeait alors Lisbonne, ville puissante et enrichie par un vaste commerce. Les croisés l'assistèrent comme gens qui avaient au bout de leur lances des fiefs à conquérir. Cependant les musulmans résistèrent plus de quatre mois, et ce ne fut que le 25 octobre qu'Alphonse vainqueur entra dans sa nouvelle capitale.

N° 36. LOUIS VII FORCE LE PASSAGE DU MÉANDRE. — 1148.

. . . .

L'empereur Conrad, vaincu par les Turcs dans les plaines de la Lycaonie, était retourné à Constantinople laissant à

(1) Fils de Henri de Bourgogne, comte de Portugal.

Louis VII tout le fardeau de la guerre sainte. L'armée française, comme elle traversait l'Asie Mineure pour se diriger sur la Syrie, rencontra les Turcs sur les bords du Méandre. « Leurs tentes, dit l'auteur anonyme des Gestes de Louis VII, couvraient l'autre rive du fleuve, et lorsque les nôtres voulaient mener boire leurs chevaux, les infidèles les assaillaient de l'autre côté à coups de flèches. Les Français, qui brûlaient d'aller les joindre sur l'autre bord, après avoir longtemps sondé le fleuve, trouvèrent enfin un gué inconnu aux indigènes. Ils s'y précipitèrent alors en foule, et gagnèrent la rive opposée, repoussant de tous côtés les ennemis qui essayaient à coups de lances et d'épées de les faire reculer. » Un autre chroniqueur, Odon de Deuil, témoin de ce combat, montre dans son récit Louis VII protégeant le passage de son armée, et se lançant à toute bride contre ceux des Turcs qui assaillaient les siens par derrière. Il les poursuivit jusque dans les montagnes, et, selon l'expression du chroniqueur, « les deux rives du fleuve furent semées des cadavres ennemis. »

N° 36 *bis*. LOUIS VII SE DÉFEND CONTRE PLUSIEURS SARRASINS. — 1148.

Boisselier. — 1839.

Comme les Français, à qui leur victoire avait ouvert les portes de Laodicée, poursuivaient leur marche, l'avant-garde s'engagea imprudemment dans un défilé où le reste de l'armée entra après elle. Les Turcs l'y surprirent, et, du haut des montagnes, l'écrasèrent, malgré les prodiges d'une longue et héroïque résistance.

« Dans cette mêlée, le roi perdit son escorte... Mais conservant toujours un cœur de roi, agile autant que vigoureux, il saisit les branches d'un arbre que Dieu avait placé là pour son salut, et s'élança sur le haut d'un rocher; un grand nombre d'ennemis se jetèrent après lui pour s'emparer de sa personne, tandis que d'autres, plus éloignés, lui tiraient des flèches. Mais, par la volonté de Dieu, sa cuirasse le préserva de l'atteinte des flèches, et avec son glaive tout sanglant, défendant son rocher pour défendre sa vie, il fit tomber les mains et les têtes de beaucoup d'ennemis. Enfin ceux-ci, qui ne le connaissaient pas, voyant qu'il serait difficile de le saisir, et craignant qu'il ne survînt d'autres combattants, renoncèrent à l'attaquer et s'éloignèrent pour aller, avant la nuit, enlever les dépouilles du champ de bataille (1) »

N° 36 *ter*. LOUIS VII, L'EMPEREUR CONRAD ET BAUDOUIN III, ROI DE JÉRUSALEM, DÉLIBÈRENT A PTOLÉMAÏS SUR LA CONDUITE DE LA GUERRE SAINTE. — 1148.

Debacq. — 1839.

Louis VII et Conrad, réunis après leurs diverses fortunes au pied du saint sépulcre, avaient accompli leur vœu comme pèlerins, mais non pas comme croisés, ils n'avaient rien fait pour arracher aux infidèles leurs nouvelles conquêtes et raffermir le royaume chancelant de Jérusalem. Il fut décidé qu'une grande assemblée serait convoquée à Ptolémaïs, où l'on aviserait à la conduite future de la guerre sainte. L'empereur, le roi de France, le jeune roi de Jérusalem, Baudouin III, s'y rendirent accompagnés de leurs barons et de leurs chevaliers. Les chefs du clergé y siégèrent avec toutes les pompes de l'Église, et la reine Mélisende, avec la marquise d'Autriche, et un grand nombre de dames françaises et allemandes qui avaient suivi la croisade, vinrent assister aux graves délibérations qui allaient s'ouvrir. On y résolut le siége de Damas, siége où les deux monarques avec leurs armées se signalèrent par de glorieux mais inutiles exploits. Il fallut, quarante ans après, prêcher une troisième croisade.

(1) Odon de Deuil, liv. VI.

N° 36 *quater*. PRISE D'ASCALON PAR LE ROI BAUDOUIN III. — 1152.

Cornu. — 1839.

Ascalon était le boulevard de l'Égypte, du côté de la Syrie, et les chrétiens, vainqueurs sous ses murs, quelques jours après la prise de Jérusalem, n'avaient pu s'en emparer dans le premier entraînement de leurs conquêtes. Le roi Baudouin III, quoique menacé de toute la puissance du terrible Noureddin, fils de l'atabek Zenghi, osa former le siége de cette ville. Tous les barons du royaume de Jérusalem accoururent sous sa bannière, le patriarche à leur tête, avec la vraie croix de Jésus-Christ. Le siége dura plus de deux mois. Les fortunes en furent diverses. Les machines prodigieuses que les croisés faisaient jouer contre la ville furent un jour livrées aux flammes par les musulmans, et le vent du désert poussa l'incendie contre ceux qui l'avaient allumé. On crut alors la ville prise. L'avarice des templiers, qui, pour se réserver tout le pillage, interdisaient l'approche de la brèche à leurs compagnons d'armes, fit perdre la victoire. Ce fut à grand'peine que les chefs ramenèrent à l'assaut les chrétiens découragés. Ils trouvèrent encore une vigoureuse résistance, mais c'était le dernier effort de l'ennemi. A l'instant où Baudouin, rentré dans sa tente, méditait tristement sur l'issue de son entreprise, arrivent des messagers de la ville, qui demandent en suppliant à capituler. La surprise des croisés fut égale à leur joie, et lorsque, peu d'heures après, on vit l'étendard de la croix flotter sur les tours d'Ascalon, l'armée entière remercia Dieu d'une victoire qu'elle regardait comme un miracle de sa toute-puissance.

N° 36 *quinto*. BATAILLE DE PUTAHA. — 1159.

. . . .

La guerre continuait entre Baudouin III et Noureddin avec des alternatives de succès et de revers. Vaincu en 1157, près du gué de Jacob, et forcé de se réfugier seul dans la forteresse de Séphet, le roi de Jérusalem vit inopinément arriver de Ptolémaïs toute une armée de croisés, sous les ordres de Thierry, comte de Flandre. Avec ce renfort, il alla chercher les musulmans dans le comté de Tripoli et la principauté d'Antioche, leur enleva des villes et des forteresses; et, peu après, le sultan de Damas ayant franchi le Liban pour descendre en Palestine, il le vainquit dans une sanglante bataille à Putaha, entre le Jourdain et le lac de Sonnaserh.

« .. On n'avait point encore vu, dit Vertot dans son Histoire de l'ordre de Saint-Jean, de combat si furieux et si sanglant. Les chrétiens, irrités de trouver une si longue résistance, firent un nouvel effort, et, comme s'il leur fût venu du secours, ils s'abandonnèrent d'une manière si déterminée au milieu des bataillons ennemis, que ces infidèles, ne pouvant plus soutenir cette dernière charge, furent contraints de reculer et de céder beaucoup de terrain, quoique toujours en bon ordre et en conservant leurs rangs. Mais le roi de Jérusalem et le comte de Flandre, à la tête d'un gros de cavalerie, étant survenus pendant ce mouvement forcé que faisaient les ennemis, les obligèrent de tourner leur retraite dans une fuite déclarée; tout se débanda, et plus de six mille soldats du côté des infidèles demeurèrent sur la place, sans compter les prisonniers et les blessés. Tout l'honneur de cette journée fut justement attribué au jeune roi... »

N° 36 *sexto*. COMBAT PRÈS DE NAZARETH.
1er MAI 1187.

CINQ CENTS CHEVALIERS DE SAINT-JEAN ET DU TEMPLE RÉSISTENT A TOUTE UNE ARMÉE DU SULTAN SALADIN.

. . . .

Saladin, fils d'Ayoub, ayant recueilli l'héritage des sultans de Damas, agrandi de la souveraineté de l'Égypte, tourna toutes ses forces contre les chrétiens d'Orient, et profita des divisions qui les affaiblissaient pour faire entrer une armée dans le pays de Galilée. Rien n'était prêt pour lui résister : cinq cents chevaliers de Saint-Jean et du Temple prirent sur eux le poids de la défense commune, et pour un instant couvrirent de leurs vaillantes poitrines le royaume de Jérusalem. « Ils furent bientôt accablés par le nombre, dit M. Michaud, et périrent tous sur le champ de bataille. Les vieilles chroniques, en célébrant la bravoure des chevaliers chrétiens, rappellent des prodiges qu'on aura peine à croire; on vit ces guerriers indomptables, après avoir épuisé leurs flèches, arracher de leur corps celles dont ils étaient percés et les lancer à l'ennemi. On les vit, altérés par la chaleur et la fatigue, s'abreuver de leur sang, et reprendre des forces par le moyen même qui les devait affaiblir. On les vit enfin, après avoir brisé leurs lances et leurs épées, s'élancer sur leurs ennemis, se battre corps à corps, se rouler dans la poussière avec les guerriers musulmans, et mourir en menaçant leurs vainqueurs. Rien n'égale surtout la valeur héroïque de Jacquelin de Maillé, chevalier du Temple. Monté sur un cheval blanc, il était resté seul debout sur le champ de bataille, et combattait parmi des monceaux de morts. Quoiqu'il fût entouré de toutes parts, il refusait de se rendre. Le cheval qu'il montait, épuisé de fatigue, s'abat et l'entraîne dans sa chute. Mais bientôt l'intrépide chevalier se relève, et, la lance à la main, tout couvert de sang et de poussière, tout hérissé de flèches, se précipite dans les rangs des musulmans étonnés de son audace. Enfin il tombe percé de coups et combat encore. Les Sarrasins le prirent pour saint Georges, que les chrétiens croyaient voir descendre du ciel au milieu de leurs batailles. Après sa mort, les infidèles s'approchèrent avec respect de son corps meurtri de mille blessures; ils essuyaient son sang, se partageaient les lambeaux de ses habits et les débris de ses armes, etc. etc... « Ainsi, dit une ancienne chronique, dans la saison où l'on cueille dans les champs des roses et toute espèce de fleurs, les chrétiens de Nazareth n'y trouvèrent que les traces du carnage et les cadavres de leurs frères. »

N° 36 *septimo*. ENTREVUE DE PHILIPPE-AUGUSTE AVEC HENRI II A GISORS.—24 JUIN 1190.

SAINT-ÈVRE. — 1839.

N° 37. PHILIPPE-AUGUSTE PREND L'ORIFLAMME A SAINT-DENIS.

. . . .

Saladin, après avoir anéanti l'armée chrétienne sur les bords du lac de Tibériade (3 juillet 1187), marcha bientôt de conquête en conquête jusque sous les murs de Jérusalem. Le 3 octobre de cette même année, une capitulation remit la ville sainte entre ses mains, et le drapeau des Ayoubites remplaça l'étendard de la croix sur la montagne de Sion. Cette nouvelle répandit en Europe une consternation sans égale : le pape Urbain III en mourut de douleur. Son successeur appela tout aussitôt les rois et les peuples de l'Occident à la vengeance. Guillaume, archevêque de Tyr, témoin de cette grande catastrophe, alla prêcher la croisade en France, en Angleterre et en Allemagne, et à sa voix les trois plus puissants monarques de la chrétienté donnèrent leurs noms à la milice sainte. La *dîme saladine*, ainsi appelée en témoignage de la terreur qui s'attachait au nom du redoutable sultan, fut partout levée pour subvenir aux frais de l'expédition.

Philippe-Auguste avait pris la croix à Gisors avec le roi d'Angleterre Henri II, en 1188 : les deux monarques avaient abjuré leurs ressentiments devant le grand intérêt de la guerre sainte, et s'étaient embrassés en versant des larmes. Une église devait s'élever sur le lieu de leur réconciliation pour en perpétuer le souvenir; mais Henri survécut à peine quelques mois à cette entrevue, et ce ne fut que deux ans après que Philippe-Auguste, retenu par les soins de son gouvernement, put se mettre en route pour le *grand passage*. Il assura, avant tout, sa succession, pourvut à l'administration du royaume pendant son absence, fit entourer de murs sa bonne ville de Paris et d'autres places et châteaux pour les préserver de toute attaque, et, libre alors des soucis de la royauté, « l'an du Seigneur 1190, à la fête de saint Jean-Baptiste, il alla, suivi d'un nombreux cortége, prendre congé du bienheureux martyr saint Denis dans son église. C'était un ancien usage des rois de France, quand ils allaient à la guerre, d'aller prendre une bannière sur l'autel du bienheureux Denis, et de l'emporter avec eux, comme une sauvegarde, au front de bataille.... Le roi très-chrétien alla donc aux pieds des saints martyrs Denis, Rustique et Eleuthère, se mettre en oraison sur le parvis de marbre, et recommanda son âme à Dieu, à la bienheureuse vierge Marie, aux saints martyrs et à tous les saints. Enfin, après avoir prié, il se leva fondant en larmes, et reçut dévotement la jarretière et le bourdon de pèlerin des mains de Guillaume, archevêque de Reims, son oncle, légat du siége apostolique, puis il partit pour combattre les ennemis de la croix de Dieu... » Philippe-Auguste s'embarqua à Gênes, pendant que son frère d'armes, Richard Cœur-de-Lion, qui bientôt devait être son ennemi, faisait voile de Marseille.

N° 38. SIÉGE DE PTOLÉMAIS.—JUILLET 1191.

LE MARÉCHAL ALBÉRIC CLÉMENT ESCALADE LA TOUR MAUDITE.

FRAGONARD. — 1839.

Le grand événement de la troisième croisade est le siége de Ptolémaïs, qui dura près de deux ans (28 août 1189 au 13 juillet 1191), et qui est comparé au siége de Troie dans les chroniques contemporaines. La résistance des Sarrasins derrière leurs murailles fut héroïque, l'intrépide persévérance des croisés le fut plus encore. Ce ne fut toutefois qu'à l'arrivée des deux rois de France et d'Angleterre que les coups devinrent décisifs. Ce que l'Europe avait de plus vaillants chevaliers se trouva alors réuni dans la plaine qui entoure Ptolémaïs, et le camp des chrétiens, « où l'on avait bâti des maisons, tracé des rues, élevé des forteresses, » présenta l'aspect d'une ville dont l'enceinte enfermait celle de la ville assiégée.

Plus d'une fois Saladin vint les y attaquer, et toujours les efforts de sa rapide cavalerie se brisèrent contre le rempart de fer des lances européennes. Plus d'une fois aussi les croisés montèrent à l'assaut, et, accablés de pierres et de flèches, livrés surtout à l'effroyable puissance du feu grégeois, ils remplirent de leurs cadavres les fossés de la ville.

Le principal effort de l'armée française se porta contre la *Tour maudite*, et c'est là aussi qu'eut lieu le fait d'armes le plus mémorable de tout le siége. La mine ayant ébranlé les fondements de cette tour, et le mur commençant à chanceler,

un même élan emporte aussitôt une foule de croisés qui se croient déjà maîtres de la place. Ils sont repoussés. A cette vue, Albéric Clément, « maréchal du roi Philippe, » s'anime d'une généreuse résolution. « Je mourrai aujourd'hui, s'écrie-t-il, ou, avec la grâce de Dieu, j'entrerai dans Acre. » Et saisissant une échelle il s'élance au haut de la muraille, et abat de son épée plusieurs Sarrasins. Mais trop de guerriers l'ont suivi, et ils sont entraînés à terre avec l'échelle qui ne peut les porter. Les Sarrasins, en la voyant tomber, poussent un cri de joie : Albéric, seul sur le mur, combat encore, mais il succombe à la fin sous une grêle de traits que lui lancent de loin des milliers de mains ennemies.

N° 39. PTOLÉMAIS REMISE A PHILIPPE-AUGUSTE ET A RICHARD CŒUR-DE-LION.

13 JUILLET 1191.

BLONDEL. — 1839.

Quelques jours après cet assaut, les Sarrasins découragés demandèrent à capituler; mais Philippe-Auguste refusa d'épargner Ptolémaïs, si Jérusalem et toutes les villes enlevées aux chrétiens depuis la bataille de Tibériade ne leur étaient rendues. Le haut prix de cette rançon était un outrage, et cet outrage ranima chez les Sarrasins l'énergie du désespoir : on les vit, selon le langage figuré d'un de leurs historiens, « du haut de leurs remparts à demi ruinés, se jeter sur les assaillants comme des pierres détachées du sommet des montagnes. » Mais ces prodiges d'une valeur désespérée ne purent longtemps se soutenir, et une nouvelle capitulation, que l'honneur des Sarrasins pouvait accepter, leur fut accordée. Ils s'engagèrent à livrer Ptolémaïs avec toutes les armes, les munitions et les richesses que renfermaient la ville et le port; à rendre la sainte croix et seize cents prisonniers chrétiens, enfin à payer deux cent mille besants d'or. Philippe-Auguste et Richard prirent ensemble possession de la ville, et les deux bannières de France et d'Angleterre furent en même temps arborées sur les murailles. La garnison musulmane passa désarmée devant les croisés rangés en bataille. « Mais, dit un des chroniqueurs de la croisade, ils ne semblaient point abattus par leur défaite; la fierté de leur visage n'avait point péri, et leur air intrépide simulait la victoire. »

N° 39 *bis*. TOURNOI SOUS LES MURS DE PTOLÉMAIS.

1191.

EUG. LAMI. — 1839.

Pendant le siége de Ptolémaïs on vit quelquefois, dit M. Michaud d'après les chroniqueurs contemporains, « les fureurs de la guerre faire place aux plaisirs de la paix... on célébra dans la plaine plusieurs tournois où les musulmans furent invités. Les champions des deux partis, avant d'entrer en lice, se haranguaient les uns les autres : le vainqueur était porté en triomphe, et le vaincu racheté comme prisonnier de guerre. Dans ces fêtes guerrières qui réunissaient les deux nations, les Francs dansaient souvent au son des instruments arabes, et leurs ménestrels chantaient ensuite pour faire danser les Sarrasins (1). »

39 *ter*. BATAILLE D'ARSUR. — 1191.

EUG LAMI. — 1839.

La bataille d'Arsur est peut-être le plus prodigieux exploit qui ait signalé les armes des chrétiens pendant les deux siècles que durèrent les croisades.

(1) *Histoire des Croisades*, tome II, livre VIII, p. 450.

Les croisés maîtres de Ptolémaïs étaient en marche vers Jérusalem. Ils débouchaient des montagnes de Naplouse dans la plaine d'Arsur, quand ils y trouvèrent deux cent mille musulmans qui les attendaient pour leur disputer le passage. C'étaient toutes les forces de Saladin, avec lesquelles il se flattait d'anéantir l'armée chrétienne. Richard Cœur-de-Lion la commandait, et sous lui le duc de Bourgogne et le comte de Champagne. Quelque temps les croisés, dociles à ses ordres, demeurèrent serrés les uns contre les autres, poursuivant leur marche sur Arsur, se contentant de faire face à l'ennemi, qui, suivant l'expression d'un historien arabe, les entourait *comme les cils environnent l'œil*. A la fin les plus braves se lassèrent d'être impunément assaillis par ce ramas de Bédouins, Scythes, Éthiopiens, etc., qu'ils étaient accoutumés à mépriser. L'arrière-garde, où étaient les hospitaliers, s'ébranla, et bientôt tout le reste de l'armée, chevaliers de Bourgogne et de Champagne, Flamands, Angevins, Bretons, Poitevins, fut entraîné à leur suite. De la mer aux montagnes ce ne fut plus qu'un vaste champ de carnage. Richard se montrait partout faisant entendre son redoutable cri de guerre : *Dieu, secourez le saint sépulcre !* et partout des ruisseaux de sang, des escadrons en désordre marquaient son passage. En peu de temps l'armée de Saladin fut dispersée devant *cette nation de fer*, comme ils appelaient les chrétiens, et le sultan resta seul avec dix-sept de ses mameluks. Taki-Eddin, son neveu, dans cette terrible extrémité rallie autour de lui vingt mille de ses soldats en fuite, et renouvelle contre les croisés un effort désespéré. Étonnés et croyant à peine à leur victoire, ceux-ci plient d'abord devant ce choc inattendu; mais Richard, *semblable au moissonneur qui abat les épis*, se jette au milieu des Sarrasins et les disperse encore une fois. Une autre attaque qu'ils tentent contre son arrière-garde lui donne une troisième victoire, et l'armée de Saladin eût été anéantie tout entière si la forêt d'Arsur n'eût accueilli et protégé ses débris.

N° 39 *quater*. MARGUERITE DE FRANCE,

SOEUR DE PHILIPPE-AUGUSTE ET REINE DE HONGRIE, MÈNE LES HONGROIS A LA CROISADE. — 1196.

PINGRET. — 1839.

A peine Richard Cœur-de-Lion eut-il quitté la Palestine que les établissements chrétiens y furent menacés de nouveaux périls. Cette fois ce fut l'Allemagne qui s'ébranla pour marcher au secours des saints lieux. Les peuples de Hongrie suivaient ce mouvement, et ce fut leur reine, Marguerite de France, qui les conduisit à la croisade. Cette princesse, après la mort du roi Béla, son époux, avait fait le serment de ne vivre que pour Jésus-Christ, et de finir ses jours dans la terre sainte.

N° 39 *quinto*. QUATRIÈME CROISADE. — 1201.

GEOFFROY DE VILLEHARDOUIN DEMANDE A VENISE DES VAISSEAUX POUR TRANSPORTER LES CROISÉS EN PALESTINE.

RENOUX. — 1836

Innocent III avait fait prêcher la quatrième croisade pour appeler sur la terre sainte un nouvel effort de la chrétienté. La voix de Foulques de Neuilly fut aussi puissante que l'avait été celle de l'ermite Pierre et de saint Bernard, et la noblesse de France, toujours plus ardente que celle des autres contrées, s'enrôla de toutes parts pour la croisade. On ne songeait plus alors à se rendre en Orient par terre : la Méditerranée, incessamment sillonnée depuis un siècle par les

navires européens, offrait une route plus courte et plus sûre : on se décida à demander des vaisseaux à Venise. Henri Dandolo était à la tête de cette république. Le vieux doge, devenu aveugle sur les champs de bataille, écouta les propositions des croisés en soldat et en marchand : il était prêt à se jeter dans la guerre sainte, mais avec des bénéfices à en recueillir. Les députés de la croisade, à qui il ne fallait que des vents qui les conduisissent en Palestine, souscrivirent à toutes les conditions qu'il leur dicta. Mais ces conditions mêmes, pour être validées, durent être portées devant l'assemblée générale du peuple; car à cette époque la voix du peuple était encore comptée dans les conseils de Venise.

L'assemblée se réunit dans l'église de Saint-Marc, « l'une des plus belles et des plus magnifiques qui se puissent voir, » et l'on commença par y célébrer la messe du Saint-Esprit; puis les députés furent introduits. « Alors Geoffroy de Villehardouin, maréchal de Champagne, prenant la parole pour ses compagnons et de leur consentement, dit : « Seigneurs, les plus grands et les plus puissants barons de France nous ont envoyés vers vous pour vous prier au nom de Dieu d'avoir compassion de Hiérusalem qui est en servage des Turcs et de vouloir les accompagner en cette occasion pour venger l'injure faite à Notre-Seigneur Jésus-Christ, ayant jeté les yeux sur vous comme ceux qu'ils savent être les plus puissants sur la mer. Et nous ont chargés de nous prosterner à vos pieds, sans nous relever que vous nous ayez octroyé d'avoir pitié de la terre sainte d'outre-mer. »

» Là-dessus les six députés s'agenouillent à leurs pieds pleurant à chaudes larmes, et le duc et tout le peuple s'écrièrent tous à une voix en tendant leurs mains en haut : « Nous l'octroyons, nous l'octroyons. » Puis s'éleva si grand bruit et si grand noise qu'il sembla que terre fondist (1). »

N° 40. PHILIPPE-AUGUSTE CITE LE ROI JEAN DEVANT LA COUR DES PAIRS. 30 AVRIL 1203.

ALAUX. — 1837.

L'an 1203, Philippe-Auguste convoqua à Paris la cour des pairs pour juger son vassal félon, Jean d'Angleterre, que la voix publique accusait d'avoir fait périr par trahison son jeune neveu, Arthur, duc de Bretagne. Le roi Jean, sommé de comparaître dans le délai de deux mois, ne déclina point la juridiction de son suzerain; il chercha seulement à s'assurer un sauf-conduit, et, n'ayant pu l'obtenir pour le retour, au cas où la sentence de ses pairs lui serait contraire, il refusa de se rendre à la citation.

La cour féodale ne s'en rassembla pas moins à l'époque fixée, dans la tour du Louvre. Les grands vassaux de la couronne, tels que le duc de Bourgogne et le comte de Champagne, étaient venus y prendre place à côté des vassaux directs du domaine royal, comme les sires de Coucy, de Montmorency, de Nanterre, etc. Jamais le *parlement du roi* (la cour des pairs portait également ce nom) n'avait été plus nombreux et plus éclatant. Pendant que les nobles juges y siégeaient pompeusement sous l'hermine, des hérauts d'armes parcouraient les places publiques, sommant à haute voix le roi Jean de venir répondre pour cause de félonie. L'accusé n'ayant pas comparu, on procéda contre lui par défaut, et un arrêt de confiscation le dépouilla de tous les fiefs qu'il tenait en France. La Normandie, le Poitou et l'Anjou étaient ainsi adjugés à la couronne : les armes de Philippe-Auguste ne tardèrent pas à exécuter cette sentence.

(1) Geoffroy de Villehardouin, *de la Conquête de Constantinople*, ch. XV et XVII.

N° 41. PRISE DE CONSTANTINOPLE PAR LES CROISÉS. — 1204.

EUG. DELACROIX. — 1839.

Le pieux enthousiasme qui avait enlevé le peuple vénitien à lui-même ne se soutint pas, et quand les croisés furent réunis dans les lagunes pour faire voile vers l'Orient, Venise oublia les malheurs de la terre sainte pour ne plus se souvenir que du prix auquel elle avait mis ses vaisseaux. Il fallut que les chevaliers de France et d'Italie payassent de leur sang ce qu'ils ne pouvaient payer de leur or, et qu'ils servissent les projets ambitieux de la république contre la ville de Zara en Dalmatie. Cette ville prise, une ambassade grecque y vint invoquer la médiation armée des croisés dans les affaires de l'empire d'Orient. Ils l'accordèrent, croyant s'ouvrir par là une route plus sûre vers les saints lieux. Mais témoins de la faiblesse du vieil empire, qui, au milieu de ses perpétuelles révolutions de palais, semblait près d'expirer sous leurs yeux, irrités d'ailleurs contre les perfidies de l'esprit grec, d'auxiliaires ils devinrent conquérants.

Toute l'armée se transporta sur la flotte, et, le 12 avril 1204, Constantinople fut attaquée avec un merveilleux concert d'habileté et de courage par les Français et les Vénitiens. Deux vaisseaux que montaient les évêques de Soissons et de Troyes, poussés par le vent du nord vers les murs de la ville, furent les premiers qui abattirent leur pont-levis, et un moment après on vit la bannière des deux prélats se déployer sur une des tours. Bientôt trois des portes de la ville s'écroulent sous les coups du bélier; les cavaliers sortent des navires avec leurs chevaux, et l'armée des croisés s'élance tout entière dans Constantinople, qui devient leur proie. La flamme accompagne leurs pas : peuple et soldats fuient devant eux, et cependant, étonnés de leur victoire, ils s'arrêtent et craignent de s'engager à la poursuite des vaincus dans l'immense capitale. Mais la nuit, au lieu de rendre aux Grecs le courage, augmente leur frayeur : à la vue de l'incendie qui a dévoré une grande partie de la ville, ils ne parlent plus que de se rendre. En vain un nouvel empereur, plus résolu que celui qui vient de les abandonner, leur montre le petit nombre des croisés, et s'efforce de les ramener au combat. Ils ne savent aborder l'ennemi qu'avec des gémissements et des voix suppliantes. Ce sont des femmes, des enfants, des vieillards précédés du clergé, avec la croix et les images des saints, qui viennent en procession implorer la pitié du vainqueur. Constantinople, reçue à merci, n'en eut pas moins à subir pendant plusieurs jours toutes les horreurs du massacre et du pillage.

N° 42. BAUDOUIN, COMTE DE FLANDRE, COURONNÉ EMPEREUR DE CONSTANTINOPLE. — 16 MAI 1204.

SAINT-ÈVRE. — 1839.

Les provinces de l'empire grec suivirent pour la plupart le sort de la capitale; et fidèles alors aux règlements qu'ils avaient établis à l'avance, les chefs croisés procédèrent au partage de leur conquête. Dans ce partage, un des grands vassaux du roi de France, Baudouin, comte de Flandre et de Hainaut, eut pour lot la couronne impériale.

L'évêque de Soissons, un des douze personnages désignés pour nommer le nouvel empereur, annonça ainsi aux croisés le choix qu'ils venaient de faire : « Nous vous le nommerons à cette heure de minuit que Jésus-Christ fut né. C'est le comte Baudouin de Flandre et de Hainaut. Là-dessus s'éleva un grand cri..., et, ajoute Villehardouin, le jour du couronnement fut pris à trois semaines après Pasques.... »

En ce jour Baudouin se rendit à Sainte-Sophie, accom-

pagné des barons et du clergé. « Là, pendant qu'on célébrait le service divin, l'empereur fut élevé sur un trône d'or et reçut la pourpre des mains du légat du pape, qui remplissait les fonctions de patriarche. Deux chevaliers portaient devant lui le laticlave des consuls romains et l'épée impériale, qu'on revoyait enfin dans la main des guerriers et des héros. Le chef du clergé, debout devant l'autel, prononça dans la langue grecque ces paroles : *Il est digne de régner*, et tous les assistants répétèrent en chœur : *Il en est digne, il en est digne*. Les croisés faisant entendre leurs bruyantes acclamations, les chevaliers couverts de leurs armes, la foule misérable des Grecs, le sanctuaire dépouillé de ses antiques ornements et rempli d'une pompe étrangère, présentaient à la fois un spectacle solennel et lugubre, et montraient tous les malheurs de la guerre au milieu des trophées de la victoire (1) ! »

N° 43. BATAILLE DE BOUVINES.—27 JUILLET 1214.

HORACE VERNET. — 1820.

N° 43 *bis.* ENTRÉE TRIOMPHALE

DE PHILIPPE-AUGUSTE A PARIS APRÈS LA BATAILLE DE BOUVINES.

ARY SCHEFFER. — 1839

Philippe-Auguste, par une suite d'efforts heureux, avait brisé l'équilibre de la confédération féodale et fait plier toutes les seigneuries sous l'ascendant de la royauté. L'arrêt rendu par la cour des pairs contre le roi Jean sans Terre et la confiscation de la Normandie avaient, plus que tout le reste, relevé l'éclat de la couronne et agrandi sa puissance. Mais les seigneurs, naguère les rivaux de l'autorité royale, supportaient avec peine une aussi impérieuse suzeraineté. D'un bout à l'autre du royaume ils s'agitaient sourdement, et, décidés à tenter un grand effort pour ressaisir leur indépendance, ils cherchaient au dehors des auxiliaires. Ferrand ou Fernand, comte de Flandre, menacé dans ses domaines par Philippe-Auguste, était l'âme de cette vaste conspiration. Il eut peu de peine à y faire entrer Jean sans Terre, impatient de recouvrer ses provinces; mais le coup le plus habile fut d'y attirer l'empereur Othon IV avec toutes les forces de l'empire. L'anéantissement de la puissance des rois capétiens, la suzeraineté impériale substituée à la leur, et leurs riches provinces partagées entre Othon et Jean sans Terre, le comte de Flandre et le comte de Boulogne; la couronne de France désormais élective; les dépouilles du clergé distribuées aux barons; enfin l'abolition des nouvelles lois qui avaient placé si haut la royauté, et le retour à l'égalité primitive de la république féodale : telles étaient les clauses de la redoutable association qui se forma alors contre Philippe-Auguste.

Philippe fit vaillamment tête à l'orage : le ban et l'arrière-ban furent publiés dans ses domaines; les vassaux du clergé et les gens des communes vinrent en foule se ranger sous sa bannière, à côté de l'élite de la chevalerie française; et, pendant que son fils Louis allait combattre le roi Jean, lui-même marcha au-devant de l'empereur et du gros de l'armée confédérée. Ce fut dans les plaines de Bouvines, près de Cambrai, qu'il le rencontra, le dimanche 27 juillet 1214.

Les Français se reposaient des fatigues d'une longue marche, et le roi lui-même, la tête nue, était assis à l'ombre d'un frêne, tout auprès d'une petite chapelle, lorsqu'on lui annonça que la bataille venait de s'engager à l'arrière-garde, et que les siens commençaient à plier. Il prit aussitôt son armure, alla faire dans la chapelle une courte et fervente prière, et puis s'avança à la tête de sa chevalerie, au bruit des trompettes mêlé au chant des psaumes entonnés par le clergé.

C'est ici que les chroniqueurs des siècles suivants ont placé une scène, depuis lors bien des fois reproduite, mais dont il n'existe point de trace dans les récits contemporains. Philippe, disent-ils, déposa sa couronne sur l'autel, et l'offrit au plus digne. Ses barons lui répondirent, avec des cris d'enthousiasme, que nul n'en était plus digne que lui.

On connaît l'issue de la bataille de Bouvines. L'empereur Othon prit la fuite, et son étendard tomba aux mains des Français. Le comte de Flandre, qui, dans sa confiance présomptueuse, avait apporté avec lui des liens pour enchaîner les barons de France, fut conduit prisonnier dans la tour du Louvre; le comte de Boulogne fut enfermé dans le château de Péronne, tandis que Philippe-Auguste retournait triomphant à Paris, au milieu des acclamations et des fêtes.

N° 43 *ter.* LOUIS DE FRANCE,

FILS DE PHILIPPE-AUGUSTE, APPELÉ AU TRONE PAR LES BARONS ANGLAIS, DÉBARQUE DANS L'ILE DE THANET. — 1216.

GUDIN. — 1839.

43 *quater.* LOUIS DE FRANCE,

ENTRE TRIOMPHALEMENT A LONDRES. — 1216.

. . . .

Le roi Jean sans Terre avait soulevé contre lui les barons anglais en violant audacieusement leurs priviléges. Forcé par eux de jurer la grande charte (1215), il s'était fait relever de ses serments par le pape en se déclarant vassal du saint-siége, et avait appelé autour de lui, pour triompher de la résistance nationale, des aventuriers de l'Anjou, du Poitou et de la Bretagne.

« Ce fut alors que les Anglais, poussés à bout, résolurent d'ôter à Jean une couronne qu'il s'était montré indigne de porter; et comme l'armée de leurs oppresseurs leur était venue de France, ils crurent que c'était en France qu'ils devaient aussi chercher des auxiliaires. Philippe-Auguste était reconnu comme suzerain par le plus grand nombre des aventuriers qui pillaient leurs provinces; ils supposèrent que son ordre pourrait ou les rappeler, ou tout au moins jeter de l'irrésolution dans leurs conseils. Ils n'hésitèrent point, pour le gagner à leur parti, de lui offrir la plus haute récompense dont ils pussent disposer. Saher, comte de Winchester, et Robert Fitz-Walter vinrent à Paris avec des lettres munies du grand sceau des barons, pour offrir à Louis, fils et héritier unique du roi, la couronne d'Angleterre, et pour l'inviter à venir au plus tôt en prendre possession. »

En vain le pape Innocent III fit-il défendre à Louis, sous peine d'excommunication, de passer en Angleterre, à Philippe et à tous les siens de l'assister, Louis déclina la juridiction de la cour des pairs, à laquelle la cause avait été portée, et déclara « qu'il était déterminé à combattre jusqu'à la mort, s'il le fallait, pour recouvrer l'héritage de sa femme, Blanche de Castille, » qui était nièce du roi Jean.

Louis vint s'embarquer à Calais « avec les comtes, les barons, les chevaliers et les nombreux serviteurs qui s'étaient engagés par serment à le suivre dans son expédition d'Angleterre. » On ne nous dit point quel était le nombre de ses soldats, mais Mathieu Pâris assure que quatre cents vaisseaux et quatre-vingts cocques, bâtiments pontés, et qui n'allaient pas à rames, l'attendaient pour le transporter. Il aborda le 21 mai dans l'île de Thanet. Le roi Jean, qui avait ras-

(1) *Histoire des Croisades*, par M. Michaud, t. III, p. 285.

semblé à Douvres son armée, presque toute composée de mercenaires français, n'osa pas lui disputer l'entrée du royaume.

« Londres lui ouvrit ses portes avec de grandes démonstrations de joie; les barons et les citoyens lui rendirent hommage et lui prêtèrent serment de fidélité (1). »

N° 43 *quinto.* PRISE DE DAMIETTE PAR LES CROISÉS. — 1219.

H. Delaborde. — 1839.

Innocent III, après avoir vainement menacé des foudres de l'Église les croisés qui étaient allés prendre Constantinople au lieu de Jérusalem, ne tarda pas à concevoir l'idée d'une cinquième croisade. La puissante sommation adressée par le concile de Latran aux peuples et aux rois remua encore une fois l'Europe. Le roi de Hongrie, André, prit la croix; mais aussi empressé de quitter la terre sainte qu'il l'avait été de s'y rendre, il laissa bientôt au roi titulaire de Jérusalem, Jean de Brienne, le commandement de l'expédition. Cette fois ce fut sur l'Égypte que se porta tout l'effort de la guerre sainte, et les croisés allèrent mettre le siége devant Damiette, vers la fin du mois de mai de l'année 1218. Ce siége ne dura pas moins de dix-huit mois, et les succès en furent très-divers. Vingt fois, au dedans comme au dehors de la ville, le découragement se mit dans les deux armées. « Pourquoi, disaient les chrétiens, nous a-t-on amenés sur ce sable désert? Notre pays manquait-il de tombeaux? » — Et à peu près au même temps le gouverneur de la ville, faisant parler Damiette elle-même dans le langage figuré de l'Orient, écrivait en vers au sultan du Caire : « O souverain de l'Égypte, si tu tardes à me secourir, c'en est fait de moi... Je ne suis plus qu'un sépulcre fermé. » Il fallut toute la patiente énergie du cardinal Pélage, légat du pape, il fallut l'éloquence entraînante de saint François d'Assise, qui vint prêcher aux croisés les vertus chrétiennes au milieu de leur licence, pour ranimer leur zèle sans cesse défaillant, et presque malgré eux les traîner à la victoire.

Dans les premiers jours du mois de novembre 1219, tout était prêt pour un dernier assaut : « Des hérauts d'armes, dit M. Michaud, parcoururent le camp et répétèrent ces paroles : « Au nom du Seigneur et de la Vierge, nous allons attaquer Damiette : avec le secours de Dieu nous la prendrons. » Tous les croisés répondirent : « Que la volonté de Dieu soit faite! » Le légat traversa les rangs en promettant la victoire aux pèlerins; on préparait les échelles; chaque soldat apprêtait ses armes. Pélage avait résolu de profiter des ténèbres de la nuit pour une entreprise décisive. Quand la nuit fut avancée, on donna le signal. Un violent orage grondait, on n'entendait aucun bruit sur les remparts ni dans la ville : les croisés montèrent en silence sur les murailles et tuèrent quelques Sarrasins qu'ils y trouvèrent. Maîtres d'une tour, ils appelèrent à leur aide les guerriers qui les suivaient, et, ne trouvant plus d'ennemis à combattre, ils chantèrent à haute voix : *Kyrie eleison*. L'armée, rangée en bataille au pied des remparts, répondit par ces mots : *Gloria in excelsis*. Le légat, qui commandait l'attaque, se mit aussitôt à entonner le cantique de la victoire : *Te Deum laudamus*. Les chevaliers de Saint-Jean, les templiers, tous les croisés accoururent. Deux portes de la ville, brisées à coups de hache et consumées par le feu, laissèrent un libre passage à la multitude des assiégeants. « Ainsi, s'écrie un vieil historien dont nous suivons le récit, Damiette fut prise par la grâce de Dieu. »

(1) De Sismondi, *Histoire des Français*.

N° 44. BATAILLE DE TAILLEBOURG. 21 JUILLET 1242.

Delacroix. — 1837.

Le traité de Paris, conclu en 1229, avait mis fin à la guerre des Albigeois et assuré à un frère de saint Louis le magnifique héritage des comtes de Toulouse. La couronne, devenue ainsi prépondérante au midi comme au nord de la France, vit se former contre elle une ligue presque aussi formidable que celle dont Philippe-Auguste avait triomphé à Bouvines. Raymond VII, le dernier des comtes de Toulouse, avait conclu un traité d'alliance avec les trois monarques espagnols de l'Aragon, de la Castille et de la Navarre, unis à sa cause par la communauté des intérêts, des mœurs et du langage, pendant que le comte de la Marche, Hugues de Lusignan, s'assurait le secours de Henri III, roi d'Angleterre, que les progrès de la couronne dans les provinces méridionales inquiétaient pour son duché d'Aquitaine.

Hugues de Lusignan éclata le premier. Alphonse, comte de Poitiers, frère de saint Louis, qui tenait à Noël sa cour plénière, l'avait sommé de venir prêter entre ses mains le serment de foi et hommage. Au lieu de son hommage, l'imprudent vassal porta un défi public à son suzerain, et s'enfuit au galop de son cheval pour mettre en armes ses domaines. Henri III arriva à son secours, mais avec une poignée d'hommes, croyant trouver toute la Langue-d'Oc soulevée et les princes espagnols à la tête de leurs armées. Mais rien n'avait osé remuer, tant la marche rapide de saint Louis, qui accourait à l'aide de son frère, avait inspiré de terreur! Il joignit bientôt Henri III au pont de Taillebourg, sur la Charente, et le força de fuir précipitamment jusqu'à Saintes, où, quelques jours après, il lui fit essuyer une nouvelle défaite.

N° 44 *bis.* SAINT LOUIS, AU MOMENT DE PARTIR POUR LA CROISADE, REMET LA RÉGENCE A LA REINE BLANCHE, SA MÈRE. — 13 JUIN 1248.

Ary Scheffer. — 1839.

Saint Louis avait reçu la croix des mains du légat, Odon de Châteauroux; ses trois frères, et avec eux la noblesse du royaume, avaient suivi son exemple; la reine Marguerite elle-même, ainsi que les comtesses d'Artois et de Poitiers, s'étaient engagées à accompagner leurs époux en terre sainte.

Ce fut le 12 juin 1248 que le roi se rendit à Saint-Denis pour y prendre l'oriflamme, en même temps que le bourdon et la panetière, symboles de son pieux pèlerinage. A son retour il traversa Paris, et fut accompagné par toute la population jusqu'à l'abbaye de Saint-Antoine, où il devait se séparer de sa mère. Mais Blanche ne pouvait si aisément quitter son fils; elle voulut le suivre jusque dans la commanderie de Saint-Jean, près de Corbeil, où il devait s'arrêter le lendemain. Là fut réuni le parlement qui aurait dû se tenir dans l'abbaye de Saint-Antoine. La régence fut solennellement donnée à Blanche; elle eut le pouvoir de composer le conseil, de choisir les grands baillis et de conférer tous les offices de la couronne. Mais ces honneurs n'étaient rien pour le cœur d'une mère; il fallut qu'elle accompagnât encore son fils jusqu'à l'abbaye de Cluny, où l'armée devait se rassembler. Ce fut là qu'ils se firent leurs adieux : la douleur de Blanche l'avertissait qu'elle ne reverrait plus son fils sur la terre.

N° 45. DÉBARQUEMENT DE SAINT LOUIS EN ÉGYPTE. — 4 JUIN 1249.

ROUGET. — 1839.

Au mois de juin 1249, la flotte qui portait les croisés parut à l'embouchure du Nil, devant Damiette. Une armée de Sarrasins bordait le rivage. Saint Louis donne l'exemple à ses guerriers; malgré le légat, qui veut le retenir, il se jette à la mer, couvert de son armure, et ayant de l'eau jusqu'aux épaules. Le sire de Joinville, Baudouin de Reims, le comte de Jaffa, rivalisent d'ardeur avec leur roi; ils ont des premiers mis le pied sur le sable, et, avec une poignée de vaillants chevaliers qui les ont suivis, ils s'y forment en bataille pour soutenir le choc de la cavalerie ennemie qui vient les charger. Les Sarrasins, malgré leur nombre, reculent devant le rempart de fer qui leur est opposé : c'est alors que l'on voit l'oriflamme déployé sur le rivage, et le roi qui, oubliant le péril, se jette à genoux pour remercier Dieu de l'assistance qu'il vient de prêter à ses armes. Bientôt toute l'armée chrétienne est débarquée, et la mêlée s'engage sur toute l'étendue de la plage, pendant qu'à l'embouchure du fleuve les deux flottes se livrent un combat acharné. La reine Marguerite et sa sœur, la comtesse d'Anjou, assistaient de loin, sur leur navire, à cette double scène de carnage, et, entourées des prélats de la croisade, elles invoquaient les secours du ciel sur les armes chrétiennes. Elles virent presque en même temps la flotte des Sarrasins dispersée remonter le Nil en fuyant, et les troupes de l'émir Fakreddin abandonner leur camp et la rive occidentale du Nil aux croisés victorieux.

N° 46. SAINT LOUIS REÇOIT A PTOLÉMAIS LES ENVOYÉS DU VIEUX DE LA MONTAGNE. — 1251.

ROUGET. — 1839.

Saint Louis, sorti de la prison des infidèles, ne se crut pas libre encore de retourner en Europe; il voulut accomplir, autant qu'il le pouvait, son vœu, en consolant par sa présence et ses secours les malheureux chrétiens de la Palestine. C'est au milieu de cette pieuse tâche que, selon le sire de Joinville, il reçut à Saint-Jean-d'Acre les ambassadeurs du Vieux de la Montagne.

On appelait de ce nom le chef de quelques bourgades du Liban, chef redoutable par le fanatique dévouement de ses sujets, qui, au moindre signe de sa volonté, allaient poignarder la victime désignée à leurs coups. On citait les noms de plusieurs croisés illustres dont la mort avait été ordonnée par le prince des *assassins*, et telle était la terreur inspirée par ce mystérieux ennemi, que l'empereur d'Allemagne Frédéric II, André, roi de Hongrie, et le sultan du Caire lui avaient envoyé des présents pour rechercher son amitié. Il eut la prétention d'imposer le même tribut à saint Louis. Mais les deux grands maîtres du Temple et de l'Hôpital, accoutumés à le braver, menacèrent ses envoyés de les jeter dans la mer si leur chef ne faisait lui-même au roi de France les soumissions qu'il osait réclamer. Le Vieux de la Montagne obéit à cette impérieuse sommation : « Ses messagiers, dit Joinville, revindrent devers le roi et lui dirent : « Sire, nous sommes revenus à vous de par nostre sire, et vous mande que, tout ainsi que la chemise est l'habillement le plus près du corps de la personne, ainsi vous envoie-il la chemise que veez-cy, dont il vous fait présent en signifiance que vous estes celui roy lequel il ayme plus avoir en amour et entretenir. Et pour plus grande assurance de ce, veez-cy son annel que il vous envoie, qui est de fin or pur, et auquel est son nom escript. Et d'iceluy annel vous espouse nostre sire, et entend que désormais soiez tout à ung, comme les doigts de la main. » A ces dons symboliques, le Vieux de la Montagne ajoutait un jeu d'échecs et un éléphant en cristal, « et des figures de hommes de diverses façons de cristal, le tout fait à belles fleuretes d'ambre, liées sur le cristal à belles vignetes de fin or. » Saint Louis, à son tour, envoya au prince barbare des présents plus magnifiques que ceux qu'il en avait reçus, et le frère Yves le Breton, porteur des largesses royales, rapporta de son ambassade quelques détails sur les mœurs et la religion de ce peuple, enveloppé jusque-là d'un si redoutable mystère.

N° 47. SAINT LOUIS RENDANT LA JUSTICE SOUS LE CHÊNE DE VINCENNES.

ROUGET. — 1827.

Saint Louis, de retour de la croisade (1254), ne cessa pas de se regarder comme soldat de Jésus-Christ, et, en attendant le jour où il pourrait reprendre la croix, il mit tous ses soins à établir le règne de Dieu parmi ses peuples par une bonne administration. L'esprit général de ses réformes législatives consiste à substituer les maximes de justice et de paix de l'Évangile à la barbarie des lois féodales. C'est encore aux anciennes royautés de l'Écriture sainte qu'il emprunta le touchant exemple de se faire le premier juge de ses peuples, et de leur rendre, assis au pied d'un arbre, une sorte de justice patriarcale. Il faut citer les naïves paroles dans lesquelles le sire de Joinville nous représente le pieux roi siégeant à l'ombre du chêne de Vincennes :

« Maintes fois avint que en été il alloit seoir au bois de Vincennes, après sa messe, et se accôtoioit à un chêne, et nous fesoit seoir autour de lui; et tous ceux qui avoient à faire venoient parler à lui, sans destourbier de huissier, ni d'autre. Et alors il leur demandoit de sa bouche : « Y a-t-il aucun qui ait partie? » Et eux se levoient qui partie avoient, et il leur disoit : « Taisez-vous tous, et on vous délivrera l'un après l'autre. » Et alors il appeloit monseigneur Pierre de Fontaines et monseigneur Geoffroy de Villettes, et disoit à l'un d'eux : « Délivrez-moi cette partie. » Et quand il voyoit aucune chose à amender en la parole de ceux qui parloient pour autrui, lui-même l'amendoit de sa bouche. »

N° 48. SAINT LOUIS MÉDIATEUR ENTRE LE ROI D'ANGLETERRE ET SES BARONS. 23 JANVIER 1264.

ROUGET. — 1822.

Henri III, trop fidèle au malheureux exemple du roi Jean, son père, avait soulevé contre lui les barons anglais par le mépris qu'il faisait de leurs prérogatives et les iniques préférences qu'il accordait à des favoris étrangers. Par un singulier hasard, le chef des barons, l'ennemi le plus implacable de ces favoris, était un étranger lui-même : c'était Simon de Montfort, comte de Leicester, fils du guerrier célèbre qui avait commandé la croisade contre les Albigeois. C'était lui qui, en 1258, avait imposé à Henri III *les provisions d'Oxford*, sorte de traité dicté par les barons à la royauté, et qui la mettait dans leur dépendance. Henri, quoique enchaîné par la foi du serment, mit tous ses efforts à s'affranchir de cette tutelle où était tenue son autorité, et une lutte s'engagea entre lui et les barons, lutte acharnée et sans terme, qui fatiguait également les deux partis. C'est alors que, d'un commun accord, ils invoquèrent la médiation du roi de France, glorieux hommage rendu à la sagesse et à l'équité de saint Louis (1263).

Saint Louis ajourna les deux partis à son tribunal dans la ville d'Amiens, pour le commencement de l'année suivante. Henri III s'y rendit avec la reine Éléonore de Provence, l'ar-

chevêque de Cantorbéry et la foule de ses courtisans, pendant que Pierre de Montfort, fils du comte de Leicester, venait plaider la cause des barons anglais. Saint Louis, entouré de sa cour, et siégeant dans toute la majesté de la justice, entendit avec l'attention et l'intégrité la plus scrupuleuse les griefs réciproques de la couronne et de l'aristocratie. Mais il était roi, et les droits de la royauté étaient à ses yeux inviolables et sacrés. Il prononça donc en faveur de Henri III, et annula les provisions d'Oxford. Sa sentence, malgré le caractère d'équité dont elle paraissait revêtue, ne fut point acceptée par les barons, qui reprirent aussitôt les armes, et réduisirent Henri III à de nouvelles et plus périlleuses extrémités.

N° 48 *bis*. DÉBARQUEMENT DE SAINT LOUIS A CARTHAGE. — 18 juillet 1270.

Pérignon fils.—1839.

La pensée d'une seconde croisade n'avait jamais abandonné saint Louis. La prise et la destruction d'Antioche par le féroce Bibars furent pour lui le signal de l'accomplir. Mais au lieu de faire voile pour les saints lieux, il obéit aux conseils intéressés de son frère, Charles d'Anjou, qui appelait ses armes sur la côte d'Afrique. Il s'embarqua sur une flotte génoise, et le 17 juillet arriva en vue de Tunis qu'il allait assiéger. Avant de prendre terre, il envoya son amiral, Florent de Varennes, reconnaître le rivage. Celui-ci débarqua sur l'emplacement de l'ancienne Carthage : les Maures en avaient disparu à la vue de la flotte chrétienne. Le lendemain donc, au lever du jour, l'armée des croisés débarqua sans obstacle, et se rangea en bataille sur le bord de la mer; puis l'aumônier du roi, Pierre de Condet, d'après les anciennes coutumes, lut à haute voix *le ban* en vertu duquel Louis prenait possession de la terre africaine. Les premiers mots de cette proclamation étaient : « Je vous dis le ban de Notre Seigneur Jésus-Christ et de Louis, roi de France, son sergent. »

N° 49. MORT DE SAINT LOUIS. — 25 aout 1270.

Rouget.—1839.

« Nous vous annonçons, écrivait Louis IX à Mathieu, abbé de Saint-Denis, l'un des régents du royaume, qu'après avoir pourvu à tout ce qui étoit nécessaire, nous avons, avec le secours de Dieu, emporté d'assaut une ville qu'on appelle Carthage, où plusieurs Sarrasins ont été passés au fil de l'épée. » Cette lettre était écrite le 25 juillet 1270, et un mois après saint Louis était sur son lit de mort. En effet, à peine les croisés furent sous les murs de Tunis, que la peste commença à exercer parmi eux ses ravages, et le saint roi, dès longtemps affaibli par les fatigues et les austérités de sa vie, ne tarda pas à être atteint du mal qui ravageait son armée.

« La maladie faisant des progrès, dit M. de Châteaubriand, Louis demanda l'extrême-onction. Il répondit aux prières des agonisants d'une voix aussi ferme que s'il eût donné des ordres sur un champ de bataille. Il se mit à genoux au pied de son lit pour recevoir le saint viatique... Sa charité s'étendit alors à tous les hommes; il pria pour les infidèles, qui firent à la fois la gloire et le malheur de sa vie; il invoqua le saint patron de la France, de cette France si chère à son âme royale. Le lundi matin, 25 août, sentant que son heure approchait, il se fit coucher sur un lit de cendres, où il demeura étendu, les bras croisés sur la poitrine et les yeux levés vers le ciel.

« On n'a vu qu'une fois, et l'on ne reverra jamais un pareil spectacle : la flotte du roi de Sicile se montrait à l'horizon; la campagne et les collines étaient couvertes de l'armée des Maures. Au milieu des débris de Carthage, le camp des chrétiens offrait l'image de la plus affreuse douleur; aucun bruit ne s'y faisait entendre : les soldats moribonds sortaient des hôpitaux et se traînaient à travers les ruines pour s'approcher de leur roi expirant. Louis était entouré de sa famille en larmes, des princes consternés, des princesses défaillantes. Les députés de l'empereur de Constantinople se trouvaient présents à cette scène... Enfin, vers les trois heures de l'après-midi, le roi, jetant un grand soupir, prononça distinctement ces paroles : « Seigneur, j'entrerai dans votre maison, et je vous adorerai dans votre saint temple; » et son âme s'envola dans le saint temple, qu'elle était digne d'habiter (1). »

N° 50. PRISE DU CHATEAU DE FOIX.—1272.

Saint-Evre.—1837

Philippe III (le Hardi) venait de recueillir, par la mort de son oncle Alphonse, l'héritage du comté de Toulouse. Mais la prépondérance de la couronne était trop récemment établie dans les provinces méridionales du royaume pour n'y être pas contestée. Retranchés au pied des Pyrénées, les seigneurs de Foix et d'Armagnac osaient débattre contre le roi une question de suzeraineté. Philippe le Hardi comprit qu'il lui importait de frapper un coup rapide et décisif, pour mettre son autorité hors de doute dans ces contrées. Il convoque aussitôt à Tours les vassaux de la couronne, marche sur Toulouse, où il prend solennellement possession du comté qui vient de lui échoir; et, malgré les prières du roi d'Aragon et de tous les seigneurs de la Langue-d'Oc, qui implorent sa clémence pour le comte de Foix, il va mettre le siège devant le château où cet audacieux vassal s'est renfermé. Roger Bernard, n'osant se fier aux murs épais de sa forteresse, la remit au bout de deux jours entre les mains du roi, qui l'envoya garrotté à Carcassonne.

N° 51. ÉTATS GÉNÉRAUX DE PARIS. 10 avril 1302.

Alaux.—1837.

Une querelle féconde en scandales s'était élevée entre le pape Boniface VIII et le roi Philippe IV (le Bel). Philippe, blessé dans son orgueil par les leçons sévères que lui donnait le pontife, se jeta dans une guerre ouverte contre le siége de Rome, et résolut de combattre par la violence les armes de l'autorité spirituelle. Mais pour se fortifier dans cette grande lutte, il crut devoir, autant qu'il le pourrait, associer toute la nation française au sentiment de son outrage. En conséquence, au commencement de l'année 1302, il publia une ordonnance qui convoquait en assemblée générale les trois états du royaume. C'était la première fois depuis plusieurs siècles que les gens des communes, le *tiers état*, comme on les nommait alors, étaient appelés à prendre part aux affaires publiques. Le 10 avril 1302, l'assemblée se réunit dans l'église de Notre-Dame, à Paris. Le chancelier Pierre Flotte y porta la parole au nom du roi, puis chacun des trois ordres se retira dans une salle séparée, pour y rédiger la lettre que le roi leur commandait d'écrire au pontife. Ce sont là tous les détails que nous fournit l'histoire contemporaine sur ces premiers états généraux de la monarchie.

N° 52. PARLEMENT RENDU SÉDENTAIRE A PARIS. 23 mars 1303.

Alaux.—1837.

Jusqu'au règne de Philippe le Bel, le parlement, sorte de justice ambulante à la suite des rois, n'avait eu ni un séjour

(1) *Itinéraire de Paris à Jerusalem*, IIIe partie.

fixe, ni une organisation déterminée. Ce fut ce prince qui, par l'ordonnance du 1[er] novembre 1291, commença à établir la séparation des conseillers des enquêtes et de ceux des requêtes, les fonctions des officiers du roi, les jours des séances, et introduisit de la sorte une première forme de régularité dans l'ordre judiciaire. Plus tard, dans une autre ordonnance rendue pour la réforme générale du royaume (23 mars 1303), Philippe le Bel rendit le parlement sédentaire à Paris, en même temps qu'il fixa le retour périodique des époques auxquelles il devait siéger.

N° 53. BATAILLE DE MONS-EN-PUELLE.
18 AOUT 1304.

LARIVIÈRE. — 1840.

La Flandre, mécontente de son seigneur, s'était abandonnée aux armes de Philippe le Bel; mais Jacques de Châtillon, lieutenant du roi dans cette riche contrée, eut l'imprudence de la traiter en pays conquis. Les Flamands opprimés se révoltèrent : Bruges égorgea sa garnison, et l'armée française, accourue à Courtray pour y chercher la vengeance, n'y trouva qu'une sanglante défaite (1302). Philippe le Bel comprit à quel peuple il avait affaire, et ne crut plus à une facile conquête. Il profita des loisirs d'une trêve pour lever de l'argent et mettre sa chevalerie, ainsi que l'infanterie des communes, sur un pied plus que jamais formidable. Puis il marcha contre la Flandre (1304), força le passage de la Lys, et trouva l'armée flamande rangée en bataille près de Mons-en-Puelle.

Les Flamands, pour briser l'impétuosité de la cavalerie française, avaient formé avec leurs chariots une double enceinte qui leur servait de retranchement. Mais, instruits cette fois par l'expérience, les Français n'allèrent pas se heurter témérairement contre cet obstacle; ce furent eux, au contraire, qui lassèrent la patience de l'ennemi, et l'attirèrent dans la plaine. Le premier choc des Flamands fut terrible : ils pénétrèrent jusqu'à la tente royale, qu'ils pillèrent, et peu s'en fallut que le roi lui-même, surpris et désarmé, ne tombât entre leurs mains; mais le sang-froid de Philippe le Bel ne l'abandonna pas au milieu de cette alarme. Dès qu'il eut trouvé un cheval et une arme, ce fut lui qui, au fort même de la mêlée, rallia les siens par sa voix et son exemple, et les ramena à la charge contre l'ennemi. La résistance des Flamands fut aussi opiniâtre que leur attaque avait été impétueuse. La nuit étant venue, ils continuèrent à se battre à la lueur des flambeaux. Mais enfin ils furent rompus et renversés par la cavalerie, et laissèrent le champ de bataille couvert de tous leurs bagages et de six mille cadavres. Philippe, visitant peu de jours après cette plaine ensanglantée, fit enterrer ses morts, et défendit qu'aucun des Flamands reçût la sépulture, en punition de leur félonie.

N° 53 *bis*. PRISE DE RHODES
PAR LES CHEVALIERS DE SAINT-JEAN. — 15 AOUT 1310.

FÉRON. — 1839.

Ptolémaïs, dernier reste de la puissance chrétienne en Orient, était tombée sous les coups de Melec-Seraf, l'an 1291, et l'île de Chypre avait accueilli les débris de l'ordre de Saint-Jean, échappés au sabre des mamelucks. Mais le rôle d'obscurs auxiliaires du roi de Chypre ne pouvait longtemps convenir à un ordre qui s'était couvert de tant de gloire, et qui aspirait à être encore le boulevard de la chrétienté contre les infidèles. Les chevaliers transportèrent sur mer leur activité guerrière. Ils firent pendant quelques années des courses heureuses contre la marine du soudan d'Égypte, et finirent par tourner leurs pensées vers la conquête de l'île de Rhodes. Le grand maître Foulques de Villaret, après avoir vainement sollicité de l'empereur Andronic la cession de la suzeraineté nominale qu'il gardait sur cette île, la vint attaquer avec les forces réunies de l'île et les secours de l'Europe. Le siége dura quatre ans : toutes les ressources de l'ordre s'y épuisèrent, et il fallut recourir aux banquiers de Florence pour obtenir les moyens de poursuivre l'entreprise. D'assiégeants les chevaliers devinrent assiégés, et les Grecs s'unirent aux Sarrasins pour les emprisonner dans de formidables retranchements. Foulques de Villaret, hasardant un effort désespéré, sortit alors de ses lignes, et se porta sur celles de l'ennemi avec une héroïque résolution. Les plus braves chevaliers tombèrent à ses côtés; mais la victoire lui resta, l'armée des Grecs et des Sarrasins se dispersa, et la place réduite aux défenseurs enfermés dans ses murs fut bientôt emportée d'assaut. Ce fut le jour de l'Assomption (15 août 1310) que l'étendard de la religion fut arboré sur la brèche de Rhodes conquise.

N° 54. AFFRANCHISSEMENT DES SERFS.
3 JUILLET 1315.

ALAUX. — 1837.

Ce fut en 1315 que le roi Louis X, surnommé le Hutin, publia la belle ordonnance qui, dans ses domaines, appelait à la liberté les serfs des campagnes.

« Comme, selon le droit de nature, dit-il, chacun doit naître franc, et par anciens usages ou coutumes, qui, de grande ancienneté, ont été introduites et gardées jusqu'ici en notre royaume et par aventure pour le méfait de leurs prédécesseurs, beaucoup de personnes de notre commun peuple soient déchues en lien de servitude de diverse condition, ce qui moult nous déplaît; nous, considérant que notre royaume est dit et nommé le royaume des Francs, et voulant que la chose en vérité soit accordant au nom, et que la condition des gens amende par nous en notre nouveau gouvernement... Voulant aussi que les autres seigneurs qui ont hommes de corps prennent de nous exemple de les ramener à franchise... Nous voulons que franchise leur soit donnée à bonnes et convenables conditions. »

N° 54 *bis*. BATAILLE NAVALE
GAGNÉE PAR LES CHEVALIERS DE SAINT-JEAN; PRISE DE L'ILE D'ÉPISCOPIA SUR LES TURCS OTTOMANS. — 1323.

MAYER. — 1839.

Au même temps où les chevaliers de Saint-Jean s'emparaient de l'île de Rhodes, s'élevait en Orient une puissance nouvelle destinée à porter au christianisme les coups les plus redoutables. Othman, fils du Turc Erdogrul, venait de jeter les fondements de la puissance ottomane, et son successeur, Orkhan, établi à Brousse, dans l'ancienne Bithynie, commençait contre l'empire grec cette longue guerre qui ne devait finir que par la prise de Constantinople. Orkhan reconnut bientôt que l'ordre de Saint-Jean, placé comme une sentinelle aux portes de l'Asie, était le plus grand obstacle à ses projets ambitieux. Maître de presque tout le littoral de l'Asie Mineure, il n'y avait qu'un étroit canal qui le séparât de Rhodes, et il en résolut aussitôt la conquête. Il équipa une flotte de quatre-vingts navires, et, instruit des divisions intestines qui déchiraient l'ordre, il se flatta d'une facile victoire. Mais le commandeur Gérard de Pins, avec dix galères et quelques navires marchands rassemblés à la hâte, ne craignit point d'aller au-devant de son puissant ennemi. Le combat s'engagea près de la petite île d'Épiscopia. Orkhan avait chargé ses vaisseaux de cette milice nouvelle qu'il venait

d'instituer, et qui, sur terre, n'avait point encore rencontré d'égale. Mais la mer n'était point l'élément des janissaires, et les chevaliers, au contraire, aguerris aux combats maritimes, dispersèrent aisément, par l'habileté de leurs manœuvres, une flotte mal gouvernée. Orkhan perdit le plus grand nombre de ses vaisseaux pris ou coulés à fond.

N° 55. ÉTATS GÉNÉRAUX DE PARIS. — 1328.

Alaux.

A la mort de Charles IV, troisième fils de Philippe le Bel, la succession au trône demeurait incertaine. Si la veuve de ce prince, qui était grosse, mettait au monde un fils, la branche directe des rois capétiens devait se perpétuer en lui; mais si elle accouchait d'une fille, une importante question se présentait, déjà décidée à l'avénement des deux rois précédents, mais qui demandait alors une solennelle et dernière solution. Philippe de Valois, neveu de Philippe le Bel, et le plus proche héritier mâle de la couronne, crut devoir, en cette circonstance, comme Philippe V l'avait fait en 1317, soumettre ses droits à l'arbitrage national. Ce ne furent pas toutefois des états généraux, comme ceux de 1302, avec le vote séparé des trois ordres, qui furent convoqués par lui à Paris; il y réunit tout le baronnage avec les principaux prélats du royaume, en leur adjoignant des docteurs en droit civil et canonique, dont la science devait appuyer ses prétentions par l'autorité des textes. On sait que leur grand argument fut emprunté à l'antique loi des Francs Saliens, qui interdisait aux femmes l'héritage de toute terre emportant l'obligation du service militaire. De là le nom de *loi salique* imposé depuis lors au principe de droit national qui fait passer en France la couronne de mâle en mâle. Philippe de Valois, déclaré régent par les suffrages de cette assemblée, se trouva roi le jour où Jeanne d'Évreux mit au monde une fille.

N° 56. BATAILLE DE CASSEL.—Aout 1328.

Henri Scheffer.—1836.

Les Flamands avaient contraint Philippe le Bel, quoique victorieux, à leur laisser l'indépendance sous leurs seigneurs nationaux; mais leur génie turbulent ne tarda pas à les mettre en querelle avec ces seigneurs mêmes, et lorsque, vingt quatre ans plus tard, leur comte Louis Ier vint en grande pompe au sacre de Philippe de Valois, ce fut pour invoquer en même temps l'assistance du roi contre les communes révoltées de Bruges, d'Ypres et du Franc. Philippe de Valois, heureux de l'occasion qui lui était offerte de rassembler tout le baronnage de France sous sa bannière, et jaloux aussi d'inaugurer son règne par une victoire, embrassa avec empressement la querelle du comte de Flandre. Ses vassaux y portèrent une ardeur égale à la sienne : c'était toujours un grand bonheur pour les gentilshommes que de châtier l'orgueil de ces communes de Flandre, aussi puissantes et plus riches que la noblesse, et qui donnaient aux villes de Picardie et d'Artois, leurs voisines, de fâcheux exemples d'indépendance. Aussi l'armée, qui, sur la convocation du roi, se réunit à Arras le 22 juillet 1328, était peut-être la plus belle qu'on eût jamais vue en France : elle ne comptait pas moins de cent soixante et dix bannières.

Les Flamands, quoique privés de la puissante assistance des Gantois et de la noblesse du pays, firent néanmoins tête à l'orage. Réunis sous les ordres de quatre de leurs bourgmestres, de ceux-là mêmes qui avaient été leurs chefs dans leur résistance à l'oppression, ils s'avancèrent intrépidement vers Cassel, et prirent position sur une hauteur hors de la ville. En dérision des Français, ils avaient fait peindre un coq sur leur étendard, avec cette inscription :

Quand ce coq chante aura
Le roi Cassel conquérera.

Ce fut la même scène qu'à Mons-en-Puelle. Les Français, n'osant assaillir un ennemi aussi fortement retranché, restaient dans leurs lignes, ou se contentaient de ravager les campagnes environnantes. L'impatience prit aux Flamands à la vue de leurs villages en feu, et vers le soir du 23 août 1328, partagés en trois colonnes, ils livrèrent une furieuse attaque au camp français. Ici encore le roi, sans armes, faillit être surpris; il ne dut son salut qu'à la vaillance de quelques-uns de ses gens d'armes, qui se firent tuer pour lui. L'alarme fut vive, mais courte : les comtes de Hainaut et de Bar rétablirent la bataille, et, enveloppés de toutes parts, ces fiers bourgeois, dont la plupart avaient endossé la cuirasse comme des chevaliers, succombèrent sous le poids de leurs armes aussi bien que sous les coups de l'ennemi. Trois monceaux de cadavres marquèrent la place des trois colonnes qui avaient pénétré dans le camp français : les gentilshommes n'avaient fait aucun quartier; on trouva treize mille morts sur le champ de bataille.

N° 56 *bis*. LA FLOTTE DE PHILIPPE DE VALOIS PILLE ET BRULE SOUTHAMPTON. — 1339.

Gudin.—1839.

Édouard III n'attendait que l'occasion de disputer, les armes à la main, la couronne de France, qui lui avait été refusée par le vœu national. Bientôt, allié aux communes de Flandre qui reconnaissaient ses droits, et confiant dans l'assistance que l'Allemagne lui avait promise, il publia un manifeste dans lequel il exposait ses griefs et déclarait la guerre au roi de France. Menacé à la fois sur terre et sur mer, Philippe de Valois engagea à sa solde des vaisseaux espagnols, que leurs capitaines louaient alors au plus offrant. Il appela aussi des mers d'Italie vingt galères de Gênes et vingt de Monaco, sous les ordres d'Aitone Doria et de Barbavara, corsaire de Porto-Venere. A cette flotte étrangère il joignit tout ce qu'il put rassembler de navires français des côtes de Bretagne, de Normandie et de Picardie, et il mit le tout sous les ordres de Hugues Quieret, amiral de France, et de Pierre Behuchet, son trésorier.

« Si trestôt, dit Jean Froissart, que messire Hugues Quieret et ses compagnons entendirent que les défiances étoient et la guerre ouverte entre la France et l'Angleterre, ils vinrent un dimanche matin au havre de Hantonne (Southampton), entrementes (pendant) que les gens étoient à messe; et entrèrent lesdits Normands et Génois en la ville et la prirent, et la pillèrent, et robèrent tout entièrement, et y tuèrent moult de gens, et chargèrent leurs nefs et leurs vaisseaux de grand pillage qu'ils trouvèrent en la ville, qui étoit pleine, drue et bien garnie, et puis rentrèrent en leurs nefs. Et quand le flux de la mer fut revenu, ils se désancrèrent et cinglèrent à l'exploit du vent devers Normandie, et s'envinrent rafraîchir à Dieppe, et là départirent leur butin et leur pillage (1). »

N° 56 *ter*. PRISE DE SMYRNE PAR LES CHEVALIERS DE RHODES. — 1343.

Vauchelet. — 1839.

Les papes comprirent de bonne heure combien était menaçante pour la chrétienté la nouvelle puissance des Turcs

(1) *Les Chroniques de Jean Froissart*, t. 1, ch. lxxx.

ottomans, et ce ne fut point leur faute si l'Europe ne renonça pas aux guerres qui la déchiraient pour aller au secours de l'empire d'Orient. Clément VI, voulant purger la Méditerranée du brigandage des vaisseaux d'Orkhan, envoya au grand maître de Rhodes, Hélion de Villeneuve, quatre galères pontificales, cinq du roi de Chypre et autant de la république de Venise, pour se joindre à celles de l'ordre. Cette flotte fut mise sous les ordres de Biandra, prieur de Lombardie, habile homme de mer.

Smyrne, avec sa rade si commode et si sûre, était alors le principal repaire des corsaires musulmans. Biandra conçut la pensée d'enlever cette ville aux Turcs, et l'exécution fut presque aussi rapide que la pensée même : « Tout ce qui se trouvait de soldats turcs et arabes fut taillé en pièces. Le grand maître en ayant reçu la nouvelle, et connaissant l'importance de cette forteresse, y envoya aussitôt de nouvelles troupes, avec des vivres et des armes, pour en augmenter la garnison. On voit encore sur les portes du château, quoique tombé en ruine, les armes de l'Église, qui y furent mises comme un monument de cette conquête, dont on rapportait tout l'honneur au pape, comme au chef de la ligue, quoique les chevaliers de Rhodes y eussent eu la meilleure part (1). »

N° 56 *quater*. BATAILLE NAVALE D'EMBRO,

GAGNÉE PAR LES CHEVALIERS DE RHODES SUR LES TURCS. — 1346.

. . . .

Dieudonné de Gozon, le vainqueur du terrible serpent qui avait épouvanté Rhodes pendant quelques années, venait de remplacer Hélion de Villeneuve à la tête de l'ordre. Il voulut tout aussitôt justifier son élévation par quelque action éclatante. Grâce à ses soins, la ligue chrétienne fut ranimée, et le commandement de la flotte rendu au prieur de Lombardie. Biandra eut bientôt frappé un coup aussi hardi que la prise de Smyrne. Les Turcs, qui croyaient les chrétiens encore renfermés dans leurs ports, étaient négligemment à l'ancre dans la petite île d'Embro, à douze milles des bouches des Dardanelles. Biandra les surprit lorsqu'ils n'attendaient rien moins que le combat, et qu'une partie des équipages était même répandue dans l'île. « Ce fut, dit Vertot, moins un combat qu'une déroute générale : les soldats qui étaient sur cette flotte l'abandonnaient pour chercher un asile dans l'île, et ceux qui étaient descendus à terre auparavant accouraient pour se rembarquer. Les uns et les autres ne faisaient que s'embarrasser, et, dans ce désordre et cette confusion, le général de Rhodes leur prit cent dix-huit petits vaisseaux, légères frégates, brigantins, felouques et barques armées, » qu'il ramena triomphalement à Rhodes.

N° 57. COMBAT DE TRENTE BRETONS

CONTRE TRENTE ANGLAIS AU CHÊNE DE MI-VOYE. 27 MARS 1351.

. . . .

Le combat des *Trente* est un des épisodes les plus célèbres de la guerre qui s'éleva au XIVe siècle pour la succession du duché de Bretagne. Il y avait alors trêve entre les rois de France et d'Angleterre ; mais les chevaliers des deux nations n'en cherchaient pas moins toutes les occasions d'échanger en champ clos de beaux coups de lance et d'épée en l'honneur de leurs princes et de leurs dames. Animé de cet esprit, Robert de Beaumanoir, seigneur breton, qui commandait le château de Josselin, s'en alla défier un jour Bramborough (Froissart l'appelle Brandebourg, et les historiens bretons Brembro), châtelain de Ploërmel, « à jouster de fer de glaives pour l'amour de leurs amies. » Bramborough accepta le défi, et, le 27 mars 1351, au chêne de *Mi-Voye*, entre Josselin et Ploërmel, se rencontrèrent les trente champions de la cause de France et de celle d'Angleterre. Le combat fut long et opiniâtre ; et, selon le terme de Froissart, « se maintinrent vaillamment d'une part et d'autre, aussi bien que tous fussent Rolands et Oliviers. » Mais la mort de Bramborough décida enfin le succès de la journée : huit de ses compagnons restèrent à côté de lui couchés dans la plaine. Vers la fin du combat, Beaumanoir, blessé et dévoré d'une soif ardente, demandait, dit-on, à boire : « Bois ton sang, Beaumanoir, lui cria un de ses chevaliers, la soif te passera. »

(1) Vertot, *Histoire de Malte*, liv V.

N° 57 *bis*. LE DAUPHIN CHARLES

(DEPUIS CHARLES V) RASSEMBLE A COMPIÈGNE LES ÉTATS GÉNÉRAUX DU ROYAUME. — 1358.

ALAUX. — 1839.

La captivité du roi Jean avait été pour la France le signal de désordres et de maux sans nombre. Le dauphin, qui plus tard, sous le nom de Charles V, régna avec tant de sagesse et de gloire, n'avait point osé saisir le pouvoir d'une main forte et assurée ; il abandonnait le soin de guérir les plaies du royaume aux états généraux, qui siégeaient alors à Paris, et les états, dans leur impuissante volonté de faire le bien, n'avaient pas tardé à tomber sous le joug des factions. Paris était devenu un sanglant théâtre d'anarchie et de violences : c'était le prévôt des marchands, Étienne Marcel, qui, poursuivant avec un fol enivrement le triomphe impossible de la liberté populaire, poussait au crime avec ce grand mot une multitude souffrante et crédule. Et en même temps que le sang ruisselait dans les rues de la capitale, les campagnes étaient livrées aux horreurs de la Jacquerie : des milliers de paysans s'étaient levés sur tous les points du royaume pour venger par le meurtre et l'incendie l'excès de leurs misères, et bientôt, par un terrible retour, ils étaient tombés, comme de faibles troupeaux, sous le glaive impitoyable de leurs seigneurs.

C'est dans ces tristes circonstances que le dauphin, sorti de Paris où son autorité était méprisée, convoqua à Compiègne les états généraux de la Langue-d'Oïl. Là, furent révoqués les actes séditieux des états de Paris ; là, justice fut solennellement demandée du meurtre des maréchaux de Normandie et de Champagne, dont le sang avait rougi les degrés du palais et rejailli jusque sur la robe du dauphin ; là enfin, ce prince, légitimement investi du titre de régent du royaume, réclama hautement la soumission de Paris, et se prépara à l'assurer par les armes.

N° 58. BATAILLE DE COCHEREL. — 16 MAI 1364.

LARIVIÈRE. — 1839.

Depuis plus de trente ans, la guerre était allumée entre les couronnes rivales de France et d'Angleterre, guerre longue et sanglante qui ne devait se terminer qu'après tout un siècle de calamités. Édouard III, vainqueur à Crécy et à Poitiers, n'avait pu conquérir le trône où il prétendait s'asseoir ; mais le traité de Brétigny lui avait donné les plus belles provinces du royaume, et c'était en cette triste situation que la France, mutilée par la conquête, épuisée de sang et d'argent, et, pour comble de maux, livrée à la licence impunie des gens de guerre, était passée en héritage au roi Charles V. Mais ce

prince avait attaché à son service Bertrand du Guesclin, vaillant capitaine breton, qui devait faire la gloire de son règne, et qui, dès le début même, l'inaugura par une victoire.

Du Guesclin était chargé de tenir tête en Normandie au captal de Buch, seigneur gascon qui faisait la guerre pour le roi de Navarre, Charles le Mauvais. Les deux chefs, chacun avec quelques centaines de lances, se trouvaient face à face à Cocherel, village près d'Évreux. Mais les Navarrois occupaient une colline où l'ennemi ne pouvait les attaquer sans désavantage, et ils attendaient pour le lendemain des secours. Du Guesclin, quand il les vit immobiles sous les armes, recourut à un stratagème : il fit sonner la retraite comme pour emmener précipitamment ses troupes. A cette vue, le capitaine anglais Jean Joël s'élance dans la plaine, malgré les ordres du captal, en poussant son cri de guerre : « En avant, saint Georges! qui m'aime me suive! » Les Français se retournent et lui répondent par le cri de : « Notre-Dame, Guesclin! » Trente d'entre eux, désignés par leur chef, vont se jeter sur le captal de Buch, au premier rang même de son armée, et l'enlèvent prisonnier, pendant que le gros de la troupe bat les Navarrois, tue le capitaine Joël, et remporte une victoire complète. La nouvelle en vint à Reims la veille même du sacre du roi, et redoubla l'éclat de cette cérémonie. Ce glorieux fait d'armes, succédant à tant de revers, faisait présager que des jours meilleurs venaient enfin de se lever sur la monarchie.

N° 59. ÉTATS GÉNÉRAUX DE PARIS.—9 MAI 1369.

ALAUX.—1837.

Charles V, décidé à relever la France de l'affront du traité de Brétigny, prépara silencieusement ses ressources pendant cinq années. Au bout de ce terme il saisit l'occasion que lui fournissait l'appel des seigneurs gascons, mécontents de la tyrannique administration du prince Noir, et cita Édouard III devant *la chambre des pairs, pour ouïr droit sur les griefs et complaintes émus de par lui.* Édouard, quoique malade, gardait un trop fier souvenir de Crécy et de Poitiers pour répondre autrement que par des menaces. C'était combler les vœux du roi de France, qui n'attendait qu'un prétexte pour lui déclarer la guerre. Toutefois, avant de s'engager dans les hasards d'une si grande entreprise, Charles V crut devoir s'assurer du vœu national, et il convoqua les états généraux.

« Le 9 mai 1369, dit M. de Sismondi, ces états se réunirent dans la grand'chambre du parlement. On y voyait deux archevêques, quarante évêques et plusieurs abbés, les ducs d'Orléans et de Bourgogne, les comtes d'Alençon, d'Eu et d'Étampes, princes du sang, et beaucoup de nobles, avec un grand nombre de gens des bonnes villes, qui siégeaient avec les conseillers au parlement. Le cardinal de Beauvais, chancelier de France, en présence du roi et de la reine, communiqua à l'assemblée l'appel des barons de Gascogne et les négociations qui avaient eu lieu en Angleterre. Le roi ajouta que s'il en avait trop ou trop peu fait, il trouvait bon qu'on le lui représentât, et qu'il était encore à temps de corriger ce qu'il avait fait. Il invita les états à y réfléchir et à se rassembler le surlendemain. La réponse de l'assemblée fut, au reste, telle qu'il l'avait prévue. Les états déclarèrent que le roi avait suivi les règles de la justice, qu'il n'avait pu rejeter l'appel des Gascons, et que, si les Anglais l'attaquaient, ils lui feraient une guerre injuste (1). »

(1) *Histoire des Français*, t. I.

N° 59 *bis*. LES FLOTTES FRANÇAISE ET CASTILLANE SE RENDENT MAÎTRESSES DE L'ÎLE DE WIGHT. — 1377.

GUDIN. — 1839.

La guerre, si habilement préparée, fut heureuse pour Charles V, et, sans livrer de grandes batailles, il reprit successivement aux Anglais presque toutes leurs conquêtes. Sur mer comme sur terre il était parvenu à s'assurer une éclatante supériorité.

« Au temps des trêves dessus dites, rapporte Jean Froissart, le roi de France s'étoit toudis (toujours) pourvu grossement de nefs, de barges, de vaisseaux et de galées; et lui avoit le roi d'Espagne Henry envoyé son amiral, messire Ferrand Sance; lequel, avec messire Jean de Vienne, amiral de France, vint ardoir la ville de Rye, quatre jours après le trépas du roi Édouard d'Angleterre, la veille Saint-Pierre en juillet, et y mirent à feu hommes, femmes, enfans et tout ce qu'ils y trouvèrent... Après ce, l'armée du roi de France vint prendre terre en l'île de Wight, et ardirent lesdits François les villes qui s'ensuivent : Yamende (Yarmouth), Dartemende (Dartmouth), Plemende (Plymouth), Vessinne (Winchelsea), et plusieurs autres, et quand ils eurent pillé et ars la ville de Wight, ils se trairent (rendirent) en mer et costièrent (côtoyèrent) avant (1)... »

N° 60. FONDATION DE LA BIBLIOTHÈQUE DU ROI A PARIS. — 1379.

SAINT-ÈVRE —1837.

Charles V était *grand clerc*, selon le langage de son époque, c'est-à-dire qu'il avait un grand amour pour les sciences et les lettres. La théologie scolastique, la philosophie d'Aristote et l'astrologie étaient les principaux objets des études dans lesquelles il aimait à se renfermer. Thomas Pisan l'assistait dans ses contemplations astrologiques; Christine, fille de Thomas, composait pour lui les pédantesques allégories de ses romans, et enregistrait ses faits et gestes pour les transmettre à la postérité, pendant que Raoul de Presle, Nicolas Oresme, Simon de Hesdin, Pierre de Bressuire, etc., traduisaient par ses ordres saint Augustin et Valère-Maxime, Aristote et Tite-Live, et que des mains habiles et patientes enrichissaient ces doctes *translacions* d'éblouissantes miniatures.

Mais, non content de populariser ainsi le savoir par des traductions, Charles V faisait rechercher avec un zèle infatigable tout ce qu'il pouvait trouver de livres à cette époque, et c'est ce qui lui a valu le titre de fondateur de la Bibliothèque royale. « Le grant amour que avoit le roy Charles à l'estude et à science, bien le démonstra, dit Christine de Pisan, par la belle assemblée de notables livres et belle librairie que il avoit de tous les plus notables volumes que par souverains aucteurs aient été compillés, soit de la saincte Escripture, de théologie, de philosophie et de toutes sciences, moult bien escripts et richement adornés, et tout temps les meilleurs escripvains que on peust trouver occuppés pour lui en tel ouvrage. » Et comme le roi Charles, en même temps qu'il recherchait ainsi les livres, était aussi *saige artiste* et *deviseur de beaux maçonages*, parmi les embellissements dont il décora le *chastel du Louvre, moult notable et bel édifice*, il y fit construire une tour, dite *Tour de la Librairie*, où étaient renfermés les neuf cents volumes qu'à si grands frais il avait rassemblés. Le catalogue des livres de Charles V, fait par Malet, son bibliothécaire et son valet de chambre, existe en original à la Bibliothèque du roi.

(1) *Les Chroniques de Jean Froissart*, t. VI, ch. DCXCIII.

N° 61. PRISE DE CHATEAUNEUF DE RANDON ET MORT DE DU GUESCLIN. — 13 JUILLET 1380.

BRENET. — 1777.

Charles V, du fond de l'hôtel de Saint-Pol, où il languissait faible et malade, était parvenu, à force d'habileté et de persévérance, à chasser les Anglais de presque tout le royaume. Calais, Bordeaux et Bayonne étaient ce qui leur restait de toutes leurs conquêtes. C'était la vaillante épée de du Guesclin qui, venant en aide à la sagesse du roi, avait accompli ces merveilles.

Le connétable cependant poursuivait encore la guerre contre quelques châteaux forts de l'Auvergne et du Languedoc, où se défendait un reste de garnisons anglaises et gasconnes. Il assiégeait Châteauneuf de Randon, « à trois lieues, dit Froissart, près de la cité de Mende, et à quatre lieues du Puy, » lorsque la maladie vint le surprendre et le força de s'aliter. On rapporte, et pour l'honneur de la France cette glorieuse version a été adoptée par tous nos historiens, que le commandant anglais de la forteresse s'était engagé à la rendre si, à jour fixe, il n'était point secouru. Ce jour même mourut du Guesclin : son loyal ennemi n'en vint pas moins déposer les clefs de la place sur son lit de mort : « Son nom, suivant la belle expression de Mézeray, acheva l'entreprise. » On sait les magnifiques honneurs qui furent rendus à la mémoire de du Guesclin, et comment ses restes furent transportés à Saint-Denis au pied même de la tombe du roi Charles V.

N° 62. BATAILLE DE ROSEBECQUE. 27 NOVEMBRE 1382.

ALF. JOHANNOT. — 1837

Depuis trois ans (1379 à 1382), une lutte terrible s'était engagée entre le comte de Flandre, Louis de Mâle, et ses puissantes communes. Tour à tour victorieuses dans cette lutte, la noblesse et la bourgeoisie flamandes avaient exercé l'une contre l'autre de sanglantes représailles, jusqu'au moment où les Gantois, par un coup de désespoir, allèrent chercher leur seigneur dans Bruges, le vainquirent et le forcèrent à se jeter entre les bras de la France.

C'était la deuxième année du règne de Charles VI. Ses oncles, qui gouvernaient en son nom, avaient soulevé Paris et Rouen par l'excès de leur rapacité et de leur violence, et si la révolte avait été étouffée dans le sang, un sourd mécontentement régnait toujours. L'exemple des communes flamandes était dans la bouche de tout ce qu'il y avait de bourgeois dans le royaume; on parlait tout haut de les imiter, et il semblait que l'on fût à la veille d'une vaste insurrection qui, selon l'expression de Froissart, « aurait détruit et honni toute chevalerie et gentillesse, et par conséquent sainte chrétienté. »

Ce ne fut donc qu'un cri de joie parmi toute la noblesse de France lorsqu'il s'agit de tirer l'épée contre cette insolente populace de marchands et d'artisans qui avaient osé chasser leur seigneur. Le conseil du roi se laissa aisément entraîner par l'ascendant du duc de Bourgogne, Philippe le Hardi, intéressé à ne pas laisser se perdre en une démocratie sans frein ni sans règle son magnifique héritage de Flandre; et, quant au jeune monarque, à peine âgé de quatorze ans, il tressaillit d'aise à l'idée de paraître pour la première fois à la tête d'une armée.

Les Français, par un téméraire et glorieux fait d'armes, forcèrent à Comines le passage de la Lys, marchèrent sur Ypres, qui se rendit sans coup férir, et, le 26 novembre 1382, trouvèrent devant eux l'armée flamande, rangée en bataille entre Rousselaer et Rosebecque. Philippe d'Arteveld, digne fils de ce fameux brasseur de Gand qui avait été l'allié du roi Édouard, guidait au combat ses compatriotes : c'était lui qui avait vaincu à Bruges et qui se flattait de vaincre encore à Rosebecque, en poussant contre les lances ennemies ses cinquante mille fantassins tout couverts de fer, serrés en phalange les uns contre les autres et les bras entrelacés pour ne point laisser rompre leurs rangs. Mais il n'avait pas affaire ici, comme à Bruges, à des milices inexpérimentées : c'était la gendarmerie elle-même, avec ses armures de fer, qui avait mis pied à terre, et qu'il trouvait devant lui. Aussi, après s'être enfoncée au centre de la ligne française et y avoir fait une large trouée, cette masse redoutable, débordée sur ses deux ailes, fut enveloppée, et ce ne fut plus alors un combat, mais un massacre. Les chevaliers sentaient que, sur le champ de bataille de Rosebecque, c'étaient toutes les communes du royaume qu'ils frappaient avec celles de Flandre, et leur rage fut impitoyable. Les hérauts d'armes rapportèrent qu'ils avaient compté dans la plaine vingt-six mille cadavres, sans compter les fuyards tués dans la poursuite. On trouva Philippe d'Arteveld gisant parmi ses fidèles Gantois.

N° 62 *bis*. LE MARÉCHAL DE BOUCICAULT FAIT LEVER AU SULTAN BAJAZET LE SIÉGE DE CONSTANTINOPLE. — 1402.

GRANGER. — 1839.

L'esprit des croisades s'était réveillé en Europe à la nouvelle des progrès menaçants de la puissance ottomane. Une armée de croisés français était allée se faire anéantir sous les coups des janissaires dans les plaines de Nicopolis (1396). Cette grande défaite n'éteignit pas cependant l'esprit d'aventure dans la noblesse française, et six ans après (1402) le maréchal de Boucicault, un des prisonniers de Nicopolis, conduisit une nouvelle armée au secours de Constantinople assiégée par Bajazet. L'arrivée du maréchal rendit le courage à l'empereur Paléologue. Par une suite de hardis coups de main les Français chassèrent les Turcs d'un grand nombre de bourgs et de villages qu'ils occupaient sur le Bosphore, et le siége de Constantinople fut levé. Peu après, pendant que Bajazet allait chercher Timour dans les plaines d'Ancyre, le faible Paléologue, que ne rassurait pas sa victoire, s'en vint en France, sous l'escorte de Boucicault, pour demander à Charles VI des secours que le malheureux monarque était impuissant à lui accorder.

N° 62 *ter*. LES BRETONS SE RENDENT MAÎTRES DEVANT SAINT-MAHÉ DE QUARANTE ET UN VAISSEAUX ANGLAIS. — 1403.

GUDIN. — 1839.

Une trêve de quelques années avait suspendu la lutte entre la France et l'Angleterre. Henri IV, monté sur le trône par une usurpation, s'occupait à le défendre contre ses barons révoltés, tandis que le faible Charles VI abandonnait son royaume en proie aux querelles des princes de sa famille. Mais il n'y avait point de trêve à l'animosité des matelots des deux nations.

Au commencement de l'an 1403, « l'amiral de Bretagne, le sire de Penhert (Penhöet), le seigneur du Châtel, le seigneur du Bois, et plusieurs autres chevaliers et écuyers de Bretagne, jusqu'au nombre de douze cents hommes d'armes, s'assemblèrent à Morlans, puis entrèrent en trente nefs, à un port nommé Châtel-Pol, contre les Anglois qui étoient sur mer en grande multitude, épiant les marchands comme

pillards et écumeurs de mer. Si que le mercredi en suivant, iceux Anglois nageans (navigants) devant un port appelé Saint-Mathieu, les Bretons leur allèrent après, et les poursuivirent jusqu'au lendemain soleil levant, qu'ils s'arrêtèrent ensemble en bataille, qui dura jusqu'à trois heures. Finalement obtinrent les Bretons victoire, et prirent des Anglois deux mille combattans, avec quarante nefs à voiles et une grosse carraque, dont la plus grande partie furent jetés à bord et noyés en la mer, et aucuns réchappèrent depuis par finance (1). »

N° 63. BATAILLE DE BAUGÉ. — 22 mars 1421.

LAVAUDEN. — 1837.

Les factions rivales des princes, le meurtre du duc d'Orléans dans Paris et la lutte sanglante des Bourguignons et des Armagnacs; la Normandie envahie par Henri V, et la bataille d'Azincourt, plus fatale au royaume que celles de Crécy et de Poitiers; l'assassinat du pont de Montereau, suivi du funeste traité de Troyes, qui donna au roi d'Angleterre une fille de France pour épouse, avec l'héritage de la couronne : tels étaient les maux qui, avec la démence de l'infortuné Charles VI, vinrent fondre sur la France.

Cependant l'héritier légitime du trône, le dauphin Charles, déshérité et banni par arrêt du parlement, en avait appelé à la *pointe de son épée*, et il avait juré de porter cet appel partout où besoin serait, en France, en Angleterre, ou dans les domaines du duc de Bourgogne (1420).

Il fut bien longtemps avant d'accomplir ce vœu, et le malheureux prince, loin de chercher l'ennemi, avait alors grand'peine à se défendre. Toutefois, en ces jours mêmes de son infortune, ses armes se signalèrent par un glorieux succès, qui releva pour un moment son parti abattu, et fit renaître l'espérance au cœur des bons Français.

C'était en Anjou que le gros de l'armée du dauphin était réuni, sous les ordres du maréchal de la Fayette et du comte de Buchan, brave Écossais, fidèle, ainsi que ses compatriotes, à toutes les fortunes de la France. Les Anglais, dans le cours triomphant de leurs prospérités, vinrent livrer bataille près de Baugé à cette armée qu'ils méprisaient. Le duc de Clarence, prince du sang royal, les commandait : il n'avait point eu le bonheur de se trouver à Azincourt, et, en l'absence du roi son frère, il cherchait avidement l'occasion d'une victoire. Aussi, dans sa chevaleresque impatience, n'attend-il pas pour charger les Français que toute son armée soit rassemblée autour de lui; il s'élance à la tête de ses hommes d'armes, laissant de l'autre côté de la rivière ces redoutables archers des communes dont la part avait été si grande dans les dernières victoires de l'Angleterre. Sa témérité ne tarda guère à être punie : il fut pris par un chevalier de l'armée française, et, au milieu de l'effort que faisaient les siens pour le délivrer, tomba sous les coups du comte de Buchan. Lorsque ensuite le comte de Salisbury, avec le corps de bataille, arriva à son secours, il était trop tard : la fleur de la chevalerie anglaise avait été moissonnée par le glaive ou emmenée prisonnière.

N° 64. JEANNE D'ARC PRÉSENTÉE A CHARLES VII. FÉVRIER 1429.

PAPETY (d'après SAINT-ÈVRE). — 1837.

Toute la France jusqu'à la Loire était aux mains des Anglais, et Charles VII, réduit à l'étroite souveraineté de quelques provinces du centre du royaume, recevait de ses ennemis le titre dérisoire de *roi de Bourges*. Le duc de Bedfort résolut de lui enlever ce titre même, et, pour s'ouvrir le midi de la France, une armée anglaise vint mettre le siége devant Orléans. De vaillants capitaines, le sire de Gaucourt, Dunois, Xaintrailles, etc., s'étaient enfermés dans cette ville : les habitants rivalisaient avec les hommes d'armes de constance et de bravoure. La résistance fut héroïque. Mais, depuis la honteuse journée des Harengs, qui avait privé la place d'un secours devenu nécessaire, le découragement commençait à entrer dans les âmes; les bastilles de l'ennemi resserraient la ville de toutes part; la famine était menaçante, et Charles immobile ne songeait qu'à préparer sa retraite vers les provinces méridionales.

C'est alors que parut cette jeune et simple fille des champs, dont le patriotisme, échauffé au feu de l'enthousiasme religieux, fit des miracles et sauva la France. Jeanne d'Arc, accueillie d'abord avec incrédulité aux lieux où elle était née, finit par prouver sa mission à force de sainteté, et le sire de Baudricourt se décida à l'envoyer au roi. Les courtisans de Charles VII refusaient à l'héroïque vierge l'accès de son souverain; mais de plus nobles inspirations prévalurent auprès du roi, et il consentit à la voir.

« Pour l'éprouver, il ne se montra point d'abord, et se tint à l'écart. Le comte de Vendôme amena Jeanne, qui se présenta bien humblement comme une pauvre petite bergerette. Cependant elle ne se troubla point, et, bien que le roi ne fût pas aussi richement vêtu que beaucoup d'autres qui étaient là, ce fut à lui qu'elle vint. Elle s'agenouilla devant lui, embrassa ses genoux. « Ce n'est pas moi qui suis le roi, Jeanne, dit-il en montrant un de ses seigneurs : le voilà. — Par mon Dieu, gentil prince, reprit-elle, c'est vous, et non un autre. » Puis elle ajouta : « Très-noble seigneur dauphin, le roi des cieux vous mande par moi que vous serez sacré et couronné en la ville de Reims, et serez son lieutenant au royaume de France (1). »

N° 65. LEVÉE DU SIÉGE D'ORLÉANS. 18 mai 1429.

HENRI SCHEFFER.

Charles VII et sa cour, par conviction ou par politique, avaient reconnu la mission miraculeuse de la Pucelle. On lui avait donné tout l'état d'un chef de guerre, un chapelain, un écuyer pour porter sa bannière et des valets pour la servir. On avait cédé même aux instances réitérées qu'elle faisait pour qu'on l'envoyât au secours d'Orléans. Là les merveilles qu'elle avait promises s'accomplirent tout aussitôt; le courage rentra au cœur des assiégés, tandis que l'irrésolution et le trouble se mettaient dans le camp des Anglais. Déjà leurs bastilles avaient été, sur la rive gauche, emportées les unes après les autres. Talbot et le comte de Suffolk n'attendirent pas de plus éclatants revers : ils se résolurent à lever le siége. Mais ils voulurent le faire en gens de cœur et sans avoir l'air de démentir leur prouesse accoutumée. Ils rangèrent toute leur armée en bataille jusqu'au bord des fossés de la ville, comme pour offrir le combat à l'ennemi.

Jeanne, blessée la veille, sortit de son lit avec une légère armure, pour défendre aux Français d'accepter ce défi : il n'était pas dans sa mission de leur donner ce jour-là la victoire. « Pour l'amour et l'honneur du saint dimanche, ne les attaquez pas les premiers... S'ils vous attaquent, défendez-vous hardiment, et vous serez maîtres. » Et elle fit aussitôt apporter une table et un marbre béni. On dressa un autel, le clergé entonna des hymnes et des cantiques d'actions de grâces; puis on célébra deux messes. « Regardez, disait-elle,

(1) Monstrelet, t. I, ch. XI, p. 124.

(1) *Histoire des ducs de Bourgogne*, par M. le baron de Barante, p. 283.

les Anglois vous tournent-ils le visage ou bien le dos? » En effet ils avaient commencé leur retraite en bon ordre et bannières déployées.

N° 65 *bis*. PRISE DE JARGEAU. — JUIN 1429.

THÉODORE ALIGNY. — 1839.

Jeanne d'Arc avait toujours annoncé comme le terme de sa mission qu'elle mènerait Charles VII à Reims pour y être sacré. Aussitôt après la levée du siège d'Orléans, elle insista vivement pour qu'on lui permît d'accomplir sa tâche, en conduisant le roi à cette glorieuse destination. Les difficultés étaient grandes, toutes les villes entre la Seine et la Loire occupées par les Anglais ou les Bourguignons, le conseil du roi contraire. L'enthousiasme de Jeanne entraîna tout, et, le 11 juin, le duc d'Alençon, celui de tous les princes et seigneurs de la cour qui montrait le plus de confiance aux paroles de la Pucelle, marcha sur Jargeau avec tous les vaillants chevaliers qui avaient défendu Orléans.

On trouva les Anglais rangés en bataille devant la ville avec une fière contenance; mais Jeanne se porta en avant, son étendard à la main, et aussitôt l'ennemi, incapable de soutenir le choc des escadrons français, se retira derrière les murs. Il fallut alors assiéger la ville, et pendant trois jours les canons et les bombardes ne cessèrent de tirer pour ouvrir une brèche. Dès qu'elle fut praticable; on livra l'assaut, et la Pucelle, tenant toujours son étendard, donna l'exemple d'escalader la muraille sous les coups de l'ennemi. Renversée dans le fossé par une grosse pierre qui roula sur son casque, on la crut morte; mais elle se releva promptement en criant : « Sus, sus, mes amis! Dieu a condamné les Anglois : à cette fois ils sont à nous. »

Le comte de Suffolk essaya dès lors vainement de prolonger la résistance. Son frère, Alexandre de la Poole, venait d'être frappé à ses côtés, et lui-même se voyait à l'instant de tomber entre les mains des gens des communes, qui ne faisaient aucun quartier. « Il s'adressa à un homme d'armes qui le poursuivait : « Es-tu gentilhomme? lui demanda-t-il. — Oui, répondit celui-là, qui était un écuyer du pays d'Auvergne, nommé Guillaume Regnault. — Es-tu chevalier? continua le chef des Anglais. — Non, reprit loyalement l'écuyer. — Tu le seras de mon fait, » dit le comte de Suffolk. Il lui donna l'accolade avec son épée, puis la lui remit, et se rendit son prisonnier (1). »

N° 65 *ter*. BATAILLE DE PATAY. — JUIN 1429.

....

La prise de Jargeau donna un nouvel éclat aux armes de Charles VII, et amena une foule de seigneurs sous sa bannière; le comte de Vendôme, le sire de Loheac et son frère, Guy de Laval, le seigneur de la Tour d'Auvergne, le connétable de Richemont enfin, avec quatre cents lances, vinrent renforcer l'armée royale. On n'hésita plus dès lors à se porter au-devant des Anglais à travers les plaines de la Beauce, et quoique sir John Fastolf eût rejoint lord Talbot avec des renforts qu'il lui avait amenés de Paris, on résolut de leur livrer bataille : c'était toujours la Pucelle qui inspirait les courageuses résolutions. « Il faut chevaucher hardiment, disait-elle, nous aurons bon compte des Anglois, et les éperons seront d'usage pour les poursuivre. »

Une grande incertitude régnait au contraire dans le camp ennemi. Les deux chefs, partagés d'opinion sur la position qu'il fallait prendre, avaient à peine commencé à ranger leur armée en bataille, lorsque déjà l'avant-garde française, conduite par Lahire et Xaintrailles, accourait pour les assaillir. Cette fois l'infanterie anglaise n'eut point le temps de ficher en terre ses pieux aiguisés pour s'en faire un retranchement. Les Français se jetèrent impétueusement à travers cette masse flottante, et y portèrent en un instant le désordre et le carnage. Le corps de bataille, qui, sous les ordres du duc d'Alençon et du connétable, suivit de près l'avant-garde, acheva aisément la victoire. On compta par milliers les archers des communes d'Angleterre dont les corps jonchaient la plaine, et lord Talbot, avec lord Scales, lord Hungerford et la plupart des capitaines de son armée, se rendit prisonnier. La bataille de Patay fut regardée comme une glorieuse revanche des fatales journées d'Azincourt et de Verneuil.

N° 65 *quater*. ENTRÉE DE CHARLES VII A REIMS.

ARY SCHEFFER. — 1839.

N° 66. SACRE DE CHARLES VII A REIMS. 17 JUILLET 1429.

VINCHON. — 1837.

Dès ce moment les instances de la Pucelle furent plus vives pour que le roi s'acheminât sur Reims. La route était à demi frayée par la victoire : on n'hésita plus à s'y engager. Le 28 juin Charles VII partit de Gien, et le 15 juillet il faisait à Reims son entrée solennelle. Deux jours après, il fut sacré dans la cathédrale.

Les vieilles pairies du royaume ou n'existaient plus, ou étaient réunies sur la tête du duc de Bourgogne. Ce furent les principaux seigneurs de la cour du roi qui les représentèrent. Mais tout l'éclat qui les entourait était effacé par celui dont brillait aux yeux des peuples cette simple jeune fille, de qui tout cela était l'ouvrage. Pendant la cérémonie on la vit debout près de l'autel, tenant à la main sa bannière, et lorsque après le sacre elle se jeta à genoux devant le roi et lui baisa les pieds en pleurant, il n'y eut personne qui ne pleurât avec elle. « Gentil roi, lui dit-elle, ores est exécuté le plaisir de Dieu, qui vouloit que vous vinssiez à Reims recevoir votre digne sacre pour montrer que vous êtes vrai roi et celui auquel doit appartenir le royaume. »

On sait qu'en face de ses juges, interrogée pourquoi elle avait eu l'audace de porter au sacre du roi son étendard, Jeanne répondit : « Il avoit été à la peine, c'étoit bien raison qu'il fût à l'honneur. »

N° 67. ENTRÉE DE L'ARMÉE FRANÇAISE A PARIS. 13 AVRIL 1436.

BERTHELEMY. — 1787.

Le traité d'Arras, en réconciliant le duc de Bourgogne avec le roi de France, mit fin à la grande fortune des Anglais dans le royaume. Le connétable de Richemont, dont la vaillante épée avait été enfin agréée de Charles VII, leur faisait chaque jour éprouver de nouveaux échecs. Celui qu'ils essuyèrent dans Saint-Denis fut décisif. Paris en fut témoin, et ce succès des armes royales encouragea le zèle des bons citoyens qui avaient formé le projet de rendre la ville à son légitime seigneur.

Le chef de cette conspiration patriotique était un bourgeois nommé Michel Lailler. Par ses soins la porte Saint-Jacques fut ouverte à l'armée royale, et ce fut le maréchal de l'Isle-Adam, un des principaux seigneurs de Bourgogne, qui planta le premier sur la muraille la bannière de France, que lui-même en avait fait descendre dix-huit ans aupara-

(1) *Histoire des ducs de Bourgogne*, par M. de Barante, t. V.

vant. Les Anglais étonnés se replièrent sur la bastille Saint-Antoine, au milieu d'une grêle de pierres, de tables et de tréteaux que du haut des fenêtres on faisait pleuvoir sur leurs têtes. Ils ne tinrent pas longtemps dans cette retraite.

Michel Lailler s'avança au-devant du connétable sur le pont Notre-Dame. Ce fut lui qui lui offrit la soumission de la bourgeoisie. Richemont lui répondit en remerciant au nom du roi Charles les bons habitants de Paris, et s'engageant à une pleine et entière amnistie. Ses paroles furent accueillies par les acclamations d'un peuple las de la domination étrangère. Il se rendit ensuite à Notre-Dame, où il entendit la messe tout armé, et fit lire en chaire les lettres d'abolition.

N° 68. RETOUR DU PARLEMENT A PARIS.—1436.

Alaux. — 1837.

Tant que Paris avait été soumis aux Bourguignons et aux Anglais, le parlement, fidèle à la cause royale, avait partagé l'exil de Charles VII. Il siégeait à Poitiers, pendant que la justice était rendue à Paris par une magistrature instituée à l'ombre de la domination étrangère. Mais quand Richemont eut remis la capitale sous l'obéissance de Charles VII, le parlement se hâta d'y rentrer, avant le roi même, en témoignage du retour des choses à leur ordre légitime. Ce fut vers la fin du mois de décembre 1436 qu'il reprit au Palais ses séances.

N° 69. BATAILLE DE BRATELEN OU DE SAINT-JACQUES. —26 AOUT 1444.

Alf. Johannot. — 1837.

Une trêve venait d'être conclue entre la France et l'Angleterre. Mais Charles VII ne tarda pas à reconnaître que les bienfaits en seraient perdus pour son royaume, si les campagnes continuaient d'être en proie à la licence impunie des compagnies d'aventure. En même temps donc qu'il travaillait par ses ordonnances à régler pour l'avenir le service militaire, il résolut de porter remède aux maux du présent, en rejetant hors de France ces bandes d'égorgeurs et de pillards qui perpétuaient au sein de la paix toutes les horreurs de la guerre. Les dissensions survenues parmi les ligues suisses lui en fournirent l'occasion.

Depuis quelque temps le peuple de Zurich était entré en querelle avec les autres cantons, et, menacé des forces réunies de toute la confédération, il avait recouru à la protection de la maison d'Autriche, cette vieille et implacable ennemie de l'indépendance helvétique. Les Suisses, accoutumés depuis cent cinquante ans à la braver et à la vaincre, n'en poussèrent pas moins vivement la guerre contre Zurich, qui était près de tomber entre leurs mains. C'est alors qu'un cri de détresse fut poussé par l'empereur et la noblesse de l'empire, invoquant l'assistance de tout ce qu'il y avait de chevalerie en Europe contre ces redoutables paysans. Charles VII y répondit en leur envoyant ses compagnies d'aventure, rassemblées toutes sous les ordres du dauphin, qui fut depuis Louis XI.

La bataille se livra sous les murs de Bâle, le 26 août 1444. Les Suisses comptaient dans leur armée moins de centaines de combattants que leurs ennemis n'en avaient de milliers. Leur attaque n'en fut que plus furieuse, et leurs premiers coups mirent en déroute plusieurs de ces compagnies si renommées dans les combats. Mais le dauphin, sagement conseillé, ne songeait qu'à séparer les divers corps dont se composait leur petite armée pour les accabler un à un. Il y parvint, et tout l'héroïsme des Suisses ne put alors les sauver d'une entière défaite. Écrasés par le nombre, ils n'en continuèrent pas moins de se défendre, les uns adossés à la petite rivière de Birse, les autres retranchés dans la maladrerie de Saint-Jacques, qui a donné son nom à cette sanglante journée. Le dauphin et ses capitaines, émus de pitié sur le sort de ces braves gens, voulaient leur laisser la vie; mais telle était la haine que leur portaient les chevaliers allemands, qu'un d'entre eux, Pierre de Morpsberg, se jeta, sur le champ de bataille même, aux pieds du sire de Chabannes, pour le prier de n'en pas épargner un seul. On les acheva en effet, car le dauphin s'était lié par cette horrible promesse, mais ce ne fut qu'au bout de dix heures de combat, et après qu'ils eurent couché par terre huit mille de leurs ennemis. Le dauphin tira une utile leçon de cette victoire : il accorda bien vite la paix aux Suisses, et cette paix fut le commencement de la longue amitié qui a uni depuis lors la France avec cette brave nation.

N° 70. ENTRÉE DE CHARLES VII A ROUEN. 10 NOVEMBRE 1449.

Decaisne. — 1837

Charles VII avait mis à profit les six années de la trêve. L'ordre était rentré dans le gouvernement : l'établissement de l'impôt appelé *taille des gendarmes* et les ordonnances *sur le fait de la guerre* avaient donné au royaume une milice régulière et permanente. Avec des compagnies disciplinées, toutes commandées par de bons chefs, dévouées au service du roi, et ne s'occupant plus de meurtres et de brigandages, la victoire était assurée à Charles VII le jour où il reparaîtrait sur les champs de bataille. L'imprudence d'un capitaine anglais rouvrit les hostilités. Charles répondit à ce signal en envahissant la Normandie.

Toutes les villes y avaient le cœur français, et la renommée du bon gouvernement de Charles VII accroissait leur ardent désir de rentrer sous l'autorité de leur légitime seigneur. Aussi la plupart ouvrirent-elles leurs portes à la seule vue des lances françaises. Rouen n'opposa qu'une faible défense : entre la puissante armée du roi et toute une population qui se soulevait contre eux, les Anglais ne purent longtemps tenir. L'entrée de Charles dans cette grande cité fut plus magnifique encore que ne l'avait été son entrée à Paris.

« ... Il y avait, dit M. de Barante, beaucoup plus de grands seigneurs et de fameux capitaines. Parmi eux on remarquait le chancelier de France, qui chevauchait dans son royal costume; et devant lui on conduisait une haquenée blanche, chargée de coffres où étaient les sceaux du royaume. Au milieu de tous ces capitaines se montrait aussi un homme à qui le roi devait plus qu'à eux, disait-on, la conquête de la Normandie, c'était Jacques Cœur, qui lui avait prêté l'argent nécessaire pour assembler cette belle armée. Sans son secours il n'eût pas été possible de commencer la noble entreprise de délivrer le royaume.

» Le comte de Dunois avait été nommé capitaine de la ville de Rouen, et le sire Guillaume Cousinot bailli. Tous les deux vinrent au-devant du roi avec les magistrats et les bourgeois vêtus de robes bleues, avec des chaperons rouges, ou blancs et rouges... Puis le roi traversa les rues dans son pompeux appareil. Partout étaient des échafauds où l'on représentait des mystères, des fontaines qui répandaient du vin, des figures d'animaux, comme tigres, licornes, cerfs-volants, qui s'agenouillaient au passage du roi; partout on avait disposé de petits enfants pour crier *noël;* enfin rien n'avait été oublié pour orner ce grand triomphe. Les maisons étaient tendues de tapis et de belles draperies. On voyait aux fenêtres les dames et les riches bourgeois revêtus de leurs

plus beaux atours. On remarquait sur un balcon, auprès de la comtesse de Dunois, le lord Talbot, témoin de cette gloire du royaume de France, et ce n'était pas un des moindres ornements de la fête. Il était vêtu d'un chaperon violet et d'une robe de velours fourrée de martre, que le roi lui avait donnée lorsqu'il était venu lui présenter ses respects... Le roi se rendit à la cathédrale pour remercier Dieu et baiser les aintes reliques (1)... »

N° 71. BATAILLE DE FORMIGNY.—18 avril 1450.

Lafaye.—1837.

Deux mois après la prise de Rouen, les Anglais essuyèrent un échec qui, peut-être, fut plus sensible encore à leur fierté nationale : ils perdirent Harfleur, la premiere ville conquise par Henri V; et pour sauver Caen, avec ce qui leur restait de la basse Normandie, ils n'eurent plus que la ressource désespérée de hasarder une bataille.

Elle s'engagea entre Carentan et Bayeux, près du village de Formigny, auquel était adossée leur armée : un petit ruisseau coulait devant leur front de bataille, et sur ce ruisseau était un pont occupé par les Français. Sir Matthew Gough, vivement attaqué par le jeune comte de Clermont, l'avait repoussé avec vigueur, s'était emparé du pont, et, sans l'heureuse arrivée du connétable, c'en était fait de l'armée française. Mais ses compagnies, avec leur redoutable ordonnance, eurent bientôt fait rentrer les Anglais dans leurs retranchements, et tout son effort fut de les y forcer. Le combat fut vif et dura trois heures : au bout de ce temps les lignes anglaises furent rompues de trois côtés, et les Français y entrèrent victorieux avec un grand carnage. De six mille combattants, on en compta trois mille sept cents couchés sur le champ de bataille. Après cette défaite, Caen, Falaise et Cherbourg se firent encore assiéger; mais ce fut sans espoir, et pour le seul honneur de leurs armes, que les Anglais opposèrent ce reste d'inutile résistance : quatre mois après la journée de Formigny (1450), la Normandie était rentrée tout entière sous l'obéissance de Charles VII.

N° 72. ENTRÉE DES FRANÇAIS A BORDEAUX. 23 juin 1451.

Vinchon. —1837.

Après la Normandie ce fut la Guyenne, dernière province restée aux Anglais, qui leur fut enlevée. Là les cœurs n'étaient point français. On se souvenait encore de la longue antipathie qui avait séparé la France du midi de celle du nord, et les seigneurs surtout trouvaient bien mieux leur compte à la domination d'un prince étranger, dont l'éloignement même était une garantie pour leur indépendance, qu'à la suzeraineté plus voisine et bien autrement redoutable du chef de la monarchie française. Cependant telle était dès lors la prépondérance acquise à Charles VII par ses victoires, que son lieutenant, le comte de Dunois, n'eut presque qu'à montrer son armée en Guyenne pour réduire cette province. Bordeaux, après toutes les autres villes du duché, traita de sa soumission, mais en stipulant pour le maintien de ses anciennes libertés et s'assurant le bienfait d'une amnistie générale.

« Le 23 juin 1451 le comte de Dunois se présenta avec la brillante et nombreuse compagnie des seigneurs de France et des capitaines de son armée, devant les portes de Bordeaux. Le héraut de la ville commença par sommer trois fois à haute voix les Anglais de venir porter secours aux gens de Bordeaux. Nul ne comparaissant, les jurés de la ville, l'archevêque, son clergé et les principaux seigneurs du pays remirent les clefs au lieutenant général du roi... L'entrée fut brillante et solennelle : on y vit chacun à la tête de sa troupe, et dans le plus brillant équipage. Le sire de Pensach, sénéchal de Toulouse, capitaine des archers de l'avant-garde; les maréchaux de Loheac et de Culant, avec trois cents hommes d'armes; les comtes de Nevers, d'Armagnac, et le vicomte de Lautrec, de la maison de Foix, avec trois cents hommes de pied; les archers du comte du Maine, sous les sires de la Boessière et de la Rochefoucauld; puis chevauchaient trois des conseillers du roi, l'évêque de Langres, l'évêque d'Alais et l'archidiacre de Tours, avec plusieurs secrétaires du roi. Après marchaient Tristan l'Hermite, prévôt des maréchaux, et ses sergents: ensuite venaient le chancelier Juvénal, avec un manteau court de velours cramoisi par-dessus sa cuirasse; le sire de Xaintrailles, bailli de Berry, grand écuyer; le comte de Dunois, lieutenant général du roi; les comtes d'Angoulême et de Clermont, avec leurs armures blanches, accompagnés de leurs pages et de leurs serviteurs; les comtes de Vendôme et de Castres. Jacques de Chabannes, bailli de Bourbonnais, grand maître de la maison du roi, conduisait les quinze cents lances du corps de bataille, et Geoffroi de Saint-Belin, bailli de Chaumont, les hommes d'armes du comte du Maine. Enfin l'arrière-garde, dont Joachim Rouault était capitaine, était commandée par Abel Rouault, son frère. Tout ce superbe cortége, si nouveau pour les gens de Bordeaux, sujets du roi d'Angleterre depuis tant d'années, arriva jusqu'à la cathédrale. L'archevêque porta à baiser les saintes reliques au comte de Dunois et aux principaux seigneurs de France, puis ils entrèrent dans l'église. Après la messe, messire Olivier de Coetivi présenta au chancelier les lettres du roi qui le nommaient sénéchal de Guyenne, et prêta serment de loyalement garder et faire garder justice dans le duché et dans la ville. Les jurés et la bourgeoisie jurèrent aussi d'obéir désormais audit sénéchal, comme à la personne du roi. Ensuite les seigneurs du pays, les sires de Duras, de Rauzan, de Lesparre, de Montferrand et autres, prêtèrent serment et hommage entre les mains du chancelier, et promirent d'être bons et loyaux Français (1). »

N° 73. BATAILLE DE CASTILLON. 17 juillet 1453.

Larivière —1839.

Charles VII, maître de la Guyenne, voulut la gouverner comme le reste de la France. Mais cette uniformité blessait les priviléges de la province : *la taille des gendarmes* surtout excitait un mécontentement général. Après avoir inutilement porté au roi leurs doléances, les peuples n'eurent plus qu'à se jeter dans la révolte, et appelèrent les Anglais.

Lord Talbot, malgré ses quatre-vingts ans, prit le commandement de cette expédition, et débarqua dans le Médoc au mois d'octobre 1452. Bordeaux se souleva aussitôt en sa faveur, quelques villes l'imitèrent, et le reste de la province eût suivi, si de prompts renforts arrivés au comte de Clermont n'eussent arrêté l'entraînement de la révolte. Toutefois ce ne fut pas avant l'été de l'année suivante que l'armée royale put entrer en campagne. Charles VII la commandait luimême.

Il assiégeait Castillon, petite place située sur la Dordogne, qui devait lui livrer le cours de cette rivière, lorsque Talbot, cédant aux téméraires instances des gens de Bordeaux, sortit de cette ville et tomba à l'improviste sur les postes avancés

(1) *Histoire des ducs de Bourgogne*, liv. VIII.

(1) *Histoire des ducs de Bourgogne*, par M. le baron de Barante, t. VII, p. 324.

de l'armée française : en un instant il les eut délogés d'une abbaye qu'ils occupaient, et où il s'établit lui-même. Comme il y entendait la messe, on lui apporte la fausse nouvelle que les Français ont quitté leur camp et sont en pleine retraite. L'aventureux vieillard, enivré de son premier succès, n'attend pas de savoir la vérité, il la repousse même avec hauteur dans la bouche d'un de ses vieux compagnons d'armes, et, sortant brusquement de la chapelle, il se lance sur les retranchements ennemis et y fait planter son étendard. Mais là, au lieu d'une armée en fuite, il trouve pour le recevoir une artillerie formidable. En vain crie-t-il à sa gendarmerie de mettre pied à terre pour assaillir avec plus d'avantage les palissades du camp français; en vain appelle-t-il les Bretons pour appuyer de leur opiniâtre vaillance les Anglais qui reculent : un coup de coulevrine abat par terre le héros octogénaire, et sa chute entraîne le destin de la bataille. Lord Lisle, son fils, et trente autres seigneurs, la fleur de la jeunesse anglaise, se font tuer auprès de lui sans pouvoir détourner le coup fatal qui l'achève. Le combat n'est plus dès lors qu'un affreux carnage : lord Molines, lieutenant de Talbot, rend son épée, et les débris de l'armée anglaise se réfugient dans la forteresse de Castillon, qui le lendemain ouvre ses portes. Bordeaux, forcé de se rendre à son tour, paya sa révolte au prix d'une amende de cent mille écus d'or et de la perte de ses priviléges.

Calais et Guines furent alors les seules villes qui restèrent aux Anglais dans le royaume.

N° 74. DÉFENSE DE BEAUVAIS.—22 JUILLET 1472.

CIBOT. — 1837.

Quand Charles VII eut laissé à Louis XI la France délivrée des Anglais, toutes les forces de la monarchie durent naturellement se retourner contre cette puissante maison de Bourgogne, rameau détaché de la maison de France, qui menaçait de grandir au-dessus d'elle et de l'étouffer. Louis XI et Charles le Téméraire portèrent dans cette lutte acharnée la diversité de leur génie, l'un ce que la perfidie a de plus odieux, l'autre ce que la violence a de plus brutal.

Le duc de Guyenne, dont la faiblesse inquiète et tracassière faisait ombrage au roi son frère, venait de périr d'une mort subite. Le duc de Bourgogne prend avantage de ce crime, que la voix publique impute au roi, publie un manifeste où il le désigne comme fratricide à l'exécration de l'Europe, et fait marcher ses troupes sur la Normandie. Beauvais était sur son passage : il ne songeait point à l'assiéger; la ville elle-même, sans autre garnison que quelques hommes d'armes fugitifs arrivés de la veille, n'était point préparée à une attaque. Mais telle était l'horreur qu'inspiraient les cruautés des Bourguignons, qu'à la vue des premières lances du sire d'Esquerdes, les habitants embrassèrent la courageuse résolution de fermer leurs portes et de se défendre.

En effet, seuls et sans aucun secours, ils soutinrent le premier choc de cette puissante armée de Bourgogne et les premières colères de son redoutable chef. La châsse de sainte Angadresme, patronne de la ville, ayant été solennellement promenée, tous les habitants crurent à son assistance miraculeuse, et il n'y en eut aucun dont le cœur faiblît devant le danger. Les femmes surtout se distinguèrent par leur merveilleuse intrépidité. « Elles montaient sur la muraille pour apporter des traits, de la poudre et des munitions. Elles-mêmes roulaient de grosses pierres, et versaient l'eau chaude, la graisse fondue et l'huile bouillante sur les assiégeants. » Il y en eut une entre autres, nommée Jeanne Lainé, et que la tradition appelle Jeanne Hachette, qui, au plus fort de l'assaut, saisit, quoique sans armes, la bannière d'un Bourguignon, au moment où il allait la planter sur la muraille. Cette bannière a été longtemps conservée comme un trophée glorieux dans une des églises de la ville.

Cependant l'énergie de la vaillante population de Beauvais donna le temps au roi d'y envoyer du secours, et, après vingt-quatre jours de siége, après un sanglant et inutile assaut, Charles le Téméraire lâcha en frémissant sa proie, et se retira en marquant sa route par d'affreux ravages. Louis XI prodigua les récompenses à la ville de Beauvais, aux femmes en particulier, et parmi elles à Jeanne Hachette.

N° 75. LEVÉE DU SIÉGE DE RHODES.
19 AOUT 1480.

ED. ODIER. — 1839.

Mahomet II avait juré, sur les ruines de Négrepont (1470), d'anéantir l'ordre des chevaliers de Rhodes, et de tuer lui-même, de sa main, le grand maître. Ce ne fut toutefois qu'au bout de dix années qu'il put songer à accomplir ce redoutable serment.

L'an 1480, vers la fin du mois de mai, le grand vizir Misach Paléologue, renégat de l'ancienne famille des empereurs grecs, parut devant Rhodes avec une flotte qui, au rapport des contemporains, ne portait pas moins de cent mille hommes. La ville fut attaquée à la fois par terre et par mer : pendant trois mois la formidable artillerie de Mahomet II ne cessa pas de foudroyer ses murailles. Deux fois repoussés dans leurs assauts contre le fort Saint-Nicolas, les Turcs dirigèrent contre la basse ville et le quartier des Juifs une attaque plus forte et mieux concertée. Dès l'abord elle réussit. Le rempart est escaladé en silence, la garde endormie est égorgée, et le drapeau des infidèles arboré en signe de triomphe.

« C'en était fait de Rhodes, dit Vertot, sans un prompt secours; mais le grand maître, Pierre d'Aubusson, averti du péril que courait la place, fit déployer sur-le-champ le grand étendard de la religion, et, se tournant vers des chevaliers qu'il avait retenus auprès de lui pour marcher aux endroits qui seraient les plus pressés : « Allons, mes frères, leur dit-il avec une noble audace, combattre pour la foi et pour la défense de Rhodes, ou nous ensevelir sous ses ruines. » Il s'avance aussitôt à grands pas à la tête de ses chevaliers, et voit avec surprise deux mille cinq cents Turcs maîtres de la brèche, du rempart, de tout le terre-plein qui le bordait. Comme les maisons et les rues étaient bien plus basses, on ne pouvait aller à eux et monter sur le haut du rempart que par deux escaliers qu'on y avait pratiqués autrefois, mais qui étaient alors couverts des débris de la muraille. Le grand maître prend une échelle, l'appuie lui-même contre ce tas de pierres, et, sans s'étonner de celles que les ennemis jetaient sur lui, monte le premier, une demi-pique à la main; les chevaliers, à son exemple, les uns avec des échelles et d'autres en gravissant parmi ces décombres, tâchent de le suivre et de gagner le haut du rempart. »

La lutte fut terrible : le sang des chevaliers y coula à grands flots, et le grand maître lui-même fut deux fois renversé. Mais ni cette double chute, ni les sept blessures qu'il a reçues ne ralentissent son ardeur. La vue du sang qui ruisselle sur son armure ne fait qu'enflammer ses frères d'armes de la soif de la vengeance, et, après une mêlée épouvantable, les Turcs, subjugués par l'énergie surnaturelle de leurs ennemis, prennent la fuite. Cet assaut fut le dernier. Paléologue découragé se retira dans son camp, puis sur ses vaisseaux, et pendant que, couvert de confusion, il faisait voile vers le Bosphore, Pierre d'Aubusson allait dans l'église de Saint-Jean rendre grâce à Dieu de la victoire qu'il venait de remporter.

N° 76. ÉTATS GÉNÉRAUX DE TOURS.
15 JANVIER 1484.

(CHARLES VIII.)

ALAUX.—1837.

Louis XI en mourant avait laissé les affaires du royaume entre les mains de sa fille Anne, mariée au sire de Beaujeu, de la branche de Bourbon. Mais le jeune roi Charles VIII, âgé de plus de treize ans, était majeur d'après la fiction de la loi, et par suite l'autorité de la régente fut contestée. Les princes du sang, ayant à leur tête le duc d'Orléans, depuis Louis XII, se rassemblèrent à Amboise pour élever un gouvernement rival à côté de celui d'Anne de Beaujeu. Entre les deux partis prêts à se combattre, l'opinion publique invoqua les états généraux : la régente les convoqua à Tours pour le 15 janvier 1484. La grande salle de l'archevêché fut préparée pour les recevoir.

Voici la description du cérémonial de la séance d'ouverture, telle qu'elle nous a été laissée par un des députés qui siégeaient dans cette assemblée :

« La salle, en tout très-vaste, fut décorée de siéges et de tapis pour la circonstance présente.

» Dans la partie du fond était une estrade en bois, élevée d'environ quatre pieds au-dessus du carreau de la salle, longue de trente pieds, ce qui comprenait toute la largeur de cette salle, excepté à droite, où elle ne joignait pas la muraille, dont elle était séparée par une distance d'à peu près cinq pieds. Dans cet espace et sur le devant il y avait un escalier. Au milieu de l'estrade on avait placé le trône royal, orné d'une tenture de soie, parsemée de fleurs de lis : on y arrivait du plancher de cette estrade par cinq marches circulaires, assez basses et d'une montée facile. Auprès du trône, à gauche, on avait laissé une place vide dépourvue de siéges, propre à contenir cinq ou six personnes, où se tinrent debout le comte de Dunois, à la même hauteur que le roi, et à côté de Dunois le comte d'Albret; derrière eux et en suivant, le comte de Foix et le prince d'Orange (1). Au bas et à la droite du trône, sur la largeur de l'estrade, se voyait d'abord un fauteuil orné d'un tapis, où était assis le duc de Bourbon; puis en face de lui, mais le devant tourné à gauche, un second fauteuil destiné au chancelier, un peu moins haut cependant que le premier et rapproché davantage du bord. Derrière le fauteuil du duc de Bourbon se trouvait un banc qu'occupaient ensemble messires les cardinaux de Lyon et de Tours, les seigneurs de Gaure, de Vendôme et plusieurs autres. A gauche, auprès du trône, sur un banc placé de biais, siégeaient les ducs d'Orléans et d'Alençon, et les comtes d'Angoulême, de Beaujeu et de Bresse (2). Sur le dossier du banc avaient les coudes appuyés le comte de Tancarville et plusieurs princes. Une foule nombreuse d'autres seigneurs étaient debout dans l'étendue de l'estrade.

» Le parquet, ou plutôt le carreau d'en bas, était couvert de trois rangées de bancs, disposés latéralement au trône et des deux côtés de la salle. Au milieu avait été ménagé un espace libre assez large pour le passage. Derrière les bancs étaient des siéges nommés *fourmes*, mis encore par triple rang : mais à la tête des différentes rangées de bancs latérales, et vis-à-vis de l'estrade, il y avait des bancs séparés. Ceux de droite étaient les siéges réservés aux grands, comme on dit, de l'ordre royal, ceux de gauche aux prélats qui n'étaient pas de l'ordre des états. Tous ces siéges s'étendaient jusqu'à la porte et remplissaient entièrement le lieu. Seulement à l'entrée et vers l'extrémité une barrière interdisait l'abord de la salle aux gens non appelés.

(1) De la maison des comtes de Châlons.
(2) De la maison de Savoie.

» Il faut savoir que la partie la plus haute du parquet contenait pêle-mêle les siéges des sénéchaux, des baillis, des barons, des chevaliers, des conseillers, des secrétaires, dont chacun fut appelé par le greffier en proclamant sa dignité. Là prirent place aussi les prélats et les plus grands dignitaires des états. La partie inférieure appartenait au reste de la foule des députés.

» En face et en dehors de l'estrade une place avait été faite pour le greffier (1). »

(1) *Journal des Etats generaux de* 1484, par Jehan Masselin.

N° 77. MARIAGE DE CHARLES VIII ET D'ANNE DE BRETAGNE.—16 DÉCEMBRE 1491.

SAINT-ÈVRE.—1837.

François II, duc de Bretagne, étant mort sans enfants mâles, la couronne ducale était passée sur la tête d'Anne sa fille; et la main de cette princesse, héritière du dernier des grands fiefs de la monarchie qui eût gardé son indépendance, était devenue l'objet d'une ambitieuse rivalité. Le sire d'Albret avait affiché des prétentions que rien ne soutenait; Maximilien, roi des Romains, avait été plus heureux : il avait épousé la jeune duchesse par procuration, et déjà Anne prenait le titre de reine et se promettait celui d'impératrice. Mais à aucun prix le roi de France ne pouvait permettre un mariage qui laissait une des portes de ses états ouverte en tout temps à l'un de ses plus redoutables ennemis. Le conseil de Charles VIII résolut donc d'emporter, s'il le fallait, par la force, la main de la princesse, et de saisir cette occasion, unique peut-être, de réunir un si beau fief à la couronne. Des troupes entraient de tous côtés en Bretagne, Anne était assiégée dans Rennes; une commission mixte venait d'être nommée pour décider si c'était à elle ou au roi de France qu'appartenait le duché : elle comprit qu'il fallait céder. Elle traita secrètement avec le prince d'Orange, et « un beau jour Charles VIII, dit Molinet, étant allé accomplir un pèlerinage à Notre-Dame, près de Rennes, sa dévotion faite, il entra dans Rennes accompagné de cent hommes d'armes et de cinquante archers de sa garde, salua la duchesse et parlementa longtemps avec elle. Trois jours après se trouvèrent en une chapelle, où, en présence du duc d'Orléans, de la dame de Beaujeu, du prince d'Orange, du seigneur de Dunois, du chancelier de Bretagne et d'autres, le roi fiança ladite princesse. » Puis au bout de quinze jours, Anne de Bretagne vint joindre Charles VIII au château de Langeais en Touraine, et leur mariage fut célébré en présence de toute la cour, le 6 décembre 1491.

Anne, toujours Bretonne au fond du cœur, avait conclu cette union comme un traité de paix après la guerre : elle avait soigneusement réservé toutes les chances possibles en faveur de l'indépendance de son pays. Mais ses secondes noces avec Louis XII et le mariage de sa fille Claude avec François Ier consommèrent plus tard la réunion de la Bretagne au corps de la monarchie.

N° 77 *bis*. LE DUC D'ORLÉANS (LOUIS XII)
FORCE DON FRÉDÉRIC DE SE RETIRER, ET DÉBARQUE SES TROUPES A RAPALLO.—8 SEPTEMBRE 1494.

[illegible]

Charles VIII était entré en Italie pour réclamer l'héritage litigieux de la couronne des Deux-Siciles. Pendant qu'il débouchait avec son armée dans les plaines de la Lombardie, le duc d'Orléans, son cousin, avec une flotte génoise armée

par la France, faisait tête aux vaisseaux napolitains « que conduisoit dom Frédéric, frère d'Alphonse, roi des Deux-Siciles, et estoit à Ligorne (Livourne) et à Pise (car les Florentins tenaient encore pour eux), et avoient certain nombre de galées; et estoit avec luy messire Breto de Flisco, et autres Genevois, au moyen desquels ils espéroient faire tourner la ville de Gennes, et peu faillit qu'ils ne le fissent à la Specia et à Rapalo près de Gennes, où ils mirent en terre quelques mille hommes de leurs partisans: et de faict eussent faict ce qu'ils vouloient, si si-tost n'eussent été assaillis; mais en ce jour, ou le lendemain, dit Philippe de Comines, y arriva le duc Louis d'Orléans, avec quelques naves et bon nombre de galées, et une grosse galéace qui estoit mienne, que patronisoit un appelé messire Albert Mely, sur laquelle estoit ledict duc et les principaulx. En ladite galéace avoit grande artillerie et grosses pièces, car elle étoit puissante; et s'approcha si près de terre que l'artillerie desconfit presque les ennemis, qui jamais n'en avoient veu de semblable, et estoit chose nouvelle en Italie. Et descendirent en terre ceux qui estoient auxdits navires, et par terre venoient de Gennes, où estoit l'armée, un nombre de Suisses que menoit le baillif de Dijon, et aussi y avoit des gens du duc de Milan, que conduisoit le frère dudit Breto, appelé messire Jehan Louys de Flisco, et messire Jehan Adorne; mais ils ne furent point aux coups, et firent bien leur devoir, et gardèrent certain pas. En effet, dès que nos gens joignirent, les ennemis furent deffaits et en fuite. Cent ou six vingts en mourut, et huict ou dix furent prisonniers, entre les autres un appelé le Fourgousin (Jehan Frégose), fils du cardinal de Gennes (Paul Frégose). Ceux qui échappèrent furent tous mis en chemise par les gens du duc de Milan; et autre mal ne leur firent, et leur est ainsi de coustume. Je vis toutes les lettres qui en vindrent tant au roi qu'au duc de Milan; et ainsi fut cette armée de mer reboutée, qui depuis ne s'apparut si près (1). »

N° 78. ISABELLE D'ARAGON
IMPLORE CHARLES VIII EN FAVEUR DE SA FAMILLE.
14 OCTOBRE 1494.

TH. FRAGONARD (d'après le tableau d'ALLORI). — 1837.

A l'approche de Charles VIII la Lombardie avait ouvert toutes ses villes : c'était Louis Sforza, oncle et tuteur du jeune duc Jean Galeas, qui conduisait lui-même, comme par la main, le roi de France. Arrivé dans le château de Pavie, Charles VIII voulut voir son malheureux cousin, qui s'éteignait dans les langueurs d'une cruelle maladie. La présence de Louis le More, dont l'œil surveillait sa victime, empêcha les deux jeunes princes de se parler en liberté. « Charles VIII, dit Guichardin, se contenta d'exprimer à Galeas la peine que lui faisait son état, et de le consoler par l'espoir d'un prochain rétablissement. Mais, au fond du cœur, et le roi et ceux qui l'entouraient étaient émus de pitié en songeant au peu qu'avait à vivre l'infortuné jeune homme, condamné à périr par la perfidie de son oncle. Ce sentiment douloureux s'accrut encore par la présence de son épouse, Isabelle d'Aragon, qui, tremblant pour les jours de son mari et d'un enfant qu'elle avait de lui, en même temps qu'elle était effrayée du péril de son père et de toute sa famille, vint, à la face de tous, se jeter misérablement aux pieds du roi, en lui recommandant, avec des flots de larmes, et son père et toute sa maison. Le roi, touché de son âge et de sa beauté, en eut grande compassion Toutefois, ne pouvant sur un aussi léger motif suspendre une aussi grande expédition, il répondit qu'au point où en était l'entreprise il était obligé de la poursuivre (1). »

(1) *Mémoires de Philippe de Comines*, liv. VII, ch. VI

N° 79. ENTRÉE DE CHARLES VIII
DANS ACQUAPENDENTE. — 7 DÉCEMBRE 1494.

HOSTEIN (d'après le tableau de CHAUVIN). — 1837.

Charles VIII poursuivit sa marche sans que rien l'arrêtât, et franchit les frontières de la Toscane. Là, Pise attendait en lui son libérateur, et, malgré les ombrages du patriotisme florentin, Savonarole, qui l'appelait comme le *fléau de Dieu*, fit tomber devant lui les portes de sa patrie. Mais les villes de la campagne romaine ne semblaient pas lui promettre le même accueil. Le pape Alexandre VI, espagnol de naissance, était uni d'intérêt avec la maison d'Aragon, et avait interdit au roi de France, sous peine d'excommunication, l'entrée des États de l'église. Cependant, le 7 décembre 1494, Charles VIII était sous les murs d'Acquapendente, la première ville des états pontificaux à la frontière de Toscane. Il n'y trouva point de garnison ennemie, mais bien le clergé tout entier, qui sortit à sa rencontre en grand appareil, avec la croix, les reliques et le saint-sacrement. Il put s'assurer alors que, malgré les menaces d'Alexandre VI, il traverserait la campagne romaine, comme le reste de l'Italie, dans toute la tranquillité d'une marche triomphale.

N° 80. ENTRÉE DE CHARLES VIII A NAPLES.
12 MAI 1495.

FÉRON.—1836.

Après plus d'un mois perdu à Rome dans de trompeuses négociations, Charles VIII met enfin son armée en mouvement vers Naples. Au seul bruit de son approche, une révolution venait de s'y accomplir : le roi Alphonse II, accablé sous le poids de l'exécration publique, avait renoncé à défendre son royaume, et s'était réfugié dans un couvent de la Sicile. Le jeune et héroïque Ferdinand, son fils, ne lui succéda que pour se voir lâchement abandonné à San-Germano, où il attendait l'ennemi : à peine, au milieu des trahisons qui l'entouraient, put-il, en toute hâte, se sauver dans l'île d'Ischia.

Charles VIII ne marche plus dès lors comme un guerrier dans le menaçant appareil de la conquête; c'est un roi longtemps attendu par ses peuples et rendu enfin à leur amour. Naples l'appelle, et s'est pour ainsi dire précipitée tout entière à sa rencontre. Il y entre avec l'éclatant cortége de son armée, au milieu des acclamations d'une foule enivrée par la nouveauté des événements et par la magnificence du spectacle. Les seigneurs du parti angevin, jetés dans les cachots par l'ombrageuse tyrannie d'Alphonse, en sont tirés, et viennent avec l'enthousiasme de la joie et de la reconnaissance baiser les mains et les pieds du jeune monarque. C'est ensuite le clergé qui, à la porte de la cathédrale, lui offre la couronne du royaume portée par deux enfants ailés, figurant deux anges. Charles, en la recevant, jure de défendre la religion envers et contre tous; puis il se rend au palais, où les grands du royaume lui remettent le sceptre, et prêtent entre ses mains leur serment de foi et hommage.

Charles VIII et sa jeune noblesse ne surent pas recueillir les fruits de cette belle journée : ils jouirent de leur conquête avec une folle insouciance au lieu de s'y affermir, et Naples fut perdue presque aussi vite qu'elle avait été gagnée.

(1) Guicciardini, *Storia d'Italia*, lib. I

N° 81. BATAILLE DE SÉMINARA. — 24 JUIN 1495.

FÉRON — 1837.

Pendant que Charles VIII s'endormait à Naples au milieu des fêtes, un orage menaçant se formait derrière lui. Le pape, le roi d'Espagne et le roi des Romains, le duc de Milan et la république de Venise se liguaient pour chasser les Français de l'Italie. Longtemps Charles accueillit avec incrédulité les avertissements répétés du sage Comines; il fallut se rendre enfin à l'évidence, et abandonner le séjour enchanté de Naples, en même temps que les beaux rêves de la conquête de l'Orient. Une moitié de l'armée française, sous les ordres du duc de Montpensier, reste à Naples pour garder le royaume; l'autre, commandée par le roi, reprend le chemin de la France. Mais à peine Charles VIII avait-il tourné le dos à sa conquête, que déjà le jeune roi détrôné, Ferdinand II, s'apprêtait à rentrer dans ses états les armes à la main. Débarqué à Reggio avec Gonzalve de Cordoue, il pénétra sans coup férir au cœur de la Calabre, et s'avança vers Séminara, où il surprit et fit prisonnier un petit corps de troupes françaises. Mais le sire d'Aubigny, qui commandait dans cette province, marcha rapidement à la rencontre de l'ennemi pour arrêter ses progrès, et lui présenta la bataille. Le prudent Gonzalve ne voulait point l'accepter, mais Ferdinand fut contraint de céder à l'ardeur impétueuse de ses barons, qui comptaient sur le nombre comme sur une garantie assurée de la victoire. Leur illusion fut courte : dès le commencement de l'action, la cavalerie espagnole, chargée par les gendarmes français, fit une évolution en arrière pour revenir ensuite à la charge, selon l'usage des Mores, avec qui elle était accoutumée à combattre. L'infanterie napolitaine prit cette mesure pour le signal de la fuite, et se débanda. Ferdinand essaya en vain de la rallier : il faillit tomber aux mains de l'ennemi, et ne dut son salut qu'à l'héroïque dévouement de Jean d'Altavilla, l'un de ses gentilshommes. Cette victoire laissa pour quelques mois de plus le royaume de Naples aux mains des Français.

N° 82. BATAILLE DE FORNOUE. — 6 JUILLET 1495.

ADOLPHE BRUNE. — 1837.

Pendant ce temps Charles VIII traversait toute l'Italie pour retourner dans son royaume. Cette retraite fut pleine de fatigues et de périls : l'histoire a conservé le souvenir de la patiente énergie avec laquelle les Suisses traînèrent à bras, à travers l'Apennin, cette pesante artillerie, naguère la terreur des Italiens. Mais, après un si prodigieux effort, tout ce qu'on avait gagné c'était de se trouver aux portes de la Lombardie, en face d'un ennemi de beaucoup supérieur. Charles demande le passage; on le lui refuse, et alors s'engage sur la rive droite du Taro, dans le bassin de Fornovo, une bataille à jamais glorieuse pour les armes françaises.

L'armée des confédérés, au nombre de quarante mille hommes, était réunie sous les ordres de François de Gonzague, marquis de Mantoue, l'un des *condottieri* les plus renommés de l'Italie. Neuf mille Français, excédés de fatigues, n'hésitèrent pas à chercher un passage à travers cette masse épaisse d'hommes et de chevaux. La tactique italienne, appuyée du nombre, eut beau déployer toutes ses ressources, la *furie française*, à laquelle rien ne pouvait résister, l'emporta. En vain Gonzague, par une manœuvre habile, s'était flatté de couper l'arrière-garde; Charles VIII déconcerte à coups d'épée ses calculs, et a bientôt dégagé les siens par une charge victorieuse. Les Stradiotes, milice albanaise à la solde de Venise, qui devaient appuyer le mouvement du marquis de Mantoue, oublient le combat pour se jeter en pillards sur les bagages; et le comte de Caiazzo, au lieu d'attaquer de front la gendarmerie française, dès qu'il est en face d'elle, tourne bride sans rompre une lance. Le massacre des Italiens fut épouvantable; jamais ils n'avaient connu une pareille guerre. Les Français eux-mêmes restèrent un moment comme étonnés de leur victoire, et hésitèrent à poursuivre leur marche, tant il leur semblait incroyable qu'une si puissante armée se fût à si peu de frais dissipée devant eux.

N° 83. CLÉMENCE DE LOUIS XII. — AVRIL 1498.

GASSIES. — 1824.

Louis XII, à la tête du parti des princes, avait troublé de ses prétentions ambitieuses la minorité de Charles VIII. Vaincu à la bataille de Saint-Aubin-du-Cormier par le sire de la Trémoille, il était tombé prisonnier entre ses mains, et avait expié ses rêves de domination par une captivité de trois années.

Lorsque la couronne passa sur la tête de ce prince, en 1498, tous ceux qui avaient servi contre lui le roi son prédécesseur occupaient les plus hauts emplois à la cour; la Trémoille, entre autres, avait l'office de premier chambellan. « Le roi le manda de son propre mouvement, le confirma en tous ses états, offices, pensions et bienfaits, le priant de lui être aussi loyal qu'à son prédécesseur, avec promesse de meilleure récompense (1). » A ce noble traitement Louis XII ajouta cette parole si belle et si connue : « Le roi de France ne venge pas les injures du duc d'Orléans. » Il traita avec la même générosité les autres courtisans, à qui leur dévouement pour Charles VIII faisait redouter son inimitié; il leur annonça qu'aucun d'eux ne serait privé de ses emplois et de ses honneurs.

N° 84. BAYARD SUR LE PONT DE CARIGLIANO. DÉCEMBRE 1503.

LARIVIÈRE. — 1837.

Les Français faisaient un dernier effort pour reconquérir le royaume de Naples, enlevé à Louis XII par la perfidie de Ferdinand le Catholique et l'habileté guerrière de Gonzalve de Cordoue. Les armées, en face l'une de l'autre, couvraient les deux rives de Garigliano, dans l'attente d'une action décisive; c'étaient chaque jour de nouvelles escarmouches entre les chevaliers des deux nations. Ce fut dans l'une de ces rencontres que Bayard se signala par un fait d'armes si merveilleux que l'on se refuserait d'y croire s'il n'était attesté par le naïf témoignage de son écuyer, historien fidèle de sa vie.

Un parti de cavalerie espagnole s'avançait à la dérobée pour surprendre le camp français. Bayard, dont l'œil était toujours ouvert, s'en aperçut. « Si commencea à dire à l'escuyer Basco, son compaignon : — Monseigneur l'escuyer, mon amy, allez vistement querir de noz genz pour garder ce pont, ou nous sommes tous perduz; ce pendant je mettray peine de les amuser jusques à votre venue : mais bastezvous. » Ce qu'il fist. Et le bon chevalier, la lance au poing, s'en va au bout dudit pont, où de l'austre costez estoient desjà les Espaignolz prestz à passer; mais comme lyon furieux va mettre sa lance en arrest, et donna en la troppe, qui desjà étoit sur ledit pont. De sorte que trois ou quatre se vont esbranler, desquelz en cheut deux dans l'eaue, qui oncques puis n'en relevèrent, car la rivière estoit large et profonde. Cela fait, on luy tailla beaucoup d'affaires; car si durement fut assailly, que sans trop grande chevalerie n'eust sceu résister : mais comme ung tigre eschauffé s'acula à la barrière du pont, à ce qu'ilz ne gaignassent le derrière, et à coups d'espée se deffendit si très-bien que les Espaignolz ne

(1) *Mémoires de la Trémoille*, ch. VII, p. 158.

sçavoient que dire, et ne cuydoient point que ce feust un homme, mais ung ennemy (un diable). Brief, tant bien et si longuement se maintint que l'escuyer le Basco, son compaignon, luy amena assez noble secours, comme de cent hommes d'armes; lesquelz arrivez firent auxdits Espaignolz habandonner de tout le pont, et les chasserent un grand mille de là (1). »

N° 85. ÉTATS GÉNÉRAUX DE TOURS.—14 MAI 1506.

LOUIS XII.)

BEZARD (d'après un plafond du Louvre peint par DROLLING). — 1836.

Louis XII avait convoqué les états généraux à Tours, pour le 10 mai 1506. Le 14 du même mois, dit M. de Sismondi, « il reçut les députés dans la grande salle du château de Plessis-lez-Tours. Il avait à sa droite les cardinaux d'Amboise et de Narbonne, le chancelier et beaucoup de prélats; à sa gauche, François, comte d'Angoulême, à qui il avait donné le titre de duc de Valois, les princes du sang, les plus grands seigneurs du royaume, le président du parlement de Paris et quelques-uns de ses conseillers. Thomas Bricot, chanoine de Notre-Dame et premier député de Paris, porta la parole : il remercia le roi d'avoir réprimé la licence des gens de guerre, en sorte qu'il n'y en avait plus de si hardi que de rien prendre sans payer; d'avoir abandonné à son peuple le quart des tailles; d'avoir enfin réformé la justice dans son royaume et appointé partout de bons juges, tant à la cour du parlement de Paris que dans les tribunaux inférieurs. « Pour toutes ces causes, dit-il, il devait être appelé le roi Louis XIIe, père du peuple. » Ce surnom, qui répondait aux sentiments de toute l'assemblée, fut reçu avec acclamation; le roi lui-même fut si touché qu'on le vit répandre des larmes. »

Bricot, interprète du vœu national, s'agenouilla ensuite devant le roi, avec tous les députés, pour le supplier de donner en mariage sa fille, Claude de France, au duc de Valois, qui régna après lui sous le nom de François Ier. »

N° 85 *bis*. ENTRÉE DE LOUIS XII A GÊNES. 29 AVRIL 1507.

A. SCHEFFER. — 1839.

Gênes, incapable de garder son orageuse liberté, s'était mise sous la protection des ducs de Milan; et, comme tout l'héritage des Sforza, elle était passée depuis huit ans aux mains de Louis XII. Mais, sous la loi même d'un maître étranger, les vieilles haines du peuple et de la noblesse, qui jadis avaient mis en feu la république, fermentaient encore, et les lieutenants du roi de France, fidèles à leur titre de gentilshommes, n'étaient pas juges impartiaux de la querelle. Il en arriva que le peuple, animé d'une égale fureur contre les nobles et les Français, les chassa en même temps de Gênes, choisit un doge dans ses rangs, et s'efforça de placer son indépendance reconquise sous la sauvegarde du pape Jules II et de l'empereur Maximilien. Mais l'un et l'autre ne prêtèrent aux Génois que le secours d'une impuissante médiation, et Louis XII avançait avec une armée. Paul de Novi, digne du titre de doge par ses talents et par son courage, mit tout en œuvre pour défendre sa patrie; mais le cœur faillit aux Génois, et ils n'osèrent point affronter jusqu'au bout la colère du roi de France. La ville fut rendue à discrétion. Le 29 avril 1507 Louis XII fit son entrée dans Gênes, à cheval, armé de toutes pièces et l'épée nue à la main. Les magistrats, qui étaient sortis à sa rencontre, se jetèrent à ses genoux, le conjurant de pardonner à leur ville une rébellion qui n'était point dirigée contre lui. A leurs prières se joignirent celles d'une foule immense de femmes et d'enfants qui tendaient au roi, en suppliants, des branches d'olivier. Louis XII voulait effrayer Gênes et non la ruiner; il écouta donc les nobles inspirations de la pitié, et pardonna à la ville rebelle. Toutefois les chefs de la révolte furent exceptés de ce pardon, le peuple perdit les anciens priviléges de sa constitution républicaine, et une forteresse inexpugnable, qui prit le nom de *bride de Gênes*, s'éleva en haut de la *Lanterne*, pour comprimer à l'avenir la turbulence de l'esprit démocratique.

(1) *Histoire du bon chevalier sans paour et sans reprouche*, ch. XXIV.

N° 86. BATAILLE D'AGNADEL.—14 MAI 1509.

JOLLIVET. — 1837.

Louis XII, irrité contre Venise, son ancienne alliée, s'était uni à l'empereur Maximilien, au roi d'Angleterre et au roi d'Espagne, pour humilier cette orgueilleuse république. Le pape Jules II, quoique jaloux avant tout de *chasser d'Italie les barbares*, avait accédé à cette alliance pour faire plier sous son ascendant la puissance vénitienne, et la tourner ensuite avec le reste des forces de l'Italie contre les Français et les Allemands. La ligue de Cambrai avait été conclue (1509), et une bulle d'excommunication lancée contre le doge et la république était venue en aide aux armes françaises.

Louis XII, en effet, était entré le premier en campagne : il avait passé l'Adda à Cassano sans rencontrer d'obstacle, et menaçait de séparer les Vénitiens de leurs magasins de Crême et de Crémone. L'Alviane et Pitigliano se mettent alors en mouvement pour chercher auprès de Crême une plus sûre position. Mais, dans leur marche simultanée, les deux armées se rencontrent fortuitement, et le combat s'engage. L'Alviane veut rappeler à lui son collègue, qui l'a devancé, mais celui-ci se refuse à courir les risques d'une bataille que le sénat a ordonné d'éviter, et le laisse seul contre toute l'armée française. Ce fut la vaillante infanterie des *Brisighella*, naguère formée en Romagne, et que distinguaient ses casaques à moitié rouges et blanches, qui soutint seule tout l'effort de la bataille. Ces braves gens, encouragés par l'intrépidité de leur chef, se firent tuer presque jusqu'au dernier : on en compta six mille couchés par terre. Vingt canons tombèrent aux mains des Français, et l'Alviane, blessé au visage, fut amené prisonnier devant Louis XII. La bataille d'Agnadel porta un coup terrible à la puissance de Venise, mais sans assurer au roi de France les conquêtes qu'il était venu chercher : d'autres mains que les siennes devaient recueillir les fruits de sa victoire.

N° 87. PRISE DE BOLOGNE.—21 MAI 1511.

LARIVIÈRE et NAIGEON. — 1837.

A peine Jules II eut-il obtenu de Venise ce qu'il réclamait d'elle, qu'il s'empressa de la réconcilier avec l'Église et de s'allier avec elle contre les Français. Ferdinand le Catholique, Henri VIII et l'empereur Maximilien entrèrent dans cette nouvelle alliance; et Louis XII, naguère le chef de la ligue de Cambrai, la vit alors, sous le nom de *sainte ligue*, tournée contre lui tout entière.

L'âme de cette guerre, c'était le pape avec ses passions ardentes et irréconciliables. Il était venu s'établir à Bologne, reconquise sur la famille de Bentivoglio, et de là il poussait impétueusement toutes les forces de l'Italie contre le duc de Ferrare, allié de la France. C'est alors qu'on le vit entrer par la brèche dans les murs de la Mirandole, qu'au cœur de l'hiver il avait emportée d'assaut. Mais, après quelques pieuses hésitations de conscience, Louis XII s'était décidé à

traiter en ennemi le chef de l'Église; et le maréchal de Trivulce, libre d'agir, s'avança, par une manœuvre hardie, sur Bologne. Jules II, à son approche, fuit en toute hâte vers Ravenne, pour y trouver un plus sûr asile, et laisse son neveu, le duc d'Urbin, en face des Français. Le courage manqua à ce capitaine et à ses soldats, comme il avait manqué au pontife. Ils furent en un instant dispersés par l'armée française, et tel fut l'entraînement de la déroute, qu'il ne resta aux mains du vainqueur que l'artillerie et les bagages. Cette victoire, dont le principal trophée furent des bêtes de somme, reçut des Français le nom dérisoire de *journée des âniers*. Elle rendit Bologne aux Bentivoglio. La haine populaire s'exerça contre la statue en bronze de Jules II, œuvre colossale de Michel-Ange. On la jeta à bas, et elle servit à fondre deux canons, qui, au bout de six jours, étaient tournés par le peuple contre la citadelle.

N° 88. PRISE DE BRESCIA PAR GASTON DE FOIX. 19 FÉVRIER 1512.

LARIVIÈRE.—1837.

La prise de Bologne fut suivie de quelques succès qui ne coûtèrent guère plus aux armes françaises. Mais Raymond de Cardonne ne tarda pas à amener au pape les secours de l'Espagne, et la lutte devint pour Louis XII bien autrement redoutable. C'est alors qu'il envoya en Italie son jeune neveu, Gaston de Foix, le plus impétueux capitaine qui eût paru jusqu'alors au delà des monts. Gaston commença par gagner ou intimider les Suisses, que Jules II avait appelés à son aide, et il les fit rentrer dans leurs montagnes. Le 7 février, il sauve Bologne assiégée, en y entrant à la faveur de la neige et de l'ouragan. Le 18, il était devant Brescia, où le comte Avogaro venait de relever l'étendard de Venise; le 19, il avait forcé cette ville, et la livrait aux impitoyables vengeances de son armée.

Dans le terrible assaut qui emporta cette place Gaston de Foix paya de sa personne comme le plus simple chevalier, et on le vit « oster ses souliers et se mettre en eschapin de chausse pour escalader la muraille. » Mais ce fut à Bayard qu'appartint la palme du courage pendant le combat, comme celle de la générosité après la victoire.

« Les François, raconte son écuyer, qui a écrit son histoire, cryoient : *France! France!* ceulx de la compaignie du bon chevalier cryoient : *Bayard! Bayard!* Les ennemis cryoient : *Marco! Marco!*... Mais s'ils avoient grant cœur de deffendre, les François l'avoyent cent fois plus grant pour entrer dedans, et vont livrer ung assault merveilleux par lequel ils repoussèrent un peu les Vénitiens. Quoy voyant le bon chevalier commencea à dire : « Dedans! dedans, compaignons! ils sont nostres. Marchez; tout est deffait. » Lui-même entra le premier, et passa le rempart, et après lui plus de mille, de sorte qu'ils gaignèrent le premier fort; et y en demoura de tous les côtés, mais peu du François. Le bon chevalier eut un coup dedans le hault de la cuysse, et entra si avant que le bout rompit, et demoura le fer et ung bout du fust dedans. Bien cuyda estre frappé à mort de la douleur qu'il sentit; si commencea à dire au seigneur de Molart : « Compaignon, faites marcher vos gens; la ville est gaignée demy; je ne saurois tirer oultre, car je suis mort. » Le sang lui couloit en habondance. Si lui fust force de mourir sans confession, ou se retirer hors de la foule avecques deux de ses archiers, lesquels lui estanchèrent au mieulx qu'ils peurent sa playe avecques leurs chemises, qu'ils descirèrent et coupèrent pour ce faire (1). »

(1) *Histoire du bon chevalier sans paour et sans reprouche.*

N° 89. BATAILLE DE RAVENNE.—11 AVRIL 1512.

ARY SCHEFFER.—1839.

Raymond de Cardonne avait reculé devant l'impétuosité de Gaston de Foix. Il voulait à tout prix éviter la bataille, attendant le moment où l'édit de Maximilien, qui rappelait les lansquenets, éclaircirait les rangs de l'armée française. Mais Gaston, en menaçant l'importante ville de Ravenne, le contraignit à en venir aux mains pour la sauver.

Les premiers succès de la journée furent pour les Espagnols, dont l'artillerie ravageait les rangs de l'infanterie ennemie, pendant que la leur, couchée sur le ventre, ne souffrait aucune perte. Cette habile disposition était l'œuvre de Pietro Navarro, dont les inventions perfectionnèrent beaucoup alors l'art militaire. Mais le chef de la gendarmerie italienne, Fabrizio Colonna, impatient de voir ses cavaliers exposés seuls à tout le feu des batteries françaises, fit un mouvement en avant, que Navarro fut forcé de suivre avec ses fantassins. L'impétuosité redoutable des gendarmes français reprit par là tous ses avantages. En un instant la cavalerie espagnole fut rompue et dispersée, et l'infanterie elle-même, qui avait déjà entamé le corps de lansquenets, rudement chargée, céda le champ de bataille. Cependant elle se retirait en bon ordre, et Gaston de Foix, irrité du massacre qu'elle avait fait des siens et de l'opiniâtre résistance qu'elle lui opposait encore, ordonne contre elle une dernière charge. Il est blessé et renversé de cheval, et un soldat espagnol lui traverse le corps de son épée. L'honneur de la journée n'en resta pas moins aux Français, mais trop chèrement acheté par la perte du héros qui seul pouvait alors soutenir et faire triompher leur cause en Italie.

N° 89 *bis*. VICTOIRE DES FRANÇAIS SUR LA FLOTTE ANGLAISE DEVANT BREST. 25 AVRIL 1513.

GUDIN.—1839.

N° 89 *ter*. COMBAT DE LA CORDELIÈRE ET DE LA RÉGENTE DEVANT SAINT-MATHIEU. 10 AOUT 1513.

GUDIN.—1839.

Pendant que l'Italie était le théâtre de ces sanglantes guerres, Henri VIII, entré dans la *sainte ligue* contre la France, préparait une descente sur les côtes du royaume. Louis XII, pour écarter ce danger, fit, selon le récit de du Bellay, « passer par le détroit de Gibraltar quatre galères sous la charge du capitaine Prégent, pour résister aux incursions que faisoient les Anglois sur la mer de Ponant, le long des costes de Normandie et Bretaigne; l'amiral d'Angleterre, lequel avoit donné la chasse aux galères dudit Prégent, jusque près de Brest, fut combattu par lesdites galères, et fut blessé ledit amiral, qui mourut peu de jours après. De rechef, devant Saint-Mathieu en Bretaigne, le jour de Saint-Laurent, fut combattu par quatre-vingts navires angloises contre vingt bretonnes et normandes, et estant le vent pour nous et contraire aux Anglois, fut combattu en pareille force : et entre autres le capitaine Primauguet, Breton, capitaine de *la Cordelière*, navire surpassant les autres en grandeur, que la royne Anne avoit fait construire et équipper, se voyant investy de dix ou douze navires d'Angleterre, et ne voyant moyen de se développer, voulut vendre sa mort; car ayant attaché *la Régente* d'Angleterre, qui estoit la principale nef des Anglois, jeta feu, de sorte

que *la Cordelière* et *la Régente* furent bruslées, et tous les hommes perdus, tant d'une part que de l'autre (1). »

N° 89 *quater*. CHAPITRE GÉNÉRAL DE L'ORDRE DE SAINT-JEAN, A RHODES, CONVOQUÉ PAR LE GRAND MAITRE FABRICE CARETTE. — 1514.

JACQUAND. — 1839.

Le sultan Sélim, conquérant de la Syrie, de l'Arabie et de l'Égypte, ne voyait plus en Orient d'autre obstacle à sa puissance que la petite île de Rhodes et les chevaliers qui l'occupaient. Tous ses projets se tournèrent de ce côté. C'est alors que Fabrice Carette (Fabrizio Caretto, d'une illustre famille romaine) fut élevé à la grande maîtrise de l'ordre de Saint-Jean. Réparer les ruines entassées pendant le siége que la ville avait soutenu trente-trois ans auparavant, relever et agrandir les fortifications, rappeler tous les chevaliers dispersés dans les commanderies d'Europe, lever de l'argent et des troupes, enfin faire tête par tous les moyens possibles à l'orage qui allait fondre sur Rhodes, tel était le premier devoir du grand maître, telle fut sa première pensée, et, pour l'accomplir, presque au lendemain de son élection il convoqua le chapitre général de l'ordre.

Les ressources qu'il demandait lui furent toutes accordées, et Rhodes, sortie de ses ruines, fut en état de soutenir l'effort de la puissance ottomane. Mais ce n'était point à Fabrice Carette qu'il était réservé de défendre cette ville, non plus qu'à Sélim de l'attaquer. L'un et l'autre légua cette redoutable tâche à son successeur.

N° 90. FRANÇOIS Ier TRAVERSE LES ALPES. 10 AOUT 1515.

MONSIAU. — 1816.

François Ier, à peine monté sur le trône, songea à reconquérir le duché de Milan, où régnait Maximilien Sforza, sous la protection des hallebardes suisses. Il eut bientôt ramassé une armée, composée de l'élite de la gendarmerie française, en même temps que d'une puissante infanterie de lansquenets et de Gascons, pendant que ses envoyés resserraient avec le sénat de Venise cette vieille alliance, commandée par la politique, que Louis XII lui-même avait fini par renouer, après l'avoir rompue dans une vaine fantaisie de conquête. François se rendit alors à Grenoble, et, pour descendre sur les terres de son allié, le marquis de Saluces, s'engagea, à gauche du mont Genèvre, entre Barcelonnette et l'Argentière, par un sentier des Alpes que jamais grande armée n'avait encore franchi.

On était au 10 août, et il ne restait plus de neige dans les gorges des montagnes, mais le moindre retard dans ces lieux déserts eût fait périr l'armée faute de vivres. La sagesse du vieux maréchal de Trivulce et l'intrépidité française triomphèrent de tous les obstacles : on fit sauter des rochers, on jeta des ponts sur l'abîme, on construisit des galeries en bois le long des pentes les plus escarpées, et toute cette pesante cavalerie, avec soixante et douze pièces de grosse artillerie et les bagages, arriva le cinquième jour dans les plaines du marquisat de Saluces.

N° 91. FRANÇOIS Ier LA VEILLE DE LA BATAILLE DE MARIGNAN. — 13 SEPTEMBRE 1515.

MILLARD. — 1817.

On négocia d'abord avec les Suisses, et François Ier s'efforça par tous les moyens de les faire rentrer dans son alliance. Mais une seconde armée de ces montagnards venait de descendre en Italie, demandant impatiemment la guerre et le pillage, et le cardinal de Sion, en s'appuyant sur ces nouveaux venus, eut bientôt ramené les autres sous la bannière de Sforza. « Prenez vos piques, leur criait-il; battez vos tambours, et marchons sans perdre de temps pour assouvir notre haine sur ces Français et nous abreuver de leur sang. (1). »

A ce cri de guerre, les Suisses, au nombre de trente-cinq mille, s'ébranlent et sortent de Milan, pour aller au-devant du roi de France, dont les quartiers touchaient presque aux murs de cette capitale. C'était une mauvaise position que celle des troupes françaises en avant de Marignan, à San-Donato et Sainte-Brigitte; mais on ne s'attendait pas à y être attaqué. Aussi les Suisses, arrivés au déclin du jour, commencèrent par tout renverser devant eux. Ni les coups d'une batterie dirigée par le fameux Pietro Navarro, passé au service de France, ni les charges impétueuses de la gendarmerie ne les arrêtèrent; et, après quatre heures de combat, à la lumière de la lune, tout ce que purent gagner les Français fut de se replier sur une meilleure position, et de relever leurs batteries, en attendant le jour. C'est alors que, selon le langage de Martin du Bellay, « coucha le roi toute la nuist, armé de toutes ses pièces, hormis son habillement de teste, sur l'affust d'un canon. Et demanda à boire, ledit seigneur, ajoute Fleuranges dans ses Mémoires, car il étoit fort altéré; et y eut un piéton qui lui alla querir de l'eau qui étoit toute pleine de sang (2)... »

N° 92. BATAILLE DE MARIGNAN. 14 SEPTEMBRE 1515.

FRAGONARD. — 1836.

Le lendemain, dès la pointe du jour, les Suisses revinrent à la charge avec plus de fureur que la veille; mais les Français étaient mieux préparés à les recevoir, et ce fut en vain qu'ils assaillirent chacune des entrées du camp l'une après l'autre. Tous leurs efforts pour s'emparer de l'artillerie qui éclaircissait leurs rangs étaient inutiles; la cavalerie ne cessait de charger sur leurs flancs, et déjà ils commençaient à chanceler, lorsque retentit le cri de guerre des Vénitiens. *Saint Marc! saint Marc!* et que parut l'Alviane avec une faible avant-garde, qui fut prise pour toute son armée. Les Suisses n'osèrent pas l'attendre, et se replièrent en bon ordre vers Milan. Plus de douze mille d'entre eux, mais aussi plus de six mille Français, étaient couchés sur le champ de bataille. Ainsi finit la fameuse journée de Marignan, ce *combat de géants*, comme l'appelait le vieux maréchal de Trivulce, qui avait assisté à dix-huit batailles rangées.

N° 93. FRANÇOIS Ier ARMÉ CHEVALIER PAR BAYARD. — 14 SEPTEMBRE 1515.

FRAGONARD. — 1837.

« Le soir du vendredi, auquel finit la bataille à l'honneur du roi de France, fut joie démenée parmi le camp, et en parla-t-on en plusieurs manières, et s'en trouva de mieux fesans les uns que les autres. Mais sur tous fut trouvé que le bon chevalier (Bayard), par toutes les deux journées, s'étoit montré tel qu'il avoit accoutumé en autres lieux où il étoit en pareil cas. Le roi le voulut grandement honorer, car il prit l'ordre de chevalerie de sa main. Il avoit bien raison, car

(1) *Du Bellay*, liv. I, p. 19.

(1) Guicciardini, *Storia d'Italia*, lib. XII.
(2) *Ibid.*

de meilleure ne l'eut sçu faire (1). » François I[er] conféra à son tour le même honneur au brave Fleuranges.

N° 94. ENTREVUE DU CAMP DU DRAP D'OR. 7 JUIN 1520.

DEBAY fils. — 1837.

Une rivalité inévitable devait éclater entre François I[er] et Charles-Quint, depuis que le choix des électeurs avait mis sur la tête du dernier la couronne impériale. Cependant l'un et l'autre, dans l'attente de la lutte qui allait s'ouvrir, s'efforçaient de gagner l'alliance du roi d'Angleterre. « Qui je défends est maître, » disait Henri VIII; et les empressements des deux monarques rivaux témoignaient combien il y avait de vérité dans cette orgueilleuse devise qu'il avait inscrite dans ses armes.

François I[er] se flatta qu'il lui suffirait d'une entrevue avec le roi d'Angleterre pour en faire son ami. Mais, dans son imprudence chevaleresque, il n'imagina rien de mieux pour le gagner à ses intérêts que de rivaliser avec lui de magnificence. Alors eut lieu entre les deux petites villes d'Ardres et de Guines la fameuse entrevue du *camp du drap d'or*.

« Avoit fait le roi de France, dit le maréchal de Fleuranges dans ses Mémoires, les plus belles tentes qui furent jamais vues et le plus grand nombre, et les principales étoient de drap d'or frisé dedans et dehors, tant chambres que salles et galeries, et tout plein d'autres draps d'or ras et toiles d'or et d'argent. Et avoit dessus lesdites tentes force devises et pommes d'or, et quand elles étoient tendues au soleil il les faisoit beau voir. Et y avoit sur celle du roi un saint Michel tout d'or, afin qu'elle fût cognue entre les autres, mais il étoit tout creux. Or quand je vous ai devisé de l'équipage du roi de France il faut que je vous dise de celui du roi d'Angleterre, lequel ne fit qu'une maison; mais elle étoit trop plus belle que celle des François et de plus de coûtance; et étoit assise ladite maison aux portes de Guines, assez proche du château, et étoit de merveilleuse grandeur en carrure, et étoit ladite maison toute de bois, de toile et de verre; et étoit la plus belle verrine que jamais l'on vit, car la moitié de la maison étoit toute de verrine; et vous assure qu'il y faisoit bien clair. Et y avoit quatre corps de maison, dont au moindre vous eussiez logé un prince. Et étoit la cour de bonne grandeur, et au milieu de ladite cour et devant la porte y avoit deux belles fontaines qui jetoient par trois tuyaux, l'un l'hypocras, l'autre le vin et l'autre l'eau... Et étoit la chapelle de merveilleuse grandeur et bien étoffée, tant de reliques que de tous autres parements. Et vous assure que si tout cela étoit bien fourni, aussi étoient les caves; car les maisons des deux princes, devant le voyage, ne furent fermées à personnes. »

Les deux monarques se rencontrèrent à cheval, et s'embrassèrent le lundi 7 juin, jour de la Fête-Dieu. Le cérémonial de cette première rencontre avait été réglé tout entier par une convention diplomatique, suivant les lois d'une sévère étiquette, et de manière à donner des garanties égales à la dignité et à la sûreté de chacun des deux monarques. Mais dès le lendemain matin, le roi de France, *qui n'était pas homme soupçonneux*, alla faire visite à Henri VIII, à Guines, sans être attendu, l'éveilla lui-même et l'aida à s'habiller. Henri lui rendit confiance pour confiance, les deux cours se mêlèrent, et trois semaines se passèrent en fêtes et en réjouissances. « Les deux rois, raconte Martin du Bellay, laissant négocier les affaires à ceux de leur conseil, par douze ou quinze jours courrent l'un contre l'autre, et si trouva audit tournoi grand nombre de bons hommes d'armes, ainsi que vous pouvez estimer; car il est à présumer qu'ils n'amenèrent pas des pires... Je ne m'arrêterai à dire les grands triomphes et festins qui se firent là, ni la grande dépense superflue, car il ne se peut estimer : tellement que plusieurs y portèrent leurs moulins, leurs forêts et leurs prés sur leurs épaules. »

Charles-Quint trouva un moyen plus habile de s'assurer l'alliance de Henri VIII : il flatta son orgueil en l'allant lui-même visiter en Angleterre, et il fit briller aux yeux du cardinal Wolsey l'espoir de la tiare.

(1) *Mémoires de Bayard*, ch. LX, p. 382.

N° 94 *bis*. ANDRÉ DORIA, AMIRAL DE FRANÇOIS I[er], DISPERSE LA FLOTTE ESPAGNOLE DEVANT L'EMBOUCHURE DU VAR. — 1524.

GUDIN. — 1839.

La rupture avait éclaté entre François I[er] et Charles-Quint. Le connétable de Bourbon, poursuivi par la haine de Louise de Savoie, entra avec Henri VIII et l'empereur dans un odieux complot, dont le but était le démembrement de la France. Découvert, il se réfugia auprès de Charles-Quint, auquel il conseilla d'entrer en Provence. L'empereur lui associa le marquis de Pescaire, et leur fit passer le Var avec quinze mille hommes. Lannoy, vice-roi de Naples, devait bientôt les suivre avec six mille hommes d'armes, et Hugues de Moncade devait assurer les transports de vivres et d'artillerie, avec une flotte de seize galères. De son côté, le roi de France chargea le Génois André Doria, alors à son service, de veiller sur les côtes avec sa flotte, tandis qu'il rassemblait une armée pour venir délivrer la Provence envahie. La flottille de Doria rencontra, le 4 juillet, Philibert de Challon, prince d'Orange, l'un des seigneurs français qui avaient suivi la fortune du connétable, revenant de Barcelone avec deux vaisseaux. Ils furent capturés par l'amiral de François I[er]. Le prince d'Orange, fait prisonnier avec plusieurs seigneurs espagnols, fut enfermé dans la tour de Bourges. La même flotte attaqua, le 7 juillet, devant l'embouchure du Var, la flotte espagnole de Hugues de Moncade; elle lui coula à fond trois galères, et força le reste à abandonner les côtes de Provence. Cet échec, joint à l'approche de François I[er], qui venait par terre avec trente mille hommes de troupes et quinze cents hommes d'armes, détermina le duc de Bourbon à lever le siége de Marseille qu'il avait entrepris : le sire de Chabannes le poursuivit dans sa retraite, et lui enleva une partie de ses équipages.

N° 94 *ter*. ENTRÉE DES CHEVALIERS DE L'ORDRE DE SAINT-JEAN A VITERBE. — 1527.

. . . .

Rhodes, arrachée à Mahomet II par l'intrépidité de Pierre d'Aubusson, était tombée aux mains de Soliman, malgré l'héroïsme du grand maître Villiers de l'Isle-Adam. Aussi illustre dans son malheur que son prédécesseur l'avait été dans sa victoire, l'Isle-Adam recueillit avec une soigneuse humanité les débris de l'ordre et de la population rhodienne, puis il alla montrer à l'Europe sa grande infortune, et s'achemina vers Rome pour intéresser le pape au maintien d'un ordre qui avait rendu tant de services à la chrétienté. La querelle de François I[er] et de Charles-Quint, qui tenait en suspens tous les intérêts de la politique européenne, ne laissait guère alors aux pontifes romains d'autre pensée que celle de l'indépendance du saint-siége et de l'Italie, et Clément VII, prisonnier de l'empereur, ne pouvait être qu'un bien faible médiateur auprès de ce puissant monarque, arbitre des destinées de l'ordre. C'est alors (1527) que Villiers de l'Isle-Adam réunit ses chevaliers à Viterbe en un chapitre général. Dispersés sur les divers points de l'Europe où la guerre était

allumée, tous ne purent se rendre à la convocation du grand maître. Cependant ce fut à ce chapitre que fut remis le soin de décider si l'on courrait les chances d'une expédition pour reconquérir Rhodes, ou si l'on accepterait l'île de Malte, offerte à l'ordre par Charles-Quint. Ce dernier parti prévalut, mais l'Isle-Adam, gardien soigneux des hautes prérogatives qui lui étaient confiées, ne consentit à recevoir le don de l'empereur qu'à condition que la *religion* aurait l'entière souveraineté de l'île, sans autre charge que celle de faire dire une messe tous les ans en mémoire de ce bienfait.

N° 94 *quater*. L'ORDRE DE SAINT-JEAN PREND POSSESSION DE L'ÎLEDE MALTE. 26 OCTOBRE 1530.

BERTHON. — 1839

Ce fut avec une amère douleur que Villiers de l'Isle-Adam renonça à l'île de Rhodes, si riche et si florissante, pour le stérile rocher de Malte, à peine couvert de quelques cabanes de pêcheurs. Ses regards étaient toujours tournés vers l'Orient, et il y rêvait la conquête de la ville de Modon, en Morée, qui eût rapproché l'ordre de l'ancien théâtre de sa puissance, et lui eût fourni l'espoir d'y rentrer un jour. Mais l'acte de donation de l'empereur avait été revêtu des dernières formalités, et « il ne manquait plus, dit Vertot, pour l'entier établissement des chevaliers dans Malte, que le passage du grand maître, du conseil et de tous les chevaliers dans cette île. On embarqua d'abord sur cinq galères, deux grandes caraques et différents vaisseaux de transport, ce peuple de Rhodes, qui s'était attaché à la fortune et à la suite de la *religion*. On mit dans les vaisseaux les effets et les titres de l'ordre, avec des meubles, des vivres et des munitions de guerre et de bouche. Un grand nombre de chevaliers et de troupes qui étaient à leur solde passèrent sur cette petite flotte qui, avant d'arriver, essuya une furieuse tempête, dans laquelle une galère, qui échoua contre un écueil, fut entièrement brisée. Une des caraques pensa aussi périr en s'enfonçant dans le sable; mais un vent contraire la releva, et on la remit à flot... Ceux qui tournent tout en augures ne manquèrent pas de publier que le ciel, par cet événement particulier, semblait désigner la destinée de l'ordre qui, après avoir essuyé tant d'orages et de périls, se fixerait enfin heureusement dans l'île de Malte.....

» Le grand maître, le conseil et les principaux commandeurs entrèrent dans le grand port le 26 octobre, et, après être débarqués, ils allèrent droit à l'église paroissiale de Saint-Laurent. Après y avoir rendu leurs premiers hommages à celui que l'ordre reconnaissait pour son unique souverain, on se rendit au bourg situé au pied du château Saint-Ange, etc... (1) »

N° 95. ENTREVUE DE FRANÇOIS Ier ET DU PAPE CLÉMENT VII A MARSEILLE.—13 OCTOBRE 1533.

LARIVIÈRE ET X. DUPRÉ. — 1837.

Clément VII, jaloux de rétablir en Italie l'équilibre violemment rompu par le traité de Cambrai, en 1529, songeait à s'allier le plus étroitement possible avec le roi de France. Il lui avait fait offrir sa nièce, la fameuse Catherine de Médicis, pour le jeune duc d'Orléans, depuis Henri II, et s'était engagé, malgré ses infirmités et son grand âge, à venir trouver François Ier à Marseille.

Cette entrevue eut lieu comme elle avait été convenue. François Ier, en prodiguant au chef de l'Église les plus humbles marques de respect, trompa l'espoir de Henri VIII, qui s'était flatté de l'entraîner dans sa révolte contre le saint-siége. Il resta fidèle en toute chose au titre de roi très-chrétien. Le mariage du duc d'Orléans avec Catherine fut conclu; seulement la dot de la jeune princesse se borna à cent mille écus en argent comptant, et les trois magnifiques joyaux que promettait d'y joindre la forfanterie de l'ambassadeur pontifical, Gênes, Milan et Naples, ne sortirent pas des mains de l'empereur.

(1) *Histoire de Malte*, liv. IX.

N° 95 *bis*. UNE FLOTTE ÉQUIPÉE PAR ANGO, ARMATEUR DIEPPOIS, BLOQUE LISBONNE. 1533.

GUDIN. — 1839.

Ango s'était enrichi par ses voyages et par d'heureuses spéculations, et était devenu le plus puissant armateur de Dieppe. Sa fortune était si considérable, son hôtel si magnifique, son train de vie si somptueux, qu'à l'époque de l'un des voyages de François Ier sur les côtes de Normandie, ce prince logea dans l'hôtel d'Ango, et celui-ci se chargea seul de la réception du monarque. Pour prix de sa magnifique réception, il reçut la nomination de gouverneur de la ville et château de Dieppe. Cependant les Portugais avaient, en pleine paix, attaqué et pris un des vaisseaux de l'armateur dieppois. Sans s'effrayer de la grandeur de l'entreprise, Ango résolut de tirer vengeance de cet acte déloyal, équipa dix-sept bâtiments, tant grands que petits, et fit bloquer le port de Lisbonne, pendant que les flottes portugaises étaient occupées dans les Indes. Parvenue à l'embouchure du Tage, l'escadre dieppoise s'empara d'une foule de petits bâtiments, fit une descente, ravagea la côte, et, se portant rapidement d'une rive à l'autre, déjoua toutes les opérations militaires d'un ennemi qui était loin de s'attendre à une telle activité. La rivalité entre les Dieppois et les Portugais venait de leurs expéditions dans l'Inde et l'Afrique, où, dès l'an 1364, les navigateurs dieppois avaient été chercher le poivre et l'ivoire dans des contrées jusqu'alors inconnues. Ango ne cessa ses hostilités que lorsque le roi de Portugal eut adressé un ambassadeur au roi de France, qui le renvoya à Dieppe pour qu'il entrât en négociation avec l'auteur de l'expédition.

N° 95 *ter*. JACQUES CARTIER, AVEC TROIS BATIMENTS, REMONTE LE FLEUVE SAINT-LAURENT QU'IL VIENT DE DÉCOUVRIR. — 1535.

GUDIN. — 1839.

Jacques Cartier, navigateur de Saint-Malo, s'était proposé à Philippe de Chabot, grand amiral de France, pour aller visiter les terres de l'Amérique septentrionale désignées sous le nom de *Terre-Neuve*. Cette demande ayant été présentée au roi par le grand amiral, François Ier avait chargé Cartier lui-même d'exécuter ses projets; et dans un premier voyage, en 1534, il avait découvert le golfe Saint-Laurent et l'embouchure de ce fleuve. Mais l'approche de la mauvaise saison l'avait rappelé avant qu'il eût eu le temps de pousser plus loin ses découvertes. Sur le récit de son voyage, le roi ordonna un armement plus considérable que le premier : on équipa un bâtiment de cent vingt tonneaux, que Cartier commanda; on en mit sous ses ordres un autre de soixante tonneaux, et un troisième de quarante, propre à entrer dans les rivières où il n'y aurait pas assez d'eau pour les deux autres. Plusieurs jeunes gens de distinction s'embarquèrent avec Jacques Cartier en qualité de volontaires. Cette campagne commença par un acte public de religion. Le jour de la Pentecôte les capitaines et les équipages firent ensemble leurs dévotions dans

la cathédrale de Saint-Malo, et reçurent ensuite la bénédiction de l'évêque. Ils mirent à la voile le 19 mai 1535. Leur trajet pour se rendre à Terre-Neuve fut long et pénible; le mauvais temps sépara les bâtiments; mais ils se réunirent dans le détroit de Belle-Isle, où l'on avait assigné un rendez-vous. Cartier, dans sa première campagne, avait prolongé les côtes du golfe Saint-Laurent qui sont au sud du détroit de Belle-Isle; dans celle-ci, il ne s'écarta pas de la côte septentrionale, et pénétra, presque en ligne droite, dans l'intérieur du fleuve. Il le visita avec soin, et s'avança à sept à huit lieues au delà de l'endroit où depuis la ville de Québec a été bâtie. La rivière près de laquelle la flotte mouilla reçut le nom de Sainte-Croix, mais la postérité lui a donné celui de Jacques Cartier. Cartier remonta avec ses canots jusqu'à un village que les habitants appelaient *Hochelaga*, et sur les ruines duquel s'éleva plus tard la ville de Montréal, située à plus de cent cinquante lieues marines de l'embouchure du fleuve. Après un hiver rigoureux passé à Sainte-Croix, pendant lequel ses compagnons furent décimés par le scorbut, maladie encore inconnue aux navigateurs français, Cartier se rembarqua, le 6 mai 1536, avec deux bâtiments, n'ayant plus assez de monde pour manœuvrer le troisième, et sortit du fleuve par le canal qui est au sud de l'île d'Anticosti, et qu'il avait pris, en 1534, pour un golfe; il vint ensuite chercher le passage qu'il avait supposé, à la même époque, devoir exister au sud de Terre-Neuve; il le trouva, et compléta, par cette dernière découverte, celle du fleuve et du golfe Saint-Laurent. Les bâtiments arrivèrent à Saint-Malo le 16 juillet 1536. Jacques Cartier montra ainsi aux Français la route du Canada (1).

N° 95 *quater*. FONDATION DU COLLÉGE ROYAL PAR FRANÇOIS Ier. — 1539.

DELORME. — 1839.

François Ier a reçu de son siècle et de la postérité le surnom glorieux de *Restaurateur des lettres*. Non content, en effet, d'emprunter à l'Italie l'éclat des arts dont elle était revêtue, ce prince mit tous ses soins à faire fleurir en France l'étude des langues et des littératures de l'antiquité. C'est à cette pensée qu'est dû l'établissement du collége royal.

François Ier en conçut le projet dès les premières années de son règne. En 1517 il ordonna que sur le terrain de l'hôtel de Nesle s'élevât le *collége des trois langues*, ainsi nommé parce qu'il devait être spécialement consacré à l'enseignement de l'hébreu, du grec et du latin. Une rente annuelle de cinquante mille sous était allouée à cette grande fondation, et l'enceinte ne devait pas renfermer moins de six cents écoliers. C'était à Érasme, le plus renommé des savants de cette époque, que François Ier voulait confier la direction du nouvel établissement. Autour de lui devaient se ranger Guillaume Budé, Pierre Danès et quelques-uns de ces Grecs fugitifs qui, depuis le milieu du XVe siècle, étaient venus apporter à l'Occident les trésors de la langue d'Homère et de Platon. Mais les grandes distractions de la guerre ne permirent pas à François de réaliser immédiatement et dans toute son étendue cette noble pensée. Il institua d'abord les trois chaires d'hébreu, de grec et de latin; quelques années après il y ajouta l'enseignement des mathématiques, de la philosophie grecque et de la médecine : ce ne fut que vers la fin de 1539 qu'il approuva les plans sur lesquels le collége devait être bâti.

(1) *Biographie universelle*, t. VIII, p. 233 et suiv.

N° 96. FRANÇOIS Ier ET CHARLES-QUINT VISITANT LES TOMBEAUX DE SAINT-DENIS. JANVIER 1540.

NORBLIN (d'après le tableau de GROS). — 1837.

Charles-Quint, ayant à punir les Gantois depuis trois ans révoltés contre lui, s'empressa d'agréer l'invitation que lui fit le roi de France de traverser son royaume. De la frontière d'Espagne à celle de Flandre l'accueil qu'il reçut fut partout magnifique, et la France sembla se plaire à étaler devant son puissant ennemi tout ce qu'elle avait de grandeur et de richesse. François Ier s'avança au-devant de lui jusqu'à Châtellerault, et le conduisit à Paris au milieu d'une succession pompeuse de réjouissances et de fêtes. Sa courtoisie envers son hôte égala sa magnificence : partout on le vit à côté de l'empereur prendre le second rang, et lorsqu'en témoignage d'allégresse les prisons furent ouvertes, la liberté fut rendue aux captifs au nom de sa majesté impériale. Charles-Quint passa huit jours à Paris. C'est alors que, suivant les traditions de l'abbaye de Saint-Denis, les deux monarques visitèrent ensemble l'ancienne basilique où étaient déposés les restes des rois de France.

N° 97. BATAILLE DE CERISOLES. — 14 AVRIL 1544.

SCHNETZ. — 1837.

Le marquis del Guasto, qui commandait en Italie les troupes impériales, avait conçu le hardi projet de se jeter sur Lyon par la Savoie, et ses premiers succès semblaient lui en promettre le facile accomplissement. C'est alors que François Ier mit à la tête de son armée de Piémont le comte d'Enghien, jeune prince de la maison de Bourbon, dont la bouillante ardeur rendit bientôt l'offensive aux Français.

Montluc raconte comment ce fut lui qui, par l'entraînement de sa vivacité gasconne, obtint du roi, que ses revers avaient rendu timide, la permission de livrer la bataille. Ce qu'il y a de certain, c'est que cette permission apportée par lui dans le camp, près de Cerisola, y fut accueillie avec enthousiasme. L'armée française était un peu inférieure par le nombre, et, ce qui était pis, le comte d'Enghien, en quittant imprudemment une position qu'il occupait la veille, avait laissé à l'ennemi l'avantage du terrain. Au point où en étaient les choses, il crut qu'il n'en devait pas moins donner la bataille

Elle fut livrée le lundi de Pâques, 14 avril 1544. Del Guasto restait immobile dans sa forte position, sans que les Français se hasardassent à l'attaquer : quelques arquebusiers escarmouchaient seulement dans la plaine. Enfin un mouvement du sire de Tais attire les lansquenets de l'armée impériale, qui se lancent contre les Suisses. Le choc de cette pesante masse d'infanterie fut vaillamment soutenu : les gendarmes du sire de Boutières, par une charge heureuse, achèvent de la rompre, et le marquis del Guasto lui-même fut entraîné dans la déroute. Cependant à son aile gauche ses vieilles bandes espagnoles n'avaient point perdu l'avantage : l'infanterie italienne et provençale de l'armée française avait fui devant elles, et tout l'effort du comte d'Enghien s'était porté dès lors de ce côté. Deux fois, emporté par son impétueuse valeur, il avait traversé de part en part ces épais bataillons; mais, dans ces deux charges, l'élite de sa chevalerie était tombée à ses côtés. Les plis du terrain lui dérobant le reste de son armée, il la croyait tout entière en fuite, et ne songeait plus, avec la poignée de braves gens qui l'entouraient, qu'à vendre chèrement sa vie, lorsque parut le corps de bataille victorieux des lansquenets. L'infanterie espagnole recula à ce coup, et le comte d'Enghien se lança à sa pour-

suite. Le carnage fut épouvantable : les Suisses, qui avaient à exercer contre les Espagnols de sanglantes représailles, ne firent aucun quartier. Du Bellay porte à douze mille hommes le nombre des morts de l'armée ennemie. La victoire de Cerisoles facilita quelques mois plus tard la conclusion de la paix de Crépy en Valois.

N° 98. LEVÉE DU SIÉGE DE METZ.—JANVIER 1553.

Eug. Deveria. — 1837.

Henri II, allié à l'électeur Maurice de Saxe, qui venait de relever en Allemagne le drapeau de la réforme, avait déclaré la guerre à Charles-Quint, et dès le début des hostilités s'était emparé de Metz par surprise. Charles-Quint, menacé d'un double péril, pourvut au plus pressé en concluant à Passau la paix de religion, et, tournant alors toutes ses forces contre la France, il marcha sur Metz pour rendre à l'empire cette place si importante. Mais François de Lorraine, duc de Guise, s'y était enfermé avec des ingénieurs italiens pour la défendre : il avait donné lui-même à la jeune noblesse qui l'entourait l'exemple de prendre la hotte et de porter de la terre aux bastions; et en peu de temps Metz avec sa garnison était devenue une place imprenable.

Aussi ce fut vainement que Charles-Quint vint l'attaquer avec soixante mille hommes et une redoutable artillerie (31 octobre 1552); son génie opiniâtre s'y fatigua. Depuis quelque temps les forces de son corps ne suffisaient plus à l'activité de sa pensée : on le vit, au bout de peu de jours, incapable de supporter les travaux du siége, se faire transporter à Thionville, et laisser la conduite des opérations au duc d'Albe. Mais cette autre volonté de fer se brisa contre l'héroïque résistance de la noblesse française. Chaque brèche ouverte laissait voir une nouvelle muraille élevée par derrière; chaque assaut était repoussé par une jeunesse ardente à se jeter au-devant du péril; enfin il était devenu impossible de ramener à l'attaque les Impériaux découragés. Charles-Quint voulut essayer encore une fois sur ses soldats le magique effet de sa présence. Il se fit porter au milieu du camp : leur courage en fut ranimé; mais des renforts étaient arrivés à la garnison française, et ce dernier effort fut encore impuissant. Cependant l'armée espagnole commençait à être atteinte par les maladies; les hommes, enfoncés dans une fange glacée, y périssaient par milliers; Charles-Quint reconnut l'arrêt de la fortune, *qui n'aime point les vieillards*, et se décida à lever le siége vers la mi-janvier 1553. Il avait tiré onze mille coups de canon et perdu trente mille soldats.

Il laissait derrière lui un nombre considérable de malades, victimes abandonnées à une mort certaine, si l'on eût suivi à leur égard le triste droit de la guerre à cette époque. Mais le duc de Guise donna l'exemple de l'humanité comme il avait donné celui du courage : « Nous trouvions, dit Vieilleville, des soldats par grands troupeaux de diverses nations, malades à la mort, qui étoient renversés sur la boue; d'autres assis sur de grosses pierres, ayant les jambes dans les fanges, gelées jusques aux genoux, qu'ils ne pouvoient ravoir, criant miséricorde, et nous priant de les achever de tuer. En quoi M. de Guise exerça grandement la charité, car il en fit porter plus de soixante à l'hôpital pour les faire traiter et guérir; et, à son exemple, les princes et les seigneurs firent de semblable. Si bien qu'il en fut tiré plus de trois cents de cette horrible misère; mais à la plupart il falloit couper les jambes, car elles étoient mortes et gelées. »

N° 99. NAISSANCE DE HENRI IV.

13 DÉCEMBRE 1553.

Révoil. — 1817.

Henri IV naquit à Pau, le 13 décembre 1553. « Avant cela, dit Péréfixe, le roi Henri d'Albret avait fait son testament, que sa fille avait grande envie de voir... Elle n'osait lui en parler; mais, étant averti de son désir, il lui promit qu'il le lui mettrait entre les mains lorsqu'elle lui aurait montré ce qu'elle portait dans ses flancs; mais à condition que dans l'enfantement elle chanterait une chanson, *afin*, lui dit-il, *que tu ne me fasses pas un enfant pleureux et rechigné*. La princesse le lui promit, et eut tant de courage que, malgré les grandes douleurs qu'elle souffrait, elle lui tint parole, et en chanta une en son langage béarnais aussitôt qu'elle l'entendit entrer dans sa chambre. L'on remarqua que l'enfant, contre l'ordre commun de la nature, vint au monde sans pleurer et sans crier.....

« Sitôt qu'il fut né, le grand-père l'emporta dans le pan de sa robe de chambre, et donna son testament, qui était dans une boîte d'or, à sa fille, en lui disant : *Ma fille, voilà qui est à vous, et ceci est à moi.* Quand il tint l'enfant, il frotta ses petites lèvres d'une gousse d'ail, et lui fit sucer une goutte de vin dans sa coupe d'or, afin de lui rendre le tempérament plus mâle et plus vigoureux (1). »

N° 100. COMBAT DE RENTY.—13 AOUT 1554.

HENRI II DONNE LE COLLIER DE SON ORDRE AU MARÉCHAL DE TAVANNES

Brenet. — 1789.

La guerre continuait, mais faiblement soutenue par les deux monarques, dont le trésor était également épuisé. Charles-Quint, porté en litière avec huit mille hommes pour cortége plutôt que pour armée, manœuvrait le long de sa frontière des Pays-Bas, couvrant ses places les unes après les autres. Henri II, de son côté, suivait une marche parallèle à celle de l'empereur, se jetant sur toutes les villes qu'il pouvait surprendre, et mettant une triste gloire à « laisser toujours après lui, pour ses brisées, feux, flammes, fumées et toute calamité. » L'armée française avait ainsi marqué son passage depuis la frontière du pays de Liége jusqu'au cœur de l'Artois, à quelques lieues de la mer, lorsqu'elle arriva devant Renty, petite forteresse qu'elle entreprit d'assiéger. L'empereur, retranché dans ses positions, demeura d'abord spectateur immobile de ce siége; « mais à la fin le regret et honte qu'il avoit de laisser ainsi destruire et ruiner son païs, et devant ses yeux prendre et forcer cette place, se mêlèrent tellement ensemble que, se fesant ennemy de sa peur, résolut tenter fortune et faire tous ses efforts, quoi qu'il en peust advenir, pour la secourir et garder (2). »

Il fit donc un mouvement en avant pour s'emparer d'un petit bois qu'occupaient les Français, et d'où il se flattait de détruire les batteries qu'ils dirigeaient contre la place. La cavalerie légère du duc de Savoie, et les reîtres du comte Volrad de Schwartzemberg, « tous noirs comme beaux diables, afin de mieux intimider l'ennemi, » donnèrent dans le bois avec une telle impétuosité, qu'en un moment les arquebusiers français en furent délogés, et la gendarmerie qui les soutenait dispersée ou couchée par terre. Mais le duc de Guise, avec le sire de Tavannes, rallie sur-le-champ les fuyards, appelle à lui la cavalerie légère du duc d'Aumale, et, chargeant à son tour les Impériaux, rejette leurs pisto-

(1) *Histoire de Henri le Grand*, par Hardouin de Péréfixe, Ire partie, année 1553.

(2) *Mémoires de F. de Rabutin*, liv. VI, p. 283.

liers en désordre sur le bataillon de leurs lansquenets qui se débandent. Au même moment le duc de Nevers, avec son régiment, s'était jeté « au travers de l'arquebuserie espagnole qu'il avait toute renversée et mise à vau de route. » On ne laissa pas aux Impériaux le temps de se rallier. L'amiral de Coligny, habile à saisir l'instant décisif, lance à leur poursuite une partie de sa troupe, pendant que Tavannes, à la tête de ses gendarmes, achevait, comme il avait commencé, la victoire. Henri II récompensa sa vaillance sur le champ de bataille même, en détachant de son cou le collier de son ordre pour l'en décorer. Le combat de Renty coûta près de deux mille hommes à l'armée espagnole.

N° 100 *bis*. D'ESPINEVILLE, DE HARFLEUR, BRULE UNE FLOTTE HOLLANDAISE DE VINGT-DEUX VAISSEAUX SUR LES CÔTES D'ANGLETERRE. AOUT 1555.

GUDIN. — 1839

Au milieu de cette guerre, dont les succès étaient depuis trois ans si incertains, un trait d'audace, qui fit l'admiration de tous les gens de mer de la France et de l'Europe, vint porter un rude coup au commerce si prospère des Pays-Bas. C'était en l'année 1555. La gouvernante des Pays-Bas, au mépris du droit des gens, venait de saisir et de confisquer à son profit tous les navires français trafiquant dans les ports de la Flandre. Il fallait tirer prompte vengeance de cet affront. Henri II donne l'ordre à Coligny, son amiral, de mettre une flotte en mer. Malheureusement les ports étaient vides; la France n'avait de vaisseaux que sur les chantiers. « Je ne connais, dit l'amiral, que les bourgeois et les marchands de Dieppe qui puissent fournir une flotte à votre majesté. » Il fallut donc avoir recours aux Dieppois : ceux-ci, fiers de cet honneur, répondirent qu'ils ne demandaient au roi que la moitié des frais de l'armement, faisant du reste leur affaire. La seule condition qu'ils mettaient à leur offre, c'était que les capitaines de vaisseaux seraient tous enfants de la ville, afin que, s'il y avait de l'honneur à conquérir, il ne revînt qu'à eux. Les choses ainsi conclues, dix-neuf navires, ou plutôt dix-neuf bateaux pêcheurs, dont les plus forts n'étaient que de cent vingt tonneaux, furent équipés et armés en guerre. On conserve à Dieppe le nom de ces illustres bateaux pêcheurs, c'étaient : *le Saint-Nicolas*, *l'Émerillon*, *le Faucon*, *l'Ange*, *la Barbe*, *la Lévrière*, *la Palme*, *le Soleil*, *le Saint-Jean*, *l'Once*, *la Belette*, *la Comtesse*, *la Gentille*, *le Petit-Coq*, *le Petit-Dragon*, *le Redouté*, *le Riars*, et deux petites goëlettes ou barques dont on ne dit pas les noms. Les capitaines élurent pour chef de cette petite escadre Louis de Bures, sieur d'Espineville, qui montait *le Saint-Nicolas*. Coligny lui envoya une commission signée du roi, en les remerciant, au nom de sa majesté, de ce que lui et les siens entreprenaient pour l'honneur du royaume.

Le 5 août 1555 la flottille sort du port par une belle matinée, et va mouiller sur une ligne au milieu de la Manche, en vue de Douvres et de Boulogne, attendant qu'il vînt à passer quelques vaisseaux sous pavillon de Flandre. Le 11 août, au point du jour, vingt-quatre grandes voiles furent signalées au sud-ouest : c'était une flotte flamande, toute composée de hourques, espèces de grands vaisseaux élevés et fort longs, bien armés de canons, et du port de quatre à cinq cents tonneaux. Ces vingt-quatre navires arrivaient d'Espagne, chargés d'épices et de marchandises pour les Pays-Bas. Se reposant sur la force et le nombre de ses embarcations, l'ennemi s'avançait à pleines voiles, sans daigner donner la moindre attention aux barques qu'il apercevait devant lui. Cependant les Dieppois, jugeant que c'était jouer gros jeu, mais ne voulant à aucun prix gagner le large, s'étaient déjà rangés en bataille. Aidés par la marée, et cinglant avec adresse, ils se trouvèrent tout à coup et comme à l'improviste au milieu de l'escadre ennemie. Les Flamands, lourds de leur naturel, et rendus plus pesants par la confiance en leurs forces, avaient à peine eu le temps de lâcher une bordée de leur formidable artillerie, que déjà le harpon était lancé sur leurs navires. Les Dieppois, la hache et la pique à la main, s'élançaient à l'abordage; ce n'était déjà plus un combat, c'était un assaut. Les Flamands, quittant leurs canons, se défendirent en gens de cœur, à coups d'arquebuse, de grenades et de lance. La mêlée devint furieuse, et le brave chef des Dieppois, le capitaine d'Espineville, fut blessé mortellement. On se battait avec tant de rage que personne ne s'en aperçut; mais tout à coup des torrents de flammes et de fumée s'élèvent d'une des hourques, et au même instant *la Palme*, montée par le capitaine dieppois Beaucousin, paraît aussi toute en feu. Beaucousin, sur le point d'être accablé, avait fait jeter sur cette hourque, qu'il tenait harponnée, des lances à feu et des matières combustibles; mais n'ayant pu se dégager assez vite, son propre vaisseau avait été atteint par les flammes. Aussitôt tout change de face : il ne s'agit plus de se battre, mais d'éviter l'incendie, de s'isoler de ces deux malheureux navires enflammés. Dans cette horrible confusion, trois vaisseaux dieppois sont écrasés entre deux hourques énormes et coulés bas, corps et biens. Par bonheur les autres parviennent à se dégager et à gagner le haut du vent. Les Flamands, au contraire, moins alertes à la manœuvre, ne peuvent manier leurs gros et lourds bâtiments; on en voit jusqu'à douze s'engloutir à demi consumés dans les flots. Ceux qui s'échappent sont assaillis par les Dieppois, qui leur font la chasse, les entourent, les attaquent de nouveau à l'abordage, et finissent par s'en emparer. Le lendemain 12 août, dès le matin, la flottille, veuve de son capitaine, et réduite à quatorze ou quinze voiles, mais victorieuse, et traînant à la remorque six de ces grandes hourques flamandes chargées de poivre, d'alun, de riches denrées, rentra dans son port de Dieppe, en présence de toute la population répandue sur le rivage, au bruit des cloches et de toute l'artillerie des remparts.

N° 100 *ter*. LE CHEVALIER DE LA VILLEGAGNON ENTRE DANS LE RIO-JANEIRO. 10 NOVEMBRE 1555.

GUDIN. — 1839.

Le chevalier de la Villegagnon, nommé vice-amiral de Bretagne par Henri II, sollicita la permission d'aller former un établissement en Amérique, pour détourner de ce côté l'attention des Espagnols, et affaiblir ainsi leurs forces. Villegagnon s'assura la protection de l'amiral de Coligny, en faisant entendre que son projet était d'ouvrir aux protestants un asile contre les persécutions; il obtint ainsi une somme de dix mille livres pour les premiers besoins de la colonie, avec deux vaisseaux de deux cents tonneaux, abondamment pourvus, bien armés, et sur lesquels on embarqua une compagnie d'artificiers, de soldats et de nobles aventuriers. Le 12 juillet 1555 il partit du Havre, qui portait à cette époque le nom de Franciscopole. La tempête et une voie d'eau forcèrent le vaisseau qu'il montait à se réfugier à Dieppe pour se réparer. Une partie des artificiers et des nobles aventuriers, que la mer avait rendus malades, profitèrent de cette relâche pour abandonner l'expédition; cette désertion réduisit les forces de Villegagnon, mais ne l'arrêta point. Après une navigation pénible, il arriva, le 10 novembre, à l'embouchure du fleuve Ganabara (le Rio-Janeiro). Il avait songé d'abord a former son établissement en terre ferme; mais di-

verses raisons l'ayant fait changer d'avis, il se décida à bâtir un fort en bois sur un rocher de cent pieds de long et soixante de large, situé au milieu du détroit que forme l'entrée du fleuve. Il comptait se rendre ainsi maître de la passe; mais il ne tarda pas à reconnaître que les eaux, à marée haute, couvraient ses constructions, et il se réfugia alors dans une île d'un mille de circonférence, placée une lieue plus haut et entourée de rochers. Cette île n'avait qu'un seul port, commandé par deux éminences qu'il fortifia. Il fixa sa résidence au centre de l'île, sur un rocher de cinquante pieds de haut, sous lequel il creusa des magasins, et qu'il nomma fort Coligny, en l'honneur de son protecteur (1).

N° 100 *quater*. ÉTATS GÉNÉRAUX DE PARIS.

6 JANVIER 1558.

....

Henri II, à qui de nouvelles ressources étaient nécessaires pour soutenir le fardeau d'une guerre si longue et si ruineuse, résolut, après une interruption de près de cinquante ans, de convoquer les états généraux. L'autorité royale domina sans contrôle dans cette assemblée, où elle fit siéger la magistrature comme un quatrième ordre, avec une représentation séparée de celle du tiers état

La réunion eut lieu le 6 janvier 1558, au Palais, dans la chambre de Saint-Louis. « La salle était ornée avec magnificence; le roi était sur son trône, et les plus grands seigneurs l'entouraient ou siégeaient au-dessous de lui. Henri II adressa un discours à ses sujets, dans lequel il leur rendait compte de ses efforts pour tenir tête à la maison d'Autriche, et de ses besoins. Le cardinal de Lorraine prit ensuite la parole au nom du clergé : son discours fut long et diffus, plein d'éloges de lui-même et de flatteries adressées au roi; il promit que l'Église contribuerait pour des sommes considérables. Le duc de Nevers parla ensuite au nom de la noblesse, et en peu de mots : il dit qu'elle était toujours prête à prodiguer son sang et ses biens pour la défense du royaume. Jean de Saint-André parla au nom du parlement, mais à genoux, à la différence des deux autres orateurs; il remercia le roi d'avoir formé un ordre nouveau de la magistrature, et il lui offrit en retour les biens et la vie de ceux pour lesquels il parlait. André Guillart du Mortier enfin, l'orateur du tiers état, se jeta aussi à genoux, et, après avoir loué le roi de la générosité avec laquelle il repoussait une paix qui ne serait pas glorieuse, il déclara que le peuple, quoique accablé d'impôts, sentait qu'il devait tout au roi, et lui fournirait encore de grosses sommes pour mener à fin la guerre... Le garde des sceaux, Bertrandi, qui avait été fait recemment cardinal, vint ensuite prendre, de même à genoux, les ordres du roi, puis il répondit à tous. Il promit en particulier au tiers état que le roi recevrait avec bonté un cahier de ses doléances (2). »

N° 101. PRISE DE CALAIS PAR LE DUC DE GUISE.

9 JANVIER 1558.

PICOT. — 1837.

La bataille de Saint-Quentin avait porté un coup terrible à la France : le connétable de Montmorency, le maréchal de Saint-André, l'amiral de Coligny étaient prisonniers aux mains des Espagnols. On appela d'Italie le duc de Guise, François de Lorraine, comme seul capable de soutenir la fortune chancelante du royaume. Ce grand homme comprit qu'il fallait au plus tôt, par un coup d'éclat, relever la renommée des armes françaises. Sans attendre le printemps, époque ordinaire du renouvellement des hostilités, il résolut de surprendre Calais au cœur même de l'hiver.

Plusieurs plans avaient été formés déjà pour s'emparer de cette place, et le maréchal de Strozzi avait eu la hardiesse d'y pénétrer sous un déguisement pour en reconnaître les fortifications. Il avait trouvé la garnison faible et la ville entièrement délaissée par la reine Marie, dont l'attention était toute à la grande querelle de religion qu'elle soutenait en Angleterre. Mais le succès dépendait surtout du secret et de la promptitude. L'armée française, rassemblée à la frontière du nord, semblait n'être là que pour faire face à un ennemi victorieux. Une manœuvre hardie la transporte tout à coup sous les murs de Calais, et le duc de Guise arrive de la cour le 1er janvier 1558 pour en prendre le commandement. Dès le premier jour, deux forts qui défendaient la ville sont emportés. Trois jours après la brèche était ouverte et la citadelle prise d'assaut. Lord Wentworth, qui commandait les Anglais, réduit à une garnison de huit ou neuf cents hommes, comprit qu'une plus longue résistance était inutile; il demanda à capituler, et, le 9 janvier, la ville fut remise aux Français. Il y avait un peu plus de deux cent dix ans (1347) qu'Édouard III l'avait enlevée à Philippe de Valois. Guines se rendit onze jours après, et ainsi furent effacées les dernières traces de la domination anglaise dans le royaume.

N° 102. PRISE DE THIONVILLE. — 23 JUIN 1558.

Mme HAUDEBOURT. — 1837.

La prise de Thionville par le duc de Guise suivit de six mois celle de Calais. Les Espagnols ne s'attendaient pas à être attaqués, et la garnison de la place était faible. Elle fit cependant une courageuse résistance, qui força les Français à changer leurs batteries. C'est au milieu de cette opération que fut tué le maréchal de Strozzi, le plus illustre de ces patriotes florentins qui étaient venus dans les armées françaises poursuivre contre l'Espagne la vengeance de leur patrie asservie. Le lendemain 22 juin Thionville capitula. Cet avantage, quoique peu important, ajouta au renom du duc de Guise, environné déjà de la faveur publique, et élevé au faîte de la puissance par le mariage de sa nièce, Marie Stuart, avec le dauphin, fils de Henri II.

N° 103. LEVÉE DU SIÉGE DE MALTE.

SEPTEMBRE 1565.

LARIVIÈRE. — 1839.

Les chevaliers de Saint-Jean, chassés de Rhodes en 1522, et établis par Charles-Quint dans l'île de Malte, n'avaient pas cessé de faire une guerre opiniâtre à la puissance ottomane. Soliman, irrité des échecs dont chaque jour ils humiliaient son orgueil, résolut d'en tirer une éclatante vengeance. Il crut que la fortune réserverait à sa vieillesse les mêmes faveurs qu'elle lui avait accordées au début de son règne, et il entreprit une expédition contre Malte.

Le 18 mai 1565 parut à la hauteur de cette île une flotte turque de cent cinquante-neuf bâtiments de guerre, chargée de trente mille soldats. Un nombre considérable de transports la suivait, et plus tard les galères du fameux Dragut, pacha de Tripoli, ainsi que celles d'Hascen, vice-roi d'Alger, vinrent s'y joindre avec cinq mille combattants. A ce menaçant appareil le grand maître, Jean de la Vallette, n'avait à opposer que sept cents chevaliers et huit mille soldats enrôlés sous la bannière de l'ordre. Mais le noble vieillard unissait à la sainte intrépidité des martyrs tous les talents d'un homme de guerre, et il sut inspirer à ses frères d'armes

(1) *Biographie universelle*, t. XLIX.

(2) *Histoire des Français*, par Sismondi, t. VIII, ch. XIV.

l'héroïque résolution de s'ensevelir avec lui sous les ruines de Malte plutôt que de la livrer aux infidèles.

Le siége dura cinq mois. Mustapha, général des armées de Soliman, et Piali, amiral de sa flotte, rivalisèrent d'ardeur et d'opiniâtreté dans les attaques qu'ils livrèrent à l'île sur tous les points. Dragut, le successeur et l'émule des deux Barberousse, y laissa la vie. Le premier effort des Turcs s'était porté sur le fort Saint-Elme, et ils s'en emparèrent après avoir égorgé jusqu'au dernier des chevaliers qui le défendaient. Ils restèrent ainsi maîtres du port appelé *Marza Musciet*. Mais ce fut là le terme de leurs succès : leurs formidables assauts contre le *Borgo*, le fort Saint-Michel et la *cité notable*, furent tous repoussés. Un jour cependant la situation des chevaliers parut désespérée : au milieu des débris fumants du *Borgo* et des cadavres amoncelés de leurs compagnons d'armes, tous les grands-croix de l'ordre supplièrent la Vallette d'abandonner des ruines impossibles à défendre, et de se retirer au château Saint-Ange. « Non, mes frères, non, leur répondit le héros : c'est ici qu'il faut que nous mourions ensemble, ou que nous en chassions les ennemis (1). » Et par un nouveau prodige de vaillance les Turcs furent chassés du poste qui semblait livrer la place à leurs coups.

Toute l'audace et l'habileté des deux lieutenants de Soliman, tout l'art de leurs ingénieurs étaient épuisés : seize mille hommes étaient le reste unique de la puissante armée qu'ils avaient amenée des ports de Turquie, et la crainte seule du courroux de leur maître les empêchait de renoncer à une entreprise désespérée, lorsque le vice-roi de Sicile, don Garcie de Tolède, jusqu'alors vainement appelé par les vœux impatients du grand maître, débarqua enfin des troupes qui firent lever le siége. Mais la gloire d'avoir sauvé Malte ne resta pas à Philippe II, dont la lâche prudence avait fait attendre pendant cinq mois ses secours. Ce fut à la Valette que s'adressèrent les cris d'enthousiasme et de reconnaissance de toute la chrétienté.

N° 104. INSTITUTION DE L'ORDRE DU SAINT-ESPRIT. — 1er JANVIER 1579.

JEAN-BAPTISTE VANLOO.

« Le jeudy premier jour de l'an 1579 le roy (Henri III) établit et solemnisa, en l'église des Augustins de Paris, son nouvelle ordre des chevaliers du Saint-Esprit en grande magnificence, et les deux jours suivants traita à dîner audit lieu des nouveaux chevaliers, et l'après-dîner tint conseil avec eux. Ils étoient vêtus de barrettes de velours noir, chausses et pourpoint de toille d'argent, souliers et foureaux d'épée de velours blanc, le grand manteau de velours noir bordé à l'entour de fleurs de lys d'or et langues de feu entremêlées de mêmes broderies et de chiffres du roy de fil d'argent et tout doublé de satin orangé; et un autre mantelet de drap d'or en lieu de chaperon par-dessus le grand manteau, lequel mantelet étoit enrichi comme le grand manteau de fleurs de lys, langues de feu et chiffres; leur grand collier entrelacé des chiffres du roi, fleurs de lys et langues de feu, auquel pendoit une croix d'or industrieusement élabourée et émaillée, au milieu de laquelle étoit une colombe d'argent. Ils s'appellent chevaliers-commandeurs du Saint-Esprit, et portent journellement sur leurs cappes et manteaux une grande croix de velours orangé, bordé d'un passement d'argent, ayant quatre fleurs de lys d'argent aux quatre coins du croisen, et le petit ordre pendu à leur col avec un ruban bleu.

» On disoit que le roy avoit institué cet ordre pour joindre à soy d'un nouvel et plus étroit lien ceux qu'il y vouloit nommer, à cause de l'effréné nombre de chevaliers de l'ordre de Saint-Michel, qui étoit tellement avili qu'on n'en fesoit non plus de compte que de simples aubereaux ou gentillâtres, et appeloit-on dès piéça le collier de cet ordre le collier à toutes bêtes (1). »

N° 104. ACHILLE DE HARLAY DANS LA JOURNÉE DES BARRICADES. — 12 MAI 1588.

ABEL DE PUJOL. — 1839

La ligue venait de remporter dans Paris un triomphe éclatant. Les troupes royales avaient reculé devant les compagnies bourgeoises, et les barricades, poussées jusqu'aux portes du Louvre, tenaient Henri III prisonnier dans son palais. Le roi, sans autre ressource que la fuite pour sauver les restes de son autorité, courut au galop vers Chartres, et laissa les ligueurs maîtres de sa capitale. Le duc de Guise (Henri de Lorraine), qui avait, dans cette journée, dirigé les mouvements de la multitude, resta chargé de tous les embarras de la victoire populaire. Il avait compté gouverner avec la signature du roi captif. Déchu de cet espoir, il sentit que la loi, par ses organes réguliers, pouvait seule sanctionner la rébellion victorieuse. Il se rendit, avec une suite nombreuse, chez le premier président du parlement, Achille de Harlay.

« Il le trouva qui se pourmenoit dans son jardin, lequel s'étonna si peu de leur venue, qu'il ne daigna seulement pas tourner la tête, ni discontinuer sa pourmenade commencée, laquelle achevée qu'elle fut, étant au bout de son allée, il retourna, et en retournant il vit le duc de Guise qui venoit à lui. Alors ce grave magistrat, haussant la voix, lui dit : « C'est grand pitié quand le valet chasse le maître. Au reste, mon âme est à Dieu, mon cœur est à mon roi, et mon corps est entre les mains des méchants : qu'on en fasse ce qu'on voudra (2). »

N° 105. ÉTATS GÉNÉRAUX DE BLOIS. 16 OCTOBRE 1588.

(HENRI III.)

ALAUX. — 1837.

Après la journée des barricades, Henri III, dans sa détresse, consentit à associer les états généraux à la tâche difficile de guérir les plaies du royaume. Il les convoqua donc à Blois pour le 15 septembre 1588; mais, quelle que fût alors l'ardeur des passions politiques, les députés mirent fort peu de hâte à répondre à la sommation royale, et ce ne fut qu'un mois après, le 16 octobre, que Henri III put ouvrir solennellement l'assemblée.

« Sur les deux heures de relevée, dit M. Vitet dans son introduction au drame des États de Blois, la séance fut ouverte. La salle où elle se tenait est immense : six grosses colonnes à chapiteaux romans surmontés d'arcs en ogive la séparent par le milieu. Toutes les murailles avaient été recouvertes de tapisseries à personnages, rehaussées de riches galons, et les piliers étaient entourés de tapis de velours violet, semés de fleurs de lis d'or. Entre les troisième et quatrième piliers on avait dressé une sorte d'estrade élevée de trois marches et couronnée par un grand dais : c'était sur cette estrade qu'était placé le fauteuil du roi; à droite

(1) *Histoire de Malte*, par Vertot.

(1) *Journal de l'Étoile*, année 1579.

(2) *Discours sur la vie et la mort du président de Harlay*, par Jacques Lavallée, 1616.

celui de la reine mère; à gauche celui de la reine régnante. Tous les gentilshommes de la maison du roi, au nombre de deux à trois cents, devaient se tenir debout sur l'estrade derrière le fauteuil du roi.

» Au bas de l'estrade, et toujours sous le grand dais, on voyait un siége à bras sans dossier, couvert de velours violet, qui était destiné à M. de Guise, en sa qualité de grand maître de France. Enfin tout autour de la salle on avait réservé un passage défendu par de fortes barrières hautes de trois à quatre pieds, et derrière ces barrières on avait permis à quelques bourgeois et personnes notables de la ville de prendre place. Le légat, les ambassadeurs, les seigneurs et dames de la cour étaient dans les galeries supérieures cachées par des jalousies.

» Un huissier, placé à une fenêtre qui avait vue dans la cour du château, appelait à haute voix les députés, suivant l'ordre qui avait été arrêté. Ceux qui étaient présents répondaient, et aussitôt ils étaient reçus par quatre hérauts et conduits à MM. de Rhodes et de Marle, maîtres des cérémonies, qui leur désignaient la place qu'ils devaient prendre. Les archevêques et évêques étaient vêtus de leurs rochets et surplis; les gentilshommes avaient la toque de velours et la cape; et quant aux députés du tiers, ceux de la justice portaient la robe longue et le bonnet carré, et ceux de robe courte le petit bonnet et la robe de marchand.

» Tous les députés étant entrés dans la salle et assis selon leur rang et dignité, M. de Guise, habillé d'un pourpoint de satin blanc, la cape retroussée, et *perçant de ses yeux*, dit un écrit du temps, *toute l'épaisseur de l'assemblée pour connaître et distinguer ses serviteurs, et d'un seul élancement de sa vue les fortifier dans leurs espérances, et leur dire, sans parler : Je vous vois;* M. de Guise se leva de son siége de grand maître, et, ayant fait une révérence à toute l'assemblée, suivi des capitaines des gardes et des gentilshommes tenant à la main leur hache à bec de corbin, alla chercher le roi.

» Aussitôt sa majesté, en grand costume, et portant son grand ordre au col, parut sur l'escalier qui descend de ses appartements : toute l'assemblée se leva, et chacun demeura la tête nue.

» Le roi, s'étant assis, prit la parole, et prononça une très-longue et très-grave harangue... »

N° 106. BATAILLE D'IVRY. — 14 MARS 1590.

STEUBEN.

Le dernier des Valois venait de tomber sous le couteau de Jacques-Clément, et la couronne de France était passée à l'aîné de la maison de Bourbon. Mais Henri IV, délaissé de presque tous les seigneurs catholiques, était serré de près par le duc de Mayenne. Ce chef de la ligue, moins populaire, mais non moins habile que son frère, s'était vanté d'amener aux Parisiens le Béarnais pieds et poings liés. Déjà même on louait des fenêtres pour le voir passer. Henri, dans ses retranchements d'Arques, où avec une poignée de soldats il soutint l'effort de trente mille ligueurs, prouva à Mayenne qu'il n'était point si facile à prendre, et l'année suivante il lui donna près d'Ivry, sur l'Eure, une leçon plus forte encore.

Mayenne, à la tête de vingt-quatre mille combattants, dont un grand nombre Flamands, Espagnols, Suisses, Allemands, s'avançait pour faire lever au roi le siége de Dreux. On conseillait à Henri, qui avait à peine onze mille hommes, de se retirer encore une fois sur la Normandie. Il ne voulut pas montrer un roi de France reculant toujours devant des rebelles, et résolut d'attendre l'ennemi de pied ferme, et dans une position qui lui laisserait tous ses avantages. On connait les belles paroles que, le matin de la bataille, en mettant son casque, il adressa à ses compagnons d'armes : « Mes compagnons, Dieu est pour nous; voici ses ennemis et les nôtres; voici votre roi; donnons à eux. Si vos cornettes vous manquent, ralliez-vous à mon panache blanc . vous le trouverez au chemin de l'honneur et de la victoire (1). » L'armée répondit à ce noble langage par le cri de *vive le roi!* et la bataille commença.

L'artillerie du roi, grâce à l'avantage de sa position, portait en plein dans les rangs ennemis, tandis que celle des ligueurs tirait toujours sans atteindre. L'impatience prit au jeune comte d'Egmont, et, sans attendre la troisième décharge, il se lança avec sa cavalerie flamande contre les batteries de l'armée royale. Là, par une folle bravade, il tourne contre la bouche même des canons la croupe de son cheval, et donne à ses gendarmes l'exemple de cette bizarre insulte à une arme qu'il appelle celle des « hérétiques et des lâches. » Biron, le maréchal d'Aumont et le grand prieur eurent bon marché d'une cavalerie ainsi désordonnée, et l'imprudent Egmont resta sur le champ de bataille. Un autre accident mettait en même temps le désordre dans les reîtres de l'armée de la ligue. On laissait d'ordinaire à ces escadrons irréguliers un espace ménagé entre les rangs de l'infanterie pour se reformer après chacune de leurs charges. Cet espace leur manque par la faute du vicomte de Tavannes, et ils donnent de toute la vitesse de leurs chevaux contre les lanciers du duc de Mayenne. Vainement celui-ci s'efforce-t-il de remettre l'ordre dans cette mêlée; le roi, qui a vu le trouble des escadrons ennemis, les charge à la tête de sa noblesse, et chefs et soldats ne savent plus que fuir. L'infanterie de la ligue restait ainsi seule dans la plaine, exposée à tous les coups de l'armée royale; les Suisses, sans attendre les premières attaques de l'ennemi, livrent leurs armes pour signifier qu'ils demandent à se rendre : on les reçoit à merci. Les lansquenets en voulaient faire autant; mais le roi fut forcé de les abandonner à la vengeance de ses soldats, qui se souvenaient de leur trahison dans les retranchements d'Arques, et tout ce que put l'âme généreuse d'Henri IV fut de faire entendre ce cri : « Sauvez les Français, et main basse sur l'étranger! » En effet, dès ce moment il ne périt pas un Français de plus. Davila porte à six mille hommes la perte de l'armée de la ligue. C'était la plus belle victoire remportée depuis le commencement des guerres religieuses.

N° 107. HENRI IV DEVANT PARIS. — AOUT 1590.

ROUGET. — 1824.

Des plaines d'Ivry, Henri IV avait marché sur la capitale pour l'assiéger. Paris, depuis la journée des barricades, était le principal théâtre de la puissance de la ligue et de ses fureurs; c'était à Paris qu'il importait de la frapper d'abord, pour l'anéantir ensuite dans le reste du royaume. Pendant près de quatre mois le roi tint cette grande ville emprisonnée dans un étroit blocus (7 mai au 30 août 1590); la famine ne tarda pas y faire sentir toutes ses horreurs, et sans l'affreuse tyrannie des Seize et l'appui que leur prêtaient les soldats espagnols, la ville affamée se fût jetée dès lors aux bras de son roi. Mais il fallut endurer le mal dans ses dernières extrémités; il fallut que l'on vît les ossements des morts changés en pain et les enfants servant de nourriture à leurs mères. Les Parisiens, ainsi opprimés par leurs défenseurs, ne trouvèrent de pitié que dans le cœur du prince qui les assiégeait. Il laissa sortir une grande partie des bouches inutiles : « Faudra-t-il donc, disait-il, que ce soit moi qui les nour-

(1) D'Aubigné, liv. III, ch. v, p. 231.

risse? Il ne faut point que Paris soit un cimetière; je ne veux point régner sur des morts. » Et encore : « Je ressemble à la vraie mère de Salomon : j'aimerais mieux n'avoir point de Paris que de l'avoir déchiré en lambeaux. » Henri fit plus encore; il laissa d'abord ses capitaines et puis les soldats eux-mêmes introduire des vivres dans la ville assiégée. « Et cela, dit Péréfixe, fit subsister Paris plus d'un mois plus qu'il n'eût fait. » Mais ce que Henri IV perdit alors, il le recueillit plus tard par la reconnaissance et l'admiration qu'excita sa clémence.

Nº 108. ENTRÉE D'HENRI IV A PARIS. 22 MARS 1594.

Le baron GÉRARD. — 1817.

Henri IV avait abjuré la religion protestante dans l'église de Saint-Denis le 25 juillet 1593, et le 27 février de l'année suivante il avait été sacré dans la cathédrale de Chartres. Il n'y avait plus désormais d'obstacle entre lui et le cœur de ses sujets. Ce ne fut donc plus les armes à la main, mais par voie d'accommodement qu'il travailla cette fois à entrer dans Paris. Les portes lui en furent ouvertes par le comte de Brissac qui y commandait.

Le 22 mars 1594, à sept heures du matin, Henri IV entra dans la capitale, par la porte Neuve, près des Tuileries : c'était par cette même porte qu'en était sorti Henri III, six ans auparavant, après la fatale journée des barricades. Les troupes de la ligue occupaient encore la ville : les Espagnols étaient au faubourg Saint-Antoine, le régiment napolitain au faubourg Saint-Germain, les Allemands au faubourg Saint-Honoré. Aussi le roi fit-il son entrée en grand appareil de guerre, le casque en tête, la cuirasse sur la poitrine et son cheval bardé de fer; sa noblesse, qui l'entourait, était, comme lui, en tenue de bataille, et des lansquenets, l'arquebuse sur l'épaule, éclairaient sa marche. Mais Henri reconnut bientôt qu'il n'y avait point d'ennemis accourus sur ses pas, et que tout ce qui l'entourait était un peuple enivré du bonheur de le voir et de le posséder; dès lors son âme noble et confiante s'abandonna avec une entière effusion aux impressions de cette heureuse journée.

« Estant arrivé sur le pont Nostre-Dame, dit l'Estoile, et oïant tout le peuple crier si alaigrement *vive le Roy*, dit ces mots : « Je voy bien que ce pauvre peuple a été tyrannisé. » Puis, ayant mis pied à terre devant l'église Nostre-Dame, estant porté de la foule, ses capitaines des gardes voulant faire retirer le peuple, il les en garda, disant qu'il aimoit mieux avoir plus de peine, et qu'ils le vissent à leur aise; car ils sont, dit-il, affamés de voir un roy. »

Pendant ce temps on publiait une déclaration du roi, datée de Senlis, qui pardonnait à tout le monde, même aux Seize. On connaît l'innocente vengeance tirée par Henri de son implacable ennemie, la duchesse de Montpensier, et comment le soir de cette belle journée il s'en alla voir à la porte Saint-Denis passer les Espagnols qui sortaient de la ville. « Ils le saluaient tous, dit Péréfixe, le chapeau fort bas et avec une profonde inclination. Il rendit le salut à tous les chefs avec grande courtoisie, ajoutant ces paroles : « Recommandez-moi bien à votre maître; allez-vous-en, à la bonne heure; mais n'y revenez plus. » Henri IV se trouva alors vraiment maître au sein de sa capitale heureuse et libre.

Nº 109. HENRI IV REÇOIT DES CHEVALIERS DE L'ORDRE DU SAINT-ESPRIT.—8 JANVIER 1595.

JEAN-FRANÇOIS DETROY.

Le dimanche 8 janvier 1595 Henri IV tint pour la première fois le chapitre de l'ordre du Saint-Esprit. C'était onze jours après qu'il eut été atteint du couteau de Jean Chastel, et cette circonstance ajoutait à l'intérêt toujours si vivement excité par une aussi brillante cérémonie. « Après que le roy eut ouï vêpres (dans l'église des Augustins, à Paris), il partit de son siége, tous les officiers de l'ordre marchant devant lui, et s'en alla près de l'autel s'asseoir dans une chaire préparée à cest effet, ayant à sa dextre M. le chancelier de France, chancelier de l'ordre, M. de Beaulieu-Ruzé, grand trésorier de l'ordre, et M. l'évêque de Bourges, comme grand aumosnier de l'ordre, et à sa gauche le sieur de l'Aubespine, greffier de l'ordre. » Les deux prélats élus furent reçus d'abord; et alors « M. de Rhodes, maistre des cérémonies, accompagné de l'huissier et du hérault, alla advertir MM. le prince de Conty et le duc de Nevers, commandeur et chevalier dudit ordre, d'aller prendre MM. les ducs de Montpensier, duc de Longueville et comte de Saint-Paul, princes élus et reçus pour entrer audit ordre, lesquels ils amenèrent aussi l'un après l'autre au roy. Après que M. le duc de Montpensier eut de genoux, les deux mains posées sur le livre des Évangiles que tenoit M. le chancelier, leu à haute voix le vœu du serment que lui bailla le greffier de l'ordre, lequel il signa de sa main, le prévost et maistre des cérémonies baillèrent à sa majesté le manteau et le mantelet dont il vestit le duc, en lui disant : « L'ordre vous revest et vous recouvre du manteau de son amiable compagnie et union fraternelle; à l'exaltation de nostre foy et religion catholique, au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit; » et fit sur lui le signe de la croix : puis le grand trésorier de l'ordre présenta le collier de l'ordre au roi, lequel le mit au cou dudit sieur duc, et lui dit : « Recevez de nostre main le collier de nostre ordre du benoît Saint-Esprit, auquel nous, comme souverain grand maistre, vous recevons... Et Dieu vous face la grâce de ne contrevenir jamais aux vœux et sermens que venez de faire... » A quoy ledit sieur duc luy répondit : « Sire, Dieu m'en donne la grâce, et plustost la mort que jamais y faillir, remerciant très-humblement vostre majesté de l'honneur et bien qu'il vous a pleu me faire; » et en achevant il lui baisa la main : autant en firent lesdits sieurs ducs de Longueville et comte de Saint-Paul l'un après l'autre... Aux autres chevaliers sa majesté vestit et donna le collier de l'ordre après qu'ils eurent fait le vœu et serment en la même façon qu'avoit fait ledit sieur duc de Montpensier (1). »

Nº 110. COMBAT DE FONTAINE-FRANÇAISE. JUIN 1595.

EUGÈNE DEVÉRIA. — 1837.

Henri IV avait déclaré la guerre à l'Espagne : il avait ainsi enlevé à Philippe II son beau titre de défenseur de la foi catholique, pour ne plus lui laisser que celui d'ennemi de la France. Cependant quelques chefs de la ligue tenaient encore, Mercœur en Bretagne, d'Aumale en Picardie, Mayenne en Bourgogne, et à chacun le monarque espagnol avait envoyé des troupes auxiliaires.

On annonce à Henri IV, qui vient à peine d'entrer à Troyes, que Dijon, ville fidèle et dévouée, est devenue un champ de bataille entre le maréchal de Biron et le vicomte de Tavannes, et que l'armée du connétable de Castille s'avance pour donner la victoire au parti de la ligue. Henri ne prend pas le temps de rassembler une armée : il part avec quelques centaines de gendarmes et d'arquebusiers à cheval, et se flatte par une brillante escarmouche d'arrêter la marche du général espagnol. Mais, en faisant une reconnaissance au delà de Fontaine-Française, quelques-uns de ses cavaliers

(1) *Chronologie novelaire de Palma Cayet*, année 1595.

vont donner étourdiment dans les avant-postes espagnols, qui arrivaient à l'instant même à Saint-Seine; le baron de Lux, le marquis de Mirebeau et le maréchal de Biron lui-même courent en toute hâte pour les dégager. Leur attaque impétueuse fait un moment reculer l'ennemi; mais, cédant bientôt au nombre, ils reculent à leur tour, et Biron arrive devant le roi, entouré des débris de sa troupe en désordre, et tout sanglant d'une blessure qu'il vient de recevoir à la tête. Il fallut que Henri IV recommençât alors les exploits aventureux du roi de Navarre. « Messieurs, dit-il à ses gentilshommes qui se pressaient autour de lui; à quartier, ne m'offusquez pas, je veux paraître. » Et on le vit le front nu, l'épée à la main, courir de tous côtés pour arrêter les fuyards et les ramener à la charge contre un ennemi dix fois plus nombreux; on le vit, se multipliant à force de vaillance, forcer à la retraite son prudent ennemi, qui croyait avoir affaire à toute une armée, et dans cette retraite même oser le poursuivre pour mieux lui cacher sa faiblesse. Henri IV disait avoir combattu cette fois non pour la victoire, mais pour la vie. « En cette rencontre, écrivait-il à sa sœur, j'ai eu affaire de tous mes bons amis, et vous ai veu bien près d'être mon héritière. »

N° 111. ASSEMBLÉE DES NOTABLES A ROUEN. 4 NOVEMBRE 1596.

ROUGET. — 1823.

Trente années de guerres civiles avaient épuisé la France. Les peuples y étaient écrasés sous le poids des impôts, et cependant le trésor était vide, et, outre les dépenses ordinaires de l'état, Henri IV avait encore à payer plus de cent millions, au prix desquels il avait racheté sa couronne. Pour remédier à cette grande plaie, l'habile monarque n'hésita pas sur le parti qu'il avait à prendre : il appela Rosny aux finances, et puis se jeta loyalement entre les bras de la nation.

Une assemblée de notables fut convoquée à Rouen : c'était le roi lui-même qui en avait choisi les membres parmi le clergé, la noblesse et le tiers état. Il en fit l'ouverture le 4 novembre 1596, dans la grande salle de l'abbaye de Saint-Ouen. Autour de lui étaient les ducs de Montpensier et de Nemours, le connétable de Montmorency, les ducs d'Épernon et de Retz, le maréchal de Matignon, les quatre secrétaires d'état, le cardinal légat, les cardinaux de Gondi et de Givry, et les présidents des parlements de Paris, de Bordeaux et de Toulouse. On connaît la harangue prononcée par Henri IV dans cette circonstance. Elle a toujours été citée comme un modèle de cette vive éloquence du cœur, si puissante sur les hommes assemblés. Nous n'en citerons que les dernières paroles :

« Je ne vous ai point appelés, comme faisaient mes prédécesseurs, pour vous faire approuver mes volontés; je vous ai assemblés pour recevoir vos conseils, pour les suivre, bref, pour me mettre en tutelle entre vos mains, envie qui ne prend guère aux rois, aux barbes grises et aux victorieux. Mais la violente amour que je porte à mes sujets, et l'extrême envie que j'ai d'ajouter ces deux titres, de libérateur et restaurateur de cet état, à celui de roi, me font trouver tout aisé et honorable... »

N° 112. SIGNATURE DU TRAITÉ DE PAIX DE VERVINS. — 2 MAI 1598.

SAINT-ÈVRE. — 1837.

Le cardinal de Médicis fut accueilli en France comme un messager de paix; et en effet tous ses soins, d'après l'ordre de Clément VIII, tendirent à ménager la réconciliation des deux couronnes de France et d'Espagne. Philippe II, âgé de soixante et onze ans, commençait à reconnaître la longue illusion de ses projets ambitieux, et il craignait de léguer à son fils encore jeune un héritage aussi troublé que celui qu'il avait recueilli lui-même. Il souhaitait d'ailleurs qu'un acte conclu à la face de l'Europe confirmât l'abandon qu'il voulait faire à sa fille chérie, l'infante Isabelle-Claire-Eugénie, de l'ancien patrimoine de la maison de Bourgogne. Il écouta donc volontiers les conseils de paix du frère Bonaventure Catalagirone, général de l'ordre des Franciscains, qui lui était envoyé par le pape, pendant que Henri IV se rendait plus aisément encore aux persuasions du cardinal de Médicis.

Par suite de ces dispositions réciproques, un congrès s'ouvrit dans la petite ville de Vervins, à la frontière de la Picardie et de l'Artois. Au commencement du mois de février 1598, les sieurs de Bellièvre et de Sillery s'y rendirent au nom du roi Henri IV; le président Richardot, J.-B. Taxis et Louis de Verrières, au nom du roi catholique. On y admit le marquis de Lullin comme représentant du duc de Savoie; mais Henri IV ne voulut à aucun prix permettre l'entrée du congrès à l'envoyé du duc de Mercœur, lequel n'était pour lui qu'un sujet rebelle. Les deux médiateurs pontificaux apportèrent dans ces conférences leur pacifique intervention : il y manqua les ambassadeurs d'Élisabeth et des Provinces-Unies, dont Henri IV sacrifiait alors l'alliance à la loi suprême de l'intérêt de son royaume.

Les négociations durèrent trois mois. Au bout de ce temps (2 mai 1598) un traité fut conclu, qui, adoptant pour bases celles du traité de Cateau-Cambrésis, en 1558, rendait à la France les places de la Picardie qui étaient aux mains des troupes espagnoles, au roi d'Espagne le comté de Charolais, dépendance de la Franche-Comté; au duc de Savoie les forteresses que lui avaient enlevées les armes françaises. A ces conditions, non-seulement la paix, mais « une confédération et perpétuelle alliance et amitié, avec promesse de s'entr'aimer comme frères, » fut rétablie entre Philippe II et Henri IV, et le repos fut rendu à la France après quarante années de troubles et de guerres.

N° 113. PRISE DU FORT DE MONTMÉLIAN. 16 NOVEMBRE 1600.

ÉDOUARD ODIER. — 1837.

Le duc de Savoie refusait de rendre à Henri IV le marquisat de Saluces, fief mouvant du Dauphiné, qu'il avait envahi en 1588, à la faveur des troubles qui agitaient alors la France. Las d'être joué par des délais et des subterfuges sans terme, le roi prit enfin le parti de déclarer la guerre au duc de Savoie (11 août 1600), et il envahit aussitôt ses états. Celui-ci, confiant dans la force de ses places et dans les intrigues qu'il avait ourdies aux côtés mêmes du roi, restait à Turin dans une immobilité affectée, « chassant et dansant, dit Péréfixe, tandis qu'on le dépouillait de ses provinces. » Il avait vu sans émotion Chambéry, sa capitale, occupée par les Français; mais sa tranquille insouciance cessa quand il apprit que la forteresse de Montmélian venait de capituler.

C'était Sully qui, avec sa redoutable artillerie, avait amené la reddition de cette place. En établissant ses batteries, il avait failli deux fois être atteint par celles de l'ennemi; et c'est alors que Henri IV lui écrivit d'un ton touchant de reproche la lettre *demi-colère* qui finit par ces mots : « Adieu, mon amy que j'ayme bien, continuez à me bien servir, mais non pas à faire le fol et le simple soldat. » Cependant le roi, si avare des jours de son ami, voulut risquer les siens pour voir *l'estat du siége*. Il imposa silence aux alarmes de Sully, et consentit à se couvrir d'un *meschant manteau*, ainsi que le comte de Soissons, le duc d'Épernon et Bellegarde « pour

cacher leurs clinquants et leurs bonnes mines. » Comme ils passaient dans un champ tout découvert, on tira sur eux de telle force, « que le roi en fut tout couvert de terre et de cailloux qui l'égratignèrent, et qu'il commença à faire le signe de la croix ; à quoi Sully lui dit : « Vrayement, sire, c'est à ce » coup que je vous recognois bon catholique, car c'est de bon » cœur que vous faites ces croix. — Allons, allons, dit-il, » car le séjour ne vaut rien icy (1). »

Cependant le tonnerre de l'artillerie française, qui causait un si terrible étonnement au légat du pape, arrivé là comme médiateur, n'étonnait guère moins l'ennemi, malgré ses fortes murailles. La comtesse de Brandis, femme du gouverneur de la place, entra en échange de politesses avec la duchesse de Sully, et de proche en proche les deux dames négocièrent un accommodement en vertu duquel la place, si elle n'était point secourue, se rendrait au bout d'un mois. Elle ne fut point secourue, et Créquy en prit possession au nom de Henri IV. La guerre finit peu après par l'échange de la Bresse et du pays de Gex contre le marquisat de Saluces.

N° 114. LES PLANS DU LOUVRE DÉPLOYÉS DEVANT HENRI IV PAR SON ARCHITECTE. VERS 1609.

GARNIER. — 1818.

Nul roi n'était mieux fait que Henri IV pour rendre les bienfaits de la paix fructueux à la France. On sait tout ce qu'il fit pour l'agriculture, pour le commerce, pour l'industrie même, dont il encouragea les premiers essais à Tours et à Lyon. On sait aussi tous les grands travaux d'architecture qui furent son ouvrage. « Henri, pour nous servir des belles paroles de Voltaire, fait creuser le canal de Briare, par lequel on a joint la Seine et la Loire. Paris est agrandi et embelli : il forme la place Royale, il restaure tous les ponts. Le faubourg Saint-Germain ne tenait point à la ville, il n'était point pavé ; le roi se charge de tout. Il fait construire ce beau pont où les peuples regardent aujourd'hui sa statue avec tendresse. Saint-Germain, Monceaux, Fontainebleau, et surtout le Louvre, sont augmentés et presque entièrement bâtis. Il donne des logements dans le Louvre, sous cette longue galerie qui est son ouvrage, à des artistes en tout genre, qu'il encourageait souvent de ses regards comme par des récompenses... »

Le peintre a représenté ici Henri IV recevant des mains d'Étienne Dupérac, son architecte, les plans d'après lesquels furent donnés au Louvre ces importants accroissements.

N° 115. ÉTATS GÉNÉRAUX DE PARIS. 27 OCTOBRE 1614.

ALAUX. — 1837.

Les princes, dans leur jalousie contre l'autorité de Marie de Médicis et contre la faveur du maréchal d'Ancre, avaient demandé la convocation des états généraux. La régente déféra à leur vœu, ou plutôt, comptant que cette assemblée prêterait un utile appui à son pouvoir, elle tourna contre eux la mesure qu'ils avaient sollicitée. Louis XIII venait d'être déclaré majeur par le parlement, réuni en lit de justice, le 2 octobre 1614 ; vingt-cinq jours après il alla ouvrir les états généraux, convoqués d'abord à Sens et puis à Paris.

La séance royale eut lieu le 27 octobre dans la salle du Louvre dite du Petit-Bourbon. « Il s'émut, disent les Mémoires du cardinal de Richelieu, en l'ordre ecclésiastique une dispute pour les rangs, les abbés prétendant devoir précéder les doyens et autres dignités de chapitres. Il fut ordonné qu'ils se rangeraient et opineraient tous confusément, mais que les abbés de Cîteaux et de Clairvaux, comme étant chefs d'ordre et titulaires, auraient néanmoins la préférence.

« Les hérauts ayant imposé silence, le roi dit à l'assemblée qu'il avait convoqué les états pour recevoir leur plainte et y pourvoir. Ensuite le chancelier prit la parole, et conclut que sa majesté permettait aux trois ordres de dresser leur cahier et leur y promettait une réponse favorable.

» L'archevêque de Lyon, le baron de Pont-Saint-Pierre et le président Miron firent l'un après l'autre pour l'église, la noblesse et le tiers état, les très-humbles remercîments au roi de sa bonté et du soin qu'il témoignait avoir de ses sujets, de l'obéissance et fidélité inviolable desquels ils assuraient sa majesté, à laquelle ils présenteraient leur cahier de remontrances le plus tôt qu'ils pourraient (1). »

N° 116. MARIAGE DE LOUIS XIII ET D'ANNE D'AUTRICHE. — 25 NOVEMBRE 1615.

ALAUX et LAFAYE. — 1835.

Marie de Médicis avait toujours désiré pour son fils l'alliance de l'Espagne. Ce projet, d'abord conçu et ensuite abandonné du vivant de Henri IV, fut repris après sa mort, et les efforts de la reine, pendant les années de sa régence, parvinrent à en amener l'accomplissement. Il fut convenu que Louis XIII et l'infant d'Espagne, depuis Philippe IV, épouseraient les filles aînées des deux maisons d'Espagne et de France, et que le même jour, 18 octobre 1615, aurait lieu la célébration du double mariage. En conséquence le duc d'Uceda, fils du duc de Lerme, investi de la procuration du roi de France, épousa en son nom, dans la ville de Burgos, l'infante d'Espagne Anne d'Autriche, pendant que le duc de Guise épousait à Bordeaux, au nom de l'infant D. Philippe, madame Élisabeth de France, sœur de Louis XIII. Le cardinal de Sourdis, archevêque de Bordeaux, et l'archevêque de Burgos célébrèrent chacun dans leur église la cérémonie des épousailles.

L'échange des deux princesses se fit le 6 novembre sur la rivière de la Bidassoa, entre les ducs d'Uceda et de Guise. L'étiquette la plus rigoureuse présida à cette cérémonie. Le 21 Anne d'Autriche fit son entrée solennelle à Bordeaux, où elle fut reçue par la reine mère et le roi Louis XIII. Quatre jours après, la bénédiction nuptiale fut donnée aux deux époux dans l'église de Saint-André.

Le Mercure français nous a conservé jusqu'aux plus minutieux détails du cérémonial, tel qu'il eut lieu dans cette circonstance (2).

N° 116 *bis*. FONDATION DE LA COLONIE DE SAINT-CHRISTOPHE ET DE LA MARTINIQUE. 1625-1635.

GUDIN. — 1839.

Vandrosques Diel d'Énambuc, bon pilote, homme de résolution et d'honneur, courait les mers depuis son jeune âge, et s'était rendu fameux dans maints combats. Vers 1625 l'envie lui vint de ne plus s'en tenir à la course, et de tenter quelque exploit plus hardi. Ayant choisi quarante marins intrépides, il monte un brigantin de huit canons, construit à Dieppe de ses propres deniers, et s'en va dans la mer des Caraïbes, avec dessein de s'emparer de quelque coin de terre, et d'y établir un port, une station pour les vaisseaux français trafi-

(1) *Economies royales*, t. III, p. [illegible].

(1) *Mémoires du cardinal de Richelieu*, t. I[er], p. 210.
(2) *Mercure français*, 1615, p. 308.

quant dans ces parages. Après s'être vaillamment défendu contre un galion espagnol de trente-cinq canons, il aborde à l'île Saint-Christophe; ce lieu lui semble dans une situation favorable, et il en prend possession. Après huit mois de séjour dans cette contrée fertile, d'Énambuc revint en France avec son navire richement chargé. Il fut présenté au cardinal de Richelieu, et lui mit sous les yeux un projet d'association pour le commerce des Antilles. Le ministre, ayant goûté les plans d'Énambuc, lui délivra une patente pour fonder sa colonie, et signa le premier l'acte d'association. Quelque temps après, voulant rendre sa protection plus efficace, il lui donna des secours en hommes et en argent, à l'aide desquels d'Énambuc sut garantir de la jalousie des Espagnols son établissement naissant, et le faire respecter de ses voisins les Anglais. Quand la colonie de Saint-Christophe ne réclama plus sa présence, d'Énambuc passa, en 1635, à la Martinique, suivi de cent hommes, demi soldats, demi cultivateurs, qui l'aidèrent à bâtir le fort de Saint-Pierre. Il travaillait avec une ardeur infatigable à la prospérité de cette nouvelle colonie, lorsque la mort le surprit en 1636. Le cardinal, en apprenant cette nouvelle, dit au roi : « Votre majesté vient de perdre un de ses plus utiles serviteurs. »

N° 117. LEVÉE DU SIÉGE DE L'ILE DE RHÉ.

8 NOVEMBRE 1627.

Tableau du temps commandé par le cardinal de Richelieu pour son château de Richelieu, et exécuté sur les dessins de CALLOT.

Tous les récits du temps parlent de la passion romanesque du duc de Buckingham pour la reine Anne d'Autriche, et des folies qu'elle lui inspira. La plus grande de toutes fut de jeter son pays dans une guerre contre la France.

Louis XIII, qui n'ignorait pas les audacieuses galanteries de sa première ambassade, refusa de le recevoir une seconde fois à Paris avec le même titre. L'orgueilleux favori jura, dit-on, d'y revenir si bien accompagné qu'on ne pourrait lui en refuser l'entrée; et, prenant aussitôt en main la cause des protestants français menacés par Richelieu, il obtint du parlement anglais des subsides, et de Charles Ier un manifeste de guerre contre le roi de France. Le 20 juillet 1627 une flotte anglaise parut sur les côtes de Bretagne, et le 22 elle était maîtresse de l'île de Rhé, malgré l'héroïque résistance du gouverneur Toiras, qui fut obligé de se retirer dans le fort Saint-Martin.

Ce vaillant capitaine y soutint avec une poignée de soldats un siége de plus de trois mois. Buckingham, impatient d'être si longtemps arrêté devant une petite forteresse, offrit aux assiégés une capitulation honorable : elle fut rejetée. Il leur livra un furieux assaut : il fut repoussé. Enfin arriva le maréchal de Schomberg avec des renforts considérables, et les Anglais furent forcés de lever le siége. La flotte et l'armée françaises les poursuivirent dans leur retraite.

« A un endroit nommé *la Coharde*, les Français firent mine de vouloir charger; mais la contenance des Anglais fut si bonne que l'ennemi s'arrêta tout à coup, quoique le lieu lui donnât de l'avantage. On continue la marche de part et d'autre. Les Anglais tiennent la plaine, et les Français les dunes qui bordent la mer. Quand ceux-là furent arrivés à une digue qui, traversant les marais, aboutit au pont appelé de l'*Oye*, leurs bataillons commencèrent à se presser et à prendre leur défense : l'avant-garde et le corps de bataille enfilent le chemin étroit; mais l'arrière-garde, chargée par le maréchal de Schomberg, fut aisément défaite. Les Anglais perdirent sept ou huit cents hommes; le duc de Buckingham et quelques seigneurs de sa nation se battirent bravement en cette rencontre. Puysegur était sur le point de faire Buckingham prisonnier. Mais les soldats anglais l'enlevèrent promptement en l'air, et le passèrent de main en main au delà du pont de l'Oye. Milord Mountjoy, colonel de la cavalerie; Grey, lieutenant général de l'artillerie; cinq colonels et plusieurs officiers demeurèrent entre les mains des Français. Le roi paya leur rançon à ceux dont ils étaient prisonniers, et les renvoya peu de jours après à la reine d'Angleterre, sa sœur (1). »

N° 118. PRISE DE LA ROCHELLE.

28 OCTOBRE 1628.

Tableau du temps commandé par le cardinal de Richelieu pour son château de Richelieu.

Le cardinal de Richelieu avait apporté dans les conseils de Louis XIII deux grandes pensées : il voulait rendre au dehors la France prépondérante, et au dedans la royauté absolue. L'organisation politique du parti protestant en France mettait un égal obstacle à ces deux projets. Le corps de la monarchie ne pouvait ni se constituer dans toute sa force, ni se mouvoir dans toute son indépendance, tant que subsisterait au sein du royaume cette confédération de petites républiques, armées de toutes pièces pour la révolte, et toujours prêtes à unir leur cause aux prétentions féodales des seigneurs mécontents qu'elles s'étaient donnés pour chefs. Ruiner la puissance politique du parti réformé était donc pour Richelieu le préliminaire indispensable de tout ce qu'il méditait de grand pour la royauté et pour la France.

Avec ce ferme génie qui toujours abordait de front les plus redoutables difficultés, il résolut de détruire du premier coup « le nid d'où avoient accoutumé d'éclore tous les desseins de rébellion, » la ville de la Rochelle. Les Rochellois, tenus en bride par le fort Louis, qu'on leur promettait de démolir et qu'on ne démolissait pas, s'en étaient vengés en faisant au commerce du royaume une guerre de pirates, et en appelant les Anglais dans l'île de Rhé. Mais une fois l'armée et la flotte anglaises éloignées des côtes, le cardinal se mit aussitôt à l'œuvre pour abattre ce vieux boulevard du protestantisme.

Le siége de la Rochelle, commencé le 10 août 1627, dura jusqu'au 28 octobre de l'année suivante. La résistance des habitants fut héroïque. Mais la détermination du cardinal était plus forte que la leur, et l'on sait par quel prodige de persévérance il construisit cette fameuse digue qui fermait le port et tenait la ville comme emprisonnée dans son isolement. Louis XIII l'avait nommé lieutenant général de ses armées et de ses flottes, et tout marchait à son absolu commandement. Aussi le roi, qui lui-même à deux reprises vint prendre part aux opérations du siége, n'hésita-t-il pas à proclamer, dans la déclaration qu'il publia après la soumission de la ville, « que le succès de l'entreprise était dû au cardinal. » La Rochelle, vaincue, perdit avec ses priviléges tout ce qui pouvait lui fournir les moyens de troubler la paix du royaume. Mais le cardinal se garda d'ensanglanter sa victoire par d'inutiles rigueurs.

N° 119. COMBAT DU PAS DE SUZE. — 6 MARS 1629.

Tableau du temps commandé par le cardinal de Richelieu pour son château de Richelieu.

N° 120. COMBAT DU PAS DE SUZE. — 6 MARS 1629.

HIPPOLYTE LECOMTE (d'après un tableau de CLAUDE LORRAIN).

Vincent de Gonzague, deuxième de ce nom, duc de Mantoue, était mort en 1627, sans postérité, appelant à lui succéder le duc de Nevers, qu'il avait marié à sa nièce, Marie de

(1) *Histoire de Louis XIII*, par Levassor, liv. XXIV, p. 757.

Gonzague, fille de François IV, son frère aîné. Un sujet du roi de France, devenu prince souverain en Italie, portait ombrage à l'ambitieuse maison d'Autriche. Elle lui suscita un compétiteur; et comme de son côté le duc de Savoie élevait des prétentions sur l'héritage de Mantoue, pour mieux assurer la ruine du duc de Nevers, un partage à l'amiable divisa d'avance ses dépouilles entre les deux princes ses rivaux. Charles-Emmanuel, avec l'assistance des troupes espagnoles, eut bientôt saisi le Montferrat, qui formait son lot, et il assiégeait la ville de Casal, lorsque le duc de Nevers, trop faible pour résister à d'aussi puissantes attaques, réclama la protection de la France; Louis XIII s'empressa de lui envoyer des secours. Une expédition commandée par le maréchal d'Uxelles ayant échoué, le roi, malgré les rigueurs de l'hiver, s'achemina lui-même vers les Alpes avec une nouvelle armée.

Les Français, animés par la présence de leur roi, « forcèrent, selon l'expression d'un contemporain, des lieux où la nature défend même aux ours de passer. » Arrivé en face des barricades du pas de Suze, Louis XIII somme, d'après le titre des traités, le duc de Savoie de lui en livrer le passage. Charles-Emmanuel lui fait répondre qu'il n'est plus temps de parler de traités; que l'armée française est venue en ennemie, et que désormais c'est aux armes seules à vider le différend. Louis XIII ordonne aussitôt l'attaque. Elle fut si impétueuse, que les hommes qui défendaient les barricades, après leur première décharge, n'eurent que le temps de prendre la fuite. « J'ai ouï dire à mon père, qui fut toujours auprès du roi, dit le duc de Saint-Simon, qu'il mena lui-même les troupes aux retranchements, et qu'il les escalada à leur tête, l'épée à la main, et poussé par les épaules pour escalader sur les rochers et sur les tonneaux et parapets. Sa victoire fut complète : Suze fut emportée après, ne pouvant se soutenir devant le vainqueur... Le duc de Savoie, éperdu, ajoute Saint-Simon, toujours d'après le récit de son père, vint à la rencontre du roi, mit pied à terre, lui embrassa la botte, et lui demanda grâce et pardon. Le roi, sans faire aucune mine de mettre pied à terre, le lui accorda en considération de son fils, et plus encore de sa sœur qu'il avait eu l'honneur d'épouser. »

Nº 121. PRISE DE CASAL. — 16 MARS 1629.

Tableau du temps commandé par le cardinal de Richelieu pour son château de Richelieu.

Charles-Emmanuel vaincu devant Suze fut contraint d'ouvrir ses états à l'armée française, et d'approvisionner la ville de Casal, que naguère il assiégeait avec les Espagnols. Ceux-ci ne restèrent pas longtemps après lui sous les murs de cette place, et telle fut la frayeur que leur inspira la subite arrivée des Français, qu'ils évacuèrent précipitamment le Montferrat tout entier. Le duc de Nevers était rétabli dans la possession de son héritage. Louis XIII, pour l'y maintenir, lui laissa, en partant, une armée sous les ordres du brave Toiras, déjà connu par sa belle défense de l'île de Rhé.

Nº 122. SIÉGE DE PRIVAS. — MAI 1629.

. . . .

Nº 123. PRISE DE NIMES. — JUILLET 1629.

. . . .

Nº 124. PRISE DE MONTAUBAN. — AOUT 1629.

Ces trois tableaux du temps ont été commandés par le cardinal de Richelieu pour son château de Richelieu.

Aussitôt après le traité de Suze, Louis XIII alla poursuivre contre les villes protestantes du Languedoc l'œuvre commencée à la Rochelle. Le 21 mai 1639 il somma Privas de se rendre. Le gouverneur Saint-André Montbrun, ayant rejeté les offres de la clémence royale, la ville fut investie et le siége commença. La première attaque fut si vive qu'elle decouragea les assiégés : ils abandonnèrent précipitamment leurs remparts pour se réfugier dans les montagnes, et le lendemain, 28 mai, les troupes royales, trouvant les portes ouvertes, prirent possession de la place sans coup férir.

La soumission de Privas entraîna celle de presque toutes les villes des Cévennes, où la réforme était comme cantonnée depuis un siècle. Nîmes même se rendit, et ce fut aux yeux du duc de Savoie le plus éclatant témoignage de l'anéantissement du parti huguenot, que l'entrée solennelle du roi dans cette grande cité. Montauban fut de toutes les villes réformées la dernière à se soumettre. Elle s'obstinait à garder ses fortifications, comme une garantie de sa sûreté : c'était là ce que Richelieu tenait à lui enlever; le jour même où il sortit de cette ville, après y avoir rétabli l'autorité souveraine du roi, la démolition de ses remparts fut commencée.

Nº 125. PRISE DE PIGNEROL. — 30 MARS 1630.

Tableau du temps commandé par le cardinal de Richelieu pour son château de Richelieu

Nº 126. PRISE DE PIGNEROL. — 30 MARS 1630.

HIPP. LECOMTE. — 1836.

Le duc de Savoie n'exécutait pas le traité de Suze; l'empereur refusait toujours au duc de Nevers l'investiture du duché de Milan, et le marquis de Spinola, à la tête d'une armée espagnole, était rentré dans le Montferrat. La guerre devenant imminente, Louis XIII nomma le cardinal de Richelieu généralissime des troupes françaises en Italie.

Le cardinal quitta Paris en grand appareil, ayant à l'une des portières de son carrosse le cardinal de la Valette et le duc de Montmorency; à l'autre, les maréchaux de Schomberg et de Bassompierre. Le duc de Savoie, effrayé de l'approche des troupes françaises, envoya au pont du Beauvoisin son fils, le prince de Piémont, pour ouvrir avec le cardinal de nouvelles négociations. Mais le fier génie de Richelieu ne s'accommodait pas de ces lenteurs; il marcha rapidement devant lui, entra dans le Piémont, et fut bientôt sous les murs de Pignerol. Au bout de deux jours la ville demanda à capituler.

« Mais le comte Urbain de l'Escalange et ses gens de guerre, au nombre de huit cents, se jetèrent dans la citadelle, qui fut assiégée; les tranchées furent ouvertes le 23 mars, et les travaux avancés en telle diligence que la veille de Pâques on fut attaché à l'un des bastions de la citadelle, auquel on commença à faire deux mines. Les assiégés se sentant pressés, voyant aussi une circonvallation parfaite de la citadelle, et en outre un camp retranché avec des lignes, redoutes et forts, en sorte que les puissances d'Espagne, de l'empire et du duc de Savoie, qui estoient jointes ensemble, n'eussent pu le secourir, aimèrent mieux se rendre par capitulation que d'attendre la rigueur des armées du roi, qui leur estoit inévitable... Ainsi le siége finit le propre jour de Pâques, jour heureux en Italie pour y avoir gagné la bataille de Cerisoles et de Ravenne (1). »

(1) *Mercure français*, année 1630, p. 81.

N° 127. COMBAT DE VEILLANE.—10 JUILLET 1630.

Tableau du temps commandé par le cardinal de Richelieu pour son château de Richelieu.

La prise de Pignerol n'avait pu ouvrir à l'armée française le chemin de Mantoue. Le duc de Nevers y était plus que jamais menacé par ses ennemis, et Toiras, assiégé dans Casal, n'y tenait qu'à force de persévérance et de courage. Il fallait agir plus puissamment en Italie. Louis XIII, toujours heureux d'échapper par la guerre aux intrigues de sa cour, se rendit à l'armée. On résolut de conquérir et l'on conquit en effet la Savoie, pour effrayer le duc, qui venait de se rattacher à l'alliance espagnole. Mais, au moment de pénétrer dans le Montferrat, le roi tomba dangereusement malade à Saint-Jean de Maurienne; l'intrigue recommença de s'agiter autour de son lit; on se préparait à un nouveau règne, et la guerre était abandonnée aux soins du brave duc de Montmorency, amiral de France, et petit-fils du grand connétable.

Il la soutint dignement. Ayant appris que le duc de Savoie a réuni près de Veillane une armée deux fois plus puissante que la sienne, et jaloux cependant d'obéir aux ordres du roi qui lui a commandé de conquérir, s'il est possible, la paix par une victoire, il manœuvre pour se joindre au maréchal de la Force, et donner la bataille avec des chances moins inégales. Il n'y peut parvenir, et est forcé d'accepter seul le combat. L'historien de sa vie raconte des merveilles sur la bravoure qu'il y déploya, plus dignes d'un guerrier des temps de la chevalerie que d'un capitaine contemporain de Gustave-Adolphe. Seul, il se lança au milieu des ennemis, abattit à ses pieds Pagano Doria, frère du commandant de l'armée espagnole, pénétra jusqu'au cinquième rang de l'escadron que son impétuosité avait rompu; puis, se jetant au milieu du gros bataillon des Allemands, « il l'enfonça avec une adresse accompagnée d'un bonheur inconcevable. Les ennemis croyaient l'avoir tué; mais, le voyant tout couvert du feu de leurs mousquetades, rompre leurs rangs et jeter leurs soldats par terre, ils sont tellement effrayés qu'ils prennent la fuite, sans regarder si le duc est suivi ou non..... C'est une merveille qu'aucun des coups qu'il reçut en si grand nombre ne fut sanglant, excepté une égratignure à la lèvre. Son cheval était blessé en trois endroits, la garde de son épée et les tassettes de sa cuirasse emportées par des mousquetades; son habillement de tête enfoncé, la branche de fer qui lui défendait le visage à demi coupée, et ses bras tellement meurtris que la noirceur y parut plus de trois semaines. »

Le combat de Veillane fut un des plus beaux faits d'armes de la campagne de 1630 : sept cents hommes de l'armée réunie de l'empereur et du duc de Savoie y périrent; six cents demeurèrent prisonniers avec Doria leur général.

N° 128. TRAITÉ DE RATISBONNE. 13 OCTOBRE 1630.

ALAUX et HIPP. LECOMTE.—1836.

Depuis douze ans l'Allemagne avait vu s'allumer dans son sein cette longue et terrible guerre entre les puissances catholiques et protestantes, connue dans l'histoire sous le nom de *guerre de trente ans.* Jusque-là la prépondérance de l'autorité impériale et le génie de Waldstein avaient fait triompher la cause catholique, lorsque les protestants appelèrent à la tête de leur ligue le roi de Suède, Gustave-Adolphe. Ce grand guerrier changea bientôt la face des choses; ce fut l'empire qui trembla à son tour, et, au bruit de ses premiers succès (1630), Ferdinand II comprit bien vite qu'il ne fallait pas avoir à la fois Gustave et Richelieu sur les bras. Il convoqua à Ratisbonne une diète où devaient être portées toutes les réclamations élevées contre l'empire. Léon Brûlart y fut reçu en qualité d'ambassadeur du roi de France : il était accompagné du fameux père Joseph, confesseur et confident du cardinal de Richelieu. Les envoyés de Louis XIII firent valoir auprès de la diète les droits du duc de Nevers, et réclamèrent en sa faveur l'investiture du duché de Mantoue et de Montferrat. La cour impériale cédait dès qu'elle avait consenti à négocier : le 13 octobre fut conclu le traité de Ratisbonne, qui remettait en paix la France avec l'empire, et assurait au duc de Nevers l'héritage de la maison de Gonzague.

N° 129. LEVÉE DU SIÉGE DE CASAL. 26 OCTOBRE 1630.

Tableau du temps commandé par le cardinal de Richelieu pour son château de Richelieu.

La guerre aurait dû finir en Italie au moment de la conclusion du traité de Ratisbonne; mais ce traité n'avait pas été ratifié par Philippe III; aucun envoyé de ce prince ne s'était présenté à la diète, et l'armée espagnole tenait toujours Toiras étroitement assiégé dans Casal. Aussi l'armée française, sous les maréchaux de Schomberg, de la Force et de Marillac, refusa-t-elle de suspendre sa marche. Elle fut bientôt sous les murs de Casal, et l'on était au moment d'en venir aux mains, lorsque Mazarin, depuis cardinal, et alors gentilhomme du pape, chargé d'interposer sa médiation pontificale entre les puissances belligérantes, parvint, à force de courage et au péril de sa vie, à arrêter les combattants et à faire reconnaître le traité par le général espagnol. Toiras fut ainsi délivré après sept mois d'une belle défense.

« Dès que le traité fut signé, il demanda au marquis de Santa-Cruz la permission de passer au travers de son camp pour aller faire la révérence aux maréchaux de France. On la lui accorda volontiers. Il fut reçu par les Espagnols au bruit du canon, de la mousqueterie, et avec les mêmes honneurs qu'ils auraient pu rendre à leur roi. Les Français applaudirent peut-être plus à la valeur et à l'habileté de cet excellent officier; mais les Espagnols n'admirèrent pas moins ses rares qualités. « Hé bien! monsieur, lui dit Schomberg en l'abordant, c'est pour la seconde fois. » Le maréchal voulait dire qu'il avait déjà délivré Toiras assiégé par le duc de Buckingham dans le fort de l'île de Rhé. — « Monsieur, répliqua civilement Toiras, j'en suis redevable aux armes du roi et à votre bonne conduite aussi (1). »

N° 130. RÉCEPTION DES CHEVALIERS DU SAINT-ESPRIT A FONTAINEBLEAU.—5 MAI 1633.

ALAUX et LAFAYE.—1835.

« Le roi, chef et souverain grand maître de l'ordre du Saint-Esprit, désirant faire des chevaliers, commanda au sieur président de Chauny, secrétaire de l'ordre, de faire savoir à tous les chevaliers, commandeurs, tant cardinaux, prélats, qu'autres, et aussi à tous les officiers d'iceluy ordre, de se trouver à Fontainebleau le cinquième jour de may, pour y tenir le chapitre général, où sa majesté se trouva deux jours auparavant (2)... »

« La chambre de la belle cheminée, fort grande et spacieuse, estant destinée pour cette action notable, fut ornée en la sorte qui suit :

» Elle estoit magnifiquement tapissée avec les armes des chevaliers tout autour. A l'un des bouts il y avoit un austel

(1) *Histoire de Louis XIII*, par Levassor, liv. XXIX, p. 517.
(2) *Mercure français*, année 1633.

avec un grand dais au-dessus, le tout orné de riches paremens de l'ordre. Près de cet austel estoit la chaire du roi, couverte d'un dais, et pas loin de là, du même costé, se voyoit le banc de messeigneurs les cardinaux, et derrière eux, celui destiné pour les archevêques de l'ordre.....

» Après que chacun eut pris place selon son rang, à savoir tous les chevaliers novices tout d'un même costé, sur un banc à main gauche, et les anciens chevaliers sur les hauts siéges à droite et à gauche au-dessous de l'escu de leurs armes, les cardinaux et archevêques en leurs bancs, et le roi sous son dais, en sa chaire, puis l'on commença vespres.

» Le *magnificat* estant achevé, les chevaliers novices se vinrent présenter l'un après l'autre devant sa majesté, et firent chacun le serment; ensuite de quoi le roi leur mit le cordon bleu et la croix de l'ordre; puis changèrent leurs cappes en longs manteaux de l'ordre, à fond de velours noir, couverts de flammes en broderies d'or et d'argent, et sur iceux le mantelet de toile d'or à fond vert, brodé de colombes d'argent, le tout doublé de satin jaune orangé (1). »

N° 131. FONDATION DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE. 1634.

ALAUX et HIPP. LECOMTE. — 1837.

Depuis l'année 1629 plusieurs beaux esprits se réunissaient toutes les semaines chez Valentin Conrart pour s'y entretenir de littérature. Ils se lisaient leurs ouvrages et se donnaient mutuellement des conseils. Godeau, depuis évêque de Grasse, Gombault, Chapelain, Serisy, Desmaretz et Boisrobert, étaient les principaux membres de cette petite société, destinée plus tard à une si haute illustration.

Le cardinal de Richelieu, passionné pour les lettres, mais voulant les gouverner comme tout le reste en souverain maître, apprit par Boisrobert l'existence de cette réunion de beaux esprits, et tout aussitôt il s'avisa du parti qu'il pouvait en tirer. Il leur fit offrir de se former en une compagnie régulière et placée sous sa protection. On hésita quelques instants si l'on échangerait contre ce glorieux patronage la douce liberté d'une obscure association; mais Chapelain fit comprendre que les désirs du cardinal étaient des ordres, et sa protection fut acceptée. Richelieu les engagea alors à agrandir leur compagnie, et à lui donner les statuts qu'ils croiraient les plus convenables. Ainsi naquit l'Académie française. Ses députés allèrent présenter solennement au cardinal-ministre les règlements d'après lesquels elle devait se gouverner, et celui-ci, après les avoir reçus et corrigés en quelques parties, les approuva, puis expédia les lettres patentes qui la constituaient (1635). Le parlement sembla d'abord ne pas comprendre la haute pensée de Richelieu, et ce ne fut qu'après deux ans et avec restriction qu'il enregistra les lettres patentes. L'Académie s'éleva alors, comme un témoignage de ce que les plus petites choses peuvent devenir sous la main d'un grand homme.

N° 132. BATAILLE D'AVEIN. — 20 MAI 1635.

Tableau du temps, commandé par le cardinal de Richelieu pour son château de Richelieu.

Gustave-Adolphe était mort victorieux à Lutzen, et dès ce moment la fortune du parti protestant avait commencé à décroître en Allemagne. La bataille de Nordlingen (1634), gagnée sur les Suédois par le comte de Gallas, venait surtout de rendre à la maison d'Autriche un ascendant menaçant pour la France. Richelieu n'hésita pas à faire descendre alors dans la lice les armées françaises, et ici s'ouvre cette longue guerre contre l'Espagne, où se formèrent les premiers capitaines du siècle de Louis XIV, et qui ne devait se terminer qu'après vingt-cinq ans, à la paix des Pyrénées.

Les Espagnols avaient pris Trèves et son électeur, prince allié de la France. Louis XIII envoya réclamer contre cette infraction des traités, et n'obtint qu'un refus. Ce refus fournit à Richelieu le prétexte qu'il cherchait. « Un héraut fut envoyé, dit le marquis de Montglat, pour déclarer la guerre au cardinal-infant, au nom du roi d'Espagne. Ce héraut ne put avoir audience, de sorte qu'il fut obligé d'afficher sur la grande place de Bruxelles et sur la frontière cette déclaration. »

Quatre armées sont mises à la fois sur pied; les deux premières vont attaquer les Espagnols au pied des Alpes, dans la Valteline et le Milanais; la troisième, sous le cardinal de la Valette, marche en Allemagne; la dernière, commandée par les maréchaux de Chastillon et de Brézé, se rassemble à la frontière des Pays-Bas. Celle-ci doit combiner ses mouvements avec les Hollandais, engagés contre l'Espagne dans la longue guerre de leur indépendance.

Elle entre avant toutes les autres en campagne, et son premier effort est de se porter sur la Meuse pour se joindre, si elle le peut, au prince d'Orange, qui s'avance à la tête de l'armée des Provinces-Unies; mais le prince Thomas de Savoie, général des troupes espagnoles, manœuvre de son côté pour empêcher cette réunion, et, n'ayant que des forces inférieures pour fermer aux Français le passage, il prend près le village d'Avein, au pays de Liége, une forte position, et y attend la bataille.

« Le combat, selon le récit de Sirot, vieux capitaine qui plus tard commanda la cavalerie à la bataille de Rocroy, fut rude et opiniâtre. Les ennemis à l'abord mirent notre aile droite en désordre; mais l'aile gauche l'ayant soutenue, les Français qui ployaient prirent tant de force et de vigueur qu'ils enfoncèrent tout ce qui se présenta devant eux, et il n'y eut plus qu'à poursuivre et à tuer. Il demeura des ennemis morts sur le champ de bataille et sur le chemin de leur fuite au moins quatre mille hommes, et l'on fit plusieurs prisonniers de considération; mais le prince Thomas s'étant sauvé de bonne heure, le comte de Bucquoy soutint tout l'effort et se retira enfin à Namur, lui quatorzième. La plaine où se donna le combat s'appelle Avein, et il dura depuis midi jusqu'à cinq heures du soir. »

N° 133. PRISE DE SAVERNE. — 19 JUIN 1636.

EUG. DEVÉRIA. — 1837.

Le 19 juin 1636 la ville de Saverne se rendit au duc Bernard de Saxe-Weimar, illustre aventurier qui avait engagé son épée au service de la France. « Le duc avait voulu avoir seul l'honneur de la prise de cette place. Mais voyant qu'il n'en pouvait venir à bout, il pria le cardinal de la Valette de faire entrer à la garde de la tranchée les troupes qu'il commandait pour relever les siennes (1). » Une portion de ce succès appartint donc aux armes françaises. Le vicomte de Turenne y commença sa renommée, qui plus tard devait s'élever si haut.

N° 134. PRISE DE LANDRECIES. — 26 JUILLET 1637.

HIPP. LECOMTE. — 1836.

Malgré les heureux auspices sous lesquels s'était ouverte la campagne de 1635, les armes françaises avaient fait peu de

(1) Tiré du Trésor des merveilles de la maison royale de Fontainebleau, p. 321.

(1) *Mémoires de Richelieu.*

progrès. « Le cardinal de Richelieu, selon la remarque d'un contemporain, avait reconnu qu'il n'était pas aussi aisé de ruiner la maison d'Autriche qu'il se l'était imaginé; » et l'année suivante (1636), moins heureuse encore, avait été marquée par une suite de revers qui avaient amené les Espagnols à vingt lieues de Paris. Mais l'énergie de Richelieu s'était communiquée à toute la noblesse et à la bourgeoisie elle-même. Les Espagnols furent repoussés, et l'on reprit bientôt l'offensive. Au printemps de l'année 1637 deux armées assaillirent à la fois les Pays-Bas, celle du maréchal de Chastillon par la Champagne, celle du cardinal de la Valette par la Picardie.

Après avoir pris le Cateau-Cambrésis, le cardinal de la Valette « investit Landrecies le 19 de juin, et prit son quartier à Longfaveril. Les deux autres corps, commandés par le duc de Candale et la Meilleraye, arrivèrent le jour même devant la place. Cette ville est composée de cinq bastions revêtus de briques, le fossé plein d'eau, avec une bonne contrescarpe. Le cardinal de la Valette ouvrit la tranchée le 10 de juillet par un côté, et la Meilleraye par l'autre, et l'attaque fut menée si vivement que la mine joua le 23, laquelle, ayant fait brèche, donna lieu au régiment de Longueval de se loger dessus. Le colonel Hainin, se voyant ainsi pressé, demanda composition, et remit le 26 Landrecies entre les mains des Français, lesquels le firent conduire avec sûreté jusqu'à Valenciennes (1). »

N° 135. PRISE DU CATELET. — 8 SEPTEMBRE 1638.

HIPP. LECOMTE. — 1836.

Les grands événements de la campagne de 1638 se passèrent sur le Rhin. C'est là que l'élève de Gustave-Adolphe, le duc Bernard de Saxe-Weimar, remportait sur les Impériaux ses deux victoires de Rheinfeld et de Rheinau; c'est là que, sous les yeux de toute l'Europe attentive, il s'emparait de Brisach, après neuf mois de siége, et du même coup enlevait l'Alsace à la maison d'Autriche; c'est là enfin que Turenne, Guébriant et d'autres capitaines français se formaient sous ce maître au grand art de la guerre.

Pendant ce temps il ne se faisait rien de grand à la frontière des Pays-Bas. Le maréchal de Chastillon échouait au siége de Saint-Omer; le marquis de Brézé quittait son armée pour chercher le repos dans ses terres d'Anjou. C'étaient deux nouveaux capitaines qui soutenaient l'honneur des armes françaises : Gassion, qui n'était que colonel, et à qui Piccolomini demandait un rendez-vous pour lui dire combien il admirait sa bravoure; et du Hallier qui terminait la campagne par la prise du Catelet.

Cette place fut investie le 25 août, « et la circonvallation ne fut pas plus tôt fermée, qu'on ouvrit la tranchée. Les batteries furent dressées si promptement et si bien servies, que, le 8 septembre, du Hallier fut maître de la contrescarpe et fit sa descente dans le fossé, qui est sec et défendu par des flancs bas, qui n'empêchèrent pas d'attacher le mineur au bastion. La première mine fit peu d'effet, à cause des casemates qui sont dans les quatre bastions de cette place, qui donnèrent évent à la mine. Pour remédier à ce mal on alla par fourneaux, lesquels firent grandes brèches qui furent jugées raisonnables pour donner. Le régiment des gardes fut commandé d'un côté, et le régiment de Picardie de l'autre : ils montèrent tous deux à l'assaut, à la faveur des batteries qui tiraient incessamment sur le haut de la brèche, pour empêcher personne de paraître. La résistance fut médiocre et le Catelet fut emporté d'assaut. Toute la garnison fut prise ou tuée, et Gabriel de Las Torres, gouverneur, fut pris (2). »

(1) *Mémoires du marquis de Montglat*, t. I, p. 178.
(2) *Mémoires de Montglat*, t. I, p. 207.

N° 136. SIÉGE D'ARRAS. — 13 MAI 1640.

INVESTISSEMENT DE LA PLACE.

Tableau du temps.

Les mécontentements fomentés en Catalogne par le cardinal de Richelieu étaient venus augmenter les embarras de la cour de Madrid. Louis XIII saisit cette occasion pour exécuter le projet qu'il avait conçu depuis longtemps de s'emparer des Pays-Bas. Il se rendit à Soissons pour y diriger les opérations de la guerre : deux armées, l'une, sous les ordres du maréchal de la Meilleraye, et l'autre commandée par les maréchaux de Chastillon et de Chaunes, avaient été rassemblées sur les frontières du nord de la France.

Puysegur rapporte dans ses Mémoires qu'il fut envoyé près du roi pour recevoir ses ordres. « Le conseil se tint à Soissons dans le cabinet de l'évêché. Il n'y avoit que le roi, M. le cardinal et M. Des-Noïers. J'étois dans la chambre auprès de la porte; un quart d'heure après qu'ils furent entrez, M. Des-Noïers m'appela et me fit passer dans le cabinet. « Nous venons de résoudre le siége d'Arras, me dit le roi; il faut tenir la chose secrète. Dites seulement à M. de Chastillon d'en faire autant. Je vas dépêcher un courrier au maréchal de la Meilleraye, afin qu'il prenne le temps qu'il faut pour s'y rendre du côté de deçà la Scarpe. Le maréchal de Chastillon saura aussi le jour qu'il doit passer la Somme pour entrer dans le pays ennemi et pour donner la jalousie aux autres places. J'irai à Amiens et ferai venir les troupes que du Hallier commande vers la frontière de Champagne. » M. le cardinal m'ordonna de dire à M. de Chastillon que le projet étoit digne d'un aussi grand capitaine que lui.

« Le cardinal commence incontinent de donner tous ses soins et toute son application au succès de l'entreprise... Et la marche des deux armées fut si bien concertée, qu'elles arrivèrent en même temps devant Arras. Le nombre des assiégeants montoit à vingt-cinq mille hommes de pied et neuf mille de cavalerie, selon la relation publiée par ordre du roi après la prise de la ville. »

« Le 13 de ce mois, écrit le maréchal de Chastillon, M. de Chaunes et moi sommes venus ici du côté de Béthune, pour investir Arras. M. de la Meilleraye, ayant passé entre Cambrai et Bapaume, est arrivé le même jour et a investi la ville de l'autre côté, de manière que les habitants et la garnison se trouvèrent environnés de deux grandes armées en même jour et presqu'à la même heure. »

Le duc d'Enghien (depuis le grand Condé) était au siége comme volontaire, avec les ducs de Nemours, de Luines, etc. Un officier irlandais, nommé Eugène O-Néal, commandait la garnison d'Arras, qui se composait d'Espagnols, Napolitains, Wallons et Allemands.

« Le siége d'Arras, commencé le 13 juin, dit le maréchal de Bassompierre, causa de l'inquiétude aux deux partis. Les uns craignaient que leur ville ne fût emportée, et les autres que leur entreprise n'échouât. Les assiégés se préparent donc à une brave défense; les assiégeants à de vigoureuses attaques, et les Espagnols à un prompt secours de la place (1). »

Le cardinal-infant, gouverneur des Pays-Bas, employa tous les moyens dont il put disposer pour faire lever le siége; il fit passer dans la place de puissants secours, vint lui-même à la tête d'une nombreuse armée attaquer les lignes françaises, et les maréchaux se trouvèrent un moment placés dans la position la plus critique. Pendant qu'ils interdisaient aux assiégés toute communication avec le dehors de la place, eux-mêmes étaient enveloppés de tous côtés par l'armée espagnole, qui ne laissait parvenir dans leur camp aucun convoi. L'ar-

(1) *Histoire de Louis XIII*, par Levassor, t. X, p. 115 à 120.

mée française manquait de tout, et le découragement était à son comble, lorsque du Hallier, chargé de la conduite d'un convoi considérable, parvint à le faire entrer dans le camp. Le siége reprit avec la plus grande vigueur, et la ville, réduite aux dernières extrémités, se rendit enfin le 9 août.

N° 137. LE POUSSIN PRÉSENTÉ A LOUIS XIII. 1640.

LAFAYE (d'après un plafond du Louvre par M. ALAUX). — 1837.

Richelieu, jaloux de tout ce qui pouvait accroître la gloire de la France, ne laissait aucune occasion d'encourager par son appui et ses récompenses les savants et les artistes les plus distingués de son temps. La renommée dont le Poussin jouissait en Italie était dès longtemps parvenue au cardinal. Par ses ordres ce grand peintre fut appelé en France, et chargé de contribuer par son génie à l'embellissement des galeries du Louvre.

Le Poussin, ainsi qu'il nous l'apprend lui-même dans ses lettres, arriva à Paris dans le courant de l'année 1640. Conduit d'abord chez le cardinal-ministre, il fut ensuite présenté à Louis XIII, qui l'accueillit avec bonté.

N° 138. COMBAT NAVAL DE SAINT-VINCENT. 22 JUILLET 1640.

GUDIN. — 1839.

« Le marquis de Brezé ayant rencontré entre le cap de Saint-Vincent et Cadix la flotte des Indes, commandée par le marquis de Castignosa de la maison de Zapata, l'avait attaquée et contrainte à se retirer dans la baie de Cadix, après avoir perdu six galions brûlés ou coulés à fond, avec un grand nombre de marchandises et d'hommes tués, ou noyés, entre lesquels on compte Castignosa. Plein d'ardeur et de courage, Brezé voulait poursuivre sa victoire et entrer dans la baie; mais les plus habiles officiers le retinrent, et lui remontrèrent que ce serait exposer la flotte à un trop grand danger, et qu'il fallait se contenter d'avoir tellement incommodé l'ennemi, qu'il ne pût envoyer cette année aux Indes, ni par conséquent recevoir le secours d'argent qu'il en attendait (1). »

N° 138 *bis*. SOURDIS, ARCHEVÊQUE DE BORDEAUX, CHASSE LES ESPAGNOLS DU PORT DE ROZES. 26 MARS 1641.

GUDIN. — 1839.

Les succès de la marine française continuèrent dans l'année 1641.

Le cardinal-ministre avait mis à la tête de l'armée navale Sourdis, archevêque de Bordeaux, qualifié général des armées navales du Levant, avec ordre de se préparer à faire voile vers les côtes de Catalogne avec les vaisseaux et les galères de la Méditerranée. « Le prélat, dit Levassor dans son Histoire de Louis XIII, qui étudiait plus assidûment le cérémonial de la mer que les rubriques de son bréviaire et de son missel, et auquel le bruit du canon plaisait beaucoup plus que la musique et le son des orgues de son église, exécuta promptement l'ordre qu'on lui avait donné de se mettre en mer avec les vaisseaux et les galères, et de se rendre maître du cap de Quiers. Le 15 février il y envoie trois vaisseaux avec quatre cents hommes, qui s'emparent de la ville et de trois tours sur les éminences; fait partir ensuite dix vaisseaux de guerre avec des munitions et huit cents hommes de pied, qui arrivent le 12 mars. Le prélat-général d'armée vient enfin lui-même le 26 avec douze galères, chasse celles des Espagnols et leurs vaisseaux du port de Rozes et des autres qu'ils avaient encore, et leur prend quelques vaisseaux et quelques galères. De manière que le duc de Ferrandin, général des galères d'Espagne, ou trop faible, ou effrayé, n'ose sortir du port de Gênes pour s'opposer à ce premier feu de l'archevêque (1). »

(1) *Histoire de Louis XIII*, par Levassor, t. X, p. 152.

N° 139. SIÉGE D'AIRE. — 1641.

INVESTISSEMENT DE LA PLACE.

Tableau du temps.

La ville d'Aire fut assiégée par l'armée française que commandait le maréchal de la Meilleraye, ayant sous ses ordres le comte de Guiche et le maréchal de camp Gassion.

« La garnison, forte de deux mille hommes, se défendit bravement, dit Levassor, depuis la fin de mai jusqu'à celle de juillet, sous la conduite de Bernovite, qui s'était déjà signalé à la bataille d'Hesdin et d'Arras. »

Gassion acquit beaucoup de gloire dans cette entreprise. « Le roi apprend tous les jours de nouveaux exploits de Gassion, dit le cardinal Richelieu dans une de ses lettres; il en aura toute la reconnaissance possible. Pour moi, qui ne suis pas moins bien intentionné pour lui, j'en suis ravi (2). »

Le cardinal-infant chercha inutilement à faire lever le siége d'Aire : le maréchal de la Meilleraye était trop fortement retranché pour que le prince espagnol pût tenter de forcer ses lignes; « et toutes ses tentatives n'aboutirent qu'à jeter cinq cents hommes dans la place, qui fut contrainte de se rendre le 26 juillet (3). »

N° 139 *bis*. COMBAT NAVAL DEVANT TARRAGONE. 20 AOUT 1641.

GUDIN. — 1839.

Le théâtre de la guerre s'était agrandi : on se battait au pied des Pyrénées. C'était Richelieu qui, pour être plus fort contre l'Espagne, lui avait suscité une révolution en Portugal et une révolte en Catalogne. Un vice-roi français, le maréchal de Brezé, siégeait à Barcelone, et y commandait au nom du roi de France.

Le comte-duc d'Olivarez se faisait un point d'honneur de secourir Tarragone, assiégée par le comte de la Mothe-Houdancourt et de repousser ensuite les Français au delà des Pyrénées. Toutes les forces navales d'Espagne ramassées s'avançaient sous la conduite du duc de Mequada, général des galions; de don Melchior de Borgia, général des galères d'Espagne, et du duc de Ferrandin, général de celles de Naples. Le duc de Laurenzana, le ministre d'Inojosa et plusieurs autres personnes distinguées servaient sur la flotte en qualité de volontaires. L'archevêque de Bordeaux était bien inférieur en forces à une flotte si nombreuse et si puissante, où l'on comptait soixante et dix gros bâtiments. Les détails du combat sont empruntés à lui-même, sur la relation qu'il envoya au roi, signée de tous les capitaines des vaisseaux et des galères.

« Le 20, à la pointe du jour, les galères ennemies parurent au nombre de vingt-neuf, avec leur secours, à trois ou quatre milles de nôtre armée. On se met incontinent sous les voiles,

(1) Levassor, t. X, p. 145.
(2) *Idem*, p. 99.
(3) *Idem*, *Ibid.*

on prend les postes les plus propres à leur empêcher l'entrée. Après avoir observé notre contenance, les galères espagnoles se retirent vers leurs vaisseaux. Là tous se mettent en corps, courent quelque temps ensemble tenant le vent, et s'abattent toujours sur notre armée, qui, nonobstant le vent contraire, était tantôt sur un bord, tantôt sur l'autre au-devant des ennemis pour empêcher le secours. Voyant enfin que tout favorise leur dessein, et que l'avantage du vent est le gain de la partie, ils séparent leurs vaisseaux de leurs galères, et celles-ci se vont joindre à trente ou quarante brigantins. Notre armée, qui courait vers les vaisseaux ennemis, revire en même temps de bord sur les galères espagnoles, afin de s'opposer au passage du secours. Mais à l'heure même les vaisseaux des ennemis, au nombre de trente-cinq, et leurs galères, s'abattent, le vent en poupe, sur notre armée : de manière qu'il ne fut plus question de s'opposer au secours, mais aux grandes forces des Espagnols, et telles que, sans le courage et la valeur extraordinaire des capitaines des vaisseaux et des galères, nous devions succomber en cette occasion. Car enfin, les vaisseaux ennemis nous battaient en flanc, et les galères par derrière, sans que nous pussions nous servir que d'une partie de notre artillerie. Cependant nous leur témoignâmes qu'il ne faisait pas bon s'approcher si près de nous. Après un combat de quatre heures que la nuit termina, nous les contraignîmes à se retirer avec force mâts et cordages coupés, sans compter la perte des hommes qu'ils ont faite. Nous ne la savons pas exactement. Elle doit être fort grande par la quantité de coups de canon et de mousquet que nous leur avons tirés, presqu'à bout touchant, et par le nombre de soldats qu'ils avaient sur leurs vaisseaux. Les nôtres ont été aussi fort fracassés. Tel a reçu jusqu'à cent coups de canon. Il n'y a point de galères qui ne soit beaucoup endommagée, et qui n'ait perdu soldats et chiourmes (1). »

N° 140. PRISE DE COLLIOURE. — 13 AVRIL 1642.

HIPP. LECOMTE. — 1836.

Le Roussillon, placé entre le Languedoc et la Catalogne, appartenait encore à la couronne d'Espagne, et gênait les communications de Louis XIII avec sa nouvelle province. Il fallut en entreprendre la conquête. Le roi, malgré le déclin de sa santé, voulut conduire l'expédition lui-même, et le cardinal se fit traîner à sa suite, la mort déjà sur le front, mais ayant encore la force de porter aux conspirateurs du dedans et aux ennemis du dehors des coups également terribles.

Le roi arriva le 10 mars à Narbonne, et le 16 il investit Collioure, dont la prise devait lui faciliter celle de Perpignan; la ville était forte, et fut vigoureusement défendue. Dès les premiers jours du siége, les Espagnols firent trois sorties; toutes furent repoussées, mais la dernière, après que l'ennemi eut pénétré dans la tranchée et en eut détruit les travaux. Cependant le marquis de Povar, à la tête de trois mille chevaux, avait reçu l'ordre inexécutable de traverser toute la Catalogne en armes, et d'aller au secours de la place assiégée. La Mothe-Houdancourt lui ferma le passage, le battit et le fit prisonnier; il y gagna le bâton de maréchal. Dès lors le siége fut poursuivi sans obstacle. Un premier assaut livra la ville aux Français; on attaqua alors la citadelle. « La nuit du 2 au 3 avril, dit le marquis de Montglat, dont nous aimons à emprunter l'exacte et judicieuse narration, les assiégés firent une sortie qui fut vertement repoussée par le régiment de Champagne, lequel ne les chassa pas seulement de la tranchée, mais aussi de l'esplanade qui est entre la ville et le château. Le 4 on fit la descente dans le fossé; les mineurs s'attachèrent le 6, et mirent le 9 le feu à leur mine, laquelle fit grande brèche, et les Suisses se logèrent dessus. Aussitôt on entendit la chamade pour parlementer, et le 10 la capitulation fut signée, selon laquelle le marquis de Mortare remit ce château entre les mains des Français, le 13, avec le fort Saint-Elme, et fut conduit à Pampelune. »

N° 141. SIÉGE DE PERPIGNAN. — 1642.

INVESTISSEMENT DE LA PLACE.

Tableau du temps.

N° 142. PRISE DE PERPIGNAN. — 5 SEPTEMBRE 1642.

Tableau du temps commandé par le cardinal de Richelieu pour son château de Richelieu.

N° 143. PRISE DE PERPIGNAN. — 5 SEPTEMBRE 1642.

ALAUX et HIPP. LECOMTE. — 1836.

Dix jours après la prise de Collioure (23 avril), Louis XIII alla investir Perpignan. Il présida lui-même aux premières opérations du siége, « montant à cheval tous les jours pour ordonner les travaux, et faisant le tour des lignes pour voir si tout allait bien. Le marquis de Florez d'Avila, qui commandait la place, envoya savoir où logeait le roi, afin d'empêcher qu'on tirât de ce côté; ce qu'il observa ponctuellement, pour faire voir le respect qui était dû à la majesté royale, même par les ennemis. » Mais une fois les lignes achevées et le blocus établi autour de la ville, qu'on voulait réduire par la famine, Louis XIII malade se sentit hors d'état de rester plus longtemps sous les murs de Perpignan, et laissa les soins du siége aux maréchaux de Schomberg et de la Meilleraye. « Ceux-ci gardèrent si bien leurs lignes, que rien n'entrait dans la ville; tellement qu'après avoir duré cinq mois et consumé tous les vivres qui étaient dedans, jusqu'aux chevaux, mulets, ânes, chiens et chats, même cuirs, le marquis de Florez d'Avila capitula, et rendit la ville et la citadelle de Perpignan, le 5 septembre (1). » Perpignan passait alors pour le plus fort boulevard de la frontière espagnole.

« Sire, vos armes sont dans Perpignan et vos ennemis sont morts, » écrivait Richelieu à Louis XIII, lui annonçant cette belle conquête et le supplice de Cinq-Mars, son favori, comme deux succès d'une égale importance.

N° 144. BATAILLE DE LÉRIDA. — 7 OCTOBRE 1642.

HIPP. LECOMTE. — 1836.

Le Roussillon était perdu pour l'Espagne, et toutes les forces rassemblées par le comte-duc d'Olivarès arrivaient trop tard pour sauver cette province. Le ministre de Philippe III voulut du moins réparer par quelque action d'éclat une perte aussi considérable, et il donna l'ordre au marquis de Leganez de s'emparer de Lérida, ville forte de la Catalogne, sur la Sègre. Le maréchal de la Mothe-Houdancourt se porte aussitôt au secours de cette place, et, informé que le général espagnol a réuni ses troupes à celles du marquis de Tarracuse, défenseur malheureux du Roussillon, il les attend de pied ferme, malgré la supériorité de leurs forces, sous les murs de la ville qu'ils viennent assiéger.

(1) Levassor, t. X, p. 167.

(1) *Mémoires de Montglat*, p. 366.

« Les deux armées furent, le 7 octobre, en vue l'une de l'autre, et à dix heures du matin la bataille commença, dans laquelle les Français furent chargés d'abord si vigoureusement par les régiments du prince d'Espagne et du comte-duc, qu'ils furent mis en désordre; mais le baron d'Alais et le comte des Roches-Baritaut les soutinrent si hardiment que la chance tourna, et les Espagnols furent rompus et tellement mis en déroute qu'ils prirent la fuite, et se sauvèrent en grande confusion à Fragues. Le champ de bataille demeura aux Français avec tout le canon... Les Espagnols laissèrent deux mille morts sur la place, et la ville de Lérida fut sauvée, ce qui causa une grande joie dans la Catalogne (1). »

N° 145. LE CARDINAL DE RICHELIEU FAIT DON DU PALAIS-ROYAL A LOUIS XIII.
2 DÉCEMBRE 1642.

HIPP. LECOMTE (d'après le tableau original de DROLLING, fait en 1823, et placé dans la galerie du Palais-Royal)

Richelieu voyait approcher sa dernière heure. Louis XIII, languissant lui-même et atteint du mal qui devait bientôt finir ses jours, voulut voir son grand ministre au lit de mort. Il se rendit chez lui, accompagné du marquis de Villequier, capitaine de ses gardes. « Sire, lui dit le cardinal, voici le dernier adieu. En prenant congé de votre majesté, j'ai la consolation de laisser son royaume plus puissant qu'il n'a jamais été, et ses ennemis abattus. La seule récompense de mes peines et de mes services que j'ose demander à votre majesté c'est la continuation de sa protection et de sa bienveillance à mes neveux et à mes parents. Je ne leur donnerai ma bénédiction qu'à condition qu'ils serviront votre majesté avec une fidélité inviolable. Votre majesté a dans son conseil plusieurs personnes capables de la servir utilement; je lui conseille de les retenir auprès d'elle. » C'est alors, ajoutent quelques historiens, que Richelieu désigna au roi le cardinal Mazarin comme le ministre le plus digne de le remplacer. Après quoi il remit aux mains de Louis XIII l'acte de donation du Palais-Cardinal.

Cette donation, faite à la couronne dès l'année 1636, avait été renouvelée par le cardinal de Richelieu dans son testament *passé à Narbonne, en l'hôtel de la Vicomté*, le 23 mai 1642. En voici les propres termes :

« Je déclare que, par contrat du 6 juin 1636, devant Guerreau et Pargue, j'ai donné à la couronne mon grand hôtel que j'ai bâti sous le nom de Palais-Cardinal, ma chapelle d'or enrichie de diamants, mon grand buffet d'argent ciselé, et un grand diamant que j'ai acheté de Lopez. Toutes lesquelles choses le roi a eu agréable par sa bonté d'accepter, à ma très-humble et très-instante supplication, que je lui fais encore par ce présent testament, et d'ordonner que le contrat soit exécuté dans tous ses points. »

Dans un autre article du testament le cardinal recommande qu'une somme de 1,500,000 francs, prise sur sa succession, soit remise *entre les mains de sa majesté*.

N° 145 *bis*. PIERRE LEGRAND S'EMPARE D'UN GALION ESPAGNOL. — 1643.

GUDIN. — 1839.

Richelieu venait de mourir (4 décembre 1642), et la protection qu'il accordait aux colonies ne lui avait pas survécu. Ces milliers de Français transportés au bout des mers se virent alors abandonnés, en butte à la jalousie et à la cupidité des autres nations, des Espagnols surtout, qui regardaient le moindre établissement sur un monde découvert par eux comme une usurpation de leurs droits. La manière barbare dont avaient été écrasées par ces avides dominateurs plusieurs colonies naissantes avertissait les Français que le droit du premier occupant avait besoin d'être soutenu par le droit du plus fort; ils quittèrent donc la charrue, abandonnèrent leurs habitations, impuissantes à les protéger contre les ravages de la guerre, et vinrent se réfugier dans la partie septentrionale de l'île de Saint-Domingue, se cachant dans les forêts qui la couvrent, et faisant pour se nourrir la chasse aux bœufs sauvages, ce qui leur fit donner le nom de boucaniers. Bientôt, leur nombre croissant chaque jour et la chasse ne suffisant plus à leurs besoins, la plupart se résolurent à revenir à leur première profession, et se lancèrent sur l'Océan. Ils s'établirent d'abord en confrérie, sous le nom de *frères de la côte*, mettant leurs biens en commun, et ne reconnaissant d'autre supériorité entre eux que celle de la force et de l'adresse. Subdivisés en petites sociétés de cinquante ou cent hommes au plus, ils se mirent à voguer nuit et jour dans de grandes barques découvertes, comme des sauvages, l'œil toujours fixé sur l'horizon, et firent plus d'une fois expier aux Espagnols leurs cruautés envers leurs devanciers, et la vie précaire et aventureuse à laquelle ils les réduisaient. Bientôt de nouveaux aventuriers se joignirent à eux, et abandonnèrent la mère patrie pour aller aux Antilles partager les périls et les prises de ces hardis marins; Dieppe en fournit un grand nombre, qui s'illustrèrent par des traits de bravoure héroïques et presque fabuleux.

Parmi les flibustiers dieppois, Pierre Legrand est un des plus célèbres. Voici comment il débuta dans la carrière. Il croisait depuis quinze jours au débouquement de Bahama, lorsqu'il vit venir à lui un grand galion espagnol avec un pavillon de vice-amiral. Legrand montait un bateau de quatre canons, et n'avait avec lui que vingt-huit hommes, mais tous braves et décidés comme lui. Forçant aussitôt de voiles et de rames, il court au-devant du galion, le joint, s'élance sur son bord et en même temps coule à fond son propre navire. Cette audace désespérée étourdit le capitaine espagnol; son équipage stupéfait ne songe pas même à se défendre. Legrand, maître du galion, dépose une partie de ses prisonniers sur le rivage, et n'emmenant avec lui que le capitaine et ses officiers, s'en retourne fièrement à Dieppe, sa patrie, faire admirer sa prise, et en recueillir les immenses profits.

N° 146. BATAILLE DE ROCROY. — 19 MAI 1643.

HEIM. — 1837.

N° 147. BATAILLE DE ROCROY. — 19 MAI 1643.

OSCAR GUÉ (d'après un tableau de la galerie de Chantilly, par MARTIN) — 1835.

N° 148. BATAILLE DE ROCROY. — 19 MAI 1643.

SCHNETZ. — 1823

N° 149. BATAILLE DE ROCROY. — 19 MAI 1643.

JOLY (d'après un tableau de la galerie de Chantilly, par MARTIN). — 1836.

Richelieu était mort, et la santé languissante de Louis XIII faisait présumer qu'il ne survivrait pas longtemps à son ministre. Quelques succès obtenus en Flandre par les Espagnols, dans l'année 1642, leur avaient rendu leur confiance; et don

(1) Montglat, t. I, p. 568.

Francisco de Mellos, gouverneur des Pays-Bas, prévoyant les troubles que la mort du roi pouvait amener, cherchait à se rapprocher des frontières pour pénétrer plus facilement dans l'intérieur du royaume. Le duc d'Enghien lui était opposé. A peine âgé de vingt-deux ans, c'était la faveur du prince de Condé, son père, qui l'avait porté si jeune à la tête des armées. Mais Gassion, d'Espenon, la Ferté-Senneterre, la Vallière et Sirot, tous hommes de guerre renommés, étaient sous ses ordres; et le vieux maréchal de l'Hôpital avait été placé auprès de lui, pour modérer par sa prudence l'ardeur impétueuse d'un jeune prince avide de gloire. Cependant ce fut le jeune prince qui, plus habile à son coup d'essai que le vieux capitaine formé par l'expérience de vingt batailles, l'entraîna malgré lui dans une action générale.

Don Francisco de Mellos venait d'abandonner le siège d'Arras, dont les préparatifs l'avaient occupé tout l'hiver, pour se porter subitement du côté de Rocroy. Son intention était de s'emparer de cette ville, qui lui ouvrait les portes de la Champagne, pour en faire une place d'armes propre à ses entreprises. Il la savait mal pourvue et défendue par une faible garnison; l'armée française était éloignée, et tout semblait lui promettre que la ville tomberait entre ses mains avant qu'on pût la secourir.

Le duc d'Enghien avait pénétré les desseins de l'ennemi. Il commença par détacher Gassion pour jeter un secours dans Rocroy et mettre la place en état de tenir jusqu'au moment où il arriverait lui-même pour la défendre. Puis, masquant habilement ses manœuvres, il sut, avec autant de promptitude que de clairvoyance, suivre tous les mouvements du capitaine espagnol; et, rassemblant sur sa route toutes les troupes qu'il put réunir, il vint se présenter devant Rocroy lorsqu'on le croyait occupé sur un autre point de la frontière. Mellos ne connut la force de l'armée française que lorsqu'elle fut engagée dans les bois et les marécages qui couvrent la place : il pouvait lui en disputer le passage, mais, confiant dans le nombre et dans la valeur si souvent éprouvée de ses troupes, et jaloux d'entraîner son jeune adversaire dans une bataille générale, il se refusa cet avantage et laissa les régiments français se déployer en face de ses lignes. C'est au milieu de ces circonstances que le duc d'Enghien apprit la mort de Louis XIII. Ses intérêts le rappelaient à Paris, ceux de l'armée qu'il commandait réclamaient sa présence : il préféra la gloire aux avantages que lui promettaient les intrigues de la cour.

Le prince était parvenu à réunir vingt-trois mille hommes d'infanterie et de cavalerie. L'armée espagnole était forte de huit mille cavaliers, commandés par le duc d'Albuquerque, et de dix-huit mille fantassins, sous les ordres du comte de Fuentes, l'un des meilleurs capitaines de cette époque. Dans l'armée française, Gassion commandait l'aile droite; la Ferté-Senneterre, l'aile gauche. Le duc d'Enghien, avec le maréchal de l'Hôpital, d'Espenon et la Vallière, était au centre. Le corps de réserve, composé de deux mille hommes de pied et de mille chevaux, était commandé par le baron de Sirot.

Tous les récits qui nous sont restés de cette bataille doivent s'effacer devant la magnifique narration de Bossuet. L'exactitude et la précision des détails y sont relevés par les mouvements de la plus sublime éloquence.

« L'armée ennemie est plus forte, il est vrai; elle est composée de ces vieilles bandes wallones, italiennes et espagnoles qu'on n'avait pu rompre jusqu'alors; mais pour combien fallait-il compter le courage qu'inspiraient à nos troupes le besoin pressant de l'état, les avantages passés, et un jeune prince du sang qui portait la victoire dans ses yeux? Don Francisco de Mellos l'attend de pied ferme; et, sans pouvoir reculer, les deux généraux et les deux armées semblent avoir voulu se renfermer dans des bois et dans des marais pour décider leur querelle comme deux braves en champ clos. Alors que ne vit-on pas? Le jeune prince parut un autre homme : touchée d'un si digne objet, sa grande âme se déclara tout entière; son courage croissait avec les périls, et ses lumières avec son ardeur. A la nuit, qu'il fallut passer en présence des ennemis, comme un vigilant capitaine il reposa le dernier; mais jamais il ne reposa plus paisiblement. A la veille d'un si grand jour, et dès la première bataille, il est tranquille, tant il se trouve dans son naturel; et on sait que le lendemain, à l'heure marquée, il fallut réveiller d'un profond sommeil cet autre Alexandre. Le voyez-vous comme il vole ou à la victoire, ou à la mort! Aussitôt qu'il eut porté de rang en rang l'ardeur dont il était animé, on le vit presque en même temps pousser l'aile droite des ennemis, soutenir la nôtre ébranlée, rallier le Français à demi vaincu, mettre en fuite l'Espagnol victorieux, porter partout la terreur, et étonner de ses regards étincelants ceux qui échappaient à ses coups. Restait cette redoutable infanterie de l'armée d'Espagne, dont les gros bataillons serrés, semblables à autant de tours, mais à des tours qui sauraient réparer leurs brèches, demeuraient inébranlables au milieu de tout le reste en déroute, et lançaient des feux de toutes parts. Trois fois le jeune vainqueur s'efforça de rompre ces intrépides combattants; trois fois il fut repoussé par le valeureux comte de Fontaines, qu'on voyait porté dans sa chaise, et, malgré ses infirmités, montrer qu'une âme guerrière est maîtresse du corps qu'elle anime. Mais enfin il faut céder. C'est en vain qu'à travers des bois, avec sa cavalerie toute fraîche, Beck précipite sa marche pour tomber sur nos soldats épuisés, le prince l'a prévenu : les bataillons enfoncés demandent quartier. Mais la victoire va devenir plus terrible pour le duc d'Enghien que le combat. Pendant qu'avec un air assuré il s'avance pour recevoir la parole de ces braves gens, ceux-ci, toujours en garde, craignent la surprise de quelque nouvelle attaque; leur effroyable décharge met les nôtres en furie; on ne voit plus que carnage; le sang enivre le soldat, jusqu'à ce que le grand prince, qui ne put voir égorger ces lions comme de timides brebis, calma les courages émus, et joignit au plaisir de vaincre celui de pardonner.....

» Le prince fléchit le genou; et dans le champ de bataille il rend au Dieu des armées la gloire qu'il lui envoyait; là on célébra Rocroy délivré, les menaces d'un redoutable ennemi tournées à sa honte, la régence affermie, la France en repos, et un règne, qui devait être si beau, commencé par un si heureux présage. »

N° 150. PRISE DE BINCH. — 1643.

OSCAR GUÉ. — 1837.

Vainqueur à Rocroy, le duc d'Enghien prit aussitôt l'offensive, et, pour couper à l'ennemi ses communications avec l'Allemagne, il résolut de se porter sur la Moselle, et d'assiéger Thionville. Quelques marches qu'il fit du côté de l'Escaut dérobèrent aux généraux espagnols ses véritables desseins : « Ayant pris toutes ses précautions, il entra dans le Hainaut; il fit attaquer les châteaux d'Émery et de Barlemont, qui se rendirent à discrétion, après avoir souffert quelques coups de canon. Il s'empara de Maubeuge, et, pour continuer sa feinte, il marcha à Binch, où les ennemis avaient jeté des troupes qu'il attaqua, et qui se rendirent pareillement à discrétion. Il y demeura campé quinze jours pour faire reposer ses troupes, et pour y attendre tous les préparatifs qu'il avait ordonnés. »

N° 151. SIÉGE DE THIONVILLE. — 18 JUIN 1643.

OSCAR GUÉ (d'après un tableau de la galerie de Chantilly, par MARTIN). — 1835

« Quand il eut appris que tout était en état et que le marquis de Gesvres, maréchal de camp, qui était en Champagne, arrivait devant Thionville avec le corps qu'il commandait, il détacha le marquis d'Aumont avec douze cents chevaux, pour l'aller joindre et faire ensemble l'investiture de cette place; le prince se mit ensuite en marche avec le reste de son armée par Beaumont, et rentra dans la plaine de Rocroy; M. Sirot, maréchal de camp, fut chargé de conduire par Metz la grosse artillerie et les munitions, pendant que l'infanterie, avec l'équipage d'artillerie de campagne, se rendit à Thionville, où le duc d'Enghien arriva deux jours après le marquis de Gesvres, c'est-à-dire le 18 juin (1). »

« Cette place, dit l'auteur de la Relation de Rocroy, est assise sur le bord de la Moselle, du côté du Luxembourg. Elle n'est qu'à quatre lieues au-dessous de Metz. Le malheur de Feuquières, arrivé en 1639, l'avait rendue célèbre dans ces dernières guerres, et chacun la regardait comme une conquête importante, mais difficile. »

N° 152. PRISE DE THIONVILLE. — 22 AOUT 1643.

OSCAR GUÉ (d'après un tableau de la galerie de Chantilly, par MARTIN). — 1835.

Quelque diligence que put faire le duc d'Enghien, il ne put empêcher les Espagnols de jeter un secours de deux mille hommes dans les murs de Thionville. Le siége en fut entrepris dans toutes les règles et poussé avec la plus grande activité. On se battit avec courage : on livra plusieurs assauts meurtriers, tous dirigés par le prince. Dans un de ces assauts, le marquis de Gesvres fut tué et Gassion blessé dangereusement à la tête. Enfin, après plus de deux mois d'une résistance opiniâtre, le trentième jour de l'ouverture de la tranchée, les officiers jugeant toute défense inutile, demandèrent à capituler. La garnison obtint les honneurs de la guerre.

« Cette garnison était réduite à douze cents hommes, de trois mille deux cents qu'elle était au commencement du siége. Le gouverneur avait été tué, et la plupart des officiers qui restaient se trouvaient blessés ou malades. ».

N° 153. COMBAT NAVAL DE CARTHAGÈNE. 3 SEPTEMBRE 1643.

GUDIN. — 1839.

Pendant que les victoires du duc d'Enghien ouvraient avec tant d'éclat le règne de Louis XIV, le jeune amiral de Brézé donnait à la France une gloire toute nouvelle, par les avantages qu'il remportait dans la Méditerranée. Déjà, après le combat livré sur les côtes de Barcelone, il avait pris ou coulé à fond six des vaisseaux de l'armée espagnole. Le 3 septembre il eut avec elle un nouvel engagement à la hauteur de Carthagène.

« Les Espagnols se défendirent fort longtemps; mais ils furent obligés enfin de succomber aux efforts des Français, qui leur enlevèrent le vaisseau amiral de Naples, deux autres gros navires et un gros galion, sur lesquels étaient cent soixante pièces de canon. On leur tua ou fit prisonniers quinze cents hommes (2). »

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 6.
(2) *Ibid.*, p. 16.

N° 154. SIÉGE DE SIERCK.

. . . .

N° 155. SIÉGE DE SIERCK. — 4 SEPTEMBRE 1643.

JOUY (d'après un tableau de la galerie de Chantilly, par MARTIN). — 1836.

« Le duc d'Enghien, voulant assurer la conquête qu'il venait de faire, et se rendre entièrement maître de la Moselle, passa le reste de la campagne à prendre quelques châteaux entre Trèves et Thionville, et à l'attaque de Sierck. Il y marcha le 1er septembre. A son arrivée, il fit emporter la ville et dresser une batterie pour battre le château, qui passait pour un des meilleurs de la Lorraine. Le jour d'après, il y fit attacher le mineur, ce qui étonna si fort le gouverneur, qu'il demanda à capituler après s'être fait battre deux fois vingt-quatre heures. Il sortit du château avec cent hommes dont sa garnison était composée, ayant eu une capitulation avantageuse. Ce fut par la prise de cette place que le duc d'Enghien finit une campagne aussi glorieuse pour lui que le plus expérimenté général eût pu faire. Il remit le commandement au duc d'Angoulême, et s'en retourna à la cour recevoir les applaudissements qu'il avait si bien mérités par des actions qui annonçaient toutes celles qu'il a faites par la suite, et qui lui ont donné à juste titre la réputation du plus grand capitaine de l'Europe (1). »

N° 156. SIÉGE DE TRINO DANS LE MONTFERRAT. 23 SEPTEMBRE 1643.

LOUIS DUPRÉ. — 1837.

Les armes françaises n'étaient pas moins heureuses en Italie, sous les ordres du prince Thomas de Savoie, du vicomte de Turenne et du comte du Plessis-Praslin. La ville de Trino, près de Casal, dans le Montferrat, fut investie le 14 août par le prince Thomas : le baron de Watteville, gouverneur de cette place au nom du roi d'Espagne, la défendit avec courage.

« Le 19 septembre les assiégés, après avoir fait tous leurs efforts, abandonnèrent enfin leur dernier retranchement; le 23, n'espérant plus de secours, ils battirent la chamade, et le gouverneur remit la place au prince Thomas, commandant général des armées de France en Italie (2). »

C'est après cette campagne que le vicomte de Turenne reçut le bâton de maréchal de France, avec le commandement de l'armée d'Allemagne.

N° 157. PRISE DE ROTTWEIL. — 19 NOVEMBRE 1643.

. . . .

« Pendant que le duc d'Enghien faisait de si grands progrès en Flandre et sur la Moselle, le maréchal de Guébriant, qui commandait un petit corps d'armée en Allemagne, fut obligé par le général Mercy de repasser le Rhin; son armée était si faible que, sans un prompt secours, il ne pouvait tenir la campagne plus longtemps. La cour chargea le comte de Rantzau de conduire les renforts qu'on lui envoya; le maréchal de Guébriant, les ayant reçus, repassa le Rhin sur la fin du mois d'octobre, dans le dessein de s'avancer dans la Souabe sur le Danube, et d'y prendre des quartiers d'hiver. Dans sa marche, il fut contraint d'assiéger Rottweil, qui ouvrait le passage à ses troupes vers Butlingen. Cette entreprise lui fut

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 11.
(2) *Ibid.*, p. 14.

funeste, puisqu'il fut blessé le 17 de novembre d'un coup de fauconneau, dont il mourut le 20.

» Le comte de Rantzau, maréchal de camp, poursuivit le siége de Rottweil. La grande résistance des assiégés et la blessure du maréchal de Guébriant ne diminuèrent rien du courage de ses troupes, qui contraignirent le commandant de se rendre le 19 de novembre. Comme cette ville était importante pour le passage des troupes en Souabe, les ennemis firent tous leurs efforts pour la secourir, mais inutilement (1). »

N° 158. BATAILLE DE FRIBOURG. — AOUT 1644.

LAFAYE (d'après un tableau de la galerie de Chantilly, par MARTIN). — 1836.

L'hiver de 1643 s'était passé en négociations; elles furent infructueuses, et il fallut se préparer à une nouvelle campagne.

Gaston, duc d'Orléans, avait succédé au duc d'Enghien dans le commandement de l'armée en Flandre. La victoire de Rocroy et la prise de Thionville avaient suffi pour rétablir dans les Pays-Bas la réputation des armes françaises : la plupart des villes, fatiguées de la guerre, n'étaient pas en état d'opposer une longue résistance.

Du côté de l'Allemagne, la situation était bien différente : le maréchal de Guébriant avait été tué devant Rottweil, et le comte de Rantzau, qui lui avait succédé dans le commandement, surpris près de Dillingen par les impériaux, sous les ordres du duc Charles de Lorraine, avait essuyé un de ces échecs qui mettent une armée hors d'état de tenir la campagne. C'était à grand'peine que le maréchal de Turenne, chargé d'en recueillir les débris, avait rassemblé dix mille hommes, avec lesquels il marcha au secours du Brisgau. Mais là il lui avait été impossible d'arrêter Mercy, qui, avec des forces supérieures, était venu se présenter devant Fribourg, et s'en était rendu maître. Un grand effort était nécessaire pour reprendre cette place, dont la possession importait tellement au succès de la campagne. Tout le poids de la guerre se porta donc de ce côté, et le duc d'Enghien reçut l'ordre de s'y rendre, pour s'opposer, avec le maréchal de Turenne, à la marche de l'armée impériale. Arrivé le 20 juillet à Metz, le 2 août il avait rejoint Turenne, qui, suivant tous les mouvements de l'armée ennemie, se trouvait campé près d'elle, entre Brisach et Fribourg.

« Fribourg est situé au pied des montagnes de la Forêt-Noire; elles s'élargissent en cet endroit en forme de croissant, et au milieu de cet espace on découvre, auprès de Fribourg, une petite plaine bordée sur la droite par des montagnes fort hautes, et entourée sur la gauche par un bois marécageux. Ceux qui viennent de Brisach ne peuvent entrer dans cette plaine que par des défilés au pied d'une montagne presque inaccessible qui la commande de tous côtés, et par les autres chemins l'entrée en est encore plus difficile. Mercy s'était posté dans un lieu si avantageux, et comme c'était un des meilleurs capitaines de son temps, il n'avait rien oublié pour se prévaloir de cette situation. Son armée était composée de huit mille hommes de pied et de sept mille chevaux (2).... »

C'est de cette position formidable que le duc d'Enghien entreprit de déloger le vieux général bavarois. Il conduisit et ramena plusieurs fois ses troupes à la charge; son intrépidité et son audace le rendirent à la fin victorieux de tous les obstacles.

Les premiers retranchements avaient été pris : il fallait enlever la seconde ligne pour dégager un corps de troupes exposé de tous les côtés au feu de l'ennemi. Le prince n'avait alors avec lui que deux mille hommes épuisés de fatigue, et il s'agissait d'en forcer trois mille, vainqueurs de toutes les attaques et parfaitement retranchés. Le moindre retard compromettait gravement le sort du corps d'armée du maréchal de Turenne; l'action était décisive.

« On dit que le duc d'Enghien jeta alors son bâton de commandement dans les retranchements des ennemis, et marcha pour le reprendre, l'épée à la main, à la tête du régiment de Conti. Il fallait peut-être des actions aussi hardies pour mener les troupes à des attaques si difficiles (1). »

Enfin, après plusieurs jours de combats consécutifs, l'infatigable activité du duc d'Enghien et la persévérance de Turenne triomphèrent de la résistance de l'armée bavaroise. Mercy, chassé de toutes ses positions, fut forcé de battre en retraite, en abandonnant ses bagages et toute son artillerie au pouvoir du vainqueur.

La bataille de Fribourg commença le 3, et ne finit que le 9 d'août. Le duc d'Enghien fut présent partout, animant le soldat par son exemple; il s'exposa souvent aux plus grands dangers. Dans une des attaques, le sieur de la Chapelle-Milon rapporte que le pommeau de la selle de son cheval fut enlevé d'un coup de canon et le fourreau de son épée rompu d'un coup de mousquet. Le maréchal de Gramont eut un cheval tué entre ses jambes, et l'Échelle, maréchal de bataille, y perdit la vie.

« La gendarmerie y fit une très-belle action; Laboullaye la commandait : il mena ses escadrons sur le bord de ce retranchement d'arbres, et malgré le feu des ennemis il escarmoucha très-longtemps à coups de pistolet. Jamais il ne s'est fait un combat où, sans en venir aux mains, il soit tombé tant de morts de part et d'autre. Les Français y perdirent Mauvilly, et les Bavarois, Gaspard de Mercy, frère de leur général (2). »

N° 159. PRISE DE DOURLACH.—AOUT 1644.

LAFAYE (d'après un tableau de la galerie de Chantilly, par MARTIN). — 1835.

N° 160. PRISE DE BADEN. — AOUT 1644.

LAFAYE (d'après un tableau de la galerie de Chantilly, par MARTIN). — 1835.

N° 161. PRISE DE LICHTENAU.—AOUT 1644.

LAFAYE (d'après un tableau de la galerie de Chantilly, par MARTIN). — 1835

Le duc d'Enghien n'était venu que pour reprendre Fribourg et sauver l'armée du maréchal de Turenne : les fruits de sa victoire furent plus étendus. En moins de quelques semaines il fut maître de tout le cours du Rhin. C'était sur l'importante ville de Philipsbourg qu'il voulait porter ses premiers coups : pour dérober ses projets à l'ennemi, il feignit d'abord de diriger toutes ses forces contre de petites places.

« La feinte de vouloir tout employer à la conqueste de quelques places de peu d'importance luy semblant la meilleure invention qu'il pust concevoir pour surprendre celle qu'il vouloit avoir, il détacha quatre corps de l'armée : le premier, sous le sieur Tubald, lieutenant-général de cavalerie suédoise; le second, commandé par le général-major Roze; le

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 11-12.
(2) *Relation de la campagne de Fribourg*, p. 44.

(1) Voltaire, *Siècle de Louis XIV*.
(2) *Histoire militaire de Louis XIV*, t. I, p. 30.

troisième, par le marquis d'Aumont, pour passer le Rhin; le quatrième, sous le comte de Paliuau. Le premier, accompagné d'une partie de sa cavalerie et de mille dragons, prit les villes de Forsen, Etelin (1), Shen (2), Bret (3) et Dourlach; le second, commandant une forte partie de cavalerie avec quelques fantassins, emporta Baden, Rupenhen (4), Broussel (5) et Visloc (6); le troisième, estant suivy de mille fantassins, cinq cents chevaux et trois pièces de canon, se mit en possession de la ville et du chasteau de Germessin (7) situés à deux petites lieues de Spire, mais avec la perte de trois officiers et de quelques soldats tués devant le chasteau; le quatrième se rendit maistre de Liktenebaut (8), laquelle, estant deffendue par le major de Philipsbourg, se fit battre deux jours entiers (9). »

N° 162. REDDITION DE SPIRE. — 29 AOUT 1644.

GALLAIT (d'après un tableau de la galerie de Chantilly, par MARTIN). — 1836.

Le maréchal de Turenne avait été dirigé sur Philipsbourg, le 23 août, avec trois mille chevaux et sept cents hommes d'infanterie; arrivé le 24 devant cette place, il en ordonna aussitôt l'investissement.

Pendant ce temps « le duc d'Enguyen travailloit pour ne laisser rien en arrière qui pust servir à donner un succez heureux à son entreprise; il ne vouloit point que son camp fust réduit à quelque nécessité de vivres; il fit descendre sur le Rhin trente batteaux chargés de toutes sortes de munitions, et, pour ne manquer pas aux autres choses qui dépendoient de sa prévoyance, fit travailler dès les premiers jours à faire un pont sur cette mesme rivière du Rhin, entre Germessin et Knaudenheim, pour rendre libres à son armée les deux rives de ce grand fleuve.

« Toute l'armée n'ayant pas esté jugée nécessaire à ce siège, puisque la bavaroise n'estoit pas en estat de venir secourir la place, le duc d'Enguyen en détacha sous les ordres du marquis d'Aumont, pour attaquer la ville de Spire, au cas qu'elle refusast de mettre hors de ses murailles les troupes lorraines qu'elle y tenoit pour la conserver. »

La ville ne fit aucune résistance; le marquis d'Aumont avait déjà reçu le bourgmestre et les députés de la ville, et il allait leur répondre, lorsqu'il vit arriver les membres de la chambre impériale et le clergé, les premiers, « portant de longues barbes sur des fraizes bleues, et les autres vestus selon la coustume des ecclésiastiques; leurs soumissions estant faites, et chacun ayant demandé d'être conservé dans ses privilèges, ce marquis leur promit, de la part de sa majesté et de celle du duc d'Enguyen, dont il sçavoit les intentions, qu'ils seroient traités avec toute la douceur qu'il seroit possible, qu'on ne les choqueroit point dans la franchise de leurs privilèges (10). »

N° 163. SIEGE DE PHILIPSBOURG. 12 SEPTEMBRE 1644.

LAFAYE (d'après un tableau de la galerie de Chantilly, par MARTIN). — 1835

On pressait les préparatifs pour l'ouverture de la tranchée de Philipsbourg; elle eut lieu le 28 août. Les attaques furent conduites par le vicomte de Turenne et le maréchal de Gramont; les assiégés se défendirent avec courage. Laboullaye et le comte de Tournon furent tués, le premier dans une des sorties de la garnison, l'autre dans une attaque. Enfin, le 10 du mois de septembre, reconnaissant l'impuissance où il était de résister plus longtemps, le gouverneur demanda à capituler. La garnison obtint les honneurs de la guerre.

N° 164. PRISE DE WORMS. — SEPTEMBRE 1644.

GALLAIT (d'après un tableau de la galerie de Chantilly, par MARTIN). — 1836.

Le duc d'Enghien, ayant appris que Mercy rentrait en campagne avec ses débris qu'il avait ralliés et des renforts qu'il avait reçus, ne voulut pas s'éloigner de Philipsbourg, où il se trouvait avantageusement placé pour surveiller les mouvements de l'ennemi. « Il détacha M. de Turenne pour aller attaquer Worms. Ce général fit descendre par le Rhin l'infanterie, l'artillerie et les munitions de guerre qui lui étaient nécessaires pour cette expédition; il marcha ensuite par le Palatinat avec deux mille chevaux, et défit six cents hommes que le général Beck envoyait à Frankenthal. A son approche, les habitants de Worms lui ouvrirent les portes et congédièrent la garnison lorraine qui y était. »

N° 165. PRISE D'OPPENHEIM. — SEPTEMBRE 1644.

HIPP. LECOMTE (d'après un tableau de la galerie de Chantilly, par MARTIN). — 1836.

« Après la prise de Worms, M. de Turenne poursuivit sa marche vers Mayence, et détacha M. Rose pour aller attaquer Oppenheim, petite ville située dans une plaine, mal fortifiée, mais défendue par un très-bon château. Il n'y trouva aucune résistance, et la ville se rendit à son arrivée (1). »

N° 166. REDDITION DE MAYENCE. 17 SEPTEMBRE 1644.

HIPP. LECOMTE (d'après un tableau de la galerie de Chantilly, par MARTIN). — 1836.

« Le vicomte de Turenne se présenta devant Mayence, et envoya un trompette à ceux qui commandaient dans la ville pour leur offrir des conditions honorables.

» Mayence est le siége de l'archevêque électeur et une des principales villes d'Allemagne..... Ses fortifications étaient négligées, et sa défense consistait plus dans le nombre de ses habitants que dans la force de ses remparts.

» Quand le vicomte de Turenne entra dans les faubourgs, il y avait encore dans la ville une garnison impériale de huit cents hommes; néanmoins l'électeur, n'ayant pas cru pouvoir y demeurer en sûreté, s'était retiré à Cologne, de sorte que le chapitre, qui a l'autorité du gouvernement en l'absence de l'archevêque, fit assembler tous les corps de la ville, et, après plusieurs délibérations, ils résolurent de députer vers le duc d'Enghien, et de ne donner les clefs qu'à lui-même, afin de rendre en quelque sorte leur capitulation plus honorable par la qualité de celui qui les recevrait (2). »

Informé de cette résolution, le prince quitta aussitôt Philipsbourg pour se rendre à Mayence; mais, en y arrivant, il apprit que Wolf, un des meilleurs colonels de l'armée bavaroise, envoyé par Mercy à la tête d'une troupe déterminée, était dans la ville, où il cherchait tous les moyens d'engager les habitants à se défendre. Le chapitre n'en fut pas moins fidèle à la parole donnée : Wolf fut congédié; les députés de la ville vinrent au-devant du duc d'Enghien, qui, après

(1) Ettlingen. — (2) Stein. — (3) Bretten. — (4) Ruppenheim. — (5) Bruchsal. — (6) Wiesloch. — (7) Germersheim. — (8) Lichtenau.
(9) *Mercure de France*, t. XXV, p. 102.
(10) *Ibid.*, p. 106.

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 33.
(2) *Relation de la campagne de Fribourg*, p. 150.

avoir ratifié la capitulation, prit possession de la ville, et y laissa une garnison française.

N° 167. REDDITION DE BINGEN.—SEPTEMBRE 1644.

Hipp. Lecomte (d'après un tableau de la galerie de Chantilly, par Martin). — 1836.

Bingen, petite ville avec un bon château sur le Rhin, fut comprise dans le traité de Mayence : on y envoya aussi une garnison française.

N° 168. PRISE DE CREUTZNACH.—SEPTEMBRE 1644.

Hipp. Lecomte (d'après un tableau de la galerie de Chantilly, par Martin). — 1836.

N° 169. PRISE DE BACARACH.—1644.

Hipp. Lecomte (d'après les tableaux de la galerie de Chantilly, par Martin). — 1836.

Le vicomte de Turenne prit ensuite possession de Creutznach et de Bacarach, petites villes situées, la première sur la Nahe, et la deuxième sur le Rhin, à peu de distance de Bingen.

N° 170. SIÉGE DE LANDAU.—SEPTEMBRE 1644.

Jouy (d'après un tableau de la galerie de Chantilly, par Martin). — 1836.

Landau, ville située sur la rive gauche du Rhin, à quatre lieues de Philipsbourg, venait d'être investie. Le marquis d'Aumont, ayant sous ses ordres douze cents hommes d'infanterie et quinze cents chevaux, en commença le siége; le duc d'Enghien avait rejoint son armée à Philipsbourg.

« Il apprit en arrivant que la tranchée était déjà ouverte, mais que d'Aumont, en allant visiter le travail, avait été blessé dangereusement. Le vicomte de Turenne alla continuer le siége, et poussa la tranchée si diligemment que dans trois jours on fit une batterie et un logement dans la contrescarpe; le cinquième jour, le duc d'Enghien y étant venu pour visiter les travaux, les Lorrains traitèrent avec le vicomte de Turenne et sortirent de la place (1). »

N° 171. PRISE DE NEUSTADT.—1644.

Gallait (d'après un tableau de la galerie de Chantilly, par Martin). — 1836.

« Après la prise de Landau, Neustadt, Manheim et Ladenbourg ne firent que fort peu de résistance.

» Ainsi le duc d'Enghien se vit, en une seule campagne, trois fois victorieux de l'armée bavaroise, maître du Palatinat et du cours du Rhin depuis Philipsbourg jusqu'à Ehrenbreistein, et de tout ce qui est entre le Rhin et la Moselle (2). »

N° 172. BATAILLE DE LLORENS.—22 JUILLET 1645.

Pingret. — 1837.

La campagne de Catalogne avait commencé par le siége de Roses; le comte du Plessis-Praslin s'en était rendu maître le 22 mai 1645.

« La prise de cette importante place fut suivie d'une victoire remportée sur les Espagnols en Catalogne, par le comte d'Harcourt, près le détroit de Llorens. Ce général voulut pousser plus loin ses progrès; il passa pour cet effet la Sègre sur un pont qu'il fit faire afin de chercher les ennemis et de les combattre; il les rencontra le 22 juin dans la plaine de Llorens; et les ayant amorcés peu à peu par des escarmouches, il les engagea insensiblement dans une action générale. Les Espagnols soutinrent les premières attaques avec beaucoup de fermeté; mais, après quelques heures de résistance, ils furent obligés de céder à la valeur des Français, et de leur abandonner le champ de bataille avec quelques drapeaux et étendards. Ils laissèrent trois mille hommes sur la place et un grand nombre de prisonniers (1). »

(1) *Relation de la campagne de Fribourg*, p. 154.
(2) *Ibid.*

N° 173. SIÉGE ET PRISE DE ROTHEMBOURG. 1645.

Renoux (d'après un tableau de la galerie de Chantilly, par Martin). — 1836.

Le duc d'Enghien était retourné à Paris, pour y recevoir, dit Voltaire, les acclamations du peuple et les récompenses de la cour, et, pendant ce temps, Turenne, opposé à Mercy avec des forces inférieures, avait été vaincu à Marienthal, conservant néanmoins la gloire de faire sous le feu de l'ennemi une retraite longue et périlleuse. Après avoir repassé le Mein et ensuite le Rhin, il rejoignit enfin le duc d'Enghien, qui était revenu se mettre à la tête de l'armée. Les deux généraux reprirent alors l'offensive, s'emparèrent de Wimpfen, petite ville sur le Necker, et emportèrent ensuite d'assaut la ville et le château de Rothembourg.

N° 174. BATAILLE DE NORDLINGEN.—3 AOUT 1645.

ORDRE DE BATAILLE.

. . . .

N° 175. BATAILLE DE NORDLINGEN.

Renoux (d'après un tableau de la galerie de Chantilly, par Martin).

N° 176. BATAILLE DE NORDLINGEN.

Hipp. Lecomte (d'après un tableau de la galerie de Chantilly, par Martin).

Le duc d'Enghien ne cherchait qu'une occasion de livrer bataille; il espérait, en affaiblissant l'ennemi, s'emparer plus facilement des places fortes et des villes dont il voulait assurer la conquête à la France. Mercy, en général habile, avait pris toutes ses mesures pour s'opposer à ses entreprises : il occupait plusieurs éminences environnées de marais, entre Winding et Nordlingen, lorsqu'il fut rejoint par l'armée française. Le duc d'Enghien s'empressa de disposer son ordre de bataille et de marcher à l'ennemi. Le maréchal de Gramont et le vicomte de Turenne eurent le commandement de l'aile droite et de l'aile gauche; il se réserva celui du centre.

« La montagne sur laquelle les ennemis étaient postés avait un village au milieu, et il y avait sur leur gauche un château où ils avaient mis de l'infanterie et du canon. Comme depuis ce village jusqu'à la montagne on pouvait facilement monter en bataille, en passant néanmoins sur les flancs de ce village, de la montagne et du château, le duc d'Enghien prit le parti de le faire attaquer avec de l'infanterie, afin que, s'en étant rendu maître, les deux ailes qui marchaient contre leur cava-

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 50.

lerie ne fussent point incommodées des feux qui en sortiraient (1). »

La bataille commença le 3 août vers quatre heures après midi. Après un engagement très-vif, l'ennemi fut délogé du village qu'il occupait. Le combat continua alors dans la plaine avec un acharnement sans égal. La victoire, longtemps disputée, couronna enfin les efforts réunis du prince et du vicomte de Turenne.

Suivant le rapport de Quincy, « une partie des ennemis fut taillée en pièces, et le reste fut poussé et mis en fuite. Les Bavarois laissèrent quatre mille hommes sur la place, et l'on fit un si grand nombre de prisonniers, qu'on fut contraint d'en renvoyer une partie, dont on était embarrassé. On prit quinze pièces de canon, quarante drapeaux ou étendards, et presque tout leur bagage. Le comte de Mercy, général des ennemis, fut tué pendant l'action à leur aile droite, ce qui contribua au gain de la bataille. Le duc d'Enghien s'y exposa comme un simple soldat; il eut une grosse contusion à la cuisse, une au coude, et un cheval tué sous lui. Parmi les autres blessés de remarque étaient MM. de Marsin, de Belnane et de la Moussaye. Le maréchal de Gramont fut fait prisonnier, de même que le marquis de la Châtre. Le premier fut échangé, après la bataille, avec le général Gleen, qui avait eu le même sort. M. de Turenne, qui contribua beaucoup au gain de cette victoire, eut un cheval tué sous lui. Les Français n'eurent que quinze cents hommes tués ou blessés. Parmi les premiers étaient MM. de Chatelus, de Pisany, de Bourg et de Livry (1). »

N° 177. REDDITION DE NORDLINGEN.—AOUT 1645.

RENOUX (d'après un tableau de la galerie de Chantilly, par MARTIN). — 1836.

Le duc d'Enghien se présenta aussitôt après la bataille devant la ville de Nordlingen, qui se rendit sans opposer la moindre résistance.

N° 178. REDDITION DE DINKELSBUHL. AOUT 1645.

RENOUX (d'après un tableau de la galerie de Chantilly, par MARTIN). — 1836.

La ville de Dinkelsbühl subit également la loi du vainqueur; les habitants s'empressèrent d'envoyer leur soumission.

Bientôt après, les deux armées changèrent de chef sans changer de fortune: Turenne remplaça le duc d'Enghien malade, et le comte de Gallas succéda à Mercy. Les succès des armes françaises n'en furent point ralentis : Heilbronn et plusieurs autres places tombèrent successivement en leur pouvoir. Enfin, pour couronner dignement cette glorieuse campagne, Turenne rétablit dans sa capitale l'électeur de Trèves, qui, dix ans auparavant, en avait été chassé par les Espagnols. Après quoi il se retira sous Philipsbourg, pour y prendre ses quartiers d'hiver.

En Flandre, Gaston, duc d'Orléans, avec les maréchaux Gassion et Rantzau; en Italie, le prince Thomas de Savoie, et en Catalogne le comte d'Harcourt, avaient aussi obtenu des avantages signalés : tout faisait donc présager la fin d'une guerre aussi longue que désastreuse.

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. 1, p. 43.
(2) *Ibid.*, p. 45.

N° 178 *bis*. COMBAT DEVANT ORBITELLO. 14 JUIN 1646.

GUDIN. — 1839.

Les plénipotentiaires français et les envoyés des puissances belligérantes réunis à Munster ne purent encore s'accorder, et la guerre se ralluma sur tous les points l'année suivante. Une flotte armée dans les ports de la Provence fut donnée au duc de Brézé pour soutenir le prince Thomas, qui faisait le siége d'Orbitello.

Le 14 juin, « l'armée navale d'Espagne, commandée par le marquis de Pimentel, parut dans le dessein de secourir cette ville. Les deux armées étant en vue l'une de l'autre, il se donna un combat qui dura trois heures, pendant lesquelles les Français eurent toujours l'avantage sur les ennemis, et les obligèrent de se retirer. Le duc de Brézé, voyant la victoire assurée, et s'étant mis sur le tillac pour encourager les Français à le suivre, eut la tête emportée d'un boulet de canon. Sa mort ralentit le combat, qui aurait été plus funeste aux Espagnols sans cet accident. »

N° 179. SIÉGE DE COURTRAY. — 28 JUIN 1646.

PINGRET (d'après un tableau de la galerie de Chantilly, par MARTIN). — 1836.

N° 180. SIEGE DE COURTRAY. — 28 JUIN 1646.

VANDERMEULEN.

D'Avaux et Servien étaient depuis un an à Munster pour y traiter de la paix; cependant les négociations traînaient en longueur; on pensa les accélérer en envoyant le duc de Longueville avec le titre de chef de l'ambassade. Mais en même temps que l'on proposait la paix, pour contraindre l'Espagne à l'accepter on résolut de porter en Flandre tout le poids de la guerre. Le commandement des armées fut confié à Gaston, duc d'Orléans, et au duc d'Enghien. Les maréchaux Gassion et de Rantzau étaient sous leurs ordres; ils avaient pour adversaires le duc de Lorraine, Piccolomini, Beck et Lamboy, qui commandaient une armée de plus de vingt-cinq mille hommes.

Avant l'arrivée des princes, le maréchal de Gassion, resté en Flandre pendant l'hiver, avait déjà fait contre l'ennemi quelques heureuses entreprises.

La campagne s'ouvrit par le siége de Courtray : cette place avait été investie le 13 de juin par les maréchaux de Gassion et de Rantzau. Le duc d'Enghien opéra sa jonction avec l'armée du prince le 14. La tranchée fut ouverte immédiatement, et le siége poussé avec vigueur.

Les assiégés, ne recevant pas de secours, demandèrent à capituler le 28 juin, le treizième jour de la tranchée ouverte. Le duc d'Orléans leur accorda des conditions honorables.

N° 181. SIÉGE DE BERGUES-SAINT-WINOX. 31 JUILLET 1646.

BRUYÈRES (d'après un tableau de la galerie de Chantilly, par MARTIN). — 1836.

Les Hollandais approchaient pour se joindre à l'armée française. Le duc d'Orléans, dans la pensée que l'ennemi chercherait à empêcher cette jonction, avait pris toutes ses mesures pour livrer bataille; mais le duc de Lorraine, chef de l'armée impériale, refusa d'engager dans une action générale les forces qu'il commandait. Gaston rejoignit donc l'armée hollandaise dans les environs de Bruges, et, après avoir détaché près d'elle le duc de Gramont avec six mille hommes, il revint à Courtray, et, poursuivant les avantages qu'il avait obtenus, il vint se présenter, le

28 juillet, devant Bergues-Saint-Winox, grande ville sur la rivière de Colme, dont il entreprit le siége.

« Son altesse royale se plaça, avec les troupes qui étaient sous les ordres du maréchal de Rantzau, depuis la Colme jusqu'à Lanbergue, et le duc d'Enghien depuis ce lieu jusqu'au fort Ventismuler; le maréchal de Gassion fut posté depuis ce fort, au delà de la Colme, jusqu'au canal de Bergues à Dunkerque, et de là encore jusqu'au bord de la Colme. La place ne fut pas plutôt investie que les gouverneurs de Bergues et de Dunkerque levèrent leurs écluses, ce qui obligea les troupes de se porter sur les éminences. On ouvrit deux tranchées, l'une au quartier du duc d'Orléans et l'autre au quartier du duc d'Enghien. Les assiégés, ayant vu que les attaques avançaient beaucoup en peu de temps, et qu'à celle du duc d'Enghien une batterie avait fait une brèche fort considérable à la muraille, demandèrent à capituler. La garnison sortit le lendemain 31, en bon ordre, et fut conduite à Dunkerque. M. de Puysegur y fut laissé pour y commander (1). »

N° 182. SIÉGE DE MARDICK.—23 AOUT 1646.

BRUYÈRES (d'après un tableau de la galerie de Chantilly, par MARTIN). — 1836.

« Le duc d'Orléans, voulant pousser ses conquêtes du côté de la mer, et ayant formé le projet de reprendre Mardick, dont les ennemis s'étaient emparés sur la fin de la campagne dernière, envoya en Hollande pour solliciter l'amiral Tromp de venir bloquer cette place du côté de la mer avec quelques vaisseaux. Le marquis de Caracène jugeant, par la route que l'armée de France avait prise, qu'elle avait dessein de reprendre Mardick, envoya en diligence à Fernando Solis, qui était gouverneur, mille hommes de pied et cent chevaux, outre les munitions dont il pouvait avoir besoin pour la défense de cette place (2) ».

Le siége de Mardick fut long et très-meurtrier; il commença le 4 août et ne finit que le 23. Le gouverneur, qui recevait des secours de Beck et du marquis de Caracène, fit une vigoureuse résistance; mais l'arrivée de quelques vaisseaux hollandais fournit au duc d'Orléans le moyen de couper les communications avec Dunkerque, et la garnison, contrainte alors à capituler, resta prisonnière. Elle se montait à deux mille cinq cents hommes.

N° 183. PRISE DE FURNES. — 4 SEPTEMBRE 1646.

JOUY (d'après un tableau de la galerie de Chantilly, par MARTIN). — 1836.

Le duc d'Orléans ayant quitté l'armée après la prise de Mardick, le duc d'Enghien lui succéda dans le commandement. Après avoir mis cette place dans un bon état de défense, le prince continua sa marche, et, tournant la ville de Dunkerque, il se dirigea sur Furnes, dans le dessein d'attaquer le marquis de Caracène, qui s'était retranché à Vulpen avec un corps de cinq à six mille hommes. Mais l'ennemi s'étant retiré, le prince arriva le 5 septembre, et la place ne fit aucune résistance. La garnison, montant à quinze cents hommes, fut prisonnière.

N° 184. SIÉGE DE DUNKERQUE.—SEPTEMBRE 1646.

INVESTISSEMENT DE LA PLACE.

SIMÉON FORT. — 1837.

Depuis l'ouverture de la campagne, la marche de l'armée française n'avait été qu'une suite de conquêtes; mais elle s'était en même temps affaiblie par les siéges qu'elle avait dû faire. Le marquis de Caracène, en se retirant pas à pas devant un ennemi victorieux, qui ne pouvait que très-difficilement se recruter dans l'intérieur de ses provinces, espérait l'affaiblir encore davantage, et le mettre enfin hors d'état de lui résister. Ce calcul n'échappait pas au duc d'Enghien; mais l'ardeur de ses résolutions n'en fut point refroidie. Loin de songer à abandonner ses conquêtes, il pensait à les accroître et à les assurer en même temps par un coup d'éclat qui terminât glorieusement la campagne. Déterminé à entreprendre le siége de Dunkerque, il assemble un conseil de guerre, députe vers la cour, pour obtenir l'agrément de la reine régente et de ses conseillers, pendant qu'il envoie Tourville en Hollande pour demander aux États-Généraux l'assistance de leur flote; assure enfin avec l'intendant Champlatreux les subsistances de l'armée, et donne l'ordre au comte de Cossé, commandant l'artillerie, de réunir tout son matériel et les munitions de guerre qui lui sont nécessaires.

C'est à cette époque que le baron de Sirot rejoignit l'armée avec les régiments polonais au service de France, dont il avait le commandement. Le prince rappela le corps détaché jusqu'à ce moment en Lorraine, sous les ordres de la Ferté-Senneterre; il réunit aussi une partie des troupes restées dans les garnisons; et le 15 septembre, à la tête des compagnies de gendarmes et de chevau-légers de sa maison, il alla reconnaître la place.

La réponse de la reine parvint le 19. Le même jour l'armée quitta Furnes, et, l'amiral Tromp étant bientôt arrivé, Dunkerque fut étroitement bloqué dès l'ouverture même du siége. Les lignes de circonvallation étaient terminées le 24.

L'armée sous les ordres du duc d'Enghien était composée de dix mille hommes d'infanterie et de cinq mille chevaux. Elle comptait dans ses rangs Gassion et Rantzau. Le duc de Retz et le marquis de Montausier y servaient comme volontaires.

« Le marquis de Lède, qui s'était acquis une grande réputation dans la défense qu'il fit à Maëstricht contre Frédéric-Henri de Nassau, était gouverneur de cette place avec une garnison de deux mille cinq cents hommes d'infanterie, de trois cents chevaux, d'un grand nombre d'officiers, de trois mille bourgeois portant les armes, et de deux mille matelots.

» Cette place consiste en deux villes : l'une qu'on appelle la vieille ou le port, et qui est sur le bord de la mer, était pour lors fermée d'une muraille terrassée et flanquée de tours environnée d'un fossé fort large et plein d'eau, la neuve était fermée d'une enceinte et de douze bastions de terre, de fossés aussi remplis d'eau, et d'un bon chemin couvert. Le duc d'Enghien distribua ses troupes en plusieurs quartiers. Le maréchal de Gassion fut posté avec les troupes qui étaient sous ses ordres depuis le bord de la mer jusqu'au milieu des dunes; le maréchal de Rantzau occupait avec les siennes toute la plaine en tirant du côté du canal de Bergues, et les régiments polonais et autres se campèrent sur les dunes, entre Mardick et le fort Léon (1). »

N° 185. REDDITION DE DUNKERQUE. 13 OCTOBRE 1646.

JOUY (d'après un tableau de la galerie de Chantilly, par MARTIN). — 1836.

L'ouverture de la tranchée eut lieu le 24; le duc d'Enghien pressa vivement les attaques; souvent même il les commanda en personne. Ayant eu avis, le 28, que Piccolomini était à Nieuport avec un corps de troupes ennemies, il s'empressa

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I. p. 57.
(2) *Ibid.*, p. 58.

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 61.

de détacher la Ferté-Senneterre pour lui faire tête; et, poursuivant ses attaques avec une nouvelle vigueur, il ne laissa pas de relâche à la garnison. Le marquis de Lède, qui ne recevait aucun secours, écouta enfin les propositions qui lui étaient adressées.

« La capitulation fut honorable; elle portait que, dans le cas où, au bout de cinq jours, les armées d'Espagne ne viendraient pas secourir la place, on la remettrait entre les mains des Français : ce que le marquis de Lède exécuta le 12 d'octobre. Il sortit avec douze cents hommes d'infanterie et deux cent cinquante chevaux, n'ayant tenu que treize jours de tranchée Pendant ces négociations, le chevalier de Chabot et M. de Vinaut, sergent de bataille, furent tués. Le gouvernement de cette importante place fut donné au maréchal de Rantzau (1). »

N° 186. PRISE D'AGER EN CATALOGNE.

SEPTEMBRE 1647.

PINGRET (d'après un tableau de la galerie de Chantilly, par MARTIN). — 1836.

Le duc d'Enghien, devenu prince de Condé par la mort de son père, avait succédé au comte d'Harcourt, vice-roi et commandant de l'armée en Catalogne. N'ayant pu réussir devant Lérida, il enleva aux Espagnols la petite ville d'Ager, position importante dans les montagnes, au nord de Balaguer.

Arnault, détaché par le prince avec un corps de troupes, s'empara de cette place, qui fut emportée d'assaut le troisième jour.

N° 187. SIÉGE DE CONSTANTINE

LEVÉ PAR L'ARMÉE ESPAGNOLE. — SEPTEMBRE 1647.

PINGRET (d'apres un tableau de la galerie de Chantilly, par MARTIN). — 1836.

Constantine, ville sur la Sègre, à peu de distance de Taragone, était menacée par l'armée espagnole. Le marquis d'Aytone, commandant en chef, avait chargé le baron d'Estouteville d'en former le siége. Du sort de cette place dépendait peut-être celui de l'armée française en Catalogne : il fallait donc à tout prix la sauver. Le prince de Condé ayant envoyé le maréchal de Gramont pour ravitailler Constantine, le corps d'armée resté sous ses ordres était insuffisant pour s'opposer aux entreprises du marquis d'Aytone; mais il n'en marcha pas moins au-devant de l'ennemi. De son côté, le maréchal de Gramont, après avoir rempli sa mission, tenta d'opérer sa jonction avec l'armée du prince, et livra plusieurs combats partiels aux Espagnols. Le marquis d'Aytone, se voyant sur le point d'être attaqué de deux côtés, se retira après quelques escarmouches, et la place de Constantine fut conservée.

Le prince de Condé ramena ensuite l'armée en Catalogne, où elle resta sous le commandement du comte de Marsin.

N° 187 *bis*. BATAILLE NAVALE DE CASTEL-A-MARE.

GUDIN. — 1839.

Naples, fatiguée de la tyrannie espagnole, avait chassé son vice-roi et mis à sa tête le pêcheur Masaniello. La fureur populaire ne tarda pas à renverser l'idole qu'elle avait élevée, et les Napolitains retombèrent sous le joug qu'ils venaient de briser; mais ce fut pour le briser encore. Afin d'assurer le succès de cette nouvelle révolte, ils envoyèrent offrir au duc de Guise, qui était à Rome, le commandement de leurs troupes et le gouvernement de leur ville. Le prince se rendit au vœu des Napolitains; mais, comme il n'avait point de forces suffisantes pour chasser les Espagnols des trois châteaux qui tiennnent la ville en respect, il sollicita le secours de la France. Le duc de Richelieu fut aussitôt envoyé à Naples avec l'armée navale, composée de trente vaisseaux français et trois portugais, sortis du port de Marseille.

« Il y eut une grande joie dans Naples, dit le marquis de Montglat dans ses Mémoires, à l'arrivée de cette armée, à la vue de laquelle le peuple croyait être en pleine liberté et délivré de la servitude des Espagnols, qui tenaient la bouche du port de Naples, à cause du château de l'Œuf qui commande à l'entrée, sous le canon duquel les vaisseaux et galères d'Espagne étaient en sûreté, tellement que le duc de Richelieu ne les pouvait attaquer; mais il tourna contre cinq vaisseaux qui étaient à l'abri de la forteresse de Castel-a-Mare, et les aborda malgré les canonnades du château. Ceux qui étaient dedans se défendirent bien; mais, voyant qu'ils ne les pouvaient sauver, ils se jetèrent à terre avec ce qu'ils avaient de meilleur, et brûlèrent leurs vaisseaux. Durant ce combat la flotte d'Espagne sortit du port de Naples et se mit en mer, ce qui obligea le duc de Richelieu d'aller droit à elle et de l'attaquer. Le bruit des coups de canon fut si grand, que toute la ville de Naples en fut ébranlée, et les vitres cassées : mais enfin le commandeur des Goutes, vice-amiral, le commandeur de Valencey et les chevaliers Paul et Garnier pressèrent si vivement l'amiral et le vice-amiral d'Espagne, qu'ils furent contraints de se retirer dans le golfe de Naples, sous le château de l'Œuf; le reste de leur armée les suivit, après avoir eu quatre vaisseaux coulés à fond. »

Quincy, dans son Histoire militaire du règne de Louis XIV, ajoute qu'il y eut quatre cents hommes tués du côté des Espagnols, et que le duc de Richelieu n'en perdit que cent cinquante.

N° 188. BATAILLE DE LENS. — 20 AOUT 1648.

PIERRE FRANQUE. — 1837.

N° 189. BATAILLE DE LENS. — 20 AOUT 1648.

BRUYÈRES (d'après un tableau de la galerie de Chantilly, par MARTIN). — 1835.

Le congrès était toujours réuni à Munster, sans que les négociations touchassent à leur terme. Les difficultés sans cesse renaissantes suscitées par les envoyés d'Espagne reculaient de jour en jour la conclusion de la paix. Anne d'Autriche se résolut à un dernier effort pour emporter de vive force ce qu'elle ne pouvait obtenir par la persuasion.

Une armée nombreuse avait été dirigée du côté de la Flandre : le prince de Condé en reçut le commandement; on lui adjoignit le maréchal de Gramont, qui avait également été rappelé d'Espagne.

Le prince divisa son armée en deux corps : il se réserva le commandement du premier et plaça l'autre sous les ordres du maréchal. Ces deux corps se mirent en marche, l'un par Menin, le second par Armentières. Après avoir pris successivement Ypres, Aire, Saint-Omer, Dixmude, Condé et plusieurs autres places, le prince arriva le 18 août en vue de Lens, mais trop tard : cette ville venait de tomber au pouvoir de l'archiduc. M. le prince résolut alors de l'attaquer. L'armée reçut sans tarder son ordre de bataille : il confia l'aile gauche au maréchal et se réserva la droite. L'infanterie fut divisée en deux lignes; l'artillerie, commandée par le comte de Cossé, était en tête devant le front de la première,

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 64.

la cavalerie couvrait les deux ailes. Le corps de réserve suivait, sous les ordres du lieutenant général d'Herlat.

« Avant que de se mettre en marche, le prince de Condé recommanda trois choses à ses troupes, lorsqu'elles seraient sur le point de combattre : la première, de regarder en marchant leur droite et leur gauche, afin que l'infanterie et la cavalerie fussent sur la même ligne et pussent bien observer les distances et les intervalles; la seconde, de n'aller à la charge qu'au pas; et la troisième, de laisser tirer les ennemis les premiers (1). »

Mais l'armée espagnole avait quitté la position où le prince de Condé avait cru la surprendre; elle en occupait une autre bien plus avantageuse, où elle s'était fortement retranchée.

« Leur aile droite, composée des troupes espagnoles, était appuyée de Lens, ayant devant elle des chemins creux et des ravines. Leur infanterie était dans des bois taillis, et leur aile gauche, formée par les troupes du duc de Lorraine, était sur une hauteur devant laquelle il y avait quantité de défilés (2). »

Dans cet état de choses, le prince dut renoncer à attaquer l'ennemi : il se contenta de l'observer. On échangea quelques coups de canon, et il y eut çà et là quelques escarmouches. Mais le lendemain, 20 août, l'armée française ayant fait un mouvement pour se porter du côté de Béthune, la réserve, attaquée par le général Beck, fut mise en déroute. Le prince de Condé, qui s'était porté précipitamment du côté de l'attaque, fut sur le point d'être pris avec le marquis de Brancas. Le succès de Beck entraîna, malgré lui, l'archiduc hors de sa formidable position, et bientôt l'engagement devint général. Le prince de Condé, voyant que sa première ligne faiblissait, s'empressa de la remplacer par la seconde. Ce mouvement, exécuté aux cris de *vive le roi!* n'ébranla pas la fière attitude des lignes espagnoles. Le prince fit alors sonner la charge et marcha en personne contre l'aile gauche des ennemis, commandée par le duc de Lorraine : on se battit longtemps, et de part et d'autre avec la plus grande intrépidité.

« Le maréchal de Gramont, commandant l'aile gauche, trouva moins de résistance contre l'aile droite des ennemis, conduite par l'archiduc en personne. La cavalerie espagnole n'avait point l'épée à la main, mais elle portait des mousquetons sur la cuisse. Il en essuya une si furieuse décharge lorsqu'il fut à portée, que la plupart des officiers en furent tués ou blessés; mais les Français étant entrés dans ces escadrons, la première ligne des ennemis fit très-peu de résistance, et la seconde, étant venue pour soutenir la première, fut chargée avec la même valeur. Elle ne tint presque point et fut entièrement rompue.

» Jamais on ne vit une victoire plus complète. Le général Beck y fut blessé à mort et fait prisonnier. Le prince de Ligne, général de la cavalerie espagnole, eut la même destinée, aussi bien que presque tous les principaux officiers allemands et tous les officiers, tant espagnols qu'italiens. Ils laissèrent sur le champ de bataille trente-huit pièces de canon et huit mille hommes. On leur prit un grand nombre de canons et d'étendards et tout leur bagage. Le nombre des prisonniers se montait à cinq mille (3). »

La bataille de Lens acheva la destruction, commencée à Rocroy, de ces vieilles bandes de l'infanterie espagnole qui avaient fait depuis plus d'un siècle la gloire de leur pays et la terreur de l'Europe.

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 96.
(2) *Ibid.*
(3) *Ibid.*, p. 98.

N° 189 *bis*. MATTHIEU MOLÉ AUX BARRICADES.
27 AOUT 1648.

XAVIER DUPRÉ, d'après le tableau de VINCENT. — 1839.

Pendant que le prince de Condé portait à Lens un coup si redoutable à la puissance espagnole, les troubles de la Fronde commençaient à Paris.

Le parlement, réduit au silence sous l'administration impérieuse de Richelieu, entreprit de résister à l'autorité moins affermie du cardinal Mazarin. *L'arrêt d'union et les propositions de la chambre de saint Louis* furent des actes d'hostilité, auxquels la cour répondit par l'enlèvement des conseillers Broussel et Blancménil. Ce fut le signal d'une violente émeute dans les rues de Paris : le peuple demanda les deux prisonniers les armes à la main, et le Palais-Royal, où résidait la reine régente Anne d'Autriche, fut entourée de barricades.

Au milieu de ce tumulte, le parlement se rendit en corps auprès de la reine pour la prier d'arrêter par une prudente condescendance la guerre civile près d'éclater. Anne d'Autriche resta inflexible. Laissons ici parler le principal acteur et l'historien de cette journée, le cardinal de Retz :

« Le parlement étant sorti du Palais-Royal, et ne disant rien de la liberté de Broussel, ne trouva d'abord qu'un morne silence au lieu des acclamations passées. Comme il fut à la barrière des Sergents, où était la première barricade, il y rencontra du murmure, qu'il apaisa en assurant que la reine lui avait promis satisfaction. Les menaces de la seconde furent éludées par le même moyen. La troisième, qui était à la croix du Tiroir, ne se voulut pas payer de cette monnaie, et un garçon rôtisseur s'avançant avec deux cents hommes, et mettant la hallebarde dans le ventre du premier président, lui dit : « Tourne, traître; et si tu ne veux être massacré « toi-même, ramène-nous Broussel ou le Mazarin et le chan- « celier en otage. » Vous ne doutez pas, à mon opinion, ni de la confusion ni de la terreur qui saisit presque tous les assistants; cinq présidents au mortier et plus de vingt conseillers se jetèrent dans la foule pour s'échapper. Le seul premier président, le plus intrépide homme, à mon sens, qui ait paru dans son siècle, demeura ferme et inébranlable. Il se donna le temps de rallier ce qu'il put de la compagnie; il conserva toujours la dignité de la magistrature et dans ses paroles et dans ses démarches, et il revint au Palais-Royal au petit pas, dans le feu des injures, des menaces, des exécrations et des blasphèmes (1). »

N° 190. TRAITÉ DE PAIX DE MUNSTER.
24 OCTOBRE 1648.

JACQUAND (d'après le tableau de TERBURG). — 1837.

La victoire de Lens mit enfin un terme aux négociations du congrès de Munster. Depuis l'année 1644 les ambassadeurs de France et de Suède, réunis à ceux de l'empire et de l'Espagne, travaillaient au rétablissement de la paix. Dans ces conférences, devenues à jamais célèbres, les intérêts de presque toutes les puissances de l'Europe furent soumis à une longue et solennelle discussion. Les assemblées des catholiques se tenaient à Munster, celles des protestants à Osnabruck. Les envoyés des électeurs et des princes de l'Allemagne y furent admis, et c'est de cette époque que date la fixation de leurs rapports avec l'Empereur, telle qu'elle s'est maintenue jusqu'au commencement du XIXe siècle.

Le traité de l'Empereur avec la Suède fut signé à Osnabruck le 6 août 1648.

Celui des puissances catholiques ne fut conclu à Munster

(1) *Mémoires du cardinal de Retz*, t. I, p. 234.

que le 24 octobre, et la paix fut ensuite solennellement jurée.

« Ces traités, dit le président Hénault, sont regardés comme le code politique d'une partie de l'Europe, et ont été le fondement de ceux qui ont été faits depuis entre les mêmes puissances. »

La France fut représentée au congrès de Munster par Henri d'Orléans, duc de Longueville; Claude de Mesmes, comte d'Avaux; Abel Servien, comte de la Roche; Henri Goulard, et Charles, baron d'Avaugour. Les ambassadeurs de l'empire étaient Maximilien, comte de Trautmanstorff; Jean Louis, comte de Hanow; Jean Maximilien, comte de Lamberg; Jean Crane, Isaac Valmaer et Octave Piccolomini d'Aragon.

Le tableau de Terburg reproduit les traits de ces divers plénipotentiaires.

Le précieux recueil de gravures, d'après Vanhulle, a conservé le nom et les portraits de tous les envoyés des autres puissances.

N° 191. BATAILLE DE RHETEL.—15 DÉCEMBRE 1650.

DUPRESSOIR.—1836.

Le cabinet de Madrid avait refusé d'accéder à la paix de Munster : seulement il avait reconnu l'indépendance des Provinces-Unies, et gardait ainsi l'avantage de tourner contre la France réduite à elle-même toute la puissance de ses armes. Philippe IV, profitant des troubles de la Fronde, qui venaient de commencer à Paris, était parvenu à rentrer en possession d'une grande partie de places qui lui avaient été enlevées dans les campagnes précédentes. Deux années s'étaient écoulées, et les discordes civiles, au lieu de se calmer, ne faisaient que s'aigrir de plus en plus.

Dunkerque, défendu par le comte d'Estrades, tenait toujours, quoique vivement attaqué par le comte de Fuensaldagne. Mais l'ennemi avait pénétré dans l'intérieur du royaume. Château-Porcien, Rethel, étaient tombés en son pouvoir, et Rethel était une des portes de la France. Les deux grands capitaines qui avaient illustré le début du règne de Louis XIV lui manquaient alors : Condé était prisonnier d'état, et Turenne, entraîné par l'ascendant du chef de sa famille, était passé dans les rangs espagnols, où il servait sous les ordres de l'archiduc Léopold.

Le maréchal du Plessis-Praslin commandait l'armée française. Mazarin, qui connaissait l'importance de la position de Rethel, lui avait expressément recommandé de ne rien négliger pour reprendre cette place; et, afin de hâter un succès d'où dépendait sa propre fortune aussi bien que le salut de la France, il s'était rendu lui-même à l'armée, emmenant avec lui un grand nombre de volontaires de la noblesse de France, qui, dans l'espoir d'une bataille, s'étaient empressés de l'accompagner.

La ville fut heureusement reprise : l'archiduc et Turenne, arrivés trop tard pour la secourir, résolurent de livrer bataille. Le maréchal du Plessis, averti de la marche de l'ennemi, s'était préparé à le recevoir. Il eût craint de courir les chances d'une action générale sans un ordre de la reine; mais la présence du cardinal, porteur de cet ordre, levait toutes les difficultés.

Le maréchal du Plessis-Praslin avait pour lieutenants généraux les marquis de Villequier et d'Hocquincourt.

L'archiduc Léopold combattait à côté de Turenne; il lui avait confié le commandement de l'aile gauche de l'armée espagnole, et il s'était réservé celui de la droite. Le combat fut d'abord fort opiniâtre : l'aile droite de l'armée française avait été enfoncée par le vicomte de Turenne, mais le maréchal du Plessis-Praslin répara ce désordre avec la seconde ligne, et donna à la première le temps de se rallier et de revenir plusieurs fois à la charge. L'aile droite des ennemis, où commandait l'archiduc, fut mise en déroute et poussée de manière qu'elle ne put jamais se rallier, son infanterie ayant été rompue en même temps. L'archiduc donna au vicomte de Turenne l'ordre de la retraite. Cette opération présentait alors de grandes difficultés, avec les débris d'une armée enveloppée de toutes parts. Il parvint cependant à se retirer, suivi de son capitaine des gardes et de quelques gentilshommes. « Plusieurs cavaliers le suivirent pendant une lieue, ce qui l'obligea de tourner bride avec le peu de monde qui l'accompagnait; il les battit et s'en délivra. Les ennemis eurent deux mille hommes de tués, sans compter un grand nombre de blessés, et on leur fit trois mille prisonniers. Parmi les gens de remarque qui y furent tués était un des frères de l'électeur palatin. On prit aux ennemis un grand nombre de drapeaux et d'étendards, huit pièces de canon et tous leurs bagages. La joie que le maréchal du Plessis eut de cette victoire fut bien troublée par la perte du comte de Choiseul, son fils, qui y fut tué en combattant avec beaucoup de valeur.

» Le cardinal Mazarin retourna à Paris, et le roi fit maréchaux de France le marquis de Villequier, qui a été connu sous le nom de marquis d'Aumont, le marquis d'Hocquincourt et le marquis de la Ferté-Senneterre (1). »

N° 192. SACRE DE LOUIS XIV A REIMS. 7 JUIN 1654.

PH. DE CHAMPAIGNE.—Vers 1666.

La majorité du roi avait été déclarée en séance solennelle du parlement, le 7 septembre 1651; mais la cérémonie du sacre avait été différée, les maux publics ne permettant guère de songer à des fêtes. Lorsqu'enfin la tranquillité eut été rétablie au dedans du royaume et qu'au dehors les armes françaises eurent repris leur ascendant, on s'occupa des préparatifs de cette grande solennité.

« Elle se fit à Reims, le dimanche 7 juin, avec une pompe et une magnificence extraordinaires: l'évêque de Soissons, comme premier suffragant et doyen né de la province, y fit la fonction de l'archevêque, le siége étant pour lors vacant (2). »

Le procès-verbal du sacre de Louis XIV fait par l'évêque de Soissons, Simon le Gras, a conservé tous les détails de la cérémonie.

« L'église, depuis les hautes galeries jusqu'au bas, tant dans le chœur que dans la nef et les deux aisles, étoit tendue et ornée des plus belles et des plus riches tapisseries de la couronne; le marche-pied de l'autel et tout le pavé du chœur couverts de grands tapis de Turquie, et le grand autel, outre son marbre et son or, relevé en figures antiques, et enrichy d'une infinité de pierres précieuses dont il est composé, étoit encore paré des riches et précieux ornemens de satin blanc en broderie d'or que le roy avoit donnés la veille de son sacre, avec le reste de la chapelle, etc. Au bas du degré, devant le grand autel, étoit la chaire qui devoit servir à l'évêque de Soissons pour officier, couverte, comme tous les autres bancs et siéges, de velours violet parsemé de fleurs de lys d'or : vis-à-vis, à huit pieds ou environ de ladite chaire, étoit un haut daiz de huit pieds en quarré et d'un pied de haut, couvert d'un tapis de velours violet, en broderie de fleurs de lys d'or, et sur iceluy un appuy d'oratoire, couvert d'un autre tapis, un fauteuil et deux carreaux, avec un grand daiz suspendu au-dessus, préparé pour le roy, le tout de pareille étoffe : au milieu, entre la chaire de l'officiant et ledit appuy, un grand

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 136.
(2) *Ibid.*, p. 182.

carreau de cinq quartiers de long, de semblable étoffe, sur lequel le roy devoit se prosterner avec l'évêque de Soissons, pendant qu'on chanteroit la litanie.

» Derrière, à cinq pieds du fauteuil du roy, étoit un siége pour le connestable, un autre trois pieds plus éloigné pour le chancelier, et plus en arrière un banc pour le grand maître, le grand chambellan et le premier gentilhomme de la chambre.

» Au côté droit de l'autel fut mis un banc pour les pairs ecclésiastiques, derrière lequel il y en avoit un pour MM. les cardinaux, etc.

» Du même côté, entre deux pilliers, à douze pieds de haut, étoit dressée une tribune en forme d'oratoire pour la reine, la reine d'Angleterre et les autres princesses qui l'accompagneroient.

» Au côté gauche de l'autel, vis-à-vis du banc des pairs ecclésiastiques, étoit un siége avec un marche-pied de demi-pied de haut pour M. le duc d'Anjou, qui devoit représenter le duc de Bourgogne, et contre iceluy un banc pour les autres pairs laïcs, derrière lesquels étoient des bancs pour les maréchaux de France et autres grands seigneurs; plus bas, pour les secrétaires d'estat, et plus en bas, en arrière, pour les officiers de la maison du roy.

» De ce même côté, endre deux pilliers, étoit élevé un échaffaut à douze pieds de haut pour le nonce du pape, pour les ambassadeurs et résidens des princes étrangers conviés au sacre, etc. (1) »

L'évêque de Soissons, suivi de tout le clergé, ayant été chercher le roi à l'archevêché, Louis XIV se rendit à l'église, entouré de toute sa maison et précédé du sieur de Rodes, grand maître des cérémonies.

« Les cent gentilshommes de la maison du roy tenant leurs becs de corbin, conduits par le marquis d'Humières, leur capitaine, le sieur de Rodes, grand maître des cérémonies de France, vêtu de toile d'argent, les chausses troussées avec bas d'attache de soye, le capot de drap noir doublé de toile d'argent et tout chamarré de passemens d'argent, avec la toque de velours bleu, précédoient le roy.

» Le maréchal d'Estrées, faisant la charge de connestable, comme le plus ancien maréchal de France, marchoit devant le roy, l'épée nue au poing, revêtu de même que les pairs laïcs, ayant les deux huissiers-massiers à ses côtés.

» Le roy marchoit au milieu des évêques de Beauvais et de Châlons, le prince Eugène de Savoye portoit sa queue; le chancelier suivoit le roy, vêtu d'une soutanne de satin cramoisi, de son manteau et épitoge d'écarlate rouge, rebrassé et fourré d'hermines, ayant sur la tête son mortier de chancelier de drap d'or, bordé et doublé d'hermines; puis le maréchal de Villeroy, représentant le grand maître, ayant le duc de Joyeuse, grand chambellan, à sa droite, et le comte de Vivonne, premier gentilhomme de la chambre, à sa gauche, vêtus tous trois de même que les pairs laïcs; le comte de Noailles, capitaine des gardes, commandant la garde écossoise, tenant la droite, et le marquis de Charost fils, capitaine des gardes en quartier, marchoient derrière le roy, et aux côtés les six gardes écossoises, autrement appellées *gardes de la Manche*, vêtues de taffetas blanc, avec leurs hocquetons de velours blanc, en broderie d'or et d'argent (2). »

Les premières cérémonies achevées, « le chancelier de France fit la convocation des pairs proche l'autel du côté de l'évangile, le visage tourné du côté du chœur; la convocation faite, sans quitter notre mître, ayant pris à deux mains la grande couronne de Charlemagne sur l'autel, la mîmes seul sur la tête du roy, et aussitôt les pairs y portant la main pour la soutenir, la tenant de la main gauche avec eux, dîmes ce

(1) Ire partie, p. 19-25.
(2) *Idem*, p. 42 et suiv.

qui suit : *Coronat te Deus, etc.*, et, après cette oraison, seul nous posâmes la couronne sur la tête du roy, disant : *Accipe coronam regni* (1). »

N° 193. LOUIS XIV

REÇOIT CHEVALIER DE L'ORDRE DU SAINT-ESPRIT SON FRÈRE (MONSIEUR), ALORS DUC D'ANJOU, DEPUIS DUC D'ORLÉANS. — 8 JUIN 1654.

X. Dupré (d'après un tableau de Ph. de Champaigne en 1665.) — 1836.

Le roi, le lendemain de son sacre, reçut le collier de l'ordre du Saint-Esprit des mains de l'évêque de Soissons.

« Cela fait, les officiers des ordres furent quérir Monsieur, qui vint recevoir le collier des mains du roy et le manteau de l'ordre; ensuite sa majesté retourna en sa place avec tous les autres, et Monsieur prit place dans les hautes chaises du côté droit (2). »

Le comte de Servien, les sieurs Letellier, de Lionne et de Bonelles, officiers des ordres, assistaient le roi lors de la réception de Monsieur, duc d'Anjou.

N° 194. SIÉGE DE STENAY. — 6 AOUT 1654.

Dupressoir. — 1836.

Les troubles du royaume apaisés permettaient enfin de reprendre contre l'Espagne une vigoureuse offensive. Le conseil du roi s'empressa de diriger de nombreux renforts sur les frontières. Les cérémonies du sacre ne suspendirent pas les opérations de la guerre, et le siége de Stenay ayant été résolu, le marquis de Fabert, gouverneur de Sedan, lieutenant général dans l'armée du maréchal de Turenne, reçut le commandement des troupes qui devaient être chargées de cette entreprise.

C'est au siége de Stenay que Louis XIV fit sa première campagne.

« L'entreprise était difficile, tant à cause des fortifications de la ville, qui étaient régulières, outre une bonne citadelle, qu'à cause de la garnison, qui ne laissait pas d'être très-forte, malgré les troupes qui en étaient sorties. La cour, pour s'en approcher, se transporta à Sedan, d'où le roi alla souvent à la tranchée, chose qui encouragea tellement les troupes, qu'elles y firent des merveilles. Les lignes de circonvallation étant en état, le maréchal de Turenne ouvrit la tranchée le 3 de juillet, et, ayant laissé le commandement au marquis de Fabert, il marcha avec son armée, et passa la Meuse pour aller couper les vivres aux Espagnols qui avaient entrepris le siége d'Arras. On travailla à pousser les attaques, pendant lesquelles les assiégés firent des sorties jusqu'au 21, qu'elles furent à portée du chemin couvert. Il fut attaqué le 22 par le régiment de la Marine, qui s'y logea après une action fort vive; le marquis de Guadagne, maréchal de camp qui le commandait, y donna de grandes preuves de valeur. Le 25, la descente du fossé de la demi-lune étant achevée, M. de Varennes, maréchal de camp commandant la tranchée, y fit attacher le mineur. Le lendemain 26 l'on fit deux descentes dans le grand fossé de la citadelle. La mine de la demi-lune étant en état le 28, elle fit son effet. On attaqua la demi-lune, et on s'y logea le 2 du mois d'août; M. de Molondin, colonel suisse, fit augmenter le logement, de manière qu'on en demeura absolument maître. On attacha ensuite le mineur à un bastion de la ville, et la brèche fut perfectionnée par une batterie de huit pièces de canon; alors la garnison

(1) IIe partie, p. 52.
(2) *Description du sacre et du couronnement de Louis XIV*, p. 146.

se retira dans la citadelle, et le gouverneur battit la chamade. La garnison sortit avec armes et bagages, et fut conduite à Montmédy (1). »

N° 195. ARRAS SECOURU. — AOUT 1654.

PRISE DU MONT SAINT-ÉLOY.

DUPRESSOIR. — 1836.

De toutes les conquêtes faites sous l'administration du cardinal de Richelieu, Arras était une des plus importantes. Cette ville grande et forte était un boulevard qui arrêtait les efforts des armées espagnoles, et les empêchait de pénétrer dans l'intérieur du royaume. Les Flamands regrettaient vivement Arras, dont ils étaient dépossédés depuis quatre ans : aussi s'empressèrent-ils de fournir au gouverneur des Pays-Bas tous les secours d'argent qui lui étaient nécessaires pour une entreprise à laquelle ils attachaient le plus grand prix. L'archiduc Léopold attendit que les troupes françaises fussent engagées devant Stenay, pour se porter avec toutes ses forces sur Arras, dont la faible garnison, dépourvue d'approvisionnements, ne pouvait opposer une longue résistance aux efforts réunis d'une armée nombreuse et aguerrie, qui comptait dans ses rangs les généraux les plus expérimentés, Fuensaldagne, Fernando de Solis, le duc de Wurtemberg, le prince de Ligne, le duc François de Lorraine et enfin le prince de Condé, que les derniers troubles tenaient encore éloigné de la France. La place fut investie le 4 juillet. Le comte de Montdejeu, qui en était gouverneur, avait vu sa garnison réduite par la nécessité d'envoyer au siége de Stenay une portion de son infanterie et sa cavalerie à peu près tout entière ; il lui restait à peine cent chevaux et deux mille cinq cents hommes d'infanterie.

Le vicomte de Turenne, ayant réuni ses troupes à celles du maréchal de La Ferté-Senneterre, s'était approché des lignes espagnoles ; mais, trop inférieur en nombre pour les attaquer, il dut se borner à inquiéter l'ennemi en interrompant ses communications et en coupant ses convois. Cependant, avec les faibles renforts qui étaient parvenus à entrer dans la ville en trompant la vigilance des assiégeants, le comte de Montdejeu opposait une vigoureuse résistance aux attaques sans cesse renouvelées de l'armée espagnole, lorsqu'enfin la prise de Stenay changea la face des choses. Le roi confia aussitôt au maréchal d'Hocquincourt le commandement des troupes qui venaient de faire le siége de cette place, avec ordre de se rendre devant Arras, et de se réunir aux maréchaux Turenne et La Ferté.

« Ces trois généraux s'assemblerent pour concerter ensemble la ruine du camp ennemi et l'attaque mesme de la circonuallation, s'il estoit besoin d'y penser... Estant arriuez à l'éminence nommée le *camp de César*, parce que l'on croit qu'il a hyuerné autrefois en ce lieu-là, pendant qu'il faisoit la guerre aux Neruiens, ils resolurent de l'occuper pour y establir le quartier du maréchal d'Hocquincour. L'abbaye (située sur le mont Saint-Éloy) en est fort proche ; elle estoit gardée par des gens détachez de l'armée ennemie ; il les falloit dénicher de là, et on ne le pouuoit sans canon. On en fit rouler six pièces... L'abbaye fut à la fin emportée après vne assez longue résistance...

» Les généraux ayant ordre exprés du roy de tout entreprendre pour le salut de la place, on resolut l'attaque générale des lignes, et on choisit pour cet effet la nuict du 24 au 25e jour d'aoust (2). »

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 183.
(2) *Arras secouru*, par La Mesnardière, édition de 1662, p. 28.

N° 196. ARRAS SECOURU PAR L'ARMÉE DU ROI. 25 AOUT 1654.

LEVÉE DU SIÉGE.

HIPP. LECOMTE. — 1835.

L'attaque fut décisive ; l'armée espagnole, repoussée sur tous les points, leva le siége d'Arras. De tous les généraux qui servaient sous les ordres de l'archiduc, le prince de Condé seul parvint à rallier une partie de ses troupes et fit sa retraite en bon ordre.

« Ayant avec lui le comte de Fuensaldagne, le comte de Boutteville (depuis le maréchal de Luxembourg) et M. de Ligneville, il se retira de défilé en défilé, faisant tête de temps en temps aux François, qui le suivoient de près. Les ennemis eurent quatre mille hommes de tués sur la place, du nombre desquels étoient M. de Valentin, sergent de bataille, et MM. de Pulney et Fournier, des troupes de Lorraine. On leur fit un plus grand nombre de prisonniers, dont étoit M. Stranestrof, officier général ; on leur prit plusieurs drapeaux et étendars, cent pièces de canon et tous leurs bagages. Du côté de la France, le duc de Joyeuse, colonel général de la cavalerie, fut tué, M. de Turenne blessé, aussi bien que le chevalier de Créquy, qui s'étoit jeté dans la place. Le roy, qui étoit à portée avec la cour, arriva après l'action ; et quoiqu'il n'eût pas encore seize ans, il fut sept ou huit heures à cheval pour visiter les lignes et le champ de bataille. Il donna une somme d'argent pour enterrer les morts, fit son entrée dans Arras, et témoigna à M. de Montdejeu la satisfaction qu'il avoit de la belle défense qu'il venoit de faire, et aux troupes combien il étoit content de leur valeur (1). »

N° 197. PRISE DU QUESNOY. — 6 SEPTEMBRE 1654.

DUPRESSOIR. — 1835.

« Le maréchal de Turenne étant entré dans Arras, après en avoir fait lever glorieusement le siége, en sortit peu de jours après pour aller investir le Quesnoy. Cette place, qui n'est importante que par sa situation, ne l'arrêta qu'un jour et fut aussitôt prise qu'assiégée (le 6 septembre 1654) (2). »

N° 198. PRISE DE LA VILLE DE CADAQUÈS (CATALOGNE). — 28 MAI 1655.

DUPRESSOIR. — 1836.

La guerre continua, mais faiblement, pendant l'année 1655. Les armées françaises, commandées en Flandre par le vicomte de Turenne, et en Italie par le prince Thomas de Savoie, n'engagèrent aucune action décisive : la campagne se borna à la prise de quelques places : Landrecies, Condé, Saint-Guilhain en Flandre, et Reggio en Italie.

Les Espagnols avaient fait, en Catalogne, des approvisionnements considérables à Cadaquès et à Castillon, villes voisines de la place de Roses, qui était occupée par l'armée française, et qu'ils voulaient attaquer.

« Le roi, pour les prévenir, envoya le prince de Conty commander son armée en Catalogne, et fit armer six vaisseaux de guerre et six galères, dont il donna le commandement au duc de Mercœur. Dès que le prince de Conty eut appris l'arrivée de la flotte, il forma le siége de Cadaquès, ville maritime et assez bien fortifiée. Les galères du roi remorquèrent jusque dans le port les vaisseaux, qui aussitôt canonnèrent la place, pendant que l'armée de terre la canon-

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 188.
(2) *Histoire de Louis XIV*, par Limiers, t. I, p. 528.

noit aussi de son côté; il y eut en peu de jours une brèche considérable. Le gouverneur, craignant de ne pouvoir soutenir un assaut, rendit la place le 28 de mai (1). »

N° 199. COMBAT NAVAL DE BARCELONE.

29 SEPTEMBRE 1655.

GUDIN. — 1839.

« Le duc de Vendôme, qui commandoit la flotte du roy dans la Méditerranée, ayant rencontré à la hauteur de Barcelone l'armée navale d'Espagne, il l'attaqua, quoiqu'elle fût supérieure à la sienne, et la battit après un combat très-vif de quelques heures. Il fut secondé dans cette action par le commandeur Paul, officier général de grande réputation sur mer, et par MM. de Gabaret et de Foran, dont on parlera quelquefois dans la suite de cette histoire; le dernier, qui étoit capitaine de l'amiral, y fut blessé (2). »

N° 199 *bis*. COMBAT D'UN VAISSEAU FRANÇAIS CONTRE QUATRE VAISSEAUX ANGLAIS.

1655.

GUDIN. — 1839.

« L'année 1655 fut encore remarquable par la belle action que fit le chevalier de Valbelle, commandant un vaisseau du roi de trente pièces de canon. Il fut attaqué par quatre vaisseaux anglois qui, après un combat de plusieurs heures, le criblèrent de coups de canon, et le désemparèrent de manière qu'à peine il lui restoit une voile pour manœuvrer; il refusa cependant de se rendre, et, voyant qu'il alloit périr, il alla s'échouer sur un banc. Le commandant anglois fut si touché de la valeur et de la fermeté qu'il avoit fait paroître dans cette action, qu'il lui envoya une barque pour le sauver avec ce qui lui restoit de monde, et lui permit ensuite de se retirer en France (3). »

N° 200. SIÉGE ET PRISE DE MONTMÉDY.

6 AOUT 1657.

Tableau du temps.

Le maréchal de La Ferté, qui commandait un corps d'armée sur la frontière de Champagne, reçut ordre d'investir la ville de Montmédy. Il arriva devant cette place le 12 juin, et fit ouvrir la tranchée devant la citadelle le 22 suivant. Le comte de Soissons, prince du sang, qui se rendit au camp le 27, monta, la première nuit, la garde de la tranchée avec son régiment.

« Quoiqu'on pressât les attaques le plus vivement qu'on pouvoit, les assiégés les soutinrent avec beaucoup de valeur jusqu'au 6 du mois d'août. Le roy, qui étoit à Sedan avec la cour, vint au siége sur la fin, et leur accorda une capitulation très-avantageuse. M. de Melandry, gouverneur de cette place, y fut tué : c'étoit un officier d'une grande réputation chez les Espagnols (4). »

Le même auteur rapporte que Louis XIV visita jusqu'à vingt trois fois les travaux de la tranchée, quelques remontrances qu'on pût faire pour l'en empêcher.

N° 201. BATAILLE DES DUNES. — 14 JUIN 1658.

ORDRE DE BATAILLE.

. . . .

L'empereur Ferdinand III étant mort au mois d'avril 1657, la diète devait s'assembler l'année suivante pour l'élection de son successeur. Mazarin s'empressa d'envoyer des ambassadeurs à Francfort : il voulait obtenir que le nouvel empereur reconnût les stipulations du traité de Munster, et continuât d'abandonner la cour de Madrid à elle-même dans la guerre qu'elle soutenait contre la France. En même temps, cherchant avant tout le succès, il n'avait pas craint d'engager Louis XIV dans un traité d'alliance avec le protecteur de la république d'Angleterre, Olivier Cromwell; et les deux puissances réunies devaient par leur ascendant contraindre enfin le roi d'Espagne à la paix. Philippe IV la désirait, elle lui était nécessaire; mais il ne voulait point tenir compte à la France des succès obtenus dans les précédentes campagnes, et il fallait le contraindre à traiter en terminant la guerre par une action éclatante.

Le siége de Dunkerque fut résolu. Dunkerque, enlevé par le duc d'Enghien en 1646, avait été repris par les Espagnols, malgré la belle défense du comte d'Estrades, dans cette année 1652, où la France, victime de dissensions civiles, perdit ses plus belles conquêtes. La place devait être assiégée par les armées combinées de France et d'Angleterre, et remise ensuite au protecteur : l'alliance anglaise était à cette condition; Mazarin avait dû l'accepter. La paix dépendait ainsi de la prise de Dunkerque.

Le marquis de Lède y commandait à la tête d'une nombreuse garnison; il avait mis la ville et la citadelle dans le meilleur état de défense. Cependant, quoique le fort de Mardick fût tombé au pouvoir de l'armée française dans la campagne précédente, on était loin de croire, à Madrid et à Bruxelles, que le siége de Dunkerque fût le but des grands armements de la France. On les croyait plutôt dirigés contre Hesdin, qui venait de se révolter et de se donner à l'Espagne; il était donc présumable que tous les efforts se réuniraient contre cette ville rebelle, dont la possession était d'ailleurs d'une grave importance.

Le vicomte de Turenne fut chargé de la direction de cette grande entreprise. Si l'on en croit La Mesnardière, auteur contemporain, qui suivit l'armée, il était d'un avis contraire à celui du ministre. Il craignait de s'avancer dans un pays ennemi, avant de s'être emparé des places fortes qu'il laissait derrière lui; mais la volonté du roi, transmise par le cardinal Mazarin, alors tout-puissant, était précise : il fallut s'y conformer. Turenne avait rejoint l'armée le 16 de mai : « elle marche droit au vieu Hesdin, dont les mazures sont peu esloignées du noüueau. Le roy, accompagné de Philippes, duc d'Anjou, son frère vnique, du cardinal Mazarin, des mareschaux du Plessis et de Villeroy, de Camille de Neuville, archevesque de Lyon, et de cette maison si nombreuse qui fait dire aux estrangers que les roys de France marchent toujours en corps d'armée (1)..... »

Malgré les pluies continuelles et les inondations dont le pays était couvert, l'armée française se mit en communication avec Mardick, et arriva devant Dunkerque le 28 mai. Après avoir enlevé tous les travaux avancés des Espagnols, le vicomte de Turenne fit investir la place. Les lignes de circonvallation étaient formées et le siége commencé depuis longtemps, quand, le 12 juin, il apprit que don Juan d'Autriche et le prince de Condé arrivaient en vue de Dunkerque à la tête d'une armée nombreuse. Le cardinal Mazarin était avec toute la cour à Calais, d'où il dictait ses ordres. Ses dépêches ne laissaient aucun doute sur ce qu'il fallait entreprendre. Il mandait à Turenne que *si les ennemis approchoient, il croyoit qu'il y auoit quelque chose de meilleur à faire que de les attendre dans les lignes* (2).

« L'armée espagnole occupait les dunes; don Juan, confiant

(1) *Histoire de Louis XIV*, par Limiers, t. I, p. 538.
(2) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 203.
(3) *Ibid.*, p. 196.
(4) *Ibid.*, p. 221.

(1) *Siége de Dunkerque*, par La Mesnardière, p. 55.
(2) *Ibid.*, p. 136.

dans la supériorité du nombre, était loin de penser qu'il pût être attaqué par une armée qui s'élevait à peine à quinze mille hommes. Mais Turenne, qui avait résolu de prendre l'offensive, s'occupa d'abord d'assurer les postes de la tranchée, afin de se mettre à couvert des sorties de la place. Puis, informé par un page du duc d'Humières pris la veille, et qui était parvenu à s'échapper, que l'armée espagnole n'attendait pour commencer les opérations que l'arrivée de son artillerie, qui ne pouvait être rendue avant deux jours, il arrêta aussitôt toutes ses dispositions pour le lendemain, et le 15, à la pointe du jour, l'armée française sortit des lignes et se forma en bataille dans l'ordre suivant :

« Treize escadrons à l'aile droite de la première ligne, qui étoient : deux du régiment royal, deux de Gramont et de Guiche, un de Gassion, deux de Turenne, un de Poduits, un de Bouillon, deux de la Villette, un de du Coudray-Montpensier et un d'Espiné, commandés par le marquis de Castelnau, capitaine général, et M. de Varenne, lieutenant général. Il mit pareillement treize escadrons à la gauche de cette ligne, à sçavoir : un de l'Alsace, deux du grand maître, un de Villequier, un de Rouvray, un de Saint-Lieu, un de Castelnau, un de Broglie, et cinq de Lorrains, aux ordres du marquis de Créquy et d'Humières. Il y avoit dans le centre onze bataillons, qui étoient : un des gardes françoises, deux des gardes suisses, un de Picardie, un de Boutdubois, deux de Turenne, et quatre anglois, sous les ordres du marquis de Gadagne, du comte de Soissons et de milord Lokart. Dix escadrons formoient l'aile droite de la seconde ligne, sçavoir : deux de la Reine, un de Cœuvres, un de Quancour, un de Mancini, un de Rohan, un de Roye, un de Melin, un de Marsillac et un de Rochepaire. Il destina pareillement neuf escadrons de l'aile gauche de cette ligne, qui étoient : un de Genlis, un de Thorigny, deux de Belin, un de Coaslin et quatre de Lorrains, que commandoit le comte de Schomberg. Entre ces deux ailes étoient sept bataillons : un de Piémont, un de Rambures, un de la Marine, un d'Espagny, trois anglois, commandés par le marquis de Belfonds. Le corps de réserve consistoit en quatre escadrons : de Richelieu, de Soissons, de Nogent, et un de Lorrains, sous les ordres du marquis de Richelieu. Le corps des gendarmes, à la tête duquel étoit le marquis de Lasalle, sous-lieutenant des gensdarmes du roi, étoit entre les deux lignes d'infanterie, composé de sept escadrons, un des gensdarmes du roi, un des chevau-légers de la garde, un des gensdarmes écossois, un des gensdarmes et des chevau-légers du duc d'Orléans, un des gensdarmes du cardinal et un de ses chevau-légers. Toutes les troupes destinées pour la bataille pouvoient monter à neuf mille hommes d'infanterie et à six mille chevaux (1). »

N° 202. SIÉGE DE DUNKERQUE; BATAILLE DES DUNES. — 14 JUIN 1658.

LARIVIÈRE. — 1837

Le prince de Condé, qui veillait, s'aperçut le premier du mouvement de l'armée française; il se rendit aussitôt à la tente de don Juan, pour l'en prévenir. « Le général espagnol et Carracène firent des diligences incroyables, et employèrent merveilleusement le peu de temps qui leur restoit pour leur ordre de bataille; jugeant qu'en l'estat où estoient les choses, une retraite en confusion seroit plus honteuse et plus mortelle que le combat le plus sanglant qui se feroit dans les formes (2). »

Les armées ne tardèrent pas à se trouver en presence.

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 234.
(2) La Mesnardière, p. 169.

« Le marquis de Castelnau, à la tête de l'aile gauche, se trouvant par sa situation plus près des ennemis, commença le combat. Dès la première charge, il mit tellement en déroute l'aile droite des Espagnols que don Juan d'Autriche, qui étoit à la tête, ne put jamais la rallier.

» Le marquis de Gadagne, à la tête de l'infanterie, secondé par le comte de Guiche, le comte de Soissons à la tête des Suisses, par milord Lokart, conduisant les Anglois, rompirent entièrement l'infanterie ennemie, qui fut chargée avec beaucoup de valeur, l'épée à la main. M. de Turenne se tint derrière la première ligne de son infanterie, où il pouvoit voir tout ce qui se passoit dans les dunes, et d'où il se porta où il étoit nécessaire. »

Ayant été informé que l'aile droite, attaquée par le prince de Condé, faiblissait, il s'y rendit aussitôt, suivi de la Berge, maréchal de bataille, et l'un des meilleurs officiers de l'armée. La Berge fut tué dans le trajet. La présence du vicomte de Turenne ne tarda pas à changer la face du combat. Les troupes ralliées revinrent à la charge, et la victoire fut décidée.

« Le prince de Condé eut son cheval tué sous lui… Les comtes de Bouteville (1) et de Coligny furent faits prisonniers auprès de lui….. Les Espagnols eurent trois mille hommes tués dans cette occasion. Un grand nombre se noya en voulant se sauver, et on leur fit trois mille prisonniers (2). »

N° 203. LE ROI ENTRE A DUNKERQUE. 26 JUIN 1658.

Tableau du temps (d'après VANDERMEULEN et LEBRUN). — Vers 1670.

« Cette grande bataille étant finie à midy, l'armée rentra dans ses lignes. Les assiégés, durant que les armées étoient aux mains, profitèrent de ce temps pour faire une sortie; mais leurs efforts ne réussirent point, parce que le marquis de Richelieu, qui commandoit le corps de réserve, voyant qu'il étoit inutile dans la bataille qui se donnoit, vint au secours des troupes qui gardoient les lignes, ce qui obligea les assiégés de se retirer. La place tint encore neuf jours après la bataille; mais la garnison, voyant que le marquis de Lède, qui défendoit la ville, avoit reçu une blessure dont il mourut, demanda à capituler le 23 de juin, huitième jour de tranchée. Le marquis de Lède mourut plein de gloire et d'honneur. Il avoit défendu cette même place avec la même valeur contre le prince de Condé, alors général de l'armée de France, en l'année 1646. Le roi vint au siége après le combat; il examina avec grand soin le champ de bataille, et vit, le 25, sortir la garnison, qui étoit de treize cents hommes, sans les malades et les blessés. Le marquis de Castelnau fut blessé en arrivant au travail que les ennemis avoient fait. On le porta à Calais, où il mourut; avant qu'il mourût le roi lui envoya le bâton de maréchal de France. Le comte de Guiche fut aussi blessé d'un coup de mousquet. On remit Dunkerque entre les mains des Anglois, selon le traité fait entre eux (3). »

N° 204. PRISE DE GRAVELINES. — 30 AOUT 1658.

....

Aussitôt après la prise de Dunkerque, les troupes du vicomte de Turenne se portèrent devant la ville de Bergues. Le roi suivit l'armée, et peu de temps après il tomba malade à Mardick des fatigues de la campagne. On le transporta à Calais

(1) Plus tard le maréchal de Luxembourg.
(2) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 236.
(3) *Ibid.*

« La maladie fut si considérable, qu'il fut abandonné des médecins de la cour; mais un médecin d'Abbeville lui donna l'émétique qui le guérit entièrement. Aussitôt que le roi fut rétabli de sa grande maladie, il partit de Calais avec la reine mère et le cardinal Mazarin, et alla trouver l'armée, qui était à Bergues, pour régler avec M. de Turenne ce que l'on ferait le reste de la campagne..... On tint un conseil dans lequel le siége de Gravelines fut résolu : le maréchal de la Ferté fut chargé de cette entreprise.

» Gravelines est une ville forte, et dont la garnison était de trois mille hommes; elle est située sur la mer, près la rivière d'Aa, entre Calais et Dunkerque. Elle avait été fortifiée, par Charles-Quint, d'une citadelle, et depuis ses fortifications avaient été augmentées; de manière que l'on regardait cette place comme l'une des plus fortes des Pays-Bas (1). »

La ville fut investie le 27 juillet; le 8 août le maréchal de la Ferté fit ouvrir la tranchée, et le 27 le gouverneur don Christophe Manrique demanda à capituler. Le cardinal Mazarin, qui s'était tenu à portée du siége pour donner tous les ordres nécessaires, prit lui-même possession de la place après qu'elle se fut rendue.

N° 205. ARRIVÉE D'ANNE D'AUTRICHE ET DE PHILIPPE IV DANS L'ILE DES FAISANS. 2 JUIN 1660.

OSCAR GUÉ. — 1837.

La campagne de 1658 termina glorieusement la guerre que depuis vingt cinq ans la France soutenait contre l'Espagne. Léopold, élu empereur à la place de son père, ne put se dérober à la nécessité de reconnaître les stipulations du traité de Munster. Philippe IV, qui avait compté sur son alliance pour continuer la guerre, était désormais hors d'état de la poursuivre seul : il fallut songer sérieusement à la paix. Des plénipotentiaires furent nommés par les deux couronnes ennemies. Le cardinal Mazarin, premier ministre du roi de France, et don Louis de Haro, premier ministre du roi d'Espagne, assistèrent à toutes les conférences qui eurent lieu sur les confins des deux royaumes, dans une île de la rivière de la Bidassoa; appelée alors l'île de l'Hôpital ou des Faisans, et à qui l'entrevue des deux souverains a donné depuis le nom d'île de la Concorde.

Le mariage de Louis XIV et de l'infante d'Espagne Marie-Thérèse d'Autriche, fille aînée de Philippe IV, était une des conditions du traité. La paix fut signée le 7 novembre 1659; elle devait ensuite être ratifiée par les rois de France et d'Espagne, dans le lieu même où s'étaient tenues les conférences. Louis XIV arriva, dans les premiers jours de juin de l'année 1660, à Saint-Jean-de-Luz, sur la frontière des Pyrénées, et Philippe IV se rendit également, à la même époque, sur les limites de son royaume, à Fontarabie : ces deux villes se trouvent à quelque distance de l'île des Faisans.

« Avant l'entrevue publique et déclarée, il y en eut une particulière et secrète, autant que le peuvent être les démarches des souverains : le roi y voulut paraître incognito. Ce fut dans les mêmes appartements qui avaient été bâtis pour les conférences que se fit l'entrevue des deux monarques. On y avait ajouté des galeries couvertes, et ils avaient été embellis de tout ce qui pouvait les rendre magnifiques et brillants (2). »

On ne connaît pas l'ordonnateur de cette cérémonie pour la France; mais on sait que le peintre Velazquez, alors âgé de soixante et un ans, maréchal des logis de Philippe IV, ordonna les dispositions de la partie qui se trouvait sur le territoire d'Espagne. Mlle de Montpensier, dans ses Mémoires, en a conservé la description.

« Monsieur eut envie d'aller dans le lieu où se tenaient les conférences : j'eus la même curiosité. J'allai avec lui; c'était à deux lieues de Saint-Jean-de-Luz; c'est un lieu qu'on appelle l'île du Faisan. L'on passait un pont qui était comme une galerie qu'on avait tapissée; il y avait au bout un salon qui avait une porte qui donnait sur un pareil pont bâti du côté d'Espagne, de même que le nôtre du côté de France. Il y avait une grande fenêtre qui donnait sur la rivière, du côté de Fontarabie, qui était l'endroit par où on venait d'Espagne : ils y arrivaient par eau. Puis il y avait deux portes, l'une du côté de France, et l'autre du côté d'Espagne, pour entrer dans deux chambres magnifiquement meublées, avec de très-belles tapisseries. Il y avait d'autres petites chambres tout autour avec des cabinets, et la salle de l'assemblée était au milieu, à l'autre bout de l'île. Elle me parut fort grande; il n'y avait de fenêtre qu'à l'endroit qui avait la vue sur la rivière, où l'on mettait deux sentinelles lorsque les rois y étaient : le corps de garde se tenait hors de l'île. Les gardes étaient dans deux salles auprès du vestibule dont j'ai parlé; chaque chambre n'avait qu'une porte, à la réserve de la salle de la Conférence, qui en avait deux vis-à-vis l'une de l'autre, et qui était, comme j'ai déjà dit, fort grande : à proprement parler, de deux chambres l'on n'en avait fait qu'une. La tapisserie du côté d'Espagne était admirable, et du nôtre aussi. Les Espagnols avaient par terre, de leur côté, des tapis de Perse à fond d'or et d'argent, qui étaient merveilleusement beaux. Les nôtres étaient d'un velours cramoisi, chamarrés d'un gros galon d'or et d'argent (1). »

« Le roi d'Espagne et l'infante s'y rendirent, le 2 juin, dans une galiote toute peinte dedans et dehors, suivie d'un grand nombre d'autres, où étaient don Louis de Haro et plusieurs grands d'Espagne. A la descente de la galiote, sa majesté catholique donna la main à la princesse et la conduisit à la chambre de la Conférence, où la reine mère, Anne d'Autriche, attendait le roi son frère et sa nièce avec toute sa suite (2). »

N° 206. ENTREVUE DE LOUIS XIV ET DE PHILIPPE IV DANS L'ILE DES FAISANS. 7 JUIN 1660.

LEBRUN.

« Le lendemain de cette première entrevue (3 juin) les premières cérémonies du mariage se firent à Fontarabie, dans l'église cathédrale. Don Louis de Haro épousa l'infante, en vertu de la procuration que sa majesté très-chrétienne lui avait envoyée.

» Trois jours après, les deux rois, accompagnés chacun de leur cour, et suivis d'une grande affluence de peuple attiré par la nouveauté du spectacle, retournèrent à l'île de la Conférence, pour y promettre et jurer solennellement l'exécution du traité de paix. Ils se renouvelèrent les témoignages réciproques de leur estime, et se virent encore, le jour suivant, qui était le 7 de juin, au même lieu, pour la dernière fois. Avant que de se séparer, le roi d'Espagne donna sa bénédiction à la reine sa fille, et la remit entre les mains du roi son époux (3). »

Louis XIV était accompagné de la reine mère, de Monsieur, duc d'Orléans, son frère, du prince de Conti, et du cardinal Mazarin, premier ministre; madame de Navailles,

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 238.
(2) *Histoire de Louis XIV*, par Limiers, t. I, p. 646.

(1) *Mémoires de Mlle de Montpensier*, t. V, p. 110.
(2) *Histoire de Louis XIV*, par Limiers, t. I, p. 646.
(3) *Ibid.*, p. 647.

dame d'honneur, était à la suite de la reine mère. Parmi les grands officiers de la couronne on remarquait le vicomte de Turenne, qui venait d'être nommé maréchal général des camps et armées du roi, et le maréchal duc de Gramont, ambassadeur extraordinaire, qui avait fait à Madrid, au nom du roi, la demande en mariage.

Philippe IV était suivi de don Louis de Haro, premier ministre d'Espagne; de don Pedro d'Aragon, capitaine de la garde bourguignonne; du marquis d'Aytone, du marquis de Malepique, grand maître des cérémonies; du marquis de Lecce et du comte de Monterey, tous deux fils de don Louis de Haro; de don Fernando Vouès de Canto-Carrero, secrétaire d'état; de Pimentel et du peintre Velasquez.

L'infante arriva avec le roi d'Espagne. Elle portait, selon le récit de Mlle de Montpensier, avec le *guard-infante*, une robe de satin blanc en broderies de jais. Coiffée en cheveux, elle avait un bouquet d'émeraudes en poires, avec des diamants qui étaient un présent du roi.

Mlle de Montpensier avait assisté à l'entrevue du 6 juin; mais elle ne se trouva pas à la cérémonie du 7, où, dit-elle, la reine mère se rendit *toute seule*. Elle rapporte dans ses Mémoires que le roi d'Espagne regarda longtemps M. de Turenne, et dit à plusieurs reprises : « Cet homme m'a donné de méchantes heures. »

N° 207. MARIAGE DE LOUIS XIV ET DE MARIE-THÉRÈSE D'AUTRICHE. — 9 JUIN 1660.

Tableau du temps (d'après CH. LEBRUN).

La célébration du mariage fut renouvelée en France le 9 juin, dans l'église de Saint-Jean-de-Luz, avec tout l'éclat et la pompe que réclamait une aussi auguste solennité.

« Il y avait un pont pour aller du logis de la reine à l'église, que l'on avait tapissé par en bas tout le long de la rue où il fallait aller. La reine avait un manteau royal de velours violet, semé de fleurs de lis, un habit blanc dessous de brocard, avec quantité de pierreries, et une couronne sur la tête (1). »

« Le roi avait un habit noir et mille pierreries. La reine se mit auprès du roi, sous un haut dais de velours violet, parsemé de fleurs de lis d'or, et l'estrade était de même, c'est-à-dire le tapis, les chaises et les carreaux; le tout couvert de fleurs de lis d'or. D'abord l'évêque, avant que de commencer la messe, apporta au roi l'anneau, que le roi donna à la reine, et la monnaie sur un bassin de *vermeil doré*. Quand le roi alla à l'offrande, il fut accompagné du grand maître des cérémonies de Rhodes, de ses capitaines des gardes, de Vardes, qui commandait la garde suisse, et d'Humières, qui commandait les gardes appelés *becs de corbin*; et Monsieur, frère du roi, porta son offrande... Mademoiselle, fille aînée du feu duc d'Orléans et fille unique de sa première femme, portait l'offrande de la reine, et mesdemoiselles d'Alençon et de Valois, ses sœurs, portaient la queue de la reine (2)..... »

La cérémonie fut d'une grande magnificence. La reine mère y assista avec l'habit de veuve : son estrade, en velours noir, sous un dais de même étoffe, était séparée de celle du roi, et à sa droite. Tous les princes, grands officiers de la couronne et grands du royaume, qui avaient suivi la cour à Saint-Jean-de-Luz, s'y trouvèrent : on y remarquait le duc de Vendôme, fils naturel de Henri IV; le prince de Conti, les comtes de Soissons, l'évêque de Fréjus, les maréchaux de Turenne et de Gramont.

Le cardinal Mazarin remplit, dans cette occasion, les fonctions de grand aumônier.

(1) *Mémoires de Mlle de Montpensier*, t. V, p. 150.
(2) *Mémoires de Mme de Motteville*, vol. X, p. 151.

La messe fut célébrée par l'évêque de Bayonne et chantée par la musique du roi.

N° 208. MAZARIN PRÉSENTE COLBERT A LOUIS XIV. — MAI 1661.

LAFAYE (d'après un tableau de M. SOHNETS). — 1836.

Colbert fut un des hommes que Mazarin employa le plus activement dans les dernières années de son ministère. Le cardinal conserva toujours, et même pendant la maladie dont il mourut, la direction des affaires : mais sentant sa fin prochaine, il ne négligea rien pour faire connaître au roi la vérité sur l'état de son royaume. Les finances, à la suite des longues guerres que la France avait soutenues, étaient dans un extrême délabrement; il était instant d'y porter remède, et c'était là le sujet le plus ordinaire des entretiens du monarque et de son ministère. Colbert assistait à tous ces entretiens : Louis XIV y sut apprécier son zèle et ses talents. Aussi sa place était-elle déjà marquée dans l'estime du roi, quand le cardinal le lui présenta officiellement comme l'homme le plus capable de rétablir l'ordre dans l'administration des revenus de l'état. L'auteur de la vie de Colbert rapporte que Mazarin, à ses derniers moments, recommandant son protégé au roi, lui dit ces paroles : « Je vous dois tout, sire, mais je crois m'acquitter envers votre majesté en lui donnant Colbert. »

Mazarin mourut le 16 mai 1661, dans la cinquante-huitième année de son âge, au château de Vincennes, où il s'était fait transporter. Louis XIV étonna alors la France et toute l'Europe en prenant lui-même les rênes de l'état pour ne les plus quitter jusqu'à sa dernière heure.

N° 209. RÉPARATION FAITE AU ROI, AU NOM DE PHILIPPE IV, ROI D'ESPAGNE, PAR LE COMTE DE FUENTES. — 24 MARS 1662.

Tableau du temps (d'après CH. LEBRUN).

La paix était à peine conclue qu'une question de préséance entre les ambassadeurs de France et d'Espagne fut sur le point de la rompre.

Le 10 octobre 1661, à l'entrée de l'ambassadeur extraordinaire de Suède près de la cour de Londres, le baron de Watteville, ambassadeur d'Espagne, prétendit avoir le pas sur le comte d'Estrades, ambassadeur de France. Une rixe violente s'en était suivie, et plusieurs des gens de l'ambassade de France avaient été tués sur la place. Louis XIV en étant informé donna ordre au comte de Fuensaldagne, ambassadeur d'Espagne, de quitter aussitôt la France. La réparation suivit l'offense de près. Philippe IV désavoua la conduite de son ambassadeur; le baron de Watteville fut rappelé, et le comte de Fuentes, ayant été envoyé extraordinairement près de la cour de France, fit de la part de son maître une déclaration authentique, en vertu de laquelle les ministres espagnols ne concourraient plus désormais avec ceux de France.

« Cejourd'hui, vingt-quatrième du mois de mars, sa majesté ayant eu agréable de donner audience dans son grand cabinet audit marquis de las Fuentes, nouvellement arrivé en sa cour, et M. le comte d'Armagnac l'ayant amené à sa majesté, ledit marquis de las Fuentes, après lui avoir présenté la lettre de créance du roi catholique qui le déclarait son ambassadeur, et fait ses compliments en la manière accoutumée, rendit à sa majesté une seconde lettre du roi catholique, aussi en créance sur lui, au sujet de l'attentat commis par ledit Watteville (1). »

(1) *Histoire de Louis XIV*, par Limiers, t. II, p. 31.

Le comte de Fuentes lut ensuite cette déclaration en présence de Louis Phélipeaux, sire de la Vrillière, comte de Saint-Florentin, baron de Hervif et de Châteauneuf-sur-Loire, commandeur des ordres du roi; Henri de Guenégaut, seigneur du Plessis, marquis de Planci, vicomte de Semoine, baron de Saint-Just, commandeur des ordres de sa majesté; Michel Le Tellier, aussi commandeur desdits ordres, et Louis-Henri de Lomenie, comte de Brienne et Montbron, baron de Pougi, tous conseillers du roi en ses conseils.

« Je suis bien aise, répondit Louis XIV, d'avoir entendu la déclaration qee vous m'avez faite de la part du roi votre maître, d'autant qu'elle m'obligera de continuer à bien vivre avec lui. »

» Ensuite, le marquis de las Fuentes s'étant retiré, sa majesté, adressant la parole au nonce de sa sainteté et à tous les ambassadeurs et résidents qui étaient présents, dit :

« Vous avez ouï la déclaration que l'ambassadeur d'Espagne m'a faite; je vous prie de l'écrire à vos maîtres, afin qu'ils sachent que le roi catholique a donné ordre à tous ses ambassadeurs de céder les rangs aux miens en toutes occasions. »

» A laquelle audience ont été présents monseigneur le duc d'Orléans, le prince de Condé, le duc d'Enghien, le chancelier, plusieurs ducs, pairs et officiers de la couronne, et autres notables personnages du conseil de sa majesté : ensemble tous les ambassadeurs, résidents ou envoyés étant présentement en cette cour, lesquels y ont été conviés, le nonce du pape, les ambassadeurs de Venise et de Savoie, Mantoue, Modène et Parme, les ambassadeurs de Suède, les trois extraordinaires de Hollande, avec l'ordinaire, les envoyés et résidents de Mayence, Trèves, Brandebourg et Palatin, de l'archiduc d'Inspruck, du duc de Neubourg, des ducs de Lunebourg, Brunswick, du landgrave de Hesse, de l'évêque de Spire et du prince d'Orange. Fait à Paris, ce 24 mars 1662 (1). »

N° 210. LES CLEFS DE MARSAL REMISES AU ROI. 1er SEPTEMBRE 1663.

Tableau du temps (d'après Ch. Lebrun).

« Encore que la France jouît d'une paix entière, et que le roi employât tous ses soins pour en faire goûter les fruits à ses peuples, il eut avis néanmoins que le duc de Lorraine voulait toujours tenir entre ses mains Marsal, au préjudice du traité fait avec lui; ce qui obligea sa majesté d'ordonner au comte de Guiche et à M. de Pradel d'investir cette place avec les troupes qui étaient en Lorraine, ce qu'ils firent dans le mois d'août. Mais le roi ayant appris que le gouverneur que le duc de Lorraine y avait mis voulait la défendre, sa majesté résolut d'en faire le siége dans les formes; il en chargea le maréchal de la Ferté avec un corps de troupes, et y marcha en personne. C'était une des meilleurs places du pays, tant par la régularité de ses fortifications que par sa situation avantageuse. Lorsque le roi y arriva, on y avait déjà ouvert la tranchée, et les travaux étaient déjà fort avancés, quand le duc de Lorraine, après onze jours d'attaque, envoya à sa majesté le prince de Lixen avec des lettres de sa part pour l'assurer qu'il envoyait ses ordres pour lui remettre cette place; ce qui fut exécuté. Le maréchal de la Ferté y entra avec les troupes destinées pour la garnison. Le roi en donna le commandement à M. de Favri, lieutenant des gardes du corps; et, après avoir fait la revue des troupes qui avaient été employées à cette expédition, il rendit au duc de Lorraine le reste de ses états, et s'en retourna à Paris (2).

(1) *Histoire de Louis XIV*, par Limiers, t. II, p. 32.
(2) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 262.

N° 211. LE ROI REÇOIT LES AMBASSADEURS DES TREIZE CANTONS SUISSES.—NOVEMBRE 1663.

Vandermeulen. — Vers 1672.

« Sur la fin de cette année (1663), les treize cantons suisses envoyèrent en France leurs ambassadeurs, pour renouveler leur alliance avec le roi. Cette alliance est très-ancienne, et ils la renouvellent toujours quand le temps porté par les traités est sur le point d'expirer. Le dernier avait été fait sous le règne de Henri IV, pour lui et pour le dauphin son fils, qui depuis régna sous le nom de Louis XIII. Dès les premières années du règne du roi, les cantons cherchèrent à renouveler cette alliance, mais les conjonctures des temps en avaient retardé l'exécution. Enfin, cette année, ils envoyèrent une célèbre ambassade à Paris : leurs ambassadeurs y reçurent les mêmes honneurs que du temps de Henri IV (1). »

N° 212. RENOUVELLEMENT D'ALLIANCE ENTRE LA FRANCE ET LES CANTONS SUISSES. 18 NOVEMBRE 1663.

Pierre Sève. — 1670.
Et Pierre Franque (d'après Lebrun). — 1836.

« Le roi, pour lui et le Dauphin, son fils, jura solennellement l'alliance dans l'église de Notre-Dame.

» Sa majesté, précédée des cent-suisses de sa garde, arrivant à la porte de l'église, y fut reçue par les principaux du chapitre, et conduite au chœur, ayant avec elle quatre hérauts d'armes, et à ses côtés les huissiers de la chambre portant les masses. Elle se plaça au milieu du chœur, sur un tapis couvert de velours rouge, semé de fleurs de lis d'or, sous un riche dais, accompagnée de Monsieur, du prince de Condé et du duc d'Enghien. Les évêques et autres prélats étaient en leurs rangs accoutumés, ainsi que les secrétaires d'état, le corps de ville, les ambassadeurs, et autres ministres des princes étrangers. Les ducs et pairs et les maréchaux de France avaient la droite, et les quatre premiers gentilshommes de la chambre venaient après. Les ambassadeurs des cantons ayant pris leurs places, et le roi les ayant salués, la messe fut célébrée par l'évêque de Chartres, à laquelle toutefois les députés des cantons protestants n'assistèrent pas. Quand ils furent revenus, les secrétaires d'état montèrent sur l'estrade où était le roi. En même temps le sieur de Lionne, qui avait le département des affaires étrangères, porta le traité sur un carreau semé de fleurs de lis d'or, et le secrétaire de l'ambassade des Suisses porta le même traité sur un autre carreau; et après que le sieur de la Barde, ambassadeur du roi auprès des cantons, eut parlé sur ce sujet, le cardinal Antoine, grand aumônier de France, s'approcha du prie-Dieu du roi, et y tint le livre des évangiles, sur lequel sa majesté mit la main, en même temps que l'un des ambassadeurs, pour tous les autres, y posa aussi la sienne. Alors le doyen du conseil (M. d'Ormesson), en l'absence du chancelier, fit la lecture du serment. La cérémonie étant achevée, et le *Te Deum* chanté, les ambassadeurs furent conduits à l'archevêché (2). »

N° 212 *bis*. PRISE DE GIGERI PAR LE DUC DE BEAUFORT. — 22 JUILLET 1664.

Gudin. — 1839.

« Les corsaires d'Alger ayant recommencé de troubler le commerce des sujets du roi sur mer, le roi envoya sur les côtes de Barbarie six mille hommes sous les ordres du duc de

(1) *Histoire de Louis XIV*, par Limiers, t. II, p. 51.
(2) *Ibid.*

Beaufort, qui avait sous lui le marquis de Gadagne, lieutenant général, avec ordre de faire une descente et de se saisir de quelques ports. Ils mirent pied à terre à Gigeri, qu'ils prirent et qu'ils fortifièrent. Ensuite ils gagnèrent un combat contre les Maures, qui donna bien de la réputation aux armes de France, et dans lequel le marquis de la Châtre fut tué (1). »

N° 213. RÉPARATION FAITE AU ROI, AU NOM DU PAPE ALEXANDRE VII, PAR LE CARDINAL CHIGI, SON NEVEU. — 28 JUILLET 1664.

ZIÉGLER (d'après une tapisserie du temps, faite sur les dessins de LEBRUN). — 1835

L'affaire des ambassadeurs de France et d'Espagne était à peine terminée, que le duc de Créqui, ambassadeur du roi à Rome, fut insulté (2) par les Corses de la garde du pape. Alexandre VII se refusant à donner satisfaction, Louis XIV résolut de l'y contraindre. Ce pontife, n'étant encore que cardinal Chigi, avait été l'ennemi de Mazarin. Sa jalousie contre la France avait éclaté aux conférences de Munster; et depuis, sa médiation ayant été refusée lors de la paix des Pyrénées, il était resté toujours opposé à la politique de Louis XIV.

Pour obtenir réparation de l'insulte faite à son ambassadeur, le roi arma et donna ordre à ses troupes d'entrer en Italie. Le cardinal Chigi, neveu du pape, fut alors envoyé en France en qualité de légat *à latere*. Il fut reçu à Fontainebleau, dans la chambre du roi, où il présenta ses lettres de créance, et fit ses excuses en présence des grands officiers de la couronne.

N° 214. COMBAT NAVAL DE LA GOULETTE. 24 JUIN 1665.

GUDIN — 1839.

« Quoique la paix régnât dans le royaume, le duc de Beaufort, qui commandait une escadre dans la Méditerrané, s'attachait à nettoyer cette mer des corsaires d'Alger; il les alla chercher, et les rencontra, le 24 de juin, sous le fort de la Goulette, proche de Tunis; il les attaqua, et, après un combat fort opiniâtre, il les battit, leur coula à fond et brûla trois vaisseaux, à savoir : l'amiral, le vice-amiral et le contre-amiral. Cette perte pour les Algériens fut d'autant plus considérable, que leur vaisseau amiral était neuf, monté de six cents hommes et de cinquante pièces de canon; le second était de quatre cents hommes et de quarante pièces de canon (3). »

N° 215. FONDATION DE L'OBSERVATOIRE.—1667.

COLBERT PRÉSENTE AU ROI LES MEMBRES DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES.

Tableau du temps (d'après CH. LEBRUN)

Louis XIV profita de la paix pour encourager en France l'essor des sciences et des arts. Puissamment secondé par le génie de Colbert, il n'avait qu'à commander, et des monuments de tout genre, destinés à immortaliser son nom, s'élevaient partout comme par enchantement.

« Les libéralités du monarque, dit Limiers dans son Histoire de Louis XIV (4), attirant de toute l'Europe ce qu'il y avait de gens d'élite en toutes professions, il forma de ces

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 267.
(2) 20 août 1662
(3) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 271
(4) Pages 49 et 50.

étrangers et des Français les plus habiles, des académies de sciences (1), de peinture, de sculpture, d'architecture et de musique; où ces grands maîtres et leurs élèves s'efforcèrent à l'envi, par mille beaux ouvrages, plus finis les uns que les autres, d'arriver à la perfection.....

« Le roi fit aussi bâtir de tous côtés et principalement au Louvre, dont la façade est estimée un des morceaux d'architecture les plus beaux qu'il y ait au monde. A l'exemple du prince, chacun, selon ses forces, se piqua de faire bâtir. Paris s'accrut de jour en jour; les rues furent élargies, les carrefours ornés de fontaines; la rivière bordée de quais, et presque toutes les maisons rebâties d'un air de grandeur, de politesse et de bon goût qu'on n'avait point eu jusqu'alors. »

« Ce fut pendant l'année 1667, rapporte Quincy, que le roi, malgré ses grandes occupations, fit bâtir l'Observatoire pour les astronomes, comme un monument de ses soins pour la perfection des sciences dans son royaume. »

Louis XIV visita les travaux et reçut à l'Observatoire tous les membres de l'Académie des sciences, qui lui furent présentés par son ministre Colbert, et dont les historiens contemporains nous ont conservé les noms :

Géomètres.

Pierre DE CARVAVI, conseiller au parlement de Toulouse, puis conseiller au grand conseil, garde de la bibliothèque du roi de France.

Chrétien HUYGHENS de Zulychem.

Gilles PERSONNE de Roberval, professeur royal de mathématiques dans la chaire de Ramus et dans celle du collége de maître Gervais.

Bernard FRENICH de Bessy.

Jacques BUOT, ingénieur du roi et professeur de mathématiques des pages de la grande écurie.

NIQUET.

DE LA VOYE MIGNOT.

Astronomes.

Adrien AUZOUT.

Jean PICARD, prêtre.

Jean RICHER.

Physiciens.

Marin CUREAU de Chambre, médecin ordinaire du roi, de l'Académie française.

Claude PERRAULT, docteur en médecine de la faculté de Paris.

Edme MARIOTTE, prieur de Saint-Martin-sous-Baume.

Chimistes.

Agathange COTREAU du Clos, médecin ordinaire du roi.

Claude BOURCELIN, docteur-médecin.

Botanistes.

Nicolas MARCHANT, docteur en médecine de l'université de Padoue, premier botaniste de monseigneur Gaston de France, et directeur de la culture des plantes du Jardin royal.

Anatomistes.

Louis GAYANT, chirurgien juré de Paris.

Jean-Baptiste DU HAMEL, aumônier du roi, secrétaire et depuis anatomiste.

Jean PECQUET, docteur en médecine de la faculté de Montpellier.

Mécaniciens.

Claude-Antoine COUPLET, professeur de mathématiques des pages de la grande écurie, trésorier de l'académie.

PIVERT.

(1) L'Académie des sciences avait été fondée en 1666.

N° 216. PRISE DE CHARLEROI.—2 juin 1667.

Vandermeulen.

La paix des Pyrénées, en mettant un terme aux longues hostilités de la France et de l'Espagne, n'avait pu éteindre leurs inimitiés. De part et d'autre on n'attendait que l'occasion de reprendre les armes. Le cabinet de Madrid n'avait point pardonné à la France son intervention dans les affaires du Portugal. D'un autre côté, les excuses faites trop tardivement pour l'insulte qu'avait reçue l'ambassadeur du roi à Londres n'avaient pu satisfaire la dignité blessée de Louis XIV. Une rupture était inévitable. La mort de Philippe IV vint en fournir le prétexte.

Louis XIV réclama pour la reine Marie-Thérèse, son épouse, la possession du duché de Brabant, du Limbourg, du comté de Namur, du Cambrésis, d'une portion du Luxembourg et de la Franche-Comté, toutes provinces où régnaient des coutumes, dont les unes appelaient à succéder la fille du premier lit à l'exclusion du fils du second, les autres admettaient indistinctement tous les enfants au partage. La régente d'Espagne, mère et tutrice du jeune Charles II, opposa aux prétentions de Louis XIV la renonciation formelle de l'infante Marie-Thérèse à l'héritage paternel. La cour de France répondit que cette renonciation était nulle, et par l'âge de celle qui l'avait signée, et par le défaut de payement des cinq cent mille écus d'or promis en dot à Marie-Thérèse. Cette contestation diplomatique dura près de deux ans. Louis XIV la termina en écrivant le 8 mai 1667 à la reine régente d'Espagne pour demander une dernière fois « les états qui lui appartenaient, et déclarer que, si on les refusait, il s'en mettrait lui-même en possession, ou de quelque chose d'équivalent, n'entendant pas au reste que la paix fût rompue de son chef par son entrée à main armée dans les Pays-Bas, puisqu'il n'y marchait que pour recouvrer son bien. » Trois semaines après il accomplissait sa menace.

« Le roi, étant déterminé à marcher en personne en Flandre, partit dans le mois de mai pour s'y rendre, après avoir pris ses mesures pour être à la tête de trente-cinq mille hommes, sans compter deux corps séparés, dont l'un devait agir sous les ordres du maréchal d'Aumont, du côté de Dunkerque, et l'autre sous ceux du marquis de Créqui.

» Le roi, arrivé à Avesnes, y fit la revue des troupes qui y étaient, et se rendit à son armée campée auprès de Charleroi, dont M. de Turenne s'était rendu maître... Sa majesté en ayant examiné la situation, et consulté M. de Turenne, sur les avis duquel il se conformait, prit le parti de fortifier cette place, y employa M. de Vauban et en donna le gouvernement à M. de Montal (1). »

N° 217. PRISE D'ATH. — 6 juin 1667.

Vandermeulen.

La ville de Bergues, assiégée par le maréchal d'Aumont, ne tarda pas à tomber en son pouvoir; il se rendit ensuite devant Furnes, qu'il investit.

« Le roi pendant ce temps-là, ayant réglé les fortifications qu'on devait faire à Charleroi, se mit en marche le 17 juin, à la tête de son armée, pour aller vers Ath, que les Espagnols abandonnèrent à son approche. Les bourgeois vinrent implorer sa clémence, et il reçut leurs serments de fidélité, après leur avoir laissé une garnison qu'ils lui demandèrent. Il donna ses ordres pour fortifier cette place (2) »

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 277.
(2) *Ibid.*, p. 278.

N° 218. L'ARMÉE DU ROI CAMPÉE DEVANT TOURNAY. — 21 juin 1667.

Tableau du temps par Vandermeulen.

N° 219. SIÉGE DE TOURNAY.—21 juin 1667.

Lebrun et Vandermeulen.

N° 220. SIÉGE DE TOURNAY.—21 juin 1667.

Bonnard (d'après Vandermeulen et Lebrun).

« Après que le maréchal d'Aumont se fut rendu maître de Furnes, il marcha vers Armentières, et prit en passant le fort de Saint-François, qui ne fit presque point de résistance. Il détacha ensuite douze cents chevaux, selon les ordres qu'il en avait reçus du roi, pour aller garder les avenues de Tournay d'un côté, et il fit défiler autant d'hommes d'infanterie vers la Bassée. Le roi, qui voulait faire le siége de cette place, avait fait marcher Monsieur avec les troupes de Lorraine, pour l'investir de l'autre côté. Sa majesté y arriva le 21, et alla reconnaître la place, accompagnée de M. de Turenne.

» Les attaques commencèrent le 22, lendemain de l'arrivée du roi, et furent poussées avec une si grande vigueur, que les assiégés, surpris de l'audace avec laquelle leur chemin couvert avait été attaqué et pris, et appréhendant d'être emportés d'assaut, lorsque les brèches seraient faites par les batteries qui étaient établies sur le chemin couvert, envoyèrent des députés au roi de la part du clergé et des bourgeois, pour offrir de rendre la ville, à condition que leurs priviléges seraient conservés; ce qui ayant été accordé, M. de Boldom, lieutenant de roi, se retira dans le château avec sa garnison; mais, voyant qu'il y allait être forcé, il se rendit le 25 de juin. La capitulation fut signée par le marquis de Tresigni, gouverneur de la ville. Sa majesté entra le même jour dans Tournay, précédée de deux compagnies de mousquetaires en casaques bleues chamarrées d'argent et en buffles, suivie des chevau-légers de sa garde, en casaques rouges, enrichies de six rangs de galons d'or et d'argent, ayant tous des plumes blanches, et d'une partie de ses gardes; le roi était accompagné d'un grand nombre de princes et seigneurs magnifiquement vêtus, et suivi d'autres gardes du corps et de ses gendarmes, tous fort lestes (1). »

N° 221. SIÉGE DE DOUAI.—4 juillet 1667.

Vandermeulen. — Vers 1670.

N° 222. SIÉGE DE DOUAI.—4 juillet 1667.

Lebrun et Vandermeulen. —Vers 1669.

» De Tournay le roi se tendit devant Douai, qu'il avait fait investir deux jours auparavant par le comte de Duras. Sa majesté alla aussitôt reconnaître la place, marqua les endroits les plus propres pour l'attaquer, et fit ouvrir la tranchée le 3 juillet. Le lendemain, après avoir visité tous les postes, on dit qu'elle descendit dans la tranchée, où elle demeura quelque temps, et où quelques officiers et quelques gendarmes furent blessés assez près de sa personne. Cette démarche du roi inspira une telle ardeur aux troupes, que le quatrième jour du siége elles passèrent le fossé, emportèrent la contrescarpe et firent un logement sur la demi-lune. La ville, qui se vit sur le point d'être forcée, capitula le même jour (2). »

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 279-280.
(2) *Histoire de Louis XIV*, par Limiers, t. II, p. 91.

N° 223. PRISE DE COURTRAY.—18 JUILLET 1667.

. . . .

« Pendant que le roi était occupé à la conquête de Douai, le maréchal d'Aumont eut ordre d'assiéger Courtray. Il s'en rendit maître le troisième jour de l'attaque (1). »

N° 224. SIÉGE D'OUDENARDE.—30 JUILLET 1667.

VANDERMEULEN. — Vers 1669.

» Le roi marcha ensuite à Oudenarde, qu'il investit le 28 juillet du côté de l'Escaut, pendant que le comte de Lillebonne, avec les troupes de Lorraine, fit l'investiture de l'autre. Le maréchal d'Aumont fit ouvrir la tranchée le 29, du côté de la prairie, par les régiments de Champagne et de Castelnau, et y fit établir une batterie de cinq pièces de canon, pendant que le comte de Lillebonne faisait une autre attaque de son côté. Le lendemain 30 on établit dix pièces de canon à une attaque et quatorze à l'autre. Ces batteries firent un si grand effet, que le gouverneur demanda à capituler dans le temps que le roi, qui était campé à une demi-lieue, arrivait pour visiter les tranchées; le gouverneur fut contraint de se rendre prisonnier de guerre avec sa garnison, qui était de cinq cents hommes. Le roi y laissa une forte garnison, et mit pour gouverneur M. de Rochepaire, qui y avait commandé avant la paix (2). »

N° 225. ENTRÉE DE LOUIS XIV ET DE LA REINE MARIE-THÉRÈSE A ARRAS.—AOUT 1667.

VANDERMEULEN. — Vers 1668.

N° 226. ENTRÉE DE LOUIS XIV ET DE LA REINE MARIE-THÉRÈSE A DOUAI.—AOUT 1667.

VANDERMEULEN. — Vers 1667.

N° 227. ENTRÉE DE LOUIS XIV ET DE LA REINE MARIE-THÉRÈSE A DOUAI.—AOUT 1667.

D'après VANDERMEULEN.

« Le roi partit ensuite pour Compiègne, et quelques jours après il retourna en Flandre pour y mettre en exécution le projet qu'il avait formé; il passa à Arras et à Douai, où il fit son entrée avec la reine. Leurs majestés y furent reçues de la manière la plus galante et la plus magnifique par les habitants de cette ville, qui voulurent témoigner leur joie d'être devenus sujets d'un si grand prince (3). »

Le même cérémonial qui avait été suivi pour l'entrée du roi à Tournay fut adopté dans cette circonstance. La reine était dans son carrosse, accompagnée des dames de sa suite, et le roi, avec Monsieur, marchait immédiatement après la voiture de la reine. Louis XIV avait pour cortége, dans ses entrées solennelles, les maréchaux de France et les officiers de sa maison qui s'étaient distingués dans cette brillante campagne. Le vicomte de Turenne y occupait le premier rang.

(2) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 280.
(3) *Ibid.*, p. 281.
(4) *Idem*, *Ibid.*

N° 228. SIÉGE DE LILLE.—AOUT 1667.

VANDERMEULEN. — 1667.

N° 229. SIÉGE DE LILLE.—AOUT 1667.

VANDERMEULEN. — Vers 1668.

N° 230. SIÉGE DE LILLE.—AOUT 1667.

PIERRE FRANQUE (d'après VANDERMEULEN et LEBRUN).

N° 231. SIÉGE DE LILLE.—AOUT 1667.

VANDERMEULEN. — Vers 1668.

L'entreprise que le roi méditait était le siége de Lille, entreprise si difficile dans la conjoncture présente, que M. de Turenne et M. de Louvois l'en voulurent dissuader. Il est vrai que les Espagnols avaient fait peu de résistance dans l'attaque de toutes les places que le roi venait de leur enlever. Mais, comme ils avaient eu le temps de se remettre de leur première surprise, ils avaient pris des mesures pour mettre à couvert cette grande ville; il y avait un gouverneur brave et de réputation, une bonne garnison, des vivres, des munitions de guerre pour faire une bonne résistance. L'armée du roi était fort diminuée par la garnison qu'on avait été obligé de mettre dans toutes les places conquises, et par les pertes qu'on y avait faites. Le comte de Marsin, qui commandait les troupes espagnoles en Flandre, et qui avait été excepté de l'amnistie générale, avait rassemblé un corps de six mille hommes avec lesquels il espérait faire entrer des secours dans cette place. La ville de Lille était très-grande, et il fallait des lignes bien étendues pour en fermer toutes les avenues. Ces difficultés qu'on représenta au roi ne purent être capables de l'empêcher de finir une campagne si glorieuse, par une conquête dont les difficultés et la résistance augmenteraient sa gloire.

« Tous les préparatifs ordonnés pour cette entreprise étant en état, le roi détacha le marquis d'Humières avec un corps de cavalerie, qui investit cette place le 18 août, d'un côté, pendant que le comte de Lillebonne, avec les troupes de Lorraine, et le comte de Lorges fermèrent les passages, d'un autre. Le comte de Croüi en était gouverneur; sa garnison était de deux mille hommes d'infanterie et de huit cents chevaux de troupes réglées, sans un grand nombre de bourgeois qui avaient pris les armes.

» Le roi arriva le 10 devant Lille, et y fit travailler aux lignes de circonvallation. Par leur étendue elles étaient mal garnies de troupes; de plus, il apprit que les Espagnols s'assemblaient pour tenter de jeter des secours dans la place. Il fit donc venir le marquis de Créqui avec son camp volant; et à peine fut-il arrivé, qu'il l'envoya occuper les passages par où il crut qu'ils pouvaient venir.

» Dès que le roi fut arrivé au camp, il fut toujours à cheval pour assurer les quartiers et pour hâter les lignes (1). »

« La présence du roi, rapporte Limiers (2), et l'activité avec laquelle il hâtait sans cesse les travaux et les attaques, encouragèrent si bien les soldats, que cette grande ville, après neuf jours de tranchée ouverte, fut réduite à capituler. Il y entra le 28, d'autant plus satisfait, qu'il s'était engagé à ce siége contre le sentiment de la plupart des principaux officiers de son armée, qui jugeaient l'entreprise trop hasardeuse. Sa majesté, non-seulement accorda à la ville la continuation de ses anciens priviléges, mais, dans la suite, par le

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, t. I, p. 281-282.
(2) *Histoire de Louis XIV*, t. II, p. 92.

soin qu'il prit d'y attirer et d'y maintenir le commerce, il la rendit une des plus riches de l'Europe. »

N° 232. COMBAT PRÈS DU CANAL DE BRUGES. 27 AOUT 1667.

Tableau du temps, esquisse par VANDERMEULEN.

N° 233. COMBAT PRÈS DU CANAL DE BRUGES. AOUT 1667.

Tableau du temps par VANDERMEULEN et CH. LEBRUN.

N° 234. COMBAT PRÈS DU CANAL DE BRUGES. AOUT 1667.

Tableau du temps par VANDERMEULEN.

Cependant le comte de Marsin et le prince de Ligne, généraux de l'armée espagnole, avaient rassemblé un corps de troupes de plus de huit mille hommes. Ne sachant pas que la place de Lille eût capitulé, ils s'avancèrent pour y jeter des secours.

Le roi, qui, dès le premier avis de leur marche, avait détaché le marquis de Créqui d'un côté et le marquis de Bellefonds de l'autre, s'avança avec une partie de la cavalerie vers le canal de Bruges pour les soutenir. « Mais M. de Marsin, ayant eu connaissance de cette marche, crut qu'il devait éviter le combat, d'autant plus qu'il venait d'apprendre que Lille s'était rendu. Il prit donc le parti de se retirer; mais le marquis de Créqui, ayant joint son arrière-garde, composée de quatre escadrons, l'attaqua avec tant de vigueur, qu'il la défit entièrement, pendant que le marquis de Bellefonds, soutenu par le roi, attaquait leur gros corps, que M. de Marsin avait fait avancer au secours de l'arrière-garde : il fut pareillement battu. On leur fit dans ce combat quinze cents prisonniers, et on leur prit dix-huit étendards et cinq paires de timbales.

» Le roi nomma pour gouverneur de Lille et de la Flandre française le marquis d'Humières, lieutenant général. Il laissa le commandement des troupes à M. de Turenne, retourna à Arras pour y rejoindre la reine, et finit ainsi une si belle campagne (1). »

N° 234 *bis*. COMBAT NAVAL ENTRE NEVIS ET REDONDE. — 1667.

GUDIN. — 1839.

« L'année 1667, qui avait commencé par un traité de paix, fut cependant suivie d'un grand nombre d'exploits; la nouvelle du traité signé à Breda entre la France, l'Angleterre, la Hollande et le Danemark, n'ayant pu parvenir assez tôt dans les îles, les hostilités y continuèrent.

» M. Lefèvre de la Barre, lieutenant général pour le roi dans l'Amérique, ayant appris que le chevalier de Saint-Laurent, gouverneur de l'île Saint-Christophe, était réduit à l'extrémité, parce que les Anglais le tenaient bloqué dans cette île depuis six semaines, il y fit voile avec une escadre de dix-sept navires et de deux brûlots; il rencontra la flotte anglaise, qu'il attaqua entre Nevis et Redonde, et la battit après un combat de quelques heures fort opiniâtre de part et d'autre. Il tua aux ennemis quatre ou cinq cents hommes, outre deux cents, qui furent noyés; et leur fit quatre cents prisonniers. Cette action sauva au roi l'île de Saint-Christophe, et ne lui coûta que cent hommes; elle fit d'autant plus d'honneur à M. de la Barre, qu'il était entré fort tard dans le service de mer, puisqu'il avait été conseiller au parlement de Paris, maître des requêtes, intendant de Moulins et d'Auvergne en même temps, et ensuite intendant de Paris, emplois où il avait acquis une grande réputation (1). »

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I. p. 284.

N° 235. PRISE DE BESANÇON. — 6 FÉVRIER 1668.

LAFAYE (d'après un tableau de la galerie de Chantilly, par MARTIN). — 1836.

Le pape Clément IX, successeur d'Alexandre VII, avait interposé sa médiation pour terminer la querelle de la France et de l'Espagne. Les états généraux de Hollande avaient joint leurs efforts à ceux du pontife, et Louis XIV avait accordé aux Espagnols un armistice, pendant lequel il s'efforça d'obtenir par les négociations ce que ses armes avaient conquis. Le cabinet de Madrid lui opposa ses lenteurs accoutumées. Le roi se décida alors à frapper le grand coup qu'il méditait. Résolu d'ajouter la Franche-Comté aux conquêtes qu'il avait faites dans la campagne précédente, il confia son dessein au prince de Condé, gouverneur général de la Bourgogne, et lui donna le commandement de l'armée qui devait marcher pour cette expédition.

« Ce prince se présenta le 5 de février devant la ville de Besançon, capitale de cette province, située sur la rivière de Doubs. En arrivant il fit sommer cette grande ville de se soumettre au roi; les habitants témoignèrent d'abord qu'ils voulaient le faire et même recevoir sa majesté, mais comme dans une ville impériale. Monsieur le prince leur ayant fait entendre que leur ville avait cessé d'être ville impériale par le traité de Munster, et qu'on la conserverait dans tous ses privilèges s'ils ne tardaient pas à se rendre, ils se soumirent au roi sans nulles conditions le lendemain, et remirent aux troupes du roi la ville et la citadelle le 6 de février.

» Le duc de Luxembourg fut détaché en même temps pour aller à Salins, qu'il fit sommer en arrivant, et qui se rendit le même jour que Besançon (2). »

N° 236. PRISE DE DOLE. — 14 FÉVRIER 1668.

VANDERMEULEN. — Vers 1668.

N° 237. PRISE DE DOLE. — 14 FÉVRIER 1668.

VANDERMEULEN.

N° 238. PRISE DE DOLE. — 14 FÉVRIER 1668.

Tableau du temps par TESTELIN (d'après VANDERMEULEN).

Pendant ce temps le roi était parti de Paris. Arrivé à Dijon, il se mit à la tête des troupes, et marcha sur Dôle, dont il voulait entreprendre le siége. Le 10 février il était devant la place, qui avait été investie par le duc de Roquelaure. Il alla aussitôt reconnaître les travaux, et s'entendit avec le prince de Condé sur la manière d'assiéger cette ville. La tranchée fut ouverte le 12 par trois endroits et poussée si avant, que les attaques étaient les deux jours suivants arrivées aux glacis. Cette vigueur étonna si fort les assiégés, que, pour obtenir une composition plus avantageuse, ils capitulèrent le 14.

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 275.
(2) *Ibid.*, p. 288.

N° 239. PRISE DE GRAY. — 17 FÉVRIER 1668.

LAFAYE. — 1836.

« Le roi, après cette conquête, marcha, sans perdre de temps, devant la ville de Gray. Dès le lendemain 15 sa majesté fit ouvrir la tranchée. Le 17 les habitants, voyant qu'ils ne pouvaient pas résister à une si forte armée, demandèrent à capituler (1). »

N° 240. PRISE DU CHATEAU DE SAINTE-ANNE. FÉVRIER 1668.

LAFAYE (d'après un dessin du temps).

« Les châteaux de Joux et de Sainte-Anne avaient été attaqués et pris en même temps par M. de Luxembourg (précédemment le comte de Boutteville), que le roi avait détaché; ce qui rendit le roi maître de tout ce comté, qu'il conquit en moins d'un mois de temps et dans la plus rude saison de l'année (2). »

La cour d'Espagne, alarmée par la rapidité des conquêtes du roi, consentit enfin à entrer en arrangement. La paix fut signée à Aix-la-Chapelle, et ratifiée ensuite par Louis XIV, le 26 mai 1668. « Le traité fut pareillement ratifié par sa majesté catholique, vérifié et enregistré de part et d'autre dans tous les conseils et chambres des comptes de Paris, Madrid et Bruxelles, au désir du traité (3).

» La paix d'Aix-la-Chapelle assura à Louis XIV la possession de tout ce qu'il avait conquis en Flandre... La Franche-Comté seule fut rendue à l'Espagne. »

N° 241. BAPTÊME DE LOUIS DE FRANCE, DAUPHIN, FILS DE LOUIS XIV. — 24 MARS 1668.

Tableau du temps par DIEU (d'après CH. LEBRUN).

« L'embarras que la guerre entraîne toujours après elle avait fait différer durant quelque temps les cérémonies du baptême de monseigneur le dauphin. Elles furent célébrées peu après la conclusion de la paix. Le cardinal de Vendôme, légat *à latere*, pour le pape, fut le parrain, et la princesse de Conti, pour la reine mère d'Angleterre, la marraine. Comme le roi voulait marquer en tout sa magnificence, il la fit éclater encore en cette cérémonie, qui fut faite à Saint-Germain-en-Laye dans la cour du vieux château. On y avait élevé au milieu une estrade de quatre marches, sur laquelle, pour servir de fonts, on avait posé une grande cuvette d'argent, de cinq pieds de long sur quatre de large et quatre de haut, au-dessous d'un dais élevé de quatre pieds, de brocard d'argent en broderie, orné de dauphins, entrelacés de palmes et de fleurs de lis. Au-dessus de la campane était une corniche dorée, portant quatre grands dauphins d'argent qui soutenaient une couronne d'or fermée, de cinq pieds de long sur quatre de large. Cette machine paraissait soutenue par un ange suspendu en l'air, qui tenait une épée. A quelque distance de là était un magnifique autel, fermé par quatre colonnes de l'ordre corinthien, de dix-huit pieds de haut, avec des contre-pilastres.

» Tout étant ainsi préparé, monseigneur le dauphin arriva vêtu de brocard d'argent, les chausses retroussées à l'antique, coupées par bandes, couvertes de dentelles d'argent, avec une toque de même, ornée de plumes blanches et d'un cordon de diamants; il avait un manteau, aussi de brocard d'argent, doublé d'hermine. Il était suivi de Monsieur, en habit de chevalier de l'ordre, avec son collier, et de la maréchale de la Mothe, gouvernante des enfants de France. Le cardinal légat, en chape, marchait ensuite, précédé de ses officiers, dont l'un portait la croix devant lui. La princesse de Conti en deuil était de l'autre côté, et plusieurs princesses et dames de la cour, aussi brillantes par leur beauté que par l'éclat de leurs pierreries, assistèrent à cette cérémonie. Le cardinal Antoine, grand aumônier de France, en habits pontificaux, s'étant ensuite rendu à l'autel, avec l'évêque d'Orléans, premier aumônier du roi, suivi des autres aumôniers, de deux archevêques et de six évêques, aussi pontificalement vêtus, le cardinal légat donna à monseigneur le nom de LOUIS; et en même temps les hérauts d'armes crièrent par trois fois : *Vive monseigneur le dauphin* (1)! »

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 289.
(2) *Ibid.*
(3) *Histoire de Louis XIV*, par Limiers, t. II, p. 98.

N° 242. LE ROI VISITE LES MANUFACTURES DES GOBELINS.

Tableau du temps (d'après CH. LEBRUN).

La guerre étant terminée, le roi reprit le cours des occupations dont il remplissait les loisirs de la paix. « Il fit bâtir de tous côtés et principalement au château de Versailles, qu'il ne cessait point d'embellir. Une forêt d'orangers parut alors dans ce superbe lieu; des statues sans nombre, du marbre le plus beau et le plus exquis; des vases de même, des bassins de tous côtés, ornés de colosses de bronze ou de groupes de marbre; une infinité de jets d'eau d'une grosseur prodigieuse; un canal à perte de vue, et tout ce que l'on peut trouver de rare et de surprenant y fut rassemblé avec soin. Les dedans du palais ne furent pas ornés avec moins de magnificence. Ces admirables tableaux des plus grands maîtres; ces riches peintures où Charles Lebrun a donné l'essor à ses belles imaginations; ces tapisseries relevées d'or et d'une beauté de travail qu'on ne peut assez admirer, ces gros meubles d'argent, cette prodigieuse diversité de coupes, de vases et de bassins qu'on voit sur les buffets, faisaient de ces appartements autant de palais enchantés, où l'œil, surpris de toutes les beautés différentes qui s'offraient de toutes parts, ne savait à laquelle il devait s'attacher (2). »

C'est aux Gobelins, sous les yeux mêmes du monarque, que tous ces meubles, toutes ces riches tentures étaient fabriqués. Colbert présentait à Louis XIV le résultat de ces travaux qui faisaient l'admiration de la France et de l'Europe.

N° 243. PRISE D'ORSOY. — 3 JUIN 1672.

Tableau du temps par MARTIN (d'après VANDERMEULEN).

N° 244. PRISE DE BURICK. — 4 JUIN 1672.

DUPRESSOIR. — 1837.

N° 245. PRISE DE WESEL. — 5 JUIN 1672.

DUPRESSOIR (d'après des dessins du temps). — 1836.

Après la paix de 1668 Louis XIV s'occupa, comme il l'apprend lui-même dans ses instructions à son fils, de l'administration intérieure de son royaume. L'ordre rétabli dans les finances permit de diminuer les impôts. La police fut améliorée; l'armée reçut de sages règlements; toutes les branches de l'administration furent perfectionnées, et, en même temps qu'il donnait à sa cour un éclat jusqu'alors sans exemple, le roi changeait l'aspect de Paris en y prodiguant les plus merveilleux embellissements.

(1) *Histoire de Louis XIV*, par Limiers, t. II, p. 98.
(2) *Ibid.*, p. 99.

Mais la capitale du royaume n'occupait pas seulement les pensées de Louis XIV. De tous côtés la France se fortifiait : le génie de Vauban couvrait ses frontières d'une ligne de places redoutables. Dunkerque, ce rempart avancé, si longtemps disputé à l'Espagne, pris et repris si souvent, et que Mazarin avait été dans la nécessité de céder à l'Angleterre, avait été acheté au roi Charles, en 1662, pour la somme de cinq millions, et cette ville avait été enfin rendue à la France, pour ne plus en être détachée. Vauban la fortifia de manière à en faire un des boulevards de la frontière septentrionale du royaume.

Ces soins guerriers, mêlés aux travaux de la paix et aux fêtes d'une cour brillante, annonçaient que Louis XIV méditait de nouveaux projets de conquêtes. Il n'avait point pardonné aux Provinces-Unies le traité de la triple alliance qu'elles avaient conclu avec l'Angleterre et la Suède, pour lui arracher le reste des Pays-Bas, qui allait tomber entre ses mains. Le voisinage de cette république protestante offensait d'ailleurs en Louis XIV le monarque absolu et le catholique orthodoxe. Aussi fut-il facile à Louvois de le décider à une guerre qui lui promettait la double satisfaction de reculer ses frontières et d'aller frapper l'hérésie au cœur chez cette nation de marchands où elle semblait le plus puissamment établie. L'entreprise fut conduite avec ce secret merveilleux et cette habileté profonde qui caractérisaient alors la diplomatie de Louis XIV. Le roi d'Angleterre, Charles II, lui vendit les intérêts de son peuple contre un subside de vingt millions et la promesse d'une part des dépouilles de la Hollande; l'électeur de Cologne et l'évêque de Munster, tous deux voisins de la république des Provinces-Unies, s'engagèrent à ouvrir au roi leurs états, et à lui prêter toute leur assistance pour l'invasion qu'il méditait; l'Empereur, enfin, était condamné à l'immobilité par les troubles de la Hongrie et par la trahison de ses conseillers, vendus à Louis XIV. Vainement les états généraux de Hollande, avertis de l'orage qui allait fondre sur eux, s'abaissèrent, pour le détourner, jusqu'aux plus humbles supplications. Le roi leur répondit par son manifeste de guerre, publié à Paris dans le mois d'avril 1672 :

« La mauvaise satisfaction que sa majesté a de la conduite que les états généraux des Provinces-Unies ont eue depuis quelque temps en son endroit étant venue si avant, que sa majesté, sans diminution de sa gloire, ne peut dissimuler plus longtemps l'indignation qui lui est causée par une manière d'agir si peu conforme aux grandes obligations dont sa majesté et les rois ses prédécesseurs les ont comblés si généreusement; sa majesté a déclaré, comme elle déclare présentement, qu'elle a arrêté et résolu de faire la guerre auxdits états généraux des Provinces-Unies, tant par mer que par terre (1), etc., etc. »

Les effets répondirent aussitôt à la publication de ce manifeste. Cent douze mille hommes étaient rassemblés sur la frontière de Flandre, armement prodigieux et jusqu'alors sans exemple; trente vaisseaux de ligne étaient allés se joindre à la flotte anglaise, forte de cent voiles; les préparatifs de cette campagne n'avaient point coûté moins de cent millions. C'est avec ce formidable appareil de guerre, et des généraux tels que Condé et Turenne, Luxembourg et Vauban, que Louis XIV commença son expédition contre la république des Provinces-Unies.

Le rendez-vous général de l'armée avait été fixé à Charleroi.

« Le roi partit de Saint-Germain le 25 avril, et y arriva le 5 mai; il trouva son armée campée près de la ville au deçà et le long de la Sambre; il en partit le 11, marchant toujours à la tête des troupes.

(1) *Histoire de Louis XIV*, par Limiers, t. II, p. 176.

» Le maréchal de Turenne avait pris les devants avec vingt-cinq mille hommes, l'artillerie et près de quatre mille chariots, prenant la route de Liége et de Maëstricht. Le roi, avec le reste de l'armée, se mit en marche le 11, les bagages suivant derrière. Il campa à Tongrenelle, et le 12 à Rosières. Il laissa un corps de cinq mille hommes entre Ath et Cambrai, pour veiller aux mouvements des Espagnols. L'armée du roi, en cinq jours de marche, alla camper à Visé, sur la Meuse, le 17. Il y resta quelque temps, montant tous les jours à cheval; il y tint un grand conseil de guerre sur les projets de cette campagne; il y fit construire un pont de bateaux, sur lequel il fit passer la Meuse, le 24 de mai, à son armée, qui était de quarante mille hommes. Monsieur en était généralissime, et M. de Turenne général. Le prince de Condé était à la tête d'un autre corps d'armée, ayant sous ses ordres le comte de Guiche, le marquis de Saint-Abre et M. Foucault, lieutenants généraux, etc. Le comte de Chamilly commandait un détachement de troupes séparées (1). »

Il fut décidé que la campagne s'ouvrirait par l'attaque simultanée des places de Wesel, Orsoy, Burick et Rhinberg. Le prince de Condé, dont l'armée marchait en avant de celle du roi, alla assiéger Wesel. Le roi, arrivé devant Orsoy, laissa le soin de prendre cette ville à son frère, le duc d'Orléans, et se porta de sa personne sur Rhinberg.

« Pendant que le roi y mettait le siége, il envoya le vicomte de Turenne devant Burick, qui est vis-à-vis de Wesel, de l'autre côté du Rhin. Quoique chacun connût la puissance de Louis XIV, on ne laissa pas d'être étonné de lui voir faire trois siéges à la fois. Cependant la promptitude avec laquelle ils furent achevés eut lieu de surprendre bien davantage. Orsoy ne tint que vingt-quatre heures, Burick de même et Wesel guère plus (2). »

N° 246. PRISE DE RHINBERG. — 6 JUIN 1672.

MARTIN (d'après les dessins de VANDERMEULEN). — Vers 1680.

« Après la prise d'Orsoy, le roi marcha à Rhinberg, place des mieux fortifiées, que le comte d'Osseri, Irlandais de nation, défendit fort mal, et qui se rendit presque sans être attaquée. Ce fut la première garnison qui en sortit, toutes les autres ayant été prisonnières de guerre. Elle fut conduite à Maëstricht, où le comte d'Osseri fut arrêté. Le prince d'Orange lui fit couper la tête (3). »

N° 247. PRISE D'EMMERICH. — 8 JUIN 1672.

DUPRESSOIR (d'après les dessins du temps). — 1836.

N° 248. PRISE DE RÉES. — 8 JUIN 1672.

MARTIN (d'après les dessins de VANDERMEULEN). — Vers 1680.

« M. le prince, après la prise de Wesel, alla se présenter devant Emmerich, pendant que M. de Turenne alla à Rées. Ces deux places ne firent point de résistance, et se soumirent à leur approche, pendant que M. de Beauvisé, brigadier de cavalerie, était en marche, par ordre de M. le prince, à Deudekom, que la garnison abandonna sur la nouvelle de sa marche (4). »

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 314.
(2) *Histoire de Louis XIV*, par Limiers, t. II, p. 183.
(3) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 317.
(4) *Ibid.*

N° 249. PRISE DE SANTEN. — 8 JUIN 1672.

MARTIN (d'après les dessins de VANDERMEULEN).

Turenne fit ensuite occuper par ses troupes la petite ville de Santen, située sur la rive gauche du Rhin, à peu de distance de Burick.

N° 250. COMBAT NAVAL DE SOLE-BAY. 7 JUIN 1672.

GUDIN. — 1839.

« Ce fut dans ce temps-là, dit Quincy, que le roi apprit la victoire remportée par les armées navales de France et d'Angleterre sur celle des Provinces-Unies.

» Dès le mois de mars le roi d'Angleterre avait déclaré la guerre aux États-Généraux ; il avait mis en mer une flotte de quarante vaisseaux de guerre, de plusieurs frégates et brûlots, commandés par le duc d'York, son frère unique, qui a été depuis roi d'Angleterre sous le nom de Jacques II. Le comte d'Estrées, vice-amiral de France, fit sa jonction avec la flotte anglaise, à l'île de Wight ; il avait sous ses ordres trente vaisseaux de guerre et quelques brûlots.

» Les deux flottes combinées ne tardèrent pas à rencontrer celle des États-Généraux : Ruyter la commandait. Elle était forte de soixante et douze vaisseaux de guerre, de quarante autres bâtiments, tant frégates, brûlots, yachts et barques d'avis. Les armées restèrent quelque temps en présence sans combattre, et se séparèrent. Les flottes française et anglaise se rendaient à Sole-Bay, sur la côte d'Angleterre, pour faire de l'eau, lorsque Ruyter, qui avait l'avantage du vent, les attaqua. Le duc d'York fit les signaux de bataille : le comte d'Estrées commandait l'avant-garde, ayant pavillon blanc ; il avait en tête le lieutenant amiral Brankort. Le duc d'York se mit à la tête du corps de bataille, avec pavillon rouge, et était opposé à l'amiral Ruyter ; le comte de Sandwich eut l'arrière-garde, ayant pavillon bleu, contre Vanghen, lieutenant amiral de Hollande. Il était environ cinq heures du matin lorsque les deux flottes étaient en présence. Le combat commença par le vice-amiral Brankort, qui attaqua avec l'avant-garde le comte d'Estrées, qui commandait celle de France et d'Angleterre. Le comte soutint ce feu avec une fermeté qui fut admirée des Anglais et des Hollandais ; il n'avait que neuf vaisseaux, parce que les autres n'avaient pu se mettre sur la même ligne, et que celle de Flessingue était de beaucoup plus nombreuse. Ruyter attaqua avec le corps de bataille de l'armée ennemie le duc d'York : ils se battirent avec tant de valeur et d'opiniâtreté, qu'ils furent obligés l'un et l'autre, après un combat de plusieurs heures, de changer de navire. L'arrière-garde, commandée par le comte de Sandwich, fut attaquée par Vanghen, lieutenant amiral de Hollande, qui soutint pendant la journée tous les efforts de cette arrière-garde, beaucoup supérieure à la sienne ; mais son vaisseau ayant été criblé de coups par plusieurs navires de ses ennemis, il fut enfin coulé à fond, après avoir vu tomber à ses côtés la plus grande partie des hommes qu'il avait sur son bord. Les Hollandais soutinrent jusqu'à la nuit les grands efforts des flottes de France et d'Angleterre ; elles avaient pris si fort le dessus, qu'elles les contraignirent de se retirer à la faveur de la nuit. Les deux armées s'occupèrent toute la nuit à réparer leurs vaisseaux. Les Hollandais avaient reçu un puissant renfort qui les avait mis en état de recommencer le lendemain ; cependant l'armée des deux rois ayant fait voile pour les combattre, le comte d'Estrées n'eut pas plutôt approché les Hollandais que leur flotte revira, reprit la route de leurs côtes, et alla mouiller à Schoneveld, rade de Zélande. Les Anglais et les Français se retirèrent vers la Tamise, où le sieur de la Robinière, chef d'escadre de France, mourut d'une grande blessure qu'il avait reçue. Les Hollandais perdirent deux vaisseaux de soixante et dix pièces de canon chacun, outre le vice-amiral Vanghen, qui fut submergé avec le vaisseau qu'il commandait. Pendant le combat, les Anglais perdirent le comte Digby et le comte d'Osseri, qui furent tués. Les Français eurent de blessés messieurs des Ardans et du Maignon, et les Hollandais le vice-amiral Gent. Le duc d'York donna dans cette occasion des marques d'une grande intrépidité et d'une grande présence d'esprit, aussi bien que le comte d'Estrées, qui tint toujours en échec l'escadre de Zélande, et empêcha qu'elle ne tombât sur la flotte anglaise, et sur la fin du combat, ayant pris le vent sur les Hollandais, il les contraignit de plier et de se retirer (1). »

N° 251. PASSAGE DU RHIN. — 12 JUIN 1672.

PIERRE FRANQUE (d'après une ébauche de CH. LEBRUN). — 1835.

N° 252. PASSAGE DU RHIN. — 12 JUIN 1672.

TESTELIN (d'après le tableau de CH. LEBRUN).

N° 253. PASSAGE DU RHIN. — 12 JUIN 1672.

VANDERMEULEN. — Vers 1678.

Le maréchal de Turenne, dit l'auteur des Mémoires de Louis XIV, avait représenté au roi la nécessité de passer le Rhin entre le fort de Schenck et Arnheim, afin de pénétrer dans les Provinces-Unies. Ce projet adopté, le prince de Condé, dont l'armée campait, depuis le 8 juin, à Emmerich, reçut l'ordre de l'exécuter. Il marcha le 11 à Elternberg, dans l'intention de faire jeter un pont de bateaux sur le Rhin, au-dessous de Tolhuis. La rive droite du fleuve fut bordée de troupes, et une forte batterie fut élevée pour favoriser la construction du pont. Le roi, qui voulait être présent au passage, partit du camp de Rées avec six mille chevaux, et arriva à Elternberg le 11 juin, à dix heures. Le lendemain matin, le pont étant très-peu avancé, on risqua de traverser le fleuve à la nage ; et le même jour Louis XIV écrivait à la reine Marie-Thérèse :

« ... M. le prince m'ayant rendu compte des gués et passages que j'avais ordonné de faire reconnaître sur le Rhin, depuis le fort de Schenck jusqu'à Arnheim, je partis d'auprès de Rées avec ma gendarmerie, et je vins à son camp, près d'Emmerich, où je soupai ; et, au sortir de table, je montai à cheval avec lui, après avoir donné mes ordres pour un détachement de mille hommes de son infanterie, et pour faire marcher les bateaux de cuivre et l'artillerie avec sa cavalerie et ses dragons ; et je suis arrivé ce matin avec le jour ici. J'avais un guide fort pratique des gués de cette rivière, sur le rapport duquel, ayant commandé au comte de Guiche de reconnaître un certain endroit nommé le Tolhuis, il l'a trouvé guéable. J'ai aussi disposé deux batteries sur le bord du Rhin, contre tout ce qui s'opposerait à la cavalerie, que j'avais destinée pour passer à droite et à gauche, tandis que je ferais un pont de bateaux dans le milieu, pour faire passer l'infanterie ; mais, sur le rapport dudit comte de Guiche, j'ai commandé deux mille chevaux de l'aile gauche pour passer le Rhin, sous la conduite dudit comte, au gué qu'il avait reconnu devers le Tolhuis. Le régiment des cuirassiers, qui avait ordre de passer le premier, a détaché dix à douze cavaliers, qui s'efforçaient de passer

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. 1, p. 317 et suiv.

tantôt à gué, tantôt à la nage. Ces gens-ci ont vu venir à eux trois escadrons qui sortaient de derrière des haies et des saules, et ont été chargés bravement par les officiers du premier escadron ; ce qui les ayant obligés de reculer quelques pas dans la rivière pour attendre leur corps, ils ont marché tous ensemble aux ennemis, l'épée à la main, avec tant de vigueur, que le second et le troisième escadron ont tiré d'effroi leurs coups en l'air, et ont aussitôt pris la fuite ; et le premier escadron, qui jusque-là avait tenu assez bonne contenance, a lâché le pied comme les autres, à quoi n'a pas peu contribué le canon ; et alors tout le reste de la cavalerie a passé la rivière, et une partie a marché avec le comte de Guiche aux ennemis : le reste a demeuré en bataille sur le bord, avec le bonheur et l'éclat que nous pouvions souhaiter, n'ayant perdu au passage que fort peu de cavalerie, et n'y ayant que le seul comte de Nogent, de personnes remarquables, qui a été noyé, et presque point de blessés. Mais ensuite le malheur a voulu que M. le prince, à qui j'avais mandé de ne pas passer le Rhin, était parti dans un petit bateau, avant l'arrivée de mon ordre, pour aller voir ce que l'on mettrait de gens dans le château de Tolhuis, et pour faire reconnaître les postes de delà l'eau ; de sorte que, n'ayant su de mon intention, et ayant vu M. le duc d'Enghien et M. de Longueville courir à toute bride vers une batterie où les trois escadrons dont j'ai parlé avaient joint d'autre cavalerie et quelque infanterie, il y est accouru aussi, et a été suivi de quantité de gens qui n'ont plus gardé de mesure après un tel exemple. D'abord M. le prince et ces messieurs ont poussé les ennemis, et M. le comte de Guiche les a pris par derrière, en sorte qu'ils se disposaient à mettre bas les armes, à condition d'avoir bon quartier. Mais M. de Longueville, étant entré dans la barrière, a en ce moment crié : *Point de quartier!* même, selon quelques-uns, tiré un coup de pistolet. Le désespoir a fait faire une salve aux ennemis, dont M. le prince a eu l'os au-dessus du poignet gauche froissé, MM. de Longueville et de Guitri tués sur-le-champ, et plusieurs dont vous verrez la liste. Un peu de patience, il ne nous eût pas échappé un seul de ces gens-là. Le comte de Guiche les avait enveloppés d'un côté, et d'un autre nous les eussions poussés avec les autres escadrons et avec l'infanterie, qui était presque passée dans les bateaux, au lieu que cet emportement nous a coûté cher ; mais, à cela près, les affaires sont en si bon état, que j'y ai tout sujet de louer Dieu de cette entreprise. »

Louis XIV écrivait en même temps au maréchal de Turenne :

Au bord du Rhin, près de Tolhuis, le 12 juin 1672, à 10 heures du matin.

« J'ai estimé à propos de vous dépêcher ce garde pour prévenir les fausses nouvelles. En substance, la cavalerie a passé à gué et l'infanterie dans les bateaux, et le pont sera fait dans deux heures. Il est vrai que nous avons eu quelques gens de qualité blessés et tués à ce passage, et de plus une certaine barrière delà l'eau. M. le prince est du nombre des premiers, et Marsillac, Vivonne, le comte de Saulx et quelques autres ; et, entre ceux qui ont été tués, MM. de Longueville, Guitri et Nogent. Ce garde vous en pourra dire le détail : Dieu l'a permis pour tempérer ma joie ; car, à cela près, toutes choses sont ici en fort bon état. Je vous écrirai ce soir encore pour vous faire savoir mes intentions, et quel parti je prendrai (1). »

(1) *Mémoires militaires de Louis XIV*, mis en ordre par le général Grimoard, t. III, p. 194-195.

N° 254. PRISE DE SCHENCK. — 19 JUIN 1672.

Dupressoir. — 1836.

« Dès que le prince d'Orange apprit qu'une partie des troupes du roi avait passé le Rhin, il marcha du côté d'Utrecht avec son armée, après avoir retiré les troupes qui gardaient leurs retranchements sur l'Yssel, qu'on avait dessein de surprendre par derrière ; ce qui fit que le roi repassa le Rhin et se rendit à son armée. Il envoya M. de Turenne à la tête de celle du prince de Condé, que sa blessure mettait hors d'état d'agir.

» Le prince d'Orange se retira vers Utrecht, et jeta des troupes dans Nimègue (1). »

Pendant ce temps, Turenne, qui s'était emparé du fort de Knotzembourg, entreprit le siége de celui de Schenck, situé entre deux rivières, et que l'on regardait comme imprenable : deux jours d'attaque lui suffirent pour s'en rendre maître. La garnison, qui était de deux mille hommes, se rendit prisonnière de guerre.

N° 255. PRISE DE DOESBOURG. — 21 JUIN 1672.

Martin l'aîné.

« Le roi arriva le 15 de juin, avec Monsieur, devant Doesbourg, place située sur l'Yssel, qu'il fit investir, en arrivant, du côté de la rivière ; le lendemain il fit ouvrir deux tranchées à deux endroits différents par quatre bataillons des gardes françaises, commandés par le duc de Rouanez en qualité de colonel. Les assiégés firent un très-grand feu pour retarder les travaux ; mais il ne fut pas capable de les ralentir. Le lendemain on établit une batterie de douze pièces de canon, qui firent un si grand feu, qu'il diminua le leur considérablement. Enfin le gouverneur, après s'être défendu jusqu'au 21 de juin, demanda à capituler ; mais on ne lui accorda d'autre capitulation que celle d'être prisonnier de guerre avec sa garnison (2). »

N° 256. PRISE D'UTRECHT. — 30 JUIN 1672.

Bonnard (d'après Vandermeulen).

« Pendant que le roi, M. de Turenne et d'autres officiers généraux pénétraient dans le pays ennemi, M. de Luxembourg, général des troupes de Munster, faisait de son côté de grands progrès. Après la prise de Groll, il assiégea Deventer, capitale du pays d'Over-Yssel, dont il se rendit maître en peu de jours, aussi bien que des villes de Lunoll, de Kempen, d'Elbourg, de Hardewick, de Halem, de Hasselt et d'Ommen (3). »

Le roi fut bientôt maître de tout le cours de l'Yssel. Il détacha Monsieur, avec un corps de troupes et de l'artillerie, pour faire le siége de Zutphen. La place fut investie le 21 de juin, et la tranchée ouverte le lendemain. Le cinquième jour le gouverneur demanda à capituler, et le duc d'Orléans fit son entrée dans la ville le 25 de juin. Il envoya au roi vingt-neuf drapeaux et quatre étendards.

« Aussitôt que le prince d'Orange se fut retiré avec ses troupes des environs d'Utrecht, les habitants de cette ville, après avoir tenu conseil, envoyèrent des députés qui vinrent offrir au roi de lui remettre cette place, et pour le prier de leur accorder des sauvegardes. Le roi les reçut fort bien, et, ayant accepté leurs offres, il détacha le marquis de Rochefort pour en aller prendre possession, et lui donna ses mousque-

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 323.
(2) *Ibid.*, p. 324.
(3) *Ibid.*, p. 325.

taires avec quelques autres troupes d'élite. Le roi partit de son camp de Damerongue, le suivit de près, et fit son entrée dans Utrecht le 30 de juin (1). »

N° 257. PRISE DE NIMÈGUE. — 9 JUILLET 1672.

PINGRET. — 1837.

« Le roi avait laissé derrière M. de Turenne, qui continuait à se rendre maître des villes et des postes que les Hollandais tenaient encore. Le marquis d'Aspremont prit par ses ordres le fort de Saint-André le 27 juin, le fort de Worn et la ville de Thiel le 28. Le comte de Chamilly assiégea et prit Gennep. M. de Turenne marcha après à Nimègue, qu'il fit investir le 3 de juillet; cette place était forte et avait une garnison de quatre mille hommes d'infanterie et de quatre cents chevaux (2). »

La ville de Nimègue investie, le vicomte de Turenne somma le gouverneur de se rendre; et, sur son refus, il prit aussitôt des mesures pour commencer le siége. La tranchée fut ouverte dans la nuit du 4 au 5 juin, et les attaques poussées avec une si grande activité que le 9 les assiégés demandèrent à capituler. « M. de Valderen, gouverneur de la place, sortit le lendemain à la tête de sa garnison et avec une partie des honneurs qu'il avait demandés. Le comte de Sauix, qui avait encore des emplâtres sur le visage et le bras en écharpe des blessures qu'il avait reçues au passage du Rhin, voulut venir à ce siége, malgré les représentations que lui fit M. de Turenne, et eut part aux actions qui s'y passèrent. On trouva dans cette place quarante-cinq pièces de canon. Le roi en donna le gouvernement au comte de Lorges, maréchal de camp et neveu de M. de Turenne (3). »

N° 258. PRISE DE GRAVE. — 14 JUILLET 1672.

BONNARD (d'après VANDERMEULEN).

« La prise de Nimègue acheva de jeter l'épouvante parmi les Hollandais. Pendant que M. de Turenne était occupé devant cette place, il détacha le comte de Chamilly pour assiéger Grave, ville située sur la Meuse; elle était fortifiée de terre, bien fraisée et palissadée avec de grands dehors, un bon chemin couvert, et un large fossé plein d'eau; elle fut cependant obligée de se rendre après quelques jours d'attaque, lorsque le marquis de Joyeuse eut défait vingt-quatre compagnies d'infanterie que le prince d'Orange avait envoyées pour s'y jeter. Cela mit le gouverneur hors d'état de soutenir un siége dans les formes, par la faiblesse de sa garnison (4). »

N° 259. PRISE DE NAERDEN. — 20 JUILLET 1672.

MARTIN (d'après VANDERMEULEN)

Pendant que Turenne était occupé au siége de Nimègue, le roi détacha le marquis de Rochefort, qui partit d'Utrecht avec un corps de troupes pour marcher sur Naerden, qu'il attaqua et dont il s'empara après une faible résistance.

Les Français étaient aux portes d'Amsterdam. Le grand pensionnaire de Witt proposa alors aux États-Généraux de demander la paix, et, dans la première frayeur des armes françaises, cet avis prévalut contre l'opiniâtreté guerrière du prince d'Orange. Charles II appuya de son intervention l'humble demande des États-Généraux; mais Louis XIV prétendit imposer à la Hollande de telles conditions, que c'était la rayer de la liste des nations indépendantes. On ne prit plus dès lors conseil que de l'excès du désespoir : Jean de Witt fut égorgé par la populace ameutée, le prince d'Orange mis à la tête des armées de la république, et les digues, percées de toutes parts, livrèrent la Hollande aux eaux de la mer pour l'enlever aux Français. Louis XIV, en effet, dut renoncer à pénétrer dans un pays inondé.

N° 260. SIÉGE DE MAESTRICHT. — MAI 1673.

INVESTISSEMENT DE LA PLACE.

Tableau du temps.

L'Empereur, alarmé des conquêtes de Louis XIV, s'était détaché de son alliance, et, de concert avec le cabinet de Madrid, ainsi que les électeurs de Saxe et de Brandebourg, il avait conclu, dès le mois de mai 1672, avec les États-Généraux, une nouvelle ligue contre la France. Louis XIV en eut connaissance : il s'en exprime ainsi dans les Mémoires militaires :

« J'avais pris un très-grand soin, pendant l'hiver, que mes troupes réparassent les pertes qu'elles avaient faites par les fatigues qu'elles avaient endurées dans le cours et par la longueur de la campagne (de 1672). Je désirais qu'elles fussent complètes en y entrant, voulant, dès le commencement, faire quelques progrès, et soutenir et augmenter la puissance et la réputation de la France; en travaillant pour elle, je travaillais pour moi; et il m'était bien doux de trouver ma gloire dans celle d'un état aussi puissant et aussi abondant qu'est ce royaume; mais, pour jouir parfaitement de mon bonheur, il fallait former de grands desseins, et qu'ils pussent réussir de tous côtés.

» J'avais affaire aux Allemands et aux Hollandais. Les Espagnols étaient bien mes ennemis, mais ils étaient cachés; je dissimulai donc avec eux, car je voulais qu'ils commençassent les premiers à me faire la guerre. J'avais porté mes conquêtes si loin l'année 1672 que j'appréhendais de n'en pouvoir faire, en 1673, qui pussent y répondre; de plus, elles étaient éloignées de mon royaume, et je n'avais pas de chemin assuré pour les soutenir. Il n'y avait que Maëstricht qui pût servir à mon dessein; mais, comme mes ennemis le voyaient aussi bien que moi, ils avaient le même intérêt de le garder que j'avais de le prendre.

» La place était pourvue de tout ce qu'il fallait pour soutenir un siége, et une entreprise de cette conséquence ne se pouvait faire sans avoir une grosse armée et de grands préparatifs.

» Mes bonnes troupes étaient en Allemagne et en Hollande; je n'en avais que très-peu en Flandre et sur mes frontières; la guerre durant et s'allumant de plus en plus, je fus obligé d'en mettre sur pied. Je ne manquais point de monde; mais il n'était pas de la qualité qu'il faut pour prendre des places qui sont en état de se bien défendre. Je résolus néanmoins d'attaquer Maëstricht, malgré les difficultés que j'y voyais.

» Je composai trois armées, l'une que je commanderais, l'autre sous le prince de Condé, et la troisième était conduite par le vicomte de Turenne. Il était du côté d'Allemagne, pour observer ce qui pouvait venir des troupes de l'Empereur et de ses alliés. J'envoyai le prince de Condé en Hollande, afin qu'il n'y arrivât rien qui pût donner courage à mes ennemis, et je résolus d'agir avec mon armée, quoiqu'elle ne fût composée en partie que de nouvelles troupes. J'en envoyai le reste en Roussillon, Lorraine, Flandre, et dans les places du royaume. L'armée que je commandais n'était que de vingt mille hommes de pied et de douze mille chevaux. Quoiqu'elle fût si faible, je résolus d'attaquer Maëstricht, et de tromper

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 326.
(2) *Ibid.*, p. 327.
(3) *Ibid.*
(4) *Ibid.*, p. 328.

les Espagnols pour les empêcher, par la crainte de perdre quelqu'une de leurs places, de jeter un secours considérable dans celle (qu'ils jugeraient) que je voulais assiéger. »

N° 261. SIÉGE DE MAESTRICHT. — 29 JUIN 1673.

VANDERMEULEN

N° 262. PRISE DE MAESTRICHT. — 29 JUIN 1673.

PARROCEL

Louis XIV, accompagné de la reine, avait quitté Saint-Germain-en-Laye le 1er mai. Il voyagea à petites journées, et laissa la reine à Tournay. Le 6 juin 1673 il écrivait au maréchal de Turenne, du camp de Tervueren :

« Je vous écris ce mot de ma main, pour vous dire qu'il est de la dernière importance, pour le bien de mon service, que vous conteniez les troupes de l'armée que vous commandez dans une règle très-exacte. Plus vous irez en avant, plus cela est nécessaire, et pour peu que vous y pensiez, vous en verrez la raison aussi bien que moi. Vous ne sauriez donc rien faire qui me soit si agréable que de donner tous vos soins pour faire exécuter ce que je désire.

» Je marche demain à Maëstricht, où j'espère qu'il n'y entrera pas plus de troupes qu'il n'y en a. De Lorges est déjà devant avec neuf ou dix mille hommes. Le marquis de Louvois vous écrira plus au long; c'est pourquoi je finis en vous assurant que mon amitié est toujours pour vous telle que vous l'avez vue et que vous le pouvez désirer. »

Arrivé devant Maëstricht, Louis XIV écrivit, le 11 juin 1673, à son ministre Colbert :

« J'ai dit à votre fils de vous mander d'envoyer un peintre, car je crois qu'il y aura quelque chose de beau à voir. Tout va très-bien. »

« Maëstricht étoit une des places les plus considérables qui restoient aux Hollandois, après les pertes qu'ils avoient faites en 1672. La Meuse la partage en deux villes, et l'étendue de ses dehors, tous bien fortifiés, en rendoient les approches et la circonvallation très-difficiles. Les Hollandois l'avoient munie abondamment de toutes choses, et y avoient jeté un renfort de six mille hommes de pied, et de onze cents chevaux. Cette garnison, l'élite de leurs troupes, étoit commandée par un officier de grande réputation. Le roi savoit l'état de la place, et il sembloit que toutes ces difficultés dussent le détourner du dessein de l'assiéger. Cependant sa majesté le fit en personne au mois de juin, et, après que l'on eut emporté en plein jour les dehors l'épée à la main, on attaqua un grand ouvrage à corne, où les assiégés avoient pris leur principale confiance. Ce fut aussi en ce lieu qu'ils se défendirent avec le plus de vigueur. Ils firent jouer coup sur coup plusieurs mines et plusieurs fourneaux; mais, malgré cette résistance, l'ouvrage fut pris; et cette place, qui avoit soutenu de si longs siéges contre le prince Fréderic-Henri, se rendit au roi après treize jours de tranchée ouverte (1). »

Le roi, devant Maëstricht, reçut la lettre suivante de son ministre Colbert :

« Paris, le 4 juillet 1673.

« Toutes les campagnes de votre majesté ont un caractère de surprise et d'étonnement qui saisit les esprits et leur donne seulement la liberté d'admirer, sans jouir du plaisir de pouvoir trouver quelque exemple.

» La première, de 1667, douze ou quinze places fortes, avec une bonne partie de trois provinces.

» En douze jours de l'hiver de 1668, une province entière.

(1) *Histoire de Louis XIV*, par Limiers, t. II, p. 214.

» En 1672, trois provinces et quarante-cinq places fortes.

» Mais, sire, toutes ces grandes et extraordinaires actions cèdent à ce que votre majesté vient de faire. Forcer six mille hommes dans Maëstricht, une des meilleures places de l'Europe, avec vingt mille hommes de pied, les attaquer par un seul endroit, et ne pas employer toutes ses forces pour donner plus de matière à la vertu de votre majesté; il faut avouer qu'un moyen aussi extraordinaire d'acquérir de la gloire n'a jamais été pensé que par votre majesté. Nous n'avons qu'à prier Dieu pour la conservation de votre majesté; pour le surplus sa volonté sera la seule règle de son pouvoir.

» Jamais Paris n'a témoigné tant de joie : dès dimanche au soir les bourgeois, de leur propre mouvement, sans ordre, ont fait partout des feux de joie, qui seront recommencés ce soir après le *Te Deum* (1). »

N° 262 *bis*. COMBAT NAVAL DU TEXEL.
21 AOUT 1673.

GUDIN. — 1839.

Les flottes de France et d'Angleterre cherchaient celle de Hollande pour la forcer à combattre, et l'amiral Ruyter, après avoir quelque temps évité l'ennemi, d'après la recommandation des États, reçut tout à coup l'ordre d'accepter la bataille, afin de protéger le retour de la flotte que les Hollandais avaient envoyée aux Indes. Il suivit donc le prince Rupert, qui avait pris le chemin d'Amsterdam; mais le vent étant devenu contraire aux Hollandais, ils se retirèrent dans leurs bancs, jusqu'à ce qu'un vaisseau de la flotte des Indes, richement chargé, étant venu donner au milieu de la flotte du prince Rupert, les États, craignant que le reste n'eût le même sort, expédièrent des ordres à leur amiral de tout hasarder pour prévenir ce malheur. « Il leva l'ancre en même temps, et apprit en chemin que la flotte d'Angleterre, après avoir tenté une descente en plusieurs endroits, était devant le Texel; il y fit voile, et se prépara au combat. Les Anglais firent de même, et, étant venus au-devant de lui, le prince Rupert donna ordre au comte d'Estrées de commencer le combat; mais, la nuit étant survenue avant que de se pouvoir joindre, il fut remis au lendemain. Le comte d'Estrées, à son ordinaire, ayant entrepris de couper plusieurs vaisseaux des ennemis, fut obligé d'essuyer le feu de presque toute la flotte ennemie, qui vint au secours de ceux qu'il avait entrepris. Jamais combat ne fut plus rude ni plus long : il dura depuis le matin jusqu'au soir sans se ralentir de part et d'autre. Le prince Rupert, qui avait l'œil à tout, voulant aller donner du secours aux siens, fut entouré de vaisseaux ennemis, et se trouva en si grand péril, qu'il fut obligé d'arborer pavillon bleu, signal que les Anglais ont pour demander du secours. Mais la fumée ayant empêché pendant quelque temps que les siens ne le pussent découvrir, le danger devint si grand, qu'on fut obligé de mettre le signal tout au plus haut du vaisseau, afin qu'on le pût voir de plus loin. Cette vue ne manqua pas de faire venir plusieurs vaisseaux au secours du prince. Le combat recommença en cet endroit plus furieux qu'auparavant; si bien qu'il y eut en un moment un nombre infini de monde tué de part et d'autre. Pour ce qui est du comte d'Estrées, quand il vit qu'une escadre ennemie voulait encore percer au travers de la sienne pour venir accabler le prince Rupert, il s'y opposa généreusement sans avoir pu en venir à bout; enfin le combat n'aurait point fini entre les deux chefs qu'avec la perte de l'un et de l'autre, si l'on ne fût venu dire au prince Rupert que le vice-amiral Sprach, qui était aux mains avec le vice-amiral Blankert,

(1) *Mémoires militaires de Louis XIV.*

était encore en plus grand danger que lui, ce qui obligea ce prince de faire tant d'efforts qu'il écarta tous les vaisseaux qui l'environnaient pour lui aller donner secours, mais il arriva un peu trop tard : car le vice-amiral Sprach, après avoir soutenu le combat avec beaucoup de courage, et avoir changé deux fois de vaisseau, s'était malheureusement noyé. Il fut extrêmement plaint des Anglais, qui faisaient une grande estime de sa personne. Cependant, comme la nuit approchait, on ne songea plus de part et d'autre qu'à sauver les vaisseaux qui étaient le plus endommagés, et, chacun s'étant retiré de son côté, le combat finit.

« Le comte d'Estrées soutint dans cette occasion l'honneur de la nation française, aussi bien que le marquis de Martel, à qui les Anglais et les Hollandais ne purent refuser des louanges, pour s'être démêlé, avec quatre vaisseaux, d'une grande partie de la flotte ennemie, qui avait entrepris de le faire périr (1). »

N° 263. PRISE DE GRAY (FRANCHE-COMTÉ). 28 FÉVRIER 1674.

VANDERMEULEN. — Vers 1675.

« Le commencement de cette année, dit Louis XIV dans ses instructions à son fils, ne fut pas si tranquille que la précédente. La plupart des princes de l'Europe s'étaient ligués et mis contre moi; de mes alliés ils étaient devenus mes ennemis, et ils voulaient tous agir de concert pour traverser mes desseins ou pour empêcher qu'ils ne réussissent. Tant d'ennemis puissants m'obligèrent à prendre plus garde à moi, et à penser ce que je devais faire pour soutenir la réputation de mes armes, l'avantage de l'état et ma gloire personnelle. Pour y parvenir, je devais éviter les accidents qui d'ordinaire ont des suites fâcheuses, et me mettre en état, par ma diligence, de ne rien craindre. Pour y réussir, il fallait que mes résolutions fussent promptes, secrètes, mes ordres envoyés et exécutés ponctuellement, et que rien ne troublât l'harmonie d'un semblable concert. »

« Jamais la puissance du roi n'avait été plus grande qu'elle le parut pendant l'année où nous entrons. Ce prince eut à soutenir toutes les forces de l'Empereur, de tous les princes de l'empire, de l'Espagne et des Hollandais. Le roi d'Angleterre, son allié, à l'appui duquel il avait entrepris la guerre contre la Hollande, fut contraint, par les intrigues que les États-Généraux formèrent dans l'intérieur du royaume et dans son parlement, d'abandonner son alliance. L'évêque de Munster et l'électeur de Cologne, les seuls alliés que le roi avait conservés, furent obligés de prendre le même parti; il n'y eut que l'électeur de Bavière qui garda la neutralité, et le roi de Suède comme médiateur. Louis XIV, dans cet état, fut contraint de tenir tête à un si grand nombre d'ennemis, et de soutenir seul le pesant fardeau d'une guerre qui, selon l'espérance de ses ennemis, devait entièrement l'accabler. Cependant, au grand étonnement de l'Europe, ce fut la plus glorieuse campagne qui se fût faite en France depuis le commencement du règne du roi (2). »

Louis XIV, en se rendant à Maëstricht dans la campagne précédente, avait laissé en Bourgogne le duc de Navailles, lieutenant général, pour y surveiller les mouvements des Espagnols du côté de la Franche-Comté. Aussitôt après la déclaration du cabinet de Madrid, au commencement de l'année 1674, ce général s'était empressé de réunir toutes les troupes dont il pouvait disposer. Il s'empara d'abord de quelques châteaux. Ayant reçu un renfort considérable, composé de seize compagnies de gardes françaises, du régiment de Lorraine et de six cents chevaux, il marcha sur Gray, en chassant l'ennemi devant lui. Les troupes espagnoles se retirèrent dans la place.

« M. de Navailles, n'ayant plus rien qui l'empêchât d'assiéger Gray, y marcha. En s'approchant il trouva la cavalerie des ennemis qui venait brûler les villages où il avait dessein de s'établir pour faire ce siége; il y eut une grande escarmouche, et les ennemis furent repoussés jusqu'à leurs postes; M. de Navailles y reçut plusieurs coups de mousqueton, qui le blessèrent légèrement. Le lendemain, qui était le 28 de février, il fit ouvrir la tranchée, et, malgré l'inondation, qui était grande, les soldats ayant de l'eau jusqu'à la ceinture, il fit attaquer le chemin couvert par le régiment de Lyonnais. Il s'en rendit maître après un combat de cinq heures. Les ennemis, qui se virent pressés, demandèrent à capituler. On prit dans cette place seize cents hommes d'infanterie, quatre cents chevaux et six cents dragons (1). »

N° 264. PRISE DE BESANÇON. — 15 MAI 1674.

VANDERMEULEN.

Après la prise de Gray, Vesoul se rendit à la première sommation. Le duc de Navailles prit également Lons-le-Saulnier. Dôle et Besançon n'auraient pas tardé à tomber en son pouvoir, si le roi d'Espagne n'eût envoyé le prince de Vaudémont pour sauver à tout prix la province des mains des Français. Il employa tous ses soins à mettre ces deux villes dans le meilleur état de défense.

« Le roi, ayant résolu la conquête du reste de la Franche-Comté, que le duc de Navailles venait de faciliter par la prise de Gray et des autres villes de cette province, envoya le duc d'Enghien en Bourgogne sous prétexte de régler quelques affaires dans cette province. Le duc, ayant joint, avec une augmentation de troupes, M. de Navailles, marcha à Besançon, qu'il investit le 25 avril. Le roi, qui voulait faire cette conquête en personne, étant parti de Saint-Germain le 20 de ce mois, avec la reine et toute la cour, arriva le 2 du mois de mai. A son arrivée il visita tous les dehors de la place, et, en ayant examiné les fortifications, il régla avec M. de Vauban, ingénieur en chef, l'attaque de la ville, qui est divisée en haute et basse; la citadelle est située sur un rocher fort escarpé et fort haut, où l'on ne peut aborder que du côté de la ville. La face qui la regarde avait deux bastions environnés d'un bon fossé taillé dans le roc, avec une demi-lune sur la droite et une tour à l'antique sur la gauche. Quoique la citadelle parût imprenable par sa situation avantageuse, le roi, en l'examinant, reconnut qu'on pouvait la battre par une montagne qui lui était opposée; la difficulté était d'y faire conduire du canon à bras. On en chargea les Suisses, qui en vinrent à bout par les soins infatigables de sa majesté, qui fit faire ce pénible ouvrage pendant la nuit, à la faveur des flambeaux. Le baron de Soye, gouverneur de Besançon, était secondé par le prince de Vaudémont, qui s'y était jeté avec une garnison de trois mille hommes (2). »

La tranchée fut ouverte dans la nuit du 6 au 7 mai.

« Les pluies et les neiges continuelles incommodèrent extrêmement les troupes et retardèrent beaucoup les travaux. Ils se trouvèrent encore fort pénibles, tant par le grand feu des assiégés qu'il fallait essuyer que par le terrain pierreux et difficile à creuser. D'ailleurs les assiégés faisaient tous les jours des sorties qui étaient autant de rudes combats. Mais enfin les troupes du roi s'étant logées sur la contrescarpe, la

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 360-361.
(2) *Ibid*, p. 370.

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 374.
(2) *Ibid*, p. 375.

ville se rendit en peu de temps. Les bourgeois furent confirmés dans leurs priviléges ; mais la garnison demeura prisonnière de guerre. Le prince de Vaudémont se retira dans la citadelle, qui passait pour imprenable : les ennemis en avaient achevé les fortifications sur les fondements jetés en 1668. Elle est presque entièrement environnée de la rivière du Doubs, et bâtie sur un roc escarpé. On l'attaqua en plein midi : les soldats, à la faveur du canon qu'on avait mis en batterie sur deux hauteurs plus élevées encore que la citadelle, gagnèrent le haut du rocher en gravissant, et y plantèrent leurs drapeaux. Cette action, des plus hardies qu'on ait jamais vues, intimida tellement les assiégés, qu'ils battirent la chamade sept jours après la reddition de la ville. La garnison sortit avec armes et bagages, et le roi donna des passe-ports au prince de Vaudémont pour aller à Bruxelles (1). »

N° 265. PRISE DE DOLE. — 6 JUIN 1674.

VANDERMEULEN. — Vers 1675.

Le roi se rendit immédiatement, après la prise de Besançon, devant Dôle, qu'il avait fait investir, le 2 mai, par le duc d'Enghien. Le gouverneur, sommé de rendre la place, ayant répondu par un refus, la tranchée fut ouverte le 28. Les assiégés firent une vigoureuse résistance ; mais les troupes, encouragées par la présence du roi, forcèrent, après huit jours de défense, la ville à capituler.

« Le jour de la reddition de Dôle, monseigneur le dauphin, qui n'avait que douze ans et demi, arriva au siége ; il était accompagné des princes de Conti et de la Roche-sur-Yon (2). »

N° 266. COMBAT DE SINTZHEIM. — 16 JUIN 1674.

PINGRET. — 1837.

Le duc de Lorraine avait tenté de porter en Franche-Comté des secours au prince de Vaudémont, son fils. N'ayant pu s'ouvrir un chemin à travers la Suisse, il fut contraint de revenir sur ses pas pour essayer de passer par l'Alsace ; mais il rencontra, dans son camp d'Anzin, le vicomte de Turenne, qui lui ferma le passage. Turenne n'avait sous ses ordres qu'un faible corps d'armée ; mais il sut, par d'habiles manœuvres, en grossir le nombre aux yeux de l'ennemi, et força le duc de Lorraine à se retirer. Rassemblant ensuite sur sa route toutes les troupes dispersées dans les divers quartiers, il parvint à en former un corps assez considérable pour tenter le sort d'une bataille. Il rejoignit à Sintzheim les troupes impériales sous le commandement du duc de Lorraine.

« Il les trouva postées de l'autre côté de cette petite ville, dans un lieu fort avantageux. Les avenues en étaient difficiles et environnées d'un marais d'un côté. On n'y pouvait arriver qu'en défilant. Le duc de Lorraine y mit un corps d'infanterie qui boucha les portes et répara les brèches ; puis il mit le reste de ses troupes en bataille de l'autre côté ; il se crut d'autant plus en sûreté dans cette situation, qu'on ne pouvait aller à lui qu'en forçant la ville, qu'en traversant un ruisseau, et qu'on s'exposait au feu d'une batterie de canons qu'il avait postée sur une hauteur. Outre cette difficulté il y en avait une autre qui paraissait aussi considérable : c'est qu'après que M. de Turenne se serait rendu maître de la ville, le terrain, depuis l'endroit où il était en bataille, se rétrécissait insensiblement jusqu'à Sintzheim, et rendait l'attaque très-difficile ; sans compter que l'impossibilité qu'il y avait de former un grand front devant ses troupes le rendait maître

(1) *Histoire de Louis XIV*, par Limiers, t. II, p. 256.
(2) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 378.

de sa retraite. Toutes ces raisons avaient déterminé le duc de Lorraine à faire ferme en cet endroit, et il semblait qu'elles dussent de même obliger M. de Turenne à ne pas tenter une si difficile entreprise ; mais son expérience lui fit voir des facilités que les autres n'apercevaient point. Après avoir exactement reconnu la situation des ennemis, il résolut de les attaquer, ne trouvant rien de plus avantageux pour les armes du roi que de chasser les Impériaux du Palatinat en entrant en campagne (1). »

La bataille fut longtemps disputée ; de part et d'autre l'acharnement fut extrême. Enfin le maréchal de Turenne parvint à enlever toutes les positions de l'ennemi.

« Cette action lui fut d'autant plus glorieuse qu'elle était hardie, et qu'il combattit, avec douze mille hommes très-fatigués d'une longue et pénible marche, près de quinze mille hommes qui sortaient de leurs quartiers et qui étaient postés dans un lieu presque inaccessible. Les ennemis eurent environ trois mille morts ou blessés. On leur prit plusieurs drapeaux et étendards, et presque tous leurs bagages. M. de Turenne eut onze cents hommes tués ou blessés. Parmi les premiers étaient le marquis de Saint-Abre, lieutenant général, messieurs de Beauvisé et de Coulange, brigadiers, et cent trente officiers. Le chevalier de Bouillon, le marquis de la Ferté, le prince de Guéméné, le comte d'Hocquincourt et plusieurs autres officiers y donnèrent de grandes marques de valeur (2). »

N° 267. PRISE DE SALINS. — 22 JUIN 1674.

VANDERMEULEN. — Vers 1678.

« Après la réduction de Dôle, le roi, ayant laissé le commandement des troupes au duc de la Feuillade, s'en retourna avec la cour à Paris. Le duc, après avoir fait combler les tranchées et pourvu à la sûreté de Dôle, se mit en marche pour faire le siége de Salins. Cette place était environnée de trois forts qu'il lui fallut attaquer et prendre avant que d'en venir au corps de la place ; il se rendit maître des uns et des autres en huit jours d'attaque. Il donna pendant le cours de ce siége des marques de sa valeur ordinaire, et d'une si grande vigilance, qu'il monta, pour ainsi dire, lui-même toutes les tranchées (3). »

N° 268. PRISE DU FORT DE JOUX. — JUIN 1674.

VANDERMEULEN. — Vers 1678.

Le duc de Duras, qui commandait un corps de troupes detaché, s'empara, de son côté, du château Saint-Anne et du fort de Joux.

Ainsi, en moins de six semaines, toute la Franche-Comté se trouva réduite sous l'obéissance du roi.

« Cette conquête, rapporte Limiers, l'emporte d'autant plus sur celle de l'année 1668, que les ennemis furent surpris et se défendirent mollement à la première, au lieu qu'à celle-ci ils s'étaient préparés, et firent partout une vigoureuse résistance (4).

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 392.
(2) *Ibid.*, p. 394.
(3) *Ibid*, p. 379.
(4) *Histoire de Louis XIV*, t. II, p. 258.

N° 269. BATAILLE DE SENEFF. — 11 AOUT 1674.

ORDRE DE BATAILLE.

Tableau du temps.

N° 270. BATAILLE DE SENEFF. — 11 AOUT 1674.

DUPRESSOIR. — 1836.

La déclaration de guerre du roi d'Espagne avait contraint Louis XIV d'abandonner une partie de ses conquêtes en Hollande. Cependant Maëstricht, Grave, et d'autres places étaient encore occupées par les troupes françaises. Les alliés, pour les lui enlever, portèrent tout l'effort de la guerre du côté de la Flandre : leurs forces réunies n'allaient pas à moins de soixante mille hommes. Le commandement en avait été confié au prince d'Orange : Montecuculli, le jeune duc de Lorraine, le prince de Vaudémont, le comte de Waldeck, étaient sous ses ordres. L'armée française s'élevait seulement à quarante mille hommes; mais le prince de Condé la commandait.

Le prince d'Orange, confiant dans la supériorité du nombre, manœuvrait pour amener les Français à une bataille. Il prit d'abord position entre Busseray et Arkieu, et le 11 août il ordonnait un mouvement à son armée, lorsque le prince de Condé, qui suivait tous ses mouvements d'un œil attentif, saisissant l'occasion favorable, ordonna l'attaque. Ce ne fut d'abord qu'un combat d'avant-garde; mais bientôt la mêlée devint générale. Le terrain fut disputé pied à pied, et les troupes des deux armées revinrent plusieurs fois à la charge. Le village de Seneff, pris et repris, resta au pouvoir de l'armée française, sans que la bataille fût terminée : elle recommença à l'attaque du village de Say.

« Il y avait un marais d'un côté et un bois de l'autre, dans lequel le prince d'Orange mit plusieurs bataillons, soutenus par toute la cavalerie allemande, qui était venue à son secours. Le duc de Luxembourg fut chargé de les attaquer du côté du bois avec les régiments d'Enghien, de Condé, de Conti et d'Auvergne, pendant que le prince de Condé les fit attaquer de l'autre par les gardes françaises et suisses, soutenues d'autres régiments. Ce fut en cet endroit qu'il y eut un combat sanglant, que la nuit ne put faire finir; il continua deux heures au clair de la lune, et dura cinq heures sans qu'on pût dire que l'un des deux partis eût avantage sur l'autre. L'obscurité qui survint le fit cesser; chacun resta de son côté dans le poste où il se trouva. Il y avait deux heures qu'on se reposait dans les deux camps, et que les soldats, accablés de lassitude, et pour la plupart couverts de blessures et de sang, tâchaient de reprendre des forces pour recommencer à combattre dès que le jour paraîtrait, lorsque tout à coup les deux armées firent, comme de concert, une décharge si subite et tellement de suite, qu'elle ressemblait plutôt à une salve qu'à une décharge de troupes qui combattent. On était si près des uns et des autres que quantité de soldats des deux armées en furent tués ou blessés; et comme tous les périls paraissent plus affreux dans l'horreur de la nuit, l'épouvante fut si grande que les deux armées se retirèrent avec précipitation en même temps; mais chacun s'apercevant bientôt qu'il n'était point poursuivi, on s'arrêta tout court, et le prince de Condé s'étant remis à la tête de son armée la fit retourner sur le champ de bataille, où il passa le reste de la nuit; et le prince d'Orange l'abandonna.

» Jamais bataille ne fut plus sanglante; les Hollandais eurent cinq à six mille hommes tués ou blessés, les Espagnols trois mille, et les Allemands six cents. On leur fit six mille prisonniers, la plus grande partie Espagnols

» Ils perdirent une grande partie de leurs équipages, cent sept drapeaux ou étendards, trois pièces de canon et un mortier, deux mille chariots, trois cent mille écus destinés au payement de leurs troupes, et soixante pontons.

» Le prince de Condé se ménagea moins que le dernier soldat. Il se portait partout l'épée à la main, quoique fort incommodé de la goutte; il se faisait jour partout; en quelque lieu qu'il adressât ses pas, aucun ennemi n'osait tenir ferme devant lui; il fut secondé par le duc d'Enghien, qui partagea la gloire de cette grande journée avec lui, et qui fut toujours à ses côtés (1). »

Louis XIV, par une lettre datée de Versailles, du 16 août 1674, félicite en ces termes le prince de Condé sur la victoire de Seneff :

« L'unique chose qui me fait de la peine est la grandeur des périls où vous et mon cousin le duc d'Enghien avez été continuellement exposés durant une si longue et si meurtrière occasion; mais je me promets qu'à l'avenir vous aurez plus d'égard, l'un et l'autre, à un sang qui m'est si cher et qui fait partie du mien. Cependant vous me ferez plaisir de témoigner à tous les officiers généraux et particuliers qui vous ont si bien secondé, qu'il ne se peut rien ajouter à la satisfaction que j'ai de leurs services, en ayant appris le détail et par le récit du sieur de Briou et par les relations écrites, avec une estime qui ne me permettra jamais de les oublier, ni de perdre la moindre occasion d'en récompenser le mérite (2). »

La lettre de Louis XIV au duc d'Enghien mérite d'être rapportée.

A Versailles, le 16 août 1674.

« Mon cousin, je n'ai point reçu de vos lettres sur le combat de Seneff, mais je veux bien vous écrire le premier, pour me réjouir avec vous de cet important succès, et même pour vous féliciter de la gloire que vous y avez acquise. Croyez qu'on ne peut pas être plus touché que je le suis de tant de différentes louanges que vous avez méritées, et surtout plus persuadé que l'amitié que vous avez pour moi n'est pas le moindre motif qui vous ait porté à faire les choses extraordinaires que vous avez faites en cette occasion (3). »

N° 270 *bis*. BATAILLE DE LA MARTINIQUE; L'ATTAQUE DE RUYTER EST REPOUSSÉE. 21 AOUT 1674.

GUDIN. — 1839.

« Les États-Généraux avaient mis en mer, le 24 du mois de mai, une flotte de soixante-six vaisseaux de guerre, vingt-quatre flûtes, huit brûlots et douze barques d'avis. Cette flotte se montra quelques jours unie en une seule dans la Manche, et elle se sépara en deux le 2 de juin; la moins nombreuse partit, sous le commandement de l'amiral Ruyter, pour les Indes occidentales.

» Le succès ne répondit pas à la dépense d'un si puissant armement; l'amiral Ruyter alla tenter une descente au cul-de-sac de la Martinique, qu'il avait espéré surprendre; mais les troupes françaises qui le gardaient, les habitants et les vaisseaux de guerre et marchands qui s'y trouvèrent, firent une telle défensive, et tuèrent un si grand nombre de Hollandais qui avaient mis pied à terre pour attaquer le fort, que l'amiral Ruyter, ayant connu le mauvais succès de cette première tentative, où il vit bien qu'il consumerait inutilement son temps et ses troupes, s'il s'obstinait à vouloir l'emporter,

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 382-385.
(2) *Mémoires militaires de Louis XIV*, mis en ordre par le général Grimoard, t. III, p. 519.
(3) *Ibid.*, p. 520

les fit rembarquer le même jour de la descente, et reprit la route de la Hollande, sans faire aucune autre entreprise (1). »

N° 271. LEVÉE DU SIÉGE D'OUDENARDE.

SEPTEMBRE 1674.

Tableau du temps.

« Le prince d'Orange, qui était au désespoir de n'avoir encore pu mettre le pied en France, comme il se l'était imaginé dès le commencement de cette campagne, fit tout ce qu'il put pour attirer les Français à un second combat; mais le prince de Condé choisit des postes si avantageux, qu'on n'aurait pu l'y forcer sans risquer beaucoup. Enfin le prince d'Orange se détermina à faire quelque siége, et le 14 septembre il se jeta tout à coup sur Oudenarde. A la nouvelle de ce siége, le prince de Condé quitta ses retranchements, et résolut de tout hasarder plutôt que de laisser prendre cette place. Il assembla promptement toutes les garnisons de Flandre, et alla à grandes journées vers le camp ennemi. Le prince d'Orange, qui croyait avoir emporté Oudenarde avant que le prince de Condé la pût secourir, reçut la nouvelle de son approche avec autant de chagrin que de surprise. Il fit assembler aussitôt le conseil de guerre, et proposa de sortir hors des lignes et d'aller attaquer les Français avant qu'ils eussent le temps de se remettre de la fatigue de leur marche. Les Espagnols furent du même avis, mais le comte de Souches s'y opposa si ouvertement, qu'on résolut de quitter le camp le plus tôt qu'il serait possible. Ainsi les alliés évitèrent la rencontre du prince de Condé, quoiqu'ils eussent plus de troupes que lui. Cependant peu s'en fallut que le prince ne leur tombât sur les bras; mais il survint deux accidents qui les délivrèrent de ce danger. Le premier fut que le duc de Navailles, qui avait l'avant-garde du prince, s'égara; de sorte qu'il perdit pour le moins deux heures de temps; l'autre fut un brouillard fort épais qui s'éleva pendant que le prince de Condé approchait des lignes. Tout cela donna le temps aux ennemis de faire leur retraite sans crainte d'être poursuivis. Le prince de Condé, s'avançant toujours, passa au travers de leur camp sans trouver aucun obstacle et entra dans Oudenarde (2). »

N° 272. BATAILLE D'ENTZHEIM. — 4 OCTOBRE 1674.

ORDRE DE BATAILLE.

. . . .

Après la bataille de Sintzheim, le duc de Lorraine et le comte Caprara se rallièrent à Heidelberg. S'étant ensuite retranchés à Ladenbourg, entre le Mein et le Necker, ils furent attaqués par le maréchal de Turenne et contraints de se retirer de cette position. De courtes négociations qui eurent lieu à cette époque suspendirent les hostilités, mais elles n'eurent point de suite, et la guerre reprit son cours.

« Pendant ce temps les troupes impériales s'étaient grossies de plus de la moitié par l'arrivée de celles de Munster sous le margrave de Bade, et de celles de Lunebourg sous le duc de Holstein. L'électeur de Mayence, qui jusqu'alors n'avait rien osé faire en faveur des Impériaux, leur donna passage sur son pont et dans sa propre ville, et ceux de Strasbourg ne tardèrent pas à suivre son exemple (3). »

Cette nouvelle, et celle de la prochaine arrivée de l'électeur de Brandebourg, qui accourait pour rejoindre le duc de Lorraine, furent un coup de foudre pour Turenne. Il se sentait de plus d'un tiers inférieur à l'ennemi qu'il avait devant lui, et sa seule ressource était dans les hasards d'une bataille. La prudence même lui conseillait de les courir, pour devancer l'arrivée de l'électeur; aussi n'hésita-t-il pas, et, après avoir reçu d'Alsace un faible renfort, il marcha à l'ennemi.

« Arrivé le soir sur les hauteurs de Molsheim, il découvrit les Impériaux campés au delà de deux rivières qu'il fit passer la nuit, et le lendemain, à la pointe du jour, ses troupes se trouvèrent en bataille. La droite des ennemis était bordée de grosses haies, et leur gauche couverte en partie par un bois, et défendue par le village d'Entzheim, où ils avaient de l'infanterie et du canon. L'attaque commença par le bois avec beaucoup de chaleur, et le carnage fut grand de part et d'autre. Les Allemands furent souvent poussés et se rallièrent plusieurs fois; mais, après huit heures de combat, ils se retirèrent en désordre sous Strasbourg. Ils eurent dans cette troisième bataille plus de trois mille hommes tués; ils perdirent dix pièces de canon, trente étendards ou drapeaux, la plus grande partie de leur bagage, et on fit un grand nombre de prisonniers (1). »

N° 273. ÉTABLISSEMENT DE L'HOTEL ROYAL DES INVALIDES.

CH. LEBRUN et DULIN. — Vers 1675.

« De tous les établissements que fit Louis XIV, rapporte Quincy, le plus grand et le plus durable fut celui de l'hôtel de Mars. On commença cette année (1671) ce superbe édifice qu'on voit aujourd'hui, pour retirer les soldats et officiers qui ne sont plus en état de servir; ils y trouvent tout ce qui est nécessaire à leur entretien et tous les secours spirituels qu'on peut y souhaiter. Ils y sont instruits dans la religion, de manière que plus de trois mille tant soldats qu'officiers invalides y vivent d'une façon si exemplaire, qu'on ne les peut voir sans admiration. Les fonds pour la durée de ce bel établissement sont si solidement assurés qu'ils ne peuvent jamais manquer. Aussi on regarde avec raison ce monument de la piété et de la magnificence de Louis le Grand, comme le plus digne de ce monarque (2). »

Le roi suivait les progrès des travaux de l'hôtel qu'il avait ordonnés. Après la campagne de Franche-Comté, il se rendit aux Invalides, et, voulant que le souvenir de cette grande fondation fût consacré par la peinture, il en commanda le tableau à Lebrun.

Louis XIV s'y fit représenter accompagné de Monsieur, duc d'Orléans, du prince de Condé, du maréchal de Turenne, de Luxembourg, Rochefort, Schomberg, etc. Louvois, secrétaire d'état, présente les plans; l'architecte Mansard est près de lui.

N° 274. PRISE DE MESSINE. — 11 FÉVRIER 1675.

GUDIN. — 1839.

Depuis longtemps la Sicile, mécontente de la domination espagnole, attendait l'occasion de s'en affranchir : la guerre allumée entre la France et l'Espagne lui en fournit les moyens. La ville de Messine donna le signal : les habitants réclamèrent la protection de Louis XIV et arborèrent l'étendard de la France. Ils avaient déjà reçu un premier secours, conduit en septembre 1674 par le marquis de Valavoir et le chevalier de Valbelle, qui occupaient la ville au nom du roi,

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. II, p. 413.
(2) *Histoire de Louis XIV*, par Limiers, t. II, p. 268.
(3) *Ibid.*, p. 266.

(1) *Histoire de Louis XIV*, par Limiers, t. II, p. 267.
(2) *Histoire militaire de Louis XIV*, t. I, p. 308.

lorsque le duc de Vivonne, nommé vice-roi de la Sicile, parut en vue de Messine le 11 février 1675.

« Il y trouva les Espagnols, qui, ayant joint à leurs vaisseaux et à leurs galères ceux du royaume de Sicile, de Naples et de Sardaigne, composaient ensemble une flotte de vingt vaisseaux de guerre et de dix-sept galères, avec laquelle ils fermaient entièrement l'entrée de la ville. La flotte était commandée par le marquis de Viso.

» Le duc de Vivonne n'avait que neuf vaisseaux de guerre, une frégate et trois brûlots; il était accompagné d'un grand nombre de bâtiments chargés de troupes, de vivres, d'armes et d'autres secours qu'il portait aux habitants; et voyant qu'il n'était pas possible d'entrer dans Messine sans combattre les Espagnols, il résolut de le faire, malgré leur grande supériorité.

» Le marquis de Valavoir, qui avait été instruit du secours que le duc de Vivonne amenait, avait fait armer tous les vaisseaux qui étaient dans le port de Messine; il ordonna au chevalier de Valbelle de se préparer à aller au-devant de lui.

» Les Espagnols, voyant que le duc de Vivonne s'apprêtait à combattre, se préparèrent de leur côté à se défendre. A peine le duc de Vivonne eut mis son armée en bataille, que les Espagnols, se confiant sur le nombre de leurs vaisseaux et de leurs galères, vinrent sur lui à hautes voiles. Le combat fut opiniâtre et sanglant de part et d'autre, et l'avantage fut quelque temps douteux; mais le chevalier de Valbelle, étant sorti du phare au plus fort du combat avec les six vaisseaux qu'il commandait, tomba sur les Espagnols par derrière, et commença à les mettre en désordre; en même temps le duc de Vivonne, secondé par M. Duquesne et le marquis de Preuilly d'Humières, profitant du mouvement qu'ils furent obligés de faire, les attaqua avec tant de vigueur, que toute leur armée fut obligée de prendre la fuite et de se retirer à toutes voiles à Naples, après avoir eu quatre vaisseaux coulés à fond et avoir perdu un monde considérable.

» Le duc de Vivonne entra le lendemain dans Messine, et y fut reçu et reconnu en qualité de vice-roi (1). »

N° 275. ENTRÉE DE LOUIS XIV A DINANT (PAYS-BAS). — 23 MAI 1675.

VANDERMEULEN.

« Une campagne aussi glorieuse pour la France que la précédente, et qui renversa tous les projets des princes ligués, ne fut pas encore capable de les disposer à la paix. L'empereur, que cette guerre regardait plus particulièrement que personne, n'oublia rien pour se faire de nouveaux alliés et pour porter ceux qui l'étaient déjà à augmenter leurs forces; car il ne s'agissait plus de porter la guerre au cœur de la France, comme c'était leur premier dessein, mais de défendre leur propre pays (2). »

Aucun des commandements de l'année précédente n'avait été changé. Turenne était en Allemagne et le maréchal de Schomberg en Catalogne. Le prince de Condé était toujours à la tête de l'armée de Flandre, où le roi devait cette année commander en personne.

Avant l'ouverture de la campagne, le comte de l'Estrade, gouverneur de Maëstricht, avait enlevé par surprise, le 23 mars, la ville de Liége, dont l'empereur voulait s'emparer pour faciliter aux Hollandais le siége de Maëstricht.

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 460.
(2) *Ibid.*, p. 427.

Louis XIV partit de Saint-Germain-en-Laye le 11 mai; le 13 il était entre Huy et Hennut, près de la Meuse, à peu de distance de Liége. Le maréchal de Créqui, qui commandait un corps d'armée détaché de celui du roi, reçut ordre de se porter devant Dinant.

« Cette place, située sur le bord de la Meuse, fut investie le 22 mai; la ville, dont il s'empara le deuxième jour, est commandée de tous côtés; ainsi elle fit fort peu de résistance. Il attaqua ensuite le château, qui ne tint que quatre jours de tranchée, quoique sa situation soit bonne, étant sur une montagne presque de roc. Le duc de Lorraine n'eut pas plutôt avis du siége de Dinant, qu'il rassembla tous ses quartiers pour venir à son secours; mais elle fut prise avant qu'il pût y arriver, c'est-à-dire, le 29 mai (1). »

N° 276. PRISE DE HUY. — 6 JUIN 1675.

PINGRET. — 1836.

« Le roi fit ensuite avancer son armée sur les frontières du Brabant, pour arrêter la marche du prince d'Orange, qui s'approchait avec les Espagnols et les Hollandais. Il envoya peu après le maréchal de Créqui pour agir sur la Moselle et dans le pays de Trèves, et donna ordre au marquis de Rochefort d'aller faire le siége de Huy, entre Namur et Liége. La ville ouvrit ses portes aussitôt, et le château, après s'être défendu durant quelques jours, capitula. La prise de ces deux villes (Huy et Dinant) assura tout le pays et ouvrit un chemin libre pour envoyer les secours nécessaires à Maëstricht (2). »

N° 277. SIÉGE ET PRISE DE LIMBOURG. 22 JUIN 1675.

VANDERMEULEN.

« A peine Huy et Dinant eurent capitulé, que le roi se posta avec son armée à Neuf-Château pour observer les ennemis, pendant que le prince de Condé formerait le siége de Limbourg, investi par le marquis de Rochefort. Les ennemis connaissaient l'importance de la place. Ils s'assemblèrent sur la Meuse, près de Ruremonde, au nombre de quarante mille hommes, et, sous la conduite du prince d'Orange, ils s'avancèrent jusqu'à Hamsberg, résolus de tenter le secours. Le roi, sur l'avis de leur marche, fit reconnaître un poste dans la plaine de Clermont, pour les combattre, s'ils s'opiniâtraient dans leur dessein. Cependant le duc d'Enghien, à qui le prince de Condé, son père, avait remis la conduite du siége, pressa vivement les attaques. La tranchée fut ouverte le 14 juin. On attaqua ensuite la contrescarpe, qui fut emportée le même jour; et les assiégeants se logèrent dans la demi-lune nonobstant la vigoureuse résistance des assiégés. Le prince de Condé fit ensuite attacher le mineur à un des bastions, qu'il fit battre avec huit pièces de canon. La brèche se trouvant assez grande pour y faire monter quinze hommes de front, le duc d'Enghien y fit donner l'assaut, après que le prince de Condé, son père, pour lui laisser la gloire de cette action, se fut retiré à l'armée du roi. On se logea donc sur la pointe de ce bastion; et le prince de Nassau-Siégen demanda à capituler (3). »

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 432.
(2) *Histoire de Louis XIV*, par Limiers, t. II, p. 294.
(3) *Ibid.*, p. 295.

N° 278. MORT DE TURENNE. — 27 juillet 1675.

Chabord. — 1819

« Comme les affaires d'Allemagne demandaient un prompt secours, sa majesté ordonna avant son départ au maréchal de Créqui de s'y en retourner avec les troupes qu'il avait commandées dès le commencement de la campagne, et de prendre de plus avec lui cinq ou six régiments de l'armée de M. le prince. Ce renfort arriva fort à propos, premièrement pour repousser le duc de Lorraine, qui s'était avancé sur la Sarre afin de faire diversion de ce côté-là, et puis pour aider au maréchal de Turenne à s'opposer aux desseins du comte Montecuculli (1). »

Le général de l'armée impériale, qui avait des intelligences dans la ville de Strasbourg, voulait s'en approcher pour l'entraîner dans le parti de l'empereur. Connaissant l'habile clairvoyance de Turenne, il mit tous ses efforts à le tromper par de fausses manœuvres, et à lui faire croire que son intention était de porter le siége devant Philipsbourg. Mais sa pensée avait été devinée, et Turenne, après avoir passé le Rhin à Altenheim, était allé se poster entre Strasbourg et l'armée impériale.

Alors s'engagea entre ces deux grands capitaines une lutte qui depuis lors a fait l'admiration de tous les gens de guerre. Pendant six semaines on les vit manœuvrer dans l'étroit espace de quelques lieues, avec des forces à peu près égales, l'œil toujours fixé sur le Rhin, dont l'un voulait forcer, l'autre défendre le passage. Enfin Turenne venait d'obtenir un avantage, en contraignant l'ennemi de quitter un poste qu'il occupait sur le ruisseau de Rinchen ; et Montecuculli, replié sur la hauteur de Sasbach, allait être forcé d'accepter la bataille avec des chances inégales. Ainsi le succès couronnait les grandes opérations de Turenne. « Je les tiens, avait-il dit en parlant des Impériaux ; ils ne m'échapperont plus. » Il attendait pour le lendemain la victoire ; on sait comment elle lui fut enlevée.

Il faut emprunter ici les paroles si connues de madame de Sévigné :

« Il monta à cheval le samedi à deux heures, après avoir mangé ; et, comme il y avait bien des gens avec lui, il les laissa tous à trente pas de la hauteur où il voulait aller, et dit au petit d'Elbeuf : « Mon neveu, demeurez là ; vous ne faites » que tourner autour de moi, vous me feriez reconnaître. » M. d'Hamilton, qui se trouva près de l'endroit où il allait, lui dit : « Monsieur, venez par ici, on tirera du côté où vous » allez. » « Monsieur, lui dit-il, vous avez raison, je ne veux » point du tout être tué aujourd'hui ; cela sera le mieux du » monde. » Il eut à peine tourné son cheval, qu'il aperçut Saint-Hilaire (lieutenant de l'artillerie), le chapeau à la main, qui lui dit : « Monsieur, jetez les yeux sur cette batterie, » que je viens de faire placer là. » M. de Turenne revint, et dans l'instant, sans être arrêté, il eut le bras et le corps fracassés du même coup qui emporta le bras et la main qui tenait le chapeau de Saint-Hilaire. Ce gentilhomme, qui le regardait toujours, ne le voit point tomber : le cheval l'emporte où il avait laissé le petit d'Elbeuf ; il était penché le nez sur l'arçon. Dans ce moment le cheval s'arrête, le héros tombe entre les bras de ses gens ; il ouvre deux fois de grands yeux et la bouche, et demeure tranquille pour jamais. Songez qu'il était mort, et qu'il avait une partie du cœur emportée. »

Le même coup qui frappa Turenne emporta le bras de Saint-Hilaire ; et comme son fils tout en larmes le serrait entre ses bras, on connaît la réponse qu'il lui fit : « Ce n'est pas moi, c'est ce grand homme, qu'il faut pleurer. » Montecuculli rendit à son rival un hommage, s'il est possible, plus précieux encore : « Il est mort, dit-il, un homme qui faisait honneur à l'homme. » Le deuil fut universel en France, et Louis XIV, s'associant à la douleur de son peuple, fit ensevelir les restes de Turenne dans l'église de Saint-Denis, à côté de ceux des rois de France.

(1) *Histoire de Louis XIV*, par Limiers, t. II, p. 295.

N° 279. PRISE D'AUGUSTA, EN SICILE. 23 aout 1675.

Gudin. — 1839.

Louis XIV continuait à faire passer des secours en Sicile, pour donner au duc de Vivonne le moyen de s'y établir. Le vice-roi, de son côté, s'attachait à faire occuper les principaux points de l'île qui pouvaient assurer son occupation. La ville d'Augusta, entre Syracuse et Catane, pouvait protéger la navigation et la communication de ses troupes : il l'attaqua avec sa flotte, et la prit après six jours de siége. Il s'empara ensuite de la petite ville de Lentini, et se rendit maître d'une partie du pays des environs, qui est le plus fertile de la Sicile.

N° 279 *bis*. COMBAT EN VUE DE L'ILE DE STROMBOLI. — 8 janvier 1676.

Gudin. — 1839.

Les armements maritimes de Louis XIV devenaient de plus en plus considérables. Duquesne venait de quitter les côtes de Provence, et, au commencement de janvier 1676, il conduisait une flotte composée de vingt vaisseaux et d'un grand nombre de brûlots et de bâtiments de transport. De leur côté, les alliés n'avaient pas fait de moindres efforts. Ruyter commandait la flotte combinée des Hollandais et des Espagnols, composée de vingt-six vaisseaux de guerre et de neuf galères, et le 7 janvier 1676 les deux escadres étaient en présence, près de l'île de Stromboli.

« Le marquis de Preuilly, chef d'escadre, qui se trouvait pour lors à l'arrière-garde avec la division qu'il commandait, revira au large dès qu'il vit les ennemis, pour étendre la ligne, qui était trop serrée par les îles, de manière que sa division se trouva à l'avant-garde, celle de M. Duquesne au corps de bataille, et celle de M. Gabaret à l'arrière-garde.

» L'armée de France demeura tout le jour et toute la nuit en cet état à la vue des ennemis sans qu'ils profitassent de l'avantage du vent qu'ils avaient pour commencer l'attaque ; mais le vent ayant un peu changé le 8, à la pointe du jour, M. Duquesne fit revirer et gagna le vent. Dès qu'au moyen de ce mouvement le marquis de Preuilly eut attrapé la tête des ennemis, il commença le combat, environ sur les neuf heures du matin : il fut si opiniâtre et si long qu'il dura jusqu'à deux heures après midi ; il fit enfin plier l'avant-garde des ennemis, qui lui était opposée, où le contre-amiral Verschoor, qui la commandait, fut tué.

» M. Duquesne, ayant, de son côté, combattu avec beaucoup de valeur le corps de bataille, avait pressé si vivement l'amiral Ruyter, qu'il avait été obligé de se couvrir de ses deux matelots, lorsqu'il survint un calme qui empêcha l'armée de France de profiter du désordre où elle avait commencé à mettre celle des ennemis, et donna le moyen aux galères d'Espagne, que le gros temps avait obligées de se retirer à Lipari à la pointe du jour, de venir remorquer les vaisseaux hollandais qui étaient endommagés, et qui ne purent être enlevés par ceux de France, à cause du calme ; elles ne purent pourtant pas empêcher qu'un vaisseau de l'avant-garde ennemie ne coulât à bas du grand nombre de coups de canon dont il avait été percé. L'arrière-garde, commandée par M. de Gabaret, trouva plus de résistance, mais elle contraignit enfin

celle des ennemis de se retirer avec le reste de la flotte. L'armée de France y perdit seulement deux brûlots, qui se consumèrent sans aucun effet. M. de Villeneuve-Ferrière, qui commandait un des vaisseaux de l'arrière-garde, et quelques officiers subalternes, y furent tués; MM. de Bellefontaine, de la Fayette, de Relinghen et de Septême, eurent part à ce combat (1). »

N° 280. COMBAT NAVAL D'AUGUSTA, EN SICILE. 21 AVRIL 1676.

L. Garneray. — 1836.

Duquesne avait introduit dans Messine le secours qu'il conduisait. La flotte combinée, après cet échec, alla chercher un refuge dans la baie de Naples; mais Ruyter, ayant été rejoint par le comte de Montesarchio, qui lui amena dix vaisseaux espagnols, reparut sur les côtes de la Sicile au mois d'avril 1676. Le duc de Vivonne, informé que l'escadre ennemie se trouvait à peu de distance d'Augusta, envoya ordre à Duquesne de mettre à la voile avec toute sa flotte et de l'attaquer.

« M. Duquesne partit des environs de Messine le 19 avril, et dès que l'amiral Ruyter en eut avis, il s'avança avec toute sa flotte et celle d'Espagne, à mesure que M. Duquesne approchait. Les flottes se rencontrèrent le 21, sur le midi, environ à trois lieues d'Augusta, par le travers du golfe de Catane; celle de France était composée de trente vaisseaux et de sept brûlots. Le marquis d'Almeras commandait l'avant-garde, M. Duquesne le corps de bataille, ayant avec lui le marquis de Preuilly, et le chevalier de Tourville, chef d'escadre; M. de Gabaret, aussi chef d'escadre, commandait l'arrière-garde. Celle des ennemis était de vingt-neuf vaisseaux, tant espagnols que hollandais, de neuf galères et de quelques brûlots. L'amiral Ruyter se mit à l'avant-garde des ennemis; le pavillon et les vaisseaux du roi d'Espagne étaient au corps de bataille, et le vice-amiral Hoën commandait l'arrière-garde. Pendant que les flottes s'approchaient, le chevalier de Béthune sortit du port d'Augusta, et passa avec son seul vaisseau entre les deux lignes, pour joindre l'armée de France.

» Les deux avant-gardes commencèrent le combat sur les quatre heures après midi, et s'attaquèrent avec tant de valeur et d'opiniâtreté, que presque tous les vaisseaux de part et d'autre furent endommagés; le canon y fut servi avec une vitesse presque égale, aussi bien que la mousqueterie, et l'action fut une des plus sanglantes qui se fût vue à la mer depuis cette guerre. Le marquis d'Almeras fut tué dans le fort du combat, étant sur le tillac, et le chevalier de Tambonneau, qui commandait un des vaisseaux de cette avant-garde, fut emporté d'un coup de canon. Le chevalier de Valbelle, après la mort de M. d'Almeras, prit le commandement et continua le combat avec la même vigueur. L'amiral Ruyter eut le devant du pied gauche emporté d'un éclat, et les deux os de la jambe droite brisés, en sorte qu'il tomba du coup, et se fit une légère blessure à la tête, ce qui ne l'empêcha pas de continuer à donner ses ordres le reste du jour (2). »

Les blessures de l'amiral hollandais firent perdre aux ennemis une partie de leur audace, et donnèrent le temps au chevalier de Valbelle, qui avait remplacé d'Almeras dans son commandement, de rallier l'avant-garde des Français, qui était ébranlée. Sur ces entrefaites, Duquesne s'étant avancé avec le corps de bataille, il se fit de part et d'autre un feu épouvantable. Le combat dura jusqu'à la nuit, qui sépara les deux armées. Le lendemain l'armée hollandaise se retirait; elle fut poursuivie par la flotte française jusque dans le port de Syracuse, où l'amiral Ruyter mourut, le 29 avril.

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 502.
(2) *Ibid.*, p. 504.

N° 281. PRISE DE CONDÉ. — 26 AVRIL 1676.

Vandermeulen.

« Pendant que les plénipotentiaires des princes de l'Europe qui étaient en guerre s'assemblaient à Nimègue pour y traiter de la paix, le roi de France, qui la désirait véritablement, prenait des mesures pour rendre ses troupes complètes, et faisait travailler à des préparatifs pour être en état de faire en personne de nouvelles conquêtes, afin d'obliger ses ennemis de ne plus troubler les négociations de paix, et de donner les mains pour finir une guerre qui avait coûté tant de sang de part et d'autre (1). »

Les grands armements des puissances coalisées forcèrent encore Louis XIV à entretenir quatre armées : la première, sur le Rhin, fut destinée au maréchal de Luxembourg, et la seconde, en Catalogne, au maréchal de Navailles; la troisième, entre la Sambre et la Meuse, avait été confiée au maréchal de Rochefort; enfin la quatrième, qui devait se porter sur les Pays-Bas, était commandée par le roi en personne, qui avait sous ses ordres les maréchaux de Créqui, d'Humières, de Schomberg, de la Feuillade et de Lorges. Cette dernière armée était forte d'environ cinquante mille hommes.

« Les troupes françaises faisaient des progrès considérables dans les Pays-Bas. Le roi y marcha en personne sur la fin de mars, à la tête de cinquante mille hommes, accompagné du duc d'Orléans, ayant sous lui pour généraux les maréchaux de Créqui, d'Humières, de Lorges, de Schomberg et de la Feuillade. Il prévint ainsi les alliés, dont les troupes dispersées et les fonds incertains ne leur permettaient pas de se mettre en campagne avant la belle saison. Ce prince ayant détaché le maréchal d'Humières avec quelques troupes pour faire une invasion dans le pays de Waes, celui-ci prit le fort Saint-Donk, où il y avait quatre cents Espagnols et quelque cavalerie. Le maréchal de Créqui eut en même temps ordre d'investir Condé, entre Tournay et Valenciennes, et le roi s'étant rendu devant la place le 11 avril pour en faire le siége en personne, il le commença le lendemain par l'ouverture de la tranchée à la portée du mousquet de la contrescarpe; la nuit suivante les batteries, ayant commencé à tirer, en brisèrent toutes les palissades. La même nuit trois cents Espagnols se jetèrent dans la place par le pays inondé, mais ce renfort n'ayant pas empêché les assiégeants d'avancer leurs travaux, le roi fit attaquer les dehors la nuit du 25. Le maréchal d'Humières commandait à la droite, le maréchal de Lorges à la gauche, et le maréchal de Créqui une troisième attaque. Le signal ayant été donné par la décharge de toutes les batteries, tous les dehors furent insultés et emportés en peu de temps, ce qui jeta l'épouvante dans la ville, et obligea la garnison de capituler et de se rendre prisonnière. Le prince d'Orange et le duc de Villa-Hermosa, qui s'étaient avancés jusqu'à Mons avec l'armée des alliés, ayant appris la destinée de Condé, retournèrent se poster entre Mons et Saint-Guilhain, pour observer les mouvements du roi de France (2). »

Après la prise de cette ville, Louis XIV ayant reçu une lettre de félicitations du prince de Condé, lui répondit du camp de Sébourg, le 3 mai 1676 :

« Mon cousin, c'est beaucoup, pour des gens qui commencent à faire la guerre, qu'une approbation comme la vôtre; mais rien ne me touche davantage dans le compliment que vous m'avez fait sur la prise de Condé, que l'amitié que j'y remarque. Conservez-la-moi, et croyez que j'y répondrai toujours avec l'estime qu'elle mérite (3). »

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 473.
(2) *Histoire de Louis XIV*, par Limiers, t. II, p. 319.
(3) *Mémoires militaires de Louis XIV* mis en ordre par le général Grimoard, t. IV, p. 80.

N° 282. PRISE DE BOUCHAIN. — 12 MAI 1676.

PINGRET. — 1836.

« Le roi, qui avait fait le projet d'assiéger Bouchain après la prise de Condé, ayant appris la marche du prince d'Orange, détacha de son armée vingt bataillons, quarante escadrons et vingt pièces de canon de batterie, qu'il fit partir le 28 avril, aux ordres de Monsieur, pour faire le siége de cette place. Il ne s'en chargea qu'à condition qu'il joindrait l'armée du roi en cas d'une action générale, pendant que le roi avec son armée, qui était de cinquante mille hommes, l'ayant augmentée par des troupes du maréchal de Rochefort, s'avança du côté des ennemis pour les combattre s'ils voulaient s'opposer à cette entreprise. Mais le prince d'Orange décampa, sur la nouvelle qu'il en eut (1). »

Pendant ce temps Monsieur avait marché sur Bouchain avec vingt bataillons et quarante escadrons; le maréchal de Créqui, qui était sous ses ordres, investit la place le 2 mai. La marche du prince d'Orange ayant empêché de commencer aussitôt la tranchée, elle ne fut ouverte que dans la nuit du 6 au 7.

« Le 8 les travaux furent poussés près du chemin couvert par les soins infatigables que se donnait Monsieur, qui visitait exactement les gardes et les tranchées.... Le 10, les dehors ayant été emportés et le fossé étant passé, on attacha le mineur au corps de la place : le gouverneur demanda à capituler (2). »

N° 283. BATAILLE NAVALE DEVANT PALERME. 2 JUIN 1676.

GUDIN. — 1839.

Quelque temps après la bataille d'Augusta (le 21 mai), le duc de Vivonne, ayant reçu à Messine les galères de France et trois vaisseaux de guerre, monta lui-même sur la flotte pour aller à la recherche de l'ennemi.

« Il sortit le 28 mai du port de Messine avec vingt-huit vaisseaux, ving-cinq galères et neuf brûlots. La flotte ennemie, après s'être raccommodée, était sortie de Syracuse et s'arrêtait pour lors auprès de Palerme : le maréchal de Vivonne la rencontra le 31. Il envoya une felouque, soutenue des galères, pour connaître leur disposition : on lui rapporta que leur flotte, composée de vingt-sept vaisseaux de guerre, de dix-neuf galères rangées dans les intervalles et de quatre brûlots, était en bataille sur une ligne ayant le môle de Palerme à sa gauche, le fort de Castelmare derrière la ligne, et une grosse tour avec les bastions de la ville à sa droite.

» Sur cet avis, le maréchal de Vivonne fit attaquer le 2 de juin leur avant-garde par un détachement de neuf vaisseaux commandés par le marquis de Preuilly, et de sept galères aux ordres des chevaliers de Breteuil et de Béthomas, accompagnés de sept brûlots. Ces vaisseaux et ces galères approchèrent ceux des ennemis à la longueur d'un câble, et essuyèrent tout leur feu sans tirer un coup de canon, jusqu'à ce qu'ayant mouillé dans le même lieu où étaient leurs ancres, et ayant fait avancer les brûlots à la tête des galères, ils commencèrent le combat avec une si grande vivacité que trois de leurs brûlots ayant abordé et mis le feu à trois des vaisseaux des ennemis, le reste de leur avant-garde coupa les câbles et alla échouer aux terres les plus proches. Le maréchal de Vivonne, pour profiter de l'avantage qui lui donnait ce premier désordre, tomba, avec le gros de la flotte, sur le corps de bataille et sur l'arrière-garde des ennemis, où étaient les amiraux de Hollande et d'Espagne. Le feu fut grand de part et d'autre, et le combat fut toujours fort opiniâtre; mais deux brûlots de l'armée de France ayant embrasé l'amiral d'Espagne, son vice-amiral et le contre-amiral furent obligés de couper leurs câbles pour éviter l'embrasement de l'amiral, et le reste des deux flottes suivit incontinent leur exemple : une partie alla échouer sous Palerme, et l'autre se sauva dans le port. Ceux qui commandaient leurs quatre brûlots y mirent le feu de peur d'être pris, et quatre autres brûlots de la flotte de France, ayant été poussés dans le port par l'impétuosité du vent, portèrent le feu au vice-amiral d'Espagne, au contre-amiral de Hollande et à sept autres vaisseaux qui y étaient échoués l'un sur l'autre. L'incendie de ces vaisseaux et des brûlots, et les efforts de la poudre qui y était enfermée, poussant en l'air des pièces de fer et des parties entières de navire, abîmèrent *la Reale d'Espagne*, *la Patronne de Naples* et quatre autres galères, sans compter un grand nombre d'officiers, de soldats et de matelots tués et estropiés. Le port fut ravagé; plusieurs édifices de Palerme furent ruinés; ce fut, en un mot, le plus horrible et le plus affreux spectacle que l'imagination puisse se représenter. Les ennemis perdirent en ce combat sept gros vaisseaux de guerre, six galères, sept brûlots et quelques autres petits bâtiments, sept cents pièces de canon et près de cinq mille hommes. Cette victoire, la plus complète qui ait été remportée sur la mer pendant cette guerre, ne coûta que deux enseignes et très-peu de soldats : elle fut gagnée le 2 juin (1). »

N° 284. SIÉGE DE LA VILLE D'AIRE. JUILLET 1676.

. . . .

N° 285. PRISE DE LA VILLE D'AIRE. 31 JUILLET 1676.

MARTIN (d'après VANDERMEULEN).

Le prince d'Orange évitait de livrer bataille et se retirait. Le roi, après le siége de Bouchain, fit encore quelques marches en Flandre, puis il quitta son armée, qu'il laissa sous les ordres du maréchal de Schomberg (4 juillet). « Il avait fait démolir la citadelle de Liége et le château de Huy, de peur que les ennemis ne les attaquassent et qu'ils ne fissent avec plus de facilité le siége de Maëstricht, que le prince d'Orange semblait menacer. Cette entreprise sur Maëstricht n'inquiétait pas le roi; il connaissait la force de cette place, qu'il avait conquise en personne, il connaissait la fermeté et le courage du maréchal de camp de Calvo, qui la commandait. Il ne se pressa pas de la secourir, jugeant bien que le maréchal d'Humières, qu'il avait chargé de faire le siége d'Aire, aurait pris cette place assez tôt pour mettre le maréchal de Schomberg, aidé d'une partie des troupes qui étaient sous les ordres de M. d'Humières, en état de marcher à son secours. Aire, l'une des deux seules places qui restaient pour lors à l'Espagne dans le pays d'Artois, est considérable par sa situation; elle est environnée de marais de trois côtés; les fortifications étaient excellentes du côté qui pouvait être attaqué. Le maréchal d'Humières, qui fut chargé de cette entreprise, y marcha le 18 de juillet avec quinze mille hommes, trente pièces de canon et neuf mortiers (2). »

« Le marquis de Louvois se rendit devant Aire avec l'armée. Le maréchal d'Humières, après l'avoir investie, fit attaquer le 21 juillet le fort Saint-François, à la tête des travaux, du côté où la place était accessible, et l'ayant emporté le lendemain, il ouvrit la tranchée devant la ville. Le marquis de

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 476.
(2) *Ibid.*, p. 479.

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 506.
(2) *Ibid.*, p. 481.

Louvois la fit ensuite foudroyer si continuellement de bombes, de carcasses et de coups de canon, que les assiégés furent contraints de se rendre le 31, quoiqu'ils eussent reçu un secours de trois cents Espagnols. Cette prise fut suivie de celle de Bourbourg et de quelques forts dans la Flandre (1). »

N° 286. PRISE DE LA VILLE ET DU CHATEAU DE L'ESCALCETTE. — 8 NOVEMBRE 1676.

RENOUX — 1836

« Après la bataille de Palerme, les Espagnols ne parurent plus à la mer le reste de la guerre, et les Hollandais n'employèrent leurs vaisseaux qu'au secours de leurs alliés du Nord, et à tenter quelques entreprises dans l'Amérique, où ils ne furent pas longtemps sans éprouver encore une disgrâce presque semblable à celle de Palerme. Cet éloignement des forces maritimes des Hollandais donnant lieu au maréchal de Vivonne d'employer toutes les troupes du roi à terre, il prit avant la fin de l'année la ville de Merilly dans le pays de Carlentino, celle de Taormine avec son château, où le prince Cincinelli, Napolitain, fut blessé et fait prisonnier, et la forteresse de Scaletta (Escalcette) (2). »

» Escalcette est une place assez forte entre Messine et Taormine, que le duc de Vivonne assiégea en personne malgré la rigueur de la saison, extrêmement froide et pluvieuse. Les ennemis s'y défendirent bravement pendant quinze jours; mais enfin, foudroyés de tous côtés par le canon des galères et par une batterie qu'on avait trouvé moyen de faire élever sur une montagne extrêmement haute, ils furent obligés de capituler, et le fort Sainte-Placide se rendit aussi le même jour, 8 novembre 1676 (3). »

N° 287. PRISE DE CAYENNE. — 17 DÉCEMBRE 1676.

GUDIN. — 1839.

« Les États-Généraux avaient essayé d'enlever à la France les colonies d'Amérique; ils espéraient que le grand nombre d'ennemis que le roi avait en Europe l'empêcheraient de s'occuper de la conservation de possessions aussi éloignées, et dans cette vue ils y avaient envoyé le vice-amiral Binkes au printemps de cette année, avec onze vaisseaux de guerre et des troupes, avec lesquels il prit sur les Français l'île de Cayenne avec assez de facilité, d'autant plus que M. de la Barre, qui en était gouverneur, était pour lors en France, et qu'il y avait laissé, pour y commander, le chevalier de Lezi, son frère, qui était fort jeune.

» Le roi, ayant reçu la nouvelle de la perte de cette île, donna une escadre de six vaisseaux et de trois frégates au comte d'Estrées, qui y fit voile. Y étant arrivé le 17 de décembre, il fit attaquer le lendemain le fort de cette île, dans lequel le vice-amiral Binkes avait laissé une garnison hollandaise. Il l'emporta la nuit du 19 au 20, par assaut; le chevalier de Lezi, étant à la tête, y monta le premier; en sorte que toute l'île retourna sous l'obéissance du roi, avec la même facilité qu'elle avait été perdue (4). »

N° 287 *bis*. COMBAT NAVAL DE TABAGO. 27 FÉVRIER 1677.

GUDIN. — 1839.

Le comte d'Estrées, après avoir repris l'île de Cayenne, partit le 11 février de la Martinique, avec six vaisseaux et quatre frégates, pour aller chercher la flotte hollandaise, commandée par le vice-amiral Binkes, qui était à l'île de Tabago. Après avoir fait reconnaître le fort et la rade, il choisit le 27 février, jour du mercredi des Cendres, pour faire attaquer le fort par M. Hérouard, pendant qu'il occuperait les ennemis à la défense de leurs vaisseaux.

« L'escadre des ennemis, composée de dix vaisseaux de guerre, d'un brûlot et de trois petits bâtiments, était amarrée dans une espèce de cul-de-sac, où les vaisseaux du comte d'Estrées ne pouvaient entrer qu'un à un à la file. Outre le canon qui tirait de dessus les forts, il y avait encore des batteries à fleur d'eau qu'il fallait essuyer pour entrer dans le port. M. de Gabaret, qui y entra le premier, alla mouiller à la portée du pistolet des ennemis, et la blessure dangereuse qu'il reçut en y entrant, ne l'empêcha pas de demeurer sur son pont, et de combattre jusqu'à tant qu'un second coup de canon l'eût emporté. M. de Montortier et le comte de Blenac le suivirent; le dernier alla mouiller entre les vaisseaux des ennemis et leurs batteries. Le comte d'Estrées, étant entré dans le même temps avec le reste de son escadre, commença un des plus furieux combats qui aient jamais été donnés sur mer. Le vaisseau de M. de Lesins, qui fut le premier brûlé, mit le feu à deux vaisseaux hollandais qui étaient à ses côtés. Deux flûtes, sur lesquelles les ennemis, qui n'avaient pas cru qu'on pût les venir attaquer dans le port, avaient mis les femmes, les enfants et les nègres qui étaient dans le fort, furent embrasées par les débris enflammés de ces deux vaisseaux. Les hurlements des femmes et les cris des enfants, se joignant au bruit effroyable du canon et des vaisseaux que le feu faisait sauter en l'air, firent que ce port ne fut rempli que d'horreur et de carnage. Le canon du vaisseau du comte d'Estrées mit le feu au contre-amiral de Hollande, qu'il avait abordé, et dont il s'était rendu maître. Ce vaisseau sauta en l'air et couvrit de flammes le vaisseau du comte d'Estrées, auquel le feu prit incontinent de tous côtés, et, comme il était déjà blessé à la tête et à la jambe, et qu'il avait une partie des officiers, des matelots et des soldats de son vaisseau tués auprès de lui, il ne sauva sa vie, dans ce péril extrême, qu'à la faveur d'un canot que M. Bertier, garde de la marine, eut la hardiesse d'aller enlever à la nage, sous l'éperon d'un vaisseau ennemi.

» A peine le comte d'Estrées fut entré dans ce canot, que les ennemis le criblèrent de coups de canon; mais, s'étant trouvé assez près de terre lorsqu'il coula bas, les matelots se jetèrent dans l'eau et le portèrent, et ceux de ses officiers qui étaient avec lui, jusqu'à terre. Quelques Hollandais, qui étaient au rivage, effrayés de l'horreur du carnage, et du bruit terrible qu'on entendait de toutes parts, se crurent perdus dès qu'ils le virent approcher d'eux, et lui demandèrent quartier, quoiqu'ils fussent bien armés, et que le comte d'Estrées et ceux qui le suivaient n'eussent aucune arme.

» D'un autre côté, trois vaisseaux des ennemis, pressés par les frégates et les vaisseaux du roi, furent contraints de s'aller échouer. Deux vaisseaux français eurent un pareil sort et furent presque entièrement brûlés. Enfin, après sept heures d'un des plus sanglants combats qu'on puisse imaginer, le comte d'Estrées, ayant appris que le trop d'ardeur de M. Hérouard avait fait manquer le succès de son attaque contre le fort, fit retirer ses vaisseaux du port et embarqua ses troupes.

» Tous les vaisseaux ennemis furent ou brûlés, ou coulés à fond, ou échoués, et l'échec qu'ils reçurent dans le combat fut si considérable, qu'ils ne parurent plus à la mer, du reste de la guerre, dans les îles de l'Amérique (1). »

(1) *Histoire de Louis XIV*, par Limiers, t. II, p. 321.
(2) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 509.
(3) *Petites conquêtes de Louis XIV*.
(4) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 508.

(1) Quincy, t. I, p. 565-567.

N° 288. SIÉGE DE VALENCIENNES. — 4 MARS 1677.

INVESTISSEMENT DE LA PLACE.

Tableau du temps.

Les conférences de Nimègue n'avaient encore eu aucun résultat, et la paix semblait plus éloignée que jamais; malgré tous leurs revers de l'année précédente, les alliés étaient parvenus à s'emparer de Philipsbourg. Fiers d'avoir enlevé à la France ce poste avancé qu'elle avait conquis en Allemagne, ils reculaient de jour en jour le terme des négociations, dans l'espoir de ramener vers eux la fortune. Mais Louis XIV, qui avait compris qu'il n'obtiendrait la paix qu'avec de nouveaux efforts et de nouvelles victoires, employa l'hiver à faire des préparatifs considérables, puis, avant même que le printemps fût commencé, il étonna ses ennemis par la vigueur imprévue de ses attaques sur les Pays-Bas. C'était là qu'il voulait porter les grands coups : il n'avait dirigé du côté de l'Allemagne que de simples corps d'observation. La prise de Condé et de Bouchain rendait plus facile le siége de Valenciennes. Le roi en projeta la conquête. Les maréchaux d'Humières et de Luxembourg reçurent l'ordre d'entrer en campagne dès le mois de février, et de se diriger sur cette ville.

« Valenciennes, fameuse par les siéges qu'elle avait soutenus, était estimée une des plus fortes places des Pays-Bas espagnols : les fortifications en étaient excellentes, et elle était munie de tout ce qui était nécessaire pour une longue résistance. Le marquis de Richebourg, frère du prince d'Epinoi, en était le gouverneur; il avait sous lui M. Desprez, officier d'infanterie, le plus expérimenté des troupes du roi d'Espagne. Il avait deux mille cinq cents hommes d'infanterie, Espagnols, Italiens ou Wallons, et douze cents chevaux de troupes réglées, avec toute la bourgeoisie, qui était aguerrie et qui avait pris les armes.

» Louis XIV, pour ôter aux ennemis la pensée qu'il voulût faire quelque entreprise pendant cet hiver, donnait à sa cour des fêtes d'une magnificence extraordinaire, et, dans le moment que toute l'Europe et ses courtisans le croyaient le plus occupé aux plaisirs du carnaval, il n'eut pas plus tôt appris que ses troupes étaient devant Valenciennes, qu'il quitta Saint-Germain et arriva avec beaucoup de diligence devant cette place, le 4 du mois de mars, malgré la rigueur de la saison. Il distribua aussitôt les quartiers et prit le sien à Famars, avec les maréchaux d'Humières et de la Feuillade; le maréchal de Schomberg eut son quartier à Saint-Sauve, le maréchal de Luxembourg à Aunoy, et le maréchal de Lorges à Anzin. Le roi fit faire des ponts sur la rivière pour avoir la communication des quartiers les uns avec les autres, et les visita tous pour connaître leur état. Cependant, la place étant d'une grande étendue, il fit travailler à des lignes de circonvallation, et y occupa ses troupes en attendant que son artillerie fût arrivée. Quoiqu'il y eût beaucoup de neiges et de glaces sur la terre, ce grand prince était continuellement à cheval, et par son exemple apprenait à ses troupes à mépriser les fatigues et les rigueurs de la saison (1). »

N° 289. SIÉGE DE VALENCIENNES. — 16 MARS 1677.

Esquisse faite sur les lieux par Vandermeulen. — 1677.

N° 290. SIÉGE DE VALENCIENNES. — 16 MARS 1677.

LOUIS XIV RANGE SES TROUPES EN BATAILLE POUR L'ATTAQUE DU CHEMIN COUVERT.

VANDERMEULEN.

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 525.

N° 291. SIÉGE DE VALENCIENNES. — 16 MARS 1677.

. . . .

La tranchée avait été ouverte le 9 mars : les travaux furent poussés avec une activité si grande, que le 15 on était arrivé, malgré le dégel et les pluies, au pied du glacis du chemin couvert.

Vauban, qui avait toute la confiance du roi, conduisait les opérations du siége. L'attaque du chemin couvert fut arrêtée pour le 16. « Le roi, dit l'auteur du siècle de Louis XIV, tint conseil de guerre pour cette attaque. C'était l'usage que cela se fît toujours pendant la nuit, afin de marcher aux ennemis sans être aperçu, et d'épargner le sang du soldat. Vauban proposa de faire l'attaque en plein jour. Tous les maréchaux de France se récrièrent contre cette proposition. Louvois la condamna. Vauban tint ferme, avec la confiance d'un homme certain de ce qu'il avance.... Le roi se rendit aux raisons de Vauban, malgré Louvois et cinq maréchaux de France. »

N° 292. VALENCIENNES PRISE D'ASSAUT PAR LE ROI. — 17 MARS 1677.

ALAUX — 1837.

« Sa majesté (rapporte le comte de Louvigny dans une lettre qu'il écrivait de Valenciennes à son père, le maréchal de Gramont, sous la date du 17 mars, le jour même de la prise de cette ville) s'est enfin résolue de faire attaquer la contrescarpe le matin, estimant qu'elle serait emportée plus facilement et avec moins de perte de jour que de nuit, les ennemis ne s'y attendant pas et la chose devant leur paraître impraticable. Il y a eu quatre attaques disposées de la manière que je vais vous dire : les mousquetaires gris par le flanc de l'ouvrage couronné, ayant à leur tête la moitié de la compagnie des grenadiers à cheval; les mousquetaires noirs par le flanc de la gauche de l'ouvrage, ayant à leur tête l'autre moitié des grenadiers à cheval; le régiment des gardes à la droite de l'ouvrage par la tête, et le régiment de Picardie à la gauche du même ouvrage par la tête, tous les grenadiers de l'armée à la gauche de la tranchée, pour s'en servir en cas de besoin. Les quatre attaques ont commencé en même temps, après le signal, qui était de neuf coups de canon. L'on a emporté la contrescarpe sans résistance, puisque tout ce qui était dans l'ouvrage couronné a été tué. Quelques fuyards se sont mis dans la demi-lune revêtue; les mousquetaires, grenadiers et un grand nombre d'officiers, sont entrés pêle-mêle avec eux dans la demi-lune. Les ennemis y ont encore perdu beaucoup de gens. Ceux qui ont pris le parti de se sauver dans la ville n'ont pas eu un sort plus heureux que leurs confrères; ils y ont été poussés l'épée dans les reins, et les mêmes mousquetaires et gens que je viens de vous nommer, après avoir fait main basse partout, sont entrés dans le guichet du pâté, et ensuite ont gagné le rempart de la ville, se sont rendus maîtres du canon, et l'ont tiré sur les ennemis, après avoir fait une espèce de retranchement. Ce que je vous mande est la vérité, et moi qui le viens de voir j'ai peine encore à le croire. Cependant rien n'est plus assuré, que le roi a pris d'assaut en plein jour, Valenciennes, et en deux heures, étant à vingt pas de la contrescarpe quand on a commencé à marcher. M. le maréchal de Luxembourg était de jour, la Grosse et Saint Geran, officiers généraux : les chevaliers de Vendôme et d'Anjou, aides de camp (du roi), qui se portent tous fort bien. Bourlemont est le seul qui a été tué d'un coup de fauconneau en arrivant à la palissade; Champigni, capitaine aux gardes, est blessé; un capitaine de Picardie tué et quarante hommes tués ou blessés, tant

mousquetaires que soldats. Les ennemis ont perdu tout ce qu'il y avait dans les dehors, dont il en est resté plus de six cents sur la place. Il y a près de six cents prisonniers. Le comte de Saure, cinq colonels, près de douze cents chevaux, enfin les bourgeois et la garnison, tous pris à discrétion. Voilà ma narration et celle de la matinée qu'a eue sa majesté, qui peut être comptée comme une des belles qu'elle aura dans sa vie (1). »

La ville, emportée d'assaut, allait être livrée au pillage; Louis XIV s'empressa d'envoyer Louvois pour l'en préserver.

N° 293. PRISE DE LA VILLE DE CAMBRAI.

7 AVRIL 1677.

VANDERMEULEN.

Le prince d'Orange avait donné rendez-vous à ses troupes à Dendermonde, où il apprit avec un profond étonnement la prise de Valenciennes.

« Le roi, qui sans perdre de temps voulut mettre ses projets à exécution, fit un détachement de son armée, qui investit Cambrai le 22e de mars, et donna en même temps un corps d'armée à Monsieur pour faire le siége de Saint-Omer. Sa majesté suivit de près le premier détachement, et, étant arrivée à Cambrai, elle visita exactement les environs de la place, presque à la portée du mousquet. Elle fit travailler ses troupes aux lignes de circonvallation : et pendant que six mille paysans, qu'elle avait fait venir de Picardie, faisaient aussi ces lignes, qui furent achevées le 27, elle distribua ses troupes en différents quartiers.

» Cambrai est situé sur l'Escaut, qui le traverse d'un côté; les murailles étaient défendues par de bons bastions et des demi-lunes; il y a une excellente citadelle sur une élévation qui commande toute la ville; ses fossés sont taillés dans le roc; c'est un carré régulier dont les bastions sont bien revêtus, et toutes les courtines couvertes de bonnes demi-lunes. Cette place était défendue par don Pedro Zavala, qui en était gouverneur; elle était pourvue de tout ce qui était nécessaire pour sa défense, et avait une forte garnison.

» Le roi fit ouvrir la tranchée, dans la nuit du 28 au 29, à la ville, du côté de la porte Notre-Dame, en sa présence; il fut jour et nuit à cheval pendant le siége, et fit si bien que la tranchée fut poussée, malgré la rigueur de la saison, à plus de cinq cents pas, sans avoir perdu qu'un soldat.

» Le 2 avril, le roi ayant fait faire par M. de Vauban les dispositions pour attaquer les trois demi-lunes en même temps, et le signal ayant été donné à dix heures du soir, elles furent attaquées avec tant de valeur, que les troupes s'emparèrent de deux et s'y logèrent; la troisième fut manquée. Le roi fit ensuite attacher le mineur au corps de la place, ce qui obligea le gouverneur de demander à capituler. Les otages ayant été envoyés de part et d'autre, le roi accorda aux assiégés une trêve de vingt-quatre heures pour se retirer dans la citadelle (2). »

N° 294. SIÉGE DE SAINT-OMER. — AVRIL 1677.

INVESTISSEMENT DE LA PLACE.

BAPTISTE. — 1839

Pendant que le roi s'emparait avec cette heureuse rapidité de Valenciennes et de Cambrai, Monsieur, qu'il avait envoyé devant Saint-Omer, pour en faire le siége, était arrivé sous les murs de cette ville. Après avoir fait investir cette place et tracé ses lignes de circonvallation, il avait déjà commencé les opérations du siége par l'attaque du fort aux Vaches, dont il s'était rendu maître, lorsqu'il apprit que le prince d'Orange avait quitté son camp de Dendermonde, et se dirigeait, à la tête d'une armée de trente mille hommes, vers Saint-Omer, pour en faire lever le siége. A la nouvelle de ce mouvement, le roi s'empressa d'envoyer à son frère ses deux compagnies de mousquetaires, avec plusieurs régiments d'infanterie, qu'il mit sous les ordres du maréchal de Luxembourg. Le duc d'Orléans, dès qu'il eut reçu ce renfort, pourvut à la défense de ses lignes devant Saint-Omer, et marcha avec décision au-devant de l'ennemi.

N° 295. BATAILLE DE CASSEL. — 11 AVRIL 1677.

ORDRE DE BATAILLE.

. . . .

« Le 10 d'avril, à midi, les deux armées se trouvèrent en présence auprès du mont Cassel, n'étant séparées que par deux petits ruisseaux, par des haies vives et par quelques watergans qui environnaient des prés et des jardins. Ce même jour M. de Tracy joignit cette armée avec les neuf bataillons que le roi y avait envoyés, et qui vinrent d'autant plus à propos, qu'avec ce secours elle était encore inférieure à celle des ennemis.

» Le 11, jour du dimanche des Rameaux, le prince d'Orange passa à la pointe du jour le ruisseau de Piennes, et s'empara de l'abbaye du même nom, où le maréchal de Luxembourg avait laissé la veille un sergent et vingt soldats seulement. Monsieur y fit conduire quatre pièces de canon, et la fit attaquer par M. de la Melonnière, lieutenant-colonel du régiment de Conti, qui la reprit après un combat sanglant et fort opiniâtre. Son altesse royale mit ensuite son armée en bataille sur deux lignes, avec un corps de réserve.

» Sa droite était appuyée au mont d'Aplinghen, et sa gauche allait jusqu'à l'abbaye de Piennes, dont il venait de s'emparer. L'aile droite était commandée par le maréchal d'Humières, qui avait sous ses ordres M. de la Cordonnière et le chevalier de Sourdis, maréchaux de camp. Le maréchal de Luxembourg était à l'aile gauche, ayant sous lui le prince de Soubise et le marquis d'Albret, maréchaux de camp. Monsieur se mit au centre avec le comte du Plessis, lieutenant général, et le comte de Lamothe, maréchal de camp. L'armée du prince d'Orange était pareillement sur deux lignes. Le comte de Horn commandait l'aile droite, le prince de Nassau l'aile gauche, et ce prince était au centre avec le comte de Waldeck. Ce prince, voyant que Monsieur s'était rendu maître de l'abbaye de Piennes, dégarnit la gauche de son armée pour fortifier sa droite. Son altesse royale, voulant profiter de ce mouvement, résolut de commencer la bataille. On peut dire que les ennemis étaient avantageusement postés, puisque pour aller à eux il fallait passer un ruisseau et des haies qui les couvraient, c'est ce qui fit prendre le parti à Monsieur d'étendre ses troupes sur la droite et sur la gauche. Le régiment Colonel de dragons était hors de la ligne à la droite; les deux compagnies des mousquetaires du roi et six escadrons de gendarmerie formaient l'aile droite de la première ligne, faisant dix escadrons. L'aile droite de la seconde ligne consistait en la brigade de Montrevel, au nombre de huit escadrons. Elle avait à sa droite le régiment de dragons Dauphin, hors la ligne; les gardes françaises, les régiments de Navarre, de Revel, de Lyonnais, du Royal et des Vaisseaux, étaient dans le centre de la première ligne, soutenus des régiments de Fifer, du Bordage et du Roussillon, qui étaient dans le centre de la seconde ligne. La gauche de la première ligne était composée des brigades de cavalerie de Gournay e

(1) *Recueil de pièces d'histoire, etc.*, par l'abbé Grenet et le P. Desmotels, vol. III, p. 129, édition de Paris, 1738.

(2) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. 1, p. 531-532.

de Bulonde, faisant dix escadrons et ayant sa gauche hors la ligne. Le régiment de Listenoy dragons et la brigade de Grignan, consistant en dix escadrons, étaient à la seconde ligne de cette aile. Le corps de réserve était formé d'un régiment de dragons et de quatre bataillons, et l'artillerie était commandée par le marquis de la Fressellière, lieutenant général de l'artillerie (1). »

N° 296. BATAILLE DE CASSEL. — 11 avril 1677.

Vandermeulen.

N° 297. BATAILLE DE CASSEL. — 11 avril 1677.

Hipp. Lecomte. — 1836.

N° 298. BATAILLE DE CASSEL. — 11 avril 1677.

Gallait (d'après une tapisserie du temps). — 1837.

Le combat commença par la droite, où se trouvait le maréchal d'Humières; il fut vif et opiniâtre, mais tous les efforts des ennemis étaient dirigés sur le centre, où commandait le duc d'Orléans.

« La brigade de Tracy et deux autres bataillons, après avoir battu l'infanterie qui leur avait disputé le passage du ruisseau, furent mis en désordre par la cavalerie des ennemis; mais Monsieur ayant fait avancer en diligence quelques bataillons de la seconde ligne, il les mena lui-même à la charge pour rétablir le désavantage; sa présence fit renouveler le combat en ce lieu avec tant de chaleur, et son altesse royale s'y exposa de manière qu'elle reçut deux coups dans ses armes; le chevalier de Lorraine fut blessé à ses côtés, le chevalier de Silly, un de ses chambellans, y fut tué, et plusieurs de ses domestiques furent blessés assez près de sa personne (2). »

Le maréchal de Luxembourg, à la gauche de l'armée française, avait été opposé à la droite de l'armée hollandaise. Après avoir emporté l'abbaye de Piennes, il attaqua successivement tous les postes occupés par l'ennemi; il éprouva une grande résistance, mais il s'en empara après plusieurs charges consécutives; « en sorte que, le centre de notre armée et l'aile droite poussant de leur côté les ennemis, le désordre devint si général dans leur armée, qu'il ne fut plus au pouvoir du prince d'Orange, malgré tous les efforts qu'il fit et les mouvements qu'il se donna, de la rallier, et tout y prit la fuite; elle abandonna le champ de bataille, et se retira vers Poperingue. Cette victoire, arrivée le 11 avril, fut complète, et sanglante pour les ennemis; ils y laissèrent trois mille hommes sur le champ de bataille, et ils eurent un si grand nombre de blessés qu'on en trouva huit cents des leurs parmi les nôtres. De ce nombre étaient soixante officiers. L'on eut grand soin des uns et des autres. On leur fit quatre mille prisonniers; on leur prit treize pièces de canon, deux mortiers, quarante-quatre drapeaux, dix-sept étendards et tous leurs bagages et chariots de vivres (3). »

Le prince de Condé félicita le roi sur la victoire de Cassel; il en reçut la réponse suivante :

Au camp, devant la citadelle de Cambrai, le 16 avril 1677.

« Mon cousin, c'est avec justice que vous me félicitez de la bataille de Cassel. Si je l'avais gagnée en personne, je n'en serais pas plus touché, soit pour la grandeur de l'action, ou pour l'importance de la conjoncture, surtout pour l'honneur de mon frère. Au reste, je ne suis pas surpris de la joie que vous avez eue en cette occasion : il est naturel que vous sentiez à votre tour ce que vous avez fait sentir aux autres par de semblables succès (1). »

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 533-535.
(2) *Ibid*, p. 535.
(3) *Ibid*, p. 536.

N° 299. REDDITION DE LA CITADELLE DE CAMBRAI. — 18 avril 1677.

Mauzaisse (d'après l'esquisse de Testelin faite sur l'original de Vandermeulen). — 1835.

N° 300. REDDITION DE LA CITADELLE DE CAMBRAI. — 18 avril 1677.

Tableau du temps par Ch. Lebrun et Vandermeulen.

« Le roi était maître de la ville de Cambrai, et la suspension d'armes que sa majesté avait accordée à la garnison étant expirée le 7 avril, il fit ouvrir le soir même la tranchée sur l'esplanade, sans que les assiégés fissent aucune sortie, s'étant contentés de faire un grand bruit de mousqueterie et de leur artillerie. Le grand nombre de troupes qui y étaient entrées, la résolution que les assiégés avaient prise de tuer leurs chevaux, à l'exception de dix par compagnie, afin que le fourrage ne manquât pas, faisaient croire que ce siége serait une entreprise de longue haleine.

» Le roi fit continuer du côté de la campagne les travaux qui avaient servi pour l'attaque de la ville, et fit jeter dans la citadelle un si grand nombre de bombes et de carcasses, que le 9 les assiégés furent obligés de se retirer dans leurs souterrains, où ils étaient les uns sur les autres.

» Le 16 il fit savoir au gouverneur que la mine du bastion neuf était prête à jouer, et qu'il l'avertissait de prendre ses mesures, afin de ne pas courir le risque de la perte de sa garnison; mais comme il répondit qu'il lui restait encore trois bastions entiers et un bon retranchement sur celui qui était ouvert, et qu'il priait sa majesté de trouver bon qu'il fît son devoir jusqu'au bout, on fit jouer la mine, et les batteries achevèrent pendant le jour d'élargir la brèche à coups de canon. On fit la disposition des troupes pour y donner l'assaut le lendemain, jour du vendredi saint. Comme le maréchal de la Feuillade, qui était chargé de cette action, alla reconnaître dès la pointe du jour la brèche, et qu'il ne la trouva pas encore assez grande, il la fit élargir par un grand feu de canon, qui l'augmenta en peu d'heures de quarante pieds; ce qui obligea le gouverneur de faire battre la chamade. La capitulation ayant été signée, la garnison sortit, le lendemain 18, par la brèche, avec deux pièces de canon, deux mortiers et tous les autres honneurs de la guerre. Le roi, qui avait fait mettre ses troupes en bataille, et qui était présent pour la voir défiler, aborda le carrosse de don Pedro Zavala, gouverneur, qui avait été blessé à la jambe d'un éclat de grenade, et qui était couché dedans. Il fit son compliment à sa majesté, qui lui donna beaucoup de louanges sur sa valeur et sur sa fermeté (2). »

N° 301. PRISE DE SAINT-OMER. — 22 avril 1677.

Esquisse faite sur les lieux, par Vandermeulen.

N° 302. PRISE DE SAINT-OMER. — 22 avril 1677.

Pingret. — 1836.

« Après que Monsieur eut demeuré assez de temps sur le champ de bataille pour faire enlever les morts et les

(1) *Mémoires militaires de Louis XIV*, mis en ordre par le général Grimoard, t. IV, p. 117.
(2) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 538-540.

blessés, il retourna devant Saint-Omer pour en achever le siége (1). »

Les opérations recommencèrent le 16; le prince dirigea les travaux, anima les troupes par sa présence, et dès le 19 on s'était déjà emparé du chemin couvert. « Les assiégés, intimidés par la perte de la bataille de Cassel, battirent la chamade, et sortirent le 22 avril par capitulation. Le prince de Robec y commandait comme gouverneur général de ce qui restait au roi d'Espagne dans l'Artois, et le comte de Saint-Venant, comme gouverneur particulier de la place. La reddition de Saint-Omer acheva de rendre le roi entièrement maître de cette province (2). »

N° 303. SIÉGE DE FRIBOURG. — NOVEMBRE 1677.

Tableau du temps par VANDERMEULEN.

N° 304. SIÉGE DE FRIBOURG. — NOVEMBRE 1677.

Tableau du temps par VANDERMEULEN.

Le maréchal de Créqui avait été nommé pour commander l'armée d'Allemagne, et s'opposer aux tentatives du duc Charles de Lorraine (3). Ce prince, qui avait sous ses ordres une nombreuse armée, voulait rentrer en possession de ses États, et de là pénétrer en France. La possession de Trèves et de Philipsbourg, dont les alliés s'étaient emparés dans les campagnes précédentes, lui en fournissait les moyens. Trèves et Luxembourg donnaient passage sur la Sarre ou sur la Meuse, et Philipsbourg ouvrait les portes de la haute Alsace.

Le duc de Lorraine passa en effet la Sarre et s'avança jusqu'à Metz. Mais le maréchal de Créqui, quoique avec une armée fort inférieure, suivait tous ses mouvements, et, en le harcelant sans cesse et interceptant ses convois, il l'empêcha de rien entreprendre. Le prince se porta alors sur la Meuse pour y chercher un passage, et lier ses opérations à celles du prince d'Orange; mais il apprit là que le stathouder, pressé à la fois par les deux armées du maréchal de Luxembourg et du maréchal d'Humières, avait renoncé à prendre Charleroi. Informé en même temps que le duc de Saxe-Eisenach, qui venait se joindre à lui à la tête de l'armée des cercles de l'empire, était bloqué par le maréchal de Créqui dans une île du Rhin, il revint précipitamment sur ses pas, et se dirigea sur l'Alsace pour porter secours à son malheureux allié. Mais il n'était plus temps: le duc Georges avait capitulé, et s'était engagé par serment à ne plus porter, pendant toute cette année, les armes contre la France. Le duc de Lorraine se trouva alors en face du maréchal de Créqui, presque sur le théâtre où, deux ans auparavant, Turenne avait fait la glorieuse campagne qui termina sa vie. Créqui sembla s'inspirer des exemples de ce grand capitaine, et le 7 octobre il emporta à Kochersberg un avantage signalé sur l'armée impériale; puis, feignant de vouloir rentrer en Alsace pour y faire hiverner ses troupes, il trompa sur ses projets le duc de Lorraine, qui dispersa son armée dans les quartiers où elle devait passer l'hiver.

« Sitôt que le maréchal de Créqui en eut nouvelle, dit Quincy, il voulut mettre en exécution le projet qu'il avait formé de faire le siége de Fribourg sur la fin de la campagne. »

Il donna ordre à tous les quartiers de se mettre en marche le 8 octobre pour se rendre aux environs d'Ajebseim, et partit la nuit, suivi du régiment du Roi. Le 9 il était arrivé devant Fribourg, et le 13 l'armée française attaquait le faubourg de Neubourg, « qui fut emporté, malgré la vigoureuse résistance que firent le marquis de Bade, le comte de Portia et le comte de Kaunitz, qui commandaient les troupes qui le défendaient. On y établit des batteries pour attaquer le corps de la place; ce qui obligea le général major Schultz, qui en était gouverneur, de faire battre la chamade le 16 sur les cinq heures du soir. Il fut arrêté par la capitulation, que la garnison sortirait de la ville et du château le 27 au matin, tambour battant, enseignes déployées, avec ses bagages, pour être conduite à Rhinfeld. Elle était encore de douze cents hommes d'infanterie et de quatre cents chevaux.

» Le maréchal de Créqui, après avoir donné tous les ordres nécessaires pour assurer la conquête de Fribourg, et y avoir laissé pour garnison les deux bataillons d'Orléans, ceux de Plessis-Bellière, de la Fère et de Vendôme, et le marquis de Boufflers pour y commander, décampa le 19, et alla repasser le Rhin à Brisach. Il envoya ensuite toutes les troupes de son armée dans des quartiers d'hiver, et finit cette longue campagne avec la gloire de l'avoir conduite et terminée d'une manière digne de M. de Turenne.

» La nouvelle de cette conquête jeta une grande consternation à la cour de Vienne. On ne pouvait comprendre que ce fussent là les progrès de cette puissante armée que l'Empereur et l'empire avaient formée avec tant d'efforts. La France, maîtresse d'une place si considérable au delà du Rhin, donna à penser aux confédérés, et alarma extrêmement les princes qui en étaient le plus à portée (1). »

N° 305. PRISE DE TABAGO. — 7 DÉCEMBRE 1677.

GUDIN. — 1839.

« Le roi, ayant fait équiper une nouvelle escadre de huit vaisseaux de guerre et de huit moindres bâtiments, renvoya le comte d'Estrées tenter une seconde fois l'entreprise de Tabago. Il partit de Brest le 1er d'octobre, et étant arrivé le 20 à l'île du Cap-Vert, il en fit dès le lendemain canonner les forts, dont le gouverneur, après s'être retiré de l'un à l'autre, et fait tirer quelques coups de canon, se rendit à discrétion avec deux cents hommes qui les gardaient. Le comte d'Estrées fit voile ensuite aux Barbades, où il arriva le 1er de décembre, et y ayant trouvé un secours de la Martinique qui le devait joindre, il prit la route de Tabago, où il arriva le 7. Il débarqua dès le même jour du canon, deux mortiers et les troupes qu'il avait destinées à l'attaque du fort; mais les chemins pour y arriver, par le côté où il voulait l'attaquer, n'étant point frayés, il fut obligé d'employer tout le huitième à passer un bois qu'il fallait occuper à mesure qu'il avançait. Lorsqu'il se trouva à six cents pas du bois, il fit sommer M. Binkes, qui y commandait, et qui répondit qu'il était en état de se défendre longtemps. Il fit commencer les approches, et mit quelques mortiers en batterie. La troisième bombe qu'il fit jeter tomba sur le magasin à poudre, et le fit sauter aussi bien que M. Binkes, qui était à table avec plusieurs officiers; ils furent tous enlevés, à l'exception de deux. Le comte d'Estrées, profitant de ce bonheur et de cette occasion, fit dans le moment attaquer le fort l'épée à la main, et l'emporta; et, comme il avait fait fermer le port par une partie de ses vaisseaux, pour empêcher que ceux des ennemis n'en pussent sortir pendant qu'il attaquait le fort, il se rendit maître, sans résistance, des vaisseaux hollandais qui y étaient restés, et recouvra un de ceux du roi qui avait échoué au dernier combat, et que les Hollandais avaient relevé.

» Ce fut par ce dernier avantage que finit l'année 1677, si

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 537.
(2) *Ibid.*, p. 538.
(3) Fils du duc Nicolas-François, et neveu du duc Charles IV, duc de Lorraine.

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 560.

glorieusement commencée par le roi, et si heureuse à la France, pendant tout son cours, en Flandre, en Allemagne, en Catalogne et dans les îles de l'Amérique (1). »

N° 306. PRISE DE GAND. — 12 mars 1678.

Renoux.—1836.

Le roi d'Angleterre, Charles II, entraîné par l'opinion de ses peuples, venait d'abandonner Louis XIV, et de signer avec les États-Généraux de Hollande (10 janvier 1678) un traité destiné à arracher les Pays-Bas espagnols aux armes françaises. Louis XIV n'en ralentit point ses préparatifs pour la campagne de cette année : il les poussa au contraire avec plus de vigueur, et concentra toutes ses forces sur le terrain qu'on lui voulait disputer. Voici comme il s'exprime à ce sujet dans ses instructions à son fils, le grand dauphin (2) :

« Les efforts que mes ennemis ligués ensemble et les envieux de ma prospérité voulaient faire contre moi m'obligèrent de prendre de grandes précautions; et pour commencer je résolus, en finissant la campagne de 1677, de n'employer mes forces que dans les lieux où elles seraient absolument nécessaires.

» J'avais impatience de commencer la campagne de 1678, et une grande envie de faire quelque chose d'aussi glorieux et de plus utile que ce qui avait déjà été fait; mais il n'était pas aisé d'y parvenir et de passer l'éclat que donnent la prise de trois grandes places (3) et le gain d'une bataille (4). J'examinai ce qui était faisable, et je travaillai à surmonter les difficultés qui se rencontrent d'ordinaire dans les grandes choses. Si elles donnent de la peine, on en est bien récompensé dans les suites. Un cœur bien élevé est difficile à contenter, et ne peut être pleinement satisfait que par la gloire. »

« Le roi partit de Versailles et se rendit le 4 de mars devant Gand, qui avait été investi dès le 1er du mois. Sa majesté en fit le siége avec une armée de près de quatre-vingt mille hommes. Don Francisco Pardo, qui en était gouverneur, se mit en état de défense, quoique les troupes qui composaient sa garnison fussent en petit nombre. Il commença par lâcher les écluses, qui inondèrent les environs de la ville; mais cela n'empêcha pas les Français d'ouvrir la tranchée la nuit du 5 au 6 de mars. Le prince d'Harcourt, aide de camp du roi, et le sieur de Rubantel, furent blessés en cette occasion. La ville se rendit au bout de cinq jours, et la citadelle deux jours après suivit son exemple (5). »

N° 307. PRISE D'YPRES.—19 mars 1678.

Tableau du temps par Vandermeulen.

N° 308. PRISE D'YPRES.—19 mars 1678.

Tableau du temps par Martin.

« La ville d'Ypres eut bientôt le même sort, malgré la vigoureuse résistance de la garnison. Le roi fit ouvrir la tranchée le 18 mars, du côté de la citadelle; mais les pluies ayant fait retarder les travaux, le marquis de Conflans, qui commandait dans la place, fit un feu si continuel aux approches du canon, qu'il tua beaucoup de monde; le marquis de Chamilly fut blessé en cette occasion, et le duc de Villeroy reçut un coup qui lui emporta quelques boutons de son justaucorps. Ce même jour le roi fit ouvrir la tranchée d'un autre côté pour obliger les assiégés à une diversion, et rendre leur défense plus faible du côté de la citadelle. Les deux attaques se trouvant avancées jusqu'à quinze pas de la contrescarpe, le roi la fit attaquer. La résistance ne fut pas grande à la défense de la contrescarpe de la ville; mais comme le marquis de Conflans avait mis tous les officiers réformés à celle de la citadelle, le combat y fut opiniâtre et sanglant, surtout à l'attaque de la gauche, où étaient les grenadiers à cheval, dont vingt-deux furent tués, sans les officiers qui furent ou tués ou dangereusement blessés. Enfin la contrescarpe fut emportée, et le gouverneur capitula le lendemain à la pointe du jour (1). »

Les négociations de Nimègue, qui semblaient abandonnées, reprirent alors avec plus d'activité. La prise de Gand et d'Ypres avait porté le découragement chez les alliés, et de tous côtés on demandait la paix. Le roi put alors en dicter les conditions.

« Les ambassadeurs des États-Généraux à Nimègue eurent ordre de déclarer à ceux de France qu'ils les acceptaient, mais qu'ils demandaient seulement dix jours de délai, au delà du 10 mai, pour porter leurs alliés à faire la même chose, ce qui leur fut accordé. Ils envoyèrent sans perdre de temps en Angleterre et à Bruxelles pour représenter au roi d'Angleterre les raisons qui les avaient portés à cette résolution, et pour obliger les Espagnols à embrasser le seul parti qu'ils avaient à prendre pour sauver le reste des Pays-Bas (2). »

N° 309. PRISE DE LEEWE.—4 mai 1678.

Tableau du temps par Vandermeulen.

N° 310. PRISE DE LEEWE.—4 mai 1678.

Tableau du temps par Martin.

« Avant la fin de la guerre, le comte de Calvo, qui commandait dans Maëstricht, fit le projet de surprendre Leewe, où il était informé qu'il n'y avait que six cents hommes de garnison. Cette place est située entre Liége, Maëstricht et Louvain. Elle avait une citadelle de quatre bastions de terre fraisée et palissadée; elle était environnée d'un fossé de douze pieds de profondeur, et dont on ne pouvait approcher que par une chaussée très-étroite, défendue par une barrière et un bon retranchement; le reste était environné d'eau (3). »

Le comte de Calvo chargea de cette entreprise la Bretèche, colonel de dragons. La citadelle fut d'abord enlevée par surprise dans la nuit du 3 au 4 mai.

« Pendant ce temps-là don Hernandez, gouverneur de la place, assemblait le reste de la garnison sur l'esplanade, entre la ville et le château, pour marcher au secours de ceux qui étaient attaqués; mais le canon de la citadelle, que les Français pointèrent contre la ville, le fit retirer dans la grande église, où il fut contraint, peu d'heures après, de se rendre prisonnier de guerre, avec quatre cents soldats et trente-cinq officiers qui s'y étaient renfermés avec lui. Ce fut une action si hardie et si heureusement conduite, que la prise d'une telle place, qui par sa situation paraissait imprenable, ne coûta que vingt soldats et une nuit de temps (4). »

Enfin la paix se fit à Nimègue. « Il y eut trois traités, dit le président Hénault : l'un entre la France et la Hollande, signé le 10 août; le deuxième avec l'Espagne, signé le 17 septembre, et le troisième avec l'Empereur et l'empire, à la

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 568.
(2) *Mémoires militaires de Louis XIV*, t. IV, p. 143-144.
(3) Valenciennes, Cambrai et Saint-Omer.
(4) La bataille de Cassel.
(5) *Histoire de Louis XIV*, par Limiers, t. II, p. 351.

(1) *Histoire de Louis XIV*, par Limiers, t. II, p. 351.
(2) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 587.
(3) *Ibid.*, p. 588.
(4) *Ibid*, p. 589.

réserve de l'électeur de Brandebourg et de quelques autres princes. Ce qu'il y a de remarquable dans le traité signé avec les Hollandais, auxquels on rendit Maëstricht, c'est qu'après avoir été l'unique objet de la guerre de 1672 ils furent les seuls à qui tout fut rendu. Par le traité conclu avec l'Espagne il fut convenu que la Franche-Comté resterait au roi, ainsi que les villes de Valenciennes, Condé, Bouchain, Cambrai, Aire, Saint-Omer, Ypres, Warwick, Varneton, Poperingue, Bailleul, Cassel, Menin, Bavay, Maubeuge et Charlemont. La base du traité avec l'Empereur, qui ne fut signé que le 4 février 1679, fut celui de Munster. »

N° 310 *bis*. COMBAT DE CHIO.—1681.

Gudin. — 1839.

En l'année 1681 la marine française remporta un avantage sur les pirates de la Méditerranée.

« Les Tripolins continuant à pirater sur les côtes de Provence, M. Duquesne, qui commandait une escadre du roi dans la Méditerranée, canonna et coula à fond un grand nombre de vaisseaux de Tripoli, dans le port de Chio, et endommagea considérablement le château, qui est de la domination du Grand Seigneur (1). »

N° 311. LOUIS DE FRANCE, DUC DE BOURGOGNE, EST PRÉSENTÉ AU ROI. — AOUT 1682.

Antoine Dieu.

Aussitôt après la signature du traité de Nimègue, les négociations avaient été reprises pour le mariage du grand dauphin avec la princesse Anne-Marie-Christine, fille de l'électeur de Bavière. Ce mariage fut célébré le 8 mars 1680, dans l'église cathédrale de Châlons. La princesse apportait pour dot six places fortes enlevées à son père par l'électeur palatin, que celui-ci refusa de rendre, et dont Louis XIV fut forcé de se saisir par les armes.

Le duc de Bourgogne, fils aîné du grand dauphin, naquit le 6 août 1682, et fut nommé Louis. Suivant l'usage, il fut présenté au roi aussitôt après sa naissance.

C'était la coutume que les princes du sang reçussent la croix de l'ordre du Saint-Esprit et le cordon bleu en venant au monde. Le roi voulut recevoir le duc de Bourgogne avec les mêmes cérémonies qui avaient été observées à la naissance du grand dauphin. « Sa majesté nomma Monsieur et le duc d'Enghien pour accompagner Monseigneur dans cette cérémonie, selon ce qui est porté dans les statuts de l'ordre. Le président de Mêmes, prévôt et grand maître des cérémonies, alla prendre ce prince dans son appartement et le conduisit dans la chambre du roi. Sa majesté fit entrer d'abord les chevaliers de l'ordre dans son cabinet, pour y tenir chapitre, et il fut arrêté que Monseigneur serait reçu chevalier; ensuite, le président de Mêmes conduisit encore ce prince dans le cabinet, où, s'étant mis à genoux, sa majesté tira son épée, et lui en donna un coup sur les épaules, en disant : *Par saint Georges et saint Michel, je te fais chevalier*. Cette cérémonie se fit au château de Saint-Germain-en-Laye (2). »

N° 312. BOMBARDEMENT D'ALGER PAR DUQUESNE. — 27 JUIN 1683.

Biard.—1837.

Les pirates d'Alger avaient plusieurs fois violé leurs traités avec la France. Louis XIV, résolu de les châtier, chargea Duquesne de cette redoutable mission. En peu de jours l'amiral français balaya devant lui la faible flottille de ces forbans, et les contraignit de se réfugier dans leur port; puis, arrivé devant Alger, le 27 juin 1683, il en commença aussitôt le bombardement. La ville fut incendiée et en partie détruite; et les habitants, réduits à l'extrémité, eurent recours à la clémence du vainqueur.

Duquesne, avant d'écouter aucune proposition, exigea que les prises faites sur les sujets du roi fussent rendues, et que les esclaves européens fussent remis à son bord.

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 676.
(2) *Histoire de Louis XIV*, par Limiers, t. II, p. 404.

N° 313. BOMBARDEMENT DE GÊNES. 26 MAI 1684.

Gudin. — 1839.

« La ville de Gênes éprouva aussi à son tour le danger qu'il y avait d'irriter un roi puissant et prompt à venger les moindres offenses. On soupçonnait les Génois d'avoir tramé quelques pratiques secrètes avec les ennemis de l'état, et sa majesté, pour en avoir raison, envoya sur leurs côtes une armée navale, pour leur apprendre que la protection de l'Espagne ne pouvait les mettre à couvert de son ressentiment. Le marquis de Seignelay, secrétaire d'état, s'embarqua sur la flotte commandée par le marquis Duquesne, lieutenant général, et arriva devant Gênes le 17 de mai. Le lendemain il exposa aux sénateurs, députés pour le complimenter, les sujets que le roi prétendait avoir de se plaindre de leur conduite, et leur déclara que, s'ils ne le désarmaient par leur soumission, ils allaient sentir les effets de sa colère. Les Génois, pour toute réponse, firent une décharge générale de toute leur artillerie sur la flotte de France. Les Français irrités jetèrent aussitôt dans Gênes une quantité de bombes qui causèrent un désordre affreux. L'embrasement, joint aux cris des habitants, fit espérer au marquis de Seignelay que ce châtiment les aurait rendus plus traitables. Il envoya les sommer encore de donner au roi la satisfaction qu'il avait demandée; mais ils persistèrent dans leur résolution. Les galiotes recommencèrent à tirer. On fit une descente au faubourg de Saint-Pierre-d'Arène, et on réduisit en cendres une partie des magnifiques palais dont il était composé.

» Les Génois, dans la crainte d'un second bombardement, eurent recours au pape, pour fléchir par son entremise la colère du roi. Sa majesté déféra à la prière du pontife, et promit de leur pardonner, pourvu que le doge François-Marie Imperiali Lescarie, accompagné de quatre sénateurs, vînt faire des excuses de la part de sa république. Quelque répugnance qu'eussent les Génois à subir une loi si humiliante, il fallut obéir (1). »

N° 314. PRISE DE LUXEMBOURG. — 3 JUIN 1684.

Tableau du temps par Vandermeulen.

N° 315. PRISE DE LUXEMBOURG. — 3 JUIN 1684.

Tableau du temps par Vandermeulen.

Le traité de Nimègue avait agrandi la France et porté à son plus haut point la gloire de Louis XIV. Le roi cependant songeait à d'autres conquêtes qui lui restaient à accomplir, non plus par les armes, mais en vertu des vieilles maximes du droit féodal. Une *chambre royale de réunion* fut adjointe au parlement de Metz, en même temps qu'un *conseil souverain d'Alsace*, établi à Brisach, pour adjuger à la couronne tous les territoires relevant autrefois des fiefs nouvellement

(1) *Histoire de Louis XIV*, par Limiers, t. II, p. 423-425.

conquis. C'est ainsi que la ville impériale de Strasbourg, la principauté de Montbéliard, Sarrebruck, etc., furent judiciairement attribuées à la France. En même temps Louis XIV réclamait du roi d'Espagne la ville d'Alost, en Flandre, ou tout au moins en échange celle de Luxembourg; et, comme le cabinet de Madrid résistait à ses demandes, il résolut de se faire justice lui-même.

Le 31 août le baron d'Asfeld s'était rendu à Bruxelles, et avait déclaré, au nom de Louis XIV, au marquis de Grana, gouverneur général des Pays-Bas, que les troupes françaises y allaient entrer pour y subsister jusqu'à ce que la cour de Madrid eût satisfait aux demandes du roi. Cette déclaration et le commencement des hostilités n'ayant pu lui faire obtenir satisfaction, il résolut d'ouvrir la campagne par une action d'éclat qui forcerait enfin les Espagnols à faire droit à ses réclamations.

« Louis XIV partit de Versailles au commencement du printemps, et se rendit à Condé, où il trouva une armée de quarante mille hommes, pour opposer à celle que le roi d'Espagne avait en campagne avec les troupes hollandaises que les Provinces-Unies lui avaient fournies. Le roi avait dessein de faire assiéger, par le maréchal de Créqui, Luxembourg, place des plus fortes de l'Europe. On prit de si justes mesures pour assembler tout ce qui était nécessaire à cette grande entreprise, et pour empêcher que les Hollandais ne s'y opposassent par les secours qu'ils pouvaient donner, et le secret fut si bien observé, que cette place fut investie sans que les ennemis s'y fussent attendus.

» La ville de Luxembourg est bâtie sur un roc; la rivière d'Alsitz l'environne presque entièrement; la partie du roc qui est du côté de la rivière est extrêmement escarpée : ainsi sa situation naturelle lui sert de défense, et il y a peu de travaux de ce côté-là : quatre bastions taillés dans le roc, aussi bien que leurs fossés, qui sont très-profonds, couvrent la partie qui regarde le couchant, et qui n'est pas environnée de la rivière. Il y a devant les bastions des contre-gardes et des demi-lunes taillées aussi dans le roc, et au-devant de ces ouvrages sont deux chemins couverts, deux glacis et quatre redoutes de maçonnerie dans les angles saillants de la contrescarpe, qui défendent le premier de ces chemins couverts. On ne peut attaquer la place que par cette tête où est la porte Neuve, du côté du septentrion, vers l'endroit où la rivière commence à quitter la ville. On trouve un chemin creux par lequel on peut approcher près de la contrescarpe, et ce fut par cet endroit qu'on ouvrit la tranchée. Cette place, commandée par le prince de Chimay, avait pour lors une forte garnison, et était munie de tout ce qui était nécessaire pour faire une forte résistance (1). »

Les opérations du siége commencèrent le 29 avril; elles furent dirigées par Vauban, et les attaques conduites avec autant d'activité que de persévérance par le maréchal de Créqui. Les assiégés firent une vigoureuse résistance; mais la brèche étant devenue praticable, la garnison se rendit par capitulation, après vingt-cinq jours de tranchée ouverte.

« Les principaux articles de la capitulation, dit Quincy, étaient que la garnison sortirait par la brèche avec armes et bagages, tambours battants, enseignes déployées, avec quatre pièces de canon, un mortier et les munitions, à raison de six coups par pièce; qu'on leur fournirait des chevaux pour l'artillerie, outre trois cents pour les bagages et les blessés, et qu'on donnerait des vivres à la garnison pour cinq jours.

» Elle sortit le 7, en vertu de la capitulation; elle était encore d'environ treize cents hommes de pied, la plupart Espagnols ou Wallons, et, de plus, de cinq cents chevaux croates ou dragons. Les troupes du roi entrèrent en même temps dans la place, et M. le marquis de Lambert fut nommé pour y commander (1). »

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. II, p. 53-54.

Enfin le cabinet de Madrid, à la sollicitation des États-Généraux, fit droit aux demandes du roi. Il accepta le traité de Ratisbonne, qui fut signé le 10 août entre la France et l'Espagne, et le 16 entre la France et l'Empereur. En vertu de ce traité, Luxembourg resta à la France.

N° 315 *bis*. COMBAT D'UN VAISSEAU FRANÇAIS CONTRE TRENTE-CINQ GALÈRES D'ESPAGNE.—1684.

GUDIN. — 1839.

Avant la conclusion de ce traité, un glorieux fait d'armes était venu relever encore l'éclat des armes françaises sur mer :

« M. de Relingue, commandant un vaisseau du roi dans la Méditerranée, fut rencontré et attaqué pendant un calme par trente-cinq galères d'Espagne : il se défendit avec tant de valeur, qu'après en avoir désemparé plusieurs, il leur donna la chasse et poursuivit ensuite sa route (2). »

N° 315 *ter*. LA SALLE DÉCOUVRE LA LOUISIANE. 1684.

GUDIN. — 1839.

La marine française, déjà illustrée depuis plusieurs années par tant d'éclatants succès, y joignit, en 1684, l'honneur d'une importante découverte. Robert de la Salle, voyageur français, était né à Rouen. Il se rendit au Canada, vers 1670, pour chercher fortune ou se distinguer par quelque entreprise honorable. Là le voyage du père Marquette au Missisipi lui inspira l'idée de chercher, en remontant ce fleuve, un passage au Japon ou à la Chine par le nord du Canada. Il revint en France, où Seignelay, qui venait de succéder à Colbert, son père, dans le ministère de la marine, goûta les projets de la Salle, et lui fit obtenir des lettres de noblesse avec des pouvoirs fort étendus pour le commerce et les nouvelles découvertes qu'il pourrait faire. Après avoir parcouru le Missisipi depuis son embouchure jusqu'à la rivière des Illinois, il vint rendre compte de son expédition au ministre qui l'avait envoyé. « Seignelay approuva son plan de reconnaître par mer l'embouchure du Missisipi et d'y former un établissement, et le chargea des préparatifs. Sa commission le nommait commandant de l'expédition. Quatre bâtiments de différentes grandeurs furent armés à Rochefort; deux cent quatre-vingt personnes y furent embarquées. La petite escadre partit le 24 juillet 1684. »

Après quelques dissensions entre les chefs de l'entreprise, et la perte d'un navire chargé de munitions, la Salle parvint heureusement à doubler le cap Saint-Antoine, pointe occidentale de Cuba, et le 28 décembre on découvrit les terres de la Floride. En cherchant à l'ouest l'embouchure du Missisipi, il vint mouiller à cent lieues de là, dans la baie de Saint-Bernard, où une belle rivière terminait son cours. La Salle, s'imaginant que ce pouvait être un des bras du Missisipi, résolut de le remonter : c'était le Rio Colorado, qui vient d'un côté opposé. Un navire se perdit avec une partie des provisions; les sauvages en pillèrent un autre, enlevèrent et tuèrent plusieurs Français. Tous ces malheurs rebutèrent une partie de ceux qui s'étaient engagés dans cette expédition, et le 15 mars la principale frégate reprit la route de France. Resté seul avec deux cent vingt hommes, la Salle ne se rebuta pas, fit jeter les fondements d'un fort à l'embou-

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. II, p. 84.
(2) *Ibid.*, p. 95.

chure de la rivière, chargea Joutel, son compatriote, de l'achever, et voulut remonter le fleuve aussi loin qu'il pourrait (1). Il découvrit un beau pays, où il bâtit un second fort; le premier fut abandonné, et le nouveau fut achevé au mois d'octobre. Jusqu'en 1687 il fit trois voyages. Il marchait vers l'est et commençait à entrer dans un pays plus peuplé, lorsque trois scélérats de sa troupe, qui avaient déjà assassiné son neveu, le tuèrent pendant qu'il faisait une reconnaissance avec un récollet et un chasseur. « Telle fut, dit le P. Charlevoix, la fin tragique d'un homme à qui la France doit la découverte d'un des plus beaux pays du nouveau monde (2). »

N° 316. RÉPARATION FAITE AU ROI
PAR LE DOGE DE GÊNES, FRANCESCO-MARIA IMPERIALI.
1er MAI 1685.

CLAUDE GUY HALLÉ

« Les Génois, après avoir éprouvé combien il leur en avait coûté pour avoir eu le malheur de déplaire au roi, mirent tout en usage pour apaiser la colère de sa majesté. Ils firent agir auprès du pape pour y parvenir, et le nonce qui était en France eut ordre de solliciter cet accommodement. Le roi, voyant qu'ils se mettaient à la raison, lui prescrivit la satisfaction dont il voulait bien se contenter, que les Génois acceptèrent. Ils envoyèrent pour cet effet un pouvoir au marquis de Marini, envoyé de la république en France, pour signer un traité sur les articles que le nonce leur avait communiqués. Le roi nomma M. de Croissy pour y travailler (3). »

On régla les articles du traité, qui furent signés à Paris, le 12 février 1685, et il fut arrêté que « le doge de Gênes pour lors en charge, et quatre sénateurs, se rendraient au commencement de cette année à Marseille, d'où ils viendraient au lieu où serait sa majesté; qu'ils seraient admis à son audience, revêtus de leurs habits de cérémonies; que le doge, portant la parole au nom de la république, témoignerait l'extrême regret qu'elle avait d'avoir déplu à sa majesté; qu'il emploierait les expressions les plus soumises et les plus respectueuses, et qui marqueraient mieux le désir sincère qu'elle avait de mériter à l'avenir la bienveillance de sa majesté.

» En conséquence le doge partit de Gênes avec quatre sénateurs et huit gentilshommes camarades, que le sénat avait nommés pour l'accompagner.

» Ils passèrent par les états du duc de Savoie et arrivèrent à Lyon, d'où ils se rendirent à Paris incognito pour faire préparer leurs équipages, afin de représenter toute la république, et de donner plus d'éclat à la soumission qu'ils devaient faire.

» Leurs équipages étant en état, et le jour marqué pour paraître devant le roi, à savoir le premier de mai, M. de Bonneuil, introducteur des ambassadeurs, alla prendre le doge dans les carrosses du roi à Paris, lesquels furent suivis par ceux du doge, qui étaient au nombre de trois, des plus magnifiques qu'on eût encore vus, et de quantité d'autres pour sa suite. Il avait douze pages et soixante et dix valets de pied avec une magnifique livrée chargée de galons d'or avec des agréments bleus, et cent gentilshommes qui marchaient après les gentilshommes camarades. Le doge paraissait ensuite, ayant un sénateur à sa droite et M. de Bonneuil à sa gauche, suivi des trois autres sénateurs.

» M. le maréchal de Duras le reçut à l'entrée de la salle des Gardes et le conduisit au trône du roi, qui était au bout de la grande galerie et d'une magnificence extraordinaire. Monseigneur était à la droite de sa majesté et Monsieur à sa gauche; tous les princes et grands du royaume étaient aux environs. Le doge avait une robe de velours cramoisi avec des ailerons; son bonnet était de même étoffe, à quatre côtés aboutissant à une houppe de même couleur, et une corne par devant; il avait une fraise fort petite; l'habit des quatre sénateurs était de velours noir et de même façon.

» Dès que le doge eut aperçu le roi, il se découvrit; il avança quelques pas et fit deux profondes révérences. Le roi se leva, ôta un peu son chapeau et lui fit signe de la main de s'approcher. Le doge monta ensuite sur le premier degré du trône, et fit une troisième révérence aussi bien que les quatre sénateurs. Il se couvrit ensuite; les princes en firent de même et les quatre sénateurs demeurèrent découverts (1). »

Le discours du doge fut dans les termes les plus respectueux et les plus soumis, et s'humilia jusqu'à implorer le pardon du roi pour la république dont il était le chef : « Puis, ajoute Quincy, l'audience finie, le roi en saluant le doge baissa son chapeau plus qu'il n'avait fait lorsqu'il était arrivé, et le doge fit trois profondes révérences en se retirant, et ne se couvrit que quand il ne fut plus en vue du roi.

» Le 26 il eut son audience de congé avec les cérémonies accoutumées, et le roi lui envoya son portrait enrichi de diamants, et deux pièces de tapisserie rehaussées d'or, de la manufacture des Gobelins; il envoya aussi à chacun des sénateurs son portrait enrichi de diamants, et une pièce de tapisserie de même (2). »

N° 316 *bis*. BOMBARDEMENT DE TRIPOLI.
22 JUIN 1685.

GUDIN. — 1839.

« Les corsaires de Tripoli, malgré la paix que le roi leur avait accordée dans l'année 1683, avaient fait des courses sur les vaisseaux marchands sujets du roi, dont ils avaient enlevé quelques-uns, ce qui contraignit sa majesté de faire quelque armement cette année pour les châtier et les obliger à demander la paix, à rendre les esclaves chrétiens, et à réparer le tort qu'ils avaient fait à ses sujets.

» La flotte destinée pour cette expédition était commandée par M. le maréchal d'Estrées, vice-amiral. Elle partit le 17 de juin de l'île de Lampedouze, et arriva le 19 devant Tripoli, où le marquis d'Amfreville croisait avec M. de Nesmond. »

Après quelques jours passés en préparatifs, « M. de Tourville, qui commandait l'attaque, fit poster les bâtiments armés à l'entrée du port, pour empêcher les entreprises des ennemis; et les galiotes à bombes, étant à l'endroit marqué, commencèrent à tirer des bombes dans la ville le 22 juin, vers dix heures du soir. »

Le 24 M. le maréchal d'Estrées fit sonder les approches de la ville, et reconnaître l'écueil le plus voisin, afin de voir s'il y aurait assez de terre pour y dresser une batterie, d'où l'on pût ruiner la place et les forteresses. M. de Landouillet et M. de Pointy, avec cinq chaloupes armées, s'acquittèrent de cette périlleuse commission sous le canon de l'ennemi. Quelques bombes tombèrent dans la ville tandis que le peuple était assemblé, et tuèrent environ trente hommes; ce fracas fit pousser des cris épouvantables.

Les Tripolitains, déconcertés par l'effet des bombes et par l'intrépidité de ceux qui, en plein jour, et malgré un feu continuel, avaient abordé un endroit dont ils se croyaient entièrement les maîtres, envoyèrent Triek, ancien bey d'Al-

(1) Il existe encore à l'embouchure du Mississipi une balise, destinée à marquer le passage des bâtiments, que l'on dit avoir été placée par la Salle.
(2) *Biographie universelle*, t. XL, p. 177.
(3) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. II, p. 95.

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. II, p. 97.
(2) *Ibid.*, p. 99.

ger, d'où il avait été chassé deux ans auparavant, demander la paix de la part du divan de Tripoli. M. Reymond, major de l'armée, et M. Delacroix, interprète, se rendirent avec lui chez le bey le 25, pour lui porter les conditions. Les principales étaient le payement de deux cent mille écus pour le dédommagement des prises qu'ils avaient faites sur les marchands français, et la délivrance de tous les esclaves chrétiens pris sous la bannière de la France. La somme à payer fut réduite à cinq cent mille livres, et dix des principaux de Tripoli furent donnés en otages.

Comme les Tripolitains éludaient le payement de la somme convenue, les galiotes à bombes se rapprochèrent de la ville; cette disposition les effraya, et le bey, voyant qu'on allait recommencer, imposa une taxe et fit couper la tête à quatre récalcitrants des plus riches.

« Le 27 ils apportèrent une partie de l'argent dont on était convenu; ils rendirent aussi un vaisseau marchand de Marseille qu'ils avaient pris quelques jours auparavant. Ils eurent jusqu'au 9 de juillet à fournir le reste de la somme, soit en argent ou en marchandises. M. d'Estrées envoya son secrétaire au bey, qui, de son côté, lui envoya un chaoux pour ratifier la paix.

» Il y eut plusieurs maisons abattues par le bombardement, et trois cents personnes de tuées. Ils demandèrent un consul de la nation française, et M. le maréchal d'Estrées en nomma un en attendant les ordres de la cour. C'est ainsi que finit l'affaire de Tripoli, et que le roi mit à la raison ces corsaires (1). »

N° 316 *ter*. SOUMISSION DE TUNIS.—1685.

GUDIN.—1839.

« Après cette expédition, le maréchal d'Estrées fit voile à Tunis, et obligea les corsaires de ce pays à rendre tous les esclaves chrétiens qu'ils avaient pris sur les Français; il les contraignit de demander la paix et de payer au roi les frais de l'armement (2). »

N° 316 *quater*. BOMBARDEMENT D'ALGER PAR LE MARÉCHAL D'ESTRÉES.—1er JUILLET 1688.

GUDIN.—1836.

« Les Algériens, qui vivaient toujours de piraterie, malgré les châtiments qu'ils en avaient reçus de la France, ayant encore enlevé pendant cette année quelques vaisseaux marchands français, le roi fut obligé, pour les réprimer, de mettre en mer une escadre dont il donna le commandement au maréchal d'Estrées. Il fit voile vers Alger dans le mois de juin, et il y arriva sur la fin de ce mois; il fut quelques jours à faire les préparatifs nécessaires pour bombarder cette ville, et il ne discontinua point d'y jeter des bombes depuis le 1er de juillet jusqu'au 16. On en jeta près de dix mille, qui bouleversèrent tellement cette ville, qu'il n'y resta pas une maison entière; on coula à fond cinq vaisseaux de ces corsaires dans leur port, et on en brûla un (3). »

N° 317. PRISE DE PHILIPSBOURG. 29 OCTOBRE 1688.

RENOUX.—1836.

Le prince d'Orange, toujours ardent à susciter des ennemis à la France, avait provoqué dès l'année 1686 l'alliance connue sous le nom de *ligue d'Augsbourg*, entre l'Empereur, les principaux états de l'Empire, l'Espagne, les Hollandais, la Suède et le duc de Savoie, à l'effet de maintenir les traités de Westphalie, de Nimègue et de Ratisbonne, contre les entreprises de Louis XIV. Le roi, instruit de cette ligue, ne négligea rien pour la dissoudre. Mais, voyant que le prince d'Orange continuait ses armements et que l'Empereur se préparait à attaquer la France, il résolut de prévenir ses ennemis aussitôt qu'il pourrait trouver un prétexte, et ce prétexte ne tarda pas à s'offrir. La succession de l'électeur palatin, frère de la duchesse d'Orléans, deuxième femme de Monsieur, venait de s'ouvrir. On refusa de reconnaître les droits de cette princesse à l'héritage du Palatinat. En même temps l'élection irrégulière du prince Joseph-Clément de Bavière à l'archevêché de Cologne, au préjudice du prince de Furstemberg, dévoué à la France, avait été approuvée par le pape Innocent XI, ennemi de Louis XIV et secrètement d'accord avec les puissances signataires de la ligue d'Augsbourg; et par suite l'Empereur avait accordé l'investiture.

Dans l'état où se trouvaient les choses, ces deux griefs furent plus que suffisants pour motiver la guerre, et pendant que de tous côtés on publiait des manifestes, Louis XIV fit marcher ses armées. Il savait que l'Empereur, qui venait de terminer la guerre contre les Turcs, avait l'intention d'envoyer ses troupes et celles de l'Empire sur le Rhin, pour pénétrer ensuite en France. Il résolut de le prévenir et de rendre au royaume le boulevard de Philipsbourg, qu'il avait perdu dans la guerre précédente. Cent mille hommes, sous les ordres du grand dauphin, marchèrent sur l'Allemagne.

« Le maréchal duc de Duras commanda sous le prince, dont les autres conseillers étaient M. de Catinat, lieutenant général, Vauban, Chanlai, pour certains détails militaires, et Saint-Pouange pour les affaires administratives. Le dauphin, parti de Versailles le 25 septembre, arriva au camp devant Philipsbourg le 6 octobre. En l'attendant on avait pris toutes les mesures relatives au siége, et attaqué le fort du Rhin dès le 3 au soir; mais on ouvrit en sa présence la tranchée de la principale attaque, la nuit du 10 au 11 octobre. Il montra beaucoup de sang-froid, voulant tout voir par lui-même, et s'exposant au feu sans avoir l'air d'y prendre garde. Le comte de Stahremberg, qui défendait Philipsbourg, capitula le 30 octobre, et sortit de la place le 1er novembre (1). »

N° 318. PRISE DE MANHEIM.—10 NOVEMBRE 1688.

PINGRET.—1837.

« Monseigneur ne se contenta pas de cette conquête; et, quoique la saison fût fort avancée, il voulut exécuter les ordres qu'il avait reçus de sa majesté pour faire faire justice à Madame des droits qu'elle avait sur Manheim et sur Frankenthal, comme fiefs appartenant aux successions des électeurs palatins. Il partit de Philipsbourg le 2 novembre, et arriva devant Manheim le 4; il l'avait fait investir, de l'autre côté du Necker, par le baron de Monclar, et le marquis de Joyeuse avait fait l'investiture de ce côté ci.

» Cette place était fortifiée très-régulièrement et située dans un lieu fort avantageux, à savoir dans le confluent du Necker et du Rhin, quatre lieues au-dessous d'Heidelberg. C'était une ville nouvelle, que l'électeur palatin, père de Madame, avait fait bâtir pour servir de retraite aux protestants (2). »

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. II, p. 99-104.
(2) *Ibid.*, p. 104.
(3) *Ibid.*, p. 147.

(1) *Mémoires militaires de Louis XIV*, mis en ordre par le général Grimoard, t. IV, p. 286.
(2) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. II, p. 139.

Les travaux du siége furent aussitôt commencés : on ouvrit la tranchée le 8 novembre, et le 10 la ville capitula. La citadelle, attaquée le 11, se rendit dans la même journée. Le prince fit ensuite occuper Heilborn et Heidelberg, et entra dans Frankenthal le 18 novembre. La saison ne permettant plus de tenir la campagne, le grand dauphin quitta l'armée pour retourner à Versailles.

Pendant la campagne de 1688 le marquis de Louvois écrivait à l'intendant général de l'armée du prince :

« Le roi a la dernière joie d'apprendre comment monseigneur se comporte au siége, et de voir dans toutes les lettres que les courtisans reçoivent, et qu'ils prennent soin de lui montrer, combien on se loue de sa bonté, et l'opinion que tout le monde a de sa valeur. Sa majesté cite aussi souvent ses lettres et ne peut se lasser d'admirer la netteté des ordres qu'il donne, et la clarté du compte qu'il lui rend de tout ce qui se passe; le respect m'empêche de me donner l'honneur de lui écrire pour lui en témoigner ma joie. Je vous prie de prendre l'occasion de l'assurer que personne n'en a plus que moi de le voir en état de soutenir la réputation des armes du roi, et de maintenir les grandes conquêtes que sa majesté a faites (1).

N° 318 *bis*. COMBAT NAVAL DE LA BAIE DE BANTRY. 12 MAI 1689.

GUDIN. — 1839.

Jacques II, roi d'Angleterre, avait soulevé contre lui l'esprit de ses peuples par ses efforts imprudents pour faire triompher la religion catholique et le pouvoir absolu. Il avait suffi de quelques semaines (2) au prince d'Orange pour voir fuir devant lui le roi son beau-père, et s'asseoir ensuite sur le trône vacant de la Grande-Bretagne. Mais Louis XIV n'avait pas reconnu la révolution qui venait de s'accomplir en Angleterre; Guillaume III n'était toujours pour lui que le stathouder de Hollande, tandis qu'il prodiguait a Jacques II les bienfaits d'une hospitalité toute royale, et l'aidait de ses armes et de ses flottes.

Le comte de Château-Renaud partit de Brest le 6 mai avec vingt-quatre vaisseaux, pour porter des secours au monarque détrôné qui avait confié sa fortune à la loyauté des Irlandais, et tâchait, avec leur aide, de reconquérir ses royaumes perdus d'Angleterre et d'Ecosse. L'escadre française arriva le 9 en vue des côtes d'Irlande, entre le cap de Clare et de Kinsal. La flotte anglaise l'y attendait depuis quinze jours. Dans un conseil que tint M. de Château-Renaud, il fut arrêté que l'on ferait voile vers la baie de Bantry pour y tenter un débarquement, et le 10 mai on mouilla à cinq lieues de ce bourg. On commençait à débarquer les troupes et les munitions lorsqu'on eut avis que la flotte ennemie approchait.

« Le 11 on commença à découvrir les ennemis à la pointe de l'est, et on compta vingt-huit voiles parmi lesquelles on remarqua vingt et un vaisseaux, dont quatre parurent bien plus gros qu'aucun de ceux de notre flotte, une frégate et sept saïques, qu'on crut être des brûlots. L'ordre de bataille fut réglé de cette manière :

» La seconde division, qui était celle de M. de Gabaret, était à la tête, composée de huit vaisseaux.

» La première, que commandait M. de Château-Renaud, était au corps de bataille, composée de pareil nombre.

» La troisième, qui était commandée par M. Foran, faisait l'arrière-garde, et était aussi de huit vaisseaux. »

(1) *Mémoires militaires de Louis XIV*, t. IV, p. 287.
(2) Du 5 novembre au 19 décembre 1688.

Le combat commença par l'avant-garde, qui s'approcha sans tirer jusqu'à portée de mousquet; alors les Français firent une décharge de mousqueterie, qui obligea les ennemis de fermer les sabords, et les empêcha de faire feu de leur canon. Chaque vaisseau français tira le sien, et l'avant-garde ennemie se retira fort maltraitée et ne se battit plus.

Les vaisseaux des autres divisions se mirent en ligne et firent grand feu sur ceux des ennemis qui se trouvaient à leur travers.

« Le vice-amiral Herbert était au corps de bataille de son armée, où M. de Château-Renaud alla l'attaquer avec sa division, en faisant la contre-marche et revirant des eaux de M. Pannetier. Mais le combat avait à peine duré un quart d'heure, que le vaisseau de l'amiral Herbert arriva vent arrière et changea ses amarres; et comme il faisait force voiles, il se trouva à la tête de la ligne. M. de Château-Renaud, s'en étant aperçu, fit aussi force de voiles sur le même bord, pour se trouver toujours opposé à cet amiral, qui ne paraissait pas avoir envie de combattre de près, et qui se trouvait vent arrière toutes les fois que M. de Château-Renaud arrivait sur lui, ce qu'il fit cinq ou six fois.

» Les ennemis ayant fait force de voiles pendant tout le combat, on ne put les approcher si près qu'on aurait voulu. L'arrière-garde eut le même avantage sur eux que les autres divisions; de sorte qu'elle les chassait en tirant toujours sur eux, lorsque la première division lui donnait du jour pour cela, à quoi ils répondaient faiblement. Il s'y fit un feu considérable pendant une heure et demie. L'amiral Herbert parut bien désemparé; mais son matelot le couvrait pour essuyer le feu, en lui donnant par ce moyen le temps de se raccommoder. Deux vaisseaux de notre arrière-garde, qui étaient sous le vent lorsque le combat commença, et qui heureusement n'avaient encore pu prendre leur poste, repoussèrent avec beaucoup de vigueur deux vaisseaux anglais qui étaient sous le vent du côté de l'armée, et qui faisaient leurs efforts pour entrer dans la baie. Le combat étant cessé, ces deux vaisseaux plièrent et firent vent arrière.

» Le vaisseau *le Français*, commandé par M. Pannetier, après s'être distingué et avoir causé beaucoup de dommage aux ennemis, voyant ses mâts prêts à tomber, fut obligé de sortir de la ligne pour se raccommoder.

» *Le Diamant*, que le chevalier de Coëtlogon commandait, remédia avec une diligence extrême au désordre que lui causa le feu qui prit dans la chambre du conseil à des grenades et à des barils de poudre, et qui fit sauter la chambre, la dunette et les mousquetaires qui étaient dessus. Il demeura peu de temps hors de la ligne, et revint combattre.

» M. de Château-Renaud, ayant pris la tête de la ligne sur le midi, suivit toujours l'amiral anglais en le combattant et en arrivant souvent sur lui, ce qui dura jusque sur les cinq heures du soir. Toute l'arrière-garde de la flotte du roi marchait dans ses eaux et tirait des bordées sur les Anglais, qui, dans ce même temps, n'étaient pas moins maltraités par M. de Gabaret et par la division qu'il commandait, de sorte que leur amiral se trouva souvent entre deux feux. Dès que le combat fut cessé, M. de Château-Renaud revint mouiller dans le même endroit d'où l'on était parti. On y arriva sur les dix heures du soir (1). »

N° 319. BATAILLE DE FLEURUS.—1er JUILLET 1690.

Tableau du temps attribué à MARTIN.

Les troupes auxiliaires que Louis XIV avait envoyées en Irlande, à Jacques II, dans l'année 1689, furent cause que

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. I, p. 150 et suiv.

la France, dans cette campagne, fut obligée de se tenir sur la défensive. Mais le roi prit des mesures pour avoir pendant celle-ci des armées non-seulement capables d'empêcher les progrès des ennemis, mais encore pour en faire sur eux (1). »

Le maréchal de Luxembourg avait reçu le commandement de l'armée dirigée sur la Flandre. Il arriva le 5 mars à Saint-Amand, passa la revue des troupes le 11, marcha ensuite au-devant de l'ennemi, et parvint, le 2 juin, jusqu'aux portes de Gand, sans avoir été inquiété sur sa route. Ayant été ensuite rejoint par les renforts que lui amenait le marquis de Boufflers, il marcha sur la Sambre, et vint chercher, dans sa position de Fleurus, le prince de Waldeck, général de l'armée impériale. Là les deux armées se déployèrent en face l'une de l'autre, et l'on se prépara à la bataille pour le lendemain.

« M. le prince de Waldeck avait mis son armée en bataille dès le soir du 30 juin; il avait appuyé sa droite à Heppenie, village sur une petite hauteur, et sa gauche s'étendait dans la plaine, où elle était à découvert, ayant devant elle les châteaux de Saint-Amand, où il avait mis des troupes. Il avait au front de son armée deux ruisseaux difficiles à passer : l'un venant de Fleurus, qui avait ses bords fort relevés, et l'autre venant de Saint-Amand, qui enfermait ce château, et avait sa source un peu au-dessus.

» Son armée se montait à trente-sept mille huit cents hommes; il l'établit sur deux lignes : le prince de Nassau, général de la cavalerie, avait le commandement de la droite, et sous ses ordres M. d'Hubuy et le prince de Birchenfeld, lieutenants généraux. Le prince de Nassau, gouverneur de Frise et maréchal de camp général, MM. d'Ailva et de Webbemuna, étaient à la gauche et au centre.

» L'armée des ennemis étant dans cette situation, M. le maréchal de Luxembourg fit marcher la sienne sur cinq colonnes. Les deux de la droite étaient composées de la cavalerie et de l'infanterie de la première ligne; les deux de la gauche, de la cavalerie et de l'infanterie de la seconde ligne; l'artillerie marchait dans le centre. Lorsqu'il fut à portée des ennemis, il fit marcher les deux colonnes de la première ligne pour les poster auprès de Fleurus, où il jeta un corps d'infanterie, parce qu'elles étaient plus près de la droite. Il mit ensuite l'armée en bataille, en doublant toujours sur cette gauche, et s'étendant sur la droite du côté de Saint-Amand. Il n'était pas possible d'attaquer les ennemis par leur front, trop d'obstacles s'y opposaient. »

Le maréchal de Luxembourg résolut alors de tourner la position; et pendant que le comte de Gournay faisait, sur le front des Impériaux, une fausse attaque, qui occupait toute leur attention, il fit, avec le reste de son armée, un long détour pour se porter à l'improviste sur leur flanc gauche.

« Lorsqu'il eut marché aussi loin qu'il voulait, il trouva à surmonter le passage d'un marais qui parut impraticable; mais un curé qu'il trouva l'assura qu'on le pouvait passer. M. de Luxembourg lui promit une récompense si cela était, ou de le faire pendre s'il n'accusait pas juste. La chose se trouva comme le curé l'avait dite, et les troupes passèrent, quoique avec beaucoup de difficulté. »

Cette marche imprévue déconcerta l'ennemi, dont la cavalerie plia au premier choc : son infanterie, quoique abandonnée, ne se déconcerta pas, et opposa une vigoureuse résistance.

« La vivacité de ces premières actions dura depuis onze heures et demie jusque vers deux heures après midi. Dès que le maréchal de Luxembourg eut vu la plupart de ses troupes occupées à poursuivre les fuyards, à combattre ceux qui se rassemblaient, et à garder les prisonniers, il fit remettre, autant que cela se put, toute l'armée en ordre de bataille pour s'opposer au reste des troupes ennemies, qui formaient un gros corps d'infanterie de quatorze bataillons, dont ils n'en faisaient qu'un seul carré, soutenu de six escadrons qui se trouvaient sur leur droite et sur leur gauche.

» Ce bataillon carré soutint, sans pouvoir être rompu, trois attaques dans lesquelles on fit une très-grande perte. Enfin, M. de Luxembourg, voyant cette grande fermeté, et craignant que cela ne donnât le temps à la cavalerie ennemie de se rallier et de revenir à la charge, fit avancer d'autre infanterie, et en forma une ligne, qu'il mit en bataille à la portée du pistolet de ce bataillon carré; et, lui ayant donné ordre de charger, on marcha avec tant de fierté que, sitôt qu'on fut à vingt pas d'eux, ils tournèrent le dos et marchèrent par leur flanc, sans se mettre en désordre, pour gagner la hauteur de Saint-Fiacre; ce qui donna lieu à nos gens d'entrer dans cette colonne et de passer tout au fil de l'épée, excepté huit cents, qui se sauvèrent dans la chapelle de Saint-Fiacre et dans des haies : ceux-là furent faits prisonniers. Pour lors il ne parut plus d'ennemis, et les troupes du roi firent une décharge générale en reconnaissance d'une victoire si importante. C'est ainsi que finit la bataille de Fleurus, vers six heures du soir (1). »

« Les alliés perdirent dans cette défaite sept à huit mille hommes tués, sans les prisonniers. Les Français en perdirent trois à quatre mille et un grand nombre d'officiers. Ils n'eurent en quelque manière que le champ de bataille; car, quoique l'artillerie et le bagage fussent d'abord tombés entre leurs mains, le sieur Pimentel, gouverneur de Charleroi, reprit quelques pièces de canon, plusieurs pontons et quantité de chariots de munitions. Le cheval du duc du Maine y fut tué sous lui, et à ses côtés le sieur Sussac, son gouverneur, qui l'avait été de M. de Vendôme (2). »

N° 319 *bis*. BATAILLE NAVALE DE BEVEZIERS.

10 JUILLET 1690.

GUDIN. — 1839.

Peu de jours après la bataille de Fleurus, les Français remportèrent sur mer une victoire qui causa à l'Europe un bien plus grand étonnement.

Le 10 juillet 1690, la flotte française, composée de soixante et douze vaisseaux de haut bord, rencontra les deux flottes combinées d'Angleterre et de Hollande, un peu inférieures en nombre, à la hauteur du cap de Beveziers, près de Dieppe. Les Français étaient commandés par l'amiral de Tourville, digne successeur de Duquesne, et par les chefs d'escadre de Château-Renaud, d'Estrées, de Nesmond et d'Amfreville. Les ennemis avaient à leur tête l'amiral anglais Herbert et les vice-amiraux hollandais Evertzen et Van Calemburg. Après une action vivement disputée, la flotte des alliés fut battue, dispersée, et perdit dix-sept bâtiments brûlés ou échoués à la côte. Le reste alla se réfugier dans la Tamise ou parmi les bancs de la Hollande, abandonnant la mer aux Français, qui firent ensuite une descente à Teignmouth, et y brûlèrent un grand nombre de bâtiments de commerce. C'était la première fois que la marine française triomphait, dans un même combat, des deux nations à qui jusqu'alors avait appartenu l'empire de la mer. Le succès couronnait ainsi les efforts persévérants de Colbert et de son jeune fils, le marquis de Seignelay.

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. II, p. 237.

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. II, p. 252-258.
(2) *Histoire de Louis XIV*, par Limiers, t. II, p. 522.

N° 319 *ter*. BATAILLE DE STAFFARDE.
18 AOUT 1690.

. . . .

La guerre, si vive et si acharnée à la frontière des Pays-Bas, se faisait en même temps au pied des Alpes, où le maréchal de Catinat commandait les troupes françaises. Il contribua pour sa part aux succès qui, dans cette glorieuse année, couronnèrent les armes de Louis XIV.

« Il avait en tête, dit Voltaire (1), le duc de Savoie, Victor-Amédée, guerrier plein de courage, conduisant lui-même ses armées, s'exposant en soldat, entendant aussi bien que personne cette guerre de chicane, qui se fait sur des terrains coupés et montagneux, tels que son pays; actif, vigilant, aimant l'ordre, mais faisant des fautes et comme prince et comme général. Il en fit une, en disposant mal son armée devant celle de Catinat. Le général français en profita, et gagna une pleine victoire à la vue de Saluces, près de l'abbaye de Staffarde, dont cette bataille a eu le nom. Lorsqu'il y a beaucoup de morts d'un côté et presque point de l'autre, c'est une preuve incontestable que l'armée battue était dans un terrain où elle devait être nécessairement accablée. L'armée française n'eut que trois cents hommes de tués; celle des alliés, commandée par le duc de Savoie, en eut quatre mille. »

Le célèbre prince Eugène combattait à côté du duc de Savoie, chef de sa maison : il apprenait alors par des défaites à remporter plus tard des victoires. « Catinat, selon le récit de Quincy, s'exposa au plus grand feu tant que dura la bataille, et reçut plusieurs coups dans ses habits. Il dut, ajoute le même historien, le succès de la journée à l'opiniâtre intrépidité de son infanterie, qui, après avoir soutenu le feu des ennemis avec une fermeté extraordinaire, alla les chercher derrière les marais où ils étaient retranchés et les en délogea par une charge impétueuse. »

La bataille de Staffarde donna aux armes de Louis XIV toute la Savoie, excepté Montmélian.

N° 320. SIÉGE DE MONS. — AVRIL 1691.

INVESTISSEMENT DE LA PLACE.

Tableau du temps.

L'expédition de Jacques II en Irlande avait appelé dans cette île toutes les forces de Guillaume III, et opéré ainsi, en faveur des armes de Louis XIV, une importante diversion. Mais la bataille de la Boyne (11 juillet 1690) renversa la dernière espérance du roi détrôné; et, pendant qu'il reprenait la route de Saint-Germain, Guillaume achevait la soumission de l'Irlande, pour tourner ensuite contre la France toute sa puissance et tous les efforts de sa haine. Le 5 février il se rendit à la Haye, où l'attendaient les ministres des puissances alliées.

Louis XIV voulut prévenir ses ennemis : le siége de Mons, entrepris dans un moment où ils ne pouvaient s'y opposer, déconcerta leurs projets.

« Mons est la capitale du Hainaut, place très-forte par sa situation et par ses fortifications. Le prince de Bergues en était gouverneur, et y avait une grosse garnison, avec des munitions pour soutenir un long siége.

» Le roi, accompagné de monseigneur le dauphin, de Monsieur, de tous les princes et seigneurs de la cour, partit de Versailles le 17 du mois de mars. Sa majesté arriva le 21 devant Mons, suivie des deux compagnies des mousquetaires, et fit le même jour le tour de la place. Le roi ne permit qu'à monseigneur le dauphin, à Monsieur, à M. le duc de Chartres et à M. de Vauban, de le suivre, et ordonna à tous les autres de se tenir à une certaine distance, avec défense d'avancer. Sa majesté s'approcha à la portée du mousquet de la place, d'où l'on tira plusieurs coups de canon, dont un boulet, passant auprès d'elle, tua le cheval de M. le marquis de la Chaynade, aide de camp de Monseigneur, qui était derrière lui un peu éloigné. Après que le roi eut fait le tour de la place et qu'il en eut examiné la situation, il alla à l'abbaye de Bethléem, entre Suplie et la Maison-Dieu, où l'on avait marqué son quartier.

» Le grand dauphin, Monsieur, M. le duc de Chartres, M. le prince et tous les grands officiers de la maison, avaient également leurs logements au quartier du roi. Les maréchaux de Luxembourg et de la Feuillade commandaient sous les ordres de sa majesté.

» M. de Roze, lieutenant général, et M. de Congis, maréchal de camp, occupaient Gumappe jusqu'à Frameries. Les lignes entre Frameries, jusqu'à la digue de la Trouille, étaient défendues par le marquis de Boufflers, lieutenant général, et par M. le duc du Maine, maréchal de camp.

» M. le duc de Vendôme, lieutenant général, et M. le grand-prieur de France, maréchal de camp, étaient à la Maison-Dieu. Venaient ensuite le marquis de Joyeuse, lieutenant général, avec M. le prince de Conti, maréchal de camp, à la belle maison, près Saint-Antoine, regardant le mont Barizelle; et M. le prince de Soubise, lieutenant général, avec M. le duc (1), maréchal de camp, à Nimy. Enfin Glain était défendue par M. de Rubantel, lieutenant général, et par M. le marquis de Villars, maréchal de camp (2). »

N° 321. PRISE DE MONS. — AVRIL 1691.

Tableau du temps.

N° 322. PRISE DE MONS. — AVRIL 1691.

Tableau du temps (d'après VANDERMEULEN).

Après que le roi eut reconnu la situation de la place, la tranchée fut ouverte le 24. Tous les princes successivement y firent la garde; les travaux, encouragés par la présence du roi, avancèrent avec rapidité, malgré toutes les contrariétés de la saison.

« Pendant toute la nuit du 5 au 6 d'avril, et tout le 6, on eut des nouvelles du prince d'Orange; un prisonnier assura qu'il était campé à Hall, et M. de Rosen manda qu'un des partis qu'il avait envoyés avait rapporté la même chose, et que son armée pouvait être de quarante mille hommes.

» Enfin le 7 on étendit les logements de la contrescarpe des demi-lunes, et M. de Vauban marqua une nouvelle batterie. On eut avis que les ennemis faisaient travailler à trois chemins qui regardaient les quartiers de M. de Luxembourg et de M. d'Humières, et à ceux qui étaient à Nivelle, Soignies et Enghien.

» Toute la cavalerie qu'on attendait au camp y arriva dans un très-bon état et campa dans les lignes. Le roi, après avoir entendu tous les avis qui lui venaient de toutes parts de la marche du prince d'Orange, fit un détachement de dix-huit mille chevaux, composé de quatre escadrons des gardes du corps, de quatre de la gendarmerie, de trois mille dragons et du reste de cavalerie légère, avec deux mille grenadiers sous le commandement de M. de Luxembourg, pour protéger les opérations du siége.

(1) *Histoire du Siècle de Louis XIV*, ch. XVI.

(1) Henri Jules de Bourbon, troisième du nom, prince de Condé, fils aîné du grand Condé.

(2) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. II, p. 344.

» Le 8, de grand matin, une batterie de deux pièces de vingt-quatre et de quatre pierriers, qu'on avait établie sur la contrescarpe de la demi-lune de la gauche, commença à tirer.

» Le roi, étant monté à cheval à deux heures après midi pour voir monter les gardes des deux attaques, avait vu défiler celle de la grande, et voyait marcher celle de la fausse, lorsque M. de Vendôme lui envoya dire, sur les cinq heures du soir, par un de ses aides de camp, que les assiégés avaient battu la chamade et demandaient à capituler.

» Le 10, la garnison défila devant monseigneur le dauphin entre deux haies de la gendarmerie.

» Il sortit quatre mille cinq cent cinquante-huit soldats avec deux cent quatre-vingts officiers; la garnison était d'environ six mille hommes au commencement du siége. Pendant ce temps-là, le roi passait son armée en revue, afin de ne point perdre de temps.

» Le 11, sa majesté fit le tour des remparts, où il se trouva un nombre considérable de pièces de canon avec de mauvais affûts; mais le magasin des poudres était assez bien garni. C'est ainsi que le roi se rendit maître en si peu de temps d'une des plus fortes places de l'Europe et de tout le Hainaut; la quantité de travaux qui avaient été faits devant cette ville était incroyable, et fit connaître de plus en plus la grande capacité de M. de Vauban, qui a mérité avec justice la réputation qu'il s'est acquise du plus habile ingénieur de l'Europe, outre l'estime et les récompenses de son prince.

» Jamais on n'avait vu une si grande quantité de troupes devant une place, sans que les ennemis en eussent eu le moindre soupçon; jamais on n'avait vu ensemble un aussi grand attirail de guerre, ni une artillerie mieux exécutée. M. de Vigny, qui la commandait, y donna des marques d'une grande vigilance et d'une activité extraordinaire. Il travailla pendant tout l'hiver aux grands apprêts qui étaient nécessaires pour cette entreprise, avec un secret impénétrable.

» Louis XIV, ayant donné des ordres pour réparer les fortifications de Mons, et pour y mettre les munitions nécessaires, en partit le 12 d'avril (1). »

Il laissa l'armée sous les ordres du maréchal de Luxembourg. Le marquis de Boufflers reçut en même temps le commandement d'un autre corps d'armée qui devait concerter ses opérations avec celles du maréchal de Luxembourg, en se portant sur la Moselle.

N° 322 *bis*. JEAN BART

SORT DU PORT DE DUNKERQUE, AVEC SON ESCADRE, A TRAVERS UNE FLOTTE ANGLAISE.

26 JUILLET 1691.

GUDIN.—1839.

Jean Bart, simple mousse dans la marine marchande de Dunkerque, s'était élevé, à force d'audace et d'habileté, jusqu'au commandement des escadres royales. Bloqué dans le port de Dunkerque par une flotte anglaise, il résolut de forcer la ligne de vaisseaux qui le tenait enfermé, et dans la nuit du 26 juillet 1691 il exécuta cet audacieux projet.

M. Patoulet, intendant de Dunkerque, rend ainsi compte de ce fait dans une lettre adressée à M. de Villermont :

« ..... Je vous donnerai avis du passage de l'escadre de M. Bart, cette nuit, à travers de trente-sept vaisseaux des ennemis, dont dix-huit ou vingt lui donnent à présent chasse, je crois assez inutilement.

» M. Bart a été près de quinze jours dans la rade sans que les ennemis aient jugé à propos de venir l'attaquer; les vaisseaux de son escadre n'étant que de quarante pièces de canon (les plus forts), *ils sont sortis du port le boute-feu à la main.*

» Je ne saurais bien vous dire la force des vaisseaux ennemis qui occupent les passes de cette rade; il y en a depuis soixante jusqu'à vingt-quatre canons. »

Jean Bart échappa facilement aux navires qui lui donnaient la chasse, et dans la soirée du jour qui suivit sa sortie, ayant rencontré quatre bâtiments anglais richement chargés, qu'escortaient deux vaisseaux de guerre, il les captura et les envoya en Norwége.

N° 323. COMBAT DE LEUZE.—18 SEPTEMBRE 1691.

PARROCEL.

N° 324. COMBAT DE LEUZE.—18 SEPTEMBRE 1691.

FRÉDOU (d'après PARROCEL).

« Sitôt que le prince d'Orange apprit la prise de Mons, il augmenta considérablement la garnison de Bruxelles et celle des autres places qui étaient à portée d'être assiégées, et renvoya le reste des troupes qu'il avait à Namur, à Malines, à Louvain, à Gand et dans les autres places de Flandre, et partit ensuite pour aller à la Haye, où il arriva le 16 d'avril, et d'où il partit le 21 pour aller en Angleterre, en attendant le temps propre pour la campagne. Mais, après que le roi fut parti, et qu'on eut mis Mons en état de défense, on envoya une partie des troupes de France sur le Rhin, une autre sur la Moselle, quelques autres sur les côtes, et le reste, qui était destiné pour former l'armée qui devait agir en Flandre, fut mis dans les places de ce pays, en attendant que la saison fût plus avancée pour entrer en campagne (1). »

Louis XIV, de Versailles où il était, dictait ses ordres. Il avait recommandé au maréchal de Luxembourg de veiller à ses communications avec les places, et d'éviter de confier le sort de l'armée aux hasards d'une bataille générale, à moins qu'il ne se tînt assuré du succès. Presque toute la campagne se passa donc en marches et contre-marches de la part du maréchal de Luxembourg et du roi d'Angleterre. On s'observait, on coupait les convois, et l'on n'en venait aux mains que dans des engagements partiels.

Le 28 juillet Louis XIV écrivait de Versailles au maréchal :

« J'approuve tous les ordres que vous avez donnés au marquis de Boufflers et au marquis d'Harcourt. Nous n'avons au moins pas perdu un moment, et nous n'aurons rien à nous reprocher, quoi qu'il arrive.

» Vous faites bien de laisser les deux régiments de dragons pour garder les lignes. Je me remets à vous, s'il n'y a point de troupes de ces côtés-là, de les retirer ou de les laisser; vous ferez là-dessus ce que vous croirez pour le mieux. Je ne crois pas qu'avec les précautions que nous avons prises vous manquiez de cavalerie. Essayez de combattre dans les plaines et d'y attirer le prince d'Orange, s'il vient à vous; je crois que vous y aurez beaucoup de peine. Je voudrais que vous eussiez plus d'infanterie, mais cela n'est pas possible présentement (2). »

Enfin, le 17 septembre, le maréchal de Luxembourg, certain que l'armée ennemie, qui avait quitté son camp de Guilinghen, s'était portée sur Leuze, et que le prince d'Orange était parti pour Loo, laissant le commandement au prince de Waldeck, se rendit de son côté à Tournay, où il établit son camp, afin d'entretenir la sécurité de l'ennemi. Mais pendant qu'il semblait ne songer qu'à se retrancher, par une ma-

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. II, p. 347 à 371.

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. II, p. 372.

(2) *Mémoires militaires de Louis XIV*, mis en ordre par le général Grimoard, t. IV, p. 310.

nœuvre soudaine et hardie, n'emmenant avec lui qu'une portion de sa cavalerie, il tourna la position de Leuze, où il arriva lorsque le prince de Waldeck était en marche pour se retirer. On ne pouvait croire que le maréchal de Luxembourg, parti de Lessines le 17, pût être arrivé le 19, « ce qui fut cause que le prince de Waldeck fit repasser le plus promptement qu'il put l'aile gauche de son armée, qui ne faisait que d'achever de passer de l'autre côté du ruisseau. Il forma plusieurs lignes derrière son arrière-garde, à mesure que ses troupes arrivaient, et fit avancer dans les haies et les marais qui étaient sur la gauche de ses troupes cinq bataillons qu'il avait sur le ruisseau pour soutenir son arrière-garde.

» Le maréchal de Luxembourg, voyant que les ennemis grossissaient, ne voulut pas attendre que l'aile gauche de son armée, commandée par M. de Rosen, qui était en marche pour le joindre, fût arrivée; il prit la résolution de charger les ennemis : pour cet effet, il fit ébranler sa première ligne, composée de la maison du roi, et des trois escadrons de Merinville, qui s'approcha fort près d'eux, et qui, ayant une petite ravine devant, fit qu'ils l'attendirent fort fièrement, et ne firent leur décharge qu'à bout portant. La maison du roi essuya cette décharge avec son intrépidité ordinaire; elle passa le ravin pour se mêler avec eux. Cette première charge fut une des plus belles et des plus vigoureuses qu'on eût jamais vues, et digne de ce célèbre corps. Les ennemis plièrent, et la maison du roi trouva, en les poussant, une seconde ligne formée derrière cette première. Elle les chargea de même et les culbuta, ce qu'elle fit aussi des autres lignes à mesure qu'elle en trouva; mais, comme en poussant toujours vers le ruisseau de la Catoire, M. de Luxembourg s'aperçut que les ennemis avaient encore beaucoup de troupes en ordre, il fit faire halte à la maison du roi, et la fit remettre en ligne. Il fit passer ensuite la gendarmerie et la brigade de Coad dans ses intervalles. Sitôt qu'elle fut passée, il alla lui-même le long de la ligne, et donna ordre aux commandants des troupes de se mettre en mouvement dans le même temps que la droite marcherait. Il fit cette dangereuse promenade à la demi-portée du pistolet des ennemis. La fierté avec laquelle se présenta la gendarmerie fit que les ennemis s'enfuirent après avoir fait leurs décharges. La gendarmerie les poussa en bon ordre quelque temps; mais M. de Luxembourg, voyant de l'infanterie des ennemis sur la hauteur, qui arrivait et commençait à descendre dans le fond, ordonna aux troupes de ne pas s'engager plus loin, et prit le parti de se retirer au petit pas; ce qui fut exécuté sans que les ennemis repassassent le ruisseau, en sorte que nos troupes restèrent plus d'une heure sur le champ de bataille pour retirer les morts et les blessés.

» Plusieurs circonstances rendirent ce combat glorieux, tant pour les troupes en général que pour les particuliers, qui y firent des actions de valeur et d'intrépidité dont on n'a guère vu d'exemple. M. de Luxembourg y fit paraître tout ce qu'on peut attendre d'un grand capitaine, et montra dans cette occasion une grande intrépidité accompagnée de prudence et d'activité.

» Dans le temps de la première charge, un garde du prince d'Orange, de la compagnie du duc d'Ormond, ayant reconnu M. de Luxembourg, vint à toutes jambes le pistolet à la main et l'épée pendue à son bras, et s'approcha pour tuer ce général, qui avait dix ou douze personnes avec lui; mais il détourna le pistolet avec sa canne et en donna quelques coups au garde.

» M. le duc de Chartres s'était mis d'abord à la tête des gardes du corps pour y combattre; mais M. de Luxembourg fut obligé de se servir de son autorité de général pour le faire retirer; il ne laissa pas de donner à la fin du combat avec M. le duc du Maine, et d'aller à la charge à la tête des escadrons qui vinrent se rallier pour enfoncer la dernière ligne des ennemis.

» Jamais on n'avait vu une intrépidité pareille à celle des troupes, dont vingt-deux escadrons en combattirent soixante et douze. Il est vrai qu'il y en avait vingt-huit, dont six de dragons étaient occupés contre les cinq bataillons ennemis qui étaient dans les haies. Il ne s'est jamais vu une si grande action exécutée avec tant de sang-froid, et jamais troupes ne combattirent avec tant d'ordre, ne conservèrent si bien leur rang, et ne se tinrent si bien serrées (1). »

N° 325. SIÉGE DE NAMUR.—MAI 1692.

INVESTISSEMENT DE LA VILLE ET DES CHATEAUX.

. . . .

« Le roi d'Angleterre, que le roi avait toujours prévenu dans les campagnes précédentes, assembla de bonne heure son armée, et crut qu'avec cent mille hommes il viendrait au moins à bout de mettre en sûreté les principales villes des Pays-Bas espagnols. Ce dessein n'empêcha pourtant pas celui que le roi avait formé d'attaquer Namur, capitale du comté de ce nom, située au confluent de la Sambre et de la Meuse (2). »

Louis XIV partit de Versailles le 10 mai pour se rendre à Gêvries, près de Mons, où, en présence des dames de la cour, il passa une revue générale de son armée. Elle était composée de quarante bataillons et de quatre-vingt-dix escadrons. Il en remit les deux tiers au maréchal de Luxembourg, pour couvrir le siége et fermer le chemin de Namur à l'armée ennemie rassemblée près de Bruxelles, et marcha en personne sur Namur.

« L'entreprise était grande : cette place avait une bonne citadelle bâtie sur des rochers, et couverte d'un nouveau fort appelé le fort Guillaume, qui valait une autre citadelle; néanmoins le succès en fut heureux.

» Le roi, à la tête de l'armée qui devait faire ce siége, campa, le 24 de mai, dans la plaine de Saint-Amand, entre Ligny et Fleurus. Le même jour il partagea ses troupes en plusieurs quartiers pour investir la place. Le prince de Condé, avec six à sept mille chevaux ou dragons, avait son quartier depuis le ruisseau de Verderin jusqu'à la Meuse; celui du marquis de Boufflers, avec quatorze bataillons et soixante escadrons, était d'un autre côté; Ximenès, avec six bataillons et vingt escadrons, depuis la Meuse jusqu'à la Sambre; Craf, avec une brigade de cavalerie, d'un autre côté, et le quartier du roi était près de la Sambre, et s'étendait jusqu'au ruisseau de Verderin; le maréchal de Luxembourg, avec un corps d'armée, couvrait le siége pour empêcher le secours. Sa majesté reconnut elle-même les environs de la place, depuis la basse Meuse jusqu'à la Sambre, et les endroits propres à y faire des ponts de bateaux pour la communication des différents quartiers (3). »

« Le célèbre Vauban, dit Saint-Simon (4), l'âme de tous les siéges que le roi a faits, emporta que la ville serait attaquée séparément du château, contre le baron de Bressé, qui voulait qu'on fit le siége de tous les deux à la fois; et c'était lui qui avait fortifié la place. »

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. II, p. 390-392.
(2) *Histoire de Louis XIV*, par Limiers, t. II, p. 542.
(3) *Ibid.*
(4) Tome I, p. 7.

N° 326. SIÉGE DE LA VILLE ET DES CHATEAUX DE NAMUR. — JUIN 1692.

VANDERMEULEN.

N° 327. SIÉGE DE LA VILLE ET DES CHATEAUX DE NAMUR. — JUIN 1692.

Attribué à VANDERMEULEN.

« La tranchée fut ouverte en trois endroits dans la nuit du 29 au 30 mai, et le lendemain on se rendit maître du faubourg d'Iambe. Deux jours après, le roi fit attaquer, l'épée à la main, la contrescarpe, et le 5 juin la ville se rendit. On attaqua ensuite les forts. Des pluies continuelles qui survinrent et causèrent de grands dommages à l'armée ne firent cependant pas discontinuer les travaux. Ils furent poussés avec une persévérance sans exemple, et toujours animés par la présence du roi.

» Louis XIV avait résolu d'attaquer un ouvrage appelé l'Hermitage; il se fit porter en chaise à la tranchée, parce qu'il avait la goutte. Les alliés le défendirent opiniâtrément; mais enfin ils en furent chassés, et les Français s'y logèrent en présence du roi. Pendant cette action, rapporte Bussi-Rabutin, le comte de Toulouse, appuyé sur la chaise de sa majesté, reçut un coup de mousquet au-dessous du coude qui lui fit une contusion. Le duc de Bourbon demeura longtemps à la tête de ce détachement, exposé au grand feu des ennemis, et se signala fort en cette rencontre.

» Quelques jours après, le roi d'Angleterre ayant fait un mouvement du côté de Charleroi, sa majesté envoya le marquis de Boufflers, avec quarante escadrons, à la découverte, et il trouva que ce prince s'était retiré (le 23). Le roi, étant allé à la tranchée, accompagné à l'ordinaire de M. le dauphin et de M. le duc de Chartres, ordonna d'attaquer l'ouvrage à corne, nommé le fort Guillaume, et commanda au sieur de Vauban de faire tout préparer pour cela : ce qui fut exécuté. Les Français délogèrent les ennemis de tous les postes qui couvraient ce fort, et ceux qui étaient dedans demandèrent à capituler le 24 : ce qui leur fut accordé. Ils furent conduits à Gand au nombre de quatre-vingts officiers et de douze cents soldats (1). »

Le château se rendit ensuite le 30 : la garnison, qui était de huit mille hommes au commencement du siége, était alors réduite de plus de moitié; elle sortit avec les honneurs de la guerre, et fut conduite à Louvain.

N° 327 *bis*. BATAILLE DE STEINKERQUE. 4 AOUT 1692.

. . . .

La prise de Namur fut bientôt suivie de la bataille de Steinkerque. Guillaume III, réduit par le maréchal de Luxembourg à demeurer spectateur immobile du fait d'armes qui venait d'honorer Louis XIV, brûlait de laver cette honte dans le sang français. Il trompe le maréchal par de fausses intelligences, l'endort, malade et souffrant, dans une fatale sécurité, et, le 4 août, à la pointe du jour, vient fondre sur son camp.

« Déjà, dit Voltaire, une brigade est mise en fuite, et le général le sait à peine. Sans un excès de diligence et de bravoure, tout était perdu..... Le danger rendit des forces à Luxembourg : il fallait des prodiges pour n'être point vaincu, et il en fit. Changer de terrain, donner un champ de bataille à son armée qui n'en avait point, rétablir la droite tout en désordre, rallier trois fois ses troupes, charger trois fois à la tête de la maison du roi, fut l'ouvrage de moins de deux heures. Il avait dans son armée Philippe d'Orléans, alors duc de Chartres, depuis régent du royaume, petit-fils de France, qui n'avait pas encore quinze ans. Il ne pouvait être utile pour un coup décisif; mais c'était beaucoup pour animer les soldats qu'un petit-fils de France, encore enfant, chargeant avec la maison du roi, blessé dans le combat, et revenant encore à la charge malgré sa blessure. »

Le duc de Bourbon, le prince de Conti, le duc de Vendôme, et son frère le grand-prieur, contribuèrent également, par leur courage, à entraîner la maison du roi contre un corps d'Anglais qui, continue Voltaire, « occupait un poste dont le succès de la bataille dépendait... Le carnage fut grand. Les Français l'emportèrent enfin : le régiment de Champagne défit les gardes anglaises du roi Guillaume; et quand les Anglais furent vaincus, il fallut que tout le reste cédât.

» Boufflers, depuis maréchal de France, accourait dans ce moment même, de quelques lieues du champ de bataille, avec des dragons, et acheva la victoire (1). »

N° 328. INSTITUTION DE L'ORDRE MILITAIRE DE SAINT-LOUIS. — MAI 1693.

CH. LEBRUN.

« Le roi, rapporte Quincy, établit le 10 de mai un nouvel ordre de chevalerie sous le nom de l'ordre militaire de Saint-Louis, pour récompenser les officiers de ses troupes qui s'étaient distingués, et afin de les animer à le faire encore par la suite. Sa majesté s'en déclara chef souverain, et en unit et incorpora la grande maîtrise à la couronne (2). »

Le tableau de Lebrun représente Louis XIV recevant des chevaliers de Saint-Louis dans sa chambre à Versailles. Barbezieux, fils de Louvois, secrétaire d'état de la guerre depuis la mort de son père, est auprès du roi.

N° 329. PRISE DE ROSES. — 9 JUIN 1693.

RENOUX. — 1836.

Le maréchal de Noailles commandait depuis quatre ans sur la frontière des Pyrénées, chargé d'observer les mouvements des Espagnols. Jusqu'alors il n'avait pu faire aucune entreprise. En 1693 il reçut l'ordre d'entrer en Catalogne, et commença la campagne par le siége de Roses, ville maritime, et l'une des places fortes de cette province.

« Le golfe auquel la ville donne son nom est un enfoncement de mer dans la terre, lequel a plus de quatre lieues de circuit. Ce golfe commence au bout des monts Pyrénées où est bâti ce château, et finit à peu près à la petite ville d'Empias. Il n'y a point de port dans tout ce golfe, mais seulement une place où ni les vaisseaux, ni les bâtiments, pas même les galères, ne sauraient aborder, parce qu'il n'y a pas assez d'eau. Le golfe de Roses est défendu par le château de la Trinité, qui se trouve à peu de distance de la ville, qui est une bonne place à cinq bastions revêtus de pierre de taille.

» Il n'y a point de fossé, parce que la mer est proche, mais seulement une palissade tout du long, à dix toises du corps de la place. Le fossé qui l'environne de l'autre côté est parfaitement beau, de deux cents toises de large, et a une très-belle et haute contrescarpe revêtue. Le fossé est ordinairement sec; mais on peut le remplir d'eau quand on veut. Il y

(1) *Histoire de Louis XIV*, par Limiers, t. II, p. 543 et 544.

(1) *Siècle de Louis XIV*, par Voltaire, ch. XVI.
(2) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. II, p. 611.

a un bon glacis et cinq demi-lunes revêtues, avec leurs fossés. Les approches de la place sont très-difficiles, parce qu'elle est enterrée et rasante.

» On arma de bonne heure pour cette expédition une escadre dans la Méditerranée, dont on donna le commandement à M. le comte d'Estrées, qui alla mouiller devant Roses le 27 mai (1). »

Roses fut attaquée par les armées de terre et de mer. Le maréchal de Noailles fit ouvrir la tranchée dans la nuit du 1er au 2 juin; elle se rendit au bout de huit jours. La garnison sortit avec les honneurs de la guerre; on s'empara ensuite du château de la Trinité, qui fit quelque résistance.

N° 329 *bis*. COMBAT NAVAL DE LAGOS OU DE CADIX. — 27 JUIN 1693.

TOURVILLE DISPERSE ET BRULE LA FLOTTE ANGLAISE ET HOLLANDAISE DE SMYRNE, SUR LES CÔTES DU PORTUGAL.

GUDIN. — 1839.

Le 17 juin le comte d'Estrées sortit du golfe de Roses pour aller joindre M. de Tourville, qui l'attendait au cap Saint-Vincent avec soixante et onze navires de guerre et d'autres bâtiments de charge. L'armée s'y rafraîchit jusqu'au 26. Le soir de ce jour deux navires de garde vinrent annoncer à M. de Tourville l'approche d'une flotte d'environ cent quarante voiles. Ne sachant si c'était la flotte marchande expédiée par les Anglais et les Hollandais, à Cadix et à Smyrne, ou l'armée ennemie, le maréchal de Tourville fit lever l'ancre, et l'on mit à la voile sur les sept heures du soir. « On alla vent arrière toute la nuit, et le lendemain on se trouva à douze lieues de Lagos, dans un parage à pouvoir à volonté donner ou éviter le combat.

» A sept heures du matin on entendit sauter deux bâtiments de charge que M. le chevalier de Sainte-Maure avait brûlés, n'ayant pu les emmener, parce qu'il s'était trouvé seul et que les navires de l'escorte le suivaient de près. Cette escorte était de vingt-sept vaisseaux de ligne, dont le moindre était de cinquante canons; il y avait un amiral de quatre-vingts pièces, un vice-amiral et un contre-amiral de soixante et dix chacun. Le chevalier de Sainte-Maure emmena les deux capitaines des deux navires qu'il avait brûlés : l'un était hollandais, chargé de toiles pour six cent mille livres, et l'autre anglais, chargé de draps, valant cinquante mille écus. Lorsque l'on eut été assuré par eux que c'était la flotte marchande, M. de Tourville fit le signal à toute l'armée, et força lui-même de voiles pour aller aux ennemis; mais, comme les vaisseaux étaient sous le vent et qu'il fallait louvoyer pour les joindre, les meilleurs voiliers furent les seuls qui, à l'entrée de la nuit, joignirent l'arrière-garde. Après qu'on les eut canonnés pendant une heure, on mit entre deux feux deux navires hollandais de soixante-quatre canons, qui, ayant été contraints d'amener le pavillon, se rendirent, l'un à M. de Gabaret, et l'autre à M. Pannetier. Chacun essaya toute la nuit de gagner le vent, et les plus légers vaisseaux qui s'y trouvèrent firent si bien, qu'ils enfermèrent presque la moitié de la flotte entre eux et la terre, de sorte que le jour suivant l'armée fit un demi-cercle fort spacieux, dans lequel l'on prit ou brûla tous ceux qui se trouvèrent enveloppés; les vaisseaux ennemis étaient au milieu du demi-cercle, et au moins à quinze lieues de terre, dont ils s'approchaient toujours; et à toute heure on voyait sauter des navires, tantôt sur la côte et tantôt au large; et dans le même temps qu'on approcha de la terre de quatre ou cinq lieues, on en vit brûler environ vingt autres. On amena outre cela plusieurs flûtes à l'amiral, à mesure qu'on les prenait. La plupart étaient chargées de mâts du Nord, de cordages, et de plusieurs autres bois propres à la construction des navires. Les vaisseaux de l'armée de France, qui étaient tous dispersés, revinrent peu à peu rendre compte à M. de Tourville, et la plupart avec des prises. Il en revint un, entre autres, qui avait pris un gros bâtiment hollandais, de ceux qu'ils nomment pinasses, qui portait jusqu'à cinquante-huit canons, et sur lesquels ils mettent leurs plus riches marchandises. Ce bâtiment, qu'on estimait cent cinquante mille livres, était chargé de draps d'Angleterre, d'étain et de quelque argent monnayé. On y trouva aussi des montres d'or et d'argent. Les navires qui étaient plus avant ayant reviré apprirent à M. de Tourville que les vaisseaux ennemis qui n'avaient pu doubler avaient gagné le large, au nombre de plus de cinquante, parmi lesquels il pouvait y avoir quinze navires de guerre. Cet avis fit qu'on mit le signal pour rallier l'armée, qui était fort dispersée; et après qu'on eut détaché trois ou quatre navires pour achever de nettoyer la côte, et brûler tous les vaisseaux ennemis qu'on y rencontrerait, et qu'on ne pourrait emmener, on fit route du côté de Cadix, pour en fermer le passage aux débris de la flotte, dont on savait que la plupart des marchandises étaient pour cette ville. »

Le lendemain la flotte ennemie se réfugia à Cadix, à l'exception de deux vaisseaux, qui furent brûlés par deux des nôtres sous le canon de la ville. « On comptait alors vingt-sept bâtiments pris et quarante-cinq de brûlés. Le capitaine Jean Bart en prit ou brûla six à lui seul, dont le moindre était de vingt-quatre canons. On évalua la perte des ennemis à trente-six millions au moins. Ces prises furent envoyées à Toulon (1). »

N° 329 *ter*. EXPÉDITION DE M. DE COETLOGON A GIBRALTAR. — 1693.

GUDIN. — 1839.

« M. le chevalier de Coëtlogon fut détaché avec huit vaisseaux et huit galiotes, pour en aller brûler douze qui étaient entrés dans le vieux Gibraltar. Il brûla et coula à fond cinq navires anglais, depuis trente-six jusqu'à cinquante canons, qui faisaient partie de la flotte de Smyrne, avec deux autres bâtiments, et en prit neuf autres, qui étaient chargés pour le camp des ennemis (2). »

N° 329 *quater*. EXPÉDITION DE MALAGA. 19 JUILLET 1693.

GUDIN. — 1839.

Le 19 juillet la flotte française arriva en vue de Malaga, et M. de Tourville, qui la commandait, ayant résolu d'aller attaquer les vaisseaux ennemis jusque dans le môle, ce qui ne pouvait se faire sans chaloupes, fit faire signal à tous les vaisseaux d'envoyer les leurs armées à bord de l'amiral. « M. de Chammeslin, capitaine en second du *Soleil royal*, pria M. de Tourville de lui en accorder le commandement : ce qu'il obtint. Deux capitaines de vaisseaux gênois qu'il rencontra lui dirent qu'il y avait dans le môle deux vaisseaux anglais, trois corsaires de Flessingue, et une frégate turque qu'ils avaient prise, avec plusieurs bâtiments espagnols, et que les Anglais et les Hollandais avaient mis du canon à terre, et faisaient quelques retranchements le long du môle, pour défendre leurs vaisseaux. M. de Tourville averti arriva dans un canot, et M. de Chammeslin alla avec lui recon-

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. II, p. 699-700.

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. II, p. 708 et suiv.
(2) *Ibid.*, p. 710.

naître l'entrée du môle à la portée du mousquet. On fit approcher *le Magnifique*, *l'Arrogant*, *le Prompt*, *l'Éclatant*, *l'Aquilon*, *l'Éole* et *le Phénix*, et M. de Tourville passa tout le jour à faire mouiller ses vaisseaux dans l'ordre qu'il crut le meilleur pour battre en dedans du môle ceux des ennemis et les batteries qui les défendaient. M. de Tourville fit mouiller les frégates *l'Héroïne* et *la Prompte* auprès du brûlot de M. de Longchamps, afin qu'il fût conduit plus facilement sur les ennemis, et se retira le 20, à six heures du soir, laissant à M. de Chammeslin l'ordre de brûler les vaisseaux ennemis le lendemain, dès que le jour paraîtrait.

» Quand la nuit parut, M. le maréchal de Tourville envoya ordre par M. de Mesière de faire avancer quelques chaloupes à l'entrée du môle, pour donner l'alarme aux ennemis et les inquiéter pendant la nuit : ce qui fut exécuté par M. de Caffare, avec quatre chaloupes, sur lesquelles les ennemis firent un grand feu de canon et de mousqueterie.

» Le 21, à la pointe du jour, M. de Chammeslin en détacha quatre autres, commandées par M. de Greffin, sur lesquelles les vaisseaux ennemis et les batteries de la ville firent un grand feu, croyant que c'était dans ce moment qu'on les voulait attaquer. Ce n'était cependant que pour les amuser, et pour connaître d'où sortirait le plus grand feu, afin d'y faire tirer tous les vaisseaux du roi. A peine fut-il jour, que M. de Tourville arriva, et fit presser les vaisseaux de commencer la canonnade, mais les ennemis le prévinrent et firent feu sur les vaisseaux et sur un grand nombre de chaloupes qui étaient avancées près du *Magnifique*, où M. de Tourville venait d'arriver. Il en partit dans le moment pour faire le signal du pavillon rouge, ce qui fut fait d'abord; et les vaisseaux commencèrent à canonner. M. de Chammeslin fit partir dans ce moment le brûlot, remorqué par six chaloupes commandées pour cet effet : celle de M. de Gemeaux était à la tête. Il fit marcher toutes les autres dans le même temps, et on avança ainsi sous les murailles de la ville, jusqu'au fond du môle, malgré le feu du canon des ennemis et des batteries de la ville. Le brûlot alla aborder un des vaisseaux hollandais et se déborda un peu après, n'ayant mis au beaupré qu'un feu léger qu'il aurait été facile d'éteindre; mais il se trouva touché, et les chaloupes ne purent le remorquer. Elles entrèrent toutes en même temps dans le môle, et se saisirent de tous les autres vaisseaux, que les ennemis étonnés de leur approche s'étaient vus obligés d'abandonner. On avait ordre de ne les point brûler, et on avait fait prendre des amarres à plusieurs chaloupes, pour remorquer les vaisseaux dehors; mais tous ces soins furent inutiles, les uns étant touchés et les autres coulant bas d'eau. Cependant M. de Chammeslin fit ranger toutes les chaloupes qui n'étaient pas occupées, pour faire un feu continuel sur les batteries de la ville et sur celles du port, d'où l'on tirait à brûle-pourpoint de haut en bas des coups de canon à mitraille sur elles. A la faveur de ce feu, qui interrompit celui du canon et du mousquet de l'ennemi, on fit ce qu'on avait dessein de faire, en remettant le feu plusieurs fois en divers endroits aux vaisseaux ennemis, dont on fit amarrer deux ensemble, afin qu'ils brûlassent plus facilement. Toute cette exécution dura depuis cinq à six heures du matin jusqu'à près de neuf.

» Pendant ce temps-là M. le maréchal de Tourville, qui avait toujours été à demi-portée du canon de la ville, envoya ordre deux fois, par M. le chevalier Lanion, de brûler plutôt les vaisseaux que de s'arrêter plus longtemps à tâcher de les sauver. Ces ordres ayant été exécutés sans qu'il en restât aucun, M. de Chammeslin fit retirer les chaloupes. On eut près de deux cents hommes tués ou blessés, et sans le feu que les chaloupes faisaient sur les batteries, on aurait fait une plus grande perte.

» Après l'expédition de Malaga, M. de Tourville alla à Toulon avec la flotte du roi, pour y prendre des rafraîchissements (1). »

N° 330. BATAILLE DE NERWINDE.

29 juillet 1693.

Tableau du temps attribué à Martin.

Le roi voulut encore cette année se mettre à la tête de ses troupes. Il partit de Versailles le 15 mai. Il était accompagné du grand dauphin, de Monsieur, du duc de Chartres, de tous les princes et de plusieurs dames de la cour. Le 21 il était à Compiègne, où il annonça qu'il avait donné ordre au maréchal de Lorges de s'emparer de Heidelberg, et que la ville de Roses en Catalogne avait été investie par le maréchal de Noailles. Le 2 juin il arriva au Quesnoy et se rendit le lendemain à Aubour, où il passa la revue de son armée.

Les immenses préparatifs faits pour cette campagne étaient dirigés contre l'importante ville de Liége, dont Louis XIV voulait s'emparer, pour se rendre maître du cours de la Meuse. Mais il tomba malade; Guillaume jeta dix-huit mille hommes dans Liége, et il fallut renoncer à cette grande entreprise. Tout le poids de la guerre resta alors sur le maréchal de Luxembourg. Pendant que le roi retournait à Versailles et que le grand dauphin emmenait sur les bords du Rhin près de la moitié de la formidable armée rassemblée dans les Pays-Bas, Luxembourg resta en face du roi d'Angleterre, et il voulut renouveler contre Liége la tentative abandonnée par Louis XIV. Mais l'armée ennemie couvrait cette ville, et il fallut livrer une bataille. Ce fut la plus sanglante et la plus disputée de toute cette guerre.

Guillaume avait employé la nuit à se fortifier dans sa position, que couvraient cent pièces d'artillerie, et dont les flancs s'appuyaient aux deux villages de Nerwinde et de Neerlanden. L'action commença par une effroyable canonnade dont les Français, plus à découverts que leurs ennemis, eurent beaucoup plus à souffrir. Le maréchal de Luxembourg avait donné l'ordre d'attaquer le village de Nerwinde, et c'était là que s'était porté tout l'effort de la bataille. L'infanterie française venait à peine de s'y établir quand elle en fut repoussée. On lui demanda un nouvel effort. « Souvenez-vous de la gloire de la France, » leur dit le maréchal pour ranimer leurs forces épuisées, et Nerwinde fut repris. Ce fut alors, après des prodiges de valeur faits de part et d'autre, après que le roi Guillaume et Luxembourg eurent chargé chacun à la tête de leur cavalerie, que l'arrivée du marquis d'Harcourt vint décider la victoire en faveur des Français. L'aile droite des alliés, qui avait défendu Nerwinde, fut coupée par cette manœuvre et jetée dans la Gheete, où se noyèrent une foule de soldats. Le retranchement qui couvrait le centre ennemi fut tourné par la cavalerie française, le corps de bataille fut débordé et renversé à son tour, et Guillaume n'eut plus qu'à songer à la retraite. Il laissait sur le champ de bataille douze mille morts et deux mille prisonniers. Les vainqueurs perdirent de sept à huit mille hommes, parmi lesquels un grand nombre de gentilshommes des premières maisons de France.

« Le duc de Chartres, dit Saint-Simon dans ses Mémoires (2), chargea plusieurs fois, à la tête de ses braves escadrons de la maison du roi, avec une présence d'esprit et une valeur dignes de sa naissance, et il y fut une fois mêlé et y pensa demeurer prisonnier. Le marquis d'Arcy, qui avait été son gouverneur, fut toujours auprès de lui en cette action, avec le sang-froid d'un vieux capitaine et tout le courage de la jeunesse, comme

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. II, p. 710 et suiv.
(2) Tome I, p. 106.

il l'avait fait à Steinkerque. M. le duc, à qui principalement fut imputé le parti de cette dernière tentative des régiments des gardes françaises et suisses pour emporter le village de Nerwinde, fut toujours entre le feu des ennemis et le nôtre.

» M. le prince de Conti, maître enfin de tout le village de Nerwinde (où il avait reçu une contusion au côté et un coup de sabre sur la tête, que le fer de son chapeau para), se mit à la tête de quelque cavalerie, la plus proche de la tête de ce village, avec laquelle il prit à revers en flanc le retranchement du front, aidé par l'infanterie qui avait emporté enfin le village de Nerwinde, et acheva de faire prendre la fuite à ce qui était derrière ce long retranchement. »

N° 331. BATAILLE DE LA MARSAILLE.

4 octobre 1693.

Eug. Devéria. — 1837.

Le duc de Savoie, vaincu à Staffarde et dépouillé d'une portion considérable de ses états, avait pris l'offensive en 1692, quand l'armée du maréchal de Catinat eut été affaiblie pour renforcer celles d'Allemagne et des Pays-Bas. Pendant que Catinat, avec quelques milliers d'hommes, était réduit à couvrir Suse et Pignerol, ces deux clefs des Alpes, pour les conserver à la France, Victor-Amédée avait pénétré sur le territoire français, à travers les montagnes du Dauphiné, et y avait porté l'incendie et le pillage. Mais, arrêté dans ses succès par la maladie et bientôt harcelé par les paysans dauphinois, qui lui faisaient une redoutable guerre de partisans, il repassa les Alpes, et fut forcé par l'hiver d'ajourner à la campagne suivante ses projets de conquête. En effet, au retour du printemps il vint attaquer Pignerol; mais tous ses efforts échouèrent contre l'héroïque résistance du comte de Tessé. C'est alors que Catinat, jusqu'alors renfermé dans son camp de Fenestrelles, reçut enfin quelques renforts, et descendit dans les plaines du Piémont pour y chercher l'ennemi. A son approche, le duc de Savoie s'était replié sur le village de la Marsaille, près de la petite rivière de Cisola. Catinat alla l'y chercher, et le 4 octobre lui présenta la bataille.

« Avant de l'engager, le maréchal de Catinat fit publier l'ordre suivant dans son armée :

« MM. les brigadiers auront soin de faire un peu de halte en entrant dans la plaine qui est devant nous, pour se redresser, et observeront de ne point déborder la ligne, afin que tous les bataillons puissent charger ensemble. Ils ordonneront dans leurs brigades que les bataillons mettent la baïonnette au bout du fusil, et ne tirent pas un coup. Les compagnies de grenadiers seront sur la droite des bataillons, et le piquet sur la gauche, lesquels on fera tirer, selon que les commandants de bataillon le jugeront à propos, et tout le bataillon marchera en même temps pour entrer dans celui de l'ennemi qui lui sera opposé, s'il l'attend sans se rompre. En cas que le bataillon ennemi se rompe avant que le nôtre l'ait chargé, il faut le suivre avec un grand ordre sans se rompre (1). »

« M. de Catinat, s'étant mis à la tête de l'aile droite, fit avertir M. le duc de Vendôme et tous les officiers généraux qui étaient à la gauche, qu'il allait faire charger. Toute la ligne, s'étant ébranlée en même temps, marcha dans un si bel ordre et avec tant de fierté, qu'elle enfonça tout ce qu'elle trouva devant elle.

» La droite de l'armée du roi tomba sur le flanc gauche de celle des ennemis, et la fit plier. En même temps toute la ligne les chargea de face et les renversa les uns sur les autres.

(1) *Mémoires militaires de Louis XIV*, mis en ordre par le général Grimoard, t. IV, p. 415.

Pendant ce temps-là la droite de l'armée ennemie marcha sur la gauche de celle de France qu'ils débordaient, et la fit plier; mais la gauche de la seconde ligne, que commandait M. le grand prieur, les chargea si à propos et les renversa de telle sorte, que les deux armées se trouvèrent mêlées.

» On connut, par la résistance que firent les troupes que les ennemis avaient opposées à notre gauche et qui vinrent plusieurs fois à la charge, qu'on avait fait un coup capital en y faisant passer la gendarmerie, qui y fit tout ce qu'on peut attendre d'un corps de cette réputation. Il est vrai que cette gauche fut d'abord repoussée avec quelque perte; mais la gendarmerie, ayant fait ensuite plier leur aile droite, attaqua par le flanc et par derrière leur infanterie, qui n'avait plus de cavalerie à sa gauche, parce qu'elle était engagée avec la nôtre, qui l'attaquait vivement. Cette manœuvre décida l'affaire. Elle dura quatre heures et demie, qui ne furent employées qu'à tuer. La victoire, dès le commencement du combat, s'était déclarée pour nous; les charges des troupes du roi furent si vives, qu'elles renversèrent tout ce qui leur était opposé, de sorte que l'infanterie des ennemis fut presque entièrement ruinée (1). »

Les historiens militaires ont justement observé que cette victoire fut la première que l'infanterie française dut à l'usage de la baïonnette, devenue depuis une arme si redoutable entre ses mains.

Lorsque Louis XIV eut appris la victoire remportée à la Marsaille, il écrivit au maréchal de Catinat, le 29 novembre 1693 :

« Mon cousin, le succès de mes armes, sur lesquelles il paraît bien que la bénédiction de Dieu continue de se répandre, n'a point effacé de mon cœur le désir que j'ai toujours eu de faire une bonne paix. Je ne vous parlerai point de la générale, parce que les affaires dont vous êtes chargé pour mon service regardent l'Italie, à laquelle j'ai toujours souhaité de donner le repos, et vous savez bien qu'il n'a pas tenu à moi que mon frère le duc de Savoie ne contribuât à cette paix que je désirais. Présentement que Dieu m'a fait la grâce, malgré tout ce qui s'est passé, de conserver encore pour lui les sentiments que vous me connaissez.... et comme il ne dépend que de moi de réduire en pitoyable état la meilleure partie de ses états, mon intention est que vous lui fassiez dire que, pour lui donner le loisir de prendre le parti que je crois qui lui convient et à son pays, je vous ai ordonné d'épargner l'incendie des villes de Saluces, de Fossano et des autres; et que, pour donner, comme je viens de vous dire, le moyen à mondit frère le duc de Savoie, de faire tranquillement les mûres réflexions qui conviennent à l'état auquel je pourrais réduire son pays, mon intention est que vous fassiez repasser mon armée en France, et qu'au même temps vous fassiez entendre à mondit frère le duc de Savoie, que, passé cette occasion, dans laquelle je donne à lui et à toute l'Italie des marques du désir sincère que j'ai de contribuer à son repos, je prendrai toutes les mesures que je croirai nécessaires pour faire ressentir à ce prince le grand tort qu'il a de ne vouloir pas contribuer au bien de son peuple, de son état et de toute l'Italie (2). »

N° 332. PRISE DE CHARLEROI. — 11 octobre 1693.

Vandermeulen.

« La prise de Charleroi fut le fruit de la bataille de Nerwinde; le marquis de Villeroy, ayant été chargé d'en

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. II, p. 689.

(2) *Mémoires militaires de Louis XIV*, mis en ordre par le général Grimoard, t. IV, p. 415.

faire le siége, y fit ouvrir la tranchée le 15 septembre par le duc de Roquelaure, et poussa les attaques avec beaucoup de vigueur; il ne put pourtant obliger le gouverneur de la place à se rendre qu'au bout de trois semaines (1). »

N° 333. PRISE DE PALAMOS. — JUIN 1694.

RENOUX. — 1836.

Le maréchal de Noailles avait été continué dans le commandement de l'armée de Catalogne. Maître de Roses, dont il s'était emparé l'année précédente, et fortifié par les recrues qui étaient venues grossir son armée, il pouvait donner une extension plus grande à ses opérations. Il passa donc la revue de ses troupes, le 16 juin, près du Boulou, dans la plaine de Roussillon, et se mit en marche, se dirigeant sur Gironne et sur Palamos, dont il devait entreprendre le siége. Il traversa les montagnes par le col de Pertuis, alla camper sous Bellegarde, se rendit à Figuières sans rencontrer d'obstacles, et arriva sur le Ter, près de Gironne. L'ennemi, qui s'était fortifié dans son camp de l'autre côté de la rivière, en face de Torella de Mongri, tenta vainement de lui disputer le passage. Le combat du Ter facilita le siége de Palamos, où le maréchal de Noailles se rendit aussitôt, et il arriva le 31 mai devant cette place, en même temps que l'amiral Tourville, qui commandait l'escadre.

Palamos est une place maritime assez forte. La garnison s'élevait à trois mille hommes, sous le commandement du gouverneur Pignatelli; vivement attaquée par terre et par mer, elle fut défendue avec courage, et le dixième jour de la tranchée, les assiégés ayant été contraints de capituler, la garnison se rendit prisonnière de guerre.

N° 333 *bis*. LA FLOTTE ANGLAISE REPOUSSÉE DE DEVANT BREST. — 18 JUIN 1694.

GUDIN. — 1839.

La flotte anglaise, sous le commandement de lord Barkley, avait embarqué à Portsmouth dix régiments d'infanterie et quelques dragons, dans l'intention de faire une descente sur les côtes de France. Averti qu'ils avaient dessein d'aller du côté de Brest, M. de Vauban mit cette ville en état de défense. Cependant lord Barkley doubla l'île d'Ouessant le 16 juin, et entra le jour suivant dans la baie de Camaret, avec trente-six vaisseaux de guerre, douze galiotes à bombes et environ quatre-vingts petits bâtiments. Lord Talmash et le marquis de Camarthen vinrent, aussi avant que possible, reconnaître la baie dans une galère à vingt rames; et dans le conseil qui fut tenu à leur retour on décida que le marquis de Camarthen irait le 18, à la pointe du jour, avec sept frégates, dans la baie, pour battre un fort et deux batteries qui étaient à l'ouest, pendant que leurs troupes débarqueraient dans une autre baie sablonneuse d'un demi-quart de lieue de longueur, qui avait aux deux bouts des rochers. Un gros brouillard les ayant retenus jusqu'à dix heures, ils commencèrent l'entreprise dès qu'il fut dissipé, quoique les chaloupes envoyées à la reconnaissance eussent rapporté que les endroits propres à faire une descente étaient bien gardés. Le marquis de Camarthen s'avança avec ses frégates dans la baie, où il se trouva environné de nos batteries, qui le prenaient de tous côtés. « En même temps les chaloupes avec les troupes de débarquement arrivèrent, et lord Talmash, s'étant mis à la tête d'un bataillon de grenadiers, donna ordre à chaque chaloupe de faire prendre terre aux troupes qui étaient dessus, le plus promptement qu'elles pourraient. Cette action commença, à peu près à midi, par une canonnade qui dura deux heures, pendant lesquelles les ennemis essuyèrent le feu des batteries et des retranchements, qui étaient garnis d'un bataillon de marine et de quelques milices, commandées par le marquis de Langeron.

» Après cette manœuvre, tous les petits bâtiments firent voile pour se rendre dans l'anse de Camaret, où les plus avancés mirent à terre huit ou neuf cents hommes. Le feu dura assez longtemps de part et d'autre. M. Benoise, capitaine d'une compagnie franche de la marine, ayant remarqué quelque désordre parmi les troupes descendues, qui semblaient incertaines du parti qu'elles devaient prendre, sortit l'épée à la main, à la tête de cinquante hommes soutenus par M. de la Cousse, capitaine d'une compagnie de la marine, avec un pareil nombre de soldats. Il chargea les ennemis d'une manière si vigoureuse, que, les ayant renversés, il en tua un grand nombre, et les poursuivit jusqu'à leurs chaloupes, dont il ne restait plus que sept, les autres s'étant retirées. Ils s'y jetèrent en si grand nombre, que, la mer baissant en même temps, ils demeurèrent échoués. Alors M. le comte de Servon, maréchal de camp, M. de la Vaisse, brigadier d'infanterie, et M. du Plessis, brigadier de cavalerie, qui s'étaient rendus sur les retranchements avec le régiment de cavalerie de du Plessis, sur l'avis qu'ils avaient eu par les signaux, firent marcher un escadron sur la grève; ce qui obligea les troupes qui se trouvèrent dans les bâtiments échoués à demander quartier. Celles qui n'avaient pas encore débarqué craignirent la même destinée, et se retirèrent avec beaucoup de précipitation, à la faveur de leurs vaisseaux, qui continuaient de canonner les retranchements et les batteries, qui leur répondaient sans cesse avec supériorité. Un vaisseau hollandais, s'étant approché trop près de la terre, s'échoua. Aussitôt M. de la Gondinière, capitaine d'une compagnie de marine, s'alla poster avec quelques mousquetaires sur les rochers voisins qui le dominaient, et l'obligea de se rendre. On y trouva quarante hommes tués, du nombre desquels était le capitaine. Il en restait soixante-quatre autres qu'on fit prisonniers. Les ennemis laissèrent sur la place près de quatre cents hommes, parmi lesquels était lord Talmash, qui commandait les troupes de débarquement. On leur fit cinq cent quarante-huit prisonniers et quarante officiers. Ils eurent outre cela grand nombre de soldats tués. Quoique leurs vaisseaux fussent presque hors de la portée des bombes, il en tomba cependant une sur une galiote chargée de cinq cents soldats, et une autre sur un bateau plat. Ces deux bâtiments coulèrent à fond, ce qui fit juger que cette entreprise leur coûta près de deux mille hommes. On remarqua, la nuit après l'action, qu'ils brûlèrent un de leurs vaisseaux, qu'on jugea être celui qui fut démâté de son mât de misaine, et un autre de son hunier (1).

N° 334. COMBAT NAVAL DU TEXEL. 29 JUIN 1694.

EUG. ISABEY. — 1837.

Jean Bart était parti de Brest le 27 juin, avec six vaisseaux et deux flûtes, pour aller à la recherche d'une flotte qui venait du Nord, chargée de blé pour la France. Mais le 29, lorsqu'il la rencontra, elle était déjà tombée au pouvoir des Hollandais, et, pour la délivrer, il fallait combattre un ennemi supérieur en forces. Voici comment Jean Bart, dans son rapport au ministre de la marine, rend compte de cette action glorieuse :

(1) *Histoire de Louis XIV*, par Limiers, t. II, p. 553.

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. III, p. 80

A Dunkerque, le 3 juillet 1694.

« J'ai l'honneur, monseigneur, de vous rendre compte que, le 29 du mois passé, je rencontrai, entre le Texel et la Meuse, douze lieues au large, huit navires de guerre hollandais, dont un portait pavillon de contre-amiral. J'envoyai les reconnaître : on me rapporta qu'ils avaient arrêté la flotte des grains destinée pour la France, et avaient amariné tous les vaisseaux qui la composaient, après en avoir tiré tous les maîtres. Je crus, dans cette conjoncture, devoir les combattre pour leur ôter cette flotte. J'assemblai tous les capitaines des vaisseaux de mon escadre, et, après avoir tenu conseil de guerre, où le combat fut résolu, j'abordai le contre-amiral, monté de cinquante-huit pièces de canon, lequel j'enlevai à l'abordage après demi-heure de combat. Je lui ai tué ou blessé cent cinquante hommes. Ce contre-amiral, nommé Hyde de Frise, est du nombre des blessés : il a un coup de pistolet dans la poitrine, un coup de mousquet dans le bras gauche, qu'on a été obligé de lui couper, et trois coups de sabre à la tête. Je n'ai perdu en cette occasion que trois hommes et vingt-sept blessés.

» *Le Mignon* a pris un de ces huit vaisseaux, de cinquante pièces de canon.

» *Le Fortuné* en a pris un autre de trente pièces; les cinq autres restant des huit, dont un est de cinquante-huit pièces, un autre de cinquante-quatre, deux de cinquante et un de quarante, ont pris la fuite après m'avoir vu enlever leur contre-amiral.

» J'ai amené ici trente navires de la flotte, lesquels sont en rade.

» J'ai donné ce combat à la vue des vaisseaux de guerre danois et suédois, qui ont été témoins de cette action sans s'y mêler. Ils sont passés aujourd'hui avec le reste des vaisseaux de charge, au nombre de soixante-six voiles, pour aller en France (1). »

N° 335. LOUIS XIV

REÇOIT LE SERMENT DE DANGEAU, GRAND MAITRE DE L'ORDRE DE NOTRE-DAME DU MONT CARMEL ET DE SAINT-LAZARE. — 18 DÉCEMBRE 1695.

Ant. Pezey.

« Le roi, dit Saint-Simon (2), donna à Dangeau la grande maîtrise de l'ordre de Notre-Dame du mont Carmel et de Saint-Lazare unis, comme l'avait Nerestang lorsqu'il la remit entre les mains du roi, qui en fit M. de Louvois son grand-vicaire. L'hiver précédent le roi avait institué l'ordre de Saint-Louis, et c'est ce qui donna lieu à donner à un particulier la grande maîtrise de Saint-Lazare. »

La cérémonie se passa dans l'ancienne chapelle du château de Versailles, le 18 décembre 1695. Dangeau est représenté à genoux devant le roi, prêtant serment. Louis XIV est accompagné du grand dauphin, des princes et des grands seigneurs de sa cour.

N° 335 *bis*. COMBAT DANS LA MER DU NORD.

JUIN 1696.

. . . .

Vingt vaisseaux anglais et hollandais tenaient Jean Bart bloqué dans le port de Dunkerque. « Son escadre était de sept vaisseaux de guerre et de deux brûlots : mais, s'étant impatienté de se voir si longtemps assiégé, il monta sur un lieu fort élevé pour examiner leur situation. Il résolut de sortir dans le moment, ayant entrevu qu'il pourrait le faire malgré les ennemis. Il fut joint par quelques armateurs, et rencontra, le 18 de juin, la flotte hollandaise, qui venait de la mer Baltique, composée de plus de cent voiles, sous l'escorte de cinq frégates. Elle était commandée par M. Bachiry, qui montait une frégate de trente-huit pièces de canon; le capitaine Vanderberg en avait une de quarante-quatre; celles des capitaines Swrin et Mesnard le jeune étaient chacune de trente-huit, et celle du capitaine Alvin, de vingt-quatre.

« Le chevalier Bart crut pouvoir mieux surprendre cette flotte en l'attendant proche du port où elle devait entrer. Il envoya plusieurs petits bâtiments pour la reconnaître : les ennemis en eurent beaucoup d'inquiétude; et comme les ordres du commandant de cette flotte étaient de se rendre incessamment en Hollande, il poursuivit sa route assez heureusement, et crut être hors de tout péril lorsqu'il aperçut les côtes de Hollande, peu de jours après le 18 du même mois. Mais il vit l'escadre du chevalier Bart, dont les vaisseaux attaquèrent les frégates ennemies, et, après un assez rude combat, les abordèrent et s'en rendirent maîtres, pendant que les autres navires et les armateurs coupèrent les vaisseaux marchands et en prirent trente, les autres qui étaient au-dessus du vent s'étant échappés.

» M. de Bachiry, qui commandait la flotte ennemie, reçut un coup mortel au-dessus de la mamelle gauche; le capitaine Vanderberg eut sur son bord trente-quatre hommes tués et dix-huit blessés; le capitaine Swrin fut blessé au bras, et le capitaine Alvin fut tué (1).

N° 335 *ter*. DUGUAY-TROUIN

DISPERSE UNE FLOTTE ESCORTÉE PAR TROIS VAISSEAUX DE GUERRE HOLLANDAIS. — 1696.

Gudin. — 1839.

Au même temps où Jean Bart donnait ainsi à son nom une popularité immortelle dans la marine française, un jeune et intrépide armateur de Saint-Malo, Duguay-Trouin, commençait à se faire connaître par des faits d'armes d'une audace et d'un bonheur non moins remarquables.

« Il arma, selon son propre récit, les vaisseaux *le Saint-Jacques*, *le Sans-Pareil*, et la frégate *la Léonore*, de quarante-six, quarante et seize canons, et, s'étant joint à deux autres frégates de Saint-Malo, attaqua une flotte escortée par trois vaisseaux de guerre hollandais, de cinquante-quatre, cinquante-deux et trente-six canons, commandés par le baron de Warsenart, vice-amiral de Hollande. Dans le commencement de ce combat, le feu ayant malheureusement pris au vaisseau *le Sans-Pareil*, et fait sauter toute sa poupe, Duguay-Trouin fut forcé d'aborder avec son vaisseau seul les deux gros convois, qu'il enleva l'un après l'autre après un sanglant combat où la moitié de son équipage périt; le troisième convoi et une partie de cette flotte fut pris par les frégates qui s'étaient jointes à lui (2). » Le roi récompensa cette belle action par un brevet de capitaine de frégate.

C'est ici le lieu de citer un calcul consigné dans l'histoire d'Angleterre de Rapin Thoyras. Il rapporte que, d'après les registres de l'amirauté britannique, les corsaires de Saint-Malo, de 1688 à 1697, enlevèrent aux Anglais et aux Hollandais cent soixante-deux navires de guerre et trois mille trois cent quatre-vingt-quatre bâtiments marchands.

(1) *Histoire de la marine française*, par E. Sue, t. V, p. 153.
(2) *Mémoires de Saint-Simon*, t. I, p. 129.

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. III, p. 278.
(2) États de service de Duguay-Trouin, dressés par lui-même pour sa justification, et cités dans l'Histoire de la marine française, par E. Sue, t. V, p. 323.

N° 335 *quater*. QUATRE VAISSEAUX FRANÇAIS DISPERSENT UNE FLOTTE ANGLAISE.

13 AVRIL 1697.

. . . .

« Quatre armateurs de France, montant des vaisseaux du roi de soixante et dix, de cinquante, de trente-six et de vingt-quatre pièces de canon, rencontrèrent le 13 d'avril, à la hauteur des îles de Scilly, les vaisseaux anglais *le Norwich*, *le Château*, *le Sheerness*, *le Schafort*, et le brûlot de *la Blare*, servant de convoi à la flotte marchande anglaise, qui allait aux Indes occidentales. Les armateurs de France les attaquèrent, et, après un combat de deux heures, pendant lequel la flotte marchande se dispersa, ils s'emparèrent du vaisseau *le Schafort*, qu'ils furent obligés de brûler, parce qu'il était tout percé; mais ils gardèrent le brûlot de *la Blare*, qu'ils avaient pris. Après le combat, les armateurs poursuivirent cette flotte pendant trois jours, et la rejoignirent le 16. Le combat recommença et dura trois heures; mais les vaisseaux anglais, se trouvant fort maltraités dans leurs agrès, furent contraints de prendre le large. Les armateurs les abandonnèrent pour suivre les bâtiments marchands, dont une partie se sauva à Plymouth, d'autres aux îles de Scilly, et en d'autres ports. Les armateurs de France en prirent quelques-uns, qu'ils amenèrent dans les ports de l'Océan (1). »

N° 336. BOMBARDEMENT DE CARTHAGÈNE.

MAI 1697.

GUDIN. — 1839.

Le pavillon français, malgré la triple rivalité de l'Angleterre, de la Hollande et de l'Espagne, continuait à soutenir son honneur sur toutes les mers. « Le roi catholique en ressentit des effets dans ses états du nouveau monde... Le sieur de Pointis était parti des côtes de France au commencement de l'année, avec une escadre de sept vaisseaux de guerre et plusieurs autres bâtiments. Il arriva devant Carthagène, ville du nouveau royaume de Grenade dans l'Amérique méridionale, où les Espagnols tenaient la plus grande partie des richesses qu'ils tiraient du Pérou. Il attaqua cette place avec tant de vigueur, assisté des troupes que lui amena le gouverneur de Saint-Domingue, qu'il la prit de force en peu de jours et la pilla. Les immenses richesses qu'il en tira redressèrent un peu les finances épuisées de la France, et mirent le roi en état de continuer la guerre aux dépens de ses ennemis (2).

N° 337. PRISE D'ATH. — 5 JUIN 1697.

. . . .

« Après la paix d'Italie, les alliés devaient s'attendre de voir en Flandre de plus nombreuses armées, et les avantages que la France se promettait d'en retirer ne contribuèrent pas peu à ce dessein. En effet, le roi y envoya trois maréchaux de France, dont chacun avait un corps d'armée séparé sous sa conduite : ces trois maréchaux étaient MM. de Catinat, de Villeroy et de Boufflers. Le premier fit l'ouverture de la campagne par le siége d'Ath, avec une armée de quarante mille hommes, pendant que les deux autres le couvraient. Le roi d'Angleterre et l'électeur de Bavière firent divers mouvements pour secourir la place; mais, considérant qu'il aurait fallu hasarder une bataille contre une armée de beaucoup supérieure à la leur, dans un temps où la France serait obligée de rendre Ath, ils jugèrent plus à propos de faire choix d'un camp qui mît le pays à couvert le reste de la campagne. Le gouverneur de la place, se voyant donc par là sans espérance de secours, se rendit le 5 de juin, après treize jours de tranchée ouverte (1). »

N° 337 *bis*. M. DE POINTIS AVEC CINQ VAISSEAUX ATTAQUE SEPT VAISSEAUX ANGLAIS.

24 AOUT 1697.

GUDIN. — 1839.

Au retour de sa glorieuse expédition de Carthagène, Pointis eut à combattre une escadre de sept bâtiments anglais, cinq vaisseaux de ligne de soixante et douze et soixante et dix canons, et deux frégates de trente-six. Il n'avait sous ses ordres que cinq vaisseaux : *le Furieux*, *le Vermandois*, *le Sceptre-Amiral*, *le Saint-Michel* et *le Saint-Louis*. Sa position était critique : la maladie avait ravagé ses équipages; les trois quarts des officiers et des matelots étaient hors d'état d'agir, et à peine avait-il de quoi fournir au service de la moitié des batteries. Ce fut dans cet état que, le 24 août, à la pointe du jour, il découvrit l'ennemi qui faisait force de voiles pour l'atteindre. Pointis lui épargna la moitié du chemin, et la division française alla canonner les vaisseaux anglais avec autant de résolution que si les équipages complets avaient garni tous les sabords. L'engagement dura jusqu'à la nuit; les bâtiments français reçurent courageusement les bordées d'un ennemi qui leur était de tout point supérieur, et eurent l'honneur de poursuivre, en face de lui, leur route sans dommage.

N° 337 *ter*. PRISE DE TROIS VAISSEAUX ANGLAIS PAR M. DE NESMOND. — 1697.

GUDIN. — 1839.

« Le marquis de Nesmond, lieutenant général des armées navales du roi, avait armé une escadre de six vaisseaux de guerre pour aller en course. Il rencontra trois vaisseaux anglais qui revenaient des Indes. Il les attaqua avec tant de vigueur, qu'après une médiocre résistance, la partie n'étant pas égale, ils ne purent éviter de tomber entre ses mains. Ils étaient tous trois chargés de marchandises pour plus de six millions (2). »

N° 337 *quater*. COMBAT DE M. D'IBERVILLE CONTRE TROIS VAISSEAUX ANGLAIS.

5 SEPTEMBRE 1697.

GUDIN. — 1839.

N° 337 *quinto*. PRISE DU FORT DE BOURBON PAR M. D'IBERVILLE. — 13 SEPTEMBRE 1697.

GUDIN — 1839.

« Les vaisseaux du roi *le Pélican*, *le Palmier*, *le Weespt* et *le Profond*, commandés par M. d'Iberville, reçurent des ordres du roi de reprendre le fort de Nelson, dit Bourbon, situé à cinquante-sept degrés trente minutes de latitude nord, en la baie d'Huton (Hudson), au nord du Canada. M. d'Iber-

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. III, p. 389.
(2) *Histoire de Louis XIV*, par Limiers, t. II, p. 635.

(1) *Histoire de Louis XIV*, par Limiers, t. II, p. 633.
(2) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. III, p. 388.

ville partit avec ces quatre vaisseaux le 8 de juillet. Ces vaisseaux se trouvèrent renfermés dans les glaces du détroit de cette baie l'espace de vingt-sept jours. Les courants en firent débouquer, le 15 d'août, *le Pélican*, que montait M. d'Iberville, qui était à six lieues de Digne, situé à soixante-trois degrés huit minutes, à l'extrémité du détroit. Ce vaisseau arriva seul devant le fort Nelson le 5 de septembre. Étant mouillé à deux lieues de terre, il aperçut trois vaisseaux sous le vent, que M. d'Iberville crut être les autres navires. Après avoir levé l'ancre sur les sept heures du matin, il chassa sur eux; et, leur ayant fait les signaux de reconnaissance, auxquels ils ne répondirent point, il connut qu'ils étaient anglais, comme cela se trouva vrai. L'un était *le Hamsphire*, de guerre, de trente-six pièces de canon et de cent cinquante hommes d'équipage, et les autres *le Deriny* et *le Habsousbaye*, de trente-deux. M. d'Iberville, malgré l'inégalité des forces, se disposa à les attaquer. Les trois vaisseaux anglais s'attachèrent à démâter le vaisseau du roi. Après trois heures et demie de combat le commandant du *Hampshire* prolongea *le Pélican* pour le couler à fond, et il se fit à bout portant, de part et d'autre, une décharge générale de mousqueterie et des canons à mitraille de toutes les batteries. Les canons du *Pélican* furent pointés si à propos, que *le Hampshire* en fut coulé bas et sombra dans le moment sous voiles. *Le Habsousbaye* amena aussitôt pavillon, et *le Deriny* prit la fuite. Mais ensuite le temps devint si rude, que *le Habsousbaye* s'échoua sur une basse, et *le Pélican* fit naufrage d'un vent du nord-est, qui le jeta à la côte. On se sauva à terre en canot et en radeaux.

« Les troupes formèrent un camp à leur arrivée, et trois jours après M. d'Iberville attaqua le fort de Bourbon. Il commença le 11 à faire faire des escarmouches à la faveur de quelques petits ruisseaux et de quelques troncs d'arbres brûlés. Il était en cet état lorsque les autres vaisseaux arrivèrent. *Le Palmier* lui envoya, le 12, un mortier, que l'on tenta de mener à une batterie qui avait été faite à deux cents pas du fort, dans un bois taillis, nonobstant le grand feu que les ennemis firent. On les bombarda depuis dix heures du matin jusqu'à quatre heures du soir; et pendant ce temps-là on les harcela par des escarmouches. Ils firent un feu continuel de canons et de bombes.

» M. d'Iberville fit sommer le gouverneur de se rendre, et lui fit dire que, s'il s'exposait à souffrir un assaut, on ne recevrait aucunes propositions de sa part. On travailla à dresser une nouvelle batterie, qui aurait fait un furieux désordre, si, sur les quatre heures du soir, le gouverneur n'eût envoyé trois députés à M. d'Iberville, qui lui apportèrent une capitulation par laquelle il demandait tout le quartier qui appartenait à la compagnie de Londres. Cette proposition étant trop avantageuse pour des gens qui étaient à sa discrétion, il la refusa. Le gouverneur envoya, sur les huit heures du soir, un député avec une lettre pour M. d'Iberville, par laquelle il demandait deux mortiers de fonte et quatre pièces de canon du même métal, qu'il avait apportées l'année précédente, lorsque les Anglais prirent ce fort sur les Canadiens : ce qu'il refusa. Enfin, le lendemain 13, le gouverneur lui envoya trois otages pour lui dire qu'il lui rendait la place, le priant d'en laisser faire l'évacuation à une heure après midi.

» MM. de la Poterie et de Serigny s'en rendirent les maîtres, et le gouverneur en sortit à une heure, à la tête de la garnison, tambour battant, mèches allumées, enseignes déployées et avec les bagages. M. de Boisbriant se trouva à sa rencontre à la tête de plus de deux cents Canadiens.

» Ce fort était composé de trois bastions et demi-bastions, dont il y en eut un qui sauta en l'air de deux bombes qu'on y jeta. Une autre bombe renversa une galerie qui entourait un grand corps de logis, et une quatrième tomba au milieu de la place, et blessa trois hommes : on ne perdit à ce siége qu'un Canadien, qui fut tué (1). »

N° 338. MARIAGE DE LOUIS DE FRANCE,
DUC DE BOURGOGNE, ET DE MARIE-ADÉLAÏDE DE SAVOIE.
7 DÉCEMBRE 1697.

ANT. DIEU.

Le traité de Ryswick rendit encore une fois la tranquillité à l'Europe. La France victorieuse, mais épuisée, dut renoncer à la plupart de ses nouvelles conquêtes. La paix, que l'état du royaume rendait si nécessaire, fut publiée à Paris le 4 novembre 1697, suivant le cérémonial d'usage, et accueillie avec les plus grandes démonstrations d'enthousiasme.

Cependant le mariage de Louis de France, duc de Bourgogne, avec la princesse Marie-Adélaïde de Savoie, avait été une des stipulations du traité de Ryswick. Malgré le jeune âge des deux époux, dont l'un avait quinze ans et l'autre onze, leur union fut célébrée sans retard.

« On n'était occupé que de la magnificencence qui devait éclater à ces noces : on en pressait extraordinairement les préparatifs, et l'on prétendait surpasser tout ce qui avait été fait en de pareilles occasions. Les dames surtout n'y épargnaient aucunes dépenses. Elles devaient avoir six habits différents, et ces habits étaient tellement chargés de dorures, que l'on eut assez de peine à les porter. L'habit de M. le duc de Bourgogne était de velours noir, tout couvert de perles... L'habit de la princesse était d'un drap d'argent, tout couvert de pierreries. Le roi était habillé d'un drap d'or, sur les coutures duquel il y avait un point d'Espagne d'or, large de quatre doigts. M. le dauphin et tous les princes étaient aussi magnifiquement vêtus, et tous ces habits étaient relevés de broderies d'or, et éclatants de pierreries agréablement diversifiées et mises en œuvre. Tout étant prêt pour la cérémonie, elle fut célébrée à Versailles, le 7 de décembre, par le cardinal de Coislin, en la manière suivante : M. des Granges, maître des cérémonies, alla, sur les onze heures du matin, prendre M. le duc de Bourgogne dans son appartement, et le conduisit en celui du roi. Sa majesté se rendit ensuite chez madame la duchesse de Bourgogne, et la mena à la chapelle, accompagnée du duc d'Anjou, du duc de Berry, des princes et princesses du sang, de la duchesse de Verneuil, des cardinaux d'Estrées, de Janson et de Furstemberg et de l'archevêque de Reims. Le cardinal de Coislin, premier aumônier du roi, dit la messe en mitre, revêtu de ses habits pontificaux, et fit la cérémonie du mariage.

» Sa majesté donna ensuite un magnifique dîner aux nouveaux mariés (2). »

N° 338 *bis*. PHILIPPE DE FRANCE, DUC D'ANJOU, DÉCLARÉ ROI D'ESPAGNE (PHILIPPE V).
16 NOVEMBRE 1700.

Baron GÉRARD.—1824.

Charles II, roi d'Espagne, mourut sans postérité, le 1er novembre de l'année 1700. Déjà, depuis plusieurs années, sa succession était convoitée par des prétendants divers, et deux traités même l'avaient partagée. Mais la fierté espagnole se révolta contre le démembrement de la monarchie de Charles-Quint, et les principaux conseillers de Charles II, le cardinal Porto-Carrero et le comte de Monterey, firent violence à ses affections de famille, pour décider le prince mourant à laisser

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. III, p. 390.
(2) *Histoire de Louis XIV*, par Limiers, t. III, p. 2.

à un petit-fils de Louis XIV son vaste héritage. Charles II, en effet, après avoir consulté le pape Innocent XI, fit un testament par lequel il léguait tous ses royaumes à Philippe, duc d'Anjou, sous la condition que la couronne d'Espagne ne pourrait jamais être unie à celle de France. Ce fut le 2 octobre 1700, un mois avant sa mort, qu'en signant ce testament il signa, selon la belle expression de Saint-Simon, « la ruine de sa maison et la grandeur de la France. »

Cependant Louis XIV, qui comprenait quel fardeau de guerre il fallait accepter avec le legs de Charles II, ne voulut point prendre seul une si grave décision. Il convoqua son conseil, et, après une longue délibération, dans laquelle le grand dauphin défendit les droits de son fils avec une énergie de langage inaccoutumée, il fut résolu que le testament serait accepté.

On était impatient à la cour de Madrid de voir arriver le nouveau roi : « L'ambassadeur d'Espagne reçut de nouveaux ordres et de nouveaux empressements pour demander M. le duc d'Anjou. Le lundi 15 novembre le roi partit de Fontainebleau entre neuf et dix heures, n'ayant dans son carrosse que monseigneur le duc de Bourgogne, madame la duchesse de Bourgogne, madame la princesse de Conti et la duchesse de Lude. Il arriva à Versailles vers quatre heures.

» Le lendemain, mardi 16 novembre, le roi, au sortir de son lever, fit entrer l'ambassadeur d'Espagne dans son cabinet, où M. le duc d'Anjou s'était rendu par les derrières. Le roi, le lui montrant, lui dit qu'il le pouvait saluer comme son roi. Aussitôt il se jeta à genoux à la manière espagnole, et lui fit un assez long compliment en cette langue. Le roi lui dit qu'il ne l'entendait pas encore, et que c'était à lui à répondre pour son petit-fils. Tout aussitôt après le roi fit, contre toute coutume, ouvrir les deux battants de la porte de son cabinet, et commanda à tout le monde, qui était là presque en foule, d'entrer; puis, passant majestueusement les yeux sur la nombreuse compagnie : « Messieurs, leur dit-il en montrant le duc d'Anjou, voilà le roi d'Espagne. La naissance l'appelait à cette couronne, le feu roi aussi par son testament, toute la nation l'a souhaité et me l'a demandé instamment; c'était l'ordre du ciel; je l'ai accordé avec plaisir. » Et se tournant à son petit-fils : « Soyez bon Espagnol, c'est présentement votre premier devoir; mais souvenez-vous que vous êtes né Français pour entretenir l'union entre les deux nations; c'est le moyen de les rendre heureuses et de conserver la paix de l'Europe (1). »

Ce fut alors aussi que Louis XIV prononça le mot si connu : « Il n'y a plus de Pyrénées. »

N° 339. PRISE D'UN VAISSEAU HOLLANDAIS PAR LES GALÈRES DE FRANCE. — 1702.

Gudin.—1839.

N° 339 *bis*. PRISE DE QUINZE VAISSEAUX HOLLANDAIS PAR NEUF VAISSEAUX FRANÇAIS. 21 avril 1703.

Gudin.—1839.

Quand Louis XIV eut notifié aux diverses cours de l'Europe l'avénement de son petit-fils au trône d'Espagne, la première impression qui s'y manifesta fut celle d'une profonde stupeur. Guillaume III, qui ne pouvait entraîner à son gré le parlement anglais dans les projets de sa politique haineuse, commença par reconnaître Philippe V au nom de la Grande-Bretagne et des Provinces-Unies. L'empereur Léopold se borna à protester et à négocier, pendant que l'électeur de Bavière et le duc de Savoie, se déclarant en faveur de Louis XIV, abdiquaient entre ses mains leurs prétentions à la succession espagnole. Mais cet état de choses dura peu : il ne fallait à la cour de Vienne pour éclater que le temps de former une nouvelle coalition contre la France. Louis XIV aida le roi Guillaume à y faire entrer l'Angleterre, en donnant imprudemment au fils de Jacques II, mort, le titre de Jacques III. Dès lors la guerre, qui d'abord, en 1701, n'avait eu que le Milanais pour théâtre, se fit à la fois en Italie, en Allemagne et dans les Pays-Bas; la France, à qui quatre années de paix avaient à peine donné le temps de respirer, eut contre elle les armées de l'empire, de l'Angleterre et de la Hollande, commandées par Marlborough et le prince Eugène.

Cependant les succès se balancèrent dans la campagne de 1702. Le duc de Vendôme tint tête en Italie au prince Eugène, et l'électeur de Bavière, avec Catinat et Villars, assura en Allemagne la supériorité des armes françaises.

L'année 1703 fut également marquée par d'heureux faits d'armes sur terre et sur mer. Dans cette guerre, en effet, comme dans la précédente, Louis XIV avait à combattre les deux puissantes marines de la Grande-Bretagne et des Provinces-Unies, et en même temps qu'il entretenait de formidables armées au pied des Alpes, sur les bords du Rhin et du Danube, et sur ceux de la Meuse et de l'Escaut, il fallait qu'il armât des flottes considérables pour défendre les côtes de son royaume, et soutenir l'honneur du pavillon français sur l'Océan et la Méditerranée. Si, pendant ces douze ans d'une lutte non interrompue, la France ne remporta pas sur mer d'éclatantes victoires, les succès du moins furent partagés entre elle et ses ennemis. Épuisée par de si longs et si prodigieux efforts, c'était tout ce qu'elle pouvait prétendre.

« La flotte de vaisseaux marchands de Hollande sortit de la Meuse le 19 avril, pour aller à la rivière de Londres avec quelques yachts d'Angleterre, où étaient milord Paget et le baron de Baisan, ministre du roi de Pologne. Cette flotte fut attaquée le 21 par trois vaisseaux de guerre du roi, et par six capres de Dunkerque, d'Ostende et du Havre. Après un rude combat, deux vaisseaux de guerre, qui servaient de convoi à la flotte, furent pris, et les armateurs, pendant le combat, prirent treize vaisseaux marchands (1). »

N° 339 *ter*. M. DE COETLOGON PREND QUATRE VAISSEAUX HOLLANDAIS ET EN COULE A FOND UN CINQUIÈME A LA HAUTEUR DE LISBONNE. MAI 1703.

Gudin.—1839.

« Le marquis de Coëtlogon, qui était parti de Brest le 13 de mai, avec cinq gros vaisseaux, rencontra, à la hauteur de Lisbonne, une flotte anglaise et hollandaise de près de cent voiles, escortée par cinq vaisseaux de guerre auxquels il s'attacha d'abord, et, après quelques heures d'un combat fort opiniâtre, il en prit quatre et coula à fond le cinquième. On trouva sur un de ces vaisseaux le comte de Wallenstein, ambassadeur de l'Empereur auprès du roi de Portugal. Pendant le combat tous les vaisseaux marchands se sauvèrent et retournèrent dans les ports de Portugal, d'où ils étaient partis. Le marquis de Coëtlogon rentra dans le port de Toulon avec les quatre vaisseaux de guerre qu'il avait pris (2). »

(1) *Mémoires de Saint-Simon*, t. III, p. 38.

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. IV, p. 211.
(2) *Idem*, *Ibid.*

N° 339 *quater*. PRISE D'AQUILÉE PAR M. DUQUESNE-MONIER. — 23 JUILLET 1703.

GUDIN. — 1839.

« M. Duquesne-Monier, qui commandait dans la Méditerranée *le Fortuné* et *l'Éclair*, avec deux barques de pêcheurs du pays qui portaient deux petits mortiers, et des chaloupes qu'on lui avait envoyées de Toulon, apprit qu'il y avait dans Aquilée, ville qui appartenait à l'Empereur, un gros magasin de blé, d'huile, de froment et de porc salé, qui était destiné pour l'armée de l'Empereur en Italie. Il résolut d'aller attaquer cette place avec les troupes qu'il avait sur sa petite flotte. Cette ville est située dans le Frioul, environ à sept lieues dans les terres. L'on n'y pouvait aller par eau qu'avec de petits bateaux plats, et l'on était obligé de passer par de petits canaux fort étroits, où il y avait très-peu d'eau. Il partit pour cette expédition la nuit du 22 de juillet, et arriva le 23, à dix heures du matin, à trois quarts de lieue de la ville, après avoir été cent fois prêt à s'en retourner, parce qu'il ne pouvait faire passer ses bâtiments par le peu d'eau qu'il trouvait. Il découvrit une redoute environnée d'un petit fossé plein d'eau, avec un corps de garde qui était nouvellement fait, et une maison vis-à-vis, mais à une petite portée de mousquet; le canal était si étroit, que deux chaloupes avaient beaucoup de peine à y passer. Il aperçut en même temps cinquante ou soixante hommes qui étaient au pied de la redoute. Il fit avancer deux chaloupes avec chacune une pièce de canon, et la compagnie de grenadiers commandée par M. de Beaucaire, pour la canonner, et fit débarquer en même temps pour l'enlever. Ils ne jugèrent pas à propos de les attendre. Les grenadiers mirent pied à terre et bouleversèrent la redoute le plus promptement qu'ils purent. A un quart de lieue de là, M. Duquesne, qui avait marché avec les troupes, trouva un retranchement soutenu d'une redoute et entouré d'une haie vive, à l'endroit le plus étroit du canal, où il ne pouvait passer qu'une chaloupe : les avirons même touchaient au bord. M. Duquesne l'ayant reconnu, prit le parti, la nuit approchant, de faire mettre pied à terre à cent vingt soldats qu'il avait amenés avec lui, dont il y avait cinquante grenadiers, et de poster une chaloupe à canon devant, et une barque de pêcheurs qui avait deux petits mortiers derrière pour bombarder, canonner et faire en même temps attaquer, ce qui leur parut très-difficile, étant obligés, pour y aller, de passer quantité de haies vives par un endroit où l'on ne pouvait défiler que l'un après l'autre. Cependant, comme l'affaire était pressante, il ordonna à M. de Beaucaire de donner avec ses grenadiers et le reste du bataillon, pendant qu'il ferait bombarder et canonner par ses barques de pêcheurs et ses chaloupes. Pour lui, il n'était pas en état de sauter dans un retranchement, parce qu'il avait perdu un bras. Les petites bombes et les canons, qui incommodaient beaucoup les ennemis, et les troupes qu'ils voyaient venir droit à leurs retranchements en bon ordre, les obligèrent de prendre la fuite de l'autre côté du canal, et M. Duquesne fut fort surpris, sur les sept heures et demie du soir, étant à une portée de canon de la ville, de voir venir un officier que M. de Beaucaire lui envoyait pour lui dire que les troupes du roi étaient en bataille dans la ville. Elles avaient marché avec beaucoup de fierté, et avaient exécuté ses ordres avec une extrême diligence. Les ennemis avaient quelques troupes réglées, avec un nombre considérable de milices. M. Duquesne trouva dans la ville beaucoup de vivres, et en emporta tout ce qu'il put. Il fit brûler une quantité de blé en gerbes qui étaient dans la ville et dans la campagne, et se retira ensuite sans avoir fait aucune perte (1). »

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. IV, p. 209.

N° 339 *quinto*. COMBAT A LA HAUTEUR D'ALBARDIN. 10 AOUT 1703.

GUDIN — 1839

« Le comte de la Luzerne, qui s'embarqua le 1er d'août sur le vaisseau *l'Amphitrite*, ayant sur son bord le marquis de Lanquetot, capitaine en second, avait ordre d'aller croiser dans le nord de l'Écosse avec les navires *le Jersey* et *les Jeux*, commandés par MM. de Camilly et de Beaujeu. Ils joignirent le 9 une escadre que commandait M. de Saint-Pol à la hauteur d'Albardin et de Boucanes. Ils découvrirent, le 10 au matin, la flotte de la pêche du hareng de la Meuse, composée de deux cents voiles, et escortée de quatre vaisseaux de guerre hollandais, de quarante ou de cinquante canons chacun. Ils firent force de voiles pour les joindre, ce qui fut fait en très-peu de temps. M. de Saint-Pol n'allant pas si bien que M. de la Luzerne, et voyant que la nuit s'approchait, prit le parti de les faire attaquer par *le Jersey* et *les Jeux*, qui étaient deux vaisseaux pris ci-devant par les armateurs de Dunkerque. M. de la Luzerne attaqua le commandant du convoi, lequel se rendit après avoir essuyé deux bordées de près. M. de Camilly et M. de Roquefeuille en firent autant des deux autres, qu'ils amenèrent de même; mais le quatrième, étant bon voilier, échappa et se sauva à la faveur de la nuit. Les vaisseaux de flotte s'écartèrent pendant le combat; on en prit et brûla trente et un, sans ceux qui furent rançonnés par plusieurs armateurs. M. de Saint-Pol fit mettre sur quatre de ces bâtiments huit cents Hollandais qu'on avait faits prisonniers dans cette action, et qu'il renvoya à Calais par M. de Lanquetot, qui y arriva le 24 (1). »

N° 340. PRISE DE BRISACH. — 6 SEPTEMBRE 1703.

M. FRANQUELIN. — 1837.

« Monsieur le comte de Toulouse était parti pour Toulon, et monseigneur le duc de Bourgogne pour aller prendre le commandement de l'armée du maréchal de Tallard sur le Rhin, où le prince Louis de Bade et les autres généraux en chef de l'Empereur, occupés à la tête de divers corps à s'opposer aux progrès déjà faits de l'électeur de Bavière, et à ceux qu'ils en craignaient bien plus depuis que Villars l'avait joint, n'étaient pas en état de s'opposer beaucoup aux projets du maréchal de Tallard, qui fut assez longtemps à observer le prince Louis et à subsister, tandis que l'empire tremblait dans son centre par les avantages que l'électeur avait remportés sur les Impériaux, et que la diète de Ratisbonne ne s'y continuait que sous ses auspices.

» Monseigneur le duc de Bourgogne, après plusieurs camps, avait passé le Rhin. Le maréchal de Vauban partit de Paris, le joignit peu après, et le 15 août Brisach fut investi. Marsin avait paru le matin du même jour devant Fribourg. Le gouverneur, se croyant investi, brûla ses faubourgs, et celui de Brisach lui envoya quatre cents hommes de sa garnison et soixante canonniers. Tous deux en furent les dupes, et Brisach se trouva investi le soir. Il tint jusqu'au 6 septembre, et Denonville, fils d'un des sous-gouverneurs des trois princes, en apporta la nouvelle, et Mioneur la capitulation. La garnison, qui était de quatre mille hommes, était encore de trois mille cinq cents, qui sortirent par la brèche avec les honneurs de la guerre, et furent conduits à Rhinfeld. La défense fut médiocre. Monseigneur le duc de Bourgogne s'y acquit beaucoup d'honneur par son application, son assiduité aux travaux, avec une valeur simple et naturelle qui n'affecte rien et qui va partout où il convient

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. IV, p. 215.

et où il y a à voir, à ordonner, à apprendre, et qui ne s'aperçoit pas du danger. Marsin, qui prenait jour de lieutenant général, mais que le roi avait attaché à sa personne pour cette campagne, lui faisait souvent là-dessus des représentations inutiles. La libéralité, le soin des blessés, l'affabilité et sa mesure suivant l'état des personnes et leur mérite, lui acquirent les cœurs de toute l'armée. Il la quitta à regret sur les ordres réitérés du roi, pour retourner en poste à la cour, où il arriva le 22 septembre à Fontainebleau (1). »

N° 340 *bis*. BATAILLE DE SPIRE.

14 NOVEMBRE 1703.

. . . .

Pendant que le duc de Bourgogne retournait à la cour, le maréchal de Tallard marcha vers Landau, pour mettre le siége devant cette ville. L'opiniâtre résistance de la garnison, qui se prolongea pendant un mois, donna le temps aux Impériaux d'accourir au secours de la place. Tallard, à la nouvelle de leur approche, quitta son camp pour marcher à leur rencontre, et leur livra bataille près de Spire. Le choc fut rude et le carnage affreux. L'infanterie française, fidèle au nouveau système de guerre qu'elle commençait à pratiquer avec tant de succès, essuya le feu des alliés sans tirer un seul coup, fondit sur leurs bataillons en colonnes serrées, la baïonnette au bout du fusil, les enfonça et les tailla en pièces. La cavalerie ennemie fut également renversée par les escadrons français. Les Impériaux perdirent au moins cinq mille morts et trois ou quatre mille prisonniers. Le prince de Hesse-Cassel et le comte de Nassau-Weilbourg, qui s'étaient flattés d'arracher Landau aux mains des Français, virent cette ville ouvrir le lendemain ses portes au maréchal de Tallard.

N° 341. BATAILLE NAVALE DE MALAGA.

24 JUILLET 1704.

Tableau du temps.

On avait fait dans les ports d'Angleterre et de Hollande de grands préparatifs pour soutenir les prétentions de l'archiduc Charles à la couronne d'Espagne. Louis XIV, qui sur terre comme sur mer balançait encore la fortune de ses ennemis, arma de son côté; il confia le commandement de sa flotte au comte de Toulouse, grand amiral de France : le maréchal de Cœuvres était sous ses ordres. Le prince, à la tête d'une flotte de vingt-trois vaisseaux de guerre, partit de Brest le 16 de mai, se portant à la recherche de la flotte ennemie, qui avait quitté Lisbonne quelques jours auparavant, et par un heureux coup de main s'était emparée de Gibraltar. Les vaisseaux de Toulon et les galères ayant rejoint l'armée, le comte de Toulouse se trouva à la tête de trente-deux vaisseaux, dix-neuf galères, huit galiotes à bombes, six brûlots et plusieurs bâtiments de transport. La flotte anglo-hollandaise ne comptait pas moins de soixante et quatorze voiles. L'amiral Showel commandait l'avant-garde, le corps de bataille était sous les ordres de l'amiral Rook, et l'amiral Van Calemburg avec les vaisseaux hollandais était à l'arrière-garde. Le 24 de juillet les deux armées étaient en présence. « Il était alors dix heures, et le feu commença généralement par toute la ligne. Les armées étaient à onze lieues au nord et au sud de Malaga, les ennemis ayant toujours le vent sur les Français. L'amiral Rook alla attaquer M. le comte de Toulouse; mais il ne soutint pas longtemps son feu. Il fit arriver deux vaisseaux frais pour le relever; et quand il les vit bien battus, il reprit leur place. On n'avait jamais vu un feu pareil à celui de l'amiral de France. M. le comte de Toulouse combattit avec tant de force et de valeur l'amiral d'Angleterre, qu'il l'obligea de plier et de quitter prise avec sa division. Le maréchal de Cœuvres eut beaucoup de part à cette glorieuse action, et conduisit toutes choses avec autant de prudence que de capacité. Le bailli de Lorraine avait placé son navire le plus près des ennemis qu'il avait pu. Il y fut blessé si dangereusement qu'il mourut à minuit, avec la même constance et la même fermeté qu'il avait témoignées dans le combat. M. de Grand-Pré, qui se trouva commander son vaisseau après lui, se comporta si bien qu'on ne s'aperçut point de sa perte, et ce vaisseau fit tout ce qu'on pouvait désirer. Il soutint le feu de trois frégates de soixante et dix canons jusqu'à quatre heures; après quoi l'amiral Rook, lassé du feu de M. le comte de Toulouse, passa à lui, et il le reçut de son mieux (1). »

On se battit sur toute la ligne avec un acharnement sans égal, et le combat ne fut pas moins vif à l'avant qu'à l'arrière-garde. Il ne cessa qu'à la fin de la journée. Les armées restèrent en présence pendant toute la nuit qui suivit la bataille, et échangèrent encore des coups de canon. Enfin, le lendemain matin, la flotte anglo-hollandaise se retira. « Sitôt que le roi d'Espagne (Philippe V) eut appris le gain de cette bataille, il voulut en témoigner à M. le comte de Toulouse sa satisfaction, et lui envoya l'ordre de la Toison, aussi bien qu'au maréchal de Cœuvres, à qui il adressa son portrait enrichi de diamants (2). »

N° 341 *bis*. COMBAT NAVAL

LIVRÉ PAR LE CHEVALIER DE SAINT-POL CONTRE LES ANGLAIS. — 31 MAI 1705.

MORT DU CHEVALIER DE SAINT-POL.

GUDIN.—1839.

« Le chevalier de Saint-Pol sortit de Dunkerque le 30 mai avec une escadre de quatre vaisseaux. Il découvrit, à la pointe du jour, huit navires anglais chargés de morue, et le 31 il vit la flotte anglaise de la mer Baltique, qui était de douze vaisseaux marchands, escortés par trois vaisseaux de guerre, savoir deux de soixante canons chacun, et le troisième de quarante. Il trouva à propos d'envoyer M. Bart, qui commandait la frégate *l'Héroïne*, et cinq armateurs qui étaient avec lui, pour se rendre maîtres des vaisseaux marchands, ce qui fut si bien exécuté qu'il ne s'en échappa qu'un petit bâtiment. Il réserva les quatre vaisseaux du roi pour combattre les trois vaisseaux ennemis; mais ayant attendu longtemps *le Triton*, commandé par le chevalier de Cayeux, qui ne pouvait le joindre parce qu'il était mauvais voilier, il se détermina à les aborder sans lui. Le signal ayant été fait, M. de Saint-Pol, qui montait *le Salisbury*, fut sur le commandant, nommé *le Pendet;* M. de Roquefeuille avec *le Protée* s'attacha au vaisseau *le Pescoal*, et M. Hennequin, commandant *le Jersey*, attaqua le troisième, nommé *les Sorlingues*. Le combat fut rude et opiniâtre. M. de Roquefeuille joignit et aborda le sien le premier, après en avoir essuyé un grand feu. Le chevalier de Saint-Pol ayant été tué d'un coup de mousquet, le comte d'Illiers prit le commandement et acheva le combat avec beaucoup de valeur. Il fit tout son possible pour aborder le commandant; mais ce vaisseau prenant soin de l'éviter, et *le Salisbury* étant un peu tombé sous le vent, le commandant ennemi prit le parti de venir aborder M. de Roquefeuille, le

(1) *Mémoires de Saint-Simon*, t. IV, p. 28 et 36.

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. IV, p. 432.
(2) *Ibid.*, p. 438.

mettant entre son camarade et lui. Il s'était rendu maître du vaisseau, et le second fut fort surpris de le trouver en état de le recevoir à son arrivée, n'ayant point encore tiré son canon de ce côté-là. Le feu qu'il fit avec le peu de monde qui lui restait lui donna le temps d'appeler à son secours une partie de l'équipage qui avait sauté dans le premier vaisseau, et qui, animé par l'exemple des officiers, alla à l'abordage de ce second, dont il se rendit aussi maître.

» Quelque bonne volonté que témoignât M. de Cayeux, commandant *le Triton*, pour joindre les autres, il ne put y réussir qu'à la fin de l'action, qui dura trois heures. Il n'avait essuyé qu'un coup de canon, dont il eut le malheur d'avoir le bras emporté. Ainsi le vaisseau *le Protée*, qui n'était monté que de quarante-six pièces de canon, dont le plus gros était de douze livres de balles, eut l'avantage d'en prendre deux, dont l'un était percé pour soixante canons, et l'autre pour cinquante-huit, quoiqu'ils n'en eussent chacun que cinquante. M. Hennequin aborda et enleva le troisième.

» Toutes ces prises et les trois vaisseaux de guerre furent conduits à Dunkerque. Il y avait neuf cents prisonniers dessus. Elles furent estimées un million, et causèrent beaucoup de dommage aux négociants d'Angleterre, dont quelques-uns firent banqueroute (1). »

N° 342. BATAILLE DE CASSANO.—16 AOUT 1705.

Tableau du temps.

Victor-Amédée, duc de Savoie, après avoir pendant deux ans prêté aux armes françaises une assistance douteuse, avait signé un traité d'alliance avec l'Empereur, et s'était déclaré contre Louis XIV. Dès lors ses états devinrent le théâtre de la guerre, et les villes de Nice, de Verue, de Chivasso, passèrent successivement aux mains des Français (1705). Toutes ces opérations devaient préparer le siége de Turin, but de la campagne. Mais, pour parer ce coup, le prince Eugène accourut des bords de l'Adige sur ceux de l'Adda, où il trouva le duc de Vendôme, avec son frère le grand-prieur (2). « La première tentative qu'il fit pour passer l'Adda fut auprès de Treso; mais y ayant trouvé des obstacles insurmontables, plus par la rapidité et la profondeur du fleuve que par l'opposition du duc de Vendôme, qui se présenta de l'autre côté, il marcha vers Treviglio et Cassano, précédé par un détachement sous les ordres du baron de Ried, dans la pensée de prévenir l'armée française. Cependant le duc de Vendôme, ayant fait une marche forcée, se trouva encore à l'autre bord, ce qui ne détourna point le prince Eugène du dessein qu'il avait formé. Il attaqua sans balancer l'armée française avec tant de violence, que ses troupes gagnèrent le pont sur le canal Ritorta, et poussèrent les Français dans l'eau. Ceux-ci, étant revenus à la charge, obligèrent les Impériaux de le repasser; mais les Français furent repoussés de nouveau avec perte, pendant une heure, par la droite de l'armée impériale, au delà de l'Adda, malgré les efforts du duc de Vendôme, qui se mit deux fois à la tête des troupes pour les ramener au combat. L'attaque ne fut pas moins rude d'abord à la gauche des Impériaux contre la droite des Français, dont plusieurs bataillons furent renversés; mais ceux-là, n'ayant pu soutenir leur première attaque, après avoir passé un canal, où leurs armes à feu s'étaient mouillées, furent repoussés par les Français des bords d'un autre canal qu'ils ne purent traverser à cause de sa profondeur; il s'y noya même un grand nombre de soldats, pour s'être jetés dans l'eau par une bravoure excessive. Le prince Eugène, qui se trouva durant l'action au plus fort du feu pour animer les troupes, leur ordonna alors de s'arrêter, et resta sur le champ de bataille durant plus de trois heures, quoique les Français fissent, de la tête de leur pont et du château de Cassano, un feu extraordinaire de canon et de mousqueterie (1). »

« L'action commença à une heure après midi, et ne finit qu'à cinq heures au soir. Les ennemis n'ayant point été poursuivis par delà le Naviglio, se retirèrent à Treviglio. La nuit du combat, le prince Eugène fit porter à Palazzuolo tous les blessés qu'il avait pu sauver, lesquels montaient, suivant l'état du commissaire impérial, à quatre mille trois cent quarante-sept. Il laissa sur le champ de bataille six mille cinq cent quatre-vingt-quatre hommes. On leur fit mille neuf cent quarante-deux prisonniers le jour du combat ou le lendemain matin, parce qu'on en trouva plusieurs que leurs blessures avaient empêchés de suivre leur armée, et pour lesquels M. de Vendôme donna ses ordres, afin qu'on en eût soin. On prit sept pièces de canon, sept drapeaux et deux étendards. Parmi les blessés étaient le prince Joseph de Lorraine et le prince de Wurtemberg, qui moururent de leurs blessures. Le prince Eugène fut aussi blessé dans l'action.

» Le gain de la bataille de Cassano rompit toutes les mesures que le prince Eugène avait prises pour pénétrer en Piémont et pour secourir le duc de Savoie, qui était fort pressé, et le contraignit, par plusieurs marches hardies que M. de Vendôme fit devant lui, et par plusieurs belles manœuvres, d'aller prendre des quartiers d'hiver dans le même pays où les Impériaux avaient commencé la guerre. Cela donna lieu au duc de Berwick de terminer cette campagne par la prise du château de Nice, qui ôta toute espérance au duc de Savoie de recevoir aucun secours (2). »

N° 342 *bis*. COMBAT LIVRÉ PAR LE CHEVALIER DES AUGERS CONTRE LES HOLLANDAIS. 13 AVRIL 1706.

GUDIN.—1839.

« Le chevalier des Augers partit de Brest le 7 de mars, par un vent très-favorable, avec une escadre composée du vaisseau *l'Élisabeth*, de soixante et dix canons, de *l'Achille*, de soixante, de la frégate *le Griffon*, de quarante-quatre, et de *la Naïade*, de dix-huit.

» Le 13 d'avril il se battit contre trois vaisseaux hollandais qu'il avait vus la veille tout le jour. Après cinq heures de combat M. des Augers, ayant coupé le mât de celui contre lequel il se battait, et lui ayant tué soixante hommes et blessé un plus grand nombre, l'obligea de se rendre. Ce navire s'appelait *le Rochetel*. Il envoya aussitôt prendre connaissance de cette prise, sur laquelle il y avait six caisses contenant chacune sept lingots d'argent pesant chacun huit marcs, et vingt-quatre autres caisses pleines d'escalins de Hollande, montant à deux cent mille livres ou florins de Hollande. M. Lappé, qui commandait *l'Achille*, prit aussi le sien, sur lequel il y avait environ quarante mille écus de Flandre dans deux caisses. Le troisième, qui s'était battu avec *le Griffon*, se sauva la nuit, après avoir été mis en fort mauvais état. M. de Soudelin, capitaine de ce dernier vaisseau, reçut un coup de mousquet dans la poitrine (3). »

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. IV, p. 663.
(2) Philippe de Vendôme, second fils de Louis Cardinal, duc de Vendôme, et de Laure Mancini, et frère de Louis-Joseph, duc de Vendôme.

(1) *Histoire de Louis XIV*, par Limiers, t. III, p. 179.
(2) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. IV, p. 612 et 671.
(3) *Idem*, t. V, p. 265.

N° 342 *ter*. COMBAT DANS LA MER DU NORD.
2 OCTOBRE 1706.

GUDIN.—1839.

Le chevalier de Forbin commandait une escadre de sept navires, tant vaisseaux de guerre que frégates.

« Le 2 d'octobre il découvrit, à la pointe du jour, une flotte hollandaise qui venait de la mer Baltique, environ trois lieues sous le vent, composée de soixante voiles et convoyée par six vaisseaux de guerre ennemis, qui étaient au vent des marchands. Ils se mirent en ligne et en panne pour attendre ceux du roi. M. de Forbin fit aussitôt signal à ses vaisseaux d'aborder chacun le sien. Le combat commença sur les huit heures du matin. M. de Forbin joignit l'amiral hollandais; *le Blackcoal*, commandé par M. Lanquetot, qui était de l'avant, aborda avec lui; il y eut beaucoup de fracas entre ces deux vaisseaux, qui étaient à bord du commandant hollandais lorsque le feu y prit; mais ils s'en retirèrent, et l'amiral hollandais sauta en l'air deux heures après. Le vaisseau que *le Blackcoal* devait combattre étant venu avec un troisième au secours de celui que *le Salisbury* allait aborder, il ne jugea pas à propos de le faire, ayant à essuyer le feu de ces trois vaisseaux, dont il fut entièrement désemparé; il y eut cependant très-peu de monde tué, et les coups portèrent plus dans les mâts et dans les manœuvres que dans le corps du vaisseau. MM. Hennequin et Bart, qui commandaient les frégates *les Sorlingues* et *l'Héroïne*, abordèrent un vaisseau de cinquante canons, qu'ils prirent; les trois autres se sauvèrent, et toute la flotte marchande échappa pendant le combat. Le chevalier Forbin eut cent hommes tués ou blessés dans cette action, qui fut des plus vigoureuses; car les ennemis étaient supérieurs par la force des vaisseaux et des équipages. M. de Bresme, capitaine d'un de ces vaisseaux, fut tué; M. de Ligondez eut une jambe emportée, et MM. de Gourville et de Sillery furent dangereusement blessés. Le vaisseau de cinquante canons que prirent *les Sorlingues* et *l'Héroïne* fut conduit à Brest (1). »

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. V, p. 264.

N° 342 *quater*. BATAILLE D'ALMANZA.
25 AVRIL 1707.

DAUZATS (d'après un tableau du temps).—1839.

L'année 1706 avait été fatale aux armées françaises. Dans les Pays-Bas le maréchal de Villeroy avait perdu la sanglante bataille de Ramillies; en Espagne Philippe V se retirait devant l'archiduc, qui venait d'être proclamé roi à Madrid. Louis XIV plia sous les coups redoublés de la fortune, et se résigna à demander la paix : elle lui fut refusée. Il réclama alors de la France un nouvel effort, espérant qu'il serait décisif. Pendant que Villars et Vendôme allaient arrêter l'ennemi sur le Rhin et à la frontière de Flandre, trente bataillons et vingt escadrons furent envoyés en Castille au maréchal de Berwick, qui s'était maintenu dans cette province. Avec ces renforts, l'armée des deux couronnes reprit aussitôt l'offensive, et en moins de quelques mois les deux Castilles furent entièrement reconquises; Philippe V rentra victorieux dans Madrid, et la guerre fut reportée aux frontières des royaumes de Murcie et de Valence. C'est là que fut livrée, le 25 avril 1707, la célèbre bataille d'Almanza.

Le maréchal de Berwick cherchait, par de prudentes manœuvres, à éviter le combat. Il attendait le duc d'Orléans, qui arrivait avec des renforts pour prendre le commandement de l'armée, et qui, à son grand regret, ne le rejoignit que le surlendemain de la victoire. Les ennemis ne voulurent pas l'attendre. Trente-cinq mille combattants étaient réunis sous les ordres du marquis de las Minas, général portugais, et du réfugié français Ruvigny, comte de Galloway. L'armée française ne comptait que trente mille hommes.

On vint la chercher jusque dans son camp.... « Le duc de Berwick, dit Saint-Simon, ne songea plus alors qu'à combattre. Le début en fut heureux. Bientôt après il se mit quelque désordre dans notre aile droite, qui souffrit un furieux feu. Le maréchal y accourut, la rétablit, et la victoire ne fut pas longtemps après à se déclarer pour lui. L'action ne dura pas trois heures : elle fut générale, elle fut complète.... Les ennemis, en fuite et poursuivis jusqu'à la nuit, perdirent tous leurs canons et tous leurs équipages, avec beaucoup de monde.... On eut en tout huit mille prisonniers, parmi lesquels deux lieutenants généraux, six maréchaux de camp, six brigadiers, vingt colonels, force lieutenants-colonels et majors, avec une grande quantité d'étendards et de drapeaux (1). »

N° 342 *quinto*. COMBAT DANS LA MANCHE.
13 MAI 1707.

GUDIN.—1839.

Une escadre de dix vaisseaux, une frégate et quatre barques longues, armée à Dunkerque et commandée par le chevalier de Forbin, mit à la voile le 11 mai, et fit route du côté de la Manche.

« Il eut avis, le lendemain 12, qu'il y avait passé une flotte sortie des dunes, composée de cinquante voiles, vaisseaux marchands et autres bâtiments chargés de provisions, qui allaient en Portugal et aux Indes occidentales. Il la suivit et la joignit le soir. Il la garda pendant la nuit, et le lendemain il se mit en devoir de l'attaquer, quoiqu'il lui parût qu'elle avait beaucoup de navires de force : elle était escortée de trois vaisseaux de guerre, qui étaient *le Hamptoncourt*, de soixante et dix pièces de canon, *le Graffton*, de même force, *le Chêne royal*, de soixante et dix-neuf, et de deux frégates. Les autres navires qui lui avaient paru gros, et dont il y en avait un de trois ponts, ne se mirent pas en ligne.

» *Le Blackcoal*, commandé par M. de Tourouvre, attaqua le premier, et fut fort incommodé; M. de Roquefeuille avec *la Dauphine*, et le chevalier de Nangis avec *le Griffon*, enlevèrent ce navire. Le chevalier de Forbin attaqua le commandant, mais il déborda et perdit beaucoup de monde. *Le Jersey* et *le Protée*, l'un commandé par M. Bart, et l'autre par le comte d'Illiers, ne purent arrêter ce navire, qui força de voiles sans être poursuivi, et joignit le navire de la tête, que MM. Hennequin et de Vesins allaient combattre. Il avait reviré sur son commandant, pour être plus près du secours. M. Hennequin le suivit et combattit le commandant anglais, afin que M. de Vesins n'eût pas ces deux navires sur le corps. M. de Vesins n'y tint pas et passa de l'avant. Le navire anglais mit tous ses soins à acculer sur le commandant, qui allait aborder : de sorte qu'il pouvait ne pas trouver M. Hennequin entre deux. Il retint un peu le vent et continua son feu sur le commandant, en faisant tirer aussi sur l'autre navire. Il coupa la vergue d'artimon et ensuite le grand mât du commandant, puis il arriva pour l'aborder et le vaisseau se rendit. Le navire que M. de Vesins avait combattu et qu'il canonnait encore se trouva par le travers de M. Hennequin, qui le canonna aussi. Une de ses vergues de hune fut coupée, et il se détermina à arriver pour prendre la fuite, suivi du *Salisbury*. M. Hennequin, voulant retenir le vent pour lui couper le chemin, la mer étant trop grosse, sa batterie ouverte et ses

(1) *Mémoires de Saint-Simon*, t. IV, p. 330.

canons dehors, on l'avertit qu'il s'emplissait d'eau; et comme il vit que ses canons labouraient la mer, il fit amener ses huniers pour dresser le navire, avant que de faire rentrer ses canons dedans, et il fit fermer les sabords. Ce navire prit beaucoup d'avance sur lui, de sorte qu'il ne chassa plus. Il envoya au vaisseau qu'il venait de prendre M. de Cousserac, pour le commander. Les vaisseaux qui donnèrent la chasse au navire anglais qui fuyait ne purent le joindre, étant trop près de terre. Ce combat se donna sous le cap de Beveziers.

» Le soir cette escadre fit route vers Brest, où elle arriva à onze heures du matin le lendemain, et y amena trente-quatre vaisseaux marchands pris (1). »

N° 342 *sexto*. PRISE DES LIGNES DE STOLHOFFEN. 23 MAI 1707.

. . . .

La campagne de 1707, ouverte par la victoire d'Almanza, fut heureuse sur presque tous les points pour les armes de Louis XIV. Le maréchal de Villars, ayant passé le Rhin, au mois de mai, surprit les lignes de Stolhoffen, que les Allemands regardaient comme imprenables, dispersa les troupes qui les gardaient, et s'empara de la nombreuse artillerie, ainsi que des approvisionnements de tout genre, que renfermaient ces retranchements. Il envahit ensuite le marquisat de Bade, le duché de Wurtemberg, le Palatinat, une partie de la Franconie, et étendit ses contributions jusqu'au delà d'Ulm. Il eut enfin la gloire de rendre à la France plus de huit cents prisonniers, et trente-cinq pièces de canon qu'elle avait perdues à la fatale journée d'Höchstett. Marlborough, alarmé des progrès de Villars, détacha une partie de ses troupes des Pays-Bas pour secourir l'armée impériale, et se condamna ainsi à une inaction profitable pour la France.

N° 342 *septimo*. LEVÉE DU SIÉGE DE TOULON. 23 AOUT 1707.

. . . .

Les alliés comptaient prendre leur revanche de tous ces échecs par le grand coup qu'ils allaient frapper au midi de la France. En effet, le duc de Savoie et le prince Eugène, après avoir chassé les Français de Nice, étaient entrés en Provence, et avaient mis le siége devant Toulon, qui n'était défendu alors que par de mauvais ouvrages, et cinq ou six bataillons de troupes de terre et de mer. L'alarme fut grande à Versailles en voyant la France ainsi *prise à revers*, et une flotte anglaise prête à se saisir du second port du royaume. Mais le petit nombre de bras que renfermait la ville suffit, par des prodiges d'activité et de courage, pour la mettre en état de défense. Un vaste retranchement, élevé en quelques jours sur les hauteurs de Sainte-Catherine, arrêta les premiers efforts du duc de Savoie, et donna le temps à plus de soixante bataillons de se rassembler sous les murs de Toulon, de manière à former une armée en face de l'armée ennemie. Ce fut en vain que l'amiral Showel avec sa flotte parut devant le port comme pour le forcer : « La marine, dit Saint-Simon, qui fit merveille des mains et de la tête, avait désarmé tous ses bâtiments, et en avait enfoncé le plus grand nombre à l'entrée du port pour le boucher. » Les attaques du duc de Savoie contre les hauteurs de Sainte-Catherine ne furent pas plus heureuses. Le 15 août le maréchal de Tessé emporta les retranchements élevés par l'ennemi en face des lignes françaises, et lui tua quatorze cents hommes, parmi lesquels le prince de Saxe-Gotha, lieutenant général des armées impériales. Ces échecs, la nouvelle de la prochaine arrivée du duc de Bourgogne avec des forces considérables, enfin « la maladie, la désertion, la disette même, qui diminuaient les troupes alliées de jour en jour, déterminèrent le duc de Savoie et le prince Eugène à la retraite. Ils l'exécutèrent dans la nuit du 22 au 23 août, » après un mois de siége. C'était la seconde fois que le duc de Savoie, comme avant lui Charles-Quint, apprenait par sa propre expérience combien il est difficile d'entamer la France par cette frontière des Alpes.

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. V, p. 459.

N° 343. SIÉGE DE LÉRIDA. — 9 SEPTEMBRE 1707.

INVESTISSEMENT DE LA PLACE.

. . . .

Le duc d'Orléans avait rejoint l'armée française deux jours après la bataille d'Almanza.

« Le duc de Berwick, dit Saint-Simon, alla au-devant de M. le duc d'Orléans, bien en peine de la réception qu'il lui ferait et du dépit qu'il aurait de trouver besogne faite. L'air ouvert de M. le duc d'Orléans, et ce qu'il dit d'abordée au maréchal, sur ce qu'il était déjà informé qu'il avait fait tout ce qu'il avait pu pour l'attendre, le rassurèrent. Il y joignit de justes louanges; mais il ne put s'empêcher que de se montrer fort touché de son malheur, qu'il avait tâché d'éviter par toute la diligence imaginable, et par ne s'être pas même arrêté à Madrid autant que la plus légère bienséance l'aurait voulu. Enfin le prince, persuadé avec raison qu'il n'avait pu être attendu plus longtemps par l'attaque des ennemis dans le camp même du maréchal, et le maréchal à l'aise, ils ne furent point brouillés, et cette campagne jeta entre eux les fondements d'une estime et d'une amitié qui ne s'est depuis jamais démentie (1). »

Le duc d'Orléans prit aussitôt le commandement général de l'armée, soumit les provinces de Valence et d'Aragon, et termina la campagne par le siége de Lérida.

« Cette ville, située sur la Sègre, est, par sa position, une des plus importantes de la monarchie d'Espagne. Outre son assiette avantageuse, qui la fait regarder comme le rempart de la Catalogne, les ingénieurs anglais et hollandais avaient commencé à augmenter les fortifications en 1705, sans discontinuer d'y travailler depuis ce temps-là. Les ennemis s'attendaient depuis longtemps que M. le duc d'Orléans en ferait le siége, et ils en furent bien plus persuadés, lorsqu'ils surent les apprêts que l'on avait faits en France et en Espagne. C'est pourquoi ils n'oublièrent rien pour la munir de tout ce qui était nécessaire pour y faire une longue résistance. Ils eurent tout le temps de travailler aux fortifications et d'y mettre une bonne garnison. Elle était composée de deux bataillons anglais, d'un hollandais, de deux portugais et de deux de miquelets. Elle était commandée par le prince de Darmstadt (Louis XIV). Outre la ville, qui était forte par elle-même, il y a un fort situé du côté de l'ancien château de la place, très-peu accessible, étant situé sur un rocher fort escarpé, excepté du côté de la ville, où il y a une pente de terre que les ennemis avaient fortifiée par un grand ouvrage, avec un chemin couvert. M. le duc d'Orléans trouva beaucoup de difficultés à rassembler toute l'artillerie et les munitions nécessaires pour cette entreprise, parce que l'Espagne en était pour lors dénuée. On fut contraint d'en faire venir la plus grande partie de France; ce qui coûta bien du temps et de la dépense, et fut exécuté en partie pendant que les troupes étaient en quartiers de rafraîchissement. Le temps de se mettre en campagne

(1) *Mémoires de Saint-Simon*, t. V, p. 332.

étant arrivé, ce prince détacha le 9 septembre quelques troupes pour investir la place d'un côté (1). »

N° 344. PRISE DE LÉRIDA. — 13 octobre 1707.

Couder — 1837.

« La tranchée fut ouverte devant Lérida dans la nuit du 2 au 3 octobre. Hasfeld s'y chargea des vivres et des munitions, et M. le duc d'Orléans donna lui-même tous les autres détails du siége, rebuté des difficultés qu'il rencontrait dans chacun. Il fut machiniste pour remuer son artillerie, faire et refaire son pont sur la Sègre, qui se rompit et ôta la communication de ses quartiers. Ce fut un travail immense.

» Lérida était, après Barcelone, le centre, le refuge des révoltés, qui se défendirent en gens qui avaient tout à perdre et rien à espérer. Aussi la ville fut-elle prise d'assaut le 13 octobre, et entièrement abandonnée au pillage pendant vingt-quatre heures..... La garnison se retira au château, où les bourgeois entrèrent avec elle. Ce château tint encore longtemps; enfin il capitula le 11 novembre, et le chevalier de Maulévrier en apporta la nouvelle au roi le 19 (2). »

N° 344 *bis*. COMBAT DU CAP LÉZARD. 21 octobre 1707.

Gudin. — 1839.

« Je mis à la voile le 19 du mois passé, écrit Duguay-Trouin au ministre de la marine, avec l'escadre de M. le comte de Forbin; je me séparai de lui par un accident qui arriva au vaisseau *l'Achille*, lequel se démâta, la nuit, de son premier mât de hune. Nous nous rejoignîmes le 21, et eûmes connaissance d'une flotte de quatre-vingts voiles, escortée par cinq vaisseaux de guerre anglais, savoir : *le Cumberland*, de quatre-vingt-quatre canons, commandant; *le Revincheim*, de quatre-vingt-six; *le Royal-Oak*, de soixante et quatorze; *le Chester*, de cinquante-quatre, et *le Ruby*, de cinquante-deux. Nous chassâmes sur les ennemis, qui nous attendaient en travers; mais, étant à une lieue et demie au vent d'eux, M. de Forbin jugea à propos de tenir au vent pour prendre ses ris : je fis de même, par déférence pour lui; cela donna le temps aux ennemis de reconnaître nos forces, puisqu'un moment après que nous eûmes arrivé sur eux, le commandant fit signal à la flotte de se sauver, et les convois commencèrent eux-mêmes à plier. J'étais pour lors de l'avant de M. le comte de Forbin, avec les vaisseaux de mon escadre, et je l'avais attendu jusque-là avec mes basses voiles carguées et mes deux huniers tout bas; mais, voyant que la flotte s'écartait insensiblement et était même à près d'une lieue et demie des convois, je connus bien que c'était une nécessité de commencer le combat avec ce que j'avais de vaisseaux, et que je ne pouvais plus différer sans donner occasion aux ennemis de se sauver, d'autant plus que la journée était fort avancée. Ce parti étant pris, j'ordonne aux vaisseaux *l'Achille*, *le Jason*, et la frégate *l'Amazone*, qui étaient à portée de la voix, d'attaquer et aborder *le Royal-Oak* et *le Chester*, qui étaient l'arrière; je destinai la frégate *la Gloire* pour me suivre dans le dessein où j'étais d'aborder le commandant, afin que, me remplaçant les hommes que je pouvais perdre dans cet abordage, je pusse être en état d'aller secourir mes camarades. Les vaisseaux *le Blackcoal* et *le Maure* n'étaient pas assez près de moi pour pouvoir leur donner une destination; mais, selon les apparences, ils ne pouvaient prendre d'autre parti que celui d'attaquer les vaisseaux *le Revincheim* et *le Ruby*, qui étaient de l'avant, pour donner le temps aux autres vaisseaux de M. de Forbin de venir les seconder. Ce fut dans cet ordre à peu près qu'étant à la tête de ma petite troupe j'abordai le commandant, après avoir essuyé, sans tirer, la bordée du vaisseau *le Chester*. M. de la Jaille, commandant la frégate *la Gloire*, qui avait ordre de me suivre, le fit avec beaucoup de valeur, et, voyant que j'avais mis le beaupré de l'ennemi dans mes grands haubans, il ne balança pas à l'aborder par le même côté que je l'avais rangé dans le moment même que je faisais battre la charge pour sauter à bord, après avoir vu que le vaisseau ennemi était en désordre, et qu'il ne paraissait sur son pont et sur ses gaillards qu'un amas de morts et de blessés. Le sieur de la Calandre, servant de capitaine en second sur *la Gloire*, se trouva des premiers à bord, et me fit signe avec un mouchoir qu'ils étaient les maîtres. Je vis aussi un de mes contre-maîtres amener le pavillon anglais, ce qui me fit prendre le parti de déborder pour aller au secours de ceux qui pouvaient en avoir besoin. Le vaisseau *l'Achille* aborda dans ce temps-là même *le Royal-Oak;* mais, étant à bord et prêt à s'en rendre maître, le feu prit malheureusement dans plusieurs gargousses, qui enfonça le pont et mit hors de combat plus de cent vingt hommes; en sorte que ce fut une nécessité de déborder pour l'éteindre et réparer un si cruel accident.

» Le vaisseau *le Jason* aborda *le Chester;* mais ses grappins ayant rompu, la frégate *l'Amazone* prit sa place, et déborda ensuite par le même accident. *Le Jason* retourna à la charge, et, l'ayant abordé, l'enleva; le vaisseau *le Blackcoal* pensa même le prévenir dans ce second abordage; mais, ayant connu qu'il n'y pouvait pas être à temps, il alla attaquer *le Revincheim;* le vaisseau *le Maure* s'attacha aussi à combattre *le Ruby*.

» Les choses étaient dans cet état lorsque je débordai, et M. le comte de Forbin, arrivant sur ces entrefaites, vint aborder par la poupe le vaisseau *le Ruby*, qui se rendit et fut amariné par *le Maure*. Pour moi, je demeurai dans l'incertitude si je devais aller au *Royal-Oak*, qui s'enfuyait avec son beaupré et son bâton de pavillon bas, ou si je devais aller secourir M. de Tourouvre, qui osait attaquer un vaisseau de quatre-vingt-six canons; il est vrai que sa valeur et son audace me touchèrent si sensiblement, que je ne balançai pas longtemps à suivre ce dernier parti. M. de Tourouvre fit bien tout ce qu'il put pour aborder l'ennemi, essuyant un feu continuel de mousqueterie et plusieurs coups de canon tirés par derrière; mais ce vaisseau manœuvra si bien qu'il lui fut impossible d'en venir à bout, son beaupré ayant rompu sur la poupe de l'anglais, ce qui lui fit prendre le parti de venir au vent pour lui tirer sa bordée. J'étais pour lors à portée de fusil de lui, faisant force de voiles dans l'intention de l'aborder; mais la fumée épaisse qui sortait de sa poupe à deux ou trois reprises modéra mon impatience, et me fit changer ce dessein dans celui de le battre à portée de pistolet, pour être toujours près de l'aborder ou de l'éviter. Ce combat, qui dura trois quarts d'heure, fut très-sanglant, par le feu continuel de canon et de mousqueterie qui sortait des deux vaisseaux. Enfin, ennuyé de cette manière de combattre, je fis pousser mon gouvernail pour l'aborder, et je me trouvai si près qu'à peine j'eus le temps de changer mes voiles et mon gouvernail pour l'éviter, le feu ayant repris dans sa poupe avec tant de violence que, dans un moment, ce vaisseau fut tout embrasé. M. Dar, qui me suivait de près, et qui commençait à lui tirer, se trouva de même fort embarrassé, et eut toutes les peines du monde à éviter son abordage; mais heureusement il s'en tira, et le combat finit par la perte du vaisseau, à qui nous ne pûmes donner aucun secours, et dont tout l'équipage périt par le feu, à l'exception de trois hommes, qui se sauvèrent à la nage, et qui se sont trouvés dans mon bord.

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. V, p. 427.
(2) *Mémoires de Saint-Simon*, t. V, p. 336.

» J'ai perdu, dans ces deux actions, cent cinquante hommes, tant tués que blessés, et je suis resté dans un si grand désordre que j'ai été trois jours en travers pour mettre mon vaisseau en état de naviguer (1). »

N° 344 *ter*. PRISE DU VAISSEAU LE GLOCESTER PAR DUGUAY-TROUIN. — 6 NOVEMBRE 1707.

GUDIN. — 1839.

Quelques jours après, Duguay-Trouin ajouta encore, par un heureux combat, un nouvel éclat à la gloire qu'il venait d'acquérir dans celui du cap Lézard. Voici comment il en rend compte dans son rapport au ministre de la marine :

« Je me suis approché de la côte d'Irlande, pour croiser au-devant des flottes ennemies et des vaisseaux des Grandes-Indes, que je sais que l'on attend en Angleterre, me réglant sur les vents pour tenir le large ou m'approcher de terre, depuis les 49 jusqu'au 51 degrés de latitude nord; et cela sans avoir vu aucun vaisseau ennemi *jusqu'au 6 novembre de ce mois*, qu'ayant eu connaissance d'un vaisseau de guerre le hasard voulut que je le joignisse le premier, et que je m'en rendisse maître, après une heure et demie de combat, avant que mes camarades, qui forçaient de voiles, eussent pu nous joindre. Ce vaisseau se nomme *le Glocester*, monté de soixante canons, percé à soixante-six, et armé de cinq cents hommes d'équipage; mais, selon l'apparence, il avait pris une augmentation de monde pour donner aux vaisseaux des Grandes-Indes, au-devant desquels ce vaisseau devait croiser avec un autre de la même force, dont il s'était depuis peu séparé en donnant chasse. Voilà ce que j'en ai pu juger par le rapport des prisonniers, que j'ai fait exactement interroger.

» ..... La prise de ce vaisseau nous a mis vingt-cinq hommes hors de combat. Le sieur de la Poterie, garde de la marine, y a été tué; le sieur de Nogent, à qui j'ai donné le commandement de ce vaisseau, et tous mes officiers ont fait des merveilles dans cette action : tout l'honneur leur en est dû (2)..... »

N° 345. BATAILLE DE VILLAVICIOSA. 10 DÉCEMBRE 1710.

ALAUX. — 1837.

Les campagnes de 1708 et 1709 avaient été désastreuses pour la France : Louis XIV, réduit à défendre son royaume envahi, avait rappelé ses armées d'Espagne, et Philippe V, abandonné à ses propres ressources, avait, comme son aïeul, essuyé une suite cruelle de revers. Vaincu à Saragosse, le 20 août 1710, il s'était retiré à Valladolid avec les débris de ses troupes, spectateur impuissant des progrès de son ennemi. Tout semblait annoncer que l'archiduc Charles, maître de l'Aragon et de la Castille, et rentré en vainqueur à Madrid, devait rester maître de l'Espagne. Mais cette fois, au défaut d'une armée, Philippe V avait demandé à son aïeul un général, et ce général suffit à relever sa fortune désespérée. Le duc de Vendôme (3) arriva à Valladolid au mois de septembre. Les Espagnols reprirent confiance, et déployèrent, pour sauver leur roi, toutes les ressources de la plus héroïque fidélité.

« On vit alors en Espagne le plus rare et le plus grand exemple de fidélité, d'attachement et de courage, en même temps le plus universel qui se soit jamais vu ni lu. Prélats et le plus bas clergé, seigneurs et le plus bas peuple, bénéficiers, bourgeois, communautés ensemble, et particuliers à part, noblesse, gens de robe et de trafic, artisans, tout se saigna de soi-même jusqu'à la dernière goutte de sa substance, pour former en diligence de nouvelles troupes, former des magasins, porter avec abondance toutes sortes de provisions à la cour et à tout ce qui l'avait suivie. Chacun, selon ce qu'il put, donna peu ou beaucoup, mais ne se réserva rien; en un mot, jamais corps entier de nation ne fit des efforts si surprenants, sans taxe et sans demande, avec une unanimité et un concert qui agirent et effectuèrent de toutes parts à la fois. La reine vendit tout ce qu'elle put. »

Cet élan national eut bientôt donné à Philippe V les moyens de rentrer en campagne. Il marcha sur Madrid, y entra sans coup férir, et, s'attachant à la poursuite de l'ennemi, l'atteignit le 8 décembre à Brihuega. Là, le général anglais Stanhope, surpris avec un corps de dix mille hommes qu'il commandait, se rendit prisonnier. Il était trop tard quand Stahremberg, chef de l'armée de l'archiduc, arriva pour le secourir. Il vint chercher une défaite à son tour.

« Il était trois heures après midi; les deux armées étaient séparées par des ravins, par un terrain pierreux, de vieilles masures, quelques restes de murailles de pierres sèches. Cette situation était très-désavantageuse pour le premier qui attaquerait. Cependant le roi d'Espagne, appuyé du sentiment du duc de Vendôme, étant persuadé que, si l'on remettait à attaquer le comte de Stahremberg au lendemain, il profiterait de la nuit pour se retirer, donna ordre de commencer le combat. Dès qu'il fut arrivé à la droite, il se mit à la tête, passa un grand ravin, et se forma en présence des ennemis, du côté de Villaviciosa. Il attaqua l'aile gauche des ennemis avec tant de vigueur, qu'après une médiocre résistance il la rompit, la mit en fuite, et renversa quelques bataillons qui soutenaient une batterie dont il se rendit maître.

» Le duc de Vendôme chargea en même temps l'aile droite des ennemis, qui fit une très-belle résistance; les charges de part et d'autre furent très-vives et très-fréquentes. »

On combattit tout le reste du jour, et lorsque la nuit arriva, il ne restait plus sur le champ de bataille qu'un bataillon carré au milieu duquel le comte de Stahremberg s'était placé et résistait encore.

« Il ne se serait pas sauvé un seul homme de cette infanterie, sans la nuit qui favorisa la retraite de ce qui put échapper, et qui mit fin à ce combat. M. de Stahremberg, quoique vaincu, s'acquit beaucoup de gloire dans cette occasion. Il fit la retraite du côté de Siguença avec tant de précipitation, qu'il laissa sur le champ de bataille son artillerie et plusieurs chariots chargés de munitions, avec un grand nombre d'autres chariots longs attelés de huit mulets, qu'on nommait galères. Il s'y trouva huit mille soldats. M. Mahoni prit de son côté sept cents mulets chargés, et les troupes d'Espagne s'enrichirent du butin que les ennemis avaient fait dans la Castille. Un soldat porta à M. de Vendôme un étendard qu'il avait pris, et refusa l'argent que ce prince voulut lui donner, en lui montrant une bourse pleine d'or et lui disant : « Voilà ce qu'on gagne en combattant pour son roi. » Les ennemis laissèrent environ quatre mille morts

(1) *Histoire de la marine française*, par E. Sue, t. V, p. 293-295.

(2) *Ibid.*, p. 276 et 279.

(3) Après la bataille de Luzzara, le duc de Vendôme s'était retiré à Anet. C'est dans cette résidence qu'il reçut de Louis XIV l'ordre de prendre le commandement de l'armée qu'il envoyait en Espagne pour appuyer les droits de son petit-fils Philippe V.

L'envoyé du roi rencontra le prince dans la campagne. Le duc de Vendôme montait alors un cheval de charrette. Après avoir pris connaissance des ordres de Louis XIV et répondu à l'envoyé du roi, il ajouta en s'adressant à son cheval : « Eh bien! puisqu'il en est ainsi, tu feras la campagne avec moi. » Effectivement, pendant toute cette campagne le prince n'eut pas d'autre cheval; il le montait à la bataille de Villaviciosa. La guerre terminée, il fit faire son portrait et celui de son cheval. Ce portrait équestre a été longtemps placé dans le château d'Anet, propriété du duc de Vendôme. Il se trouve actuellement au château d'Eu.

sur le champ de bataille, et on leur fit trois mille prisonniers (1). »

Le duc de Vendôme, après la victoire, présenta à Philippe V les étendards pris sur l'ennemi. Le roi et le duc couchèrent sur le champ de bataille et continuèrent le lendemain à poursuivre l'archiduc fugitif.

Philippe V, dans cette journée, combattit en roi qui veut conquérir ses états. Il rallia plusieurs fois ses troupes et les ramena lui-même à la charge : ce qui donna lieu au duc de Vendôme de lui dire, après la bataille, qu'il s'était conduit en soldat. La journée de Villaviciosa fut décisive : elle affermit sans retour la couronne d'Espagne sur la tête du petit-fils de Louis XIV.

N° 345 *bis*. PRISE DE SEPT VAISSEAUX ANGLAIS, HOLLANDAIS ET CATALANS PAR M. DE L'AIGLE. — 2 MARS 1711.

. . . .

Le 2 de mars M. de l'Aigle prit, après un combat de quelques heures, sept vaisseaux, tant anglais que hollandais et catalans, dont il mena une partie à Malte et l'autre à Toulon (2). »

N° 346. PRISE DE RIO-JANEIRO. 23 SEPTEMBRE 1711.

GUDIN. — 1839.

En 1711 une escadre, sous les ordres du commandant Duclerc, avait été chargée d'aller attaquer Rio-Janeiro. Cette expédition n'avait pas réussi, et Duclerc, prisonnier avec les officiers qui l'accompagnaient, avait ensuite été massacré avec eux. Louis XIV résolut de tirer une vengeance éclatante de cette violation du droit des gens. Il confia à Duguay-Trouin le commandement d'une flotte qui partit de la Rochelle le 9 juin. Elle était composée de dix-sept vaisseaux, et portait environ trois mille cinq cents hommes de débarquement. Arrivé au Brésil dans les premiers jours de septembre, Duguay-Trouin demanda satisfaction au gouverneur don Francisco de Castro-Marias. N'ayant pu l'obtenir, il força l'entrée de la baie de Rio-Janeiro. « Elle est fermée, dit Quincy, par un grand goulet beaucoup plus étroit que celui de Brest. Elle est défendue, du côté de tribord, par le fort de Sainte-Croix, qui était garni de quarante-quatre pièces de canon de tout calibre, d'une autre batterie de six pièces qui est en dehors de ce fort, et du côté de bâbord, par le fort de Saint-Jean, et par deux autres batteries, où il y avait quarante-huit pièces de gros canons qui croisaient l'entrée, au milieu de laquelle se trouve une île ou gros rocher, qui peut avoir quatre-vingts ou cent brasses de longueur, etc., etc. »

L'escadre de Duguay-Trouin passa dans ce goulet, défendu par près de trois cents pièces de canon, dont elle essuya le feu avec une intrépidité extraordinaire. Il s'empara de l'île et entra dans le port. « Ayant mis à terre environ trois mille cinq cents hommes de débarquement, ils attaquèrent des forts bien fortifiés et obligèrent les Portugais à les abandonner, aussi bien que la ville, quoiqu'ils eussent plus de quinze mille hommes de troupes, dont la plus grande partie avaient servi en Espagne et s'étaient trouvés à la bataille d'Almanza. M. Duguay-Trouin, s'étant emparé de la ville, marcha aux Portugais pour les combattre, et les obligea, quoiqu'ils fussent bien postés, de racheter par de grosses sommes leur ville, qu'il ne pouvait garder faute de vivres. Cette entreprise coûta aux Portugais plus de vingt millions, et causa un grand préjudice à la cause commune des alliés, puisque le roi de Portugal se trouva hors d'état de contribuer, autant qu'il avait fait jusque-là, à soutenir la guerre sur les frontières de son royaume contre l'Espagne, et obligea les Anglais et les Hollandais d'y suppléer en sa place (1). »

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. VI, p. 449.
(2) *Ibid.*, p. 598.

N° 346 *bis*. LA FIDÈLE, LA MUTINE ET LE JUPITER, CONTRE TROIS VAISSEAUX HOLLANDAIS. 1711.

. . . .

« Trois vaisseaux hollandais venant de Curasso (Curaçao) furent pris, après un combat de peu de résistance, par *la Fidèle* et *la Mutine*, qui avaient été armées à Dunkerque, accompagnées du *Jupiter*, armé à Bayonne. Ces vaisseaux furent menés à Paimbœuf. Ils étaient chargés de riches marchandises et de trois cent mille piastres, le tout de la valeur de douze cent mille livres (2). »

N° 347. BATAILLE DE DENAIN. — 24 JUILLET 1712.

ALAUX. — 1839.

Les revers éprouvés dans les campagnes précédentes avaient rendu le maréchal de Villars plus prudent. Le prince Eugène, au contraire, qui avait vu son heureuse témérité couronnée du succès, était devenu plus aventureux. Les troupes des confédérés occupaient Lille, Tournay, Bouchain et Maubeuge; le Quesnoy venait de tomber en leur pouvoir, et Landrecies était investie.

La reine Anne, qui venait de conclure la paix avec la France, avait retiré ses troupes de la coalition, et des commissaires s'étaient rendus à Utrecht pour traiter de la paix. « Il semblait, dit Quincy, qu'après cette diminution de troupes dans l'armée des alliés le prince Eugène ne songerait plus à de nouvelles entreprises; mais ce prince, enflé des progrès qu'il avait faits depuis quelques années sur la France, et de la prise du Quesnoy, qu'il venait de réduire en peu de temps, et se persuadant que le maréchal de Villars avait des ordres de ne rien hasarder, dans la crainte qu'un événement désavantageux ne rompît les négociations qui se faisaient à Utrecht, entreprit de faire le siége de Landrecies, comptant que, s'étant rendu maître en très-peu de temps de cette place, qui d'elle-même n'est pas bonne, et qui est une clef de la Champagne, ce serait le véritable moyen de continuer la guerre avec succès sans le secours des Anglais, ou bien d'obliger la reine Anne, par le succès de ces projets, à rompre les traités qu'elle venait de faire avec la France; et c'était là le véritable but qu'il se proposait.

» Cependant, comme les mouvements du maréchal de Villars et l'importance de cette place qui, par les progrès des alliés, était devenue une des principales clefs du royaume de France, faisaient craindre au prince Eugène que ce général n'en tentât le secours, il fit couvrir le camp des assiégeants par un retranchement dont le fossé avait seize pieds de largeur sur quatre de profondeur, qui fut bordé d'artillerie chargée à cartouches, et le général Fagel eut ordre de veiller à la défense de ce retranchement. Le prince Eugène, avec la grande armée bien retranchée dans toutes les avenues, couvrait le siége et veillait à tous les mouvements du maréchal de Villars.

» Le comte d'Albemarle était posté à Denain pour couvrir le transport de l'artillerie, des munitions et des vivres qu'ils

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. VI, p. 613 et 652.
(2) *Ibid.*, p. 600.

tiraient des magasins de la Flandre wallonne, qu'ils mettaient en entrepôt à Marchiennes, sur la Scarpe, où il y avait plusieurs bataillons pour leur sûreté. Le comte d'Albemarle fit travailler en diligence à une double ligne de communication qui s'étendait, au travers de la plaine de Denain, jusqu'à l'abbaye de Beaurepaire. Ces lignes étaient de deux lieues et demie de longueur, et défendues de distance en distance par des redoutes et des corps de garde, pour assurer les passages des convois qui devaient aller à l'armée, et pour s'opposer aux partis et aux entreprises que pourraient faire, d'un côté, l'armée du maréchal de Villars, ou le prince de Tingry, du côté de Valenciennes (1). »

Ces dispositions annonçaient un grand mépris de l'ennemi. Le prince Eugène avait présumé que les Français, intimidés par une longue suite de revers, n'oseraient jamais prendre l'offensive. Cette présomption lui coûta cher. Villars, rassemblant quatre-vingt mille hommes, feignit de vouloir se porter au secours de Landrecies; puis, reculant brusquement vers l'Escaut, il franchit ce fleuve à Neuville et vint fondre sur les lignes de Denain avec une promptitude si inattendue, que le comte d'Albemarle ne connut le mouvement des Français qu'à l'instant où il allait être attaqué.

« La prière faite et le signal donné, toute la ligne s'avança et marcha sept ou huit cents pas vers les retranchements sans tirer un seul coup. Quand elle fut arrivée à la demi-portée du fusil, les ennemis qui bordaient les retranchements firent une décharge de six pièces de canon chargées à cartouches, qu'ils avaient dans leur centre, et trois décharges de leur mousqueterie, sans qu'aucun bataillon en fût ébranlé. Étant arrivés à cinquante pas des retranchements, les piquets et les grenadiers se jetèrent dans le fossé, suivis des bataillons. Ils grimpèrent les retranchements qui étaient fort hauts, sans le secours des fascines, et entrèrent dans le camp, faisant main basse sur tout ce qui leur voulut résister. Les ennemis, ayant été chassés des retranchements, se retirèrent dans le village et dans l'abbaye de Denain, et furent poursuivis de si près, que des bataillons presque entiers se jetèrent dans l'Escaut. Le carnage fut fort grand, et on eut beaucoup de peine à arrêter le soldat, de manière que, des seize bataillons qui y étaient, il ne se sauva pas quatre cents hommes, tout le reste ayant été tué, noyé ou pris (2). »

Le prince Eugène accourut au commencement de l'action; mais, de l'autre rive de l'Escaut, il ne put que contempler la défaite du comte d'Albemarle, sans lui porter secours. Il était trop tard, et la défaite était consommée quand le gros de son armée arriva, et fit un effort pour reprendre sur les Français le pont de Prouvy. Leur attaque fut repoussée, et Villars put recueillir en toute sécurité les fruits de sa victoire lorsque, six jours après, il s'empara de Marchiennes, et y prit, avec cent pièces de canon, tous les approvisionnements de l'armée du prince Eugène. La levée du siége de Landrecies, et la reprise de Douai, de Bouchain et du Quesnoy, furent les conséquences immédiates de la victoire de Denain. On a justement dit qu'elle sauva la France.

N° 348. CONGRÈS DE RASTADT. — MARS 1714.

Tableau du temps par Rudolphe Huber.

La paix avait été conclue à Utrecht : l'Angleterre, la Hollande, le duc de Savoie, le Portugal et l'électeur de Brandebourg, devenu roi de Prusse, avaient traité avec les rois de France et d'Espagne. L'empereur Charles VI s'obstinait seul à rester les armes à la main. Cette opiniâtreté lui fut funeste. Toutes les forces de la France et de l'empire s'étaient portées sur le Rhin, et là, le prince Eugène, campé sous Philipsbourg, n'avait pu empêcher Villars de prendre, presque sans coup férir, Spire, Worms, Kaiserslautern, Landau et d'autres places. Ayant ensuite passé le Rhin à Strasbourg, et trompé son ennemi par une manœuvre audacieuse, il était allé attaquer devant Fribourg une division de l'armée impériale, l'avait taillée en pièces, et assiégeait la ville sans qu'Eugène pût la secourir. Déjà il en était maître, et la citadelle seule avait échappé à ses coups, lorsque tant de revers donnèrent enfin de meilleurs conseils à l'Empereur. Il consentit à entrer en négociation, et envoya le prince Eugène comme son plénipotentiaire à Rastadt, pendant que Louis XIV donnait, de son côté, à Villars, la même mission. Après de longues conférences, la paix fut enfin signée, le 6 mars 1714. Landau rendu à la France fut le fruit de la dernière et glorieuse campagne de Villars (1).

(1) *Histoire militaire de Louis XIV*, par Quincy, t. VII, p. 62 et 63.
(2) *Ibid.*, p. 71.

N° 348 *bis*. PHILIPPE, DUC D'ORLÉANS,

VA RECEVOIR AU PARLEMENT LE TITRE DE RÉGENT DU ROYAUME. — 2 SEPTEMBRE 1715.

Alaux.

Louis XIV était mort le 1er septembre 1715. A la manière calme et solennelle dont il avait vu sa fin approcher, on avait pu croire qu'il avait voulu faire de la mort le dernier des actes de représentation royale qui remplirent son grand règne.

« Aussitôt, raconte M. Lemontey, l'historien de la régence, tous les grands du royaume entrent dans la chambre du duc d'Orléans, et le saluent du nom de régent. Une partie d'entre eux le presse d'en accepter le titre, de le notifier au parlement, et de saisir, sans autre formalité, les rênes du pouvoir. Philippe sourit au zèle de ces nouveaux d'Épernon; mais, ayant peine à reconnaître, dans la courtoisie de quelques habitués du château de Versailles, le pavois du champ de mars et les droits des guerriers de Clovis, il ordonne sagement de convoquer le parlement, et entraîne le cortége aux pieds de l'enfant Louis XV.

» Tout se prépare, ou plutôt tout était prêt pour la séance du lendemain. Les gardes françaises et les gardes suisses environnent le palais. Villeroy, de Guiche, Contades, Reynolds et Saint-Hilaire dirigent, en faveur du duc d'Orléans, toutes les mesures que Louis XIV a prescrites contre lui. D'Aguesseau et Joly de Fleury ont composé les harangues. L'ambassadeur d'Angleterre (2) étale dans une tribune l'apparence d'un crédit qu'il n'a pas. La grand'salle et les vestibules sont inondés d'une foule d'officiers déguisés, de militaires réformés, et de ces aventuriers dont les grandes villes sont le rendez-vous. La plupart portent des armes cachées sous leurs habits, mais sans aucun dessein arrêté. Tous obéissent à cette curiosité française qui aime à saisir les événements dans leur source, à la vanité de jouer un rôle dans toutes les affaires, ou, peut-être, au plaisir puéril de figurer une scène de la Fronde.

» Le parlement, impatient de sentir sa liberté, s'était ras-

(1) Decamps rapporte, dans la Vie des peintres flamands, allemands et hollandais, t. IV, p. 130, que « le comte de Luc appela Huber (Jean-Rudolphe) à Bade, où étaient pour lors assemblés les plénipotentiaires nommés pour terminer les différends, et qui conclurent la paix. Notre peintre eut ordre de peindre dans un seul tableau les plénipotentiaires de la part de la France, le maréchal de Villars, M. de Saint-Contest, le comte du Luc et M. du Theil, secrétaire d'ambassade; ceux de la part de l'empire étaient le prince Eugène, les comtes de Goës, de Seilern, et M. de Bendenrieth, secrétaire de légation. »
(2) Lord Stairs.

semblé dès la pointe du jour..... Philippe put reconnaître, à son entrée dans la grand'chambre, tout l'ascendant de son parti. Le premier président de Mesmes, son ennemi, fut obligé lui-même de le haranguer avec soumission. » Le prince n'en éprouva pas moins un grand trouble quand ce fut à lui de prendre la parole : l'autorité de Louis XIV était si imposante encore, même dans la lettre morte de son testament! Le discours du duc d'Orléans était habilement composé : il supposa au feu roi des dispositions contraires à celles que le testament renfermait; puis « il promit un gouvernement sage, économe, réparateur, et toujours éclairé par les remontrances du parlement, etc. A ces derniers mots, tous les cœurs tressaillirent de joie. Aussi, quand il proposa de prononcer, séparément et en premier lieu, sur le droit que sa naissance et les lois du royaume lui donnaient à la régence, un empressement sans frein dépouilla l'assemblée de la gravité d'un corps délibérant. Le testament fut apporté; un conseiller nommé Dreux le lut d'une voix basse et rapide, et personne ne daigna l'écouter. Les têtes bouillantes des enquêtes ne souffrirent même pas qu'on recueillît les voix dans la forme accoutumée, et une impétueuse acclamation nomma le duc d'Orléans régent, en vertu de sa naissance et des lois du royaume (1). »

N° 349. LIT DE JUSTICE DE LOUIS XV.

12 SEPTEMBRE 1715.

DUMÉNIL.

Le duc d'Orléans s'empressa de faire confirmer par la royauté, dans son plus solennel appareil, l'arrêt du parlement qui venait de détruire le testament de Louis XIV. Il fut décidé que le jeune roi (2), âgé seulement alors de cinq ans, se rendrait au Palais pour y tenir un lit de justice où serait enregistré l'acte qui conférait la régence à son oncle le duc d'Orléans. Cette cérémonie, fixée d'abord au 7 septembre, n'eut lieu que le 12, par suite d'une indisposition qui alarma un moment la cour, et le régent plus que tout le monde, pour l'enfance débile de Louis XV.

Le parlement était assemblé dans la salle de la grand'chambre lorsque le roi arriva : Louis XV, accompagné du régent et des princes du sang, fut reçu au bas des degrés de la Sainte-Chapelle par la députation, ayant à sa tête le premier président, et conduit jusqu'au trône, qui se trouvait dans un angle de la salle. Le premier chambellan, comme grand écuyer, le porta depuis le carrosse jusqu'à la porte de la grand'chambre, où le duc de Tresme le prit et le mit sur son trône. Le roi étant assis, chacun prit place, ainsi que l'indique Saint-Simon (3) :

Le régent et les princes du sang à sa droite;

Le grand chambellan était sur les marches du trône;

Le prévôt de Paris couché sur les degrés;

Les huissiers de la chambre du roi à genoux plus bas, leurs masses de vermeil sur le col, et les hérauts d'armes en costume avec leur cotte.....

La cour portait le deuil; après les princes venaient ensuite sur les gradins élevés de la salle, et au-dessous du trône, les pairs laïques à la droite et les pairs ecclésiastiques à la gauche du roi;

Le conseil d'état, sous le gradin des pairs laïques et plus bas.

Devant les pairs ecclésiastiques, les présidents des chambres, en robes rouges avec leurs fourrures. Les conseillers de toutes les chambres, en robes rouges, en face des pairs laïques et plus bas; et enfin, en retour de la salle et en face des pairs ecclésiastiques, encore les conseillers. Derrière eux, les gens du roi, après, les spectateurs de marque et de considération.

Les dames de la cour occupaient les lanternes ou loges.

« Il n'y eut, dit Saint-Simon (1), point de foi et hommage et rien de particulier, sinon que la duchesse de Ventadour y eut un petit siége, et que le maréchal de Villeroy en eut un aussi fort bas, hors de rang, entre le trône et la première place des pairs ecclésiastiques. Ce fut une tolérance, car il ne pouvait être en fonctions tant que le roi était entre les mains des femmes. »

(1) *Histoire de la régence*, par Lemontey, ch. I, p. 32-35.

(2) Louis XV était fils du duc de Bourgogne, fils aîné du grand dauphin, et par conséquent arrière-petit-fils de Louis XIV. Il était né en 1710.

(3) T. XVII, p. 132.

N° 350. DÉPART DU ROI APRÈS LE LIT DE JUSTICE.

12 SEPTEMBRE 1715.

Tableau du temps par MARTIN.

La séance étant levée, le roi fut reconduit jusqu'à son carrosse, au bas des degrés de la Sainte-Chapelle, par la même députation qui l'avait reçu à son arrivée. Le duc d'Orléans, le duc de Bourbon et tous les princes du sang marchaient immédiatement devant lui. Ensuite le cortége se mit en marche pour retourner aux Tuileries.

N° 351. LOUIS XV VISITE PIERRE LE GRAND A L'HOTEL DE LESDIGUIÈRES.—10 MAI 1717.

Mme HERSENT.—1840.

Le czar Pierre avait commencé ses voyages en Europe dans l'année 1698. Dès cette époque il témoigna l'intention de venir en France; mais Louis XIV ne voulut point lui montrer le royaume attristé par les malheurs qui finirent son règne. Ce prince étant mort, et le czar ayant de nouveau manifesté l'intention de passer par la France avant de retourner dans ses états, le régent choisit le maréchal de Tessé pour l'accompagner pendant son séjour à Paris.

Pierre le Grand arriva à Calais, où il fut d'abord reçu par le marquis de Neelle. Le maréchal de Tessé alla au-devant de lui jusqu'à Beaumont. « Il arriva à Paris le 7 mai. Il descendit d'abord au Louvre, entra partout dans l'appartement de la reine mère. Il le trouva trop magnifiquement tendu et éclairé, remonta tout de suite en carrosse et s'en alla à l'hôtel de Lesdiguières, où il voulut loger.

« Le lundi suivant, 10 mai, le roi alla voir le czar, qui le reçut à la portière, le vit descendre de carrosse, et marcha de front à la gauche du roi jusque dans sa chambre, où ils trouvèrent deux fauteuils égaux. Le roi s'assit dans celui de la droite, le czar dans celui de la gauche, le prince Kourakin servit d'interprète. On fut étonné de voir le czar prendre le roi sous les deux bras, le hausser à son niveau, l'embrasser ainsi en l'air, et le roi, à son âge, et qui n'y pouvait pas être préparé, n'en avoir aucune frayeur. On fut fort frappé de toutes les grâces qu'il montra devant le roi, de l'air de tendresse qu'il prit pour lui, de cette politesse qui coulait de source, et toutefois mêlée de grandeur, d'égalité de rang, et légèrement de supériorité d'âge; car tout cela se fit très-distinctement sentir. Il loua fort le roi, il en parut charmé, et il en persuada tout le monde. Il l'embrassa à plusieurs reprises. Le roi lui fit très-joliment son petit et court compliment, et M. du Maine, le maréchal de Villeroy, et ce qui se trouva là de distingué fournirent à la conversation. La séance

(1) T. XVII, p. 137.

dura un petit quart d'heure. Le czar accompagna le roi comme il l'avait reçu, et le vit monter en carrosse (1). »

N° 352. PIERRE LE GRAND ET LE RÉGENT

A LA REVUE DE LA MAISON MILITAIRE DU ROI.

16 JUIN 1717.

LESTANG. — 1837.

Le mercredi 16 juin le czar se rendit à cheval à la revue des deux régiments des gardes, des gendarmes, des chevau-légers et des mousquetaires; le régent lui fit les honneurs de cette revue. Le czar était suivi du maréchal de Tessé et du prince Kourakin, qui l'accompagna partout dans son voyage en France.

N° 353. PRISE DE FONTARABIE. — 16 JUIN 1719.

HIPP. LECOMTE.

N° 354. CAMP DE L'ARMÉE FRANÇAISE

ENTRE SAINT-SÉBASTIEN ET FONTARABIE. — JUIN 1719.

QUARTIER DU PRINCE DE CONTI.

Tableau du temps par MARTIN.

Philippe V, en montant sur le trône d'Espagne, avait renoncé à tous ses droits sur l'héritage de Louis XIV : cependant, depuis la mort de ce prince, le cabinet espagnol ne cessait d'agiter la France de ses intrigues. Une révolte avait éclaté en Bretagne, et tout avait prouvé qu'elle était l'œuvre du cardinal Alberoni. On découvrit, peu de temps après, la conspiration ourdie à Paris par le prince de Cellamare, ambassadeur d'Espagne, dont le but était de faire passer la régence des mains du duc d'Orléans dans celles de Philippe V. Il importait d'assurer le repos de la France et celui de l'Europe contre la politique turbulente d'Alberoni. Son renvoi fut demandé, et, sur le refus du roi d'Espagne, la France, unie à l'Empereur, au roi d'Angleterre et aux États-Généraux de Hollande par le traité de la quadruple alliance, déclara la guerre à Philippe V.

Le maréchal de Berwick reçut le commandement de l'armée française, avec l'ordre d'entrer immédiatement en Espagne : le 27 mai il était devant Fontarabie, dont il entreprit le siége.

Le prince de Conti se rendit à l'armée du maréchal de Berwick, et l'accompagna pendant toute la campagne.

« L'armée d'Espagne était vers Tafalla, à trois lieues de Fontarabie. Coigny, par ordre du duc de Berwick, visitait cependant avec un léger détachement les gorges et les passages de toute la chaîne des Pyrénées pour les bien reconnaître. Fontarabie capitula le 16 juin. Tresnel, gendre de Leblanc, en apporta la nouvelle. Le duc de Berwick fit aussitôt après le siége de Saint-Sébastien. Il y eut quelque désertion dans ses troupes, mais pas d'aucun officier. L'armée d'Espagne n'était pas en état de se commettre avec celle du maréchal de Berwick : Saint-Sébastien capitula le 1er août. Bulkley, frère de la maréchale de Berwick, en apporta la nouvelle. Quinze jours après, M. de Soubise apporta celle du château, et qu'on avait brûlé, dans un petit port près de Bilbao, nommé Santona, trois gros vaisseaux espagnols qui étaient sur le chantier, près d'être lancés à la mer (2). »

(1) *Mémoires de Saint-Simon*, t. XV, p. 81 et 84.
(2) *Ibid.*, t. XVII, p. 371.

Le maréchal de Berwick se porta ensuite en Catalogne. La flotte espagnole fut défaite par celle d'Angleterre près de Messine, et Philippe V fut forcé d'accepter la paix aux conditions qui lui furent dictées par le régent. Alberoni quitta le ministère et l'Espagne. La Sicile fut cédée à l'Empereur, et la Sardaigne donnée en échange au duc de Savoie.

Le mariage de Louis XV avec l'infante d'Espagne, fille de Philippe V et d'Élisabeth Farnèse, sa seconde femme, fut une des conventions du traité signé à la Haye, le 17 février 1720. L'infante était alors âgée de six ans : elle devait être conduite en France pour y achever son éducation. Les événements qui suivirent mirent au néant cet article du traité.

On convint également du mariage de mademoiselle de Montpensier, Louise-Élisabeth d'Orléans, fille du régent, avec Louis, prince des Asturies, fils aîné du roi d'Espagne et héritier du trône. Ce dernier mariage fut célébré dans la ville de Lerma, le 20 janvier 1722.

N° 355. MÉHÉMET-EFFENDI,

AMBASSADEUR TURC, ARRIVE AUX TUILERIES.

21 MARS 1721.

Tableau du temps par PARROCEL.

N° 356. MÉHÉMET-EFFENDI,

AMBASSADEUR TURC, ARRIVE AUX TUILERIES.

21 MARS 1721.

Tableau du temps par PARROCEL.

N° 356 *bis*. MÉHÉMET-EFFENDI,

AMBASSADEUR TURC, SORT DES TUILERIES APRÈS SA RÉCEPTION PAR LE ROI. — 21 MARS 1721.

. . . .

On lit dans les Mémoires du duc de Saint-Simon (1) : « Le Grand Seigneur, qui n'envoie jamais d'ambassadeur aux premières puissances de l'Europe, sinon si rarement à Vienne, à quelque occasion de traité de paix, en résolut une sans être sollicité, pour féliciter le roi sur son avénement à la couronne, et fit aussitôt partir Méhémet-Effendi Tefderdar, c'est-à-dire grand trésorier de l'empire, en qualité d'ambassadeur extraordinaire, avec une grande suite, qui s'embarquèrent sur des vaisseaux du roi, qui se trouvèrent fortuitement dans le port de Constantinople. Il débarqua au port de Cette en Languedoc. » Arrivé à Paris, il fut logé à l'hôtel des Ambassadeurs extraordinaires, rue de Tournon.

« Le vendredi, 21 du mois de mars, le prince de Lambesc et Rémond, introducteur des ambassadeurs, allèrent dans le carrosse du roi prendre l'ambassadeur à son hôtel; et aussitôt ils se mirent en marche pour aller à l'audience du roi : la compagnie de la police avec ses timbales et ses trompettes à cheval, le carrosse de l'introducteur, celui du prince de Lambesc, entourés de leurs livrées, précédés de six chevaux de main et de huit gentilshommes à cheval; trois escadrons d'Orléans, douze chevaux de main, menés par des palefreniers du roi à cheval; trente-quatre Turcs à cheval, deux à deux, sans armes; puis Merlin, aide-introducteur, et huit des principaux Turcs à cheval; le fils de l'ambassadeur à cheval, seul, portant sur ses mains la lettre du Grand Seigneur dans une étoffe de soie; six chevaux de main, harnachés à la turque, menés par six Turcs à cheval; quatre trompettes du

(1) Tome XVIII, p. 346.

roi à cheval. L'ambassadeur suivait entre le prince de Lambesc et l'introducteur, tous trois de front à cheval, environnés de valets de pied turcs et de leurs livrées, côtoyés de vingt maîtres du régiment Colonel-général; ce même régiment précédé des grenadiers à cheval, puis le carrosse du roi et la connétablie. Les mêmes escouades et compagnies, ci-devant nommées à l'entrée, se trouvèrent postées dans les rues du passage, dans la rue Dauphine, sur le Pont-Neuf, dans les rues de la Monnaie et Saint-Honoré, à la place Vendôme, devant le Palais-Royal, à la porte Saint-Honoré, avec leurs trompettes et timbales; depuis cette porte en dehors jusqu'à l'Esplanade, le régiment d'infanterie du Roi en haie des deux côtés, et dans l'Esplanade les détachements des gardes du corps, des gendarmes, des chevau-légers, et les deux compagnies entières de mousquetaires. Arrivés en cet endroit, les troupes de la marche et les carrosses allèrent se ranger sur le quai, sous la terrasse des Tuileries. L'ambassadeur, avec tout ce qui l'accompagnait et toute sa suite à cheval, entra par le Pont-Tournant dans le jardin des Tuileries, depuis lequel, jusqu'au palais des Tuileries, les régiments des gardes françaises et suisses étaient en haies des deux côtés, les tambours rappelant et les drapeaux déployés. L'ambassadeur et tout ce qui l'accompagnait passa ainsi à cheval le long de la grande allée, entre ces deux haies, jusqu'au pied de la terrasse, où il mit pied à terre, et fut conduit dans un appartement en bas, préparé pour l'y faire reposer, en attendant l'heure de l'audience. »

N° 357. SACRE DE LOUIS XV A REIMS. 25 octobre 1722.

COURONNEMENT DU ROI.

Tableau du temps par Martin.

N° 358. SACRE DE LOUIS XV A REIMS. 25 octobre 1722.

COURONNEMENT DU ROI.

Signol. — 1837.

Louis XV fut sacré le 25 octobre 1722, à l'âge de treize ans. La cérémonie se fit, suivant l'usage immémorial, dans la cathédrale de Reims. Le siége archiépiscopal de cette ville se trouvant alors vacant, ce fut le cardinal duc de Rohan, évêque de Strasbourg et grand aumônier de France, qui officia. Il était assisté des évêques de Laon et de Beauvais.

L'église avait été tendue et ornée comme au sacre de Louis XIV. Le cardinal de Rohan alla chercher le roi à l'archevêché, et le cortége se rendit à l'église dans l'ordre et la marche indiqués par le cérémonial.

Les premières cérémonies du sacre étant achevées, « le roi s'étant levé, le grand chambellan lui présenta les vêtements que sa majesté devait mettre par-dessus sa camisole, la tunique, la dalmatique et le manteau royal.

» Lorsque le roi en fut revêtu, il se mit à genoux devant l'archevêque, et reçut les deux dernières onctions aux deux mains, que sa majesté joignit pendant qu'on bénissait les gants et l'anneau, qui lui furent présentés par l'archevêque.

» Ce prélat prit sur l'autel le sceptre et la main de justice, et mit l'un dans la main droite du roi et l'autre dans la gauche; aussitôt le chancelier ayant appelé les douze pairs selon leur rang, l'archevêque prit sur l'autel la couronne de Charlemagne, et, après en avoir fait la bénédiction, il s'approcha du roi pour la mettre sur la tête de sa majesté (1). »

(1) *Description du sacre de Louis XV.*

« Les pairs laïques, le duc d'Orléans, représentant le duc de Bourgogne; le duc de Chartres, représentant le duc de Normandie; le duc de Bourbon, représentant le duc d'Aquitaine; le comte de Charolais, représentant le comte de Toulouse; le comte de Clermont, représentant le comte de Flandre, et le prince de Conti, représentant le comte de Champagne; les trois premiers portant la couronne ducale, et les trois autres celle de comte, sont du côté de l'Évangile; et les pairs ecclésiastiques, l'évêque et duc de Laon, l'évêque comte de Châlons, représentant l'évêque et duc de Langres; l'évêque et comte de Beauvais, l'évêque comte de Noyon, représentant l'évêque et comte de Châlons; l'ancien évêque de Fréjus (Fleury), représentant l'évêque et comte de Noyon, du côté de l'Épître.

» Derrière les pairs laïques viennent les trois maréchaux de France, d'Estrées, d'Huxelles et de Tessé; auprès d'eux, les ministres et secrétaires d'état, le marquis de la Vrillière, le comte de Maurepas et M. Leblanc; les seigneurs et les principaux officiers de sa majesté. Devant les secrétaires d'état se trouvait le duc de Charost, gouverneur du roi.

» Du côté des pairs laïques, et selon leur rang, les cardinaux, les évêques, les abbés, les conseillers d'état, les ministres des requêtes et les secrétaires du roi. Dans le milieu du sanctuaire, du côté de l'Épître, auprès du fauteuil et du prie-Dieu du roi, on voit le capitaine des gardes écossaises, le duc de Villeroy, le prince Charles de Lorraine, grand écuyer, et le capitaine des Cent-Suisses, le marquis de Courtenvaux; et du côté de l'Évangile, l'autre capitaine des gardes, le duc d'Harcourt.

» Au bout des degrés du sanctuaire, le connétable, dont les fonctions étaient remplies par le maréchal duc de Villars en habit de pair, et à ses côtés les deux huissiers de la chambre. Après le connétable, le chancelier, représenté par M. d'Armenonville, garde des sceaux, et derrière lui les trois grands officiers.

» Le prince de Rohan, avec le bâton de grand maître dont il faisait les fonctions; à sa droite, le prince de Turenne, grand chambellan, et à sa gauche, le duc de Villequier, premier gentilhomme de la chambre, tous trois en habit de pair, avec des couronnes de comte sur la tête, et sur la même ligne.

» Les gardes du corps sont placés au bas des degrés du sanctuaire, et les hérauts d'armes se tiennent près des stalles des chanoines.

» Les chanoines de la cathédrale sont dans les hautes et basses stalles. Les quatre chevaliers de l'ordre du Saint-Esprit, le maréchal duc de Tallard, le comte de Matignon, le comte de Medavy, le marquis de Goësbriant portant les offrandes, occupent les quatre premières hautes stalles du côté de l'Épître, et les quatre seigneurs otages, les quatre hautes stalles du côté de l'Évangile; leurs écuyers, tenant leurs bannières, se tiennent dans les quatre stalles au-dessous (1). »

N° 359. SACRE DE LOUIS XV A REIMS. 26 octobre 1722.

CAVALCADE DU ROI.

Tableau du temps par Martin.

Un des jours qui suivirent le sacre, Louis XV monta à cheval pour accomplir la cérémonie de la grande cavalcade. Il était accompagné du régent, des grands officiers de sa maison, des maréchaux de France et des officiers de l'ordre du Saint-Esprit.

Voici l'ordre dans lequel le cortége sortit de l'archevêché: les hautbois, tambours et trompettes marchaient en tête;

(1) *Extrait du sacre de Louis XV.*

venaient ensuite le comte de Monsoreau, grand prévôt de l'hôtel; puis les gardes du corps, avec leurs officiers, parmi lesquels se trouvaient de la Billarderie, lieutenant; de Fauvel, enseigne, et de la Grange, exempt, qui avaient été nommés pour assister à la cérémonie du sacre.

Le cortége se rendit d'abord à Saint-Marcou et ensuite à Saint-Remy, où le roi mit pied à terre. « Le 27 octobre, ajoute le maréchal de Villars, il fit chevaliers de l'ordre du Saint-Esprit, M. le duc de Chartres et M. le comte de Charolais. Les chevaliers se trouvèrent à cette cérémonie en habit de l'ordre. Le roi alla voir les troupes le 28, et le 29 il toucha, suivant l'usage immémorial, deux mille cinq cents malades des écrouelles (1). »

N° 360. MARIAGE DE LOUIS XV ET DE MARIE LECZINSKA. — 15 AOUT 1725.

LOUIS, DUC D'ORLÉANS, FILS DU RÉGENT, ÉPOUSE A STRASBOURG, AU NOM DU ROI, MARIE-CHARLOTTE SOPHIE-FÉLICITÉ LECZINSKA, PRINCESSE DE POLOGNE.

. . . .

Louis-Philippe d'Orléans, régent pendant la minorité du roi Louis XV, était mort le 2 décembre 1723, et le duc de Bourbon, plus connu sous le nom de Monsieur le Duc, lui avait succédé dans le ministère.

Le roi avait alors quinze ans, et l'infante d'Espagne, qui avait été amenée en France pour lui être unie, n'en avait que sept. Il fallait donc attendre plusieurs années encore avant leur mariage. Le conseil trouva que le délai était trop long dans l'intérêt de l'État, qui voulait que le roi fût promptement marié. En conséquence, il fut décidé que l'infante serait rendue à sa royale famille. Elle quitta Versailles le 5 avril, et fut remise, le 17 mai, à Saint-Jean-Pied-de-Port, sur la frontière des deux royaumes, aux envoyés de la cour d'Espagne.

Le 15 août Louis, duc d'Orléans, fils aîné du régent, épousa à Strasbourg, au nom du roi de France, Marie Leczinska, fille de Stanislas, roi de Pologne. Le mariage fut célébré dans l'église cathédrale de cette ville : le cardinal de Rohan donna aux deux époux la bénédiction nuptiale.

N° 361. SIÉGE DE PHILIPSBOURG. — 15 MAI 1734.

INVESTISSEMENT DE LA PLACE.

. . . .

L'ancien évêque de Fréjus, depuis cardinal de Fleury, précepteur du roi, ne tarda pas à remplacer Monsieur le Duc dans la direction des affaires. Le roi, dans l'année 1727, ayant supprimé le titre de premier ministre, nomma son ancien précepteur principal ministre d'état.

L'Europe était en paix depuis quatorze ans lorsque la mort du roi de Pologne, Auguste II, électeur de Saxe, vint y rallumer la guerre. Deux prétendants se disputèrent les suffrages de la diète assemblée à Varsovie. Stanislas reçut d'une seconde élection, le 12 septembre 1733, la couronne qu'il avait déjà portée; mais Charles VI, empereur d'Allemagne, et l'impératrice de Russie, appuyèrent les prétentions de l'électeur de Saxe, fils d'Auguste II, et leurs troupes marchèrent sur Varsovie. La diète, convoquée de nouveau, appela alors au trône, par une décision contraire, l'électeur de Saxe, et la Pologne se trouva ainsi partagée entre deux rois.

(1) *Mémoires du maréchal de Villars*, t. III, p. 141.

Cependant Stanislas, cédant à la force, s'était retiré à Dantzick. Louis XV arma pour soutenir les droits de son beau-père, et fit partir une flotte, qui ne lui porta que de tardifs et inutiles secours. Il fallut alors que la France entrât en campagne avec toutes ses forces (1733) : alliée avec les rois d'Espagne et de Sardaigne, elle attaqua l'empire à la fois sur le Rhin et en Italie. Pendant que le maréchal de Villars, à quatre-vingt-deux ans, achevait glorieusement sa carrière par la prise de Milan, le vainqueur d'Almanza, le duc de Berwick, allait aussi terminer la sienne sous les murs de Philipsbourg.

Berwick, à la fin de l'année 1733, s'était emparé du fort de Kehl : au printemps de l'année suivante, malgré le prince Eugène, qui lui était opposé, il avait rapidement conquis l'électorat de Trèves, forcé les lignes d'Ettlingen, occupé le pays de Spire et pris Haguenau. Eugène, menacé d'être coupé, fut contraint de se replier sur le Necker, et laissa le maréchal de Berwick s'approcher de Philipsbourg pour y mettre le siége. La place fut investie le 2 juin; mais, six jours après, au milieu des opérations de la tranchée, un coup de canon vint frapper Berwick à la tête, et mettre fin à sa vie.

Cinq jours après, le 17 juin, Villars mourait à Turin. Avec eux finit la dernière génération des grands hommes de guerre qui avaient illustré le nom de Louis XIV.

N° 362. PRISE DE PHILIPSBOURG. 18 JUILLET 1734.

COUDER. — 1838.

Après la mort du maréchal de Berwick, le siége de Philipsbourg ne fut pas moins continué par le marquis d'Asfeld et le duc de Noailles; et, après six semaines de tranchée ouverte, malgré les obstacles qu'opposaient des pluies continuelles, l'inondation des tranchées et la présence de l'armée impériale, les assiégés capitulèrent et rendirent la ville.

Vainement le prince Eugène marcha-t-il au secours des assiégés, avec les renforts que lui avait amenés le roi de Prusse, accompagné de son fils, depuis le grand Frédéric; les retranchements français étaient trop redoutables pour qu'il osât les assaillir.

N° 363. BATAILLE DE PARME. — 29 JUIN 1734.

. . . .

« Les armées des trois puissances continuaient de faire les plus grands progrès en Italie. La ville de Novarre se rendit au marquis de Coigny, et le maréchal de Maillebois prit le château de Serravalle. Le maréchal de Coigny, qui avait succédé au maréchal de Villars, gagna la bataille de Parme contre les Impériaux, qui y perdirent huit mille hommes, avec leur général Mercy. La prise de Modène fut une des suites de cette victoire (1). »

La bataille de Parme fut suivie de celle de Guastalla, également gagnée par le maréchal de Coigny sur l'armée impériale. En même temps le duc de Montemar, général espagnol, faisait subir à la maison d'Autriche un nouvel échec à Bitonto, dans le royaume de Naples. Ces défaites multipliées décidèrent l'empereur Charles VI à ne pas tenter plus longtemps la fortune. En échange du triste honneur d'avoir imposé un roi à la Pologne, il fut contraint de céder le royaume des Deux-Siciles à l'infant don Carlos, un des fils de Philippe V, et les cantons de Novarre et de Tortone, au

(1) *Campagnes de Louis XV*, p. 18.

roi de Sardaigne. Le duché de Lorraine, avec la condition de retour à la couronne de France, fut donné à Stanislas Leczinski, en dédommagement de la royauté de Pologne, et l'héritage du dernier des Médicis attribué, par compensation, au duc François de Lorraine. Telles furent les principales stipulations du traité conclu à Vienne en 1738, qui ne rendit que pour deux ans la paix à l'Europe.

N° 364. PRISE DE PRAGUE. — NOVEMBRE 1741.

COUDER. — 1838.

« La paix que la France avait procurée à tous les états de l'Europe fut bientôt troublée par la querelle de l'Espagne et de l'Angleterre pour le commerce d'Amérique. La mort de l'empereur Charles VI, arrivée au mois d'octobre 1740, acheva de tout brouiller Il n'était aucun souverain en Europe qui ne prétendît avoir des droits à la succession de ce prince. Marie-Thérèse, sa fille aînée, et épouse du grand duc de Toscane, François de Lorraine, se fondait sur le droit naturel qui l'appelait à l'héritage de son père, et sur la pragmatique sanction, par laquelle Charles VI avait ordonné l'indivisibilité de toutes les terres de sa maison, dispositions qui avaient été garanties par presque toutes les puissances de l'Europe. Charles-Albert, électeur de Bavière; Auguste, roi de Pologne, électeur de Saxe; le roi d'Espagne, Philippe V, se croyaient fondés à réclamer cette succession en tout ou en partie. Le roi de Prusse, de son côté, Frédéric II, qui venait de monter sur le trône, réclamait quatre duchés en Silésie. Louis XV aurait pu prétendre à cette succession à aussi juste titre que personne, puisqu'il descendait en droite ligne de la branche aînée masculine d'Autriche, par la femme de Louis XIII et par celle de Louis XIV; mais ce prince aima mieux être arbitre que protecteur ou concurrent. Déjà la France, l'Espagne, la Bavière, la Saxe, se remuaient pour faire un empereur. La France voulait élever à l'empire le duc de Bavière, et l'enrichir des dépouilles d'une maison puissante, si longtemps rivale de la France. Le maréchal de Belle-Isle fut envoyé en Allemagne pour ce sujet, et il convint, avec le roi de Prusse et la cour de Saxe, des mesures à prendre pour faire réussir ce projet (1). »

Marie-Thérèse, voyant l'orage qui grondait contre elle, se mit aussitôt en possession de tout le domaine que son père avait laissé. Elle reçut l'hommage des états d'Autriche à Vienne; les provinces d'Italie et de Bohême lui prêtèrent serment de fidélité. En vertu de ses droits de succession, elle demandait l'empire pour François de Lorraine, son mari, et cherchait partout à se faire de nouveaux alliés. Elle fit entrer dans ses intérêts le roi d'Angleterre et les états généraux de Hollande. Le roi de Prusse, le grand Frédéric, lui offrit son alliance; mais il la lui offrit après s'être jeté sur la Silésie, à laquelle les électeurs de Brandebourg prétendaient avoir quelques droits, et se l'être adjugée par les armes. Marie-Thérèse refusa une assistance qui lui coûtait une de ses provinces, et Frédéric mit alors du côté de la France et de la Bavière son génie guerrier, ses trésors et son armée. La bataille de Molwidz, sur la Neiss, qu'il livra aux Autrichiens, fut le signal d'un embrasement universel. Le cardinal Fleury essaya vainement de conserver à la France une attitude pacifique en ne déclarant point la guerre à Marie-Thérèse, et ne faisant paraître les Français en Allemagne que comme auxiliaires de l'électeur Charles-Albert. Le mouvement de la guerre emporta tout, et pendant qu'une armée française, prête à fondre sur le Hanovre, observait les mouvements de l'Angleterre, une autre armée française, commandée par le comte Maurice de Saxe, se joignait à l'électeur de Bavière, qui venait de prendre Lintz et Passau, et marchait sur la capitale de la Bohême.

Il fallait, dit l'auteur des Campagnes de Louis XV, ou prendre Prague en peu de jours, ou abandonner l'entreprise. La saison était avancée, et l'armée manquait de vivres. Cette grande ville, quoique mal fortifiée, pouvait soutenir les premières attaques. Le général Ogilvi, Irlandais de naissance, qui commandait dans la place, avait trois mille hommes de garnison, et le grand duc marchait à son secours avec une armée de trente mille hommes. Il était déjà arrivé à cinq lieues de Prague, le 25 novembre 1741; mais, la nuit même, les Français et les Saxons donnèrent l'assaut.

« Ils firent deux attaques avec un grand fracas d'artillerie, qui attira toute la garnison de leur côté. Pendant que tous les esprits se portaient de ce côté-là, le comte de Saxe fit préparer en silence une seule échelle vers les remparts de la ville neuve, à un endroit très-éloigné de l'attaque. M. de Chevert, alors lieutenant-colonel du régiment de Beauce, monte le premier; le fils aîné du maréchal de Broglie le suit; on arrive au rempart, où l'on ne trouve qu'une sentinelle; on monte en foule, et l'on se rend maître de la ville. Toute la garnison met bas les armes; Ogilvi se rend prisonnier de guerre avec ses trois mille hommes. Le comte de Saxe préserva la ville du pillage; et, ce qu'il y eut d'étrange, c'est que les conquérants et le peuple conquis demeurèrent confondus sans qu'il y eût une goutte de sang de répandue (1). »

Le comte de Saxe présenta les clefs de Prague à l'électeur de Bavière, qui y fit son entrée le 26 novembre 1741. Charles-Albert, couronné roi de Bohême dans cette ville, le 19 décembre suivant, fut élu roi des Romains par la diète de Francfort, sans aucune concurrence sérieuse, le 24 janvier 1742, et reçut la couronne impériale le 11 février de la même année. Il prit le nom de Charles VII.

N° 365. PRISE DE MENIN. — 4 JUIN 1744.

Tableau du temps par LENFANT.

N° 366. PRISE DE MENIN. — 4 JUIN 1744.

Gouache par VAN BLARENBERG.

Marie-Thérèse semblait perdue. Elle l'était, en effet, sans l'indomptable courage qu'elle opposa à ses revers. Laissant Vienne, que menaçait l'armée française, elle alla se jeter, son fils entre les bras, au milieu des vaillantes populations de la Hongrie, et implora leur assistance en jurant le maintien de leurs priviléges. Un rapide mouvement d'enthousiasme entraîne alors à sa suite toute la nation hongroise, puis toutes les peuplades slaves de la Moravie, de la Bohême et des bords de l'Adriatique. En peu de temps elle redevint maîtresse de tous les états héréditaires de la maison d'Autriche, et bientôt la paix qu'elle conclut avec le roi de Prusse (juillet 1742) en lui cédant la Silésie la mit en état de tenir tête partout à ses ennemis.

Au milieu de ce mouvement national, les Français ne purent plus tenir en Allemagne, et, assiégé dans Prague, le maréchal de Belle-Isle fut réduit à la triste gloire de faire, au cœur de l'hiver (17 décembre 1744), une retraite que les écrivains du temps ont comparée à celle des dix mille. En même temps l'électeur de Bavière, naguère triomphant, était chassé de sa capitale, et réduit à cacher sa misère dans la ville libre de Francfort, théâtre des pompes de son couronnement. Mais

(1) *Campagnes de Louis XV*, p. 21.

(1) *Campagnes de Louis XV*, p. 21 et 25.

Marie-Thérèse, non contente de son glorieux retour de fortune, voulut davantage. Avide de vengeance, et confiante dans la double alliance de la Hollande et de l'Angleterre, elle rêvait l'invasion et le partage des provinces françaises, et jeta le prince Charles de Lorraine sur l'Alsace, pendant que le féroce Mentzel, avec ses bandes esclavonnes, allait dévaster les états du roi Stanislas. Ces tentatives furent victorieusement repoussées par les troupes françaises; la guerre fut formellement déclarée au roi de la Grande-Bretagne et à la reine de Hongrie; le prince Charles-Édouard, le dernier des Stuarts, appelé de Rome pour aller en Angleterre redemander à la maison de Hanovre l'héritage de ses aïeux; le roi de Prusse rattaché par d'habiles négociations à l'alliance française, et d'immenses préparatifs furent faits enfin sur terre et sur mer pour résister avec toutes les ressources de la France aux deux redoutables ennemis qu'elle avait à combattre.

Quatre armées furent mises sur pied. Le roi, à la tête de quatre-vingt mille hommes, se dirigea sur la Flandre; le maréchal de Coigny marcha sur le Rhin avec cinquante mille, et le duc d Harcourt sur la Meuse avec dix mille hommes. Le prince de Conti commanda l'armée de Piémont, qui s'élevait à vingt mille hommes. Le comte de Saxe, nouvellement nommé maréchal de France, était destiné à servir en Flandre sous le roi. Il arriva à Valenciennes le 20 avril, et s'empara aussitôt de Courtray, dont il fit son quartier général. Louis XV avait quitté Versailles le 3 mai. Il passa la revue de l'armée le 15 mai dans la plaine de Cisoin, près de Lille, accompagné du ministre de la guerre, le comte d'Argenson.

« Le roi quitta Lille le 22 à midi pour se porter sur Menin, où il arriva le 23. On ouvrit la tranchée en sa présence le 28, à dix heures du soir, du côté de la porte d'Ypres : sa majesté ne se retira qu'à deux heures du matin.

» Le comte de Clermont, chargé d'une seconde attaque à la rive droite de la Lys, ouvrit la tranchée la même nuit devant l'ouvrage à corne de la porte de Lille.

» Le maréchal de Saxe alla le 28 reconnaître le pays jusque auprès d'Oudenarde; il revint par Deynse et le long de la Lys : ce fut alors qu'il commença à se servir avantageusement des partis d'infanterie.

» Le roi étant allé, le 31, visiter la tranchée devant l'ouvrage à corne, en ordonna l'attaque pour la nuit suivante. On le fit reconnaître par un lieutenant et six grenadiers, qui le trouvèrent abandonné.

» Le chemin couvert de Menin étant pris, le baron d'Echten, commandant de la place, demanda le 4 juin à capituler; il obtint les honneurs de la guerre (1). »

N° 367. PRISE D'YPRES. — 27 juin 1744.

Van Ysendyck. — 1837.

N° 368. PRISE D'YPRES. — 27 juin 1744.

Gouache par Van Blarenberg.

« Le siége d'Ypres suivit immédiatement. Les troupes arrivèrent devant la place le 10 juin, dans la position indiquée par le maréchal de Noailles. Ce fut le prince de Clermont, abbé de Saint-Germain-des-Prés, qui commanda les principales attaques de ce siége. On vit les Français, assurés de la victoire, monter la tranchée avec leurs drapeaux. L'investissement avait été ordonné le 16 juin; la capitulation fut signée le 27 du même mois (2). »

« Le roi avait visité les tranchées le 21 et le 24 : ce même jour, sur le soir, M. d'Arnaud de l'Estang, aide-major d'artillerie, servant comme volontaire dans la tranchée, sous les ordres du duc de Biron, obtint la permission d'aller avec deux mineurs reconnaître ce qui se passait dans la basse ville : il se glissa dans le fossé, et, après avoir escaladé la petite demi-lune vis-à-vis de la poterne, il fit gratter et arracher par ses deux mineurs une porte de communication pratiquée dans l'épaisseur du rempart : il y monta seul l'épée à la main en criant *vive le roi!* ce qui fut répété par toute la tranchée. Cet officier revint tout de suite demander au duc de Biron des grenadiers à la tête desquels il marcha, et s'empara de toute la basse ville (1). »

N° 369. PRISE DE FURNES. — 11 juillet 1744.

Ravergat. — 1837.

« Le prince Charles de Lorraine et les Autrichiens avaient repassé le Rhin; le maréchal de Coigny les poursuivit, s'arrêta à Weissembourg, qu'il emporta sans avoir employé le canon : l'épée et les baïonnettes des officiers et soldats avaient suffi. Trois mille Autrichiens y périrent, six cents furent faits prisonniers : c'était le 15 juillet 1744.

» Tandis que les Français entraient dans la ville d'Ypres, le duc de Boufflers prenait la Knoque, et le roi quitta l'armée pour visiter les places de la frontière. Pendant ce temps le prince de Clermont faisait le siége de Furnes qui, le 11 juillet, demanda à capituler après cinq jours de tranchée ouverte (2). »

N° 370. BATAILLE DE CONI. — 30 septembre 1744.

Serrur. — 1837.

Les hostilités avaient commencé du côté de l'Italie le 22 février 1744, et les flottes réunies de France et d'Espagne avaient été attaquées dans la Méditerranée par l'escadre anglaise sous les ordres de l'amiral Matthews. L'issue du combat était restée indécise. Cependant le prince de Conti ayant rejoint l'infant don Philippe, les armées combinées de France et d'Espagne passèrent le Var, s'emparèrent de Villefranche et de Montalban, et forcèrent ensuite le passage de la Stura. On s'empara du château Dauphin et du fort Demont. On assura ainsi la libre communication de l'armée d'Italie avec le Dauphiné et la Provence.

Le prince de Conti écrivait à Louis XV après la prise du château Dauphin : « C'est une des plus brillantes et des plus vives actions qui se soient passées. Les troupes y ont montré une valeur au-dessus de l'humanité. La brigade de Poitou, ayant M. d'Agénois à sa tête, s'est couverte de gloire. »

» La bravoure et la présence d'esprit de M. de Chevert ont principalement décidé l'avantage. Je vous recommande M. de Solémi et le chevalier de Modène. Lacarte a été tué. Votre majesté, qui connaît le prix de l'amitié, sent combien j'en suis touché (3). »

Les armées réunies se portèrent ensuite ensemble sur Coni, dont le siége fut aussitôt commencé.

Cette ville, située au confluent de la rivière de Gesse avec la Stura, à quatorze lieues de Turin, est une des places fortes de l'Italie. La tranchée était à peine ouverte que le roi de Sardaigne se présenta pour en faire lever le siége et livra bataille le 30 septembre. On se canonna d'abord pendant quelque temps, et vers une heure après midi, les grenadiers du roi de Sardaigne s'étant portés sur la porte de la Madona del Ulmo, l'attaque fut vive et sanglante.

(1) *Histoire du marechal de Saxe*, par le baron d'Espagnac, t. I, p. 281.
(2) *Campagnes de Louis XV*, p. 35.

(1) *Histoire du maréchal de Saxe*, par le baron d'Espagnac, t. II, p. 8.
(2) *Campagnes de Louis XV*. Paris, 1788.
(3) *Idem*, p. 35.

« Les Français et les Espagnols combattirent en cette occasion comme des alliés qui se secourent, et comme des rivaux qui veulent chacun donner l'exemple. Le roi de Sardaigne perdit près de cinq mille hommes et le champ de bataille. Les Espagnols ne perdirent que neuf cents hommes, et les Français eurent onze cents hommes tués ou blessés. Le prince de Conti, qui était général et soldat, eut sa cuirasse percée de deux coups et deux chevaux tués sous lui (1). »

La prise de Coni fut le résultat de la bataille.

N° 371. ENTRÉE DU ROI A STRASBOURG.

5 octobre 1744.

Serrur. — 1837.

Après la prise de Furnes, le maréchal de Noailles reçut l'ordre de se diriger sur l'Allemagne pour opérer sa jonction avec le maréchal de Coigny. Le roi suivait le mouvement de l'armée. Arrivé à Metz le 8 août, il y tomba malade, et le 14, lorsqu'on désespérait de ses jours, il se faisait encore rendre compte de la situation de ses armées. C'est alors, rapporte Voltaire, qu'il dit au comte d'Argenson, ministre de la guerre : « Écrivez au maréchal de Noailles que, pendant qu'on portait Louis XIII au tombeau, le prince de Condé gagna une bataille. »

Le maréchal de Noailles répondit par des succès : étant arrivé à Suffelheim, il fit sa jonction avec le maréchal de Coigny, força les retranchements de l'ennemi, et contraignit les Impériaux à repasser le Rhin.

Le roi, étant rétabli, quitta Metz pour se rendre en Allemagne, et se dirigea sur Strasbourg, où il arriva le 5 octobre.

« Sur les quatre heures après midi son carrosse parut, environné de ses officiers et de ses gardes. Aussitôt l'air retentit du bruit des instruments et des acclamations redoublées de *vive le roi!* Les cavaliers mirent le sabre à la main. M. le prêteur royal salua le roi à son poste. Les autres officiers eurent le même honneur.

» Sa majesté, étant arrivée au pied du glacis, reçut les trois clefs de vermeil, qui lui furent présentées dans un bassin de même métal par M. le baron de Trélans, lieutenant de roi de la ville. En même temps le corps du magistrat se présenta devant le roi et eut l'honneur de complimenter sa majesté.

» Le roi entra ensuite dans la ville au bruit de toutes les cloches et de l'artillerie des remparts.

» A l'extrémité du faubourg de Saverne était placé un arc de triomphe de soixante pieds d'élévation.

» En dehors de cet arc de triomphe, sous lequel le roi passa, étaient placées les petits Cent-Suisses (2), qui se présentèrent devant sa majesté, et lui firent le salut avec une assurance également noble et modeste. De là le roi marcha vers l'église cathédrale au milieu d'une double haie des troupes de la garnison. Les rues, qui de ce côté-là sont droites et spacieuses, étaient sablées, jonchées de verdure, et tapissées, à droite et à gauche, des plus belles tapisseries, que les habitants de tout état avaient fournies à l'envi.

» Sa majesté, étant arrivée devant le principal portail de l'église cathédrale, descendit du carrosse, et fut reçue par M. le cardinal de Rohan, qui était à la tête de tout son clergé, avec M. le cardinal de Soubise, son coadjuteur, et M. l'évêque d'Uranople, son suffragant. Son éminence fit au roi un très-beau discours, après lequel sa majesté fut conduite jusqu'au pied du maître-autel à un prie-Dieu couvert d'un tapis de soie et de velours, où M. le prince Camille de Rohan Gueméné, fils de M. le prince de Montauban, et chanoine domicellaire de cette cathédrale, présenta le carreau à sa majesté. Le roi, après avoir fait sa prière, se rendit à pied au palais épiscopal, où il avait choisi son logement.

» Les petits Cent-Suisses se trouvèrent rangés en haie dans la cour : les troupes bourgeoises, qui fermaient le cortége, suivirent jusqu'à l'entrée, et passèrent en revue devant sa majesté, qui se mit aux fenêtres pour les voir défiler. Tous les corps furent ensuite admis à complimenter sa majesté. »

Les fêtes qui suivirent l'arrivée du roi furent toutes de la plus grande magnificence.

» Le 10 octobre le roi partit au son de toutes les cloches de la ville et au bruit de toute l'artillerie des remparts, laissant tous les cœurs pénétrés de la joie d'avoir vu et du regret de perdre sitôt ce *monarque bien-aimé* (1). »

N° 372. SIÉGE DE FRIBOURG.—11 octobre 1744.

LE ROI ARRIVE AU CAMP DEVANT FRIBOURG.

Tableau du temps par Lenfant.

Le maréchal de Coigny, ayant passé le Rhin, donna ordre au duc d'Harcourt de se porter sur le Vieux-Brisach, tandis qu'il marchait avec le reste de ses troupes vers Fribourg en Brisgau. Arrivé devant cette ville depuis le 19 septembre, il l'avait fait investir, lorsque le roi, arrivé de Strasbourg, prit le commandement de l'armée.

Le siége de Fribourg fut long et pénible, surtout à cause de l'abondance des eaux de la Treisam, qu'il fallait arrêter et détourner. Les assiégés, qui avaient reçu des secours, se défendirent avec courage et opiniâtreté; ils tentèrent plusieurs sorties.

« Le maréchal de Coigny rendait compte au roi tous les jours du progrès des travaux, et en recevait les ordres : les eaux devenues basses, on sut profiter habilement de cette heureuse circonstance; on fit passer de l'autre côté de la rivière des canons, des pierriers et des mortiers pour répondre et pour imposer à ceux des assiégés; d'autres batteries furent établies contre les faces du bastion du Roi, contre celle de la demi-lune et contre chaque flanc (2). »

N° 373. SIÉGE DE FRIBOURG.

17 au 18 octobre 1744.

ATTAQUE DE NUIT.

Lepaon — 1777.

Déjà les travaux étaient arrivés à peu de distance du chemin couvert; on crut pouvoir l'attaquer : une nuit obscure (du 17 au 18 octobre) favorisait ce projet; mais il survint une pluie si considérable qu'on ne put s'occuper, même le jour suivant, que de perfectionner les ouvrages.

« Le 29 octobre, le roi, visitant les travaux pour reconnaître les ouvrages de la tranchée et le progrès des batteries qui battaient en brèche, s'aperçut que les descentes du fossé de la gauche étaient fort avancées, en sorte qu'il décida que

(1) *Campagnes de Louis XV*, p. 36.

(2) Les petits cent-suisses étaient composés de jeunes garçons de douze à quinze ans, habillés en Cent-Suisses d'un uniforme de camelot bleu, chargé, sur toutes les tailles, de rubans de soie rouges et blancs, avec la fraise, la hallebarde, le chapeau, le plumet et le reste de l'ajustement à la suisse.

(1) Extrait de l'ouvrage intitulé : *Représentation des fêtes données par la ville de Strasbourg pour l'arrivée et pendant le séjour de sa majesté en cette ville.*

(2) *Histoire des conquêtes de Louis XV*, par Dumortous, p. 20.

celles de la droite qui avaient été abandonnées seraient reprises, et que le travail des mines qui avait été dérangé serait réparé. Les ordres du roi ponctuellement exécutés, les batteries furent établies sur le chemin couvert. A peine eurent-elles commencé à battre en brèche, que le feu des ennemis redoubla, et qu'ils démasquèrent une nouvelle batterie qui fit un feu continuel sur celles des Français et sur leurs ouvrages. Les nouvelles forces des assiégés n'empêchèrent pas l'artillerie du chemin couvert de faire deux brèches au bastion du Roi, ni plusieurs compagnies de grenadiers d'y monter et de s'y loger (1). »

N° 374. PRISE DE LA VILLE ET DES CHATEAUX DE FRIBOURG. — 5 ET 25 NOVEMBRE 1744.

Gouache par VAN BLAREMBERG.

La ville se rendit enfin le 5 novembre; on signa le 6 les articles de la capitulation dans la tente même du roi. Les châteaux furent livrés ensuite le 25 novembre, et la garnison resta prisonnière de guerre.

Après la prise de Fribourg le roi quitta l'armée pour retourner à Paris.

N° 375. SIÉGE DE TOURNAY.

INVESTISSEMENT DE LA PLACE; CAMP DE LA RIVE DROITE DE L'ESCAUT.

Tableau du temps par IGNACE PARROCEL.

N° 376. SIÉGE DE TOURNAY.

INVESTISSEMENT DE LA PLACE; CAMP DE LA RIVE GAUCHE DE L'ESCAUT.

Tableau du temps par IGNACE PARROCEL.

N° 377. SIÉGE DE TOURNAY. — 8 MAI 1745.

LE ROI VISITE LE CAMP DEVANT TOURNAY.

Tableau du temps par LEPAON. — 1777.

« L'empereur Charles VII mourut à Munich le 20 janvier 1745; la France n'ayant agi que pour les intérêts de ce prince, il y avait lieu de croire que les puissances belligérantes se prêteraient aux propositions de paix de sa majesté très-chrétienne. Elles furent sans effet, et ce monarque dut continuer la guerre avec plus de vigueur qu'auparavant.

» Le roi ayant déclaré qu'il irait en Flandre avec M. le dauphin, le maréchal de Saxe fut nommé pour commander sous ses ordres. La campagne devait s'ouvrir par le siége de Tournay. Le chevalier d'Espagnac, aide-maréchal général des logis de l'armée, avait été envoyé secrètement à Condé pour examiner l'emplacement des premiers camps que les troupes devaient prendre entre Maubeuge et la Haisne. Il devait aussi s'assurer des facilités pour la paille, le bois et les transports des vivres. M. Thomassin, capitaine d'ouvriers, avait été chargé de voir les endroits les plus commodes pour faire des ponts sur la Haisne.

» Le maréchal de Saxe, ayant reçu ses dernières instructions, se rendit à Valenciennes le 15 avril. Il s'occupa, en y arrivant, de l'exécution des ordres nécessaires pour l'ouverture de la campagne. »

(1) *Histoire des conquêtes de Louis XV*, par Dumortous, p. 20.

On devait entreprendre le siége de Tournay. Le maréchal de Saxe avait trompé l'ennemi sur le véritable but de ses dispositions, et Tournay était déjà investi sur les deux rives de l'Escaut, lorsque l'armée des alliés se dirigeait du côté de Mons et de Maubeuge, qu'elle croyait menacés. Le duc de Cumberland s'empressa de se porter sur Tournay.

Le maréchal de Saxe, prévoyant qu'il pourrait être inquiété pendant le siége, avait fait protéger les travaux par une armée d'observation. « Son projet était de combattre les alliés sans discontinuer le siége de Tournay. Il avait fait occuper le village de Fontenoy, jugeant ce poste de la dernière importance (1). »

Sur la nouvelle de la marche de l'ennemi, le roi avait quitté Versailles le 6 mai; le 8 il avait rejoint l'armée, et était au camp, où il se fit rendre compte du siége de Tournay.

N° 378. BATAILLE DE FONTENOY.—11 MAI 1745.

ATTAQUE DU VILLAGE D'ANTHOIN.

Tableau du temps par LENFANT.

N° 379. BATAILLE DE FONTENOY.—11 MAI 1745.

Tableau du temps par H. PEGNA.

N° 380. BATAILLE DE FONTENOY.—11 MAI 1745.

Tableau du temps par LENFANT.

N° 381. BATAILLE DE FONTENOY.—11 MAI 1745.

Gouache par VAN BLAREMBERG.

« Le 10 au matin, sa majesté se rendit avec M. le dauphin à la tête des troupes : le maréchal de Saxe y était; il faisait exécuter les ordres donnés dans la nuit. Le roi lui avait permis de se tenir dans une voiture d'osier par rapport à l'état où il était : il ne monta à cheval qu'au moment de l'action.

» Le lendemain, à quatre heures du matin, le roi se mit à la tête des troupes. Les gardes du corps étaient encore dans leur camp : le maréchal de Saxe envoya dire au comte d'Argenson que si le roi et M. le dauphin avaient passé le pont on ne fît marcher les gardes du corps que quand le roi et M. le dauphin l'auraient repassé. Le maréchal de Saxe sentait l'importance de ne pas exposer à la destinée d'un combat incertain deux têtes aussi précieuses. Le roi et M. le dauphin étaient alors en deçà de l'Escaut. Sa majesté s'étant fait rendre compte de ce que désirait le maréchal : « On peut dès » à présent, dit ce prince, faire venir mes gardes du corps, » car très-certainement je ne repasserai pas l'Escaut. » Il alla se placer près de la justice de Notre-Dame-aux-Bois, d'où il pouvait tout voir et donner ses ordres.

» Le canon de l'ennemi commença à tirer avec une vivacité extrême un peu avant cinq heures du matin.

» Le maréchal de Noailles était alors avec le maréchal de Saxe auprès de Fontenoy : il lui faisait voir l'ouvrage qu'il avait fait faire à l'entrée de la nuit pour la communication du village de Fontenoy avec la redoute la plus près de ce poste. Il lui servit ce jour-là de premier aide de camp, sacrifiant la jalousie du commandement au bien de l'État, et s'oubliant soi-même pour un général étranger et moins ancien. Le maréchal de Saxe sentait tout le prix de cette magnanimité, et jamais, comme le fait observer très-bien M. de

(1) *Histoire du maréchal de Saxe*, par le baron d'Espagnac, t. II, p. 28-29.

Voltaire, on ne vit une union si grande entre deux hommes que l'amour-propre semblait devoir éloigner l'un de l'autre (1). »

« Les deux armées se canonnèrent pendant plus de trois heures; enfin les alliés se déterminèrent à attaquer Fontenoy : leur infanterie avança sur cinq colonnes. Deux colonnes hollandaises tentèrent deux fois de rompre les troupes qui étaient entre Anthoin et Fontenoy; deux autres voulurent emporter Fontenoy. Les attaques furent vives : une seconde attaque sur Fontenoy et sur la redoute de la gauche ne fut pas plus heureuse. Ils formèrent alors deux lignes d'infanterie fort épaisses et marchèrent en très-bon ordre pour attaquer le centre de l'armée du roi. Ils firent un feu si vif et si terrible, qu'ils ébranlèrent le front de l'armée française, qui fut obligée de céder quelque terrain.

» La première ligne de cavalerie française donna, pour laisser à l'infanterie le temps de se reformer; mais le feu soutenu des alliés la força de plier et de se rallier derrière la seconde ligne, qui la soutenait. Celle-ci fut également forcée de céder à l'épouvantable feu qu'elle essuya. La cavalerie française ne perdit cependant point courage, et revint plusieurs fois à la charge (2). »

« Le maréchal de Saxe, dit le baron d'Espagnac, n'avait d'inquiétude que pour le roi : il lui fit dire par le marquis de Meuse qu'il le conjurait de repasser l'Escaut avec M. le dauphin; mais on ne put jamais l'obtenir. Cependant, malgré leurs avantages, les lignes anglaises souffraient beaucoup : leurs flancs étaient exposés au feu du canon et de la mousqueterie, tant de la redoute de la pointe des bois de Barry, que des troupes françaises qui étaient près de Fontenoy. Le duc de Cumberland crut devoir resserrer ses deux lignes pour les éloigner du feu qui les maltraitait. Ayant fait marcher en même temps les quatre régiments qui étaient sur sa droite et le long de la lisière du bois, il s'en servit pour fermer le vide qui se trouvait entre ses deux lignes : il présentait ainsi un bataillon carré, dont trois faces pleines. Ce bataillon, composé de l'élite de l'infanterie anglaise et hanovrienne, était d'environ quinze mille hommes. Les régiments de cavalerie de la gauche les plus à portée eurent ordre de l'attaquer. »

Cette formidable colonne résistait à toutes les charges; son feu terrible et soutenu enlevait des lignes entières de régiments. La bataille allait être perdue; le maréchal de Saxe voulut faire un dernier effort, mais il sentait que la défaite totale de l'armée française dépendait de cette dernière attaque; il prévit tout pour la retraite, qui eût été impraticable si les Hollandais eussent passé entre les redoutes qui étaient vers Fontenoy et Anthoin, et s'ils fussent venus donner la main aux Anglais.

Le duc de Richelieu, lieutenant général, et qui servait en qualité d'aide de camp du roi, arriva en ce moment. « Il venait, rapporte Voltaire, de reconnaître la colonne près de Fontenoy. Ayant ainsi couru de tous côtés sans être blessé, il se présenta hors d'haleine, l'épée à la main et couvert de poussière. « Quelle nouvelle apportez-vous? lui dit le maréchal; quel est votre avis? — Ma nouvelle est que la bataille est gagnée si l'on veut, et mon avis est qu'on fasse avancer dans l'instant quatre canons contre le front de la colonne : pendant que cette artillerie l'ébranlera, la maison du roi et les autres troupes l'entoureront; il faut tomber sur elle comme des fourrageurs. »

Le maréchal approuva l'avis du duc de Richelieu; on prit les ordres du roi. L'artillerie fut dirigée sur le front du bataillon carré; la maison du roi avance, le duc de Richelieu en tête.

(1) *Histoire du maréchal de Saxe*, par le baron d'Espagnac, t. II, p. 55-59.
(2) *Campagnes de Louis XV*, p. 42.

« Le maréchal de Saxe avait commandé que la cavalerie touchât les Anglais avec le poitrail des chevaux : il fut bien obéi. Les officiers de la chambre chargeaient pêle-mêle avec les gardes et les mousquetaires : les pages du roi y étaient l'épée à la main. Il y eut une si exacte égalité de temps et de courage, un ressentiment si unanime des échecs qu'on avait reçus, un concert si parfait, la cavalerie le sabre à la main, l'infanterie la baïonnette au bout du fusil, que la colonne anglaise fut foudroyée et disparut; ce qui put s'en échapper repassa les ravins dans le plus grand désordre, laissant le champ de bataille couvert de morts et de blessés. Les Hollandais, voulant faire une diversion en faveur des troupes anglaises et hanovriennes, s'ébranlèrent dans le moment de l'attaque de la colonne; mais l'infanterie et les dragons qui étaient sur la droite vers Anthoin se disposant à les charger, ils se retirèrent précipitamment, abandonnant vingt pièces de canon et leurs blessés. Ce dernier succès rendit la victoire complète (1). »

N° 382. BATAILLE DE FONTENOY.—11 MAI 1745.

LOUIS XV VISITE LE CHAMP DE BATAILLE.

H. VERNET.—1837.

« Le maréchal de Saxe, qui était malade, se fit porter vers le roi : « Sire, j'ai assez vécu; je ne souhaitais de vivre » aujourd'hui que pour voir votre majesté victorieuse. » Ce qui rend, dit Voltaire, cette bataille à jamais mémorable, c'est qu'elle fut gagnée lorsque le général, affaibli et presque expirant, ne pouvait plus agir. Le maréchal avait fait la disposition, et les officiers français remportèrent la victoire. »

« Le roi, s'étant rendu sur le champ de bataille, recommanda qu'on prît un soin égal des blessés des ennemis comme de ceux de ses troupes. Il fit l'honneur au maréchal de Saxe de l'embrasser; il eut la bonté de lui ordonner d'aller prendre du repos : ce soulagement lui était essentiel dans l'état affreux où il se trouvait, et à la suite des fatigues d'une pareille journée. Sa majesté passa à la tête de tous les régiments qui avaient combattu; elle témoigna à chacun en particulier sa satisfaction de leurs services (2). »

N° 383. BATAILLE DE FONTENOY.—11 MAI 1745.

PRISE DU VILLAGE DE VEZON.

Tableau du temps par LENFANT.

« Les alliés laissèrent un gros corps d'infanterie dans les haies de Vezon, et leur cavalerie en bataille devant ce village; cette précaution et la nuit qui survint favorisèrent leur retraite. M. de Grassin s'était tenu, pendant la bataille, dans les bois de Barry, avec son régiment. Il se porta après le combat sur le flanc de la cavalerie ennemie formée devant Vezon; il l'obligea, par son feu, de s'éloigner de ce village; il y prit huit cents hommes, y compris les blessés, vingt-deux pièces de canon, tous les chariots d'artillerie, l'hôpital ambulant et beaucoup de bagages.

» Les alliés eurent environ quinze mille hommes tués ou blessés; on leur fit nombre de prisonniers, parmi lesquels plusieurs officiers de marque. On leur enleva quarante pièces de canon et cent cinquante chariots chargés de toutes sortes de munitions de guerre (3). »

(1) *Histoire du maréchal de Saxe*, par le baron d'Espagnac, t. II, p. 80.
(2) *Ibid.*, p. 81.
(3) *Ibid.*, p. 82.

Le comte d'Argenson, du champ de bataille même, fit connaître à Voltaire la bataille de Fontenoy, et Voltaire présenta au roi, à son retour à Paris, l'ode qu'il avait faite pour la célébrer.

Nº 384. SIÉGE DE TOURNAY.—14 MAI 1745.

LE ROI DONNE DES ORDRES POUR L'ATTAQUE DE TOURNAY.

Tableau du temps.

Nº 385. SIÉGE DE TOURNAY.—14 MAI 1745.

LE ROI DONNE DES ORDRES POUR L'ATTAQUE DE TOURNAY.

Gouache par VAN BLAREMBERG.

« Le lendemain de la bataille de Fontenoy, le 12 mai, les troupes françaises rentrèrent dans la circonvallation devant Tournay; le roi retourna à son quartier au château de Chin. Le 14 il se rendit à la tranchée, accompagné de monseigneur le dauphin, et en examina tous les travaux malgré le grand feu de l'ennemi. Le comte d'Argenson, ministre et secrétaire d'état de la guerre, suivait sa majesté (1). »

« En moins de six jours la brèche fut faite au corps de la place; l'ouvrage à corne fut emporté d'assaut, et les Français se logèrent sur l'angle et sur une partie de l'attaque gauche du chemin couvert de la demi-lune. Le gouverneur de Tournay jugea convenable de capituler; mais ses propositions parurent inadmissibles : on recommença les hostilités. En peu de jours Tournay allait être ensevelie sous ses ruines. Le gouverneur fut obligé de rendre la place, et s'enferma dans la citadelle, qu'il défendit jusqu'à la dernière extrémité, et dont il sortit, ainsi que la garnison, avec les honneurs de la guerre. Il ne s'était rendu qu'après que toutes les batteries de la citadelle furent presque démontées, que les puits furent infectés, et que la poudre eut commencé à lui manquer (2). »

« La garnison de la citadelle de Tournay ayant défilé le 24 au matin devant le roi, sa majesté, accompagnée de monseigneur le dauphin, fit son entrée dans Tournay. Les magistrats de la ville se trouvèrent à la porte pour lui rendre leurs hommages (3). »

Nº 386. COMBAT DE MELLE. — 9 JUILLET 1745.

Tableau du temps par IGNACE PARROCEL.

Nº 387. COMBAT DE MELLE. — 9 JUILLET 1745.

Gouache par VAN BLAREMBERG.

« Les alliés avaient rassemblé dans Gand de gros magasins; les Anglais y avaient déposé leurs équipages et une grande partie de leurs munitions de guerre; ils y avaient aussi le canon arrivé d'Angleterre pour remplacer celui perdu à Fontenoy; plusieurs officiers et soldats blessés y avaient été conduits; cette place faisait leur communication avec les îles Britanniques par Ostende et Nieuport....

» Le roi, instruit qu'il y avait peu de monde, résolut de s'en rendre maître; il en concerta les moyens avec le comte d'Argenson et le maréchal de Saxe; le secret n'en fut confié qu'au comte de Lowendal, chargé de l'entreprise (4). »

(1) *Histoire du maréchal de Saxe*, par le baron d'Espagnac, t. II, p. 85.
(2) *Campagnes de Louis XV*, p. 44.
(3) *Histoire du maréchal de Saxe*, par le baron d'Espagnac, t. II, p. 91.
(4) *Ibid.*, p. 131.

« L'armée, ayant quitté le camp et passé l'Escaut, marcha sur cinq colonnes, et arriva dans la plaine de Leuze, où elle campa sur le bord de la Teure. Les alliés avaient passé la Dendre : notre armée vint occuper le camp de Vanbeck et celui de la Chartreuse de Gramont, et ensuite celui de Bost. M. du Chayla marcha à la tête de son détachement avec vingt pontons et vingt pièces de canon, pour jeter un pont sur l'Escaut, afin d'empêcher six mille Anglais postés à Alost d'entrer dans la ville de Gand et d'en augmenter la garnison. Un petit détachement de hussards ennemis voulut reconnaître le chemin de Gand; les Grassins, qui tenaient la même route, les battirent et les obligèrent à se retirer. Les six mille Anglais, informés de cette déroute, s'avancèrent pour envelopper les Grassins, qui couvraient la marche de M. du Chayla. Ce fut en cette occasion que M. Grassin donna des preuves de sa valeur et de son expérience. Ce brave commandant fit un feu si vif, qu'il força les Anglais à le bloquer. Leur confiance les trahit : au lieu d'attaquer les Grassins, ils attendirent; et dans cet intervalle M. du Chayla arriva près de l'abbaye de Melle avec les troupes qu'il commandait. Ils s'avancèrent vers M. du Chayla et se portèrent à Melle; ils avaient déjà enlevé les pontons et les canons, qu'ils faisaient marcher du côté de Gand. La brigade de Crillon les arrêta et soutint avec MM. de Granville et de Souvré le premier choc. Celle de Normandie s'y joignit. Le régiment de Laval suivit de près, reprit les vingt pontons et les vingt pièces de canon, qui furent pointées à l'instant contre les ennemis. Les Grassins tombèrent à leur tour sur les Anglais qu'ils mirent entre deux feux. Ce combat fut opiniâtre; les Anglais furent entièrement rompus (1). »

Nº 388. SURPRISE DE LA VILLE DE GAND. 10 AU 11 JUILLET 1745.

Gouache par VAN BLAREMBERG.

Nº 389. PRISE DE GAND.—11 JUILLET 1745.

GIGOUX. — 1837.

La marche de l'armée française entre l'Escaut et la Dendre semblait menacer Oudenarde : elle couvrait celle du comte de Lowendal et cachait son expédition.

« Le pont d'Espières, si renommé dans l'histoire par la marche extraordinaire de l'armée commandée par le maréchal de Luxembourg, en 1688, sous les ordres de Monseigneur (le grand dauphin), deviendra célèbre à jamais par le poste que le comte de Lowendal y prit pour marcher à la fameuse escalade de Gand.

» Ce fut là que ce général reçut les derniers ordres de sa majesté; M. du Chayla fut aussi chargé par le roi de la même expédition. Ces deux généraux, autant connus par leur expérience que par leur bravoure, se portèrent sur Gand, l'un par la droite et l'autre par la gauche de l'Escaut. Lorsque le comte de Lowendal fut arrivé à portée de Gand, il fit insulter le front de cette place, entre la porte Saint-Pierre et l'Escaut. Quoique le fossé fût large, profond et rempli d'eau, les troupes commandées pour une si grande entreprise, où il paraissait de la témérité, se jetèrent néanmoins dans ce fossé avec autant de hardiesse que de vivacité, et la place fut emportée l'épée à la main. Ce succès important ne coûta aux Français qu'un lieutenant tué d'un coup de fusil et deux dragons noyés.

» Le feu des Français servit de signal à M. du Chayla pour s'approcher de la ville; ce général fit tirer quelques coups de

(1) *Campagnes de Louis XV*, p. 44-45.

canon du côté de la porte Impériale, qui lui fut bientôt ouverte par le détachement de M. Lowendal : la garnison, composée de huit cents hommes, se retira avec précipitation dans le château, sous les ordres du baron de Kisegheim, où quatre jours après elle fut faite prisonnière de guerre. Les généraux français donnèrent ensuite des ordres si sages et si précis pour empêcher le désordre que les troupes victorieuses auraient pu faire, que les habitants de Gand, qui s'étaient couchés Autrichiens, furent moins surpris, en se réveillant, de se voir sous la domination française, que du bon ordre qui avait été établi dans leur ville : le calme qui y régnait leur représentait une véritable paix, quoiqu'ils fussent au milieu de la guerre.

» Les Français trouvèrent dans la ville de Gand de nombreux effets appartenant aux Anglais qui s'y étaient réfugiés après la bataille de Fontenoy; ils y trouvèrent aussi des magasins de farine, un armement considérable de fusils, d'épées, de sabres, et l'habillement neuf et complet de plusieurs régiments; plus de cinq cent mille rations de fourrage et quatorze mille sacs d'avoine, beaucoup de canons, avec ceux que les Anglais avaient fait venir de chez eux pour remplacer ceux qu'ils avaient perdus à la bataille de Fontenoy, dont vingt-sept pièces étaient en batterie sur le rempart et le reste dans des bélandres sur le canal, pour être conduites à Bruxelles. On y fit aussi plus de six cents prisonniers, tant Anglais qu'Hanovriens, qui s'y étaient retirés après la bataille pour s'y faire panser des blessures qu'ils y avaient reçues (1). »

N° 390. SIÉGE D'OUDENARDE. — 17 JUILLET 1745.

Tableau du temps par IGNACE PARROCEL.

N° 391. PRISE D'OUDENARDE. — 21 JUILLET 1745.

Gouache par VAN BLARENBERG.

Après que le maréchal de Lowendal eut occupé la ville de Gand, il marcha sur Oudenarde, fit ouvrir la tranchée le 17 et jouer les batteries, qui furent si bien servies, que, dès la première canonnade, elles démontèrent deux de celles des assiégés. On capitula le 21 juillet.

N° 392. SIÉGE D'OSTENDE. — AOUT 1745.

RIOULT.

N° 393. SIÉGE D'OSTENDE. — AOUT 1745.

Gouache par VAN BLARENBERG.

Le maréchal de Lowendal s'empara de Dendermonde, et marcha ensuite sur Ostende. « A peine la garnison eut-elle aperçu les Français dans les dunes, du côté de Nieuport, qu'elle fit un feu terrible pour empêcher leur approche. La vivacité du feu de la place n'intimida point les troupes destinées à la conquérir, et que le comte de Lowendal commandait. Les batteries furent bientôt dressées et on ne cessa de tirer sur la ville et sur le port. On écoula les eaux, et en moins de trois jours on tira contre le corps de la place, et on était à l'abri du canon des vaisseaux anglais qui côtoyaient les dunes. Ces vaisseaux entrèrent dans le port d'Ostende, où ils ne furent pas longtemps en sûreté. Une bombe que les Français y jetèrent pendant la nuit coula un de ces vaisseaux à fond et les autres se retirèrent, et la même nuit les assiégeants se rendirent maîtres de l'avant-chemin couvert.

» Le roi examina lui-même les dispositions du siége et du camp, renforça les brigades et fixa l'attaque du chemin couvert. Les assiégés se défendirent avec la plus extraordinaire intrépidité. Ils se retirèrent avec précipitation dans la place, où ils furent pressés par les Français, et d'où ils arborèrent le drapeau blanc (1). »

(1) *Conquêtes de Louis XV*, par Dumortous, p. 78-80.

N° 394. SIÉGE D'ATH. — 2 AU 8 OCTOBRE 1745.

Gouache par VAN BLARENBERG.

Le comte de Lowendal, s'étant emparé de Nieuport, « de tout le pays que la reine de Hongrie possédait depuis la Dendre jusqu'à la mer, il ne lui restait plus que la ville d'Ath. Le maréchal fit toutes les dispositions pour le siége de cette place, dont il confia la conduite au comte de Clermont-Gallerande. Les ennemis, voulant secourir cette place, firent avancer un corps de troupes aux environs de Halle; mais le comte d'Estrées, qui marchait à Enghien à la tête de vingt-huit escadrons, se replia sur M. de Clermont-Gallerande, et leur jonction forma un corps de vingt-trois mille hommes bien en état de résister à toutes les entreprises des ennemis. Le duc de Cumberland augmenta de huit mille hommes le corps de troupes qu'il avait déjà fait avancer du côté de Halle. Le maréchal de Saxe fit échouer tous ses projets en se portant aux endroits d'où l'on pouvait secourir la place, qui se rendit le 8 octobre 1745 (2). »

N° 395. SIÉGE DE BRUXELLES. — FÉVRIER 1746.

RUBIO. — 1837.

N° 396. SIÉGE DE BRUXELLES. — FÉVRIER 1746.

Gouache par VAN BLARENBERG.

« Pendant que les prospérités de la France semblaient devoir chasser pour jamais la maison d'Autriche de la Flandre, la reine de Hongrie rassemblait toutes ses forces sous les murs de Francfort. Cette princesse fit élire empereur, dans cette ville, le grand duc de Toscane, son époux, sous le nom de François Ier; cette cérémonie se fit le 12 septembre 1745. Le roi de Prusse fit protester de nullité par ses ambassadeurs; l'électeur palatin, dont l'armée autrichienne avait ravagé les terres, protesta de même. Les ambassadeurs électoraux de ces deux princes se retirèrent de Francfort; mais l'élection ne fut pas moins faite dans les formes, aux termes de la bulle d'or, qui dit que « si les électeurs ou leurs ambassadeurs se retirent du lieu de l'élection, avant que le roi des Romains, futur empereur, soit élu, ils seront privés cette fois de leur droit de suffrage, comme étant censés l'avoir abandonné. »

» Cette élévation de François Ier à l'empire ne devait pas ralentir les hostilités; et la France, abandonnée par le roi de Prusse, qui avait fait sa paix particulière avec la reine de Hongrie, n'en suivit pas moins ses conquêtes (3). »

Le maréchal de Saxe fit les dispositions du siége de Bruxelles au milieu d'un hiver rigoureux. Les troupes réparties dans les différentes garnisons de la Flandre eurent ordre de se rendre à Maubeuge, Ath, Tournay, Oudenarde, Gand et Dendermonde. Le maréchal de Saxe se porta ensuite sur

(1) *Campagnes de Louis XV*, p. 46.
(2) *Idem*, p. 47.
(3) *Idem*, p. 51.

Bruxelles, et laissa un corps de troupes pour observer les mouvements des garnisons de Mons et de Charleroi, et les empêcher de faire aucune tentative qui pût arrêter sa marche.

La tranchée fut ouverte devant Bruxelles, le 7 février, vis-à-vis de l'ouvrage à corne de la porte de Scaerbeck : « Les efforts furent si heureux, que les travaux s'élevèrent avec une activité prodigieuse ; bientôt deux batteries menacèrent la ville et commencèrent à lancer des boulets et des mortiers. Le feu des assiégés était vif et bien servi ; mais l'ardeur des assiégeants ne se ralentissait point : les brèches du corps de la place et de l'ouvrage à corne étaient devenues praticables. Les assiégés, pour prévenir l'assaut, arborèrent le drapeau blanc le 20 février, et la capitulation fut signée le même jour ; la garnison se rendit prisonnière de guerre (1). »

N° 397. SIÉGE D'ANVERS.—MAI 1746.

Gouache par VAN BLARENBERG.

« Tout le Brabant, Louvain, Malines, Lierre, Arschot et le fort Sainte Marguerite étaient conquis. Le siége d'Anvers fut résolu ; la ville fut bientôt abandonnée, et le siége de la citadelle ne fut point différé.

» M. le comte de Clermont était chargé du siége d'Anvers. M. le maréchal de Saxe et le comte d'Argenson, ministre de la guerre, vinrent reconnaître ses travaux, et leur suffrage le détermina à ordonner l'ouverture de la tranchée le 26 mai 1746. Trois mille six cents travailleurs étaient employés à cette opération, soutenus de douze compagnies de grenadiers, de deux bataillons du régiment d'Auvergne et du régiment suisse de Bettens, commandés par M. Thomé, maréchal de camp, et le marquis de Berville, brigadier.

» Quatorze pièces de canon attaquèrent la citadelle sans relâche : bientôt de nouvelles batteries furent établies ; les sapes étaient avancées jusqu'aux palissades. Le chemin couvert fut à la disposition des Français, et le gouverneur d'Anvers, après une courageuse résistance, capitula le 31 mai. Il obtint pour la garnison les honneurs de la guerre. Il fut aussi obligé de rendre le fort Sainte-Marie, situé sur la rive gauche de l'Escaut, vis-à-vis le fort Saint-Philippe (2). »

N° 398. ENTRÉE DE LOUIS XV A ANVERS. 4 JUIN 1746.

HIPP. LECOMTE.—1837.

« Pendant ce temps le roi parcourt le pays qu'il vient de conquérir par la seule terreur de ses armes, verse partout ses bienfaits et fait chérir son humanité. Lorsqu'il entra dans Malines, le cardinal-archevêque, prélat distingué par ses mœurs et ses lumières, lui tint ce discours éloquent.

« Sire, le Dieu des armées est aussi le Dieu de miséricorde.
» Tandis que votre majesté lui rend des actions de grâces
» pour ses victoires, nous lui offrons des vœux pour les faire
» heureusement cesser par une paix prompte et durable. Le
» sang de Jésus Christ est le seul qui coule sur nos autels ;
» tout autre nous alarme. Un prince de l'Église doit avoir le
» courage d'avouer cette peur devant un roi très-chrétien. »

« Monsieur l'archevêque, répondit Louis XV, vos vœux
» sont conformes à mes désirs, qui ne tendent qu'à porter
» mes ennemis à la paix ; c'est l'unique but de mes démarches
» et le succès que j'attends de mes efforts (3). »

Louis XV fit ensuite son entrée à Anvers, le 4 juin 1746. Tout le clergé et les magistrats allèrent au-devant du roi hors des portes de la ville.

(1) *Campagnes de Louis XV*, p. 52.
(2) *Idem*, p. 53-54.
(3) *Idem*, p. 53.

N° 399. SIÉGE DE MONS.—JUILLET 1746.

Tableau du temps par LENFANT.

N° 400. SIÉGE DE MONS.—JUILLET 1746.

Gouache par VAN BLARENBERG.

Louis XV, ayant achevé de réduire le Brabant sous son obéissance, résolut de conquérir tout ce qui restait encore dans le Hainaut à l'impératrice Marie-Thérèse. Le siége de Mons fut entrepris ; le prince de Conti, qui s'était fait si honorablement connaître à la bataille de Coni, en eut la conduite.

« Ce prince enflamma, par son exemple, les troupes et redoubla leur zèle. Le 7 juin il fit investir la place d'un côté par le duc de Boufflers, avec seize bataillons et vingt-quatre escadrons ; de l'autre, par le comte d'Estrées, avec trente bataillons.

» Les attaques furent ordonnées vingt quatre heures après l'établissement des batteries. Dans la nuit du 24 au 25 juin la tranchée fut ouverte en deux endroits, l'une sur le front de Bertamont, l'autre sur celui de Nimy.

» Les assiégés, harcelés de toutes parts, se défendaient avec une opiniâtreté égale à l'ardeur des assiégeants. Leurs efforts étaient vains : les mines du demi-bastion furent éventées ; on avança la sape, on multiplia les tranchées. Les assiégés, hors d'état de pouvoir ralentir l'impétuosité d'un feu aussi terrible, furent forcés de capituler le 10 juillet 1746. La garnison, composée de six bataillons des troupes de la reine de Hongrie, de six bataillons hollandais et quelques escadrons, fut faite prisonnière de guerre (1). »

N° 401. SIÉGE DE SAINT-GUILHAIN. JUILLET 1746.

Tableau du temps par VERDUSSEN.

Le siége de Saint-Guilhain suivit de près la prise de Mons. Le maréchal de Saxe, s'étant chargé de cette expédition, avait fait investir la place le 14 juillet. La redoute de Bourdon fut enlevée dans la nuit du 17 au 18, la tranchée ouverte du 21 au 22, et les grenadiers s'emparèrent de l'ouvrage avancé dans la nuit du 23 au 24. L'attaque fut continuée pendant le jour, et les assiégés, forcés dans leurs retranchements, demandèrent à capituler le 25. La garnison se rendit prisonnière de guerre.

N° 402. SIEGE DE CHARLEROI. — 2 AOUT 1746.

Tableau du temps par IGNACE PARROCEL

La ville de Charleroi sur la Sambre avait été investie le 14 juillet, aussitôt après la prise de Mons. Le prince de Conti commanda ce siége. La tranchée ayant été ouverte dans la nuit du 28 au 29, on ne tarda pas à attaquer la place, qui fut vivement défendue.

« Ce fut vers la porte de Bruxelles que toutes les horreurs d'un siége cruel parurent se réunir. Les assiégés, qui défendaient cette porte avec la plus grande intrépidité, cédèrent enfin à la fureur des grenadiers français, qui, maîtres du chemin couvert, et déjà répandus dans la ville, la mena-

(1) *Campagnes de Louis XV*, p. 55.

çaient de l'emporter d'assaut. Le drapeau blanc qu'on arbora sur le bastion gauche dissipa ce dernier orage ; la capitulation fut signée le 2 août, après trois attaques vigoureuses. La garnison, composée de trois bataillons, fut faite prisonnière de guerre (1). »

N° 403. SIÉGE DE LA VILLE DE NAMUR.
SEPTEMBRE 1746.

Tableau du temps par IGNACE PARROCEL.

N° 404. SIÉGE DE LA VILLE DE NAMUR.
SEPTEMBRE 1746.

Gouache par VAN BLAREMBERG.

« Il ne restait plus à la reine de Hongrie, entre la mer et la Meuse, que la ville de Namur, d'où elle pouvait menacer les anciennes frontières de France et pénétrer dans les nouvelles conquêtes du roi : cette dernière ville attira toute la vigilance du prince Charles de Lorraine, qui fit tout ce qu'il pouvait pour la conserver : il rassembla toutes ses forces dans un camp avantageusement placé ; il s'y retrancha par des travaux multipliés, et rendit impénétrables toutes les issues qui menaient à Namur. Les obstacles semblaient s'entasser et s'élever à chaque pas.

» Le maréchal de Saxe marcha contre lui. Sa marche fut si bien concertée, il choisit des postes si avantageux, qu'il parvint à couper toutes les subsistances au prince Charles de Lorraine. Cette adresse fut heureuse ; elle obligea les alliés d'abandonner leur camp et de chercher un autre asile au delà de la Meuse.

» Namur fut investi le 9 septembre. Cinquante-neuf bataillons et cinquante-six escadrons, commandés par le comte de Clermont, attaquèrent la ville. Cinq batteries de canon ouvrirent le siége par un feu aussi vif que meurtrier. La ville capitula le 19 septembre (2). »

N° 405. PRISE DES CHATEAUX DE NAMUR.
30 SEPTEMBRE 1746.

Gouache par VAN BLAREMBERG.

« Le commandant se retira avec sa garnison dans les châteaux, qu'on assiégea cinq jours après. Le feu des assiégés était violent et continu ; mais celui des assiégeants, devenu plus terrible par l'établissement de nouvelles batteries, les força de capituler le 30 septembre. La garnison se rendit prisonnière de guerre (3). »

N° 406. BATAILLE DE ROCOUX.
11 OCTOBRE 1746.

ROQUEPLAN.—1837.

N° 407. BATAILLE DE ROCOUX.
11 OCTOBRE 1746.

Gouache par VAN BLAREMBERG.

Le maréchal de Saxe avait offert au prince Charles de Lorraine, pour ménager le sang du soldat, de mettre de part et d'autre les troupes en quartiers d'hiver. Cette offre, faite par un ennemi supérieur en nombre, et dans l'entraînement de la victoire, fut rejetée par le général autrichien. Il s'était flatté, dans son orgueilleuse obstination, d'arrêter sous Liége la marche victorieuse de l'armée française. Son camp était assis entre Houtain et Grasse. « Le maréchal de Saxe poursuivait ses avantages, et allait bientôt attaquer le prince Charles de Lorraine. L'armée française avait passé le Jaar et occupait le terrain qui sépare les deux chaussées qui conduisent à Liége ; elle était rangée sur quatre lignes ; la droite était appuyée à Hognoul, la gauche sur Neudorp. Un corps de réserve formait la troisième ligne derrière le village de Houtê, et celui que commandait le marquis de Contades formait la quatrième. Les troupes détachées, aux ordres du comte de Clermont et du comte d'Estrées (depuis maréchal de France), campèrent en avant de l'armée, sur la chaussée de Saint-Tron à Liége, et celles que commandaient MM. de Clermont-Gallerande et de Mortagne se placèrent à la gauche.

» L'ordre le plus exact régnait dans tous les rangs : le jour convenu étant arrivé, le maréchal de Saxe fit battre la générale, et l'armée marcha sur dix colonnes parallèles jusqu'à la hauteur du village de Lointain, qui avait été donné pour le point de direction de la marche de chaque colonne. A cet endroit la cavalerie des deux ailes se mit en ordre de bataille, et l'infanterie, chargée des attaques, resta en colonnes par bataillons.

» Le prince Charles de Lorraine s'avança à cinq cents pas environ de son camp, sans abandonner les différents postes qu'il occupait sur les hauteurs, et fit ses dispositions pour le combat.

» Le feu du canon placé à la droite de l'armée française en donna le signal. L'action s'engagea dans le faubourg de Sainte-Valburg et dans le village d'Ance. Le comte de Clermont et le comte d'Estrées, à la tête des brigades de Picardie, de Champagne, de Monaco, de Ségur, de la Fère, de Bourbon, poussèrent les alliés si vivement, qu'ils furent chassés de ces deux postes.

» Le maréchal de Saxe s'exposa comme le moindre soldat, et parut à la tête de toutes les brigades, bravant le feu du mousquet et du canon. Il se signala personnellement comme officier au camp de Varoux ; et c'est cette bravoure qui enflammait l'âme du soldat. Les alliés, encore chassés de ce nouveau poste, étaient consternés ; ils se replièrent contre le village de Rocoux, où le marquis d'Hérouville conduisit les brigades de Navarre, d'Auvergne, de Royal, de Montmorin : elles y firent des prodiges de valeur, et battirent entièrement les alliés. Le maréchal de Saxe les avait suivies à la tête de six bataillons : tout pliait devant lui ; la cavalerie hollandaise effrayée jeta la confusion dans l'armée alliée, et occasionna une désertion générale ; la fuite fut la ressource des vaincus. Les alliés eurent dans ce combat sept mille hommes tant tués que blessés ; on leur fit mille prisonniers, et on leur enleva cinquante pièces de canon et dix drapeaux. Du côté des Français il y eut trois mille hommes tués ou blessés (1). »

N° 408. ENTRÉE DE LOUIS XV A MONS.
30 MAI 1747.

Gouache par VAN BLAREMBERG.

Quelques avantages remportés en Italie, et les victoires navales de l'Angleterre, rendirent aux alliés la confiance. Ils firent de nouveaux efforts, et Maëstricht fut rempli de prodigieux approvisionnements de guerre. Louis XV, cependant, maître de la Flandre autrichienne, proposait encore la paix : elle fut refusée. Le maréchal de Saxe, à qui Louis XV

(1) *Campagnes de Louis XV*, p. 56.
(2) *Idem*, p. 57.
(3) *Ibid.*

(1) *Campagnes de Louis XV*, p. 58-59.

avait donné, après la bataille de Rocoux, le titre de maréchal général des armées du roi, porté seulement avant lui par Turenne, fut chargé de poursuivre une guerre qu'il avait si glorieusement commencée. Il était convenu qu'il porterait ses armes dans la Flandre hollandaise : on voulait ainsi forcer les États-Généraux à se détacher de l'alliance impériale.

Le 20 avril, Maurice fit une revue générale de l'armée dans les différents cantonnements qu'elle occupait. Le comte de Lowendal, qui était sous ses ordres, se mit aussitôt après en marche : il s'empara des villes de l'Écluse, d'Issendick et du Sas de Gand, les 22, 25 et 30 avril D'un autre côté le marquis de Montmorin se rendit maître de Philippine presque en vue de la flotte anglaise qui se trouvait à l'embouchure de l'Escaut, où elle couvrait Flessingue et Middelbourg. Hulst capitula le 1er mai, et Axel le 16. En moins d'un mois presque toute la Flandre hollandaise se trouvait occupée par les Français.

En 1672, la Hollande, menacée par Louis XIV, avait remis ses destinées aux mains de Guillaume, en le nommant stathouder. L'influence anglaise fit, en 1749, parodier cette grande mesure de patriotisme; et, pour sauver l'indépendance hollandaise, on nomma stathouder héréditaire Guillaume de Nassau, qui ne fit rien pour elle.

Cependant le duc de Cumberland, qui était venu du champ de bataille de Culloden prendre le commandement des armées alliées, après avoir fait une démonstration contre Anvers, s'était porté sur Maëstricht pour protéger cette ville, menacée par les armes françaises. Le maréchal de Saxe, suivant les mouvements de l'armée ennemie, manœuvra alors pour la rencontrer. Une bataille était inévitable. Louis XV accourut de Versailles pour y prendre part. Le 30 mai il était à Mons, où il fit son entrée, et fut reçu par le clergé et tous les corps de la ville qui étaient allés à sa rencontre.

N° 409. BATAILLE DE LAWFELD.
2 JUILLET 1747.

COUDER. — 1836.

N° 410. BATAILLE DE LAWFELD.
2 JUILLET 1747.

Tableau du temps par LENFANT.

N° 411. BATAILLE DE LAWFELD.
2 JUILLET 1747.

Tableau du temps par CHARLES PARROCEL; terminé par PIERRE FRANQUE.

N° 412. BATAILLE DE LAWFELD.
2 JUILLET 1747.

Gouache par VAN BLARENBERG.

Le lendemain, Louis XV arriva à Bruxelles, où il avait été précédé de quelques jours par le maréchal de Noailles. Le comte de Lowendal resta dans cette ville avec quelques bataillons pour la défendre en cas d'attaque. L'armée alliée ayant fait un mouvement pour se porter aux environs de Lawfeld, le maréchal de Saxe, saisissant l'occasion, s'empressa de prendre les ordres du roi pour livrer bataille.

Il faut citer ici les propres paroles du maréchal de Saxe faisant au roi de Prusse le récit de cette journée. L'auteur d'un si beau fait d'armes en est le meilleur historien, comme le meilleur juge en était alors le grand Frédéric.

« Les ennemis, dit-il, étaient sur la Nèthe et nous derrière la Dyle, entre Louvain et Malines. Des armées ne peuvent guère quitter ces sortes de positions sans qu'il n'en résulte quelque événement : les alliés avaient pris cette position intermédiaire pour couvrir Berg-op-Zoom et Maëstricht, deux points fort éloignés, et où nous conduisaient l'Escaut et la Meuse. Je n'osais quitter le bassin de Bruxelles pour me porter à Maëstricht, parce que, si les ennemis avaient une fois passé la Dyle, et s'étaient placés derrière cette rivière, je n'aurais pu les en déloger....

» J'ai temporisé dans cette position jusqu'en juin, dans l'espérance que le défaut de subsistances obligerait nos ennemis à se déplacer : je voulais aussi donner aux grains le temps de mûrir, afin de conserver ma cavalerie en bon état pour le reste de la campagne; mais, les ennemis ne bougeant point, je poussai, le 12 juin, M. le comte d'Estrées, avec un corps, à Tirlemont, et M. le comte de Clermont du côté de Jodoigne, pour voir quels mouvements les ennemis feraient..... »

Après avoir parlé des dispositions prises successivement par les deux armées, le maréchal ajoute : « Je m'ébranlais pour attaquer le camp de la Commanderie, lorsque je vis toute l'armée des ennemis se déployer dans la plaine. Le roi était à trois lieues de moi avec le reste de l'armée, qui avançait à tire d'aile. Je ne voulus point me charger de l'événement de ce combat : ayant mon maître si près de moi, je le fis avertir. Les ennemis me tâtèrent; je ne fis que soutenir jusqu'à l'arrivée du roi, qui me joignit à quatre heures après midi : le corps de l'armée resta en delà de Tongres pour mettre les tentes bas, repaître, et recueillir les traîneurs. A sept heures du soir les troupes se mirent en marche, et arrivèrent à dix heures du soir. Les ennemis employèrent le reste du jour à se former, et restèrent avec leur droite au Vieux-Ione, la gauche tirant sur Maëstricht, ou plutôt au Jaar, vers les hauteurs du camp Saint-Pierre. Nous avions notre gauche sur les hauteurs de Hëerderen, et la droite à Esmaël. On pouvait espérer qu'en battant les ennemis ils seraient obligés de se retirer le long de la Meuse, vers Ruremonde, ce qui nous donnait les moyens de jeter nos ponts au-dessus de Maëstricht, et de faire le siége de cette place : c'est ce qui nous détermina à les attaquer. Leur droite, où était M. de Bathiany avec les Autrichiens, était avantageusement placée, appuyant à la Commanderie du Vieux-Ione, qui a une grande enceinte murée et fortifiée, et au grand Spauwen, retranché en amphithéâtre; ils avaient devant leur centre le hameau de Lawfeld, et leur première ligne en était distante d'une demi-portée de fusil. Ce hameau n'était occupé au commencement que par quelques pandours; je résolus de m'en emparer, parce que de là je pouvais fort incommoder leur centre en m'établissant dans les haies de ce village, qui sont revêtues de terre et garnies de fortes épines; je fis donc en conséquence mes dispositions. Pendant ce temps-là les ennemis mirent le feu au village de Vlitingen et au hameau de Lawfeld.....

» Comme mon objet principal était de percer les ennemis par le centre, tandis que je faisais attaquer leur gauche et tenais leur droite en échec, j'y mis toute mon attention : les ennemis commencèrent d'abord par nous canonner fort violemment, ayant près de deux cents pièces de canon de tous calibres. Insensiblement l'infanterie du comte de Clermont s'approcha du hameau de Lawfeld, et l'attaqua par trois colonnes en face et dans les deux flancs : la colonne de la droite y entra, celle du centre y pénétra aussi, mais celle de la gauche ne put avancer, l'ennemi étant plus en force vis-à-vis d'elle. »

Le village de Lawfeld résistait à toutes les attaques qui avaient été dirigées contre lui.

« Alors, ajoute le maréchal, nous attaquâmes, la baïonnette au bout du fusil, sans tirer, les troupes qui soutenaien

le village, et les mêmes en désordre. Dans ce moment les ennemis qui soutenaient le combat dans le village, entendant tirer derrière eux, abandonnèrent les haies; nos troupes qui les attaquaient par l'autre extrémité les suivirent, et dans un instant toute la bordure du village fut occupée par notre infanterie avec des cris et un feu épouvantables. La ligne des ennemis en fut ébranlée; deux brigades de notre artillerie qui m'avaient suivi se mirent à tirer, ce qui augmenta le désordre. Il nous était arrivé sur la gauche deux brigades de cavalerie; j'en pris deux escadrons, et ordonnai au marquis de Bellefonds, qui les commandait, de pousser à toutes jambes dans l'infanterie ennemie, et criai aux cavaliers : *Comme au fourrage, mes enfants!*

» Mon canon, qui avait passé avec moi à la gauche de Lawfeld, tourna ce hameau, et s'établit sur une élévation d'où il battait toute cette infanterie qui marchait devant nous, et y causait un grand dommage. Elle avait, entre nous et elle, une ligne de cavalerie qui favorisait sa retraite. Je dis au comte d'Estrées de la pousser sur leur infanterie; mais, comme je donnais cet ordre, cette cavalerie sentant la nécessité de sauver son infanterie mise en désordre, nous sauta au visage, et nous causa quelque trouble. Elle fut étrillée d'importance, mais elle sauva cette infanterie, que nous ne revîmes plus. M. de Ligonnier, qui fit cette prompte et belle manœuvre, y fut pris prisonnier; les escadrons gris, qui chargèrent avec lui, et quelques escadrons hessois furent taillés en pièces. Ne voyant presque plus d'ennemis à cette droite, le reste se retirant en déroute vers la basse Meuse, je recommandai à M. le comte de Clermont de les suivre, et je m'en fus à notre gauche, où était le roi, et vis-à-vis de lui M. de Bathiany avec vingt-sept mille hommes. Il était trois heures après midi : ainsi cette attaque avait duré environ cinq heures, ayant commencé entre neuf et dix heures du matin (1). »

Au moment où arrivait le maréchal, le comte de Clermont venait « de mettre en déroute l'aile gauche des ennemis. Le roi faisait attaquer alors l'aile droite, composée des troupes de la reine de Hongrie, qui jusque-là n'avaient pris aucune part à l'action. Le maréchal de Saxe, à la tête des brigades d'infanterie que commandait le marquis de Senectère, porta les premiers coups. Le comte de Clermont-Tonnerre, le marquis de Gallerande, poursuivirent les ennemis assez loin, et firent un carnage affreux de tout ce qu'ils atteignirent.

» Cette bataille se donna le 2 juillet 1747; la perte des Français fut évaluée à six mille hommes, tant tués que blessés, et celle des ennemis à dix mille : on leur fit douze cents prisonniers dans le village de Lawfeld, et plus de neuf cents dans la poursuite; on leur prit vingt-neuf pièces de canon, deux paires de timbales, neuf drapeaux et sept étendards (2). »

Louis XV, rapporte Voltaire, rendit cette bataille célèbre par le discours qu'il tint au général Ligonnier, qu'on lui amena prisonnier : « Ne vaudrait-il pas mieux, dit-il en lui montrant le village de Lawfeld, qui était la proie des flammes, songer sérieusement à la paix que de faire périr tant de braves gens (3)? »

N° 413. SIÉGE DE LA VILLE DE BERG-OP-ZOOM.

JUILLET 1747.

INVESTISSEMENT DE LA PLACE.

J. J. PARROCEL.

(1) *Histoire du maréchal de Saxe*, par le baron d'Espagnac, t. II, p. 349-360.
(2) *Campagnes de Louis XV*, p. 68.
(3) *Siècle de Louis XV*, chap. XXVI.

N° 414. SIÉGE DE LA VILLE DE BERG-OP-ZOOM.

14 JUILLET AU 15 SEPTEMBRE 1747.

Gouache par VAN BLAREMBERG.

La prise de Maëstricht était le but de la bataille de Lawfeld. Mais l'armée ennemie s'étant retirée de l'autre côté de la Meuse, sous les murs de cette place, le maréchal de Saxe ajoute, dans sa lettre au roi de Prusse :

« Notre projet sur Maëstricht étant manqué, j'écrivis au comte de Lowendal, qui était resté à Louvain avec seize bataillons et trente-deux escadrons, de marcher à Berg-op-Zoom, pour en faire le siége. Les alliés ayant fait passer depuis, et envoyant journellement des troupes de leur armée vers Berg-op-Zoom, le roi a renforcé le comte de Lowendal de plusieurs bataillons et d'escadrons, de sorte qu'il a actuellement sous ses ordres quarante-deux bataillons et soixante et dix escadrons, un bataillon de Royal-artillerie et les volontaires bretons.

» La tranchée a été ouverte devant Berg-op-Zoom le 14; et, comme la place peut être rafraîchie, n'étant pas investie, ce siége pourrait être meurtrier, d'autant que les assiégés ne manqueront pas d'employer tout ce que l'art indique en pareil cas.

» Le comte de Lowendal, prévenu que l'ennemi était en force près de Berg-op-Zoom, s'attendait à livrer un combat avant d'en pouvoir faire le siége; mais, voyant que les ennemis, au lieu d'en défendre les approches, s'étaient retirés derrière leurs retranchements, il jugea qu'il aurait moins à combattre la résistance des troupes que la bonté de la place et les difficultés inséparables de l'exécution d'un projet aussi extraordinaire.

» Berg-op-Zoom, le chef-d'œuvre du fameux ingénieur hollandais Cohorn, avait la réputation d'avoir été vainement assiégé dans les temps antérieurs, et passait dans l'Europe pour imprenable; il ne pouvait être investi que par un seul côté, où le rival du maréchal de Vauban avait employé son savoir. Deux cents bouches à feu défendaient les remparts; la place était abondamment pourvue de munitions de bouche et de guerre, et elle avait la facilité de s'en procurer par mer et par terre; sa garnison communiquait avec un corps considérable de troupes, campé derrière des lignes, protégées par des marais qui régnaient sur tout leur front, et qui, dans les endroits accessibles, d'ailleurs très-étroits, étaient défendus par des forts revêtus, dont chacun exigeait un siége. Les alliés avaient à portée de cette ville un corps de troupes nombreux, et qui pouvait être renforcé, et par ce qu'ils avaient derrière les lignes de Steenberg, et par leur grande armée. Il était aisé de juger que, s'ils ne pouvaient faire lever le siége par un acte de vigueur, ils étaient du moins en état ou de le prolonger, ou de forcer les Français à l'abandonner. Il était, en effet, difficile de commencer ce siége avant la mi-juillet, et il fallait qu'il fût fini avant la fin de septembre, à cause des fièvres biliaires qui, dans l'arrière-saison, sont le fléau annuel des habitants du pays. Il n'y avait pas moins à craindre que les mauvais temps ne rendissent les chemins des convois impraticables. Cette entreprise enfin était faite contre les principes de guerre accrédités; aussi le succès en parut-il impossible à bien du monde (1). »

La tranchée fut ouverte dans la nuit du 14 au 15 juillet; les attaques furent poussées avec la plus grande vigueur; les assiégés se battirent en désespérés, et opposèrent la plus opiniâtre résistance.

(1) *Histoire du maréchal de Saxe*, par le baron d'Espagnac, t. II, p. 346-362.

N° 415. PRISE D'ASSAUT DE LA VILLE DE BERG-OP-ZOOM. — 16 AOUT 1747.

Gouache par VAN BLARENBERG.

Le 16 août le comte de Lowendal ordonna l'assaut.

« Les soldats enfoncèrent tout ce qui s'opposait à leur passage, forcèrent les retranchements, et se mirent en bataille sur chaque bastion, et sur le rempart à droite et à gauche. Le carnage fut affreux; aucun officier ni soldat n'échappa à leur fureur; ils se rendirent maîtres de la ville, taillèrent en pièces et dispersèrent tout ce qu'ils rencontrèrent dans les rues; le reste de la garnison se rendit, ainsi que ceux qui défendaient les forts de Mormont, de Pensem, de Rouvers. Le pillage, qui fut permis, mit le comble aux malheurs de Berg-op-Zoom.

» Ce siége fut récompensé par le bâton de maréchal de France, que le roi donna au comte de Lowendal (1). »

N° 416. COMBAT DU VAISSEAU L'INTRÉPIDE CONTRE PLUSIEURS VAISSEAUX ANGLAIS. 17 OCTOBRE 1747.

GILBERT (d'après un tableau du temps).—1835.

Pendant que les armes de la France triomphaient ainsi sur le continent, elles étaient moins heureuses sur mer. Les flottes réunies de la Hollande et de l'Angleterre avaient presque détruit la marine française, tristement déchue depuis les dernières années de Louis XIV. C'étaient des particuliers, de simples armateurs, qui seuls relevaient alors l'honneur du pavillon national; et tandis que les escadres anglaises, sous les amiraux Anson et Hawke, dominaient sans contestation dans l'Atlantique, deux hommes, à force de talent et de courage, étaient parvenus à maintenir la supériorité de la France dans les mers de l'Inde. La prise de Madras, capitale des possessions anglaises, en 1746, immortalisa le nom de La Bourdonnais, et Dupleix ne se signala pas moins, la même année, par sa belle défense de Pondichéry. Trop heureux si une basse jalousie n'eût point souillé sa gloire!

Il faut citer aussi, parmi les faits glorieux qui vinrent rompre alors la triste continuité de nos revers maritimes, l'action hardie du commandant du vaisseau *l'Intrépide*.

Une escadre de huit bâtiments de l'état, sortie de l'île d'Aix, escortait deux cent cinquante vaisseaux marchands. Le 17 octobre 1747, à la hauteur du cap Finistère, elle rencontra une flotte anglaise composée de vingt-trois vaisseaux, et commandée par l'amiral Hawke. « Le chef d'escadre, rapporte l'auteur des Campagnes de Louis XV, manœuvra pour favoriser la fuite des navires marchands; mais leur mauvaise disposition, leur marche inégale, leur trouble à l'aspect d'une flotte supérieure à celle qui les défendait, en laissèrent une partie à la portée des Anglais. Ils furent enveloppés; l'escadre s'avança pour les dégager, et le combat commença. Les vaisseaux de guerre s'y virent bientôt investis eux-mêmes, tellement que chacun d'eux en combattait plusieurs d'une force supérieure. Il leur était impossible de se porter un mutuel secours. *Le Neptune*, *le Monarque*, *le Fougueux*, *le Sévère*, ne se rendirent que lorsqu'ils furent entièrement désemparés. *Le Tonnant*, que montait M. l'Étenduère, commandant de l'escadre, avait successivement essuyé le feu de toute la ligne anglaise; plusieurs fois il s'était vu au milieu de trois ou quatre vaisseaux qu'il avait repoussés, mais, après la réduction des quatre vaisseaux français, tous les efforts de l'amiral Hawke se réunirent contre lui. Ses manœuvres furent hachées, ses voiles criblées; son mât de perroquet de fougue tomba; la chute de son artimon paraissait inévitable; il allait se rendre ou périr, lorsque M. de Vaudreuil, qui commandait *l'Intrépide*, traversa la flotte anglaise et vint le secourir. *Le Terrible* et *le Trident* veulent suivre cet exemple, mais il leur est funeste, et ils sont forcés de se rendre. *L'Intrépide* et *le Tonnant* restent donc exposés seuls à tout le feu de l'artillerie d'une flotte entière. Déjà cinq vaisseaux anglais désemparés sont contraints de se retirer; d'autres reviennent à la charge, puis s'éloignent aussi pour réparer leur dommage. Tandis qu'ils se préparent à un nouveau combat, M. de l'Étenduère fait fausse route, leur échappe à la faveur des ténèbres, et *le Tonnant* rentre dans Brest, remorqué par *l'Intrépide* (1). »

(1) *Campagnes de Louis XV*, p. 69

N° 417. SIÉGE DE MAESTRICHT. — 7 MAI 1748.

Gouache par VAN BLARENBERG.

Après la prise de Berg-op-Zoom, qui avait frappé de consternation les Provinces-Unies, Louis XV offrit encore la paix aux alliés. Ils s'obstinèrent à la refuser, et il fallut la leur imposer par les armes. « La paix est dans Maëstricht, » dit le maréchal de Saxe; et le siége de cette ville fut décidé.

C'était une grave et difficile opération que de venir assiéger une place aussi forte et aussi puissamment défendue, en face d'une armée de quatre-vingt mille ennemis. Tout l'effort du génie du maréchal de Saxe fut de tromper sur ses intentions le duc de Cumberland, qui de La Haye observait ses mouvements. Il envoya son lieutenant, le maréchal de Lowendal, opérer dans le Luxembourg, pour se rabattre ensuite sur Maëstricht par la rive droite de la Meuse, tandis que lui-même faisait semblant de se porter sur Breda, et, revenant brusquement sur la rive gauche du fleuve, investissait de ce côté la ville qu'il voulait assiéger. Cette savante manœuvre réussit à souhait : le 9 avril le maréchal de Saxe était sous les murs de Maëstricht, et Lowendal y arriva quatre jours après.

Aussitôt les travaux du siége commencèrent, et ils furent poussés avec la plus grande activité. Dans la nuit du 15 au 16 la tranchée fut ouverte, et les deux maréchaux encouragèrent cette opération de leur présence. Elle était nécessaire aux troupes, qui avaient à subir à la fois le feu de l'ennemi et les rigueurs d'une saison contraire. Enfin, malgré la résistance courageuse des assiégés et leurs fréquentes sorties, malgré les menaces du duc de Cumberland, qui vint se présenter devant les lignes françaises sans oser les assaillir, les travaux furent poussés avec une telle vigueur, que le 4 mai au matin le maréchal de Saxe ordonna pour la nuit l'attaque du chemin couvert.

« Mais à midi le lord Sackville, aide de camp du duc de Cumberland, arriva à l'abbaye d'Hochten avec une lettre de ce prince, où il donnait avis au maréchal de Saxe que les préliminaires de paix venaient d'être signés à Aix-la-Chapelle; il lui proposait en même temps de lui céder Maëstricht, s'il voulait accorder à la garnison les honneurs de la guerre.

» Le baron d'Aylwa, gouverneur de Maëstricht, ne jugea pas que la lettre du duc de Cumberland fût une autorité suffisante pour lui faire rendre une place qui lui avait été confiée par les États-Généraux : il demanda un délai de quarante-huit heures, pour envoyer à Breda savoir les intentions du prince d'Orange. Le général major comte de Wied en étant revenu avec les ordres au baron d'Aylwa de remettre Maëstricht, le drapeau fut arboré, et la capitulation fut signée le 7 : elle portait que la garnison sortirait avec les honneurs de la guerre, et sans chariots couverts; mais que,

(1) *Campagnes de Louis XV*, p. 79.

par considération particulière pour le baron d'Aylwa, commandant de la place, et pour le baron de Marshal, commandant des Autrichiens, ils pourraient emmener, l'un et l'autre, quatre pièces de canon et deux mortiers (1). »

Le lendemain les hostilités furent suspendues, et la paix, signée, le 18 octobre à Aix-la-Chapelle, fut publiée à Paris le 12 février de l'année suivante.

Nº 418. PRISE DE PORT-MAHON.—JUIN 1756.

Tableau du temps.

Le traité d'Aix-la-Chapelle, en rendant la paix à l'Europe, n'avait terminé ni les luttes lointaines de l'Inde, ni les entreprises réciproques des colons français et anglais de l'Amérique septentrionale. Dupleix, avec son énergique activité, faisait une guerre redoutable à la compagnie britannique des Indes orientales, et sur les frontières du Canada et de la Nouvelle-Angleterre, les limites mal définies de l'une et l'autre de ces grandes colonies donnaient lieu à de continuelles escarmouches. Le lâche assassinat du parlementaire français Jumonville et la prise de trois cents navires marchands, saisis sans déclaration de guerre, épuisèrent la patience du pacifique gouvernement de Louis XV. On demanda satisfaction à l'Angleterre, et, sur son refus de l'accorder, la guerre lui fut déclarée par la France. Trois escadres furent aussitôt armées. Le maréchal de Belle-Isle reçut le commandement des côtes de l'Océan, pendant que le maréchal de Richelieu allait prendre à Toulon celui de la flotte de la Méditerranée.

Cette flotte, composée de douze vaisseaux de ligne, de cinq frégates et d'un grand nombre de bâtiments de transport, sous les ordres de la Galissonnière, avec quinze mille hommes de débarquement, partit des îles d'Hyères le 12 avril 1756. Elle fit voile vers l'île de Minorque, où elle occupa sans coup férir la ville de Mahon.

A cette nouvelle, quatorze vaisseaux anglais, commandés par l'amiral Byng, se dirigèrent vers Minorque pour la secourir. L'action s'engagea, et le succès en fut très-vivement disputé. L'escadre anglaise fut enfin dispersée et contrainte de se réfugier à Gibraltar.

Nº 419. SIÉGE ET PRISE DU FORT SAINT-PHILIPPE (PORT-MAHON).—28 JUIN 1756.

WACHSMUT.—1837.

« Il restait aux Anglais l'espérance de défendre la citadelle de Port-Mahon (le fort Saint-Philippe), qu'on regardait, après Gibraltar, comme la place de l'Europe la plus forte par sa situation, par la nature de son terrain et par trente ans de soins qu'on avait mis à la fortifier. C'était partout un roc uni; c'étaient des fossés profonds de vingt pieds, et, en quelques endroits, de trente, taillés dans ce roc; c'étaient quatre-vingts mines sous des ouvrages devant lesquels il était impossible d'ouvrir la tranchée. Tout était impénétrable au canon, et la citadelle entourée partout de ces fortifications extérieures taillées dans le roc vif.

» Le maréchal de Richelieu tenta une entreprise plus hardie que n'avait été celle de Berg-op-Zoom : ce fut de donner à la fois un assaut à tous les ouvrages qui défendaient le corps de la place. Il fut secondé dans cette entreprise audacieuse par le comte de Maillebois, qui, dans cette guerre, déploya toujours de grands talents, déjà exercés dans l'Italie. C'est par cette ardeur difficile à comprendre qu'ils se rendirent maîtres de tous les ouvrages extérieurs. Les troupes s'y portèrent avec d'autant plus de courage, qu'elles avaient affaire à près de trois mille Anglais, secondés de tout ce que la nature et l'art avaient pu faire pour les défendre. Le lendemain (28 juin) la place se rendit (1). »

La garnison sortit avec les honneurs de la guerre, et se retira à Gibraltar. Le 29 juin l'armée française prit possession du fort Saint-Philippe.

Nº 420. BATAILLE D'HASTEMBECK. 26 JUILLET 1757.

RIOULT.—1837.

« Tandis que les Français combattaient en Canada, plusieurs puissances de l'Europe s'unissaient par des traités pour rapprocher le théâtre de la guerre. Le roi de Prusse, instruit par la cour de Londres que la France avait le dessein de porter ses forces vers la principauté de Hanovre, se ligua avec l'Angleterre, et jura de s'opposer de tout son pouvoir à l'entrée de toute armée étrangère dans l'empire. Elisabeth, impératrice de Russie, ennemie de Frédéric; Auguste III, roi de Pologne et électeur de Saxe, qui avait des indemnités à répéter pour les ravages commis par les Prussiens pendant la guerre de 1741; l'impératrice reine Marie-Thérèse, qui voulait rentrer dans la Silésie, que les circonstances l'avaient forcée d'abandonner, s'unirent contre Frédéric II. »

Louis XV entra alors, contre les anciennes habitudes de la politique française, dans l'alliance autrichienne.

« On se promettait une garantie réciproque (le cas de la présente guerre excepté); on s'engageait à se rendre de bons offices mutuels, pour prévenir toute invasion de quelque puissance ennemie, soit dans les états de la maison d'Autriche, soit dans ceux de la maison de France. Dans le cas où, par les voies de la négociation, l'une ou l'autre des puissances contractantes ne pourrait pas empêcher une irruption dans les états de son alliée, elle s'obligeait à lui fournir pour sa défense vingt-quatre mille hommes effectifs. »

Le roi de Prusse, menacé de tous côtés, fit tête à l'orage. Avec une armée de cent cinquante mille hommes, la plus forte et la mieux organisée de l'Europe; avec les trésors amassés par son économie et celle de son père, il crut pouvoir braver la redoutable coalition formée contre lui; et, n'attendant pas qu'on l'attaquât, il se jeta sur les états de l'électeur de Saxe. Marie-Thérèse le fit mettre au ban de l'empire. Il s'en vengea en battant les Autrichiens accourus au secours d'Auguste III, et enferma les Saxons dans leur camp de Pyrna.

« Jamais, dit Voltaire, on ne donna tant de batailles que dans cette guerre. Les Russes entrèrent dans les états prussiens par la Pologne; les Français, devenus auxiliaires de la reine de Hongrie, combattirent pour lui faire rendre cette même Silésie, dont ils avaient contribué à la dépouiller quelques années auparavant, lorsqu'ils étaient les alliés du roi de Prusse. Le roi d'Angleterre, qu'on avait vu le partisan le plus déclaré de la maison d'Autriche, devint l'un de ses plus dangereux ennemis. La Suède, qui avait autrefois porté de si grands coups à cette maison impériale d'Autriche, la servit alors contre le roi de Prusse, moyennant 900,000 livres que le ministère français lui donnait, et ce fut elle qui causa le moindre ravage. L'Allemagne se vit ainsi déchirée par beaucoup plus d'armées nationales et étrangères qu'il n'y en eut dans la fameuse guerre de trente ans.

» Tandis que les Russes venaient au secours de l'Autriche

(1) *Histoire du maréchal de Saxe*, par le baron d'Espagnac, t. II, p. 478.

(1) *Siècle de Louis XV*, par Voltaire, ch. XXXI.

par la Pologne, les Français entraient en Allemagne par le duché de Clèves et par Wesel. De son côté le roi de Prusse allait chercher l'armée autrichienne en Bohême. Il opposait un corps considérable aux Russes. Les troupes de l'empire, qu'on appelait les troupes d'exécution, étaient commandées pour pénétrer dans la Saxe, tombée tout entière au pouvoir des Prussiens; ainsi l'Allemagne était en proie à six armées formidables qui la dévoraient en même temps. »

Le maréchal d'Estrées, à la tête de l'armée française, avait passé le Rhin à Dusseldorf. « Il suivait pas à pas le duc de Cumberland, et il atteignit ce prince vers les bords de la Hamel. On ne pouvait choisir une position plus avantageuse que celle des Hanovriens près de Hamelon. Leur droite se prolongeait vers cette ville; leur front était défendu par un marais imperméable; leur gauche s'élevait sur des montagnes couvertes de bois, entrecoupées de ravins très-profonds; elle était terminée d'un côté par une batterie, de l'autre par le village de Hastembeck. On ne pouvait attaquer que ce flanc gauche, et de cette attaque dépendait la victoire: M. de Chevert en fut chargé.

» Le duc de Cumberland, qui connaissait l'importance de sa gauche et de sa batterie, y avait porté l'élite de ses troupes, commandée par M. le comte de Schullemberg. Tous les chemins étaient rompus; il fallait tourner les bois et les montagnes pour parvenir à cette aile des Hanovriens. M. de Chevert partit à la tête des brigades de Picardie, de la Marine et d'Eu; après une marche longue et pénible, entreprise pendant la nuit, il arriva enfin: il était neuf heures du matin, et la bataille était commencée depuis six heures. Chevert prend sa place, s'avance à la tête des grenadiers et pénètre dans les rangs des ennemis; il est suivi et bien secondé par ses premières brigades, par celles de Champagne, du Roi, des grenadiers de France, et par les Autrichiens, qui étaient accourus pour le soutenir. Champagne s'empara de cette batterie retranchée qui faisait la sûreté du camp des ennemis. On les poursuivit de poste en poste, tandis que l'artillerie continuait à les foudroyer de front. Le passage étant frayé, M. de Contades pénétra jusqu'à Hastembeck et chassa les Hanovriens de ce village, qu'ils défendaient encore. Le duc de Cumberland donna le signal de la retraite (1). »

N° 421. BATAILLE DE LUTZELBERG.

10 OCTOBRE 1758.

DEMAHIS. — 1837.

La bataille d'Hastembeck et la capitulation de Closter-Seven, qui suivit quelque temps après, n'eurent pas les résultats heureux qu'on devait en attendre. Cette capitulation n'ayant pas été reconnue par l'Angleterre, le duc de Cumberland perdit son commandement, et la guerre se ralluma avec plus de fureur au commencement de 1758. Les journées de Crevelt et de Rosbach avaient porté une rude atteinte à l'honneur des armes françaises; mais le maréchal de Broglie le rétablit par la victoire qu'il remporta à Sundershausen le 23 juillet 1758; et, après avoir chassé devant lui les Hessois commandés par le prince d'Isembourg, il se rendit maître de toute la Hesse et pénétra en Westphalie.

Le prince de Soubise, de son côté, avait également rencontré l'ennemi à Lutzelberg. Les armées, qui ne demandaient que l'occasion de se mesurer, furent bientôt en présence. « Le prince de Soubise devait attaquer le front des ennemis, le duc de Fitz-James, leur gauche; le duc de Broglie devait détourner leur attention par des manœuvres et de fausses attaques, tandis que, par un long détour, M. de Chevert, à la tête des Saxons et des Palatins, viendrait les prendre en flanc. Quoique celui-ci eût un long espace à parcourir, il fut le premier aux mains avec les ennemis. Toutes les autres divisions montrèrent beaucoup d'ardeur; leurs chefs, un concert parfait; mais toute l'armée convint que c'était principalement à M. de Chevert que la gloire de cette journée était due. Les alliés y perdirent trois à quatre mille hommes, tués ou blessés, et huit cents prisonniers. Le baron de Zastrow, neveu du général de ce nom, fut du nombre des derniers. La perte des Français fut très-médiocre en comparaison de celle des ennemis; ils n'eurent pas plus de six cents hommes tués ou blessés. Huit jours après cette bataille, le prince de Soubise fut élevé au grade de maréchal de France, et, de son côté, le roi de Pologne envoya à M. de Chevert le cordon de l'aigle blanc (1). »

(1) *Campagnes de Louis XV*, p. 108-112.

(1) *Campagnes de Louis XV*, p. 126.

N° 422. BATAILLE DE BERGHEN. — 13 AVRIL 1759.

. . . .

Les avantages remportés, vers la fin de l'année précédente, à Sundershausen et à Lutzelberg, inquiétaient le roi de Prusse, et lui faisaient craindre pour ses frontières; il résolut d'éloigner la guerre du Hanovre et de la Hesse, et de la reporter dans le milieu de l'Allemagne.

« Les Prussiens firent, en conséquence, des mouvements qui furent combinés avec ceux de l'armée aux ordres du duc Ferdinand de Brunswick. Dès le commencement du mois de mars la Thuringe était inondée de Prussiens, et le prince Ferdinand de Brunswick marcha droit à l'armée française, commandée par le duc de Broglie. Ce général assembla aussitôt son armée, et prit une position avantageuse à Berghen, près de Francfort-sur-le-Mein, où, le 13 avril, il fut attaqué par le prince Ferdinand. Le combat fut vif et opiniâtre, mais enfin le prince fut obligé de se retirer. L'armée des alliés était composée de quarante mille combattants, et celle du duc de Broglie n'excédait pas vingt-cinq mille. La perte des premiers monta à près de six mille hommes, tant tués que blessés; les Hessois souffrirent le plus; le prince d'Isembourg, leur général, y fut tué. Les Français perdirent trois à quatre mille hommes; plusieurs officiers furent tués ou dangereusement blessés. Le baron d'Hirn, général des troupes saxonnes, qui mourut à Francfort des suites de ses blessures, fut généralement regretté. Cette action, qui combla de gloire le duc de Broglie, facilita la réunion des armées françaises du haut et du bas Rhin, et leur ouvrit les portes de Cassel, de Gattengen, de Rittberg, de Menden et de Munster (2). »

(2) *Idem*, p. 127.

N° 423. BATAILLE DE JOHANNISBERG.

30 AOUT 1762.

AMÉDÉE FAURE. — 1837.

Cette longue guerre, entreprise dans l'intérêt de l'Allemagne, et dont la France ne pouvait espérer aucun avantage, épuisait les finances du royaume. Quels qu'eussent été les succès obtenus, les revers avaient été plus grands encore. Le commerce surtout était en souffrance; la marine, presque anéantie, se trouvait hors d'état de le protéger, et les colonies, en partie occupées par l'ennemi, étaient dans la situation la plus déplorable.

C'est alors que le duc de Choiseul, secrétaire d'état des affaires étrangères, conclut le traité connu sous le nom de *pacte de famille*, qui fut signé, le 15 août 1761, par les rois de France, d'Espagne, des Deux-Siciles et par l'infant

duc de Parme, et qui devait avoir une si grande influence sur la paix générale.

On vit donc les hostilités commencer entre l'Espagne et l'Angleterre, pendant que la guerre continuait en Allemagne. « Selon les nouvelles de l'armée du roi (1), les ennemis s'étant approchés de Friedberg pendant la journée du 28 du mois dernier, les maréchaux d'Estrées et de Soubise, réunis au corps commandé par le prince de Condé, résolurent de marcher à eux le 30, pour ne pas leur laisser le temps de se fortifier dans une position si essentielle.

» Leur objet principal était de s'emparer de la montagne de Johannisberg ou Johansberg, près les Salines de Nanheim, à une demi-lieue de Friedberg. Le marquis de Lévis l'occupait avec l'avant-garde du prince de Condé. Les colonnes de l'armée étaient encore loin : les maréchaux d'Estrées et de Soubise, voyant la nécessité de renforcer ce poste, y portèrent le comte de Stainville avec l'avant-garde à ses ordres.

» La marche des ennemis fut si rapide, qu'avant l'arrivée du comte de Stainville, ils eurent le temps de gagner le sommet de la montagne. »

Cependant le prince de Soubise parvint à les en déloger, pendant que le maréchal d'Estrées faisait attaquer leur flanc gauche. La position fut emportée.

« La cavalerie des ennemis était postée dans la plaine de Nidermelle, pour y recevoir leur infanterie. Le prince de Condé la fit charger par ses dragons. Elle plia ; mais, s'étant ralliée au delà d'un ravin, elle revint avec une grande célérité. La seconde charge que fit le comte de Stainville fut vive et obstinée : elle nous réussit entièrement. Les ennemis y ont beaucoup perdu. On y a fait une grande quantité de prisonniers, dont plusieurs colonels et quelques officiers supérieurs. Le régiment de Conflans a pris l'étendard d'un régiment hanovrien. L'infanterie des ennemis, dispersée et mise en un extrême désordre par cette charge, a regagné le ravin dans lequel coule le Veter. Les ennemis nous ont abandonné une grande partie de leur artillerie, et nous avons quinze pièces de différents calibres. On avait rassemblé, le 31, plus de quinze cents hommes prisonniers, des différentes nations qui composent l'armée des alliés. »

Ce fut la dernière action de cette guerre de sept ans, qui rapporta si peu de gloire à la France, et lui coûta si cher. Le 1er novembre 1762 des préliminaires de paix furent arrêtés à Fontainebleau, et le 10 février de l'année suivante un traité fut signé à Paris, qui rendit encore une fois le repos à l'Europe.

N° 424. LIT DE JUSTICE TENU PAR LOUIS XVI. 12 NOVEMBRE 1774.

RENTRÉE DU PARLEMENT RAPPELÉ PAR LOUIS XVI.

. . . .

Louis XV était mort le 19 mai 1774. La première pensée de Louis XVI, son petit-fils et son successeur, fut de réconcilier avec la royauté l'opinion publique, aigrie par les scandales et les dilapidations du dernier règne. Un des principaux griefs de cette opinion mécontente était la suppression des parlements, sacrifiés trois ans auparavant aux fantaisies de la cour par le chancelier Maupeou. Louis XVI résolut de les rétablir, et, pour solenniser ce grand acte de justice, il vint à Paris présider lui-même à la restauration de la magistrature dans ses anciens priviléges.

(1) *Gazette de France* du 6 septembre 1762.

Voici en quels termes la Gazette de France du lundi 14 novembre 1774 raconte cette cérémonie :

« Le 12 de ce mois, à neuf heures moins un quart du matin, le roi, après avoir entendu la messe à la Sainte-Chapelle, est arrivé à la grand'chambre du parlement, précédé de Monsieur et de monseigneur le comte d'Artois, du duc d'Orléans, du duc de Chartres, du prince de Condé, du duc de Bourbon, du prince de Conti et du comte de la Marche, princes du sang. Les ducs et pairs, les grands officiers de la couronne et les autres personnes ayant séance au lit de justice, avaient devancé le roi, qui était suivi du sieur de Miroménil, garde des sceaux de France, et des magistrats du conseil, qui l'accompagnaient. Le roi ayant ordonné qu'on prît séance, sa majesté a déclaré que son intention était de rétablir dans leurs fonctions les anciens magistrats du parlement ; et le garde des sceaux, de l'ordre de sa majesté, ayant expliqué plus amplement les volontés du roi, sa majesté a ordonné au grand maître des cérémonies d'aller chercher à la chambre de Saint-Louis les anciens membres du parlement, qui s'y étaient réunis en vertu d'ordres particuliers. Ils ont pris à la grand'chambre les places qu'ils sont dans l'usage d'y occuper lors des lits de justice ; après quoi on a fait lecture des édits, les portes ouvertes, et sa majesté en a ordonné l'enregistrement. »

N° 425. COMBAT DE LA FRÉGATE FRANÇAISE LA BELLE-POULE CONTRE LA FRÉGATE ANGLAISE L'ARÉTHUSE. — 17 JUIN 1778.

JUGELET (d'après le tableau de la galerie du ministère de la marine). — 1837.

La querelle engagée entre l'Angleterre et les colonies de l'Amérique du Nord était devenue irréconciliable par l'aveugle obstination de Georges III et de ses ministres. Le 4 juillet 1776, le congrès national, rassemblé à Philadelphie, proclama l'indépendance américaine, et l'acte qui la notifiait fut un manifeste de guerre lancé par les treize États contre la mère patrie. Washington reçut le commandement suprême de l'armée des États-Unis, pendant que Franklin allait solliciter l'appui de la France pour la cause de la nouvelle république. La présence de ce vieillard excita en France un enthousiasme qui entraîna le gouvernement lui-même. L'indépendance de l'Amérique fut solennellement reconnue par Louis XVI, et un traité de paix et de commerce signé le 2 février 1778 avec les États confédérés. C'était rompre avec l'Angleterre : la marine française, qui avait à venger les affronts de la guerre de sept ans, saisit cette espérance avec une ardeur incroyable. Cependant l'acte de déclaration de guerre resta quelques mois suspendu : on armait de part et d'autre, et l'on s'observait avant d'engager les hostilités.

« L'Angleterre venait d'équiper à la hâte une flotte de trente vaisseaux de ligne, dont elle avait donné le commandement à l'amiral Keppel. Cette flotte était sortie depuis quelques jours. On avait envoyé de Brest, pour l'observer, trois frégates : *la Belle-Poule*, de vingt-six canons ; *la Licorne*, de trente-deux ; *la Pallas*, de dix-huit, et le lougre *le Coureur*, de douze. La première était commandée par M. de la Clocheterie, la seconde par M. de Balisal, la troisième par M. de Rausanne, et le lougre par M. de Razilli.

» Ces quatre vaisseaux, à la suite d'un coup de vent, se trouvèrent presque tous au milieu de la flotte anglaise. *La Licorne* baissa pavillon après avoir lâché une seule bordée ; *la Pallas* se rendit sans pouvoir se défendre, se trouvant enveloppée de plusieurs vaisseaux ennemis ; *la Belle-Poule*, avec le lougre, trouva moyen de se dégager. Poursuivie par

la frégate anglaise *l'Aréthuse*, de quarante-quatre canons, elle s'arrêta dès qu'elle se vit à une demi-lieue de la flotte ennemie. Le capitaine anglais Marshall lui donne ordre de venir parler à l'amiral; le Français répond qu'il n'a d'ordre à recevoir que de son prince; l'Anglais fait tirer un coup de canon, auquel la Clocheterie répond par toute sa bordée : le combat est engagé. De son côté le lougre se bat avec vigueur contre un cutter anglais de même force que lui.

» Le combat, après avoir duré deux heures, tourne au désavantage de *l'Aréthuse*, qui par des signaux appelle la flotte à son secours. Deux gros vaisseaux accourent à force de voiles : *la Belle-Poule* fait retraite et rentre à Brest, couverte de gloire (1). »

N° 426. COMBAT NAVAL D'OUESSANT. 27 JUILLET 1778.

GUDIN.

Il fallait un prodigieux effort pour remettre la marine française en état de lutter avec celle de l'Angleterre. Le gouvernement de Louis XVI déploya toute l'activité que réclamait une si haute entreprise ; en peu de temps le nombre des vaisseaux à flot fut considérable, celui des bâtiments en construction plus grand encore, et les escadres françaises se trouvèrent partout où il y avait à rencontrer le pavillon britannique.

L'engagement des quatre bâtiments dont nous parlions tout à l'heure au milieu de toute l'escadre anglaise, le 17 juin 1778, fut le signal de la guerre. Le comte d'Orvilliers sortit alors de Brest à la tête d'une flotte de trente-deux vaisseaux de ligne. Il avait sous ses ordres le duc de Chartres et Duchaffaut, lieutenants généraux de marine. La flotte était divisée en trois escadres : la blanche au corps de bataille, la blanche et la bleue à l'avant-garde, et la bleue à l'arrière-garde.

Le comte d'Orvilliers, généralissime, sur *la Bretagne*, de cent dix canons, était au corps de bataille, le comte de Guichen avec lui.

Duchaffaut, sur *la Couronne*, de quatre-vingts canons, dirigeait l'avant-garde avec le capitaine de vaisseau Rochechouart. Le duc de Chartres, monté sur *le Saint-Esprit*, de quatre-vingts canons, conduisait l'arrière-garde; le comte de Grasse était sous ses ordres. Les armées navales de France et d'Angleterre se rencontrèrent le 23 juillet.

Dès qu'elles furent en vue l'une de l'autre, elles manœuvrèrent durant quatre jours consécutifs, le comte d'Orvilliers pour conserver l'avantage du vent qu'il avait enlevé aux Anglais, l'amiral Keppel pour le recouvrer. Enfin, le 27 juillet, à neuf heures du matin, le temps paraissant favorable, la flotte française offrit le combat à l'ennemi. Les Anglais savaient qu'un prince du sang royal de France commandait l'escadre bleue, qui, avant le combat, formait l'arrière-garde de la flotte française. L'amiral Keppel manœuvrant dans l'intention de couper cette division du reste de l'armée navale, le comte d'Orvilliers fit virer de bord, et l'escadre bleue se trouva former l'avant-garde. *Le Saint-Esprit* fut exposé, à demi-portée de canon, au premier feu des Anglais. Voici les termes dans lesquels le ministre de la marine s'exprimait sur ce combat, en écrivant au duc de Penthièvre, grand amiral, beau-père du duc de Chartres : « M. d'Orvilliers a donné des preuves de la plus grande habileté; M. le duc de Chartres, d'un courage froid et tranquille, et d'une présence d'esprit étonnante. Sept gros vaisseaux, dont un à trois ponts, ont successivement combattu celui de M. le duc de Chartres, qui a répondu avec la plus grande vigueur, quoique privé de sa batterie basse. Un vaisseau de notre armée a dégagé *le Saint-Esprit* dans le moment le plus vif, et a essuyé un feu si terrible, qu'il a été absolument désemparé et obligé de se retirer. » La flotte étant entrée à Brest, le duc de Chartres vint à Paris et à Versailles : il y fut reçu avec enthousiasme par le public. La bataille d'Ouessant, en effet, relevait la gloire navale de la France, tristement flétrie durant la guerre de sept ans.

(1) *Histoire de Louis XVI*, par Bourniseaux, t. I, p. 267.

N° 427. COMBAT DE LA FRÉGATE FRANÇAISE LA CONCORDE CONTRE LA FRÉGATE ANGLAISE LA MINERVE. — 22 AOUT 1778.

THÉODORE DUBOIS (d'après le tableau de la galerie du ministère de la marine). — 1837.

« Le 22 août, *la Concorde*, frégate de vingt-six canons, commandée par M. le Gardeur de Tilly, rencontra du côté du cap Français la frégate anglaise *la Minerve*, de trente-deux canons. Le combat commença à neuf heures et demie, et fut soutenu pendant deux heures, à la portée du mousquet, avec une égale fermeté de part et d'autre. A onze heures et demie, sir John Scott, capitaine de *la Minerve*, étant trop maltraité dans ses manœuvres et sa mâture pour tenter plus longtemps le sort des armes, fit signal qu'il se rendait. Sa frégate fut amarinée et conduite au Cap (1). »

N° 428. COMBAT DE LA FRÉGATE FRANÇAISE LA JUNON CONTRE LA FRÉGATE ANGLAISE LE FOX. — 11 SEPTEMBRE 1778.

GILBERT (d'après le tableau de la galerie du ministère de la marine). — 1837.

« Le vicomte de Beaumont, capitaine de vaisseau, commandant la frégate *la Junon*, rencontra, le 11 septembre 1778, à quarante lieues sud-ouest de l'île d'Ouessant, la frégate anglaise *le Fox* : il l'attaqua, et la combattit pendant trois heures et demie à portée de pistolet. Lorsqu'elle fut entièrement démâtée et hors d'état de se défendre davantage, le capitaine Windsor, n'ayant plus même de pavillon, fit signe avec son chapeau qu'il amenait. Il avait quarante-neuf hommes hors de combat, et lui-même était grièvement blessé au bras; la frégate française n'eut que quatre hommes tués et quinze blessés (2). »

N° 429. COMBAT DU VAISSEAU FRANÇAIS LE TRITON CONTRE LE VAISSEAU ANGLAIS LE JUPITER ET LA FRÉGATE ANGLAISE LA MÉDÉE. — 20 OCTOBRE 1778.

GILBERT (d'après le tableau de la galerie du ministère de la marine). — 1837.

« *Le Triton*, commandé par M. de Ligondès, capitaine de vaisseau, fut attaqué, à la hauteur du cap Finistère, par un vaisseau et une frégate anglais. A huit heures du soir, après trois heures de combat, la frégate abandonna la partie, et profita de l'obscurité pour se soustraire au feu dont elle était criblée. Le vaisseau anglais continua le sien encore pen-

(1) *Annales maritimes et coloniales*, par M. Bajot, t. II, p. 194.
(2) *Ibid.*, p. 195.

dant une heure, et parut plier trois fois; il finit par prendre la fuite, et disparut dans la nuit (1). »

N° 430. COMBAT DE LA FRÉGATE FRANÇAISE LA MINERVE CONTRE DEUX VAISSEAUX ANGLAIS ET DEUX FRÉGATES ANGLAISES. — 7 FÉVRIER 1779.

GILBERT (d'après un tableau de la galerie du ministère de la marine).—1837.

Le chevalier de Grimoard, commandant la frégate *la Minerve*, en sortant de la baie des Baradaires, le 7 février, aperçut au point du jour deux bâtiments ennemis sous le vent à lui; ces bâtiments étaient *le Ruby*, de soixante-quatre, et la frégate *le Lowestone*. Il ne balança pas à envoyer toute sa bordée au vaisseau, qui se trouvait alors par son travers, et qui lui riposta par toute la sienne, haute et basse. *Le Ruby* continua sa route en tirant sur *la Minerve*, pour virer dans ses eaux. En même temps le chevalier Grimoard eut connaissance du *Bristol*, de cinquante, et de la frégate *l'Æolus*, qui cherchaient à l'envelopper. Il attaqua la frégate, et, après trois quarts d'heure de combat, elle fut forcée de l'abandonner. Le calme vint quelque temps après, et dura jusqu'à une heure. Lorsque la brise s'éleva du nord-nord-ouest, les vaisseaux qui l'entouraient commencèrent à le chasser; mais il força de voiles, et la nuit tomba sans qu'ils pussent l'atteindre : il en profita pour faire fausse route et se soustraire à leur poursuite. Le lendemain, n'apercevant plus aucun des bâtiments contre lesquels il avait combattu la veille, il prit le parti de remonter jusqu'à la hauteur d'Inague, dans l'espérance de trouver quelques corsaires dans ce passage. En effet, il rencontra la frégate *la Providence*, de vingt-quatre canons, lui livra combat et s'en rendit maître sans perdre un seul homme (2). »

N° 431. PRISE DE L'ILE DE LA GRENADE. 4 JUILLET 1779.

J.-F. HUE.

« La prise de l'île Saint-Vincent ne tarda pas à être suivie d'une conquête beaucoup plus importante, celle de la Grenade. Le comte d'Estaing, après avoir réuni à son armée navale l'escadre du chevalier de Lamotte-Piquet, appareilla du Fort-Royal de la Martinique avec vingt-cinq vaisseaux, et parut, le 2 juillet au matin, à la vue de la Grenade. Il mouilla le soir devant l'anse Molenier, et mit de suite à terre treize cents hommes, qui occupèrent les hauteurs voisines.

» La journée du 3 fut employée à examiner les positions de l'ennemi et à concerter le plan d'attaque. Le comte d'Estaing, à la tête des grenadiers, fit une marche très-longue pour tourner le môle de l'hôpital, où les Anglais avaient réuni leurs richesses et leurs forces. Après cette reconnaissance, il commence l'attaque dans la nuit du 3 au 4, saute un des premiers dans les retranchements anglais, se porte avec rapidité au sommet du morne, et s'en empare de vive force. Il y trouva quatre pièces de vingt-quatre, et en fit tourner une, au point du jour, contre le fort dans lequel s'était retiré le gouverneur. Ainsi menacé d'être foudroyé à chaque instant par une artillerie qui dominait le lieu de sa retraite, lord Macartney fut obligé, deux heures après, de se rendre à discrétion.

» On fit sept cents prisonniers, et l'on prit sur les ennemis trois drapeaux, cent deux pièces de canon et seize mortiers (1). »

(1) *Annales maritimes et coloniales*, par M. Bajot, t. II, p. 196.
(2) *Ibid.*, p. 198.

N° 432. COMBAT NAVAL DE L'ILE DE LA GRENADE. 6 JUILLET 1779.

J.-F. HUE.

« Le lendemain, pendant que le comte d'Estaing était occupé à faire désarmer les habitants et à indiquer l'emplacement des batteries, il reçut l'avis de l'approche de l'armée navale anglaise. Le vent, qui soufflait de l'est et de l'est-nord-est, ne lui permettant pas de sortir à sa rencontre, il rappela au mouillage ceux de ses vaisseaux que la mauvaise qualité de l'anse Molenier avait fait dérader et s'étendre jusque dans la baie pour y trouver une meilleure tenue. En même temps il envoya quelques frégates croiser au vent de son armée. Le 6, à la pointe du jour, il fit signal à une partie de ses vaisseaux, qui n'avaient pas encore appareillé, de couper leurs câbles et de se former en ligne, l'amure à tribord, sans avoir égard ni à leurs postes ni à leur rang.

» L'armée anglaise, qui avait l'avantage du vent, s'approchait alors, toutes voiles dehors, dans l'ordre de bataille suivant :

» A l'avant-garde, le vice-amiral Barrington, sur *le Prince de Galles*, de soixante et quatorze canons.

» Au corps de bataille, l'amiral Byron, sur *la Princesse Royale*, de quatre-vingt-dix.

» Et l'arrière-garde, sous les ordres du contre-amiral Hyde-Parker, embarqué sur *le Conquérant*, de soixante et quatorze canons.

» L'armée française, qui courait à bord opposé, devait être ainsi formée :

» A l'avant-garde, le comte de Breugnon, commandant, sur *le Tonnant*, de quatre-vingts canons.

» Le comte d'Estaing, général, au corps de bataille, sur *le Languedoc*, de quatre-vingts canons.

» Et à l'arrière-garde, M. de Broves, sur *le César*, de soixante et quatorze canons.

» Il n'y eut d'abord que quinze vaisseaux français qui purent prendre part au combat, les courants ayant fait tomber les autres sous le vent. Cependant l'armée anglaise, sans cesser de combattre, continuait de courir avec confiance vers la baie de Saint-Georges, dans l'espoir d'arriver encore assez à temps pour secourir l'île de la Grenade. Mais à la vue du feu des forts sur son chef de file, l'amiral Byron, convaincu que cette île n'était plus au pouvoir des Anglais, fit revirer son armée vent arrière et mit au même bord que les Français. Le combat continua avec la plus grande vivacité jusqu'à midi un quart; il cessa alors, parce que l'armée anglaise forçait toujours de voiles et serrait le vent pour rejoindre son convoi, tandis que l'amiral français arrivait insensiblement pour rallier ses vaisseaux sous le vent.

» Lorsque l'armée française fut bien formée en ligne, le comte d'Estaing la fit revirer vent devant tout à la fois. L'objet de cette évolution était de couper *le Grafton*, *le Cornwall* et *le Lion*, vaisseaux de l'arrière-garde anglaise, qui semblaient fort désemparés, et qui se trouvaient à une grande distance en arrière et plus sous le vent. Mais l'amiral anglais ayant fait, peu de temps après, la même manœuvre, le comte d'Estaing fit reformer son armée en ligne sur son vaisseau de queue. Alors *le Grafton* et *le Cornwall* ne purent rejoindre leur escadre qu'en passant au vent de la ligne française; ils essuyèrent le feu de tout son corps de bataille. Pour *le Lion*, qui était extraordinairement dégréé et absolument

(1) *Annales maritimes et coloniales*, par M. Bajot, t. II, p. 204.

coupé, il fit vent arrière et alla se réfugier à la Jamaïque, dans l'état d'un vaisseau naufragé (1). »

N° 433. COMBAT DES FRÉGATES FRANÇAISES LA JUNON ET LA GENTILLE CONTRE LE VAISSEAU ANGLAIS L'ARDENT.—17 AOUT 1779.

GILBERT (d'après le tableau de la galerie du ministere de la marine).—1837.

« La frégate *la Junon*, commandée par le chevalier de Marigny, découvrit, le 17 août, à huit heures du matin, sur la pointe de Good-Start, deux bâtiments, dont l'un donnait chasse à l'autre, et le visitait après l'avoir atteint. Le chevalier de Marigny reconnut que le bâtiment visité était danois, et que l'autre était un vaisseau de ligne anglais. Il en donna aussitôt le signal à l'escadre dont il faisait partie, et qui était aux ordres du comte de la Touche-Tréville. Ce général marqua qu'il entendait le signal, et fit en même temps à son escadre celui de forcer de voiles.

» *La Junon* avait profité du temps que le vaisseau anglais avait employé à visiter le bâtiment danois pour courir un bord et s'élever dans le vent, et elle était parvenue à se mettre dans les eaux de l'ennemi. Lorsque le chevalier de Marigny en fut à la petite portée du canon, il arbora la flamme et le pavillon français, et l'assura d'un coup de canon. L'ennemi fit alors ouvrir les sabords de sa première batterie, du côté qu'il présentait à *la Junon*, mais sans arborer le sien. Le chevalier de Marigny, ne doutant plus que ce ne fût un vaisseau anglais, et revenant sur tribord, envoya deux volées à ce vaisseau, qui lui présentait la hanche. Jugeant ensuite qu'il ne pouvait être préparé au combat que d'un seul bord, il l'abandonna du côté de bâbord, et dirigea son attaque du côté de tribord. En exécutant cette manœuvre, il lui envoya deux nouvelles bordées dans la hanche et dans la poupe.

» En ce moment la frégate *la Gentille*, commandée par M. Mengaud de la Haye, lieutenant de vaisseau, arriva à portée de combattre, et fit le feu le plus vif. Le vaisseau anglais commença alors à tirer sur les deux frégates et leur envoya deux bordées. Il ne leur fit aucun mal, et, après cette courte défense, le capitaine amena son pavillon et nous laissa maîtres du vaisseau *l'Ardent*, de soixante-quatre canons, destiné à augmenter l'escadre de l'amiral Hardy (2). »

N° 434. COMBAT DE LA FRÉGATE FRANÇAISE LA SURVEILLANTE CONTRE LA FRÉGATE ANGLAISE LE QUÉBEC.—7 OCTOBRE 1779.

GILBERT.—1817.

« La frégate *la Surveillante*, de vingt-six canons, commandée par M. du Couedic, lieutenant de vaisseau, croisait à la hauteur de l'île d'Ouessant avec le cutter *l'Expédition*, commandé par le vicomte de Roquefeuil; on découvrit, le 7 octobre, à la pointe du jour, une frégate et un cutter, qui furent soupçonnés ennemis. M. du Couedic fit signal à *l'Expédition* de se préparer au combat, força de voiles et serra le vent pour s'approcher des Anglais. Dès qu'il fut parvenu à demi-portée de canon, il arbora son pavillon et l'assura d'un coup de canon à boulet. Les bâtiments ennemis mirent en panne sans arborer leurs couleurs, et, ayant reçu, dans cette position, la bordée de la frégate française, ils arrivèrent en déployant le pavillon anglais. *La Surveillante* revira aussitôt pour se mettre au même bord que la frégate et l'attaquer, tandis que le vicomte de Roquefeuil combattrait le cutter.

» L'action s'engagea bord à bord à dix heures et demie; elle fut soutenue, de part et d'autre, avec la même vivacité et le même courage. A une heure après midi, *la Surveillante* fut démâtée de tous ses mâts, et peu de minutes après, la mâture de la frégate anglaise éprouva le même sort. Ces deux bâtiments, privés de tous leurs mâts et hors d'état de manœuvrer, continuèrent à combattre avec la même chaleur. M. du Couedic, quoique blessé très-grièvement, n'abandonna point le gaillard de sa frégate. Lorsqu'il vit que les deux bâtiments étaient assez rapprochés pour tenter l'abordage, il ordonna à son équipage de sauter à bord. Déjà le beaupré de *la Surveillante* était engagé dans les débris des mâts de son ennemi, lorsqu'on vit tout le gaillard de la frégate anglaise en feu. L'incendie se communiqua rapidement au beaupré de *la Surveillante*. M. du Couedic manœuvra avec assez d'habileté et de précision pour s'éloigner du bâtiment enflammé, à l'aide de quelques avirons; il parvint à éteindre le feu de son beaupré, et dès lors il ne s'occupa plus qu'à sauver quelques Anglais qui s'étaient jetés à la mer. Quarante-trois seulement purent gagner son bord, et à quatre heures la frégate anglaise sauta en l'air. On apprit par eux qu'elle se nommait *le Québec*, qu'elle portait trente-deux canons et était commandée par le capitaine Famer (1). »

N° 435. COMBAT NAVAL D'UNE DIVISION FRANÇAISE CONTRE UNE ESCADRE ANGLAISE.—18 DÉCEMBRE 1779.

DE ROSSEL.

« Un convoi de vingt-six navires, destiné pour les îles du Vent, et parti de Toulon sous l'escorte de la frégate *l'Aurore*, que commandait M. de la Flotte, était sur le point d'entrer au Fort-Royal, lorsqu'on aperçut quatorze vaisseaux ennemis qui lui donnaient chasse. M. de la Flotte fit serrer le vent et la côte à son convoi. Il espérait pouvoir le faire entrer dans le port avant que l'ennemi fût à portée de l'intercepter; mais le vent manquant à la côte, tandis que les vaisseaux anglais en avaient encore au large, un d'eux, *l'Élisabeth*, de soixante et quatorze canons, fut bientôt à portée de *l'Aurore*, qui fit feu de ses canons de retraite pour protéger les bâtiments de la tête du convoi.

» A deux heures après midi on vit du Fort-Royal le combat inégal que *l'Aurore* était obligée de soutenir. Aussitôt M. de Lamotte-Piquet, chef d'escadre, appareilla avec le vaisseau *l'Annibal*, de soixante et quatorze, pour aller au secours de la frégate et du convoi. Il fut bientôt suivi de deux vaisseaux de soixante-quatre, *le Vengeur*, commandé par M. le chevalier de Retz, et *le Réfléchi*, par M. Cillart de Surville. M. de Lamotte-Piquet se présenta d'abord seul au combat contre trois vaisseaux ennemis qui avaient coupé le convoi, et dégagea la frégate *l'Aurore*, et, avec elle, huit des navires marchands, qui eussent été infailliblement pris sans cette manœuvre aussi hardie que bien exécutée.

» Lorsque les deux autres vaisseaux français eurent joint *l'Annibal*, ils engagèrent un combat des plus vifs contre sept vaisseaux ennemis; mais, malgré tous leurs efforts, ils ne purent empêcher que ceux des vaisseaux anglais qui restaient sans combattre ne s'emparassent de plusieurs bâtiments du

(1) *Annales maritimes et coloniales*, par M. Bajot, t. II, p. 205-208.
(2) *Relations des événements et combats de la guerre maritime de 1778 entre la France et l'Angleterre*, par le contre-amiral Kerguelen, p. 95.

(1) *Annales maritimes et coloniales*, par M. Bajot, t. II, p. 214.

convoi. La nuit d'ailleurs mit un terme au combat, et M. de Lamotte-Piquet, voyant que ceux des navires du convoi qui ne s'étaient pas échoués à la côte, étaient déjà amarinés derrière l'escadre anglaise, se détermina à rentrer au Fort-Royal (1). »

N° 436. COMBAT NAVAL EN VUE DE LA DOMINIQUE. — 17 AVRIL 1780.

GILBERT (d'après le tableau de la galerie du ministère de la marine).—1837.

L'Angleterre, menacée dans ses possessions des Antilles, avait envoyé l'ordre à l'amiral Rodney de quitter, avec une partie de sa flotte, la Méditerranée pour se rendre en Amérique. La France, de son côté, avait armé à Brest quinze vaisseaux de ligne, qui partirent sous les ordres du comte de Guichen.

L'amiral Hyde-Parker, en station dans les Antilles, y commandait en maître, lorsque le comte de Guichen arriva à la Martinique le 23 mars 1780, et réunit aussitôt sous ses ordres toutes les forces navales qui se trouvaient dans ces parages. Les escadres détachées, commandées par le chevalier de Lamotte-Piquet, le comte de Grasse, le comte de Vaudreuil, s'étaient jointes à lui. Le marquis de Bouillé était sur la flotte à la tête des troupes de débarquement. Des deux côtés on cherchait à reprendre les colonies qui avaient pu être enlevées dans la précédente campagne. Le comte de Guichen voulut tenter une attaque sur l'île de Sainte-Lucie, et le 16 avril il débouchait par le canal de la Dominique pour remonter au vent de la Martinique, « lorsqu'il eut connaissance de l'armée anglaise. Alors il signala l'ordre de bataille, ainsi que les manœuvres propres à lui procurer l'avantage du vent et à le rapprocher de l'ennemi.

» Il parut d'abord que l'amiral Rodney, sous le commandement duquel la Grande-Bretagne avait mis toutes ses forces navales aux Antilles, ne voulait qu'observer les Français; mais le comte de Guichen, le voyant se poster, à huit heures du soir, sur son arrière-garde, fit aussitôt revirer son armée vent devant, et prendre les mêmes amures que les vaisseaux anglais, qui tinrent alors le vent et mirent au bord opposé (2). »

L'amiral Rodney, qui avait fait sa jonction avec les amiraux Rowley, Walsingham et Hyde-Parker, se rendit dans la rade de Saint-Pierre, et ferma l'accès de l'île au comte de Guichen.

Les armées navales étaient en présence dans l'ordre suivant.

Flotte anglaise : à l'avant-garde, sept vaisseaux de haut bord; le vice-amiral Hyde-Parker, commandant, sur *la Princesse Royale*, de quatre-vingt-dix canons; au corps de bataille, sept vaisseaux; l'amiral Rodney, généralissime, sur *le Sandwich*, de quatre-vingt-dix canons; à l'arrière-garde, six vaisseaux, dont quatre de soixante et quatorze, un de soixante-quatre et un de soixante.

La flotte française était rangée dans l'ordre inverse :

A l'arrière-garde, sept vaisseaux de haut bord; le comte de Grasse, commandant, sur *le Robuste*, de soixante et quatorze canons; au corps de bataille, sept vaisseaux de haut bord; le comte de Guichen, général en chef, sur *la Couronne*, de quatre-vingts canons; et à l'avant-garde, huit vaisseaux de haut bord; le chevalier de Sade, commandant, sur *le Triomphant*, de quatre-vingts canons.

» En forçant de voiles depuis onze heures du matin, l'armée française avait d'autant plus étendu sa ligne que les vaisseaux qui composaient l'avant-garde étaient moins bons voiliers. La lacune qui s'était nécessairement faite entre cette escadre et le corps de bataille, devint encore plus grande par la dérive de *l'Actionnaire*, qui, quoique forçant de voiles, tomba sous le vent de la ligne. Ce fut cet instant que l'amiral Rodney saisit pour tenter de couper l'arrière-garde; mais l'audace du *Destin*, vaisseau français, à tenir *le Sandwich* par son travers, et à le combattre obstinément à demi-portée de fusil, et les manœuvres que faisait le corps de bataille français pour exécuter le signal de virer lof pour lof tout à la fois, rompirent toutes ses mesures et le contraignirent de reprendre ses amures. Dans cette position, ne pouvant plus combattre l'avant-garde, qui était tombée sous le vent, parce qu'elle avait été fort dégréée, l'amiral anglais fit voile pour attaquer le corps de bataille français; mais, à quatre heures du soir, voyant la mâture de son vaisseau endommagée, et la ligne française se reformer, il amura sa grande voile, retint le vent, et le fit serrer à toute son armée : cette dernière manœuvre mit fin au combat.

» Entre autres vaisseaux anglais, *le Sandwich*, qui avait été combattu successivement par les vaisseaux français *le Vengeur, le Destin* et *le Palmier*, fut si maltraité, que peu s'en fallût qu'il ne coulât. *Le Sphinx* et *l'Artésien* soutinrent pendant plus d'une heure, et avec fermeté, le feu supérieur des plus gros vaisseaux de l'avant-garde anglaise, parmi lesquels se trouvait *la Princesse Royale*, jusqu'à ce que *le Robuste*, après avoir viré de bord, fût venu à leur secours et les eût dégagés (1). »

N° 437. COMBAT NAVAL DE LA PRAYA. 16 AVRIL 1781.

GILBERT (d'après le tableau de la galerie du ministère de la marine).—1837

La Hollande, qui était parvenue à rester neutre pendant les trois premières années de la guerre, avait été entraînée, en 1781, dans l'alliance française. Le gouvernement anglais mit alors une escadre sous les ordres du commodore Johnstone, pour aller attaquer la colonie du cap de Bonne-Espérance, avec mission de se rallier ensuite dans l'Inde à la flotte de l'amiral Hughes, et d'y détruire les établissements hollandais. A cette terrible menace, les États-Généraux avaient réclamé l'appui de la France.

« A la demande des Hollandais, le gouvernement français expédia, sous les ordres du bailli de Suffren, une petite flotte pour porter des troupes et des munitions de guerre au cap de Bonne-Espérance, qui était menacé par les Anglais.

» M. de Suffren approchait de la baie de la Praya, dans l'île de Santiago, où il se proposait de faire de l'eau, lorsque *l'Artésien*, qui marchait en avant, découvrit à l'entrée de la rade un bâtiment avec pavillon anglais, et revira sur son commandant avec le signal de voiles ennemies (2). »

Le bailli de Suffren reconnut l'escadre anglaise. Voyant qu'il avait été prévenu, il prit aussitôt le parti de l'attaquer. « Le vaisseau *le Héron*, qu'il montait, alla mouiller sur la bouée de l'ennemi, et fut suivi par *l'Annibal*, commandé par M. de Tremignon l'aîné, capitaine de vaisseau. *L'Artésien*, commandé par M. de Cardaillac, vint ensuite et manqua le mouillage; mais il aborda deux bâtiments de la compagnie, dont il se rendit maître. *Le Sphinx* et *le Vengeur*, aux ordres du comte de Forbin et du vicomte de Chilleau, ne purent tenir sur leurs ancres, et se battirent sous voiles; leur

(1) *Annales maritimes et coloniales*, par M. Bajot, t. II, p. 217.
(2) *Ibid.*, p. 373.

(1) *Annales maritimes et coloniales*, par M. Bajot, t. II, p. 376.
(2) *Ibid.*, p. 391.

feu eut moins d'effet, et les cinq vaisseaux anglais profitèrent de leur éloignement pour diriger le leur sur *le Héron* et sur *l'Annibal*. Ce dernier en fut tellement écrasé, qu'il perdit tous ses mâts, et fut obligé de couper son câble pour gagner le large. *Le Héron* fut bientôt obligé d'en faire autant, et fut suivi par les autres vaisseaux qu'il avait sous ses ordres. Le commodore Johnstone fit signal à son escadre d'appareiller et de poursuivre les vaisseaux français ; mais elle était trop maltraitée pour pouvoir les atteindre, et fut obligée de regagner la rade de la Praya.

» Le parti courageux que prit le bailli de Suffren dans cette circonstance lui procura l'avantage inappréciable d'arriver dans l'Inde avant les Anglais, dont le départ avait précédé le sien, et c'est à juste titre qu'on doit lui attribuer tout l'honneur de cette journée (1). »

N° 438. COMBAT NAVAL EN VUE DE LOUISBOURG.
22 JUILLET 1781.

DE ROSSEL

Les frégates *l'Astrée*, de vingt-six canons, commandée par le capitaine de vaisseau de Lapérouse, et *l'Hermione*, sous les ordres du lieutenant de vaisseau, comte de la Touche-Tréville, étant en croisière le 22 juillet 1781, à six lieues dans le sud-est du cap nord de l'île Royale, sur les côtes de la Nouvelle-Angleterre, furent informées qu'un convoi ennemi, escorté par des bâtiments de guerre, était dans ces parages. Le capitaine Lapérouse donna ordre de se porter de ce côté. Les deux frégates eurent bientôt à se défendre contre cinq bâtiments ennemis : *l'Allégeance*, de vingt-quatre canons; *le Vernon*, de vingt-quatre; *le Charlestown*, de vingt-huit; *le Jack*, de vingt-quatre, et *le Vautour*, de vingt, tandis qu'un sixième, *le Thompson*, de dix-huit canons, resta constamment au vent.

« *L'Astrée* s'attacha particulièrement au *Charlestown ; l'Hermione* combattit cette frégate à son tour, après avoir tiré plusieurs bordées au *Vautour* et au *Jack*. Le combat avait commencé à six heures et demie; une demi-heure après, *le Charlestown*, alternativement combattu par M. de Lapérouse et le comte de la Touche, brassa à culer, et retomba par le travers de *l'Astrée*, qui, lui ayant cassé son grand mât de hune, le força d'amener son pavillon. *Le Jack* se trouvait alors par le travers du commandant de *l'Hermione*, qui l'écrasa de son feu et le força de se rendre. Le combat était même engagé de manière que les trois autres bâtiments ennemis eussent été obligés d'en faire autant, si la nuit ne fût pas tombée si vite. M. de Lapérouse, voyant que tout annonçait qu'elle serait très-obscure, ne voulut pas poursuivre *l'Allégeance* et *le Vernon*, qui forçaient de voiles et prenaient la fuite. Les deux commandants français virèrent de bord pour amariner *le Charlestown* et *le Jack*, qui restaient de l'arrière. le dernier de ces bâtiments le fut en effet; mais le premier, qui avait laissé tomber sa misaine, au lieu d'arriver pour se laisser amariner, échappa à la faveur de la nuit aux recherches du comte de la Touche, qui avait viré sur lui.

» Nos deux frégates se rejoignirent à neuf heures et demie. *L'Astrée* mit en panne, dans l'espoir que *le Charlestown* prendrait ce parti pour se laisser dépasser; mais elle n'en eut point connaissance à la pointe du jour, et les vents d'ouest ayant porté les frégates du roi à quatorze lieues sous le vent de la baie des Espagnols, elles firent voile pour Boston (2). »

(1) *Relations des guerres maritimes de* 1778, par le contre-amiral Kerguelen, p. 177.
(2) *Ibid.*, p. 199.

N° 439. SIÉGE D'YORK-TOWN.
COMBAT NAVAL DEVANT LA CHESAPEAK.
5 SEPTEMBRE 1781.

GUDIN.

Depuis trois ans que la France s'était engagée dans la guerre de l'indépendance américaine, rien de décisif encore ne s'était passé sur terre ni sur mer. Le général Rochambeau, débarqué à New-Port, dans l'état de Rhode-Island (juillet 1780), à la tête de six mille Français, attendait, avant d'agir, les renforts que devait lui amener le comte de Guichen. Washington, retranché dans son camp de West-Point, épiait l'occasion de se joindre au général français; mais sir Henry Clinton, de son quartier général de New-York, l'observait, prêt à suivre tous ses mouvements. Pendant ce temps la guerre se faisait avec acharnement dans les provinces du Sud. Lord Cornwallis, qui y commandait les troupes anglaises, avait d'abord marché de succès en succès; mais bientôt les Américains lui opposèrent Greene, un de leurs capitaines les plus habiles et les plus résolus. Les journées de Cowpens, de Guildford-House, de Eutaw-Springs, firent reculer de proche en proche l'armée anglaise, qui, dépossédée presque entièrement de la Georgie et des deux Carolines, concentra toutes ses forces dans la Virginie. C'est là que devaient se porter enfin des coups décisifs.

Sir H. Clinton avait donné l'ordre à lord Cornwallis, en attendant qu'il lui envoyât des secours, de fortifier un des ports de la Virginie, qui pût lui servir de place d'armes dans le Sud, et celui-ci avait choisi York-Town, ville située à la pointe de la péninsule formée par les rivières d'York et de James. M. de Lafayette, à la tête d'un corps de Français et de milices américaines, arriva le premier devant cette place : le comte de Rochambeau et Washington ne tardèrent pas à l'y rejoindre. Mais, avant de se mettre en marche, Rochambeau avait eu soin de réclamer l'assistance de la flotte française des Antilles : il fit connaître sa position au comte de Grasse, en lui demandant de conduire en Amérique toutes les troupes dont il pourrait disposer. L'amiral français s'empressa de déférer à la demande qui lui était adressée. Il sut cacher sa marche à la flotte anglaise, et il parut le 28 août devant le cap Henri, en dehors de la baie de Chesapeak, le même jour que le contre-amiral Samuel Hood arrivait des îles du Vent avec quatorze vaisseaux de ligne. Deux jours après il jeta l'ancre devant Linn-Haven. Ayant pris position à l'entrée des rivières James et d'York pour en former le blocus, il donna connaissance de son arrivée aux généraux des armées combinées, et fit débarquer à James-Town trois mille cinq cents hommes de troupes, qu'il avait embarqués au cap. Ces troupes rejoignirent bientôt, de l'autre côté de la rivière, un corps d'Américains qui interceptait les communications de l'armée anglaise entre la Virginie et la Caroline du Nord.

« Pendant que le comte de Grasse attendait à son mouillage les nouvelles de la marche du généralissime américain et le retour de ses embarcations, sa frégate de découverte lui signala vingt-sept voiles dans l'est, dirigeant leur route sur la baie : les vents soufflaient alors du nord-est. A l'instant l'amiral rappela ses bâtiments à rames, qui faisaient aiguade, et ordonna de se préparer au combat, en se tenant prêt à appareiller. A midi, la marée lui permettant de mettre sous voiles, il fit signal de couper les câbles et de former, en appareillant, une ligne de vitesse. Ces ordres furent exécutés avec tant de célérité que, nonobstant l'absence de quinze cents hommes et quatre-vingt-dix officiers employés au débarquement des troupes dans la rivière James, l'armée navale française fut sous voiles en moins de trois quarts d'heure, et sa ligne formée dans l'ordre suivant :

» Avant-garde, de Bougainville, commandant, sur *l'Auguste*, de quatre-vingts canons.

» Au corps de bataille, le comte de Grasse, sur *la Ville de Paris*, de cent quatre canons.

» L'arrière-garde, sous les ordres du chevalier de Monteil, embarqué sur *le Languedoc*, de quatre-vingts canons.

» L'armée anglaise avait l'avantage du vent; elle marchait dans l'ordre de bataille inverse :

» Le contre-amiral Drake, sur *la Princesse*, de soixante et dix canons, marchait à l'arrière-garde.

» L'amiral Graves était au corps de bataille, sur *le London*, de quatre-vingt-dix-huit canons.

» L'avant-garde était commandée par le vice-amiral Samuel Hood, sur *le Barfleur*, de quatre-vingt-dix canons.

« L'action s'engagea par un feu très-vif et dans l'ordre inverse entre les avant-gardes des deux armées, et à la portée de la mousqueterie entre leurs vaisseaux de tête. Quelques vaisseaux des deux corps de bataille prirent aussi part à ce combat, mais à une grande distance, l'arrière-garde anglaise, en tenant constamment le vent, évita l'attaque de celle des Français, qui faisait tous ses efforts pour l'approcher, ainsi que le corps de bataille anglais. Le combat dura jusqu'à six heures et demie du soir, et ce fut en vain que les Français cherchèrent, pendant quatre jours, à le rengager. Les vents variables et les temps orageux, qui ne cessèrent de les contrarier, finirent par leur faire perdre de vue l'armée anglaise; alors, dans la crainte qu'à la faveur de quelque variation de vent, elle ne le devançât dans la baie de Chesapeak, l'amiral français revint y mouiller. En y rentrant il s'empara des frégates anglaises *l'Iris* et *le Richmond*, qui avaient été envoyées par l'amiral Graves pour couper les bouées des vaisseaux français au mouillage de Linn-Haven.

» Les vaisseaux anglais *le Shrewsbury*, *le Montagu*, *l'Ajax*, *l'Intrépide* et *le Terrible*, furent considérablement endommagés dans leurs corps et dans leurs mâtures, et le 11 septembre l'amiral Graves fut obligé de faire mettre le feu à ce dernier vaisseau, parce qu'il ne pouvait plus résister à la lame (1). »

N° 440. SIÉGE D'YORK-TOWN. — 6 octobre 1781.

INVESTISSEMENT DE LA PLACE.

. . . .

« Cependant l'armée française, si longtemps bloquée à Rhode-Island, en sort le 1er septembre. Clinton, persuadé qu'elle marche sur New-York, pour en faire le siége conjointement avec Washington, se renferme dans la place, où il se fortifie. Le comte de Rochambeau, par une marche habile, quitte la route de New-York et se porte vers Philadelphie, où il arrive le 2 octobre. Cette armée comptait au nombre de ses principaux officiers MM. de Viomênil, de Custine, de Lauzun, de Dillon, de Chastellux, Berthier, Dumas, de Damas, de Lameth et de Rochambeau, fils du général. On y voyait plusieurs étrangers, et entre autres le comte de Deux-Ponts. L'armée défila devant le président du congrès, auquel elle rendit de grands honneurs militaires.

» Après s'être concertée avec le comte de Grasse, dont la flotte interceptait le passage de la baie de Chesapeak et de l'embouchure du James, elle s'unit à l'armée de Washington. Les Américains et les Français marchèrent de suite à Williamsbourg, où ils arrivèrent le 4 octobre : ils y trouvèrent MM. de Chastellux, de Lafayette et de Saint-Simon, et toutes les forces des armées combinées se rassemblèrent sur ce point. Elles formaient un corps effectif de dix-sept mille hommes.

» York-Town fut investi le 6; la tranchée fut ouverte le 8 (1). »

(1) *Annales maritimes et coloniales*, par M. Bajot, t. II, p. 401-403.

N° 441. SIÉGE D'YORK-TOWN. — 12 octobre 1781.

ATTAQUE DES REDOUTES.

Gouache par van Blarenberg.

« Deux redoutes furent emportées d'assaut le 12 : l'une fut prise par les Américains, conduits par les généraux Lincoln, Lawrence et Hamilton; l'autre fut conquise par le régiment d'Auvergne, commandé par le marquis de Saint-Simon, MM. de Vioménil, de Dillon, de Rochambeau et de Lameth (2). »

N° 442. SIÉGE D'YORK-TOWN. — 19 octobre 1781.

LE GÉNÉRAL ROCHAMBEAU ET WASHINGTON DONNENT LES DERNIERS ORDRES POUR L'ATTAQUE.

Couder. — 1836.

La place de York-Town, défendue par une armée, opposait une vive résistance. Cornwallis tenta plusieurs fois des sorties qui furent toutes repoussées. Les généraux de l'armée combinée, informés que sir H. Clinton, à la tête de ses troupes, avait quitté New-York, pressaient de plus en plus les attaques. Lord Cornwallis résistait toujours; mais « sa position, déjà très-critique, devint insoutenable. Les assiégeants ayant élevé, dans la nuit du 11 au 12 octobre, une seconde parallèle à cent cinquante toises du corps de la place, ne l'eurent pas plutôt perfectionnée, qu'ils résolurent d'attaquer les deux redoutes détachées de la gauche des assiégés. Le marquis de Lafayette, à la tête des Américains, et le baron de Vioménil, avec le régiment de Gâtinais, et quatre cents grenadiers français aux ordres du comte Guillaume de Forbach de Deux-Ponts et de M. de l'Estrades, les emportèrent l'épée à la main, tuèrent ou blessèrent la plus grande partie des troupes qui les défendaient, et firent cent soixante-huit prisonniers. Dans la même nuit, les assiégeants enfermèrent ces deux redoutes dans la seconde parallèle, à laquelle ils les firent servir de point d'appui. Ils travaillèrent avec tant d'ardeur, que, dès le lendemain, à la pointe du jour, ils les avaient déjà remises en état de défense. Resserrés de plus en plus, et menacés d'être canonnés avec des batteries à ricochet, qu'ils voyaient établies contre la ville d'York, les assiégés, au nombre de six cents hommes, firent une sortie la nuit du 15 au 16, et enclouèrent deux pièces de canon dans la seconde parallèle; mais elles furent remises en état de servir six heures après. Le feu de l'artillerie des assiégeants était si vif, qu'il n'était pas possible aux défenseurs d'York-Town de monter un seul canon sur tout le front attaqué. Hors d'état d'opposer désormais une plus longue résistance, lord Cornwallis demanda, le 17 octobre, une suspension d'armes pendant un jour. Deux heures seulement lui furent accordées; alors il se décida à parlementer (3). »

(1) *Histoire de Louis XVI*, par Bourniseaux, t. I, p. 440.
(2) *Ibid.*, p. 441.
(3) *Histoire de l'indépendance américaine*, par Leboucher.

N° 443. SIÉGE D'YORK-TOWN.—19 octobre 1781.

SORTIE DE LA GARNISON ANGLAISE.

Gouache par van Blarenberg.

« Le jour suivant fut employé à discuter les articles de la capitulation, qui fut rédigée par le colonel américain Lawrence, dont le père était captif en Angleterre, et par le vicomte de Noailles, conjointement avec deux officiers supérieurs de l'armée anglaise. Les troupes de terre se rendaient prisonnières de guerre aux États-Unis, et celles de mer à l'armée navale française. Cette capitulation, qui fut signée le 19 octobre 1781, portait encore que les troupes ennemies défileraient l'arme au bras, les drapeaux dans leurs étuis, les tambours battant une marche anglaise ou allemande, et qu'elles viendraient déposer les armes sur les glacis, non loin d'York-Town, en présence des armées alliées...

» Le nombre des prisonniers monta à six mille cinq cent quatre-vingt-onze, y compris deux mille quatre-vingt-neuf malades et environ huit cents matelots. On trouva dans ces deux postes cent soixante canons de tout calibre, dont la moitié était en fonte, huit mortiers, vingt-deux drapeaux et quarante bâtiments de transport, dont vingt avaient été coulés bas (1). »

N° 444. PRISE DES ILES SAINT-CHRISTOPHE ET NÉVIS.—3 février 1782.

De Rossel.

Après la prise d'York-Town, le comte de Grasse était retourné dans les Antilles. Ayant pris à son bord le marquis de Bouillé, avec six mille hommes de troupes de débarquement, il sortit de la Martinique le 19 décembre 1781 dans le dessein d'attaquer la Barbade. Le mauvais temps qu'il essuya dans le canal de Sainte-Lucie ne lui permit pas d'entreprendre cette expédition; il se dirigea alors sur l'île Saint-Christophe. Ayant rencontré l'armée navale de l'amiral Hood, il lui livra combat, et poursuivit sa route « vers les îles Saint-Christophe et Névis. Le 3 février les armées de terre et de mer, aux ordres de M. le marquis de Bouillé et de M. le comte de Grasse, s'emparèrent de ces deux îles après trente-trois jours de siége (2). »

N° 445. COMBAT NAVAL EN VUE DE NÉGAPATNAM. 6 juillet 1782.

Théodore Dubois (d'après le tableau de la galerie du ministère de la marine).—1836

Après l'affaire de la Praya, le bailli de Suffren fit une telle diligence, que non-seulement il dépassa le commodore Johnstone, mais qu'il précéda de plusieurs mois dans l'Inde l'amiral Bickerton, qui était parti d'Europe en même temps que lui. Il se rallia à l'escadre française du lieutenant général d'Orves, qui stationnait dans ces parages, et qui, étant mort le 3 février 1782, lui laissa bientôt le commandement de toutes les forces navales de la France dans ces mers.

Les Hollandais avaient déjà perdu la plus grande partie de leurs possessions; les Anglais leur avaient enlevé Sumatra, une partie de l'île de Ceylan, Négapatnam et Trinquemale, sur la côte de Coromandel. L'amiral Hughes, à la tête d'une escadre composée de onze vaisseaux de ligne, de plusieurs frégates et quelques autres bâtiments, dominait dans les mers de l'Inde. L'arrivée du bailli de Suffren changea la face des choses; il comptait sous ses ordres un même nombre de vaisseaux, plusieurs frégates et d'autres bâtiments de transport, sur lesquels il y avait trois mille hommes destinés à renforcer l'armée d Hyder-Ali.

Déjà l'escadre française s'était emparée, le 22 janvier, près de la côte de Coromandel, du vaisseau anglais *l'Annibal*, de cinquante canons. Elle s'était ensuite mesurée avec la flotte anglaise, dans la rencontre du 7 février et du 8 avril; mais ce fut le 6 juillet, en vue de Négapatnam, qu'elles engagèrent un véritable combat. Le bailli de Suffren commandait sur *le Héros*, de soixante et quatorze canons; l'amiral anglais montait *le Superbe*, également de soixante et quatorze.

« Le combat s'engagea à dix heures trois quarts entre les deux avant-gardes, au même bord, à un quart de portée de canon, et aux arrière-gardes, à une plus grande portée, parce que celle des Anglais, qui était au vent, ne cessa pas de se tenir à cette distance. Il dura environ deux heures avec la plus grande vigueur. Alors quelques vaisseaux français étant entièrement dégréés, et *le Brillant* ayant perdu son grand mât, *le Héros*, qui avait déjà fait de la voile pour le secourir, fit le signal d'arriver à *l'Annibal*, qui combattait de très-près et au vent de la ligne française. »

Une forte brise éloigna les deux armées encore en bataille, et y mit quelque désordre. La ligne anglaise était rompue, et plusieurs de ses vaisseaux étaient pêle-mêle à différents bords. Son chef de file avait quitté le combat, et serrait la terre en arborant le pavillon de détresse. *Le Monarch*, entièrement désemparé, ne pouvait plus gouverner, et *le Worcester*, après avoir reçu, sans riposter, plusieurs bordées de l'amiral français, au vent duquel il avait passé de très-près et à bord opposé, continuait à courir au large sans se rallier. Dans cette position, les deux escadres, plus occupées de leur ralliement que de la continuation du combat, s'éloignèrent respectivement à deux heures et demie, et allèrent jeter l'ancre, les Anglais entre Négapatnam et Naour, les Français à Karikal (1). »

L'amiral Hughes débarqua six cents blessés; le bailli de Suffren n'en comptait que deux cent cinquante.

N° 446. COMBAT DU VAISSEAU FRANÇAIS LE SCIPION CONTRE LES VAISSEAUX ANGLAIS LE LONDON ET LE TORBAY.—16 octobre 1782.

Gilbert (d'après le tableau de la galerie du ministère de la marine).—1837.

Le 16 octobre 1782, M. de Grimoard, capitaine de vaisseau, commandant *le Scipion*, de soixante et quatorze canons, revenait d'escorter, avec la frégate *la Sibylle*, un convoi sorti du cap Français, lorsqu'il fut rencontré, à la hauteur de la baie de Samana, par les vaisseaux anglais *le London*, de quatre-vingt-dix-huit canons, et *le Torbay*, de soixante et quatorze. Il aborda le premier, l'enfila de long en long, et le mit entièrement hors de combat.

N° 447. COMBAT DES FRÉGATES FRANÇAISES LA NYMPHE ET L'AMPHITRITE CONTRE LE VAISSEAU ANGLAIS L'ARGO.—11 février 1783.

Gilbert (d'après le tableau de la galerie du ministère de la marine).—1837.

« Les frégates françaises *la Nymphe*, de quarante canons, et *l'Amphitrite*, de pareille force, s'emparent, à la hauteur de Tortola, du vaisseau *l'Argo*, de cinquante-deux canons.

(1) *Histoire de l'indépendance américaine*, par Leboucher.
(2) *Annales maritimes et coloniales*, par M. Bajot, t. II, p. 578.

(1) *Annales maritimes et coloniales*, par M. Bajot, t. II, p. 595.

Ce vaisseau fut repris le même jour par deux vaisseaux ennemis, de soixante et quatorze canons chacun ; mais les deux frégates françaises, commandées par M. le vicomte de Mortemart, capitaine de vaisseau, et de Saint-Ours, lieutenant, parvinrent à leur échapper. Elles eurent quatre hommes tués et vingt-trois blessés (1). »

N° 448. COMBAT NAVAL EN VUE DE GONDELOUR. 20 JUIN 1783.

JUGELET.

Tandis que les armées d'Hyder-Ali et de Tippoo-Saeb, appuyées par les troupes européennes, reprenaient sur les Anglais les possessions dont ils s'étaient emparés, le bailli de Suffren continuait à promener victorieusement le pavillon français dans les mers de l'Inde. Le 31 août il se rendit maître de Trinquemale, et le 3 septembre, en vue de cette ville, il soutint un nouveau combat contre la flotte anglaise. Grâce à sa puissante protection, toute la côte de Coromandel était rangée sous les lois de la France.

Cependant, depuis près d'un an, sa flotte, qui avait beaucoup souffert, ne recevait aucun renfort ; et ce fut dans cet état que, devant Gondelour, il fut contraint d'accepter une nouvelle bataille, que l'amiral anglais vint lui présenter avec des forces supérieures. Le bailli de Suffren avait sous ses ordres quinze vaisseaux, dont cinq de soixante et quinze canons, huit de soixante-quatre et deux de cinquante. L'escadre anglaise comptait dix-huit vaisseaux, dont un de quatre-vingts canons, sept de soixante et quatorze, sept de soixante-quatre et un de cinquante.

« Conformément à l'ordre qu'il en avait reçu, le bailli de Suffren avait transporté son pavillon sur une frégate, et parcourait sa ligne, en se tenant par le travers de son avant-garde. Lorsqu'elle ne fut plus qu'à demi-portée du canon il arbora le signal de commencer le combat. Tous ses vaisseaux tinrent le vent pour l'exécuter, et l'action s'engagea à quatre heures vingt minutes du soir, entre les deux escadres, au même bord, et par une canonnade très-vive de part et d'autre. Elle dura environ deux heures et demie ; alors la nuit sépara les combattants (2). »

Cependant l'escadre française, qui avait l'avantage du vent, força les Anglais de se retirer devant elle avec plusieurs de leurs vaisseaux dématés. Cette action fut la dernière de la guerre.

N° 449. PUBLICATION DU TRAITÉ DE PAIX DE VERSAILLES ENTRE LA FRANCE ET L'ANGLETERRE. — 25 NOVEMBRE 1783.

VAN YSENDICK. — 1837.

Le docteur Franklin avait été accrédité comme ministre plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique près de la cour de France, et M. Adams avait été reconnu en la même qualité près des Provinces-Unies. Ces deux ministres, par l'intermédiaire de la France et de la Hollande, pressaient la reconnaissance de l'indépendance américaine. De son côté, le parlement anglais demandait la paix, et l'administration belliqueuse du marquis de Rockingham avait été remplacée par celle de lord Shelburne, qui, pour finir cette longue querelle, réclama l'intervention du cabinet de Versailles. Le 30 novembre 1782 les préliminaires de la paix furent arrêtés à Paris, et, par un traité conclu quelque temps après entre sir Richard Howard et le docteur Franklin, l'indépendance des États-Unis fut reconnue par l'Angleterre.

Des traités définitifs entre les cours de France, d'Espagne, d'Angleterre et de Hollande furent ensuite signés, les 3 et 22 septembre 1783, et la paix fut publiée dans Paris le 25 novembre 1783, avec tout le cérémonial usité en pareille circonstance. Le prévôt des marchands et les échevins, le lieutenant général de police, les lieutenants procureurs du Châtelet et les autres officiers y assistèrent. Ils parcoururent la ville, précédés des archers du guet, des huissiers à cheval et à pied, accompagnés du roi d'armes, des six hérauts et du corps de musique de la ville.

Le cortége, suivant l'usage, partit de l'hôtel de ville à midi, s'arrêta sur toutes les places publiques, devant le Palais Royal, aux Tuileries, sur la place Vendôme, traversa les boulevarts, et rentra à cinq heures.

Il y eut ensuite des feux de joie et de grandes illuminations dans les rues et à la façade de tous les établissements publics.

N° 450. LOUIS XVI DONNE DES INSTRUCTIONS A M. DE LAPÉROUSE POUR SON VOYAGE AUTOUR DU MONDE. — JUILLET 1785.

MONSIAU. — 1817.

« Louis XVI avait conçu, en 1785, l'idée d'une grande entreprise dans l'intérêt de l'humanité, de la navigation et du commerce. Le capitaine Cook, envoyé par le roi d'Angleterre dans la mer du Sud, pour y découvrir un passage d'Asie en Europe par le nord, avait fait trois voyages : le premier en 1769, le second en 1772, et le dernier en 1775. Il fut tué, lors de son dernier voyage, dans l'île d'Owyhée, par des sauvages qu'il avait comblés de bienfaits, laissant après lui un nom immortel, et à sa patrie l'avantage de plusieurs importantes découvertes.

» Ce fut pour compléter ce que ce grand homme avait laissé imparfait, que Louis résolut d'envoyer deux frégates sur les traces du capitaine anglais, pour rechercher le passage qu'il n'avait pas trouvé, faire des découvertes dans le continent austral et dans la mer du Sud, explorer les côtes peu connues, observer des volcans, rechercher des minéraux inconnus à l'Europe, des plantes nouvelles ; étudier de nouveaux peuples, et chercher au commerce de nouveaux débouchés.

» Dans cette intention il fit préparer les frégates *la Boussole* et *l'Astrolabe*, et nomma pour chef de l'expédition Jean-François Galaup de Lapérouse, capitaine de vaisseau (1). »

Avant le départ de l'expédition, le roi reçut dans son cabinet à Versailles Lapérouse, en présence du maréchal de Castries, ministre de la marine, et lui donna lui-même ses dernières instructions.

La Boussole et *l'Astrolabe* partirent de Brest le 1er août 1785. Lapérouse ne donna de ses nouvelles que le 25 juillet de l'année suivante.

N° 451. VOYAGE DE LOUIS XVI A CHERBOURG. JUIN 1786.

CRÉPIN — 1814.

Depuis longtemps le ministère de la marine avait reconnu la nécessité d'ouvrir aux vaisseaux français un refuge entre Brest et Dunkerque. La rade de Cherbourg fut choisie comme celle qui pouvait le mieux offrir cet avantage, et en 1781

(1) *Relations des guerres maritimes de 1778*, par le contre-amiral Kerguelen, p. 336.

(2) *Annales maritimes* t. II, p. 616.

(1) *Histoire de Louis XVI*, par Bourniseaux, t. II, p. 226.

Louis XVI alla lui-même encourager les premiers travaux de sa présence.

Ces travaux marchèrent avec rapidité. « On devait lancer en mer, le 24 juin, un cône énorme; le roi voulut jouir de ce spectacle. Il partit de Rambouillet le 21 juin, avec le prince de Poix, les ducs d'Harcourt, de Villequier et de Coigny; il arriva à Cherbourg le 22, et le cône fut lancé aux cris de *vive le roi* (1)! »

Le maréchal de Castries, ministre de la marine, avait précédé Louis XVI à Cherbourg. Le lendemain de son arrivée, le roi se rendit au port à l'heure de la marée montante. « Il était, rapporte l'auteur d'un voyage publié par Lacourière, vêtu d'un habit écarlate, ayant la broderie des lieutenants généraux. Il s'embarqua à trois heures et demie du matin; en cinq heures et demie de remorque, le cône parvint au point donné pour son échouage. M. de Cessart, créateur de cette glorieuse entreprise, demanda les ordres du roi pour l'immersion, qui fut exécutée en vingt-huit minutes. »

Le roi lui témoigna toute sa satisfaction. Il parcourut ensuite la rade, débarqua à l'île Pelée pour y prendre connaissance des fortifications; de là se rendit à la fosse du Gallet, et il rentra enfin après avoir tenu la mer plus de quinze heures consécutives.

Le retour du roi fut signalé par une triple salve des forts et de l'escadre, et à son débarquement il fut porté dans son canot par les marins et le peuple, au milieu des acclamations universelles.

N° 452. LOUIS XVI

ABANDONNE LES DROITS DU DOMAINE SUR LES LAISSES DE MER AUX RIVERAINS DE LA GUYENNE.—1786.

BERTHON.—1817.

Les eaux de la mer s'étant retirées, sur l'un des points de la côte de Guyenne, avaient laissé à découvert une portion de terrain qui, selon le principe du droit alors existant, était dévolue à la couronne. Cependant les riverains prétendaient, en vertu de quelques exceptions, avoir un droit particulier sur la propriété de ces terres. La cause ayant été portée au conseil du roi, Louis XVI décida contre lui-même en faveur des habitants de la côte.

Le parlement de Bordeaux vint en corps pour adresser des remercîments au roi, au nom de tous les habitants.

N° 452 *bis*. ASSEMBLÉE DES NOTABLES.

22 FÉVRIER 1787.

. . . .

Louis XVI, pour remédier aux embarras financiers du royaume, qui s'aggravaient chaque jour, convoqua à Versailles une assemblée de notables, suivant l'exemple qui lui en avait été donné par plusieurs de ses prédécesseurs.

Voici en quels termes la Gazette de France raconte l'ouverture de cette assemblée:

« Sa majesté sortit de chez elle pour se rendre à l'assemblée, étant accompagnée, dans sa voiture, de Monsieur, de monseigneur le comte d'Artois, du duc d'Orléans, du prince de Condé et du duc de Bourbon. Le prince de Conti et le duc de Penthièvre, ne pouvant se placer dans la voiture du roi, s'y rendirent dans les leurs. Le roi, qui était dans son grand carrosse de cérémonie, fut accompagné d'un détachement de vingt-cinq chevau-légers de la garde ordinaire de sa majesté, commandés par le duc d'Agénois, capitaine-lieutenant de cette compagnie, en survivance, et suivi d'un pareil détachement de gendarmes de la garde, les officiers de chacun de ces corps occupant les places qui leur sont marquées. La fauconnerie, commandée par le chevalier de Forget, commandant général des fauconniers du cabinet du roi, marchait immédiatement devant la voiture de sa majesté et derrière celle de service, dans laquelle étaient le prince de Lambesc, grand écuyer de France; le duc de Coigny, premier écuyer de sa majesté; le duc de Fleury, premier gentilhomme de la chambre du roi, représentant le grand chambellan; le duc de Liancourt, grand maître de la garde-robe de sa majesté; le duc d'Ayen, capitaine des gardes de sa majesté, en quartier, et le duc de Brissac, capitaine-colonel des cent-suisses.... »

Le roi s'adressa en ces termes à l'assemblée:

« Messieurs, je vous ai choisis dans les différents ordres de » l'état, et je vous ai rassemblés autour de moi pour vous » faire part de mes projets.

» C'est ainsi qu'en ont usé plusieurs de mes prédécesseurs, » et notamment le chef de ma branche, dont le nom est resté » cher à tous les Français, et dont je me ferai gloire de suivre » toujours les traces.

» Les projets qui vous seront communiqués de ma part » sont grands et imposants. D'une part, améliorer les reve- » nus de l'état, et assurer leur libération entière par une ré- » partition plus égale des impositions; de l'autre, libérer le » commerce de différentes entraves qui en gênent la circula- » tion, et soulager, autant que les circonstances me le per- » mettront, la partie la plus indigente de mes sujets. Telles » sont, messieurs, les vues dont je me suis occupé, et aux- » quelles je me suis fixé après le plus mûr examen. Comme » elles tendent toutes au bien public, et connaissant le zèle » pour mon service dont vous êtes tous animés, je n'ai point » craint de vous consulter sur leur exécution; j'entendrai et » j'examinerai attentivement les observations dont vous les » croirez susceptibles. Je crois que vos avis, conspirant tous » au même but, s'accorderont facilement, et qu'aucun inté- » rêt particulier ne s'élèvera contre l'intérêt général. »

Sa majesté revint avec le même cérémonial et le même cortége.

N° 453. LOUIS XVI

DISTRIBUE DES SECOURS AUX PAUVRES.—HIVER DE 1788.

HERSENT.—1817.

La fin de l'année 1788 fut remarquable par un hiver des plus rigoureux; depuis celui de 1709, devenu célèbre par la charité de l'archevêque de Cambrai, on n'en avait pas vu d'aussi cruel. « Tous les riches de la capitale et des provinces se signalèrent par d'abondantes aumônes. L'archevêque de Paris donna plus de six cents mille francs, et greva ses revenus pour alimenter et réchauffer les malheureux. D'autres évêques, dans les provinces, après avoir épuisé leurs ressources, vendirent leur mobilier, et se dépouillèrent pour vêtir ceux qui étaient nus et nourrir ceux qui avaient faim; les curés de Paris se distinguèrent dans cette circonstance par tout ce que la charité a de plus héroïque; le roi, la reine, les princes du sang, le duc de Penthièvre, la duchesse d'Orléans, la princesse de Lamballe, multiplièrent les dons en tout genre, et dépensèrent plus de cinq millions pour le soulagement des malheureux (1) ».

Louis XVI ne se contentait pas de ces largesses publiques que son trésor répandait sur les victimes trop nombreuses de ce cruel hiver; on le vit plusieurs fois parcourir les envi-

(1) *Histoire de Louis XIV*, par Bourniseaux, t. II, p. 237.

(1) *Histoire de Louis XVI*, par Bourniseaux, t. II, p. 359.

rons de Versailles, pour y chercher l'indigence et la soulager lui-même.

N° 454. PROCESSION DES ÉTATS GÉNÉRAUX. 4 MAI 1789.

LOUIS BOULANGER.—1837.

Lorsqu'en 1789 Louis XVI convoqua à Versailles les derniers états généraux de la monarchie, il ne prétendait faire autre chose que d'aviser à un moyen sûr et décisif de remettre l'ordre dans les finances du royaume. En effet les dépenses de la guerre d'Amérique, succédant aux prodigalités du règne de Louis XV, avaient épuisé le trésor, et depuis six ans le gouvernement se consumait en d'inutiles efforts pour combler le déficit. L'assemblée des notables, réunie en 1787, avait opiné pour l'établissement de nouvelles taxes ; mais l'autorité lui manquait pour les ériger en lois du royaume et en assurer la perception : il avait fallu demander au parlement de les enregistrer, et le parlement, fidèle à ses vieilles habitudes de guerre contre la cour, n'avait consenti à l'enregistrement que sous l'empire de la force, et en protestant de son incompétence en matière d'impôt. C'est alors que, par un mouvement unanime et spontané, s'était réveillé dans les esprits le souvenir des anciens états généraux du royaume, que près de deux siècles de désuétude semblaient avoir effacé. Mais dans ce retour à l'une des institutions fondamentales de la monarchie, les vœux de la nation française allaient au delà d'une réforme financière ; le besoin d'une réforme politique se faisait impérieusement sentir, et les cahiers remis, selon l'ancienne coutume, aux députés par leur bailliages, témoignaient de la mission que la France leur avait donnée de mettre un terme aux abus sous lesquels elle gémissait depuis tant de siècles.

Cependant M. Necker venait de succéder au cardinal de Brienne dans l'administration des finances. Sa popularité était grande alors : il avait suffi de sa présence pour relever le crédit public, et le doublement des députés du tiers état, accordé à l'impatience du vœu national, était attribué à son heureuse influence dans les conseils du roi. Ce fut donc avec un sentiment de joie universelle que la France, confiante et inexpérimentée comme on l'est aux premiers jours des révolutions, vit arriver le moment où allait s'ouvrir une assemblée qu'elle croyait appelée à réaliser toutes ses espérances de liberté et de bonheur.

L'ouverture des états généraux avait été fixée au 5 mai 1789; conformément au cérémonial en usage, elle fut précédée d'une solennité religieuse, qui eut lieu la veille.

Les députés ayant été invités à assister le 4 mai, en habit de cérémonie, à la procession générale du Saint-Sacrement, ils se rendirent de bonne heure dans l'église Notre-Dame, paroisse du château de Versailles. Le roi sortit à dix heures pour se rendre à cette église. Ses carrosses, ceux de la reine, des princes ses frères, des autres princes et princesses du sang, etc., etc., tout le cortége enfin et la pompe qui entourent les rois de France dans les grandes cérémonies se montrèrent à celle-ci. Un peuple nombreux répandu dans les rues, les croisées garnies de spectateurs, et le beau temps, concoururent à la magnificence de ce spectacle. Sa majesté avait dans son carrosse Monsieur (comte de Provence), M. le comte d'Artois, M. le duc d'Angoulême, M. le duc de Berri et M. le duc de Chartres (1); la reine et les autres princesses venaient à la suite de sa majesté. Après une courte prière à Notre-Dame, la procession commença à se former; il était alors onze heures. Elle était ouverte par les récollets, seul corps de religieux qui fût à Versailles; venait ensuite le clergé des deux paroisses de Versailles; puis venaient tous les députés des trois ordres composant les états généraux. Ils marchaient sur deux files, chacun d'eux portant un cierge à la main. L'ordre de préséance étant renversé, suivant l'usage des processions où les rangs inférieurs précèdent les rangs supérieurs, les députés du tiers état se trouvaient les premiers, dans le costume de leur ordre. On remarquait parmi eux un laboureur breton (M. Gérard), qui avait conservé le costume des paysans de sa province, et qui n'en a jamais porté d'autre pendant toute la durée de son mandat. Les députés de la noblesse suivaient ceux du tiers état, et ceux du clergé fermaient la marche. Les évêques étaient placés immédiatement avant le dais du Saint-Sacrement, porté par M. l'archevêque de Paris (Leclerc de Juigné); M. l'archevêque de Rouen (le cardinal de la Rochefoucauld); à grand'chape de cardinal, avait la place d'honneur. Le dais était porté par les grands officiers et les gentilshommes d'honneur des princes frères du roi, qui se relevaient successivement. Les cordons du dais étaient tenus par Monsieur, M. le comte d'Artois, M. le duc d'Angoulême, M. le duc de Berri. Le roi, placé au centre des files qui suivaient, marchait immédiatement derrière le dais, entouré des grands officiers de sa maison. La reine était à la tête de la file de gauche, composée des princesses et des dames de leurs maisons, chacune à son rang respectif. La file de droite était composée des princes et des ducs et pairs. M. le duc de Chartres marchait à la tête de cette file, comme l'aîné des princes qui s'y trouvaient; il était suivi de M. le prince de Condé, M. le duc de Bourbon, M. le duc d'Enghien et M. le prince de Conti. Les ducs et pairs venaient ensuite.

(1) M. le duc de Chartres occupait dans la voiture du roi la place de M. le duc d'Orléans, son père, qui, nommé aux états généraux par la noblesse du bailliage de Crépy en Valois, marchait dans la procession à son rang de député.

N° 455. OUVERTURE DES ÉTATS GÉNÉRAUX A VERSAILLES.—5 MAI 1789.

COUDER.—1839.

On avait disposé la salle des Menus-Plaisirs, à Versailles, pour la cérémonie des états généraux. « Cette salle, rapporte le Moniteur (1), de cent vingt pieds de longueur, et de cinquante-sept de largeur en dedans des colonnes, est soutenue sur des colonnes cannelées d'ordre ionique, sans piédestaux, à la manière grecque; l'entablement est enrichi d'ogives, et au-dessus s'élève un plafond percé en ovale dans le milieu. Le jour principal vient par cet ovale, et est adouci par une espèce de tente en taffetas blanc. Dans les deux extrémités de la salle on a ménagé deux jours pareils, qui suivent la direction de l'entablement et la courbe du plafond. Dans les bas côtés on a disposé, pour les spectateurs, des gradins, et, a une certaine hauteur des murs, des travées ornées de balustrades.

» La partie de la salle destinée à former l'estrade pour le roi et pour la cour est surmontée d'un magnifique dais, dont les retroussis sont attachés aux colonnes, et tout le derrière du trône forme une vaste enceinte, tapissée de velours semé de fleurs de lis.

Le trône était placé sous le grand baldaquin; au côté gauche du trône était un fauteuil pour la reine, et ensuite des tabourets pour les princesses. A droite il y avait des pliants pour les princes; auprès du marchepied du trône, une chaise à bras pour le grand chambellan. Au bas de l'estrade était adossé un banc pour les secrétaires d'état, et devant eux

(1) Ier vol., p. 235.

une longue table couverte d'un tapis de velours violet, semé de fleurs de lis.

» Les banquettes à la droite étaient destinés aux quinze conseillers d'état et aux vingt maîtres des requêtes invités à la séance ; les banquettes de la gauche ont été occupées par les gouverneurs et lieutenants généraux des provinces.

» Dans la longueur de la salle, à droite, étaient d'autres banquettes pour les députés du clergé ; à gauche il y en avait pour la noblesse ; et dans le fond, en face du trône, étaient celles destinées aux communes. Tous les planchers de la salle et de l'estrade étaient recouverts de magnifiques tapis de la Savonnerie. »

L'ouverture des états généraux eut lieu le 5 mai 1789 ; ils se composaient de onze cent quatre-vingt-trois députés, savoir : deux cent quatre-vingt-onze du clergé, deux cent soixante et dix de la noblesse, et six cent vingt-deux du tiers état.

» Vers une heure les hérauts d'armes annoncèrent l'arrivée du roi. Aussitôt tous les députés se lèvent, et des cris de joie retentissent de toutes parts.

« Bientôt le roi paraît ; les applaudissements les plus vifs se font entendre, accompagnés des cris de *vive le roi !* Sa majesté monte sur son trône. On remarque que ses regards se promènent avec un air de satisfaction sur la réunion imposante des députés du royaume. La reine s'assied à la gauche du roi, hors du dais, sur un fauteuil inférieur au trône et placé quelques degrés plus bas. Deux rangées de pliants se trouvaient de chaque côté du trône. Ceux de droite étaient occupés par les princes et ceux de gauche par les princesses. Les princes présents étaient Monsieur (comte de Provence), M. le comte d'Artois, M. le duc d'Angoulême, M. le duc de Berri, M. le duc de Chartres, M. le prince de Condé, M. le duc de Bourbon, M. le duc d'Enghien et M. le prince de Conti. Les princesses placées à la gauche de la reine étaient Madame (comtesse de Provence), madame Élisabeth, madame la duchesse d'Orléans, madame la duchesse de Bourbon et madame la princesse de Lamballe. Les ducs et pairs occupaient une rangée de tabourets derrière les princes, et le cortége royal garnissait tout le fond de l'estrade. Le garde des sceaux (le chancelier étant absent) était assis sur un carreau, sur la seconde marche du trône, et les ministres, au pied de l'estrade. »

Le roi s'étant couvert, et le garde des sceaux ayant pris ses ordres, dit à haute voix, « Messieurs, le roi permet qu'on s'asseye et qu'on se couvre ; » et tous les députés s'étant aussitôt assis et couverts, Louis XVI prononça un discours dans lequel il conseillait le désintéressement aux uns, la sagesse aux autres, et parlait à tous de son amour pour ses peuples. Le garde des sceaux, M. de Barantin, prit ensuite la parole, et après lui M. Necker lut un long mémoire sur l'état du royaume, où il parlait surtout de la situation des finances, et accusait un déficit de cinquante-six millions. Quand il eut achevé, le roi leva la séance, en laissant l'injonction aux députés de chaque ordre de se rendre le lendemain dans le local qui leur était destiné, pour y commencer le cours de leurs délibérations.

N° 455 *bis*. SERMENT DU JEU DE PAUME.

20 JUIN 1789.

COUDER.

Le lendemain même de l'ouverture des états généraux une violente scission éclata entre les trois ordres. Les deux ordres privilégiés, d'accord en cela avec la cour, voulaient une salle des séances distincte et des votes séparés ; le tiers état, confiant dans la force que lui donnaient le nombre et la faveur de l'opinion, prétendait appeler sur les bancs où il siégeait le clergé et la noblesse, et y voter en commun. Après un mois passé en délibérations sans issue et en vains essais de conciliation, les communes tranchèrent le débat en se constituant souverainement sous le grand nom d'*Assemblée nationale* (16 juin). Cette démarche, aussi habile que hardie, effraya d'abord la cour ; puis, avec cette imprudente légèreté qui passe presque sans transition des angoisses de la peur aux plus téméraires résolutions, on se décida à un coup d'état. Il fut convenu que Louis XVI, dans tout l'appareil de la majesté royale, irait signifier ses volontés à l'assemblée par une ordonnance de réformation, qui poserait les limites des concessions qu'il prétendait faire, et arrêterait ainsi dans le principe toutes les entreprises de l'esprit d'innovation. La séance royale fut fixée au 22 juin : un ordre du roi suspendait jusque-là les séances de l'assemblée.

Cependant « Bailly, se croyant obligé d'obéir à l'assemblée, qui, le vendredi 19, s'était ajournée au lendemain samedi, se rend à la porte de la salle : des gardes françaises l'entouraient avec ordre d'en défendre l'entrée. L'officier de service reçoit Bailly avec respect, et lui permet de pénétrer dans une cour pour y rédiger une protestation. Quelques députés jeunes et ardents veulent forcer la consigne. Bailly accourt, les apaise et les emmène avec lui pour ne pas compromettre le généreux officier qui exécutait avec tant de modération les ordres de l'autorité. On s'attroupe en tumulte, on persiste à se réunir; les uns proposent de tenir séance sous les fenêtres mêmes du roi ; les autres proposent la salle du jeu de paume ; on s'y rend aussitôt : le maître la cède avec joie.

» La salle était vaste, mais les murs en étaient sombres et dépouillés ; il n'y avait point de siéges ; on offre un fauteuil au président, qui le refuse, et veut demeurer debout avec l'assemblée ; un banc sert de bureau ; deux députés sont placés à la porte pour la garder, et sont bientôt relevés par la prévôté de l'hôtel, qui vient offrir ses services. Le peuple accourt en foule, et la délibération commence. On s'élève de toutes parts contre cette suspension des séances, et l'on propose divers moyens pour l'empêcher à l'avenir. L'agitation augmente et les partis extrêmes commencent à s'offrir aux imaginations. On propose de se rendre à Paris : cet avis, accueilli avec chaleur, est agité vivement ; déjà même on parle de s'y transporter en corps et à pied. Bailly est épouvanté des violences que pourrait essuyer l'assemblée pendant la route; redoutant d'ailleurs une scission, il s'oppose à ce projet. Alors Mounier propose aux députés de s'engager par serment à ne pas se séparer avant l'établissement d'une constitution. Cette proposition est accueillie avec transport ; la formule du serment est aussitôt rédigée. Bailly demande l'honneur de s'engager le premier, et lit la formule ainsi conçue : « Vous prêtez » le serment solennel de ne jamais vous séparer, de vous rassembler partout où les circonstances l'exigeront, jusqu'à ce » que la constitution du royaume soit établie et affermie sur » des fondements solides. » Cette formule, prononcée à haute et intelligible voix retentit jusqu'au dehors. Aussitôt toutes les bouches profèrent le serment : tous les bras sont tendus vers Bailly, qui, debout et immobile, reçoit cet engagement solennel d'assurer par des lois l'exercice des droits nationaux. La foule pousse aussitôt des cris de *vive l'assemblée ! vive le roi !* comme pour prouver que, sans colère et sans haine, mais par devoir, elle recouvre ce qui lui est dû. Les députés se disposent ensuite à signer la déclaration qu'ils viennent de faire (1). »

(1) *Histoire de la révolution française*, par M. Thiers, t. I, p. 68-69.

N° 456. FÉDÉRATION DES GARDES NATIONALES ET DE L'ARMÉE AU CHAMP DE MARS A PARIS. 14 JUILLET 1790.

COUDER

La cour, toujours aveugle, malgré les premières leçons que lui avaient données les événements, continuait à aigrir l'esprit public par ses imprudentes résistances. Bientôt la prise de la Bastille, l'institution de la garde nationale et l'adoption de la cocarde tricolore, les événements des 5 et 6 octobre, qui transportèrent à Paris la résidence du roi et de l'assemblée; enfin les grands travaux de l'assemblée elle-même, qui portait hardiment la réforme dans chacune des parties de l'ordre social, tout s'unit pour précipiter le cours de la révolution. Elle était pure et glorieuse encore : à peine quelques excès étaient venus se mêler aux grandes choses qu'elle avait faites; mais déjà, au dedans comme au dehors, des ennemis commençaient à la menacer. « C'est alors que la municipalité de Paris, dit M. Thiers, proposa une fédération générale de toute la France, qui serait célébrée le 14 juillet, au milieu de la capitale, par les députés de toutes les gardes nationales et de tous les corps de l'armée. »

L'assemblée nationale ayant accueilli cette proposition, et le roi ayant sanctionné son décret, les députés fédérés arrivèrent de toutes parts à Paris, formant une réunion d'environ cent trente mille hommes. Dès l'aube du jour fixé, cette grande armée fédérale était en bataille sur les boulevards, formée par départements et par districts, chaque département portant sa bannière. Les bataillons de chaque département étaient classés en légion départementale, et placés dans la ligne de son ordre alphabétique; en sorte que le département de l'Ain était à la droite, près de la Madeleine, et le département de l'Yonne à la gauche, sur la place de la Bastille; l'armée de ligne était au centre. Tous ces députés, le sabre à la main, se mirent en marche au signal donné, et au milieu des acclamations générales, en se dirigeant sur le Champ de Mars. L'assemblée nationale constituante, réunie dans le jardin des Tuileries, sortit par le Pont-Tournant, et s'interposa au milieu de la colonne, sur la place Louis XV. Un pont temporaire, construit sur l'emplacement actuel du pont d'Iéna, servit au passage de cette imposante armée, qui se déploya dans le Champ de Mars, pendant que l'assemblée se rendait sur les gradins qui avaient été érigés devant l'École militaire, et où le roi s'était rendu de son côté. Assis sur son trône, au centre de cette solennelle réunion, il avait à sa droite le président (marquis de Bonnay), pour lequel un fauteuil de moindre dimension avait été préparé, mais qui se tint respectueusement debout pendant toute la cérémonie.

« Un balcon, élevé derrière le roi, portait la reine et la cour. Les ministres étaient à quelque distance du roi, et les députés rangés des deux côtés. Quatre cent mille spectateurs chargeaient les amphithéâtres latéraux; soixante mille fédérés armés faisaient leurs évolutions dans le champ intermédiaire; et au centre s'élevait, sur une base de vingt-cinq pieds, le magnifique autel de la Patrie. Trois cents prêtres, revêtus d'aubes blanches et d'écharpes tricolores, en couvraient les marches, et devaient servir la messe.

» Enfin la cérémonie commence; le ciel, par un hasard heureux, se découvre et éclaire de son éclat cette scène solennelle. L'évêque d'Autun commence la messe; les chœurs accompagnent la voix du pontife; le canon y mêle ses bruits solennels. Le saint sacrifice achevé, Lafayette descend de cheval, monte les marches du trône, et vient recevoir les ordres du roi, qui lui confie la formule du serment. Lafayette la porte à l'autel, et, dans ce moment, toutes les bannières s'agitent, tous les sabres étincellent. Le général, l'armée, le président, les députés crient : *Je le jure!* Le roi, debout, la main étendue vers l'autel, dit : « *Moi, roi des Français, je » jure d'employer le pouvoir que m'a délégué l'acte consti- » tutionnel de l'État à maintenir la constitution décrétée » par l'Assemblée nationale et acceptée par moi* (1). »

N° 457. LA GARDE NATIONALE DE PARIS PART POUR L'ARMÉE. — SEPTEMBRE 1792.

LÉON COGNIET.—1837.

La révolution de 1789 avait répandu l'alarme dans toutes les cours de l'Europe. Elles s'étaient flattées d'abord que la cour de France trouverait dans ses propres ressources les moyens de la comprimer et d'en détruire les résultats; mais plus ces tentatives se renouvelaient, plus elles recevaient d'échecs, et à mesure que l'impuissance de la cour et son impéritie devenaient chaque jour plus évidentes à tous les yeux, l'irritation de la nation devenait d'autant plus forte et le danger de la chute du trône d'autant plus imminent. Malheureusement, au lieu de voir le remède à cet état de choses dans un acquiescement sincère aux vœux de la nation, au lieu de chercher à obtenir d'elle cet attachement et ce concours auxquels, dans tous les siècles, le trône de France avait dû sa stabilité, la cour, toujours aveugle, ne connaissait de salut pour elle que dans la coopération des puissances étrangères, et ce n'était plus que dans leurs armées qu'on se flattait de trouver les moyens de force que l'armée française ne donnait plus pour comprimer le vœu national et maintenir le système de gouvernement que ce vœu repoussait. Mais aussi on se croyait certain du succès si l'on parvenait à déterminer les cours de l'Europe à faire marcher leurs armées pour opérer en France ce qu'on appelait alors *la contre-révolution*. On s'efforça donc de persuader aux puissances que leur existence serait compromise, si elles ne prenaient pas ce parti. Tout fut mis en œuvre pour les y entraîner, et on en vint à bout. D'une part, les progrès rapides et effrayants que l'esprit révolutionnaire faisait en France; de l'autre, ces nombreuses fuites ou désertions de la plupart des propriétaires fonciers et des officiers (alors presque tous nobles) de l'armée française, qu'on a pompeusement appelées *l'émigration*, répandaient partout les illusions et les déceptions qui fascinaient leurs yeux. Ils partaient dans la confiance que l'armée française, privée de l'avantage d'être commandée par eux, serait hors d'état d'opposer aucune résistance à l'invasion des armées étrangères, et que leur retour, *à leur suite*, ne serait qu'*une marche triomphante sur Paris*, ou plutôt *une simple promenade militaire*.

Cependant, bien loin d'intimider, cette jactance et ces menaces ralliaient tous les Français autour du drapeau de la patrie, et produisaient, pour la défense de l'indépendance nationale, cette énergie et cet élan général dont le résultat a été aussi glorieux pour la France que fatal aux malheureux qui s'étaient laissé égarer par les forfanteries de l'émigration. Aussi, dès que la fuite de Varennes, en 1791, eut confirmé les soupçons de la nation sur les projets concertés entre la cour et les puissances étrangères, la France mit sur pied quatre-vingt-onze mille hommes de volontaires nationaux, en addition à ses troupes de ligne. La formation des rassemblements d'émigrés armés à Coblentz, en Belgique et sur le Rhin; la protection qui leur était accordée, la connaissance des traités conclus et du concert arrêté entre la plupart des souverains de l'Europe, ne permettaient plus de douter que les puissances étrangères ne fussent résolues à attaquer la France aussitôt que leurs armées seraient prêtes à entrer en campagne.

L'inquiétude et la colère que ces préparatifs excitaient en

(1) *Histoire de la révolution française*, par M. Thiers, t. I, p. 241 et 248.

France provoquaient de toutes parts la demande de mesures de rigueur contre les émigrés et ceux qu'on soupçonnait ou qu'on accusait d'être de leur parti, et celle d'une déclaration de guerre aux puissances, afin que les armées françaises pussent prendre l'initiative et devancer l'attaque qui se préparait contre la France.

En effet, dès le 20 avril 1792, Louis XVI, entraîné par le ministère du général Dumouriez, s'était rendu à l'Assemblée nationale législative, et, aux termes de la constitution de 1791, alors en vigueur, il y avait proposé le décret qui autorisait *la déclaration de guerre au roi de Hongrie et de Bohême*, c'est-à-dire à l'Autriche; et ce décret avait été rendu immédiatement. Néanmoins toutes les mesures qui devaient suivre ce grand acte furent partiellement et même souvent complètement annulées. La mauvaise volonté de la cour, et d'autres influences non moins actives, paralysèrent tout ce que le ministère s'était flatté d'entreprendre. Une résistance tacite, mais invincible, empêchait que les armées françaises ne fussent réunies en grandes masses. A peine avait-on rassemblé sur la frontière du Nord quelques faibles corps de troupes, qu'on se refusait même à laisser agir, lorsque rien ne semblait pouvoir s'opposer à leurs opérations au dehors. Mais plus ce grand mouvement national pour la défense de la patrie rencontrait d'obstacles dans son développement, plus la violence des passions augmentait en intensité, et plus le parti révolutionnaire acquérait de moyens et de forces pour l'exécution de ses détestables projets.

A la fin de juillet 1792 le trop fameux manifeste du duc de Brunswick vint révéler à la France les intentions et les projets des puissances armées contre elle, et la prochaine arrivée sur ses frontières d'une armée de cent vingt mille hommes destinée à les mettre à exécution. Aussitôt un décret de l'assemblée nationale, encore sanctionné par le roi, déclara *que la patrie était en danger*. La proclamation de ce décret fut faite partout avec une grande solennité; mais elle ne fut accompagnée d'aucune de ces grandes mesures que l'opinion publique réclamait avec force, et qui pouvaient seules mettre la France en état de résister à l'attaque dirigée contre elle. La catastrophe du 10 août ne se fit pas attendre longtemps dans cette déplorable inaction, et aussitôt qu'elle eut brisé les entraves qui arrêtaient le déploiement des forces nationales, la garde nationale de Paris donna le grand exemple de partir en masse pour l'armée, et en peu de jours la seule ville de Paris vit sortir de ses murs quarante-huit bataillons armés et équipés, formant un total de trente-cinq mille hommes, qui volaient à la défense de la patrie.

Mais, s'il est glorieux pour la France de rappeler ce grand acte de patriotisme, il est douloureux de penser que, lorsque tant de bras s'armaient pour combattre et repousser l'invasion étrangère, il ne s'en est point trouvé pour s'opposer aux massacres qu'une poignée de misérables brigands faisaient froidement devant les portes des prisons, où la puissance révolutionnaire avait amoncelé les nombreuses victimes destinées à tomber sous leurs coups!

N° 459. COMBAT DANS LES DÉFILÉS DE L'ARGONNE. — SEPTEMBRE 1792.

Eug. Lami. — 1835.

N° 458. BATAILLE DE VALMY. 20 SEPTEMBRE 1792.

Mauzaisse (d'après le tableau d'Horace Vernet). — 1834.

« Le territoire français était envahi. Une armée combinée de Prussiens, d'Autrichiens, de Hessois, etc., marchait sur Paris sous les ordres du duc de Brunswick. Le roi de Prusse y était en personne, et un groupe nombreux de princes se faisait remarquer dans son état-major. Le général Dumouriez venait de remplacer le général Lafayette dans le commandement de l'armée française qui était campée près de Sedan, tandis que le général Kellermann succédait au maréchal Luckner dans le commandement de celle qui était campée sous Metz. L'armée de Dumouriez ne comptait que trente-trois mille hommes dans ses rangs, et celle de Kellermann n'en comptait que vingt sept mille; mais la proclamation du danger de la patrie avait fait partir de toutes parts des bataillons de volontaires et de fédérés, qui arrivaient à marches forcées pour s'opposer aux progrès de l'armée étrangère qui pénétrait en France. En trois jours la seule ville de Paris avait mis sur pied, armé, équipé et envoyé à l'armée quarante-huit bataillons d'infanterie, formant trente-cinq mille hommes effectifs. Cependant ces troupes, plus ardentes qu'aguerries et disciplinées, étaient presque toutes retenues à Châlons-sur-Marne par des ordres que dictait la crainte qu'elles ne devinssent nuisibles au bon ordre des armées agissantes. Luckner, décoré du vain titre de généralissime, était chargé du commandement de cette grande réserve, qui paraissait destinée plutôt à imposer à l'ennemi par sa masse qu'à le combattre réellement.

» Aussitôt que le général Dumouriez avait pris le commandement de l'armée campée près de Sedan, il s'était porté sur l'Argonne, dont les défilés lui paraissaient la ligne de défense la plus efficace pour arrêter la marche rapide de l'armée ennemie. Ce fut en y prenant position à Grandpré qu'il apprit la perte de Verdun, et qu'il écrivit au conseil exécutif cette lettre remarquable, que les événements postérieurs ont rendue si glorieuse:

« Verdun est pris, et j'attends les Prussiens. Le camp de » Grandpré et celui des Islettes sont les Thermopyles de la » France; mais je serai plus heureux que Léonidas. »

» Il le fut en effet; mais différentes causes ébranlaient la confiance que méritait le plan de défense qu'il avait conçu, et, pour le soutenir, il fut obligé de lutter constamment avec le conseil exécutif et avec plusieurs de ses généraux, qui considéraient la Marne comme la véritable ligne de défense, et qui s'efforçaient de lui faire prendre cette timide attitude; en sorte qu'au lieu de presser la jonction de l'armée de Kellermann avec la sienne, le conseil exécutif engageait Kellermann à rester sur la haute Marne, tantôt à Saint-Dizier, et tantôt à Vitry-le-Français. Il est probable qu'on espérait, par cette inaction, amener Dumouriez à adopter le système qu'on préférait à Paris, et à se replier derrière la Marne; mais il resta seul et inébranlable dans ses camps de Grandpré et des Islettes, jusqu'à ce que son aile gauche eût été battue et enfoncée à la Croix-aux-Bois, le 14 septembre. Ce succès ouvrait à l'armée du duc de Brunswick un débouché dans les plaines de la Champagne, où il se jeta aussitôt avec la plus grande partie de ses forces. Dumouriez fut obligé d'abandonner Grandpré; mais il conserva les Islettes et la Chalade, et il se replia sur Sainte-Menehould, en prenant ces deux postes importants pour pivot, et faisant un grand quart de conversion en arrière. En faisant ce mouvement rétrograde dans la journée du 16 septembre, une terreur panique se répandit dans l'armée; la cavalerie passa au galop sur l'infanterie; tous les corps se mêlèrent, et le désordre devint général; mais les ennemis ne s'en aperçurent point: le chaos fut débrouillé avant qu'ils en eussent connaissance, et l'armée occupa en bon ordre le camp de Sainte-Menehould. Par cette nouvelle position Dumouriez restait maître de la grande route de Verdun à Châlons, et forçait les Prussiens à établir leurs communications par des chemins et dans un pays que la mauvaise saison commençait à rendre impraticables.

» Ce fut dans cette position que Dumouriez pressa de nouveau son collègue Kellermann de se joindre à lui, et que celui ci s'y décida enfin : l'armée de Kellermann prit donc position sur la gauche de celle de Dumouriez, le 19 septembre au soir, entre Valmy et Dammartin-la-Planchette. Elle campa sur deux lignes, la première sous les ordres du lieutenant général Valence, la seconde sous ceux du lieutenant général duc de Chartres. L'avant-garde de Kellermann, commandée par le général Desprez de Crassier, prit poste à Hans, ayant derrière elle, à Valmy, le général Stengel avec un corps de troupes légères de l'armée de Dumouriez. Gisaucourt fut occupé par le colonel Tolozan, avec le premier régiment de dragons.

» Cependant l'armée prussienne, défilant par Grandpré et la Croix-aux Bois, s'avançait dans les plaines de la Champagne, et pénétrait jusqu'à la route de Châlons, en sorte qu'elle s'interposait entre l'armée française et Paris.

» Le 20 septembre, avant le jour, les hussards prussiens de Kœhler surprirent le premier régiment de dragons dans Gisaucourt, qui, comme on l'a déjà dit, était derrière le camp de Kellermann. Le colonel Tolozan n'eut que le temps de faire monter son régiment à cheval et de sortir du village, où il perdit tous ses équipages. Heureusement les hussards prussiens n'avaient point d'infanterie avec eux : en sorte qu'ils n'osèrent pas rester à Gisaucourt, et que ce poste important, ayant été peu après repris par les troupes françaises, ne leur fut plus enlevé. Vers six heures et demie du matin, on entendit une forte canonnade du côté de Hans, où était l'avant garde, et on battit la générale au camp. Desprez de Crassier fit avertir Kellermann qu'étant attaqué par des forces considérables il allait se replier ; il ajoutait que le brouillard épais de cette matinée ne lui permettait pas de bien reconnaître le corps qui l'attaquait, mais qu'il croyait que c'était toute l'armée prussienne qui s'avançait en masse. Desprez de Crassier suivit de près cet avis, et revint au camp avec toute l'avant-garde. Kellermann le dirigea aussitôt sur Gisaucourt, afin d'assurer la conservation de ce poste important. En même temps il plaça sa première ligne sous les ordres du général Valence, devant Orbeval, entre la rivière d'Auve et la colline de Valmy, perpendiculairement à la chaussée de Châlons. La seconde ligne, commandée par le duc de Chartres, fut placée parallèlement à la chaussée et perpendiculairement à la première, sur la crête de la colline de Valmy : en sorte que les deux lignes formaient une équerre. Une forte batterie d'artillerie de position fut établie au moulin de Valmy, qui était le point le plus élevé de ces coteaux. Quelle qu'eût été la promptitude du duc de Chartres à se mettre en mouvement, la nécessité de détendre le camp et de charger les chevaux de bât lui avait fait perdre tant de temps, qu'il était près de huit heures lorsqu'il arriva au moulin de Valmy avec la tête de son infanterie. « Arrivez donc, arrivez donc! lui dit le gé- » néral Stengel, car je ne peux pas quitter le poste où je suis » sans y être relevé; et pourtant, si je ne devance pas les Prus- » siens là-dessus, ajouta-t-il en montrant la côte de l'Hyron, » nous serons écrasés ici tout à l'heure. » En même temps, après avoir ordonné à son infanterie de le suivre comme elle pourrait, il partit au grand trot avec quelques escadrons de troupes légères qu'il avait sous ses ordres, et les deux compagnies d'artillerie à cheval des capitaines Barrois et Anique, traversa rapidement le village de Valmy et le vallon qui le séparait de la côte de l'Hyron, et y arriva au moment où une colonne prussienne s'avançait pour l'occuper. Il repoussa cette colonne et défendit l'Hyron pendant toute la journée avec la plus grande vigueur.

» Le général Dumouriez, voyant que l'attaque se dirigeait sur l'armée de Kellermann, vint trouver son collègue, et l'instruisit lui-même des dispositions qu'il avait faites pour le soutenir. Il avait partagé son armée en trois corps, qu'il avait mis en mouvement sur-le-champ, sans compter la réserve qu'il avait laissée dans le camp de Sainte-Menehould, et le corps du général Arthur Dillon, qui occupait les Islettes. Le corps de gauche, fort de neuf bataillons et de huit escadrons, sous les ordres du général Chazot, se porta, par la chaussée de Châlons, sur les hauteurs de Dampierre-sur-Auve et de Gisaucourt, pour soutenir le général Desprez de Crassier et la gauche du général Valence. Celui du centre, de seize bataillons, sous les ordres du général Beurnonville, fut dirigé sur la côte de l'Hyron pour soutenir le général Stengel ; et celui de droite, de douze bataillons et de huit escadrons, sous les ordres de général Leveneur, fut chargé de s'étendre sur la droite de Beurnonville, afin de tâcher d'entamer l'arrière-garde des Prussiens, et de tomber sur leurs équipages.

» La canonnade, qui avait déjà commencé au moulin de Valmy, avant que le duc de Chartres y eût relevé le général Stengel, devint très-vive vers dix heures. Les Prussiens établirent contre le moulin deux batteries principales, qu'ils renforcèrent ensuite successivement. L'une d'elles était sur le prolongement de la colline du moulin, et l'autre sur la colline en face, du côté de la chaussée, devant la cense dite de *la Lune*, que cette journée a rendue célèbre, et où le roi de Prusse fixa le lendemain son quartier général. Ces batteries firent perdre beaucoup de monde à l'armée française; mais cette perte n'ébranla point la fermeté des troupes, et il n'y eut qu'un instant de désordre dans deux bataillons de la division commandée par le duc de Chartres, entre lesquels un obus fit sauter deux caissons pleins de cartouches. Cette explosion les dispersa momentanément; mais ils se rallièrent promptement, malgré le feu auquel ils étaient exposés, et reprirent immédiatement leur place dans la ligne. L'ardeur des troupes était même si grande ce jour-là, que tous les cavaliers, carabiniers et dragons dont les chevaux étaient tués ou blessés couraient aussitôt, la carabine sur l'épaule, se placer dans les rangs de l'infanterie.

» Vers onze heures, le brouillard s'étant entièrement dissipé, on découvrit l'armée ennemie qui s'avançait dans le plus grand ordre sur plusieurs colonnes, et qui se déploya avec autant de précision qu'elle aurait pu le faire sur une esplanade, dans la grande plaine qui s'étend de Somme-Bionne vers la Chapelle-sur-Auve. L'œil pouvait alors embrasser plus de cent mille hommes prêts à se livrer bataille; et ce spectacle était d'autant plus imposant, qu'on n'était pas encore habitué à voir des armées aussi nombreuses que celles qu'on a vues depuis, et qu'à cette époque il y avait trente ans que l'Europe n'avait mis sur pied une aussi grande réunion de combattants.

» Le déploiement de l'armée prussienne fut très-lent, et ce ne fut que vers deux heures, quelque temps après qu'il eut été complétement achevé, qu'on la vit se rompre en colonnes d'attaque. Il semblait alors qu'elle allait engager le combat, et des cris de *vive la nation! vive la France!* se firent entendre aussitôt dans tous les rangs de l'armée française; mais, soit que la belle contenance des troupes ait fait pressentir au duc de Brunswick qu'il éprouverait plus de résistance qu'il ne l'avait calculé d abord; soit, ce qui est assez probable, qu'il ait voulu attendre le corps autrichien du général Clerfayt, qui n'arriva que dans la nuit, les colonnes prussiennes se formèrent et se déployèrent trois fois successivement, sans jamais se décider à l'attaque : le combat se réduisit à une simple canonnade, qui dura toute la journée, et qui ne cessa que lorsque l'obscurité de la nuit eut rendu impossible de la continuer davantage.

» Les officiers d'artillerie évaluèrent le nombre de coups de canon tirés par les deux armées à plus de quarante mille, et

les munitions du parc d'artillerie de l'armée de Kellermann furent presque épuisées.

» Tel fut le premier succès des armées françaises dans cette longue guerre, où elles recueillirent ensuite tant de lauriers. Considéré en lui-même, on peut n'y voir qu'une canonnade où chacune des armées belligérantes se maintint dans sa position; mais l'armée prussienne manqua son but, tandis que l'armée française atteignit le sien; et, lorsqu'on raisonne sous le point de vue stratégique, lorsqu'on considère l'époque, les circonstances, l'effet moral et politique de cette canonnade, les conséquences qu'elle a entraînées, on doit reconnaître qu'elle a bien mérité d'être considérée comme une bataille et comme une victoire. En effet, ce fut dans cette glorieuse journée que les armées étrangères commencèrent à éprouver combien la résistance d'une grande nation, qui défend son indépendance et sa liberté, peut devenir formidable. Valmy décida le roi de Prusse et le duc de Brunswick à demander immédiatement un armistice aux généraux français; cet armistice fut bientôt suivi de l'évacuation totale du territoire français, et de l'abandon d'une entreprise dans laquelle ils s'étaient si imprudemment engagés.

» Le moment représenté dans le tableau est celui où Kellermann eut un cheval tué sous lui; ce général, renversé par la chute de son cheval, porte un grand cordon tricolore, qui était alors celui de l'ordre de Saint-Louis, devenu la décoration militaire. L'officier général qu'on voit à sa gauche est le général Pully, qui commandait les cuirassiers et une brigade de grosse cavalerie faisant partie de la division du duc de Chartres. Derrière lui, et à pied, est le général Sénarmont, de l'artillerie, blessé à la cuisse; sur la droite du général Kellermann est un groupe d'officiers généraux, où se trouvent le général Valence, le duc de Chartres et le duc de Montpensier, son frère, qui était alors son aide de camp (1); le général Schauenbourg, chef de l'état-major du général Kellermann, et plusieurs autres, et, plus loin, les généraux Linch et Muratel, qui commandaient des brigades d'infanterie dans la division du duc de Chartres. C'est cette division qui entoure le plateau du moulin de Valmy, dont la défense lui était confiée, et qui forme le premier plan du tableau. C'est ce moulin qu'on voit sur la gauche du tableau; l'ambulance est établie auprès de la maison du meunier. Les troupes qu'on voit se prolonger entre le moulin et le village de Gisaucourt étaient de la division du général Valence: celles qui s'étendent depuis le moulin jusqu'à la droite du tableau étaient de la division du duc de Chartres. Le bataillon de volontaires nationaux qu'on voit en colonne auprès du moulin est le premier bataillon de Saône-et-Loire; devant lui se trouvent le trentième (Perche), colonel de Baudre; le quarante-quatrième (Orléans), colonel Lagrange; le quatre-vingt-unième (Conti), colonel Dupuch; le quatre-vingt-dixième (Chartres), le quatre-vingt-quatorzième (Salm-Salm), colonel Rothenbourg; le quatre-vingt-seizième (Nassau), colonel Rewbell, etc., et enfin, le bataillon qui marche en bataille sur la droite du tableau est le premier regiment de ligne (Colonel-général) commandé par le colonel Bris de Montigny.

» L'armée française fait face vers Châlons et Paris. Devant elle sont les batteries prussiennes, derrière lesquelles on voit la cense de la Lune et toutes les lignes et les colonnes de l'armée du duc de Brunswick (1). »

(1) Le duc de Montpensier se conduisit dans cette bataille de manière à mériter l'honorable témoignage que Kellermann a consigné dans la relation officielle dont voici l'extrait :

« Du quartier général de Dampierre sur-Auve, le
» 21 septembre 1792, à neuf heures du soir.

» Embarrassé du choix, je ne citerai parmi ceux qui ont montré un » grand courage, que M. Chartres, et son aide de camp, M. Montpensier, dont l'extrême jeunesse rend le sang-froid, à l'un des feux les » plus soutenus qu'on puisse voir, extrêmement remarquable. »

(*Moniteur*, 22 septembre 1792.)

N° 460. PRISE DE CHAMBÉRY.—25 SEPTEMBRE 1792.

ADOLPHE ROEHN.—1837.

Malgré la déclaration de guerre du roi de Sardaigne, le gouvernement français ne s'était pas hâté de commencer les hostilités à la frontière de la Savoie. Ce ne fut qu'à la fin du mois de septembre que le général Montesquiou, commandant en chef l'armée du Midi, ayant réuni au fort Barreaux le peu de forces dont il pouvait disposer, se décida à entrer en campagne.

Les Piémontais avaient mis à profit le temps qu'on leur avait laissé pour construire trois redoutes qui dominaient le seul passage conduisant en Savoie; ces redoutes allaient être terminées et garnies de canons. Deux colonnes, sous les ordres du maréchal de camp Laroque, furent mises en mouvement pour tourner les positions ennemies; mais leur marche fut contrariée par le mauvais temps; l'armée du roi de Sardaigne prévint l'attaque en battant en retraite, et les trois redoutes furent occupées et détruites par les Français.

Les Piémontais évacuèrent précipitamment les châteaux des Marches, de Bellegarde, d'Aspremont, de Notre-Dame, de Mians, et, par un mouvement rapide, le général Montesquiou, se portant sur le centre de l'armée sarde, la sépara en deux corps, dont l'un se retira sur Montmélian, qui, le lendemain même, ouvrit ses portes; l'autre se replia sur Annecy. Bientôt tout fut au pouvoir des Français depuis le lac de Genève jusqu'au bord de l'Isère, et, le 25 septembre, Montesquiou fit son entrée solennelle à Chambéry.

N° 461. PRISE DE VILLEFRANCHE, ET INVASION DU COMTÉ DE NICE. — 29 SEPTEMBRE 1792.

HIPP. LECOMTE.

Tandis que Montesquiou, commandant en chef de l'armée du Midi, s'emparait de Chambéry, le général Anselme, chargé de l'invasion du comté de Nice, préparait sur la rive droite du Var les moyens de l'exécuter. Il rassembla d'abord tout le matériel qu'il put réunir, et, bientôt, renforcé par l'arrivée de six mille hommes de gardes nationales des départements voisins, il se mit en marche et passa le Var le 29 septembre 1792. La ville de Nice fut aussitôt évacuée par les troupes piémontaises, et occupée le même jour par les Français. Montalban, dont le siége avait arrêté si longtemps le prince de Conti en 1744, se rendit sans résistance, et Villefranche capitula sans avoir été assiégée.

« Villefranche, dit Jomini, où se trouvaient les arsenaux de la faible marine sarde, ne laissait pas d'être un point important dans les circonstances; c'était un bon mouillage de plus à une époque où l'on était encore maître de la mer; et ces deux petites places (Villefranche et Montalban), mises en état, paraissaient susceptibles de défense: on y prit trois cents hommes et cent pièces de canon, dont la majeure partie en fer, outre des approvisionnements assez considérables (2). »

(1) *Notices historiques sur les tableaux de la galerie du Palais-Royal*, par M. Vatout, t. II, p. 484-495.

(2) *Histoire des guerres de la révolution*, t. II, p. 199

N° 462. PRISE DE SPIRE. — 30 SEPTEMBRE 1792.

. . . .

Au commencement de la campagne, l'armée autrichienne avait formé sur le Rhin un cordon de troupes qui s'étendait de Rhinfeld à Philipsbourg. Les Français, de leur côté, avaient formé deux camps opposés aux forces ennemies.

L'armée française, sous le nom d'armée du Rhin, était divisée en deux camps : l'un, aux ordres du général Biron, était à Strasbourg ; l'autre, commandé par Custine, se trouvait à Landau, et occupait les lignes de Weissembourg. Le prince d'Esterhazy occupait le Brisgau avec douze mille hommes, et le comte d'Erbach était, avec treize mille hommes, entre Mayence et Spire.

« Le comte d'Erbach, ayant reçu l'ordre de remplacer le corps du prince de Hohenlohe devant Thionville, s'était mis en marche par les défilés de Turckeim, le 11 septembre, abandonnant la garde du magasin de Spire et de toutes les communications de l'armée à mille Autrichiens et de deux mille Mayençais, sous les ordres du colonel Winckelmann.

» Le général Custine, instruit, dans son camp de Landau, du mouvement du comte d'Erbach, se porta aussitôt sur Spire. Le colonel Winckelmann voulut d'abord se mettre en bataille en avant de la ville. Bientôt sa petite troupe, écrasée par une artillerie supérieure, et sur le point d'être tournée, se dirigea vers le Rhin, où se trouvaient les embarcations nécessaires à son transport ; mais les bateliers, qu'on n'avait pas eu la précaution de surveiller, s'étant enfuis sur la rive droite avec leurs barques, le colonel, enveloppé, se vit dans la dure nécessité de mettre bas les armes avec deux mille sept cents hommes. L'armée française s'empara les jours suivants, de Worms et de Frankenthal (1). »

N° 463. LEVÉE DU SIÉGE DE LILLE. 8 OCTOBRE 1792.

. . . .

En quittant la Flandre pour se porter rapidement à la rencontre de l'armée du duc de Brunswick, qui entrait en France par la Lorraine, le général Dumouriez avait ramassé tout ce qu'il avait de troupes disponibles ; il n'avait laissé que de faibles garnisons dans les places de la frontière du Nord, dont il avait donné le commandement au général Moreton de Chabrillant. Cette belle et riche frontière restait ainsi exposée aux attaques de l'armée autrichienne, réunie dans les Pays-Bas, sous les ordres du duc Albert de Saxe-Teschen. Ce prince, après s'être emparé successivement des postes de Lannoy, Roubaix, Turcoing, et d'une grande partie du pays intermédiaire entre Douai, Valenciennes et Lille, se porta rapidement sur cette dernière place, et en forma l'investissement, le 23 septembre 1792.

« Cette ville commerçante, industrieuse, peuplée de soixante mille âmes, située sur la Deule, près du confluent de la Lys, dans une contrée riche et fertile, est la place d'armes la plus importante de toute la frontière du Nord. Son enceinte, de quatorze bastions, est entourée de la Deule, qui ajoute à sa force. La citadelle passe pour le chef-d'œuvre de Vauban (2). »

Le général Duhoux avait pris le commandement de Lille. Sous ses ordres était le maréchal de camp Ruault, et parmi les officiers chargés de la défense de la place, se trouvait le capitaine du génie Marescot, destiné plus tard à prendre un rang si élevé dans son arme. Cependant le duc Albert, qui, à la tête de quinze mille hommes, ne pouvait prétendre a s'emparer d'une place restée imprenable pour de grands capitaines et de puissantes armées, songea à la réduire en lui faisant subir les horreurs d'un bombardement. Il établit, sur le seul point de la ville qu'il pût aborder, une batterie d'obusiers, et commença à y faire le feu le plus redoutable.

» Pendant sept jours et sept nuits le bombardement continua avec une effroyable activité : l'incendie se propagea ; près de deux cents maisons furent brûlées, et plus de mille criblées par les projectiles ; un grand nombre d habitants, cherchant dans les caves un abri contre la bombe, y trouvèrent la mort, et furent ensevelis sous les ruines. Toutes ces calamités n'amenèrent pourtant pas la soumission à laquelle le duc Albert s'était attendu ; au contraire elles animèrent d'une nouvelle ardeur depuis l'enfant jusqu'au vieillard. La garnison rivalisa avec les bourgeois ; partout on travailla pour arrêter les ravages du feu et répondre en même temps à celui des Autrichiens (1). »

L'héroïque résistance des Lillois vainquit enfin la cruelle obstination du duc Albert. Les moyens de destruction commençaient à lui manquer, et en même temps le général Labourdonnaye, arrivant de Soissons, et Beurnonville, revenant de la Champagne, marchaient à sa rencontre. Il se décida donc, le 8 au matin, à abandonner les murs de Lille, laissant derrière lui, avec le souvenir de ses inutiles cruautés, un nouvel aliment à cet ardent patriotisme qui enflammait alors la France pour la défense de son territoire.

N° 464. REPRISE DE VERDUN.—14 OCTOBRE 1792.

. . . .

La bataille de Valmy ayant changé la face des affaires, et le roi de Prusse s'étant décidé, quelques jours après, à commencer sa retraite, les généraux en chef Dumouriez et Kellermann partagèrent l'armée française en plusieurs corps pour se mettre à sa poursuite. Bientôt après, lorsque l'armée prussienne eut évacué la Champagne et repassé ceux des défilés de l'Argonne qui étaient tombés en son pouvoir. Dumouriez, prévoyant que l'armée autrichienne, sous les ordres du général Clerfayt, allait se porter sur les Pays-Bas autrichiens pour en disputer aux Français la conquête, détacha trente mille hommes, qui partirent à marches forcées du Chêne-Populeux pour Valenciennes, en deux colonnes, la première sous les ordres du lieutenant général Beurnonville, et la seconde sous ceux du lieutenant général duc de Chartres. Pendant que ce mouvement s'exécutait, le général Dumouriez se rendit à Paris pour y concerter avec le gouvernement ses opérations ultérieures, tandis que le général Kellermann, renforcé par les corps des généraux Valence et Arthur Dillon, était chargé de suivre l'armée du duc de Brunswick dans sa retraite, et de la contraindre à évacuer le territoire français : ce qui fut heureusement et habilement terminé le 20 octobre 1792.

Le général Dillon, débouchant par les Islettes et par Clermont en Argonne, arriva devant Verdun lorsque l'armée ennemie commençait à passer la Meuse, et que son arrière-garde entrait dans la ville. Il se porta aussitôt en avant avec neuf escadrons, cinq bataillons, six pièces de douze et quatre de huit, fit mettre ses pièces en batterie sur le mont Saint-Barthélemy, qui domine la citadelle, et somma alors le commandant de livrer la place, en lui envoyant son aide de camp suivi d'un trompette.

On suspendit les hostilités ; la place fut remise, à la condi-

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. II, p. 150.
(2) *Ibid.*, p. 169.

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. II, p. 173-174.

tion qu'il serait accordé trois jours à l'armée prussienne pour achever d'évacuer la place et de faire transporter les malades sur des voitures du pays. Le 14 octobre le général Dillon entra dans la ville à la tête de ses troupes, et en reprit possession pour la France.

N° 465. LEVÉE DU SIÉGE DE THIONVILLE. 16 octobre 1792.

. . . .

En même temps que le roi de Prusse, au début de la campagne, s'était emparé de Verdun, le général autrichien Clerfayt avait bombardé et pris Longwy, et le prince de Hohenlohe-Kirchberg était allé mettre le siége devant Thionville. « On avait espéré, dit Jomini (1), que cette place ne tiendrait pas longtemps. Mais le général Félix de Wimpfen, qui y commandait, avait eu le temps de faire de bonnes dispositions; il ripostait non-seulement avec vivacité aux diverses attaques, mais encore il faisait des sorties. Les approvisionnements du siége étant épuisés, une partie du corps du prince de Hohenlohe se retira; on ne laissa devant la place qu'un faible détachement aux ordres du général Wallis, en attendant celui du comte d'Erbach, qui reçut ordre de venir de Spire pour former un blocus plus resserré. »

Le général Wimpfen, assiégé de nouveau par les troupes autrichiennes sous les ordres du comte d'Erbach, fut bientôt cerné de tous côtés, et se trouva dans la position la plus critique. Il fit une vigoureuse résistance. «Le 16 septembre (2) les assiégés font une sortie, tombent sur les travailleurs, les égorgent, et, protégés par l'artillerie des remparts, ils pénètrent dans le camp ennemi, y font un grand carnage, et forcent les Autrichiens à renoncer, pour cette fois, à l'attaque qu'ils projetaient. Cette sortie, à laquelle ils étaient loin de s'attendre, leur coûta quatre cent cinquante hommes, et le prince de Waldeck, qui combattit avec un grand courage, eut un bras emporté par un boulet de canon. »

Le siége de Thionville, commencé le 25 août, fut levé le 16 octobre.

N° 466. REPRISE DE LONGWY.—20 octobre 1792.

. . . .

Après la reddition de Verdun, Longwy était la dernière place de France qui restât encore au pouvoir des coalisés. Le général Kellermann vint prendre position en vue de cette place à Cosne, le 20 octobre, sur les hauteurs de Rouvroy et de Longuyon. Il la fit sommer de se rendre: les deux bataillons prussiens qui l'occupaient encore s'étant retirés, le général Kellermann fit alors son entrée dans la ville de Longwy à la tête de ses troupes.

N° 467. ENTRÉE DE L'ARMÉE FRANÇAISE A MAYENCE.—21 octobre 1792.

Victor Adam.—1837.

« Après la prise de Spire, le général Custine se porta aussitôt sur Mayence, dans la nuit du 14 au 15 octobre. Il marcha le 19 octobre, à la tête d'un fort détachement de cavalerie, sur Weissenau, au-dessus de Mayence. Il fut bientôt suivi par le reste de l'armée, qui compléta l'investissement sur la rive gauche du Rhin, en occupant Hechsheim, Marienborn, Genenheim et Monbach. Custine, parcourant le front de sa position, ordonna plusieurs mouvements, dont le but était d'en imposer à l'ennemi sur le nombre de ses troupes. »

Arrivé devant Mayence, il envoya son aide de camp, le colonel, depuis général en chef, Houchard, sommer la ville de se rendre. Le commandant, qui n'avait qu'une faible garnison sous ses ordres, fit d'abord semblant de vouloir se défendre; mais, sommé de nouveau « après deux conseils de guerre, le baron de Gimnich se décide à capituler, et le 21 octobre la garnison sort de la place avec les honneurs de la guerre et la promesse de ne pas servir pendant un an contre la France (1). »

N° 468. PRISE DE FRANCFORT-SUR-LE-MEIN. 23 octobre 1792.

. . . .

Custine, maître de Mayence, résolut aussitôt de porter ses armes contre la ville libre de Francfort-sur-le-Mein.

Il dirigea deux corps de troupes, commandés par les généraux Neuwinger et Houchard, sur les deux rives du fleuve. A l'arrivée des Français, les magistrats firent lever les ponts-levis et parurent vouloir se défendre; mais le général Neuwinger ayant fait diriger ses canons sur la porte de Sachsenhausen, les habitants s'empressèrent d'ouvrir leurs portes. On prit aussitôt possession de la ville, et Custine y laissa une garnison.

N° 469. PRISE DE KOENIGSTEIN (duché de Nassau, alors électorat de Mayence). 26 octobre 1792.

. . . .

Le 26 octobre le général Custine s'empara de Kœnigstein, petite place assez forte, située à peu de distance et au nord de Francfort-sur-le-Mein. Elle appartenait alors à l'électeur de Mayence, et fait aujourd'hui partie du duché de Nassau. Le général Meunier, auquel la défense en fut confiée, y soutint, en 1793, un siége de trois semaines, et la garnison française en sortit avec les honneurs de la guerre, sans être prisonnière.

N° 470. COMBAT DE BOUSSU.—3 novembre 1792.

. . . .

L'armée française, commandée par Dumouriez, était campée près de Quiévrain, derrière la Ronelle, sur le territoire français, mais son avant-garde occupait plusieurs villages sur le territoire alors autrichien et aujourd'hui belge. On se décida, assez imprudemment, à étendre ces cantonnements, et le 2 novembre 1792 le village de Thulin, qui était à quelque distance sur la gauche, fut occupé par deux ou trois bataillons belges au service de France, et composés en grande partie de déserteurs autrichiens. Le général Staray, qui commandait l'avant-garde autrichienne à Boussu, les y attaqua le lendemain avec de l'artillerie. Ils n'en avaient pas, et furent fort maltraités. Dumouriez résolut de venger cet affront, et dès le lendemain, 3 novembre, il se mit à la tête de son avant-garde, et la renforça d'une partie de la division du duc de Chartres, qui, débouchant par Quévrechin, devait opérer sur la droite de la chaussée, tandis que, sur la gauche, le village de Thulin devait être ataqué et repris, ce qui fut

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, t. II, p. 117.
(2) *Victoires et conquêtes*, t. I, p. 60.

(1) *Victoires et conquêtes*, t. I, p. 65.

fait. Le duc de Chartres n'éprouvant point d'obstacles dans sa marche, la continua en se dirigeant sur le moulin de Boussu, où les Autrichiens avaient une batterie retranchée, qui salua l'approche des troupes françaises d'un feu assez vif : cependant ce feu n'arrêta point leur marche. La colline fut gravie rapidement, et les Autrichiens se retirèrent à la hâte, en emmenant leurs pièces par le bois qui est derrière le moulin, où ils avaient fait des abatis qui furent à peine défendus.

Tandis que le duc de Chartres s'avançait ainsi sur la droite, Dumouriez, avec les généraux Beurnonville, Dampierre, Stengel et Henri de Frégeville, délogeait les Autrichiens de poste en poste, au centre et sur la gauche, et poussait le soir même ses avant-postes jusqu'à Saint-Ghislain, après s'être emparé du bourg de Boussu.

Dumouriez établit son quartier général dans l'auberge du Grand-Cerf, d'où le général Staray était parti depuis si peu de temps, que son souper allait être servi. En s'asseyant à la table qu'on avait préparée pour lui, Dumouriez dit à ses généraux et à son état-major : « Cette journée est si belle qu'elle doit mettre un terme à toutes les incertitudes. Que toute l'armée se mette en mouvement demain à la pointe du jour, et dans deux jours nous livrerons bataille à l'armée autrichienne sur les hauteurs de Mons, et nous la gagnerons. »

En effet cette bataille fut livrée et gagnée. C'est la bataille de Jemmapes.

N° 471. BATAILLE DE JEMMAPES.
6 novembre 1792.

Henri Scheffer (d'après H. Vernet). — 1835.

Lorsque l'armée du duc de Brunswick se retirait de la Champagne, Dumouriez avait prévu, avec la justesse ordinaire de son coup d'œil, que le corps autrichien de trente mille hommes qui en faisait partie, sous les ordres du général Clerfayt, se porterait rapidement sur Namur, Mons et Tournay, pour couvrir et défendre la Belgique. Ce qu'il avait prévu s'était accompli. Les deux colonnes de troupes françaises qu'il avait dirigées sur la Flandre, pendant son voyage à Paris, étaient parties du Chêne-Populeux le 10 et le 12 octobre : la première, sous les ordres du lieutenant général Beurnonville ; la seconde, sous ceux du lieutenant général duc de Chartres. Ces deux divisions, retardées dans leur marche par l'état des chemins, par le mauvais temps et surtout par le parc d'artillerie qu'elles amenaient avec elles, arrivèrent le 26 octobre, sous les murs de Valenciennes, presque en même temps que le général Clerfayt faisait entrer ses troupes dans Mons et dans Tournay.

Le général Dumouriez, en arrivant de Paris à Valenciennes, éprouva de grandes difficultés pour mettre son armée en état d'entreprendre la conquête de la Belgique ; car cette armée manquait de tout, et principalement d'habillements et de chaussures. Les manufactures de Sedan fournirent des draps dont on fit des capotes de diverses couleurs, et des réquisitions, faites de plusieurs côtés, procurèrent un certain nombre de souliers. Mais la difficulté principale était le manque de numéraire ; il n'y avait que des assignats, qui perdaient déjà beaucoup, et comme, aux termes des décrets alors en vigueur, ce n'était qu'en France qu'on pouvait payer l'armée en assignats, et qu'on était obligé de la payer en numéraire, ainsi que toutes ses fournitures, aussitôt qu'elle passait la frontière, le général Dumouriez se trouvait dans le plus grand embarras pour mettre son armée en mouvement et entrer en Belgique, où, de leur côté, les Autrichiens profitaient de chaque jour de retard pour ajouter à leurs retranchements et à leurs moyens de défense.

« Après avoir subvenu aux divers besoins des places fortes et du petit corps d'armée réuni à Lille, sous les ordres du général Labourdonnaye, le général Dumouriez organisa l'armée qui devait agir sous ses ordres immédiats. Cette armée se composait de quarante-huit bataillons d'infanterie, dont environ le tiers était d'anciennes troupes de ligne, et les autres, des volontaires nationaux de nouvelle levée. Pour les amalgamer le mieux possible, le général Dumouriez avait réglé son ordre de bataille de manière que chaque bataillon de ligne était placé au centre des deux bataillons de volontaires avec lesquels il était embrigadé, ce qui fut l'origine des *demi-brigades*, devenues depuis si célèbres.

» Il n'y avait d'autre cavalerie dans cette armée que des hussards et des chasseurs à cheval, qui formaient l'avant-garde avec quelques bataillons d'infanterie légère, sous les ordres des généraux Beurnonville et Dampierre ; plus, deux petits corps de flanqueurs de droite et de gauche, commandés par les généraux Stengel et Henri Frégeville. Le général Dumouriez partagea son corps d'armée en deux ailes, de vingt-quatre bataillons chacune. La droite était sous les ordres du duc de Chartres, qui la commandait comme lieutenant général, ayant sous lui les maréchaux de camp Desforêts, Drouet et Stetenhoff. La gauche devait être sous les ordres du lieutenant général Miranda et des maréchaux de camp Ferrand, Blottefière et Berneron ; mais le général Miranda n'étant pas encore revenu de Paris, le commandement de l'aile gauche fut dévolu au général Ferrand, qui était le plus ancien. Ces différents corps formaient un total d'environ vingt-sept mille hommes, non compris la division du lieutenant général d'Harville, campée sous Maubeuge, et forte de six mille hommes, mais qui n'arriva qu'après le gain de la bataille.

» Un petit combat, peut-être imprudemment engagé le 2 novembre 1792, près le village de Thulin, décida le général Dumouriez à renforcer son avant-garde d'une partie de la division du duc de Chartres, qui, opérant sur la droite, attaqua l'ennemi le 3, emporta le moulin de Boussu avec la batterie qui le défendait, tandis que les généraux Beurnonville, Dampierre, Stengel et Frégeville, délogeaient les Autrichiens de poste en poste, et les repoussaient jusqu'à Saint-Ghislain.

» Ce succès décida le général Dumouriez à ne pas différer davantage l'attaque générale sur la position de l'armée autrichienne devant Mons. L'armée française reçut le soir même l'ordre de se mettre en mouvement le lendemain, 4 novembre, à la pointe du jour. La journée du 4 et celle du 5 furent employées à se porter en avant ; cette marche fut pénible et laborieuse, surtout pour l'artillerie, les Autrichiens ayant pris la précaution de dépaver la chaussée et de couvrir la route des pavés isolés, en sorte qu'on fut obligé de marcher par la plaine, coupée par de nombreux fossés, et détrempée par les pluies ; et telle était l'ardeur des troupes, qu'indépendamment de vingt chevaux sur les pièces de gros calibre, les soldats s'y attelaient eux-mêmes pour les retirer du bourbier. Cependant, dans la soirée du 5, l'armée était au bivouac devant les hauteurs de Jemmapes.

» Le général Dumouriez avait fixé l'heure de l'attaque à midi, afin de donner à la division du général d'Harville le temps d'arriver de Maubeuge pour agir sur la droite de l'armée ; mais après une canonnade de trois heures, voyant que le régiment autrichien des dragons de Cobourg descendait au grand trot et paraissait se diriger sur notre artillerie, le général Dumouriez résolut de ne pas attendre le général d'Harville, et donna l'ordre à toute l'armée d'attaquer immédiatement. Aussitôt le duc de Chartres, qui commandait le centre, rompit sa division en colonnes de bataillons et marcha sur le bois de Flénu, qui couvrait le centre des Autrichiens. Il mit six de ses bataillons en réserve, et avec les dix-huit autres il culbuta l'infanterie légère autrichienne qui défendait les

abatis, traversa le bois et arriva sur le plateau. Mais l'infanterie autrichienne, soutenue par l'artillerie des redoutes qui tirait à mitraille, fit un tel ravage dans la tête des colonnes, qu'il devint impossible de les faire déboucher : elles rentrèrent dans le bois et le traversèrent rapidement dans le plus grand désordre. C'est là que furent frappés le colonel Dubouzet, du 104e régiment de ligne, qui fut tué sur la place; le général Drouet, qui eut les deux jambes emportées et mourut peu d'heures après; les colonels Dupont de Chaumont et Gustave de Monjoye, adjudants généraux, qui reçurent des coups de feu. Tout était perdu si les Autrichiens avaient su profiter de cet avantage momentané; mais leur infanterie resta immobile, et ils se contentèrent de lancer quelques hussards et quelques chasseurs à pied, qui ne parvinrent point à traverser le bois; en sorte que, tandis qu'ils étaient contenus par la résistance des deux bataillons du 83e (Foix), commandés par le colonel Champollon et le lieutenant-colonel Villars; du 98e (Bouillon), colonel Leclerc; du 29e (Dauphin), colonel Laroque, et de quelques autres, le duc de Chartres, formant derrière le bois une chaîne de chasseurs à cheval du troisième régiment, pour arrêter les fuyards, parvint enfin à les rallier. Ce fut alors que, leur adressant quelques-unes de ces paroles si puissantes sur le cœur du soldat, il fit succéder l'enthousiasme à la terreur. Les bataillons s'étaient mêlés; il en fit une colonne à laquelle il donna le nom de *bataillon de Mons*, y plaça les cinq drapeaux qu'il tenait dans ses bras, et dont les bataillons étaient dispersés; puis, renforcé des six bataillons qu'il avait mis en réserve à l'entrée du bois, il fit de nouveau battre la charge, et ces mêmes soldats, que la frayeur venait d'emporter un moment loin du champ d'honneur, attaquèrent avec intrépidité l'infanterie autrichienne qui remplissait l'intervalle des redoutes, y pénétrèrent la baïonnette en avant, et s'emparèrent d'une partie de l'artillerie ennemie, que la cavalerie autrichienne s'efforçait vainement de faire rentrer dans Mons. De ce moment la victoire n'est plus douteuse; les prodiges de valeur se multiplient dans nos rangs. A l'aile gauche, le colonel Thouvenot et le général Ferrand, qui eut un cheval tué sous lui; à l'aile droite, Beurnonville et Dampierre, à la tête du 19e (Flandre), colonel Desponchez, et lieutenant-colonel d'Armenonville; du 71e (Vivarais), colonel de Bannes, et des bataillons de Paris; Dumouriez, qui charge lui-même à la tête d'un escadron; partout enfin, les soldats français prodiguent leur sang et leur courage. L'ennemi, chassé de toutes les positions, abandonne enfin le champ de Jemmapes, en le laissant couvert de ses morts et de ses canons. »

« Le tableau d'Horace Vernet est une représentation fidèle de cette mémorable victoire; le paysage, peint d'après nature, est d'une parfaite exactitude. La houillère ou fosse de charbon de terre qui est incendiée, dans le coin droit du tableau, est celle du village de Frameries, devant lequel le spectateur est placé. On voit dans le fond la ville de Mons, le village de Cuesme et le village de Quarégnon sur la gauche. Le village de Jemmapes, qui a donné son nom à la bataille, est située entre Cuesme et Quarégnon; mais on ne l'aperçoit pas, parce qu'il est masqué par la colline sur laquelle l'armée autrichienne était retranchée. Le général Dumouriez, suivi de quelques officiers de l'état-major et d'un groupe d'ordonnances, est sur le premier plan. Il est arrêté dans son mouvement par la rencontre de quelques prisonniers autrichiens qu'on lui présente, et surtout par l'aspect du général Drouet, blessé, que des soldats portent à l'ambulance.

» Parmi les officiers qui suivent le général Dumouriez, on remarque le maréchal Macdonald, qui était alors un de ses aides de camp, et auquel la victoire devait donner un titre dans les champs de l'Italie; le général Belliard, qui était officier d'état-major, et que la gloire a tant de fois retrouvé sous nos étendards, le duc de Montpensier, qui était lieutenant-colonel adjudant général, et qui, du champ de bataille où il avait servi la patrie, devait passer dans les cachots de Marseille, dont il a laissé une peinture si touchante et quelquefois si énergique. Près du chirurgien qui rend compte au général Dumouriez de la blessure du général Drouet, un jeune guerrier attire l'attention par l'élégance de son uniforme et la grâce de sa figure : la douceur de ses regards, la délicatesse de ses traits révèlent une autre Clorinde; c'est la jeune Fernig, entraînée aux combats par l'enthousiasme de la liberté (1).

» On voit, sur un plan plus éloigné, l'attaque de la gauche de l'armée autrichienne par l'avant-garde française, sous les ordres du lieutenant général Beurnonville et du maréchal de camp Dampierre. Les dragons de Cobourg, après avoir été repoussés par l'infanterie française, sont chargés par le premier régiment de hussards (Berchiny), qui prit la redoute qu'on voit devant lui.

» On aperçoit dans le lointain la division du duc de Chartres, attaquant le bois de Flênu, et plus loin encore, quelques bataillons de celles du général Ferrand se portant sur l'extrême droite des Autrichiens.

» On se demande pourquoi le peintre a placé sur un point aussi éloigné le prince qui a contribué à cet important succès. Un fait l'explique : c'est que le tableau de la bataille où se signala le jeune duc de Chartres a été commandé par le duc d'Orléans. On doit aussi regretter que, dans cette magnifique composition, M. Horace Vernet n'ait pas eu la faculté de faire ressortir les traits d'une foule de nos guerriers qui, confondus dans les rangs à Jemmapes, ont prit bientôt après un si brillant essor vers les honneurs militaires, et dont la victoire a inscrit les noms sur les murs de toutes les capitales de l'Europe. Là étaient Davoust, depuis maréchal, prince d'Eckmühl; Mortier, duc de Trévise; Moreau, Serrurier, Jourdan, Augereau, Maison, Gérard, et ce général Foy, qui a laissé de si beaux souvenirs à la France (2). »

N° 472. ENTRÉE DE L'ARMÉE FRANÇAISE A MONS. 7 NOVEMBRE 1792.

BELLANGÉ.—1836.

Lorsqu'après avoir chassé l'armée autrichienne des hauteurs de Jemmapes, l'armée française découvrit la ville de Mons, qui se présentait devant elle, un cri général retentit aussitôt dans tous les rangs pour demander l'assaut : Dumouriez se crut obligé de résister à cette noble ardeur, et il eut raison, car l'assaut n'aurait eu aucune chance de succès. Cependant il fit sommer la place dans la soirée, et dans la nuit les Autrichiens l'évacuèrent entièrement. Le lendemain, 7 novembre, il se mit à la tête de quelques bataillons d'infanterie de la division du duc de Chartres, et se dirigea sur la porte de la ville, où une foule immense s'était réunie. Le général Dumouriez y fut reçu par le corps municipal, en ancien costume flamand, qui lui présenta les clefs sur un plat d'argent, en déclarant que la ville de Mons se mettait sous la protection de l'armée française. Derrière eux et sur deux files se trouvaient les capucins, les récollets et les communautés

(1) On voit aussi derrière elle, à cheval, son père, qui l'accompagna à Jemmapes. Il demeurait à Mortagne, et là, harcelé tous les jours par les maraudeurs autrichiens, il avait appris à ses filles à faire le coup de fusil. Lors de la formation du camp de Maulde, deux d'entre elles s'attachèrent à la fortune de Dumouriez. La troisième, qui est aujourd'hui la femme du général Guilleminot, était seule restée dans la maison paternelle.

(2) *Notices sur les tableaux du Palais-Royal*, par M. Vatout, t. IV, p. 322-330.

religieuses de la ville, qui réclamèrent également la protection du général en chef. Après quoi les troupes entrèrent dans la ville au milieu des acclamations des habitants.

N° 473. COMBAT D'ANDERLECHT. 13 NOVEMBRE 1792.

BELLANGÉ.—1836.

La victoire de Jemmapes avait décidé la conquête de la Belgique. Les villes ouvraient leurs portes sans résistance, et l'armée autrichienne ne songeait plus qu'à se retirer de l'autre côté de la Meuse, et même derrière la Roer. Cependant, toutes les fois que l'avant-garde française cherchait à entamer l'arrière-garde des Autrichiens, il s'engageait des combats plus ou moins vifs. Celui d'Anderlecht, près de Bruxelles, fut de ce nombre. Le village de Saint-Peters Woluve, sur la grande route, opposa une résistance qui ne fut surmontée que lorsque Dumouriez eut fait avancer une partie des divisions du duc de Chartres et du général d'Harville, pour renforcer son avant-garde, que ce jour-là il commandait en personne. Après que le village de Saint-Peters Woluve eut été enlevé par les troupes françaises, celui d'Anderlecht fut encore défendu par les Autrichiens, qui ne rentrèrent à Bruxelles qu'à la nuit. Alors le maréchal Bender envoya un trompette au général Dumouriez, pour lui demander que les troupes françaises n'entrassent dans Bruxelles que quand il ferait jour, ce qui fut accordé; et le lendemain, 14 novembre, l'armée française y fit son entrée solennelle.

N° 474. COMBAT DE VAROUX.—27 NOVEMBRE 1792.

VICTOR ADAM.—1837.

Le 27 novembre, à sept heures du matin, le général Dumouriez attaqua l'arrière-garde des Autrichiens commandée par le général Staray, qui devait couvrir Liége avec douze mille hommes. « Je n'en avais pas autant pendant une partie de la journée, dit le général Dumouriez dans sa relation officielle; mais lorsque l'armée nationale que je commande s'est déployée, l'ennemi a été successivement forcé à Rocoux, à Varoux, dans six villages et dans tous les retranchements. Le général Staray a été, dit-on, grièvement blessé. La brièveté du jour et la prudence m'ont empêché d'entrer le soir même dans la ville de Liége; j'y suis depuis neuf heures du matin, et il m'est impossible de peindre l'ivresse de ce brave peuple et l'accueil qu'il a fait à nos troupes (1). »

N° 475. ENTRÉE DE L'ARMÉE FRANÇAISE A LIÉGE. 28 NOVEMBRE 1792.

. . . .

« Les Français entrèrent à Liége le 28 et y furent reçus avec acclamations (2). »

N° 476. SIÉGE ET PRISE D'ANVERS. 29 NOVEMBRE 1792.

PHILIPPOTEAUX.—1837

Pendant les opérations militaires dont l'est de la Belgique était le théâtre, le corps commandé par le général Labourdonnaye avait reçu l'ordre de traverser la partie occidentale pour aller former le siége d'Anvers. Labourdonnaye envoya d'abord en avant les généraux Lamarlière et Champmorin, à la tête de l'avant-garde et de trois mille gendarmes. Ces deux généraux arrivèrent le 28 novembre, à quelques heures de distance, le premier par la rive droite et le deuxième par la rive gauche de l'Escaut. Le général Lamarlière, qui se trouva le premier au rendez-vous, fit prévenir de suite les magistrats d'Anvers de la présence des Français devant leur ville. A cette époque, la presque totalité des Belges, fatigués du joug autrichien, regardaient les Français comme des libérateurs, et les habitants d'Anvers le prouvèrent dans cette circonstance, en ouvrant leurs portes au général Lamarlière, et le recevant avec empressement dans leur ville. Les Autrichiens s'étaient déjà renfermés dans la citadelle, et paraissaient décidés à opposer une forte résistance.

« Le général Labourdonnaye arriva bientôt lui-même avec le reste de ses troupes, formant à peu près douze mille hommes: mais il fut bientôt remplacé dans son commandement par le général Miranda. Les travaux de siége devaient être dirigés par les officiers du génie Dejean et Marescot. L'artillerie était commandée par le capitaine Sénarmont, sous les ordres du général Guiscard. Les travaux offraient de grandes difficultés. L'armée de siége n'était pas familiarisée avec ce genre d'exercice. La pénurie des ingénieurs était telle, qu'on fut obligé de prendre des officiers d'infanterie pour diriger les travailleurs. Le sol, d'ailleurs, se refusait à ce qu'on donnât aux tranchées la profondeur nécessaire; on ne pouvait creuser à plus de deux pieds sans trouver l'eau, et on fut obligé de racheter sur la largeur le déblai destiné à former les parapets. Cependant l'ardeur des soldats français surmonta ces obstacles; ces ouvrages se trouvèrent terminés le 28 novembre. Les batteries commencèrent aussitôt à faire jouer leur feu. Par un hasard singulier, le premier boulet lancé emporta la table du gouverneur, au moment où ce dernier allait s'y placer pour dîner. Les assiégés inquiétaient et troublaient les travaux par un feu continuel; mais celui des Français fut si bien nourri et si bien dirigé, qu'au bout de quelques heures il alluma un violent incendie dans la citadelle. Deux corps de casernes et la moitié de l'arsenal devinrent la proie des flammes. Le gouverneur de la place, effrayé de ces ravages, envoya le capitaine Devaux demander une capitulation. Elle fut conclue le lendemain 29, et le même jour la garnison, forte de onze cents hommes, sortit de la place avec les honneurs de la guerre et la permission de se retirer au quartier général du duc de Saxe-Teschen. Cent deux canons, soixante-sept obusiers, treize cents fusils et d'abondantes munitions de guerre de tout genre, tombèrent entre les mains des Français (1). »

N° 477. SIÉGE DE NAMUR.—NOVEMBRE 1792.

INVESTISSEMENT DE LA PLACE.

. . . .

N° 478. SIÉGE ET PRISE DES CHATEAUX DE NAMUR. — 2 DÉCEMBRE 1792.

BOULANGER.—1837.

« Les deux généraux autrichiens Schroeder et Beaulieu s'étant retirés après le combat de Bois-d'Asche, Valence, dès le lendemain, 19 novembre, s'approcha de Namur pour en former le siége. Quelques volées de canon suffirent pour engager les habitants à ouvrir leurs portes. La garnison autrichienne, forte de six mille hommes, se jette dans la citadelle, décidée à s'y défendre courageusement. Cependant, le 20 no-

(1) Extrait du Moniteur.

(2) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. II, p. 243.

(1) *Victoires et conquêtes*, t. I, p. 81.

vembre, Valence la fait sommer de se rendre ; mais son commandant, Moitelle, répond qu'il connait son devoir, et qu'il saura garder la forteresse qui lui est confiée. Valence n'avait point avec lui d'artillerie de siége : il est obligé d'en faire venir ; elle n'arrive qu'à force de bras à travers les montagnes. Les batteries sont dressées et foudroient la place avec une infatigable activité. Secondé par la valeur des soldats qu'il commande, le général donne plusieurs assauts, et parvient à s'emparer des forts le Camus et la Cassate. De leur côté, les Autrichiens faisaient un feu terrible ; mais, malgré les décharges multipliées de la redoutable artillerie qui garnissait les remparts, les travaux de siége furent poussés avec tant de vigueur, que, le 29 novembre, la tranchée était ouverte, et déjà les boulets et les bombes écrasaient la citadelle. On savait que le fort Villate, qui défend le château, avait sous ses glacis des fourneaux préparés, en cas d'attaque de vive force, pour faire sauter les assiégeants. Le général Leveneur, qui commandait sous les ordres de Valence, conçoit le projet hardi de s'en emparer en surprenant la garnison et tournant le fort par sa gorge. Entre cette gorge et la citadelle il y avait une caponnière au chemin de communication, garnie de palissades et de parapets, à travers lesquels on arrive au fort par deux voûtes, dont une seule était gardée. A minuit, le 30 novembre, le général Leveneur sort de la tranchée, à la tête de mille deux cents hommes déterminés ; conduits par un déserteur autrichien, les Français franchissent les palissades dans le plus grand silence ; ils marchent à la première voûte, qui se trouve en effet déserte. A la seconde les sentinelles crient et font feu. Au même instant Leveneur, qui ne pouvait franchir la palissade, dit à un officier très-grand et très-fort, qui se trouvait à côté de lui : « Jetez-moi par-dessus. » L'officier le lance, en effet, de l'autre côté de la barrière et s'y précipite après lui ; plusieurs grenadiers s'empressent d'imiter leur général. Leveneur atteint le commandant du poste, qui cherchait à rassembler son monde : « Conduis-moi à tes mines, » lui crie-t-il d'une voix terrible et en lui appuyant son épée sur la poitrine. L'Autrichien hésite et balbutie quelques mots ; Leveneur lui répète son ordre en le pressant davantage : l'officier se décide à marcher. Le général arrache lui-même les mèches, les éteint et s'empare du fort Villate.

» Pendant cette action intrépide, le feu de la ligne assiégeante redoublait ; vingt-quatre canons, placés en batterie, produisent un effet si meurtrier, que le commandant Moitelle, désespérant de pouvoir se défendre plus longtemps, demande à se rendre ; et le 2 décembre il conclut avec le général français une capitulation par laquelle il est convenu que la garnison tout entière sortira avec les honneurs de la guerre, mais restera prisonnière, et sera dirigée dans l'intérieur de la France. Deux bataillons du superbe régiment autrichien de Kinsky et un de celui de Vierzet en faisaient partie. Valence s'empressa d'envoyer à la Convention les huit drapeaux déposés sur les glacis de Namur. Ils furent les premiers dont on fit hommage au gouvernement républicain (1). »

N° 479. PRISE DE BREDA. — 24 FÉVRIER 1793.

HIPP. LECOMTE. — 1837.

La guerre ayant été déclarée à l'Angleterre, le 1er février 1793, par le gouvernement français, il fut aussitôt arrêté que la neutralité de la Hollande cesserait d'être respectée. On savait que le gouvernement britannique ne manquerait pas de s'appuyer sur cette république, son alliée, et on résolut de le prévenir. Le siége de Maëstricht fut décidé, en même temps qu'une invasion au cœur de la Hollande. Dumouriez, qui avait conçu ce plan, fut chargé de l'exécuter. Le moment était pressant : la coalition qui venait de se former contre la France était la plus formidable qu'elle eût jamais eue à combattre. Il ne restait de puissances neutres que la Suède, le Danemark, la Porte Ottomane, la Suisse et les républiques de Venise et de Gênes. La France allait donc être attaquée à la fois au midi, par les armées espagnoles et portugaises ; sur les Alpes, par celles de l'Autriche et des puissances italiennes ; et sur toute la frontière, depuis Huningue jusqu'à la mer, par les armées autrichiennes, prussiennes, anglaises, hollandaises, réunies à toutes les forces de l'empire germanique. La Russie n'envoyait pas encore ses soldats ; mais elle était entrée dans la coalition, et devait prendre part à la guerre, si ses secours devenaient nécessaires. Ce n'était pas trop de toute la puissance et de tout le courage de la France pour tenir tête à tant et de si redoutables ennemis.

Toutes les forces françaises dans la Belgique étaient alors en cantonnements sur la Meuse et derrière la Roer. Le général Miranda fut chargé du siége de Maëstricht, avec les divisions du duc de Chartres sur la rive gauche, et du général Leveneur sur la rive droite de la Meuse, tandis que les généraux Valence et Lanoue étaient chargés de le couvrir.

Dumouriez devait commander en personne les opérations contre la Hollande. Il arriva le 10 février 1793 à Anvers. Il n'y trouva aucune des ressources qui lui étaient nécessaires : ni artillerie, ni munitions, ni magasins, rien enfin de ce que réclament les besoins d'une armée. Le corps de troupes qu'il parvint à y réunir était à peine de quinze mille hommes. Cependant il n'hésita pas à se porter en avant, et ce fut avec cette faible armée qu'il alla audacieusement attaquer Breda, et qu'il en commença le bombardement. Tel était le dénûment de sa petite armée, que le 24 février, à la pointe du jour, le général d'Arçon, qui dirigeait le siége, vint l'avertir que, si on ne ralentissait pas le feu, il manquerait de munitions à *deux heures*. « Tirez toujours, lui répondit Dumouriez, et surtout ne diminuez pas le feu, car ce serait avertir les Hollandais que nous allons être obligés de le cesser. » Cette résolution eut un plein succès. A onze heures, le général hollandais, comte de Byland, envoya un parlementaire pour demander à capituler. Aussitôt Dumouriez donna pompeusement l'ordre de cesser le feu ; la capitulation fut signée ; à *deux heures* les grenadiers français prenaient possession des portes de la ville. Breda était pris, et Dumouriez y trouvait une artillerie immense, un arsenal bien approvisionné, et les moyens de continuer la grande entreprise qu'il avait commencée avec tant de courage et de résolution.

N° 480. PRISE DE GERTRUYDENBERG.
5 MARS 1793.

HIPP. LECOMTE — 1837

Après la prise de Breda et de Klundert, le général Dumouriez se porta sur Gertruydenberg pour en faire le siége. Cette ville importante, dont il voulait faire une place d'armes qui protégeât son passage du Moërdyk, était dans le meilleur état de défense. Outre la forte garnison qu'elle renfermait, elle était hérissée de forts avancés, et entourée d'une multitude d'inondations, qui ne laissaient, pour arriver au corps de la place, que des digues enfilées par les feux de ses batteries. Cependant l'attaque fut conduite avec tant de vigueur, que, le lendemain de l'investissement, le fort de Steelinvo, qui n'était accessible que par une seule digue, et dont les inondations couvraient les approches, tomba au pouvoir des Français

(1) *Victoires et conquêtes*, t. I, p. 83.

Dumouriez s'empara ensuite du fort Donk, et battait en brèche celui de Spuy, situé sur la gauche de la place, lorsque, le 5 mars, le gouverneur hollandais demanda à capituler, et Gertruydenberg se rendit aux mêmes conditions que Breda.

Le général Dumouriez, outre des munitions considérables, trouva dans Gertruydenberg une marine qui aurait été suffisante pour opérer le passage du Moërdyk.

N° 481. COMBAT DE TIRLEMONT ET DE GOIZENHOVEN.—16 mars 1793.

Jouy. — 1836

Le 1er mars 1793, l'armée autrichienne, sous les ordres du feld-maréchal prince de Saxe-Cobourg, s'était mise en marche sur trois colonnes et avait passé la Roer. Contraintes de se retirer devant des forces supérieures, les troupes françaises s'étaient repliées sur la Meuse; la ville d'Aix-la-Chapelle avait été évacuée; le siége de Maëstricht avait été abandonné. Liége était retombée au pouvoir de l'armée impériale. Les revers que les Français venaient d'éprouver réclamaient la présence du général en chef, et Dumouriez, ayant remis au général Deflers le commandement du corps d'armée qui occupait Breda et Gertruydenberg, partit à la hâte pour Bruxelles, et le 12 mars il rejoignit à Louvain la grande armée française qui s'y trouvait sous les ordres des généraux Valence et Miranda. Ces deux chefs, se regardant comme indépendants l'un de l'autre, étaient peu d'accord entre eux, et le retour du général Dumouriez était d'autant plus nécessaire, que les troupes commençaient à tomber dans le découragement. Sa présence ranima tout, et lorsqu'il annonça à l'armée qu'elle allait reprendre l'offensive, cette nouvelle fut accueillie avec acclamations. En effet, ayant appris le 15 mars, par les rapports de son avant-garde, qui était à Cumptich sous les ordres du général Lamarche, que la grande armée autrichienne marchait sur lui, et que son avant-garde venait de s'emparer de Tirlemont, il résolut de la prévenir, et, faisant battre la générale le 15, à neuf heures du soir, il mit l'armée en mouvement. Elle marcha toute la nuit en plusieurs colonnes, et le lendemain 16 mars, à la pointe du jour, le général Dumouriez attaqua Tirlemont. Les Autrichiens s'y défendirent vigoureusement dans les rues, dans les maisons, sur la grande place; mais la ville finit par être reprise, et le général Valence déboucha vaillamment par la porte de Liége, quoiqu'elle fût enfilée par les batteries que les Autrichiens avaient établies sur la chaussée, et près des monticules ou tombes antiques, situés à droite de la grande route, en sortant de Tirlemont. Après avoir éteint le feu de ces batteries, l'armée continua son mouvement, et alla se déployer hors de Tirlemont, dans la plaine qui se trouve sur la droite de la chaussée de Saint-Tron. Le général Dumouriez ordonna d'attaquer sur-le-champ le village de Goizenhoven, où les Autrichiens étaient retranchés. Les deux premières attaques furent repoussées, mais à la troisième, le dix-septième de ligne (l'ancien régiment d'Auvergne), commandé par le colonel Marcel Dumas, fit une charge brillante à la baïonnette, et pénétra dans le village, qui fut bientôt emporté. Ce succès décida le mouvement rétrograde de l'armée autrichienne, qui repassa la petite Gette en plusieurs colonnes, et se retira sur la position de Nerwinde, où cent ans auparavant (le 29 juillet 1693) le maréchal de Luxembourg avait battu Guillaume III. Le même bonheur n'était pas réservé à Dumouriez, lorsque, deux jours après, il y livra bataille au prince de Cobourg.

N° 482. PRISE DU CAMP DE PÉRULLE. 19 avril 1793.

Adolphe Roehn.—1836.

Les ennemis, qui avaient été délogés de leur camp retranché de Pérulle le 17, revinrent en force dans la journée du 19, et s'ébranlèrent sur trois colonnes. L'attaque commença à deux heures. Ils furent reçus avec vigueur par les grenadiers des Bouches-du-Rhône et les chasseurs de Marseille, qui les culbutèrent, les poursuivirent, et, sans la nuit, qui termina le combat, eussent forcé leur camp pour la troisième fois depuis trois jours. Les ennemis eurent cent hommes tués et blessés, et vingt et un prisonniers; les Français n'eurent que trois hommes tués et onze blessés.

N° 483. COMBAT DU MAS DE ROZ. 17 juillet 1793.

Renoux.—1836 (1).

Lorsque, au commencement de l'année 1793, les armées de la république étaient entrées en campagne à la frontière du nord, l'Espagne, quoiqu'elle fît partie de la coalition, n'avait encore rien entrepris contre la France. On se flattait que sa faiblesse ne lui permettrait aucune démonstration hostile, et cependant elle s'épuisait en préparatifs de guerre. La Convention nationale se décida alors, comme toujours, à prendre une téméraire initiative, et elle déclara la guerre à l'Espagne. Mais la France, forcée de se défendre à chacune de ses frontières, ne pouvait songer à prendre l'offensive. Elle se réduisit à former des camps, et l'ombre même en existait à peine malgré les décrets de la Convention qui avaient ordonné la création de deux armées, des Pyrénées orientales et occidentales. Les généraux Deflers et Servan, investis de ces deux commandements, avaient à peine réuni sous leurs ordres quelques nouvelles recrues. Les chefs de l'armée espagnole, Ricardos et le comte de la Union, profitèrent de cette faible attitude de la France pour entamer la frontière des Pyrénées. Dagobert, incapable de tenir devant des forces supérieures, leur abandonna le fort des Bains et celui de Bellegarde, et aussitôt la terreur se répandit dans Perpignan. On s'attendait à y voir de jour en jour arriver l'armée espagnole. Cependant, après quelques hésitations, Ricardos se décida à attaquer le général Flers dans son camp du Mas de Roz, où il se tenait retranché.

« L'armée espagnole, après avoir laissé un corps d'observation devant les places de Collioure et Port-Vendres, qu'une escadre de quatorze voiles bloquait par mer depuis plusieurs jours, s'était ébranlée sur trois colonnes : l'aile droite, aux ordres du lieutenant général Cagigal, dans la direction de Niel; le centre, conduit par le marquis de las Amarillas, et l'aile gauche, commandée par le prince de Monteforte, sur les deux extrémités du village de Cauhoës. Ces trois colonnes s'élevaient à plus de quinze mille combattants; elles traînaient avec elles un train d'artillerie considérable. »

Le général espagnol, ayant investi le camp presque sur tous les points, commença ses attaques le 17 ; elles réussirent d'abord : les avant-postes français se retirèrent du Mas de Serres, où le lieutenant général espagnol Cagigal avait établi une grande batterie d'où il soutenait les attaques. « Cependant le chef de brigade Lamartillière, ayant mis en action la grosse artillerie du camp, foudroya en peu d'heures la grande batterie du Mas de Serres. Cagigal, ayant eu plus de moitié de

(1) Ce tableau a été exécuté d'après une esquisse faite dans le temps par M. Gamelin, peintre, qui suivait, à cette époque, l'armée des Pyrénées orientales. Cette esquisse est déposée à l'hôtel de la préfecture des Pyrénées-Orientales, à Perpignan.

ses pièces démontées, jugea prudent de retirer les autres, et n'en vint à bout qu'à force de bras. Dès que ce point important fut évacué, les Français y amenèrent quatre pièces, qui firent un feu très-vif contre les colonnes ébranlées. Cette canonnade augmentant de moment en moment son intensité, Ricardos ne voulut point hasarder l'assaut, et donna l'ordre de la retraite. A peine fut-elle prononcée que Dagobert s'élance hors du camp à sa poursuite, avec l'infanterie qui se trouve sous sa main; son adversaire, pour l'arrêter, prescrit à la Union de la couvrir avec sa cavalerie. Dagobert dirige aussitôt contre elle ses pièces de bataillon; mais, leur effet ne répondant pas à son ardeur, il ordonne à une brigade d'infanterie de charger ces escadrons à la baïonnette. »

Telle fut la glorieuse journée du 17 juillet, dans laquelle l'armée espagnole, bien supérieure à l'armée française, fut cependant contrainte de se retirer devant elle.

« Ce serait une grande erreur de juger son importance par les trophées recueillis sur le champ de bataille; elle produisit, à l'égard des Espagnols, l'effet que, dans la campagne précédente, Valmy avait opéré sur les Prussiens, et Jemmapes sur les Autrichiens : elle leur inspira plus de circonspection, en même temps qu'elle accrut la confiance et l'ardeur belliqueuse des jeunes volontaires des départements voisins (1). »

N° 483 *bis*. COMBAT DE LA FRÉGATE FRANÇAISE L'EMBUSCADE CONTRE LA FRÉGATE ANGLAISE LE BOSTON. — 30 JUILLET 1793.

GUDIN.

« La frégate *l'Embuscade*, commandée par le capitaine Bompard, avait été expédiée de Rochefort pour transporter le premier ambassadeur chargé de représenter la république française auprès du gouvernement des États-Unis. Vers la fin de juillet 1793, le capitaine Bompard se trouvait dans le port de New-York, attendant les instructions et les dépêches de l'ambassadeur pour retourner en France. Dans une croisière qu'il venait de faire, il avait capturé ou détruit plus de soixante navires anglais. Le commandant des forces navales britanniques stationnées dans les mers de l'Amérique septentrionale résolut de s'emparer d'une frégate qui avait fait tant de tort au commerce de sa nation. Il expédia à cet effet la frégate *le Boston*, commandée par le capitaine Courtenay, et armée d'une manière qu'il jugeait propre à assurer son succès, si elle en venait aux prises avec *l'Embuscade*.

» Depuis plusieurs jours *le Boston* était à son poste, épiant la sortie de la frégate française; mais celle-ci ne paraissait pas faire de préparatifs pour mettre à la voile. Impatient de voir arriver l'instant d'un triomphe qu'il regardait comme certain, le capitaine Courtenay s'arrêta à une idée que lui suggérèrent les sentiments chevaleresques qui de tout temps ont distingué la nation française. Il adressa au capitaine Bompard un cartel dans lequel il proposait un combat singulier entre *le Boston* et *l'Embuscade*.

» Le bruit courait alors à New-York qu'avant de venir prendre sa station devant ce port, le capitaine du *Boston* était entré à Halifax pour y augmenter son armement, qu'il avait échangé douze de ses canons de 12 contre autant de 18, qu'il avait ajouté à son artillerie deux caronades de 24 et vingt-deux pierriers, et enfin qu'il s'était composé un équipage de trois cent quatre-vingts hommes d'élite. On disait encore que les dames d'Halifax s'étaient cotisées pour donner une fête aux marins du *Boston*, et avaient promis une gratification de dix guinées à chaque matelot, si *l'Embuscade* était prise et amenée en triomphe à Halifax.

» Bompard, sans s'informer de la réalité de ces circonstances, qui devaient rendre la chance inégale, accepta le défi du capitaine anglais. Il se hâta de sortir du port, se mit à la recherche du *Boston*, et le 30 juillet, à cinq heures du matin, il le joignit en arborant le signal convenu pour se faire reconnaître. En ce moment les hauteurs voisines de la côte étaient couvertes de spectateurs, et quantité de citoyens de New-York, montés sur des bâtiments légers et même sur de frêles embarcations, avaient suivi *l'Embuscade* pour observer de plus près ce duel étrange. De part et d'autre on était parfaitement préparé; mais les deux frégates, parvenues à portée de fusil, continuaient de s'approcher sans brûler une amorce : c'était à qui ne tirerait pas la première. Enfin, ne pouvant plus maîtriser son impétuosité, le capitaine du *Boston*, contre l'usage des officiers de sa nation, commença le feu, et Bompard se trouva, en cette occasion, avoir l'avantage que les Anglais se réservent soigneusement. Après avoir reçu la bordée de l'ennemi, il lâcha la sienne et s'efforça par ses manœuvres de prendre les positions les plus avantageuses pour accabler la frégate anglaise. L'action ainsi engagée se prolongea pendant deux heures avec le plus grand acharnement; mais la victoire, si vivement disputée, demeura au pavillon français. *Le Boston*, en partie démâté et désemparé de toutes ses voiles, ayant eu son capitaine tué et tous ses officiers blessés, prend la fuite. *L'Embuscade* le poursuit pendant plus d'une heure; mais à raison de l'état de délabrement des agrès et des voiles, la poursuite aurait nécessairement été longue, et la mission de Bompard ne lui permettait pas de trop s'éloigner de New-York. Il leva la chasse, et, escorté de la petite flottille de curieux qui était sortie sur les traces de *l'Embuscade*, il rentra dans le port aux acclamations des habitants de la ville et de la campagne, accourus de toutes parts pour le féliciter de sa victoire.

» Une des sociétés populaires de New-York fit frapper une médaille d'or en commémoration de ce brillant combat, et la décerna solennellement au capitaine Bompard.

» Ce brave officier ne tarda pas à recevoir une autre récompense. Le contre-amiral Sercey, parti de Saint-Domingue après l'incendie du Cap, vint relâcher à New-York avec une division navale, et donna à Bompard le commandement du vaisseau de soixante et quatorze canons *le Jupiter* (1). »

N° 484. BATAILLE DE HONDSCHOOTE. 8 SEPTEMBRE 1793.

EUG. LAMI. — 1836.

L'Angleterre, ayant conclu des traités particuliers avec la Prusse, l'Autriche, la Sardaigne, l'Espagne, les Provinces-Unies et le roi des Deux-Siciles, s'était placée à la tête de la coalition. L'impératrice Catherine y était entrée activement, et les flottes de la Russie avaient contraint la Suède et le Danemark à renoncer aux droits des neutres. Ainsi, vers la fin de l'année 1793, la France, menacée au dedans par l'insurrection de la Vendée, voyait en même temps, au dehors, l'Europe entière armée contre elle. Sa situation paraissait désespérée. La levée en masse et d'autres mesures énergiques décrétées par la Convention la sauvèrent.

En face des armées coalisées qui, en six mois, avaient reconquis la Hollande et la Belgique tout entières, avaient repris Mayence et s'étaient emparées de Condé et de Valenciennes, la république française n'avait plus qu'une armée découragée, retranchée dans le camp de Gavarelle. Le général Houchard fut envoyé à cette armée pour en prendre le commandement. Il laisse le prince de Cobourg et le duc d'York séparer leurs forces pour se porter, l'un sur le

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, t. III, p. 321-327.

(1) Travaux de la section historique de la marine.

Quesnoy, l'autre sur Dunkerque ; et, décidé à obéir aux injonctions du comité de salut public, qui lui écrit que *le salut de la république est dans cette dernière ville*, il manœuvre pour occuper l'ennemi jusqu'au moment où lui arriveront les renforts qu'il attend de l'armée du Rhin, et qui le mettront en état de l'attaquer. Puis, après que Jourdan est allé secourir Lille, et que lui-même a rassemblé à Cassel ses moyens d'action, il marche sur Dunkerque pour en opérer la délivrance.

« Le 6 septembre, au matin, l'armée française se met en mouvement. Le général Dumesnil, avec sa division, est chargé d'observer la garnison d'Ypres. L'avant-garde, aux ordres du général Hédouville, estimée à dix mille combattants, doit s'avancer sur Rosbrugge pour menacer la retraite des alliés. Jourdan se porte avec la sienne sur Hout-Kerke ; l'ennemi en est délogé par la brigade Collaud, qui se dirige ensuite vers Proven pour faciliter les attaques du général Hédouville sur Poperingue et Rosbrugge ; Houchard conduit lui-même le reste des troupes de Jourdan par la route de Herzeele. Le général Landrin, avec une division, contient Walmoden sur la gauche, dans les environs de Wormhout. »

Le général Jourdan, qui avait précédé l'armée, venait d'enlever le poste de Rosbrugge le 7 septembre ; tout se disposait pour une action générale. Le général Souham, renfermé dans Dunkerque, reçut l'ordre de faire des sorties pour inquiéter l'ennemi, « et le 8 au matin l'armée française se mit en mouvement, la droite, commandée par Hédouville et Collaud, entre Bevern et Killem ; le centre, commandé par Jourdan, en avant de Killem ; la gauche, entre ce village et le canal de Furnes. Les deux armées se trouvèrent ainsi engagées de front, et le seul corps du colonel Leclerc, parti de Bergues, dut se porter sur le flanc droit de l'ennemi.

» Jourdan, s'avançant contre Hondschoote, donna sur le taillis qui couvrait la position ennemie, et où les tirailleurs s'engagèrent vivement ; les deux partis envoyèrent successivement le gros de leurs forces au soutien. Le régiment de Brentano et une brigade hessoise y furent maltraités ; le général Cochenhausen étant blessé à mort, ses troupes se virent enfin obligées de l'abandonner.

» Les retranchements à la droite ayant été aussi emportés par les gendarmes à pied, le général Walmoden, qui remplaçait le maréchal Freytag, ordonna la retraite : celle de la droite s'effectua par Houtem sur Furnes, la gauche se retira par Hoghestade en longeant le canal de Loo. L'armée prit une position en crochet pour couvrir le corps du siége ; elle s'appuya, la droite à Bulscamp, la gauche à Steenterque.

» Les alliés perdirent, dans ces trois journées, près de trois mille tués, blessés et prisonniers ; la perte des Français fut à peu près égale. Les généraux Jourdan et Collaud y furent blessés (1). »

Le duc d'York, s'étant retiré sur son camp de Furnes dans la nuit qui suivit cette bataille, abandonna son artillerie de marine et une partie de ses équipages.

N° 485. BATAILLE DE PEYRESTORTES. 17 SEPTEMBRE 1793.

RENOUX. — 1836 (2).

Les premiers succès obtenus le 17 juillet au Mas de Roz n'avaient pas eu de suite, et l'armée des Pyrénées orientales, composée de nouvelles recrues, ne pouvait opposer qu'une faible résistance aux troupes espagnoles du comte Ricardos, qui avaient envahi le territoire français. « Leur droite masquait Collioure, Port-Vendres et Saint-Elme ; leur centre occupait Mas d'Eu, Truillas et Pontella ; leur gauche, prolongée le long du Tet, venait s'appuyer au camp de la Perche, qui observait Mont-Louis. » Par suite de ces manœuvres, Villefranche était tombée au pouvoir du général espagnol, et malgré les avantages partiels remportés par Dagobert dans la Cerdagne, la marche de l'ennemi n'avait pas été retardée, et la ville de Perpignan était menacée.

« Après la prise de Villefranche, les ennemis passèrent le Tet et se portèrent de Thuir à Peyrestortes ; ils établirent leur camp sur les hauteurs au sud du village. La communication avec Narbonne fut interceptée, les Français rejetés sur Salces et dans la place de Perpignan, contre laquelle des batteries, élevées au Vernet, lancèrent des boulets.

» Dans la nuit du 17 au 18, le général d'Aoust résolut d'enlever ce camp, où dix mille hommes d'infanterie et deux mille de cavalerie étaient protégés par des retranchements et quarante pièces de canon. On tira six mille hommes du camp de l'Union, et à peu près le même nombre de la garnison de Perpignan et du corps de Salces. L'affaire réussit au delà de toute espérance : tentes, canons, équipages, tout resta en notre pouvoir. La perte de l'ennemi fut énorme ; la nôtre eût été insignifiante, si, par une fatale méprise assez ordinaire dans les combats de nuit, et surtout avec des hommes de nouvelle levée, le corps de Salces n'eût fusillé longtemps celui venu de Perpignan. Les Espagnols repassèrent le Tet, et le champ de bataille, depuis cette époque, fut transporté entre le Tech et les montagnes de la frontière, jusqu'à ce que, l'arrivée de Dugommier rétablissant l'équilibre des forces, l'armée française, après des succès éclatants, envahit à son tour le territoire espagnol (1). »

N° 486. ENTRÉE DE L'ARMÉE FRANÇAISE A MOUTIERS.—4 OCTOBRE 1793.

CL. BOULANGER.—1836.

Toulon étant tombé au pouvoir de la flotte anglaise, le roi de Sardaigne crut le moment favorable pour rentrer en possession de ses états, dont une partie avait été envahie par les armées de la république. Il se rendit à Fontan, où il trouva ses troupes réunies, et donna aussitôt l'ordre d'attaquer l'armée française sur tous les points. Déjà les Français, pressés par un ennemi supérieur en nombre, avaient été repoussés de toute la Maurienne, lorsque Kellermann arriva à Chambéry pour prendre le commandement et s'opposer aux progrès de l'ennemi. Kellermann n'avait sous ses ordres qu'une faible armée de douze mille hommes ; le roi de Sardaigne n'en comptait pas moins de vingt mille. Après avoir livré, le 11 septembre, les combats d'Argentines et d'Espierre, dans lesquels il repoussa les troupes sardes, commandées par le général Gordon, et s'être emparé, le 15, du col de la Madeleine, Kellermann força le général Gordon à se retirer sur Saint-Michel.

« Deux petites colonnes renforcées de gardes nationales s'emparaient, sur sa droite, des vallées de Sallenche et de Beaufort, ainsi que des hauteurs du Mont-Cormet ; le détachement piémontais, qui avait si vaillamment attaqué Saint-Martin au commencement de l'invasion, s'enfuit dispersé jusqu'au Saint-Bernard.

» Alors les petites colonnes de gauche descendirent sur Saint-Maurice, vers lequel le corps de bataille, conduit par Kellermann, se dirigea de son côté par Moutiers et Ayme, afin de ne pas lui laisser le temps de s'établir au pied des versants de

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. IV, p. 60.

(2) Ce tableau a été exécuté d'après une esquisse faite dans le temps par M. Gamelin, peintre, qui suivait, à cette epoque, l'armée des Pyrénées orientales. Cette esquisse est déposée à l'hôtel de la préfecture des Pyrénées-Orientales, à Perpignan.

(1) Note communiquée par la préfecture des Pyrénées-Orientales.

la Savoie, et de le rejeter entièrement sur les Alpes. Le 4 octobre, les Sardes furent attaqués, et forcés, par une artillerie supérieure, à se retirer sur le Petit Saint-Bernard (1). »

Le prince de Montferrat ayant évacué la ville de Moutiers, le général Kellermann en prit aussitôt après possession.

N° 487. BATAILLE DE WATIGNIES.

16 OCTOBRE 1793.

Esq. Lami. — 1836.

La victoire de Hondschoote, qui avait excité en France des transports d'allégresse, et enflammé l'enthousiasme national, n'avait eu, au reste, d'autre résultat que la levée du siége de Dunkerque. Les frontières restaient ouvertes, et les ennemis ralliés les menaçaient encore. Tandis que le duc d'York, après avoir recueilli ses débris, tenait la campagne entre Ypres et Tournay, avec cinquante mille Anglais, Hollandais et Hanovriens, le prince de Cobourg, à la tête d'une armée de soixante et dix mille Autrichiens, poursuivait ses succès. Le 11 septembre, il avait forcé le Quesnoy à capituler, malgré les secours qu'on avait essayé d'y introduire, et, quatre jours après, Beaulieu avait dispersé, près de Billeghem, les troupes de Houchard, égarées par une terreur panique. C'est dans ces circonstances que la Convention nationale rendit le terrible décret par lequel elle ordonnait à ses généraux de vaincre avant le 20 octobre. Jourdan fut mis à la place de Houchard, à la tête de l'armée du Nord, et Carnot s'y rendit en personne pour imprimer aux opérations une plus puissante unité. Avant tout il fallait débloquer le corps de l'armée des Ardennes qui était enveloppé par l'ennemi dans le camp retranché de Maubeuge.

« Déjà le défaut de vivres s'y faisait vivement sentir; les troupes étaient réduites depuis le 10 à moitié de la ration, les hôpitaux, établis seulement pour la garnison ordinaire, se trouvaient encombrés. L'abattement avait succédé au premier mouvement d'enthousiasme. Pour comble d'embarras, l'ennemi démasqua ses batteries, dans la nuit du 14 au 15, à si grande proximité, qu'elles jetèrent la terreur dans la ville. On pouvait tout craindre de la disposition des esprits.

» Instruit de ces événements, Jourdan, investi d'une portion de la dictature du comité de salut public, jugea toute l'importance de voler au secours d'un corps considérable qui, malgré les ouvrages dont il était protégé, menaçait de ne pas se soutenir longtemps.

» Son premier soin fut de rassembler à Guise une armée de quarante-cinq mille hommes tirée des camps de Gavarelle, de Cassel et de Lille. Redoutant d'exposer une partie de la frontière aux coups de l'ennemi, il laissa dix mille hommes à Gavarelle pour couvrir Arras, et quarante mille environ furent employés à garder la ligne depuis Douai et Lille jusqu'à Dunkerque. »

Il appela cinq mille hommes de l'armée du Nord, et, à la tête de ce corps de quarante-cinq mille hommes, il marcha à l'ennemi pour entreprendre de délivrer Maubeuge.

« Jourdan, dit l'auteur des Campagnes du Nord (2), avait fait un long détour pour dérober sa marche aux ennemis, et ses divisions s'avançaient par la route d'Avesnes, tandis que cinq mille hommes de l'armée des Ardennes, qui étaient restés dans les environs de Philippeville, sous le commandement du général Elie, manœuvraient pour venir se rallier à sa droite. »

Les alliés, prévenus de la marche de l'armée française, avaient réuni leurs moyens de défense. Le 14 octobre, les

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. IV, p. 202-203.

(2) Page 234.

avant-postes du corps de l'armée du comte de Clerfayt, qui défendait la route d'Avesnes, eurent quelques engagements; ils se replièrent pendant la nuit sur le corps principal du prince de Cobourg.

» Ses positions étaient formidables. Renforcé par deux divisions hollandaise et hanovrienne que commandait le prince d'Orange, le prince de Cobourg présentait à cinquante mille Français une ligne de quatre-vingt mille combattants. Postés sur des collines boisées, ils étaient couverts par des fossés palissadés, par des abatis immenses, par des retranchements hérissés d'artillerie, qui doublaient leurs forces (1). »

Cependant le prince de Cobourg avait placé les Hollandais, au nombre de douze mille, sur la rive gauche de la Sambre, et s'attachait à faire incendier les magasins de Maubeuge pour augmenter la disette. En même temps il avait porté le général Collardo sur la rive droite, et l'avait chargé d'investir le camp retranché. En avant de Collardo, Clerfayt, avec trois divisions, formait le corps d'observation, et devait s'opposer à la marche de Jourdan. Les coalisés comptaient à peu près soixante-cinq mille hommes.

Il fallait que Jourdan, avec ses quarante-cinq ou cinquante mille hommes de nouvelles recrues, encore mal organisées, attaquât cette armée, si supérieure par le nombre et la discipline, dans les formidables positions qu'elle occupait. Une première attaque eut lieu dans la journée du 15 octobre. Dirigée sur les trois points de Saint-Waast, Dourlers et Watignies, elle ne réussit que sur le dernier, qui était le plus faible. Mais les Français y avaient gagné de mieux connaître la position de l'ennemi, et il fut résolu que l'attaque du lendemain, qui devait être décisive, se porterait sur Watignies, d'où l'on se rendrait infailliblement maître de Dourlers.

Le 16 au matin, l'action commença. Jourdan, avec les commissaires de la Convention, s'était transporté à l'aile droite.

« Par ses ordres, la division Beauregard, rappelée de sa position trop lointaine d'Eules, dut se rabattre sur Obrechies; le général Duquesnoy, renforcé, reçut l'ordre d'aborder le camp de Watignies sur trois colonnes, par Choisy, Dimechaux et Dimont. Le corps des Ardennes, sorti de Philippeville, devait continuer sa démonstration sur Beaumont, mais sans trop s'engager.

» Ces attaques, combinées avec sagesse et ensemble, eurent le succès qu'on a raison de se promettre toutes les fois qu'on applique les principes de l'art; Watignies est bientôt enlevé par un effort concentrique, auquel le général Terzy ne saurait rien opposer. L'infanterie débouche de ce village, attaque à revers les grenadiers autrichiens qui défendaient la lisière du bois et se liaient au centre de Clerfayt; elle les met dans l'obligation de se retirer, la baïonnette basse, jusque sous le bois du Prince : la cavalerie accourt au soutien, et menace à son tour les bataillons un peu ébranlés des républicains. Mais douze pièces, heureusement placées par Jourdan, et conduites par le frère de Carnot, semant l'épouvante dans les escadrons ennemis, les obligent à la retraite sur Beaufort (2). »

« Cependant, au milieu de cette attaque si heureusement combinée, le général Beauregard avait seul mal réussi. Surpris par une brigade autrichienne, il s'était exagéré la force de l'ennemi, et sa division s'était mise en désordre. Le prince de Cobourg ne sut pas profiter de cet avantage : il laissa Jourdan rallier ses bataillons dispersés, et les ramener au feu avec le reste de l'armée. Craignant d'ailleurs que les vingt mille hommes du camp de Maubeuge ne vinssent s'unir à l'armée française et achever la défaite de l'armée impériale, il se hâta de passer sur la rive droite de la Sambre, malgré l'arrivée du

(1) *Campagnes du Nord*, par M. Viennet, t. I, p. 235.

(2) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. IV, p. 131.

duc d'York, qui accourait à marches forcées du côté de la rive gauche. Maubeuge fut ainsi délivré par la victoire de Watignies, comme Dunkerque l'avait été par celle de Hondschoote.»

N° 488. COMBAT DE GILLETTE.—19 OCTOBRE 1793.

ALPHONSE ROEHN.—1836.

« Huit mille Austro-Sardes, aux ordres du général de Wins, venaient de descendre par la vallée de la Blure sur Gillette et le Broc. Le général Dugommier, qui commandait les troupes dans cette partie, avait son quartier général à Utelle. Le but du général ennemi, en s'emparant de ces deux postes, surtout de celui de Gillette, était d'y former des magasins et d'en faire la base de ses opérations ultérieures. Étant maître de passer le Var à volonté, il pouvait se porter sur les derrières du corps français occupant le comté de Nice, faire une pointe en France, et couper les communications avec l'intérieur. Gillette fut donc occupé par quatre mille Autrichiens, Croates et Piémontais, et six pièces de canon. Dugommier, à la nouvelle de cette invasion, prend avec lui trois cents chasseurs et grenadiers, confie la défense d'Utelle à l'adjudant général Despinois, et fait passer l'ordre au chef de bataillon Martin de marcher de Broc sur Gillette. Martin surprend l'ennemi dans le village de la Roque, qu'il était occupé à piller, l'en chasse, et délivre une compagnie de son bataillon, qui s'était retranchée dans un vieux château auprès du village, quand les Austro-Sardes s'étaient présentés pour s'emparer de ce village. Quatre-vingt-huit Autrichiens furent faits prisonniers dans cette attaque partielle. Dugommier, qui venait de faire une marche de sept lieues pendant la nuit, et qui, chemin faisant, avait réuni tous les détachements qui se trouvaient sur son passage ou à proximité, se trouve en présence de l'ennemi, le 19 octobre, au point du jour. Il n'avait pas mille hommes sous ses ordres; mais cette grande infériorité ne l'arrête point. Il attaque avec la plus grande impétuosité et culbute les Austro-Sardes, qui le croyaient bien éloigné. Tout cède à ce choc aussi vigoureux qu'imprévu. Gillette est évacué; l'artillerie, les munitions, les tentes du corps d'armée du général de Wins restent au pouvoir des Français. Huit cents morts, sept cents prisonniers, sont le résultat du combat; la Provence est garantie d'une invasion, et la sûreté des troupes françaises dans le comté de Nice n'est point compromise (1). »

N° 489. SIÉGE DE TOULON. — 8 OCTOBRE 1793.

INVESTISSEMENT DE LA PLACE.

. . . .

N° 490. PRISE DE MENIN. — 24 OCTOBRE 1793.

VICTOR ADAM.—1836

Le général Souham, qui commandait le camp de la Madeleine, près Lille, reçut, immédiatement après la bataille de Watignies, l'ordre de se mettre en marche. Il partit avec les brigades Macdonald, Michel et Dumonceau, et se porta sur les routes de Menin, de Werwick et de Tournay. Le 23 il s'empara des villages de Wilhem et de Sailly. Macdonald entra dans Werwick, et le 24 Dumonceau s'empara de Menin, pendant que Michel forçait les retranchements de Nèchin et de Templeuve, sur la droite du camp de Cisoing (2).

(1) *Victoires et conquêtes*, t. VIII, p. 98-99.
(2) *Campagnes du Nord*, par M. Viennet, p. 246.

N° 491. REPRISE DE LA VILLE ET DU PORT DE TOULON. — 19 DÉCEMBRE 1793.

PÉRON.—1836.

La ville et le port de Toulon étaient tombés au pouvoir de la flotte anglaise. L'amiral Hood, sentant bien qu'on ne le laisserait pas longtemps paisible possesseur d'une position aussi importante, s'empressa de la mettre en état de défense. Toutes les fortifications de la ville furent réparées et augmentées, et on y débarqua un corps nombreux de troupes anglaises, espagnoles ou napolitaines, dont le commandement fut donné au général anglais O'Hara.

« Vers la fin de novembre, le général Dugommier, divisionnaire de l'armée des Alpes, fut investi du commandement en chef de l'armée de siége, alors composée de vingt-cinq à vingt-huit mille hommes, dont un tiers de recrues. L'artillerie ne lui manquait pas, mais la disette de poudre se faisait sentir. A son arrivée, le nouveau général en chef convoqua un conseil où l'on décida, vu la faiblesse des moyens de l'armée assiégeante, qu'on commencerait par attaquer la redoute anglaise située sur la hauteur, à l'ouest de l'Éguillette, la montagne de Faron, et enfin le fort Malbousquet, tandis qu'on ferait vers la gauche une démonstration sur le cap Brun; on devait ensuite attaquer le corps de place, si la fortune se montrait favorable.

» Bientôt le chef de bataillon Bonaparte, commandant en second l'artillerie de siége, établit sur la colline des Arènes une batterie de six pièces de vingt-quatre, qui commença à tirer contre le fort Malbousquet. »

Cette batterie inquiétait les assiégés : ils tentèrent une sortie le 30 novembre; on se battit avec acharnement, le général anglais O'Hara fut blessé et fait prisonnier. Le général en chef Dugommier reçut également deux coups de feu, qui ne le mirent cependant pas hors de combat. Il résolut d'attaquer la redoute anglaise, et reconnut l'ouvrage conjointement avec les chefs du génie et de l'artillerie, Marescot et Bonaparte.

« Cette formidable redoute, élevée au milieu de la langue de terre appelée l'Éguillette, formait le centre d'une ligne de retranchements et d'abatis qui couvraient un camp d'environ cinq mille hommes, anglais et espagnols. Les Anglais l'avaient baptisée *le petit Gibraltar*. Elle consistait en un vaste ouvrage, d'un profil fort élevé, et dont l'escarpe était revêtue en pierres sèches, environnée d'un large fossé; elle avait été élevée sur les dessins d'un ingénieur français, et on la croyait imprenable (1). »

La redoute fut enlevée dans la nuit du 16 au 17 par les généraux Labarre et Victor; l'attaque du fort Faron, confiée au général Lapoype, suivit bientôt. Cette attaque fut également couronnée de succès. Dans la journée du 18, les forts des Pommets, de Saint-Antoine, de Saint-André, de Malbousquet, le camp de Saint-Elme, furent successivement évacués, et il ne resta plus aux alliés que le fort Lamalgue. Enfin, dans la nuit du 18 au 19, toute l'armée combinée dut évacuer la ville, mais en se retirant elle entreprit d'incendier la flotte française et mit le feu à l'arsenal.

« Des trente et un vaisseaux de ligne et vingt-cinq frégates qui se trouvaient à Toulon au moment où les alliés y entrèrent, seize vaisseaux et cinq frégates devinrent la proie des flammes, ou en furent fortement endommagés; trois vaisseaux et neuf frégates furent emmenés, sept vaisseaux et onze frégates restèrent intacts dans la darse.

» L'armée française entra à Toulon le 19 décembre, et son premier soin fut d'arrêter les progrès de l'incendie (2). »

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. IV, p. 221.
(2) *Ibid.*, p. 226.

N° 492. COMBAT DE WERDT.—22 DÉCEMBRE 1793.

VICTOR ADAM.—1836.

L'armée prussienne, commandée par le duc de Brunswick et le général Wurmser, avait de nouveau passé la frontière. Les lignes de Weissembourg avaient été forcées; Landau était investi; les armées du Rhin et de la Moselle n'avaient plus de chefs. On nomma Pichegru au commandement de la première, et Hoche, qui s'était distingué pendant le siége de Dunkerque, fut placé à la tête de la seconde, avec l'ordre de délivrer la place de Landau.

Les premières tentatives du général Hoche pour secourir la place assiégée avaient été infructueuses; mais loin de se décourager, il redoublait d'efforts, lorsque enfin il fut rejoint « par les premières colonnes de la division des Ardennes. Il déboucha des Vosges, le 22 décembre, avec trois divisions de l'armée de la Moselle, et écrasa le corps du général Hotze à Freschweiler et à Werdt: il parvint, à la faveur d'un brouillard épais, à lui enlever plusieurs redoutes garnies de vingt pièces de canon, à détruire quatre bataillons qui les gardaient, le contraignit ainsi à quitter les hauteurs importantes de Lieb-Frauenberg, et obligea la division prussienne postée à Lembach à se retirer sur le Pigeonnier, près de Weissembourg. Le reste de l'armée de Wurmser fut alors contraint à quitter la position de la Motter, où il eût été compromis, et à se retirer derrière la Surbach, après avoir jeté garnison à Fort-Vauban (1). »

N° 493. COMBAT DU GEISBERG. 28 DÉCEMBRE 1793.

EUG. LAMI —1837.

« Immédiatement après ce premier succès dans les gorges, les armées de la Moselle et du Rhin s'avancèrent de concert contre Wurmser, qui, déjà débordé sur la Surbach, prit le parti de se retirer le 24 derrière Weissembourg, où il fut suivi pied à pied. »

Les deux armées du Rhin et de la Moselle venaient d'être réunies et mises sous le commandement de Hoche. Il se dispose sur-le-champ à reprendre Weissembourg. « Il marche à la rencontre de l'ennemi sur trois colonnes; la droite de l'armée du Rhin, aux ordres de Desaix, assaillit Lauterbourg et l'emporta; la division Michaud se dirigea sur Schleithal; celles de Ferino, Hatry et Taponier, réunies au centre, marchèrent sur le Geisberg et Weissembourg, tandis que les divisions de l'armée de la Moselle durent tourner la droite des Prussiens par les gorges des Vosges. Si les alliés avaient quelque intérêt à reprendre l'initiative, dès qu'ils se voyaient prévenus par l'ennemi, ils n'étaient nullement en mesure d'accepter une bataille défensive sur la droite de la Lauter. L'avant-garde, de sept bataillons et seize escadrons autrichiens, se trouva néanmoins engagée entre Schleithal et le Geisberg: tournée par sa gauche, elle se rejeta sur cette hauteur, où elle fut abordée par la division Ferino et rejetée sur Weissembourg. La retraite se fit en désordre (2). »

L'occupation instantanée de Weissembourg pouvait être désastreuse pour les coalisés, et elle était imminente. Mais le duc de Brunswick, qui était au Pigeonnier, accourut sur ce point, « prit avec lui une brigade prussienne, et rejoignant d'une course rapide les huit bataillons autrichiens de Wartensleben, il leur communiqua sa résolution et son courage, et revint avec eux contre les hauteurs de Roth. La division Hatry ne peut résister à la vigueur du premier choc, et cède un moment à l'impétuosité de Brunswick. Hoche y conduit à son tour les brigades de Lefebvre et de Taponier, et fait ordonner à la cavalerie du général Donnadieu de charger les flancs de la colonne ennemie; mais cet ordre n'est point exécuté.

» Cependant le duc de Brunswick oppose un obstacle invincible aux divisions qui l'assaillent. Ses bataillons et ses bagages, chassés du Pigeonnier, se replient sur Weissembourg, sous la protection de l'arrière-garde, dont sa présence soutient le courage. Brunswick et Wartensleben y laissent la moitié de leurs soldats; mais ils sauvent le reste de l'armée et ne se replient enfin que lorsqu'ils n'ont plus à sauver que les débris de leur colonne.

» Toute la ligne ennemie fut enfoncée. Hoche, Ferino et Taponier entrèrent dans Weissembourg, et la forteresse fut débloquée le 28 décembre (1). »

N° 494. COMBAT DE MONTEILLA.—10 AVRIL 1794.

RENOUX.—1837.

Vers la fin de décembre 1793, l'armée des Pyrénées orientales s'élevait à moins de trente-cinq mille hommes, tous malades, dit Jomini, dans les cantonnements ou dans les hôpitaux. Dugommier, qui la commandait en chef, employa l'hiver à la réorganiser.

Dès le 27 mars il ouvrit la campagne. « L'armée fit un mouvement général pour attaquer l'armée espagnole. La droite, aux ordres du général Augereau, vint s'établir au Monestier et à Mas d'Eu, poussant ses chasseurs à Pulla, Fourques et Villemolac. Le centre, commandé par le général Pérignon, s'étendit des cabanes du Réart, près de la grande route, jusqu'au mamelon qui commande Brouillas, ayant sa réserve, sous le général Victor Perrin, auprès de Bayde. Le général Sauret, à la gauche, jeta six bataillons à Ortaffa, et se tint prêt à passer le Tech au premier ordre.

« Le corps de la Cerdagne ne devait faire aucun mouvement; mais Dagobert, qui s'indignait de l'inaction, se porta en trois colonnes, avec environ six mille hommes, sur Monteilla, y battit le comte de Saint Hilaire, le poussa jusqu'à Castel-Ciudad, lui prit sept pièces de canon, imposa cent mille francs de contribution à la Seu-d'Urgel, et, ne pouvant, faute d'artillerie, en assiéger la citadelle, où la garnison s'était réfugiée, revint chargé de butin à Puycerda. Une fièvre maligne l'y emporta peu de jours après, à la soixante et seizième année de son âge, craint de l'ennemi, chéri de ses soldats, qui le regardaient avec admiration, estimé du général en chef, dont il avait toute la confiance (2). »

N° 495. COMBAT D'ARLON.—17 AVRIL 1794.

DESPINASSY —1837.

D'après le plan conçu pour la campagne de 1794, Jourdan, qui avait reçu le commandement de l'armée de la Moselle, devait se porter avec un corps de troupes en avant de Longwy pour intercepter les communications de Namur et de Liége avec le Luxembourg.

« Le général Hatry réunit, le 15 avril, les divisions Lefebvre, Morlot et Championnet, formant environ vingt mille hommes, et se dirigea le lendemain, en deux colonnes, vers Arlon. L'avant-garde, conduite par Lefebvre, ayant rencontré l'ennemi au pont d'Aubange, le culbuta, et, entraînée par trop d'ardeur, le poursuivit, contre ses instructions, jusqu'au delà des hauteurs de Bubange, où elle se trouva seule

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. IV, p. 172.
(2) *Ibid.*, p. 168.

(1) *Campagnes du Nord*, par M. Viennet, t. I, p. 287.
(2) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. V, p. 226.

en présence du corps de Beaulieu. Une vive canonnade s'engagea, et Jourdan, qui n'en attendait aucun résultat, fit replier Lefebvre sur ces hauteurs.

» Beaulieu, renforcé de quelques bataillons de la garnison de Luxembourg, s'était établi, la droite sur les hauteurs de Tornich, le centre sur celles d'Arlon, la gauche en arrière du ruisseau de Nieder-Elter.

» Le 17, Championnet marcha en plusieurs colonnes sur Tornich; Lefebvre attaqua Sessling et Weyler, tandis que Morlot, après avoir nettoyé le bois d'Ober-Elter, se portait sur la route de Luxembourg. Le général Championnet s'étant emparé des hauteurs de Tornich, qui plongeaient toute la position, et Morlot menaçant sa gauche, Beaulieu prit le parti de la retraite, qu'il n'effectua pourtant pas sans perte, étant obligé de défiler sous le feu de l'artillerie française (1). »

N° 496. PRISE DU PETIT SAINT-BERNARD.

24 avril 1794.

Pingret.—1836.

Malgré tous les avantages remportés depuis deux ans sur la frontière d'Italie par les armées françaises, il leur restait toujours à établir leur ligne de défense sur la grande chaîne des Alpes, à se saisir des postes du Petit Saint-Bernard et du Mont-Cenis. Pendant que Bonaparte, élevé au grade de général de brigade, préludait aux grandes choses qu'il devait deux ans après accomplir en Italie, par une habile manœuvre qui enlevait aux Autrichiens la petite ville d'Oneille, et débusquait successivement les Piémontais de Saorgio et du col de Tende, l'armée des Alpes, piquée d'émulation, faisait un grand effort pour forcer les passages du Petit Saint-Bernard.

» Le général Dumas, qui commandait alors l'armée des Alpes, ordonna au général de brigade Basdelaune, qui occupait la Tarentaise, de se porter sur le Mont-Valaisan, et de s'en emparer, ainsi que du Petit Saint-Bernard. Basdelaune, après avoir marché pendant deux jours au milieu des neiges et des précipices les plus effrayants, attaqua le 24 avril, par leur droite et par leur gauche, les trois fortes redoutes du Mont-Valaisan au-dessus du Seer. Après une défense très-opiniâtre, et malgré le feu d'une artillerie à laquelle ils n'avaient à opposer que leur mousqueterie et leurs baïonnettes, les soldats français emportèrent ces retranchements, et forcèrent les Piémontais à une retraite précipitée. La position du Mont-Valaisan est à peu près au même niveau que celle du Petit Saint-Bernard qui l'avoisine. Basdelaune fit diriger les canons dont il venait de s'emparer, dans les redoutes du Valaisan, sur celle de la chapelle du Petit Saint-Bernard. Les Piémontais qui occupaient ce poste, ainsi foudroyés par leur propre artillerie, ne purent résister à ses effets meurtriers, et n'attendirent point que les troupes françaises, continuant leur marche victorieuse, vinssent les chasser de cette dernière position. Le général Basdelaune fit poursuivre les Piémontais à travers les rochers, l'espace de trois lieues..... Vingt pièces de canon, plusieurs obusiers, treize pièces d'artillerie de montagnes, deux cents fusils et deux cents prisonniers, parmi lesquels se trouva le commandant piémontais, restèrent au pouvoir des Français (2). »

N° 497. COMBAT DE MOUCROEN. — 29 avril 1794.

Mozin.—1837.

Vers le même temps, Pichegru, qui avait reçu le commandement de l'armée du Nord, commençait en Flandre ses opérations. Les généraux Souham et Moreau, partant de Lille avec deux divisions, reçurent ordre d'enlever, sous les yeux de Clerfayt, Menin et Courtray. Ces deux places sont situées à la suite l'une de l'autre sur la Lys. « Moreau investit la première, Souham s'empara de la seconde. Clerfayt, trompé sur la marche des Français, les cherchait où ils n'étaient pas. Bientôt cependant il apprit l'investissement de Menin et la prise de Courtray, et voulut essayer de faire rétrograder l'armée française, en menaçant ses communications avec Lille. Le 9 floréal (28 avril), en effet, il se porta à Moucroen avec dix-huit mille hommes, et vint s'exposer imprudemment aux coups de cinquante mille Français, qui auraient pu l'écraser en se repliant. Moreau et Souham, ramenant aussitôt une partie de leurs troupes vers leurs communications menacées, marchèrent sur Moucroen et résolurent de livrer bataille à Clerfayt. Il était retranché sur une position à laquelle on ne pouvait parvenir que par cinq défilés étroits, défendus par une artillerie formidable. Le 10 floréal (29 avril), l'attaque fut ordonnée. Nos jeunes soldats, dont la plupart voyaient le feu pour la première fois, n'y résistèrent pas d'abord; mais les généraux et officiers bravèrent tous les dangers pour les rallier; ils y réussirent, et les positions furent enlevées. Clerfayt perdit douze cents prisonniers, dont quatre-vingt-quatre officiers, trente-trois pièces de canon, quatre drapeaux et cinq cents fusils (1). »

N° 498. PRISE DU CAMP DU BOULOU.

1er mai 1794.

Renoux.—1836.

Le général Pérignon avait passé le Tech dans la nuit du 29 au 30 avril. D'après les ordres du général en chef Dugommier, il devait tourner le camp du Boulou, s'emparer de toutes les routes, et venir ensuite occuper le pont de Ceret pour couper la retraite de l'ennemi. Mais le comte de la Union, nouvellement appelé au commandement de l'armée espagnole, y était arrivé dans cette même nuit. Informé de la marche des Français, et reconnaissant la fausse position de son camp, il avait aussitôt ordonné la retraite. Il fut prévenu par la prompte décision du général français.

Pérignon attaque le camp à la pointe du jour, et enlève à l'ennemi, malgré sa résistance, presque toutes ses positions. L'ensemble et la rapidité des mouvements de l'armée française portent le trouble et le désordre dans les rangs espagnols.

« Cependant les malheurs étaient réparables, lorsque le général Augereau, prévenu du trouble et de la détresse des Espagnols, ayant assailli les ouvrages du pont de Ceret, l'ouvrit à la cavalerie de Labarre, qui le traversa au trot pour se porter sur la colonne d'artillerie attaquée par le général Rénel dans le défilé de Maureillas. Le combat ne fut pas long; quelques volées d'artillerie légère dissipèrent l'escorte; cent quarante pièces de canon, huit cents mulets, tous les bagages de l'armée, des effets de campement pour vingt mille hommes, quinze cents prisonniers furent les fruits de cette victoire qui ne coûta pas mille hommes aux Français (2).

N° 499. COMBAT DE COURTRAY. — 11 mai 1794.

Hipp. Lecomte.

Clerfayt, après l'échec qu'il avait essuyé à Moucroen, s'était rejeté dans la Flandre occidentale, entre la mer et la

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. V, p. 115.
(2) *Victoires et conquêtes*, t. II, p. 228.

(1) *Histoire de la révolution*, par M. Thiers, t. VI, p. 288.
(2) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. V, p. 235.

colonne française échelonnée de Lille à Courtray. Pressé de se réunir au duc d'York, qui était posté à Lamain devant Tournay, il vint subitement (10 mai) attaquer devant Courtray le général Vandamme, qui couvrait cette ville avec sa brigade. Vandamme ne put soutenir le choc, et, s'étant enfermé dans la ville, il donna avis au général Souham de la situation critique où il se trouvait.

« Souham se mit en marche dans la soirée pour venir au secours de Vandamme, et reprit à cet effet son camp d'Aelbeck. Le 11 au matin, les brigades Malbrancq et Macdonald devaient se diriger sur Menin pour y passer la Lys, et tomber ensuite par Morseele sur le flanc droit et les derrières de l'ennemi. Les brigades Daendels et de Winter retournèrent à Courtray, où elles arrivèrent le 11 au matin.

» Lorsqu'on eut achevé ces préparatifs, les troupes sortirent de Courtray, à trois heures après midi : la colonne de Vandamme déboucha à droite par la chaussée de Bruges, et Daendels à gauche par celle de Menin. Clerfayt avait pris une fort bonne position, ses ailes appuyées à chacune des chaussées. Ses avant-gardes disputèrent vivement les débouchés; après un combat assez meurtrier, les colonnes françaises parvinrent toutefois à se former, particulièrement à la droite. Clerfayt fit avancer sa réserve : la cavalerie autrichienne exécuta une belle charge sur celle de Daendels, au moulin de Stampcott. On se battit jusqu'à dix heures du soir, et les Autrichiens profitèrent de la nuit pour se retirer sur Thielt. Ce combat, qui fit honneur aux deux partis, leur coûta près de quatre mille hommes (1). »

N° 500. COMBAT DE TURCOING (2).—18 MAI 1794.

JOLLIVET.—1836.

L'armée du Nord, victorieuse à son aile gauche, avait été moins heureuse à la droite, et deux fois elle avait essayé de passer la Sambre. La fortune restait donc indécise, lorsque, pour la fixer, on conçut dans l'état-major autrichien ce fameux *plan de destruction*, qui avait pour but de couper l'armée française de Lille, de l'envelopper et de l'anéantir. Pichegru avait alors quitté le gros de son armée pour se porter sur la Sambre, et réparer les échecs que son aile droite y avait essuyés. Ce furent Souham et Moreau qui, en son absence, eurent l'honneur de déconcerter *le plan de destruction.*

Le prince de Cobourg avait ordonné un mouvement concentrique de toutes les divisions de son armée sur Turcoing. L'archiduc Charles, le duc d'York, Clerfayt, de Busch, Otto et Kinsky, devaient ensemble se porter sur ce point, et, en l'occupant, séparer les deux corps de Souham et de Moreau, qui étaient à Menin et Courtray, de celui du général Bonnaud, qui s'appuyait sur Lille. Les deux généraux français prirent alors une résolution prompte et habile : ce fut de diriger un effort sur Turcoing pour s'emparer de cette position décisive.

« Moreau se chargea de contenir Clerfayt avec la seule brigade de Vandamme, qui allait rentrer de son expédition sur Ingelmunster. La brigade Malbrancq vint à Roncq et Blanc-Four; celle de Macdonald repassa aussi sur la rive droite de la Lys à Mont-Halluin; le reste de la division Souham campait devant Courtray, vers Pollenberg; les brigades Compère et Thierry étaient vers Moucroen (1). »

« Les dispositions des généraux français eurent un plein succès. Clerfayt n'avait pu s'avancer que lentement : retardé à Werwick, il n'avait pu arriver à Limelles au jour convenu. Le général de Busch s'était d'abord emparé de Moucroen, mais avait reçu un léger échec, et Otto, s'étant morcelé pour le secourir, n'était pas resté assez en forces à Turcoing; enfin le duc d'York s'était avancé à Roubaix et à Mouveaux, sans voir arriver Clerfayt et sans pouvoir se lier à lui; Kinsky et l'archiduc Charles n'étaient arrivés sur Lille que fort tard dans la journée du 17 mai. Le lendemain matin, Souham marcha vivement sur Turcoing, culbuta tout ce qui se rencontra devant lui, et s'empara de cette position importante. De son côté, Bonnaud, marchant de Lille sur le duc d'York, qui devait s'interposer entre Turcoing et Lille, le trouva morcelé sur une ligne étendue. Les Anglais, quoique surpris, voulurent résister; mais nos jeunes réquisitionnaires, marchant avec ardeur, les obligèrent à céder, et à fuir en jetant leurs armes. La déroute fut telle, que le duc d'York, courant à toute bride, ne dut son salut qu'à la vitesse de son cheval. Dès ce moment, la confusion devint générale chez les coalisés, et l'empereur d'Allemagne, de la hauteur de Templeuve, vit son armée en fuite. Pendant ce temps l'archiduc Charles, mal averti, mal placé, restait inactif au-dessous de Lille, et Clerfayt, arrêté vers la Lys, était réduit à se retirer. Telle fut l'issue de ce *plan de destruction.* Il nous valut plusieurs mille prisonniers, beaucoup de matériel, et le prestige d'une grande victoire, remportée par soixante et dix mille hommes sur près de cent mille (2). »

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. V, p. 67.

(2) Dans plusieurs exemplaires, la gravure qui doit s'appliquer au combat de Turcoing (18 mai 1794) et celle qui représente le combat d'Hooglède (13 juin 1794) portent toutes deux, par erreur, le même titre : « Combat de Turcoing (18 mai 1794) » et le même numéro (500). On distinguera facilement la gravure qui reproduit le combat de Turcoing, en faisant attention qu'elle est gravée par Aubert fils, et que celle gravée par Aubert père est relative au combat d'Hooglède (13 juin 1794), n° 502.

N° 500 *bis*. COMBAT SOUS CHARLEROI. 26 MAI 1794.

HIPP. BELLANGÉ.

L'armée des Ardennes, commandée par le général Charbonnier, avait reçu l'ordre de traverser la Sambre pour se diriger sur Mons et combiner ses mouvements avec ceux de l'armée du Nord, sous les ordres de Pichegru. Un premier passage fut tenté le 9 mai, mais les Français, maîtres de l'autre rive, n'avaient pu s'y maintenir et avaient repassé la Sambre en désordre.

Kléber et Marceau eussent voulu attendre la coopération de l'armée de la Moselle, commandée par Jourdan; mais l'inflexible volonté des commissaires de la Convention nationale ne permettait pas les retards, et il fallut, quelques jours après, essayer un nouveau passage.

« On forma une division d'avant-garde de neuf bataillons d'élite et de quatre régiments de cavalerie légère pour les deux armées, et l'on en confia le commandement au général Marceau, qui eut sous ses ordres les généraux de brigade Duhesme et d'Hautpoult.

» Le 26 mai cette avant-garde, soutenue de la division Vézu, fut chargée d'attaquer le camp de la Tombe, au-dessus de Marchiennes-au-Pont, tandis que la division Mayer le tournait par la route de Philippeville à Charleroi, et que celle de Fromentin, après avoir forcé le passage de la Sambre à Lernes, s'emparerait des hauteurs à gauche (3). »

« On marchait sur Charleroi, et il fallait déboucher d'un bois dans une plaine battue par la mitraille et défendue par une forte ligne de cavalerie. Le général Duhesme, qui commandait l'avant-garde de la division, voyant les grenadiers hésiter à l'aspect d'un danger aussi imminent, descend de

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. V, p. 92.

(2) *Histoire de la révolution*, par M. Thiers, t. VI, p. 295-296.

(3) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. V, p. 106.

cheval, prend le fusil d'un soldat, se met en ligne avec le premier peloton d'un bataillon serré en masse, et le mène ainsi, à travers une nuée de tirailleurs ennemis, jusqu'à une position d'où il pût protéger le débouché du reste de la colonne française. Le combat continua avec acharnement; plusieurs bataillons furent rompus, ralliés de suite par le général Duhesme, qui seconda si bien le général Marceau dans cette journée, que l'ennemi fut obligé d'abandonner le terrain (1). »

Le lendemain 27 mai, l'armée passa la Sambre.

N° 501. COMBAT DE MARCHIENNES. 29 mai 1794.

PASSAGE DE LA SAMBRE.

Despinassy.—1838.

« Le 29 mai le général Marceau chargea le général Duhesme d'attaquer Marchiennes. Ce poste était d'un difficile accès; les maisons du faubourg de la rive gauche de la Sambre étaient crénelées; de fortes batteries en défendaient les approches. Le général français, ne voulant pas s'exposer à essuyer les mêmes pertes que la veille, fit avancer son artillerie derrière des épaulements mobiles, et la plaça si avantageusement, malgré le feu le plus violent de mousqueterie et de mitraille, qu'en un instant les retranchements des Autrichiens furent ruinés. Sur ces entrefaites, quelques nageurs ayant été enlever des planches sur la rive gauche, l'on travailla à la construction d'un pont. Dès lors les Impériaux battirent en retraite. L'avant-garde passa la rivière sans obstacle et fut suivie par la division Fromentin. La première prit position en arrière de Fontaine-l'Évêque, l'autre en arrière de Gosselies, ayant sa gauche à cheval sur la route de Charleroi à Bruxelles.

» De son côté le général Vézu, soutenu de la division Mayer, se dirigea sur Lernes, où il rencontra quelques bataillons autrichiens, qui furent chargés avec succès par les cuirassiers et le seizième de chasseurs. Ces deux généraux prirent position face à Fleurus, appuyant leur droite à la Sambre près du Chatelet (2). »

N° 502. COMBAT D'HOOGLÈDE (3).—13 juin 1794.

Jollivet.—1836.

Après le combat de Turcoing, Pichegru était allé mettre le siége devant Ypres. Le prince de Cobourg, qui s'était retranché sous les murs de Tournay, et Clerfayt, qui était rentré dans son camp de Thielt, s'ébranlèrent l'un et l'autre pour secourir la ville assiégée. Mais pendant que des troupes sorties de Lille arrêtent la marche du prince de Cobourg, Pichegru court à la rencontre du comte de Clerfayt qui s'avançait vers Rousselaer et Hooglède. « Ses mouvements prompts et bien conçus lui fournissaient l'occasion de battre encore Clerfayt isolément. Par malheur, une division s'étant trompée de route, Clerfayt eut le temps de se reporter à son camp de Thielt, après une perte légère. Mais trois jours après (13 juin), renforcé par le détachement qu'il attendait, il se déploya à l'improviste en face des colonnes françaises avec trente mille hommes. Les Français coururent rapidement aux armes; mais la division de droite, attaquée avec une grande impétuosité, se débanda et laissa la division de gauche découverte sur le plateau d'Hooglède. Macdonald commandait cette division; il sut la maintenir contre les attaques réitérées de front et de flanc auxquelles elle fut longtemps exposée. Par cette courageuse résistance, il donna à la brigade Devinthier le temps de le rejoindre, et il obligea alors Clerfayt à se retirer avec une perte considérable. C'était la cinquième fois que Clerfayt, mal secondé, était battu par notre armée du Nord (1). »

N° 503. PRISE D'YPRES.—17 juin 1794.

Philippoteaux.—1836.

Le siége d'Ypres avait été poussé vivement, et le 11 Moreau avait fait sommer le général Salis, qui commandait dans cette place, de la lui rendre. Sur son refus, « le feu recommença avec plus de vigueur, et les travaux furent continués avec une grande activité (2). »

Le combat d'Hooglède décida du sort d'Ypres; la place, n'étant plus secourue, capitula le 17 juin, et la garnison, forte de six mille hommes, se rendit prisonnière.

N° 504. COMBAT DE LA CROIX DES BOUQUETS. 23 juin 1794.

PYRÉNÉES OCCIDENTALES.

Renoux.—1837.

« L'armée des Pyrénées occidentales, réduite, après le départ de ses deux demi-brigades pour le Roussillon, à moins de vingt mille hommes disponibles, fut renforcée par un nombre à peu près égal de recrues, qui figurèrent au nombre des combattants, mais ne furent en état d'entrer en ligne que dans le courant du mois de juin. Elle comptait alors quarante bataillons, répartis en cinq divisions, aux ordres des généraux Moncey, Frégeville, Delaborde, Mauco et Marbot, tenant toutes les têtes de vallées qui conduisent en France, depuis Yeropil aux sources de la Nive, jusqu'à la chaussée de Saint-Jean-de-Luz.

» L'armée espagnole, aux ordres du capitaine général Ventura-Caro, affaiblie par les troupes qu'elle avait envoyées à l'armée du Roussillon, ne comptait pas, dans les premiers jours de février, au delà de vingt mille hommes, dont la moitié de milices. Sa droite, sous le duc d'Ossuna, était appuyée à Burguette; le centre, commandé par le lieutenant général Urrutia, s'étendait dans la vallée du Bastan, et sa gauche, aux ordres du lieutenant général Gil, bordait les rives de la Bidassoa jusqu'au camp de Saint-Martial.

» Le front des deux armées était hérissé de retranchements, que chacune d'elles avait mis sa gloire à perfectionner pendant l'hiver (3). »

Il ne se passa rien d'important pendant les premiers mois : quelques postes attaqués furent seulement pris et repris de part et d'autre. Les deux armées gardaient toujours les mêmes positions, lorsque le général Muller tenta d'entrer sur le territoire espagnol, et dirigea quelques troupes sur la vallée du Bastan. Le général Caro, de son côté, voulant également prendre l'offensive, ordonna un mouvement général sur toute la ligne.

Attaqués le 23 juin, avant le jour, les Français furent d'abord repoussés, par le général Escalante, de la montagne de Mandale jusqu'au calvaire d'Urrugne; mais, revenus de leur première surprise, ils reprirent bientôt sur l'ennemi les postes qu'ils avaient perdus. Le marquis de la Romana, qui

(1) *Galerie militaire*, t. III, p. 336.
(2) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. V, p. 106-109.
(3) Voir la note 2, page 190, colonne 1re.

(1) *Histoire de la révolution française*, par M. Thiers, t. VI, p. 593-594.
(2) *Victoires et conquêtes*, t. III, p. 35.
(3) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. V, p. 248.

attaquait le camp de la Croix des Bouquets, ne réussit pas davantage. Les grenadiers de la Tour d'Auvergne se maintinrent jusqu'à l'arrivée du général Merle, qui culbuta l'ennemi. Les Espagnols perdirent de sept à huit cents hommes tués ou blessés dans cette affaire.

N° 505. PRISE DE CHARLEROI. — 25 JUIN 1794.

HIPP. BELLANGÉ.

Les Français avaient été pour la troisième fois rejetés sur la rive gauche de la Sambre, lorsque Jourdan, à la tête des armées de la Moselle et des Ardennes, réunies sous le nom d'armée de Sambre-et-Meuse, fit un nouvel et décisif effort contre Charleroi, et, assis dans de fortes positions, poussa le bombardement de cette ville avec une extrême vigueur. Le prince de Cobourg, à cette nouvelle, quitta son camp de Tournay et se mit en marche vers la Sambre. Il importait aux Français de prendre Charleroi avant l'arrivée du secours qu'allait recevoir l'armée autrichienne. « Le colonel du génie Marescot dirigea si vivement les travaux, qu'en huit jours les feux de la place furent éteints et que tout fut préparé pour l'assaut. Le 25 juin le commandant envoya un officier avec une lettre pour parlementer. Saint-Just, toujours représentant auprès de l'armée, refusa d'ouvrir la lettre et renvoya l'officier en disant : « Ce n'est pas un chiffon de papier, c'est la » place qu'il nous faut. » La garnison sortit de la place, le soir même, au moment où le prince de Cobourg arrivait en vue des lignes françaises. La reddition de Charleroi resta ignorée des ennemis, et assura la position de l'armée française à l'instant où allait se livrer une bataille décisive (1). »

N° 506. BATAILLE DE FLEURUS. — 26 JUIN 1794.

MAUZAISSE. — 1837.

N° 507. BATAILLE DE FLEURUS. — 26 JUIN 1794.

BELLANGÉ. — 1836.

Les deux armées du prince de Cobourg et du prince d'Orange, réunies au nombre d'environ quatre-vingt mille hommes, présentèrent dès le lendemain la bataille à l'armée française. Jourdan, dont l'armée atteignait à peu près le même nombre, attendit l'ennemi dans les positions qu'il avait prises sous les murs de Charleroi, et ses lignes, ordonnées pour l'attaque d'une place, présentaient extérieurement un front demi-circulaire.

La prise de Charleroi rendant la division Hatry disponible, Jourdan la plaça en réserve à Ransart, et fit renforcer sa gauche par la brigade Daurier, que Schérer consentit à détacher à cet effet. Son intention était aussi de resserrer sa ligne et de porter sa gauche derrière le Piéton, en abandonnant les hauteurs de Courcelles, moins nécessaires depuis que Charleroi assurait un point de retraite au centre. Mais n'ayant pas eu le temps de faire lever les pontons qui étaient sur la Sambre, ni d'abriter le parc de réserve qui se trouvait à Montigny, il laissa la division Montaigu sur les hauteurs de Courcelles, avec l'instruction d'opérer sa retraite en deux colonnes sur Lernes et le pont de Marchiennes; puis il établit Kléber en réserve sur le plateau de Jumel (2). »

Le prince de Cobourg forma ses troupes en cinq corps, divisés en neuf colonnes, qui furent disposées sur un demi-cercle intérieur, de manière à embrasser toute l'étendue de la ligne de l'armée française; toutes devaient attaquer en même temps. Le premier corps à droite, sous les ordres du prince d'Orange et du général Latour, formait trois colonnes. Le second corps était commandé par le général Quasdanowich. Le troisième corps placé au centre, dirigé par le prince de Kaunitz, devait lier ses opérations avec le quatrième corps, sous les ordres de l'archiduc Charles, et marcher sur Fleurus. Enfin le corps de gauche, sous Beaulieu, divisé en trois colonnes, devait agir sur Charleroi.

L'action s'engagea le 26 juin, à la pointe du jour. Conformément aux ordres du prince de Cobourg, les lignes françaises furent attaquées sur tous les points. Le prince d'Orange et le général Latour, par l'impétuosité de leur charge, firent d'abord reculer l'aile gauche, sous les ordres de Kléber, jusqu'à Marchiennes-au-Pont, sur les bords de la Sambre. Mais, avec la rapidité de son coup d'œil et son sang-froid héroïque, Kléber eut bientôt rétabli l'action : il poste des batteries sur les hauteurs, enveloppe les Autrichiens dans les bois de Monceaux, et les fait attaquer en tous sens. Ceux-ci, qui s'aperçoivent alors que Charleroi est aux mains des Français, hésitent, et, chargés avec vigueur, finissent par abandonner en désordre Marchiennes-au-Pont.

Tandis que Kléber sauvait ainsi une des extrémités, Jourdan en faisait autant au centre et à la droite. Morlot, qui était en avant de Gosselies, avait été tourné par Quasdanowich; Championnet, trompé par un faux avis, avait abandonné la redoute d'Heppignies, et la division de Marceau, repoussée par Beaulieu, s'était dispersée dans les bois qui bordent la Sambre : une partie même des fuyards s'étaient jetés sur l'autre rive. Marceau, sans songer au reste de la division fugitive, ramassa quelques bataillons, et s'établit à Lambusart pour y mourir plutôt que d'abandonner ce poste, appui indispensable de l'extrême droite.

C'est alors que Jourdan envoya le général Hatry avec sa division pour soutenir Marceau, et Lefebvre qui s'était joint à lui, dans le village de Lambusart, devenu le point décisif de la bataille.

Trois fois les troupes revinrent à la charge. « La dernière attaque fut la plus meurtrière; l'artillerie tirait si vivement de part et d'autre, qu'on ne distinguait plus les coups. Les obus enflammèrent les blés et les baraques du camp. Le général Lefebvre mit à profit cette circonstance pour dérober un mouvement à Beaulieu. Il prescrivit à la seconde ligne de se former à sa droite en colonne d'attaque et de marcher sur Lambusart. Pareil ordre fut donné aux corps qui formèrent le crochet dont on a fait mention. Ces derniers abordèrent le village par sa droite, tandis que les autres l'attaquaient de front. Un tel effort devait avoir des résultats d'autant plus certains, que le surplus de la division Hatry s'avançait de Ransart pour prendre part à ce combat. Cependant les Impériaux, quoique surpris par cette double attaque, firent une honorable résistance et n'abandonnèrent le poste qu'après l'avoir jonché de cadavres. »

Il fallait aussi rétablir le combat au centre, où Championnet avait commencé un mouvement de retraite qui pouvait être fatal à l'armée tout entière.

« Déjà la grande redoute était désarmée, et la division en pleine retraite sous la protection de la brigade Legrand, qui tenait encore le cimetière, lorsque le général en chef arrêta ce mouvement rétrograde, qui pouvait avoir des conséquences si funestes.

» Les tirailleurs autrichiens s'étaient déjà emparés des haies et des jardins qui environnent Heppignies. Leur corps de bataille, s'avançant sur deux lignes avec plus d'aplomb que de vigueur, les en laissa chasser. Bientôt même le feu de la grande redoute et de l'artillerie légère porta la mort et le désordre dans ses rangs.

» Jourdan ordonna alors une charge de cavalerie; la pre-

(1) *Histoire de la révolution française*, par M. Thiers, t. VI, p. 398.
(2) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. V, p. 136.

mière ligne autrichienne ne put résister : elle est enfoncée; l'infanterie n'a que le temps de se former en carrés, et plus de cinquante pièces de canon restent abandonnées; mais cette colonne, résultat du hasard, se trouvant un peu en désordre et n'étant point appuyée par une réserve, le prince de Lambesc l'assaille à son tour avec les carabiniers et les cuirassiers impériaux, et parvient à reprendre son artillerie. Cette charge, qui eut lieu vers sept heures, fut le dernier effort des coalisés (1). »

En effet, Beaulieu venait d'apprendre sur la Sambre ce que le prince d'Orange y avait appris déjà, que Charleroi était aux mains de l'armée française. Le prince de Cobourg commanda alors un mouvement de retraite général. La bataille de Fleurus coûta à l'ennemi dix mille hommes tués, et trois mille prisonniers. La perte de l'armée française ne passa pas six mille hommes.

Les coalisés, laissant la Belgique ouverte de toute part aux armes françaises, se replièrent sur Bruxelles, qu'ils ne tardèrent pas à évacuer. Le 10 juillet les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse, au nombre de cent cinquante mille hommes, se trouvèrent réunies sous les murs de cette capitale. Jourdan et Pichegru y entrèrent en même temps.

N° 508. PRISE D'ANVERS.—17 JUILLET 1794.

CAMINADE.—1837.

« Trois mille hommes de troupes ennemies occupaient encore le fort de Lillo, et Pichegru, dans son rapport, assure qu'il s'attendait à une vigoureuse résistance de leur part. Mais à peine eut-il fait filer son avant-garde sous les murs de la place et sommé le commandant de la garnison d'évacuer le fort, que les Anglais commencèrent à opérer leur retraite, et au point du jour la ville d'Anvers était entièrement libre. Les ennemis, en se retirant, avaient rompu l'une des digues de l'Escaut, et cette rupture avait suffi pour inonder un espace de terrain de plus de trois lieues de circonférence. Mais cet obstacle fut bientôt franchi par les Français, qui entrèrent aussitôt dans la place, en prirent possession et s'emparèrent de trente pièces d'artillerie, de soixante mille sacs d'avoine, et d'une grande quantité de vivres et de munitions que les Anglais n'avaient pas eu le temps d'emporter (2). »

N° 509. REPRISE DE BELLEGARDE. 17 SEPTEMBRE 1794.

RENOUX.—1837.

Aussitôt après le combat du camp du Boulou, le général Dugommier, profitant des avantages qu'il avait remportés, s'empressa de se porter devant Bellegarde, qu'il fit investir. Le général la Union tenta plusieurs fois de secourir cette place; mais toutes ses tentatives échouèrent. Enfin, réduite par la famine, elle se rendit le 17 septembre, après un blocus de cent trente-quatre jours.

N° 510. COMBAT D'ALDENHOVEN; PRISE DE JULIERS ET PASSAGE DE LA ROER. 2 OCTOBRE 1794.

MOZIN.—1837.

Lorsque le prince de Cobourg quitta le commandement de l'armée coalisée, le 28 août 1794, pour le remettre au comte de Clerfayt, l'armée de Sambre-et-Meuse, qui lui était opposée, sous les ordres de Jourdan, se trouvait entre Liége et Maëstricht, tandis que Pichegru, à la tête de l'armée du Nord, observait en avant d'Anvers le duc d'York. Pendant quelque temps les deux armées se contentèrent de s'affermir dans leurs conquêtes; mais étant parvenues à s'emparer des places restées en arrière et qui pouvaient interrompre leurs communications, elles continuèrent bientôt à se porter en avant à la poursuite de l'ennemi. Quelques avantages remportés le 18 septembre au passage de la rivière d'Ayvaille et à la Chartreuse avaient donné au soldat une ardeur dont Jourdan désirait ardemment de profiter. En faisant occuper la ville d'Aix-la-Chapelle, que le comte de Clerfayt avait évacuée, le général en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse avait en même temps détaché Kléber, avec quatre divisions de l'aile gauche, pour investir Maëstricht.

« Carnot, ministre de la guerre, attachait, dit Jomini, la plus grande importance aux places, et surtout à celle de Maëstricht : il avait fait envoyer le représentant Bellegarde pour en presser la conquête au nom du comité de salut public. Mais Clerfayt se disposant, contre l'attente de Jourdan, à défendre la ligne de la Roer, le général en chef prit sur lui d'ajourner le siége de cette place, malgré les instances de ce commissaire, et résolut sagement de ne laisser que quinze mille hommes au blocus, d'attirer à lui le reste du corps de Kléber, et d'éloigner à jamais, par une bataille décisive, l'ennemi des bords de la Meuse. »

Ayant ainsi réuni toutes ses forces, Jourdan, le 2 octobre, à cinq heures du matin, ordonna à l'armée de s'ébranler en colonnes serrées par brigades. L'aile droite, commandée par Schérer, ayant avec lui le général Marceau, enleva à la baïonnette les retranchements autrichiens, tandis que l'aile gauche, où se trouvaient les chefs de brigade Ney et Bernadotte, sous les ordres du général Kléber, repoussant l'ennemi de toutes ses positions, le força à battre en retraite.

« Au centre de l'armée, l'attaque commença un peu avant celle des ailes. Clerfayt, ayant rassemblé une partie de ses forces autour et dans le bourg d'Aldenhoven, et paraissant vouloir s'y défendre, le général Championnet l'en fit chasser par les tirailleurs de la cinquante-neuvième demi-brigade.

» Cependant le centre des Autrichiens voyant son flanc droit menacé par la division Lefebvre, qui faisait mine de passer à Linnich, et craignant que Hatry n'exécutât son mouvement vers Altrop contre sa gauche, prit le parti d'abandonner le plateau d'Aldenhoven, et fut poursuivi par la cavalerie française jusque sur les glacis de Juliers.

» Sur toute la ligne le combat dura jusqu'à la fin du jour. On travailla pendant toute la nuit à construire des ponts, et le gros du corps de Kléber ne passa qu'au jour. L'affaire coûta aux Français de quatorze à quinze cents hommes : ils firent à l'ennemi huit cents prisonniers et lui mirent près de trois mille hommes hors de combat.

» Tel fut le résultat de la bataille sur la Roer, qui décida du sort de la Belgique, et rejeta l'armée impériale sur la rive droite du Rhin.

» La nuit qui suivit la bataille fut très-tranquille. Le 23 octobre, à la pointe du jour, les généraux se portèrent devant Juliers avec l'avant-garde, et on trouva la place évacuée; Clerfayt, décidé à repasser le Rhin, n'ayant pas cru devoir y compromettre une garnison, les magistrats en apportèrent les clefs au vainqueur (1). »

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. V, p. 145 et suiv.

(2) *Victoires et conquêtes*, t. IX, p. 103.

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. VI, p. 33-43.

N° 510 *bis*. COMBAT DE LA PRUDENTE ET DE LA CYBÈLE CONTRE DEUX VAISSEAUX ANGLAIS. — 22 OCTOBRE 1794.

GUDIN.

Deux vaisseaux de ligne anglais, *le Centurion* et *le Diomède*, croisaient sur les côtes de l'île de France ; les subsistances commençaient à être rares, et dans le conseil il fut décidé que la division française, composée de deux frégates, *la Prudente* et *la Cybèle*, et du brick *le Coureur*, irait attaquer les deux vaisseaux ennemis, pour tâcher de les forcer à la retraite.

Malgré l'effrayante disproportion entre les forces navales de la république et celles de l'ennemi, l'intrépide Renaud, commandant la division française, reçoit avec joie l'ordre d'aller combattre, et jure de périr ou de forcer les deux vaisseaux à s'éloigner des côtes. Les équipages partagent l'enthousiasme de leur chef, et le 1er brumaire (22 octobre) on appareille aux cris mille fois répétés de *vive la république ! mort aux Anglais !* Tout présage en ce moment, sinon un succès complet, au moins une lutte opiniâtre et glorieuse. Bientôt l'on découvre les deux vaisseaux ennemis au vent, à environ huit lieues de la côte, et à trois heures et demie on se trouve à un quart de portée de canon de ces vaisseaux ; *la Prudente* par le travers du *Centurion*, et *la Cybèle* par le travers du *Diomède*. Alors commence un combat terrible, où, pour racheter la faiblesse de nos bâtiments, et pour remplir le but proposé de faire aux vaisseaux anglais des avaries telles qu'ils soient contraints de s'éloigner de l'île pour aller se réparer, nos canonniers s'attachent peu à tuer du monde à l'ennemi ; ils pointent au contraire tous leurs coups, en rivalisant d'adresse, les uns sur les mâts et les vergues du vaisseau qu'ils ont par le travers, d'autres sur son gouvernail, d'autres enfin sur un même point de sa coque au-dessous de la flottaison, pour le percer à l'eau. Malgré cette habile manœuvre, le combat était par trop inégal, et après une heure du feu le plus nourri et le mieux dirigé, les frégates se trouvant elles-mêmes un peu maltraitées dans leurs agrès, le commandant, dont le guidon est déployé à bord de *la Prudente*, fait forcer de voiles à cette frégate, en hissant le signal de s'éloigner de l'ennemi, pour s'assurer le temps de se regréer, afin de revirer de bord ensuite, et tâcher de gagner le vent aux vaisseaux. *La Cybèle*, qui a le plus souffert dans son gréement, tente vainement d'obéir à cet ordre : elle ne peut réussir à dépasser *le Centurion*. C'est également en vain que le commandant lui fait alors le signal de laisser arriver, en faisant cette manœuvre lui-même ; couverte par le feu et la fumée de trois bâtiments, elle ne l'aperçoit pas, et d'ailleurs son capitaine sent bien toute l'imprudence qu'il y aurait à exécuter ce mouvement, qui lui ferait présenter l'arrière à l'ennemi, dont les boulets enfileraient sa batterie. Elle se voit donc obligée de continuer seule le combat le plus périlleux, car la retraite de *la Prudente* la laisse aux prises avec les deux vaisseaux, dont l'un la canonne par la hanche, tandis que l'autre la foudroie par le travers. Pendant assez longtemps elle essuie tout leur feu, auquel elle riposte de la manière la plus vigoureuse ; soutenue par le petit brick, qui la seconde avec une audace d'autant plus admirable qu'une seule volée du *Diomède*, qu'il a osé approcher, le coulerait à fond ; mais sa petitesse même le dérobe aux coups, et le bon état de son gréement lui permet de prendre une position avantageuse pour faire du mal à l'ennemi, sans courir beaucoup de danger. Enfin, *le Centurion*, démâté de ses mâts, démonté de son gouvernail et faisant eau de toutes parts, quitte la ligne. *La Cybèle* peut alors effectuer son mouvement d'arrivée et force de voiles. En vain *le Diomède* veut lui donner la chasse en lui tirant quelques volées ; il est trop désemparé pour pouvoir la suivre, et bientôt ses boulets n'arrivent plus à bord ; en ce moment *la Prudente*, qui avait viré pour retourner au feu, rejoint *la Cybèle*, lui donne la remorque, et la division rentre triomphante dans le port, aux acclamations de tous les colons qui couvraient le rivage. Dans l'action de *la Cybèle* il y eut vingt-deux hommes tués et soixante-deux blessés ; *la Prudente* eut quinze hommes tués et vingt-huit blessés ; *le Coureur*, un homme tué et cinq blessés. Le brave commandant Renaud fut renversé de son banc de quart, et reçut quelques blessures, heureusement fort légères.

Le résultat de cette brillante affaire fut tel qu'on l'avait eu en vue, sans cependant oser trop se flatter de pouvoir l'obtenir ; les vaisseaux anglais disparurent ; les subsistances attendues arrivèrent, et tous les corsaires qui étaient en mer firent leur rentrée, amenant dans le port quantité de prises richement chargées.

N° 511. COMBAT ET PRISE DE COBLENTZ. 23 OCTOBRE 1794.

RAFFET.—1837.

« L'armée impériale, dit Jomini, constamment battue et menacée d'être prévenue à Coblentz et à Cologne, ne se crut en sûreté qu'au delà du Rhin, et repassa ce fleuve à Mulheim, le 5 octobre, après avoir encore sacrifié trois mille hommes dans les champs de Juliers. »

Le général Jourdan, en se mettant à la poursuite de l'ennemi après la bataille d'Aldenhoven, avait divisé son armée en trois grandes colonnes : la première se porta sur Bonn, dont les portes lui furent ouvertes le 20 ; lui-même, à la tête de la seconde, entra le 6 à Cologne, où il fut accueilli avec enthousiasme par les habitants.

Marceau, pendant ce temps, avec la troisième colonne, se dirigeait sur Coblentz. Cette ville était défendue par une forte division autrichienne campée hors des murs et occupant, sur les hauteurs, des redoutes très-fortes. N'ayant pu attirer l'ennemi en plaine, Marceau fit attaquer les redoutes.

« Les nombreuses décharges de l'artillerie ennemie ne purent défendre l'entrée des retranchements. Ils furent emportés en un moment à la baïonnette, et les Autrichiens abandonnèrent leur position dans le plus grand désordre, pour passer sur la rive droite du Rhin, en laissant un grand nombre de morts et de blessés sur le champ de bataille, et environ cinq à six cents prisonniers dans les mains des Français. Ceux-ci entrèrent dans Coblentz le 23 octobre (1). »

N° 512. PRISE DE MAESTRICHT. 4 NOVEMBRE 1794.

EUG. LAMI. — 1836.

« Le général Kléber retourna devant Maëstricht avec les troupes qui avaient contribué à la victoire. Cette place avait été investie immédiatement après le combat de l'Ourthe ; mais rien de ce qu'il faut pour un siége n'était prêt à cette époque. Le comité en avait cependant prescrit l'envoi, et le représentant Gillet partit en poste pour le presser. Grâce à son activité et à ses soins, un bel équipage de deux cents pièces descendant la Meuse arriva le 23 octobre. Les travaux furent dès lors poussés, tant du côté du fort Saint-Pierre que de Vick, avec l'activité qui distinguait Kléber et Marescot. L'artillerie française, servie avec habileté, fit des merveilles : une grêle de bombes et autres projectiles fut lancée sur cette ville et en réduisit une partie en cendres. Le prince de Hesse, apitoyé sur le sort de ses habitants, désespérant d'obtenir

(1) *Victoires et conquêtes*, t. III, p. 194.

aucun secours, consentit le 4 novembre à rendre la place et à déposer les armes, à condition que sa garnison, forte de huit mille hommes, serait renvoyée sur parole jusqu'à parfait échange. On trouva dans la place trois cent cinquante et une bouches à feu (1). »

N° 513. ATTAQUE DES LIGNES DE L'ARMÉE ESPAGNOLE. — 17 NOVEMBRE 1794.

BATAILLE DE LA MUGA.

GRENIER. — 1837.

Après la reddition de Bellegarde, les armées française et espagnole restèrent en présence et sans rien entreprendre jusque vers la moitié du mois de novembre. C'est alors que le général Dugommier résolut une attaque générale sur toute la ligne.

Cette entreprise présentait de grandes difficultés; l'armée espagnole était parfaitement retranchée. « Soixante et dix-sept redoutes ou batteries armées de deux cent cinquante pièces et disposées sur une double ligne, depuis Espolla au pied du col de Bagnols, par Campmani, jusqu'à Saint-Laurent-de-la-Muga, présentaient toutefois un front d'autant plus redoutable, qu'elles avaient un profil assez élevé et semblaient à l'abri de l'attaque la plus audacieuse. Le camp retranché de Figuères, en cas de malheur, offrait encore un dernier refuge.

» Dans la nuit du 16 au 17 novembre, les colonnes s'ébranlèrent, et, avant l'aube du jour, les batteries de gros calibre, placées sur la Montagne-Noire, commencèrent à jouer pour protéger la marche de la division de gauche.

» A l'extrémité opposée, le général Davin, parti de Coustonge, ayant forcé successivement les postes de Notre-Dame del Fau, des chapelles de Carbonils et de Saint-Georges, parvint, après dix-huit heures de marche et de combat dans les rochers, à opérer sa jonction avec le général Augereau, en débouchant près de la chapelle de la Madeleine. Celui-ci, filant, à la faveur de l'obscurité, entre la fonderie de la Muga et Massanet, tourne les camps de l'ennemi, égorge le poste de la Muga à Saint-Sébastien, et gravit audacieusement la montagne, qui lui est disputée par une fusillade assez vive. Les troupes redoublent d'ardeur; la Madeleine est enfin emportée; les colonnes réunies se dirigent sur le Roc-Blanc. »

Mais les succès de l'armée française n'étaient pas les mêmes sur toute la ligne. Au centre, elle éprouvait la plus grande résistance; à la gauche, repoussée sur plusieurs points, elle avait même perdu quelques positions, et Dugommier, qui s'était transporté aux batteries de la Montagne-Noire pour encourager les troupes par sa présence, y avait été tué par un éclat d'obus à dix heures du matin. Cependant Pérignon, investi du commandement supérieur par les représentants, rallia bientôt les bataillons ébranlés, et fit rentrer, avant la fin de la journée, la gauche et le centre dans toutes les positions dont ils avaient été repoussés par les Espagnols. Augereau, plus heureux à la droite, continuait ses attaques.

« La grande redoute établie pour couvrir la fonderie, défendue par douze cents hommes, opposait à la colonne de Guyeux une résistance que celle-ci ne pouvait vaincre.

» Le général Beaufort reçut l'ordre de la seconder, et d'attaquer ce formidable ouvrage de front, en même temps qu'il serait tourné par les chasseurs. Les Espagnols cédèrent enfin à un effort si bien combiné; Courten rallia les débris de la division entre Escaulas et Figuères, abandonnant cinq redoutes, son artillerie, ses effets de campement et douze cents prisonniers (2). »

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. VI, p. 44.
(2) *Ibid.*, p. 125-130.

N° 514. ATTAQUE DES LIGNES DE L'ARMÉE ESPAGNOLE. — 20 NOVEMBRE 1794.

COMBAT DE NOTRE-DAME DEL ROUR ET LLERS.

RENOUX. — 1836.

Le général Pérignon, voulant continuer le mouvement ordonné par Dugommier, prit de nouvelles dispositions, et pendant que le comte de la Union, à Figuères, arrêtait aussi de son côté des mesures pour reprendre l'offensive, il sut le prévenir et attaqua de nouveau les lignes espagnoles.

« Le 20 novembre, l'adjudant général Bon avec ses chasseurs défila pour ainsi dire par des sentiers impraticables, passa plusieurs fois la Muga dans l'eau jusqu'à la ceinture, gravit la montagne d'Escaulas sous le feu terrible des batteries espagnoles, et enleva à la baïonnette la fameuse redoute du centre. L'intrépide Bon, de concert avec le général Guillot, appuyé de la brigade Guyeux, comme réserve, s'élança sur la redoute de Notre-Dame del Rour, revêtue en maçonnerie, armée de vingt-cinq pièces de canon, et défendue par des détachements aux ordres de Cagigal et de Godoy. Le comte de la Union, apprenant à Figuères que l'action était engagée sur toute sa ligne, accourut en toute hâte à la redoute del Rour, au moment où elle était ainsi assaillie: Voulant faire une sortie sur les Français, il tomba frappé d'une balle, et ses troupes, découragées par cet événement autant que par ce qui se passait à la gauche, et par l'audace des assaillants, prirent en désordre le chemin de Figuères.

» Pendant ce temps la colonne de Verdier et de Chabert aborda le camp de Llers à la baïonnette, mit en fuite les brigades Perlasca et Puerto qui le défendaient, et leur laissa à peine le temps d'enclouer l'artillerie. En vain un corps considérable venant de Figuères voulut rétablir le combat; entraîné par les fuyards, il fut refoulé dans la place et y entra pêle-mêle avec eux. »

La déroute et la confusion furent portées au comble dans l'armée espagnole, privée de chef pendant plusieurs heures, et la journée du 20 novembre ouvrit les portes de l'Espagne à l'armée française. Le lendemain de la bataille elle campa « à la vue de Figuères. Augereau appuya sa droite à la Madeleine et sa gauche à Pont de Molins. Un corps considérable de sa division, établi à Villa-Franca, coupa les communications de cette forteresse avec les débris de l'armée battue. Le général Beaufort, commandant le centre, couvrit le pont de Ricardel et la grande route; Sauret prit poste à Saint-Clemente. La brigade Victor s'avança vers la côte entre Llanca et Cadaquès, puis occupa les hauteurs qui dominent Roses (1). »

N° 515. PRISE DE L'ILE DE BOMMEL. 28 DÉCEMBRE 1794.

MOZIN. — 1837.

L'armée du Nord, dans son rapide mouvement d'invasion, était arrivée sur le Wahal, en face de l'île de Bommel. A partir de Grave sur la Meuse et de Nimègue sur le Wahal, les deux fleuves coulent vers la mer presque parallèlement, se joignent un moment au-dessous de Thiel, se séparent de nouveau et se réunissent un peu au-dessus de Gorcum. Le terrain qu'ils renferment pendant leur séparation est ce qu'on appelle l'île de Bommel. Cette île prise, la Hollande était ouverte à l'invasion. Pendant que Pichegru, atteint de la maladie, comme ses soldats, se donnait à Bruxelles quel-

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. VI, p. 133-138.

ques soins nécessaires, Moreau et Reynier le remplaçaient dans le commandement; tous deux conseillaient le repos et les quartiers d'hiver. Mais le général Daendels, réfugié hollandais, proposait avec instance une première tentative sur l'île de Bommel. Cette tentative n'ayant pas réussi, on donna à l'armée les quartiers d'hiver dont elle avait tant besoin..... Mais un hasard presque miraculeux lui réservait de nouvelles destinées. « Le froid avait déjà commencé à être très-vif, bientôt il augmenta jusqu'à faire espérer que peut-être les grands fleuves seraient gelés. Pichegru quitta Bruxelles et n'acheva pas de se faire guérir, afin d'être prêt à saisir l'occasion de nouvelles conquêtes, si la saison la lui offrait. En effet, l'hiver devint bientôt plus rude et s'annonça comme le plus rigoureux du siècle. Déjà la Meuse et le Wahal charriaient, et leurs bords étaient pris. Le 3 nivôse (23 décembre) la Meuse fut entièrement gelée, et de manière à pouvoir porter du canon.

» Pichegru, profitant de l'occasion que lui offrait la fortune de surmonter des obstacles ordinairement invincibles, se prépara à franchir la Meuse sur la glace. Il se disposa à la passer sur trois points et à s'emparer de l'île de Bommel, tandis que la division qui bloquait Breda attaquerait les lignes qui entouraient cette place. Ces braves Français, exposés presque sans vêtements au plus rude hiver du siècle, marchant avec des souliers auxquels il ne restait que l'empeigne, sortirent aussitôt de leurs quartiers, et renoncèrent gaiement au repos dont ils commençaient à peine de jouir. Le 8 nivôse (28 décembre), par un froid de dix-sept degrés, ils se présentèrent sur trois points, à Crèvecœur, Empel et le fort Saint-André; ils franchirent la glace avec leur artillerie, surprirent les Hollandais presque engourdis par le froid, et les défirent complétement.

» Pichegru, maître de l'île de Bommel, dans laquelle il avait pénétré en passant sur les glaces de la Meuse, franchit le Wahal sur plusieurs points, mais n'osa pas s'aventurer au delà du fleuve, la glace n'étant pas assez forte pour porter du canon (1). »

N° 516. LA CAVALERIE FRANÇAISE PREND LA FLOTTE BATAVE ARRÊTÉE PAR LES GLACES DANS LES EAUX DU TEXEL. — 21 JANVIER 1795.

MOZIN.—1836.

Après l'occupation de l'île de Bommel, le général Pichegru fut bientôt maître de toute la Hollande. Il passa le Wahal, et en quelques jours ses troupes occupèrent les villes de Nimègue, Dordrecht, la Haye et Utrecht. Le 20 janvier l'armée française entra à Amsterdam.

« Pichegru, dit Jomini, avait envoyé dans la Nord-Hollande des détachements de cavalerie et d'artillerie légère, avec ordre de traverser le Texel, de s'approcher des vaisseaux de guerre hollandais qu'il savait être à l'ancre et de s'en emparer. C'était la première fois qu'on imaginait de prendre une flotte avec des hussards : cependant cette tentative réussit au delà de toute espérance. »

Le chef de bataillon Lahure, commandant l'avant-garde de la brigade du général Salvi, à la tête d'un escadron du huitième de hussards, de deux pièces d'artillerie légère, des troisième et cinquième bataillons francs, se dirigeant à marches forcées sur Harlem, arriva à Alkmaer, où il apprit que la flotte hollandaise était retenue dans les glaces en face du Helder. Il partit le soir, après avoir fait prendre à chacun de ses hussards un tirailleur en croupe, arriva dans les dunes avant le jour, ordonna aussitôt toutes ses dispositions, et aborda sur la glace les vaisseaux surpris, qui ne firent qu'un vain semblant de résistance. Toute la flotte hollandaise tomba ainsi au pouvoir de la république.

(1) *Histoire de la révolution française*, par M. Thiers, t. VII, p. 181-183.

N° 517. PRISE DE ROSES.—3 FÉVRIER 1795.

. . . .

Le général Pérignon avait fait occuper les hauteurs qui dominent la ville de Roses, et à la fin du mois de novembre 1794 il avait commencé à établir ses cantonnements autour de la place.

Cette ville n'avait jamais été assiégée jusqu'alors sans une flotte qui secondât les opérations de l'armée de terre. Cette ressource manquait au chef de l'armée des Pyrénées orientales; mais, selon le langage des rapports du temps, « Pérignon connaissait toute l'intrépidité des soldats qu'il commandait, et il n'hésita pas à entreprendre un siége qui eût paru à d'autres d'une exécution impossible.

Les rigueurs de l'hiver, pas plus que la résistance acharnée des assiégés, ne ralentirent pas un instant les travaux. On était au 31 janvier 1795 : les officiers du génie avaient déclaré « qu'ils ne pouvaient continuer les travaux du siége si les retranchements n'étaient pas emportés. « Qu'on se prépare » donc! dit le général Pérignon; je serai demain à la tête de » mes grenadiers. »

» Le lendemain, à cinq heures du matin, la colonne de grenadiers, leur général à leur tête, sort de la tranchée; à huit heures, tous les retranchements en avant de la place étaient enlevés, malgré la plus vive résistance et le feu le plus meurtrier. »

Le 3 février, la place capitula. Roses tomba au pouvoir des Français après soixante et dix jours de siége.

« La place de Roses, dit-on dans le rapport, tira sur les assiégeants treize mille six cent trente-trois boulets, trois mille six cent deux bombes et mille deux cent quatre-vingt-dix-sept obus. Les chaloupes canonnières ou bombardes lancèrent quatre mille sept cent soixante et dix-sept boulets, deux mille sept cent trente-six bombes et deux mille quatre cent quatre-vingts obus ou grenades. On estime à quarante mille les boulets, bombes ou grenades, envoyés par les assiégeants.

» A la lecture du rapport du siége de Roses, la Convention, sur la proposition de Cambacérès, membre du comité de salut public, décréta que l'armée des Pyrénées orientales ne cessait pas de bien mériter de la patrie (1). »

N° 518. PRISE DE LUXEMBOURG.—12 JUIN 1795.

RENOUX.—1837.

De toutes les villes de la rive gauche du Rhin, Luxembourg et Mayence étaient les seules qui ne fussent pas tombées au pouvoir des armées françaises. Luxembourg avait été investi dans les derniers jours du mois de novembre 1794. Le feld-maréchal baron de Bender y commandait, et n'avait pas moins de quinze mille hommes sous ses ordres.

Cette nombreuse garnison, jointe à la force de la place et à l'immense matériel qu'elle renfermait, promettait qu'elle opposerait une longue résistance. L'armée française, au contraire, manquait de tout, comme c'était alors le sort de toutes les armées de la république.

Moreau, qui la commandait, avait fait inutilement sommer la place de se rendre. On lui donna, au mois de mars 1795, le général Hatry pour successeur.

(1) *Victoires et conquêtes*, t. IV, p. 33-42.

« Dans les derniers jours d'avril, le général Hatry, averti par plusieurs déserteurs que les assiégés commençaient à souffrir beaucoup dans la place, se décida à renouveler au gouverneur la sommation que lui avait déjà faite le général Moreau. Mais, sur la réponse également négative du feld-maréchal Bender, le général français ordonna aussitôt de mettre à exécution les menaces qu'il avait faites de brûler la place. En conséquence, il donna les ordres nécessaires pour qu'il fût construit sur une hauteur boisée, située vis-à-vis et à une petite distance du fort Saint-Charles, une batterie blindée, qui devait être armée d'un grand nombre de mortiers.

« On mit à la construction de cette batterie une telle activité, que peu de jours suffirent pour qu'elle fût en état de foudroyer la place. »

Le gouverneur tenta plusieurs sorties pour détruire les ouvrages des assiégeants, et n'ayant pu y parvenir, « les habitants effrayés, et craignant déjà de voir leurs maisons réduites en cendres et eux-mêmes écrasés sous leurs débris, s'assemblèrent tumultueusement autour du gouvernement, et demandèrent à grands cris qu'on épargnât à leur ville les horreurs d'un bombardement en consentant une capitulation.

« Le feld-maréchal Bender, gagné enfin par leurs sollicitations, et d'ailleurs désespérant plus que jamais de se voir délivré par l'arrivée de quelques secours, se décida à capituler. Le 1er juin il envoya au général Hatry un parlementaire chargé de lui demander à entrer en accommodement, et, par une circonstance qui nous paraît digne d'être remarquée, c'était aussi le 1er juin 1684 que cette même place de Luxembourg, assiégée par le maréchal de Créqui, demanda à entrer en capitulation.

« Le général de division Hatry rendait compte de son importante conquête dans une lettre datée de son quartier général d'Itzig, le 13 juin. Il disait : « Enfin elle est à la république cette première forteresse de l'Europe, et la dernière colonne autrichienne l'a évacuée hier 12, à cinq heures du matin. Je vous envoie vingt-quatre drapeaux et un étendard, que l'adjudant général Charpentier vous remettra. Je ne puis assez faire l'éloge des troupes dont le commandement m'est confié : officiers et soldats, tous y ont mis le plus grand dévouement, et, malgré le feu continuel des plus vifs et de toute espèce que la place faisait jour et nuit, soit sur les travailleurs, soit sur les différents camps, jamais les travaux n'ont été ralentis un seul instant (1). »

N° 519. ENTRÉE DE L'ARMÉE FRANÇAISE A BILBAO. — 23 JUILLET 1795.

BESOUX

L'armée des Pyrénées occidentales, après la campagne de 1797, avait pris ses quartiers d'hiver sur le territoire espagnol.

Elle devait l'année suivante se porter en avant et tenter l'invasion. Tout était ordonné pour ce mouvement décisif, et le général Moncey n'attendait pour se mettre en marche que les renforts qui lui étaient annoncés. Leur tardive arrivée, en le condamnant à l'inaction pendant les mois de mai et de juin, accrédita dans l'armée française les bruits de paix qui commençaient à s'y répandre. L'armée espagnole, de son côté, se tenait en observation.

« L'aile gauche de l'armée du prince de Castel-Franco occupait, sous le lieutenant général Crespo, les bords de la Déba, depuis Bergara jusqu'à son embouchure ; l'aile de Crespo se liait d'assez loin avec le centre aux ordres du lieutenant général Filangiéri ; leur jonction avait lieu au port de Lecumbery, que traverse la route de Tolosa à Pampelune (1). »

Enfin, le 25 juin, la première colonne dirigée de l'intérieur ayant rejoint l'armée des Pyrénées occidentales, ses bataillons se mirent en mouvement. Dans un combat du 6 juillet, à Irurzun, le général Moncey parvint à séparer l'armée espagnole. Le 12 il défit complétement le général Crespo, et prit position, le 13, à Villaréal, tandis que son avant-garde entrait à Vittoria.

Crespo, retiré dans les montagnes de la Biscaye, ne songeait plus qu'à couvrir Bilbao ; mais, poursuivi sans relâche, il fut contraint de l'abandonner. Le général Moncey s'empara de la capitale de la Biscaye le 23 juillet ; il y trouva des magasins considérables, et il se préparait à poursuivre une campagne aussi heureusement commencée, lorsqu'il reçut l'ordre de suspendre les hostilités. La paix avait été conclue le 12 juillet entre la république française et le roi d'Espagne.

N° 520. PASSAGE DU RHIN A DUSSELDORF. 6 SEPTEMBRE 1795.

BEAUME. — 1836.

L'armée de Rhin-et-Moselle, arrêtée depuis longtemps sous les murs de Mayence, avait investi cette ville du côté de la rive gauche du fleuve. Mais l'investissement ne pouvait être complet, et le siége ne pouvait commencer tant qu'on ne se serait point rendu maître de l'autre rive.

Le général Jourdan avec l'armée de Sambre-et-Meuse était dans les environs de Cologne. Il devait subordonner ses mouvements à ceux de l'armée de siége, passer le fleuve et compléter l'investissement de la place sur la rive opposée. Mais Clerfayt, maître de toute la rive droite du Rhin, en occupait les points principaux, et ses troupes, réparties dans une longue ligne de cantonnement, depuis Dusseldorf jusqu'à Bâle, étaient parfaitement retranchées.

Le général en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse résolut le passage du fleuve sur la ligne de Dusseldorf. Mais il fallait, pour réussir, tromper la vigilance de l'ennemi et lui donner le change en masquant ses opérations. Jourdan fit en conséquence quelques démonstrations du côté de Weisenthurn, et dirigea tout un équipage de pont sous le feu de la forteresse d'Ehrenbreistein et de toutes les batteries dont la rive droite était hérissée en face de Coblentz. Pendant ce temps l'armée française faisait ses préparatifs pour passer le Rhin à Dusseldorf.

Kléber avait proposé au général en chef de s'emparer de cette ville aussitôt après le passage du fleuve ; l'exécution de cette entreprise était difficile et périlleuse. « Dusseldorf était fortifiée, défendue par une garnison de deux mille hommes, protégée par un camp retranché où se trouvaient douze à quinze mille Autrichiens, et par une citadelle dont les remparts, hérissés de plus de cent bouches à feu, semblaient défier les plus courageux efforts. »

C'était là que Championnet, avec une partie de sa division, devait traverser le fleuve. Quatorze compagnies de grenadiers entrèrent dans des barques qui avaient été préparées. Le silence le plus absolu fut recommandé ; la peine de mort était prononcée contre tout soldat qui ferait feu pendant la traversée.

« A onze heures du soir la flottille se mit en mouvement. Les ennemis pouvant distinguer à la clarté de la lune les mouvements de l'armée française, la flottille ne tarda pas à

(1) *Victoires et conquêtes*, t. X, p. 147-151.

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. VII, p. 20.

éprouver le feu de l'artillerie ennemie : l'artillerie française, placée sur la rive gauche du Rhin, protégea le passage et fit taire le feu des Autrichiens. Les grenadiers exécutèrent en silence les ordres du général Championnet. Enfin la flottille touche au rivage opposé, les grenadiers s'élancent aussitôt avec la plus grande impétuosité, culbutent l'ennemi et s'emparent de ses positions. Championnet suit l'armée et donne ordre au général Legrand de bloquer sur-le-champ Dusseldorf. Le gouverneur, sur la sommation qui lui fut faite, se rendit avec la garnison (1). »

N° 521. COMBAT DE SUCCARELLO.
18 SEPTEMBRE 1795.

BOULANGER —1837.

Au mois de septembre 1795 l'armée française appuyait la droite de sa ligne à Borghetto, village sur la rivière de Gênes, environné de murs et défendu par un camp retranché : « De là, passant sur les montagnes du Saint-Esprit et de Monte-Vento, couronnées de plusieurs étages de batteries, elle se prolongeait vers les mamelons des Deux-Frères, entre lesquels était un petit Gibraltar, rocher barrant la côte du contre-fort de Sambucco, qu'on n'aurait pu occuper sur tout son développement sans s'exposer à se faire couper. Le poste du petit Gibraltar était soutenu, d'un côté, par un ouvrage en crémaillère sur une queue de rocher; et de l'autre, par le camp dit du Champ-des-Prêtres (*Campo dei Preti*). »

La ligne de l'armée austro-sarde commençait à Loano, petite ville en face de Borghetto, se prolongeant ensuite vers l'Apennin, jusque sur les hauteurs à droite et à gauche du Tanaro. Voici comment les cantonnements de cette armée étaient répartis.

Le général Wallis, pendant la maladie de de Wins, commandait à Loano la droite, toute composée de troupes autrichiennes; la gauche, sous les ordres du marquis de Colli, formée de Piémontais, était du côté de Tanaro, et le général d'Argenteau se trouvait au centre avec les troupes allemandes, les régiments italiens au service de l'Autriche, et quelques bataillons piémontais.

La position de Borghetto offrait à l'armée française de grands avantages pour prendre l'offensive, et il y avait nécessité pour le général de Wins, qui pouvait être inquiété dans Loano, de s'en emparer. Le 17 septembre il renforça le comte d'Argenteau de deux mille hommes d'élite, et lui ordonna d'établir une batterie de six bouches à feu pour protéger l'attaque qui devait avoir lieu le lendemain au point du jour, et commencer sur le point de Succarello. On se battit avec acharnement, et déjà les Autrichiens espéraient la victoire, « lorsque le général Sejean ordonna à l'adjudant général Saint-Hilaire de sortir du camp des Deux-Frères et de marcher avec les éclaireurs et les grenadiers sur le flanc gauche de l'ennemi. Un brouillard fort épais couvrit ce mouvement, en assura la réussite, et les Impériaux furent repoussés jusque dans les redoutes de Sambucco (2). »

N° 522. BATAILLE DE LOANO.
23 ET 24 NOVEMBRE 1795.

BELLANGÉ.

La paix conclue avec l'Espagne avait permis d'envoyer une portion des troupes employées jusque-là sur la frontière des Pyrénées. Les nouveaux bataillons arrivèrent vers les premiers jours d'octobre, et à la même époque le général Kellermann,

(1) *Victoires et conquêtes*, t. IV, p. 302.
(2) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. VII, p. 300.

appelé à un autre commandement, remit à Schérer celui de l'armée d'Italie. L'avantage remporté à Succarello promettait de nouveaux succès. Schérer se mit en devoir de les obtenir. La grande quantité de neige qui était tombée dans les montagnes ayant forcé les avant-postes des deux armées à se retirer dans les vallées, il dut renoncer à attaquer les positions que les Piémontais occupaient dans les montagnes, et, lorsque l'ennemi croyait les troupes françaises à la veille d'entrer dans leurs cantonnements, Schérer songeait, rapporte Jomini, à accabler les Autrichiens dans la rivière de Gênes. Ayant ordonné d'attaquer l'ennemi dans sa position de Loano le 23 novembre, il arrêta les dispositions suivantes :

« La division Augereau, à la droite, fut chargée de se porter entre Loano et le Monte-Carmelo, et de faire effort particulièrement de ce côté : la tâche de Masséna, au centre, consistait à enlever les hauteurs de Roccabarbène et de Monte-Lingo avec les divisions Laharpe et Charlet, tandis qu'à la gauche Serrurier, avec sept mille hommes, tiendrait en échec le corps de Colli dans le camp de San-Bernardo et de la Planetta, jusqu'au moment où Masséna, maître des sommités de l'Apennin, pourrait, en lui envoyant du renfort, le mettre en état de prendre l'offensive à son tour, et de forcer le passage des gorges de Garessio.

« Un brick et neuf chaloupes canonnières prirent poste sur la plage, entre Borghetto et la Pietra, pour inquiéter le flanc gauche de l'ennemi, et l'attaque commença au signal de deux fusées lancées du mont Saint Esprit. »

Ce fut Augereau qui, avec vigueur, mais sans précipitation, commença l'attaque. Il enleva les trois mamelons qui formaient les avant-postes autrichiens, malgré l'héroïque résistance du général Roccavina. Pendant ce temps Masséna, avec sa vigueur et son audace accoutumées, franchissait les crêtes de l'Apennin, et faisait attaquer les flancs d'Argenteau par les généraux Laharpe et Charlet. Le premier repoussa de Malsabocco les régiments italiens de Belgiojoso et de Caprara, et fit un grand carnage de deux bataillons piémontais qui voulurent lui résister; l'autre enleva aux Impériaux Banco et toute l'artillerie qui le garnissait. Ces deux opérations terminées, Masséna réunit ses troupes, et marcha en toute diligence sur Bardinetto, où Argenteau avait rallié ses forces, et l'attaqua de front et sur les flancs. Le combat devint opiniâtre; Charlet tomba blessé à mort; mais Masséna décida la victoire en chargeant à propos à la tête de la réserve. Les Impériaux, battus, se retirèrent de peur d'être enfoncés. A peine aperçut-il leur mouvement rétrograde, qu'il envoya le général Cervoni avec trois bataillons, par des sentiers très-difficiles, s'emparer des hauteurs de Settepani et de Melogno, tandis qu'il harcèlerait leurs derrières. Mais ces précautions devinrent inutiles, Argenteau s'étant retiré dans le plus grand désordre à Murialto, derrière la Bormida. »

Malgré la fatigue de ses troupes, Masséna poussa alors l'adjudant général Joubert avec quinze cents hommes sur les hauteurs de San-Pantaleone, se disposant à le suivre avec le gros de ses forces.

« Schérer, instruit des brillants succès de Masséna et de l'arrivée de Joubert sur ces hauteurs, se mit au point du jour à la poursuite des Autrichiens. Augereau remonta l'Apennin avec deux de ses brigades, tandis que l'autre longea la côte. De son côté Masséna, prévoyant que la retraite des Impériaux allait s'opérer par la gorge de San-Giacomo, donna l'ordre à Joubert de s'en emparer avec ses meilleurs marcheurs, et se disposa à le suivre avec le reste de son avant-garde (1). »

Un orage de vent et de neige empêcha la poursuite d'être aussi redoutable à l'ennemi qu'elle pouvait l'être. Cependant

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. VII, p. 307-317.

plusieurs milliers de morts qu'il laissa sur le champ de bataille, cinq mille prisonniers, quarante pièces de canon, et des magasins immenses furent le fruit de cette victoire. Elle jeta l'épouvante en Italie, et prêta quelque force au gouvernement du Directoire, qui venait de succéder à celui de la Convention nationale.

N° 523. VILLE ET CHATEAU DE NICE. 27 mars 1796.

LE GÉNÉRAL BONAPARTE PREND LE COMMANDEMENT DE L'ARMÉE D'ITALIE.

Alaux et Guiaud.—1835.

N° 524. VILLE ET CHATEAU DE NICE. 27 mars 1796.

LE GÉNÉRAL BONAPARTE PREND LE COMMANDEMENT DE L'ARMÉE D'ITALIE.

Aquarelle par Bagetti.

La Convention nationale venait de finir sa redoutable dictature (26 octobre 1795). Avant de se dissoudre, elle avait promulgué la constitution dite de l'an III, qui partageait la puissance publique entre deux conseils législatifs et un directoire exécutif composé de cinq membres. Assaillie aux derniers jours de son existence par les sections insurgées de Paris, qui l'accusaient de vouloir, sous un autre nom, perpétuer au sein des deux conseils son odieuse existence, elle avait repoussé victorieusement leur attaque, et la journée du 13 vendémiaire (5 octobre) avait assuré le tranquille établissement de la nouvelle forme du gouvernement républicain. En même temps cette journée avait mis en lumière un homme à peine connu jusqu'alors par quelques services subalternes rendus au siége de Toulon et dans la guerre des Alpes. Bonaparte, pour prix de l'assistance qu'il avait prêtée à l'autorité expirante de la Convention nationale, reçut du Directoire le commandement de l'armée d'Italie. Ainsi s'ouvrit devant lui l'immense carrière de puissance et de gloire qu'il devait parcourir.

Jusque-là les armées françaises, dans une incertaine et lente offensive, s'étaient arrêtées au pied des Alpes : nous allons les voir courir du rapide pas de la conquête.

« Le général en chef arriva à Nice le 27 mars; ses premiers moments furent consacrés à pourvoir aux besoins qui auraient pu nuire à ses opérations, et à prendre connaissance de l'état de ses troupes, ainsi que des positions ennemies. Portant un œil sévère sur les administrations, il leur imprima bientôt toute son activité, assura les différents services, et, secondé par le zèle et le crédit d'un banquier fournisseur, parvint à faire payer aux troupes un à-compte sur leur solde, qui ranima bientôt leur confiance, et les attacha irrévocablement au chef qui savait améliorer leur sort (1). »

N° 525. ARRIVÉE DE L'ARMÉE FRANÇAISE A ALBENGA. — 5 avril 1796.

PREMIER QUARTIER DU GÉNÉRAL BONAPARTE POUR L'OUVERTURE DE LA CAMPAGNE.

Aquarelle par Bagetti.

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. VIII, p. 61.

N° 526. ENTRÉE DE L'ARMÉE FRANÇAISE A SAVONE. — 9 avril 1796.

Alaux et Guiaud.—1835.

N° 527. ENTRÉE DE L'ARMÉE FRANÇAISE A SAVONE. — 9 avril 1796.

Aquarelle par Bagetti.

« Ces premières dispositions achevées, il transféra son quartier-général à Albenga, le 5 avril, puis à Savone le 9 Cheminant avec le nombreux train des parcs et tout le personnel des administrations par l'horrible route de la Corniche, sous le feu des canonnières anglaises, il montra, dès ce début, l'audace qui devait caractériser ses entreprises (1). »

N° 528. COMBAT DE VOLTRI. — 9 avril 1776.

Aquarelle par Bagetti.

« Bonaparte trouva son armée éparse dans une ligne de cantonnement trop étendue. La division Laharpe, qui gardait Savone, avait poussé la brigade Cervoni en avant-garde sur Voltri, afin de menacer Gênes et d'appuyer les sommations du ministre de France. Le général Masséna prit position à Cadibono; Augereau au centre, près le mont San-Giacomo; la gauche, aux ordres de Serrurier, vers Orméa et Garessio. Les divisions Macquart et Garnier furent détachées depuis Tende au col de Cerise.

» L'ennemi occupait une ligne à peu près parallèle, mais encore plus étendue : Beaulieu avec la gauche à Voltagio et Ovada, le centre vers Sassello, la droite dans la vallée de la Bormida. L'armée de Colli, non moins disséminée, avait la garde depuis ce point jusqu'à l'Argentière; la brigade Christ défendait les vallées de Vermegnana, du Gesso et de la Stura, contre le général Macquart; le général Leyre occupait la Cursaglia, l'Ellero, les aboutissants du Tanaro, les environs de Mondovi et Vico; le comte de Flaye défendait la haute Bormida, le camp retranché de Ceva et Mulazanno; enfin Provera à la gauche, gardant Millesimo et Cairo, devait lier cette armée avec celle des impériaux, et s'assurer des hauteurs de Cossaria, qui dominent et séparent les deux vallées de la Bormida (2). »

N° 529. LE COLONEL RAMPON, A LA TÊTE DE LA TRENTE-DEUXIÈME DEMI-BRIGADE, DÉFEND LA REDOUTE DE MONTE-LEGINO. 10 avril 1796.

Berthon —1812.

N° 530. LE COLONEL RAMPON, A LA TÊTE DE LA TRENTE-DEUXIÈME DEMI-BRIGADE, DÉFEND LA REDOUTE DE MONTE-LEGINO. 10 avril 1796.

Aquarelle par Bagetti.

Les premiers avantages remportés par l'armée française en Italie avaient éveillé toutes les craintes du cabinet de Vienne. Aussitôt le comte de Beaulieu avait été rappelé des bords du Rhin pour remplacer le général de Wins dans son commandement, en même temps que l'armée austro-sarde

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. VIII, p. 61.
(2) *Ibid.*, p. 62.

était augmentée et portée au nombre de soixante et treize mille hommes. Beaulieu, avec des forces doubles de celles de l'armée française, s'empressa de prendre l'offensive : déjà il avait attaqué les troupes françaises à Voltri, et le général Cervoni, après un engagement assez vif, avait été contraint à se retirer devant la supériorité de l'ennemi.

« Dans le moment où Beaulieu entrait à Voltri, le général Argenteau commandant le centre, fort de dix mille Autrichiens, s'était ébranlé en trois colonnes, avec le gros de ses troupes, pour forcer les positions retranchées qu'occupait un détachement de la division Laharpe sur les sommités de Montenotte et Monte-Legino. Argenteau conduisit son corps de bataille de Paretto sur le mont Traversin, où il devait se réunir au général Roccavina, parti de Dego avec deux mille cinq cents hommes d'élite. »

Montenotte se compose d'une petite chaîne de hauteurs, située au sommet de l'Apennin, qui en s'abaissant forme le col de même nom ; Monte-Legino, placé en avant, du côté de Savone, domine le chemin direct du col de Montenotte à Savone. La jonction du centre et de l'aile gauche de l'armée ennemie devait avoir lieu dans les plaines au-dessus de Savone. « Monte-Legino, selon l'expression du général Jomini, était la clef de l'entreprise des coalisés. »

« Les deux colonnes réunies, montant à douze mille cinq cents hommes, n'avaient qu'un pas à faire pour gagner le Monte-Legino, quand le colonel Rampon, détaché pour recueillir Cervoni, vint s'y établir et défendre ses hauteurs pied à pied. Les impériaux, maîtres des positions dominantes et n'ayant plus qu'un dernier assaut à livrer pour s'emparer de ce contre-fort qui plonge sur Savone, lancent plusieurs colonnes sur la redoute; Roccavina se met à leur tête et les encourage par son exemple. Le colonel Rampon, qui sait apprécier l'importance de son poste, jure de s'y ensevelir, et fait répéter ce serment au milieu du feu aux douze cents braves qu'il commande : différentes attaques très vives sont repoussées, et la nuit seule vient mettre un terme à la fureur des deux partis (1). »

N° 531. BATAILLE DE MONTENOTTE.
11 avril 1796.

Alaux et Guiaud.—1835.

N° 532. BATAILLE DE MONTENOTTE.
11 avril 1796.

Aquarelle par Bagetti.

Pendant que le colonel Rampon arrêtait à Monte-Legino les efforts de l'ennemi, le général en chef Bonaparte prescrivait à Savone des dispositions pour l'attaque.

« Bien qu'une nuit pluvieuse et une matinée obscure de brouillards rendissent les mouvements des républicains plus pénibles, elles en garantirent d'autant mieux le succès, en prolongeant l'incertitude de l'ennemi.

» Les brigades conduites par le général Laharpe furent les premières à les aborder vers cinq heures du matin, et réussirent parfaitement à leur donner le change sur le point où se dirigeait l'effort. On combattit avec assez de vivacité sur le front de la position de Montenotte... » Bonaparte, parti de Savone à une heure du matin, dans la nuit du 11 avril, avait joint Masséna sur les hauteurs d'Altare. « Il s'établit sur un plateau, au centre de ses divisions, pour mieux juger de la tournure des affaires et prescrire les manœuvres qu'elles nécessiteraient (2). »

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. VIII, p. 67-69.
(2) *Ibid.*, p. 71-72.

L'ennemi, repoussé sur tous les points, abandonna ses positions, et le désordre, ajoute Jomini, s'introduisit dans ses rangs : il fut rejeté sur Puetto et Dego avec perte de douze cents hommes de combat et autant de prisonniers. Il n'en arriva à Ponte-Ivrea qu'environ huit à neuf cents : le reste fut dispersé.

N° 533. ENTRÉE DE L'ARMÉE FRANÇAISE A CARCARE. — 12 avril 1796.

Aquarelle par Bagetti.

« Le général en chef ordonna à la division Laharpe de poursuivre l'ennemi d'abord jusqu'à Sassello afin de donner des inquiétudes au corps qui s'y trouvait, mais de se rabattre aussitôt sur la Bormida. Lui même se dirigea avec le centre et la gauche sur la route de Dego, et le quartier-général vint s'établir à Carcare (1).

N° 534. BLOCUS DU CHATEAU DE COSSARIA.
13 avril 1796.

Alaux et Parmentier.—1835.

N° 535. BLOCUS DU CHATEAU DE COSSARIA.
13 avril 1796.

Aquarelle par Bagetti.

N° 536. ATTAQUE DU CHATEAU DE COSSARIA.
14 avril 1796.

Taunay.—1800.

N° 537. ATTAQUE DU CHATEAU DE COSSARIA.
14 avril 1796.

LE LIEUTENANT GÉNÉRAL PROVERA, SOMMÉ DE SE RENDRE, DEMANDE A CAPITULER.

Aquarelle par Bagetti.

N° 538. REDDITION DU CHATEAU DE COSSARIA.
19 avril 1796.

Aquarelle par Bagetti.

« Le 13 avril, au point du jour, la division Augereau força les gorges de Millesimo, tandis que les brigades Joubert et Ménard, au centre, délogeaient les ennemis des hauteurs environnantes, et coupaient la retraite à Provera, qui se vit contraint de se réfugier sur le sommet de la montagne de Cossaria, où il se retrancha dans les ruines d'un vieux château. Ce château est assis sur la montagne la plus élevée de l'Apennin, au nœud de trois contre-forts qui, à la distance de trois à quatre cents toises, forment un glacis gazonné d'une pente régulière, quoique très-roide, dont le pied est tapissé d'épaisses broussailles. »

Le général Provera, sommé de se rendre, voulait sortir avec armes et bagages. Ces conditions n'ayant pas été acceptées, Augereau résolut d'emporter Cossaria. Déjà ses colonnes d'attaque, aux ordres du général Bannel et des adjudants généraux Joubert et Quesnel, étaient formées sur chacun des contre-forts. Elles en suivirent les crêtes, et furent accueillies par un feu de mouqueterie très-vif. Joubert, presque au milieu du glacis, ayant jugé à propos de profiter d'un pli de terrain pour faire reprendre haleine à sa troupe,

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. VIII, p. 74.

afin de la réunir et d'assaillir ensuite les retranchements avec plus d'ensemble et de vivacité, les deux autres colonnes s'arrêtèrent aussi. Alors les ennemis, prenant cette halte pour de l'hésitation, firent rouler des quartiers de rochers qui renversèrent et écrasèrent tout ce qu'ils rencontraient. En moins d'un quart d'heure, près de mille hommes furent tués ou mis hors de combat : Bannel et Quesnel étaient du nombre des premiers. Néanmoins Joubert, après avoir rétabli l'ordre dans sa troupe, était parvenu au pied des retranchements que quelques braves avaient déjà escaladés, quand deux coups de pierre le firent tomber sans connaissance et rouler en bas du glacis. Les soldats, rebutés par les obstacles qui semblaient se multiplier sous leurs pas, et privés de tous leurs chefs, cherchèrent alors dans les broussailles un faible abri contre le feu dont ils étaient accablés. La nuit suspendit le combat sur ce point : Augereau, craignant que son adversaire ne se fît jour dans l'obscurité, fit établir des épaulements et des batteries d'obusiers à demi-portée de fusil du château, et la division passa la nuit du 13 au 14 sur le qui-vive (1). »

Mais Provera était au bout de sa résistance : manquant de vivres et de munitions, il fut forcé de se rendre le 15 avril avec les quinze cents hommes qu'il commandait.

N° 539. LE GÉNÉRAL BONAPARTE

REÇOIT A MILLESIMO LES DRAPEAUX ENLEVÉS A L'ENNEMI.—AVRIL 1796.

ADOLPHE ROEHN.—1812.

Bonaparte était à Millesimo, où il avait établi son quartier général dans la villa Caretti. Il dictait ses ordres à Berthier, chef de l'état-major d'Italie, lorsque ses aides de camp Marmont et Junot vinrent lui présenter les premiers drapeaux enlevés à l'armée des Austro-Sardes à la bataille de Montenotte et à la prise du château de Cossaria.

N° 540. ATTAQUE GÉNÉRALE DE DEGO.

14 AVRIL 1796.

Aquarelle par BAGETTI.

N° 541. COMBAT DE DEGO. — 16 AVRIL 1796.

ATTAQUE DE LA REDOUTE DE MONTE-MAGLIONE.

Aquarelle par BAGETTI.

N° 542. COMBAT DE DEGO. — 16 AVRIL 1796.

Aquarelle par BAGETTI.

N° 543. COMBAT DE DEGO. — 16 AVRIL 1796.

LE GÉNÉRAL BONAPARTE RENCONTRE LE GÉNÉRAL CAUSSE BLESSÉ MORTELLEMENT.

MULARD.—1812.

N° 544. PRISE DE DEGO.—16 AVRIL 1796.

Aquarelle par BAGETTI.

Pendant que Provera s'efforçait d'arrêter l'armée française devant le château de Cossaria, Beaulieu avait renforcé à Dego le comte d'Argenteau d'un corps de troupes ramené de Gênes, et lui avait ordonné de se maintenir dans cette position jusqu'à la dernière extrémité.

« Le 14 avril au matin les deux armées se trouvèrent en présence. Les troupes sardes, établies dans la vallée de la Bormida et sur les hauteurs du Cencio, cherchant à délivrer Provera, attaquèrent au centre la brigade Ménard ; mais elles furent vigoureusement accueillies et repoussées avec perte. Alors Bonaparte fit appuyer le général Ménard à droite, afin de renforcer l'attaque que la division Laharpe devait exécuter sur Dego, de concert avec le reste des troupes de Masséna. »

Cette attaque fut couronnée d'un plein succès : après plusieurs assauts repoussés et recommencés avec une égale vigueur, la position resta aux Français avec quatre mille prisonniers et une partie de l'artillerie ennemie. Les troupes, fatiguées de quatre jours de combats, se reposaient à peine quand il fallut reprendre les armes. C'était le général Wukassowitch qui, égaré dans sa marche (16 avril), était tombé au milieu de l'armée française avec six mille grenadiers qu'il commandait, et qui, pour se sauver, venait de tenter un coup d'audace.

« La colonne autrichienne se jetant avec impétuosité sur les postes, les surprit à la faveur d'un épais brouillard et d'une assez forte pluie; en vain le général Lasalcette voulut s'opposer à ses progrès; l'ennemi replia l'avant-garde et s'empara de Dego, ainsi que des redoutes voisines. »

Le général en chef, informé de cet incident, ordonna de nouveau d'attaquer cette position. « Le général Causse s'avance à la tête de la quatre-vingt-dix-neuvième sur la grande redoute de Maglione, que Masséna, secondé par le reste de la division Laharpe, doit assaillir en même temps. Les troupes cheminaient péniblement sous un feu meurtrier : Causse, impatient, se précipite à la tête de quelques centaines d'hommes, essuie la décharge meurtrière des Autrichiens, et tombe mort avec une partie de ses braves; le reste fuit sur la tête de colonne où il jette l'incertitude. Les Autrichiens s'élancent de la redoute à sa poursuite, et les troupes républicaines, ébranlées, reviennent en désordre, quand le général en chef, arrivant avec la quatre-vingt-neuvième, sous le commandement du général Victor, reçoit le choc des Impériaux, et ordonne à son escadron d'escorte de rallier les fuyards (1). »

Bonaparte, passant près de l'endroit où le général Causse avait été frappé à mort, s'arrêta près de lui : « Dego est-il repris? » demanda le mourant; et sur la réponse affirmative du général en chef, il ajouta : « Vive la république ! je meurs content. »

Les résultats de cette bataille de six jours, ou de cette série de combats livrés à Millesimo, Montenotte et Dego, furent la prise de quarante pièces de canon, et une perte, pour l'armée ennemie, d'environ dix mille hommes hors de combat.

N° 545. PRISE DES HAUTEURS DE MONTE-ZEMOLO.

15 AVRIL 1796.

Aquarelle par BAGETTI.

Aussitôt que la capitulation de Cossaria eut rendu disponible la division du général Augereau, Bonaparte lui ordonna de marcher sur les hauteurs de Monte-Zemolo et de s'en emparer, pour achever de séparer les Piémontais de l'armée autrichienne.

Le général Augereau exécuta les ordres du général en chef, et en même temps que la division Masséna reprenait la position de Dego, il s'empara des hauteurs de Monte-Zemolo.

(1) *Histoire des guerres de la révolution* par Jomini, t. VIII, p. 76-78.

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. VIII, p. 83-84.

N° 546. PRISE DE LA VILLE DE CEVA.
16 AVRIL 1796.

ÉVACUATION DU CAMP RETRANCHÉ PAR LES PIÉMONTAIS.

Aquarelle par BAGETTI.

N° 547. PRISE DE LA VILLE DE CEVA.
16 AVRIL 1796.

LES PIÉMONTAIS SE RETIRENT DANS LE FORT.

Aquarelle par BAGETTI.

Le plan du directeur Carnot ordonnait à Bonaparte de négliger l'armée piémontaise et de poursuivre l'anéantissement des Autrichiens. Mais Bonaparte savait qu'à la guerre il n'y a point de plan qui ne doive se subordonner à l'empire des circonstances, et que souvent un général doit, sous sa responsabilité, avoir le courage de désobéir. Il ne pouvait consentir à laisser sur ses derrières une armée aussi brave, et qui, déjà entamée, devait lui coûter si peu à anéantir. En conséquence il laissa le général Laharpe au camp de San-Benedetto pour observer Beaulieu, et, par un de ces prodiges d'activité dont il commençait alors le merveilleux exemple, il entraîna ses jeunes soldats vers Ceva, où le général Colli s'était retranché. Ce fut dans cette marche mémorable que, du haut du Monte Zemolo, Bonaparte montra à son armée les riches plaines de l'Italie qui s'ouvraient devant elle, et, lui faisant voir en même temps par derrière les Alpes avec leurs hautes cimes, s'écria dans un transport d'enthousiasme : « Annibal avait franchi les Alpes, nous, nous les avons tournées. »

« La division Augereau quitta, sans perdre une minute, les hauteurs de Monte-Zemolo (16 avril), et descendit sur Ceva, où elle opéra sa jonction avec la division Serrurier et la brigade Rusca. Le quartier général fut transporté le 18 à Salicetto; la division Masséna vint prendre position vers Monte-Barcaro; celle de Laharpe resta à San-Benedetto, entre le Belbo et la Bormida, pour observer l'armée autrichienne. Victor, avec une brigade de réserve, couvrait Cairo et la route de Savone. »

Le général Bonaparte fit attaquer de front le camp de Ceva et la position de Pedagiera par les trois brigades de la division Augereau. Les généraux Masséna et Serrurier, dirigés sur la droite et la gauche de ces positions, furent chargés de les tourner et de les investir.

« Le général Colli, dont les postes avaient été reployés, tint avec assez de fermeté les redoutes extérieures qui couvraient son camp, et qui étaient défendues par sept à huit mille hommes. Les brigades Joubert et Beyrand les attaquèrent à plusieurs reprises avec leur vigueur accoutumée, sans obtenir néanmoins un succès décidé. Mais le général piémontais, informé que la division Serrurier débordait sa droite par Monbasilico, et que Masséna, débouchant des montagnes de Barcaro, menaçait de lui enlever sa dernière communication par Castellino, résolut prudemment de se retirer dans la nuit, laissant quelques bataillons dans la citadelle de Ceva (1). »

N° 548. ATTAQUE DE SAINT-MICHEL.
20 AVRIL 1796.

PASSAGE DU TANARO SOUS LE FEU DES PIÉMONTAIS.

Aquarelle par BAGETTI.

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. VIII, p. 88-89.

N° 549. ATTAQUE DE SAINT-MICHEL.
20 AVRIL 1796.

ALAUX et GUYON.—1835.

N° 550. PRISE DES HAUTEURS DE SAINT-MICHEL.
20 AVRIL 1796.

ALAUX et GUYON.—1835.

N° 551. PRISE DES HAUTEURS DE SAINT-MICHEL.
20 AVRIL 1796.

Aquarelle par BAGETTI.

Le général Colli, en se retirant du camp retranché de Ceva, « avait pris pour couvrir Mondovi une excellente position sur les hauteurs qui encaissent la rive gauche de la Cursaglia jusqu'à son confluent dans le Tanaro; sa droite, sous le général Bellegarde, appuyant à Notre-Dame de Vico; le centre, sous Dichat, à Saint-Michel; sa gauche, commandée par Vitali, jusque vers Lesegno; une réserve à la Bicocque. La gauche, couverte par le Tanaro et la Cursaglia, n'était pas abordable, les Sardes ayant rompu le pont de Pra, vis-à-vis Lesegno : à la vérité ceux de Saint-Michel au centre, et de la Torre à la droite, existaient encore; mais, outre que c'étaient de méchants ponts, leurs débouchés se trouvaient hérissés de batteries rasantes parfaitement disposées. Malgré ces obstacles Bonaparte prescrivit d'assaillir l'ennemi partout où il se présenterait.

« La position de Saint-Michel est un contre-fort de la grande chaîne des Alpes, qui a d'un côté pour fossé la Cursaglia, torrent impétueux, dont les bords, coupés à pic dans une terre argileuse, présentent un escarpement d'autant plus dangereux qu'on ne l'aperçoit que de très-près. Le Tanaro, qui baigne le pied de l'autre revers du contre-fort, est aussi rapide, mais bien plus profond.

» Augereau, arrivé près du Tanaro, chargea Joubert de le reconnaître et de le passer. Ce brave officier, après avoir cherché inutilement un gué, se jeta, quoique blessé, au milieu du torrent et parvint, après des efforts inouïs, sur l'autre bord; mais, ses grenadiers ne pouvant le suivre, on fut obligé de retirer sa colonne hors de portée.

» Sur la gauche le général Guyeux, ayant trouvé un passage au-dessus de la Torre, força bientôt Bellegarde à la retraite : Serrurier et Fiorella franchirent le pont de Saint-Michel, et se logèrent dans le bourg; mais Dichat, quoique débordé et assailli de front, leur opposant une barrière impénétrable, donna le temps à Colli de voler à son secours avec des renforts, et de diriger la réserve sur le flanc des Français groupés autour du bourg. Les Piémontais, ranimés par l'arrivée de ces troupes, se précipitent sur leurs adversaires avec une valeur peu commune, et malgré les efforts de ceux-ci, les obligent à repasser le pont en désordre (1). »

Mais Bonaparte ayant ordonné de nouvelles dispositions pour l'attaque, le général Colli n'attendit pas l'événement.

N° 552. BATAILLE DE MONDOVI.—22 AVRIL 1796.

ALAUX et GUYON.—1835.

N° 553. BATAILLE DE MONDOVI.—22 AVRIL 1796.

Aquarelle par BAGETTI.

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. VIII, p. 89-91.

N° 554. BATAILLE DE MONDOVI.—22 AVRIL 1796.

MORT DU GÉNÉRAL STENGEL.

Aquarelle par BAGETTI.

En se retirant ainsi devant les Français, le général piémontais ne cherchait qu'à gagner du temps, afin d'opérer, s'il le pouvait, sa jonction avec l'armée autrichienne. Mais Bonaparte, qui devinait sa pensée, n'en était que plus pressé de l'atteindre et de lui porter des coups décisifs. L'extrême fatigue de ses troupes l'arrêtait seulement. « Il tint alors un conseil de guerre auquel les divisionnaires furent mandés. Il y exposa l'état des choses sans rien déguiser; et les généraux, convaincus que l'armée serait perdue si on donnait le temps à l'ennemi de se reconnaître, décidèrent unanimement une seconde attaque, malgré la fatigue et le découragement des troupes. »

Cependant le général Serrurier, qui suivait tous les mouvements de l'armée piémontaise, ne tarda pas à l'atteindre près de Vico. Le général Colli prit alors position à Mondovi, où il fut bientôt attaqué.

« La brigade Dommartin marcha droit sur le centre au poste de Briquet, défendu par Dichat, qui, selon son usage, l'accueillit chaudement. Les bataillons républicains hésitent... Colli se précipite sur eux avec la réserve, et les ramène tambour battant, de manière à faire concevoir des craintes au général Serrurier. Celui-ci ne voit de ressources qu'en appelant à son secours la brigade Fiorella, chargée d'abord d'attaquer le flanc de l'ennemi, et ce mouvement réussit d'autant mieux, que Colli, dans ces entrefaites, était forcé de voler à l'extrême droite, où Guyeux menaçait de gagner Mondovi. Dichat, privé de soutien à l'instant où les deux brigades républicaines formées en colonnes profondes allaient se précipiter sur lui, ne s'en défendit pas moins bien, mais ce général ayant été frappé d'un coup mortel, la perte d'un chef si estimé mit la consternation parmi ses soldats, qui se retirèrent en désordre. Forcé ainsi sur le centre, et menacé sur les deux flancs par Meynier et Guyeux, Colli se décida alors à repasser l'Ellero sous Mondovi, où il jeta quelques bataillons, avec ordre de l'évacuer dès que la retraite serait assurée. Il rassembla ses forces à Fossano.

» Le général Stengel, voulant le harceler à la tête de quelques escadrons qui avaient franchi l'Ellero et gagné le flanc gauche, devint victime de trop d'impétuosité. Chargé lui-même par les dragons de la Reine, qui le culbutèrent, il tomba expirant aux mains des Piémontais avec une partie de son détachement : le reste ne trouva de salut qu'en repassant le torrent à la hâte. Les Piémontais perdirent dans cette journée environ mille hommes, huit canons et onze drapeaux. Le magistrat de Mondovi apporta les clefs de la ville au vainqueur (1). »

N° 555. ENTRÉE DE L'ARMÉE FRANÇAISE A BENE. 24 AVRIL 1796.

Aquarelle par BAGETTI.

Le 23 avril, le lendemain de la bataille de Mondovi, le général Colli proposa une suspension d'hostilités. Il faisait espérer la paix, mais le général Bonaparte, « fidèle à son plan, savait que, pour en assurer l'exécution et en obtenir tous les résultats possibles, il ne fallait pas laisser aux alliés le temps de se reconnaître, et qu'à aucun prix il ne devait ralentir la rapidité de ses opérations. Il répondit que les négociations n'éprouveraient aucun obstacle à Paris, où l'on souhaitait la paix aussi vivement qu'à Turin; mais que, ne pouvant perdre le fruit de ses victoires, il ne suspendrait sa marche que dans le cas où l'on mettrait à sa disposition deux des trois forteresses de Coni, Tortone ou Alexandrie.

» Le 24 la cavalerie du général Beaumont, suivie de la division Masséna, occupa la ville de Bene (1). »

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. VIII, p. 95.

N° 556. ENTRÉE DE L'ARMÉE FRANÇAISE A CHERASCO.—25 AVRIL 1796.

Aquarelle par BAGETTI.

« Le 25 Serrurier marcha à Fossano, où se trouvait le général Colli; les deux corps, séparés par la Stura, se canonnèrent pendant quelques heures. La division Masséna se dirigea sur Cherasco, ville revêtue d'une bonne enceinte palissadée et garnie de vingt-huit pièces de canon, que l'ennemi abandonna pendant la nuit. L'acquisition de cette petite place, importante à cause de sa position au confluent de la Stura et du Tanaro, procura un poste à l'abri d'un coup de main, très-propre à établir les dépôts de premiere ligne (2). »

N° 557. BOMBARDEMENT ET PRISE DE FOSSANO. 26 AVRIL 1796.

Aquarelle par BAGETTI.

« Colli s'étant retiré sur Carignan, la division Serrurier passa la Stura et entra à Fossano; celle du général Augereau s'empara d'Alba (3). »

N° 558. ENTRÉE DE L'ARMÉE FRANÇAISE A ALBA POMPÉIA.—26 AVRIL 1796.

Aquarelle par BAGETTI.

Le 26 le général en chef se porta en avant de la ville d'Alba, après en avoir pris possession.

N° 559. PRISE DE CONI.

NUIT DU 28 AU 29 AVRIL 1796.

ALAUX et LAFAYE.—1835.

N° 560. PRISE DE CONI.—29 AVRIL 1796.

ENTRÉE DE L'ARMÉE FRANÇAISE PAR LA PORTE DE NICE.

Aquarelle par BAGETTI.

Enfin, le général Colli fit connaître, le 27, que la cour de Turin avait accédé aux conditions proposées : le lendemain, 28 avril, l'armistice fut conclu avec le roi de Sardaigne. « Les clauses portaient en substance que ce prince ferait remettre sur-le-champ les forteresses de Coni et d'Alexandrie; que ses troupes évacueraient le fort de Ceva et remettraient Tortone aussitôt que cela serait possible; et aussitôt le général Despinois prit possession de Coni (4). »

(1) *Histoire des guerres de la revolution*, par Jomini, t. VIII, p. 98.
(2) *Ibid.*, p. 99.
(3) *Ibid.*
(4) *Ibid.*, p. 101.

N° 561. PRISE DE LA CITADELLE DE TORTONE. 3 mai 1796.

PASSAGE DE LA SCRIVIA ET ENTRÉE DE L'ARMÉE FRANÇAISE.

Aquarelle par Bagetti.

« Quelques jours après l'occupation de Coni, le général Miollis entra dans le fort de Ceva, et Meynier dans le fort Saint-Victor de Tortone (1). »

N° 562. ENTRÉE DE L'ARMÉE FRANÇAISE A ALEXANDRIE (PIÉMONT).—5 mai 1796.

Aquarelle par Bagetti.

Les hostilités cessant avec la cour de Sardaigne, l'armée d'Italie ne comptait plus d'ennemis que les Autrichiens. Après avoir pris possession des places fortes qui lui étaient cédées et s'être assuré de toutes ses communications avec la France, le général Bonaparte se mit en devoir de repousser au delà de l'Adige les troupes du général Beaulieu.

« L'armée française se porta sur Alexandrie; le général Masséna y arriva assez à temps (le 5 mai) pour s'emparer des magasins considérables amassés par les Autrichiens (2). »

N° 563. ENTRÉE DE L'ARMÉE FRANÇAISE A PLAISANCE.—7 mai 1796.

Aquarelle par Bagetti.

« Le 6 mai le général Bonaparte se porta par une marche forcée à Castel-San-Giovanni, avec trois mille grenadiers et quinze cents chevaux. Des officiers d'état-major côtoyèrent, avec un parti de cavelerie, toute la rive gauche du Pô, pour enlever les embarcations jusqu'à Plaisance: ils prirent plusieurs bateaux chargés de cinq cents malades et de la pharmacie de l'armée. Le 7 mai, le corps des grenadiers, conduit par le général Lannes, arriva vis-à-vis de Plaisance, et se précipita de suite dans les embarcations. Deux escadrons autrichiens étaient en bataille sur la rive opposée, le général Lannes débarqua avec audace et fit bientôt replier cette cavalerie. Les troupes françaises se formèrent avec la rapidité de l'éclair (3). »

N° 564. PASSAGE DU PO SOUS PLAISANCE. 7 mai 1796.

Bocquet.—1799

N° 565. PASSAGE DU PO SOUS PLAISANCE. 7 mai 1796.

Aquarelle par Bagetti.

« Aussitôt après le mouvement sur San-Giovanni, et Plaisance démasqué, toutes les divisions, disposées en échelons, s'ébranlèrent et forcèrent de marche pour arriver; elles commencèrent à passer dans la journée : celles des généraux Laharpe et Masséna vers Plaisance, celle d'Augereau à Verato (4). »

Le 7 mai, le général Bonaparte arriva devant Plaisance; il se rendit au bord de la rivière, où il demeura jusqu'à ce que le passage fût effectué, et l'avant-garde sur la rive gauche.

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. VIII, p. 102.
(2) *Ibid.*, p. 114.
(3) *Ibid.*, p. 116.
(4) *Ibid.*

Beaulieu était alors à Pavie, où il faisait fortifier la ville. Instruit du mouvement de l'armée française, il donna ordre au général Liptay de se porter à sa rencontre.

N° 566. COMBAT DE FOMBIO.—8 mai 1796.

Aquarelle par Bagetti.

« Le 8 mai, le général Liptay se trouvait à Fombio avec trois mille hommes d'infanterie et deux mille chevaux. Il avait pris une position assez avantageuse, dont il importait de le déloger avant que Beaulieu pût le rejoindre. Bonaparte donna ses ordres à cet effet. Le général Dallemagne, avec les grenadiers, attaqua par la droite; l'adjudant général Lanusse marcha au centre, sur la chaussée; le général Lannes à la gauche.

» Après une résistance assez vive, le corps de Liptay fut chassé de Fombio, puis de Codogno; et, soit qu'il y fût forcé, soit que ses instructions lui en donnassent l'ordre, il se rejeta sur Pizzighettone, où il passa l'Adda. La perte des Autrichiens dans cette rencontre se monta à cinq ou six cents hommes (1). »

N° 567. SURPRISE DU BOURG DE CODOGNO. 8 mai 1796.

MORT DU GÉNÉRAL LAHARPE.

Aquarelle par Bagetti.

La division Laharpe, dirigée sur Codogno pour éclairer l'armée, s'était emparée de ce bourg. Informé à Casal de ce mouvement des Français, Beaulieu marcha aussitôt pour les surprendre. La colonne autrichienne donna sur les avant-postes de la division Laharpe, et les surprit complétement. Laharpe rassembla ses troupes, se rendit à ses avant-postes, chargea sur les Autrichiens qu'il repoussa, mais par malheur il tomba dans cette charge frappé à mort d'un coup de feu (2).

N° 568. PRISE DE CASAL.—9 mai 1796.

Aquarelle par Bagetti.

« Cependant l'alarme était donnée, et les troupes sous les armes. Le général Berthier se rendit à Codogno et marcha sur-le-champ, à la tête de la division Laharpe, sur Casal, où il entra sans résistance (3). »

N° 569. COMBAT EN AVANT DE LODI. 10 mai 1796.

Aquarelle par Bagetti.

Beaulieu avait espéré que le Pô lui servirait de barrière contre l'armée française, et déjà ce fleuve était passé. Il se dirigea alors sur Lodi pour disputer le passage de l'Adda. Bonaparte se hâta de l'y chercher, avant que deux divisions, attendues par le général autrichien, fussent venues le rejoindre.

« Le général en chef partit de Plaisance dans la soirée du 9 mai, après avoir signé l'armistice avec le duc; il arriva le 10, à trois heures du matin, à Casal, et en repartit de suite pour se porter à l'avant-garde, qui se mettait à la poursuite de Beaulieu sur Lodi... Arrivant à la tête des grenadiers de

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. VIII, p. 117.
(2) *Ibid.*, p. 119.
(3) *Ibid.*

Dallemagne, ses éclaireurs engagèrent une fusillade à l'approche de la ville avec les derniers pelotons de Wukassowitch. Après que la colonne eut défilé, le détachement chargé de garder la ville, étonné de l'audace des grenadiers républicains, qui se précipitaient jusqu'au pied des murailles et menaçaient de les escalader, prit le parti de repasser l'Adda sous la protection d'une artillerie nombreuse, placée sur la rive gauche (1).

N° 570. BATAILLE DE LODI.—10 mai 1796.

Alaux et Lafaye.—1835.

N° 571. BATAILLE DE LODI.—10 mai 1796.

PASSAGE DE L'ADDA.

Aquarelle par Bagetti.

Le général Bonaparte, ayant repoussé à Lodi (le 10 mai) l'arrière-garde des troupes autrichiennes, « se rendit sur-le-champ à l'entrée du pont, afin d'empêcher les travailleurs autrichiens de le rompre : il fit placer lui-même, au milieu d'une grêle de mitraille, les deux pièces légères attachées à l'avant-garde de la division Masséna. Cependant pour assurer le succès de la journée il n'y avait pas une minute à perdre. Bonaparte ordonna au général Masséna de former tous les bataillons de grenadiers en colonne serrée, et de les faire suivre par sa division; celle du général Augereau, qui avait passé la nuit à Casal-Pusterlengo, reçut l'ordre d'accélérer sa marche pour venir prendre part au combat et soutenir les efforts de la première. Cette redoutable masse de grenadiers, ayant le deuxième bataillon de carabiniers en tête, s'élança au débouché du pont : la mitraille, que vingt pièces vomissaient dans ses rangs, y causa un moment d'incertitude, et le rétrécissement du défilé pouvant changer cette incertitude en désordre, les généraux se mirent à la tête des troupes et les enlevèrent avec enthousiasme. Parvenus au milieu de la rivière, les soldats français aperçoivent que le côté opposé, loin d'offrir autant de profondeur que l'autre, pouvait presque se passer à pied sec; aussitôt une nuée de tirailleurs se glisse en bas du pont, et avec autant d'intelligence que de courage se jette sur l'ennemi pour faciliter la marche de la colonne. Ainsi favorisée, celle-ci redouble d'ardeur et de confiance, se précipite au pas de charge sur le pont, le franchit à la course, aborde et culbute dans un instant la première ligne de Sebottendorf, enlève ses pièces et disperse ses bataillons (2) ».

N° 572. PRISE DE CREMA.—11 mai 1796.

Aquarelle par Bagetti.

N° 573. PRISE DE PIZZIGHETTONE.—12 mai 1796.

Aquarelle par Bagetti.

N° 574. PRISE DE CRÉMONE.—12 mai 1796.

Alaux et Oscar Gué.—1835.

N° 575. PRISE DE CRÉMONE.—12 mai 1796.

Aquarelle par Bagetti.

« Après l'affaire de Lodi, Beaulieu se retira derrière le Mincio. La division Augereau et la cavalerie marchèrent à sa poursuite sur Créma, où elles entrèrent le 11 mai.

« Celle de Serrurier reçut ordre de se rabattre sur Pizzighettone, pour l'attaquer par la rive droite de l'Adda, tandis que Masséna s'y porterait sur la rive gauche. L'apparition du général Masséna, le 12 mai, du côté de Regone, décida le commandant de Pizzighettone à se rendre.

» La ville de Crémone ouvrit en même temps (le 12 mai) ses portes à l'avant-garde de cavalerie du général Beaumont. La division Serrurier vint ensuite y prendre position (1). »

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. VIII, p. 122-124.
(2) *Ibid.*, p. 125.

N° 576. ENTRÉE DE L'ARMÉE FRANÇAISE A PAVIE PAR LA PORTE DE LODI. 13 mai 1796.

Aquarelle par Bagetti.

De Pizzighettone le général Augereau se rendit à Pavie, dont il prit possession le 13 mai.

N° 577. ENTRÉE DE L'ARMÉE FRANÇAISE A MILAN.—15 mai 1796.

Alaux et Lafaye.—1835.

N° 578. ENTRÉE DE L'ARMÉE FRANÇAISE A MILAN.—15 mai 1796.

Aquarelle par Bagetti.

« Le 13 mai le général Masséna se posta de Lodi sur Milan. Le division Augereau y marcha de Pavie. Bonaparte fit son entrée solennelle le 15 : le comte de Melzi vint à sa rencontre à Melezuollo. Arrivé à la porte Romaine, il y trouva la garde urbaine et presque toute la population de cette grande cité. Les compagnies de milices baissèrent les armes, les citoyens reçurent le général en chef avec des acclamations universelles; la noblesse alla au-devant de lui : il se rendit au palais de l'archevêque, escorté par la garde milanaise. »

La citadelle de Milan avait une garnison autrichienne. Bonaparte la fit investir et ordonna d'en presser le siége. « Le général Despinois fut chargé de cette tâche et du commandement de la capitale. On convint avec les Autrichiens qu'ils ne tireraient point sur la ville, mais seulement sur les troupes employées à l'attaque (2). »

N° 579. PRISE DE SONCINO.—24 mai 1796.

Aquarelle par Bagetti.

L'avant-garde de l'armée se mit en marche pour effectuer le passage de l'Oglio. Le général Kilmaine, qui la commandait, arriva le 24 à Soncino, dont il s'empara.

N° 580. PRISE DE BINASCO.—25 mai 1796.

Aquarelle par Bagetti.

Le 25 mai le général en chef de l'armée d'Italie quitta Milan pour se rendre à Brescia par Lodi : arrivé dans cette ville, il apprend du général Despinois que trois heures après son départ on avait sonné le tocsin dans toute la Lombardie.

« A peine Bonaparte fut-il instruit de ce mouvement, qu'il retourna sur ses pas avec trois cents chevaux et un bataillon

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. VIII, p. 128.
(2) *Ibid.*, p. 129.

de grenadiers... Une colonne mobile, aux ordres du général Lannes, se porta sur Binasco, où sept à huit cents paysans armés étaient rassemblés; il les mit en fuite, en tua une centaine et brûla le village (1). »

N° 581. PAVIE ENLEVÉE D'ASSAUT.—26 MAI 1796.

Aquarelle par Bagetti.

C'était Pavie qui avait été le principal théâtre de l'insurrection : cinq à six mille paysans avaient été introduits dans la ville, et la garnison contrainte à se retirer dans le château.

« Le général en chef, voulant empêcher le désastre qui résulterait de la résistance de cette ville, envoya l'archevêque de Milan porter au peuple soulevé une proclamation pour le faire rentrer dans l'ordre. La démarche du prélat resta sans effet. Bonaparte se porta alors, le 26 mai, sur les lieux. La ville était garnie de beaucoup de monde et semblait en état de se défendre ; le château avait été forcé de capituler faute de vivres et de munitions Quelques coups de canon furent tirés et la ville sommée; mais l'aveuglement des insurgés étant à son comble, le général Dommartin fit placer de suite le sixième bataillon de grenadiers en colonne serrée, la hache à la main, avec deux pièces de canon en tête : les portes furent enfoncées, la foule se dispersa et se sauva dans les maisons et sur les toits, essayant inutilement d'empêcher les troupes troupes françaises de pénétrer dans les rues, en les accablant de pierres. Bonaparte voulait faire mettre le feu à la ville, lorsque la garnison du château revint saine et sauve, et lui épargna un acte aussi terrible (2). »

N° 582. BATAILLE D'ALTENKIRCHEN. 4 JUIN 1796.

Hipp. Bellangé.—1839.

L'armistice arrêté, par la convention de 1796, entre les armées françaises et autrichiennes sur les bords du Rhin, avait suspendu quelque temps les hostilités. Mais le rappel du comte de Clerfayt semblait prouver que cette convention n'avait pas obtenu l'assentiment du cabinet de Vienne. Cependant les opérations de la guerre n'avaient pas encore repris leur cours, lorsque le général Wurmser reçut l'ordre de se rendre en Italie avec un corps d'élite de vingt-cinq mille hommes. En même temps l'armée impériale opposée aux Français en Allemagne passait sous les ordres de l'archiduc Charles, à qui l'on avait adjoint le général Latour et le duc de Wurtemberg.

Du côté des Français, Jourdan était toujours à la tête de l'armée de Sambre-et-Meuse, et le général Moreau avait succédé à Pichegru dans le commandement de celle du Rhin.

Lorsque le moment d'agir fut enfin marqué par la dénonciation que les Autrichiens firent de l'armistice, le général Jourdan se mit en devoir de prendre l'initiative. A cet effet il ordonna à Kléber d'attaquer le corps du duc de Wurtemberg, et de le pousser avec toute la vigueur possible sur la Lahn.

Kléber manœuvra quelques jours en vue des troupes autrichiennes, et eut avec elles quelques engagements. Le 4 juin il était devant le corps principal du duc de Wurtemberg, qui occupait les positions avantageuses de Kroppach et d'Altenkirchen.

« Un combat assez vif, mais inégal, s'engagea; la cavalerie du général Lefebvre, conduite par l'intrépide Richepance, traversant le ravin devant Altenkirchen, culbuta quelques escadrons autrichiens sur les bataillons de Jordis; cette infanterie, déjà menacée à gauche, voulut se retirer; mais la tête de la colonne fut bientôt gagnée de vitesse, chargée et forcée à mettre bas les armes. Le général Soult s'était avancé en même temps sur Kroppach, comme il en avait l'ordre; bien qu'il n'eut aucun engagement sérieux, son mouvement contint la réserve que le duc de Wurtemberg avait établie sur ce point, et qui, se trouvant menacée elle-même, ne put prendre aucune part au combat. Les Autrichiens rassemblèrent alors leurs troupes vers Hochstebach et se retirèrent dans la nuit jusqu'à Freilingen, en abandonnant quinze cents prisonniers, douze pièces de canon et quatre drapeaux (1).

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. VIII, p. 135-137.

(2) *Ibid.*, p. 13

N° 583. PASSAGE DU RHIN A KEHL.—24 JUIN 1796.

Toussaint Charlet.

Le général Moreau avait pour instructions de passer le Rhin et de porter la guerre en Allemagne, aussitôt après la reprise des hostilités. Il avait profité de l'armistice pour se préparer à cette importante opération, et s'était décidé à traverser le Rhin à Strasbourg. Cette grande place lui offrait un point de départ excellent, et le fort de Kehl, qu'il trouvait en face de lui, était facile à surprendre. Aussitôt donc que finit la suspension d'armes, il alla faire contre le camp retranché de Manheim une fausse attaque qui lui réussit à merveille, et resserra l'ennemi dans ses lignes; puis une partie de l'armée française fut dirigée sur Strasbourg, pendant que d'autres troupes s'y rendaient d'Huningue. De faux bruits trompèrent les Autrichiens sur leur destination. Il était résolu que le passage s'effectuerait sur deux points : dix mille hommes devaient le tenter à Gambsheim, au-dessous de Strasbourg, et quinze mille à Kehl. L'armée de Sambre-et-Meuse, à l'extrême gauche de celle du Rhin, ayant la première attaqué l'ennemi le 31 mai, le général Moreau, qui devait lier toutes ses opérations avec celles de Jourdan, se prépara à effectuer le passage : le mouvement de retraite que Jourdan avait été dans la nécessité d'ordonner lui en faisait une loi.

« Le 23 juin, après midi, les portes de Strasbourg furent tout à coup fermées, et l'on s'occupa en toute diligence des derniers préparatifs de l'entreprise, différés jusqu'alors pour mieux en garder le secret.

» Trois fausses attaques exécutées à Misesnheim, à la redoute d'Isaac et à Beclair, furent destinées à diviser l'attention et la résistance de l'ennemi.

» Le 23, à l'entrée de la nuit, les corps destinés au passage se trouvèrent rassemblées sur deux points principaux : seize mille hommes au polygone et sur les glacis de la ville de Strasbourg, sous les ordres de Ferino, et douze mille près de Gambsheim, sous ceux du général Beaupuy. Le tout était commandé par Desaix.

» A minuit les embarcations étaient descendues de l'Ill dans le bras Mabile, qu'elles remontèrent; les troupes s'y jetèrent avec vivacité, en observant néanmoins le plus profond silence : le nombre des combattants sur ce premier transport était de deux mille cinq cents hommes.

» A une heure et demie le général donna le signal du départ : le canon des fausses attaques se faisait déjà entendre et aurait dû donner l'éveil à l'ennemi ; cependant ce trajet s'exécuta très-heureusement. Les troupes débarquèrent sans tirer un coup de fusil; les postes ennemis n'eurent que le temps de faire une première décharge et de s'enfuir.

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. VII, p. 178-182.

» L'adjudant général Decaen emporta la batterie d'Erlenrhin malgré quelques coups de canon. »

Moreau, dès qu'il eut réuni sur la rive droite des forces suffisantes pour commencer l'attaque, lança aussitôt ses bataillons contre Kehl. On aborda à la baïonnette les deux redoutes autrichiennes, et elles furent promptement enlevées. L'artillerie trouvée dans le fort fut aussitôt tournée contre le général Stein, qui arrivait de son camp de Wilstett pour repousser les Français, et qui fut repoussé lui-même.

« Le pont de bateau, commencé le 24 à six heures du soir, fut achevé le 25 juin au matin. Les communications étant alors assurées, on fit défiler sur la rive droite les troupes à cheval, l'artillerie légère des deux divisions et le reste de l'infanterie du général Beaupuy (1). »

N° 584. COMBAT DE LIMBOURG.
7 JUILLET 1796.

COGNIET.

Jourdan, attaqué à Wetzlar par l'archiduc Charles, avait été forcé de rentrer dans son camp retranché de Dusseldorf. Là il attendait pour reprendre l'offensive que Moreau eût passé le Rhin. Dès qu'il en eut reçu la nouvelle, il surprit les Autrichiens, qu'il repoussa à Bendorf le 3 juillet, et les força de se retirer derrière la Lahn, où ils prirent position.

Le général Bernadotte, à l'avant garde, avait été dirigé le 7 juillet sur Limbourg, par les deux rives de l'Elz; il était chargé d'en couvrir le débouché et de faire observer celui de Dietz. « En arrivant sur les hauteurs d'Offheim, ce général se trouva en présence d'un gros corps de réserve de Werneck, qui avait quitté sa position en arrière de Limbourg et traversé cette ville pour venir inquiéter la queue de la division Championnet, qui achevait à peine le mouvement ordonné pour la veille. Il s'engagea de suite un combat assez vif, à la suite duquel les Français prirent possession de toute la partie de la ville de Limbourg située sur la rive droite de la Lahn. Les grenadiers de Bernadotte se battirent avec un grand courage et repoussèrent plusieurs fois le régiment Royal-Allemand qui tenta de charger (2). »

N° 585. COMBAT DE SALO. — 31 JUILLET 1796.

HIPP. LECOMTE.—1836.

N° 586. COMBAT DE SALO. — 31 JUILLET 1796.

Aquarelle par BAGETTI.

La citadelle de Milan venait de se rendre; et, sauf la ville de Mantoue, la Lombardie entière était occupée par les armes françaises. Mais, à force de vaincre, Bonaparte avait vu son armée s'affaiblir, et neuf mille hommes de renfort qu'il venait de recevoir la portaient à peine à quarante mille combattants, tandis que le feld-maréchal Wurmser, qui avait remplacé Beaulieu dans le commandement, descendait avec soixante et dix mille hommes des montagnes du Tyrol. La ligne de l'Adige allait donc devenir le théâtre de la guerre.

Bonaparte avait placé à Salo, où aboutissait une des routes du Tyrol, le général Sauret avec trois mille hommes. Quasdanowitch, après avoir tourné le lac de Garda, arrive à Salo avec la droite de l'armée autrichienne qu'il commandait, surprend le général Sauret, et le repousse du poste qu'il occupe. Le général Guyeux y reste seul avec quelques centaines d'hommes, et s'enferme dans un vieux bâtiment, d'où il refuse de sortir, quoiqu'il n'ait ni pain, ni eau, et à peine quelques munitions.

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. VIII, p. 205-211.
(2) *Ibid.*, p. 271.

Bonaparte, dans son quartier général de Castelnuovo, reçut cette nouvelle en même temps que celle de la marche des Autrichiens sur Brescia, qui lui fermait la route de Milan. Sa situation était alarmante : les deux rives du lac de Garda étaient occupées par l'ennemi, dont les divisions en se réunissant allaient l'envelopper. Se porter sur la pointe du lac pour empêcher la jonction des Autrichiens, rappeler Serrurier du siége de Mantoue, au moment où cette ville allait tomber entre ses mains, ramener toutes les troupes du bas Adige et du bas Mincio, et avec leur masse rassemblée faire un grand effort sur Quasdanowitch, l'écraser, et de là se reporter sur le gros de l'armée de Wurmser, tel fut le plan que Bonaparte conçut, et qu'il exécuta avec autant de rapidité que de bonheur.

« La brigade Dallemagne fut dirigée sur Lonato, le général en chef se rendit sur les hauteurs en arrière de Dezenzano, fit remarcher Sauret sur Salo pour dégager le général Guyeux, compromis dans le mauvais poste où ce général l'avait laissé; cependant il s'y était battu quarante-huit heures contre toute une division ennemie, qui cinq fois lui avait livré l'assaut, et cinq fois avait été repoussée. Sauret arriva au moment même où l'ennemi tentait un dernier effort : il tomba sur ses flancs, le défit entièrement, lui prit des drapeaux, des canons et des prisonniers (1). »

N° 587. VUE DU LAC DE GARDA. — AOUT 1796.

LES CHALOUPES ENNEMIES FONT FEU SUR LES VOITURES DE MADAME BONAPARTE.

HIPP. LECOMTE.—1808

Joséphine de la Pagerie, femme du général en chef, allait à Dezenzano, lorsque sa voiture fut arrêtée par des officiers de l'armée française, qui l'avertirent que l'ennemi était sur la route, et lui offrirent des chevaux pour retourner plus promptement à Peschiera. Pendant ce temps des chaloupes canonnières, en croisière sur le lac de Garda, firent feu sur sa voiture.

N° 588. BATAILLE DE LONATO. — 3 AOUT 1796.

ALAUX et HIPP LECOMTE.—1835.

N° 589. BATAILLE DE LONATO. — 3 AOUT 1796.

Aquarelle par BAGETTI.

Pendant que le maréchal Wurmser se dirigeait sur Mantoue pour en faire lever le siége, Bonaparte allait chercher Quasdanowitch à Lonato.

« Le 3 eut lieu la bataille de Lonato; elle fut donnée par les deux divisions de Wurmser, qui passèrent le Mincio sur le pont de Borghetto, celle de Liptay en était, et par la division de Bayalitsch qu'il avait laissée devant Peschiera, ce qui, avec la cavalerie, formait un corps de trente mille hommes, les Français en avaient vingt à vingt-trois mille. Le succès ne fut pas douteux. Wurmser, avec deux divisions d'infanterie et la cavalerie qu'il avait conduite à Mantoue, non plus que Quasdanowitch, qui était déjà en retraite, ne purent s'y trouver. »

D'abord l'avant-garde de la division Masséna, qui occupait

(1) *Mémoires de Napoléon écrits à Sainte-Hélène*, par le général Montholon, t. III, p. 279.

Lonato, fut repoussée ; mais le général en chef, qui était à Ponte-di-San-Marco, accourut se placer à la tête des troupes : l'ennemi fut attaqué par le centre, Lonato repris au pas de charge, et la ligne autrichienne coupée. « Une partie se replia sur le Mincio, l'autre se rejeta sur Salo ; mais, prise en front par le général Sauret qu'elle rencontra, et en queue par le général Saint-Hilaire, tournée de tous côtés, elle fut obligée de mettre bas les armes (1). »

N° 590. COMBAT DE CASTIGLIONE.—3 AOUT 1796.

PRISE DU BOURG ET DU CHATEAU DE CASTIGLIONE.

Aquarelle par BAGETTI.

« Tandis que le général en chef rétablissait le combat à l'avant-garde de Masséna, Augereau avait attaqué celle de Wurmser, conformément à ses instructions. Après avoir replié les avant-postes de l'ennemi, on rencontra la division du général Liptay dans une assez bonne position, à droite et à gauche de Castiglione.

» Après un combat très-vif, les Autrichiens furent repoussés ; mais, voyant le petit nombre des troupes qui les suivaient, ils se reformèrent bientôt. Une nouvelle charge les força une seconde fois à la retraite et les jeta sous le feu de la cinquante-unième..... La surprise qu'elle leur causa augmenta leur désordre et leur perte (2). »

N° 591. COMBAT DE CASTIGLIONE.—3 AOUT 1796.

PRISE DES HAUTEURS DE FONTANA PRÈS DE CASTIGLIONE.

Aquarelle par BAGETTI.

« Le général Augereau attaqua ensuite le pont de Castiglione avec une partie de sa réserve, soutenue d'un bataillon de la quatrième demi-brigade, que Bonaparte avait détaché de Lonato. Kilmaine accélérait son mouvement pour prendre part au combat. D'un autre côté, la tête de colonne de Wurmser commençait à arriver par Guirdizzo.

« Le combat fut vif ; l'avant-garde des Autrichiens fit une très-belle défense, car elle était inférieure en nombre : il est vrai qu'elle se sentait soutenue par la prochaine arrivée de l'armée de Wurmser, et que les Français au contraire croyaient avoir à combattre le gros de cette armée. La perte que ces derniers essuyèrent prouva également leurs efforts et la vigoureuse résistance des Impériaux.

» Ces deux combats de Lonato et de Castiglione assurèrent le succès de toute l'opération, et les suites en furent des plus importantes : les Autrichiens y perdirent trois mille hommes tués, blessés ou prisonniers, indépendamment de vingt pièces de canon (3). »

N° 592. PRISE DE GAVARDO.—4 AOUT 1796.

Aquarelle par BAGETTI.

Le général Quasdanowitch s'était retiré sur les hauteurs de Gavardo, où le général en chef le fit poursuivre sans relâche.

« Saint-Hilaire fut renvoyé avec quelques renforts de la division Masséna au général Guyeux, à Salo, pour tenter un effort mieux combiné par la montagne sur Gavardo, tandis que le centre ferait des démonstrations sur les hauteurs de Bedizzole, en vue de le seconder.

» A la suite d'un combat assez vif, les Français occupèrent Gavardo. Le général autrichien, se voyant menacé en même temps par Saint-Ozetto et par Salo, ses troupes étant d'ailleurs exténuées par des fatigues et des marches excessives dans un pays difficile et dépourvu de ressources, se décida à remonter le val Sabia par Volarno, afin de se retirer sur Riva, laissant le prince de Reuss en arrière-garde sur le lac d'Idro, vers Rocca-d'Anfo et Lodrone (1). »

N° 593. BATAILLE DE CASTIGLIONE. 5 AOUT 1796.

ORDRE DE BATAILLE.

N° 594. BATAILLE DE CASTIGLIONE. 5 AOUT 1796.

VICTOR ADAM.—1836.

N° 595. BATAILLE DE CASTIGLIONE. 5 AOUT 1796.

Aquarelle par BAGETTI.

Ayant ainsi rejeté Quasdanowitch dans les montagnes de Salo, et certain que désormais le corps de bataille de l'armée autrichienne était incapable d'entreprendre un mouvement offensif sur le Pô, Bonaparte avait arrêté une attaque générale contre le général Wurmser. Le 5 août, avant le jour, l'armée française, forte de vingt mille hommes, occupait les hauteurs de Castiglione.

Voici, d'après Jomini (2), quel fut l'ordre de bataille des deux armées :

« La division Augereau se forma sur deux lignes en avant de Castiglione. La réserve, aux ordres du général Kilmaine, était placée en échelons à sa droite. La division Masséna tint la gauche, partie déployée, partie en colonnes. D'un autre côté on enjoignit à Despinois d'envoyer quelques bataillons de Brescia.

» L'armée impériale se forma en bataille sur deux lignes, la gauche au mamelon de Medolano, la droite au delà de Salferino. Elle n'était plus que de vingt-cinq mille hommes environ, non compris la division qui bloquait Peschiera, la colonne de Quasdanowitch et quelques troupes détachées vers Mantoue et sur les bords du Pô. »

« La division Serrurier, dit Napoléon dans ses Mémoires (3), forte de cinq mille hommes, avait reçu ordre de partir de Marcaria, de marcher toute la nuit, et de tomber au jour sur les derrières de la gauche de Wurmser : son feu devait être le signal de la bataille. On attendait un grand succès moral de cette attaque inopinée, et, pour la rendre plus sensible, l'armée française feignit de reculer ; mais aussitôt qu'elle entendit les premiers coups de canon du corps de Serrurier, qui, étant malade, était remplacé par le général Fiorella, elle marcha vivement à l'ennemi, et tomba sur des troupes déjà ébranlées dans leur confiance, et n'ayant plus leur première ardeur. Le mamelon de Medole, au milieu de la plaine, était l'appui de la gauche ennemie ; l'adjudant général Verdier fut chargé de l'attaquer. L'aide de camp Marmont y dirigea plusieurs batteries d'artillerie : le poste fut enlevé. Masséna attaqua la droite, Augereau le centre ; Fiorella prit la gauche à

(1) Montholon, t. III, p. 282-283.
(2) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. VIII, p. 323-325.
(3) *Ibid.*

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. VIII, p. 325-326.
(2) *Ibid.*, p. 328.
(3) Tome III, p. 287.

revers; la cavalerie légère surprit le quartier général, et faillit de prendre Wurmser. Partout l'ennemi se mit en pleine retraite. »

« L'ennemi repassa le Mincio et coupa ses ponts, vivement harcelé par la cavalerie de Beaumont et par les troupes de la division Serrurier. Il perdit vingt pièces de canon et environ mille prisonniers, outre deux mille hommes tués et blessés (1). »

N° 596. PRISE DE GALIANO SUR L'ADIGE.

4 SEPTEMBRE 1796.

Aquarelle.

N° 597. PRISE DU CHATEAU DE LA PIETRA.

4 SEPTEMBRE 1796.

MAUZAISSE.—1836.

N° 598. PRISE DU CHATEAU DE LA PIETRA.

4 SEPTEMBRE 1796.

Aquarelle par BAGETTI.

L'armée d'Italie avait enfin reçu, dans les derniers jours du mois d'août 1796, quelques renforts venus, soit de l'armée des Alpes, soit de l'intérieur, et ses cadres étaient au complet. « Serrurier avait remplacé Vaubois à Livourne; celui-ci prit le commandement des onze mille combattants de l'aile gauche, cantonnés sur la rive occidentale du lac de Garda. La division Masséna, portée à treize mille hommes, s'établit au centre, et Augereau forma la droite avec neuf mille. Sahuguet commanda les dix mille hommes laissés devant Mantoue : on donna à Kilmaine deux bataillons et sa faible division de cavalerie pour éclairer le bas Adige et défendre Vérone. Sauret, avec les dépôts de l'armée, réunis à deux ou trois bataillons attendus incessamment des Alpes, devait maintenir la police à Brescia et sur les derrières (2). »

Pendant ce temps l'armée, de Sambre-et-Meuse et celle de Rhin-et-Moselle s'avançaient rapidement au cœur de l'Allemagne. Bonaparte conçut la pensée que Wurmser, du Tyrol où il s'était retiré pour recruter son armée affaiblie, pouvait se porter sur les derrières des troupes françaises en Allemagne, et surprendre Moreau, à l'instant où il venait de passer le Danube. Pour rendre l'exécution de ce projet impossible, il forma le hardi dessein de passer la Brenta, et d'aller chercher le feld-maréchal autrichien dans ses montagnes. Ce serait lui qui de la sorte pourrait lier ses opérations avec celles de Moreau, et achever la destruction des armées impériales.

Les divisions de l'armée d'Italie se mirent donc en marche pour se porter dans le Tyrol. La colonne de Masséna, ayant repoussé les avant-postes autrichiens à Alla, s'empara de Serravalle le 17 août au soir, et de San-Marco le 18, pendant que Rampon et Victor se rendaient maîtres de Roveredo, que le général autrichien Quasdanowitch abandonnait pour s'établir dans la position de Coliano, et opérer sa jonction avec le général Wukassowitch.

« Arrivées à Roveredo, les divisions Masséna et Augereau prirent position. Dans ce moment, le général en chef s'aperçut que l'ennemi établissait un point de défense à la position du château de la Pietra ou Coliano, appuyant sa gauche à une montagne inaccessible, et sa droite à l'Adige, par une forte muraille crénelée, et où il établit plusieurs pièces d'artillerie.

» La division Masséna, qui était en avant de Roveredo, était excédée de fatigue; mais un mot du général en chef lui fait oublier qu'elle marchait depuis deux jours et demi, et se battait continuellement; et nos braves, confiants dans les dispositions de Bonaparte, animés par l'exemple du général Masséna, brûlent du désir de joindre l'ennemi. Ils arrivent devant la position qu'il défend : c'est là que notre artillerie, placée avec avantage, que des colonnes disposées, l'une pour gravir quelques parties de rocher à peine accessibles, l'autre tournant par l'Adige, forcent l'ennemi, frappé de terreur, à fuir de sa position. La porte du retranchement est enfoncée; notre cavalerie s'élance à la poursuite de l'ennemi : l'infanterie, oubliant toute sa fatigue, la suit au pas de course. L'ennemi fuyant est atteint; il est culbuté et renversé, et poursuivi jusqu'à trois milles de Trente, où les troupes sont obligées de faire halte par l'épuisement de leurs forces. Cette dernière action, qui termine la journée, laisse en notre pouvoir cinq mille prisonniers, vingt-cinq pièces de canon, une quantité immense de fourgons, sept drapeaux et beaucoup de chevaux, tant de cavalerie que d'artillerie (1). »

N° 599. COMBAT DU PONT DE LAVIS.

5 SEPTEMBRE 1796.

Aquarelle par BAGETTI.

Bonaparte étant entré à Trente le 5 septembre, à huit heures du matin : c'est dans cette capitale du Tyrol italien, quartier général de Wurmser, qu'il apprend que le généralissime des troupes autrichiennes s'est dirigé avec une partie de l'armée qu'il commande sur Bassano; il donne ordre de suivre ses traces.

« Le général en chef, prévenu que l'ennemi tient une position formidable à Lavis, sur la route de Botzen, sent combien il est important de le forcer dans cette position pour l'exécution de ses mouvements ultérieurs : il fait activer la marche du général Vaubois; il marche lui-même avec l'avant-garde, qui attaque l'ennemi à six heures du soir. L'avant-garde est arrêtée par la défense opiniâtre de l'ennemi; mais la tête de la division arrive; le général ordonne le passage du pont et l'attaque du village au pas de charge et l'arme au bras, et aussitôt le pont de Lavis est passé et le village forcé, et, par une manœuvre hardie, cent hussards de Wurmser, un guidon et trois cents hommes d'infanterie sont faits prisonniers. La nuit mit fin à la poursuite de l'ennemi (2). »

N° 600. PRISE DU VILLAGE DE PRIMOLANO.

7 SEPTEMBRE 1796.

Aquarelle par BAGETTI.

« La division du général Augereau s'est rendue le 20 à Borgo du Val di Sugana, Martello et Val Soiva; la division du général Masséna s'y est également rendue par Trente et Levico.

« Le 21 au matin, l'infanterie légère faisant l'avant-garde du général Augereau, commandée par le général Lanusse, rencontre l'ennemi, qui s'est retranché dans le village de Primolano, la gauche appuyée à la Brenta et la droite à des montagnes à pic. Le général Augereau fait sur-le-champ ses dispositions; la brave cinquième demi-brigade d'infanterie légère attaque l'ennemi en tirailleurs; la quatrième demi-brigade d'infanterie de bataille, en colonnes serrées et par bataillons, marche droit à l'ennemi, protégée par le feu de l'artillerie légère : le village est emporté (3). »

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. VIII, p. 331.
(2) *Ibid.*, t. IX, p. 102.

(1) *Campagnes de Bonaparte*, par le général Berthier, p. 132-133.
(2) *Ibid.*, 133.
(3) *Ibid.*, p. 137.

N° 601. PASSAGE DE LA BRENTA
ET PRISE DU FORT DE COVELO. — SEPTEMBRE 1796.

Aquarelle par BAGETTI.

« Mais l'ennemi se rallie dans le petit fort de Covelo, qui barrait le chemin, et au milieu duquel il fallait passer : la cinquième demi-brigade d'infanterie légère gagne la gauche du fort, et établit une vive fusillade dans le temps où deux ou trois cents hommes passent la Brenta, gagnent les hauteurs de droite, et menacent de tomber sur les derrières de la colonne. Après une résistance assez vive, l'ennemi évacue ce poste : le cinquième régiment de dragons, auquel j'ai fait restituer les fusils, soutenu par un détachement des chasseurs du dixième régiment, se met à sa poursuite, atteint la tête de la colonne, qui par ce moyen se trouve toute prisonnière.

» Nous avons pris dix pièces de canon, quinze caissons, huit drapeaux et fait quatre mille prisonniers (1). »

N° 602. SIÉGE DE MANTOUE. — SEPTEMBRE 1796.
INVESTISSEMENT DE LA PLACE.

. . . .

N° 603. SIÉGE DE MANTOUE.
BATAILLE DE SAINT-GEORGE. — 19 SEPTEMBRE 1796.

Aquarelle par BAGETTI.

« Tout ce que la prudence, la vigilance et l'activité pouvaient tenter pour cerner Wurmser et le forcer à se rendre prisonnier avec le reste de son armée, fut entrepris par le général en chef de l'armée d'Italie. Ses infatigables divisions n'eurent pas un instant de repos, et les quatre jours qui suivirent la bataille de Bassano ne furent qu'une suite perpétuelle de mouvements et de combats. »

Tel est le témoignage de Berthier sur la série d'opérations dont il a été le témoin et l'historien.

Mais si Bonaparte était parvenu à disperser l'armée du feld-maréchal Wurmser, il n'avait pu l'empêcher de se réfugier dans Mantoue avec six mille hommes qui lui restaient. La garnison de cette ville se trouvait alors de trente-trois mille hommes; cinq mille étaient dans les hôpitaux, et cinq mille dans la ville pour la garde de la place. Le reste tenait la campagne. Les armées françaises et autrichiennes étaient en présence; chaque jour elles préludaient par des engagements partiels à une grande et dernière bataille.

« Les troupes de Wurmser occupaient la Favorite et Saint-George; leur ligne appuyait sa droite à la route de Legnago vers Motella, et la gauche vers Saint-Antoine, sur la route de Mantoue à Vérone; de nombreux escadrons couvraient leur front. L'armée française était en position comme il suit :

» La division de blocus, aux ordres de Sahuguet, consistant en trois demi-brigades et six escadrons, formait la droite, à cheval sur la route qui conduit de la citadelle à Roverbella; la division Masséna, qui comptait six faibles demi-brigades et quelques escadrons, formait le centre, à la hauteur de Due-Castelli. La division Augereau, commandée provisoirement par le général Bon, et destinée à former la gauche, n'avait comme la première que trois demi-brigades et six escadrons (2). »

« L'affaire de Saint-George eut lieu le 19 septembre.

(1) *Campagnes de Bonaparte*, par le général Berthier, p. 138.
(2) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. IX, p. 126-127.

» Le combat fut d'abord engagé par la division Augereau : il ne tarda pas à devenir très-vif; les Autrichiens y envoyèrent leur réserve. Bon fut non-seulement arrêté, mais même perdit un peu de terrain. Sahuguet s'engagea de son côté sur la droite; l'ennemi croyait que toute la ligne était aux prises, quand Masséna déboucha en colonne sur le centre, et porta le désordre dans l'armée ennemie, qui se jeta en toute hâte dans la ville, après avoir perdu trois mille prisonniers, dont un régiment de cuirassiers tout monté, trois drapeaux, onze pièces de canon (1). »

N° 604. COMBAT D'ALTENKIRCHEN.
20 SEPTEMBRE 1796.
MORT DU GÉNÉRAL MARCEAU.

COUDER.—1835.

L'armée de Sambre-et-Meuse, après avoir pénétré au cœur de l'Allemagne, fut contrainte de se retirer devant les forces supérieures et les habiles manœuvres de l'archiduc Charles, et elle opéra son mouvement de retraite sur le Rhin, vers Neuwied. Au combat d'Altenkirchen, le 20 septembre 1796, « le général Marceau, rapporte Jomini (2), sut contenir un ennemi nombreux et acharné, jusqu'à ce que l'armée eût entièrement passé le défilé et pris ses positions sur la rive droite de la Wiedbach. »

Les troupes légères du corps d'armée qu'il commandait étaient engagées dans la forêt d'Hochsteinball. Marceau, voulant mieux reconnaître l'ennemi qui s'avançait, s'approche parmi les premiers éclaireurs, accompagné seulement du capitaine du génie Souhait et de deux ordonnances. Un hussard du régiment de Kayser, qui caracolait devant lui, l'amuse et le distrait par les divers mouvements qu'il fait faire à son cheval, et pendant ce temps Marceau est ajusté par un chasseur tyrolien caché derrière une haie, qui lui tire un coup de carabine à peu de distance. L'intrépide général avance encore de quelques pas, mais bientôt il sent qu'il est blessé à mort, se fait descendre de cheval, et tombe dans les bras de ceux qui sont accourus pour le recevoir.

N° 604 *bis*. LA DIVISION DE FRÉGATES SOUS LES ORDRES DE L'AMIRAL SERCEY COMBAT DEUX VAISSEAUX DANS LE DÉTROIT DE MALAC. — 20 SEPTEMBRE 1796.

GUDIN.

L'amiral Sercey croisait à l'entrée du détroit de Malac : le 8 septembre, au point du jour, on aperçut deux voiles à toute vue sous le vent de l'escadre française; on ne tarda pas à les reconnaître pour de grands bâtiments armés. Pour s'assurer si c'étaient des vaisseaux de la compagnie des Indes ou des vaisseaux de ligne, l'amiral Sercey leur fit alors les signaux des vaisseaux du roi d'Angleterre à ceux de la compagnie des Indes : ils n'y répondirent pas.

A midi la division française arbora ses pavillons : les vaisseaux ne firent point voir les leurs, et virèrent de bord comme pour fuir. Les frégates françaises leur donnèrent la chasse avec ardeur. En approchant les vaisseaux ennemis, on vit que c'étaient deux vaisseaux de soixante et quatorze, nommés *l'Arrogant* et *le Victorieux*. Vers deux heure et demie, l'amiral Sercey fit reprendre aux frégates la route qu'elles te-

(1) *Mémoires de Napoléon écrits à Sainte-Hélène*, par le général Montholon, t. III, p. 313.
(2) T. IX, p. 44.

naient auparavant, et les disposa en deux colonnes, afin d'être à même de mettre l'ennemi entre deux feux s'il venait attaquer les forces françaises. Les vaisseaux, qui avaient continué de s'éloigner des frégates, firent porter sur elles à quatre heures et demie, et se couvrirent de voiles pour leur appuyer chasse à leur tour.

Le général forma alors sa ligne de bataille avec les quatre plus fortes frégates dans cet ordre : *la Cybèle*, *la Forte*, *la Seine* et *la Vertu*, conservant un peu au vent de cette ligne *la Prudente* et *la Régénérée*, désignées comme escadre légère sous le commandement du capitaine de *la Prudente* Magon, pour envelopper l'ennemi. Les vaisseaux ennemis se formèrent bientôt en ligne au vent des frégates, et se mirent à courir le même bord qu'elles. Ils parurent avoir l'intention d'attaquer pendant la nuit, espérant profiter de quelque désordre causé par l'obscurité dans l'escadre française, mais elle manœuvra avec ensemble et précision. A dix heures, la sonde ayant amené vingt brasses, le général fit virer de bord vent devant à *la Cybèle*, afin de l'éloigner de la terre, et les autres frégates imitèrent cette manœuvre par la contre-marche. Les Anglais imitèrent cette évolution, et le lendemain 9, au point du jour, ils se trouvaient à petite portée de canon des frégates de queue. A cinq heures et demie, l'amiral Sercey, voyant que le combat devenait inévitable, résolut d'attaquer l'ennemi. En conséquence il fit virer de bord, et former l'ordre de bataille renversé, *la Vertu* en tête. Dans cet ordre il poussa sa bordée de manière à gagner le vent aux vaisseaux. *La Prudente* et *la Régénérée* échangèrent pour mot d'ordre en cas d'abordage *Magon* et *Willaumez*. A six heures et demie, le général fit le signe de commencer le feu dès qu'on serait à portée. Les vaisseaux anglais hissèrent alors leur pavillon. Le vaisseau de tête commença le combat à sept heures et quelques minutes, en tirant plusieurs volées à *la Vertu*. Celle-ci ne put lui riposter que lorsqu'il laissa arriver pour prolonger la ligne française à contre-bord, suivi de son compagnon.

Ce mouvement s'exécuta lentement, à cause du peu de vent ; et les frégates *la Vertu* et *la Seine* demeurèrent longtemps exposées seules au feu des vaisseaux ; elles souffrirent toutes deux beaucoup, *la Vertu*, dans sa mâture et ses voiles, *la Seine*, par la quantité d'hommes qu'on lui mit hors de combat. Bientôt l'action devint générale ; mais les deux frégates de l'escadre légère ne purent d'abord y prendre une part très-active, à cause de leur position à portée de fusil au vent de *la Forte* et de *la Cybèle*, qu'elles doublaient. Un quart d'heure environ avant que l'on tirât les premiers coups de canon, *la Prudente* avait fait à *la Régénérée* le signal dont l'expression est : « aborder l'ennemi. » L'équipage de celle-ci l'accueillit aux cris cent fois répétés de *vive la République !* et attendit impatiemment le signal d'exécution. Il ne fut pas fait, sans doute à cause du calme, qui empêchait de manœuvrer, et qui laissait à peine assez d'air aux frégates pour gouverner et se tenir en ligne. *La Régénérée* alors se laissa culer, *la Prudente* fit de même, et ces deux frégates, formant ainsi une seconde ligne édentée avec celle des quatre autres, elles purent tirer sur l'ennemi, *la Régénérée*, en dirigeant tout son feu entre *la Forte* et *la Cybèle*, et *la Prudente*, en dirigeant le sien en arrière de cette dernière. *La Vertu* en ce moment paraissait très-maltraitée ; une de ses vergues avait été coupée par les boulets de l'ennemi. *La Régénérée* allait demander à donner la remorque à cette frégate, lorsque le général fit signal à l'escadre légère d'arriver et de serrer l'ennemi au feu. Il faisait alors calme plat, et les frégates ne gouvernaient plus. *La Régénérée* mit un canot à la mer pour se faire abattre ; mais tout ce qu'elle put faire fut de parvenir à prendre poste, à neuf heures, dans la première ligne, en arrière de la frégate du général. Dans cet instant, le premier vaisseau ennemi arriva tout plat ; il avait une vergue coupée. Une épaisse fumée sortait de tous les côtés de ce vaisseau : il avait le feu à bord, et ne s'occupait plus qu'à tâcher de l'éteindre. Tous les efforts des frégates purent se réunir sur le vaisseau de queue. Il ne riposta que faiblement au feu de toute la division française, et fut bientôt dégréé, criblé et forcé de se retirer. A onze heures, le feu cessa entièrement. Les deux vaisseaux anglais, tout délabrés, se traînaient péniblement. La division française, bien ralliée, reprit, sans forcer de voiles, sa route de la veille, formée sur deux colonnes. La division française eut quarante-deux hommes tués et cent quatre blessés. On jugea par la lenteur des travaux à bord des vaisseaux ennemis qu'ils avaient perdu beaucoup de monde.

N° 605. LE GÉNÉRAL AUGEREAU AU PONT D'ARCOLE. — 15 NOVEMBRE 1796.

THÉVENIN. — 1798.

Bonaparte écrivait aux directeurs du quartier général de Vérone, le 29 brumaire an v (19 novembre 1796) :

« Informé que le feld-maréchal Alvinzi, commandant l'armée de l'empereur, s'approchait de Vérone, afin d'opérer sa jonction avec les divisions de son armée qui sont dans le Tyrol, je filai le long de l'Adige avec les divisions d'Augereau et de Masséna ; je fis jeter, pendant la nuit du 24 au 25, un pont de bateaux à Ronco, où nous passâmes cette rivière. J'espérais arriver dans la matinée à Villa-Nova, et par là enlever les parcs d'artillerie de l'ennemi, les bagages, et attaquer l'armée ennemie par le flanc et ses derrières. Le quartier général du général Alvinzi était à Caldiero. Cependant l'ennemi, qui avait eu avis de quelques mouvements, avait envoyé un régiment de Croates et quelques régiments hongrois dans le village d'Arcole, extrêmement fort par sa position au milieu des marais et des canaux.

» Ce village arrêta l'avant-garde de l'armée pendant toute la journée. Ce fut en vain que tous les généraux, sentant l'importance du temps, se précipitèrent à la tête pour obliger nos colonnes à passer le petit pont d'Arcole : trop de courage nuisit ; ils furent presque tous blessés. Augereau empoignant un drapeau le porta jusqu'à l'extrémité du pont ; il resta là plusieurs minutes sans produire aucun effet. Cependant il fallait passer ce pont ou faire un détour de plusieurs lieues qui nous aurait fait manquer toute notre opération (1). »

N° 606. LE GÉNÉRAL BONAPARTE AU PONT D'ARCOLE. — 15 NOVEMBRE 1796.

Aquarelle par BAGETTI

Le général Berthier ajoute dans son rapport, qui suit la lettre de Bonaparte :

« Le général en chef se porta avec tout son état-major à la tête de la division Augereau ; il rappela à nos frères d'armes qu'ils étaient les mêmes qui avaient forcé le pont de Lodi. Il crut s'apercevoir d'un moment d'enthousiasme et voulut en profiter. Il se jette à bas de son cheval, saisit un drapeau, s'élance à la tête des grenadiers et court sur le pont en criant : « Suivez votre général ! » La colonne s'ébranle en un instant, et l'on était à trente pas du pont lorsque le feu terrible de l'ennemi frappa la colonne, la fit reculer au moment même où l'ennemi allait prendre la fuite. C'est dans cet instant que les généraux Vignole et Lannes sont blessés, et que l'aide de camp du général en chef, Muiron, fut tué.

(1) *Campagnes de Bonaparte*, par le général Berthier, p. 201.

» Le général en chef et son état-major sont culbutés ; le général en chef lui-même est renversé avec son cheval dans un marais, d'où, sous le feu de l'ennemi, il est retiré avec peine ; il remonte à cheval, la colonne se rallie, et l'ennemi n'ose sortir de ses retranchements.

» La nuit commençait lorsque le général Guyeux arrive sur le village d'Arcole avec valeur, et finit par l'emporter ; mais il se retira pendant la nuit après avoir fait beaucoup de prisonniers et enlevé quatre pièces de canon. »

N° 607. BATAILLE D'ARCOLE. 16 ET 17 NOVEMBRE 1796.

BACLER D'ALBE.—1804.

Le résultat de cette première journée avait été de forcer Alvinzi à quitter sa redoutable position de Caldiero, d'où il menaçait Vérone, et à redescendre dans la plaine. Désormais les deux armées avaient pour champ de bataille les deux chaussées étroites qui, à travers les marais, conduisent à Véronne, et sur lesquelles le nombre devait perdre ses avantages.

On s'y rencontra le lendemain 16 novembre. Les Français chargent à la baïonnette, enfoncent les Autrichiens, en jettent un grand nombre dans le marais, et font beaucoup de prisonniers. Ils prennent des drapeaux et du canon. La nuit arrivée, Bonaparte replie encore ses colonnes, les ramène de dessus les digues, et les rallie sur l'autre rive de l'Adige, en attendant des nouvelles de Vaubois, qui tient à Rivoli contre le général Davidowich. Ces nouvelles sont rassurantes. Le parti est pris alors de tenter un troisième effort pour consommer la défaite d'Alvinzi.

« La nuit suivante, continue Berthier, le général en chef ordonna qu'on jetât un pont sur le canal, et une nouvelle attaque fut combinée pour le 17. La division du général Masséna devait attaquer sur la chaussée de gauche, et celle du général Augereau, pour la troisième fois, le célèbre village d'Arcole, tandis qu'une autre colonne devait traverser le canal pour tourner ce village. Une partie de la garnison de Porto-Legnago, avec cinquante chevaux et quatre pièces d'artillerie, reçut l'ordre de tourner la gauche de l'ennemi, afin d'établir une diversion.

» L'attaque commença à la pointe du jour : le combat fut opiniâtre ; la colonne de Masséna trouva moins d'obstacles ; mais celle d'Augereau fut encore repoussée à Arcole, et se reployait en désordre sur le pont de Ronco, lorsque la division de Masséna, qui avait suivi le mouvement rétrograde de la division d'Augereau, se trouva en mesure de se rejoindre à elle pour attaquer de nouveau l'ennemi, qui fut mis en fuite cette fois, et qui, se voyant tourné par sa gauche, fut forcé à Arcole : alors la déroute fut complète ; il abandonna toutes ses positions et se retira pendant la nuit sur Vicence.

» Dans ces différents combats, nous avons fait à l'ennemi environ cinq mille prisonniers, dont cinquante-sept officiers, tué ou blessé une énorme quantité d'hommes, enlevé quatre drapeaux et pris dix-huit pièces de canon, beaucoup de caissons, plusieurs haquets chargés de pontons, et une multitude d'échelles que l'armée autrichienne s'était procurées dans le dessein d'escalader Vérone (1). »

N° 608. BATAILLE DE RIVOLI. — 12 JANVIER 1797.

DÉFENSE DE L'ARMÉE FRANÇAISE A FERRARA.

Aquarelle par BAGETTI.

. . . .

(1) *Campagnes de Bonaparte*, par le général Berthier, p. 206-208.

N° 609. BATAILLE DE RIVOLI.—14 JANVIER 1797.

ORDRE DE BATAILLE.

N° 610. BATAILLE DE RIVOLI.—14 JANVIER 1797.

PRISE DES MONTS CORONA ET PIPOLO.

Aquarelle par BAGETTI.

N° 611. BATAILLE DE RIVOLI.—14 JANVIER 1797.

LE GÉNÉRAL JOUBERT REPREND LE PLATEAU DE RIVOLI.

AUGUSTE DEBAY.—1835.

N° 612. BATAILLE DE RIVOLI.—14 JANVIER 1797.

COGNIET.

N° 613. BATAILLE DE RIVOLI.—14 JANVIER 1797.

BACLER D'ALBE.—1804.

N° 614. BATAILLE DE RIVOLI.—14 JANVIER 1797.

LEPAULLE (d'après CARLE VERNET).—1835.

N° 615. BATAILLE DE RIVOLI.—14 JANVIER 1797.

Aquarelle par BAGETTI.

N° 616. CHAMP DE BATAILLE PRÈS DU MONT-MOSCATO. — 14 JANVIER 1797.

Aquarelle par BAGETTI.

N° 617. COMBAT DANS LE DÉFILÉ DE LA MADONA DELLA CORONA. — 14 JANVIER 1797.

Aquarelle par BAGETTI.

Alvinzi, retiré dans le Tyrol, avait été renforcé de vingt mille hommes, dernier effort de la monarchie autrichienne pour conserver l'Italie. La garnison de Vienne avait marché tout entière, et la capitale elle-même avait fourni quatre mille volontaires, jeune élite plus vaillante qu'expérimentée. Avec cette nouvelle armée de soixante mille combattants, Alvinzi, prenant la route qui circule entre l'Adige et le lac de Garda, devait se porter sur la position occupée par les Français à Rivoli, et l'attaquer à la fois par toutes ses issues. Bonaparte, de son côté, depuis la bataille d'Arcole, avait reçu les renforts qu'il eût dû recevoir avant cette journée. Son armée était forte de quarante-cinq mille hommes : la masse était en observation sur l'Adige, pendant que Serrurier avec dix mille hommes bloquait Mantoue.

Bonaparte arrivait de Bologne à l'instant même où il apprit que Joubert venait d'être attaqué et forcé à Rivoli, et qu'Augereau avait vu se déployer devant Legnago des forces considérables. Il faut ici le laisser parler lui-même :

« Le 23 nivôse (12 janvier 1797), pendant que l'ennemi se présentait devant Vérone, il attaquait l'avant-garde du général Masséna, placée au village Saint Michel. Ce général sortit de Vérone, rangea sa division en bataille et marcha droit à l'ennemi qu'il mit en déroute, lui enleva trois pièces de canon et lui fit six cents prisonniers. Les grenadiers de la soixante et quinzième enlevèrent les positions à la baïonnette : ils avaient à leur tête le général Brune, qui eut ses habits percés de sept balles.

» Cette division occupait une ligne défensive sur les hauteurs en arrière du torrent du Ri, et s'appuyant par la gauche à la droite de Cingie-Rossi, dans le revers oriental du Montebaldo, et par sa droite à des batteries retranchées. Elle repoussa les attaques de l'armée autrichienne débouchant en nombreuses colonnes par les cols Campion, Cocca et Corno-Albave, près du village de Ferrara, et se maintint jusqu'à ce que le général Bonaparte arrivât avec son armée dans le bassin de Rivoli.

» Je fis aussitôt reprendre au général Joubert la position intéressante de San-Marco; je fis garnir le plateau de Rivoli d'artillerie, et je disposai le tout afin de prendre à la pointe du jour une offensive redoutable et de marcher moi-même à l'ennemi. A la pointe du jour notre aile droite et l'aile gauche de l'ennemi se rencontrèrent sur les hauteurs de San-Marco : le combat fut terrible et opiniâtre. Le général Joubert, à la tête de la trente-troisième, soutenait son infanterie légère que commandait le général Vial.

» Cependant Alvinzi, qui avait fait ses dispositions le 24 pour enfermer toute la division du général Joubert, continuait d'exécuter son même projet : il ne se doutait pas que, pendant la nuit, j'y étais arrivé avec des renforts considérables pour rendre son opération, non-seulement impossible, mais encore désastreuse pour lui. Notre gauche fut vivement attaquée : elle plia, et l'ennemi se porta sur le centre.

» La quatorzième demi-brigade soutint le choc avec la plus grande bravoure.

» Cependant il y avait déjà trois heures que l'on se battait, et l'ennemi ne nous avait pas encore montré toutes ses forces. Une colonne ennemie, qui avait longé l'Adige sous la protection d'un grand nombre de pièces, marcha droit au plateau de Rivoli pour l'enlever, et par là menaçait de tourner la droite et le centre. J'ordonnai au général de cavalerie Leclerc de se porter pour charger l'ennemi, s'il parvenait à s'emparer du plateau de Rivoli, et j'envoyai le chef d'escadron Lasalle, avec cinquante dragons, prendre en flanc l'infanterie ennemie qui attaquait le centre, et la charger vigoureusement. Au même instant le général Joubert avait fait descendre des hauteurs de San-Marco quelques bataillons qui plongeaient dans le plateau de Rivoli. L'ennemi, qui avait déjà pénétré sur le plateau, attaqué vivement et de tous côtés (1), laisse un grand nombre de morts, une partie de son artillerie, et rentre dans la vallée de l'Adige. A peu près au même moment la colonne ennemie qui était déjà depuis longtemps en marche pour nous tourner et nous couper toute retraite se rangea en bataille sur des pitons derrière nous. J'avais laissé la soixante et quinzième en réserve, qui non-seulement tint cette colonne en respect, mais encore en attaqua la gauche qui s'était avancée, et la mit sur-le-champ en déroute. La dix-huitième demi-brigade arriva sur ces entrefaites, dans le temps que le général Rey avait pris position derrière la colonne qui nous tournait.

» Je fis aussitôt canonner l'ennemi avec quelques pièces de douze; j'ordonnai l'attaque, et en moins d'un quart d'heure toute cette colonne, composée de plus de quatre mille hommes, fut faite prisonnière. L'ennemi, partout en déroute, fut partout poursuivi, et pendant toute la nuit on nous amena des prisonniers. Quinze cents hommes qui se sauvaient par Guarda furent arrêtés par une cinquantaine d'hommes de la dix-huitième qui, du moment qu'ils les eurent reconnus, marchèrent sur eux avec confiance, et leur ordonnèrent de poser les armes.

» L'ennemi était encore maître de la Corona, mais il ne pouvait plus être dangereux. Il fallait s'empresser de marcher

(1) C'est alors que le général Joubert prit un fusil et se mit lui-même à la tête d'un peloton pour charger l'ennemi.

contre la division de M. le général Provera, qui avait passé l'Adige le 24 à Anghiari. Je fis filer le général Victor avec la brave cinquante-septième, et rétrograder le général Masséna, qui, avec une partie de sa division, arriva à Roverbella le 25.

» Je laissai l'ordre en partant au général Joubert d'attaquer, à la pointe du jour, l'ennemi s'il était assez téméraire pour rester encore à la Corona.

» Le général Murat avait marché toute la nuit avec une demi-brigade d'infanterie légère; il devait paraître dans la matinée sur les hauteurs de Montebaldo qui dominent la Corona.

» Effectivement, après une résistance assez vive, l'ennemi fut mis en déroute, et ce qui était échappé à la journée de la veille fut fait prisonnier : la cavalerie ne put se sauver qu'en traversant l'Adige à la nage, et il s'en noya beaucoup.

» Nous avons fait, dans les deux journées de Rivoli, treize mille prisonniers et pris neuf pièces de canon : les généraux Sandos et Mayer ont été blessés en combattant vaillamment à la tête des troupes. »

N° 618. COMBAT D'ANGHIARI. — 14 JANVIER 1797.

ALAUX ET OSCAR GUÉ. — 1835.

N° 619. COMBAT D'ANGHIARI. — 14 JANVIER 1797.

Aquarelle par BAGETTI.

Pendant l'action générale qui s'engageait à Rivoli, Provera, ayant jeté un pont sur l'Adige à Anghiari, avait échappé à Augereau chargé de le contenir, et se portait à marche forcée sur Mantoue, pour se joindre à la garnison de cette ville.

» Mais le général Augereau, qui s'était mis, le 14 janvier, à la poursuite des corps détachés du général Provera, tomba sur l'arrière-garde de cette division, et, après un combat très-vif, enleva toute cette arrière-garde à l'ennemi, lui prit seize pièces de canon, lui fit deux mille prisonniers et détruisit le pont qui avait été jeté par l'ennemi sur l'Adige (1). »

N° 620. LE GÉNÉRAL BONAPARTE

VISITE LE CHAMP DE BATAILLE LE LENDEMAIN DE LA BATAILLE DE RIVOLI. — 15 JANVIER 1797.

TAUNAY — 1801.

Le lendemain de la bataille de Rivoli, le général en chef de l'armée d'Italie se rendit sur le champ de bataille, accompagné des officiers de son état-major, pour s'assurer par lui-même si les blessés avaient reçu tous les soins que leur état réclamait.

N° 621. BATAILLE DE LA FAVORITE. 16 JANVIER 1797.

ENVIRONS DE MANTOUE ENTRE LE FAUBOURG SAINT-GEORGES ET LA CITADELLE.

Aquarelle par BAGETTI.

« Le général Provera arriva le 15 janvier devant Mantoue, du côté du faubourg Saint-Georges. Le général Miollis occupait ce faubourg avec douze cents hommes, aussi bien retranché du côté de la ville que du côté de la campagne. Après avoir vainement sommé le commandant et essuyé une

(1) Rapport de Berthier, p. 238.

volée de coups de canon qui lui ôta tout espoir de le forcer, le général autrichien se décida à porter ses pas du côté de la citadelle (1). »

Mais pendant ce temps Bonaparte, craignant que le corps de blocus ne se trouvât entre deux feux, avait pris avec lui la division Masséna, et du champ de bataille même il s'était élancé sur Mantoue, marchant jour et nuit, pour arriver devant cette ville en même temps que Provera. Il l'y suivit en effet de quelques heures.

« Le lendemain le général Wurmser sortit avec la garnison et prit position à la Favorite. A une heure du matin, Bonaparte plaça le général Victor, avec les quatre régiments qu'il avait amenés, entre la Favorite et Saint-Georges, pour empêcher la garnison de Mantoue de se joindre à l'armée de secours. Serrurier, à la tête des troupes du blocus, attaqua la garnison. La division Victor attaqua l'armée de secours. C'est à cette bataille que la cinquante-septième mérita le nom de *Terrible*. Elle aborda la ligne autrichienne et renversa tout ce qui voulut résister. A deux heures après midi, la garnison ayant été rejetée dans la place, Provera capitula et posa les armes. Beaucoup de drapeaux, des bagages, des parcs, six mille prisonniers et plusieurs généraux, tombèrent au pouvoir du vainqueur. Pendant ce temps-là une arrière garde que Provera avait laissée à la Molinella fut attaquée par le général Point, de la division Augereau, battue et prise; il ne s'échappa du corps de Provera que deux mille hommes qui restaient au delà de l'Adige; tout le reste fut pris ou tué. Cette bataille fut appelée bataille de la Favorite, du nom d'un palais des ducs de Mantoue situé près du champ de bataille (2). »

N° 622. COMBAT DE LAVIS. — 2 février 1797.

Aquarelle par Bagetti.

Après la bataille de Rivoli, la division Joubert avait été dirigée sur les gorges du Tyrol à la poursuite de l'armée autrichienne. Le 28 janvier le général Joubert avait livré le combat de Mori, à la suite duquel il était entré à Roveredo et à Trente. « Mais, pour assurer la possession des gorges de la Brenta, il ne fallait pas s'en tenir là : la ligne du Lavis était indispensable aussi bien que le point important de Segonzano. En conséquence, Joubert y fit marcher sa division le 2 février; Vial, à la tête de son infanterie légère, attaqua les hauteurs qui dominent le village à droite, soutenu par le quatorzième de ligne; l'ennemi fut forcé à la retraite : on le poursuivit jusqu'à Saint-Michel, et on lui fit grand nombre de prisonniers (3). »

N° 623. REDDITION DE MANTOUE. 2 février 1797.

Hipp. Lecomte.—1812.

La victoire de Rivoli décida du sort de Mantoue : la famine était dans la place, et il était impossible qu'elle pût tenir plus longtemps.

Enfin, le 2 février, « ce dernier boulevard de l'Italie tomba après six mois d'une résistance qui fit honneur aux troupes autrichiennes. La garnison avait alors la moitié de son monde aux hôpitaux; elle avait mangé tous les chevaux de sa nombreuse cavalerie; la misère et la mortalité y exerçaient les plus grands ravages. La capitulation, en donnant un témoignage d'estime à Wurmser, ajouta un nouveau lustre à la gloire de son vainqueur. Le maréchal sortit librement de la place avec tout son état-major, et défila devant le général Serrurier, commandant les troupes françaises; on lui accorda une escorte de deux cents cavaliers, cinq cents hommes à son choix et six pièces de canon; mais la garnison déposa les armes, et fut conduite à Trieste pour être échangée : on l'estimait encore à treize mille hommes

« Cette conquête rendit à l'armée d'Italie l'équipage de siége qu'elle avait abandonné avant la bataille de Castiglione, et lui procura, outre l'artillerie de la place, toutes les pièces de campagne du corps d'armée de Wurmser, ce qui formait plus de cinq cents bouches à feu. Elle recueillit encore un équipage de pont et cinquante à soixante drapeaux ou étendards, qu'Augereau fut chargé d'aller présenter au Directoire (1). »

N° 624. PRISE D'ANCONE.—9 février 1797.

Boguet.—1800

« La reddition de Mantoue, dit Jomini, accéléra l'expédition projetée contre Rome. Bonaparte la dirigea de Bologne, où sa présence doublait l'effet qu'elle devait produire sur toute l'Italie. »

Par le traité d'armistice signé le 20 juin 1796, le pape avait déclaré renoncer à son alliance avec l'Autriche : il cédait en même temps à la France les légations de Bologne et de Ferrare.

« La lutte d'Arcole ayant ranimé les espérances de la cour de Rome, le pape Pie VI s'était de nouveau déclaré contre la France; un courrier du cabinet papal instruisit Bonaparte de ses desseins. » Une nouvelle alliance était conclue avec la cour de Vienne, et le général Colli, passant du service du Piémont à celui de l'Autriche, était désigné pour commander les troupes pontificales augmentées de nouvelles levées.

Victor fut aussitôt dirigé avec sa division sur les États du pape. « Sa marche n'éprouva aucun obstacle jusqu'à Ancône, où il arriva le 9 février. Ici un corps d'environ douze cents hommes avait pris position sur les hauteurs en avant de la place, s'y croyant sans doute à l'abri de toute attaque; Victor l'enveloppa et le força à mettre bas les armes. Alors Ancône ouvrit ses portes. On y trouva plusieurs milliers de beaux fusils envoyés par l'Autriche pour l'armement des milices, un arsenal bien approvisionné et cent vingt bouches à feu (2). »

N° 625. PASSAGE DU TAGLIAMENTO SOUS VALVASONE. — 16 mars 1797.

Hipp. Lecomte.—1835.

N° 626. PASSAGE DU TAGLIAMENTO. 16 mars 1797.

Aquarelle par Bagetti.

Ce n'était plus désormais sur le Rhin, c'était en Italie qu'allait se décider la grande querelle de la révolution française avec l'Europe. Les éclatantes victoires de Bonaparte avaient opéré cet important changement, et le gouvernement directorial, quoique trop tard, avait fini par s'en convaincre. « Lors de la bataille d'Arcole, dit Napoléon dans ses Mémoires, le gouvernement français crut l'Italie perdue, ce qui

(1) *Histoire des guerres de la revolution*, par Jomini, t. IX, p. 291.
(2) *Memoires écrits à Saint-Hélène*, par le général Montholon, t. III, p. 461.
(3) *Histoire des guerres de la revolution*, par Jomini, t. IX, p. 303.

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. IX, p. 301.
(2) *Ibid.*, p. 304.

lui fit faire de sérieuses réflexions sur le contre-coup que cela produirait sur l'état de la France. L'opinion s'indignait et ne comprenait pas pourquoi on laissait tout le fardeau et dès lors toute la gloire à une seule armée. L'armée d'Italie elle-même se plaignait très-haut, et l'on songea enfin à la secourir sérieusement. Le Directoire ordonna à une division de six régiments d'infanterie et de deux de cavalerie de l'armée de Sambre-et-Meuse, et à une pareille force de l'armée du Rhin, de passer les Alpes pour mettre l'armée d'Italie à même de combattre avec égalité dans la nouvelle lutte qui se préparait. Elle était alors menacée par l'armée qui fut détruite à Rivoli. La marche de ces renforts éprouva des retards; Mantoue, vivement pressée, hâta les opérations d'Alvinzi; de sorte qu'ils atteignaient seulement le pied des Alpes, lorsque les victoires de Rivoli, de la Favorite et la reddition de Mantoue mirent l'Italie à couvert de tout danger. Ce ne fut qu'au retour de Tolentino (1) que Napoléon passa la revue de ses nouvelles troupes. Elles étaient belles, en bon état et bien disciplinées (2).» La division de Sambre-et-Meuse était commandée par Bernadotte, celle du Rhin par Delmas. Ce détachement, évalué à trente mille hommes, n'était effectivement que de dix-neuf mille. Mais c'était assez pour mettre l'armée d'Italie en état de tout entreprendre; elle seule pouvait forcer enfin le cabinet de Vienne à renoncer à l'alliance de l'Angleterre.

La cour de Vienne, de son côté, fit de nouveaux armements. L'archiduc Charles, qui avait arrêté en Allemagne les succès des armes de Jourdan et de Moreau, fut opposé à Bonaparte en Italie. Il prit le commandement des troupes impériales; le 7 février 1797, il établit son quartier général à Inspruck, capitale du Tyrol autrichien; de là il se porta à Villach et ensuite à Gorizia sur l'Insonzo.

L'aile droite des Autrichiens, sous les ordres des généraux Kerpen et Laudon, avait pris position entre le Lavis et la Noss, dans le Tyrol italien; les restes de l'armée d'Alvinzi s'établirent derrière le Tagliamento. La brigade Lusignan était à Feltre; le comte de Hohenzollern observait la Piave.

L'armée française fut réunie dans la Marche-Trévisane à la fin de février. La division de Masséna se trouvait à Bassano, et celle de Serrurier à Castel-Franco; la division Augereau, commandée par Guyeux, à Trévise, et le général Bernadotte arrivait à Padoue. Joubert, avec l'aile gauche, était opposé dans le Tyrol au corps de Kerpen et de Laudon.

Le 9 mars le général Bonaparte avait transporté son quartier général à Bassano. Après avoir passé la Piave et forcé une partie de la brigade Lusignan de mettre bas les armes, il arriva le 16, à neuf heures du matin, à Valvasone : il y établit son quartier général.

« La division du général Guyeux, écrivait le général en chef de l'armée d'Italie, dépasse Valvasone et arrive sur le bord du Tagliamento à onze heures du matin. L'armée ennemie est retranchée de l'autre côté de la rivière dont elle prétend disputer le passage. Le chef d'escadron Croisier va, à la tête de vingt-cinq guides, la reconnaître jusqu'aux retranchements : il est accueilli par la mitraille.

» La division du général Bernadotte arrive à midi; Bonaparte ordonne sur-le-champ au général Guyeux de se porter sur la gauche pour passer la rivière à la droite des retranchements ennemis, sous la protection de douze pièces d'artillerie. Le général Bernadotte doit la passer sur sa droite. L'une et l'autre de ces divisions forment leurs bataillons de grenadiers, se rangent en bataille, ayant chacune une demi-brigade d'infanterie légère en avant, soutenue par deux bataillons de grenadiers, et flanquée par la cavalerie. L'infanterie légère se met en tirailleurs. Le général Dommartin à la gauche et le général Lespinasse à la droite font avancer leur artillerie, et la canonnade s'engage avec la plus grande vivacité. Le général Bonaparte ordonne que chaque demi-brigade ploie en colonne serrée, sur les ailes de son second bataillon, ses premier et troisième bataillons.

» Le général Duphot, à la tête de la vingt-septième d'infanterie légère, se jette dans la rivière : il est bientôt de l'autre côté; le général Bon le soutient avec les grenadiers de la division Guyeux. Le général Murat fait le même mouvement sur la droite, et est également soutenu par les grenadiers de la division Bernadotte. Toute la ligne se met en mouvement; chaque demi-brigade par échelons, des escadrons de cavalerie en arrière des intervalles. La cavalerie ennemie veut plusieurs fois charger notre infanterie, mais sans succès; la rivière est passée, et l'ennemi partout en déroute (1). »

(1) Bonaparte était allé y imposer la paix au pape Pie VI.

(2) *Memoires de Napoléon*, t. IV, p. 28.

N° 627. PRISE DE GRADISCA SUR L'ISONZO. 16 MARS 1797.

Aquarelle par BAGETTI.

N° 628. PASSAGE DE L'ISONZO. — 16 MARS 1797.

COGNIET et GEORGES GUYON.—1837.

« Après le passage du Tagliamento, la division Bernadotte se présenta devant Gradisca, pour y passer l'Isonzo, pendant que le général Serrurier se portait sur la rive gauche du torrent par le chemin de Mont-Falcone; il avait fallu un temps précieux pour construire un pont. Le colonel Andréossy, directeur des ponts, se jeta le premier dans l'Isonzo pour le sonder; les colonnes suivirent son exemple; les soldats passèrent, ayant de l'eau jusqu'à mi-corps, sous la fusillade de deux bataillons de Croates, qui furent mis en déroute. Après ce passage, la division Serrurier se porta vis-à-vis Gradisca, où elle arriva à cinq heures du soir. Pendant cette marche, la fusillade était vive sur la rive droite, où Bernadotte était aux prises. Lorsque le gouverneur de Gradisca vit Serrurier sur les hauteurs, il capitula et se rendit prisonnier de guerre avec trois mille hommes, deux drapeaux, vingt pièces de canons de campagne attelées. Le quartier général se porta le lendemain à Gorizia. La division Bernadotte marcha sur Laybach; le général Dugua, avec mille chevaux, prit possession de Trieste; Serrurier, de Gorizia, remonta l'Isonzo par Caporetto et la Chiusa autrichienne, pour soutenir le général Guyeux, et regagner, à Tarwis, la chaussée de la Carinthie (2). »

N° 628 *bis*. COMBAT DANS LES GORGES DU TYROL. MARS 1797.

HIPP. LECOMTE.

N° 629. PRISE DE LAYBACH. — 1er AVRIL 1797.

COGNIET.—1837.

De Gradisca, le général Bonaparte se dirigea sur Clagenfurth; pendant ce temps la division Bernadotte s'était jetée sur la droite, vers Laybach, dont il prit possession le 1er avril.

(1) *Memoires de Napoléon écrits à Sainte-Hélène*, par le général Montholon, t. IV, p. 83.

(2) *Ibid.*

N° 630. PRÉLIMINAIRES DE LA PAIX SIGNÉS A LÉOBEN. — 17 AVRIL 1797.

LETHIÈRE. —1804.

De Clagenfurth, le général Bonaparte avait, le 5 avril, transporté son quartier général à Sudenbourg : il y reçut le 7 les généraux Bellegarde et Merfeldt, qui étaient chargés de proposer un armistice.

« Bonaparte, après avoir annoncé cet heureux événement au Directoire, et mandé le général Clarke de Turin, transféra son quartier général à Léoben. Il ne tarda pas à apprendre l'arrivée du corps de Joubert dans la vallée de la Drave.

» L'armée prit alors ses cantonnements. Le général Serrurier occupa Gratz, l'une des plus florissantes villes des États de l'empereur; Guyeux s'établit à Léoben; Masséna, à Bruck; la division Bernadotte resta campée en avant de Saint-Michel; Joubert, échelonné de Villach à Clagenfurth, poussa la division Baraguey-d'Hilliers jusqu'à Gemona, autant pour assurer ses subsistances que pour surveiller les Vénitiens; Victor, en marche pour rejoindre l'armée, arrivait à Trévise. L'armée ainsi disposée se trouvait à même, en cas de rupture, de reprendre aussitôt l'offensive, et de déboucher en quelques marches dans les plaines de Vienne (1). »

La signature des préliminaires de la paix eut lieu le 17 avril, au château d'Ekwald, près de Léoben, entre le marquis de Gallo et le général Merfeldt, stipulant pour l'Autriche, et Bonaparte au nom de la république.

N° 631. BATAILLE DE NEUWIED.—18 AVRIL 1797.

VICTOR ADAM.—1836

Pendant que Bonaparte à la frontière d'Italie terminait la guerre par des succès aussi décisifs, les armées de Rhin-et-Moselle et de Sambre-et-Meuse, commanndées, l'une par Moreau et l'autre par Hoche, avaient repassé le Rhin. Moreau occupait la rive gauche en face de Kehl et Huningue jusqu'aux environs de Deux-Ponts; Hoche était cantonné depuis Dusseldorf jusqu'à Coblentz. Il gardait la première de ces places et le pont de Neuwied. En face de lui était l'armée autrichienne sous les ordres du général Latour; en face de Moreau se trouvait le baron de Werneck. D'après les ordres du Directoire, les deux armées devaient passer le Rhin le même jour et marcher ensuite sur la capitale de l'empire par l'intérieur de l'Allemagne.

L'armée de Sambre-et-Meuse avait reçu une organisation nouvelle : Ney y commandait les hussards, Richepance les chasseurs, Klein les dragons; la réserve était sous les ordres du général d'Hautpoul. Grenier prit le commandement du centre, l'aile droite fut confiée à Lefebvre, et l'aile gauche à Championnet.

L'armée autrichienne s'était mise en mouvement le 17 avril.

« Vers les huit heures du matin toutes les troupes qui avaient débouché de Neuwied s'ébranlèrent sous la protection d'une forte canonnade, pour chasser les Autrichiens de leur position : elle s'étendait en ligne droite, de Zollengers près du Rhin, jusqu'à Heddersdorf, village fortement retranché, où elle appuyait son flanc droit; le front en était couvert, entre ces deux villages, par six redoutes élevées en avant du chemin de Neuwied à Ehrenbreistein; trois autres redoutes, placées sur le plateau de Heddersdorf, étaient destinées à prendre d'écharpe les troupes qui, après avoir dépassé le chemin d'Ehrenbreistein, voudraient s'avancer sur celui de Dierdorf. Ces ouvrages, bien défilés, palissadés, fraisés, étaient armés de grosse artillerie (1). »

Le feu commença aussitôt sur toute la ligne; le général Lefebve, qui commandait l'aile droite, s'empara des villages de Zollengers et de Bendorf. « Les troupes impériales opposèrent une résistance assez forte, mais les chasseurs à cheval de Richepance les culbutèrent à la suite d'une charge brillante. L'ennemi, s'étant retiré, perdit sur ce point sept pièces de canon, cinq drapeaux ou guidons et cinquante caissons. » Le général Grenier, à la tête des deux divisions du centre, força le village de Heddersdorf. Une dernière redoute, armée de cinq bouches à feu, fut enlevée par la division Watrin; les troupes pénétrèrent à l'arme blanche dans l'ouvrage, où elles firent cinquante prisonniers.

N° 632. COMBAT DE DIERDORF.—18 AVRIL 1797.

COGNIET ET GIRARDET.—1837.

« A peine les retranchements élevés dans la plaine furent-ils enlevés, que Hoche dirigea son centre contre Dierdorf. Une compagnie d'artillerie légère et les hussards de Ney, en poursuivant les fuyards, atteignirent bientôt le corps de Werneck, qui occupait une position assez avantageuse derrière un ruisseau qu'il fit mine de vouloir défendre. Le combat s'engagea, mais ne fut pas de longue durée. Les hussards français ayant été soutenus par l'infanterie de Grenier et la réserve de d'Hautpoul, les troupes de Werneck prirent la fuite et furent poursuivies l'épée dans les reins par les hussards sur la route de Hachenbourg jusqu'à la chute du jour. Les Autrichiens perdirent dans la journée de Neuwied près de cinq mille hommes hors de combat ou prisonniers, six drapeaux, vingt-sept pièces de canon et soixante caissons (2). »

N° 633. ENTRÉE DE L'ARMÉE FRANÇAISE A ROME. — 15 FÉVRIER 1798.

ALAUX et HIPP. LECOMTE.—1835.

Pie VI ne cherchait qu'une occasion favorable de rompre le traité de Tolentino. Ses ministres, instruits, dit-on, que le peuple de Rome méditait un soulèvement, loin de chercher à le prévenir, se déterminèrent à le laisser éclater. Joseph Bonaparte, frère du général Bonaparte, était alors ambassadeur à Rome.

« Le 27 décembre, le palais de l'ambassadeur fut entouré par la populace, aux cris de *vive la république romaine!*

Les séditieux, parés de cocardes tricolores, réclamaient l'appui de la France. Plusieurs individus, signalés comme espions du gouvernement, mêlés parmi eux, les excitaient de la voix et du geste. Joseph Bonaparte, accompagné de plusieurs officiers, les somma de se retirer; mais, au même instant, les troupes papales, ayant forcé la juridiction de l'ambassade, débouchèrent de tous côtés et firent feu sur les mutins. Le général Duphot s'élança au milieu des troupes pour les arrêter : il fut massacré, et l'ambassadeur aurait éprouvé le même sort, si la fuite ne l'eût dérobé aux coups des assassins. Cette scène tragique dura cinq heures, pendant lesquelles les ministres ne prirent aucune mesure pour tirer la légation française de l'horrible position où elle se trouvait. Leur complicité, dont on aurait peut-être douté, se manifesta par le silence obstiné que le cardinal Doria opposa aux réclamations itératives de Joseph Bonaparte, qui prit enfin le parti de se retirer à Florence.

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. X, p. 66.

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. X, p. 92.
(2) *Ibid.*, p. 96.

« Les troupes qui rentraient en France reçurent ordre de rétrograder ; et Berthier, qui commandait l'armée d'Italie, celui de marcher sur Rome... Il ne perdit pas un instant pour faire ses préparatifs. Il donna au général Serrurier le commandement supérieur de toutes les troupes stationnées sur la rive gauche du Pô, pour s'opposer aux Autrichiens, en cas qu'ils voulussent s'immiscer dans les affaires de Rome. Six mille Cisalpins ou Polonais furent placés à Rimini, pour couvrir la république cisalpine. Le général Rey prit le commandement d'un corps de réserve qui s'établit à Tolentino, devant le débouché d'Ascoli, et tint les communications des Apennins entre Tolentino et Foligno. Huit demi-brigades d'infanterie et trois régiments de cavalerie, formant à peu près dix-huit mille hommes, furent dirigés sur Ancône, où le général en chef arriva le 25 janvier 1798. Après avoir réuni ses troupes et laissé dans cette ville le général Dessoles avec des forces suffisantes pour contenir le duché d'Urbin, toujours prêt à se révolter, il continua sa marche sur Rome. Cervoni commandait l'avant-garde, et Dallemagne le corps de bataille. Les troupes légères ne rencontrèrent d'autres ennemis qu'un gouverneur papal, qui fut enlevé à Lorette avec deux cents hommes; et le 10 février l'armée française arriva devant l'ancienne capitale du monde (1). »

Nº 634. PRISE DE L'ILE DE MALTE.—13 juin 1798.

Alaux et Guiaud.—1835.

Le traité de Campo-Formio avait mis un terme à la longue guerre de la France avec l'empereur d'Allemagne. Bonaparte, de retour à Paris, y avait joui quelques instants de sa gloire ; mais, fatigué bientôt de l'oisiveté, son active imagination se mit à enfanter de nouveaux projets de guerre et de conquête. La grande idée du Directoire était alors de porter des coups décisifs à la puissance et au commerce de l'Angleterre : ce fut en Égypte que Bonaparte résolut d'aller l'attaquer. La France, disait-il, maîtresse d'Alexandrie et de la mer Rouge, ruinerait infailliblement le commerce et la puissance britanniques dans l'Inde. Et, se retournant vers lui même, il ajoutait, dans l'essor de ses pensées ambitieuses : « Les grands noms ne se font qu'en Orient. »

Le secret de cette entreprise, renfermé entre Bonaparte et les cinq directeurs, fut gardé merveilleusement. La France et l'Europe, les yeux fixés sur les immenses préparatifs qui se faisaient à Toulon, à Gênes, à Bastia, se demandaient avec une inquiète curiosité où iraient aborder ces vaisseaux et ces régiments rassemblés sous les ordres du vainqueur de l'Italie : elles ne le surent qu'en apprenant que l'armée française était débarquée en Égypte.

L'Égypte obéissait alors aux beys des mameluks, Mourad et Ibrahim. On se flatta que la Porte Ottomane, qui exerçait à peine sur ces deux chefs une autorité nominale, verrait sans trop d'ombrage leur domination remplacée par celle de la France. On s'engageait d'ailleurs à respecter ses droits de souveraineté. Mais ce n'était qu'après la conquête faite qu'on devait lui demander la permission de la faire.

Cependant Bonaparte désigna tous les officiers généraux de terre et de mer qui devaient l'accompagner. « Le vice-amiral Brueys commandait la flotte et avait pour contre-amiraux Gantheaume, Villeneuve, Decrès et Blanquet Duchayla. Au nombre des lieutenants du général en chef on comptait Kléber, Desaix, Reynier. Une foule de savants et d'artistes, ingénieurs, géographes, astronomes, naturalistes, antiquaires, littérateurs, empressés de partager sa fortune, s'embarquèrent pour aller explorer, instruire, civiliser, au profit de leur patrie, cette terre classique, berceau des arts et des sciences.

« Les troupes de l'expédition montaient à environ trente-six mille hommes, dont deux mille huit cents de cavalerie non montée.

» L'escadre, forte de treize vaisseaux de ligne, de dix-sept frégates ou corvettes, et d'environ trois cents bâtiments de transport, était montée par dix mille matelots français, italiens ou grecs (1). »

L'expédition sortit de Toulon le 19 mai : elle rallia en route les divisions Baraguey-d'Hilliers et Vaubois, parties de Gênes et de Bastia, et cingla vers l'île de Malte, devant laquelle elle parut le 9 juin, sans avoir rencontré l'ennemi.

« Huit jours avaient suffi à Bonaparte pour prendre possession de l'île de Malte, y organiser un gouvernement provisoire, se ravitailler, faire de l'eau, et régler toutes les dispositions militaires et administratives. Il avait paru devant cette île le 22 prairial ; il la quitta le 1er messidor, après en avoir laissé le commandement au général Vaubois (2). »

Nº 635. DÉBARQUEMENT DE L'ARMÉE FRANÇAISE EN ÉGYPTE.—2 juillet 1798.

Pingret.—1836.

Le 19 juin le général Bonaparte quitta l'île de Malte.

« Les vents de nord-ouest soufflaient grand frais. Le 25 la flotte est à la vue de l'île de Candie ; le 29 elle est sur les côtes d'Afrique; le lendemain au matin elle découvre la Tour-des-Arabes ; le soir elle est devant Alexandrie.

» Bonaparte fait donner l'ordre de communiquer avec cette ville pour y prendre le consul français, et avoir des renseignements tant sur les Anglais que sur la situation de l'Égypte.

» Tout devait faire craindre que l'escadre anglaise, paraissant d'un moment à l'autre, ne vînt attaquer la flotte et le convoi dans une position défavorable. Il n'y avait pas un instant à perdre. Le général en chef donna donc, le soir même, l'ordre du débarquement : il en avait décidé le point au Marabout. La distance de l'endroit du mouillage, éloigné de trois lieues de la terre; le vent du nord, qui soufflait avec violence ; une mer agitée, qui se brisait contre les récifs dont cette côte est bordée : tout rendait le débarquement aussi difficile que périlleux.

» Bonaparte veut être à la tête du débarquement : il monte une galère, et bientôt il est suivi d'une foule de canots, sur lesquels les généraux Bon et Kléber avaient reçu l'ordre de faire embarquer une partie de leurs divisions, qui se trouvaient à bord des vaisseaux de guerre.

» Les généraux Desaix, Reynier et Menou, dont les divisions étaient sur les bâtiments du convoi, reçoivent l'ordre d'effectuer leur débarquement sur trois colonnes vers le Marabout.

» La mer en un instant est couverte de canots qui luttent contre l'impétuosité et la fureur des vagues. La galère que montait Bonaparte s'était approchée le plus près du banc de récifs où l'on trouve la passe qui conduit à l'anse du Marabout. Là il attend les chaloupes sur lesquelles étaient les troupes qui avaient eu ordre de se réunir à lui ; mais elles ne parviennent à ce point qu'après le coucher du soleil, et ne peuvent traverser que pendant la nuit le banc des récifs. Enfin, à une heure du matin, le général en chef débarque à la tête des pre-

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. X, p. 333-335.

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. X, p. 391.
(2) *Relation de l'expédition d'Égypte*, par Berthier, p. 7.

mières troupes, qui se forment successivement dans le désert à trois lieues d'Alexandrie.

» Bonaparte envoie des éclaireurs en avant, et passe en revue les troupes débarquées. Elles se composaient d'environ mille hommes de la division Kléber, dix-huit cents de la division Menou, et quinze cents de celle du général Bon.

» Bonaparte marchait à pied avec l'avant-garde, accompagné de son état-major, les chevaux n'ayant pu être encore débarqués; le général Caffarelli le suit à pied malgré sa jambe de bois.

» Le général Bon commandait la colonne de droite; le général Kléber, celle du centre; celle de gauche était sous les ordres du général Menou, qui côtoyait la mer. Une demi-heure avant le jour, un des avant-postes est attaqué par quelques Arabes, qui tuent un officier. Ils s'approchent; une fusillade s'engage entre eux et les tirailleurs de l'armée. A une demi-lieue d'Alexandrie leur troupe se réunit au nombre de trois cents cavaliers environ, mais à l'approche des Français ils s'enfoncent dans le désert (1). »

N° 636. PRISE D'ALEXANDRIE (BASSE-ÉGYPTE). 3 JUILLET 1798.

PINGRET — 1836.

« Bonaparte, se voyant près de l'enceinte de vieille ville des Arabes, donne l'ordre a chaque colonne de s'arrêter à la portée du canon. Désirant prévenir l'effusion du sang, il se dispose à parlementer; mais des hurlements effroyables d'hommes, de femmes et d'enfants, et une canonnade qui démasque quelques pièces, font connaître les intentions de l'ennemi.

« Réduit à la nécessité de vaincre, Bonaparte fait battre la charge; les hurlements redoublent avec une nouvelle fureur. Les Français s'avancent vers l'enceinte, qu'ils se disposent à escalader malgré le feu des assiégés et une grêle de pierres qu'on fait pleuvoir sur eux. Généraux et soldats escaladent les murs avec la même intrépidité.

» Le général Kléber est atteint d'une balle à la tête; le général Menou est renversé du haut des murailles qu'il avait gravies, et est couvert de contusions. Le soldat rivalise avec les chefs: un guide, nommé Joseph Cala, devance les grenadiers et monte un des premiers sur le mur, où, malgré le feu de l'ennemi, il aide les grenadiers Sabathier et Labruyère à escalader le rempart. Les murs sont bientôt couverts de Français; les assiégés fuient dans la ville; cependant ceux qui sont dans les vieilles tours continuent leur feu, et refusent obstinément de se rendre.

« D'après les ordres de Bonaparte, les troupes ne devaient point entrer dans la ville; mais le soldat, furieux de la résistance de l'ennemi, s'était laissé entraîner, et déjà une grande partie se trouvait engagée dans les rues, où s'établissait une fusillade meurtrière. Bonaparte fait battre la générale à l'instant. Il mande vers lui le capitaine d'une caravelle turque qui était dans le port vieux, et le charge de porter aux habitants d'Alexandrie des paroles de paix, de les rassurer sur les intentions de la république française, de leur annoncer que leurs propriétés, leur liberté, leur religion seront respectées; que la France, jalouse de conserver leur amitié et celle de la Porte, ne prétend diriger ses forces que contre les mameluks. Ce capitaine, suivi de quelques officiers français, se rend dans la ville, et engage les habitants à se rendre pour éviter le pillage et la mort (2). »

(1) *Relation de l'expédition d'Égypte*, par Berthier, p. 11.
(2) *Ibid.*, p. 11 à 13.

N° 637. BONAPARTE DONNE UN SABRE AU CHEF MILITAIRE D'ALEXANDRIE. — JUILLET 1798.

MULARD. — 1808.

Après la prise d'Alexandrie « les imams, les cheikhs, les chérifs viennent se présenter à Bonaparte, qui leur renouvelle l'assurance des dispositions amicales et pacifiques de la république française. »

Le général en chef, voulant honorer la valeur avec laquelle ils avaient défendu leur ville, fit présent d'un sabre à leur chef militaire. Celui-ci le reçut à genoux, jurant sur sa tête de ne s'en servir que pour la cause des Français. « Ils se retirent pleins de confiance dans ces dispositions; les forts du Phare sont remis aux Français, qui prennent en même temps possession de la ville et des deux ports (1). »

N° 638. BATAILLE DE CHEBREISS. 13 JUILLET 1798.

COGNIET.

Bonaparte, maître d'Alexandrie, s'empressa d'y établir un gouvernement favorable à ses vues, et laissa pour y commander le général Kléber, qui avait été blessé à l'attaque de la ville. Puis, sans plus tarder, il commença son mouvement sur le grand Caire. Desaix reçut l'ordre de traverser le désert pour se rendre à Demenhour.

« Les troupes se mirent en marche le 18 et le 19 messidor avec l'artillerie de campagne et la cavalerie, si toutefois on peut donner ce nom à trois cents hommes montés sur des chevaux qui, épuisés par une traversée de deux mois, pouvaient à peine porter leurs cavaliers. L'artillerie par la même raison était mal attelée. Le 20 messidor, les divisions arrivent à Demenhour (2). »

Après deux jours d'une marche pénible, épuisée par les privations et la fatigue, l'armée, continuellement harcelée par les Arabes, parvient enfin à Rahmanié. Le général en chef prit le parti d'y séjourner le 23 et le 24, pour attendre le chef de division Perrée, commandant de la flottille qu'il avait dirigée sur Rosette. Le 25, avant le jour, les troupes quittèrent Miniet-Salanie: « Les mameluks, au nombre de quatre mille, étaient à une lieue plus loin: leur droite était appuyée au village de Chebreiss, dans lequel ils avaient placé quelques pièces de canon, et au Nil, sur lequel ils avaient une flottille composée de chaloupes canonnières et de djermes armées.

» Bonaparte avait donné ordre à la flottille française de continuer sa marche en se dirigeant de manière à pouvoir appuyer la gauche de l'armée sur le Nil et attaquer la flotte ennemie au moment où l'on attaquerait les mameluks et le village de Chebreiss: malheureusement la violence des vents ne permit pas de suivre en tout ces dispositions. La flottille dépasse la gauche de l'armée, gagne une lieue sur elle, se trouve en présence de l'ennemi, et se voit obligée d'engager un combat d'autant plus inégal qu'elle avait à la fois à soutenir le feu des mameluks et à se défendre contre la flotte ennemie.

» Cependant le bruit du canon avait fait connaître au général en chef que la flottille était engagée; il fait marcher l'armée au pas de charge: elle s'approche de Chebreiss et aperçoit les mameluks rangés en bataille en avant de ce village. Bonaparte reconnaît la position et forme l'armée: elle est composée de cinq divisions, chaque division forme un carré qui présente à chaque face six hommes de hauteur;

(1) *Relation de l'expédition d'Égypte*, par Berthier, p. 13.
(2) *Ibid.*, p. 18.

l'artillerie est placée aux angles ; aux centres sont les équipages et la cavalerie. Les grenadiers de chaque carré forment des pelotons qui flanquent les divisions et sont destinés à renforcer les points d'attaque.

» Les sapeurs, les dépôts d'artillerie prennent position et se barricadent dans deux villages en arrière, afin de servir de point de retraite en cas d'événement.

» L'armée n'était plus qu'à une demi-lieue des mameluks. Tout à coup ils s'ébranlent par masses, sans aucun ordre de formation et caracolent sur les flancs et les derrières. D'autres masses fondent avec impétuosité sur la droite et le front de l'armée. On les laisse approcher jusqu'à la portée de la mitraille. Aussitôt l'artillerie se démasque et les met en fuite.

» Animée par ce premier succès, l'armée s'ébranle au pas de charge et marche sur le village de Chebreiss, que l'aile droite a l'ordre de déborder. Ce village est emporté après une très-faible résistance. La déroute des mameluks est complète ; ils fuient en désordre vers le Caire. Leur flottille prend également la fuite en remontant le Nil, et termine ainsi un combat qui durait depuis deux heures avec le même acharnement. C'est surtout à la valeur des hommes de troupes à cheval embarqués sur la flottille qu'est due la gloire de cette journée. La perte de l'ennemi a été de plus de six cents hommes tant tués que blessés : celle des Français d'environ soixante et dix (1). »

N° 639. BATAILLE DES PYRAMIDES.

21 JUILLET 1798.

GROS.

Après la bataille de Chebreiss, l'armée continua sa marche vers le Caire ; le 20 juillet 1798 (2 thermidor), elle quittait Omm el-Dinal à deux heures du matin.

« Au point du jour, la division Desaix, qui formait l'avant-garde, a connaissance d'un corps d'environ six cents mameluks et d'un grand nombre d'Arabes, qui se replient aussitôt. A deux heures après midi l'armée arrive aux villages d'Ebrerach et de Boutis : elle n'était plus qu'à trois quarts de lieue d'Embabé et apercevait de loin le corps de mameluks qui se trouvaient dans le village. La chaleur était brûlante, le soldat extrêmement fatigué. Bonaparte fait faire halte ; mais les mameluks n'ont pas plus tôt aperçu l'armée qu'ils se forment en avant de sa droite dans la plaine. Un spectacle aussi imposant n'avait point encore frappé les regards des Français. La cavalerie des mameluks était couverte d'armes étincelantes. On voyait en arrière de sa gauche ces fameuses Pyramides dont la masse indestructible a survécu à tant d'empires, et brave depuis trente siècles les outrages du temps. Derrière sa droite étaient le Nil, le Caire, le Mokattam et les champs de de l'antique Memphis (2). »

Les troupes, impatientes d'en venir aux mains, sont aussitôt rangées en bataille. Bonaparte appelle les principaux chefs de l'armée, parcourt les rangs, dicte les ordres : « Soldats, s'écrie-t-il, souvenez-vous que du haut de ces monuments quarante siècles vous contemplent. » On voyait alors autour de lui Berthier, Desaix, Dugua, généraux de division ; Murat, Belliard, généraux de brigade ; Duroc, chef de bataillon d'artillerie ; Eugène Beauharnais et Lavalette, tous destinés plus tard à des fortunes si imprévues et si diverses.

N° 640. BATAILLE DES PYRAMIDES.

21 JUILLET 1798.

VINCENT. — 1802.

(1) *Relation de l'expedition d'Egypte*, par Berthier, p 20-21.
(2) *Ibid.*, p. 25.

N° 641. BATAILLE DES PYRAMIDES.

21 JUILLET 1798.

HENNEQUIN — 1806.

« La ligne, formée dans l'ordre par échelons et par divisions qui se flanquent, reçoit l'ordre de s'ébranler ; mais les mameluks, qui jusqu'alors avaient paru indécis, préviennent l'exécution de ce mouvement, menacent le centre, et se précipitent avec impétuosité sur les divisions Desaix et Reynier qui formaient la droite ; ils chargent intrépidement les colonnes, qui, fermes et immobiles, ne font usage de leur feu qu'à demi-portée de la mitraille et de la mousqueterie. La valeur téméraire des mameluks essaye en vain de renverser ces murailles de feu, ces remparts de baïonnettes : leurs rangs sont éclaircis par le grand nombre de morts et de blessés qui tombent sur le champ de bataille, et bientôt ils s'éloignent en désordre sans oser entreprendre une nouvelle charge.

» Pendant que les divisions Desaix et Reynier repoussaient avec tant de succès la cavalerie des mameluks, les divisions Bon et Menou, soutenues par la division Kléber, commandée par le général Dugua, marchait au pas de charge sur le village retranché d'Embabé.

» Les mameluks attaquent sans succès les pelotons des flanqueurs ; ils démasquent et font jouer quarante mauvaises pièces d'artillerie. Les divisions se précipitent alors avec plus d'impétuosité, et ne laissent pas à l'ennemi le temps de recharger ses canons. Les retranchements sont enlevés à la baïonnette. Le camp et le village d'Embabé sont au pouvoir des Français. Quinze cents mameluks à cheval et autant de fellahs, auxquels les généraux Marmont et Rampon ont coupé toute retraite en tournant Embabé et prenant une position retranchée derrière un fossé qui joignait le Nil, font en vain des prodiges de valeur ; aucun d'eux ne veut se rendre, aucun d'eux n'échappe à la fureur du soldat ; ils sont tous passés au fil de l'épée ou noyés dans le Nil. Quarante pièces de canon, quatre cents chameaux, les bagages et les vivres de l'ennemi, tombent entre les mains du vainqueur.

» Mourad-Bey, voyant le village d'Embabé emporté, ne songe plus qu'aux moyens d'assurer sa retraite. Déjà les divisions Desaix et Reynier avaient forcé sa cavalerie de se replier. L'armée, quoiqu'elle marchât depuis deux heures du matin et qu'il fût six heures du soir, le poursuit encore jusqu'à Giseh. Il n'y avait plus de salut pour lui que dans une prompte fuite, il en donne le signal, et l'armée prend position à Giseh, après dix-neuf heures de marche ou de combats (1). »

N° 642. BATAILLE DE SEDINAM (HAUTE-ÉGYPTE).

7 OCTOBRE 1798.

COGNIET et JULES VIGNON. — 1837.

Après la bataille des Pyramides, le Caire ouvrit ses portes au vainqueur. Ibrahim, chef de l'administration civile, alla chercher un asile en Syrie près de Djezzar, pacha de Saint-Jean-d'Acre, son collègue. Mourad-Bey, qui avait mené les mameluks au combat, se retira dans la Haute-Égyte, où Desaix eut ordre de le poursuive. Il partit du Caire le 25 août 1798 (8 fructidor an VI), s'embarqua sur le Nil, et alla rejoindre sa division le 29 (12 fructidor), à Al-Fieli, d'où il se mit aussitôt en marche.

Les mameluks s'étaient réfugiés dans le Faïoum, d'où ils suivaient tous les mouvements de l'armée française. Harcelée

(1) *Relation de l'expédition d'Égypte*, par Berthier, p. 2[illegible]-27.

par un ennemi qui se présentait sans cesse devant elle et qui refusait toujours le combat, elle eut à surmonter des obstacles et à supporter des privations de tous genres. Le général Desaix prit successivement possession de Béné, d'Aba-Girgé, de Siouth, de Menekia et de Manzoura. Le 6 octobre 1798 (15 vendémiaire an VII), « informé par ses espions que Mourad-Bey avait l'intention de l'attendre à Sedinam et de lui livrer bataille, il se diposa à l'attaquer lui-même.

» Le 16, au lever du soleil, la division se met en mouvement; elle est formée en carré, avec des pelotons de flanc : elle suit l'inondation et le bord du désert. A huit heures on aperçoit Mourad-Bey à la tête de son armée, composée d'environ trois mille mameluks, et huit à dix mille Arabes. L'ennemi s'approche, entoure la division, et la charge avec la plus grande impétuosité sur toutes ses faces; mais de tous côtés il est vivement repoussé par le feu de l'artillerie et de la mousqueterie; les plus intrépides des mameluks, désespérant d'entamer la division, se précipitent sur l'un des pelotons de flanc commandé par le capitaine Lavalette, de la vingt et unième légère. Furieux de la résistance qu'ils éprouvent et de l'impuissance où ils sont de l'enfoncer, les plus braves se jettent en désespérés dans les rangs, où ils expirent après avoir vainement employé à leur défense les armes dont ils sont couverts, leurs carabines, leurs javelots, leur lance, leur sabre et leurs pistolets. Ils tâchent du moins de vendre chèrement leur vie, et tuent plusieurs chasseurs.

» De nouveaux détachements de mameluks saisissent ce moment pour charger deux fois le peloton entamé; les chasseurs se battent corps à corps, et, après des prodiges de valeur, se replient sur le carré de la division. Dans cette attaque les mameluks perdent plus de cent soixante hommes; elle coûte aux braves chasseurs treize hommes morts et quinze blessés.

» Mourad-Bey, après avoir fait charger les autres pelotons sans plus de succès, divise sa nombreuse cavalerie, qui n'avait encore agi que par masse, et fait entourer la division. Il couronne quelques monticules de sable, sur l'un desquels il démasque une batterie de plusieurs pièces de canon placées avec avantage, et qui font un feu meurtrier.

» Le général Desaix, devant un ennemi six fois plus fort que lui, et dans une position où une retraite difficile sur ses barques le forçait à abandonner ses blessés, juge qu'il faut ou vaincre ou se battre jusqu'au dernier homme. Il dirige sa division sur la batterie ennemie, qui est enlevée à la baïonnette.

» Maître des hauteurs et de l'artillerie de Mourad-Bey, Desaix fait diriger une vive canonnade sur l'ennemi, qui bientôt fuit de toutes parts. Trois beys et beaucoup de kiachefs restent sur le champ de bataille, ainsi qu'une grande quantité de mameluks et d'Arabes. La division ramène ses blessés, prend quelque repos et se met en marche à trois heures après midi pour Sedinam, où elle s'empare d'une partie des bagages de l'ennemi, que les Arabes commençaient à piller (1). »

N° 642 *bis*. QUATRIÈME ET CINQUIÈME COMBAT DE LA FRÉGATE LA LOIRE. — 17 ET 18 OCTOBRE 1798.

Gudin.

Épuisée par trois combats, démâtée de ses deux mâts de perroquet, la frégate *la Loire* était poursuivie par la *Mermaid*, frégate anglaise de la même force qu'elle. Le 17 octobre, au point du jour, *la Mermaid* se couvrit de voiles pour atteindre et détruire enfin son ennemie. Celle-ci, réduite à ses basses voiles et à ses huniers, ne pouvait espérer de s'échapper. Segond, qui la commandait, se prépara au combat, et fit clouer le pavillon national au mât d'artimon. Il harangua son équipage, rappela aux marins et aux soldats leur brillante conduite dans les trois affaires précédentes, et leur témoigna la confiance de les voir triompher sans peine d'une frégate dont la force n'était pas supérieure à celle de *la Loire*. Toutes ses dispositions prises, il établit sa frégate au plus près du vent, et fit carguer la grande voile pour attendre l'ennemi. Cette contenance ferme dut donner aux Anglais une idée de la résistance qu'ils allaient éprouver, et ce qui ajouta sans doute à leur étonnement fut qu'on les laissa approcher sans tirer un seul coup de canon. Segond savait que chez eux c'est une espèce de point d'honneur de ne pas tirer les premiers : il résolut de ne faire feu que lorsque son adversaire se jugerait lui-même assez proche. Il était près de huit heures; *la Mermaid* avait cargué ses basses voiles et s'avançait sous une voilure commode pour le combat. Parvenue à portée de pistolet, elle vint au vent pour prendre position et présenter le travers à *la Loire*. Celle-ci, profitant de ce moment, lui lâcha toute sa bordée, accompagnée d'une décharge de mousqueterie. *La Mermaid* riposta vivement; mais, au lieu de demeurer par le travers de la frégate française, elle voulut profiter de l'avantage que lui donnait le bon état de sa mâture et de ses voiles pour la contourner et tâcher de l'enfiler, soit par l'avant, soit par l'arrière. Excellent manœuvrier lui-même, Segond rendit vaines toutes les tentatives du capitaine anglais, et le força à reprendre sa première position. Les deux frégates se canonnèrent alors avec le plus grand acharnement, mais comme *la Mermaid* s'était replacée un peu plus au large, l'avantage n'était pas pour les canonniers de *la Loire*, qui, faute d'adresse, ou, ce qui est plus croyable, par trop de précipitation, n'ajustaient pas aussi bien leurs coups que les Anglais. Au bout de quelques heures, *la Loire* avait perdu ses trois mâts de hune, et ne conservait plus que ses deux basses voiles, tandis que la frégate ennemie n'avait pas le plus petit morceau de bois coupé. Le capitaine français résolut alors de tenter à son tour une manœuvre qui pût changer la face du combat : il fait cesser le feu partout, donne l'ordre de mettre deux boulets ronds dans chaque canon et de réserver la bordée pour le moment où il jugerait à propos de l'envoyer. Lorsque toutes les pièces sont chargées comme il l'a ordonné, il fait mettre la barre au vent et ordonne une grande arrivée, pour persuader à son ennemi qu'il ne peut plus soutenir son feu. Celui-ci, trompé par ce mouvement, laisse arriver à son tour, afin de suivre *la Loire* et de lui envoyer une bordée qu'il regarde comme devant mettre fin au combat; mais tout à coup Segond lance sa frégate dans le vent, et, par cette évolution, fait croire à l'Anglais qu'il veut l'aborder. *La Mermaid*, qui redoute d'autant plus l'abordage qu'elle sait que *la Loire* est chargée de troupes, revient au vent elle-même avec promptitude et perd presque toute sa vitesse. Segond, qui dans ces différentes manœuvres a l'avantage de primer son ennemi, reprend la sienne avant lui, et, par un nouveau mouvement, vient le ranger à poupe et lui lâche la double bordée qu'il a réservée. L'effet en est terrible. Le mât d'artimon et le grand mât de hune de la *Mermaid* tombent en même temps, et les cris de l'équipage anglais annoncent le carnage qui vient d'avoir lieu. Pendant quelques minutes on semble avoir perdu la tête à bord de cette frégate, et Segond lui hèle d'amener ce qui lui reste de voiles; mais la position de ces voiles sur l'avant, et la perte de celles de l'arrière la font arriver toute seule : elle reprend de la vitesse et s'éloigne d'autant plus facilement de *la Loire*,

(1) *Relation de l'expédition d'Égypte*, par Berthier, p. 126.

que les voiles hautes qu'elle conserve au mât de misaine sont plus favorables, par le faible vent qui règne, que les basses voiles de la frégate française. L'équipage anglais revient alors de sa stupeur, et profite de cette circonstance heureuse pour fuir et abandonner la victoire aux républicains. En vain Segond, qui désespère d'atteindre *la Mermaid* dans sa fuite, dirige sur elle un feu bien nourri, pour tâcher de la désemparer de quelqu'une de ses voiles, il n'a pas le bonheur d'y réussir et elle lui échappe.

Après ce beau combat, *la Loire* était cependant réduite à l'état le plus déplorable, et n'avait plus à bord ni bois ni cordages pour remplacer ses mâts supérieurs. Tout ce que put faire le capitaine fut de boucher de son mieux les trous des boulets reçus à la flottaison, de jumeller ses bas mâts et de bosser les ralingues des basses voiles coupées en plusieurs endroits.

Le 18, au point du jour, elle découvrit deux bâtiments qui la chassèrent aussitôt. A neuf heures, ils furent reconnus pour le vaisseau rasé *l'Anson* et la corvette *le Kanguroo*. Tout espoir de leur échapper eût été vain, et il n'y avait plus à combattre que pour l'honneur du pavillon : Segond et son équipage se disposèrent à l'honorer par une vigoureuse résistance. A neuf heures et demie, le vaisseau rasé, parvenu à demi-portée de *la Loire*, n'avait pas encore commencé le feu; il continuait sa route toutes voiles hautes, pour s'en approcher davantage. Lorsqu'il fut tout à fait proche, le capitaine de *la Loire* s'élança tout à coup au vent, comme s'il eût voulu aborder le vaisseau par l'avant, et profita de ce moment pour lui envoyer une bordée d'enfilade. *L'Anson* masqua une partie de ses voiles pour éviter l'abordage, et cette manœuvre permit à la frégate française de lui lâcher, dans une position avantageuse, deux autres bordées qui eussent été très-meurtrières, si la mer avait été moins grosse. Le vaisseau remit bientôt le vent dans ses voiles, et vint engager *la Loire* à portée de pistolet par le travers au vent, pendant que la corvette la combattait en poupe : le combat dura une heure dans cette position, et l'équipage français y déploya une bravoure au-dessus de tout éloge; enfin le grand mât et le mât d'artimon de la frégate ayant été abattus, et le mât de misaine ne tenant presque plus à rien, le commandant du vaisseau anglais cria au capitaine Segond qu'il était inouï qu'il persistât encore à se défendre dans une pareille situation, et qu'il avait assez combattu pour sa gloire. Sur le refus que fit celui-ci de se rendre, le combat continua encore un quart d'heure; mais le vaisseau ennemi ne pointa plus qu'à couler bas. Bientôt l'eau remplit la cale de *la Loire*. Lorsqu'il y en eut six pieds, et que le capitaine Segond crut d'ailleurs la frégate dans un délabrement tel, qu'il paraissait douteux qu'elle pût servir aux ennemis, il amena son pavillon. Quoique les efforts héroïques des défenseurs de *la Loire* n'aient pu l'empêcher d'être prise, eux et leurs concitoyens n'ont pas moins le droit de s'en enorgueillir. De pareilles défaites sont aussi glorieuses que des succès.

N° 643. RÉVOLTE DU CAIRE. — 21 OCTOBRE 1798.

GIRODET. — 1810.

Depuis deux mois que Bonaparte était au Caire, la plus grande tranquillité n'avait cessé d'y régner. « Les notables de toutes les provinces délibéraient avec calme, et d'après les propositions des commissaires français Monge et Berthollet, sur l'organisation définitive des divans, sur les lois civiles et criminelles, sur l'établissement et la répartition des impôts, et sur divers objets d'administration et de police générale. Tout à coup les indices d'une sédition prochaine se manifestent. Le 30 vendémiaire, à la pointe du jour, des rassemblements se forment dans divers quartiers de la ville et surtout à la grande mosquée. Le général Dupuy, commandant la place, s'avance à la tête d'une faible escorte pour les dissiper. Il est assassiné avec plusieurs officiers et quelques dragons au milieu de l'un de ces attroupements. La sédition devient aussitôt générale : tous les Français que les révoltés rencontrent sont égorgés : les Arabes se montrent aux portes de la ville.

» La générale est battue; les Français s'arment et se forment en colonnes mobiles. Ils marchent contre les rebelles avec plusieurs pièces de canon. Ceux-ci se retranchent dans leurs mosquées, d'où ils font un feu violent. Les mosquées sont aussitôt enfoncées; un combat terrible s'engage entre les assiégeants et les assiégés; l'indignation et la vengeance doublent la force et l'intrépidité des Français. Des batteries, placées sur différentes hauteurs, et le canon de la citadelle tirent sur la ville; le quartier des rebelles et la grande mosquée sont incendiés (1). »

N° 644. LE GÉNÉRAL BONAPARTE,

COMMANDANT EN CHEF DE L'ARMÉE D'ÉGYPTE, FAIT GRACE AUX RÉVOLTÉS DU CAIRE. — OCTOBRE 1798.

GUÉRIN. — 1808.

« Les chérifs et les principaux du Caire viennent enfin implorer la générosité des vainqueurs et la clémence de Bonaparte. Le général en chef les reçut sur la place d'El Bekir. Un pardon général est aussitôt accordé à la ville, et le 2 brumaire (23 octobre 1798) l'ordre est entièrement rétabli. Mais, pour prévenir dans la suite de pareils excès, la place est mise dans un tel état de défense qu'un seul bataillon suffit pour la mettre l'abri des mouvements séditieux d'une population nombreuse. Des mesures sont prises aussi pour la garantir à l'extérieur contre toute entreprise de la part des Arabes (2). »

N° 645. COMBAT DE MONTEROSI.

4 DÉCEMBRE 1798.

COGNIET.

« La cour de Naples, placée au bord du volcan révolutionnaire depuis l'érection des États de l'Église en république, embrassa avec transport l'idée d'une nouvelle guerre continentale, qui, selon toute apparence, devait amener l'évacuation de l'Italie, et la débarrasser de l'anxiété perpétuelle dans laquelle elle vivait.

» Le roi de Naples, Ferdinand IV, ayant accueilli les propositions qui lui avaient été faites par la Russie et l'Angleterre, certain d'être soutenu par l'Autriche, qui venait d'envoyer près de lui le général Mack, s'était empressé d'entrer en campagne et de prendre l'offensive. Les États romains furent bientôt envahis, et le roi de Naples s'était emparé de Rome.

» Le Directoire, en apprenant les dernières levées opérées dans le royaume de Naples et le rassemblement des troupes sur la frontière des États romains, se hâta d'envoyer le général Championnet prendre le commandement des troupes françaises stationnées dans les environs de Rome. Il lui fut recommandé de ne rien compromettre, et de se retirer sur l'armée que commandait Joubert dans la république cisalpine.

« Le général Championnet, ajoute Jomini, jeta huit cents

(1) *Relation de l'expédition d'Égypte*, par Berthier, p. 44.
(2) *Ibid.*, p. 45.

hommes dans le château Saint-Ange, puis se replia, conformément à ses instructions, sur Cività-Castellana. »

Le roi de Naples ne tarda pas à prendre possession de la capitale des États de l'Église. Pendant ce temps Championnet se préparait à se défendre dans les Apennins. Ses troupes se trouvaient disposées la droite à Cività-Castellana, la gauche à Cività-Ducale, et le centre à Cantalupo.

« Le 4 décembre les avant-postes français furent assaillis de toutes parts. La division du chevalier de Saxe, poursuivant deux objets, marchait sur deux colonnes : l'une se portait directement sur Nepi, l'autre fila à gauche par le chemin qui conduit de Santa-Maria-di-Fallari à Borghetto, en vue de tourner Cività-Castellana. La première attaque fut conduite avec vigueur; mais Kellermann, après avoir laissé amortir le premier feu des Napolitains, les chargea à son tour et les repoussa sur le chemin de Monterosi, où bientôt les dragons français les poursuivirent : deux mille cinq cents prisonniers, quinze pièces de canon et tous les bagages tombèrent au pouvoir des républicains (1). »

N° 646. COMBAT DE LA FRÉGATE FRANÇAISE LA BAYONNAISE CONTRE LA FRÉGATE ANGLAISE L'EMBUSCADE. — 14 DÉCEMBRE 1798.

HUE. — 1802.

N° 647. COMBAT DE LA FRÉGATE FRANÇAISE LA BAYONNAISE CONTRE LA FRÉGATE ANGLAISE L'EMBUSCADE. — 14 DÉCEMBRE 1798.

CRÉPIN. — 1801.

La frégate *la Bayonnaise*, de vingt-quatre pièces de canon de huit, et huit de quatre sur ses gaillards, commandée par le lieutenant de vaisseau Edmond Richer, venait de Cayenne, le 14 décembre 1798 (24 frimaire an VIII), et n'était plus qu'à trente-cinq ou quarante lieues de Rochefort. Tout à coup elle fut attaquée par la frégate anglaise *l'Embuscade*, de vingt-six pièces de canon de seize, six caronades de trente-deux et huit de neuf sur les gaillards. L'action s'engagea; on combattit quelque temps bord à bord, ensuite à douze toises de distance. Le feu devint terrible et dura cinq heures sans être décisif. La position de sa frégate au vent de l'ennemi décida le commandant français à tenter l'abordage. Dans le choc des deux bâtiments, le beaupré de *la Bayonnaise* se brise et tombe à la mer, ainsi que le mât d'artimon de *l'Embuscade*. Le contre-coup sépare les deux vaisseaux. Richer saisit l'occasion et lâche dans le travers de son adversaire quatre coups de canon qui balayent sa batterie et lui mettent trente ou quarante hommes hors de combat. Au même instant les marins français sautent à bord de l'ennemi. Richer, gravement blessé, est contraint de rester à son bord : le feu y gagnait de toute part; ce capitaine oublie ses blessures, et parvient à le faire éteindre; enfin, après quarante minutes d'efforts, de courage et de valeur, les Anglais, débusqués de leurs gaillards d'arrière et d'avant, furent forcés de se rendre.

La Bayonnaise avait perdu tous ses mâts dans ce combat; son commandant employa toutes ses ressources et parvint à se rendre à Rochefort.

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. XI, p. 33-50.

N° 648. LE GÉNÉRAL BONAPARTE VISITE LES FONTAINES DE MOÏSE PRÈS LE MONT SINAÏ. 28 DÉCEMBRE 1798.

BERTHÉLEMY. — 1808.

« Bonaparte, après avoir imprimé à tout le pays la terreur de ses armes, continue de suivre ses plans d'administration intérieure, sans oublier ce qu'il doit à l'intérêt des sciences, du commerce et des arts.

» Le général Bon reçoit ordre de traverser le désert à la tête de quinze cents hommes avec deux pièces de canon, et de marcher vers Suez, où il entre le 17 brumaire (7 novembre 1798).

» Bonaparte, accompagné d'une partie de son état-major, des membres de l'institut Monge, Berthollet, Costaz, de Bourrienne et d'un corps de cavalerie, part lui-même du Caire le 4 nivôse (24 décembre 1798), et va camper à Birket-el-Hadj, ou lac des Pèlerins; le 5 il bivouaque à dix lieues dans le désert; le 6 il arrive à Suez; le 7 il reconnaît la côte et la ville, et ordonne les ouvrages et les fortifications qu'il juge nécessaires à sa défense.

» Le 8 il passe la mer Rouge près de Suez, à un gué qui n'est praticable qu'à la marée basse; il se rend aux fontaines de Moïse, situées en Asie, à trois lieues et demie de Suez. Cinq sources forment ces fontaines, qui s'échappent en bouillonnant du sommet de petits monticules de sable. L'eau en est douce et un peu jaunâtre. On y trouve les vestiges d'un petit aqueduc moderne qui conduisait cette eau à des citernes creusées sur le bord de la mer, dont les fontaines sont éloignées de trois quarts de lieue (1). »

N° 649. PRISE DE NAPLES PAR L'ARMÉE FRANÇAISE. — 21 JANVIER 1799.

TAUREL. — 1799.

Championnet, après les combats de Monterosi et Cività-Castellana, reprit aussitôt l'offensive. Il rentra dans Rome dix-sept jours après en être sorti, et, poursuivant sa marche, se dirigea sur les états de Naples, qu'il ne tarda pas à envahir. Malgré la résistance des troupes napolitaines, il était arrivé devant Capoue dans les premiers jours de janvier.

Mais autour de lui tout commençait à s'ébranler; et pendant que les paysans prenaient partout les armes, interceptaient les courriers de l'armée française, et lui faisaient une guerre de partisans redoutable, la populace de Naples, qu'on avait eu l'imprudence d'armer, commençait de se porter aux excès les plus épouvantables. L'Autrichien Mack, qui commandait l'armée napolitaine, ayant accepté l'armistice que Championnet lui proposait, et par lequel la ligne du Volturne et de l'Ofanto était abandonnée aux Français, cette convention déchaîna plus violemment encore dans la capitale les fureurs populaires. Naples fut livré trois jours durant à l'insurrection des lazzaroni, et le général Mack, pour sauver ses jours, fut réduit à chercher un asile dans le camp français.

Cependant l'approche de Championnet menaçant la ville, loin d'intimider les lazzaroni ameutés, ne fit qu'accroître leur rage. Il fallut attaquer de vive force cette grande cité, et, après plusieurs jours de combat, le fort Saint-Elme étant tombé aux mains des Français, le canon en fut tourné contre la ville. « Toutes les colonnes se mirent aussitôt en mouvement sur les points qui leur étaient assignés. Quoique surpris par l'occupation du château, les lazzaroni opposèrent la plus

(1) *Relation de l'expédition d'Égypte*, par Berthier, p. 46.

vive résistance; mais elle ne pouvait servir qu'à retarder leur perte. Broussier et Rusca refoulèrent les flots de la multitude qui s'opposait à leur passage, et allaient escalader le fort del Carmine lorsque la garnison mit bas les armes et demanda quartier. Le rassemblement qui défendait la porte de Nola ne fut pas plus heureux, et abandonna toute son artillerie.

» La marche de Kellermann éprouva plus d'obstacles : il avait en tête le fameux Paggio, lequel, retranché à la hâte assez près de Serraglio, le tint longtemps en échec avec quelques centaines d'Albanais et de canonniers de marine, qui servaient son artillerie avec dextérité. Ce rempart forcé, il lui disputa le terrain pied à pied jusqu'au Largo del Castello.

» Le général de brigade Calvin, quoique protégé par une sortie vigoureuse de Girardon, gagnait peu de terrain. Les deux colonnes, secondées par quelques Napolitains, combattirent au pied du fort; et de ce côté la victoire était encore incertaine.

» Cependant le général Rusca, près duquel étaient venus se ranger une foule d'habitants, rencontra au Stud Michel le Fou, aussi peu disposé que son collègue à céder le terrain; mais son zèle l'ayant trop exposé, il fut fait prisonnier et conduit au quartier général, sur la place delle Pigne (1). »

N° 650. L'ARMÉE FRANÇAISE

TRAVERSE LES RUINES DE THÈBES (HAUTE-ÉGYPTE). 2 FÉVRIER 1799.

PINGRET.—1837.

« Le général Desaix, après avoir séjourné quelque temps à Siout et à Girgé, continua sa marche dans la Haute-Égypte.

» La division, en traversant l'Égypte supérieure, trouve une quantité prodigieuse de monuments antiques de la plus grande beauté. Les ruines de Thèbes, les débris du temple de Tentyra étonnent les regards des voyageurs, et méritent encore l'admiration du monde (2). »

N° 651. HALTE DE L'ARMÉE FRANÇAISE A SYÈNE (HAUTE-ÉGYPTE). —2 FÉVRIER 1799.

TARDIEU.—1812

« Après avoir traversé les ruines de Thèbes, l'armée se dirigea sur Hesney; elle y était le 28 janvier 1799 (9 pluviôse an VII), et se rendit ensuite à Syène, où elle arriva le 1er février (3), après avoir essuyé des fatigues excessives en traversant les déserts et chassant toujours l'ennemi devant elle.....

» Le second jour de notre établissement, raconte Volney, il y avait déjà dans les rues de Syène des tailleurs, des cordonniers, des orfèvres, des barbiers français avec leur enseigne, des traiteurs et des restaurateurs à prix fixe. La station d'une armée offre le tableau du développement le plus rapide des ressources de l'industrie; chaque individu met en œuvre tous ses moyens pour le bien de la société; mais ce qui caractérise particulièrement une armée française, c'est d'établir le superflu en même temps et avec le même soin que le nécessaire; il y avait jardins, cafés et jeux publics, avec des cartes faites à Syène. Au sortir du village, une allée d'arbres alignés se dirigeait au nord; les soldats y mirent une colonne milliaire avec l'inscription : *route de Paris, n° onze cent soixante-sept mille trois cent quarante.* C'était quelques jours après avoir reçu une distribution de dattes pour toute ration qu'ils avaient des idées si plaisantes et si philosophiques. »

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. XI, p. 83.
(2) *Relation de l'expédition d'Égypte*, par Berthier, p. 140.
(3) *Ibid.*, p. 139.

N° 652. COMBAT EN AVANT D'HESNEY.

12 FÉVRIER 1799.

COGNIET.

Le général Desaix avait établi son quartier général à Hesney, d'où il dirigeait ses troupes sur tous les points où les mameluks pouvaient l'attaquer.

« Différents rapports lui annonçaient aussi qu'Osman-Bey Hassan était revenu sur les bords du fleuve, et continuait d'y faire vivre sa troupe. Desaix, ne voulant pas lui permettre de séjourner aussi près de lui, envoie à sa poursuite le général Davoust, avec le vingt-deuxième de chasseurs et le quinzième de dragons. »

Le 24 floréal (12 février), le général Davoust était en présence de l'ennemi. « Il forme sa cavalerie sur deux lignes, et s'avance avec rapidité sur les mamelucks, qui d'abord ont l'air de se retirer. Mais tout à coup ils font volte-face, et fournissent une charge vigoureuse sous le feu meurtrier du quinzième dragons. Plusieurs mameluks tombent sur la place. Le chef d'escadron Fontette est tué d'un coup de sabre. Osman-Bey a son cheval tué sous lui : il est lui-même dangereusement blessé. Le vingt-deuxième de chasseurs se précipite avec impétuosité sur l'ennemi. On combat corps à corps; le carnage devient affreux; mais, malgré la supériorité des armes et du nombre, les mamelucks sont forcés d'abandonner le champ de bataille, où ils laissent un grand nombre des leurs et plusieurs kiachefs; ils se retirent rapidement vers leurs chameaux, qui, pendant le combat, avaient continué leur route dans le désert.

» Parmi les beaux traits qui ont honoré cette mémorable journée, on remarque celui de l'aide de camp du général Davoust, le citoyen Montléger, qui, blessé dans le fort du combat, et ayant eu son cheval tué sous lui, se saisit du cheval d'un mameluk, et sortit ainsi de la mêlée (1). »

N° 653. COMBAT D'ABOUMANA (HAUTE-ÉGYPTE).

17 FÉVRIER 1799.

PINGRET.—1837.

A la voix de Mourad-Bey, qui les appelait à soutenir jusqu'au bout la lutte nationale contre les Français, tous les habitants de l'Égypte supérieure, depuis les cataractes jusqu'à Girgé, s'étaient mis en armes : les cheiks d'Yambo et de Geda passent la mer Rouge; Osman-Bey réunit les mameluks; de tous côtés de nouvelles troupes viennent rejoindre leurs chefs. Défait à Samanhout, à Kené, par le général Desaix, l'ennemi se représente sans cesse.

« Après le combat de Kené, les Arabes d'Yambo s'étaient retirés dans les déserts d'Aboumana : leur chérif Hassan, fanatique exalté et entreprenant, les entretenait dans l'espoir d'exterminer les infidèles aussitôt que les renforts qu'il attendait seraient arrivés. Provisoirement il mettait tout en œuvre pour soulever tous les vrais croyants de la rive droite. A sa voix toutes les têtes s'échauffent, tous les bras s'arment. Déjà une multitude d'Arabes est accourue à Aboumana. Des mameluks fugitifs et sans asile s'y rendent également.

« Le 29 pluviôse (17 février 1799) le général Friant arrive près d'Aboumana, qu'il trouve rempli de gens armés. Les Arabes d'Yambo sont en avant rangés en bataille. Ses grenadiers le sont déjà en colonne d'attaque, commandée par le chef de brigade Conroux. Après avoir reçu plusieurs coups

(1) *Relation de l'expédition d'Égypte*, par Berthier, p. 141-145.

de canon, et à l'approche des grenadiers, la cavalerie et les paysans prennent la fuite; mais les Arabes tiennent bon. Le général Friant forme alors deux colonnes pour tourner le village, et leur enlever leurs moyens de retraite. Ils ne peuvent résister au choc terrible des grenadiers; ils se jettent dans le village où ils sont assaillis et mis en pièces.

» Les Arabes d'Yambo ont perdu dans cette journée quatre cents morts et ont eu beaucoup de blessés. Une grande quantité de paysans furent tués dans les déserts. Les Français n'ont eu que quelques blessés (1). »

N° 654. COMBAT DE BENOUTH. — 8 MARS 1799.

CHARLES LANGLOIS — 1818.

Le général Belliard, détaché du corps d'armée du général Desaix, était resté à Syène avec la vingt et unième légère. « Tous les rapports réunis et le bruit général du pays firent juger au général Desaix que le point de ralliement des ennemis était à Siouth; en conséquence, il rassemble ses troupes, ordonne au général Belliard, qui était descendu de Syène à la suite des mameluks, de laisser une garnison de quatre cents hommes à Hesney, et de continuer à descendre, en observant bien les mouvements des Arabes d'Yambo, qu'il doit combattre partout où il les rencontrera. »

En même temps, pour ne pas laisser à Mourad-Bey le temps de se réunir à Elphi-Bey, il se dirige sur Siouth. « Le 18 au matin, le général Belliard, après avoir passé le Nil à Elkamouté, arrive près de l'ancienne Cophtos, et, après avoir repoussé les mameluks, il fait continuer la marche, et il arrive près de Benouth. Le canon tirait déjà sur les tirailleurs. Belliard reconnaît la position des ennemis, qui avaient placé quatre pièces de canon de l'autre côté d'un canal extrêmement large et profond. Il fait former les carabiniers en colonne d'attaque, et ordonne que l'on enlève ces pièces au moment où le carré passerait le canal, et menacerait de tourner l'ennemi. »

Après un combat très-vif, les carabiniers s'emparent des pièces et s'en servent aussitôt contre les ennemis, « qui se jetaient dans une mosquée, dans une grande barque, dans plusieurs maisons du village, surtout dans une maison de mameluks dont ils avaient crénelé les murailles, et où ils avaient tous leurs effets et leurs munitions de guerre et de bouche. Alors le général Belliard forme deux colonnes, l'une destinée à cerner de très près la grande maison, l'autre à entrer dans le village et à enlever de vive force la mosquée et toutes les maisons où il y aurait des ennemis.

« Les Arabes d'Yambo font feu de toutes parts : les Français entrent dans la barque et mettent à mort tout ce qui s'y trouve. Le chef de brigade Eppler, excellent officier, et d'une bravoure distinguée, commandait dans le village : il veut entrer dans la mosquée, il en sort un feu si vif qu'il est obligé de se retirer. Alors on embrase cette mosquée, et les Arabes d'Yambo qui la défendent y périssent dans les flammes : vingt autres maisons subissent le même sort : en un instant le village ne présente que des ruines, et les rues sont comblées de morts (2).

N° 655. LE GÉNÉRAL BONAPARTE VISITE LES PESTIFÉRÉS DE JAFFA. — 11 MARS 1799.

GROS. — 1804.

La Porte Ottomane avait déclaré la guerre à la république française, et une armée turque se formait en Syrie pour aller

(1) *Relation de l'expédition d'Égypte*, par Berthier, p. 145-147.

(2) *Ibid.*, p. 149-154.

attaquer Bonaparte en Égypte. Il résolut alors, suivant son usage, d'étonner son ennemi en le prévenant, et au mois de février 1799 il se mit en route avec treize mille hommes pour envahir la Syrie. Le 3 mars il arriva sous les murs de Jaffa, l'ancienne Joppé, qui fut emportée d'assaut. De là il marcha sur Saint-Jean-d'Acre.

» Cependant, avant de quitter Jaffa, Bonaparte y établit un divan, une garnison et un grand hôpital. Des symptômes de peste s'étaient manifestés; plusieurs hommes de la trente-deuxième demi-brigade en avaient été atteints, et un rapport des généraux Bon et Rampon alarma sérieusement le général en chef sur la propagation de ce fléau. Bonaparte visita l'hôpital, entra dans toutes les salles, accompagné des généraux Berthier et Bessières, de l'ordonnateur en chef Daure, et du médecin en chef Desgenettes. Le général parla aux malades, les encouragea, toucha leurs plaies en leur disant : « Vous voyez bien que cela n'est rien ! » Lorsqu'il sortit, on lui reprocha vivement son imprudence; il répondit froidement : « C'est mon devoir : je suis le général en chef. » Cette visite et la générosité de Desgenettes, qui, s'inoculant la contagion en présence de nos soldats, se guérissait par les remèdes qu'il leur prescrivait, rassurèrent le moral de l'armée, singulièrement ébranlé par l'invasion d'une aussi horrible calamité; et dès ce moment tous les hôpitaux furent soumis au même régime sans distinction (1). »

N° 656. COMBAT DE NAZARETH. — AVRIL 1799.

TAUNAY. — 1802.

Pendant que l'armée française faisait le siége de Saint-Jean-d'Acre, « Bonaparte est informé par des chrétiens de Damas qu'un rassemblement considérable, composé de mameluks, de janissaires de Damas, de Deleti, d'Alepins, de Maugrabins, se mettait en marche pour passer le Jourdain, se réunir aux Arabes et aux Naplouzains, et attaquer l'armée devant Acre, en même temps que Djezzar ferait une sortie soutenue par le feu des vaisseaux anglais.

» Le général de brigade Junot avait été envoyé à Nazareth pour observer l'ennemi; il apprend qu'il se forme sur les hauteurs de Loubi, à quatre lieues de Nazareth, dans la direction de Tabarié, un rassemblement dont les partis se montrent dans le village de Loubi. Il se met en marche avec une partie de la deuxième légère, trois compagnies de la dix-neuvième, formant environ trois cent cinquante hommes, et un détachement de cent soixante chevaux de différents corps pour faire une reconnaissance. A peu de distance de Ghafar-Kana, il aperçoit l'ennemi sur la crête des hauteurs de Loubi· il continue sa route, tourne la montagne, et se trouve engagé dans une plaine, où il est environné, assailli par trois mille hommes de cavalerie. Les plus braves se précipitent sur lui; il ne prend alors conseil que des circonstances et de son courage. Les soldats se montrent dignes d'un chef aussi intrépide, et forcent l'ennemi d'abandonner cinq drapeaux dans leurs rangs. Le général Junot, sans cesser de combattre, sans se laisser entamer, gagne successivement les hauteurs jusqu'à Nazareth; il est suivi jusqu'à Ghafar-Kana, à deux lieues du champ de bataille. Cette journée coûte à l'ennemi, outre les cinq drapeaux, cinq à six cents hommes tués ou blessés (2). »

(1) *Histoire de Napoléon*, par Norvins, t. I, p. 468.

(2) *Relation de l'expédition de l'Égypte*, par Berthier, p. 75-76.

N° 657. BATAILLE DU MONT-THABOR.

16 AVRIL 1799.

COGNIET et PHILIPPOTEAUX.—1837.

« Le combat de Nazareth avait dispersé, mais non détruit ce rassemblement de populations arabes qui devenait de jour en jour plus menaçant pour l'armée française. Le général Kléber, qui avait été détaché du camp pour soutenir le détachement sous les ordres du général Junot, annonça que l'ennemi, au nombre de plus de dix-huit à vingt mille hommes, descendait de toutes les hauteurs pour déboucher dans la plaine. Les troupes du général Junot et les siennes étaient rentrées dans la position de Safarié et de Nazareth.

» Bonaparte juge qu'il faut une bataille générale et décisive pour éloigner une multitude qui, avec l'avantage du nombre, viendrait le harceler jusque dans son camp. Il laisse devant Saint-Jean-d'Acre les divisions Reynier et Lannes; il part le 26 germinal (15 avril 1799) avec le reste de sa cavalerie, la division Bon et huit pièces d'artillerie. Le 27, au point du jour, il marche sur Fouli, à neuf heures du matin il arrive sur les dernières hauteurs, d'où il découvre Fouli et le Mont-Thabor. Il aperçoit, à environ trois lieues de distance, la division Kléber, qui était aux prises avec l'ennemi, dont les forces paraissaient être de vingt-cinq mille hommes de cavalerie, au milieu desquels se battaient deux mille Français.

» Le général Kléber avait formé deux carrés d'infanterie, et avait fait occuper quelques ruines, où il avait placé son ambulance. L'ennemi occupait le village de Fouli avec l'infanterie naplouzaine et deux petites pièces de canon portées à dos de chameau. Toute la cavalerie, au nombre de vingt-cinq mille hommes, environnait la petite armée de Kléber; plusieurs fois elle l'avait chargée avec impétuosité, mais toujours sans succès; toujours elle avait été vigoureusement repoussée par la mousqueterie et la mitraille de la division, qui combattait avec autant de valeur que de sang-froid.

» Bonaparte, arrivé à une demi-lieue de distance du général Kléber, fait aussitôt marcher le général Rampon à la tête de la trente-deuxième, pour soutenir et dégager la division Kléber en prenant l'ennemi en flanc et à dos.

» Au moment où les différentes colonnes prennent leur direction, Bonaparte fait tirer un coup de canon de douze. Le général Kléber, averti par ce signal de l'approche de Bonaparte, quitte la défensive; il attaque et enlève à la baïonnette le village de Fouli, passe au fil de l'épée tout ce qu'il rencontre, et continue sa marche au pas de charge sur la cavalerie, qui est aussi chargée par la colonne du général Rampon : celle du général Vial la coupe vers les montagnes de Naplouze, et les guides à pied fusillent les Arabes, qui se sauvent vers Jenin.

» Le désordre est dans tous les rangs de la cavalerie de l'ennemi; il ne sait plus à quel parti s'arrêter : il se voit coupé de son camp, séparé de ses magasins, entouré de tous côtés. Enfin il cherche un refuge derrière le Mont-Thabor; il gagne pendant la nuit et dans le plus grand désordre le pont de El-Mékanié, et un grand nombre se noient dans le Jourdain en essayant de le passer à gué.

» Le résultat de la bataille d'Esdrelon ou du Mont-Thabor est la défaite de vingt-cinq mille hommes de cavalerie et de dix mille d'infanterie par quatre mille Français; la prise de tous les magasins de l'ennemi, de son camp, et sa fuite en désordre vers Damas. Ses propres rapports font monter sa perte à plus de cinq mille hommes (1). »

(1) *Relation de l'expédition d'Egypte*, par Berthier, p. 79-84.

N° 658. BATAILLE D'ABOUKIR.—25 JUILLET 1799.

ORDRE DE BATAILLE.

. . . .

« Cependant la saison des débarquements en Égypte y rappelait impérieusement l'armée pour s'opposer aux descentes et aux tentatives de l'ennemi. La peste faisait des progrès effrayants en Syrie; déjà elle avait enlevé sept cents hommes aux Français, et, d'après les rapports recueillis à Sour, il mourait journellement plus de soixante hommes devant la place d'Acre. Bonaparte leva donc le siége de cette ville le 20 mai 1799, et reprit la route de l'Égypte. »

A peine de retour au Caire, il apprend « qu'une flotte turque de cent voiles avait mouillé à Aboukir le 23 messidor (11 juillet 1799), et annonçait des vues hostiles contre Alexandrie. Il part au moment même pour se rendre à Gizeh; il y passe la nuit à faire ses dispositions; il ordonne au général Murat de se mettre en marche pour Rahmanié avec sa cavalerie, les grenadiers de la soixante-neuvième, ceux des dix-huitième et trente-deuxième, les éclaireurs, et un bataillon de la treizième qu'il avait avec lui (1). »

En même temps Desaix est rappelé de la Haute-Égypte. Il laisse des garnisons dans les places principales, et vient rejoindre l'armée à Rahmanié, où le général en chef arrive aussi de son côté. Là Bonaparte est informé que « les cent voiles turques avaient débarqué environ trois mille hommes et de l'artillerie, et avaient attaqué, le 27 messidor (15 juillet 1799), la redoute, qu'ils avaient enlevée de vive force; » que le fort d'Aboukir, dont le commandant avait été tué, ainsi que la ville, étaient tombés en leur pouvoir, et qu'enfin l'ennemi avait le projet de faire le siége d'Alexandrie.

Le général en chef se rend aussitôt dans cette ville, où il arrive le 24 juillet 1799 (6 thermidor), visite les fortifications, et ordonne toutes les dispositions pour l'attaque de l'ennemi. Il est instruit que « Mustapha-Pacha, commandant l'armée turque, avait débarqué avec environ quinze mille hommes, beaucoup d'artillerie, une centaine de chevaux, et s'occupait à se retrancher.

» Dans l'après-midi, Bonaparte part d'Alexandrie avec le quartier général, et prend position au Puits, entre Alexandrie et Aboukir. La cavalerie du général Murat, les divisions Lannes et Rampon ont ordre de se rendre à cette même position; elles y arrivent dans la nuit du 6 au 7 à minuit, ainsi que quatre cents hommes de cavalerie venant de la Haute-Égypte.

» Le 7 thermidor, à la pointe du jour, l'armée se met en mouvement. L'avant-garde est commandée par le général Murat, qui a sous ses ordres quatre cents hommes de cavalerie et le général de brigade d'Estaing, avec trois bataillons et deux pièces de canon.

» La division Lannes formait l'aile droite, et la division Lanusse l'aile gauche. La division Kléber, qui devait arriver dans la journée, formait la réserve. Le parc, couvert d'un escadron de cavalerie, venait ensuite.

» Le général de brigade Davoust, avec deux escadrons et cent dromadaires, a ordre de prendre position entre Alexandrie et l'armée, autant pour faire face aux Arabes et à Mourad-Bey, qui pouvait arriver d'un moment à l'autre, que pour assurer la communication avec Alexandrie.

» Le général Menou, qui s'était porté à Rosette, avait eu l'ordre de se trouver, à la pointe du jour, à l'extrémité de la barre de Rosette à Aboukir, au passage du lac de Madié, pour

(1) *Relation de l'expédition d'Égypte*, par Berthier, p. 172.

canonner tout ce que l'ennemi aurait dans le lac, et lui donner de l'inquiétude sur sa gauche.

» Mustapha-Pacha avait sa première ligne à une demi-lieue en avant du fort d'Aboukir; environ mille hommes occupaient un mamelon de sable retranché à sa droite, sur le bord de la mer, soutenu par un village à trois cents toises, occupé par douze cents hommes et quatre pièces de canon. Sa gauche était sur une montagne de sable, à gauche de la presqu'île, isolée, à six cents toises en avant de la première ligne : l'ennemi occupait cette position, qui était mal retranchée, pour couvrir le puits le plus abondant d'Aboukir.

» Quelques chaloupes canonnières paraissaient placées pour défendre l'espace de cette position; à la seconde ligne il y avait deux mille hommes environ et six pièces de canon.

» L'ennemi avait sa seconde position en arrière du village, à trois cents toises; son centre était établi à la redoute qu'il avait élevée. Sa droite était placée derrière un retranchement prolongé, depuis la redoute jusqu'à la mer, pendant l'espace de cent cinquante toises; sa gauche, en partant de la redoute vers la mer, occupait des mamelons et la plage, qui se trouvait à la fois sous les feux de la redoute et sous ceux des chaloupes canonnières : il avait, dans cette seconde position, à peu près sept mille hommes et douze pièces de canon. A cent cinquante toises derrière la redoute se trouvaient le village d'Aboukir et le fort, occupés ensemble par environ quinze cents hommes; quatre-vingts hommes à cheval formaient la suite du pacha commandant en chef.

» L'escadre était mouillée à une demi-lieue dans la rade.

» Après deux heures de marche, l'avant-garde se trouve en présence de l'ennemi; la fusillade s'engage avec les tirailleurs (1). »

N° 659. BATAILLE D'ABOUKIR.—25 JUILLET 1799.

HENNEQUIN.—1808.

L'engagement devient bientôt général sur toute la ligne.

« Le village est emporté, l'ennemi est poursuivi jusqu'à la redoute, centre de sa seconde position : cette position est très-forte.

» Pendant que les troupes reprennent haleine, on met des canons en position au village et le long de la mer; on bat la droite de l'ennemi et sa redoute. »

En vain les troupes attaquent ce formidable retranchement, les Turcs s'y défendent avec une intrépide obstination.

« Le chef de brigade Duvivier y est tué; l'adjudant général Roze, qui dirige les mouvements avec autant de sang-froid que de talent, le chef de brigade des guides à cheval, Bessières, l'adjudant général Leturcq, sont à la tête des charges.

» Le général Fugières, l'adjudant général Leturcq, font des prodiges de valeur. Le premier reçoit une blessure à la tête; il continue néanmoins à combattre; un boulet lui emporte le bras gauche; il est forcé de suivre le mouvement de la dix-huitième, qui se retire sur le village dans le plus grand ordre, en faisant un feu des plus vifs. L'adjudant général Leturcq avait fait de vains efforts pour déterminer la colonne à se jeter dans les retranchements ennemis; il s'y précipite lui-même, mais il s'y trouve seul : il y reçoit une mort glorieuse. Le chef de brigade Morangié est tué.

» Une vingtaine de braves de la dix-huitième restent sur le terrain. Les Turcs, malgré le feu meurtrier du village, s'élancent des retranchements pour couper la tête des morts et des blessés, et obtenir l'aigrette d'argent que leur gouvernement donne à tout militaire qui apporte la tête d'un ennemi (2). »

(1) *Relation de l'expédition d'Égypte*, par Berthier, p. 174-178.
(2) *Ibid.*, p. 182-184.

Le général en chef ordonne alors au général Lannes de se porter sur cette redoutable position. « Mustapha-Pacha était dans la redoute : aussitôt qu'il s'aperçut que le général Lannes était sur le point d'arriver au retranchement et de tourner sa gauche, il fit une sortie, déboucha avec quatre ou cinq mille hommes, et par là sépara notre droite de notre gauche, qu'il prenait en flanc, en même temps qu'il se trouvait sur les derrières de notre droite. Ce mouvement aurait arrêté court Lannes; mais le général en chef, qui se trouvait au centre, marcha avec la soixante-neuvième, contint l'attaque de Mustapha, lui fit perdre du terrain, et par là rassura entièrement les troupes du général Lannes, qui continuèrent leur mouvement. La cavalerie, ayant alors débouché, se trouva sur les derrières de la redoute. L'ennemi, se voyant coupé, se mit aussitôt dans le plus affreux désordre. Le général d'Estaing marcha au pas de charge sur les retranchements de droite. Toutes les troupes de la deuxième ligne voulurent alors regagner le fort; mais elles se rencontrèrent avec notre cavalerie, et il ne se fût point sauvé un seul Turc sans l'existence du village : un assez grand nombre eurent le temps d'y arriver; trois ou quatre mille Turcs furent jetés dans la mer (1). »

N° 660. BATAILLE D'ABOUKIR.—25 JUILLET 1799.

GROS.—1806

« Le général Murat, qui commandait l'avant-garde, qui suivait tous les mouvements, et qui était constamment aux tirailleurs, saisit le moment où le général Lannes lançait sur la redoute les bataillons de la vingt-deuxième et de la soixante-neuvième, pour ordonner à un escadron de charger et de traverser toutes les positions de l'ennemi, jusque sur les fossés du fort. Ce mouvement est fait avec tant d'impétuosité et d'à-propos, qu'au moment où la redoute est forcée, cet escadron se trouvait déjà pour couper à l'ennemi toute retraite dans le fort. La déroute est complète, l'ennemi en désordre et frappé de terreur trouve partout les baïonnettes et la mort. La cavalerie le sabre : il ne croit avoir de ressource que dans la mer. Dix mille hommes s'y précipitent : ils y sont fusillés et mitraillés. Jamais spectacle aussi terrible ne s'est présenté. Aucun ne se sauve. Les vaisseaux étaient à deux lieues dans la rade d'Aboukir. Mustapha-Pacha, commandant en chef l'armée turque, est pris avec deux cents Turcs; deux mille restent sur le champ de bataille; toutes les tentes, tous les bagages, vingt pièces de canon, dont deux anglaises, qui avaient été données par la cour de Londres au Grand Seigneur, restent au pouvoir des Français : deux canots anglais se dérobent par la fuite. Le fort d'Aboukir ne tire pas un coup de fusil; tout est frappé de terreur. Il en sort un parlementaire qui annonce que ce fort est défendu par douze cents hommes. On leur propose de se rendre; mais les uns y consentent, les autres s'y opposent. La journée se passe en pourparlers; on prend position, on enlève les blessés.

» Cette glorieuse journée coûte à l'armée française cent cinquante hommes tués et sept cent cinquante blessés. Au nombre des derniers est le général Murat, qui a pris à cette victoire une part si honorable; le chef de brigade du génie Cretin, officier du premier mérite, meurt de ses blessures, ainsi que le citoyen Guibert, aide de camp du général en chef (2). »

(1) *Mémoires de Napoléon écrits à Sainte-Hélène*, par le général Gourgaud, p. 335.
(2) *Relation de l'expédition d'Égypte*, par Berthier, p. 185.

N° 661. BATAILLE DE ZURICH.
25 septembre 1799.

Bouchot.—1837.

N° 661 *bis.* BATAILLE DE ZURICH.
25 septembre 1799.

Aquarelle par Siméon Fort.

N° 661 *ter.* PASSAGE DE LA LIMATH.
25 septembre 1799.

Aquarelle par Siméon Fort.

N° 661 (4°). PASSAGE DE LA LINTH A BILTEN.
25 septembre 1799.

Aquarelle par Siméon Fort.

La paix, dont les préliminaires avaient été signés à Léoben, et qui plus tard avait été conclue à Campo-Formio entre la France et l'Autriche, laissait bien des points litigieux à régler avec l'empire germanique. Un congrès s'ouvrit à Rastadt; mais, loin d'atteindre le but pacifique qu'on se proposait, ces conférences célèbres ne servirent qu'à rallumer la guerre avec plus de fureur. Toute l'Europe était encore en armes, et la Russie, nouvelle alliée de l'Angleterre et de l'Autriche, prit part à la coalition.

Suwaroff descendit en Italie avec Mélas et Kray, qui commandaient sous lui les Autrichiens, et par une suite de victoires presque aussi rapides que l'avaient été celles de Bonaparte, il enleva l'Italie aux Français. Le conseil aulique, qui dirigeait toutes les opérations de la guerre, arrache alors le général russe au théâtre de ses exploits, et lui ordonne de se rendre en Suisse pour y lier ses opérations avec celles de l'archiduc Charles.

La république française trembla alors non plus pour ses conquêtes, mais pour son existence même. Hoche n'était plus; Joubert venait d'être tué à Novi, Championnet de mourir à Nice, et Bonaparte était en Égypte. Ce fut le plus habile des lieutenants du vainqueur de l'Italie qui fut chargé de tenir tête à la redoutable invasion qui menaçait les frontières de la France : Masséna avait reçu le commandement de l'armée française en Suisse.

Informé de l'arrivée prochaine de Suwaroff, Masséna résolut de livrer bataille avant qu'il eût passé les Alpes pour se joindre à l'armée coalisée. Ses forces étaient en grande partie réunies autour de Zurich. Trouvant une occasion favorable de prendre l'offensive sur ce point, il ordonna pour le 26 septembre le passage de la Limath, qui se fit à Closter-Fahr, où Korsakof avait à peine laissé quelques bataillons.

Aussitôt cette opération accomplie, « Masséna donna l'ordre à son chef d'état-major Oudinot de marcher à Hongg avec une partie de la division Lorges et l'avant-garde de Gazan. La brigade Bontems, soutenue par une partie de celle de Quétard, se dirigea sur Dellikon et Regensdorf, pour intercepter toute communication entre l'aile droite et le quartier général des Russes : deux bataillons s'établirent, dans le même but, en arrière du village d'Ottweil : le reste des troupes de Quétard garda le pont et servit de réserve.

» Cette manœuvre contraignit les Russes de s'enfermer dans Zurich, où l'armée française les enveloppa. Le lendemain ils renouvelèrent la bataille pour se faire jour au travers des rangs ennemis. Le combat fut acharné et sanglant. Korsakof fit un prodigieux effort pour se retirer par la route de Wintershut. Formant de son armée une longue colonne, il chargea avec furie contre les rangs français, et s'ouvrit d'abord un passage; mais dès que l'infanterie et une partie de la cavalerie eurent filé, les escadrons français assaillirent l'artillerie et les bagages. Les hussards russes firent de vaines charges pour les délivrer, et ne purent y réussir; ils furent culbutés, et leur général Likoschin dangereusement blessé : cent pièces de canon, le trésor de l'armée, tous les équipages, ainsi que tout ce qui se trouvait encore dans Zurich, devinrent la proie des vainqueurs (1). »

En même temps Soult, chargé de passer la Linth au-dessus du lac de Zurich, exécutait ce passage avec bonheur, et tombait sur les Autrichiens. Leur général Hotze ayant été tué, Petrasch prit le commandement à sa place; mais il fut bientôt forcé de se replier en toute hâte sur Saint-Gall et le Rhin, laissant trois mille prisonniers et une partie de son artillerie.

Ainsi sur tous les points la victoire était complète, et la république sauvée d'un des plus grands dangers qu'elle eût courus.

N° 661 (5°). COMBAT DU PONT DE NOEFFELS.
25 septembre 1799.

Aquarelle par Siméon Fort.

Jellachick, rejoignant la gauche des forces austro-russes, veut passer la Linth à Nettsthal et Noeffels; il trouve le premier pont brûlé et ne peut enlever le second. Pris en flanc par la colonne de Wesen, il se retire au travers des montagnes.

N° 661 (6°). COMBAT DE WESEN.
26 septembre 1799.

Aquarelle par Siméon Fort.

Une partie des troupes du général Soult poursuit les Autrichiens battus la veille à Bilten; elle enlève Wesen et prend sept pièces de canon.

N° 661 (7°). COMBAT DE GLARIS.—5 octobre 1799.

Aquarelle par Siméon Fort.

Masséna, vainqueur de Korsakof, marcha au devant de Suwaroff qui venait joindre les forces austro-russes pour pénétrer en France, et contraignit le généralissime russe à se retirer en désordre au travers de l'âpre chaîne des Grisons.

N° 661 (8°). COMBAT DE LA FRÉGATE FRANÇAISE LA PRENEUSE, COMMANDÉE PAR LE CAPITAINE DE VAISSEAU L'HERMITTE, CONTRE LE VAISSEAU ANGLAIS LE JUPITER.—11 octobre 1799.

Gudin.

Dans l'automne de 1799, le capitaine de vaisseau L'Hermitte, qui, depuis plusieurs années, s'était signalé par de beaux faits d'armes dans les mers de l'Inde, où il avait commandé successivement les frégates *la Vertu* et *la Preneuse*, croisait avec cette dernière sur la côte d'Afrique, entre Madagascar et le cap de Bonne-Espérance, et y inquiétait vivement le commerce anglais. Le gouverneur du Cap expé-

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. XII, p. 252 et 257.

dia de Cable-Bay, à la recherche de la frégate française, le vaisseau *le Jupiter*, nominalement de cinquante canons, mais portant réellement soixante bouches à feu. Le 10 octobre, par 31° 41' latitude sud, et 25° 34' longitude est, *le Jupiter* découvrit *la Preneuse ;* celle-ci l'aperçut également, et, voulant s'assurer si ce n'était pas un vaisseau de la compagnie des Indes, capture riche et facile pour elle, qui en avait naguère pris deux à la fois, elle se porta à sa rencontre; mais, l'ayant reconnu pour vaisseau de guerre à deux batteries, elle jugea prudent de se dérober à un adversaire d'une force aussi supérieure, et vira de bord pour prendre chasse. Il ventait fort, la mer était grosse, et, par suite des avaries qu'avait éprouvées *la Preneuse* quelques jours auparavant, dans un combat nocturne de plus de six heures contre cinq bâtiments de guerre anglais, dans la baie de Lagoa, elle n'eût pu, sans danger pour sa mâture, porter autant de voiles que *le Jupiter*. D'un autre côté, depuis sa précédente campagne, cette frégate avait beaucoup perdu de sa marche, et, bien que, pendant la chasse, le vent se fût calmé graduellement, et eût assez faibli pour qu'elle pût mettre dehors toutes ses voiles, le vaisseau ennemi l'approchait de plus en plus. Bientôt elle dut chercher à le retarder dans sa poursuite en le dégréant par quelque coup heureux de ses canons de retraite, et elle commença le feu. *Le Jupiter*, au lieu de riposter avec ses canons de chasse, venait de temps en temps en travers pour envoyer une bordée à la frégate, puis reprenait sa route directement sur elle, manœuvre que lui permettait sa grande supériorité de vitesse. Cet échange de boulets, tout en fuyant d'une part, et en chassant de l'autre, dura depuis neuf heures du soir jusque vers quatre heures du matin. En ce moment, le vaisseau anglais avait tellement approché la frégate française, que celle-ci fut contrainte de diminuer de voiles, et de manœuvrer pour lui présenter le côté. Peu d'instants après, la canonnade s'engagea avec une vivacité extraordinaire. Continué de cette manière, le combat ne pouvait avoir une issue douteuse, et la frégate devait inévitablement succomber; mais le capitaine L'Hermitte, profitant habilement de la fumée qui, à la suite des premières bordées, enveloppait les deux bâtiments, tente une manœuvre hardie pour prendre le vaisseau d'enfilade : son audace est couronnée de succès. En vain *le Jupiter* s'efforce de lui faire quitter cette position, et de mettre *la Preneuse* par son travers, afin de l'écraser, le capitaine français, le primant toujours de manœuvre, déjoue tous ses efforts, le maltraite considérablement et enfin l'oblige à prendre la fuite. *La Preneuse* change alors de rôle, et le capitaine L'Hermitte se met à la poursuite du vaisseau, non sans doute dans l'intention de l'attaquer à son tour, et de le réduire, mais simplement pour constater sa victoire : au bout de trois quarts d'heure il lève chasse.

Le Jupiter, au lieu de se réparer en mer et de persister à remplir la mission qu'il avait reçue de prendre la frégate française ou de l'expulser des parages où elle avait établi sa croisière, retourna précipitamment au port d'où il était parti, et y rentra tout délabré. Le capitaine L'Hermitte continua de croiser encore une quinzaine de jours sous la côte Natal, et ne la quitta que par la nécessité où il se trouvait d'aller ravitailler sa frégate à l'Ile-de-France.

N° 662. LE DIX-HUIT BRUMAIRE.
9 NOVEMBRE 1799.

BOUCHOT.

Bonaparte avait appris en Égypte l'état de la France sous l'administration du Directoire. Sa détermination fut prise aussitôt, et le 22 août 1799 il s'embarqua en secret sur la frégate *la Muiron*. Après avoir échappé miraculeusement aux croiseurs anglais, il arriva le 9 octobre à Fréjus, et se rendit aussitôt à Paris. Objet d'une attente universelle, et bientôt après d'un enthousiasme extraordinaire, il sembla ne songer d'abord qu'à dérober aux regards sa personne et ses desseins. Puis, après avoir tout disposé avec Sieyes et Roger Ducos, deux des membres du Directoire, et avoir mis dans l'intérêt de sa politique le conseil des Anciens, il se fit donner le commandement des troupes assemblées à Paris. Pendant ce temps, le corps législatif était transporté à Saint-Cloud, comme pour échapper aux violences dont les conspirateurs menaçaient la capitale. C'était là le théâtre réservé à la grande scène du 18 brumaire.

Les Anciens étaient réunis dans la galerie du château, et les Cinq-Cents dans l'orangerie. La séance des conseils commença à deux heures. Chez les Anciens on se contenta de donner notification aux Cinq-Cents de la constitution régulière de l'assemblée, qui était en majorité et prête à délibérer. Aux Cinq-Cents, la proposition de former une commission chargée de faire un rapport sur les dangers de la république et les moyens d'y pourvoir fut accueillie par de violentes réclamations. Les cris de *point de dictateur ! à bas les dictateurs !* sont poussés de toute part avec fureur.

Cependant Bonaparte, qui comptait sur un tout autre mouvement des esprits, comprend que le moment est venu d'agir, et de se présenter aux deux conseils à la tête de son état-major et dans l'appareil menaçant de la force.

Il se rend d'abord à la barre des Anciens; « il leur peint l'état où la France est placée, les engage à prendre des mesures qui puissent la sauver. « Environné, dit-il, de mes » frères d'armes, je saurai vous seconder; j'en atteste ces » braves grenadiers, dont j'aperçois les baïonnettes, et que » j'ai si souvent conduits à l'ennemi; j'en atteste leur courage, » nous vous aiderons à sauver la patrie; et si quelque ora- » teur, ajoute Bonaparte d'une voix menaçante, si quelque » orateur, payé par l'étranger, parlait de me mettre hors la » loi, alors j'en appellerais à mes compagnons d'armes. Son- » gez que je marche accompagné du dieu de la fortune et du » dieu de la guerre. »

« Bonaparte descendit de la salle et se rendit à celle des Cinq-Cents. A peine avait-il franchi la porte que les cris de *hors la loi !* se font entendre..... Vainement il tâche de prendre la parole, il ne peut y parvenir; ses plus ardents ennemis, au nombre desquels on distingue Arena et Destrem, s'avancent contre lui, armés de poignards.

» Les grenadiers qu'il avait laissés à la porte accourent, repoussent les députés, et le saisissent au milieu du corps (1). »

Pendant qu'il monte à cheval et se rend auprès de ses troupes, l'orage continue de plus en plus violent dans l'assemblée. Le cri de *hors la loi !* se fait partout entendre : on veut forcer Lucien Bonaparte, président de l'assemblée, à prononcer ce terrible décret contre son frère. C'était le moment de prendre un parti : six grenadiers sont envoyés dans la salle pour arracher Lucien aux violences qui le menacent. Celui-ci monte à cheval avec son frère, et haranguant les troupes : « Le conseil des Cinq-Cents est dissous, leur dit-il, » c'est moi qui vous le déclare. Des assassins ont envahi la » salle des séances, et ont fait violence à la majorité; je vous » somme de marcher pour la délivrer. » Lucien jure ensuite que lui et son frère seront les défenseurs fidèles de la liberté. Murat et Leclerc ébranlent alors un bataillon de grenadiers, et le conduisent à la porte des Cinq-Cents. Ils s'avancent jusqu'à l'entrée de la salle. A la vue des baïonnettes, les dé-

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. XII, p. 406.

putés poussent des cris affreux, comme ils avaient fait à la vue de Bonaparte; mais un roulement de tambours couvre les cris. *Grenadiers, en avant!* s'écrient les officiers. Les grenadiers entrent dans la salle et dispersent les députés, qui s'enfuient les uns par les couloirs, les autres par les fenêtres (1). »

Le gouvernement ne tarda pas à être reconstitué sur de nouvelles bases. Le consulat remplaça le directoire. Le général Bonaparte fut reconnu premier consul de la république française, Cambacérès, second, et Lebrun, troisième consul. Les conseils des Anciens et des Cinq-Cents furent remplacés par un sénat conservateur, un tribunat et un corps législatif: le sénat de quatre-vingts membres, le tribunat de cent, et le corps législatif de trois cents.

N° 663. PRISE DE VIVE FORCE DES HAUTEURS A L'EST DE GÊNES.—30 AVRIL 1800.

Aquarelle par BAGETTI.

Le vainqueur de Zurich avait été désigné par le premier consul pour aller en Italie prendre le commandement de l'armée qui disputait aux Autrichiens les faibles restes de la domination française dans cette belle contrée. Mélas commandait l'armée impériale. Masséna, ne pouvant tenir la campagne devant des forces supérieures, avait été contraint de se retirer dans les murs de Gênes, « où, dit Jomini, les débris de l'armée d'Italie, exténués de misère et de fatigues, allaient subir, dans les angoisses de la famine, les dernières épreuves du courage et du patriotisme. »

Mélas, posté sur la rivière de Gênes, avait laissé le général Ott devant la place pour en former l'investissement, pendant que l'amiral Keith la bloquait du côté de la mer. Une attaque générale fut combinée entre les Autrichiens et la flotte anglaise.

Les Autrichiens réussirent d'abord à se rendre maîtres du poste des Trois-Frères et de celui de Quezzi; ils avaient fait en même temps occuper Saint-Pierre-d'Arène: le fort du Diamant était cerné et l'ennemi descendait le Bisagno. On se battit partout avec un acharnement sans égal. Le fort de Quezzi fut attaqué à deux reprises. « Les Autrichiens soutinrent de pied ferme cette seconde attaque; on s'y mêla au point de ne pouvoir plus se servir des armes à feu. Masséna chargea lui-même avec les dernières compagnies de sa réserve: il se jeta dans la mêlée avec ses officiers au moment où l'on ne combattait plus qu'à coups de crosse et à coups de pierre. Les Autrichiens furent forcés d'abandonner la position. Le général Miollis, qui avait aussi enfoncé et traversé leur ligne, fit sa jonction en avant du fort de Quezzi; et, secondé par une sortie de la garnison du fort Richelieu, il poursuivit son avantage, enleva les deux dernières redoutes du Monte-Ratti, et fit mettre bas les armes à un bataillon qui se trouva enveloppé du côté du nord (2). »

N° 664. DÉFENSE DU FORT DE L'ÉPERON ET DES HAUTEURS AU NORD DE GÊNES.—30 AVRIL 1800.

Aquarelle par BAGETTI.

Pendant que le général Masséna dirigeait les attaques contre le fort de Quezzi, le général Soult se préparait à reprendre la position des Trois-Frères. « Il s'était rendu au fort de l'Éperon, d'où il observait attentivement l'issue de l'action principale dans la rivière du Levant. Vers les cinq heures du soir, voyant que les Autrichiens étaient repoussés sur toute la ligne, et ramenés jusqu'à leurs anciennes positions, il saisit cet instant et fit attaquer les Trois-Frères par le général Spital, avec la cent-sixième demi-brigade. L'ardeur des soldats s'était accrue par l'exemple de la première division; la résistance fut vigoureuse, mais les Autrichiens ne purent soutenir un choc si violent. »

Le combat fut sanglant; « l'avantage de la journée resta aux Français; elle coûta plus de quatre mille hommes aux Autrichiens. Ils avaient d'abord attaqué et enlevé tous les postes avec un tel élan, qu'ils avaient tout entraîné; ils ne s'attendaient pas à être attaqués à leur tour et sur-le-champ avec tant de fureur. Ainsi faillit cette grande entreprise, le projet audacieux de prendre Gênes comme les Russes avaient autrefois pris Ismaïlow (1). »

(1) *Histoire de la révolution française*, par M. Thiers, t. X, p. 474-481.

(2) *Précis des événements militaires*, par le général Mathieu Dumas, t. III, p. 237.

N° 665. REVUE DU PREMIER CONSUL BONAPARTE DANS LA COUR DES TUILERIES.—1800.

ALAUX et LESTANG.—1836.

« L'événement inattendu qui venait de changer le sort de la France en replaçant l'intérêt du gouvernement dans l'intérêt de l'état occupait l'Europe et tenait les esprits en suspens; on espérait qu'à la fin de cette campagne la force des choses amènerait les deux partis à des ouvertures.

» Bonaparte, qui fixait tous les regards, saisit l'avantage de cette tendance commune, et s'empressa de se rendre l'organe de l'opinion et du vœu général pour la paix. Accoutumé à se prendre dès l'abord aux dernières difficultés, il écarta les formes, négligea les convenances d'usage, et proposa directement, et par une lettre publique, au roi d'Angleterre, de traiter de la paix..... »

Le cabinet anglais refusa la paix; mais la démarche du premier consul avait suffi pour rendre la guerre populaire en France. L'empereur Paul venait d'ailleurs de se retirer de la coalition, et la république française n'avait plus contre elle que l'Angleterre et la maison d'Autriche. La nation, fatiguée du long règne de l'anarchie, et respirant à l'ombre d'un gouvernement réparateur, se porta avec ardeur vers l'idée d'un grand et dernier effort qui terminât par de nouveaux triomphes sa longue lutte avec l'Europe. Venger le nom français humilié par une suite honteuse de défaites était le seul vif sentiment qui régnât alors, la seule trace de l'exaltation républicaine. Aussi ce fut un empressement universel lorsque retentirent dans les villes et dans les campagnes le bruit du tambour et la voix du premier consul appelant sous les drapeaux jeunes et vieux soldats, pour relever l'honneur de la France et conquérir une paix glorieuse.

» Tout reprit en France un air de guerre, continue l'historien que nous citions tout à l'heure: un meilleur ton militaire, le luxe même dans les camps, les grands spectacles, les revues de parade, réveillèrent le goût des armes dans presque toutes les classes de la nation (2). »

Le premier consul passait d'ordinaire ses revues particulières ou parades dans la cour des Tuileries. Là les officiers lui étaient présentés, il voyait les troupes, leur rappelait leurs victoires, leur en promettait de nouvelles, et ne négligeait aucun moyen pour enflammer l'imagination du soldat.

(1) *Précis des événements militaires*, par le général Mathieu Dumas, t. III, p. 237-239.

(2) *Ibid.*, p. 27.

N° 666. COMBAT DE STOCKACH (DUCHÉ DE BADE). 3 MAI 1800.

PHILIPPOTEAUX.

Pendant que le premier consul se disposait dans le plus profond secret à porter la guerre en Italie, il cherchait à attirer l'attention de la cour de Vienne sur les bords du Rhin.

« Les rapports sur la force toujours croissante de l'armée du général Moreau réveillèrent le conseil aulique : l'ordre d'ouvrir la campagne fut expédié vers le 15 avril au général Kray, à peu près en même temps que le général Moreau reçut du gouvernement consulaire celui de passer le Rhin. »

L'armée française traverse le fleuve le 25 avril sur trois points. Le général Lecourbe, à l'aile droite, s'était transporté, suivant les ordres qu'il avait reçus, vers Stein, entre Constance et Schaffhouse, où il passa le Rhin à son tour le 1er mai, après que l'aile gauche de l'armée, le centre et la réserve eurent achevé leur mouvement. Par cette manœuvre, le général Moreau, prévenant l'ennemi, gagnait deux jours de marche, et, étant parvenu à diviser la ligne du général Kray, pendant qu'il était occupé à rallier ses troupes, il le fit attaquer à Stockach.

« Le 3 mai, à sept heures du matin, le général Lecourbe mit ses colonnes en mouvement, et manœuvra pour envelopper la position de Stockach. Le corps qui la défendait, sous les ordres du prince de Vaudremont, était fort d'environ douze mille hommes; tous les détachements qui observaient le Rhin entre Constance et Schaffhouse s'y étaient ralliés, et le général Kray, dès qu'il avait vu ce point important menacé par le corps du général Lecourbe, s'était pressé d'y jeter un gros corps de cavalerie et beaucoup d'artillerie.

» L'attaque commença au débouché des bois près de Steiflingen, Wahlwies et Bodman, où le prince de Vaudremont avait porté son avant-garde; elle fut promptement rejetée sur la ligne de bataille formée en avant de Stockach, et couverte par un déploiement de cavalerie, que le général Nansouty, par une charge des plus hardies, à la tête de la réserve, força bientôt à se replier.

» Le combat s'engagea de toutes parts; l'infanterie autrichienne, soutenue par une artillerie nombreuse et bien servie, tint ferme jusqu'au moment où le succès de l'habile manœuvre et des attaques réitérées du général Molitor sur le flanc gauche de la position permit au général Vandamme de la déborder et de menacer le point de retraite; alors la ligne autrichienne s'ébranla; le général Montrichard saisit ce moment, aborda et fit plier le centre; la cavalerie française entra dans la ville de Stockach pêle-mêle avec l'ennemi, la traversa et gagna les hauteurs. Enfoncé de toutes parts et séparé du reste de l'armée par la colonne d'infanterie française qui s'était portée sur Aach, et de là sur Indelwangen, le prince de Vaudremont, qui ne pouvait plus rejoindre le général Kray, se retira précipitamment sur Moeskirch et Pfullendorf, laissant entre les mains des Français de trois à quatre mille prisonniers, quelques pièces de canon et des magasins considérables (1). »

N° 667. L'ARMÉE FRANÇAISE, AU BOURG SAINT-PIERRE, TRAVERSE LE GRAND SAINT-BERNARD. — 20 MAI 1800.

THÉVENIN.—1806.

(1) *Précis des événements militaires*, par le général Mathieu Dumas, t. III, p. 93, 107 et 108.

N° 668. PASSAGE DU GRAND SAINT-BERNARD. 20 MAI 1800.

THÉVENIN.—1808.

N° 669. PASSAGE DU MONT SAINT-BERNARD PAR L'ARMÉE FRANÇAISE.—20 MAI 1800.

ALAUX et HIPP. LECOMTE.—1835.

N° 670. PASSAGE DU GRAND SAINT-BERNARD.

Aquarelle par BAGETTI.

« Le 7 janvier 1800 (17 nivôse an VIII) un arrêté des consuls ordonna la formation d'une armée de réserve. Un appel fut fait à tous les anciens soldats pour venir servir la patrie sous les ordres du premier consul. Une levée de trois cent mille conscrits fut ordonnée pour recruter cette armée. Le général Berthier, ministre de la guerre, partit de Paris le 2 avril pour la commander, car les principes de la constitution de l'an VIII ne permettait pas au premier consul d'en prendre lui-même le commandement. La magistrature consulaire étant essentiellement civile, le principe de la division des pouvoirs et de la responsabilité des ministres ne voulait pas que le premier magistrat de la république commandât immédiatement en chef une armée; mais aucune disposition, comme aucun principe, ne s'opposait à ce qu'il y fût présent. Dans le fait, le premier consul commanda l'armée de réserve, et Berthier, son major général, eut le titre de général en chef.

» Le 13 mai le premier consul passa à Lausanne la revue de la véritable avant-garde de l'armée de réserve; c'était le général Lannes qui la commandait : elle était composée de six vieux régiments d'élite parfaitement habillés, équipés et munis de tout. Elle se dirigea aussitôt sur Saint-Pierre pour traverser le mont Saint-Bernard; les divisions suivaient en échelons : cela formait une armée de trente-six mille combattants, en qui l'on pouvait avoir confiance; elle avait un parc de quarante bouches à feu.

» Le passage prompt de l'artillerie paraissait une chose impossible. On s'était pourvu d'un grand nombre de mulets; on avait fabriqué une grande quantité de petites caisses pour contenir les cartouches d'infanterie et les munitions des pièces. Ces caisses devaient être portées par les mulets, ainsi que des forges de campagne; de sorte que la difficulté réelle à vaincre était le transport des pièces. Mais on avait préparé à l'avance une centaine de troncs d'arbres, creusés de manière à pouvoir recevoir les pièces, qui y étaient fixées par les tourillons; à chaque bouche à feu ainsi disposée cent soldats devaient s'atteler : les affûts devaient être démontés et portés à dos de mulets. Toutes ces dispositions se firent avec tant d'intelligence par les généraux d'artillerie Gassendi et Marmont, que la marche de l'artillerie ne causa aucun retard : les troupes mêmes se piquèrent d'honneur de ne point laisser leur artillerie en arrière, et se chargèrent de la traîner. Pendant toute la durée du passage, la musique des régiments se faisait entendre; ce n'était que dans les pas difficiles que le pas de charge donnait une nouvelle vigueur aux soldats. Une division entière aima mieux, pour attendre son artillerie, bivouaquer sur le sommet de la montagne, au milieu de la neige et d'un froid excessif, que de descendre dans la plaine, quoiqu'elle en eût eu le temps avant la nuit. Deux demi-compagnies d'ouvriers d'artillerie avaient été établies dans les villages de Saint-Pierre et de Saint-Remi, avec quelques forges de campagne; pour le démontage et le remontage de di-

verses voitures d'artillerie. On parvint à passer une centaine de caissons (1). »

N° 671. LE PREMIER CONSUL PASSE LES ALPES. 20 MAI 1800.

DAVID.—1805.

« Le 16 mai le premier consul alla coucher au couvent de Saint-Maurice, et toute l'armée passa le Saint-Bernard les 17, 18, 19 et 20 mai. Le premier consul le passa lui-même le 20 (2). »

N° 672. LE PREMIER CONSUL VISITE L'HOPITAL DU MONT SAINT-BERNARD.—20 MAI 1800.

LEBEL.—1810.

« Sur un espace de six milles, de Saint-Pierre au sommet du Saint-Bernard, l'étroit sentier qui borde le torrent, sans cesse détourné par des rochers entassés, toujours roide et souvent périlleux, est encombré de neiges et de glaces ; à peine est il frayé, que la moindre tourmente, agitant les flots de nouvelle neige dans ces déserts aériens, efface toutes les traces, et qu'il faut chercher des points indicateurs dans ce chaos de masses uniformes, où la nature presque inanimée n'offre plus de végétation.

» C'est là que, gravissant péniblement, n'osant prendre le temps de respirer, parce que la colonne eût été arrêtée, près de succomber sous le poids de leur bagage et de leurs armes, les soldats s'excitaient les uns les autres par des chants guerriers et faisaient battre la charge.

» Après six heures de marche, ou plutôt d'efforts et de travail continus, la première avant garde arriva à l'hospice fameux dont la fondation immortalise Bernard Menthon, et rend depuis huit siècles son nom cher aux amis de l'humanité. Toutes les troupes des divisions qui se succédaient, rivalisant avec celles qui les avaient précédées, reçurent des mains de ces religieux, victimes volontaires dévouées aux rigueurs de la pénitence et d'un éternel hiver, les secours qu'ils vont au loin recueillir de la charité des fidèles, et que leur vigilante charité prodigue aux voyageurs.

» Plus heureux qu'Annibal, Bonaparte ne rencontra pas de hordes sauvages sur ces cimes glacées, mais de pieux cénobites dont il récompensa le généreux empressement (3). »

N° 673. L'ARMEE FRANÇAISE DESCEND LE MONT SAINT-BERNARD.—20 MAI 1800.

TAUNAY.—1809.

« Après cette halte, avec une nouvelle ardeur et non moins de fatigues, mais avec encore plus de danger, la colonne se précipita sur les pentes rapides du côté du Piémont. Selon les sinuosités et les diverses expositions, les neiges commençaient à fondre, se crevassaient en s'affaissant, et le moindre faux pas entraînait et faisait disparaître dans les précipices, dans des gouffres de neige, les hommes et les chevaux (4). »

(1) *Mémoires de Napoléon écrits à Sainte-Hélène*, t. VI, p. 203-204.
(2) *Ibid.*, p. 204.
(3) *Précis des événements militaires*, par le général Mathieu Dumas, t. III, p. 170.
(4) *Ibid.*, p. 171.

N° 674. L'ARMÉE FRANÇAISE S'EMPARE DU DÉFILÉ FORTIFIÉ DE LA CLUSE.—21 MAI 1800.

ALAUX et VICTOR ADAM.—1835.

N° 675. L'ARMÉE FRANÇAISE S'EMPARE DU DÉFILÉ FORTIFIÉ DE LA CLUSE.—21 MAI 1800.

Aquarelle par BAGETTI.

N° 676. MARCHE DE L'ARMÉE FRANÇAISE POUR ENTRER DANS LA VALLÉE D'AOSTE.—21 MAI 1800.

Aquarelle par BAGETTI.

« Le général Lannes arriva bientôt à Étroubles : il ne s'y arrêta que le temps nécessaire pour rallier ses troupes. Il poursuivit ensuite sa route jusqu'à Aoste, et arriva le 19 devant Châtillon : il y trouva quinze cents Croates occupant, à l'embranchement des deux vallées, une position resserrée et bien appuyée à la rive gauche de la Dora ; il la fit tourner par la droite, et, l'attaquant en même temps de front, il déposta les Autrichiens, leur prit trois cents hommes, trois pièces de canon, et poursuivit le reste jusque sous le fort de Bard (1). »

N° 677. BATAILLE D'HÉLIOPOLIS (BASSE ÉGYPTE). 20 MAI 1800.

COGNIET et GIRARDET.—1837.

Bonaparte, en quittant l'Égypte, avait laissé à Kléber le commandement de l'armée. La victoire d'Aboukir, en faisant respecter les vainqueurs, avait rendu le grand vizir plus prudent, et il s'était empressé d'écouter les propositions de paix qui avaient été précédemment adressés à la Sublime Porte et renouvelées par le général Bonaparte avant son départ. Il y mit la condition de ne rien stipuler sans le concours de l'Angleterre et de la Russie. « Tous les obstacles ayant été aplanis, la négociation alla vite, et le 24 janvier les plénipotentiaires respectifs signèrent à El-Arich la convention définitive d'évacuation, qui fut ratifié quatre jours après par le général en chef. »

Mais alors qu'en vertu de ce traité l'armée française se disposait à quitter le Caire, le général Kléber apprend qu'une formalité ayant été omise, l'Angleterre se refuse à reconnaître le traité.

« La position était critique, l'armée ottomane ne campait qu'à une demi-marche du Caire, les forts étaient désarmés et les munitions de guerre en route pour Alexandrie.

» L'armée s'établit en avant de la ville et apprit le changement qui venait de s'opérer par la mise à l'ordre de la lettre de Keith, à laquelle le général en chef n'avait joint que ce peu de mots : *« On ne répond à de tels refus que par la » victoire ; préparez-vous à combattre. »*

» C'est également, ajoute Jemini (2), dans le même temps que le général Kléber apprit par le colonel Latour-Maubourg, qui arrivait de France, l'événement du 18 brumaire et la nomination de Bonaparte au consulat.

Pour gagner du temps, Kléber chercha à ouvrir de nouvelles conférences avec le grand vizir. Il le somma de reprendre la route de Syrie, et demanda que les deux armées

(1) *Précis des événements militaires*, par le général Mathieu Dumas, t. III, p. 172.
(2) *Histoire des guerres de la révolution*, t. III, p. 402-405.

respectives rentrassent dans les positions qu'elles occupaient avant la convention.

Ayant reçu un réponse négative, il marche à l'ennemi.

« L'armée française, rangée dans les plaines de la Coubée, aux portes du Caire, s'avança dans le silence de la nuit.

» Les deux divisions d'infanterie étaient formées en quatre bataillons carrés, chacun d'une brigade. L'artillerie était placée dans les intervalles des bataillons. La réserve avec le parc suivait de près.

» C'est dans cet ordre que Kléber, à la tête de dix mille hommes environ, marchait à la rencontre des Ottomans, forts de près de quatre-vingt mille hommes. Mourad-Bey avait amené tous ses mameluks, et, comme une neutralité armée, faisant cette fois des vœux pour les infidèles, dont il préférait la domination à celle de ses vieux et irréconciliables ennemis, il attendit la décision de la bataille sans y prendre part.

» L'affaire fut promptement décidée. Les Français s'élancèrent avec une ardeur égale au danger, car c'était bien là qu'il fallait vaincre ou mourir. Pendant qu'ils renversaient devant eux tout ce qui s'opposait à leur marche, une immense cavalerie, composée d'osmanlis et des mameluks d'Ibrahim-Bey, sans trop s'inquiéter de ce qui se passait, se jeta sur les derrières de l'armée française, et, faisant un détour dans les terres, vint s'emparer du Caire.

» Kléber, poursuivant ses succès avec acharnement, força le grand vizir à prendre la fuite. Yousef-Pacha ne put parvenir une seule fois à rallier ses troupes éparses et dans une confusion inexprimable. Nassif-Pacha, instruit du mouvement d'Ibrahim-Bey sur le Caire et voyant le grand vizir dans une position désespérée, prit également le parti de se jeter dans cette ville.

» Les deux mille hommes restés à la garde des forts et du quartier général, sous les ordres des généraux Verdier et Zayoncheck, firent résistance. Le général Kléber, averti par la canonnade, envoya des secours et se hâta de se diriger sur le Caire, à mesure qu'il dispersait devant lui les dernières masses des Ottomans. »

Kléber et Mourad-Bey eurent une entrevue après la bataille. « Ils se jurèrent une alliance que Mourad maintint religieusement jusqu'à sa mort.

» Kléber lui confia le gouvernement de la haute Égypte, qu'il occupa comme tributaire et au nom de l'armée française (1). »

N° 678. L'ARMÉE FRANÇAISE
TRAVERSE LE DÉFILÉ D'ALBAREDO, PRÈS DU FORT DE BARD. — 21 MAI 1800.

MONGIN. — 1812.

L'armée française, après le passage du Saint-Bernard, croyait avoir franchi tous les obstacles, « lorsque tout à coup elle fut arrêtée par le canon du fort de Bard.

» Ce fort, entre Aoste et Ivrée, est situé sur un mamelon conique et entre deux montagnes, à vingt-cinq toises l'une de l'autre; à son pied coule le torrent de la Dora, dont il ferme absolument la vallée; la route passe dans les fortifications de la ville de Bard, qui a une enceinte et est dominée par le feu du fort. Les officiers du génie attachés à l'avant-garde s'approchèrent pour reconnaître un passage, et firent le rapport qu'il n'en existait pas d'autre que celui de la ville. Le général Lannes ordonna dans la nuit une attaque pour tâter le fort, mais il était partout à l'abri d'un coup de main.

» Mais le premier consul, déjà arrivé à Aoste, se porta aussitôt devant Bard : il gravit sur la montagne de gauche le rocher Albaredo, qui domine à la fois et la ville et le fort, et bientôt reconnut la possibilité de s'emparer de la ville. Il n'y avait pas un moment à perdre : le 21, à la nuit tombante, la cinquante-huitième demi-brigade, conduite par le chef Dufour, escalada l'enceinte et s'empara de la ville, qui n'est séparée du fort que par le torrent de la Dora. Vainement toute la nuit il plut une grêle de mitraille à une demi-portée de fusil sur les Français qui étaient dans la ville : ils s'y maintinrent.

» L'infanterie et la cavalerie passèrent un à un par le sentier de la montagne de gauche, qu'avait gravie le premier consul, et où jamais n'avait passé aucun cheval; c'était un sentier connu seulement des chevriers (1). »

N° 679. PASSAGE DE L'ARTILLERIE FRANÇAISE SOUS LE FORT DE BARD. — 21 MAI 1800.

RODOLPHE GAUTHIER. — 1801.

N° 680. PASSAGE DE L'ARTILLERIE FRANÇAISE SOUS LE FORT DE BARD. — 21 MAI 1800.

ALAUX et VICTOR ADAM. — 1835.

N° 681. PASSAGE DE L'ARTILLERIE FRANÇAISE SOUS LE FORT DE BARD. — 21 MAI 1800.

Aquarelle par BAGETTI.

« Cependant le général Lannes qui, dès le 20 mai, avait porté le corps d'avant-garde sur Ivrée, pouvait être attaqué, et n'avait point encore d'artillerie. L'encombrement au-dessus du fort de Bard s'augmentait. Le général en chef Berthier ne prit conseil que du désespoir et de la nécessité, et, secondé par la décision et l'intrépide activité du général Marmont, il osa faire passer les pièces et les caissons à travers la ville, sous le feu du fort, à demi-portée de fusil; la route fut jonchée de fumier, les rouages garnis de paille et les pièces traînées à la prolonge, chacune par cinquante braves, dans le plus grand silence, et dans les instants que la profonde obscurité semblait rendre plus favorables. Ces moments étaient toujours trop courts, et la vigilance de l'ennemi, dont le tir était fixé et éprouvé sur les divers points de la route, et qui d'ailleurs, pour l'éclairer et la fouiller, ne cessait de lancer des obus, des grenades et des pots à feu, rendit cette belle opération très-périlleuse (2). »

N° 682. PRISE DE LA VILLE ET DE LA CITADELLE D'IVRÉE. — 21 MAI 1800.

Aquarelle par BAGETTI.

N° 683. ENTRÉE DE L'ARMÉE FRANÇAISE DANS IVRÉE. — 21 MAI 1800.

ALAUX et VICTOR ADAM. — 1835.

« Le 21 le général Lannes, avec l'avant-garde, arriva devant Ivrée; il y trouva une division de cinq à six mille

(1) *Précis des événements militaires*, par le général Mathieu Dumas, t. IV, p. 136-143.

(1) *Mémoires de Napoléon écrits à Sainte-Hélène*, t. VI, p. 206.

(2) *Précis des événements militaires*, par le général Mathieu Dumas, t. III, p. 182.

hommes : depuis huit jours on avait commencé l'armement de cette place et de la citadelle, quinze bouches à feu étaient déjà en batterie ; mais sur cette division de six mille hommes, il y en avait trois mille de cavalerie, qui n'étaient pas propres à la défense d'Ivrée, et l'infanterie était celle qui avait déjà été battue à Châtillon. La ville, attaquée avec la plus grande intrépidité, d'un côté par le général Lannes, et de l'autre par le général Watrin, fut bientôt enlevée, ainsi que la citadelle, où l'on trouva de nombreux magasins de toute espèce. L'ennemi se retira derrière la Chiusella et prit position à Romano pour couvrir Turin, d'où il reçut des renforts considérables (1). »

N° 684. DÉFENSE DE GÊNES.—25 MAI 1800.

BOMBARDEMENT DE LA VILLE PAR LES ANGLAIS.

Aquarelle par BAGETTI.

Le général Masséna, enfermé dans Gênes, y avait appris la formation de l'armée de réserve et l'arrivée du premier consul en Italie. Soutenu par l'espoir d'être secouru, il opposait la plus vive résistance aux attaques sans cesse renouvelées de l'ennemi. Après avoir tenté tous les efforts pour faire lever le siége, il s'était vu contraint de songer à la sûreté intérieure de la ville : le 20 mai il avait évacué tous ses postes extérieurs pour concentrer ses forces dans la place.

« Pendant les dix jours qui suivirent, du 20 au 30 mai, il ne se passa aucun événement qui dût changer le sort de cette malheureuse ville et la situation des débris de l'armée française ; le blocus fut plus resserré et le bombardement fut aussi plus fréquent (2). »

N° 685. COMBAT DU PONT DE LA CHIUSELLA ENTRE IVRÉE ET TURIN. — 26 MAI 1800.

RODOLPHE GAUTHIER.—1810.

« Malgré ses premiers succès, l'armée française n'était point solidement établie, et il importait surtout de lui procurer une base plus large, autant pour assurer son approvisionnement que pour donner plus de champ à ses opérations. Lannes ne resta donc pas longtemps oisif à Ivrée ; soutenu par une division de réserve, sous les ordres du général Boudet, il marcha à l'ennemi, qui comptait vainement sur la protection de la Chiusella pour couvrir l'avenue de Turin et y attendre des renforts. »

Le général Haddick, qui défendait le passage de la Chiusella, avait divisé ses troupes en cinq détachements : le premier gardait San-Martino, le deuxième éclairait Verceil, le troisième couvrait Vische et Chivasso, le quatrième et le cinquième défendaient, l'un les hauteurs de Romano et l'autre le pont de la Chiusella.

« Lannes fit attaquer ce dernier poste par la sixième légère ; les Autrichiens, la voyant un peu ébranlée par le feu de cinq pièces, eurent l'imprudence de passer le pont pour la charger ; et, après un succes passager contre les premiers pelotons, ils furent vigoureusement ramenés (3). »

(1) *Mémoires de Napoléon écrits à Sainte-Hélène*, t. VI, p. 210.
(2) *Précis des événements militaires*, par le général Mathieu Dumas, t. III, p. 254.
(3) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. XIII, p. 192-193.

N° 686. PASSAGE DE LA CHIUSELLA. 26 MAI 1800.

ALAUX et HIPP. LECOMTE.—1835.

N° 687. PASSAGE DE LA CHIUSELLA. 26 MAI 1800.

Aquarelle par BAGETTI.

Le colonel du sixième léger, irrité des obstacles que son régiment éprouvait au passage du pont de la Chiusella, s'étant jeté dans la rivière, força l'ennemi à lui abandonner le poste. Palfy, accouru des hauteurs de Romano pour le reprendre « se précipite à la tête de quatre escadrons sur les Français ; mais il tombe frappé à mort, et ses troupes ébranlées reprennent le chemin de Romano (1). »

L'ennemi, repoussé sur tous les points, se retira en désordre sur Turin, « et l'avant-garde de l'armée française prit aussitôt la position de Chivasso, d'où elle intercepta le cours du Pô, et s'empara d'un grand nombre de barques chargées de vivres, de blessés, et enfin de toute l'évacuation de Turin (2). »

N° 688. PASSAGE DE LA SESIA ET PRISE DE VERCEIL.—27 MAI 1800.

ALAUX et HIPP. LECOMTE.—1835.

N° 689. PASSAGE DE LA SESIA ET PRISE DE VERCEIL. — 27 MAI 1800.

Aquarelle par BAGETTI.

Cependant le général Mélas ne pouvait plus douter de l'arrivée de l'armée française en Italie. Les Mémoires de Napoléon, écrits à Sainte-Hélène, racontent qu'un parlementaire autrichien, qui connaissait le premier consul, avait été envoyé aux avant-postes par le général Mélas, et que son étonnement fut extrême en reconnaissant Bonaparte si près de l'armée autrichienne. Mélas s'empressa alors de diriger des renforts sur tous les points, et réunit ses troupes pour marcher au devant du premier consul et s'opposer aux entreprises de l'armée française.

« Le général Murat reçut l'ordre de se porter à Santhia avec une avant garde de quinze cents chevaux ; il y fut joint par les divisions Boudet et Loyson, et marcha sur Verceil (3). »

Le pont sur la Sesia étant brûlé, il passa la rivière à gué, et n'éprouva qu'une faible résistance pour s'emparer de la ville.

N° 690. PRISE DES HAUTEURS DE VARALLO. 28 MAI 1800.

Aquarelle par BAGETTI

Pendant ce temps le premier consul se dirigeait sur Milan.

Après le combat de Châtillon, le général Lecchi, qui commandait un corps de deux mille Italiens, s'était porté le 21 mai sur la haute Sesia : il eut un engagement assez vif contre les troupes autrichiennes, et il s'empara des hau-

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. XIII, p. 198.
(2) *Mémoires de Napoléon écrits à Sainte-Hélène*, t. VI, p. 211.
(3) *Précis des événements militaires*, par le général Mathieu Dumas, t. III, p. 190.

teurs de Varallo, qui commandaient les débouchés du Simplon (1). »

N° 691. PASSAGE DU TÉSIN A TURBIGO.
31 MAI 1800.

Aquarelle par BAGETTI

« Le 31 mai le premier consul se porta rapidement sur le Tésin, les corps d'observation que le général Mélas avait laissés contre les débouchés de la Suisse, et les divisions de cavalerie et d'artillerie qu'il n'avait pas menées avec lui au siége de Gênes se réunirent pour défendre le passage du fleuve et couvrir Milan : le Tésin est extrêmement large et rapide (2).

» Ils ne purent arrêter l'avant-garde du général Murat. L'adjudant général Girard se jette sur la rive gauche ; soutenu peu à peu par un bataillon de la soixante et dixième, et protégé par les batteries qui foudroient les cinq pièces autrichiennes placées pour défendre le passage, il aborde audacieusement la cavalerie de Festenberg, dont les escadrons, n'osant s'engager dans un terrain fourré, où leur ruine serait certaine, repassent le canal et se replient sur Turbigo (3).

» Le général Laudon arriva de sa personne avec un renfort de trois mille hommes, au moment où les Autrichiens se renfermaient dans Turbigo. Ce secours rendit le combat plus sanglant, mais ne prolongea que de quelques heures la défense de la ligne du Tésin. Quoique attaqué par des forces jusqu'à ce moment inférieures aux siennes, Laudon fut contraint d'évacuer Turbigo, et se retira pendant la nuit après avoir eu quatre cents hommes hors de combat, et laissé douze cents prisonniers au pouvoir de l'ennemi (4). »

N° 692. ATTAQUE DU FORT D'ARONA.
1er JUIN 1800.

ALAUX et HIPP. LECOMTE.—1835.

N° 693. ATTAQUE DU FORT D'ARONA.
1er JUIN 1800.

Aquarelle par BAGETTI.

« La marche et l'attaque du général Murat sur Turbigo favorisaient celles de la colonne du général Lecchi sur le fort d'Arona, où il força l'ennemi de se renfermer et de lui livrer le passage du Tésin à Sesto-Calende (5). »

N° 694. PRISE DE CASTELLETTO.—1er JUIN 1800.

Aquarelle par BAGETTI.

Le général Lecchi s'empara de Castelletto, et poursuivit les Autrichiens, qui traversèrent la Sesia près de Sesto-Calende.

« L'ordre donné à ce général de suivre ainsi avec ses troupes italiennes le pied des montagnes, par les communications courtes, mais difficiles, d'une vallée à l'autre, du val d'Aoste au val Sesia, du val Sesia au lac Majeur, avait le double motif de flanquer la route de l'armée, en menaçant le flanc droit de l'ennemi sur le Tésin, et de se lier le plus tôt possible avec le corps du général Moncey. Celui-ci avait dépassé le Saint-Gothard, et se trouvait déjà à Bellinzona, à la tête du lac Majeur, tandis que le général Béthancourt, descendu par le Simplon, s'avançait par Domo-d'Ossola, sans rencontrer aucun obstacle (1). »

N° 695. ENTRÉE DE L'ARMÉE FRANÇAISE A MILAN.
2 JUIN 1800.

INVESTISSEMENT DU CHATEAU.

Aquarelle par BAGETTI.

« Ayant assuré son premier pont par la prise de Turbigo, le général Murat se hâta d'exécuter un second passage à Buffalora, sur la grande route, espérant atteindre le général Laudon, ou du moins son arrière-garde. Il la joignit à peine aux portes de Milan, le 2 juin, et n'enleva que quelques traîneurs. La ville avait été évacuée la veille par les Autrichiens, qui conservèrent le château, où ils laissèrent une garnison de deux mille hommes, sous les ordres du général Nicoletti. Le général français Monnier fut chargé de l'investissement, et il fut convenu qu'aucun acte d'hostilité ne serait commis de part ni d'autre du côté de la ville.

» Le même jour Bonaparte, avec son état-major, entra dans la capitale de la Lombardie, et le commandement de la ville fut confié au général Vignolles (2). »

N° 696. ATTAQUE ET PRISE DU PONT DE PLAISANCE. — 6 JUIN 1800.

ALAUX et VICTOR ADAM —1835.

N° 697. ATTAQUE ET PRISE DU PONT DE PLAISANCE. — 6 JUIN 1800.

Aquarelle par BAGETTI.

Dans le temps où le général Lecchi se portait sur Lecco, les quinze mille hommes que conduisait le général Moncey arrivèrent : le premier consul en passa la revue le 6 et le 7 ; le 9 il s'était dirigé sur Pavie dans le dessein d'agir au delà du Pô. Le 6 juin le général Murat s'était porté devant Plaisance ; l'ennemi y avait un pont et une tête de pont. Murat eut le bonheur de surprendre la tête de pont et de s'emparer de la presque totalité des bateaux (3). »

N° 698. PASSAGE DU PO A NOCETO.—6 JUIN 1800.

Aquarelle par BAGETTI.

Cependant les Autrichiens, dans la nuit du 5 au 6 juin, avaient coupé le pont sur le Pô vis-à-vis Plaisance. Les armées françaises et autrichiennes se canonnèrent quelque temps sur les deux rives. Alors le général Murat, ayant rassemblé à Noceto, au-dessous de la ville, une vingtaine de barques, effectua le passage du fleuve, et fit aussitôt attaquer Plaisance.

(1) *Extrait des mémoires de Napoléon écrits à Sainte-Hélène*, par le général Gourgaud, t. I, p. 271.
(2) *Ibid.*
(3) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. XIII, p. 209.
(4) *Précis des événements militaires*, par le général Mathieu Dumas, t. III, p. 266.
(5) *Ibid.*

(1) *Précis des événements militaires*, par le général Mathieu Dumas t. III, p. 266.
(2) *Ibid.*, p. 267.
(3) *Extrait des mémoires de Napoléon écrits à Sainte-Hélène*, par le général Gourgaud, t. I, p. 275.

N° 699. PASSAGE DU PO EN FACE DE BELGIOJOSO. 6 JUIN 1800.

Aquarelle par BAGETTI.

« De son côté le général Lannes, après avoir réuni toutes les barques disponibles, venait aussi de passer le fleuve du Pô, en face de Belgiojoso (1). »

N° 700. ENTRÉE DE L'ARMÉE FRANÇAISE A PLAISANCE.—6 JUIN 1800.

Aquarelle par BAGETTI.

La ville de Plaisance fut aussitôt attaquée par les colonnes réunies devant ses murs. Les Français venaient de s'emparer des faubourgs. « Un combat très-vif s'engagea à la porte de Parme; Munier, soutenu par des débarquements successifs, en demeura maître; le régiment de Klebeck fut dispersé, partie sur la route de Bobbio, partie sur celle de Stradella, la moitié fut refoulée dans la ville, et y tomba au pouvoir du vainqueur. Les débris de ce régiment, ayant rejoint le reste de la brigade dans la vallée de Bobbio, errèrent avec elle, sans ordre, durant plusieurs jours. La garnison laissée par le général Mosel à son départ pour Parme se jeta en partie dans le château (2). »

N° 701. INVESTISSEMENT DE LA CITADELLE DE PLAISANCE.—6 JUIN 1800.

Aquarelle par BAGETTI.

La division Boudet reçut immédiatement l'ordre d'investir la citadelle de Plaisance.

N° 702. PRISE DU PONT DE LECCO.—6 JUIN 1800.

Aquarelle par BAGETTI.

Le général Lecchi, à la tête de la légion cisalpine, continuait sa marche dans la partie supérieure de la Lombardie : le 6 mai il se rendit maître du pont de Lecco, et occupa la tête de la vallée de l'Adda.

N° 703. BATAILLE DE MONTEBELLO.—8 JUIN 1800.

PREMIÈRE ATTAQUE EN VUE DE CASTEGGIO.

ALAUX et VICTOR ADAM.—1835.

N° 704. BATAILLE DE MONTEBELLO.—8 JUIN 1800.

PREMIÈRE ATTAQUE EN VUE DE CASTEGGIO.

Aquarelle par BAGETTI.

L'avant-garde française avait pris position au delà du Pô, et le reste de l'armé effectuait son passage, lorsque le premier consul apprit la capitulation de Gênes. « Il lui importait de livrer bataille avant la réunion de toutes les forces qui devaient assurer à l'ennemi l'avantage du nombre et dans une proportion presque double en cavalerie : aussi voyant que le général Ott, qui amenait de Gênes le renfort le plus considérable et surtout l'excellente infanterie qui avait combattu contre Masséna, lui offrait l'occasion qu'il souhaitait le plus ardemment, celle d'un engagement partiel, il se hâta d'en profiter. Les corps des lieutenants généraux Lannes, Murat et Victor, se trouvant déjà sur la rive droite, il n'attendit pas que le reste de l'armée eût achevé de passer le Pô, et décida le mouvement en avant.

« Le 7 juin le général Lannes reçut l'ordre de marcher avec son corps sur Casteggio : il fit d'abord attaquer l'aile droite du général Ott. L'attaque fut vive; les Autrichiens, d'abord repoussés de leurs positions, étaient parvenus à les occuper de nouveau : attaqués cinq fois dans le même ordre et avec le même succès, ils furent culbutés; ils passèrent le torrent de Coppo, et se retirèrent sur les hauteurs de Montebello.

» Pendant ce combat contre l'aile droite du général Ott, le général Lannes marchait à la tête de sa colonne du centre par la grande route et directement sur Casteggio; sa droite était aussi sérieusement engagée. Le général Ott, voulant reprendre sa première position, fit des efforts extraordinaires pour soutenir son aile gauche. Il ralliait l'infanterie derrière son artillerie, tirant à mitraille et à découvert avec une admirable fermeté; l'artillerie de la garde des consuls la suivait constamment, recevait et rendait ce feu épouvantable à trente pas de distance : Casteggio fut deux fois pris et repris. La cavalerie autrichienne, formée à gauche du bourg, couverte par de fortes haies qu'on avait coupées par intervalles, combattait avec avantage, pouvant se rallier et réitérer ses charges lorsqu'elle était vivement poussée par la cavalerie française.

» Après cinq heures de combat, le général Lannes resta maître de Casteggio (1). »

N° 705. BATAILLE DE MONTEBELLO.—8 JUIN 1800.

DEUXIÈME ATTAQUE; PASSAGE DU COPPO.

ALAUX et VICTOR ADAM.—1835.

N° 706. BATAILLE DE MONTEBELLO.—8 JUIN 1800.

DEUXIÈME ATTAQUE; PASSAGE DU COPPO.

Aquarelle par BAGETTI.

Repoussé à Casteggio, « le général Ott tenait encore dans sa seconde position, à Montebello. Le premier consul fit soutenir le corps d'avant-garde par une réserve de six bataillons sous le commandement du général Victor. La nouvelle attaque du centre fut extrêmement vive; les Français, voulant forcer un pont garni d'artillerie et opiniâtrément défendu, s'élancèrent trois fois sous le feu de mitraille pour enlever les pièces à la baïonnette, et furent trois fois repoussés. Alors le général Gency, qui avait fait plier la gauche des Autrichiens, passa le torrent au-dessous de Casteggio avec cinq bataillons et un régiment de hussards, tourna cette batterie et se réunit à l'attaque centrale. Le général Rivaud ayant continué de combattre et d'avancer par les hauteurs jusque dans le village de Montebello, le corps d'armée autrichien allait être enveloppé : le sort de la bataille était enfin décidé.

» Le général Ott ordonna la retraite, trop tard sans doute, puisque, indépendamment des trois mille hommes qu'il avait sacrifiés sur ces deux champs de bataille, cinq mille prisonniers, six pièces de canon et plusieurs drapeaux restèrent entre les mains des Français (2). »

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. XIII, p. 248.
(2) *Ibid.*, p. 252.

(1) *Précis des événements militaires*, par le général Mathieu Dumas, t. III, p. 293-296.
(2) *Ibid.*, p. 296-297.

Le général Ott ne put rallier que la moitié de son corps d'armée sous les murs de Tortone.

N° 707. BATAILLE DE MARENGO.—14 JUIN 1800.

PREMIER ENGAGEMENT DES ARMÉES.

Aquarelle par BAGETTI.

Le premier consul conserva quelques jours la position de Montebello ; il se portait ensuite sur Tortone, lorsqu'il fut rejoint par le général Desaix, qui avait quitté l'Égypte aussitôt après la capitulation conclue entre le général Kléber et le grand vizir.

Le 24 prairial (13 juin 1800) l'armée était à Castel-Nuovo : on battit la plaine de Marengo, où se trouvaient les avant-postes de l'ennemi. Le premier consul fit attaquer le village de Marengo et s'en empara. « Cependant Mélas avait son quartier général à Alexandrie ; toute son armée y était réunie depuis deux jours : sa position était critique, parce qu'il avait perdu sa ligne d'opérations. Plus il tardait à prendre un parti, plus sa position empirait, parce que, d'un côté, le corps de Suchet arrivait sur ses derrières, et que, d'un autre côté, l'armée du premier consul se fortifiait et se retranchait chaque jour davantage à sa position de la Stradella. »

L'existence de l'armée de réserve en Italie était inconnue à Vienne lorsque Mélas avait pris le commandement. Ses instructions lui prescrivaient d'agir contre les troupes de Masséna et de Suchet, et depuis il n'avait reçu aucune nouvelle de sa cour. Il se trouvait placé dans la plus fausse position ; « mais, ainsi que son conseil, il pensait que, dans cette circonstance imprévue, de braves soldats devaient faire leur devoir ; qu'il fallait donc passer sur le ventre de l'armée du premier consul, et ouvrir ainsi les communications avec Vienne ; que, si l'on réussissait, tout était gagné, puisque l'on était maître de la place de Gênes, et qu'en retournant très vite sur Nice on exécuterait le plan d'opérations arrêté à Vienne(1). »

Le général Mélas ayant résolu de livrer la bataille, son premier effort dut se porter vers Marengo. « Le 14, dès six heures du matin, l'armée autrichienne débouche par ses ponts de la Bormida, et elle porte le gros de sa cavalerie, sous les ordres du général Elnitz, sur sa gauche : son infanterie était composée de deux lignes aux ordres des généraux Haddick et Kaim, et d'un corps de grenadiers, commandé, par le général Ott.

« L'armée française se trouvait en échelons par division, la gauche en avant ; la division Gardanne formait l'échelon de gauche à la cassine Pedrabona, la division Chambarlach le second échelon à Marengo, et la division du général Lannes formait le troisième, tenant la droite de la ligne et en arrière de la droite de la division Chambarlach ; les divisions Carra-Saint-Cyr et Desaix en réserve, la dernière en marche venant de Rivalta, d'où elle avait été rappelée aussitôt que le projet de l'ennemi avait été connu.

» Le lieutenant général Murat, commandant la cavalerie, avait placé la brigade Kellermann sur la gauche, celle de Champeaux sur la droite, et le vingt et unième régiment de chasseurs ainsi que le douzième de hussards à Salé, sous les ordres du général de brigade Rivaud, pour surveiller les mouvements de l'ennemi sur le flanc droit, et devenir au besoin le pivot de la ligne. »

Les lignes autrichiennes, après quelques escarmouches d'avant-poste, se mirent en mouvement à huit heures du matin ; un combat vif et meurtrier s'engagea en avant de Marengo : ce village était devenu le centre de l'attaque. « Plusieurs fois les Autrichiens y entrent avec fureur, mais ne peuvent s'y établir ; nos troupes, par des prodiges de valeur, conservent cet important appui du centre de la ligne (1). »

(1) *Extrait des mémoires de Napoléon écrits à Sainte-Hélène*, par le général Gourgaud, t. 1, p. 283-288.

(1) *Relation de la bataille de Marengo*, par Berthier, p. 24-25.

N° 708. BATAILLE DE MARENGO.—14 JUIN 1800.

CARLE VERNET.—1806.

N° 709. BATAILLE DE MARENGO.—14 JUIN 1800.

LE GÉNÉRAL DESAIX BLESSÉ MORTELLEMENT.

L. REGNAULT.—1804.

N° 710. BATAILLE DE MARENGO.—14 JUIN 1800.

LE GÉNÉRAL DESAIX BLESSÉ MORTELLEMENT.

Aquarelle par BAGETTI.

Cependant la cavalerie ennemie, s'étant déployée sur toute la droite de l'armée française, menace de la prendre en arrière ; c'est alors que le premier consul ordonne un mouvement de conversion, et fait continuer cette manœuvre par les grenadiers de la garde consulaire avec leurs canons ; « isolés à plus de trois cents toises de la droite de notre ligne, ils paraissent une redoute de granit au milieu d'une plaine immense. »

L'ennemi, cherchant toujours à tourner l'armée française sur la gauche et à lui couper le chemin de Tortone, « forme alors cette colonne de cinq mille grenadiers qui se portent sur la grande route, afin de prévenir et d'empêcher le ralliement des corps de l'armée française qu'il suppose en désordre.

» Cependant, pendant les quatre heures que notre armée mit à faire ce mouvement de conversion, elle offrit le spectacle le plus majestueux et le plus terrible.

» L'armée autrichienne dirigeait ses principales forces sur notre centre et sur notre gauche ; elle suivait le mouvement de retraite de la première ligne, laissant à sa cavalerie le soin de déborder notre droite au delà de Castel-Ceriolo.

» Nos échelons faisaient leur retraite en échiquier par bataillon dans le silence le plus profond ; on les voyait, sous le feu de quatre-vingts pièces de canon, manœuvrer comme à l'exercice, s'arrêter souvent et présenter des rangs toujours pleins, parce que les braves se serraient quand l'un d'eux était frappé.

» Bonaparte s'y porta plusieurs fois pour donner au général Desaix le temps de prendre la position qui lui était désignée. Il était six heures du soir : Bonaparte arrête le mouvement de retraite dans tous les rangs ; il les parcourt, s'y montre avec un front serein qui présage la victoire, parle aux chefs, aux soldats, et leur dit que pour des Français c'est avoir fait trop de pas en arrière, que le moment est venu de faire un pas décisif en avant : « Soldats, ajouta-t-il, souvenez-vous que » mon habitude est de coucher sur le champ de bataille. »

» Au même instant il donne l'ordre de marcher en avant ; l'artillerie est démasquée ; elle fait pendant dix minutes un feu terrible : l'ennemi étonné s'arrête ; la charge est battue en même temps sur toute la ligne.

» La division Desaix, qui n'avait pas encore combattu, marche la première à l'ennemi..... Une légère élévation de terrain couverte de vignes dérobait à ce général une partie de

la ligne ennemie : impatient, il s'élance pour la découvrir; l'intrépide neuvième légère le suit à pas redoublés; l'ennemi est abordé avec impétuosité ; la mêlée devient terrible; plusieurs braves succombent, et Desaix n'est plus : son dernier soupir fut un regret vers la gloire, pour laquelle il se plaignit de n'avoir pas assez vécu (1). »

N° 711. BATAILLE DE MARENGO.—14 JUIN 1800.

Aquarelle par BAGETTI.

N° 712. BATAILLE DE MARENGO (ALLÉGORIE). 14 JUIN 1800.

CALLET.—1804.

« Les Autrichiens surpris s'arrêtent ébranlés : la division Desaix, passée aux ordres du général Boudet, charge avec impétuosité l'ennemi..... A peine a-t-elle poussé et mis en retraite les Autrichiens, que le général Bonaparte ordonne à la cavalerie qu'il avait conservée en réserve de passer au galop par les intervalles, et de charger avec impétuosité cette formidable colonne de grenadiers.

» Cette manœuvre hardie s'exécute à l'instant avec autant de résolution que d'habileté. Le général Kellermann se porte au galop hors des vignes, se déploie sur le flanc gauche de la colonne ennemie, et par un quart de conversion à gauche lance sur elle la moitié de sa brigade, tandis qu'il laisse l'autre moitié en bataille pour contenir le corps de cavalerie ennemie qu'il avait en face, et lui masquer le coup hardi qu'il allait porter.

» Les ennemis furent repoussés sur tous les points, et l'armée autrichienne profita de la nuit pour repasser les ponts; les Français, au milieu de leurs sanglants trophées, bivouaquent sur la position qu'ils occupaient avant la bataille.

» Les Autrichiens eurent dans cette journée quatre mille cinq cents morts, huit mille blessés et sept mille prisonniers; ils perdirent douze drapeaux et trente pièces de canon.

» Les Français eurent onze cents hommes tués, trois mille six cents blessés et neuf cents prisonniers (2). »

N° 713. CONVENTION APRÈS LA BATAILLE DE MARENGO. — 15 JUIN 1800.

QUATORZE PLACES FORTES REMISES A L'ARMÉE FRANÇAISE.

DROLLING.—1837.

« Le soir même de la bataille de Marengo, Bonaparte fit des dispositions pour enlever la tête de pont et passer la Bormida de vive force. Le lendemain 15 juin, à la pointe du jour, la fusillade était déjà engagée aux avant-postes, lorsqu'un parlementaire annonça que le général Mélas demandait à faire passer un officier de son état-major chargé de propositions : celui-ci fut conduit au quartier général français. Après une première conférence du général en chef, Berthier, muni de pleins pouvoirs pour traiter avec M. de Mélas, se rendit à Alexandrie, et revint quelques heures après présenter à l'acceptation du premier consul la capitulation connue sous le titre de *Convention entre les généraux en chef des armées française et impériale en Italie* (3). »

Il y eut suspension d'hostilités entre les deux armées jusqu'à la réponse de la cour de Vienne. Les châteaux de Tortone, d'Alexandrie, de Milan, de Turin, de Pizzighettone, d'Arona, de Plaisance, de Ceva, de Savone, la place de Coni, la ville de Gênes et le fort Urbain furent remis à l'armée française. Enfin l'armée autrichienne dut se retirer sur Mantoue.

(1) *Relation de la bataille de Marengo*, par Berthier, p. 29-32.
(2) *Ibid.*, p. 32-35.
(3) *Précis des événements militaires*, par le général Mathieu Dumas, t. III, p. 328.

N° 714. REPRISE DE GÊNES PAR L'ARMÉE FRANÇAISE. — 16 AU 24 JUIN 1800.

HUE.—1804.

« Le général Suchet, qui, peu de jours avant la bataille de Marengo, avait porté son avant-garde au delà d'Acqui, jusqu'à Castel-Spino, à la vue d'Alexandrie, était si près de communiquer avec la gauche de l'armée du premier consul, et de prendre part à l'action, que le général Mélas avait détaché une forte division de cavalerie, pour observer ses mouvements. Aussitôt après la convention d'Alexandrie, il fut chargé de reprendre possession de Gênes, que les Anglais auraient voulu retenir, et qu'ils n'abandonnèrent qu'avec dépit. Ils n'entendaient point être liés par les concessions du général Mélas; et, pour assurer l'exécution des clauses stipulées, telles que la remise des magasins et la conservation de l'artillerie de la place, il ne fallut rien moins que la fermeté du général Suchet et la droiture du général autrichien, le comte de Hohenzollern, qui montra autant de loyauté dans cette pénible circonstance qu'il avait montré de valeur dans les combats du blocus de Gênes (1). »

L'armée française prit possession de cette ville le 24 juin.

N° 715. MARCHE DE L'ARMÉE FRANÇAISE EN ITALIE PENDANT LA CAMPAGNE DE MARENGO.—1800.

Aquarelle par BAGETTI.

N° 716. MARCHE DE L'ARMÉE FRANÇAISE EN ITALIE PENDANT LA CAMPAGNE DE MARENGO.—1800

JUSTIN OUVRIÉ (d'après BAGETTI).

L'armée de réserve formée à Dijon avait été dirigée à marches forcées sur Genève, dans les derniers jours d'avril 1800. Le général Berthier, commandant en chef, y était le 1er mai, et le premier consul, qui avait quitté Paris le 6, y arriva le 8.

Les troupes françaises, ayant immédiatement reçu l'ordre d'entrer dans le Valais, s'étaient mises en mouvement du 15 au 18. L'armée, ayant le premier consul à sa tête, passa le grand Saint-Bernard dans les journées du 18 au 20 mai. Bonaparte arriva le 20 au bourg Saint-Pierre et le traversa le même jour.

Pendant ce temps l'avant-garde, sous les ordres du général Lannes, livrait le combat d'Aoste, s'emparait de cette ville, entrait à Châtillon le 19 mai, et faisait occuper les défilés de la Cluse le 20 mai.

Le 21 l'armée passe sous le fort de Bard, prend possession de la ville, et le premier consul traverse les défilés d'Albaredo. On assiége et on prend la ville d'Ivrée le 21 mai.

Le combat de la Chiusella et de Romano eut lieu le 26 mai.

Le général Lannes entra à Chivasso le 27, tandis que le corps du général Moncey, détaché de l'armée d'Allemagne, arrivait par le Saint-Gothard à Bellinzona, à la tête du lac Majeur. Pendant que les troupes commandées par le général Murat passaient la Sesia, le Tésin, et livraient le combat de Turbigo, un autre corps de troupes, sous les ordres du gé-

(1) *Précis des événements militaires*, par le général Mathieu Dumas, t. IV, p. 3.

néral Lecchi, passait également le Tésin à Sesto-Calende, le 1er juin.

Le premier consul, ayant fait son entrée à Milan le 2 juin, ordonna l'investissement de la citadelle.

L'armée, dans la journée du 6 juin, passe alors le Pô sur plusieurs points, à Crémone, à Plaisance, à Belgiojoso, et le premier consul établit le quartier général à Pavie, d'où il dirigea le général Lannes sur Casteggio. Le 8 juin Bonaparte livre la bataille de Casteggio, fait ensuite déboucher ses troupes par San-Giuliano, et le 13 il attaque le village de Marengo dont il s'empare.

Enfin le même jour l'armée autrichienne, qui avait pris position sous Alexandrie, derrière la Bormida, passa cette rivière, et la bataille de Marengo se livra le 14 juin.

L'armée française, par suite de la convention d'Alexandrie du 15 juin, prend possession des villes et forts de Gênes, Tortone, Alexandrie, Milan, Turin, Pizzighettone, Arona, Plaisance, Coni, Ceva, Savone et Urbain.

N° 717. BATAILLE D'HOCHSTETT.—19 JUIN 1800.

HIPP. LECOMTE.

L'armée d'Allemagne, après avoir passé le Rhin et livré les batailles d'Engen, de Moeskirch, de Biberach, le combat de Stockach et celui de Memmingen, forcé l'armée autrichienne à se retirer sur la rive gauche du Danube et dans le camp retranché d'Ulm, s'était avancée jusqu'au delà de l'Iller. Cet heureux début de la campagne promettait de plus décisifs avantages. Mais le général Moreau, ayant détaché de son armée douze mille hommes de troupes d'élite, demandés par le premier consul pour renforcer l'armée de réserve en Italie, se vit alors contraint d'arrêter sa marche, et de se borner à conserver les positions qu'il occupait dans l'Allemagne. Cependant « l'armée française subsistait difficilement; elle avait épuisé les ressources du pays compris entre le Danube et le Tyrol; celles de la haute Souabe avaient été détruites ou dévorées dès l'ouverture de la campagne; la Suisse n'en pouvait fournir que de très-faibles et trop éloignées, tandis que l'armée autrichienne était au contraire abondamment pourvue. Ses magasins à Ulm étaient alimentés par le duché de Wurtemberg, le haut Palatinat, la Bavière et même par la Bohême, dont les convois ne pouvaient être inquiétés. Le général Moreau, songeant bien que, dans ce système de temporisation prescrit au baron de Kray, la balance allait pencher en faveur de celui qui pourrait subsister le plus longtemps sur son terrain, hâta l'exécution du plan qu'il avait conçu.

» Passer le Danube au-dessus de Donawert, couper la ligne d'opérations de l'armée autrichienne, la forcer, en l'isolant de ses magasins et de sa base, à abandonner la place d'Ulm, à combattre sur un terrain où les chances seraient égales, à faire une retraite excentrique en livrant la Bavière au vainqueur, tel était ce projet si hardi, que, sans les motifs pressants que nous venons d'exposer, on pourrait le taxer de témérité (1). »

Moreau commença par se rendre maître du cours du Lech : cette rivière, grossie par la fonte des neiges, n'étant plus guéable, il en détruisit tous les ponts, et, pendant qu'il dirigeait la plus grande partie de ses troupes du côté de Donawert, il faisait agir sa gauche sur l'Iller, où, en attaquant les postes avancés de l'armée autrichienne, il attirait l'attention du général Kray et l'isolait dans son camp retranché d'Ulm. Le 16 juin l'armée française avait pris position, en avant de

(1) *Précis des événements militaires*, par le général Mathieu Dumas, t. IV, p. 39.

Laz, en face de la rive droite du Danube, et cependant l'armée autrichienne occupait Güntzbourg et Wertingen, et Kray restait toujours immobile dans Ulm.

Le général Moreau fit alors attaquer les postes autrichiens qui défendaient la rive droite du Danube, et, pendant qu'il ordonnait des démonstrations d'un côté à Güntzbourg, et de l'autre entre Lauengen et Dillingen, il se portait, avec une partie de ses forces et sa réserve, derrière les bois vis-à-vis Blindheim et Gremheim.

Enfin le 19, à la pointe du jour, l'armée française ayant attaqué sur différents points et commencé le passage du Danube à Blindheim, « l'alarme fut donnée sur toute la ligne, et les commandants autrichiens ne purent plus avoir de doute sur le véritable point d'attaque : ceux des places les plus voisines, Dillingen et Donawert, accoururent avec tout ce qu'ils purent rassembler de forces.

« Le général Kray, promptement averti à Ulm, avait détaché la plus grande partie de sa cavalerie sous les ordres du général Klinglin, et toute son artillerie légère, pour soutenir l'infanterie qui, plus rapprochée du lieu de l'action, s'était déjà mise en mouvement vers les cinq heures du soir. » Lorsque ces troupes arrivèrent, une partie de l'armée française avait passé le Danube à Lauengen; l'action devint bientôt générale; on se battait avec acharnement. Le général Moreau pressait le passage de ses troupes sur la rive gauche : il voulait prévenir l'arrivée des colonnes d'infanterie que le général Kray pouvait tirer de son camp d'Ulm, et qui pouvaient arriver pendant la nuit; il se porta de sa personne avec la réserve de cavalerie à son aile droite, qui formait alors son avant-garde. Il restait à peine deux heures de jour lorsque, cette réserve étant réunie à la cavalerie du général Lecourbe, le général en chef la forma par échelons, fit soutenir ses flancs par l'artillerie, et ordonna d'attaquer.

» La cavalerie française s'avança en bon ordre; elle aborda franchement celle des Autrichiens, qui resserra ses lignes pour la recevoir; le combat s'engagea sur tous les points : il fut sanglant, opiniâtre, et se prolongea bien avant dans la nuit. La cavalerie autrichienne soutint dans cette grande mêlée sa réputation de valeur et de solidité; la cavalerie française y fonda la sienne, et, quoique inférieure en nombre, prit, par la précision de ses mouvements, par sa force d'impulsion, par la prestesse de ses ralliements et la vivacité de ses attaques, une supériorité décidée. Les généraux Moreau et Lecourbe, au plus fort de l'action, chargèrent eux-mêmes plusieurs fois, et ne s'arrêtèrent qu'après avoir forcé les Autrichiens à repasser la Brentz : ceux-ci ne pouvaient se soutenir plus longtemps dans cette position avancée, le corps d'infanterie qui servait d'appui, de pivot à leur aile droite, ayant été repoussé, et Gundelfengen enlevé de vive force.

» Ainsi finit cette longue bataille ou plutôt cette suite de grands combats dans un espace de sept à huit lieues, sur la rive gauche du Danube, dans les plaines d'Hochstett. C'est une circonstance digne de remarque, qu'à la même époque, seulement à trois jours de différence, du 16 au 19 juin, Moreau, qui aurait pu recevoir à Hochstett la nouvelle de la bataille de Marengo, remportait sur le Danube, et par la même manœuvre, un avantage pareil à celui que Bonaparte remportait sur le Pô.

» Les trophées des combats d'Hochstett sur le champ de bataille ne furent pas moindres pour les Français que ceux de Marengo, puisque cinq mille prisonniers, vingt pièces de canon, plusieurs drapeaux et étendards restèrent entre leurs mains (1). »

(1) *Précis des événements militaires*, par le général Mathieu Dumas, t. IV, p. 53-56.

N° 718. BATAILLE DE HOHENLINDEN.
3 DÉCEMBRE 1800.

SCHOPIN.—1837.

N° 718 *bis*. PASSAGE DE L'INN.—9 DÉCEMBRE 1800.

SIMÉON FORT.

La bataille d'Hochstett, comme celle de Marengo, ne tarda pas à être suivie d'un armistice. Les hostilités furent successivement suspendues en Italie et en Allemagne. On ouvrit des négociations, on parla de paix ; mais ces négociations n'ayant point eu le résultat qu'on en attendait, on se prépara de part et d'autre à recommencer la guerre.

La France avait profité de l'armistice pour porter au complet toutes ses armées ; celle d'Allemagne avait reçu de nombreux renforts : elle occupait sur la rive gauche de l'Inn tout le pays compris entre les gorges du Tyrol, depuis le Vorarlberg jusqu'au delà de la forêt d'Ebersberg, en avant de Munich.

L'armée impériale avait été aussi considérablement augmentée : elle ne comptait pas moins de cent vingt mille hommes, et s'étendait sur la rive droite de la rivière, également jusqu'au Tyrol.

L'archiduc Jean la commandait, et, fort de sa supériorité, il avait résolu de prendre l'offensive.

« Lors de la dénonciation de l'armistice, les deux armées se trouvant dans ces positions, séparées par le cours de l'Inn, et les Autrichiens étant maîtres des passages à cause de la forte domination de la rive droite, depuis Wasserbourg jusqu'à Passau, il était difficile de pénétrer leurs desseins et de juger s'ils prendraient l'offensive en avant de cette rivière, ou s'ils se borneraient à en défendre le passage.

» L'Inn, sortant du Tyrol après s'être ouvert un passage par la gorge de Kuffstein, coule avec la rapidité des torrents à travers les débris de la barrière qu'il a forcée, dans la direction du sud au nord, jusqu'à Wasserbourg ; il fléchit et dévie ensuite à l'est, au-dessous de Craybourg. L'intervalle entre le lit profond et resserré de cette grande rivière et celu de l'Iser, à la hauteur de Munich, est de douze à quinze lieues. Vers le milieu de cet intervalle, et précisément au partage des eaux, se trouvent la forêt ou plutôt les bois de Hohenlinden, qui, jetés, pour ainsi dire, par masses presque contiguës, forment parallèlement au cours des deux rivières une ligne, une estacade naturelle de six à sept lieues d'étendue et d'une profondeur moyenne d'une lieue et demie. Les deux chaussées de Munich à Wasserbourg et de Munich à Mühldorf traversent cette forêt de sapins, épaisse et serrée dans plusieurs parties, et principalement entre le hameau de Hohenlinden, où se trouve la poste, et le village de Mattenpot, qui est dans une éclaircie, à l'entrée du défilé, en venant de Mühldorf. Le village d'Ebersberg, sur la chaussée de Wasserbourg, à deux lieues sur la droite de Hohenlinden, est sur la lisière de la forêt et à la tête du second défilé. On ne trouve entre ces deux routes que des chemins vicinaux, des communications pour les coupes de bois, et qui sont presque impraticables en hiver.

» A la gauche de Hohenlinden, la forêt continue, bordant la route qui va à Mosbourg et Landshut par Hartof et Erding.

» Depuis Mühldorf jusqu'à Hohenlinden, qui est le point central entre l'Inn et l'Iser, le pays est montueux, tourmenté, coupé par des ruisseaux, parsemé de bouquets de bois ; et ce n'est qu'après avoir traversé la forêt et dépassé Hohenlinden qu'on entre dans la belle plaine qui s'étend jusqu'aux bords de l'Iser. »

Le général Moreau dans la position de Hohenlinden attendait le résultat des premières opérations de l'armée impériale. Il s'était retiré avec une partie de ses troupes, l'aile gauche de son armée, entre Hohenlinden et Hartof. Une division, celle du général Richepance, occupait Ebersberg en dehors de la forêt sur la droite de Hohenlinden ; une autre, celle du général Decaen, se trouvait en arrière.

L'armée autrichienne était en marche. « Le mouvement des principales forces de l'ennemi, décidément dirigé sur Munich par la grande chaussée de Mühldorf, et ceux des corps détachés de son aile droite, indiquant l'effort qu'il méditait de faire contre la gauche de l'armée française, le général Moreau envoya au général Richepance, à Ebersberg, l'ordre de se mettre en mouvement à la pointe du jour, et de marcher par Saint-Christophe sur Mattenpot, pour tomber sur les derrières de l'armée autrichienne, lorsqu'elle serait engagée dans le défilé. Le général Decaen reçut à Zornottingen celui de suivre le général Richepance.

» Le 3 décembre, l'armée impériale sur trois colonnes suivait son mouvement sur Munich ; elle marchait à travers la forêt d'Ebersberg, traversant Mattenpot, et arriva à Hohenlinden, où elle rencontra les troupes françaises.

» Le général Moreau, qui lui barrait le passage avec le corps du général Grenier, y soutint tous les efforts de l'armée impériale. »

Pendant ce temps on se battait à Mattenpot. Le général Richepance, parti d'Ebersberg, avait porté sa division à Saint-Christophe, suivant l'ordre qu'il en avait reçu. « Il marchait à la tête de sa colonne, à travers les bois, par des chemins affreux, dont les guides ne pouvaient même reconnaître la direction, parce que la neige, qui tombait comme par nuées, effaçait toutes les traces et ne permettait pas de démêler les objets à dix pas devant soi. La moitié de la division (la huitième et la quarante-huitième de ligne, et le premier régiment de chasseurs) avait dépassé Saint-Christophe, « lorsque Richepance rencontra un corps considérable de l'armée autrichienne, qui, en l'attaquant par le flanc, l'avait séparé de la moitié de ses troupes : ne s'arrêtant pas à combattre, et suivant l'ordre qu'il avait reçu, après avoir recommandé au général Drouet de tenir jusqu'à l'arrivée du général Decaen, qui venait sur les derrières et pouvait le dégager, il suivit sa route à travers les bois, marchant toujours dans la direction qui lui était ordonnée.

Le général Richepance arrivant à Mattenpot y rencontra l'arrière-garde de l'armée impériale, qui défendait l'entrée de la forêt ; il n'avait plus que cinq mille hommes sous ses ordres, le régiment de chasseurs par qui il avait fait commencer l'attaque ayant été ramené. « Le général Richepance se détermine alors à se jeter en masse dans le défilé pour porter le désordre sur les derrières de l'ennemi.

» Cette manœuvre fut exécutée avec la rapidité de la foudre. Le général Walter, prenant le commandement de la droite, en se dirigeant vers la forêt, contint la cavalerie, lui faisant tête et combattant en arrière-garde, pendant que Richepance, à la tête de la quarante-huitième, pénétra dans la forêt de Hohenlinden.

» Plusieurs décharges à mitraille et la mousqueterie des tirailleurs, répandus dans le bois des deux côtés de la route, ne firent qu'accélérer le mouvement des Français. Trois bataillons de grenadiers hongrois réunis en colonne serrée, barrant la chaussée, s'avancèrent au pas de charge. » Dans ce moment décisif, Richepance, à la tête des grenadiers de la quarante-huitième, chargea à la baïonnette. « Le choc fut terrible : les Hongrois furent culbutés, l'impulsion une fois donnée, la colonne française renversa toutes les masses qui lui furent successivement opposées.

» Ceci se passait au moment même où le général Ney enfonçait, à la sortie du défilé, vers Hohenlinden, les bataillons

qui tentaient de s'y maintenir. On vit alors cette énorme colonne, pressée de toutes parts dans le défilé, tourbillonner, rompre ses rangs et se précipiter en désordre dans la forêt..... Quatre-vingt-sept pièces d'artillerie furent abandonnées sur la chaussée couverte de cadavres, de blessés, de chevaux épouvantés, d'armes et de débris de toute espèce. Ce fut au milieu de cette scène de carnage que les troupes de Ney et de Richepance se reconnurent, et annoncèrent par leurs cris de victoire que la réunion était opérée.

» A quatre heures du soir, onze mille prisonniers, deux cent soixante et dix-neuf officiers, les généraux Deroy et Spanocchi, cent pièces de canon, étaient entre les mains des Français (1). »

N° 719. PASSAGE DU MINCIO; BATAILLE DE POZZOLO.—25 DÉCEMBRE 1800.

Jout (d'après Bellangé).—1800.

L'armistice ne fut dénoncé en Italie que le 5 décembre, et les hostilités étaient à peine commencées que déjà la nouvelle de la victoire de Hohenlinden avait parcouru tous les rangs de l'armée.

Le général Brune remplaçait Masséna dans le commandement général. Les troupes françaises étaient établies en avant de l'Oglio et de la Chièse, séparées de l'armée impériale par le Mincio. Le général Delmas commandait l'avant-garde, Dupont l'aile droite, Suchet le centre, Moncey la gauche, et Michaud la réserve.

La ligne autrichienne, sur la rive gauche du Pô, entre cette rivière et le lac de Garda, était soutenue par trois places fortes, Borghetto, Peschiera et Mantoue, hérissées de redoutes et de forteresses munies d'une nombreuse artillerie.

Le général Brune, qui voulait porter la guerre au delà de l'Adige, avait résolut d'exécuter le passage du Mincio de vive force, « près du lac Garda et du pied des montagnes, pour s'assurer l'avantage des positions avant et après le passage, afin de n'avoir qu'un moindre intervalle à franchir cette rivière et l'Adige, et de manœuvrer sur un terrain moins propre au déploiement de la nombreuse cavalerie des Autrichiens. »

Il avait en conséquence transmis ses ordres à tous les commandants des divers corps de son armée. Le général Dupont devait se porter à la Volta avec le sien, composé d'environ huit à neuf mille hommes, destiné à exécuter une fausse manœuvre, « en jetant un pont à Molino della Volta, en face de Pozzolo, pendant que le grand passage s'exécuterait le même jour, 25 décembre, à Montezambano; le lieutenant général Suchet, en quittant la Volta pour remonter le fleuve et se réunir à l'aile gauche, à l'avant-garde et à la réserve, pour le passage de Montezambano.

« Un retard survenu dans la réunion des troupes au rendez-vous général suspendant le passage à Montezambano, le général Dupont reçut l'ordre de ne commencer aucune action importante sur la rive gauche; mais il était trop tard: l'affaire était fortement engagée; il fallait livrer ou recevoir la bataille; la moindre hésitation entraînait la perte totale de tout ce qui avait passé le pont. »

On se trouvait en présence d'un corps de l'armée autrichienne fort de quarante-cinq bataillons et douze régiments de cavalerie (environ quarante mille hommes), et on se battait déjà à Pozzolo.

(1) *Précis des événements militaires*, par le général Mathieu Dumas, t. V, p. 98-129.

Le corps d'armée du général Dupont, engagé contre des forces supérieures, fut à plusieurs intervalles secouru pendant l'action par quelques divisions du général Suchet. Le général Bellegarde, ayant concentré ses attaques sur Pozzolo, était parvenu à s'en emparer. « Le pont était à découvert: une colonne autrichienne longeant le Mincio n'en était pas éloignée de plus de cent toises. Dans cette situation presque désespérée, le général Dupont, ralliant la division Monnier, que celle de Gazan vint soutenir, et saisissant un moment d'hésitation de l'ennemi, ordonna une charge générale sur toute la ligne. Elle fut exécutée avec tant d'ensemble et d'impétuosité, et si bien secondée par les feux bien dirigés de la rive droite, que les Autrichiens perdirent en un instant tout le terrain qu'ils avaient gagné. Le général Watrin leur enleva près de mille prisonniers, un drapeau et cinq pièces de canon. Le général Gazan attaqua à la baïonnette et reprit le village de Pozzolo. »

On se battait de part et d'autre avec un acharnement sans égal; les succès de Hohenlinden animaient les troupes françaises d'une généreuse émulation. Le combat, commencé dès le matin, ne se termina que dans la nuit; le village de Pozzolo fut pris et repris jusqu'à trois fois.

« Les Autrichiens eurent dans cette journée plus de quatre mille hommes hors de combat, parmi lesquels se trouvait le lieutenant général Kaim, grièvement blessé; deux mille prisonniers et neuf pièces de canon tombèrent au pouvoir des Français, qui firent aussi dans cette journée des pertes très-sensibles, quoique dans une moindre proportion, eu égard à leur infériorité numérique: ils eurent de mille à douze cents tués ou blessés (1). »

N° 720. ATTAQUE DE VÉRONE.—30 DÉCEMBRE 1800.

L'ARMÉE FRANÇAISE, RANGÉE EN BATAILLE, MARCHE A L'ENNEMI, QUI REFUSE LE COMBAT.

Aquarelle par Bagetti.

Cinq jours après la bataille de Pozzolo, les Français étaient sur l'Adige; le général Brune en avait ordonné le passage pour le 31 décembre.

« Le 30 décembre le général Dupont fit des démonstrations sur le bas Adige et devant Vérone. Pour détourner l'attention de l'ennemi, le général en chef avait ordonné une reconnaissance général sur toute la ligne, pendant laquelle il fit jeter quelques obus dans Vérone. Le feu prit à divers endroits, mais ne fit aucun progrès. Les Autrichiens se montrèrent en force sur tous les points de la rive gauche qui pouvaient être menacés, et l'on dut croire qu'ils se tenaient en mesure de défendre le passage. »

Ce passage fut à peine disputé; les Autrichiens opposèrent peu de résistance. Le 2 janvier l'armée française était réunie sur la rive gauche du fleuve. « S'étant rendu maître du débouché de la vallée de l'Adige, le général Brune, après avoir laissé dans le plat pays un gros corps de cavalerie pour contenir les garnisons de Mantoue et de Porto-Leguago, et couvrir sa ligne d'opération, détacha son aile gauche vers le haut Adige, sous le commandement du général Moncey, dont il rendit la manœuvre indépendante, et poursuivit sa marche sur Vérone avec tout le reste de son armée.

» L'avant-garde gagna les hauteurs pour tourner la place et déterminer la retraite de l'ennemi en occupant la principale sommité. Cette marche fut très-pénible; il fallut ouvrir une route entre les rochers, traîner et porter à bras les pièces

(1) *Précis des événements militaires*, par le général Mathieu Dumas, t. V, p. 252-266.

et es caissons sur les neiges et sur les glaces... Les autres divisions et les réserves suivirent la grande route et poussèrent les arrières jusque sous le canon de Vérone, et firent quelques centaines de prisonniers. L'armée autrichienne avait déjà levé son camp de San-Martino pour prendre position sur les hauteurs de Caldiero ; Vérone fut évacuée pendant la nuit, et le lendemain, 3 janvier, le général Rièze, sommé de rendre la place, se retira avec sa garnison de mille sept cents hommes dans les forts de Vérone, Saint-Félix et Saint-Pierre, et fit ouvrir les portes de la ville (1). »

N° 721. COMBAT NAVAL DANS LA BAIE D'ALGÉSIRAS.—5 JUILLET 1801.

PREMIÈRE POSITION.

Aquarelle par Roux, de Marseille.

N° 722. COMBAT NAVAL DANS LA BAIE D'ALGÉSIRAS.—5 JUILLET 1801.

DEUXIÈME POSITION.

Aquarelle par Roux, de Marseille.

N° 723. COMBAT NAVAL DANS LA BAIE D'ALGÉSIRAS.—5 JUILLET 1801.

Morel Fatio.—1836.

Le contre-amiral Linois, à la tête d'une division navale, faisait voile vers Cadix où il devait faire sa jonction avec l'escadre espagnole. Arrivé dans le détroit de Gibraltar, il apprit que Cadix était étroitement bloqué, et que l'amiral Saumarez marchait à sa rencontre avec des forces supérieures. Il se retira alors à Algésiras, où il se plaça sous la protection des batteries de terre pour se défendre en cas d'attaque.

L'escadre anglaise, composée de six vaisseaux de ligne : *le Vénérable*, *le Pompée*, vaisseau amiral, *l'Audacious*, *le César*, *le Spencer* et *l'Annibal*, arriva devant Algésiras le 6 juillet.

L'amiral Linois n'avait que trois vaisseaux et une frégate : *le Formidable*, *le Desaix*, *l'Indomptable* et *la Muiron*. Il donna l'ordre de s'embosser.

« La droite des Français appuyait à une batterie de sept pièces de vingt-quatre, placée sur une île rocailleuse, nommée l'île Verte, et la gauche se trouvait dans la direction d'une autre batterie, qui portait le nom de Saint-Jacques, mais dont elle se trouvait assez éloignée pour rendre possible la manœuvre du général anglais.

» Linois, qui s'était placé lui-même à cette extrémité de sa ligne, ne balança pas un moment pour la replier obliquement, faisant échouer ses vaisseaux entre les deux batteries; et, afin de mieux assurer ce flanc gauche, huit chaloupes canonnières espagnoles furent disposées au nord de la batterie de Saint-Jacques.

» Ses adversaires se présentèrent au combat avec l'assurance que leur donnait une supériorité de plus du double. Linois les reçut avec la même résolution.

» Le parti qu'il venait de prendre avait mis l'avant-garde ennemie dans l'impossibilité de le doubler ; *l'Annibal*, qui en formait la tête, tombé sous le triple feu des canonnières espagnoles, du *Formidable*, que montait Linois, et de la batterie de Saint-Jacques, servie par le général Devaux, avec des troupes de terre françaises, fut démâté et mis hors de combat; le vaisseau qui suivait, presque aussi maltraité, dut se faire remorquer par une frégate.

» A l'aile opposée, le vaisseau anglais le *Pompée* ne fut pas plus heureux : *l'Indomptable* l'accueillit par un feu aussi vif que bien dirigé, et la batterie de l'île Verte le seconda d'abord de son mieux. Cependant les Espagnols se relâchant de leur zèle, et les Anglais ayant paru vouloir enlever l'île, la frégate *la Muiron* fit débarquer les troupes qu'elle avait à bord, et ses braves fantassins servirent la batterie avec tant de vivacité, que le vaisseau anglais, foudroyé de tous côtés, perdit ses mâts et tomba en dérive. Saumarez fit cesser le combat, et se replia sur Gibraltar avec les quatre vaisseaux qui lui restaient (1). »

N° 724. COMBAT NAVAL DEVANT CADIX. 13 JUILLET 1801.

Gudin.

« L'escadre espagnole était sortie de Cadix et avait opéré sa jonction à Algésiras avec la division du contre-amiral Linois; l'armée combinée faisait route pour rentrer à Cadix. Le vaisseau *le Formidable*, commandé par le capitaine Troude, n'ayant pu suivre la marche à cause du mauvais état où se trouvait sa mâture depuis le combat d'Algésiras, se trouva, le 13 juillet, à la pointe du jour, en présence de trois vaisseaux anglais, *le César*, *le Spencer*, *le Vénérable*, et la frégate anglaise *la Tamise*, faisant partie de l'escadre de l'amiral Saumarez. Le vent étant venu à tomber, *le Vénérable* put seul s'engager avec *le Formidable*. Le feu commença à sept heures et demie, et la distance entre les deux vaisseaux diminua jusqu'à portée de pistolet. Après une heure d'engagement, le grand mât du *Vénérable* tomba, et les deux autres étaient criblés. *Le Formidable*, débarrassé de ce vaisseau, qui pouvait seul retarder sa marche, fit voile et gagna le large. *Le Vénérable*, ne pouvant plus gouverner, alla à la côte, près de Santi-Petri. Il en fut retiré par la frégate *la Tamise* et les canots des autres vaisseaux anglais, qui le remorquèrent jusqu'à Gibraltar (2). »

N° 725. SIGNATURE DU CONCORDAT ENTRE LA FRANCE ET LE SAINT-SIÉGE.—15 JUILLET 1801.

Alaux et Lestang.—1835.

N° 726. SIGNATURE DU CONCORDAT ENTRE LA FRANCE ET LE SAINT-SIÉGE.—15 JUILLET 1801.

Dessin à la sépia par Gérard.—1803.

Le gouvernement du premier consul s'affermissait tous les jours sur des bases plus solides. L'Autriche, forcée de renoncer pour la seconde fois à l'alliance anglaise, venait de conclure la paix à Lunéville, et d'abandonner à la France de nouvelles dépouilles. L'Angleterre seule persistait à demeurer les armes à la main. « Pour achever l'entière pacification de l'intérieur, dit Jomini, il ne restait qu'à relever les autels renversés dans les mouvements de la plus violente anarchie. Le clergé était dans un schisme complet, les églises étaient

(1) *Précis des événements militaires*, par le général Mathieu Dumas, t. V, p. 278-283.

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. XIV, p. 366-368.

(2) *Annales maritimes*, par M. Bajot, t. II, p. 726.

désertes et tombaient en ruines. Bonaparte crut devoir rétablir la religion catholique... » Depuis longtemps il négociait avec la cour de Rome : le cardinal Consalvi se rendit en France. Les bases du concordat furent discutées et arrêtées à Paris entre les conseillers d'état Joseph Bonaparte, Cretet et l'abbé Bernier, docteur en théologie, d'une part, et le cardinal Consalvi, de l'autre.

Le ministre des cultes Portalis ayant été mandé aux Tuileries, les commissaires furent reçus dans le cabinet du premier consul, qui signa le concordat le 15 juillet 1801.

N° 727. COMBAT NAVAL,

DEVANT BOULOGNE, D'UNE PARTIE DE LA FLOTTILLE FRANÇAISE CONTRE LA FLOTTE ANGLAISE. NUIT DU 15 AU 16 AOUT 1801.

CRÉPIN.—1806.

Le traité de Lunéville amena la retraite de M. Pitt des conseils du roi George III. On en conçut quelques espérances de rapprochement entre la France et la Grande-Bretagne ; mais les premières ouvertures faites par le nouveau cabinet anglais n'étaient par admissibles : le gouvernement consulaire les rejeta.

Des préparatifs furent ordonnés à Boulogne pour exécuter une descente en Angleterre. « Les bateaux plats et les canonnières construits depuis trois ans furent réunis en flottille, et on en augmenta le nombre par de nouvelles constructions et par tous les transports qu'on put rassembler. Cette flottille de bâtiments légers, organisée à Boulogne et dans les trois ports les plus voisins par les soins de l'amiral Latouche-Tréville, se composait de neuf divisions. Plusieurs demi brigades tirées de l'armée du Rhin et de la Hollande s'exercèrent à des simulacres d'embarquement et de débarquement. »

L'Angleterre était dans l'attente, et se préparait à repousser l'invasion ; mais en même temps elle redoublait ses armements, et sa flotte ne tarda pas à être dirigée sur les côtes de France. L'amiral Latouche-Tréville était instruit de ces préparatifs, et lorsque Nelson vint se présenter le 4 août devant Boulogne avec quarante voiles composées de trois vaisseaux, quatre frégates, de brûlots, de bombardes et de canonnières, on était disposé à le recevoir, et il fut bientôt forcé de se retirer.

« Soit que cette première tentative ne fût qu'un essai, soit pour toute autre cause, dit Jomini, Nelson remit à la voile au bout de quelques jours, avec un renfort de trente bâtiments et de trois à quatre mille soldats de marine, destinés à enlever la flottille à l'abordage ou à l'incendier. »

L'attaque eut lieu de nuit. « La division du capitaine Parker, engagée la première, fut vivement reçue par la canonnière *l'Etna;* la mitraille, et surtout le feu de l'infanterie placée à bord des bâtiments français, tua ou blessa en peu de minutes la moitié des soldats qui montaient les péniches anglaises, et le capitaine Parker lui-même fut blessé à mort. Le combat, devenu général, offrit partout le même résultat; la division de réserve tenta vainement de se glisser entre la ligne et la terre : elle fut accablée sous le feu des batteries de côte, et contrainte à s'éloigner promptement. A la pointe du jour, c'est-à-dire vers quatre heures, le combat cessa, et Nelson donna le signal de la retraite, après avoir perdu deux cents hommes d'élite (1). »

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. XIV, p. 380-387.

N° 728. LA CONSULTA

DE LA RÉPUBLIQUE CISALPINE, RÉUNIE EN COMICES A LYON, DÉCERNE LA PRÉSIDENCE AU PREMIER CONSUL BONAPARTE. — 26 JANVIER 1802.

MONSIAU.—1808.

« Le 14 novembre 1801 une proclamation de la commission extraordinaire du gouvernement annonça au peuple cisalpin la convocation d'une consulta extraordinaire à Lyon, pour fonder les bases de la république sous les auspices et en présence du premier consul de la république française. »

Tous les membres de la consulta, au nombre de quatre cent cinquante-deux, furent réunis le 31 décembre. Elle ouvrit ses séances le 4 janvier 1802, et le premier consul devait assister à la séance de clôture fixée le 26 janvier.

« On avait élevé dans la salle destinée à l'assemblée générale, en face du fauteuil du président, une tribune pour le premier consul; elle était ornée de trophées qui rappelaient ses victoires en Italie et en Égypte.

» Le général Bonaparte, accompagné de ses ministres et d'un nombreux cortége civil et militaire, se rendit à la séance de la consulta. »

Après le discours du premier consul, Regnaud de Saint-Jean-d'Angely, conseiller d'état, donna lecture de la constitution de la république cisalpine. Les membres de la consulta demandèrent ensuite à l'unanimité qu'elle prît le nom de république italienne, et, avant la clôture de la séance, on proclama les listes des colléges et les noms des principaux membres du gouvernement.

« Le général Bonaparte, président;

» De Melzi, vice-président;

» Guicciardi, secrétaire d'état;

» Et Spanocchi, grand juge (1). »

N° 728 *bis*. COMBAT DE LA POURSUIVANTE CONTRE L'HERCULE. — 29 JUIN 1803.

GUDIN.

« Le chef de division Willaumez revenait de la station de Saint-Domingue sur *la Poursuivante*, frégate portant du vingt-quatre en batterie, mais dont l'artillerie n'était pas au complet, puisqu'elle n'était armée que sur le pied de paix; elle n'était manœuvrée que par un équipage de cent cinquante hommes, dont trente noirs. Parti du Cap le 27 juin avant le jour, de conserve avec la corvette *la Mignonne*, le commandant de Willaumez, bien qu'on ne fût pas encore en guerre, se tint constamment sur ses gardes; le 29, au point du jour, étant dans les parages du môle Saint-Nicolas, à environ deux lieues de terre, entre la Plate-Forme et le Cap-à-Fou, il eut connaissance d'un convoi de plus de cinquante voiles, fortement escorté. Peu de temps après il aperçut plusieurs des bâtiments de l'escorte qui se détachèrent du convoi et se dirigèrent vers *la Poursuivante*, toutes voiles dehors; il ne tarda pas à les reconnaître pour des vaisseaux de ligne anglais, qui lui donnèrent la chasse et le gagnaient considérablement. Le commandant Willaumez prit alors le parti de longer la côte à environ une lieue de distance sous toutes voiles, afin de gagner le môle et de pouvoir s'y réfugier s'il était attaqué par les vaisseaux anglais. Dès le matin le signal de liberté de manœuvre avait été fait à la corvette *la Mignonne*, qui marchait mieux que *la Poursuivante*, et le capitaine de cette corvette avait jugé à propos de serrer la

(1) *Précis des événements militaires*, par le général Mathieu Dumas, t. VIII, p. 46-57.

terre plus que la frégate. A huit heures *l'Hercule*, le vaisseau anglais qui s'avançait le premier, était parvenu à portée de canon de *la Poursuivante*, et conservait toute la voilure possible. A huit heures et demie il fit des signaux avec ses voiles aux bâtiments qui le suivaient; un quart d'heure après il hissa pavillon anglais : la frégate arbora aussitôt les couleurs nationales. A neuf heures *l'Hercule* tira sur *la Poursuivante* un coup de canon dont le boulet passa entre les mâts de cette frégate. Tout était disposé pour le combat, et le commandant Willaumez ordonna de passer les canons en retraite; mais cette disposition devint inutile, la marche supérieure du vaisseau anglais l'ayant promptement amené par la hanche de *la Poursuivante*. Dans toute autre circonstance le brave et habile Willaumez n'eût pas laissé prendre ni conserver au vaisseau ennemi cette position avantageuse; mais il y était forcé alors, afin de ne pas se déranger de la route qu'il suivait pour gagner le môle, et aussi pour éviter d'être joint par deux autres vaisseaux pui l'approchaient sensiblement. Cependant, fatigué d'essuyer à portée de fusil les bordées du vaisseau ennemi, qui causaient d'autant plus de dommage à sa frégate que la mer était si unie, qu'il n'y avait pas un coup à perdre, il fit un mouvement et présenta audacieusement le travers à son formidable adversaire. Un combat en règle s'engagea de la sorte entre une frégate française délabrée par une longue campagne et presque sans équipage, et un vaisseau de ligne anglais qui, outre l'avantage de ses dimensions et de sa solidité, avait une artillerie plus que double et un équipage au moins quadruple. Les bordées se succédaient rapidement des batteries de *l'Hercule*, tandis que la pénurie des munitions obligeait *la Poursuivante* à ne faire qu'un feu lent; toutefois il n'en était que mieux dirigé, et, vers onze heures, le vaisseau ennemi avait déjà éprouvé des avaries notables. En ce moment la brise tomba; les deux bâtiments perdirent presque toute leur vitesse, et le vent même prit sur leurs voiles. Le commandant Willaumez, en marin expérimenté, se hâta de profiter de cette circonstance. Pourvu d'un équipage trop peu nombreux pour tirer et manœuvrer en même temps, il fit entièrement cesser le feu, afin d'employer tout son monde à la manœuvre. Il parvint par ce moyen à prendre une position qui lui permit d'envoyer toute sa bordée dans la poupe de *l'Hercule*. Cette bordée fut décisive. Le dommage qu'en reçut le vaisseau anglais, joint à la proximité de la côte et au danger d'y échouer, le força à reprendre le large et à abandonner *la Poursuivante*. Cette frégate entra bientôt après dans la baie du môle, où le commandant et les officier s vinrent complimenter le commandant Willaumez et son brave équipage. La frégate avait reçu quantité de boulets dans sa coque et plusieurs dans sa mâture; toutes ses voiles étaient criblées et une grande partie de ses manœuvres courantes et dormantes coupées. Ses pertes se montaient à dix hommes tués et quinze blessés. Les pertes de *l'Hercule* s'élevaient à une quarantaine d'hommes : son capitaine fut tué (1). »

N° 729. ENTRÉE DE BONAPARTE, PREMIER CONSUL, A ANVERS.—18 JUILLET 1803.

VAN BRÉE.—1807.

On lit dans le Moniteur du 6 messidor an XI (25 juin 1803) : « Le premier consul est parti aujourd'hui pour les départements du nord; il arrivera samedi soir (25 juin 1803) à Amiens. »

Le général Bonaparte se rendit ensuite à Abbeville, Boulogne, Dunkerque et Lille, où il séjourna quelques jours; il se dirigea ensuite sur Gand, et il arriva à Anvers le 18 juillet, à cinq heures du soir; il était accompagné de Mme Bonaparte. Le général Bonaparte fut reçu dans le port à son débarquement par toutes les autorités : le général Paradis, commandant de la ville d'Anvers; M. d'Herbouville, préfet du département, ainsi que les conseillers de préfecture, M. Werenbrouck, maire de la ville, avec tous les membres du corps municipal, les présidents et juges des tribunaux.

Le premier consul et Mme Bonaparte, accompagnée de Mmes de Talhouet et de Rémusat, étaient dans un canot avec l'amiral Decrès, ministre de la marine, le général Duroc, M. Maret, secrétaire d'état, et le préfet du palais Salmatoris. Dans le même canot, dirigé par le capitaine Hourt, se trouvait aussi le mameluk Roustan.

M. de Talleyrand, ministre des affaires étrangères; M. Chaptal, ministre de l'intérieur; les généraux Caulaincourt, Savary, Lauriston et le colonel Lebrun, aides de camp du premier consul; le général Soult, colonel général de la garde; le conseiller d'état Forfait, les généraux Belliard et de Rilly débarquèrent avant le premier consul.

Les chasseurs à cheval, commandés alors par Eugène Beauharnais, formaient l'escorte; ils passèrent le fleuve dans plusieurs canots.

N° 729 *bis*. LA FRÉGATE FRANÇAISE LA POURSUIVANTE, COMMANDÉE PAR LE CHEF DE DIVISION WILLAUMEZ, FORCE L'ENTRÉE DU PERTUIS D'ANTIOCHE QUE LUI DISPUTAIT UN VAISSEAU DE LIGNE ANGLAIS. — 2 MAI 1804.

GUDIN.

Un an après le combat qu'il avait soutenu avec la frégate *la Poursuivante* contre le vaisseau anglais de soixante et quatorze canons *l'Hercule*, le chef de division Willaumez ramenait cette même frégate d'Amérique en France.

Arrivé dans le golfe de Gascogne, la position des croisières anglaises ne lui permettant pas de faire route pour un de nos trois grands ports militaires de l'Océan, il prit le parti de chercher un refuge momentané dans la Gironde. Le ministre, instruit de sa rentrée, lui ayant fait connaître combien il importait qu'il conduisît le plus promptement possible *la Poursuivante* à Rochefort, le commandant Villaumez eut recours à la ruse pour tromper la vigilance de l'ennemi. Il dégréa entièrement sa frégate, envoya même à Bordeaux une partie de sa mâture, qui avait besoin de réparation, et fit répandre le bruit que l'état de délabrement de *la Poursuivante* ne permettait pas de longtemps sa sortie. Ce faux avis, transmis aux Anglais par les bâtiments neutres venant de Bordeaux, leur fit lever provisoirement la croisière établie à l'embouchure du fleuve. Le capitaine de *la Poursuivante* se hâta de profiter de cette circonstance. Il fit secrètement toutes ses dispositions pour sortir. On lui expédia de nuit sa mâture réparée; il se regréa avec une promptitude extraordinaire, et le lendemain, au point du jour, tout était prêt pour tenter l'aventure. On leva l'ancre et l'on se dirigea vers la haute mer. En marin expérimenté, le commandant Willaumez combine, d'après l'état du vent et de la marée, l'instant précis de sa sortie de la Gironde. Un vaisseau de ligne anglais était à l'ancre à une assez grande distance au large de la pointe nord-ouest de l'île d'Oleron. « Vous voyez ce vaisseau, dit le commandant français à ses officiers, si dans un quart d'heure il n'est pas sous voiles, nous donnerons dans le pertuis en dépit de tous ses efforts. Il y aura certainement

(1) *Victoires et conquêtes des Français*, t. XVI, p. 4-6.

des coups de canon à échanger, mais nous entrerons. » Le vaisseau anglais, apercevant *la Poursuivante* qui franchit l'embouchure du fleuve, appareille en effet, mais trop tard. Par une habile manœuvre elle lui gagne le vent, essuie son feu à petite distance, et en ripostant lui fait dans son gréement des avaries qui l'empêchent de virer de bord en même temps que la frégate : celle-ci, débarrassée de son formidable adversaire, donne dans le pertuis, et se dirige à petites voiles vers la rade de Rochefort (1).

N° 729 *ter*. PRISE DE LA CORVETTE ANGLAISE LE VIMIEJO PAR UNE SECTION DE LA FLOTTILLE IMPÉRIALE.—8 MAI 1804.

GUDIN.

Une section de canonnières commandée par le lieutenant de vaisseau Tourneur, qui se rendait à Lorient, fut rencontrée en mer, le 8 mai 1804, par une forte corvette et un lougre anglais. Le combat se soutint longtemps avec acharnement, quoique le nombre des bouches à feu des bâtiments ennemis fût plus que double de celui des canonnières; mais le calibre plus fort dont ces dernières étaient armées, joint à l'ardeur des marins, compensa bientôt cette différence, et donna l'avantage aux bâtiments français. Écrasés par les boulets et la mitraille que vomissaient les canons de vingt-quatre des canonnières, la corvette et le lougre prirent le large en forçant de voiles. Le commandant des canonnières donna ordre de les poursuivre, et, les ayant atteints, il les contraignit à amener leur pavillon.

N° 730. NAPOLÉON REÇOIT A SAINT-CLOUD LE SENATUS-CONSULTE QUI LE PROCLAME EMPEREUR DES FRANÇAIS.—18 MAI 1804.

ROUGET.—1837.

Bonaparte, secondé par le vœu presque unanime de la France, qui redemandait la monarchie, avait résolu de relever le trône abattu, pour s'y asseoir. Il fut convenu que le titre d'empereur des Français lui serait déféré par le tribunat et le sénat conservateur.

« Le sénat, présidé par le consul Cambacérès, a décrété dans la séance de ce jour, à laquelle assistait le consul Lebrun et où les ministres étaient présents, le sénatus-consulte organique qui défère le titre d'empereur au premier consul.

» Il a été arrêté de se transporter sur l'heure à Saint-Cloud, à l'effet de présenter le sénatus-consulte organique à l'EMPEREUR. Il s'est mis en marche immédiatement après la fin de la séance. Le cortége était accompagné de plusieurs corps de troupes.

» Le sénat à son arrivée a été admis aussitôt à l'audience de l'EMPEREUR (2). »

La réception eut lieu dans la grande galerie : le premier consul était accompagné de Mme Bonaparte, de ses aides de camp et des officiers généraux de service auprès de sa personne.

(1) Travaux de la section historique de la marine.
(2) *Moniteur* du 29 floréal an XII (19 mai 1804).

N° 731. NAPOLÉON, AUX INVALIDES, DISTRIBUE LES CROIX DE LA LÉGION D'HONNEUR. 15 JUILLET 1804.

DEBRET.—1813.

Une loi, en date du 19 mai 1802, avait institué l'ordre de la Légion d'honneur. Les membres nommés n'étaient pas encore reçus. La première cérémonie de réception eut lieu le 26 messidor an XII (15 juillet 1804), dans l'église des Invalides.

« Avant midi l'impératrice est partie du palais, accompagnée des princesses sœurs et belles-sœurs de l'empereur, des dames du palais, du premier chambellan et du premier écuyer.....

» A midi l'empereur est parti à cheval des Tuileries, précédé par les maréchaux de l'empire, par le prince connétable, et suivi des colonels généraux de sa garde et des grands officiers de la couronne, de ses aides de camp et de l'état-major du palais.

» La marche était ouverte par les chasseurs et fermée par les grenadiers à cheval de la garde impériale.

» Le gouverneur des Invalides est venu dehors de la grille recevoir sa majesté et lui présenter les clefs de l'hôtel.

» Les grands dignitaires, les ministres et les grands officiers de l'empire qui n'étaient pas venus à cheval, ainsi que les membres du grand conseil, le grand chancelier et le grand trésorier de la Légion d'honneur, se sont réunis au même lieu et ont pris leur rang dans le cortége.

» Le cardinal-archevêque de Paris avec son clergé a reçu sa majesté à la porte de l'église et lui a présenté l'encens et l'eau bénite. Le clergé a conduit processionnellement sa majesté sous le dais jusqu'au trône impérial, au bruit d'une marche militaire et des plus vives acclamations.

» Sa majesté s'est placée sur le trône, ayant derrière elle les colonels généraux de la garde, le gouverneur des Invalides et les grands officiers de la couronne.

» Aux deux côtés et à la seconde marche du trône se sont placés les grands dignitaires; plus bas, à droite, les ministres; à gauche, les maréchaux de l'empire; au pied des marches du trône, le grand maître et le maître des cérémonies; en face du grand maître, le grand chancelier et le grand trésorier de la Légion d'honneur. Les aides de camp de l'empereur étaient debout en haie sur les degrés du trône.

» A droite de l'autel, le cardinal-légat s'est placé sous un dais et sur un fauteuil qui lui avaient été préparés.

» A gauche de l'autel, le cardinal archevêque de Paris avec son clergé.

» Derrière l'autel, sur un immense amphithéâtre, étaient rangés sept cents invalides et deux cents jeunes élèves de l'école polytechnique.

» Toute la nef était occupée par des grands officiers, commandants, officiers et membres de la Légion d'honneur.

» Le cardinal-légat célébra la messe.

» Après l'évangile, les grands officiers de la Légion d'honneur, appelés successivement par le grand chancelier, se sont approchés du trône et ont prêté leur serment.

» L'appel des grands officiers fini, l'empereur s'est couvert, et, s'adressant aux commandants, officiers et légionnaires, a prononcé d'une voix forte et animée ces mots :

» Commandants, officiers, légionnaires, citoyens et soldats, vous jurez sur votre honneur de vous dévouer au service de l'empire et à la conservation de son territoire, dans son intégrité; à la défense de l'empereur, des lois de la république et des propriétés qu'elles ont consacrées; de combattre par tous les moyens que la justice, la raison et les lois autorisent, toute entreprise qui tendrait à rétablir

» le régime féodal ; enfin vous jurez de concourir de tout vo- » tre pouvoir au maintien de la liberté et de l'égalité, bases » premières de nos constitutions. Vous le jurez ! »

» Tous les membres de la Légion, debout, la main élevée, ont répété à la fois : *Je le jure*. Les cris de *vive l'empereur !* se sont renouvelés de toutes parts.

» La messe finie, les décorations de la Légion ont été déposées au pied du trône dans des bassins d'or.

» M. de Ségur, grand maître des cérémonies, a pris les deux décorations de l'ordre et les a remises à M. de Talleyrand, grand chambellan. Celui-ci les a présentées à S. A. I. monseigneur le prince Louis, qui les a attachées à l'habit de sa majesté.

» De nouveaux cris de *vive l'empereur !* se sont fait entendre à plusieurs reprises

» M. le grand chancelier de la Légion a invité MM. les grands officiers à s'approcher du trône pour recevoir successivement des mains de sa majesté la décoration que lui présentait sur un plat d'or le grand maître des cérémonies.

» Ensuite M. le grand chancelier a appelé d'abord les commandeurs, puis les officiers et enfin les légionnaires, qui sont tous venus au pied du trône recevoir individuellement la décoration des mains de l'empereur.

» La fête a été terminée par un *Te Deum*, et à trois heures l'empereur est sorti de l'église pour retourner aux Tuileries (1). »

N° 732. NAPOLÉON VISITE LE CAMP DE BOULOGNE. — JUILLET 1804.

J.-F. Hue.

« S. M. l'empereur, dit le Moniteur du 22 juillet 1804, est arrivé à Boulogne le 3 messidor, à une heure après midi. Les habitants lui avaient préparé des arcs de triomphe et une réception brillante ; mais il était déjà au milieu du port, visitant les différents travaux qu'il avait ordonnés, avant qu'on sût son arrivée. Une multitude immense de soldats de terre et de mer, et d'habitants, l'a accueilli et suivi partout au milieu des acclamations. Il a passé la soirée en rade, et a fait faire des évolutions aux différentes parties de la flottille. »

N° 733. CAMP DE BOULOGNE. — JUILLET 1804.

NAPOLÉON OBSERVE LES MOUVEMENTS DE LA FLOTILLE ANGLAISE.

Aquarelle par Gautier.

N° 734. INTÉRIEUR DU CAMP.

Aquarelle par Gautier.

N° 735. PORT DE BOULOGNE.

Aquarelle par Gautier.

N° 736. TRAVAUX DU PORT.

Aquarelle par Gautier.

N° 737. PORT DE BOULOGNE.

Aquarelle par Gautier.

« L'empereur, rapporte le Moniteur du 23 juillet 1804, est allé hier en rade à sept heures du matin. Il a monté sur plusieurs bâtiments de la flottille. Une division anglaise, qui était au large, a paru un moment vouloir attaquer la ligne ; mais, avant d'être arrivée à la portée du canon, elle a viré de bord.

» A midi l'empereur a reçu dans sa tente, à la Tour-d'Ordre, les corps de l'armée. A quatre heures il a visité dans le plus grand détail les magasins de l'arsenal, les établissements de l'artillerie et les différents travaux du port. »

(1) *Moniteur* du 28 messidor an XII (17 juillet 1804).

N° 738. NAPOLÉON VISITE LES ENVIRONS DU CHATEAU DE BRIENNE. — 4 AOUT 1804.

Tableau du temps par Leroy de Liancourt. — 1806.

« Napoléon, étant à Brienne dans le mois d'août 1804, prit des informations sur une bonne femme qui occupait une chaumière au milieu du bois, et chez laquelle, pendant son séjour à l'école militaire, il allait quelquefois prendre du lait. Assuré qu'elle existait encore, il se présenta seul chez elle, et lui demanda si elle reconnaîtrait Bonaparte : à ce nom, la bonne femme est tombée aux genoux de l'empereur, qui l'a relevée avec la bonté la plus touchante, en lui demandant si elle n'avait rien à lui offrir. « Du lait et des œufs, » répondit-elle. L'empereur prit deux œufs et ne quitta son hôtesse qu'après l'avoir assurée de sa bienveillance (1). »

N° 739. NAPOLÉON, AU CAMP DE BOULOGNE, DISTRIBUE LES CROIX DE LA LÉGION D'HONNEUR. 16 AOUT 1804.

Hennequin. 1806.

N° 740. NAPOLÉON, AU CAMP DE BOULOGNE, DISTRIBUE LES CROIX DE LA LÉGION D'HONNEUR. 16 AOUT 1804.

Aquarelle par Parent (d'après Bagetti).

Napoléon, parti d'Ostende le 15 août 1804, arriva dans la nuit à Boulogne.

« Hier 16, à midi, rapporte le Moniteur du 19 août 1804, sa majesté s'est rendue au camp de la Tour-d'Ordre, accompagnée des ministres et des grands officiers qui se trouvent à l'armée.

» L'armée de Saint-Omer, celle de Montreuil et la réserve de la cavalerie étaient réunies en colonnes serrées, et occupaient un espace peu étendu autour du trône, placé au milieu d'un vallon en amphithéâtre demi-circulaire terminé par la mer.

» L'empereur a fait prêter le serment aux membres de la Légion d'honneur, et il a reçu un instant après celui de toute l'armée. Il a ajouté à la formule ordinaire du serment ces mots · « Et vous, soldats, vous jurez de défendre, au péril de votre » vie, l'honneur du nom français, votre patrie et votre em- » pereur ! » Cent mille bouches ont répété avec énergie, *Nous le jurons ;* et au même instant, pour manifester d'une manière plus sensible les sentiments dont ils étaient pénétrés, tous les soldats, par un mouvement spontané, ont élevé et agité leurs bonnets et leurs chapeaux au-dessus de leurs baïonnettes, en poussant le cri cent mille fois répété : *Vive l'empereur !*

» Les décorations de la Légion d'honneur ont été remises par l'empereur à chacun des militaires qui les avaient obte-

(1) Livret du salon de 1806.

nues, et aux fonctionnaires ecclésiastiques et civils qui avaient été admis à les recevoir de ses mains dans cette solennité.

» L'armée a ensuite défilé devant le trône, au pas accéléré, et cette marche a duré plus de trois heures : l'empereur n'est descendu du trône qu'à sept heures.

» Au moment où l'armée défilait, on voyait une flottille de quarante-sept voiles arriver en rade; elle était commandée par le capitaine Daugier. »

N° 741. ENTREVUE DE NAPOLÉON ET DU PAPE PIE VII DANS LA FORÊT DE FONTAINEBLEAU. 26 NOVEMBRE 1804.

DEMARNE et DUNOUY.—1808

N° 742. ENTREVUE DE NAPOLÉON ET DU PAPE PIE VII DANS LA FORÊT DE FONTAINEBLEAU. 26 NOVEMBRE 1804.

ALAUX et GIBERT.—1835.

« Aujourd'hui, dimanche 4 frimaire, sa sainteté est arrivée à Fontainebleau à midi et demi.

» Sa majesté l'empereur, qui était sorti à cheval pour chasser, ayant été averti de l'approche du pape, a été au-devant de sa sainteté, et l'a rencontrée à la croix de Saint-Herem. L'empereur et le pape ont mis pied à terre à la fois; ils ont été l'un au-devant de l'autre et se sont embrassés. Six voitures de sa majesté se sont alors approchées : l'empereur est monté le premier en voiture pour placer sa sainteté à sa droite, et ils sont arrivés au château au milieu d'une haie de troupes et au bruit des salves de l'artillerie (1). »

N° 743. SACRE DE L'EMPEREUR NAPOLÉON ET COURONNEMENT DE L'IMPÉRATRICE JOSÉPHINE DANS L'ÉGLISE DE NOTRE-DAME DE PARIS. 2 DÉCEMBRE 1804.

DAVID.—1808.

N° 744. SACRE DE L'EMPEREUR NAPOLÉON ET COURONNEMENT DE L'IMPÉRATRICE JOSÉPHINE DANS L'ÉGLISE DE NOTRE-DAME DE PARIS. 2 DÉCEMBBE 1804.

ALAUX et GIBERT (d'après DAVID).—1835.

Le 11 frimaire an XIII (2 décembre 1804), jour fixé pour le sacre de Napoléon, le pape partit à neuf heures du palais des Tuileries pour aller à l'Archevêché, où il se rendit en grand cortége : il précéda ainsi l'empereur, qui ne quitta les Tuileries qu'à dix heures, et se mit en marche suivant l'ordre réglé par le cérémonial. Une salve d'artillerie annonça le départ.

La voiture de l'Empereur, dans laquelle étaient leurs majestés impériales et les princes Louis et Joseph, était attelée de huit chevaux blancs. Une nouvelle salve d'artillerie annonça l'arrivée de leurs majestés au portail de l'église métropolitaine.

« L'eau bénite a été présentée à l'impératrice par le cardinal Cambacérès, et à l'empereur par le cardinal archevêque de Paris. Ces deux prélats ont complimenté leurs majestés, et les ont conduites sous un dais jusqu'aux fauteuils qui avaient été préparés dans le sanctuaire. Les places autour des trônes de leurs majestés ont été occupées ainsi qu'il suit :

» Derrière l'empereur, les princes Joseph et Louis, et les grands dignitaires Cambacérès et Lebrun.

» Derrière les princes, les colonels généraux de la garde, Soult, Bessières, Davoust et Mortier; le grand maréchal du palais Duroc, le colonel général Beauharnais portant l'anneau, le maréchal Bernadotte portant le collier de l'empereur, et le maréchal Berthier portant le globe impérial.

» A droite des princes, en obliquant en avant, M. de Talleyrand, grand chambellan, et M. le général Caulaincourt, grand écuyer.

» Derrière eux, deux chambellans; derrière l'impératrice, les princesses Joseph, Louis, Élisa, Pauline et Caroline; derrière les princesses, M[mes] de Luçay, de Rémusat, de Talhouet, de Lauriston, la maréchale Ney, Dalberg, Duchâtel, de Séran, de Colbert et Savary, dames du palais.

» A gauche des princesses, et en obliquant en avant, la dame d'honneur, M[me] de Larochefoucault; la dame d'atours, M[me] de la Valette; derrière elles, le premier écuyer, M. le sénateur d'Harville, et le premier chambellan, M. le général Nansouty. A gauche de la dame d'atours, et en obliquant en avant, les trois grands officiers portant les honneurs de l'impératrice, MM. les maréchaux Serrurier, Moncey et Murat. A la droite, près de l'autel, le grand maître des cérémonies, M. de Ségur et un maître des cérémonies, M. de Salmatoris. Un autre maître des cérémonies, M. de Cramayel, à gauche près le trône du pape et l'autel. Les aides des cérémonies, Aignan et Dargainaratz, à droite et à gauche, à l'entrée du sanctuaire.

» Madame mère était placée dans la tribune impériale, à droite du trône; le corps diplomatique occupait la tribune à gauche du trône.

» L'empereur et l'impératrice étant placés, les maréchaux Kellermann, Pérignon et Lefebvre, grands officiers, qui portaient les honneurs de Charlemagne, sont allés se ranger de front et en face de l'autel, au bas de la dernière marche du sanctuaire. »

Le pape est alors descendu de son trône et s'est rendu à l'autel.

Toutes les cérémonies pendant le couronnement, les onctions, la bénédiction de l'épée impériale, celle des manteaux, des anneaux impériaux, des couronnes de l'empereur et de l'impératrice, étant terminées, « leurs majestés se sont rendues au pied de l'autel, conduites par son excellence monseigneur le cardinal Fesch, grand aumônier de France; son excellence monseigneur le cardinal de Belloy, le premier des cardinaux français archevêques; monseigneur de Rohan, premier aumônier de l'impératrice, le plus ancien archevêque; monseigneur de Beaumont, évêque de Gand, le plus ancien évêque français, et par M. l'abbé de Pradt, aumônier ordinaire de l'empereur. La tradition des ornements de l'empereur a été faite par le pape à sa majesté dans l'ordre qui suit :

« L'anneau;

» L'épée, que sa majesté a mise dans le fourreau;

» Le manteau, qui lui a été attaché par le grand chambellan et le grand écuyer;

» Le globe, que l'empereur a remis à l'instant au grand officier chargé de le recevoir;

» La main de justice;

» Le sceptre.

» L'empereur, portant dans ses mains ces deux derniers ornements, a fait sa prière.

» Pendant le temps de la prière, la tradition des ornements de l'impératrice a été faite à sa majesté par le pape, dans l'ordre suivant :

(1) *Moniteur* du lundi 5 frimaire an XII (26 novembre 1804).

» L'anneau ;

» Le manteau, qui a été attaché par la dame d'honneur et la dame d'atours.

» Ensuite l'empereur a remis la main de justice à l'archichancelier, et le sceptre à l'architrésorier, est monté à l'autel, a pris la couronne et l'a placée sur sa tête ; il a pris dans ses mains celle de l'impératrice, est revenu se mettre auprès d'elle, et l'a couronnée. L'impératrice a reçu à genoux la couronne ; pendant ce temps, le pape a fait les prières du couronnement, etc. (1). »

N° 745. NAPOLÉON

DONNE DES AIGLES A L'ARMÉE.—5 DÉCEMBRE 1804.

DAVID.—1810.

N° 746. NAPOLÉON

DONNE DES AIGLES A L'ARMÉE.—5 DÉCEMBRE 1804.

ALAUX et GIBERT (d'après DAVID).—1833.

« Le troisième jour des fêtes du couronnement était consacré aux armes, à la valeur, à la fidélité. L'empereur a distribué à l'armée et aux gardes nationales de l'empire les aigles qu'elles doivent toujours trouver sur le chemin de l'honneur.

» Cette imposante et auguste cérémonie a eu lieu au Champ-de-Mars ; nul autre lieu n'était préférable : ce vaste champ, couvert de députations qui représentaient la France et l'armée, offrait le spectacle d'une valeureuse famille réunie sous les yeux de son chef.

» La façade principale de l'École militaire était décorée d'une grande tribune représentant plusieurs tentes à la hauteur des appartements du premier étage du palais. Celle du milieu, fixée sur quatre colonnes qui portaient des figures de Victoires, exécutées en relief et dorées, couvrait le trône de l'empereur et celui de l'impératrice. Les princes, les dignitaires, les ministres, les maréchaux de l'empire, les grands officiers de la couronne, les officiers civils, les princesses, les dames de la cour et le conseil d'état étaient placés à la droite du trône.

» Les galeries qui occupaient la façade principale de l'édifice étaient divisées en huit parties de chaque côté ; elles étaient décorées d'enseignes militaires couronnées par des aigles. Elles représentaient les seize cohortes de la Légion d'honneur.

» Le sénat, les officiers de la Légion d'honneur, la cour de cassation et les chefs de la comptabilité nationale étaient à la droite; le corps législatif et le tribunat étaient à la gauche.

» La tribune impériale destinée aux princes étrangers occupait le pavillon à l'extrémité du côté de la ville.

» Le corps diplomatique et les étrangers étaient placés dans l'autre tribune faisant pavillon, à l'extrémité opposée.

» Les présidents de canton, les préfets, les sous-préfets et le conseil municipal se trouvaient au-dessous des tribunes, sur le premier rang des gradins dans toute la façade.

» On descendait au Champ-de-Mars par un grand escalier dont les gradins étaient occupés par les colonels des régiments et les présidents des colléges électoraux de département, qui portaient les aigles impériales. On voyait aux deux côtés de cet escalier les figures colossales de la France donnant la paix, et de la France faisant la guerre. Les armes de l'empire, répétées partout sous différentes formes, avaient fourni les motifs de tous les ornements.

(1) Extrait du procès-verbal de la cérémonie du sacre et du couronnement de leurs majestés l'empereur Napoléon et l'impératrice Joséphine.

» A midi le cortége de leurs majestés impériales, dans l'ordre observé pour la cérémonie du couronnement, s'est mis en marche du palais des Tuileries, précédé par les chasseurs de la garde et l'escadron des mameluks, et suivi des grenadiers à cheval et de la légion d'élite ; il marchait entre deux haies de grenadiers de la garde et de pelotons de la garde municipale.

» Des décharges d'artillerie ont salué leurs majestés à leur départ, à leur passage devant les Invalides, à leur arrivée au Champ-de-Mars.

» Des membres du corps diplomatique, introduits dans les grands appartements de l'École militaire, ont été admis à présenter leurs hommages à leurs majestés.

» Après cette audience elles ont revêtu les ornements impériaux et ont paru sur leur trône, au bruit des décharges réitérées de l'artillerie, et des acclamations unanimes des spectateurs et de l'armée.

» Les députations de toutes les armes de l'armée, celle de la garde municipale, étaient placées conformément au programme ; les aigles, portées par les présidents des colléges électoraux pour les départements et par les colonels pour les corps de l'armée, étaient rangées sur les degrés du trône.

» Au signal donné, toutes les colonnes se sont mises en mouvement, se sont serrées et se sont approchées au pied du trône.

» Alors, se levant, l'empereur a prononcé, d'une voix forte, expressive et accentuée, ces paroles qui ont porté dans toutes les âmes la plus vive émotion et l'enthousiasme le plus noble :

« Soldats, voilà vos drapeaux : ces aigles vous serviront
» toujours de point de ralliement ; elles seront partout où
» votre empereur les jugera nécessaires pour la défense de
» son trône et de son peuple.

» Vous jurez de sacrifier votre vie pour les défendre, et
» de les maintenir constamment par votre courage sur le
» chemin de la victoire : Vous le jurez !

« *Nous le jurons !* » ont à la fois répété avec un cri unanime les présidents des colléges et tous les chefs de l'armée, en enlevant dans les airs les aigles qui allaient être confiées à leur vaillance.

« *Nous le jurons !* » ont répété l'armée entière par ses envoyés d'élite, et les départements, par les députés de leurs gardes nationales, en agitant leurs armes et en confondant leurs acclamations avec le bruit des instruments et des fanfares militaires.

» Après ce mouvement qui s'était rapidement communiqué aux spectateurs pressés sur les gradins qui forment l'enceinte du Champ-de-Mars, les aigles ont été prendre la place qui leur était assignée ; l'armée, formée par division, les députations, formées par pelotons, ont défilé devant le trône impérial.

» Le cortége est rentré au palais à cinq heures (1). »

N° 747. NAPOLÉON REÇOIT AU LOUVRE

LES DÉPUTÉS DE L'ARMÉE APRÈS SON COURONNEMENT.
8 DÉCEMBRE 1804.

SERANGELI.—1808.

« Hier, 17 frimaire (8 décembre 1804), les députations de tous les corps des armées de terre et de mer, celles des gardes d'honneur et celles des gardes nationales, au nombre de plus de sept mille hommes, se sont réunis dans le musée Napoléon (galeries des tableaux et des antiques), sous les or-

(1) *Moniteur* du 15 frimaire an XIII (6 décembre 1804).

dres de M. le maréchal Murat, gouverneur de Paris. Le grand maître des cérémonies ayant informé l'empereur que le maréchal avait réuni toutes les députations, sa majesté s'est rendue dans les galeries, précédée par le grand maître des cérémonies, par M. le maréchal Murat, par S. A. I. monseigneur le connétable.

» Après avoir passé la revue de toutes les députations, l'empereur s'est ensuite rendu dans la salle du trône, où elles ont défilé devant lui (1). »

N° 747 *bis*. PRISE DE LA DOMINIQUE PAR L'AMIRAL MISSIESSY.—12 FÉVRIER 1805.

GUDIN.

L'amiral Missiessy, porteur d'instructions qui lui prescrivaient de ravitailler les colonies françaises des Antilles et de ravager celles de la Grande-Bretagne dans ces parages, donna, le 20 février, dans le canal qui sépare la Martinique de Saint-Louis, et mouilla avant le soir dans la rade du fort de France.

L'amiral Missiessy et le général Lagrange descendirent aussitôt à terre, pour conférer avec l'amiral Villaret, capitaine général de la colonie, et il fut décidé, d'après le conseil de ce dernier, que les opérations commenceraient par l'attaque de l'île de la Dominique, dont la position entre deux colonies françaises, la Martinique et la Guadeloupe, gênait les communications.

De retour à bord du vaisseau amiral, les deux généraux dressèrent leur plan d'attaque : d'après ce plan, l'escadre devait se présenter le lendemain 22, au point du jour, devant la Dominique, et opérer aussitôt un débarquement sur trois points différents. Les troupes avaient, en conséquence, été partagées en trois colonnes : la première, forte de neuf cents hommes, et commandée par le général Lagrange en personne, devait prendre terre entre la pointe sud-est de l'île et la ville du Roseau, s'emparer d'une batterie située sur ce point, et marcher rapidement sur le fort qui défend la ville du côté de l'est ; la seconde colonne, composée de cinq cents hommes, sous les ordres de l'adjudant commandant Barbot, chef d'état-major du corps expéditionnaire, devait débarquer au pied d'une montagne nommée le Morne Daniel, à une demi-lieue au nord-ouest du Roseau, tourner un fort qui domine la ville, et couper la retraite à la garnison qui l'occupait ; la troisième colonne, forte d'environ neuf cents hommes, et commandée par le général Claparède, devait opérer son débarquement à deux portées de canon d'un morne situé à l'extrémité nord-ouest de l'île, et marcher sur cette position pour l'enlever à la baïonnette. Ces dispositions arrêtées dans le conseil, l'escadre mit à la voile et fit route vers la Dominique, précédée par deux goëlettes qui lui servaient d'éclaireurs. A minuit l'escadre se trouva par le travers de la pointe sud-est de l'île ; le fort établi sur cette pointe tira le canon d'alarme ; bientôt après des feux furent allumés sur divers points de la côte. L'amiral Missiessy, continuant sa route à pleines voiles, parut avant le jour devant la ville du Roseau. Il fit alors arborer le pavillon anglais à ses bâtiments, et tout préparer pour la descente. Plein de sécurité à la vue de cette escadre, qu'il croyait anglaise, le brigadier général Prévost, gouverneur de l'île, envoya le capitaine de port à bord du vaisseau amiral, pour le conduire au mouillage. On peut juger de la surprise et du désappointement de cet officier en se trouvant à bord d'un bâtiment français.

Quelques instants après, le pavillon national fut substitué aux couleurs anglaises, et toutes les embarcations de l'escadre, chargées de troupes, partirent pour se porter sur les divers points où le débarquement devait s'opérer : alors les forts ouvrirent sur l'escadre un feu auquel les vaisseaux et les autres bâtiments de guerre français répondirent de la manière la plus vive. *Le Majestueux*, *le Jemmapes*, *le Lion*, *l'Actéon* et une des goëlettes, s'étant approchés de terre autant que le calme pouvait le permettre, protégèrent la descente. Tandis que *le Magnanime*, *le Suffren* et les frégates qui avaient pris position sous la ville la foudroyaient de leur artillerie, *le Lynx* s'occupait à amariner vingt-deux navires anglais qui se trouvaient au mouillage du Roseau.

La colonne conduite par le général Lagrange en personne débarqua en présence de deux cents hommes qui étaient rangés en bataille sur le rivage, mais qui n'opposèrent qu'une faible résistance avant de se retirer vers un poste établi au pied d'un morne très-escarpé, et que cette position rendait formidable. Malgré les obstacles que présentait l'escarpement du morne, ce poste fut tourné, et l'ennemi obligé de faire sa retraite sur un morne plus éloigné. Quoique contrarié par un calme plat, qui ne permit pas aux vaisseaux de s'approcher assez de terre pour protéger son débarquement, la seconde colonne réussit à l'opérer, poursuivit l'ennemi, et lui coupa la retraite sur un forte redoute armée de quatre pièces de canon, et défendue par cent cinquante hommes. L'adjudant commandant Barbot fit harceler par ses tirailleurs l'ennemi qu'il venait de déposter du rivage, et qui se retirait dans l'intérieur de l'île ; en même temps il se porta vers la redoute, qu'il attaqua sur deux points différents, et l'enleva à la baïonnette : il n'y trouva que seize canonniers, l'infanterie qui la défendait ayant réussi à s'échapper et à se jeter dans un défilé où il était difficile de la poursuivre. Après avoir laissé un détachement dans la redoute, cet officier supérieur se mit en marche pour se réunir à la colonne du général Lagrange, contre laquelle le gouverneur de l'île cherchait à rassembler toutes ses forces. Le général Claparède avait été contrarié par le calme, au point qu'il n'avait pu se rendre à sa destination. Le général Lagrange lui donna ordre de réunir sa colonne à la seconde, et de se porter avec toutes ses troupes vers un morne d'où il pourrait être à même de couper la retraite au général anglais, qui semblait ne pouvoir tenir longtemps contre la première colonne. Le général Claparède exécuta ce mouvement avec promptitude, gravit le morne, et s'empara du fort qui le défendait. Trois cents hommes des milices de l'île, qui composaient la garnison de ce fort, mirent bas les armes. Cependant le brigadier général Prévost avait déjà pris ses précautions ; il n'avait feint de résister plus vigoureusement au général Lagrange que pour mieux masquer sa retraite, disons mieux, sa fuite. Après avoir exhorté les milices à tenir ferme à leur poste, et donné secrètement ordre qu'on lui amenât toutes les troupes de ligne au fort du Prince-Rupert, de l'autre côté de l'île, il s'enfuit, accompagné seulement de deux officiers, vers ce fort, où les débris de ses troupes ne le rejoignirent qu'au bout de quatre jours, et après avoir éprouvé toutes sortes de misères. A quatre heures du soir les trois colonnes françaises entrèrent au Roseau : cette capitale de l'île était alors la proie des flammes. L'incendie avait été allumé par la bourre d'un canon des batteries anglaises qui dominaient la ville, et ses progrès avaient été extrêmement rapides. Les soldats français employèrent sur-le-champ tous leurs efforts pour éteindre le feu, mais ils ne purent sauver que quelques cases habitées par des nègres libres.

Le rapport du général Lagrange au ministre de la marine fait monter la perte des Anglais, dans la journée du 22 février, à deux cents hommes, tant tués que blessés et prisonniers, et celle des Français à trois officiers et trente-

(1) *Moniteur* du 19 frimaire an XIII (10 décembre 1804).

deux soldats tués, six officiers et soixante et dix-sept soldats blessés.

N° 747 *ter*. BELLE DEFENSE

DU CAPITAINE BERGERET SUR LA PSYCHÉ, CONTRE LA FRÉGATE LA SAN-FIORENZO. — 14 FÉVRIER 1805.

GUDIN.

« Le capitaine de vaisseau Bergeret se trouvait à l'île de France lorsque la guerre fut déclarée. Le général Decaen, gouverneur de l'île, acheta pour l'état son bâtiment, et lui en laissa le commandement, en le chargeant d'une mission dans l'Inde. C'était *la Psyché*, navire de commerce armé en corvette, et qui portait vingt-six canons de huit. Il fut rencontré dans les eaux du Gange par la frégate anglaise *la San-Fiorenzo*, portant quarante-quatre canons de douze et dix-huit. Le brave Bergeret soutint pendant sept heures, et à la portée du pistolet, ce combat inégal. Après avoir tenté plusieurs fois l'abordage, et avoir perdu tout son état-major et plus de cent cinquante hommes, voyant *la Psyché* près de couler bas, il capitula verbalement avec le capitaine anglais (1). »

N° 747 *quater*. PRISE A L'ABORDAGE

DE LA FRÉGATE ANGLAISE LA CLÉOPATRE PAR LA FRÉGATE FRANÇAISE LA VILLE-DE-MILAN.—17 FÉVRIER 1805.

GUDIN.

La frégate *la Ville-de-Milan*, de concert avec quelques autres frégates, avait rempli heureusement une mission dont l'objet était le ravitaillement de la Martinique; elle revenait en France porteur de dépêches importantes du gouverneur de cette colonie. Le capitaine de vaisseau Reynaud, commandant *la Ville-de-Milan*, avait reçu l'ordre formel d'effectuer son retour avec la plus grande diligence, de ne faire aucune prise, et d'éviter toute espèce d'engagement, afin de n'éprouver aucun retard.

Le 16 février 1805 cette frégate fut aperçue par la frégate anglaise *la Cléopâtre*. Quoique le capitaine Reynaud, conformément à ses ordres, fît tout ce qui dépendait de lui pour éviter le combat, il fut cependant rejoint le 17 février au matin par la frégate anglaise. L'engagement fut vif, et on se battit pendant plus de deux heures avec acharnement. Le feu de *la Ville-de-Milan* ayant pris une grande supériorité sur celui de son adversaire, *la Cléopâtre* voulut alors quitter le travers de la frégate française et gagner de l'avant, mais *la Ville-de-Milan*, poursuivant son avantage, ne tarda pas à monter à l'abordage, malgré tous les efforts de l'ennemi, et *la Cléopâtre* tomba au pouvoir des Français. Le capitaine Reynaud, ayant été tué pendant le combat, fut remplacé par le capitaine provisoire de frégate Guillet, qui, bien que grièvement blessé, prit encore une part très-active à cette action glorieuse.

N° 748. NAPOLÉON

REÇOIT AUX TUILERIES LA CONSULTA DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE QUI LE PROCLAME ROI D'ITALIE. 17 MARS 1805.

GOUBAUD.—1807

La députation de la république italienne, qui avait été appelée à Paris pour assister à la cérémonie du sacre, fut reçue aux Tuileries le 19 mars 1805 pour présenter à l'empereur le statut constitutionnel arrêté par la consulta.

« Aujourd'hui, à une heure après midi (1), sa majesté étant sur son trône, entourée des grands dignitaires, des ministres et des grands officiers, et les membres du conseil d'état présents, ont été introduits par le grand maître des cérémonies: M. Melzi, vice-président de la république italienne; MM. Marescalchi, Caprara, Paradisi, Fonaroli, Costabile, Luosi et Guicciardi, membres de la consulta d'état; et MM. Guastavillani, du conseil législatif; Lambertenghi, *idem*; Carlotti, *idem*; Dombrowski, général de division; Rangone, orateur du corps législatif; Calepio, membre du corps législatif; Litta, du collége électoral des Possidenti; Fè, *idem*; Alessandri, *idem*; Salembeni, général des brigades du collége des Dotti; Appiani, du collége des Dotti; Busti, du collége des Commercianti; Giulini, *idem*; Negri, commissaire près le tribunal de cassation; Sopranzi, président du tribunal de révision à Milan; Waldrighi, président du tribunal de révision à Bologne, députés pour les colléges et corps constitués. »

M. Melzi porta la parole, exposa d'abord la situation de la république italienne, les dangers dont elle était environnée, et présenta l'établissement d'un gouvernement monarchique comme l'unique moyen de salut.

Il fit ensuite lecture de l'acte fondamental qui conférait à l'empereur Napoléon le titre de roi d'Italie.

Après sa réponse, « l'empereur, étant descendu de son trône, est entré dans son cabinet Il a fait appeler M. le vice-président et les membres de la consulta de la république italienne, et il a tenu un conseil qui a duré une heure et demie. »

Quelques jours après, Napoléon annonça son couronnement pour le 23 mai, et il partit de Fontainebleau le 2 avril avec l'impératrice pour se rendre à Milan.

N° 749. PRISE DU ROCHER LE DIAMANT,

PRÈS LA MARTINIQUE. — 25 MAI 1805.

MAYER.—1837.

L'amiral Villaret de Joyeuse commandait à la Martinique, lorsqu'une escadre partie de Toulon le 30 mars 1805, sous les ordres de l'amiral Villeneuve, vint mouiller le 13 mai dans la rade du Fort-Royal, à la Martinique.

L'amiral Villaret, capitaine général de cette île, avait tenté plusieurs fois de reprendre sur les Anglais le rocher le Diamant, situé au sud-ouest de la Martinique, à peu de distance du Fort-Royal. Ce rocher, armé de quatre canons de vingt-quatre, de deux de dix-huit et d'une caronade de trente-deux, et défendu par une garnison de deux cents soldats et marins, avait toujours opposé la plus vive résistance.

Persuadé que le succès était impossible si les attaques n'étaient protégées par des bâtiments de guerre, le capitaine général Villaret s'empressa de profiter de la présence de l'escadre de l'amiral Villeneuve, et réclama son assistance Une division composée des vaisseaux *le Pluton* et *le Berwick*, de la frégate *la Syrène*, et de trois corvettes commandées par le contre-amiral Cosmao-Kerjulien, ayant été mise à sa disposition, il lui donna ses instructions pour l'attaque du Diamant.

La division française, à bord de laquelle on avait embarqué environ deux cents hommes de troupes, appareilla de la rade du Fort-Royal le 29 mai au soir. Le 30, les vaisseaux ayant fait taire les batteries qui défendaient le seul point de débarquement, les chaloupes et canots, chargés de soldats et de marins, quittèrent les bâtiments, et malgré

(1) *Biographie des contemporains*, t. II, p. 377.

(1) *Moniteur* du 27 ventôse an XIII.

le feu des batteries élevées et la fusillade des Anglais dans les crevasses du rocher, le débarquement s'effectua sous les ordres du colonel Boyer, chef d'état-major du capitaine général, chargé de diriger l'attaque. Le quatrième jour après le débarquement, le 2 juin, les Anglais se virent forcés de capituler. Le Diamant fut remis aux Français, et la garnison anglaise conduite à la Grenade pour être échangée.

N° 750. L'ARMÉE FRANÇAISE PASSE LE RHIN A STRASBOURG. — 25 SEPTEMBRE 1805.

ALAUX et MAY. — 1835.

N° 751. L'ARMÉE FRANÇAISE PASSE LE RHIN A STRASBOURG. — 25 SEPTEMBRE 1805.

Aquarelle par BAGETTI.

L'Angleterre était parvenue à entraîner dans sa politique les cabinets d'Autriche et de Russie. Des traités ayant été conclus à Pétersbourg et à Vienne, une troisième coalition fut décidée, et la guerre recommença.

« Le mouvement général de l'infanterie autrichienne sur l'Adige et sur l'Inn, les rassemblements de cavalerie aux camps de Raab et de Minkendorff, l'artillerie de campagne attachée aux corps, les régiments des frontières mis sur pied, les levées extraordinaires ne laissèrent plus aucun doute sur les résolutions de l'Autriche de prendre la principale part dans les opérations de guerre déjà concertées avec l'empereur de Russie (1). »

Le 23 août Napoléon donna l'ordre de la levée des camps de Boulogne, d'Ambleteuse et de Saint-Valery. A dater de ce jour il ne fut plus question de descente en Angleterre : toutes les pensées, tous les efforts de l'empereur se dirigèrent vers la guerre continentale. L'armée fut aussitôt mise sur le pied de guerre : les corps détachés en Hollande et en Hanovre, l'un sous le commandement du général Marmont, l'autre sous celui du maréchal Bernadotte, reçurent l'ordre de se mettre en marche vers le midi de l'Allemagne, et de s'arrêter, le premier à Wurtzbourg, le second à Mayence ; « et le même jour où l'empereur ordonnait la levée du camp de Boulogne, il arrêta l'organisation de la grande armée française en huit corps ; sur ce nombre, sept devaient agir en Allemagne ; l'armée d'Italie, sous le commandement du maréchal Masséna, formait le huitième corps (2). »

Lorsqu'à la fin du mois de septembre toutes les troupes furent en marche, Napoléon quitta Paris.

Voici en quels termes l'Introduction aux Bulletins de la grande armée raconte le grand mouvement militaire qui s'accomplit alors en France :

« On n'a jamais vu un tel mouvement d'artillerie et de chevaux : au premier appel, vingt mille voitures de réquisition se sont trouvées sur tous les points. « Soldats, dit » l'empereur en s'adressant à l'armée, la guerre de la troi» sième coalition est commencée, l'armée autrichienne a » passé l'Inn...... attaqué notre allié dans sa capitale...... » vous-mêmes, vous avez dû accourir à marches forcées à » la défense de nos frontières. Mais déjà vous avez passé le » Rhin : nous ne nous arrêterons plus que nous n'ayons assuré » l'indépendance du corps germanique, secouru nos alliés.... » Soldats, nous avons des marches forcées à faire, des fati» gues et des privations de toute espèce à endurer ; quelques » obstacles qu'on nous oppose, nous les vaincrons. »

» Toute l'armée a passé le Rhin ; hier, 30 septembre, nous avons vu partir les derniers détachements de la garde impériale. Cette nuit M. le général Berthier et son état-major se sont mis en route, et l'empereur lui-même est parti ce matin à onze heures. »

(1) *Précis des événements militaires*, par le général Mathieu Dumas, t. XII, p. 111.
(2) *Ibid.*, p. 133.

N° 752. NAPOLÉON REÇU A ETTLINGEN PAR LE PRINCE ÉLECTEUR DE BADE. 1er OCTOBRE 1805.

JEAN-VICTOR BERTIN. — 1812.

« S. M. l'empereur, parti de Strasbourg le 9 vendémiaire (1er octobre), à trois heures après midi, est arrivé à huit heures du soir à Ettlingen. L'électeur de Bade, le Prince Frédéric, fils de son altesse électorale, et le prince électoral, son petit-fils, s'y étaient rendus, et lui ont été présentés (1). »

N° 753. NAPOLÉON REÇU AU CHATEAU DE LOUISBOURG PAR LE DUC DE WURTEMBERG. — 2 OCTOBRE 1805.

WATELET. — 1812.

« L'empereur est parti d'Ettlingen le 10 vendémiaire (2 octobre) à midi ; il est arrivé à Louisbourg à neuf heures du soir. Sur les limites des états de Wurtemberg il a trouvé des corps de troupe. Les chevaux de ses voitures ont été changés et remplacés par ceux de l'électeur. Lorsqu'il est entré à Louisbourg, la garde électorale à pied et à cheval était sous les armes, et la ville illuminée. La réception de sa majesté dans le palais électoral, où toute la cour était réunie, a été de la plus grande magnificence (2). »

N° 754. COMBAT DE WERTINGEN. 8 OCTOBRE 1805.

EUGÈNE LEPOITTEVIN. — 1836.

N° 755. COMBAT DE WERTINGEN. 8 OCTOBRE 1805.

Aquarelle par SIMÉON FORT. — 1836.

« Le 16 vendémiaire an XIV (8 octobre 1805), à la pointe du jour, le prince Murat, à la tête des divisions de dragons des généraux Beaumont et Klein, et de la division de carabiniers et de cuirassiers commandée par le général Nansouty, s'est mis en marche pour couper la route d'Ulm à Augsbourg. Arrivé à Wertingen, il aperçut une division considérable d'infanterie ennemie, appuyée par quatre escadrons de cuirassiers d'Albert. Il enveloppe aussitôt tout ce corps. Le maréchal Lannes, qui marchait derrière ces divisions de cavalerie, arrive avec la division Oudinot, et après un engagement de deux heures, drapeaux, canons, bagages, officiers et soldats, toute la division ennemie est prise (3). »

(1) Introduction aux Bulletins de la grande armée.
(2) *Ibid.*
(3) Deuxième Bulletin de la grande armée.

N° 756. ENTRÉE DES FRANÇAIS A MUNICH.

8 octobre 1805.

Aquarelle par Siméon Fort.—1836.

Pendant que Napoléon entourait l'armée autrichienne sous les remparts d'Ulm, son avant-garde, composée du premier corps venant de Hanovre et des Bavarois reçus à Wurtzbourg, entrait à Munich.

N° 757. COMBAT D'AICHA PRÈS AUGSBOURG.

8 octobre 1805.

Jollivet —1836.

Aicha est une petite ville à huit lieues et sur la route d'Augsbourg.

Le rapport du maréchal commandant du quatrième corps de la grande armée, sous la date du 16 vendémiaire an XIV (8 octobre 1805), raconte ainsi l'action dont cette ville fut le théâtre : « En avant du village de Walahofen il y a eu une charge de cavalerie dans laquelle le huitième régiment de hussards, deux escadrons du onzième chasseurs, et le vingt-sixième régiment de chasseurs, ainsi qu'un escadron du troisième de dragons, que le général Sébastiani avait amenés, ont été engagés. On a tué une vingtaine de uhlans, blessé un très-grand nombre et fait une douzaine de prisonniers. Le huitième de hussards s'est particulièrement distingué; tous les autres corps ont parfaitement fait, et les généraux Margaron et Sébastiani ont mérité que je les cite à votre majesté.

» A huit heures on se battait encore entre Aicha et Walahofen : en ce moment les divisions qui arrivaient seulement prennent position; l'artillerie n'a pu tirer que quelques coups de canon, n'ayant pu arriver assez à temps pour nuire à l'ennemi.

» Les Autrichiens avaient trois pièces de canon, mais ils n'ont pu s'en servir; en sortant du bois, nous avons trouvé quelques postes d'infanterie. »

N° 758. ATTAQUE DU PONT DE GUNTZBOURG.

9 octobre 1805.

Alaux et Lestang.—1835.

N° 759. ATTAQUE DU PONT DE GUNTZBOURG.

9 octobre 1805.

Aquarelle par Bagetti.

« Le combat de Wertingen a été suivi, à vingt-quatre lieues de distance, du combat de Güntzbourg. Le maréchal Ney a fait marcher son corps d'armée, la division Loyson sur Longenau, et la division Malher sur Güntzbourg. L'ennemi, qui a voulu s'opposer à cette marche, a été culbuté partout. C'est en vain que le prince Ferdinand est accouru en personne pour défendre Güntzbourg. Le général Malher l'a fait attaquer par le cinquante-neuvième régiment ; le combat est devenu opiniâtre, corps à corps. Le colonel Lacuée a été tué à la tête de son régiment, qui, malgré la plus vigoureuse résistance, a emporté le pont de vive force; les pièces de canon qui le défendaient ont été enlevées, et la belle position de Güntzbourg est restée en notre pouvoir. [Les trois attaques de l'ennemi sont devenues inutiles, il s'est retiré avec précipitation ; la réserve du prince Murat arrivait à Burgau et coupait l'ennemi dans la nuit.

» L'ennemi a perdu plus de deux mille cinq cents hommes au combat de Güntzbourg. Nous avons fait douze cents prisonniers et pris six pièces de canon.

» Nous n'avons eu que quatre cents hommes tués ou blessés (1). »

N° 760. PRISE DE GUNTZBOURG.—9 octobre 1805.

Alaux et Lestang.—1835.

Le maréchal Ney, à la tête du sixième corps de l'armée française, a pris possession de la ville de Güntzbourg le 9 octobre 1805.

N° 761. ENTRÉE DE L'ARMÉE FRANÇAISE A AUGSBOURG.—9 octobre 1805.

Aquarelle par Bagetti.

« Ce matin, à la pointe du jour, les deuxième et troisième divisions du corps d'armée se sont mises en mouvement pour se diriger sur Augsbourg en passant par Aicha et Friedberg ; à six heures l'avant-garde est entrée à Aicha (l'ennemi avait évacué cette ville depuis deux heures).

» A midi elle était à Augsbourg, où elle a joint celle de la première division et la division du général Wathier, qui y entraient en même temps (2). »

N° 762. COMBAT DE LANDSBERG.

11 octobre 1805.

Hipp. Bellangé.—1836.

« Le maréchal Soult s'était porté avec son corps d'armée à Landsberg, pour couper une des principales communications de l'ennemi : il y arriva le 19 vendémiaire an XIV (11 octobre), à quatre heures après midi, et y rencontra un régiment de cuirassiers autrichiens, accompagné de six pièces de canon, qui se rendait à Ulm à marches forcées. L'ayant fait aussitôt attaquer par le vingt-sixième régiment de chasseurs, il resta maître du champ de bataille, s'empara de deux pièces de canon, et fit à l'ennemi cent vingt soldats prisonniers, un lieutenant-colonel et deux capitaines (3). »

N° 763. COMBAT D'ALBECK.—11 octobre 1805.

Alaux et Victor Adam.—1836.

La division Dupont, faisant partie du quatrième corps commandé par le maréchal Soult, se dirigea sur Ulm le 1er octobre.

« Elle occupait la position d'Albeck ; l'ennemi fit une sortie du côté d'Ulm et attaqua cette division. Le combat fut des plus opiniâtres ; cernés par vingt-cinq mille hommes, ces six mille braves firent face à tout, et firent quinze cents prisonniers (4). »

(1) Quatrième Bulletin de la grande armée.
(2) Cinquième Bulletin de la grande armée.
(3) Extrait du cinquième Bulletin de la grande armée.
(4) Rapport du 17 vendémiaire an XIV; Augsbourg, 9 octobre 1805.

N° 764. NAPOLÉON
HARANGUE LE DEUXIÈME CORPS DE LA GRANDE ARMÉE SUR LE PONT DU LECH A AUGSBOURG.
12 OCTOBRE 1805.

GAUTHEROT.—1808.

« Napoléon, rapporte l'auteur du Précis des événements militaires, quittait Augsbourg pour se diriger sur Burgau, lorsqu'il rencontra sur le pont du Lech le corps d'armée du général Marmont. Le temps était affreux, la neige tombait à gros flocons, le froid était vif, et les soldats, surchargés, parce qu'ils portaient leurs vivres pour plusieurs jours, marchaient péniblement sur une route dégradée. L'empereur ordonna de faire halte, fit serrer la colonne en masse, et former le cercle autant qu'il fut possible à la portée de la voix : il félicita, remercia ses soldats de leur constance dans les marches pénibles qu'ils venaient de faire; il leur dit quel en était le résultat, expliqua, comme il l'eût fait à ses généraux, la situation de l'ennemi; démontra l'imminence d'une grande bataille, et leur promit une victoire aussi certaine que la confiance qu'il avait en leur valeur et leur dévouement (1). » Cette courte harangue électrisa tous ceux qui l'entendirent.

N° 765. CAPITULATION DE MEMMINGEN.
14 OCTOBRE 1805.

ALAUX et VICTOR ADAM—1835.

N° 766. CAPITULATION DE MEMMINGEN.
14 OCTOBRE 1805.

Aquarelle par SIMÉON FORT.—1835.

N° 767. ENTRÉE DE L'ARMÉE FRANÇAISE A MEMMINGEN.—14 OCTOBRE 1805.

ALAUX ET OSCAR GUÉ—1835.

Le maréchal Soult, avec son corps d'armée, avait traversé la droite de l'armée autrichienne réunie autour d'Ulm, et coupait ses communications avec le Tyrol.

« Il arriva le 21 vendémiaire an XIV (14 octobre 1805) devant Memmingen, cerna sur-le-champ la place, et, après différents pourparlers, le commandant capitula : neuf bataillons, dont deux de grenadiers, faits prisonniers, un général-major, trois colonels, plusieurs officiers supérieurs, dix pièces de canon, beaucoup de bagages et beaucoup de munitions de toute espèce ont été le résultat de cette affaire. Tous les prisonniers ont été au moment même dirigés sur le quartier général.

» Le maréchal Soult prit possession de Memmingen et se mit aussitôt en marche sur Biberach (2). »

N° 768. COMBAT D'ELCHINGEN.—15 OCTOBRE 1805.

ROQUEPLAN.—1837.

N° 769. COMBAT D'ELCHINGEN;
PASSAGE DU DANUBE PAR L'ARMÉE FRANÇAISE.
15 OCTOBRE 1805.

Aquarelle par BAGETTI.

De tous côtés l'armée arrivait à marches forcées devant Ulm : le 13 octobre, « elle était autour de la place à deux lieues de rayon, et partout en présence des postes avancés de l'ennemi, lorsque l'empereur Napoléon donna l'ordre d'attaquer le lendemain sur tous les points. Il alla lui même, le 14 au matin, faire une reconnaissance; il s'avança jusqu'au château d'Adelhausen, à quinze cents toises de la tête de pont. Pendant qu'il observait, de ce point élevé, à l'ouvert du vallon de l'Iller, le mouvement des nombreux tirailleurs français, qui, dans toutes les directions, refoulaient vers la place les avant-postes de l'ennemi, le maréchal Ney attaquait le pont et la position d'Elchingen. Le soixante-neuvième régiment de ligne, qui marchait en tête de la colonne de la division Loyson, força le passage, culbuta un régiment autrichien qui, favorisé par les bois, dans un chemin étroit et sinueux, défendait les accès du pont; les Français ne laissèrent pas le temps de le couper, et le traversèrent au pas de course, pêle-mêle avec les fuyards. Ils se formèrent en bataille au pied de l'escarpement sous le feu plongeant des Autrichiens; la colonne qui remontait la rive gauche se déploya en s'étendant par la droite.

» Toutes les troupes rivalisèrent d'intrépidité : deux charges successives furent repoussées par des feux de bataillon exécutés avec la plus grande fermeté. Enfin, à la troisième attaque, et après trois heures de combat, le général Laudon, voyant sa ligne rompue et débordée, et le poste de l'abbaye emporté, évacua la position d'Elchingen; il se retira et fut poursuivi jusqu'aux retranchements du mont Saint-Michel ou mont Saint-Jean, en avant d'Ulm (1). »

N° 770. CAPITULATION
DE LA DIVISION AUTRICHIENNE DU GÉNÉRAL WERNECK A NORDLINGEN.—18 OCTOBRE 1805.

VICTOR ADAM.—1835.

L'archiduc Ferdinand, qui commandait un corps de l'armée autrichienne sous les ordres du général Mack, voyant que l'attaque de la position d'Elchingen aurait pour résultat de renfermer cette armée dans Ulm, se décida à en sortir à tout risque pandant le combat, et il parvint à gagner la Franconie avec une portion de sa cavalerie. Mais la division commandée par le général Werneck n'eut pas le même bonheur. Napoléon était si loin de s'attendre au mouvement de l'archiduc Ferdinand, « que, pendant qu'il faisait attaquer la position d'Elchingen par le maréchal Ney, il fit donner ordre au général Dupont de déboucher de son camp d'Albeck, et de rejeter dans Ulm ou d'envelopper le corps qui se trouvait devant lui, et qu'il croyait être de deux ou trois bataillons. Cependant les rapports du général Dupont lui donnant quelque inquiétude, il envoya le général Mouton, l'un de ses aides de camp, pour s'assurer de leur exactitude et de la force réelle de l'ennemi sur ce point. Ce général arriva au moment où le combat allait s'engager.

» Le combat commença vivement; il durait depuis une heure, lorsque Napoléon, mieux informé et voyant la division Dupont compromise de nouveau dans un engagement si inégal, envoya le prince Murat avec sa cavalerie et deux divisions d'infanterie pour la soutenir (2). »

Le prince Murat ayant réussi à cerner la division Werneck, ce général avait demandé à capituler. Les lieutenants généraux Werneck, Baillet, Hohenzollern; les généraux Vogel, Mackery, Hohenfeld, Weiber et Dienesberg sont prisonniers sur parole, avec réserve de se rendre chez eux.

(1) T. XIII, p. 68.
(2) Cinquième Bulletin de la grande armée.

(1) *Précis des événements militaires*, par le général Mathieu Dumas, t. XIII, p. 72-74.
(2) *Ibid.*, p. 76.

Les troupes sont prisonnières de guerre et se rendent en France. Plus de deux mille hommes de cavalerie ont mis pied à terre, et une brigade de dragons à pied a été montée avec leurs chevaux (1).»

N° 771. ATTAQUE ET PRISE DU PONT DU VIEUX CHATEAU DE VÉRONE. — 18 OCTOBRE 1805.

ALAUX et LAFAYE.—1835.

Les armées française et autrichienne en Italie, commandées par le maréchal Masséna et l'archiduc Charles, étaient en présence. La ville et le vieux château de Vérone, sur la rive droite de l'Adige, appartenaient aux Français; les faubourgs de la ville et Véronnette sur la rive gauche étaient occupés par les Autrichiens.

Dans la nuit du 17 au 18 octobre, le maréchal Masséna partit seul de son quartier général d'Alpo, et se rendit au château de Vérone.

« A quatre heures du matin le général en chef a fait attaquer le pont du vieux château de Vérone; le mur qui en barrait le milieu a été renversé par l'effet d'un pétard; les deux coupures que les Autrichiens avaient faites ont été rendues praticables à l'aide de planches et de madriers, et vingt-quatre compagnies de voltigeurs se sont élancées de l'autre côté du fleuve, où elles ont été suivies par la première division.

» L'ennemi a vivement défendu le passage; il a été culbuté et chassé de toutes ses positions après un combat qui a duré jusqu'à six heures du soir: il a perdu sept pièces de canon et dix-huit caissons.

» Nous lui avons fait quatorze à quinze cents prisonniers, et tué ou blessé un nombre d'hommes à peu près égal; il n'a péri de notre côté qu'un petit nombre de combattants.

» Nous avons environ trois cents blessés, qui le sont peu dangereusement.

» Il a été construit sur-le-champ une tête de pont au pont du vieux château (2).»

N° 772. REDDITION D'ULM. — 20 OCTOBRE 1805.

THÉVENIN.—1815.

N° 773. REDDITION D'ULM. — 20 OCTOBRE 1805.

BERTHON.—1806.

N° 774. REDDITION D'ULM (ALLÉGORIE.) 20 OCTOBRE 1805.

CALLET.—1812.

L'empereur avait réuni toutes ses forces devant Ulm, et, pendant qu'il faisait intercepter le pont d'Elchingen par le maréchal Ney, et que le général Marmont se portait sur Nordlingen, il complétait l'investissement de la place et donnait des ordres pour l'attaquer.

Le feld-maréchal Mack, n'ayant pu suivre le mouvement du corps d'armée de l'archiduc Ferdinand, se trouvait renfermé dans la place avec une grande partie de l'infanterie et de la cavalerie. « Il avait fait couronner, par des redoutes et des retranchements qui n'étaient point encore achevés, les hauteurs qui, sur la rive gauche, couvrent la ville d'Ulm et la dominent à demi-portée de canon; il occupait en force cette position; elle lui avait servi à protéger la sortie et la retraite du corps du général Werneck et de l'archiduc Ferdinand. Napoléon se hâta de faire attaquer cette position retranchée, et de rejeter dans la place les troupes qui la défendaient.

« La pluie tombait par torrent, et le soldat, animé par l'espoir de joindre l'ennemi, auquel toute retraite était coupée, n'en montrait que plus d'ardeur.

» L'empereur partageait toutes les fatigues et dirigeait lui-même toutes les manœuvres: il chargea son aide de camp, le général Bertrand, d'attaquer le Michelsberg avec trois bataillons: cet ouvrage fut enlevé à la baïonnette, et les troupes qui s'y appuyaient furent promptement rejetées dans le faubourg par les colonnes du maréchal Ney, qui marchaient à hauteur. Napoléon pressait le mouvement et se dirigeait avec son escorte sur le Michelsberg, lorsque l'ennemi, qui se maintenait sur Frauenberg, ayant sa retraite assurée par la porte du Danube, démasqua devant le groupe, à demi-portée, une batterie de cinq pièces, qui prenait en flanc l'attaque du maréchal Ney. Ce fut dans cette circonstance que le maréchal Lannes, ne pouvant dissuader l'empereur de rester en butte aux canonniers autrichiens, saisit la bride de son cheval pour le forcer à s'éloigner.

» Napoléon, arrivé sur le penchant de l'escarpement du Michelsberg, vit à ses pieds la ville d'Ulm, dominée de toutes parts, à demi-portée de canon, par les positions où l'armée française était établie. Satisfait d'y avoir étroitement renfermé le gros de l'armée autrichienne, réduite en huit jours à trente mille combattants, il fit retirer au pied des hauteurs, en deçà du faubourg, les troupes qui s'étaient engagées trop avant: on établit devant lui une batterie d'obusiers dont il fit essayer le tir. Les généraux rectifièrent leurs lignes et leurs communications; les soldats demandaient à grands cris qu'on livrât l'assaut. »

Dans la situation désespérée où se trouvait l'armée des assiégés, il n'y avait plus pour elle d'autre parti à prendre que celui de capituler.

« L'empereur fit sommer le général Mack de lui rendre la place et l'armée prisonnière. Il reçut le prince de Lichtenstein, envoya ensuite à Ulm le maréchal Berthier, major général, pour arrêter la capitulation. Aucune des réserves proposées ne fut acceptée. Napoléon accorda seulement, sans difficulté, la clause que le feld-maréchal considérait comme le dégageant, aux yeux de son souverain, de toute responsabilité, et qu'il rédigea lui-même dans les termes suivants:

« Si, jusqu'au 25 octobre, à minuit inclusivement, des
» troupes autrichiennes ou russes débloquaient la ville, de
» quelque côté ou porte que ce soit, la garnison sortira libre-
» ment avec ses armes, son artillerie et sa cavalerie, pour
» joindre les troupes qui l'auront débloquée. »

Le général Mack, ayant eu connaissance de la capitulation du général Werneck à Nordlingen, ne tarda pas à être convaincu qu'il lui était impossible de recevoir aucun secours, et le 19 octobre il signa une nouvelle convention en vertu de laquelle « les troupes renfermées dans Ulm, au nombre de trente mille hommes, dont deux mille de cavalerie, sortirent avec les honneurs de la guerre. Soixante pièces de canon attelées, et quarante drapeaux, dix-huit généraux à la tête de leurs divisions et brigades défilèrent devant l'armée française en bataille sur les hauteurs de Michelsberg et du Frauenberg. Napoléon, entouré de son état-major et de sa garde, placé devant un feu de bivouac, sur un rocher escarpé du côté de la ville, vit, pendant cinq heures, passer à ses pieds cette belle armée: il fit appeler près de lui tous les généraux autrichiens, et les y retint jusqu'à ce que la colonne eût achevé de défiler, leur témoignant beaucoup d'égards, et conversant alternativement avec eux. Il accueillit parti-

(1) Septième Bulletin de la grande armée.
(2) Premier Bulletin de l'armée d'Italie.

culièrement ceux qu'il avait connus dans les guerres d'Italie, les lieutenants généraux Klenau, Giulay, Gottesheim, l'ami et l'ancien compagnon d'armes du maréchal Ney, les princes de Lichtenstein et plusieurs autres (1). »

N° 775. ENTRÉE DE L'ARMÉE FRANÇAISE A MUNICH. — 24 OCTOBRE 1805.

TAUNAY — 1808.

« Peu de temps après la capitulation d'Ulm, l'empereur apprit l'arrivée de l'armée russe, commandée par le général Kutusow, sur les bords de l'Inn. Le quartier général était alors à Augsbourg (le 22 octobre) ; il n'y resta que deux jours. Le 24 (2 brumaire) Napoléon arriva à Munich à neuf heures du soir : la ville était illuminée (2). »

N° 775 *bis*. PASSAGE DE LA TRANN A LAMBACH. 1er NOVEMBRE 1805.

SIMÉON FORT.

Napoléon presse la marche de l'armée sur Vienne ; le pont de Lambach est brûlé. Davoust le fait raccommoder sous le feu d'une vive fusillade de l'ennemi embusqué sur la rive opposée.

Le général Bisson est grièvement blessé en faisant lancer un bateau dans la rivière.

N° 776. PRISE DE LINTZ. — 3 NOVEMBRE 1805.

ALAUX et GUIAUD. — 1835.

N° 777. ENTRÉE DE L'ARMÉE FRANÇAISE A LINTZ. 3 NOVEMBRE 1805.

ALAUX et GUYON. — 1835.

N° 778. ENTRÉE DE L'ARMÉE FRANÇAISE A LINTZ. 3 NOVEMBRE 1805.

Aquarelle par BAGETTI.

L'empereur n'avait pas tardé à quitter Munich, et les différents corps de la grande armée continuaient leur marche. Le maréchal Lannes s'était emparé de Braunau ; « il avait pris la route de Scharding, et poussé une avant-garde sur Efferding, près de Lintz; il reçut l'ordre d'occuper cette capitale de la haute Autriche, et en prit possession le 3 novembre (3). »

N° 779. COMBAT DE STEYER. — 5 NOVEMBRE 1805.

Aquarelle par SIMÉON FORT. — 1835.

« L'empereur Napoléon, arrivé à Lambach le 4 novembre, alla faire une reconnaissance aux avant-postes, et s'étant assuré que l'ennemi avait, sur les différentes directions, replié tous les siens au delà de l'Ens, il se rendit à Lintz, où son quartier général fut établi et resta depuis le 4 jusqu'au 10 novembre. »

L'armée austro-russe, en se retirant devant l'armée française, avait brûlé ou détruit les ponts de toutes les rivières. Le maréchal Davoust attaqua la ville de Steyer, située au confluent de l'Ens et de la Steyer, et rétablit les ponts sous le feu de l'ennemi.

« Le pont de Steyer servit successivement de passage au corps du général Marmont, qui de Volklabruck était venu à Lambach, et au corps du maréchal Bernadotte, qui avait aussi marché de Salzbourg, par Volklabruck et Lambach, sur Steyer (1). »

N° 780. COMBAT D'AMSTETTEN. 6 NOVEMBRE 1805.

ALAUX et LAFAYE. — 1835.

N° 781. COMBAT D'AMSTETTEN. 6 NOVEMBRE 1805.

Aquarelle par SIMÉON FORT. — 1835.

« Après le passage de l'Ens, le prince Murat poursuivit vivement, avec la cavalerie légère et le corps de grenadiers d'Oudinot, l'arrière-garde qui couvrait la retraite de l'armée russe sur la chaussée de Vienne. C'était ce même corps autrichien de Kienmayer qu'il avait toujours poussé devant lui depuis le passage de l'Inn. Mais, après avoir passé le village de Stremberg, cette arrière-garde se replia sur un gros corps d'infanterie russe en position sur les hauteurs d'Amstetten, sous les ordres du prince Bagration. La position était forte ; la cavalerie russe occupait la route, qui était très-large dans cet endroit, et l'infanterie était à droite et à gauche avantageusement postée dans des bois de sapin. Après quelques charges que la cavalerie russe, bien appuyée sur les flancs, soutint avec fermeté, le prince Murat fit avancer la division de grenadiers ; le général Oudinot forma ses bataillons en colonne, et, malgré le feu meurtrier des Russes, il fit charger sur divers points à la baïonnette, pénétra dans les bois, et déposta cette infanterie, qui se retira en désordre (2). »

N° 782. NAPOLÉON REND HONNEUR AU COURAGE MALHEUREUX. — 6 NOVEMBRE 1805.

DEBRET. — 1806.

Les prisonniers autrichiens, en défilant devant l'empereur, témoignaient un extrême empressement de le voir. Ils se rappelaient qu'un jour, à l'armée d'Italie, dans une circonstance pareille, voyant passer devant lui des chariots remplis d'Autrichiens blessés, il avait ôté son chapeau en disant : « Honneur au courage malheureux (3) ! »

N° 783. LE MARÉCHAL NEY REMET AUX SOLDATS DU SOIXANTE-SEIZIÈME RÉGIMENT DE LIGNE LEURS DRAPEAUX RETROUVÉS DANS L'ARSENAL D'INSPRUCK. — 7 NOVEMBRE 1805.

MEYNIER. — 1808.

On lit dans le vingt-cinquième Bulletin de la grande armée : « Le maréchal Ney avait eu la mission de s'emparer du Ty-

(1) *Précis des événements militaires*, par le général Mathieu Dumas, t. XIII, p. 78-99.
(2) Onzième Bulletin de la grande armée.
(3) *Précis des événements militaires*, par le général Mathieu Dumas, t. XIII, p. 269.

(1) *Précis des événements militaires*, par le général Mathieu Dumas, t. XIII, p. 275-278.
(2) *Ibid.*, p. 301.
(3) *Journal de Paris* du 15 brumaire an XIV.

rol : il s'en est acquitté avec son intelligence et son intrépidité accoutumées.

» Le 7, à cinq heures après midi, il a fait son entrée à Inspruck ; il a trouvé un arsenal rempli d'une artillerie considérable, seize mille fusils et une immense quantité de poudre.

» Mais un trophée plus précieux, ajoute l'auteur du Précis des événements militaires (1), fut la prise que fit un des régiments de son corps d'armée (le soixante-seizième) des drapeaux qu'il avait perdus dans le pays des Grisons, et qui avaient été déposés à l'arsenal d'Inspruck. »

« Lorsque le maréchal Ney les leur a fait rendre avec pompe, des larmes coulaient des yeux de tous les vieux soldats. Les jeunes conscrits étaient fiers d'avoir servi à reprendre ces enseignes enlevées à leurs aînés par les vicissitudes de la guerre. L'empereur a ordonné que cette scène touchante fût consacrée par un tableau. Le soldat français a pour ses drapeaux un sentiment qui tient de la tendresse. Ils sont l'objet de son culte (2). »

N° 784. L'ARMÉE FRANÇAISE
MARCHANT SUR VIENNE TRAVERSE LE DÉFILÉ DE MOLK.
10 NOVEMBRE 1805.

Aquarelle par SIMÉON FORT.—1835.

Après le combat d'Amstetten, l'armée française se dirigea sur Vienne du 7 au 10 novembre ; elle traversa le défilé de Molk ; le corps du maréchal Mortier suivit la rive gauche du Danube ; une flottille entretenait les communications sur les deux rives du fleuve.

N° 785. OCCUPATION DE L'ABBAYE DE MOLK PAR L'ARMÉE FRANÇAISE.—10 NOVEMBRE 1805.

ADOLPHE ROEHN.—1808.

« Les Russes ont depuis accéléré leur retraite ; ils ont en vain coupé les ponts sur l'Ips ; ils ont été promptement rétablis ; le prince Murat est arrivé jusqu'auprès de l'abbaye de Molk. Le 10 novembre il y a établi son quartier général ; ses avant-postes sont à Saint-Hippolyte.

» L'abbaye de Molk, où est logé l'empereur, est une des plus belles de l'Europe. Il n'y a en France ni en Italie aucun couvent ni abbaye qu'on puisse lui comparer. Elle est dans une position forte et domine le Danube. C'était un des principaux postes des Romains, qui s'appelait la maison de Fer, bâtie par l'empereur Commode (3). »

N° 786. COMBAT DE DIERNSTEIN (4).
11 NOVEMBRE 1805.

BEAUME.—1836.

N° 787. COMBAT DE DIERNSTEIN.
11 NOVEMBRE 1805.

Aquarelle par SIMÉON FORT.—1835.

L'armée russe ayant passé le Danube à Krems, le maréchal Mortier se trouva avec la division Gazan entouré par l'armée ennemie et par le corps de Smith.

(1) T. XIII, p. 288.
(2) Vingt-cinquième Bulletin de la grande armée.
(3) Vingtième et vingt et unième Bulletin de la grande armée.
(4) Diernstein, où Richard Cœur-de-Lion avait été captif en 1193.

« Le 11 novembre 1805, à la pointe du jour, le maréchal Mortier, à la tête de six bataillons, s'est porté sur Stein : il croyait y trouver une arrière-garde ; mais toute l'armée russe y était encore, ses bagages n'ayant pas filé ; alors s'est engagé le combat de Diernstein, à jamais mémorable dans les annales militaires. Depuis six heures du matin jusqu'à quatre heures de l'après-midi, ces quatre mille braves firent tête à l'armée russe.

» Maîtres du village de Léoben, ils croyaient la journée finie ; mais l'ennemi, irrité d'avoir perdu dix drapeaux, six pièces de canon, neuf cents hommes faits prisonniers et deux mille hommes tués, avait fait diriger deux colonnes par des gorges difficiles, pour tourner les Français. Aussitôt que le maréchal Mortier s'aperçut de cette manœuvre, il marcha droit aux troupes qui l'avaient tourné, et se fit jour au travers des lignes de l'ennemi, dans l'instant même où le neuvième régiment d'infanterie légère et le trente-deuxième d'infanterie de ligne, ayant chargé un autre corps russe, avaient mis ce corps en déroute, après lui avoir pris deux drapeaux et quatre cents hommes.

» Cette journée a été une journée de massacre. Des monceaux de cadavres couvraient un champ de bataille étroit ; plus de quatre mille Russes ont été tués ou blessés ; treize cents ont été faits prisonniers : parmi ces derniers se trouvent deux colonels.

» De notre côté la perte a été considérable. Le quatrième et le neuvième d'infanterie légère ont le plus souffert. Les colonels des centième et cent troisième ont été légèrement blessés. Le colonel Wattier, du quatrième régiment de dragons, a été tué (1). »

N° 788. PASSAGE DU TAGLIAMENTO.
13 NOVEMBRE 1805.

ALAUX et PHILIPPOTEAUX.—1835.

Dans sa marche de la Piave au Tagliamento, l'armée française ne rencontra que de faibles obstacles.

« C'est au Tagliamento que l'ennemi parut vouloir nous attendre. Il avait réuni sur la rive gauche six régiments de cavalerie et quatre régiments d'infanterie, et sa contenance faisait présumer qu'il défendrait vivement le passage. Le général Espagne, commandant la division des chasseurs à cheval ; les dragons aux ordres du général Mermet, et les cuirassiers aux ordres du général Pully, s'étaient portés sur le fleuve. Tandis que les divisions Duhesme et Seras marchaient sur Saint-Vilto, celles des généraux Molitor et Gardanne se dirigeaient sur Valvasone.

» Le général Espagne avait reçu l'ordre de pousser des reconnaissances : le 21, à six heures du matin, un escadron qu'il avait fait passer fut chargé par un régiment de cavalerie autrichienne. Il soutint l'attaque avec intrépidité, et donna le temps au général Espagne de se porter au-devant de l'ennemi, qui bientôt fut repoussé et mis en fuite. Notre artillerie cependant s'étant mise en position, la canonnade commença d'une rive à l'autre ; elle fut très-vive et se prolongea toute la journée. L'ennemi avait placé trente pièces de canon derrière une digue ; nous n'en avions que dix-huit, et nos artilleurs conservèrent leur supériorité ordinaire. Les divisions d'infanterie arrivèrent vers le soir. Le général en chef, satisfait des avantages qu'il avait obtenus et qui lui en assuraient de nouveaux, ne voulut pas de suite effectuer le passage : il se contenta de faire ses dispositions pour le lendemain, persuadé qu'il pourrait porter des coups plus décisifs. Les divisions étaient

(1) Vingt-deuxième Bulletin de la grande armée.

réunies aux points indiqués, à Saint-Vilto et à Valvasone : c'est sur ces deux points qu'elles devaient passer le fleuve, tourner et couper l'ennemi. Le prince Charles craignit sans doute l'exécution de ce plan ; il ne jugea pas devoir attendre le jour dans sa position, et dès minuit il était en retraite sur le chemin de Palma-Nova. L'armée passa le Tagliamento avec le regret de n'avoir plus d'ennemis à combattre (1). »

N° 789. PASSAGE DU DANUBE PRÈS DE VIENNE.
13 novembre 1805.

Aquarelle par Siméon Fort.—1837.

Le prince Murat, avec la réserve de la cavalerie, le maréchal Lannes, avec son corps d'armée, se portèrent le 13 novembre 1805 au delà du Danube.

N° 790. NAPOLÉON
reçoit les clefs de la ville de Vienne.
13 novembre 1805.

Girodet.—1808.

Napoléon était à Saint-Polten lorsqu'il apprit par un aide de camp du maréchal Mortier les détails de l'affaire de Diernstein. D'après les ouvertures qui lui avaient été faites à Lintz par le comte de Giulay, il espérait terminer promptement la guerre.

Il était à peu de distance de la capitale de l'Autriche lorsqu'il reçut à son quartier général une députation des magistrats de la ville, conduite par le prince de Sinzendorf. Napoléon leur donna l'assurance que les propriétés seraient respectées, et il fut convenu que la garde bourgeoise, qui formait seule la garnison de Vienne, conserverait ses armes et son arsenal particulier, qu'elle continuerait son service, et partagerait les postes intérieurs avec les troupes françaises.

L'empereur fut reçu, à la porte du Danube, par la députation de la ville, composée du prince de Sinzendorf, du prélat de Seidenstetten, du comte de Veterani, du baron de Kees, du bourgmestre, M. de Wohlleben, et du général Bourgeois, du corps du génie.

N° 790 *bis*. ENTRÉE DE L'ARMÉE FRANÇAISE A VIENNE. — 13 novembre 1805.

Alaux et Guiaud.—1835.

L'armée prit ensuite possession de la ville, où l'empereur Napoléon ne s'arrêta que quelques instants : il se rendit, presque aussitôt après son arrivée, au château impérial de Schœnbrünn, où il établit son quartier général.

« Nous avons trouvé dans Vienne plus de deux mille pièces de canon, une salle d'armes garnie de cent mille fusils ; des munitions de toutes espèces ; enfin de quoi former l'équipage de campagne de trois ou quatre armées (2). »

N° 791. COMBAT DE GUNTERSDORF.
16 novembre 1805.

Féron.—1837

« Les bruits d'armistice et de paix que le passage réitéré du comte Giulay avait accrédités à Vienne s'étaient promptement répandus dans les armées : loin de les démentir, chaque parti en tirait avantage suivant sa position. Si les Français obtinrent celui du passage et de la conservation du beau pont de Vienne, une colonne de quatre mille hommes d'infanterie autrichienne et un régiment de cuirassiers détachés de l'armée de Kutusow, et coupant la route de Bohême, avaient traversé les postes français, qui les avaient laissés passer sur le faux bruit d'une suspension d'armes. Ce fut sur la même assurance que le général autrichien de Noslitz, atteint le 15 novembre, entre Hollabrünn et Schœngraben, par l'avant-garde du prince Murat, n'opposa aucune résistance, et fournit à la nombreuse cavalerie française le moyen d'attaquer presque à l'improviste le prince Bagration. Une convention d'armistice avait été signée à la suite de cette journée entre le prince Murat et le général Kutusow. Cette convention devait être soumise à l'empereur Napoléon, et en attendant la notification, l'armée russe et le corps d'armée du prince resteraient dans les mêmes positions qu'ils occupaient : en cas de non acceptation, on devait se prévenir quatre heures avant de rompre l'armistice (1). »

« Mais le prince Murat, instruit que les généraux russes, immédiatement après la signature de la convention, s'étaient mis en marche avec une portion de leur armée sur Znaïm, et que tout indiquait que l'autre partie allait la suivre, leur a fait connaître que l'empereur n'avait pas ratifié la convention, et qu'en conséquence il allait attaquer. En effet, le prince Murat a fait ses dispositions, a marché à l'ennemi et l'a attaqué le 25 brumaire an XIV (16 novembre 1805), à quatre heures après midi ; ce qui a donné lieu au combat de Guntersdorf, dans lequel la partie de l'armée russe qui formait l'arrière-garde a été mise en déroute, a perdu douze pièces de canon, cent voitures de bagages, deux mille prisonniers et deux mille hommes restés sur le champ de bataille. Le maréchal Lannes a fait attaquer l'ennemi de front ; et tandis qu'il le faisait tourner par la gauche par la brigade de grenadiers du général Dupas, le maréchal Soult le faisait tourner par la droite par la brigade du général Levasseur, de la division Legrand, composée du troisième et du dix-huitième régiment de ligne. Le général de division Walther a chargé les Russes avec une brigade de dragons, et a fait trois cents prisonniers.

» La brigade de grenadiers du général Laplanche-Mortier s'est distinguée. Sans la nuit rien n'eût échappé. On s'est battu à l'arme blanche plusieurs fois. Des bataillons de grenadiers russes ont montré de l'intrépidité ; le général Oudinot a été blessé ; ses deux aides de camp, chefs d'escadron, Demangeot et Lamotte, l'ont été à ses côtés (2). »

N° 792. BIVOUAC DE L'ARMÉE FRANÇAISE
la veille au soir de la bataille d'Austerlitz.
1er décembre 1805.

Bacler d'Albe.—1809.

N° 793. BIVOUAC DE L'ARMÉE FRANÇAISE
la veille au soir de la bataille d'Austerlitz.
1er décembre 1805.

Alaux et Brocas (d'après Bacler d'Albe).—1836.

« Après l'affaire de Guntersdorf, le général Kutusow se retira pour opérer sa jonction avec la seconde armée russe, et il était vraisemblable qu'elle s'effectuerait sous la place de

(1) Sixième Bulletin de l'armée d'Italie.
(2) Vingt-troisième Bulletin de la grande armée.

(1) *Précis des événements militaires*, par le général Mathieu Dumas, t. XIV, p. 47.
(2) Vingt-sixième Bulletin de la grande armée.

Brünn, en Moravie, où l'on savait que l'empereur Alexandre, venant de Berlin, devait rencontrer l'empereur d'Autriche.

» Après avoir veillé à la sûreté de Vienne, l'empereur transporta le quartier général à Pohrlitz, où il apprit l'évacuation de la place de Brünn et du fort de Spielberg qui la commande. L'empereur d'Autriche en était parti depuis deux jours avec toute sa cour, pour se retirer à Olmütz. L'empereur Alexandre avait été l'y joindre, après avoir rencontré, à son passage à Brünn, le général Kutusow, qui prit alors le commandement général de l'armée combinée (1). »

Le 20 novembre 1805 Napoléon arriva à Brünn à dix heures du matin.

Deux plénipotentiaires autrichiens ne tardèrent pas à y arriver pour lui proposer un armistice. Mais l'empereur savait qu'on ne voulait que gagner du temps pour attendre l'arrivée de toutes les troupes russes. Il lui fallait une bataille et non des négociations.

Il se rendit le 29 novembre au bivouac, que depuis on appela *la Butte de l'empereur*, « détermina sa ligne de bataille, coupant perpendiculairement la grande route d'Olmütz, la droite au lac de Menitz, la gauche au pied de la masse de montagnes qui séparent le bassin de Schwartza de celui de la March, ayant devant elle et pour appui le Bosenitz-Berg, montagne détachée et escarpée, que Napoléon fit retrancher et armer d'une forte batterie. Cette montagne, qui lui rappelait une position d'Égypte toute semblable, et sur laquelle il avait aussi fait élever des retranchements, s'appelait le Santon, à cause d'un tombeau que les Turcs y avaient autrefois construit (2). »

Le soir de la veille de la bataille, continue le trentième Bulletin de la grande armée, « Napoléon voulut visiter à pied incognito tous les bivouacs; mais à peine eut-il fait quelques pas, qu'il fut reconnu. Il serait impossible de peindre l'enthousiasme des soldats en le voyant. Des fanaux de paille furent mis en un instant au haut de milliers de perches, et quatre-vingt mille hommes se présentèrent au-devant de l'empereur en le saluant par des acclamations, les uns pour fêter l'anniversaire de son couronnement, les autres disant que l'armée donnerait le lendemain son bouquet à l'empereur. Un des plus vieux grenadiers s'approcha de lui et lui dit : « Sire, tu » n'auras pas besoin de t'exposer. Je te promets, au nom des » grenadiers de l'armée, que tu n'auras à combattre que des » yeux, et que nous t'amènerons demain les drapeaux et l'ar- » tillerie de l'armée russe pour célébrer l'anniversaire de ton » couronnement. »

N° 794. NAPOLÉON DONNANT L'ORDRE AVANT LA BATAILLE D'AUSTERLITZ. — 2 DÉCEMBRE 1805.

Carle Vernet. — 1808.

Le jour de la bataille, l'empereur était à cheval avant le jour, entouré de tous ses généraux, Murat, Bernadotte, Soult, Lannes, Davoust, Duroc et Bessières. Napoléon attendait, pour donner ses derniers ordres, que l'horizon fût bien éclairci. Aux premiers rayons du jour, s'apercevant que l'armée combinée quittait les hauteurs de Pratzen, il donna ordre au maréchal Soult de s'en emparer.

(1) *Précis des événements militaires*, par le général Mathieu Dumas, t. XIV, p. 55 et 60.
(2) *Ibid.*, p. 139.

N° 795. BATAILLE D'AUSTERLITZ. 2 DÉCEMBRE 1805.

ATTAQUE DES HAUTEURS DE PRATZEN, A DIX HEURES DU MATIN, PAR LE CENTRE DE L'ARMÉE, COMPOSÉ DU QUATRIÈME CORPS; FORMATION DE LA GAUCHE ET DÉFENSE VERS LA DROITE DU VILLAGE DE SOKOLNITZ.

Aquarelle par Siméon Fort. — 1835.

« Un instant après, la canonnade se fit entendre à l'extrémité de la droite, que l'avant-garde ennemie avait déjà débordée; mais la rencontre imprévue du maréchal Davoust arrêta l'ennemi tout court, et le combat s'engagea.

» Le maréchal Soult s'ébranle au même instant, se dirige sur les hauteurs du village de Pratzen avec les divisions des généraux Vandamme et Saint-Hilaire (1). »

« Après deux heures de combat les alliés perdirent les hauteurs de Pratzen et toute l'artillerie qu'ils y montrèrent. Dès ce moment ils n'eurent plus d'espoir de rétablir la bataille (2). »

N° 796. BATAILLE D'AUSTERLITZ. 2 DÉCEMBRE 1805.

Aquarelle par Siméon Fort. — 1835.

« Le prince Murat s'ébranle avec sa cavalerie. La gauche, commandée par le maréchal Lannes, marche en échelons par régiments, comme à l'exercice. Une canonnade épouvantable s'engage sur toute la ligne; deux cents pièces de canon et près de deux cent mille hommes faisaient un bruit affreux.

« Un bataillon du quatrième de ligne fut chargé par la garde impériale russe à cheval, et culbuté (3). »

N° 797. BATAILLE D'AUSTERLITZ. 2 DÉCEMBRE 1805.

Gérard. — 1808.

« L'empereur Napoléon, qui était à peu de distance sous Blasowitz, en avant de sa réserve, impatiente de combattre, fut bientôt informé de cet événement. Il ordonna sur-le-champ au général Rapp de se mettre à la tête de ses mameluks, de deux escadrons de chasseurs et d'un escadron de grenadiers de sa garde.

» Je fis mon mouvement dans un clin d'œil, dit le général dans ses Mémoires; je partis au galop, et à deux portées de canon j'aperçus le désordre de nos troupes; quelques fuyards me confirmèrent ce qui s'était passé, c'est-à-dire que la cavalerie russe était au milieu de nos carrés, sabrant nos soldats. Nous aperçûmes derrière ce champ de carnage la réserve ennemie, composée de fortes masses d'infanterie et de cavalerie, qui arrivait. Je mis mes troupes en bataille à mi-portée de fusil de l'ennemi, qui, de son côté, quitta notre infanterie sabrée pour se ranger en bataille. Quatre pièces d'artillerie arrivèrent au galop et furent mises en batterie devant moi..... je chargeai de suite l'artillerie russe, qui fut enlevée. La cavalerie de la garde russe nous attendait de pied ferme : nous l'enfonçâmes, elle fut mise en déroute et se sauva en désordre, repassant, ainsi que nous, sur le corps de nos carrés enfoncés. Tous ceux qui n'étaient pas blessés se relevèrent et se rallièrent. Un escadron de grenadiers à cheval vint me renforcer

(1) Trentième Bulletin de la grande armée.
(2) *Précis des événements militaires*, par le général Mathieu Dumas, t. XIV, p. 176.
(3) Trentième Bulletin de la grande armée.

pendant que les réserves arrivaient au secours de la garde russe ; je ralliai mes troupes au moment où les troupes se formaient de nouveau en bataille : j'exécutai une nouvelle charge, et nous enfonçâmes tout ce qui se trouva sur notre passage. Les Russes se battirent avec une valeur digne d'admiration, mais ne purent résister au sang-froid et à l'intrépidité de nos soldats. Nous nous battîmes constamment corps à corps, l'infanterie russe n'osant tirer dans la mêlée : tout à coup la garde russe plia et alla chercher un refuge dans son infanterie, qui avait déposé ses havre-sacs pour mieux se battre. Nous enfonçâmes tout : le carnage devint terrible ; le brave colonel Morland fut tué ; le général Dallemagne, les officiers et les soldats se battirent avec une rare intrépidité ; je reçus un coup de pointe de sabre dans la tête, qui fit tomber mon chapeau sur le champ de bataille ; mon cheval reçut cinq blessures. La défaite de la garde impériale russe eut lieu en présence de l'empereur Alexandre et de l'empereur d'Autriche, qui étaient sur une élévation à peu de distance du champ de carnage. Le prince Repnin, commandant les chevaliers-gardes, fut fait prisonnier (1) ..... »

« Le corps de l'ennemi qui avait été cerné et déposté de toutes ses hauteurs se trouvait dans un bas-fond et acculé à un lac. L'empereur s'y porta avec vingt pièces de canon. Ce corps fut chassé de position en position, et l'on vit un spectacle horrible, tel qu'on l'avait vu à Aboukir, vingt mille hommes se jetant dans l'eau et se noyant dans les lacs.

» Deux colonnes, chacune de quatre mille Russes, mettent bas les armes et se rendent prisonnières ; tout le parc de l'ennemi est pris. Les résultats de cette journée sont quarante drapeaux russes, parmi lesquels sont les étendards de la garde impériale ; un nombre considérable de prisonniers ; l'état-major ne les connaît pas encore tous ; on avait déjà la note de vingt mille ; douze ou quinze généraux, au moins quinze mille Russes tués, restés sur le champ de bataille. Quoiqu'on n'ait pas encore les rapports, on peut, au premier coup d'œil, évaluer notre perte à huit cents hommes tués et quinze à seize cents blessés. Cela n'étonnera pas les militaires qui savent que ce n'est que dans la déroute qu'on perd des hommes, et nul autre corps que le bataillon du quatrième n'a été rompu. Parmi les blessés sont les généraux de division Kellermann et Walther ; les généraux de brigade Valhubert, Thièbaut, Sébastiani, Compans et Rapp, aide de camp de l'empereur ; le général Saint-Hilaire, qui, blessé au commencement de l'action, est resté toute la journée sur le champ de bataille : il s'est couvert de gloire (2). »

N° 798. MORT DU GÉNÉRAL VALHUBERT.
2 DÉCEMBRE 1805.

J. F. P. PEYRON.—1808.

N° 799. MORT DU GÉNÉRAL VALHUBERT.
2 DÉCEMBRE 1805.

ALAUX et BRISSET (d'après PEYRON).—1835.

N° 800. BATAILLE D'AUSTERLITZ. (ALLÉGORIE).
2 DÉCEMBRE 1805.

CALLET.

« Pendant cinq heures de combat de pied ferme, où, la baïonnette croisée, une foule de braves se signalèrent par des actions d'éclat, l'histoire militaire n'en devait laisser aucune en oubli, et les vainqueurs et les vaincus ont droit à cette commémoration ; mais pouvons-nous soutenir l'attention et l'intérêt du lecteur sur l'ensemble de la bataille, si nous nous laissons entraîner à les en distraire à chaque pas par le récit de tant de glorieux faits d'armes ! Que du moins le petit nombre de ceux que nous citons comme de mémorables exemples de vertus guerrières attestent nos regrets de ne pouvoir les mentionner tous dans ce précis. Le général français Valhubert, mortellement blessé, rappela aux grenadiers qui accoururent pour l'enlever l'ordre de l'empereur de ne pas quitter le champ de bataille pour secourir les blessés, et les renvoya à leur poste. Le soir, ayant été transporté à Brunn, il écrivit à l'empereur : « Je » voudrais avoir fait plus pour vous ; dans une heure je ne » serai plus ; je n'ai donc pas besoin de vous recommander » ma femme et mes enfants (1). »

(1) *Mémoires du général Rapp*, t. IV, p. 192-195.
(2) Trentième Bulletin de la grande armée.

N° 801. ENTREVUE DE NAPOLÉON
ET DE FRANÇOIS II APRÈS LA BATAILLE D'AUSTERLITZ.
4 DÉCEMBRE 1805.

GROS.—1812.

Le lendemain de la bataille d'Austerlitz l'empereur d'Autriche envoya le prince Jean de Lichtenstein au quartier général français pour demander un armistice et proposer à l'empereur Napoléon une entrevue où les conditions en seraient réglées. Napoléon accueillit gracieusement le prince de Lichtenstein et accepta l'entrevue, pour le lendemain 4 décembre, avec l'empereur François II. Il fut convenu qu'il se rendrait sur la route d'Austerlitz à Goedin, au point où se trouvaient les avant-postes de l'armée française.

« L'empereur Napoléon s'était rendu à ses avant-postes près de Sarutschitz, et avait fait établir son bivouac auprès d'un moulin, à côté de la grande route ; il y attendit l'empereur d'Autriche, alla au-devant de lui dès qu'il eut mis pied à terre, et l'invitant à s'approcher du feu de son bivouac : « Je vous reçois, lui dit-il, dans le seul palais que » j'habite depuis deux mois. — Vous tirez si bon parti de » cette habitation, qu'elle doit vous plaire, répondit en sou» riant François II (2). »

N° 802. ENTREVUE DE NAPOLÉON
ET DE L'ARCHIDUC CHARLES A STAMERSDORF.
17 DÉCEMBRE 1805.

PONCE CAMUS.—1812.

On lit dans le trente-septième Bulletin de la grande armée : « Le prince Charles a demandé à voir l'empereur. Sa majesté aura demain une entrevue avec ce prince, à la maison de chasse de Stamersdorff, à trois lieues de Vienne. »

Napoléon, voulant laisser à son altesse royale un témoignage de son affection particulière, lui donna son épée.

N° 803. LE PREMIER BATAILLON
DU QUATRIÈME RÉGIMENT DE LIGNE REMET A L'EMPEREUR DEUX ÉTENDARDS PRIS SUR L'ENNEMI A LA BATAILLE D'AUSTERLITZ.—24 DÉCEMBRE 1805.

GRENIER.

Après la bataille d'Austerlitz et pendant les négociations, Napoléon, étant revenu à son quartier général de Schœn-

(1) *Précis des événements militaires*, par le général Mathieu Dumas, t. XIV, p. 288.
(2) *Ibid.*, p. 214.

brünn, passa successivement la revue des différents corps de la grande armée.

« Mardi 3 nivôse (24 décembre 1805), rapporte le trente-sixième Bulletin de la grande armée, sa majesté a passé la revue de la division Vandamme. L'empereur a chargé le maréchal Soult de faire connaître qu'il a été satisfait de cette division, et de revoir, après la bataille d'Austerlitz, en si bon état et si nombreux les bataillons qui ont acquis tant de gloire et qui ont tant contribué au succès de cette journée.

« Arrivé au premier bataillon du quatrième régiment de ligne, qui avait été entamé à la bataille d'Austerlitz et y avait perdu son aigle, l'empereur lui dit : « Soldats, qu'avez-» vous fait de l'aigle que je vous ait donnée? Vous aviez » juré qu'elle vous servirait de point de ralliement et que » vous la défendriez au péril de votre vie : comment avez-» vous tenu votre promesse! » Le major a répondu que le porte-drapeau ayant été tué dans une charge au moment de la plus forte mêlée, personne ne s'en était aperçu au milieu de la fumée; que cependant la division avait fait un mouvement à droite; que le bataillon avait appuyé ce mouvement, et que ce n'était que longtemps après que l'on s'était aperçu de la perte de son aigle; que la preuve qu'il avait été réuni et qu'il n'avait point été rompu, c'est qu'un moment après il avait culbuté deux bataillons russes et pris deux drapeaux dont il faisait hommage à l'empereur, espérant que cela leur mériterait qu'il leur rendît une autre aigle. L'empereur a été un peu incertain, puis il a dit : « Officiers et soldats, jurez-» vous qu'aucun de vous ne s'est aperçu de la perte de son » aigle, et que si vous vous en étiez aperçus vous vous seriez » précipités pour la reprendre, ou vous auriez péri sur le » champ de bataille; car un soldat qui a perdu son drapeau » a tout perdu? » Au même moment mille bras se sont élevés : « Nous le jurons, et nous jurons aussi de défendre l'aigle » que vous nous donnerez avec la même intrépidité que nous » avons mise à prendre les deux drapeaux que nous vous » présentons. — En ce cas, a dit en souriant l'empereur, je » vous rendrai donc votre aigle. »

N° 804. LE SÉNAT

REÇOIT LES DRAPEAUX PRIS DANS LA CAMPAGNE D'AUTRICHE. — 1er JANVIER 1806.

Regnault. — 1808.

« Aujourd'hui à midi, rapporte le Moniteur du 2 janvier 1806, le tribunat est sorti en corps de son palais pour porter les cinquante-quatre drapeaux qu'il a été chargé de remettre au sénat de la part de sa majesté l'empereur et roi. La marche était ouverte dans l'ordre suivant :

» Un groupe de trompettes, un escadron de chasseurs à cheval;

» Un escadron de dragons à cheval;

» Un groupe de musiciens à cheval;

» L'état-major de la place de Paris, un peloton d'officiers de toutes armes, à cheval, portant les drapeaux pris sur l'ennemi : ce peloton était entouré de militaires à cheval;

» Les huissiers du tribunat, les messagers du tribunat, M. le président du tribunat, les voitures de messieurs les tribuns;

» Le corps du tribunat était escorté par cent hommes à cheval; un corps de gendarmerie à cheval fermait la marche. Des décharges d'artillerie ont annoncé le moment de son départ, d'autres décharges ont annoncé le moment de son arrivée au palais du sénat.

» Le sénat, voulant témoigner sa reconnaissance à sa majesté l'empereur et roi, pour le gage précieux qu'il reçoit de la bienveillance de sa majesté, dans les drapeaux dont elle lui a fait don;

» Décrète ce qui suit (1) :

» Art. 1. La lettre de sa majesté l'empereur et roi, datée d'Elchingen, le 26 vendémiaire an XIV, et par laquelle sa majesté fait don au sénat de quarante drapeaux conquis par son armée, sera gravée sur des tables de marbre qui seront placées dans la salle des séances du sénat.

» Art. 2. A la suite de cette lettre sera pareillement gravé ce qui suit :

» Les quarante drapeaux et les quatorze autres ajoutés » aux premiers par sa majesté ont été apportés au sénat par » le tribunat en corps et déposés dans cette salle le mercredi » 1er janvier 1806. Le prince archichancelier de l'empire » présidait la séance, et parmi les membres présents on » distinguait Monge, Berthollet, Laplace, Vien, etc. »

N° 805. MARIAGE

DU PRINCE EUGÈNE DE BEAUHARNAIS ET DE LA PRINCESSE AMÉLIE DE BAVIÈRE, A MUNICH. — 14 JANVIER 1806.

Ménageot. — 1807.

« Le Moniteur du 22 janvier 1806 rapporte que l'empereur Napoléon et le roi de Bavière, ayant arrêté entre eux le mariage du prince Eugène, vice roi d'Italie, et de la princesse royale Auguste-Amélie de Bavière, les cérémonies du mariage eurent lieu à Munich les 13 et 14 janvier 1806, en présence de l'empereur et de l'impératrice.

» Le 13, à une heure après midi, les deux familles impériale et royale se sont rendues en cortége dans la grande galerie du palais, disposée à cet effet. Leurs majestés impériales et royales étaient entourées de leur cour; la nef de la galerie qui se prolongeait en face des trônes était occupée par toutes les personnes de distinction qui se trouvaient à Munich, et parmi lesquelles un grand nombre était venu, tant des états de S. M. le roi de Bavière que des états voisins.

» Leurs majestés ayant pris place, le ministre secrétaire d'état de l'empire à fait la lecture du contrat de mariage, qui a ensuite été signé suivant les formes qui avaient été précédemment réglées. Le ministre secrétaire d'état a présenté la plume à S. M. l'empereur et à S. M. l'impératrice. Il a remis ensuite le contrat de mariage au ministre secrétaire d'état des affaires étrangères du roi de Bavière, qui, après l'avoir présenté à LL. MM. le roi et la reine de Bavière, le lui a rendu.

» Ce contrat ayant été présenté successivement et dans les mêmes formes au prince Eugène, à la princesse Auguste, au prince royal de Bavière et à S. A. S. le prince Murat, grand amiral, a ensuite été signé par MM. Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord, ministre des relations extérieures; Michel Duroc, grand maréchal du palais; Armand-Augustin-Louis de Caulaincourt, grand écuyer; Jean-Baptiste Bessières, maréchal de l'empire, colonel général de la garde; Louis-Auguste-Juvénal d'Harville, sénateur, premier écuyer de S. M. l'impératrice, témoins du prince Eugène; par MM. le comte Théodore Tapor de Mourwiski, ministre d'état; le comte Antoine de Forring Seefeld, grand maître; le baron Maximilien de Rechberg, grand chambellan; le baron Louis de Gohren, grand maréchal, et le baron Charles de Kesling, grand écuyer, témoins de la princesse Auguste. Le contrat a alors été contre-signé par le ministre

(1) *Moniteur* du 4 janvier.

secrétaire d'état de l'empire et par le ministre secrétaire d'état des affaires étrangères de Bavière. Ce dernier l'a ensuite remis au ministre secrétaire d'état de l'empire. Cet acte sera déposé dans les archives impériales.

« La cérémonie de la signature étant ainsi terminée, le prince Eugène et la princesse Auguste-Amélie de Bavière se sont placés devant le trône, et le ministre secrétaire d'état de l'empire, en conséquence de l'autorisation expresse qu'il en avait reçue par le décret impérial du même jour, et remplaçant S. A. S. le prince archichancelier de l'empire, Cambacérès, a procédé à l'acte civil du mariage. Après avoir fait aux illustres époux les demandes prescrites par la loi, il a prononcé les paroles ci-après : « S. M. l'empereur et roi, » entendant que les formalités observées ci-dessus satisfassent pleinement à ce qu'exigent les lois de l'empire pour » consacrer l'état civil des illustres conjoints, et pour les » autoriser en conséquence à appeler sur leur union les béné» dictions de notre sainte mère l'Église catholique, apostolique » et romaine; en vertu de l'autorisation expresse que nous » en avons reçue de sa majesté, nous déclarons, au nom » de la loi, LL. AA. I. et R. le prince Eugène et la prin» cesse Auguste-Amélie de Bavière unis par les liens du » mariage. »

» L'acte civil a ensuite été présenté par le ministre secrétaire d'état à la signature des illustres époux et de leurs augustes familles. Les témoins qui avaient eu l'honneur de signer le contrat ont signé cet acte, qui l'a été ensuite par le ministre secrétaire d'état, en présence de leurs majestés.

» S. A. S. l'archichancelier de l'empire germanique, primat d'Allemagne, est entré alors avec son clergé, et a occupé un fauteuil placé en face des trônes. Le prince Eugène et la princesse Auguste se sont présentés devant lui, et S. A. S. E. l'archevêque primat a procédé à la bénédiction des anneaux et à la cérémonie des fiançailles.

» La cérémonie du mariage devant l'église fut célébrée le lendemain par le prince primat (1). »

N° 806. COMBAT DE LA FRÉGATE FRANÇAISE LA CANONNIÈRE CONTRE LE VAISSEAU ANGLAIS LE TREMENDOUS.—21 AVRIL 1806.

GILBERT —1835.

Le 21 avril 1806, à six heures et demie du matin, la frégate de quarante canons *la Canonnière*, commandée par le capitaine de vaisseau César Bourayne, en croisière sur la côte sud-est de l'Afrique, aperçut treize voiles, sur lesquelles elle se dirigea pour les reconnaître. Le capitaine Bourayne, après s'être assuré que deux de ces bâtiments appartenaient à la compagnie des Indes, et formaient un convoi escorté par un vaisseau de ligne, *le Tremendous*, de soixante et quatorze canons, capitaine John Osborn, jugea prudent de se retirer devant des forces aussi supérieures. Mais *le Tremendous*, après avoir fait à *la Canonnière* des signaux auxquels elle ne put pas répondre, prit chasse sur elle, la joignit vers quatre heures du soir, et la força à accepter le combat. Malgré l'énorme disproportion de forces entre les deux adversaires, l'action dura une heure et demie. L'équipage de la frégate y déploya une ardeur et un courage extraordinaires. Le vaisseau anglais fut tellement maltraité, qu'il lui fut impossible de poursuivre la frégate, qui, heureuse de n'avoir pas succombé, s'éloigna du champ de bataille.

(1) *Moniteur* du 22 janvier 1806.

N° 806 *bis*. LE CONTRE-AMIRAL WILLAUMEZ, A BORD DU VAISSEAU LE FOUDROYANT,

AYANT PERDU SES MATS, SON GOUVERNAIL, ETC., ATTAQUÉ PAR UN VAISSEAU ANGLAIS, RELACHE A LA HAVANE.—14 SEPTEMBRE 1806.

GUDIN.

Le contre-amiral Willaumez croisait à la hauteur des débouquements de Bahama, lorsque son escadre fut surprise dans cette disposition par une affreuse tempête qui s'éleva dans la nuit du 19 au 20 août. Au milieu de cette tourmente, telle que l'amiral lui-même dit n'en avoir jamais vu de semblable, les vaisseaux furent dispersés et coururent les plus grands dangers. Presque tous démâtèrent complétement et perdirent leur gouvernail. *Le Foudroyant* et *l'Impétueux* éprouvèrent à la fois ce double accident. Ces deux vaisseaux, sans aucun moyen de se diriger et poussés en travers par le vent et la mer, demeurèrent trois jours à la vue l'un de l'autre, sans pouvoir communiquer même au porte-voix. Enfin *le Foudroyant* parvint à fabriquer une espèce de gouvernail et à établir des mâteraux à la place des mâts qu'il avait perdus. Dans ce déplorable état, Willaumez se dirigea vers la Havane. Dans les environs de ce port, *le Foudroyant* fut attaqué par une division anglaise à la tête de laquelle se trouvait le vaisseau rasé *l'Anson*. Malgré la difficulté qu'éprouvait le vaisseau français pour manœuvrer, en moins d'une demi-heure il mit son ennemi en fuite, et bientôt après entra dans le port.

N° 807. ENTREVUE DE NAPOLÉON

ET DU PRINCE PRIMAT A ASCHAFFENBOURG. 2 OCTOBRE 1806.

CONSTANT BOURGEOIS.—1812.

« Leurs majestés impériales et royales sont parties de Saint-Cloud dans la nuit du mercredi au jeudi. On croit que S. M. l'empereur se dirige sur Mayence.

Mayence, 2 octobre.

« S. M. l'empereur et roi, arrivé ici le 28 septembre, en est parti hier, à neuf heures du soir, pour Wurtzbourg (1). »

L'empereur est passé par Aschaffenbourg, où il a été reçu par le prince primat.

N° 808. ENTREVUE DE NAPOLÉON

ET DU GRAND-DUC DANS LES JARDINS DU PALAIS A WURTZBOURG.

HIPP. LECOMTE.—1812.

A son arrivée à Wurtzbourg, Napoléon a été également reçu par le grand-duc; il a eu avec lui une entrevue dans le jardin du palais.

N° 809. COMBAT DE SAALFELD.—10 OCTOBRE 1806.

DESMOULINS.—1837.

N° 810. COMBAT DE SAALFELD.—10 OCTOBRE 1806.

Aquarelle par SIMÉON FORT.—1835.

Napoléon quitta Wurtzbourg le 6 octobre pour se rendre

(1) Bulletin de la grande armée et Moniteur.

à Bamberg. Le 7 il écrivit de son quartier général la lettre suivante au sénat :

« Sénateurs,

» Nous avons quitté notre capitale pour nous rendre au » milieu de notre armée d'Allemagne, dès l'instant que nous » avons su avec certitude qu'elle était menacée sur ses flancs » par des mouvements inopinés. A peine arrivé sur les fron- » tières de nos états, nous avons eu lieu de reconnaître com- » bien notre présence y était nécessaire, et de nous applaudir » des mesures défensives que nous avions prises avant de quit- » ter le centre de notre empire. Déjà les armées prussiennes, » portées au grand complet de guerre, s'étaient ébranlées de » toutes parts ; elles avaient dépassé leurs frontières : la Saxe » était envahie, et le sage prince qui la gouverne était forcé » d'agir, contre sa volonté, contre l'intérêt de nos troupes. » Les armées prussiennes étaient arrivées devant les canton- » nements de nos troupes.

» Notre premier devoir a été de passer le Rhin nous-même, » de former nos camps et de faire entendre le cri de guerre.

» Aucun sacrifice personnel ne nous sera pénible, aucun » danger ne nous arrêtera, toutes les fois qu'il s'agira d'assu- » rer les droits, l'honneur et la prospérité de nos peuples. »

En même temps qu'il écrivait ces lignes, Napoléon mettait en mouvement la grande armée.

« L'armée, dit le premier Bulletin de la campagne de Prusse et de Pologne, doit se mettre en marche par trois débouchés.

» La droite, composée des corps des maréchaux Soult et Ney, et d'une division de Bavarois, part d'Arberg et de Nuremberg, se réunit à Bayreuth, et doit se porter sur Hoff, où elle arrivera le 9.

» Le centre, composé de la réserve du grand-duc de Berg, du corps du maréchal prince de Ponte-Corvo et du maréchal Davoust, et de la garde impériale, débouchera par Bamberg sur Cronach, arrivera le 8 à Saalbourg, et de là se portera par Saalbourg et Schleitz sur Géra.

» La gauche, composée des corps des maréchaux Lannes et Augereau, doit se porter de Schwenfurth sur Cobourg, Graffental et Saalfeld.

» Le 10 octobre le corps du maréchal Lannes était à Saalfeld, où il attaqua l'avant-garde du prince de Hohenlohe, commandée par le prince Louis de Prusse. La canonnade n'a duré que deux heures ; la moitié de la division Suchet a donné. La cavalerie prussienne a été repoussée par les neuvième et dixième régiments de hussards. On a fait mille prisonniers ; six cents hommes sont restés sur le champ de bataille ; trente pièces de canon sont tombées au pouvoir de l'armée (1). »

Le prince Louis de Prusse, au milieu de la mêlée, cherchait à rallier ses soldats. Près de tomber dans les mains des troupes françaises, « il s'aperçut que ses décorations et le plumet très-élevé qu'il portait à son chapeau le faisaient remarquer et poursuivre personnellement : il couvrit ses ordres avec son chapeau, et voulut sortir de la mêlée en franchissant une haie ; son cheval s'entrava, il fut atteint d'un coup de sabre sur la tête ; le maréchal des logis Guindet (2) qui le joignit, combattant corps à corps, et le reconnaissant à ses décorations, le somma plusieurs fois et inutilement de se rendre ; le prince, s'obstinant à combattre avec son épée, et forçant le maréchal de logis à défendre sa vie, reçut dans la poitrine un coup mortel : il tomba en brave sur le champ de bataille, dans les bras de ses aides de camp, qui accouraient à son secours, et ne purent enlever son corps aux Français. Ainsi

(1) Deuxième Bulletin.
(2) Guindet a été tué depuis à la bataille de Hanau.

périt glorieusement, victime de sa témérité, ce prince, l'espoir et l'idole de l'armée prussienne (1). »

N° 811. BATAILLE D'IÉNA.—14 octobre 1806, midi.

Aquarelle par Siméon Fort.—1835.

Voici, d'après le cinquième Bulletin de la grande armée, quelle était la position des Français dans la journée du 13 octobre. « Le grand-duc de Berg et le maréchal Davoust, avec leurs corps d'armée, étaient à Naumbourg, ayant des partis sur Leipsick et Halle.

» Le corps du maréchal prince de Ponte-Corvo était en marche pour se rendre à Dornbourg ; le corps du maréchal Lannes arrivait à Iéna ; le corps du maréchal Augereau était en position à Kala.

» Le corps du maréchal Ney était à Roda ; le quartier général à Géra.

» L'empereur, en marche pour se rendre à Iéna.

» Le corps du maréchal Soult, de Géra, était en marche pour prendre une position plus rapprochée, à l'embranchement des routes de Naumbourg et d'Iéna. »

Le quartier général de l'empereur fut successivement transporté de Bamberg à Auma, et de Auma à Géra.

Voici, d'un autre côté, quels avaient été les mouvements de l'armée prussienne : « Le roi de Prusse voulant commencer les hostilités au 9 octobre, en débouchant sur Francfort par sa droite, sur Wurtzbourg par son centre, et sur Bamberg par sa gauche, toutes les divisions de son armée étaient disposées pour exécuter ce plan ; mais l'armée française, tournant sur l'extrémité de sa gauche, se trouva en peu de jours à Saalbourg, à Lobenstein, à Schleitz, à Géra, à Naumbourg. L'armée prussienne, tournée, employa les journées des 9, 10, 11 et 12, à rappeler tous ses détachements, et le 13 elle se présenta en bataille entre Capeldorf et Auerstaëdt, forte de près de cent cinquante mille hommes.

« Le 13, à deux heures après midi, l'empereur arriva à Iéna ; et sur un petit plateau qu'occupait notre avant-garde il aperçut les dispositions de l'ennemi, qui paraissait manœuvrer pour attaquer le lendemain, et forcer les divers débouchés de la Saale (2). »

« Vers les quatre heures du matin, l'empereur fit appeler à son bivouac le maréchal Lannes, lui donna ses dernières instructions et ordonna de prendre les armes ; il se rendit aussitôt devant le front des régiments, et leur dit : « Soldats, l'armée prussienne est coupée comme celle » de Mack l'était à Ulm il y a aujourd'hui un an. Cette » armée ne combat plus que pour se faire jour et pour re- » gagner ses communications. Le corps qui se laisserait per- » cer se déshonorerait. Ne redoutez pas cette célèbre ca- » valerie ; opposez-lui des carrés fermés à la baïonnette. »

Cette courte harangue électrisa les troupes : on se battit toute la journée ; à une heure l'affaire était générale sur toute la ligne ; à la fin du jour l'empereur écrivait : « La » bataille d'Iéna a lavé l'affront de Rosbach (3). »

N° 812. BATAILLE D'IÉNA. — 14 octobre 1806.

H. Vernet.—1836.

« Le Bulletin rapporte qu'au fort de la mêlée l'empereur, voyant ses ailes menacées par la cavalerie, se portait au

(1) *Précis des événements militaires*, par le général Mathieu Dumas, t. XVI, p. 54.
(2) Cinquième Bulletin de la grande armée.
(3) *Ibid.*

galop pour ordonner des manœuvres et des changements de front en carrés : il était interrompu à chaque instant par des cris de *vive l'empereur!* La garde impériale à pied voyait avec un dépit qu'elle ne pouvait dissimuler tout le monde aux mains et elle dans l'inaction. Plusieurs voix firent entendre les mots, *en avant!* « Qu'est-ce? dit l'empe» reur ; ce ne peut être qu'un jeune homme qui n'a pas de » barbe, qui peut vouloir préjuger ce que je dois faire; qu'il at» tende qu'il ait commandé dans trente batailles rangées avant « de prétendre me donner des avis.» C'étaient effectivement des vélites, dont le jeune courage était impatient de se signaler. »

N° 813. REDDITION D'ERFURT.—16 octobre 1806.

Aquarelle par Siméon Fort.—1837.

« Le grand-duc de Berg a cerné Erfurt le 15 dans la matinée. Le 16 la place a capitulé. Par ce moyen quatorze mille hommes, dont huit mille blessés et six mille bien portants, sont devenus prisonniers de guerre (1).

» L'empereur a nommé le général Clarke gouverneur de la ville et citadelle d'Erfurt et du pays environnant. La citadelle d'Erfurt est un bel octogone bastionné avec casemates, et bien armé (2). »

N° 814. LA COLONNE DE ROSBACH RENVERSÉE PAR L'ARMÉE FRANÇAISE.—18 octobre 1806.

VaffLard.—1810.

N° 815. LA COLONNE DE ROSBACH RENVERSÉE PAR L'ARMÉE FRANÇAISE.—18 octobre 1806.

Alaux et Bailly (d'après Vafflard).—1835.

Le onzième Bulletin de la grande armée, daté de Mersebourg du 19 octobre 1806, rapporte : « L'empereur a traversé le champ de bataille de Rosbach; il a ordonné que la colonne qui y avait été élevée fût transportée à Paris. »

N° 816. ENTRÉE DE L'ARMÉE FRANÇAISE A LEIPSICK.—18 octobre 1806.

Aquarelle par Siméon Fort.—1837.

Quatre jours après la bataille d'Iéna le maréchal Davoust, marchant sur Berlin à la tête du troisième corps de la grande armée, entra dans Leipsick.

N° 817. NAPOLÉON AU TOMBEAU DU GRAND FRÉDÉRIC.—25 octobre 1806.

Ponce Camus.—1808.

N° 818. NAPOLÉON AU TOMBEAU DU GRAND FRÉDÉRIC. — 25 octobre 1806.

Alaux et Bailly (d'après Ponce Camus).—1838.

L'empereur fut curieux de voir le tombeau du grand Frédéric. Les restes de cet illustre monarque sont renfermés dans un cercueil de bois recouvert en cuivre, et déposés dans un des caveaux de Postdam.

(1) Septième Bulletin de la grande armée.
(2) Neuvième Bulletin de la grande armée.

N° 819. ENTRÉE DE L'ARMÉE FRANÇAISE A BERLIN. — 27 octobre 1806.

Meynier.—1810.

De Postdam, Napoléon se dirigea sur Charlottembourg, où il séjourna le 26 octobre.

Il visita en passant la forteresse de Spandau, et « le 27 octobre il fit une entrée solennelle à Berlin. Il était environné du prince de Neuchâtel, des maréchaux Davoust et Augereau, de son grand maréchal du palais, de son grand écuyer et de ses aides de camp. Le maréchal Lefebvre ouvrait la marche à la tête de la garde impériale à pied ; les cuirassiers de la division Nansouty étaient en bataille sur le chemin. L'empereur marchait entre les grenadiers et les chasseurs à cheval de sa garde. Il est descendu au palais à trois heures après midi. Il a été reçu par le grand maréchal du palais Duroc. Une foule immense était accourue sur son passage. L'avenue de Charlottembourg à Berlin est très-belle ; l'entrée par cette porte est magnifique. La journée était superbe. Tout le corps de la ville, présenté par le général Hullin, commandant de la place, est venu à la porte offrir les clefs de la ville à l'empereur. Ce corps s'est rendu ensuite chez sa majesté ; le général prince d'Hatzfeld était à la tête.

« L'empereur a ordonné que les deux mille bourgeois les plus riches se réunissent à l'hôtel de ville pour nommer soixante d'entre eux qui formeront le corps municipal. Les vingt cantons fourniront une garde de soixante hommes chacun, ce qui fera douze cents des plus riches bourgeois pour garder la ville et en faire la police (1). »

N° 820. NAPOLÉON ACCORDE A LA PRINCESSE D'HATZFELD LA GRACE DE SON MARI. — 28 octobre 1806.

De Boisfremont.—1810.

Le prince d'Hatzfeld avait été chargé par Napoléon du gouvernement civil de Berlin. Des lettres interceptées aux avant-postes firent connaître qu'il instruisait le prince Hohenlohe des mouvements des Français. En conséquence il fut arrêté et allait être traduit devant une commission militaire, quand la princesse d'Hatzfeld vint se jeter aux pieds de l'empereur, protestant de l'innocence de son mari, dont elle était elle-même persuadée.

« Vous connaissez l'écriture de votre mari, lui dit l'em» pereur ; je vais vous faire juge; » et il lui remit la lettre interceptée. La princesse, grosse de plus de huit mois, pâlissait à chaque mot qui lui découvrait la trahison de son mari, et elle était au moment de s'évanouir. L'empereur fut touché de son état. « Eh bien ! lui dit-il, vous tenez cette lettre, jetez» la au feu ; cette pièce anéantie, je ne pourrai plus faire » condamner votre mari (2). »

N° 821. CAPITULATION DE PRENTZLOW. 28 octobre 1806.

Aquarelle par Siméon Fort.—1837.

« Il n'y a rien de fait tant qu'il reste à faire, » écrivait, le 29 octobre 1806, Napoléon au grand-duc de Berg, en le félicitant sur l'affaire de Prentzlow.

» Le grand-duc de Berg, qui avait marché pendant toute la nuit du 27 octobre avec les divisions de dragons Grouchy

(1) Vingt et unième Bulletin de la grande armée.
(2) Extrait du vingt-deuxième Bulletin de la grande armée.

et Beaumont, précédées et éclairées par la cavalerie légère du général Lasalle, arrivé à huit heures du matin devant Prentzlow, en couronna les hauteurs ; et, à la faveur du brouillard, les premiers hussards de son avant-garde ayant pénétré sans obstacle dans les faubourgs de la ville.....

» Le grand-duc de Berg ordonna au général Lasalle de pénétrer dans les faubourgs et de charger tout ce qui se trouverait devant lui ; il le fit soutenir par les généraux Grouchy et Beaumont, et fit avancer une batterie d'artillerie à cheval. Cette batterie, avantageusement placée, foudroyait l'avant-garde prussienne qui protégeait le mouvement de la colonne d'infanterie : en même temps trois régiments de dragons traversèrent la rivière à Golnitz, pour attaquer par le flanc, tandis qu'une autre brigade tournait la ville.

» Les Prussiens firent aussi de leur côté avancer une batterie sous la protection de quelques escadrons et d'un bataillon de grenadiers, pour répondre au feu des Français, et la canonnade s'engagea vivement pendant que l'infanterie continuait sa marche à travers la ville. Mais l'attaque du flanc, conduite par le général Grouchy, ayant complétement réussi, la batterie prussienne fut enlevée ; les trois escadrons du régiment de Prittwitz, après une courte et honorable résistance, furent chargés, rompus, poursuivis dans les faubourgs, et jetés pêle-mêle sur un régiment d'infanterie qui, coupé de la colonne, fut mis en désordre, et forcé de mettre bas les armes.

» La position était tournée et de tous côtés les troupes prussiennes furent repoussées.

» Le grand-duc de Berg fit alors sommer le général prussien qui y commandait, de se rendre.

» Seize mille hommes d'infanterie et soixante-quatre pièces d'artillerie sont tombés en notre pouvoir (1). »

N° 822. REDDITION DE STETTIN.
29 octobre 1806.

Aquarelle par Siméon Fort.—1836.

« Après l'occupation de Prentzlow, le grand-duc de Berg avait immédiatement dirigé le général Lasalle sur Stettin avec la division d'avant-garde; il somma la place et le fort de Preussen le 29 octobre 1806. Le refus du gouverneur (le lieutenant général baron de Romberg) fut suivi de la demande d'une capitulation en vertu de laquelle la garnison, qui était forte de six mille hommes, sortirait de la place avec armes et bagages, pour se rendre, soit dans la Prusse orientale et septentrionale, soit en Silésie. Le général Lasalle rejeta ces propositions. Pendant la conférence, le général Belliard, envoyé par le grand-duc, vint annoncer son arrivée et celle du maréchal Lannes; il appuya par la menace d'un bombardement la seconde sommation; il offrit à la garnison les mêmes conditions qu'avait acceptées le prince Hohenlohe, et l'on exigea que tout ce qui se trouvait dans la place, appartenant au roi de Prusse, fût remis aux armes françaises. La capitulation fut signée le soir même, et le lendemain la porte de Berlin, le fort de Preussen et le pont de l'Oder furent occupés par les troupes du général Lasalle (2). »

N° 823. ENTRÉE DE L'ARMÉE FRANÇAISE A POSEN.
4 novembre 1806.

Aquarelle par Siméon Fort.—1836.

« Le général Excelmans, commandant le premier régiment de chasseurs du maréchal Davoust, est entré à Posen, capitale de la grande Pologne. Il a été reçu avec un enthousiasme difficile à peindre; la ville était remplie de monde, les fenêtres parées comme un jour de fête; à peine la cavalerie pouvait-elle se faire jour pour traverser les rues (1). »

(1) Vingt-deuxième Bulletin de la grande armée.
(2) *Précis des événements militaires*, par le général Mathieu Dumas, t. XVI, p. 300.

N° 824. CAPITULATION DE MAGDEBOURG.
8 novembre 1806.

Vauchelet.—1837.

N° 825. CAPITULATION DE MAGDEBOURG.
8 novembre 1806.

Aquarelle par Siméon Fort.—1836.

La ville de Magdebourg avait été investie le 22 octobre. « Le maréchal Ney, chargé du siége de cette place, a fait bombarder la ville; plusieurs maisons ont été brûlées... Le commandant a demandé à capituler.

» La garnison de Magdebourg a défilé le 11, à neuf heures du matin, devant le corps d'armée du maréchal Ney. Nous avons vingt généraux, huit cents officiers, vingt-deux mille prisonniers, parmi lesquels deux mille artilleurs, cinquante-quatre drapeaux, cinq étendards, huit cents pièces de canon, un million de poudre, un grand équipage de pont et un matériel immense (2). »

N° 826. NAPOLÉON
REÇOIT AU PALAIS ROYAL DE BERLIN LES DÉPUTÉS DU SÉNAT. — 19 novembre 1806.

Berthon —1808.

« Le sénat conservateur ayant délibéré, le 14 octobre 1806, qu'une députation de trois de ses membres se rendrait auprès de l'empereur à Berlin, pour lui offrir l'hommage du dévouement du sénat et du peuple français, le 18 novembre les sénateurs d'Aremberg, François de Neufchâteau et Colchen arrivèrent à Berlin, pour remplir cette mission ; le 19 l'empereur les reçut au retour de la parade. M. François de Neufchâteau porta la parole au nom du sénat. L'empereur, en répondant qu'il remerciait le sénat de sa démarche, chargea la députation de rapporter à Paris les trois cent quarante drapeaux et étendards pris dans cette campagne sur l'armée prussienne, désirant que ces drapeaux demeurassent déposés au sénat jusqu'à ce que le monument qu'il avait ordonné d'élever fût terminé et en état de les recevoir. L'empereur fit aussi remettre à la députation l'épée, l'écharpe, le hausse-col et le cordon du grand Frédéric, pour être transportés aux Invalides, remis au gouverneur et gardés à l'hôtel.

» Les députés du sénat se retirèrent et furent accompagnés à leur demeure par trois cent quarante grenadiers de la garde impériale, qui portaient les trois cent quarante drapeaux et étendards (3). »

N° 827. REDDITION DE GLOGAU.
2 décembre 1806.

Aquarelle par Siméon Fort.—1836.

Une suspension d'armes avait été signée à Charlottembourg entre le général Duroc, le marquis de Lucchesini, et le général Zastrow, plénipotentiaires français et prussiens. Mais le

(1) Vingt-huitième Bulletin de la grande armée.
(2) Vingt-neuvième et trente et unième Bulletin de la grande armée.
(3) *Moniteur* du 30 novembre 1806.

roi de Prusse ayant fait connaître qu'il ne pouvait ratifier la suspension d'armes conclue par ses plénipotentiaires, parce que les stipulations en étaient pour lui inexécutables, Napoléon marcha sur Kœnigsberg. « L'empereur, dit le trente-cinquième Bulletin, est parti de Berlin le 25, à deux heures du matin.

» Le grand-duc de Berg, avec une partie de sa réserve de cavalerie et les corps des maréchaux Davoust, Lannes et Augereau , est entré à Varsovie. Le général russe Benigsen, qui avait occupé la ville avant l'approche des Français, l'a évacuée, apprenant que l'armée française venait à lui et voulait tenter un engagement.

» Tout le reste de l'armée est arrivé à Posen, ou est en marche par différentes directions pour s'y rendre.

» Pendant que l'empereur dirigeait toute l'armée sur la Pologne et faisait attaquer les places de la Silésie, les troupes alliées arrivèrent devant Glogau dans les derniers jours de novembre.

» Le prince Jérôme, commandant ce corps d'armée, après avoir resserré le blocus de Glogau et fait construire des batteries autour de cette place, se porta avec les divisions bavaroises de Wrède et Deroi du côté de Kalisch, à la rencontre des Russes, et laissa le général Vandamme et le corps wurtemburgeois continuer le siége de Glogau. Des mortiers et plusieurs pièces de canon arrivèrent le 29 novembre; ils furent sur-le-champ mis en batterie et après quelques heures de bombardement la place s'est rendue, et la capitulation a été signée le 2 décembre (1) »

N° 828. PASSAGE DE LA VISTULE A THORN. 6 DÉCEMBRE 1806.

Aquarelle par SIMÉON FORT.—1835.

Pendant que l'armée française passait la Vistule à Varsovie et au-dessus de cette ville, le maréchal Ney exécutait, dans la matinée du 6 décembre, un passage de vive force au-dessus de Thorn. Il fit aussitôt réparer le pont sous la protection de l'île qu'il avait occupée la veille. Cette affaire offrit un trait remarquable.

« La rivière, large de quatre cents toises, charriait des glaçons; le bateau qui portait notre avant-garde, retenu par les glaces, ne pouvait avancer; de l'autre rive, des bateliers polonais s'élancèrent au milieu d'une grêle de balles pour les dégager. Les bateliers prussiens voulurent s'y opposer; une lutte à coups de poing s'engagea entre eux. Les bateliers polonais jetèrent les Prussiens à l'eau, et guidèrent nos bateaux jusqu'à la rive droite. L'empereur a demandé le nom de ces braves gens pour les récompenser (2). »

N° 829. COMBAT D'EYLAU. — 7 FÉVRIER 1807.

ATTAQUE DU CIMETIÈRE.

Aquarelle par SIMÉON FORT.—1836.

« Le 6 février au matin l'armée se met en marche pour suivre l'armée russe et prussienne combinée; le grand-duc de Berg avec le corps du maréchal Soult sur Landsberg, le corps du maréchal Davoust sur Heilsberg, celui du maréchal Ney sur Worendit, pour empêcher le corps coupé à Deppen de s'élever.

» Le 7, à la pointe du jour, l'avant-garde française se mit en marche, et rencontra l'arrière-garde de l'armée combinée entre le bois et la petite ville d'Eylau. Plusieurs régiments de chasseurs à pied ennemis qui la défendaient furent chargés et en partie pris. On ne tarda pas à arriver à Eylau et à reconnaître que l'ennemi était en position derrière cette ville, à un quart de lieue de la petite ville de Preussich-Eylau (1). »

(1) Extrait des trente-cinquième et trente-huitième Bulletins de la grande armée.
(2) Quarantième Bulletin de la grande armée

N° 830. BATAILLE D'EYLAU. — 8 FÉVRIER 1807.

Aquarelle par SIMÉON FORT.—1836.

« A la pointe du jour les armées combinées, russe et prussienne, commencèrent l'attaque par une vive canonnade sur la ville d'Eylau et sur la division Saint-Hilaire. L'empereur se porta à la position de l'église, que l'ennemi avait tant défendue la veille. Il fit avancer le corps du maréchal Augereau, et fit canonner le monticule par quarante pièces d'artillerie de sa garde. Une épouvantable canonnade s'engagea de part et d'autre.

» Trois cents bouches à feu ont vomi la mort pendant douze heures. La neige, qui plusieurs fois dans la journée obscurcissait le temps, retardait aussi la marche et l'ensemble des colonnes... La victoire, longtemps incertaine, fut décidée et gagnée lorsque le maréchal Davoust déboucha sur le plateau, et déborda l'ennemi, qui, après avoir fait de vains efforts pour le reprendre, battit en retraite. Au même moment le corps du maréchal Ney débouchait par Altorff sur la gauche, et poussait devant lui le reste de la colonne prussienne échappée au combat de Deppen.

» Le maréchal Augereau a été blessé d'une balle. Les généraux Desjardins, Hendel et Lochet ont été blessés. Le général Corbineau a été enlevé par un boulet. Le colonel Lacuée, du soixante-troisième, et le colonel Lemarrois, du quarante-troisième, ont été tués par des boulets. Le colonel Bouvières, du onzième régiment de dragons, n'a pas survécu à ses blessures. Tous sont morts avec gloire. Notre perte se monte exactement à dix-neuf cents morts et à cinq mille sept cents blessés, parmi lesquels un millier, qui le sont grièvement, seront hors de service.

» Ainsi l'expédition offensive des armées combinées, qui avait pour but de se porter sur Thorn en débordant la gauche de la grande armée, leur a été funeste. Douze à quinze mille prisonniers, autant d'hommes hors de combat; dix-huit drapeaux, quarante-cinq pièces de canon sont les trophées trop chèrement payés sans doute par le sang de tant de braves (2). »

N° 831. NAPOLÉON SUR LE CHAMP DE BATAILLE D'EYLAU. — 9 FÉVRIER 1807.

MAUZAISSE (d'après GROS).—1810.

Le lendemain de la bataille d'Eylau, le 9 février à midi, l'empereur passa en revue plusieurs divisions, et parcourut toutes les positions que les deux armées avaient occupées la veille. Napoléon était accompagné du grand-duc de Berg, du prince de Neufchâtel, des maréchaux Davoust, Soult, Bessières, et de M. Percy, chirurgien en chef. La campagne était couverte d'une neige épaisse. L'empereur fit donner des secours aux Russes blessés; un jeune chasseur lithuanien lui en témoigna sa reconnaissance.

(1) Cinquante-septième Bulletin de la grande armée.
(2) Cinquante-huitième Bulletin de la grande armée.

N° 832. BIVOUAC D'OSTERODE.—MARS 1807.

HIPP. LECOMTE.—1808.

Immédiatement après la bataille d'Eylau l'armée rentra dans ses cantonnements. Le quartier général était à Osterode; l'empereur y séjourna jusqu'au commencement d'avril.

N° 833. NAPOLÉON A OSTERODE ACCORDE DES GRACES AUX HABITANTS. — MARS 1807.

PONCE CAMUS.—1840.

Napoléon accueillit les familles polonaises qui vinrent se mettre sous sa protection, et accorda des grâces aux habitants dont les biens avaient été ravagés par les armées ennemies.

N° 834. SIÉGE DE DANTZICK.—AVRIL 1807.

INVESTISSEMENT DE LA PLACE.

SIMÉON FORT.

Pendant que les différents corps de l'armée réparaient leurs pertes et recevaient des renforts, Napoléon s'occupa sérieusement du siége de Dantzick, et de son quartier général d'Osterode il en dirigea les opérations.

Le 4 mars il faisait écrire au maréchal Lefebvre pour presser le siége de Dantzick : « Quand les Saxons seront arrivés, disait le major général au maréchal, l'empereur pense que vous aurez dix-huit mille hommes. Il est important que, dès que les Saxons auront rejoint, vous vous approchiez de Dantzick, et que vous fassiez couper la communication par la langue de terre qui va sur Pillau. Je vous envoie trois ingénieurs, faites faire des redoutes; avec des troupes de nouvelle levée il faut remuer beaucoup de terre pour leur donner de l'assurance. L'empereur attache beaucoup d'importance à ce que la correspondance de Dantzick à Pillau soit coupée. Donnez fréquemment des nouvelles de ce qui se passe devant Colberg..,.. »

« La ville de Dantzick, autrefois l'une des anséatiques, était échue en partage au roi de Prusse en 1795, époque du dernier démembrement de la Pologne. Elle avait beaucoup perdu de son commerce et de sa population par ce changement de domination, Située sur la mer Baltique, à l'embouchure de la Vistule, cette place est traversée du sud au nord par la Moltau, petite rivière qui vient se jeter dans la Vistule, et qui sert de canal pour la communication des bateaux marchands. Un bras de cette rivière forme l'île appelée Speicherstadt, et ses eaux servent beaucoup à la défense de la place. Avant la guerre de 1807, la position de Dantzick ne pouvant laisser présumer qu'elle dût avoir à soutenir un siége, l'entretien de ses fortifications avait été fort négligé; mais depuis que les batailles d'Iéna et d'Auerstaëdt avaient entraîné la destruction de l'armée prussienne et ouvert le royaume, le général Manstein, qui commandait à Dantzick en l'absence du feld-maréchal Kalkreuth, gouverneur titulaire, avait fait travailler avec activité au perfectionnement des ouvrages extérieurs; il s'était surtout appliqué à les faire fortement palissader.

» Le 12 mars le maréchal Lefebvre se trouva en mesure de resserrer la place; et les troupes de la garnison ayant reculé, il distribua les siennes dans les positions suivantes : un bataillon d'infanterie légère française fut placé à Obra, un bataillon saxon à Saint-Halbrecht, dans le Burgfeld, et deux autres à Tiefensée et Kemlade.

» Le corps polonais occupa Schonfeld, Kowald et Zunkendin. Des bataillons prirent poste à Wonnenberg, Neukau. Schudelkau, Sniekau; les cuirassiers saxons et les chevau-légers à Guirsehkens et Saint-Halbrecht.

» Le dix-neuvième régiment de chasseurs français à Burgfeld, et le vingt-troisième à Schudelkau.

» Les dragons et les hussards badois à Wonnenberg.

» Les lanciers polonais à Langenfurt.

» Le front de cette ligne était couvert en partie par la rivière de Radanne. Le grand parc d'artillerie fut établi à Langenau. Le général Dupas, qui commandait dans cette partie, fit retrancher la tête de ce faubourg de Dantzick, et lia ses postes avec ceux de Neuschottland et de Schelmüll (1). »

Le général Drouet remplissait les fonctions de chef de l'état-major général. Le général Kirgener, chargé dans le principe de diriger les opérations du génie, céda sa place au général Chassleoup, à qui ce commandement fut confié. Le général Lariboissière était à la tête de l'artillerie; il avait sous ses ordres les généraux d'Anthouard et Lamartinière.

La tranchée fut ouverte dans la nuit du 1er au 2 avril; le général Kalkreuth, qui avait repris le commandement de la place, recevant des secours du côté de la mer, opposa longtemps la plus vive résistance aux attaques sans cesse renouvelées des troupes françaises.

N° 835. NAPOLÉON REÇOIT A FINKENSTEIN L'AMBASSADEUR DE PERSE.

MULARD.—1810

N° 836. NAPOLÉON REÇOIT A FINKENSTEIN L'AMBASSADEUR DE PERSE.—27 AVRIL 1807.

ALAUX et RUBIO (d'après MULARD).—1835.

La saison commençant à devenir favorable à la reprise des opérations militaires, Napoléon voulut rapprocher son quartier général de ses conquêtes, et il le transporta à Finkenstein. « Le château de Finkenstein a été construit par M. de Finkenstein, gouverneur de Frédéric II : il appartient maintenant à M. de Dohna, grand maréchal de la cour de Prusse (2). »

C'est dans cette résidence que Napoléon reçut l'ambassadeur de Perse, et qu'il lui donna son audience de congé. Il a apporté « de très-beaux présents à l'empereur, de la part de son maître, et a reçu en échange le portrait de sa majesté enrichi de très-belles pierreries. Il retourne en Perse directement : c'est un personnage très-considérable de son pays, et un homme d'esprit et de beaucoup de sagacité; son retour dans sa patrie est nécessaire. Il a été réglé qu'il y aurait désormais une légation nombreuse de Persans à Paris et de Français à Téhéran (3). »

N° 837. ENTRÉE DE L'ARMÉE FRANÇAISE A DANTZICK.—27 MAI 1807.

ADOLPHE ROEHN.—1812.

N° 838. ENTRÉE DE L'ARMÉE FRANÇAISE A DANTZICK. —27 MAI 1807.

ALAUX et GUIAUD.—1835.

Le maréchal Lefebvre étant enfin parvenu à se rendre maître de toutes les positions qui environnent Dantzick, et

(1) *Precis des événements militaires*, par le général Mathieu Dumas, t. XVIII, p. 125-132.
(2) Soixante et onzième Bulletin de la grande armée.
(3) Soixante et treizième Bulletin de la grande armée.

ayant en même temps enlevé à l'ennemi toute ses communications du côté de la mer, ordonna un assaut le 21 mai du côté de Hagelsberg.

« On se battait corps à corps sur les derniers débris des défenses de l'ennemi : tout était prêt pour la descente des fossés ; les assiégés se préparaient de leur côté à soutenir et repousser l'assaut. Ils avaient disposé trois fortes pièces de bois retenues par des cordes sur le talus extérieur de l'escarpe, afin de renverser les colonnes d'attaque. Un instant avant l'heure fixée, François Vattet, soldat du douzième d'infanterie légère, qui avait déjà arraché des palissades dans le fossé, alla seul couper les cordes qui retenaient les poutres. Il fut blessé d'un coup de feu après avoir exécuté ce coup d'audace. Cependant le maréchal Lefebvre, avant de donner le signal de l'assaut, crut devoir faire au brave gouverneur de Dantzick une dernière sommation, et lui offrir une honorable capitulation. Le feld-maréchal Kalkreuth, n'ayant plus aucun espoir d'être secouru, et reconnaissant que les assiégeants pouvaient se rendre maîtres du fort de Hagelsberg, à la glorieuse défense duquel il avait presque épuisé ses dernières ressources, se montra disposé à capituler.

» Enfin le 24 mai, après trois jours de négociations, la capitulation fut arrêtée, et il fut convenu que la garnison sortirait avec armes et bagages, drapeaux déployés, tambour battant, mèche allumée, avec deux pièces d'artillerie légère et leurs caissons attelés de six chevaux. Le 27 mai, à midi, le maréchal Lefebvre fit son entrée à la tête de son corps d'armée (1). »

N° 839. COMBAT DE HEILSBERG. — 11 JUIN 1807.

JOUY.

N° 840. COMBAT DE HEILSBERG. — 11 JUIN 1807.

SEPT HEURES DU SOIR.

Aquarelle par SIMÉON FORT. — 1835.

« Des négociations de paix avaient eu lieu pendant tout l'hiver ; » mais ces négociations n'ayant amené aucun résultat, le 5 juin l'armée russe se mit en mouvement. Après les combats de Spanden, de Lomitten, et de Deppen, eut lieu l'affaire de Heilsberg. On commença à se battre le 10 juin pendant tout le jour. « L'empereur passa la journée du 11 sur le champ de bataille. Il y plaça les corps d'armée et les divisions pour donner une bataille qui fût décisive, et telle qu'elle pût mettre fin à la guerre. Toute l'armée russe était réunie. Elle avait à Heilsberg tous ses magasins ; elle occupait une superbe position que la nature avait rendue très-forte, et que l'ennemi avait encore fortifiée par un travail de quatre mois.

» A quatre heures après midi l'empereur ordonna au maréchal Davoust de faire un changement de front par son extrémité de droite, la gauche en avant ; ce mouvement le porta sur la basse Alle, et intercepta complétement le chemin d'Eylau. Chaque corps d'armée avait ses postes assignés : ils étaient tous réunis, hormis le premier corps, qui continuait à manœuvrer sur la basse Passarge. Ainsi les Russes, qui avaient les premiers recommencé les hostilités, se trouvaient comme bloqués dans leur camp retranché ; on venait leur présenter la bataille dans la position qu'ils avaient eux-mêmes choisie. On crut longtemps qu'ils attaqueraient dans la journée du 11.

(1) *Précis des événements militaires*, par le général Mathieu Dumas, t. XVIII, p. 186-189.

» Mais le 12, à la pointe du jour, tous les corps d'armée s'ébranlèrent, et prirent différentes directions.

» Le résultat de ces différentes journées, depuis le 5 jusqu'au 12, a été de priver l'armée russe d'environ trente mille combattants. Elle a laissé dans nos mains trois ou quatre mille hommes, sept à huit drapeaux et neuf pièces de canon. Au dire des paysans et des prisonniers, plusieurs des généraux russes des plus marquants ont été tués ou blessés.

» Notre perte se monte à six ou sept cents hommes ; deux mille ou deux mille deux cents blessés, deux ou trois cents prisonniers. Le général de division Espagne a été blessé. Le général Roussel, chef de l'état-major de la garde, qui se trouvait au milieu des fusiliers, a eu la tête emportée par un boulet de canon. C'était un officier très-distingué (1). »

N° 841. BATAILLE DE FRIEDLAND. — 14 JUIN 1807.

Aquarelle par SIMÉON FORT. — 1835.

« Le 12, à quatre heures du matin, l'armée française entra à Heilsberg : à cinq heures après midi l'empereur était à Eylau. Il se mit aussitôt en marche pour Friedland, et ordonna au grand-duc de Berg, aux maréchaux Soult et Davoust, de manœuvrer sur Kœnigsberg ; et avec les corps des maréchaux Ney, Lannes, Mortier, avec la garde impériale et le premier corps, commandé par le général Victor, il marcha en personne sur Friedland.

» Le 13 le neuvième de hussards entra à Friedland ; mais il en fut chassé par trois mille hommes de cavalerie.

» Le 14 l'ennemi déboucha sur le pont de Friedland. A trois heures du matin des coups de canon se firent entendre : « C'est un jour de bonheur, dit l'empereur ; c'est » l'anniversaire de Marengo. »

» Les maréchaux Lannes et Mortier furent les premiers engagés : ils étaient soutenus par la division de dragons du général Grouchy, et par les cuirassiers du général Nansouty. Différents mouvements, différentes actions ont eu lieu. L'ennemi fut contenu et ne put pas dépasser le village de Posthenem.

» A cinq heures du soir les différents corps d'armée étaient à leur place : à la droite, le maréchal Ney ; au centre, le maréchal Lannes ; à la gauche, le maréchal Mortier ; à la réserve, le corps du général Victor et la garde.

» La cavalerie, sous les ordres du général Grouchy, soutenait la gauche. La division de dragons du général Latour-Maubourg était en réserve derrière la droite ; la division du général La Houssaye et les cuirassiers saxons étaient en réserve derrière le centre.

» Cependant l'ennemi avait déployé toute son armée. Il appuyait sa gauche à la ville de Friedland, et sa droite se prolongeait à une lieue et demie.

» L'empereur, après avoir reconnu la position, décida d'enlever sur-le-champ la ville de Friedland, en faisant brusquement un changement de front, la droite en avant, et fit commencer l'attaque par l'extrémité de sa droite.

» Friedland fut forcé et ses rues jonchées de morts. Tous les efforts de la bravoure des Russes furent inutiles. Ils ne purent rien entamer et vinrent trouver la mort sur nos baïonnettes. Le champ de bataille est un des plus horribles que l'on puisse voir. Ce n'est pas exagérer que de porter le nombre des morts, du côté des Russes, de quinze à dix-huit mille hommes. Du côté des Français la perte ne se monte pas à cinq cents morts, ni à plus de trois mille blessés. Nous

(1) Soixante et dix-huitième Bulletin de la grande armée.

avons pris quatre-vingts pièces de canon et une grande quantité de caissons. Plusieurs drapeaux sont restés en notre pouvoir. Les Russes ont eu vingt-cinq généraux tués, pris ou blessés. Leur cavalerie a fait des pertes immenses (1). »

N° 842. BATAILLE DE FRIEDLAND.—14 JUIN 1807.

HORACE VERNET.—1836.

Les maréchaux Ney, Lannes et Mortier, qui avaient eu la plus grande part au succès de cette journée, allèrent prendre les ordres de l'empereur, et marchèrent à la poursuite de l'armée russe. « On l'a suivie jusqu'à onze heures du soir. Le reste de la nuit les colonnes qui avaient été coupées ont essayé de passer l'Alle à plusieurs gués. Partout, le lendemain, à plusieurs lieues, nous avons trouvé des caissons, des canons et des voitures perdus dans la rivière.

» La bataille de Friedland est digne d'être mise à côté de celles de Marengo, d'Austerlitz et d'Iéna. L'ennemi était nombreux, avait une belle et forte cavalerie, et s'est battu avec courage (2). »

N° 843. PRISE DE KOENIGSBERG.—14 ET 15 JUIN 1807.

Aquarelle par SIMÉON FORT.—1836.

« Pendant qu'on se battait à Friedland, le grand-duc de Berg, arrivé devant Kœnigsberg, prenait en flanc le corps d'armée du général Lestocq.

» Le 13 le maréchal Soult eut à Creutzbourg un engagement avec l'arrière-garde prussienne.

» Le 14 l'ennemi fut obligé de s'enfermer dans la place de Kœnigsberg. Vers le milieu de la journée deux colonnes ennemies coupées se présentèrent pour entrer dans la place. Six pièces de canon et trois ou quatre mille hommes qui composaient cette troupe furent pris. Tous les faubourgs de Kœnigsberg furent enlevés.

» Le 15 et le 16 le corps d'armée du maréchal Soult fut contenu devant les retranchements de Kœnigsberg ; mais la marche du gros de l'armée sur Wehlau obligea l'ennemi à évacuer Kœnigsberg, et cette place tomba en notre pouvoir.

» Ce qu'on a trouvé à Kœnigsberg en subsistances est immense. Deux cents gros bâtiments, venant de Russie, sont encore tout chargés dans le port (3). »

N° 844. HOPITAL MILITAIRE DES FRANÇAIS ET DES RUSSES A MARIENBOURG. — JUIN 1807.

ADOLPHE ROEHN.—1808.

Après la bataille de Friedland, le réfectoire du château de Marienbourg fut choisi pour en faire un hôpital militaire. On y transporta indistinctement les Français et les Russes.

N° 845. ENTREVUE DE NAPOLÉON ET DE L'EMPEREUR ALEXANDRE SUR LE NIÉMEN. 25 JUIN 1807.

ADOLPHE ROEHN.—1808.

La bataille de Friedland ne tarda pas à être suivie d'une suspension d'hostilités ; un armistice fut proposé, « et le 23 juin le grand maréchal du palais, Duroc, se rendit au quartier général des Russes au delà du Niémen, pour échanger les ratifications de l'armistice, qui a été ratifié par l'empereur Alexandre.

» Le 24 le prince Labanoff ayant fait demander une audience à l'empereur, y a été admis le même jour à deux heures après midi. Il est resté longtemps dans le cabinet de sa majesté.

» Le général Kalkreuth est attendu au quartier général pour signer l'armistice du roi de Prusse.

» Le 25 juin, à une heure après midi, l'empereur, accompagné du grand-duc de Berg, du prince de Neufchâtel, du maréchal Bessières, du grand maréchal du palais Duroc, et du grand écuyer Caulaincourt, s'est embarqué sur les bords du Niémen dans un bateau préparé à cet effet ; il s'est rendu au milieu de la rivière, où le général Lariboissière, commandant l'artillerie de la garde, avait fait placer un large radeau et élever un pavillon. A côté était un autre radeau et un pavillon pour la suite de leurs majestés. Au même moment l'empereur Alexandre est parti de la rive droite sur un bateau avec le grand-duc Constantin, le général Benigsen, le général Ouvaroff, le prince Labanoff, et son premier aide de camp, le comte de Liéven. Les deux bateaux sont arrivés en même temps ; les deux empereurs se sont embrassés en mettant le pied sur le radeau ; ils sont entrés ensemble dans la salle qui avait été préparée, et y sont restés deux heures. La conférence finie, les personnes de la suite des deux empereurs ont été introduites. L'empereur Alexandre a dit des choses agréables aux militaires qui accompagnaient l'empereur, qui, de son côté, s'est entretenu longtemps avec le grand-duc Constantin et le général Benigsen. La conférence finie, les deux empereurs sont montés chacun dans leur barque. On conjecture que la conférence a eu le résultat le plus satisfaisant. Immédiatement après, le prince Labanoff s'est rendu au quartier général français. On est convenu que la moitié de la ville de Tilsitt serait neutralisée. On y a marqué le logement de l'empereur de Russie et de sa cour. La garde impériale russe passera le fleuve et sera cantonnée dans la partie de la ville qui lui est destinée. »

N° 846. SIÉGE DE GRAUDENTZ.—JUIN 1807.

Aquarelle par SIMÉON FORT.—1836.

Au mois de juin 1807, pendant que l'armée marchait sur le Niémen, l'empereur ordonnait de commencer le siége de Graudentz, dernière forteresse de la Russie située sur la rive gauche de la Vistule. Des batteries placées sur la rive droite du fleuve et sur les collines de Vendorf, tirèrent contre la forteresse, qui répondit à leur feu. La place tenait encore lorsque la paix fut signée à Tilsitt.

N° 847. NAPOLÉON REÇOIT LA REINE DE PRUSSE A TILSITT. — 6 JUILLET 1807.

COSSE.—1810.

N° 848. NAPOLÉON REÇOIT LA REINE DE PRUSSE A TILSITT. — 6 JUILLET 1807.

TARDIEU.—1810.

« La reine de Prusse est arrivée ici hier à midi. A midi et demi l'empereur Napoléon est allé lui rendre visite. Les trois souverains ont fait leur promenade accoutumée. Ils ont ensuite dîné chez l'empereur Napoléon avec la reine de

(1) Soixante et dix-neuvième Bulletin de la grande armée.
(2) *Ibid*,
(3) Quatre-vingtième Bulletin de la grande armée.

Prusse, le grand-duc Constantin, le prince Henri de Prusse, le grand-duc de Berg et le prince royal de Bavière (1). »

La garde impériale était sous les armes. L'empereur Napoléon alla au-devant de la reine jusque dans la rue, et la reçut au bas des degrés de l'escalier.

Le grand-duc de Berg, le ministre des affaires étrangères, les maréchaux Berthier et Ney, le général Duroc accompagnaient l'empereur Napoléon. Le baron Fain, secrétaire du cabinet de l'empereur, se trouvait aussi à Tilsitt.

N° 849. ALEXANDRE PRÉSENTE A NAPOLÉON LES COSAQUES, LES BASKIRS ET LES KALMOUCKS DE L'ARMÉE RUSSE. 8 JUILLET 1807.

BERGERET.—1810.

« Hier 8 juillet l'empereur Alexandre a donné le grand ordre de Saint-André au prince Jérôme Napoléon, roi de Westphalie; au grand-duc de Berg et de Clèves, au prince de Neufchâtel et au prince de Bénévent.

» A trois heures de l'après-midi le roi de Prusse est venu voir l'empereur Napoléon. Ces deux souverains se sont entretenus pendant une demi-heure. Immédiatement après, l'empereur Napoléon a rendu au roi de Prusse sa visite. Il est ensuite parti pour Kœnigsberg.

» Ainsi les trois souverains ont séjourné pendant vingt jours à Tilsitt. Cette petite ville était le point de réunion des deux armées. Ces soldats, qui naguère étaient ennemis, se donnaient des témoignages réciproques d'amitié, qui n'ont pas été troublés par le plus léger désordre.

» Hier l'empereur Alexandre avait fait passer le Niémen à une dizaine de Baskirs, qui ont donné à l'empereur Napoléon un concert à la manière de leur pays. L'empereur, en témoignage de son estime pour le général Platow, hetman des cosaques, lui a fait présent de son portrait (2). »

N° 850. NAPOLÉON A TILSITT DONNE LA CROIX DE LA LÉGION D'HONNEUR A UN SOLDAT DE L'ARMÉE RUSSE QUI LUI EST DÉSIGNÉ COMME LE PLUS BRAVE.—9 JUILLET 1807.

DEBRET.—1808.

Le 9 juillet le prince de Neufchâtel, major général, mit à l'ordre de l'armée :

« La paix a été conclue entre l'empereur des Français et l'empereur de Russie, hier 8 juillet, à Tilsitt, et signée par le prince de Bénévent, ministre des relations extérieures de France, et par les princes Kourakin et Labanoff de Rostow, pour l'empereur de Russie; chacun de ces plénipotentiaires étant muni de pleins pouvoirs de leurs souverains respectifs. Les ratifications ont été échangées aujourd'hui 9 juillet, ces deux souverains se trouvant encore Tilsitt.

» L'échange des ratifications du traité de paix entre la France et la Russie a eu lieu aujourd'hui à neuf heures du matin. A onze heures l'empereur Napoléon, portant le grand cordon de l'ordre de Saint-André, s'est rendu chez l'empereur Alexandre, qui l'a reçu à la tête de sa garde, et ayant la grande décoration de la Légion d'honneur.

» L'empereur a demandé à voir le soldat de la garde russe qui s'était le plus distingué : il lui a été présenté. Sa majesté, en témoignage de son estime pour la garde impériale russe, a donné à ce brave l'aigle d'or de la Légion d'honneur (1). »

(1) Quatre-vingt-sixième Bulletin de la grande armée.
(2) *Ibid.*

N° 851. ADIEUX DE NAPOLÉON ET D'ALEXANDRE APRÈS LA PAIX DE TILSITT.—9 JUILLET 1807.

SERANGELI.—1810

« Les empereurs sont restés ensemble pendant trois heures, et sont ensuite montés à cheval. Il se sont rendus au bord du Niémen, où l'empereur Alexandre s'est embarqué. L'empereur Napoléon est demeuré sur le rivage jusqu'à ce que l'empereur Alexandre fût arrivé à l'autre bord (2). »

Dans cette visite, l'empereur Alexandre était accompagné du grand-duc Constantin et du prince Kourakin. L'empereur Napoléon avait à sa suite le prince Murat, M. de Talleyrand, ministre des affaires étrangères, etc.

N° 852. PRISE DE STRALSUND. — 20 AOUT 1807.

ALAUX et HIPP. LECOMTE.—1835.

La rupture de l'armistice conclu à Schulshow, le 18 avril 1807, entre le maréchal Mortier et le général suédois Essen, avait été dénoncée le 3 juillet au nom du roi de Suède Gustave IV. En conséquence des ordres de Napoléon, le maréchal Brune proclama, de son quartier général de Stettin, la reprise des hostilités pour le 13 juillet. Son corps d'armée formait un total de trente-six bataillons et douze escadrons, dont la force effective s'élevait à peu près à trente mille hommes. Le roi de Suède avait sous ses ordres quinze mille Suédois, les troupes prussiennes commandées par le général Blücher ayant dû, par suite des conférences de Tilsitt, quitter le quartier général de l'armée suédoise pour rentrer en Prusse.

Dès le 11 le corps d'armée du maréchal Brune s'était mis en mouvement, en se dirigeant sur Stralsund, où les troupes suédoises, après avoir opposé quelque résistance, avaient été contraintes de se retirer. La place fut aussitôt investie.

« L'empereur Napoléon, qui avait à cœur la prompte reddition de Stralsund, ordonna au général Chasseloup, commandant en chef du génie de la grande armée, de se rendre devant cette place, de prendre le commandement du siége et de le pousser avec la plus grande vigueur : il arriva le 6 août. Ses instructions lui prescrivaient de former en même temps trois attaques, et de ne rien négliger pour que la place fût promptement enlevée. Le général Songis, commandant en chef l'artillerie de la grande armée, reçut l'ordre de tirer de Magdebourg, de Stettin et d'autres places, tout le personnel et le matériel d'artillerie qui seraient jugés nécessaires. Le major général prince de Neufchâtel se rendit de Berlin à Stralsund pour passer la revue de l'armée de siége, et faire la reconnaissance de la place pour en rendre compte à l'Empereur. L'ouverture de la tranchée fut fixée au 15 août.

» Le colonel du génie Montfort dirigeait les travaux à l'attaque de droite, le colonel Lacoste à celle du centre, et le major Rogniat à celle de gauche. Le commandement des troupes pour l'importante opération de l'ouverture de la tranchée avait été confié à la droite au général Sévérolli, au centre, au général Fririon, et à la gauche, au général Leguay. »

Les travaux, entrepris sous le feu de l'ennemi, furent

(1) Quatre-vingt-sixième Bulletin de la grande armée.
(2) *Ibid.*

poussés avec une persévérance extraordinaire, et les ordres de l'empereur furent exécutés par le général Chasseloup avec une si grande activité, que le 20 août le bombardement était déjà commencé. « Il n'y a pas d'exemple, continue l'historien, d'approcher sur trois fronts d'attaque à la fois, poussés en quatre jours avec tant de vigueur.

« La ville était menacée d'une entière destruction; les magistrats se jetèrent aux pieds du roi, et le supplièrent de ne pas prolonger une défense inutile. Il se rendit à leurs instances, et passa avec ses troupes sur l'île de Rugen, ne laissant dans Stralsund qu'une faible garnison sous les ordres du général Peyron, l'un de ses aides de camp (1). »

Le général Peyron se présenta lui-même aux avant-postes, accompagné de deux magistrats, et demanda à parlementer. Le 20 août les portes de Stralsund furent ouvertes à l'armée française.

N° 853. MARIAGE DU PRINCE JÉROME BONAPARTE ET DE LA PRINCESSE FRÉDÉRIQUE-CATHERINE DE WURTEMBERG. 22 AOUT 1807.

REGNAULT.—1810.

Le mariage du prince Jérôme Bonaparte et de la princesse Frédérique-Catherine-Sophie-Dorothée de Wurtemberg fut célébré à Paris dans le mois d'août 1807, six semaines après la paix de Tilsitt.

La cérémonie de la signature du contrat se fit le 22 à huit heures du soir, dans la galerie de Diane, aux Tuileries, où l'empereur et l'impératrice se rendirent, suivis des princes et princesses, des grands de l'empire.

Leurs majestés se placèrent sur leur trône ayant devant elles les deux époux. « M. Regnauld (de Saint-Jean-d'Angely), secrétaire d'état de la famille impériale, a fait lecture du contrat de mariage, qui a été signé par leurs majestés, par les hautes parties contractantes, par S. M. Joseph Napoléon, roi de Naples, frère de l'empereur : S. M la reine de Naples, S. M. Louis Napoléon, roi de Hollande, frère de l'empereur; S. M. la reine de Hollande, Madame mère, le prince primat, les princes, les princesses, les grands dignitaires et les témoins. »

» Les témoins de la cour de France furent : S. A. I. monseigneur le prince Borghèse, S. A. I. et R., monseigneur le grand-duc de Berg, et S. A. S. monseigneur le prince de Neufchâtel, vice-connétable.

» Ceux de la cour de Wurtemberg : S. A. R. monseigneur le prince de Bade, S. A. M. le prince de Nassau, et S. E. M. le comte de Winzingerode, ministre d'état de S. M. le roi de Wurtemberg. »

La cérémonie religieuse fut ensuite célébrée dans la chapelle du palais des Tuileries par le prince primat, le 23 août (2).

N° 854. ENTRÉE DE LA GARDE IMPÉRIALE A PARIS APRÈS LA CAMPAGNE DE PRUSSE. 25 NOVEMBRE 1807.

TAUNAY.—1810.

La garde impériale, ayant à sa tête le maréchal Bessières, fit son entrée solennelle à Paris le 25 novembre 1807, et fut reçue par le corps municipal, que présidait M. le conseiller d'état préfet du département de la Seine, sous un arc de triomphe élevé par la ville de Paris au dehors de la barrière de la Villette.

Après que le maréchal Bessières eut répondu au discours du préfet de la Seine, « les couronnes d'or votées par la ville de Paris furent apposées aux aigles de la garde impériale, au milieu du cercle formé par son état major.

« Les fusiliers de la garde, les chasseurs à pied, les grenadiers à pied, les chasseurs à cheval, les mameluks, les dragons, les grenadiers à cheval, la gendarmerie d'élite, chaque régiment était précédé des officiers généraux et supérieurs chargés de son commandement.

» A la suite de la garde impériale marchait, accompagné de l'état-major de la place, M. le général Hullin, commandant d'armes, suivi du corps municipal et de son cortége.

» C'est dans cet ordre, et en traversant les haies formées par une innombrable population,, que la garde est parvenue au palais des Tuileries, en passant sous le grand arc de la porte triomphale qui sert aujourd'hui d'entrée principale au palais, où elle a déposé ses aigles. De là, traversant le jardin des Tuileries, où elle a posé les armes, elle s'est rendue aux Champs-Élysées, où tous les corps qui la composaient et un détachement de la garde de Paris ont pris place au banquet qui lui était préparé. Dix mille couverts étaient servis : le corps municipal faisait les honneurs (1). »

N° 855. NAPOLÉON VISITE L'INFIRMERIE DES INVALIDES.—11 FÉVRIER 1808.

VÉRON BELLECOURT.—1812.

L'empereur étant à Paris dans le mois de février 1808, visita l'infirmerie des Invalides. Il était accompagné du général Duroc, grand maréchal du palais, et de l'aide de camp de service. Napoléon fut reçu aux Invalides par le maréchal Serrurier, qui en était alors gouverneur, et par l'état-major, qui le suivit pendant toute sa visite.

N° 856. COMBAT LIVRÉ SOUS LA COTE DE L'ILE DE GROIX PAR LA FRÉGATE FRANÇAISE LA SIRÈNE CONTRE UN VAISSEAU DE LIGNE ET UNE FRÉGATE ANGLAISE.—22 MARS 1808.

GILBERT.—1812.

« La frégate *la Sirène*, capitaine Duperré, après avoir rempli une mission aux Antilles, vint, de concert avec *l'Italienne*, atterrir sur les côtes de Bretagne. Elles faisaient route vers le port de Lorient, lorsque le 22 mars 1808, elles se virent chassées par une division de deux vaisseaux et trois frégates, qui leur coupaient le chemin. Obligées l'une et l'autre de chercher protection sous les forts de Groix, *l'Italienne* y parvint facilement, mais il n'en fut pas de même de *la Sirène*, qui ne put rallier la côte qu'en se battant des deux bords, pendant cinq quarts d'heure, avec un vaisseau et une frégate. Sommé, à trois reprises différentes, de se rendre, par ces mots : « Amène, ou je te coule; » Duperré répondit : « Coule, » mais je n'amène pas; feu partout ! » Forcé enfin de s'échouer pour ne pas tomber au pouvoir de ses adversaires, Duperré mit tant d'habileté dans sa manœuvre, que, trois jours après, il avait renfloué sa frégate et rentrait à Lorient, en passant à travers les nombreux croiseurs anglais qui bloquaient ce port (2). »

(1) *Précis des événements militaires*, par le général Mathieu Dumas, t. XIX, p. 147-157.
(2) Extrait du Moniteur du 24 août 1807.

(1) *Moniteur*, 26 novembre 1807.
(2) *Biographie maritime*.

N° 857. ENTRÉE DE FERDINAND VII EN FRANCE. 20 AVRIL 1808.

ALAUX et LESTANG.—1835.

Le prince des Asturies (depuis Ferdinand VII, roi d'Espagne), ayant réclamé la protection de l'empereur des Français, se rendit à Bayonne, le 20 avril 1808, « accompagné du duc de Saint-Charles, grand maître de sa maison; du duc de l'Infantado, du chanoine Escoquiz, des ministres Cevallos, Musquiz et Labrador; des comtes de Villaniero et d'Orgaz, et des marquis d'Ayerbe et de Suadalcarar. »

Le prince, qui avait été escorté jusqu'à la frontière par les gardes espagnoles, y fut reçu par le prince de Neufchâtel et par une garde d'honneur composée de grenadiers de la garde impériale, qui l'accompagnèrent jusqu'à Bayonne.

« Son altesse royale est descendue dans la maison où logeait l'infant don Carlos; à deux heures après midi S. M. l'empereur est allée voir les deux infants. A six heures son altesse royale est venue à la campagne qu'habite sa majesté, et a dîné avec elle (1).

N° 858. CONFÉRENCES DES EMPEREURS NAPOLÉON ET ALEXANDRE A ERFURT. 27 SEPTEMBRE AU 14 OCTOBRE 1808.

NAPOLÉON REÇOIT A ERFURT LE BARON DE VINCENT, AMBASSADEUR EXTRAORDINAIRE DE L'EMPEREUR D'AUTRICHE.

GOSSE.

Avant de quitter Tilsitt, dans le mois de juillet 1807, les empereurs de France et de Russie étaient convenus de se revoir l'année suivante. Cette entrevue eut lieu à Erfurt. Tous les rois et princes confédérés de l'Allemagne s'y trouvèrent ou s'y firent représenter par leurs ministres.

« Erfurt, dit l'auteur des Mémoires sur la guerre de 1809 en Allemagne, vit alors un de ces congrès de souverains auxquels l'Europe n'était plus accoutumée. Les deux empereurs d'Occident et d'Orient se réunissaient pour traiter des affaires de la paix et de la guerre, pour régler l'état de l'Europe.

» La Prusse y était représentée par le prince Guillaume et le comte de Goltz. L'empereur d'Autriche y envoya M. de Vincent, porteur d'une lettre à l'empereur des Français. Napoléon reçut, à son arrivée à Erfurt, l'ambassadeur d'Autriche. »

Les empereurs de France et de Russie étaient arrivés à Erfurt le 27 septembre; ils y séjournèrent jusqu'au 14 octobre, qu'ils se séparèrent pour retourner dans leurs états.

N° 858 *bis*. COMBAT DU PALINURE CONTRE LE CARNATION.—3 OCTOBRE 1808.

GUDIN.

Le 3 octobre 1808 le brick de sa majesté *le Palinure*, armé de seize caronades de vingt-quatre, et de quatre-vingts hommes d'équipage, sous les ordres du capitaine de frégate Jance, a rencontré, à environ soixante lieues au nord de la Martinique, le brick de guerre anglais *le Carnation*, armé de dix-huit caronades de trente-deux, et de cent dix-sept hommes d'équipage, capitaine Gregory.

» Après une canonnade d'une heure et demie, *le Carnation* a été enlevé à l'abordage par *le Palinure*, et conduit à la Martinique.

» L'ennemi a eu vingt-neuf hommes tués ou blessés, et parmi les premiers est le capitaine anglais. *Le Palinure* n'a eu que quinze hommes tués ou blessés (1). »

Le capitaine Jance avait commandé la manœuvre pendant toute l'affaire, quoique atteint depuis quelques jours d'une fièvre qui le fit descendre au tombeau le lendemain de sa victoire.

(1) *Moniteur* du 26 avril 1808.

(1) *Moniteur* du 18 février 1809.

N° 859. COMBAT DE SOMO-SIERRA (ESPAGNE). 30 NOVEMBRE 1808.

ALAUX et HIPP. LECOMTE (d'après H. VERNET).—.—1835.

L'arrivée du vieux roi Charles IV à Bayonne suivit de quelques jours celle de son fils (30 avril 1808). Dès lors Napoléon démasqua ses plans et s'achemina ouvertement à la conquête de l'Espagne, qu'il préparait sous main depuis plusieurs mois. Un traité secret, conclu le 27 octobre 1807 entre la cour de Madrid et le cabinet impérial des Tuileries, avait permis à quarante mille Français de traverser la péninsule pour aller attaquer la puissance anglaise à Gibraltar et en Portugal. Sous ce prétexte Pampelune, Barcelone, Figuières, Saint-Sébastien avaient été occupés, et les avant-postes de Murat poussés jusqu'à cinquante lieues de Madrid, à l'extrémité de la Vieille-Castille. Tout était donc prêt pour l'invasion, lorsque les deux abdications imposées à Charles IV et à son fils vinrent lui prêter une apparence de légitimité. « J'ai vu vos maux, je vais y porter remède, s'écriait Napoléon dans son manifeste adressé à la nation espagnole; votre grandeur, votre puissance, fait partie de la mienne. Vos princes m'ont cédé leurs droits à la couronne des Espagnes.... soyez pleins d'espérance..... (24 mai 1808). » Mais l'Espagne refusa d'entendre ces décevantes promesses; le jour de la fête de saint Ferdinand fut le signal d'une vaste insurrection sur divers points de la péninsule. Le marquis de la Romana ramena au sein de sa patrie toute une armée espagnole exilée sur les rives de la Baltique; une armée anglaise débarqua en Portugal; enfin la malheureuse capitulation de Baylen vint interrompre par un revers la longue suite de victoires qui depuis huit ans avaient partout accompagné les armes françaises. Napoléon s'aperçut alors que la possession de l'Espagne ne pouvait être l'effet d'une surprise, et que pour rétablir à Madrid son frère Joseph, qui n'avait pu y régner que huit jours, il fallait tout l'effort, tout le déploiement de puissance avec lequel on fait les grandes conquêtes.

« Il fut contraint, dit le maréchal Suchet dans ses Mémoires, de détacher de la grande armée, qui était en Prusse et en Pologne, une partie de ses vieilles bandes. Lui-même, avec la garde impériale, vint se mettre, au mois de novembre, à la tête des forces qu'il avait rassemblées sur le haut Èbre. »

Le 12 il avait son quartier général à Burgos, et marchait sur la capitale de l'Espagne.

On lit dans le treizième Bulletin :

« Le 29 le quartier général de l'empereur a été porté au village de Bozeguillas.

» Le 30, à la pointe du jour, le duc de Bellune s'est présenté au pied du Somo-Sierra. Une division de treize mille hommes de l'armée de réserve espagnole défendait le passage de cette montagne. L'ennemi se croyait inexpugnable dans cette position. Il avait retranché le col que les Espagnols appellent *Puerto*, et y avait placé seize pièces de canon. Le neuvième d'infanterie légère couronna la droite, le quatre-

vingt-seizième marcha sur la chaussée, et le vingt-quatrième suivit à mi-côte les hauteurs de gauche. Le général Senarmont, avec six pièces d'artillerie, avança par la chaussée.

» La fusillade et la canonnade s'engagèrent. Une charge que fit le général Montbrun, à la tête des chevau-légers polonais, décida l'affaire, charge brillante s'il en fut, où ce régiment s'est couvert de gloire, et a montré qu'il était digne de faire partie de la garde impériale. Canons, drapeaux, fusils, soldats, tout fut enlevé, coupé ou pris; huit chevau-légers polonais ont été tués sur les pièces, et seize ont été blessés; parmi ces derniers le capitaine Drievanoski a été si grièvement blessé, qu'il est presque sans espérance. Le major Ségur, maréchal des logis de la maison de l'empereur, chargeant parmi les Polonais, a reçu plusieurs blessures dont une assez grave. Les seize pièces de canon, dix drapeaux, une trentaine de caissons, deux cents chariots de toute espèce de bagages, les caisses des régiments, sont les fruits de cette brillante affaire (1). »

N° 860. NAPOLÉON

PRESCRIT AUX DÉPUTÉS DE LA VILLE DE MADRID DE LUI APPORTER LA SOUMISSION DU PEUPLE.

3 DÉCEMBRE 1808.

CARLE VERNET.—1810.

N° 861. NAPOLÉON

PRESCRIT AUX DÉPUTÉS DE LA VILLE DE MADRID DE LUI APPORTER LA SOUMISSION DU PEUPLE.

Aquarelle par GAUTIER.

« Le 1er décembre le quartier général de l'empereur était à Saint-Augustin, et le 2 le duc d'Istrie, avec la cavalerie, est venu couronner les hauteurs de Madrid. Le 2, à midi, sa majesté arriva de sa personne. Le maréchal duc d'Istrie envoya sommer la ville, où s'était formée une junte militaire.

» Prendre Madrid d'assaut pouvait être une opération militaire de peu de difficulté; mais amener cette grande ville à se soumettre en employant tour à tour la force et la persuasion, et en arrachant les propriétaires et les véritables hommes de bien à l'oppression sous laquelle ils gémissaient, c'est là ce qui était difficile. Tous les efforts de l'empereur dans ces deux journées n'eurent pas d'autre but.

» Dans la journée du 2 décembre l'empereur ordonna au général de brigade Maison de s'emparer des faubourgs, et chargea le général de division Lauriston de protéger cette occupation par le feu de quatre pièces d'artillerie de la garde. Les voltigeurs du seizième régiment s'emparèrent des maisons et notamment d'un grand cimetière... » Les attaques furent conduites avec la plus grande activité.

Dans la matinée du 3 le palais du Retiro, les postes importants de l'observatoire, de la manufacture de porcelaine, de la grande caserne, de l'hôtel de Médina-Celi, et tous les débouchés qui avaient été mis en état de défense étaient emportés par les troupes françaises.

« On se serait difficilement peint le désordre qui régnait dans Madrid, ajoute le Bulletin, si un grand nombre de prisonniers, arrivant successivement, n'avaient rendu compte des scènes épouvantables et de tout genre dont cette capitale offrait le spectacle.

» A cinq heures le général Morla, l'un des membres de la junte militaire, et don Bernardo Yriarte, envoyé de la ville, se rendirent dans la tente de S. A. S. le major général, et demandèrent la journée du 4 pour faire entendre raison au peuple. Le prince major général les présenta à S. M. l'empereur et roi, qui, à la fin de son allocution, leur dit : « Retournez à Madrid; je vous donne jusqu'à demain six heures » du matin. Revenez alors, si vous n'avez à me parler du » peuple que pour m'apprendre qu'il s'est soumis; sinon, » vous et vos troupes, vous serez tous passés par les » armes (1). »

(1) Treizième Bulletin de l'armée d'Espagne.

N° 862. CAPITULATION DE MADRID.

GROS.—1810.

« Le 4, à six heures du matin, rapporte le quatorzième Bulletin de l'armée d'Espagne, le général Morla et le général don Fernando de la Vera, gouverneur de la ville, se présentèrent à la tente du prince major général. Les discours de l'empereur, répétés au milieu des notables, la certitude qu'il commandait en personne, les pertes éprouvées pendant la journée précédente avaient porté le repentir et la terreur dans tous les esprits. Pendant la nuit les plus mutins s'étaient soustraits au danger par la fuite, et une partie des troupes s'étaient débandées.

» A dix heures le général Belliard prit le commandement de Madrid; tous les postes furent remis aux Français, et un pardon général fut proclamé.

N° 862 *bis*. COMBAT DU BRICK DE GUERRE LE CYGNE CONTRE UNE DIVISION NAVALE ANGLAISE. — 12 DÉCEMBRE 1808.

GUDIN.

Le brick de guerre *le Cygne*, armé de quatorze caronades de vingt-quatre et deux canons de huit, et commandé par le lieutenant de vaisseau Menouvrier-Defresne, fut expédié de Cherbourg le 10 novembre 1808, avec un chargement de farine et autres subsistances destinées au ravitaillement des troupes formant la garnison de la Martinique. A l'atterrage de cette île *le Cygne* soutint un brillant combat, dont le récit, qu'on va lire, est extrait du rapport adressé par le ministre de la marine à l'empereur.

« Le 12 décembre *le Cygne*, qui se dirigeait sur Saint-Pierre, fut obligé, par la présence de l'ennemi en force supérieure, de mouiller au Céron, sous la protection des batteries de la côte. Ce jour même huit bâtiments ennemis, dont deux frégates et une corvette, vinrent attaquer ce brick. Les frégates lui envoyèrent leurs bordées, et trois péniches protégées par elles se dirigèrent sur *le Cygne*. Elles furent coulées avant de l'atteindre. Une des frégates s'approcha du brick français à demi-portée de pistolet dans l'intention de l'aborder; mais la mitraille et la mousqueterie *du Cygne* la forcèrent bientôt de s'éloigner. Quatre nouvelles péniches accostèrent ce brick; mais des hommes dont elles étaient armés, dix-sept seuls, faits prisonniers, mirent le pied sur le pont : les autres avaient été exterminés. La division anglaise, maltraitée, et ayant eu au moins deux cents hommes tués ou noyés, prit le large.

« *Le Cygne* n'a pas perdu un seul homme, cinq seulement ont été légèrement blessés. »

Les habitants de la Martinique témoignèrent la plus vive admiration pour la bravoure des défenseurs *du Cygne;* et le commerce de Saint-Pierre décerna, avec l'approbation de l'amiral Villaret, capitaine général de la colonie, une épée d'honneur au lieutenant Dufresne. Aussitôt que l'empereur

(1) Treizième et quatorzième Bulletin de l'armée d'Espagne.

fut instruit de la conduite de cet officier, il l'éleva au grade de capitaine de frégate (1).

N° 863. L'ARMÉE FRANÇAISE
TRAVERSE LES DÉFILÉS DU GUADARRAMA.
22 AU 24 DÉCEMBRE 1808.

TAUNAY.—1812.

N° 864. L'ARMÉE FRANÇAISE
TRAVERSE LES DÉFILÉS DU GUADARRAMA.
22 AU 24 DÉCEMBRE 1808.

ALAUX et LAFAYE (d'après TAUNAY).—1835.

« Dans les premiers jours du mois de décembre on apprit que les colonnes de l'armée anglaise étaient en retraite et se dirigeaient vers la Corogne, où elles devaient se rembarquer. De nouvelles informations firent ensuite connaître qu'elles s'étaient arrêtées, et que le 16 elles étaient parties de Salamanque pour entrer en campagne. Dès le 15 la cavalerie légère avait paru à Valladolid; toute l'armée anglaise passa le Duero, et arriva le 23 devant le duc de Dalmatie, à Saldagna.

» Aussitôt que l'empereur en fut instruit à Madrid, il quitta cette capitale, le 22 décembre, pour marcher contre les Anglais, afin de leur couper la retraite et se porter sur leurs derrières. Le quartier général était le 23 à Villa-Castin, le 25 à Tordesillas, et le 27 à Medina de Rio-Seco. Mais, quelque diligence que fissent les troupes françaises, le passage de la montagne du Guadarrama, qui était couverte de neige, les pluies continuelles et le débordement des torrents retardèrent leur marche de deux jours (2). »

N° 865. MADEMOISELLE DE SAINT-SIMON
SOLLICITANT LA GRACE DE SON PÈRE.—DÉCEMBRE 1808.

LAFOND.—1810.

N° 866. MADEMOISELLE DE SAINT-SIMON
SOLLICITANT LA GRACE DE SON PÈRE.—DÉCEMBRE 1808.

ALAUX et LAFAYE (d'après LAFOND).—1835.

Le marquis de Saint-Simon, ancien officier général français, engagé au service d'Espagne depuis la révolution, se trouvait à Madrid lors du siége de cette ville. Après l'entrée des troupes françaises il fut arrêté, et il allait être traduit devant une commission militaire, lorsque mademoiselle de Saint-Simon se jeta aux genoux de Napoléon pour lui demander la grâce de son père, qui lui fut accordée.

N° 867. NAPOLÉON A ASTORGA. — JANVIER 1809.

L'EMPEREUR SE FAIT PRÉSENTER LES PRISONNIERS ANGLAIS, ET ORDONNE DE LES TRAITER AVEC DES SOINS PARTICULIERS.

HIPP. LECOMTE.—1810.

(1) Travaux de la section historique de la marine.
(2) Vingt et unième Bulletin de l'armée d'Espagne.

N° 868. NAPOLÉON A ASTORGA.—JANVIER 1809.

L'EMPEREUR SE FAIT PRÉSENTER LES PRISONNIERS ANGLAIS, ET ORDONNE DE LES TRAITER AVEC DES SOINS PARTICULIERS.

ALAUX et BAILLIF (d'après HIPP. LECOMTE).—1835.

Depuis l'arrivée de l'empereur au quartier général d'Astorga, les troupes françaises avaient eu plusieurs engagements avec l'armée anglo-espagnole, qui se retirait du côté de la Corogne.

« La route de Benavente à Astorga est couverte de chevaux anglais morts, de voitures, d'équipages, de caissons d'artillerie et de munitions de guerre. On a trouvé à Astorga des magasins de draps, de couvertures et d'outils de pionniers.

» L'empereur a chargé le duc de Dalmatie de la mission glorieuse de poursuivre les Anglais jusqu'au lieu de leur embarquement.

» Il y a deux routes d'Astorga à Villa-Franca. Les Anglais passaient par celle de droite, les Espagnols suivaient celle de gauche; ils marchaient sans ordre; ils ont été coupés et cernés par les chasseurs hanovriens. Un général de brigade et une division entière, officiers et soldats, ont mis bas les armes; on lui a pris ses équipages, dix drapeaux et six pièces de canon.

» Depuis le 27 nous avons déjà fait à l'ennemi plus de dix mille prisonniers, parmi lesquels sont quinze cents Anglais. Nous lui avons pris plus de quatre cents voitures de bagages et de munitions, quinze voitures de fusils, ses magasins et ses hôpitaux de Benavente, d'Astorga et de Bembibre. Dans ce dernier endroit, le magasin à poudre, qu'il avait établi dans une église, a sauté.

» Sa majesté a ordonné de traiter les prisonniers anglais avec les égards dus à des soldats qui, dans toutes les circonstances, ont manifesté des idées libérales et des sentiments d'honneur. Informée que, dans les lieux où les prisonniers sont rassemblés, et où se trouvent dix Espagnols contre un Anglais, les Espagnols maltraitent les Anglais et les dépouillent, elle a ordonné de séparer les uns des autres, et elle a prescrit, pour les Anglais, un traitement tout particulier (1). »

N° 869. COMBAT DE LA COROGNE.
10 JANVIER 1809.

HIPP. LECOMTE.

En conséquence des ordres qu'il avait reçus de l'empereur, le duc de Dalmatie marchait à la poursuite de l'armée anglaise qui se dirigeait sur le Ferrol et la Corogne.

« Le 12 janvier il partit de Betanzos..... Le 15 au matin les divisions Merle et Mermet occupèrent les hauteurs de Villaboa, où se trouvait l'avant-garde ennemie, qui fut attaquée et culbutée.

» Notre droite fut appuyée au point d'intersection de la route de la Corogne à Lugo, et de la Corogne à San-Iago. Elle était placée en arrière du village d'Elvina. L'ennemi occupait en face de très-belles hauteurs. »

Le reste de la journée du 15 fut employé à placer une batterie de douze pièces de canon, et ce ne fut que le 16, à trois heures après midi, que le duc de Dalmatie donna l'ordre de l'attaque. On se battit jusqu'au soir. « Les Anglais, reprend le Bulletin, ayant été abordés franchement par la première brigade de la division Mermet, furent repoussés du village d'Elvina, et se retirèrent dans les jardins qui sont

(1) Vingt-cinquième Bulletin de l'armée d'Espagne.

autour de la Corogne. La nuit devenant très-obscure, on fut obligé de suspendre l'attaque. L'ennemi en a profité pour s'embarquer. Sa perte a été immense : deux batteries de notre artillerie l'ont foudroyé pendant la durée du combat. On a compté sur le champ de bataille plus de huit cents cadavres anglais, parmi lesquels on a trouvé le corps du général Hamilton et ceux de deux autres officiers généraux dont on ignore les noms. Nous avons pris vingt officiers, trois cents soldats et quatre pièces de canon. Les Anglais ont laissé plus de quinze cents chevaux qu'ils avaient tués. Notre perte s'élève à cent hommes tués ; on ne compte pas plus de cent cinquante blessés.

« Nous n'avons eu qu'environ six mille hommes d'engagés pendant le combat. »

Le Bulletin suivant ajoute : « Les régiments anglais portant les numéros quarante-deux, cinquante et cinquante-deux, ont été entièrement détruits au combat du 16, près la Corogne. Il ne s'est pas embarqué soixante hommes de chacun de ces corps. Le général en chef Moore a été tué en voulant charger à la tête de cette brigade (1). »

N° 869 *bis*. PRISE DE LA PROSERPINE DEVANT TOULON. — 28 février 1809.

GUDIN.

Le 27 février l'amiral Gantheaume, qui commandait à Toulon, voulant éloigner une frégate anglaise qui depuis plusieurs jours venait indiscrètement explorer les mouvements de la rade, fit appareiller les frégates *la Pénélope*, capitaine Dubourdieu, et *la Pauline*, capitaine Montfort. Ces deux bâtiments avaient ordre de rentrer dans la soirée, et lorsqu'ils exécutèrent cette manœuvre la frégate anglaise les suivit dans leur retraite, et revint, à la nuit tombante, reconnaître l'escadre de sa majesté jusqu'à peu de distance du cap Sicié.

L'amiral ordonna alors aux deux mêmes frégates de réappareiller aussitôt que l'obscurité leur permettrait d'espérer que leur manœuvre ne serait pas aperçue de l'ennemi, de porter d'abord au large et de revenir sur la rade après une courte bordée, de manière à couper la retraite à la frégate ennemie, et à lui livrer le combat.

Cette manœuvre fut exécutée avec autant de précision que d'habileté, et le capitaine Dubourdieu, dans son rapport à l'amiral Gantheaume, rend ainsi compte du succès de sa mission :

« A deux heures, ce matin, nous avons aperçu la frégate ; à quatre heures et demie, nous l'avons engagée, et à cinq heures un quart elle a amené son pavillon.

» Notre bonheur est tel que, quoique nous ayons combattu vergue à vergue et de nuit, *la Pénélope* et *la Pauline* n'ont pas un seul homme de tué ni de blessé. *La Pénélope* a eu quelques avaries dans son gréement, et *la Pauline*, par la position habile qu'elle a su conserver, n'a nullement souffert.

» La frégate ennemie est *la Proserpine*, de quarante-deux canons, capitaine Charles Otter, armée de deux cent quatre-vingt-dix hommes d'équipage. Elle a eu onze hommes tués dans cette affaire et quinze blessés (2). »

(1) Trentième et trente et unième Bulletin de l'armée d'Espagne.
(2) *Moniteur* du 9 mars 1809.

N° 869 *ter*. COMBAT DE CIUDAD-REAL. 27 mars 1809.

... ...

On lit dans le Moniteur du 9 avril 1809 :

« Le général Sébastiani mande de Santa-Cruz, au pied de la Sierra-Morena, en date du 29 mars, que le 27 il a reconnu l'armée espagnole d'Andalousie grossie d'une nuée de paysans, qui était en bataille devant Ciudad-Real ; qu'il l'a attaquée, culbutée et détruite sans résistance, et que le 28 les faibles restes de cette armée étaient au delà de la Sierra-Morena ; que les résultats de cette affaire sont de quatre mille prisonniers, sept drapeaux et dix-huit pièces de canon. Au nombre des prisonniers sont cent quatre-vingt-dix-sept officiers, parmi lesquels quatre colonels et sept lieutenants-colonels. Un grand nombre d'ennemis a été tué, plus de trois mille ont été sabrés par la cavalerie. De si grands résultats ne nous ont presque rien coûté : Nous avons eu trente hommes tués et soixante blessés...

» Hier, 28, des fuyards ennemis ont été atteints par la cavalerie, et deux généraux ennemis, qui les escortaient, ont été tués. Le général Sébastiani était le 29 au pied de la Sierra-Morena, et se trouvait ainsi en ligne avec le duc de Bellune, qui doit avoir dépassé Mérida (1). »

N° 870. BATAILLE D'OPORTO. — 29 mars 1809.

BEAUME.

Le combat de la Corogne livra au maréchal Soult la Galice et tout le nord de l'Espagne. Il marcha de là sur le Portugal, et, après avoir passé le Minho, il se dirigea sur Oporto. Le 27 mars il était devant cette ville. « Quand il fut arrivé devant la place le 28, et qu'il vit l'étendue et la faiblesse des ouvrages, il demanda de nouveau au prélat (l'évêque d'Oporto, qui commandait dans la ville) qu'il épargnât à cette cité grande et commerçante les horreurs d'un siége. Le prisonnier qu'on envoya porter ce message n'évita la mort qu'en prétendant que Soult faisait offrir de rendre son armée.....

» La négociation étant rompue, Soult fit ses dispositions pour attaquer dès le lendemain. Le combat s'engagea sur les ailes..... Les Français chargèrent avec impétuosité, pénétrèrent au delà des retranchements, et s'emparèrent de deux forts principaux, où ils entrèrent par les embrasures, tuant ou dispersant tout ce qu'ils y trouvèrent.

» La victoire était certaine..... mais le combat se continuait dans Oporto. Les deux bataillons que le maréchal avait fait marcher sur la ville avaient brisé les barricades qui étaient à l'entrée des rues, et étaient arrivés au pont en combattant toujours ; alors tous les désastres possibles, toutes les horreurs de la guerre s'accumulèrent en une heure sur cette malheureuse ville.

» Plus de quatre mille personnes de tout sexe et de tout âge s'enfuirent dans le plus grand tumulte et comme éperdues vers le pont, qu'elles s'efforçaient inutilement de traverser, tant l'affluence était grande. Les batteries de la rive opposée ouvrirent leur feu quand les Français parurent ; et, au même moment, un détachement de cavalerie portugaise qui fuyait traversa au grand galop cette foule épouvantée, et se fraya un chemin sanglant jusqu'au fleuve. Les barques encombrées ne purent soutenir le poids de ces nouveaux arrivants, et bientôt toute cette partie du fleuve fut couverte de cadavres sur lesquels venait échouer tout ce qui tentait encore le passage.

« Les premiers Français qui arrivèrent oublièrent, à cet

(1) *Moniteur* du 9 avril 1809.

affreux spectacle, et le combat et les ennemis ; ils ne virent plus que des malheureux qu'il fallait sauver.....

» On dit que dix mille Portugais périrent dans ce jour malheureux. La perte des Français n'excéda pas cinq cents hommes (1). »

N° 870 *bis*. COMBAT DU NIÉMEN CONTRE L'AMÉTHYSTE. — 6 AVRIL 1809.

GUDIN.

Le 5 avril, à onze heures et demie du matin, la frégate de sa majesté *le Niémen*, commandée par le capitaine Dupotet, eut connaissance de deux frégates ennemies à deux lieues et demie sous le vent.

A neuf heures un quart du soir l'une de ces deux frégates, *l'Améthyste*, rejoignit *le Niémen*, et le feu commença par les canons de retraite et de chasse.

A onze heures et demie, ayant plusieurs manœuvres coupées, et ne voulant pas attendre de plus grandes avaries, le capitaine Dupotet se résolut à un engagement sérieux ; un quart d'heure après le combat commença à portée de pistolet, sous petite voile.

Après plusieurs manœuvres, s'apercevant que l'ennemi voulait le passer d'avant en arrière, le capitaine français imita d'abord sa manœure, puis, revenant au vent, lui passa à la poupe, et lui envoya dans cette position une volée à bout portant; il voulait en venir à un abordage, mais l'ennemi l'évita par une arrivée qui lui laissa l'avantage du vent

A deux heures et demie Dupotet perdit son mât d'artimon, et le feu prit dans le bastingage de bâbord ; l'ennemi, quoique très-dégréé, profita de ce moment pour le canonner par la hanche; mais le désordre fut bientôt réparé, et Dupotet eut la satisfaction de voir tomber le grand mât et le mât d'artimon de la frégate ennemie, qui prit aussitôt chasse vent arrière, ayant à la traîne ses deux mâts qui retardaient sa marche; il ne lui restait de voiles que sa misaine criblée de mitraille. Dupotet la canonna ainsi dans sa poupe sans qu'elle tirât un coup de canon. Mais, au moment où l'ennemi était rendu, et où un officier français allait l'amariner, la frégate *l'Aréthuse*, portant quarante-huit bouches à feu, dont vingt-huit canons de dix-huit, et vingt caronades de trente-deux, vint prendre part au combat, et délivrer *l'Améthyste*.

L'Améthyste, avec laquelle Dupotet avait combattu six heures et demie environ, avait vingt-six canons de dix-huit, deux de neuf, et dix-huit caronades de trente-deux.

N° 871. COMBAT DE TANN (BAVIÈRE). 19 AVRIL 1809.

Aquarelle par SIMÉON FORT. — 1835.

L'empereur d'Autriche, déchu de la haute souveraineté qu'il occupait en Allemagne, et dépouillé d'une portion si considérable de ses anciennes provinces, attendait impatiemment une occasion favorable de reprendre les armes contre la France. Il crut qu'elle lui était fournie par la résistance inattendue que Napoléon trouvait en Espagne. D'immenses préparatifs de guerre furent faits sur tous les points de la monarchie autrichienne, et les peuples appelés aux armes par un manifeste qui revendiquait la liberté des nations opprimées.

« L'armée autrichienne, dit le premier Bulletin de la campagne de 1809, a passé l'Inn le 9 avril. Par là les hostilités ont commencé. Voici quelle était la position des corps français et alliés :

» Le corps du duc d'Auerstaedt à Ratisbonne.

» Le corps du duc de Rivoli à Ulm.

» Le corps du général Oudinot à Augsbourg.

» Le quartier général à Strasbourg.

» Les trois divisions bavaroises, sous les ordres du duc de Dantzick, placées, la première, commandée par le prince royal, à Munich ; la deuxième, commandée par le général Deroy, à Landshut ; et la troisième, commandée par le général de Wrede, à Straubing.

» La division wurtembergeoise à Heidenheim.

» Les troupes saxonnes, campées sous les murs de Dresde.

» Le corps du duché de Varsovie, commandé par le prince Poniatowsky, sous Varsovie. »

L'empereur apprit par le télégraphe, dans la soirée du 12 avril, le passage de l'Inn par l'armée autrichienne ; il partit de Paris un instant après. Le 16 il était à Louisbourg, le 17 à Donawerth, et le 18 à Ingolstadt, où il établit son quartier général.

Les troupes autrichiennes se dirigèrent sur Ratisbonne en débouchant par Landshut. Le duc d'Auerstaedt reçut l'ordre de quitter Ratisbonne le 19; et de se rapprocher d'Ingolstadt en se portant sur Neustadt.

Il se mit en marche à la pointe du jour sur deux colonnes : les divisions Morand et Gudin formaient sa droite ; les divisions Saint-Hilaire et Friant formaient sa gauche. Le général Saint-Hilaire, arrivé au village de Peissing (sur les hauteurs de Busch, en avant de Tann), rencontra le corps autrichien de Hohenzollern, accompagné par la réserve des grenadiers, et par le corps de Rosemberg. Le général Saint-Hilaire, quoique inférieur en nombre, soutenu par le général Friant, n'hésita pas à charger : il attaqua les troupes autrichiennes, enleva leurs positions, tua une grande quantité de monde, et fit six à sept cents prisonniers (1). »

N° 872. NAPOLÉON HARANGUE LES TROUPES BAVAROISES ET WURTEMBERGEOISES A ABENSBERG. — 20 AVRIL 1809.

DEBRET. — 1810

Le 20 l'empereur se porta à Abensberg, où il se trouva bientôt en présence des troupes autrichiennes. Il y rencontra le corps des Bavarois et des Wurtembergeois, et voulut combattre à leur tête.

Il fit réunir en cercle les officiers de ces deux armées (on distinguait au milieu d'eux le général de Wrede, le comte Deroy, etc.), et leur parla longtemps. Le prince royal de Bavière traduisait en allemand le discours de l'empereur, qui fut ensuite répété aux compagnies par les capitaines.

N° 873. BATAILLE D'ABENSBERG. — 20 AVRIL 1809.

Aquarelle par STORELLI. — 1835.

« Après son discours l'empereur donna le signal du combat, et mesura les manœuvres sur le caractère particulier de ses troupes. Le général de Wrede, officier bavarois d'un grand mérite, placé au-devant du pont de Siegenburg, attaqua une division autrichienne qui lui était opposée. Le général Vandamme, qui commandait les Wurtembergeois, la déborda sur son flanc droit. Le duc de Dantzick, avec la division du prince royal et celle du général Deroy, marcha

(1) *Histoire des guerres de la Péninsule de* 1807 *à* 1814, par le lieutenant-colonel Napier, t. III, p. 247-252.

(1) Campagne d'Autriche, premier Bulletin.

sur le village de Renhausen pour arriver sur la grande route d'Abensberg à Landshut. Le duc de Montebello, avec ses deux divisions françaises, força l'extrême gauche, culbuta tout ce qui était devant lui, et se porta sur Rohr et Rothemburg. Sur tous les points la canonnade était engagée avec succès... Huit drapeaux, douze pièces de canon, dix-huit mille prisonniers furent le résultat de cette affaire (1). »

N° 874. COMBAT ET PRISE DE LANDSHUT.
21 avril 1809.

Hersent.—1810.

N° 875. COMBAT DE LANDSHUT.—21 avril 1809.

Aquarelle par Siméon Fort.—1835.

« La bataille d'Abensberg ayant découvert le flanc de l'armée autrichienne et tous les magasins de l'ennemi, le 21 l'empereur, dès la pointe du jour, marcha sur Landshut....

» Le général de division Mouton fit marcher au pas de charge sur le pont les grenadiers du dix-septième, formant la tête de la colonne. Ce pont, qui est en bois, était embrasé, mais ne fut point un obstacle pour notre infanterie, qui le franchit et pénétra dans la ville... Les troupes autrichiennes, chassées de leur position, furent alors attaquées par le duc de Rivoli qui débouchait par la rive droite. Landshut tomba en notre pouvoir, et avec Landshut nous prîmes trente pièces de canon, neuf mille prisonniers, six cents caissons du parc, attelés et remplis de munitions, trois mille voitures portant les bagages, trois superbes équipages de pont, enfin les hôpitaux et les magasins que l'armée autrichienne commençait à former (2). »

N° 876. BATAILLE D'ECKMUHL.—22 avril 1809, midi.

Aquarelle par Siméon Fort.—1835.

N° 877. BATAILLE D'ECKMUHL.—22 avril 1809.

Alaux et Gilbert—1835.

« Le 22 au matin l'empereur se mit en marche de Landshut avec les deux divisions du duc de Montebello, le corps du duc de Rivoli, les divisions de cuirassiers Nansouty, Saint-Sulpice, et la division wurtembergeoise. A deux heures après midi il arriva vis-à-vis Eckmühl, où les quatre corps de l'armée autrichienne, formant cent dix mille hommes, étaient en position sous le commandement de l'archiduc Charles. Le duc de Montebello déborda l'ennemi par la gauche avec la division Gudin. Au premier signal, les ducs d'Auerstaedt et de Dantzick, et la division de cavalerie légère du général Montbrun, débouchèrent. On vit alors un des plus beaux spectacles qu'ait offerts la guerre, cent dix mille ennemis attaqués sur tous les points, tournés par leur gauche et successivement dépostés de toutes leurs positions. Le détail des événements militaires serait trop long : il suffit de dire que l'ennemi a perdu la plus grande partie de ses canons et un grand nombre de prisonniers, que le dixième d'infanterie légère de la division Saint-Hilaire se couvrit de gloire, et que les Autrichiens, débusqués du bois qui couvre Ratisbonne, furent jetés dans la plaine et coupés par la cavalerie. Le sénateur, général de division, Demont eut un cheval tué sous lui. La cavalerie autrichienne, forte et nombreuse, se présenta pour protéger la retraite de son infanterie ; la division Saint-Sulpice sur la droite, la division Nansouty sur la gauche, l'abordèrent : la ligne de hussards et de cuirassiers ennemis fut repoussée. Plus de trois cent cuirassiers autrichiens furent faits prisonniers. La nuit commençait, nos cuirassiers continuèrent leur marche sur Ratisbonne....

» Les blessés, la plus grande partie de l'artillerie, quinze drapeaux et vingt mille prisonniers sont tombés en notre pouvoir (1). »

(1) Campagne d'Autriche, premier Bulletin.
(2) *Idem.*

N° 878. COMBAT DE RATISBONNE
(vallée du Danube).—23 avril 1809.

Aquarelle par Bagetti.

» Le 23, à la pointe du jour, on s'avança sur Ratisbonne. L'avant-garde, formée par la division Gudin et par les cuirassiers des divisions Nansouty et Saint-Sulpice, ne tarda pas à rencontrer la cavalerie autrichienne en avant de la ville. Trois charges successives s'engagèrent; toutes furent à notre avantage : huit mille hommes de cavalerie autrichienne repassèrent le Danube (2). »

N° 879. NAPOLÉON BLESSÉ DEVANT RATISBONNE.
23 avril 1809.

Gautherot.—1810

On lit dans le deuxième Bulletin :

« On a fait courir le bruit que l'empereur avait eu la jambe cassée; le fait est qu'une balle morte a effleuré le talon de la botte de sa majesté. Napoléon fut pansé sur le champ de bataille, en avant de Ratisbonne, par le docteur Ivan, chirurgien-major des grenadiers de la garde impériale. »

N° 880. ATTAQUE DE RATISBONNE.
23 avril 1809.

Aquarelle par Justin Ouvrié.—1835

N° 881. COMBAT ET PRISE DE RATISBONNE.
23 avril 1809.

Thévenin.—1811.

« L'artillerie arriva; on mit en batterie des pièces de douze; on reconnut une issue par laquelle, au moyen d'une échelle, on pouvait descendre dans le fossé et remonter ensuite par une brèche faite à la muraille.

» Le duc de Montebello fit passer par cette ouverture un bataillon qui gagna une poterne et l'ouvrit : on s'introduisit alors dans la ville. Le duc de Montebello, qui avait désigné le lieu du passage, a fait porter les échelles par ses aides de camp. Tout ce qui fit résistance fut sabré; le nombre des prisonniers passa huit mille. Cette malheureuse ville a beaucoup souffert : le feu y a été une partie de la nuit; mais par les soins du général Morand et de sa division on parvint à l'éteindre (3). »

N° 882. COMBAT D'EBERSBERG.—3 mai 1809.

Taunay.—1810.

(1) Campagne d'Autriche, premier Bulletin.
(2) *Ibid.*
(3) *Ibid.*

N° 883. COMBAT D'EBERSBERG. — 3 MAI 1809.

Aquarelle par SIMÉON FORT.—1835.

Après l'occupation de Ratisbonne les troupes françaises ne tardèrent pas à entrer dans la haute Autriche. Le quartier général fut successivement transporté à Mülhdorf, Burgausen et Braunau. Le 2 mai l'empereur était à Ried.

Le duc de Rivoli continuait sa marche, et arrivait le 3 à Lintz. Un corps de troupes autrichien, fort de trente-cinq mille hommes, était en avant de la Traun; menacé d'être tourné par le duc de Montebello, il se porta sur Ebersberg pour y passer la rivière.

« Le 3, le duc d'Istrie et le général Oudinot se dirigèrent sur Ebersberg, et firent leur jonction avec le duc de Rivoli; ils rencontrèrent en avant d'Ebersberg l'arrière-garde des Autrichiens.... » Le général Claparède s'engagea sur le pont à la tête des tirailleurs du Pô et des tirailleurs corses, et déboucha sur la ville, où il trouva trente mille Autrichiens occupant une superbe position. Le maréchal duc d'Istrie passait le pont avec sa cavalerie pour soutenir la division, et le duc de Rivoli ordonnait d'appuyer son avant-garde par le corps d'armée. Les troupes autrichiennes étaient perdues sans ressources. Dans cet extrême danger elles mirent le feu à la ville, qui est construite en bois. Le feu s'étendit en un instant partout; le pont fut bientôt encombré, et l'incendie gagna même jusqu'aux premières travées qu'on fut obligé de couper pour le conserver. Cavalerie, infanterie, rien ne put déboucher, et la division Claparède seule, et n'ayant que quatre pièces de canon, lutta pendant trois heures contre trente mille hommes.

» L'ennemi voyant que cette division était sans communication avança trois fois sur elle, et fut toujours arrêté et reçu par les baïonnettes. Enfin, après un travail de trois heures, on parvint à détourner les flammes et à ouvrir un passage.

» Cette division, qui fait partie des grenadiers d'Oudinot, s'est couverte de gloire; elle a eu trois cents hommes tués et six cents blessés. L'intrépidité des tirailleurs du Pô et des tirailleurs corses a fixé l'attention de toute l'armée (1).

N° 884. BIVOUAC DE NAPOLÉON PRÈS LE CHATEAU D'EBERSBERG. — 4 MAI 1809.

MONGIN —1810.

Le 27, trois jours après la prise de Ratisbonne, le quartier général de l'empereur était à Mülhdorf; le 30, il fut transféré à Burghausen; le 1er mai à Braunau, de là à Ens où il était le 4.

« L'empereur, dit le cinquième Bulletin, couche aujourd'hui à Ens dans le château du prince d'Auersberg.... Les députés des états de la haute Autriche ont été présentés à sa majesté à son bivouac d'Ebersberg. »

Le major général de la grande armée est près de l'empereur.

N° 885. BOMBARDEMENT DE VIENNE. 11 MAI 1809.

BACLER D'ALBE.—1811.

N° 886. ATTAQUE DE VIENNE. NUIT DU 11 AU 12 MAI 1809.

Aquarelle par CICÉRI (d'après BAGETTI).

Le sixième Bulletin de la grande armée indique ainsi la position des différents corps d'armée qui marchaient sur les états d'Autriche :

« Le prince de Ponte-Corvo se trouvait le 6 mai à Retz, entre la Bohême et Ratisbonne.

» Le maréchal duc de Montebello a passé l'Ens à Steyer le 4. Le 5, il était à Amstetten, et le 6 à Molk.

» Le 6, le duc de Rivoli arrivait à Amstetten.

» Le 8 mai, le quartier général avait été transporté à Saint-Polten, et le duc de Dantzick marchait de Saltzbourg sur Insprück.

» Le 10 mai, à neuf heures, l'empereur a paru aux portes de Vienne avec le corps du maréchal duc de Montebello..... Le bruit était général dans le pays que tous les retranchements qui environnent la capitale étaient armés, qu'on avait construit des redoutes, qu'on travaillait à des camps retranchés, et que la ville était résolue à se défendre...

» Le général Conroux traversa les faubourgs, et le général Tharreau se rendit sur l'esplanade qui les sépare de la cité. Au moment où il débouchait il fut reçu par une fusillade et par des coups de canon, et légèrement blessé. » Le Bulletin ajoute qu'un des aides de camp du duc de Montebello, envoyé en parlementaire et porteur d'une sommation avait été insulté, et que, la ville refusant de se rendre, l'empereur avait ordonné de l'attaquer. « A neuf heures du soir une batterie de vingt obusiers, construite par les généraux Bertrand et Navalet, à cent toises de la place, commença le bombardement; dix-huit cents obus furent lancés en moins de quatre heures, et bientôt toute la ville parut en flammes, etc., etc. »

La ville ayant été évacuée pendant la nuit, le général O'Reilly, qui se trouvait investi du commandement de la place après le départ des troupes autrichiennes, « fit prévenir les avant-postes français qu'on allait cesser le feu, et qu'une députation se rendait auprès de l'empereur.

» La capitulation fut signée dans la soirée, et le 13 à six heures du matin, les grenadiers d'Oudinot ont pris possession de la ville (1). »

N° 887. PASSAGE DU TAGLIAMENTO. 11 MAI 1809.

ALAUX et RICAUD.—1835.

En déclarant la guerre à Napoléon, l'empereur d'Autriche avait commencé les hostilités sur tous les points où ses frontières touchaient à celles de l'empire français, et pendant que ses troupes passaient l'Inn et envahissaient la Bavière, une autre armée descendait des montagnes du Tyrol, et envahissait les anciens états de la république vénitienne, cédés à la France par les derniers traités. Mais le vice-roi, commandant en chef de l'armée d'Italie, eut bientôt réuni ses troupes et marché au-devant des Autrichiens. Le 16 avril on se battait déjà entre Pordenone et Sacile. Vicence, Trévise, Padoue, dont l'armée autrichienne s'était emparée, ne tardèrent pas à être reprises. On passa la Piave le 8 mai, et le quartier général de l'armée d'Italie était le 9 à Conegliano. De là le prince vice-roi marcha sur le Tagliamento.

« Le 11 toute l'armée a passé le Tagliamento; elle a joint les troupes autrichiennes vers trois heures de l'après-midi à Saint-Daniel. Le général Giulay occupait les hauteurs avec plusieurs régiments d'infanterie, plusieurs escadrons de cavalerie et cinq pièces d'artillerie. »

La position fut aussitôt attaquée. Les Autrichiens furent repoussés sur tous les points. A minuit notre avant-garde avait pris position sur la Ledra. « Ils ont perdu au combat de Saint-Daniel deux pièces de canon, six cents hommes tués ou bles-

(1) Campagne d'Autriche, cinquième Bulletin.

(1) Campagne d'Autriche, septième Bulletin.

sés; le drapeau et quinze cents hommes du régiment de Rieski ont été pris. Nous avons eu deux cents hommes tués ou blessés (1). »

N° 888. NAPOLÉON

ORDONNE DE JETER UN PONT SUR LE DANUBE, A EBERSDORF, POUR PASSER DANS L'ÎLE DE LOBAU.

19 MAI 1809.

APPIANI —1811.

« L'empereur a fait jeter un pont sur le Danube, vis-à-vis du village d'Ebersdorf, à deux lieues au-dessous de Vienne. Le fleuve, divisé en cet endroit en plusieurs bras, a quatre cents toises de largeur. L'opération a commencé hier 18, à quatre heures après midi.

» Les généraux Bertrand et Pernetti ont fait travailler aux deux ponts, l'un de plus de deux cent quarante, l'autre de plus de cent trente toises, communiquant entre eux par une île. On espère que les travaux seront finis demain.

» L'empereur est venu les inspecter (2). »

N° 889. BATAILLE D'ESSLING. — 22 MAI 1809.

ALAUX et LAFAYE.—1835.

N° 890. BATAILLE D'ESSLING. — 22 MAI 1809.

Aquarelle par PASQUIERI.—1834.

« Vis-à-vis Ebersdorf, le Danube est divisé en trois bras séparés par deux îles. De la rive droite à la première île il y a deux cent quarante toises : cette île a à peu près mille toises de tour. De cette île à la grande île où est le principal courant, le canal est de cent vingt toises. La grande île, appelée *In-der-Lobau*, a sept mille toises de tour, et le canal qui la sépare du continent a soixante et dix toises. Les premiers villages que l'on rencontre ensuite sont Gross-Aspern, Essling et Enzersdorf. Le passage d'une rivière comme le Danube, devant un ennemi connaissant parfaitement les localités et ayant les habitants pour lui, est une des plus grandes opérations de guerre qu'il soit possible de concevoir.

» Le pont de la rive droite à la première île et celui de la première île à celle d'In-der-Lobau ont été faits dans la journée du 19, et dès le 18 la division Molitor avait été jetée par des bateaux à rames dans la grande île.

» Le 20 l'empereur passa dans cette île, et fit établir un pont sur le dernier bras, entre Gross-Aspern et Essling. Ce bras n'ayant que soixante et dix toises, le pont n'exigea que quinze pontons, et fut jeté en trois heures par le colonel d'artillerie Aubry.

» Le 21 l'empereur, accompagné du prince de Neufchâtel et des maréchaux ducs de Rivoli et de Montebello, reconnut la position de la rive gauche, et établit son champ de bataille, la droite au village d'Essling et la gauche à celui de Gross-Aspern qui furent sur-le-champ occupés, Gross-Aspern par le duc de Rivoli, Essling par le duc de Montebello. Ils furent aussitôt attaqués dans ces positions par l'armée autrichienne : on se battit jusqu'à la fin de la journée.

» Le lendemain 22, à quatre heures du matin, les attaques furent renouvelées. Le général de division Boudet, placé au village d'Essling, était chargé de défendre ce poste important.

» Voyant que l'ennemi occupait un grand espace de la droite à la gauche, on conçut le projet de le percer par le centre. Le duc de Montebello se mit à la tête de l'attaque, ayant le général Oudinot à la gauche, la division Saint-Hilaire au centre et la division Boudet à la droite. Le centre de l'armée autrichienne fut repoussé et obliger de se retirer. C'en était fait de l'armée autrichienne, reprend le Bulletin, lorsque, à sept heures du matin, un aide de camp vint annoncer à l'empereur que la crue subite du Danube ayant mis à flot un grand nombre de gros arbres et de radeaux, coupés et jetés sur les rives dans les événements qui ont eu lieu lors de la prise de Vienne, les ponts qui communiquaient de la rive droite à la petite île, et de celle-ci à l'île d'In-der-Lobau, venaient d'être rompus. Tous les parcs qui défilaient se trouvèrent retenus sur la rive droite par la rupture des ponts, ainsi qu'une partie de notre grosse cavalerie et le corps entier du maréchal duc d'Auerstaedt. Ce terrible contre-temps décida l'empereur à arrêter le mouvement en avant. Il ordonna au duc de Montebello de garder le champ de bataille qui avait été reconnu, et de prendre position, la gauche appuyée à un rideau qui couvrit le duc de Rivoli, et la droite à Essling.

» Les cartouches à canon et d'infanterie, que portait notre parc de réserve, ne pouvaient plus passer. L'armée autrichienne faisait son mouvement de retraite lorsqu'elle apprit que nos ponts étaient rompus. Le ralentissement de notre feu et le mouvement concentré que faisait notre armée ne lui laissaient aucun doute sur cet événement imprévu. Tous ses canons et ses équipages d'artillerie, qui étaient en retraite, se représentèrent sur la ligne, et depuis neuf heures du matin jusqu'à sept heures du soir elle fit des efforts inouïs, secondée par le feu de deux cents pièces de canon, pour culbuter l'armée française.

» Les troupes autrichiennes ont tiré quarante mille coups du canon, tandis que, privés de nos parcs de réserve, nous étions dans la nécessité de ménager nos munitions pour quelque circonstance imprévue.

» Le soir elles reprirent les anciennes positions qu'elles avaient quittées pour l'attaque, et nous restâmes maîtres du champ de bataille (1). »

N° 891. LE MARÉCHAL LANNES,

DUC DE MONTEBELLO, BLESSÉ MORTELLEMENT A ESSLING. — 22 MAI 1809.

ALBERT-PAUL BOURGEOIS.—1810.

La perte de l'armée autrichienne à la bataille d'Essling fut immense : on évaluait à douze mille le nombre des morts qu'elle laissa sur le champ de bataille.

» Selon le rapport des prisonniers, il y a eu vingt-trois généraux et soixante officiers supérieurs tués ou blessés. Le feld-maréchal lieutenant Weber, quinze cents hommes et quatre drapeaux sont restés en notre pouvoir.

» La perte de notre côté a été considérable: nous avons eu onze cents tués et trois mille blessés. Le duc de Montebello a eu la cuisse emportée par un boulet, le 22, sur les six heures du soir. L'amputation a été faite. Au premier moment on le crut mort : transporté sur un brancard auprès de l'empereur; ses adieux furent touchants. Au milieu des sollicitudes de cette journée, l'empereur se livra à la tendre amitié qu'il porte depuis tant d'années à ce brave compagnon d'armes. Quelques larmes coulèrent de ses yeux, et, se tournant vers ceux qui l'environnaient : « Il fallait, dit-il, que » dans cette journée mon cœur fût frappé par un coup » aussi sensible pour que je pusse m'abandonner à d'autres

(1) Campagne d'Autriche, onzième Bulletin.
(2) Neuvième Bulletin.

(1) Campagne d'Autriche, dixième Bulletin.

« soins qu'à ceux de mon armée. » Le duc de Montebello avait perdu connaissance : la présence de l'empereur le fit revenir ; il se jeta à son cou en lui disant : « Dans une » heure vous aurez perdu celui qui meurt avec la gloire » et la conviction d'avoir été et d'être votre meilleur » ami (1). »

N° 892. PRISE DE LAYBACH.—21 MAI 1809.

COGNIET.

Après le passage du Tagliamento et le combat de Saint-Daniel, le vice-roi commandant en chef l'armée d'Italie marcha sur Venzone, en prit possession, et s'empara ensuite du fort Malborghetto. De là il se dirigea sur Tarwis, et passa la Schlitza, où il eut un engagement avec les troupes autrichiennes.

» Le 19, le 20 et le 21, l'armée est arrivée de Tarwis à Villach, Clagenfurth et Saint-Weit.

» Le 22, le 23 et le 24 elle est entrée à Freisach, Onzmarkt et Knittelfeld.

» L'aile droite, commandée par le général Macdonald, avait été dirigée sur Goritz où elle prit position le 17, après avoir passé l'Isonzo. Elle se dirigea ensuite sur Laybach; et le 21, ajoute le Bulletin, les forts de Laybach ont été reconnus et resserrés de très-près. Le général Macdonald en a ordonné l'attaque. Le même jour, au soir, ces forts, qui ont coûté des sommes énormes à l'Autriche, et qui étaient défendus par quatre mille cinq cents hommes, ont demandé à capituler. Les généraux Giulay et Zach, à l'aspect des dispositions d'attaque, s'étaient sauvés avec quelques centaines d'hommes. Un lieutenant général, un colonel, trois majors, cent trente et un officiers et quatre mille hommes ont mis bas les armes. On a trouvé dans les forts et dans le camp retranché soixante-cinq bouches à feu, quatre drapeaux, huit mille fusils et des magasins considérables (2). »

N° 893. RETOUR DE NAPOLÉON DANS L'ÎLE DE LOBAU APRÈS LA BATAILLE D'ESSLING: 23 MAI 1809.

MEYNIER.—1812.

« Les eaux du Danube croissant toujours, et les ponts n'ayant pu être rétablis pendant la nuit, l'empereur a fait repasser, le 23, à l'armée, le petit bras de la rive gauche, et a fait prendre position dans l'île d'In-der-Lobau, en gardant les têtes de pont.

» On fit traverser le petit pont aux nombreux blessés entassés sur la rive gauche : ceux mêmes qui ne donnaient que de faibles signes de vie furent emportés dans l'île de Lobau. On fit passer ensuite l'artillerie avec ses caissons ; on enleva tous ses débris ; les pièces conquises sur l'ennemi avaient été emmenées. Il fallait prendre les plus grandes précautions, car nos frêles pontons étaient souvent dérangés par l'impétuosité du Danube ; tout l'état-major général fut employé pour diriger le passage. Rien ne fut laissé sur le champ de bataille (3). »

« Napoléon envoie des ordres à tous les corps de l'armée. Accompagné du maréchal Berthier, major général de la grande armée, il veille lui-même à ce qui concerne les ponts; il s'occupe du passage des blessés et du transport des vivres dans l'île de Lobau (4). »

(1) Campagne d'Autriche, dixième Bulletin.
(2) *Idem*, treizième Bulletin.
(3) Dixième Bulletin de la campagne de 1809.
(4) *Mémoires sur la guerre de* 1809.

N° 894. COMBAT DE MAUTERN (EN STYRIE). 25 MAI 1809.

HIPP. LECOMTE.

Pendant que l'armée d'Italie marchait sur Knittelfeld, le prince vice-roi fut informé qu'une partie des troupes autrichiennes, sous les ordres du général Iellachich, venait de se rallier à plusieurs bataillons de l'intérieur, et se dirigeait sur Léoben au nombre de sept à huit mille hommes. Une des divisions de l'armée d'Italie, commandée par le général Serras, eut aussitôt ordre de forcer de marche pour le prévenir.

Le 25 au matin l'avant-garde française rencontra les troupes du général Iellachich qui débouchaient par la route de Mautern. Les troupes autrichiennes s'étaient établies sur la position avantageuse de Saint-Michel.

« La droite appuyée à des montagnes escarpées, la gauche à la Muer, et le centre occupant un plateau d'un accès difficile.....

» Vers deux heures l'attaque commença sur toute la ligne; les troupes autrichiennes furent partout repoussées. Le plateau fut emporté, et la cavalerie acheva la défaite. Huit cents Autrichiens sont restés sur le champ de bataille; douze cents ont été blessés; quatre mille deux cents, dont soixante et dix officiers, ont été faits prisonniers; on a pris deux pièces de canon et un drapeau...

» Le général Serras est entré à six heures du soir à Léoben; où il a encore pris six cents hommes. » Nous avons eu cinq cents hommes hors de combat.

Le lendemain 26, à midi, l'armée d'Italie est arrivée à Bruck, où elle a fait sa jonction avec les troupes venant d'Illyrie, sous les ordres du général comte de Lauriston, et avec l'armée d'Allemagne (1). »

N° 895. BATAILLE DE RAAB.—14 JUIN 1809.

HIPP LECOMTE.

Le dix-neuvième Bulletin de la grande armée rapporte : « L'anniversaire de la bataille de Marengo a été célébré par la victoire de Raab, que la droite de l'armée, commandée par le vice-roi, a remportée sur les corps de l'armée autrichienne.

» Le 14, à onze heures du matin, le vice-roi range son armée en bataille, et avec trente-cinq mille hommes en attaque cinquante mille. L'ardeur de nos troupes est encore augmentée par le souvenir de la victoire mémorable qui a consacré cette journée.

» A deux heures après midi la canonnade s'engagea. A trois heures le premier, le second et le troisième échelon en vinrent aux mains. La fusillade devint vive : la première ligne autrichienne fut culbutée ; mais la seconde ligne arrêta un instant l'impétuosité de notre premier échelon, qui fut aussitôt renforcé, et la culbuta. Alors la réserve autrichienne se présenta. Le vice-roi, qui suivait tous les mouvements de l'ennemi, marcha de son côté avec sa réserve : la belle position des Autrichiens fut enlevée ; à quatre heures la victoire était décidée.

« L'armée autrichienne en pleine retraite se serait difficilement ralliée, si un défilé ne s'était opposé aux mouvements de notre cavalerie. Trois mille hommes faits prisonniers, six pièces de canon et quatre drapeaux sont les trophées de cette journée. Trois mille Autrichiens sont restés sur le champ de bataille; notre perte s'est élevée à neuf cents hommes tués ou blessés (2). »

(1) Campagne d'Autriche, treizième Bulletin.
(2) *Idem*, dix neuvième Bulletin.

N° 896. PRISE DE RAAB. — 22 JUIN 1809.

ALAUX et PHILIPPOTEAUX. — 1835.

Après la bataille de Raab le prince vice-roi avait dirigé le général comte de Lauriston sur la ville de Raab. Cette ville « est une excellente position au centre de la Hongrie. Son enceinte est bastionnée, ses fossés sont pleins d'eau, et une inondation en couvre une partie; elle est située au confluent de trois rivières.

» Le général comte de Lauriston continue le siége de Raab avec la plus grande activité. La ville brûle déjà depuis vingt-quatre heures. »

« La place a capitulé, ajoute le Bulletin; sa garnison, forte de dix-huit cents hommes, était insuffisante. On comptait y laisser cinq mille hommes; mais par la bataille de Raab l'armée autrichienne a été séparée de la place. La ville a souffert huit jours d'un bombardement qui a détruit ses plus beaux édifices, etc. (1). »

N° 897. L'ARMÉE FRANÇAISE

PASSE LE DANUBE ET S'ÉTABLIT DANS L'ÎLE DE LOBAU. 4 JUILLET 1809.

HUE. — 1810.

N° 898. L'ARMÉE FRANÇAISE

PASSE LE DANUBE ET S'ÉTABLIT DANS L'ÎLE DE LOBAU. 4 JUILLET 1809.

ALAUX et LAFAYE (d'après HUE). — 1835.

Le vingt-cinquième Bulletin de la grande armée rapporte : « Les travaux du général comte Bertrand et du corps qu'il commande avaient, dès les premiers jours du mois, dompté entièrement le Danube. Sa majesté résolut sur-le-champ de réunir son armée dans l'île de Lobau, de déboucher sur l'armée autrichienne, et de lui livrer une bataille générale. »

« Le 4, à dix heures du soir, le général Oudinot fit embarquer sur le grand bras du Danube quinze cents voltigeurs, commandés par le général Conroux. Le colonel Baste, avec dix chaloupes canonnières, les convoya et les débarqua au delà du petit bras de l'île de Lobau dans le Danube. Les batteries autrichiennes furent bientôt écrasées, et l'ennemi chassé des bois jusqu'au village de Muhlleuten.

» A onze heures du soir les batteries dirigées contre Enzersdorf reçurent l'ordre de commencer leur feu. Les obus brûlèrent cette infortunée petite ville, et en moins d'une demi-heure les batteries autrichiennes furent éteintes. »

L'empereur ayant fait jeter quatre ponts volants sur différents points, à deux heures après minuit l'armée débouchait, la gauche à quinze cents toises au-dessous d'Enzersdorf, protégée par les batteries, et la droite sur Vittau. « Le corps du duc de Rivoli forma la gauche, celui du comte Oudinot le centre, et celui du duc d'Auerstaedt la droite. Les corps du prince de Ponte-Corvo, du vice-roi et du duc de Raguse, la garde et les cuirassiers formaient la seconde ligne et les réserves. Une profonde obscurité, un violent orage et une pluie qui tombait par torrents rendaient cette nuit aussi affreuse qu'elle était propice à l'armée française (2). »

(1) Campagne d'Autriche, vingt-deuxième Bulletin.
(2) *Idem*, vingt-cinquième Bulletin.

N° 899. BATAILLE DE WAGRAM

(PREMIÈRE JOURNÉE). — 5 JUILLET 1809, HUIT HEURES DU MATIN.

Aquarelle par SIMÉON FORT. — 1835.

Le 5, aux premiers rayons du soleil, l'empereur se trouvait avec son armée en bataille, sur l'extrémité de la gauche de l'armée autrichienne, dont il avait tourné tous les camps retranchés....

« Lorsque la première ligne commençait à se former l'empereur ordonna d'attaquer Enzersdorf. Ce bourg, enveloppé d'une muraille crénelée, précédé d'une digue taillée en forme de parapet, avait bien moins souffert de la canonnade qu'on ne l'imaginait; il était rempli d'infanterie autrichienne, des flèches en terre couvraient les portes, trois ouvrages défendaient les approches vers le midi.... Masséna envoya ses aides de camp Sainte-Croix et Pelet attaquer le bourg avec le quarante-sixième régiment. Ils enlevèrent les ouvrages, les maisons, et poursuivirent l'ennemi l'épée dans les reins; ils entrèrent en même temps que lui dans le redan qui couvre la porte du midi (1). »

N° 900. BATAILLE DE WAGRAM

(PREMIÈRE JOURNÉE). — 5 JUILLET 1809, SEPT HEURES DU SOIR.

Aquarelle par SIMÉON FORT. — 1835.

Le duc de Rivoli s'étant emparé d'Enzersdorf, et le comte Oudinot ayant enlevé la position du château de Sachsengang, l'empereur fit alors déployer toute l'armée dans l'immense plaine d'Enzersdorf, connue aussi sous le nom de Marchfeld. « Depuis midi jusqu'à neuf heures du soir on manœuvra dans cette immense plaine; on occupa tous les villages. »

L'empereur, maître de la plaine de Marchfeld, attaqua les corps de Bellegarde, de Hohenzollern et de Rosemberg qui défendaient le passage du Russbach, pendant que le corps de Masséna occupait le terrain compris entre Wagram et le Danube.

Dans la soirée du 5 l'armée autrichienne occupait les positions suivantes : « Sa droite, de Stadelau à Gérasdorf, son centre, de Gérasdorf à Wagram; et sa gauche, de Wagram à Neusiedel. L'armée française avait sa gauche à Gross-Aspern, son centre à Raschdorf, et sa droite à Glinzendorf. La journée paraissait presque finie, et il fallait s'attendre à avoir le lendemain une grande bataille. »

N° 901. BIVOUAC DE NAPOLÉON

SUR LE CHAMP DE BATAILLE DE WAGRAM. NUIT DU 5 AU 6 JUILLET 1809.

ADOLPHE ROEHN — 1810

« On se prépara alors à la bataille de Wagram..... L'empereur passa toute la nuit à rassembler ses forces sur son centre, où il était de sa personne à une portée de canon de Wagram. »

Après avoir pris toutes ses dispositions, l'empereur se retira à son bivouac sur le champ de bataille. Napoléon était entouré de ses généraux et du duc de Bassano, qui l'accompagnait dans cette campagne.

(1) *Mémoires sur la guerre de 1809 en Allemagne*, par le général Pelet, t. IV, p. 177.

N° 902. BATAILLE DE WAGRAM

(DEUXIÈME JOURNÉE). — 6 JUILLET 1809,

SIX HEURES DU MATIN.

Aquarelle par SIMÉON FORT.—1835.

« Le 6, à la pointe du jour, le prince de Ponte-Corvo occupa la gauche, ayant en seconde ligne le duc de Rivoli. Le vice-roi se liait au centre, où le corps du comte Oudinot, celui du duc de Raguse, ceux de la garde impériale et les divisions de cuirassiers formaient sept ou huit lignes. »

L'empereur concentra son armée devant les hauteurs de Russbach pour renouveler l'attaque de la veille, et pour prévenir la jonction de l'archiduc Jean. De son côté, l'archiduc Charles attaqua la ligne française sur les deux flancs et la déborda dans la plaine du Danube.

Le duc d'Auerstaedt marcha de la droite pour arriver au centre, tandis que le corps autrichien du maréchal de Bellegarde se dirigeait sur Stadelau. Le corps de Rosemberg, qui en faisait partie, et le corps français du duc d'Auerstaedt, opérant un mouvement inverse, se rencontrèrent aux premiers rayons du soleil et donnèrent le signal de la bataille. L'empereur se porta aussitôt sur ce point, fit renforcer le duc d'Auerstaedt par la division de cuirassiers du duc de Padoue, et fit prendre le corps de Rosemberg en flanc par une batterie de douze pièces de la division du général comte de Nansouty. En moins de trois quarts d'heure le beau corps du duc d'Auerstaedt eut repoussé le corps de Rosemberg, qui se retira au delà de Neusiedel.

« Pendant ce temps la canonnade s'engageait sur toute la ligne, et les dispositions de l'ennemi se développaient de moment en moment. Toute sa gauche se garnissait d'artillerie.

» L'empereur ordonna au duc de Rivoli de faire une attaque sur le village qu'occupait l'ennemi, et qui pressait un peu l'extrémité du centre de l'armée. Il ordonna au duc d'Auerstaedt de tourner la position de Neusiedel, et de pousser de là sur Wagram; et il fit former en colonne le duc de Raguse et le général Macdonald pour enlever Wagram au moment où déboucherait le duc d'Auerstaedt (1). »

N° 903. BATAILLE DE WAGRAM

(DEUXIÈME JOURNÉE). — 6 JUILLET 1809,

DIX HEURES DU MATIN.

Aquarelle par SIMÉON FORT.—1836

N° 904. BATAILLE DE WAGRAM

(DEUXIÈME JOURNÉE). — 6 JUILLET 1809.

BELLANGÉ.—1837.

N° 905. BATAILLE DE WAGRAM

(DEUXIÈME JOURNÉE). — 6 JUILLET 1809.

HORACE VERNET.—1836.

« Sur ces entrefaites on vint prévenir que l'ennemi attaquait avec vigueur le village qu'avait enlevé le duc de Rivoli, que notre gauche était débordée de trois mille toises, qu'une vive canonnade se faisait déjà entendre à Gross-Aspern, et que l'intervalle de Gross-Aspern à Wagram paraissait couvert d'une immense ligne d'artillerie.

» L'empereur ordonna sur-le-champ au général Macdonald de disposer les divisions Broussier et Lamarque en colonne d'attaque. Il les fit soutenir par la division du général Nansouty, par la garde à cheval et par une batterie de soixante pièces de la garde et de quarante pièces de différents corps. Le général comte de Lauriston, à la tête de cette batterie de cent pièces d'artillerie, marcha au trot à l'ennemi, s'avança sans tirer jusqu'à la demi-portée de canon, et là commença un feu prodigieux qui éteignit celui de l'armée autrichienne et porta la mort dans ses rangs. Le général Macdonald marcha alors au pas de charge; le général de division Reille, avec la brigade de fusiliers et de tirailleurs de la garde, soutenait le général Macdonald. La garde avait fait un changement de front pour rendre cette attaque infaillible. Dans un clin d'œil le centre de l'ennemi perdit une lieue de terrain; sa droite épouvantée sentit le danger de la position où elle s'était placée et rétrograda en grande hâte....

» Le duc de Rivoli l'attaqua alors en tête. Pendant que la déroute du centre portait la consternation et forçait les mouvements de la droite de l'ennemi, sa gauche était attaquée et débordée par le duc d'Auerstaedt, qui avait enlevé Neusiedel, et qui, étant monté sur le plateau, marchait sur Wagram; il n'était alors que dix heures du matin.

» Le duc d'Istrie, au moment où il disposait l'attaque de la cavalerie, a eu son cheval emporté d'un coup de canon; le boulet est tombé sur sa selle, et lui a fait une légère contusion à la cuisse (1). »

N° 906. BATAILLE DE WAGRAM

(DEUXIÈME JOURNÉE). — 6 JUILLET 1809,

UNE HEURE APRÈS MIDI.

Aquarelle par SIMÉON FORT.—1836.

« Le duc de Rivoli ayant atteint les bords du Danube, le duc de Tarente ayant formé la colonne du centre, appuyée par les réserves, le duc d'Auerstaedt ayant franchi le Russbach et enlevé Markgrafen, l'empereur ordonna une attaque générale sur toute la ligne.

» A midi le comte Oudinot marcha sur Wagram pour aider à l'attaque du duc d'Auerstaedt; il y réussit et enleva cette importante position. Dès dix heures l'armée autrichienne ne se battait plus que pour sa retraite; dès midi elle était prononcée et se faisait en désordre, et beaucoup avant la nuit l'ennemi était hors de vue. Notre gauche était placée à Jetelsée et Ebersdorf, notre centre sur Obersdorf, et la cavalerie de notre droite avait des postes jusqu'à Shonkirchen.

» Le 7, à la pointe du jour, l'armée était en mouvement et marchait sur Korneubourg et Wolkersdorf, et avait des postes sur Nicolsbourg. Les Autrichiens, coupés de la Hongrie et de la Moravie, se trouvaient acculés du côté de la Bohême.

» Tel est le récit de la bataille de Wagram, bataille décisive et à jamais célèbre, où trois à quatre cent mille hommes, douze à quinze cents pièces de canon se battaient pour de grands intérêts....... Dix drapeaux, quarante pièces de canon, vingt mille prisonniers, dont trois ou quatre cents officiers, et bon nombre de généraux, des colonels et des majors, sont les trophées de cette victoire. Les champs de bataille sont couverts de morts (2). »

N° 907. COMBAT D'HOLLABRUNN.

10 JUILLET 1809.

HIPP. LECOMTE

(1) Campagne d'Autriche, vingt-cinquième Bulletin.

(1) Campagne d'Autriche, vingt-cinquième Bulletin.

(2) *Ibid.*

N° 908. COMBAT D'HOLLABRUNN.
10 JUILLET 1809.

Aquarelle par SIMÉON FORT.—1837.

« Le duc de Rivoli, dit le vingt-sixième Bulletin, poursuivant l'ennemi par Stockerau, est déjà arrivé à Hollabrunn. »

« Le 10, ajoute le Bulletin suivant, il a battu devant Hollabrunn l'arrière-garde de l'armée autrichienne qui couvrait la marche du prince Charles en Bohême. »

N° 909. COMBAT DE ZNAIM. — 10 JUILLET 1809.

Aquarelle par STORELLI (d'après BAGETTI).—1835.

Le 10 juillet le duc de Raguse était sur les hauteurs de Znaïm : « là, rapporte le vingt-septième Bulletin, il vit les bagages et l'artillerie de l'ennemi qui se dirigeaient sur la Bohême.

» Le général Bellegarde lui écrivit que le prince Jean de Lichtenstein se rendait auprès de l'empereur avec une mission de son maître pour traiter de la paix, et demanda en conséquence une suspension d'armes. Le duc de Raguse répondit qu'il n'était pas en son pouvoir d'accéder à cette demande, mais qu'il allait en rendre compte à l'empereur. En attendant il attaqua l'ennemi, lui enleva une belle position, lui fit des prisonniers et prit deux drapeaux. Le même jour au matin le duc d'Auerstaedt avait passé la Taya vis-à-vis de Nicolsbourg, et le général Grouchy avait battu l'arrière-garde du prince de Rosemberg, et lui avait fait quatre cent cinquante prisonniers du régiment du prince Charles.

» Le 11, à midi, l'empereur arriva vis-à-vis Znaïm. Le combat était engagé. Le duc de Raguse avait débordé la ville et le duc de Rivoli s'était emparé du pont et avait occupé la fabrique de tabac. On avait pris à l'ennemi, dans les différents engagements de cette journée, trois mille hommes, deux drapeaux et trois pièces de canon (1). »

N° 910. LA FLOTTE FRANÇAISE
EN PRÉSENCE DE LA FLOTTE ANGLAISE DEVANT ANVERS SUR L'ESCAUT. — 23 AOUT 1809.

Aquarelle par. . . . . . .

Le gouvernement anglais, dont les subsides avaient fourni à l'Autriche les moyens d'entrer en campagne, voulut lui prêter une assistance plus efficace et porter un coup redoutable à Napoléon pendant qu'il était occupé sur les bords du Danube.

Une expédition, composée de trente mille hommes d'infanterie et huit mille chevaux, de trente-neuf vaisseaux de ligne et trente-six frégates, mit à la voile le 29 juillet et fut dirigée vers les bouches de l'Escaut. Lord Chatam, grand maître de l'artillerie, commandait les troupes de débarquement; l'armée navale était sous les ordres de sir Richard Strachan.

Le jour même où elle était partie des ports de l'Angleterre, la flotte anglaise vint mouiller au nord des îles de Cadsand et de Walcheren et entreprit le siége de Flessingue.

L'empereur, instruit des préparatifs du gouvernement anglais, avait pris des mesures pour la défense des ports de France, et surtout de ceux de la Manche et de l'Escaut, qui étaient plus particulièrement menacés. Plusieurs corps de troupes avaient été dirigés sur l'île de Walcheren, sur celle de Cadsan, sur Boulogne.

(1) Campagne d'Autriche, vingt-sixième et vingt-septième Bulletin.

« Bernadotte et Dejean étant arrivés, le 15, à Anvers, cette place se trouva alors à l'abri de tout danger.

» Déjà le général Fauconnet, commandant la garnison, le colonel Lair, ingénieur de la marine, et le chef de bataillon du génie Bernard, avaient pris toutes les mesures pour mettre la place en état de défense. »

« La flotte anglaise ayant paru en vue d'Anvers, dit le Moniteur, les habitants s'attendaient à une attaque de l'ennemi contre Lillo. Après être restée treize jours sans rien tenter, ce matin elle a tiré sur nos postes quelques obus qui n'ont produit aucun effet.

» L'escadre ennemie a fait hier un mouvement à la marée montante. Au lieu d'être comme ce matin sur une ligne transversale à l'Escaut, elle se trouvait le soir dans la direction du courant et à portée du canon du fort. Douze à quinze péniches sont en tête de la ligne; elles sont suivies de plusieurs autres qui paraissent former l'avant-garde. »

Cette expédition anglaise n'eut aucune suite; « tout se borna à d'inutiles canonnades contre les batteries de Doel et de Frédéric..... Le général anglais n'arriva à Batz que le 25. Lord Chatam reçut le 2 septembre l'ordre de ramener l'armée en Angleterre..... Le 4 septembre, à deux heures du soir, Batz était évacué (1). »

N° 911. PRISE DE LA FRÉGATE ANGLAISE LE CEYLAN PAR LA FRÉGATE FRANÇAISE LA VÉNUS. — SEPTEMBRE 1809.

GILBERT.—1835.

Le gouvernement anglais avait préparé, en 1809, dans le port de l'île Bourbon, une expédition qu'il destinait à attaquer l'île de France. Le 17 septembre la frégate *le Ceylan*, partie de Madras pour se joindre à cette expédition, fut signalée en vue de l'île de France : elle portait le général Abercrombie avec un nombreux état-major, des troupes de débarquement et la caisse de l'armée. Sur l'ordre du capitaine général Decaen, gouverneur de l'île de France, le capitaine Hamelin, commandant la frégate *la Vénus*, sortit avec la corvette *le Victor* pour donner la chasse à la frégate anglaise. « *La Vénus*, laissant sa faible conserve bien en arrière, joignit *le Ceylan* dans la nuit près de l'île Bourbon, manœuvra de manière à l'empêcher de gagner le port de Saint-Denis et lui livra combat. Les deux frégates étaient d'égale force en artillerie, mais les troupes embarquées sur *le Ceylan* donnaient une immense supériorité à son feu de mousqueterie. Malgré cet avantage, après une action soutenue de part et d'autre avec acharnement pendant quatre heures, la frégate anglaise fut contrainte à se rendre.

« Le capitaine Gordon, qui la commandait, le général Abercrombie et une vingtaine d'officiers de différentes armes furent faits prisonniers. »

N° 912. BATAILLE D'OCANA.—18 NOVEMBRE 1809.

ALAUX et GUYON.—1835.

La guerre continuait dans la péninsule espagnole, où elle était entretenue par l'or et les secours de l'Angleterre. Le marquis de Wellington commandait en chef les forces anglaises, et le feld-maréchal lord Beresford commandait, sous ses ordres, les Portugais. Le roi Joseph, généralissime des troupes françaises, occupait Madrid, assisté du maréchal Soult, major général de l'armée. Pendant ce temps la junte centrale siégeait à Séville, d'où elle dirigeait et fomentait l'insurrection

(1) *Mémoires sur la guerre de* 1809, par le général Pelet, t. IV.

sur tous les points de l'Espagne. Ce fut elle qui, contre les conseils du marquis de Wellington, fit imprudemment marcher contre Madrid l'armée commandée par le général Areizaga.

On lit dans le Moniteur du 5 décembre 1809 :

« Les insurgés espagnols avaient réuni cinquante-cinq mille hommes, dont sept mille de cavalerie, et une nombreuse artillerie. Le quatrième corps d'armée réuni au cinquième corps sous les ordres de M. le maréchal duc de Trévise, la division de dragons du général Milhaud, la division de cavalerie légère du cinquième corps, commandée par le général Beauregard, et la brigade de cavalerie légère du général Paris, ainsi que la garde du roi et deux bataillons de troupes espagnoles, sont ce matin partis d'Aranjuez pour se porter à la rencontre de l'armée ennemie, que tous les renseignements indiquaient en position à Ocaña. A neuf heures l'avant-garde a effectivement reconnu cette armée; à onze heures le combat s'est engagé, et à deux heures la bataille était gagnée. Les Espagnols ont fait bonne résistance : la supériorité de leur nombre les encourageait; mais ils ont été abordés si franchement par toutes les troupes, que leur position a été enlevée sans la moindre hésitation.

» Toute l'artillerie et les bagages ont été pris. On compte déjà plus de cinquante pièces de canon, quinze drapeaux et beaucoup de prisonniers, parmi lesquels trois généraux, six colonels et sept cents autres officiers sont au pouvoir des troupes impériales. »

N° 912 *bis*. COMBAT D'ALCALA-LA-REAL.
26 JANVIER 1810.

. . . .

« Le général Sébastiani ayant reçu ordre de partir de Jaen avec les troupes du quatrième corps sous ses ordres, et de se diriger sur Grenade, commença son mouvement le 26 janvier, et comme il avait été instruit que les généraux Areizaga et Freyre, avec six à sept mille fantassins entièrement désorganisés, et trois mille chevaux, voulaient se jeter dans cette ville pour y exciter le peuple à une nouvelle insurrection, il força de marche, et se dirigea avec le gros de ses troupes et son artillerie par Alcala-la-Real, tandis que la brigade de cavalerie légère, aux ordres du général Peyreimont, suivit la route qui passe par Cambil et Llannos. Cette brigade joignit en ce dernier endroit l'ennemi, le chargea aussitôt, lui fit beaucoup de prisonniers et s'empara d'un convoi de trente-deux pièces de canon, dont partie de siége.

» La colonne de droite donna, au delà d'Alcala-la-Real, sur un corps de quinze cents chevaux espagnols, commandé par le général Freyre; le colonel Corbineau, à la tête du vingtième régiment de dragons et de mille voltigeurs, soutenu par la brigade du général Noirot, composée du douzième et du seizième régiment de dragons, chargea aussitôt cette troupe, la culbuta et la poursuivit l'épée dans les reins pendant trois lieues, lui tua plus de deux cents hommes et prit deux cent quatorze cavaliers, dont quinze officiers, parmi lesquels le colonel du régiment de Ferdinand; on prit aussi trois cents chevaux. Le restant de cette troupe se dispersa et fut porter l'épouvante dans Grenade : quelques heures après les magistrats de cette ville se présentèrent à l'avant-garde du général Sébastiani, et lui remirent la soumission par écrit de leurs concitoyens.

» Le 28 le général Sébastiani fit son entrée dans Grenade, aux acclamations d'une population immense (1). »

(1) Extrait du Moniteur du 21 février 1810, p. 209, n° 52.

N° 913. MARIE-LOUISE,
AU MOMENT DE PARTIR POUR LA FRANCE, DISTRIBUE SES BIJOUX A SES FRÈRES ET SOEURS.—MARS 1810.

Mme AUZOU.—1812.

L'armistice signé au camp devant Znaïm, le 11 juillet, par les majors généraux des armées française et autrichienne, le prince de Neufchâtel et le baron de Wimpffen, avait suspendu les opérations de la guerre. Cet armistice ne tarda pas à être suivi de la paix : elle fut signée à Vienne le 14 octobre 1809.

Le mariage de l'empereur Napoléon avec l'archiduchesse d'Autriche Marie-Louise ayant été arrêté, le prince de Neufchâtel épousa solennellement à Vienne, le 11 mars 1810, au nom de l'empereur des Français, la fille de l'empereur d'Autriche.

L'archiduchesse Marie-Louise quitta Vienne le 13 mars. Avant son départ, elle réunit sa famille, lui fit ses adieux et distribua ses bijoux à ses frères et à ses sœurs.

N° 914. ARRIVÉE DE MARIE-LOUISE A COMPIÈGNE.
28 MARS 1810.

Mme AUZOU.—1810.

L'empereur attendait l'impératrice à Compiègne. Ayant appris son arrivée à Vitry, il s'empressa d'aller au devant d'elle; il la rencontra à quelques lieues en avant de Compiègne, monta dans sa voiture et l'accompagna jusqu'au palais.

« A neuf heures du soir le canon annonça l'arrivée de leurs majestés, et l'on vit le cortége traverser les avenues à la lueur des flambeaux.

» Les princes et les princesses de la famille impériale, qui attendaient leurs majestés à la descente de la voiture, furent présentés par l'empereur à S. M. l'impératrice, qui fut conduite à ses appartements, précédée par toute la cour. Les diverses autorités du pays étaient réunies dans la galerie, où un groupe de jeunes demoiselles offrit à l'impératrice un compliment et des fleurs (1). »

N° 915. MARIAGE
DE L'EMPEREUR NAPOLÉON ET DE MARIE-LOUISE, ARCHIDUCHESSE D'AUTRICHE, AU PALAIS DU LOUVRE.
2 AVRIL 1810.

ROUGET.—1814.

N° 916. MARIAGE
DE L'EMPEREUR NAPOLÉON ET DE MARIE-LOUISE, ARCHIDUCHESSE D'AUTRICHE, AU PALAIS DU LOUVRE.
2 AVRIL 1810.

ROUGET.—1836.

L'empereur, après avoir reçu l'impératrice à Compiègne, se rendit avec elle au palais de Saint-Cloud, où le mariage civil fut célébré le 1er avril.

La cérémonie religieuse devant avoir lieu à Paris, le lendemain, 2 avril, Napoléon et Marie-Louise firent leur entrée solennelle dans la capitale.

« Leurs majestés ont mis pied à terre sous le vestibule du palais des Tuileries pour monter le grand escalier. Le cortége les y attendait, et, à leur descente, il s'est mis en mouve-

(1) *Moniteur* du 30 mars 1810.

ment dans un ordre parfait, pendant que, conformément au programme, l'impératrice revêtait le manteau du sacre.

» Le cortége, qui s'était arrêté dans la salle du trône, s'est reformé dans la galerie de Diane, et s'est mis en marche vers celle du Musée.

» La galerie du Musée se trouve maintenant divisée en neuf salles de grandeurs inégales. Les différentes séparations sont formées par des arcs élevés sur des colonnes en marbre précieux, avec chapiteaux et bases dorés. La lumière y pénètre alternativement par des ouvertures pratiquées dans la voûte et par des fenêtres latérales; elle y prend ainsi des aspects et des jours variés qui ajoutent à l'étendue de la perspective et à l'effet des tableaux.

» Cette galerie avait été ouverte, dès dix heures du matin, à quatre mille femmes dans tout l'éclat de la parure la plus brillante, et le même nombre d'hommes ont été placés sur le passage du cortége.

» Des orchestres exécutaient alternativement des marches et des morceaux d'harmonie de la composition de M. Paër, directeur de la musique de la chambre de sa majesté.

» Il était trois heures lorsque les portes se sont ouvertes, et que les hérauts d'armes ont paru. Tout le monde était remis en place et debout : les orchestres se sont fait entendre pendant que le cortége défilait lentement.

» Leurs majestés ont parcouru cette longue et brillante galerie. Une chapelle avait été élevée dans le grand salon, à l'extrémité de la grande galerie du Musée.

» Deux rangs de tribunes avaient été élevés au pourtour de ce vaste vaisseau d'une dimension parfaitement carrée; l'autel était placé en face de la galerie; il était magnifiquement revêtu d'un grand bas-relief et de différents ornements très-riches.

» L'estrade sur laquelle étaient placés les fauteuils, le prie-Dieu et les coussins de leurs majestés était recouverte d'un tapis en velours de soie cramoisi, bordé et galonné en or. L'orchestre pour la musique se trouvait vis-à-vis de l'autel, à la hauteur des tribunes du second rang. Les tribunes basses au pourtour de la salle étaient ornées de riches étoffes en soie avec franges et galons en or. Les chiffres, les emblèmes de leurs majestés et des abeilles en or étaient répandus sur toutes les différentes parties de cette décoration.

» L'espace au-dessus des tribunes était revêtu de tapisseries des Gobelins; des guirlandes de fleurs entouraient les chiffres de leurs majestés.

» La chapelle rassemblait dans le sanctuaire, dans la nef et dans les tribunes, les princes, les grands dignitaires, les ministres, les grands officiers de l'empire, les cardinaux et évêques, les députations du sénat, du conseil d'état et du corps législatif, le corps diplomatique, les étrangers de distinction et un grand nombre d'officiers et dames de la cour.

» L'empereur et l'impératrice, précédés par le grand maître des cérémonies, le grand chambellan, le grand écuyer, et suivis du grand maréchal du palais, du colonel général de la garde de service, prirent place sur le trône.

« L'impératrice à la gauche de l'empereur.

» A droite de l'empereur et au bas de l'estrade :

» Le prince Louis Napoléon, roi de Hollande;

» Le prince Jérôme Napoléon, roi de Westphalie;

» Le prince Borghèse, duc de Guastalla;

» Le prince Joachim Napoléon, roi de Naples;

» Le prince Eugène Napoléon, vice-roi d'Italie;

» Le grand-duc héréditaire de Bade;

» Le prince archichancelier;

» Le prince architrésorier;

» Le prince vice-connétable;

» Le prince vice-grand-électeur.

» A gauche de l'impératrice, au bas de l'estrade :

» Madame;

» La princesse Julie, reine d'Espagne;

» La princesse Hortense, reine de Hollande;

» La princesse Catherine, reine de Westphalie;

» La princesse Élisa, grande-duchesse de Toscane;

» La princesse Pauline;

» La princesse Caroline, reine de Naples;

» Le grand-duc de Wurtzbourg;

» La princesse Auguste, vice-reine d'Italie;

» La princesse Stéphanie, grande-duchesse héréditaire de Bade. »

La bénédiction nuptiale fut donnée aux augustes époux par son éminence le cardinal Fesch, grand aumônier, avec toutes les cérémonies usitées aux mariages des rois.

« La cérémonie terminée, le cortége a repris son ordre accoutumé. Il est rentré dans la galerie pour retourner au palais : l'empereur donnait la main à l'impératrice (1). »

N° 917. NAPOLÉON ET MARIE-LOUISE

VISITENT L'ESCADRE MOUILLÉE DANS L'ESCAUT DEVANT ANVERS. — 1er MAI 1810.

VAN BRÉE.—1811.

N° 918. NAPOLÉON ET MARIE-LOUISE

VISITENT L'ESCADRE MOUILLÉE DANS L'ESCAUT DEVANT ANVERS. — 1er MAI 1810.

VAN BRÉE.—1811.

On lit dans le Moniteur du 28 avril 1810 : « Leurs majestés sont parties de Compiègne aujourd'hui 27 pour se rendre à Saint-Quentin; demain 28 elles continueront leur voyage, parcourant le canal, qui est terminé, et iront à Cambrai. Le 29 elles arriveront à Lacken. »

« Aujourd'hui 30 avril leurs majestés sont parties du château de Lacken et se sont embarquées sur le canal avec le roi et la reine de Westphalie, et à quatre heures elles sont arrivées à Wilbroeck, où le canal communique avec le Rupel. Le ministre de la marine, le vice-amiral Missiessy, le préfet des Deux-Nèthes se trouvaient à l'écluse. Les canots de sa majesté, montés par les marins de la garde impériale, ont reçu leurs majestés, qui ont descendu le Rupel et l'Escaut au milieu des vaisseaux de la flotte, qui étaient à l'ancre et pavoisés. L'arrivée de leurs majestés à Anvers a été annoncée par des décharges réitérées de l'artillerie de tous les bâtiments de la flotte et des fortifications de la ville. Elles ont mis pied à terre à la cale de l'arsenal, où le maire et le commandant de place ont eu l'honneur de présenter les clefs à S. M. l'empereur. La foule du peuple était immense; elle exprimait la reconnaissance des habitants de cette importante cité pour son second fondateur. On ne pouvait s'empêcher de comparer l'état du port et de la ville d'Anvers, il y a sept ans, lors du premier voyage de sa majesté; avec la situation où ils se trouvent aujourd'hui (2). »

N° 919. LE FRIEDLAND,

DE QUATRE-VINGTS CANONS, LANCÉ DANS LE PORT D'ANVERS. — 2 MAI 1810.

VAN BRÉE.—1811.

(1) *Moniteur* du 10 avril 1810.
(2) *Idem* du 4 mai.

N° 920. LE FRIEDLAND,

DE QUATRE-VINGTS CANONS, LANCÉ DANS LE PORT D'ANVERS. — 2 MAI 1810.

VAN BRÉE.—1811.

Pendant son séjour à Anvers, Napoléon visita les travaux du port et les fortifications. Le vaisseau de ligne *le Friedland*, de quatre-vingts canons, fut lancé le 2 mai, en présence de l'empereur et de l'impératrice. « Tout ayant été disposé à l'arsenal maritime, le 2 mai, à trois heures moins un quart, leurs majestés, accompagnées du roi et de la reine de Westphalie, arrivèrent à l'arsenal avec toute leur cour. Le ministre et le corps de la marine, le vice-amiral Missiessy, commandant l'escadre, et M. le conseiller d'état Malouet, ancien préfet maritime; reçurent leurs majestés à la descente de leur voiture, au bruit de la musique et des décharges réitérées de toute l'artillerie des vaisseaux mouillés devant la ville. Un riche pavillon avait été élevé sur une estrade à l'extrémité droite de la cale : leurs majestés s'y placèrent avec le roi et la reine de Westphalie. M. l'archevêque de Malines, à la tête de son clergé, après leur avoir présenté l'eau bénite, fit la bénédiction du vaisseau qui, pendant cette cérémonie, avait été séparé de tous ses accores, ne reposait plus que sur son berceau et n'était retenu que par les saisines placées en avant, le vaisseau devant entrer dans l'eau par l'arrière. M. Sané, inspecteur général du génie maritime, dirigeait toutes les opérations, qui s'exécutaient avec un ordre et une précision parfaits, sous le commandement de M. Lair, ingénieur en chef. Les saisines furent coupées en un instant à coups de hache, et à trois heures précises le vaisseau s'élança de sa cale et entra majestueusement dans le fleuve au bruit des acclamations de tous les spectateurs. Poussé par la marée il remonta le fleuve et ne s'arrêta qu'après avoir mouillé deux ancres entre les corps-morts que M. de Kersaint, chef militaire, avait fait établir vis-à-vis l'avant-garde de l'arsenal (1). »

N° 921. SIÉGE DE LÉRIDA.—14 MAI 1810.

RÉMOND.—1836.

Le général Suchet avait été nommé au commandement de l'armée d'Aragon. Cette province ayant été soumise après les combats de Maria et de Belchite, il fut chargé de prendre possession de quelques-unes des places de la Catalogne. Le 13 avril il s'établit en vue de Lérida et fit aussitôt former l'investissement de la place.

« Lérida, dit le maréchal Suchet dans ses Mémoires, situé sur la grande communication de l'Aragon avec la Catalogne, à vingt-cinq lieues de Barcelone et autant de Saragosse, aux bords de la Sègre, avec un pont en pierre, à peu de distance de l'Èbre et de la Cinca, exerce une grande influence par sa population de quinze à dix-huit mille âmes, et par sa position, qui domine au loin toute la contrée. La ville proprement dite s'étend le long de la rive droite de la Sègre. Elle est défendue sur une grande partie de son développement par la rivière même.

« Les fortifications étaient en bon état et renfermaient une garnison et une artillerie capables d'en prolonger la défense, sous le commandement du maréchal de camp Garcia Conde, général jeune et actif (2). »

Le général Suchet comptait sur la coopération du septième corps pour l'investissement de la place; mais des partis espagnols, s'étant montrés sur le bas Èbre, éloignèrent ce corps, et le réduisirent à ne plus compter que sur ses propres forces.

Après le combat de Margalef donné le 23 avril, étant parvenu à éloigner l'armée du général O'Donnell qui tentait de faire lever le siége, il ordonna les dispositions nécessaires pour en commencer les opérations. L'attaque fut préparée et résolue sur le même front où le duc d'Orléans avait pris la ville cent trois ans auparavant. Le 29 avril au soir on ouvrit la tranchée; les opérations du siége furent dirigées par le colonel du génie Haxo.

Dans la nuit du 12 au 13 mai on s'empara des redoutes du fort Garden, et dans la journée suivante le général Suchet ordonna l'assaut de la ville.

« A sept heures, un peu avant la nuit, il fit donner le signal par quatre bombes à la fois.

« L'impétuosité des assaillants culbuta d'abord tout ce qui défendait les brèches. Bientôt à tous les feux du château et du pont se joignit une fusillade terrible sur nos têtes de colonnes, qui en furent un moment ébranlées : le général Habert les entraîna en faisant battre la charge. Le colonel Rouelle fut blessé d'un coup de baïonnette en attaquant la grande rue. Le lieutenant de mineurs Romphleur eut un combat difficile à soutenir avant de pouvoir ouvrir la porte de la Madeleine. A gauche, par l'avancée du Carmen, le capitaine du génie Vallentin se porta vivement sur une barrière qui le séparait du quai, et qu'il fallait franchir sous la mitraille d'une pièce de flanc et sous la mousqueterie des maisons. Le sergent de sapeurs Baptiste, bravant une mort presque certaine, monta dessus, l'ouvrit et donna passage aux troupes, qui se précipitèrent sur le quai. Les Espagnols qui défendaient les coupures de la grande rue se trouvèrent entièrement tournés. Au même moment le général Harispe, qui avait l'ordre d'agir dès qu'il verrait la brèche occupée et l'affaire engagée dans l'intérieur de la ville, attaqua la tête du pont sur la rive gauche. Le général en chef fit avancer les réserves et passa lui-même la brèche pour les diriger. Ce développement de forces ne permit plus aux Espagnols de continuer la résistance, et mit fin à un combat sanglant que le jour cessait d'éclairer. Le pont, le quai et les rues furent abandonnés couverts de morts, et la garnison commença à se retirer vers le château.

» Le 14 à midi un drapeau blanc flotta sur le donjon, et bientôt après un parlementaire vint proposer de se rendre et demander des conditions. Le général en chef envoya au château le général Valée et le colonel Saint-Cyr-Nugues, son sous-chef d'état major, et au fort Garden le colonel du génie Haxo, pour conclure et signer cette capitulation, en accordant aux deux garnisons les honneurs de la guerre. Elles défilèrent par la brèche, mirent bas les armes et restèrent prisonnières.

» La conquête de Lérida mit en notre pouvoir cent trente-trois bouches à feu, un million de cartouches, cent milliers de poudre, dix mille fusils, dix drapeaux et beaucoup de magasins (1). »

N° 922. COMBAT DU GRAND-PORT (ILE DE FRANCE). — 24 AOUT 1818.

GILBERT.—1836.

Le capitaine Duperré commandait une division française composée des frégates *la Bellone* et *la Minerve*, et de la corvette *le Victor*, venant des Mers de l'Inde. Il s'était

(1) *Moniteur* du 7 mai 1810.

(2) *Campagnes d'Espagne*, par le maréchal Suchet, t. I, p. 115 à 117.

(1) *Campagnes d'Espagne*, par le maréchal Suchet, t. I, p. 145 à 149.

embossé, le 23 août, dans le port Impérial (Grand-Port, île de France), sous la protection des forts, lorsqu'il fut attaqué par une division anglaise de quatre frégates, *la Néréide*, *le Sirius*, *l'Iphigénie* et *la Magicienne*. Le capitaine Duperré montait *la Bellone*. Le combat commença à cinq heures et demie du soir. « Les premières volées des frégates anglaises coupèrent les embossures de *la Minerve* et *du Ceylan*, qui vinrent en s'échouant prolonger *la Bellone* du côté de la terre. Ce mouvement ayant masqué leur feu, celle-ci resta seule alors pour prêter côté aux frégates ennemies embossées par son travers. Ce fut dans cette position que le combat s'engagea avec fureur de part et d'autre; à huit heures *la Néréide*, réduite au silence, se vit forcée de céder à la supériorité du feu de *la Bellone*; celui des autres frégates, bien ralenti, annonçait leur désavantage, tandis qu'au contraire celui de la frégate française, alimentée par les munitions que lui fournissait *la Minerve*, n'en devenait que plus vif : on put présager dès lors de quel côté se déclarerait la victoire.

» Le combat durait depuis cinq heures, lorsque Duperré frappé au visage par une mitraille, fut renversé de dessus le pont dans la batterie, et emporté sans connaissance : le capitaine Bouvet passa alors de *la Minerve* sur *la Bellone*.

» Le feu continua presque toute la nuit sans interruption. Le 24, au point du jour, on vit *la Néréide* entièrement démâtée et dans l'état le plus affreux; sur un tronçon de mât flottait encore le pavillon anglais, mais il fut bientôt remplacé par les couleurs françaises. *La Magicienne*, criblée de boulets, combattait encore; mais bientôt les débris de son équipage se réfugièrent vers l'île de la Passe et sur les deux autres frégates, et le soir le feu s'y manifesta de toutes parts. »

N° 923. PRISE D'ALMÉIDA.—26 AOUT 1810.

. . . .

Le duc de Rivoli, commandant en chef le sixième corps de l'armée française en Espagne, occupait en juillet 1810 la plus grande partie du royaume de Léon; les ordres de l'empereur portaient que les troupes sous ses ordres devaient tenter l'invasion du Portugal. Vers la fin de juillet le maréchal Masséna se dirigea sur Alméida, ville frontière de la province de Beira sur une colline près de la Coa.

Les troupes anglo-portugaises, commandées par le général Crawford, ayant été repoussées le 24 juillet au combat de la Coa, le duc de Rivoli n'éprouva plus de difficultés pour former l'investissement d'Alméida. « Le colonel Cox était gouverneur de la place : sa garnison, composée d'un régiment de troupes régulières et de deux régiments de milice, s'élevait à quatre mille hommes.

» Le 18 la tranchée fut ouverte à l'abri d'une fausse attaque, et dans la matinée du 26, la seconde parallèle étant commencée, dix batteries, dont l'ensemble formait soixante-cinq pièces, se mirent à jouer toutes à la fois (1).

» Le 26, à cinq heures du matin, dit le rapport du maréchal Masséna au major général de l'armée, les batteries, armées de soixante-cinq bouches à feu, ont commencé à tirer sur la place, qui a riposté avec vigueur; mais à quatre heures du soir elle ne répondait plus; à sept heures une de nos bombes a fait sauter le principal magasin à poudre de la place. Les incendies furent entretenus toute la nuit par nos bombes et nos obus. Cet état de choses me détermina à sommer hier matin le gouverneur de se rendre. Il m'envoya des officiers pour parlementer. Je leur fis connaître les conditions de la capitulation que je leur offrais. Plusieurs heures de la journée furent employées à une négociation qui ne produisit pas le succès que je désirais; je fis donc recommencer le feu à huit heures du soir, et ce ne fut que trois heures après que le gouverneur de la place signa la capitulation dont j'ai l'honneur d'envoyer copie à V. A. ainsi que de ma sommation. Alméida se trouve de cette manière au pouvoir de S. M. l'empereur et roi. Nous y sommes entrés ce matin à neuf heures. La garnison est prisonnière de guerre et sera conduite en France (1). »

(1) *Histoire de la guerre dans la Péninsule, de 1807 à 1814*, par le lieutenant-colonel Napier, t. V, p. 365.

N° 924. REDDITION DE TORTOSE.

2 JANVIER 1811.

RÉMOND.—1836.

La prise de Lérida avait été suivie de celle de Méquinenza sur la rive gauche de la Ségre. L'armée d'Aragon, sous les ordres du général Suchet, ayant soumis une partie de la Catalogne, se dirigea sur le royaume de Valence, et s'empara du fort de Morella. Le 29 mai le major général de l'armée écrivait de Paris au général Suchet, commandant en chef de l'armée d'Aragon :

« L'empereur suppose que vous êtes maître de Méquinenza; dès lors prenez toutes les mesures pour vous emparer de Tortose; le maréchal duc de Tarente se portera en même temps sur Tarragone. Occupez-vous aussi de réunir l'artillerie et tous les moyens nécessaires pour marcher sur Valence et forcer cette ville; mais il faut, pour entreprendre cette opération, que Tortose et Tarragone soient en votre pouvoir.

« Tortose, par sa situation près de la grande route et de l'embouchure de l'Èbre, servait de point d'appui et de lien aux armées espagnoles de Valence et de Catalogne. »

Méquinenza était devenu le principal entrepôt de nos munitions de terre et de bouche. « De là à Tortose la communication existe par l'Èbre. Mais son cours dans plusieurs endroits est entravé par des barrages...... La communication par terre était plus difficile...... Une route propre aux opérations d'une armée était à créer presque entièrement. Cependant il existait la trace ou le souvenir de celle qu'avait, dit-on, ouverte le duc d'Orléans dans la guerre de la Succession. Cette route fut entreprise sous la direction du général Rogniat (2). »

La place de Tortose se trouva investie dans les premiers jours de juillet sur les deux rives de l'Èbre, mais le siége ne fut commencé que vers la fin de l'année.

« Le général Suchet, dit le Moniteur du 18 janvier 1811, n'avait pu, depuis le mois de septembre, ouvrir le siége de Tortose, et en avait été constamment empêché par les basses eaux de l'Èbre, qui ne lui ont pas permis de faire arriver son artillerie de siége. Le duc de Tarente s'étant porté à Mora pour en favoriser le siége, le 13 décembre le général Suchet a investi la place.

» Le 17 la garnison tenta une sortie et fut repoussée par les cent seizième et cent dix-septième régiments. Nos tirailleurs arrivèrent au pied de la muraille. Le camp retranché et toutes les redoutes furent enlevées.

» Le 1er janvier, après treize jours de tranchée ouverte, Tortose et ses forts se sont rendus à discrétion. La garnison, composée de plus de neuf mille cinq cents hommes, y compris quatre cents officiers, douze drapeaux, cent quatre-vingt-douze bouches à feu, deux millions de cartouches, dix mille fusils, deux cents milliers de poudre, cinq cents mil-

(1) *Moniteur* du 11 septembre 1810.
(2) *Campagnes d'Espagne*, par le maréchal Suchet, t. I, p. 176 à 178.

liers de plomb et une grande quantité de vivres, sont tombés en notre pouvoir. »

N° 924 *bis*. COMBAT DU BRICK L'ABEILLE CONTRE LE BRICK L'ALACRITY. — 26 MAI 1811.

. . . .

Le 26 mai 1811 le brick *l'Abeille*, commandée temporairement par M. de Mackau, alors simple aspirant, aperçut au soleil levé le brick anglais *l'Alacrity*, capitaine Palmer, dans le nord du cap de Saint-André. L'ennemi venait vent arrière sur *l'Abeille*, et aussitôt qu'il fut dans ses eaux, M. de Mackau gouverna près et plein, gagna le vent et le prolongea à contre-bord au vent. Aussitôt qu'il fut par son avant, il ralingua derrière, et, lui passant à poupe, lui envoya sa volée à bout portant, puis, prenant les mêmes amures que lui, continua à le combattre par sa hanche de dessous le vent, à quart de portée de pistolet.

Au bout de vingt minutes *l'Abeille* avait couru de l'avant, et canonnait *l'Alacrity* par son bossoir de tribord. Celui-ci ralingua pour arriver et passer à poupe son antagoniste qui s'en aperçut, et, arrivant en même temps que lui, continua à le canonner par tribord avec le feu le mieux nourri.

Ne pouvant plus tenir le travers, le brick anglais arriva. M. de Mackau fit ralinguer partout et lui envoya deux volées à poupe, à la suite desquelles il amena son pavillon.

L'Alacrity était armé de vingt caronades de trente-deux, *l'Abeille* de vingt caronades de vingt-quatre. *L'Alacrity* avait un équipage aussi nombreux que celui de *l'Abeille*. *L'Alacrity* eut quinze hommes tués et vingt blessés; *l'Abeille*, sept tués et douze blessés; mais *l'Abeille* avait toujours combattu dans les positions les plus avantageuses.

N° 925. PRISE DE TARRAGONE. — 28 JUIN 1811.

Rémond.—1837.

Le major général de l'armée, le prince Berthier, écrivait de Paris, sous la date du 10 mars 1811, au général Suchet, commandant le troisième corps d'armée et gouverneur de l'Aragon :

« L'empereur vient de décider que le gouvernement de l'Aragon, qui vous est confié, sera augmenté des provinces de Tortose, de Lérida, de Tarragone, etc.... Il appartiendra à l'armée d'Aragon de faire le siége de Tarragone. »

Tarragone, capitale de l'ancienne province romaine en Espagne, est située au bord de la mer, à l'extrémité des hauteurs qui séparent les eaux de la Gaya de celles du Francoli : elle est assise sur un rocher d'une élévation considérable, isolée et escarpée de trois côtés qui regardent le nord, l'est, le sud. Du côté de l'ouest et du sud-ouest, le terrain s'abaisse par une pente douce vers le port et le Francoli. La ville haute est entourée de murailles antiques, qui couronnent les escarpements, dont une seconde enceinte, bastionnée irrégulièrement, suit les contours. Le côté de l'est, route de Barcelone, était en outre couvert par cinq lunettes formant une ligne qui s'appuyait à la mer; deux autres grandes lunettes protégeaient le côté du nord.

« La ville basse bâtie dans cette partie, au fond du port, était protégée, du côté de la campagne, par le fort Royal, petit carré bastionné, situé à trois cents toises de l'enceinte de la ville haute, et à deux cents toises de la mer. Ce fort lui-même, ainsi que la ville basse, était enveloppé par une seconde enceinte, qui s'appuyait d'un côté à la ville haute, de l'autre au port, défendue par trois bastions réguliers et quelques autres ouvrages. L'ensemble des deux villes, haute et basse, formait ainsi un grand parallélogramme deux fois plus long que large.

» Cette position formidable et cet ensemble d'ouvrages relevés et mis en bon état présentaient des moyens de défense importants ; mais ce qui ajoutait surtout à la force de Tarragone, ce fut la construction d'un nouveau fort sur le plateau de l'Olivo, point dont la hauteur égale celle de la ville, et qui n'en est éloigné que de quatre cents toises.

» Le fort de l'Olivo, armé d'une cinquantaine de bouches à feu, contenait habituellement douze cents hommes de garde. La flotte anglaise protégea Tarragone pendant toute la durée du siége. »

Le 4 mai l'armée d'Aragon était devant cette place. Une division, commandée par le commodore Adams, vint attaquer, le 9 mai, le fort de la Rapita, à l'embouchure de l'Èbre, occupé par un détachement de troupes françaises. Il ne put s'en emparer, mais il parvint à le détruire.

Le siége de Tarragone présentait des difficultés sans nombre; l'armée d'Aragon opposa la plus grande persévérance aux obstacles qui se renouvelaient sans cesse. Elle eut à soutenir contre l'armée espagnole et contre la garnison une foule de combats partiels à Alcovar, à Gratallops, etc.

» Si Tarragone n'eût pas été une place maritime, et que notre armée de terre eût pu la bloquer entièrement, ces combats journaliers nous auraient offert l'avantage d'épuiser peu à peu la garnison et d'affaiblir son moral par l'inutilité des résultats. Mais il en était tout autrement : le port offrait un mouvement continuel de bâtiments anglais ou espagnols. »

Enfin, le 29 mai, on parvint à s'emparer du fort de l'Olivo, et dans la nuit du 1er au 2 juin la tranchée fut ouverte contre la basse ville; le 7 on donna l'assaut au fort Francoli et l'on s'en empara; la lunette du Prince fut prise d'assaut le 16 juin, au commencement de la nuit, et on put ordonner celui de la ville, le 21, à sept heures du soir.

L'attaque fut vive et précipitée. Les troupes éprouvèrent une grande résistance. « A huit heures le fort Royal, le bastion des Chanoines, celui de Saint-Charles, la batterie du Moulin et toute la ville basse étaient en notre pouvoir. L'ennemi y avait perdu quatre vingts bouches à feu.

Enfin le 23 juin le général commandant en chef était arrivé devant la ville haute. « On ouvrit la première parallèle, et l'emplacement des batteries de brèche fut déterminé. »

Le général espagnol Campa Verde fit alors quelques tentatives; mais elles n'eurent aucun résultat, et ses troupes se retirèrent devant celles du général Suchet.

Le 28 on battit la place en brèche; l'assaut fut bientôt ordonné. « A cinq heures de l'après-midi le signal est donné; notre feu cesse, et celui de l'ennemi redouble à la vue de nos braves qui sortent de la tranchée, franchissent à la course un espace découvert de soixante toises, et s'élancent à la brèche... Ce moment décisif fut marqué par un trait de courage qui pourra figurer parmi les beaux souvenirs de l'histoire. Lors de l'assaut du fort Olivo, le caporal de grenadiers Bianchini, du sixième régiment italien, avait fait prisonniers, au pied même des murs de la ville, quelques soldats espagnols et les avait amenés au général en chef, qui, admirant son courage, lui demanda quelle récompense il pouvait lui offrir. « L'honneur de monter le premier à l'assaut de Tarragone, » dit Bianchini. Cette réponse pouvait n'être que de la présence d'esprit; c'était de l'héroïsme. Le 28 juin, ce brave homme, devenu sergent, vient au moment de l'assaut se présenter dans la plus belle tenue au général en chef, et réclame de lui la faveur qui lui a été promise. Il s'élance des premiers, reçoit une blessure, continue de monter avec sang-froid, exhortant ses camarades à le suivre, est atteint deux fois encore sans être arrêté, et tombe enfin, la poitrine traversée d'un coup de feu. »

Les Espagnols résistent en désespérés; une foule de nos braves périssent, mais en tombant, ils assuraient la victoire à leurs compagnons. La résistance de l'ennemi avait porté l'armée au plus haut point d'exaltation. Le soldat écoutait à peine la voix de ses chefs. « Cependant, il faut le dire, un nombre considérable d'Espagnols, poursuivis sous les yeux et jusque dans les bras des officiers français, dont ils imploraient la protection, durent la vie à ces mêmes officiers, qui demandèrent grâce pour eux à leurs propres soldats. Le gouverneur Coutresas, blessé d'un coup de baïonnette, eut le bonheur d'être sauvé par un officier du génie. Une masse d'Espagnols s'était retirée dans la cathédrale, vaste et solide édifice, élevé et d'un difficile accès. Nos soldats les poursuivirent et durent essuyer un feu meurtrier pour franchir les soixante marches qui précèdent l'entrée. Ils s'en rendirent bientôt maîtres. Après une si opiniâtre résistance, leur rage contre les combattants ne connut plus de bornes; mais ils s'arrêtèrent à la vue de neuf cents blessés étendus dans l'intérieur, et leurs baïonnettes les respectèrent. Le général en chef apprit ce trait d'humanité, et en exprima sa satisfaction.

» La majorité de la population de Tarragone était sortie avant ou pendant le siége; elle échappa ainsi aux désastres que le gouverneur et la garnison attirèrent sur la ville en bravant le dernier assaut que les lois de l'honneur permettaient de ne pas attendre, et que le vainqueur aurait mieux aimé ne pas livrer.

» Nous prîmes près de dix mille hommes et vingt drapeaux; en comptant les canons de l'Olivo et de la basse ville, nous fûmes en possession de trois cent trente-sept bouches à feu, de quinze mille fusils, cent cinquante milliers de poudre, quarante mille boulets ou bombes, quatre millions de cartouches, etc.

» Les travaux du génie, dirigés par le général Rogniat, furent remarquables par la hardiesse de la conception comme par la vigueur de l'exécution. On fit cinq mille toises de développement de tranchée, dont deux mille à la sape pleine et volante; on couronna quatre chemins couverts; on fit des descentes et des passages de fossés, et des rampes sur les brèches. Vingt officiers du génie, cent quatre-vingt-sept sapeurs ou mineurs furent tués ou blessés.

» L'artillerie, commandée par le général Valée, construisit vingt-quatre batteries, qui furent armées de soixante-quatre bouches à feu, et ouvrit neuf brèches. L'ennemi avait tiré cent vingt mille coups de canon; elle en tira quarante-deux mille, dont trente mille avec les boulets, bombes ou obus de la place, renvoyés après avoir été payés à nos soldats; dix-neuf officiers d'artillerie, deux cent soixante et dix-huit canonniers furent tués ou blessés, et à ce nombre il faut ajouter soixante-huit soldats d'infanterie fournis au service de l'artillerie comme auxiliaires, et qui périrent dans les batteries. La totalité de nos pertes reconnues s'éleva à quatre mille deux cent quatre-vingt-treize hommes, dont neuf cent vingt-quatre morts; et dans le nombre des trois mille trois cent soixante-neuf blessés, à peine la moitié pouvait être rendue au service ou survivre à leurs blessures tant ils étaient mutilés (1). »

N° 925 *bis.* COMBAT NAVAL DE LA FRÉGATE FRANÇAISE LA POMONE CONTRE LES FRÉGATES ANGLAISES L'ALCESTE ET L'ACTIVE.

29 NOVEMBRE 1811.

GILBERT.—1836.

La frégate *la Pomone*, capitaine Ducampe de Rosamel, étant séparée de la division française dont elle faisait partie, et qui croisait dans la mer Adriatique, se trouva seule engagée, le 29 novembre 1811, à la hauteur de l'île Pelagosa, contre deux frégates anglaises *l'Alceste*, capitaine Maxwell, et *l'Active*, capitaine Gordon.

« La lutte fut longue et acharnée : *la Pomone* fit des avaries considérables à ses deux adversaires. Après deux heures de combat, totalement démâtée, ne pouvant plus gouverner et ayant quatre pieds d'eau dans sa cale, le capitaine Rosamel réunit ses officiers et ses premiers maîtres, et sur l'avis unanime de ne pouvoir continuer une plus longue résistance, il fit cesser le feu.

» *La Pomone* perdit dans cette action dix hommes; son capitaine et vingt-sept hommes furent blessés. *L'Active* eut cinquante hommes tués ou blessés, et *l'Alceste*, vingt-neuf. »

N° 926. COMBAT NAVAL EN VUE DE L'ILE D'AIX.

27 DÉCEMBRE 1811.

GARNERAY

Un convoi français venant de la Rochelle, poursuivi, le 27 décembre 1811, par cinq péniches de l'escadre anglaise mouillée en rade des Basques, était venu se réfugier au fond de la baie entre la Rochelle et l'île d'Aix. Le commandant des forces navales à la Rochelle dirigea quelques embarcations pour protéger le convoi et couper la retraite aux péniches anglaises. En conséquence, il fit appareiller trois chaloupes canonnières, sous les ordres de M. Duré, lieutenant de vaisseau, et quatre canots des vaisseaux commandés par M. Constantin, enseigne du *Régulus*.

« Aussitôt que l'escadre anglaise aperçut ce mouvement, un vaisseau, deux frégates et un brick appareillèrent pour venir dégager leurs embarcations. Le brick soutenu d'assez près par le vaisseau, tirait sur les canonnières, qui le repoussèrent vivement à différentes fois.

» L'enseigne de vaisseau Constantin montant une péniche armée de vingt-deux hommes, a attaqué une péniche anglaise montée par trente hommes d'équipage.

» Cet officier avait engagé le combat avec ses espingoles et sa mousqueterie; mais craignant que l'ennemi ne lui échappât, il fit porter dessus et l'aborda. Les Anglais, forts de la supériorité de leur nombre, s'élancèrent aussi à l'abordage, mais M. Constantin se précipita sur eux et les culbuta sur le bord opposé de leur péniche, que ce mouvement fit remplir. Les Français remontèrent à leur bord et sauvèrent vingt-six hommes, dont un aspirant et un chirurgien. L'officier commandant la péniche a été tué, et trois hommes dangereusement blessés.

» Pendant cette action, les trois canonnières attaquaient les quatre autres péniches toutes armées de caronades, d'espingoles et de mousqueterie. Le lieutenant de vaisseau Duré, tout en contenant le brick anglais qui voulait protéger ces péniches, en amarina une de dix-huit hommes, dont deux aspirants; les trois autres, harcelées par le canot de l'amiral Jacob, commandé par l'aspirant de première classe Porgi, percées de boulets et coulant bas, arrivèrent sur la côte, où il les poursuivit et fit prisonniers les équipages montant à soixante et dix hommes, dont un officier et cinq aspirants.

» Le résultat de cette affaire est donc la prise de cinq péniches et de cent dix-huit hommes, dont deux officiers, huit aspirants et un chirurgien. Dans ce nombre, un officier et quatre matelots ont été tués; deux autres morts immédiatement après, et cinq blessés grièvement (1). »

(1) *Campagnes d'Espagne*, par le maréchal Suchet, t. II, p. 3 à 110.

(1) *Moniteur* du 2 janvier 1812.

N° 926 *bis*. SIÉGE DE VALENCE.

25 DÉCEMBRE 1811 AU 9 JANVIER 1812.

INVESTISSEMENT DE LA PLACE.

. . . .

Le bâton de maréchal fut pour le général Suchet la récompense de la prise de Tarragone. Il reçut en même temps l'ordre de l'empereur d'assiéger Valence.

La bataille et la prise de Murviedro, l'ancienne Sagonte, précédèrent le siége de Valence. Le maréchal Suchet ayant reçu les renforts qui lui étaient nécessaires pour entreprendre le siége d'une place aussi importante, opéra sa jonction à Segorbe avec les deux divisions détachées de Madrid, sous les ordres du général Reille. L'armée d'Aragon traversa alors la Liria, passa ensuite le Guadalaviar en face de Ribaroga, et après avoir repoussé successivement les postes espagnols et livré bataille, elle put commencer l'investissement de la capitale du royaume de Valence.

« L'occupation de Cullera, d'Alcira, d'Albérique, suffisait pour assurer le front de l'armée du côté du Xucar; quelques troupes placées en observation sur cette ligne, couvraient parfaitement le siége. Mais la disposition des forces ennemies engagea le maréchal à porter les siennes plus loin pour profiter des ressources d'un pays riche et fertile. Il fit avancer le général Delort jusqu'à Xativa ou Saint-Philippe, que l'on occupa sans coup férir le 29 décembre. On y trouva un million de cartouches et un grand approvisionnement en riz. La population de cette ville, qui est de quinze mille âmes, accueillit nos troupes avec autant d'empressement que celle d'Alcira.

» Les troupes du siége campèrent autour de la place, à douze cents mètres des ouvrages, et dans l'ordre suivant : la division Habert, formant l'extrême droite, s'appuyait au Guadalaviar; à sa gauche était la division Harispe, liée avec elle par des postes intermédiaires, et s'étendant jusqu'à la grande route de Murcie. De l'autre côté de la route, la ligne était continuée par le corps du général Reille, dont la brigade Bourke formait la droite; la division Severoli, à gauche de celle-ci, se liait à la division Palombini, placée à cheval sur le Guadalaviar, une brigade à Mislata et l'autre à Campanar. Pour assurer la rive gauche qui était dégarnie depuis la bataille, les troupes de la division Musnier furent envoyées le 27 décembre au faubourg de Seranos, et sur la grande route de Murviedro. »

Le général D. Joaquin Blake, qui commandait en chef les troupes espagnoles, tenta vainement de s'opposer aux opérations du maréchal Suchet. L'armée espagnole fut contrainte d'abandonner son camp retranché en avant de la place, dans la nuit du 5 janvier, et de se retirer dans l'enceinte de la ville.

« L'artillerie qui avait fait venir son dépôt principal à San-Miguel de los Reyes, se hâta de transporter des pièces à la rive droite du Guadalaviar, derrière les camps des points d'attaque. Malgré la pluie qui rendit les chemins et les terres presque impraticables, elle éleva avec une rapidité étonnante quatre batteries contre le front Saint-Vincent, et trois contre le front d'Olivete. Le génie coupa à la sape la route de Murcie, étendit la parallèle, l'appuya à des maisons crénelées, et poussa les cheminements très-près de la contrescarpe. »

Le 6, on commença le bombardement; il continua le 7 et le 8. « L'ennemi s'était obstiné à tenir dans quelques maisons du faubourg de Quarte; il fallut l'attaquer de vive force dans le couvent des Ursulines; nous y perdîmes le capitaine du génie Léviston. Près de la porte Saint-Vincent on essaya d'attacher le mineur au mur d'enceinte, mais l'ennemi avec son canon fit échouer l'entreprise. On fit un nouveau cheminement et on s'empara du couvent des Dominicains. En deux jours cinq nouvelles batteries furent construites et armées. Nous allions être prêts à ouvrir la brèche, lorsque deux officiers espagnols se présentèrent en parlementaires. » Le maréchal Suchet dicta les conditions de la capitulation, et le lendemain le général espagnol Zayas étant venu pour annoncer l'acceptation des bases de la capitulation, « il rentra dans la ville accompagné du général Saint-Cyr-Nugues, chef d'état-major du maréchal, pour conclure la capitulation chez le général en chef Blake lui-même. Elle fut signée le 9 janvier au matin, et ratifiée aussitôt de part et d'autre.

» La prise de Valence mit en notre pouvoir dix-huit mille deux cent dix-neuf prisonniers de guerre, parmi lesquels huit cent quatre-vingt dix-huit officiers, vingt-trois généraux, et à leur tête le capitaine général Blake; en outre, vingt et un drapeaux, deux mille chevaux de cavalerie ou d'artillerie, trois cent quatre-vingt treize pièces de canon, quarante-deux mille fusils, cent quatre-vingts milliers de poudre, etc. L'état des malades et blessés, dans les hôpitaux de la ville, s'éleva à onze cent soixante-deux. L'armée espagnole sortit le 10 janvier par le pont supérieur, et après avoir déposé les armes, fut dirigée en France (1). »

N° 927. PASSAGE DU NIÉMEN. — 24 JUIN 1812, AU MATIN.

Aquarelle par SIMÉON FORT.—1836.

Napoléon avait atteint le faîte de ses prospérités, lorsque en 1812, la guerre se ralluma entre la France et la Russie. Il fut décidé que les frontières de ce lointain empire seraient franchies, et que l'on se porterait sur Moscou, comme on s'était porté sur Vienne et sur Berlin dans les campagnes précédentes.

Des préparatifs gigantesques furent faits pour cette expédition. Les contingents de l'Allemagne tout entière, ainsi que de la Pologne, vinrent se fondre au sein de la grande armée française, et le 20 juin 1812 commencèrent à s'ébranler les six corps qui la composaient, et dont chacun était une armée.

De son côté l'empereur des Russies appelle autour de lui toutes les forces de son vaste empire. A l'enthousiasme guerrier qui depuis huit ans entraînait partout les Français à la victoire, sur les pas de leur empereur, il opposa le puissant mobile de l'enthousiasme religieux et national. Le 22 avril il était à Wilna, capitale de la Lithuanie, préparant tout pour repousser la formidable invasion qui menaçait les frontières.

Napoléon partit de Saint-Cloud le 9 mai, passa le Rhin le 13, l'Elbe, le 29, et la Vistule le 6 juin.

La grande armée occupait au mois de juin les positions suivantes :

1° Le premier corps, commandé par le prince d'Eckmühl, était à Kœnigsberg;

2° Le deuxième corps, sous les ordres du maréchal duc de Reggio, eut son quartier général à Vehlau;

3° Le maréchal duc d'Elchingen, commandant le troisième corps, à Soldapp;

4° Le prince vice-roi à Rastembourg;

5° Le roi de Westphalie à Varsovie;

6° Le prince Poniatowski, à Pultusk (province de Plock en Pologne).

Napoléon porta son quartier général, le 12, sur la Prégel à Kœnigsberg, le 17 à Insterburg, le 19 à Gumbinnen.

(1) *Campagnes d'Espagne*, par le maréchal Suchet, t. II, p. 223 à 233.

La grande armée reçut l'ordre de passer le Niémen au mois de juin. Le 23, le roi de Naples, qui commandait la cavalerie, porta son quartier général à deux lieues du Niémen, sur la rive gauche.

Le 23, à deux heures du matin, l'empereur arriva aux avant-postes, près de Kowno, prit une capote et un bonnet polonais d'un des chevau-légers, et visita les rives du Niémen, accompagné seulement du général du génie Haxo.

A huit heures du soir l'armée se mit en mouvement. A dix heures le général de division comte Morand fit passer trois compagnies de voltigeurs, et au même moment trois ponts furent jetés sur le Niémen. A onze heures trois colonnes débouchèrent sur les trois ponts. A une heure un quart le jour commençait déjà à paraître. A midi, le général baron Pajol poussa devant lui une nuée de cosaques, et fit occuper Kowno par un bataillon.

Le 24, l'empereur se porta sur Kowno (province de Wilna).

Le maréchal prince d'Eckmühl porta son quartier général à Roumchicki (province de Wilna), et le roi de Naples à Eketanoni.

Pendant toute la journée du 24 et celle du 25, l'armée défila sur les trois ponts. Le 24 au soir l'empereur fit jeter un nouveau pont sur la Vilia, vis-à-vis Kowno, et fit passer le maréchal duc de Reggio avec le deuxième corps; les chevau-légers polonais de la garde passèrent à la nage.

N° 928. COMBAT DE CASTALLA.—21 JUILLET 1812.

CH. LANGLOIS.—1837.

Après la prise de Valence, le maréchal Suchet avait presque achevé la soumission de toute la province; il venait de s'emparer de Denia, port de mer peu éloigné d'Alicante, et il se proposait de diriger ses opérations sur cette ville et sur Carthagène, lorsque l'armée d'Aragon fut affaiblie par le départ de plusieurs régiments appelés sur un autre théâtre. Le maréchal Suchet dut alors renoncer à prendre l'offensive pour conserver le pays qu'il avait conquis.

Pendant ce temps l'armée espagnole avait reçu des renforts, et de tous côtés l'ennemi faisait de nouvelles tentatives : une flotte anglaise, sortie d'Alicante le 21 juillet 1812, s'était montrée en vue de Denia et menaçait d'opérer un débarquement.

« Ces divers mouvements sur les flancs de l'armée ou sur ses derrières, dit le maréchal Suchet dans ses mémoires, n'avaient pour but que de diviser nos forces et de les occuper au loin, pendant qu'une attaque de front était dirigée contre le général Harispe, placé en première ligne sur Alicante. Ce général, ayant avec lui une réserve à Alcoy, avait établi une brigade à Ibi sous le colonel Mesclop, et le général Delort en avant-garde à Castalla. Le 21 au matin, Joseph O'Donnell, à la tête de dix mille hommes en quatre colonnes, se porta sur Castalla. Le général Delort, avec le septième de ligne, se retira en bon ordre sur une position en arrière, rapprochée d'Ibi et reconnue d'avance; il donna ordre en même temps au vingt-quatrième de dragons cantonné à Onil et Biar de le rejoindre, et au colonel Mesclop de l'appuyer.

» En position avec son infanterie et son artillerie, le général Delort tenait en échec le général espagnol et attendait le vingt-quatrième de dragons qui arrivait par sa droite. La marche de cette cavalerie en plaine donna aux Espagnols de l'inquiétude pour leur gauche; ils dirigèrent contre elle une batterie de canons. Le général Delort, quittant la défensive, se mit alors en mouvement, et attaqua avec vivacité..... Avec ses forces réunies il pousse, culbute toutes les colonnes du général O'Donnell, les poursuit jusque dans Castalla. Là elles s'efforcent de se rallier et de résister dans les rues; mais, après un combat sanglant, elles cèdent de nouveau et prennent la fuite en désordre vers Alicante. Le chef de bataillon Herremberger fait mettre bas les armes aux derniers fuyards, qui cherchaient à se réfugier dans le château de Castalla.

» Pendant ce temps le colonel Mesclop repoussait les Espagnols à Ibi... La vue du général Harispe, qui accourait d'Alcoy avec le cent seizième, acheva de décider la retraite de l'ennemi. Battus sur les deux points, les Espagnols se retirèrent dans Alicante, ayant perdu trois drapeaux, deux pièces de huit attelées, avec trois caissons et plus de dix mille fusils. Ils eurent près de quatre mille hommes tués, blessés ou pris; parmi ces derniers, quatre colonels, cinq lieutenants-colonels et cent vingt-cinq officiers : leur perte égalait le nombre des soldats français qui avaient combattu contre eux. L'habileté et la décision du général Delort déterminèrent ce succès important (1). »

N° 929. BATAILLE DE SMOLENSK.—17 AOUT 1812.

. . . .

Après le passage du Niémen le quartier général de la grande armée avait été successivement porté de Kowno à Wilna, de Wilna à Witepsk.

Le 8 août la grande armée, d'après le treizième Bulletin, était placée de la manière suivante :

Le prince vice-roi était à Souraj avec le quatrième corps, occupant par des avant-gardes Velij, Ousviath et Porietch.

Le roi de Naples était à Nikoulino avec la cavalerie, occupant Inkovo.

Le maréchal duc d'Elchingen, commandant le troisième corps, était à Liozna.

Le maréchal prince d'Eckmühl, commandant le premier corps, était à Doubrowna.

Le cinquième corps, commandé par le prince Poniatowski, était à Mohilow.

Le quartier général était à Witepsk.

Le deuxième corps, commandé par le maréchal duc de Reggio, était sur la Drissa.

Le dixième corps, commandé par le duc de Tarente, était sur Dunabourg et Riga.

Le 10 l'empereur résolut de marcher sur Smolensk; les ordres furent donnés en conséquence aux différents corps. Le 15 le quartier général était à la porte de Kovonitnia.

« Le 16 les hauteurs de Smolensk furent couronnées; la ville présenta à nos yeux une enceinte de murailles de quatre mille toises de tour, épaisse de dix pieds et haute de vingt-cinq, entremêlée de tours, dont plusieurs étaient armées de gros calibre.

« L'empereur reconnut la ville, et plaça son armée, qui fut en position dans la journée du 16. Le maréchal duc d'Elchingen eut la gauche au Borysthène; le maréchal prince d'Eckmühl le centre; le prince Poniatowski la droite; la garde fut mise en réserve au centre; le vice-roi en réserve à la droite, et la cavalerie, sous les ordres du roi de Naples, à l'extrême droite.

» Le 16, et pendant la moitié de la journée du 17, on resta en observation. La fusillade se soutint sur toute la ligne; les Russes occupaient Smolensk avec trente mille hommes, et le reste de leur armée se formait sur les belles positions de la rive droite du fleuve, vis-à-vis la ville, communiquant par trois ponts. Smolensk est considéré par les Russes comme ville forte et comme boulevard de Moscou. »

Vers les deux heures après midi l'action devint générale,

(1) *Campagnes d'Espagne*, par le maréchal Suchet, t. II, p. 258 à 260.

l'on se battit avec acharnement. La cavalerie française étant parvenue à repousser les cosaques et la cavalerie russe, on s'empara de quelques hauteurs; « alors une batterie de soixante pièces, établie sur un plateau qui dominait l'infanterie russe, lui fit opérer un mouvement en arrière, etc.

« Le général Barklay de Tolly, commandant en chef l'armée russe, reconnaissant alors qu'on avait des projets sérieux sur la ville, fit passer deux divisions et deux régiments d'infanterie de la garde pour renforcer les quatre divisions qui étaient dans la ville. Ces forces réunies composaient la moitié de l'armée russe: le combat continua toute la nuit; les trois batteries de brèche tirèrent avec la plus grande activité. Deux compagnies de mineurs furent attachés aux remparts.

» Cependant la ville était en feu; au milieu d'une belle nuit d'août, Smolensk offrait aux Français le spectacle qu'offre aux habitants de Naples une éruption du Vésuve.

» A une heure après minuit l'ennemi abandonna la ville et repassa la rivière. A deux heures les premiers grenadiers qui montèrent à l'assaut ne trouvèrent plus aucune résistance; la place était évacuée, deux cents pièces de canon et mortiers de gros calibre, et une des plus belles villes de la Russie, étaient en notre pouvoir, et cela à la vue de toute l'armée ennemie.

» Le combat de Smolensk, qu'on peut à juste titre appeler bataille, puisque cent mille hommes ont été engagés de part et d'autre, coûta aux Russes la perte de quatre mille sept cents hommes restés sur le champ de bataille, de deux mille prisonniers, la plupart blessés, et de sept à huit mille blessés. Parmi les morts se trouvent cinq généraux russes. Notre perte monte à sept cents morts et à trois mille cent ou trois mille deux cents blessés. Le général de brigade Grabowski a été tué; les généraux de brigade Grandeau et Dalton ont été blessés (1). »

N° 930. COMBAT DE POLOTSK. — 18 AOUT 1812.

CH. LANGLOIS.—1837.

Le quatorzième Bulletin rapporte: « Après le combat de Drissa (ville frontière des provinces de Minsk et de Witepsk), le duc de Reggio, sachant que le général Wittgenstein s'était renforcé de douze troisièmes bataillons de la garnison de Dunabourg, et voulant l'attirer à un combat en deçà du défilé sous Polotsk, vint ranger les deuxième et sixième corps en bataille sous Polotsk. Le général Wittgenstein le suivit, l'attaqua le 16 et le 17, et fut vigoureusement repoussé. La division bavaroise de Wrede, du sixième corps, s'est distinguée. Au moment où le duc de Reggio faisait ses dispositions pour profiter de la victoire et acculer l'ennemi sur le défilé, il a été frappé à l'épaule par un biscaïen. Sa blessure, qui est grave, l'a obligé à se faire transporter à Wilna, mais il ne paraît pas qu'elle doive être inquiétante pour les suites.

» Le général comte Gouvion-Saint Cyr a pris le commandement des deuxième et sixième corps. Le 17 au soir l'ennemi s'était retiré au delà du défilé. Le général Maison a été reconnu général de division et l'a remplacé dans le commandement de sa division. Notre perte est évaluée à mille hommes tués et blessés. La perte des Russes est triple; on leur a fait cinq cents prisonniers.

» Le 18, à quatre heures après midi, le général Gouvion-Saint-Cyr, commandant les deuxième et sixième corps, a débouché sur l'ennemi, en faisant attaquer la droite par la division bavaroise du comte de Wrede. Le combat s'est engagé sur toute la ligne; l'ennemi a été mis dans une déroute complète et poursuivi pendant deux lieues, autant que le jour l'a permis. Vingt pièces de canon et mille prisonniers sont restés au pouvoir de l'armée française. Le général bavarois Deroy a été blessé. »

(1) Treizième Bulletin de la campagne de Russie.

N° 931. BATAILLE DE LA MOSKOWA. 7 SEPTEMBRE 1812.

LANGLOIS.—1837.

N° 931 *bis*. BATAILLE DE LA MOSKOWA. 7 SEPTEMBRE 1812.

4 aquarelles par LANGLOIS.

Après la prise de Smolensk l'armée française continua son mouvement sur l'ancienne capitale de l'empire russe.

Le 5 septembre elle était près de Mojaïsk. « A deux heures après midi on découvrit l'armée russe placée, la droite du côté de la Moskowa, la gauche sur les hauteurs de la rive gauche de la Kologha. A douze cents toises en avant de la gauche, l'ennemi avait commencé à fortifier un beau mamelon entre deux bois, où il avait placé neuf à dix mille hommes. L'empereur l'ayant reconnu, résolut de ne pas différer un moment d'enlever cette position. Il ordonna au roi de Naples de passer la Kologha avec la division Compans et la cavalerie. Le prince Poniatowski, qui était venu par la droite, se trouva en mesure de tourner la position. A quatre heures l'attaque commença. En une heure de temps la redoute ennemie fut prise avec ses canons.

» Le 6, à deux heures du matin, l'empereur parcourut les avant-postes ennemis: on passa la journée à se reconnaître. Le 7, à deux heures du matin, l'empereur était entouré des maréchaux à la position prise l'avant-veille. A cinq heures et demie le soleil se leva sans nuage; la veille il avait plu: « C'est le soleil d'Austerlitz, » dit l'empereur. Quoique au mois de septembre il faisait aussi froid qu'en décembre en Moravie.

» A six heures le général comte Sorbier, qui avait armé la batterie droite avec l'artillerie de la réserve de la garde, commença le feu. Le général Pernetti, avec trente pièces de canon, prit la tête de la division Compans (quatrième du premier corps), qui longea le bois, tournant la tête de la position de l'ennemi. A six heures et demie le général Compans est blessé. A sept heures le prince d'Eckmühl a son cheval tué. L'attaque avance, la mousqueterie s'engage. Le vice-roi, qui formait notre gauche, attaque et prend le village de Borodino que l'ennemi ne pouvait défendre, ce village étant sur la rive gauche de la Kologha. A sept heures le maréchal duc d'Elchingen se met en mouvement, et, sous la protection de soixante pièces de canon que le général Foucher avait placées la veille contre l'ennemi, se porte sur le centre. Mille pièces de canon vomissent de part et d'autre la mort.

» Mais la garde impériale russe avait attaqué le centre de l'armée, quatre-vingts pièces de canon françaises arrêtent ses efforts. Pendant deux heures, dit le Bulletin, l'infanterie russe, affrontant le danger, marche en colonnes serrées sous la mitraille. La bataille était encore indécise; le roi de Naples fait alors avancer le quatrième corps de cavalerie, qui pénètre par les brèches que la mitraille de nos canons a faites dans les masses serrées des Russes et les escadrons de leurs cuirassiers, culbute tout, entre dans la redoute de gauche par la gorge. Dès ce moment, plus d'incertitude, la bataille est gagnée; il tourne contre les ennemis les vingt et une pièces de canon qui se trouvent dans la redoute. Le comte de Caulaincourt, qui venait de se distinguer dans cette belle charge, avait terminé ses destinées; il tombe mort, frappé par un boulet.

» Il est deux heures après midi, la bataille est finie, la canonnade continue, l'artillerie française a tiré près de soixante mille coups de canon ; les Russes ne combattent plus pour la victoire, mais pour assurer leur retraite.

» Douze à treize mille hommes et huit à neuf mille chevaux ont été comptés sur le champ de bataille, soixante pièces de canon et cinq mille prisonniers sont restés en notre pouvoir.

» Nous avons eu deux mille cinq cents hommes tués et le triple de blessés. Notre perte totale peut être évaluée à dix mille hommes; celle de l'ennemi à quarante ou cinquante mille. Jamais on n'a vu un pareil champ de bataille (1). »

N° 932. DÉFENSE DU CHATEAU DE BURGOS.

OCTOBRE 1812.

HEIM.—1814.

Au milieu de septembre 1812 le général Clauzel, commandant de l'armée de Portugal, s'était retiré de Valladolid pour opérer sa jonction avec l'armée du Nord en Espagne. En passant par Burgos, il y avait laissé le général Dubreton pour occuper le château de cette ville avec une garnison de dix-huit cents hommes. Le général Dubreton fut bientôt enveloppé par les troupes anglo-portugaises sous les ordres de Wellington. Il opposa pendant trente-cinq jours la plus vive résistance à tous les efforts de l'ennemi, qui avait réuni sur ce point une grande partie de ses forces. Enfin les deux armées françaises ayant opéré leur jonction, le fort de Burgos fut débloqué le 22 octobre.

Le général comte Caffarelli, commandant l'armée du Nord, dans une lettre datée de Briviesca, le 21 octobre 1812, et adressée au ministre de la guerre, rend ainsi compte des opérations militaires :

« Depuis hier nous sommes en présence : l'armée de Portugal occupe les hauteurs de Monasterio, et nous voyons les camps des ennemis.

» Les deux armées de Portugal et du Nord peuvent être en ligne dans vingt-quatre heures; notre cavalerie est très-belle, l'artillerie nombreuse et en très-bon état.

» Hier après midi nous avons replié tous les avant-postes de l'ennemi; nos soldats ont montré beaucoup d'ardeur; le canon a dû être entendu du fort de Burgos, qui fait toujours une défense très-opiniâtre, et qui a fait éprouver à l'ennemi, d'après tous les rapports, une perte de plus de quatre mille hommes. On ajoute que les ennemis ayant mis en batterie quatre pièces de vingt-quatre, elles ont été aussitôt démontées, à la réserve d'une pièce, qui même ne tire plus. Les ennemis ont perdu plusieurs officiers de marque, notamment un major, Murray, du quarante-deuxième régiment (Écossais).

» J'espère que le fort sera bientôt dégagé, et je demanderai alors à votre excellence, en lui faisant connaître le journal du siége, une récompense honorable pour le général Dubreton et pour les officiers et soldats qui se sont si vaillamment comportés. »

Une autre lettre du général baron Thiébaut, commandant supérieur à Vittoria, adressée au ministre de la guerre, et datée du 23 octobre à neuf heures du soir, rapporte :

« Les armées de Portugal et du Nord sont entrées hier à six heures du matin à Burgos; vers deux heures du soir, et après l'échange de quelques coups de canon, l'ennemi a passé le ravin de Buniel et s'est mis en pleine retraite (2)... »

(1) Dix-huitième Bulletin de la campagne de Russie.
(2) *Moniteur* du 31 octobre 1812.

N° 933. COMBAT DE KRASNOÉ.

18 NOVEMBRE 1812, NEUF HEURES DU MATIN.

Aquarelle par SIMÉON FORT.—1836.

La bataille de la Moskowa fut bientôt suivie de la prise de Moscou, et l'empereur Napoléon établit son quartier général dans le fort du Kremlin. Le général comte de Lauriston, qui avait rempli les fonctions d'ambassadeur en Russie, y fut appelé, et l'empereur l'envoya au quartier général du feld-maréchal Kutusoff, qui avait pris le commandement de l'armée russe. Des communications s'établirent alors entre les avant-postes français et ceux de l'ennemi : il y eut des pourparlers pour la paix, et un armistice fut même conclu. Mais on le dénonça peu de temps après, et les hostilités recommencèrent le 18 octobre. L'armée russe, en se retirant, avait brûlé Moscou : tout le pays était dévasté. L'empereur ne pouvant espérer d'y faire subsister ses troupes, dut se résoudre à entreprendre le mouvement rétrograde dont la France apprit plus tard les funestes résultats par la publication du vingt-neuvième Bulletin.

Cependant le vingt-quatrième Bulletin, daté de Moscou, du 14 octobre 1812, s'exprimait ainsi :

« Le temps est encore beau. La première neige est tombée hier. Dans vingt jours il faudra être en quartiers d'hiver. »

L'armée commença son mouvement de retraite dans les journées des 15, 16, 17 et 18 octobre. L'empereur quitta Moscou le 19.

« Le quartier général impérial était le 1er novembre à Viasma, et le 9 à Smolensk.

» Jusqu'au 6 novembre le temps a été parfait, et le mouvement de l'armée s'est exécuté avec le plus grand succès. Le froid a commencé le 7 ; dès ce moment, chaque nuit, nous avons perdu plusieurs centaines de chevaux, qui mouraient au bivouac. Arrivés à Smolensk, nous avions perdu bien des chevaux de cavalerie et d'artillerie.

» L'armée russe de Volhynie était opposée à notre gauche. Notre droite quitta la ligne d'opération de Minsk, et prit pour pivot de ses opérations la ligne de Varsovie. L'empereur apprit à Smolensk, le 9, ce changement de ligne d'opérations, et présuma ce que ferait l'ennemi ; quelque dur qu'il lui parût de se mettre en mouvement dans une si cruelle saison, le nouvel état de choses le nécessitait. Il espérait arriver à Minsk, ou du moins sur la Bérésina, avant l'ennemi ; il partit le 13 de Smolensk; le 16 il coucha à Krasnoé. Le froid, qui avait commencé le 7, s'accrut subitement, et au 14, au 15 et au 16, le thermomètre marqua 16 et 18 degrés au-dessous de glace. Les chemins furent couverts de verglas; les chevaux de cavalerie, d'artillerie, de train, périssaient toutes les nuits, non par centaines, mais par milliers, surtout les chevaux de France et d'Allemagne. Plus de trente mille chevaux périrent en peu de jours; notre cavalerie se trouva toute à pied; notre artillerie et nos transports se trouvaient sans attelage. Il fallut abandonner et détruire une bonne partie de nos pièces et de nos munitions de guerre et de bouche.

» L'ennemi, qui voyait sur les chemins les traces de cette affreuse calamité qui frappait l'armée française, chercha à en profiter. Il enveloppait toutes les colonnes par ses cosaques, qui enlevaient, comme les Arabes dans les déserts, les trains et les voitures qui s'écartaient.

« Le 18 novembre, à neuf heures du matin, l'arrière-garde de l'armée française rencontra l'armée russe, qui occupait sur plusieurs lignes la route de Krasnoé. La division Ricard soutint l'attaque....

» Le duc d'Elchingen, qui avec trois mille hommes faisait l'arrière-garde, avait fait sauter les remparts de Smolensk. Il fut cerné et se trouva dans une position critique; il s'en tira

avec cette intrépidité qui le distingue. Après avoir tenu l'ennemi éloigné de lui pendant toute la journée du 18, et l'avoir constamment repoussé, à la nuit il fit un mouvement par le flanc droit, passa le Borysthène et déjoua tous les calculs de l'ennemi. Le 19, l'armée passa le Borysthène à Orza, et l'armée russe fatiguée, ayant perdu beaucoup de monde, cessa là ses tentatives (1). »

N° 934. COMBAT NAVAL
EN VUE DES ÎLES DE LOZ. — 7 FÉVRIER 1813.

CRÉPIN. — 1814.

Le capitaine Bouvet, commandant la frégate *l'Aréthuse*, rencontra le 7 février 1813, la frégate anglaise *l'Amélia* près des îles de Loz, sur la côte de Guinée. Après un combat assez vif dans lequel le capitaine Bouvet conserva l'avantage, il força la frégate anglaise à se retirer devant lui.

N° 935. BATAILLE DE LUTZEN. — 2 MAI 1813.

BEAUME. — 1837.

Les résultats désastreux de la campagne de Russie avaient rapproché le théâtre de la guerre : ce n'était plus sur la Vistule et le Niémen, c'était sur l'Elbe que les combats allaient s'engager.

Vers la fin de 1812 l'armée française avait pris ses cantonnements dans une partie de la Saxe. Elle en sortit dans les premiers jours du mois de mars 1813, et le 17, le quartier général du prince Eugène, qui commandait l'armée en l'absence de l'empereur, avait été transporté à Leipsick. Le prince marcha sur Magdebourg, où il arriva le 21.

L'empereur ayant quitté Paris le 14 avril, se dirigea sur Mayence; le 22 il y passa la revue des troupes qui venaient de France; le 25 il était à Erfurt.

« Le 26 avril sa majesté a passé la revue de la garde et a visité les fortifications de la ville et la citadelle. Elle a fait désigner des locaux pour y établir des hôpitaux qui pussent contenir six mille malades ou blessés, ayant ordonné qu'Erfurt serait la dernière ligne d'évacuation. D'Erfurt, le quartier général fut successivement porté à Naumbourg, à Weissenfels et à Lutzen.

» L'empereur Alexandre et le roi de Prusse, qui étaient arrivés à Dresde avec toutes leurs forces dans les derniers jours d'avril, apprenant que l'armée française avait débouché de la Thuringe, adoptèrent le plan de lui livrer bataille dans les plaines de Lutzen, et se mirent en marche pour en occuper la position ; mais ils furent prévenus par la rapidité des mouvements de l'armée française; ils persistèrent cependant dans leurs projets, et résolurent d'attaquer l'armée pour la déposter des positions qu'elle avait prises.

» La position de l'armée française, au 2 mai et à neuf heures du matin, était la suivante :

» La gauche de l'armée s'appuyait à l'Elster ; elle était formée par le vice-roi ayant sous ses ordres les cinquième et onzième corps. Le centre était commandé par le prince de la Moskowa, au village de Kaïa. L'empereur avec la jeune et la vieille garde, était à Lutzen.

» Le duc de Raguse était au défilé de Poserna, et formait la droite avec ses trois divisions. Enfin le général Bertrand, commandant le quatrième corps, marchait pour se rendre à ce défilé. L'ennemi débouchait et passait l'Elster aux ponts de Zwenkau, Pegau et Zeits. Sa majesté ayant l'espérance de le prévenir dans son mouvement, et pensant qu'il ne pourrait attaquer que le 3, ordonna au général comte de Lauriston, dont le corps formait l'extrémité de la gauche, de se porter sur Leipsick afin de déconcerter les projets de l'ennemi.

» Le 2 mai, à neuf heures du matin, l'empereur ayant entendu une canonnade du côté de Leipsick, s'y était porté au galop : ce fut le signal de l'action.

» A dix heures du matin l'armée ennemie déboucha vers Kaïa sur plusieurs colonnes d'une noire profondeur; l'horizon en était obscurci, l'ennemi présentait des forces qui paraissaient immenses. L'empereur fit sur-le-champ ses dispositions. La bataille embrassait une ligne de deux lieues, couverte de feu, de fumée et de tourbillons de poussière. »

Au plus fort de l'action, l'empereur se porta lui-même à la tête de sa garde, derrière le centre de l'armée, pour secourir le prince de la Moskowa.

Les attaques principales se dirigèrent sur Kaïa : ce fut le point où aboutirent toutes les grandes opérations de la bataille. Le village avait déjà été pris et repris plusieurs fois; il était au pouvoir de l'ennemi, » lorsque le comte Lobau dirigea le général Ricard pour reprendre le village : il fut repris.

« Cependant on commença à apercevoir dans le lointain la poussière et les premiers feux du corps du général Bertrand. Au même moment le vice-roi entrait en ligne sur la gauche, et le duc de Tarente attaquait la réserve de l'ennemi et abordait le village où l'ennemi appuyait sa droite. Dans ce moment l'ennemi redoubla ses efforts sur le centre, le village de Kaïa fut emporté de nouveau ; notre centre fléchit; quelques bataillons se débandèrent; mais cette valeureuse jeunesse, à la vue de l'empereur, se rallia en criant *vive l'empereur!* Sa majesté jugea que le moment de crise qui décide du gain ou de la perte des batailles était arrivé : il n'y avait plus un moment à perdre. L'empereur ordonna au duc de Trévise de se porter, avec seize bataillons de la jeune garde, au village de Kaïa, de donner tête baissée, de culbuter l'ennemi et de reprendre le village. Les généraux Dulauloy, Drouot et Devaux partirent au galop avec quatre-vingts bouches à feu placées en un même groupe. Le feu devint épouvantable ; l'ennemi fléchit de tous les côtés. Le duc de Trévise emporta sans coup férir le village de Kaïa, culbuta l'ennemi et continua à se porter en avant en battant la charge. Cavalerie, infanterie, artillerie de l'ennemi, tout se mit en retraite.»

Pendant ce temps le général Bonnet, commandant une division du duc de Raguse, faisait un mouvement par la gauche sur Kaïa pour appuyer les succès du centre, et l'empereur ordonna au corps du général Bertrand un changement de direction en pivotant sur Kaïa.

« Nous avons fait plusieurs milliers de prisonniers. Le nombre n'a pu en être plus considérable, vu l'infériorité de notre cavalerie et le désir que l'empereur avait montré de l'épargner.

» Au commencement de la bataille, l'empereur avait dit aux troupes : « C'est une bataille d'Égypte; une bonne infan-
« terie soutenue par de l'artillerie doit savoir se suffire.»

» Notre perte se monte à dix mille tués ou blessés. Celle de l'ennemi peut être évaluée de vingt-cinq à trente mille hommes (1). »

N° 936. BATAILLE DE WURTCHEN.
21 MAI 1813.

BEAUME.

Après la bataille de Lutzen, l'empereur continua à prendre l'offensive; il suivit les armées russe et prussienne qui se retirèrent sur Dresde.

(1) Vingt-neuvième Bulletin de la campagne de Russie.

(1) Extrait du Moniteur du 7 mai 1813.

Le quartier général de l'armée française était à Borna le 4 mai, le 5 à Colditz, le 6 à Waldheim, le 7 à Nossen, et le 8 à une heure après midi, l'empereur entrait à Dresde, où il séjourna jusqu'au 18.

Dans les premiers jours du mois de mai les armées combinées occupaient les positions de Bautzen et de Hochkirch, déjà célèbres dans l'histoire de la guerre de sept ans, où elles s'étaient retranchées dans un camp fortifié. « On apprit que les corps russes de Barklay de Tolly, de Langeron et de Sass, et le corps prussien de Kleist, avaient rejoint l'armée combinée, et que sa force pouvait être évaluée de cent cinquante à cent soixante mille hommes. »

L'empereur dirigea à son tour les corps de l'armée française sur le camp de Bautzen. Il partit de Dresde le 18 ; il arriva à dix heures du matin devant Bautzen. « Il employa toute sa journée à reconnaître les positions de l'ennemi. »

L'armée combinée s'étant retranchée dans la plaine de Bautzen, « appuyait sa gauche à des montagnes couvertes de bois et perpendiculaires au cours de la Sprée, à peu près à une lieue de Bautzen. Bautzen soutenait son centre. Cette ville avait été crénelée, retranchée et couverte par des redoutes. La droite de l'ennemi s'appuyait sur des mamelons fortifiés qui défendaient les débouchés de la Sprée, du côté du village de Niemenschütz : tout son front était couvert par la Sprée. Cette position très-forte n'était qu'une première position.

» On apercevait distinctement à trois mille toises en arrière de la terre fraîchement remuée et des travaux qui marquaient une seconde position. La gauche était encore appuyée aux mêmes montagnes, à deux mille toises en arrière de celles de la première position, et fort en avant du village de Hochkirch. Le centre était appuyé à trois villages retranchés, où l'on avait fait tant de travaux, qu'on pouvait les considérer comme des places fortes. Un terrain marécageux et difficile couvrait les trois quarts du centre. Enfin la droite s'appuyait en arrière de la première position, à des villages et à des mamelons également retranchés.

» Le front de l'armée ennemie, soit dans la première, soit dans la seconde position, pouvait avoir une lieue et demie. »

Tous les corps de l'armée reçurent l'ordre de forcer le passage de la Sprée : le duc de Reggio, en face de la gauche de l'armée combinée, le duc de Tarente devant Bautzen, le duc de Raguse vis-à-vis de Niemenschütz, et le comte Bertrand en face de la droite du camp retranché.

Le corps du général comte de Lauriston avait été détaché et dirigé par Hoyerswerda pour tourner la position de l'ennemi. Il rencontra à Weissig le corps du général d'York ; le combat s'engagea, et les troupes prussiennes furent repoussées de l'autre côté de la Sprée.

Cette affaire précéda d'un jour la bataille de Bautzen.

« Le combat de Weissig, disait l'empereur, serait seul un événement important. »

Le 20, à huit heures du matin, Napoléon se porta sur la hauteur en arrière de Bautzen. L'armée se mit en mouvement ; à midi la canonnade s'engagea, la Sprée fut passée sur tous les points, et le soir à huit heures l'empereur était à Bautzen.

« Cette journée, qu'on pourrait appeler, si elle était isolée, la bataille de Bautzen, n'était que le prélude de la bataille de Wurtchen.

» Le 21, à cinq heures du matin, l'empereur se porta sur les hauteurs, à trois quarts de lieue en avant de Bautzen.

» Déjà toutes les dispositions de l'ennemi étaient changées. Le destin de la bataille ne devait plus se décider derrière ses retranchements : ses immenses travaux et trois cents redoutes devenaient inutiles. »

Les armées s'engagèrent avec le jour : d'après les ordres de l'empereur, les corps des ducs de Reggio et de Tarente entretinrent le combat afin d'empêcher la gauche de l'ennemi de se dégarnir et pour lui masquer la véritable attaque.

Pendant ce temps le prince de la Moskowa qui, la veille, était resté en arrière hors de ligne sur la route de Berlin, rejoignait le corps de bataille. Après s'être emparé du village de Klix, il passa la Sprée.

« Le duc de Dalmatie commença à déboucher à une heure après midi. L'ennemi qui avait compris tout le danger dont il était menacé, par la direction qu'avait prise la bataille, sentit que le seul moyen de soutenir avec avantage le combat était de nous empêcher de déboucher : il voulut s'opposer à l'attaque du duc de Dalmatie. Le moment de décider la bataille se trouvait dès lors bien indiqué. L'empereur, par un mouvement à gauche, se porta en vingt minutes avec la garde, les quatre divisions du général Latour-Maubourg et une grande quantité d'artillerie, sur le flanc de la droite de la position de l'ennemi, qui était devenue le centre de l'armée russe. »

Toute l'armée était engagée. Sur tous les points on se battait avec acharnement.

Le général Devaux établit une batterie dont il dirigea le feu sur les masses qui voulaient reprendre la position. Les généraux Dulauloy et Drouot, avec soixante pièces de batterie de réserve, se portèrent en avant. Enfin, le duc de Trévise, avec les divisions Dumoutier et Barrois de la jeune garde, se dirigea sur l'auberge de Klein-Baschwitz, coupant le chemin de Wurtchen à Bautzen.

« L'ennemi fut obligé de dégarnir sa droite pour parer à cette nouvelle attaque. Le prince de la Moskowa en profita et marcha en avant. Il prit le village de Preisig, et s'avança, ayant débordé l'armée ennemie sur Wurtchen. Il était trois heures après midi, et lorsque l'armée était dans la plus grande incertitude du succès, et qu'un feu épouvantable se faisait entendre sur une ligne de trois lieues, l'empereur annonça que la bataille était gagnée.

» A sept heures du soir le prince de la Moskowa et le général Lauriston arrivèrent à Wurtchen. Le duc de Raguse reçut alors l'ordre de faire un mouvement inverse de celui que venait de faire la garde, occupa tous les villages retranchés et toutes les redoutes que l'ennemi était obligé d'évacuer, s'avança dans la direction d'Hochkirch, et prit ainsi en flanc toute la gauche de l'ennemi, qui se mit alors dans une épouvantable déroute. Le duc de Tarente, de son côté, poussa vivement cette gauche et lui fit beaucoup de mal.

» L'empereur coucha sur la route au milieu de sa garde, à l'auberge de Klein-Baschwitz. Ainsi, l'ennemi forcé dans toutes ses positions, laissa en notre pouvoir le champ de bataille couvert de ses morts et de ses blessés, et plusieurs milliers de prisonniers (1). »

N° 937. PRISE DE HAMBOURG. — 30 MAI 1813.

. . . .

On lit dans le Moniteur du lundi, 14 juin 1813 :

« S. M. l'impératrice reine régente a reçu les nouvelles suivantes sur la situation des armées au 7 juin 1813.

» Le quartier général de S. M. l'empereur était à Buntzlau; tous les corps d'armée étaient en marche pour se rendre dans leurs cantonnements. L'Oder était couvert de bateaux qui descendaient de Breslau à Glogau, chargés d'artillerie, d'outils, de farine et d'objets de toute espèce, pris à l'ennemi.

» La ville de Hambourg a été reprise le 30 mai, de vive force. Le prince d'Eckmühl se loue spécialement de la conduite du général Vandamme.... On y a fait plusieurs cen-

(1) Extrait du Moniteur du 30 mai 1813.

taines de prisonniers; on a trouvé dans la ville deux ou trois cents pièces de canon, dont quatre-vingts sur les remparts On avait fait des travaux pour mettre la ville en état de défense.»

N° 938. COMBAT DE GOLDBERG.—23 AOUT 1813.

. . . .

Après les batailles de Bautzen et de Wurtchen l'armée française passa la Neiss et s'empara d'une partie de la Silésie. Elle était déjà à Breslau lorsqu'on eut connaissance d'un armistice, signé le 4 juin, entre les plénipotentiaires français, russe et prussien, le duc de Vicence, le comte Schouvaloff et le général de Kleist; les hostilités furent alors suspendues. L'armée entra aussitôt en cantonnements, et l'empereur transporta son quartier général à Dresde.

Il était dans cette ville le 11 août, lorsqu'il apprit que les ennemis avaient dénoncé l'armistice le 11 à midi. En conséquence, les hostilités devaient recommencer le 17 après minuit.

« En même temps une note de M. le comte de Metternich, ministre des relations extérieures d'Autriche, adressée à M. le comte de Narbonne, lui fait connaître que l'Autriche déclarait la guerre à la France.

» Le 17, l'armée française avait les positions suivantes :

» Les quatrième, douzième et septième corps, sous les ordres du duc de Reggio, était à Dahme.

» Le prince d'Ekmühl avec son corps, auquel les Danois étaient réunis, campait devant Hambourg, son quartier général étant à à Bergedorf.

» Le troisième corps était à Liegnitz, sous les ordres du prince de la Moskowa.

» Le cinquième corps était à Goldberg, sous les ordres du général Lauriston.

» Le onzième corps était à Lœwenberg, sous les ordres du duc de Tarente.

» Le sixième corps, commandé par le duc de Raguse, était à Buntzlau.

» Le huitième corps, aux ordres du prince Poniatowski, était à Zittau.

» Le maréchal Saint-Cyr était, avec le quatorzième corps, la gauche appuyée à l'Elbe, au camp de Kœnigstein et à cheval sur la grande chaussée de Prague à Dresde, poussant des corps d'observation jusqu'aux débouchés de Marienberg.

» Le premier corps arrivait à Dresde, et le deuxième corps à Zittau.

» Dresde, Torgau, Wittemberg, Magdebourg et Hambourg avaient chacun leur garnison et étaient armés et approvisionnés.

» L'armée ennemie occupait, autant qu'on en peut juger, les positions suivantes :

» Quatre-vingt mille Russes et Prussiens étaient entrés, dès le 10 au matin, en Bohême, et devaient arriver vers le 21 sur l'Elbe. Cette armée est commandée par l'empereur Alexandre et le roi de Prusse, les généraux russes Barklay de Tolly, Wittgenstein et Miloradowitch, et le général prussien Kleist. Les gardes russes et prussiennes en font partie; ce qui, joint à l'armée du prince de Schwartzemberg, formait la grande armée et une force de deux cent mille hommes. Cette armée devait opérer sur la rive gauche de l'Elbe, en passant ce fleuve en Bohême.

» L'armée de Silésie, commandée par les généraux prussiens Blücher et York, et par les généraux russes Sacken et Langeron, paraissait se réunir sur Breslau : elle était forte de cent mille hommes.

» Plusieurs corps prussiens, suédois, et des troupes d'insurrection couvraient Berlin, et étaient opposés à Hambourg et au duc de Reggio. L'on portait la force de ces armées, qui couvraient Berlin, à cent dix mille hommes. »

Aussitôt que l'empereur Napoléon eut connaissance des événements, il partit de Dresde et passa en Bohême pour se porter sur les avant-postes de l'armée; le 20 août il était à Lauban, et le 21, à la pointe du jour, à Lœwenberg, où il faisait jeter des ponts sur le Bober.

Le corps du général Lauriston ayant passé le Bober repoussa l'ennemi jusqu'à Goldberg. « Un combat eut lieu le 23 devant Goldberg; le général Lauriston s'y trouvait à la tête des cinquième et onzième corps. Il avait devant lui les Russes, qui couvraient la position du Flensberg, et les Prussiens, qui s'étendaient à droite sur la route de Liegnitz. Au moment où le général Gérard débouchait par la gauche sur Nieder-au, une colonne de vingt-cinq mille Prussiens parut sur ce point; il la fit attaquer au milieu des baraques de l'ancien camp : elle fut enfoncée de toutes parts. Les Prussiens essayèrent plusieurs charges de cavalerie, qui furent repoussées à bout portant; ils furent chassés de toutes leurs positions et laissèrent sur le champ de bataille près de cinq mille morts, des prisonniers, etc. A la droite le Flensberg fut pris et repris plusieurs fois; enfin le cent trente-cinquième régiment s'élança sur l'ennemi et le culbuta entièrement. L'ennemi a perdu sur ce point mille morts et quatre mille blessés (1). »

N° 938 *bis*. BATAILLE DE WACHAU. 16 OCTOBRE 1813.

Aquarelle par Siméon Fort.—1837.

La déclaration de guerre de l'Autriche entraîna bientôt celle de la Bavière. Les armées combinées devenant tous les jours plus considérables, l'empereur se vit réduit à concentrer ses forces et à se mettre sur la défensive en attendant les renforts qui lui étaient nécessaires, et que la France épuisée ne pouvait plus lui fournir.

« Le 15 la position de l'armée était la suivante : le quartier général de l'empereur était à Reidnitz, à une demi-lieue de Leipsick.

» Le quatrième corps, commandé par le général Bertrand, était au village de Lindenau.

» Le sixième corps était à Libenthal.

» Le roi de Naples, avec les deuxième, huitième et cinquième corps, avait sa droite à Dœlitz et sa gauche à Liberwolkowitz.

» Les troisième et septième corps étaient en marche d'Eulenbourg pour flanquer le sixième corps.

» La grande armée autrichienne de Bohême avait le corps de Giulay vis-à-vis Lindenau, un corps à Zwenckau, et le reste de l'armée, la gauche appuyée à Grobern et la droite à Naumdorf.

» Les ponts de Wursen et d'Eulenbourg, sur la Mulde, et la position de Taucha sur la Partha, étaient occupés par nos troupes. Tout annonçait une grande bataille.

» Le 15 le prince de Schwartzemberg, commandant l'armée ennemie, annonça à l'ordre du jour que le lendemain 16 il y aurait une bataille générale et décisive.

» Effectivement le 16, à neuf heures du matin, la grande armée alliée déboucha sur nous. Elle opérait constamment pour s'étendre sur sa droite. On vit d'abord trois grosses colonnes se porter, l'une le long de la rivière de l'Elster, contre le village de Dœlitz; la seconde contre le village de Wachau, et la troisième contre celui de Liberwolkowitz. Ces trois

(1) *Moniteur* du 6 septembre 1813.

colonnes étaient précédées par deux cents pièces de canon.

» L'empereur fit aussitôt ses dispositions. A dix heures la canonnade était des plus fortes, et à onze les deux armées étaient engagées aux villages de Dœlitz, Wachau et Liberwolkowitz. Ces villages furent attaqués six à sept fois; l'ennemi fut constamment repoussé et couvrit les avenues de ses cadavres. Le comte Lauriston, avec le cinquième corps, défendait le village de gauche (Liberwolkowitz); le prince Poniatowski, avec ses braves Polonais, défendait le village de droite (Dœlitz), et le duc de Bellune défendait Wachau.

» A midi la sixième attaque de l'ennemi avait été repoussée, nous étions maîtres des trois villages, et nous avions fait deux mille prisonniers.

Tous les corps de l'armée prirent part à l'action. A midi le duc de Tarente se battait à Holzhausen, le duc de Reggio, avec deux divisions de la jeune garde, était engagé à Wachau, tandis que le duc de Trévise se portait sur Liberwolkowitz. En même temps l'empereur faisait avancer sur le centre une batterie de cent cinquante pièces de canon, que dirigeait le général Drouot.

» L'ensemble de ces dispositions eut le succès qu'on en attendait. L'artillerie ennemie s'éloigna, l'ennemi se retira et le champ de bataille nous resta en entier.

» Il était trois heures après midi. Toutes les troupes de l'ennemi avaient été engagées. Il eut recours à sa réserve. Le combat s'engagea de nouveau sur tous les points avec une opiniâtreté sans exemple; la droite de l'armée se trouva menacée. Le roi de Naples chargea alors avec la cavalerie.

» L'empereur fit avancer la division Curial de la garde, pour renforcer le prince Poniatowski. Le général Curial se porta au village de Dœlitz, l'attaqua à la baïonnette, le prit sans coup férir, et fit douze cents prisonniers, parmi lesquels s'est trouvé le général en chef Merfeldt.

» Les affaires ainsi rétablies à notre droite, l'ennemi se mit en retraite, et le champ de bataille ne nous fut pas disputé.

» Les pièces de la réserve de la garde, que commandait le général Drouot, étaient avec les tirailleurs; la cavalerie ennemie vint les charger. Les canonniers rangèrent en carré leurs pièces, qu'ils avaient eu la précaution de charger à mitraille, et tirèrent avec tant d'agilité qu'en un instant l'ennemi fut repoussé. Sur ces entrefaites la cavalerie française s'avança pour soutenir ses batteries.

» Le général Maison, commandant une division du cinquième corps, officier de la plus grande distinction, fut blessé. Le général Latour-Maubourg, commandant la cavalerie, eut la cuisse emportée d'un boulet. Notre perte dans cette journée a été de deux mille cinq cents hommes, tant tués que blessés. Ce n'est pas exagérer que de porter celle de l'ennemi à vingt-cinq mille hommes (1).»

N° 939. BATAILLE DE HANAU.—30 octobre 1813.

Féron (d'après H. Vernet).—1835.

« Après la bataille de Leipsick, l'armée française se repliant d'abord sur Erfurt, continua sa retraite vers Francfort et Mayence. Une armée austro-bavaroise, commandée par le comte de Wrede, tenta vainement d'intercepter sa marche devant Hanau, ville de la Hesse électorale.

» Le 29 octobre 1813, rapporte le baron Fain dans ses Mémoires sur la campagne de 1813, Napoléon fait établir son quartier général à Langen-Sébold, dans le château du prince d'Isembourg. Là il reçoit des renseignements qui ne laissent plus aucun doute sur l'occupation de Hanau. Deux fois, dans la matinée, des colonnes qui précédaient notre avant-garde ont réussi à forcer le passage; mais elles n'avaient eu affaire qu'à quelques éclaireurs. Le corps d'armée bavarois est arrivé dans l'après-midi, il a fait sa jonction avec les Cosaques; il est en mesure de nous barrer le chemin .. Il faut s'apprêter au combat.

» Une épaisse forêt que la route traverse, couvre les approches de Hanau. Au delà du bois, la Kintzig forme un coude qui resserre le débouché de la forêt. La ville se présente sur la rive opposée; la route la laisse sur la gauche, en suivant les contours de la rivière pour gagner la chaussée de Francfort. Tel est le long défilé dont il faut forcer le passage. L'empereur passe la nuit à faire ses dispositions; son premier soin est de diminuer la file des voitures; tous les bagages seront jetés sur la droite dans la direction de Coblentz; la cavalerie du général Lefebvre-Desnouettes et celle du général Milhau protégeront ce mouvement; en même temps elles éclaireront la droite du champ de bataille.

» Le 30 au matin l'empereur n'a encore sous la main que l'infanterie du duc de Tarente et celle du duc de Bellune, qui ne présentent guère que cinq mille baïonnettes réunies. Il les jette en tirailleurs dans la forêt, et les fait soutenir par la cavalerie du général Sébastiani. Le duc de Tarente prend le commandement de cette première ligne; quelques coups de mitraille et une charge de cavalerie ont bientôt dissipé l'avant-garde ennemie qui se tenait à l'entrée du bois. Nos tirailleurs s'engagent sur les pas des Bavarois, ils les poussent d'arbre en arbre; les étincelles d'une vive fusillade brillent au loin dans les ombres de la forêt, et la bataille commence comme une grande partie de chasse. Le général Dubreton sur la gauche, le général Charpentier sur la droite conduisent nos attaques, et la cavalerie du général Sébastiani profite de toutes les clairières pour charger l'ennemi.

» En peu de temps nous parvenons au débouché de la forêt; mais alors une ligne de quarante mille hommes s'offre à la vue de nos tirailleurs et les arrête. L'armée ennemie est couverte par quatre-vingts bouches à feu.

» De Wrede est persuadé que l'armée française n'a pas cessé, depuis Leipsick, d'être talonnée à outrance par la grande armée des alliés; il s'imagine que devant des troupes rompues, exténuées, hors d'haleine, il n'y a plus qu'à se présenter pour leur faire déposer les armes, et dans son empressement, négligeant toute considération de prudence, il est venu nous attendre sur la lisière du bois, la rivière à dos. Si les quatre-vingt mille Français qui suivent les pas de l'empereur se trouvaient en ce moment rangés par bataillons, par divisions et par corps d'armée, de Wrede payerait cher cette témérité. Un mouvement vigoureux de notre gauche suffirait pour lui enlever le pont de Lamboy, le seul qu'il ait pour sa retraite, et mettrait cette armée entière à notre discrétion. Mais la force de nos troupes ne peut plus être calculée sur leur nombre. D'ailleurs le général Bertrand et le duc de Raguse sont encore loin, et l'arrière-garde du duc de Trévise ne fait que d'arriver à Hunefeld. L'empereur ne peut réellement disposer que des braves qui se sont portés à l'avant-garde; ils sont tout au plus dix mille; c'est assez du moins pour forcer le passage.

» A mesure que l'artillerie de la garde arrive, le général Drouot met les pièces en batterie. Il commence à tirer avec quinze pièces. Sa ligne s'accroît de moment en moment et finit par présenter cinquante bouches à feu. Elle s'avance alors sans qu'aucunes troupes soient derrière elle. Mais à travers l'épaisse fumée qu'elle vomit, l'ennemi croit entrevoir dans l'enfoncement des arbres l'armée française tout entière. Ce prestige a frappé les Bavarois de terreur; leur effroi est à son comble quand ils reconnaissent les bonnets à poil de la vieille garde; c'est le général Curial qui débouche à la baïonnette

(1) Bulletin inséré au Moniteur du 30 octobre 1813.

avec quelques bataillons. Après le premier moment d'hésitation, les Bavarois se décident à faire charger leur cavalerie sur nos pièces, et bientôt une nuée de chevaux environne les batteries. Mais nos canonniers saisissent la carabine et restent inabordables derrière leurs affûts. Le général Drouot leur donne l'exemple ; il a mis l'épée à la main et oppose un front calme à l'orage. Le secours ne se fait pas attendre longtemps ; la cavalerie de la garde s'élance : Nansouty est à sa tête ; en un clin d'œil elle dégage cette partie du champ de bataille. Les dragons commandés par Letort ; les grenadiers commandés par Laferrière-Lévêque, et les vieux cuirassiers du général Saint-Germain se précipitent sur les carrés, enfoncent ceux qui résistent et dispersent tout à coups de sabre. Le reste de la cavalerie Sébastiani chasse au loin les Cosaques. Bientôt la ligne bavaroise est en déroute... De Wrede se voit dans la position la plus critique ; il n'a plus qu'une ressource, c'est de porter tous ses efforts sur sa droite pour dégager sa gauche et donner à sa ligne de bataille le temps de gagner le pont.

» Cependant nos troupes ne cessaient d'arriver ; elles s'entassaient au milieu de la forêt, où Napoléon lui-même était arrêté, non loin du coude que fait la route. Une foule inquiète l'entourait. Il se promenait de long en large sur le chemin, donnant des ordres et causant avec le duc de Vicence. Un obus tombe près d'eux dans le fossé qui borde la route ; le duc de Vicence se place aussitôt entre Napoléon et le danger, et ils continuent leur conversation comme si rien ne les menaçait. Autour d'eux on respirait à peine ! Heureusement l'obus enfoui dans la terre n'a pas éclaté.

» La forêt retentissait du bruit du canon répété par tous les échos. Les boulets sifflaient dans les branchages, et les rameaux hachés tombaient de tous côtés avec fracas. L'œil cherchait en vain à percer la profondeur des bois ; à peine pouvait-on entrevoir la lueur des décharges d'artillerie qui brillaient par intervalles. Dans cette situation la bataille paraissait longue. Tout à coup la fusillade se rapproche de notre gauche ; la cime des arbres est agitée plus violemment par les boulets, et les cris des combattants se font entendre. C'est l'attaque désespérée que de Wrede essaye par sa droite. L'empereur envoie de ce côté les grenadiers de la vieille garde. Il charge le général Friant de les conduire, et bientôt ils ont triomphé de ce dernier obstacle. Dès ce moment le chemin de Francfort nous est abandonné ; de Wrede n'est plus occupé que de retrouver celui d'Aschaffenbourg, et la victoire de la garde est complète.

» La cavalerie du général Sébastiani prend aussitôt les devants pour gagner Francfort. Quelques colonnes la suivent, mais la plus grande partie de l'armée passe la nuit dans la forêt. L'empereur y reste au bivouac. Au jour, toute l'armée défile, laissant la ville de Hanau sur sa gauche ; on s'est contenté de la faire occuper par un détachement qui s'y est introduit dans la nuit.

» A peine l'empereur a-t-il fait quelques lieues qu'il apprend que la bataille recommence derrière lui. Les Bavarois, voyant que nous sommes plus pressés de gagner le Rhin que de les poursuivre, ont repris confiance et sont revenus sur leurs pas ; mais le général Bertrand et le duc de Raguse viennent d'arriver à Hanau et sont en mesure de les recevoir.

» Ce qui se passe derrière nous n'apporte donc aucune hésitation dans la marche de l'armée sur Francfort. La division bavaroise qui occupait cette ville la cède aux fourriers de l'empereur, et peu de moments après Napoléon vient y prendre son logement dans une maison du faubourg appartenant au banquier Bethman.

» Dans la soirée, le récit de la seconde bataille achève de dissiper les inquiétudes. On a laissé de Wrede s'engager encore une fois au delà de la Kintzig, et ses têtes de colonnes, reçues par nos baïonnettes, ont été culbutées ; de Wrede lui-même a été atteint d'une balle ; son gendre, le prince d'Œttingen, a été tué ; c'est maintenant le général autrichien Fresnel qui commande l'armée ennemie. Son premier soin a été d'ordonner la retraite. Désormais notre marche s'achèvera tranquillement (1). »

N° 940. COMBAT NAVAL

DANS LA RADE DE TOULON DU VAISSEAU FRANÇAIS LE WAGRAM CONTRE PLUSIEURS VAISSEAUX ANGLAIS.

5 NOVEMBRE 1813.

Mayer.—1836.

La flotte française, sous les ordres du vice-amiral Émériau, était mouillée en rade de Toulon, dans les premiers jours de novembre 1813.

Le vice-amiral Émériau, commandant en chef, dans un rapport adressé au ministre de la marine, fait connaître « qu'il avait appareillé le 5 novembre avec douze vaisseaux et six frégates. Les vents étant à la partie de l'est et ayant passé subitement au nord, et ensuite à l'ouest, les vaisseaux de son avant-garde, continue-t-il, s'étaient trouvés à portée de canon de l'escadre ennemie, et avaient échangé avec elle plusieurs volées.

» Dans cette escarmouche, qui a eu lieu à l'ouverture de la rade, le vaisseau *l'Agamemnon*, commandé par le capitaine Le Tellier, qui était le plus avancé, s'est trouvé à portée du feu de plusieurs vaisseaux ennemis qui l'ont couvert de leurs boulets. »

L'Agamemnon, très-maltraité, courait le danger d'être pris ; le contre-amiral Cosmao, qui commandait une division de l'escadre, se porta alors, avec le vaisseau *le Wagram*, qu'il montait, entre le vaisseau français et la division anglaise, forte de douze vaisseaux dont quatre à trois ponts, combattit un à un chacun de ces douze vaisseaux, et rentra à Toulon après avoir préservé *l'Agamemnon*.

« Le contre-amiral Cosmao, ajoute le commandant en chef de l'escadre, a manœuvré avec l'habileté qui le distingue dans toutes les occasions et surtout en présence de l'ennemi (2). »

N° 941. COMBAT DE CHAMP-AUBERT.

10 FÉVRIER 1814.

Ch. Langlois.

Envahie sur tous les points par les armées de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse, qui traînaient à leur suite l'Alle-

(1) « Le moment que représente le tableau est celui où le général Drouot, qui s'était porté en avant sur la lisière du bois avec la seule artillerie de la garde, reçoit la charge des chevau-légers bavarois, qui pénétrèrent jusqu'au milieu des pièces. Le général Drouot aurait été tué par un de ces chevau-légers si, à l'instant où il allait être frappé, un canonnier français n'avait cassé les reins du Bavarois par un coup de son levier de pointage. Sur la gauche du général Drouot on voit quelques officiers qui se détachent pour le dégager. On distingue parmi eux le jeune Oudinot, alors dans les chasseurs à cheval de la garde, le jeune Moncey, mort depuis si malheureusement, et surtout le lieutenant Guindet, qui y fut tué et qu'on voit par derrière. La gauche du tableau représente la charge des chasseurs et des dragons de la garde, qui s'élancent sur les Bavarois. Le général Nansouty qui les commandait est représenté vu par derrière, lorsqu'il venait de donner des ordres au comte Élie de Périgord, alors son aide de camp. Prés de lui se trouve le général Flahaut, qui est à cheval, parlant à un officier d'ordonnance, et le général Excelmans, qui est à pied, portant encore sur son habit les marques d'une chute de cheval qu'il vient de faire.

» Sur la droite du tableau on aperçoit l'infanterie de la vieille garde accourant au secours de l'artillerie, et prête à déboucher de la forêt. » (*Notice sur les tableaux du Palais-Royal*, par Vatout, t. IV, p. 435 à 442.)

(2) *Moniteur* du 17 novembre 1813.

magne tout entière, la France n'avait plus, pour résister à cette formidable invasion, l'enthousiasme et les ressources qui l'avaient rendue victorieuse de l'Europe liguée contre elle au commencement de la révolution. Tout ce que pouvait faire le génie de Napoléon, c'était de prolonger quelque temps encore la lutte et de se couvrir d'une nouvelle et inutile gloire.

« S. M. l'empereur et roi devant partir incessamment pour se mettre à la tête de ses armées, a conféré, pour le temps de son absence, la régence à S. M. l'impératrice-reine, par lettres patentes datées d'hier 23.

» Le même jour, S. M. l'impératrice-reine a prêté serment, comme régente, entre les mains de l'empereur, et dans un conseil composé des princes français, des grands dignitaires, des ministres du cabinet et des ministres d'état (1). »

« Ce matin à sept heures, S. M. l'empereur et roi est parti pour se mettre à la tête de ses armées (2). »

Le 28, il était à Saint-Dizier, et le 29 il se battait à Brienne, où il défit les armées combinées.

Le Moniteur du mercredi 16 février 1814, rapporte :

« S. M. l'impératrice-reine et régente a reçu les nouvelles suivantes de la situation des armées au 12 février :

» Le 10, l'empereur avait son quartier général à Sézanne.

» Le duc de Tarente était à Meaux, ayant fait couper les ponts de la Ferté et de Tréport.

» Le général Sacken et le général York étaient à la Ferté; le général Blücher à Vertus, et le général Alsuffiew à Champ-Aubert. L'armée de Silésie ne se trouvait plus qu'à trois marches de Paris. Cette armée, sous le commandement en chef du général Blücher, se composait des corps de Sacken et de Langeron, formant soixante régiments d'infanterie russe, et de l'élite de l'armée prussienne.

» Le 10, à la pointe du jour, l'empereur se porta sur les hauteurs de Saint-Prix, pour couper en deux l'armée du général Blücher. A dix heures, le duc de Raguse passa les étangs de Saint-Gond, et attaqua le village de Baye. Le neuvième corps russe, sous le commandement du général Alsuffiew, et fort de douze régiments, se déploya et présenta une batterie de vingt-quatre pièces de canon. Les divisions Lagrange et Ricard, avec la cavalerie du premier corps, tournèrent les positions de l'ennemi par sa droite. A une heure après midi, nous fûmes maîtres du village de Baye.

» A deux heures, la garde impériale se déploya dans les belles plaines qui sont entre Baye et Champ-Aubert. L'ennemi se repliait et exécutait sa retraite. L'empereur ordonna au général Girardin, de prendre avec deux escadrons de la garde de service, la tête du premier corps de cavalerie, et de tourner l'ennemi, afin de lui couper le chemin de Châlons. L'ennemi, qui s'aperçut de ce mouvement, se mit en désordre. Le duc de Raguse fit enlever le village de Champ-Aubert. Au même instant les cuirassiers chargèrent à la droite, et acculèrent les Russes à un bois et à un lac entre la route d'Épernay et celle de Châlons. L'ennemi avait peu de cavalerie; se voyant sans retraite, ses masses se mêlèrent. Artillerie, infanterie, cavalerie, tout s'enfuit pêle-mêle dans les bois, deux mille hommes se noyèrent dans le lac. Trente pièces de canon et deux cents voitures furent prises. Le général en chef, les généraux, les colonels, plus de cent officiers et quatre mille hommes furent faits prisonniers. »

(1) *Moniteur* du 24 janvier 1814.
(2) *Idem* du 25 janvier 1814.

N° 942. BATAILLE DE MONTMIRAIL.

11 février 1814.

Henri Scheffer (d'après H. Vernet).—1835.

« Le 11 février 1814, vers cinq heures du matin, Napoléon mit son armée en mouvement sur Montmirail, et y arriva de sa personne à dix heures. D'un regard il saisit l'ensemble du champ de bataille : c'est un beau plateau couvert de bouquets de bois, de fermes et de buissons, limité au sud par un vallon étroit où coule le Petit-Morin. Le hameau de l'Épine-aux-Bois, situé à égale distance de Fontenelle et de Vieux-Maisons, à gauche de la route de Paris, dans un léger pli de terrain, en occupe à peu près le milieu.

» Le premier soin de Napoléon, après sa reconnaissance, fut d'envoyer le général Ricard garder le village de Pormesonne situé dans le fond du vallon par où les Russes semblaient vouloir déboucher, et d'ordonner au prince de la Moskowa de porter ses deux divisions dans le vallon de Marchaix : la cavalerie vint se placer sur deux lignes, à droite, entre les routes de Château-Thierry et de la Ferté. Les deuxième et quatrième légers, détachés de la division Ricard, prirent position pour la soutenir à la lisière du petit bois de Bailly, sur la droite de la ferme de Haute-Épine. La division Friant occupa la route de Châlons en colonne serrée par pelotons, chaque bataillon à cent pas de distance.

» Le général russe baron Sacken, dans la vue de forcer le passage par le vallon du Petit-Morin, forma sa droite, aux ordres du comte de Liéven, près de la ferme de Haute-Épine, située sur le bord de la route de Châlons à la Ferté. Son front se trouva couvert sur une étendue de mille mètres par un ravin tapissé de buissons, qui conduit de la ferme au village de l'Épine-aux-Bois. Quarante pièces de canon en défendaient les approches. Des essaims de tirailleurs garnissaient les buissons, derrière lesquels s'étendaient ses lignes d'infanterie en colonne par bataillons. La cavalerie se prolongeait à l'extrême gauche sur deux lignes.

» Dès que le duc de Trévise eut amené la division Michel, le signal de l'attaque fut donné. Il était deux heures. Napoléon prescrivit au général Ricard de céder avec mesure le village de Pormesonne, afin d'enhardir Sacken par l'apparence d'un succès sur le Morin. En même temps le général Friant, avec deux bataillons de chasseurs et deux de gendarmes, s'avança à trois cents pas de la tête de colonne de la vieille garde, prêt à fondre sur la ferme. Le général Sacken, donnant dans le piége, dégarnit le point important pour renforcer à la fois sa gauche menacée et sa droite victorieuse. Tout à coup le prince de la Moskowa, à la tête des quatre bataillons conduits par le général Friant, se jette avec intrépidité dans la ferme de Haute-Épine. Le baron Sacken, reconnaissant trop tard sa méprise, chercha du moins à se lier aux Prussiens; il y parvint vers Fontenelle. Le général York ordonna a quatre bataillons de s'avancer sur le flanc droit des Français; mais le duc de Trévise s'avança au même moment avec six bataillons de la division Michel, nettoya le bois, balaya tout ce qui se trouvait devant lui, et entra de vive force dans Fontenelle.

» Napoléon, désirant terminer la journée par un coup d'éclat, ordonna au comte Defrance de se porter avec les gardes d'honneur sur la route de la Ferté, jusqu'à la hauteur de l'Épine-aux-Bois, et là de faire un à-gauche pour couper la retraite aux Russes qui tenaient Marchaix. Au même instant deux bataillons de la vieille garde, conduits l'un par le maréchal duc de Dantzick, l'autre par le grand maréchal du palais, comte Bertrand, marchent baïonnettes croisées sur le village. A la vue de cette double attaque, le général Ricard se précipite de Pormesonne dans le vallon pour le mettre entre deux feux. Les trois colonnes y pénétrant en même temps,

les Russes se défendent pendant quelques minutes avec le courage du désespoir; mais, chassés du village, ils se débandent et cherchent un refuge dans les bois. On courut à leur poursuite jusqu'à la lisière de la forêt de Nogent, dans laquelle la division Ricard tua ou prit tout ce qui fut rencontré les armes à la main.

» La nuit vint enfin arrêter la poursuite des vainqueurs, entre les mains desquels restèrent six drapeaux, vingt-six bouches à feu, tant russes que prussiennes, deux cents voitures de bagages et de munitions et huit cents prisonniers seulement; mais plus de trois mille tués ou blessés ensanglantèrent le champ de bataille.

» A huit heures l'armée française établit ses bivouacs sur le champ de bataille. Napoléon coucha dans la ferme de Haute-Épine, le duc de Trévise à Fontenelle (1). »

N° 943. COMBAT DU VAISSEAU FRANÇAIS LE ROMULUS CONTRE TROIS VAISSEAUX ANGLAIS, A L'ENTRÉE DE LA RADE DE TOULON. — 13 FÉVRIER 1814.

GILBERT — 1837.

Le vaisseau *le Romulus*, commandé depuis 1812 par le capitaine Rolland, faisait partie, en 1814, de la division du contre-amiral Cosmao. Cette division, composée de trois vaisseaux et de trois frégates, était chargée de protéger l'entrée à Toulon du vaisseau *le Scipion* venant de Gênes, où il avait été construit.

Sortie le 12 février, elle eut, le lendemain, connaissance de la flotte anglaise, qui n'avait pas moins de quinze vaisseaux. Le contre-amiral manœuvra alors pour faire rentrer la division dans le port de Toulon, en passant par les îles d'Hyères.

« Le vent, qui était à l'est-sud-est, bon frais, favorisait cette manœuvre. L'armée anglaise, qui venait au plus près du vent, tribord amures, força de voiles pour couper la route aux vaisseaux français. *Le Romulus* se trouvait en serre-file. Le capitaine Rolland, qui connaissait parfaitement la côte, la serra le plus près possible, résolu qu'il était d'échouer et de brûler son vaisseau plutôt que de se rendre. Mais bientôt *le Boyne*, de cent quatre canons, que montait l'amiral Pelew (depuis lord Exmouth), ainsi que *le Caledonia* de cent dix, commencèrent à canonner *le Romulus*. Le feu le plus vif régnait de part et d'autre à portée de pistolet, lorsqu'un troisième vaisseau à trois ponts vint se joindre aux deux premiers.

» Le capitaine Rolland ne se dissimulait pas qu'en prolongeant ainsi la côte dans ses sinuosités, le combat devait durer plus longtemps; mais son intention était de se faire abandonner, ou d'entraîner ses adversaires à la côte avec lui; et, en effet, *le Romulus* se trouva si souvent rapproché de terre, que plusieurs hommes furent blessés à bord par les éclats de rochers que faisaient voler les boulets ennemis.

» Le combat avait commencé à midi, et il durait depuis plus d'une heure, lorsque Rolland, qui avait déjà reçu plusieurs blessures, fut frappé à la tête par un biscaïen qui le renversa sur le pont. Mais, revenu bientôt à lui, il continua de donner ses instructions pour la route à tenir et les manœuvres à exécuter.

» Cependant *le Romulus* s'approchait de la rade de Toulon, et les vaisseaux qui le combattaient, craignant de s'engolfer dans la baie, l'abandonnèrent enfin par le travers du cap Brun.

» Le vice-amiral anglais avait été si maltraité que ce ne fut qu'à grande peine qu'il parvint à doubler le cap Sesset, à l'aide d'une remorque que lui donna l'une de ses frégates.

» On se figurerait difficilement l'état du *Romulus* lorsqu'il rentra dans la rade de Toulon. Ses bas mâts avaient reçu plusieurs boulets; celui de misaine était hors de service; ses mâts de hune et ceux de perroquet étaient coupés, ses voiles étaient criblées, et toutes ses manœuvres courantes hachées. Plusieurs boulets avaient pénétré dans la flottaison, et l'un d'eux avait traversé la soute aux poudres. Presque tous les officiers étaient blessés, dont trois mortellement. Cent cinquante hommes de l'équipage avaient été tués ou blessés. Le lendemain de ce combat *le Scipion* rentra en rade sans avoir été inquiété dans sa traversée.

» L'auteur de la Biographie maritime rapporte que quelques jours après le combat le capitaine Rolland vit entrer chez lui un aspirant de marine. Ce jeune homme, ayant été fait prisonnier, se trouvait à bord du vaisseau amiral pendant son engagement avec *le Romulus*. Sir Édouard Pelew lui avait accordé la liberté sous la seule condition qu'il se rendrait auprès du commandant du vaisseau qu'il avait combattu pour lui témoigner l'admiration que lui avait inspirée son héroïque défense contre des forces aussi supérieures (1). »

N° 944. BATAILLE DE MONTEREAU. 18 FÉVRIER 1814.

CH. LANGLOIS.

L'armée prussienne vaincue à Champ-Aubert, à Montmirail et à Vauchamps, était en pleine retraite. Mais pendant ce temps le prince de Schwartzemberg, à la tête des Autrichiens, avait passé la Seine et s'avançait sur Paris. Il fallut que Napoléon, par une de ces marches rapides et hardies qui lui avaient tant de fois donné la victoire, se reportât dans la vallée de la Seine, pour y arrêter le nouvel ennemi qui menaçait la capitale.

« Le 18, à dix heures du matin, le général Château arriva devant Montereau; mais dès neuf heures le général Bianchi, commandant le premier corps autrichien, avait pris position, avec deux divisions autrichiennes et la division wurtembergeoise, sur les hauteurs en avant de Montereau, couvrant les ponts et la ville. Le général Château l'attaqua: n'étant pas soutenu par les autres divisions du corps d'armée, il fut repoussé.

» Le général Gérard soutint le combat pendant toute la matinée. L'empereur s'y porta au galop. A deux heures après midi il fit attaquer le plateau. Le général Pajol, qui marchait par la route de Melun, arriva sur ces entrefaites, exécuta une belle charge, culbuta l'ennemi, et le jeta dans la Seine et dans l'Yonne. Les braves chasseurs du septième débouchèrent sur les ponts, que la mitraille de plus de soixante pièces de canon empêcha de faire sauter, et nous obtînmes en même temps le double résultat de pouvoir passer les ponts au pas de charge, de prendre quatre mille hommes, quatre drapeaux, six pièces de canon, et de tuer quatre à cinq mille hommes à l'ennemi.

» Les escadrons de service de la garde débouchèrent dans la plaine. Le général Duhesme, officier d'une rare intrépidité et d'une longue expérience, déboucha sur le chemin de Sens;

(1) « Le moment que le peintre a choisi est celui où les chasseurs de la vieille garde, conduits par le duc de Dantzick, se précipitent sur l'ennemi, dont ils font un effroyable carnage. Sur la droite du tableau on voit le maréchal dirigeant et animant cette course intrépide. L'officier qui donne des ordres à ses côtés est M. le baron Atthalin, général du génie, aujourd'hui aide de camp du roi. » (*Notices sur les tableaux du Palais-Royal*, par M. Vatout, t. IV, p. 333 à 337.)

(1) Extrait de la Biographie maritime.

l'ennemi fut poussé dans toutes les directions, et notre armée défila sur les ponts (1). »

N° 944 *bis*. COMBAT

DE LA FRÉGATE FRANÇAISE LA CLORINDE, MONTANT QUARANTE-QUATRE BOUCHES A FEU DE DIX-HUIT ET DE VINGT-QUATRE, CONTRE LA FRÉGATE ANGLAISE L'EUROTAS, MONTANT QUARANTE-SIX BOUCHES A FEU DE VINGT-QUATRE ET DE TRENTE-DEUX. — 25 FÉVRIER 1814.

. . . .

La frégate *la Clorinde*, commandée par le capitaine de vaisseau Denis-Lagarde, revenait d'une croisière marquée par la capture et la destruction de navires du commerce anglais d'une valeur de neuf à dix millions de francs, lorsque, par quarante-sept degrés quarante minutes de latitude nord et treize degrés vingt minutes de longitude ouest, elle fit rencontre de la frégate anglaise *l'Eurotas*. Cette frégate était une de celles que l'amirauté avait fait armer d'une manière spéciale pour combattre les grandes frégates américaines, avec lesquelles aucune frégate anglaise n'avait jusqu'alors pu lutter; pour cela on avait remplacé sa batterie de canons de dix-huit par une batterie de canons de vingt-quatre, et on lui avait donné un équipage d'élite. *L'Eurotas* était ainsi de beaucoup supérieure en force à toutes les frégates françaises, et le capitaine Denis-Lagarde engagea le combat avec des chances encore plus défavorables que ne les avaient eues *la Java* contre *la Constitution*, ou *la Macedonian* contre *l'United States*. Cependant, dès le début de l'action, qui commença vers cinq heures du soir, le feu de *la Clorinde* obtint une supériorité décidée sur celui de son adversaire. Les coups bien dirigés des canons français abattirent successivement tous les mâts de la frégate ennemie, et au bout d'une heure et trois quarts *l'Eurotas* était rasée comme un ponton, tandis que *la Clorinde* n'avait perdu qu'une faible partie de sa mâture. La frégate anglaise ayant même cessé son feu, soit pour se débarrasser des débris de sa mâture et de ses voiles, qui masquaient sa batterie, soit pour toute autre cause, le capitaine Denis-Lagarde la fait sommer au porte-voix d'amener son pavillon. Ne recevant point de réponse à cette sommation, il ordonne une manœuvre qui doit placer *la Clorinde* dans la position la plus avantageuse pour réduire la frégate ennemie; mais dans ce mouvement le grand mât, criblé de boulets, tombe sur l'arrière, entraîne dans sa chute le mât d'artimon et écrase la roue du gouvernail : l'action des voiles de l'avant, que rien ne peut plus contre-balancer, entraîne *la Clorinde* sous le vent et l'éloigne de *l'Eurotas*. Cette séparation involontaire, et l'impossibilité où se trouvaient les deux adversaires de manœuvrer pour se rapprocher, mirent fin au combat (2).

N° 945. DÉFENSE DE BERG-OP-ZOOM.

8 MARS 1814.

. . . .

Au commencement de 1814 le corps d'armée commandé par le général Maison, qui était chargé de la défense du pays entre le Rhin et la mer, avait dû se replier sur les anciennes frontières de la France, abandonnant successivement à elles-mêmes les différentes places belges et hollandaises. Berg-op-Zoom fut alors investi par un corps de troupes anglaises sous les ordres du général sir Thomas Graham, depuis lord Lynedoch.

La garnison française de Berg-op-Zoom, sous les ordres du général Bizannet, était, dans le principe, de près de quatre mille hommes; mais les maladies et la désertion l'avaient réduite à deux mille sept cents combattants, tout compris, au moment de l'investissement. Le général anglais connaissait la situation de la ville; il savait combien la garnison était affaiblie, et n'ignorait pas que le mécontentement des habitants était extrême. S'étant procuré des intelligences dans la place, il tenta de s'y introduire et de s'en emparer par surprise.

« Le 8 mars, entre neuf heures et demie et dix heures du soir, au moment où la garnison s'y attendait le moins, elle entendit une vive fusillade à la porte de Steenberg.

» Une forte colonne anglaise, qui était entrée tout à coup dans les chemins couverts, avait surpris notre garde de l'avancée, avait pénétré dans le réduit servant de demi lune, en forçant avec des leviers les barrières des traverses en terre, et était arrêtée, en avant du pont dormant du corps de place, par le tambour ou retranchement en palanques. »

L'attaque fut non-seulement contenue à la porte de Steenberg, mais l'ennemi y fut repoussé avec perte, et sur ce point l'on fit même pendant l'action une assez grande quantité de prisonniers.

Pendant ce temps une deuxième colonne, conduite par les généraux Skerret et Gore, pénétrait par le port, et, malgré la résistance des troupes françaises, elle s'était déjà emparée de la porte d'Anvers, et se dirigeait sur celle de Breda, pour l'ouvrir à une troisième colonne, qui l'attaquait extérieurement après s'être emparée des ouvrages avancés. D'un autre côté une quatrième colonne, sous les ordres du général Cooke, était entrée dans le bastion d'Orange.

Sur seize bastions, douze étaient déjà occupés par les Anglais; et la garnison n'avait plus qu'une seule pièce d'artillerie mobile dont elle pût se servir : le premier régiment des gardes anglaises, arrivant par le rempart à la porte d'Anvers, vient s'en emparer. « Ils font sur nous, continue l'auteur de la relation, une décharge générale de mousqueterie, et nous refoulent à la baïonnette jusqu'au milieu de la rue d'Anvers. La queue de notre colonne touchait déjà au corps de garde de la place d'Armes; un pas rétrograde de plus de notre part, les Anglais étaient sur la grande place et maîtres de la ville. Le major Hugot de Neuville prend les cinquante hommes qui étaient en bataille devant le corps de garde et quelques gendarmes, gagne la tête de notre colonne, qui se groupe autour de lui; des officiers ramènent nos fuyards, qui s'éparpillaient déjà, et qui viennent prendre place à la queue de la colonne. Elle forme enfin une phalange serrée dans la rue d'Anvers, ou plutôt il n'y avait plus ni rangs, ni ordre de part et d'autre; pressés dans cette rue, les combattants ne pouvaient ni recharger leurs armes, ni en faire usage; c'était un flux et un reflux successif; notre pièce d'artillerie fut prise et reprise. »

Le temps fut calme et beau pendant toute la nuit, et l'on pouvait distinguer les objets à la clarté de la lune. On se battit des deux côtés avec une égale fureur : sur tous les points la garnison avait été aux prises avec les Anglais.

Vers les trois heures du matin le feu commença à se ralentir de part et d'autre; ce fut alors que le général Bizannet réunit ses troupes sur trois colonnes, et au point du jour il attaqua à son tour l'ennemi avec une vigueur sans exemple, et le repoussa de toutes ses positions.

« Bientôt les Anglais furent mitraillés par l'artillerie des remparts du front, tandis que la garnison du fort d'Eau, prenant part à l'action, les foudroya en tête. Ceux qui, au lieu d'aller jusqu'au petit Polder, cherchaient à s'évader sur la gauche, en longeant, vers le midi, la queue du glacis, étaient

(1) Extrait du Moniteur du lundi 21 février 1814.
(2) Travaux de la section historique de la marine.

arrêtés par le canon de la redoute du camp retranché, dont la garde était enfin revenue de sa léthargie de la veille. Cependant la marée, qui avait permis, huit ou neuf heures auparavant, à ces mêmes Anglais de passer à pied sec sur les schorres et le chenal, leur fermait en ce moment tout passage; ainsi pas un ne pouvait échapper. »

La perte de l'ennemi fut de huit cents hommes tués et de deux mille soixante et dix-sept soldats prisonniers; celle des Français ne s'éleva qu'à cent soixante morts, trois cents blessés et cent prisonniers. « Après l'affaire il ne nous restait qu'environ deux mille hommes sous les armes (1). »

N° 946. COMBAT DE CLAYE. — 27 mars 1814.

Eugène Lami.—1831.

Le 27 mars 1814 l'ennemi faisait déboucher ses colonnes par le pavé de Paris, lorsque le général Vincent, à la tête d'un régiment de cuirassiers, d'un régiment polonais et de quelques escadrons de gardes d'honneur et de dragons, le chargea en avant de Claye.

Le général Vincent repoussa la colonne ennemie jusque dans la ville et lui fit de trois à quatre cents prisonniers.

N° 947. BATAILLE DE TOULOUSE.—10 avril 1814.

Beaume.

L'armée commandée par le duc de Dalmatie, après tous les combats qu'elle avait eus à soutenir sur l'Adour, se trouvait réduite à trente mille hommes de pied et à moins de trois mille chevaux, lorsqu'elle arriva le 24 mars sous les murs de Toulouse. « Le maréchal, qui avait pris la résolution de résister dans cette position aux soixante-cinq mille ennemis qui le poursuivaient, jugea avec raison qu'il ne pouvait rétablir un certain équilibre entre des forces aussi disproportionnées sans le secours de l'art de la fortification, et il dut s'empresser d'en faire usage avant que son adversaire vînt le relancer dans son camp.

» La ville de Toulouse est située sur la rive droite de la Garonne, au-dessus de l'embouchure du canal du Languedoc. Son enceinte, formée d'épaisses murailles flanquées de tours, est couverte à l'est et au nord par le canal, à l'ouest par la Garonne, en sorte qu'elle n'est accessible qu'au midi, entre le canal et le fleuve. Le faubourg Saint-Cyprien, placé sur la rive gauche et enveloppé d'une bonne muraille en briques, communique avec la ville par un pont en pierre. Sur la rive droite, et à quatre kilomètres environ au nord de Toulouse, coule la rivière d'Ers, qui se jette dans la Garonne, près de la petite ville de Grenade, à l'ouest de Saint-Cyprien; sur la rive gauche se trouve le Touch, petite rivière qui se jette dans la Garonne à Saint-Michel. Six grandes routes partent de la ville et du faubourg Saint-Cyprien dans différentes directions, à l'est, au nord, à l'ouest et au sud.

» Le duc de Dalmatie mit à profit tous les accidents du terrain pour rendre sa position formidable. »

Le duc de Wellington arriva en vue de Toulouse le 27 mars; il effectua le passage de la Garonne le 4 et le 5 avril, et le 10, à six heures du matin, il attaquait sous Toulouse le corps d'armée du duc de Dalmatie.

Le combat dura pendant toute la journée; on se battit de part et d'autre avec un acharnement sans égal, et à la fin du jour le maréchal Soult occupait encore le faubourg Saint-Étienne : « Sa retraite était assurée, dit l'auteur des victoires et conquêtes, et il se trouvait en mesure d'accepter un nouveau combat.

» La perte des Français à la bataille de Toulouse s'était élevée à trois mille deux cent trente et un hommes hors de combat. Les alliés en comptèrent quatre mille quatre cent cinquante-huit, dont deux mille cent vingt-quatre Anglais, dix-sept cent vingt-sept Espagnols et six cent sept Portugais (1). »

N° 948. NAPOLÉON SIGNE SON ABDICATION A FONTAINEBLEAU. 11 avril 1814.

. . . .

Napoléon, après l'occupation de Paris par les armées alliées, avait réuni ses troupes à Fontainebleau. Il se proposait de marcher sur la capitale et de tenter une dernière fois le sort des combats, lorsqu'il apprit que le sénat avait prononcé sa déchéance, et que les puissances alliées se refusaient à traiter avec lui comme souverain de la France.

« Napoléon, rapporte le baron Fain, a reçu le sénatus-consulte dans la nuit du 3 au 4. Cependant le 4 les ordres étaient donnés pour transférer le quartier impérial entre Ponthierry et Essonne. Après la parade, qui avait lieu tous les jours à midi dans la cour du Cheval-Blanc, les principaux chefs de l'armée avaient reconduit Napoléon dans son appartement. Le prince de Neufchâtel, le prince de la Moskowa, le duc de Dantzick, le duc de Reggio, le duc de Tarente, le duc de Bassano, le duc de Vicence, le grand maréchal Bertrand et quelques autres se trouvaient réunis dans le salon; on semblait n'attendre que la fin de cette audience pour monter à cheval et quitter Fontainebleau. Mais une conférence s'était ouverte sur la situation des affaires : elle se prolonge dans l'après-midi, et, lorsqu'elle est finie, on apprend que Napoléon a abdiqué. Il en rédige l'acte de sa main en ces termes :

« Les puissances alliées ayant proclamé que l'empereur
» Napoléon était le seul obstacle au rétablissement de la paix
» en Europe, l'empereur Napoléon, fidèle à son serment,
» déclare qu'il est prêt à descendre du trône, à quitter la
» France et même la vie pour le bien de la patrie, inséparable des droits de son fils, de ceux de la régence, de l'impé-
» ratrice et du maintien des lois de l'empire.

» Fait en notre palais de Fontainebleau, le 4 avril 1814.

» *Signé* Napoléon »

« Un secrétaire (le baron Fain) transcrit cet acte, et le duc de Vicence se dispose aussitôt à le porter à Paris. Napoléon lui adjoint le prince de la Moskowa (2). ... »

N° 949. ADIEUX DE NAPOLÉON A LA GARDE IMPÉRIALE A FONTAINEBLEAU. 20 avril 1814.

Napoléon, après son abdication, resta quelques jours encore à Fontainebleau; son départ était fixé pour le 20 avril.

» A midi les voitures de voyage viennent se ranger dans la cour du Cheval-Blanc, au bas de l'escalier du Fer-à-Cheval : la garde impériale prend les armes et forme la haie. A une heure Napoléon sort de son appartement; il trouve rangé sur son passage ce qui lui restait de la cour brillante dont il avait été entouré : c'est le duc de Bassano, le général

(1) *Relation de la surprise de Berg-op-Zoom*, par le colonel du génie Legrand.

(1) *Victoires et conquêtes*, t. XXIII, p. 348 à 356.
(2) *Manuscrit de 1814*, p. 220.

Belliard, le colonel de Bussi, le colonel Anatole de Montesquiou, le comte de Turenne, le général Fouler, le baron de Mesgrigny, le colonel Gourgaud, le baron Fain, le colonel Atthalin, le baron de Laplace, le baron Lelorgne d'Ideville, le chevalier Jouanne, le général Kosakowski et le colonel Vonsowitch.

» Napoléon tend la main à chacun, descend vivement l'escalier, et, dépassant le rang de voitures, s'avance vers la garde. Il fait signe qu'il veut parler; tout le monde se tait, et dans le silence le plus religieux on écoute ses dernières paroles :

» Soldats de ma vieille garde, dit-il, je vous fais mes » adieux. Depuis vingt ans je vous ai trouvés constamment » sur le chemin de l'honneur et de la gloire; dans ces der» niers temps, comme dans ceux de notre prospérité, vous » n'avez cessé d'être des modèles de bravoure et de fidélité. » Avec des hommes tels que vous, notre cause n'était pas » perdue; mais la guerre était interminable : c'eût été la » guerre civile et la France n'en serait devenue que plus » malheureuse. J'ai donc sacrifié tous mes intérêts à ceux de » la patrie : je pars! Vous, mes amis, continuez de servir la » France; son bonheur était mon unique pensée, il sera l'ob» jet de mes vœux! Ne plaignez pas mon sort; si j'ai consenti » à me survivre, c'est pour servir encore à votre gloire. Je » veux écrire les grandes choses que nous avons faites en» semble!...... Adieu, mes enfants! je voudrais vous pres» ser tous sur mon cœur; que j'embrasse au moins votre » drapeau!..... »

» A ces mots le général Petit, saisissant l'aigle, s'avance. Napoléon reçoit le général dans ses bras, et baise le drapeau. Le silence d'admiration que cette grande scène inspire n'est interrompu que par les sanglots des soldats. Napoléon, dont l'émotion est visible, fait un effort et reprend d'une voix plus ferme : « Adieu encore une fois, mes vieux compagnons; » que ce dernier baiser passe dans vos cœurs! »

» Il dit, et s'arrachant au groupe qui l'entoure, il s'élance dans sa voiture, au fond de laquelle est déjà le général Bertrand. Aussitôt les voitures partent, des troupes françaises les escortent, et l'on prend la route de Lyon (1). »

N° 950. ARRIVÉE DE LOUIS XVIII A CALAIS. 24 avril 1814.

. . . .

La France avait été rouverte à l'ancienne dynastie des Bourbons; déjà M. le comte d'Artois était arrivé à Paris, et Louis XVIII était attendu à Calais : « Toute la ville était attentive au signal qui devait annoncer son départ de la ville de Douvres. Le bruit du canon se fait entendre : à l'instant toutes les autorités se rendent sur la grande jetée en pierre, lieu désigné pour le débarquement.

» A son arrivée dans le port, le préfet, le sous-préfet, et le maire accompagné du corps municipal, montent sur le vaisseau pour recevoir le roi.

» Enfin Louis XVIII met le pied sur le sol de la France, et les airs retentissent des cris de *vive le roi!* Madame la duchesse d'Angoulême, M. le prince de Condé, M. le duc de Bourbon suivent le roi et se placent à ses côtés dans une calèche découverte. Seize Calaisiens élégamment habillés se présentent et traînent la voiture. Non loin de là se trouvait un nombreux clergé; le curé, à la tête prononça le discours le plus pathétique. « Monsieur le curé, répondit le roi, après plus de vingt » ans d'absence, le ciel me rend à mes enfants; allons re» mercier Dieu dans son temple (2). »

(1) *Manuscrit de* 1814, p. 250 à 252.
(2) *Moniteur* du 30 avril 1814.

N° 951. LOUIS XVIII AUX TUILERIES. — 1814.

Marigny (d'après le tableau de Gérard).—1824.

En partant de Calais Louis XVIII se rendit à Compiègne, et de là à Saint-Ouen, où il reçut les députations de tous les corps de l'état. Avant d'entrer dans Paris il publia la déclaration datée de Saint-Ouen, le 3 mai, qui promettait à la France toutes les garanties d'une constitution libérale.

Il est représenté dans ce tableau rédigeant aux Tuileries la Charte constitutionnelle sur la même table dont il s'était servi à Mittau, et que depuis lors il avait conservée dans tous ses voyages.

N° 952. SÉANCE ROYALE POUR L'OUVERTURE DES CHAMBRES ET LA PROCLAMATION DE LA CHARTE CONSTITUTIONNELLE.—4 juin 1814.

. . . .

« Le roi, dit le Moniteur, s'est rendu aujourd'hui (4 juin 1814) avec son cortége au corps législatif.

» Des salves d'artillerie ont annoncé à deux heures et demie l'arrivée de sa majesté.

» Le marquis de Dreux-Brézé, grand maître des cérémonies de France, le marquis de Rochemore, maître des cérémonies; et MM. de Watronville et de Saint-Félix, aides des cérémonies, précédés par vingt-cinq députés des départements, ont été recevoir sa majesté au bas de l'escalier du grand portique.

» Le roi, après s'être reposé quelques instants dans son appartement, s'est rendu dans la salle des séances. A l'entrée de sa majesté l'assemblée entière s'est levée aux cris mille fois répétés de *vive le roi! vivent les Bourbons!*

» Sa majesté s'est placée sur un trône, entourée de tous les princes de sa famille. M. le chancelier était assis sur son siége à bras; le grand maître, le maître et les aides des cérémonies de France à leurs places accoutumées. Deux de MM. les pairs ecclésiastiques et six de MM. les pairs laïques, MM. les ministres secrétaires d'état, les ministres d'état, MM. les maréchaux de France et premiers inspecteurs généraux, une députation des grands cordons et officiers de la Légion d'honneur, une députation des lieutenants généraux et maréchaux de camp, étaient placés sur des banquettes au-dessous et de chaque côté du trône. MM. les sénateurs, MM. les membres de la chambre des pairs qui avaient reçu des lettres closes de sa majesté, et MM. les députés des départements, étaient placés en face du trône circulairement.

« L'assemblée était debout et découverte. Le roi s'est assis et couvert, et par un signe a invité chacun à s'asseoir. »

Quand le roi eut cessé de parler, le chancelier prit la parole, et, après avoir fait l'exposé de la situation du royaume et de ses rapports avec les puissances alliées, il termina en annonçant l'intention du roi de donner aux Français une charte constitutionnelle. M. Ferrand, ministre d'état, lut ensuite la déclaration du roi et la Charte.

« Après cette lecture la séance fut levée : le roi descendit de son trône et rentra aux Tuileries, accompagné du cortége qui l'avait précédé et suivi à son entrée. La garde nationale formait la haie (1).... »

(1) Extrait du Moniteur du 5 juin 1814.

N° 953. NAPOLÉON

S'EMBARQUE A PORTO-FERRAJO (ILE D'ELBE) POUR REVENIR EN FRANCE. — 1er MARS 1815.

BEAUME.—1836.

N° 953 *bis*. VUE DE LA PLACE DE PORTO LONGONE (ILE D'ELBE) DU CÔTÉ DE LA MER.

MOREL.

Lorsque Napoléon s'embarqua à l'île d'Elbe pour faire voile vers les côtes de France, il était accompagné du général Bertrand, grand maréchal du palais, du général Drouot, du général Cambronne et du reste des fidèles officiers qui l'avaient suivi dans son exil. Il arriva à sept heures du soir sur le port, où les marins de la garde l'attendaient dans le canot impérial. Les autorités de l'île, prévenues à l'instant de son départ, s'étaient rendues à l'embarcadère; l'empereur leur fit ses adieux, monta dans le canot, rejoignit le brick, et la flottille appareilla pour la France.

N° 954. LOUIS XVIII

QUITTE LE PALAIS DES TUILERIES. — NUIT DU 19 AU 20 MARS 1815.

GROS.—1816.

Napoléon était débarqué à Cannes le 1er mars : le 13 il quittait Lyon pour marcher sur Paris, et il était arrivé à Fontainebleau le 20 à quatre heures du matin.

Louis XVIII, par une proclamation en date du 19 mars, déclara alors la session des Chambre close pour l'année 1815, et dans la nuit du 19 au 20 mars il quitta les Tuileries.

Louis XVIII était accompagné du maréchal prince de Wagram, du maréchal duc de Tarente, de M. le duc de Duras, de M. le prince de Poix, de M. le duc de Blacas d'Aulps, de M. Hue, et des officiers de service près de sa personne.

Le tableau représente l'escalier des Tuileries, sur lequel le roi trouve en sortant plusieurs gardes nationaux empressés de lui témoigner leur profonde douleur.

N° 955. CHAMP DE MAI.—1er JUIN 1815.

....

Par un décret impérial donné au palais des Tuileries, sous la date du 30 avril 1815, Napoléon, faisant revivre un ancien usage des premiers siècles de la monarchie, avait convoqué une assemblée du Champ de Mai. Il voulait prêter ainsi à son autorité restaurée quelque chose qui ressemblât à la sanction populaire. Cette cérémonie eut lieu le 1er juin suivant dans le Champ-de-Mars.

« Jamais fête plus nationale, dit le Moniteur du 2 juin, jamais spectacle plus imposant et plus touchant à la fois, n'a frappé les regards du peuple français que l'assemblée du Champ de Mai. Tout ce qui saisit et élève l'âme, les prières de la religion, le pacte d'un grand peuple avec son monarque, la France représentée par l'élite de ses citoyens, cultivateurs, négociants, magistrats, guerriers, rassemblés autour du trône, une immense population couvrant le Champ-de-Mars, et s'unissant par ses vœux aux grands objets de cette magnifique cérémonie, tout excitait l'enthousiasme le plus vif dont les époques les plus mémorables nous aient laissé le souvenir.

» Le trône de l'empereur s'élevait en avant du bâtiment de l'École militaire, et au centre d'une vaste enceinte demi-circulaire, dont les deux tiers formaient à droite et à gauche de grands amphithéâtres où quinze mille personnes étaient assises; l'autre tiers en face du trône était ouvert. Un autel s'élevait au milieu; au delà, et à environ cent toises, s'élevait un autre trône isolé, qui dominait tout le Champ-de-Mars. »

La messe étant dite, et MM. les membres de la députation s'étant rapprochés du trône, l'empereur prêta son serment, et, quittant le manteau impérial, il se leva et s'adressa en ces termes à l'armée :

« Soldats de la garde nationale de l'empire, soldats des » troupes de terre et de mer, je vous confie l'aigle impériale » aux couleurs nationales; vous jurez de la défendre au prix » de votre sang contre les ennemis de la patrie et de ce trône! » Vous jurez qu'elle sera toujours votre signe de ralliement! » Vous le jurez! »

Après ces paroles adressées à l'armée, les troupes qui formaient à peu près cinquante mille hommes; dont vingt-sept mille de gardes nationales, ont défilé devant sa majesté.

N° 955 *bis*. ENTREVUE DE LOUIS XVIII

AVEC CAROLINE-FERDINANDE-LOUISE, PRINCESSE DES DEUX-SICILES, A LA CROIX DE SAINT-HEREM DANS LA FORÊT DE FONTAINEBLEAU.

....

N° 956. MARIAGE DU DUC DE BERRI

ET DE CAROLINE-FERDINANDE-LOUISE, PRINCESSE DES DEUX-SICILES.—17 JUIN 1816.

... .

La cérémonie religieuse du mariage du duc de Berri, neveu de Louis XVIII, et second fils de Charles-Philippe, comte d'Artois, depuis Charles X, avec Caroline des Deux-Siciles, eut lieu à Paris, le 17 juin 1816, dans l'église métropolitaine.

« A huit heures du matin, dit le Moniteur, les bataillons de la garde nationale de Paris, de la garde royale, occupaient le parvis Notre-Dame, et se sont formés sur deux files pour établir la haie de la place de l'église cathédrale au château des Tuileries.....

» Les formalités de l'acte civil du mariage venaient d'être remplies dans le grand cabinet du roi aux Tuileries, lorsqu'à onze heures et demie une salve d'artillerie a annoncé le départ de sa majesté. Madame, Mgr le duc et madame la duchesse de Berri étaient dans le carrosse de sa majesté.

» Le roi mit pied à terre devant le parvis de l'église métropolitaine, où il fut reçu par l'abbé Jalabert à la tête du clergé métropolitain. On se mit en marche pour se rendre à l'autel.

» Mgr le duc d'Angoulême, suivi de son état-major; Monsieur, comte d'Artois, revêtu de l'uniforme de colonel général des gardes nationales de France; Mgr le duc de Berri, donnant la main à madame la duchesse, précédaient le roi, qui marchait sous le dais. Madame suivait le dais, accompagnée de son chevalier d'honneur et des dames de sa suite. Le cardinal de Talleyrand-Périgord, grand aumônier, duc et pair de France, attendait devant l'autel le roi, les princes et les augustes époux.

» Après la bénédiction nuptiale, sa majesté est allée occuper son trône, et les princes ont pris les places qui leur étaient préparées. Mgr le duc et madame la duchesse de Berri sont restés dans le sanctuaire; la messe a été célébrée par M. l'abbé de Villeneuve, aumônier ordinaire de sa majesté. Leurs al-

tesses royales ont été à l'offrande, après que le célébrant eut fait baiser la patène au roi; un cierge où étaient attachées des pièces d'or, dont le nombre et la valeur étaient prescrits par l'ancien usage, a été présenté au nom des deux époux. Le poêle était soutenu par M. de Latil, évêque d'Amiclée, premier aumônier de Monsieur, et par M. l'abbé de Bombelles, premier aumônier de madame la duchesse de Berri.

» Les quatre témoins étaient M. le duc de Bellune pour l'armée, M. le comte Barthélemy pour la chambre des pairs, M. Bellart pour la chambre des députés, M. Desèze pour la cour de cassation (1).

N° 957. RÉTABLISSEMENT DE LA STATUE DE HENRI IV SUR LE PONT-NEUF.—25 AOUT 1818.

. . . .

« Par un rapprochement heureux, dit le Moniteur du 25 août, le jour de la fête du roi est consacré à l'inauguration de la statue de Henri IV....

» A midi un quart une salve d'artillerie ayant annoncé le départ du roi du château des Tuileries pour aller passer la revue de la garde nationale et de la troupe de ligne, le cortège se mit en marche.

» Sa majesté était dans une calèche, ayant avec elle Madame, duchesse d'Angoulême, et madame la duchesse de Berri.

» Les princes étaient à cheval autour de la calèche du roi.

» Sa majesté est arrivée à deux heures un quart à l'estrade élevée en face de la statue de Henri IV.

» Le comité pour le rétablissement de la statue ayant à sa tête M. le marquis de Barbé de Marbois, son président, et le corps municipal ayant à sa tête M. le comte de Chabrol, préfet de la Seine, précédé par les officiers des cérémonies, sont venus recevoir le roi à la descente de son carrosse.

» Sa majesté étant placée sur son trône, et à côté d'elle les princes et princesses de la famille royale, la statue, qui avait été couverte jusqu'alors, a été découverte au bruit d'une salve d'artillerie. Le comité, en signe d'hommage, s'est porté autour de l'enceinte du piédestal, et est venu se placer en avant de la statue, vis-à-vis le trône du roi.

» Le président du comité, après en avoir eu la permission du roi, fit hommage à sa majesté de la statue de Henri IV : « Qu'elle soit, dit M. de Barbé de Marbois en terminant son » discours, comme un génie tutélaire; qu'à l'aspect de ce » monument national et patriotique les discordes se taisent, » et que nos neveux puissent toujours dire, comme nous le » disons aujourd'hui : Les descendants de Henri IV ont ses » vertus et son cœur; ils aiment la France comme Henri » l'aima. »

» Le roi a répondu au discours de M. le président à peu près en ces termes :

« Je suis sensible aux sentiments que vous m'exprimez; » j'accepte avec une bien vive reconnaissance le présent du » peuple français, ce monument, élevé par l'offrande du » riche et le denier de la veuve. En contemplant cette image, » les Français diront : Il nous aimait, et ses enfants nous » aiment aussi. Les descendants du bon roi diront à leur » tour : Méritons d'être aimés comme lui. On y verra le pré- » sage du bonheur de la France. Puisse le ciel exaucer ces » vœux, qui sont les plus chers de mon cœur! »

» M. Lainé, ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, a présenté à sa majesté M. Lemot, statuaire, membre de l'institut; M. Andrieux, auteur de la médaille; M. Le Père, architecte, et les autres artistes qui ont coopéré à la confection du monument.

» Les troupes, dont le roi avait passé la revue, se mirent en mouvement pour défiler entre le roi et la statue de Henri IV. Monsieur marchait en tête de la garde nationale.

» La garde royale, ayant en tête M. le maréchal duc de Reggio, major général de service, a défilé immédiatement après la garde nationale.

» Le roi rentré aux Tuileries, les hérauts d'armes ont été distribuer, dans différents quartiers de la ville, des médailles frappées à l'occasion du rétablissement de la statue de Henri IV (1). »

N° 958. SÉPULTURE DE NAPOLÉON A SAINTE-HÉLÈNE.—1821.

ALAUX (d'après H. VERNET et GÉRARD).—1837.

Napoléon Bonaparte, après six ans de captivité dans l'île de Sainte-Hélène, y mourut le 5 mai 1821.

N° 959. LOUIS XVIII OUVRE LA SESSION DES CHAMBRES AU LOUVRE. 28 JANVIER 1823.

. . . .

Depuis l'année 1814 les sessions législatives avaient toujours été ouvertes dans le palais de la Chambre des Députés. Louis XVIII transporta au Louvre cette cérémonie. L'annonce solennelle de l'expédition que le gouvernement français allait diriger contre l'Espagne donna à la séance d'ouverture de la session de 1823 un nouveau degré d'intérêt. Nous empruntons le récit du Moniteur.

« Aujourd'hui mardi, 28 janvier 1823, le roi a fait l'ouverture de la session des chambres au Louvre.

» Sa majesté est partie à une heure du château des Tuileries.

» Une salve d'artillerie, de vingt et un coups de canon, a annoncé le départ du roi.

» Une députation de douze de MM. les pairs de France, ayant M. le chancelier à leur tête, et une députation de vingt-cinq de MM. les députés des départements, conduits par des officiers des cérémonies, sont allés recevoir le roi dans la salle attenante au salon de mosaïque.

» Sa majesté, après s'être arrêtée dans son appartement, et s'être entretenue quelques instants avec MM. les membres des députations, est entrée dans la salle de la séance et s'est placée sur son trône.

» A droite du roi était Monsieur, à sa gauche Mgr le duc d'Angoulême; à droite de sa majesté, en suite de Monsieur, Mgr le duc d'Orléans.

» En avant et à gauche du roi était M. le chancelier de France.

» A droite et à gauche des degrés de l'estrade du trône étaient M. le président du conseil des ministres de sa majesté, MM. les ministres secrétaires d'état, MM. les maréchaux de France, MM. les chevaliers des ordres du roi, MM. les grands-croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis et de la Légion d'honneur, MM. les commandeurs de l'ordre de Saint-Louis et MM. les grands officiers de la Légion, nommés par sa majesté pour avoir séance près d'elle, six de MM. les conseillers d'état et six de MM. les maîtres des requêtes.

(1) Extrait du Moniteur des 18 et 19 juin 1816.

(1) Extrait du Moniteur du 26 août 1818.

» MM. les pairs étaient placés sur les banquettes en face et à droite du roi.

» MM. les députés des départements étaient placés sur les banquettes en face et à gauche de sa majesté.

» Madame, duchesse d'Angoulême; madame la duchesse de Berri, madame la duchesse et mademoiselle d'Orléans assistaient à la cérémonie dans une tribune.

» L'assemblée était debout et découverte; le roi a dit : « MM. les pairs, asseyez-vous. » M. le chancelier de France a fait connaître à MM. les députés que sa majesté leur permettait de s'asseoir.

» La séance prise, le roi a prononcé le discours suivant :

» Après avoir exposé la situation intérieure du royaume et ses rapports avec les puissances de l'Europe, sa majesté ajoute : « Mais la justice divine permet qu'après avoir long-» temps fait éprouver aux autres nations les terribles effets » de nos discordes, nous soyons nous-mêmes exposés aux » dangers qu'amènent des calamités semblables chez un peu-» ple voisin.

» J'ai tout tenté pour garantir la sécurité de mes peuples » et préserver l'Espagne elle-même des derniers malheurs. » L'aveuglement avec lequel ont été repoussées les repré-» sentations faites à Madrid laisse peu d'espoir de conserver la » paix.....

» Si la guerre est inévitable, je mettrai tous mes soins à en » resserrer le cercle, à en borner la durée Elle ne sera en-» treprise que pour conquérir la paix, que l'état de l'Espagne » rendrait impossible. Que Ferdinand VII soit libre de don-» ner à ses peuples les institutions qu'il ne peuvent tenir que » de lui, et qui, en assurant leur repos, dissiperaient les justes » inquiétudes de la France : dès ce moment les hostilités ces-» seront; j'en prends devant vous, messieurs, le solennel en-» gagement.

» J'ai dû mettre sous vos yeux l'état de nos affaires au de-» hors, c'était à moi de délibérer : je l'ai fait avec maturité. » J'ai consulté la dignité de ma couronne, l'honneur et la » sûreté de la France : nous sommes Français, messieurs, » nous serons toujours d'accord pour défendre de tels in-» térêts ! »

» Le discours étant terminé, les pairs et les députés nommés depuis la dernière session furent admis à prêter serment en présence du roi.

» Après que MM. les députés ont eu prêté serment, M. le chancelier a déclaré, par ordre du roi, que la session de la chambre des pairs et de la chambre des députés, pour l'année 1823, était ouverte, et que chacune d'elles était invitée à se réunir demain dans le lieu respectif de ses séances, à une heure, pour commencer le cours de ses travaux. La séance levée, le roi fut reconduit suivant le cérémonial observé pour son arrivée.

» Une salve d'artillerie a annoncé le retour du roi au château des Tuileries (1). »

N° 960. ENTRÉE DES FRANÇAIS A MADRID. 24 MAI 1823.

....

Les effets suivirent de près les paroles prononcées par Louis XVIII devant les chambres françaises : cent mille hommes furent rassemblés au pied des Pyrénées, et le duc d'Angoulême reçut le titre de généralissime des troupes françaises en Espagne. Il se rendit aussitôt à Bayonne pour y prendre le commandement de l'armée.

« Espagnols, disait le prince dans sa proclamation datée du quartier général de Bayonne le 2 avril 1823, la France n'est pas en guerre avec votre patrie. Né du même sang que vos rois, je ne puis désirer que votre indépendance, votre bonheur et votre gloire. Je vais franchir les Pyrénées à la tête de cent mille Français, mais c'est pour m'unir aux Espagnols amis de l'ordre et des lois, pour les aider à délivrer leur roi prisonnier, à relever l'autel et le trône, à arracher les prêtres à la proscription, les propriétaires à la spoliation, le peuple entier à la domination de quelques ambitieux qui, en proclamant la liberté, ne préparent que la ruine de l'Espagne. »

Le prince généralissime passa la Bidassoa le 7 avril, et transporta son quartier général à Irun. Il était le 18 avril à Vittoria et le 9 mai à Burgos. Le 24 mai il entrait à Madrid. Le maréchal duc de Reggio y arriva le lendemain avec son corps d'armée. Le 30 mai, jour de saint Ferdinand, le duc d'Angoulême passait la revue des troupes française réunies dans la capitale de l'Espagne.

N° 961. PRISE DES RETRANCHEMENTS DEVANT LA COROGNE.—15 JUILLET 1823.

HIPP. LECOMTE —1824.

Aussitôt après son arrivée à Madrid, le prince généralissime dirigea des troupes sur tous les points de l'Espagne, pour y poursuivre la ruine du parti constitutionnel. Le général Bourke, détaché du corps du duc de Reggio, fut envoyé dans l'Estramadure d'où il se porta dans les Asturies. Ces provinces étant soumises, le général Bourke apprit que le général Quiroga s'était retiré à la Corogne et au Ferrol : il ordonna l'investissement de ces deux places, et, tandis que par ses ordres le général Huber marchait sur le Ferrol, il se rendait de sa personne devant la Corogne, dont les troupes espagnoles défendaient les approches.

Le 15 juillet il attaque les hauteurs de Sainte-Marguerite qui dominent cette dernière place; il s'en empare malgré la plus vive résistance. Les troupes espagnoles s'étant retirées dans la ville, il en forme aussitôt le siége.

Le Ferrol capitula le 15 juillet. Le général Quiroga s'étant embarqué pour l'Angleterre, la ville de la Corogne fit bientôt après sa soumission.

N° 962. COMBAT DE CAMPILLO D'ARENAS. 28 JUILLET 1823.

CH. LANGLOIS.—1824.

Pendant que le général Bourke partait de Madrid pour se rendre dans l'Estramadure, le général Molitor, commandant le deuxième corps de l'armée des Pyrénées, marchait de Madrid sur Valence, qui se trouvait alors occupée par les troupes espagnoles sous les ordres de Ballesteros. Après avoir fait rentrer dans l'obéissance cette province et celle de Murcie, le général Molitor se porta sur Grenade. Ayant rencontré le 24 juillet les troupes espagnoles près de Guadix, il les attaqua et les contraignit à se retirer devant lui; elles gagnèrent alors les montagnes escarpées de Campillo de las Areñas, où il les suivit, et le 28 les deux arméesse trouvèrent encore en présence. « Les troupes espagnoles, rapporte le Bulletin de l'armée des Pyrénées, du 3 août 1823, composées en grande partie d'anciens militaires, étaient deux fois plus nombreuses que les troupes françaises; mais le comte Molitor, plein de confiance dans l'intrépidité de ses soldats, les réunit le 28, de grand matin, à Montelescar : ayant fait dès la veille toutes ses dispositions pour l'attaque, il ordonna le combat et marcha lui-même à la tête de la sixième division. »

Malgré la supériorité de leur nombre, les troupes espa-

(1) Extrait du Moniteur du 29 janvier 1823.

gnoles furent battues, et toutes leurs positions enlevées par les Français.

« La défaite du 28, continue le Bulletin, apporta un tel découragement dans l'armée espagnole, que quinze cents hommes désertèrent dans la nuit du 29. Avant l'affaire du 28, le général Ballesteros avait déjà envoyé des parlementaires dont les propositions n'avaient pas été accueillies; après le combat il s'empressa de faire sa soumission et de reconnaître la régence (1). »

N° 963. ATTAQUE ET PRISE DU FORT DE L'ILE VERTE. — 15 AOUT 1823.

GILBERT

« Le général Lauriston, envoyé par le comte de Bordessoulle à Algésiras, y est arrivé le 14. L'ennemi s'est aussitôt retiré dans l'île Verte, qu'il avait fortifiée, et où il paraissait vouloir se défendre; mais le feu des deux frégates françaises *la Guerrière* et *la Galatée*, commandées par le capitaine de vaisseau Lemarant, força le commandant à capituler, et en effet le 15 il se rendit. Après avoir laissé une garnison de troupes espagnoles dans le fort de l'île Verte, le général Lauriston s'est porté sur Tarifa (2). »

N° 964. PRISE DU TROCADÉRO. — 31 AOUT 1823.

PAUL DELAROCHE.—1827.

Les rapides progrès que l'armée française faisait en Espagne avaient déterminé l'assemblée des cortès à se transporter à Cadix, où Ferdinand VII et toute la famille royale étaient enfermés avec elle. Ce fut donc sur cette place que le duc d'Angoulême dirigea ses opérations, et le 16 août il établit son quartier général au port Sainte-Marie, sur la baie de Cadix et en face de cette ville. Pour parvenir à en faire le siége, il fallait d'abord se rendre maître de la presqu'île du Trocadéro. Cette presqu'île, quoique séparée de Cadix par la baie, en domine les approches, et la tranchée ne peut s'ouvrir devant la ville sans être enfilée par le feu de ses batteries. Aussi les Espagnols, qui connaissaient l'importance de cette position, avaient cherché par de nombreux travaux à la rendre inexpugnable. L'isthme par lequel la presqu'île du Trocadéro se rattache au continent avait été coupé par un canal qui en avait fait une île. Ce canal, de soixante-dix mètres de large, était assez profond pour qu'à marée basse il y eût encore trois ou quatre pieds d'eau sur un fond de vase, et il était défendu en arrière par une ligne à redans. Dix-sept cents hommes d'élite occupaient ces ouvrages et perfectionnaient sans relâche les moyens de défense. Les flancs et les abords en étaient protégés par le feu d'un grand nombre de chaloupes canonnières.

La grande distance qui sépare le Trocadéro de Puerto-Real, point de départ naturel pour cette attaque, et la nature du terrain, couvert d'arbustes et de plantes marines qui n'auraient point permis aux troupes de s'avancer en ordre sur cette ligne redoutable, déterminèrent le duc d'Angoulême à faire ouvrir la tranchée et à procéder par des approches régulières. La tranchée fut donc ouverte dans la nuit du 19 au 20, et dans celle du 24 au 25 on parvint à pousser la deuxième parallèle jusqu'à quarante mètres du canal. Les journées suivantes furent employées à la perfectionner et à terminer l'armement de nos batteries.

« Pendant tout ce temps l'ennemi ne cessa de faire le feu le plus vif sans parvenir à ralentir l'ardeur des travailleurs ni altérer leur gaieté.

» Le 30, à la pointe du jour, nos batteries engagèrent une canonnade violente dans le seul but de fatiguer l'ennemi.

» Cette canonnade n'était cependant que le prélude de l'attaque de vive force que monseigneur avait arrêtée pour la nuit du 30 au 31. Les ordres furent en conséquence transmis à M. le comte de Bordessoulle, commandant en chef le corps de réserve, et son altesse royale arrêta les dispositions pour cette attaque. Les ordres du prince, rapporte le Bulletin, furent exécutés avec autant de précision que d'intrépidité. A deux heures un quart, malgré le feu de l'ennemi, la profondeur de l'eau, qui dans ce moment était encore de quatre ou cinq pieds, et les chevaux de frise qui garnissaient le pied des retranchements, la colonne traversa le canal sans aucune hésitation, et en moins de quinze minutes pénétra dans l'intérieur de l'ouvrage aux cris de *vive le roi!* qui avaient été donnés pour ralliement.

» Monseigneur arriva bientôt sur la position enlevée d'une manière si brillante. »

Les troupes espagnoles s'étant retirées dans le fort Saint-Louis, l'attaque en fut aussitôt ordonnée.

Ce fut dans cette seconde affaire, non moins vive que la première, que le commandant de toutes les troupes réunies dans le Trocadéro, le colonel Garcès, membre des cortès, fut fait prisonnier ainsi que beaucoup d'autres officiers. Avant neuf heures tout était fini, la presqu'île était occupée, et l'ennemi avait perdu cent cinquante tués, trois cents blessés et mille prisonniers.

N° 765. COMBAT DE LLERS. — 16 SEPTEMBRE 1823.

. . . .

Le général baron de Damas, dont la division faisait partie du quatrième corps d'armée sous les ordres du maréchal Moncey, ayant été informé qu'une colonne ennemie, forte de deux mille hommes, était sortie de Barcelone pour débloquer Figuières, s'empressa de marcher sur Llers, qu'il fit occuper à onze heures du matin. « L'ennemi débouchant, trois heures après, des défilés de Terradas, se jeta dans un chemin en avant du front de la colonne française, et se dirigea, sur la droite, vers les hauteurs qui séparent Llers du fort de Figuières, non sans éprouver une perte considérable, parce qu'il lui fallut défiler sous le feu de plusieurs pelotons embusqués derrière des murs. Le général Maringoné occupait déjà, avec un bataillon du cinquième régiment, les hauteurs que voulaient franchir les constitutionnels. Alors ceux-ci, exténués de fatigue et de faim, et menacés par la colonne du général Nicolas, qui arrivait par Besalu sur les derrières, demandèrent à capituler, et même plusieurs bataillons déposèrent leurs armes et se rendirent sans conditions (1). »

N° 966. PRISE DE PAMPELUNE. 17 SEPTEMBRE 1823.

CARLE VERNET.—1824.

Pendant qu'à l'extrémité de la péninsule espagnole le prince généralissime préparait contre Cadix et les cortès qui s'y étaient renfermées des coups décisifs, la capitale de la Navarre allait être en même temps enlevée à leur domination.

Le maréchal de Lauriston, chargé du siége de Pampelune

(1) *Moniteur* du 11 août 1823.
(2) *Idem* du 30 août 1823.

(1) *Victoires et conquêtes des Français*, t. XXVIII, p. 363.

le fit commencer le 25 août. Le 3 septembre il attaqua les postes avancés des troupes espagnoles et se rendit maître du faubourg de la Rocheappea. « Ces dispositions préliminaires achevées, écrit-il, j'ai déterminé, pour la nuit du 10 au 11, l'ouverture de la tranchée contre la partie saillante de la citadelle, le bastion Sainte-Marie et les demi-lunes adjacentes. Le travail devait commencer à deux cents toises du glacis : le terrain favorisait cette entreprise, qui avait l'avantage de faire ouvrir la première parallèle à la distance où commence ordinairement la deuxième. »

La place et la citadelle de Pampelune capitulèrent le 17 septembre 1823.

Le tableau représente le maréchal Lauriston recevant au milieu de son état-major les parlementaires espagnols qui lui sont envoyés à la tranchée; il dirige des officiers sur tous les points pour faire cesser le feu.

N° 967. PRISE DU FORT SANTI-PETRI.

21 SEPTEMBRE 1823.

GILBERT.—1835.

« Conformément aux ordres de son altesse royale, le fort de Santi-Petri, situé sur un rocher à l'entrée du canal du même nom, et qui protégeait l'arrivée des bâtiments portant des vivres dans Cadix, et appuyait l'extrême droite de la ligne ennemie, a été attaqué le 20 par la division de l'escadre commandée par le contre-amiral Des Rotours, et composée des vaisseaux *le Centaure*, *le Trident*; de la frégate *la Guerrière*, de la corvette *l'Isis*, et de l'aviso *le Santo-Cristo*, ayant à bord cinq cents hommes des douzième et vingt-quatrième régiments de ligne, commandés par le chef de bataillon Auxcouteaux, du vingt-quatrième.

» Cette division eut à surmonter les plus grandes difficultés pour s'approcher du fort; les vents furent presque toujours contraires, et l'on ne pouvait avancer qu'en faisant sonder avec soin. *Le Centaure*, que montait le contre-amiral Des Rotours, parvint pourtant à s'embosser à quatre cents toises du fort Santi-Petri; et, à midi et demi, il donna le signal convenu à nos batteries de terre chargées de seconder l'attaque de la marine. Le feu commença aussitôt et se soutint avec la plus grande vigueur, malgré celui du fort Santi-Petri et les ouvrages de la pointe de l'île de Léon. Le vaisseau *le Trident* et la frégate *la Guerrière*, qui étaient parvenus à se rapprocher du *Centaure*, prirent part à l'engagement; mais, se trouvant encore à une trop grande portée, ces bâtiments durent cesser leur feu pour chercher à se rapprocher, tandis que *le Centaure* et les batteries de terre continuèrent le leur sans interruption jusqu'à trois heures et demie. Les principales batteries du fort étaient démontées; un incendie y avait lieu.

» Le contre-amiral Des Rotours ayant alors dirigé sur ce point les embarcations où avaient été placées à l'avance les troupes de ligne, auxquelles il avait joint un détachement de grenadiers de l'artillerie de marine, la garnison demanda à se rendre, et le fort fut immédiatement occupé.

» On a trouvé dans le fort Santi Petri vingt-sept pièces de vingt-quatre en bronze, beaucoup de munitions et des vivres pour deux mois pour sa garnison, qui se composait de cent quatre-vingts hommes, sur lesquels treize ont été tués ou blessés. Notre marine n'a pas eu à regretter la perte d'un seul homme; les boulets de l'ennemi ont presque tous porté dans les grèements et n'y ont fait que peu de mal. Nous avons eu dans nos batteries de terre un artilleur et un soldat d'infanterie tués, et cinq artilleurs blessés (1). »

(1) Bulletin de l'armée des Pyrénées, 2 octobre 1823.

N° 968. BOMBARDEMENT DE CADIX

PAR L'ESCADRE FRANÇAISE.—23 SEPTEMBRE 1823.

....

La prise du Trocadéro n'ayant pas amené la reddition de Cadix, le duc d'Angoulême se décida à faire bombarder la ville par l'escadre française, en même temps qu'on la resserrait par terre.

« D'après les intentions de son altesse royale, le contre-amiral Duperré, commandant en chef les forces navales devant Cadix, a fait bombarder cette place, le 23 septembre, par une flottille composée de sept bombardes françaises, trois espagnoles et cinq obusiers. Cette flottille, appuyée par une division de chaloupes canonnières et placée en avant de l'escadre à moins de huits cent toises de la place, a commencé son feu à huit heures, et l'a continué avec la plus grande ardeur jusqu'à dix et demie. Plus de deux cents bombes et obus ont été lancés pendant ce temps, et le feu n'a cessé que lorsque les munitions ont été épuisées, et que le vent ainsi que la mer ont mis dans l'impossibilité de continuer. Tous les forts et batteries de Cadix ont répondu à notre attaque; presque tous leurs boulets dépassaient notre ligne de plus de cent toises. L'ennemi ayant fait sortir vingt fortes canonnières, elles ont été vigoureusement repoussées par la division de nos chaloupes armées, commandées par le lieutenant de vaisseau Bellanger, qui a parfaitement secondé le capitaine de frégate Longueville, commandant le bombardement. Celui-ci s'est de nouveau distingué dans la direction de cette opération; le contre-amiral, en rendant compte à son altesse royale, fait le plus grand éloge de ces deux officiers; il cite avantageusement le capitaine de vaisseau espagnol Michelena, commandant la division des bombardes et obusières espagnoles, ainsi que l'enseigne de vaisseau Beauzée et le nommée Pignatelli, patron du canot du *Colosse*, à bord duquel deux hommes ont été tués; c'est la seule perte que nous ayons éprouvée dans ce bombardement, qui fait infiniment d'honneur à notre escadre ainsi qu'aux marins français et espagnols qui y ont été employés. Il a produit beaucoup d'effet dans Cadix. Toutes les personnes qui se sont échappées de cette ville depuis qu'il a eu lieu annoncent que plusieurs maisons ont été écrasées, et que les habitants sont dans la plus grande consternation. »

Cadix prolongea quelques jours encore sa résistance, mais sans espoir d échapper aux coups du vainqueur; et le 3 octobre le roi d'Espagne et sa famille se rendaient, libres, à Puerto Santa-Maria, pendant que les troupes françaises entraient dans Cadix.

N° 969. COMBAT DE PUERTO DE MIRAVETE.

30 SEPTEMBRE 1823.

EUG. LAMI.—1825.

Après la prise de la Corogne et l'occupation de la province de Galice, le général Bourke avait rejoint avec sa division le premier corps de l'armée des Pyrénées dont il faisait partie. Le maréchal duc de Reggio, dans son rapport du 3 octobre, rend compte au ministre de la guerre du combat de Miravete :

« Le comte de Larochejacquelein, que j'avais porté sur le Tage à Navalmoral avec sa brigade, prêt à passer ce fleuve, afin de se porter par Truxillo vers Badajoz, au même temps que le lieutenant général comte Bourke se présenterait devant Ciudad-Rodrigo, me rend compte que, le 28 septembre dernier, les troupes constitutionnelles, qui avaient quitté Truxillo pour se rapprocher du Tage, firent mine, dans l'après-midi, de vouloir en forcer le passage au gué d'Al-

maraz; mais elles furent vivement repoussées par un demi-bataillon de la division Quésada, chargé de le défendre. »

Nº 970. ENTRÉE DU ROI CHARLES X A PARIS.
27 SEPTEMBRE 1824.

. . . .

Le roi Louis XVIII étant mort au château des Tuileries le 16 septembre 1824, son frère, devenu roi sous le nom de Charles X, quitta aussitôt Paris et se rendit au palais de Saint-Cloud. Lorsque ensuite le corps du roi défunt eut été transporté à Saint-Denis, Charles X revint dans la capitale, où il fit son entrée solennelle le 27 septembre 1824.

Le roi fut reçu à la barrière de l'Étoile par le corps municipal de la ville, ayant à sa tête M. le comte de Chabrol, préfet du département, accompagné de M. le préfet de police. Après le discours de M. Chabrol et la réponse du roi, le cortége se mit en marche.

« Il était ouvert par un escadron de gendarmerie, l'état-major de la place et de la première division militaire, ceux de la garde royale et de la garde nationale, et deux escadrons de cavalerie légère de la garde royale.

» Les princes marchaient à cheval en avant du roi.

» Sur les ailes, à droite, le grand maître des cérémonies; à gauche, le maître des cérémonies.

» Au plus près du roi, en avant, le premier écuyer et M. l'écuyer commandant.

» Le roi.

» Les pages de madame la dauphine, l'écuyer cavalcadour et l'écuyer ordinaire.

» Dans le carrosse du roi, madame la dauphine; Madame, duchesse de Berri, madame la duchesse d'Orléans et mademoiselle d'Orléans.

» Le cortége se rendit ensuite à l'église métropolitaine, en suivant les Champs-Élysées, les boulevards et la rue Saint-Denis. La haie était formée par la garde nationale et la garde royale.

» Le roi a été reçu à l'église métropolitaine par monseigneur l'archevêque de Paris à la tête de son clergé.

» Après la cérémonie religieuse, le roi est sorti de Notre-Dame, est remonté à cheval, et son cortége, dans le même ordre que précédemment, s'est remis en marche. Sa Majesté est rentrée aux Tuileries à quatre heures, au bruit de nombreuses salves d'artillerie (1). »

Nº 970 *bis*. REVUE DE LA GARDE NATIONALE AU CHAMP-DE-MARS PAR LE ROI CHARLES X.

. . . .

Nº 971. SACRE DE CHARLES X A REIMS.
29 MAI 1825.

GÉRARD.—1827.

Charles X avait résolu de renouveler, à Reims, l'ancienne cérémonie du sacre des rois, en y ajoutant toutefois le serment de maintenir la Charte constitutionnelle. On demanda aux chambres et l'on obtint six millions destinés à pourvoir aux frais de cette pompeuse solennité.

Dès cinq heures et demie du matin, dit le Moniteur du 31 mai, toutes les troupes étaient sous les armes. Les portes de l'église avaient été ouvertes, et la foule s'y était précipitée dans les places réservées au public.

(1) *Moniteur* du 28 septembre 1824.

A six heures un quart les tribunes étaient toutes remplies de spectateurs. « Les députés sont arrivés successivement, et se sont placés sur les gradins disposés en amphithéâtre dans la croix de l'église du côté de l'évangile; MM. les pairs de France ont occupé les gradins en face, dans la croix de l'église du côté de l'épître.

En avant des pairs de France et des députés, de chaque côté, étaient, aussi sur des gradins, les ministres d'État, les lieutenants généraux et grands dignitaires.

» Les premiers présidents des cours royales, les procureurs généraux, les préfets et les maires des bonnes villes occupaient des stalles placées de chaque côté dans le chœur.

» Vers sept heures, le corps diplomatique, ayant à sa tête le nonce du pape, est entré, conduit par le maître des cérémonies, à la tribune du côté gauche du chœur à l'entrée de la croix, en face de la tribune de madame la dauphine.

» On y remarquait M. le duc de Northumberland, ambassadeur extraordinaire d'Angleterre; M. le prince d'Esthérazy, ambassadeur extraordinaire de l'empereur d'Autriche, et M. le prince de Wolkonski, ambassadeur extraordinaire de l'empereur de Russie.

» Sidi-Mahmoud, ambassadeur de Tunis, se trouvait aussi avec sa suite dans la tribune du corps diplomatique....

» Madame la dauphine, arrivée un instant après, a pris place dans sa tribune avec madame la duchesse de Berri, madame la duchesse d'Orléans et mademoiselle d'Orléans.

» Les ministres secrétaires d'État étaient placés sur des siéges du côté de l'épître, à la droite du fauteuil du roi, ainsi que les deux cardinaux assistant sa majesté, et le grand aumônier.

» A sept heures et demie le roi fit son entrée dans la cathédrale.

» Avant la marche du roi, le grand maître des cérémonies avait conduit à l'église monsieur le dauphin, monseigneur le duc d'Orléans et monseigneur le duc de Bourbon, précédés et suivis de leurs premiers officiers.

» Le roi parut ensuite avec son cortége.

» Dès qu'il eut pris place, l'archevêque officiant chanta à l'autel le *Veni, Creator*, et s'approcha ensuite de sa Majesté pour recevoir ses serments.

» Le roi, assis et couvert, posa sa main sur l'évangile, et dit en présence de Dieu : « Je promets à mon peuple de main- » tenir et d'honorer notre sainte religion comme il appartient » au roi très-chrétien et au fils aîné de l'Église; de rendre » bonne justice à tous mes sujets: enfin de gouverner con- » formément aux lois du royaume et à la Charte constitu- » tionnelle, que je jure d'observer fidèlement : qu'ainsi Dieu » me soit en aide et ses saints évangiles! »

» Il prononça ensuite les deux autres serments, d'abord comme chef souverain et grand maître de l'ordre du Saint-Esprit, ensuite comme chef souverain et grand maître de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, et de l'ordre royal de la Légion d'honneur.

» Les autres cérémonies achevées,

» Le roi, tenant entre ses mains le sceptre et la main de justice, monte au trône par les degrés du côté de l'évangile.

» Le roi, arrivé à son trône, se tient debout, ayant à sa droite l'archevêque de Reims.

» Monsieur le dauphin, monseigneur le duc d'Orléans, et monseigneur le duc de Bourbon se placent sur des ployants à droite du roi.

» Les deux cardinaux assistants se placent aussi sur des ployants à la gauche du roi.

» En avant et au-dessous de l'estrade du trône, à droite du roi, est le grand chambellan.

» A droite, un peu en avant et sur le côté, le premier chambellan, maître de la garde-robe.

» En avant de l'estrade du trône et au milieu est le connétable, tenant l'épée de Charlemagne nue à la main, assis sur un tabouret, ayant à sa droite et à sa gauche les deux huissiers de la chambre du roi, tenant leurs masses.

» Un peu en avant du connétable et à sa droite, le chancelier sur un tabouret.

» Un peu en avant du connétable, à sa gauche, parallèlement au chancelier, le grand maître de France sur un tabouret.

» Les capitaines des gardes à pied et le major général de la garde royale se tiennent derrière le roi, sur les côtés.

» Le maréchal marquis de Lauriston, le comte de Cossé et le duc de Polignac sont sur les côtés, faisant face au petit autel construit sur le côté, à droite de sa Majesté.

» Le grand maître des cérémonies se tient debout en haut des degrés du trône, à droite du roi.

» Les séances prises, et chacun étant de bout, l'archevêque, tenant le roi par le bras droit, et s'étant retourné vers l'autel, dit la prière *Sta et retine....*

» Demeurez ferme, et maintenez-vous dans la place que » vous avez occupée jusqu'ici, comme ayant succédé à vos » pères, qui vous a été transmise par droit d'héritage, par » l'autorité du Tout-Puissant. »

» Ensuite, le roi assis, l'archevêque, tenant sa Majesté par le bras droit, ajoute : *In hoc regni solio confirmat te*, etc.

» Les prières achevées, l'archevêque quitte sa mitre, fait une profonde révérence au roi, le baise, et dit à haute voix, par trois fois : *Vivat rex in æternum* ! Les cris de *vive le roi* ! se renouvellent et font retentir les voûtes de la basilique.

» Monseigneur le dauphin et les princes, ayant quitté leurs couronnes, les posent sur leurs siéges, s'avancent, et chacun d'eux reçoit du roi l'accolade en disant : *Vivat rex in æternum !*

» Alors les fanfares se font entendre et le peuple entre dans l'église (1). »

N° 972. RÉCEPTION DES CHEVALIERS DU SAINT-ESPRIT DANS LA CATHÉDRALE DE REIMS. 30 MAI 1825.

. . . . . .

On lit dans le Moniteur du 1er juin 1825 :

« La cérémonie de l'ordre du Saint-Esprit, qui doit avoir lieu le lendemain ou le surlendemain du sacre, s'est faite aujourd'hui à une heure, à la suite des vêpres, dans l'église métropolitaine de Reims.

» Le trône était placé au milieu du chœur. Un autre trône, où devait se faire la réception des chevaliers de l'ordre du Saint-Esprit, s'élevait dans le sanctuaire à gauche, sur une estrade de trois marches, devant les gradins occupés par MM. les députés. Le dais, qui le jour du sacre était suspendu au milieu du sanctuaire, devant l'autel, était aujourd'hui attaché à la voûte de la croix de l'église, au-dessus du fauteuil de sa Majesté. A droite du fauteuil du roi, sur deux tables couvertes de velours cramoisi fleurdelisé, étaient posés sur des carreaux de velours les insignes de l'ordre du Saint-Esprit. A gauche, au bas de l'estrade, était la table sur laquelle les chevaliers devaient signer leurs serments.

» Vis-à-vis du fauteuil du roi, de l'autre côté de la croix, était le fauteuil de l'archevêque de Reims. »

La cérémonie de l'ordre du Saint-Esprit a été précédée de la réception de chevaliers non reçus dans l'ordre de Saint-Michel.

(1) *Moniteur* du 31 mai 1825.

A une heure, la marche processionnelle de l'ordre du Saint-Esprit s'est faite dans la grande galerie couverte...

Les vêpres terminées, et le roi ayant signé le serment qu'il avait prononcé à son sacre, sa Majesté reçoit les nouveaux chevaliers en observant toutes les formes ou cérémonies d'usage.

Les réceptions de chevaliers terminées, sa Majesté étant assise sur son trône, on chanta complies, et ensuite tous les chevaliers reconduisirent le roi dans les appartements, de la même manière et avec le même appareil dans lequel il avait été amené à la cathédrale.

N° 973. REVUE DE LA GARDE ROYALE A REIMS PAR LE ROI CHARLES X.—31 MAI 1825.

GROS.—1827.

Le 31 mai, suivant l'usage, le lendemain de la réception des chevaliers du Saint-Esprit, eut lieu la cavalcade de Saint-Remy.

Le roi sortit à dix heures du palais épiscopal, accompagné de son cortége, que précédaient les hussards de la garde, les pages, et suivi de son état-major. Il se rendit d'abord à l'hôpital de Saint-Marcou : cent vingt et un scrofuleux s'y trouvaient réunis dans les salles. Charles X s'approcha d'eux : « Mes chers amis, leur dit-il, je vous apporte des paroles de » consolation, et je désire bien vivement que vous guérissiez. » Leur ayant laissé des marques de sa munificence, il se rendit ensuite à l'abbaye de Saint-Remy (1) où il fut reçu par l'archevêque de Reims.

Le roi étant entré dans l'église y reçut la bénédiction et ensuite se dirigea sur le camp, où il était attendu par le corps diplomatique, qui l'y avait précédé. Le roi était accompagné, dans la revue, de monsieur le dauphin, de monseigneur le duc d'Orléans, de monseigneur le duc de Bourbon, entouré d'un brillant état-major, où l'on remarquait les maréchaux de France et les officiers généraux.

Madame la dauphine suivait dans sa calèche.

Le roi, après avoir parcouru la ligne, est venu se placer en avant de la tente qui lui avait été préparée. Sa Majesté a réuni autour d'elle les officiers, sous-officiers et soldats auxquels elle avait accordé la croix de la Légion d'honneur, et elle a daigné la leur donner elle-même.

Les troupes ont défilé devant sa Majesté.

Il était trois heures quand cette magnifique revue a été terminée.

N° 974. REVUE DE LA GARDE NATIONALE AU CHAMP-DE-MARS PAR LE ROI CHARLES X. 1825.

HORACE VERNET.—1827.

Quelques jours après son retour, Charles X, accompagné de monsieur le dauphin, de monseigneur le duc d'Orléans et de monseigneur le duc de Bourbon, se rendit au Champ-de-Mars pour y passer la revue de la garde nationale.

Le roi était entouré des maréchaux de l'armée, parmi les-

(1) L'abbaye de Saint-Remy, l'une des plus anciennes églises de Reims, date de la fin du XIe siècle, et n'était dans son origine qu'une petite chapelle dédiée à saint Christophe, martyr de Lycie; elle existait dès le commencement du IVe siècle. L'archevêque Guy de Châtillon en fit la dédicace à saint Remy, et le pape Léon IX la consacra. On y voyait le superbe tombeau de saint Remy, surnommé *l'apôtre des Français*. Il est dû à Robert de Lenoncourt, abbé de Saint-Remy; il fut commencé en 1531 et continué en 1533 par un autre abbé du même nom. C'était un des plus beaux monuments qui existassent en France.

quels on distinguait le maréchal duc de Tarente, le maréchal duc de Reggio, les ducs de Fitz-James et de Maillé, aides d camp du roi, etc.

N° 975. BATAILLE DE NAVARIN.
20 OCTOBRE 1827.

L. GARNERAY.—1830.

N° 976. BATAILLE DE NAVARIN.
20 OCTOBRE 1827.

BOUTERWEK (d'après CH. LANGLOIS).—1837.

On lit dans le Moniteur du 10 novembre : « Les amiraux des escadres réunies de France, d'Angleterre et de Russie, ont adressé la lettre suivante à Ibrahim-Pacha.

De la rade devant Navarin, le 22 septembre 1827.

« Votre excellence n'ignore pas qu'en vertu du traité convenu à Londres entre l'Angleterre, la France et la Russie, les puissances alliées sont convenues de réunir leurs efforts pour empêcher le transport de troupes, d'armes et de munitions, en aucune partie de la Grèce. Cette mesure est aussi avantageuse aux intérêts du Grand Seigneur qu'aux négociants qui font le commerce dans l'Archipel, et c'est dans l'intérêt de l'humanité que les trois puissances ont cru devoir embarquer des troupes pour s'opposer à la résistance que les chefs ottomans auraient pu faire. Il serait pénible pour nous, comme pour nos souverains respectifs, d'avoir recours à la force, n'ayant d'autre but que d'empêcher l'effusion du sang. Notre résolution est tellement ferme, qu'il est inutile que vous cherchiez à entraver son exécution, et il est de notre devoir de vous prévenir que nous avons reçu l'ordre d'employer tous les moyens conciliateurs possibles pour mettre fin à cette lutte sanglante avant d'avoir recours à des extrémités rigoureuses. Nous vous prévenons d'ailleurs que le premier coup de canon qui sera tiré sur notre flotte sera le signal de la destruction de la vôtre. »

Cette lettre des trois amiraux étant restée sans réponse, les commandants des escadres des trois puissances signataires du traité de Londres se réunirent, le 18 octobre, auprès de Zante, pour aviser au moyen d'atteindre le but spécifié dans ce traité.

Le 20 ils se présentèrent devant Navarin, où la flotte ottomane et égyptienne se trouvait réunie.

« A deux heures le vaisseau de tête *l'Asia* donnait dans le port et avait dépassé les batteries, à deux heures et demie il mouillait par le travers du vaisseau amiral turc et était suivi par les autres vaisseaux anglais.

» *La Sirène* suivait, et à deux heures vingt-cinq minutes le capitaine Robert la mouillait à portée de pistolet de la première frégate de la ligne turque. En ce moment un canot de la frégate anglaise *le Darmouth* accostait un des brûlots auprès desquels elle avait mouillé quelques minutes avant, lorsqu'un coup de fusil parti de ce brûlot tua l'officier anglais qui commandait le canot. *La Sirène* était alors si près du brûlot, qu'elle aurait pu le couler s'il n'y avait pas eu du danger pour le canot anglais. *Le Darmouth* fit alors une fusillade sur le brûlot pour dégager ses embarcations. Presque à la même minute *la Sirène* étant vergue à vergue de la frégate égyptienne à deux batteries *l'Esnina*, l'amiral de Rigny la héla au porte-voix, en disant que, si elle ne tirait pas, il ne tirerait pas sur elle : au même instant deux coups de canon partirent d'un des bâtiments qui étaient dans la poupe de *la Sirène*, sur laquelle un homme fut tué ; l'autre parut dirigé sur *le Darmouth*. Dès lors le combat s'engagea.

» Il est à remarquer que, presque en même temps que cela se passait à l'entrée, l'amiral Codrington envoyait une embarcation sur le vaisseau portant pavillon amiral, et que le pilote anglais fut tué d'un coup de fusil dans le canot parlementaire.

» L'engagement devint bientôt général, les vaisseaux russes eurent à essuyer le feu des forts, qui ne commencèrent à tirer qu'au cinquième bâtiment, qui était *le Trident*.

» A cinq heures du soir la première ligne des Turcs était détruite, les vaisseaux et frégates rasés, coulés, incendiés ; le reste s'en allait à la côte, où ils se brûlaient eux-mêmes.

» De cet armement formidable il ne reste plus à flot qu'une vingtaine de corvettes et de bricks ; encore sont-ils abandonnés.

» Ainsi a été accomplie la menace qui avait été faite à Ibrahim que, si un coup de canon était tiré sur les pavillons alliés, il y allait du sort de la flotte entière (1). »

N° 977. MORT DE BISSON. — 5 NOVEMBRE 1827.

Mme RANG.—1837.

Bisson, enseigne de vaisseau, avait été placé avec quinze hommes d'équipage à bord d'un brick-pirate grec, pris par la corvette *la Lamproie*, qui faisait partie, en 1827, de la station du Levant, sous le commandement de l'amiral de Rigny : le brick faisait route avec la frégate *la Magicienne*.

« Dans la nuit du 4 au 5 novembre, rapporte le pilote Trementin dans la déposition qu'il fit le 9 novembre suivant au commandant supérieur de la station, le mauvais temps nous ayant séparés de la frégate, le capitaine se détermina à chercher un abri contre le vent et fit route en conséquence pour l'île de Stampalie. A deux heures moins un quart, arrivés à la pointe de l'île, deux des prisonniers grecs se sont jetés à la mer pour joindre la terre. Le 5, à huit heures du matin, nous avons mouillé dans une petite baie située à trois mille dans le nord-ouest de la ville de Stampalie. Le même jour, M. le capitaine Bisson fit charger nos quatre canons, tous nos fusils, et fit monter sur le pont tous les sabres. Aucune disposition ne fut négligée pour repousser les pirates qu'il supposait pouvoir venir nous attaquer à l'instigation des deux Grecs échappés.

» A six heures du soir, le capitaine fut prendre un peu de repos. Avant de me laisser, il me dit : « Pilote, si nous sommes » attaqués par les pirates et qu'ils réussissent à s'emparer du » bâtiment, jurez-moi de mettre le feu aux poudres, si vous » me survivez. » Je lui promis de remplir fidèlement son intention.

» A dix heures du soir nous aperçûmes deux grandes tartanes doubler une pointe de rocher, dont les hommes se mirent aussitôt à pousser des cris : chacun de nous se mit aussitôt à son poste de combat. Le capitaine Bisson monta sur le beaupré pour mieux observer les tartanes qui se dirigeaient sur notre avant en nageant avec force. Le capitaine les fit héler plusieurs fois : enfin les voyant à demi-portée de fusil, il nous donna l'ordre de tirer et tira lui-même son fusil à deux coups : elles nous répondirent par une vive fusillade. Une des tartanes nous aborda presque aussitôt par-dessous le beaupré, et l'autre par la joue de bâbord. Plusieurs des nôtres avaient déjà succombé ; en un instant, malgré tous nos efforts et ceux de notre brave capitaine, plus d'une trentaine de Grecs furent sur notre pont ; une grande partie d'eux s'affalèrent dans la cale et dans les autres parties du bâtiment pour piller. Je combattais en ce moment à tribord, près du capot de la chambre ; le capitaine, qui venait du gaillard d'a-

(1) *Moniteur* du 9 novembre 1827.

vant et qui était couvert de sang, me dit : « Ces brigands sont » maîtres du navire, la cale et le pont en sont remplis ; c'est » là le moment de terminer l'affaire. » Il s'affala aussitôt sur le tillac de l'avant-chambre, qui n'était que trois pieds au-dessous du pont et où étaient les poudres : il tenait cachée dans sa main gauche une mèche ; dans cette position il avait le milieu du corps au-dessus du pont. Il me donna l'ordre d'engager les Français encore en vie de se jeter à la mer ; ensuite il ajouta en me serrant la main : « Adieu, pilote ; je vais tout finir. » Peu de secondes après l'explosion eut lieu, et je sautai en l'air.

» Étant arrivé à terre, presque mourant et gisant sur le sable, sans secours, je ne saurais dire comment j'y suis arrivé ; ce n'est que par l'effet de la puissance divine.

» Enfin des hommes envoyés par le gouverneur de l'île pour faire la recherche des malheureux qui auraient pu gagner le rivage m'ont enlevé et conduit chez lui à deux heures du matin du 6 (1)..... »

N° 978. ENTRÉE DU ROI CHARLES X A COLMAR. 10 SEPTEMBRE 1828.

. . . .

Vers la fin du mois d'août 1828 Charles X fit un voyage dans les départements de l'est.

Le roi quitta Paris le 31 août, arriva le même jour à Meaux, à Châlons-sur-Marne le 1er septembre, à Verdun le 2, à Metz le 3, à Saverne et à Château-Salins le 6, et le 7 à Strasbourg, dont il partit le 10 pour se rendre à Colmar.

« A la limite du département du Haut-Rhin, sa majesté a été reçue, sous un arc de triomphe, par M. Jordan, préfet du Haut-Rhin, et M. le comte de Rambourg, maréchal de camp commandant le département. M. le préfet a eu l'honneur de complimenter le roi.

» Sa majesté, à l'entrée de la ville de Colmar, a trouvé M. le baron de Muller, maire de la ville, qui, à la tête du corps municipal, a eu l'honneur de remettre au roi les clefs de la ville.

» Sa Majesté s'est d'abord rendue à l'église, où elle a été reçue par M. l'évêque de Strasbourg, accompagné de son grand vicaire ; puis elle est allée à l'hôtel de la préfecture, où peu de temps après elle a reçu les autorités (2). »

N° 979. ENTREVUE DU GÉNÉRAL MAISON ET D'IBRAHIM-PACHA A NAVARIN. SEPTEMBRE 1828.

Ch. Langlois

Depuis sept ans que la Grèce avait secoué ses fers, un grand mouvement de sympathie nationale avait éclaté dans toute la France en faveur de cette malheureuse contrée. Ce mouvement finit par entraîner le gouvernement lui-même, et au mois de septembre 1828 une armée française, sous les ordres du général Maison, partit de Toulon pour aller affranchir la Morée de l'invasion égyptienne. Ibrahim-Pacha, qui commandait l'armée de son père Mehemet-Ali, vice-roi d'Égypte, n'essaya pas contre les Français une dangereuse résistance.

L'évacuation de la Morée par les troupes musulmanes fut bientôt convenue, et l'armée française, dans son campement auprès de Modon, assista, l'arme au bras, à cette opération pendant qu'elle s'accomplissait.

Un jour Ibrahim-Pacha, suivi d'une partie de ses officiers, traversa la mer sur une légère barque et se dirigea vers le quartier général français, escorté de toute la population grecque, surprise de voir au milieu d'elle le chef de ses persécuteurs.

Le général Maison s'empressa d'offrir un de ses chevaux au fils de Mehemet-Ali. L'armée française était sous les armes. Ils passèrent ensemble devant le front des troupes, qui manœuvrèrent et défilèrent devant les deux généraux en chef. Ibrahim fut ensuite reconduit avec les honneurs dus à son rang, et il retourna à Navarin sur le même canot qui l'avait conduit à Modon.

N° 980. PRISE DE PATRAS. — 4 OCTOBRE 1828.

. . . .

Après avoir fait embarquer la troisième brigade commandée par le général Schneider, le général Maison, commandant en chef, l'avait dirigée sur le golfe de Lépante pour s'assurer de Patras et du château de Morée.

Le général Schneider se présenta le 4 devant la ville de Patras. Le commandant turc semblant peu disposé à la rendre, les Français commencèrent quelques démonstrations d'attaque. La capitulation ne se fit point attendre, et l'on prit possession de la place. Il fut convenu avec le commandant de Patras que le château de Morée serait remis également aux troupes françaises (1).

N° 981. PRISE DE CORON. — 9 OCTOBRE 1828.

Hipp. Lecomte.

Ibrahim-Pacha ayant quitté Navarin et le territoire grec le 5 octobre, avec la dernière division égyptienne, le général Maison prit aussitôt possession de la citadelle de Navarin ; il s'empara ensuite de Modon.

La brigade du général Tiburce Sébastiani se porta le 7 devant Coron. Le commandant de la place se refusant d'en faire la remise aux troupes françaises, « on fit aussitôt mettre les pièces en batterie ; la frégate *l'Amphitrite* s'embossa à demi-portée de la place et fut ralliée dans la soirée du 7 octobre par les vaisseaux *le Breslaw* et *le Wellesley*. » Ces démonstrations suffirent pour réduire le commandant de Coron. Le 9 la ville ouvrit ses portes.

N° 982. PRISE DU CHATEAU DE MORÉE (GRÈCE). 30 OCTOBRE 1828.

Ch. Langlois.—1836.

Après la capitulation de Patras, conformément à la convention conclue entre le général Schneider et Ali-Abdalla-Pacha, le château de Morée devait être remis aux troupes françaises ; mais les agas qui y commandaient ayant déclaré qu'ils s'enseveliraient sous les ruines plutôt que d'en faire la remise, le général Maison, commandant l'armée française en Morée, ordonna d'entreprendre sans délai le siége de cette place.

« Le 18, dit le général dans son rapport, je fus informé à Navarin de l'état des choses dans le golfe de Lépante. Le 20 toutes les troupes étaient en marche, le 22 au soir j'étais devant le château de Morée, le 23 au matin je reconnus le fort et les travaux commencés. Ils sont considérables, et il en reste encore beaucoup à faire ; mais j'espère bien célébrer la fête du roi par la soumission du château de Morée.

(1) *Moniteur* du 23 janvier 1828.
(2) *Idem* du 13 septembre 1828.

(1) Extrait du Moniteur.

» La brèche était ouverte le 30 octobre. On aurait pu donner l'assaut dès ce moment; j'attendais toutefois que le canon eût achevé de l'élargir, lorsqu'un parlementaire sortit de la place, où le drapeau blanc venait d'être arboré en signe de paix.....

» Deux compagnies du seizième et du quarante-deuxième prirent possession de la porte. La remise des armes coûta beaucoup aux Turcs; mais je voulais les punir de leur résistance à la capitulation de Patras, et je fus inflexible. J'ai distribué les armes aux officiers généraux et supérieurs des différents corps et de l'artillerie et aux officiers supérieurs des marines française et anglaise (1). »

N° 983. BAL DONNÉ AU ROI DE NAPLES FRANÇOIS Ier PAR LE DUC D'ORLÉANS AU PALAIS-ROYAL.—31 mai 1830.

. . . .

« Le 31 mai 1830 le duc d'Orléans donna au Palais-Royal une fête magnifique au roi et à la reine des Deux-Siciles. Dès sept heures du soir une foule immense occupait le jardin et encombrait les rues adjacentes.

» Le roi Charles X se rendit au Palais-Royal, accompagné de M. le dauphin, de madame la dauphine et des grands officiers de leurs maisons, et entourés d'une escorte de gardes du corps.

» Leurs Majestés siciliennes arrivèrent plus tard avec le prince de Salerne et Madame, la duchesse de Berri.

» Le bal se prolongea de la manière la plus animée jusqu'à six heures du matin.....

» Il n'y avait qu'une voix sur la beauté, l'élégance et la magnificence de la fête (2). »

N° 984. DÉBARQUEMENT DE L'ARMÉE FRANÇAISE A SIDI-FERRUCH. — 14 juin 1830.

Gudin.—1831.

Une expédition contre Alger avait été résolue par le roi Charles X : le commandement en fut donné à M. de Bourmont, ministre de la guerre. Le 16 mai 1830 toute l'armée rassemblée à Toulon était embarquée; mais les vents étaient contraires, et ce ne fut que le 26 que le vice-amiral Duperré, commandant de la flotte, put donner le signal de mettre à la voile. Le 13 juin tous les bâtiments ralliés étaient en vue de la côte d'Afrique.

« Des ordres furent donnés pour que le débarquement commençât le 14. La première division atteignit la terre avant cinq heures du matin, sans éprouver aucune résistance; les deux autres divisions débarquèrent successivement. Le général Berthezène se porta en avant avec la première et huit pièces de canon.

» Bientôt les batteries ennemies commencèrent leur feu et le continuèrent, quoiqu'elles fussent battues directement par notre artillerie de campagne, et prises d'écharpe par les bâtiments du roi, qui s'étaient placés à l'est de la presqu'île. Le général Berthezène reçut l'ordre de tourner par la gauche la position qu'occupait l'ennemi.

» Le mouvement eut le résultat qu'on en attendait; les batteries furent abandonnées : treize pièces de seize et deux mortiers tombèrent en notre pouvoir. Les divisions Loverdo et d'Escars suivirent le mouvement de la première. A onze heures le combat avait cessé, et l'ennemi fuyait de toutes parts (1). »

(1) Rapport du 31 octobre 1828, du général Maison, *Moniteur* du 20 novembre 1828.

(2) *Moniteur* du 2 juin 1830.

N° 985. BATAILLE DE STAOUELI.—19 juin 1830.

Carbillet (d'après Ch. Langlois).—1837

« L'armée ennemie occupait, le 15 juin 1830, le camp de Staoueli, en avant des positions que prenaient les troupes françaises, au fur et à mesure de leur débarquement sur la côte de Sidi-Ferruch; les contingents de Constantine, d'Oran et de Titeri, arrivés dans la journée du 18, élevèrent sa force à plus de quarante mille hommes. »

Le débarquement n'était pas encore terminé, lorsque le général en chef, M. de Bourmont, eut connaissance que dans la nuit du 18 au 19 l'ennemi avait établi des batteries en avant du front de son camp. S'attendant à être attaqué, il donna aussitôt ses ordres. « Effectivement le 19, à la pointe du jour, l'armée ennemie s'avança sur une ligne beaucoup plus étendue que le front de nos positions; mais ce fut contre les brigades Clouet et Achard que se dirigèrent ses plus grands efforts. Là se trouvait la milice turque. Son attaque se fit avec beaucoup de résolution; des janissaires pénétrèrent jusque dans les retranchements qui couvraient le front de nos bataillons. Ils y trouvèrent la mort. La troisième brigade de la division Berthezène et les deux premières brigades de la division Loverdo furent attaquées par les contingents d'Oran et de Constantine. Après avoir laissé l'ennemi s'avancer jusqu'au fond du ravin qui couvrait la position, le général Loverdo le fit charger à la baïonnette : beaucoup de fantassins arabes restèrent sur la place. Après avoir repoussé l'ennemi, la brigade Clouet reprit l'offensive. L'ardeur des troupes était telle qu'il eût été difficile de les contenir. Les brigades Achard et Poret de Morvan s'avancèrent pour soutenir la brigade Clouet; le moment décisif était venu. Le général Bourmont ordonna l'attaque des batteries et du camp de l'ennemi. Les deux premières brigades de la division Loverdo, conduites par les généraux Damrémont et d'Uzer, marchèrent en avant. La troisième brigade, qui avait été détachée sur la gauche, suivit, sous les ordres du général d'Arcine, le mouvement de la brigade Clouet. Trois régiments de la division d'Escars s'avancèrent pour former la réserve. Le feu des batteries qu'avait construites l'ennemi en avant de son camp n'arrêta pas un moment nos troupes. Les huit pièces de bronze qui les armaient furent enlevées par le vingtième régiment de ligne. Les Turcs et les Arabes avaient pris la fuite de toutes parts; leur camp tomba en notre pouvoir; quatre cents tentes y étaient dressées : celles de l'aga d'Alger, des beys de Constantine et de Titeri, sont d'une grande magnificence. On a trouvé une quantité considérable de poudre et de projectiles, des magasins de subsistances, plusieurs troupeaux de mouton et cent chameaux environ, qui vont augmenter nos moyens de transport. Nos soldats coucheront sous les tentes de l'ennemi (2). »

N° 986. ATTAQUE D'ALGER PAR MER. 3 juillet 1830.

. . . .

Pendant que l'armée de terre était retenue devant le fort de l'Empereur par les travaux de tranchée, l'amiral Duperré disposait la flotte pour le bombardement de la ville d'Alger.

« Toute la matinée du 3 juillet, dit-il dans son rapport au

(1) Rapport du général Bourmont, du 14 juin, au président du conseil des ministres.

(2) Rapport du général comte de Bourmont au président du consei des ministres.

ministre de la marine, l'armée, à laquelle le calme n'avait pu permettre de se rallier à aucun ordre, cherchait, d'après le signal que j'en avais fait, à se ranger à l'ordre de bataille. A deux heures, dix vaisseaux et frégates, soit de l'escadre de bataille, soit de l'escadre de débarquement, y étaient parvenus, en se formant sur le vaisseau-amiral, qui avait la tête. Les autres cherchaient à prendre leur poste. A deux heures quinze minutes l'armée a laissé arriver en ligne, pour défiler sur toutes les batteries de mer, en commençant par les trois de la pointe de Pescade. Un peu avant d'arriver par leur travers, j'ai reconnu qu'elles étaient évacuées par l'ennemi, et en même temps j'ai aperçu un détachement de nos troupes qui descendaient d'un camp voisin et qui en ont pris possession, et y ont fait flotter un mouchoir blanc, qui a bientôt été remplacé par un pavillon envoyé dans un canot de *la Bellone* qui, par sa position, se trouvait en avant de l'armée. Ce mouvement d'évacuation avait sans doute été provoqué par l'attaque faite le 1er par M. le contre-amiral de Rosamel, et la reconnaissance que j'avais faite hier en ralliant l'armée. Ces batteries sont au nombre de trois : une de cinq canons était désarmée; la deuxième, armée de dix-huit canons, et la troisième de dix canons, avaient conservé leurs pièces et leur armement. Une batterie rasante, voisine de celles-ci, était également évacuée.

» A deux heures quarante minutes, le capitaine de vaisseau Gallois, commandant *la Bellone*, en avant de l'armée, a ouvert sur le fort des Anglais, à petite portée de ses canons de dix-huit, un feu vif et bien soutenu. L'ennemi y a riposté aussitôt. A deux heures cinquante minutes, le vaisseau-amiral, à demi-portée de canon, a commencé le feu, et successivement tous les bâtiments de l'armée, je dirai même jusqu'aux bricks, ont défilé, à demi-portée de canon, sous le feu tonnant de toutes les batteries, depuis celle des Anglais jusqu'à celle du môle inclusivement. Les bombardes ont riposté sous voiles aux bombes nombreuses lancées par l'ennemi. Le feu vient de cesser à cinq heures avec le dernier bâtiment de l'armée (1). ».

N° 987. PRISE DU FORT DE L'EMPEREUR. 4 JUILLET 1830.

SIMÉON FORT.

N° 987 *bis*. PRISE DU FORT DE L'EMPEREUR. 4 JUILLET 1830.

. . . .

Après le combat de Staoueli, l'armée expéditionnaire se mit en marche sur Alger. L'ennemi s'étant présenté de nouveau à Sidi-Kalef, fut repoussé comme il l'avait été à Sidi-Ferruch. Le 29, les troupes françaises ouvraient la tranchée devant le fort de l'Empereur, position avancée et formidable qui peut être considérée comme le boulevard d'Alger.

« On devait s'attendre, rapporte la correspondance du général en chef, à des sorties vigoureuses; l'occupation du fort l'Empereur permettait à l'ennemi de se rassembler sans danger en avant de la Casaubah.

» Tout fut prêt le 4 avant le jour; à quatre heures du matin une fusée donna le signal, et le feu commença. Celui de l'ennemi pendant trois heures y répondit avec beaucoup de vivacité. Les canonniers turcs, quoique l'élargissement des embrasures les mît presque à découvert, restaient bravement à leur poste; mais ils ne purent lutter longtemps contre l'adresse et l'intrépidité des nôtres, que le général Labitte animait de son exemple et de ses conseils. A huit heures, le feu du fort était éteint; celui de nos batteries continua de ruiner les défenses. L'ordre de battre en brèche avait été donné et commençait à s'exécuter, lorsqu'à dix heures une explosion épouvantable fit disparaître une partie du château. Des jets de flammes, des nuages de poussière et de fumée s'élevèrent à une hauteur prodigieuse. Des pierres furent lancées dans toutes les directions; mais sans qu'il en résultât de graves accidents.

» Le général Hurel commandait la tranchée : il ne perdit pas un moment pour franchir l'espace qui séparait nos troupes du château, et pour les y établir au milieu des décombres (1). »

N° 988. ENTRÉE DE L'ARMÉE FRANÇAISE A ALGER. — 5 JUILLET 1830.

PRISE DE POSSESSION DE LA CASAUBAH.

. . . .

« Aussitôt après la prise du fort l'Empereur, le dey s'était empressé d'envoyer des parlementaires près du général en chef des troupes françaises. Cependant rien n'était encore terminé dans la journée du 4, seulement les hostilités avaient été suspendues. On se préparait le 5 à recommencer les attaques, lorsque le dey accepta les conditions qui lui avaient été proposées.

» A onze heures du matin, le 5 juillet, l'armée française traversa les rues d'Alger, et prit possession de la Casaubah (2). »

N° 989. ARRIVÉE DU DUC D'ORLÉANS AU PALAIS-ROYAL. — 30 JUILLET 1830.

CARBILLET (d'après HORACE VERNET) — 1836.

Le 26 juillet 1830, des ordonnances subversives de la Charte constitutionnelle parurent dans le Moniteur, et la folle tentative de les exécuter devint le signal de la résistance populaire. Après trois jours de combat dans les rues de Paris, les défenseurs de la Charte restèrent victorieux sur tous les points. La lutte était terminée; mais le gouvernement qui avait eu la funeste présomption de l'engager était tombé sans pouvoir se relever désormais. La crainte de l'anarchie préoccupait les esprits, et tous les vœux appelaient le duc d'Orléans à préserver la France de cet épouvantable fléau. Interprètes de la pensée publique, les députés présents à Paris s'empressèrent d'inviter le duc d'Orléans à se rendre dans la capitale, pour y exercer les fonctions de lieutenant général du royaume.

Le prince informé de cette manifestation du vœu de ses concitoyens, se décida à remplir le devoir qui lui était imposé par la gravité des circonstances. Il partit à pied de Neuilly, accompagné de M. de Berthois, son aide de camp, du colonel Heymès et de M. Oudard, et arriva au Palais-Royal à dix heures du soir.

N° 990. LE DUC D'ORLÉANS SIGNE LA PROCLAMATION DE LA LIEUTENANCE GÉNÉRALE DU ROYAUME. — 31 JUILLET 1830.

COURT. — 1836.

(1) Supplément au Moniteur du 12 juillet 1830.

(1) *Moniteur* du 13 juillet 1830.
(2) *Ibid.*

N° 990 *bis.* LE DUC D'ORLÉANS

SIGNE LA PROCLAMATION DE LA LIEUTENANCE GÉNÉRALE DU ROYAUME. — 31 JUILLET 1830.

COURT.—1836.

Le duc d'Orléans ayant reçu au Palais-Royal, le 31 juillet à neuf heures du matin, les commissaires de la réunion des députés (1), ils lui présentèrent la résolution suivante :

« La réunion des députés actuellement à Paris a pensé qu'il était urgent de prier S. A. R. Mgr le duc d'Orléans de se rendre dans la capitale pour y exercer les fonctions de lieutenant général du royaume, et de lui exprimer le vœu de conserver les couleurs nationales. Elle a de plus senti la nécessité de s'occuper sans relâche d'assurer à la France, dans la prochaine session des chambres, toutes les garanties indispensables pour la pleine et entière exécution de la Charte.

» Paris, ce 30 juillet 1830. »

(Suivent les signatures.)

Le duc d'Orléans signa alors au milieu d'eux la proclamation suivante :

« Habitants de Paris,

» Les députés de la France, en ce moment réunis à Paris, m'ont exprimé le désir que je me rendisse dans cette capitale pour y exercer les fonctions de lieutenant général du royaume.

» Je n'ai pas balancé à venir partager vos dangers, à me placer au milieu de votre héroïque population, et à faire tous mes efforts pour vous préserver des calamités de la guerre civile et de l'anarchie.

» En rentrant dans la ville de Paris je portais avec orgueil les couleurs glorieuses que vous avez reprises, et que j'avais moi-même longtemps portées.

» Les chambres vont se réunir et aviseront aux moyens d'assurer le règne des lois et le maintien des droits de la nation.

» La Charte sera désormais une vérité. »

N° 991. LE DUC D'ORLÉANS

PART DU PALAIS-ROYAL POUR SE RENDRE A L'HÔTEL DE VILLE.

H. VERNET.—1833

N° 992. ARRIVÉE DU DUC D'ORLÉANS

SUR LA PLACE DE L'HOTEL DE VILLE.

LARIVIÈRE.—1836.

N° 993. ARRIVÉE DU DUC D'ORLÉANS

SUR LA PLACE DE L'HÔTEL DE VILLE.

FÉRON (d'après LARIVIÈRE).—1836.

N° 994. LECTURE A L'HOTEL DE VILLE

DE LA DÉCLARATION DES DÉPUTÉS ET DE LA PROCLAMATION DU LIEUTENANT GÉNÉRAL DU ROYAUME. 31 JUILLET 1830.

GÉRARD.—1836.

(1) MM. H. Sébastiani, président; Aug. Périer, Bérard, Benj. Delessert, André Gallot, Mathieu Dumas, Dugas-Montbel, Kératry, A. de Saint-Aignan, Duchaffaut, Bernard de Rennes, Ch. Dupin.

N° 995. LECTURE A L'HOTEL DE VILLE

DE LA DÉCLARATION DES DÉPUTÉS ET DE LA PROCLAMATION DU LIEUTENANT GÉNÉRAL DU ROYAUME. 31 JUILLET 1830.

FRANÇOIS DUBOIS (d'après GÉRARD).—1836.

La proclamation du lieutenant général du royaume venait d'être répandue dans Paris, et la confiance universelle avait répondu à ces loyales paroles, « *la Charte sera désormais une vérité.* » Cependant le duc d'Orléans sentit que ce grand acte ne suffisait pas par lui-même, mais qu'il fallait encore le confirmer par une sorte de promulgation officielle, et il résolut d'aller la faire en personne à l'hôtel de ville. Au moment où le prince allait partir, la réunion des députés arriva en masse au Palais-Royal pour lui offrir ses félicitations. Dès qu'elle fut informée du parti qu'il prenait, elle voulut s'y associer, et les députés s'écrièrent d'une voix unanime : « Nous vous suivrons tous à l'hôtel de ville. » En effet, ils partirent tous à pied, à la suite du prince, qui était seul à cheval, avec le général Gérard et un ou deux aides de camp. A peine le duc d'Orléans fut-il aperçu par la multitude innombrable qui entourait le Palais-Royal et qui couvrait la place encore toute pleine des traces récentes du combat, qu'on la vit tout entière s'élancer dans la cour avec un enthousiasme impossible à décrire. Il fallut quelque temps avant que le lieutenant général, suivi des députés qui se serraient derrière lui, pût avancer d'un seul pas. Enfin le prince, poussant son cheval, s'avance seul au milieu de la foule, qui s'empresse à son tour de lui frayer un passage à travers les barricades. Cette foule, qui semblait si bien sentir le bonheur d'échapper aux maux dont le dévouement du duc d'Orléans allait préserver la France, grossissait à chaque pas et se pressait toujours sur lui en l'entourant de ses bénédictions. Ce fut au milieu de ce cortége que le duc d'Orléans arriva sur la place de l'hôtel de ville, sur cette place, principal théâtre de la glorieuse lutte soutenue dans les journées précédentes. Ce fut là aussi que le peuple accueillit, par une imposante et longue acclamation, le prince qui devait remplir la vacance du trône. Le duc d'Orléans fut reçu à la porte de l'hôtel de ville par le général Lafayette, à la tête de l'état-major à peine organisé de la garde nationale, par les membres du gouvernement provisoire et par ceux du nouveau conseil municipal, et, toujours suivi de tous les députés, il monta à la grande salle de l'hôtel de ville. Là, un cercle étant formé, M. Viennet, l'un des députés, lut à haute voix la déclaration des députés et la proclamation du lieutenant général du royaume. Aussitôt après cette lecture, les membres du gouvernement provisoire s'empressèrent de reconnaître que leur mission était terminée, et remirent leurs pouvoirs au duc d'Orléans. Alors le prince, portant ce glorieux drapeau tricolore que la France était si heureuse de revoir, parut avec le général Lafayette sur le balcon de l'hôtel de ville, et se montra à la foule immense qui couvrait la place, les quais, les ponts et les deux rives de la Seine, et qui répétait avec une énergie sans cesse croissante les cris de *vive la Charte* et *vive le duc d'Orléans !*

N° 996. LE LIEUTENANT GÉNÉRAL DU ROYAUME REÇOIT A LA BARRIÈRE DU TRONE LE PREMIER RÉGIMENT DE HUSSARDS COMMANDÉ PAR LE DUC DE CHARTRES. — 4 AOUT 1830.

ARY SCHEFFER.

N° 997. LE LIEUTENANT GÉNÉRAL DU ROYAUME REÇOIT A LA BARRIÈRE DU TRONE LE PREMIER RÉGIMENT DE HUSSARDS COMMANDÉ PAR LE DUC DE CHARTRES. — 4 AOUT 1830.

. . . . (d'après A. SCHEFFER).

N° 998. LE DUC D'ORLÉANS,

LIEUTENANT GÉNÉRAL DU ROYAUME, ET LE DUC DE CHARTRES, A LA TÊTE DU PREMIER RÉGIMENT DE HUSSARDS, RENTRENT AU PALAIS-ROYAL.—4 AOUT 1830.

. . . .

Le duc de Chartres, avec le premier régiment de hussards dont il était colonel, se trouvait à Joigny pendant que les grands événements du mois de juillet s'accomplissaient dans la capitale. Appelé à Paris par le duc d'Orléans, son père, le jeune prince y entra, à la tête de son régiment, le 4 août 1830.

Le duc d'Orléans, accompagné du duc de Nemours, était allé à la rencontre de son fils aîné jusqu'à la barrière du trône. Après s'être embrassés avec une tendresse que redoublaient les circonstances, les trois princes s'acheminèrent vers le Palais-Royal, en traversant la longue ligne des boulevards et la place Vendôme. Une immense population s'était portée sur leur passage, et leur prodiguait les démonstrations du plus vif enthousiasme. Le duc d'Orléans trouva rangés autour de la glorieuse colonne les volontaires de Rouen, accourus à Paris au premier bruit de la révolution, et leur exprima avec effusion sa reconnaissance. Il arriva ainsi, avec le noble cortége de ses deux fils, jusqu'à la place du Palais-Royal, où l'attendaient de nouvelles acclamations, une nouvelle explosion de l'allégresse populaire.

N° 999. LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

PRÉSENTE AU DUC D'ORLÉANS L'ACTE QUI L'APPELLE AU TRÔNE, ET LA CHARTE DE 1830.—7 AOUT 1830.

HEIM.—1837.

La chambre des députés ayant achevé la discussion solennelle d'où sortirent la Charte de 1830 et la déclaration qui appelait au trône le duc d'Orléans, il fut décidé que la chambre se rendrait en corps auprès du prince pour lui présenter l'acte constitutionnel qui devait être soumis à son acceptation.

Le duc d'Orléans, entouré de sa famille, reçut les députés au Palais-Royal, et M. Laffitte, comme président, lut à haute voix la déclaration que la chambre venait d'adopter. Le prince répondit :

« Je reçois avec une profonde émotion la déclaration que vous me présentez : je la regarde comme l'expression de la volonté nationale, et elle me paraît conforme aux principes politiques que j'ai professés toute ma vie.

» Rempli de souvenirs qui m'avaient fait toujours désirer de n'être jamais destiné à monter sur le trône, exempt d'ambition et habitué à la vie paisible que je menais dans ma famille, je ne puis vous cacher tous les sentiments qui agitent mon cœur dans cette grande conjoncture, mais il en est un qui les domine tous, c'est l'amour de mon pays : je sens ce qu'il me prescrit, et je le ferai. »

Le prince était profondément ému, et sa réponse s'acheva dans les larmes. Elles coulaient en même temps de tous les yeux, et le cri de *vive le roi!* poussé par tous les députés, fut à l'instant même répété au dehors par des milliers de voix avec le plus ardent enthousiasme.

N° 1000. LA CHAMBRE DES PAIRS

PRÉSENTE AU DUC D'ORLÉANS UNE DÉCLARATION SEMBLABLE A CELLE DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS. 7 AOUT 1830.

HEIM.—1837.

Quelques heures après, la chambre des pairs, ayant à sa tête son président, M. le baron Pasquier, vint offrir au duc d'Orléans, avec son hommage, une déclaration semblable à celle de la chambre des députés. Voici la réponse du prince :

« En me présentant cette déclaration, vous me témoignez une confiance qui me touche profondément. Attaché de conviction aux principes constitutionnels, je ne désire rien tant que la bonne intelligence des deux chambres. Je vous remercie de me donner le droit d'y compter. Vous m'imposez une grande tâche, je m'efforçerai de m'en rendre digne. »

Après ce dernier acte d'une aussi grande journée, Paris fut rempli des témoignages d'une allégresse universelle.

N° 1001. LE ROI PRÊTE SERMENT, EN PRÉSENCE DES CHAMBRES, DE MAINTENIR LA CHARTE DE 1830. — 9 AOUT 1830.

EUG. DEVÉRIA.—1836.

N° 1002. LE ROI PRÊTE SERMENT, EN PRÉSENCE DES CHAMBRES, DE MAINTENIR LA CHARTE DE 1830. — 9 AOUT 1830.

EUG. DEVÉRIA.—1836.

Le 9 août le duc d'Orléans se rendit à cheval au palais de la chambre des députés, où, sur sa convocation, les deux chambres s'étaient réunies en séance extraordinaire. Le prince, ayant à ses côtés ses deux fils, le duc de Chartres et le duc de Nemours, se plaça sur une estrade en avant du trône, et appela les deux présidents de la chambre des pairs et de la chambre des députés à lire successivement les résolutions de l'une et l'autre assemblée. Les actes ayant été ensuite remis au prince par les présidents, il lut à haute voix la formule de son acceptation ; puis s'étant levé, la tête découverte, il prêta le serment dont la teneur suit.

« En présence de Dieu, je jure d'observer fidèlement la Charte constitutionnelle avec les modifications exprimées dans la déclaration, de ne gouverner que par les lois, de faire rendre bonne et exacte justice à chacun selon son droit, et d'agir en toute chose dans la seule vue de l'intérêt, du bonheur et de la gloire du peuple français. »

Le prince revêtit l'acte du serment de sa signature, et devenu alors roi des Français, il s'assit sur le trône, où le salua un cri d'enthousiasme qui semblait partir de la nation tout entière.

Ainsi fut substituée au sacre et au couronnement de l'ancienne monarchie la simple solennité du serment, prêté en présence des deux chambres et en face de la France, d'observer fidèlement la Charte constitutionnelle et d'accomplir les grands devoirs de la royauté.

N° 1003. LE ROI DONNE LES DRAPEAUX

A LA GARDE NATIONALE DE PARIS ET DE LA BANLIEUE. 29 AOUT 1839.

COURT.—1836.

N° 1004. LE ROI DONNE LES DRAPEAUX

A LA GARDE NATIONALE DE PARIS ET DE LA BANLIEUE. 29 AOUT 1830.

FRANÇOIS et ÉTIENNE DUBOIS.—1831.

C'était la première fois que le roi voyait réunie dans son magnifique ensemble cette belle garde nationale de Paris et de la banlieue, née comme par enchantement après la victoire de juillet, et depuis lors organisée avec une rapidité qui tenait du prodige. Elle venait recevoir de la main du monarque ces drapeaux aux couleurs nationales, symbole de la liberté glorieusement conquise.

Le roi étant arrivé au Champ-de-Mars, devant l'École militaire, mit pied à terre pour se placer sous une tente qui lui avait été préparée. Ses deux fils aînés étaient à ses côtés; la reine, avec le reste de la famille royale, occupait un pavillon près de la tente du roi. Aussitôt le cri de *vive le roi!* s'éleva du milieu des légions, et sur toutes les lignes on vit les bonnets et les shakos s'agiter au bout des baïonnettes.

Après ce premier mouvement d'enthousiasme la cérémonie commença, et les députations de chaque légion s'avancèrent pour recevoir leurs drapeaux. Le roi leur adressa les paroles suivantes :

« Mes camarades, c'est avec plaisir que je vous confie ces drapeaux, et c'est avec une vive satisfaction que je les remets à celui qui était, il y a quarante ans, à la tête de vos pères dans cette même enceinte.

» Ces couleurs ont marqué parmi nous l'aurore de la liberté. Leur vue me rappelle avec délices mes premières armes. Symbole de la victoire contre les ennemis de l'État, que ces drapeaux soient à l'intérieur la sauvegarde de l'ordre public et de la liberté! Que ces glorieuses couleurs, confiées à votre patriotisme et à votre fidélité, soient à jamais notre signe de ralliement! *vive la France!* »

Cinquante mille voix répétèrent alors ce cri d'un bout à l'autre du Champ-de-Mars, mêlant les noms du roi et de la France dans leurs unanimes acclamations; puis les députations s'approchèrent l'une après l'autre, et M. de Lafayette, tenant à la main les quatre drapeaux de chaque légion qui lui étaient remis par le roi, les remit successivement, après avoir reçu le serment de tous les chefs de légion et de bataillon. Ce même serment fut ensuite prêté par les légions à leur drapeau, au bruit des décharges de l'artillerie.

La revue qui suivit est un des plus beaux spectacles qu'ait donnés la monarchie de juillet.

N° 1005. LA GARDE NATIONALE

CÉLÈBRE DANS LA COUR DU PALAIS-ROYAL L'ANNIVERSAIRE DE LA NAISSANCE DU ROI.—6 OCTOBRE 1830.

. . . .

Le 6 octobre 1830, premier anniversaire de la naissance du roi depuis qu'il avait été appelé au trône, la garde montante entra dans la cour du Palais-Royal, chaque canon de fusil orné d'un bouquet d'immortelles. Le roi, empressé de répondre à ce témoignage d'affection, descendit entouré de ses cinq fils, tous revêtus de l'uniforme de la garde nationale. Il remercia avec émotion les gardes nationaux et les soldats de la ligne qui, rangés en même temps en bataille, lui avaient offert leurs communes félicitations. Tous défilèrent ensuite devant lui, aux cris de *vive le roi!*

N° 1006. LES QUATRE MINISTRES

SIGNATAIRES DES ORDONNANCES DU 25 JUILLET 1830 SONT RECONDUITS A VINCENNES APRÈS LEUR JUGEMENT. — 21 DÉCEMBRE 1830.

BIARD.—1837.

N° 1006 *bis*. BIVOUAC DE LA GARDE NATIONALE DANS LA COUR DU LOUVRE (NUIT DU 22 DÉCEMBRE 1830).

Depuis sept jours la cour des pairs était assemblée pour juger les ministres signataires des ordonnances du 25 juillet, et malgré l'émeute qui grondait à ses portes, elle poursuivait avec calme ses austères fonctions. Le 21 décembre, à deux heures, les débats de ce mémorable procès furent fermés, et c'est alors que M. de Montalivet, ministre de l'intérieur, prit la courageuse résolution de se charger d'extraire les accusés du Luxembourg et de les reconduire lui-même à Vincennes.

Par son ordre une calèche attendait les quatre ministres au guichet du Petit Luxembourg, et à la porte de ce guichet la garde nationale était rangée en haie. Les ministres, pendant que des voix furieuses demandaient leurs têtes à quelque pas de là, montèrent tranquillement en voiture, sous les yeux de la garde nationale immobile et silencieuse. La calèche traversa lentement le jardin du Luxembourg, et ce ne fut qu'au bout de la rue de Madame que les chevaux prirent le grand trot, au milieu d'une nombreuse escorte de cavalerie que dirigeait M. de Montalivet lui-même. Le donjon de Vincennes rouvrit ses portes aux quatre prisonniers, et l'arrêt de magnanime justice qui avait été prononcé contre eux reçut ainsi sa libre exécution.

Cependant l'émeute était encore loin d'être apaisée, et la garde nationale, pour assurer la tranquillité de Paris, établit des bivouacs au Louvre, au Carrousel, sur les places publiques, dans les rues de Paris.

« C'est un grand et beau spectacle, disait le préfet de la Seine dans sa proclamation, que celui qui vient d'être offert par la garde nationale de Paris et de la banlieue. La France et l'Europe entière vont redire que pendant trois jours et trois nuits une population généreuse s'est arrachée tout entière à ses affections, à ses habitudes, a bivouaqué dans une saison rigoureuse au milieu de nos rues et de nos places publiques, opposant une patience, une fermeté admirables à des vociférations, à des provocations violentes; et cela pour protéger, par cela seul qu'ils étaient sous l'égide de la loi, ceux-là mêmes qui ont signé de sang-froid il y a seulement quelques mois, l'ordre de les mitrailler. »

N° 1007. LE ROI REFUSE LA COURONNE

OFFERTE PAR LE CONGRÈS BELGE AU DUC DE NEMOURS. 17 FÉVRIER 1831.

GOSSE.—1836.

Le congrès national de Belgique ayant élu roi des Belges monseigneur le duc de Nemours, envoya à Paris une députation (1) chargée d'offrir la couronne à son Altesse royale, dans la personne de son auguste père, le roi des Français.

Le 17 février, à midi, cette députation se rendit au Palais-Royal, et fut introduite dans la salle du trône par le ministre des affaires étrangères. Le roi la reçut, assis sur son trône,

(1) Cette députation se composait de MM. Surlet de Chokier, président; le comte d'Aerschot, marquis de Rodes, l'abbé Bonquiau de Villeray, Ch. Lehon, Barthélemy, Ch. de Brouchère, Félix de Mérode, Gendebien père.

ayant à sa droite M. le duc d'Orléans, à sa gauche M. le duc de Nemours. M. Surlet de Chokier, président du congrès, lut et remit ensuite au roi l'acte qui appelait le jeune prince à la couronne. Le roi répondit en ces termes :

« Messieurs,

» Le vœu que vous êtes chargés de m'apporter au nom du peuple belge, en me présentant l'acte de l'élection que le congrès national vient de faire de mon second fils le duc de Nemours, pour roi des Belges, me pénètre de sentiments dont je vous demande d'être les organes auprès de votre généreuse nation. Je suis profondément touché que mon dévouement constant à ma patrie vous ait inspiré ce désir, et je m'enorgueillirai toujours qu'un de mes fils ait été l'objet de votre choix.

» Si je n'écoutais que le penchant de mon cœur et ma disposition bien sincère de déférer au vœu d'un peuple dont la paix et la prospérité sont également chères et importantes à la France, je m'y rendrais avec empressement. Mais quels que soient mes regrets, quelle que soit l'amertume que j'éprouve à vous refuser mon fils, la rigidité des devoirs que j'ai à remplir m'en impose la pénible obligation, et je dois déclarer que je n'accepte pas pour lui la couronne que vous êtes chargés de lui offrir.

» Mon premier devoir est de consulter avant tout les intérêts de la France, et par conséquent de ne point compromettre cette paix que j'espère conserver pour son bonheur, pour celui de la Belgique et de tout les états de l'Europe, auxquels elle est si précieuse et si nécessaire. Exempt moi-même de toute ambition, mes vœux personnels s'accordent avec mes devoirs. Ce ne sera jamais la soif des conquêtes ou l'honneur de voir une couronne placée sur la tête de mon fils qui m'entraîneront à exposer mon pays au renouvellement des maux que la guerre amène à sa suite, et que les avantages que nous pourrions en retirer ne sauraient compenser, quelque grands qu'ils fussent d'ailleurs. Les exemples de Louis XIV et de Napoléon suffiraient pour me préserver de la funeste tentation d'ériger des trônes pour mes fils, et pour me faire préférer le bonheur d'avoir maintenu la paix à tout l'éclat des victoires que, dans la guerre, la valeur française ne manquerait pas d'assurer de nouveau à nos glorieux drapeaux.

» Que la Belgique soit libre et heureuse! qu'elle n'oublie pas que c'est au concert de la France avec les grandes puissances de l'Europe qu'elle a dû la prompte reconnaissance de son indépendance nationale, et qu'elle compte toujours avec confiance sur mon appui pour la préserver de toute attaque extérieure ou de toute intervention étrangère! Mais que la Belgique se garantisse aussi du fléau des agitations intestines, et qu'elle s'en préserve par l'organisation d'un gouvernement constitutionnel, qui maintienne la bonne intelligence avec ses voisins, et protège les droits de tous, en assurant la fidèle et impartiale exécution des lois. Puisse le souverain que vous élirez consolider votre sûreté intérieure, et qu'en même temps son choix soit pour toutes les puissances un gage de la continuation de la paix et de la tranquillité générale! Puisse-t-il se bien pénétrer de tous les devoirs qu'il aura à remplir, et qu'il ne perde jamais de vue que la liberté publique sera la meilleure base de son trône, comme le respect de vos lois, le maintien de vos institutions et la fidélité à garder ses engagements seront les meilleurs moyens de le préserver de toute atteinte, et de vous affranchir du danger de nouvelles secousses!

» Dites à vos compatriotes que tels sont les vœux que je forme pour eux, et qu'ils peuvent compter sur toute l'affection que je leur porte. Ils me trouveront toujours empressé de la leur témoigner, et d'entretenir avec eux ces relations d'amitié et de bon voisinage qui sont si nécessaires à la prospérité des deux états. »

N° 1008. LE ROI
DISTRIBUE, AU CHAMP-DE-MARS, LES DRAPEAUX A L'ARMÉE. — 27 MARS 1831.

François Dubois. — 1831.

Neuf régiments d'infanterie, onze de cavalerie, huit batteries d'artillerie et deux compagnies de sapeurs auxquels se trouvaient réunis six bataillons et un escadron de la garde nationale, concoururent à l'éclat de cette belle cérémonie.

Un pavillon élevé avait été construit pour recevoir le roi devant l'École militaire et à cent mètres de la façade. Les drapeaux étaient groupés devant le pavillon; à gauche de celui-ci et à cinquante mètres de distance, l'infanterie était rangée en colonne serrée par régiment; à droite et à la même distance, la cavalerie était en bataille par brigade, c'est-à-dire sur quatre lignes; l'artillerie avait été formée en bataille sur deux lignes, occupant le quatrième côté du parallélogramme qui correspond à l'École militaire; les sapeurs étaient devant la droite de la première ligne d'artillerie, à la gauche de l'infanterie.

Le roi ayant mis pied à terre, monta au pavillon, accompagné des ducs d'Orléans et de Nemours, et entouré des maréchaux Soult, Mortier, Molitor, Gérard, et d'une foule d'officiers généraux.

Des détachements composés du colonel, de quatre officiers, de quatre sous-officiers et de huit soldats, étaient destinés à recevoir les drapeaux des mains de sa Majesté. Ils formaient un demi-cercle au pied du pavillon du côté opposé à l'École militaire.

L'intérieur du Champ-de-Mars présentait l'aspect le plus imposant par la grande masse de troupes qui y étaient réunies et par l'immense population qui couvrait tous les tertres.

Le roi prit la parole, et d'une voix ferme adressa aux députations des régiments, représentants de toute l'armée, l'allocution suivante :

« Mes chers camarades,

» C'est dans vos rangs que j'ai commencé à servir mon pays, et je m'enorgueillis de pouvoir vous rappeler que les divers changements de fortune qu'il m'est tombé en partage de subir dans le cours de ma carrière n'ont jamais altéré ni ma fidélité à ma patrie, ni les sentiments dont j'étais animé quand j'avais le bonheur de combattre avec vous pour la défense de la liberté et de son indépendance nationale.

» Il y a précisément quarante ans que, comme aujourd'hui, je présentai au quatorzième régiment de dragons, que je commandais alors, des étendards portant ces trois couleurs que nous avons reprises avec tant de joie, et que le patriotisme et la valeur des soldats français ont rendues si glorieuses pour la France et si redoutables pour les ennemis.

» J'aime à vous dire combien je suis heureux de voir notre brave armée plus belle et plus forte que je ne l'ai jamais vue; combien je jouis de me trouver au milieu des successeurs de mes anciens frères d'armes, et de vous témoigner le plaisir que j'éprouve en vous présentant moi-même vos nouveaux drapeaux. Vous leur serez fidèles dans la paix, comme vous le seriez dans la guerre, si vous vous trouviez appelés à les défendre dans les combats contre les ennemis de la patrie : et c'est avec confiance que j'en remets la garde à votre honneur, à votre courage et à votre patriotisme. »

Les drapeaux furent ensuite présentés au roi par le ministre de la guerre, et le roi les remit au colonel de chaque régi-

ment. Le maréchal Soult, ministre de la guerre, adressa alors ces mots aux détachements : « Chefs, officiers et soldats, voilà vos drapeaux ! ils vous serviront de guide et de ralliement partout où le roi le jugera nécessaire pour la défense de la patrie.

» Vous jurez d'être fidèles au roi des Français et à la Charte constitutionnelle, et d'obéir aux lois du royaume.

» Vous jurez de sacrifier votre vie pour défendre vos drapeaux, pour les maintenir sur le chemin de l'honneur et de la victoire. Vous le jurez ! » Et chaque colonel répondit : « Je le jure. »

Des salves d'artillerie annoncèrent le serment du drapeau; les tambours et les fanfares l'accompagnèrent (1).

N° 1009. LE ROI VISITANT LE CHAMP DE BATAILLE DE VALMY Y RENCONTRE UN VIEUX SOLDAT AMPUTÉ A CETTE BATAILLE, AUQUEL IL DONNE LA CROIX DE LA LÉGION D'HONNEUR ET UNE PENSION. — 8 JUIN 1831.

MAUZAISSE.—1837.

Le roi, visitant les départements de l'Est au mois de juin 1831, voulut voir le champ de bataille de Valmy, qui, avec tant de souvenirs glorieux pour la France, lui rappelait celui de ses premières armes. Après avoir examiné l'emplacement des batteries qu'il commandait lui-même en avant et à l'ouest d'un moulin qui fut abattu pendant la bataille, le roi se rendit à la pyramide élevée en l'honneur du maréchal Kellerman, duc de Valmy, et sous laquelle son cœur a été déposé, selon ses dernières volontés. Au pied de ce monument se trouvait un vétéran qui, s'approchant du roi, lui dit : « Sire, mon général, j'ai eu le bras emporté à Valmy, là, auprès de vous, en servant les batteries que vous commandiez. La Convention m'a accordé une pension de huit cents francs : elle a été réduite à cent soixante et dix-sept; j'en demande le rétablissement. » Le roi, se faisant donner immédiatement une croix de la Légion d'honneur, en décora lui-même le brave Jametz : « Je vous donne de grand cœur cette décoration, ajouta-t-il; je suis heureux de récompenser après trente-neuf ans, et sur le lieu même où il a défendu sa patrie, un brave mutilé en combattant pour elle. Je m'occuperai de l'affaire de votre pension. »

Cette scène inattendue et touchante remplit l'âme des spectateurs d'une vive émotion, et les cris de *vive le roi !* éclatant à la fois de toutes parts, se firent entendre pendant longtemps.

N° 1010. ENTRÉE DU ROI A STRASBOURG. 19 JUIN 1831.

. . . .

Le roi, à son entrée dans le département du Bas-Rhin, avait vu sa voiture tout à coup entourée d'une foule de fermiers alsaciens, tous à cheval, avec le costume du pays, le grand chapeau rabattu, le long habit noir et le gilet rouge. En même temps, sur toute l'étendue de la route, s'était offerte à ses regards une file de longs chariots remplis de jeunes paysannes, vêtues aussi du joli costume alsacien. Ces chariots, attelés de quatre ou six chevaux, étaient ornés de guirlandes de fleurs et de feuillage de chêne, et portaient en tête le nom de la commune avec un drapeau tricolore.

C'est au milieu de ce cortége, qui grossissait à chaque pas, que le roi entra dans Strasbourg. La ville tout entière émue d'enthousiasme, la population qui se pressait dans les rues ou aux fenêtres, la décoration des maisons qui leur donnait un air de fête pareil à celui du cortége, l'éclat resplendissant du soleil de juin qui brillait sur cette scène si vive et si animée, tout concourut à faire de l'entrée du roi à Strasbourg un des spectacles les plus imposants à la fois et les plus pittoresques qu'il y ait jamais eu en ce genre. Le roi, descendu au palais, voulut revoir et la cavalcade alsacienne et les jolis chariots qui défilaient alors sous ses fenêtres, et il fut salué par les acclamations de cette loyale population des campagnes, mêlée à celles de la foule qui couvrait les bords de l'Ill.

N° 1011. LA FLOTTE FRANÇAISE FORCE L'ENTRÉE DU TAGE. — 11 JUILLET 1831.

MAYER (d'après GILBERT).—1837.

N° 1011 *bis*. LA FLOTTE FRANÇAISE FORCE L'ENTRÉE DU TAGE. — 11 JUILLET 1831.

HORACE VERNET.

Plusieurs sujets français ayant été dépouillés et emprisonnés à Lisbonne par la tyrannie de don Miguel, le roi ordonna toutes les mesures nécessaires pour que la France obtînt une juste satisfaction. En conséquence, une escadre composée des vaisseaux *le Suffren*, *le Trident*, *l'Alger*, *le Marengo* et *la Ville-de-Marseille*, avec les frégates *la Didon* et *la Pallas*, fut envoyée dans le Tage, sous le commandement du contre-amiral Roussin. Elle s'y présenta le 11 juillet 1831, à une heure après midi ; et « trois heures et demie après, selon les propres paroles du brave amiral, toutes les batteries étaient dépassées au cri de *vive le roi !* et nous faisions amener le pavillon de tous les bâtiments de guerre portugais qui formaient une dernière ligne d'embossage en travers du fleuve. » Ce glorieux fait d'armes rappelle celui de Dugay-Trouin forçant l'entrée de Rio-Janeiro. L'escadre française embossée le jour même sous les quais de Lisbonne, en face du palais, dicta à don Miguel toutes les satisfactions que le gouvernement français voulait en obtenir.

N° 1012. ENTRÉE DE L'ARMÉE FRANÇAISE EN BELGIQUE. — 9 AOUT 1831.

HORACE VERNET.

L'avénement du roi Léopold au trône de Belgique devint pour les Hollandais le signal de recommencer les hostilités suspendues par la haute médiation de la conférence de Londres. La Belgique, par la voix du monarque qu'elle venait d'appeler au trône, invoqua le secours de la France. C'était le 4 août que l'assistance d'une armée française avait été demandée, et le 9 du même mois cette armée, sous les ordres du maréchal Gérard, célébrait, en franchissant la frontière belge, le glorieux anniversaire de l'avénement de la dynastie d'Orléans.

Cependant rien n'était prêt pour une telle entreprise; mais on se fia à la valeur de nos jeunes soldats et à la fortune de la France. Le duc d'Orléans prit le commandement du cinquième régiment de dragons; il organisa militairement l'avant-garde, et ce fut avec ce faible commencement d'armée que le maréchal Gérard se mit en marche, sans attendre la réunion des troupes qui s'avançaient de toutes parts.

« Arrivés à la frontière, dit un témoin oculaire de cette marche aventureuse, les dragons l'ont franchie aux cris de *vive le roi! vive la France!* Plus loin les douaniers belges étaient sous les armes, et, chose assez bizarre, ils avaient le drapeau français sur leur maison. Le duc d'Orléans leur en-

(1) *Moniteur* des 28 et 29 mars 1831.

voya dire de mettre à côté les couleurs belges : ils répondirent qu'ils n'en avaient pas.

» Après une halte où nous déjeunâmes et où nous fraternisâmes avec des propriétaires, des curés, des gardes-civiques, etc., nous traversâmes deux villages où nous fûmes couverts de fleurs et assourdis, à la lettre, des cris de *vive le roi des Français ! vivent les princes ses fils !* tout comme en France. A chaque instant on voulait nous forcer à boire ; c'était à qui arrêterait nos soldats pour les régaler. A cet empressement vraiment extraordinaire nous répondions par les cris de *vivent les Belges ! vive la Belgique !* c'était à qui crierait le plus fort. Nos princes furent ainsi portés par la foule jusqu'à une hauteur d'où l'on découvre le champ de bataille de Jemmapes. Ce fut en cet endroit que se présenta le général Duval, qui ne quitta plus les princes et les escorta, au milieu des acclamations toujours croissantes, jusqu'à la porte de Mons. La réception qu'on leur a faite dans cette ville est véritablement la même que celle qu'on a faite au roi dans son dernier voyage : même enthousiasme, mêmes cris, mêmes salutations au balcon, etc. (1) »

N° 1013. OCCUPATION D'ANCONE PAR LES TROUPES FRANÇAISES.—23 FÉVRIER 1832.

HORACE VERNET

Les Autrichiens étant entrés à Bologne, le gouvernement français se décida, par une juste réciprocité, à occuper la ville d'Ancône. Une division navale, composée du vaisseau *le Suffren* et des deux frégates *l'Artémise* et *la Victoire*, partie de Toulon avec des troupes, le 8 février 1832, fut mise sous les ordres du capitaine de vaisseau Gallois : le 22 du même mois, après une traversée dont la rapidité devança les calculs de la politique, elle mouillait à trois milles de la ville d'Ancône.

La nuit venue, les dispositions furent prises pour le débarquement. A trois heures du matin deux bataillons descendirent à terre, et marchèrent sur la ville, dont on trouva les portes fermées. Les officiers pontificaux ayant refusé de les ouvrir, l'une d'elles fut enfoncée à coups de hache par les sapeurs du soixante-sixième aidés de quelques matelots. Les Français entrèrent alors dans Ancône et se dirigèrent sur les différents postes occupés par les troupes pontificales, qui ne firent aucune résistance. Au point du jour ils étaient maîtres de toute la ville.

Vers midi le colonel Combes se présenta à la citadelle avec un bataillon. Il somma le commandant de recevoir garnison française. Après quelques pourparlers entre ces deux officiers, il fut convenu qu'on introduirait dans la place une force égale à celle des troupes du pape, et que le drapeau français flotterait à une égale hauteur à côté du drapeau pontifical.

Ce hardi coup de main s'accomplit ainsi au milieu du calme le plus parfait, et sans qu'une goutte de sang eût été répandue.

N° 1014. PRISE DE BONE.—27 MARS 1832.

BOUTERWEK (d'après HORACE VERNET).—1836.

Bône étant assiégée par les troupes d'Achmet, bey de Constantine, Ibrahim se retira avec ses Turcs dans la citadelle, et laissa à eux-mêmes les habitants, qui envoyèrent à Alger demander des secours, offrant de se soumettre à la domination française.

Le duc de Rovigo, gouverneur général, se hâta d'expédier avec des vivres le chebec algérien *la Casaubah*, sous l'escorte de *la Béarnaise*, capitaine Fréard, ayant à bord le capitaine d'artillerie Armandie, et le jeune Joussouf, déjà connu par ses brillants services sous nos drapeaux.

A leur arrivée devant Bône ils trouvèrent cette ville occupée par les troupes d'Achmet, qui venaient de l'emporter d'assaut. Le capitaine Armandie se rend alors près d'Ibrahim-Bey, et lui représente qu'il n'a aucun quartier à attendre de l'impitoyable bey de Constantine, tandis qu'il sauvera sa vie et son honneur en remettant aux Français la citadelle. Ibrahim rejette cette proposition qui, adroitement répandue parmi la garnison turque, y obtient plus de faveur.

M. Armandie n'hésite pas un instant : il considère que cette place, une fois aux mains du bey de Constantine, ne pourra lui être enlevée qu'avec beaucoup de sang et d'efforts, et, de concert avec Joussouf, il forme le hardi projet de s'en emparer sur-le-champ par un coup de main. Le capitaine Fréard, bien digne de s'associer à cette audacieuse entreprise, en fait part à son équipage, qui l'accueille avec enthousiasme. Il choisit vingt-cinq hommes, qu'il met sous les ordres de son second, M. Ducouedic, et d'un élève. Avec cette petite troupe intrépide et déterminée, à laquelle ils ont joint trois canonniers, M. Armandie et Joussouf se présentent hardiment devant la citadelle. Les portes leur en sont livrées ; cent Turcs de la garnison se déclarent pour eux ; Ibrahim prend la fuite ; sa famille est transportée à bord du chebec, et le 27 mars, à dix heures du matin, le drapeau tricolore est arboré sur la citadelle et salué par les canons de *la Béarnaise* qui s'était embossée à portée de la place. Une batterie ennemie de quatorze pieces et deux mortiers pouvant gêner ses communications, le capitaine Fréard mit à la mer une embarcation avec cinq hommes qui, protégés par son feu, allèrent enclouer les pièces et rentrèrent à bord sans aucune perte. Les troupes d'Achmet-Bey, voyant ainsi leur proie leur échapper, se retirèrent après avoir livré la ville au pillage et à l'incendie.

N° 1015. LE ROI AU MILIEU DE LA GARDE NATIONALE DANS LA NUIT DU 5 JUIN 1832.

BIARD —1836.

Le convoi du général Lamarque avait été troublé par une émeute, et la force publique avait été obligée de se déployer tout entière contre des bandes séditieuses qui avaient osé arborer dans Paris le drapeau sanglant de l'anarchie. Au premier bruit de ces tristes événements, le roi quitta le palais de Saint-Cloud pour accourir dans la capitale. Il arriva aux Tuileries vers neuf heures du soir, et se rendit aussitôt sur la place du Carrousel, où stationnait de nombreux bataillons de garde nationale et de troupe de ligne. La vue du roi venant ainsi se jeter entre les bras de la population de Paris et partager ses périls, transporta tous les cœurs d'enthousiasme : on l'environnait, on le pressait, on lui jurait de mourir pour sa cause et pour celle du pays, si intimement unies l'une à l'autre ; on lui demandait énergiquement d'en finir et avec la république dans Paris, et avec la chouannerie dans la Vendée.

N° 1016. LE ROI PARCOURT PARIS ET CONSOLE LES BLESSÉS SUR SON PASSAGE.—6 JUIN 1832.

RUBIO (d'après AUGUSTE DEBAY).—1836.

Le 6 juin, dans la matinée, quand la lutte n'était pas encore terminée, le roi sortit à cheval des Tuileries, accom-

(1) *Moniteur* du 11 août 1831.

pagné du duc de Nemours, pour partager les périls des valeureux défenseurs de l'ordre et des lois, et les encourager par sa présence. Il se rendit d'abord sur la place du Carrousel, occupée par quelques bataillons qu'il passa en revue, suivit la terrasse du bord de l'eau, et de là, parcourant les boulevards, se rendit jusqu'à la barrière du Trône par la rue du faubourg Saint Antoine, où peu d'instants auparavant le canon grondait encore. Redescendant ensuite le faubourg, il gagna les quais de la rive droite, qu'il parcourut dans toute leur longueur jusqu'aux Tuileries.

L'enthousiasme des citoyens, soldats ou gardes nationaux de Paris et de la banlieue, répondit partout à la confiance généreuse du monarque. Au moment où il arrivait sur le quai de la Grève, on se battait encore dans ce quartier : il y eut alors un touchant et universel empressement à entourer le roi et le couvrir, pour empêcher d'arriver jusqu'à lui quelques balles parties de ces rues étroites où s'embusquaient les factieux.

Un peu plus loin, lorsque le roi eut atteint la place du Châtelet, qui était vide, mais dont une haie de gardes nationaux de la deuxième légion fermait les issues encore occupées par les factieux en armes, il laissa son escorte sur le quai, et, s'avançant seul, il fit le tour de la place. On entendit alors à plusieurs reprises, dans la masse que comprimait la garde nationale : « C'est bien ! c'est bien ! bravo le roi ! » En effet, personne ne tira sur le roi ; alors on n'avait pas encore enseigné l'assassinat ! mais aussitôt après son passage il y eut de nouveau quelques coups de fusil tirés par les factieux, et des hommes tués sur cette même place.

Plusieurs fois, dans cette longue marche, des blessés, portés sur des civières, s'offrirent aux regards du roi. Le roi, tristement ému, s'arrêtait toujours pour leur parler ; il prenait leurs noms, leur promettait son intérêt pour eux et pour leurs familles, et leur adressait des paroles de consolation.

N° 1017. MARIAGE DU ROI DES BELGES AVEC S. A. R. LA PRINCESSE LOUISE D'ORLÉANS, AU PALAIS DE COMPIÈGNE. — 9 AOUT 1832.

COURT. — 1837.

Le 9 août 1832 fut célébré le mariage de Léopold Ier, roi des Belges, avec la princesse Louise d'Orléans, au palais de Compiègne.

Les augustes époux furent d'abord unis civilement en mariage par le baron Pasquier, président de la chambre des pairs, faisant les fonctions d'officier de l'état civil. Cette première cérémonie accomplie, « on se rendit à la chapelle : là les cérémonies du mariage furent célébrées par Mgr l'évêque de Meaux, assisté de MM. les deux grands vicaires capitulaires de Beauvais. Avant de procéder à la célébration, le prélat adressa aux deux augustes époux une allocution pleine de noblesse et d'onction, dans laquelle, en rendant hommage aux vertus de la jeune reine, il se plut à rappeler celles du modèle accompli qu'elle avait trouvé dans son auguste mère.

« En sortant de la chapelle S. M. la reine des Belges, qui avait jusque-là maîtrisé ses émotions, se précipita dans les bras de son père, qui l'y pressa avec attendrissement. Se jetant ensuite dans ceux de sa mère, elle y reçut les embrassements de toute sa famille (1). »

On se rendit ensuite dans une des salles du palais où la bénédiction nuptiale fut donnée aux époux, selon le rite luthérien, par M. Gœpp, l'un des pasteurs présidents de l'église de la confession d'Augsbourg, à Paris.

(1) *Moniteur* du 10 août 1832.

N° 1018. SIÉGE DE LA CITADELLE D'ANVERS. DU 21 NOVEMBRE AU 24 DÉCEMBRE 1832.

Tableau-plan par SIMÉON FORT

Le roi des Pays-Bas ayant refusé d'accéder à la demande des cours de France et d'Angleterre, qui le sommaient d'accomplir l'évacuation de la Belgique, il fut décidé « qu'une armée française sous les ordres du maréchal Gérard, franchirait la frontière le 15 novembre 1832, se dirigeant sur la citadelle d'Anvers, pour en assurer la remise à S. M. le roi des Belges. » Les ducs d'Orléans et de Nemours, comme l'année précédente, se rendirent à l'armée. Les troupes se mirent en mouvement le 15 novembre 1832, le 20 elles arrivèrent à Anvers, et le 21 elles étaient établies dans les positions qu'elles devaient occuper pendant le siége.

Le 29, malgré la nature marécageuse du terrain et les pluies abondantes qui l'avaient inondé, la tranchée fut ouverte sous la direction du lieutenant général Haxo, commandant le génie, et les soldats, ayant de l'eau jusqu'à la ceinture, travaillèrent avec un zèle infatigable, animés par la présence des fils du roi, qui partageaient leurs fatigues et leurs dangers.

La première parallèle fut bientôt terminée.

Dans la nuit du 1er au 2 décembre et dans la journée du 2, on s'occupa d'élargir la deuxième parallèle pour le transport de l'artillerie. On put alors établir six batteries : cette opération fut dirigée par le lieutenant général Neigre, commandant l'artillerie. La seconde parallèle fut achevée le 7 décembre. On ouvrit ensuite la troisième le 10, et le 12 la quatrième était entièrement terminée.

Le 14 les troupes étaient devant la lunette Saint-Laurent qu'elles emportaient.

La batterie de brèche fut armée dans la nuit du 19 au 20 : elle commença son feu dans la matinée du 21, et le 23 le général Chassé demandait à capituler.

Le 24 la garnison hollandaise mit bas les armes devant les Français sur les glacis de la citadelle.

N° 1019. LE DUC D'ORLÉANS DANS LA TRANCHÉE AU SIÉGE DE LA CITADELLE D'ANVERS. — NUIT DU 29 AU 30 NOVEMBRE 1832.

LUGARDON (d'après ROGER). — 1836.

Ce fut le 29 novembre au soir que le maréchal Gérard, ayant réuni tous ses moyens, ordonna d'ouvrir la tranchée. Le règlement de service en campagne autorisait le duc d'Orléans à monter la première garde de tranchée, et le prince s'empressa de réclamer ce périlleux honneur.

Tout fut disposé pour dérober aux yeux de l'ennemi cette première opération du siége, toujours dangereuse, parce qu'elle se fait à ciel ouvert. Un silence absolu fut commandé aux soldats, et ils l'observèrent si bien que, sur un vaste développement de cinq mille quatre cents mètres qu'embrassait la tranchée, on n'entendait rien que le petit bruit des pioches et des pelles remuant la terre. Cependant, vers le milieu de la nuit, le maréchal, avec le prince, voulut inspecter les travaux. Mgr le duc d'Orléans accompagné du lieutenant général Baudrand, son premier aide de camp, du lieutenant général de Flahaut, du général Marbot et des officiers de sa maison, se mit en marche en même temps que le maréchal ; et, sous une pluie battante, enfonçant à chaque pas dans une boue épaisse, ils parcoururent, pendant près de quatre heures, toute l'étendue de la tranchée, rendant partout hommage à l'intelligence et à l'activité des travailleurs. A huit heures du matin tout était encore silencieux dans la citadelle, et nos

soldats, qui avaient passé la nuit le ventre dans l'eau et le dos à la pluie, n'avaient d'autre mal que celui de la faim. La sollicitude du prince parvint à assurer un service de subsistances, et, gais alors et confiants, on les vit provoquer par leurs téméraires saillies l'ennemi toujours immobile derrière ses bastions. Il était midi lorsque le général Chassé, après avoir répondu aux sommations du maréchal, commença à faire jouer son artillerie. Le duc d'Orléans, peu inquiet des premiers boulets qui passèrent sur sa tête, ne s'occupa que d'organiser immédiatement dans l'église Saint-Laurent un service d'ambulance pour les blessés.

N° 1020. LE DUC DE NEMOURS DANS LA TRANCHÉE AU SIÉGE DE LA CITADELLE D'ANVERS. — DÉCEMBRE 1832.

EUGÈNE LAMI.

Le duc de Nemours, comme colonel du premier régiment de lanciers, n'était pas appelé au service de la tranchée; il voulut cependant contribuer par sa présence à animer le zèle et le courage des soldats. Il accompagna M. le maréchal Gérard dans une visite à la tranchée, et il y fut couvert de terre par un boulet parti de la citadelle.

N° 1021. PRISE DE LA LUNETTE SAINT-LAURENT. 14 DÉCEMBRE 1832.

CITADELLE D'ANVERS.

JOLY (d'après BELLANGÉ).—1836.

Le 14 décembre, à cinq heures du matin, le général Haxo, commandant du génie, fit jouer la mine préparée contre la lunette Saint-Laurent, et une large brèche y fut ouverte. Trois compagnies du soixante-cinquième régiment d'infanterie de ligne y marchèrent aussitôt, mais avec l'ordre exprès de ne point brûler une amorce et d'aborder l'ennemi à la baïonnette. Cet ordre fut ponctuellement exécuté, malgré la persuasion où étaient ces braves soldats que la lunette était contre-minée. En un instant on les vit couronner la brèche et se jeter de tous les côtés à la fois sur la garnison hollandaise: la résistance fut courte: trois voltigeurs français furent couchés à terre par une décharge qui les accueillit à la gorge de l'ouvrage où ils se précipitaient. Mais la fureur des Français se calma bientôt en voyant les Hollandais jeter bas leurs armes et leur demander quartier: quoique animés par la mort de leurs camarades, ils s'arrêtèrent et partagèrent avec les prisonniers affamés leur pain et leur eau-de-vie. Chaque soldat avait sous le bras un Hollandais qu'il traitait en camarade et en ami.

N° 1022. ARMEMENT DE LA BATTERIE DE BRÈCHE. (NUIT DU 19 AU 20 DÉCEMBRE 1832.

CITADELLE D'ANVERS.

EUG. LAMI.—1832.

Après de longs et difficiles travaux, au milieu d'un terrain délayé par les pluies, la batterie de brèche reçut son armement dans la nuit du 19 au 20 décembre. Elle se composait de six pièces de vingt-quatre, appuyées des quatre pièces de la contre batterie, de deux autres batteries de six pierriers et de dix mortiers, d'une batterie de trois pièces de seize placée dans le flanc gauche de la contre-garde Montebello, et enfin du monstrueux mortier à la Paixhans. Toute cette formidable artillerie commença son feu contre le bastion de Tolède dans la matinée du 21 décembre. Elle ne tirait pas moins de neuf cents coups par heure.

N° 1023. COMBAT DE DOEL. — 23 DÉCEMBRE 1832.

GUDIN.

Le lieutenant général Tiburce Sébastiani commandait la division de l'armée qui devait empêcher les Hollandais de se porter du bas de l'Escaut au secours de la citadelle. Le 23 décembre, à huit heures du matin, on vint annoncer qu'il était attaqué.

« L'escadre, dit le général dans son rapport sur cette affaire, composée d'une frégate, deux corvettes, trois bateaux à vapeur et une vingtaine de canonnières, avait descendu la rivière et s'était placée vis-à-vis la digue de Doel. Sur chaque bateau à vapeur il y avait trois ou quatre cents hommes de débarquement. Des barques portant des hommes et de l'artillerie, sortant de Liefkenshoek, se sont en même temps avancées sur l'inondation, pendant qu'une sortie de la garnison se dirigeait le long de la mer, sous la protection de leurs canonnières. Les bateaux qui étaient dans l'inondation sont venus débarquer les hommes qu'ils avaient à bord sur la digue, près du point où elle se réunit à celle qui contient l'inondation. Les bateaux à vapeur ont mis à terre les hommes qu'ils avaient été chercher à Lillo, et tous ensemble se sont précipités sur le premier poste que nous avons à la jonction de ces deux digues. Aux premiers coups de fusil, le bataillon s'est porté sur le point attaqué: une fusillade s'est engagée, et, après un feu de quelques moments, nos troupes ont abordé l'ennemi à la baïonnette, l'ont culbuté, et se sont ensuite avancées sur la digue en battant la charge. Cette attaque vigoureuse a ébranlé les Hollandais; ils se sont retirés en désordre; ils ont regagné avec peine leurs embarcations, et ceux qui faisaient partie de la garnison sont rentrés dans le fort, poursuivis par nos soldats qui se sont avancés jusqu'à portée de fusil de la place, dont le feu à mitraille les a empêchés de pénétrer plus loin.

» J'ai fait aussitôt border les banquettes que j'ai fait pratiquer derrière la digue, et nos soldats ont commencé à tirer sur l'escadre, qui était à portée de pistolet. Le combat s'est soutenu jusque vers trois heures; les bâtiments se sont ensuite fait remorquer par les bateaux à vapeur, et ont été se réfugier sous le feu des forts de Liefkensoek et de Lillo. »

N° 1024. LA GARNISON HOLLANDAISE MET BAS LES ARMES DEVANT LES FRANÇAIS SUR LES GLACIS DE LA CITADELLE D'ANVERS.

EUG. LAMI.—1836.

La brèche était ouverte, et l'on s'attendait que le général Chassé, avec son énergique obstination, allait soutenir l'assaut. Mais le réduit où il comptait se défendre avait été détruit par le feu des batteries françaises, et cette circonstance le contraignit à capituler. D'après les termes de cette capitulation, la garnison hollandaise, prisonnière de guerre, devait le lendemain mettre bas les armes et livrer au maréchal Gérard la citadelle d'Anvers avec les forts qui en dépendent.

Ce fut le 24 décembre, à trois heures et demie du soir, que s'accomplit la reddition de la place. Dix mille hommes d'infanterie française, cinq cents canonniers et huit cents sapeurs du génie étaient rassemblés sur le glacis dans une tenue qui frappa leurs ennemis d'admiration. Bientôt la garnison prisonnière s'ébranla au bruit des clairons, le général Favauge à sa tête. Les officiers semblaient navrés du triste devoir qu'ils venaient accomplir. Les tambours français battaient aux

champs, et les officiers supérieurs des deux nations se saluaient mutuellement. Arrivés à la gauche de la ligne française, les Hollandais se mirent en bataille, formèrent les faisceaux, déposèrent leurs buffleteries, ainsi que leurs tambours et leurs clairons, les officiers gardant leurs épées, puis toute la troupe sans armes rentra dans la citadelle, où tous les postes étaient déjà occupés par des détachements français, sous les ordres du général Rulhières. Toute l'armée s'empressa d'honorer la valeur de la garnison hollandaise et de lui témoigner les plus grands égards.

N° 1025. LE ROI

DISTRIBUE, SUR LA GRANDE PLACE A LILLE, LES RÉCOMPENSES A L'ARMÉE DU NORD.—15 JANVIER 1833.

. . . .

Le roi qui, déjà à Cambrai, à Maubeuge et à Valenciennes, avait commencé à distribuer aux braves de l'armée du Nord les récompenses qui leur étaient dues, accomplit à Lille cette même cérémonie avec un éclat plus solennel encore.

Le 15 janvier, à midi, il se rendit au Champ-de-Mars, ayant à ses côtés le roi des Belges, avec ses trois fils aînés, et suivi d'un nombreux état-major. Les deux reines et les princesses venaient ensuite dans des calèches découvertes. Un brillant soleil d'hiver éclairait cette cérémonie.

Le roi, après avoir passé avec sa famille devant le front des troupes et entre les lignes, s'arrêta au centre de la place. On forma le cercle : les drapeaux des régiments furent placés devant sa majesté, et les braves qui devaient recevoir de sa main leurs récompenses lui furent présentés. Le roi leur adressa les paroles suivantes :

« Mes chers camarades,

» Si cette journée est honorable et glorieuse pour vous, elle est bien satisfaisante pour moi, puisque je vais pouvoir récompenser vos services, en vous remettant ce signe de l'honneur que la France accorde à la valeur et au dévouement à la patrie. Mon cœur éprouve une satisfaction que j'aime à vous témoigner, et que je voudrais faire partager à tous ceux qui m'entendent. Vous venez de donner l'exemple de la discipline, du courage et de la persévérance. En continuant à marcher dans cette noble carrière, vous êtes sûrs d'arriver au but de vos efforts, aux grades qui sont la récompense des services, du mérite et de la valeur. Nous regrettons les braves qui ont si glorieusement succombé ; mais vous les remplacerez, vous remplirez les vides que le feu de l'ennemi a faits dans vos rangs, et toujours vous serez prêts à combattre pour la patrie, à soutenir l'honneur du nom français, et à prouver que notre jeune armée est digne de succéder à celles qui ont acquis tant de gloire à la France ».

Après cette allocution et les vives acclamations qui la suivirent, le roi remit les croix à ceux que lui désignait l'appel du ministre de la guerre.

N° 1026. INAUGURATION

DE LA STATUE DE NAPOLÉON SUR LA COLONNE DE LA PLACE VENDÔME.—28 JUILLET 1833.

. . . .

Dès les premiers jours de son règne, le roi s'était associé à la pensée nationale qui redemandait la statue de Napoléon au haut de sa colonne. En conséquence des ordres avaient été donnés pour que cette grande image fût coulée en bronze, non plus dans le fastueux appareil d'un triomphateur romain, mais dans le simple costume sous lequel l'empereur est resté présent aux imaginations populaires.

L'inauguration de cette statue fut destinée à donner un nouvel éclat au glorieux anniversaire des journées de juillet. Le roi, après avoir passé sur toute l'étendue des boulevards, la revue de la garde nationale et de la troupe de ligne, arriva sur la place Vendôme, où il s'arrêta au pied de la colonne. Là, à un signal donné par M. Thiers, ministre du commerce et des travaux publics, le voile qui couvrait la statue de Napoléon disparut comme par enchantement, et les cris de *vive l'empereur!* et de *vive le roi!* un moment confondus, retentirent de toutes parts.

N° 1027. LE ROI SUR LA RADE A CHERBOURG.

3 SEPTEMBRE 1833.

GUDIN.—1833.

Le roi s'était rendu à Cherbourg pour y visiter les grands travaux du port, qu'il se rappelait avoir vus à leur début, en 1788.

Le 3 septembre, à onze heures, sa majesté, accompagnée de la reine et de la famille royale, s'embarqua dans le port sur le bateau à vapeur *le Sphinx*. Le vent soufflait du nord-ouest grand frais : le temps était à rafales. Au sortir du port, *le Sphinx* se dirigea vers l'escadre mouillée dans la rade. Là leurs majestés furent saluées par des salves d'artillerie, auxquelles se mêlaient les acclamations des équipages. *Le Sphinx* jeta l'ancre au milieu de l'escadre, en face de la frégate *l'Atalante*, qui portait le pavillon amiral. La mer paraissait difficile à tenir avec une légère embarcation. Néanmoins leurs majestés descendirent dans un canot pour aller visiter *l'Atalante*. Elles furent reçues à bord de cette frégate par le contre-amiral de Mackau, commandant de l'escadre, et par tous les capitaines de la division navale, aux cris de *vive le roi! vive la reine! vive la famille royale!*

Après avoir passé l'équipage en revue, le roi voulut le voir défiler devant lui, et exécuter ensuite en sa présence la manœuvre des voiles. Le vent soufflait avec trop de violence pour permettre au roi d'assister en dehors de la rade, aux évolutions des deux frégates *la Junon* et *la Flore*, et de la corvette *l'Héroïne*. Tout ce qu'il put faire fut de se rendre, non sans quelque danger, à bord du yacht de lord Yarborough, le plus beau des yachts anglais qui couvraient alors la rade de Cherbourg (1).

N° 1027 *bis*. PRISE DE BOUGIE.—2 OCTOBRE 1833.

HORACE VERNET.

Le 22 septembre 1833 une division navale, composée de la frégate *la Victoire*, des corvettes *l'Ariane* et *la Circé*, du brick *le Cygne* et des bâtiments de charge *la Durance*, *l'Oise* et *la Caravane*, fit voile de Toulon vers la côte d'Afrique pour attaquer la ville de Bougie, située entre Bône et Alger. Le capitaine de frégate Parseval-Deschêne commandait la flottille, et le général Trézel les troupes de débarquement.

« Le 29, à quatre heures et demie du matin, dit M. Parseval dans son rapport, *la Victoire* était à portée de fusil du fort Boukah.

» Si alors les vents ne fussent point venus du fond du golfe, nous pouvions mouiller avant le jour et opérer le débarquement sans coup férir.

» Mais il était réservé aux capitaines des bâtiments de cette

(1) *Moniteur* du 6 septembre 1833.

expédition de montrer leur sang-froid et leur habileté par la précision de leurs manœuvres pour atteindre, sous le feu de l'ennemi, les positions que j'avais ordonnées.

» Nous avons donc louvoyé par une faible brise pour prendre ces positions. *La Victoire*, plus favorisée par les vents, a pu s'embosser la première à sept heures, par vingt pieds d'eau, sous le feu de cinq forts. Alors seulement, après avoir serré nos voiles, nous avons commencé à tirer.

» Vers sept heures et demie *la Circé* et *l'Ariane* ont pu nous soutenir tout en manœuvrant; à huit heures ces deux bâtiments se sont embossés ainsi que *le Cygne*, qui, par son faible tirant d'eau, avait pu prendre à revers le fort de la Casbah et balayer la plaine extérieure; puis successivement *la Durance*, *l'Oise*, *la Caravane*.

» A huit heures et demie le feu du fort étant presque éteint, j'ai fait mettre les canots à la mer et donné l'ordre d'embarquer les troupes.

» A neuf heures près de mille hommes étaient en mouvement pour débarquer, le général Trézel à leur tête. Le feu des bâtiments cessa, les troupes s'élancèrent à terre, où elles furent accueillies par une vive fusillade à bout portant. La position élevée et formidable de Bougie, les ravins plantés d'arbres dont la ville est sillonnée jusqu'au bord de la mer avaient permis à bon nombre d'Arabes de se glisser inaperçus au lieu du débarquement; mais en ce moment nos troupes enlevèrent au pas de course les hauteurs principales: les forts furent aussitôt occupés; trois matelots désarmés y plantèrent les premiers notre pavillon.

» Cependant les Kabyles descendirent par masses des montagnes. Habiles à profiter des accidents du terrain, ils ont à leur tour attaqué nos positions avec un acharnement inusité jusqu'à ce jour parmi eux.

» Nos troupes, disséminées sur un grand nombre de points, devenaient trop faibles pour soutenir de pareilles attaques; à la demande du général Trézel, j'envoyai deux cents matelots des compagnies de *la Circé* et de *l'Ariane*, sous le commandement de M. Laguerre, lieutenant de vaisseau. Ce renfort fut apprécié au plus haut point par le général Trézel. »

Au bout de cette première journée les forts principaux étaient tombés aux mains des troupes françaises. Mais les Kabyles de Bougie, les plus belliqueux et les plus civilisés à la fois de la côte d'Afrique, prolongèrent encore trois jours leur résistance, et il y eut de sanglants combats livrés dans la ville même. Le général Trézel s'y distingua par sa calme intrépidité, et, comme toujours, paya la victoire de son sang. Le capitaine Lamoricière y préluda par de brillants faits d'armes à la grande renommée qu'il a depuis si justement acquise. Enfin dans la journée du 2 octobre l'occupation de Bougie fut complète.

N° 1028. FUNÉRAILLES
DES VICTIMES DE L'ATTENTAT DU 28 JUILLET 1835, CÉLÉBRÉES AUX INVALIDES. — 5 AOUT 1835.

ALF. JOHANNOT. — 1836.

L'attentat du 28 juillet 1835 avait frappé d'horreur Paris et la France entière. Le roi voulut que les funérailles des quatorze victimes mortes pour lui à ses côtés fussent une solennité nationale où lui-même conduirait le deuil. L'église des Invalides fut désignée pour cette lugubre cérémonie.

« A deux heures, dit un éloquent historien de cette grande scène de douleurs, le cortége est arrivé aux portes de l'hôtel des Invalides. Le roi s'est levé avec les princes. Dans la cour d'honneur étaient rangés les hôtes de Louis XIV, tous ces vieillards, débris de nos quarante ans de guerre. Débris vivant et plus illustre qu'aucun d'eux, le maréchal duc de Conégliano se tenait à leur tête. Il est allé recevoir les quatorze martyrs; un nombreux clergé les attendait avec lui: c'étaient la gloire et la religion les accueillant de concert. Il faut avoir vu cette scène pour comprendre ce qui se passait dans les âmes. La cour d'honneur des Invalides est l'un des plus vastes et des plus majestueux monuments qu'il y ait en Europe. Au milieu régnaient les cercueils couverts de leurs ornements et bénis par les prêtres. D'un autre côté se déployaient les invalides armés de leurs piques, devant lesquels la cour de cassation et la cour royale en robes rouges, la cour des comptes, l'université, l'institut, se sont placés. En face les ministres, les députations des chambres, les nombreux et riches états-majors. Au fond, la porte d'entrée donnait passage aux municipalités, aux députations qui arrivaient. Vis-à-vis était le portail de l'église, entièrement drapé de noir, mais sur lequel se détachait, comme une image vivante, la statue de marbre du premier consul, contemplant, les bras croisés et le front soucieux, cet autre lendemain des machines infernales.. ......

» Les regards ont été promptement distraits de cette image par un cri de *vive le roi!* Le roi venait recevoir, pour les introduire à leur dernier et noble asile, ceux qui étaient morts à ses côtés. Il est allé à eux, il a versé l'eau bénite sur eux, sur la jeune fille comme sur le maréchal de France. Mais à la vue de toutes ces victimes son courage est tombé: il n'y avait pas là de périls. Ses larmes ont mouillé tous les cercueils. Celui de la jeune fille en a été imprégné comme celui du maréchal de France.

» Alors il a donné le signal, et le cortége s'est avancé vers l'église. »

N° 1028 *bis*. L'ARMÉE PART D'ORAN.
26 NOVEMBRE 1835.

SIMÉON FORT.

N° 1028 *ter*. COMBAT DU SIG. — 1er DÉCEMBRE 1835.

SIMÉON FORT.

N° 1029. COMBAT DE L'HABRAH.
3 DÉCEMBRE 1835.

TH. LEBLANC.

N° 1029 *bis*. L'ARMÉE ARRIVE A MASCARA.
6 DÉCEMBRE 1835.

SIMÉON FORT.

N° 1029 *ter*. MARCHE DE L'ARMÉE SUR MASCARA.
DÉCEMBRE 1835.

JUSTIN OUVRIÉ.

Le combat de la Macta, où Abd-el-Kader avait surpris quelques bataillons français dans une embuscade, demandait une vengeance prompte et exemplaire. Le maréchal Clauzel, nommé au gouvernement de la Régence d'Alger, reçut ordre de marcher sur Mascara, capitale de l'émir. Le duc d'Orléans vint le joindre, jaloux de s'associer en tout lieu aux fatigues et aux dangers de l'armée française.

L'armée, partie d'Oran, commença son mouvement le 28 novembre. « Le 1er décembre, nos troupes chargèrent avec vigueur, sur les bords du Sig, les Arabes réunis au nombre de quinze à dix-huit mille hommes, auprès d'un marabout, en avant de leur position. Ce poste, dit le rapport de M. le maréchal Clauzel au ministre de la guerre, fut enlevé avec la rapidité de l'éclair, et nos troupes s'abandonnant à

leur ardeur habituelle, pénétrèrent assez promptement dans le camp ennemi pour s'emparer d'une partie des tentes que les Arabes essayèrent vainement d'enlever et de transporter dans la montagne. Plusieurs des officiers de M. le maréchal Clauzel entraînèrent dans cette charge vigoureuse les troupes auxiliaires.

« Le lieutenant Duhesme, son officier d'ordonnance, eut son cheval blessé et reçut une forte contusion. Le commandant Richepanse et le capitaine d'état-major Tatareau eurent également leurs chevaux blessés. C'est alors, comme l'avait présumé M. le maréchal Clauzel, que les cavaliers et l'infanterie qu'Abd-el-Kader tenait renfermés dans une gorge profonde, accourent au secours des fuyards, et viennent prendre successivement part au combat, qui se prolonge longtemps au pied de l'Atlas, entre nos tirailleurs, soutenus par l'artillerie, et environ six mille cavaliers arabes, au milieu desquels combattaient des fantassins, dont il était difficile d'apprécier le nombre.

» M. le maréchal Clauzel avait expressément défendu au général Oudinot de s'engager dans la montagne. Le but de sa reconnaissance étant atteint, les troupes rentrèrent au camp à six heures du soir.

» Pendant ce combat, qui dura plus de cinq heures, les Arabes montrèrent de la vigueur et de l'obstination ; plusieurs fois ils tinrent ferme devant le canon, et s'en approchèrent assez pour permettre à nos canonniers de tirer à mitraille. Notre feu de mousqueterie, bien supérieur à celui de l'ennemi, lui fit éprouver une grande perte, tandis que de notre côté nous n'eûmes que peu d'hommes tués et quarante-trois blessés. »

Ce ne fut que le surlendemain qu'on rencontra l'ennemi avec toutes ses forces. Le combat de Ghorouf, engagé dans la matinée, porta une rude atteinte à l'émir sans le décourager. Aussi le maréchal, qui voulait une victoire plus décisive, n'accorda-t-il au soldat, fatigué de plusieurs heures de combat, que quelques heures de repos, et l'on se porta sur l'Habrah.

On marcha trois quarts de lieue environ, sans essuyer d'autre feu que celui de quelques tirailleurs répandus sur les flancs de l'armée, lorsque soudain un coup de canon à poudre se fit entendre : c'était le signal par lequel Abd-el-Kader rappelait à lui ses tribus dispersées. En ce moment les colonnes françaises entraient dans une sorte de défilé formé par un bois épais de tamarins et par le pied de la montagne, qui se rapprochaient. Devant on apercevait quatre grands marabouts, qui se détachaient en blanc sur le noir de la forêt. En avant de ces marabouts se trouvaient des ravins bordés d'aloès, avec des cimetières remplis de buttes et de pierres tumulaires; et en outre de ces difficultés, la plaine était encore rétrécie à gauche par de hautes broussailles qui entouraient le grand bois.

L'armée était à trois cents pas de l'angle de ce bois, lorsqu'une fusillade très-vive partit du ravin où s'était embusquée l'infanterie régulière d'Abd-el-Kader, en même temps qu'une batterie, composée de cinq petites pièces de trois ou de quatre, envoyait ses boulets assez maladroitement dirigés. Le deuxième léger, surpris par cette attaque imprévue, hésita un moment; mais le deuxième de chasseurs d'Afrique partit au galop, passa impétueusement le ravin et déblaya l'autre côté à coups de fusil et de pistolet. L'artillerie, mieux dirigée que celle des Arabes, compléta le succès de cette brillante charge. Pendant ce temps, à la gauche, le brave commandant Bourgon, voyant fuir en désordre les cavaliers auxiliaires d'Ibrahim-Bey, lançait au plus épais du bois une compagnie du dix-septième, et le bataillon d'Afrique, entraîné par Mgr le duc d'Orléans, achevait de nettoyer le bois. C'est là que le prince fut atteint légèrement d'une balle morte à la cuisse.

Une heure après ce combat l'armée arrivait tranquillement sur l'Habrah.

Un grand coup venait d'être porté à la puissance d'Abd-el-Kader : le ravin fortifié où il avait disposé son embuscade ne lui avait été cette fois d'aucun avantage; son artillerie, la première que l'armée française eût rencontrée en Afrique sur le champ de bataille, était tombée entre nos mains; son infanterie, formée avec tant de peine, était presque détruite, et les tribus qu'il avait appelées autour de lui, des frontières mêmes de l'empire de Maroc, étaient dispersées par la fuite.

N° 1029 *quater*. MARCHE DE L'ARMÉE FRANÇAISE APRÈS LA PRISE DE MASCARA.

9 DÉCEMBRE 1835.

TH. LEBLANC.—1836.

Le 6 décembre l'armée française était entrée à Mascara et elle avait trouvé cette ville dévastée par les hordes sauvages d'Abd-el-Kader. Après deux jours de repos donnés aux soldats, il fallut quitter un séjour que le défaut de vivres eût pu rendre dangereux, et s'acheminer sur Mostaganem. Mais, pour ôter à l'ennemi les ressources de sa place d'armes, le maréchal Clauzel résolut en partant de mettre le feu aux principaux édifices de la ville.

Au moment que les brigades rassemblées hors des portes commençaient à se former, et que l'ordre se mettait à grand'peine dans la longue file de chameaux porteurs des bagages de l'armée, d'épaisses colonnes d'une fumée jaune et noire enveloppèrent la ville, et annoncèrent que le beylick, le palais d'Abd-el-Kader, la Casbah, l'arsenal, la manufacture d'armes et les magasins étaient livrés aux flammes. L'armée alors se mit en mouvement, non sans quelque désordre, au milieu du mélange incommode des auxiliaires d'Ibrahim-Bey et de toute la population juive de Mascara, qui fuyait cette triste ville sous la protection des baïonnettes françaises. Ce ne fut qu'après une lieue et demie de marche que le maréchal fit arrêter la colonne pour rétablir l'ordre dans cette grande confusion. Ibrahim-Bey, avec ses cavaliers chargés de butin, fut placé en tête, derrière lui la caravane des Juifs offrait un spectacle vraiment lamentable. On voyait des femmes, et c'étaient les plus riches, entassées cinq ou six sur des chameaux que les Arabes leur avaient loués au poids de l'or. D'autres étaient pieds nus, sur des ânes, grelottant et tâchant de réchauffer contre leur sein leurs enfants transis de froid comme elles. Plusieurs avaient fait de leurs châles des sacs où elles mettaient jusqu'à trois de ces innocentes créatures, qu'elles portaient ainsi sur leur dos. Des aveugles se traînaient à la queue de leurs ânes pour ne point perdre la file, et par le chant lugubre de leurs psaumes, rappelaient les scènes de la captivité d'Israël. Après cette triste avant-garde venaient les deux brigades des généraux Perregaux et Marbot; les zouaves fermaient la marche, et leur intrépide contenance écartait les Arabes toujours prêts à tomber sur les traîneurs. L'armée marcha dans cet ordre jusqu'au village d'El-Borg, autour duquel elle campa pour passer la nuit.

N° 1029 (5e). LE ROI DONNE LA BARRETTE AU CARDINAL DE CHEVERUS.

10 MARS 1836.

. . . .

Voici comment cette cérémonie se trouve racontée dans le Moniteur :

« Le roi et sa famille se sont rendus à la chapelle du

château pour entendre la messe qu'a célébrée Mgr l'évêque de Maroc, aumônier de la reine. Selon l'usage, son éminence et son cortége n'ont été conduits à cette même chapelle qu'après le *benedicamus Domino*. Mgr de Cheverus s'est placé avec sa suite du côté de l'épître; le roi au contraire était en face de l'autel : il avait à sa droite Mgr le duc d'Orléans, à sa gauche Mgr le duc de Nemours, et derrière le reste de sa famille. A quelque distance se trouvait M. Thiers, président du conseil des ministres, et M. Sauzet, ministre de la justice et des cultes, tous deux en grand costume. Après eux venait un nombreux état-major. Au milieu du sanctuaire était élevée une estrade sur les dernières marches de laquelle est venu s'agenouiller le vénérable archevêque de Bordeaux. Cependant l'ablégat est allé prendre la barrette qui était sur une crédence du côté de l'évangile, l'a placée sur un plat d'or, et l'a présentée au roi, qui, s'étant agenouillé, l'a prise et l'a placée sur la tête du nouveau cardinal; immédiatement après, le roi et son cortége sont sortis de la chapelle par une porte latérale, tandis que Mgr de Cheverus et le sien sortaient par l'autre (1). »

N° 1029 (6e). COMBAT DE LA SICKAK (PROVINCE D'ORAN). — 6 JUILLET 1836.

Horace Vernet.

Le général Bugeaud, commandant les troupes françaises dans la province d'Oran, voulait ravitailler la place de Tlemcen, où était laissée une garnison qui attendait de lui toutes ses ressources. Abd-el-Kader, de son côté, avait rassemblé toutes ses forces pour frapper un coup qui en même temps écraserait l'armée française et lui livrerait Tlemcen affamée. Il avait pompeusement annoncé à ses Arabes que la division du général Bugeaud était *la dernière ressource* de la France. Voici comment celui-ci raconte sa victoire.

Après quelques détails sur sa marche et celle de l'ennemi, il ajoute : « Je n'aurais pu choisir dans tout le pays un champ de bataille plus heureux que celui que m'offrait la fortune. Abd-el-Kader avait derrière lui un plateau facile pour la cavalerie, de deux à trois lieues d'étendue, et entouré sur trois côtés par la Sickak, l'Isser et la Tafna, de sorte que j'étais presque assuré, en le mettant en fuite, de l'acculer à un ravin où il devait éprouver des pertes, pourvu que la poursuite fût vigoureuse.

» J'avais besoin de dix minutes de plus pour finir mes dispositions et distribuer les rôles avec précision. Il fallait aussi donner le temps à l'ennemi de passer la Sickak, afin de l'y précipiter. Abd-el-Kader n'a pas voulu me donner ces dix minutes; il a jeté sur moi mes tirailleurs et mes spahis, et s'est avancé en grosses masses informes, en poussant des cris affreux. J'ai jugé que le moment de prendre l'offensive à mon tour était arrivé, et qu'un mouvement rétrograde pouvait tout compromettre. Après avoir lancé des obus et de la mitraille sur cette vaste confusion, toutes les troupes à la fois se sont ébranlées à mon commandement, et ont abordé l'ennemi avec une grande franchise.

» Le combat du plateau était le plus considérable; les trois bataillons de Combes, un du quarante-septième, deux du dix-septième léger, ont agi avec une résolution et une vitesse remarquables pour des troupes si fatiguées par les marches et la chaleur. Les cavaliers arabes étaient si nombreux que la fusillade avec laquelle ils nous ont assaillis ressemblait à un feu de deux rangs de plusieurs régiments de notre infanterie. Ils ont plié, mais avec lenteur. J'ai cru le moment favorable pour lancer sur eux le deuxième de chasseurs. J'ordonnai à ce régiment une charge à fond, qui d'abord eut un plein succès. Les Arabes qui se trouvaient en face furent culbutés, et un parti d'infanterie kabyle fut sabré; mais l'aile droite des Arabes, ayant attaqué le flanc gauche des chasseurs pendant que d'autre infanterie sortie du ravin les fusillait par le flanc droit, ils se sont retirés avec quelque perte et sont rentrés sous la protection des bataillons que je menais à leur secours presqu'à la course. L'artillerie, aux ordres du brave colonel Tournemine, suivait ces mouvements rapides, bien que cela parût impossible auparavant, avec le matériel de montagne. Les Arabes ayant plié une seconde fois, une seconde fois aussi je leur ai lancé ma cavalerie; mais alors quatre cents Douairs m'avaient rejoint. Malheureusement leur aga Mustapha venait d'être blessé d'une balle à la main. Malgré la privation de cet excellent chef, ils ont rendu de grands services; eux et les chasseurs se sont couverts de gloire. Tout a été culbuté, et la cavalerie arabe, embarrassée par son nombre même, a perdu beaucoup d'hommes, d'armes et de chevaux : ses morts, ses blessés sont restés en notre pouvoir. Alors Abd-el-Kader lui-même, dont nous avions aperçu le drapeau en arrière, au milieu de son infanterie régulière, s'est avancé avec cette réserve et la cavalerie qu'il a pu ramener. C'est la première fois, dit-on, qu'on a vu les Arabes employer une réserve, ou l'engager avec tant d'à-propos. Ce dernier effort n'a pu nous arrêter un moment : nous nous sommes jetés sur cette troupe qui, malgré un feu bien nourri, a été rompue et précipitée fatalement sur le point le plus difficile du ravin de l'Isser. Une pente assez rapide aboutit à un rocher taillé presque à pic, à trente ou quarante pieds au-dessus de la plage. C'est là qu'un carnage horrible commence, et se poursuit malgré mes efforts. Pour échapper à une mort certaine ces malheureux se précipitent en bas du rocher, s'assomment ou se mutilent d'une manière affreuse. Bientôt cette triste ressource leur est enlevée : des chasseurs et des voltigeurs trouvent un passage et pénètrent dans le lit de la rivière; les ennemis sont cernés de toutes parts, et les Douairs peuvent assouvir leur horrible passion de couper des têtes. Cependant à force de cris et de coups de plat de sabre, je parviens à sauver cent-trente hommes d'infanterie régulière; je vais les envoyer en France.....

» La cavalerie arabe avait lâchement abandonné son infanterie et s'était enfuie vers la Tafna. Je l'aperçus faisant mine de se rallier au bout du plateau avant de descendre sur la rivière. Je marchai à elle avec les dix-septième léger, quarante-septième, vingt-troisième, de l'artillerie, laissant à la cavalerie le soin de poursuivre les restes de l'infanterie des Kabyles : cette cavalerie ne m'attendit pas; elle passa la Tafna et je m'arrêtai sur la rive droite, mes troupes étant très-fatiguées et la chaleur excessive.

» Revenons sur le premier champ de bataille, où le soixante-deuxième et un demi-bataillon d'Afrique ont dû charger l'ennemi qui avait attaqué le convoi, et dont une partie seulement avait passé la Sickak au moment où j'ai été forcé de prendre l'offensive. Cette portion fut précipitée dans le ravin, et fusillée de très-près; elle éprouva des pertes notables en hommes et en chevaux tués. Après cette charge vigoureuse, le soixante-deuxième, débarrassé de l'ennemi qu'il avait en face, vint appuyer mon mouvement victorieux.

» Dès que la victoire avait été à peu près décidée, j'avais fait filer le convoi et les équipages sur Tlemcen. Quoique privé de mon parc de bœufs et de toute espèce de ressources pour les officiers, j'ai tenu à coucher sur les rives de la Tafna pour mieux constater ma victoire (1). »

(1) *Moniteur* du 13 mars 1836.

(1) *Moniteur* du 31 juillet 1836.

N° 1029 (7°). LE PRINCE DE JOINVILLE VISITE DANS LE LIBAN LE VILLAGE MARONITE D'HEDEN.—30 SEPTEMBRE 1836.

. . . .

Le 6 août 1836 le prince de Joinville s'était embarqué à Toulon, comme lieutenant de vaisseau, à bord de la frégate *l'Iphigénie*. Après avoir visité l'archipel grec, Athènes, Smyrne, les côtes de l'Anatolie, les îles de Rhodes et de Chypre, *l'Iphigénie* alla mouiller devant Tripoli de Syrie, et le prince partit de cette ville pour gravir les hautes cimes du Liban.

La première chaîne ayant été franchie, on arriva sur le soir à l'entrée du bourg d'Heden, habité par les Maronites, peuplade arabe qui a gardé avec la foi catholique une sorte d'allégeance féodale pour la France. Là le jeune prince se vit aussitôt entouré de toute une population empressée de le recevoir avec des marques de joie et de respect tout ensemble. Des montagnards tenant des torches au bout de leurs longs bâtons éclairaient cette espèce de marche triomphale. A côté du prince était monté à cheval le fils du cheikh, qui le conduisit vers son père, patriarche à cheveux blancs, vêtu avec toute la pompe orientale. Celui-ci, à la vue du prince, s'inclina dans une attitude humiliée et lui appuya son front sur les mains, disant que les Maronites étaient sous la protection de la France, et qu'il était l'esclave du fils du roi des Français. Puis il l'introduisit avec le même respect dans sa maison.

N° 1029 (8°). LE PRINCE DE JOINVILLE VISITE LE SAINT-SÉPULCRE.—7 OCTOBRE 1836.

. . . .

Le 6 octobre *l'Iphigénie* mouilla sur la rade de Jaffa, et le lendemain le prince de Joinville, avec plusieurs officiers de la frégate et tout l'attirail d'une caravane turque, s'achemina vers Jérusalem. Le pacha d'Égypte, Mehemet-Ali, investi du pachalick de Syrie par son dernier traité avec la Porte, avait ordonné au gouverneur de Jérusalem, Hassan-Bey, de faire tout ce que lui demanderait le fils du roi des Français. Aussi le prince fut-il accueilli dans la ville sainte avec tout le fracas et la pompe qui accompagnent l'entrée des personnes royales dans les villes européennes. Descendu au couvent du Saint-Sauveur, le prince de Joinville commença aussitôt, sous la conduite des pères, le pieux pèlerinage qu'accomplissent tous les voyageurs européens qui visitent les saints lieux. Après avoir suivi la *voie douloureuse*, il se rendit au Saint-Sépulcre, dont les dalles n'avaient point été touchées par un prince français depuis le temps des croisades.

N° 1030. ATTAQUE DE CONSTANTINE. 24 NOVEMBRE 1836.

SIMÉON FORT.

N° 1030 *bis*. COMBAT EN AVANT DE SOMAH (PREMIÈRE EXPÉDITION DE CONSTANTINE). 24 NOVEMBRE 1836.

HORACE VERNET.

Le 13 novembre 1836 le maréchal Clauzel quitta Bône, à la tête d'un corps d'armée de sept mille hommes, pour attaquer la ville de Constantine. La rigueur inaccoutumée de la saison, jointe à l'insuffisance des moyens d'attaque, fit échouer cette entreprise. Il fallut lever le siége à peine commencé, et cette retraite, accomplie au milieu d'obstacles et de dangers sans nombre, fut pour le maréchal, pour Mgr le duc de Nemours, qui l'accompagnait, et pour toute l'armée, l'occasion de déployer un courage et une patience héroïques.

« ..... L'armée s'étant ébranlée avec tous les bagages et toute l'artillerie, nous fûmes camper à Somah.

» Cette première journée de retraite fut très-difficile, la garnison entière et un grand nombre de cavaliers arabes nous attaquant avec acharnement, surtout à l'arrière-garde. Mais le soixante-troisième régiment et le bataillon du deuxième léger du commandant Changarnier, soutenus par les chasseurs à cheval d'Afrique, repoussèrent brillamment toutes les attaques, tuèrent beaucoup de monde à l'ennemi et le continrent constamment.

» Dans un moment si grave et si difficile, M. le commandant Changarnier s'est couvert de gloire et s'est attiré les regards et l'estime de toute l'armée. Presque entouré par les Arabes, chargé vigoureusement et perdant beaucoup de monde, il sut inspirer une telle confiance à son bataillon formé en carré, qu'au moment où il fut le plus vivement assailli, il fit pousser à sa troupe deux cris de *vive le roi*! et les Arabes intimidés, ayant fait demi-tour à vingt pas du bataillon, un feu de deux rangs à bout portant couvrit d'hommes et de chevaux trois faces du carré. Le capitaine Molière, mon officier d'ordonnance, chargé en cet instant critique de porter un ordre au commandant Changarnier, se trouva au nombre de ces braves et eut part à cette noble résistance. »

N° 1030 *ter*. MARIAGE DE MONSEIGNEUR LE DUC D'ORLÉANS AVEC MADAME LA DUCHESSE HÉLÈNE DE MECKLEMBOURG-SCHWERIN.

ARRIVÉE DE MADAME LA DUCHESSE HÉLÈNE DE MECKLEMBOURG-SCHWERIN AU PALAIS DE FONTAINEBLEAU.—29 MAI 1837.

. . . .

N° 1030 *quater*. MARIAGE DE MONSEIGNEUR LE DUC D'ORLÉANS AVEC MADAME LA DUCHESSE HÉLÈNE DE MECKLEMBOURG-SCHWERIN.

CÉRÉMONIE DU MARIAGE CIVIL.—30 MAI 1837.

. . . .

Un traité de mariage, entre Mgr le duc d'Orléans, prince royal, et madame la duchesse Hélène de Mecklembourg-Schwerin, ayant été conclu, la princesse, future épouse, se mit en route pour la France le 15 mai 1837, conduite par madame la grande-duchesse douairière, sa belle-mère. Elle entra en France par Forbach, traversa les départements de la Moselle, de la Meuse, de la Marne, de l'Aisne et de Seine-et-Marne, et arriva, le 29 au soir, au palais de Fontainebleau.

« La garde nationale de cette ville, deux bataillons du sixième léger, le quatrième régiment de hussards et une demi-batterie d'artillerie étaient rangés en bataille dans la grande cour du Cheval-Blanc.

» Madame la duchesse Hélène était dans un carrosse du roi, avec madame la grande-duchesse douairière, sa belle-mère; M. le duc de Broglie, ambassadeur extraordinaire, et M. le baron de Rantzau.

» Au moment où la voiture entrait dans la cour, le roi, la reine et la famille royale se sont avancés sur le perron de l'escalier du fer à cheval, et ont été salués par les plus vives

acclamations. M[gr] le duc d'Orléans et M[gr] le duc de Nemours sont descendus jusqu'au bas de l'escalier, suivis de MM. les aides de camp et officiers d'ordonnance et des dames attachées à la reine et aux princesses.

» M[gr] le duc de Nemours a donné le bras à madame la duchesse Hélène, M[gr] le duc d'Orléans à madame la grande-duchesse douairière.

» Tous les regards se portèrent vers l'auguste fiancée. On admirait la noblesse et la grâce de son maintien. En approchant du roi, la princesse paraissait extrêmement émue; elle s'inclinait profondément devant sa majesté, lorsque le roi la prit par la main et l'embrassa affectueusement. Rien ne pourrait exprimer dignement la profonde émotion qui régnait dans la foule, témoin de ce moment solennel. Lorsque la princesse s'approcha de la reine qui la serra dans ses bras, des larmes coulèrent de tous les yeux : chacun comprenait que la fille serait digne de la mère (1). »

Le lendemain 30 mai eurent lieu les cérémonies du mariage.

« La galerie de Henri II, dit le Moniteur, avait été préparée pour le mariage civil.

» Une table ronde était placée en face de la grande cheminée. Sur cette table étaient déposés les registres de l'état civil de la maison royale.

» M. le baron Pasquier, chancelier de France, revêtu de la simarre, faisant les fonctions d'officier de l'état civil, M. le duc Decazes, grand référendaire de la chambre des pairs, et M. Eugène Cauchy, garde des registres, attendaient leurs majestés.

» Les augustes fiancés se sont placés debout et ensemble en face du chancelier : à la droite de M[gr] le duc d'Orléans étaient le roi et la reine; du côté de madame la duchesse Hélène, madame la grande-duchesse douairière de Mecklembourg.

» Près d'eux se tenaient en cercle, autour de la table, le roi et la reine des Belges, les princes et princesses de la famille royale, et les témoins au nombre de seize.

» A la droite du chancelier étaient M. le comte Molé, président du conseil, ministre des affaires étrangères, et M. Barthe, garde des sceaux, ministre de la justice.

» Le chancelier, ayant pris les ordres du roi, a donné lecture du projet d'acte civil, a reçu de M[gr] le duc d'Orléans et de la princesse la déclaration exigée par l'article 75 du Code civil, et a prononcé au nom de la loi qu'ils étaient unis en mariage. Ensuite il a été procédé à la signature de l'acte...

» En quittant la magnifique salle de Henri II, si somptueusement restaurée par les ordres du roi et si heureusement inaugurée par cette mémorable solennité, on s'est rendu, en traversant la galerie de François I[er], à la grande chapelle du palais, dite chapelle de la Trinité, bâtie par Henri IV, que le roi s'occupe aussi de faire rétablir dans son ancien éclat.

» Les travées supérieures étaient garnies des dames de la ville et d'autres personnes invitées, qui suivaient avec émotion l'imposant spectacle offert à leurs yeux.

» Le mariage catholique a été célébré par M[gr] l'évêque de Meaux, assisté de M[gr] l'évêque de Maroc, aumônier de la reine, et des grands vicaires du diocèse. Le prélat, dans une allocution touchante, a insisté sur la sainteté des devoirs qu'impose le mariage, et a retracé le tableau des vertus de famille dont le roi et la reine donnent un si noble exemple.

» Le mariage protestant a été célébré dans la salle qui porte le nom de Louis-Philippe, galerie nouvelle créée par le roi et digne de toutes les autres magnificence du palais.

» M. Cuvier, pasteur, président de l'église réformée de la confession d'Augsbourg à Paris, assisté d'un ministre du saint évangile, a donné la bénédiction nuptiale. Son discours, plein d'onction, a été suivi d'une invocation pour appeler les faveurs divines sur l'union qu'il venait de consacrer (1). »

(1) Extrait du Moniteur du 31 mai 1837.

N° 1030 *quinto*. ENTRÉE DU ROI A PARIS APRÈS LE MARIAGE DE MONSEIGNEUR LE DUC D'ORLÉANS. — 4 JUIN 1837.

. . . .

Le roi et la famille royale quittèrent Fontainebleau, le 4 juin, à huit heures du matin, pour se rendre à Paris.

« Sa majesté, dit le Moniteur du 5 juin 1837, est arrivée à Saint Cloud à une heure et demie. La garde nationale et une foule considérable remplissaient toutes les avenues du château, et ont accueilli leurs majestés aux cris de *vive le roi! vive la reine! vivent le duc et la duchesse d'Orléans!*

» A deux heures M. le préfet de la Seine, M. le préfet de police, MM. les membres du conseil général du département, les douzes maires de Paris et leurs adjoints, se sont réunis à l'arc de triomphe de l'Étoile. La garde nationale et les troupes de la garnison formaient la haie de chaque côté des Champs-Élysées, depuis les Tuileries jusqu'à la barrière de l'Étoile.

» A trois heures et demie le roi est arrivé de Saint-Cloud, escorté par la garde nationale de Boulogne. Sa majesté est montée à cheval au milieu de l'avenue de Neuilly avec les princes ses fils. La reine des Français, la reine des Belges, madame la duchesse d'Orléans, madame la grande-duchesse de Mecklembourg, madame la princesse Adélaïde, mesdames les princesses Marie et Clémentine, et M[gr] le duc de Montpensier, sont montés dans une calèche découverte.

» Le roi s'est avancé alors vers l'arc de triomphe, accompagné de M. le comte Molé, président du conseil, et des autres ministres; de M. le maréchal comte de Lobau, commandant des gardes nationales du département de la Seine; de MM. les maréchaux duc de Dalmatie, marquis Maison, comte Molitor, comte Gérard, comte Clauzel, marquis de Grouchy; de M. l'amiral Duperré; de M. le duc de Broglie, d'un grand nombre d'officiers généraux et des officiers de sa maison.

» Le roi avait à ses côtés M[gr] le duc de Nemours et M[gr] le prince de Joinville. M[gr] le duc d'Orléans marchait à cheval à droite de la calèche de la reine; M[gr] le duc d'Aumale était à gauche.

» A l'arc de triomphe, sa majesté a trouvé M. le préfet de la Seine et M. le préfet de police, à la tête du corps municipal.

» M. le préfet a adressé un discours au roi, et la réponse de sa Majesté a été accueillie par des acclamations prolongées....

» Le roi et la famille royale ont passé sous l'arc de triomphe, qui rappelle tant de souvenirs glorieux pour la France....

» Partout sur le passage de leurs majestés et de la jeune princesse, qui attirait tous les regards, les sentiments du peuple de Paris éclataient avec une vivacité inexprimable.

» Leurs majestés sont entrées dans les Tuileries par la grille du Pont-Tournant, et sont venues se placer en face du pavillon de l'horloge, dans le jardin, pour voir défiler la garde nationale, ayant à sa tête le maréchal comte de Lobau, et les troupes de ligne sous les ordres de M. le général comte Pajol. Ce défilé a duré plus de deux heures. Aux cris de *vive le roi! vive la reine!* sans cesse répétés, se mêlaient les cris de *vivent le duc et la duchesse d'Orléans.*

» Le roi est rentré au palais à six heures trois quarts (2). »

(1) Extrait du Moniteur du 1[er] juin 1837.
(2) Extrait du Moniteur du lundi 5 juin 1837.

N° 1030 *sexto*. INAUGURATION
DU MUSÉE DE VERSAILLES. — 10 JUIN 1837.

. . . .

Voici dans quels termes le Moniteur du 12 juin rend compte de cette mémorable journée :

« Le roi a fait hier l'inauguration du musée de Versailles. Sa majesté avait convié à cette grande solennité l'élite de la nation française, les membres de la chambre des pairs et de la chambre des députés, du conseil d'État, de la cour de cassation, de la cour des comptes, de la cour royale de Paris; les tribunaux de première instance et de commerce de la Seine et de Seine-et-Oise; le conseil royal de l'instruction publique, et un grand nombre de membres des cinq académies qui composent l'Institut de France.

» La ville de Paris était représentée par le préfet de la Seine, par un certain nombre de membres du conseil général et du conseil de préfecture, et par les douze maires de Paris.

» La garde nationale de la Seine avait pour représentants son commandant en chef M. le maréchal comte de Lobau, M. le général Jacqueminot, chef d'état-major; les colonels et lieutenants-colonels des dix-sept légions de Paris et de la banlieue.

» Le roi avait également invité à cette fête nationale M. le préfet, les principales autorités et les officiers supérieurs des gardes nationales du département de Seine-et-Oise.

» L'armée était représentée par MM. les maréchaux de France, les amiraux, un grand nombre de lieutenants-généraux, de maréchaux de camp, de vice-amiraux, contre-amiraux, d'officiers généraux en retraite; par les états-majors de la première division militaire, des places de Paris et de Versailles; par les colonels, lieutenants-colonels des régiments qui forment la garnison de ces deux villes; enfin par l'état-major et les officiers supérieurs de l'école royale militaire de Saint-Cyr.

» Indépendamment des membres de l'Institut de France, le roi avait bien voulu inviter un grand nombre d'hommes de lettres, d'artistes et particulièrement les peintres et les sculpteurs qui ont concouru par leurs travaux à enrichir le nouveau musée.

» Le roi et la reine sont partis à trois heures de Trianon pour se rendre au palais de Versailles....

» Depuis dix heures du matin toutes les salles du musée de Versailles étaient ouvertes aux personnes invitées, qui avaient pu les parcourir en attendant l'arrivée du roi.

» Leurs majestés ont été accueillies par les témoignages du plus vif dévouement; elles se sont rendues aux galeries du premier étage par l'escalier de marbre, ont traversé la grande salle des Gardes, aujourd'hui salle de Napoléon, la salle de 1792, les quatre salles consacrées aux campagnes de 1793, 1794, 1795 et 1796; elles sont entrées ensuite dans la grande galerie des Batailles, où l'on voit, retracés sur la toile, tous les hauts faits de la valeur française, depuis la bataille de Tolbiac jusqu'à celle de Wagram. La foule des invités, qui se pressaient autour du roi, ne pouvait se lasser d'admirer les belles proportions, les riches ornements de cette galerie entièrement nouvelle.

» Après avoir parcouru d'autres salles, parmi lesquelles on a surtout remarqué la salle des États-généraux, la salle de 1830, où figurent les principaux événements de la révolution de juillet, leurs majestés ont traversé la galerie des sculptures et se sont arrêtées dans la chambre du lit de Louis XIV, pour examiner toutes les parties de l'ancien ameublement restaurées avec une grande magnificence.

» Le banquet royal, auquel quinze cents personnes étaient conviées, a eu lieu dans la grande galerie de Louis XIV et dans les salons de la Guerre, d'Apollon, de Mercure, de Mars, etc. La table du roi était de six cents couverts et offrait l'aspect le plus splendide. Les princes présidaient aux autres tables, aussi magnifiquement servies que celle du roi. Un ordre admirable a régné dans le service.

» Après le dîner on s'est répandu de nouveau dans les galeries pour les visiter en détail, en attendant l'heure du spectacle.

» Leurs majestés sont entrées dans la salle de spectacle à huit heures, et se sont placées à l'amphithéâtre au-dessus du parterre. Le roi occupait le milieu, ayant à sa droite la reine, et à sa gauche, la reine des Belges, madame la duchesse d'Orléans et la princesse Marie. La reine avait à sa droite le roi des Belges, madame la grande-duchesse douairière de Mecklembourg, madame la princesse Adélaïde et la princesse Clémentine.

» Le prince royal occupait un siége derrière madame la duchesse d'Orléans; M. le duc de Nemours, M. le prince de Joinville, M. le duc d'Aumale et M. le duc de Montpensier avaient pris place derrière le roi et la reine.

» La salle, éblouissante de lumière et décorée avec une magnificence que rien ne saurait égaler, était presque entièrement pleine avant l'arrivée du roi. L'entrée de leurs majestés a été saluée par les plus vives acclamations.

» A huit heures, le spectacle a commencé par le Misanthrope, joué avec les costumes du temps, par Mlle Mars et les principaux acteurs de la Comédie française. Les acteurs de l'Académie royale de musique ont ensuite exécuté des fragments du troisième et du cinquième acte de Robert le Diable : leurs majestés ont plus d'une fois daigné applaudir au talent de Duprez, de Levasseur et de Mlle Falcon. Le spectacle a été terminé par un intermède de M. Scribe, destiné à célébrer l'inauguration du musée, et à mettre en parallèle une fête donnée à Versailles par Louis XIV avec la fête toute nationale donnée en ce jour même par le roi des Français.

» L'assemblée tout entière a témoigné le plus vif enthousiasme au moment où l'art du décorateur a fait succéder à l'aspect du vieux Versailles celui de Versailles rendu à son antique splendeur, et consacré par Louis-Philippe à toutes les gloires qui honorent le pays.

» Le spectacle s'est terminé à minuit et demi. Quand le roi a quitté sa place, les acclamations ont éclaté avec une nouvelle force. Alors a commencé la promenade aux flambeaux dans les vastes salles du palais et dans la grande galerie des Batailles. Le roi était précédé de valets de pied portant des torches, suivi de sa famille et de toutes les personnes qui avaient pris part au banquet ou à la représentation.

» LL. MM. sont reparties pour Trianon à deux heures du matin (1). »

N° 1031. LA BRIGADE DE NEMOURS PART DE BONE.
27 SEPTEMBRE 1837.

. . . .

N° 1031 *bis*. L'ARMÉE
ARRIVE DEVANT CONSTANTINE. — 6 OCTOBRE 1837.

SIMÉON FORT.

N° 1031 *ter*. SIÉGE DE CONSTANTINE.
13 OCTOBRE 1837.

L'ENNEMI REPOUSSÉ DES HAUTEURS DE COUDIAT-ATI.
10 OCTOBRE.

HORACE VERNET.

(1) *Moniteur* du 12 juin 1837.

N° 1031 (4°). SIÉGE DE CONSTANTINE.
13 OCTOBRE 1837.

MORT DU GÉNÉRAL DAMRÉMONT. — 12 OCTOBRE.

HORACE VERNET.

N° 1031 (5°). SIÉGE DE CONSTANTINE.
13 OCTOBRE 1837.

LES COLONNES D'ASSAUT SE METTENT EN MOUVEMENT.

HORACE VERNET.

N° 1031 (6°). SIÉGE DE CONSTANTINE.
13 OCTOBRE 1837.

PRISE DE LA VILLE.

HORACE VERNET.

N° 1031 (7°). ATTAQUE DE CONSTANTINE.
(7 HEURES DU MATIN). — 13 OCTOBRE 1837.

SIMÉON FORT.

N° 1031 (8°). SIÉGE DE CONSTANTINE.
13 OCTOBRE 1837.

Tableau-plan par SIMÉON FORT.

Après le succès incomplet de la première expédition contre Constantine, une réparation éclatante était due aux armes françaises. Le soin de l'obtenir fut confié au général Damrémont, gouverneur des possessions françaises en Afrique. On mit sous ses ordres un corps d'armée plus fort et mieux approvisionné que celui avec lequel le siége avait été tenté l'année précédente. La brigade d'avant-garde était commandée par Mgr le duc de Nemours; les deux autres par les maréchaux de camp Trézel et Rulhières. Le général Perregaux remplissait les fonctions de chef d'état-major général de l'armée. L'artillerie et le génie étaient sous les ordres des lieutenants généraux Valée et Rohault de Fleury.

Le 1er octobre 1837, l'armée quitta son campement de Medjz-Ammar, et le 6 au soir elle bivouaquait sous les murs de Constantine.

Ce jour même les commandements furent ainsi répartis : le général Rulhières fut chargé de défendre le plateau de Mansourah, le général Trézel celui de Coudiat-Ati. Mgr le duc de Nemours fut mis à la tête des travaux du siége.

Mais à peine étaient-ils commencés que la pluie se mit à tomber par torrents, et il a fallu poursuivre l'œuvre difficile de l'armement des batteries sous un déluge d'eau qui dura quatre jours et qu'accompagnaient le feu de la place et les sorties continuelles de la garnison. Malgré tous ces obstacles, quelques pièces commencèrent à battre les murs dans la journée du 9. Successivement deux autres batteries furent armées, et pendant la nuit l'active énergie du général et le dévouement courageux des zouaves parvinrent, à travers les eaux grossies du Rummel et les berges détrempées de la rive gauche, à faire gravir quatre pièces sur les hauteurs du Coudiat-Ati. Les sorties de l'ennemi n'en devinrent que plus furieuses, et ce fut dans la journée du 10 qu'une troupe de Kabyles, profitant des ravins et de l'escarpement du terrain, s'en vint tirer presque à bout portant sur le petit retranchement dont le mamelon de Coudiat-Ati était couronné. Il fallut alors qu'officiers et soldats courussent ensemble pour repousser une attaque si déterminée. Mgr le duc de Nemours l'épée à la main, s'élança des premiers avec le colonel Boyer, son aide de camp, et M. de Chabannes, un des officiers de son état-major, et tous pêle-mêle, au milieu des pierres d'un cimetière africain, ils entraînèrent à leur suite quelques braves de la légion étrangère, qui mirent en fuite ces audacieux ennemis.

Le 11 la batterie de brèche fut armée, et, les feux de la place ayant été promptement éteints, elle commença à battre la muraille. Transporté pendant la nuit à cent vingt mètres de la place, elle ouvrit, le 12 au matin, un feu plus rapproché et plus redoutable. Il était huit heures et demie, lorsque le général Damrémont, se rendant à la batterie avec Mgr le duc de Nemours pour visiter les travaux de la nuit, fut emporté par un boulet de canon (1). Le général Valée prit aussitôt le commandement de l'armée. Il faut ici le laisser parler lui-même.

« A une heure la batterie de brèche continua la brèche commencée, et vers le soir l'état de cette brèche était tel qu'on put fixer l'assaut pour le lendemain.

» La place d'armes fut prolongée à gauche de la batterie de brèche, pour mettre la garde de tranchée à l'abri d'une attaque à revers. Le travail fut exécuté avec beaucoup de dévouement par les zouaves, dirigés par une compagnie de sapeurs du génie.

» A cinq heures un parlementaire, envoyé par le bey Achmet, fut amené en ma présence, et me remit une lettre dans laquelle le bey me proposait de suspendre les opérations du siége et de renouer les négociations. Cette démarche me parut avoir pour but de gagner du temps, dans l'espoir que la faim et le manque de munitions nous obligeraient bientôt à nous retirer. Je refusai de faire cesser le feu de mes batteries, et le parlementaire partit avec une lettre dans laquelle j'annonçais à Achmet que j'exigeais la remise de la place comme préliminaire de toute négociation.

» Les batteries reçurent ordre de tirer pendant toute la nuit à intervalles inégaux, de manière à empêcher l'ennemi de déblayer la brèche et d'y construire un retranchement intérieur.

» Le 13, à trois heures et demie du matin, la brèche fut reconnue par M. le capitaine du génie Boutault et M. le capitaine de zouaves de Garderens. Le rapport de ces deux officiers fut qu'elle était praticable, et que l'ennemi n'avait pas cherché à en déblayer le pied.

» A quatre heures je me rendis dans la batterie de brèche avec S. A. R. Mgr le duc de Nemours, qui devait, comme commandant de siége, diriger les colonnes d'assaut, et M. le général Fleury. Les colonnes d'attaque, au nombre de trois, furent formées. La première, commandée par M. le lieutenant-colonel de Lamoricière, fut composée de quarante sapeurs, trois cents zouaves, et les deux compagnies d'élite du bataillon du deuxième léger.

» La deuxième colonne, commandée par M. le colonel Combes, ayant sous ses ordres MM. Bedeau et Leclerc, chefs de bataillon, fut composée de la compagnie franche du deuxième bataillon d'Afrique, de quatre-vingts sapeurs du génie, de cent hommes du troisième bataillon d'Afrique, cent hommes de la légion étrangère, et trois cents hommes du quarante-septième.

» La troisième colonne, aux ordres de M. le colonel Corbin, fut formée de deux bataillons composés de détachements pris, en nombre égal, dans les quatre brigades.

» La première et la deuxième colonne furent placées dans la place d'armes et dans le ravin y attenant; la troisième fut formée derrière le bardo.

» La batterie de brèche reprit son feu exclusivement dirigé

(1) Le corps du général Damrémont, couvert de son manteau, fut emporté par les officiers de son état-major, accompagnés de Mgr le duc de Nemours et du nouveau général en chef. C'est là ce que représente le tableau de M. Horace Vernet.

sur la brèche; les autres batteries dirigèrent le leur sur les défenses de la place qui pouvaient avoir action sur la marche des colonnes d'assaut.

» A sept heures j'ordonnai l'assaut.

» S. A. R. Mgr le duc de Nemours lança la première colonne. Dirigée par M. le lieutenant-colonel de Lamoricière, elle franchit rapidement l'espace qui la séparait de la ville, et gravit la brèche sous le feu de l'ennemi. Le colonel de Lamoricière et le chef de bataillon Vieux, aide de camp de M. le général Fleury, arrivèrent les premiers au haut de la brèche, qui fut enlevée sans difficulté. Mais bientôt la colonne, engagée dans un labyrinthe de maisons à moitié détruites, de murs crénelés et de barricades, éprouva la résistance la plus acharnée de la part de l'ennemi. Celui-ci parvint à faire écrouler un pan de mur qui ensevelit un grand nombre des assaillants, et entre autres le chef de bataillon de Sérigny, commandant le bataillon du deuxième léger.

» Dès que la première colonne eut dépassé la brèche, je la fis soutenir par deux compagnies de la deuxième colonne, et successivement, à mesure que les troupes pénétraient dans la ville, des détachements de deux compagnies vinrent appuyer les mouvements de la tête de la colonne.

» La marche des troupes dans la ville devint plus rapide après la chute du mur, malgré la résistance de l'ennemi. A droite de la brèche, après avoir fait chèrement acheter la possession d'une porte qui donnait dans une espèce de réduit, les Arabes se retirèrent à distance, et bientôt une mine fortement chargée engloutit et brûla un grand nombre de nos soldats. Plusieurs périrent dans ce cruel moment; d'autres, parmi lesquels je dois citer le colonel Lamoricière et plusieurs officiers de zouaves et du deuxième léger, et les officiers du génie Vieux et Leblanc, furent grièvement blessés. A la gauche, les troupes parvinrent à se loger dans les maisons voisines de la brèche; les sapeurs du génie cheminèrent à travers les murs, et l'on parvint ainsi à tourner l'ennemi. La même manœuvre, exécutée à la droite, força l'ennemi à se retirer et décida la reddition de la place.

» Le combat se soutint encore pendant près d'une heure dans les murs de la ville; enfin les Arabes, chassés de position en position, furent rejetés sur la Casbah; et le général Rulhières, que je venais de nommer commandant supérieur de la place, y arrivant en même temps qu'eux, les força à mettre bas les armes. Un grand nombre cependant périt en cherchant à se précipiter du rempart dans la plaine.

» Le calme se rétablit bientôt dans la ville. Le drapeau tricolore fut élevé sur les principaux édifices publics, et S. A. R. Mgr le duc de Nemours vint prendre possession du palais du bey (1). »

N° 1032. MARIAGE

DU DUC ALEXANDRE DE WURTEMBERG AVEC LA PRINCESSE MARIE D'ORLÉANS. — 17 OCTOBRE 1837.

. . . .

On lit dans le Moniteur, à la date du 18 octobre :

« Le mariage de S. A. R. la princesse Marie avec S. A. R. le duc Alexandre de Wurtemberg a été célébré hier soir à neuf heures au château royal de Trianon.....

» M. le baron Pasquier, président de la chambre des pairs et chancelier de France, remplissant auprès de la famille royale les fonctions d'officier de l'état civil, assisté de M. le duc Decazes, grand référendaire, et de M. Cauchy, garde des archives de la chambre des pairs, a lu l'acte de mariage. Un mot ajouté pour la circonstance aux formules d'usage a produit une vive impression sur l'assemblée : c'est lorsque M. le président Pasquier, après avoir nommé tous les princes présents, a ajouté d'une voix émue : « M. le duc de Nemours » et M. le prince de Joinville, *absents pour le service du roi.* » On venait d'apprendre que l'armée était à trois lieues de Constantine. Après la lecture de l'acte, le roi et la reine, le roi et la reine des Belges, M. le duc et madame la duchesse d'Orléans, les princes et princesses, se sont avancés pour donner leur signature.....

» Après la signature de l'acte civil, le roi s'est rendu à la chapelle, où le mariage catholique a été célébré par Mgr l'évêque de Versailles assisté de MM^{grs} les évêques de Meaux et de Maroc.

» Mgr l'évêque de Versailles a adressé aux époux une touchante allocution, empreinte de la foi la plus tolérante et la plus éclairée.

» La cérémonie luthérienne a été faite par M. le pasteur Cuvier, assisté d'un ministre de la même communion. Le langage de M. Cuvier a été plein d'onction et de sagesse. Ces deux discours étaient puisés à la même source, l'esprit évangélique.

» Le roi avait voulu conserver à cette solennité le caractère d'une fête de famille ; mais aujourd'hui ses destinées et celles de sa royale dynastie sont trop étroitement liées à celles du pays pour que la France entière n'y voie pas aussi une fête nationale (1). »

N° 1033. RECONNAISSANCE DE NUIT

DEVANT LE FORT DE SAINT-JEAN-D'ULLOA. 27 OCTOBRE 1838.

COUVELEY.

N° 1034. PRISE DU FORT SAINT-JEAN D'ULLOA.

ATTAQUE DU FORT PAR L'ESCADRE FRANÇAISE SOUS LES ORDRES DE L'AMIRAL BAUDIN. — 27 NOVEMBRE 1838.

GUDIN.

N° 1035. PRISE DE POSSESSION DU FORT SAINT-JEAN D'ULLOA. — 28 NOVEMBRE 1838.

. . . .

Depuis plusieurs années la France réclamait du gouvernement mexicain de justes satisfactions pour une foule de vexations et de violences infligées aux sujets français dans les états de cette république. Le blocus de la Vera-Cruz, la principale place de commerce du Mexique, étant resté insuffisant, une escadre fut mise sous les ordres du contre-amiral Baudin pour obtenir raison ou par la persuasion ou par la force.

Le 1er septembre 1838 la frégate *la Néréide*, sur laquelle l'amiral avait arboré son pavillon, partit de Brest, accompagnée de la corvette *la Créole*, commandée par Mgr le prince de Joinville. *La Néréide* rallia à Cadix les deux frégates *la Gloire*, sous les ordres du commandant Lainé, et *la Médée* sous ceux du commandant Leray. Trois cents artilleurs de la marine et trente mineurs du génie étaient adjoints à l'expédition.

Arrivé le 27 octobre au mouillage de Sacrificios, l'amiral Baudin, selon l'esprit de ses instructions, employa tout un mois à négocier avec le gouvernement mexicain : le 27 no-

(1) *Moniteur* du 8 novembre 1837.

(1) *Moniteur* du 19 octobre 1837.

vembre à midi était le dernier terme assigné à ces négociations. Le résultat n'en ayant point été satisfaisant, l'amiral fit embosser près du récif de Gallega les trois frégates *la Néréide*, *l'Iphigénie* (1) et *la Gloire*, avec les deux bombardes *le Vulcain* et *le Cyclope*, et se mit en mesure d'ouvrir le feu contre le fort Saint-Jean-d'Ulloa.

Laissons parler l'amiral lui-même dans son rapport au ministre de la marine :

« Les trois frégates ainsi embossées, beaupré sur poupe, formaient une ligne serrée parallèle au récif. Du milieu de cette ligne, la tour des signaux, élevée sur le cavalier du bastion de Saint-Crispin, restait au sud-ouest demi-ouest. C'était une position avantageuse, en ce qu'elle nous permettait de battre diagonalement la plus grande partie des ouvrages de la forteresse, en évitant le feu de ses fronts principaux.

» Après avoir remorqué les frégates, les navires à vapeur allèrent mouiller hors de portée de canon de la forteresse, mais en position de donner leur assistance, si elle devenait nécessaire.

» Les chaloupes des frégates, armées par les équipages des bricks laissés à l'ancre, et munies chacune d'une ancre à jet et de deux grelins, furent placées à l'abri des frégates, du côté opposé au récif.

» Quelques minutes avant midi, au moment où j'allais placer *la Néréide* près du récif de Gallega, un canot mexicain vint à bord en parlementaire : il portait deux officiers chargés par le lieutenant général Manuel Rincon, commandant le département de Vera-Cruz, de me remettre la réponse définitive du gouvernement mexicain aux demandes de la France. Cette réponse ne me laissait aucun espoir d'obtenir par des voies pacifiques l'honorable accommodement que j'avais été chargé de proposer au cabinet mexicain. Depuis un mois j'avais épuisé tous les moyens de conciliation; il fallait recourir à la force.

» Un peu avant deux heures et demie, je renvoyai le parlementaire mexicain; et dès qu'il fut à bonne distance hors de la direction de nos canons, je fis le signal de commencer le feu sur la forteresse.

» Jamais feu ne fut plus vif et mieux dirigé, et je n'eus dès lors d'autre soin que d'en modérer l'ardeur.

» De temps à autre je faisais signal de cesser le feu, pour laisser dissiper le nuage d'épaisse fumée qui nous dérobait la vue de la forteresse. On rectifiait alors le pointage, et le feu recommençait avec une vivacité nouvelle.

» Vers trois heures et demie la corvette *la Créole* parut à la voile, contournant le récif de la Galléga vers le nord; elle demandait par signal la permission de rallier les frégates d'attaque et de prendre part au combat.

» J'accordai cette permission : Mgr le prince de Joinville vint alors passer entre la frégate *la Gloire* et le récif de la Lavandera, et se maintint dans cette position jusqu'au coucher du soleil, combinant habilement ses bordées de manière à canonner le bastion de Saint-Crispin et la batterie rasante de l'est.

» A quatre heures vingt minutes la tour des signaux, élevée sur le cavalier du bastion de Saint-Crispin, sauta en l'air, en couvrant de ses débris le cavalier et les ouvrages environnants. Déjà deux autres explosions de magasins à poudre avaient eu lieu, l'une dans le fossé de la demi-lune, l'autre dans la batterie rasante de l'est, dont elle avait fait disparaître le corps de garde.

» Une quatrième explosion eut lieu vers cinq heures, et dès lors le feu des Mexicains se ralentit considérablement. Au coucher du soleil plusieurs de leurs batteries paraissaient abandonnées, et la forteresse ne tirait plus que d'un petit nombre de ses pièces. Je donnai alors ordre à *la Créole* d'aller reprendre le mouillage de l'île Verte, et je fis remorquer *la Gloire* au large par *le Météore*.

» Il importait de désencombrer notre position : les frégates étaient mouillées sur un fond de roches aiguës, et elles se trouvaient serrées contre l'accore d'un récif dont elles ne pouvait s'éloigner que l'une après l'autre, en sorte que le moindre vent du large qui se serait élevé pendant la nuit aurait rendu leur situation fort dangereuse.

» J'ordonnai donc de cesser le feu à bord de *la Néréide* et de *l'Iphigénie*, et de faire les dispositions pour recevoir les remorques des navires à vapeur. La forteresse avait complètement cessé son feu; les bombardes seules continuaient de tirer sur elle. A huit heures, ne voulant pas qu'elles dépensassent inutilement leurs munitions dans l'obscurité, je leur fis aussi le signal de cesser le feu.

» Vers huit heures et demie un canot parlementaire se dirigea de la forteresse vers *la Néréide*, portant deux officiers mexicains. L'un d'eux, le colonel Manuel Rodriguez de Cela, me dit qu'il était envoyé par le maréchal de camp don Antonio Gaona, commandant la forteresse, pour me demander une suspension d'armes, afin de retirer de dessous les décombres un grand nombre de blessés qui s'y trouvaient ensevelis encore vivants.

» Je répondis que la suspension d'armes avait lieu de fait, puisque je venais de faire cesser le feu, mais qu'elle ne pouvait durer que quelques heures, et que j'exigeais une capitulation, dont je dictai immédiatement les termes. Le colonel n'était point autorisé à traiter d'une capitulation : le général même commandant la forteresse ne pouvait, disait-il, capituler qu'avec l'autorisation du lieutenant général Rincon, dont il était obligé de prendre les ordres; il demandait le temps nécessaire pour le consulter.

» J'accordai jusqu'à deux heures du matin, et je fis accompagner les officiers mexicains jusqu'à la forteresse par MM. Mengin, chef de bataillon du génie, et Page, lieutenant de vaisseau, attaché à mon état-major. Ces messieurs furent reçus à la barrière par le général Gaona, qui s'excusa de ne pouvoir les admettre, à une telle heure de la nuit, dans l'intérieur de la place; et la conférence s'ouvrit sur la banquette qui borde le fossé.

» A peine avait-elle commencé, qu'arriva de Vera-Cruz l'ancien président, le général Santa-Anna, accompagné de plusieurs officiers supérieurs; il venait s'informer de la situation de la forteresse. Sa présence interrompit l'entretien du général Gaona avec mes officiers, qui revinrent à bord à onze heures du soir, sans avoir rien conclu.

» Je pris alors le parti d'écrire au général Rincon pour lui faire comprendre l'impossibilité dans laquelle il se trouvait de défendre la ville de la Vera-Cruz du côté de la mer, après que la forteresse serait réduite, et je lui offris une capitulation honorable. A deux heures du matin, le colonel mexicain de Cela se présenta de nouveau à bord de *la Néréide*; il m'apportait un message verbal du général Gaona, qui reconnaissait la nécessité d'une capitulation pour la forteresse, mais qui se défendait de traiter sans l'autorisation du général Rincon.

» A trois heures j'expédiai à Vera-Cruz mon chef d'état-major, M. Doret, et le lieutenant de vaisseau Page, avec ordre de presser le général Rincon et de lui faire signer une capitulation. Au point du jour, *la Gloire* vint reprendre le poste d'embossage qu'elle avait occupé la veille, sur l'avant de *la Néréide*. J'avais aussi appelé *la Médée* et *la Créole*, pour le cas où les Mexicains tenteraient de renouveler le

(1) La frégate *l'Iphigénie*, commandée par le capitaine de vaisseau Parseval-Deschêne, était antérieurement employée au blocus de la Vera-Cruz.

combat : ces deux navires vinrent s'embosser par le travers de la batterie rasante de l'est.

» A huit heures, les officiers que j'avais envoyés à Vera-Cruz pour traiter avec le général Rincon n'étaient pas encore de retour. J'écrivis à M. Doret de signifier au général Rincon que, si la capitulation n'était pas signée dans une demi-heure, j'ouvrirais mon feu sur la ville. Quelques instants après M. Doret arriva : il n'avait pas reçu ma lettre, et ne m'apportait de capitulation signée que pour la forteresse d'Ulloa seulement. Le général Rincon avait refusé de s'engager pour la ville; mais l'officier porteur de ma lettre, n'ayant plus trouvé M. Doret chez le général Rincon, avait fait connaître verbalement la substance de mon message au général, qui m'envoya aussitôt deux officiers chargés de traiter avec moi. La convention relative à la ville fut donc conclue, à quelques légères modifications près, dans les termes que j'avais moi-même offerts.

» C'était à midi que la forteresse devait nous être remise; mais elle n'a qu'une seule porte, à laquelle on arrive par un quai fort étroit, dont l'accès se trouvait obstrué par les chaloupes canonnières mexicaines coulées bas dans le combat de la veille. D'ailleurs l'encombrement des blessés mexicains était tel, que malgré les efforts des officiers qui commandaient les embarcations de l'escadre, l'évacuation ne put être terminée qu'à deux heures après midi.

» Je fis alors occuper la forteresse par les trois compagnies d'artillerie de la marine et l'escouade des mineurs embarqués sur les frégates. Lorsque le pavillon de France fut hissé, tous les navires de l'escadre le saluèrent de vingt et un coups de canon, et les équipages sur les vergues, de trois cris de *vive le roi* (1) ! »

N° 1036. COMBAT DE LA VERA-CRUZ.
5 DÉCEMBRE 1838.

. . . .

L'amiral Baudin, dans un second rapport, raconte ainsi les événements qui ont amené la prise de la Vera-Cruz par les Français :

« Le 4, j'étais avec la plus grande partie de l'escadre aux mouillages de l'île Verte et de Pajaros, lorsque, dans l'après-midi, le capitaine comte de Gourdon, du brick *le Cuirassier*, stationné dans le port de Vera-Cruz, me donna avis que de nouvelles troupes mexicaines entraient dans la ville, et que beaucoup de nos compatriotes, craignant de mauvais traitements par suite de cette violation de la capitulation, demandaient à se réfugier dans la forteresse.

» Je partis sur-le champ dans mon canot pour Vera-Cruz, en faisant signal au brick *l'Alcibiade* d'appareiller de l'île Verte, et d'aller mouiller devant la ville, afin d'y renforcer la station, qui déjà se composait du *Cuirassier*, de *la Créole*, et de *l'Éclipse*.

» A quatre heures après midi, au moment où j'entrai dans le port, je reçus une lettre de l'ancien président de la république, le général Santa-Anna. Il m'annonçait sa nomination au commandement général du département de Vera-Cruz, en remplacement du général Rincon, et le refus du gouvernement mexicain de donner son approbation à la convention relative à la ville de Vera-Cruz. La lettre du général Santa-Anna contenait un exemplaire imprimé du décret du 30 novembre, par lequel le président Bustamente déclarait la guerre à la France.

» Je répondis au général Santa-Anna que la convention relative à la Vera-Cruz, se trouvant violée de son fait, cessait d'être obligatoire pour moi ; je l'avertis d'ailleurs qu'il eût à s'abstenir de toute vexation ou de tout abus de pouvoir envers les Français établis dans l'étendue de son commandement.

» J'allai à la forteresse : un grand nombre de nos nationaux s'y étaient réfugiés avec leurs familles.

» Pendant quelques heures le général Santa-Anna avait paru vouloir leur interdire la sortie de la ville : leur empressement à la quitter n'avait été que plus grand. Ils avaient d'ailleurs appris que des forces mexicaines considérables devaient l'occuper, et déjà une partie de ces forces était entrée: la terreur était dans la population mexicaine et étrangère de Vera-Cruz, qui s'attendait à voir la ville devenir le théâtre d'un combat.

» En traitant huit jours avant avec le général Rincon, j'avais bien pu ménager l'orgueil mexicain et m'abstenir d'exiger le désarmement de Vera-Cruz : le caractère honorable de général Rincon était une garantie ; d'ailleurs je ne voulais pas humilier trop profondément le Mexique au moment où je lui offrais la paix. Mais le caractère de haine et de fureur que le gouvernement mexicain s'efforçait d'imprimer à la guerre, ne me permettait plus de laisser entre les mains de la garnison de Vera-Cruz, des armes dont elle aurait pu être tentée de faire un usage imprudent. Il me répugnait de tirer sur la ville et de la détruire : le seul moyen de la sauver était de la désarmer; j'en formai la résolution.

» A neuf heures du soir, j'expédiai à tous les navires de la division mouillés entre les récifs de l'île Verte et de Pajaros, l'ordre de se préparer à effectuer une descente le lendemain à quatre heures du matin. Chacun des commandants reçut une copie du dispositif d'attaque.

» Le 5, à l'heure indiquée, les chaloupes et grands canots, portant les compagnies de débarquement formées des équipages de la division, se trouvaient réunies dans le plus grand silence aux postes que je leur avais assignés, le long du bord de nos navires mouillés dans le port de Vera-Cruz. Malheureusement une brume très-épaisse avait empêché quelques embarcations de rallier : de ce nombre étaient celles de *la Néréide*, qui portaient une partie des échelles d'escalade, des pétards pour enfoncer les portes, et d'autres objets nécessaires à l'attaque.

» J'attendis inutilement jusqu'à cinq heures et demie; enfin le jour étant sur le point de paraître, je donnai l'ordre de départ à six heures moins un quart. Les embarcations formées sur trois colonnes avaient pris terre sur la plage de Vera-Cruz à la faveur de la brume, sans être aperçues. Le débarquement s'effectua dans un ordre parfait, chacun des commandants marchant à la tête du détachement de son équipage.

» La colonne de droite, commandée par le capitaine Lainé, de *la Gloire*, suivi du capitaine Leray, de *la Médée*, escalada le fort de la Conception armé de treize canons de vingt-quatre et de deux mortiers, s'en empara, et poursuivant sa route le long des remparts, délogea successivement l'ennemi des premier, deuxième et troisième bastions du côté de la porte de Mexico. Une partie de la garnison s'enfuit précipitamment par cette porte. Les canons furent encloués, jetés par-dessus les remparts, et les affûts détruits à coups de hache.

» La colonne de gauche, commandée par le capitaine Parseval, de *l'Iphigénie*, ayant sous ses ordres le capitaine Turpin, de *la Néréide*, se partagea en deux sections : l'une dirigée par les capitaines Olivier, du *Cyclope*, et Saint-Georges, du *Volcan*, pénétra dans la ville en enfonçant la poterne du Bastrillo ; l'autre, ayant le capitaine Parseval à la tête, appliqua les échelles au mur, et enleva à l'escalade, sans beaucoup de résistance, le fort de Saint-Yago, armé de vingt-huit canons du calibre de vingt-quatre pour la plupart, et de deux mortiers.

(1) *Moniteur* du 9 février 1839.

» Le capitaine Parseval s'empara ensuite du premier bastion à gauche vers la porte de la Merced, armé de huit bouches à feu; puis, laissant une partie de son monde dans ce bastion et dans le fort de Saint-Yago pour garder l'artillerie, il s'avança le long des remparts pour en faire le tour et opérer sa jonction avec la colonne de droite, conformément à mes instructions.

» Pendant que le débarquement s'effectuait sous le fort, à droite et à gauche de la ville, la colonne du centre débarquait au môle. Cette colonne se composait de deux compagnies et demie d'artilleurs de la marine, sous les ordres du chef de bataillon Colombel, que j'avais nommé commandant de la forteresse d'Ulloa; de deux compagnies de marins, et d'une escouade de vingt mineurs commandée par le lieutenant Tholer; son avant-garde était formée par quatre-vingt-dix marins de *la Créole*, ayant à leur tête S. A. R. le prince de Joinville.

» La porte du môle fut enfoncée au moyen de sacs à poudre, et le prince s'élança le premier dans la ville. Des deux compagnies de marins, l'une prit sur la droite, en longeant intérieurement la muraille, pour attaquer le fort de la Conception; l'autre, marchant sur la gauche, se dirigea sur le fort de Saint-Yago, ayant pour guide le commandant du génie Mengin.

» Pendant ce temps son altesse royale, suivie des officiers de *la Créole*, de son détachement de marins et d'une partie des artilleurs, se dirigeait au pas de course vers la maison habitée par les généraux Santa-Anna et Arista. La garde placée au dehors fit feu et se jeta dans la maison. Bientôt un combat s'engagea sous les portiques de la cour, sur l'escalier et jusque dans les chambres, qu'il fallut forcer l'une après l'autre en tuant les Mexicains qui les défendaient. De notre côté, nous eûmes plusieurs blessés, entre autres le capitaine du génie Chauchart, le lieutenant de vaisseau Goubin, du navire à vapeur *le Phaëton*, et l'enseigne Morel, du même navire.

» Enfin on pénétra dans l'appartement du général Arista; un second maître de *la Créole* se jeta sur lui et le saisit au corps : le prince arriva au même instant et reçut l'épée du général. Sa maison fut fouillée, mais on ne put trouver le général Santa-Anna; la résistance de sa garde lui avait donné le temps de se sauver par les toits, dont la construction en terrasses favorisa sa fuite. Je fis conduire à bord du *Cuirassier* le général Arista et les officiers mexicains prisonniers : ils y furent traités avec tous les égards dus à leur position.

» Cependant la colonne de gauche, continuant sa route le long des remparts, était parvenue devant une grande caserne située près de la porte de la Merced : des coups de canon à mitraille et une vive fusillade partie des fenêtres l'avait arrêtée au passage. Son altesse royale, avertie de cette résistance, se porta de suite devant la caserne avec ses marins de *la Créole*, et fit pointer son petit obusier de montagne sur la porte. Aussitôt que le coup fut parti le prince s'élança au milieu de la fumée vers la porte, croyant l'avoir enfoncée; le boulet n'avait fait que son trou.

» La fusillade redoubla alors par les fenêtres : plusieurs hommes furent tués, parmi lesquels M. Olivier, lieutenant d'artilleurs. MM. Mengin, chef de bataillon du génie, Maréchal, lieutenant d'artillerie, Miniac, enseigne de *la Néréide*, Magnier et Gervais, élèves de *la Créole*, Jauge, de *la Gloire*, et bon nombre de marins et d'artilleurs furent blessés : il fallut se retirer dans les rues adjacentes, et le capitaine Lainé, commandant la colonne de droite, étant alors arrivé, son altesse royale se rangea sous ses ordres.

» Le capitaine Lainé m'envoya un officier pour me rendre compte de ce qui se passait, et employa ensuite les mineurs à préparer les matériaux d'une barricade qu'il se proposait d'élever près la porte de la caserne.

» Je fis alors descendre de l'un des bastions une pièce de six mexicaine, la seule que nous n'eussions point mise hors de service; je la fis conduire dans la rue des Dames, dont l'axe est perpendiculaire au mur de la caserne, et je fis tirer trois coups sur la porte, sans parvenir à l'enfoncer. Je jugeai qu'elle devait être murée en dedans avec des sacs à terre, dont les Mexicains avaient une immense quantité sur tous leurs ouvrages et jusque dans les maisons.

» La position de la caserne était forte : il fallait lui faire subir un véritable siége, sans autre résultat utile que de nous mettre en possession de murailles que je ne voulais pas occuper, et de prisonniers que je ne voulais pas garder, ne pouvant pas les nourrir. L'unique but de mon expédition avait été le désarmement de la ville. Ce but se trouvait complétement atteint; dès lors il convenait d'autant plus de se retirer immédiatement; que l'état de l'atmosphère annonçait un prochain coup de vent de nord qui aurait rendu impossible le retour des commandants et des équipages à bord de leurs navires, mouillés pour la plupart à grande distance et sans aucun abri.

» J'ordonnai donc le rembarquement : il s'effectua dans le plus grand ordre, chaque colonne emportant ses blessés et même ses morts, sans en laisser un seul, et allant retrouver ses chaloupes au point même où le débarquement avait eu lieu.

» Toutefois l'acharnement avec lequel les Mexicains avaient défendu leur caserne m'avait fait prévoir qu'ils ne nous laisseraient pas partir sans chercher à nous inquiéter. J'ordonnai que les cinq chaloupes de la colonne du centre, qui portaient des caronades à l'avant, demeurassent le bout à la plage jusqu'après le départ des autres embarcations; et je fis placer sur l'extrémité du môle une pièce de six mexicaine, chargé à mitraille et pointée sur la porte de la ville.

» Ces dispositions achevées, je fis rembarquer le peloton de marins qui était resté pour garder la porte; et j'étais sur le point de me rembarquer moi-même le dernier, lorsqu'une colonne mexicaine, conduite par le général Santa-Anna en personne, déboucha au pas de course par cette porte. Je commandai de mettre le feu à la pièce mexicaine chargée à mitraille, et j'entrai dans mon canot.

» Cette décharge porta le ravage dans la colonne mexicaine; une partie des hommes qui la composaient se jeta sur la plage à la droite du môle et borda le pied du rempart, dont toutes les meurtrières se garnirent à l'instant de tirailleurs. Le reste de la colonne s'avança avec audace sur le môle et commença un feu de mousqueterie très-vif principalement dirigé sur mon canot, qui fut en un moment criblé de balles. Mon patron tomba percé de six blessures; l'élève de service, M. Halna du Frétay, en reçut deux, et un autre élève, M. Chaptal, jeune homme de grande espérance, fut tué. J'ordonnai alors aux cinq chaloupes de faire feu de leurs caronades. Elles balayèrent de leur mitraille le môle et la plage, et firent un grand carnage des Mexicains. Une brume très-épaisse survint tout à coup et couvrit la retraite de l'ennemi, qui évacua la ville et alla camper sur la rive gauche de Vergara. Le général Rancon-Hernandez a pris le commandement à la place du général Santa-Anna, qui a eu son cheval tué sous lui dans l'attaque sur le môle, et a reçu trois blessures graves; on lui a coupé une cuisse, il est question de lui couper un bras; on désespère de ses jours.

» Notre perte a été peu considérable : elle se monte en tout à huit tués et cinquante-six blessés (1). »

(1) *Moniteur* du 9 février 1839.

N° 1037. UNE DIVISION DE L'ARMÉE FRANÇAISE EN AFRIQUE TRAVERSE LE PASSAGE DES PORTES-DE-FER. — 28 OCTOBRE 1830.

. . . .

VUE GÉNÉRALE

D'UNE PARTIE DE L'AFRIQUE ET DE L'ITINÉRAIRE SUIVI PAR LA COLONNE EXPÉDITIONNAIRE SOUS LES ORDRES DU MARÉCHAL VALÉE, DEPUIS CONSTANTINE JUSQU'A ALGER, PAR SÉTIF ET LES BIBANS OU PORTES-DE-FER. — NOVEMBRE 1839.

SIMÉON FORT.

VUE GÉNÉRALE DES PORTES-DE-FER.

SIMÉON FORT.

PASSAGE DES BIBANS OU PORTES-DE-FER.

Cinq aquarelles par SIMÉON FORT.

Le 19 septembre 1839 M. le duc d'Orléans s'embarqua à Port-Vendres pour visiter les établissements français en Afrique. Après avoir parcouru successivement les provinces d'Oran, d'Alger et de Constantine, le prince, dirigé dans sa marche par le maréchal Valée, se rendit à Sétif, ancienne colonie romaine, dont les ruines abritèrent le campement de notre petite armée. De là on s'attendait que la colonne expéditionnaire allait marcher sur Bougie, lorsque, le 26 octobre, on se mit en route vers le sud, et tout aussitôt l'imagination du soldat français eut deviné l'aventureuse entreprise du passage des Bibans.

Pendant deux jours le maréchal fit appuyer la division que commandait M. le duc d'Orléans par celle du général Galbois, et l'on franchit avec de grandes fatigues, mais sans rencontrer d'ennemis, une succession de crêtes élevées et de vallées profondes. Le 28 au matin les deux divisions se séparèrent. Pendant que le général Galbois retournait dans la province de Constantine, pour y terminer les travaux nécessaires à l'occupation définitive de la position militaire de Sétif, le maréchal Valée, avec les trois mille hommes que commandait M. le duc d'Orléans, s'engagea dans ces formidables défilés où les légions romaines, non plus que les armées turques, n'avaient jamais pénétré.

Laissons parler ici un des témoins oculaires de cette marche mémorable :

« La colonne marchait depuis une heure, tantôt dans le lit de l'Oued-Boukethen, tantôt sur l'une ou l'autre de ses rives, ayant en tête les deux cheiks arabes pour guides, lorsque la vallée, assez large jusque-là, se rétrécit tout à coup, et nous commençâmes à voir se dresser devant nous d'immenses murailles de rochers, dont les crêtes pressées les unes contre les autres festonnaient l'horizon d'une manière tout à fait singulière. Nous nous mîmes alors à gravir un rude sentier sur la rive gauche du torrent, et, après de rudes montées et des descentes pénibles, où nos sapeurs durent travailler pour que les mulets pussent passer, nous nous trouvâmes au milieu de cette gigantesque formation de rochers escarpés que nous avions admirée devant nous quelques pas auparavant. Ces grandes murailles calcaires de huit à neuf cents pieds de hauteur, toutes orientées de l'est dix degrés nord à l'ouest dix degrés sud, se succèdent, séparées par des intervalles de quarante à cent pieds qu'occupaient des parties marneuses détruites par le temps, et vont s'appuyer à des crêtes qu'elles coupent en ressauts infranchissables, et qu'il serait presque impossible de couronner régulièrement Une dernière descente presque à pic nous fit arriver au milieu du site le plus sauvage, où, après avoir marché près de dix minutes à travers des rochers dont le surplomb s'exhausse de plus en plus, et après avoir tourné à droite, à angle droit, dans le lit du torrent, nous nous trouvâmes dans un fond resserré où il eût été facile de nous fusiller à bout portant du haut de ces espèces de murailles, sans que nous eussions pu rien faire contre les assaillants. Là se trouve la première porte, ouverture de huit pieds de large, pratiquée perpendiculairement dans une de ces grandes murailles, rouges dans le haut et grises dans le bas. Des ruelles latérales, formées par la destruction des parties marneuses, se succèdent jusqu'à la seconde porte, où un mulet chargé peut à peine passer. La troisième est quinze pas plus loin, en tournant à droite. La quatrième porte, plus large que les autres, est à cinquante pas de la troisième; puis le défilé, toujours étroit, s'élargit un peu et ne dure guère plus de trois cents pas. C'est du haut en bas des murailles calcaires que les eaux ont péniblement franchi ces étroites ouvertures, auxquelles leur aspect extraordinaire, dont aucune description ne peut donner l'idée, a si justement mérité le nom de portes. C'est là que s'est précipitée notre avant-garde, ayant à sa tête M. le prince royal et M. le maréchal gouverneur, au son de nos musiques militaires, aux cris de joie de nos soldats qui ébranlaient ces roches sauvages. Sur leur flanc nos sapeurs ont gravé cette simple inscription : *Armée française*, 1839. En sortant de ce sombre défilé, nous avons trouvé le soleil éclairant une jolie vallée, et bientôt chaque soldat gagnait la grande halte à peu de distance de là, ayant à la main une palme arrachée au tronc de vieux palmiers qui, à l'ombre redoutée des rochers du Biban, s'étaient crus en vain à l'abri des outrages de nos briquets.

» Il aurait été impossible de songer à couronner régulièrement une position aussi extraordinaire; il eût fallu plus d'une journée pour cela, et le temps était l'élément de notre succès. Le prince royal avait ordonné à l'avant-garde de s'élancer à travers le défilé, et d'occuper immédiatement les crêtes de sortie; trois compagnies d'élite devaient en faire autant à droite et à gauche pendant le passage du reste de la division et du convoi. Ces dispositions, qui furent couronnées d'un plein succès, mettaient à même de déjouer une attaque, mais rien de cela n'eut lieu. Quatre coups de fusil, tirés de loin par deux maraudeurs, et qui n'atteignirent personne, vinrent seuls protester contre le passage miraculeux que venait d'opérer notre colonne, et pour lequel il ne fallut pas moins de trois heures et demie. Un beau soleil éclaira notre grande halte, pendant laquelle l'ivresse joyeuse de nos régiments se manifestait de mille manières, et par une foule de ces mots que savent improviser les soldats français. Nos baïonnettes couronnaient les hauteurs voisines; un orage, éclatant au loin à notre droite, mêlait ses éclairs et l'éclat du tonnerre aux bruyants accords de nos musiques militaires, et chacun de nous se livrait à l'espoir, sentant que l'on venait d'accomplir la partie la plus difficile de notre belle entreprise, que la moindre crue d'eau, qui ne s'élève pas à moins de trente pieds entre les portes, eût rendue impossible (1). »

N° 1038. COMBAT DE L'OUAD-HALLEG. 31 DÉCEMBRE 1839.

. . . .

Au mois de novembre 1839 la guerre sainte, prêchée par Abd-el-Kader parmi les tribus arabes de l'Algérie, éclata par de soudaines hostilités, et la riche plaine de la Metidja fut,

(1) *Journal des Débats* du 13 novembre 1839.

sur plusieurs points, livrée à toutes les horreurs du pillage et de l'incendie. Lorsque les grandes pluies qui, à cette époque de l'année, inondent les terres de l'Afrique septentrionale, eurent cessé de rendre les routes impraticables, le maréchal Valée s'empressa d'aller prendre sur l'ennemi une revanche éclatante. Le 30 décembre il était à Bouffarick; l'infanterie régulière de l'émir, avec de nombreux détachements de Kabyles, occupait la première arête des montagnes des Beni-Salahs, entre la Chiffa et l'Ouâd-el-Kebir; la cavalerie arabe était campée au pied des montagnes, entre Mered et Bélidah : toutes les forces des khalifas de Médéah et de Miliana se trouvaient là réunies.

Le lendemain, à sept heures du matin, le maréchal dirigea sa colonne, par la route d'Oran, sur le camp abandonné d'Ouâd-Halleg. Deux heures après, le combat était engagé avec la cavalerie ennemie, que le maréchal s'occupa seulement à contenir en lui opposant le feu de nos tirailleurs habilement distribués dans les plis du terrain, et en lui envoyant quelques volées d'artillerie. C'était à l'infanterie d'Abd-el-Kader qu'il voulait sérieusement livrer bataille; toutes ses manœuvres avaient eu pour but jusque-là de l'attirer dans la plaine, en le séparant de l'Atlas.

« Ce que j'avais prévu arriva, dit le maréchal dans son rapport. Vers une heure le colonel Changarnier, qui se trouvait avec les premiers tirailleurs de droite, me fit prévenir que les troupes régulières de l'émir paraissaient dans la plaine, et qu'on apercevait distinctement les baïonnettes au-dessus des broussailles qui couvrent le terrain entre l'ancien lit de l'Ouâd-el-Kebir et la Chiffa. Je fis aussitôt reformer ma ligne, et j'envoyai le lieutenant-colonel de Salles, mon aide de camp, reconnaître la position des Arabes. Cet officier supérieur me rendit compte, peu de moments après, que l'ennemi occupait la berge gauche de l'ancien lit de l'Ouâd-el-Kebir; que son infanterie, arrivée en colonnes, s'était déployée en faisant un feu de deux rangs sur le centre; que la force de cette infanterie pouvait être évaluée à trois bataillons, dont un, entièrement composé de soldats réguliers, occupait le centre de la ligne, et les deux autres, composés de Kabyles encadrés dans des détachements de réguliers, avaient pris position à droite et à gauche du bataillon régulier; qu'au centre de la ligne on apercevait les drapeaux du khalifa de l'émir, et que la cavalerie qui avait combattu contre nous toute la matinée se réunissait et venait prendre position à gauche de l'infanterie.

» J'ordonnai alors à ma ligne de changer de direction à droite : le dix-septième léger dut rester en arrière pour contenir la cavalerie ennemie et protéger ma communication avec le camp supérieur : je pensais d'ailleurs que la garnison de ce camp, qui était à peu de distance, ferait une sortie. Le premier régiment de chasseurs se porta rapidement à l'extrême gauche de la ligne, de manière à déborder l'ennemi et à se placer entre lui et la montagne. Je prescrivis à l'artillerie de se tenir prête à faire feu pour contenir la cavalerie ennemie; mais je ne voulus pas faire tirer sur l'infanterie, résolu que j'étais à l'aborder à l'arme blanche. Lorsque le mouvement de ma ligne fut terminé, elle se trouvait sur le bord du ravin de l'ancien lit de l'Ouâd-el-Kebir : le feu de l'ennemi redoubla en ce moment; je fis aussitôt battre la charge dans l'infanterie, et j'ordonnai au colonel Bourjolly de faire prendre le galop à son régiment, et de charger à fond l'infanterie arabe.

» Le deuxième léger, le vingt-troisième de ligne, le premier de chasseurs se jetèrent dans le ravin avec une formidable résolution, sous le feu de la ligne ennemie. Ces régiments gravirent la berge opposée sans tirer un coup de fusil, et chargèrent les Arabes, qui, effrayés de l'élan de nos soldats, tournèrent le dos au premier choc et voulurent se mettre en retraite; mais il était trop tard pour eux, toute notre ligne les suivit la baïonnette dans les reins : les chasseurs les séparaient de la montagne et les refoulaient devant l'infanterie, ne leur laissant d'autre ligne de retraite que la Chiffa. Je fis continuer vigoureusement la poursuite; trois fois je fis reprendre la charge aux chasseurs, et nous menâmes ainsi l'ennemi jusqu'à un ravin qui touche à la Chiffa. Tout ce qui restait de l'infanterie régulière se sauva à travers la plaine des Hadjoutes.

» Pendant ce temps, l'artillerie, protégée par le vingt-troisième de ligne, avait fait feu sur les cavaliers arabes, qui, effrayés de la destruction de l'infanterie, se retirèrent précipitamment, et repassèrent la Chiffa. J'arrêtai ma ligne à peu de distance de cette rivière; les hommes et les chevaux étaient fatigués, et nous n'avions plus d'ennemis devant nous.....

» L'ennemi a laissé en notre pouvoir trois drapeaux, une pièce de canon, les caisses des tambours des bataillons réguliers, quatre cents fusils et trois cents cadavres de fantassins réguliers. Beaucoup de cavaliers arabes ont également été tués; mais, suivant l'usage, il ont été emportés, ainsi qu'une partie de ceux des Kabyles. Les Arabes ont eu, en outre, un nombre considérable de blessés (1). »

N° 1039. DÉFENSE DU FORT DE MAZAGRAN PAR CENT VINGT-TROIS SOLDATS FRANÇAIS CONTRE DOUZE MILLE ARABES. — 2-6 FÉVRIER 1840.

. . . .

La province d'Oran devint presque en même temps que celle d'Alger le théâtre de la guerre sainte. Au commencement du mois de février les beys de Mascara et de Tlemcen vinrent, à la tête de douze mille hommes, attaquer le réduit fortifié de Mazagran, défendu seulement par cent vingt-trois hommes du premier bataillon d'Afrique, sous les ordres du capitaine Lelièvre. Nous empruntons les propres paroles de l'ordre du jour adressé par le général Gueheneuc aux troupes de la division d'Oran :

« L'attaque a duré cinq jours : la force totale de l'ennemi est estimée à douze mille hommes, d'après les calculs les plus modérés; il avait avec lui deux pièces d'artillerie.

» Le 3 février, entre dix et onze heures du matin, une colonne de huit cents hommes est venue attaquer le réduit de Mazagran..... La ville, n'étant point occupée, fut envahie en un instant par l'ennemi : une vive fusillade s'engagea de part et d'autre; l'artillerie ennemie ouvrit son feu : la nuit mit fin au combat.

» Le 4 l'ennemi, plus nombreux que la veille, renouvela l'attaque, qui commença à six heures du matin et dura jusqu'à six heures du soir, et fut encore repoussé avec perte.

» Le 5 nouvelle attaque, qui eut le même sort que les précédentes.

» L'artillerie des Arabes ayant fait brèche dans les murs de Mazagran, la garnison profita de la nuit pour réparer les murailles, panser les blessés et se préparer à de nouveaux combats. Enfin le 6 l'ennemi fit une tentative désespérée pour se rendre maître de ce poste : une colonne de deux mille fantassins donna l'assaut; l'ennemi parvint jusque sur la muraille; mais, grâce à l'intrépide opiniâtreté de la garnison, il fut repoussé, tantôt à coups de baïonnettes, tantôt avec des grenades, et même à coups de pierres. Ce fut son dernier effort. entièrement découragé, il se retira, abandonnant l'attaque et ses positions. »

(1) *Moniteur* du 20 janvier 1840.

N° 1040. COMBAT DE L'AFFROUN.
27 avril 1840.

Horace Vernet.

« Le 25 avril le corps expéditionnaire destiné à pénétrer dans la province de Titterie, et à occuper Médéah, prit position sur la Chiffa, de Koléah au camp de Bélidah. Il était fort d'environ neuf mille hommes de troupes de toutes armes, en face d'un ennemi qui n'avait pas moins de dix à douze mille cavaliers et de six à sept mille fantassins.....

» Le 27 avril l'armée passa la Chiffa : elle marcha sur quatre colonnes; M. le duc d'Orléans formait l'avant-garde, avec la première division, moins les zouaves..... Il devait déborder le bois des Karesas, dans lequel les autres colonnes devaient pénétrer. S. A. R. quitta le camp de Bélidah à cinq heures et demie du matin, et arriva à la position indiquée sans avoir rencontré l'ennemi.

» A l'extrême droite, le colonel Lamoricière partit de Koléah avec les zouaves et les gendarmes maures..... Il avait pour mission de s'avancer entre le Sahel et les Karesas, de pénétrer dans ce bois, et de détruire tous les établissements hadjoutes.

» Au centre, le général de Rumigny, avec trois bataillons de la deuxième division et deux escadrons du premier régiment de marche, devait appuyer le mouvement du colonel Lamoricière, et prendre possession au confluent de l'Ouâd-Jer et du Bou-Roumi. Je me portai moi-même avec la réserve, entre la première et la deuxième division, pour envelopper les bois des Karesas et détruire le repaire des Hadjoutes (1)..... »

Il était quatre heures lorsque l'ennemi, jusqu'alors invisible, commença à paraître. C'était toute la cavalerie du khalifa de Miliana qui débouchait par la gorge de l'Ouâd-Jer, et se déployait parallèlement au flanc gauche de l'armée française. Le maréchal ordonna aussitôt un mouvement dont l'effet devait être de déborder les Arabes sur leurs deux côtés, et de les rejeter dans les montagnes de Mouzaïa.

M. le duc d'Orléans, qui, avant de concevoir les ordres du maréchal, avait prévu le mouvement, était déjà à portée de l'ennemi. Il commanda aussitôt au premier régiment de chasseurs d'Afrique de charger contre les Arabes. Le soin de porter cet ordre fut remis au duc d'Aumale, qui remplissait les fonctions d'officier d'ordonnance auprès de son frère, et le jeune prince, qui recevait ce jour-là le baptême du feu, fut toujours en avant des escadrons, dont l'ardeur était encore augmentée par son exemple. Cette brillante charge, soutenue par le général Blanquefort avec le deuxième régiment de marche, eut pour effet de rejeter l'ennemi sur la rive droite de l'Ouâd-Jer. Une autre charge, dirigée par le lieutenant général Schramm, qui lança contre les Arabes le premier régiment de marche, les accula au pied de hauteurs de l'Affroun. Ce fut dans ce combat de cavalerie très-vif et très-meurtrier que le brave colonel Miltgen tomba blessé mortellement.

L'ennemi croyait la journée terminée et s'apprêtait à reprendre le camp occupé depuis longtemps par le khalifa de Miliana; mais le maréchal, qui avait reconnu la position de l'Affroun, avait en même temps pris la résolution de l'en déloger. Il ordonna à M. le duc d'Orléans d'attaquer par la gauche le mamelon où étaient postés les Arabes, pendant que le dix-septième léger allait les aborder de front. En un instant la charge battait sur toute la ligne, on s'ébranla au cris de *vive le roi!* et l'élan des troupes fut tel, que, malgré les difficultés du terrain, les crêtes furent aussitôt couronnées par la cavalerie que par l'infanterie. Les Arabes culbutés de toutes parts et dispersés dans la vallée du Bou-Roumi, virent leur fuite protégée par la nuit.

(1) Rapport du maréchal Valée au ministre de la guerre. (*Moniteur* du 5 juin 1840.)

N° 1041. L'ARMÉE FRANÇAISE
EMPORTE LE TÉNIAH DE MOUZAÏA.—12 MAI 1840.

ENLÈVEMENT DES REDOUTES PAR LE DEUXIÈME LÉGER, SOUS LES ORDRES DU COLONEL CHANGARNIER.

. . . .

N° 1042. L'ARMÉE FRANÇAISE
EMPORTE LE TÉNIAH DE MOUZAÏA.—12 MAI 1840.

LES CRÊTES SONT COURONNÉES PAR LES ZOUAVES, SOUS LES ORDRES DU COLONEL LAMORICIÈRE.

Bellangé.

N° 1043. L'ARMÉE FRANÇAISE
EMPORTE LE TÉNIAH DE MOUZAÏA.—12 MAI 1840.

OCCUPATION DU COL.

. . . .

N° 1044. PRISE DU TÉNIAH DE MOUZAIA.

Tableau-plan.

Du 28 avril au 11 mai le maréchal Valée s'occupa à entourer la ferme de Mouzaïa d'un camp retranché, pour y rassembler tous les approvisionnements destinés à la place de Médéah, en même temps qu'il appelait de la province d'Oran des renforts nécessaires à l'attaque du Téniah, où il était informé qu'Abd-el-Kader avait amassé de formidables moyens de défense. Il se rendit à Cherchell, où le brave commandant Cavaignac venait de soutenir avec une faible garnison l'effort opiniâtre de plusieurs milliers d'Arabes, y recueillit les deux mille hommes arrivés d'Oran, et revint le 11 mai à la ferme de Mouzaïa. Pendant ces treize jours, à peine y en eut-il un seul qui ne fût marqué par quelque combat; celui de l'Ouâd-Hachem fut assez brillant pour ajouter un nouveau lustre à la renommée du colonel Changarnier.

L'attaque du Téniah fut résolue pour le 12 mai.

« Le col n'est abordable, en avant de Mouzaïa, que par la crête orientale, dominée tout entière par le piton de Mouzaïa. Abd-el-Kader, depuis six mois, avait fait exécuter de grands travaux pour le rendre inattaquable; un grand nombre de redoutes, reliées entre elles par des branches de retranchements, couronnait tous les saillants de la position, et sur le point le plus élevé du piton un réduit presque inabordable avait été construit; d'autres ouvrages se développaient encore sur la crête jusqu'au col. Les arêtes que la route contourne avaient été également couronnées par des redoutes, et le col lui-même était armé de plusieurs batteries. Enfin l'émir avait réuni sur ce point toutes ses troupes régulières. Les bataillons d'infanterie de Médéah, de Miliana, de Mascara et de Sebaou avaient été appelés à la défense du passage, et les Kabyles de toutes les tribus de la province d'Alger et de Titterie avaient été convoqués pour défendre une position la plus importante de l'Algérie.

» M. le duc d'Orléans fut chargé d'enlever la position avec sa division... Il la forma sur trois colonnes : celle de gauche, commandée par le général Duvivier, était composée de deux bataillons du deuxième léger, d'un bataillon du vingt-quatrième et d'un bataillon du quarante-quatrième. Elle était forte d'environ mille sept cents hommes, et sa mission était

d'attaquer le piton par la gauche, et de s'emparer de tous les retranchements que les Arabes y avaient élevés.

» La seconde colonne, sous les ordres du colonel Lamoricière, était composée de deux bataillons de zouaves, du bataillon de tirailleurs et d'un bataillon du quinzième léger; cette colonne, forte de mille huit cents hommes, devait, dès que le mouvement de gauche serait prononcé, gravir par une crête de droite, afin de prendre à revers les retranchements arabes, et se prolonger ensuite sur la crête jusqu'au col.

» La troisième colonne, sous les ordres du général d'Houdetot, était composée du vingt-troisième de ligne et d'un bataillon du quarante-huitième. Elle était destinée à aborder le col de front, dès que le mouvement par la gauche aurait forcé l'ennemi à évacuer les crêtes (1)... »

Il fallut gravir, pendant plus de sept heures, à travers tous les obstacles d'un terrain roide et escarpé, avant de songer à commencer l'attaque. Enfin « vers midi et demi le prince royal fit faire tête de colonne à gauche au général Duvivier.... Ce fut un solennel moment que celui où ces braves soldats, dont un si grand nombre ne devait plus nous revoir, s'éloignèrent de nous pour accomplir une des actions de guerre les plus brillantes de nos annales d'Afrique; nous étions calmes cependant, car à leur tête marchaient le général Duvivier, le colonel Changarnier et tant d'autres officiers qui, quoique jeunes encore, ont déjà des noms connus dans l'armée.....

» Dès que cette colonne commença à gravir les pentes du piton de Mouzaïa, elle fut accueillie par une vive fusillade qui la prenait de front et en flanc. » Le général Duvivier, sans s'inquiéter du feu des Kabyles, poursuivit intrépidement sa marche vers ce qui faisait la force de la position ennemie. C'étaient « trois retranchements se dominant les uns les autres, et dont le dernier était protégé par un réduit et se reliait par un autre retranchement au sommet du pic, où se trouvait un bataillon régulier.

» Deux bataillons et des masses de Kabyles défendaient cette position. Ils dirigèrent sur nos soldats un feu de deux rangs, qui mit hors de combat un grand nombre d'entre eux. Le deuxième léger, électrisé par l'exemple de ses officiers, et entraîné par la vigueur du colonel Changarnier, se précipita sur les retranchements. La charge battit sur toute la colonne, et les redoutes furent enlevées. Les Arabes qui occupaient le pic voulurent essayer un retour offensif; mais, abordés eux-mêmes avec une vigueur peu commune, ils furent culbutés dans les ravins, et le drapeau du deuxième léger, si connu en Afrique, flotta glorieusement sur le point le plus élevé de la chaîne de l'Atlas. »

Pendant ce temps les deux autres colonnes continuaient leur marche pénible. A trois heures le maréchal lança le colonel Lamoricière à travers une arête boisée qui prenait naissance à la droite du piton. Deux redoutes furent successivement emportées par l'héroïque impétuosité des zouaves; mais du haut d'un troisième retranchement qui restait à enlever, deux bataillons réguliers et de nombreux Kabyles dirigèrent contre la colonne qui gravissait avec peine un feu redoutable. « Nous eûmes, continue le maréchal, un moment d'anxiété pénible; mais bientôt nous entendîmes la marche du deuxième léger qui débouchait sur les derrières de l'ennemi; les zouaves arrivaient alors au pied du retranchement; par un élan d'enthousiasme, ils se précipitèrent dans l'intérieur, culbutèrent l'ennemi, et quelques instants après les deux colonnes firent leur jonction au point où l'arête qu'avait suivie le colonel Lamoricière se détache de la chaîne. Les troupes de tous les corps se précipitèrent, avec toute la rapidité que permirent les difficultés du terrain, à la poursuite de l'ennemi, en se dirigeant vers le col. »

(1) Rapport du maréchal Valée. (*Moniteur* du 3 juin 1840.)

C'était le tour de la troisième colonne à se porter en avant contre le front de la position ennemie. Au moment où elle venait de s'ébranler, une batterie arabe envoya contre elle quelques boulets mal dirigés; son feu fut promptement éteint par la batterie de campagne que commandait le général Lahitte. M. le duc d'Orléans lança alors un des bataillons du vingt-troisième de ligne en tirailleurs sur la gauche, et se porta à la tête des deux autres sur le col. C'est dans ce mouvement que M. le duc d'Aumale, rencontrant le brave colonel Guesviller, épuisé de fatigue et incapable d'avancer, se jeta à bas de son cheval, le força d'y monter, et rejoignit à la course les grenadiers qui marchaient en avant des tambours. Il arriva à l'instant où l'on plantait sur la position le drapeau du vingt-troisième.

Ce fut un beau moment que celui où débouchèrent à la fois sur le col soldats et officiers confondus des trois colonnes, tous haletants, couverts de sueur et de poussière, plusieurs même de leur sang, mais oubliant leur fatigue ou leurs blessures dans l'ivresse de la victoire. Un long cri de *vive le roi!* accueillit l'arrivée de M. le duc d'Orléans. Les troupes, dans leur enthousiasme, félicitaient le prince de les avoir si bien conduites, et le prince renvoyait à ces héroïques soldats et à leurs chefs l'honneur d'une si belle journée.

Cependant l'arrière-garde avait eu de son côté à repousser une sérieuse attaque. « Lorsque la colonne, dit le maréchal dans son rapport, eut quitté le plateau du Déjeuner, nous aperçûmes sur notre droite de nombreux rassemblements de Kabyles conduits au combat par des cavaliers d'Abd-el-Kader. Ils ne tardèrent pas à descendre avec beaucoup de résolution pour attaquer le centre du corps expéditionnaire. Je fis tirer sur eux quelques obus de montagne; ils se jetèrent alors sur l'arrière-garde, se réunirent à une colonne de sept à huit cents hommes qui arrivaient sur notre gauche, et eurent avec le dix-septième léger, le cinquante-huitième léger, le cinquante-huitième de ligne et la légion étrangère, plusieurs engagements qui leur coûtèrent beaucoup de monde, et dans l'un desquels le général de Rumigny fut atteint d'une balle à la cuisse.

» Dès que le col fut occupé, l'ennemi se retira dans toutes les directions, et à neuf heures du soir le corps expéditionnaire prit position sur le col même, en continuant d'occuper le piton et les crêtes de Mouzaïa. »

N° 1045. PRISE DE MÉDÉAH.—17 MAI 1840.

. . . .

Il ne fallut pas moins de quatre jours pour faire la route qui devait conduire l'armée à Médéah et donner passage au matériel d'artillerie destiné à l'armement de cette place. Le 16 les troupes s'ébranlèrent et chassèrent devant elles l'ennemi, qui leur disputa le terrain pied à pied. Le bois des Oliviers, qui bientôt devait être le théâtre de deux sanglants combats, servit de campement à l'armée. On s'attendait qu'Ab-el-Kader, qui avait fortifié les approches de la ville, ferait le lendemain un grand effort pour la couvrir; mais la position qu'il occupait ayant été tournée, quelques volées de canon suffirent pour la lui faire abandonner. M. le duc d'Orléans avec sa division poursuivit vivement les Arabes et leur fit éprouver quelques pertes.

Les vétérans de l'armée d'Afrique, à mesure qu'ils approchaient de Médéah, comparaient l'aspect de cette ville à celui de Constantine, du côté de Coudiat-Ati. « La chaîne extérieure des maisons, faisant muraille et percée de meurtrières, est bâtie sur l'arête d'un talus naturel et à peu près perpendiculaire. L'autre côté est en pente douce, et sur cette pente est la ville. Elle est tout entourée de jardins; un bel aqueduc

passe sur un ravin qui est à gauche quand on arrive. Tout cela forme une demi-circonférence boisée, qui est un véritable oasis, mais un oasis français, parfaite image de ce qu'on appelle le Bocage de la basse Normandie, pays coupé de haies, couvert de vignes et de pommiers, qui sont si rares en Afrique. »

Le maréchal prit possession de la ville, ordonna les travaux nécessaires à la défense, et y laissa le général Duvivier avec le titre de commandant supérieur de la province de Titterie.

N° 1046. COMBAT DU BOIS DES OLIVIERS. 20 MAI 1840.

. . . .

Nous empruntons le récit de cette action au journal d'un officier attaché à l'état-major de la première division.

« Nous sommes partis de Médéah vers neuf heures du matin. Notre division était d'avant-garde; le dix-septième léger fermait la marche. Toute la cavalerie ennemie nous attendait sur la route de Milianah. Elle nous laissa passer devant elle sans bouger. Tout entra, presque sans coup férir, dans le bois des Oliviers; mais quand l'arrière-garde se trouva seule de l'autre côté du passage étroit qui mène, entre deux ravins, à la naissance du bois, les Arabes chargèrent avec beaucoup de vigueur. Nous débouchions alors de l'autre côté, et voyions très-clairement l'affaire. Le colonel Bedeau, commandant le dix-septième, manœuvrait avec un aplomb et une habileté rares, occupant successivement toutes les crêtes, échelonnant ses compagnies, ménageant des embuscades..... Enfin il serra à son tour sur le convoi dans le bois des Oliviers. Notre tête de colonne, après avoir passé le long défilé et les deux ravins, arriva sur les deux positions qui avoisinent le col. Là nous fûmes informés de la présence de plusieurs des bataillons réguliers d'Ab-el-Kader, que nous avions déjà aperçus, et qui en ce moment manœuvraient pour menacer nos derrières. En effet la fusillade commença à être bien plus vive..... Le maréchal se décida à nous faire prendre position sur les hauteurs où nous étions, qui protégent l'arrivée à Téniah et forment une espèce d'amphithéâtre. Dès lors il n'y avait plus de difficulté sérieuse, après le ravin passé, puisque la route était faite. M. le duc d'Orléans se plaça, avec le deuxième léger, à droite de la route regardant Médéah; le bataillon de tirailleurs était à gauche; le colonel Lamoricière, avec son dernier bataillon et quelques compagnies du deuxième léger, également à gauche, mais un peu en avant sur les crêtes, pour empêcher de tourner le col. On fit descendre le deuxième bataillon des zouaves pour protéger la retraite. De notre position, nous voyions les Arabes arriver de tous côtés à la course. Ici encore le dix-septième léger soutint tout l'effort de l'attaque. Il fut chargé avec un grand acharnement dans le bois des Oliviers : une compagnie de voltigeurs se vit en un moment environnée par plus de six cents cavaliers. Le capitaine Bisson se défendit, non pas avec courage, mais avec héroïsme : on parvint à le dégager. Dans cette longue lutte d'une poignée d'hommes contre des centaines d'ennemis, on perdit beaucoup de monde, mais pas un blessé ne fut abandonné..... Le colonel donnait l'exemple; son cheval avait été tué, et une balle était venue se loger dans son nez : à pied, boitant encore de sa blessure de l'Ouâd-Nador, le visage inondé de sang par celle qu'il venait de recevoir, appuyé sur le fusil d'un de ses soldats mort dans l'action, il conserva le commandement de son régiment, et le mena, dans ces graves circonstances, avec une énergie que tout le monde admirait. Le quinzième léger et surtout le quarante-huitième de ligne aidèrent dignement la retraite du dix-septième. Cependant ils durent aussi passer le fameux ravin. Le dix-septième était exténué, lorsque le commandant Renaud démasqua avec ses zouaves. Leur feu, ou plutôt leur attitude arrêta l'ennemi, car beaucoup d'entre eux n'avaient point de cartouches..... Enfin ils eurent de la poudre. Le dix-septième était déjà de l'autre côté du ravin : le commandant Renaud ramena son monde, faisant avec des compagnies ce qu'un général fait dans la grande guerre avec des régiments, disputant pied à pied le terrain sur un sentier où souvent il y avait à peine la place d'un homme; il revint avec sa troupe décimée, et a eu sa bonne part des honneurs de la journée. A peine nos derniers soldats avaient-ils passé le ravin, que les Arabes s'y élancèrent derrière eux; et, malgré le feu qui partit de tous les points de l'amphithéâtre que nous formions, ils le traversèrent à la course. Les spahis rouges d'Abd-el-Kader, les gens à burnous noirs de la province d'Oran, tout ce qu'il y avait de braves dans cette cavalerie mit pied à terre pour soutenir les réguliers et prendre part à cette lutte acharnée. On se fusilla là pendant près d'une heure d'assez près et sans bouger..... La fusillade allait toujours lorsque, subitement, vers cinq heures, l'ennemi repassa le ravin à toute course, emportant bon nombre de morts et de blessés; après cela leurs tambours battirent la retraite, et ils exécutèrent leur mouvement avec assez d'ordre. Nos troupes restèrent en position jusqu'au coucher du soleil..... »

N° 1047. DÉBARQUEMENT DE S. M. LOUIS-PHILIPPE A CALAIS. — 17 AOUT 1840.

MOREL-FATIO.

Le dimanche 17 août, à onze heures du soir, le roi, LL. AA. RR. madame Adélaïde, M. le duc et madame la duchesse de Nemours, MM. les ducs d'Aumale et de Montpensier, se rendaient à Tréport pour s'embarquer à bord du *Véloce*, et aller à Boulogne. S. M. la reine partait à la même heure, par le chemin de terre, avec ses dames et M. le ministre de l'intérieur; les ministres de la marine et de la guerre accompagnaient le roi.

L'embarquement fut heureux. A minuit, le roi était à bord du *Véloce;* le temps était magnifique, la mer calme, le clair de lune superbe, et tout annonçait une heureuse navigation. Il en fut ainsi pendant les premières heures; mais, vers cinq heures, le vent se leva tout à coup et la mer grossit avec une effrayante rapidité. On arrivait alors en vue du port de Boulogne; la mer devenait plus menaçante de minute en minute; il fallait attendre, et, en attendant, s'éloigner, ce que fit *le Véloce*, battu par la tempête, dont la violence augmentait toujours. Les marins ne se souvenaient pas d'en avoir essuyé une pareille dans de telles circonstances et d'une manière si imprévue.

Pendant ce temps, S. M. la reine attendait sur la jetée de Boulogne, et voyait *le Véloce* disparaître dans la brume; il se dirigeait sur Calais, la seule route qu'il pût prendre. Vers une heure le baromètre remonta, le vent tomba un peu, et la mer parut se calmer. Calais était en vue : mais pourrait-on y entrer? Il fallait bien l'essayer. Le commandant s'y décida; mais quand on voulut virer de bord, le gouvernail fut impuissant, et le navire ne put exécuter son mouvement tout entier. Alors l'avant alla donner avec force dans les poutres placées de distance en distance dans la mer pour le prolongement de la jetée de gauche. Le choc fut très-violent, et le bâtiment resta engagé dans les bois. Ce fut un moment sérieux que celui où le commandant s'écria : « Tous les canots à la mer, et embarquons, le roi d'abord! » Mais il se présentait pour débarquer une voie plus expéditive. On établit des planches de poutre en poutre, la dernière touchant à la

pointe de la jetée; sur la première venait tomber un petit escalier mobile adapté au *Véloce*. C'est par là que l'on descendit, et que chacun passa de main en main jusqu'à la jetée. Il fallut presque faire violence au roi pour qu'il passât le premier; l'énergie de sa majesté ne l'avait pas abandonné un seul instant pendant cette orageuse traversée, et se retrouvait tout entière dans ce moment difficile. M. l'amiral Roussin présidait à ce débarquement d'un nouveau genre avec le calme et l'impassibilité d'un vieux marin (1).

Nº 1048. TRANSBORDEMENT DES CENDRES DE L'EMPEREUR NAPOLÉON A CHERBOURG.—8 DÉCEMBRE 1840.

MOREL-FATIO.

Le 8 décembre, le cercueil de l'empereur Napoléon a été transbordé sur le bâtiment à vapeur *la Normandie;* toutes les dispositions avaient été prises d'avance pour donner à cette cérémonie la solennité convenable. Au lever du soleil, les bâtiments de guerre dans le port et en rade, à l'exception de la frégate *la Belle-Poule*, ont mis leurs vergues en pantenne et hissé leur pavillon à mi-mât; tous les bâtiments de commerce français qui se trouvaient à Cherbourg avaient également leur pavillon à mi-mât, en signe de deuil.

La messe solennelle qui devait être célébrée à bord de *la Belle-Poule*, a été empêchée par la pluie; le transbordement a eu lieu aussitôt après l'absoute. MM. le préfet maritime, le général commandant le département, le préfet du département, le sous-préfet, le président du tribunal civil, le président du tribunal de commerce, le maire, les adjoints et dix conseillers municipaux, le commandant de la place, le procureur du roi, les chefs de corps et le commandant de la garde nationale, les chefs de service de la marine, les commandants des bâtiments du roi, assistaient à cette cérémonie.

A neuf heures et demie, la garde nationale de la ville et toutes les troupes de terre et de mer étaient rangées en bataille dans le port; au moment où la frégate *la Belle-Poule* a amené le pavillon du grand mât, les troupes ont présenté les armes et les tambours ont battu aux champs. Au signal, tous les forts, la batterie de la marine, celle de la digue et des bâtiments de guerre qui se trouvaient en rade ont fait une salve de vingt et un coups de canon; immédiatement après le transbordement, les bâtiments composant le convoi funèbre sont sortis du convoi militaire pour se rendre en rade dans l'ordre suivant : *la Normandie, le Courrier, le Véloce.*

A deux heures et demie, les bâtiments ont fait route pour l'entrée du Havre (2).

Nº 1049. FUNÉRAILLES DE L'EMPEREUR NAPOLÉON. 15 DÉCEMBRE 1840.

. . . .

Depuis le matin, et malgré la rigueur de la température, la population de Paris s'écoulait à flots pressés dans nos grandes rues, sur les quais et le long des boulevards; toute cette foule se dirigeait vers les lieux que devait parcourir le convoi de l'empereur. Les troupes défilaient, musique et tambours en tête; les légions arrivaient de tous les points de la capitale dans un ordre admirable et dans la plus belle tenue. A sept heures et demie, le char funèbre traversait la place de la Concorde pour aller à Courbevoie chercher le corps de Napoléon; à neuf heures, il arrivait au pont de Neuilly. S. A. R. le prince de Joinville était à la tête de son état-major et de ses équipages, et prêt à partir.

Le cortége était disposé dans l'ordre suivant :

La gendarmerie de la Seine, la garde municipale à cheval, deux escadrons du 7e lancier; le général Dariulle, commandant de la place, avec son état-major et les officiers en congé; un bataillon d'infanterie de ligne, la garde municipale à pied, les sapeurs-pompiers, deux escadrons du 5e de cuirassiers; le lieutenant général Pajol, commandant la division, et son état-major; les officiers de toutes armes, sans troupes, employés à Paris; l'École spéciale et militaire de Saint-Cyr, l'École polytechnique, l'École d'application d'état-major, deux batteries d'artillerie, le détachement du premier bataillon des chasseurs à pied, les sept compagnies du génie cantonnées dans le département de la Seine, les quatre compagnies de sous-officiers vétérans, quatre escadrons de la garde nationale à cheval; le maréchal Gérard, commandant supérieur de la garde nationale de la Seine, et son état-major; un carrosse dans lequel était l'abbé Coquereau, aumônier, venant de Sainte-Hélène; les officiers généraux de l'armée de terre et de mer du cadre de réserve ou en retraite, les officiers généraux et autres de la marine royale, le corps de musique funèbre, le cheval de bataille; un peloton de vingt-quatre sous-officiers de cavalerie décorés; un carrosse attelé de quatre chevaux, dans lequel était la commission de Sainte-Hélène; un peloton de trente-quatre sous-officiers décorés, les maréchaux de France, les quatre-vingt-six sous-officiers portant les drapeaux des départements, S. A. R. le prince de Joinville et son état-major, les cinq cents marins arrivés avec le corps de l'empereur. Venait ensuite le char funèbre traîné par seize chevaux couverts de plumets et de draps d'or; M. le maréchal duc de Reggio, grand chancelier de la Légion d'honneur, M. le maréchal Molitor, M. l'amiral baron Roussin et M. le général Bertrand tenaient chacun un cordon d'honneur fixé au poêle impérial; les anciens aides de camp et officiers civils et militaires de la maison de l'empereur; les préfets de la Seine et de police, les membres du conseil général, les maires et adjoints de Paris, les anciens militaires de la garde impériale en uniforme, la députation d'Ajaccio, les militaires en retraite.

Cependant le canon faisait retentir les voûtes de l'hôtel des Invalides, le char funèbre s'avançait lentement à travers les Champs-Élysées, la place de la Concorde et l'esplanade des Invalides, entre deux rangs de statues qui semblaient attendre le héros dans une immobilité respectueuse. Il était deux heures : le char s'est arrêté en avant de la grille principale; aussitôt le cercueil a été descendu et porté à bras par trente-six marins jusqu'au porche élevé dans la cour Royale, où M. l'archevêque de Paris l'attendait assisté de tout son clergé (1).

(1) *Journal des Débats.*
(2) *Ibid.*

(1) *Journal des Débats.*



SUPPLÉMENT.

PREMIÈRE PARTIE.

VUES INTÉRIEURES DU PALAIS DE VERSAILLES ET DES CHATEAUX ROYAUX ET RÉSIDENCES ROYALES.

VUE GÉNÉRALE DU PALAIS DE VERSAILLES, EN 1843.

Cette vue est prise du pavillon des Petites Écuries du roi tenant à l'avenue de Paris : de cet endroit on aperçoit les façades du vieux château de Louis XIII, construit en pierre et brique, couronné d'une balustrade ornée de statues et de vases ; au fond, le grand balcon de la chambre de Louis XIV, porté par des colonnes ; sur la droite, l'aile élevée sous le règne de Louis XV, derrière la chapelle de Mansart ; l'aile nord où logeaient les ministres, le Château d'Eau, et plus loin le grand comble de la salle de l'Opéra.

Sur la gauche on voit l'aile érigée sous Louis XVIII en pendant de celle de Louis XV, la Cour des Princes, son vestibule à jour donnant entrée aux jardins, l'aile sud des Ministres ; enfin l'immense bâtiment carré, autrefois le grand commun, affecté aujourd'hui à l'hôpital militaire.

La place d'armes, qui précède toutes ces constructions, par l'ordre du roi Louis-Philippe I[er] a été plantée sur les côtés d'une allée d'arbres pour l'encadrer et masquer l'irrégularité des maisons existantes sur les rues des Hôtels et de la Chancellerie.

La belle grille qui ferme l'entrée de la Cour du Palais est accompagnée de deux guérites servant de piédestaux aux groupes allégoriques des victoires de la France sur l'Autriche et l'Espagne ; des murs de soutenement en rampe, terminent l'enceinte de cette cour dans laquelle, sur les balustrades, le roi a fait placer les statues colossales enlevées du pont de la Concorde, et au milieu, comme planant au-dessus de tout, la statue équestre en bronze de Louis XIV : la figure de ce monarque est de Petitot et le cheval de Cartelier, qui l'avait fait pour la statue de Louis XV, projetée au rond-point des Champs-Élysées.

ESCALIER DES AMBASSADEURS.

L'Escalier des Ambassadeurs, nouvellement construit dans l'aile gauche sur la Cour Royale, doit son nom au lieu qu'il occupe, se trouvant établi sur une partie de l'emplacement de celui qui portait la même dénomination sous le règne de Louis XIV, et qui fut détruit vers 1729. Il est orné de statues, de dorures et d'une riche balustrade.

On y remarque deux grands tableaux de Parrocel, sujets de l'ambassade turque en 1721.

BIBLIOTHÈQUE.

La Bibliothèque, qui fait partie des petits appartements du Roi, a été établie par Louis XVI, sur les dessins de M. Heurtier. Les livres sont renfermés dans des armoires à glaces, et de grands casiers, ordonnés par Louis-Philippe I[er], contiennent les in-folios. Les chambranles de la cheminée, en marbre blanc, sont ornés d'enfants en caryatides d'une belle exécution. On voit dans cette pièce une lettre autographe de Louis XIV encadrée entre deux glaces.

SALON DES BIJOUX.

Cette pièce, qui occupe l'emplacement d'un des salons qui faisaient partie de la petite galerie du Roi détruite vers 1736, n'est qu'un arrière-cabinet communiquant à la Bibliothèque, et auquel on a donné le nom de Cabinet des Bijoux ; il est orné d'un lambris et d'une voussure richement sculptés et dorés, que fait encore valoir la belle répétition des glaces.

SALLE DU MÉRIDIEN OU DES PENDULES.

Le riche Salon des Pendules fait partie des appartements du Roi et suite à la chambre à coucher. Là s'assemblaient les ministres. Ce salon doit son nom à la célèbre pendule de Passemant, qu'on y voit ; en face, on a placé une autre pendule fort ancienne, marquant le lieu de la terre où il est midi, et au centre un joli modèle en bronze de la statue équestre de Louis XV, par Bouchardon.

Louis XVI avait tracé sur le parquet la ligne méridienne qu'on y remarque, et qui fait aussi surnommer cette pièce la Salle du Méridien.

CHAMBRE A COUCHER DE LOUIS XV.

En 1738, la première pièce de l'aile gauche du palais, sur la Cour de Marbre, qui avait été salle de billard de Louis XIV, devint la chambre à coucher de Louis XV, où il mourut en 1774. Depuis elle fut occupée par Louis XVI, qui y fit ajouter le cabinet sur la Cour des Cerfs, dont l'entrée, sur la droite dans l'alcôve, était masquée par la tenture.

Pour orner dignement cette chambre, la sculpture, les glaces, la dorure, n'ont point été épargnées ; au-dessus des portes ont été ajustés les portraits des six premières filles de Louis XV, et au fond de l'alcôve la représentation de la cérémonie de son sacre en 1722.

SALLE DU CONSEIL.

La Salle du Conseil a ses croisées sur la Cour de Marbre et se trouve entre les chambres à coucher de Louis XIV et de Louis XV, avec lesquelles elle communique ainsi qu'à la Ga-

lerie des Glaces et aux Bains sur la Cour des Cerfs, d'où aussi elle tire du jour.

De ce côté, on a placé l'horloge faite en 1706 par Morand, qui n'était point horloger, laquelle fait voir, au moment qui précède la sonnerie des heures, des coqs battant des ailes, des portes qui s'ouvrent et laissent sortir une statue de Louis XIV que la Victoire couronne.

Les lambris de cette salle sont richement sculptés et dorés, et de nombreuses glaces de répétition ajoutent encore à la beauté de son aspect.

CHAMBRE A COUCHER DE LOUIS XIV.

Ce fut vers 1700 que Louis XIV prit pour sa chambre à coucher le salon au centre du Palais, sur la Cour de Marbre, ayant un grand balcon d'où l'on jouit de la vue de la Place-d'Armes et de l'avenue de Paris.

Cette pièce est décorée d'un ordre corinthien surmonté d'un attique. La voussure et son plafond étaient restés sans être ornés; c'est sous Louis XVIII, en 1815, que le tableau de la chute des Titans, de Paul Véronèse, provenant des conquêtes de Napoléon, fut placé au plafond, et s'est sous Louis-Philippe que la voussure a été enrichie de trophées, de caissons et rosaces dorés, qu'on a fait restituer à l'attique ses anciens tableaux et replacer la belle balustrade qui était enfouie dans les dessous de la salle de l'Opéra, et le lit brodé par les demoiselles de Saint-Cyr, qui, en rappelant d'intéressants souvenirs, contribuent à la splendeur de cette magnifique salle. Enfin, c'est sous lui que l'on a exécuté le riche ameublement sur les modèles du temps.

L'ŒIL-DE-BŒUF.

Le dix-septième siècle dans toute sa splendeur s'est arrêté dans ce salon, qui n'est, à tout prendre, qu'une antichambre, mais une antichambre par laquelle on entrait chez le roi Louis XIV.

L'Œil-de-bœuf communique d'un côté par trois portes en glaces à la grande galerie de Lebrun, de l'autre côté à la chambre du Roi; une statue de bronze, modèle de la statue équestre qu'on admire dans la cour d'honneur, complète la décoration de cette salle.

Là venaient, dans une attente respectueuse, saluer le réveil de Louis, les grands, les généraux, les poëtes, les grands seigneurs, les grands artistes. Mignard a prodigué sur ces murs toutes les grâces et toutes les charmantes flatteries de son pinceau.

Il a représenté la famille de Louis XIV avec les attributs des dieux et des déesses de l'Olympe : Anne d'Autriche, *Cybèle;* Marie-Thérèse, *Junon;* mademoiselle Montpensier, *Diane;* Philippe d'Orléans, *Neptune;* Henriette d'Angleterre, *l'Aurore; Jupiter* c'est Louis XIV! dans l'Œil-de-bœuf, et en présence de cet Olympe royal, se rencontraient Bossuet, Fénelon, Racine, Molière, Turenne.

Aujourd'hui plusieurs portraits ornent cette salle dont l'effet général ne saurait se décrire : Louis XIV, couronné par la Victoire; le duc de Bourgogne, son petit-fils; Anne d'Autriche, Philippe d'Orléans, mademoiselle de Montpensier, Marie-Anne de Bavière, digne femme du Grand Dauphin.

GALERIE DE LOUIS XIV.

« Cette galerie, l'un des plus beaux ouvrages d'art qui existent au monde, dit M. de La Borde dans son ouvrage de *Versailles ancien et moderne*, est d'ordre composite, et l'ordonnance de l'architecture est réglée par dix-sept grandes fenêtres cintrées qui répondent à autant d'arcades remplies de glaces. Les unes et les autres, séparées par vingt-quatre pilastres, étaient jadis ornées de deux statues antiques posées dans des niches. Dans le fond on aperçoit une grande arcade accompagnée de deux colonnes de stuc sur des piédestaux en saillie. Cette ornementation se trouve répétée dans le fond par lequel on pénètre dans la galerie.

» Toute cette architecture est de marbres de différentes couleurs; les bases et les chapiteaux sont de bronze, ainsi que les trophées, les peaux de lion, les festons, les soleils et les roses qui ornent les arcades et les entre-deux des pilastres.

» Au-dessous de l'entablement sont des cartouches et des trophées de différentes figures, qui servent de couronnement aux arcades. Dans les cartouches qui sont au-dessous des grands tableaux de la voûte, et accompagnés de griffons et de sphinx, on lit les inscriptions faites d'abord d'un style emphatique par l'académicien Charpentier, simplifiées par Racine et Boileau; quelques-unes ont été changées depuis. Les trophées sont soutenus par des enfants qui tiennent des guirlandes, et ces ornements, comme l'entablement, sont de stuc doré. Toute la galerie est voûtée d'un berceau en plein cintre. Le plafond de cette galerie, composé et peint en entier par Le Brun, retrace les événements du règne de Louis XIV, depuis 1661 jusqu'à 1668... »

C'est ordinairement dans cette galerie, au bout de laquelle un trône était élevé sur un tapis de Perse à fond d'or, enrichi de fleurs d'argent, à droite et à gauche duquel étaient placées de grandes cassolettes d'argent et des candélabres de même métal, que Louis XIV, entouré de ses enfants, de ses généraux et des principaux personnages de sa cour, recevait les ambassadeurs extraordinaires. C'est ainsi qu'il admit en sa présence, le 15 mai 1683, le doge Imperiali, accompagné de quatre sénateurs, à genoux, pour lui faire la réparation des sujets de mécontentement qu'il avait éprouvés. On y donna aussi des bals et des fêtes, entre autres celle qui eut lieu le 7 décembre 1697, à l'occasion du mariage du duc de Bourgogne et de la princesse de Savoie.

SALLE DES GARDES DU CORPS DE LA REINE.

La Salle des Gardes de la Reine, dont l'entrée est par l'Escalier de Marbre, communique à droite, du côté des fenêtres, au grand appartement, et sur la gauche à la Salle du Sacre, autrefois la Grande Salle des Gardes.

Elle est revêtue dans toute sa hauteur d'un beau lambris à compartiments composés de différentes sortes de marbres. On y remarque une statue de la duchesse de Bourgogne en Diane, exécutée par Coysevox, et les bustes de nos rois, reines et princesses du siècle dernier.

Sa voussure et son plafond sont peints par Noel Coypel.

SALLE DE 1792.

La Salle de 1792, autrefois des Cent-Suisses, joint le corps central du palais avec l'aile du Sud dont elle fait partie; elle prend ses jours sur le parc et sur la Cour des Princes.

Là se trouvent réunis un grand nombre de portraits des plus illustres guerriers de cette époque, qui y sont représentés dans le costume et à l'âge qu'ils avaient en 1792.

A côté des généraux qui alors commandaient nos armées, se trouvent de simples officiers et soldats volontaires qui, depuis, sont devenus maréchaux de France, rois et empereur.

Parmi les tableaux qui décorent cette salle, on remarque celui du départ de la garde nationale de Paris, par Léon

Cogniet, et ceux des batailles de Valmy et de Jemmapes, d'après Horace Vernet.

GALERIE DES BATAILLES.

La galerie des Batailles, construite de 1834 à 1836, située dans l'aile du Sud, y occupe une étendue d'à peu près cent dix-neuf mètres en longueur sur treize de largeur; dans sa hauteur se trouve compris le premier étage et l'attique au-dessus.

Ce premier étage comportait les appartements de madame Élisabeth, sœur de Louis XVI, de madame Diane de Polignac, et du comte et de la comtesse d'Artois; puis l'attique ceux du prince Lambesc, de la princesse de Chimay, des duchesses de Luxembourg et de Luynes, etc.

Pour créer cette œuvre grandiose, des fermes en fer ont été établies sous les parquets afin de servir de point d'appui aux colonnes qui supportent la voussure, la coupole, ses lanternes et leurs combles, le tout en fer et recouvert en plomb.

A l'intérieur, un soubassement en trois espèces de marbre règne dans tous ses développements; quarante-huit colonnes d'ordre corinthien, exécutées en stuc imitation du granit, à base et chapiteaux dorés, y reçoivent au-dessus de leur riche entablement les retombées de petites voûtes d'arête, ornées de caissons, de trophées et de bas-reliefs peints en grisailles; trente-trois grands tableaux des principales batailles, depuis 496 à 1809, reposent sur le soubassement, et dans les intervalles plus de quatre-vingts bustes d'illustres guerriers y sont disposés chronologiquement sur des gaînes isolées.

Enfin, sur seize tables en bronze les noms des rois, des princes et des généraux tués sur les champs de bataille y sont inscrits en lettres d'or.

SALLE DE 1830.

La vaste Salle de 1830, placée à l'extrémité du premier étage de l'aile du Sud, a été établie sur l'emplacement d'une partie de l'emplacement de madame Élisabeth, sœur de Louis XVI; une riche voussure avec caissons, renfermant des motifs sculptés et dorés, emblèmes des trois journées, en supporte le plafond orné de peintures allégoriques.

Cette salle, éclairée par trois fenêtres donnant sur l'un des deux grands escaliers qui enveloppent l'Orangerie et descendent à la pièce d'eau des Suisses, et par deux autres fenêtres donnant sur le parc, contient cinq grands tableaux dus aux pinceaux de MM. Gérard, Schœffer, Larivière, Dévéria et Court.

GALERIE DES STATUES.

La galerie des sculptures, appelée la Galerie de Louis XIV, occupe le premier étage de l'aile du midi. Elle renferme les principaux personnages qui ont illustré les belles années du dix-septième siècle : ministres, poëtes, orateurs, historiens, artistes, généraux, magistrats, toute l'intelligence, toute l'autorité, toute la verve, tout l'esprit, tout le courage civil ou guerrier du grand siècle.

Ce n'est plus l'inflexible austérité des galeries ou le moyen âge, agenouillé sur la pierre, revient des croisades; c'est un mouvement moins solennel et plus humain; c'est la pensée qui marche en avant; c'est la langue française qui s'élève aux plus admirables chefs-d'œuvre qui aient honoré l'esprit humain; ce sont des têtes où la grâce et l'esprit le disputent à la majesté. On comprend que tous ces hommes, l'élite et l'orgueil de la France, ont approché de Louis XIV; eux-mêmes ils se retrouvent dans le palais de Versailles comme dans leur véritable patrie. Cette galerie de sculpture pourrait servir merveilleusement de vestibule aux *Grands appartements du Roi*. On dirait que tous ces hommes dont le nom est une gloire, attendent encore, dans un respectueux empressement, le grand lever de Louis XIV.

GALERIES DE L'EMPIRE.

Les galeries de l'Empire se composent d'une suite d'appartements habités sous Louis XV et Louis XVI par les Enfants de France et les princes du sang royal. Ces belles salles sont coupées en deux parties par un vestibule où l'on aperçoit tout d'abord trois statues de l'empereur, à savoir : le modèle de la statue de la place Vendôme, deux statues en marbre blanc de l'empereur en grand costume; les bustes de la famille impériale servent de cortége à cette imposante et guerrière majesté. Ainsi s'annonce cette glorieuse suite de batailles, de conquêtes et de victoires, que ces douze salles suffisent à peine à contenir. Ces salles ont pour ornements tous les attributs de la guerre; sur ces murailles, au-dessus des portes, sont représentées, en grand et en raccourci, les batailles de l'empire. Chacune de ces salles porte l'année de gloire qu'elle est destinée à célébrer; vous marchez ainsi au pas de course, à la suite de l'empereur, et toutes enseignes déployées, depuis 1796 jusqu'à 1809.

Vous arrivez ainsi jusqu'à la salle de *Marengo*. Là Vernet a representé la bataille de Marengo; là se trouve aussi le portrait de l'empereur, par David, *calme sur un cheval fougueux* et gravissant le mont Saint-Bernard. Au dehors se dresse la statue impériale qui surmontait l'arc de triomphe du Carrousel.

Ainsi marche et se déploie la gloire militaire de l'empire dans un champ de bataille digne de l'empereur.

SALLE DE MARENGO.

La grande Salle de Marengo, située à l'extrémité du rez-de-chaussée de l'aile du Nord, anciennement nommée aile des Enfants de France, comprend plusieurs pièces de l'appartement qui jusqu'en 1788, fut occupé par le Dauphin, mort au Temple, et Madame, depuis duchesse d'Angoulême.

Les parties de cette salle qui ne sont point couvertes de grands tableaux présentent des vues d'actions militaires de la guerre d'Italie, ajustées dans des ornements en arabesques rehaussés d'or, entourés de drapeaux surmontés d'une couronne de laurier.

Une colonne de porcelaine et trois grands vases, produits de la manufacture royale de Sèvres, se font remarquer dans cette intéressante salle par leur belle exécution et leur richesse.

ESCALIER DE MARBRE.

C'est un des plus beaux escaliers de l'Europe, et c'est aussi le plus riche. Les ornements les plus rares y sont jetés avec une profusion presque royale. Les balustres, les appuis sont en marbre; les murs sont revêtus de marbres de diverses couleurs. Ces marbres servent de cadres à de belles peintures à fresque; Meunier a peint le paysage, Fontenai les fleurs, Poirson les personnages

L'Escalier de Marbre s'appelait aussi l'*Escalier des Ambassadeurs*; les ambassadeurs étaient introduits par cet escalier. L'Escalier de Marbre sépare l'appartement de la reine de celui du roi.

GALERIE DE LOUIS XIII.

Cette galerie pittoresque et toute nouvelle a remplacé heureusement une suite confuse de petits appartements que le roi Louis XV avait fait construire du côté du midi pour agrandir l'appartement du dauphin, pour loger sa fille la princesse Louise.

Cette galerie est précédée d'un élégant vestibule qui donne à la fois sur les jardins et sur l'avenue de Paris; dans le vestibule Fénelon, Bossuet, L'Hospital, d'Aguesseau, quatre grandes figures.

Dans la galerie de Louis XIII sont placées naturellement les statues de Louis XIII et d'Anne d'Autriche. La peinture a représenté les combats de Louis XIII, ce roi valeureux, digne fils de Henri IV, et qui faisait si bon marché de sa personne. Plusieurs portraits des contemporains de Louis XIII accompagnent le monarque. Parmi les grands tableaux on remarque *la Bataille de Rocroy*, gagnée par le grand Condé, peinte par Schnetz et décrite d'une façon si admirable par Bossuet; *la Réparation faite à Louis XIV* au nom du pape Alexandre VII; *l'Entrée du Roi à Dunkerque*, par Vandermeulen; enfin *l'Entrevue de Louis XIV et de Philippe IV*, dans l'île des Faisans. Ici commence le jeune roi : il est dans tout l'éclat de la jeunesse et de la beauté; il est prêt à recevoir la main de la fille du roi d'Espagne. Le dix-septième siècle commence là.

LA CHAPELLE.

La chapelle de Versailles est une des merveilles de ce château si rempli de merveilles. Elle tient au château. Au couchant et au nord, elle domine tout le palais. Son dôme élevé est garni de sculptures et de balustrades; sur ces balustrades se dressent vingt-huit statues de pierre. Tout le pourtour extérieur est orné de pilastres de l'ordre corinthien; des colonnes du même ordre corinthien portent à l'intérieur, et avec une légèreté charmante, la voûte du ciel. On dirait que ces colonnes sont en marbre, tant elles sont d'une pierre fine, blanche et polie comme le marbre!

Toute la chapelle est pavée du marbre le plus précieux. Ce marbre, de diverses couleurs, forme sous vos pieds une mozaïque brillante, les appuis des balustrades sont en bronze doré. Sur les murs sont placés d'excellents bas-reliefs en pierre, les bas-reliefs des autels sont en bronze doré, et d'un travail si exquis, qu'on les croirait en or.

C'est surtout dans la chapelle royale que l'art français a déployé à l'infini toute son imagination, toutes ses richesses. Les chefs-d'œuvre y sont amoncelés sur les chefs-d'œuvre. Levez la tête : dans ce ciel, éclatant comme la voûte des cieux, Dieu vous apparaît au milieu de ses anges et de sa gloire; aux deux extrémitées de cette voûte, saint Louis et Charlemagne semblent présider aux destinées de la France; dans les quatre pendentifs, les quatre évangélistes apportent aux hommes de bonne volonté la divine parole; ceci est l'œuvre du grand artiste Coypel.

Au-dessus du maître autel, La Force, ce peintre énergique, a représenté la résurrection du Sauveur; au-dessus de la tribune du roi, Jouvenet a fait descendre le Saint-Esprit. Le petit plafond, où les anges préludent à leur concert, ceux-ci dans le fond du rond-point, ceux-là au-dessus de l'orgue, et les douze apôtres des tribunes latérales, sont l'œuvre des deux Boulogne.

Dans les trumeaux de l'attique, les douze prophètes annonçant la venue du Messie; c'est encore une composition de Coypel. Dans la chapelle de la Vierge, les peintures du plain-pied des tribunes, la belle voûte qui représente l'Assomption, sont autant de chefs-d'œuvre des deux Boulogne. Que cette vierge est belle et touchante! Dans les quatre pendentifs, des anges portent les attributs de la mère de Jésus-Christ: le tableau de l'autel représente « l'Annonciation. » Sous le vestibule, entre le tableau et l'autel, Coustou, l'habile artiste, a représenté la Visitation, dans un admirable bas-relief.

Les tribunes, et surtout la tribune du roi, se font remarquer également par d'admirables bas-reliefs : la « Circoncision, » par Poirier; Jésus au milieu des docteurs, par Coustou. — Dans les bas-côtés, aux embrasures des fenêtres, on a placé les plus beaux et les plus riches autels du marbre le plus précieux et du plus excellent travail. Des bas-reliefs en bronze ajoutent encore à cette magnificence : « les adieux de Madeleine » à saint Odillon, abbé de Cluny, par Coustou le jeune; « sainte Anne apprenant à lire à la Vierge, » par Giraudet; « saint Charles Borrhomée », à la tête d'une sainte procession, et priant le ciel de sauver la ville de Milan de la peste, par Bouchardon : ce sont là autant d'excellents bas-reliefs.

Le milieu du rond-point est occupé par l'autel du Sacré-Cœur, revêtu des marbres les plus précieux. Derrière le maître-autel, en face de l'autel du Sacré-Cœur, un tableau de Sylvestre, qui représente la Cène. De l'autre côté du rond-point, et comme pendant, l'autel de Saint-Charles Borrhomée, l'autel de Saint-Philippe, décoré d'un admirable bas-relief de Coustou, en bronze, le martyre de saint Philippe. Dans le bas-côté du nord, au-dessous de la chapelle de la Vierge, est la chapelle de Saint-Louis; Jouvenet a représenté le saint roi pansant de ses propres mains les soldats blessés à la bataille de Massoure; sur le devant de l'autel, un bas-relief en bronze représente le saint roi servant les pauvres à sa propre table : c'est un bas-relief de Poirier.

Mais le plus beau peut-être de tous ces bas-reliefs se trouve à l'autel de Sainte-Victoire, Adam, le statuaire, a représenté sainte Victoire égorgée par le grand-prêtre de Jupiter, plutôt que de sacrifier aux faux dieux. Dans ce bas-relief, l'artiste a été à la fois un artiste chrétien et un artiste profane : il a représenté en même temps la sainte chrétienne et le dieu du paganisme.

Le maître-autel, dont nous n'avons pas encore parlé, est d'une exquise simplicité. Coustou a relevé toute cette simplicité par ses deux anges qui adorent, par cette gloire qui entoure de ses rayons brillants le mystérieux triangle, par ces deux anges de bronze, par tous les ornements de la sculpture la plus ingénieuse et la plus prodigue. Sur la dernière marche, deux statues de marbre à genoux semblent donner l'exemple du recueillement et de la prière : c'est le roi Louis XIII et son fils Louis XIV, plaçant le royaume de France sous la protection de la sainte Vierge. Ainsi l'or, le bronze, les marbres, les tableaux, les mosaïques, les glaces brillantes, les souvenirs glorieux éclatent partout, sur les murs, hors des murs de la chapelle de Versailles. C'est le plus grand effort d'imagination de ce genre qu'ait jamais fait Jules Hardouin Mansart. Commencée en 1699, elle ne fut achevée qu'en 1710, quand tout le château était achevé depuis longtemps, et quand le roi moins jeune eut renoncé pour la prière aux autres plaisirs de la vie.

THÉATRE.

Ce théâtre, construit sous le règne de Louis XV, dans la partie extrême de l'aile du Nord, par l'architecte Gabriel, aidé de M. de Wailly, avait été dévasté de ses machines, de son mobilier, de ses glaces; mais tout a été réparé et des changements heureux opérés par la volonté de Louis Philippe.

Au-dessus du parterre et de l'orchestre, qui ont été re-

baissés, est l'amphithéâtre, de beaucoup agrandi, où toute la cour prend place maintenant; les trois petites loges grillées aux premières en face, où sous Louis XVI la famille royale se plaçait, n'en forment plus aujourd'hui qu'une seule ouverte, destinée aux ambassadeurs étrangers.

Au dessus règne une large galerie à colonnes ioniques, où des lustres, répétés dans les glaces de son pourtour, y multiplient à l'infini le nombre des lumières et produisent une illusion toute féerique.

La salle ainsi que son riche foyer ont été repeints et dorés.

SALLE DES CROISADES.

La salle centrale des Croisades, située dans le nouveau Pavillon du roi, au rez-de-chaussée de l'aile du Nord, occupe le dessous de la salle de Constantine et se distingue par ses lambris en bois naturel poli avec filets dorés.

Son plafond à grands compartiments divisés en caissons, où les croix des cinq Ordres et l'écu de France au semé de fleurs de lis sont symétriquement répartis, les piliers et les frises couverts de plus de trois cents écussons aux armoiries des nobles chevaliers qui prirent part au sept Croisades, offrent un caractère bien caractéristique de sa spécialité.

La porte en bois de cèdre provenant de Rhodes, si riche de sculptures, et donnée par le sultan Mahmoud au roi des Français, vient encore ajouter à l'intérêt de cette magnifique salle, dont tous les tableaux représentent les faits les plus marquants de ces expéditions lointaines et les portraits de ses plus illustres guerriers.

SALLE DE CONSTANTINE.

La salle de Constantine, placée dans le Pavillon du roi, au premier étage de l'aile du Nord, occupe toute l'étendue du Pavillon que l'on nommait de Noailles, en avant-corps sur la rue des Réservoirs; elle est remarquable par sa grandeur et son heureuse proportion; son comble est construit en fer, et le double vitrage de sa vaste lanterne y répand un jour égal sur la totalité des tableaux dus aux pinceaux de M. Horace Vernet.

La sévérité des tons de la peinture des lambris et des portes y favorise l'effet des tableaux. La voussure décorée de sujets, bas-reliefs peints pour imiter l'albâtre, et de trophées en bronze, ajoute encore à l'harmonie qui règne dans cette belle salle, où la dorure est répandue avec sagesse.

GALERIE DE SCULPTURE.

Dans cette galerie, en 1789, étaient les entrées des appartements des ducs d'Angoulême et de Berri et du prince de Poix, gouverneur du palais; pour le placement des statues, elles ont été transformées en niches.

Parmi tant d'œuvres remarquables de sculptures réunies dans cette galerie, se trouvent les tombeaux des ducs de Montpensier et de Beaujolais, frères du roi; celui de Mazarin, jadis érigé dans la chapelle du collége des Quatre-Nations; et surtout la célèbre Jeanne d'Arc, admirable production de la princesse Marie d'Orléans.

La double galerie formée vers son milieu a été prise aux dépens de ce que l'on nommait Pavillon de Noailles. Cet agrandissement, en répandant le jour sur cette partie qui en manquait presque entièrement, donne des communications avec les salles du Pavillon du roi; une arcade à balustrade y a été ménagée pour laisser apercevoir un escalier nouveau orné aussi de statues, qui de la Galerie du Rez-de-Chaussée conduit directement à la Salle de Constantine.

La porte au fond de la galerie mène à la Salle de l'Opéra.

SALON D'HERCULE.

L'ancienne chapelle du Palais occupait l'emplacement où fut établi, en 1729, le salon qui a pris le nom d'Hercule, de l'apothéose de ce demi-dieu peint dans la voussure par Lemoine.

Ce salon, première pièce des grands appartements du roi, est remarquable par sa grandeur, la beauté de ses revêtements en marbre d'une parfaite exécution et la richesse des bronzes de sa vaste cheminée, au-dessus de laquelle le roi Louis-Philippe a fait mettre un portrait équestre de Louis XIV, et en face, le passage du Rhin à Tolhuis, en 1692, de Vandermeulen.

VESTIBULE DE LA CHAPELLE.

Le Vestibule de la Chapelle, autrement dit Salon de la Chapelle, donne entrée à la tribune du roi, aux Galeries du Nord et au salon d'Hercule; il est décoré d'un ordre corinthien supportant une voussure ornée de sculpture. Deux belles statues allégoriques en marbre, la Gloire et la Magnanimité, s'y font remarquer ainsi que le passage à compartiments en marbre de différentes espèces.

PLAFOND DE LA CHAPELLE.

La voûte de la Chapelle, supportée par des colonnes d'ordre corinthien, est pénétrée par des lunettes qui y répandent une vive lumière sur les peintures et dorures qui la recouvrent entièrement. Trois principaux sujets y sont représentés; au milieu, le Père Éternel dans sa gloire, par Coypel; au-dessus du chevet, la Résurrection, par Lafosse, et sur la tribune du roi, la Descente du Saint-Esprit, par Jouvenet. Les Prophètes, les Apôtres, les Évangélistes, ornent les pendentifs de la voûte et les plafonds des tribunes publiques.

PLAFOND DU SALON D'HERCULE.

Le plafond de ce salon est couvert de la plus vaste composition connue en peinture, exécutée en six années, de 1729 à 1736, par Lemoine. L'intention de cet habile artiste étant de faire voir que la vertu élève l'homme au-dessus de lui-même, et le conduit à l'immortalité, a choisi comme allégorie de ce sujet l'apothéose d'Hercule.

Au-dessus de la corniche règne un acrotère encadrant tout le tableau; il est en marbre feint, rehaussé d'or; autour des cartels, placés dans les milieux, sont figurés les principaux travaux de ce héros, et dans les angles, la Force, la Constance, la Valeur, la Justice assises sur des piédestaux.

PLAFOND DU SALON DE L'ABONDANCE.

Ce plafond, qui représente l'Abondance, a donné son nom à la salle dans laquelle il se trouve placé. L'Abondance y est représentée avec tous ses attributs; on y remarque une suite de figures unies à de larges draperies et des vases de diverses formes.

La Salle de l'Abondance et une autre qui lui est attenante servaient, sous Louis XIV, à renfermer les antiques, les médailles et les curiosités, et tout le plafond fait allusion à ce genre de richesse consistant en vases, camées et pierres précieuses.

PLAFOND DE LA SALLE DES ÉTATS-GÉNÉRAUX.

Un grand vitrage remplit le milieu de ce plafond terminé en voussure, décorée d'ornements rehaussés d'or et de figures peintes en grisailles par M. Méry Blondel, qui en a composé l'ensemble.

Huit médaillons encadrés, que des génies soutiennent, présentent les portraits de plusieurs de nos rois qui rassemblèrent les États-Généraux.

Au milieu des grands côtés un groupe y représente les trois ordres réunis, mais sous un aspect qui en différencie l'époque. Les figures, la Législation et la France, occupent le milieu des petits côtés.

Les angles sont ornés de riches candélabres, auprès desquels les figures de femmes assises, s'appuyant sur des boucliers, désignent par leurs armoiries les villes où se tinrent les assemblées. Au-dessus l'artiste a placé des Renommées.

PLAFOND DU SALON D'APOLLON.

Sur le plafond de cette salle, Lafosse a représenté Apollon sur un char traîné par quatre coursiers; les Saisons l'accompagnent sous les traits de Flore, de Cérès, de Bacchus et de Saturne. Près du char sont la Magnanimité, la Magnificence et la figure allégorique de la France, objet de la prédilection d'Apollon, c'est-à-dire Louis XIV, qui, à son mariage, avait pris pour symbole un soleil et pour devise : *Fœcundis ignibus ardet*. Il y substitua plus tard : *Nec pluribus impar* (1).

PLAFOND DU SALON DE LA GUERRE.

Le Salon de la Guerre, aussi bien que les autres Salons, est consacré à la gloire de Louis XIV. Il appartient à cette suite de chefs-d'œuvre qui ont rendu populaire le nom de Lebrun. Le Plafond du Salon de la Guerre est de forme ovale; il représente la France, portant d'une main, sur un bouclier, l'effigie de Louis XIV; de l'autre main la France tient la foudre et foudroie l'Allemagne, la Hollande et l'Espagne : chacune des figures principales de ce triomphe tient à la main un tableau où sont gravées les victoires du roi avec une inscription qui indique le jour et le lieu de la victoire. D'autres figures élèvent avec orgueil des étendards aux armes de Brandebourg, de Luxembourg, et de Lorraine; plus loin une renommée présente à la France la couronne de laurier et les armes triomphales.

Dans les angles des cinq tableaux sont placés des globes avec les armes de la couronne de France, et des Enfants soutenant des cartouches à fond vert, rehaussés d'or et ornés de la devise du roi.

Sur un faisceau d'armes, et tranquille, à l'ombre de l'olivier, se présente la ville de Strasbourg, si facilement soumise; une victoire s'envole au ciel chargée de dépouilles opimes.

Sur le cintre opposé aux appartements du roi, le peintre a représenté Bellone, la fougueuse déesse de la guerre, foulant sous la roue de son char les armes et les hommes; devant cette terrible image, se tient debout la Révolte, agitant une pique menaçante; la Discorde est derrière Bellone, s'entourant de temples dévastés, de feux et de ruines; la Charité, tremblante, emporte un enfant dans ses bras. Cependant, le peintre a placé dans les trois autres faces du Salon de la Guerre les trois puissances qui s'étaient liguées contre la France : L'Allemagne, qui se couvre de son bouclier, et, l'épée à la main, cherche en vain à défendre la couronne impériale; l'Espagne, qui tient des deux mains une pique, et dont le lion se dresse en rugissant; la Hollande, renversée, et son lion écrasé par les éclats de la foudre. Merveilleux emblêmes où vous voyez réunies toutes les faiblesses de ces trois ennemis vaincus. Ici, les Allemands repassant en foule le pont de Strasbourg; là, le soldat espagnol éperdu et laissant tomber le guidon de Castille, pendant que les vaisseaux renversés représentent les désastres de la Hollande.

(1) *Versailles ancien et moderne.*

PLAFOND DE LA CHAMBRE A COUCHER DE LOUIS XIV.

Ce plafond, chef-d'œuvre de peinture, est un tableau de Paul Véronèse; il provient des conquêtes d'Italie et a échappé aux restitutions de 1815. Il représente Jupiter lançant la foudre contre les Titans.

PLAFOND DE LA CHAMBRE A COUCHER DE LA REINE.

Lorsque cette chambre devint celle de la reine Marie-Thérèse, un tableau de forme octogone, les Heures du jour, remplissait son plafond; la décoration en fut changée pour Marie Leckzinska, et telle en partie qu'elle est encore à présent, savoir : les fonds de la voussure en mosaïque, ornés de fleurs de lys, et les sujets en grisailles, la Fidélité, l'Abondance, la Charité, la Prudence, peints dans les cartels des milieux de la voussure, par Boucher.

Les ajustements des quatre angles, exécutés en carton-pâte où l'on remarque les armes de France unies à celles d'Autriche, y ont été placés pour la reine Marie-Antoinette.

PLAFOND DE LA SALLE DE 1830.

Le plafond de cette belle et vaste salle s'appuie sur une voussure d'une grande richesse de sculpture et de dorure, divisée en divers compartiments, contenant des attributs emblématiques relatifs aux trois mémorables journées de Juillet et le millésime de 1830.

Le tableau qui en occupe le milieu, peint par M. Picot, montre la Vérité descendant sur la France, accompagnée de la Justice et de la Sagesse; à leur aspect, l'Hypocrisie, le Fanatisme se plongent dans les ténèbres.

Deux bas-reliefs allégoriques, peints en imitation du bronze florentin, sont aux extrémités, à droite la France défendant la Charte, à gauche la Monarchie constitutionnelle.

DESSUS DE PORTE DE LA SALLE A MANGER.

. . . .

La Salle à Manger, autrement appelée Salle des Porcelaines, sert en quelque sorte de succursale à la bibliothèque; elle contient trois grandes armoires dans lesquelles sont renfermés des ouvrages de gravure des diverses écoles. On y remarque différents tableaux des guerres de Louis XIV, représentant le siége de Cambrai, les prises de Rees, de Rimberg et de Naarden, peints par Vandermeulen et Martin. Au-dessus des portes sont placés, dans des cadres richement ornés, divers épisodes militaires.

DESSUS DE PORTE DE LA CHAMBRE A COUCHER DE LA REINE.

RESTOUT

Les deux tableaux placés au-dessus des deux portes de la chambre à coucher de la reine, représentent : le premier tableau, le dauphin, fils de Louis XV, et ses deux sœurs, madame Adélaïde et madame Victoire. Au-dessus de l'autre porte, le même peintre (Restout) a représenté la naissance des deux jeunes princesses : La Jeunesse et la Vertu semblent adopter les deux filles du roi, et les offrir à la France qui les accepte.

DESSUS DE PORTE DE LA SALLE DU SACRE.

GERARD

La Salle du Sacre de l'empereur était, au temps du roi Louis XIV, la grande Salle des Gardes; c'est là que se réunissaient les gardes du corps pour être prêts à tous les services c'est pourquoi on appelait cette salle le magasin des gardes.

Aujourd'hui cette vaste salle est consacrée à la gloire de l'empereur Napoléon; nous y retrouverons plus tard les tableaux de David, la *Distribution des aigles* et le *Couronnement*, ces deux chefs-d'œuvre qui faisaient dire à Napoléon : « David, à présent que vos travaux sont faits, il faut que je bâtisse un palais pour les loger. »

Les deux figures allégoriques peintes par Gérard, représentent le Génie et le Courage, véritables emblèmes de l'empire.

LOUIS XV PRÉSENTE LA PAIX A LA FRANCE.

LEMOINE.

Ce tableau, placé sur la cheminée du salon de la Paix, représente Louis XV tenant d'une main le gouvernail et de l'autre offrant la paix à la France. Dans ce portrait Lemoine, qui avait dans Rigaud un voisin redoutable, ne lui fut cependant pas inférieur.

DEUXIÈME PARTIE

SUJETS HISTORIQUES.

N° 628 *bis*. COMBAT DANS LES GORGES DU TYROL. MARS 1797.

HIPP LECOMTE.

Le général Joubert, qui, pendant que Bonaparte opérait les passages du Tagliamento et de l'Isonzo, avait été chargé de soumettre le Tyrol, passa le Lavis à Sevignano sous le feu des avant-postes autrichiens, et s'avançant contre le corps de Kerpen qui couronnait le plateau de Cimbra, le culbuta après un combat très-vif et lui fit environ deux mille prisonniers; puis profitant de ses avantages, il poussa l'ennemi en désordre sur Neumark, et se porta le 22 mars sur la route de Botzen qui lui ouvrit ses portes ; de là, se dirigeant droit sur Clausen, il y trouva le général Kerpen qui l'attendait de pied ferme à l'entrée de ce bourg, derrière un défilé protégé par de l'artillerie. Après un combat opiniâtre, il le força à la retraite et s'empara de Brixen.

L'invasion qui menaçait le Tyrol, loin d'abattre ses habitants, avait réveillé en eux les sentiments les plus patriotiques et les avait fait courir en foule aux armes; aussi Kerpen, malgré l'échec qu'il venait d'éprouver, pouvait encore protéger le pays; mais il commit la faute de s'établir à Mittenwald, où Joubert l'attaqua le 28 mars. L'affaire fut décidée par une charge de la 85e que Belliard dirigea contre la droite, et la retraite des Impériaux, harcelée par les charges continuelles de la cavalerie de Dumas, leur coûta quelques centaines de prisonniers.

« La position de Joubert, sans être désespérée, devenait embarrassante. Toute la contrée qui l'environnait était en pleine insurrection; il n'avait aucune communication avec les deux armées du Rhin et d'Italie, dont il devait lier les opérations; une marche en avant comme une marche en arrière aurait eu de funestes conséquences pour lui, si elle n'eût été faite avec connaissance de cause; et dans ce pays de montagnes il ne pouvait pousser de reconnaissances sans s'exposer à les voir enlever. Ce manque de renseignements le détermina à prendre une position d'attente à Brixen. »

Sur ces entrefaites, ayant reçu des nouvelles certaines de la marche de Bonaparte et acquis la certitude de ses progrès en Carinthie, il n'en fallut pas davantage pour le décider à opérer sa jonction avec lui par Lienz (1).

N° 718 *bis*. PASSAGE DE L'INN.—9 DÉCEMBRE 1800.

SIMÉON FORT.

La retraite des Autrichiens du champ de bataille de Hohenlinden s'était opérée dans la nuit du 2 au 4 décembre avec une grande confusion... L'armée de Moreau s'était mise en marche dès le 4 au matin pour suivre l'ennemi. Le 9 décembre, à six heures du matin, la division Montrichard se serra en masse vers Kirchdorf; une batterie de vingt-huit pièces fut établie pour protéger les travaux : les pontonniers, dirigés par les colonels Nègre et Galbois, se jetèrent dans les premières barques avec quelques compagnies de tirailleurs. Les travaux commencèrent aussitôt, et on les poussa avec tant d'activité qu'en moins de trois heures le pont fut achevé. Dans l'intervalle on avait continué à débarquer successivement quelques bataillons pour assurer la protection des travailleurs et doubler les probabilités du succès.

Les faibles pelotons ennemis qui surveillaient ce point,

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. X, p. 49 à 57.

hors d'état de résister au feu violent de l'artillerie et à des forces supérieures, se retirèrent sur Stephanskirch.

En même temps que ceci se passait, Lecourbe avait fait placer une batterie en face de Rosenheim, non-seulement pour faire diversion à l'attaque, mais encore pour empêcher l'ennemi d'incendier les piles de ce pont, afin que les trois divisions du centre pussent franchir l'Inn sans faire le long détour de Neu-Peurn. Ces précautions devinrent inutiles; les restes du pont ayant été réduits en cendre, les divisions Grouchy et Decaen furent obligées de suivre celle de Montrichard; Richepanse resta seul devant Rosenheim pour marquer ce passage et rétablir le pont.

Cependant les Impériaux, avertis par le bruit du canon et par le rapport de leurs postes, avaient eu le temps de renforcer le cordon de l'Inn; mais attaqués par les brigades Schinner et Roussel, ils opérèrent bientôt leur retraite. On les suivit derrière la Sinzbach d'où ils furent également culbutés. Leur perte, qui s'éleva à trois cents hommes, eût été plus considérable si la brigade Puthod, qui devait les tourner par Endorf, pour leur couper la route de Seebruck, avait pu arriver à sa destination...

Ainsi, une des lignes militaires les plus formidables de l'Europe, avait été franchie en quelques heures sans perdre un homme, et Moreau, encouragé par des succès si faciles, conçut l'espoir de renverser les deux seules barrières que l'Autriche eût à lui opposer (1).

N° 775 *bis*. PASSAGE DE LA TRANN A LAMBACH.

1er NOVEMBRE 1805.

SIMÉON FORT.

Napoléon presse la marche de l'armée sur Vienne. Le pont de Lambach est brûlé; Davoust le fait raccommoder sous le feu d'une vive fusillade de l'ennemi embusqué sur la rive opposée.

Le général Bisson est grièvement blessé en faisant lancer un bateau dans la rivière.

(1) *Histoire des guerres de la révolution*, par Jomini, t. XIV, p. 111-115.

FIN

PARIS — IMPRIMERIE DE FAIN ET THUNOT,
RUE RACINE, 28, PRÈS DE L'ODÉON.

GALERIES

HISTORIQUES

DE VERSAILLES.



PEINTURE.

DEUXIÈME PARTIE.

PORTRAITS DIVERS.

GRANDS-AMIRAUX.

BONNIVET (Guillaume Gouffier, seigneur de).

Cinquième fils de Guillaume Gouffier et de Philippe de Montmorency, dame de Vitry en Brie, sa deuxième femme.

Né... Amiral de France le 31 décembre 1517. (40e.) Marié : 1° par contrat du 14 juin 1506, à Bonaventure du Puy-du-Fou; 2° par contrat du 8 juin 1517, à Louise de Crevecœur. Mort le 24 février 1524.

Bonnivet, qui s'était signalé au siége de Gênes en 1507, et à la journée des éperons en 1513, fut nommé amiral de France en 1517. Gouverneur du Dauphiné et de la personne du Dauphin en 1519, ce fut par son entremise qu'eut lieu, en 1520, l'entrevue de François Ier et de Henri VIII, entre les villes d'Ardres et de Calais. Gouverneur de Guienne en 1521 et chef de l'armée envoyée en Navarre, il s'empara de Fontarabie. Il fut tué à la bataille de Pavie.

CHABOT (Philippe), comte de Charny et de Buzançois.

Deuxième fils de Jacques Chabot, seigneur de Jarnac, etc., et de Madeleine de Luxembourg.

Né... Amiral de France le 23 mars 1526. (41e.) Marié par contrat du 10 janvier 1526, à Françoise de Longwy, dame de Pagny et de Mirebeau. Mort à Paris le 1er juin 1543.

Il défendit Marseille en 1523, combattit à Pavie le 24 février 1525, fut nommé chevalier de l'ordre de Saint-Michel et ensuite amiral de France en 1525. Ambassadeur en Angleterre dans l'année 1532, il fut reçu la même année chevalier de l'ordre de la Jarretière. Philippe Chabot commanda en 1535 et 1536 l'armée de Piémont, et mourut dans un âge avancé. — Le P. Anselme rapporte : « qu'il tomba en 1536 dans la disgrâce de François Ier, qui l'accusait de n'avoir pas poussé ses conquêtes comme il le pouvait, qu'il fut privé de sa charge en 1541 et ensuite rétabli dans ses dignités par lettres-patentes du 12 mars 1542. »

COLIGNY (Gaspard de), IIe du nom, comte de Coligny, seigneur de Châtillon, etc.

Troisième fils de Gaspard de Coligny, Ier du nom, et de Louise de Montmorency.

Né à Châtillon, le 16 février 1516. Amiral de France le 11 novembre 1552. (43e.) Marié : 1° en 1547, à Charlotte de Laval; 2° à Jacqueline de Montbel, comtesse d'Entremonts et de Montbel. Mort le 24 août 1572.

Gaspard de Coligny fit ses premières armes au secours de Landrecies, en 1541. Nommé colonel général de l'infanterie française et chevalier des Ordres du roi, il fut envoyé en Angleterre pour conclure la paix en 1550. Amiral de France en 1552, il combattit l'année suivante à l'avant-garde que Henri II commanda en Flandre, et contribua beaucoup au gain de la bataille de Renty en 1554. Envoyé avec Sébastien de Laubespine, il conclut une trève, le 5 février 1556, avec Charles, comte de Lalain, député de l'Empereur. Cette trève étant rompue, Coligny s'empara de Lens. Il fut fait prisonnier en 1557, à Saint-Quentin, qu'il défendait contre les Espagnols. Ayant embrassé la religion réformée, il se déclara le chef des protestants, et se signala au combat de Dreux, en 1562, ainsi qu'aux batailles de Saint-Denis, en 1567, de Jarnac et de Montcontour en 1569. — La paix ayant été faite entre la cour et les protestants en 1570, le Roi le rétablit dans ses charges. Coligny fut tué à l'âge de cinquante-six ans, le 24 août 1572, jour de la Saint-Barthélemy, dans sa maison, rue de Béthisi.

MAYENNE (Charles de Lorraine duc de).

Second fils de François de Lorraine, duc de Guise, et d'Anne d'Est-Ferrare.

Né à Alençon le 26 mars 1554. Amiral de France le 28 avril 1578. (45e.) Marié par contrat du 23 juillet 1576, à Henriette de Savoie II, fille unique d'Honorat du nom, marquis de Villars, et de Françoise de Foix. Mort le 4 octobre 1611.

Il fit les guerres contre les protestants, se distingua au siége de Poitiers, ainsi qu'à la bataille de Montcontour, en 1569, et fit une campagne contre les Turcs en 1570. Amiral de France, en 1578, sur la démission du marquis de Villars, son beau-père, il exerça cette charge jusqu'en 1582. Chevalier de l'ordre du Saint-Esprit de la promotion du 31 décembre 1582, il prit le 7 mars 1589 le titre de lieutenant général de l'État et couronne de France. L'armée du roi d'Espagne ayant été défaite au combat de Fontaine-Française, en 1596, le duc de Mayenne rentra au service du roi Henri IV, qu'il suivit, en 1597, au siége d'Amiens. Il mourut à l'âge de cinquante-sept ans.

VILLARS. (Honorat de Savoie, marquis de), comte de Tende et de Sommerive, etc.

Deuxième fils de René, bâtard de Savoie, et d'Anne de Lascaris.

Né... Amiral de France le 26 juillet 1569. (44e.) Marié à Jeanne de Foix. Mort à Paris en 1580.

Connu sous le nom de comte de Villars jusqu'en 1563, Honorat de Savoie fut lieutenant général du Languedoc du 5 août 1547 à mars 1561, et chevalier de l'ordre de Saint-Michel en 1549. Il pacifia le Languedoc en 1560, combattit les calvinistes à la bataille de Saint-Denis en 1567, à Jarnac et à Montcontour en 1569, obtint la même année la charge d'amiral de France, vacante par la démission de l'amiral de Coligny; fut nommé lieutenant général de Guienne le 3 septembre 1570, maréchal de France le 30 novembre 1571, confirmé le 24 août 1572 dans la charge d'amiral, dont il se démit, le 28 avril 1578, en faveur du duc de Mayenne, son gendre, et chevalier des Ordres du roi le 31 décembre 1578. (Voir aux Maréchaux, p. 5.)

NANGIS (Antoine de Brichanteau, marquis de).

Fils aîné de Nicolas, seigneur de Brichanteau, et de Jeanne d'Aguerre.

Né le 6 avril 1552. Amiral de France le 20 février 1589. (48e.) Marié par contrat du 19 février 1577 à Antoinette de La Rochefoucauld, dame de Linières. Mort le 9 août 1617.

Gentilhomme ordinaire de la maison du duc d'Anjou, en mars 1569 et guidon de la compagnie du grand-prieur de France, Nangis se trouva au siége de Mucidan et à la bataille de Montcontour la même année, et suivit le duc de Mayenne dans la campagne contre les Turcs en 1570. Mestre-de-camp commandant d'un régiment des gardes en 1575, il se distingua en différentes occasions. Ambassadeur en Portugal et conseiller d'État en 1579, il fut pourvu de la charge d'amiral de France en 1589; chevalier des Ordres du roi à la promotion du 7 janvier 1595, il se démit de sa charge d'amiral la même année. Il suivit Henri IV au siége de La Fère. Le duc de Nangis était député aux États-Généraux de 1614, et mourut à Nangis à l'âge de soixante-cinq ans.

EPERNON (Jean-Louis de Nogaret de La Valette, duc d').

Deuxième fils de Jean de Nogaret, baron de La Valette, et de Jeanne de Saint-Lary de Bellegarde.

Né en mai 1554. Amiral de France le 7 novembre 1587. (47e.) Marié le 23 août 1587 à Marguerite de Foix, comtesse de Candale et d'Astarac. Mort le 13 janvier 1642.

Connu d'abord sous le nom de seigneur de Caumont, il fut quelque temps au service du roi de Navarre (depuis Henri IV, roi de France); il s'attacha ensuite au roi Henri III, qui le créa duc et pair de France en 1581. Le duc d'Epernon fut successivement premier gentilhomme de la chambre du roi, colonel général de l'infanterie française en 1584, et amiral de France en 1587. Henri IV le nomma gouverneur de Provence. Sous le règne du roi Louis XIII, il secourut l'île de Rhé assiégée en 1627 par la flotte anglaise, et mourut à Loches à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

LA VALETTE (Bernard de Nogaret, seigneur de).

Fils aîné de Jean de Nogaret et de Jeanne de Saint-Lary de Bellegarde.

Né en 1553. Amiral de France en 1589. (49e.) Marié au Louvre, à Paris, le 13 février 1582, à Anne de Batarnay-Bouchage. Mort le 11 février 1592.

Anselme dit qu'il fit son apprentissage des armes à Calais, sous le seigneur de Gourdon, et qu'il se signala en diverses occasions dans les guerres d'Italie. Chevalier des Ordres du roi à la promotion du 31 décembre 1583, nommé la même année gouverneur du Dauphiné, et de Provence en 1587, il devint amiral de France en 1589 sur la démission du duc d'Épernon, son frère. Il fit lever le siége de Barcelonnette au duc de Savoie, défit ses troupes et remporta sur lui la victoire d'Esparon, le 15 avril 1591. Il mourut à l'âge de trente-neuf ans, d'une blessure qu'il reçut devant Roquebrune.

VILLARS (André-Baptiste de Brancas, seigneur de).

Second fils d'Ennemond de Brancas et de Catherine de Joyeuse.

Né... Amiral de France le 23 août 1594. (51e.) Mort sans alliance le 24 juillet 1595.

Capitaine de cent hommes d'armes et lieutenant général aux bailliages de Rouen et de Caux, gouverneur du Havre-de-Grâce, Villars fut nommé par Henri IV au gouvernement de Rouen et de Calais. Amiral de France, sur la démission du maréchal de Biron, le 23 août 1594, chevalier de l'ordre du Saint-Esprit, en 1595, il fut tué au combat de Dourlens.

DAMVILLE (Charles de Montmorency, duc de).

Troisième fils de Anne, duc de Montmorency, et de Madeleine de Savoie.

Né vers 1537. Amiral de France le 21 janvier 1596. (52e.) Marié en..., à Renée de Cossé, comtesse de Secondigny. Mort en 1612.

Connu d'abord sous le titre de seigneur de Meru, il était en 1557 à la bataille de Saint-Quentin, où il resta prisonnier. Il assista aux sacres des rois François II et Charles IX; gouverneur de Paris et de l'Ile de France en 1562, il se trouva aux batailles de Dreux, de Saint-Denis et de Montcontour. Il fut ensuite nommé colonel général des Suisses et prit bientôt après le nom de Damville; amiral de France et de Bretagne en 1596, chevalier de l'ordre du Saint-Esprit en 1597, duc et pair en 1610, il mourut à l'âge de soixante-quinze ans.

VENDOME (César, duc de), de Beaufort, d'Étampes, de Mercœur, etc.

Fils naturel et légitimé de Henri IV et de Gabrielle d'Estrées.

Né au château de Coucy, en Picardie, en juin 1594. Amiral de France le 12 mai 1650. (56e.) Marié en juillet 1609 à Françoise de Lorraine, duchesse de Mercœur et d'Étampes, etc. Mort le 22 octobre 1665.

Gouverneur des provinces de Lyonnais, Forez et Beaujolais en 1595, et de la province de Bretagne en 1598, chevalier des Ordres du roi en 1619, il commanda l'armée de Bretagne en 1626. Pourvu par Louis XIV de la charge de grand-maître chef et surintendant général de la navigation et du commerce de France le 12 mai 1650, le duc de Vendôme prit part à la guerre contre l'Espagne, s'empara de Bourg (Guienne) en 1653, et livra, en septembre 1655, un combat naval en vue de Barcelone, où il dispersa la flotte espagnole. Il mourut à Paris à l'âge de soixante-onze ans.

BEAUFORT (François de Vendôme, duc de).

Second fils de César, duc de Vendôme, et de Françoise de Lorraine.

Né à Paris en janvier 1616. Amiral de France le 1er juin 1650. (57e.) Marié à Fontainebleau par l'évêque de Paris en juillet 1609, à Françoise de Lorraine, duchesse de Mercœur, d'Étampes et de Penthièvre, princesse de Martigues. Mort le 25 juin 1669.

Le duc de Beaufort était à la bataille d'Avein en 1635, aux siéges de Corbie, de Hesdin et d'Arras en 1636, 1639 et 1640. Grand-maître, chef et surintendant général de la navigation et du commerce de France en 1650, il fit, en 1665, une campagne sur la Méditerranée contre les Turcs, dispersa, en 1669, leur flotte près de Tunis et d'Alger, et fut tué devant Candie à l'âge de cinquante-trois ans.

CONNÉTABLES.

ALBÉRIC DE MONTMORENCY.

Né... Connétable de France vers 1060. (1er.) Mort...

Albéric, suivant le P. Anselme, fut le premier connétable de France, sous la troisième race. Il signa vers 1060 une charte pour une fondation faite par le roi Henri Ier.

MONTFORT (Amaury, IVe du nom, comte de).

Fils aîné de Simon, IIIe du nom, seigneur de Montfort, et d'Alix de Montmorency.

Né... Connétable de France en novembre 1230. (13e.) Marié à Carcassonne, en 1214, à Béatrix de Bourgogne, fille aînée d'André, Xe du nom, duc de Bourgogne, dauphin de Viennois. Mort en 1241.

Montfort reçut à Castelnaudary la ceinture militaire le 24 juin 1213, se distingua au siége de Casseneuil en 1214, et fit lever, en 1223, le siége de Carcassonne aux comtes de Toulouse et de Foix. Saint Louis le nomma connétable de France en 1230, après la mort de Mathieu de Montmorency. En 1238 il passa en Terre-Sainte, fut fait prisonnier au siége de Gaza et conduit à Babylone. Il mourut à Otrante (Calabre), en revenant en France. — Après la mort d'Amaury de Montfort, la charge de connétable resta vacante jusqu'en 1249 ou 1250. (*Chron. milit.*)

CHATILLON (Gaucher de), comte de Porcéan, seigneur de Châtillon-sur-Marne, etc.

Fils aîné de Gaucher de Châtillon, seigneur de Crecy et de Crevecœur, etc., et d'Isabeau de Villehardouin, dite *de Lésignès*.

Né vers 1249. Connétable de France le 11 juillet 1302. (17e.) Marié : 1° en 1281, à Isabelle de Dreux, fille de Robert de Dreux, Ier du nom, vicomte de Châteaudun, et d'Isabelle de Villebon; 2° en... à Hélesinde de Vergy, fille de Jean de Vergy et de Marguerite de Noyers; 3° en 1312, à Isabeau de Rumigny, veuve de Thibaut II, duc Lorraine. Mort en 1329.

Il fut créé connétable de Champagne en 1286, commanda les troupes de cette province, combattit à la journée de Courtray en 1302, et fut nommé la même année connétable de France, après la mort de Raoul de Clermont de Nesle. Il se trouva à la bataille de Mons-en-Puelle en 1304, fit couronner roi de Navarre à Pampelune, le 1er octobre 1307, Louis, fils aîné de Philippe IV, et depuis roi de France sous le nom de Louis X; assista en 1317 au sacre de Philippe-le-Long, et en 1322 à celui de Charles-le-Bel, qui le désigna, en 1324, pour l'un de ses exécuteurs testamentaires. Le connétable de Châtillon signa, comme commissaire, au nom du roi, les traités de paix faits avec l'Angleterre en 1325 et 1326; il commanda l'armée française à la bataille de Cassel en 1328, et mourut âgé de quatre-vingts ans. (*Chron. milit.*)

LA MARCHE (Jacques de Bourbon, Ier du nom, comte de) et de Ponthieu, etc.

Troisième fils de Louis, Ier du nom, duc de Bourbon, pair et chambrier de France, et de Marie de Hainaut.

Né... Connétable de France le 8 janvier 1354. (21e.) Marié en 1335 à Jeanne de Châtillon-Saint-Paul, fille aînée et héritière de Hugues de Châtillon, dit *de Saint-Paul*, seigneur de Condé, etc. Mort le 6 avril 1361.

Jacques de Bourbon se distingua à la bataille de Crécy en 1346, défendit, en 1349 et 1350, le Languedoc contre les Anglais, et fit la guerre en Picardie en 1351 et 1352. Jean II le fit connétable le 8 janvier 1354, après la mort de Charles d'Espagne; il commanda en Guienne en 1355, se démit de la charge de connétable le 6 mai 1356, et se trouva, le 19 septembre suivant, à la bataille de Poitiers. Jacques de Bourbon mourut des suites des blessures qu'il avait reçues au combat de Brignais, livré le 2 avril 1361. (*Chron. milit.*)

DU GUESCLIN (Bertrand), duc de Molines et de Transtamare en Castille, etc.

Fils de Robert Du Guesclin et de Jeanne de Malesmains, dame de Sens.

Né au château de Lamotte-Broon (Bretagne) vers 1314. Connétable de France le 2 octobre 1370. (24e.) Marié : 1° en..., à Tiphaine Raguenel, fille de Robert Raguenel, seigneur de Chastel-Oger; 2° par contrat passé à Rennes le 21 janvier 1373, à Jeanne de Laval, dame de Tinteniac. Mort le 13 juillet 1380.

Du Guesclin fit ses premières armes sous Charles de Blois, au siége de Rennes, en 1342, combattit en Bretagne et en Normandie, depuis 1352 jusqu'en 1365, servit l'année suivante en Espagne, et fit couronner Henri de Transtamare roi de Castille. Prisonnier des Anglais à la bataille de Navarette en 1367, il sortit de prison en 1368, et rentra alors au service du roi Charles V, qui le nomma connétable de France le 2 octobre 1370, sur la démission de Robert de Fiennes. Il

défit la même année les Anglais près de Vire en Normandie, s'empara, en 1371, du Limousin, fit, en 1373, la conquête du Poitou, du pays d'Aunis et de la Saintonge, fit entrer, en 1374, sous l'obéissance du roi, la Réole, etc. et prit Pont-Audemer, Bergerac, Castillon, Saint-Macaire et Duras, en 1377. Il entra ensuite dans le Gévaudan, mit le siége devant Château-Neuf de Randon, en 1380, et mourut devant cette ville âgé de soixante-six ans. (*Chron. milit.*)

SAINT-POL (Louis de Luxembourg, comte de), de Brienne, de Ligny, et seigneur d'Enghien.

Fils aîné de Pierre de Luxembourg, 1er du nom, comte de Conversan, et de Marguerite de Baux.

Né vers 1418. Connétable de France le 5 octobre 1465. (33e.) Marié : 1° au château de Bohain le 16 juillet 1435, à Jeanne de Bar, comtesse de Marle; 2° par contrat passé à la Motte-d'Eigry le 1er août 1466, à Marie de Savoie, cinquième fille de Louis, duc de Savoie, et d'Anne de Chypre. Mort le 19 décembre 1475.

Le comte de Saint-Pol, commandant l'armée du comte de Charolais dans la guerre dite du *bien public*, livra la bataille de Montlhéry. Après la réconciliation entre Louis XI et le comte de Charolais, arrivée en 1465, il reçut la charge de connétable de France le 5 octobre de la même année; fut, en 1467, ambassadeur près le duc de Bourgogne, pour ménager la paix entre ce prince et les Liégeois, et nommé chevalier de Saint-Michel lors de l'institution de cet ordre le 1er avril 1469. En 1470, il se rendit maître de Saint-Quentin, et fit lever le siége de Beauvais en 1472, au comte de Charolais. Il fut décapité à l'age de cinquante-sept ans. (*Chron. milit.*)

EU (Philippe d'Artois, comte d').

Troisième fils de Jean d'Artois, comte d'Eu, et d'Isabelle de Melun.

Né... Connétable de France le 25 novembre 1392. (26e.) Marié par contrat passé à Paris le 27 janvier 1392, à Marie de Berri, veuve de Louis de Châtillon, comte de Dunois. Mort le 16 juin 1397.

Le comte d'Eu se signala à la prise de Bourbourg en 1383, et suivit, en 1390, Louis II, duc de Bourbon, dans son expédition d'Afrique. Nommé connétable le 25 novembre 1392, après la destitution d'Olivier de Clisson, il suivit le comte de Nevers en Hongrie, et se trouva, en 1396, au siége et à la bataille de Nicopolis, où il fut fait prisonnier. Il mourut à Micalizo en Natolie. (*Chron. milit.*)

SANCERRE (Louis de Champagne, comte de), seigneur de Charenton, etc.

Second fils de Louis, 1er du nom, comte de Sancerre, et de Béatrix de Roucy

Né vers 1342. Connétable de France le 26 juillet 1397. (27e.) Mort le 6 février 1402.

Après avoir servi quelques années sous Charles V, le comte de Sancerre fut nommé maréchal de France le 20 juin 1368; il suivit Du Guesclin en Guienne, enleva d'assaut la ville d'Aine en 1370, fit la guerre en 1372 contre les Anglais en Languedoc et en Guienne, sous les ordres du duc d'Anjou, et fut ensuite gouverneur général de ces provinces. Il était, en 1380, au siége de Château-Neuf de Randon, et il reçut les clés de cette place après la mort de Du Guesclin. Sancerre soumit Marseille en 1384, commanda en chef dans le Languedoc et la Guienne, pendant l'absence du duc de Berri en 1389; gouverneur de ces deux provinces par provisions du 10 décembre 1390, il y resta jusqu'au 15 août 1399. Nommé connétable de France par Charles VI, en 1397, après la mort du comte d'Eu, il força, en 1398, le comte de Foix d'abandonner le parti de l'Angleterre, et l'obligea, en 1399, à rendre hommage au roi. Il se démit, en 1401, du gouvernement de Languedoc, qui fut rendu au duc de Berri, et il mourut à l'âge de soixante ans. (*Chron. milit.*) (Voir aux Maréchaux, p. 5.)

BOURBON (Charles III, duc de) et de Châtellerault, Dauphin, et duc d'Auvergne.

Second fils de Gilbert de Bourbon, comte de Montpensier, et de Claire de Gonzague.

Né le 17 février 1490. Connétable de France le 12 janvier 1515. (35e.) Marié le 10 mai 1505 à Suzanne, duchesse de Bourbon et d'Auvergne, fille et héritière de Pierre, IIe du nom, duc de Bourbon. Mort le 6 mai 1527.

Connu d'abord sous le nom de Charles Monsieur, ensuite sous celui de Montpensier à la mort de son frère aîné en 1501, il devint duc de Bourbon le 6 mai 1505, par son mariage avec l'héritière de Pierre II, duc de Bourbon. Pair de France le 17 novembre 1508, il était à la bataille d'Aignadel en 1509 : envoyé, en 1512, au secours du roi de Navarre, il fut nommé gouverneur du Languedoc. Le duc de Bourbon combattit dans l'armée qui s'opposa à l'invasion des Suisses en Bourgogne, en 1513. Connétable de France en 1515, il commandait à la bataille de Marignan le 14 septembre de la même année, et obtint en récompense de ses services la vice-royauté du duché de Milan. Il se retira en Espagne dans l'année 1523, et devint un des généraux de Charles-Quint. Il fut tué à l'âge de 37 ans devant Rome, dont il faisait le siége. (*Chron. milit.*)

MONTMORENCY (Anne, duc de).

Second fils de Guillaume, seigneur de Montmorency, et d'Anne Pot.

Né à Chantilly le 15 mars 1492. Connétable de France le 10 février 1538. (36e.) Marié le 6 janvier 1526 à Madeleine de Savoie, fille de René légitimé de Savoie, et d'Anne de Lascaris. Mort le 11 novembre 1567.

Le jeune Montmorency avait été tenu sur les fonts de baptême par la reine Anne de France, femme des rois Charles VIII et Louis XII. Enfant d'honneur auprès de François Ier, il le suivit en 1515 à la bataille de Marignan, où il servit en qualité de lieutenant d'une compagnie d'ordonnance. Capitaine d'une compagnie de cinquante lances en 1516, admis en 1520 au conseil du roi, il fut ambassadeur la même année en Angleterre. Premier gentilhomme de la chambre en 1521, il commanda en 1522 un corps de dix mille Suisses en Italie, fut nommé la même année maréchal de France et chevalier de l'ordre de Saint-Michel, et se trouva en 1525 à la bataille de Pavie. Grand-maître de la maison du roi en 1526, il reçut l'ordre de la Jarretière en 1534. Il força, en 1536, l'Empereur Charles-Quint à lever le siége de Marseille, et commanda, sous le Roi et le Dauphin, en 1547, à Hesdin, Suze, Veillane, etc. Connétable de France en 1538, il fut, en même temps, chef de toutes les affaires de l'État, surintendant des finances et lieutenant général du roi. Duc et pair en 1551, il commanda en Lorraine sous le roi Henri II en 1552, s'empara de Toul, de Haguenau, de Weissembourg, etc., et battit les Impériaux près Dourlens en 1553. Il commandait sous le roi de Navarre à la journée de Dreux en décembre 1562, où il fut fait prisonnier et échangé contre le prince de Condé. Le connétable de Montmorency mourut à l'âge de soixante-quinze ans, des suites d'une blessure qu'il avait reçue à la bataille de Saint-Denis. (*Chron. milit.*) (Voir aux Maréchaux, p. 5.)

MONTMORENCY (Henri, Ier du nom, duc de), comte de Dammartin et d'Aletz, seigneur de Chantilly, etc.

Second fils d'Anne, duc de Montmorency, premier baron chrétien, et de Madeleine de Savoie.

Né à Chantilly le 15 juin 1534. Connétable de France le 8 décembre 1593. (37e.) Marié : 1° par traité passé à Écouen le 26 janvier 1558, à Antoinette de la Marck ; 2° par traité passé à Agde le 20 mars 1593, à Louise de Budos. Mort le 2 avril 1614.

D'abord comte de Damville jusqu'en 1579, il fut gouverneur de la ville et du château de Caen en 1551, chevalier de l'ordre de Saint-Michel, et colonel général de la cavalerie delà les monts de 1560 à 1567 ; il accompagna en Écosse la reine Marie, et se trouva le 19 décembre 1552, à la bataille de Dreux. Nommé gouverneur de Languedoc le 18 mai 1563, maréchal de France le 10 février 1566, il y commanda, en 1569, les troupes du roi, ainsi qu'en Provence, Dauphiné et Guienne, et s'empara de Fiac, de Lunel-Viel, de Teissargues, de Legues, de Montpezat et de Pomeyrals. Connétable de France le 8 décembre 1593, chevalier de l'ordre du Saint-Esprit le 5 janvier 1597, il commandait sous le roi Henri IV, lors du siége d'Amiens. Après la paix il se retira, vers 1598, en Languedoc, où il mourut à l'âge de quatre-vingts ans. (*Chron. milit.*) (Voir aux Maréchaux, p. 5.)

LUYNES (Charles d'Albert, duc de).

Second fils d'Honoré d'Albert, seigneur de Luynes, etc., et d'Anne de Rodulel.

Né le 5 août 1578. Connétable de France le 2 avril 1621. (38e.) Marié le 11 septembre 1617, fille aînée d'Hercule de Rohan, duc de Montbazon. Mort le 15 décembre 1621.

D'abord page de la chambre de Henri IV, qui le mit ensuite auprès de Louis XIII, alors dauphin, Albert de Luynes reçut, le 11 mars 1615, le gouvernement d'Amboise, et fut successivement capitaine du château des Tuileries la même année, conseiller d'État et capitaine de la compagnie des gentilshommes ordinaires; grand fauconnier de France en 1616, premier gentilhomme de la chambre, capitaine de cent hommes d'armes des ordonnances du roi, capitaine du château de la Bastille, lieutenant général au gouvernement de Normandie, en 1617, de l'Ile de France en 1618, et de Picardie en 1619. Duc et pair de France en 1619, chevalier des Ordres du roi, lors de la promotion du 31 décembre 1619, faite au château de Fontainebleau, le duc de Luynes fut élevé à la dignité de connétable de France le 2 avril 1621; il s'empara la même année de Saumur et de Saint-Jean d'Angely, fut garde-des-sceaux de France en août 1621, et mourut à l'âge de quatre-vingt-trois ans à Longuethille. (*Chron. milit.*)

MARÉCHAUX DE FRANCE.

BOUCICAULT (Jean le Meingre, IIe du nom, dit), comte de Beaufort et d'Alais.

Fils de Jean le Meingre, Ier du nom, dit *Boucicault*, maréchal de France, et de Florie ou Fleurie de Liniers.

Né... Maréchal de France le 23 décembre 1391. (40e.) Marié dans la chapelle du château de Baux le 24 décembre 1393, à Antoinette de Beaufort, fille unique de Raymond-Louis, comte de Beaufort et d'Alais, vicomte de Turenne. Mort en mai 1421.

Boucicault fut élevé à la cour du Dauphin (depuis Charles VI). Maréchal de France le 23 décembre 1391, après la mort du maréchal de Blainville, il fit la guerre contre les Turcs en 1400. Gouverneur de Gênes en 1401, capitaine général en Languedoc le 24 avril 1414, prisonnier à la bataille d'Azincourt le 25 octobre 1415, il fut conduit en Angleterre, où il mourut. (*Chron. milit.*)

BEAUVOIR (Claude de), seigneur de Chastelus, etc.

Fils aîné de Guillaume de Beauvoir, seigneur de Chastelus, chambellan du duc de Bourgogne.

Né... Maréchal de France le 2 juin 1418. (43e.) Marié : 1° avant 1412, à Alix de Rocy, dame du Mont-Saint-Jean, veuve d'Oger, seigneur d'Anglure ; 2° par contrat du 11 août 1427, à Jeanne de Longuy, fille de Mathieu de Longuy ; 3° à Marie de Savoisy, fille de Charles de Savoisy, seigneur de Seignelay. Mort en mars 1453.

Conseiller et chambellan du duc de Bourgogne le 15 juin 1409, il surprit avec plusieurs autres officiers bourguignons la ville de Paris le 21 mai 1418. Maréchal de France sous le gouvernement du duc de Bourgogne le 2 juin 1418, à la place de Rochefort, il fut confirmé dans cette charge le 2 août suivant. Lieutenant et capitaine général du duché de Normandie et de la ville de Saint-Denis le 25 août 1419, il fut destitué par Henri V, roi d'Angleterre, le 22 janvier 1422. (*Chron. milit.*)

RAIZ (Gilles de Laval, seigneur de).

Fils aîné de Guy de Laval, IIe du nom, seigneur de Raiz et de Blazon, et de Marie de Craon.

Né... Maréchal de France le 21 juin 1429. (51e.) Marié, par contrat du 30 novembre 1420, à Catherine de Thouars, fille de Mises, seigneur de Pousanges. Mort le 23 décembre 1440.

« Il défendit Orléans contre les Anglais en 1428 et 1429, signala cette dernière année aux assauts de la ville de Jargeau, du pont de Meun, et à la prise de Beaugency. Créé maréchal de France le 31 juin 1429, il représenta un des pairs de France au sacre de Charles VII, le 17 juillet suivant. Le comte de Dunois était accompagné du maréchal de Raiz, lorsqu'il battit le duc de Bedfort à Lagny, en 1432. » (*Chron. milit.*)

XAINTRAILLES (Jean, dit *Poton*, seigneur de), de Roques, de Salignac, vicomte de Bruillez.

Fils de...

Né... Maréchal de France en 1454. (54e.) Marié avant 1434, à Catherine Brachet, dame de Salignac en Limousin, fille de Jean Brachet, seigneur de Péruse et de Montagne, et de Marie de Vendôme. Mort le 7 octobre 1461.

Il était en 1424 à la bataille de Verneuil, accompagna la Pucelle au siége d'Orléans le 8 mai 1429, et commanda le 18 juin l'avant-garde à la bataille de Patay. Il était à la suite de Charles VII, lors de son entrée dans Paris, en novembre 1437. Sénéchal du Limousin en 1453, il fut nommé maréchal de France en 1454 à la place du maréchal de Jaloignes. (*Chron. milit.*)

LOHÉAC (André de Montfort de Laval, seigneur de).

Second fils de Jean de Montfort, seigneur de Kergolay, et d'Anne de Laval de Vitré de Gavre

Né vers 1411. Maréchal de France en 1439. (52e.) Marié en..., à Marie de Laval, dame de Raiz, fille et héritière

de Gilles de Laval, seigneur de Raiz, et de Catherine de Thouars. Mort en janvier 1486.

« Il a été créé maréchal de France en 1439, après la mort de Rochefort, destitué par Louis XI le 3 août 1461, rétabli le 29 octobre 1465, par le traité de Saint-Maur-les-Fossés. » Il avait été nommé amiral de France en 1437. (*Chron. milit.*) (Voir aux Amiraux, p. 1.)

GYÉ (Pierre de Rohan, chevalier, seigneur de), du Verger et de Ham, comte de Marle, etc.

Fils puîné de Louis de Rohan, Ier du nom, seigneur de Guemené, et de Marie de Montauban.

Né... Maréchal de France le 16 mai 1476. (58e.) Marié : 1° à Françoise de Penhoët, issue des maisons d'Albret et de Lusignan ; 2° en 1503, à Marguerite d'Armagnac, duchesse de Nemours et comtesse de Guise, fille aînée de Jacques, duc de Nemours, et de Louise d'Anjou. Mort le 22 avril 1514.

Chevalier de l'ordre de Saint-Michel, créé maréchal de France par Louis XI le 16 mai 1476, à la place de Gamaches, le sire de Gyé assista au sacre de Charles VIII le 30 mai 1484 et y représenta le connétable. Lieutenant général au gouvernement de Bretagne, sous le prince d'Orange, le 13 décembre 1491, il passa les Alpes avec Charles VIII en 1494, commanda l'avant-garde à la bataille de Fornoue le 6 juillet 1495, et accompagna le roi Louis XII à son entrée dans Gênes, en 1502. (*Chron. milit.*)

DESQUERDES (Philippe de Crevecœur, seigneur).

Second fils de Jacques, seigneur de Crevecœur et de Thoix, conseiller et chambellan du roi, et de Jeanne de La Trémoille.

Né... Maréchal de France le 2 septembre 1483. (59e.) Marié à Isabeau d'Auxi, fille aînée de Jean IV, sire d'Auxi, maître des arbalestriers de France, et de Jeanne de Flavy. Mort le 22 avril 1494.

Ecuyer du comte de Charolais, Desquerdes se trouva au combat de Montlhéry en 1465, et commanda les francs-archers du prince contre les Liégeois en 1467. Gouverneur d'Artois et de Picardie, chevalier de la Toison-d'Or en 1468, il fit la guerre de 1472, et passa au service du roi Louis XI après la mort du duc de Bourgogne. Charles VIII le nomma chevalier de l'ordre de Saint-Michel en 1477. Créé maréchal de France le 2 septembre 1483, il ne fut pourvu de cette charge que le 21 janvier 1486, à la mort du sire de Lohéac. En 1487 il s'empara de Saint-Omer et de Térouanne. Grand-chambellan de France le 20 février 1493, il devait accompagner Charles VIII en 1494 dans l'expédition d'Italie, lorsqu'il mourut à Bresse, près Lyon. (*Chron. milit.*)

LAUTREC (Odet, comte de Foix et de Comminges, seigneur de).

Fils aîné de Jean de Foix, vicomte de Lautrec et de Villemur, et de Jeanne d'Aydie.

Né... Maréchal de France le 11 mars 1511. (63e.) Marié en..., à Charlotte d'Albert, troisième fille de Jean d'Albret, et de Charlotte de Bourgogne, comtesse de Réthel. Mort le 15 août 1528.

Lautrec suivit le roi Louis XII au siége de Gênes en 1507, et fut nommé chevalier de l'ordre de Saint-Michel et maréchal de France le 1er mars 1511. Il se trouva à la bataille de Ravennes en 1512, reçut la même année le gouvernement général de Guienne et commandait le corps de bataille que conduisait François Ier au passage des Alpes en 1515. Créé amiral de Guienne en 1526, général de l'armée d'Italie en août 1527, il s'empara de Gênes, de Pavie, et prit Melphes d'assaut en 1528. Occupé du siége de Naples, il mourut de la peste sous ses murs. (*Chron. milit.*)

TRIVULCE (Jean-Jacques), marquis de Vigevano, seigneur de Mufocco, etc.

Fils aîné d'Antoine Trivulce, seigneur de Codogno et de Pontenure, et de Françoise Visconti.

Né vers 1448. Maréchal de France le 11 mai 1499. (61e.) Marié : 1° à Marguerite Coléoni, nièce du cardinal Barthélemy Coléoni ; 2° en 1488, à Béatrix d'Avalos, fille d'Inico d'Avalos, et d'Antoinette d'Aquino, marquise de Pescaire. Mort le 5 décembre 1518.

Trivulce s'attacha au roi Charles VIII dans son expédition de Naples. Conseiller, chambellan, chevalier de l'ordre de Saint-Michel en 1495, et maréchal de France en mai 1499, il fit la conquête du duché de Milan sous le règne de Louis XII, était à la bataille d'Aignadel le 14 mai 1509, s'empara de Concordia et de Bologne, etc. Il combattit sous François Ier à Marignan en 1515, et mourut à l'âge de soixante-dix ans à Montlhéry.

HABANNES (Jacques de), IIe du nom, seigneur de La Palice.

Fils aîné de Geoffroy de Chabannes, seigneur de La Palice, et de Charlotte de Prée.

Né... Maréchal de France le 7 janvier 1515. (65e.) Marié : 1° en..., à Jeanne de Montberon, fille d'Eustache de Montberon ; 2° en..., à Marie de Melun, IIIe du nom, seigneur d'Antoing. Mort le 24 février 1525.

Il fit ses premières campagnes en 1486 et 1487, et se trouva à la bataille de Saint-Aubin en 1488, suivit à Naples le roi Charles VIII en 1494, combattit à Fornoue en 1495, accompagna Louis XII en 1499 dans le Milanais, etait en 1506 à la prise de Bologne, l'année suivante à celle de Gênes où il fut blessé, et en 1509 à la bataille d'Aignadel. Capitaine de cinquante hommes d'armes et grand-maître de la maison du roi en 1511, il combattit l'année suivante à Ravennes. Il se démit en 1515 de la charge de grand-maître, et François Ier le fit maréchal de France par état du 7 janvier 1515, portant création d'une nouvelle charge ; il se trouva la même année à la prise de Villefranche et à la bataille de Marignan, et en 1522 au combat de la Bicoque, passa sur les frontières d'Espagne, secourut Fontarabie, et obligea le connétable de Bourbon de lever le siége de Marseille. Il fut tué à la bataille de Pavie.

LESCUN (Thomas de Foix, seigneur de).

Second fils de Jean de Foix, vicomte de Lautrec et de Villemur, et de Jeanne d'Aydie.

Né... Maréchal de France le 6 décembre 1518. (67e.) Mort sans alliance le 3 mai 1525.

Thomas de Foix, seigneur de Lescun, suivit François Ier en Italie, et combattit en 1515 à Marignan. Chevalier de l'ordre de Saint-Michel et maréchal de France le 6 décembre 1518, il commanda dans le Milanais en 1521, et se trouva à l'avant-garde au combat de la Bicoque le 27 avril 1522. Blessé à la bataille de Pavie le 24 février 1525, il mourut des suites de sa blessure. (*Chron. milit.*)

ANNEBAUT (Claude d'), baron de Retz.

Né... Maréchal de France le 10 février 1538. (72e.) Mort le 2 novembre 1552.

« Le roi (François Ier) le créa maréchal de France à la place du seigneur de La Marck, par état donné à Moulins le 10 février 1538. » (*Chron. milit.*) (Voir aux Amiraux, p. 1.)

LA MARCK (Robert de), IIIe du nom, duc de Bouillon, de Sedan, etc.

Fils aîné de Robert de La Marck, IIe du nom, duc de Bouillon, et de Catherine de Croy.

Né... Maréchal de France le 23 mars 1526. (69e.) Marié à Guillemette de Sarbruche, comtesse de Braine, etc., troisième fille de Robert de Sarbruche. Mort au mois d'août 1537.

Connu sous le nom de seigneur de Fleuranges jusqu'à sa promotion à la dignité de maréchal, La Marck se trouva aux batailles de Novarre en 1513 et de Marignan en 1515. Capitaine de la compagnie des Cent-Suisses de la garde du roi le 9 juin 1516, chevalier de l'ordre de Saint-Michel en 1518, François Ier le créa maréchal de France en remplacement de Lescun, le 23 mars 1526. (*Chron. milit.*)

TRIVULCE (Théodore), comte de Cauria.

Fils de Pierre Trivulce, Milanais, et de Laure de Bossis.

Né... Maréchal de France le 23 mars 1526. Marié en..., à Bonne de Bevilaqua. Mort à Lyon en 1531.

Chevalier de l'ordre de Saint-Michel en 1509, il combattit la même année à l'avant-garde de l'armée française à la bataille d'Aiguadel, et à la bataille de Ravennes en 1512. Pourvu du gouvernement de Milan, il s'en démit après la bataille de Pavie. Retiré en France, François Ier le créa maréchal de France à la place du seigneur de La Palice, le 23 mars 1526. Gouverneur de Gênes en 1527, il mourut à Lyon, dont il était gouverneur.

BRISSAC (Charles de Cossé, Ier du nom, comte de), dit *le Beau*.

Fils aîné de René de Cossé, dit *le Gros Brissac*, seigneur de Brissac, et de Charlotte Gouffier.

Né vers 1505. Maréchal de France le 21 août 1550. (78e.) Marié en..., à Charlotte d'Esquetot, fille de Jean, sire d'Esquetot, chevalier. Mort le 31 décembre 1563.

Enfant d'honneur de François, Dauphin, duc de Bretagne (fils de François Ier), et ensuite son premier écuyer, il etait en 1542 colonel d'infanterie au siége de Perpignan. Chevalier de l'ordre de Saint-Michel en 1543, il se trouva la même année au siége de Metz; commandant supérieur de la cavalerie légère en Piémont dans la même année, grand-maître de l'artillerie en 1547, Henri II le créa maréchal de France après la mort du prince de Melphe, le 21 août 1550. Il secourut le duc de Parme et s'empara de plusieurs places en Piémont. Gouverneur de Picardie en 1559, il mourut à Paris à l'âge de cinquante-sept ans. (*Chron. milit.*)

MONTMORENCY (François, duc de).

Fils aîné d'Anne de Montmorency, connétable de France, et de Madeleine de Savoie.

Né le 17 juillet 1530. Maréchal de France le 10 octobre 1559. (81e.) Marié le 3 mai 1557, à Diane légitimée de France, veuve d'Horace Farnèse, et fille naturelle du roi Henri II. Mort le 6 mai 1579.

Il fit sa première campagne sous le maréchal de Brissac au siége de Lens en 1551, suivit le roi à la défense de Metz en 1552, prit le commandement de Térouanne en 1553, fut nommé chevalier de l'ordre de Saint-Michel en 1556, et gouverneur de Paris et de l'Ile de France la même année. Il combattit à la journée de Saint-Quentin en 1557, était au siége de Calais en 1558, obtint la charge de grand-maître de France, en survivance de son père, en 1558, et s'en démit l'année suivante. Maréchal de France en 1559, il se trouvait au siége du Havre en 1563, à la bataille de Saint-Denis en 1567, et fut nommé pair de France le 17 novembre de la même année. Il mourut au château d'Écouen à l'âge de quarante-neuf ans. (*Chron. milit.*)

TAVANNES (Gaspard de Saulx, seigneur de).

Troisième fils de Jean de Saulx, seigneur d'Aurain, et de Marguerite de Tavannes.

Né en mars 1505. Maréchal de France le 28 novembre 1570. (86e.) Marié le 16 décembre 1546, à Françoise de La Baume, seconde fille de Jean de La Baume, comte de Montrevel, et de Françoise de Vienne. Mort le 19 juin 1573.

Page de François Ier en 1522, il le suivit en cette qualité à la bataille de Pavie en 1525, fit les campagnes de 1527 et de 1528 en Italie, se trouva en 1543 à la conquête du Luxembourg sous le duc d'Orléans (fils de François Ier), et à la bataille de Cérisolles en 1544. Maréchal-de-camp en 1552, Henri III le fit chevalier de l'ordre de Saint-Michel sur le champ de bataille de Renty en 1554. Lieutenant général en Bourgogne en 1556 et en 1562, bailli de Dijon et chevalier d'honneur au parlement de Bourgogne en 1565, commandant sous le duc d'Anjou, il était à la bataille de Jarnac le 13 mars 1569, et à celle Montcontour le 3 octobre suivant. Maréchal de France en 1570, gouverneur et lieutenant général en Provence, amiral des mers du Levant en octobre 1572, il mourut à l'âge de soixante-huit ans. (*Chron. milit.*)

MONTLUC (Blaise de Montesquiou-Lasseran-Massencôme, seigneur de).

Fils aîné de François de Montesquiou-Lasseran-Massencôme, seigneur de Montluc, et de Françoise d'Esquillac de Montdenard, dame d'Esquillac en Agenois.

Né au château de Montluc vers 1502. Maréchal de France le 25 septembre 1574. (90e.) Marié : 1º par contrat du 20 octobre 1526, à Antoinette Ysalguier, fille de Jacques Ysalguier, baron de Clermont; 2º à Isabeau, dame de Beauville, fille de François, seigneur de Beauville, et de Claire Laurens, dame de Sonpuis. Mort en 1577.

Page d'Antoine, duc de Lorraine, jusqu'à l'âge de seize ans, Montluc entra au service comme simple soldat, fit la campagne de Navarre en 1521, et combattit en 1522 à la Bicoque. Capitaine d'une compagnie d'infanterie en 1537, il secourut Térouanne assiégée; il servit au siége de Perpignan en 1542, en Piémont en 1543, ainsi qu'à la bataille de Cérisolles en 1544. Mestre-de-camp en 1551, il était à Quiers en 1551, à Saint-Damien en 1552, et au siége de Calais en 1558. Général de l'infanterie française en mai de la même année, il servit au siége de La Rochelle en 1573, et fut créé maréchal de France par Henri III le 25 septembre 1574. Il mourut à Esquillac, près d'Agen, à l'âge de soixante-quinze ans. (*Chron. milit.*)

BIRON (Armand de Gontaut, baron de), dit *le Boiteux*.

Fils aîné de Jean de Gontaut, baron de Biron, et de Renée-Anne de Bonneval, dame de Chef-Boutonne

Né en 1524. Maréchal de France le 2 octobre 1577. (91e.) Marié par contrat du 6 août 1559 à Jeanne, dame d'Ornezan et de Saint-Blancard, fille et héritière de Bernard, seigneur d'Ornezan, et de Philibert d'Hostan. Mort le 26 juillet 1592.

Page de la reine de Navarre, Marguerite de Valois, première femme de Henri IV, Armand de Gontaut-Biron fut successivement cornette des chevau-légers en 1544, guidon en 1545 et 1546, capitaine en 1549. Il servit à cette époque en Écosse; gentilhomme du roi en 1549, il se trouva à Montcontour et à Jarnac en 1569. Il fut conseiller privé du roi et grand-maître de l'artillerie la même année, commanda en chef en 1573. Maréchal de France en 1577, chevalier des Ordres du roi le 1er janvier 1581, il commanda en chef sous le roi Henri IV en 1590. Il était à la bataille d'Ivry, et fut tué au siége d'Épernay à l'âge de soixante-huit ans. (*Chron. mil.*)

BOUILLON (duc de), Henri de la Tour d'Auvergne, vicomte de Turenne, prince de Sedan, etc.

Fils de François de la Tour d'Auvergne, IIIe du nom, vicomte de Turenne, et d'Éléonore de Montmorency.

Né le 28 septembre 1555. Maréchal de France le 9 mars 1592. (95e.) Marié : 1° le 15 octobre 1591, à Charlotte de La Marck, fille de Robert de La Marck, duc de Bouillon, prince de Sedan, et de Françoise de Bourbon-Montpensier; 2° par contrat du 16 avril 1595, à Isabelle de Nassau, fille puînée de Guillaume de Nassau, prince d'Orange, et de Charlotte de Bourbon-Montpensier. Mort le 25 mars 1623.

Le duc de Bouillon fut présenté à la cour de Charles IX à l'âge de dix ans. Le roi lui donna en 1573 une compagnie de trente lances de ses ordonnances; il était au siége de La Rochelle. Lieutenant général du roi de Navarre dans le Languedoc, en 1580, il se trouva à la bataille de Coutras en 1587. Henri IV le nomma, le 2 août 1589, premier gentilhomme de la chambre, et maréchal de France en 1592; il eut en 1615 le commandement de l'armée des princes, et mourut à l'âge de soixante-huit ans. (*Chron. milit.*)

BIRON (Charles de Gontaut, duc de).

Fils aîné d'Armand de Gontaut, baron de Biron, et de Jeanne, dame d'Ornezan et de Saint-Blancard.

Né vers 1562. Amiral de France le 4 octobre 1592. (50e.) Mort le 31 juillet 1602.

Il fit ses premières armes en 1580 sous les ordres de son père Armand de Gontaut, maréchal de France, dans la campagne de Guienne. En 1589 il commandait à Orléans; et se trouva en 1590 à Arques et à Ivry. Chevalier des Ordres du roi de la promotion de 1591, il fit la campagne de Normandie et fut pourvu en 1592 de la charge d'amiral de France, dont il se démit en 1594; nommé la même année maréchal de France, commandant de l'armée de Bourgogne et gouverneur de la province en 1595, duc et pair en 1598, le duc de Biron s'empara de Bresse en 1600; ambassadeur extraordinaire en Suisse, il confirma le traité d'alliance avec les treize cantons. Il fut décapité à la Bastille à l'âge de quarante ans. (Voir aux Maréchaux, p. 5.)

CRÉQUY (Charles de Blanchefort, marquis de), prince de Poix, duc de Lesdiguières.

Fils d'Antoine de Blanchefort, seigneur de Saint-Jauvrin, et de Chrétienne d'Aguerre.

Né... Maréchal de France le 27 décembre 1621. (117e.) Marié : 1° le 24 mars 1595, à Madeleine de Bonne, fille de François, duc de Lesdiguières, connétable de France, et de Claudine de Béranger, sa première femme; 2° par contrat du 13 décembre 1623, à Françoise de Bonne, sa belle-sœur, fille du même connétable, et de Marie Vignon, sa seconde femme. Mort le 17 mars 1638.

Il fit sa première campagne en 1594, comme volontaire, au siége de Laon; commanda sous Lesdiguières, alors lieutenant général, dans l'armée de Savoie, en 1597; s'empara d'Aiguebelle, de Montmélian en 1600, et obtint la même année le gouvernement de cette ville. Colonel des gardes françaises en 1605, maréchal-de-camp et chevalier des Ordres du roi en 1619. Maréchal de France en 1621, il commanda sous Louis XIII, en 1622, au siége de Montpellier, et fit en Italie la campagne de 1625. Pair de France en 1626, il commanda sous le roi, en 1629, l'armée de Piémont, se trouva en 1630 au combat du Pas-de-Suze, investit Pignerol et s'empara de Chambéry, d'Annecy, etc. Premier gentilhomme de la chambre en 1632, il fut ambassadeur à Rome en 1633, et à Venise en 1634. Lieutenant général commandant l'armée d'Italie en 1635, il fit les campagnes de 1636, 1637 et 1638. Le maréchal de Créquy fut tué d'un coup de canon tandis qu'il reconnaissait le fort de Brême. (*Chron. milit.*)

BRISSAC (Charles de Cossé, IIe du nom, comte, puis duc de).

Second fils de Charles de Cossé, Ier du nom, comte de Brissac, maréchal de France, et de Charlotte d'Esquetot.

Né... Maréchal de France le 30 mars 1594. (98e.) Marié : 1° à Judith, dame d'Acigné; 2° à Louise d'Ognier, fille de Louis d'Ognier, comte de Chaulnes. Mort en juin 1621.

Colonel des douze vieilles bandes de Piémont, colonel général de l'infanterie française et grand-fauconnier en 1569, grand-panetier en 1582, il monta la flotte destinée à secourir don Antonio de Portugal, commanda dans le Poitou deux mille hommes sous le duc de Mercœur en 1585, et présida en 1588 la chambre de la noblesse aux États de Blois. Henri IV le fit maréchal de France et conseiller d'honneur en 1594; chevalier des Ordres du roi à la promotion du 7 janvier 1595, il commanda l'armée du roi en Bretagne en 1596. Duc et pair de France en 1611, il assista à l'assemblée des grands du royaume tenue à Rouen le 4 décembre 1617, et mourut au château de Brissac. (*Chron. milit.*)

VITRY (Nicolas de L'Hôpital, marquis, puis duc de), marquis d'Arc, comte de Châteauvilain, seigneur de Coubert.

Second fils de Louis de L'Hôpital, marquis de Vitry, et de Françoise de Brichanteau.

Né vers 1581. Maréchal de France le 24 avril 1617. (112e.) Marié en 1617, à Lucrèce-Marie Bouhier, veuve de Louis de La Trémoille, marquis de Noirmoustier, fille aînée de Vincent Bouhier, seigneur de Beaumarchais, et de Marie Hotman. Mort le 28 septembre 1644.

Guidon de la compagnie des gendarmes du Dauphin (depuis Louis XIII) en 1602, enseigne de la même compagnie en 1605, capitaine de la deuxième compagnie française des gardes-du-corps du roi en 1611, il fut nommé maréchal de France et chevalier des Ordres du roi en 1617. Il commanda en 1622 l'aile droite de l'armée du roi dans l'île de Riez le 16 avril et se trouvait au siége de Royan. Gouverneur et lieu-

tenant général de Provence en 1632, il défendit la ville de Beaucaire. Créé duc et pair en 1644, il mourut l'année suivante, à l'âge de soixante-trois ans. (*Chron. milit.*)

PRASLIN (Charles de Choiseul, marquis de), comte de Soissons, vicomte et châtelain d'Hôtel, baron de Chitry, etc.

Fils aîné de Ferri de Choiseul, 1er du nom, seigneur de Praslin, etc., et de Anne de Béthune, dame d'Hôtel, de Ravigny, etc.

Né vers 1563. Maréchal de France le 24 août 1619. (113e.) Marié le 7 décembre 1591, à Claude de Gazillac, fille de François, baron de Gazillac, etc., et de Claude de Dinteville, dame des Chenets et de Polizy. Mort le 1er février 1626.

Il servit comme volontaire au siége de La Fère en 1580, commandait une compagnie d'infanterie et une compagnie de chevau-légers en 1584, et leva un régiment d'infanterie en 1585. Capitaine d'une compagnie de gendarmes en 1588, il combattit à Ivry en 1590, accompagna la même année Henri IV au siége de Paris, et fit lever au duc de Lorraine le siége de Beaumont en 1593. Chevalier des Ordres du roi en 1595, Praslin se trouva au combat de Fontaine-Française la même année. Maréchal-de-camp en 1597, il servit en cette qualité aux siéges de Juliers en 1610, et de Creil-sur-Oise en 1615. Maréchal de France en 1519, il s'empara du château de Caen en 1620, de Saint-Jean-d'Angely en 1621, fut ensuite nommé gouverneur et lieutenant général en Saintonge et pays d'Aunis, et mourut à l'âge de soixante-trois ans. (*Chron. milit.*)

SAINT-GÉRAN (Jean-François de La Guiche, seigneur de), comte de La Palice.

Second fils de Claude de La Guiche, seigneur de Saint-Géran, et de Susanne des Serpens, dame de Chitain.

Né vers 1569. Maréchal de France le 24 août 1619. (114e.) Marié : 1° en 1595, à Anne de Tournon, dame de La Palice, fille de Just, seigneur de Tournon, et d'Éléonore de Chabannes, dame de La Palice; 2° à Susanne aux Espaules, veuve de Jean, seigneur de Longaunay, fille de Georges aux Espaules. Mort le 2 décembre 1632.

Il fit sa première campagne sous le maréchal d'Aumont, servit au siége de la citadelle d'Orléans en 1588, se trouva à la bataille d'Ivry en 1590, et au siége de Paris la même année. Cornette des chevau-légers en 1593, il combattit à Fontaine-Française en 1595. Maréchal-de-camp dans l'armée du Poitou en 1615, gouverneur général du Bourbonnais en janvier 1619, il fut nommé la même année maréchal de France et chevalier des Ordres du roi. Il commanda ensuite les armées sous le roi et le connétable de Luynes en 1621 et 1622, et mourut à l'âge de soixante-trois ans. (*Chron. milit.*)

CHAULNES (Honoré d'Albert, seigneur de Cadenet, duc de).

Troisième fils de Honoré d'Albert, seigneur de Luynes, de Brantes, de Cadenet, etc., et de Anne de Rodulf.

Né à Bornas dans le comtat Vénaissin en 1581. Maréchal de France le 6 décembre 1619. (115e.) Marié en 1619, à Claire-Charlotte d'Ailly, comtesse de Chaulnes, dame de Péquigny, de Rayneval, vidame d'Amiens, menine de l'archiduchesse gouvernante des Pays-Bas, fille unique de Philibert-Emmanuel d'Ailly et de Louise d'Ognies, comtesse de Chaulnes. Mort le 30 octobre 1649.

Il porta d'abord le nom de sire de Cadenet. Mestre-de-camp du régiment de Normandie en 1617, lieutenant général au gouvernement de Picardie en 1619, il fut nommé en 1619 maréchal de France et chevalier des Ordres du roi; duc de Chaulnes et pair de France en janvier 1621, il servit la même année, aux siéges de Saint-Jean-d'Angely et de Montauban, et commanda avec le maréchal de La Force l'armée de Picardie en 1625 et 1626. Gouverneur de cette province en 1633, il fit dans l'Artois la campagne de 1635 contre les Espagnols, et se trouva au siége d'Arras en 1640. Gouverneur d'Auvergne en 1644, il se retira à Paris où il mourut à l'âge de soixante-huit ans. (*Chron. milit.*)

AUBETERRE (François d'Esparbès de Lussan, vicomte d'), baron de Cadenac, de La Serre, etc.

Fils aîné de Jean-Paul d'Esparbès de Lussan, seigneur de La Serre, etc., et de Catherine Bernard de Montagu, dame de La Serre.

Né... Maréchal de France le 18 septembre 1620. (116e.) Marié par contrat du 12 avril 1597, à Hippolyte Bouchard, vicomtesse d'Aubeterre, fille de David, vicomte d'Aubeterre, et de Renée de Bourdeilles. Mort en janvier 1628.

Il obtint en 1590 le gouvernement de Blaye, fut successivement capitaine de cinquante hommes d'armes en 1606, conseiller d'état en 1611, gouverneur et sénéchal de l'Agenois en 1612, et chevalier des Ordres du roi la même année. Maréchal de France et conseiller honoraire au parlement de Bordeaux en 1620, il se trouva en 1621 à la prise de Caumont et de Nérac, et se retira ensuite au château d'Aubeterre où il mourut. (*Chron. milit.*)

CHATILLON (Gaspard de Coligny, IIIe du nom, comte de Coligny, seigneur de).

Deuxième fils de François de Coligny, seigneur de Châtillon-sur-Loing, amiral de Guienne, et de Marguerite d'Ailly.

Né le 26 juillet 1584. Maréchal de France le 21 février 1622. (118e.) Marié le 13 août 1615, à Anne de Polignac, fille de Gabriel de Polignac et d'Anne de Valsergues. Mort le 4 janvier 1646.

Amiral de Guienne en 1601, il fit ses premières armes en Hollande contre les Espagnols, commanda à Aigues-Mortes en 1612, et obtint, en 1614, la charge de colonel général des Français qui servaient en Hollande. Maréchal de France en 1622, il commanda en 1629 sous le prince d'Orange, au siége de Bois-le-Duc, sous le roi, l'armée de Savoie en 1630, et contribua la même année à la prise de Montmélian, servit dans le Languedoc en 1632 et se trouva à la bataille d'Avein en 1635. Après avoir commandé les armées de Hollande en 1636, de Champagne en 1637, de Picardie et d'Artois en 1640, il mourut à l'âge de soixante-deux ans. (*Chron. milit.*)

LA FORCE (Jacques Nompar de Caumont, duc de).

Second fils de François de Caumont, seigneur de Castelnau, et de Philippe de Beaupoil, dame de La Force en Périgord, etc.

Né en 1559. Maréchal de France le 24 mai 1622. (119e.) Marié : 1° le 5 février 1577, à Charlotte de Gontault, fille d'Armand de Gontault, seigneur de Biron, maréchal de France, et de Jeanne, dame d'Ornezan; 2° à Anne de Mornay, veuve de Jacques de Nouhes, seigneur de La Tabarrière, fille de Mornay, seigneur du Plessis-Marly, et de Charlotte Arbaleste; 3° à Isabelle de Clermont-Galerande, veuve de Gédéon de Rotzelaer, baron de Languerach et du Saint-Empire, et fille de Georges de Clermont, marquis de Galerande, et de Marie Clutin. Mort le 10 mai 1652.

Il défendit Marans en 1586, suivit Henri IV dans les campagnes de 1587 et 1588. Conseiller et chambellan, il combattit à Arques en 1589, à Ivry et au siége de Paris en 1590. Lieutenant général de Navarre et de Béarn en 1593, il était au siége de Laon en 1594, à Fontaine-Française en 1595, au siége de La Fère en 1596, et à la reprise d'Amiens en 1597. Maréchal de France en 1622, il présida l'assemblée des notables sous Gaston de France, duc d'Orléans, le 2 décembre 1626. Il commanda l'armée de Piémont en 1630, celles de Lorraine en 1631, de Picardie en 1636, de Flandre et d'Artois en 1638, et se retira à Bergerac, où il mourut à l'âge de quatre-vingt-treize ans. (*Chron. milit.*)

TOIRAS (Jean du Caylar de Saint-Bonnet, marquis de).

Fils d'Aymar du Caylar de Saint-Bonnet, seigneur de Toiras et de Restinclières, et de Françoise de Claret de Saint-Félix, dame de Palières.

Né le 1er mars 1585. Maréchal de France le 13 décembre 1630. (127e.) Mort le 14 juin 1636.

D'abord page en 1599, et ensuite écuyer en 1604 du prince de Condé (Henri de Bourbon), il servit en Flandre en 1609. Il fut successivement gentilhomme de la maison du roi en 1617, capitaine aux gardes en 1620, mestre-de-camp du régiment de Champagne en 1624, et maréchal-de-camp en 1625. Nommé vice-amiral en 1626, il défendit le fort de Saint-Martin, assiégé par Buckingham. Il était au Pas-de-Suze en 1629, et défendit ensuite Casal contre l'armée espagnole. Maréchal de France en 1630, il fut chevalier des Ordres du roi en 1633, et mourut à l'âge de cinquante-un ans. (*Chron. milit.*)

BASSOMPIERRE (François, seigneur et baron de), marquis d'Haroüel.

Fils aîné de Christophe, baron de Bassompierre, seigneur d'Haroüel de Remauville, etc., et de Louise Picart, dite *de Radeval*.

Né le 12 avril 1579. Maréchal de France le 29 août 1622. (120e.) Mort sans avoir été marié le 12 octobre 1646.

Il servit en 1600 en Savoie, et se rendit en 1603 en Hongrie, où il se trouva au combat de Dodon. Commandant d'une compagnie de cent chevau-légers et conseiller d'état en 1610, colonel général des Suisses en 1614, maréchal-de-camp en 1615, chevalier des Ordres du roi en 1619, il fut ambassadeur extraordinaire en Espagne en 1621. Premier maréchal-de-camp et maréchal de France en 1622, il suivit le roi dans son expédition de l'île de Riès, et l'accompagna à la prise de Royan, de Négrepelisse, etc. Le maréchal de Bassompierre, nommé ambassadeur extraordinaire en Suisse dans l'année 1625, présida l'Assemblée des notables en 1626; il commanda en 1628 l'armée du roi, sous le cardinal de Richelieu, se trouva au siége de La Rochelle, commanda l'armée d'Italie sous le roi, avec le maréchal de Créquy, en 1629, et mourut à l'âge de soixante-sept ans. (*Chron. milit.*)

MONTMORENCY (Henri, IIe du nom, duc de) et de Damville.

Fils de Henri, Ier du nom, duc de Montmorency, et de Louise de Budos, sa seconde femme.

Né à Chantilly le 30 avril 1595. Amiral de France le 17 janvier 1612. (53e.) Marié : 1° en 1609, à Jeanne de Scepeaux, duchesse de Beaupreau; 2° par contrat du 28 novembre 1612, à Marie Félice des Ursins. Mort le 30 octobre 1632.

Tenu sur les fonts de baptême par le roi Henri IV, il fut pourvu de la charge d'amiral de France et de Bretagne en 1612 et nommé dans la même année vice-roi de la Nouvelle-France (Canada). Chevalier des Ordres du roi en 1619, il servit activement pendant les années 1621, 1622 et 1625. Commandant la flotte hollandaise contre les Rochellois, il détacha six vaisseaux pour soutenir La Rochefoucauld, Saint-Luc et Toiras, qui descendaient dans l'île de Rhé, et il remporta une victoire complète. Le duc de Montmorency se démit de la charge d'amiral en 1626. Maréchal de France le 11 décembre 1630, il combattit contre les troupes du roi Louis XIII à Castelnaudary, où, ayant été fait prisonnier, il fut décapité à Toulouse à l'âge de trente-sept ans. (Voir aux Maréchaux, p. 5.)

SULLY (Maximilien de Béthune, Ier du nom, duc de).

Fils de François de Béthune, chevalier baron de Rosny, seigneur de Baye, et de Charlotte Dauvet.

Né au château de Rosny le 13 décembre 1559. Maréchal de France le 13 septembre 1634. (130e.) Marié : 1° par contrat passé au château de Bontin, à Anne de Courtenay, fille puînée de François de Courtenay, seigneur de Bontin, et de Louise de Jaucourt; 2° par contrat du 18 mai 1592, à Rachel de Cochefilet, veuve de François Hurault, seigneur de Châteaupers, et fille de Jacques Cochefilet, seigneur de Vaucelas, et de Marie Arbaleste. Mort le 21 décembre 1641.

Connu sous le nom de baron, puis de marquis de Rosny jusqu'en 1606, Sully fit ses premières armes au siége de la Réole en 1577, était au siége de Talmont en 1586, à la bataille de Coutras en 1587; il combattit à Arques en 1589 et à Ivry en 1590. Surintendant des finances, principal ministre en 1598, grand-maître de l'artillerie en 1599, conseiller d'honneur en 1602, il signa, comme ambassadeur du roi en 1603, un projet de ligue défensive avec le roi d'Angleterre. Nommé maréchal de France en 1634, il se démit de la charge de grand-maître de l'artillerie, et se retira dans son château de Villebon (pays Chartrain), où il mourut à l'âge de quatre-vingt-deux ans. (*Chron. milit.*)

VILLEROI (Nicolas de Neufville, Ve du nom, marquis puis duc de).

Fils de Charles de Neufville, marquis de Villeroi et d'Alincourt, baron de Bury, et de Jacqueline de Harlay.

Né le 14 octobre 1598. Maréchal de France le 20 octobre 1646. (141e.) Marié, par contrat du 11 juillet 1617, à Madeleine de Créquy, fille de Charles, sire de Créquy et de Canaples, duc de Lesdiguières, pair et maréchal de France, et de Madeleine de Bonne, sa première femme. Mort le 28 novembre 1685.

Enfant d'honneur de Louis XIII, il servit en 1617 sous le maréchal de Lesdiguières, et commanda en Dauphiné en 1620. Maréchal-de-camp en 1624, il fit les campagnes d'Italie sous le connétable de Lesdiguières, en 1625 et 1626. Mestre-de-camp en 1639, il commanda en Bourgogne et en Bresse en l'absence du prince de Condé, en 1640, et fit la campagne d'Italie. Nommé lieutenant général des armées du roi en 1643, il eut un commandement en Catalogne dans l'année 1644, et en Flandre l'année suivante. Gouverneur du roi (Louis XIV) et maréchal de France en 1646, conseiller d'honneur en 1651, il assista en 1654 au sacre du roi, où il représenta le grand-maître de France. Chef du conseil royal des finances et chevalier des Ordres du roi en 1661, il fit la campagne de Flandre en 1667, et mourut à Paris, à l'âge de quatre-vingt-sept ans. (*Chron. milit.*)

SCHOMBERG (Charles de), duc d'Halwin, etc., etc.

Fils de Henri de Schomberg, comte de Nanteuil et de Duretal, marquis d'Epinay, et de Françoise d'Epinay, sa première femme.

Né en 1600. Maréchal de France le 26 octobre 1637. (131ᵉ.) Marié : 1° en 1621, à Anne, duchesse de Halwin, séparée de Henri de Nogaret de Foix de La Valette, fille de Florimond de Halwin, marquis de Piennes et de Maignelais, et de Claude-Marguerite de Gondy; 2° le 24 septembre 1646, à Marie d'Hautefort, dame d'atours de la reine, fille de Charles, marquis d'Hautefort. Mort le 6 juin 1656.

Enfant d'honneur auprès de Louis XIII, il leva un régiment en 1619, se trouva à l'attaque du Pas-de-Suze en 1629, fit la campagne de Savoie en 1630 et combattit à Rouvroi en 1632. Nommé la même année gouverneur et lieutenant général du Languedoc, et maréchal-de-camp général des troupes allemandes, il fut chevalier des Ordres du roi en 1633, maréchal de France en 1637, colonel général des Suisses et Grisons en 1647, vice-roi de Catalogne en 1648, il était au siége de Tortose le 12 juin. Le maréchal de Schomberg se démit de la vice-royauté de Catalogne en 1649, et mourut à Paris à l'âge de cinquante-six ans. (*Chron. milit.*)

PLESSIS-PRASLIN (César, duc de Choiseul, comte du).

Fils aîné de Ferry de Choiseul, IIᵉ du nom, comte du Plessis, baron de Chitry, et de Madeleine Barthélemy.

Né vers 1598. Maréchal de France le 20 juin 1645. (139ᵉ.) Marié à Colombe Le Charron, première dame d'honneur de madame la duchesse d'Orléans, et fille de Germain Le Charron, seigneur de Saint-Ange et d'Ormeille, et de Marguerite Sauvat. Mort le 23 décembre 1675.

D'abord enfant d'honneur de Louis XIII, il fut colonel en 1616, servit en 1621, 1622, 1625 et 1627, était au Pas-de-Suze en 1629, aux siéges de Privas et de Pignerol, aux combats de Veillane, de Carignan, du Pô en 1630, et fit partie de l'armée qui ravitailla Casal. Ambassadeur à Turin en 1632, maréchal-de-camp en 1635, il fit les guerres d'Italie de 1635 à 1642. Lieutenant général le 29 juillet 1642, il continua la campagne d'Italie jusqu'en 1644, passa à l'armée de Catalogne en 1645. Maréchal de France la même année, il commanda en Italie dans les années 1646 et 1648. Il fut nommé en 1649 gouverneur de MONSIEUR, premier gentilhomme de la chambre du roi, chef des conseils du roi et surintendant des finances. Il reçut en 1650 le commandement en chef de l'armée de Flandre, de Champagne et des frontières de Luxembourg. Ministre d'état en 1652, il commanda de nouveau l'armée de Champagne en 1653. Chevalier des Ordres du roi en 1662, duc de Choiseul et pair de France en 1665, il mourut à Paris à l'âge de soixante-dix-sept ans. (*Chron. milit.*)

LA MEILLERAYE (Charles de La Porte, IIᵉ du nom, premier duc de).

Fils aîné de Charles de La Porte, Iᵉʳ du nom, seigneur de La Lunardière et de La Meilleraye, et de Claude de Champlais.

Né en 1602. Maréchal de France le 30 juin 1639. (132ᵉ.) Marié : 1° le 26 février 1630, à Marie Ruzé d'Effiat, fille d'Antoine Coiffier, dit *Ruzé*, marquis d'Effiat, maréchal de France, et de Marie de Fourcy; 2° le 20 mai 1637, à Marie de Cossé, fille de François de Cossé, duc de Brissac, pair de France, et de Guyonne de Ruellan. Mort le 8 février 1664.

Il était au Pas-de-Suze en 1629, et au combat du pont de Carignan en 1630. Chevalier des Ordres du roi en 1633, grand-maître de l'artillerie en 1634, maréchal-de-camp en 1635, lieutenant général des armées du roi en 1636, il fit les campagnes de 1636, 1637 et 1639. Maréchal de France en 1639, il servit dans les guerres de 1640, 1641, 1642, 1643, 1644 et 1646. Surintendant des finances en 1649, duc et pair en 1663, il mourut à Paris à l'âge de soixante-deux ans. (*Chron. milit.*)

GUÉBRIANT (Jean-Baptiste Budes, comte de).

Troisième fils de Charles Budes, seigneur du Hirel, du Plessis-Budes, de Guébriant, etc., et d'Anne Budes.

Né au château du Plessis-Budes (Bretagne) le 2 février 1602. Maréchal de France le 22 mars 1642. (134ᵉ.) Marié en 1632, à Renée du Bec, fille aînée de René du Bec, marquis de Vardes et de La Bosse, conseiller d'état. Mort le 24 novembre 1643.

Guébriant fit ses premières armes en Hollande; soldat au régiment du Plessis-Buat, capitaine au régiment des gardes françaises en 1631, maréchal-de-camp en 1637, il fut employé pendant les guerres de 1637 à 1641. Lieutenant général des armées du roi et chevalier des Ordres en 1641, maréchal de France en 1642, il fit les campagnes de 1642 et 1643, et mourut à l'âge de quarante-un ans des suites d'une blessure qu'il avait reçue au siége de Thionville. (*Chron. milit.*)

LA MOTHE-HOUDANCOURT (Philippe de), duc de Cardonne, comte de Beaumont-sur-Oise et du Fayet.

Troisième fils de Philippe de La Mothe, chevalier seigneur d'Houdancourt, de Sacy, etc., et de Louise-Charles, sa troisième femme.

Né vers 1605. Maréchal de France le 2 avril 1642. (135ᵉ.) Marié à Saint-Bris-en-Auxerrois le 22 novembre 1650, à Louise de Prie, qui fut gouvernante de monseigneur le dauphin et des autres enfants de France, fille et héritière de Louis de Prie, marquis de Coucy, et de Françoise de Saint-Gelais-Lusignan. Mort le 24 mars 1657.

Cornette de la compagnie des chevau-légers du duc de Mayenne, il fit les campagnes de 1622, 1625 et 1627, et se trouva à l'attaque de Pignerol en 1630. Mestre-de-camp en 1633, sergent de bataille en 1636, dans l'armée du comte de Bourgogne, il secourut Saint-Jean-de-Losne assiégé par le duc de Lorraine (Charles III). Maréchal-de-camp en 1637, il commandait l'infanterie française au combat de Kensingen. Lieutenant des armées du roi en 1641, il servit en Catalogne. Maréchal de France en 1642, vice-roi de Catalogne la même année, il fit lever le siége de Lérida, força les lignes devant Barcelone en 1652 et défendit cette place contre les Espagnols. Le Maréchal de la Mothe-Houdancourt mourut à Paris à l'âge de cinquante-deux ans. (*Chron milit.*)

L'HOPITAL (François de) comte de Rosnay, seigneur du Hallier et de Beine.

Troisième fils de Louis de L'Hôpital, marquis de Vitry, etc., et de Françoise de Brichanteau.

Né en 1583. Maréchal de France le 23 avril 1643. (136ᵉ.) Marié : 1° par contrat passé à Rumilly-l'Albanois en Piémont le 4 novembre 1630, à Charlotte des Essarts, fille de François des Essarts, seigneur de Sautour, et de Charlotte de Harlay, sa seconde femme; 2° le 25 août 1653, à Françoise Mignot, veuve de Pierre de Portes, trésorier et receveur du Dauphiné. Mort le 20 avril 1660.

Abbé de Sainte-Geneviève de Paris, il fut aussi évêque de Meaux; ayant renoncé à l'état ecclésiastique pour embrasser la carrière des armes, il prit alors le nom de du Hallier.

Enseigne des gendarmes de la garde en 1611, sous-lieutenant en 1615, chevalier des Ordres du roi en 1619, maréchal-de-camp en 1622, il fit les campagnes de 1627, 1628, 1630, 1631 et 1636. Commandant l'armée de Lorraine en 1641, il entra en Franche-Comté et fut nommé gouverneur de Champagne et de Brie en 1643; maréchal de France la même année, il prit à cette époque le nom de Maréchal de L'Hôpital, commanda l'aile gauche à la bataille de Rocroy sous le duc d'Enghien, et mourut à Paris à l'âge de soixante-dix-sept ans. (*Chron. milit.*)

TURENNE (Henri de La Tour d'Auvergne, vicomte de.)

Fils puîné de Henri de La Tour d'Auvergne, vicomte de Turenne, duc de Bouillon, prince de Sédan, etc.; maréchal de France, et d'Élisabeth de Nassau, sa seconde femme.

Né à Sédan le 11 septembre 1611. Maréchal de France le 16 mai 1643. (737e.) Marié en 1653, à Charlotte de Caumont, dame de Saveilles, fille d'Armand de Caumont, duc de La Force, pair et maréchal de France, et de Jeanne de La Roche-Fâton, dame de Saveilles, sa première femme. Mort le 27 juillet 1675.

Il fit ses premières armes en 1625 comme simple soldat dans les troupes de Hollande sous le prince de Nassau, son oncle; capitaine d'une compagnie, il se signala aux siéges de Klundert, de Groll et de Bois-le-Duc, prit du service en France dans l'année 1630, fut colonel d'un régiment d'infanterie et se trouva au siége de la Motte en 1634. Maréchal-de-camp en 1635, il fut employé en Allemagne sous le cardinal de La Valette dans les années 1635 et 1636, et fut blessé au siége de Saverne; il continua de faire la guerre en Flandre sous le cardinal de La Valette en 1637, fit ensuite la campagne de 1638 en Allemagne sous le duc de Weimar, et celles de 1639, 1640 et 1641 en Italie. Lieutenant général des armées du roi en 1642, il fit dans l'armée du roi (Louis XIII), la campagne de Roussillon et celle d'Italie en 1643 sous le prince Thomas de Savoie. Maréchal de France la même année, il commanda les armées en Allemagne jusqu'en 1649. Le vicomte de Turenne fut nommé ministre d'état et gouverneur de Limousin en 1653. Il reçut la même année le commandement de Champagne et fit les campagnes de 1654 à 1659 en Flandre. Maréchal général des camps et armées du roi en 1660, il commanda en 1667 l'armée de Flandre, en 1668 celle des Pays-Bas, en 1672 celle d'Allemagne sous Monsieur (Philippe d'Orléans, frère de Louis XIV); il commanda de nouveau, en 1673, l'armée d'Allemagne, celles de Franche-Comté en 1674 et ensuite celle de la Moselle. Nommé général de l'armée d'Allemagne en 1675, il fut tué à l'âge de soixante-quatre ans, à Sasbach, d'un boulet de canon, le 27 juillet, en observant sur une hauteur les mouvements de l'ennemi. (*Chron. milit.*)

GASSION (Jean, comte de).

Quatrième fils de Jacques de Gassion, et de Marie d'Esclaux.

Né le 20 août 1609. Maréchal de France le 17 novembre 1643. (138e.) Mort le 2 octobre 1647.

Gendarme dans la compagnie du prince de Piémont en 1625, il fut ensuite lieutenant d'une compagnie de chevau-légers, servit dans les armées de Gustave-Adolphe en Allemagne pendant les années 1631, 1632 et 1633, et reprit du service en France en 1635. Mestre-de-camp la même année, il fut employé à l'armée de Lorraine sous le maréchal de La Force, et se trouva aux siéges de Dôle et de Landrecies en 1636 et 1637. Maréchal-de-camp en 1638, il servit en Picardie et en Normandie dans les années 1639 et 1640, et fit les campagnes de Flandre en 1641, 1642 et 1643. Maréchal de France la même année, il fit partie en 1644 de l'armée de Flandre, sous les ordres de Monsieur (Gaston de France, duc d'Orléans). Le maréchal de Gassion fit de nouveau les campagnes de Flandre en 1645, 1646 et 1647, et mourut à l'âge de trente-huit ans. (*Chron. milit.*)

RANTZAU (Josias, comte de)

Issu de la maison des comtes de Rantzau, au duché de Holstein en Danemarck.

Né en Danemarck le 18 octobre 1609. Maréchal de France le 30 juin 1645. (140e.) Marié à Élisabeth-Hedwige, ou Marguerite-Élisabeth de Rantzau. Mort le 4 septembre 1650.

Il servit d'abord en Hollande, en Suède et en Allemagne, et vint en France en 1635. Maréchal-de-camp et colonel de deux régiments, il perdit un œil au siége de Dôle en 1636, défendit Saint-Jean-de-Lône en Bourgogne, fut blessé à la main et eut une jambe emportée au siége d'Arras, en 1640. L'année suivante, il se trouva au siége d'Aire. Lieutenant général en 1644, il fit la campagne de Flandre. Nommé maréchal de France en 1645, il était la même année au siége de Gravelines, et en 1646 aux siéges de Béthune, de Courtray, de Bergues, de Mardick, de Furnes et de Dunkerque, dont il eut le gouvernement. Le maréchal de Rantzau commanda les armées en Flandre dans les années 1648 et 1649, et mourut à Paris à l'âge de quarante-un ans. On dit qu'à sa mort il n'avait plus qu'un œil, qu'une oreille, qu'un bras et qu'une jambe, ce qui donna lieu à cette épitaphe :

« Du corps du grand Rantzau tu n'as qu'une des parts;
L'autre moitié resta dans les plaines de Mars;
Il dispersa partout ses membres et sa gloire;
Tout abattu qu'il fut il demeura vainqueur;
Son sang fut en cent lieux le prix de la victoire,
Et Mars ne lui laissa rien d'entier que le cœur. »

(*Chron. milit.*)

ESTAMPES (Jacques d'), marquis de la Ferté-Imbault, etc.

Fils aîné de Claude d'Estampes, seigneur de la Ferté-Imbault, et de Jeanne d'Hautemer, dame de Mauny.

Né... Maréchal de France le 3 janvier 1651. (143e.) Marié en..., à Catherine Blanche de Choiseul, fille de Charles de Choiseul, marquis de Praslin, maréchal de France. Mort à Mauny le 20 mai 1668.

Connu d'abord sous le nom de marquis de la Ferté-Imbault, il fut enseigne des gendarmes de Monsieur en 1610, lieutenant en 1620, maréchal-de-camp en 1621, et servit depuis 1610 jusqu'en 1622. Capitaine-lieutenant de la compagnie des gendarmes de Monsieur, il fut employé dans les guerres de 1628, 1629, 1630, 1635, 1636, 1637, 1638 et 1639. Ambassadeur en Angleterre en 1641, colonel général des Écossais en 1643, il fit la campagne de Flandre en 1644; lieutenant général en 1645, il continua de faire la guerre en Flandre dans les années 1645 à 1649. Nommé maréchal de France en 1651, et chevalier des Ordres du roi en 1661, il mourut à l'âge de soixante-dix-huit ans. (*Chron. milit.*)

HOCQUINCOURT (Charles de Mouchy, marquis d').

Fils de Georges de Mouchy, seigneur d'Hocquincourt, et de Claude de Mouchy, dame d'Aussennes et de Inquessen.

Né... Maréchal de France le 4 janvier 1651. (144e.) Marié par contrat passé à Calais le 7 novembre 1628, à Éléonore d'Estampes, fille puînée de Jacques d'Estampes, seigneur de Valençay, et de Louise Blondel. Mort le 13 juin 1658.

Lieutenant général au pays de Santerre, gouverneur de

Péronne et Montdidier en 1635, maréchal-de-camp en 1639, il servit en Lorraine et en Flandre dans les années 1640 et 1641. Grand-prévôt de l'hôtel du roi en 1642, il était à la bataille de Villefranche en Roussillon, et se trouva, en 1644, au siége de Gravelines. Lieutenant général des armées du roi en 1645, il servit dans l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Turenne, et commanda l'aile gauche à la bataille de Rethel en 1650. Maréchal de France en 1651, gouverneur de Ham en 1652, vice-roi de Catalogne en 1653, il y commanda les armées du roi, se démit du gouvernement de Péronne et de Ham en faveur de son fils en 1656, et passa, la même année, au service de l'Espagne. Il mourut devant Dunkerque dans une reconnaissance. (*Chron. milit.*)

CLÉREMBAULT (Philippe de), baron puis comte de Palluau.

Fils de Jacques Clérembault, seigneur de Chantebuzin, baron de Palluau, et de Louise Rigault de Millepieds.

Né... Maréchal de France le 24 août 1652. (148e.) Marié, par contrat, le 27 juin 1654, à Louise-Françoise Bouthillier, gouvernante des enfants de Monsieur, frère unique du roi, fille aînée de Léon Bouthillier, comte de Chavigny, et d'Anne Phélippeaux Villesavin. Mort le 24 avril 1665.

Il fit ses premières armes à l'âge de seize ans, et combattit à Buffarola, dans la province de Pavie, en 1636. Capitaine d'une compagnie d'arquebusiers à cheval en 1636, il était au siége de Landrecies en 1637 et à la prise d'Arras en 1640. Maréchal-de-camp en 1642, il fit la même année la campagne de Roussillon et celles de Flandre en 1643, 1644, 1645 et 1646. Mestre-de-camp général de la cavalerie en 1646, il continua à faire la guerre jusqu'en 1648, qu'il fut nommé lieutenant général des armées du roi. Il fut encore employé en Flandre dans l'armée du Prince de Condé, reçut le gouvernement de Courtray, et commanda l'armée du Berri en 1651. Maréchal de France en 1652, gouverneur général du Berri et chevalier des Ordres du roi en 1661, il se retira à Paris où il mourut. (*Chron. milit.*)

LA FEUILLADE (François d'Aubusson, IIIe du nom, duc de).

Cinquième fils de François II d'Aubusson, comte de La Feuillade, et d'Isabeau Brachet.

Né... Maréchal de France le 30 juillet 1675. (161e.) Marié le 9 avril 1667, à Charlotte Gouffier, fille de Henri, marquis de Boissy. Mort le 19 septembre 1691.

Capitaine en 1647, mestre-de-camp en 1652, il fit les campagnes de Flandre de 1653 à 1656, et commanda la cavalerie au siége d'Ypres en 1658. Maréchal-de-camp en 1663, il commanda sous le maréchal de Bellefonds les troupes destinées pour l'Italie, et suivit en Hongrie le comte de Coligni en 1664; nommé la même année lieutenant général, duc de Rouannois et pair de France en 1667, il fut employé aux armées de Flandre en 1667, 1672 et 1673, de Franche-Comté en 1674, et à celles de Flandre et d'Allemagne en 1675. Maréchal de France la même année, il fut l'un des commandants de l'armée de Flandre sous le roi en 1676 et 1677. Vice-roi de Sicile en décembre 1677, il commanda en chef l'armée navale en Sicile, et les galères en l'absence du duc de Vivonne en 1678. Chevalier des Ordres du roi en 1681, il commanda l'armée de Flandre sous le roi monseigneur (Louis de France, le grand Dauphin), et Monsieur (Philippe de France, duc d'Orléans), en 1691, et mourut pendant cette campagne. (*Chron. milit.*)

ALBRET (César-Phébus d'), comte de Miossens.

Second fils d'Henri d'Albret, IIe du nom, baron de Pons et de Miossens, etc., et d'Anne de Pardaillan.

Né vers 1614. Maréchal de France le 24 août 1652. (149e.) Marié, le 6 février 1645, à Madeleine de Guénegaud, fille puînée de Gabriel de Guénegaud, conseiller du roi, trésorier de l'épargne. Mort le 3 septembre 1676.

Il servit d'abord en Hollande, passa ensuite en France, fut colonel d'un régiment d'infanterie et fit les campagnes de 1636, 1637 et 1638. Capitaine au régiment des gardes françaises en 1639, enseigne des gendarmes de la garde en 1644, maréchal-de-camp en 1645, il servit activement de 1645 à 1649. Lieutenant général en 1650, maréchal de France en 1652, chevalier des Ordres du roi en 1661, il mourut à Bordeaux, à l'âge de soixante-deux ans.

FABERT (Abraham de), marquis d'Esternay, seigneur de Viviers, de Beauvau, etc.

Deuxième fils de Abraham Fabert, maître échevin de la ville de Metz, et de Anne des Bernards.

Né le 11 octobre 1592. Maréchal de France le 28 juin 1658. (152e.) Marié le 12 septembre 1635, à Claude Richard de Clévant, fille de Dominique Richard, seigneur de Clévant, et d'Anne Maillet. Mort le 17 mars 1662.

Page du duc d'Épernon, cadet aux gardes-françaises en 1613, capitaine d'infanterie en 1619, Fabert se trouva aux siéges de Saint-Jean-d'Angely en 1621, et de Royan en 1622. Major en 1627, il servit activement jusqu'en 1634. Commandant de Metz et l'un des aides-de-camp de l'armée commandée par le cardinal de La Valette en 1635, il fit la même année la campagne d'Allemagne, fut gouverneur de Baccarah, et capitaine d'une compagnie de chevau-légers; il passa ensuite en Flandre et en Italie où il fit la guerre. Sergent de bataille, capitaine au régiment des gardes-françaises et maréchal de bataille en 1639, aide-de-camp des armées du roi en 1641, il se trouva à la bataille de la Marfée, et fit en 1642 la campagne du Roussillon. Gouverneur et lieutenant général de Sédan en 1644, il fut nommé la même année maréchal-de-camp, servit en cette qualité à l'armée de Catalogne en 1645, et se trouva à la prise de Piombino et à celle de Porto-Longone en 1646. Lieutenant général des armées du roi en 1650, il s'empara de la ville de Stenai en 1654. Maréchal de France en 1658, il se retira à Sédan, où il mourut à l'âge de soixante-dix ans. (*Chron. milit.*)

CASTELNAU (Jacques de Castelnau-Mauvissière, IIe du nom, marquis de).

Troisième fils de Jacques de Castelnau-Bochetel, seigneur de La Mauvissière, baron de Joinville, et de Charlotte Rouxel.

Né vers 1620. Maréchal de France le 30 juin 1658. (153e.) Marié en mars 1640 à Marie Girard, fille de Pierre Girard, seigneur de l'Espinay, maître d'hôtel ordinaire du roi. Mort le 15 juillet 1658.

Le marquis de Castelnau fit ses premières armes en Hollande. De retour en France, il servit en 1636, 1638, 1639, 1640, 1641, se trouva aux combats de Fribourg en 1644 et à la bataille de Nordlingen en 1645 où il était maréchal de bataille. Maréchal-de-camp, gouverneur de la Bassée en 1647, et de Brest en 1648, chevalier des Ordres du roi en 1651, il combattit à la bataille des Dunes en 1658. Maréchal de France la même année, il mourut à Calais, à l'âge de trente-huit ans, par suite des blessures qu'il avait reçues au siége de Dunkerque. (*Chron. milit.*)

CRÉQUY (François de Blanchefort, marquis de) et de Marines.

Quatrième fils de Charles de Blanchefort, sire de Créquy et de Canaples, et d'Anne de Beauvoir de Roure.

Né... Maréchal de France le 8 juillet 1668. (155e.) Marié à Catherine de Rougé, fille de Jacques de Rougé, seigneur du Plessis-Bellière, lieutenant général des armées du roi. Mort le 4 février 1687.

Il servit comme volontaire au siége d'Arras en 1640, fut nommé capitaine d'une compagnie de chevau-légers en 1641, et fit la guerre en Flandre jusqu'en 1647. Commandant d'un régiment de cavalerie, il fut employé dans l'armée de Catalogne en 1649, fit toutes les campagnes de Flandre et des Pays-Bas de 1650 à 1658. Il fut successivement maréchal-de-camp en 1651, gouverneur de Béthune et lieutenant général des armées du roi en 1655. Le marquis de Créquy fut créé général des galères en 1661. Il commanda l'armée du Rhin en 1667, servit à l'armée de Flandre en 1668 sous les ordres de Monsieur (Philippe de France, duc d'Orléans). Maréchal de France la même année, il commanda l'armée sur la frontière de Lorraine en 1669, entre la Sambre et la Meuse en 1675 et 1676, celles d'Allemagne en 1677, du Rhin en 1678, et de la frontière de Champagne en 1684. (*Chron. milit.*)

HUMIÈRES (Louis de Crévant, IVe du nom, duc d').

Fils aîné de Louis de Crévant, IIIe du nom, marquis d'Humières, et d'Isabeau Phelippeaux.

Né... Maréchal de France le 8 juillet 1668 (156e). Marié le 8 mars 1653, à Louise-Antoinette-Thérèse de La Châtre, dame du palais de la reine, fille d'Edme de La Châtre, comte de Nançay. Mort à..., le 31 août 1694.

Maréchal-de-camp en 1650, il fit les campagnes de Flandre en 1653, 1654 et 1655. Lieutenant général des armées du roi en 1656, il continua de servir en Flandre et dans les Pays-Bas jusqu'en 1668. Nommé maréchal de France en 1668, il commanda l'armée qui s'assemblait aux environs de Sédan en 1672, et celle de Flandre sous M. le prince (le grand Condé), en 1673, 1674 et 1675, et sous Monsieur (Philippe de France, duc d'Orléans), en 1676, 1677 et 1678. Ambassadeur en Angleterre et grand-maître de l'artillerie en 1685, chevalier des Ordres du roi en 1688, il commanda de nouveau l'armée de Flandre en 1689, fut créé duc d'Humières en 1690, continua à être employé en Flandre jusqu'en 1693, et mourut l'année suivante à Versailles. (*Chron. mil.*)

SCHOMBERG (Frédéric-Armand, comte de) et de Mertola en Portugal, etc.

Fils de Menard, comte de Schomberg, et de Anne de Sutton Dudley.

Né... Maréchal de France le 30 juillet 1675. (159e.) Marié : 1° à Élisabeth de Schomberg, sa cousine, fille de Henri Schomberg-Wesel; 2° à Suzanne d'Aumale, dame de Aucourt, fille de Daniel d'Aumale et de Françoise de Saint-Pol de Villiers-Outreleau. Mort le 11 juillet 1690.

Il fit ses premières armes en Hollande sous Guillaume II, passa comme volontaire au service de France en 1651, fut nommé capitaine-lieutenant des gendarmes écossais et maréchal-de-camp en 1652, et fit les campagnes de Flandre de 1651 à 1654. Lieutenant général des armées du roi en 1655, il servit de nouveau en Flandre dans les années 1655, 1656, 1657 et 1658, et commanda l'armée de Roussillon en 1674. Maréchal de France en 1675, il eut le commandement des armées de Flandre en 1676, 1677 et 1684. Le maréchal de Schomberg, ayant quitté le service de France en 1685, fut ministre et généralissime des armées de l'Électeur de Brandebourg, s'attacha en 1686 à Henri-Guillaume, prince d'Orange, depuis roi d'Angleterre sous le nom de Guillaume III; commanda l'armée d'Irlande, et fut tué à la bataille de Boyne. (*Chron. milit.*)

LUXEMBOURG (François-Henri de Montmorency, duc de), prince de Tingry, comte de Bouteville, etc.

Fils aîné de François de Montmorency, seigneur de Bouteville, comte souverain de Luxe, et d'Élisabeth-Angélique de Vienne.

Né le 7 janvier 1628. Maréchal de France le 30 juillet 1675. (163e.) Marié le 17 mars 1661 à Madeleine-Charlotte-Bonne-Thérèse de Clermont-Tallard de Luxembourg, duchesse de Piney, princesse de Tingry, baronne de Tangu, fille unique de Charles-Henri de Clermont, duc de Luxembourg-Piney, par sa femme Marguerite-Charlotte de Luxembourg, duchesse de Piney, etc. Mort le 4 janvier 1695.

Il fut d'abord connu sous le nom de comte de Bouteville jusqu'en 1661, servit sous le duc d'Enghien, se trouva à la bataille de Rocroy en 1643, fit ensuite les campagnes d'Allemagne en 1644 et 1645, de Flandre en 1646, de Catalogne en 1647 et de Flandre en 1648. Il commanda un corps d'armée entre Metz et Thionville en 1668, et dans l'électorat de Cologne en 1672. Capitaine de la première compagnie française des gardes-du-corps du roi, et commandant l'armée du Bas-Rhin en 1673, il suivit le roi à la conquête de la Franche-Comté en 1674. Maréchal de France en 1675, il fut employé la même année à l'armée de Flandre, et commanda celles d'Allemagne en 1676, de Flandre en 1677 et 1678. Chevalier des Ordres du roi en 1688, il reçut de nouveau le commandement de l'armée de Flandre en 1690, fit les campagnes jusqu'en 1694, et mourut à l'âge de soixante-sept ans. (*Chron. milit.*)

LORGES-DURAS (Guy-Aldonce de Durfort, duc de).

Troisième fils de Guy-Aldonce de Durfort, marquis de Duras, et d'Élisabeth de La Tour.

Né le 22 août 1630. Maréchal de France le 21 février 1676. (165e.) Marié, par contrat du 19 mars 1676, à Geneviève Frémont, fille de Nicolas Frémont, grand-audiencier de France, secrétaire du conseil, puis garde du trésor royal. Mort le 22 octobre 1702.

Capitaine de cavalerie en 1644, il se trouva au siége de Pouzon et fit les campagnes d'Allemagne de 1645 à 1649. Maréchal-de-camp en 1665, il servit en cette qualité en Flandre, sous le maréchal d'Aumont en 1667, et sous Turenne en 1668; lieutenant général des armées du roi en 1672, il fit la campagne de Hollande, fut employé dans l'armée de Monsieur (Philippe de France, duc d'Orléans), en Flandre dans l'année 1673, et de nouveau sous le maréchal de Turenne en Allemagne en 1674 et 1675. Maréchal de France en 1676, il commanda sous le roi en Flandre dans les années 1676, 1677, 1678 et 1684; chevalier des Ordres du roi en 1688, il commanda en Allemagne depuis 1690 jusqu'en 1695, et mourut à Paris, à l'âge de soixante-douze ans. (*Chron. milit.*)

VILLEROY (François de Neufville, duc de).

Second fils de Nicolas de Neufville, Ve du nom, duc de Villeroy, maréchal de France, et de Madeleine de Créquy.

Né le 17 avril 1644. Maréchal de France le 27 mars 1693. (169e.) Marié le 28 mars 1662 à Marie-Marguerite de

Cossé, fille de Louis de Cossé, duc de Brissac, et de Catherine de Gondy, dame de Beaupréau. Mort le 18 juillet 1730.

Colonel du régiment d'infanterie de Lyonnais en 1664, il fit sa première campagne en Hongrie sous le comte de Coligni, et servit en Flandre dans les années 1667 et 1668. Brigadier d'infanterie en 1672, il fit, la même année et celle suivante, la campagne d'Allemagne. Maréchal-de-camp en 1674, il fut employé aux armées de Flandre en 1674, 1675 et 1676. Lieutenant général des armées du roi en 1677, il servit en 1678 et 1684 dans l'armée de Flandre. Chevalier des Ordres du roi en 1688, il servit de nouveau en Flandre et en Allemagne jusqu'en 1693. Maréchal de France en 1693, il commanda les armées de Flandre depuis 1693 jusqu'en 1697, celles d'Allemagne et d'Italie en 1701 et 1702, et de Flandre depuis 1703 jusqu'en 1706. Ministre d'état et chef du conseil royal en 1714, gouverneur du roi Louis XV pendant sa minorité, en 1716, le maréchal de Villeroy mourut à Paris, à l'âge de quatre-vingt-six ans. (*Chron. milit.*)

BOUFFLERS (Louis-François de Boufflers, marquis, puis duc de).

Second fils de François, IIIe du nom, comte de Boufflers et de Cagny, et d'Elisabeth-Angélique de Guéneaud.

Né le 10 janvier 1644. Maréchal de France le 27 mars 1693. (170e.) Marié le 16 décembre 1693, à Catherine-Charlotte de Gramont, dame du palais de la reine, fille d'Antoine, duc de Gramont, et de Marie-Charlotte de Castelnau. Mort le 22 août 1711.

Cadet au régiment des gardes en 1662, aide-major au même régiment en 1668, mestre-de-camp en 1669, il servit activement depuis 1663 jusqu'en 1676. Maréchal-de-camp en 1677, il fit, la même année, la campagne d'Allemagne, devint, en 1678, colonel général de dragons, et commanda le camp de la Sarre en 1681. Lieutenant général des armées du roi la même année, reçut le commandement de toute la cavalerie sur la Saône en 1683, des camps de l'Adour en 1685 et 1686, de la Saône et de la Sarre en 1687 et 1688, et de l'armée de la Moselle en 1690. Colonel du régiment des gardes-françaises en 1692, il fut général en chef de l'armée de la Meuse en 1692. Maréchal de France en 1693, le marquis de Boufflers commanda de nouveau les armées de la Meuse et de Flandre en 1695, 1696, 1697 et 1703. Chevalier de la Toison-d'Or cette dernière année, et pair de France en 1708, il fit sous le maréchal de Villars la campagne de Flandre de 1709, et il mourut à Fontainebleau à l'âge de soixante-sept ans. (*Chron. milit.*)

TOURVILLE (Anne-Hilarion de Costentin, comte de).

Troisième fils de César de Costentin, comte de Fismes et de Tourville, et de Lucie de La Rochefoucauld.

Né à Touwillien en 1642. Maréchal de France le 27 mars 1693 (171e.) Marié, le 15 janvier 1690, à Louise-Françoise Langeois, veuve de Jacques d'Arot, marquis de La Popelinière, et fille de Jacques Langeois, seigneur d'Imbercourt, et de Françoise Gossean. Mort le 28 mars 1701.

Capitaine de vaisseau en 1667, il fit les campagnes sur mer depuis 1672 jusqu'en 1677, fut nommé chef d'escadre en 1677, lieutenant général des armées navales du roi en 1682, et servit sur la flotte de la Méditerranée sous les ordres du duc de Vivonne Mortemart en 1686. Commandant en 1689 une escadre de vingt vaisseaux, vice-amiral du Levant en octobre de la même année, avec permission d'arborer le pavillon amiral, il fit de nouveau les campagnes sur mer de 1690 et 1692. Nommé maréchal de France en 1693, il fit encore une campagne sur la Méditerranée, commanda dans le pays d'Aunis en 1696 et 1697, et mourut à Paris, à l'âge de cinquante-neuf ans. (*Chron. milit.*)

NOAILLES (Anne-Jules de Noailles, duc de).

Fils aîné de Anne, duc de Noailles, et de Louise Boyer.

Né le 4 février 1650. Maréchal de France le 27 mars 1693. (172e). Marié le 13 août 1674, à Marie-Françoise de Bournonville, fille d'Ambroise, duc de Bournonville, et de Lucrèce-Françoise de La Vieuville. Mort le 2 octobre 1708.

Il porta d'abord le nom de duc d'Ayen, était au siége de Marsal en 1663, fut brigadier des gardes-du-corps en 1665, et servit en Flandre en 1667 et 1668, et en Lorraine en 1670. Aide-de-camp du roi en 1672, brigadier de cavalerie en 1674, il fit les campagnes de 1672 à 1676, en Flandre. Maréchal-de-camp en 1677, il se trouva la même année aux siéges de Valenciennes et de Cambrai, fut gouverneur général du Roussillon en 1678, prit, à cette époque, le nom de duc de Noailles, après la mort de son père, et commanda en Languedoc dans les années 1682 et 1685. Chevalier des Ordres du roi en 1688, il reçut le commandement en chef de l'armée du Roussillon en 1689, 1690, 1691 et 1692. Maréchal de France en 1693, vice-roi de Catalogne en 1694, il fit la même année le siége de Palamos, et commanda l'armée du Roussillon dans les années 1695 et 1696. Il mourut à Versailles, à l'âge de cinquante-huit ans. (*Chron. milit.*)

CATINAT (Nicolas de), seigneur de Saint-Gratien.

Cinquième fils de Pierre Catinat, conseiller au parlement du roi, seigneur de La Fauconnerie, et de Françoise Poisse, dame de Saint-Gratien.

Né le 1er septembre 1637. Maréchal de France le 27 mars 1693. (173e.) Mort sans alliance le 23 février 1712.

Lieutenant au régiment de cavalerie de Fourille, Catinat servit en Flandre en 1667 et 1668. Capitaine au régiment des gardes en 1670, il fit les campagnes de 1672 à 1675 en Flandre, etc. Major général de l'infanterie en 1676, il servit en Flandre en 1676 et 1677, et fut nommé commandant à Dunkerque en 1678. Maréchal-de-camp en 1681, il commanda en Savoie en 1686, et le camp de la Meuse en 1688. Lieutenant général des armées du roi en 1688, il fut aussi employé la même année à l'armée d'Allemagne, commanda l'armée du Piémont en 1690 et 1691, et celle d'Italie en 1692. Maréchal de France en 1693, il commanda de nouveau l'armée d'Italie jusqu'en 1696. Ministre plénipotentiaire en 1696, il commandait l'armée de la Lys en 1697, et celle d'Allemagne en 1702. Il mourut à sa terre de Saint-Gratien, à l'âge de soixante-quinze ans. (*Chron. milit.*)

VILLARS (Louis-Claude-Hector, duc de), prince de Martigues, etc.

Fils aîné de Pierre, marquis de Villars, chevalier des Ordres du roi, et de Marie Gigault de Bellefonds.

Né en 1653. Maréchal de France le 20 octobre 1702. (174e.) Marié : 1° le 1er février 1703, à Jeanne-Angélique Rocques de Varengeville, dame du palais de la reine. Mort le 17 juin 1734.

Page de la grande écurie en 1670, mousquetaire en 1671, aide-de-camp du maréchal de Bellefonds en 1672, il suivit la

même année le roi au siége d'Orsoy, fut nommé colonel et mestre-de-camp en 1674, et servit activement en Flandre et en Allemagne, depuis 1674 jusqu'en 1679. Il se trouva au siége de Luxembourg en 1684 et passa en Hongrie en 1687. Maréchal-de-camp en 1690, il fut employé, depuis cette année jusqu'en 1693, dans les armées de Flandre, de la Moselle et d'Allemagne. Lieutenant général des armées du roi en 1693, fit les campagnes de 1693 à 1697 aux armées d'Allemagne, d'Italie et du Rhin, où il commandait la cavalerie. Ambassadeur à Vienne de 1698 à 1701, maréchal de France en 1702, il commanda en chef l'armée d'Allemagne en 1703 et dans la province du Languedoc en 1704. Nommé chevalier des Ordres du roi et duc de Villars en 1705, il reçut la même année le commandement de l'armée de la Moselle, de celles du Rhin en 1706 et 1707, du Dauphiné en 1708, de Flandre en 1709, et fut créé pair de France cette dernière année. Le maréchal de Villars commanda de nouveau l'armée de Flandre en 1710, 1711 et 1712, fut nommé gouverneur général de Provence à la fin de cette dernière année, et reçut en 1713 un nouveau commandement dans les armées du Rhin et de la Moselle. Ministre plénipotentiaire au congrès de Rastadt, chevalier de la Toison-d'Or et président du conseil de guerre en 1715, conseiller au conseil de régence en 1718, grand d'Espagne de première classe et ministre d'état en 1723, il fut ambassadeur extraordinaire auprès du roi de Sardaigne et maréchal général des camps et armées du roi en 1733, fit la guerre en Italie en 1734, et mourut à Turin à l'âge de quatre-vingt-un ans. (*Chron. milit.*)

CHAMILLY (Noël Bouton, marquis de), seigneur de Saint-Léger et de Denevy.

Sixième fils de Nicolas Bouton, comte de Chamilly, baron de Montagu et de Nanton, et de Marie de Cirey.

Né le 6 avril 1636. Maréchal de France le 14 janvier 1703. (175e.) Marié par contrat du 9 mars 1679 à Élisabeth du Bouchet, fille de Jean du Bouchet, seigneur de Villeflix, etc., et de Madeleine d'Elbène. Mort à Paris le 8 janvier 1715.

Volontaire au siége de Valenciennes en 1656, capitaine au régiment de cavalerie du cardinal Mazarin en 1658, il servit en Flandre la même année et passa en Portugal en 1663, où il prit du service; rentra à celui de France en 1668, et fit la campagne de l'île de Candie, en 1669, sous le duc de La Feuillade. Gouverneur et commandant à Graves en 1674, maréchal-de-camp la même année, il fut employé à l'armée de Flandre en 1676 et 1678. Nommé lieutenant général des armées du roi en 1678, il commanda en chef dans l'Alsace en 1681, et fit les campagnes d'Allemagne de 1691 à 1697. Maréchal de France en 1703, il commandait en chef dans le pays d'Aunis, en Poitou, etc., fut chevalier des Ordres du roi en 1705, et mourut à Paris à l'âge de soixante-dix-neuf ans. (*Chron. milit.*)

ESTRÉES (Victor-Marie, duc d'), comte de Cœuvres, etc.

Fils aîné de Jean, comte d'Estrées, maréchal de France, et de Marie Morin de Châteauneuf.

Né le 30 novembre 1660. Maréchal de France le 14 janvier 1703. (176e.) Marié le 10 janvier 1698 à Lucie-Félicité de Noailles, dame du palais de madame la Dauphine, et fille d'Anne-Jules, duc de Noailles, pair et maréchal de France. Mort le 27 décembre 1737.

D'abord connu sous le nom de marquis de Cœuvres, il fut enseigne de la colonelle du régiment de Picardie en 1678, et servit en Allemagne. Capitaine de vaisseau, il fit les campagnes d'Amérique dans les années 1679 et 1680, et combattit en 1681 et 1682 contre les Algériens. Vice-amiral de France en survivance de son père en 1684, il était en 1685 au bombardement de Tripoli et à celui d'Alger en 1688, se rendit ensuite à l'armée d'Allemagne, où il servit comme volontaire, et se trouva au siége de Philipsbourg. Il fut employé en 1689 comme lieutenant général des armées royales, fit les campagnes sur mer de 1690, 1691 et 1692, commanda l'armée navale en Catalogne en 1693, servit activement jusqu'en 1698, et fut lieutenant général des mers du roi d'Espagne, par pouvoir de Philippe V, en 1701. Maréchal de France en 1703, grand d'Espagne de première classe le 14 août de la même année, chevalier des Ordres du roi en 1705, il prit en 1707, après la mort de son père, le nom de maréchal d'Estrées, fut nommé en 1715 conseiller au conseil de régence et président du conseil de la marine, et ministre d'état en 1733. Il mourut à Paris à l'âge de soixante-dix-sept ans. — Le maréchal d'Estrées était membre de l'Académie Française, où il fut reçu en 1715. (*Chron. milit.*)

VAUBAN (Sébastien le Prestre, seigneur de), de Basoches, de Pierre Pertuis, etc.

Fils d'Urbain Le Prestre, seigneur de Vauban, et d'Edmée de Carmignolles.

Né le 1er mai 1633. Maréchal de France le 14 janvier 1703. (178e.) Marié le 25 mars 1660, à Jeanne d'Osnay, dame d'Espiry, fille de Claude d'Osnay et d'Urbaine de Roumiers. Mort le 30 mars 1707.

Cadet au régiment de Condé en 1651, il fit d'abord ses deux premières campagnes dans les armées d'Espagne, passa en 1653 au service de la France, se trouva comme ingénieur en second sous le chevalier de Clerville au siége de Sainte-Menehould en 1654, à celui de Stenay, et conduisit en chef les siéges de Gravelines, d'Oudenarde et d'Ypres en 1658. Lieutenant-colonel du régiment de La Ferté en 1662, il fortifia Charleroy en 1667, construisit en 1668 la citadelle de Lille, et se trouva à plusieurs siéges en 1672, 1673 et 1676. Maréchal-de-camp en 1676, commissaire général des fortifications de France en 1678, lieutenant général des armées du roi en 1688, il dirigea les siéges de Philipsbourg, de Manheim en 1689, de Mons en 1691, de la ville et des châteaux de Namur en 1692. Grand-croix de l'ordre militaire de Saint-Louis en 1693, il fit la même année le siége de Charleroy, et celui d'Ath en 1697. Maréchal de France en 1703, il commanda l'armée d'Allemagne avec le maréchal de Tallard sous le duc de Bourgogne. Chevalier des Ordres du roi en 1705 et commandant à Dunkerque en 1706, il mourut à Paris à l'âge de soixante-quatorze ans.—Le maréchal de Vauban fut membre honoraire de l'Académie des Sciences en 1699. (*Chron. milit.*)

MONTREVEL (Nicolas-Auguste de La Baume, marquis de).

Quatrième fils de Ferdinand de La Baume, comte de Montrevel, et de Marie Ollier de Nointel.

Né à Paris le 23 novembre 1645. Maréchal de France le 14 janvier 1703. (183e.) Marié : 1o le 5 mai 1665, à Isabeau de Vairat de Paulian, dame de Cuisieux, veuve : 1o d'Auguste de Forbin, marquis de Soliers; 2o d'Armand de Crussol, comte d'Uzès, et fille de Jean Vairat et d'Isabelle de Saint-Gilles; 2o en 1688, à Jeanne-Aimée de Rabodanges, veuve de Benedict-François Rouxel, marquis de Grancey. Mort le 11 octobre 1716.

Capitaine au régiment de la Reine-cavalerie en 1657, il servit en Flandre et en Hollande depuis 1667 jusqu'en 1674. Lieutenant général des provinces de Bresse, Bugey, etc., etc., en 1675, brigadier des armées du roi et commissaire général

de la cavalerie en 1677, il fut employé en Flandre et en Allemagne dans les années 1677, 1678 et 1684. Maréchal-de-camp en 1688, il fit les campagnes de Flandre de 1689 à 1692; lieutenant général des armées du roi en 1693, il reçut, en 1694, le commandement d'un corps séparé de l'armée de Flandre et servit dans différentes armées en 1695, 1696, 1697, 1701 et 1702. Nommé maréchal de France en 1703, il commanda dans la province de Guienne en 1704, et ensuite dans l'Alsace et la Franche-Comté; chevalier des Ordres du roi en 1705, il mourut à Paris à l'âge de soixante-onze ans. (*Chron. milit.*)

HARCOURT (Henri, duc d'), marquis de Beuvron.

Fils aîné de François de Harcourt, IIIe du nom, marquis de Beuvron, et de Catherine Le Tellier de Tourneville, sa première femme.

Né le 2 avril 1654. Maréchal de France le 14 janvier 1703. (184e.) Marié le 31 janvier 1687 à Marie-Anne-Claude Brulart, fille de Charles Brulart, marquis de Genlis, et d'Angélique Fabert. Mort le 19 octobre 1718.

D'abord connu sous le nom de marquis d'Harcourt, il fut cornette de cavalerie en 1673, aide-de-camp du maréchal de Turenne en 1674, colonel d'un régiment d'infanterie en 1675, et fit les campagnes de Flandre et d'Allemagne jusqu'en 1678. Lieutenant général au gouvernement de Normandie en 1678, inspecteur général de l'infanterie en 1682, il était au siége de Luxembourg en 1684. Maréchal-de-camp en 1688, il servit activement jusqu'en 1692. Lieutenant général des armées du roi en 1693, il commanda l'armée de la Moselle sous le maréchal de Boufflers en 1694 et 1695. Ambassadeur en Espagne en 1697 et en 1700, il fut créé duc en 1701; nommé maréchal de France en 1703, chevalier des Ordres du roi en 1705, il commanda l'armée d'Allemagne en 1709 et 1710, celle du Rhin avec le maréchal de Bezons en 1711 et 1712. Conseiller au conseil de régence en 1715, il mourut à Paris, à l'âge de soixante-quatre ans. (*Chron. milit.*)

BERWICK (Jacques de Fitz-James, duc de), comte de Tinmouth.

Fils naturel de Jacques II, roi de la Grande-Bretagne, et d'Arabella Churchill, sœur du duc de Marlborough.

Né à Moulins en 1671. Maréchal de France le 15 février 1706. (186e.) Marié : 1° le 26 mars 1695, à Honorée de Burk, veuve de milord Patrick Sarsfield, et fille de William de Burk, comte de Clanricarde en Irlande, et d'Hélène Clancarty ; 2° le 18 avril 1700, à Anne Bulkeley, fille de Henri Bulkeley et de Sophie Stuart, dame d'honneur de la reine d'Angleterre. Mort le 12 juin 1734.

Après avoir servi comme aide-de-camp du duc d'Albermale, général de l'armée du roi d'Angleterre en 1685, Berwick fit, l'année suivante, la guerre en Hongrie. Chevalier de l'ordre de la Jarretière en 1688, membre du conseil privé, lieutenant général des armées du roi d'Angleterre en 1689, il suivit Jacques II en France dans l'année 1690. Général d'armée, il commanda dans le royaume d'Irlande en 1690, prit du service en France dans l'année 1691, et fit, la même année, comme volontaire, la campagne de Flandre sous le marquis de Boufflers. Le duc de Berwick fut nommé lieutenant général des armées du roi en 1693, et employé à l'armée de Flandre en 1694 et 1695. Ambassadeur du roi d'Angleterre près du pape Clément XI (Jean François Albano) en 1701, il revint peu après en France, servit comme lieutenant général à l'armée de Flandre en 1702 et 1703, fit la campagne de Portugal en 1704, et commanda en Languedoc en 1705. Maréchal de France en 1706, il commanda la même année l'armée d'Espagne, celle des frontières d'Italie avec le maréchal de Tessé en 1707, et fut créé grand d'Espagne de première classe. Le maréchal de Berwick eut successivement le commandement des armées du Rhin, du Piémont, etc., dans les années 1708 à 1714, fut conseiller au conseil de régence, général de l'armée du roi sur les frontières d'Espagne en 1719, et chevalier des Ordres du roi en 1724. Il commanda l'armée du Rhin en 1733 et 1734, et fut tué d'un coup de canon au siége de Philipsbourg, à l'âge de soixante-trois ans. (*Chron. milit.*)

MATIGNON (Charles-Auguste de Goyon, comte de), baron de Briquebec, de Blosseville, etc.

Sixième fils de François de Matignon, comte de Thorigny et de Gacé, et d'Anne Malon de Bercy.

Né le 28 mai 1647. Maréchal de France le 18 mai 1708. (187e.) Marié à Paris le 8 avril 1681, à Marie-Élisabeth Berthelot, fille de François Berthelot, et d'Anne Regnault. Mort le 6 décembre 1729.

Il fut d'abord connu sous le nom de chevalier de Thorigny, entra au service comme cornette de cavalerie en 1667, fit partie de l'expédition de Candie en 1669, et servit ensuite en Flandre et en Allemagne, depuis 1672 jusqu'en 1684. Brigadier d'infanterie en 1688, maréchal de-camp en 1689, il suivit la même année le roi d'Angleterre Jacques II dans l'expédition d'Irlande, et commanda les troupes au siége de Londondéry en 1689. Il fut ensuite employé aux armées de Flandre et de la Moselle en 1690, 1691 et 1692. Lieutenant général des armées du roi en 1693, il fit toutes les campagnes de 1693 à 1708, en Flandre et sur la Moselle. Maréchal de France en 1708, il prit alors le nom de maréchal de Matignon, et mourut à Paris, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. (*Chron. milit.*)

MÉDAVY (Jacques-Léonor Rouxel, comte de), et de Grancey.

Fils aîné de Pierre Rouxel, IIe du nom, comte de Grancey, baron de Médavy, et de Henriette de La Palu.

Né à Chalençay en Bourgogne le 31 mai 1655. Maréchal de France le 2 février 1724. (192e.) Marié à Paris le 12 juin 1685 à Marie-Thérèse Colbert, fille d'Édouard-François Colbert, comte de Maulevrier, et de Madeleine de Bautru. Mort le 6 novembre 1725.

Il entra dans les gardes-du-corps en 1673, suivit la même année le roi au siége de Maëstricht, et fit la campagne de 1674. Colonel d'un régiment d'infanterie en 1675, il fut employé en 1676, 1677, 1678 et 1683. Brigadier des armées du roi en 1688, il servit pendant les années 1688 à 1692. Maréchal-de-camp en 1693, il continua à servir activement en 1693, 1696, 1697 et 1701. Lieutenant général des armées du roi en 1702, il commanda en chef un corps de l'armée d'Italie de 1703 à 1707. Chevalier des Ordres du roi en 1711 et maréchal de France en 1724, il mourut à Paris, à l'âge de soixante-dix ans. (*Chron. milit.*)

PUYSÉGUR (Jean-François de Chastenet, IIe du nom, marquis de), comte de Chessy, vicomte de Buzancy, etc.

Fils de Jacques de Chastenet, seigneur de Buzancy et d'Aconin, et de Marguerite Dubois.

Né le 13 août 1669. Maréchal de France le 14 juin 1734. (199e.) Marié le 23 septembre 1714, à Jeanne-Henriette de Fourcy, fille d'Henri-Louis de Fourcy, comte de Chessy, et de Jeanne de Villars. Mort le 15 août 1743.

Lieutenant au régiment du roi en 1677, il servit la même

année à l'armée de Flandre. Capitaine en 1679, aide-major en 1682, il fit les campagnes de 1684 et 1688 en Allemagne, et celles de 1689 et 1690 en Flandre. Maréchal général des logis de l'armée de Flandre en 1691, il y servit jusqu'en 1701. Maréchal-de-camp en 1702, lieutenant général des armées du roi en 1704, il fit les campagnes de 1702 à 1713. Conseiller au conseil de guerre en 1715, il fut employé en 1733 à l'armée du Rhin, et commanda en chef l'armée de Flandre en 1734. Nommé maréchal de France la même année, il fut continué dans son commandement en 1735. Chevalier des Ordres du roi en 1739, et gouverneur de Bergues en 1743, il mourut à l'âge de soixante-quatorze ans. (*Chron. milit.*)

ASFELDT (Claude-François Bidal, chevalier, puis marquis d').

Sixième fils de Pierre Bidal, baron de Willembruch et d'Harssfeldt ou Asfeldt, et de Catherine Bastonneau.

Né le 2 juillet 1667. Maréchal de France le 14 juin 1734. (200ᵉ.) Marié : 1° le 28 avril 1717, à Jeanne-Louise Joly de Fleury, fille de Joseph Omes Joly, seigneur de Fleury et de La Mousse, et de Louise Berault; 2° le 20 septembre 1718, à Anne Le Clerc de Lesseville, fille de Nicolas Le Clerc de Lesseville, seigneur de Mesnildurand et de Thun, et de Marguerite-Louise Vaillant. Mort le 7 mars 1743.

Lieutenant de dragons au service de France en 1683, il se trouvait au siége de Luxembourg en 1683 et 1684, et fit les campagnes de 1689 à 1697 en Allemagne et en Flandre. Maréchal-de-camp en 1702, il servit en Allemagne en 1703. Lieutenant général des armées du roi en 1704, il fut employé en Espagne en 1705, 1706 et 1707. Commandeur de l'ordre de Saint-Louis en 1707, il continua de servir activement jusqu'en 1715. Chevalier de la Toison-d'Or en 1715, il fut admis la même année au conseil de guerre et nommé directeur général des fortifications en 1718. Il fit partie de l'armée du maréchal de Berwick en Espagne en 1719, de celle de Guienne en 1721, et commanda l'armée d'Italie en 1733 et 1734. Maréchal de France la même année, il obtint le gouvernement de Strasbourg, et mourut à Paris, à l'âge de soixante-seize ans. (*Chron. milit.*)

NOAILLES (Adrien-Maurice, duc de), comte d'Ayen, etc.

Cinquième fils d'Anne-Jules, duc de Noailles, pair et maréchal de France, et de Marie-Françoise de Bournonville.

Né à Paris le 29 septembre 1678. Maréchal de France le 14 juin 1734. (201ᵉ.) Marié en 1698 à Françoise-Charlotte-Amable d'Aubigné, nièce de madame de Maintenon, et fille de Charles, comte d'Aubigné, chevalier des Ordres du roi. Mort le 24 juin 1766.

Il porta d'abord le titre de comte d'Ayen, entra aux mousquetaires en 1692, fit sa première campagne dans l'armée de Catalogne en 1693 et servit en Flandre en 1696 et 1697. Chevalier de la Toison-d'Or et brigadier de cavalerie en 1702, il fut employé à l'armée d'Allemagne en 1702 et 1703. Duc de Noailles sur la démission de son père en 1704, il fit la campagne sur le Rhin, fut nommé la même année maréchal-de-camp et commanda en 1705 sur la frontière de Catalogne et dans le Roussillon. Lieutenant général des armées du roi en 1706, capitaine des gardes-du-corps en 1707, il commanda en chef l'armée de Catalogne en 1710. Le duc de Noailles fut créé grand d'Espagne de première classe en 1711, président du conseil des finances en 1715, directeur du temporel de la maison de Saint-Cyr et gouverneur de Saint-Germain-en-Laye en 1717, conseiller au conseil de régence en 1718, chevalier des Ordres du roi en 1724, il servit à l'armée du Rhin en 1733 et 1734. Nommé maréchal de France en 1734, il commanda l'armée d'Allemagne, celles d'Italie en 1735 et de Flandre en 1742. Ministre d'état et commandant en chef de l'armée du Mein en 1743, de celle de Flandre sous le roi en 1744 et 1745, il fit toutes les campagnes jusqu'à la paix de 1748, et mourut à l'âge de quatre-vingt-huit ans. (*Chron. milit.*)

COIGNY (François de Franquetot, duc de).

Fils de Robert-Jean-Antoine de Franquetot, comte de Coigny, chevalier de Saint-Louis, lieutenant général des armées du roi, et de Marie-Françoise de Goyon de Matignon.

Né le 16 mars 1670. Maréchal de France le 14 juin 1734. (203ᵉ.) Marié le 4 décembre 1699 à Henriette de Montbourcher, fille de René de Montbourcher, marquis du Bordage, maréchal-de-camp. Mort le 18 décembre 1759.

Il entra dans les mousquetaires en 1687, fut capitaine en 1690, et fit les campagnes de 1688 à 1698 en Allemagne, en Flandre, en Italie, etc. Brigadier de cavalerie en 1702, il servit à l'armée de Flandre jusqu'en 1704. Maréchal-de-camp et colonel général des dragons en 1704, il fut employé aux armées de la Moselle, du Rhin et de Flandre, depuis 1705 jusqu'en 1708. Lieutenant général des armées du roi en 1709, il servit en Flandre en 1710 et 1711, en Allemagne en 1713, et en Espagne en 1719. Il fut nommé la même année conseiller au conseil de guerre, et chevalier des Ordres du roi en 1724; employé à l'armée d'Italie en 1733, il la commanda en chef en 1734. Maréchal de France et chevalier de la Toison-d'Or la même année, il continua de servir activement jusqu'en 1745, fut créé duc en 1747, et mourut à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. (*Chron. milit.*)

MAILLEBOIS (Jean-Baptiste-François Desmaretz, marquis de), baron de Châteauneuf, etc.

Fils aîné de Nicolas Desmaretz, marquis de Maillebois, ministre et secrétaire d'état.

Né le 5 mai 1682. Maréchal de France le 11 février 1741. (210ᵉ.) Marié en janvier 1713 à Marie-Emmanuelle d'Alègre, dame d'honneur de Mesdames de France, troisième fille d'Yves, marquis d'Alègre, maréchal de France. Mort le 7 février 1762.

Mousquetaire en 1698, sous-lieutenant en 1699, colonel en 1703, il servit en Flandre, en Allemagne, en Savoie et en Dauphiné, depuis 1701 jusqu'en 1708. Maître de la garde-robe du roi en 1712, il servit de nouveau en Flandre et en Allemagne en 1713. Maréchal-de-camp en 1718, chevalier des Ordres en 1724, lieutenant général des armées du roi en 1731, il fut employé à l'armée d'Italie jusqu'en 1736, qu'il commanda en Dauphiné où il demeura jusqu'en 1739, et se rendit ensuite en Corse. Maréchal de France en 1741, il reçut successivement le commandement des armées de la Meuse, du Bas-Rhin et d'Italie depuis 1741 jusqu'en 1746, fut nommé gouverneur général de l'Alsace en 1759, et mourut à l'âge de quatre-vingts ans. (*Chron. milit.*)

BELLE-ISLE (Louis-Charles-Auguste Fouquet, duc de).

Troisième fils de Louis Fouquet, marquis de Belle-Isle, etc., et de Catherine-Agnès de Lévis.

Né à Villefranche de Rouergue le 22 septembre 1684. Maréchal de France le 11 février 1741. (211ᵉ.) Marié : 1° le 20 mai 1711, à Françoise-Henriette de Durfort, fille de Charles Durfort, dit *le marquis de Civrac*, et d'An-

gélique Acharie, dame du Bourdet; 2° le 15 octobre 1729, à Marie-Casimire-Thérèse-Geneviève-Emmanuelle de Béthune, veuve de François Rouxel de Médavy, marquis de Grancey, et fille de Louis-Marie-Victor, comte de Béthune, et de Henriette de Harcourt-Beuvron, sa première femme. Mort le 26 janvier 1761.

Mousquetaire en 1701, et capitaine dans le régiment Royal-cavalerie en 1702, il servit aux armées d'Allemagne, du Rhin, d'Italie et de Flandre pendant les années 1702 à 1709. Mestre-de-camp général des dragons en 1709, il fit les campagnes de 1710 à 1713. Maréchal-de-camp en 1718, il commanda les camps de la Moselle en 1727, et de la Haute-Meuse en 1730. Lieutenant général des armées du roi en 1731 et chevalier des Ordres en 1734, il commanda la même année un corps détaché dans l'armée du Rhin. Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire en Allemagne pour l'élection de l'empereur Charles VII, et maréchal de France en 1741, il commanda l'armée de France sous l'électeur de Bavière jusqu'en 1742; chevalier de la Toison-d'Or en 1742, il reçut le commandement de l'armée de Bohême sous l'empereur, qui le créa prince de l'empire. Général de l'armée du Rhin en 1744 sous le roi, de celle du Piémont en 1746 sous l'Infant Don Philippe, et de celle d'Italie en 1748, il fut créé pair de France en 1749, et commanda sur toutes les côtes de l'Océan depuis Dunkerque jusqu'à Bayonne, en 1755. Ministre d'état l'année suivante, secrétaire d'état au département de la guerre en 1758, il mourut à Versailles à l'âge de soixante-dix-sept ans. — Le maréchal de Belle-Isle avait été reçu à l'Académie Française en 1749. (*Chron. milit.*)

RICHELIEU (Louis-François-Armand du Plessis, duc de) et de Fronsac, marquis de Pontcourlay, prince de Mortagne, etc.

Fils aîné d'Armand Jean du Plessis, duc de Richelieu et de Fronsac, et d'Anne-Marguerite d'Acigné.

Né le 13 mars 1696. Maréchal de France le 11 octobre 1748. (221e.) Marié : 1° le 12 février 1711, à Anne-Catherine de Noailles; 2° le 7 avril 1744, à Élisabeth-Sophie de Lorraine, fille puînée d'Anne-Marie-Josèphe de Lorraine, comte d'Harcourt, et de Marie-Louise-Christine Jeannin de Castille, marquise de Montjeu. Mort le 8 août 1788.

Connu d'abord sous le nom de duc de Fronsac, il entra aux mousquetaires en 1712, passa capitaine dans le régiment Royal-cavalerie l'année suivante, et fit les campagnes de 1712 et 1713. Colonel d'un régiment d'infanterie de son nom en 1718, gouverneur de Coignac en 1722, il fut nommé ambassadeur extraordinaire à Vienne en 1724 et chevalier des Ordres du roi en 1728. Il se trouva au siége de Kehl en 1733; brigadier d'infanterie en 1734, il servit à l'armée du Rhin en 1734 et 1735. Maréchal-de-camp et lieutenant général du Languedoc au département du Vivarais et du Velay, il fut employé à l'armée du Rhin en 1743. Premier gentilhomme de la chambre, aide-de-camp du roi et lieutenant général en 1744, il fit, en Flandre, les campagnes de 1744, 1745 et 1746, et fut nommé, à la fin de cette dernière année, ambassadeur en Saxe pour demander en mariage madame la Dauphine (Marie-Josèphe de Saxe). Il se trouva, en 1747, à la bataille de Lawfeldt, passa ensuite à l'armée d'Italie et commanda à Gênes jusqu'à la paix de 1748. Maréchal de France en 1748, gouverneur général de Guienne en 1755, il commanda en chef sur les côtes de la Méditerranée en 1756, l'armée de Minorque et celle d'Allemagne en 1757. Le maréchal de Richelieu reprit en 1758 le commandement de la Guienne et mourut à l'âge de quatre-vingt-douze ans. — Il était membre de l'Académie Française en 1720, et membre honoraire de l'Académie des Sciences en 1721. (*Chron. milit.*)

SAXE (Arminius-Maurice, comte, maréchal de).

Fils naturel de Frédéric Auguste Ier, électeur de Saxe et roi de Pologne, et de Marie-Aurore de Kœnigsmarck.

Né à Goslar le 19 octobre 1696. Maréchal de France le 26 mars 1744. (212e.) Mort le 30 novembre 1750.

Dès l'âge de douze ans, il se trouva comme fantassin au siége de Lille en 1708. Après avoir servi dans les armées du roi de Pologne, il reçut la décoration de l'Aigle-Blanc en 1718 et le grade de général major. Il entra au service de France en 1720 et fut nommé maréchal-de-camp. Lieutenant général des armées du roi en 1734, il servit dans les armées du Rhin en 1735, d'Allemagne en 1741, et commanda en chef l'armée française en Bavière en 1743. Maréchal de France en 1744, il eut le commandement de l'une des armées de Flandre en 1744, 1745 et 1746. Naturalisé français en 1746, il fut maréchal général des camps et armées du roi en 1747, et reçut l'année suivante le commandement général des Pays-Bas conquis. Après la paix, le maréchal de Saxe se retira en 1748 à Chambord dont il était gouverneur, et où il mourut à l'âge de cinquante-quatre ans. (*Chron. milit.*)

LOWENDAL (Ulric-Frédéric-Woldemar, comte de) et du Saint-Empire.

Second fils de Woldemar, baron de Lowendal, et de Dorothée de Brockdorf.

Né le 6 avril 1700. Maréchal de France le 17 septembre 1747. (220e.) Marié : 1° le 23 janvier 1722, à Théodore-Eugène de Schmettau, qu'il répudia en 1736; 2° le 13 novembre 1736, à Barbe-Madeleine-Élisabeth, fille du comte François de Szembeck, et femme répudiée de Jean-Clément, comte de Branisky. Mort le 27 mai 1755.

Il fit en Pologne sa première campagne comme simple soldat en 1713, servit successivement en Danemarck, en Hongrie, en Saxe et en Russie, où il fut lieutenant général, gouverneur général du duché d'Esthonie et de Révol en 1739, et comte de l'empire en 1741. Après les campagnes de Finlande des années 1741 et 1742, où il commandait en chef l'infanterie sous le maréchal de Lascy, le comte de Lowendal entra en 1743 au service de France, fut nommé lieutenant général en 1743, et fit les campagnes de Flandre en 1744 et 1745. Chevalier des Ordres du roi en 1746, maréchal de France après la prise de Berg-op-Zoom en 1747, il commanda l'armée de Flandre, conjointement avec le maréchal de Saxe en 1748, et mourut à l'âge de cinquante-cinq ans. (*Chron. milit.*)

BIRON (Louis-Antoine de Gontaut, duc de).

Quatrième fils de Charles-Armand de Gontaut, duc de Biron, pair et maréchal de France, et de Marie-Anne de Bautru-Nogent.

Né le 2 février 1700. Maréchal de France le 24 février 1757. (225e.) Marié le 29 février 1740 à Pauline-Françoise de La Rochefoucauld de Roye, marquise de Severac. Mort le 29 octobre 1788.

Connu d'abord sous le nom de comte de Biron, il fut garde-marine en 1716, capitaine dans le régiment de Noailles-cavalerie en 1727, colonel lieutenant du régiment Royal-Roussillon infanterie en 1729, et servit en Italie en 1733 et 1734. Brigadier d'infanterie et maréchal-de-camp en 1734, colonel lieutenant et inspecteur du régiment du Roi-infanterie en 1735, gouverneur de Landrecies en 1740, il devint la même

année duc de Biron par la démission de son père, et fit en Bohême les campagnes de 1741 et 1742. Lieutenant général en 1743, il fut employé à l'armée de Flandre jusqu'en 1747 et nommé chevalier des Ordres du roi en 1744. Colonel du régiment des gardes-françaises en 1745, pair de France en 1749, maréchal de France en 1757, gouverneur général du Languedoc en 1775, il mourut à l'âge de quatre-vingt-huit ans. (*Chron. milit.*)

ESTRÉES (Louis-Charles-César Le Tellier, marquis de Louvois et de Courtenvaux, comte d').

Fils de Michel-François Le Tellier, marquis de Louvois et de Courtenvaux, et de Marie-Anne-Catherine d'Estrées.

Né le 2 juillet 1695. Maréchal de France le 24 février 1757. (227e.) Marié : 1o le 26 mai 1739, à Anne-Catherine de Champagne, fille de René Brandelie de Champagne, marquis de Villaines, et de Catherine-Thérèse Le Royer; 2o le 9 janvier 1744, à Adélaïde-Félicité Brulart de Saint-Samson Sillery, fille de Louis-Philogène Brulart, marquis de Sillery, et de Charlotte-Félicité Le Tellier de Louvois de Rebenac. Mort en 1771.

Chevalier de Malte en 1697, il porta le nom de chevalier de Louvois; entra au service en 1716, fut mestre-de-camp, lieutenant du régiment Royal-Roussillon en 1718, et fit sa première campagne en Espagne en 1719. Capitaine colonel de la compagnie des Cent-Suisses de la garde du roi en 1722, il fut alors connu sous le nom de marquis de Courtenvaux, et se trouva à la bataille d'Ettingen en 1734. Maréchal-de-camp en 1738, il prit le titre de comte d'Estrées; inspecteur général de la cavalerie en 1740, il fut employé en 1741, 1742 et 1743 aux armées de Bohême et de Bavière. Lieutenant général en 1744, il servit la même année et en 1745 à l'armée de Flandre. Chevalier des Ordres du roi en 1746, il commanda à l'armée de Flandre un corps séparé de vingt-quatre bataillons et de vingt-cinq escadrons, et fut employé dans le Hainaut en 1747. Gouverneur général du pays d'Aunis et de La Rochelle en 1747, il eut le commandement des côtes de la Normandie en 1755 et 1756. Maréchal de France en 1757, il commanda l'armée auxiliaire du roi en Allemagne, fut ministre d'état en 1758, et mourut à l'âge de soixante-deux ans. (*Chron. milit.*)

CONTADES (Louis-Georges-Érasme, marquis de).

Fils de Gaspard de Contades, et de Madeleine-Françoise Crespin.

Né en octobre 1704. Maréchal de France le 24 août 1758. (232e.) Marié en octobre 1724, à Marie-Françoise Magon, fille de Jean Magon, seigneur de La Lande. Mort le 19 janvier 1795.

Enseigne au régiment des gardes-françaises en 1720, lieutenant en 1724, capitaine en 1729, colonel et brigadier en 1734, il servit en Italie pendant 1734 et 1735, et dans l'île de Corse en 1738 et 1739. Maréchal-de-camp en 1740, il fit les campagnes d'Allemagne en 1741, 1742 et 1743, et celles de Flandre en 1744 et 1745. Inspecteur général de l'infanterie et lieutenant général en 1745, il servit à l'armée de Flandre de 1746 à 1748, et à l'armée auxiliaire d'Allemagne en 1757, et commanda en chef l'armée d'Allemagne en 1758. Maréchal de France la même année, chevalier des Ordres du roi en 1759, il reçut de nouveau un commandement à l'armée d'Allemagne et à celle d'Alsace en 1762. Gouverneur général de la Lorraine en 1768, il mourut à Livry à l'âge de soixante-onze ans. (*Chron. milit.*)

SOUBISE (Charles de Rohan, prince de), duc de Rohan-Rohan.

Fils aîné de Jules-François-Louis de Rohan, prince de Soubise, et d'Anne-Julie-Adélaïde de Melun.

Né le 16 juillet 1715. Maréchal de France le 19 octobre 1758. (233e.) Marié : 1o le 29 décembre 1734, à Anne-Marie-Louise de La Tour d'Avergne, fille unique d'Emmanuel-Théodose de La Tour d'Auvergne, duc de Bouillon; 2o le 3 novembre 1741, à Anne-Thérèse de Savoie-Carignan, fille de Victor-Amédée de Savoie, prince de Carignan; 3o le 24 décembre 1745, à Anne-Victoire-Marie-Christine, princesse de Hesse-Rhinfels, fille de Joseph, prince héréditaire de Hesse-Rhinfels. Mort le 4 juillet 1787.

Mousquetaire en 1732, deuxième guidon des gendarmes de la garde en 1733, capitaine lieutenant de cette compagnie en 1734, brigadier de cavalerie en 1740 et maréchal-de-camp en 1743, il fut employé la même année à l'armée du Rhin. Aide-de-camp du roi en 1744, il servit dans les armées de Flandre jusqu'en 1747. Lieutenant général des armées du roi en 1748, gouverneur général de la Flandre et du Hainaut, gouverneur et grand-bailli de Lille en 1751, il commanda le camp d'Aimeries sur la Sambre de 1753 à 1755, et fit les campagnes d'Allemagne en 1757 et 1758. Maréchal de France en 1758, ministre d'état l'année suivante, gouverneur des châteaux de Madrid et de la Muette en 1770, grand-croix de l'ordre de Saint-Louis en 1779, il mourut à l'âge de soixante-douze ans. (*Chron. milit.*)

BROGLIE (Victor-François, duc de).

Fils de François-Marie, IIe du nom, duc de Broglie, chevalier des Ordres du roi, maréchal de France, et de Thérèse-Gillette Loquet de Grandville de Saint-Malo.

Né le 19 octobre 1718. Maréchal de France le 16 décembre 1759. (234e.) Marié : 1o le 2 mai 1736, à Marie-Anne Dubois de Villiers; 2o le 11 avril 1752, à Louise-Augustine Salbigothon de Crozat de Thiers. Mort le 30 mars 1804.

Connu d'abord sous le nom de comte de Broglie, il entra capitaine dans le régiment Dauphin-cavalerie en 1734, fut nommé la même année colonel du régiment de Luxembourg-infanterie, et servit en Italie dans les années 1734, 1735 et 1736. Il fit la campagne de 1741 en Bavière, et celle de 1742 en Bohême, comme aide-major général de l'infanterie. Brigadier la même année, il fut employé à l'armée de Bavière en 1743, à celles de la Haute-Alsace la même année, et du Rhin en 1744. Maréchal-de-camp en 1745, il prit dans cette année le titre de duc après la mort de son père, servit aux armées du Rhin en 1745, et de Flandre en 1746, 1747 et 1748. Lieutenant général en 1748, gouverneur de Béthune en 1751, il commanda à l'armée d'Allemagne en 1757, et à celle de Hanovre en 1757 et 1758. Chevalier des Ordres du roi en 1759, il commanda à Francfort, servit à l'armée d'Allemagne et fut successivement, dans la même année, prince de l'Empire, maréchal de France et général en chef de l'armée d'Allemagne. Gouverneur général de Metz et du pays Messin en 1771, commandant du camp assemblé près Metz en 1788, ministre de la guerre en 1789, il commanda en chef, la même année, les troupes réunies de l'Ile de France. Le duc de Broglie mourut à Munster en Westphalie, à l'âge de quatre-vingt-six ans. (*Chron. milit.*)

DU MUY (Louis-Nicolas-Victor de Félix d'Olières, chevalier, puis comte).

Deuxième fils de Jean-Baptiste de Félix d'Olières, marquis du Muy, etc., et de Marguerite d'Armand de Mizon.

Né à Marseille le... 1711. Maréchal de France le 24 mars 1775. (244e.) Mort le 10 octobre 1775.

Lieutenant dans le régiment royal des vaisseaux en 1720, guidon d'une compagnie des gendarmes en 1726, mestre-de-camp de cavalerie en 1731, cornette de la compagnie des chevau-légers d'Orléans en 1734, il fit en Allemagne les campagnes de 1734 et 1735, et en Bohême celle de 1742. Brigadier en 1743, il servit à l'armée du Rhin en 1744 et à celle de Flandre en 1745. Menin du Dauphin (Louis de France, fils de Louis XV), et maréchal-de-camp en 1745, il fut employé à l'armée de Flandre en 1746, et se trouva à la bataille de Lawfeld en 1747. Lieutenant général des armées du roi en 1748, il fit les campagnes d'Allemagne depuis 1757 jusqu'en 1761. Ministre de la guerre en 1774, maréchal de France en 1775, il mourut à l'âge de soixante-quatre ans. (*Chron. milit.*)

CASTRIES (Charles-Eugène-Gabriel de La Croix, marquis de).

Fils de Joseph-François de La Croix, marquis de Castries, baron de Castelnau, etc., et de Marie-Françoise de Lévis.

Né le 25 février 1727. Maréchal de France le 13 juin 1783. (246e.) Marié le 19 décembre 1743 à Gabrielle-Isabeau-Thérèse de Rosset de Fleury, fille de Jean-Hercule de Rosset, duc de Fleury, pair de France, et de Marie Rey. Mort le 11 janvier 1801.

Lieutenant dans le régiment du roi en 1742, il fit la campagne de 1743 en Flandre. Lieutenant du roi en Languedoc, gouverneur de Montpellier et de Cette la même année, mestre-de-camp au régiment du roi en 1744, brigadier et maréchal-de-camp en 1748, il servit dans les armées en Flandre depuis 1744 jusqu'en 1748. Le marquis de Castries eut le commandement des troupes du roi en Corse en 1756, de la cavalerie à l'armée d'Allemagne en 1757, et des troupes sur la Meuse en 1758. Lieutenant général des armées du roi, mestre-de-camp général de la cavalerie, il fut employé à l'armée d'Allemagne en 1759, à celle du Bas-Rhin en 1760, et fut nommé en 1761 maréchal général des logis de l'armée du Bas-Rhin; inspecteur et commandant de la gendarmerie en 1770, il fut envoyé en Bretagne et en Normandie en 1778. Ministre et secrétaire d'état de la marine en 1780. Maréchal de France en 1783 et gouverneur général en Flandre en 1787, le maréchal de Castries mourut à Wolfenbuttel à l'âge de soixante quatorze ans. (*Archives de la guerre.*)

SÉGUR (Philippe-Henri, marquis de), seigneur de Pouchat et de Fouquerolles, baron de Romainville.

Fils de Henri-François, comte de Ségur, baron de Romainville, etc. et de Philippe-Angélique de Froissy, fille naturelle de Philippe, IIe du nom, duc d'Orléans, régent du royaume.

Né le 20 janvier 1724. Maréchal de France le 13 juin 1783. (250e.) Marié, en 1749, à Louise-Anne-Madeleine de Vernon, fille de... Mort le 3 octobre 1801.

Cornette en 1739 dans le régiment de Rosen-cavalerie, capitaine en 1740, il était à la prise de Prague en 1741. Colonel d'un régiment d'infanterie de son nom en 1745, brigadier en 1747, il fut gouverneur général du pays de Foix, lieutenant général de la Champagne la même année, et servit depuis 1741 jusqu'en 1748 en Bohême, en Italie et en Flandre. Maréchal-de-camp en 1749, inspecteur général d'infanterie en 1756, il fit en Allemagne les campagnes de 1757, 1758 et 1759. Lieutenant général en 1760, il servit en cette qualité à l'armée du Bas-Rhin en 1761. Nommé chevalier des Ordres du roi en 1767, le marquis de Ségur commanda en chef le comté de Bourgogne en 1775, fut secrétaire d'état de la guerre en 1780, ministre en 1781 et maréchal de France en 1783. Il mourut à Paris, à l'âge de soixante-dix-sept ans. (*Archives de la guerre.*)

VAUX (Noël de Jourda, comte de).

Fils de N... Jourda et de N...

Né au château de Vaux près Retournac (diocèse du Puy en Velay), le 10 mars 1710. Maréchal de France le 13 juin 1783. (252e.) Marié... Mort le 14 septembre 1788.

Enseigne au régiment d'Auvergne en 1723, il fut successivement lieutenant en 1724, capitaine en 1734, colonel du régiment d'Angoumois en 1743, brigadier en 1746, et fit en Flandre les campagnes de 1744 à 1747. Maréchal-de-camp en 1748, et colonel-lieutenant du régiment de Bourbon-infanterie, il commanda la Franche-Comté en 1749, et fut lieutenant du roi à Besançon depuis 1752 jusqu'en 1757. Nommé en 1757 au commandement en chef de l'Ile de Corse et lieutenant général des armées du roi en 1759, il fit les campagnes de 1760, 1761 et 1762, à l'armée d'Allemagne. Commandeur de l'ordre de Saint-Louis en 1764, et grand-croix du même ordre en 1768, il reçut le commandement de l'armée employée sur les côtes de Normandie et de Bretagne en 1779. Le comte de Vaux commanda de nouveau en Franche-Comté en 1781, fut nommé maréchal de France en 1783, et mourut à l'âge de soixante-dix-huit ans. (*Archives de la guerre.*)

CHOISEUL-STAINVILLE (Jacques, duc de).

Fils puîné de François-Joseph de Choiseul, IIe du nom, marquis de Stainville, baron de Beaupré, etc., et de Françoise-Louise de Bassompierre.

Né le 18 août 1735. Maréchal de France le 13 juin 1783. (253e.) Marié le 3 avril 1761, à Thomasse-Thérèse de Clermont d'Amboise, fille de Georges-Jacques, baron de Renel, et de Marie-Henriette Racine de Jonquoy. Mort en 1789.

Après avoir servi pendant plusieurs années dans les troupes de l'impératrice Marie-Thérèse, il entra au service de France comme lieutenant général à l'armée d'Allemagne en 1760, fut la même année gouverneur d'Épinal et inspecteur général d'infanterie en 1761. Il servit à l'armée du Haut-Rhin, commanda en chef en Lorraine en 1764, et obtint le gouvernement de Lorraine en 1770. Nommé maréchal de France en 1783, gouverneur général de l'Alsace en 1788, il mourut à l'âge de cinquante-quatre ans. (*Archives de la guerre* *.)

LUCKNER (Nicolas, baron de).

Né à Campen (Bavière) en 1722. Maréchal de France le 28 décembre 1791. (258e). Mort le 4 janvier 1794.

Il entra au service de France en 1763, et fut employé avec le grade de lieutenant général en Normandie et en Bretagne

(*) Le duc de Choiseul-Stainville avait servi dans sa jeunesse dans les troupes de l'Impératrice Marie-Thérèse, Reine de Hongrie, et, après avoir été capitaine de dragons, il fut commandeur de Saint-Étienne de Toscane, chambellan de l'Empereur et colonel d'un régiment de chevau-légers, général, puis lieutenant feld-maréchal en 1759. L'année suivante, ayant remis ses titres, il entra au service de France. (*Archives de la guerre.*)

en 1778. Il commanda en 1791 la 7[e] et la 8[e] division militaire, fut nommé la même année maréchal de France, et prit en 1792 le commandement de l'armée du Rhin. Il mourut à Paris, à l'âge de soixante-douze ans*. (*Archives de la guerre.*)

ROCHAMBEAU (Jean-Baptiste-Donatien de Vimeur, comte de).

Fils de Joseph de Vimeur, seigneur de Rochambeau, de Saint-Georges, etc., et de Claire-Thérèse Begon.

Né à Rochambeau le 1[er] juillet 1725. Maréchal de France le 28 décembre 1791. Marié en... à Jeanne-Thérèse Tellès Dacosta, fille d'Emmanuel Tellès Dacosta et de Marie-Antoinette Fisenne. Mort le 10 mai 1807.

Il fit, comme cornette au régiment de cavalerie de Saint-Simon, la campagne de Bohême de 1742. Il fut fait capitaine l'année suivante, se trouva en 1744 au siége de Fribourg, et continua de servir sur les bords du Rhin jusqu'à la fin de 1745. Il assista, comme aide-de-camp du comte de Clermont, aux siéges d'Anvers et de Namur, et à la bataille de Rocoux en 1746; fut fait en 1747 colonel du régiment d'infanterie de la Marche, et le commanda à la bataille de Lawfeld. Il prit part en 1748 au siége de Maëstricht. Il était brigadier d'infanterie en 1756, lorsqu'il accompagna le maréchal de Richelieu au siége de Mahon. Appelé l'année suivante en Allemagne, il fit successivement toutes les campagnes de la guerre de Sept-Ans, de 1757 à 1762, et se distingua particulièrement aux deux journées de Corbach et de Closter-Camp. Maréchal-de-camp et inspecteur général de l'infanterie en 1761, grand-croix de l'ordre de Saint-Louis en 1771, il fut élevé en 1780 au grade de lieutenant général des armées du roi. Le comte de Rochambeau reçut cette même année le commandement de l'armée destinée à seconder les efforts des colonies de l'Amérique du Nord pour conquérir leur indépendance. Il combina ses opérations avec celles de Washington, et la capitulation d'Yorktown fut son ouvrage. Louis XVI le récompensa en lui donnant, en 1783, le collier de ses ordres. Il commanda en chef en Picardie dans l'année 1784, et en Alsace en 1789. Nommé commandant de la 1[re] et de la 16[e] division militaire et maréchal de France en 1791, il fut mis en 1792 à la tête de l'armée du Nord. L'empereur Napoléon le nomma en 1804 grand-officier de la Légion-d'Honneur. Le comte de Rochambeau mourut à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

BERTHIER (Louis-Alexandre), prince de Neufchâtel et de Wagram.

Fils de Jean-Baptiste Berthier, ingénieur des camps et armées du roi, et de Marie-Françoise L'Huillier de La Serre.

Né à Versailles, le 20 novembre 1753. Maréchal de France le 19 mai 1804. Marié le 9 mars 1808, à Marie-Élisabeth-Amélie-Françoise de Bavière, fille de Guillaume, duc de Bavière, comte palatin de Birkenfeld, et de Marie-Anne de Deux-Ponts. Mort le 1[er] juin 1815.

Ingénieur-géographe des camps et armées du roi en 1766, lieutenant dans le corps royal d'état-major en 1770, capitaine de dragons en 1777, il fit les campagnes d'Amérique de 1780 à 1783. Aide-major des logis en 1787, major en 1788, lieutenant-colonel en 1789, il fut la même année major général de la garde nationale de Versailles. Colonel-adjudant-général en 1791, maréchal-de-camp en 1792, il servit comme chef d'état-major de l'armée du Nord, commandée par le maréchal Luckner, et fut employé en 1793 à l'armée des côtes de La Rochelle. Général de division en 1795, chef d'état-major des armées d'Italie et des Alpes en 1796, il fit les campagnes d'Italie de 1795, 1796 et 1797, et fut investi du commandement provisoire de l'armée après le départ du général Bonaparte. Chef d'état-major de l'armée destinée à agir contre l'Angleterre en 1798, il prit part, cette année et l'année suivante, à l'expédition d'Égypte. Ministre de la guerre en 1799, il commandait en chef l'armée de réserve en 1800, et se trouva à la bataille de Marengo. Il fut nommé maréchal de l'empire, grand-officier de la Légion-d'Honneur, chef de la première cohorte de cette légion et grand-veneur en 1804, grand-aigle de la Légion-d'Honneur et major général de la grande-armée en 1805, grand-dignitaire de l'ordre de la Couronne-de-Fer, prince et duc de Neufchâtel en 1806, membre du sénat et vice-connétable en 1807. Il fit la campagne de 1805 en Autriche, de 1806 et 1807 en Prusse et en Pologne, de 1808 en Espagne, et gagna dans celle de 1809 le titre de prince de Wagram. Il fit, comme major général de la grande-armée, la campagne de Russie en 1812, de Saxe en 1813, et de France en 1814. Le maréchal Berthier fut nommé en 1814 pair de France, capitaine des gardes-du-corps du roi et commandeur de l'ordre de Saint-Louis. Il mourut à Bamberg, en Bavière, dans la soixante-deuxième année de son âge. — Le maréchal Berthier fut successivement chevalier et grand-croix de l'Aigle-Noir de Prusse, chevalier de l'ordre de Saint-André de Russie, grand-croix de l'ordre du Mérite militaire de Bavière, grand-croix de l'ordre de Saint-Henri de Saxe, grand-croix de l'ordre de la Fidélité de Bade, grand-croix de l'ordre de Saint-Étienne de Hongrie, etc., etc.

MURAT (Joachim), grand-duc de Clèves et de Berg.

Fils de Pierre Murat Jordy et de Jeanne Loubières.

Né à la Bastide-Fortunière, près Cahors, le 25 mars 1767. Maréchal de France le 19 mai 1804. Marié le 20 janvier 1800, à Marie-Annonciade-Caroline de Bonaparte, troisième fille de Charles de Bonaparte et de Marie-Lætitia Ramolino. Mort le 13 octobre 1815.

Chasseur au 12[e] régiment en 1787, il fut successivement brigadier, maréchal-des-logis, sous-lieutenant et lieutenant en 1792, capitaine et chef d'escadron au 21[e] de chasseurs à cheval en 1793. Chef de brigade, aide-de-camp du général Bonaparte et général de brigade en 1796, il fit les campagnes d'Italie en 1796 et 1797, d'Égypte en 1798 et 1799, et fut nommé général de division. Il commanda le corps d'observation rassemblé à Dijon en 1800, et fit la campagne de Marengo. Général en chef de l'armée d'observation du Midi en 1801, il fut en 1802 gouverneur de la république Cisalpine. Chargé du commandement des troupes de la 1[re] division militaire et de celui de la garnison et de la garde nationale de Paris en 1804, il fut la même année maréchal de l'empire. Prince de l'empire, grand-amiral,

(*) « Le maréchal de Luckner est entré en 1757 comme cadet dans le régiment de Morawitzky-infanterie au service de l'Électeur de Bavière. Ce régiment fut envoyé en Hongrie la même année, où il fit la guerre jusqu'en 1739; enseigne la même année, sous-lieutenant en 1741, premier lieutenant dans le régiment de Ferrary-hussards en 1743, capitaine-lieutenant en 1745. A cette époque ce régiment fut envoyé au service de Hollande par arrangement fait avec la cour de Bavière. Capitaine en pied dans ce régiment en 1746, il en est devenu major en 1748. En 1757 il quitta le service de Hollande et passa dans celui de Hanovre avec le même grade de major, où il fut mis à la tête d'un régiment de hussards de deux compagnies. Nommé lieutenant-colonel en 1758, son corps de hussards fut augmenté de deux compagnies, et ayant été nommé colonel en 1759, ce corps prit le titre de régiment, et fut porté à huit compagnies en 1760. Il fut nommé général major, lieutenant général à la création du roi Georges III en 1761. Nommé commandant de Radzebourg, le régiment que commandait Luckner ayant été réformé en 1765, il quitta le service de Hanovre. Il passa en France avec le grade de lieutenant général. » (*Brevet du maréchal Luckner déposé aux Archives de la guerre.*)

grand-aigle de la Légion-d'Honneur, grand dignitaire de l'ordre de la Couronne-de-Fer, et lieutenant général de la grande-armée en 1805, il commanda en chef la réserve de cavalerie et suivit l'empereur Napoléon dans sa campagne d'Austerlitz. Grand-duc de Clèves et de Berg en 1806, il fit la campagne de Prusse en 1806 et celle de Pologne en 1807. Général en chef de l'armée d'Espagne en 1808, il fut roi de Naples le 15 juillet de la même année. Lieutenant général de la grande-armée en 1812, il commanda toute la cavalerie dans la campagne de Russie. Il mourut dans le fort de Pizzo, à l'âge de quarante-neuf ans. Il fut en 1808 grand-croix de l'ordre de l'Aigle-Noir de Prusse, et reçut la même année l'ordre de Saint-André de Russie, l'ordre de la Couronne de Saxe et l'ordre de Saint-Joseph de Wurtzbourg.

MONCEY (Bon-Adrien Jannot de), duc de Conegliano.

Fils de François-Antoine Jannot et de Marie-Élisabeth Guillaume.

Né à Palisse (Doubs) le 31 juillet 1754. Maréchal de France le 19 mai 1804. Marié le 30 septembre 1790, à Charlotte Remillet, fille de Claude-Antoine Remillet et d'Anne-Philippe Verny. Mort en 1842.

Volontaire au régiment de Champagne-infanterie en 1768, il fut successivement sous-lieutenant de dragons en 1779, lieutenant en premier en 1785 et capitaine en 1791. Chef de bataillon en 1793, il servit dans l'armée des Pyrénées-Orientales, fut successivement nommé dans l'année 1794 général de brigade, général de division, et commandant en chef. Commandant la 11e division militaire en 1795 et les 12e et 19e en 1799, il fit les campagnes de 1799 et de 1800 en Italie comme lieutenant du général en chef, fut employé en Suisse dans l'année 1800, et passa ensuite à l'armée de réserve. Lieutenant général commandant le corps des troupes françaises dans la république Cisalpine en 1801, il servit à l'armée du Midi comme général de division, et fut nommé premier inspecteur général de la gendarmerie. Maréchal de l'empire en 1804, grand-aigle de la Légion-d'Honneur en 1805, et duc de Conegliano en 1808, il eut le commandement du 3e corps de l'armée française en Espagne, où il fit les campagnes de 1808 et 1809. Il reçut en 1809 le commandement de l'armée de la Tête-de-Flandre, et fut nommé grand-dignitaire de l'ordre de la Couronne-de-Fer. Commandant en chef l'armée de réserve des Pyrénées en 1813, il fut en 1814 major général de la garde nationale de Paris. Chevalier de Saint-Louis et pair de France en 1851, gouverneur de la 9e division militaire, chevalier de l'ordre du Saint-Esprit et commandeur de l'ordre de Saint-Louis en 1820, le maréchal Moncey commanda en chef le 4e corps de l'armée des Pyrénées en 1823, et fut la même année grand-croix de l'ordre de Saint-Louis. Il a été nommé gouverneur de l'hôtel royal des Invalides en 1833. Il mourut à Paris, en 1842. Le maréchal Moncey a été reçu en 1806 chevalier de l'ordre de Charles III d'Espagne, et en 1808 grand-croix du même ordre.

JOURDAN (Jean-Baptiste, comte).

Fils de Roch Jourdan, chirurgien, et de Jeanne Franciquet.

Né à Limoges, le 29 avril 1762. Maréchal de France le 19 mai 1804. Marié le 22 janvier 1788, à Jeanne Nicolas, fille de Jean-Baptiste-Martin Nicolas, et de Léonarde-Françoise Mousnier. Mort le 23 novembre 1833.

Soldat au dépôt de l'île de Ré en 1778, il passa dans le régiment d'Auxerrois, et servit en Amérique jusqu'en 1782. Chef du 2e bataillon de la Haute-Vienne en 1791, il fut envoyé à l'armée du Nord, et fut successivement nommé dans l'année 1793 général de brigade et de division, puis général en chef des armées des Ardennes et du Nord. Appelé en 1794 au commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse, il gagna la bataille de Fleurus, et fit les campagnes de 1795 sur le Rhin, et de 1796 en Allemagne. Député au conseil des Cinq-Cents en 1797, il fut deux fois président de cette assemblée. Général en chef de l'armée du Danube en 1798, il fit la campagne de 1799 en Autriche, et fut nommé en 1800 inspecteur général d'infanterie et de cavalerie, et administrateur général du Piémont. Conseiller d'état en 1802, général en chef de l'armée d'Italie, maréchal de l'empire en 1804, grand-aigle de la Légion-d'Honneur, il passa en 1806 au service du roi de Naples Joseph-Napoléon. Lorsque ce prince échangea en 1808 la couronne de Naples contre celle d'Espagne, Jourdan devint major général de ses armées, et fit en cette qualité les campagnes de 1808 et 1809 dans la Péninsule. Gouverneur de Madrid en 1811, il servit au-delà des Pyrénées jusqu'à la fin de 1813. Chevalier de l'ordre de Saint-Louis, commandant supérieur et gouverneur de la 15e division militaire en 1814, il fut créé comte la même année. Gouverneur de Besançon en 1815, il fut commandant supérieur de la 6e division militaire, et reçut le commandement de l'armée du Rhin. Pair de France en 1816, il fut gouverneur de la 7e division militaire en 1819. Chevalier de l'ordre du Saint-Esprit en 1825, commissaire provisoire au département des affaires étrangères et gouverneur des Invalides en 1830, le maréchal Jourdan mourut à Paris, dans la soixante et onzième année de son âge. Le maréchal Jourdan avait été nommé en 1805 chevalier de l'ordre de Saint-Hubert de Bavière, et grand-dignitaire de l'ordre des Deux-Siciles en 1812.

MASSÉNA (André), duc de Rivoli, prince d'Esling.

Fils de Jules Masséna et de Catherine Fabre.

Né à Nice, le 6 mai 1756. Maréchal de France le 19 mai 1804. Marié le... août 1789, à Marie-Rosalie Lamare. Mort le 4 avril 1817.

Soldat au premier bataillon d'infanterie légère, ci-devant régiment Royal-italien, en 1775, et successivement caporal en 1776, sergent en 1777, fourrier en 1784, il fut congédié par ancienneté de service en 1789. Adjudant-major au deuxième bataillon du Var en 1791, chef de bataillon en 1792, général de brigade et général de division en 1793, il servit à l'armée d'Italie en 1793, à l'armée des Alpes et d'Italie en 1795, et à l'armée de Mayence en 1798. Il commanda en chef l'armée française en Helvétie à la fin de cette année, gagna la bataille de Zurich en 1799, et défendit Gênes contre les Autrichiens en 1800. Maréchal de l'empire et grand-aigle de la Légion-d'Honneur en 1804, général en chef de l'armée d'Italie en 1805, il fut la même année grand-dignitaire de l'ordre de la Couronne-de-Fer, commanda le 1er corps de l'armée de Naples en 1806. Appelé en 1807 à la grande-armée d'Allemagne, il eut le commandement en chef du 5e corps, et fut créé duc de Rivoli en 1808. Chargé du commandement du corps d'observation de l'armée du Rhin en 1809, il fit la campagne d'Autriche, et reçut le titre de prince d'Essling en 1810. Il commanda en chef l'armée française en Portugal depuis 1810 jusqu'en 1812, et fut nommé en 1813 gouverneur de Toulon et commandant supérieur de la 8e division militaire. Le maréchal Masséna reçut en 1814 le gouvernement de la 8e division militaire, et fut créé commandeur de l'ordre de Saint-Louis. Commandant en chef de la garde nationale et gouverneur de Paris en 1815, il mourut à Paris à l'âge de soixante et un ans.—Le maréchal Masséna avait reçu en 1806 l'ordre de Saint-Hubert de Bavière, en 1810 la grande croix de l'ordre

de la Fidélité de Bade, et en 1812 la grande croix de l'ordre de Saint-Étienne de Hongrie.

AUGEREAU (Charles-Pierre-François), duc de Castiglione.

Fils de Pierre Augereau et de Marie-Josèphe Kresline.

Né à Paris, le 21 octobre 1757. Maréchal de France le 19 mai 1804. Marié : 1° en... à Joséphine-Marie-Marguerite-Gabrielle Jirach ; 2° le 22 février 1809, à Adélaïde-Joséphine de Bourbon de Chavanges. Mort le 12 juin 1816.

Soldat dans le régiment de Clarke-irlandais au service de France, en 1774, il passa en 1776 dans le régiment d'Artois-dragons. Adjudant-major dans la légion germanique en 1791, capitaine au 11e régiment de hussards, vaguemestre général de l'armée des côtes de La Rochelle, adjudant général, chef de brigade et général de division en 1793, il servit en cette qualité à l'armée des Pyrénées-Orientales jusqu'en 1795, passa ensuite à l'armée d'Italie, où il fit la campagne de 1796, et se distingua à la bataille d'Arcole. Il reçut en 1797 le commandement de la 17e division militaire, commanda en chef la même année les armées de Sambre-et-Meuse, de Rhin-et-Moselle, et du Rhin. Commandant la 10e division militaire en 1798, il fut nommé en 1800 général en chef de l'armée française en Hollande, où il fit les campagnes de 1800 et 1801. Il commanda en chef le camp de Bayonne en 1803, fut maréchal de l'empire et grand-officier de la Légion-d'Honneur en 1804, chef de la 15e cohorte de cette légion, grand-aigle en 1805, et grand-dignitaire de l'ordre de la Couronne-de-Fer. Le maréchal Augereau commanda en chef le 7e corps de la grande-armée dans la campagne d'Autriche en 1805, et dans celles de Prusse et de Pologne en 1806 et 1807. Créé duc de Castiglione en 1808, il fut chargé en 1809 du commandement en chef des troupes en Catalogne, et y demeura jusqu'en 1810. Il reçut le commandement du 11e corps de la grande-armée, dans la campagne de Russie, en 1812, fit celle de Saxe en 1813, et, dans l'année 1814, fut mis à la tête des troupes rassemblées à Lyon. Gouverneur de la 14e division militaire, pair de France et chevalier de Saint-Louis en 1814, le maréchal Augereau mourut à l'âge de cinquante-neuf ans. — Il avait reçu en 1808 la grande croix de l'ordre de Charles III d'Espagne.

BERNADOTTE (Jean-Baptiste-Jules), prince de Ponte-Corvo.

Fils de Henri Bernadotte et de Jeanne Saint-Jean.

Né à Pau, le 26 juin 1763. Maréchal de France le 19 mai 1804. Marié le 16 août 1794, à Eugénie-Bernardine-Désirée Clary.

Soldat au 60e régiment d'infanterie en 1780, grenadier en 1782, caporal en 1785, fourrier en 1786, sergent-major en 1788, adjudant en 1790, lieutenant au 36e régiment en 1791, adjudant-major en 1792, capitaine en 1793, il fit les deux premières campagnes de la révolution française, à l'armée du Rhin et à celle du Nord. Successivement chef de bataillon, chef de brigade, général de brigade et général de division en 1794, il fut attaché jusqu'en 1796 à l'armée de Sambre-et-Meuse. Nommé en 1798 ambassadeur à Vienne, il fut employé la même année à l'armée d'Italie et à celle du Danube en 1799. Ministre de la guerre et conseiller d'état dans la même année, général en chef de l'armée de l'Ouest en 1800, envoyé comme ambassadeur aux États-Unis en 1803, il reçut l'année suivante le commandement en chef de l'armée de Hanovre. Maréchal de l'empire, grand-officier de la Légion-d'Honneur et chef de la huitième cohorte de cette légion en 1804, grand-aigle de la Légion-d'Honneur, grand-dignitaire de l'ordre de la Couronne-de-Fer, et prince de Ponte-Corvo en 1805, il commanda en chef le premier corps de la grande-armée dans la campagne d'Austerlitz, et dans celles de Prusse et de Pologne en 1806 et 1807. Grand-croix de l'ordre de l'Aigle-Noir de Prusse en 1808, il fut mis à la tête d'un corps de Français, d'Espagnols et de Hollandais rassemblés à Hambourg, commanda l'année suivante le neuvième corps de la grande-armée dans la campagne d'Autriche, et fut envoyé ensuite comme général en chef en Hollande. Il reçut en 1809 l'ordre de l'Éléphant de Danemarck, et en 1810 la grande croix de l'ordre de Saint-Henri de Saxe. Le maréchal Bernadotte, proclamé prince royal de Suède par les États assemblés en 1810, succéda à la couronne, le 5 février 1818, sous le nom de Charles-Jean.

SOULT (Jean-de-Dieu), duc de Dalmatie.

Fils de Jean Soult et de Marie-Brigitte Grénier.

Né à Saint-Amans-la-Bastide, le 29 mars 1769. Maréchal de France le 19 mai 1804. Marié, le 26 avril 1796, à Louise-Élisabeth-Wilhelmine Berg.

Soldat dans le régiment du Roi-infanterie (depuis 23e de ligne) en 1785, il passa successivement par les grades de caporal en 1787, de fourrier et de sergent en 1791, d'adjudant-major en 1792, et servit la même année à l'armée du Nord. Capitaine et adjoint provisoire à l'état-major de l'armée de la Moselle, il y fit la campagne de 1793. Chef de bataillon, adjudant général, chef de brigade et général de brigade en 1794, il fut employé à l'armée de Sambre-et-Meuse, fit la campagne d'Allemagne en 1796 et 1797, et passa en 1798 à l'armée de Mayence. Général de division en 1799, il servit d'abord à l'armée du Danube et ensuite à celle d'Italie, où il fut en 1800 nommé lieutenant du général en chef. Il passa en 1801 à l'armée du Midi avec le même grade. Nommé en 1802 l'un des quatre généraux commandant la garde des consuls, il fut mis à la tête du camp de Saint-Omer en 1803. Maréchal de l'empire en 1804, grand-aigle de la Légion-d'Honneur en 1805, il eut le commandement en chef du 4e corps de la grande-armée dans la campagne d'Austerlitz, ainsi que dans celles de Prusse et de Pologne en 1806 et 1807. Créé duc de Dalmatie en 1808, il reçut le commandement du 2e corps de l'armée d'Espagne, et fit la guerre dans la Péninsule jusqu'en 1813, avec les titres de major général (1809) et de général en chef de l'armée du Midi (1810). Rappelé par Napoléon en 1813, il fit la campagne de Saxe aux côtés de l'empereur, et, après la nouvelle de la funeste bataille de Vittoria, fut renvoyé à la frontière des Pyrénées avec le titre de lieutenant général commandant en chef. Il défendit les provinces méridionales de la France contre l'invasion des Anglais et des Espagnols jusqu'en 1814.

Le duc de Dalmatie, après le retour des princes de la maison de Bourbon, fut nommé gouverneur de la 13e division militaire, commandeur de l'ordre de Saint-Louis, et eut le portefeuille de la guerre depuis le 3 décembre de cette année jusqu'au 11 mars 1815. Il remplit les fonctions de major général à la bataille de Waterloo. Le maréchal Soult fut créé chevalier de l'ordre du Saint-Esprit en 1825, et pair de France en 1830. Il a été ministre de la guerre depuis le 17 novembre 1830 jusqu'au 17 juillet 1834, et président du conseil depuis le 11 octobre 1832 jusqu'au 18 juillet 1834, ministre des affaires étrangères et président du conseil depuis le 12 mai 1839 jusqu'au 1er mars 1840, et de nouveau ministre de la guerre et président du conseil le 29 octobre 1840. Il a reçu en 1807 l'ordre de Saint-Hubert de Bavière, en 1833 la grande croix de l'ordre de Léopold de Belgique,

et en 1835 la grande croix de l'Étoile polaire de Suède et de l'ordre royal du Sauveur.

BRUNE (Guillaume-Marie-Anne, comte).

Fils d'Étienne Brune et de Jeanne Vielbans.

Né à Brive-la-Gaillarde, le 13 mars 1763. Maréchal de France le 19 mai 1804. Marié le... Mort le 2 août 1815.

Adjudant-major au deuxième bataillon de Seine-et-Oise en 1791, adjoint aux adjudants généraux de l'intérieur, adjudant général et chef de brigade en 1792, il servit en 1793 à l'armée du Nord et fut nommé général de brigade. Employé à l'armée d'Italie en 1796, général de division en 1797, il commanda en chef l'armée d'Italie en 1798. Il eut ensuite, la même année, le commandement de l'armée de Hollande, où il fit les campagnes de 1798 et 1799. D'abord général en chef de l'armée de l'Ouest en 1800, il eut ensuite, dans la même année, le commandement en chef de l'armée de réserve formée à Dijon, et enfin celui de l'armée d'Italie. Conseiller d'état en 1801, il fut ambassadeur à Constantinople en 1802. Maréchal de l'empire, grand-aigle de la Légion-d'Honneur et général en chef de l'armée des côtes en 1804, il eut le gouvernement général des villes anséatiques en 1806, et reçut la même année la croix de commandeur de l'ordre de la Couronne-de-Fer. Le maréchal Brune fut chevalier de Saint-Louis en 1814, gouverneur de la 8ᵉ division militaire et commandant du 9ᵉ corps d'armée en 1815. Il mourut à Avignon, à l'âge de cinquante-deux ans.

LANNES (Jean), duc de Montebello.

Fils de Jean Lannes et de Cécile Fouraignan.

Né à Lectoure, le 11 avril 1769. Maréchal de France le 19 mai 1804. Marié le 14 septembre 1800 à Louise-Antoinette-Scholastique de Guéheneuc. Mort le 31 mai 1809.

Sous-lieutenant au deuxième bataillon du Gers en 1792, il fut successivement lieutenant, capitaine et chef de brigade en 1793, et servit à l'armée des Pyrénées-Orientales jusqu'en 1795. Employé à l'armée d'Italie en 1796 et 1797, il fut nommé général de brigade, et fit partie de l'armée expéditionnaire d'Égypte en 1798. Général de division en 1799, il fut nommé en 1800 commandant et inspecteur de la garde des consuls, se trouva à la bataille de Marengo, et fut envoyé comme ambassadeur à Lisbonne en 1801. Il fut créé maréchal de l'empire, grand-officier de la Légion-d'Honneur et chef de la 9ᵉ cohorte de cette légion en 1804, fut décoré du grand-aigle et fait commandeur de l'ordre de la Couronne-de-Fer en 1805. Commandant en chef du 4ᵉ corps de l'armée des côtes de l'Océan et du 5ᵉ corps de la grande-armée, il fit la campagne d'Autriche en 1805 et celle de Prusse en 1806. Il était à la tête du corps de réserve en Pologne, dans l'année 1807. Créé duc de Montebello en 1808, il fut chargé du commandement supérieur des 13ᵉ et 15ᵉ corps de l'armée d'Espagne, et fut mis l'année suivante à la tête du 2ᵉ corps de la grande-armée en Allemagne. Il fut blessé mortellement à la bataille d'Essling, et mourut à Vienne, à l'âge de quarante ans. — Le maréchal Lannes avait reçu en 1808 la grande croix de l'ordre du Christ de Portugal et de Saint-Henri de Saxe, et en 1809 l'ordre de Saint-André de Russie.

KELLERMANN (François-Christophe), duc de Valmy.

Fils de Jean-Christophe Kellermann et de Marie-Madeleine Durrin.

Né à Strasbourg, le 28 mai 1735. Maréchal de France le 19 mai 1804. Marié le 25 septembre 1769 à Marie Barbé, fille de François-Étienne Barbé et d'Anne Mary. Mort le 14 septembre 1820.

Cadet dans le régiment de Lowendal en 1752, enseigne au régiment royal-Bavière en 1753, lieutenant dans les volontaires d'Alsace en 1756 et capitaine en second de dragons dans le même corps en 1758. Capitaine dans les volontaires du Dauphiné en 1761, il servit en Allemagne pendant la guerre de Sept-Ans, de 1758 à 1762, et fut nommé chevalier de Saint-Louis cette dernière année. Capitaine dans la légion de Conflans en 1763, envoyé en mission en Pologne et en Tartarie dans les années 1765 et 1766, il fit les campagnes de Pologne de 1771 et 1772. Major des hussards de Conflans en 1779, lieutenant-colonel du régiment de Colonel-général-hussards en 1780, brigadier des armées du roi dans l'année 1784, maréchal-de-camp en 1788, commandeur de Saint-Louis en 1790, il alla cette année et la suivante commander dans les deux départements de l'Alsace. Lieutenant général des armées du roi en 1792, il commanda dans la même année l'armée de la Moselle, à la tête de laquelle il livra la bataille de Valmy, et fut placé ensuite sous les ordres de Custine en Allemagne. Il eut en 1793 le commandement de l'armée des Alpes, fut jeté en prison jusqu'au 9 thermidor (27 juillet 1794), et retourna à cette même armée, qui, en 1796, forma la réserve de celle que le général Bonaparte conduisit en Italie. Commandant de la 7ᵉ division militaire en 1797, président du comité pour la classification des places de guerre en 1798, il fut la même année inspecteur général de la cavalerie de l'armée destinée à agir sur les côtes d'Angleterre. Dans l'année 1779, il fut d'abord inspecteur général de la cavalerie de l'intérieur et ensuite des troupes françaises en Batavie. Nommé dans cette même année membre du sénat conservateur, maréchal de l'empire en 1804, il fut fait grand-aigle de la Légion-d'Honneur en 1805. Il commanda successivement le 3ᵉ corps de réserve en 1805, l'armée de réserve en 1806, les armées de réserve sur le Rhin et en Espagne en 1808, et fut créé duc de Valmy la même année. Le maréchal Kellermann commanda de nouveau l'armée de réserve du Rhin en 1809, ainsi que l'armée d'observation de l'Elbe. Il reçut, la même année, le commandement supérieur des 5ᵉ, 25ᵉ et 26ᵉ divisions militaires, et le commandement en chef de l'armée de réserve du Nord. Il fut chargé en 1812 de l'organisation des cohortes de la garde nationale dans la 1ʳᵉ division militaire, et reçut ensuite le commandement de la 25ᵉ et de la 26ᵉ. D'abord commandant provisoire des corps d'observation du Rhin en 1813, il fut dans la même année commandant supérieur des 2ᵉ, 3ᵉ et 4ᵉ divisions militaires. Commissaire extraordinaire du roi dans la 3ᵉ, puis gouverneur de la 5ᵉ division militaire en 1814, il fut la même année pair de France et grand-croix de l'ordre de Saint-Louis. Il mourut à Paris, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. — Le maréchal Kellermann avait reçu en 1808 l'ordre de l'Aigle-d'Or de Wurtemberg, en 1809 la grande croix de la Fidélité de Bade, et en 1818 la grande croix de S. A. R. le grand-duc de Hesse.

MORTIER (Édouard-Adolphe-Casimir-Joseph), duc de Trévise.

Fils d'Antoine-Charles-Joseph Mortier, député aux États-Généraux, et de Marie-Anne-Josèphe Bonnaire.

Né au Cateau-Cambrésis, le 13 février 1768. Maréchal de France le 19 mai 1804. Marié à Anne-Ève-Himmès, fille de... Mort le 28 juillet 1835.

Sous-lieutenant au régiment de carabiniers et capitaine au 1ᵉʳ bataillon du Nord en 1791, chef de bataillon et adjudant

général en 1793, il servit à l'armée du Nord jusqu'en 1795. Il passa à l'armée de Sambre-et-Meuse avec le grade de chef de brigade, y fit les campagnes de 1795 et 1796, fut fait général de brigade et général de division en 1799, et fut employé successivement à l'armée du Danube et à celle d'Helvétie. Il commanda la 17e division militaire en 1800 et 1801, le camp de Nimègue et l'armée de Hanovre en 1803, fut l'année suivante un des quatre commandants de la garde des consuls, et bientôt après maréchal de l'empire, chef de la deuxième cohorte de la Légion-d'Honneur et grand-officier de cet ordre. Il commanda le 5e et le 8e corps de la grande-armée en Prusse dans l'année 1806, et le 3e corps en Pologne dans l'année 1807. Créé duc de Trévise en 1808, il fut employé à l'armée d'Espagne, et y commanda le 5e corps jusqu'en 1811. Colonel général de l'artillerie, des sapeurs et marins de la garde en 1811, commandant la jeune garde en 1812, il fit la campagne de Russie, puis celle de 1813 et 1814 en Allemagne et en France. Commissaire extraordinaire du roi dans la 16e division militaire en 1814, et ensuite gouverneur de la même division, il fut chevalier de l'ordre de Saint-Louis, pair de France, et commanda, le 16 mars 1815, les troupes stationnées dans le département du Nord. Napoléon lui donna, le 8 juin 1815, le commandement de toute la cavalerie de la garde. Gouverneur de la 15e division militaire en 1816, commandeur de l'ordre de Saint-Louis en 1820, chevalier de l'ordre du Saint-Esprit en 1825, il fut gouverneur de la 14e division militaire en 1829. Ambassadeur en Russie en 1830, grand-chancelier de la Légion-d'Honneur en 1831, le maréchal Mortier fut président du conseil et ministre de la guerre depuis le 18 novembre 1834 jusqu'au 12 mars 1835. Il mourut à Paris, à l'âge de soixante-sept ans. — Il avait reçu en 1808 la grande croix de l'ordre portugais du Christ.

NEY (Michel) duc d'Elchingen, prince de la Moscowa.

Fils de Pierre Ney.

Né à Sarre-Louis, le 10 janvier 1769. Maréchal de France le 19 mai 1804. Marié le 4 août 1802 à Aglaé-Louise Auguié. Mort le 7 décembre 1815.

Hussard au 4e régiment en 1788, il fut successivement brigadier en 1791, maréchal-des-logis, adjudant sous-officier, sous-lieutenant et lieutenant en 1792, capitaine, aide-de-camp du général Lamarche, et adjudant général chef de brigade près l'armée de Rhin-et-Moselle en 1794, et commanda la cavalerie de la division du général Collaud à l'armée de Sambre-et-Meuse en 1794 et 1795. Employé à l'armée d'Allemagne avec le grade de général de brigade depuis 1796 jusqu'en 1798, il était général de division à la bataille de Zurich en 1799, et fit la campagne du Rhin sous le général Moreau en 1800. Inspecteur de cavalerie dans les 3e, 5e et 26e divisions militaires en 1801, il commanda la même année la cavalerie de l'armée expéditionnaire de Saint-Domingue. Ministre plénipotentiaire en Suisse en 1802, il commanda l'armée française réunie dans cette contrée, et fut nommé en 1804 maréchal de l'empire, grand-officier de la Légion-d'Honneur et chef de la 7e cohorte de l'ordre. Grand-aigle en 1805, il fut l'un des commandants de l'armée réunie au camp de Boulogne, et fut mis à la tête du 6e corps de la grande-armée dans la campagne d'Autriche, puis dans celles de Prusse en 1806 et de Pologne en 1807. Créé duc d'Elchingen en 1808, et chargé du commandement de l'un des corps de l'armée d'Espagne, il fit les campagnes de 1809 et 1810 dans la Péninsule. Le maréchal Ney commanda le 3e corps de la grande-armée dans l'expédition de Russie en 1812, et reçut en 1813 le titre de prince de la Moscowa. L'empereur mit sous ses ordres les 4e et 7e corps et le 3e corps de cavalerie dans la campagne de Saxe en 1813. Après celle de France en 1814, le maréchal Ney fut fait commandant en chef du corps royal des cuirassiers, des dragons, des chasseurs et des chevau-légers-lanciers de France, gouverneur de la 6e division militaire, chevalier de l'ordre de Saint-Louis et pair de France. Il commanda l'aile gauche de l'armée française à la bataille de Waterloo. Il mourut à Paris, dans sa quarante-septième année. Le maréchal Ney avait reçu en 1808 la grande croix de l'ordre portugais du Christ.

DAVOUST (Louis-Nicolas), duc d'Auerstaëdt, prince d'Eckmühl.

Fils de Jean-François Davoust, seigneur d'Annoux, et de Françoise-Adélaïde Minard de Villars.

Né à Annoux, près Noyers en Bourgogne, le 10 mai 1770. Maréchal de France le 19 mai 1804. Marié en... à Louise-Aimée-Julie Leclerc. Mort le 1er juin 1823.

Cadet gentilhomme à l'école militaire en 1785, il fut sous-lieutenant au régiment de Royal-Champagne cavalerie en 1789. Chef au 3e bataillon de l'Yonne en 1791, il servit à l'armée du Nord en 1792. Successivement chef de brigade, adjudant général de brigade en 1793, il fut employé dans l'armée de Rhin-et-Moselle en 1794 et 1795, et dans celle du Rhin en 1796 et 1797. Il fit en Egypte les campagnes de 1798 et 1799, et, nommé général de division en 1800, commanda la cavalerie à l'armée d'Italie. Inspecteur général de la cavalerie et commandant l'infanterie de la garde des consuls en 1801, il fut mis à la tête du camp rassemblé devant Bruges en 1803, et fut nommé maréchal de l'empire et grand-officier de la Légion-d'Honneur en 1804, puis grand-aigle du même ordre en 1805. Il commanda en chef le troisième corps de la grande-armée dans la campagne d'Austerlitz, ainsi que dans celles de Prusse en 1806 et de Pologne en 1807, et fut nommé gouverneur général du grand-duché de Varsovie. Duc d'Auerstaëdt en 1808, il fut encore mis à la tête du 3e corps de la grande-armée dans la guerre d'Autriche de 1809, et reçut le titre de prince d'Eckmühl. Le maréchal Davoust conduisit le 1er corps de la grande-armée dans la campagne de Russie en 1812, et le 13e dans la campagne de Saxe en 1813. Ministre secrétaire d'état au département de la guerre et général en chef de l'armée de la Loire en 1815, pair de France en 1819, il mourut à Paris à l'âge de cinquante-trois ans. Le maréchal Davoust avait reçu en 1808 la grande croix de l'ordre portugais du Christ, en 1809 celle de l'ordre de Saint-Henri de Saxe, en 1810 la grande décoration de l'ordre militaire du duché de Varsovie, et en 1811 la grande croix de l'ordre de Saint-Étienne de Hongrie.

BESSIÈRES (Jean-Baptiste), duc d'Istrie.

Fils de Mathurin Bessières et d'Antoinette Lemosy.

Né à Proissac en Quercy, le 6 août 1768. Maréchal de France le 19 mai 1804. Marié, le 27 octobre 1801, à Marie-Jeanne-Madeleine Lapeyrière, fille de N... Lapeyrière et de Rose Lavaur. Mort le 1er mai 1813.

Il servit d'abord dans la garde à cheval du roi en 1792, et fut ensuite, la même année, chasseur dans la légion des Pyrénées et adjudant sous-officier; successivement sous-lieutenant, lieutenant en 1793, et capitaine en 1794, il servit jusqu'en 1795 à l'armée des Pyrénées-Orientales. Capitaine commandant les guides à cheval, il fut employé à l'armée d'Italie, où il demeura jusqu'en 1796. Nommé alors chef d'escadron, puis chef de brigade dans l'armée expéditionnaire d'Égypte en 1798, il fut en 1800 général de brigade et l'un des commandants de la garde des consuls, et se trouva à la

bataille de Marengo. Général de division en 1802, maréchal de l'empire, grand-officier de la Légion-d'Honneur et chef de la 3e cohorte de l'ordre en 1804, il fut grand-aigle en 1805 et commandeur de l'ordre de la Couronne-de-Fer en 1806. Il avait sous ses ordres la division de la garde impériale à la grande-armée dans la campagne d'Austerlitz, ainsi que dans celles de Prusse et de Pologne en 1806 et 1807. Il commanda en 1808 le 2e corps de l'armée entrée en Espagne, et en 1809 le corps de réserve de cavalerie. Nommé duc d'Istrie, il reçut le gouvernement de la 16e division militaire, et fit la campagne d'Autriche en 1809. Il eut en 1811 le commandement de l'armée du Nord en Espagne, et celui de la cavalerie de la garde impériale dans l'expédition de Russie en 1812. Il fut tué dans la campagne de Saxe en 1813, à la bataille de Lutzen, à l'âge de quarante-cinq ans. — Le maréchal Bessières avait reçu en 1808 la grande croix de l'ordre portugais du Christ, la grande croix de l'ordre de Saint-Henri de Saxe, et l'ordre de l'Aigle-d'Or de Wurtemberg.

LEFEBVRE (François-Joseph), duc de Dantzick.

Fils de Joseph Lefebvre et d'Anne-Marie Riss.

Né à Ruffach en Alsace, le 25 octobre 1755. Maréchal de France le 19 mai 1804. Marié... Mort le 4 septembre 1820.

Soldat au régiment des gardes-françaises en 1773, il fut successivement caporal en 1777, sergent en 1782 et premier sergent en 1788. Lieutenant dans la garde nationale en 1789, capitaine au 13e bataillon d'infanterie légère en 1792, il servit à l'armée de la Moselle. Chef de bataillon, adjudant général en 1793, il fut employé à l'armée de Mayence et nommé général de brigade. Général de division en 1794, il reçut le commandement des 14e, 15e et 17e divisions militaires. Il fit à l'armée de Sambre-et-Meuse les campagnes de 1794 à 1798, et celle de 1799 à l'armée du Danube. Lieutenant du général en chef Bonaparte en 1799, il commanda la 1re division de réserve en 1800 et fut nommé sénateur la même année. Maréchal de l'empire, grand-officier de la Légion-d'Honneur et chef de la cinquième cohorte de l'ordre en 1804, grand-aigle en 1805, il fut appelé la même année au commandement du 2e corps de réserve de la grande-armée. Le maréchal Lefebvre commanda le 5e corps de la grande-armée en 1806, le 10e en 1807 dans les campagnes de Prusse et de Pologne, et fut créé duc de Dantzick. Il reçut en 1808 le commandement du 4e corps envoyé en Espagne, en 1809 celui du 4e corps de l'armée bavaroise, et ensuite celui du 7e de la grande-armée, avec lequel il fit la campagne d'Autriche en 1812 comme commandant de la vieille garde. Il fit la campagne de Russie et celle de France en 1814. Nommé chevalier de Saint-Louis et pair de France après la restauration des Bourbons, il mourut à l'âge de soixante-cinq ans. Le maréchal Lefebvre avait reçu en 1808 la grande croix de l'ordre de Charles III d'Espagne et celle de l'ordre de Saint-Henri de Saxe, en 1819 la grande croix de l'ordre militaire de Charles-Frédéric de Bade, de l'ordre du Mérite militaire de Maximilien-Joseph de Bavière et de l'ordre de S. A. R. le grand-duc de Hesse.

PÉRIGNON (Catherine-Dominique, marquis de).

Fils de Jean-Bernard de Pérignon et de N... Dirat.

Né à Grenade (Haute-Garonne), le 31 mai 1754. Maréchal de France le 19 mai 1804. Marié, le 14 février 1786, à Hélène-Catherine de Grenier, fille de François de Grenier et d'Angélique de Lafage. Mort le 25 décembre 1818.

Il fut d'abord sous-lieutenant dans le bataillon de garnison du Lyonnais en 1782, et ensuite dans les grenadiers royaux de Guienne en 1783. Lieutenant-colonel dans la légion des Pyrénées en 1792, il fut successivement chef de brigade, général de brigade et général de division en 1793, il servit à l'armée des Pyrénées-Orientales jusqu'à la paix conclue avec l'Espagne en 1795. Ambassadeur en Espagne dans les années 1796 et 1797, et général en chef de l'armée d'Italie en 1798, il se trouva à la bataille de Novi, sous le commandement de Joubert, en 1799. Commandant de la 10e division militaire et sénateur en 1801, il fut en 1802 commissaire extraordinaire pour régler les limites entre la France et l'Espagne. Maréchal de l'empire en 1804, grand-aigle de la Légion-d'Honneur en 1805, il fut nommé en 1806 gouverneur général des états de Parme et de Plaisance; il fut appelé au gouvernement de la ville de Naples en 1808, ainsi qu'au commandement général des troupes de ce royaume, fut fait grand dignitaire de l'ordre des Deux-Siciles dans la même année, et créé comte en 1811. Le maréchal Pérignon fut nommé pair de France et chevalier de Saint-Louis en 1814; il fut gouverneur de la 10e division militaire en 1815. Appelé au gouvernement de la 1re division militaire en 1816, il fut nommé commandeur de l'ordre de Saint-Louis la même année, grand-croix du même ordre et marquis en 1817. Il mourut à Paris, dans la soixante-cinquième année de son âge.

SÉRURIER (Jean-Mathieu-Philibert, comte).

Fils de Mathieu-Guillaume Sérurier et d'Élisabeth Danye.

Né à Laon, le 8 décembre 1742. Maréchal de France le 19 mai 1804. Marié, le 3 février 1778, à Louise-Madeleine Itasse, fille de Jacques-Antoine Itasse, et de Marie-Madeleine Dohy. Mort le 21 décembre 1819.

Lieutenant au bataillon de milice de Laon en 1755, il fit la campagne de Hanovre en 1758, entra comme enseigne au régiment d'infanterie de Mazarin, et continua de servir en Allemagne dans les années 1759 et 1760. Lieutenant au régiment de la Tour du Pin en 1762, il passa avec le même grade dans celui de Beauce en 1767, et fut successivement premier lieutenant en 1776, capitaine en second en 1798, capitaine commandant et chevalier de Saint-Louis en 1782, et major du 70e régiment en 1789. Chef de bataillon et général de brigade en 1793, il servit à l'armée des Pyrénées-Orientales en 1794. Général de division en 1795, il servit à l'armée des Alpes et à celle d'Italie jusqu'en 1799. Nommé membre du sénat conservateur, il en devint vice-président au commencement de 1802, et fut préteur du même corps en 1803. Gouverneur de l'hôtel des Invalides, maréchal de l'empire en 1804, il fut en 1805 grand-aigle de la Légion-d'Honneur et grand-dignitaire de l'ordre de la Couronne-de-Fer. Créé comte en 1808, il reçut en 1809 le commandement général de la garde nationale de Paris. Pair de France et commandeur de l'ordre de Saint-Louis en 1814, grand-croix de l'ordre de Saint-Louis en 1818, il mourut à Paris, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

BELLUNE (Claude-Victor-Perrin, duc de).

Fils de Charles Perrin et d'Anne Floriot.

Né à la Marche (Lorraine), le 7 décembre 1764. Maréchal de France le 13 juillet 1807. Marié le... Mort le 1er mars 1841.

Soldat au 4e régiment d'artillerie en 1781, volontaire au 3e bataillon de la Drôme en 1791, il fut successivement adjudant-sous-officier, adjudant-major au 5e bataillon des Bouches-du-Rhône et chef de bataillon en 1792. Chef de brigade en 1793, adjudant général et général de brigade la même année,

il servit à l'armée des Pyrénées en 1794, et à celle d'Italie en 1795 et 1796. Général de division en 1797 et commandant la 12e division militaire en 1798, il fut employé à l'armée d'Italie jusqu'après la bataille de Marengo. Lieutenant du général en chef de l'armée batave en 1800, capitaine général de la Louisiane en 1802, il fut ministre plénipotentiaire en Danemarck dans les années 1805 et 1806. Il commanda en chef le 1er corps de la grande-armée en Pologne, dans l'année 1807, et fut fait successivement grand-aigle de la Légion-d'Honneur et maréchal de l'empire. Commandant en chef le 1er corps de l'armée d'Espagne et créé duc de Bellune en 1808, il fit la guerre dans la Péninsule jusqu'en 1812. Il reçut alors le commandement du 9e corps de la grande-armée, avec lequel il fit la campagne de Russie, fit, à la tête du 2e corps, celle de Saxe en 1813, et celle de France en 1814. Gouverneur de la 2e division militaire et chevalier de Saint-Louis en 1814, pair de France et l'un des quatre majors généraux de la garde royale en 1815, gouverneur de la 16e division militaire et commandeur de l'ordre de Saint-Louis en 1816, grand-croix du même ordre et chevalier du Saint-Esprit en 1820, il fut en 1821 commandant extraordinaire des 6e, 7e et 19e divisions militaires, puis ministre de la guerre jusqu'en 1823. Nommé alors major général de l'armée d'invasion en Espagne, il reçut ensuite le titre de ministre d'état et de membre du conseil privé, et fut appelé en 1828 au conseil supérieur de la guerre. Il mourut à Paris, dans la soixante-dix-septième année de son âge. — Le duc de Bellune avait reçu, en 1823, la grande croix de l'ordre de Charles III d'Espagne et l'ordre de la Toison-d'Or.

MACDONALD (Étienne-Jacques-Joseph-Alexandre), duc de Tarente.

Fils de Noël-Étienne Macdonald et d'Alexandrine Gonant.

Né à Sancerre, le 17 novembre 1765. Maréchal de France le 12 juillet 1809. Marié : 1° le... à N... Jacob, fille de N... Jacob, et de...; 2° le... à N... de Montholon, veuve du général Joubert, fille de Mathieu de Montholon, marquis de Montholon, colonel du régiment Penthièvre-dragons, et d'Angélique-Aimée de Rostaing; 3° le... 1823, à Ernestine-Thérèse-Gasparine de Bourgoing, fille de Jean-François de Bourgoing, baron de Bourgoing, ambassadeur de France en Saxe, et de Marie-Benoîte-Joséphine de Prévost. Mort le... septembre 1840.

Il servit d'abord dans la légion de Maillebois en 1784, et fut sous-lieutenant au régiment de Dillon en 1787. Lieutenant en 1791, capitaine et aide-de-camp des généraux Beurnonville et Dumouriez, à l'armée du Nord, en 1792, lieutenant-colonel au 94e régiment la même année, il fut chef et ensuite général de brigade en 1793, continua de servir à l'armée du Nord jusqu'en 1794, où il passa comme général de division à l'armée de Sambre-et-Meuse, et fit en Allemagne la campagne de 1795. Détaché à l'armée d'Italie en 1796 et 1797, il fut appelé au commandement des troupes stationnées en Hollande, et, étant retourné en Italie, il commanda le corps d'armée qui occupa Rome en 1798 et celui qui entra à Naples en 1799. Inspecteur général d'infanterie et attaché à l'armée de réserve en 1800, il fit la campagne de 1801 à l'armée des Grisons, fut nommé la même année ministre plénipotentiaire en Danemarck, et en 1804 grand-officier de la Légion-d'Honneur. Employé d'abord en Italie dans l'année 1809, il fit ensuite avec la grande-armée la campagne d'Autriche, et fut créé, presque sans intervalle, maréchal de l'empire, duc de Tarente et grand-aigle de la Légion-d'Honneur. Il commanda en chef l'armée de Catalogne en 1810 avec le titre de gouverneur de cette province, et servit dans la Péninsule jusqu'à la fin de l'année 1811. Il fit la campagne de Russie, en 1812, à la tête du 10e corps de la grande-armée, commanda le 11e corps dans la campagne de Saxe en 1813, et fit celle de France en 1814. Nommé pair de France, chevalier de Saint-Louis et gouverneur de la 21e division militaire, après la restauration des Bourbons, il commanda en chef l'armée de la Loire en 1815. Grand-chancelier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, major général de la garde royale et ministre d'état membre du conseil privé en 1815, il fut commandeur de l'ordre de Saint-Louis en 1816, grand-croix du même ordre et chevalier de l'ordre du Saint-Esprit en 1820. Le maréchal Macdonald mourut au château de Courcelles, près Gien (Loiret), à l'âge de soixante et quinze ans.

OUDINOT (Nicolas-Charles), duc de Reggio.

Fils de Nicolas Oudinot et de Marie-Anne Adam.

Né à Bar-le-Duc, le 25 avril 1767. Maréchal de France le 12 juillet 1809. Marié : 1° le 15 septembre 1789, à Françoise-Charlotte d'Erlin, fille de N... d'Erlin, et de N...; 2° le 19 juillet 1812, à Marie-Charlotte-Eugénie-Julienne de Coucy, fille de Nicolas-Antoine de Coucy, capitaine au régiment d'Artois, chevalier de Saint-Louis, et de Marie-Gabrielle Maignien.

Soldat au régiment d'infanterie de Médoc en 1784, lieutenant-colonel au 3e bataillon de la Meuse en 1791, il servit en 1792 et 1793 à l'armée de la Moselle. Chef de la 4e demi-brigade en 1793, général de brigade en 1794, il fut employé à l'armée du Rhin et à celle de la Moselle jusqu'en 1798. Général de division en 1799, il se trouva à la bataille de Zurich, fut nommé chef d'état-major général de l'armée commandée par Masséna, et alla avec lui s'enfermer dans Gênes. Il continua de servir en Italie jusqu'en 1801, fut fait inspecteur général d'infanterie et de cavalerie, et employé au camp de Bruges en 1803. Grand-officier de la Légion-d'Honneur en 1804, il commanda les grenadiers réunis de l'armée au camp de Boulogne en 1805, fit à leur tête la campagne d'Autriche, et fut nommé la même année grand-aigle de la Légion-d'Honneur et chevalier de l'ordre de la Couronne-de-Fer. Nommé l'année suivante gouverneur général de la principauté de Neufchâtel et de Vallengin, il fit les campagnes de Prusse et de Pologne en 1806 et 1807, et fut chargé du commandement particulier de Dantzick. Gouverneur d'Erfurt et créé comte en 1808, commandant en chef le 2e corps de l'armée d'Allemagne en 1809, il fit la campagne de Wagram et fut nommé la même année maréchal de l'empire. Duc de Reggio en 1810, il reçut le commandement de l'armée du Nord en Hollande et prit possession de ce royaume au nom de l'empereur. Le maréchal Oudinot commanda le 12e corps de la grande-armée dans la campagne de Russie en 1812, le 2e corps dans celle de Saxe en 1813, et le 7e dans celle de France en 1814. Créé ministre d'état, membre du conseil privé et pair de France après le retour des Bourbons, il fut commandant des corps royaux des grenadiers et chasseurs de France, et gouverneur de la 3e division militaire. Le duc de Reggio reçut en 1816 le double titre de major général de la garde royale et de commandant en chef de la garde nationale de Paris. Il fut successivement grand-croix de l'ordre de Saint-Louis en 1817, chevalier du Saint-Esprit en 1820, et en 1823 il commanda en chef le 1er corps de l'armée d'invasion en Espagne. Il a été nommé grand-chancelier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur en 1839. — Le duc de Reggio, commandeur de l'ordre de Saint-Henri de Saxe en 1808, a reçu en 1812 la grande croix de l'Aigle-Noir et de l'Aigle-Rouge de Prusse, et celle de l'ordre militaire de Maximilien-Joseph de Bavière; en 1814 la grande croix des ordres du royaume des Pays-Bas, en 1823 la grande croix de l'ordre royal de Charles III d'Espagne, et en 1824 l'ordre de première classe de Saint-Wladimir de Russie.

SUCHET (Louis-Gabriel), duc d'Albuféra.

Fils de Pierre Suchet et d'Anne-Marie Jacquier.

Né à Lyon, le 2 mars 1770. Maréchal de France le 8 juillet 1811. Marié à Paris, le 16 novembre 1808, à Honorine Anthoine de Saint-Joseph, fille de Antoine-Ignace, baron Anthoine de Saint-Joseph, maire de Marseille, et de Marie-Anne-Rose-Marieille Clary. Mort le 3 janvier 1826.

Soldat dans une compagnie franche en 1792, chef de bataillon à la 18e demi-brigade en 1793, il se trouva la même année au siége de Toulon, fit la campagne de 1795 en Piémont, celles de 1796 et 1797 à l'armée d'Italie, et fut nommé cette dernière année chef de brigade. Employé à l'armée d'Helvétie en 1798, il fut nommé la même année général de brigade, passa à l'armée du Danube en 1799, et fut fait général de division et chef d'état-major général de l'armée d'Italie, où il servit jusqu'à la fin de l'année. Inspecteur général d'infanterie en 1801, il commanda la 4e division du camp de Saint-Omer en 1803. Grand-officier de la Légion-d'Honneur en 1804, il fut appelé au commandement de la 4e division du 4e corps de la grande-armée dans la campagne d'Autriche, en 1805. Il fut créé en 1806 grand-aigle de la Légion-d'Honneur, se trouva à la bataille d'Iéna, et commanda le 5e corps de la grande-armée en 1807, dans la campagne de Pologne. Créé comte en 1808, il reçut le commandement de la 1re division du 5e corps de l'armée d'Espagne, puis du 3e corps en 1809, fut fait maréchal de l'empire en 1811, colonel général de la garde, duc d'Albuféra, et commandant de l'armée d'Aragon et de Catalogne en 1813. Il fit la campagne de 1814 dans le midi de la France. Le maréchal Suchet, au retour des Bourbons, fut nommé pair de France, gouverneur des 10e et 5e divisions militaires et commandeur de l'ordre de Saint-Louis. Il commanda en 1815 le 7e corps d'observation, autrement appelé armée des Alpes. Chevalier de l'ordre du Saint-Esprit en 1820, il mourut au château de Saint-Joseph, près Marseille, à l'âge de cinquante-six ans. — Le duc d'Albuféra avait été nommé en 1812 commandeur de l'ordre de Saint-Henri de Saxe.

PONIATOWSKI (Joseph-Antoine, prince).

Fils d'André Poniatowski, staroste de Polengen, et de Thérèse de Kinsky.

Né le 7 mai 1762, Maréchal de France le 16 octobre 1813. Mort le 19 octobre 1813.

Sous-lieutenant au service d'Autriche en 1779, colonel de dragons et aide-de-camp de l'empereur Joseph II en 1787, il servit dans la guerre de l'Autriche contre la Turquie. Simple volontaire de l'armée polonaise en 1792, il en eut bientôt après le commandement. Le prince Joseph Poniatowski commandait en 1806 et 1807, un corps d'armée polonais au service de la France ; il fit la campagne de 1809 en Gallicie. En 1811, il fut envoyé à Paris comme ambassadeur extraordinaire du roi de Saxe, grand-duc de Varsovie. Il prit part en 1812 à la guerre contre la Russie et eut le commandement du 5e corps de la grande-armée. Général en chef de l'arrière-ban de la Pologne, il fit en 1813 la campagne de Saxe et de Silésie et fut nommé maréchal de l'empire. Il périt au passage de l'Elster, dans la cinquante-deuxième année de son âge.

GOUVION-SAINT-CYR (Laurent-Gouvion, marquis de).

Fils de Jean-Baptiste Gouvion et de...

Né à Toul (Meurthe), le 13 avril 1764. Maréchal de France le 27 août 1812. Marié le 26 février 1795 à Anne de Gouvion. Mort le 17 mars 1830.

Volontaire au 1er bataillon de chasseurs de Paris, capitaine au même bataillon en 1792, chef de bataillon adjudant général en 1793, successivement chef de brigade, général de brigade et ensuite de division en 1794, il fit les trois premières campagnes des guerres de la révolution à l'armée du Rhin, d'où il passa à celle de Rhin-et-Moselle, de 1795 à 1798. Employé de nouveau à l'armée d'Italie en 1799, il fut ensuite appelé à celle du Rhin, puis renvoyé en Italie sous les ordres de Masséna, et chargé de commander dans Rome, d'où ce général avait été chassé par une insurrection. Conseiller d'état en 1800, il commanda l'année suivante les armées française et espagnole dans la guerre contre le Portugal. Ambassadeur près la cour d'Espagne en 1801, il fut nommé en 1803 lieutenant général commandant en chef le corps d'observation du royaume de Naples. Grand-officier de l'empire et colonel général des cuirassiers en 1804, grand-aigle de la Légion-d'Honneur en 1805, il eut le commandement en chef du 1er corps de réserve au camp de Boulogne en 1805, fut appelé à la grande-armée en 1807, fit la campagne de Pologne et reçut le commandement général de Varsovie. Général en chef de l'armée de Catalogne en 1808, il fut créé comte la même année et resta en Espagne jusqu'en 1809. Il réunit sous son commandement le 2e et le 6e corps de la grande-armée en 1812, et pendant la campagne de Russie fut nommé maréchal de l'empire. Il fit la campagne de Saxe en 1813, à la tête du 14e corps d'armée. Le maréchal Gouvion-Saint-Cyr fut pair de France en 1814 ; il commanda en chef le corps d'armée sur la Loire en 1815, fut appelé au ministère de la guerre la même année, devint ministre d'état, membre du conseil privé, et eut le gouvernement de la 12e division militaire. Gouverneur de la 5e division militaire et grand-croix de l'ordre de Saint-Louis en 1816, il fut en 1817 d'abord ministre de la marine et des colonies, puis ministre de la guerre. Créé marquis en 1819, il mourut à Hières, à l'âge de soixante-six ans.

CLARKE (Henri-Jacques-Guillaume), comte d'Hunebourg, duc de Feltre.

Fils de Thomas Clarke et de Louise Shée

Né à Landrecies, le 17 octobre 1765. Maréchal de France le 3 juillet 1816. Marié le 29 janvier 1799 à Marie-Françoise-Joséphine Zaepfel, fille de Mathias-Nicolas Zaepfel, et de Marie-Anne Apfel. Mort le 28 octobre 1818.

Cadet à l'école militaire de Paris en 1781, sous-lieutenant au régiment de Berwick en 1782, il fut capitaine en 1784, lieutenant-colonel en 1792, et servit à l'armée du Rhin, où il devint l'année suivante général de brigade. Général de division et envoyé extraordinaire à Vienne en 1797, il prit part la même année aux conférences de Montebello et d'Udine. Commandant extraordinaire de Lunéville et du département de la Meurthe en 1800, il fut ambassadeur en Toscane en 1801, conseiller d'état et secrétaire intime de l'empereur en 1805, le suivit dans la campagne d'Austerlitz, et reçut de lui le gouvernement de la haute et basse Autriche. Il fit la campagne de Prusse de 1806, fut nommé successivement gouverneur d'Erfurt, de Berlin, et prit part à la guerre de 1807 en Pologne. Il fut alors nommé ministre de la guerre, comte d'Hunebourg en 1808, grand-aigle de la Légion-d'Honneur et duc de Feltre en 1809. Pair de France et chevalier de l'ordre de Saint-Louis en 1814, il fut ministre secrétaire d'état au département de la guerre en 1815, et reçut le gouvernement des 9e et 14e divisions militaires en 1816 ; créé maréchal de France la même année, le duc de Feltre mourut à l'âge de cinquante-trois ans. — Il avait reçu en 1809 l'ordre de Saint-Hubert de Bavière et la grande-croix de l'ordre de

la Fidélité de Bade, et en 1810 la grande croix de l'ordre du Mérite militaire de Wurtemberg.

COIGNY (Marie-François-Henri de Franquetot, duc de), marquis de Bordage.

Fils aîné de Jean-Antoine-François de Franquetot, marquis de Coigny, et de Marie-Thérèse-Josèphe Corantine de Nevet.

Né à Paris, le 28 mars 1737. Maréchal de France le 5 juillet 1816. Marié : 1° le 21 avril 1755, à Marie-Jeanne-Olympe de Bonnevie, veuve de Louis-Auguste de Chabot, vicomte de Chabot, et fille de Jean-Charles de Bonnevie, marquis de Vervins; 2° en..... à madame de Chalon. — Mort le 19 mai 1821.

Il entra dans la compagnie des mousquetaires du roi Louis XV en 1752, fut mestre-de-camp général des dragons en 1754, gouverneur des ville et château de Caen l'année suivante, brigadier des armées du roi en 1756, et fit ses premières armes dans la guerre de Sept-Ans en 1757. Il était en 1758 sous les ordres du comte de Clermont en Allemagne, fut fait maréchal-de-camp en 1761, et servit à l'armée du Bas-Rhin jusqu'en 1762. Colonel général des dragons en 1771, chevalier de l'ordre du Saint-Esprit en 1777, il fut employé dans les provinces de Bretagne et de Normandie en 1778, et élevé au grade de lieutenant général des armées du roi en 1780. Le duc de Coigny, nommé pair de France en 1814, fut gouverneur de l'hôtel royal des Invalides et maréchal de France en 1816. Il mourut, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

BEURNONVILLE (Pierre de Riel, marquis de).

Fils de Pierre de Riel et de Jeanne de Laurain.

Né à Champignolle, arrondissement de Bar-sur-Seine, le 10 mai 1752. Maréchal de France le 3 juillet 1816. Marié : 1° le... à...; 2° le... à Félicité-Louise-Julie-Constance de Durfort, fille de Félicité-Jean-Louis Étienne de Durfort, comte de Durfort, et d'Armande-Jeanne-Claude de Béthune. Mort le 23 avril 1821

Volontaire au régiment de l'Ile-de-France en 1774, porte-drapeau en 1775, lieutenant sous-aide-major des milices de l'île Bourbon en 1780, capitaine aide-major en 1781, il servit dans l'Inde contre les Anglais pendant les années de la guerre d'Amérique. Colonel et lieutenant de la compagnie des Suisses du comte d'Artois dans l'année 1789, aide-de-camp de Luckner et maréchal-de-camp en 1792, il servit à l'armée du Nord, fut nommé lieutenant général, et passa comme général en chef à l'armée de la Moselle. Ministre de la guerre en 1793, il fut envoyé la même année comme commissaire extraordinaire à l'armée du Nord. Il fut en 1796 attaché d'abord à l'armée de l'intérieur et adjoint au ministre de la guerre, puis général en chef des troupes stationnées en Batavie. Inspecteur général d'infanterie à l'armée d'Angleterre en 1798, il fut appelé au conseil supérieur de la guerre en 1799. Ambassadeur à Berlin en 1800, en Espagne en 1802, sénateur en 1805, il fut créé comte en 1808, et organisa en 1812 les cohortes des gardes nationales de la 21ᵉ division militaire. Le général de Beurnonville fut en 1814 un des membres du gouvernement provisoire. Ministre d'état, pair de France et grand croix de la Légion-d'Honneur dans cette même année, il fut fait commandeur de l'ordre de Saint-Louis et maréchal de France en 1816, obtint en 1817 le titre de marquis, et fut décoré en 1820 de l'ordre du Saint-Esprit. Il mourut à l'âge de soixante-neuf ans.

VIOMÉNIL (Joseph-Hyacinthe du Houx, marquis de).

Second fils de François-Hyacinthe du Houx, baron de Belrup, seigneur de Fauconcourt, et de Marie-Anne de La Vallée de Razecourt.

Né à Ruppes, le 22 août 1734. Maréchal de France le 3 juillet 1816. Marié le 28 avril 1772 à Anne-Marguerite Olivier, de Vaugien, fille de Jacques-David Olivier, seigneur de Vaugien et de Courcelles. Mort le 5 mars 1827.

Lieutenant au régiment de Limousin en 1747, capitaine réformé en 1759, chevalier de l'ordre de Saint-Louis en 1760, colonel en 1761, il fit en Allemagne les dernières campagnes de la guerre de Sept-Ans. Brigadier des armées du roi en 1763, colonel de la légion de Lorraine en 1770, mestre-de-camp du troisième régiment de chasseurs à cheval en 1779, maréchal-de-camp en 1780, il servit en Amérique, sous les ordres du comte de Rochambeau, jusqu'au traité de Versailles en 1783. Gouverneur de la Martinique et commandeur de l'ordre de Saint-Louis en 1789, il servit dans l'armée de Condé jusqu'en 1796, entra en 1798 au service de Russie avec le grade de lieutenant général, y demeura jusqu'en 1800, et fut nommé en 1801 maréchal général des armées portugaises. Pair de France en 1814, il commanda dans l'année 1815 les 11ᵉ, 12ᵉ et 13ᵉ divisions militaires. Maréchal de France en 1816, il reçut le titre de marquis en 1818, fut fait chevalier de l'ordre du Saint-Esprit en 1820, et officier de la Légion-d'Honneur en 1823. Il mourut à Paris, dans la quatre-vingt-troisième année de son âge.

LAURISTON (Jacques-Alexandre-Bernard Law, marquis de).

Fils de Jacques-François Law de Lauriston, comte de Tancarville, maréchal-de-camp, gouverneur de Pondichéry, et de Marie Carvalho.

Né à Pondichéry, le 1ᵉʳ février 1768. Maréchal de France le 6 juin 1823. Marié le 5 décembre 1789 à Antoinette-Claudine-Julie Leduc, fille de N... Leduc, maréchal-de-camp et inspecteur général d'artillerie, et de N... de Ronty. Mort le 11 juin 1828.

Élève d'artillerie en 1784, lieutenant en 1789, capitaine en 1791, aide-de-camp du général Beauvoir à l'armée du Nord en 1792, il servit à l'armée de la Moselle en 1793, à celle de Sambre-et-Meuse en 1794 et 1795, et fut chef de brigade du 4ᵉ régiment d'artillerie à cheval en 1796. Aide-de-camp du premier consul en 1800, il fit la campagne de Marengo. Envoyé en mission extraordinaire à Copenhague dans l'année 1801, il fut fait général de brigade en 1802, et reçut la mission de porter à Londres les préliminaires de la paix d'Amiens. Nommé commandeur de la Légion-d'Honneur en 1803, il fut chargé en 1804 de l'inspection générale des côtes de France. Général de division en 1805, il eut le commandement en chef des troupes embarquées sur l'escadre de l'amiral Villeneuve, et fit une campagne à la Martinique. De retour en France dans la même année, il fut employé à la grande-armée en Autriche, et nommé gouverneur général de l'Innwiertel. Commandant et gouverneur de Raguse et des bouches du Cattaro en 1806, il reçut en 1807 le gouvernement de Venise. Il suivit Napoléon en Espagne en 1808, et obtint, la même année, le titre de comte. En 1809 il commanda le corps de troupes chargé d'opérer la jonction de l'armée d'Italie avec la grande-armée, et se trouva à la bataille de Raab sous les ordres du vice-roi d'Italie, Eugène Napoléon; il assista ensuite à la bataille de Wagram. Nommé grand-dignitaire de l'ordre de la Couronne-de-Fer, il fut chargé en 1810 de l'inspection et de l'armement des côtes de l'Adriatique. Ambassadeur à Pétersbourg dans

l'année 1811, il rejoignit en 1812 la grande-armée à Moscou, et commanda en 1813 le 5e corps de la grande-armée dans la campagne de Saxe. Chevalier de l'ordre de Saint-Louis et grand-croix de la Légion-d'Honneur en 1814, il fut en 1815 capitaine-lieutenant de la 1re compagnie des mousquetaires de la maison du roi. Pair de France et commandant la 1re division d'infanterie de la garde royale en 1815, commandeur de l'ordre de Saint-Louis en 1816, marquis en 1817, ministre secrétaire d'état de la maison du roi en 1820, il fut grand-croix de l'ordre de Saint-Louis en 1821. Maréchal de France en 1823, il commanda le 2e corps de réserve de l'armée d'Espagne, fut créé la même année chevalier de l'ordre du Saint-Esprit, et nommé grand-veneur et ministre d'état, membre du conseil privé en 1824. Il mourut à Paris à l'âge de soixante ans. Le marquis de Lauriston avait reçu en 1823 la grande croix de l'ordre de Charles III d'Espagne, et en 1824 l'ordre de première classe de Saint-Wladimir de Russie.

MOLITOR (Gabriel-Jean-Joseph, comte).

Fils de Charles Molitor et de Marie Poupart.

Né à Hayange (Moselle), le 7 mars 1770. Maréchal de France le 9 octobre 1823. Marié le 23 septembre 1793 à Marie-Barbe-Elisabeth Becker, fille de Joseph Becker, député à la Convention nationale.

Volontaire en 1791, il fut la même année capitaine au 4e bataillon de la Moselle, et fit la campagne de 1792 à l'armée du Nord. Il était au camp de Forbach en 1793, et il y fut nommé adjudant général, chef de bataillon. Employé dans la même année à l'armée des Ardennes, il servit de 1794 à 1798 à celles de la Moselle, du Rhin et du Danube, et fut fait chef de brigade. Général de brigade en 1799, il passa à l'armée d'Helvétie, sous les ordres du général Masséna, fut employé en 1800 à l'armée du Rhin sous les ordres du général Moreau, et obtint la même année le grade de général de division. Il commanda en 1801 la 7e division militaire, fut envoyé en 1805 à l'armée d'Italie, sous les ordres du maréchal Masséna, et y servit jusqu'à la fin de l'année suivante. Nommé grand-officier de la Légion-d'Honneur et de la Couronne-de-Fer en 1806, il fut détaché en 1807 des bords de l'Adriatique vers ceux de la Baltique, et fut investi des fonctions de gouverneur général civil et militaire de la Poméranie suédoise. Créé comte en 1808, il fit en Allemagne la campagne de 1809 sous les ordres du maréchal Masséna. Le général Molitor prit en 1810 possession des villes anséatiques, fut nommé en 1811 gouverneur de la 17e division militaire en Hollande, où il fit la campagne de 1813. Il se réunit en 1814 au corps du maréchal Macdonald et commanda ensuite le 11e corps de la grande-armée. Au retour des Bourbons, il fut fait inspecteur général d'infanterie, chevalier de Saint-Louis et grand-croix de la Légion-d'Honneur. En 1815, il fut chargé par Napoléon d'organiser les gardes nationales mobiles de la 5e division militaire. Il reçut en 1823 le commandement en chef du 2e corps de l'armée expéditionnaire d'Espagne, fut nommé commandeur de l'ordre de Saint-Louis, pair et maréchal de France la même année, chevalier de l'ordre du Saint-Esprit en 1827, et membre du conseil supérieur de la guerre en 1828. Le maréchal Molitor fut envoyé en 1831 à Marseille, où il eut le commandement supérieur des 8e et 9e divisions militaires. Il a été nommé en 1809 commandeur de l'ordre du Mérite militaire de Bade, a reçu en 1812 la grande croix de l'ordre militaire de Charles-Frédéric de Bade, et en 1824 l'ordre de première classe de Saint-Wladimir de Russie.

MAISON (Nicolas-Joseph, marquis).

Fils de Joseph Maison et de Marie-Geneviève Guiard.

Né à Épinay, sous Saint-Denis, le 17 décembre 1771. Maréchal de France le 22 février 1829. Marié à Simmern, le 18 septembre 1796, à Marie-Madeleine-Françoise-Weygold, fille de Pierre-Wenceslas-Weygold, receveur général et conseiller de la chambre aulique du Palatinat, et de Marie-Anne Strusser. Mort le 13 février 1840.

Capitaine au 9e bataillon des fédérés nationaux en 1792, il servit jusqu'en 1796 aux armées du Nord et de Sambre-et-Meuse. Nommé alors chef de bataillon, il fit la campagne d'Italie de 1797, fut employé à l'armée du Rhin comme adjudant général auprès de Bernadotte en 1798 et 1799, passa en 1800 à l'armée de Hollande, en 1801 à celle de l'Ouest, fit la campagne de Hanovre en 1804, et en 1805 celle d'Austerlitz. Général de brigade en 1806, il commanda la même année une brigade au 1er corps de la grande-armée, dont il devint chef d'état-major en 1807. Commandant une brigade d'infanterie au 1er corps de l'armée d'Espagne en 1808, il fut appelé en 1809 à l'armée de réserve en Allemagne, et à l'armée d'Anvers, devenue celle du Nord. Il passa dans l'année 1810 au corps d'observation en Hollande, fut employé en 1811 à la 6e division du corps d'observation de l'Elbe, et en 1812 à la division du 2e corps de la grande-armée dans la campagne de Russie. Général de division la même année, il fut chargé en 1813 du commandement de la 1re division du corps d'observation de l'Elbe, 5e corps de la grande-armée; fut créé comte au mois d'août de la même année, et fit la campagne de Saxe. Après les désastres de Leipsick, le général Maison fut mis à la tête du 1er corps d'armée destiné à couvrir la frontière du Nord. Chevalier de Saint-Louis, pair de France, grand-croix de la Légion-d'Honneur, gouverneur de Paris en 1814, il fut en 1816 gouverneur de la 8e division militaire, grand-croix de l'ordre de Saint-Louis, marquis en 1817, ministre d'état en 1818 et appelé de nouveau en 1819 au gouvernement de Paris. Il reçut en 1828 le commandement en chef de la division d'expédition en Morée, et fut nommé maréchal de France en 1829. Le marquis Maison, ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères en 1830, fut ambassadeur en Autriche de 1830 à 1833, en Russie de 1833 à 1835, et ministre d'état au département de la guerre en 1835. Il mourut à Paris, dans la soixante-neuvième année de son âge. — Il avait été nommé grand-croix de l'ordre de Léopold, grand-croix de l'ordre de Charles III, grand-croix de l'ordre royal du Sauveur, et chevalier de l'ordre du Mérite militaire de Bavière.

DUPERRÉ (Victor-Guy, baron).

Fils de Jean-Augustin Duperré et de Marie-Gabrielle Prat Desprez

Né à La Rochelle, le 20 février 1775. Amiral le 13 août 1830. Marié le 22 décembre 1822, à Claire-Adélaïde Le Camus, fille de Pierre-Timothée Le Camus, et de Rose-Dorothée Baylies Dupuis.

Pilotin à bord du navire du commerce *le Henri IV*, en 1791, il fit un voyage dans l'Inde. Second chef de timonerie sur la corvette *le maire Guiton* en 1793, il passa la même année sur la frégate *le Tartu*. Enseigne de vaisseau en 1795, il servit en 1796 sur la frégate *la Virginie*. Commandant la corvette *la Pélagie* en 1800, il fut chargé de diverses missions sur les côtes d'Afrique et aux Antilles. Lieutenant de vaisseau en 1802 et attaché comme adjudant à l'état-major de la flottille de Boulogne, il fit partie de l'état-major du vaisseau *le Vétéran* et fit une campagne dans les mers du cap de Bonne-Espérance et au Brésil. Capitaine de frégate en 1806, il eut le commandement de *la Sirène* avec une nouvelle mission aux Antilles. Capitaine de vaisseau en 1808, il prit le commandement de la frégate *la Bellone*, et fut envoyé à l'Ile-de-France dans les années 1809 et 1810. Il fut fait, dans cette dernière année,

baron de l'empire et commandant de l'ordre de la Légion-d'Honneur. Contre-amiral en 1811, il fut chargé du commandement de l'escadre légère de l'armée navale de la Méditerranée, sous les ordres du vice-amiral Émeriau, et fut mis ensuite à la tête des forces navales françaises et italiennes réunies dans l'Adriatique, où il servit jusqu'en 1814. Nommé chevalier de Saint-Louis au retour des Bourbons, préfet maritime à Toulon en 1815, il commanda en 1818 la station navale des Antilles. Grand-officier de la Légion-d'Honneur en 1820, il reçut en 1823 le commandement de l'armée navale sur les côtes d'Espagne, fut élevé dans la même année au grade de vice-amiral, et nommé l'année suivante commandeur de l'ordre de Saint-Louis. Appelé en 1826 au commandement en chef des forces navales réunies dans les Antilles, il fit une campagne sur les côtes du Mexique, remplit les fonctions de préfet maritime à Brest de 1827 à 1830. Il commanda l'escadre chargée des troupes de débarquement lors de l'expédition d'Alger, et fut fait, au retour, pair et amiral de France. Il fut ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies depuis 1834 jusqu'en 1836, et depuis lors a été rappelé deux fois au ministère dans les années 1839 et 1840. — L'amiral Duperré a reçu en 1823 la grande croix de l'ordre de Charles III d'Espagne, en 1826 la grande croix de l'ordre de Dannebrog.

GÉRARD (Maurice-Étienne, comte).

Fils de Jean Gérard et de N. Saint-Remy.

Né à Damvillers (Meuse), le 4 avril 1773. Maréchal de France le 17 août 1830. Marié le 10 août 1816 à Louise-Rose-Edmée de Timbrune de Thiembronne-Valence, seconde fille de Jean-Baptiste-Cyrus-Marie-Adélaïde de Timbrune-Thiembronne, comte de Valence, et de Pulchérie Brulart de Genlis.

Volontaire au 2e bataillon de la Meuse en 1791, sergent-major en 1792, il servit à l'armée d'Allemagne cette année et la suivante, et passa à l'armée de Sambre-et-Meuse, où il resta jusqu'en 1796. Capitaine et aide-de-camp du général Bernadotte, il fit les campagnes de 1797 et 1798 en Italie, fut nommé chef d'escadron en 1799, et incorporé au 9e de hussards. Chef de brigade en 1800, adjudant-commandant et premier aide-de-camp du général Bernadotte en 1805, il fit en cette qualité la campagne d'Austerlitz. Général de brigade en 1806, il fut attaché au 1er corps de la grande-armée pendant les campagnes de Prusse et de Pologne, et fit, comme chef d'état-major du prince de Ponte-Corvo, toute la guerre de 1809. Créé baron de l'empire en 1810, il servit cette année et la suivante en Portugal et en Espagne. Appelé au 1er corps de la grande-armée en 1812, et nommé général de division pendant la campagne de Russie, il fit en 1813 la campagne de Saxe, reçut le titre de comte, et, dans la campagne de France en 1814, commanda le 2e corps de la grande-armée. Chevalier de Saint-Louis et grand-croix de la Légion-d'Honneur après le retour des Bourbons, inspecteur général d'infanterie en 1815, il reçut de Napoléon, dans cette même année, le commandement supérieur de l'armée de la Moselle, et fit la campagne des Pays-Bas. Nommé ministre de la guerre et maréchal de France en 1830, il commanda en chef l'armée qui fit le siége d'Anvers en 1831, et fut créé pair de France en 1832. Appelé de nouveau, en 1834, au ministère de la guerre avec le titre de président du conseil, le maréchal Gérard fut grand-chancelier de la Légion-d'Honneur en 1835, et en 1838 commandant supérieur des gardes nationales du département de la Seine. — Il a été nommé grand-cordon de l'Épée de Suède, grand-cordon des Séraphins de Suède, grand-cordon de Dannebrog, grand-cordon de l'ordre de Léopold de Belgique et chevalier de l'ordre du Mérite militaire de Bavière.

CLAUZEL (Bertrand, comte).

Fils de Gabriel Clauzel et de Blanche Castel.

Né à Mirepoix (Ariége), le 12 décembre 1772. Maréchal de France le 30 juillet 1831. Marié le... Mort en 1842.

Sous-lieutenant au régiment royal des Vaisseaux en 1791, capitaine dans la légion nationale des Pyrénées en 1792, il fit les premières campagnes de la révolution à l'armée des Pyrénées-Orientales. Chef de bataillon, adjudant général en 1794, chef de brigade adjudant général en 1795, il fut attaché à l'ambassade de France en Espagne. Employé à l'armée d'Angleterre en 1798, il passa à l'armée d'Italie, fut fait général de brigade en 1799, et fit partie de l'expédition de Saint-Domingue en 1801 et 1802. Nommé au retour général de division, il fut attaché à l'armée du Nord en 1805, et dans l'année 1806 il servit d'abord en Hollande, puis en Italie. Envoyé en Dalmatie dans l'année 1808, il passa en 1809 au 11e corps de la grande-armée en Allemagne, reçut ensuite le commandement des troupes qui prirent possession des provinces illyriennes, et, vers la fin de la même année, fut mis à la tête d'une des divisions du 8e corps de l'armée d'Espagne. Il fit la guerre en Portugal de 1810 à 1812, fut créé comte de l'empire en 1813, et dans cette même année commanda d'abord l'armée du Nord, puis l'aile gauche de la grande-armée en Espagne. Le général Clauzel fut nommé chevalier de Saint-Louis en 1814, et reçut de Napoléon, en 1815, le commandement supérieur du corps d'armée des Pyrénées-Occidentales. Mis à la tête de l'armée française en Afrique au mois d'août 1830, il fut élevé à la dignité de maréchal de France en 1831, et nommé gouverneur général des possessions françaises dans le nord de l'Afrique, de 1835 à 1837. Il mourut à l'âge de soixante-dix ans.

LOBAU (Georges Mouton, comte de).

Fils de Joseph Mouton et de Catherine Charpentier.

Né à Phalsbourg, le 21 février 1770. Maréchal de France le 30 juillet 1831. Marié le 22 novembre 1809 à Félicité-Caroline-Honorine d'Arberg. Mort le 27 novembre 1838.

Soldat au 9e bataillon de la Meurthe en 1792, lieutenant et capitaine la même année, il servit aux armées du Centre et de la Moselle. Aide-de-camp du général Meynier, il fit la campagne de 1793 à l'armée des Vosges, celle de 1794 et 1795 à celle du Rhin, et passa en 1796 à l'armée d'Italie. Chef de bataillon en 1797, il continua à servir en Italie cette année et la suivante, et fut employé en 1804 et 1805 sur les côtes de la Méditerranée. Général de brigade et aide-de-camp de l'empereur Napoléon en 1805, il fit à la grande-armée la campagne d'Autriche, et celles de Prusse et de Pologne en 1806 et 1807. Nommé général de division, il commanda la division d'observation des Pyrénées, accompagna en 1808 l'empereur en Espagne, et fit avec lui la guerre d'Autriche en 1809. Il reçut en 1810 le titre de comte de Lobau. Grand-officier de la Légion-d'Honneur en 1811, il fit comme aide-major général de l'infanterie la campagne de 1812, eut bientôt après le titre d'aide-major général de la garde impériale, et commanda le 6e corps à Dresde, dans la campagne de 1813. Le comte de Lobau reçut la croix de Saint-Louis le 8 juillet 1814, et au retour de Napoléon en 1815 fut chargé du commandement de la 1re division militaire. Il commandait le 6e corps de l'armée du Nord à la bataille de Waterloo. Grand-croix de la Légion-d'Honneur en 1830, il fut nommé en 1831 maréchal de France

et commandant supérieur des gardes nationales du département de la Seine, et pair de France en 1833. Il mourut à Paris, dans la soixante-neuvième année de son âge. — Il avait été commandeur de l'ordre de la Couronne-de-Fer en 1806 et commandeur de l'ordre du Mérite militaire de Wurtemberg.

TRUGUET (Laurent-Jean-François, comte).

Fils de Jean-François Truguet et d'Anne-Dorothée David.

Né à Toulon, vers 1750. Amiral le 19 novembre 1831. Marié le 16 juillet 1818, à Marie-Antoinette-Castalie Lafiteau. Mort le 26 décembre 1839.

Garde-marine en 1765, garde-pavillon en 1769 et enseigne de vaisseau en 1773, il servit de 1778 à 1783 sur l'escadre envoyée au secours des États-Unis d'Amérique. Il y gagna la croix de Saint-Louis et le grade de lieutenant de vaisseau. Commandant de la corvette *le Tarleton* en 1784, il fit partie de l'ambassade du comte de Choiseul-Gouffier à Constantinople, comme chargé de diverses opérations scientifiques. Capitaine de vaisseau, puis contre-amiral dans l'année 1792, il commanda les forces navales dans la Méditerranée. Vice-amiral en 1794, il fut ministre de la marine de 1795 à 1797, et ambassadeur en Espagne cette dernière année. Conseiller d'état en 1799, il reçut en 1802 le commandement des forces navales de France et d'Espagne réunies à Cadix, et fut fait grand-officier de la Légion-d'Honneur en 1803. Appelé en 1809 au commandement de l'escadre de Rochefort, et en 1810 à l'administration maritime de la Hollande, il remplit ces dernières fonctions jusqu'en 1813. Grand-croix de la Légion-d'Honneur et comte en 1814, il fut préfet du 3e arrondissement maritime en 1815, commandeur de l'ordre de Saint-Louis en 1816, grand-croix du même ordre en 1818 et pair de France en 1819. Le comte Truguet reçut le titre d'amiral en 1831. Il mourut à Paris, à l'âge d'environ quatre-vingt-neuf ans.

GROUCHY (Emmanuel, marquis de).

Fils de François-Jacques, marquis de Grouchy, et d'Henriette Gilberte Fréteau.

Né à Paris le 23 octobre 1766. Maréchal de France le 19 novembre 1831. Marié : 1° en 1785, à Cécile-Félicité-Céleste Le Doulcet de Pontécoulant; 2° le 27 juin 1827, à Joséphine-Fanny Hua.

Élève d'artillerie à l'école de Strasbourg en 1780, lieutenant d'artillerie en 1781, capitaine en 1784, il fut lieutenant-colonel et sous-lieutenant des gardes-du-corps du roi en 1786. Colonel en 1792, maréchal-de-camp la même année, il servit d'abord à l'armée des Alpes, puis à celle de Cherbourg et de Brest contre les Vendéens, en 1793. Général de division, chef d'état-major général de l'armée de l'Ouest en 1795, il fit partie de l'armée qui alla échouer sur les côtes d'Irlande à la fin de l'année 1796, et fut renvoyé l'année suivante dans l'Ouest avec le gouvernement des 12e, 13e et 14e divisions militaires. Il fit les campagnes d'Italie de 1798 à 1800, et reçut, à la fin de cette dernière année, un commandement à l'armée du Rhin. Inspecteur général de cavalerie en 1801, il fut employé en 1803 au camp de Bayonne, devenu ensuite celui de Brest, et en 1804 à celui d'Utrecht. Attaché au 2e corps de la grande-armée en 1805, il y fit en 1806 et 1807 les campagnes de Prusse et de Pologne. Inspecteur général de cavalerie de la 1re division militaire, il fut grand-aigle de la Légion-d'Honneur en 1807, et servit la même année dans le corps d'observation des côtes de l'Océan. Il fut employé en Espagne en 1808, et reçut le commandement de Madrid. Il passa de là en Italie, où il fit la campagne de 1809 sous les ordres du vice-roi, et fut nommé comte et colonel général des chasseurs; puis, commandeur de l'ordre de la Couronne-de-Fer en 1811, il fut chargé du commandement du 3e corps de la cavalerie de la réserve dans la campagne de Russie en 1812. Il commanda en chef la cavalerie de la grande-armée en 1813, et fit la campagne de France en 1814. Il fut nommé inspecteur général des chasseurs et chevau-légers lanciers après la restauration des Bourbons, et commandeur de l'ordre de Saint-Louis en 1815. Napoléon lui donna à son retour le commandement supérieur des 7e et 19e divisions militaires, et peu après celui du 7e corps d'observation de la grande-armée, avec laquelle il fit la campagne des Pays-Bas en 1815. Le général Grouchy, créé maréchal de l'empire pendant les Cent-Jours, fut dépossédé de cette dignité par une ordonnance royale du 1er août 1815; elle lui a été rendue en 1831. Il a été nommé pair de France en 1832. Il a reçu la grande croix de l'ordre du Mérite militaire de Bavière en 1808.

VALÉE (Sylvain-Charles, comte).

Fils de Charles Valée et de Louise Bonjour.

Né à Brienne-le-Château, le 17 décembre 1773. Maréchal de France le 11 novembre 1837. Marié le 10 mai 1798, à Marie-Françoise-Maegling Van Gulpen.

Élève sous-lieutenant à l'école d'artillerie de Châlons en 1792, lieutenant en 1793, capitaine en 1795, il fit les campagnes de 1793 à 1802 aux armées de la Moselle, de Sambre-et-Meuse, du Danube, du Rhin. Chef d'escadron en 1802, major au premier régiment d'artillerie à pied et inspecteur général du train d'artillerie à l'armée des côtes de l'Océan en 1804, lieutenant-colonel dans la même année, il passa à la grande-armée en 1805, fut sous-chef d'état-major général de l'artillerie en 1806, colonel en 1807, et fit les campagnes de Prusse et de Pologne. Officier de la Légion-d'Honneur en 1808, il fit partie de l'armée qui entra cette année en Espagne, et fit la guerre dans la Péninsule jusqu'en 1814, où il fut appelé à l'armée de Lyon. Il reçut successivement les grades de général de brigade en 1809 et de général de division d'artillerie en 1811, et les titres de baron en 1811 et de comte en 1814. Nommé par Louis XVIII inspecteur général d'artillerie à Strasbourg, chevalier de Saint-Louis, commandeur, puis grand-officier de la Légion-d'Honneur, il eut le commandement de l'artillerie dans la 5e division militaire, et ensuite à Vincennes en 1815. Directeur du dépôt central de l'artillerie en 1820, inspecteur général du service central de l'artillerie, et grand-croix de la Légion-d'Honneur en 1822, commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis en 1827, membre du conseil supérieur de la guerre en 1828, il fut nommé pair de France au mois de janvier 1830, et, dépossédé de son siége au mois d'août de la même année, y fut replacé par une nouvelle ordonnance en 1835. Directeur du service des poudres et salpêtres à la même époque, commandant en chef de l'artillerie au siége de Constantine en 1837, il fut nommé, à la fin de cette année, maréchal de France et gouverneur général des possessions françaises en Afrique.

SÉBASTIANI (François-Horace, comte).

Fils de Joseph-Marie Sébastiani Porta et de Marie-Pierre Franceschetti.

Né à la Porta (Corse), le 10 novembre 1772. Maréchal de France le 21 octobre 1840. Marié : 1° à Paris, le 6 juin 1806, à Antoinette-Françoise-Jeanne de Franquetot de Coigny, fille de François-Marie-Casimir de Franquetot,

marquis de Coigny, lieutenant général, et de Louise-Marthe de Conflans d'Armentières; 2° le 2 octobre 1834, à Aglaé-Angélique-Gabrielle de Gramont, veuve de N... Davidoff et fille d'Antoine-Louis-Marie, duc de Gramont, lieutenant général, capitaine des gardes-du-corps du roi, et de Louise-Gabrielle-Aglaé de Polignac.

Lieutenant au 15e d'infanterie légère en 1793, capitaine au 9e régiment de dragons en 1795, chef d'escadron en 1797, chef de brigade en 1799, il fut employé en Italie depuis les premières guerres de la Révolution jusqu'en 1801. Nommé général de brigade en 1803, il fut chargé de l'inspection des côtes de la Manche, fut attaché à la 1re division de dragons en 1804, et à la 2e en 1805, pendant la campagne d'Autriche, après laquelle il fut élevé au grade de général de division. Il commanda le camp d'Utrecht en 1806, fut appelé de là à l'ambassade de Constantinople et créé successivement grand-officier et grand-aigle de la Légion-d'Honneur (1807). Il organisa en 1808 la division qui se forma à Paris pour faire partie du 4e corps de l'armée d'Espagne, prit le commandement de ce corps au-delà des Pyrénées, et fit la guerre dans la Péninsule jusqu'à la fin de 1811. Créé comte de l'empire, il commanda le camp rassemblé à Boulogne, et fit ensuite la campagne de Russie à la tête du 2e corps de cavalerie. Pendant la campagne de Saxe en 1813, il eut le commandement du 5e corps de la grande-armée, et celui de la garde impériale dans la campagne de France en 1814. Le général Sébastiani fut d'abord ministre de la marine, puis ministre des affaires étrangères en 1830, en 1831 ministre de la guerre par intérim, et ministre sans portefeuille ayant voix au conseil en 1833. Ambassadeur de France en Angleterre depuis 1835 jusqu'en 1839, il fut créé maréchal de France en 1840. — Le maréchal Sébastiani a reçu en 1803 l'ordre du Croissant de première classe, en 1833 la grande croix de l'ordre de Léopold de Belgique, et en 1835 celles de l'ordre royal de Saint-François et du Mérite des Deux-Siciles.

ROUSSIN (Albin-Reine, baron).

Fils d'Edme Roussin et de Jeanne-Marie-Hélène Masson.

Né à Dijon, le 21 avril 1781. Amiral le 30 octobre 1840. Marié le 1er août 1814 à Illuminate-Virginie Bihet de Peutigny.

Mousse en 1793, matelot timonier en 1794, il fit une campagne en Norwège, une à Saint-Domingue, et diverses croisières dans les mers d'Europe. Aspirant de première classe en 1800, il fut employé en 1801 dans l'escadre sous les ordres du contre-amiral La Touche-Tréville, d'abord comme second sur le bateau canonnier *le Mars*, et ensuite en qualité de commandant du bateau canonnier *le Mentor*, dans la même division. Il fit la campagne de 1802 à la Martinique sur la frégate *la Torche*, d'où il passa, à la fin de la même année, sur *la Sémillante*, destinée à naviguer dans les mers de l'Inde. Enseigne de vaisseau en 1803, il se trouva aux divers combats soutenus par cette frégate de 1804 à 1807. Lieutenant de vaisseau en 1808, il servit comme second sur *l'Iéna*, chargé d'établir une croisière dans le golfe Persique et celui du Bengale. Embarqué en 1810 comme second capitaine sur la frégate *la Minerve*, il était aux combats du Grand-Port et de l'Ile-de-France, et fut nommé capitaine de frégate et chevalier de la Légion-d'Honneur à la fin de cette campagne. Appelé au commandement de la frégate *la Gloire* en 1811, il fit, à la fin de 1812 et au commencement de 1813, une croisière de soixante et treize jours dans l'Océan et dans la Méditerranée. Capitaine de vaisseau et chevalier de l'ordre de Saint-Louis en 1814, il fut chargé en 1816 de l'exploration hydrographique des côtes occidentales d'Afrique, fut envoyé en 1819 avec la même mission sur les côtes du Brésil, et fut nommé baron et officier de la Légion-d'Honneur en 1820; il reçut en 1821 le commandement de la frégate *l'Amazone* et de la station navale sur les côtes de l'Amérique méridionale. Contre-amiral en 1822, il obtint au mois de juin 1824 le commandement d'une division de l'escadre d'évolutions sous les ordres du vice-amiral Duperré. Appelé à Paris au conseil d'amirauté vers la fin de la même année, il fut commandeur de l'ordre de la Légion-d'Honneur en 1825, et mis en 1828 à la tête d'une escadre de neuf bâtiments de guerre, chargée de protéger les intérêts du commerce français au Brésil. Gentilhomme honoraire de la chambre du roi et rappelé en 1829 dans le sein du conseil d'amirauté, il fut fait commandeur de l'ordre de Saint-Louis, remplit en 1830 les fonctions de directeur du personnel au ministère de la marine, puis celles de préfet maritime à Brest. Grand-officier de la Légion-d'Honneur en 1831, il commanda en chef l'escadre qui força le Tage, et obtint en récompense de ce fait d'armes le grade de vice-amiral. Pair de France en 1832, il fut nommé la même année ambassadeur à Constantinople, et en 1836 grand-croix de la Légion-d'Honneur. Ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies en 1840, il fut créé amiral de France la même année. — Le baron Roussin a été admis, au mois de janvier 1830, à l'Académie des Sciences, comme membre de la section de géographie et de navigation. Il a reçu en 1837 la grande décoration de l'ordre du Nichan-Iftihar, la grande croix de l'ordre royal du Sauveur de Grèce, et en 1839 la grande croix de l'ordre de Léopold de Belgique.

GUERRIERS CÉLÈBRES.

CHAMPAGNE (Thibaud, comte de), Ve du nom, dit *le Bon*, comte de Blois et de Chartres, grand-sénéchal de France.

Second fils de Thibaud, IVe du nom, dit *le Grand*, comte de Champagne et de Blois, et de Mahaud de Carinthie.

Né... Marié : 1° en..., à Sibylle de Château-Renaud, veuve de Josselin d'Aunéau ou des Aunettes; 2° vers 1164, à Alix de France, seconde fille de Louis VII, dit *le Jeune*, roi de France, et d'Éléonore de Guienne. Mort en 1191.

Sénéchal de France en 1152, il remit entre les mains du roi les châteaux d'Amboise et de Freteval en décembre 1158, assiégea Vendôme en 1161, et servit sous les rois Louis VII et Philippe-Auguste, qu'il accompagna à la Terre-Sainte. Il mourut au siége d'Acre en 1191.

BOURBON (Louis de BOURBON, Ier du nom, duc de), comte de Clermont, de la Marche, etc., pair et chambrier de France, dit *le Boiteux* et *le Grand*.

Fils aîné de Robert de France, comte de Clermont, et de Béatrix de Bourgogne, dame de Bourbon.

Né... Marié à Pontoise, au mois de juin 1310, à Marie de Hainaut, fille puînée de Jean, IIe du nom, comte de Hainaut, et de Philippe de Luxembourg. Mort au mois de janvier 1341.

Armé chevalier par Philippe *le Bel*, Louis de Bourbon servit dans les guerres de Flandre sous le comte d'Artois. Il était à Furnes en 1297 et à l'attaque du pont à Vendin en 1302. Il se trouva la même année à la bataille de Courtray, et à celles de Mons-en-Puelle en 1304 et de Cassel en 1328. Lorsque la guerre fut déclarée aux Anglais, il eut le commandement de l'armée que le roi Philippe *le Bel* envoya en Guienne. (*Le château d'Eu, Notices historiques*, par M. Vatout, t. I, p. 24.)

PHILIPPE DE FRANCE, duc de Bourgogne, IIe du nom, surnommé *le Hardi*, pair de France, comte de Flandre, etc.

Quatrième fils de Jean II (*le Bon*), roi de France, et de Bonne de Luxembourg, sa première femme.

Né à Pontoise le 15 janvier 1342. Marié par contrat passé à Gand le 12 avril 1369, et accompli en la même ville le 19 juin suivant, à Marguerite de Flandre, comtesse de Bourgogne, de Flandre, d'Artois, etc., veuve de Philippe, Ier du nom, dit *le Rouvre*, du lieu de sa naissance, dernier de la branche des anciens ducs de Bourgogne, et fille de Louis II, dit *de Male* ou *de Marle*, comte de Flandre, d'Artois et de Bourgogne, et de Marguerite de Brabant. Mort le 27 avril 1404.

Ce prince se distingua en 1356, à la bataille de Poitiers, où il mérita le surnom de *Hardi*. Le roi Jean lui donna pour lui et ses héritiers le duché de Bourgogne. Il fit son entrée solennelle à Dijon le 26 novembre 1364. Régent du royaume en 1380 jusqu'en 1383, et de nouveau en 1392 lors de la maladie de Charles VI jusqu'en 1401, il mourut à Hall en Brabant, à l'âge de soixante-deux ans. — Philippe de France recueillit en 1384 l'héritage du comte de Flandre, qu'il ajouta aux domaines de la première maison de Bourgogne. (*Chron. milit.*)

LAHIRE (Étienne de Vignoles, dit).

Né... Mort en 1442.

Lahire commandait un corps de troupes avec Poton de Xaintrailles en 1418; il se rendit maître, l'année suivante, de Crespy en Valois et de Compiègne en 1423; il secourut en 1427 Orléans et Montargis, attaqués par les Anglais, se trouva en 1429 au combat de Jargeau et à la bataille de Patay, prit Soissons en 1436, et accompagna Charles VII, roi de France, à Montauban, où il mourut dans un âge avancé. (*Biographie.*)

LOUIS DE FRANCE, duc d'Orléans, Ier du nom, comte de Valois, etc., pair de France, surintendant des finances, gouverneur du royaume.

Second fils de Charles V, roi de France, et de Jeanne de Bourbon.

Né à l'hôtel Saint-Pol, à Paris, le 13 mars 1371. Marié à Melun, au mois de septembre 1389, par dispense du pape Clément VII, à Valentine de Milan, fille de Jean Galéas Visconti, premier duc de Milan, et d'Isabelle de France, sa première femme. Mort le 23 novembre 1407.

Il fut d'abord comte de Valois, et combattit avec ce titre en 1382 à la bataille de Rosebecque. Duc d'Orléans en 1392, surintendant des finances et gouverneur du royaume en 1402, il fut assassiné à neuf heures du soir, rue Barbette, en sortant de l'hôtel Saint-Pol, résidence de la reine Isabeau de Bavière. Il mourut à l'âge de trente-six ans.

JEAN *SANS-PEUR*, duc de Bourgogne, pair de France, comte de Flandre, etc.

Fils aîné de Philippe de France, dit *le Hardi*, IIe du nom, duc de Bourgogne, pair de France, comte de Flandre, etc., et de Marguerite, comtesse de Flandre et d'Artois, veuve de Philippe Ier, dit *de Rouvre*, duc de Bourgogne.

Né à Dijon le 28 mai 1371. Marié à Cambrai le 9 avril 1385, à Marguerite de Bavière, troisième fille d'Albert, comte de Hainaut, de Hollande et de Zélande, et de Marguerite de Brieg-Silésie, sa première femme. Mort le 10 septembre 1419.

Il porta d'abord le titre de duc de Nevers jusqu'à la mort de son père en 1404. Il fit partie de l'armée des princes chrétiens qui secoururent le roi de Hongrie, Sigismond, dans la guerre contre les Turcs, se trouva en 1396 à la bataille de Nicopolis, et y fut fait prisonnier par le sultan Bajazet. La grande témérité du duc de Nevers, rapportent les auteurs du temps, le fit surnommer *Jean-sans-Peur*. Il combattit contre les Anglais en 1397, et fit lever en 1408 le siége de Maëstricht aux Liégeois. Il fut tué, par Tanneguy du Châtel, dans une entrevue avec le dauphin sur le pont de Montereau-Fault-Yonne, le dimanche 10 septembre 1419, à l'âge de quarante-huit ans.

BOURBON (Louis de Bourbon, IIe du nom, duc de), comte de Clermont et de Forez, seigneur de Beaujeu et de Dombes, pair et chambrier de France, surnommé *le Bon*.

Fils aîné de Pierre de Bourbon, Ier du nom, duc de Bourbon, comte de Clermont, pair et chambrier de France, et d'Isabelle de Valois, fille puînée de Charles de France, comte de Valois, et de Mahaud de Châtillon, dite *de Saint-Paul*, sa troisième femme.

Né le 4 août 1337. Marié le 19 août 1371, à Anne, dauphine d'Auvergne, comtesse de Forez, dame de Mercœur, fille unique et héritière de Béraud, IIe du nom, comte de Clermont, dauphin d'Auvergne, et de Jeanne de Forez, dame d'Ossel, sa première femme. Mort le 19 août 1410.

Il défendit Reims contre les Anglais sous le règne d'Édouard III, et fut chargé en 1370, avec le connétable Duguesclin, de reprendre le Poitou. Le duc de Bourbon fit la guerre en Bretagne en 1373 contre le duc de Montfort; il se trouva en 1382, à la bataille de Rosebecque, et eut en 1391 le commandement d'une expédition dirigée contre le souverain de Tunis. Pendant la maladie du roi (Charles VI), il fut appelé à prendre part au gouvernement du royaume, et mourut à Montluçon à l'âge de soixante-treize ans.

VENDOME (François de Bourbon, comte de), de Saint-Pol, de Conversan, de Marle et de Soissons, vicomte de Meaux, etc.

Fils aîné de Jean de Bourbon, IIe du nom, comte de Vendôme, seigneur d'Espernon, de Montdoubleau, etc., et d'Isabelle de Beauveau, dame de Champigny et de la Roche-sur-Yon.

Né en 1470. Marié par traité au château de Ham, le 8 septembre 1487, à Marie de Luxembourg, comtesse de Saint-Pol, de Conversan, de Marle et de Soissons, vicomtesse de Meaux, dame d'Enghien, de Dunkerque, de Gravelines, etc., etc., veuve de Jacques de Savoie, comte de Romont, et fille aînée et principale héritière de Pierre de Luxembourg, IIe du nom, comte de Saint-Pol, et de Marguerite de Savoie. Mort le 3 octobre 1495.

François de Bourbon représenta le comte de Toulouse au sacre de Charles VIII en 1484; il le suivit dans son expédition d'Italie, à la conquête du royaume de Naples, se trouvait à la bataille de Fornoue, et mourut à Verceil, à l'âge de vingt-cinq ans. (*Le P. Anselme.*)

TANNEGUY DU CHATEL, chambellan du roi Charles VII, grand-sénéchal de Provence.

Quatrième fils de Hervé, seigneur du Chastel, de Leslin et de Lesourny, et de Mency de Lescoet, fille unique de Guillaume de Lescoet et de Tiphaine de Kerenpris.

Né vers 1369. Marié en... à Sibylle Le Veyer. Mort en 1449.

Accompagné de 400 chevaliers bretons, Tanneguy du Châtel fit en 1404 une expédition sur les côtes d'Angleterre. Premier chambellan de Louis de France, duc d'Orléans, il

resta près de ce prince jusqu'en 1407, et entra ensuite au service du dauphin, depuis Charles VII. Maréchal de Guienne et prévôt de Paris en 1413, il se trouva à la bataille d'Azincourt en 1415, et reprit Montlhéry en 1417. Grand-maître de l'hôtel du roi (Charles VII), il fut nommé grand-sénéchal de Provence en 1445 et ambassadeur à Rome près du pape Nicolas V (Thomas de Sarzane) en 1450. Il mourut en Provence à l'âge d'environ quatrevingts ans. (*Moreri.*)

DUNOIS (Jean, bâtard d'Orléans, comte de), de Mortain et de Longueville, etc., grand-chambellan de France.

Fils naturel de Louis de France, duc d'Orléans, 1er du nom, comte de Valois, etc., et de Yolande ou Mariette d'Enghien, femme d'Aubert Le Flamenc, seigneur de Cany, chevalier de Picardie, et fille de Jacques d'Enghien, seigneur d'Havrec et de Faigneulle, et de Marie de Roucy.

Né le 23 novembre 1402. Marié : 1° avant 1425, à Marie Louvet, fille aînée de Jean Louvet, seigneur d'Aigualières, puis de Thecis, etc., président de la Chambre des comptes et aides de Provence; 2° par contrat du mardi 6 octobre 1439, à Marie de Harcourt, dame de Parthenay, de Secondigny, de Vouvent, de Mervant, de Matefelon, de Duretal, etc., fille de Jacques de Harcourt, IIe du nom, baron de Montgommery, et de Marguerite de Melun, comtesse de Tancarville. Mort le 24 novembre 1468.

Chambellan du dauphin, depuis Charles VII, et alors régent du royaume, Dunois fut écuyer banneret en 1421; il obtint en 1424 les charges de grand-chambellan de France et de capitaine, garde et gouverneur des abbaye, ville et forteresse du mont Saint-Michel. Il remporta en 1427 une victoire éclatante sur les Anglais au siége de Montargis, se trouva l'année suivante à la journée dite *des Harengs*, accompagna Jeanne d'Arc à la défense d'Orléans, servit en 1429 à la bataille de Patay en Beauce, et assista au sacre du roi. Il fit lever en 1431 le siége de Chartres, prit Saint-Denis en 1435, Creil en 1436, et contribua à la réduction de Paris la même année. Gouverneur de Montereau en 1437, créé comte de Dunois en 1439, il secourt Dieppe en 1442 et fut envoyé en 1448 ambassadeur de France en Angleterre. Charles VII le nomma en 1448 lieutenant général au pays de Caux, et en Guienne en 1451. Il assista au sacre du roi Louis XI en 1461, prit possession de Gênes en 1462, et fut gouverneur et lieutenant général à Savone en 1463. Il mourut à Lay, près Paris, à l'âge de soixante-six ans. (*Le P. Anselme.*)

MONTPENSIER (Gilbert de Bourbon, comte de), dauphin d'Auvergne, gouverneur de Paris et de l'Ile de France, vice-roi de Naples, etc.

Fils aîné de Louis de Bourbon, 1er du nom, comte de Montpensier, et de Gabrielle de La Tour, sa seconde femme.

Né... Marié le 24 février 1481, à Claire de Gonzague, fille de Frédéric de Gonzague, marquis de Mantoue, et de Marguerite de Bavière. Mort le 5 octobre 1496.

Il était aux États-Généraux de Tours en 1467 et se trouvait en 1470 aux combats de Bussy et de Cluny. Lieutenant général de Poitou, gouverneur de Paris et de l'Ile-de-France en 1494, le comte de Montpensier suivit Charles VIII dans son expédition de Naples, où il commandait l'avant-garde de l'armée. Il fut vice-roi de Naples et archiduc de Sessa en 1495, et mourut à Pouzzoles. (*Le P. Anselme.*)

LOUIS D'ARMAGNAC, duc de Nemours, pair de France, comte de Guise, vice-roi de Naples.

Troisième fils de Jacques d'Armagnac, duc de Nemours, pair de France, comte de Pardiac, etc., etc., et de Louise d'Anjou.

Né... Mort le 28 avril 1503.

Il fit partie de l'expédition de Naples entreprise par Charles VIII en 1495, et commandait deux mille fantassins et trois cents chevaux à la bataille de Fornoue. Nommé vice-roi de Naples en 1501, il fut tué à la bataille de Cérignoles en 1503.

AUBUSSON (Pierre d'), grand-maître de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem.

Cinquième fils de Rainaud d'Aubusson, chevalier, seigneur de Monteil-au-Vicomte, de Peletanges et de Pontariou, et de Marguerite de Comborn.

Né vers 1423. Mort le 3 juillet 1503.

Grand-prieur d'Auvergne, Pierre d'Aubusson fut nommé en 1476 grand-maître de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem. En 1480 une flotte ottomane de cent soixante vaisseaux et une armée de terre composée de cent mille hommes, commandées par le pacha Mischa Paléologue, étant venues assiéger Rhodes, Pierre d'Aubusson et les chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem les forcèrent de lever le siége. Créé cardinal en 1503 par le pape Innocent VIII (Jean-Baptiste Cibo, dit le cardinal Melfi), il mourut à Rhodes, à l'âge de quatre-vingts ans. (*Art de vérifier les dates.*)

LIGNY (Louis de Luxembourg, comte de), prince d'Altemare, duc d'Andrie, de Venouse et de Venquerre, chevalier de l'ordre de Saint-Michel, grand-chambellan de France.

Fils de Louis de Luxembourg, comte de Saint-Pol, de Brienne et de Ligny, etc., connétable de France, chevalier de l'ordre de Saint-Michel, et de Marie de Savoie, sa seconde femme.

Né en 1467. Marié à Éléonore de Guevarra, princesse d'Altemare, duchesse d'Andrie et de Venouse, comtesse de Venquerre, fille aînée et héritière de Pierre de Guevarra, grand-sénéchal du royaume de Sicile, et de Gisote de Baux. Mort le 3 décembre 1503.

Gouverneur de Picardie et capitaine des cent gentilshommes de la maison du roi, Louis de Luxembourg accompagna Charles VIII en Italie dans l'année 1495, et se trouva à la bataille de Fornoue. Grand-chambellan de France, il suivit le roi Louis XII dans l'expédition de Gênes en 1502, et mourut à Lyon, à l'âge de trente-six ans. (*Le P. Anselme.*)

GASTON DE FOIX, duc de Nemours, pair de France, comte d'Estampes et de Beaufort, vicomte de Narbonne, chevalier de l'ordre de Saint-Michel, gouverneur du Dauphiné et du Milanais.

Fils aîné de Jean de Foix, comte d'Estampes et de Narbonne, et de Marie d'Orléans, fille de Charles d'Orléans, duc d'Orléans et de Milan, et sœur de Louis XII, roi de France.

Né à Mazère, le 10 décembre 1489. Mort le 11 avril 1512.

Le P. Anselme rapporte que Gaston de Foix « étoit un jeune prince plein de feu et de cœur, moult vaillant, hardy aux armes et fort aimé d'un chacun, et n'y avoit François sous luy qui volontiers ne voulust exposer et mettre sa vie en

danger pour luy ; » et qu'après la mort de son père il porta le titre de comte de Foix, roi de Navarre, puis celui de duc de Nemours, pair de France. Il fit la guerre d'Italie en 1507, et suivit le roi Louis XII dans l'expédition de Gênes. Le 14 mai 1509, il était à la bataille d'Aignadel, où il servait à l'avant-garde de l'armée, et contribua à la réduction de Bologne et à la prise de Lignano en 1510. Gouverneur du Milanais et général de l'armée du roi, il marcha contre les Suisses, fit lever le siége de Bologne, s'empara en 1512 du château et de la ville de Brescia, et gagna la même année, sur les Espagnols, la bataille de Ravenne, où il fut tué à l'âge de vingt-trois ans.

BAYARD (Pierre du Terrail, seigneur de), dit *le chevalier sans peur et sans reproche.*

Fils d'Aimoin du Terrail et d'Hélène Aleman, fille de Henri, seigneur de Laval.

Né en Dauphiné en 1476. Mort le 30 avril 1524.

Page du duc Charles de Savoie en 1489, Bayard entra ensuite dans la compagnie d'hommes d'armes du connétable de Saint-Pol, suivit en 1495 Charles VIII dans l'expédition du royaume de Naples, et se distingua à la bataille de Fornoue. Il accompagna Louis XII à Milan en 1499, se trouva au siége de Padoue en 1508, à la prise de Brescia, à la bataille de Ravenne en 1512, et l'année suivante au combat de Guinegate, appelé *la journée des Éperons.* Lieutenant général au gouvernement du Dauphiné en 1514, il était en 1515 à la bataille de Marignan, après laquelle il arma François Ier chevalier. En 1521, Bayard se trouva au siége de Pampelune, défendit Mézières contre Charles-Quint, suivit en 1523 l'amiral de Bonnivet en Italie, reçut de lui le commandement de l'armée à la bataille de Rebec, et fut tué dans la retraite qui suivit cette bataille entre Romagnano et Gattinara, à l'âge de quarante-huit ans. (*Moreri.*)

LA TRÉMOILLE, Louis, IIe du nom, surnommé *le chevalier sans reproche*, vicomte de Thouars, prince de Talmont, comte de Guines, etc.

Fils aîné de Louis, Ier du nom, seigneur de La Trémoille, vicomte de Thouars, prince de Talmont, etc., et de Marguerite d'Amboise, troisième fille et héritière de Louis, sire d'Amboise, vicomte de Thouars, prince de Talmont, et de Marie de Rieux, sa première femme.

Né le 20 septembre 1460. Marié : 1° à Montferrand, le 9 juillet 1485, à Gabrielle de Bourbon, comtesse de Benaon, fille de Louis de Bourbon, comte de Montpensier, et de Catherine de La Tour, dite *de Bologne*; 2° le 7 avril 1517, à Louise Borgia, duchesse de Valentinois, fille de César Borgia, duc d'Urbin et de Valentinois, et de Charlotte d'Albret, sœur de Jean, roi de Navarre. Mort le 24 février 1525.

Page du roi Louis XI, il servit dans la compagnie des hommes d'armes de Georges de La Trémoille. En juillet 1488, il commanda l'armée royale à la journée de Saint-Aubin-du-Cormier. Lieutenant général des pays de Poitou, Saintonge, etc., en 1495, il fut, en 1498, général en chef de l'armée d'Italie. Gouverneur de Bourgogne en 1502, amiral de Guienne et de Bretagne en 1502, il se trouva à Aignadel en 1509, où il commandait le corps de bataille. Il fit les guerres d'Italie en 1515 et les années suivantes, et fut tué à la bataille de Pavie, à l'âge de soixante-cinq ans. (*Le P. Anselme.*)

BOURBON (Louis de), Ier du nom, prince de La Roche-sur-Yon

Second fils de Jean de Bourbon, IIe du nom, comte de Vendôme, seigneur d'Épernon, et d'Isabeau de Beauveau.

Né après 1470. Marié à Moulins, le 21 mars 1504, à Louise de Bourbon, comtesse de Montpensier, dauphine d'Auvergne, veuve d'André de Chauvigny, seigneur de Château-Roux, fille aînée de Gilbert de Bourbon, comte de Montpensier, et de Claire de Gonzague. Mort vers 1520.

« Compagnon des victoires de Charles VIII et de Louis XII, Louis de Bourbon contribua également à celles de François Ier. Il commandait à la bataille de Marignan la troupe des gentilshommes pensionnaires de la maison du roi, qui fit des prodiges de valeur. » (*Le château d'Eu, Notices historiques*, par M. Vatout, t. I, p. 231.)

VENDOME (Charles de Bourbon, duc de), pair de France, comte de Soissons, etc., gouverneur de Paris, de l'Ile de France et de Picardie.

Fils aîné de François de Bourbon, comte de Vendôme, de Saint-Pol, etc., et de Marie de Luxembourg, comtesse de Saint-Pol, de Conversan, etc., veuve de Jacques de Savoie, comte de Romont.

Né à Vendôme le 2 juin 1489. Marié à Châteaudun, le 18 mai 1513, à Françoise d'Alençon, veuve de François d'Orléans, Ier du nom, duc de Longueville, et fille aînée de René, duc d'Alençon, et de Marguerite de Lorraine. Mort le 25 mars 1537.

Il suivit le roi Louis XII en Italie, se trouva en 1507 à la reprise de Gênes, et en 1509 à la bataille d'Aignadel, où le roi le reçut chevalier. Le duc de Vendôme était à la bataille de Marignan en 1515 ; gouverneur de Picardie en 1518, il fut chef du conseil de France sous la régence de Louise de Savoie, duchesse d'Angoulême, dans les deux années de la captivité de François Ier, 1525 et 1526 ; il fit lever, en 1536, le siége de Péronne à l'armée impériale, et mourut à Amiens, à l'âge de quarante-huit ans. (*Le P. Anselme.*)

VILLIERS DE L'ILE-ADAM (Philippe de), 42e grand-maître de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem ou de Malte.

Quatrième fils de Jacques de Villiers, seigneur de l'Ile-Adam, et de Jeanne de Néelle.

Né à Beauvais vers 1464. Mort le 22 août 1534.

Élu grand-maître de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem en 1521, il combattit la flotte de Soliman, composée de quatre cents bâtiments, qui vint assiéger Rhodes en 1522. Il rendit à des conditions honorables la place qu'il avait défendue avec ses seuls chevaliers, et se retira dans l'île de Candie. Il obtint en 1530, de l'empereur Charles-Quint, la propriété de l'île de Malte pour l'ordre de Saint-Jean ; il y arriva le 26 octobre de la même année, et y mourut à l'âge de soixante-dix ans. (*Art de vérifier les dates.*)

GUISE (Claude de Lorraine, premier duc de), pair et grand-veneur de France, comte d'Aumale, marquis de Mayenne et d'Elbeuf, baron de Joinville, chevalier de l'ordre de Saint-Michel.

Cinquième fils de René II, duc de Lorraine et de Bar, comte de Vaudemont, de Guise et d'Aumale, et de Philippe de Gueldres, sa seconde femme.

Né le 20 octobre 1496. Marié à Paris, le 18 avril 1513, à Antoinette de Bourbon, fille aînée de François de Bourbon, comte de Vendôme, de Saint-Pol, etc., et de Marie de Luxembourg, comtesse de Saint-Pol, de Conversan, etc., veuve de Jacques de Savoie, comte de Romont. Mort le 12 avril 1550.

Il porta d'abord le nom de comte de Guise. En 1515 il

suivit François Ier en Italie, et se trouva à la bataille de Marignan, où il était à la tête des troupes du duc de Gueldres, son oncle. Il commanda, en 1522, six mille lansquenets dans l'armée de Guienne, sous les ordres de l'amiral Bonnivet. Général d'armée en 1523 et 1524, gouverneur de la Champagne et de la Brie en 1525, chevalier de l'ordre de Saint-Michel et grand-veneur de France en 1526, il fut créé duc et pair de France en 1528. Il secourut en 1536 la ville de Péronne assiégée par le comte de Nassau. Il commanda en 1537 l'armée de Bourgogne, et en 1542 celle de Luxembourg, sous les ordres du duc d'Orléans (Charles de France). Nommé gouverneur de la province de Bourgogne en 1543, le duc de Guise mourut à Joinville, à l'âge de cinquante-quatre ans. (*Chron. milit.*)

BOURBON (François de), comte d'Enghien, gouverneur de Hainaut, de Piémont et de Languedoc.

Troisième fils de Charles de Bourbon, duc de Vendôme, comte de Soissons, et de Françoise d'Alençon, veuve de François d'Orléans, Ier du nom, duc de Longueville, première fille de René d'Alençon, et de Marguerite de Lorraine.

Né au château de La Fère le 23 septembre 1519. Mort le 23 février 1546.

Il servit en 1542 à l'armée sous les ordres du duc d'Orléans dans le duché de Luxembourg, et commanda ensuite l'armée de mer du Levant en 1543. Gouverneur général du Piémont, général d'armée, il gagna en 1544 la bataille de Cerisoles, fut gouverneur du Languedoc en 1545, et mourut l'année suivante à l'âge de vingt-sept ans. (*Chron. milit.*)

FRŒLICH (Guillaume), colonel général des Suisses, au service de France.

Né à Zurich en 1492. Mort le 4 décembre 1562.

Il entra, à l'âge de vingt-huit ans, dans un régiment suisse au service de France, et passa successivement par tous les grades. En 1544, il partagea avec le baron de Hohensachs le commandement des Suisses, et remplissait les fonctions de colonel général à la journée de Cerisoles en 1544, où il fut créé chevalier sur le champ de bataille. Il fit les campagnes du Piémont en 1543, sous les ordres du duc de Brissac, et se trouva aux siéges de Verceil en 1553 et de Casal en 1555. Il commandait un corps de troupes en Italie, lorsqu'il reçut l'ordre de revenir en France avec son régiment pour couvrir la frontière de Picardie. Il mourut à Paris, âgé de soixante-dix ans. Guillaume Frœlich fut gentilhomme de la cour de François Ier et capitaine de ses gardes. (*Thevet.*)

PARISOT DE LA VALETTE (Jean), grand-maître de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem ou de Malte.

Fils de Guillot Parisot de La Valette et de Jeanne de Castres, dame de Bauzeille.

Né en 1494. Mort le 21 août 1568.

Jean de La Valette, prieur de Saint-Gilles, après avoir passé par toutes les dignités de l'ordre, fut élevé à celle de grand-maître en 1557. En 1565, Soliman II voulut entreprendre la conquête de l'île de Malte; sa flotte était composée de cent cinquante-neuf bâtiments de guerre et de plus de trente mille hommes de troupes. Parisot de La Valette n'avait à opposer à des forces aussi considérables que sept cents chevaliers et huit mille soldats. Il soutint un siége de trois mois, et força la flotte et l'armée musulmane à se retirer. Le grand-maître, selon *l'Art de vérifier les dates*, après avoir fait relever le fort Saint-Elme, presque détruit par l'armée de Soliman, construisit une nouvelle ville qu'il nomma la Cité Valette, et mourut à Malte à l'âge de soixante-quatorze ans.

GUISE (François de Lorraine, duc de), et d'Aumale, prince de Joinville, marquis de Mayenne.

Fils aîné de Claude de Lorraine, premier duc de Guise, et d'Antoinette de Bourbon, fille aînée de François de Bourbon, comte de Vendôme, et de Marie de Luxembourg.

Né le 17 février 1519. Marié le 4 décembre 1549, à Anne d'Este Ferrare, comtesse de Gisors, dame de Montargis, fille d'Hercule d'Este, IIe du nom, duc de Ferrare, et de Renée de France, seconde fille de Louis XII, roi de France. Mort le 24 février 1563.

Il porta d'abord le titre de comte d'Aumale, se trouva en 1542 à la prise de Montmédy, à la défense de Saint-Dizier et au siége de Boulogne en 1544. Gouverneur du Dauphiné en 1546, duc d'Aumale et pair de France l'année suivante, il commanda en 1548, sous les ordres du connétable Anne de Montmorency, l'armée destinée à assiéger Bordeaux, servit en 1549, 1550 et 1552 sur les frontières de la Picardie et de la Lorraine. Créé prince de Joinville en 1552, il défendit la même année la ville de Metz assiégée par Charles-Quint, et le força le 10 janvier 1553 de lever le siége. Il se trouva au siége de Renty en 1554, et fut nommé en 1555 commandant en chef de l'armée d'Italie. Grand-veneur de France en 1556, lieutenant général et capitaine général de l'armée de la Ligue la même année, le duc de Guise fut déclaré en 1557 lieutenant général de l'état et du royaume; il prit Calais, Guines et Ham en 1558. Grand-maître de la maison du roi en 1559, grand-chambellan de France et gouverneur de Champagne en 1563, il fit la même année le siége d'Orléans, où il fut tué d'un coup de pistolet par Poltrot, à l'âge de quarante-quatre ans. (*Chron. milit.*)

CRILLON (Louis de Balbe ou Balbis-Bertons, seigneur de), conseiller d'état, colonel général de l'infanterie française, gouverneur de Boulogne et du Boulonois, de Toulon et des Tours.

Né en 1541. Mort le 2 décembre 1615.

Crillon était entré dans l'ordre de Malte; il servit dès l'année 1557, à l'âge de seize ans, se trouva au siége de Calais et était aux batailles de Dreux en 1562, de Jarnac et de Montcontour en 1569. « Il se distingua tellement à la bataille de Lépante en 1571, rapporte Moreri, qu'on le choisit, quoique blessé, pour porter la nouvelle de la victoire que l'armée chrétienne venait de remporter au pape et au roi de France. » Crillon prit part à toutes les guerres de son temps, fut mestre-de-camp au régiment des gardes de Henri III, et chevalier de l'ordre du Saint-Esprit en 1585. « Henri IV, ajoute Moreri, ne l'appelait pas autrement que le brave Crillon. » Il mourut dans la soixante-quatorzième année de son âge.

ESTRÉES (Jean d'), seigneur de Valieu et de Cœuvres, vicomte de Soissons, premier baron et sénéchal du Boulonois, grand-maître et capitaine général de l'artillerie de France.

Fils aîné d'Antoine d'Estrées, dit *le Jeune*, seigneur de Valieu, et de Jeanne, dame de la Cauchie ou de la Chaussée en Boulonois.

Né vers 1486. Marié en... à Catherine de Bourbon-Vendôme, fille aînée de Jacques de Bourbon, bâtard de Vendôme, seigneur de Bonneval, de Ligny et de Lambercourt, et de Jeanne de Rubempré, fille de Charles, seigneur de

Rubempré, et de Louise d'Ailly, veuve de François, seigneur de Crèvecœur. Mort le 23 octobre 1571.

Page de la reine Anne de Bretagne, homme d'armes de la compagnie du duc de Vendôme, Jean d'Estrées reçut en 1526 la charge de capitaine des cent cinquante-cinq Albanais. L'un des cent gentilshommes ordinaires de l'hôtel du roi en 1533 et lieutenant de la compagnie du duc d'Étampes, il fut nommé en 1545 au grade de capitaine de la garde du dauphin, capitaine du *Chastel* du Castellet en 1547, grand-maître et capitaine général de l'artillerie en 1550, chevalier de l'ordre du roi en 1556, capitaine de Folembray et capitaine de cinquante hommes d'armes des ordonnances; l'année suivante, il se trouva à la prise de Calais en 1558. Lieutenant général d'Orléans en 1562, il mourut à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. (*Le P. Anselme.*)

GUISE (Henri de Lorraine, Ier du nom, duc de), surnommé *le Balafré*, prince de Joinville, comte d'Eu, pair et grand-maître de France.

Fils aîné de François de Lorraine, duc de Guise et d'Aumale, etc., et d'Anne d'Este Ferrare, comtesse de Gisors, dame de Montargis.

Né le 31 décembre 1550. Marié à Paris, en septembre 1570, à Catherine de Clèves, comtesse d'Eu, veuve d'Antoine de Croy, prince de Portien, et seconde fille de François de Clèves, Ier du nom, duc de Nevers, comte d'Eu, et de Marguerite de Bourbon-Vendôme. Mort le 23 décembre 1588.

Henri de Lorraine fut élevé à la cour de Henri II, et porta d'abord le titre de prince de Joinville; il fit ses premières armes en 1563, sous son père, au siége d'Orléans. Duc de Guise en 1563, il se rendit, dans l'année 1566, en Hongrie, pour prendre part à la guerre contre les Turcs. Il se trouva en 1568 à la rencontre de Massignac, à la bataille de Jarnac en 1569, défendit Poitiers et combattit la même année à la journée de Montcontour. Lieutenant général dans les provinces de Champagne et de Bourgogne en 1575, il repoussa les Allemands à Dormans, près Château-Thierry, et y reçut à la figure un coup d'arquebuse, qui lui valut depuis lors le surnom de *Balafré*. Le duc de Guise prit part à toutes les guerres de son temps; il fut reconnu en 1585 lieutenant général de l'armée de la Ligue, et nommé en 1588 lieutenant général de toutes les armées du roi. Il mourut à Blois, à l'âge de trente-huit ans. (*Chron. milit.*)

LA NOUE (François de), IIIe du nom, dit *Bras-de-Fer*, gouverneur de Mâcon, général de La Rochelle.

Fils de François de La Noue, IIe du nom, seigneur de La Noue, de Chavannes, la Roche-Bernard, le Loroux et Botteraux, et de Bonaventure l'Espervier, dame de Brior.

Né en 1531. Marié à Marguerite de Téligny, fille de Louis de Téligny et de Louise de Coligny. Mort en 1591.

Il fit ses premières armes en Italie, où il avait voyagé dans sa jeunesse, prit ensuite part aux guerres de son temps, et fut un des chefs protestants les plus renommés par sa bravoure et sa loyauté. Il était à Jarnac en 1569. Moreri rapporte qu'il reçut à la prise de Fontenay en Poitou une blessure qui lui brisa l'os du bras gauche, qu'on le lui coupa, et qu'il s'en fit faire un de fer; c'est depuis cette époque qu'il fut désigné sous le nom de *Bras-de-Fer*. La Noue accompagna dans les Pays-Bas le duc d'Alençon, y fut retenu comme prisonnier, servit ensuite sous le règne de Henri IV, et fut tué au siége de Lamballe en 1591, à l'âge de soixante ans. (*Moreri.*)

ROHAN (Henri de Rohan, IIe du nom, duc de), prince de Léon, comte de Porhoët, etc., colonel général des Suisses et des Grisons.

Fils aîné de René, IIe du nom, vicomte de Rohan, et de Catherine de Parthenay, dame de Soubise, veuve de Charles de Quellenec, baron du Pont et de Rostrenan.

Né au château de Blain en Bretagne, le 21 août 1579. Marié par contrat signé à Paris, le 7 février 1605, à Marguerite de Béthune, fille aînée de Maximilien de Béthune, duc de Sully, pair, maréchal et grand-maître de l'artillerie de France, et de Rachel de Cochefilet. Mort le 13 avril 1638.

Il porta d'abord le nom de vicomte de Rohan, et fit sa première campagne en 1597 au siége d'Amiens. Duc et pair de France en 1603, colonel général des Suisses et des Grisons en 1605, il servit sous le maréchal de La Châtre en 1610. S'étant démis de sa charge de colonel général en 1614, il reçut le gouvernement de Poitou en 1616, fut le chef des protestants de France depuis l'année 1621 jusqu'en 1628 dans la guerre qu'ils soutinrent contre le cardinal de Richelieu, et, après la prise de La Rochelle et de Montauban, se retira à Venise en 1629. Nommé ambassadeur extraordinaire en Suisse dans l'année 1632, il commanda l'armée du roi dans la Valteline et sur les frontières de Lorraine en 1633, fit la guerre dans la Haute-Alsace en 1635, et s'empara de Ruffac et d'Ensisheim. Le duc de Rohan commanda de nouveau en Italie dans l'année 1636, se joignit en 1638 au duc de Saxe-Weimar contre les impériaux, et mourut à l'abbaye de Cunefeld (canton de Berne), à l'âge de cinquante-neuf ans, des suites des blessures qu'il avait reçues à la bataille de Rhinfeld. (*Chron. milit.*)

THOMAS DE SAVOIE, prince de Carignan, comte de Soissons, général des armées du roi en Italie.

Cinquième fils de Charles Emmanuel, Ier du nom, duc de Savoie, surnommé *le Grand*, et de Catherine d'Autriche, fille de Philippe II, roi d'Espagne, et d'Elisabeth de France, fille de Henri II, sa troisième femme.

Né le 21 décembre 1596. Marié à Saint-Germain-en-Laye, le 10 octobre 1624, à Marie de Bourbon, fille de Charles de Bourbon, comte de Soissons, et d'Anne, comtesse de Montafié, dame de Bonnetable et de Lucé. Mort le 22 janvier 1656.

Il commença à servir très jeune, et se trouvait en 1612 dans l'armée commandée par le duc de Savoie. Il fit les campagnes de 1612 à 1614 en Italie, et combattit aux siéges de Trin, d'Ast, à la prise de Masseran, etc. Il fit comme allié de la France, en 1625, la guerre contre les Génois. La Savoie étant passée à l'alliance espagnole en 1634, le prince Thomas fut, depuis 1635 jusqu'en 1641, un des généraux de cette puissance. Rentré au service de France dans l'année 1642, il fut nommé lieutenant général commandant des armées de France en Piémont et en Savoie, s'empara de Crescentino et de Tortone, et fit en Italie les campagnes de 1643 à 1647, comme général des armées du roi. Il reçut en 1648 le commandement de l'armée navale jointe à l'armée de terre en Italie. Grand-maître de la maison du roi en 1654, et de nouveau général des armées du roi en Piémont et en Italie en 1655, il fit, conjointement avec le duc de Modène, la campagne de cette année, et mourut à Turin, à l'âge de cinquante-neuf ans. (*Chron. milit.*)

HARCOURT (Henri de Lorraine, comte d'), d'Armagnac et de Brionne, vicomte de Marsan, grand-écuyer de France.

Second fils de Charles de Lorraine, Ier du nom, duc d'Elbeuf, comte

d'Harcourt, de Lillebonne et de Rieux, pair, grand-écuyer et grand-veneur de France, chevalier des Ordres du roi, et de Marguerite de Chabot, dame de Pagny.

Né le 20 mars 1601. Marié en février 1639, à Marguerite-Philippe du Cambout, veuve d'Antoine de Lage, duc de Puylaurens, et fille puînée de Charles de Cambout, marquis de Coislin, baron de Pontchâteau, chevalier des Ordres du roi, et de Philippe de Beurges, dame de Seury en Lorraine, sa première femme. Mort le 25 juillet 1666.

Il fit en 1620 ses premières armes à la bataille de Prague, servit comme volontaire dans les guerres de 1621, 1627, 1628, et se trouva au combat du Pas-de-Suze en 1629. Chevalier des Ordres du roi en 1633, général de l'armée navale en 1636, il la commanda conjointement avec l'archevêque de Bordeaux (Henri d'Escoubleau-Sourdis), dans les années 1636, 1637, 1638 et partie de 1639. Général de l'armée d'Italie en 1639, il fit les campagnes de 1639, 1640 et 1641. Gouverneur et lieutenant général de Guienne en 1642, il commanda la même année l'armée de Flandre, et fut nommé grand-écuyer de France en 1643. Vice-roi de Catalogne en 1644, et commandant les troupes dans cette province en 1645 et 1646, il se rendit maître de Roses et de Lérida. Le comte d'Harcourt commanda en 1649 dans la Normandie, fut nommé gouverneur et lieutenant général d'Alsace, commandant l'armée de Flandre, et s'empara de Condé, de Maubeuge et du château de l'Esclen. Il commanda de nouveau l'armée de Normandie sous le roi en 1650, fut général de l'armée de Guienne en 1651. Gouverneur d'Anjou en 1659, il mourut dans l'abbaye de Royaumont à l'âge de soixante-cinq ans. (*Chron. milit.*)

BOURBON (Louis de), IIe du nom, prince de Condé (*le grand Condé*), premier prince du sang.

Quatrième fils de Henri de Bourbon, IIe du nom, prince de Condé, premier prince du sang, pair et grand-maître de France, et de Charlotte-Marguerite de Montmorency.

Né à Paris le 8 septembre 1621. Marié le 11 février 1641, à Claire-Clémence de Maillé, duchesse de Fronsac et de Caumont, marquise de Brézé, etc., fille d'Urbain de Maillé, marquis de Brézé, maréchal de France, et de Nicole du Plessis-Richelieu. Mort le 11 décembre 1686.

Connu d'abord sous le nom de duc d'Enghien, il fit sa première campagne comme volontaire en 1640 au siége d'Arras. Il était en 1641 au siége d'Aire, et à la fin de cette campagne il fut nommé capitaine d'une compagnie royale. Il commanda la noblesse du Languedoc au siége de Perpignan en 1642, reçut le commandement en chef des armées de Flandre et de Picardie dans l'année 1643, livra la bataille de Rocroy et se rendit maître des places d'Emery, Barlemont, Maubeuge, Binch, Thionville et Sierk. Gouverneur de Champagne et de Brie en 1644, il commanda l'armée d'Allemagne, se joignit au vicomte de Turenne, combattit à Fribourg le général Merci, et s'empara ensuite des villes de Spire, Philipsbourg, Worms, Oppenheim. En 1645, il prit Rotembourg et remporta la victoire de Nordlingen; il commença en 1646 la campagne de Flandre sous les ordres de MONSIEUR (Gaston de France, duc d'Orléans), reçut le commandement en chef de l'armée après le départ de ce prince, et prit Courtray, Bergues-Saint-Winox, Furnes et Dunkerque. Prince de Condé le 2 décembre 1646, après la mort de son père, gouverneur de Berry, grand-maître de la maison du roi, gouverneur de Bourgogne et de Bresse dans l'année 1647, il fit la même année la campagne de Catalogne après avoir été nommé vice-roi de cette province et commandant en chef de l'armée. Dans l'année 1648, il passa en Flandre, s'empara des villes d'Ypres et de Furnes, et gagna la bataille de Lens; son rôle fut moins glorieux pendant les troubles de la Fronde. Rentré en France en 1659, après le traité des Pyrénées, il recouvra les bonnes grâces du roi, le précéda en Franche-Comté dans l'année 1668, et, après la conquête de cette province, il prit le commandement de l'armée sur la Sambre. Il fit en 1672 la campagne de Hollande, se rendit maître de Wesel, Emeric, et se trouva au passage du Rhin, à Tolhuys, le 12 juin 1672. Dans les années 1673 et 1674, il continua à commander les armées de Flandre et de Franche-Comté, et gagna la bataille de Seneff. Général des armées de Flandre et d'Allemagne en 1675, il força Montécuculli à repasser le Rhin, et se retira ensuite à Chantilly, où il mourut à l'âge de soixante-cinq ans. (*Chron. milit.*)

PHILIPPE DE FRANCE (*Monsieur*), duc d'Orléans, de Chartres, de Valois, de Nemours, de Montpensier, etc.

Second fils de Louis XIII, roi de France, et d'Anne d'Autriche.

Né à Saint-Germain-en-Laye le 21 septembre 1640. Marié: 1° le 31 mars 1661, à Henriette-Anne d'Angleterre, seconde fille de Charles Ier, roi d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, et de Henriette-Marie de France; 2° le 21 novembre 1671, à Élisabeth-Charlotte de Bavière, fille de Charles-Louis, Ier du nom, duc de Bavière, comte palatin du Rhin, électeur, archi-trésorier de l'empire, et de Charlotte de Hesse-Cassel, fille aînée de Guillaume V, landgrave de Hesse-Cassel. Mort le 9 juin 1701.

Il porta d'abord le nom de duc d'Anjou. Après la mort de Gaston, frère de Louis XIV, en 1660, il reçut le duché d'Orléans en apanage, et prit le titre de duc d'Orléans. Il accompagna Louis XIV dans la campagne de Flandre en 1667, le suivit dans la conquête de la Franche-Comté en 1668, et fut nommé la même année général de l'armée de Flandre. Généralissime de l'armée du roi en Hollande en 1672, il se trouva à la prise de plusieurs places et se rendit maître de Zutphen. Commandant en chef l'armée du roi en 1673, il accompagna Louis XIV au siége de Maestricht, à la seconde conquête de la Franche-Comté en 1674, et le suivit dans l'année 1675 en Flandre, où il commandait un corps d'armée. Le duc d'Orléans s'empara en 1676 de Condé et de Bouchain, fit en 1677 le siége de Saint-Omer, et remporta la victoire de Cassel sur le prince d'Orange. Il était avec le roi pendant la campagne de Flandre en 1678, au siége de Mons en 1691, et à celui de Namur l'année suivante. Il fut nommé en 1693 commandant de toutes les troupes de Normandie, Bretagne, Poitou, Aunis, Saintonge, Touraine, au Maine et en Anjou, et mourut à Saint-Cloud dans la soixante-unième année de son âge. (*Chron. milit.*)

DU QUESNE (Abraham, marquis), lieutenant général des armées navales.

Fils d'Abraham Du Quesne, capitaine de vaisseau.

Né à Dieppe en 1610. Marié le... à Gabrielle de Bernière. Mort le 2 février 1688.

Du Quesne commandait un vaisseau dans la flotte qui, après avoir battu celle des Espagnols le 15 mai 1637, les chassa des îles de Lérins. Lors de la guerre contre les Espagnols, il fit partie de l'expédition de la Corogne en 1639, se trouva au combat de Tarragone en 1641 et à celui du cap de Gates en 1643. Il prit ensuite du service en Suède dans l'année 1644, et devint vice-amiral de la flotte suédoise. En 1650, Du Quesne arma à ses frais une escadre pour faire des courses contre les Espagnols, et fut alors nommé chef d'escadre par la reine régente Anne d'Autriche. Il fut le chef le plus redou-

table de la marine française dans la guerre de 1671 à 1678, combattit le 30 mai 1673 les flottes hollandaises sous les ordres des amiraux Ruyter et Tromp, et gagna la bataille navale de Messine en 1675. Il commandait la flotte qui combattit le 8 janvier 1676 celle des Hollandais près de l'île de Stromboli, et ravitailla Messine. Il livra le 22 avril de la même année le combat naval d'Augusta en Sicile, où l'amiral Ruyter fut blessé à mort*. Du Quesne commanda deux fois le bombardement d'Alger, et força les Barbaresques à demander la paix. Ce fut aussi lui qui fit bombarder Gênes en 1684. Il mourut à Paris à l'âge de soixante-dix-huit ans. (*Biog. univ.*)

VENDOME (Louis-Joseph, duc de), de Mercœur, d'Étampes et de Penthièvre, prince de Martigues, etc.

Fils aîné de Louis, duc de Vendôme, depuis le cardinal duc de Vendôme, et de Laure Mancini, fille aînée de Michel Laurent Mancini, et de Jéronime Mazzarini.

Né à Paris, le 1er juillet 1654. Marié au château de Sceaux, le 15 mai 1710, à Marie-Anne de Bourbon (*mademoiselle d'Enghien*), cinquième fille de Henri-Jules de Bourbon, IIIe du nom, prince de Condé, premier prince du sang, pair et grand-maître de France, etc., et d'Anne de Bavière, seconde fille d'Édouard de Bavière, prince palatin du Rhin, et d'Anne de Gonzague-Clèves. Mort le 11 juin 1712.

Il porta d'abord le nom de duc de Penthièvre, et prit ensuite le titre de duc de Vendôme, à la mort de son père, en 1669. Colonel du régiment d'infanterie de Vendôme cette même année, il servit comme volontaire à l'armée du roi, en Hollande, en 1672, et fit toutes les campagnes jusqu'en 1676. Brigadier d'infanterie en 1677, il était la même année à la prise de Cambrai. Maréchal-de-camp en 1678, il se trouva à la prise d'Ypres, fut gouverneur de Provence en 1681, et combattit au siége de Luxembourg en 1684. Lieutenant général des armées du roi et chevalier des Ordres en 1688, il fut employé à l'armée de Flandre en 1691 et 1692, à celle d'Italie en 1693 et 1694. Général des galères en 1694, il commanda en chef l'armée de Catalogne dans les années 1695, 1696 et 1697, et prit la ville de Barcelone après avoir battu une nombreuse armée espagnole, succès qui amenèrent la paix de Riswyck. Général de l'armée d'Italie en 1702, il la commanda jusqu'en 1706, et inspira la plus grande confiance à Philippe V, qui, après la bataille de Luzara, lui donna l'ordre de la Toison-d'Or. Le duc de Vendôme fut ensuite envoyé en Flandre en 1708 pour remplacer Villeroi. Appelé par Philippe V en Espagne, en 1710, il rétablit ce monarque dans sa capitale et gagna sur Stahremberg la bataille de Villaviciosa; cette victoire lui valut le titre d'infant d'Espagne. Il mourut dans la soixante-huitième année de son âge, à Tignaroz, dans le royaume de Valence. (*Chron. milit.*)

JEAN BART (le chevalier), chef d'escadre.

Fils de Corneil Bart, capitaine de navire marchand, et de Catherine Joussens.

Né à Dunkerque le 20 octobre 1650. Mort le 27 avril 1702.

Il servit d'abord comme mousse dans la marine militaire de Hollande, et fut embarqué sur le bâtiment que commandait Ruyter, sous lequel il fit plusieurs campagnes. La guerre ayant éclaté en 1671 entre la France et la Hollande, Jean Bart revint dans sa patrie à Dunkerque, fit alors à ses frais plusieurs courses en mer, et enleva en 1675, à la hauteur du Texel, une corvette de guerre de dix-huit canons et de soixante-cinq hommes d'équipage. Il commandait en 1676 le corsaire *la Royale*, et s'empara d'un grand nombre de bâtiments hollandais et espagnols. Ayant été appelé vers 1678 au service de la marine royale, il fut nommé capitaine de vaisseau, commanda les frégates *la Vipère* et *la Serpente*, fit la campagne de 1692, se trouva en 1693 sous les ordres du maréchal de Tourville et détruisit six bâtiments de la compagnie hollandaise à la hauteur du cap Faro. Nommé chef d'escadre en 1697, et chargé de conduire le prince de Conti en Pologne, ce fut dans cette dernière campagne qu'il mourut à l'âge de cinquante-deux ans. (*Hommes illust. de la marine franç.*)

DUGUAY-TROUIN (René), lieutenant général des armées navales.

Fils de N... Duguay-Trouin, consul de France à Malaga, et armateur.

Né à Saint-Malo, le 10 juin 1673. Mort le 27 septembre 1736.

Il entra de bonne heure dans la marine et fit sa première campagne en 1689 comme volontaire sur le vaisseau *la Trinité*. Son père, qui était armateur à Saint-Malo, lui donna en 1691 le commandement d'une frégate de quatorze canons qu'il avait armée à ses frais, et en 1692 celui d'une frégate de dix-huit canons, avec lesquelles le jeune Duguay-Trouin fit plusieurs prises sur les Anglais et les Hollandais. S'étant emparé en 1694 du vaisseau de guerre *le Sans Pareil*, de cinquante canons, Louis XIV lui fit présent d'une épée, et après plusieurs campagnes sur mer dans les années 1695 et 1696, Duguay-Trouin entra dans la marine royale en 1697, et fut nommé capitaine de frégate. Capitaine en second dans l'année 1702, sur un vaisseau commandé par le comte de Hautefort, il fit sur mer les campagnes de 1702 à 1705. Nommé capitaine de vaisseau en 1706, chevalier de Saint-Louis en 1707, il reçut des lettres de noblesse en 1709, et s'empara de Rio-Janeiro en 1711. Chef d'escadre en 1715, membre du conseil des Indes en 1723, commandeur de l'ordre de Saint-Louis et lieutenant général des armées navales en 1728, il reçut en 1731 le commandement d'une escadre dans le Levant. Duguay-Trouin mourut à Paris, à l'âge de soixante-trois ans.

ORLÉANS (Philippe d'Orléans, duc d'), de Valois, de Chartres, de Nemours, de Montpensier, etc., régent du royaume.

Troisième fils de Philippe de France (MONSIEUR), duc d'Orléans, frère unique de Louis XIV et d'Élisabeth-Charlotte de Bavière, fille de Charles-Louis de Bavière, comte palatin du Rhin, électeur, et de Charlotte de Hesse.

Né à Saint-Cloud le 2 août 1674. Marié à Versailles, le 18 février 1692, à Françoise-Marie de Bourbon (*Mademoiselle de Blois*), fille légitimée de Louis XIV. Mort le 2 décembre 1723.

D'abord duc de Chartres, il fit en 1691 ses premières armes au siége de Mons, où il suivit le roi, se trouva ensuite au combat de Leuze, au siége de Namur en 1692, et en 1693 à la bataille de Nerwinde, où il commandait la cavalerie. Duc d'Orléans en 1701, après la mort de son père, il commanda en Italie dans l'année 1706, et l'année suivante en Espagne, où il se signala par la prise de Lérida, etc. Après la mort de Louis XIV, il fut reconnu régent du royaume, pendant la minorité du roi, et assista en 1722 au sacre de Louis XV, où il représenta le duc de Bourgogne. A la majorité du roi en 1723,

*) « La frégate qui portait en Hollande le cœur de Ruyter ayant été prise par les Français quelque temps après le combat d'Augusta, l'auteur de la vie de Du Quesne rapporte qu'à la vue du vase qui renfermait le cœur de Ruyter, il s'écria : « Voilà les restes d'un grand homme; il a trouvé la mort au milieu des hasards qu'il a tant de fois bravés; » et, rendant alors la liberté au capitaine, il lui dit : « Votre mission est trop respectable pour qu'on vous arrête. » (*Biog. univ.*)

il devint principal ministre, grand-maître et surintendant général des postes, et mourut à Versailles, à l'âge de quarante-neuf ans.

CHEVERT (François de), lieutenant général des armées du roi.

Né à Verdun, le 21 février 1695. Mort le 24 janvier 1769.

Il servit d'abord dans le régiment d'infanterie de Carné en 1706. Sous-lieutenant en 1710, il se trouva en 1711 à l'attaque d'Arleux, fut nommé lieutenant et fit en 1712 la campagne de Flandre. Aide-major en 1719, capitaine en 1721, major en 1728, il était aux siéges de Trèves et de Philipsbourg en 1734, et à l'affaire de Clausen en 1735. Lieutenant-colonel en 1739, il fit la campagne de 1741 en Bohême, se trouva à la prise de Prague et commanda cette place en 1742. Brigadier dans le Dauphiné en 1743, employé à l'armée d'Italie sous les ordres du prince de Conti en 1744, nommé la même année maréchal-de-camp, il servit de nouveau à l'armée d'Italie en 1745, 1746 et 1747. Lieutenant général des armées du roi en 1748, commandeur de l'ordre de Saint-Louis en 1754, il commanda le camp de Sarrelouis jusqu'en 1756, fit la campagne de 1757 dans le Hanovre et se trouva à la bataille d'Hastembeck. Grand-croix de l'ordre de Saint-Louis en 1758, il fut employé la même année à l'armée d'Allemagne, à celle de Flandre en 1760 et du Bas-Rhin en 1761. Gouverneur de Charlemont et de Givet cette dernière année, il mourut à Paris, à l'âge de soixante-quatorze ans.

CONTY (Louis-François de Bourbon, prince de).

Second fils de Louis-Armand de Bourbon, prince de Conty, et de Louise-Élisabeth de Bourbon.

Né à Paris, le 13 août 1717. Marié le 22 janvier 1732, à Louise-Diane d'Orléans (*Mademoiselle de Chartres*), septième fille de Philippe d'Orléans, duc d'Orléans, régent du royaume, et de Françoise-Marie de Bourbon (*Mademoiselle de Blois*). Mort le 2 juillet 1776.

Il porta d'abord le nom de comte de la Marche jusqu'à la mort de son père, en 1727. Chevalier des Ordres du roi en 1733, il fut la même année colonel d'un régiment de cavalerie, et fit sa première campagne au siége de Kehl. Maréchal-de-camp en 1734, il se trouva au siége de Philipsbourg. Lieutenant général des armées du roi en 1735, il fit la campagne de 1742 et 1743 en Bavière, celle de 1744 en Italie, et se trouva à la bataille de Coni. Nommé général de l'armée du Bas-Rhin en 1745, il commanda en chef celle sur les frontières de l'Allemagne dans l'année 1746 et s'empara de Mons, de Saint-Guillain et de Charleroi. Grand-prieur de France en 1749, gouverneur du château d'Alais et du pays des Cévennes en 1751, le prince de Conty se retira au Temple, et y mourut à l'âge de cinquante-neuf ans.

SUFFREN (Pierre-André de Suffren-Saint-Tropez), (*le bailli de Suffren*), bailli de l'ordre de Malte, vice-amiral.

Troisième fils de Paul de Suffren et de Hiéronime de Bruny de Châteaubrun.

Né le 13 juillet 1726. Mort le 8 décembre 1788.

Garde-marine en 1743, enseigne en 1748, il fit plusieurs campagnes sur mer. Après le traité de paix de 1748, il se rendit à Malte, où il entra dans l'ordre, et servit activement jusqu'en 1754. Nommé lieutenant de vaisseau en 1755, il se trouva à la prise de Mahon en 1757. Capitaine de frégate en 1767, il se rendit de nouveau à Malte en 1768, et continua ses caravanes contre les Barbaresques. Commandeur de l'ordre de Malte et capitaine de vaisseau en 1772, il fit successivement plusieurs campagnes sur mer, et se trouva en 1779, pendant la guerre de l'indépendance de l'Amérique, au combat de l'île de Grenade. Chef d'escadre en 1781, il livra le combat de la Praya, fit ensuite les campagnes de l'Inde, et se couvrit de gloire dans les combats de Negapatnam en 1782, de Gondelour en 1783, etc., etc. Nommé chevalier des Ordres du roi et vice-amiral en 1784, il fut commandant en chef en 1787. Le bailli de Suffren mourut à Paris dans la soixante-troisième année de son âge.

LA FAYETTE (Marie-Paul-Joseph-Yves-Gilbert Mottier, marquis de), général en chef des gardes nationales de France.

Né en 1757, à Chavagnac (Auvergne). Mort à Paris, le 20 mai 1834.

Parti en 1777 pour les États-Unis, sur un vaisseau équipé à ses frais, le marquis de La Fayette combattit dans les rangs des Américains et eut une grande part à la victoire de Montmouth en 1778. Élevé au grade de major général, il défendit en 1781 la Virginie contre lord Cornwallis et coopéra puissamment, avec Washington et Rochambeau, à la défaite de l'armée anglaise et à la capitulation d'York-Town. Député de la noblesse d'Auvergne aux États-Généraux de 1789, il fut nommé commandant de la garde nationale de Paris, et, en 1791, commandant en chef de l'armée du Centre. Arrêté par les Autrichiens à Namur, et renfermé dans les prisons d'Olmütz, il fut rendu à la liberté par le traité de Leoben. Élu membre de la Chambre des représentants en 1815, et de la Chambre des députés de 1818 et de 1827, il fut nommé général en chef des gardes nationales de France en 1830, et mourut à Paris à l'âge de soixante-dix-sept ans.

BIRON (Armand-Louis de Gontaut, duc de), général en chef des armées du Rhin et du Var.

Né le 13 avril 1747. Mort le 31 décembre 1793.

Connu jusqu'en 1788 sous le nom de duc de Lauzun, et colonel des hussards de ce nom, Biron fit la guerre d'Amérique sous Washington. Maréchal-de-camp et député aux États-Généraux de 1789, il fut nommé lieutenant général et général en chef de l'armée du Rhin en 1792. Il succéda au général Anselme dans le commandement de l'armée du Var, fut successivement commandant de l'île de Corse, général en Savoie et dans la Vendée, et mourut dans la quarante-sixième année de son âge.

CUSTINE (Adam-Philippe, comte de), général en chef des armées du Rhin et du Nord.

Né à Metz, en 1740. Mort le 28 août 1793.

Entré au service comme sous-lieutenant à l'âge de sept ans, Custine fit la campagne de 1748 sous le maréchal de Saxe. Colonel du régiment de dragons de son nom en 1762, il fit la guerre d'Amérique. Maréchal-de-camp et député aux États-Généraux de 1789, il fut nommé lieutenant général en 1791, général en chef de l'armée du Rhin en 1792, de l'armée de la Moselle, du Nord et des Ardennes en 1793, et mourut à l'âge de cinquante-trois ans.

DUMOURIEZ (Charles-François Dupérier), général en chef de l'armée du Nord.

Né à Cambrai, le 25 janvier 1739. Mort le 14 mars 1823.

Cornette de cavalerie au régiment d'Escars à l'âge de dix-

neuf ans, Dumouriez fut nommé capitaine dans la guerre de Sept-Ans. Maréchal-de-camp en 1788, et lieutenant général en 1792, il fut appelé la même année au commandement en chef de l'armée du Nord, arrêta les Prussiens au défilé de l'Argonne, conquit la Belgique, et gagna contre les Autrichiens la célèbre bataille de Jemmapes. Retiré en Angleterre, il y mourut à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

JOUBERT (Barthélemy-Catherine), général en chef de l'armée d'Italie.

Né à Pont-de-Vaux, en 1769. Mort le 15 août 1799.

Sous-lieutenant au 51e de ligne en 1792, Joubert fut successivement nommé adjudant général, chef de bataillon en 1795, et général de brigade après la bataille de Loano. Élevé au grade de général de division en 1796, il reçut en 1798 le commandement en chef de l'armée d'Italie. Atteint d'une balle à la bataille de Novi, il mourut à l'âge d'environ trente ans.

DAMPIERRE (Auguste-Marie-Picot, comte de).

Né à Paris, le 19 août 1756. Général en chef de l'armée du Nord. Mort le 9 mai 1793.

Officier dans les gardes-françaises, Dampierre avait étudié l'art militaire sous Frédéric-le-Grand. Aide-de-camp du maréchal Rochambeau en 1791, et quelque temps après colonel du 5e régiment de dragons, il fut nommé maréchal-de-camp en 1792, se distingua aux batailles de Valmy, de Jemmapes, et commanda le centre de l'armée à celle de Nerwinde. Nommé général en chef de l'armée du Nord en 1793, il fut blessé mortellement au combat d'Anzin, et mourut dans la trente-septième année de son âge.

HOUCHARD (Jean-Nicolas).

Né à Forbach, en 1740. Général en chef des armées du Rhin, de la Moselle et du Nord. Mort le 17 novembre 1793.

Capitaine dans le régiment de Bourbon-dragons, Houchard fit la guerre de Sept-Ans. Colonel au moment de la révolution, il fut nommé en 1792 maréchal-de-camp et général de division. Appelé au commandement en chef des armées du Rhin, de la Moselle et du Nord en 1793, il gagna sur les Anglais la bataille de Hondschoote le 8 septembre 1793, et mourut peu de temps après, à l'âge de cinquante-trois ans.

DUGOMMIER (Jean-François Coquille).

Né à la Basse-Terre (île de la Guadeloupe), en 1736. Général en chef de l'armée des Pyrénées-Orientales. Mort le 17 novembre 1794.

Entré au service à treize ans et ensuite réformé, Dugommier se retira à la Martinique, et fut appelé en 1789 au commandement en chef de la garde nationale de cette île. Revenu en France, et nommé général de brigade en 1792, puis général de division, il se signala en Italie, et reprit sur les Anglais la ville de Toulon en 1793. Envoyé comme commandant en chef à l'armée des Pyrénées-Orientales, il obtint plusieurs succès brillants sur les Espagnols qu'il repoussa au-delà des frontières et fut tué d'un éclat d'obus à la redoute de la montagne Noire (Pyrénées-Orientales).

DAGOBERT DE FONTENILLE (Louis-Simon-Auguste), général de division.

Né à Saint-Lô... Mort en 1794.

Sous-lieutenant au régiment de Tournaisis, Dagobert fit les premières campagnes de la guerre de Sept-Ans. Parvenu au grade de maréchal-de-camp, il fit sous Biron, en 1792, la campagne d'Italie. Nommé général de division et envoyé à l'armée des Pyrénées-Orientales, il se distingua au combat du Maz-de-Roz (1793), battit les Espagnols à Monteilla (10 avril 1794), s'empara de la Seu-d'Urgel, et, revenu à Puycerda, y fut emporté peu de jours après par une fièvre maligne. Dagobert (dit Jomini, *Histoire des guerres de la Révolution.*, t. V, p. 26) « était craint de l'ennemi, chéri des soldats qui le regardaient avec admiration, estimé du général en chef dont il avait toute la confiance.

AUBERT DU BAYET (Jean-Baptiste-Annibal), général en chef de l'armée des côtes de Cherbourg.

Né à la Louisiane, le 19 août 1759. Mort à Constantinople, le 17 décembre 1797.

Sous-lieutenant au régiment du Bourbonnais en 1780, Aubert du Bayet fut nommé en 1791 député au corps législatif; rentré dans la carrière militaire, il fut élevé au grade de général de brigade en 1792. Général de division et commandant en chef, il défendit Mayence en 1793 et ne remit cette ville au roi de Prusse qu'après un siége opiniâtre. Commandant en chef de l'armée des côtes de Cherbourg en 1796, il fut ensuite appelé au ministère de la guerre et de là à l'ambassade de Constantinople.

MARCEAU (Joseph-Maurice), général en chef de l'armée de l'Ouest.

Né à Chartres, en 1769. Mort en septembre 1796.

Entré comme soldat au régiment de Savoie-Carignan et parvenu au grade de sous-officier, Marceau fut nommé commandant du 1er bataillon des volontaires d'Eure-et-Loir en 1792. Général de brigade, puis général de division, il fut appelé en 1793 au commandement en chef de l'armée de l'Ouest. Passé à l'armée de Sambre-et-Meuse, il contribua au succès de la bataille de Fleurus en 1794. Blessé mortellement au combat d'Altenkirchen le 19 septembre 1796, l'armée autrichienne et l'armée française lui rendirent les honneurs militaires.

BEAUHARNAIS (Alexandre, vicomte de).

Né à la Martinique, en 1760. Général en chef de l'armée du Rhin. Marié à Marie-Françoise Tascher de La Pagerie, depuis impératrice des Français. Mort en 1794.

Entré de bonne heure au service et nommé major en second d'un régiment d'infanterie à la Martinique, Alexandre de Beauharnais fut élu député de la noblesse de Blois aux États-Généraux de 1789. Nommé maréchal-de-camp chef d'état-major en 1792, et général en chef de l'armée du Rhin en 1794, il fut ensuite traduit au tribunal révolutionnaire et mourut dans la trente-quatrième année de son âge.

CHAMPIONNET (Jean-Étienne).

Né à Valence, en 1762. Général en chef des armées de Naples, des Alpes et d'Italie. Mort en 1800.

Soldat avant la révolution, Championnet fut nommé lieutenant-colonel au 6e bataillon de la Drôme en 1792, et servit à l'armée du Rhin et à celle de la Moselle que commandait le général Hoche. Parvenu au grade de général de division en 1794, il décida le succès de la bataille de Fleurus et prit une part active à toutes les opérations de l'armée pendant les années 1795 à 1797. Placé à la tête de l'armée de Naples en

1798, il fit la conquête de ce royaume, fut envoyé l'année suivante à l'armée des Alpes, et remplaça le général Moreau dans le commandement de celle d'Italie.

HOCHE (Louis-Lazare).

Né le 24 février 1768, à Montreuil, près Versailles. Général en chef des armées de la Moselle, de l'Ouest et de Sambre-et-Meuse. Mort le 15 septembre 1797.

Entré au service dans le régiment des gardes-françaises, Hoche fut nommé capitaine au 58e de ligne en 1792. Élevé au grade d'adjudant général, il se distingua en 1793 à la défense de Dunkerque, menacé par le duc d'Yorck. Appelé dans la même année au commandement en chef de l'armée de la Moselle, il battit le général Wurmser près de Weissembourg et chassa l'ennemi de l'Alsace. Général en chef de l'armée de l'Ouest en 1796, il pacifia la Vendée et commanda la même année l'expédition d'Irlande. Nommé général en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse en 1797, il se signala dans cette campagne et gagna contre les Autrichiens les batailles de Neuwied et de Dierdoff.

KLÉBER (Jean-Baptiste).

Né à Strasbourg en 1754. Général en chef des armées du Rhin, de Sambre-et-Meuse et d'Orient. Mort le 14 juin 1800.

Sous-lieutenant au service d'Autriche de 1776 jusqu'en 1783, Kléber, rentré en France, prit les armes en 1792 comme volontaire, et parvint successivement aux grades d'adjudant général et de général de brigade. Général de division à l'armée du Nord, il commanda l'aile droite à la bataille de Fleurus, se distingua au passage de la Roër, prit Maëstricht (1794), et assista au passage du Rhin à Dusseldorf (1795). Passé en Égypte, et blessé à la prise d'Alexandrie, il reçut le commandement de cette ville, contribua à la soumission de la Syrie, et prit une part brillante à la bataille du Mont-Thabor. Revêtu du commandement en chef de l'armée d'Orient après le départ du général Bonaparte, il remporta sur les Turcs la victoire d'Héliopolis (20 mai 1800), et tomba bientôt après sous le poignard d'un fanatique Turc nommé Soleiman.

DESAIX DE VEIGOUX (Louis-Charles-Antoine).

Né à Saint-Hilaire-d'Ayat, en Auvergne, en 1768. Général de division. Mort en 1800.

Entré à quinze ans comme sous-lieutenant dans le régiment de Bretagne, Desaix fut nommé commissaire des guerres en 1791, puis capitaine au 46e de ligne en 1792. Général de division en 1794, il commanda en 1796 une division de l'armée du Rhin sous Moreau, et fut chargé de la défense du fort de Kehl. Passé en Égypte avec Bonaparte, il contribua au succès de la bataille des Pyramides, poursuivit Mourad-Bey, chef des Mameluks dans la Haute-Égypte, et remporta sur lui plusieurs victoires signalées qui le rendirent maître de tout le pays. De retour en France peu de jours avant la bataille de Marengo, où il commandait la réserve, il eut une grande part au succès de cette journée, dans laquelle il fut atteint d'un coup mortel, à l'âge de trente-deux ans.

HATRY (Jacques-Maurice).

Né à Strasbourg... Général en chef de l'armée de Hollande. Mort en 1802.

Chef de bataillon au 77e de ligne en 1792, Hatry fut élevé au grade de général de division en 1793. Il contribua à la victoire de Fleurus ainsi qu'à la prise des villes de Namur, Liége et Luxembourg, passa successivement aux armées de Sambre-et-Meuse, de Mayence et de Hollande, et fut élevé en 1799 à la dignité de sénateur.

LECLERC (Charles-Emmanuel).

Né à Pontoise, en 1772. Général en chef de l'armée de Saint-Domingue. Mort le 1er novembre 1802.

Volontaire en 1791 dans le 2e bataillon du département de Seine-et-Oise, Leclerc fut nommé capitaine au siége de Toulon en 1793. Promu au grade de général de brigade en 1797, il épousa Marie-Pauline, sœur du général Bonaparte, et fut élevé en 1799 au grade de général de division. Nommé général en chef de l'armée d'occupation de Portugal, puis de l'armée de Saint-Domingue en 1801, il mourut dans cette île à l'âge de trente ans, des suites de la fièvre jaune dont il avait été atteint.

PICHEGRU (Jean-Claude).

Né à Arbois, en 1761. Général en chef des armées du Rhin, du Nord et de Rhin-et-Moselle. Mort en 1804.

Adjudant au 2e d'artillerie en 1792, Pichegru fut envoyé à l'armée du Rhin et parvint successivement jusqu'au grade de général de division. Nommé général en chef de cette armée en 1793 et de l'armée du Nord en 1794, il fit la conquête de la Hollande et passa au commandement en chef de l'armée de Rhin-et-Moselle en 1795. Président du conseil des Cinq-Cents en 1797, il fut déporté à Cayenne, revint en France en 1804, et mourut dans la prison du Temple, à l'âge de quarante-trois ans.

LA SALLE (Antoine-Charles-Louis, comte de), général de division.

Né à Metz, en 1775. Mort le 6 juillet 1809.

Officier du régiment d'Alsace à onze ans, La Salle renonça à ce grade lors de la révolution, et servit comme simple soldat. Il fit les campagnes d'Italie et d'Égypte, fut nommé général de brigade, ensuite général de division, et fut tué à la bataille de Wagram.

JUNOT (Jean-Andoche), duc d'Abrantès, général en chef de l'armée de Portugal.

Né à Bussi-le-Grand, près Semur, en 1771. Mort le 29 juillet 1813.

Sergent de grenadiers au 2e bataillon de la Côte-d'Or en 1792, Junot parvint au grade de lieutenant et entra dans l'état-major de Bonaparte qu'il accompagna en Égypte avec le titre de premier aide-de camp. Général de division en 1801, gouverneur de Paris et colonel général des hussards en 1806, il fut appelé en 1807 au commandement en chef de l'armée de Portugal; forcé de capituler devant des forces supérieures, il revint en France et fut nommé capitaine général et gouverneur des provinces illyriennes.

MOREAU (Jean-Victor), général en chef de l'armée du Rhin.

Né à Morlaix, en 1763. Mort en 1813.

Lieutenant-colonel au 1er bataillon d'Ille-et-Vilaine en 1792, général de brigade en 1793 et général de division en 1794, Moreau fut appelé au commandement en chef de l'armée du Nord en 1796. Passé à celui des armées de Rhin-et-Moselle, il fit, des frontières d'Autriche et de Bavière jus-

qu'aux bords du Rhin, cette retraite célèbre qui le couvrit de gloire. Inspecteur général en 1798, et envoyé en Italie, il sauva l'armée à la bataille de Novi. Commandant en chef les armées du Danube et du Rhin en 1799, il gagna contre les Autrichiens, le 3 décembre 1800, la bataille de Hohenlinden. Retiré aux États-Unis en 1805, il revint en Europe en 1813, et rejoignit l'armée des alliés devant Dresde, où, atteint d'un boulet de canon qui lui emporta les deux jambes, il mourut dans la nuit du 1er au 2 septembre 1813.

LE COURBE (Claude-Joseph), général en chef de l'armée du Haut-Rhin.

Né à Lons-le-Saulnier, en 1759. Mort le 23 octobre 1815.

Lieutenant-colonel au 7e bataillon du Jura en 1792, Le Courbe servit successivement dans les armées du Haut-Rhin et du Nord, et se distingua aux batailles de Hondschoote et de Fleurus. Général de division en 1799, il commanda l'aile droite de l'armée en Suisse, et se signala, sous Moreau, à la bataille d'Hochstett. Nommé en 1815 général en chef de l'armée du Haut-Rhin, il mourut à Béfort, à l'âge de cinquante-six ans.

LA TOUCHE-TREVILLE (Louis-René-Madeleine Levassor de), vice-amiral.

Né à Rochefort en 1745. Mort le 19 août 1804.

Entré au service à treize ans, et nommé en 1768 enseigne de vaisseau, La Touche-Treville, après avoir été réformé, reprit du service dans la marine en qualité de capitaine de brûlot. Nommé lieutenant de vaisseau dans la guerre de 1778, et capitaine de vaisseau en 1780, il soutint plusieurs combats glorieux contre les Anglais dans la guerre d'Amérique. Député aux États-Généraux en 1789, et élevé au grade de contre-amiral en 1792, il fut destitué et incarcéré en 1793, reprit du service en 1799, commanda en chef la flottille réunie à Boulogne, et repoussa en 1801 les attaques de Nelson. Nommé vice-amiral en 1803, il prit le commandement de l'armée navale de Toulon, et mourut dans cette ville, à bord de son vaisseau, dans la cinquante-neuvième année de son âge.

VILLARET DE JOYEUSE (Louis-Thomas, comte), vice-amiral.

Né à Auch en 1750. Mort en 1812.

Entré dans la marine à l'âge de seize ans, Villaret de Joyeuse se distingua dans les campagnes de l'Inde, fut nommé capitaine de brûlot en 1778, capitaine de frégate en 1781, dans l'escadre du bailli de Suffren, et capitaine de vaisseau en 1791. Élevé au grade de vice-amiral, il commanda en 1794 la flotte de Brest qui livra le combat mémorable dans lequel s'engloutit le vaisseau *le Vengeur*. Chargé en 1801 du commandement des forces navales destinées à agir contre Saint-Domingue, et nommé en 1802 capitaine général de la Martinique et de Sainte-Lucie, il défendit avec vigueur ces possessions contre les Anglais. Gouverneur général de Venise en 1811, il mourut l'année suivante, à l'âge de soixante-deux ans.

RAPP (Jean, comte).

Né à Colmar, en 1772. Général en chef de l'armée du Rhin. Mort le 2 novembre 1821.

Entré au service à seize ans, Rapp se distingua en Allemagne, en Égypte et en Italie, et devint successivement aide-de-camp de Desaix et de Bonaparte. Nommé général de division sur le champ de bataille d'Austerlitz, il se signala dans les campagnes suivantes par des prodiges de valeur, à Golymin, à Essling, à la bataille de Mojaïsck et au siége de Dantzick, qu'il défendit, après la campagne de 1812, contre soixante mille hommes. Appelé en 1815 au commandement en chef de l'armée du Rhin par Napoléon, il fut créé en 1818 pair de France par Louis XVIII.

REYNIER (Jean-Louis-Ebnezer, comte).

Né à Lausanne, en 1771. Commandant le 7e corps de la grande-armée en 1812. Mort en 1814.

Canonnier dans le bataillon du Théâtre-Français en 1792, Reynier fut nommé adjoint à l'état-major pendant la campagne de Belgique, adjudant général en 1793, et général de brigade pendant la conquête de la Hollande en 1794. Chef d'état-major de l'armée du Rhin sous Moreau, il passa en Égypte, où il se signala à la bataille des Pyramides, aux siéges d'El-Arisch, de Saint-Jean-d'Acre et à la bataille d'Héliopolis. Nommé en 1805 au commandement d'une partie de l'armée d'Italie, il fit la conquête des Calabres, devint ministre de la guerre de Naples, se distingua à Wagram, puis en Espagne, et fut appelé en 1812 au commandement du 7e corps de la grande-armée dans la campagne de Russie.

BEAUHARNAIS (Eugène-Napoléon de), duc de Leuchtenberg, vice-roi d'Italie.

Fils d'Alexandre, vicomte de Beauharnais, et de Joséphine Tascher de la Pagerie.

Né le 3 septembre 1780. Marié le 13 janvier 1806 à Auguste-Amélie de Bavière, fille de Maximilien-Joseph, roi de Bavière, et de Marie-Wilhelmine-Auguste de Hesse-Darmstadt. Mort le 21 février 1824.

Aide-de-camp du général Bonaparte dans la campagne d'Italie de 1796 et 1797, Eugène de Beauharnais l'accompagna en Égypte. Nommé colonel des chasseurs de la garde en 1804, et vice-roi d'Italie en 1805, il commanda l'armée d'Italie en 1809, gagna la bataille de Raab, et contribua au succès de celle de Wagram. Appelé au commandement d'un des corps de la grande-armée dans la guerre de Russie, il prit le commandement en chef de cette armée après le départ de Napoléon et de Murat, et la ramena jusqu'à Magdebourg. Retiré en 1814 auprès de son beau-père, le roi de Bavière, il en reçut le duché de Leuchtenberg et le rang de prince de sa maison.

VANDAMME (Dominique-Joseph), comte d'Unebourg, lieutenant général.

Né à Cassel (département du Nord) en... Mort en 1830.

Entré jeune au service, Vandamme fut nommé général de brigade en 1792. D'abord employé en 1793 à l'armée du Nord, il fit ensuite, sous le général Jourdan, la campagne de 1795, et contribua puissamment au passage du Rhin en 1797. Nommé général de division en 1799, il commanda en cette qualité l'aile gauche de l'armée du Danube. Commandant en 1805 la 2e division du corps d'armée du maréchal Soult, il fut nommé après la bataille d'Austerlitz grand-aigle de la Légion-d'Honneur. Il s'empara de Breslau en 1807, battit les Autrichiens à Urfort en 1809, et, fait prisonnier par les Russes en 1813, il rentra en France à la paix de 1814. Nommé en 1815 pair de France et commandant de la 2e division de l'armée, il fut banni en 1816, et revint en France en 1824.

HÉDOUVILLE (Gabriel-Marie-Théodore-Joseph, comte d'), général en chef de l'armée des côtes de l'Ouest.

Né à Laon en 1755. Mort en 1825.

Élève de l'École militaire, le comte Hédouville obtint en 1773 le grade de sous-lieutenant. Capitaine au 6e de chasseurs à cheval en 1792, il reçut un avancement rapide et fut appelé en 1797 au commandement en chef de l'armée des côtes de l'Ouest. Nommé en 1801 ambassadeur à Saint-Pétersbourg, et ministre de France près la Confédération du Rhin en 1805, il fit la campagne de 1806 contre les Prussiens. Élevé à la dignité de pair de France en 1814, il mourut au château de La Fontaine, près Arpajon, dans la soixante-onzième année de son âge.

NAPOLÉON BONAPARTE.

Fils de Charles de Bonaparte et de Lætitia Ramolina.

Né à Ajaccio (Corse) le 15 août 1769. Lieutenant-colonel au 1er bataillon de la Corse en 1792, empereur le 18 mai 1804, sacré et couronné le 2 décembre 1804, par le pape Pie VII, dans l'église de Notre-Dame de Paris. Marié: 1° le 7 mars 1796, à Marie-Françoise-Joséphine de Tascher de la Pagerie, veuve d'Alexandre, vicomte de Beauharnais, général en chef de l'armée du Rhin, fille de Joseph-Gaspard de Tascher, seigneur de la Pagerie, et de Rose-Claire de Vergée de Salois, dont il fut séparé le 16 décembre 1809; 2° à Saint-Cloud, le 1er avril 1810, à Marie-Louise, archiduchesse d'Autriche, fille de François II, empereur d'Autriche, et de Marie-Thérèse des Deux-Siciles. Mort le 5 mai 1821.

Général en chef de l'armée d'Italie en 1796, de l'armée d'Égypte en 1798, consul le 10 novembre 1799, empereur le 18 mai 1804, roi d'Italie le 18 mars 1805. Il mourut à Sainte-Hélène, à l'âge de cinquante-deux ans.

MONTESQUIOU-FEZENSAC (Anne-Pierre, marquis de).

Né à Paris en 1741. Lieutenant général en 1791, général en chef de l'armée du Midi en 1792. Mort à Paris, le 30 décembre 1798.

Élevé à la cour et attaché comme menin aux enfants de France, Montesquiou fut nommé en 1771 premier écuyer de MONSIEUR (Louis XVIII), maréchal-de-camp en 1780, membre de l'Académie Française en 1784, député aux États-Généraux en 1789, il reçut le commandement en chef de l'armée du Midi, et conquit la Savoie en 1792. Décrété d'accusation la même année, il se retira en Suisse et put rentrer en France en 1795.

BEURNONVILLE.

Voir, 2e PARTIE, Portraits divers, page 30.

ROCHAMBEAU.

Voir, 2e PARTIE, Portraits divers, page 22.

LA FAYETTE

Voir, 2e PARTIE, Portraits divers, page 42.

ROIS DE FRANCE.

CLOVIS,

Fils de Childéric Ier et de la reine Basine,

ROI EN 481.

Né en 466. Marié en 493, à Clotilde, fille de Chilpéric, roi des Bourguignons. Mort à Paris, le 27 novembre 511.

Clovis, à la tête des Francs saliens, commença par détruire, à la bataille de Soissons, en 486, les restes de la domination romaine qui s'étaient conservés dans les Gaules. Vainqueur des Alamans à Tolbiac en 496, il accomplit le vœu qu'il avait fait dans cette grande journée de se convertir au christianisme, et reçut le baptême à Reims des mains de l'évêque saint Remy. Sa conversion ayant attiré de proche en proche sous son autorité les populations orthodoxes de la Gaule, il alla en 507 attaquer Alaric, le puissant roi des Wisigoths, et le vainquit à Vouglé, près de Poitiers. La monarchie des Francs, fondée par ses victoires, s'étendit ainsi de l'Escaut aux Pyrénées, et de l'Océan jusqu'à la limite du Rhin et du Rhône. Il mourut à l'âge de quarante-cinq ans, après trente ans de règne.

CHILDEBERT Ier,

Troisième fils de Clovis Ier et de la reine Clotilde (sainte Clotilde).

A la mort de Clovis, la coutume qui régissait les successions en Germanie partagea son royaume entre ses quatre fils. Mais, fidèle à l'usage qui a prévalu parmi les anciens historiens de la monarchie, de désigner spécialement comme rois de France ceux des princes mérovingiens qui régnèrent à Paris, nous donnons ici ce titre à Childebert Ier, dont Paris fut l'héritage. A la mort de son frère aîné, Clodomir, en 524, Childebert Ier devint maître d'Orléans, et sa domination s'étendit sur presque toute la Gaule occidentale. Il mourut sans enfants en 558. Il avait fondé, vers 540, l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés.

CLOTAIRE Ier,

Quatrième fils de Clovis Ier et de la reine Clotilde (sainte Clotilde).

ROI EN 558.

Né en 497. Marié: 1° en 517, à Ingonde, qu'il répudia; 2° en... à Aregonde, sœur de la reine Ingonde; 3° en... à Unscine ou Gunsinde; 4° en 538, à Radegonde (sainte Radegonde), fille de Berthaire, roi de Thuringe; 5° en... à Gundieucque, veuve de Clodomir, roi d'Orléans; 6° en 555, à Waldetrade, ou Waldrade, veuve de Théodebald, roi d'Austrasie, et fille puînée de Wacon, roi des Lombards. Mort à Compiègne après le 10 novembre 561.

Clotaire, d'abord roi de Soissons en 511, partagea en 534, avec Childebert Ier, le sanglant héritage du royaume d'Orléans, ravi aux enfants de Clodomir, puis les provinces austrasiennes, dont les trois rois Théoderic, Théodebert et Théodebald étaient successivement descendus au tombeau, et, à la mort de Childebert Ier en 558, se trouva maître de toute la monarchie des Francs. Il mourut dans la soixante-quatrième année de son âge, et fut enterré à Soissons dans la basilique de Saint-Médard.

CARIBERT,

Troisième fils de Clotaire Ier et d'Ingonde, sa première femme,

ROI EN 561.

Né vers 521. Marié : 1° en... à Ingoberge, qu'il répudia; 2° en... à Marofève; 3° en... à Méroflède; 4° en... à Théodechilde. Mort le 7 mai 567.

Caribert mourut dans la quarante-neuvième année de son âge, après un règne de six ans, et fut enterré à Paris, dans la basilique de Saint-Vincent*.

CHILPÉRIC Ier,

Fils de Clotaire Ier et d'Aregonde, sa seconde femme,

ROI EN 567.

Né vers 523. Marié : 1° en 564, à Audovère, qu'il répudia; 2° en 567, à Galsuinthe, fille aînée d'Athanagilde, roi des Wisigoths en Espagne; 3° vers 568, à Frédégonde. Mort à Chelles, en 584.

Chilpéric Ier, roi de Soissons en 561, lors du second partage de la monarchie des Francs, se fit roi de Paris en 567, à la mort de son frère Caribert. Ce fut l'ambition de ce prince qui alluma le flambeau de la guerre civile dans la dynastie mérovingienne et déchaîna la fatale rivalité de Brunéhaut et de Frédégonde. Après un long enchaînement de crimes dont il fut l'auteur ou le complice, il mourut assassiné, dans la soixante et unième année de son âge, après un règne de dix-sept ans, et fut enterré dans la basilique de Saint-Vincent.

CLOTAIRE II,

Cinquième fils de Chilpéric Ier et de la reine Frédégonde, sa troisième femme,

ROI EN 613.

Né vers le mois de juin 584. Marié : 1° en... à Haldetrude; 2° en... à Bertrude, sœur de la reine Gomatrude, femme de Dagobert Ier; 3° en 618, à Sichilde. Mort en 628.

Clotaire II, le dernier des enfants de Chilpéric et de Frédégonde, roi de Soissons, en 584, soutint la querelle de sa mère contre Brunéhaut, dont le génie impérieux dominait en Bourgogne et en Austrasie. Mais la turbulente aristocratie de ces deux contrées remit en 613 cette reine infortunée aux mains de Clotaire II, qui la fit périr par un affreux supplice, et resta ainsi seul maître de la monarchie des Francs. Il mourut dans la quarante-quatrième année de son âge, après un règne de quinze ans, et fut enterré dans la basilique de Saint-Vincent.

DAGOBERT Ier,

Second fils de Clotaire II et d'Aldetrude, sa première femme,

ROI EN 628.

Né vers 600. Marié : 1° à Clichy, en 625, à Gomatrude, sœur de la reine Bertrude, qu'il répudia en 629; 2° à Paris, en 629, à Nantilde, suivante de la reine Gomatrude; 3° en 630, à Ragnetrude; 4° en... à Wulfegonde; 5° en... à Berthilde. Mort à Épinay, le 19 janvier 638.

D'abord associé en 622 au royaume d'Austrasie, il devint ensuite roi de Neustrie en 628, après la mort de son père; et lorsque son frère Caribert mourut, en 631, il réunit à la couronne le royaume d'Aquitaine, et fut alors reconnu le seul roi de toute la monarchie des Francs. Il mourut à l'âge d'environ trente-huit ans, après en avoir régné dix, et fut enterré dans la basilique de Saint-Denis, qu'il avait fondée en 630. Dagobert Ier est le dernier des rois mérovingiens qui ait porté avec honneur le sceptre de Clovis et l'ait fait respecter au dedans et au dehors. Après lui commence cette longue suite de princes que l'histoire a flétris du nom de *Fainéants*, enfants pour la plupart, abrutis avant l'âge par la débauche et n'exerçant qu'une autorité nominale, sous le commandement effectif des maires du palais.

(*) Aujourd'hui l'église Saint-Germain-des-Prés.

CLOVIS II,

Fils de Dagobert Ier et de la reine Nantilde, sa seconde femme,

ROI EN 638.

Né vers 634 ou 635. Marié en 649, à Bathilde, esclave anglo-saxonne, vendue en France, reconnue comme sainte par l'Église. Mort en 656.

Clovis II, à qui Dagobert avait laissé les royaumes de Bourgogne et de Neustrie, réunit à ces deux couronnes celle d'Austrasie, à la mort de son frère Sigebert. Mais il garda peu de temps ce simulacre de puissance et mourut dans la vingt et unième année de son âge, après un règne de dix ans. Il fut enterré dans la basilique de Saint-Denis.

CLOTAIRE III,

Fils aîné de Clovis II et de la reine Bathilde,

ROI EN 656.

Né vers 652. Marié en... à Amathilde ou Bithilde. Mort en juillet 670, sans postérité.

Il hérita des royaumes de Bourgogne et de Neustrie, et mourut à l'âge de dix-huit ans environ, dans la quatorzième année de son règne. Il fut enterré dans la basilique de Saint-Denis. La mairie du palais appartint en Neustrie, pendant le règne de ce jeune prince, à Ébroin, dont le gouvernement énergique humilia l'aristocratie et rendit à l'autorité tout le ressort qu'elle avait perdu.

CHILDÉRIC II,

Second fils de Clovis II et de la reine Bathilde,

ROI EN 670.

Né vers 653. Marié en 668 ou 669, à Blichilde, fille de Sigebert, deuxième roi d'Austrasie. Mort en 673.

Childéric II, qui était déjà roi d'Austrasie, recueillit l'héritage de son frère, Clotaire III, et, loin d'imiter sa débile langueur, n'usa du pouvoir que pour déchaîner en toute liberté la violence de ses passions. Un seigneur franc qu'il avait outragé l'assassina à la chasse. Il était âgé d'environ vingt et un ans, et fut enterré dans la basilique de Saint-Vincent.

THIERRY Ier,

Troisième fils de Clovis II et de la reine Bathilde,

ROI EN 674.

Né vers 654. Marié : 1° en... à Clotilde; 2° en... à Doda. Mort en 691.

Thierry Ier, roi de Neustrie et de Bourgogne en 673, vit s'engager, pour en être le jouet, la grande querelle d'Ébroin et de Saint-Léger, évêque d'Autun, puis la querelle, bien plus grande encore, des maires héréditaires de l'Austrasie contre la Neustrie. La bataille de Testry, gagnée en 687, par

Pepin d'Héristal, donna aux ducs austrasiens une prépondérance définitive, et fit passer les derniers Mérovingiens sous leur tutelle. Thierry Ier resta sous celle de Pepin d'Héristal jusqu'en 691, où il mourut dans la trente-septième année de son âge. Il fut enterré dans l'abbaye de Saint-Wast d'Arras.

CLOVIS III,

Fils aîné de Thierry Ier et de la reine Clotilde, sa première femme,

ROI EN 691.

Né vers 680. Mort vers le mois de mars 695.

Clovis III, comme son père, prêta son nom aux actes de l'autorité de Pepin d'Héristal, en Neustrie, et termina son innocente vie à l'âge d'environ quinze ans. Il fut enterré dans l'église de Saint-Étienne, à Choisy-au-Bac*, près de Compiègne.

CHILDEBERT II, surnommé LE JUSTE.

Second fils de Thierry Ier et de la reine Clotilde, sa première femme,

ROI EN 695.

Né vers 676. Marié en... à Eudoxie. Mort le 14 avril 711.

Childebert II, laissé par Pepin d'Héristal au fond d'une des *villa* royales des bords de l'Oise, y végéta dans la même obscurité que son père et son frère, tandis que le chef des Austrasiens menait chaque année les Francs à des expéditions contre les Frisons ou d'autres peuples barbares de la Germanie, et s'associait aux projets des papes pour la conversion de cette contrée au christianisme. Childebert II mourut à vingt-cinq ans, et fut enterré dans l'église Saint-Étienne, à Choisy-au-Bac, près de Compiègne.

DAGOBERT II,

Fils de Childebert II et de la reine Eudoxie,

ROI EN AVRIL 711.

Né vers 699. Marié en... à Clotilde, d'origine saxonne. Mort le 24 juin 715.

Dagobert II, qui avait succédé à son père, mourut dans la seizième année de son âge environ, après un règne de quatre ans, et fut enterré dans l'église Saint-Étienne, à Choisy-au-Bac, près Compiègne. Un an avant la mort de ce jeune prince, en 714, avait fini la longue domination de Pepin d'Héristal.

CHILPÉRIC II,

Second fils de Childéric II et de la reine Blichilde,

ROI EN 715.

Né vers 670. Marié en... à Gisalde ou Gisale. Mort à Attigny, en décembre 720.

A la mort de Dagobert II, Raghenfrid ou Rainfroy, maire du palais en Neustrie, alla chercher dans l'obscurité ce rejeton oublié de la race mérovingienne, pour s'en faire un appui contre Charles Martel, qui, déshérité par son père, Pepin d'Héristal, était sorti de prison, et, à la tête des Francs austrasiens, menaçait d'envahir la Neustrie. Les batailles de Vincy et de Soissons, gagnées en 717 et 719 par Charles Martel, firent passer entre ses mains et sous sa tutelle le roi de Neustrie, Chilpéric II, qui, bientôt après, mourut dans la quarante-cinquième année de son âge. Il fut enterré à Noyon.

(*) Anciennement connu sous le nom de *Cauciacum*, et désigné depuis, tantôt sous le nom de Choisy-sur-Oise, et tantôt de Choisy-sur-Aisne. Choisy-au-Bac est situé au confluent de l'Aisne et de l'Oise.

THIERRY II, dit DE CHELLES,

Fils unique de Dagobert II et de la reine Clotilde,

ROI EN 720.

Né en 713. Mort vers le mois d'avril 737.

Thierry II, nourri dans le couvent de Chelles, qu'avait fondé sainte Bathilde, fut un docile instrument entre les mains de Charles Martel. Sous ce chef guerrier, qui, dans l'intérêt de sa puissance, n'hésita pas à livrer les richesses de l'église des Gaules en proie à ses compagnons d'armes, les Francs promenèrent leur ardeur belliqueuse au-delà du Rhin, contre les Frisons, les Saxons, les Alamans et les Bavarois, jusqu'au jour où les Arabes, maîtres de la Péninsule espagnole, franchirent les Pyrénées et envahirent l'Aquitaine, menaçant de là toute la France. Charles Martel alla chercher près de Poitiers, en 732, l'émir Abdérame (Abd-el-Rahman), et par une victoire décisive sauva la chrétienté. Ce fut cinq ans après ce grand événement que Thierry II mourut obscurément, comme il avait régné, dans la vingt-quatrième année de son âge. Charles Martel laissa le trône des Mérovingiens inoccupé jusqu'au jour de sa mort, en 741.

CHILDÉRIC III,

Fils de Chilpéric II et de la reine Gisalde ou Gisale,

ROI EN 742.

Né vers 734. Cesse de régner en 752. Mort en 754.

Pepin, fils de Charles Martel, hérita de son pouvoir en Neustrie, mais se crut forcé d'aller emprunter encore pour quelques années un fantôme royal à la race mérovingienne. Il donna le titre de roi à Childéric III. Ce ne fut qu'au bout de dix ans, lorsque son frère Carloman, retiré à l'abbaye du Mont-Cassin, lui eut laissé le commandement sur toute la monarchie des Francs, et qu'il eut affermi son autorité par une suite de victoires en Germanie et en Aquitaine, qu'il jugea le moment arrivé de faire descendre du trône de Clovis ses indignes successeurs. Le pape Zacharie autorisa cette grande révolution, et l'an 752, dans une assemblée générale des Francs tenue à Soissons, Childéric III fut déposé, puis relégué dans le monastère de Sithieu, à Saint-Omer, où il mourut deux ans après, dans la vingtième année de son âge.

PEPIN dit LE BREF,

Second fils de Charles Martel, maire du palais, et de Chrotrude ou Rotrude, sa première femme,

ROI EN 752.

Né en 714. Sacré et couronné à Soissons, en mars 752, par saint Boniface, archevêque de Mayence et légat du pape Zacharie. Sacré de nouveau dans l'église de Saint-Denis, le 28 juillet 754, avec la reine Berthe et ses deux fils, Charles et Carloman, par le pape Étienne II. Marié, vers 740, à Berthe ou Bertrade, fille de Caribert, comte de Laon. Mort à Saint-Denis, le 24 septembre 768.

Avec Pepin le Bref commence la seconde race des rois de France. Le règne de ce prince offre une suite non interrompue de grands travaux. Deux fois, en 754 et 755, il descendit en Italie pour y défendre le siége apostolique contre les envahissements d'Astolphe, roi des Lombards. Ce fut de sa main que le pape Étienne reçut la donation de la Romagne, du duché d'Urbin, et d'une partie de la marche d'Ancône, que le roi des Francs tenait du droit de la victoire. Il acheva en 759, par la prise de Narbonne, l'expulsion des Arabes du territoire de la Gaule méridionale, fit sept campagnes consé-

cutives (760-768) pour réduire l'indomptable Waifer, duc d'Aquitaine, et affermit enfin la souveraineté des Francs au-delà du Rhin, sur les peuplades de la Germanie. Pepin donna à la royauté un nouveau caractère, en substituant l'onction sacrée à l'inauguration guerrière des Mérovingiens, et jeta les fondements de cette alliance intime avec le Saint-Siége, qui fut après lui un des plus grands ressorts de la politique de Charlemagne. Il mourut après seize ans de règne, dans la cinquante-quatrième année de son âge, et fut enterré dans la basilique de Saint-Denis.

CHARLEMAGNE (CHARLES Ier, surnommé LE GRAND,

Fils aîné de Pepin le Bref et de la reine Berthe ou Bertrade.

ROI EN 768.

Né au château d'Ingelheim, le 26 février 742. Sacré à Saint-Denis du vivant de son père, le 28 juillet 754, par le pape Étienne II. Couronné à Noyon, le 9 octobre 768. Marié : 1° en... à Himiltrude ; 2° en 770, à Désidérate ou Hermengarde, fille de Didier, roi des Lombards ; 3° en 772, à Hildegarde, fille d'Imme ; 4° à Worms, en 783, à Fastrade, fille de Rodolphe, comte de Franconie ; 5° après 794, à Liutgarde. Mort à Aix-la-Chapelle, le 28 janvier 814.

Pepin, avant de mourir, avait partagé l'empire des Francs entre ses deux fils, Charles et Carloman ; mais la mort de celui-ci, en 771, laissa son frère seul maître de la monarchie. La conquête du pays des Saxons, consommée après trente-trois ans d'une lutte acharnée et d'une véritable guerre d'extermination (772 à 805), la destruction de la monarchie des Lombards en Italie (773-774), le nord de l'Espagne, depuis les Pyrénées jusqu'à l'Èbre, arraché à la domination des Arabes (778), les restes de l'ancienne puissance des rois Huns anéantis sur les bords du Danube et de la Theiss (791-6), enfin la Germanie entière soumise, les populations slaves asservies ou tributaires, et toutes ces contrées confondues dans un vaste empire « dont les bornes étaient, au nord, l'Océan et l'Eyder ; à l'ouest, l'Océan et l'Èbre en Espagne ; au sud, la Méditerranée ; à l'est, le Raab et les pays au-delà de l'Elbe, et au nord-est, les embouchures de l'Oder* : » tels furent les résultats des travaux guerriers qui remplirent la vie de Charlemagne. Il cimenta cette grande œuvre en renouvelant le titre aboli d'empereur d'Occident, qui lui fut donné, avec l'ancienne couronne des Césars, à Rome, le 25 décembre 800, par le pape Léon III. Ses efforts pour mettre l'ordre et l'unité dans le corps gigantesque de cette monarchie, composée de tant d'éléments divers, aussi bien que pour rassembler les débris de l'ancienne civilisation romaine et faire refleurir les lettres et les arts, eurent quelque chose de prodigieux qui surpassa encore la gloire de ses armes, et l'idée de grandeur est restée inséparablement unie à son nom de Charlemagne. Après un règne de quarante-six ans, il mourut dans la soixante-treizième année de son âge, et fut enterré dans la basilique d'Aix-la-Chapelle.

LOUIS Ier, dit LE DÉBONNAIRE,

Troisième fils de Charlemagne et de la reine Hildegarde, sa troisième femme,

ROI LE 28 JANVIER 814.

Né à Casseneuil (Agenois), en 778. Couronné dans l'église de Reims avec la reine Hermengarde, en août 816, par le pape Étienne IV. Marié : 1° en 798, à Hermengarde, fille d'Ingéramne, duc de Hasbaye ; 2° à Aix-la Chapelle, en 819, à Judith de Bavière, fille de Welfe, comte de Bavière, et d'Hel-gilwich. Mort près de Mayence, le 20 juin 840.

(*) *Art de vérifier les Dates.*

Louis le Débonnaire, qui avait d'abord été roi d'Aquitaine en 778 à sa naissance, fut sacré en cette qualité à Rome, en 781, par le pape Adrien Ier. Associé à l'empire, du vivant de son père, et couronné dans l'assemblée générale d'Aix-la-Chapelle, en août 813, il régna vingt-six ans et mourut dans la soixante-deuxième année de son âge. Il fut enterré dans l'église Saint-Arnould, à Metz. Sous son règne, commença à tomber en lambeaux l'unité factice de l'empire de Charlemagne, œuvre du génie de ce grand homme. Les fils de Louis le Débonnaire prêtèrent leurs mains à ce déchirement, et leurs guerres impies contre leur père secondèrent le mouvement qui poussait des peuples d'origine diverse à rentrer dans leur indépendance.

CHARLES II, dit LE CHAUVE,

Fils de Louis Ier (le Débonnaire) et de la reine Judith de Bavière, sa seconde femme,

ROI LE 20 JUIN 840.

Né à Francfort-sur-le-Mein, le 15 mai 823. Sacré à Limoges en octobre 854. Couronné à Soissons en 866. Marié : 1° à Crecy-sur-Oise, le 14 décembre 842, à Hermentrude d'Orléans, fille d'Eudes, comte d'Orléans ; 2° à Aix-la-Chapelle, le 22 janvier 870, à Richilde de Provence, fille du comte Beuves, et sœur de Boson Ier, depuis roi d'Arles ou de Provence. Mort à Brios (dans le Mont-Cenis), le 6 octobre 877.

Charles le Chauve, roi des contrées situées entre la Meuse et la Seine, se ligua avec son frère Louis dit *le Germanique*, contre leur aîné Lothaire, qui prétendait, comme héritier de la couronne impériale, réunir sous ses lois tout l'empire. La bataille de Fontenay ou Fontenailles en Auxerrois (841), où les trois frères se rencontrèrent avec les populations innombrables qu'ils traînaient à leur suite, fit couler des flots de sang, et ne décida point encore cette grande querelle. Ce ne fut que deux ans après, en 843, que le traité de Verdun consacra le démembrement de l'empire de Charlemagne, et laissa la France moderne à Charles le Chauve. Les invasions des Normands, accompagnées des progrès du morcellement féodal, marquèrent tristement le règne de ce prince. Le pape Jean VIII, en 875, décora Charles le Chauve des insignes de l'autorité impériale. Ce fut pour défendre ce vain titre qu'il alla chercher la mort en Italie. Il mourut dans la cinquante-cinquième année de son âge, après un règne de trente-sept ans. Ses restes furent enterrés à Nantua, et environ sept ans après transférés à Saint-Denis.

LOUIS II, dit LE BÈGUE,

Fils aîné de Charles II (le Chauve) et de la reine Hermentrude d'Orléans, sa première femme.

ROI LE 6 OCTOBRE 877.

Né le 1er novembre 846. Sacré et couronné à Compiègne, le 8 décembre 877, par Hincmar, archevêque de Reims ; sacré et couronné de nouveau au concile de Troyes, le 7 septembre 878, par le pape Jean VIII. Marié : 1° en 862, à Ansgarde, sœur d'Eudes ou Odon, comte de Bourgogne, et fille du comte Hardouin, qu'il répudia ; 2° en... à Adélaïde ou Judith, sœur de Wilfrid, abbé de Flavigny, en Bourgogne. Mort à Compiègne, le 10 avril 879.

Louis le Bègue, qui avait été reconnu roi d'Aquitaine, en

867, du vivant de son père, hérita de la couronne de France en 877. Après un règne de deux ans, il mourut dans la trente-troisième année de son âge, et fut enterré dans l'église Notre-Dame, à Compiègne.

LOUIS III et CARLOMAN,

Premier et second fils de Louis II (le Bègue) et de la reine Ansgarde de Bourgogne, sa première femme,

ROIS EN 879.

Nés : Louis III, vers 864 ; Carloman, en 866. Sacrés en 879 par Ansegise, archevêque de Sens, à l'abbaye de Ferrières (Gâtinais). Morts : Louis III, à Saint-Denis, le 3 ou le 5 août 882 ; Carloman, le 6 décembre 884.

« Au mois de mars 880, Louis et Carloman, s'étant rendus à Amiens, partagent entre eux la monarchie. Mais leur union fut si constante qu'ils semblent avoir régné par indivis, et tous les historiens les associent comme s'ils eussent occupé en commun le même trône. Louis III eut en partage tout ce qui dépendait de la Neustrie et de l'ancien royaume d'Austrasie, endeçà de la Meuse, et Carloman les royaumes de Bourgogne, d'Aquitaine, le marquisat de Toulouse, etc.* » Ils moururent l'un et l'autre sans postérité, et furent enterrés dans l'église de Saint-Denis.

CHARLES, dit LE GROS,

Troisième fils de Louis Ier, dit le Pieux, roi de Germanie, et d'Emme,

ROI EN DÉCEMBRE 884.

Né vers 833. Marié : 1° en... à... fille du comte Erkanger ; 2° en... à Richarde, princesse d'Écosse, qu'il répudia. Mort le 13 janvier 888.

Charles le Gros, fils de Louis le Germanique et petit-fils de Louis le Débonnaire, hérita de la couronne de France en 884, après la mort des rois Louis III et Carloman. Il possédait déjà les états de Souabe et d'Alsace en 876, avait été associé au royaume d'Italie par Carloman, son frère, en 879, proclamé roi et couronné à Milan le 6 janvier 880. Empereur en 881, sacré et couronné par le pape Jean VIII, il avait recueilli en 882 l'héritage de Louis, son frère, roi de Saxe. Ayant été reconnu roi de France par les grands de l'état en 884, il réunit ainsi sous son commandement toute la monarchie de Charlemagne. Mais ce prince, que les anciens historiens nomment et ne comptent pas parmi nos rois**, n'étala que plus tristement son impuissance sous le poids de tant de couronnes. La honte dont il se couvrit en capitulant lâchement avec les Normands, après le glorieux siége de Paris en 887, le laissa seul au milieu d'une défection universelle ; et, après avoir porté quatre ans le titre de roi de France, il alla mourir obscurément au couvent d'Indingen, dans la cinquante-quatrième année de son âge.

EUDES,

Fils aîné de Robert le Fort, comte d'Outre-Maine, et d'Adélaïde,

ROI EN 887.

Né en 858. Couronné à Compiègne, en janvier 888, par Wautier, archevêque de Sens. Marié en... à Théodrade. Mort à la Fère-sur-Oise, le 1er janvier 898.

(*) *Art de vérifier les Dates.*

(**) Charles le Chauve est compté comme Charles II, Charles le Simple comme Charles III, et le dernier des fils de Philippe le Bel, Charles le Bel, est appelé Charles IV.

Eudes, le vaillant défenseur de Paris, était fils de Robert-le-Fort, ce héros d'origine saxonne, qui avait trouvé la mort en combattant contre les Normands. Lorsque la déposition de Charles le Gros eut laissé la France sans roi, et que, suivant l'expression d'un annaliste contemporain, les diverses provinces de l'empire de Charlemagne, au lieu de se ranger sous l'obéissance de leurs seigneurs naturels, se choisirent des « princes tirés des entrailles du pays, » Eudes, investi déjà par Charles le Gros du comté de Paris, fut ce roi adopté par le vœu national. Il fut solennellement sacré à Compiègne par l'archevêque de Sens, et reçut du roi Arnoul de Germanie, le chef de la famille carlovingienne, une couronne d'or en signe de reconnaissance de son autorité. Il mourut à l'âge de quarante ans, et fut enterré dans l'église de Saint-Denis.

CHARLES IV, dit LE SIMPLE,

Fils posthume de Louis II (le Bègue) et de la reine Adélaïde ou Judith, sa seconde femme,

ROI LE 3 JANVIER 893.

Né le 17 septembre 879. Sacré et couronné à Reims, le 28 janvier 893, par Foulque, archevêque de Reims, et sacré de nouveau en 898. Marié : 1° en... à... (on ignore le nom de sa première femme) ; 2° à Attigny, le 18 avril 907, à Frederune, sœur de Beuves, évêque de Châlons-sur-Marne ; 3° vers 917, à Odgive, Ogive ou Eadgive d'Angleterre, fille d'Édouard Ier, dit *le Vieux*, roi d'Angleterre. Mort au château de Péronne, le 7 octobre 929.

A la mort d'Eudes, l'ascendant du roi de Germanie Arnoul fit rentrer dans ses droits l'héritier carlovingien. Charles le Simple mit fin aux invasions des Normands en cédant à leur chef Roll ou Rollon, par le traité de Saint-Clair-sur-Epte, la province depuis appelée, de leur nom, Normandie (912). Mais son autorité n'en fut que plus méprisée, et, après une lutte malheureuse de dix années contre les principaux de ses feudataires, il fut lâchement trahi et emprisonné par son parent Héribert, comte de Vermandois, en 923. Il mourut dans la cinquante et unième année de son âge, après un règne de trente ans, et fut enterré dans l'abbaye de Saint-Foursi, à Péronne.

RAOUL ou RODOLPHE,

Fils de Richard, dit le Justicier, duc d'Aquitaine, et d'Adélaïde, fille de Conrad II, comte de Paris,

ROI EN 923.

Né en... Sacré et couronné à Soissons avec la reine sa femme, le 13 juillet 923, par Wautier, archevêque de Sens. Marié en... à Emme ou Émine, fille de Robert II, duc de France, et de Béatrix de Vermandois. Mort à Auxerre, le 14 ou 15 janvier 936.

Charles le Simple ayant cessé de régner, Raoul, duc de Bourgogne, allié à la famille d'Eudes, fut élu roi de France par les grands de l'état, dans une assemblée générale, en 923. Il mourut après un règne de treize ans, et fut enterré dans l'église de Sainte-Colombe, à Sens.

LOUIS IV, dit D'OUTREMER,

Fils de Charles IV (le Simple) et de la reine Ogive d'Angleterre, sa troisième femme,

ROI EN 936.

Né en 921. Sacré et couronné à Laon, le 19 juin 936, par Guillaume, archevêque de Sens, puis une seconde fois à

Reims, par Artaud, archevêque de Reims. Marié, en 939, à Gerberge de Saxe, veuve de Giselbert, duc de Lorraine, fille de Henri Ier, dit *l'Oiseleur*, roi d'Allemagne et duc de Saxe, et de Mathilde de Ringelheim. Mort à Reims, le 10 septembre 964.

Louis d'Outremer, à la mort de Raoul, revint d'Angleterre, où il avait été emmené par sa mère, et avec un génie actif et courageux, digne d'une meilleure destinée, il passa tout son règne à se débattre contre l'ascendant sans cesse croissant de la famille de Robert le Fort. Chaque jour la royauté carlovingienne était plus misérablement resserrée dans son étroit domaine de Laon, tandis que la puissance des ducs de France prenait un essor plus étendu. Louis d'Outremer, après un règne de dix-huit ans, mourut d'une chute de cheval, dans la trente-quatrième année de son âge, et fut enterré dans l'église de l'abbaye de Saint-Remy, à Reims.

LOTHAIRE,

Fils aîné de Louis IV (d'Outremer), et de la reine Gerberge de Saxe,

ROI LE 10 SEPTEMBRE 954.

Né à Laon, en 941. Sacré et couronné dans l'église de Saint-Remy de Reims, le 12 novembre 954, par Artaud, archevêque de Reims. Marié, en 966, à Emme, fille de Lothaire II, roi d'Italie, et de la reine Adélaïde de Bourgogne. Mort à Compiègne, le 2 mars 986.

Lothaire avait été associé à la couronne, en 952, du vivant de Louis d'Outremer. Il avait treize ans quand il lui succéda. Son règne, comme celui de son père, « fut plein d'angoisses et de tribulations. » A côté de lui, grandissait le jeune héritier de la race toute populaire des comtes de Paris, Hugues Capet, et lorsque l'âge leur permit d'entrer en lutte, le prince carlovingien, malgré son entreprenante activité, plia sous l'ascendant d'une fortune plus haute que la sienne. Ce fut en vain qu'il conçut « la pensée de rétablir son royaume tel qu'il était autrefois, » et qu'en rendant à la France la possession des provinces lorraines, il essaya de flatter le sentiment national ; ainsi que son père avant lui, ce malheureux prince mourut à la peine, lorsque déjà, selon l'expression d'un contemporain, il n'était plus roi que de nom, et que Hugues l'était de fait. Il était dans la quarante-cinquième année de son âge, et avait régné trente-deux ans. Il fut enterré dans l'église de l'abbaye de Saint-Remy, à Reims.

LOUIS V, dit LE FAINÉANT,

Fils aîné de Lothaire et de la reine Emme d'Italie,

ROI LE 2 MARS 986.

Né vers 967. Couronné à Compiègne, du vivant de son père, le 8 juin 978. Marié en... à Blanche, fille d'un seigneur d'Aquitaine. Mort le 21 mai 987, sans postérité.

Associé à la couronne, du vivant de son père, en 978, Louis V ne régna qu'une année. Il mourut à l'âge de vingt ans, et fut enterré dans l'église de Notre-Dame, à Compiègne.

HUGUES CAPET,

Fils aîné de Hugues le Grand, duc de France et de Bourgogne, comte de Paris et d'Orléans, et de Hatwin ou Hatwige, duchesse de Lorraine, sa troisième femme,

ROI EN MAI 987.

Né vers 939. Sacré et couronné dans l'église de Saint-Remy de Reims, le 3 juillet 987, par Adalbéron, archevêque de Reims, chancelier de France. Marié en... à Adélaïs ou Adélaïde, présumée fille de Guillaume III, dit *Tête d'Etoupes*, duc de Guienne et comte de Poitou. Mort le 24 octobre 996.

Hugues Capet était duc de France, comte de Paris et d'Orléans, à la mort de Louis V. Le sentiment national, qui depuis cent ans repoussait dans les descendants de Charlemagne une race étrangère, éclata alors énergiquement, et l'aida à fixer la royauté dans sa famille. La couronne lui fut décernée par les grands du royaume dans une assemblée générale tenue à Noyon. Hugues Capet réunit à l'étroit domaine de Laon et de Reims, débris unique de la puissance carlovingienne, le grand-duché de l'Ile de France et le comté d'Orléans. Mais son avénement au trône ne fit que prêter une nouvelle force aux usurpations féodales qui couvraient tout le territoire, et le roi ne fut plus que le chef de cette longue hiérarchie de seigneurs et de vassaux entre les mains de qui toute la puissance publique était dispersée. L'œuvre des rois capétiens devait être, par une suite de longs et patients travaux, de former successivement le corps de la monarchie. Hugues Capet préluda à cette grande tâche en assurant à la royauté l'utile concours du clergé. Hugues mourut dans la cinquante-cinquième année de son âge, après un règne de neuf ans, et fut enterré dans l'église de Saint-Denis.

ROBERT II, dit LE PIEUX,

Fils aîné de Hugues Capet et de la reine Adélaïde,

ROI EN 996.

Né à Orléans vers 970. Couronné du vivant de son père, d'abord à Orléans le 1er janvier 986, et de nouveau à Reims en 991. Marié : 1° en 995, à Berthe, veuve d'Eudes Ier, comte de Blois, et fille de Conrad, roi de Bourgogne, et de Mathilde de France, dont il fut séparé ; 2° en 998, à Constance, seconde fille de Guillaume Taillefer, premier du nom, comte de Provence, et d'Adèle, dite *Blanche d'Anjou*, sa seconde femme. Mort à Melun, le 20 juillet 1031.

Robert, quoique placé pendant quelque temps sous le poids des anathèmes pontificaux, continua de gagner à la royauté capétienne l'appui du clergé. C'était une féconde semence pour l'avenir. Maître par héritage du duché de Bourgogne, il en investit son fils Henri, qui devait plus tard lui succéder. Il réunit en 1017 le comté de Sens à la couronne. Il mourut dans la soixante et unième année de son âge, après un règne de trente-cinq ans, et fut enterré dans l'église de Saint-Denis.

HENRI Ier,

Second fils de Robert II (le Pieux), et de la reine Constance d'Arles, sa seconde femme,

ROI LE 20 JUILLET 1031.

Né en 1005. Sacré à Reims, le 14 mai 1027, du vivant de son père. Marié à Reims, en 1051, à Anne de Russie, fille de Jaroslaw Ier, Wladimirowich, grand-duc de Russie, et de Enguerherde de Norwége. Mort à Vitry, dans la forêt de Bierre*, le 29 août 1060.

Henri Ier, après qu'il eut succédé à la couronne, donna en 1032 le duché de Bourgogne à son frère Robert, qui fut le chef de la branche royale appelée dans l'histoire première maison de Bourgogne. Henri Ier passa son règne dans une lutte inégale avec l'habile et puissant duc de Normandie,

(*) Connue depuis sous le nom de forêt de Fontainebleau.

Guillaume le Bâtard. Il mourut dans la cinquante-cinquième année de son âge, après un règne de vingt-neuf ans, et fut enterré dans l'église de Saint-Denis.

PHILIPPE Ier,

Fils aîné de Henri Ier et de la reine Anne de Russie.

ROI EN 1060.

Né en 1053. Sacré à Reims, le 23 mai 1057, du vivant de son père, par Gervais de Bellesme, archevêque de Reims. Marié : 1° en 1072, à Berthe, fille de Florent Ier, comte de Hollande, et de Gertrude de Saxe, qu'il répudia en 1092 ; 2° en 1092, à Bertrade, quatrième femme de Foulques, IVe du nom, dit *le Rechin*, duc d'Anjou, et fille de Simon, Ier du nom, seigneur de Montfort-l'Amaury, et d'Agnès d'Évreux, sa troisième femme. Mort à Melun, le 29 juillet 1108.

Le long règne de Philippe Ier est l'époque la plus brillante, l'époque vraiment héroïque de la féodalité. La conquête de l'Angleterre par Guillaume, duc de Normandie, en 1066, ajouta à la puissance des descendants de Rollon, et prépara à la couronne de France une dangereuse rivalité. Trente ans après, le pape Urbain II étant venu prêcher, en 1095, la première croisade à Clermont en Auvergne, on vit commencer ces grandes expéditions qui, pendant près de deux siècles, entraînèrent en Asie l'élite de la chevalerie européenne. Philippe Ier, prince endormi dans d'oisives voluptés, resta étranger à toutes ces grandes choses. Cependant il accrut le domaine de la couronne par la réunion du Gâtinais et du Vexin français, ainsi que de la vicomté de Bourges, qu'il acquit d'Eudes Herpin, parti pour la croisade. Philippe Ier mourut dans la cinquante-cinquième année de son âge, après un règne de quarante-huit ans, et fut enterré à Saint-Benoît-sur-Loire.

LOUIS VI, dit LE GROS,

Fils aîné de Philippe Ier et de la reine Berthe de Hollande, sa première femme,

ROI EN 1108.

Né en 1077 ou 1078. Sacré et couronné à Orléans, le 3 août 1108, par Daimbert, archevêque de Sens. Marié : 1° en 1104, à Lucienne de Rochefort, fille de Guy le Rouge, comte de Rochefort, en Yveline, et d'Adélaïs. Ce mariage fut déclaré nul au concile de Troyes, en 1107, pour cause de parenté ; 2° en 1115, à Alix ou à Adélaïde de Savoie (sainte Adélaïde), fille de Humbert, IIe du nom, comte de Maurienne et de Savoie, et de Gisèle de Bourgogne. Mort à Paris, le 1er août 1137.

Il avait été créé comte du Vexin, du vivant de son père, en 1092, et associé à la royauté en 1098 ou 1099. Dès ce temps, par son activité et son courage, il avait commencé à donner quelque relief à la couronne qu'il devait porter. Pendant le cours de son règne, il continua, le casque en tête et la lance au poing, à agrandir la fortune de la royauté en lui assurant une supériorité incontestable sur toutes les seigneuries de son domaine, et lui marquant sa place au sommet de la hiérarchie féodale. En même temps il rendait son pouvoir cher aux humbles populations des villes et des campagnes par la protection toute paternelle qu'il leur accordait, et on le vit seconder l'affranchissement de plusieurs des communes du domaine royal. Il mourut, environné des plus touchants regrets, dans la soixantième année de son âge, après un règne de vingt-neuf ans, et fut enterré dans l'église de Saint-Denis.

LOUIS VII, dit LE JEUNE,

Second fils de Louis VI (le Gros) et de la reine Adélaïde de Savoie, sa seconde femme,

ROI LE 1er AOUT 1137.

Né en 1120. Sacré et couronné à Reims, le 25 octobre 1131, par le pape Innocent II, du vivant de son père. Couronné roi de France à Bourges, le 25 décembre 1137. Marié : 1° à Bordeaux, le 22 juillet 1137, à Éléonore, duchesse de Guienne et comtesse de Poitou, fille aînée et héritière de Guillaume X, duc d'Aquitaine, et d'Éléonore de Châtellerault, qu'il répudia ; 2° à Orléans, en 1154, à Constance de Castille, fille aînée d'Alphonse VIII, roi de Castille, et de dona Bérengère de Barcelone, sa première femme ; 3° le 13 novembre 1160 à Alix de Champagne, cinquième fille de Thibaut IV, dit *le Grand*, comte de Champagne et de Blois, et de Mahaut ou Mathilde de Carinthie. Mort à Paris, le 18 septembre 1180.

Louis le Jeune marcha à la seconde croisade en 1147, à la tête de la chevalerie française. Ce fut au retour de cette expédition qu'il répudia la reine Éléonore, et porta ainsi dans la maison d'Angleterre le grand fief d'Aquitaine, destiné à y demeurer plus de trois siècles. La royauté, souveraine médiatrice des querelles féodales, n'en suivit pas moins, sous ce prince, sa marche progressive. Louis VII jeta en 1160 les fondements de l'église cathédrale de Paris et ceux du palais de Fontainebleau. Il mourut dans la soixantième année de son âge, après un règne de quarante-trois ans, et fut enterré dans l'abbaye de Barbeaux, près Melun, qu'il avait fondée en 1147. Ce prince donna, en 1170, la prérogative du sacre des rois à l'église de Reims.

PHILIPPE II (PHILIPPE-AUGUSTE),

Fils de Louis VII (le Jeune) et de la reine Alix de Champagne, sa troisième femme,

ROI LE 18 SEPTEMBRE 1180.

Né le 21 août 1165. Sacré à Reims, du vivant de son père, le 1er novembre 1179, par le cardinal Guillaume de Champagne, archevêque de Reims, et couronné à Saint-Denis avec Isabelle de Hainaut, sa femme, le 29 mai 1180. Marié : 1° le 28 avril 1180, à Isabelle de Hainaut, fille de Baudouin V, dit *le Courageux*, comte de Hainaut ; 2° à Amiens, le 14 août 1193, à Ingeburge ou Isamburge de Danemarck, fille de Waldemar Ier, dit *le Grand*, roi de Danemarck, qu'il répudia le 4 novembre de la même année et qu'il reprit en 1200 ; 3° en juin 1196, à Agnès de Méranie, troisième fille de Berthold IV, comte d'Audechs et duc de Méranie, qu'il répudia en 1200 pour reprendre la reine Ingeburge de Danemarck. Mort à Mantes, le 14 juillet 1223.

Philippe-Auguste prit part à la troisième croisade en 1191. Le grand œuvre de sa politique fut de rompre l'équilibre qui jusqu'alors avait maintenu la féodalité en une sorte de confédération mal unie, et d'y substituer la monarchie féodale. La cour des pairs, institution empruntée aux traditions fabuleuses du règne de Charlemagne, devint entre ses mains un instrument réel de domination ; et il fit valoir de même, au profit de la royauté, tout ce que le régime des fiefs lui fournissait de maximes monarchiques. Un arrêt de confiscation ayant dépossédé les Plantagenets du duché de Normandie, de la Touraine, de l'Anjou, du Maine, et ensuite du Poitou et de la Saintonge ; et ayant adjugé ces provinces à la couronne, Philippe-Auguste (1204) sut prêter à cet arrêt la

force de ses armes. La victoire de Bouvines, remportée sur la confédération du baronnage français, soutenue de l'empereur d'Allemagne et du roi d'Angleterre (1214), acheva la gloire de Philippe-Auguste et le triomphe de la royauté capétienne. Après un règne de quarante-trois ans, il mourut dans la cinquante-huitième année de son âge, et fut enterré dans l'église de Saint-Denis. On doit à ce prince l'établissement du trésor des chartes pour la conservation des archives de la couronne.

LOUIS VIII, surnommé LE LION,

Fils aîné de Philippe-Auguste et de la reine Isabelle de Hainaut, sa première femme,

ROI LE 14 JUILLET 1223.

Né dans la nuit du 4 au 5 septembre 1187. Sacré à Reims, le 6 et le 8 août 1223, avec la reine Blanche de Castille, sa femme, par Guillaume de Joinville, archevêque de Reims. Marié, le 23 mai 1200, à Blanche de Castille, seconde fille d'Alphonse IX, dit *le Noble*, roi de Castille, et d'Aliénor ou Eléonore d'Angleterre. Mort au château de Montpensier, en Auvergne, le 8 novembre 1226.

Louis VIII, par sa courte intervention dans la guerre des Albigeois, prépara de nouveaux agrandissements à la couronne. Il mourut, au retour de cette expédition, à l'âge de trente-neuf ans, et fut enterré dans l'église de Saint-Denis. Louis VIII est le premier roi de la troisième race dont le sacre n'ait pas devancé la mort de son père.

LOUIS IX, dit SAINT LOUIS,

Second fils de Louis VIII (surnommé le Lion) et de la reine Blanche de Castille,

ROI LE 8 NOVEMBRE 1226.

Né au château de Poissy, le 25 avril 1215. Sacré à Reims, le 29 novembre 1226, par Jacques de Basoches, évêque de Soissons. Marié à Sens, en mai 1234, à Marguerite de Provence, fille aînée de Raymond Bérenger, IVe du nom, comte de Provence, et de Béatrix de Savoie. Mort devant Tunis, le 25 août 1270.

Le traité de Paris, conclu en 1229, par la reine Blanche de Castille, pendant la minorité de saint Louis, mit fin à la guerre des Albigeois, et réunit à la couronne les sénéchaussées de Beaucaire et de Carcassonne, en même temps qu'il assurait l'héritage du comté de Toulouse à un prince de la maison de France. Saint Louis eut bientôt à défendre ces agrandissements contre une ligue de seigneurs méridionaux, unis au roi d'Angleterre et aux trois couronnes espagnoles, d'Aragon, de Castille et de Navarre. Il fut vainqueur à Taillebourg (1242), comme Philippe-Auguste à Bouvines. Sa croisade en Egypte fit éclater son héroïsme dans le malheur. C'est à son retour qu'il travailla à ses sages réformes, dont le but était d'établir le règne de l'Évangile dans la société féodale, en substituant les pacifiques arrêts de la justice aux décisions brutales de la force. Avec lui commença l'introduction des gens de loi dans les cours judiciaires, où jusqu'alors avaient exclusivement siégé les seigneurs. Le roi, premier seigneur féodal dans la personne de Philippe-Auguste, devint, en celle de saint Louis, le premier justicier du royaume. La sainteté de sa vie et de sa mort recommanda longtemps encore après lui ses institutions, comme son nom, à la vénération et à l'amour des peuples. Il régna quarante-quatre ans et mourut dans la cinquante-sixième année de son âge. Philippe le Hardi, son fils, rapporta, en 1271, ses restes dans l'église de Saint-Denis.

PHILIPPE III, dit LE HARDI,

Second fils de Louis IX (saint Louis) et de la reine Marguerite de Provence,

ROI LE 25 AOUT 1270.

Né le 1er mai 1245. Sacré et couronné à Reims, en août 1271, par Miles de Basoches, évêque de Soissons. Marié : 1° à Clermont en Auvergne, le 28 mai 1262, à Isabelle d'Aragon, seconde fille de Jacques Ier, roi d'Aragon, et d'Yolande de Hongrie, sa seconde femme; 2° à Vincennes, en août 1274, à Marie de Brabant, fille de Henri III *le Débonnaire*, duc de Brabant, et d'Alix de Bourgogne. Mort à Perpignan, le 5 octobre 1285.

Sous Philippe le Hardi, le marquisat de Provence et le comté de Toulouse furent réunis à la couronne, en 1272. Le règne de ce prince témoigna de la nouvelle et puissante influence acquise à la royauté dans les provinces méridionales. La sanglante catastrophe des Vêpres siciliennes le mit aux prises avec la maison d'Aragon, au-delà des Pyrénées. Il mourut à l'âge de quarante ans, après en avoir régné quinze, et fut enterré dans l'église de Saint-Denis.

PHILIPPE IV, dit LE BEL,

Second fils de Philippe III (le Hardi) et de la reine Isabelle d'Aragon, sa première femme,

ROI LE 6 OCTOBRE 1285.

Né à Fontainebleau en 1268. Sacré à Reims avec sa femme, le 6 janvier 1286, par Pierre Barbet, archevêque de Reims. Marié à Paris, le 16 août 1284, à Jeanne, reine de Navarre, comtesse de Champagne, de Brie et de Bigorre, fille unique et héritière de Henri Ier, dit *le Gras*, roi de Navarre, etc., et de Blanche d'Artois. Mort à Fontainebleau, le 29 novembre 1314.

Philippe le Bel, avec les maximes de justice proclamées par saint Louis et le cortége de légistes qu'il avait donné à la couronne, acheva de ruiner le gouvernement féodal. Il interdit aux seigneurs le droit de guerre privée et celui de battre monnaie. Mais l'autorité qu'il avait su concentrer en ses mains alla jusqu'à la tyrannie. Pour s'assurer un appui dans la lutte où il s'était engagé contre le pape Boniface VIII, et en même temps pour fournir de nouvelles ressources aux nouveaux besoins de la royauté, il convoqua les premiers États-Généraux, où les députés des communes vinrent s'asseoir à côté de ceux de la noblesse et du clergé (1302). Ce fut lui aussi qui rendit le parlement sédentaire à Paris, et commença à fixer l'organisation de ce grand corps judiciaire. Il réunit à la couronne la ville et le comté de Lyon. Philippe le Bel mourut dans la quarante-sixième année de son âge, après un règne de vingt-neuf ans, et fut enterré dans l'église de Saint-Denis.

LOUIS X, dit LE HUTIN,

Fils aîné de Philippe IV (le Bel) et de Jeanne, reine de Navarre,

ROI LE 29 NOVEMBRE 1314.

Né le 4 octobre 1289. Sacré et couronné à Reims, avec la reine Clémence de Hongrie, sa femme, le 3 août 1315, par Robert de Courtenay, archevêque de Reims. Marié : 1° à Vernon, le 23 septembre 1305, à Marguerite de Bourgogne, fille de Robert II, duc de Bourgogne, et d'Agnès de France ; 2° le 31 juillet 1315, à Clémence de Hongrie, fille aînée de Charles Martel, roi de Hongrie,

et de Clémence de Habsbourg. Mort au château de Vincennes, le 5 juin 1316.

Louis X, d'abord roi de Navarre en 1305, à la mort de sa mère, fut couronné à Pampelune le 1er octobre 1307. Une violente réaction éclata sous son règne et sous celui de ses deux frères, parmi les seigneurs du royaume, pour ressaisir toutes les prérogatives dont Philippe le Bel les avait dépouillés. Les embarras financiers de Louis Hutin lui dictèrent la célèbre ordonnance de 1316, par laquelle il vendit la liberté aux serfs des campagnes. Après avoir régné dix-huit mois, Louis X mourut dans la vingt-septième année de son âge, et fut enterré dans l'église de Saint-Denis.

JEAN Ier,

Fils posthume de Louis X (le Hutin) et de la reine Clémence de Hongrie, sa seconde femme,

ROI EN NAISSANT.

Sous la régence du comte de Poitiers, son oncle, depuis Philippe V (le Long).

Né le 15 novembre 1316. Mort le 19 novembre 1316 *.

PHILIPPE V, dit LE LONG,

Second fils de Philippe IV (le Bel) et de Jeanne, reine de Navarre,

ROI LE 19 NOVEMBRE 1316.

Né à Lyon en 1294. Sacré et couronné à Reims, avec la reine Jeanne de Bourgogne, sa femme, le 6 janvier 1317, par Robert de Courtenay, archevêque de Reims. Marié à Corbeil, en janvier 1307, à Jeanne de Bourgogne, fille d'Othon IV, comte palatin de Bourgogne, et de Mahaud, comtesse d'Artois, sa seconde femme. Mort sans enfants, dans la nuit du 2 au 3 janvier 1322.

Philippe V, sous le nom de comte de Poitiers, fut reconnu comme régent par les barons du royaume, pendant l'interrègne qui sépara la mort de Louis Hutin de la naissance de Jean Ier. La même assemblée décida qu'il succéderait à la couronne, s'il y avait lieu, à l'exclusion de la descendance féminine de son frère. C'est ce qui arriva en effet, et la loi salique, destinée à recevoir, quelques années plus tard, une plus éclatante confirmation, commença de la sorte à entrer dans le droit public de la France. Philippe le Long régna moins de six ans, mourut dans la vingt-huitième année de son âge, et fut enterré dans l'église de Saint-Denis.

CHARLES IV, dit LE BEL,

Troisième fils de Philippe IV (le Bel) et de Jeanne, reine de Navarre,

ROI LE 3 JANVIER 1322.

Né en 1295. Sacré à Reims, le 21 février 1322, par Robert de Courtenay, archevêque de Reims. Marié : 1° avant 1307, à Blanche de Bourgogne, seconde fille d'Othon IV, comte palatin de Bourgogne, et de Mahaud, comtesse d'Artois, sa seconde femme, qu'il répudia par sentence du pape rendue le 19 mai 1322; 2° à Provins, le 21 septembre 1322, à Marie de Luxembourg, fille aînée de Henri VII de Luxembourg, empereur d'Allemagne, et de Marguerite de Brabant; 3° par dispense du pape Jean XII, le 5 juillet 1324, à Jeanne d'Évreux, fille aînée de Louis de France, comte d'Évreux, d'Étampes, etc., et de Marguerite d'Artois, dame de Brie-Comte-Robert. Mort à Vincennes, le 1er février 1328.

Ce prince, qui porta d'abord le titre de comte de La Marche, succéda à son frère Philippe V. Il mourut comme ses deux aînés, sans enfants mâles, et avec lui finit la ligne dite des *Capétiens directs*. Charles le Bel régna six ans, mourut dans la trente-troisième année de son âge, et fut enterré dans l'église de Saint-Denis.

(*) Ce portrait n'existe pas.

PHILIPPE VI DE VALOIS,

Fils aîné de Charles de France, comte de Valois, d'Alençon, etc., et de Marguerite de Sicile, sa première femme,

ROI LE 1er AVRIL 1328.

Né en 1293. Sacré à Reims, avec la reine Jeanne de Bourgogne, sa femme, le 29 mai 1328, par Guillaume de Trie, archevêque de Reims. Marié : 1° par contrat passé à Fontainebleau en juillet 1313, à Jeanne de Bourgogne, troisième fille de Robert II, duc de Bourgogne, et d'Agnès de France; 2° par contrat passé à Brie-Comte-Robert, le 29 janvier 1349, à Blanche de Navarre, seconde fille de Philippe d'Évreux, IIIe du nom, roi de Navarre, et de Jeanne de France. Mort à Nogent-le-Roi, près Chartres, le 22 août 1350.

Philippe VI, fils de Charles, comte de Valois, frère de Philippe le Bel, fut proclamé régent du royaume par les suffrages réunis du baronnage et de l'université de Paris, au mépris des réclamations élevées par Isabelle de France, fille de Philippe le Bel, en faveur de son fils, Édouard III, roi d'Angleterre. Il fut solennellement reconnu alors que les femmes, inhabiles à succéder à la couronne, ne pouvaient transmettre à leurs descendants les droits qu'elles n'avaient pas. La veuve de Charles le Bel étant accouchée d'une fille, le régent devint roi sans contestation. Le règne de Philippe de Valois vit commencer la longue guerre qu'on a appelée de *Cent ans*, entre la France et l'Angleterre; la bataille de Crécy (1346) en marqua tristement le début. Cependant le domaine de la couronne s'accrut, sous ce prince, des comtés de Champagne et de Brie, ainsi que de la ville et du comté de Montpellier. Philippe de Valois reçut en outre, le 16 juillet 1345, de Humbert, dauphin de Viennois, la cession du Dauphiné, sous la condition que les fils aînés des rois de France porteraient le titre de dauphin. Après un règne de vingt-deux ans, il mourut dans la cinquante-septième année de son âge, et fut enterré dans l'église de Saint-Denis.

JEAN II, dit LE BON,

Fils aîné de Philippe VI (de Valois) et de la reine Jeanne de Bourgogne, sa première femme,

ROI LE 22 AOUT 1350.

Né au château de Gué-de-Maulny, près du Mans, le 26 avril 1319. Sacré à Reims, le 26 septembre 1350, par Jean de Vienne, archevêque de Reims. Marié : 1° à Melun, en mai 1332, à Bonne de Luxembourg, fille aînée de Jean de Luxembourg, roi de Bohême, et d'Élisabeth de Bohême, sa première femme; 2° à Sainte-Geneviève de Nanterre, le 19 février 1350, à Jeanne Ire, comtesse d'Auvergne et de Boulogne, veuve de Philippe de Bourgogne, comte d'Artois, et fille de Guillaume XII, comte d'Auvergne et de Boulogne, et de Marguerite d'Évreux. Mort à Londres, le 8 avril 1364.

Le roi Jean continua la guerre désastreuse commencée sous le règne précédent entre les couronnes rivales de France et d'Angleterre. La bataille de Poitiers (1356) fut plus fatale encore au royaume que ne l'avait été celle de Crécy, et pendant que le roi captif était emmené à Londres, les troubles de Paris, où la bourgeoisie s'efforça de saisir les rênes abandonnées

du gouvernement et n'aboutit qu'aux désordres de l'esprit de faction, se réunirent aux massacres de la *Jacquerie* pour mettre la France à deux doigts de sa perte. Le traité de Brétigny, qui livrait aux Plantagenets presque toute la France occidentale (1360), rendit la liberté au roi Jean, qui retourna quatre ans après prisonnier à Londres, plutôt que de fausser sa foi. Il mourut après un règne de quatorze ans, dans la quarante-cinquième année de son âge, et fut enterré dans l'église de Saint-Denis. La première maison de Bourgogne ayant fini avec Philippe de Rouvre, en 1361, le roi Jean, au lieu de réunir cette importante province à la couronne, la donna en apanage à son quatrième fils, Philippe, dit *le Hardi*, qui devint chef de la seconde maison de Bourgogne.

CHARLES V, dit LE SAGE,

Fils aîné de Jean II (le Bon) et de la reine Bonne de Luxembourg, sa première femme,

ROI LE 8 AVRIL 1364.

Né au château de Vincennes, le 21 janvier 1337. Sacré et couronné à Reims, le 19 mai 1364, par Jean de Craon, archevêque de Reims. Marié à Tain, près Lyon, le 8 août 1350, à Jeanne de Bourbon, fille aînée de Pierre de Bourbon, duc de Bourbon, comte de Clermont et de La Marche, et d'Isabelle de Valois. Mort au château de Beauté-sur-Marne, le 16 septembre 1380.

Faible et valétudinaire, hors d'état de paraître sur les champs de bataille, mais doué d'un esprit réfléchi, et instruit par l'expérience des malheurs de sa jeunesse, il conçut, du fond de l'hôtel Saint-Paul, et exécuta, avec l'aide du bras de Duguesclin, la grande pensée de reprendre aux Anglais tout ce qu'ils possédaient dans le royaume. Le surnom de *Sage*, que lui donnèrent ses contemporains, ne fut pas le prix de son habile gouvernement, mais de son amour pour les lettres et les arts. La *tour de la librairie* qu'il construisit au Louvre fut le commencement de la Bibliothèque royale. Après un règne de seize ans, il mourut dans la quarante-quatrième année de son âge, et fut enterré dans l'église de Saint-Denis.

CHARLES VI,

Fils aîné de Charles V (le Sage) et de la reine Jeanne de Bourbon,

ROI LE 16 SEPTEMBRE 1380.

Né à Paris, le 3 décembre 1368. Sacré et couronné à Reims, le 4 novembre 1380, par Richard Picque, archevêque de Reims. Marié à Amiens, le 17 juillet 1385, à Isabel ou Isabeau de Bavière, fille d'Étienne II (le Jeune), duc de Bavière, seigneur d'Ingolstadt, et de Thadée Visconti, dite *de Milan*, sa première femme. Mort à Paris, à l'hôtel Saint-Paul, le 22 octobre 1422.

La longue démence de ce prince a fait de son règne une des plus calamiteuses époques de notre histoire. La rivalité du duc d'Orléans et du duc de Bourgogne, qui produisit le double assassinat de la rue Barbette (1407) et du pont de Montereau (1419), les sanglantes vicissitudes de la lutte des Bourguignons et des Armagnacs, la bataille d'Azincourt (1415), plus désastreuse que celles de Crécy et de Poitiers, enfin le traité de Troyes (1420), qui livrait au roi d'Angleterre l'héritage de la couronne de France, tels sont les tristes souvenirs attachés au nom de Charles VI. Ce fut cependant au milieu même de sa démence que ce prince recueillit de la bouche du peuple le surnom de *Bien-Aimé*. Il mourut dans la cinquante-quatrième année de son âge, après un règne de quarante-deux ans, et fut enterré dans l'église de Saint-Denis.

CHARLES VII,

Cinquième fils de Charles VI et de la reine Isabeau de Bavière.

ROI LE 22 OCTOBRE 1422.

Né à Paris, le 22 février 1403. Couronné en 1422, à Poitiers, puis sacré et couronné à Reims, le 17 juillet 1429, par Renaud de Chartres, archevêque de Reims. Fiancé au château du Louvre, le 18 décembre 1413, et marié en 1422, à Marie d'Anjou, fille aînée de Louis, IIe du nom, roi de Sicile, duc d'Anjou, et d'Yolande d'Aragon. Mort au château de Mehun-sur-Yèvre, près Bourges, le 22 juillet 1461.

Ce prince, qui porta d'abord le titre de comte de Ponthieu en 1415, devint dauphin en 1416, après la mort de son frère Jean, et fut ensuite régent du royaume dans l'année 1418. Charles VII en appela à Dieu et à son épée du traité de Troyes qui le déshéritait. Réduit aux dernières extrémités, il fut sauvé par l'apparition miraculeuse de la Pucelle, qui délivra Orléans et mena le roi victorieux à Reims pour y être sacré (1429). Secondé par le patriotisme et le courage du connétable de Richemont, du comte de Dunois et d'autres vaillants capitaines, en même temps que par la sagesse de Jacques Cœur, des frères Bureau et d'autres habiles conseillers, il reconquit successivement sur les Anglais tout son royaume, donna à la France, par l'établissement de la taille des gendarmes, des compagnies d'ordonnance et des francs-archers, une organisation financière et une armée permanente, et devint ainsi le véritable fondateur de l'autorité monarchique. La Guienne, depuis trois cents ans entre les mains des rois d'Angleterre, rentra, avec le reste de la France reconquise, dans le domaine de la couronne, en 1453. Charles VII conclut le premier traité d'alliance de la France avec les cantons suisses. Il mourut à l'âge de cinquante-huit ans, après en avoir régné trente-neuf, et fut enterré dans l'église de Saint-Denis.

LOUIS XI,

Fils aîné de Charles VII et de la reine Marie d'Anjou,

ROI LE 22 JUILLET 1461.

Né à Bourges, le 3 juillet 1423. Sacré et couronné à Reims, le 15 août 1461, par Jean Juvénal des Ursins, archevêque de Reims. Marié : 1° à Tours, le 24 juin 1436, à Marguerite d'Écosse, fille aînée de Jacques Stuart Ier, roi d'Écosse, et de Jeanne Sommerset; 2° à Chambéry, en mars 1451, à Charlotte de Savoie, fille puînée de Louis, duc de Savoie, et d'Anne de Chypre. Mort au château de Plessis-lès-Tours, le 30 août 1483.

Louis XI fit sentir durement aux seigneurs du royaume le pouvoir absolu doucement établi par son père. François Ier lui a rendu le témoignage *d'avoir mis les rois hors de page*. La pensée dominante de son règne fut la ruine de la maison de Bourgogne, vassale trop puissante de la couronne de France. Toutefois, à la mort de Charles le Téméraire (1477), le duché de Bourgogne fut la seule portion qu'il sut recueillir de ses riches dépouilles. Il déposséda le bon roi René des comtés du Maine, d'Anjou et de Provence, dont il consomma la réunion à la couronne. On lui doit le premier établissement des postes. Après un règne de vingt-deux ans, il mourut dans la soixantième année de son âge, et fut enterré dans l'église collégiale de Notre-Dame-de-Cléry.

CHARLES VIII,

Second fils de Louis XI et de la reine Charlotte de Savoie, sa seconde femme,

ROI LE 30 AOUT 1483.

Né au château d'Amboise, le 30 juin 1470. Sacré à Reims, le 30 mai 1484, par Pierre de Laval, archevêque de Reims. Marié, par contrat passé à Langeais le 6 décembre 1491, à Anne, duchesse de Bretagne, fille aînée et héritière de François, IIe du nom, duc de Bretagne, et de Marguerite de Foix, sa seconde femme. Mort sans postérité, au château d'Amboise, le 7 avril 1498.

Anne de Beaujeu, sœur aînée de Charles VIII, nommée régente pendant sa minorité, sut dissiper, à force d'habileté et de résolution, la ligue des seigneurs conjurés pour déposséder la couronne de l'autorité sans contrôle que lui avait donnée Louis XI. Le duc d'Orléans, chef de cette ligue, alla expier en prison l'imprudente réaction que l'héritier du trône avait tentée contre la royauté. Le mariage de Charles VIII avec Anne, duchesse de Bretagne, fut sagement calculé pour préparer la réunion de ce dernier des grands fiefs à la couronne (1491). Le jeune roi obéit alors à l'impulsion de son âge, aussi bien qu'au besoin qu'avait la France de répandre ses forces au dehors en la jetant dans d'aventureux essais de conquête. Il entreprit de faire valoir les droits de la maison d'Anjou sur la couronne des Deux-Siciles, et à la tête d'une formidable armée, ses canons braqués contre le château de Saint-Ange, il obtint sans peine du pape Alexandre VI le titre fastueux et vain d'empereur de Constantinople (1494). Mais presque au lendemain de son entrée triomphale à Naples, l'Italie commença à se lever contre lui tout entière, et, forcé à une périlleuse retraite, la bataille de Fornoue (1495) ne lui donna que les moyens de repasser les Alpes en sûreté. Après un règne de quinze ans, il mourut dans la vingt-huitième année de son âge, et fut enterré dans l'église de Saint-Denis.

LOUIS XII, surnommé LE PÈRE DU PEUPLE,

Fils aîné de Charles, duc d'Orléans et de Milan, et de Marie de Clèves, sa troisième femme,

ROI LE 7 AVRIL 1498.

Né à Blois, le 27 juin 1462. Sacré à Reims, le 27 mai 1498, par le cardinal Guillaume Briçonnet, archevêque de Reims. Marié : 1° en 1476, étant duc d'Orléans, à Jeanne, duchesse de Berry, fille de Louis XI, roi de France, et de Charlotte de Savoie, sa seconde femme, dont il fut séparé le 12 décembre 1498; 2° au château de Nantes, le 8 janvier 1499, à Anne, duchesse de Bretagne, veuve de Charles VIII, roi de France, fille aînée et héritière de François, IIe du nom, duc de Bretagne, et de Marguerite de Foix, sa seconde femme; 3° à Abbeville, le 9 octobre 1514, à Marie d'Angleterre, fille de Henri VII, roi d'Angleterre, et d'Elisabeth d'York. Mort à Paris, au palais des Tournelles, le 1er janvier 1515.

Louis XII, petit-fils de Louis, duc d'Orléans, frère de Charles VI, entreprit de faire valoir les droits de son aïeule, Valentine de Visconti, sur le duché de Milan. Rien n'arrêta d'abord ses conquêtes : quelques jours de campagne lui donnèrent le Milanais (1500); mais trois ans après les Français furent chassés du royaume de Naples, et depuis lors, malgré la soumission de Gênes et l'alliance de Florence, malgré toute la gloire des batailles d'Aignadel (1507) et de Ravenne (1512), la fortune de Louis XII ne put se soutenir en Italie contre la politique du pape Jules II et du roi d'Espagne, Ferdinand le Catholique. La ligue de Cambrai, formée contre Venise, se retourna contre la France. La domination française fut détruite en Italie, les frontières du royaume envahies, et la paix achetée par Louis XII, au prix du sacrifice de toutes ses conquêtes (1514). Ce prince, en épousant la reine Anne, veuve de Charles VIII, prépara pour le règne suivant la réunion définitive de la Bretagne au corps de la monarchie. Les États-Généraux de 1506 lui déférèrent solennellement le titre de *Père du Peuple*, mérité par sa paternelle répugnance à accroître le fardeau des charges publiques. Louis XII, après un règne de dix-sept ans, mourut dans la cinquante-troisième année de son âge, et fut enterré dans l'église de Saint-Denis.

FRANÇOIS Ier,

Fils de Charles d'Orléans, comte d'Angoulême, et de Louise de Savoie,

ROI LE 1er JANVIER 1515.

Né à Cognac, le 12 septembre 1494. Sacré à Reims, le 25 janvier 1515, par Robert de Lénoncourt, archevêque de Reims. Marié : 1° à Saint-Germain-en-Laye, le 18 mai 1514, à Claude de France, fille aînée de Louis XII, roi de France, et d'Anne, duchesse de Bretagne, sa seconde femme; 2° le 4 juillet 1530, à Éléonore d'Autriche, veuve d'Emmanuel le Fortuné, roi de Portugal, fille de Philippe Ier, roi de Castille, et de Jeanne d'Aragon, dite *la Folle*. Mort au château de Rambouillet, le 31 mars 1547.

François Ier était l'arrière-petit-fils du duc d'Orléans, frère de Charles VI : il avait pour aïeul Jean d'Orléans, comte d'Angoulême, frère cadet du duc Charles, prisonnier à la journée d'Azincourt. La bataille de Marignan inaugura glorieusement son règne (1515). Moins heureux dans la longue suite de guerres que, pendant près de trente ans, il eut à soutenir contre l'empereur Charles-Quint, il n'en eut pas moins l'honneur de comprendre et de suivre la politique qui appartenait à la France en Europe, et de se mettre à la tête de toutes les puissances secondaires pour résister à la prépondérance envahissante de la maison d'Autriche. Il traça la route à Henri IV, à Richelieu et à Louis XIV. En même temps il prêta un nouveau degré de concentration et de force à l'autorité monarchique. Les contemporains, reconnaissants de la protection éclairée qu'il accordait aux arts de l'esprit, lui donnèrent le beau surnom de *Restaurateur des lettres*. Aussi, malgré toutes ses fautes, son règne a-t-il gardé un caractère incontestable de grandeur. Il fonda, en 1523, le Collége de France, et l'imprimerie royale en 1531. Son mariage avec Claude de France, fille de Louis XII et de la reine Anne, consomma la réunion de la Bretagne à la couronne. Il y rattacha également les provinces de Bourbonnais et d'Auvergne, et les comtés de Forez, de Beaujolais et de la Marche, vaste apanage de la maison de Bourbon, qui fut confisqué sur le trop célèbre connétable. Ce fut sous son règne, en 1534, que le Canada fut découvert par Jacques Cartier. Après avoir occupé le trône pendant trente-deux ans, il mourut dans la cinquante-troisième année de son âge, et fut enterré dans l'église de Saint-Denis.

HENRI II,

Second fils de François Ier et de la reine Claude de France, sa première femme,

ROI LE 31 MARS 1547.

Né à Saint-Germain-en-Laye, le 31 mars 1519. Sacré et couronné le 26 ou le 28 juillet 1547, à Reims, par le car-

dinal Charles de Lorraine, archevêque de Reims. Marié à Marseille, par traité du 27 octobre 1533, à Catherine de Médicis, fille unique et héritière de Laurent de Médicis, IIe du nom, duc d'Urbin, et de Madeleine de la Tour d'Auvergne, dite *de Boulogne*. Mort à Paris, au palais des Tournelles, le 10 juillet 1559.

Henri II, avant son avénement à la couronne, porta d'abord le titre de duc d'Orléans et devint ensuite dauphin en 1536, après la mort de François de France, duc de Bretagne, son frère aîné. Ce prince, peu fait pour les graves pensées de la politique, n'en poursuivit pas moins la grande querelle de la France avec la maison d'Autriche. Comme son père, il entreprit la tâche difficile de combattre les progrès de la réforme au dedans du royaume et de s'allier au dehors avec les princes protestants d'Allemagne. Le traité de Cateau-Cambrésis (1558) lui laissa les trois évêchés de Toul, Metz et Verdun, conquis sur l'empire, et la possession de Calais, repris par François, duc de Guise, sur les Anglais. Après un règne de douze ans, il mourut dans la quarantième année de son âge, et fut enterré dans l'église de Saint-Denis.

FRANÇOIS II,

Fils aîné de Henri II et de la reine Catherine de Médicis,

ROI LE 10 JUILLET 1559.

Né à Fontainebleau, le 19 janvier 1544. Sacré à Reims, le 18 septembre 1559, par le cardinal Charles de Lorraine, archevêque de Reims. Marié le 24 avril 1558, à Marie Stuart, reine d'Écosse, fille unique de Jacques V, roi d'Écosse, et de Marie de Lorraine. Mort à Orléans, le 5 décembre 1560.

La conjuration d'Amboise, triste prélude des guerres de religion, est le seul événement important qui ait marqué le règne de François II. Après un règne de dix-sept mois, il mourut sans postérité dans la seizième année de son âge, et fut enterré dans l'église de Saint-Denis.

CHARLES IX,

Troisième fils de Henri II et de la reine Catherine de Médicis,

ROI LE 5 DÉCEMBRE 1560.

Né à Saint-Germain-en-Laye, le 27 juin 1550. Sacré et couronné à Reims, le 15 mai 1561, par le cardinal Charles de Lorraine, archevêque de Reims. Marié à Mézières, le 26 novembre 1570, à Élisabeth d'Autriche, seconde fille de Maximilien II, empereur d'Autriche, et de Marie d'Autriche. Mort au château de Vincennes, le 30 mai 1574.

Charles IX, qui avait d'abord porté le titre de duc d'Angoulême, et ensuite celui de duc d'Orléans, succéda sur le trône à son frère François II. Il resta trois ans sous la tutelle de sa mère, Catherine de Médicis, et fut déclaré majeur le 17 août 1563. Les guerres de religion ont donné à son règne une triste célébrité. Les batailles de Dreux (1562) et de Saint-Denis (1567), de Jarnac (1569) et de Montcontour, et la journée de la Saint-Barthélemy (1572), sont autant de dates sinistres à enregistrer pour l'histoire. Il régna quatorze ans, mourut sans postérité dans la vingt-quatrième année de son âge, et fut enterré dans l'église de Saint-Denis.

HENRI III,

Quatrième fils de Henri II et de la reine Catherine de Médicis,

ROI LE 30 MAI 1574.

Né à Fontainebleau, le 19 septembre 1551. Sacré et couronné à Reims, le 13 février 1575, par Louis de Lorraine, cardinal de Guise, évêque de Metz. Marié à Reims le 15 février 1575, à Louise de Lorraine, fille aînée de Nicolas de Lorraine, duc de Mercœur, comte de Vaudémont, et de Marguerite d'Egmont, sa première femme. Mort à Saint-Cloud, le 2 août 1589.

Il porta d'abord le titre de duc d'Anjou et de Bourbonnais, et ensuite celui de duc d'Orléans. Nommé lieutenant général du royaume en 1567, il fut élu roi de Pologne le 9 mai 1573, et couronné à Cracovie le 15 février suivant. Il succéda à la couronne de France après la mort de son frère Charles IX, et institua l'ordre du Saint-Esprit le 1er janvier 1579. Le règne de Henri III vit s'accroître la violence des guerres de religion. La Ligue, cette vaste et puissante organisation des catholiques du royaume pour combattre le protestantisme, devint un instrument de faction entre les mains de l'ambitieuse maison des Guise, et le pouvoir royal s'éclipsa devant la redoutable popularité du chef de cette maison. De là la journée des barricades, qui chassa Henri III de Paris (12 mai 1588), suivie de bien près de la sanglante tragédie des États de Blois (23 décembre 1588), et, l'année suivante, de l'assassinat du roi par le fanatique Jacques Clément. Henri III était sans postérité; il avait régné quinze ans et était dans la trente-huitième année de son âge. Il fut enterré dans l'église de Saint-Denis,

HENRI IV.

Second fils d'Antoine de Bourbon, duc de Vendôme, roi de Navarre, et de Jeanne d'Albret, reine de Navarre, princesse de Béarn, comtesse de Foix.

ROI LE 2 AOUT 1589.

Né au château de Pau (Béarn), le 13 décembre 1553. Sacré à Chartres, le 27 février 1594, par Nicolas de Thou, évêque de Chartres. Marié : 1° à Paris, le 18 août 1572, à Marguerite de France, duchesse de Valois, seconde fille de Henri II, roi de France, et de Catherine de Médicis (ce mariage fut déclaré nul par l'autorité de l'église, le 17 décembre 1599); 2° à Lyon, le 27 décembre 1600, à Marie de Médicis, fille aînée de François-Marie de Médicis, Ier du nom, grand-duc de Toscane, et de Jeanne d'Autriche. Mort à Paris, le 14 mai 1610.

D'abord prince de Béarn, il fut gouverneur et amiral de Guienne en 1562, devint roi de Navarre en 1572, après la mort de sa mère, et succéda ensuite, en 1589, lors de la mort de Henri III, au trône de France. On sait tous les combats qu'il eut à livrer, tous les efforts de politique qu'il eut à faire pour vaincre la ligue fomentée et soutenue par Philippe II, et reconquérir sur elle son royaume. Son abjuration le réconcilia avec les catholiques français et avec l'église, et la guerre déclarée à l'Espagne replaça la France, en 1595, dans son état de rivalité naturelle avec la maison d'Autriche. Le traité de Vervins (1598) mit fin à cette guerre, et donna à Henri IV le loisir de cicatriser les plaies du royaume. Il fit concourir à ses plans les lumières et l'intégrité de Sully, et la France, sous cette habile administration, prit un essor de prospérité et de grandeur qu'elle n'avait point connu jusqu'alors. Mais, au milieu même des travaux de la paix, Henri IV

soutenait le rôle politique qui appartenait à la France, et par des négociations fortement nouées, il s'était rattaché tous les états secondaires intéressés au maintien de l'équilibre européen, pour se mettre à leur tête contre la vaste puissance de la maison d'Autriche, et lui porter en Allemagne des coups redoutables, lorsque le poignard de Ravaillac vint arrêter ses grands desseins. Il avait doté la couronne du petit royaume de Navarre et du comté de Foix, patrimoine de sa famille; il y réunit encore le Bugey et la Bresse, échangés avec le duc de Savoie contre le marquisat de Saluces. Après un règne de vingt et un ans, il mourut dans la cinquante-septième année de son âge, et fut enterré dans l'église de Saint-Denis.

LOUIS XIII,

Fils aîné de Henri IV et de la reine Marie de Médicis, sa seconde femme,

ROI LE 14 MAI 1610.

Né à Fontainebleau, le 27 septembre 1601. Sacré et couronné à Reims, le 17 octobre 1610, par François, cardinal de Joyeuse, archevêque de Rouen. Marié par procureur à Burgos, en Castille, le 18 octobre 1615, et en personne, à Bordeaux, le 25 novembre suivant, à Anne-Marie-Maurice d'Autriche, infante d'Espagne, fille aînée de Philippe III, roi d'Espagne, et de Marguerite d'Autriche. Mort au château de Saint-Germain-en-Laye, le 14 mai 1643.

Louis XIII fut déclaré majeur au parlement en 1614, mais il subit plusieurs années encore l'ascendant de sa mère. Marie de Médicis avait abandonné la politique de Henri IV et soumis la France à l'influence espagnole. Le mariage du roi avec Anne d'Autriche fut l'éclatante manifestation de ce grand changement (1615). Mais, après quatorze ans de tiraillements intérieurs, pendant lesquels les rênes de l'état flottèrent au gré des intrigues de la cour et de la fortune des partis qui la divisaient, le gouvernement passa aux mains vigoureuses du cardinal de Richelieu. Louis XIII, tout en haïssant et craignant ce puissant ministre, s'associa par son concours à tout ce qu'il fit pour la grandeur de la France. Abattre et désarmer les protestants par la ruine de leurs forteresses et la destruction de leur organisation politique, puis abaisser les princes et les grands et en faire les dociles et silencieux instruments de la royauté, telle fut la première partie de la tâche entreprise par Richelieu. Il y réussit à travers les embarras d'une lutte sans cesse renouvelée. Libre alors de tourner au dehors les forces de la France, il la fit entrer dans la guerre de *Trente-Ans*, et reprit l'œuvre commencée par Henri IV, d'humilier et d'affaiblir la maison d'Autriche (1635). Il mourut au plus fort de la lutte (1642). Louis XIII ne lui survécut que quelques mois. Ce prince était âgé de quarante-deux ans et en avait régné trente-trois. Il fut enterré dans l'église de Saint-Denis. La fondation de l'Académie Française est une des gloires de son règne et de l'administration du cardinal de Richelieu.

LOUIS XIV,

Fils aîné de Louis XIII et de la reine Anne d'Autriche,

ROI LE 14 MAI 1643.

Né au château de Saint-Germain-en-Laye, le 5 septembre 1638. Sacré et couronné à Reims, le 7 juin 1654, par Simon le Gras, évêque de Soissons. Marié, par procureur, à Fontarabie, par l'évêque de Pampelune, le 3 juin 1660, et en personne, à Saint-Jean-de-Luz, le 9 du même mois, à Marie-Thérèse d'Autriche, infante d'Espagne, fille unique de Philippe IV, roi d'Espagne, et d'Elisabeth de France, sa première femme, Mort à Versailles, le 1er septembre 1715.

Louis XIV fut déclaré majeur, en séance du parlement, le 7 septembre 1651. La minorité de Louis XIV vit d'abord cette suite d'étonnantes victoires remportées à Rocroy (1643), à Fribourg (1645), à Nordlingen (1646) et à Lens (1648), qui rendirent Mazarin l'arbitre de l'Europe dans la conclusion du célèbre traité de Westphalie. Les troubles de la Fronde affaiblirent ensuite pendant cinq ans la France au dedans, et lui ôtèrent l'avantage dans sa lutte prolongée contre la monarchie espagnole. Mais le triomphe de la royauté, dans cette dernière campagne qu'elle eut à soutenir contre les restes de la turbulence aristocratique, lui profita tout aussitôt au dehors, et le traité des Pyrénées donna à la France, déjà agrandie de l'Alsace, le Roussillon, la Flandre et l'Artois. A la mort de Mazarin, Louis XIV règne lui-même: la guerre des droits de la reine, en 1667, lui livre une partie de la Flandre; la grande guerre de Hollande, en 1678, devenue bientôt une guerre contre presque toute l'Europe, laisse la France maîtresse du reste de la Flandre ainsi que de la Franche-Comté (1678); Strasbourg devient une des clefs du royaume en 1682. C'est l'apogée de la gloire de Louis XIV. La lutte sanglante qu'il soutint contre la ligue d'Augsbourg procura un nouveau lustre à ses armes, sans étendre sa frontière (1688-97). Lorsqu'ensuite il accepta le testament de Charles II, qui donnait (1701) à son petit-fils la monarchie espagnole, ce fut une bien haute pensée que celle d'abaisser ainsi la barrière des Pyrénées et de confondre les intérêts de deux nations si longtemps rivales. Mais cet immense résultat fut acheté au prix de treize années d'une guerre désastreuse, qui firent expier au grand roi l'orgueil de ses prospérités passées par un triste enchaînement d'humiliations et de revers (1701-14). Cependant les traités d'Utrecht (1713) et de Rastadt (1714) laissèrent à Philippe le trône de Castille, et à Louis XIV presque toutes ses anciennes conquêtes. Le trait dominant du caractère de Louis XIV est d'avoir porté très haut le sentiment national et identifié la gloire de la France avec la sienne. Ce qu'il fit pour régulariser l'administration et concentrer toutes les forces du pays au sein de l'autorité monarchique n'est pas un des moindres bienfaits de son règne. Le siècle de Louis XIV restera toujours une des périodes les plus magnifiques de l'histoire de l'esprit humain. Sans parler des encouragements et des faveurs qu'il prodigua aux lettres et aux arts, il suffit de rappeler ici avec leurs dates les principales de ses grandes fondations. Il établit l'Académie royale des inscriptions et belles-lettres en 1663, celle de peinture et de sculpture en 1664, celle des sciences en 1666, celle des élèves de Rome en 1667, celle de musique en 1669, et celle d'architecture en 1671; fit bâtir le palais de Versailles en 1661, la colonnade du Louvre en 1665, l'Observatoire en 1667, et l'hôtel des Invalides en 1671; fonda la maison de Saint-Cyr en 1686, pour l'éducation de deux cent cinquante pauvres demoiselles, et institua l'ordre militaire de Saint-Louis au mois de mai 1693. Après un règne de soixante-douze ans, il mourut dans la soixante-dix-septième année de son âge, et fut enterré dans l'église de Saint-Denis.

LOUIS XV,

Troisième fils de Louis de France, dauphin, duc de Bourgogne, et de Marie-Adélaïde de Savoie,

ROI LE 1er SEPTEMBRE 1715.

Né à Versailles, le 15 février 1710. Sacré et couronné à

Reims, le 25 octobre 1722, par le cardinal de Rohan, archevêque de Reims. Marié à Fontainebleau, le 5 septembre 1725, à Marie Leczinska, fille unique et héritière de Stanislas Leczinski, roi de Pologne, et de Catherine, comtesse de Bnin-Opalinska. Mort à Versailles, le 10 mai 1774.

Louis XV était arrière-petit-fils de Louis XIV et petit-fils de Louis de France, dauphin, père du duc de Bourgogne. Les huit années de sa minorité se passèrent sous la régence de Philippe, duc d'Orléans; il fut déclaré majeur en séance du parlement, le 22 février 1720. Quatre guerres marquèrent le cours de son long règne : la première, suscitée par la turbulente ambition du cardinal Alberoni, fut promptement étouffée et sans important résultat (1718-1720); la guerre de la succession de Pologne (1733-1738), entreprise pour soutenir les droits de Stanislas Leczinski, beau-père du roi, ne fut point heureuse pour ce prince, mais elle assura à la France la possession de la Lorraine, nécessaire complément de sa frontière orientale. La guerre de la succession d'Autriche (1741-1748) couvrit de gloire les armées françaises, victorieuses à Fontenoy (1745), à Rocoux (1746), à Lawfeld (1747), mais fut sans profit pour le royaume. Enfin la guerre de *Sept-Ans*, signalée par une triste suite de revers, enleva à la France le Canada, la plus belle de ses colonies (1756-1763). L'acquisition de la Corse, en 1768, ne répara qu'incomplétement cette grande perte. L'autorité monarchique, parvenue sous Louis XIV au plus haut point qu'elle pût atteindre, sembla graduellement s'affaisser sous elle-même pendant les soixante années du règne de Louis XV. Le coup d'état par lequel ce prince exila le parlement de Paris, pour terminer la longue querelle de la cour avec ce grand corps, fut une cause redoutable d'impopularité pour son gouvernement. Louis XV établit l'Académie royale de chirurgie en 1731, fonda l'École royale militaire en 1751, et institua, le 10 mars 1759, l'ordre du Mérite militaire. Après un règne de soixante ans, il mourut dans la soixante-cinquième année de son âge, et fut enterré dans l'église de Saint-Denis.

LOUIS XVI,

Troisième fils de Louis de France, dauphin, et de Marie-Josèphe de Saxe, sa seconde femme,

ROI LE 10 MAI 1774.

Né à Versailles, le 23 août 1754. Sacré et couronné à Reims, le 11 juin 1775, par le cardinal de la Roche-Aymon, archevêque de Reims. Marié à Versailles, le 16 mai 1770, à Marie-Antoinette-Josèphe-Jeanne, archiduchesse d'Autriche, dixième fille de François Ier, empereur d'Allemagne, et de Marie-Thérèse d'Autriche, reine de Hongrie et de Bohême. Mort le 21 janvier 1793.

NAPOLÉON,

Fils de Charles de Bonaparte et de Marie-Lætitia Ramolino,

EMPEREUR LE 18 MAI 1804.

Né à Ajaccio (Corse) le 15 août 1769. Sacré et couronné le 2 décembre 1804, par le pape Pie VII, dans l'église Notre-Dame de Paris. Marié: 1° le 9 mars 1796, à Marie-Françoise-Joséphine de Tascher de la Pagerie, veuve d'Alexandre, vicomte de Beauharnais, général en chef de l'armée du Rhin, fille de Joseph-Gaspard de Tascher, seigneur de la Pagerie, et de Rose-Claire de Vergée de Salois, dont il fut séparé le 16 décembre 1809; 2° à Saint-Cloud, le 1er avril 1810, à Marie-Louise, archiduchesse d'Autriche, fille de François II, empereur d'Autriche, et de Marie-Thérèse des Deux-Siciles. Mort le 5 mai 1821.

Général en chef de l'armée d'Italie en 1796, de l'armée d'Égypte en 1798, consul le 10 novembre 1799, empereur le 18 mai 1804, roi d'Italie le 18 mars 1805. Il mourut à Sainte-Hélène, à l'âge de cinquante-deux ans.

LOUIS XVIII,

Quatrième fils de Louis de France, dauphin, et de Marie-Josèphe de Saxe, sa seconde femme,

ROI LE 2 MAI 1814.

Né à Versailles, le 17 novembre 1755. Marié au château de Versailles, le 14 mai 1771, à Marie-Joséphine-Louise de Savoie, fille de Victor-Amédée III, roi de Sardaigne, et de Marie-Antoinette-Ferdinande d'Espagne. Mort à Paris, au palais des Tuileries, le 16 septembre 1824.

CHARLES X,

Cinquième fils de Louis de France, dauphin, et de Marie-Josèphe de Saxe, sa seconde femme,

ROI LE 16 SEPTEMBRE 1824.

Né à Versailles, le 9 novembre 1757. Sacré et couronné à Reims, le 29 mai 1825. Marié le 16 novembre 1773, à Marie-Thérèse de Savoie, fille de Victor-Amédée III, roi de Sardaigne, et de Marie-Antoinette-Ferdinande d'Espagne. Mort à Goritz en Bohême, le 5 novembre 1836.

LOUIS-PHILIPPE Ier,

Fils aîné de Louis-Philippe-Joseph d'Orléans, duc d'Orléans, et de Louise-Adélaïde de Bourbon,

ROI LE 9 AOUT 1830.

Né à Paris, le 6 octobre 1773. Marié à Palerme, le 25 novembre 1809, à Marie-Amélie-Thérèse, princesse des Deux-Siciles, fille de Ferdinand IV, roi des Deux-Siciles, et de Marie-Caroline-Louise, archiduchesse d'Autriche.

PORTRAITS DIVERS.

BERNARD (Saint), père de l'Église, premier abbé de Clairvaux.

Fils de Tecelin et d'Alix ou Alette de Montbar.

Né en 1091, dans le village de Fontaine, en Bourgogne. Mort le 20 août 1153.

Saint Bernard entra en 1113, à l'âge de vingt-trois ans, à l'abbaye de Citeaux, qui avait été fondée dans l'année 1098. Ordonné abbé en 1115, il fut le premier abbé de Clairvaux; défenseur de l'Église, il combattit les novateurs, fit condamner en 1140, au concile de Sens, le schisme d'Abeilard, et se déclara contre le moine Raoul qui demandait le massacre des Juifs. Saint Bernard prêcha, en 1145, la deuxième croisade en France et en Allemagne. Il mourut à l'abbaye de Clairvaux, à l'âge de soixante-trois ans.

SAINT LOUIS (de Sicile), de la branche d'Anjou, évêque de Toulouse.

Second fils de Charles II *le Boiteux*, roi de Naples, de Sicile et de Jérusalem, et de Marie, sœur et héritière de Ladislas IV, roi de Hongrie, et fille d'Étienne V, roi de Hongrie, et d'Elisabeth.

Né à Nocera, en février 1275. Mort le 19 août 1298.

Il fut avec ses deux frères, depuis 1287 jusqu'en 1295, en otage pour son père, successivement prisonnier des rois d'Aragon, don Pèdre III, Alphonse III et Jacques II. Étant rentré en France, il céda à son frère Robert tous ses droits à la couronne de Sicile, prit les ordres, et fut pourvu, par dispense du pape Boniface VIII (Benoît Caïetan), de l'évêché de Toulouse. Il mourut au château de Brignoles en Provence, à l'âge de vingt-trois ans.

DANTE ALIGHIERI, poëte*.

Né à Florence, au commencement de l'année 1265. Marié vers 1291 à Gemma, de la noble famille des Donati. Mort le 14 septembre 1321.

Il fit ses études à Florence sous Brunetto Latini, poëte et philosophe. Dante, qui était entré dans le parti des Guelfes, se signala en 1289, à la bataille de Campaldino et au siége de Caprona en 1290. Banni de sa patrie comme appartenant à la faction des Blancs, il acheva ses jours dans l'exil, vint à Paris vers 1310, et mourut à Ravenne à l'âge de cinquante-six ans. — Il s'est immortalisé par ses poésies, et surtout par sa *Divine Comédie*.

PETRARQUE (François), poëte.

Né à Arezzo, le 20 juillet 1304. Mort le 10 juillet 1374.

Pétrarque, moins célèbre en son temps par son génie poétique que par sa rare érudition, fut couronné au Capitole le 8 avril 1351. Rappelé à Florence, d'où son père avait été exilé en même temps que le Dante, il fut nommé, en 1350, docteur de l'université. Il n'en exerça pas les fonctions, et mourut à Arqua à l'âge de soixante-dix ans.

MARGUERITE (surnommé *Maultasche*, c'est-à-dire *Gueule de Sac*, Marguerite *à la grande Bouche*).

Fille et héritière de Henri, duc de Carinthie, comte de Tyrol, roi de Bohême, et de Anne, fille de Wenceslas II, roi de Bohême et de Pologne, duc de Cracovie et de Sandomir, et de Judith, fille de l'empereur Rodolphe de Hapsbourg.

Née vers 1316. Mariée : 1° à Jean Henri, margrave de Moravie, troisième fils de Jean, dit *l'Aveugle*, comte de Luxembourg, roi de Bohême, et d'Élisabeth, fille de Wenceslas IV, roi de Bohême et de Pologne, dont elle fut séparée, par divorce, le 2 novembre 1341 ; 2° après 1341, à Louis Ier, de Bavière, margrave de Brandebourg, dit le *Vieux*, fils aîné de Louis III, empereur de Bavière, et de Béatrix, fille de Henri, duc de Glogaw. Mort le 3 octobre 1369.

Après la mort de son fils, la comtesse de Tyrol transféra le comté à la maison d'Autriche. Elle mourut à l'âge de soixante-neuf ans.

(*) Durante était le nom de famille de Dante. On s'habitua dans son enfance à le nommer par abréviation Dante, nom sous lequel il a toujours été connu.

LOUIS DE FRANCE, duc d'ANJOU, Ier du nom, pair de France, roi de Naples, de Sicile et de Jérusalem, duc de la Pouille, de Calabre, prince de Capoue, etc., etc.

Second fils de Jean II (*le Bon*), roi de France, et de Bonne de Luxembourg, sa première femme.

Né au château de Vincennes, le 23 juillet 1339. Marié le 9 juillet 1360 à Marie de Châtillon, dite *de Blois*, fille puînée de Charles de Blois, dit *le Saint*, duc de Bretagne, et de Jeanne, duchesse de Bretagne, comtesse de Penthièvre, surnommée *la Boiteuse*. Mort le 20 septembre 1384.

Le duc d'Anjou, après avoir combattu en 1356 à la bataille de Poitiers, fut déclaré régent du royaume à la mort de Charles V en 1380, puis chef du conseil pendant la minorité de son neveu Charles VI. Jeanne Ire, reine de Naples, lui ayant donné son royaume en l'adoptant, il en reçut à Avignon, en 1382, l'investiture du pape Clément VII (Robert de Genève), et mourut à l'âge de quarante-cinq ans dans la Pouille, à Biseglia, près Bari, avant d'en avoir pris possession. Son corps fut apporté en France et enterré dans la cathédrale d'Angers. — Ce prince fut le chef de la deuxième branche des rois de Naples, de Sicile, etc., de la maison d'Anjou.

JEAN DE FRANCE, duc de BERRI, comte d'Auvergne et de Poitou, d'Etampes et de Boulogne; pair de France, gouverneur et lieutenant général de Guienne et de Languedoc, gouverneur de Paris.

Troisième fils de Jean II (*le Bon*), roi de France, et de Bonne de Luxembourg, sa première femme.

Né au château de Vincennes, le 30 novembre 1340. Marié : 1° par traité passé à Carcassonne le 24 juin 1360, à Jeanne d'Armagnac, fille aînée de Jean, Ier du nom, comte d'Armagnac, et de Béatrix de Clermont, dite *de Bourbon;* 2° par contrat passé à Riom le samedi 5 juin 1389, à Jeanne, IIe du nom, comtesse d'Auvergne et de Boulogne, fille unique de Jean, IIe du nom, comte d'Auvergne et de Boulogne, et d'Éléonore de Comminges. Mort le 15 juin 1416.

Il porta d'abord le titre de comte de Poitiers, se trouva en 1356 à la bataille de Poitiers, et fut nommé lieutenant général de Guienne et de Languedoc, duc de Berri et dauphin d'Auvergne en 1360. Sous le règne de Charles V, il était à l'attaque et à la prise des villes de Limoges, de Poitiers et de La Rochelle, et combattit à la bataille de Rosebecque en 1382 ; pendant la minorité de Charles VI, son neveu, il fut appelé avec les autres princes du sang à la direction des affaires de l'état. Il mourut à Paris à l'hôtel de Nesle, à l'âge de soixante-seize ans.

JEANNE D'ÉVREUX-NAVARRE, dite *la Jeune*, vicomtesse de Rohan, châtelaine de la Roche-Moisan.

Cinquième fille de Philippe d'Évreux, IIIe du nom (*le Sage*), roi de Navarre, comte d'Évreux, et de Jeanne de France, fille unique de Louis X (*le Hutin*), roi de France et de Navarre, et de Marguerite de Bourgogne, sa première femme.

Née... Mariée, avant le mois d'octobre 1377, à Jean, Ier du nom, vicomte de Rohan, châtelain de la Roche-Moisan (dont elle fut la seconde femme), fils aîné de Alain, VIIe du nom, vicomte de Rohan, et de Jeanne de Rostrenan, fille de Pierre, seigneur de Rostrenan, et d'Anne, dite *Ève-du-Pont*. Morte le 20 novembre 1403.

MONTAUBAN (Marie, dame de).

Fille unique et héritière de Jean, sire de Montauban, amiral de France, et d'Anne, dame de Kerenrais.

Née... Mariée : 1° le 14 avril 1443, à Louis de Rohan, Ier du nom, seigneur de Guemené-Guingamp et de la Roche-Moisan; 2° en 1464, à Georges de La Trémoille, seigneur de Craon; 3° en... à Jean de Keradreux, seigneur de Neufvillette. Morte en mai 1477.

ISABEL, ou ISABEAU DE BAVIÈRE, reine de France.

Fille d'Étienne II (le Jeune), duc de Bavière, seigneur d'Ingolstadt, et de Thadée Visconti, sa première femme.

Née en 1371. Mariée à Amiens, le 17 juillet 1385, à Charles VI, roi de France. Morte le 30 septembre 1435.

Cette reine, est-il dit dans l'*Art de vérifier les dates*, introduisit en France le luxe et la pompe dans les vêtements et la singulière coiffure représentée dans son portrait, qui fut appelée bonnet à *la Hennin*. Elle mourut à Paris, dans la soixante-quatrième année de son âge.

VALENTINE DE MILAN, duchesse d'Orléans.

Fille de Jean Galéas Visconti, premier duc de Milan, et d'Isabelle de France, sa première femme, fille de Jean II (le Bon), roi de France, et de Bonne de Luxembourg, sa première femme.

Née... Mariée à Melun, au mois de septembre 1389, par dispense du pape Clément VII, à Louis de France, Ier du nom, second fils de Charles V, roi de France, et de Jeanne de Bourbon. Morte au château de Blois, le 4 décembre 1408.

ORLÉANS (Charles d'Orléans, duc d') et de Milan, comte de Valois, de Beaumont-sur-Oise, de Blois et d'Ast, sire de Coucy, etc., pair de France, chevalier de la Toison-d'Or.

Fils aîné de Louis de France, duc d'Orléans, Ier du nom, comte de Valois, etc., et de Valentine de Milan, fille de Jean Galéas Visconti, premier duc de Milan, et d'Isabelle de France, sa première femme.

Né en l'hôtel Saint-Pol, à Paris, le 26 mai 1391. Marié : 1° à Compiègne, le 29 juin 1406, à Isabelle de France, veuve de Richard II, roi d'Angleterre, et seconde fille de Charles VI, roi de France, et d'Isabelle de Bavière; 2° en 1410, à Bonne d'Armagnac, fille aînée de Bernard VII, comte d'Armagnac, connétable de France, et de Bonne de Berri; 3° à Saint-Omer, en 1440 (vers la fête de Saint-André), à Marie de Clèves, fille d'Adolphe, duc Clèves, et de Marie de Bourgogne. Mort le 4 janvier 1466.

Il porta d'abord le titre de comte d'Angoulême et prit celui d'Orléans après la mort de son père, auquel il succéda sous la *garde noble* de sa mère. A la suite de la bataille d'Azincourt où il fut fait prisonnier, il resta vingt-cinq ans en Angleterre. A son retour en France en 1440, le duc d'Orléans porta la guerre en Italie pour faire valoir ses droits au duché de Milan; il assistait en 1464 aux états de Tours. Le duc d'Orléans cultivait les lettres avec une grande supériorité. C'est l'un des poëtes les plus distingués de son temps. Il mourut à Amboise, âgé de soixante-quinze ans. (*Art de vérifier les dates*, t. III, p. 248.)

AGNÈS SOREL, ou SOREAU, dame de Fromenteau, de Rochellerie, d'Issoudun et de Vernon-sur-Seine, maîtresse de Charles VII.

Fille de Jean Soreau, seigneur de Saint-Géran, et de Catherine de Maignelers dite *Tristan*.

Née au village de Fromenteau, près de Loches, vers 1409. Morte le 9 février 1450.

Le roi Charles VII ayant eu la curiosité de la voir, l'aima, lui fit de grands biens, et lui donna le château de Beauté-sur-Marne, qui était au bout du parc de Vincennes et qui ne subsiste plus. Elle mourut le 9 février de l'an 1450, au château du Menil, à un quart de lieue de Jumièges, et non pas à Jumièges même, comme divers auteurs l'ont écrit. (*Moreri.*)

ANNE DE FRANCE, duchesse de Bourbon et d'Auvergne, dame de Beaujeu.

Deuxième fille de Louis XI, roi de France, et de Charlotte de Savoie, sa seconde femme.

Née en 1462. Mariée en 1474 à Pierre de Bourbon, IIe du nom, duc de Bourbon et d'Auvergne, sire de Beaujeu, etc. Morte le 14 novembre 1522.

Chargée avec le sire de Beaujeu de l'administration du royaume pendant la minorité de Charles VIII, « c'était *Madame* qui y gouvernait, et ce fut à ses hautes vertus, plus encore qu'à la prudence de son époux, que le royaume dut la prospérité dont il commença à jouir, malgré tous les éléments de troubles et tous les dangers qui environnaient le trône. Cette princesse mourut au château de Chantelle, dans la soixantième année de son âge. » (*Le Château d'Eu, Notices historiques* par M. Vatout, t. I, p. 133.)

JUVENAL ou JOUVENEL DES URSINS (Jean), seigneur de la Chapelle Gaultier, la Glaisière et Mormans en Brie.

Second fils de Pierre Jouvenel et de N... d'Assenay.

Né... Marié le 20 juin 1386, à Michelle de Vitri, fille de Michel de Vitri, seigneur de Goupillières, etc. Mort le 1er avril 1431.

Il fut conseiller au Châtelet de Paris, depuis 1380 jusqu'en 1404; prévôt des marchands en 1388, avocat du roi au parlement en 1404, chancelier en 1413, de Louis, dauphin, duc d'Aquitaine, fils de Charles VI. Président au parlement, alors établi à Poitiers, il y mourut dans un âge avancé. La ville de Paris, en reconnaissance des services que Jouvenel avait rendus sous le règne de Charles VII, lui donna l'hôtel des Ursins.

La famille des Ursins possédait autrefois une chapelle dans l'église de Notre-Dame de Paris. Piganiol de la Force, et avant lui Montfaucon, en ont fait la description :

« Dans la chapelle de Saint-Remy, que l'on nomme la *chapelle des Ursins*, on voit sur un tombeau de pierre, élevé d'environ deux pieds, deux statues à genoux, dont l'une est celle de *Jean Jouvenel* qui est ici représenté l'épée au côté, vêtu d'une cotte d'arme armoriée devant et derrière. L'autre représente *Michelle de Vitri*, sa femme (*). » (*Description de Paris*, t. Ier, p. 372.)

« Le tableau, rapporte Montfaucon (t. III, p. 353), nous montre Jean Juvenal des Ursins avec sa femme et ses enfants, au nombre de onze.

« Ils y sont representez le père et la mère et onze filles ou fils rangez selon leur âge et leur naissance, avec des inscriptions au-dessous de chacun qui indiquent leur nom et leur état. Le père est à genoux l'épée au côté, revêtu de son blason, aiant un livre ouvert devant lui d'un côté, et son casque de l'autre. Sa femme est aussi à genoux derrière lui, vêtue en

(*) Les statues de J. Juvenal et de M. de Vitri sont placées dans le milieu de la salle, n° 141, où se trouve le tableau de la famille des Ursins.

religieuse (cet habillement était celui de veuve). L'inscription sous les deux est telle : « Ce sont les représentations de Nobles personnes Messire Jehan Juvenel des Urssins, Chevalier et Baron de Trainel, Conseiller du Roy, et de dame Michelle de Vitri sa femme, et de leurs enfants. » Ursins dans ces inscriptions est toujours écrit par deux *ss* au milieu, Urssins.

« Le premier des enfants est un évêque crossé, mitré et en chape. Son inscription est: «Révérend père en Dieu Messire Jean Juvenel des Urssins, Docteur en loys et en décret, en son temps Évesque et comte de Beauvais, depuis Évesque et Duc de Laon, Per de France, Conseiller du Roy. » Il fut depuis archevêque de Reims, par la résignation de Jacques son frère, archevêque de la même ville. Cette résignation fut confirmée à Rome. Ce Jacques, comme le plus jeune des enfants, est ici le dernier de la bande.

« Puis vient une dame vêtue en religieuse (habit de veuve), à peu près comme sa mère. On lit sous elle : « Jeanne Juvenel des Urssins, qui fut conjointe par mariage avec noble homme Maistre Nichola Brulart, Conseiller du Roy. »

« Le suivant est un homme d'épée revêtu de son blason; on lit au-dessous : « Messire Loys Juvenel des Urssins, Chevalier, Conseiller et Chambellan du Roy, et Bailly de Troyes. »

« Puis viennent deux dames vêtues de même; la première a cette inscription : «Dame Jehanne Juvenel des Urssins qui fut conjointe par mariage avecque Pierre de Chailli. » La seconde : « Damoiselle Eude Juvenel des Urssins qui fut conjointe par mariage à Denis des Mares Escuyer, Seigneur de Doue (*). »

« Celui qui suit est Denis Juvenel des Urssins Escuyer, Eschanson de monseigneur Loys, Delphin de Viennois et duc de Guienne.

« La religieuse qui suit a cette inscription : « Seur Marie Juvenel des Urssins religieuse à Poissy. »

« Après vient le chancelier; il est revêtu de son blason, à genoux sur un oratoire, aiant un livre ouvert devant lui, auprès duquel est un casque. L'inscription est : « Messire Guillaume Juvenel des Urssins, seigneur et baron de Trainel, en son temps Conseiller du roy, Bailly de Sens, depuis Chancelier de France. »

« Le suivant est Pierre Juvenel des Urssins, Escuyer.

« Le pénultième, Michel Juvenel des Urssins, Escuyer et Seigneur de la Chappelle en Brye.

« Le dernier de tous était archevêque de Reims, et se voit ici crossé, mitré et en chape. L'inscription est telle : « Très reverend Pere en Dieu Messire Jacques Juvenel des Urssins, Archevesque et Duc de Reins, premier Per de France, Conseiller du Roy et Président en la Chambre des Comptes. »

JUVENAL DES URSINS (Guillaume), chevalier, baron de Traynel, vicomte de Troyes, seigneur de Marigny, capitaine lieutenant des gens d'armes de Charles, dauphin, chancelier de France.

Cinquième fils de Jean Juvenal des Ursins et de Michelle de Vitri.

Né à Paris le 15 mars 1400. Marié, en 1423, à Geneviève Héron, fille de Macé Héron, trésorier des guerres. Mort le 23 juin 1472.

Conseiller en 1423, il était en 1429 au sacre de Charles VII à Reims. Bailli de Sens en 1437, chancelier de France en 1445, il se trouva aux entrées solennelles que le roi fit en 1449 et 1451, à Rouen et à Bordeaux. Il mourut sous le règne de Louis XI, à l'âge de soixante-douze ans.

(*) Ces deux derniers portraits ont le même habillement et portent le bonnet à la Hennin, coiffure introduite en France par Isabeau de Bavière.

FICIN (Marsile), philosophe platonicien, chanoine de la cathédrale de Florence.

Né à Florence, le 19 octobre 1433. Mort le 1er octobre 1499.

Cosme de Médicis se chargea de son éducation; il entra dans les ordres à quarante-deux ans, et Laurent de Médicis, surnommé *le Magnifique*, lui donna la direction ou le rectorat de deux églises de Florence. Il fut aussi chanoine de la cathédrale. Marsile Ficin est auteur de plusieurs ouvrages de philosophie; on a de lui une excellente traduction de Platon, etc. Il mourut à Carregi, près Florence, à l'âge de soixante-six ans. (*Biog. univ.*)

PLATINA (Barthélemi di SACCHI, connu sous le nom de).

Né à Piadena (village du Cremonèse), vers 1421. Mort en 1481.

Platina fut un des hommes les plus érudits de son siècle, il abandonna la profession des armes pour se livrer entièrement à l'étude des lettres : protégé par les cardinaux Bessarion et Piccolomini, il entra dans le collége des Abréviateurs, créé par le pape Pie II (Æneas Silvius Picolomini). Il fut garde de la bibliothèque du Vatican vers 1475. Il est très connu par son histoire des papes, etc. Il mourut à Rome à l'âge de soixante ans environ.

GAZA (Théodore), savant.

Né à Thessalonique. Mort dans l'Abbruzze en 1478.

Un des premiers humanistes de son siècle, Gaza, dit Niceron, vint habiter l'Italie vers l'an 1430, après la prise de Thessalonique par les Turcs. Au nombre des ouvrages de Gaza, on cite sa traduction de l'histoire des animaux d'Aristote, les aphorismes d'Hippocrate, les plantes de Théophraste, etc.

ALBERTI (Léon-Baptiste), architecte et littérateur.

Né à Florence en 1398—1400. Mort en 1485.

Chanoine de la métropole de Florence et abbé de Saint Savino en 1447, Alberti cultiva la littérature et les arts, termina le palais Pitti, bâtit à Florence le palais Ruccellai, la face de l'église de Santa-Maria-Novella et le chœur de l'église des Annonciades. Il est auteur de plusieurs ouvrages de morale et de différents traités sur les arts. Il mourut à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. (*Biog. univ.*)

POLITIEN (Angelo Ambrogini, dit), poëte et prosateur.

Né à Monte Pulciano (Toscane), le 14 juillet 1454. Mort le 24 septembre 1494.

Excellent poëte et prosateur, Angelo Ambrogini prit le nom de Poliziano, du lieu de sa naissance, Monte Pulciano; il fit ses études à Florence, où il professa la littérature grecque et romaine. Il devint chanoine de l'église métropolitaine de Florence, et mourut dans cette ville à l'âge de quarante ans. On connaît de lui un grand nombre d'ouvrages en vers et en prose dans les langues italienne, grecque et latine.

PIC DE LA MIRANDOLE (Jean), savant et philologue.

Fils de Jean-François, seigneur de La Mirandole et de Concordia, et de Julie Boiardi.

Né le 24 février 1463. Mort le 17 novembre 1494.

Pic de la Mirandole, qui avait fait ses études à l'université

de Bologne, passait pour le jeune homme le plus instruit de son temps. Il quitta le gouvernement de ses états, qu'il abandonna à son neveu en 1401, pour se consacrer entièrement à l'étude. Il mourut à Florence, âgé de trente et un ans. Il est célèbre par la proposition qu'il avait faite en 1486, de soutenir à Rome, lors du pontificat d'Innocent VIII (Jean-Baptiste Cibo, dit le cardinal Melfi), une thèse *de omni re scibili*. (*Niceron*, t. 34, p. 133).

POMPONIUS LAETUS (Julius), savant.

Né en 1425 à Amendolara (château de la Haute-Calabre). Mort le 21 mai 1497.

Fils naturel d'un prince de la maison de Sanseverini, une des plus illustres de Naples, Pomponius fut élève de Monopoli, grammairien, et ensuite de Laurent Valla, philologue. Il fut un des philosophes les plus distingués de l'époque à laquelle il vivait. Ses notes sur les classiques lui ont acquis une grande célébrité; il porta l'enthousiasme pour les anciens jusqu'à une idolâtrie toute païenne. Sous le pontificat de Sixte IV (François Albescola de La Rovère), il fut nommé à l'une des chaires du collége de Rome, et mourut à l'âge de soixante-douze ans. (*Niceron*.)

SABELLICUS (Marc-Antoine), historien et savant.

Né à Vicovaro, en 1436. Mort en 1508.

Son nom de famille était Coccio; il prit dans la suite celui de Sabellicus, sous lequel il est resté connu. Disciple de Pomponius Lætus, il professa d'abord à Udine en 1475, et ensuite à Venise en 1484; il devint, dans l'année 1487, conservateur de la Bibliothèque de Saint-Marc. Sabellicus est principalement connu par un ouvrage sur l'histoire universelle qu'il intitula : *Rapsodie des Histoires*. Il est auteur d'une *Histoire de la République de Venise*, et mourut dans cette ville, à l'âge de soixante-douze ans.

BESSARION (Jean), cardinal, patriarche de Constantinople.

Né à Trébizonde en 1389 ou 1395. Mort le 18 novembre 1472.

Bessarion portait depuis vingt-un ans l'habit de l'ordre de Saint-Bazile dans un monastère du Péloponnèse, lorsque Jean Paléologue le fit évêque de Nicée. Successivement nommé par les papes, cardinal-prêtre du titre des saints apôtres, archevêque de Siponto, cardinal-évêque du titre de Sainte-Sabine, patriarche de Constantinople; il fut légat en Allemagne près de l'empereur Frédéric III; les papes Calixte III (Alphonse Borgia) et Pie II (Æneas Silvius Picolomini) l'employèrent à négocier une ligue des puissances chrétiennes contre les Turcs. Bessarion fut aussi légat en France, sous le pontificat de Sixte IV (François d'Albescola de La Rovère). Il mourut à Ravenne à l'âge de quatrevingts ans environ. C'est un des hommes de son temps qui ont le plus contribué à la renaissance des lettres : son ouvrage *Contra calumniatorem Platonis* a la plus grande célébrité.

BARBARUS (Hermolaus), savant.

Fils de Zacharie Barbarus, noble vénitien.

Né à Venise, le 21 mai 1454. Mort le 18 juillet 1493.

Disciple de Pomponius Lætus, il professa la philosophie à Venise, vers l'année 1484, et fut chargé de plusieurs missions importantes près des empereurs Frédéric III et Maximilien, son fils. Envoyé par la république de Venise en 1488, près Ludovic Sforze, duc de Milan, et près du pape Innocent VIII (Jean-Baptiste Cibo, dit le cardinal Melfi), il fut nommé patriarche d'Aquilée, et mourut près de Rouen, à l'âge de trente-neuf ans. Barbarus Hermolaus s'était principalement occupé de l'étude de l'histoire naturelle. Il revit le texte des manuscrits de Pline, et influa beaucoup par ses recherches sur les progrès de la science.

PHILIPPE III, dit *le Bon*, duc de Bourgogne.

Fils aîné de Jean sans Peur, duc de Bourgogne, et de Marguerite de Bavière.

Né à Dijon, le 30 juin 1396. Marié : 1° en juin 1409, à Michelle de France, fille de Charles VI, roi de France, et d'Isabelle de Bavière; 2° le 30 novembre 1424, à Bonne d'Artois, fille de Philippe d'Artois, comte d'Eu, veuve de Philippe, comte de Nevers, et de Marie de Berri; 3° le 10 janvier 1429, à Isabelle de Portugal, fille de Jean I[er], roi de Portugal, et de Philippe de Lancastre. Mort le 15 juin 1467.

Ce prince porta le titre de comte de Charolais jusqu'à la mort de son père, tué le 10 septembre 1419; il réunit sous sa domination les dix-sept provinces des Pays-Bas et institua en 1430 l'ordre de la Toison-d'Or, en l'honneur d'Isabelle de Portugal avec laquelle il se maria cette même année. Il fonda l'université de Dôle, et mourut à Bruges, à l'âge de soixante-onze ans.

CHARLES DE BOURGOGNE (le Téméraire), duc de Bourgogne, surnommé aussi *le Hardi, le Guerrier, le Terrible, le très Vaillant*, duc de Brabant, de Lothier, de Luxembourg, de Limbourg et de Gueldres, comte de Flandre, d'Artois, marquis du Saint-Empire, seigneur de Frise, de Salins et de Malines, doyen des pairs de France.

Fils de Philippe III (le Bon), duc de Bourgogne, et d'Isabel de Portugal, fille de Jean I[er], roi de Portugal.

Né à Dijon le 10 novembre 1433. Marié : 1° à Saint-Omer en 1439, par contrat du 30 septembre 1438 signé à Blois, à Catherine de France, seconde fille de Charles VII, roi de France, et de Marie d'Anjou; 2° par dispense du pape Nicolas V, à Lille en Flandre, le 30 octobre 1454, à Isabel de Bourbon, fille de Charles de Bourbon, I[er] du nom, duc de Bourbon, et d'Agnès de Bourgogne; 3° par traité passé à Bruxelles le 16 février 1467, à Marguerite, sœur d'Édouard IV, roi d'Angleterre, et fille de Richard, duc d'Yorck, et de Cécile Nevil. Mort le 5 janvier 1477.

Il porta d'abord le titre de comte de Charolais jusqu'en 1467, où il succéda à son père; il institua à Dijon le parlement de Bourgogne, livra aux Suisses les deux batailles malheureuses de Granson et de Morat en 1476, et fut tué à l'âge de quarante-quatre ans, devant Nancy, dont il faisait le siége.

JEANNE II, reine de Naples.

Fille de Charles III de Duras, roi de Naples.

Née en 1368. Mariée : 1° en 1404, à Guillaume, fils de Léopold III d'Autriche; 2° en 1414, à Jacques de Bourbon, comte de La Marche. Morte en 1435.

Veuve de Guillaume en 1406, Jeanne succéda à Ladislas, son frère, au trône de Naples, en 1414. Remariée la même année à Jacques de Bourbon, comte de La Marche, qui la tint dans une espèce de prison jusqu'en 1416, époque à laquelle elle fut délivrée par ses sujets, elle adopta successivement Alphonse V d'Aragon qui prit les armes contre elle, Louis III

d'Anjou, qui mourut en 1434, puis Réné d'Anjou; mais la succession, restée indécise par ces trois adoptions, fut enfin attribuée à Alphonse d'Aragon.

RÉNÉ, dit *le Bon*, comte d'Anjou et de Provence, duc de Lorraine et de Bar, roi de Sicile.

Fils de Louis II, duc d'Anjou, et d'Yolande d'Aragon.

Né au château d'Angers, le 16 janvier 1409. Marié en 1420, à Isabelle de Lorraine, fille de Charles II, duc de Lorraine. Mort à Aix en 1480.

Fait prisonnier en 1431, en cherchant à recouvrer les états de son beau-père, Charles II, duc de Lorraine, dont Isabelle, sa femme, avait hérité, Réné était encore dans la captivité lorsque Louis III, son frère, duc d'Anjou et de Provence, et Jeanne II, reine de Naples, lui laissèrent leurs droits à la Provence et à la Sicile. Ayant obtenu sa liberté, il alla prendre possession de ses nouveaux états, mais ne fut pas plus heureux à Naples qu'il l'avait été en Lorraine. Retiré en Provence, où il cultiva les lettres et la peinture, il mourut à Aix, regretté des Provençaux, auxquels sa mémoire est encore chère.

BOURBON (Charles de Bourbon, IIe du nom, cardinal, duc de), archevêque et comte de Lyon, légat d'Avignon et évêque de Clermont.

Troisième fils de Charles de Bourbon, Ier du nom, duc de Bourbon et d'Auvergne, comte de Clermont, pair et chambrier de France, et d'Agnès de Bourgogne, fille puînée de Jean, duc de Bourgogne, et de Marguerite de Bavière.

Né vers 1437. Mort le 13 septembre 1488.

Troisième fils du duc de Bourbon, il entra dans les ordres. Archevêque de Lyon en 1446, le roi Louis XI le choisit pour tenir sur les fonts de baptême le dauphin son fils, depuis Charles VIII. Il fut créé cardinal du titre de Saint-Martin en 1476, sous le pontificat de Sixte IV (François Abescola de La Rovère). Après la mort de son frère aîné, il prit le titre de duc de Bourbon, et mourut à Lyon à l'âge de cinquante-quatre ans.

BOURBON (Pierre de Bourbon, IIe du nom, duc de) et d'Auvergne, comte de Clermont, sire de Beaujeu, etc., pair et chambrier de France.

Quatrième fils de Charles de Bourbon, Ier du nom, duc de Bourbon et d'Auvergne, comte de Clermont, pair et chambrier de France, et d'Agnès de Bourgogne, fille puînée de Jean, duc de Bourgogne, et de Marguerite de Bavière.

Né en novembre 1439. Marié en 1474 à Anne de France, deuxième fille de Louis XI et de Charlotte de Savoie, sa seconde femme. Mort le 8 octobre 1503.

On lit dans le père Anselme « que le seigneur de Beaujeu fut fait chevalier au sacre de Louis XI en 1461, et qu'il fut gouverneur de l'état, conjointement avec sa femme, durant la minorité du roi Charles VIII, au sacre duquel il représenta le duc de Guienne. » Il fut lieutenant général du royaume pendant l'expédition de Naples, assista ensuite au sacre de Louis XII en 1498, où il représenta le duc de Normandie. Il mourut au château de Moulins, à l'âge de soixante-quatre ans. C'est en lui que finit, en 1503, la branche aînée de la maison de Bourbon.

ISABELLE D'ARAGON, duchesse de Milan et de Bari.

Fille d'Alphonse d'Aragon, IIe du nom, surnommé *le Bigle*, roi de Naples et de Sicile, duc de Calabre, et d'Hippolyte-Marie Sforce, fille de François Sforce, Ier du nom.

Née le 2 octobre 1470. Mariée le 2 février 1493 à Jean-Galéas-Marie Sforce, duc de Milan. Morte le 11 février 1524.

JEANNE D'AUTRICHE (Dona Juana), princesse de Portugal.

Seconde fille de Charles-Quint, empereur d'Allemagne et roi d'Espagne, et d'Isabelle de Portugal.

Née... Mariée en 1553, à Jean, prince de Portugal, fils de Jean III, roi de Portugal, et de Catherine d'Autriche. Morte en 1578.

BORGIA (César), duc de Valentinois et de Diois.

Fils naturel de Rodriguez Borgia (Alexandre VI, pape) et de Vanozia Catanea

Né vers 1459. Marié..., à Charlotte d'Albret, fille d'Alain, sire d'Albret, dit *le Grand*, comte de Gavre et de Castries, et de Françoise de Bretagne, comtesse de Périgord, vicomtesse de Limoges, dame d'Avesnes. Mort le 12 mars 1507.

César Borgia entra d'abord dans les ordres : il était cardinal en 1493. Relevé de ses vœux en 1497, il prit la profession des armes vers l'année 1498, et devint duc de Valentinois. Il fut tué au siége de Viane, en Espagne, à l'âge de quarante-huit ans.

URBIN (Laurent de Médicis, IIe du nom, duc d').

Fils aîné de Pierre de Médicis, IIe du nom, et d'Alphonsine des Ursins.

Né le 13 septembre 1492. Marié en 1513, à Madeleine de La Tour, dite *de Boulogne*. Mort le 4 mai 1519.

Chef de la république florentine depuis 1513, le pape Léon X (Jean de Médicis) lui donna, le 5 mai 1516, l'investiture du duché d'Urbin. Il mourut à l'âge de vingt-sept ans. Le duc d'Urbin fut père de Catherine de Médicis, reine de France. (*Art de vérifier les dates*. t. V, p. 301.)

SAVONAROLE (Frère Jérôme), dominicain.

Né à Ferrare, le 21 septembre 1452. Mort le 23 mai 1498.

Prit l'habit de l'ordre de Saint-Dominique en 1475, et en 1488 il était prieur du couvent de Saint-Marc, à Florence, et obtint par son éloquence un grand crédit parmi ses concitoyens. Savonarole fut envoyé par la république près du roi de France, Charles VIII. Il fut condamné à Rome pour cause d'hérésie et brûlé sous le pontificat du pape Alexandre VI (Rodriguez Borgia), à l'âge de quarante-six ans.

PONTANUS (Jean Jovien), poëte.

On sait qu'il naquit en décembre 1426, dans l'Ombrie, à Cerreto ou au château de Ponte, près de cette ville, dont il a pris le nom de Pontanus. (*Jacobilli. Biblioth. Umbræ.*)

Mort en 1583.

Un des plus féconds et des plus élégants des poëtes et écrivains du XVe siècle, Pontanus fut secrétaire du roi de Naples, Ferdinand Ier, qui lui confia l'éducation de son fils, Alphonse, duc de Calabre, et depuis roi de Naples. Chargé de plusieurs missions près la république de Venise et près du pape Inno-

cent VIII (Jean-Baptiste Cibo, dit le cardinal Melfi), il devint ensuite premier ministre du roi Ferdinand, et conserva son rang sous ses successeurs Alphonse et Ferdinand II. Il mourut à l'âge de soixante-dix-sept ans, après avoir publié un grand nombre d'ouvrages.

COMINES (Philippe de La Clite, seigneur de), d'Argenton et de Talmond.

Fils de Jean de Comines, sénéchal de Poitou.

Né au château de Comines en Flandre, en 1445. Mort le 16 août 1509.

Issu d'une illustre famille de Flandre, Philippe de Comines fut d'abord au service des ducs de Bourgogne, Philippe *le Bon* et Charles *le Téméraire;* il passa ensuite dans l'année 1472 à celui de Louis XI, roi de France, dont il devint chambellan et l'un des plus intimes conseillers. Nommé sénéchal de Poitou, il fut chargé de plusieurs missions et ambassades à Florence, etc. Il suivit Charles VIII dans son expédition d'Italie en 1494, et se trouvait à la journée de Fornoue. Philippe de Comines écrivit ses Mémoires. On n'y voit pas qu'il ait été employé sous le règne de Louis XII. Il mourut à Argenton, à l'âge de soixante-quatre ans.

DORIA (André), amiral génois, prince de Melfi, amiral des mers du Levant.

Né le 30 novembre 1466. Mort le 25 novembre 1560.

A l'âge de dix-neuf ans il était dans les gardes du pape Innocent VIII (Jean-Baptiste Cibo, dit le cardinal Melfi), alors commandées par son oncle Dominique Doria, et prit ensuite du service dans l'armée de Ferdinand, dit l'*Ancien*, roi de Naples, et ensuite dans celle d'Alphonse II, son fils. Il fit le voyage de la Terre-Sainte et fut reçu chevalier de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem. A son retour en Europe, il entra au service du duc d'Urbain (Jean de La Rovère). Il commanda en 1519 les galères de la république de Gênes au service de la France, fut nommé chevalier de Saint-Michel en 1527, reçut le commandement général des galères de France dans les mers du Levant, et livra en 1528, à la flotte de Charles-Quint, la bataille de *Capodono*. André Doria passa du service de François Ier à celui de l'empereur. En 1532 il fit une campagne en Grèce contre les Turcs. Le reste de sa vie fut rempli par diverses expéditions maritimes. A l'âge de quatre-vingt-cinq ans il conduisit lui-même la flotte de la république de Gênes, envoyée pour secourir l'île de Corse. Il mourut à Gênes, à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans, et fut enterré dans l'église de Saint-Mathieu, où l'on voit encore son tombeau. (*Moreri.*)

LA ROCHEFOUCAULD (François, Ier du nom, comte de), seigneur de Marsillac, Barbezieux, Montendre, Montguyon, Coiron, Roissac, etc., chevalier de l'ordre de Saint-Michel.

Fils aîné de Jean, Ier du nom, sire ou baron de La Rochefoucauld, seigneur de Montignac, Marsillac, etc., chevalier de l'ordre de Saint-Michel, conseiller et chambellan des rois Charles VII et Louis XI, gouverneur de Bayonne, et de la personne de Charles d'Orléans, comte d'Angoulême (père du roi François Ier), et de Marguerite de La Rochefoucauld, dame de Barbezieux, etc.

Né... Marié : 1° par contrat du 30 avril 1470, à Louise de Crussol, fille de Louis, seigneur de Crussol et de Beaudinier, grand-panetier de France, sénéchal de Poitou, et de Jeanne de Lévis, dame de Florensac; 2° à Barbe du Bois, fille de François, seigneur du Bois, d'Annequin, Desquerdes, de Noyelles, etc., et de Jeanne du Bois de Bours, sa seconde femme. Mort en 1516.

« Conseiller et chambellan des rois Charles VIII et Louis XII, il eut l'honneur de tenir sur les fonts de baptême le roi François Ier, et de lui donner son nom. Ce prince étant parvenu à la couronne le fit son chambellan ordinaire, et érigea en sa faveur, en 1515, la baronnie de La Rochefoucauld en comté. » (*Le P. Anselme*, t. IV, p. 426.)

JEANNE D'ARAGON (la Folle), reine de Castille, archiduchesse d'Autriche.

Fille et héritière de Ferdinand V (*le Catholique*), roi de Castille et d'Aragon, et d'Isabelle de Castille.

Née le 8 novembre 1479. Mariée le 21 octobre 1496, à Philippe Ier (le Beau), archiduc d'Autriche, depuis roi de Castille. Morte le 12 avril 1555.

Cette princesse fut si touchée de la mort de son époux, qu'elle en perdit la raison, ce qui l'a fait appeler *Jeanne la Folle*, etc. Elle mourut à Tordesillas, à l'âge de soixante-seize ans. (*Art de vérifier les dates*, t. II, p. 380)

COLOMB (Christophe), navigateur.

Fils de Dominico Colomb.

Né dans l'État de Gênes vers l'an 1441. Mort le 20 mai 1506.

Il fit ses études à Pavie, se livra de bonne heure à la navigation, et s'occupa du commerce pendant les quarante premières années de sa vie; il conçut alors la pensée de chercher par l'occident une route aux Indes, et offrit successivement son projet à Jean II, roi de Portugal, puis à Henri VII, roi d'Angleterre, et enfin à Ferdinand et Isabelle, qui régnaient sur les royaumes de Castille et d'Aragon. Il fut accueilli par eux; et le 3 août 1492, Christophe Colomb partit du port de Palos avec trois vaisseaux. Ce fut le 12 octobre suivant, après soixante-dix jours de navigation, qu'il découvrit l'île de Guanahani, et donna ainsi à l'Europe la connaissance d'un nouveau monde. Il en prit possession au nom de la reine de Castille, et le 15 mars 1493, il était de retour en Espagne. Le roi Ferdinand le nomma amiral des mers et vice-roi de l'Inde. Christophe Colomb entreprit plusieurs voyages dans les contrées dont il avait fait la découverte, languit ensuite dans l'abandon et la misère, et mourut à Valladolid, à l'âge de soixante-cinq ans. (*Biog. univ.*)

VESPUCE (Améric), navigateur.

Né à Florence le 9 mars 1451. Mort en 1516.

Il s'était fixé en 1492 à Séville, où il se livrait au commerce. Il entreprit son premier voyage le 10 mai 1497, et fut compris dans l'expédition de l'amiral Ojéda, un des premiers compagnons de Christophe Colomb. Il fit ensuite plusieurs autres voyages, tantôt au service de l'Espagne, et tantôt à celui de Portugal. On doit à Améric Vespuce la découverte d'une partie des terres du nouveau continent; et sans avoir jamais commandé en chef aucune expédition, il eut le bonheur de donner son nom à cette partie du monde dont Christophe Colomb avait fait connaître les premières contrées. Il mourut à l'âge d'environ soixante-cinq ans, étant alors au service du Portugal.

AMBOISE (Georges d'), cardinal archevêque de Rouen, et ministre d'état.

Fils de Pierre d'Amboise, seigneur de Chaumont, etc., et d'Anne de Beuil.

Né en 1460, au château de Chaumont-sur-Loire. Mort le 25 mai 1510.

Georges d'Amboise était déjà évêque de Montauban en 1484, à l'âge de quatorze ans. Il fut aumônier de Louis XI, archevêque de Narbonne et ensuite de Rouen en 1493, cardinal du titre de Saint-Sixte, sous le pontificat du pape Alexandre VI (Rodrigue Borgia). En 1498, premier ministre de Louis XII, il fut en même temps légat du pape en France en l'année 1499. Il mourut dans le couvent des Célestins à Lyon, à l'âge de cinquante ans. (*Le P. Anselme.*)

MAXIMILIEN Ier, empereur d'Allemagne, archiduc d'Autriche.

Second fils de l'empereur Frédéric IV, dit *le Pacifique*, et d'Éléonore de Portugal.

Né le 22 mars 1459. Marié : 1° le 20 août 1477, à Marie de Bourgogne, fille et héritière de Charles *le Téméraire*, dernier duc de Bourgogne ; 2° en 1494, à Blanche-Marie, fille de Galéas-Marie, duc de Milan. Mort le 12 janvier 1519.

Maximilien fut créé roi des Romains le 16 février 1486, et couronné à Aix-la-Chapelle le 9 avril suivant. Il succéda à son père le 10 août 1493, et prit le titre d'empereur (élu en 1508). Il soutint plusieurs guerres contre la France sous les règnes de Louis XI, Charles VIII, Louis XII et François Ier ; il conclut, sous le règne de Louis XII, en 1508, le traité de Cambrai, qui fut ensuite renouvelé en 1509. Maximilien fit encore la guerre en Italie contre la France, dans l'année 1516, et il mourut à Wels à l'âge de soixante ans, après un règne de vingt-six ans. Il encouragea les lettres et les arts, fit voyager des savants dans toute l'Allemagne pour y compulser les archives des couvents. (*Biog. univ.*)

CHARLES-QUINT, empereur d'Allemagne et roi d'Espagne. (Alors archiduc d'Autriche, à l'âge de 19 ans.)

Fils aîné de Philippe, archiduc d'Autriche, depuis roi de Castille, Philippe Ier (le Beau), et de Jeanne d'Aragon (la Folle), fille et héritière de Ferdinand V (le Catholique), roi de Castille et d'Aragon, et d'Isabelle de Castille.

Né à Gand, le 24 février 1500. Marié le 11 mars 1526, à Isabelle ou Élisabeth de Portugal, fille d'Emmanuel (le Fortuné), roi de Portugal, et de Marie de Castille, sa seconde femme. Mort le 21 septembre 1558.

Il succéda à la couronne d'Espagne en 1516, après la mort de son père ; fut élu empereur et roi des Romains le 28 juin 1519, et couronné le 23 octobre 1520, à Aix-la-Chapelle, par l'archevêque de Cologne. Roi de Lombardie en 1530, il fut couronné, dans la même année, à Bologne, comme empereur d'Occident, par le pape Clément VII (Jules de Médicis). Il présida, le 13 juin 1530, la diète d'Augsbourg, où les protestants présentèrent leur confession de foi. Charles-Quint abdiqua en 1556 en faveur de son fils tous ses royaumes héréditaires, et, le 27 février 1557, il se retira en Estramadoure, dans le monastère de Saint-Just, où il mourut à l'âge cinquante-huit ans. (*Art de vérifier les dates.*)

ISABELLE ou ELISABETH DE PORTUGAL, impératrice d'Allemagne et reine d'Espagne.

Fille d'Emmanuel (le Fortuné), roi de Portugal, et de Marie de Castille, sa seconde femme.

Née à Lisbonne, le 4 octobre 1503. Mariée le 10 janvier 1526, à Charles-Quint, empereur d'Allemagne et roi d'Espagne, fils aîné de Philippe Ier (le Beau), roi de Castille, et de Jeanne d'Aragon (la Folle). Morte le 1er mai 1536.

PHILIPPE Ier (le Beau), archiduc d'Autriche, depuis roi de Castille (dans sa jeunesse).

Second fils de Maximilien Ier, empereur d'Allemagne, et de Marie de Bourgogne.

Né à Burgos, le 22 juillet 1478. Marié le 21 octobre 1496, à Jeanne d'Aragon (la Folle), fille et héritière de Ferdinand V (le Catholique), roi de Castille et d'Aragon, et d'Isabelle de Castille. Mort le 25 décembre 1506.

L'*Art de vérifier les dates* rapporte « que l'infante Jeanne, fille de Ferdinand le Catholique, et d'Isabelle, lui apporta en dot le royaume de Castille et ceux qui en dépendaient. Après la mort de la reine Isabelle, Philippe Ier prit le titre de roi de Castille. Il fut reconnu roi et couronné dans l'année 1506, et mourut à Burgos, à l'âge de vingt-huit ans. »

ÉLISABETH DE FRANCE, dite *de la Paix*, reine d'Espagne.

Fille aînée de Henri II, roi de France, et de Catherine de Médicis.

Née à Fontainebleau, le 13 avril 1545. Mariée le 22 juin 1559, à Philippe II, roi d'Espagne, fils de Charles-Quint, empereur d'Allemagne et roi d'Espagne, et d'Isabelle de Portugal. Morte le 3 octobre 1568.

C'est dans le tournoi qui fut donné à l'occasion du mariage d'Élisabeth de France avec Philippe II, roi d'Espagne, qu'Henri II, roi de France, fut blessé en joutant contre le comte de Montgommery. Cette princesse, morte à Madrid à l'âge de vingt-trois ans, fut enterrée au monastère royal de l'Escurial.

ANNE DE BRETAGNE, reine de France.

Fille aînée de François, IIe du nom, duc de Bretagne, pair de France, comte de Richemont, de Montfort, d'Estampes, de Vertu, de Mantes, etc., et de Marguerite de Foix, sa seconde femme, fille de Gaston, IVe du nom, comte de Foix, et d'Éléonore de Navarre

Née à Nantes le 26 janvier 1476. Mariée : 1° à Langeais, le 6 décembre 1491, par contrat du même jour, à Charles VIII, roi de France, second fils de Louis XI, roi de France, et de Charlotte de Savoie, sa seconde femme ; 2° au château de Nantes, le 8 janvier 1499, à Louis XII, roi de France, fils de Charles, duc d'Orléans et de Milan, pair de France, chevalier de la Toison-d'Or, et de Marie de Clèves, sa troisième femme. Morte le 9 janvier 1514.

Cette princesse gouverna la France pendant l'expédition de Charles VIII en Italie, dans l'année 1494. Par son mariage avec Louis XII, et ensuite par celui de sa fille Claude de France avec François, duc d'Angoulême (François Ier), la Bretagne dont elle était souveraine fut réunie à la couronne de France. Elle mourut au château de Blois, à l'âge de trente-huit ans.

LOUISE DE SAVOIE, duchesse d'ANGOULÊME, d'Anjou et de Nemours, comtesse du Maine et de Gien, régente en France, Dauphiné et Provence.

Fille de Philippe, duc de Savoie, etc., surnommé *Sans-Terre*, et de Marguerite de Bourbon, sa première femme, cinquième fille de Charles de Bourbon, Ier du nom, duc de Bourbon et d'Auvergne.

Née en septembre 1476. Mariée par contrat à Paris, le 16 février 1487, à Charles d'Orléans, comte d'Angoulême, seigneur d'Épernay, Romorantin, etc., gouverneur de Guienne. Morte le 22 septembre 1531.

Louise de Savoie fut régente en 1515; elle gouverna également le royaume dans les années 1525 et 1526, pendant la captivité de son fils, et mourut à Gretz, en Gâtinois, à l'âge de cinquante-cinq ans.

MAGELLAN (Ferdinand), navigateur.

Né... Mort vers 1521.

On ne connaît ni le lieu, ni l'époque de sa naissance; on sait seulement qu'il était Portugais d'origine. Il prit du service à la cour d'Espagne vers 1517, et partit de ce pays le 20 septembre 1519 pour tenter un voyage autour du monde, avec une flotte composée de quatre vaisseaux, sous les ordres de Rodriguez Serrano. Il suivit la route tracée par Vasco de Gama, et découvrit, en 1520, le détroit qui sépare l'extrémité méridionale du continent de l'Amérique, de l'Archipel, de la Terre-de-Feu, et il lui donna son nom. Il fut tué l'année suivante par les insulaires, à l'attaque d'une des îles Philippines. (*Moreri.*)

MÉDICIS (Hippolyte de), Cardinal.

Fils naturel de Julien de Médicis, dit *le Magnifique*, duc de Nemours.

Né à Urbin en 1511. Mort le 13 août 1535.

Nommé cardinal en 1529 et peu après administrateur de l'archevêché d'Avignon, et vice-chancelier de l'Église, sous le pontificat de Clément VII (Jules de Médicis), Hippolyte de Médicis fut légat près l'empereur Charles-Quint, à l'occasion de la guerre contre les Turcs entreprise en 1529, et accompagna l'empereur pendant toute cette campagne; fut chargé en 1534 par le sacré collége de la défense des côtes d'Italie, alors attaquées par Khaire Edeldy Barberousse. Il mourut à Itri (territoire de Fondi), à l'âge de vingt-quatre ans. (*Moreri.*)

MONTMORENCY (Guillaume, baron de).

Troisième fils de Jean II, seigneur de Montmorency, et de Marguerite d'Orgemont, sa seconde femme.

Né... Marié le 17 juillet 1484 à Anne Pot, fille de Gui Pot, sire de la Rochepot. Mort le 24 mai 1531.

Il servit sous les rois Louis XI, Charles VIII, Louis XII et François Ier. Il était au sacre de Louis XII, et fut ensuite chevalier d'honneur de la duchesse d'Angoulême, régente (Louise de Savoie, mère de François Ier). Il fut nommé chevalier de l'ordre de Saint-Michel et assista au couronnement de la reine Claude de France, en 1517. Il mourut dans un âge avancé, et fut enterré dans le chœur de l'église de Saint-Martin de Montmorency, qu'il avait fait rebâtir en 1525.

ARIOSTE (Louis-Jean), poëte.

Né à Reggio de Modène, le 8 septembre 1474. Mort le 6 juin 1533.

Arioste est célèbre par son poëme immortel de *Roland furieux*, dont il existe des traductions dans toutes les langues, et dont les manuscrits sont conservés dans la bibliothèque de la ville de Ferrare, où il avait fait ses études. Il fut gentilhomme du cardinal Hippolyte d'Este et ensuite d'Alphonse, son frère, duc de Ferrare, gouverneur de la ville de Garfagnana, etc. Il mourut à Ferrare à l'âge de cinquante-neuf ans.

ÉRASME (Didier), savant.

Fils naturel d'un bourgeois de Gouda, nommé Gérard.

Né à Rotterdam, le 28 octobre 1467. Mort le 12 juillet 1536.

Un des écrivains les plus illustres du XVIe siècle. François Ier, Charles-Quint, Henri VIII lui accordèrent une faveur particulière. Les papes Léon X (Jean de Médicis), Adrien VI (Adrien Florent) et Paul III (Alexandre Farnèse) l'honorèrent de leur amitié. Érasme avait pris l'habit de chanoine régulier dans le monastère de Stein, en Belgique, en 1484. Après avoir fait ses études à Paris en 1496, au collége Montaigu, il prit le bonnet de docteur à Bologne en 1506. Relevé de ses vœux par le pape Jules II (Julien de La Rovère), il professa en 1510 dans les universités d'Oxford et de Cambridge, et mourut à Bâle, à l'âge de soixante-neuf ans. Il est inutile de rappeler qu'Érasme est l'auteur de l'*Éloge de la Folie*, des *Colloques* et de plusieurs autres ouvrages qui n'ont rien perdu de leur réputation.

CLAUDE DE FRANCE, reine de France.

Fille aînée de Louis XII, roi de France, et d'Anne de Bretagne, sa seconde femme

Née à Romorantin, le 13 octobre 1499. Mariée à Saint-Germain-en-Laye, le 18 mai 1514, à François Ier, roi de France. Morte le 25 juillet 1524.

Cette reine, qui apporta en dot à François Ier le duché de Bretagne, les comtés de Blois, de Coucy, de Montfort, etc., ainsi que ses droits au duché de Milan, fut couronnée à Saint-Denis, le 10 mai 1517. Elle mourut au château de Blois, à l'âge de vingt-cinq ans. (*Le P. Anselme* et *l'Art de vérifier les dates.*)

RENÉE DE FRANCE, duchesse de Chartres, comtesse de Gisors et dame de Montargis en son propre droit, duchesse de Ferrare, de Modène et de Reggio.

Seconde fille de Louis XII, roi de France, et d'Anne de Bretagne, sa seconde femme.

Née à Blois, le 25 octobre 1510. Mariée, par contrat du 30 juillet 1527, à Hercule d'Este, IIe du nom, duc de Ferrare, de Modène et de Reggio, général de l'armée de l'Église sous le pape Paul IV, et lieutenant général de celle de Henri II, roi de France, contre Philippe II, roi d'Espagne, fils d'Alphonse d'Este, Ier du nom, duc de Ferrare, de Modène et de Reggio, marquis d'Este, prince de Carpi, comte de Rovigo, et de Lucrèce Borgia, sa seconde femme, fille naturelle du pape Alexandre VI. Morte à Montargis, le 12 juin 1575.

Devenue veuve, cette princesse se retira en France et ha-

bita le château de Montargis, où elle mourut à l'âge de soixante-cinq ans. Elle avait étudié l'histoire, les langues, les mathématiques et la théologie.

HENRI D'ALBRET, IIe du nom, roi de Navarre.

Fils de Jean, sire d'Albret, et de Catherine de Foix, reine de Navarre.

Né à Sanguessa, en avril 1503. Marié, par contrat du 24 janvier 1526, à Marguerite d'Orléans-Angoulême, veuve de Charles d'Alençon, IVe du nom, duc d'Alençon. Mort le 25 mai 1555.

Il succéda en 1517, au royaume de Navarre, et accompagna en 1524 François Ier dans la guerre d'Italie. Il mourut à Pau, à l'âge de cinquante-deux ans.

MARGUERITE D'ORLÉANS (Marguerite de Valois), duchesse d'Alençon, puis reine de Navarre.

Fille aînée de Charles d'Orléans, comte d'Angoulême, et de Louise de Savoie, duchesse d'Angoulême.

Née à Angoulême, le 11 avril 1492. Mariée : 1° par contrat du 9 octobre 1509, à Charles, IVe du nom, duc d'Alençon, fils aîné de René, duc d'Alençon, et de Marguerite de Lorraine; 2° par contrat du 24 janvier 1526, à Henri d'Albret, IIe du nom, roi de Navarre. Morte au château d'Odos, en Bigorre, le 21 décembre 1549.

SADOLET (Jacques), cardinal.

Fils de Jean Sadolet.

Né à Modène le 12 juillet 1477. Mort le 18 octobre 1547.

Sadolet, d'abord secrétaire du cardinal Caraffa, chanoine du chapitre de Saint-Laurent *in Damaso* à Rome, fut avec Pierre Bembo (depuis cardinal), un des secrétaires de Léon X (Jean de Médicis). Évêque de Carpentras en 1523 sous le pontificat d'Adrien VI (Adrien Florent), et fait cardinal en 1536, il suivit en 1538 le pape Paul III (Alexandre Farnèse), à Nice, lors de l'entrevue de François Ier et de Charles-Quint. En 1542, il fut envoyé près de François Ier, et en 1544 accompagna de nouveau le pape Paul III à Busseto (près de Parme). Il mourut à Rome, âgé de soixante-dix ans, et fut enterré dans l'église de Saint-Pierre-ès-liens. Sadolet cultiva les lettres, et fut un des écrivains distingués et élégants du XVIe siècle; il est auteur de plusieurs ouvrages de doctrine.

JOVE (Paul), historien.

Né à Côme (Italie), le 19 avril 1483. Mort le 11 décembre 1552.

Chanoine de la cathédrale de Côme en 1522, sous le pontificat d'Adrien VI (Adrien Florent), Paul Jove, écrivain distingué du XVIe siècle, fut successivement prélat assistant, prieur de la commanderie de Saint-Antoine à Côme, et évêque de Nocera, le 13 janvier 1528. Il mourut près de Florence, à l'âge de soixante-neuf ans, et fut enterré dans l'église ducale de Saint-Laurent. On a de lui des notes sur l'histoire et les lettres, ainsi que les éloges de plusieurs grands hommes. (*Niceron*, t. XXV, p. 358, et *Lenglet Dufrénoy*, t. II, p. 679.)

KRATZER (Nicolas), astronome de Henri VIII, roi d'Angleterre.

Né en Bavière. Vivait en 1528.

PISSELEU (Anne de), duchesse d'Étampes.

Seconde fille de Guillaume de Pisseleu, seigneur de Heilli, et de Anne Sanguin, sa seconde femme.

Née... Mariée en 1536, à Jean de Brosse, IVe du nom, dit *de Bretagne*, duc d'Étampes, comte de Penthièvre, fils de René de Brosse et de Jeanne de Commines. Vivait encore en 1575.

Anne de Pisseleu fut fille d'honneur de Louise de Savoie, duchesse d'Angoulême (mère de François Ier), et maîtresse de François Ier. (*Art de vérifier les dates.*)

PACHECO D'ASCALONA (Béatrix), comtesse de Montbel et d'Entremonts.

Fille de Jean de Pacheco, duc d'Ascalona, marquis de Villene, grand-maître de l'ordre de Saint-Jacques.

Née... Mariée le 17 septembre 1539, à Sébastien de Montbel, comte de Montbel et d'Entremonts, baron de Montelier, seigneur de Saint Mauris, chevalier de l'ordre de l'Annonciade, fils de Charles de Montbel, seigneur de Montelier et de Chanves, et de Françoise de Chiel. Morte...

Elle était première dame d'honneur de la reine Éléonore d'Autriche, seconde femme de François Ier.

LOYOLA (Saint Ignace de), fondateur de l'ordre des Jésuites.

Fils de Don Bertrand, seigneur d'Onez et de Loyola, et de Martine Saëz.

Né au château de Loyola, dans la province de Guipuscoa, en 1491. Mort le 28 juillet 1556.

Jusqu'à l'âge de vingt-neuf ans, Ignace de Loyola servit dans les armées espagnoles. En 1521, il abandonna la carrière militaire pour se consacrer entièrement à la religion. Il fit en 1523 un voyage à la Terre-Sainte, vint à Paris en 1528 où il étudia dans les colléges de Montaigu et de Sainte-Barbe. Reçu maître ès-arts en 1533, il se rendit alors à Rome, et c'est en septembre 1540 qu'il fonda dans cette ville, avec l'autorisation du pape Paul III (Alexandre Farnèse), une association religieuse sous le nom de Compagnie de Jésus, dont il fut nommé supérieur le 23 avril 1541. Ignace de Loyola mourut à l'âge de soixante-cinq ans. L'Église le compte au rang des saints. (*Moreri.*)

MARIE D'AUTRICHE, archiduchesse d'Autriche, reine de Hongrie et de Bohême.

Troisième fille de Philippe Ier (le Beau), roi de Castille, archiduc d'Autriche, et de Jeanne d'Aragon (la Folle), fille et héritière de Ferdinand V (le Catholique), roi de Castille et d'Aragon, et d'Isabelle de Castille.

Née le 17 septembre 1505. Mariée le 8 juin 1521, à Louis II, roi de Hongrie et de Bohême, fils de Ladislas II, roi de Hongrie et de Bohême, et d'Anne de Foix, fille de Gaston, comte de Candale. Morte le 18 octobre 1558.

Charles-Quint, son frère, lui confia en 1531 le gouvernement des Pays-Bas. Ce prince ayant abdiqué, en 1556, la princesse Marie se démit en même temps de son gouvernement et retourna en Espagne, où elle mourut sans postérité, à l'âge de cinquante-trois ans. Elle fut enterrée à Burgos. (*Art de vérifier les dates.*)

GUISE (Antoinette de Bourbon, duchesse de).

Fille aînée de François de Bourbon, comte de Vendôme, de Saint-Pol, etc., et de Marie de Luxembourg, comtesse de Saint-Pol, de Conversan, etc., veuve de Jacques de Savoie, comte de Romont.

Née à Ham, le 25 décembre 1494. Mariée à Paris, le 18 avril 1513, à Claude de Lorraine, premier duc de Guise. Morte au château de Joinville, le 20 janvier 1583, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

PIZARRE (François), navigateur.

Fils naturel d'un gentilhomme nommé Pizarre.

Né à Truxillo (Estramadure), en 1475. Mort le 19 juin 1541.

Il s'embarqua très jeune pour les Indes espagnoles; se distingua en 1513 sous Nuguez de Balboa. Parti de Panama en 1524 avec don Diego d'Almagro, il découvrit les côtes de l'empire du Pérou, dont il se rendit maître en 1532, après en avoir obtenu le gouvernement de Charles-Quint. Nommé par l'empereur chevalier de l'ordre de Saint-Jacques, et marquis de Las-Charcas, il mourut à Lima à l'âge de soixante-six ans. (*Biog. univ.*)

CORTEZ (Fernand), navigateur.

Né à Médelin (Estramadure), en 1485. Mort le 2 décembre 1554.

Débarqua le 4 mars 1519 sur la côte du Mexique, jeta les fondements de la ville de la Vera-Cruz, et se rendit maître de Mexico le 13 août 1521. Charles-Quint le nomma gouverneur et capitaine général du Mexique. Fernand Cortez mourut près de Séville, à l'âge de soixante-neuf ans.

JEAN DE BAVIÈRE, IIe du nom, duc de Bavière, comte palatin du Rhin et de Simmeren, comte de Veldenz et de Spanheim, juge de la chambre impériale de Spire.

Fils de Jean, Ier du nom, duc de Bavière, comte palatin de Simmeren, de Veldenz et de Spanheim, et de Jeanne, fille de Jean, comte de Nassau-Saarbruck.

Né le 10 mars 1486. Marié: 1° en janvier 1501, à Béatrix, marquise de Bade et de Hochberg, en son propre droit, comtesse de Spanheim, cinquième fille de Christophe, marquis de Bade et de Hochberg, etc., et d'Odile, fille de Philippe le Jeune, comte de Catzenelnbogen; 2° à Marie Jacobé, fille de Louis, comte d'Œttingen. Mort le 18 mai 1557.

BÉATRIX, marquise de Bade et de Hochberg, en son propre droit, comtesse palatine du Rhin et de Simmeren, duchesse de Bavière, comtesse de Spanheim.

Cinquième fille de Christophe, marquis de Bade et de Hochberg, etc., et d'Odile, fille de Philippe le Jeune, comte de Catzenelnbogen.

Née en 1491. Mariée en janvier 1501, à Jean, IIe du nom, duc de Bavière, comte palatin du Rhin et de Simmeren, de Veldenz et de Spanheim, juge de la chambre impériale de Spire, fils de Jean, Ier du nom, duc de Bavière, et de Jeanne, fille de Jean, comte de Nassau-Saarbrück. Morte le 15 avril 1535.

JEAN-FRÉDÉRIC, duc et électeur de Saxe, surnommé *le Magnanime.*

Fils aîné de Jean, duc et électeur de Saxe, surnommé *le Constant* et de Sophie, fille de Magnus, duc de Mecklembourg, sa première femme.

Né le 30 juin 1503. Marié le 9 mars 1527, à Sibylle, fille aînée de Jean III, dit *le Pacifique*, duc de Clèves, de Berg et de Juliers. Mort le 3 mars 1554.

Électeur en 1532, il fut, en 1536, le chef de la ligue protestante de Smalkade. Prisonnier de Charles-Quint à la bataille de Mühlberg en Saxe, le 24 avril 1547, il mourut au château de Weimar, à l'âge de cinquante-un ans.

LUTHER (Martin), réformateur.

Né le 10 novembre 1484, à Eisleben, dans le comté de Mansfeld (Saxe). Marié en 1525, à Catherine de Bora ou de Bohren. Mort le 18 février 1546.

Luther reçut en 1505, à l'université d'Erfurt, le degré de maître en philosophie et entra chez les Augustins de cette ville. Nommé professeur à l'université de Wittemberg, il se rendit en 1510 à Rome, chargé des affaires de son ordre auprès du Saint Siége. La querelle touchant les indulgences lui fournit bientôt l'occasion de développer les idées de réforme qu'il méditait depuis longtemps. Toute l'Europe prit part à cette dispute théologique, et une grande partie de l'Allemagne se détacha de la communion romaine. Mis au banc de l'empire, l'électeur de Saxe, Jean-Frédéric, surnommé le Magnanime, dont il avait gagné l'affection, le reçut dans le château de Wartburg, près d'Eisenach. Excommunié par la cour de Rome, il tonna contre l'église romaine, prêcha la faillibilité du pape, et la liberté d'examen en matière religieuse. Sa traduction de la Bible est devenue en Allemagne un ouvrage classique.

HENRI VIII, roi d'Angleterre et d'Irlande.

Second fils de Henri VII, roi d'Angleterre, et d'Élisabeth.

Né à Greenwich, le 28 juin 1492. Marié: 1° le 3 juin 1509, à Catherine d'Aragon, fille de Ferdinand V (*le Catholique*), roi de Castille, d'Aragon, et d'Isabelle de Castille, répudiée le 23 mai 1533, et morte le 6 janvier 1536; 2° le 14 novembre 1532, à Anne de Boulen, fille du chevalier Thomas Boulen, vicomte de Rochefort, morte le 19 mai 1536; 3° le 20 mai 1536, à Jeanne Seymour, fille de sir Jean Seymour, morte le 14 octobre 1537; 4° le 6 janvier 1540, à Anne de Clèves, fille de Jean III (*le Pacifique*), duc de Clèves et de Marie de Juliers, répudiée cette même année, et morte le 16 juillet 1557; 5° le 8 août 1540 à Catherine Howard, fille de sir Edmond Howard et nièce du duc de Norfolk, morte le 13 juillet 1542; 6° le 12 juillet 1543, à Catherine Parr, fille de sir Thomas Parr de Kendal, sœur de Guillaume, marquis de Northampton, et veuve de Jean Nevil, lord Latimer, morte en septembre 1548. Mort le 28 janvier 1547.

Il succéda à la couronne d'Angleterre le 22 avril 1509, il entra dans la ligue de Cambrai contre Venise, puis dans la sainte ligue formée par le pape Jules II (Julien de La Rovère), contre la France, et fit la paix avec Louis XII en 1514. Pendant les guerres de la France contre l'empereur, il fut tour à tour l'allié des Français et celui de Charles-Quint. Henri VIII avait composé dans sa jeunesse des ouvrages de théologie qui lui méritèrent du pape Léon X (Jean de Médicis) le titre de défenseur de la foi. Il garda ce titre en 1535 lorsqu'il eut sé-

paré l'Église d'Angleterre de l'Église romaine. Henri VIII mourut à l'âge de cinquante-cinq ans, dans la trente-huitième année de son règne.

THOMAS MORUS (More), membre du parlement d'Angleterre et du conseil privé, trésorier de l'échiquier, grand-chancelier d'Angleterre.

Fils de Jean More, chevalier, l'un des juges du banc du roi.

Né à Londres, le... 1840. Marié : 1° le... à Jeanne Cowlt; 2°... Mort le 6 juillet 1535.

Il fit ses études à Oxford ; fut admis dans le conseil privé d'Henri VIII, qui le nomma trésorier de l'échiquier, et le chargea de plusieurs missions importantes. Il fut nommé grand-chancelier d'Angleterre depuis 1529 jusqu'en 1532. Victime de son inviolable attachement à la foi catholique, il mourut sur l'échafaud à l'âge de cinquante-cinq ans. On sait que Thomas Morus, auteur d'un grand nombre d'ouvrages, a composé le livre célèbre intitulé *les Utopies*. (*Niceron*, t. XXV, p. 216.)

ANNE DE CLÈVES, reine d'Angleterre et d'Irlande.

Fille de Jean III (le Pacifique), duc de Clèves, de Berg et de Juliers, et de Marie, duchesse de Juliers et de Berg.

Née en... Mariée le 6 janvier 1540, à Henri VIII, roi d'Angleterre et d'Irlande. Morte le 16 juillet 1557.

Mariée le 6 janvier 1540, Anne de Clèves fut, la même année, répudiée par Henri VIII, et le parlement ratifia, le 12 juillet 1540, son divorce prononcé par l'église. Elle survécut dix ans à son mari.

WARHAM (Guillaume), archevêque de Cantorbéry et docteur en droit à Oxford.

Né en 1458. Mort en 1532.

Ce prélat fut employé à diverses affaires par Henri VII, roi d'Angleterre. Évêque de Londres en 1502, archevêque de Cantorbéry en 1504, il mourut à l'âge de soixante-quatorze ans.

POLUS (Renaud Pole ou Pool, dit), cardinal, archevêque de Cantorbéry et primat du royaume.

Fils de Richard, cousin-germain de Henri VIII, et de Marguerite, comtesse de Salisbury, fille de Georges, duc de Clarence, frère du roi Édouard IV.

Né à Stowerton-Castle (comté de Stafford), en mars 1500. Mort le 18 ou le 25 novembre 1558.

Il fit à Oxford ses premières études qu'il continua dans la suite à l'université de Padoue. Chanoine de Salisbury à l'âge de dix-neuf ans, il fut nommé cardinal en 1536, sous le pontificat de Paul III (Alexandre Farnèse). Après avoir passé une partie de sa vie dans un monastère de l'ordre de Saint-Benoît, près de Vérone, il retourna en 1553 en Angleterre, après l'avénement de la reine Marie, où il remplit les fonctions de légat apostolique du Saint-Siége. Président du conseil privé, archevêque de Cantorbéry et primat du royaume, il mourut à l'âge de cinquante-huit ans. (*Moreri* et *Biog. univ.*)

FISHER (Jean), cardinal, évêque de Rochester.

Né à Beverley (comté d'York), en 1453 ou 1455. Mort le 22 juin 1535.

Il fit ses études à Cambridge, où il reçut le bonnet de docteur. Chancelier de l'université de Cambridge, il fut nommé en 1504, évêque de Rochester, puis cardinal en 1535, et mourut à Londres, en même temps que Thomas Morus, dans un âge très avancé.

RABELAIS (François), médecin.

Né à Chinon (Touraine), vers 1483. Mort en 1553.

Il prit l'habit de Saint-François dans le couvent des Cordeliers de Fontenay-le-Comte (Bas-Poitou), et passa ensuite, vers 1523, avec autorisation du pape Clément VII (Jules de Médicis), dans l'ordre de Saint-Benoît. Rabelais étudia et professa la médecine à Montpellier. C'est un des écrivains les plus renommés du seizième siècle. Il suivit le cardinal du Bellay dans son ambassade à Rome, en 1535. A son retour en France, il fut nommé à la cure de Meudon et mourut à Paris, à l'âge de soixante-dix ans.

BUDÉ (Guillaume), savant.

Fils de Jean Budé, seigneur d'Yerre, de Villers-sur-Marne et de Marly, grand-audiencier en la chancellerie de France, et de Catherine Picart.

Né à Paris, en 1467. Marié le... à Roberte Lelieur, fille de Roger, seigneur de Malemains. Mort le 23 août 1540.

Un des plus savants hommes du seizième siècle, il fut en rapport avec tous les personnages illustres de son temps dans les sciences et les arts. Secrétaire du roi, il fut chargé d'une mission à Rome sous le règne de Louis XII. Maître des requêtes et bibliothécaire du roi en 1522, François Ier l'envoya ensuite en ambassade près de Léon X (Jean de Médicis). Il fut prévôt des marchands en 1522; il contribua, avec le cardinal du Bellay, à la fondation du collége royal de France, établi en 1529, forma avec Lascaris la bibliothèque de Fontainebleau, et mourut à Paris, à l'âge de soixante-treize ans. (*Niceron.*)

ALCIAT (André), littérateur et jurisconsulte.

Fils d'Ambroise Alciat, marchand, et de Marguerite Landriani.

Né à Milan, le 8 mai 1492. Mort le 12 janvier 1550.

Il fit ses études dans les écoles de Milan, de Pavie et de Bologne. Reçu docteur en 1510, il professa d'abord le droit en 1521 à l'université d'Avignon, et en 1529 à celle de Bourges où il avait été appelé par François Ier. Il prit ensuite des chaires de droit, en 1532, à Pavie; puis de 1532 à 1537 à Bologne et à Ferrare. Alciat avait obtenu du pape Paul III (Alexandre Farnèse) une charge de protonotaire, et l'empereur Charles-Quint l'avait créé comte palatin de Saint-Jean de Latran et sénateur. Il mourut à Pavie, à l'âge de cinquante-huit ans.

LONGUEIL (Christophe de), littérateur et jurisconsulte.

Fils naturel d'Antoine de Longueil, évêque de Saint-Paul-Léon, chancelier de la reine Anne de Bretagne, ambassadeur dans les Pays-Bas.

Né à Malines, en 1488. Mort le 11 septembre 1522.

Longueil prit en 1510 une chaire à Poitiers, où il professa le droit, et fut reçu conseiller au parlement de Paris en 1512. Il abandonna la jurisprudence pour se livrer entièrement à l'étude des sciences naturelles. Il parcourut dans ce but toute la France, l'Allemagne, l'Angleterre, la Suisse et l'Italie. Il mourut à Padoue, à l'âge de trente-deux ans.

BEMBO (Pierre), cardinal, évêque de Bergame, etc.

Fils de Bernard Bembo, secrétaire de Venise, et d'Hélène Marcella.

Né à Venise, le 20 mai 1470. Mort le 18 janvier 1547.

Il suivit à Messine en 1492 les leçons de Constantin Lascaris, et termina ses études dans les universités de Padoue et de Ferrare. Vers 1502, il séjourna à la cour du duc de Ferrare (Alphonse d'Este), d'où il se rendit à Venise, où il fit partie de cette académie qui tenait ses séances chez les Alde-Manuce. On dit qu'il corrigea à cette époque quelques-unes des belles éditions de ces imprimeurs. Il obtint, sous le pape Jules II (Julien de La Rovère), la commanderie de Bologne de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem. Secrétaire de Léon X (Jean de Médicis), avec Sadolet, il fut chargé de plusieurs missions importantes. Il se retira à Padoue en 1521 pour se livrer entièrement aux lettres, et il forma dans cette ville une bibliothèque et des collections de monuments et de médailles antiques qui acquirent une grande célébrité. Pierre Bembo fut un des plus savants auteurs italiens qui illustrèrent le XVIe siècle. Historien de la république de Venise et bibliothécaire de Saint-Marc, il devint cardinal en 1535, sous le pontificat de Clément VII (Jules de Médicis), fut nommé évêque de Gubbio en 1541 et peu après évêque de Bergame. Il mourut à l'âge de soixante-dix-sept ans*.

DU BELLAY (Guillaume), seigneur de Langey et vice-roi de Piémont.

Fils aîné de Louis du Bellay, seigneur de Langey, et de Marguerite de La Tour-Landry.

Né en 1491. Marié à Anne de Créqui, dame de Pondormi. Mort le 9 janvier 1543.

Plus connu sous le nom de seigneur de Langey, il servit sous Louis XII, et fit les guerres d'Italie. Chevalier de l'ordre de Saint-Michel, il était en Espagne près de François Ier, en 1525. Il fut gouverneur de Turin en 1537, et ensuite vice-roi du Piémont. « Le marquis de Guast, rapporte la *Biographie universelle*, t. IV, page 93, avouait que le seigneur de Langey était le plus excellent capitaine qu'il eût connu. » Il suivit François Ier dans la plus grande partie de ses campagnes, et il ne fut pas moins utile à son souverain dans ses ambassades, en Angleterre, en Allemagne et en Italie, près du pape Clément VII (Jules de Médicis). Le seigneur du Bellay ne s'est pas moins illustré dans la république des lettres que dans les armes. Il mourut sans postérité à l'âge de cinquante-deux ans.

DU BELLAY (Jean), cardinal.

Second fils de Louis du Bellay, seigneur de Langey, et de Marguerite de La Tour-Landry.

Né en 1492. Mort le 16 février 1560.

D'abord évêque de Bayonne, ensuite de Paris en 1532, il fut ambassadeur en Angleterre dans les années 1527 et 1533. Envoyé de la cour de France près des papes Clément VII (Jules de Médicis) et Paul III (Alexandre Farnèse), dans les années 1533 et 1534, il devint cardinal en 1535. François Ier lui donna le titre de lieutenant général avec le commandement de la Picardie et de la Champagne, et il défendit en 1536 la ville de Péronne assiégée par les Impériaux. En 1541 nommé évêque de Limoges, en 1544 archevêque de Bordeaux, et en 1546 évêque du Mans, le cardinal du Bellay eut une grande influence sur la renaissance des lettres en France. C'est à sa demande et à celle du savant Budé que François Ier fonda le Collége de France, en 1523. En 1547 il se retira à Rome, où le pape Marcel II (Marcel Cervin) le nomma évêque d'Ostie. « Le cardinal du Bellay, disait Brantôme, fut un des plus savants, éloquents, sages et avisés de son temps; il était pour tout, et un des plus grands personnages en tout et de lettres et d'armes qui fût. » Il mourut à Rome à l'âge de soixante-huit ans. (*Biog. univ.*)

(*) Le tombeau du cardinal Bembo se trouve à Rome, dans l'église de Sainte-Marie de la Minerve, entre ceux des papes Léon X (Jean de Médicis) et Clément VII (Jules de Médicis).

VANGEST (Marguerite de), maîtresse de Charles-Quint.

Née... Morte en 1586.

Elle fut mère de Marguerite d'Autriche, qui épousa: 1° Alexandre de Médicis en 1535, et 2° Octave Farnèse, duc de Parme en 1536.

CATHERINE DE MÉDICIS, reine de France, alors duchesse d'Orléans (à l'âge de treize à quatorze ans).

Fille unique et héritière de Laurent de Médicis, IIe du nom, duc d'Urbin, et de Madeleine de La Tour, dite *de Boulogne*.

Née à Florence, le 13 avril 1519. Mariée à Marseille, par traité du 27 octobre 1533, à Henri, duc d'Orléans, depuis Henri II, roi de France, second fils de François Ier, roi de France, et de Claude de France. Morte le 5 janvier 1589.

Catherine de Médicis, rapporte Moreri, avait été naturalisée française dans l'année 1519. Son mariage avec Henri II, roi de France, alors duc d'Orléans, fut conclu à Marseille en 1533, lors de l'entrevue du pape Clément VII (Jules de Médicis) et de François Ier. Elle fut couronnée à Saint-Denis le 10 juin 1549, fit ensuite son entrée solennelle à Paris, le 18 du même mois. Catherine de Médicis fut trois fois régente; la première en 1552, pendant un voyage de Henri II en Lorraine; la seconde pendant la minorité de Charles IX, depuis l'année 1560 jusqu'en 1563, et la dernière après la mort de Charles IX jusqu'au moment de l'arrivée de Henri III. Elle mourut au château de Blois à l'âge de soixante-dix ans.

NEMOURS (Jacques de Savoie, duc de), comte de Génevois, marquis de Saint-Sorlin, colonel général de l'infanterie française.

Fils aîné de Philippe de Savoie, duc de Nemours, et de Charlotte d'Orléans-Longueville, fille de Louis d'Orléans, Ier du nom, duc de Longueville, et de Jeanne de Hochberg, marquise de Rothelin.

Né à l'abbaye de Vauluisant, le 12 octobre 1531. Marié à Saint-Maur-les-Fossés en 1566, à Anne d'Este Ferrare, duchesse de Guise, comtesse de Gisors et dame de Montargis, fille d'Hercule d'Este, IIe du nom, duc de Ferrare, et de Renée de France, veuve de François de Lorraine, duc de Guise. Mort le 15 juin 1585.

« Il fit, dit Brantôme, ses jeunes guerres en Piémont par deux à trois voyages qu'il y fit, et en France aux siéges de Bouloigne, de Metz (1558), et à la bataille de Renty (1534), etc. » (*Vie des hommes illustres*, t. III, p. 161.) Colonel général de l'infanterie française en 1556, le duc de Nemours suivit le duc de Guise dans son expédition de Naples. Colonel général de la cavalerie en 1558, il se trouva la même année au siége de Thionville, et s'empara du château de Noisay en 1560. Chevalier de l'ordre de Saint-Michel en 1561, gouverneur et lieutenant général du Lyonnais en 1562, il assista en 1565 aux États-Généraux tenus à Moulins, et commandait à

la bataille de Saint-Denis en 1567. Il mourut à Annecy à l'âge de cinquante-quatre ans. (*Chron. milit.*)

ANTOINE DE BOURBON, roi de Navarre, prince de Béarn, duc de Vendôme, de Beaumont et d'Albret.

Second fils de Charles de Bourbon, duc de Vendôme, comte de Soissons, et de Françoise d'Alençon, veuve de François d'Orléans, 1er du nom, duc de Longueville, première fille de René, duc d'Alençon, et de Marguerite de Lorraine.

Né au château de La Fère, en Picardie, le 22 avril 1518. Marié à Moulins, le 20 octobre 1548, à Jeanne d'Albret, reine de Navarre. Mort le 17 novembre 1562.

Il porta d'abord le titre de duc de Vendôme, et devint roi de Navarre en 1555 après la mort d'Henri d'Albret, son beau-père. Il fut amiral et gouverneur de Guienne la même année, et lieutenant général du royaume pendant la minorité de Charles IX. Il mourut aux Andelys, à l'âge de quarante-quatre ans, des suites d'une blessure qu'il avait reçue au siége de Rouen. (*Le P. Anselme.*)

JEANNE D'ALBRET, reine de Navarre, princesse de Béarn, comtesse de Foix, etc.

Fille unique et héritière de Henri d'Albret, IIe du nom, roi de Navarre, et de Marguerite d'Orléans-Angoulême (Marguerite de Valois), sœur de François Ier, roi de France.

Née en 1528. Mariée à Moulins, le 20 octobre 1548, à Antoine de Bourbon, duc de Vendôme, de Beaumont et d'Albret, second fils de Charles de Bourbon, duc de Vendôme, comte de Soissons, et de Françoise d'Alençon, veuve de François d'Orléans, 1er du nom, duc de Longueville, première fille de René, duc d'Alençon, et de Marguerite de Lorraine. Morte le 9 juin 1572.

Jeanne d'Albret avait d'abord été mariée à l'âge de douze ans, le 15 juillet 1540, à Guillaume, duc de Clèves; mais elle n'habita pas avec lui et resta en France. Ce mariage fut déclaré nul en 1542 par le pape Paul III (Alexandre Farnèse). Elle apporta en dot le royaume de Navarre à Antoine de Bourbon, duc de Vendôme, et fut la mère de Henri IV. Elle mourut à Paris à l'âge de quarante-quatre ans.

BABOU (Jean), seigneur de la Bourdaisière et de Thuisseau, baron de Sagonne.

Fils de Philibert Babou, secrétaire du roi, et de Marie Gaudin, dame de La Bourdaisière et de Thuisseau.

Né... Marié à Blois, le 6 décembre 1539, à Françoise Robertet, fille de Florimond Robertet, baron d'Alluye, et de Michelle Gaillard. Mort le 11 octobre 1569.

Jean Babou était gouverneur de François de France, duc d'Alençon; il commandait l'artillerie à la bataille de Saint-Denis en 1567. Créé chevalier de l'ordre de Saint-Michel en 1568, il se trouva à la bataille de Jarnac, le 13 mars 1569. Nommé conseiller d'état le 25 mai suivant, le marquis d'Estrées se démit en sa faveur de la charge de grand-maître de l'artillerie, mais il mourut avant d'en avoir reçu les provisions, à l'âge d'environ cinquante-cinq ans. (*Biogr. univ.*)

COLIGNY (Odet de), cardinal de Châtillon, archevêque de Toulouse, évêque et comte de Beauvais, abbé de Saint-Benigne de Dijon, comte et pair de France.

Deuxième fils de Gaspard de Coligny, 1er du nom, seigneur de Coligny, d'Andelot, etc., maréchal de France, et de Louise de Montmorency.

Né le 10 juillet 1517. Marié le 1er décembre 1564, à Élisabeth de Hauteville, dame de Loré, fille de Samson, seigneur de Hauteville, et de Marguerite de Loré. Mort le 14 février 1571.

Odet de Coligny avait été nommé cardinal par le pape Clément VII (Jules de Médicis), à l'époque du concordat de Marseille, le 7 novembre 1533. Ayant embrassé le calvinisme, il fut rayé de la liste des cardinaux sous le pontificat de Pie IV (Jean-Ange de Médicis) le 31 mars 1563. Il se retira en Angleterre, où il mourut à l'âge de cinquante-quatre ans. (*Moreri.*)

MONTGOMMERY (Gabriel de Lorges), seigneur de Lorges, capitaine de la garde écossaise de Henri II.

Fils de Jacques de Lorges, comte de Montgommery, capitaine de la garde écossaise du roi, et de Claudine de La Boissière.

Né... Mort le 27 mai 1574.

Il conduisit en 1545 les secours envoyés par François Ier à la reine Marie de Lorraine, mère de Marie Stuart et régente du royaume d'Écosse. « Gabriel de Montgommery, rapporte l'auteur de sa vie (Weiss, *Biog. univ.*), est célèbre par le malheur qu'il eut de blesser Henri II dans le tournoi de la rue Saint-Antoine, donné à l'occasion du mariage de sa fille Élisabeth avec Philippe II, roi d'Espagne, et de sa sœur Marguerite avec le duc de Savoie. Il devint un des principaux chefs des protestants en France. »

CLERMONT D'AMBOISE (Louis de), seigneur de Bussi, dit *le brave Bussi*, gouverneur d'Anjou.

Fils aîné de Jacques de Clermont, dit *d'Amboise*, seigneur de Bussi et de Saxe-Fontaine, capitaine de cinquante hommes des ordonnances du roi, et de Catherine de Beauveau, fille de René de Beauveau, seigneur de Moigneville.

Né vers 1549. Mort le 19 août 1579.

« C'est, dit Brantôme, un preux très vaillant et généreux aux guerres, partout où il s'est trouvé. Il a très bien combattu à la prise de Bains en Flandre; il n'oublia rien de sa charge de couronnel, qu'il ne s'en acquittast très vaillamment. A la prise de la ville de Fontenay en Poictou, estant mestre-de-camp, ainsy que le régiment qui estoit commandé pour y aller estant en garde, M. de Bussy le prévint, et marchant devant y cuida faire une grande sédition pour la préséance. Au siége de Lusignan, il combattit et en porta les marques; à celuy de Sainct-Lô il n'y fut pas blessé, mais il ne laissa à l'assaut de faire toutes les preuves d'armes qu'il est possible, aussi bien que ceux qui y furent blessez. » (*Vie des hommes illustres et grands capitaines françois*, t. IV, p. 73.) Louis de Clermont d'Amboise était au nombre des gentilshommes de la maison du comte d'Anjou. Il fut gouverneur d'Angers, et mourut à l'âge de trente ans.

CALVIN (Jean Cauvin*), un des chefs de la réforme au XVIe siècle.

Fils de Gérard Cauvin, tonnelier, et de Jeanne Le Franc.

Né à Noyon, le 10 juillet 1509. Marié à Strasbourg, en 1539, à Idelette de Burié, veuve de Jean Storder. Mort à Genève, le 27 mai 1564.

(*) Il publia en 1532 un commentaire sur les deux livres de Sénèque, *de Clementiâ*. Son nom de Cauvin, rapporte Moreri, latinisé dans le titre de ce commentaire *Johannis Calvini... Commentarius*), fut dès lors changé en celui de Calvin, qu'il porta toujours depuis

PHILIPPE II, roi d'Espagne et de Portugal.

Fils de Charles-Quint, empereur d'Allemagne et roi d'Espagne, et d'Isabelle de Portugal.

Né à Valladolid le 21 mai 1527. Marié : 1° le 13 novembre 1543, à Marie de Portugal, fille de Jean III, roi de Portugal, et de Catherine d'Autriche, quatrième fille de Philippe Ier, roi de Castille, et de Jeanne d'Aragon (la Folle); 2° le 25 juillet 1554 à Marie, reine d'Angleterre, fille de Henri VIII, roi d'Angleterre et d'Irlande, et de Catherine d'Aragon; 3° le 22 juin 1559 à Élisabeth de France, fille aînée de Henri II, roi de France, et de Catherine de Médicis; 4° le 12 novembre 1570 à Anne Marie, fille de l'empereur Maximilien II, et de Marie d'Autriche, fille de Charles-Quint. Mort le 13 septembre 1598.

Il succéda aux états héréditaires de Charles-Quint après l'abdication de ce prince, le 17 janvier 1556. Il se fit proclamer roi de Portugal sous le nom de Philippe Ier, le 2 septembre 1580, et reconnaître l'année suivante par les États du royaume. Philippe II fit bâtir le palais de l'Escurial en 1563, et y mourut à l'âge de soixante-onze ans.

DON CARLOS, infant d'Espagne.

Fils aîné de Philippe II, roi d'Espagne, et de Marie de Portugal, sa première femme.

Né à Valladolid le 12 juillet 1545. Mort le 24 juillet 1568, sans avoir été marié.

MARIE, reine d'Angleterre.

Fille de Henri VIII, roi d'Angleterre et d'Irlande, et de Catherine d'Aragon, fille de Ferdinand V dit *le Catholique*, roi d'Aragon, de Castille, etc., et d'Isabelle de Castille.

Née le 18 février 1516. Mariée le 25 juillet 1554, à Philippe, depuis roi d'Espagne sous le nom de Philippe II, fils de Charles-Quint, empereur d'Allemagne et roi d'Espagne, et d'Isabelle de Portugal. Morte le 17 novembre 1558.

MARGUERITE D'AUTRICHE, duchesse de Parme, gouvernante des Pays-Bas.

Fille naturelle de Charles-Quint, empereur d'Allemagne et roi d'Espagne, et de Marguerite de Vangest.

Née en 1522. Mariée : 1° le 29 février 1536, à Alexandre de Médicis, premier duc de Florence, fils naturel de Laurent II de Médicis, fils aîné de Pierre II, grand-duc de Toscane, et d'Alfonsine des Ursins; 2° en 1538, à Octave Farnèse, duc de Camerino, puis de Parme et de Plaisance, second fils de Pierre-Louis Farnèse, premier duc de Parme et de Plaisance, et de Hiéronyme Orsini, fille de Louis, comte de Petigliano. Morte à Aquila, dans l'Abbruzze, en février 1586.

PERRENOT (Antoine), cardinal de Granvelle.

Second fils de Nicolas Perrenot, seigneur de Granvelle, premier conseiller d'état et garde des sceaux de l'empereur Charles-Quint, et de Nicolle de Bonvallot.

Né à Besançon, vers 1516. Mort le 21 septembre 1586.

Chanoine et archidiacre de Besançon, puis évêque d'Arras en 1540, il accompagna la même année son père aux diètes de Worms et de Ratisbonne. Il assista en 1545 au concile de Trente, et succéda en 1549 à son père dans la charge de conseiller d'état et de garde des sceaux du royaume d'Espagne; il fut en même temps premier conseiller de la princesse Marguerite de Parme, gouvernante des Pays-Bas. Premier archevêque de Malines et cardinal en 1561, sous le pontificat de Pie IV (Jean-Ange de Médicis), évêque de Sabine en 1578, vice-roi de Naples et archevêque de Besançon. Il mourut à Madrid, à l'âge de soixante-dix ans.

ALBE (Ferdinand Alvarez de Tolède, duc d').

Fils de Garcias de Tolède et de Béatrix de Pimentel, fille de Roderic, comte de Benaventi.

Né en 1508. Marié le..., à Marie Henriquez de Gusman, fille de Degue, comte d'Alve-d'Aliste. Mort le 12 janvier 1582.

Généralissime des troupes impériales en 1546, il fut aussi sous le règne de Philippe II, roi d'Espagne, gouverneur des Pays-Bas, où il se signala par d'inutiles rigueurs. Le duc d'Albe commandait les troupes espagnoles qui firent la conquête du Portugal dans l'année 1580. Il mourut à l'âge de soixante-quatorze ans.

ALEXANDRE FARNÈSE III, duc de Parme et de Plaisance, gouverneur des Pays-Bas.

Fils d'Octave Farnèse, duc de Camerino, puis de Parme et de Plaisance, et de Marguerite d'Autriche, fille naturelle de Charles-Quint, empereur d'Allemagne et roi d'Espagne, et veuve d'Alexandre de Médicis, duc de Florence.

Né en 1544. Marié en 1566, à Marie de Portugal, fille d'Édouard, prince de Portugal, duc de Guimaranas ou Guimaraens, connétable de Portugal, et d'Isabelle, fille de Jacques, duc de Bragance. Mort le 3 décembre 1592.

Ce prince, qui devint dans la suite un des principaux généraux des armées de Philippe II, se trouvait en 1571 à la bataille de Lépante; il succéda en 1578 à don Juan d'Autriche dans le gouvernement des Pays-Bas. Blessé devant Caudebec en 1592, il mourut à Arras des suites de ses blessures, à l'âge de quarante-huit ans.

GUILLAUME Ier, dit *le Jeune* (Guillaume de Nassau-Dillenbourg), comte de Nassau, prince d'Orange.

Fils de Guillaume, comte de Nassau, dit *le Vieil*, de Dillenbourg, de Beilstein et de Dietz, et de Julienne, fille d'Othon, comte de Stolberg, veuve de Philippe, comte de Hanau.

Né le 16 avril 1533. Marié : 1° en 1551, à Anne d'Egmont, comtesse de Buren et de Leerdam, dame d'Ysselsteyn, Craenendonck, Lannoy, etc., fille unique et héritière de Maximilien d'Egmont, comte de Buren et de Leerdam, chevalier de la Toison-d'Or, conseiller et chambellan de l'empereur Charles-Quint, et stathouder de Frise, et de Françoise de Lannoy, fille de Hugues, seigneur de Tronchines; 2° le 10 août 1561, à Anne-Marie de Saxe, qu'il répudia le... 1575, fille de Maurice, électeur de Saxe, et d'Agnès, fille de Philippe le Magnanime, landgrave de Hesse, et de Christine de Saxe; 3° à Brielle, le 12 juin 1574, à Charlotte de Bourbon, quatrième fille de Louis II de Bourbon, duc de Montpensier, pair de France, etc., et de Jacqueline de Longwic, sa première femme, comtesse de Bar-sur-Seine, fille puînée et héritière de Jean de Longwic, seigneur de Givry, et de Jeanne, bâtarde d'Angoulême; 4° le 12 avril 1583, à Louise de Coligny, veuve de Charles, seigneur de Téligny, etc., gentilhomme ordinaire de la chambre du roi, et fille de Gaspard de Coligny, IIe du nom, comte de Coligny, amiral de

France, et de Charlotte de Laval, fille de Guy, comte de Laval, et d'Antoinette de Daillon. Mort le 10 juillet 1584.

Guillaume de Nassau, institué héritier de la principauté d'Orange par son cousin René de Nassau en 1544, était en 1559 stathouder de Hollande, de Zélande et d'Utrecht, pour le roi d'Espagne. Les États-Généraux ayant déclaré l'indépendance des provinces de Hollande et de Zélande en 1581, le reconnurent pour leur chef et souverain magistrat. Nommé duc de Brabant le 19 février 1582, il se rendit ensuite à Bruges, où il fut proclamé comte de Flandre. Il défendit avec une courageuse persévérance la liberté de ses compatriotes contre le roi Philippe II, et mourut à Delft à l'âge de cinquante-deux ans.

MAXIMILIEN II, empereur d'Allemagne, roi de Hongrie et de Bohême.

Fils aîné de Ferdinand Ier, empereur d'Allemagne, et d'Anne, fille de Ladislas VI, roi de Hongrie et de Bohême, et d'Anne de Candale.

Né à Vienne, le 1er août 1527. Marié à Prague, le 18 septembre 1548, à Marie d'Autriche, fille aînée de Charles-Quint, empereur d'Autriche et roi d'Espagne, et d'Isabelle de Portugal. Mort le 12 octobre 1576.

D'abord roi de Bohême, le 20 septembre 1562, et roi des Romains le 24 novembre de la même année, il succéda à la couronne de Hongrie en 1563, à la mort de son père, et fut élu empereur le 15 juillet 1564. Il mourut à Ratisbonne à l'âge de quarante-neuf ans.

MARIE D'AUTRICHE, impératrice d'Allemagne, reine de Hongrie et de Bohême.

Fille aînée de Charles-Quint, empereur d'Autriche et roi d'Espagne, et d'Isabelle de Portugal.

Née le 21 juin 1528. Mariée à Prague, le 18 septembre 1548, à Maximilien II, empereur d'Allemagne, roi de Hongrie et de Bohême, fils aîné de Ferdinand Ier, empereur d'Allemagne, et d'Anne, fille de Ladislas VI, roi de Hongrie et de Bohême, et d'Anne de Candale. Morte le 24 février 1603.

PIE V (Michel Ghisleri), pape.

Né à Boschi, près Alexandrie, le 17 janvier 1504. Mort le 1er mai 1572.

Il entra à quinze ans dans l'ordre de Saint-Dominique, enseigna d'abord la philosophie et la théologie, devint supérieur de son ordre et exerça ensuite la charge d'inquisiteur de la foi. Evêque de Sutri sous le pontificat de Paul IV (Jean-Pierre Caraffe), cardinal et inquisiteur général de la foi en 1557, il fut alors connu sous le nom de *cardinal Alexandrin.* Pie IV (Jean-Ange de Médicis) le nomma à l'évêché de Mondovi, et il lui succéda le 7 janvier 1566. On lit dans l'*Art de vérifier les dates* que le pape Pie V contribua à la victoire de Lépante en fournissant aux frais de l'armement. Il mourut âgé de soixante-huit ans.

RAMBOUILLET (Charles d'Angennes, cardinal de).

Fils de Jacques d'Angennes et d'Élisabeth Cottereau, dame de Maintenon.

Né le 30 octobre 1530. Mort le 23 mars 1587.

Évêque du Mans en 1560, il assista en 1563 au concile de Trente. Ambassadeur près de Pie V (Michel Ghisleri), il fut cardinal en 1570, et connu depuis cette époque sous le nom de *cardinal de Rambouillet.* Gouverneur de Corneto sous le pontificat de Sixte V (Félix Peretti), il mourut dans cette ville à l'âge de cinquante-six ans.

DIANE DE POITIERS, duchesse de Valentinois.

Fille de Jean de Poitiers, comte de Saint-Vallier, et de Jeanne de Batarnai.

Née le 21 mars 1500. Mariée vers 1514, à Louis de Brézé, comte de Maulevrier, seigneur d'Anet, gouverneur et grand-sénéchal de Normandie, fils aîné de Jacques de Brézé, comte de Maulevrier, et de Charlotte, fille naturelle de Charles VII, roi de France, et d'Agnès Sorel. Diane de Poitiers fut veuve à l'âge de trente et un ans. Morte le 26 avril 1566.

Henri II, dont elle fut la maîtresse, la fit duchesse de Valentinois en 1546. A la mort du roi elle se retira au château d'Anet et y mourut âgée de soixante-sept ans*.

HALLEWIN ou HALLWIN (Louise de), dame de Cypierre.

Première fille d'Antoine de Hallewin, seigneur de Piennes, et de Louise, dame de Crevecœur, veuve de Guillaume Gouffier, seigneur de Bonnivet, amiral de France.

Née... Mariée en 1560, à Philibert de Marcilly, seigneur de Cypierre, gouverneur du roi Charles IX. Morte...

HALLEWIN ou HALLWIN (Jeanne de), dame d'Alluye.

Seconde fille d'Antoine de Hallewin, seigneur de Piennes, et de Louise, dame de Crevecœur, veuve de Guillaume Gouffier, seigneur de Bonnivet, amiral de France.

Née... Mariée à Florimond Robertet, seigneur d'Alluye, secrétaire d'état du roi François II en 1559. Morte...

Jeanne d'Hallewin était une des filles d'honneur de la reine Catherine de Médicis.

MARIE STUART, reine de France et d'Écosse.

Fille unique de Jacques V, roi d'Écosse, et de Marie de Lorraine, fille de Claude de Lorraine, premier duc de Guise, et d'Antoinette de Bourbon, fille aînée de François de Bourbon, comte de Vendôme, et de Marie de Luxembourg.

Née le 6 décembre 1542. Mariée : 1° le 24 avril 1558, à François II, roi de France; 2° le 19 juillet 1565 à Henri Stuart, comte de Darnley, son cousin; 3° le 15 mai 1567, à Jacques Hesburn, comte de Bothwell. Décapitée le 18 février 1587.

NEVERS (Marguerite de Bourbon, duchesse de).

Deuxième fille de Charles de Bourbon, duc de Vendôme, comte de Soissons, et de Françoise d'Alençon, veuve de François d'Orléans, Ier du nom, duc de Longueville, première fille de René, duc d'Alençon, et de Marguerite de Lorraine.

Née à Nogent, le 26 octobre 1516. Mariée par traité passé à Paris, au château du Louvre, le 19 janvier 1538, à François de Clèves, Ier du nom, duc de Nevers, pair de France, comte d'Auxerre, d'Eu, etc., fils unique de Charles de Clèves, comte de Nevers, d'Eu, etc., et de Marie d'Albret, dame d'Orval. Morte le 20 octobre 1589.

(*) Diane de Poitiers avait été enterrée à Anet dans la chapelle du château. La statue qui se trouvait sur son tombeau a été placée par ordre du Roi dans un pavillon du parc de Neuilly.

La duchesse de Nevers avait été dans sa jeunesse, vers 1533, au nombre des demoiselles qui furent attachées à la cour de François Ier sous le nom de filles d'honneur. Elle mourut au château de la Chapelle-d'Angillon, en Berri, à l'âge de soixante-treize ans, et fut enterrée dans l'église cathédrale de Nevers.

GUISE (François de Lorraine, duc de) et d'Aumale, prince de Joinville, marquis de Mayenne.

Voir IIe PARTIE, Portraits divers, page 38.

MONTMORENCY (Madeleine de Savoie, duchesse de).

Fille aînée de René, légitimé de Savoie, grand-maître de France, et d'Anne Lascaris, comtesse de Tende.

Née en 1510. Mariée par contrat du 10 janvier 1526, à Anne, duc de Montmorency, connétable de France. Morte en 1586.

LORRAINE (Charles de), cardinal, duc de Chevreuse, archevêque de Reims, pair de France.

Second fils de Claude de Lorraine, premier duc de Guise, et d'Antoinette de Bourbon, fille aînée de François de Bourbon, comte de Vendôme, et de Marie de Bourgogne.

Né à Joinville, le 17 février 1524. Mort le 26 décembre 1574.

Il succéda au cardinal Jean de Lorraine comme archevêque de Reims et fut consacré en 1545. Chancelier de l'ordre de Saint-Michel en 1547, cardinal la même année sous le pontificat de Paul III (Alexandre Farnèse), abbé de Saint-Denis en France en 1555, il assista aux États tenus à Rouen en 1557 et à ceux de Paris en 1558, partagea le gouvernement de l'état avec son frère, le duc de Guise, sous le règne du jeune roi François, se trouva au colloque de Poissy en 1561 et en 1562; il se rendit au concile de Trente. On attribue au cardinal de Lorraine la pensée de la Ligue, dont il ne vit point l'accomplissement. Il mourut à Avignon, à l'âge de quarante-huit ans.

BOURBON (Charles de Bourbon, IIe du nom, cardinal et duc de).

Cinquième fils de Charles de Bourbon, duc de Vendôme, comte de Soissons, et de Françoise d'Alençon, veuve de François d'Orléans, Ier du nom, duc de Longueville, première fille de René d'Alençon, et de Marguerite de Lorraine.

Né à La Ferté-sous-Jouarre, le 22 décembre 1523. Mort le 9 mai 1590.

Évêque de Nevers en 1540, de Saintes en 1544, et de Beauvais en 1572, il fut créé cardinal par Paul III (Alexandre Farnèse), le 9 janvier 1548, et archevêque de Rouen le 20 septembre 1550. Lieutenant général au gouvernement de Paris et de l'Ile de France par lettres du 9 septembre 1551 et du 24 juillet 1557, il assista à l'assemblée des États-Généraux tenus à Rouen et à Orléans en 1565. Légat à Avignon en 1565, il était au concile de 1569, et présida l'assemblée générale du clergé à Melun en 1580. Le cardinal de Bourbon mourut à Fontenay-le-Comte en Poitou, à l'âge de soixante-sept ans. Après la mort de Henri III, il avait été salué roi par la Ligue, sous le nom de Charles X.

L'HOPITAL (Michel de), chancelier de France.

Fils de Jean de L'Hôpital, seigneur de La Tour de la Bussière, en Auvergne.

Né à Aigueperse en Auvergne, en 1503. Marié en 1537, à Marie Morin, fille de Jean Morin, seigneur de Paroy, lieutenant criminel au Châtelet de Paris, et de Charlotte de Montmirail. Mort le 13 mars 1573.

Successivement auditeur de Rote à Rome, conseiller au parlement de Paris le 14 juin 1537, maître des requêtes, conseiller d'état et privé, chef et surintendant des finances du roi en la chambre des comptes, premier président de la chambre des comptes de Paris le 6 février 1554, chancelier de Marguerite de France, duchesse de Berri, il succéda le 30 juin 1560, dans la charge de chancelier de France, à Olivier de Leuville. Il remit les sceaux en 1568, et mourut à Vignay, près Étampes, à l'âge de soixante-dix ans.

MONTAIGNE (Michel de), écrivain moraliste.

Né au château de Montaigne (Périgord), le 2 février 1533. Marié en 1566, à Françoise de La Chassagne, fille d'un conseiller au parlement de Bordeaux. Mort le 13 septembre 1592.

Michel de Montaigne, célèbre auteur des *Essais*, fut conseiller au parlement de Bordeaux en 1554, chevalier de l'ordre de Saint-Michel (suivant dom de Vienne, historiographe de Bordeaux), sous le règne de Henri II, et gentilhomme de la chambre du roi Charles IX. Il avait été reçu citoyen romain en 1581, à l'époque de ses voyages en Italie, et mourut dans la soixantième année de son âge.

CONDÉ (Louis de BOURBON, Prince de), Ier du nom.

Septième fils de Charles de Bourbon, duc de Vendôme, comte de Soissons, et de Françoise d'Alençon, veuve de François d'Orléans, Ier du nom, duc de Longueville, première fille de René d'Alençon et de Marguerite de Lorraine.

Né à Vendôme, le 7 mai 1530. Marié : 1° le 22 juin 1551, à Éléonore de Roye, fille aînée et héritière de Charles, sire de Roye et de Muret, comte de Roucy, et de Madeleine de Mailly, dame de Conty ; 2° par contrat du 8 novembre 1565, à Françoise d'Orléans-Longueville, fille de François d'Orléans, duc de Longueville, marquis de Rothelin, et Jacqueline de Rohan. Mort le 13 mars 1569.

Le prince de Condé, reconnu à Orléans, en avril 1562, comme chef des réformés, commandait l'armée protestante dans le mois de décembre de la même année à la bataille de Dreux, et à celle de Saint-Denis, en 1567. Il fut tué à l'âge de trente-neuf ans à Jarnac par Montesquiou, capitaine des gardes du duc d'Anjou.

COLIGNY (François de), seigneur d'ANDELOT, comte de Laval, colonel général de l'infanterie française.

Quatrième fils de Gaspard de Coligny, Ier du nom, seigneur de Coligny, d'Andelot, etc., maréchal de France, et de Louise de Montmorency.

Né à Châtillon-sur-Loing, le 18 avril 1521. Marié : 1° le 19 mars 1547, à Claude de Rieux, comtesse de Laval et de Montfort, seconde fille de Claude, Ier du nom, sire de Rieux, comte de Harcourt et d'Aumale, et de Catherine, comtesse de Laval et de Montfort, sa première femme ; 2° le 27 août 1564, à Anne de Salm, veuve de Balthazar de Haussonville et fille de Jean, comte de Salm, et de Louise de Stainville. Mort le 27 mai 1569.

Le sire d'Andelot se trouvait en 1543 au siége de Landrecies. Nommé colonel général de l'infanterie française en 1556, il fit partie de l'armée du duc de Guise, qui s'empara de Calais en 1558, et força la ville de Guines à capituler. Il prit part aux guerres de son temps et se retira à Saintes, où il mourut à l'âge de quarante-huit ans. (*Le P. Anselme.*)

GOUFFIER (Claude) duc de Rouannois marquis de Boisy, comte de Maulevrier et de Caravas, grand-écuyer de France.

Fils aîné d'Artus Gouffier, seigneur de Boisy, duc de Rouannois, grand-maître de France, et de Hélène de Hangest, dame de Magny.

Né... Marié : 1° le 13 janvier 1526, à Jacqueline de la Trémoille, dame de Jonvelle, fille de George de la Trémoille, seigneur de Jonvelle, et de Madeleine, dame d'Azay ; 2° le 13 décembre 1545, à Françoise de Brosse, dite *de Bretagne*, fille de René de Brosse, dit *de Bretagne*, comte de Penthièvre, et de Jeanne de Compeys de Gruffi, dame de Palluau, sa seconde femme ; 3° le 25 juin 1559, à Marie de Gaignon, fille de Jean de Gaignon, seigneur de Saint-Bohaire et de Conan, et de Marguerite Châtaignier ; 4° le 16 janvier 1567, à Claude de Beaune, dame de Châteaubrun et de la Carte, l'une des dames de la reine, et veuve de Louis Burgensis, premier médecin du roi, fille de Guillaume de Beaune, seigneur de Samblançay et de Bonne Cottereau ; 5° à Antoinette de la Tour-Landry, dame de Saint-Mars et de la Jaille, dame d'honneur de la reine Catherine de Médicis, fille de Jean de la Tour, baron de la Tour-Landry, comte de Châteauroux en Berri, et de Jeanne Chabot, veuve : 1° de René le Porc de la Porte, baron de Vezius en Anjou ; 2° de Claude de la Trémoille, baron de Noirmoutier. Mort après juin 1570.

Chevalier de l'Ordre du roi en 1533, premier gentilhomme de sa chambre en 1537, et capitaine de la première compagnie des cent gentilshommes de sa maison, Claude Gouffier servit les rois François Ier, Henri II, François II et Charles IX, en plusieurs charges honorables et expéditions de guerre. Il se trouva à la bataille de Pavie en février 1524, et y demeura prisonnier. Lieutenant du duc d'Orléans et gouverneur de Champagne en 1544, il fut chargé de défendre la place de Montescler. Il mourut dans un âge avancé à Villers-Cotterets. (*Le P. Anselme.*)

SAINT GELAIS (Louis de), dit *de Lezignem*, baron de la Mothe-Saint-Héraye, seigneur de Lanssac et de Pressy sur-Oise.

Fils d'Alexandre de Saint-Gelais, seigneur de Romefort, chambellan de Louis XII, roi de France, et de Jacquette, dame de Lanssac.

Né en 1513. Marié : 1° en 1545, à Jeanne de la Roche Andry, fille de Philippe, seigneur de la Roche Andry, en Angoumois, et d'Anne de Beaumont-Genay ; 2° en 1565, à Gabrielle de Rochechouart, fille de François de Rochechouart, seigneur de Mortemart, et de Renée Taveau. Mort au mois d'octobre 1589.

« Saint-Gelais, rapporte le P. Anselme, était conseiller d'état, chevalier d'honneur de la reine Catherine de Médicis et surintendant de sa maison, lorsqu'il fut envoyé en ambassade à Rome dans l'année 1554. Nommé capitaine de la seconde compagnie des cent gentilshommes de la maison du roi, en 1568, il reçut en 1597 le collier des Ordres du roi, et mourut à l'âge de soixante-seize ans. »

ÉLISABETH D'AUTRICHE, reine de France.

Deuxième fille de Maximilien II, empereur d'Allemagne, et de Marie d'Autriche, sœur de Charles-Quint.

Née le 5 juin 1554. Mariée à Mézières, le 26 novembre 1570, à Charles IX, roi de France. Morte le 22 janvier 1592.

Après la mort de Charles IX, la reine de France se retira à Vienne ; elle y fonda le monastère de Sainte-Claire, où elle mourut à l'âge de trente-huit ans. — « La reine Elisabeth, dit l'auteur des *Notices historiques du château d'Eu*, cultivait les lettres ; elle composa deux ouvrages : le premier *Sur la Parole de Dieu*, et le deuxième *Sur les Événements de son temps.* »

ORLÉANS (Léonor d') duc de LONGUEVILLE et d'Estouteville, souverain de Neufchâtel, comte de Dunois, etc., pair et grand-chambellan de France, chevalier de l'ordre de Saint Michel.

Fils aîné de François d'Orléans, duc de Longueville, et de Jacqueline de Rohan.

Né vers 1540. Marié le 2 juillet 1563, à Marie de Bourbon, duchesse d'Estouteville, etc., fille unique de François de Bourbon, Ier du nom, et d'Adrienne, duchesse d'Estouteville, veuve : 1° de Jean de Bourbon, comte de Soissons ; 2° de François de Clèves, duc de Nevers. Mort en août 1573.

« Il recueillit en 1551 la succession de François III, duc de Longueville, son cousin, mort sans alliance. » (*Le château d'Eu, Notices historiques*, par M. Vatout.) Léonor d'Orléans se trouva en 1557 à la bataille de Saint-Quentin, à Montcontour en 1569, et au siége de La Rochelle en 1573. Il mourut à Blois, âgé d'environ trente-trois ans, et fut enterré dans la chapelle de Châteaudun. — « Charles IX, rapporte le P. Anselme, accorda en 1571 aux ducs de Longueville le titre de princes du sang, en raison de leur origine, de leur alliance et de leurs services. »

ESTE-FERRARE (Anne d'), duchesse de Guise et de Nemours, comtesse de Gisors, dame de Montargis, etc.

Fille d'Hercule d'Este, IIe du nom, duc de Ferrare, et de Renée de France, fille de Louis XII, roi de France.

Née vers 1530. Mariée : 1° le 4 décembre 1549, à François de Lorraine, duc de Guise ; 2° en 1556, à Jacques de Savoie, duc de Nemours, fils aîné de Philippe de Savoie, duc de Nemours, et de Charlotte d'Orléans-Longueville. Morte à Paris, le 17 mai 1607.

MONTPENSIER (Catherine de Lorraine, duchesse de).

Première fille de François de Lorraine, duc de Guise et d'Aumale, etc., et d'Anne d'Este Ferrare, comtesse de Gisors, dame de Montargis.

Née le 18 juillet 1552. Mariée le 4 février 1570, à Louis de Bourbon, IIe du nom, prince de la Roche-sur-Yon, duc de Montpensier, fils de Louis de Bourbon, Ier du nom, prince de la Roche-sur-Yon, et de Louise de Bourbon, comtesse de Montpellier. Morte sans enfants, le 6 mai 1596.

RANDAN (Charles de La Rochefoucauld, comte de).

Troisième fils de François de La Rochefoucauld, IIe du nom, comte de La Rochefoucauld, et d'Anne de Polignac, dame de Randan, veuve de Charles, sire de Beuil et comte de Sancerre.

Né en 1525. Marié à Fulvie Pic de La Mirandole, deuxième

fille de Galeas Pic, IIe du nom, comte de La Mirandole et de Concordia, et d'Hippolyte de Gonzague. Mort le 4 novembre 1562.

Le comte de Randan, qui commandait une compagnie de cent chevau-légers à la défense de Metz en 1552, fut ensuite envoyé en mission en Angleterre. Nommé colonel général de l'infanterie française en 1562, il se trouva la même année au siége de Bourges, où il fut blessé, et mourut peu après des suites d'une blessure qu'il reçut devant la ville de Rouen dont il faisait le siége. Il était âgé de trente-sept ans. (*Le P. Anselme.*)

CARNAVALET (François de Kernevenoy ou Kaernevenoy, ou Kervenoy, baron et seigneur de) et de Noyon, gouverneur du duc d'Anjou (Henri III).

Fils de Philippe, seigneur de Kernevenoy et de Marie de Chastel.

Né vers 1520. Marié : 1° à Anne Hurault, fille de Jean Hurault, seigneur de Weil et du Marais, et de Jeanne Raguier, sa seconde femme; 2° le 20 novembre 1566, à Françoise de La Baume, veuve de François de La Baume, baron de Saint-Sorlain, son parent, et fille de Jean de La Baume, comte de Montrevel, et d'Hélène de Tournon, dame de Vasselieu, sa troisième femme. Mort en 1571.

On trouve dans Piganiol de La Force, que François de Kernevoy, appelé par corruption *Carnavalet*, naquit en Bretagne. « Son esprit, sa valeur et sa jeunesse, ajoute cet auteur, le mirent en telle considération auprès de Henri II, que ce prince le choisit pour être roi de Pologne et puis gouverneur du duc d'Anjou son fils, qui fut ensuite roi de France. Il fut fait chevalier de l'Ordre du Roi l'an 1560, puis gouverneur d'Anjou, de Bourbonnois et de Forez, et mourut à Paris, âgé de cinquante et un ans. » (*Description de Paris*, t. II, p. 203.)

PITHOU (Pierre), seigneur de Savoie, jurisconsulte.

Né à Troyes, le 1er novembre 1539. Marié en 1579, à Catherine de Palluau, fille d'un conseiller au parlement de Paris. Mort le 1er novembre 1596.

Pierre Pithou, l'un des savants les plus distingués de son temps, fut aussi l'un des auteurs de la satire Ménippée, avec Rapin, Passerat, Gillot et Florent Chrétien. Après avoir étudié le droit sous Cujas, et avoir été reçu avocat au parlement de Paris, il suivit en 1520 le duc Anne de Montmorency dans son ambassade en Angleterre. Il fut lié avec les savants les plus célèbres de son temps, Bèze, Casaubon, Scaliger, Paul de Foix. Nommé en 1579 substitut du procureur général de Tonnerre, il devint en 1581 procureur général dans la chambre de justice de Guienne, ensuite procureur général au parlement de Paris, et mourut à Nogent-sur-Seine, à l'âge de cinquante-sept ans. (*Moreri* et *Niceron.*)

PASQUIER (Étienne), magistrat.

Né en 1529. Mort en 1615.

Élève de Cujas à l'université de Toulouse, il termina ses études à Bologne. Avocat en 1549, il fut pourvu, en 1585, sous le règne de Henri III, de la charge d'avocat général à la chambre des comptes de Paris, dont il se démit dans un âge avancé, en faveur de son fils aîné, Théodore Pasquier. Il siégea aux États-Généraux tenus à Blois en 1588. Il mourut à Paris, à l'âge de quatre-vingt-six ans, et fut enterré dans l'église de Saint-Séverin. Étienne Pasquier avait été chargé en 1564, par l'université de Paris, de défendre sa cause contre les Jésuites; il fit plusieurs mémoires à ce sujet. Ses *Recherches sur l'Histoire de France* sont encore aujourd'hui consultées.

TOUCHET (Marie), duchesse d'Entragues, dame de Belleville, maîtresse de Charles IX, roi de France.

Fille de Jean Touchet, seigneur de Beauvais et de Quillart, conseiller du roi, lieutenant particulier au bailliage et présidial d'Orléans, et de Marie Mathy.

Née en 1549. Mariée en 1578, à François de Balzac, seigneur d'Entragues, de Marcoussy et des Bois-Malherbes, conseiller du roi en ses conseils, gouverneur d'Orléans, chevalier des Ordres du roi et lieutenant général de l'Orléanais. Morte vers 1620.

Avant son mariage, la duchesse d'Entragues avait été maîtresse de Charles IX; elle eut de ce prince un fils, Charles, bâtard de Valois, duc d'Angoulême, qui fut grand-prieur de France. Après la mort du roi Henri IV, elle se retira de la cour et mourut à l'âge de soixante-dix ans. (*Moreri.*) Elle fut la mère d'Henriette de Balzac, marquise de Verneuil, l'une des maîtresses d'Henri IV.

DIANE, duchesse d'Angoulême, de Castro et de Montmorency.

Fille naturelle et légitimée de Henri II, roi de France.

Née en 1538. Mariée : 1° le 13 février 1552, à Horace Farnèse, duc de Castro, chevalier de l'ordre du roi; 2° à Villers-Cotterets, le 3 mai 1557, à François, duc de Montmorency, pair, grand-maître et maréchal de France, fils aîné de Anne, duc de Montmorency, connétable de France, et de Madeleine de Savoie. Morte le 11 janvier 1619, sans postérité.

La duchesse de Montmorency étant restée veuve sans enfants, Henri III lui donna en 1582 le duché d'Angoulême et le comté de Ponthieu, en échange de celui de Châtellerault. Elle mourut à Paris, sans postérité, à l'âge de quatrevingts ans.

BAL DONNÉ A LA COUR DE HENRI III,

A l'occassion du mariage d'Anne, duc de Joyeuse, avec Marguerite de Lorraine, célébré dans l'église de Saint-Germain-l'Auxerrois, le 24 septembre 1581.

On reconnaît dans ce tableau les portraits de :

1° Henri III, roi de France et de Pologne.

2° Louise de Lorraine, reine de France.

3° Catherine de Médicis, reine de France.

4° Marguerite de France, duchesse de Valois, reine de France et de Navarre.

5° Guise (Henri de Lorraine, Ier du nom, duc de), surnommé *le Balafré*, prince de Joinville, comte d'Eu, pair et grand-maître de France.

6° Mayenne (Charles de Lorraine, duc de), amiral de France.

7° Joyeuse (Anne de Joyeuse, duc de), pair et amiral de France.

8° Marguerite de Lorraine,

Fille de Nicolas de Lorraine, duc de Mercœur, comte de Vaudemont

et de Jeanne de Savoie, fille de Philippe de Savoie, duc de Nemours, sa seconde femme.

Née le 14 mai 1564. Mariée, par contrat du 23 septembre 1581 : 1° à Anne de Joyeuse, duc de Joyeuse, pair et amiral de France, fils aîné de Guillaume, IIe du nom, vicomte de Joyeuse, et de Marie de Batarnay ; 2° par contrat du 31 mars 1599, à François de Luxembourg, duc de Piney, pair de France, veuf de Diane de Lorraine, second fils d'Antoine de Luxembourg, IIe du nom, comte de Brienne, et de Marguerite de Savoie. Morte sans postérité, le 20 septembre 1625.

HENRI D'ANGOULÊME, grand-prieur de France, gouverneur de Provence et amiral des mers du Levant.

Fils naturel de Henri II, roi de France, et de N... de Leviston, demoiselle écossaise.

Né... Mort le 2 juin 1586.

Il prit part aux guerres de son temps, et se trouva en 1574 au siége de La Rochelle. Henri d'Angoulême fut tué à Aix, en Provence, par Philippe Altoviti, baron de Castellane.

GUISE (Louis de Lorraine, cardinal de), archevêque, duc de Reims, pair de France.

Troisième fils de François de Lorraine, duc de Guise et d'Aumale, etc., et d'Anne d'Este Ferrare, comtesse de Gisors, dame de Montargis.

Né à Dampierre, le 6 juillet 1555. Mort le 24 décembre 1588.

Louis de Lorraine, coadjuteur de l'abbaye de Saint-Denis en 1572, fut nommé à l'archevêché de Reims en 1574, et en prit possession en 1583. Cardinal le 21 février 1578, sous le pontificat de Grégoire XIII (Hugues Buoncompagno), commandeur de l'ordre du Saint-Esprit en 1579, il se trouva à l'assemblée du clergé tenue à Saint-Germain-en-Laye en 1585. Nommé par le pape Sixte-Quint (Félix Peretti) légat d'Avignon, il assista aux États de Blois, et fut tué, avec son frère, dans cette ville, à l'âge de trente-trois ans. (*Le P. Anselme.*)

CONDÉ (Henri de Bourbon, Ier du nom, prince de), duc d'Enghien, gouverneur de Picardie.

Fils aîné de Louis de Bourbon, Ier du nom, prince de Condé, et d'Éléonore de Roye, sa première femme.

Né à La Ferté-sous-Jouarre, le 29 décembre 1552. Marié : 1° à Blandy, près Melun, en juillet 1572, à Marie de Clèves, fille de François de Clèves, Ier du nom, duc de Nevers, comte d'Eu, et de Marguerite de Bourbon-Vendôme ; 2° à Saint-Jean-d'Angely, le 16 mars 1586, à Charlotte-Catherine de La Trémoille, fille de Louis, IIIe du nom, seigneur de La Trémoille, duc de Thouars, et de Jeanne de Montmorency. Mort le 5 mars 1588.

« Le prince de Condé, rapporte le P. Anselme (t. I, p. 135), se trouva au premier siége de La Rochelle, avec le duc d'Anjou (depuis Henri III), en 1573. Ayant pris le parti des huguenots de France, il se saisit de la ville de Brouage en 1577, et la perdit peu après ; s'empara de plusieurs villes de Xaintonge et de Poitou ; se rendit maître de La Fère, et de là passa en Angleterre et en Allemagne auprès des princes protestants, pour en tirer des secours en faveur de son parti. » Le prince de Condé était à la bataille de Coutras en 1587, où il fut blessé d'un coup de lance par le sieur de Saint-Luc. Il mourut à l'âge de trente-six ans.

CONDÉ (Charlotte-Catherine de La Trémoille, princesse de).

Fille de Louis, IIIe du nom, seigneur de La Trémoille, duc de Thouars, et de Jeanne de Montmorency.

Née en 1568. Mariée à Saint-Jean-d'Angely, le 16 mars 1586, à Henri de Bourbon, Ier du nom, prince de Condé, etc. Morte le 28 août 1629.

Cette princesse mourut à l'âge de soixante et un ans, et fut enterrée à Paris, au couvent de l'Ave-Maria.

BRISSON (Barnabé), avocat général au parlement de Paris en 1575.

Fils de François Brisson, lieutenant au siége royal de Fontenay-le-Comte (Poitou).

Né à Fontenay-le-Comte (Poitou) le... Mort le 15 novembre 1591.

Avocat général au parlement de Paris en 1575, il était un des plus savants magistrats de son siècle. Nommé conseiller d'état dans le commencement du règne de Henri III, il fut chargé de plusieurs négociations, et envoyé comme ambassadeur en Angleterre. Président à mortier en 1580, Brisson remplissait depuis deux ans, au nom de la Ligue, la charge de premier président au parlement de Paris, lorsqu'il fut arrêté par ordre du conseil des Seize et pendu dans la chambre du conseil du Petit-Châtelet, en 1591. (*Niceron.*)

CUJAS (Jacques Cujaus, dit), jurisconsulte.

Né à Toulouse, en 1520. Marié : 1° en... à Madeleine Roure, fille d'un médecin d'Avignon ; 2° à Bourges, vers 1586, à Gabrielle Hervé. Mort le 4 octobre 1590.

Cujas, le plus célèbre jurisconsulte de son siècle, professa le droit successivement à Bourges, Valence, Turin, Paris, depuis 1538 jusqu'en 1576. Il avait été nommé en 1570 à l'université d'Avignon, où il séjourna peu de temps, et il fut en 1573 conseiller honoraire au parlement de Grenoble. Il se fixa en 1577 à Bourges, où il mourut à l'âge de soixante-dix ans. — On accourait, rapporte l'auteur de sa vie, de tous côtés de l'Europe pour entendre ses leçons. « Cujas, disait d'Aguesseau, a mieux parlé la langue du droit qu'aucun moderne, et peut-être qu'aucun ancien. »

GRÉGOIRE XIII (Hugues Buoncompagno), pape.

Né à Bologne, en 1502. Mort le 10 avril 1585.

Évêque de Vesti, cardinal en 1565, il fut élu pape le 13 mai 1572 et couronné le 25 du même mois. Il confirma, par un bref du 15 juillet 1575, l'établissement de la congrégation de l'Oratoire, fondée à Rome par saint Philippe de Neri, et fit adopter, par une bulle du 24 février 1582, la réforme du calendrier. Grégoire XIII mourut à l'âge de quatre-vingt-trois ans, la douzième année de son pontificat. (*Art de vérifier les dates.*)

SIXTE-QUINT (Félix Peretti), pape.

Né le 13 décembre 1521. Mort le 27 août 1590.

Il fit son noviciat aux Cordeliers d'Ascoli. Reçu dans les ordres en 1545, il fut successivement professeur de théologie, prédicateur, commissaire général de son ordre à Bologne, inquisiteur à Venise, etc. Vicaire général des Cordeliers, évêque de Sainte-Agathe et cardinal de la création de Pie V

(Michel Ghisleri) en 1568, il fut connu depuis ce temps sous le nom de cardinal de Montalte, du lieu où résidait sa famille. Élu pape le 24 avril 1585, après la mort de Grégoire XIII (Hugues Buoncompagno), Sixte-Quint fit rétablir, par les soins de l'ingénieur Fontana, une partie des monuments de Rome, acheva l'aqueduc qui porte son nom, et fit remettre en ordre la bibliothèque du Vatican, à laquelle il joignit une imprimerie. Il mourut à Rome, dans la soixante-neuvième année de son âge, après un pontificat de cinq ans. (*Art de vérifier les dates* et *Biog. univ.*)

URBAIN VII (Jean-Baptiste Castagna), pape.

Né... Mort le 26 septembre 1590.

Il professa d'abord le droit civil et le droit canon, fut nonce en Allemagne et en Espagne, et cardinal au titre de Saint-Marcel sous le pontificat de Sixte V (Félix Peretti). Élu pape le 15 septembre 1590, après la mort de Sixte-Quint, il mourut le treizième jour de son pontificat.

GRÉGOIRE XIV (Nicolas Sfondrate), pape.

Né à Crémone en 1535. Mort le 15 octobre 1591.

D'abord évêque de Crémone, il fut nommé cardinal en 1583, et succéda à Urbain VII (Jean-Baptiste Castagnana), en 1590. Il mourut dans la cinquante-sixième année de son âge, après un pontificat d'un an. (*Art de vér. les dates.*)

CLÉMENT VIII (Hippolyte Aldobrandini), pape.

Fils de Silvestre Aldobrandini et de Lesa Deta.

Né à Fano, sur les côtes de la mer Adriatique (États-Romains), en 1536. Mort le 3-5 mars 1605.

D'abord auditeur de Rote et référendaire du pape Sixte V (Félix Peretti), il fut ensuite cardinal en 1585, grand-pénitencier en 1586, et légat en Pologne. Il fut élevé à la papauté dans l'année 1592, et mourut à Rome, à l'âge de soixante-neuf ans. — Clément VIII réunit le duché de Ferrare aux États de l'Église. (*Moreri* et *l'Art de vér. les dates.*)

PAUL V (Camille Borghèse), pape.

Né... Mort le 28 janvier 1621.

Sous le pontificat de Clément VIII (Hippolyte Aldobrandini), il était légat *à latere*, en Espagne. Ayant été nommé cardinal au titre de Saint-Chrysogome en 1596, il succéda en 1605 à Léon XI (Alexandre-Octavien de Médicis), et mourut après un règne de plus de quinze ans. — Paul V protégea les arts, et fit rassembler à Rome les plus beaux monuments de l'antiquité. Par ses ordres on construisit plusieurs fontaines, dont une (*l'Aqua Paola*), porte encore son nom. C'est sous son pontificat que le cavalier Bernin acheva l'église de Saint-Pierre. (*Art de vér. les dates.*)

MARGUERITE DE FRANCE, duchesse de Valois, reine de France et de Navarre.

Troisième fille de Henri II, roi de France, et de Catherine de Médicis.

Née le 14 mai 1553. Mariée à Paris, le 18 août 1572, à Henri de Bourbon, roi de Navarre, prince de Béarn, depuis roi de France sous le nom de Henri IV, second fils d'Antoine de Bourbon, roi de Navarre, prince de Béarn, duc de Vendôme, et de Jeanne d'Albret, reine de Navarre, princesse de Béarn, comtesse de Foix, etc., fille unique et héritière de Henri d'Albret, roi de Navarre. Morte le 27 mars 1615.

Henri IV, étant parvenu à la couronne de France, fit annuler son mariage avec Marguerite de France, pour cause de stérilité, défaut de consentement et de consanguinité. Cette séparation eut lieu le 17 décembre 1599, par sentence des commissaires du pape Clément VIII (Hippolyte Aldobrandini). Cette princesse mourut à Paris, à l'âge de soixante-deux ans, et conserva jusqu'à sa mort le titre de reine de France. (*Art de vér. les dates.*)

NASSAU-FRÉDÉRIC (Frédéric-Henri de), prince d'Orange.

Fils de Guillaume de Nassau-Dillenbourg, dit *le Jeune*, prince d'Orange, stathouder des Provinces-Unies des Pays-Bas, etc., et de Louise de Coligny, sa quatrième femme, fille de Gaspard de Coligny, amiral de France, et de Charlotte de Laval.

Né en janvier 1584. Marié le 4 avril 1625, à Émilie de Solms, fille de Jean Albert, prince de Solms-Braunfels. Mort le 14 mars 1647.

Après avoir fait ses premières armes sous son frère Maurice, il lui succéda en 1623, dans la dignité de stathouder, continua la guerre contre les Espagnols jusqu'en 1647, et mourut à La Haye, à l'âge de soixante-trois ans, pendant les négociations de Munster, qui assurèrent peu après l'indépendance des Provinces-Unies.

CATHERINE DE BOURBON, princesse de Navarre, duchesse d'Albret et de Bar.

Fille d'Antoine de Bourbon, roi de Navarre, prince de Béarn, duc de Vendôme, et de Jeanne d'Albret, reine de Navarre, princesse de Béarn, comtesse de Foix, fille unique et héritière d'Albret, roi de Navarre.

Née à Paris, le 7 février 1558. Mariée, le 30 janvier 1599, à Henri de Lorraine, duc de Bar, fils aîné de Charles III, duc de Lorraine et de Bar, et de Claude de France. Morte à Nancy sans postérité, le 13 février 1604.

NEMOURS (Charles-Emmanuel de Savoie, duc de), gouverneur du Lyonnais, du Forez et du Beaujolais, chevalier de l'Annonciade.

Fils aîné de Jacques de Savoie, duc de Nemours, et d'Anne d'Este Ferrare, veuve de François de Lorraine duc de Guise.

Né au château de Nanteuil, en février 1567. Mort sans alliance, en juillet 1595.

Nommé gouverneur de Lyon en 1588, il se trouva la même année aux États de Blois. Ayant pris parti pour la Ligue après la mort du duc de Guise, il combattit à Arques et à Ivry. Le duc de Nemours fut gouverneur de Paris pendant le siége qu'en fit Henri IV, dans l'année 1590. Il se retira en 1595 à Annecy, où il mourut à l'âge de vingt-huit ans. (*Le Château d'Eu, Notices historiques.*)

MORNAY (Philippe de), seigneur du Plessis *Marly*, baron de la Fôret-sur-Sèvre, conseiller d'état, gouverneur de Saumur.

Fils puîné de Jacques de Mornay, seigneur de Buhi, et de Françoise du Bec, dame du Plessis-Marly.

Né à Buhi (Vexin français), le 5 novembre 1549. Marié le 3 janvier 1576, à Charlotte Arbaleste, veuve de Nicolas de Pas-Feuquières, seigneur de Martinsart, et fille de Gui Arbaleste, vicomte de Melun, seigneur de La Borde, président en la chambre des comptes, et de Madeleine Chevalier, dame des Prunes et de Vignaux. Mort le 9 novembre 1623.

Il fit d'abord partie de la maison du duc d'Alençon (François de France, frère de Henri III) comme gentilhomme de sa chambre, le suivit dans les Pays-Bas, et fut ensuite surintendant général des finances du roi de Navarre (depuis Henri IV). Conseiller d'état et gouverneur de Saumur en 1590, il se trouva à la bataille d'Ivry, et mourut dans le château de la Forêt-sur-Sèvre, en Poitou, à l'âge de soixante-quatorze ans. Du Plessis-Mornay était un des docteurs en même temps qu'un des chefs protestants. Son ouvrage sur l'Eucharistie donna lieu à la conférence célèbre qui eut lieu à Fontainebleau le 4 mai 1600, entre lui et Duperron, alors évêque d'Évreux. (*Moreri.*)

BELLEGARDE (Roger de Saint-Lary, duc de), marquis de Versoy, seigneur et baron de Termes, pair et grand-écuyer de France.

Fils aîné de Jean, seigneur de Saint-Lary et de Termes, chevalier des Ordres du roi, conseiller d'état, etc., et d'Anne de Villemur, fille de François de Villemur, baron de Saint-Paul.

Né le 10 janvier 1563. Marié en 1596, à Anne de Bueil, dame de Fontaines, fille d'Honoré de Bueil, seigneur de Fontaines, et d'Anne de Bueil-Sancerre. Mort le 13 juillet 1646.

Il fut maître de garde-robe du roi Henri III, premier gentilhomme de la chambre et grand-écuyer de France. Il prit une part active aux guerres de son temps, combattit à Arques et à Dreux, défendit Quillebœuf en 1592, fut reçu chevalier d'honneur au parlement séant à Tours le 27 octobre 1593, et chevalier de l'ordre du Saint-Esprit le 7 décembre 1595. Il servit au siége de La Rochelle en qualité de lieutenant général, en 1628, et mourut à Paris à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

GABRIELLE D'ESTRÉES, duchesse de Beaufort, et marquise de Monceaux.

Cinquième fille d'Antoine d'Estrées, marquis de Cœuvres, chevalier des Ordres du roi, grand-maître de l'artillerie de France, et de Françoise Babou, seconde fille de Jean Babou, seigneur de la Bourdaisière, grand-maître de l'artillerie de France, et de Françoise Robertet.

Née vers 1571. Mariée le..., à Nicolas d'Amerval, seigneur de Liancourt, gouverneur de Chauni, duquel elle fut séparée. Morte le 10 avril 1599.

Gabrielle d'Estrées, maîtresse de Henri IV, avait fait rompre son mariage avec le sieur de Liancourt, son mari; elle fut mère de César, duc de Vendôme, d'Alexandre, dit le chevalier de Vendôme, grand-prieur de France, et de Catherine-Henriette, femme de Charles de Lorraine, duc d'Elbeuf; ces trois enfants furent légitimés par lettres du roi des mois de janvier 1595, mars 1597 et avril 1599. Elle mourut à Paris dans la vingt-huitième année de son âge.

BALZAC-D'ENTRAGUES (Catherine-Henriette de), marquise de Verneuil.

Fille de François de Balzac, seigneur d'Entragues, conseiller du roi en ses conseils, capitaine de cinquante hommes d'armes, gouverneur d'Orléans et lieutenant général de l'Orléanais et pays adjacents, chevalier des Ordres, et de sa seconde femme, Marie Touchet, dame de Belleville.

Née vers 1569. Morte le 9 février 1633.

Une des maîtresses de Henri IV; elle fut mère de Henri, évêque de Metz, puis duc de Verneuil, et de Gabrielle-Angélique, femme du duc d'Épernon. Elle mourut à Paris dans la soixante-quatrième année de son âge. Ses enfants furent légitimés par lettres du roi du mois de janvier 1603.

MORET (Jacqueline de Bueil, comtesse de).

Fille aînée de Claude de Bueil, seigneur de Courcillon et de La Marchère, et de Catherine de Monteclair.

Née vers 1580. Mariée : 1° vers 1611, à Philippe de Harlay, comte de Cesy; 2° en 1617 (après avoir fait annuler son premier mariage), à René du Bec, IIe du nom, marquis de Vardes, gouverneur de La Capelle, second fils de René du Bec, marquis de Vardes, et de Hélène d'O, sa première femme, veuve de François de Roncherolles. Morte...

Jacqueline de Bueil eut un fils naturel de Henri IV, Antoine de Bourbon, comte de Moret, né en 1607 et légitimé en 1608, qui fut tué d'un coup de mousquet au combat de Castelnaudary le 1er septembre 1632.

CONTY (François de Bourbon, prince de), souverain de Château-Regnault, seigneur de Bonnestable et de Lucé, etc.

Troisième fils de Louis de Bourbon, Ier du nom, prince de Condé, et d'Éléonore de Roye, sa première femme.

Né à la Ferté-sous-Jouarre, le 19 août 1558. Marié : 1° en janvier 1582, à Jeanne de Coëme, dame de Bonnestable et de Lucé, veuve de Louis, comte de Montafié, en Piémont, et fille unique de Louis de Coëme, seigneur de Lucé, et d'Anne de Pisseleu; 2° le 24 juillet 1605, à Louise-Marguerite de Lorraine, fille de Henri de Lorraine, Ier du nom, duc de Guise (*le Balafré*), et de Catherine de Clèves, comtesse d'Eu. Mort le 3 août 1614.

Le prince de Conty siégeait en 1577 aux premiers États de Blois; il fut un des généraux du roi de Navarre (depuis Henri IV), prit part à toutes les guerres de son temps et combattit à Ivry, etc. Il assista au sacre de Henri IV, à Chartres, dans l'année 1594, et représenta le duc de Normandie à celui de Louis XIII le 17 octobre 1610. Il mourut à Paris sans postérité en 1614, dans l'hôtel de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, et fut enterré dans l'église de cette abbaye. (*Le Château d'Eu, Notices historiques.*)

MONTPENSIER (Henri de Bourbon, duc de), prince du sang.

Fils unique de François de Bourbon, duc de Montpensier, et de Renée d'Anjou, marquise de Mézières, comtesse de Saint-Fargeau.

Né à Mézières, le 12 mai 1573. Marié à Notre-Dame-de-Cléry, le 15 mai 1597, à Henriette Catherine de Joyeuse, duchesse de Joyeuse, fille unique et héritière de Henri, duc de Joyeuse, comte du Bouchage, maréchal de France, et de Catherine de Nogaret de La Valette. Mort le 27 février 1608.

D'abord prince de Dombes, il commanda en 1589 l'armée de Bretagne, prit part aux guerres de son temps, devint duc de Montpensier en 1592, après la mort de son père, se trouva en 1593 au siége de Dreux, et fut reçu chevalier de l'ordre du Saint-Esprit lors de la promotion du 7 janvier 1595. Ayant secouru en 1595 la ville de Cambrai, assiégée par les troupes du roi d'Espagne, il mourut à Paris à l'âge de trente-cinq ans, des suites de la blessure qu'il avait reçue au siége de Dreux. (*Chron. milit.*)

NASSAU (Maurice de), prince d'Orange, stathouder de Hollande et de Zélande, de Gueldre, d'Utrecht et d'Ober-Yssel, gouverneur, capitaine et amiral général.

Second fils de Guillaume de Nassau-Dillenbourg, dit *le Jeune*, prince d'Orange, stathouder des Provinces-Unies des Pays-Bas, etc., et d'Anne de Saxe, sa seconde femme.

Né le 13 novembre 1567. Mort le 22 avril 1625.

Il fut nommé, après la mort de son père, stathouder ou gouverneur général des États de Hollande, et fit, à la tête des Hollandais, pendant plusieurs années, la guerre contre les troupes du roi d'Espagne, commandées par l'archiduc Albert. Maurice de Nassau avait soutenu le siége d'Ostende, qui dura depuis 1601 jusqu'en 1604, et qui, au rapport des historiens contemporains, coûta aux Espagnols plus de soixante mille hommes et 100,000 écus. Il mourut à La Haye, sans avoir été marié, à l'âge de cinquante-huit ans.

VILLEROY (Nicolas de Neufville, IVe du nom, seigneur de), d'Alincourt et de Magny, premier secrétaire et ministre d'état, etc.

Fils aîné de Nicolas de Neufville, chevalier, seigneur de Villeroy, secrétaire du roi, trésorier de l'ordre de Saint-Michel, et de Jeanne Prudhomme.

Né en 1543. Marié en 1562*, à Madeleine de L'Aubespine, fille de Claude de L'Aubespine, seigneur de Château-Neuf sur Cher, secrétaire d'état, et de Jeanne de Bochetel, sa première femme. Mort le 12 novembre 1617.

Il remplit d'abord des missions en Espagne et en Italie, et obtint en 1567 la charge de secrétaire d'état, qu'il exerça successivement sous les rois Charles IX, Henri III, Henri IV et Louis XIII. Grand-trésorier de l'ordre du Saint-Esprit à la création de l'ordre en 1579, il mourut à Rouen à l'âge de soixante-quatorze ans. Il a écrit des Mémoires sur l'histoire de son temps, depuis 1567 jusqu'en 1604. C'est au sire de Villeroy que Charles IX dicta son *Traité de la Chasse*, imprimé depuis en 1625, et son épître à Ronsart.

JEANNIN (Pierre), premier président au parlement de Bourgogne, surintendant des finances.

Né à Autun, en 1540. Mort à Paris, le 31 octobre 1622.

Après avoir étudié le droit sous Cujas, Jeannin fut reçu avocat en 1569. Député par le tiers-état de Dijon aux États de Blois, il fut l'un des deux orateurs qui portèrent la parole pour le tiers-état du royaume. Il quitta le parti de la Ligue pour celui de la royauté, et devint conseiller de Henri IV, qui le nomma premier président au parlement de Bourgogne. Il fut chargé en 1607, 1608 et 1609 de négociations importantes en Hollande. Après la mort de Henri IV et la retraite de Sully, Marie de Médicis lui confia l'administration générale des finances, qu'il quitta quelque temps par les intrigues de la maréchale d'Ancre. En 1617, il reprit la place de surintendant et continua ses services jusqu'à sa mort. (*Biogr. univ.*)

(*) Moreri dit le 17 juin 1559.

CHEVERNY (Philippe Huraut, comte de), de Limours, etc., chancelier de France.

Cinquième fils (posthume) de Raoul Huraut, IIe du nom, seigneur de Cheverny, etc., général des finances, et de Marie de Beaune, fille de Jacques de Beaune, seigneur de Samblançay, vicomte de Tours, et de Jeanne Ruzé.

Né le 25 mars 1528. Marié le 13 mai 1566, à Anne de Thou, troisième fille de Christophe de Thou, seigneur de Celi et de Bonœil, premier président au parlement de Paris, chancelier des ducs d'Anjou et d'Alençon, et de Jacqueline de Tulleu. Mort le 30 juillet 1599.

Après avoir fait ses études à Poitiers et à Padoue, il fut reçu conseiller au parlement de Paris en 1554, et maître des requêtes en 1562. Chancelier du duc d'Anjou (depuis Henri III), il suivit ce prince à Jarnac et à Montcontour, porta en 1570 le titre de chancelier du roi de Pologne, et devint garde des sceaux en 1578. Le comte de Cheverny était chancelier de l'ordre de Saint-Michel; Henri III le nomma chancelier de l'ordre du Saint-Esprit, à la création de cet ordre en 1579. Il fut lieutenant général de l'Orléanais en 1582, chancelier de France en 1583, et assista en cette qualité au sacre de Henri IV en 1594. Il mourut à Cheverny dans la soixante-douzième année de son âge. (*Le P. Anselme.*)

BELLIÈVRE (Pompone de), seigneur de Grignon, chancelier de France.

Second fils de Claude de Bellièvre, seigneur de Houtefort, premier président du parlement de Grenoble, et de Louise Faye, fille de Pierre Faye, seigneur d'Espeisses, et de Méraude Patarin.

Né à Lyon, en 1529. Marié à Marie Prunier, fille puînée de Jean Prunier, seigneur de Grigny et de Cussieu, et de Jeanne de Renouard, dame de Vernay et sœur de Bonne Prunier, femme de Jean Bellièvre, frère aîné du chancelier. Mort le 9 septembre 1607.

Après avoir fait ses études à Toulouse et à Padoue, il devint successivement conseiller au parlement de Chambéry en Savoie (la Savoie conquise était alors réunie à la France), lieutenant général au bailliage de Vermandois en 1562, président au présidial de Lyon, et fut reçu au parlement en 1569. Conseiller d'état en 1570, deux fois ambassadeur de France près des Suisses et des Grisons, la seconde fois en 1572, il suivit le duc d'Anjou (depuis Henri III), en Pologne, dans l'année 1573, et devint surintendant des finances en 1575. Ambassadeur extraordinaire en Angleterre près de la reine Élisabeth, en 1586, il fut un des plénipotentiaires au congrès de Vervins. Chancelier de France depuis 1599 jusqu'en 1605, chef du conseil privé du roi, il mourut à Paris à l'âge de soixante-dix-huit ans. (*Le P. Anselme.*)

DU VAIR (Guillaume), garde des sceaux de France.

Fils de Jean Du Vair, gentilhomme d'Auvergne, maître des requêtes ordinaire de l'hôtel du roi, et de Barbe François.

Né à Paris, le 17 mars 1556. Mort le 3 août 1621.

Guillaume Du Vair entra jeune dans les ordres, et fut pourvu en 1584 d'une charge de conseiller-clerc au parlement de Paris. Ambassadeur en Angleterre sous le règne de Henri IV, premier président au parlement de Provence, il fut nommé garde des sceaux en 1618. Évêque et comte de

Lisieux, il suivit Louis XIII dans son voyage en Normandie en 1620, et se trouva avec le roi au siége de Clérac. Il mourut à Tonneins en Agénois, à l'âge de soixante-cinq ans. Guillaume Du Vair fut enterré à Paris, dans l'église des Bernardins. (*Le P. Anselme.*)

TRIEST (Antoine), évêque de Gand et conseiller d'état des Pays-Bas.

Second fils de Philippe Triest, seigneur d'Auweghem, chevalier, premier échevin des Parchons de Gand, puis premier échevin de la Keure de ladite ville, et de Marie Van Royen, fille de Philippe Van Royen, seigneur de Gyseghem.

Né au château d'Auweghem (Belgique), en 1576. Mort le 28 mai 1657.

Le Nobiliaire des Pays-Bas rapporte qu'Antoine Triest fit ses études à Louvain, et qu'après avoir été reçu docteur *en l'un et l'autre droit*, il fut sacré évêque de Bruges en 1619, et ensuite de Gand en 1622. Nommé conseiller d'état la même année, il mourut à l'âge de quatre-vingt-un ans, « décoré, dit l'auteur de cet ouvrage, de toutes les vertus qui font les saints évêques. » (t. III, 2e part., p. 148.)

OSSAT (Arnaud d'), cardinal.

Né à Cassagnabère, le 23 août 1536. Mort le 13 mars 1604.

Élève de Ramus et de Cujas, d'abord conseiller au présidial de Melun, charge qu'il possédait encore en 1588, il accompagna en 1581 Paul de Foix, dont il devint le secrétaire lors de son ambassade près du Saint-Siége, prit les ordres à Rome vers 1585 ou 1586, et remplit successivement les fonctions de secrétaire près des cardinaux Hippolyte d'Este et de Joyeuse. Il fut ensuite accrédité par Henri IV, avec Duperron, en qualité de commissaire du roi, près du pape Clément VIII (Hippolyte Aldobrandini), afin d'obtenir la réconciliation du roi avec le Saint-Siége. Évêque d'Évreux en 1596, conseiller d'état en 1597, chargé d'une mission près la république de Venise, il fut nommé cardinal en 1599 et évêque de Bayeux en 1600. Il mourut à Rome à l'âge de soixante-sept ans. — Le cardinal d'Ossat est connu comme un des négociateurs les plus habiles et en même temps un des meilleurs écrivains du XVIe siècle.

DUPERRON (Jacques DAVY), cardinal.

Fils de Julien Davy, médecin.

Né dans le canton de Berne, le 25 novembre 1556. Mort le 5 septembre 1618.

D'abord lecteur du roi Henri III, il entra dans les ordres, et prononça l'éloge funèbre de la reine Marie Stuart. Nommé à l'évêché de Bayeux en 1591, il fut accrédité avec d'Ossat par Henri IV en qualité de commissaire du roi près du pape Clément VIII (Hippolyte Aldobrandini). Duperron, savant controversiste, était un des orateurs les plus brillants de son temps : on l'opposa à Du Plessis Mornay et à d'Aubigné, lors de la célèbre conférence de Fontainebleau, dans l'année 1600. Cardinal en 1604, il fut chargé d'une mission près du pape Paul V (Camille Borghèse), et nommé la même année à l'évêché de Sens. Grand-aumônier de France et commandeur des Ordres du roi, il assista aux États-Généraux de Paris en 1614, et mourut à Paris, dans la soixante-troisième année de son âge.

FRANÇOIS DE SALES (Saint), évêque de Genève.

Fils de François, seigneur de Sales, et de Françoise de Sionnaz.

Né au château de Sales, commune de Thorens, en Savoie, le 21 août 1567. Mort le 28 décembre 1622.

Après avoir terminé ses études à Paris, il prit à Padoue, en 1591, le bonnet de docteur en droit, fut reçu avocat au sénat de Chambéry vers 1593. Nommé dans la même année prévôt de la cathédrale de Genève, il prit les ordres, fut, en 1599, coadjuteur de l'évêque de Genève, avec le titre d'évêque de Nicopolis. François de Sales, envoyé à la cour de France dans l'année 1601, entra en possession de l'évêché de Genève en 1602. Il établit en 1606, à Anneci, de concert avec le président Favre, une Académie de belles-lettres et de philosophie, et fut aussi le fondateur de l'ordre de la Visitation. Il vint en France en 1618, à l'époque du mariage de Christine de France avec le prince de Piémont (Victor-Amédée, depuis duc de Savoie), fut premier aumônier de la duchesse de Savoie, accompagna en 1621 le cardinal de Savoie à la cour du roi Louis XIII, et mourut à Lyon, dans la cinquante-sixième année de son âge. — Il fut canonisé en 1665 par le pape Alexandre VII.

MÉDICIS (Côme de), IIe du nom, grand-duc de Toscane.

Fils aîné de Ferdinand de Médicis, Ier du nom, grand-duc de Toscane, et de Christine de Lorraine, fille de Charles III, duc de Lorraine et de Bar, et de Claude de France.

Né le 12 mai 1590. Marié le 19 octobre 1608, à Marie-Madeleine d'Autriche, fille de Charles, archiduc de Gratz, en Styrie, et de Marie de Bavière, fille d'Albert III, duc de Bavière, et d'Anne d'Autriche. Mort le 28 février 1621.

Il succéda à son père en 1609, et mourut, après un règne de onze ans, dans la trente-unième année de son âge.

BARNEVELDT (Jean Olden), grand-pensionnaire de Hollande.

Né en 1547. Mort le 13 mai 1619.

Grand-pensionnaire des États de Hollande, il fut ambassadeur en France près du roi Henri IV, vers l'année 1598, et conclut en 1619 une trève de douze ans avec le roi d'Espagne, par laquelle Philippe II reconnaît l'indépendance des Provinces-Unies. Jean Olden Barneveldt mourut à l'âge de soixante-douze ans.

BARNEVELDT (Guillaume), seigneur de Stautembourg.

Fils de Jean Olden Barneveldt, grand-pensionnaire de Hollande.

Né... Mort...

On ne connaît ni l'époque de sa naissance ni celle de sa mort; il vivait à Anvers en 1623, époque où son frère Rainier Barneveldt fut exécuté à La Haye.

RODOLPHE II, empereur d'Allemagne, roi de Hongrie et de Bohême.

Fils aîné de Maximilien II, empereur d'Allemagne, roi de Hongrie et de Bohême, et de Marie d'Autriche, fille de l'empereur Charles-Quint, et d'Élisabeth de Portugal.

Né à Vienne, le 18 juillet 1552. Mort le 20 janvier 1612.

Roi de Hongrie en 1572, de Bohême en 1575, Rodolphe

fut élu roi des Romains à Ratisbonne dans la même année. Couronné le 1er novembre et nommé empereur le 12 octobre 1576, il mourut à Prague, sans avoir été marié, à l'âge de soixante ans.

ÉLISABETH, reine d'Angleterre.

Fille de Henri VIII, roi d'Angleterre, et de Anne de Boulen.

Née le 7 septembre 1553. Morte sans alliance, le 3 avril 1603.

Élisabeth, l'une des plus célèbres femmes qui aient porté la couronne, succéda à sa sœur Marie, morte le 17 novembre 1558, et fut sacrée à Westminster le 15 janvier 1559. Amie des lettres, elle a fait quelques traductions du grec et du latin qu'elle écrivait parfaitement. Elle mourut à l'âge de soixante-dix ans, après un règne de plus de quarante-quatre ans, pendant lequel elle sut se faire vénérer de ses sujets et respecter de toutes les cours européennes.

ALBERT VII, souverain des Pays-Bas, archiduc d'Autriche.

Sixième fils de Maximilien II, empereur d'Allemagne, et de Marguerite d'Autriche.

Né le 13 novembre 1559. Marié en 1599, à Isabelle-Claire-Eugénie d'Autriche, infante d'Espagne, souveraine des Pays-Bas, fille de Philippe II, roi d'Espagne, et d'Élisabeth de France, sa troisième femme. Mort le 13 juillet 1621.

Cardinal-archevêque de Tolède, il fut en 1583 vice-roi de Portugal et gouverneur des Pays-Bas en 1598, au nom du roi d'Espagne. L'archiduc Albert ayant été relevé de ses vœux par le pape, Philippe II lui donna en mariage, dans l'année 1599, sa fille l'infante Isabelle-Claire-Eugénie, qui reçut en dot la souveraineté des Pays-Bas et de la Franche-Comté (l'ancien héritage de Marie de Bourgogne, fille de Charles le Téméraire). Après avoir soutenu une longue guerre avec la Hollande, il conclut, en 1609, avec les Provinces-Unies, une trêve de douze ans qui assura leur indépendance. L'archiduc Albert mourut sans postérité à Bruxelles, à l'âge de soixante-deux ans.

ISABELLE-CLAIRE-EUGÉNIE D'AUTRICHE, souveraine des Pays-Bas, infante d'Espagne.

Fille de Philippe II, roi d'Espagne, et d'Élisabeth de France, sa troisième femme.

Née le 12 août 1566. Mariée en 1599, à Albert VII, archiduc d'Autriche, sixième fils de Maximilien II, empereur d'Allemagne, et de Marguerite d'Autriche. Morte le 1er décembre 1633.

Philippe II, par lettres datées de Madrid du 6 mai 1578, donna en dot à l'infante Isabelle, lors de son mariage avec l'archiduc Albert, la souveraineté des Pays-Bas et de la Franche-Comté (l'ancien héritage de Marie de Bourgogne, fille de Charles le Téméraire). Brantôme dit que «l'infante Isabelle étoit une princesse d'un gentil esprit, qui faisoit toutes les affaires du roi son père, et y étoit fort rompue : aussi l'y nourrissoit-il fort.» Philippe IV, à son avénement au trône d'Espagne en 1621, lui enleva la souveraineté des Pays-Bas, mais lui en laissa cependant l'administration avec le titre de gouvernante. Après la mort de son mari, elle prit le voile, mais ne continua pas moins de gouverner. Elle mourut à Bruxelles, à l'âge de soixante-six ans.

JACQUES Ier, roi d'Angleterre et VIe d'Écosse.

Fils de Henri Stuart, comte de Darnley, et de Marie Stuart.

Né en 1566. Mort en 1626.

Jacques Ier monta sur le trône d'Écosse à la mort de Marie Stuart sa mère, en 1587, sur celui d'Angleterre en 1603, après Élisabeth, et régna sur toute la Grande-Bretagne. En 1604, il expulsa du royaume tous les prêtres catholiques, et découvrit en 1605 la fameuse conspiration des poudres. En 1606, il fit dresser la formule du serment dit d'*allégeance*, et mourut dans la soixantième année de son âge.

MARIE DE MÉDICIS, reine de France et de Navarre.

Fille aînée de François-Marie de Médicis, Ier du nom, grand-duc de Toscane, et de Jeanne d'Autriche.

Née le 26 avril 1575. Mariée à Lyon, le 27 décembre 1600, à Henri IV, roi de France, second fils d'Antoine de Bourbon, roi de Navarre, prince de Béarn, duc de Vendôme, et de Jeanne d'Albret, reine de Navarre, princesse de Béarn, comtesse de Foix, etc., fille unique et héritière de Henri d'Albret, roi de Navarre. Morte le 3 juillet 1642.

La cérémonie du couronnement de Marie de Médicis, comme reine de France, se fit dans l'église de Saint-Denis, en présence de Henri IV, le 13 mai de l'année 1610. Elle fut ensuite reconnue, le 15 mai, régente du royaume pendant la minorité de Louis XIII, et gouverna depuis 1610 jusqu'en 1614. Elle mourut à Cologne, à l'âge de soixante-sept ans.

GUSTAVE ADOLPHE, IIe du nom, dit *le Grand*, roi de Suède.

Troisième fils de Charles IX, roi de Suède, et de Christine de Holstein Gottorp, fille d'Adolphe, duc de Sleswic, et de Holstein Gottorp.

Né le 9 décembre 1594. Marié le 25 novembre 1620, à Marie-Éléonore de Brandebourg, seconde fille de Jean Sigismond, électeur de Brandebourg, régent, puis duc de Prusse, et d'Anne de Brandebourg, fille d'Albert-Frédéric de Brandebourg, duc de Prusse, de Juliers, de Clèves et de Berg. Mort le 16 novembre 1632.

Il était petit-fils de Gustave Wasa, et reçut de Maurice de Nassau les premières leçons de l'art militaire. Parvenu à la couronne en 1611, il soutint dans les premières années de son règne la guerre contre le Danemarck, la Prusse et la Russie. C'est de l'année 1621, lors de la guerre dite de Pologne, que datent ses grandes réformes civiles et militaires. Tous les grands capitaines, qui, plus tard, illustrèrent le règne de Louis XIV, se formèrent à l'école de Gustave-Adolphe. Il prit Riga en 1621, livra en 1626, contre les Polonais, la bataille de Walhof, en Sémigalle, et l'an 1630 fit entrer la Suède comme partie belligérante dans la guerre de *Trente-Ans*. Il remporta la victoire de Leipzig en 1631, força en 1632 le passage du Lech, étendit en Piémont ses conquêtes et livra à l'armée impériale, le 16 novembre 1632, la bataille de Lutzen, où il fut tué dans la trente-huitième année de son âge. (*Moreri* et *Biogr. univ.*)

GASTON-JEAN-BAPTISTE DE FRANCE (*Monsieur*), duc d'Orléans, de Chartres, de Valois et d'Alençon, comte de Blois, de Montlhéry et de Limours, seigneur de Montargis, etc.

Troisième fils de Henri IV, roi de France et de Navarre, et de Marie

de Médicis, sa seconde femme, fille aînée de François-Marie de Médicis, grand-duc de Toscane, et de Jeanne d'Autriche.

Né à Fontainebleau, le 25 avril 1608. Marié : 1° à Nantes, par le cardinal de Richelieu, le 6 août 1626, à Marie de Bourbon, duchesse de Montpensier, dauphine d'Auvergne, souveraine de Dombes, etc., fille unique et héritière de Henri de Bourbon, duc de Montpensier, pair de France, et de Henriette-Catherine de Joyeuse; 2° à Nancy, par dispense accordée par Nicolas-François de Lorraine, cardinal, évêque de Toul, le 31 janvier 1632, à Marguerite de Lorraine, fille puînée de François II, duc de Lorraine et de Bar, comte de Vaudemont, et de Christine, comtesse de Salm. Mort le 2 février 1660.

Il porta d'abord le titre de duc d'Anjou, jusqu'en juillet 1626, et prit alors celui de duc d'Orléans, après avoir reçu du roi Louis XIII le duché d'Orléans en apanage, par lettres-patentes enregistrées au parlement. Il fut en 1627 chef des armées de Poitou, de Saintonge, d'Angoumois et d'Aunis. Lieutenant général du royaume en 1543, après la mort de Louis XIII, et chef des conseils de régence pendant la minorité de Louis XIV, le duc d'Orléans fit en Flandre les campagnes de 1643, 1645 et 1646, où il commanda en chef; il se retira en 1652 à Blois, où il mourut à l'âge de cinquante-deux ans.

ORLÉANS (Marie de Bourbon-Montpensier, duchesse de Montpensier en son propre droit, de Châtellerault, de Saint-Fargeau, souveraine de Dombes, princesse de la Roche-sur-Yon, dauphine d'Auvergne, duchesse d'), etc.

Fille unique et héritière de Henri de Bourbon, duc de Montpensier, etc., prince du sang, et de Henriette-Catherine, duchesse de Joyeuse, comtesse de Bouchage.

Née au château de Gaillon (Normandie), le 15 octobre 1605. Mariée à Nantes, le 6 août 1626, à Gaston-Jean-Baptiste de France (*Monsieur*), duc d'Orléans. Morte le 4 juin 1627.

Cette princesse, qui fut mère de mademoiselle de Montpensier, mourut à Paris dans la vingt-deuxième année de son âge.—Elle avait été promise par traité du 14 janvier 1608, à N... de France, duc d'Orléans, second fils du roi Henri IV, et de Marie de Médicis, mort à Saint-Germain-en-Laye le 17 novembre 1611.

ORLÉANS (Marguerite de Lorraine duchesse d') (*Madame*).

Fille puînée de François II, duc de Lorraine et de Bar, comte de Vaudemont, et de Christine, comtesse de Salm.

Née en 1613. Mariée à Nancy, par dispense accordée par Nicolas-François de Lorraine, cardinal, évêque de Toul, le 31 janvier 1632, à Gaston-Jean-Baptiste de France (*Monsieur*), duc d'Orléans. Morte le 3 avril 1672.

CONDÉ (Henri de Bourbon, II[e] du nom, prince de), duc d'Enghien, etc., premier prince du sang, pair, grand-maître et grand-veneur de France.

Fils unique et posthume de Henri de Bourbon, I[er] du nom, prince de Condé, duc d'Enghien, etc., pair de France, gouverneur de Picardie, et de Charlotte-Catherine de La Trémoille, sa seconde femme.

Né à Saint-Jean-d'Angely, le 1[er] septembre 1588. Marié le 3 mars 1609, par dispense du pape, à Charlotte-Marguerite de Montmorency, fille puînée de Henri, I[er] du nom, duc de Montmorency, pair et connétable de France, et de Louise de Budos, sa seconde femme. Mort le 26 décembre 1646.

Chevalier de l'ordre du Saint-Esprit le 18 octobre 1610, il fit la campagne de 1621 sous le roi Louis XIII, et commanda en 1622 l'avant-garde de l'armée au combat de Rié, fut général des armées du roi en Guienne et en Languedoc dans l'année 1627, gouverneur de la Lorraine en 1635, et commanda en Franche-Comté dans l'année 1636. Le prince de Condé fut nommé, en 1643, chef des conseils de régence sous l'autorité de la reine régente pendant la minorité du roi. Il mourut à Paris dans la cinquante-huitième année de son âge. (*Le P. Anselme* et *Chron. milit.*)

LORRAINE (Henri de), duc de Mayenne et d'Aiguillon, pair et grand-chambellan de France.

Fils de Charles de Lorraine, duc de Mayenne, pair, amiral et grand-chambellan de France, et d'Henriette de Savoie, marquise de Villars, veuve de Melchior des Prez, seigneur de Montpezat, etc.

Né à Dijon, le 20 décembre 1578. Marié en 1599, à Henriette de Gonzague-Clèves, seconde fille de Louis de Gonzague, prince de Mantoue, et d'Henriette de Clèves, duchesse de Nevers. Mort le 17 septembre 1621.

Créé duc d'Aiguillon en 1599, il assista à Reims au sacre de Louis XIII en 1610, et fut en 1615 ambassadeur extraordinaire en Espagne pour la signature du mariage du roi Louis XIII avec l'infante Anne d'Autriche. Chevalier de l'ordre du Saint-Esprit le 31 décembre 1619, il prit part à la guerre de l'année 1621, et fut tué au siége de Montauban d'un coup de mousquet. Il mourut à l'âge de quarante-trois ans, et fut enterré dans l'église des Carmes d'Aiguillon. (*Le P. Anselme.*)

CONDÉ (Charlotte-Marguerite de Montmorency, princesse de).

Fils puîné de Henri, I[er] du nom, duc de Montmorency, connétable de France, et de Louise de Budos, sa seconde femme.

Née en 1593. Mariée le 3 mars 1609, par dispense du Pape, à Henri de Bourbon, II[e] du nom, prince de Condé, duc d'Enghien, etc. Morte le 2 décembre 1650.

Cette princesse, qui fut mère du grand Condé, mourut à Châtillon-sur-Loing, à l'âge de cinquante-sept ans.

LONGUEVILLE (Anne-Geneviève de Bourbon, duchesse de) et d'Estouville, alors Mademoiselle de Condé.

Fille de Henri de Bourbon, II[e] du nom, prince de Condé, premier prince du sang, pair et grand-maître de France, et de Charlotte-Marguerite de Montmorency.

Née le 27 août 1619. Mariée le 2 juin 1642, par dispense du pape, à Henri d'Orléans, II[e] du nom, duc de Longueville et d'Estouteville, prince souverain de Neufchâtel et Wallengin, comte de Dunois, de Tancarville et de Saint-Paul, fils unique de Henri d'Orléans, I[er] du nom, duc de Longueville, et de Catherine de Gonzague-Clèves. Morte le 15 août 1679.

Célèbre par son esprit et sa galanterie, elle joua un grand rôle dans les intrigues de la Fronde, et acheva sa vie dans les austérités d'une exemplaire pénitence. Elle mourut à Paris, à l'âge de soixante ans, et fut enterrée dans l'église des Carmélites, où elle s'était retirée.

SOISSONS (Louis de Bourbon, comte de), de Clermont et de Dreux, pair et grand-maître de France.

Fils aîné de Charles de Bourbon, comte de Soissons et de Dreux, pair et grand-maître de France, et d'Anne, comtesse de Montafié, dame de Bonnétable et de Lucé, fille puînée et héritière de Louis,

comte de Montafié, et de Jeanne de Coëme, dame de Bonnétable et de Lucé.

Né à Paris, le 11 mai 1604. Mort sans alliance, le 6 juillet 1641.

Il porta le titre de duc d'Enghien jusqu'à la mort de son père en 1612, prit alors celui de comte de Soissons, et fut pourvu de la charge de grand-maître de France et du gouvernement du Dauphiné. Lieutenant général de la ville de Paris et chef du conseil en 1626, gouverneur de Champagne et de Brie en 1631, il s'empara de Corbie, sur les Espagnols, le 19 novembre 1636. Ce prince, par un des retours de politique fréquents à cette époque, servait dans l'armée espagnole, lorsqu'il fut tué à la bataille de Marfée à l'âge de trente-sept ans.

CHEVREUSE (Marie de Rohan-Montbazon, duchesse de Luynes, puis de), surintendante de la maison de la reine.

Fille aînée d'Hercule de Rohan, duc de Montbazon, pair et grand-veneur de France, et de Madeleine de Lenoncourt, sa première femme.

Née en décembre 1600. Mariée : 1° le 11 septembre 1617, à Charles d'Albert, duc de Luynes, pair et connétable de France ; 2° en 1622, à Claude de Lorraine, duc de Chevreuse, pair, grand-chambellan et grand-fauconnier de France. Morte le 12 août 1679.

Favorite d'Anne d'Autriche, qui la créa surintendante de sa maison, exilée par le cardinal de Richelieu, et puis rappelée pendant la minorité de Louis XIV, la duchesse de Chevreuse mourut à Gaigny, près de Chelles, dans la soixante-dix-neuvième année de son âge. (*Le P. Anselme.*)

GUISE (Henriette-Catherine, duchesse de Joyeuse, de Montpensier, de), comtesse du Bouchage, etc.

Fille unique de Henri, duc de Joyeuse, comte du Bouchage, maréchal de France, et de Catherine de Nogaret de La Valette.

Née à Paris, au Louvre, le 8 janvier 1585. Mariée : 1° à Notre-Dame-de-Cléry, le 15 mai 1597, par contrat signé à Rouen, le 27 avril précédent, à Henri de Bourbon, duc de Montpensier, prince du sang, fils unique de François de Bourbon, duc de Montpensier, et de Renée d'Anjou, marquise de Mézières, comtesse de Saint-Fargeau ; 2° en 1611, à Charles de Lorraine, duc de Guise et de Joyeuse, etc., pair et grand-maître de France, fils aîné de Henri de Lorraine, 1er du nom, duc de Guise (le Balafré), et de Catherine de Clèves, comtesse d'Eu. Mort à Paris, le 25 février 1656.

LORRAINE (Claude de), duc de Chevreuse, pair, grand-chambellan et grand-fauconnier de France.

Quatrième fils de Henri de Lorraine, 1er du nom, duc de Guise (le Balafré), et de Catherine de Clèves, comtesse d'Eu.

Né le 5 juin 1578. Marié en 1622, à Marie de Rohan, veuve de Charles d'Albret, duc de Luynes, et fille aînée d'Hercule de Rohan, duc de Montbazon. Mort le 24 janvier 1657.

Il porta d'abord le titre de prince de Joinville, et se trouva en 1596 au siége de La Fère, et à celui d'Amiens en 1597, fit plusieurs campagnes en Hongrie contre les Turcs dans les années 1599 et 1608, fut créé duc de Chevreuse et pair de France dans le mois de mars 1612, et chevalier du Saint-Esprit en décembre 1619. Il suivit le roi dans les campagnes de 1621 et 1622. Nommé grand-chambellan de France et grand-fauconnier, il fut successivement gouverneur de la haute et basse Marche, d'Auvergne, du Bourbonnais et de Picardie. Le duc de Chevreuse épousa en 1625, au nom du roi d'Angleterre Charles Ier, Henriette-Marie de France, qu'il accompagna ensuite en Angleterre. Il se trouva au siége de La Rochelle en 1628, et mourut à Paris, dans la soixante-dix-neuvième année de son âge. (*Le P. Anselme.*)

FRANÇOIS II, duc de Lorraine et de Bar.

Troisième fils de Charles III, duc de Lorraine et de Bar, et de Claude de France, fille du roi Henri II.

Né le 27 février 1572. Marié le 12 mars 1597, à Christine, comtesse de Salm, fille unique de Paul, comte de Salm, et de Marie Leveneur-Tillières. Mort le 15 octobre 1632.

Il porta d'abord le titre de comte de Vaudemont, et fut reconnu duc de Lorraine dans le courant de l'année 1624. Après la mort de son frère Henri II, il abdiqua au bout de quelques mois (le 26 novembre) en faveur de son fils Charles (qui régna sous le nom de Charles IV). « Le duc François II, rapporte dom Clément, pendant le peu de temps qu'il régna, sut si bien profiter de son pouvoir, qu'il vint à bout d'acquitter les dettes que son frère lui avait laissées. On voit encore des monnaies de lui qui ont pour légende : *Benè numerat qui nihil debet.* » (*Art de vérifier les dates.*)

RICHELIEU (Armand-Jean du Plessis, cardinal, duc de) et de Fronsac.

Fils de François du Plessis, seigneur de Richelieu, et de Suzanne de La Porte.

Né à Paris, le 5 septembre 1585. Grand-maître, chef et surintendant général de la navigation et du commerce de France en 1626. (54e.) Mort le 4 décembre 1642.

D'abord évêque de Luçon en 1607, il fut successivement grand-aumônier de la reine régente, Marie de Médicis, premier secrétaire d'état au département de la guerre en 1616, surintendant de la maison de la reine en 1621, cardinal en 1622, et ministre d'état en 1624. Le cardinal de Richelieu devint grand-maître, chef et surintendant général de la navigation et du commerce de France en octobre 1626. Il commanda l'armée du roi en 1628 et fut premier ministre en 1629. Lieutenant général du roi, il commanda de nouveau ses armées en Italie, et suivit le roi Louis XIII dans la conquête de la Savoie. Chevalier des Ordres du roi, lors de la promotion du 14 mai 1633, gouverneur général du Havre-de-Grâce en 1630, il était encore général des ordres de Cluny, de Prémontré et de Citeaux, et mourut à Paris au Palais-Cardinal, aujourd'hui le Palais-Royal, à l'âge de cinquante-sept ans.

RUZÉ (Martin), seigneur de Beaulieu, de Longjumeau, de Chilly et de La Pressaye, secrétaire d'état.

Second fils de Guillaume Ruzé, receveur général des finances en Touraine, et de Marie Testu.

Né vers 1527. Marié à Geneviève Araby. Mort le 6 novembre 1613.

Secrétaire des commandements du duc d'Anjou (depuis Henri III), il le suivit en Pologne en 1573. D'abord secrétaire des finances et ensuite secrétaire d'état en 1588, il fut grand-trésorier des Ordres du roi en 1589. Henri IV le nomma grand-maître des mines et minières de France. Il mourut à l'âge de quatre-vingt-six ans, et fut enterré dans l'église de sa terre de Chilly. (*Hist. des Secrét. d'Estat*, par Fauvelet du Toc, p. 169.)

CINQ-MARS (Henri Ruzé Coiffier, marquis de), grand-écuyer de France.

Second fils d'Antoine Coiffier, dit *Ruzé*, marquis d'Effiat, maréchal de France, et de Marie de Fourcy.

Né en 1620. Mort le 12 septembre 1642.

« Favori de Louis XIII, ce monarque lui donna, malgré sa grande jeunesse, la charge de grand-écuyer en 1639. Cependant Cinq-Mars, s'indignant de la puissance de Richelieu, osa former le projet de renverser ce ministre. Le roi et le cardinal étaient à Narbonne lorsqu'ils apprirent le traité conclu avec l'Espagne, et c'est là que fut arrêté le grand-écuyer. Le roi regagna tristement Paris, et le cardinal remonta le Rhône jusqu'à Lyon, traînant à sa suite son prisonnier enchaîné dans une barque attachée à son bateau. Cinq-Mars arriva Lyon le 4 septembre 1642 et fut enfermé au château de Pierre-Encise, bientôt jugé et condamné à mort. Il mourut âgé de vingt-deux ans. » (*Le château d'Eu, Notices historiques*, par M. Vatout, t. III, p. 82.)

MONCADE (François de), IIIe du nom, marquis d'Ayetonne, grand-sénéchal d'Aragon.

Fils aîné de Gaston de Moncade, IIe du nom, marquis d'Ayetonne, et de Catherine de Moncade, dame de Callora et Taurena.

Né le 29 décembre 1586. Marié le... à Marguerite de Castro et Alagon, fille de Marsin d'Alagon, baron d'Alfara, etc., et d'Etiennette de Castro. Mort en 1635.

Colonel d'un régiment, il fit ses premières armes en Flandre, reçut le commandement de la flotte de Dunkerque, et fut sous le règne de Philippe IV ambassadeur près la cour de Vienne, maître national de Catalogne et conseiller d'état de guerre. Nommé en 1633 généralissime des troupes espagnoles, il fit la guerre contre les Hollandais, commandés alors par le prince d'Orange, Henri-Frédéric de Nassau, et mourut au camp de Glock (duché de Clèves), à l'âge de quarante-neuf ans.

CHRISTINE DE FRANCE, duchesse de Savoie.

Seconde fille de Henri IV, roi de France et de Navarre, et de Marie de Médicis, sa seconde femme.

Née au Louvre, à Paris, le 10 février 1606. Mariée le 10 février 1619, à Victor-Amédée, Ier du nom, duc de Savoie, second fils de Charles-Emmanuel, duc de Savoie, et de Catherine d'Autriche. Morte le 27 décembre 1663.

Après la mort du duc de Savoie, arrivée en 1637, elle fut chargée de l'administration du duché jusqu'à la majorité de son fils. Elle mourut à Turin, à l'âge de cinquante-sept ans.

ANNE DE GONZAGUE-CLÈVES, duchesse de Guise, puis comtesse palatine du Rhin.

Seconde fille de Charles de Gonzague-Clèves, duc de Nivernois et de Rhetelois, pair de France, puis duc de Mantoue et de Monferrat, et de Catherine de Lorraine, fille de Charles de Lorraine, duc de Mayenne.

Née en 1616. Mariée : 1° en 1639, à Henri de Lorraine, IIe du nom, duc de Guise, prince de Joinville, comte d'Eu, etc., pair et grand-chambellan de France (dont elle fut séparée), fils de Charles de Lorraine, duc de Guise et de Joyeuse, pair et grand-maître de France, etc., et de Henriette-Catherine, duchesse de Joyeuse, comtesse du Bouchage, veuve de Henri de Bourbon, dernier duc de Montpensier; 2° le 24 avril 1645, à Edouard de Bavière, comte palatin du Rhin, quatrième fils de Frédéric V (le Patient et le Constant) duc de Bavière, comte palatin du Rhin, roi de Bohême, et d'Élisabeth Stuart, fille de Jacques Ier, roi d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande, et d'Anne de Danemarck. Morte à Paris le 6 juillet 1684.

SPINOLA (Ambroise, marquis de), capitaine général des armées du roi d'Espagne.

Né à Gênes, en 1571. Mort en 1639.

Le marquis de Spinola, un des plus grands capitaines de son temps, ayant levé en 1602 un corps de troupes de neuf mille hommes, entra au service du roi d'Espagne Philippe III. Il reçut en 1603 le commandement général de toutes les troupes espagnoles dans les Pays-Bas, et termina en 1604 le siége d'Ostende*. Chevalier de la Toison-d'Or en 1605, il fut nommé capitaine général des troupes du roi d'Espagne, continua la guerre contre les Hollandais commandés par Maurice de Nassau, et le 9 avril 1609 il signa la trève qui assura l'indépendance des États de Hollande. Sous le règne de Philippe IV, il recommença ensuite la guerre en Hollande et dans les Pays-Bas jusqu'en 1627. Appelé en Italie, il y commanda les armées jusqu'en 1630, et mourut dans la cinquante-neuvième année de son âge, à Castel-Nuovo di Scrivia (États-Sardes), pendant le siége de la citadelle de Casal, défendue par le maréchal de Toiras. (*Biog. univ.*)

GODART (Georges), sergent-major dans les troupes du roi d'Espagne.

Né vers 1562. Vivait encore en 1651.

URBAIN VIII (Maffeo Barberini), pape.

Fils d'Antoine Barberini et de Camilla Barbadoni.

Né à Florence, vers 1568. Mort le 28 juillet 1644.

Archevêque de Nazareth, cardinal en 1606, il fut connu, jusqu'à son élévation à la chaire de Saint-Pierre, sous le nom de *Cardinal de Saint-Onufre*. Elu pape le 6 août 1623 et couronné le 29 septembre, il réunit en 1625 au domaine du Saint-Siége le duché d'Urbin, avec les comtés de Montefeltro et de Gubio, la seigneurie de Pesaro et le vicariat de Sinigaglia, par la donation que lui en fit le duc François-Marie de La Rovère. Il mourut après vingt-un ans de pontificat, à l'âge de soixante-seize ans.

LA ROCHEFOUCAULD (François de), cardinal, grand-aumônier de France.

Second fils de Charles de La Rochefoucauld et de Fulvia Pic de La Mirandole.

Né à Paris, le 8 décembre 1558. Mort le 14 février 1645.

Evêque de Clermont en 1585, cardinal du titre de Saint-Calixte en 1607 sous le pontificat du pape Paul V (Camille Borghèse), sous-doyen du sacré collége, évêque de Senlis en 1613, il fut nommé grand-aumônier de France et commandeur de l'ordre du Saint-Esprit en 1618. Abbé de Sainte-Geneviève en 1619, chef des conseils du roi après la mort du cardinal de Retz, arrivée en 1622, François de La Roche-

(*) Ce siége mémorable, rapportent les auteurs contemporains, qui avait duré plus de trois ans, et dans lequel furent tirés, dit-on, plus de huit cent mille coups de canon, coûta la vie à cent trente mille hommes Espagnols et Hollandais. Pendant le siége, la ville eut quatre commandants : Vander-Noot et François de Père, tués sur la brèche, Frédéric Wandorp, blessé grièvement, et Daniel Herstein, qui eut un bras emporté pendant le siége, et signa la capitulation.

foucauld se retira ensuite à l'abbaye de Sainte-Geneviève, où il mourut dans la quatre-vingt-huitième année de son âge. (*Le P. Anselme.*)

GALILÉE GALILÉI, astronome.

Fils naturel de Vincent Galiléi, noble Florentin.

Né à Pise, en 1564. Mort le 9 janvier 1642.

Galilée fit ses études à Florence et à Pise, professa d'abord les mathématiques dans cette dernière ville en 1588, et ensuite à Padoue depuis 1592 jusqu'à 1604. Nommé mathématicien extraordinaire du grand-duc de Toscane, Côme II de Médicis, il revint à Florence en 1617, fut persécuté pour une de ses plus belles découvertes, et mourut à l'âge de soixante-dix-huit ans.

CHARLES Ier, roi d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande.

Troisième fils de Jacques Ier, roi d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, et d'Anne de Danemarck, seconde fille de Frédéric II, roi de Danemarck, et de Sophie, fille d'Ulric, duc de Mecklembourg.

Né à Dumfermline, le 19 novembre 1600. Marié à Paris, par procuration donnée, le 11 mai 1625, au duc de Chevreuse, et en personne à Cantorbery, le 22 juin suivant, à Henriette-Marie de France, fille de Henri IV, roi de France et de Navarre, et de Marie de Médicis, sa seconde femme. Mort le 9 février 1649.

D'abord duc d'Albany, lorsque son père, Jacques VI, n'étant encore que roi d'Écosse, Charles Stuart devint duc d'York en 1605, prit en 1616 le titre de prince de Galles, après la mort de ses deux frères aînés Henri et Robert. Il succéda à son père le 5 février 1626, fut couronné à Londres roi d'Angleterre, le 12 avril 1626, et roi d'Écosse à Édimbourg, le 28 juin 1633. Il mourut à Londres dans la quarante-neuvième année de son âge.

PHILIPPE IV, roi d'Espagne.

Fils de Philippe III, roi d'Espagne, et de Marguerite d'Autriche, fille de Charles d'Autriche, IIe du nom, archiduc de Gratz.

Né à Valladolid, le 8 avril 1605. Marié : 1° par procuration à Bordeaux, le 18 octobre 1615 *, à Elisabeth de France, fille aînée de Henri IV, roi de France et de Navarre, et de Marie de Médicis, sa seconde femme; 2° le 8 novembre 1649, à Marie-Anne d'Autriche, fille de Ferdinand III, empereur d'Allemagne, roi de Hongrie et de Bohême, et de Marie-Anne d'Autriche, infante d'Espagne, fille de Philippe III, roi d'Espagne, et de Marguerite d'Autriche. Mort le 17 septembre 1665.

Il succéda à son père Philippe III, le 31 mars 1621, continua la guerre contre les Provinces-Unies, et la soutint en même temps contre la France. Le traité de Westphalie en 1648, et celui des Pyrénées en 1659, mirent fin à ces deux guerres; et, après un règne de quarante-quatre ans, il mourut dans la soixante-unième année de son âge.

HENRIETTE-MARIE DE FRANCE, reine d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande.

Troisième fille de Henri IV, roi de France et de Navarre, et de Marie de Médicis, sa seconde femme.

Née au Louvre, à Paris, le 25 novembre 1609. Mariée à Paris, le 11 mai 1625, au duc de Chevreuse, représentant Charles Ier, et, en personne, à Cantorbery, le 22 juin 1625, à Charles Ier, roi d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, troisième fils de Jacques Ier, roi d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, et d'Anne de Danemarck, seconde fille de Frédéric II, roi de Danemarck, et de Sophie, fille d'Ulric, duc de Mecklembourg. Morte le 10 septembre 1669.

Cette princesse, forcée par les événements de se réfugier en France, entra, après la mort de Charles Ier, en 1649, dans le couvent de la Visitation qu'elle avait fondé à Chaillot. Elle mourut à l'âge de soixante ans, à Colombes, près Paris.

ÉLISABETH DE FRANCE, reine d'Espagne (à l'âge de sept à huit ans).

Fille aînée de Henri IV, roi de France et de Navarre, et de Marie de Médicis, sa seconde femme.

Née à Fontainebleau, le 22 novembre 1602. Mariée à Bordeaux, par procuration, le 18 octobre 1615, à Philippe IV, roi d'Espagne, fils de Philippe III, roi d'Espagne, et de Marguerite d'Autriche. Morte le 6 octobre 1644.

Le mariage d'Elisabeth de France avec l'infant d'Espagne, fils de Philippe III, fut arrêté le 25 mars 1612, en même temps que celui de la princesse Anne d'Autriche, fille du roi d'Espagne, avec le roi de France Louis XIII. Le duc de Guise épousa la princesse Élisabeth au nom de l'infant : cette cérémonie se fit à Bordeaux, le 18 octobre 1615, dans l'église de Saint-André. Le 21, la princesse, accompagnée du duc de Guise, se mit en marche pour l'Espagne, où elle fut mariée à l'infant, le 25 novembre. Elle mourut à Madrid, à l'âge de quarante-deux ans. (*Le Château d'Eu, Notices historiques.*)

FERDINAND (le cardinal-infant), infant d'Espagne, archiduc d'Autriche.

Troisième fils de Philippe III, roi d'Espagne, et de Marguerite d'Autriche.

Né le 16 mai 1609. Mort le 9 novembre 1641.

Archevêque de Tolède, il fut nommé, en 1633, gouverneur des Pays-Bas, après la mort de l'infante Isabelle Claire-Eugénie; il se joignit aux impériaux, et prit part, le 6 septembre 1634, à la bataille de Nordlingen. Le cardinal infant fit son entrée à Bruxelles, le 4 novembre suivant. Il combattit le 20 mai 1635 à Avein contre les troupes françaises commandées par les maréchaux de France de Brézé et de Châtillon, et mourut à Bruxelles à l'âge de trente-deux ans.

BUKINGHAM (Georges Villiers, Ier du nom, marquis, puis duc de)

Quatrième fils de Georges Villiers, seigneur de Brookesby, chevalier, et de Marie de Beaumont de Grandfield, comtesse de Bukingham.

Né à Brookesby, dans le comté de Leicester, le 20 août 1592. Marié en 1620, à Catherine Manners, fille unique de François Manners, comte de Rutland. Mort le 23 août 1628.

D'abord échanson du roi en 1615, Bukingham, favori de Jacques Ier, fut successivement chevalier, gentilhomme de la chambre, créé comte de Bukingham en 1618, duc en 1623, chevalier de la Jarretière, grand-amiral, high-steward de Westminster, il accompagna la même année, en Espagne, le prince de Galles (depuis Charles Ier). Ambassadeur de la

(*) Le traité de cette alliance avait été signé à Paris, le 25 mars 1612.

cour de France en 1626, il reçut la princesse Henriette-Marie, reine d'Angleterre, et la conduisit à Londres; le duc de Bukingham remplit les fonctions de lord high-constable au couronnement du roi d'Angleterre en 1626. Il commanda la flotte anglaise qui secourut l'île de Rhé en 1627, et mourut à bord de son vaisseau, à Portsmouth, assassiné par Henri Felton, dans la trente-huitième année de son âge.

OLIVAREZ (Gaspard de GUZMAN, comte d'), duc de San-Lucar (le comte-duc), général et premier ministre de Philippe IV, roi d'Espagne.

Fils de Henri de Guzman, comte d'Olivarez, ambassadeur à Rome sous Philippe II.

Né à Rome, vers 1586. Mort le 10 octobre 1644.

Placé jeune près de l'infant d'Espagne (depuis Philippe IV), le comte Olivarez fut chargé de la direction des affaires, en 1621, à l'avénement du roi, et nommé duc de San-Lucar. Premier ministre, il a été presque toujours connu sous le nom de *comte-duc;* après avoir administré l'Espagne pendant vingt-un ans jusqu'en 1642, il mourut à Toro, à l'âge de cinquante-huit ans.

CROMWELL (Olivier), protecteur d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande.

Fils de Robert Cromwell.

Né à Huntingdon, le 25 avril 1599. Marié en 1620, à Elisabeth Bourchier. Mort le 13 septembre 1658.

Il descendait d'une ancienne famille anglaise du nom de Williams, dont le chef, fait chevalier par la reine Élisabeth, avait changé son nom en celui de Cromwell. Attaché de bonne heure aux opinions des sectaires les plus exagérés, il fut en 1628 membre de la chambre des communes, et s'y distingua par la violence de ses déclamations contre les papistes. Il allait émigrer à la Nouvelle-Angleterre pour y chercher l'indépendance religieuse, lorsqu'une proclamation de Charles Ier retint à Portsmouth les navires qui allaient mettre à la voile. Elu en 1640 par l'université de Cambridge, Cromwell siéga dans le parlement, connu plus tard sous le nom de *long parlement.* Il y fut dès l'abord le chef du parti des indépendants, qui finit par enlever le pouvoir au généralissime de l'armée parlementaire. Ce fut lui qui porta les plus rudes coups au parti royaliste, et qui poussa le plus activement Charles Ier à l'échafaud. Il fut déclaré par le parlement le 26 décembre 1653, protecteur de la république d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, et, après avoir élevé la Grande-Bretagne au faîte de la grandeur et de la puissance, il mourut au palais de Whitheall, dans la cinquante-cinquième année de son âge.

MAZARIN (Jules) (Mazzarini), cardinal.

Fils aîné de Pierre Mazzarini et d'Ortensia Buffalini.

Né à Piscina, dans l'Abruzze, le 14 juillet 1602. Mort le 9 mars 1661.

Il fit ses études à Rome, et les termina en Espagne, où il suivit les cours de droit aux universités d'Alcala et de Salamanque. Il commandait en 1625, dans la Valteline, une compagnie dans les armées du pape, fit la guerre de la succession des duchés de Mantoue et de Montferrat, en 1628 et 1629, et fut le principal négociateur du traité de Cherasco, qui termina cette guerre. C'est à cette époque que Mazarin entra dans les ordres. Vice-légat d'Avignon en 1634, il fut ensuite envoyé comme nonce extraordinaire du pape près la cour de France, où il se fixa en 1639. Ambassadeur extraordinaire de France en Savoie, dans l'année 1640, il fut nommé cardinal en 1641, et porté sur le testament de Louis XIII, en 1643, comme devant faire partie du conseil de régence, avec le titre de ministre d'état. Premier ministre durant la minorité de Louis XIV, il fut en butte au déchaînement des passions populaires et fut exilé, puis rappelé en France. Ce fut lui qui signa en 1659, avec don Louis de Haro, ministre d'Espagne, le traité des Pyrénées par lequel fut arrêté le mariage de Louis XIV avec l'infante Marie-Thérèse d'Autriche. Il mourut au château de Vincennes, à l'âge de cinquante-neuf ans. — Mazarin fut le protecteur de l'Académie royale de peinture et de sculpture, et le fondateur du collége des Quatre-Nations auquel il légua sa bibliothèque.

RUBENS (Pierre-Paul), seigneur de Steen, peintre.

Cinquième fils de Jean Rubens, docteur ès-lois à Rome et échevin de la ville d'Anvers, et de Marie Pypelinex, fille de Henri Pypelinex et de Claire Tolyus.

Né à Cologne, le 29 juin 1577. Marié : 1º en 1610, à Isabelle Brant, fille de Jean Brant, docteur en droit et échevin de la ville d'Anvers, et de Claire de Moy; 2º par contrat du 4 décembre 1630, à Hélène Forment, dame d'Attevoorde et de Steen en partie. Mort le 30 mai 1640.

La famille de Rubens était originaire de Styrie, et vint s'établir à Anvers en 1520, d'où elle se rendit à Cologne vers 1570. — Rubens était le dernier descendant d'une famille nombreuse; son père avait eu sept enfants. Il commença ses études à Cologne, et les termina à Anvers. Page de la comtesse de Lalain, il la quitta pour se livrer à l'étude de la peinture. Il reçut les premières leçons de Tobie Verbaest, et fut ensuite élève d'Adam Van Oort et d'Otto Venius (Octave Van Veen). Dans l'année 1600, il se rendit en Italie; nommé gentilhomme de Vincent Ier de Gonzague, duc de Mantoue, et peintre de la cour, il fut envoyé à Madrid sous le règne de Philippe III et pendant le ministère du duc de Lerme. Rubens se rendit ensuite à Rome, où il séjourna plusieurs années et voyagea dans presque toute l'Italie*. Nommé peintre de la cour de Bruxelles et chambellan de l'archiduc Albert et de l'infante Isabelle-Claire-Eugénie, il vint alors habiter Anvers. La reine Marie de Médicis le chargea en 1620 de l'exécution des tableaux de la galerie du Luxembourg**. Gentilhomme de l'infante Isabelle, il fut envoyé par elle en Hollande, et reçut en 1627 une mission près de la cour de Madrid (sous le règne de Philippe IV). Nommé secrétaire du conseil privé du roi d'Espagne à Bruxelles en 1629, et envoyé par lui en ambassade près de la cour d'Angleterre dans l'année 1630, Charles Ier le créa chevalier de l'ordre du Bain. En 1631, Philippe IV nomma Rubens chevalier, et lui confia une nouvelle mission en Hollande en 1635. Il mourut à Anvers, à l'âge de soixante-trois ans. — Les ouvrages de Rubens sont très nombreux et ses tableaux ornent presque tous les musées de l'Europe.

VAN DYCK (Antoine), peintre.

Né à Anvers le 22 mars 1599***. Marié le... à Marie Ruthven, fille de lord Ruthven, comte de Gorée. Mort en 1641.

(*) A Milan, il dessina la Cène de Léonard de Vinci, et c'est d'après ce dessin (qui fait partie de la galerie des dessins du Musée royal) que Witdouk en exécuta en Flandre la gravure au burin.

(**) Ces tableaux, au nombre de vingt-quatre, en y comprenant le portrait de la reine sous la figure de Bellone, et ceux du grand-duc de Toscane, François de Médicis, et de la grande-duchesse Jeanne d'Autriche, père et mère de Marie de Médicis, font actuellement partie des tableaux de la grande galerie du Musée royal.

(***) Suivant Moreri, Van Dyck naquit vers 1598 et mourut en 1640.

D'abord élève de Van Balen, et ensuite de Rubens, il voyagea successivement en Italie, en Hollande et en France. Van Dyck est surtout célèbre par ses portraits, qui sont en grand nombre. Appelé en Angleterre sous le règne de Charles Ier, il s'y fixa : « Le roi, dit l'auteur de la Vie des peintres, le reçut avec bonté, lui fit présent de son portrait garni de diamants et orné d'une chaîne d'or; il y ajouta l'ordre du Bain et une pension considérable. » Van Dyck mourut dans la quarante-deuxième année de son âge.

LORRAIN (Claude Gelée, dit le), peintre et graveur.

Né au château de Chamagne, en Lorraine, en 1600. Mort en 1682.

Orphelin à l'âge de douze ans, Claude le Lorrain se retira à Fribourg, auprès de son frère, graveur en bois, qui lui donna les premières leçons de son art. Il accompagna ensuite jusqu'à Rome un de ses parents qui faisait le commerce ; il y étudia pendant quelque temps, et se rendit à Naples pour y suivre les leçons de Godefroy, peintre de paysage. Après deux années de séjour, il revint à Rome et se plaça alors sous la direction d'Auguste Tassi, peintre de paysage, qui avait alors une grande réputation. Il resta à Rome jusqu'en 1625 ; il revint en Lorraine, où il fit quelques travaux, puis il retourna à Rome pour y fonder une école. Le pape Urbain VIII (Maffeo Barberini) honora Claude le Lorrain de sa protection. Après un long séjour à Rome, il y mourut à l'âge de quatre-vingt-deux ans, et fut enterré dans l'église de la Trinité-du-Mont. Les œuvres de cet artiste, un des plus célèbres peintres de l'école française, ont été répandus dans toute l'Europe. Le Musée royal en possède quelques-uns. L'auteur de la vie de Gelée rapporte que « ses ouvrages étaient tellement recherchés à l'époque où il vivait, que plusieurs artistes faisait passer leurs ouvrages pour les siens. Il eut connaissance de cette fraude ; il fit un livre où il dessina dans les moindres détails les tableaux qu'il avait peints, en y joignant le nom de l'acquéreur et le prix qu'il en avait reçu. »

CHAMPAGNE (Philippe de), peintre.

Né à Bruxelles, en 1602. Mort en 1674.

Venu à Paris à l'âge de dix-neuf ans, Philippe de Champagne s'y perfectionna sous Poussin dans l'art de la peinture. Employé avec ce dernier aux travaux du Luxembourg, il fut chargé des tableaux de l'appartement de la reine-mère, dont il fut ensuite nommé le premier peintre. A la formation de l'Académie de peinture, il y entra des premiers, puis en fut successivement professeur et recteur. Retiré sur la fin de sa vie dans le monastère de Port-Royal, où sa fille était religieuse, il y mourut à l'âge de soixante-douze ans.

LEMERCIER (Jacques), architecte

Né à Pontoise, vers la fin du XVIe siècle. Mort en 1660.

Lemercier était depuis longtemps en Italie lorsqu'il fut rappelé en France vers 1629 par le cardinal de Richelieu, qui lui confia l'exécution du collége et de l'église de la Sorbonne. Il fut aussi l'architecte du Palais-Cardinal, et termina l'église de l'Oratoire Saint-Honoré, commencée par Metezeau. Nommé premier architecte du roi, il construisit le pavillon de l'Horloge et la partie du vieux Louvre qui depuis fut occupée par l'Académie Française. Le dernier ouvrage de Lemercier fut l'église de Saint-Roch, dont il jeta les fondations en 1653. Il mourut dans un âge assez avancé.

VOUET (Simon), peintre.

Fils de Laurent Vouët.

Né à Paris, en 1582. Marié : 1° à Rome, à Virginie de Vezz 2° à... Mort en 1649.

Elève de son père, il suivit dans sa jeunesse le baron de Harlay de Sancy dans son ambassade à Constantinople, en 1611. C'est dans ce voyage que commencèrent à se développer les dispositions de l'artiste. Il parcourut ensuite une partie de l'Italie, et, sur la demande du pape Urbain VIII (Maffée Barberini), il peignit plusieurs ouvrages pour les églises de Saint-Pierre et de San-Lorenzo, et fut élu prince de l'académie de Saint-Luc. Vouët fit aussi plusieurs tableaux à Gênes. Nommé premier peintre du roi, il fonda à Paris une école de peinture, d'où sont sortis la plupart des artistes célèbres du règne de Lous XIV, Lesueur, Lebrun, Mignard, Dufresnoy, etc. Louis XIII, selon l'auteur de la vie de Vouët, voulut recevoir de cet artiste des leçons de peinture. Il mourut à Paris à l'âge de cinquante-neuf ou de soixante-sept ans. Ses contemporains ne sont pas d'accord sur ce point *.

POUSSIN (Nicolas), peintre.

Fils de Jean Poussin.

Né aux Andelys, en Normandie, en 1594. Mort le 19 novembre 1665.

Il reçut les premières leçons de son art chez Quintin Varin, peintre français, originaire d'Amiens, et étudia ensuite chez Ferdinand Élie, peintre flamand, et chez Lallemand, artiste lorrain. Poussin termina ses études en Italie, où il se fixa vers l'année 1624. Nommé peintre ordinaire du roi Louis XIII, il fut appelé en 1640 à la cour de France et présenté au roi par le cardinal de Richelieu. Après avoir fait quelques travaux pour le palais du Louvre et les églises de Paris, il retourna à Rome où il mourut dans la soixante-onzième année de son âge.—Nicolas Poussin, dit plus généralement *le Poussin*, est un des peintres les plus célèbres de l'école française. Ses tableaux et ses dessins sont répandus dans toutes les collections de l'Europe. Le Musée royal en possède un grand nombre.

BOURDON (Sébastien), peintre et graveur.

Né à Montpellier, en 1616. Mort le 8 mai 1671.

Il débuta dans l'atelier de son père, étudia pendant quelque temps à Paris et à Bordeaux, se rendit ensuite vers l'année 1633 en Italie, où il suivit les leçons de Claude Lorrain. Bourdon revint en France en 1636, et fut un des premiers membres de l'Académie de peinture en 1648. Il passa en Suède en 1652, et fut nommé premier peintre de la reine Christine. Elu recteur de l'Académie en 1654, il revint à Paris en 1663, et peignit la galerie de l'hôtel de Bretonvilliers. Il mourut à Paris, à l'âge de cinquante-cinq ans.

SARAZIN (Jacques), sculpteur.

Né à Noyon, vers 1592. Mort le 4 décembre 1660.

Il étudia à Rome, où il passa dix-huit ans, y fit un grand nombre d'ouvrages, et y reçut les conseils du Dominiquin. Sarazin avait déjà fait pour la Chartreuse de Lyon les statues de saint Jean et de saint Bruno. Les modèles des cariatides du pavillon de l'Horloge au Louvre, sont de cet artiste ; elles

(*) Félibien dit qu'il mourut le 5 juin 1641. Bullard et Perrault assurent qu'il vivait encore en 1648.

ont été exécutées par Guerin et Buyster, ses élèves. On cite parmi ses ouvrages les plus remarquables le monument du Cardinal de Bérulle, des groupes d'enfants jouant avec des chèvres, qui étaient placés dans les jardins du palais de Marly, le mausolée de Henri de Bourbon, prince de Condé, etc. Sarazin, un des fondateurs de l'Académie de peinture et de sculpture, en fut le premier recteur en 1655. Il mourut à Paris, à l'âge de soixante-huit ans.

GONZAGUE-CLÈVES (Marie-Louise de), reine de Pologne, princesse de Mantoue et de Nevers.

Fille aînée de Charles de Gonzague-Clèves, duc de Nivernois et de Rhételois, pair de France, puis duc de Mantoue et de Montferrat, et de Catherine de Lorraine, fille de Charles de Lorraine, duc de Mayenne.

Née vers 1621. Mariée : 1° par procureur, à Paris, dans la chapelle du Palais-Royal, le 6 novembre 1645, et en personne le 10 mars 1646, à Wladislas VII, roi de Pologne, second fils de Sigismond III, roi de Pologne, et d'Anne d'Autriche, fille aînée de Charles d'Autriche, IIe du nom, archiduc de Gratz; 2° le 30 mai 1649, par dispense du pape Innocent X, à Jean-Casimir V, roi de Pologne, second fils de Sigismond III, roi de Pologne, et de Constance d'Autriche, sa seconde femme, huitième fille de Charles d'Autriche, IIe du nom, archiduc de Gratz. Morte le 10 mai 1667.

Le roi de Pologne envoya en 1645 une ambassade en France pour chercher la princesse Louise-Marie de Gonzague. Cette ambassade fut célèbre à l'époque de la régence d'Anne d'Autriche, et madame de Motteville en fait la plus brillante description dans ses *Mémoires*. « Le palatin de Posnanie et l'évêque de Warmie, dit-elle, furent ceux que le roi de Pologne choisit pour venir épouser la princesse Marie et pour la lui mener. » Elle fut accompagnée par la maréchale de Guébriant et couronnée à Cracovie le 16 juillet 1646. La reine de Pologne mourut à Varsovie à l'âge de quarante-six ans.

MIGNOT (Françoise-Marie), maréchale de L'Hôpital.

Née... Mariée : 1° le... à Pierre de Portes, trésorier et receveur général du pays de Dauphiné; 2° le 25 août 1653, à François de L'Hôpital, comte de Rosnay, seigneur du Hallier et de Beine, maréchal de France, chevalier des Ordres du roi, ministre d'état, troisième fils de Louis de L'Hôpital, marquis de Vitry, chevalier des Ordres du roi, et de Françoise de Brichanteau; 3° le 14 décembre 1672, à Jean-Casimir V, roi de Pologne, alors abbé commendataire de Saint Germain-des-Prés et de Saint-Martin-de-Nevers, second fils de Sigismond III, roi de Pologne, et de Constance d'Autriche, sa seconde femme, huitième fille de Charles d'Autriche, archiduc de Gratz, IIe du nom. Morte le 30 novembre 1711, dans un âge fort avancé.

CHRISTINE, reine de Suède.

Fille unique de Gustave-Adolphe II (le Grand), roi de Suède, et de Marie-Éléonore, fille de Jean Sigismond, électeur de Brandebourg.

Née le 18 décembre 1626. Morte le 19 avril 1689.

Elle succéda à la couronne de Suède, en 1632, à peine âgée de six ans, et fut reconnue par les États le 14 mars 1633. Déclarée majeure en 1644 et couronnée à Stockholm le 20 octobre 1650, elle régna jusqu'au 6 juin 1654, qu'elle abdiqua en faveur de Charles-Gustave, son cousin, de la maison de Deux-Ponts. C'est alors qu'elle vint en France, d'où elle se rendit en Italie. La reine Christine avait un goût passionné pour les lettres et les arts, et conserva pendant toute sa vie des relations avec les savants les plus renommés de son temps. Elle ne fut jamais mariée, et se fixa, dans les dernières années de sa vie, à Rome, où elle mourut à l'âge de soixante-trois ans.

JEAN D'AUTRICHE (Don Juan), grand-prieur de Castille, généralissime des armées du roi d'Espagne.

Fils naturel de Philippe IV, roi d'Espagne, et de Marie Calderona, comédienne.

Né en 1629. Mort le 17 septembre 1679.

Grand-prieur de Castille, vicaire général et plénipotentiaire du roi d'Espagne en Italie, généralissime des armées de terre et de mer dans la guerre de 1663 contre les Portugais, il fut en 1677 premier ministre de Charles II, roi d'Espagne; il contribua au traité de paix, signé le 17 septembre 1678, entre l'Espagne et la France, ainsi qu'au mariage de Charles II avec la princesse Marie-Louise, fille de Philippe de France, *Monsieur*, frère de Louis XIV, et mourut à Madrid, à l'âge de cinquante ans.

LORRAINE (François de), prince de Joinville.

Fils aîné de Charles de Lorraine, duc de Guise et de Joyeuse, et de Henriette-Catherine de Joyeuse, duchesse de Joyeuse, de Montpensier et de Guise, comtesse du Bouchage, veuve de Henri de Bourbon, dernier duc de Montpensier.

Né le 3 avril 1612. Mort le 7 novembre 1639, sans avoir été marié.

Il fit la campagne de Piémont en 1639 et mourut à Florence, à l'âge de vingt-sept ans.

LORRAINE (Louis de), duc de Joyeuse et d'Angoulême, pair et grand-chambellan de France.

Sixième fils de Charles de Lorraine, duc de Guise et de Joyeuse, et de Henriette-Catherine de Joyeuse, duchesse de Joyeuse, de Montpensier et de Guise, veuve de Henri de Bourbon, dernier duc de Montpensier.

Né le 11 janvier 1622. Marié à Toulon, le 3 novembre 1649, à Françoise-Marie de Valois, fille unique et héritière de Louis-Emmanuel de Valois, duc d'Angoulême, comte d'Aletz, et de Henriette de La Guiche, dame de Chaumont. Mort le 27 septembre 1654.

Il servit comme volontaire, en 1644, au siége de Gravelines. Nommé grand-chambellan la même année, et colonel de cavalerie, il mourut à Paris, à l'âge de trente-deux ans, des suites d'une blessure qu'il reçut en chargeant les Espagnols près d'Arras en 1654.

MONTBAZON (Marie de Bretagne-d'Avaugour, duchesse de).

Fille aînée de Claude de Bretagne, comte de Vertus et de Goello, baron d'Avaugour, premier baron de Bretagne, gouverneur de Rennes, conseiller d'état, et de Catherine Fouquet de La Varenne.

Née en 1612. Mariée en 1628, à Hercule de Rohan-Guémené, duc de Montbazon, pair et grand-veneur de France, chevalier des Ordres du roi, gouverneur et lieutenant général, pour le roi, de la ville de Paris et de l'Ile de France, troisième fils de Louis de Rohan, VIe du nom, prince de Guémené, et de Léonore de Rohan-Gié, dame du Verger. Morte à Paris, le 28 avril 1657.

ROHAN (Anne de), princesse de Guémené, dame de Mortier-Croulle, et du Verger, en son propre droit, duchesse de Montbazon.

Fille unique et héritière de Pierre de Rohan, prince de Guémené, sénéchal d'Anjou et de La Flèche, comte de Montauban, baron de Mortier-Croulle et seigneur du Verger, et de Madeleine de Rieux, sa première femme.

Née en 1604. Mariée, par dispense, en 1617, à son cousin Louis de Rohan, VIIe du nom, prince de Guémené, duc de Montbazon, pair et grand-veneur de France, etc., fils aîné d'Hercule de Rohan, duc de Montbazon, pair et grand-veneur de France, etc., et de Madeleine de Lenoncourt, dame de Coupevray, douairière de Montbazon, veuve de Louis de Rohan, duc de Montbazon, pair de France, frère aîné d'Hercule. Morte à Rochefort, le 14 mars 1685, âgée de quatre-vingt-un ans.

PHÉLIPEAUX (Paul), seigneur de Pontchartrain, secrétaire d'état.

Troisième fils de Louis Phélipeaux, seigneur de la Cave et de la Vrillière, conseiller au présidial de Blois, et de Radegonde Garraut, fille de Jean Garraut de Guantes et d'Isabelle Paris.

Né à Blois, en 1569. Marié à Anne de Beauharnois, fille de François de Beauharnois, seigneur de Miramicon, et d'Anne de Bourdineau. Mort le 21 octobre 1621.

Secrétaire des commandements de la reine Marie de Médicis, il fut secrétaire d'état en 1610, et assista en 1617 à l'asemblée des notables, à Rouen. Il accompagna le roi Louis XIII, en 1621, lors de son voyage dans le midi de la France, et mourut à Castel-Sarrazin, à l'âge de cinquante-deux ans.

MESMES (Henri de), IIe du nom, marquis de Moigneville, président au parlement de Paris.

Fils de Jean-Jacques de Mesmes, IIe du nom, et d'Antoinette de Grossaine.

Né en... Marié : 1° le 2 juin 1621, à Jeanne de Montluc, veuve de Charles d'Amboise, marquis de Renel et de Bussy; 2° le 30 décembre 1639, à Marie de Vallée-Fossés, veuve de Gilles de Saint-Gelais, marquis de Lansac. Mort en 1650.

Conseiller d'état en 1608, lieutenant civil en 1613, il siégea aux États-Généraux tenus à Paris en 1614, et à l'assemblée des notables convoquée à Rouen en 1617, prévôt des marchands de la ville de Paris dans les années 1618 et 1620. Il fut nommé président à mortier au parlement de Paris en 1621. (*Moreri.*)

VINCENT DE PAUL (saint).

Né en 1576, à Ranquines, paroisse de Pouy, diocèse d'Acqs. Mort en 1660.

Entré chez les Cordeliers d'Acqs pour y faire ses études, saint Vincent de Paul devint précepteur de jeunes enfants. Pris par des corsaires de Tunis en se rendant par mer de Marseille à Narbonne, il fut esclave, et convertit un de ses maîtres avec qui il revint en France en 1607. Nommé en 1610 aumônier ordinaire de Marguerite de Valois, il prit possession en 1612 de la cure de Clichy, et fut en 1613 chargé de l'éducation des trois fils de Philippe de Gondi, dont l'un fut le cardinal de Retz. Il entreprit ensuite plusieurs missions, forma en 1634 l'établissement des Filles de la Charité, et en 1648 l'institution des Enfants-Trouvés.

ARNAULD D'ANDILLY (Robert), théologien de Port-Royal.

Fils aîné d'Antoine Arnauld et de Catherine Marion.

Né à Paris, en 1589. Marié en... à Catherine Lefèvre de La Boderie. Mort le 27 septembre 1674.

Arnauld d'Andilly eut un grand crédit à la cour de Louis XIII, et remplit plusieurs charges importantes. Il se retira en 1639 dans le monastère de Port-Royal-des-Champs, et y mourut à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. On connaît d'Arnauld d'Andilly la traduction des *Confessions de saint Augustin*, celles de l'*Histoire des Juifs, de Joseph* et de la *Vie des saints Pères du désert*. (*Moreri.*)

GUILLAIN (Simon), sculpteur.

Né à Paris, en 1581. Mort le 26 décembre 1658.

Il eut pour premier maître son père, et étudia pendant plusieurs années à Rome. De retour en France, il fut chargé de l'exécution d'ouvrages importants. Le monument du Pont-au-Change, démoli en 1787, était de Simon Guillain*. Cet artiste, l'un des premiers membres de l'Académie de peinture et de sculpture lors de sa fondation en 1648, en fut nommé recteur et reçut le titre de sculpteur du roi**. Il mourut à Paris, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

NOCRET *le père* (Jean), peintre d'histoire.

Né à Nancy, vers 1617. Mort le 11 novembre 1672.

Après avoir été reçu académicien en 1663, il fut élu recteur adjoint en 1667, et mourut à l'âge de cinquante-cinq ans.

SAXE-WEIMAR (Bernard, duc de).

Fils de Jean IV, duc de Saxe-Weimar, landgrave de Thuringe et marquis de Misnie.

Né à Weimar, le 16 août 1600. Mort le 18 juillet 1639.

Dans la guerre que la Suède entreprit en 1631, de concert avec la France, contre la maison d'Autriche, Bernard de Saxe-Weimar fut l'un des premiers entre les princes protestants qui se rangea sous les drapeaux de Gustave-Adolphe. A la mort de ce prince, à Lutzen, il prit seul le commandement de l'armée et expulsa les Impériaux de la Saxe. Abandonné dans le traité de Prague par les princes protestants, il s'unit à Richelieu, fit une retraite admirable en Lorraine, et défendit les frontières de France. Dans la campagne de 1638, il vainquit les Impériaux à Rhinfeld et défit le duc Charles près de Thann. Au moment où il se disposait à reprendre les hostilités, il fut atteint d'une fièvre violente qui l'enleva à l'âge de trente-neuf ans.

DU HAMEL (Jacques), IIe du nom, chevalier, seigneur de Saint-Remi.

Né en 1581. Marié : 1° en... à Marie Picot de Dampierre. 2° en... à Barbe de Loyne. Mort en 1650.

Successivement gentilhomme de la maison de M. le dau-

(*) Ce monument se composait des figures en bronze de Louis XIII, d'Anne d'Autriche et de Louis XIV à l'âge de dix ans, qui sont actuellement placées au Musée royal, dans les salles de la sculpture moderne.

(**) « Simon Guillain (rapporte l'auteur de sa vie) imagina le premier d'engager ses confrères à se réunir une fois chaque semaine pour traiter des matières utiles aux progrès des arts, et ces assemblées donnèrent naissance à l'Académie de peinture et de sculpture. »

phin et capitaine de chevau-légers, Jacques Du Hamel se signala lors de la conquête des duchés de Berg et de Juliers en 1610, pendant les guerres de religion en Guienne et en Saintonge, ainsi qu'au siége de La Rochelle en 1621-1628. Nommé gouverneur des ville et château de Saint-Dizier, il fut envoyé, en 1631 et 1632, en ambassade en Suède et en Allemagne. Il défendit, en 1642, Saint-Dizier contre les Impériaux, leur en fit lever le siége, et leur prit des canons, du bronze desquels les habitants de cette ville en firent fondre deux nouveaux portant les armoiries de leur gouverneur. Louis XIII, pour honorer sa conduite, fit frapper plusieurs médailles portant d'un côté les armoiries de Du Hamel, et de l'autre un soleil avec cette devise : *A toute heure*. (*Biog. univ.*)

LOUIS XIV, roi de France.

Voir IIe PARTIE, Rois de France, page 58.

ANNE D'AUTRICHE, reine de France, infante d'Espagne.

Fille aînée de Philippe III, roi d'Espagne, et de Marguerite d'Autriche, fille de Charles d'Autriche, IIe du nom, archiduc de Gratz.

Née le 22 septembre 1601. Mariée par procureur à Burgos en Castille, le 18 octobre 1615, et en personne, à Bordeaux, le 25 novembre suivant, à Louis XIII, roi de France, fils aîné de Henri IV, roi de France et de Navarre, et de Marie de Médicis, sa seconde femme. Morte le 20 janvier 1666.

La reine Anne d'Autriche fut régente du royaume pendant la minorité de Louis XIV, depuis le 18 mai 1643 jusqu'au 7 octobre 1651, époque à laquelle le roi fut déclaré majeur. Elle mourut au Louvre, à l'âge de soixante-quatre ans.

MARIE-THÉRÈSE D'AUTRICHE, reine de France, infante d'Espagne.

Fille unique de Philippe IV, roi d'Espagne, et d'Élisabeth de France, sa première femme.

Née à Madrid, le 20 septembre 1638. Mariée à Fontarabie, par procureur, le 4 juin 1660, et en personne, à Saint-Jean-de-Luz, le 9 du même mois, à Louis XIV, roi de France et de Navarre. Morte le 30 juillet 1683.

Elle mourut à Versailles à l'âge de quarante-cinq ans; son corps fut porté à Saint-Denis, et son cœur dans l'église de l'abbaye du Val-de-Grâce, à Paris. Louis XIV, rapporte l'*Art de vérifier les dates*, disait que la reine ne lui avait jamais causé d'autre chagrin que celui de sa mort.

HENRIETTE-ANNE D'ANGLETERRE (*Madame*), duchesse d'Orléans.

Seconde fille de Charles Ier, roi d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, et de Henriette-Marie de France.

Née à Exeter, le 16 juin 1644. Mariée dans la chapelle du Palais-Royal, à Paris, le 31 mars 1661, à Philippe de France (*Monsieur*), duc d'Orléans, de Chartres, de Valois, de Nemours, de Montpensier, etc., second fils de Louis XIII, roi de France, et d'Anne d'Autriche. Morte le 30 juin 1670.

L'auteur des *Notices historiques du château d'Eu* rapporte que le mariage de cette princesse avec Philippe de France, *Monsieur*, duc d'Orléans, second fils de Louis XIII, fut célébré au Palais-Royal, le 31 mars 1661, en présence du roi, de la reine et de la reine d'Angleterre. Cette cérémonie se fit en particulier; il n'y eut que *Mademoiselle* d'Orléans, fille de Gaston, et le prince de Condé, qui furent invités à y assister comme les plus proches parents. D'après les ordres de Louis XIV, la duchesse d'Orléans se rendit en 1670 près de son frère Charles II, roi d'Angleterre, pour l'empêcher de prendre part dans la triple alliance entre l'empereur, la Hollande et l'Espagne. *Madame* mourut subitement à Saint-Cloud, dix-huit jours après son retour d'Angleterre, à l'âge de vingt-six ans.

ORLÉANS (Anne-Marie-Louise d'), (*mademoiselle de Montpensier*), duchesse de Montpensier, souveraine de Dombes, princesse de La Roche-sur-Yon, dauphine d'Auvergne, comtesse d'Eu, etc. (à l'âge de sept ans).

Fille aînée de Gaston-Jean-Baptiste de France, duc d'Orléans, frère unique de Louis XIII, et de Marie de Bourbon, duchesse de Montpensier, etc., sa première femme.

Née au Louvre, le 29 mai 1627. Morte au Luxembourg, alors le palais d'Orléans, le 5 avril 1693.

ÉLISABETH-CHARLOTTE DE BAVIÈRE (*Madame*), duchesse d'Orléans, avec ses deux enfants, PHILIPPE D'ORLÉANS et ÉLISABETH-CHARLOTTE D'ORLÉANS.

1° ÉLISABETH-CHARLOTTE DE BAVIÈRE (*Madame*), duchesse d'Orléans.

Fille de Charles-Louis Ier, duc de Bavière, comte palatin du Rhin, électeur, archi-trésorier de l'empire, et de Charlotte de Hesse-Cassel, fille aînée de Guillaume V, landgrave de Hesse-Cassel.

Née à Heidelberg, le 27 mai 1652. Mariée, par procureur, à Metz, le 16 novembre 1671, le maréchal Duplessis représentant *Monsieur* dans cette cérémonie, et en personne, à Châlons, le 21 du même mois, à Philippe de France (*Monsieur*), duc d'Orléans, second fils de Louis XIII, roi de France, et d'Anne d'Autriche. Morte le 8 décembre 1722.

« Louis XIV, dit l'auteur des *Notices historiques du château d'Eu*, fit demander cette princesse en mariage pour *Monsieur*, son frère, veuf de Henriette d'Angleterre. Un obstacle s'opposait à cette union : Élisabeth était protestante; elle fit abjuration à Metz, entre les mains de Georges d'Aubusson, évêque de cette ville, le 15 novembre 1671, et le 21 du même mois, elle épousa, à Châlons, *Monsieur*, qui avait été représenté à Metz par le maréchal Duplessis. Elle mourut à Saint-Cloud à l'âge de soixante-dix ans. » (T. III, p. 249.)

2° PHILIPPE D'ORLÉANS, duc d'Orléans, régent du royaume, alors duc de Chartres.

3° ELISABETH-CHARLOTTE D'ORLÉANS, duchesse de Lorraine et de Bar (*Mademoiselle de Chartres*).

ORLÉANS (Élisabeth d'), (*Mademoiselle d'Alençon*), duchesse d'Alençon, de Guise, de Joyeuse et d'Angoulême, etc.

Troisième fille de Gaston-Jean-Baptiste de France, duc d'Orléans, frère unique de Louis XIII, et de Marguerite de Lorraine, sa seconde femme.

Née au palais d'Orléans, le 26 décembre 1646. Mariée le 15 mai 1667, dans la chapelle du château de Saint-Germain-en-Laye, à Louis-Joseph de Lorraine, duc de Guise, de Joyeuse et d'Angoulême, pair de France, prince de Joinville, comte d'Alets et de Ponthieu, fils unique de Louis de Lorraine, duc de Joyeuse, et de Françoise-Marie de Valois. Morte à Versailles, le 17 mars 1696.

MARIE-FRANÇOISE-ÉLISABETH DE SAVOIE (*Mademoiselle d'Aumale*), reine de Portugal.

Seconde fille de Charles-Amédée de Savoie, duc de Nemours, de Genevois et d'Aumale, pair de France, colonel général de la cavalerie légère, et d'Élisabeth de Bourbon-Vendôme, fille de César de Bourbon, duc de Vendôme, et de Françoise de Lorraine, duchesse de Mercœur.

Née à Paris, le 21 juin 1646. Mariée : 1° à La Rochelle, par procureur, le 25 juin 1666, à Alphonse VI (Alphonse-Henri), roi de Portugal (dont elle fut séparée par sentence, le 24 mars 1668), fils de Jean IV, roi de Portugal, et de Louise de Guzman, fille de Jean-Emmanuel Perez, duc de Médina-Sidonia ; 2° dans la chapelle du château de Lisbonne, le 2 avril 1668, à Pierre II, régent, puis roi de Portugal, frère puîné d'Alphonse VI, par dispense accordée par François, cardinal, duc de Vendôme, légat *à latere* en France, et depuis validé par autorisation du pape Clément IX. Morte à Palavam en Portugal, le 27 décembre 1683.

BOURBON (Louis de), IIe du nom, prince de Condé (le Grand Condé).

Voir IIe PARTIE, Portraits divers, page 40.

TURENNE (Henri de La Tour d'Auvergne, vicomte de).

Voir IIe PARTIE, Maréchaux de France, page 12.

CONTY (Armand de Bourbon, prince de), pair de France, chevalier des Ordres du roi.

Cinquième fils de Henri de Bourbon, IIe du nom, prince de Condé, premier prince du sang, pair et grand-maître de France, et de Charlotte-Marguerite de Montmorency.

Né à Paris, le 11 octobre 1629. Marié à Paris, le 22 février 1664, à Anne-Marie Martinozzi, fille puînée de Jérôme, comte Martinozzi, gentilhomme romain, et de Laura-Marguerite Mazzarini, sœur aînée du cardinal Mazarin. Mort le 21 février 1666.

La *Chronologie militaire* rapporte que le prince de Conty entra d'abord dans l'état ecclésiastique, qu'il fut abbé de Saint-Denis, de Cluny, etc., et qu'il quitta les ordres vers 1646 pour entrer dans la carrière militaire. Gouverneur de la Guienne en 1654, général des armées du roi en Catalogne la même année, il fit la conquête de toute la Cerdagne, du Cap-de-Quiers et de Castillon, en 1656, et fut nommé la même année grand-maître de la maison du roi. Le prince de Conty commanda en 1657 en Italie, et fut nommé en 1660 gouverneur du Languedoc, et reçu chevalier des Ordres du roi en 1661. Il mourut à Pézenas, à l'âge de trente-sept ans.

LONGUEVILLE (Henri d'Orléans, IIe du nom, duc de) et d'Estouteville, prince souverain de Neufchâtel et Wallengin, comte de Dunois, de Tancarville et de Saint-Paul, pair de France.

Fils unique de Henri d'Orléans, Ier du nom, duc de Longueville, et de Catherine de Gonzague-Clèves.

Né le 27 avril 1595. Marié : 1° le 30 avril 1617, à Louise de Bourbon, fille de Charles de Bourbon, comte de Soissons, grand-maître de France, et d'Anne de Montafié ; 2° le 2 juin 1642, par dispense du pape, à Anne-Geneviève de Bourbon, fille de Henri de Bourbon, IIe du nom, prince de Condé, premier prince du sang, pair et grand-maître de France, et de Charlotte-Marguerite de Montmorency. Mort le 11 mai 1663.

Il avait été nommé, en 1595, gouverneur de la province de Picardie, et fut compris en 1633 dans la promotion des chevaliers des Ordres, qui eut lieu à Fontainebleau, sous le règne de Louis XIII. Le duc de Longueville commanda en 1636 l'armée de Normandie, et fit la campagne de Franche-Comté en 1637. Général de l'armée du roi en 1639, après la mort du duc de Weymar, il fit la guerre en Allemagne jusqu'en 1640, commanda ensuite en Italie dans l'année 1642, et fut en 1644 ministre plénipotentiaire à Munster, conseiller au conseil du roi vers 1651 ; il mourut à Rouen, à l'âge de soixante-huit ans. (*Chron. milit.*)

MARTINOZZI (Anne-Marie), princesse de Conty.

Fille puînée de Jérôme, comte Martinozzi, gentilhomme romain, et de Laura-Marguerite Mazzarini, sœur aînée du cardinal Mazarin.

Née à Rome en 1637. Mariée à Paris, le 22 février 1654, à Armand de Bourbon, prince de Conty, pair de France, chevalier des Ordres du roi, cinquième fils de Henri de Bourbon, IIe du nom, prince de Condé, premier prince du sang, pair et grand-maître de France, et de Charlotte-Marguerite de Montmorency. Morte le 4 février 1672.

La princesse de Conty, rapporte Piganiol de La Force, d'après son épitaphe, « vendit toutes ses pierreries pour nourrir, durant la famine de 1662, les pauvres du Berri, de Champagne et de Picardie. » Le 24 mars 1668, dit le P. Anselme, elle tint sur les fonts de baptême, pour la reine d'Angleterre (Henriette-Marie de France), Louis, dauphin de France (le grand dauphin). La princesse de Conty mourut à Paris, âgée de trente-cinq ans, et fut enterrée dans l'église de Saint-André.

VENDOME (Laure Mancini, duchesse de) et de Mercœur.

Fille aînée de Michel-Laurent Mancini, gentilhomme romain, et de Jéronime Mazzarini, sœur puînée du cardinal Mazarin.

Née en 1636. Mariée, le 4 février 1651, à Louis, cardinal, duc de Vendôme, de Mercœur, d'Étampes et de Penthièvre, pair de France, fils aîné de César, duc de Vendôme, et de Françoise de Lorraine, duchesse de Mercœur. Morte le 8 février 1657.

Laure Mancini, duchesse de Vendôme, nièce du cardinal Mazarin, fut la mère du duc de Vendôme, vainqueur à Villaviciosa. Elle mourut à Paris, à l'âge de vingt-un ans.

BOUSSU (Honorine de Glimes Grimberghe, comtesse de) et duchesse de Guise.

Fille de Godefroy Glimes-Berghes, comte de Grimberghe, baron de Staebroeck et d'Arquennes, capitaine d'une compagnie de cuirassiers au service d'Espagne, et de Honorine de Hornes, dame d'Arquennes.

Née... Mariée : 1° le..., à Albert-Maximilien de Henin, comte de Boussu ; 2° le 11 novembre 1641, à Henri de Lorraine, IIe du nom, duc de Guise et de Joyeuse, prince de Joinville, comte d'Eu, etc., pair et grand-chambellan de France, quatrième fils de Charles de Lorraine, duc de Guise, etc., et de Henriette-Catherine de Joyeuse, duchesse de Joyeuse, comtesse du Bouchage, veuve de Henri de Bourbon, dernier duc de Montpensier. Morte en août 1670.

Le duc de Guise, étant en Belgique dans l'année 1641, avait

épousé la comtesse de Boussu, dont il se sépara en 1645, « après l'avoir fait assigner à Rome, dit le P. Anselme, devant le tribunal de la Rote pour faire casser ce mariage, dont il contesta la validité jusqu'à sa mort. »

CHARLES-LOUIS, Ier du nom, duc de Bavière, comte palatin du Rhin, électeur, archi-trésorier de l'empire.

Second fils de Frédéric V (le Patient et le Constant), duc de Bavière, comte palatin du Rhin et électeur, roi de Bohême, et d'Élisabeth Stuart, fille de Jacques Ier, roi d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, et d'Anne de Danemarck.

Né le 20 décembre 1617. Marié le 20 février 1650, à Charlotte de Hesse-Cassel, fille de Guillaume V, landgrave de Hesse-Cassel, et d'Amélie-Élisabeth de Hanau, fille de Philippe-Louis, comte de Hanau. Mort le 28 août 1680.

Rétabli par le traité de Munster du 24 octobre 1648, dans une partie des domaines dont Frédéric V, son père, avait été dépossédé en 1621, ce prince reçut en partage le Bas-Palatinat, et un huitième électorat fut créé en sa faveur, avec l'attribution de la charge de grand-trésorier de l'empire. Il mourut dans la soixante-troisième année de son âge. (*Art de vérifier les dates.*)

CHARLOTTE DE HESSE-CASSEL, électrice de Bavière.

Fille aînée de Guillaume V (le Constant), landgrave de Hesse-Cassel, et d'Amélie-Élisabeth de Hanau, fille de Philippe-Louis, comte de Hanau-Mutzenberg, et de Belgique de Nassau.

Née le 20 novembre 1627. Mariée le 20 février 1650, à Charles-Louis, Ier du nom, duc de Bavière, comte palatin du Rhin, électeur, archi-trésorier de l'empire, second fils de Frédéric V (le Patient et le Constant), duc de Bavière, comte palatin du Rhin, électeur, roi de Bohême, et d'Élisabeth Stuart, fille de Jacques Ier, roi d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, et d'Anne de Danemarck. Mort le 16 mars 1686.

ROBERT ou RUPERT DE BAVIÈRE, duc de Cumberland, palatin du Rhin.

Second fils de Frédéric V (le Patient et le Constant), duc de Bavière, comte palatin du Rhin, roi de Bohême, et d'Élisabeth Stuart, fille de Jacques Ier, roi d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, et d'Anne de Danemarck.

Né le 19 décembre 1619. Mort sans alliance le 29 novembre 1682.

Chevalier de la Jarretière et l'un des chefs de l'armée de Charles Ier, il fit les guerres civiles de 1642 et de 1643, fut nommé duc de Cumberland et comte d'Holderness en 1643, suivit dans l'année 1646 le prince de Galles en France, et fut nommé en 1648 amiral de la flotte d'Angleterre. Il accompagnait Charles II en 1660, lorsqu'il alla au-devant de la reine à Portsmouth; membre du conseil privé en 1662, vice-amiral en 1666, amiral en 1673. Il mourut au château de Windsor, à l'âge de soixante-trois ans.

PHILIPPE DE BAVIÈRE, comte palatin du Rhin.

Septième fils de Frédéric V (le Patient et le Constant), duc de Bavière, comte palatin du Rhin, roi de Bohême, et d'Élisabeth Stuart, fille de Jacques Ier, roi d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, et d'Anne de Danemarck.

Né le 6 septembre 1627. Tué à la bataille de Réthel, le 15 décembre 1650.

LORRAINE (Henri de), IIe du nom, duc de Guise et de Joyeuse, prince de Joinville, comte d'Eu, etc. pair et grand-chambellan de France.

Quatrième fils de Charles de Lorraine, duc de Guise et de Joyeuse, et de Henriette-Catherine de Joyeuse, duchesse de Joyeuse, de Montpensier et de Guise, comtesse du Bouchage, veuve de Henri de Bourbon, dernier duc de Montpensier.

Né le 4 avril 1614. Marié: 1° en 1639, à Anne de Gonzague-Clèves, princesse palatine (dont il fut séparé), seconde fille de Charles de Gonzague-Clèves, duc de Nivernois, puis duc de Mantoue et de Montferrat, et de Catherine de Lorraine; 2° à Bruxelles, le 11 novembre 1641, à Honorine de Glimes, veuve d'Albert-Maximilien de Henin, comte de Boussu, et fille de Godefroy de Glimes-Berghes, comte de Grimberghe, et de Honorine de Hornes, dame d'Arquennes. Mort le 2 juin 1664.

Il fut d'abord destiné à l'état ecclésiastique et nommé à l'archevêché de Reims; il quitta les ordres à l'époque de la mort de son frère, tué dans l'année 1639. Le duc de Guise prit part à presque toutes les guerres de son temps, et servit en 1644 au siége de Gravelines, sous le maréchal de La Ferté. Appelé à Naples lors de l'insurrection de cette ville, en 1647, il fut reconnu généralissime de l'armée. Prisonnier des Espagnols dans l'année 1648, il recouvra la liberté en 1652, conduisit une armée navale dans le royaume de Naples en 1654, s'empara de Castellamare, et fut nommé grand-chambellan de France la même année. Le duc de Guise se trouvait en 1656 à l'entrée de la reine Christine de Suède à Paris, et à celle de Louis XIV en 1660; il commandait, lors du carrousel de 1662, le quadrille des Sauvages américains. Il mourut à Paris, dans la cinquantième année de son âge.

ÉDOUARD DE BAVIÈRE, comte palatin du Rhin.

Quatrième fils de Frédéric V (le Patient et le Constant), duc de Bavière, comte palatin du Rhin, roi de Bohême, et d'Élisabeth Stuart, fille de Jacques Ier, roi d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, et d'Anne de Danemarck.

Né le 6 octobre 1624. Marié le 24 avril 1645, à Anne de Gonzague-Clèves, séparée de Henri de Lorraine, IIe du nom, duc de Guise, prince de Joinville, comte d'Eu, pair et grand-chambellan de France; seconde fille de Charles de Gonzague-Clèves, duc de Nivernois et de Rhetelois, pair de France, puis duc de Mantoue et de Montferrat, et de Catherine de Lorraine, fille de Charles de Lorraine, duc de Mayenne. Mort à Paris, le 10 mars 1663.

CHEVREUSE (Charlotte-Marie de Lorraine, demoiselle de).

Seconde fille de Claude de Lorraine, duc de Chevreuse, et de Marie de Rohan, veuve de Charles d'Albert, duc de Luynes, pair et connétable de France.

Née à Richemond en Angleterre, en 1627. Morte sans alliance à Paris, le 7 novembre 1652.

JARNAC (Marie-Claire de Créquy, comtesse de), dame d'honneur de mademoiselle de Montpensier.

Quatrième fille d'Adrien de Créquy, seigneur de Houlles, de la Cressionnière, de Flohans, etc., et de Jeanne Lambert de Lannoy, veuve de Jean de Créquy, seigneur de Hémont, et fille d'André de Lannoy, seigneur d'Espléchin, et de Marie du Chastel.

Née en 1647. Mariée le... à Guy-Henri Chabot, comte de Jarnac, marquis de Soubran, seigneur de Cliom-Somac, etc., lieutenant général pour le roi en Saintonge et en Angoumois, fils aîné de Louis Chabot, comte de

Jarnac, seigneur de Saint-Gelais, et de Catherine de La Rochebeaucourt. Morte le 29 mars 1684.

Elle fut dame d'honneur de mademoiselle de Montpensier, et mourut au palais d'Orléans (le Luxembourg), à l'âge de trente-sept ans.

LORRAINE-D'ARMAGNAC (Louis-Philippe de), appelé d'abord *le chevalier de Lorraine*, puis *le prince de Lorraine*, maréchal des camps et armées du roi.

Second fils de Henri de Lorraine, comte d'Harcourt, d'Armagnac et de Brionne, etc., chevalier des Ordres du roi, grand écuyer de France, sénéchal de Bourgogne, gouverneur d'Anjou, etc., et de Marguerite-Philippe du Cambout, veuve d'Antoine de Lage, duc de Puy-Laurens, et fille de Charles du Cambout, baron du Pont-Château, chevalier des Ordres du roi, et de Philippe de Bruges, sa première femme.

Né en 1643. Mort le 8 décembre 1702.

Chevalier de Malte, il fut d'abord connu sous le nom de *chevalier de Lorraine*, et obtint successivement les abbayes de Saint-Jean-des-Vignes, de Soissons, de Saint-Benoît-sur-Loire, de Saint-Pierre-de-Chartres, etc. Enseigne de la compagnie colonelle du régiment d'Harcourt en 1664, colonel du même régiment en 1665, maréchal-de-camp en 1668, chevalier des Ordres du roi en 1689, il prit alors le nom de *Prince de Lorraine*. Il était au siége de Namur, et mourut à l'âge de cinquante-neuf ans.

LORRAINE (Charles-Léopold-Nicolas-Sixte, duc de) (Charles V).

Second fils de Nicolas-François, duc de Lorraine, et de Claude-Françoise de Lorraine.

Né à Vienne, le 3 avril 1643. Marié, le 6 février 1678, à Éléonore-Marie d'Autriche, veuve de Michel Wiecnowiecki, roi de Pologne, et fille de Ferdinand III, empereur d'Allemagne, et d'Éléonore de Gonzague-Mantoue, sa troisième femme. Mort le 18 avril 1690.

Il fit ses premières armes en 1663 sous Montécuculli à la bataille de Raab, combattit ensuite en Hongrie, en Turquie et sur les bords du Rhin. Il prit le titre de duc de Lorraine en 1670, après la mort de son oncle, Charles IV, auquel il succéda. Il reçut de l'empereur Léopold le grade de général de cavalerie en 1672, commanda les troupes de l'empire, et gagna en 1687 la bataille de Mohatz sur les Turcs. Il fit constamment la guerre contre la France, et mourut à l'âge de quarante-sept ans, à Weltz, près Lentz. (*Biog. univ.*)

ORLÉANS (Marguerite-Louise d') (Mademoiselle d'Orléans), grande-duchesse de Toscane.

Seconde fille de Gaston-Jean-Baptiste de France, duc d'Orléans, frère unique de Louis XIII, et de Marguerite de Lorraine, sa seconde femme.

Née à Paris, au palais d'Orléans, le 28 juillet 1645. Mariée par procuration, le 19 avril 1661, dans la chapelle du Louvre, à Paris, à Côme de Médicis, IIe du nom, grand-duc de Toscane, fils aîné de Ferdinand de Médicis, IIe du nom, grand-duc de Toscane, et de Julie-Victoire de La Rovère, sa cousine, fille de Frédéric-Ubal de La Rovère, dernier duc d'Urbin, et de Claude de Médicis, morte à Paris, le 17 septembre 1721.

ORLÉANS (Françoise-Madeleine d') (Mademoiselle de Valois), duchesse de Savoie.

Quatrième fille de Gaston Jean-Baptiste de France, duc d'Orléans, frère unique de Louis XIII, et de Marguerite de Lorraine, sa seconde femme.

Née à Saint-Germain-en-Laye, le 13 octobre 1648. Mariée, par procuration, dans la chapelle du Louvre, à Paris, le 4 mars 1663, à Charles Emmanuel, IIe du nom, duc de Savoie, second fils de Victor-Amédée Ier, duc de Savoie, et de Christine de France, fille de Henri IV. Morte à Turin, le 14 janvier 1664.

DESCARTES (René), seigneur du Perron, philosophe et mathématicien.

Fils de Joachim Descartes, conseiller au parlement de Bretagne, et de Jeanne Brochard.

Né à Lahaye, en Touraine, le 31 mars 1596. Mort le 10 février 1650, sans alliance.

Après avoir terminé ses études au collége des jésuites de La Flèche, il s'était enrôlé comme volontaire dans les troupes de Hollande et du duc de Bavière. Il se trouva en 1620 au siége de Prague. Ayant renoncé au service militaire, il commença ses voyages et parcourut successivement la Hollande, la France, la Suisse, le Tyrol et une partie de l'Italie; il se retira ensuite en 1629 en Hollande, où il se livra exclusivement à l'étude. Sur les instances réitérées de la reine Christine, il se rendit en Suède vers l'année 1649. Descartes, un des plus grands hommes que la France ait produits, mourut à Stockholm, dans la cinquante-quatrième année de son âge.—Son corps, embaumé et transporté en France, avait été enterré dans l'église de Sainte-Geneviève. (*Moreri.*)

MALEBRANCHE (Nicolas), philosophe.

Né à Paris, en 1638. Mort en 1715.

Entré dans la congrégation de l'Oratoire, Malebranche y étudia les langues et l'histoire ecclésiastique. La lecture du *Traité de l'homme de Descartes* détermina sa vocation pour la philosophie. Au bout de dix années de travail et de méditation, il publia la *Recherche de la Vérité*, qui a établi sa réputation. Membre honoraire de l'Académie des Sciences, il mourut à l'âge de soixante-dix-sept ans.

GONDI (Jean-François-Paul de), cardinal de Retz.

Fils de Philippe-Emmanuel de Gondi, comte de Joigny, général des galères de France, chevalier des Ordres du roi, et de Françoise-Marguerite de Silly, fille d'Antoine de Silly, comte de Rochepot, chevalier des Ordres du roi, et de Marie de Lannoy, dame de Folleville et de Paillard, souveraine de Commercy et d'Euville.

Né à Montmirail, au mois d'octobre 1614. Mort le 24 août 1679.

Élevé par le célèbre M. Vincent (saint Vincent de Paul), qui fut aumônier de la reine Anne d'Autriche et supérieur général des prêtres de la mission de Saint-Lazare de Paris, Paul de Gondi était déjà chanoine de l'église de Paris en 1627. Après avoir été reçu docteur en théologie à la Sorbonne, il voyagea pendant quelque temps en Italie; il fut nommé, en 1643, coadjuteur de l'archevêque de Paris (Jean-François de Gondi, son oncle), archevêque de Corinthe en 1644, et cardinal du titre de Sainte-Marie de la Minerve en 1652 (il est plus connu sous le nom de cardinal de Retz). On sait qu'il

prit la part la plus active aux intrigues et aux troubles de la Fronde ; arrêté à la fin de l'année 1652, il fut détenu à Vincennes, et ensuite au château de Nantes, d'où il se sauva pour se réfugier en Italie. Le cardinal de Retz, s'étant démis de l'archevêché de Paris, revint en France dans l'année 1662 ; il fut alors nommé abbé de Saint-Denis, et mourut à Paris, à l'hôtel de Lesdiguières, dans la soixante-cinquième année de son âge. — Il est auteur de *la Conjuration de Fiesque*, qu'il composa à l'âge de dix-huit ans, lorsqu'il était chanoine de l'église de Paris, et de *Mémoires* qu'il rédigea dans les dernières années de sa vie, pendant sa retraite à Saint-Mihiel, en Lorraine. (*Histoire généalogique de la maison de Gondi*, par Corbinelli, t. II, p. 163.)

LA ROCHEFOUCAULD (François, VIe du nom, duc de), pair de France, prince de Marsillac, etc.

Fils aîné de François, V^e du nom, premier duc de La Rochefoucauld, pair de France, prince de Marsillac, etc., chevalier des Ordres du roi, gouverneur de Poitou, et de Gabrielle du Plessis-Liancourt.

Né le 15 décembre 1613. Marié, par contrat passé à Mirebeau (Bourgogne), le 20 janvier 1628, à Andrée de Vivonne, dame de La Châtaigneraye, fille unique et héritière d'André de Vivonne, grand-fauconnier de France, et de Marie-Antoinette de Loménie. Mort le 17 mars 1680.

D'abord volontaire à l'attaque du Pas-de-Suze en 1629, il fit ensuite la campagne de Savoie en 1630, se trouva au siége de Nancy en 1633, à la bataille d'Avein en 1635 et au siége de Corbie en 1636. Il était à la bataille de Rocroy et au siége de Thionville en 1643, et servit en Flandre dans les années 1644 et 1645. Maréchal-de-camp en 1646, il se trouva aux siéges de Mardick et de Dunkerque, fut nommé gouverneur du Poitou le 3 novembre de la même année, et combattit au siége d'Ypres en 1648. Il joua un rôle important dans les troubles de la Fronde ; duc de La Rochefoucauld à la mort de son père, et pair de France en 1650, chevalier des Ordres du roi en 1661, il mourut à Paris, dans la soixante-septième année de son âge. — François de La Rochefoucauld est auteur du livre des *Maximes* et des *Mémoires de la régence de la reine Anne d'Autriche*. (*Chron. milit.*)

NOAILLES (Louise Boyer, duchesse de), dame d'atours de la reine Anne d'Autriche.

Fille d'Antoine Boyer, seigneur de Sainte-Geneviève-des-Bois et de Villemoisson, etc., conseiller du roi en ses conseils, secrétaire de ses finances, et de Françoise de Vignacourt, nièce de deux grands-maîtres de Malte.

Née vers 1632. Mariée, le 13 décembre 1645, à Anne, duc de Noailles, pair de France, marquis de Montclar, etc., capitaine de la première compagnie des gardes-du-corps du roi, chevalier de ses Ordres, lieutenant général de ses armées, sénéchal et gouverneur de Rouergue, etc., fils de François, seigneur de Noailles, comte d'Ayen, etc., et de Rose de Roquelaure. Morte le 22 mai 1697.

Elle remplaça, en 1657, la duchesse de Schomberg dans la charge de dame d'atours de la reine Anne d'Autriche, et mourut à l'âge de soixante-cinq ans. — La duchesse de Noailles fut la mère du maréchal Anne-Jules de Noailles et du cardinal Louis-Antoine de Noailles, archevêque de Paris.

ARMAGNAC (Catherine de Neufville-Villeroy, comtesse d').

Seconde fille de Nicolas de Neufville, V^e du nom, duc de Villeroy, pair et maréchal de France, gouverneur du roi Louis XIV, et de Madeleine de Créquy.

Née en 1639. Mariée à Paris, le 7 octobre 1660, à Louis de Lorraine, comte d'Armagnac, grand-écuyer de France. Morte le 25 décembre 1707.

Elle fut dame du palais de la reine Marie-Thérèse d'Autriche, et mourut à l'âge de soixante-huit ans.

LUDE (Marguerite-Louise de Béthune, duchesse du), comtesse de Guiche.

Seconde fille de Maximilien-François de Béthune, IIIe du nom, duc de Sully, pair de France, prince d'Enrichemont, etc., et de Charlotte Séguier, seconde fille de Pierre Séguier, chancelier de France.

Née en 1643. Mariée : 1° le 23 janvier 1658, à Armand de Gramont, comte de Guiche, fils d'Antoine de Gramont, pair et maréchal de France, et de Marguerite de Chivré ; 2° le 6 février 1681, à Henri de Daillon, duc du Lude, pair et grand-maître de l'artillerie de France, fils de Timoléon de Daillon, comte du Lude, et de Marie Feydeau. Morte le 25 janvier 1726.

« Elle fut, dit le P. Anselme, dame du palais de la reine Marie-Thérèse d'Autriche et première dame d'honneur de madame la duchesse de Bourgogne, dauphine de France ; » elle mourut à Paris, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

BRISSAC (Gabrielle-Louise de Saint-Simon, duchesse de).

Fille aînée de Claude de Saint-Simon, duc et pair, grand-louvetier de France, premier gentilhomme de la chambre du roi, chevalier de ses Ordres, gouverneur de Blaye, et de Diane-Henriette de Budos de Portes, sa première femme.

Née vers 1646. Mariée, le 17 avril 1663, à Henri-Albert de Cossé, duc de Brissac, pair de France, fils unique de Louis de Cossé, duc de Brissac, pair et grand-panetier de France, et de Marguerite de Gondi, dame du duché de Beaupreau, seconde fille d'Henri de Gondi, duc de Retz et de Beaupreau, pair de France. Morte sans postérité, le 24 février 1684.

INNOCENT X (Jean-Baptiste Panfili), pape.

Né à Rome, le 7 mai 1574. Mort le 7 janvier 1655.

Cardinal en 1629, il succéda en 1644 à Grégoire XV (Alexandre Ludovisio), fut élu le 15 septembre de la même année, et couronné le 29. Il réunit en 1647, au domaine du Saint-Siége, la ville d'Albano, qu'il avait acquise du duc de Savelli, et mourut à l'âge de quatre-vingt-un ans, dans la onzième année de son pontificat.

ALEXANDRE VII (Fabio Chigi), pape.

Né à Sienne, le 13 février 1599. Mort le 22 mai 1667.

Vice-légat à Ferrare, et ensuite nonce en Allemagne, il fut, dit dom Clément, médiateur de la paix signée à Munster en 1648. Depuis évêque d'Imola, cardinal en 1652, et secrétaire d'Innocent X (Jean-Baptiste Panfili), il parvint à la papauté le 7 avril 1655, et mourut à l'âge de soixante-huit ans, après un pontificat de onze ans. (*Moreri* et l'*Art de vérifier les dates*.)

SÉGUIER (Pierre), seigneur d'Autry, comte de Gien, duc de Villemor, chancelier et garde-des-sceaux de France.

Fils aîné de Jean Séguier, seigneur d'Autry, lieutenant civil au Châtelet de Paris, et de Marie Tudert, fille de Claude Tudert, seigneur de La Bournalière, conseiller au parlement de Paris, et de Nicole Hennequin.

Né à Paris, le 28 mai 1588. Marié à Madeleine Fabri, fille de Jean Fabri, seigneur de Champauzé, trésorier de l'extraordinaire des guerres, et de Marie Buatier. Mort le 28 janvier 1672.

Conseiller au parlement, maître des requêtes, intendant de justice en Guienne, président au parlement en 1624, garde-des-sceaux en 1633, il fut nommé chancelier de France en 1635, commandeur des Ordres du roi, et mourut à Saint-Germain-en-Laye, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.— Le chancelier Séguier, chez lequel, rapporte Piganiol de La Force, se réunirent en 1654 les membres de l'Académie de peinture et de sculpture, fut un des protecteurs de cette Académie.

MOLÉ (Mathieu), seigneur de Lassy et de Champlâtreux, chancelier de France.

Fils aîné d'Edouard Molé, seigneur de Lassy et de Champlâtreux, et de Marie Chartier.

Né en 1584. Marié en... à Renée Nicolaï, seconde fille de Jean Nicolaï, seigneur de Goussainville, et de Madeleine de Billy. Mort le 3 janvier 1656.

« Reçu conseiller au parlement de Paris le 29 juillet 1606, il fut ensuite, rapporte le P. Anselme, président aux requêtes pendant quatre ans, procureur général au même parlement l'espace de vingt sept ans, et pourvu de la charge de premier président au mois de novembre 1641, il reçut les sceaux en 1651, et mourut à Paris, dans la soixante-douzième année de son âge. Mathieu Molé fut enterré dans l'église des Cordelières de l'Ave-Maria. » (*Histoire généal. et chron. des chanceliers de France.*)

COLBERT (Jean-Baptiste), marquis de Seignelay, seigneur de Sceaux, de Châteauneuf-sur-Cher, etc., contrôleur général des finances.

Fils de Nicolas Colbert, seigneur de Vandières, et de Marie Pussort.

Né à Reims, le 29 ou le 31 août 1619. Marié en 1648, à Marie Charon, fille de Jacques Charon, seigneur de Ménars, et de Marie Begon. Mort le 6 septembre 1683.

Employé dans les bureaux du cardinal Mazarin, et particulièrement attaché à sa personne, Colbert était conseiller d'état en 1648, et secrétaire des commandements de la reine Anne d'Autriche en 1654. Intendant des finances en 1661, après la mort du cardinal, il fut successivement surintendant des bâtiments, jardins et manufactures de France en 1664, grand-trésorier des Ordres du roi en 1665, ministre secrétaire d'état et contrôleur général des finances en 1669. Il mourut à l'âge de soixante-quatre ans. — Le nom de Colbert est associé à presque toutes les grandes fondations du règne de Louis XIV, et principalement à celles des années 1666 et 1669, qui ont rendu ce règne si célèbre.

LOUVOIS (François-Michel Le Tellier, marquis de), de Courtenvaux et de Barbezieux, ministre secrétaire d'état.

Second fils de Michel Le Tellier, IIe du nom, marquis de Barbezieux, seigneur de Louvois, chancelier de France, et d'Élisabeth Turpin.

Né à Paris, le 18 janvier 1641. Marié, par contrat du 19 mars 1662, à Anne de Souvré, marquise de Courtenvaux, fille de Charles de Souvré, marquis de Courtenvaux, et de Marguerite Barentin. Mort le 16 juillet 1691.

Secrétaire d'état au département de la guerre en 1658, ministre au même département en 1666, surintendant général des postes et grand-maître des courriers de France et des pays étrangers en 1668, il fut nommé chancelier des Ordres du roi en 1671, administrateur général des ordres de Saint-Lazare et du Mont-Carmel en 1673. C'est sous le ministère du marquis de Louvois que l'Hôtel royal des Invalides a été commencé en 1670. Surintendant des bâtiments, art et manufactures de France en 1683, il mourut à Versailles, à l'âge de cinquante-un ans.

CORNEILLE (Pierre), poëte dramatique.

Fils aîné de Pierre Corneille, avocat général à la Table de marbre de Normandie, et de Marthe Le Pesant de Boisguilbert.

Né à Rouen, le 6 juin 1606. Marié en 1640, à Marie de Lampérière de Montigny, fille aînée de Mathieu de Lampérière de Montigny, lieutenant général des Andelys. Mort le 1er octobre 1684.

Avocat au parlement de Normandie, Pierre Corneille abandonna la carrière du barreau pour suivre celle du théâtre. « Un jeune homme, rapporte Fontenelle, mène un de ses amis chez une demoiselle dont il était amoureux. Le nouveau venu s'établit sur les ruines de son introducteur. Le plaisir que lui causa cette aventure le rend poëte; il en fait une comédie. » Ce jeune homme était Corneille, et *Mélite* le titre de la comédie. Le *Cid* fut représenté en 1636; Corneille avait alors trente ans, et c'est de cette époque que date sa réputation. « L'enthousiasme allait jusqu'au transport, dit l'auteur de sa vie :

« Tout Paris pour Chimène *eut* les yeux de Rodrigue. »

Pierre Corneille fut reçu à l'Académie Française en 1647. Il mourut à Paris, à l'âge de soixante-dix-huit ans, et fut enterré dans l'église de Saint-Roch.

CORNEILLE (Thomas), écuyer, sieur de l'Isle, poëte dramatique.

Second fils de Pierre Corneille, avocat général à la Table de Marbre de Normandie, et de Marthe Le Pesant de Boisguilbert.

Né à Rouen, le 20 août 1625. Marié vers 1650, à Marguerite de Lampérière de Montigny, fille puînée de Mathieu de Lampérière de Montigny, lieutenant général des Andelys. Mort le 8 décembre 1709.

Après avoir fait ses études à Rouen au collège des Jésuites, il se rendit vers l'année 1645 auprès de son frère à Paris, où il se livra à la carrière du théâtre. Son premier ouvrage, *les Engagements du hasard*, fut joué sur le théâtre de l'hôtel de Bourgogne en 1647*. Ses autres ouvrages furent successivement représentés à la Comédie-Française. Admis en 1684 à l'Académie, après la mort de son frère, auquel il succéda, il fut reçu par Racine, qui le loua, « surtout, disait-il, d'avoir toujours été uni à son frère d'une amitié qu'aucun intérêt, non pas même aucune émulation pour la gloire, n'ont pu altérer. » Il avait été admis à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres dans les dernières années de sa vie. Thomas Corneille mourut aux Andelys, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

(*) Cet hôtel était situé entre les rues Pavée et Mauconseil, dans la rue Française.

MURILLO (Bartoloméo Esteban), peintre.

Fils de Gaspard Esteban Murillo et de Marie Perez.

Né à Séville, le 1er janvier 1618, à Sainte-Marie-Madeleine de Séville. Mort le 3 avril 1682.

Murillo, l'un des peintres les plus célèbres de l'école espagnole, avait d'abord étudié chez Juan del Castillo, son parent; il se rendit vers 1634, à l'âge de seize ans, en Italie, d'où il revint à Madrid et étudia sous Vélasquez. Murillo se fixa en 1645 à Séville, et y mourut à l'âge de soixante-quatre ans, des suites d'une chute qu'il avait faite à Cadix, en exécutant le tableau du mariage de sainte Catherine.

LAMOIGNON (Guillaume de), marquis de Bâville, comte de Launai-Courson, baron de Saint-Yon, premier président au parlement de Paris.

Second fils de Chrétien de Lamoignon, seigneur de Bâville, président au parlement, et de Marie de Landes, fille de Guillaume de Landes, conseiller au parlement.

Né le 23 octobre 1617. Marié, le 14 novembre 1640, à Madeleine Potier, troisième fille de Nicolas Potier, seigneur d'Ocquerre, secrétaire d'état, et de Marie Barré, fille d'Antoine Barré, seigneur de Coustau. Mort le 10 décembre 1677.

Avocat en 1635, il fut successivement conseiller au parlement de Paris, le 14 décembre de la même année, maître des requêtes en 1644, et premier président en 1658. Il mourut à l'âge de soixante ans.

COLBERT (Édouard), marquis de Saint-Pouange et de Villacerf, surintendant des bâtiments du roi.

Fils aîné de Jean-Baptiste Colbert, marquis de Saint-Pouange et de Villacerf, maître des comptes à Paris, puis conseiller du roi en ses conseils, intendant de justice en Lorraine, et de Claude Le Tellier, sœur de Michel Le Tellier, chancelier de France.

Né vers 1628. Marié le..., à Geneviève Larcher, fille de Michel Larcher, marquis d'Esternay, président en la chambre des comptes. Mort le 18 octobre 1699.

Il fut, rapporte Moreri, conseiller d'état, premier maître-d'hôtel de la reine Marie-Thérèse d'Autriche, puis de madame la dauphine; nommé, en 1691, surintendant et ordonnateur général des bâtiments du roi, jardins, arts et manufactures. Il mourut à l'âge de soixante-onze ans.—Le marquis de Villacerf avait été vice-protecteur de l'Académie de peinture et de sculpture en 1690.

SEIGNELAY (Jean-Baptiste Colbert, marquis de) et de Châteauneuf, baron de Linières, ministre et secrétaire d'état.

Fils aîné de Jean-Baptiste Colbert, marquis de Seignelay, etc., secrétaire et ministre d'état, etc., et de Marie Charon, seigneur de Ménars.

Né à Paris en 1651. Marié: 1º le 8 février 1675, à Marie-Marguerite, marquise d'Alègre, fille unique de Charles Yves, marquis d'Alègre, gouverneur d'Évreux, etc., chevalier de l'ordre du Saint-Esprit, et de Marguerite-Gilberte de Roquefeuil, sa seconde femme, veuve de Gaspard de Coligny, marquis d'Orne, fille d'Alexandre, marquis de Roquefeuil, et héritière de sa maison; 2º le 6 septembre 1679, à Catherine-Thérèse Goyon de Matignon, marquise de Lonré, fille puînée de Henri, seigneur de Matignon, comte de Thorigny, et de Françoise Le Tellier de la Luthumière. Mort le 3 novembre 1690.

Secrétaire d'état au ministère de la marine en 1676 et grand-trésorier des Ordres du roi, il fut ministre d'état en 1689, travailla avec la même activité et le même succès que son père au développement de la marine française, et mourut à Versailles à l'âge de trente-neuf ans.

PHÉLIPEAUX (Louis), comte de Pontchartrain, chancelier de France.

Fils aîné de Louis Phélipeaux, seigneur de Pontchartrain, président à la chambre des comptes, et de Suzanne Talon, fille de Jacques Talon, avocat général au parlement de Paris, conseiller d'état, et de Catherine Guelfier.

Né le 29 mars 1643. Marié en 1668, à Marie de Maupeou, fille de Pierre de Maupeou, président aux enquêtes du parlement de Paris, et de Marie Quentin de Richebourg. Mort le 22 décembre 1727.

Conseiller au parlement de Paris en 1661, premier président au parlement de Bretagne en 1667, intendant des finances de Bretagne en 1687, contrôleur général des finances en 1689, il fut nommé ministre secrétaire d'état au département de la marine en 1690, chancelier et garde-des-sceaux de France en 1699 et officier secrétaire des Ordres du roi en 1700. Louis Phélipeaux mourut dans son château de Pontchartrain, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

LOUIS DE FRANCE, dauphin (le grand dauphin).

Fils aîné de Louis XIV et de Marie-Thérèse d'Autriche, fille de Philippe IV, roi d'Espagne, et d'Élisabeth de France, sa première femme.

Né au château de Fontainebleau, le 1er novembre 1661. Marié, par procureur, à Munich, le 28 janvier 1680, et, en personne, à Châlons, le 7 mars suivant, à Marie-Anne-Christine-Victoire de Bavière, fille aînée de Ferdinand-Marie, duc de Bavière, électeur du Saint-Empire, et d'Adélaïde-Henriette de Savoie. Mort le 14 avril 1711.

Il commença ses premières armes en 1674 au siége de Dôle, et accompagna le roi en Alsace et en Flandre dans les années 1681 et 1684. Généralissime des armées du roi en Allemagne et en Flandre depuis 1688 jusqu'en 1694, il fit les siéges de Philipsbourg, de Manheim, d'Heidelberg, et s'empara du Palatinat. Il mourut à l'âge de cinquante ans, au château de Meudon.

MARIE-ANNE-CHRISTINE-VICTOIRE DE BAVIÈRE, dauphine de France.

Fille aînée de Ferdinand-Marie, duc de Bavière, électeur du Saint-Esprit, et d'Adélaïde-Henriette de Savoie.

Née le 18 novembre 1660. Mariée à Munich, par procuration, le 28 janvier 1680, et en personne, à Châlons, le 7 mars suivant, à Louis de France, dauphin (le grand dauphin), fils aîné de Louis XIV et de Marie-Thérèse, archiduchesse d'Autriche. Morte à Versailles, le 20 avril 1690.

MONTAUSIER (Charles de Sainte-Maure, duc de), marquis de Rambouillet et de Pisany, comte de Berkheim en Alsace, et de Talmond-sur-Gironde, baron de Salles et de Buigné, seigneur des Essarts et du Breuil-Bernard, gouverneur de Louis de France, dauphin (le grand dauphin), fils aîné de Louis XIV.

Second fils de Léon de Sainte-Maure, IIIe du nom, chevalier, baron de Montausier, seigneur de Puigné, de Salles, etc., et de Margue-

rite de Châteaubriant, fille de Philippe de Châteaubriant, chevalier, seigneur des Roches-Baritaut et de Grassay, chevalier de l'Ordre du roi, gouverneur de Fontenay-le-Comte.

Né le 6 octobre 1610. Marié le 13 juillet 1645, à Julie-Lucie d'Angennes, gouvernante du dauphin et première dame d'honneur de la reine, fille et héritière de Charles d'Angennes, marquis de Rambouillet et de Pisany, vidame du Mans, chevalier des Ordres du roi, et de Catherine de Vivonne Savelli, marquise de Pisany. Mort le 17 mai 1690.

D'abord connu sous le nom de baron de Salles, il entra au service en 1630, fut mestre-de-camp d'un régiment d'infanterie en 1635, et fit la guerre en Italie et en Lorraine. Nommé commandant dans la Haute-Alsace en 1638, il fit la campagne d'Italie en 1640 et celle d'Allemagne en 1641. Maréchal-de-camp en 1643, gouverneur et lieutenant général des provinces de Saintonge et d'Angoumois en 1645, il fut créé marquis de Montausier en 1648, et nommé la même année lieutenant général au gouvernement d'Alsace. Lieutenant général des armées du roi en 1650, chevalier des Ordres en 1661, il reçut en 1663 le commandement de la province de Normandie et le gouvernement de Dieppe. Duc et pair en 1664, gouverneur du dauphin en 1668, le duc de Montausier cessa ses fonctions en 1680 et devint premier gentilhomme de la chambre du prince. Il mourut à Paris, dans la quatre-vingtième année de son âge. (*Biog. univ.*)

RIQUET (Pierre-Paul de), seigneur de Bonrepos, du bois de la ville et du canal de Languedoc.

Fils de Guillaume de Riquet et de Guillaumette de Vial.

Né à Béziers, en 1604. Marié le 16 mai 1638, à Catherine de Milhau. Mort le 1er octobre 1680.

Le canal du Languedoc, commencé en 1667 et terminé dans l'année 1681, est l'ouvrage de Pierre-Paul de Riquet, qui, après en avoir proposé le projet à Louis XIV, sous le ministère de Colbert, le fit exécuter à ses frais. En récompense, le roi, par édit du mois d'octobre 1666, lui accorda le titre de seigneur du canal du Languedoc. Il mourut à Toulouse, à l'âge de soixante-seize ans, avant l'achèvement des travaux qu'il faisait exécuter. — Pierre-Paul de Riquet descendait d'une ancienne famille de Florence (Riquetti) qui s'était établie en Languedoc dans le treizième siècle.

LA VALLIÈRE (Louise-Françoise de La Baume-le-Blanc, duchesse de).

Fille de Laurent de La Baume-le-Blanc, seigneur de La Vallière, et de Françoise Le Prevost, fille de Jean Le Prevost, seigneur de La Coutelay, etc.

Née au château de la Vallière (Touraine), le 6 août 1644. Morte le 6 juin 1710.

Fille d'honneur de Madame Henriette d'Angleterre, elle devint vers 1661 maîtresse de Louis XIV, et se retira en 1675 au couvent des Carmélites de la rue Saint-Jacques, où elle fit profession sous le nom de *sœur Louise de la Miséricorde;* elle y mourut à l'âge de soixante-six ans. La duchesse de La Vallière fut mère de Marie-Anne de Bourbon, Mademoiselle de Blois, qui épousa Louis-Armand de Bourbon, prince de Conty, et de Louis de Bourbon, comte de Vermandois, amiral de France.

FONTANGES (Marie-Angélique de Scoraille de Roussille, duchesse de).

Troisième fille de Jean-Rigaud de Scoraille, comte de Roussille, seigneur de Montjoue, de Cropière, etc., et d'Aimée-Léonore de Plas.

Née vers 1661. Morte le 28 juin 1681.

Fille d'honneur de madame la duchesse d'Orléans, elle se retira en 1681 dans l'abbaye de Port-Royal de Paris, et y mourut à l'âge de vingt ans.

MONTESPAN (Françoise-Athénaïs de Rochechouart, marquise de).

Troisième fille de Gabriel de Rochechouart, duc de Mortemart, pair de France, chevalier des Ordres du roi, etc., et de Diane de Grand-Seigne, fille de Jean de Grand-Seigne, seigneur de Marsillac, et de Catherine de La Béraudière.

Née vers 1641. Mariée le 28 janvier 1663, à Henri-Louis de Pardaillan de Gondrin, marquis de Montespan, fils de Roger-Hector de Pardaillan de Gondrin, marquis d'Antin, chevalier d'honneur de madame la duchesse d'Orléans, et de Marie-Christine Zamet, fille de Jean Zamet, baron de Murat, maréchal des camps et armées du roi, gouverneur de Fontainebleau. Morte le 28 mai 1707.

Elle avait été nommée chef du conseil et surintendante de la maison de la reine Marie-Thérèse d'Autriche. S'étant retirée de la cour en 1680, elle mourut aux eaux de Bourbon-l'Archambault, à l'âge de soixante-six ans. — La marquise de Montepan, une des maîtresses de Louis XIV, fut la mère de Louis-Auguste de Bourbon, duc du Maine; de Louis-Alexandre de Bourbon, comte de Toulouse; de Louise-Françoise de Bourbon (*Mademoiselle de Nantes*), duchesse de Bourbon, mariée à Louis de Bourbon, IIIe du nom, duc de Bourbon; de Françoise-Marie de Bourbon (*Mademoiselle de Blois*), mariée à Philippe d'Orléans, duc d'Orléans, régent du royaume.

SOUBISE (Anne de Rohan-Chabot, princesse de).

Fille aînée de Henri Chabot, duc de Rohan, et de Marguerite de Rohan, princesse de Léon, comtesse de Porrhoët.

Née en 1648. Mariée le 17 avril 1663, à François de Rohan, Prince de Soubise, lieutenant général des armées du roi. Morte le 4 février 1709.

Elle fut, rapporte le P. Anselme, dame du palais de la reine Marie-Thérèse, et mourut à l'âge de soixante-un ans.

SÉVIGNÉ (Marie de Rabutin, dame de Chantal et de Bourbilly, marquise de).

Fille de Celse-Bénigne de Rabutin, baron de Chantal, de Bourbilly, etc., et de Marie de Coulanges, fille de Philippe, seigneur de La Tour.

Née le 5 février 1627. Mariée le 1er août 1644, à Henri, marquis de Sévigné, etc., maréchal des camps et armées du roi, gouverneur de Fougères, en Bretagne. Morte le 18 avril 1696.

Mademoiselle de Rabutin, ayant perdu ses parents dans son enfance, fut élevée par Christophe de Coulanges, son oncle, abbé de Livry. Restée veuve à l'âge de vingt-cinq ans, madame de Sévigné se consacra à l'éducation de ses enfants. Elle mourut à l'âge de soixante-neuf ans. — *Les Lettres* de madame de Sévigné, écrites sans aucune prétention littéraire, lui ont assuré un des premiers rangs parmi les écrivains du siècle de Louis XIV. (*Biog. univ.*)

GRIGNAN (Françoise-Marguerite de Sévigné, comtesse de).

Fille de Henri, marquis de Sévigné, etc., maréchal des camps et armées du roi, gouverneur de Fougères, en Bretagne, et de Marie de Rabutin, dame de Chantal et de Bourbilly.

Née en 1648. Mariée en 1669, à François-Adhémar de Monteil, comte de Grignan, lieutenant général des armées du roi et gouverneur de Provence. Morte à Mazargues, près Marseille, le 13 août 1705.

MOLIÈRE (Jean-Baptiste Poquelin), poëte comique.

Fils de Jean Poquelin, valet de chambre, tapissier du roi, et de Marie Cressé, sa première femme.

Né à Paris, le 15 janvier 1622. Marié le... 1662, à Élisabeth-Armande-Cresinde-Claire Béjart, comédienne, fille de Béjart, comédien. Mort le 17 février 1673.

Élevé par les Jésuites au collége de Clermont, il y fut condisciple du prince de Conty, et étudia la philosophie sous Gassendi. Le jeune Poquelin fut appelé à remplir près du roi Louis XIII, à la place de son père, l'emploi de valet de chambre tapissier, et c'est alors, rapporte l'auteur de sa vie, qu'il forma à Paris une société qu'on appelait *l'illustre Théâtre*, et qui donna des représentations en 1645 au faubourg Saint-Germain et au quartier Saint-Paul. C'est aussi vers le même temps qu'il changea son nom en celui de Molière. Après avoir joué quelques années en province, où il faisait représenter les pièces qu'il composait, et dont quelques unes seulement ont été publiées, il revint à Paris en 1658, fut présenté à Louis XIV et à la reine-mère (Anne d'Autriche) par le duc d'Anjou, Philippe de France, frère du roi. « Molière et sa troupe, ajoute l'auteur de sa vie, représentèrent la même année, devant Leurs Majestés, la tragédie de *Nicomède* sur un théâtre de la cour élevé par ordre du roi dans la salle des Gardes du vieux Louvre. » L'hôtel du Petit-Bourbon, place du Louvre, fut mis ensuite à la disposition de Molière, qui y ouvrit un théâtre jusqu'en 1660, que le duc d'Anjou, devenu duc d'Orléans après la mort de Gaston de France, lui accorda la salle du Palais-Royal. « Depuis l'an 1658 jusqu'en 1673, dit Voltaire, c'est-à-dire, en quinze années de temps, Molière donna toutes ses pièces, qui sont au nombre de trente... Après avoir joué le *Malade imaginaire*, il mourut à l'âge de cinquante-un ans entre les bras de deux sœurs religieuses qui logeaient chez lui. »

CHARLES II, roi d'Angleterre d'Écosse et d'Irlande.

Fils aîné de Charles Ier, roi d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, et de Henriette-Marie de France, fille de Henri IV.

Né le 29 mai 1630. Marié à Portsmouth, le 31 mai 1662, à l'infante Catherine, fille de Jean IV, dit *le Fortuné*, roi de Portugal, et de Louise de Guzman. Mort le 16 février 1685.

Prince de Galles en 1638, il fut reconnu roi de la Grande-Bretagne à Londres, le 8 mai 1660, et couronné à Westminster, le 23 avril 1661. Sous son règne, l'Angleterre fut tantôt alliée et tantôt ennemie de la France dans les guerres de 1667 et 1672 contre la Hollande. Charles II fonda en 1660 la Société royale de Londres. Il mourut sans postérité à l'âge de cinquante-cinq ans.

CATHERINE, reine d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, Infante de Portugal.

Fille de Jean IV, dit *le Fortuné*, roi de Portugal, et de Louise de Guzman, fille aînée de Jean-Emmanuel-Perez de Guzman, duc de Médina-Sidonia.

Née à Villaviciosa, le 25 décembre 1638. Mariée à Portsmouth, le 31 mai 1662, à Charles II, roi d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, fils aîné de Charles Ier, roi d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, et de Henriette-Marie de France, fille de Henri IV. Morte à Lisbonne, le 31 décembre 1705.

FRÉDERIC III, roi de Danemarck et de Norwége.

Second fils de Christian IV, roi de Danemarck et de Norwége, et d'Anne-Christine, Flle de Joachim-Frédéric, électeur de Brandebourg.

Né le 18 mars 1609. Marié le 15 octobre 1643, à Sophie-Amélie, fille de Georges, duc de Brunswick-Lunebourg-Zell, électeur de Hanovre, et d'Anne-Éléonore, fille de Louis, landgrave de Hesse-Darmstadt. Mort le 19 février 1670.

Après avoir été reconnu par les États de Danemarck, il succéda à son père le 9 mars 1643. Dans le commencement du règne de Frédéric III, le Danemarck déclara la guerre à la Suède; cette guerre fut courte et se termina en 1658 par le traité de Rotschild, qui fut renouvelé en 1660 après quelques hostilités sans résultats. Les dernières années du règne de Frédéric III furent paisibles; il mourut à l'âge de soixante-un ans.

JACQUES II, roi d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande (à l'âge de dix-huit ans, alors duc d'York).

Troisième fils de Charles Ier, roi d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, et de Henriette-Marie de France, troisième fille de Henri IV, et de Marie de Médicis.

Né le 14 octobre 1633. Marié : 1° en 1659, à Anne Hyde, fille de sir Édouard Hyde, comte de Clarendon, lord chancelier d'Angleterre; 2° le 30 septembre 1673, à Marie-Béatrix-Éléonore d'Este, fille d'Alphonse d'Este, IVe du nom, duc de Modène et de Reggio, et de Laure Martinozzi, fille de Jérôme Martinozzi et de Marguerite Mazzarini, sœur du cardinal Mazarin. Mort le 16 septembre 1701.

Il prit le titre de duc d'York en 1644, fut nommé grand-amiral du royaume en 1660, fit plusieurs campagnes sur mer dans les années 1665 et 1672, et succéda à son frère Charles II, le 16 février 1685. La révolution de 1688 ayant fait monter Guillaume III sur le trône d'Angleterre, Jacques II se retira en France, où Louis XIV lui assigna le château de Saint-Germain-en-Laye pour sa résidence. Il y mourut à l'âge de soixante-huit ans.

LOUISE-MARIE STUART, princesse d'Angleterre.

Dernière fille de Jacques II, roi d'Angleterre, et de Marie-Béatrix-Éléonore d'Este, sa seconde femme, fille d'Alphonse IV, duc de Modène.

Née à Saint-Germain-en-Laye, le 28 juin 1692. Morte sans alliance, le 18 avril 1712.

MARIE-LOUISE-ÉLISABETH D'ORLÉANS, duchesse de Berry.

Seconde fille de Philippe d'Orléans, IIe du nom, duc d'Orléans, régent du royaume, et de Françoise-Marie de Bourbon (mademoiselle de Blois), fille légitimée de Louis XIV.

Née le 20 août 1695. Mariée à Versailles, par le cardinal de Janson, grand-aumônier de France, le 6 juillet 1710, à Charles de France, duc de Berry, d'Alençon et d'An-

goulême, etc., troisième fils de Louis de France, dauphin (*le grand dauphin*), et de Marie-Anne-Christine-Victoire de Bavière. Morte au château de La Muette, le 21 juillet 1719, à l'âge de vingt-quatre ans.

RUYTER (Michel), amiral hollandais.

Fils d'Adrien Ruyter, bourgeois de Flessingue.

Né à Flessingue, en 1607. Mort le 29 avril 1676.

Il s'embarqua comme mousse à l'âge de onze ans, et après avoir passé par les premiers grades, il fut nommé capitaine de vaisseau en 1635. Ruyter fit successivement plusieurs campagnes dans les Indes-Occidentales, commanda dans l'année 1645, en qualité de contre-amiral, l'escadre envoyée par la Hollande au secours des Portugais contre les Espagnols, et en 1652 l'armée navale de Hollande dirigée contre l'Angleterre. Il reçut en 1653 le commandement d'une des divisions de l'armée navale de Hollande, sous les ordres de l'amiral Tromp, fit en 1655 une campagne contre les corsaires de la Méditerranée, et commandait la flotte que les États-Généraux envoyèrent en 1659 au secours du Danemarck contre la Suède. Nommé lieutenant-amiral général en 1666, il entra l'année suivante dans la Tamise avec son escadre, et porta l'effroi jusqu'à Londres. Il commanda la flotte hollandaise dans les mers d'Italie et de Sicile de l'année 1675 à 1676, et mourut à l'âge de soixante-neuf ans, des suites des blessures qu'il reçut au combat d'Augusta en Sicile. (*Moreri* et *Biographie universelle.*)

TROMP (Corneille), amiral hollandais.

Fils de Martin Tromp.

Né à Rotterdam, en 1629. Mort en 1694.

Capitaine de haut-bord en 1650, il se trouva aux batailles que l'amiral Van Galen, commandant l'escadre hollandaise, livra aux Anglais en 1652, devant Porto Longone, et en 1653 devant Livourne. Il continua de servir activement jusqu'en 1656, et fit une campagne en 1662 contre les pirates algériens, et en 1665 contre l'Angleterre. Tromp commandait en 1666 la flotte hollandaise conjointement avec Ruyter, et fut ensuite envoyé, en 1676, à Copenhague pour secourir le Danemarck contre la Suède. Nommé à son retour amiral général des Provinces-Unies, il reçut, en 1691, le commandement général de la flotte hollandaise, et mourut la même année, à Amsterdam, à l'âge de soixante-deux ans. (*Biogr. universelle.*)

MAUPERCHÉ (Henri de), peintre paysagiste.

Né à Paris, en 1602. Mort le 26 décembre 1686.

Un des présidents de l'Académie royale de peinture et de sculpture à l'époque de sa formation, il fut élu professeur en 1655, et mourut à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. (*Description de l'Académie royale de peinture et de sculpture*, p. 20.)

BERNARD (Samuel), peintre en miniature et graveur.

Né à Paris, en 1612. Mort le 24 juin 1687.

Un des premiers membres de l'Académie royale de peinture et de sculpture, nommé professeur en 1655, il mourut à l'âge de soixante-quinze ans. — Il fut le père du fameux banquier Samuel Bernard.

CHAMPAGNE (Jean-Baptiste de), peintre.

Né à Bruxelles, en 1643. Mort le 18 octobre 1688.

Élève de son oncle Philippe de Champagne, il l'aida dans un grand nombre de ses ouvrages. Reçu membre de l'Académie royale de peinture et de sculpture en 1663, il en fut élu professeur en 1665, et mourut à l'âge de quarante-cinq ans.

DESJARDINS (Martin Van den Bogaert, connu sous le nom de), sculpteur.

Né à Bréda, en 1640. Mort le 3 mai 1694.

Il avait été reçu membre de l'Académie royale de peinture et de sculpture en 1671, dont il fut élu successivement professeur adjoint en 1672, professeur en 1675, recteur adjoint en 1681, et recteur en 1686. Le monument en bronze que le marquis de La Feuillade avait fait ériger en 1686 à la mémoire de Louis XIV, était l'œuvre de cet artiste*. Il mourut à l'âge de cinquante-quatre ans.

CORNEILLE (Michel), peintre.

Né à Paris, vers 1642. Mort le 16 août 1708.

Après avoir reçu les premières leçons de son père, qui était un des douze premiers professeurs de l'Académie de peinture, il se rendit en Italie, où il étudia de préférence les ouvrages des Carrache. Il fut admis en 1663 à l'Académie royale de peinture et de sculpture, dont il fut professeur adjoint en 1673, et professeur en 1690. Il mourut à l'âge de soixante-six ans.

JOUVENET (Jean), peintre.

Fils de Laurent Jouvenet, peintre.

Né à Rouen, le 21 août 1647. Mort le 5 avril 1717.

Élève de son oncle Laurent Jouvenet, peintre de Rouen, il fut admis à l'Académie royale de peinture et de sculpture en 1675; successivement professeur adjoint, professeur, recteur adjoint, il en devint directeur en 1705. Nommé l'un des quatre recteurs perpétuels en 1707, il mourut à l'âge de soixante-dix ans. — Jean Jouvenet a produit un grand nombre d'ouvrages; le Musée royal en possède plusieurs. Louis XIV lui avait confié, vers 1703, l'exécution d'une partie des peintures qui décorent la voûte de la chapelle de Versailles.

LERAMBERT (Louis), peintre et sculpteur.

Né à Paris, en 1614. Mort le 15 juin 1670.

Élève de Simon Vouet pour la peinture, et de Jacques Sarrazin pour la sculpture, il fut, après son père, garde des marbres et antiques du roi, et reçu en 1663 à l'Académie royale de peinture et de sculpture. Il mourut à l'âge de cinquante-six ans.

MARSY l'aîné (Gaspard), sculpteur.

Né à Cambrai, vers 1625. Mort le 10 décembre 1681.

Il vint à Paris en 1648 et fut reçu académicien en 1657. Elu professeur en 1659 et adjoint recteur en 1675, il mourut à l'âge de cinquante-six ans. — Gaspard Marsy, auteur du bas-relief de la porte Saint-Martin, du côté du faubourg, et du groupe de Borée enlevant Orythie, placé dans le jardin des Tuileries, a fait, conjointement avec son frère Balthasar, plusieurs ouvrages de sculpture pour les jardins et bosquets du palais de Versailles.

(*) La statue colossale en marbre de Louis XIV, placée dans l'Orangerie de Versailles, est également de Desjardins.

CHARLES II, roi d'Espagne.

Second fils de Philippe IV, roi d'Espagne, et de Marie-Anne d'Autriche, sa seconde femme.

Né le 6 novembre 1661. Marié : 1° le 31 août 1679, à Marie-Louise d'Orléans, fille aînée de Philippe de France, (*Monsieur*), duc d'Orléans, et de Henriette-Anne d'Angleterre ; 2° en 1690, à Marie-Anne de Neubourg, fille de Philippe-Guillaume, duc de Neubourg, comte palatin du Rhin, et d'Élisabeth-Amélie de Hesse-Darmstadt. Mort le 1er novembre 1700.

Il succéda à son père le 17 septembre 1665, et régna sous la tutelle de sa mère et de six conseillers nommés par Philippe IV avant sa mort. Déclaré majeur en 1675, il signa à Nimègue, le 17 septembre 1678, un traité d'alliance avec la France, par lequel il céda la Franche-Comté et plusieurs places des Pays-Bas. Il mourut sans postérité, à l'âge de quarante-un ans.

MARIE-LOUISE D'ORLÉANS, reine d'Espagne, alors *Mademoiselle d'Orléans.*

Fille aînée de Philippe de France (*Monsieur*), duc d'Orléans, frère unique de Louis XIV, et de Henriette-Anne, princesse d'Angleterre, seconde fille de Charles Ier, roi d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, et de Henriette-Marie de France.

Né au Palais-Royal, le 27 mars 1662. Mariée par procureur dans la chapelle de Fontainebleau, le 31 août 1679, à Charles II, roi d'Espagne, second fils de Philippe IV, roi d'Espagne, et de Marie-Anne, sa seconde femme, fille de l'empereur Ferdinand III, et de Marie-Anne d'Autriche, fille de Philippe III et de Marguerite d'Autriche. Morte sans postérité, à Madrid, le 12 février 1689.

LÉOPOLD Ier, empereur d'Allemagne, roi de Hongrie et de Bohême, archiduc d'Autriche.

Second fils de Ferdinand III, empereur d'Allemagne, et de Marie-Anne d'Autriche, sa première femme, fille de Philippe III, roi d'Espagne, et de Marguerite d'Autriche.

Né le 9 juin 1640. Marié : 1° le 12 décembre 1666, à Marguerite-Thérèse, infante d'Espagne, fille de Philippe IV, roi d'Espagne, et de Marie-Anne d'Autriche, sa seconde femme, fille de Ferdinand III, empereur d'Allemagne, et de Marie-Anne d'Autriche, sa première femme ; 2° le 15 octobre 1673, à Claude-Félicité d'Autriche, fille de Ferdinand-Charles, archiduc d'Inspruck, et d'Anne de Médicis, fille de Cosme II, grand-duc de Toscane, et de Marie-Madeleine d'Autriche ; 3° le 14 décembre 1676, à Éléonore-Madeleine-Thérèse, fille de Philippe-Guillaume de Bavière, comte palatin de Neubourg, chevalier de la Toison-d'Or, et d'Élisabeth-Amélie, fille de Georges, landgrave de Hesse-Darmstadt. Mort le 5 mai 1705.

Roi de Hongrie en 1655, de Bohême en 1656, il fut élu empereur à Francfort le 18 juillet 1658, et couronné le 1er août suivant. Léopold Ier conclut, le 23 mai 1660, la paix avec la Suède, assista en 1664 à la diète perpétuelle de Ratisbonne, se ligua avec la Hollande contre la France en 1672, signa le traité de Nimègue en 1679, fit partie de la ligue d'Augsbourg en 1686, prit part au traité de Riswick le 30 octobre 1697, et mourut à Vienne, à l'âge de soixante-cinq ans.

GUILLAUME III (Guillaume-Henri de Nassau, prince d'Orange), roi d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, stathouder de la république des Provinces-Unies.

Fils posthume de Guillaume IX de Nassau, prince d'Orange, stathouder de cinq provinces, capitaine et amiral général, et de Henriette-Marie d'Angleterre, fille de Charles Ier et de Henriette-Marie de France.

Né le 14 novembre 1650. Marié le 15 novembre 1677, à Marie d'Angleterre, fille aînée de Jacques II, roi d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, et d'Anne Hyde, sa première femme, fille d'Édouard Hyde, comte de Clarendon, lord chancelier d'Angleterre. Mort le 19 mars 1702.

Prince d'Orange, il commandait les troupes hollandaises dans les guerres de 1672, terminées par la paix de Nimègue. Les États de Hollande, par l'édit de 1667, l'avaient exclu du stathoudérat. « En 1674, rapporte l'auteur de sa vie, ils déclarèrent le stathoudérat héréditaire dans la maison d'Orange, ainsi que les charges de capitaine et d'amiral général de leur province. » Il se plaça en 1681 à la tête de la ligue d'Augsbourg, dans laquelle entrèrent contre la France, l'Empire, l'Espagne, la Savoie, les Provinces-Unies, le Danemarck et la Suède. La révolution de 1688 ayant éclaté en Angleterre, le prince d'Orange et la princesse Marie, son épouse, furent appelés sur le trône. Il gagna en Irlande, dans l'année 1690, la bataille de la Boyne sur l'armée de Jacques II, et se fit reconnaître par Louis XIV lors de la paix de Riswyck, en 1697, entraîna l'Angleterre dans la guerre de la succession d'Espagne, contre la France, en 1701, et mourut l'année suivante des suites d'une chute de cheval, dans la cinquante-deuxième année de son âge.

MARGUERITE-THÉRÈSE D'AUTRICHE, impératrice d'Allemagne, reine de Hongrie et de Bohême, infante d'Espagne (à l'âge de quatre ans environ).

Fille de Philippe IV, roi d'Espagne, et de Marie-Anne d'Autriche, sa seconde femme.

Née le 12 juillet 1651. Mariée le 12 décembre 1666, à Léopold Ier, empereur d'Allemagne, etc., second fils de Ferdinand III, et de Marie-Anne d'Autriche. Morte le 12 mars 1673.

SOBIESKI (Jean III), roi de Pologne, grand-duc de Lithuanie.

Fils de Jacques Sobieski, castellan de Cracovie, ambassadeur extraordinaire de Pologne auprès d'Osman, empereur des Turcs, et de N... Zolkiewiska, fille de Stanislas Zolkiewiski, grand-chancelier et général de la couronne.

Né en 1629. Marié le 6 juillet 1665, à Marie-Casimire de La Grange, veuve de Jacques Radziwil, prince de Zamoski, palatin de Sandomir, fille de Henri de La Grange, marquis d'Arquien, chevalier des Ordres du roi et cardinal, et de Françoise de La Châtre-Brillebaut. Mort le 17 juin 1696.

Il était grand-maréchal de la couronne, lorsqu'il fut élu roi de Pologne le 21 mai 1674. Couronné en 1676, il conclut la même année un traité de paix avec la Porte, qui assura à la Pologne les deux tiers de l'Ukraine et une partie de la Podolie. Il fut nommé par Louis XIV, en 1676, chevalier de l'ordre du Saint-Esprit, se ligua en 1683 avec l'empereur Léopold contre les Turcs, préserva la même année Vienne de leur invasion, et conquit la Moldavie et la Valachie en 1686. Sobieski mourut à Varsovie, à l'âge de soixante-six ans.

PIERRE Ier (Alexiewitsch), czar, puis empereur de Russie, surnommé *le Grand.*

Troisième fils du czar Alexis Michaïlowitsch et de Natalie-Kirillowna Narischkin, sa seconde femme, fille de Kirilof Polniechlowitsch Narischkin, colonel de hussards.

Né à Moscou, le 11 juin 1672. Marié : 1° le 27 janvier 1689, à Eudoxie Fédorowna Lapoukin, fille de Fédor-Awramowitsch Lapoukin, répudiée en 1696; 2° secrètement en février 1707, et publiquemant le 20 février 1712, à Catherine Aliexiowna, veuve de Thiébausen, lieutenant-colonel suédois, et fille d'un gentilhomme de la même nation, nommé Albendiel. Mort le 28 janvier 1725.

Czar à l'âge de dix ans, après la mort de Fédor, il régna par un singulier partage avec son frère Iwan et la princesse Sophie, sa sœur. Après la révolution de 1689, seul maître des états de Russie, il commença à s'occuper des grandes réformes de l'empire, qui ont fait la gloire de son règne. Pierre I[er] quitta ses états en 1697 pour commencer ses voyages en Europe. Il séjourna quelque temps à Saardam, en Hollande, fut reçu en Angleterre en 1698 par le roi Guillaume III, et en Autriche par l'empereur Léopold. De retour dans ses états en 1698, il créa l'ordre de Saint-André, et le 16 mai 1703, il jeta les fondements de la ville de Saint-Pétersbourg. La guerre contre la Suède avait éclaté en 1699; elle assura à la Russie la possession de la Finlande*. Il créa en 1715, en souvenir du traité passé l'année précédente avec le grand-visir, sur les bords du Pruth, l'ordre de Sainte-Catherine. Pierre I[er] entreprit de nouveaux voyages en Europe dans l'année 1717. Il passa en Hollande d'où il se rendit en France, et il reçut à Paris, du duc d'Orléans régent, le plus brillant accueil. En 1721, après vingt-un ans de guerre, il conclut avec la Suède le traité de Nystadt, après lequel, rapporte l'auteur de sa vie, « le sénat et le clergé lui décernèrent les titres d'empereur, de père de la patrie, et le surnom de *Grand*. Il reçut en cette qualité les félicitations de toutes les cours. » Pierre le Grand mourut à Saint-Pétersbourg, à l'âge de cinquante-trois ans.

MONTECUCULLI (Raymond de), prince de Melphe, général des armées de l'empereur d'Allemagne.

Né dans le Modénois, en 1608. Marié en 1657, à Marie-Josèphe de Dietrichstein. Mort le 16 octobre 1680.

Il était maréchal-de-camp en 1657, et commandait dans la même année l'armée impériale envoyée au secours du roi de Pologne, Jean-Casimir. Dans l'année 1671, il fit la guerre en Hongrie, contre les Turcs, fut nommé président du conseil de guerre en 1664 et chevalier de la Toison-d'Or en 1670. Il commandait les troupes impériales qui secoururent les Hollandais dans la guerre entre la France, de 1673 à 1678, et fut opposé à Turenne lors de la mort de ce grand homme, en 1675. Montécuculli mourut à Lintz, à l'âge de soixante-douze ans.

BARBEZIEUX (Louis-François-Marie Le Tellier, marquis de), ministre et secrétaire d'état.

Troisième fils de François-Michel Le Tellier, marquis de Louvois, de Courtenvaux et de Barbezieux, ministre et secrétaire d'état, chancelier et commandeur des Ordres du roi, surintendant des bâtiments, arts et manufactures, etc., et d'Anne de Souvré, marquise de Courtenvaux, fille unique et héritière de Charles de Souvré, marquis de Courtenvaux, premier gentilhomme de la chambre du roi.

Né le 23 juin 1668. Marié: 1° le 12 novembre 1691, à Louise-Catherine de Crussol, troisième fille d'Emmanuel de Crussol, II[e] du nom, duc d'Uzès, etc., premier pair de France, chevalier des Ordres du roi, et de Marie-Julie de Sainte-Maure, fille unique et héritière de Charles de Sainte-Maure, duc de Montausier, pair de France; 2° le 11 janvier 1696, à Marie-Thérèse-Delphine-Eustochie d'Alègre, fille d'Yves, marquis d'Alègre, maréchal de France, chevalier des Ordres du roi, et de Jeanne-Françoise de Garaud de Caminade. Mort le 5 janvier 1701.

D'abord chevalier de Malte, il fut nommé en 1691 ministre et secrétaire d'état, chancelier et garde-des-sceaux des Ordres du roi, et mourut à Versailles, dans la trente-troisième année de son âge. (*Le P. Anselme.*)

LA CHAISE (François d'Aix de) (*le Père La Chaise*), confesseur du roi (Louis XIV).

Second fils de Georges d'Aix, seigneur de La Chaise, chevalier de l'ordre de Saint-Michel, et de Renée de Rochefort.

Né au château d'Aix en Forez, le 25 août 1624. Mort le 20 janvier 1709.

Elève au collége des jésuites de Roanne, il entra dans l'ordre à la sortie de ses classes, professa d'abord la philosophie et la physique à Lyon, devint ensuite recteur de la maison de Grenoble. Il était provincial de l'ordre, lorsqu'en 1675 il fut choisi par Louis XIV en qualité de confesseur, pour succéder au P. Ferrier. « Ce jésuite, dit Saint-Simon, avait un esprit médiocre, le caractère bon, juste, droit, sensé. Il était doux, sage, modéré, ennemi de la délation, de la violence et des éclats. Il avait de l'honneur, de la probité, de l'humanité et de la bonté; affable, poli, modeste, même respectueux, judicieux, précautionné, bon homme, bon religieux, fort jésuite, sans rage, sans servitude. » Le P. La Chaise avait été reçu en 1701 membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres; il possédait à Ménilmontant une maison de campagne qui a formé la première enceinte du vaste cimetière qui porte aujourd'hui son nom.

BOUILLON (Emmanuel-Théodose, de La Tour-d'Auvergne, cardinal de), grand-aumônier de France.

Troisième fils de Frédéric-Maurice de La Tour-d'Auvergne, I[er] du nom, duc de Bouillon, prince de Sédan, et d'Éléonore-Catherine-Fébronie de Bergh.

Né au château de Turenne, le 24 août 1643. Mort le 2 mars 1715.

« Le pape Clément IX (Jules Rospigliosi) le créa cardinal du titre de Saint-Pierre-ès-Liens, le 5 août 1669, à la nomination du roi, et il fut sacré à Rome évêque d'Albano, le 20 novembre 1689. Le roi lui donna la charge de grand-aumônier de France, et comme tel il fut commandeur de l'ordre du Saint-Esprit après la mort du cardinal Antoine Barberini, le 10 décembre 1671. Il se trouva aux conclaves tenus à Rome pour l'élection des papes Clément X (Jean-Baptiste Altieri), Innocent XI (Benoît Odescalchi), Alexandre VIII (Pierre Ottoboni), Innocent XII (Antoine Pignatelli), et Clément XI (Jean-François Albano). C'est lui qui fit, le 24 décembre 1699, la cérémonie de l'ouverture de la Porte-Sainte de Saint-Pierre de Rome, pour le jubilé de l'année sainte, à la place du pape et du doyen du Sacré-Collége, qui étaient indisposés. » (*Le P. Anselme*, t. VIII, p. 292.) Le cardinal de Bouillon était évêque d'Ostie, chanoine et grand-prévôt de Liége, abbé, chef et général de l'ordre de Cluny, abbé de Saint-Ouen de Rouen, de Saint-Waast d'Arras, de Saint-Martin de Pontoise, de Tournus, de Saint-Pierre de Beaujeu et de Vicogne; il fut nommé en 1698 ambassadeur à Rome, où il mourut à l'âge de soixante-douze ans.

(*) C'est pendant cette guerre, à la bataille navale d'Aland, que Pierre I[er] combattit en qualité de contre-amiral, sous les ordres de l'amiral Apraxin.

FÉNÉLON (François de Salignac de La Mothe) archevêque duc de Cambrai.

Fils de Pons de Salignac de La Mothe, marquis de Fénélon, et de Louise de la Cropte.

Né au château de Fénélon, en Périgord, le 6 août 1651. Mort le 7 janvier 1715.

Fénélon, qui avait fait ses études à Cahors, entra dans les ordres en 1675; il fut en 1689 précepteur du duc de Bourgogne, du duc d'Anjou et du duc de Berry, et nommé en 1695 archevêque de Cambrai. Engagé avec Bossuet dans la controverse du quiétisme, il fut disgracié par Louis XIV et condamné par l'église, et se soumit avec une humilité exemplaire à cette double affliction. Fénélon fut reçu en 1693 à l'Académie Française, et mourut à Cambrai dans la soixante-quatrième année de son âge.

BOSSUET (Jacques-Bénigne), évêque de Meaux.

Né à Dijon, le 27 septembre 1627. Mort le 12 avril 1704.

Après avoir fait ses études à Dijon, il entra en 1648 au collége de Navarre, prit les ordres et reçut en 1652 le bonnet de docteur. C'est alors qu'il se retira pendant quelque temps à Saint-Lazare où il fut disciple de Saint-Vincent de Paule. Chanoine de Metz en 1652, il prêcha devant le roi l'avent de 1661 et le carême de 1662. Évêque de Condom en 1669, précepteur du dauphin (Louis de France, fils de Louis XIV) en 1670, il fit partie de l'assemblée du clergé de France cette même année. Ce fut lui, dit l'auteur de sa vie, qui rédigea les quatre propositions qui déterminent encore en France les rapports de l'État et de l'Église. Bossuet fut nommé premier aumônier de la dauphine (Marie-Anne-Christine-Victoire de Bavière) en 1680, évêque de Meaux en 1681, conseiller d'état en 1697, et premier aumônier de la duchesse de Bourgogne en 1698. Il mourut à Paris, à l'âge de soixante-dix-sept ans, et fut enterré dans l'église de Meaux. — Bossuet, un des plus savants prélats de l'Église de France, nommé le dernier père de l'Église, prononça l'oraison funèbre de plusieurs des grands personnages de la cour de Louis XIV. L'évêque de Meaux était membre de l'Académie Française, où il avait été reçu en 1671.

PATRU (Olivier), avocat.

Né à Paris, en 1604. Mort en 1681.

Ami de Boileau et de Racine, Patru embrassa la carrière du barreau et cultiva les belles-lettres. Reçu en 1640 à l'Académie Française, ce fut lui qui introduisit l'usage des discours de remerciments.

LA BRUYÈRE (Jean de).

Né en 1644, près de Dourdan. Mort le 10 mai 1696.

Trésorier de France à Caen, puis chargé, sous la direction de Bossuet, d'enseigner l'histoire au duc de Bourgogne, La Bruyère passa le reste de ses jours auprès de ce prince. Reçu en 1693 à l'Académie Française, il mourut d'apoplexie trois ans après, à Versailles. On a de lui *les Caractères de Théophraste*, traduits du grec, et *les Caractères et les mœurs de ce siècle*, ouvrage qui a immortalisé son nom.

BUSSY-RABUTIN (Roger de Rabutin, comte de Bussy, connu sous le nom de).

Né en 1618. Mort en 1693.

Entré au service à douze ans, le comte de Bussy-Rabutin fut ensuite nommé maréchal-de-camp commandant du Nivernais, mestre-de-camp, général de la cavalerie légère, et servit avec honneur jusqu'à la paix des Pyrénées. Mis à la Bastille pour quelques couplets faits contre le roi, il fut envoyé en exil, où il passa seize ans. Rappelé à la cour, il se retira bientôt dans ses terres, où le chagrin le conduisit au tombeau. Nommé membre de l'Académie Française, il a laissé une *Histoire amoureuse des Gaules*, une *Histoire abrégée de Louis-le-Grand*, des lettres et des mémoires.

QUINAULT (Philippe) auditeur en la chambre des comptes, poëte.

Fils de Thomas Quinault, boulanger à Paris, et de Perrine Riquier.

Né à Paris, le 3 juin 1635. Marié, en 1660, à Louise Goujon, veuve Bouvet. Mort le 26 novembre 1688.

Quinault avait acheté dans sa jeunesse une charge de valet de chambre du roi; avocat au parlement, il fut auditeur de la chambre des comptes. Tristan l'Ermite, avec lequel il était lié d'amitié et qui l'avait pris sous sa protection, lui inspira le goût de la poésie. Il composa avec Lully un grand nombre de poëmes lyriques qui furent représentés sur le théâtre de l'Académie royale de musique. Membre de l'Académie Française en 1670, chevalier de l'ordre de Saint-Michel en 1673, et membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres en 1674. Il mourut à Paris, dans la cinquante-quatrième année de son âge. « Philippe Quinault, rapporte Piganiol, auditeur en la chambre des comptes, l'un des quarante de l'Académie Françoise, connu par le talent qu'il avait pour la poésie lyrique, fut inhumé dans l'église de Saint-Louis. »

MARLBOROUGH (John Churchill, duc de), marquis de Blandford, pair d'Angleterre, duc et grand de Portugal, prince de l'empire, général en chef des armées anglaises.

Fils de sir Winston Churchill, clerc de la Table-Verte et membre de la Société royale, et d'Élisabeth, fille de sir William Drake.

Né le 24 juin 1650, à Ash dans le Devonshire. Marié vers 1780, à Sarah Jennings, dame d'honneur de la princesse Anne, depuis reine d'Angleterre, fille de Richard de Jennings Sanbridge. Mort le 17 juin 1722.

D'abord page du duc d'York vers 1665, il fut enseigne dans les gardes en 1666 et fit une campagne en Afrique contre les Maures. Il était capitaine au régiment des gardes dans l'armée anglaise qui s'unit aux troupes de France lors de la guerre de 1672. Marlborough servit alors sous le grand Condé et Turenne. « En 1675, dit l'auteur de sa vie, au siége de Maestricht, il sauva la vie au duc de Monmouth, son colonel, fils naturel de Charles II, et donna des preuves d'un si grand courage que Louis XIV le combla d'éloges à la tête de son armée. » Il obtint alors le grade de lieutenant-colonel, fut colonel d'infanterie vers 1679 et commanda le troisième régiment des gardes en 1682. Gentilhomme de la chambre du duc d'York, il le fut ensuite du roi, lorsqu'en 1685 ce prince lui succéda sous le titre de Jacques II. Élevé au grade de brigadier général, il fut envoyé près de la cour de France pour notifier l'avénement du nouveau roi d'Angleterre, et nommé à son retour grand-maître du bourg de Saint-Albans, pair d'Angleterre et baron de Churchill. Major général de l'armée et lieutenant général en 1688, membre du conseil privé et comte de Marlborough en 1689, il assista en cette qualité au couronnement du roi Guillaume III et à celui de la reine Marie, et commanda dans les Pays-Bas les troupes anglaises dans la guerre contre la France jusqu'en 1691. Gouverneur du duc de Glocester en 1698, il fut nommé trois fois l'un des neuf lords justiciers pour l'administration des affaires du royaume

d'Angleterre pendant l'absence du roi Guillaume III. Lors de la guerre de la succession, il reçut le commandement en chef de toutes les troupes anglaises dans les Provinces-Unies en 1701, fut nommé chevalier de l'ordre de la Jarretière à l'avénement de la reine Anne. Généralissime de toutes les troupes alliées et grand-maître de l'artillerie en 1702, il fit dans cette année la guerre en Hollande contre la France, fut ensuite créé marquis de Blandford et duc de Marlborough. Il se rendit dans l'année 1704 en Allemagne, où il opéra sa jonction avec les troupes impériales, commanda le 13 août 1704 à la bataille d'Hochstett et dirigea, concurremment avec le prince de Bade, généralissime des armées impériales, et le prince Eugène de Savoie, toutes les opérations de cette guerre jusqu'en 1712. Le duc de Marlborough mourut à l'âge de soixante-douze ans, à Windsor Lodge.

SAVOIE (Eugène-François de) (*le prince Eugène*).

Quatrième fils d'Eugène-Maurice de Savoie, comte de Soissons, et d'Olympe Mancini.

Né à Paris, le 18 octobre 1663. Mort le 21 avril 1736.

Il porta d'abord à la cour de Louis XIV, où il fut élevé, le nom de chevalier de Carignan. Destiné à l'état ecclésiastique, il fut ensuite connu sous le nom d'abbé de Savoie. En 1683, il entra dans la carrière des armes et prit du service près de l'empereur Léopold, alors en guerre avec la Turquie. Après la campagne de 1683 sous les murs de Vienne, il fut nommé colonel de dragons, et continua la guerre contre les Turcs en 1688; il se trouva à cette époque au siége de Belgrade. Le prince Eugène fut envoyé, vers 1690, par l'empereur, près du duc de Savoie. Il commanda en chef les troupes impériales en Italie dans l'année 1691, et fut nommé feld-maréchal vers 1692. Il livra contre les Turcs, en 1697, la bataille de Zenta, sur la Theiss, et fut à la tête des troupes de l'empereur pendant toute cette guerre, qui se termina, le 26 janvier 1699, par le traité de Carlowitz. Général en chef des armées impériales pendant la guerre de la succession d'Espagne, il fut nommé président du conseil de guerre en 1702, fit la campagne de 1704 en Bavière, avec le duc de Marlborough, celles de 1705 et 1706 en Italie, fut en 1707 gouverneur du Milanais, et en 1714 ministre plénipotentiaire de l'empire lors des conférences de Rastadt, où le maréchal de Villars était chargé des intérêts de la France. Le prince Eugène gagna sur les Turcs, le 5 avril 1716, la bataille de Peterwaradin *, et celle de Belgrade en 1717, et fut nommé, en 1724, vicaire général des états d'Italie par l'empereur Charles VI. Il mourut dans la soixante troisième année de son âge sans avoir été marié.

VANDERMEULEN (Antoine-François), peintre de batailles.

Né à Bruxelles, en 1634. Mort en 1690.

Élève de Pierre Snayers, il se rendit en France sur l'invitation de Colbert. Il fut chargé de peindre les tableaux représentant les conquêtes de Louis XIV. Il suivit le roi dans toutes ses campagnes et composa sur les lieux la plus grande partie des dessins qui lui servirent plus tard pour faire ses tableaux, qui furent alors placés dans les maisons royales **. Il travailla souvent avec Charles Lebrun. Vandermeulen fut reçu membre de l'Académie royale de peinture et de sculpture en 1673, et mourut à Paris, aux Gobelins, à l'âge de cinquante-six ans.

(*) C'est à l'occasion de la victoire signalée remportée à Peterwaradin que le pape Clément XI (Jean-François Albano) envoya au prince Eugène l'estoc béni que la cour de Rome avait coutume de donner aux généraux chrétiens qui triomphaient des infidèles : ces présents extraordinaires furent remis au général de l'empire, en grande cérémonie, par un envoyé du pape.

(**) Une grande partie des ouvrages de Vandermeulen sont placés aujourd'hui dans les salles des Galeries historiques de Versailles. La collection des dessins compte plusieurs ouvrages de cet artiste.

PUGET (Pierre), sculpteur, peintre et architecte.

Fils de Simon Puget, architecte.

Né à Marseille, le 31 octobre 1622. Mort le 2 décembre 1694.

Il étudia les arts en Italie, et il s'était déjà fait connaître par un grand nombre de travaux en architecture, en sculpture et en peinture, lorsque Colbert le nomma, vers 1668, directeur de la décoration des vaisseaux de la marine royale à Toulon *. Le Puget fut chargé des travaux de sculpture pour la décoration des résidences royales. On voit encore à Versailles le groupe de Persée et Andromède. La statue de Milon de Crotone, le bas-relief d'Alexandre et Diogène de cet artiste sont actuellement dans les salles de la sculpture moderne, au Musée royal. Il fut présenté à Louis XIV en 1688, et mourut à l'âge de soixante-douze ans.

LEBRUN et MIGNARD.

1° Lebrun (Charles), premier peintre du roi (Louis XIV).

Né à Paris, le 22 mars 1619. Marié le... à Suzanne Butay. Mort le 12 février 1690.

Il était d'une ancienne famille originaire d'Ecosse, et son bisaïeul avait été attaché à la reine Marie Stuart. Le chancelier Séguier dirigea l'éducation du jeune Charles Lebrun. A l'âge de onze ans, vers 1630, il le plaça dans l'école de Simon Vouêt et lui fit entreprendre en 1642 le voyage d'Italie**, en le recommandant particulièrement aux soins du Poussin, qui habitait alors à Rome. De retour en France, Lebrun contribua, par la protection du chancelier, à la fondation de l'Académie de peinture en 1648. Le cardinal Mazarin, premier ministre, se déclara le protecteur de l'académie, le chancelier Séguier en fut le vice-protecteur, et Lebrun l'un des douze professeurs en titre. Louis XIV lui accorda en 1662 des lettres de noblesse, le nomma premier peintre du roi et chevalier de Saint-Michel. Charles Lebrun prit alors part à tous les travaux de peinture qui s'exécutèrent pour l'embellissement des maisons royales. Nommé directeur des manufactures des Gobelins, il composa et dirigea la plus grande partie de tous les ouvrages d'art et d'ameublement qui se faisaient dans ces manufactures. Il suivit le roi dans les campagnes de 1667 et de 1672, et composa sur les lieux presque tous les dessins que plus tard il exécuta en peinture, et qui rappellent les principaux faits du règne de Louis XIV***. En 1679, il commença la grande galerie du palais de Versailles, qui représente l'histoire de la vie de Louis XIV, depuis la paix des Pyrénées en 1661 jusqu'au traité de Nimègue en 1678. Nommé recteur de l'Académie de France en 1683, il fut aussi

(*) On conserve au Musée royal au Louvre, dans les salles de la marine, des sculptures en bois de Puget, qui ont longtemps servi de modèle pour l'ornement des galeries de la marine de Louis XIV.

(**) Lebrun n'oublia jamais, rapporte Lépicié, ce qu'il devait au chancelier Séguier; il fit dans un âge avancé, pour lui témoigner sa reconnaissance, le portrait de son protecteur, et se représenta dans ce tableau parmi un des quatre pages de sa suite. Ce portrait existe encore dans sa famille, et se trouve chez M. le premier président Séguier.

(***) Le Siége de Tournay, celui de Douai, l'Entrée de la reine à Arras, le Combat de Bruges, etc. Plusieurs de ces ouvrages sont actuellement dans les grands appartements de Louis XIV; ils font partie des ouvrages qui figurent dans les Galeries historiques du palais de Versailles.

prince de l'Académie de Saint-Luc à Rome, et mourut à Paris, aux Gobelins, dans la soixante-onzième année de son âge. Il fut enterré dans l'église de Saint-Nicolas-du-Chardonnet.

2° MIGNARD (Pierre), premier peintre du roi (Louis XIV).

Né à Troyes, en Champagne, au mois de novembre 1610. Marié à Rome, sur la fin de 1656, à Anne Avolara, fille de Jean-Charles Avolara, architecte romain. Mort le 30 mai 1695.

Sa famille était originaire d'Angleterre et portait le nom de *More*, qu'elle changea ensuite en France contre celui de Mignard, à l'époque où le père de Mignard servait, avec six de ses enfants, dans les troupes de Henri IV. Pierre Mignard prit à Bourges des leçons de peinture d'un artiste nommé Boucher. Il étudia à Troyes d'après les ouvrages du sculpteur Le Gentil, alors en grande réputation, et suivit pendant quelque temps l'école de Simon Vouët à Paris. Il se rendit en 1635 en Italie, y exécuta des travaux de peinture jusqu'en 1657 qu'il rentra en France. Appelé en 1658 à Fontainebleau, il fit le portrait de la reine Anne d'Autriche*. Pierre Mignard entreprit en 1663 les travaux de peinture de l'église du Val-de-Grâce, et, en 1677, MONSIEUR, frère unique du roi, le chargea de peindre la galerie de Saint-Cloud. Mignard fit un grand nombre de portraits; il devint, après la mort de Lebrun, en 1690, premier peintre du roi et directeur des manufactures des Gobelins. Il était depuis longtemps chef de l'Académie de Saint-Luc, à Paris. Il fut reçu membre directeur de l'Académie royale de peinture en 1690, et mourut à Paris, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

MARATTE (Carlo Maratta ou Maratti), peintre de l'école romaine.

Né à Camerino, près d'Ancône, en 1625. Mort le 15 décembre 1713.

Il vint à Rome à l'âge de onze ans et entra dans l'école d'Andrea Sacchi. Chargé de la garde des peintures de Raphael au Vatican, Clément XI (Jean-François Albano) le créa chevalier du Christ, et Louis XIV le nomma son peintre ordinaire. Il fut chef de l'Académie de Saint-Luc, à Rome, où il mourut aveugle, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

LARGILLIÈRE (Nicolas), peintre.

Né à Paris, en 1656. Mort le 20 mars 1746.

Élève d'Antoine Goubeau, peintre d'Anvers, il travailla d'abord pendant quelques années en Angleterre, où il était en 1676, et d'où il se rendit en France. Reçu à l'Académie de peinture et de sculpture en 1686, son tableau de réception fut le portrait de Charles Lebrun, placé dans les galeries du Musée royal. Il fut professeur adjoint en 1699, professeur en 1705, et ensuite recteur et chancelier. Il mourut à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

LA FOSSE (Charles de), peintre.

Né à Paris, en 1640. Mort en 1716.

Élève de Lebrun, il voyagea en Italie, où il étudia particulièrement les ouvrages du Titien et de Paul Véronèse; fut employé dans les travaux de peinture ordonnés par Louis XIV pour l'embellissement des maisons royales, et travailla à Versailles. Reçu membre de l'Académie royale de peinture et de sculpture en 1673, il en fut successivement professeur en 1674, directeur en 1701 et recteur en 1702. Il mourut à Paris, à l'âge de soixante-seize ans.

(*) Ce portrait est actuellement placé au-dessus de la porte dans la chambre à coucher de Louis XIV, à Versailles.

GIRARDON (François), sculpteur.

Fils de Nicolas Girardon, fondeur de métaux.

Né à Troyes, en 1630. Marié le... à Catherine Duchemin, de l'Académie de peinture et de sculpture. Mort le 1er septembre 1715.

Élève de Michel Auguier, il étudia les arts en Italie. Reçu à l'Académie royale de peinture et de sculpture en 1657, il y fut successivement professeur en 1659, recteur adjoint en 1672, recteur titulaire en 1674 et chancelier en 1675. Il avait été nommé en 1690 inspecteur général des sculptures de France. Il mourut à Paris, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. — Girardon prit une grande part aux travaux de Versailles et des maisons royales. Il avait été chargé, concurremment avec Th. Regnaudin et les frères Balthazar et Gaspard de Marsy, des travaux de sculpture de la galerie d'Apollon, lorsque Lebrun fut chargé de la rétablir après l'incendie de 1661. Il sut mériter la prime de 300 louis qui avait été promise par Louis XIV à l'artiste dont les ouvrages auraient été jugés supérieurs à ceux des autres. On voit encore dans les jardins de Versailles une statue d'Apollon et trois nymphes placées dans le bosquet dit des Bains d'Apollon, un groupe représentant l'enlèvement de Proserpine. Le monument du cardinal de Richelieu, placé à la Sorbonne, est un des principaux ouvrages de cet artiste.

CHÉRON (Élisabeth-Sophie), madame Le Hay, de l'Académie royale de peinture et de sculpture.

Fille de Henri Chéron, peintre sur émail.

Née à Paris, en 1648. Mariée en 1708, à N... Le Hay, ingénieur du roi. Morte le 3 septembre 1711.

« Cette femme célèbre, dit l'auteur de sa vie, réunissait à un éminent degré différents genres de talents, dont un seul eût pu lui faire une réputation distinguée. Si elle obtint des succès dans la musique, dans la poésie, elle enleva tous les suffrages par ses tableaux et ses gravures. » Élisabeth Chéron, élève de son père, peintre en émail, qui habitait la ville de Meaux, fut reçue à l'Académie royale de peinture et de sculpture de Paris en 1672, et admise en 1699 à celle *de' Ricoverati* de Padoue. Elle mourut à Paris, à l'âge de soixante-trois ans. (*Biogr. univ.*)

ROSPIGLIOSI (Marie-Madeleine).

Vivait au XVIIIe siècle.

Elle est plus généralement connue comme la maîtresse de Carlo Maratta; elle tient à la main une lettre dont la suscription porte son nom.

PERRAULT et MANSART*.

1° PERRAULT (Claude), médecin et architecte.

Fils de Pierre Perrault, avocat au parlement de Paris.

Né en 1613. Mort le 9 octobre 1688.

Claude Perrault était docteur de la Faculté de médecine de Paris et membre de l'Académie des sciences; il donna en 1665 les plans et dessins des bâtiments de l'Observatoire et du

(*) Les deux portraits de Perrault et de Mansart sont peints sur la même toile.

Louvre, etc., construisit la chapelle de Sceaux, celle de Notre-Dame de Savone dans l'église des Petits Pères, et fit une partie des dessins pour les vases en bronze et en marbre qui ornent les jardins du palais de Versailles. Il mourut à Paris, à l'âge de soixante-quinze ans.

2° MANSART (François), architecte.

Né à Paris, en 1598. Mort en septembre 1666.

Élève de Germain Gaucher, son oncle, il était déjà connu par la construction de plusieurs édifices, lorsqu'il fut choisi, en 1645, par la reine Anne d'Autriche pour construire l'église du Val-de-Grâce; il ne termina pas ce monument. « C'est lui, dit l'auteur de sa vie, qui a inventé cette sorte de couverture appelée *mansarde*, dont il fit, rapporte Blondel, le premier essai au château de Chambord. » Mansart était aussi l'architecte du duc d'Orléans (Gaston de France). Il mourut à Paris, à l'âge de soixante-huit ans. (*Moreri, Biogr. univ.*)

LE NOSTRE (André), architecte.

Fils de N. Le Nostre, surintendant du jardin des Tuileries.

Né à Paris, en 1613. Mort en septembre 1700.

Il avait étudié la peinture à l'école de Simon Vouët. Devenu contrôleur des bâtiments et dessinateur des jardins du roi, il ordonna les travaux des jardins de Vaux, de Versailles, de Claigny, de Chantilly, de Saint-Cloud, de Meudon, de Sceaux, des Tuileries et de Fontainebleau. La promenade *l'Autoi* à Amiens a été faite sur les dessins de Le Nostre. Louis XIV lui donna des lettres de noblesse en 1675, et le nomma chevalier de Saint-Michel. Il fit un voyage à Rome en 1678 *, mourut à Paris, à l'âge de quatre-vingt-dix ans, et fut enterré dans l'église de Saint-Roch.

PERRAULT (Charles), membre de l'Académie Française.

Né à Paris, le 12 janvier 1628. Mort le 16 mai 1703.

Charles Perrault avait été reçu avocat; il cultivait la poésie, fut d'abord nommé en 1664 premier commis de la surintendance des bâtiments du roi, et ensuite contrôleur général. « Il fut désigné par le ministre Colbert, rapporte l'auteur de sa vie, pour former avec Chapelain, Cassagne et l'abbé Bourzeis, un comité de devises et de médailles, qui fut le berceau de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. » Élu membre de l'Académie Française en 1671, il mourut à l'âge de soixante-quinze ans. — Charles Perrault est auteur de l'ouvrage intitulé *Parallèle des anciens et des modernes*, et de *Contes de fées*, qu'il dédia à *Mademoiselle* (Anne-Marie-Louise-d'Orléans), fille de Gaston de France.

(*) On rapporte que, pendant son voyage à Rome, Le Nostre fut reçu par le pape. « Sur la fin de l'audience, dit l'auteur de sa vie, Le Nostre, transporté d'un tel accueil, s'écria : « Je ne me soucie plus de mourir; j'ai vu les deux plus grands hommes du monde, Votre Sainteté et le roi mon maître. — Il y a une grande différence, répondit le pape, le roi est un grand prince victorieux; je suis un pauvre prêtre, serviteur des serviteurs de Dieu; il est jeune, et je suis vieux. » A cette réponse, Le Nostre, oubliant à qui il parlait, frappa sur l'épaule du pape en lui disant : « Mon révérend Père, vous vous portez bien, et vous enterrerez tout le sacré Collége. » Innocent XI ne put s'empêcher de rire; alors Le Nostre, n'étant plus maître de ses transports, se jeta au cou du Saint-Père et l'embrassa. De retour chez lui, il se hâta d'écrire ce qui venait de se passer à Bontemps, premier valet de chambre du roi. La lettre fut lue à Louis XIV à son lever; le duc de Créqui, présent à cette lecture, voulut gager mille louis que la vivacité de Le Nostre n'avait pu aller jusqu'aux embrassements. « Ne pariez pas, répondit le roi; quand je reviens d'une campagne, Le Nostre m'embrasse; il a bien pu embrasser le pape. » (*Biog. univ.*)

KELLER (Jean-Balthazar), fondeur, dessinateur et orfèvre.

Né à Zurich, en 1638. Mort en 1702.

Commissaire général des fontes de l'artillerie de France et inspecteur de la fonderie de l'arsenal royal de Paris, il mourut à l'âge de soixante-quatre ans. — C'est sous sa direction qu'ont été fondues la plus grande partie des statues en bronze qui ornent les jardins de Versailles.

KELLER (Jean-Jacques), fondeur.

Né à Zurich... Mort...

Il fut commissaire général des fontes de l'artillerie de France, et concourut avec son frère, Jean-Balthazar, à l'exécution de différents travaux de fonte pour l'artillerie et le palais de Versailles.

LOUIS DE FRANCE, duc de Bourgogne, puis dauphin (à l'âge de six ans.)

Fils aîné de Louis de France, dauphin (le grand dauphin), et de Marie-Anne-Christine-Victoire de Bavière, fille aînée de Ferdinand-Marie, duc de Bavière, électeur du Saint-Empire, et d'Adélaïde-Henriette de Savoie.

Né à Versailles, le 6 août 1682. Marié dans la chapelle de ce château, le 7 décembre 1697, à Marie-Adélaïde de Savoie, fille aînée de Victor-Amédée, IIe du nom, duc de Savoie, puis roi de Sicile et enfin de Sardaigne, et d'Anne-Marie d'Orléans (*Mademoiselle de Valois*), troisième fille de Philippe de France (*Monsieur*), duc d'Orléans, et de Henriette-Anne d'Angleterre. Mort le 18 février 1712.

D'abord duc de Bourgogne en 1695, il commanda les troupes du camp de Compiègne en 1698, l'armée d'Allemagne en 1701, celles de Flandre et du Rhin en 1702 et 1703, et se rendit maître de Brisach cette dernière année. Nommé général de l'armée de Flandre en 1708, il devint dauphin après la mort de son père, le grand dauphin, en 1711 et mourut au château de Marly à l'âge de trente ans.

MARIE-ADÉLAÏDE DE SAVOIE, duchesse de Bourgogne, puis dauphine (à l'âge de douze ans environ).

Fille aînée de Victor-Amédée, IIe du nom, duc de Savoie, puis roi de Sicile et de Sardaigne, et d'Anne-Marie d'Orléans (*Mademoiselle de Valois*), troisième fille de Philippe de France (*Monsieur*), duc d'Orléans, et de Henriette-Anne d'Angleterre.

Née à Turin, le 6 décembre 1685. Mariée dans la chapelle du château de Versailles, le 7 décembre 1697, à Louis de France, duc de Bourgogne, puis dauphin, fils aîné de Louis de France, dauphin (*le grand dauphin*), et de Marie-Anne-Christine-Victoire de Bavière, fille aînée de Ferdinand-Marie, duc de Bavière, électeur du Saint-Empire, et d'Adélaïde-Henriette de Savoie. Morte à Versailles, le 12 février 1712.

CHARLES DE FRANCE, duc de Berry.

Troisième fils de Louis de France, dauphin (le grand dauphin), et de Marie-Anne-Christine-Victoire de Bavière, fille de Ferdinand-Marie, duc de Bavière, électeur du Saint-Empire, et d'Adélaïde-Henriette de Savoie.

Né à Versailles, le 31 août 1686. Marié à Versailles, par le cardinal de Janson, grand-aumônier de France, le 6 juillet 1710, à Marie-Louise-Élisabeth d'Orléans (*mademoi-*

selle), seconde fille de Philippe d'Orléans, duc d'Orléans, régent du royaume, et de Françoise-Marie de Bourbon (*mademoiselle de Blois*), fille légitimée de Louis XIV. Mort le 4 mai 1714.

Reçu chevalier des Ordres du roi en 1699, il fut la même année capitaine de deux compagnies de gendarmes, et fit en 1708, comme volontaire, la campagne de Flandre dans l'armée sous les ordres du duc de Bourgogne, son frère. Dauphin en 1712, il mourut au château de Marly, à l'âge de vingt-huit ans.

LÉOPOLD-GUILLAUME, archiduc d'Autriche, gouverneur des Pays-Bas.

Troisième fils de Ferdinand III, empereur d'Allemagne, et de Marie-Anne de Bavière, fille de Guillaume V, duc de Bavière.

Né en 1614. Mort le 21 novembre 1662.

Archiduc d'Autriche, évêque de Passau, de Strasbourg, d'Halberstadt, d'Olmutz et de Breslau, grand-maître de l'ordre teutonique en 1641, et abbé de Mourbach, il fut gouverneur des Pays-Bas depuis l'année 1647 jusqu'en 1656, et mourut à Vienne à l'âge de quarante-huit ans.

LÉOPOLD Ier, duc de Lorraine et de Bar, chevalier de la Toison d'Or.

Fils aîné de Charles V (Charles-Léopold-Nicolas-Sixte), duc de Lorraine et de Bar, et de Marie-Éléonore, veuve de Michel Wisnowiski, roi de Pologne, et fille de Ferdinand III, roi de Bohême, et d'Éléonore de Gonzague-Mantoue, sa troisième femme.

Né le 11 septembre 1679. Marié par procureur, à Fontainebleau, le 13 octobre 1698 (le duc d'Elbeuf le représentant), à Élisabeth Charlotte d'Orléans (*Mademoiselle de Chartres*), quatrième fille de Philippe de France (*Monsieur*), duc d'Orléans, frère unique de Louis XIV, et d'Elisabeth-Charlotte de Bavière, sa seconde femme, fille de Charles-Louis, duc de Bavière, comte palatin du Rhin. Mort le 27 mars 1729.

Chevalier de la Toison-d'Or en 1690, il succéda la même année au titre de duc de Lorraine après la mort de son père, et mourut à Lunéville, dans la cinquantième année de son âge.

ELISABETH-CHARLOTTE D'ORLÉANS (*Mademoiselle de Chartres*), duchesse de Lorraine et de Bar.

Quatrième fille de Philippe de France (*Monsieur*), duc d'Orléans frère unique de Louis XIV, et d'Élisabeth-Charlotte de Bavière, sa seconde femme, fille de Charles-Louis, duc de Bavière, comte palatin du Rhin.

Née à Saint-Cloud, le 13 septembre 1676. Mariée par procureur, à Fontainebleau, le 13 octobre 1698, à Léopold, duc de Lorraine et de Bar, fils aîné de Charles V, duc de Lorraine et de Bar et de Marie-Éléonore, veuve de Michel Wisnowiski, roi de Pologne, et fille de Ferdinand III, roi de Bohême, et d'Éléonore de Gonzague Mantoue, sa troisième femme. Morte à Commerci, le 23 décembre 1744.

CONDÉ (Louis de Bourbon, IIIe du nom, prince de), duc de Bourbon.

Second fils de Henri-Jules de Bourbon, prince de Condé, et d'Anne de Bavière, seconde fille d'Édouard de Bavière, prince palatin du Rhin, et d'Anne de Gonzague-Clèves.

Né à Paris, le 11 octobre 1668. Marié à Versailles, le 24 juillet 1685, à Louise Françoise de Bourbon (*Mademoiselle de Nantes*), fille légitimée de Louis XIV. Mort le 3 mars 1710.

Gouverneur de Bourgogne et de Bresse, et grand-maître de la maison du roi en 1685, chevalier des Ordres, colonel des régiments de Bourbon, infanterie et cavalerie, il accompagna le grand dauphin au siége de Philipsbourg en 1688. Maréchal-de-camp en 1690, il était au siége de Mons en 1691, à celui de Namur et à la bataille de Steinkerque en 1692. Nommé lieutenant général des armées du roi dans cette même année, il se trouva en 1693 à la bataille de Nerwinde, et fit en Flandre la campagne de 1694 sous les ordres du grand dauphin. Il mourut subitement à Paris, à l'âge de quarante-deux ans. (*Le P. Anselme.*)

CONTY (François-Louis de Bourbon, prince de).

Troisième fils d'Armand de Bourbon, prince de Conty, et d'Anne-Marie de Martinozzi.

Né à Paris, le 30 avril 1664. Marié à Versailles, le 29 juin 1688, à Marie-Thérèse de Bourbon (*Mademoiselle de Bourbon*), fille aînée de Henri-Jules de Bourbon, IIIe du nom, prince de Condé, et d'Anne de Bavière. Mort le 22 février 1709.

Il porta d'abord les titres de comte de la Marche, de comte de Clermont, de prince de La Roche-sur-Yon, et ne prit celui de prince de Conty qu'après la mort de son frère Louis-Armand de Bourbon en 1685. « Il fut, dit Saint-Simon, les constantes délices de la cour, des armées, la divinité du peuple, le héros des officiers, l'amour du parlement et l'admiration des savants les plus profonds. » Élève du grand Condé, il fit ses premières armes au siége de Luxembourg. L'an 1685, il servit en Hongrie contre les Turcs dans les troupes de l'empereur, fit ensuite la campagne de Flandre sous le maréchal de Luxembourg en 1689, combattit à Fleurus en 1690, à Steinkerque en 1692 et à Nerwinde en 1693. Compétiteur de l'électeur de Saxe au trône de Pologne, après la mort de Jean Sobieski, il fut élu roi, et se rendit en Pologne en 1697, mais ne put prendre possession de la royauté. Nommé général de l'armée de Flandre en 1709, il mourut à l'âge de quarante-cinq ans, sans avoir pris son commandement.

CONDÉ (Louise-Françoise de Bourbon, princesse de) *Mademoiselle de Nantes*), duchesse de Bourbon.

Fille légitimée de Louis XIV, et de Françoise-Athénaïs de Rochechouart, marquise de Montespan.

Née le 19 décembre 1674. Mariée à Versailles, le 24 juillet 1685, à Louis de Bourbon, IIIe du nom, prince de Condé, duc de Bourbon, second fils de Henri-Jules de Bourbon, prince de Condé, et d'Anne de Bavière. Morte le 16 juin 1743.

CONTY (Marie-Thérèse de Bourbon (*Mademoiselle de Bourbon*), princesse de).

Fille aînée de Henri-Jules de Bourbon, IIIe du nom, prince de Condé, et d'Anne de Bavière.

Née à Paris, le 1er février 1666. Mariée à Versailles, le 29 juin 1688, à François-Louis de Bourbon, prince de Conty, troisième fils d'Armand de Bourbon, prince de Conty, et d'Anne-Marie Martinozzi. Morte le 20 février 1732.

Cette princesse mourut âgée de soixante-six ans.

LE DUC DU MAINE et son frère LE COMTE DE TOULOUSE.

1° MAINE (Louis-Auguste de Bourbon, duc du) et d'Aumale, comte d'Eu, souverain de Dombes.

Fils légitimé de Louis XIV et de Françoise Athénaïs de Rochechouart, marquise de Montespan.

Né à Versailles, le 31 mars 1670. Marié le 19 mars 1692, à Anne-Louise-Bénédicte de Bourbon, quatrième fille de Henri-Jules de Bourbon, prince de Condé, et d'Anne de Bavière, seconde fille d'Édouard de Bavière, prince palatin du Rhin, et d'Anne de Gonzague-Clèves. Mort le 14 mai 1736.

Duc du Maine en 1673, colonel des Suisses et Grisons en 1674, prince de Dombes et comte d'Eu en 1681, il reçut en 1682 le gouvernement général du Languedoc. Chevalier des Ordres du roi en 1686, général des galères en 1688. Mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie, il fit la même année la campagne de Flandre sous le maréchal d'Humières, et se trouva au combat de Valcourt. Maréchal-de-camp en 1690, il commanda la cavalerie de l'armée de Flandre, était au siége de Mons en 1691, servit de nouveau à l'armée de Flandre en 1692. Nommé colonel général des armées du roi, il se trouva au siége de Namur, et combattit à Steinkerque. Mestre-de-camp, lieutenant du régiment royal des carabiniers en 1693, il fit à l'armée de Flandre la campagne de 1694. Grand-maître et capitaine général de l'artillerie dans cette même année, il servit à l'armée du duc de Bourgogne en Flandre dans l'année 1702. Membre du conseil de régence et surintendant de l'éducation du roi Louis XV en 1715, il mourut à Sceaux, à l'âge de soixante-six ans. (*Chron. milit.*)

2° TOULOUSE (Louis-Alexandre de Bourbon, comte de).

Fils légitimé de Louis XIV.

Né le 6 juin 1678. Amiral de France en novembre 1683. (59ᵉ.) Marié le 22 février 1723, à Marie-Victoire-Sophie de Noailles. Mort le 1ᵉʳ décembre 1737.

Grand-amiral de France en 1683, chevalier des Ordres du roi en 1692, le comte de Toulouse était au siége de Mons en 1691, à la prise de Namur en 1693, et servit comme maréchal-de-camp dans l'armée du maréchal de Boufflers en 1696. Lors de la guerre de la succession, le comte de Toulouse commanda la flotte française dans la Méditerranée, et remporta, le 24 août 1704, la victoire de Velez Malaga. Chevalier de la Toison-d'Or, grand-veneur de France, il fut l'un des conseillers du conseil de régence, et chef du conseil de la marine en septembre 1715. Il mourut à l'âge de cinquante-neuf ans.

MAINE (Anne-Louise-Bénédicte de Bourbon, duchesse du), et d'Aumale, comtesse d'Eu, etc. (à l'âge de cinq ans).

Quatrième fille de Henri-Jules de Bourbon, IIᵉ du nom, prince de Condé, premier prince du sang, premier pair et grand-maître de France, etc., et d'Anne de Bavière, seconde fille d'Édouard de Bavière, prince palatin du Rhin, et d'Anne de Gonzague-Clèves.

Née le 8 novembre 1676. Mariée à Versailles, le 19 mars 1692, à Louis-Auguste de Bourbon, duc du Maine et d'Aumale, comte d'Eu, souverain de Dombes, etc., pair de France, chevalier des Ordres du roi, grand-maître et capitaine général de l'artillerie, fils légitimé de Louis XIV. Morte le 23 février 1753.

Elle porta d'abord le titre de *Mademoiselle d'Enghien*, et reçut ensuite celui de *Mademoiselle de Charolais*. Elle mourut dans la soixante-dix-septième année de son âge.

TOULOUSE (Louis-Alexandre de Bourbon, comte de), grand-amiral de France.

Voir plus haut, même page.

TOULOUSE (Marie-Victoire-Sophie de Noailles, comtesse de).

Septième fille d'Anne-Jules, duc de Noailles, pair et maréchal de France, et de Marie-Françoise de Bournonville.

Née le 6 mai 1688. Mariée : 1° le 25 janvier 1707, à Louis de Pardaillan-d'Antin, marquis de Gondrin, brigadier des armées du roi; 2° le 22 février 1723, à Louis-Alexandre de Bourbon, comte de Toulouse, duc de Damville, etc., pair, amiral et grand-veneur de France, fils légitimé de Louis XIV. Morte le 23 septembre 1766.

MAINTENON (Françoise d'Aubigné, marquise de).

Fille de Constant d'Aubigné, baron de Surineau, gouverneur de Maillezais, et de Jeanne de Cardillac, fille de Pierre de Cardillac, seigneur de La Lane.

Née le 27 novembre 1635, dans la prison de la conciergerie de Niort, où était détenu son père. Mariée le... à Paul Scarron, poëte comique, dont elle devint veuve le 14 octobre 1660. Morte le 15 avril 1719.

Elle fut chargée en 1660 de l'éducation des enfants de madame de Montespan et nommée, en 1680, seconde dame d'atours de madame la dauphine. Mariée secrètement à Versailles, d'après Saint-Simon, « à Louis XIV, au milieu de l'hiver de 1684, le Père Lachaise, confesseur du roi, dit la messe de mariage dans un des cabinets du roi à Versailles. Bontemps, premier valet de chambre en quartier, servit la messe, à laquelle furent présents François de Harlai, archevêque de Paris, le marquis de Louvois, ministre secrétaire d'état au département de la guerre, et Henri de Mornay, marquis de Montchevreuil, gouverneur et capitaine du château de Saint Germain-en-Laye. » Madame de Maintenon se retira, après la mort de Louis XIV, à la maison royale de Saint-Cyr qu'elle avait fondée. Elle y mourut à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

ORLÉANS (Françoise-Marie de Bourbon (*Mademoiselle de Blois*), duchesse d')

Fille légitimée de Louis XIV et de Françoise-Athénaïs de Rochechouart, marquise de Montespan.

Née le 4 mai 1677. Mariée à Versailles, le 18 février 1692, à Philippe d'Orléans, duc d'Orléans, régent du royaume, troisième fils de Philippe de France (*Monsieur*), duc d'Orléans, et d'Élisabeth-Charlotte de Bavière, sa seconde femme. Morte le 1ᵉʳ février 1749, âgée de soixante-douze ans.

DANGEAU (Philippe de Courcillon, marquis de), comte de Mesle et de Civray, baron de Saint-Hermine, etc.

Fils de Louis de Courcillon, seigneur de Dangeau, de La Mothe et de Diziers, et de Charlotte des Noües de La Tabarrière.

Né vers 1636. Marié : 1° en 1670, à Françoise Morin, fille de Jacques Morin, seigneur de Châteauneuf, et d'Anne Yvelin; 2° en 1686, à Marie-Sophie de Bavière, de Lewestein, fille d'honneur de madame la dauphine et fille de Ferdinand-Charles de Bavière, comte de Lewe-

stein, et d'Anne-Marie de Furstemberg, sœur du cardinal de Furstemberg. Mort le 9 septembre 1720.

Arrière-petit-fils de Plessis-Mornay, Philippe de Courcillon fit la campagne de Flandre en 1657 ou 1658, comme capitaine de cavalerie dans les troupes sous les ordres du maréchal de Turenne. Après la paix des Pyrénées, il prit du service en Espagne, et à sa rentrée en France, il fut nommé colonel du régiment du roi, et fit en 1667 la campagne de Flandre. Aide-de-camp du roi en 1672, envoyé extraordinaire en 1673 vers les électeurs du Rhin, il fut d'abord chevalier d'honneur de la dauphine de Bavière en 1680, chevalier de l'ordre du Saint-Esprit en 1688, grand-maître de l'ordre de Notre-Dame de Mont-Carmel et de Saint-Lazare en 1693, conseiller d'état d'épée en 1696, et enfin chevalier d'honneur de la dauphine de Savoie en 1697, et mourut à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.—Dangeau avait été élu à l'Académie Française en 1668 et fut membre honoraire de l'Académie royale des sciences en 1704. Il est auteur du *Journal de Louis XIV*. (*Biogr. univ.*)

ANTIN (Louis-Antoine de Pardaillan de Gondrin, premier duc d').

Fils unique de Louis-Henri de Pardaillan de Gondrin, marquis de Montespan, et de Francoise-Athénaïs de Rochechouart-Mortemart.

Né le 5 septembre 1665. Marié le 21 août 1686, à Julie-Françoise de Crussol, fille aînée d'Emmanuel de Crussol, duc d'Uzès, premier pair de France, et de Marie-Julie de Sainte Maure-Montauzier. Mort le 2 novembre 1736.

Lieutenant au régiment du roi en 1683, il servit la même année aux siéges de Courtrai, de Dixmude et au bombardement d'Oudenarde. Brigadier en 1693, il fut employé à l'armée de la Moselle et se trouva en 1695 au bombardement de Bruxelles. Maréchal-de-camp en 1696, lieutenant général en 1702, il commanda en 1706 l'aile gauche à la bataille de Ramillies. Duc et pair en 1710, surintendant général des bâtiments du roi en 1716, il fut nommé membre du conseil de régence et chevalier des Ordres du roi en 1718, et mourut à l'âge de soixante-onze ans. —Le duc d'Antin avait été protecteur de l'Académie royale de peinture et de sculpture.

CHAMILLART (Michel de), marquis de Cany, seigneur de Courcelles, ministre et secrétaire d'état au département de la guerre.

Fils de Guy de Chamillart, maître des requêtes, intendant à Caen, et de Catherine Compaing, fille de Louis Compaing, seigneur de l'Étang et de La Tourtanière.

Né le 6 janvier 1652. Marié le 28 novembre 1680, à Isabelle-Thérèse Le Rebours, sa cousine germaine, fille de Jean Le Rebours, seigneur de Prunelay, maître des comptes, et d'Élisabeth-Anne Compaing. Mort le 14 avril 1721.

Il fut conseiller au parlement de Paris en 1676, maître des requêtes en 1686, et intendant à Rouen en 1689, nommé intendant des finances en 1690, et contrôleur général des finances en 1699. Il devint ministre d'état en 1700, secrétaire d'état au département de la guerre, et grand-trésorier des Ordres du roi, en 1701. Il mourut à Paris, à l'âge de soixante-neuf ans.

PHÉLIPEAUX (Jérôme), comte de Pontchartrain et de Maurepas.

Fils unique de Louis Phélipeaux, comte de Pontchartrain, chancelier de France, et de Marie de Maupeou, fille de Pierre de Maupeou, président aux enquêtes, et de Marie Quentin de Richebourg

Né en mars 1674. Marié : 1° le 28 février 1697, à Christine-Éléonore de La Rochefoucauld de Roye, fille de Frédéric-Charles de La Rochefoucauld, comte de Roye, et d'Isabelle de Durfort-Duras ; 2° le 31 juillet 1713, à Hélène-Rosalie-Angélique de l'Aubespine, fille d'Étienne, marquis de Verderone, guidon des gendarmes de la reine, et de Marie-Anne Festard. Mort le 8 février 1747.

Reçu conseiller au parlement en 1692, secrétaire d'état, en survivance de son père, l'année suivante, prévôt des Ordres du roi en 1709, Jérôme Phélipeaux se démit en 1715 de la charge de secrétaire d'état, et mourut à l'âge de soixante-treize ans. (*Moreri.*)

SAINCTOT (Nicolas), seigneur de Vemars, introducteur des ambassadeurs.

Né vers 1627. Marié le..., à Claude de l'Isle. Mort en 1713.

D'abord maître des cérémonies de France, il fut ensuite introducteur des ambassadeurs, et mourut à Versailles, dans la quatre-vingt-sixième année de son âge. (*Le P. Anselme.*)

HERBELOT (Barthélemi d'), orientaliste.

Né à Paris, le 14 décembre 1625. Mort le 8 décembre 1695.

D'Herbelot, savant orientaliste du XVIIe siècle, secrétaire interprète du roi pour les langues orientales, occupa, après Pierre d'Auvergne, la chaire de langue syriaque au Collége royal de France, et mourut à l'âge de soixante-dix ans.—Il est l'auteur de la *Bibliothèque orientale* ou *Dictionnaire universel contenant généralement tout ce qui regarde les peuples de l'Orient*, qui fut publié par Galand en 1697.

FAGON (Gui-Crescent), premier médecin de Louis XIV.

Né le 11 mai 1638. Mort le 11 mars 1718.

Après avoir été reçu docteur, Fagon obtint la chaire de botanique et de chimie au Jardin royal. Il devint, en 1680, premier médecin de madame la dauphine, puis de la reine, et remplaça d'Aquin en 1693 dans la charge de premier médecin de Louis XIV. Il fut nommé en 1699 membre honoraire de l'Académie des sciences. «Fagon, dit Saint-Simon dans ses Mémoires, était un des bons esprits de l'Europe, curieux de tout ce qui avait trait à son métier, grand botaniste, bon chimiste, habile connaisseur en chirurgie, excellent médecin et bon praticien... très désintéressé, ami ardent, mais ennemi qui ne pardonnait point. Il aimait la vertu, l'honneur, la valeur, la science, l'application, le mérite, et chercha toujours à l'appuyer sans autre cause ni liaison, et à tomber aussi rudement sur ce qui s'y opposait que si on lui eût été personnellement contraire.»

RACINE (Jean), poëte tragique.

Fils de Jean Racine, contrôleur du grenier à sel de La Ferté-Milon, et de Jeanne Sconin.

Né à la Ferté-Milon, le 21 décembre 1639. Marié en 1677, à Catherine Romanet, fille de N... Romanet, trésorier de France, d'Amiens. Mort le 22 avril 1699.

Élève du collége d'Harcourt, il termina ses études à Port-Royal-des-Champs. «Son premier essai poétique, dit l'auteur de sa vie, fut *la Nymphe de la Seine*, ode qu'il composa pour le mariage de Louis XIV, et qui, l'ayant fait connaître de Chapelain, arbitre des grâces de la cour, lui valut une gratification de cent louis, que Colbert lui envoya de la part du roi.» Molière indiqua à Racine le plan de sa tragédie de *la Thébaïde*, jouée en 1664, et continua de travailler pour le théâtre jusqu'en 1677. Racine avait été reçu membre de l'A-

cadémie Française en 1673, et nommé historiographe du roi en 1677. Il mourut à l'âge de soixante ans et fut enterré à Port-Royal-des-Champs. — Racine, de concert avec Boileau, avait composé les inscriptions des tableaux allégoriques de la grande galerie de Versailles, qui représentent les principales actions de la vie de Louis XIV, depuis la paix des Pyrénées en 1660 jusqu'au traité de Nimègue en 1678. Il composa pour la maison royale de Saint-Cyr et sur la demande de madame de Maintenon, les tragédies d'*Esther* et d'*Athalie*. Ce dernier ouvrage ne fut représenté au Théâtre-Français que dans l'année 1716.

BOILEAU DESPRÉAUX (Nicolas), poëte.

Né le 1er novembre 1636, à Crosnes, près Villeneuve-Saint-Georges. Mort le 13 mars 1711.

« Si connu, disait Saint-Simon, contemporain de ce poëte, par son esprit, ses ouvrages et par ses satires ; et il se peut dire que c'est en ce dernier genre qu'il a excellé, quoique ce fût un des meilleurs hommes du monde; il avait été chargé d'écrire l'histoire du roi. » Boileau Despréaux fut nommé en 1677 avec Racine historiographe du roi*. Reçu membre de l'Académie Française en 1684, il mourut à l'âge de soixante-quinze ans.

LECLERC (Sébastien), dessinateur et graveur.

Né à Metz, en 1637. Mort en 1714.

Il avait servi dans sa jeunessse en qualité d'ingénieur-géographe près du maréchal de La Ferté, depuis 1660 jusqu'en 1665, qu'il se livra exclusivement à l'art de la gravure. Reçu en 1672 à l'Académie royale de peinture et nommé professeur de perspective, Sébastien Leclerc remplit cette dernière place pendant trente ans. Il fut graveur du cabinet du roi et professeur de l'école des Gobelins. Il mourut à l'âge de soixante-dix-sept ans.

VANDER-WERF (le chevalier Adrien), peintre.

Né en 1659, à Kralinger-Ambach près Rotterdam. Marié en 1687, à Marguerite Rees. Mort le 12 novembre 1727.

Il étudia d'abord chez Corneille Piccolett, peintre de portraits, de Rotterdam, et ensuite chez Vander-Neer. Il travailla en 1696 pour l'électeur palatin Jean-Guillaume-Joseph, qui anoblit la famille de Vander-Werf et le créa chevalier. Il mourut à Rotterdam à l'âge de soixante-huit ans. — Le Musée royal possède plusieurs tableaux de Vander-Werf.

PHILIPPE V (Philippe de France), roi d'Espagne.

Second fils de Louis de France, dauphin (le grand dauphin), et de Marie-Anne-Christine-Victoire de Bavière, fille aînée de Ferdinand-Marie, duc de Bavière, électeur du Saint-Empire.

Né à Versailles, le 19 décembre 1683. Marié : 1°, par procureur, à Turin, le 11 septembre 1701, et en personne, à Figuières, en Catalogne, le 2 novembre suivant, à Marie-Louise-Gabrielle de Savoie, seconde fille de Victor-Amédée, IIe du nom, roi de Sardaigne, et d'Anne-Marie d'Orléans (*Mademoiselle de Valois*), troisième fille de Philippe de France (*Monsieur*), duc d'Orléans, frère unique de Louis XIV; 2°, par procureur, à Parme, le 16 septembre 1714, et en personne, à Guadalaxara, le 24 décembre suivant, à Élisabeth Farnèse, fille unique d'Édouard Farnèse, IIe du nom, duc de Parme, et de Dorothée-Sophie de Bavière, fille de Philippe-Guillaume, duc de Bavière, électeur palatin. Mort le 9 juillet 1746.

(*) Boileau Despréaux est un des auteurs de l'ouvrage intitulé : *Médailles sur les principaux événements du règne de Louis-le-Grand.*

Il porta d'abord le titre de duc d'Anjou. Appelé à la couronne d'Espagne par le testament de Charles II, il fut déclaré par Louis XIV, roi d'Espagne, le 16 novembre 1700, à Versailles, et le 24 du même mois à Madrid, où il fit son entrée solennelle le 14 avril 1701. L'avénement de Philippe V à la couronne d'Espagne devint le signal de la longue guerre dite *Guerre de la succession*, où ce prince passa, par une perpétuelle alternative de succès et de revers, jusqu'à la bataille de Villaviciosa, qui l'affermit définitivement sur le trône. A la paix de Rastadt, en 1714, Philippe V, qui avait été reconnu roi d'Espagne par quelques-unes des puissances de l'Europe dès l'année 1700, le fut alors solennellement par les États-Généraux, le roi d'Angleterre et l'empereur Charles VI. Par décret du 15 janvier 1724, rapporte Moreri, Philippe V abdiqua en faveur de son fils don Louis, et à la mort de ce prince, le 31 août suivant, il remonta sur le trône par décret du 6 septembre, et mourut à Madrid, à l'âge de soixante-trois ans.

MARIE-LOUISE-GABRIELLE DE SAVOIE, reine d'Espagne.

Seconde fille de Victor-Amédée, IIe du nom, roi de Sardaigne, et d'Anne-Marie d'Orléans (*Mademoiselle de Valois*), troisième fille de Philippe de France (*Monsieur*), duc d'Orléans, frère unique de Louis XIV.

Née en 1689. Mariée par procureur à Turin, le 11 septembre 1701, et en personne, à Figuières, en Catalogne, le 2 novembre suivant, à Philippe V, roi d'Espagne. Morte à Madrid, le 14 février 1714.

ÉLISABETH FARNÈSE, reine d'Espagne.

Fille unique d'Édouard Farnèse, IIe du nom, duc de Parme, et de Dorothée-Sophie de Bavière, fille de Philippe-Guillaume, duc de Bavière, électeur palatin.

Née le 25 octobre 1692. Mariée par procureur, à Parme, le 16 septembre 1714, et en personne, à Guadalaxara, le 24 décembre suivant, à Philippe V, roi d'Espagne. Morte le 11 juillet 1766.

ALBERONI (Jules), cardinal.

Né à Firuenzola, le 30 mars 1664. Mort le 26 juin 1752.

L'auteur de la vie d'Alberoni rapporte qu'étant chanoine de l'église de Parme, il accompagna en 1702 le comte de Roncovieri, évêque de Saint-Donnin, dont il était chapelain, lorsque ce prélat fut envoyé, par le duc de Parme (Édouard Farnèse, IIe du nom), près du duc de Vendôme, général en chef des troupes françaises en Italie pendant la guerre de la Succession, et qu'il fut ensuite chargé, par le duc de Vendôme, de plusieurs missions secrètes près de Philippe V. L'abbé Alberoni suivit en Espagne le duc de Vendôme, lorsqu'il fut nommé généralissime des troupes espagnoles; après sa mort, il rentra en France dans l'année 1712, et se rendit à Paris. Nommé envoyé extraordinaire du duc de Parme à la cour de Madrid en 1713, il négocia le mariage de Philippe V avec Élisabeth Farnèse, princesse de Parme. Premier ministre du roi d'Espagne, cardinal le 12 juillet 1717, de la promotion de Clément XI (Jean-François Albani), il fut successivement, la même année, grand d'Espagne, évêque de Malaga et archevêque de Séville. Le cardinal Alberoni, ayant quitté l'Espagne en 1719, se retira en Italie et fut nommé légat du Saint-Siége dans la Romagne, en 1738. Il mourut à Rome, à l'âge de quatre-vingt-huit ans. (*Biog. univ.*)

URSINS (Anne-Marie de La Trémoille, princesse des).

Fille aînée de Louis de La Trémoille, IIe du nom, premier duc de Noirmoustier, vicomte de Tours, etc., pair de France, conseiller du roi, maréchal-de-camp et lieutenant général au gouvernement d'Anjou, et de Renée-Julie-Aubery, fille unique de Jean Aubery, seigneur de Tilleport, maître des requêtes et conseiller d'état, et de Françoise Le Breton Villandry.

Née vers 1642. Mariée : 1° le... 1659, à Adrien-Blaise de Talleyrand, prince de Chalais, marquis d'Exideul; 2° le... février 1675, à Flavio Ursini, duc de Bracciano et de San Gemini, chevalier des Ordres du roi, fils de Ferdinand Ursini, duc de Santo Gemini, et de Justinienne Ursini. Morte le 5 décembre 1722.

La princesse des Ursins, qui avait été camera major de la reine d'Espagne (Marie-Louise-Gabrielle de Savoie), première femme de Philippe V, mourut à Rome, à l'âge de quatrevings ans.

FLÉCHIER (Esprit), évêque de Nîmes.

Né en 1632. Mort en 1710.

MASSILLON (Jean-Baptiste), évêque de Clermont.

Né en 1663. Mort en 1742.

CHARLES VI, empereur d'Allemagne, roi de Hongrie et de Bohême.

Fils de Léopold Ier, empereur d'Allemagne, et d'Éléonore-Madeleine-Thérèse, fille de Philippe-Guillaume de Bavière et d'Élisabeth-Amélie, fille de Georges, landgrave de Hesse-Darmstadt.

Né le 1er octobre 1685. Marié en..., à Elisabeth-Christine de Brunswick-Wolfenbuttel. Mort à Vienne, le 20 octobre 1740.

Charles VI reçut à Vienne, en 1703, la couronne d'Espagne, qui lui fut enlevée par Philippe V, son compétiteur. Après la mort de Joseph Ier, son frère, il fut élu empereur par les soins du prince Eugène, et couronné à Francfort en 1711. Il parvint à faire reconnaître, en 1734, la *Pragmatique-Sanction* comme loi fondamentale de l'Etat, et, n'ayant point d'enfant mâle, il prit toutes les précautions nécessaires pour assurer sa succession à sa fille Marie-Thérèse. Il fut le seizième et dernier empereur de la maison d'Autriche, dont la tige masculine s'éteignit avec lui.

BRUNSWICK-WOLFENBUTTEL (Elisabeth-Christine de), impératrice d'Allemagne, reine de Hongrie et de Bohême.

Née... Mariée..., à Charles VI, empereur d'Allemagne. Morte en 1750.

DUBOIS (Guillaume), cardinal, archevêque, duc de Cambrai.

Né à Brive-la-Gaillarde, le 6 septembre 1656. Mort le 10 août 1723.

Précepteur du duc de Chartres (Philippe d'Orléans, depuis duc d'Orléans et régent), il devint conseiller d'état en 1715, ambassadeur plénipotentiaire à La Haye et secrétaire de la chambre en 1717, ambassadeur extraordinaire à Londres et ministre des affaires étrangères en 1718. Nommé archevêque de Cambrai en 1720, il fut créé cardinal en 1721 sous le pontificat d'Innocent XIII (Michel-Ange Conti). Premier ministre en 1722, le cardinal Dubois mourut à Versailles, à l'âge de soixante-sept ans. Il avait été nommé membre de l'Académie Française en 1722.

NOAILLES (Louis-Antoine de), cardinal, archevêque de Paris.

Second fils d'Anne, duc de Noailles, pair de France, chevalier des Ordres du roi, et de Louise Boyes, dame d'atours de la reine Anne d'Autriche.

Né le 27 mai 1651. Mort le 4 mai 1729.

Reçu docteur en théologie dans l'année 1676, il fut évêque de Cahors en 1679, évêque de Châlons* et pair de France en 1680. Député à l'assemblée nationale du clergé en 1682, proviseur de Sorbonne en 1690, il devint archevêque de Paris en 1695. Nommé commandeur de l'ordre du Saint-Esprit en 1698, il présida l'assemblée du clergé en 1700. Créé cardinal la même année, sous le pontificat d'Innocent XII (Antoine Pignatelli), il fut supérieur de la maison de Navarre en 1701 et mourut à Paris, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

COYPEL (Antoine), peintre.

Fils aîné de Noël Coypel, peintre, et de Madeleine Hérault, sa première femme.

Né à Paris, en 1661. Mort en 1722.

Élève de son père, il le suivit en Italie lorsqu'il fut nommé directeur de l'Académie de peinture, de sculpture et d'architecture à Rome, et termina ses études en Italie. De retour en France en 1677, il fut reçu à l'Académie royale de peinture en 1681**, et nommé à cette époque premier peintre de Philippe de France (*Monsieur*), duc d'Orléans, frère de Louis XIV. Il fut successivement nommé à l'Académie, professeur adjoint en 1684, professeur en 1699, recteur adjoint en 1707. Directeur des tableaux et dessins de la couronne en 1710, il devint directeur de l'Académie en 1714 et ensuite recteur. Antoine Coypel, choisi en 1691 pour faire les dessins de l'histoire de Louis XIV, fut associé en 1701 à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Il avait été nommé premier peintre du roi en 1716, obtint des lettres de noblesse en 1717, et mourut dans la soixante-unième année de son âge. — La voûte de la chapelle de Versailles est d'Antoine Coypel, qui acheva ce grand ouvrage dans l'année 1709. Il avait fait également les peintures de la voûte de la galerie du Palais-Royal, où se trouvaient représentés les principaux sujets de l'Énéide. Ces peintures n'existent plus. Le Musée royal possède plusieurs des principaux ouvrages de cet artiste.

COYZEVOX (Antoine), sculpteur.

Né à Lyon, en 1640. Mort le 10 octobre 1720.

Sa famille était originaire d'Espagne. Il étudia les arts à Paris sous Lerambert et quelques autres artistes de cette époque. Reçu à l'Académie de peinture et de sculpture en 1676, il y fut successivement professeur adjoint, professeur en 1677, recteur adjoint en 1690, recteur en 1694 et directeur en 1702. Il en remplit les fonctions pendant trois années, et mourut à l'âge de quatrevingts ans. — Coyzevox est un des artistes qui ont le plus concouru à l'exécution des grands

(*) L'évêché de Châlons-sur-Marne était un des six auxquels était attachée la pairie ecclésiastique. (*Moreri.*)

(**) L'Épicié, qui a écrit la vie d'Antoine Coypel, dit que, le 25 octobre 1681, n'ayant que vingt ans, il fut reçu avec applaudissement à l'Académie de peinture, sur un tableau allégorique où l'on voit Louis XIV, après avoir donné la paix à l'Europe, se reposant couronné par la Victoire. — Ce tableau est actuellement exposé dans la galerie du Musée royal.

travaux de sculpture du palais de Versailles, sous le règne de Louis XIV. Les chevaux ailés qu'il avait faits précédemment pour Marly sont actuellement aux Tuileries. Le tombeau du cardinal Mazarin, qui était autrefois dans la chapelle du collége des Quatre-Nations, est de cet artiste*.

SOPHIE ALEXIEWNA, co-régente de Russie.

Fille du czar Alexis Michaïlowitsch, czar de Russie, et de Marie Ilüschna, sa première femme, fille d'Elie-Danilowitsch Misoslawskoï, seigneur russe.

Née le 17 septembre 1657. Morte le 3 juillet 1704.

Elle régna conjointement avec ses frères Iwan et Pierre, depuis 1686 jusqu'en 1689, et mourut au couvent de Dewitz près Moscou, dans la quarante-septième année de son âge, sans avoir été mariée.

ALEXIS-PETROWITSCH, czarowitsch.

Fils aîné de Pierre Ier (le Grand), czar, puis empereur de Russie, et d'Eudoxie Féderowna Lapoukin, sa première femme.

Né à Moscou, le 19 février 1690. Marié à Torgau, le 14 octobre 1711, à Charlotte-Christine-Sophie de Brunswick-Wolfenbuttel, fille de Louis-Rodolphe, duc de Brunswick-Wolfenbuttel-Blanckembourg, et de Christine-Louise, princesse d'Oettingen. Mort à Saint-Pétersbourg, le 7 juillet 1718.

CHARLES XII, roi de Suède.

Fils aîné de Charles XI, roi de Suède, et d'Ulrique-Éléonore, fille de Frédéric III, roi de Danemarck.

Né à Stockholm, le 27 juin 1682. Mort le 12 décembre 1718.

A peine âgé de quinze ans, il succéda à son père en 1697, et fut reconnu majeur par les États assemblés. A son avénement, la Russie, la Pologne et le Danemarck coalisés déclarèrent la guerre à la Suède. Charles XII commanda lui-même ses troupes pendant presque toute cette guerre, et gagna en 1702, sur Pierre-le-Grand, la bataille de Narva, à la suite de laquelle il se rendit maître de toute la Pologne, et lui donna pour roi Stanislas-Leczinski. Vaincu en 1709, à la bataille de Pultawa, par les troupes mieux aguerries du czar Pierre, il fut contraint de chercher un refuge à Bender, en Bessarabie, dans les états du grand-seigneur. De retour en Suède en 1714, Charles XII reprit la guerre contre le Danemarck, et fut tué au siége de Friederichshall, en Norwége, dans la trente-septième année de son âge**.

STANISLAS Ier (Stanislas Leczinski), roi de Pologne, duc de Lorraine et de Bar.

Fils de Raphaël Leczinski, comte de Leckno, grand-trésorier et palatin de Lenczin, général de la Grande-Pologne, et de Anne Jablonowska, fille de Stanislas-Jean Jablonowski, palatin de Russie, grand général de l'armée de la couronne.

Né le 18 avril 1677, à Léopold (capitale de la Russie-Rouge). Marié en 1698, à Catherine, comtesse de Bnin-Opalinska, fille de Henri-Jean-Charles, comte de Bnin-Opalinski, castellan de Posnanie, et de Catherine-Sophie-Anne, comtesse de Czarnkouski. Mort le 23 février 1766.

Staroste ou juge de la noblesse du palatinat d'Odolanow en 1696 (année de la mort du roi Sobieski), il était palatin de Posnanie en 1700, lorsque la coalition des rois de Pologne et de Danemarck avec le czar de Russie attira les armées de Charles XII en Pologne. Stanislas Leczinski fut alors élu roi le 12 juillet 1704. Le traité d'Altranstadt lui assura la possession du royaume de Pologne, et la bataille de Pultawa en 1709, qui mit fin aux conquêtes de Charles XII, la lui enleva. Il prit alors possession de la principauté de Deux-Ponts qui lui avait été donnée par le roi de Suède, y resta jusqu'en 1720, et c'est à cette époque qu'il vint chercher un asile en France, où il habita d'abord Weissembourg et ensuite le château de Chambord. En 1733, après la mort du roi Auguste-Stanislas, Leczinski fut de nouveau appelé au trône de Pologne. Il abdiqua, et, par le traité de Vienne en date du 18 novembre 1738, il fut arrêté « qu'il conserverait les titres et honneurs de roi de Pologne, et qu'il serait mis en possession des duchés de Lorraine et de Bar, lesquels à sa mort seraient réunis à la couronne de France. » Il mourut au château de Lunéville, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

CATHERINE BNIN-OPALINSKA, reine de Pologne.

Fille de Henri-Jean-Charles, comte de Bnin-Opalinski, castellan de Posnanie, et de Catherine-Sophie-Anne, comtesse de Czarnkouski.

Née le 5 novembre 1680. Mariée en 1698, à Stanislas Ier, roi de Pologne, duc de Lorraine et de Bar. Morte à Lunéville, le 19 mars 1747.

LA TRÉMOILLE (Marie-Madeleine de La Fayette, duchesse de) et de Thouars, etc.

Fille unique de René-Armand, marquis de La Fayette, brigadier d'infanterie, et de Marie-Madeleine de Marillac.

Née vers 1688. Mariée le 13 avril 1706, à Charles-Louis Bretagne, duc de La Trémoille et de Thouars, pair de France, etc., fils de Charles-Belgique-Hollande, seigneur de la Trémoille, duc de Thouars, et de Madeleine de Créquy. Morte le 6 juillet 1717, dans sa vingt-neuvième année.

ROUSSEAU (Jean-Baptiste), poëte lyrique.

Né à Paris, le 6 avril 1670. Mort le 17 mars 1741.

Jean-Baptiste Rousseau fit imprimer lui-même à Soleure, en 1711, une édition de ses œuvres, pour répondre aux attaques dirigées contre lui et au jugement qui le bannissait à perpétuité de la France. Il mourut à Bruxelles à l'âge de soixante-onze ans.

FONTENELLE (Bernard le Bovier de), littérateur.

Fils de N... Fontenelle, avocat au parlement de Rouen, et de Marthe Corneille, sœur de Pierre Corneille.

Né à Rouen, le 11 février 1657. Mort le 9 janvier 1757.

(*) Ce monument est maintenant placé dans les galeries du palais de Versailles, aile du Nord, premier étage.

(**) On lit sur ce portrait l'inscription suivante : « Voici l'unique portrait que Charles XII, de glorieuse mémoire, roy de Suède, a jamais permis qu'aucun peintre tirat de luy après son avènement à la couronne. On croiroit même qu'il se fut repenti d'avoir donné cette permission, puisque le portrait étant achevé, il en coupa lui-même le visage avec un ganif, ce qu'on a pourtant tâché de raccommoder, ayant eu l'honneur de servir un si grand monarche, en qualité de son peintre et étant le seul qui ait pu donner à la postérité ses véritables traits par le présent portrait que je fis à Lund en Scanie, l'an 1718, la même année que ce héros fut tué au siége de Fredrichshall, en Norwège. Je me fais gloire d'y souscrire mon nom. David VON GRAFT. »

Fontenelle, qui avait fait ses études au collége des Jésuites à Rouen, ne se fixa à Paris que vers l'année 1679. Auteur de plusieurs ouvrages dramatiques qui avaient été représentés, et de différentes pièces de poésies dans le *Mercure Galant*, alors rédigé par Thomas Corneille et Donneau de Vizé, le neveu du grand Corneille fut reçu à l'Académie Française en 1691. Il fut nommé secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences, lors de la réorganisation de cette académie en 1699. C'est alors qu'il s'occupa de son histoire de l'Académie des Sciences. Il mourut à Paris presque centenaire. Les ouvrages philosophiques de Fontenelle, ses *Dialogues des morts*, ses *Entretiens sur la pluralité des Mondes*, son *Histoire des Oracles*, ses éloges des savants académiciens, qui sont encore recherchés, lui acquirent une grande célébrité à l'époque où il vivait. (*Biogr. univ.*)

COTTE (Robert de), architecte du roi, intendant des bâtiments.

Petit-fils de Frémin de Cotte, architecte ordinaire du roi Louis XIII.

Né en 1656. Marié en 1699, à la sœur de Jules Hardouin Mansart. Mort en 1735.

Élève de Mansart, il fut, après la mort de cet artiste en 1708, premier architecte du roi, intendant de ses bâtiments et directeur de la Monnaie des médailles. Il était chevalier de l'ordre de Saint-Michel et avait été nommé auparavant vice-protecteur de l'Académie de peinture. Il mourut à Passy, à l'âge de soixante-dix-neuf ans. — La colonnade ionique de Trianon, le dôme des Invalides et la chapelle de Versailles sont des ouvrages de Robert de Cotte; « il les exécuta, dit l'auteur de sa vie, d'après les dessins de son maître; son dernier travail fut l'achèvement de l'église de Saint-Roch. »

ROUYS (André), peintre de portraits.

Né à Hyères en Provence, en 1657. Marié en 1708, à Marie-Anne Rousseau. Mort le 18 mai 1740.

Élève de François Detroy, il est, dit l'auteur de la vie des peintres français, du petit nombre des artistes français qui aient gravé le portrait en manière noire. Reçu à l'Académie en 1687, il fut nommé conseiller en 1707, et mourut à Paris à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

HALLÉ (Claude-Guy), peintre.

Fils de Daniel Hallé.

Né en 1651. Mort en 1736.

Élève de son père, il fut reçu en 1682 à l'Académie royale de peinture et de sculpture, sur un tableau représentant le rétablissement de la religion catholique dans la ville de Strasbourg. D'abord professeur adjoint en 1693, professeur en 1702, il fut ensuite recteur et directeur. Il mourut à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

LE LORRAIN (Robert), sculpteur.

Né à Paris, le 15 novembre 1666. Mort le 1er juin 1743.

D'abord élève de Lemonnier, peintre, il étudia ensuite sous Girardon, remporta en 1689 le grand prix de l'Académie et se rendit en Italie l'année suivante. Reçu à l'Académie royale de sculpture à Paris, en 1701, il fut professeur adjoint en 1710, professeur et recteur en 1737 à la place de Hallé. Il mourut à l'âge de soixante-dix-sept ans.

RIGAUD (Hyacinthe), peintre.

Né à Perpignan, le 25 juillet 1659. Mort le 29 décembre 1743.

Fils et petit-fils de peintres, il avait fait ses premières études en peinture à Montpellier à l'école de Pezet, de Verdier et de Ranc. Il remporta en 1682 le premier prix de peinture à l'Académie, mais il ne put se rendre en Italie. Reçu membre de l'Académie royale de peinture et de sculpture en 1700*, il en fut professeur en 1710 et ensuite directeur. Nommé chevalier de l'ordre de Saint-Michel en 1717, il mourut à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. — Hyacinthe Rigaud a fait un grand nombre de portraits; plusieurs sont placés dans les galeries de Versailles et dans celles du Musée royal. Il avait peint le portrait de Louis XIV, et il peignit aussi celui de Louis XV. L'auteur de sa vie rapporte : « Dans l'un de ses voyages, la ville de Perpignan le nomma, en 1709, au rang de ses nobles. Louis XIV confirma cette nomination et Louis XV, qui fut également peint par Rigaud, la lui maintint, tant en considération de la réputation acquise dans son art que pour avoir peint la famille royale jusqu'à la quatrième génération. »

VENGHELS (Nicolas), peintre.

Né à Paris, vers 1662. Mort le 9 décembre 1737.

Membre de l'Académie de peinture et de sculpture, il fut directeur de l'Académie de France à Rome, anobli par le roi et nommé chevalier de l'ordre de Saint-Michel. Il mourut à Rome, à l'âge d'environ soixante-quinze ans.

LOUIS XV.

Voir IIe PARTIE, Rois de France, page 58.

MARIE LECZINSKA.

Seconde fille de Stanislas Leczinski, roi de Pologne, duc de Lorraine et de Bar, et de Catherine, comtesse de Bnin-Opalinska.

Née à Posen, le 23 juin 1703. Mariée à Strasbourg, par procureur, le 15 août 1725, par le cardinal de Rohan évêque de cette ville et grand-aumônier de France, et en personne à Fontainebleau, par le même cardinal, le 5 septembre suivant, à Louis XV, roi de France. Morte le 24 juin 1768.

MARIE-JOSÈPHE DE SAXE, dauphine de France.

Cinquième fille de Frédéric-Auguste II, roi de Pologne, électeur de Saxe, et de Marie-Josèphe d'Autriche.

Née à Dresde, le 4 novembre 1731. Mariée le 9 février 1747, à Louis de France, dauphin, fils de Louis XV, roi de France, et de Marie Leczinska. Morte le 13 mars 1767.

« Louis de France, dauphin, l'épousa en secondes noces. Le mariage eut lieu à Dresde, le 10 janvier 1747; le nonce du pape officiait, et le prince royal de Pologne représentait le dauphin auprès de sa sœur. La cérémonie fut renouvelée à Versailles, le 9 février suivant, dans la chapelle du château, par le coadjuteur de Strasbourg, prince de Rohan, grand-aumônier de France. » Cette princesse mourut à Versailles, à l'âge de trente-six ans. (*Le Château d'Eu, Notices historiques.*)

(*) Le tableau de réception de Rigaud fut le portrait du sculpteur Desjardins, qui est exposé dans la grande galerie du Musée royal.

ORLÉANS (Louis d'Orléans duc d'), premier prince du sang.

Fils aîné de Philippe d'Orléans, duc d'Orléans, régent du royaume, et de Françoise-Marie de Bourbon (*Mademoiselle de Blois*), fille légitimée de Louis XIV.

Né à Versailles, le 4 août 1703. Marié par procureur, le 18 juin 1724, par le cardinal de Schoenborn, évêque de Spire, et en personne à Sarri, le 13 juillet 1724, par Nicolas de Saulx, évêque et comte de Châlons, pair de France, à Auguste-Marie-Jeanne de Baden-Baden, fille de Louis-Guillaume, prince de Baden-Baden, margrave de Bade et généralissime des troupes de l'empire. Mort le 4 février 1752.

Il porta d'abord le titre de duc de Chartres, prit séance au parlement en 1717, entra au conseil de régence en 1718, et fit, la même année, partie du comité de la guerre. Il fut successivement nommé gouverneur du Dauphiné, grand-maître des ordres de Notre-Dame du Mont-Carmel et de Saint-Lazare, et colonel de l'infanterie française; il représenta le duc de Normandie au sacre de Louis XV en 1722. Duc d'Orléans en 1723, après la mort du régent, «le roi, dit le P. Anselme, lui accorda, en qualité de premier prince du sang, une maison composée de deux cent soixante-six officiers. Il fut chargé en 1725 des pouvoirs du roi pour épouser la reine Marie Leczinska au nom de Sa Majesté.» Le duc d'Orléans se démit en 1730 de la charge de colonel général de l'infanterie, et se retira à l'abbaye de Sainte-Geneviève parmi les Génovéfains. «Il était, dit l'auteur des *Notices du château d'Eu*, très savant; outre l'hébreu, le syriaque et le grec, il avait des connaissances profondes en théologie. Il a laissé plusieurs ouvrages de controverse, des traductions et des commentaires sur l'Écriture sainte, etc. Il mourut à Sainte-Geneviève, dans la quarante-neuvième année de son âge, et légua son cabinet de médailles à la bibliothèque de l'abbaye*.»

BOURBON (Charlotte de Hesse-Rheinfels-Rothenbourg, princesse de Condé, duchesse de).

Troisième fille d'Ernest-Léopold, landgrave de Hesse-Rheinfels-Rothenbourg, et d'Éléonore-Marie-Anne, fille de Maximilien-Charles, prince de Lœwenstein-Wertheim.

Née le 12 août 1714. Mariée le 23 juillet 1728, à Louis-Henri de Bourbon, prince de Condé, duc de Bourbon (*Monsieur le Duc*). Morte à Paris, le 4 juin 1741.

ORLÉANS (Auguste-Marie-Jeanne de Baden-Baden, duchesse d').

Fille de Louis-Guillaume, prince de Baden-Baden, margrave de Bade et généralissime des troupes de l'empire, et de Françoise-Sibylle de Saxe-Lawembourg.

Née le 10 novembre 1704. Mariée par procureur, le 18 juin 1724, par le cardinal de Schoenborn, évêque de Spire, et en personne, à Sarri, le 13 juillet 1724, par Nicolas de Saulx, évêque et comte de Châlons, pair de France, à Louis d'Orléans, duc d'Orléans, fils aîné de Philippe d'Orléans, duc d'Orléans, régent du royaume. Morte au Palais-Royal, à Paris, le 8 août 1726.

(*) Le collége de Henri IV occupe aujourd'hui une partie de l'ancienne abbaye de Sainte-Geneviève.

BOURBON (Louis-Henri de Bourbon, prince de Condé, duc de) (*Monsieur le Duc*).

Fils aîné de Louis de Bourbon, IIIe du nom, duc de Bourbon, prince de Condé, et de Louise-Françoise de Bourbon (*Mademoiselle de Nantes*), fille légitimée de Louis XIV.

Né à Versailles, le 18 août 1692. Marié: 1° en présence du roi Louis XIV, dans la chapelle du château de Versailles, par le cardinal de Rohan, grand-aumônier de France, le 9 juillet 1713, à Marie-Anne de Bourbon, fille aînée de François-Louis de Bourbon, prince de Conty, et de Marie-Thérèse de Bourbon (*Mademoiselle de Bourbon*); 2° le 23 juillet 1728, à Charlotte de Hesse-Rheinfels-Rothenbourg, troisième fille d'Ernest-Léopold, landgrave de Hesse-Rheinfels-Rothenbourg, et d'Éléonore-Marie-Anne, fille de Maximilien-Charles, prince de Lœvenstein-Wertheim. Mort le 27 janvier 1740.

«Il porta le titre de duc d'Enghien, du vivant de son père, et prit à sa mort celui de duc de Bourbon, et fut désigné par le nom de Monsieur le Duc. Grand-maître de la maison du roi, par provisions du 4 mars 1710, gouverneur et lieutenant général en Bourgogne et en Bresse, par provisions du même jour, colonel des régiments d'infanterie et de cavalerie de Condé, le 1er avril, il fit sa première campagne en Flandre sous le maréchal de Villars, et se trouva à l'attaque d'Hordain en 1711. Commandant la cavalerie de l'armée de Flandre en 1712, il servit aux siéges de Douai, du Quesnoi et de Bouchain. En 1713 il était au siége de Landau, à la défaite du général Vaubonne, le 20 septembre, action où il eut une très grande part. Il fut fait maréchal-de-camp le 22 du même mois, et servit en cette qualité au siége de Fribourg. Après la mort de Louis XIV, il fut déclaré chef du conseil de régence le 12 septembre 1715, lieutenant général des armées du roi, par provisions du 8 mars 1718, surintendant de l'éducation du roi le 16 août suivant, premier ministre le 2 décembre 1723, grand-maître et surintendant des postes par provisions du 2 juin 1724. Il se retira à Chantilly le 16 juin 1726, et se démit de sa charge de grand-maître des postes le même jour. Il fut mestre-de-camp du régiment de dragons de Condé le 23 juillet 1731, et mourut à l'âge de quarante-huit ans.» (*Art de vérifier les dates*, t. II, p. 321.)

ORLÉANS (Louise-Adélaïde d') (*Mademoiselle de Chartres*), abbesse de Chelles.

Troisième fille de Philippe d'Orléans, duc d'Orléans, régent du royaume, et de Françoise-Marie de Bourbon (*Mademoiselle de Blois*), fille légitimée de Louis XIV.

Née le 13 août 1698. Morte le 9 février 1743.

Cette princesse prit l'habit de l'ordre de Saint-Benoît à l'abbaye de Chelles, le 30 mars 1717, et elle y fit profession le 23 août de l'année suivante, sous le nom de *sœur Batilde*. Nommée abbesse, et sacrée en cette qualité par le cardinal de Noailles, archevêque de Paris, le 14 septembre 1719, elle se démit de cette dignité en 1734 et se retira au couvent des Bénédictines de la Madeleine de Tresnel, où elle mourut dans la quarante-cinquième année de son âge.

ORLÉANS (Philippe-Élisabeth d') (*Mademoiselle de Beaujolais*).

Sixième fille de Philippe d'Orléans, duc d'Orléans, régent du royaume, et de Françoise-Marie de Bourbon (*Mademoiselle de Blois*), fille légitimée de Louis XIV.

Née à Versailles, le 18 décembre 1714. Morte le 21 mars 1734.

Cette princesse ayant été accordée par contrat passé à Versailles le 25 novembre 1722, à l'infant don Carlos (depuis Charles III, roi d'Espagne), fils aîné de Philippe V et de la reine Élisabeth Farnèse, sa seconde femme, fut conduite à Madrid pour y être élevée, et elle y arriva le 16 février 1723. Mais le mariage stipulé par le traité de Versailles du 25 novembre 1721, entre le roi Louis XV et l'infante d'Espagne Marie-Anne-Victoire, n'ayant pas eu lieu, celui de mademoiselle de Beaujolais fut annulé par représailles, et cette princesse revint en France en 1725, avec sa sœur, Louise-Élisabeth d'Orléans (*Mademoiselle de Montpensier*), reine douairière d'Espagne, veuve du roi Louis Ier. Elle mourut à Bagnolet, dans la vingtième année de son âge.

BOURBON (Marie-Anne de) (*Mademoiselle de Clermont*), surintendante de la maison de la reine.

Quatrième fille de Louis de Bourbon, IIIe du nom, duc de Bourbon, prince de Condé, et de Louise-Françoise de Bourbon (*Mademoiselle de Nantes*), fille légitimée de Louis XIV.

Née à Paris, le 16 octobre 1697. Morte sans alliance le 11 août 1741.

BOUCHER (Marie-Françoise Perdrigeon, dame).

Née le 14 novembre 1716. Mariée vers 1733, à Étienne-Paul Boucher, secrétaire du roi. Morte le 30 janvier 1734, âgée de dix-sept ans.

AGUESSEAU (Henri-François d'), seigneur de Fresnes, chancelier de France.

Fils de Henri d'Aguesseau, conseiller d'état ordinaire et au conseil royal des finances, et de Claire-Eugénie Le Picart de Périgny.

Né à Limoges, le 26 novembre 1668. Marié le 4 octobre 1694, à Anne Lefebvre d'Ormesson, fille d'André Lefebvre d'Ormesson, seigneur d'Amboise, maître des requêtes, intendant à Lyon, et d'Éléonore Lemaistre de Belle-Jamme. Mort le 9 février 1751.

Avocat général au parlement de Paris en 1691, procureur général en 1700, commandeur des Ordres du roi et chancelier de France en 1717, il mourut à Paris, dans la quatre-vingt-troisième année de son âge.— « Le chancelier d'Aguesseau, rapporte Piganiol, avait été enterré dans le cimetière d'Auteuil. » On voit encore, près de l'église, la pyramide élevée sur son tombeau.

MONTESQUIEU (Charles de Secondat, baron de la Brède, et de), publiciste, jurisconsulte et littérateur, président à mortier au parlement de Bordeaux.

Né au château de la Brède, près Bordeaux, le 18 janvier 1689. Marié le 3 avril 1715, à Jeanne de Lartigues, fille de Pierre Lartigues, lieutenant-colonel au régiment de Maulevrier. Mort le 10 février 1755.

Président à mortier au parlement de Bordeaux en 1716, membre de l'Académie Française en 1727 et de la Société royale de Londres, Montesquieu mourut à Paris, à l'âge de soixante-six ans.

CLÉMENT XII (Laurent Corsini), pape.

Né à Rome, le 7 avril 1652. Mort le 6 février 1740.

Après avoir été préfet du tribunal de la Grâce, et archevêque de Nicomédie en 1690, il fut nommé successivement trésorier de la chambre apostolique en 1696, cardinal en 1706, évêque de Frascati et préfet de la signature de justice en 1726. Élu pape après la mort de Benoît XIII (Pierre-François Orsini) en 1730, il donna en 1738 l'investiture du royaume de Naples au roi des Deux-Siciles Don Carlos, plus tard Charles III en Espagne. Il mourut après un règne de dix ans, dans la quatre-vingt-huitième année de son âge.

TENCIN (Pierre Guérin, seigneur de), cardinal, archevêque, comte de Lyon, primat des Gaules, ministre d'état.

Fils d'Antoine Guérin, seigneur de Tencin, premier président du sénat au conseil supérieur de Chambéry en Savoie.

Né à Grenoble en Dauphiné, le 22 août 1680. Mort le 2 mars 1758.

D'abord grand-vicaire et grand-archidiacre de Sens, abbé de Vezelai (diocèse d'Autun), en 1702, archevêque et prince d'Embrun en 1724, il devint cardinal en 1739, sous le pontificat de Clément XII (Laurent Corsini). Nommé à l'abbaye de Trois-Fontaines la même année, et à celle de Saint-Paul de Verdun en 1740, il fut archevêque, comte de Lyon, primat des Gaules la même année, commandeur de l'ordre du Saint-Esprit et ministre d'état en 1742. Il mourut à Lyon, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

CHARLES VII (Charles-Albert), empereur d'Allemagne, électeur de Bavière, etc.

Fils de Maximilien-Marie-Emmanuel, électeur de Bavière, et de Thérèse-Cunégonde Sobieski, sa seconde femme.

Né le 6 août 1697. Marié le 5 octobre 1722, à Marie-Amélie d'Autriche, seconde fille de Joseph Ier, empereur d'Allemagne, et de Wilhelmine-Amélie de Hanovre. Mort le 20 janvier 1745.

Il avait déjà fait une campagne contre les Turcs, à la tête des troupes bavaroises au service de l'empire, lorsqu'il fut appelé à succéder à son père en 1726 comme électeur de Bavière. Un des principaux prétendants à l'empire après la mort de Charles VI, Charles-Albert, reconnu roi de Bohême en 1741, fut élu roi des Romains et couronné empereur à Francfort en 1742. Il mourut à Munich dans la quarante-huitième année de son âge.

FRÉDÉRIC-GUILLAUME II, roi de Prusse et électeur de Brandebourg.

Second fils de Frédéric III, électeur de Brandebourg et premier roi de Prusse, et de Sophie-Charlotte de Brunswick-Lunebourg, sa seconde femme.

Né le 15 août 1688. Marié le 28 novembre 1706, à Sophie Dorothée de Brunswick-Hanovre, fille de Georges-Louis, électeur de Hanovre et roi d'Angleterre, et de Sophie-Dorothée de Brunswick-Zell. Mort le 31 mai 1740.

Il succéda en 1713 à son père, le premier électeur de Brandebourg qui eût obtenu le titre de roi. Ce titre fut confirmé par le traité d'Utrecht en 1713, qui donna à la Prusse le pays de Gueldre et la principauté de Neufchâtel. Frédéric-Guillaume II prit part en 1714 à la guerre que la Russie, le Danemarck et la Saxe firent contre la Suède. Le traité de Stockholm en 1720 assura sous son règne à la Prusse toute la portion de la Poméranie comprise entre l'Oder et la Péenne. Il mourut à l'âge de cinquante-deux ans.

BENOIT XIV (Prosper Lambertini), pape.

Né à Bologne, le 31 mars 1675. Mort le 3 mai 1758.

Il avait d'abord été reçu avocat à Bologne, et après avoir pris les ordres, il fut successivement chanoine de la basilique de Saint-Pierre, prélat consulteur du Saint-Office, canoniste de la pénitencerie en 1722 et cardinal en 1726, évêque d'Ancône en 1727 sous le pontificat de Benoit XIII (Pierre-François Orsini), et archevêque de Bologne en 1732, de la promotion du pape Clément XII (Laurent Corsini). Prosper Lambertini fut élu pape le 17 août 1740, et prit le nom de Benoît XIV. Lors de la guerre de la succession après la mort de Charles VI, empereur d'Autriche, il conserva la plus parfaite neutralité entre les puissances belligérantes. Il mourut à l'âge de quatre-vingt-trois ans, après un pontificat de dix-huit ans. — Benoit XIV protégea les lettres, les sciences et les arts; il fonda plusieurs académies à Rome, fit exécuter en mosaïque les plus beaux tableaux de l'église Saint-Pierre, etc.

PIE VI (Jean-Ange Braschi), pape.

Né à Césène, le 27 décembre 1717. Mort à Valence, en France, le 29 août 1799.

Secrétaire de Benoît XIV, et successivement auditeur, puis trésorier de la chambre apostolique, il fut élu pape le 15 février 1775, sacré et couronné le 22 suivant sous le nom de Pie VI. Il mourut à l'âge de quatre-vingt-un ans, après avoir gouverné l'Eglise pendant vingt-quatre ans.

BRETEUIL (François-Victor le Tonnelier de), marquis de Fontenay-Tresigny, etc.

Fils aîné de François le Tonnelier de Breteuil, chevalier, marquis de Fontenay-Tresigny, etc., intendant des finances, conseiller d'état, et d'Anne de Calonne de Coursebonne.

Né le 7 avril 1686. Marié au château d'Ennery, le 15 octobre 1714, à Marie-Anne-Angélique Charpentier, fille de Jacques-Thomas-François Charpentier, seigneur d'Ennery, etc. Mort le 7 janvier 1743.

Le *Nobiliaire universel de France* dit : « Il fut d'abord reçu, n'étant âgé que de dix-huit ans, en considération des services de ses pères, en une charge de conseiller au parlement, et commissaire en la deuxième des requêtes, le 5 août 1705; maître des requêtes le 27 avril 1712; intendant des provinces de Limousin, Angoumois et la Marche, le 8 mars 1718, commandeur, prévôt et maître des cérémonies des Ordres du roi, le 13 juillet 1721; fut commis pour faire les fonctions de secrétaire d'état au département de la guerre, à la retraite de M. Le Blanc. Il prêta serment au conseil tenu au Louvre, le 13 août suivant; secrétaire d'état en charge à la mort du cardinal Dubois, le 4 octobre de la même année. Chancelier de la reine, le 18 mai 1725, il prêta serment à Fontainebleau, le 6 septembre suivant, entre les mains de la reine, se démit de sa charge de secrétaire d'état, le 16 juin 1726, y fut rappelé à la mort de M. d'Angervilliers, le 20 février 1740, prêta serment et signa le même jour. Conseiller d'état par brevet du même jour et ministre d'état le 3 mars 1741, il mourut à l'âge de cinquante-sept ans. »

ANGERVILLIERS (Prosper-Nicolas Bauyn, seigneur d') ministre secrétaire d'état.

Fils unique de Prosper Bauyn, seigneur d'Angervilliers, maître de la chambre aux deniers du roi, et de Gabrielle Choart de Buzanval.

Né le 15 janvier 1675. Marié le 14 juin 1694, à Marie-Anne de Maupeou, fille de Guillaume de Maupeou, conseiller au Châtelet de Paris, et de Marie de La Forêt. Mort le 15 février 1740.

Il fut successivement maître des requêtes en 1697, intendant d'Alençon en 1704, en Savoie le 4 mai 1705, en Dauphiné en 1706, et intendant des armées sur ces frontières, en Alsace en 1716, conseiller d'état en 1720, intendant de la généralité de Paris le 1er mars 1724, ministre secrétaire d'état au département de la guerre le 22 mai 1728. Il mourut à Marly, à l'âge de soixante-cinq ans. (*Dict. de la Noblesse.*)

ORRY (Philibert), comte de Vignory, contrôleur général des finances, etc.

Fils aîné de Jean Orry, seigneur de Vignory et chevalier de Saint-Michel, président à mortier au parlement de Metz, et de Marie-Anne Ermouïn, sa première femme.

Né le 22 janvier 1689. Mort le 9 novembre 1747.

D'abord mousquetaire, il servit ensuite pendant quelques années comme capitaine dans le régiment de Tarneau. Il quitta le service militaire en 1713, devint conseiller au parlement de Metz et fut successivement maître des requêtes en 1715, intendant de Soissons en 1722, de Roussillon en 1727, contrôleur général des finances en 1730, conseiller d'état en 1731, ministre d'état en 1736, et directeur général des bâtiments en 1737. Directeur général des mines et minières de France en 1740, grand-trésorier des Ordres du roi en 1743, il mourut sans postérité au château de la Chapelle près Nogent-sur-Seine, à l'âge de cinquante-huit ans. — Il avait été nommé vers 1746 vice-protecteur de l'Académie de peinture et de sculpture. (*Vie de Louis XV*, par Dangerville.)

ARGENSON (Marc-Pierre de Voyer-de-Paulmy d'), comte de Weil-Argenson, etc., ministre secrétaire d'état.

Fils aîné de Marc-René de Voyer-de-Paulmy, marquis d'Argenson, garde-des-sceaux de France, et de Marguerite-Lefèvre de Caumartin.

Né à Paris, le 16 août 1696. Marié le 24 mai 1719, à Anne L'Archer, fille posthume de Pierre L'Archer, seigneur de Pocancy, conseiller au parlement de Paris, et d'Anne-Thérèse-Hébert de Buc. Mort le 12 août 1764.

Reçu avocat au parlement en 1715, il fut successivement avocat du roi au Châtelet en 1718, conseiller au parlement de Paris et maître des requêtes ordinaires de l'hôtel du roi en 1719, lieutenant général de la ville de Paris en 1720, et intendant à Tours en 1721; nommé grand-croix et chancelier garde-des-sceaux de l'ordre royal de Saint-Louis la même année. Il fut pourvu de nouveau en 1722 de la charge de lieutenant général de police de Paris, chancelier, garde-des-sceaux, chef du conseil de régence et surintendant des maisons et finances en 1733. Il fut fait conseiller d'état en 1724 et ensuite maître des requêtes, directeur de la librairie en 1737; président du grand conseil en 1738, intendant de la généralité de Paris en 1740, membre du conseil des ministres en 1742, ministre secrétaire d'état au département de la guerre en 1743. Il mourut à Paris, à l'âge de soixante-huit ans. — En 1726, le comte d'Argenson avait été nommé membre honoraire de l'Académie des Sciences et de celle des Inscriptions et Belles-Lettres en 1749.

TOURNEHEM (Charles-François-Paul Lenormant de), directeur général des bâtiments du roi.

Né vers 1684. Mort le 27 novembre 1751.

Il avait été, rapporte Dangerville, secrétaire de M. Hottman, ambassadeur de France en Suisse, et devint fermier général après la mort de son père, et directeur de la Compagnie des Indes, pour régir les fermes générales dans le bail de 1715, continué en 1721 et dans les baux suivants. Il fut ensuite, en 1746, directeur général des bâtiments du roi. Il mourut à Étioles, à l'âge de soixante-sept ans. (T. I, p. 309.)

MARIGNY (Abel-François Poisson, marquis de) et de Ménars, directeur général des bâtiments.

Né en 1727. Marié à N... Filleul. Mort le 10 mai 1781.

Il porta d'abord le nom de Vandières et prit ensuite, en 1751, celui de Marigny, fut directeur général des bâtiments, conseiller d'état d'épée, et mourut à l'âge de cinquante-quatre ans.

POMPADOUR (Jeanne-Antoinette Poisson, marquise de).

Née à Paris, en 1722. Mariée à Charles-Guillaume-Lenormant, seigneur d'Étioles, fermier général. Morte le 14 avril 1764.

Elle fut créée, par lettres-patentes de 1745, marquise de Pompadour, et nommée en 1756 dame du palais de la reine Marie Leczinska. Elle mourut à Versailles, à l'âge de quarante-deux ans.

GRESSET (Jean-Baptiste-Louis), poëte.

Fils de N... Gresset, échevin de la ville d'Amiens.

Né à Amiens, en 1709. Marié en... à N... Galland. Mort le 16 juin 1777.

Il termina au collége Louis-le-Grand ses études qu'il avait commencées chez les jésuites d'Amiens, et, après avoir fait paraître en 1733 le poëme de *Vert-Vert*, il quitta en 1735 l'ordre des jésuites, dans lequel il était entré à l'âge de seize ans. S'étant alors entièrement consacré à la littérature et au théâtre, Gresset fit représenter *Édouard III* en 1740 et *le Méchant* en 1747. Membre de l'Académie en 1748, il fonda à Amiens une académie dont il fut nommé président perpétuel en 1750, et mourut dans cette ville, à l'âge de soixante-huit ans.

GRAFFIGNY (Françoise d'Issembourg-d'Apponcourt, dame de).

Née à Nancy, en 1694. Mariée le..., à Hugues de Graffigny, chambellan du duc de Lorraine, dont elle fut séparée. Morte le 12 décembre 1758.

« Son père, rapporte l'auteur de sa vie, était de l'ancienne et illustre maison d'Issembourg, et sa mère était petite-nièce du célèbre graveur Callot. » Ayant suivi à Paris, en 1743, mademoiselle de Guise, lors de son mariage avec le duc de Richelieu, madame de Graffigny s'y fixa et se livra à la littérature; elle avait alors quarante-neuf ans. Les *Lettres Péruviennes* la firent connaître avantageusement; elle composa ensuite quelques autres ouvrages, et mourut à Paris, à l'âge de soixante-quatre ans.

DESTOUCHES (Philippe Néricault), poëte comique.

Né à Tours, en 1680. Mort le 4 juillet 1754.

L'auteur de la *Vie de Destouches* dit qu'il avait commencé sa carrière par être comédien et qu'il dirigeait la troupe de Soleure pendant l'ambassade de M. de Puysieux; mais il n'indique pas à quelle époque. Destouches servit en 1701 et 1702 comme volontaire; il se trouva au siége de Landau et à la bataille de Friedlingen, où il fut blessé. Il se consacra ensuite entièrement à la littérature. Son premier ouvrage, *le Curieux impertinent*, fut représenté au Théâtre-Français en 1710. Il suivit, en 1717, Regnard en Angleterre, lors de l'ambassade du cardinal Dubois; il y fut ensuite chargé de plusieurs négociations importantes. Nommé à l'Académie Française en 1723, après la mort de Campistron, il composa un grand nombre de pièces de théâtre, dont la plus grande partie a été représentée au Théâtre-Français. Il mourut à l'âge de soixante-quatorze ans.

GABRIEL (Jacques), architecte.

Fils de Jacques Gabriel.

Né à Paris, le... 1667. Mort le... 1742.

Élève d'Hardouin Mansart, dont il était parent, il fut membre de l'Académie d'architecture, inspecteur général des bâtiments du roi, jardins, arts et manufactures royales, premier ingénieur des ponts et chaussées, et chevalier de l'ordre de Saint-Michel. Il a bâti le château de Compiègne et une aile de celui de Versailles. Il mourut à Paris, à l'âge de soixante-quinze ans.

MAUPERTUIS (Pierre-Louis Moreau de), géomètre et astronome.

Né à Saint-Malo, le 17 juillet 1698. Marié en 1745, à N... de Borck. Mort le 27 juillet 1759.

D'abord mousquetaire en 1718 et ensuite capitaine de dragons, Maupertuis quitta le service pour se livrer entièrement à l'étude des sciences et des lettres, prit des leçons de Nicole et fut reçu en 1723 à l'Académie des Sciences. L'Académie le chargea vers 1735 d'une négociation auprès du ministre Maurepas, afin d'envoyer une expédition dans le Nord pour déterminer la figure de la terre. Maupertuis fut désigné par le ministre comme chef de cette expédition, et il partit au printemps de 1736, accompagné de Clairaut, Camus et Lemonnier, membres de l'Académie, et de l'abbé Outhier, qui travaillait à l'Observatoire. « Les académiciens, rapportent les auteurs de la vie de Maupertuis, étaient de retour à Paris, le 20 août 1737, après seize mois d'absence. Le 21, M. de Maurepas les présenta au roi, et Maupertuis rendit compte du succès de l'opération. Il en fit l'histoire plus détaillée dans une séance publique de l'Académie. » A l'avénement de Frédéric II au trône de Prusse en 1740, Maupertuis se rendit à Berlin, où il fut nommé président de l'Académie. Il revint en France en 1756, passa ensuite en Suisse, et mourut à Bâle, à l'âge de soixante-un ans. — Maupertuis avait été reçu en 1727 membre de la Société royale de Londres, et nommé membre de l'Académie Française en 1743. (*Biog. univ.*)

TARDIEU (Nicolas-Henri), dessinateur et graveur.

Né à Paris, en 1674. Mort en 1749.

Élève d'Antoine Le Pautre et de Jean Audran, il fut admis à l'Académie vers 1720, et mourut à Paris, à l'âge de soixante-quinze ans.

DETROY (Jean-Baptiste-François), peintre.

Fils de François Detroy, et de N...

Né à Paris, vers 1678. Mort le 24 janvier 1752.

Élève de François Detroy son père, il se rendit en Italie

dans l'année 1699. De retour en France, membre de l'Académie royale de peinture en 1708, professeur en 1729, il fut nommé directeur de l'Académie de France à Rome, et fait chevalier de Saint-Michel en 1738. Il mourut à l'âge de soixante-quatorze ans.

LOUIS DE FRANCE, dauphin (enfant).

Fils aîné de Louis XV, roi de France, et de Marie Leczinska.

Né à Versailles, le 4 septembre 1729. Marié : 1° le 23 février 1745, à Marie-Thérèse-Antoinette Raphaelle, infante d'Espagne, seconde fille de Philippe V, roi d'Espagne, et d'Elisabeth Farnèse, sa seconde femme; 2° le 9 février 1747, à Marie-Josèphe de Saxe, cinquième fille de Frédéric-Auguste II, roi de Pologne, électeur de Saxe, et de Marie-Josèphe d'Autriche. Mort le 20 décembre 1765.

« Ce prince n'avait pas seize ans lorsqu'il accompagna le roi son père à l'armée de Flandre; il se trouva à la bataille de Fontenoy, le 11 mai 1745. » Il mourut à Fontainebleau, à l'âge de trente-six ans, et fut enterré dans l'église cathédrale de Sens. Son cœur fut déposé à Saint-Denis. (*Le Château d'Eu, Notices historiques.*)

MARIE-ADÉLAIDE DE FRANCE (*Madame Adélaïde*).

Quatrième fille de Louis XV, roi de France, et de Marie Leczinska.

Née à Versailles, le 23 mars 1752. Morte à Trieste, le 8 juin 1799, âgée de soixante-sept ans.

MARIE-THÉRÈSE-ANTOINETTE-RAPHAELLE, infante d'Espagne, dauphine de France.

Seconde fille de Philippe V, roi d'Espagne, et d'Élisabeth-Farnèse, sa seconde femme.

Née le 11 juin 1726. Mariée le 23 février 1745, à Louis de France, dauphin, fils de Louis XV, roi de France, et de Marie Leczinska. Morte le 22 juillet 1746.

Le mariage de cette princesse eut d'abord lieu à Madrid, le 18 décembre 1744, et fut célébré par le patriarche des Indes. Don Ferdinand, prince des Asturies (depuis Ferdinand VI, roi d'Espagne), représentait le dauphin : la cérémonie fut ensuite renouvelée au château de Versailles, le 23 février 1745, par le cardinal de Rohan, grand-aumônier de France. Madame la dauphine mourut à l'âge de vingt ans.

CHARLES X, roi de France (Charles-Philippe de France), alors comte d'Artois, et Marie-Adélaide-Clotilde-Xavière de France (*Madame Clotilde*), sa sœur, dans leur enfance.

1° Charles X, alors comte d'Artois, depuis roi de France. Mort en 1836.

2° Marie-Adélaide-Clotilde-Xavière de France (*Madame Clotilde*), depuis reine de Sardaigne.

Fille de Louis de France, dauphin, et de Marie-Josèphe de Saxe, sa seconde femme.

Née le 23 septembre 1759. Mariée le 27 août 1775, à Charles-Emmanuel Ferdinand IV, roi de Sardaigne, fils aîné de Victor-Amédée III, roi de Sardaigne, et de Marie-Antoinette-Ferdinande, infante d'Espagne. Morte en 1802.

ANNE-HENRIETTE DE FRANCE (*Madame Henriette*).

Seconde fille de Louis XV, roi de France, et de Marie Leczinska.

Née le 14 août 1727 (jumelle cadette de Louise-Élisabeth de France (*Madame infante*), duchesse de Parme). Morte à Versailles, le 10 février 1752, âgée de vingt-cinq ans.

LOUISE-MARIE DE FRANCE (*Madame Louise*).

Septième fille de Louis XV, roi de France, et de Marie Leczinska.

Née à Versailles, le 15 juillet 1737. Morte le 23 décembre 1787.

Madame Louise entra au couvent des religieuses Carmélites à Saint-Denis, le 11 avril 1770, et y prit, avec le voile, le nom de *sœur Thérèse de Saint-Augustin.* Elle y mourut prieure, à l'âge de cinquante ans.

ORLÉANS, (Louis-Philippe d'Orléans, duc d') de Valois, de Chartres, de Nemours, de Montpensier, etc., premier prince du sang.

Fils aîné de Louis d'Orléans, duc d'Orléans, et d'Auguste-Marie-Jeanne de Baden-Baden.

Né à Versailles, le 12 mai 1725. Marié à Versailles, le 18 décembre 1743, dans la chapelle de Versailles, à Louise-Henriette de Bourbon, fille de Louis-Armand de Bourbon, prince de Conty, et de Louise-Élisabeth de Bourbon. Mort le 18 novembre 1785.

Il porta d'abord le nom de duc de Chartres, fit ses premières armes comme colonel dans la guerre de 1742, et se distingua l'année suivante à la bataille de Dettingen. Maréchal-de-camp commandant la cavalerie, et lieutenant général en 1744, il accompagna la même année le roi à l'armée de Flandre, en Alsace, et se trouva au siége de Fribourg. Gouverneur du Dauphiné en 1747, il prit le titre de duc d'Orléans, après la mort de son père en 1752, fit la campagne de 1757 dans l'armée, sous les ordres du maréchal d'Estrées; il s'y distingua à la bataille d'Hastembach et assista, en 1775, au sacre de Louis XVI, où il représenta le duc d'Aquitaine. Il mourut à Sainte-Assise à l'âge de soixante ans, et fut enterré au Val-de-Grâce. (*Le Château d'Eu, Notices historiques.*)

MARIE-LOUISE-THÉRÈSE-VICTOIRE DE FRANCE (*Madame Victoire*).

Cinquième fille de Louis XV, roi de France, et de Marie Leczinska.

Née à Versailles, le 11 mai 1733. Morte à Trieste, en 1799, âgée de soixante-six ans.

ORLÉANS (Louise-Henriette de Bourbon, duchesse d').

Fille de Louis-Armand de Bourbon, prince de Conty, et de Louise-Élisabeth de Bourbon.

Née le 20 juin 1726. Mariée à Versailles, le 18 décembre 1743, à Louis-Philippe d'Orléans, duc d'Orléans, fils aîné de Louis d'Orléans, duc d'Orléans, et d'Auguste-Marie-Jeanne de Baden-Baden. Morte au Palais-Royal, le 9 février 1759, âgée de trente-trois-ans.

SOPHIE-PHILIPPINE-ÉLISABETH-JUSTINE DE FRANCE (*Madame Sophie*).

Sixième fille de Louis XV, roi de France, et de Marie Leczinska.

Née le 2 juillet 1734. Morte à Versailles, le 3 mars 1782.

MARIE-ANTOINETTE de Bavière, électrice de Saxe.

Fille aînée de Charles VII, empereur d'Allemagne, roi de Bohême, électeur de Bavière, et de Marie-Amélie d'Autriche, seconde fille de Joseph I[er], empereur d'Allemagne.

Née le 18 juillet 1724. Mariée le 13 juin 1747, à Frédéric-Christian-Léopold, électeur de Saxe, fils aîné de Frédéric-Auguste II, roi de Pologne, électeur de Saxe, et de Marie-Josèphe d'Autriche, fille aînée de Joseph I[er], empereur d'Allemagne. Morte en 1780.

CONTY (Louis-François de Bourbon, prince de).

Salon du prince de Conty au Temple*.

DOMBES (Louis-Auguste de Bourbon, prince de), colonel général des Suisses.

Second fils de Louis-Auguste de Bourbon, duc du Maine et d'Aumale, souverain de Dombes, comte d'Eu, et d'Anne-Louise-Bénédicte de Bourbon-Condé, quatrième fille de Henri-Jules de Bourbon, prince de Conty.

Né le 4 mars 1700. Mort le 30 septembre 1755.

Il fit en 1717, comme volontaire, sa première campagne en Hongrie sous le prince Eugène, et servit la même année au siége de Belgrade. Chevalier des Ordres du roi en 1728, il se trouva au siége de Kehl en 1733 et de Philipsbourg en 1734; maréchal-de-camp en 1734, lieutenant général des armées du roi en 1735, et colonel général des Suisses en 1736, le prince de Dombes fit la campagne de Flandre en 1743 et celle de 1744 à l'armée du Rhin. Employé à l'armée de Flandre, il était au siége de Tournai ainsi qu'aux batailles de Fontenoy en 1745, de Raucoux en 1746, et de Laufeld en 1747. Il mourut, sans alliance, à l'âge de cinquante-cinq ans. (*Chron. milit.*)

EU (Louis-Charles de Bourbon, comte d'), grand-maître de l'artillerie.

Troisième fils de Louis-Auguste de Bourbon, duc du Maine et d'Aumale, souverain de Dombes, comte d'Eu, et d'Anne-Louise-Bénédicte de Bourbon-Condé, quatrième fille de Henri-Jules de Bourbon, prince de Condé.

Né à Sceaux, le 15 octobre 1701. Mort le 18 juillet 1775.

Chevalier des Ordres du roi en 1728, il était au siége de Kehl en 1733, à celui de Philipsbourg en 1734 sous le maréchal de Berwick. Maréchal-de-camp le 15 juin de la même année, il fut employé à l'armée du Rhin. Lieutenant général et grand-maître de l'artillerie en 1735, il servit à l'armée de Flandre en 1742 et à celle du Rhin en 1743 sous le maréchal de Noailles. Il se trouva en 1744 à l'attaque des lignes de Wissembourg, et au siége de Fribourg, à celui de Tournai et à la bataille de Fontenoy en 1745 et à celle de Raucoux en 1746. Gouverneur général du Languedoc et colonel général des Suisses et Grisons en 1755, le comte d'Eu mourut sans avoir été marié, à l'âge de soixante-quatorze ans. (*Chron. milit.*)

(*) On y reconnaît les personnages suivants :
1. Le prince de Beauvau. — 2. Le chevalier de La Laurency. — 3. Mozart. — 4. Géliotte. — 5. Le prince de Conty. — 6. M. Trudaine, 7. Mademoiselle Bagarotty. — 8. La maréchale de Mirepoix. — 9. Madame de Vierville. — 10. La maréchale de Luxembourg. — 11. Mademoiselle de Boufflers. — 12. Le prince d'Hénin. — 13. La comtesse d'Egmont. — 14. M. de Pont-de-Vesle. — 15. La comtesse d'Egmont la jeune, née Richelieu. — 16. Le président Hénault. — 17. La comtesse de Boufflers. — 18. Le comte de Chabot, duc de Rohan. — 19. Le comte de Jarnac. — 20. M. de Meyran. — 21. La princesse de Beauvau. — 22. Lebailly de Chabrillant.

ROUILLÉ (Antoine-Louis), comte de Jouy, ministre secrétaire d'état.

Fils de Louis Rollin Rouillé, chevalier, conseiller d'état, et de Marie-Angélique d'Aquin, comtesse de Jouy.

Né le 7 juin 1689. Marié le 8 février 1730, à Marie-Catherine Pallu. Mort le 20 septembre 1761.

Conseiller au parlement de Paris en 1711, maître des requêtes en 1717, intendant du commerce en 1725, directeur de la librairie en 1732, conseiller d'état et commissaire de la Compagnie des Indes en 1744; il fut nommé secrétaire d'état au département de la marine en 1749, ministre d'état en 1751 et ministre des affaires étrangères en 1754, trésorier commandeur de l'ordre du Saint-Esprit la même année, grand-maître et surintendant général des postes en 1757. Il mourut à l'âge de soixante-douze ans. — Il avait été reçu en 1751 membre honoraire de l'Académie des Sciences.

MACHAULT (Jean-Baptiste de), seigneur d'Arnouville, ministre secrétaire d'état.

Fils aîné de Louis-Charles de Machault, seigneur d'Arnouville, lieutenant général de police de Paris, et de Françoise-Élisabeth-Milon d'Ammon.

Né le 13 décembre 1701. Marié le 2 avril 1737, à Geneviève-Louise Rouillé du Coudray, fille de Hilaire-Armand Rouillé, seigneur du Coudray, et de Marie-Louise-Hélène Le Feron. Mort le 12 juillet 1794.

Conseiller au parlement de Paris en 1721, il fut successivement maître des requêtes en 1728, président au grand conseil en 1738, intendant du Hainaut en 1743 et contrôleur général des finances en 1745. Nommé commandeur et trésorier des Ordres du roi en 1747, garde-des-sceaux de France et ministre secrétaire d'état de la marine en 1750. Il mourut dans la quatre-vingt-treizième année de son âge. — M. de Machault avait été en 1746 membre honoraire de l'Académie des Sciences.

MORAS (François-Marie Peirenc de), ministre secrétaire d'état de la marine.

Fils d'Abraham Peirenc de Moras, seigneur de Saint-Priest, maître des requêtes, et d'Anne-Marie-Josèphe Farges.

Né en 1718. Mort le 3 mai 1771.

Conseiller aux requêtes du palais en 1737, maître des requêtes en 1742, intendant de Riom (Auvergne) en 1750, du Hainaut en 1752, il fit bâtir l'hôpital de Valenciennes; intendant des finances en 1755, contrôleur général des finances en 1756, il fut nommé la même année ministre secrétaire d'état de la marine, et mourut à Paris à l'âge de cinquante-trois ans.

BOYNES (Pierre-Étienne Bourgeois de), secrétaire d'état de la marine.

On ne connaît ni l'époque de sa naissance, ni celle de sa mort.

Il avait été nommé secrétaire d'état de la marine en 1771.

FRÉDÉRIC-AUGUSTE II, roi de Pologne (Auguste III), électeur de Saxe.

Fils unique de Frédéric-Auguste I[er], roi de Pologne, électeur de Saxe, et de Christine-Eberhardine de Brandebourg-Bareith.

Né le 7 octobre 1696. Marié le 20 août 1719, à Marie-Josephe d'Autriche, fille aînée de Joseph I[er], empereur

d'Allemagne, et de Wilhelmine-Amélie de Hanovre. Mort le 5 octobre 1763.

Électeur de Saxe le 1er février 1733, Frédéric-Auguste fut élu roi de Pologne le 5 octobre suivant, et couronné le 17 janvier 1734. Il mourut à Dresde, à l'âge de soixante-sept ans.

MARIE-JOSÈPHE D'AUTRICHE, reine de Pologne, électrice de Saxe, archiduchesse d'Autriche.

Fille aînée de Joseph Ier, empereur d'Allemagne, et de Wilhelmine-Amélie, fille de Jean-Frédéric, duc de Hanovre

Née le 8 décembre 1699. Mariée le 28 août 1719, à Frédéric-Auguste II, roi de Pologne et électeur de Saxe, fils de Frédéric-Auguste Ier, électeur de Saxe, et de Christine-Eberhardine de Brandebourg-Bareith. Morte à Dresde, le 17 novembre 1757.

VILLARET (Claude), historien.

Né à Paris, vers 1716. Mort à la fin de février 1766.

Destiné d'abord au barreau, il quitta Paris en 1748, et joua pendant quelque temps la comédie en province sous le nom de Dorval. Il renonça à la carrière dramatique en 1756, pour se livrer à la littérature. Devenu premier commis à la chambre des comptes, Villaret continua l'Histoire de France de Velly; il fut secrétaire des ducs et pairs, et mourut à l'âge d'environ cinquante ans. (*Biog. univ.*)

TERRAY (Joseph-Marie) (l'abbé Terray), contrôleur général des finances.

Né à Boen, petite ville du Forez, en 1715. Mort le 18 février 1778.

Conseiller-clerc au parlement de Paris en 1736, abbé de Molesme en 1764, il fut nommé contrôleur général des finances en 1769 et mourut à Paris, à l'âge de soixante-trois ans.

TOURNIÈRES (Robert), peintre.

Né à Caen, en 1676. Mort en 1752.

Élève de Bon Boullongne, il fut, en 1703, reçu à l'Académie royale de peinture et de sculpture, comme peintre de portraits, et, en 1716, comme peintre d'histoire. Nommé professeur, il se retira ensuite à Caen, où il mourut à l'âge de soixante-seize ans*.

BOUCHARDON (Edme), sculpteur.

Né à Chaumont en Bassigny, en 1698. Mort le 27 juillet 1762.

D'abord élève de son père, sculpteur et architecte, il vint ensuite étudier à Paris dans l'atelier de Coustou le jeune. Ayant remporté le grand prix, il devint pensionnaire du roi à Rome. Agréé à l'Académie en 1733, il y fut reçu l'année suivante, et nommé en 1736 dessinateur de l'Académie des Belles-Lettres. Bouchardon mourut à Paris, à l'âge de soixante-quatre ans. — Il a entrepris la plus grande partie des travaux du bassin de Neptune et d'Amphitrite à Versailles.

(*) Tournières présenta pour tableaux de réception les portraits de Monier et de Michel Corneille, professeurs, et fut chargé par la ville de Paris de faire pour Sainte-Geneviève un *ex voto* que la ville offrit à cette sainte en reconnaissance de la convalescence du roi en 1745.

CRÉBILLON (Prosper Jolyot de), poëte tragique.

Fils de Melchior Jolyot de Crébillon, notaire royal et greffier en chef de la chambre des comptes de Dijon, et de Henriette Gagnard.

Né à Dijon, le 1er février 1674. Marié à Paris, en..., à Charlotte Péaget, fille de Claude-François Péaget, et d'Anne-Claude Gamard. Mort le 17 juin 1762.

Il fit ses études chez les jésuites de Dijon; reçu avocat au parlement de cette ville, il vint ensuite à Paris, et quitta la carrière du barreau pour se livrer entièrement à l'art dramatique. Après avoir fait représenter plusieurs ouvrages sur le théâtre de la Comédie-Française, il fut nommé membre de l'Académie Française en 1731, et mourut à Paris, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

FRANÇOIS Ier, empereur d'Allemagne, roi de Hongrie et de Bohême (alors prince héréditaire de Lorraine).

Quatrième fils de Léopold Ier, duc de Lorraine et de Bar, et d'Élisabeth-Charlotte d'Orléans (*Mademoiselle de Chartres*), quatrième fille de Philippe de France (*Monsieur*), duc d'Orléans, et d'Élisabeth-Charlotte de Bavière, sa seconde femme.

Né à Lunéville, le 8 décembre 1708. Marié le 12 février 1736, à Marie-Thérèse d'Autriche (Walpurge-Amélie-Christine), reine héréditaire de Hongrie et de Bohême, fille aînée de Charles VI, empereur d'Allemagne, roi de Hongrie et de Bohême, et d'Élisabeth-Christine de Brunswick-Wolfenbuttel. Mort le 18 août 1765.

Prince héréditaire de Lorraine en 1723 après la mort du prince Léopold-Clément, son frère aîné, duc de Lorraine et de Bar en 1729, il vint en 1730, dit Moreri, rendre foi et hommage au roi Louis XV pour le duché de Bar. L'empereur Charles VI l'avait nommé en 1732 son lieutenant dans le royaume de Hongrie. Il devint grand-duc de Toscane en 1737, après avoir remis ses états de Lorraine et de Bar au roi Stanislas de Pologne, par suite du traité de Vienne, daté de 1737. L'un des concurrents à l'empire après la mort de Charles VI, il fut élu empereur et couronné à Francfort en 1745; il prit part au traité de 1748 conclu à Aix-la-Chapelle, et entra en 1756 dans l'alliance offensive de la Pologne et de la Prusse contre la France. Le traité d'Hubertsbourg du 15 février 1763 mit fin à cette guerre si connue sous le nom de guerre de Sept-Ans. L'empereur François Ier mourut à Inspruck à l'âge de cinquante-sept ans. (*Biogr. univ.*)

MARIE-THÉRÈSE D'AUTRICHE, impératrice d'Allemagne, reine de Hongrie et de Bohême.

Fille aînée de Charles VI, empereur d'Allemagne, roi de Hongrie et de Bohême, et d'Élisabeth-Christine de Brunswick-Wolfenbuttel.

Née le 13 mai 1717. Mariée le 12 février 1736, à François-Étienne, prince héréditaire de Lorraine, depuis empereur d'Allemagne (François Ier), roi de Hongrie et de Bohême, quatrième fils de Léopold Ier, duc de Lorraine et de Bar, et d'Élisabeth-Charlotte d'Orléans (*Mademoiselle de Chartres*). Morte le 29 novembre 1780.

Héritière des états de son père l'empereur Charles VI, après la mort de l'archiduc Léopold, en vertu de la pragmatique sanction qui avait réglé la succession à l'empire, Marie-Thérèse fut reconnue reine de Hongrie et de Bohême en 1740, et impératrice d'Allemagne en 1745. Elle institua en 1762 l'ordre militaire qui porte son nom, et fonda après la mort de l'empereur François Ier l'ordre des Chanoinesses d'Inspruck, etc. Elle soutint une longue guerre contre l'électeur de Bavière, son compétiteur, appuyé par la France sous le

nom de Charles VII. La paix d'Aix-la-Chapelle, en 1748, l'affermit sur le trône. Elle mourut à Vienne, à l'âge de soixante-trois ans.

CHARLES-ALEXANDRE, prince de Lorraine, archiduc d'Autriche, gouverneur général des Pays-Bas.

Cinquième fils de Léopold Ier, duc de Lorraine et de Bar, chevalier de l'ordre de la Toison-d'Or, et d'Élisabeth-Charlotte d'Orléans (*Mademoiselle de Chartres*), troisième fille de Philippe de France (*Monsieur*), duc d'Orléans, et d'Élisabeth-Charlotte de Bavière, sa seconde femme.

Né le 12 décembre 1712. Marié le 7 janvier 1744 à Marie-Anne-Éléonore-Wilhelmine-Josèphe, archiduchesse d'Autriche, gouvernante des Pays-Bas, seconde fille de Charles VI, empereur d'Allemagne, roi de Hongrie et de Bohême, et d'Élisabeth-Christine de Brunswick-Wolfenbuttel. Mort le 4 juillet 1780.

Feld-maréchal des armées de l'empereur Charles VI et de l'empire, il fit en Hongrie la guerre contre les Turcs dans l'année 1738. Général en chef, il commanda les troupes autrichiennes, fit la campagne de Bohême en 1742 et celle sur le Rhin en 1744. Nommé la même année gouverneur général des Pays-Bas, il commanda de nouveau les troupes autrichiennes dans la guerre de Sept-Ans. Il fut grand-maître de l'ordre Teutonique en 1761, et mourut au château de Terwueren dans la soixante-huitième année de son âge.

MARIE-ANNE (Éléonore-Wilhelmine-Josèphe), archiduchesse d'Autriche, gouvernante des Pays-Bas.

Seconde fille de Charles VI, empereur d'Allemagne, roi de Hongrie et de Bohême, et d'Élisabeth-Christine de Brunswick-Wolfenbuttel.

Née le 14 septembre 1718. Mariée le 7 janvier 1744, à Charles-Alexandre, prince de Lorraine, archiduc d'Autriche, gouverneur général des Pays-Bas, cinquième fils de Léopold, duc de Lorraine et de Bar, et d'Élisabeth-Charlotte d'Orléans. Morte le 16 décembre 1744.

FRÉDÉRIC II (le Grand), roi de Prusse, électeur de Brandebourg, etc.

Troisième fils de Frédéric-Guillaume II, roi de Prusse et électeur de Brandebourg, et de Sophie-Dorothée de Brunswick-Hanovre.

Né à Berlin, le 24 janvier 1712. Marié le 12 juin 1733, à Élisabeth-Christine de Brunswick, fille de Ferdinand-Albert, duc de Brunswick-Wolfenbuttel, et d'Antoinette-Amélie de Brunswick-Blankenberg. Mort le 17 août 1786.

Il succéda à la couronne le 31 mai 1740, et s'occupa, au commencement de son règne, de grandes réformes dans l'administration civile. Les ordonnances militaires de Frédéric II, qui introduisirent de grandes innovations dans l'art militaire, devinrent par la suite la règle de toutes les armées d'Europe. Aussitôt après la mort de l'empereur Charles VI, il s'empressa de se jeter sur la Silésie, sur laquelle il prétendait avoir des droits qu'il fit prévaloir par une suite de victoires *. La paix de Dresde lui assura en 1747 la possession de cette province. La guerre de Sept-Ans, où il eut à lutter contre la France, la maison d'Autriche et la Russie, liguées pour détruire sa puissance, mit la monarchie prussienne en grand péril; mais Frédéric, à force de courage et de génie, sortit victorieux de la lutte, et le traité d'Hutersbourg lui assura une paix glorieuse. Il mourut à Berlin, dans la soixante-quinzième année de son âge.

(*) L'auteur de sa vie rapporte que lorsqu'il eut gagné la bataille de Hohenfrieberg, le 4 juin 1745, il écrivit à Louis XV : «Je viens d'acquitter la lettre de change que Votre Majesté a tirée sur moi à Fontenoy.»

CATHERINE II ALEXIEWNA (Sophie-Auguste-Frédérique), impératrice de Russie.

Fille de Christian-Auguste, prince d'Anhalt-Zerbst, gouverneur de Stettin, et de Jeanne-Élisabeth de Holstein-Eutin.

Née à Stettin, le 2 mai 1727. Mariée le 1er septembre 1745, à Pierre III, empereur de Russie, alors duc de Holstein-Gottorp, fils de Charles-Frédéric, duc de Holstein-Gottorp, et d'Anne Petrowna, fille aînée de Pierre Ier Alexiewitsch (*le Grand*), empereur de Russie. Morte le 17 novembre 1796.

Elle commença à régner en 1762, à la mort de l'empereur Pierre III, et mourut à l'âge de soixante-sept ans, après un règne de trente-quatre ans.

ÉLISABETH PÉTROWNA, impératrice de Russie.

Seconde fille de Pierre Ier, Alexiewitsch (le Grand), czar, puis empereur de Russie, et de Catherine Ire Alexiewna, impératrice, sa seconde femme.

Née le 29 décembre 1709*. Proclamée impératrice de Russie par la déposition d'Iwan VI, le 7 décembre 1741. Couronnée le 7 mai 1742, à Moscou, par l'archevêque de Novogorod. Morte le 5 janvier 1762.

La révolution de l'année 1741 l'appela sur le trône après la déposition de l'empereur Iwan; elle avait alors trente-deux ans. Dans la première année de son règne, la Russie porta les armes contre la Suède, et dans les guerres occasionnées par la succession de l'empereur Charles VI, l'impératrice Élisabeth prit parti pour l'impératrice Marie-Thérèse, et se déclara contre le roi de Prusse Frédéric. Elle mourut pendant cette dernière guerre, à l'âge de cinquante-un ans, après avoir appelé au trône Pierre III, fils du duc de Holstein-Gottorp et de la princesse Anne, sa sœur aînée. — L'*Art de vérifier les dates* rapporte que «pendant le règne d'Élisabeth personne ne fut exécuté à mort, ainsi qu'elle en avait fait vœu en montant sur le trône. Elle fit ouvrir les prisons à treize ou quatorze mille contrebandiers et vingt-cinq mille débiteurs qui s'y trouvaient détenus, et ordonna même qu'on acquittât de ses fonds les dettes de ceux-ci, qui n'excédaient pas la somme de 2,500 roubles.»

PIERRE III, empereur de Russie.

Fils de Charles-Frédéric, duc de Holstein-Gottorp, et d'Anne Petrowna, fille aînée de Pierre Ier, et de Catherine Alexiewna, sa seconde femme.

Né le 21 février 1728. Marié le 1er septembre 1745, à Sophie-Auguste-Frédérique, impératrice de Russie sous le nom de Catherine II, fille de Christian-Auguste, prince d'Anhalt-Zerbst, gouverneur de Stettin, et de Jeanne-Élisabeth de Holstein-Eutin. Mort le 17 juillet 1762.

Il succéda à l'impératrice Élisabeth le 5 janvier 1762, cessa de régner le 9 juillet suivant, et mourut à l'âge de trente-quatre ans.

(*) Cette date est celle de Koch. L'*Art de vérifier les dates* porte cette naissance au 29 décembre 1710.

BRUNSWICK-WOLFENBUTTEL (Charles, duc de).

Fils aîné de Ferdinand-Albert, duc de Brunswick-Wolfenbuttel, et d'Antoinette-Amélie de Brunswick-Blankenberg.

Né le 1er août 1713. Marié le 2 juillet 1733, à Philippe-Charlotte de Prusse, sœur de Frédéric II (*le Grand*), et fille de Frédéric-Guillaume II, roi de Prusse et électeur de Brandebourg. Mort le 26 mars 1780.

Il succéda au duc Ferdinand-Albert, son père, le 2 septembre 1735, et mourut dans la soixante-septième année de son âge.

BRUNSWICK (Ferdinand, duc de), général en chef des armées prussiennes.

Troisième fils de Ferdinand-Albert, duc de Brunswick-Wolfenbuttel, et d'Antoinette-Amélie de Brunswick-Blankenberg.

Né le 11 janvier 1721. Mort en 1797.

Il entra en 1740 au service de Frédéric-le-Grand, roi de Prusse, son beau-frère, fit la première guerre de Silésie de 1740 à 1745, et reçut pendant la guerre de Sept-Ans le commandement des troupes anglaises et hanovriennes. Il s'y distingua par ses talents militaires, et gagna sur les Français les deux batailles de Crewelt et de Minden (1759). Nommé doyen du chapitre de Magdebourg, il mourut à Brunswick, à l'âge de soixante-seize ans.

MAXIMILIEN-JOSEPH, électeur de Bavière.

Fils aîné de Charles VII, empereur d'Allemagne, roi de Bohême, électeur de Bavière, et de Marie-Amélie d'Autriche, seconde fille de Joseph Ier, empereur d'Allemagne.

Né le 28 mars 1727. Marié le 8 juillet 1747, à Marie-Anne de Saxe, fille de Frédéric-Auguste II, électeur de Saxe, roi de Pologne, et de Marie-Josèphe d'Autriche, fille aînée de Joseph Ier, empereur d'Allemagne. Mort le 30 décembre 1777.

Il succéda le 20 janvier 1745, dans l'électorat de Bavière, à Charles-Albert, son père, et mourut, sans postérité, à Munich, dans la cinquante-unième année de son âge.

CHRÉTIEN II, prince palatin, duc de Deux-Ponts.

Fils aîné de Chrétien Ier, duc de Deux-Ponts, et de Charlotte-Louise, fille unique de Louis Craton, comte de Nassau-Saarbruck.

Né le 6 septembre 1722. Mort sans alliance, le 5 novembre 1775.

Il succéda en 1735, dans le duché des Deux-Ponts, à Chrétien Ier, son père, et mourut dans son château de Petersheim, à l'âge de cinquante-trois ans. (*Art de vérifier les dates.*)

PINTO (Emmanuel de Fonseca), grand-maître de l'ordre de Malte.

Né en Portugal, le 24 mai 1681. Mort le 24 janvier 1773.

Vice-chancelier et bailli de Grâce, Pinto fut élu grand-maître le 18 janvier 1741. Malte lui est redevable de plusieurs beaux édifices. Il mourut à Malte dans la quatre-vingt-douzième année de son âge.—Il est le premier grand-maître qui ait porté la couronne fermée. (*Art de vérifier les dates.*)

OUTREMONT (Charles-Nicolas-Alexandre, comte d'), évêque et prince de Liége.

Né... Mort le 22 octobre 1771.

Il fut élu évêque et prince de Liége, le 20 avril 1763.

GEOFFRIN (Marie-Thérèse Rodet, dame).

Née en 1699. Morte en 1777.

Célèbre par les grâces de son esprit et la beauté de sa personne, madame Geoffrin, devenue veuve d'un entrepreneur de glaces qui lui laissa une fortune considérable, fit de sa maison le rendez-vous des savants de la capitale et des étrangers de distinction que la curiosité y attirait. Appelée à Varsovie par le prince Poniatowski, roi de Pologne, qui l'honorait du nom de sa mère, elle revint ensuite à Paris, où elle mourut dans la soixante-dix-huitième année de son âge.

DUBARRY (Marie-Jeanne Gomart-de-Vaubernier, comtesse).

Née à Vaucouleurs, en 1744. Morte à Paris, le 6 décembre 1793.

CHOISEUL-STAINVILLE (Étienne-François, duc de), ministre secrétaire d'état.

Fils aîné de François-Joseph de Choiseul, IIe du nom, marquis de Stainville, et de Françoise-Louise de Bassompierre, dame d'honneur de la duchesse de Lorraine.

Né le 28 juin 1719. Marié le 12 décembre 1750, à Louise-Honorine de Crozat du Châtel, fille de Louis-François de Crozat, marquis du Châtel, et de Marie-Thérèse Gouffier-Helly. Mort le 8 mai 1785.

Connu d'abord sous le nom de marquis de Stainville, il fut lieutenant en second au régiment d'infanterie du roi en 1739, fit la campagne de Bohême en 1741, se trouva au siége de Prague et à la prise de Sahay en 1742. Colonel d'infanterie en 1743, il servit dans les armées d'Italie et du Rhin en 1744 et 1745. Brigadier en 1746, il fut employé dans les armées de Flandre jusqu'en 1748. Nommé par le roi de Pologne, Stanislas Leczinski, gouverneur des ville et château de Mirecourt et du pays des Vosges en 1748, il fut la même année maréchal-de-camp et grand-bailli du pays des Vosges en 1751. Ambassadeur extraordinaire à Rome en 1753, chevalier des Ordres du roi en 1756, ambassadeur extraordinaire à Vienne en 1757, il fut créé pair de France et nommé ministre et secrétaire d'état au département des affaires étrangères en 1758. Lieutenant général en 1759, gouverneur général de Touraine en 1760, surintendant général des courriers, postes et relais de France la même année, il devint ministre de la guerre en 1761, ministre de la marine, chevalier de la Toison d'Or, et colonel général des Suisses et Grisons en 1762, et mourut à l'âge de soixante-six ans. (*Chron. milit.*)

PRASLIN (César-Gabriel de Choiseul, duc de), comte de Chevigny, vicomte de Melun, ministre secrétaire d'état.

Fils aîné de Hubert de Choiseul-la-Rivière, dit le marquis de Choiseul, seigneur et comte de la Rivière, Chevigny et Couloutre, vicomte de Bouconville, et de Henriette-Louise de Beauvau, fille de Gabriel-Henri de Beauvau, marquis de Montgauger, capitaine des gardes-du-corps de Philippe de France, duc d'Orléans.

Né le 14 août 1712. Marié à Paris, le 30 avril 1732, à Anne-Marie de Champagne-la-Suze. Mort en 1785.

Il porta d'abord le nom de comte de Choiseul, fut mousquetaire en 1727, capitaine au régiment de cavalerie de Montreuil en 1728, second cornette de la compagnie des chevau-légers de Berry, avec rang de lieutenant-colonel de cavalerie en 1731, et se trouva au siége de Kehl en 1733. Nommé la même année sous-lieutenant de la compagnie des chevau-légers Dauphin, avec rang de mestre-de-camp de cavalerie, il était au siége de Philipsbourg, et combattit à Clausen en

1735. Mestre-de-camp lieutenant du régiment de Conty cavalerie en 1739, il commanda ce régiment à l'armée du Rhin, sous les ordres du maréchal de Maillebois, fit la campagne de Bohême en 1742 et celle de 1743 à l'armée du Mein. Maréchal-de-camp en 1744, il fut d'abord employé à l'armée d'Italie et commanda ensuite l'arrière-garde au passage du Rhin. Lieutenant général au gouvernement du Dauphiné en 1746, il se trouva la même année au siége de la citadelle d'Anvers, combattit à Raucoux et à Lawfeld en 1747. Lieutenant général des armées du roi en 1748, ambassadeur extraordinaire auprès de l'empereur et de la reine de Hongrie en 1756, chevalier des Ordres du roi en 1760, il fut nommé ministre plénipotentiaire près du congrès d'Augsbourg en 1761. Ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères, duc et pair la même année, il prit le titre de duc de Praslin et devint ministre de la marine en 1763. Il mourut à l'âge de soixante-treize ans. — Le duc de Praslin avait été membre honoraire de l'Académie des Sciences.

CHARLES III, roi d'Espagne.

Cinquième fils de Philippe V, roi d'Espagne, et d'Élisabeth Farnèse, sa seconde femme.

Né à Madrid, le 20 janvier 1716. Marié le 19 juin 1738, à Marie-Amélie-Christine de Saxe, fille aînée de Frédéric-Auguste II, roi de Pologne et électeur de Saxe, et de Marie-Josèphe, archiduchesse d'Autriche, fille aînée de Joseph Ier, empereur d'Allemagne. Mort le 14 décembre 1788.

L'infant don Carlos fut d'abord duc de Parme et de Plaisance en 1731, et ensuite roi des Deux-Siciles en 1734, sous le nom de Charles VII. Appelé au trône d'Espagne par la mort du roi, son frère, Ferdinand VI, en 1759 il résigna la couronne des Deux-Siciles à son troisième fils, qui régna sous le nom de Ferdinand IV. Charles III conclut en 1761, avec Louis XV, le traité connu sous le titre de pacte de famille, et fut l'allié de la France dans la guerre de Sept-Ans et celle de 1778 contre l'Angleterre. Il mourut à Madrid, dans la soixante-treizième année de son âge.

CHARLES-EMMANUEL III, roi de Sardaigne, duc de Savoie.

Second fils de Victor-Amédée II, d'abord duc de Savoie, ensuite roi de Sicile et de Sardaigne, et de Anne-Marie d'Orléans (*Mademoiselle de Valois*), troisième fille de Philippe de France (*Monsieur*), duc d'Orléans, et d'Henriette Anne d'Angleterre, sa première femme.

Né à Turin, le 27 avril 1701. Marié : 1° le 16 février 1722, à Anne-Christine-Louise de Bavière, fille de Théodore, duc de Bavière, comte palatin de Sulzbach, et de Marie-Éléonore-Amélie, fille de Guillaume, landgrave de Hesse-Rothenbourg; 2° le 2 juillet 1724, à Polyxène-Christine-Jeanne, fille d'Ernest-Léopold, landgrave de Hesse-Rheinfels-Rothenbourg, et d'Éléonore-Marie-Anne, fille de Maximilien-Charles, prince de Lœvenstein-Wertheim; 3° le 1er avril 1737, à Élisabeth-Thérèse, fille de Léopold, duc de Lorraine et de Bar, et d'Élisabeth-Charlotte d'Orléans (*Mademoiselle de Chartres*), quatrième fille de Philippe de France (*Monsieur*), duc d'Orléans, et d'Élisabeth-Charlotte de Bavière, sa seconde femme. Mort le 20 février 1773.

Prince de Piémont à la mort de Philippe, son frère, en mars 1715, il fut reconnu roi de Sardaigne et duc de Savoie, le 3 septembre 1730, après l'abdication de son père. Commandant en 1733 les troupes confédérées contre l'empire, il fit la guerre dans le Milanais jusqu'en 1735, négocia le traité d'Aix-la-Chapelle en 1748, qui assura à la Sardaigne une augmentation de territoire, et mourut à l'âge de soixante-onze ans. (*Art de vérifier les dates.*)

ESTE (François-Marie d'), IIIe du nom, duc de Modène, de Reggio et de La Mirandole.

Fils aîné de Renaud d'Este, et de Charlotte-Félicité de Brunswick, fille de Jean-Frédéric, duc de Brunswick-Hanovre.

Né le 2 juillet 1698. Marié le 21 juin 1720, à Charlotte-Aglaé d'Orléans (*Mademoiselle de Valois*), fille de Philippe d'Orléans, duc d'Orléans, régent du royaume. Mort le 23 février 1780.

Il combattait dans l'armée de l'empereur Charles VI, contre les Turcs, lorsqu'il fut appelé, le 26 octobre 1737, à succéder à son père. Contraint d'abandonner ses états lors de la guerre de la succession de l'empereur Charles VI, il fut généralissime des troupes espagnoles en Italie dans l'année 1743, et fit toutes les campagnes jusqu'en 1748. Il rentra dans ses états après la paix d'Aix-la-Chapelle, et mourut à Varèse, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. (*Art de vérifier les dates.*)

VOLTAIRE (François-Marie Arouet de), gentilhomme ordinaire de la chambre du roi et l'un des quarante de l'Académie Française.

Fils de N... Arouet, notaire au Châtelet, puis trésorier de la chambre des comptes de Paris, et de Marguerite d'Aumont, d'une famille noble du Poitou.

Né à Châtenay, près de Sceaux, le 20 février 1694. Mort le 30 mai 1778.

Gentilhomme de la chambre du roi et historiographe de France en 1745, membre de l'Académie Française en 1746, il fut nommé chambellan de Frédéric II et chevalier de l'ordre du Mérite de Prusse. Le nom de Voltaire nous dispense de tout détail sur sa vie et ses ouvrages. Il mourut à Paris, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

DALEMBERT (Jean le Rond), géomètre et écrivain.

Fils naturel de Destouches, commissaire provincial d'artillerie, et de madame de Tencin.

Né à Paris, le 16 novembre 1717. Mort le 30 octobre 1783, sans alliance.

Après avoir fait ses études au collége Mazarin, il avait pris le grade de maître-ès-arts, et s'était fait recevoir avocat au barreau de Paris. Il s'occupa ensuite exclusivement de l'étude des mathématiques. Reçu à l'Académie des Sciences en 1741, il fut un des créateurs de l'*Encyclopédie*. Admis en 1754 à l'Académie Française, dont il devint secrétaire perpétuel, membre de presque toutes les sociétés savantes de l'Europe, Dalembert mourut à l'âge de soixante-six ans.

LA HARPE (Jean-François de), littérateur.

Né le 20 novembre 1739. Mort le 11 février 1803.

Élève du collége d'Harcourt, La Harpe débuta dans la carrière littéraire par la tragédie de *Warwick*, la seule qui, avec *Coriolan*, représentée en 1784, et *la Mort de Philoctète*, jouée en 1787, soit restée au théâtre. Admis en 1776 à l'Académie Française, il a laissé un *Cours de littérature* qui lui a valu le titre de *Quintilien français*.

CHRISTIAN VII, roi de Danemarck et de Norwège.

Second fils de Frédéric V, roi de Danemarck et de Norwège, et de Louise d'Angleterre, fille de Georges II, roi de la Grande-Bretagne.

Né le 29 janvier 1749. Marié le 8 novembre 1766, à Caroline-Mathilde d'Angleterre, dont il fut séparé en 1772, fille posthume de Frédéric-Louis, prince de Galles, et d'Auguste, fille de Frédéric II, duc de Saxe-Gotha. Mort le 13 mars 1808.

Il succéda en 1766 à son père et mourut à Rendsbourg, dans la soixantième année de son âge, après un règne de quarante-deux ans. — A dater de l'année 1772, pendant la maladie du roi et jusqu'à sa mort, la direction des affaires fut confiée à la reine douairière (Julie-Marie de Brunswick-Wolfenbuttel), et en 1784 au prince royal Frédéric, fils de Christian VII, qui a régné depuis sous le nom de Frédéric VI.

GEORGES III, roi de la Grande-Bretagne.

Fils de Frédéric-Louis, prince de Galles, et d'Auguste de Saxe-Gotha.

Né à Londres, le 4 juin 1738. Marié le 8 septembre 1761, à Charlotte-Sophie de Mecklenbourg-Strélitz. Mort le 29 janvier 1820.

Il succéda en 1760 à Georges II, son aïeul paternel, dans le royaume d'Angleterre et dans l'électorat de Hanovre, et mourut à l'âge de quatre-vingt-deux ans. — A dater de l'année 1811, pendant la maladie du roi, la régence fut confiée au prince de Galles (Georges-Frédéric-Auguste), son fils aîné, qui a régné depuis sous le nom de Georges IV. (*Art de vérifier les dates.*)

SARTINE (Antoine-Raimond-Jean-Gualbert-Gabriel de), lieutenant général de police, ministre secrétaire d'état de la marine.

Né à Barcelone en 1729. Mort à Taragonne en 1801.

D'abord conseiller au Châtelet de Paris, lieutenant criminel et maître des requêtes, de Sartine fut nommé lieutenant de police en 1759. Sous son administration, l'assainissement et la sûreté de Paris furent l'objet de ses soins. On lui doit le mode d'éclairage par réverbère et la construction de la halle au blé. Nommé conseiller d'état en 1773, il fut appelé l'année suivante au ministère de la marine, où il resta jusqu'en 1780. Retiré à Taragonne lors de la révolution, il y mourut à l'âge de soixante-douze ans.

VERNET (Claude-Joseph), peintre.

Né à Avignon, en 1714. Mort en 1789.

Parti à l'âge de dix-huit ans pour l'Italie, afin de s'y perfectionner dans son art, Joseph Vernet fut reçu à Rome membre de l'Académie de Saint-Luc en 1743. Rappelé en France par Louis XV, qui voulait le charger de peindre les principaux ports de France, il fut nommé membre de l'Académie de peinture, et, en 1767, élevé au rang de conseiller. On porte à plus de deux cents les tableaux qu'il a exécutés seulement de 1752 à 1789. Le Musée possède plusieurs de ses tableaux, parmi lesquels la collection des ports de France, au nombre de quinze, occupe un rang distingué.

PERRONET (Jean-Rodolphe), ingénieur des ponts et chaussées.

Né à Surène, près Paris, en 1708. Mort en 1794.

Chargé dès l'âge de dix-sept ans de plusieurs constructions importantes, Perronet fut nommé en 1747 directeur de l'École des ponts et chaussées. Les ponts de Neuilly, de Nemours, celui de Louis XVI à Paris, exécutés d'après ses plans et sous sa surveillance, n'ont pas encore été surpassés. Perronet était membre de l'Académie, de la Société royale de Londres, des académies de Stockholm, de Berlin, etc., et mourut dans la quatre-vingt-sixième année de son âge.

VANLOO (Carlo-Andrea), premier peintre du roi.

Fils de Louis Vanloo, peintre, et de Marie Fossé.

Né à Nice, en 1705. Marié en Italie, à N... Sommis, cantatrice, fille de N... Sommis, musicien. Mort le 15 juillet 1765.

Élève de Benedetto Lutti, Carle Vanloo vint en France en 1720 et obtint la première médaille du dessin en 1723. Il travailla, conjointement avec son frère Jean-Baptiste, à la restauration, qu'il n'acheva pas, des peintures du Primatice, dans la galerie de Fontainebleau. Après avoir obtenu en 1724 le premier prix de peinture, il se rendit à Rome, où il remporta le premier prix du dessin à l'Académie de Saint-Luc, et fut nommé en 1729, par le pape Benoît XIII (Pierre-François Orsini), chevalier de l'ordre du Christ. A son retour en France il fut reçu en 1735 à l'Académie royale de peinture (*) et de sculpture, où il fut successivement professeur adjoint, professeur et adjoint au recteur. Carle Vanloo avait été nommé en 1749 directeur d'une école royale de dessin. Chevalier de l'ordre de Saint-Michel en 1751, premier peintre du roi en 1762, il mourut à Paris à l'âge de soixante-un ans. (*Vies des peintres.*)

VANLOO (Louis-Michel), peintre.

Fils de Jean-Baptiste Vanloo.

Né à Toulon, en 1707. Mort le 20 mars 1771.

Élève de son père, il le suivit à Rome où il fit la plus grande partie de ses études. Reçu en 1733 à l'Académie royale de peinture et de sculpture, il fut d'abord professeur adjoint en 1735 et admis au rang des anciens en 1745. Nommé premier peintre du roi d'Espagne, Philippe V, en 1735, il habita Madrid pendant quelques années, revint en France après la mort de Philippe V et succéda à son oncle dans la direction de l'École royale de dessin. Il mourut à l'âge de soixante-quatre ans. (*Vies des peintres.*)

LOUIS XVI, roi de France.

Voir IIe Partie, Rois de France, page 59.

MARIE-ANTOINETTE, reine de France, archiduchesse d'Autriche.

Dixième fille de François Ier, empereur d'Allemagne, et de Marie-Thérèse d'Autriche, reine de Hongrie et de Bohême, fille de l'empereur Charles VI.

Née le 2 novembre 1755. Mariée à Versailles, le 16 mai 1770, à Louis-Auguste de France, alors dauphin, depuis Louis XVI, roi de France, troisième fils de Louis de France, dauphin, et de Marie-Josèphe de Saxe, sa seconde femme. Morte à Paris, le 16 octobre 1793, à l'âge de trente huit ans.

(*) Le tableau de réception de Carle Vanloo représentait Marsyas écorché par l'ordre d'Apollon.

MARIE-ADÉLAIDE DE FRANCE (*Madame Adélaïde*).

Voir IIe Partie, Portraits divers, page 119.

LAMBALLE (Marie-Thérèse-Louise de Savoie-Carignan, princesse de).

Fille de Louis-Victor-Amédée de Savoie, prince de Carignan, et de Christine-Henriette de Hesse-Rhemfels.

Née à Turin, le 8 septembre 1749. Mariée le 17 janvier 1767, à Louis-Alexandre-Joseph-Stanislas de Bourbon, prince de Lamballe, second fils de Louis-Jean-Marie de Bourbon, duc de Penthièvre, et de Marie-Thérèse-Félicité d'Este. Morte à Paris, le 3 septembre 1792.

Cette princesse fut surintendante de la maison de la reine Marie-Antoinette.

MARIE-THÉRÈSE-CHARLOTTE DE FRANCE et LOUIS-CHARLES DE FRANCE, duc de Normandie, dans leur enfance.

1° Marie-Thérèse-Charlotte de France, duchesse d'Angoulême, depuis dauphine.

Fille de Louis XVI, roi de France, et de Marie-Antoinette, archiduchesse d'Autriche.

Née à Versailles, le 19 décembre 1778. Mariée le 10 juin 1799, à Louis-Antoine d'Artois, alors duc d'Angoulême, depuis dauphin, fils aîné de Charles-Philippe de France, comte d'Artois, depuis Charles X, roi de France, et de Marie-Thérèse de Savoie.

2° Louis-Charles de France, duc de Normandie, puis dauphin, son frère.

JOSEPH II, empereur d'Allemagne, roi de Hongrie et de Bohême.

Fils aîné de François Ier, empereur d'Allemagne, et de Marie-Thérèse d'Autriche, reine héréditaire de Hongrie et de Bohême, fille aînée de l'empereur Charles VI.

Né le 13 mars 1741. Marié : 1° le 6 octobre 1760, à Marie-Elisabeth, fille de don Philippe, infant d'Espagne, duc de Parme, et de Louise-Elisabeth de France, fille aînée de Louis XV; 2° le 23 janvier 1765, à Marie-Joséphine-Antoinette de Bavière, fille de l'empereur Charles VII, alors électeur de Bavière, et de Marie-Amélie d'Autriche, deuxième fille de Joseph Ier, empereur d'Allemagne. Mort le 20 février 1790.

Il succéda à son père en 1765, et mourut à l'âge de quarante-neuf ans, après un règne de vingt-cinq ans.

MARIE-LOUISE, infante d'Espagne, impératrice d'Allemagne, reine de Hongrie et de Bohême (alors grande-duchesse de Toscane).

Cinquième fille de Charles III, roi d'Espagne, et de Marie-Amélie-Christine de Saxe, fille aînée de Frédéric-Auguste II, roi de Pologne, électeur de Saxe.

Née le 24 novembre 1745. Mariée par procureur, à Madrid, le 16 février 1765, et en personne à Inspruck, le 5 août 1765, à Léopold II, empereur d'Allemagne, roi de Hongrie et de Bohême, archiduc d'Autriche (alors grand-duc de Toscane), troisième fils de François Ier, empereur d'Allemagne, et de Marie-Thérèse d'Autriche, reine héréditaire de Hongrie et de Bohême. Morte en mai 1792.

FÊTES DONNÉES A VIENNE,

A l'occasion du mariage de Joseph II avec Marie-Joséphine-Antoinette de Bavière, le 23 janvier 1765.

On reconnaît dans ce tableau les personnages suivants :

1° Ferdinand-Charles-Antoine-Joseph-Jean-Stanislas, archiduc d'Autriche.
2° Marie-Antoinette-Josèphe-Jeanne, archiduchesse d'Autriche, depuis reine de France.
3° Maximilien-François-Xavier-Joseph, archiduc d'Autriche, depuis électeur et archevêque de Cologne.
4° François-Xavier, comte d'Auersberg.
5° Frédéric, landgrave de Furstenberg.
6° Joseph, comte de Clary.
7° Wenceslas, comte de Clary.
8° Pauline, demoiselle d'Auersberg.
9° Christine, demoiselle d'Auersberg.
10° Christine, demoiselle de Clary.
11° Thérèse, demoiselle de Clary.

LÉOPOLD II, empereur d'Allemagne, roi de Hongrie et de Bohême, archiduc d'Autriche (alors grand-duc de Toscane).

Troisième fils de François Ier, empereur d'Allemagne, et de Marie-Thérèse d'Autriche, reine héréditaire de Hongrie et de Bohême, fille aînée de l'empereur Charles VI.

Né le 5 mai 1747. Marié par procureur, à Madrid, le 16 février 1765, et en personne à Inspruck, le 5 août 1765, à Marie-Louise, infante d'Espagne, cinquième fille de Charles III, roi d'Espagne, et de Marie-Amélie Christine de Saxe, fille aînée de Frédéric-Auguste II, roi de Pologne, électeur de Saxe. Mort le 1er mars 1792.

Nommé, en décembre 1753, gouverneur de tous les états que l'impératrice reine, sa mère, possédait en Lombardie, il succéda à l'empire en 1790, et mourut à l'âge de quarante-cinq ans. (*Art de vérifier les dates.*)

MODÈNE (Ricciarde-Béatrix d'Este, duchesse de) et de Massa, princesse de Carrara.

Fille et héritière de Hercule III (Renaud), duc de Modène, de Reggio et de La Mirandole, et de Marie-Thérèse, fille d'Albéric II, Cibo-Malespina, duc de Massa, Prince de Carrara.

Née le 7 avril 1750. Mariée le 15 octobre 1771, à Ferdinand (Charles-Antoine-Joseph-Jean-Stanislas), archiduc d'Autriche, gouverneur général de la Lombardie autrichienne, quatrième fils de François Ier, empereur d'Allemagne, et de Marie-Thérèse d'Autriche, reine d'Autriche, reine héréditaire de Hongrie et de Bohême. Morte le... 1829.

WASHINGTON (Georges), président de la république des États-Unis dans l'Amérique du Nord.

Né à Bridge-Creek, dans le comté de Westmoreland en Virginie, le 22 février 1732. Mort le 14 décembre 1799.

Nommé à dix-neuf ans major des milices de la Virginie, il fut membre du congrès qui s'assembla le 14 septembre 1774, à Philadelphie. La guerre s'étant engagée entre l'Amérique et l'Angleterre, le congrès nomma Washington général en chef des troupes américaines. Après huit ans de guerre, pendant lesquels il trouva, dans l'indiscipline de ses troupes et le manque de ressources, des obstacles sans cesse renaissants,

dont une fermeté inébranlable le fit seule triompher, il parvint à affermir l'indépendance des États-Unis, qui fut reconnue par le traité du 20 janvier 1783. Député, malgré son refus, par la Virginie à la Convention, assemblée à Philadelphie en mai 1787 pour organiser la forme du gouvernement, Washington fut élu à l'unanimité, en 1789, président de l'Union et réélu en 1793. Il mourut à l'âge de soixante-sept ans. — Sa mort fut considérée comme une calamité publique, et son deuil porté jusque par la France; son nom a été imposé à la ville qui est le siége du gouvernement.

MARIE-AMÉLIE (Josèphe-Jeanne-Antoinette), archiduchesse d'Autriche, duchesse de Parme.

Sixième fille de François Ier, empereur d'Allemagne, et de Marie-Thérèse d'Autriche, reine héréditaire de Hongrie et de Bohême, fille aînée de l'empereur Charles VI.

Née le 26 février 1746. Mariée le 27 juin 1769, à don Ferdinand, duc de Parme, fils de don Philippe, infant d'Espagne, duc de Parme, et de Louise-Élisabeth de France, fille aînée du roi Louis XV. Morte en 1805.

ORLÉANS (Louis-Philippe-Joseph d'Orléans, duc d'), de Valois, de Chartres, etc.

Fils de Louis-Philippe d'Orléans, duc d'Orléans, et de Louise-Henriette de Bourbon-Conty.

Né à Saint-Cloud, le 13 avril 1747. Amiral. (256e.) Marié le 5 avril 1769, à Louise-Marie-Adélaïde de Bourbon, fille de Jean Marie de Bourbon, duc de Penthièvre et d'Anne-Félicité d'Est. Mort le 6 novembre 1793.

Après avoir fait deux campagnes sur l'Océan et la Méditerranée en 1777, Louis-Philippe d'Orléans, qui était alors duc de Chartres, fut nommé à la fin de cette année lieutenant général des armées navales; il commandait une escadre au combat d'Ouessant en 1778, et fut amiral en 1791. Il mourut à l'âge de quarante-six ans.

ORLÉANS (Louise-Marie-Adélaïde de Bourbon, duchesse d') (*Mademoiselle de Penthièvre*).

Fille de Louis-Jean-Marie de Bourbon, duc de Penthièvre, et de Marie-Thérèse-Félicité d'Este, princesse de Modène.

Née à Paris, le 13 mars 1753. Mariée le 5 avril 1769, à Louis-Philippe-Joseph-d'Orléans, alors duc de Chartres, et depuis duc d'Orléans, fils de Louis-Philippe, duc d'Orléans, et de Louise-Henriette de Bourbon-Conty. Morte à Ivry, près Paris, le 23 juin 1821.

MONTPENSIER (Antoine-Philippe d'Orléans, duc de).

Second fils de Louis-Philippe-Joseph d'Orléans, duc d'Orléans, et de Louise-Marie-Adélaïde de Bourbon.

Né le 3 juillet 1775. Mort en 1807.

BEAUJOLAIS (Louis-Charles d'Orléans, comte de).

Troisième fils de Louis-Philippe-Joseph, duc d'Orléans, et de Louise-Marie-Adélaïde de Bourbon.

Né à Paris, le 7 octobre 1779. Mort sans alliance, à Malte, le 30 mai 1808.

BERNIS (François-Joachim de Pierre de) (*le cardinal de Bernis*).

Second fils de Joachim de Pierre, seigneur de Bernis, et de Marie-Élisabeth du Chastel.

Né à Saint-Marcel de l'Ardèche, le 22 mai 1715. Mort le 2 novembre 1794.

Élève du séminaire de Saint-Sulpice, où il prit les ordres, il fut ambassadeur à Venise en 1751, à Madrid en 1755 et à Vienne en 1756. Ministre d'état en 1757, cardinal le 2 octobre 1758 sous le pontificat de Clément XIII (Charles Rezzonico), archevêque d'Alby en 1764, il fut envoyé en ambassade près du Saint-Siége en 1769 et reçut le titre de protecteur des églises de France. Il fixa sa résidence à Rome, où il mourut à l'âge de soixante-dix-neuf ans. — Le cardinal de Bernis avait été nommé en 1744 membre de l'Académie Française.

MAUPEOU (Réné-Nicolas-Charles-Augustin de), chancelier, garde-des-sceaux.

Fils aîné de René-Charles de Maupeou, marquis de Morangles, garde-des-sceaux, et d'Anne-Victoire de Lamoignon.

Né le 25 février 1714. Marié le 21 janvier 1744, à Anne-Marguerite-Thérèse de Roncherolles. Mort le 29 juillet 1792.

Président à mortier en survivance de son père, en 1737, il fut nommé premier président du parlement en 1763, chancelier et garde-des-sceaux de France en 1768, et mourut au Thuit, près les Andelys, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

BUFFON (Georges-Louis Leclerc, comte de), seigneur de Montbard, naturaliste et écrivain.

Fils de Benjamin Leclerc, seigneur de Buffon, conseiller au parlement de Dijon.

Né à Montbard, le 7 septembre 1707. Marié en 1762, à N... de Saint-Belin. Mort le 16 avril 1788.

Célèbre naturaliste et un des grands écrivains du dix-huitième siècle, il fut nommé en 1739 intendant du Jardin du Roi et reçu à l'Académie Française en 1753. Il mourut à Paris, dans la quatre-vingt-unième année de son âge.

SOUFFLOT (Jacques-Germain), architecte, intendant général des bâtiments du roi.

Né à Irancy, près d'Auxerre, en 1714. Mort le 29 août 1781.

Après avoir parcouru l'Italie et l'Asie-Mineure, Soufflot fut admis au nombre des pensionnaires du roi, à Rome. A son retour d'Italie, il habita pendant plusieurs années Lyon, où il construisit l'Hôtel-du-Change, le théâtre et l'Hôtel-Dieu. Il se rendit ensuite à Paris, fut nommé membre des Académies de peinture et d'architecture, chevalier de l'ordre de Saint-Michel, contrôleur et intendant général des bâtiments du roi. Il fut chargé en 1757 de la construction de la basilique Sainte-Geneviève, et mourut à Paris à l'âge de soixante-sept ans. (*Biogr. univ.*)

MARIE-JOSÉPHINE-LOUISE DE SAVOIE, comtese de Provence.

Seconde fille de Victor-Amédée III, roi de Sardaigne, et de Marie-Antoinette-Ferdinande, infante d'Espagne, fille de Philippe V et d'Élisabeth Farnèse, sa seconde femme.

Née le 2 septembre 1753. Mariée le 14 mai 1771, à Louis-Stanislas-Xavier de France, alors comte de Provence, depuis Louis XVIII, roi de France, quatrième fils de Louis de France, dauphin, et de Marie-Josèphe de Saxe, sa seconde femme. Morte le 13 novembre 1810.

MARIE-THÉRÈSE DE SAVOIE, comtesse d'Artois.

Troisième fille de Victor-Amédée III, roi de Sardaigne, et de Marie-Antoinette-Ferdinande, infante d'Espagne, fille de Philippe V et d'Élisabeth Farnèse, sa seconde femme.

Née le 31 janvier 1756. Mariée le 16 novembre 1773, à Charles-Philippe de France, alors comte d'Artois, depuis Charles X, roi de France, cinquième fils de Louis de France, dauphin, et de Marie-Josèphe de Saxe, sa seconde femme. Morte le 2 juin 1805.

CONDÉ (Louis-Joseph de Bourbon, prince de).

Fils de Louis-Henri de Bourbon, prince de Condé, et de Caroline de Hesse-Rheinfels-Rothenbourg, sa seconde femme.

Né le 9 août 1736. Marié : 1° le 3 mai 1753, à Charlotte-Godefride-Élisabeth de Rohan-Soubise, fille de Charles de Rohan, duc de Rohan-Rohan, prince de Soubise, et d'Anne Marie-Louise de La Tour-d'Auvergne ; 2° le 24 octobre 1798 à Catherine de Brignole, princesse douairière de Monaco. Mort à Paris, le 13 mai 1818.

CONDÉ (Charlotte-Godefride-Élisabeth de Rohan-Soubise, princesse de).

Fille de Charles de Rohan, duc de Rohan, prince de Soubise, et d'Anne-Marie-Louise de La Tour-d'Auvergne.

Née le 7 octobre 1737. Mariée le 3 mai 1753, à Louis-Joseph de Bourbon, prince de Condé, fils de Louis-Henri de Bourbon, prince de Condé, et de Caroline de Hesse-Rheinfels-Rothenbourg, sa seconde femme. Morte le 4 mars 1760.

BOURBON (Louis-Henri-Joseph de Bourbon, duc de), prince de Condé.

Fils de Louis-Joseph de Bourbon, prince de Condé, et de Charlotte-Godefride-Élisabeth de Rohan-Soubise, sa première femme.

Né le 13 avril 1756. Marié le 24 avril 1770, à Louise-Marie-Thérèse-Bathilde d'Orléans, fille de Louis-Philippe, duc d'Orléans, et de Louise-Henriette de Bourbon. Mort à Chantilly, le 27 août 1830.

BOURBON (Louise-Marie-Thérèse-Bathilde d'Orléans, duchesse de), princesse de Condé

Fille de Louis-Philippe d'Orléans, duc d'Orléans, et de Louise-Henriette de Bourbon.

Née le 9 juillet 1750. Mariée le 24 avril 1770, à Louis-Henri-Joseph de Bourbon, duc de Bourbon, prince de Condé, fils de Louis-Joseph de Bourbon, prince de Condé, et de Charlotte-Godefride-Élisabeth de Rohan-Soubise, sa première femme. Morte à Paris, le 10 janvier 1822.

ENGHIEN (Louis-Antoine-Henri de Bourbon, duc d').

Fils de Louis Henri-Joseph de Bourbon, duc de Bourbon, prince de Condé, et de Louise-Marie-Thérèse-Bathilde d'Orléans.

Né à Chantilly, le 2 août 1772. Mort à Vincennes, le 21 mars 1804.

CONTY (Louis-François-Joseph de Bourbon, prince de).

Fils de Louis-François de Bourbon, prince de Conty, et de Louise-Diane d'Orléans (*Mademoiselle de Chartres*).

Né en 1734. Mort le 10 mars 1814.

BONAPARTE (Charles de), père de l'empereur Napoléon.

Né à Ajaccio en 1744. Marié en 1767, à Lætitia Ramolino. Mort le 24 février 1785.

Conseiller du roi et assesseur de la ville et province d'Ajaccio, en 1774, il fut nommé en 1777 député de la noblesse de l'Ile de Corse à la cour, et membre du conseil des douze en 1781. Il mourut à Montpellier, à l'âge de quarante-un ans. (*Biogr. univ.*)

MIRABEAU (Honoré-Gabriel Riquetti, comte de).

Fils de Victor Riquetti, marquis de Mirabeau.

Né au Bignon, près de Nemours, le 9 mars 1749. Mort à Paris, le 2 avril 1791.

Après une jeunesse orageuse, Mirabeau se consacra aux études politiques, et fut à Londres étudier les institutions anglaises. Elu en 1789, membre de l'Assemblée des États-Généraux par le tiers-état d'Aix et de Marseille, il opta pour la première de ces villes. On cite parmi les nombreux discours qu'il prononça dans cette assemblée, et qui lui méritèrent le titre de Démosthène français, la célèbre adresse au roi pour le renvoi des troupes; l'improvisation de la harangue par laquelle il fit adopter le plan de finances proposé par Necker; sa réponse à l'abbé Maury sur les biens ecclésiastiques; son brillant discours sur la constitution civile du clergé; ceux sur le pacte de famille, sur la sanction royale et sur le droit de faire la paix et la guerre. Ses principaux ouvrages sont : l'*Essai sur le Despotisme; la Monarchie prussienne; Aux Bataves, sur le stathoudérat; les Lettres de cachet, ou les Prisons d'État.*

NAPOLÉON.

Voir IIe PARTIE, Rois de France, page 59.

JOSÉPHINE (Marie-Françoise-Tascher de la Pagerie), impératrice des Français, reine d'Italie.

Née à la Martinique, le 24 juin 1768. Mariée : 1° à Alexandre, vicomte de Beauharnais, général en chef de l'armée du Rhin; 2° le 9 mars 1796, à Napoléon Bonaparte, dont elle fut séparée le 16 décembre 1809. Morte à la Malmaison, le 29 mai 1814.

NAISSANCE DU ROI DE ROME.

Les princes français viennent présenter leurs hommages au roi de Rome, en présence de l'empereur et de l'impératrice.

MARIE-LOUISE et LE ROI DE ROME.

1° MARIE-LOUISE, archiduchesse d'Autriche, impératrice des Français, duchesse de Parme, Plaisance et Guastalla.

Fille de François Ier, empereur d'Autriche, et de Marie-Thérèse, fille de Ferdinand IV, roi des Deux-Siciles.

Née le 12 décembre 1791. Mariée à Saint-Cloud, le 1er avril 1810, à Napoléon, empereur des Français.

2° NAPOLÉON (François-Charles-Joseph), roi de Rome, prince impérial, duc de Reichstadt.

BONAPARTE (Lætitia Ramolino, madame de), mère de l'empereur Napoléon.

Née le 24 août 1750. Mariée en 1767, à Charles de Bonaparte. Morte en 1833.

FESCH (Joseph), grand-aumônier de l'empire, archevêque de Lyon, cardinal, oncle de l'empereur Napoléon.

Né à Ajaccio, le 3 janvier 1763, archevêque de Lyon, sacré le 15 août 1802, cardinal de la création de Pie VII en 1803. Mort en 1839.

BONAPARTE (Lucien), prince de Canino, frère de l'empereur Napoléon.

Fils de Charles de Bonaparte et de Lætitia Ramolino.

Né à Ajaccio (Corse), en 1775. Mort le 29 juin 1840.

BONAPARTE (Jérôme), Roi de Westphalie, comte de Montfort, frère de l'empereur Napoléon.

Fils de Charles de Bonaparte et de Lætitia Ramolino.

Né le 15 novembre 1784. Marié le 22 août 1807, à Frédérique-Catherine Dorothée, princesse royale de Wurtemberg, fille de Frédéric, roi de Wurtemberg, et d'Augustine-Caroline-Frédérique-Louise de Brunswick-Wolfenbuttel.

BONAPARTE (Marie-Annonciade-Caroline) (Madame Murat), reine de Naples, comtesse de Lipona, sœur de l'empereur Napoléon.

Fille de Charles de Bonaparte et de Lætitia Ramolino.

Née le 25 mars 1782. Mariée le 20 janvier 1800, à Joachim Murat, grand-amiral. Morte en 1839.

BONAPARTE (Marie-Anne-Elisa) (Madame Bacchiocchi), grande-duchesse de Toscane, princesse de Lucques et de Piombino, sœur de l'empereur Napoléon.

Fille de Charles de Bonaparte et de Lætitia Ramolino.

Née le 3 janvier 1777. Mariée à Félix, prince de Lucques et de Piombino, le 5 mai 1797. Morte en 1820.

BEAUHARNAIS (Hortense-Eugénie de) (Madame Bonaparte), reine de Hollande, duchesse de Saint-Leu.

Fille d'Alexandre, vicomte de Beauharnais, et de Joséphine Tascher de La Pagerie, depuis impératrice des Français.

Mariée le 3 janvier 1802, à Louis Bonaparte, roi de Hollande, duc de Saint-Leu, frère de l'empereur Napoléon. Morte le 5 octobre 1837.

CLARY (Marie-Julie) (Madame Bonaparte), reine de Naples, puis d'Espagne, comtesse de Survilliers.

Née le 26 décembre 1777. Mariée le 24 septembre 1794, à Joseph Bonaparte, roi de Naples, puis d'Espagne, comte de Survilliers, frère de l'empereur Napoléon.

TALLEYRAND-PÉRIGORD (Charles-Maurice de), prince de Bénévent.

Né à Paris, en 1754. Mort le 27 mai 1838.

Descendant de l'ancienne famille des comtes de Périgord, le prince de Talleyrand fut nommé évêque d'Autun en 1788 et député de l'ordre de la noblesse aux États-Généraux de 1789. Passé en Amérique, où les événements de la révolution l'avaient forcé de se réfugier, il fut rappelé en 1796 et nommé membre de l'Institut et ministre des relations étrangères sous le Directoire. Créé grand-chambellan de l'empereur et prince de Bénévent en 1806, il fit, en 1814, proclamer la déchéance de Napoléon, fut nommé membre du gouvernement provisoire et bientôt après ministre des affaires étrangères et pair de France par Louis XVIII. Ministre plénipotentiaire au congrès de Vienne, il rentra en France en 1815 et reprit le portefeuille des affaires étrangères. Envoyé à Londres en 1830, avec la mission d'y travailler au maintien de la paix en Europe, il se démit de ses fonctions lorsque cette paix lui parut assurée, et mourut à Paris, à l'âge d'environ quatre-vingt-quatre ans.

LEBRUN (Charles-François), duc de Plaisance, prince architrésorier de l'empire.

Né à Saint-Sauveur-Landelin, près Coutances, en 1739. Mort en 1824.

D'abord secrétaire du chancelier Maupeou, puis censeur royal, payeur des rentes et inspecteur général des domaines de la couronne, Lebrun fut élu député aux États-Généraux en 1789, et fit ensuite partie du conseil des Cinq-Cents. Troisième consul en 1799, il s'occupa exclusivement des finances, et fut successivement créé, sous l'empire, architrésorier, duc de Plaisance, gouverneur de la Ligurie et administrateur général de la Hollande. Il a laissé des traductions de *la Jérusalem délivrée*, de *l'Iliade* et de *l'Odyssée*, qui lui ont mérité son admission à l'Institut.

DUROC (Géraud-Christophe-Michel), duc de Frioul, grand-maréchal du palais de l'empereur.

Né à Pont-à-Mousson, en 1772. Mort en 1813.

Élève de l'école de Pont-à-Mousson et entré lieutenant dans l'artillerie en 1792, Duroc fit la campagne d'Italie, devint aide-de-camp du général Bonaparte en 1796, et fit partie de l'expédition d'Égypte. Il se signala à la bataille de Salabiéh, aux siéges de Jaffa et de Saint-Jean-d'Acre, à la bataille d'Aboukir, et fut promu au grade de général de brigade. Nommé général de division, il fut créé grand-maréchal du palais en 1805, et assista aux batailles d'Austerlitz, de Wagram et d'Essling. Blessé mortellement au combat de Reichenbach, dans la campagne de 1813, il mourut à l'âge de quarante-un ans.

FOY (Maximilien-Sébastien, comte), lieutenant général.

Né à Ham (Somme), en 1775. Mort le 28 novembre 1825.

Admis à l'école de La Fère en 1790, Foy entra comme lieutenant en second au troisième régiment d'artillerie, et combattit sous les généraux Dumouriez, Dampierre, Pichegru et Houchard. Lieutenant d'artillerie en 1792, il obtint successivement les grades de capitaine et de chef d'escadron, parvint au grade d'adjudant général en 1800, et servit en Italie et en Allemagne. Nommé général de brigade en 1809, puis général de division en 1810, il se signala pendant la retraite de Portugal et les campagnes de 1811 et 1812 en Espagne, et fut blessé pour la quinzième fois sur le champ de bataille de Waterloo. Nommé en 1819 inspecteur général d'infanterie, il fut élu la même année membre de la Chambre des députés par le département de l'Aisne, et en 1824 par trois colléges électoraux. Il se fit remarquer dans ces assemblées par des discours pleins de patriotisme et des improvisations qui l'ont placé au rang des orateurs les plus éloquents.

LA RIBOISSIÈRE (comte de), général de division, premier inspecteur général de l'artillerie.

Né... Mort le 29 décembre 1812.

Officier d'artillerie en 1789, le comte de La Riboissière

parvint en peu de temps au grade de général de brigade. Il se distingua à la bataille d'Austerlitz, et fut nommé général de division par Napoléon, qui lui confia le commandement de l'artillerie au siége de Dantzick. Il remplit les mêmes fonctions en 1809 à Essling et à Wagram, et fut nommé en 1811 premier inspecteur général de l'artillerie.

PORTALIS (Jean-Étienne-Marie, comte de), ministre des cultes.

Né au Beausset (Provence), en 1746. Mort le 25 août 1807.

Reçu avocat au parlement d'Aix, à l'âge de vingt-un ans, Portalis se fit distinguer, dès son début, parmi les jurisconsultes de cette époque. Député au conseil des Anciens et proscrit au 18 fructidor, il se réfugia en Allemagne, revint en France après le 18 brumaire, et fut successivement nommé commissaire près le conseil des prises, conseiller d'état, directeur et ministre des cultes. Membre de la deuxième classe de l'Institut (Académie Française), il mourut à l'âge de soixante-un ans.

MONTALIVET (Jean-Pierre Bachasson, comte de), ministre de l'intérieur.

Né à Sarreguemines, le 5 juillet 1766. Mort à Lagrange, près Pouilly (Nièvre), le 22 janvier 1823.

Entré à treize ans comme cadet dans le régiment des hussards de Nassau et passé sous-lieutenant dans les dragons de La Rochefoucauld, le comte de Montalivet fut ensuite reçu avocat au parlement de Grenoble et devint conseiller à dix-neuf ans, en vertu d'une dispense d'âge. Maire de Valence, et successivement nommé aux préfectures de la Manche et de Seine-et-Oise, il fut appelé en 1806 à la direction générale des ponts et chaussées. Ministre de l'intérieur en 1809, il s'appliqua surtout à favoriser les progrès de l'industrie nationale, et c'est à son administration que se rapportent tous les travaux de cette grande période de 1809 à 1812, la plus brillante de l'empire. Il accompagna, en 1814, l'impératrice et le roi de Rome à Blois, où il prit le titre de secrétaire de la régence, fut nommé en 1815 intendant général des biens de la couronne, et créé pair de France en 1819.

LAPLACE (Pierre-Simon, marquis), géomètre.

Né à Beaumont-en-Auge, en 1749. Mort le 6 mars 1827.

Professeur de mathématiques à l'école militaire de Beaumont-en-Auge, Laplace remplaça Bezout en 1784 dans les fonctions d'examinateur du corps de l'artillerie. Ministre de l'intérieur après le 18 brumaire, et admis en 1799 au sénat, dont il devint vice-président en 1803, il fut nommé pair de France en 1814 et reçut le titre de marquis. Membre de l'Institut et du bureau des longitudes, il a laissé, entre autres ouvrages, l'*Exposition du système du monde*, le *Traité de mécanique céleste* et la *Théorie analytique des probabilités*.

FOURCROY (Antoine-François), chimiste.

Né à Paris, en 1755. Mort en 1809.

Successivement professeur au Jardin du roi, membre de l'Académie des Sciences, de la Société de médecine, de la Convention nationale, du Conseil des Cinq-Cents, membre de l'Institut et directeur du Muséum d'histoire naturelle, Fourcroy fut, après le 18 brumaire, appelé au conseil d'état, puis à la direction générale de l'Instruction publique. Il érigea les écoles de médecine de Paris, de Montpellier et de Strasbourg, établit douze écoles de droit, organisa plus de trente lycées et plus de trois cents colléges communaux. Ses principaux ouvrages sont : *Système des connaissances chimiques et de leur application aux phénomènes de la nature et de l'art*, *Éléments d'histoire naturelle et de chimie*, *Philosophie chimique*. Il a fourni aux recueils de diverses sociétés savantes un grand nombre de mémoires, et est l'auteur de la partie concernant la chimie, dans l'*Encyclopédie*, par ordre de matières.

LALANDE (Jérôme le Français de), astronome.

Né à Bourg, en Bresse, en 1732. Mort en 1807.

Élevé par les jésuites, et bientôt admis dans l'intimité de Delisle et de Le Monnier, Lalande fut envoyé à Berlin pour une observation qui devait déterminer la distance de la lune à la terre. A son retour, il fut nommé membre de l'Académie des Sciences en 1753, et succéda à Delisle, en 1762, dans la chaire d'astronomie au Collége de France. Il a laissé plusieurs ouvrages, dont les plus importants sont : *Mémoire sur le passage de Vénus*, *Traité d'astronomie*, *Bibliographie astronomique*, avec l'*Histoire de l'astronomie*, *depuis* 1781 *jusqu'en* 1802.

GENLIS (Stéphanie-Félicité Ducrest de Saint-Aubin, comtesse de), marquise de Sillery.

Née à Champcery, près Autun, en 1746. Morte à Paris, le 31 décembre 1830.

Reçue au chapitre noble d'Alix, madame de Genlis fut ensuite attachée à la duchesse de Chartres, qu'elle accompagna dans ses voyages en France et en Italie, et chargée de l'éducation des trois fils et de la fille du duc de Chartres. Passée en Angleterre lors de la révolution, et de là en Suisse et en Allemagne, elle rentra en France sous le consulat, et reçut de Napoléon une pension qui, à la restauration, fut remplacée par une autre du duc d'Orléans.

Madame de Genlis a publié de nombreux ouvrages qui lui ont acquis une grande réputation.

LOUIS XVIII.

Voir IIe Partie, Rois de France, page 59.

CHARLES X.

Voir IIe Partie, Rois de France, page 59.

ANGOULÊME (Louis-Antoine d'Artois, duc d').

Fils aîné de Charles X et de Marie-Thérèse de Savoie.

Né à Versailles, le 6 août 1775; amiral de France, le 18 mai 1814. Marié le 10 juin 1799, à Marie-Thérèse-Charlotte de France (*Madame*), fille de Louis XVI et de Marie-Antoinette.

BERRY (Charles-Ferdinand d'Artois, duc de).

Fils de Charles X et de Marie-Thérèse de Savoie.

Né à Versailles, le 24 janvier 1778. Marié le 17 juin 1816 à Caroline-Ferdinande-Louise, princesse des Deux-Siciles. Mort le 14 février 1820.

ANGOULÊME (Marie-Thérèse-Charlotte de France, duchesse d'), dauphine.

Fille de Louis XVI et de Marie-Antoinette, archiduchesse d'Autriche.

Née à Versailles, le 19 décembre 1778. Mariée le 10 juin 1799 à Louis-Antoine d'Artois, alors duc d'Angoulême, depuis dauphin, fils aîné de Charles X, roi de France, et de Marie-Thérèse de Savoie.

BERRY (Caroline-Ferdinande-Louise (*Madame*), princesse des Deux-Siciles, duchesse de), avec ses enfants.

Née le 5 novembre 1798. Mariée le 17 juin 1816 à Charles-Ferdinand d'Artois, duc de Berry, second fils de Charles X.

Ses deux enfants sont :

1° Louise-Marie-Thérèse d'Artois (*Mademoiselle*), née le 21 septembre 1819 ;

2° Henri-Charles-Ferdinand-Marie-Dieudonné d'Artois, duc de Bordeaux, né le 29 septembre 1820.

PIE VII (Barnabé Chiaramonti), pape.

Né à Césène, dans la Romagne, le 14 août 1742. Mort le 20 août 1823.

Cardinal en avril 1785, et élu pape à Venise, le 14 mars 1800, Barnabé Chiaramonti fut couronné le 21 du même mois.

PIE VIII (François-Xavier Castiglioni), pape.

Né à Cingoli, état de l'Église, le 20 novembre 1761. Mort le 30 novembre 1830.

Évêque de Monte-Alto en 1800, et créé cardinal et évêque de Césène par Pie VII en 1816, François-Xavier Castiglioni succéda à Léon XII le 31 mars 1829.

MAHMOUD-KHAN II, empereur des Turcs.

Né le 20 juillet 1785. Nommé empereur le 28 juillet 1808. Mort en 1839.

ALEXANDRE Ier PAULOWITZ, empereur de toutes les Russies.

Fils aîné de Paul Ier.

Né le 23 décembre 1777. Marié le 9 octobre 1793 à Louise-Marie-Auguste-Elisabeth-Alexiewna, princesse de Bade. Empereur le 24 mars 1801. Mort à Taganrock, le 1er décembre 1825.

FRÉDÉRIC-GUILLAUME III, roi de Prusse.

Fils de Frédéric-Guillaume II, roi de Prusse, et de Frédérique-Louise de Hesse-Darmstadt.

Né... Marié le 24 décembre 1793 à Louise-Auguste-Wilhelmine-Amélie de Mecklembourg-Strélitz. Roi le 16 novembre 1797. Mort le 7 juin 1840.

SCULPTURE.

TROISIÈME PARTIE.

STATUES ET BUSTES.

CLOVIS Ier, roi des Francs.

Voir 2e partie, Rois de France, page 46.

CLOTILDE (sainte Clotilde), reine des Francs.

Seconde fille de Chilpéric, roi de Bourgogne.

Née en 478. Mariée en 493, à Clovis Ier, roi des Francs, fils de Childéric Ier et de la reine Basine. Morte le 3 juin 548.

La reine Clotilde contribua à la conversion de Clovis, et après sa mort, elle se retira dans un monastère de Tours, où elle mourut à l'âge de soixante-dix ans.

CHILDEBERT Ier, roi des Francs.

Voir 2e partie, Rois de France, page 46.

ULTROGOTHE, reine des Francs.

Fille de...

Née... Mariée en... à Childebert Ier, roi des Francs, troisième fils de Clovis Ier et de la reine Clotilde (sainte Clotilde). Morte...

DAGOBERT Ier, roi des Francs.

Voir 2e partie, Rois de France, page 47.

CHARLES MARTEL, maire du palais.

Fils de Pepin d'Héristal, duc et prince des Français, et d'Alpaïde, sa seconde femme.

Né vers 686. Marié : 1° en... à Chrotrude ou Rotrude; 2° en 725, à Sonichilde, fille d'un frère ou d'une sœur d'Odilon, duc de Bavière. Mort le 22 octobre 741.

Charles Martel, maire du palais, sous le règne de Thierry IV, repoussa les invasions des Sarrazins, et livra, en 732, la bataille de Tours, où il défit l'armée commandée par Abderame. Il reprit ensuite sur eux Avignon, Nîmes et d'autres villes de la Gaule méridionale, dont ils s'étaient rendus maîtres. Le pape Grégoire III lui donna le titre de patrice de Rome. Après la mort de Thierry IV, Charles Martel gouverna pendant un interrègne de plusieurs années, de 737 à 741; il mourut à l'âge de cinquante-deux ans, au palais de Quierzi-sur-Oise, et fut enterré à Saint-Denis.

CLOVIS II, roi des Francs.

Voir 2e partie, Rois de France, page 47.

PEPIN (le Bref), roi des Francs.

Voir 2e partie, Rois de France, page 48.

BERTHE ou BERTRADE, reine des Francs.

Fille de Caribert, comte de Laon.

Née... Mariée en... à Pepin (le Bref), roi des Francs, second fils de Charles Martel, maire du palais, et de Chrotrude ou Rotrude, sa première femme. Morte à Choisy, le 12 juillet 782.

HERMENTRUDE, reine des Francs.

Fille d'Eudes, comte d'Orléans, et d'Ingeltrude.

Née... Mariée à Crécy-sur-Oise, le 14 décembre 842, à Charles II (le Chauve), roi des Francs, dont elle fut la première femme, fils aîné de Louis Ier (le Débonnaire) et de la reine Judith de Bavière, sa seconde femme. Morte le 6 octobre 869.

CHARLEMAGNE ou CHARLES Ier (le Grand), empereur d'Occident, roi des Francs.

Voir 2e partie, Rois de France, page 49.

HUGUES CAPET, roi de France.

Voir 2e partie, Rois de France, page 51.

LOUIS III, roi de France.

Voir 2e partie, Rois de France, page 50.

CARLOMAN, roi de France.

Voir 2e partie, Rois de France, page 50.

EUDES, roi de France.

Voir 2e partie, Rois de France, page 50.

LOTHAIRE, roi de France.

Voir 2e partie, Rois de France, page 51.

HUGUES CAPET, roi de France.

Voir 2e partie, Rois de France, page 51.

ROBERT II (le Pieux), roi de France.

Voir 2e partie, Rois de France, page 51.

CONSTANCE D'ARLES, reine de France.

Seconde fille de Guillaume Taillefer, 1er du nom, comte de Provence, et d'Adèle, dite *Blanche d'Anjou*, sa seconde femme.

Née... Mariée en 998, à Robert II (le Pieux), roi de France, dont elle fut la seconde femme, fils aîné de Hugues Capet et de la reine Adélaïde. Morte au château de Melun, en juillet 1032.

HENRI Ier, roi de France.

Voir 2e partie, Rois de France, page 51.

LOUIS VI (le Gros), roi de France.

Voir 2e partie, Rois de France, page 51.

PHILIPPE Ier, roi de France.

Voir 2e partie, Rois de France, page 52.

LOUIS VII (le Jeune), roi de France.

Voir 2e partie, Rois de France, page 52.

CONSTANCE DE CASTILLE, reine de France.

Fille aînée d'Alphonse VIII, roi de Castille, et de dona Bérengère de Barcelone, sa première femme.

Née... Mariée à Orléans, en 1154, à Louis VII (le Jeune), roi de France, dont elle fut la seconde femme, second fils de Louis VI (le Gros) et de la reine Adélaïde de Savoie (sainte Adélaïde), sa seconde femme. Morte en 1160.

SUGER, abbé de Saint-Denis, premier ministre des rois Louis VI et Louis VII.

Né vers 1082. Mort en 1152.

Suger entra, dès l'âge de dix ans, à l'abbaye de Saint-Denis, où il prit les ordres. Conseiller et ministre du roi Louis VI vers 1108, il fut abbé de Saint-Denis en 1122, et à l'époque de la seconde croisade il remit l'oriflamme au roi Louis VII, lors de son départ pour la Terre-Sainte, en 1147. Nommé régent du royaume, il reçut, au retour du roi, le titre de *père de la patrie*. « S'il y a dans l'Église de France, écrivait saint Bernard au pape Eugène, quelque vase de prix qui embellisse le palais du Roi des rois, c'est sans doute le vénérable abbé Suger. » Il mourut à l'âge d'environ soixante-dix ans.

PHILIPPE II (Philippe-Auguste), roi de France.

Voir 2e partie, Rois de France, page 52.

BLANCHE DE CASTILLE, reine de France.

Seconde fille d'Alphonse IX, dit *le Noble*, roi de Castille, et d'Aliénor ou Éléonore d'Angleterre.

Née vers 1188. Mariée à Purmor (Normandie), le 23 mai 1200, à Louis VIII (le Lion), roi de France, fils aîné de Philippe-Auguste et de la reine Isabelle de Hainaut, sa première femme. Morte le 1er décembre 1252.

Elle fut couronnée à Reims avec le roi Louis VIII, en 1223. Régente du royaume sous la minorité de son fils, depuis 1226 jusqu'en 1236, elle gouverna pendant l'absence de Louis IX (saint Louis), à l'époque de la sixième croisade, en 1248. La reine Blanche mourut à l'âge de soixante-quatre ans, et fut enterrée dans l'église de l'abbaye de Saint-Denis.

LOUIS IX (Saint-Louis), roi de France.

Voir 2e partie, page 53.

JOINVILLE (Jean, sire de) et de Risnel, sénéchal de Champagne.

Fils aîné de Simon, sire de Joinville et de Vaucouleurs, sénéchal de Champagne, et de Béatrix de Bourgogne, sa seconde femme.

Né en 1224. Marié : 1° en 1240, à Ordile ou Adélaïde de Grandpré, fille unique de Henri, ve du nom, comte de Grandpré, et de Marie de Garlande ; 2° vers 1262, à Alix de Risnel, fille et héritière de Gautier, sire de Risnel. Mort en 1319.

Sénéchal héréditaire de Champagne et conseiller du roi Louis IX (saint-Louis), le sire de Joinville suivit ce prince à la croisade en 1248. Gouverneur du comté de Champagne en 1283, il assista en cette qualité aux assises de cette province en 1296. Il mourut âgé de quatre-vingt-quinze ans, et fut enterré à Joinville. — Le sire de Joinville a laissé des *Mémoires* sur la vie de saint Louis.

CHARLES V (le Sage), roi de France.

Voir 2e partie, Rois de France, page 55.

CHENAC (Guillaume de), évêque de Paris.

Né dans le Limousin, vers 1248. Mort le 3 mai 1348.

D'abord archidiacre et ensuite évêque de Paris en 1332, patriarche d'Alexandrie en 1342, Guillaume de Chenac remit à cette époque, rapporte Moreri, l'épiscopat de Paris à Foulques de Chenac, son neveu. Il avait fondé à Paris le collége de Chenac, connu aussi sous le nom de collége de Pompadour ou de Saint-Michel, où il mourut âgé d'environ cent ans.

JEAN II (le Bon), roi de France.

Voir 2e partie, Rois de France, page 54.

DU GUESCLIN (Bertrand), duc de Molines et de Transtamare en Castille, etc., Connétable de France.

Voir 2e partie, Connétables, page 3.

GASTON DE FOIX, duc de Nemours, etc., gouverneur du Dauphiné et du Milanais.

Voir 2e partie, Gouverneurs célèbres, page 36.

ORGEMONT (Pierre d'), chevalier, seigneur de Mery et de Chantilly, chancelier de France.

Fils de Pierre d'Orgemont, bourgeois de Lagny-sur-Marne.

Né... Marié en... à Marguerite de Voisines. Mort le 3 juin 1389.

Le P. Anselme rapporte qu'il fut successivement conseiller au parlement de Paris, maître des requêtes, second président au parlement en 1356, chancelier de Dauphiné en 1371 et premier président en 1372. Nommé chancelier de France en 1373, «Pierre d'Orgemont, dit Piganiol, était si avancé en âge qu'il remit les sceaux entre les mains du roi Charles VI le 1er octobre 1380; il mourut dans son hôtel des Tournelles et fut inhumé dans une chapelle qu'il avait fondée en cette église (celle Culture-Sainte-Catherine, quartier de Saint-Antoine), où il est représenté l'épée au côté, le casque à ses pieds et une jacque de maille.» (*Description historique de la ville de Paris.*)

DORMANS (Jean de), chanoine de Paris et de Chartres, et chancelier de l'église de Beauvais*.

Fils aîné de Guillaume de Dormans, chevalier et seigneur de Dormans et de Silly, chancelier de France, et de Jeanne Baube, dame de Silly.

Né... Mort à Sens, le 2 novembre 1380.

DORMANS (Renaud de), archidiacre de Châlons-sur-Marne, chanoine de Paris, de Chartres et de Soissons, maître des requêtes.

Troisième fils de Guillaume de Dormans, chevalier et seigneur de Dormans et de Silly, chancelier de France, et de Jeanne Baube, dame de Silly.

Né... Mort à Paris, en mai 1386.

CHARLES VI, roi de France.

Voir 2e partie, Rois de France, page 55.

ISABEL, ou ISABEAU DE BAVIÈRE, reine de France.

Voir 2e partie, Portraits divers, page 61.

LOUIS DE FRANCE, duc d'Orléans, 1er du nom, comte de Valois, etc., pair de France, gouverneur du royaume.

Voir 2e partie, Guerriers célèbres, page 35.

VALENTINE DE MILAN, duchesse d'Orléans.

Voir 2e partie, Portraits divers, page 61.

JEANNE D'ARC, dite *la Pucelle d'Orléans.*

Fille de Jacques d'Arc et d'Isabelle Romée.

Née à Domremy, entre Neufchâlel et Vaucouleurs (Lorraine), en 1410. Morte le 31 mai 1431.

Jeanne d'Arc, ayant été présentée à Charles VII le 6 mars 1429, fut envoyée à Orléans pour en faire lever le siége; elle entra dans cette ville le 29 avril de la même année, et repoussa bientôt les Anglais. Après la victoire de Patay en Beauce, elle assista à Reims au sacre du roi Charles VII le 17 juillet 1429, fut faite prisonnière devant Compiègne, et brûlée à Rouen, à l'âge de vingt-un ans. (*Le Château d'Eu, Notices historiques.*)

CHARLES VII, roi de France.

Voir 2e partie, Rois de France, page 55.

CHARLES VIII, roi de France.

Voir 2e partie. Rois de France, p. 56.

CHARLES VII, roi de France.

Voir plus haut.

MARIE D'ANJOU, reine de France.

Fille aînée de Louis, IIe du nom, roi de Sicile, duc d'Anjou, et d'Yolande d'Aragon.

Née le 14 octobre 1404. Mariée en 1422, à Charles VII, roi de France, cinquième fils de Charles VI et de la reine Isabeau de Bavière. Morte le 29 novembre 1463.

«Elle mourut, dit le P. Anselme, à l'abbaye de Chateliers en Poitou, au retour du voyage de Saint-Jacques en Galice, à l'âge de cinquante-neuf ans, et fut enterrée à Saint-Denis.»

ARTOIS (Charles d'), comte d'Eu, lieutenant général en Normandie et en Guienne, gouverneur de Paris.

Second fils de Philippe d'Artois, comte d'Eu, connétable de France, et de Marie de Berry.

Né vers 1394. Marié: 1° en 1448, à Jeanne de Saveuse, fille unique de Philippe, seigneur de Saveuse; 2° le 23 septembre 1454, à Hélène de Melun, troisième fille de Jean de Melun, seigneur d'Antoing et d'Espinay, vicomte de Gand, et de Jeanne d'Abbeville, sa seconde femme. Mort le 25 juillet 1472, sans postérité.

Il se trouva en 1415 à la bataille d'Azincourt, où il fut fait prisonnier; conduit en Angleterre, il y resta vingt-trois ans. «De retour en France, il assista, dit le P. Anselme, au nom du roi Charles VII, au traité de mariage entre Charles de Bourgogne et Catherine de France, et suivit le roi dans les guerres qu'il soutint contre les Anglais en Normandie et en Guienne, dans les années 1441, 1450 et 1453. Créé lieutenant général par le roi en 1455, pair de France en 1458, Charles d'Artois fut nommé gouverneur de Paris en 1465, et mourut à l'âge d'environ soixante-dix-huit ans. — Il fut enterré dans le chœur de l'abbaye d'Eu.» (*Hist. généal. et chron. de la Maison royale de France.*)

MELUN (Hélène de), comtesse d'Eu.

Troisième fille de Jean de Melun, seigneur d'Antoing et d'Espinay, vicomte de Gand, et de Jeanne d'Abbeville, sa seconde femme.

Née... Mariée le 23 septembre 1454, à Charles d'Artois, comte d'Eu, dont elle fut la seconde femme, second fils de Philippe d'Artois, comte d'Eu, connétable de France, et de Marie de Berry. Morte le 25 juillet 1472.

ARTOIS (Charles d'), comte d'Eu, lieutenant général en Normandie et en Guienne, gouverneur de Paris.

Voir plus haut.

(*) Piganiol rapporte que, dans la chapelle du collége de Beauvais, fondée en 1370 par le cardinal Jean de Dormans, évêque de Beauvais et chancelier de France, on voyait six statues de pierre de la famille des Dormans, parmi lesquelles se trouvaient celles de Jean de Dormans, Renaud de Dormans et Yde de Dormans, etc. (*Description historique de la ville de Paris.*)

BOURGOGNE (Anne de), duchesse de Bedfort.

Sixième fille de Jean (Sans-Peur), duc de Bourgogne, et de Marguerite de Bavière.

Née en 1404. Mariée par contrat passé à Amiens, le 17 avril 1423, à Jean de Lancastre, duc de Bedfort, troisième fils de Henri IV, roi d'Angleterre, et de Marie de Bohun, sa troisième femme. Morte à Paris, à l'hôtel de Bourbon, le 14 novembre 1432.

JUVENAL ou JOUVENEL DES URSINS (Jean), seigneur de la Chapelle-Gaultier, la Glaisière et Mormans en Brie.

Voir 2e partie, Portraits divers, page 61.

VITRI (Michelle de), baronne de Traynel.

Fille de Michel de Vitri, seigneur de Goupillières, etc.

Née... Mariée le 20 juin 1386, à Jean Juvenal ou Jouvenel des Ursins, seigneur de la Chapelle-Gaultier, la Glaisière et Mormans en Brie, second fils de Pierre Jouvenel, et de N... d'Assenay. Morte à Paris, le 12 juin 1456.

LOUIS XI, roi de France.

Voir 2e partie, Rois de France, page 55.

BUREAU (Isabelle), dame de Beaumont, d'Angerville, etc.

Fille aînée de Jean Bureau, seigneur de Montglas, de La Houssaye, etc., conseiller et chambellan du roi, grand-maître de l'artillerie de France, et de Germaine Hasselin.

Née... Mariée par contrat du 29 août 1463, à Geoffroy Cœur, seigneur de La Chaussée et de Beaumont, échanson du roi Louis XI. Vivait encore en 1491.

LOUIS XII (le Père du peuple), roi de France.

Voir 2e partie, Rois de France, page 56.

BÉATRIX DE BOURBON, reine de Bohême.

Troisième fille de Louis, Ier du nom, duc de Bourbon, pair et chambrier de France, et de Marie de Hainaut.

Née vers 1313. Mariée : 1° au château de Vincennes, en décembre 1334, à Jean de Luxembourg, roi de Bohême, dont elle fut la seconde femme, fils aîné de Henri VII de Luxembourg, empereur d'Allemagne, et de Marguerite de Brabant; 2° à Granvilliers en Lorraine, avant 1374, à Eudes, IIe du nom, seigneur de Grancey en Bourgogne. Morte le 25 décembre 1383, et enterrée à Saint-Denis.

LOUIS XII (le Père du peuple), roi de France.

Voir plus haut.

ANNE DE BRETAGNE, reine de France.

Fille aînée et héritière de François, IIe du nom, duc de Bretagne, pair de France, comte de Richemont, de Montfort, d'Estampes, de Vertu, de Mantes, etc., et de Marguerite de Foix, sa seconde femme.

Née à Nantes, le 26 janvier 1476. Mariée : 1° par contrat passé à Langeais, le 6 décembre 1491, à Charles VIII, roi de France, second fils de Louis XI et de la reine Charlotte de Savoie, sa seconde femme; 2° au château de Nantes, le 8 janvier 1499, à Louis XII, roi de France, dont elle fut la seconde femme, fils aîné de Charles, duc d'Orléans et de Milan, comte de Valois, etc., et de Marie de Clèves, sa troisième femme. Morte le 9 janvier 1514.

Cette princesse gouverna la France pendant l'expédition de Charles VIII en Italie, dans l'année 1494. Par son mariage avec Louis XII, et ensuite par celui de sa fille Claude de France avec François, duc d'Angoulême (François Ier), la Bretagne, dont elle était souveraine, fut réunie à la couronne de France. Elle mourut au château de Blois, à l'âge de trente-huit ans.

AMBOISE (Georges d'), cardinal, archevêque de Rouen et ministre d'état.

Voir 2e partie, Portraits divers, page 66.

AMBOISE (Georges d'), IIe du nom, cardinal et archevêque de Rouen, seigneur de Bussy et de Saxe-Fontaine.

Troisième fils de Jean d'Amboise, seigneur de Bussy, conseiller et chambellan de Louis XI, et de Catherine de Saint-Belon.

Né vers 1478. Mort le 25 août 1550.

Neveu du cardinal d'Amboise, ministre de Louis XII, il fut nommé en 1510 archevêque de Rouen, après la mort de son oncle, et mourut à l'âge d'environ soixante-douze ans. — «Il fut enterré, dit le P. Anselme, auprès de son oncle, derrière le chœur de l'église cathédrale de Rouen, où se voit leur sépulture.» (*Hist. généal. et chron. des Grands-Officiers de la Couronne.*)

MONTMORENCY (Guillaume, seigneur de), d'Escouen, de Chantilly, etc., chevalier d'honneur de la duchesse d'Angoulême, régente.

Voir 2e partie, Portraits divers, page 67.

VILLIERS DE L'ISLE-ADAM (Philippe de), quarante-deuxième grand-maître de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem ou de Malte.

Voir 2e partie, Guerriers célèbres, page 37.

PONCHER (Louis), seigneur de Mancy et de Lesigny, secrétaire du roi, général des finances, trésorier de France.

Cinquième fils de Martin Poncher, échevin de Tours et receveur des aides au pays du Maine, et de Catherine Belin.

Né... Marié en..., à Roberte ou Robine Legendre, fille de Jean Legendre, seigneur de Villeroy, trésorier de France, et de Françoise de Dampont. Mort en 1521.

Le P. Anselme dit que Poncher avait été commis au paiement des Suisses en 1493, et de l'extraordinaire des guerres en 1496 et 1498. (*Hist. généal. et chron. des Chanceliers de France.*)

LE GENDRE (Roberte ou Robine).

Fille de Jean Legendre, seigneur de Villeroy, trésorier de France, et de Françoise de Dampont.

Née... Mariée en..., à Louis Poncher, seigneur de Mancy et de Lesigny, secrétaire du roi, général des finances et trésorier de France, cinquième fils de Martin Poncher, échevin de Tours, etc., et de Catherine Belin. Morte vers 1522.

FRANÇOIS Ier, roi de France.

Voir 2e partie, Rois de France, page 56.

BAYARD (Pierre du Terrail, seigneur de), dit *le Chevalier sans peur et sans reproche.*

Voir 2e partie, Guerriers célèbres, page 37.

FRANÇOIS Ier, roi de France.

Voir plus haut.

CLAUDE DE FRANCE, reine de France.

Voir 2e partie, Portraits divers, page 67.

CHARLES DE FRANCE, duc d'Orléans, de Bourbon, etc.

Troisième fils de François Ier et de la reine Claude de France, sa première femme.

Né à Saint-Germain-en-Laye, le 22 janvier 1522. Mort le 9 septembre 1545, sans alliance.

« Le roy son père, dit le P. Anselme, lui donna pour apanage, par lettres données à Fontainebleau le 12 juin 1540, les duchez d'Orléans, d'Angoulême et autres terres. Il eut en 1542 le commandement de l'armée envoyée dans le Luxembourg, contre l'empereur Charles-Quint; prit Damvilliers, Arlon, Yvoy et Luxembourg, et mourut sans alliance, d'une pleurésie, en l'abbaye de Forestmoutier, près Abbeville, à l'âge de vingt-trois ans. — Son corps fut porté à Saint-Denis avec celui de son père, en 1547. » (*Hist. gén. et chron. de la Maison royale de France.*)

CHARLOTTE DE FRANCE.

Seconde fille de François Ier et de la reine Claude de France, sa première femme.

Née au château d'Amboise, le 23 octobre 1516. Morte au château de Blois, le 8 septembre 1524.

JOUY (Jean d'Escoubleau, sire de), du Coudrai-Montpensier, de la Chapelle-Bellouin, gentilhomme ordinaire de la chambre du roi.

Fils aîné d'Étienne d'Escoubleau, seigneur de Retournières, et de Jeanne Tusseau.

Né vers 1493. Marié en 1528, à Antoinette de Brives. Mort en 1562.

Il fut, rapporte Moreri, chevalier de l'ordre de Saint-Michel, maître de la garde-robe du roi François Ier, et mourut à l'âge d'environ soixante-neuf ans.

BRIVES (Antoinette de), dame de Jouy, etc.

Née... Mariée en 1528, à Jean d'Escoubleau, sire de Jouy, du Coudrai-Montpensier, etc., gentilhomme ordinaire de la chambre du roi, fils aîné d'Etienne d'Escoubleau, seigneur de Retournières, et de Jeanne Tusseau. Morte...

HENRI II, roi de France.

Voir 2e partie, Rois de France, page 56.

CATHERINE DE MÉDICIS, reine de France.

Voir 2e partie, Portraits divers, page 71.

BIRAGUE (René de), chancelier de France, cardinal, évêque de Lavaur, etc.

Troisième fils de Galéas de Birague, gouverneur de Pavie, et d'Antoinette Trivulce.

Né à Milan, le 2 février 1506. Marié, avant d'entrer dans les ordres, à Valentine Balbiano, de Quiers, en Piémont, veuve du seigneur de Gribaldi. Mort le 24 novembre 1583.

Il fut nommé par François Ier, conseiller au parlement et membre de son conseil privé; surintendant de justice et premier président au parlement de Turin, il avait encore, dit Anselme, cette qualité le 17 octobre 1560. Il fut ensuite lieutenant général au gouvernement de Piémont. Le roi Charles IX le naturalisa Français en 1565 et lui donna le gouvernement du Lyonnais, Forez et Beaujolais. Garde-des-sceaux en 1570, chancelier de France en 1573, il entra dans les ordres, et fut créé cardinal le 12 février 1578, de la promotion de Grégoire XIII (Hugues Buoncompagno), et nommé commandeur de l'ordre du Saint-Esprit le 31 décembre 1578. Évêque de Lavaur, abbé de Flavigny, etc., il mourut à Paris, dans la soixante-dix-septième année de son âge, et fut enterré dans l'église de Culture-Sainte-Catherine, autrefois Sainte-Catherine-du-Val-des-Écoliers.

BALBIANO (Valentine), dame de Birague.

Née à Quiers, en Piémont, en 1518. Mariée : 1° en... au seigneur de Gribaldi; 2° en... à René de Birague, chancelier de France, puis cardinal, évêque de Lavaur, troisième fils de Galéas de Birague et d'Antoinette Trivulce. Morte le 20 décembre 1572.

L'HOPITAL (Michel de), seigneur de Vignay, chancelier de France.

Voir 2e partie, Portraits divers, page 75.

JOYEUSE (Catherine de Nogaret de La Valette, duchesse de).

Fille de Jean de Nogaret, seigneur de La Valette, et de Jeanne de Saint-Lary de Bellegarde.

Née... Mariée le 28 novembre 1581, à Henri de Joyeuse, comte de Bouchage, puis duc de Joyeuse, pair et maréchal de France, troisième fils de Guillaume de Joyeuse, IIe du nom, vicomte de Joyeuse, maréchal de France, et de Marie de Batarnay du Bouchage. Morte à Paris, le 11 août 1587.

CONDÉ (Charlotte-Catherine de La Trémoille, princesse de).

Voir 2e partie, Portraits divers, page 78.

AUBESPINE (Claude de l'), dame de la Corbillière et du Bois-le-Vicomte.

Fille de François de l'Aubespine, seigneur de Bois-le-Vicomte et de la Corbillière, lieutenant général à Bourges, maître des requêtes et président au grand conseil, et de Marie Cotton.

Née vers 1550. Mariée en..., à Médéric ou Méri de Barbezières, seigneur de la Roche-Chemerault et du Bois-le-Vicomte. Morte le 22 juin 1613, sans postérité.

Piganiol rapporte « que l'on voyait dans une des chapelles du couvent des Feuillants une statue à genoux, en marbre blanc, de Claude de l'Aubespine, femme de Médéric de Barbezières, grand-maréchal des logis du roi et chevalier de l'ordre du Saint-Esprit. Elle mourut à Paris, à l'âge de soixante-trois ans. » (*Description historique de la ville de Paris.*)

GUISE (Henri de Lorraine, Ier du nom, duc de) surnommé *le Balafré*, prince de Joinville, comte d'Eu, pair et grand-maître de France.

Voir 2e partie, Guerriers célèbres, page 39.

CLÈVES (Catherine de), duchesse de Guise, comtesse d'Eu.

Seconde fille de François de Clèves, Ier du nom, duc de Nevers, comte d'Eu, et de Marguerite de Bourbon-Vendôme.

Née vers 1548. Mariée : 1º en..., à Antoine de Croy, prince de Porcéan, fils de Charles, comte de Porcéan et de Françoise d'Amboise; 2º en septembre 1570, à Henri de Lorraine, Ier du nom, duc de Guise, surnommé *le Balafré*, prince de Joinville, etc., fils aîné de François de Lorraine, duc de Guise et d'Aumale, etc., et d'Anne d'Este-Ferrare, comtesse de Gisors, dame de Montargis. Morte à l'hôtel de Clèves, à Paris, le 11 mai 1633.

SCHOMBERG (Gaspard de), comte de Nanteuil, intendant des finances.

Second fils de Wolfang de Schomberg, chevalier, seigneur de Schonau, et d'Anne de Minkuitz.

Né... Marié le 15 juillet 1773, à Jeanne Chasteignier, veuve d'Henri Clutin, seigneur de Villeparisis, etc., et fille de Jean Chasteignier, IIIe du nom, seigneur de la Rocheposay, et de Claude de Monléon. Mort le 17 mars 1599.

Colonel des reistres, il servit en France sous le règne de Charles IX. Naturalisé en 1570, il fut nommé gouverneur de la Haute et Basse-Marche, intendant des finances et conseiller d'état en 1573. «Il fut confirmé, dit le P. Anselme, dans toutes ses charges, dignitez, honneurs et pensions, par le roi Henri III en 1580, et par le roi Henri IV en 1594.» Il mourut dans un âge avancé.

PHÉLIPEAUX (Raimond), IIe du nom, seigneur d'Herbault, de la Vrillière et du Verger, ministre secrétaire d'état.

Fils aîné de Louis Phélipeaux, seigneur de La Cave et de La Vrillière, et de Radegonde Garraut.

Né à Blois, en 1560. Marié par contrat du 3 juillet 1594, à Claude Gobelin, fille de Balthasard Gobelin et d'Anne de Raconis. Mort le 2 mai 1629.

« L'an 1586, dit Fauvelet-du-Toc, il fut secrétaire des finances et pourvu d'une charge de secrétaire du roi, puis de celle de trésorier des parties casuelles l'an 1591, et enfin de celle de trésorier de l'épargne en 1599. » Secrétaire d'état le 6 novembre 1621, il fut seul chargé en 1626, du département des affaires étrangères, et mourut à l'âge de soixante-neuf ans, à Suze, en Piémont. (*Histoire des secrétaires d'état.*) — Piganiol rapporte que dans la première chapelle du couvent des Feuillants se trouve une figure de marbre blanc représentant Raymond Phélipeaux, seigneur d'Herbault, etc.

HENRI IV, roi de France.

Voir 2e partie, Rois de France, page 57.

SULLY (Maximilien de Béthune, Ier du nom, duc de), maréchal de France.

Voir 2e partie, Maréchaux de France, p. 10.

RETZ (Albert de Gondi, duc de), maréchal de France.

Fils aîné d'Antoine de Gondi, IIe du nom, et de Marie-Catherine de Pierrevive, gouvernante des enfants de France

Né à Florence, le 4 novembre 1522. Marié, par contrat passé à Cognac le 4 septembre 1565, à Claude-Catherine de Clermont, baronne de Retz, dame de Dampierre, veuve de Jean, IIIe du nom, baron d'Annebaut, de Retz, etc., et fille unique de Claude de Clermont, seigneur de Dampierre, et de Jeanne de Vivonne. Mort le 22 avril 1602.

D'abord comte de Retz, il servit en 1554 à la bataille de Renty, obtint les charges de gentilhomme, de maître de la garde-robe de Charles de France, depuis Charles IX, et combattit à Saint-Denis en 1567, à Jarnac et à Montcontour en 1569. Ambassadeur à la cour de Vienne en 1570 pour le mariage de Charles IX avec Élisabeth d'Autriche, il épousa, le 22 octobre, cette princesse au nom du roi. Créé maréchal de France par Charles IX le 6 juillet 1573, il accompagna le duc d'Anjou (Henri III) en Pologne, représenta le connétable au sacre de ce prince, et fut commandant en chef de l'armée de Provence en 1575. Duc et pair en 1581, chevalier des Ordres du roi en 1593, il assista au sacre de Henri IV, où il représenta le comte de Toulouse. Il mourut à Paris, dans la quatre-vingtième année de son âge, et fut enterré dans l'église de Notre-Dame. (*Chron. milit.*)

RETZ (Claude-Catherine de Clermont, duchesse de), dame de Dampierre, etc.

Fille unique de Claude de Clermont, seigneur de Dampierre, et de Jeanne de Vivonne

Née en 1543. Mariée : 1º en..., à Jean, IIIe du nom, baron d'Annebaut, de Retz et de la Hunaudaye, dont elle fut la seconde femme, fils aîné de Claude, seigneur d'Annebaut, etc., amiral de France, et de Françoise de Tournemuse; 2º par contrat passé à Coignac le 4 septembre 1565, à Albert de Gondi, comte, puis duc de Retz, maréchal de France, fils aîné d'Antoine de Gondi, IIe du nom, et de Marie-Catherine de Pierrevive. Morte en février 1603.

Piganiol rapporte qu'elle mourut à Paris, à l'âge de soixante ans, et qu'on voyait son tombeau dans le couvent des Béguines ou de l'Ave-Maria.

THOU (Jacques-Auguste de), seigneur de Villebonnelle et d'Angervilliers, baron de Meslay, conseiller d'état, historien du roi.

Troisième fils de Christophe de Thou, seigneur de Bonneuil, de Celi, etc., président au parlement de Paris, et de Jacqueline de Tulleu, dame de Celi.

Né à Paris, le 8 octobre 1553. Marié : 1º en 1587, à Marie de Barbançon, dame de Cany, fille de François-Michel de Barbançon, seigneur de Cany et de Varennes, et de Péronne de Pisseleu; 2º en 1602, à Gasparde de La Châtre, troisième fille de Gaspard de La Châtre, seigneur de Nançay, de Sigonneau, etc., capitaine des gardes-du-corps du roi, et de Gabrielle de Batarnay. Mort le 17 mai 1617.

Il fit ses études dans les universités de Paris et d'Orléans. Reçu conseiller-clerc au parlement de Paris en 1576, il devint successivement maître des requêtes en 1584, et président à mortier en 1586. Chargé de missions en Normandie et en Picardie par le roi Henri III, dans l'année 1587, il fut nommé conseiller d'état en 1588, et envoyé ensuite en Allemagne et en Italie avec Gaspard de Schomberg. Moreri rapporte que Henri IV chargea de Thou de négociations importantes, et le nomma en 1593 grand-maître de la bibliothèque

du roi, après la mort de Jacques Amiot, évêque d'Auxerre. Il assista comme commissaire à la conférence de Fontainebleau, qui eut lieu en 1600 entre Jacques Davi Du Perron et Du Plessis-Mornai. Sous la régence de la reine Marie de Médicis, il fut un des trois directeurs des finances, et mourut à Paris, dans la soixante-quatrième année de son âge*. — Jacques-Auguste de Thou a écrit l'histoire de son temps, depuis 1545 jusqu'en 1607 ; il a laissé des Mémoires sur sa vie.

LA CHATRE (Gasparde de), baronne de Meslay.

Troisième fille de Gaspard de La Châtre, seigneur de Nançay, de Sigonneau, etc., capitaine des gardes-du-corps du roi, et de Gabrielle de Batarnay.

Née en 1577. Mariée en 1602, à Jacques-Auguste de Thou, seigneur de Villebonnelle et d'Angervilliers, baron de Meslay, conseiller d'état, historien du roi, dont elle fut la seconde femme, troisième fils de Christophe de Thou, seigneur de Bonneuil et de Celi, etc., premier président au parlement de Paris, et de Jacqueline de Tulleu, dame de Celi. Vivait encore le 4 juillet 1616.

RETZ (Pierre de Gondi, cardinal de), évêque de Paris.

Troisième fils d'Antoine de Gondi, IIe du nom, et de Marie-Catherine de Pierrevive, gouvernante des enfants de France.

Né à Lyon, en 1532. Mort le 17 février 1616.

Évêque de Langres en 1568, évêque de Paris en 1570, il fut ambassadeur près du duc de Savoie et des papes Pie V (Michel Ghisleri) et Grégoire XIII (Hugues Buoncompagno). Cardinal en 1587, de la promotion de Sixte-Quint (Félix Peretti), il prit le titre de cardinal de Retz, et fut de nouveau ambassadeur près du Saint-Siége, depuis 1592 jusqu'en 1594. Le cardinal de Retz administra le sacrement du baptême au dauphin, depuis roi Louis XIII, et à ses deux sœurs Elisabeth et Christine de France, à Fontainebleau, le 14 septembre 1606. Il mourut à Paris, âgé de quatre-vingt-quatre ans, et fut enterré dans l'église de Notre-Dame.

CANY (Marie de Barbançon, dame de), baronne de Meslay.

Fille de François-Michel de Barbançon, seigneur de Cany et de Varennes, et de Péronne de Pisseleu.

Née vers 1567. Mariée en 1587, à Jacques-Auguste de Thou, seigneur de Villebonnelle et d'Angervilliers, baron de Meslay, conseiller d'état, historien du roi, dont elle fut la première femme, troisième fils de Christophe de Thou, seigneur de Bonneuil et de Celi, etc., premier président au parlement de Paris, et de Jacqueline de Tulleu, dame de Celi. Morte le 6 novembre 1601, à l'âge de trente-quatre ans.

RICHELIEU (Armand-Jean du Plessis, duc de) et de Fronsac, cardinal.

Voir 2e partie, Portraits divers, page 85.

(*) Piganiol de la Force rapporte que le tombeau de Jacques-Auguste de Thou, président à mortier du parlement de Paris, se voyait dans l'une des chapelles de l'église de Saint-André-des-Arcs. La statue de marbre de Marie Barbançon-Cani, sa première femme, celle de Gasparde de La Châtre, sa seconde femme, et celle de de Thou qui se trouvait au milieu, étaient toutes trois posées sur l'entablement. « La statue de Marie Barbançon-Cani a été sculptée, ajoute l'auteur, par Barthélemy Prieur, ainsi que M. de Thou nous l'apprend lui-même à la fin des Mémoires de sa vie; les deux autres sont de François Anguière. La figure de M. de Thou est vêtue d'un grand manteau fourré d'hermine et retroussé sur l'épaule. » (*Description historique de la ville de Paris.*)

VAUBAN (Sébastien Le Prestre, seigneur de), de Bazoches, de Pierre-Pertuis, etc., maréchal de France.

Voir 2e partie, Maréchaux de France, page 16.

VITRY (Nicolas de L'Hopital, duc de), marquis d'Arc, comte de Châteauvilain, seigneur de Coubert, maréchal de France.

Voir 2e partie, Maréchaux de France, page 8.

VITRY (Lucrèce-Marie Bouhier de Beaumarchais, marquise de Noirmoustier, puis duchesse de).

Fille aînée de Vincent Bouhier, seigneur de Beaumarchais, de Charou, de La Chaise et de La Chapelle-Hermier, trésorier de l'épargne, intendant des Ordres du roi, et de Lucrèce Hotman.

Née vers 1600. Mariée : 1° le 3 mars 1610, à Louis de La Trémoille, marquis de Noirmoustier, fils de François de La Trémoille, et de Charlotte de Beaune, dame de La Ferté-Milon, dame d'atours de Catherine de Médicis; 2° en 1617, à Nicolas de L'Hopital, marquis, puis duc de Vitry, etc., maréchal de France, second fils de Louis de L'Hopital, marquis de Vitry, et de Françoise de Brichanteau. Morte à Arques, en Bretagne, le 19 février 1666.

LA PORTE (Amador de), grand-prieur de France.

Quatrième fils de François de La Porte, seigneur du Boisliet, de la Lunardière, de la Jobelinière et de Villeneuve, et de Madeleine-Charles, dame du Plessis-Piquet, sa seconde femme.

Né... Mort le 31 octobre 1644.

Chevalier, grand-croix de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, dit *de Malte*, il fut, rapporte le P. Anselme, « grand-prieur de France, ambassadeur de son ordre en France, gouverneur des ville et château d'Angers en 1619, du Havre en 1626, lieutenant du roi au pays d'Aunis, ès-isles de Rhé et d'Oléron, en 1633. » Il mourut à Paris, et fut enterré au Temple.

GESVRES (Louis Potier, marquis de), maréchal des camps et armées du roi.

Fils aîné de René Potier, comte, puis duc de Tresmes et de Gesvres, pair de France, etc., et de Marguerite de Luxembourg.

Né vers 1610. Mort le 4 août 1643, sans alliance.

Il était en 1627 lieutenant de la compagnie de chevau-légers de la garde du roi, et servit au siége de La Rochelle. Il fit en Hollande la campagne de 1629 à 1632, en Lorraine celle de 1633 à 1635, et se trouva cette dernière année à la bataille d'Avein. Il commandait à Péronne en 1636 et fut nommé en 1627 capitaine du château et des chasses de Monceaux. Mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie de son nom en 1638, maréchal-de-camp le 2 avril la même année, il fut employé dans l'armée du prince de Condé en Espagne, se trouva au siége de Fontarabie où il fut blessé; il servit en 1639 au siége d'Hesdin et en 1640 à celui d'Arras. Il fit en Flandre les campagnes de l'année 1641, où il eut le commandement d'un corps de troupes sous le maréchal de la Meilleraye. Gouverneur et lieutenant général de Touraine en 1642, il fut employé à l'armée du comte d'Harcourt et fit la campagne de Flandre en 1643, sous les ordres de M. le duc d'Enghien (le Grand Condé). Le marquis de Gesvres se trouva au siége de Thionville : « A l'assaut qui se donna le 4 août, rapporte Pinard, il fut enseveli dans les terres par l'effet d'un fourneau, et mourut à l'âge de trente-trois ans. » (*Chron. milit.*)

CHABOT (Henri de), duc de Rohan, prince de Léon, gouverneur d'Anjou.

Second fils de Charles de Chabot, seigneur de Sainte-Aulaye, et de Henriette de Lur.

Né vers 1616. Marié le 6 juin 1645, à Marguerite, duchesse de Rohan, princesse de Léon, comtesse de Porrohet, fille unique et héritière de Henri, duc de Rohan, pair de France, et de Marguerite de Béthune-Sully. Mort le 27 février 1655.

Le P. Anselme rapporte qu'Henri de Chabot, seigneur de Sainte-Aulaye, fut gouverneur d'Aryon en 1647, duc et pair de France en 1652. Il mourut à l'âge de trente-neuf ans, et fut enterré, rapporte Piganiol, dans la chapelle d'Orléans de l'église des Célestins de Paris, où se voyaient sa statue et son tombeau.

SOUVRÉ DE COURTENVAUX (Jacques de), chevalier de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, grand-prieur de France, etc.

Quatrième fils de Gilles de Souvré, marquis de Courtenvaux, maréchal de France, et de Françoise de Bailleul, dame de Renouard et de Messey.

Né vers 1600. Mort le 22 mai 1670.

Reçu dans l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem en 1605, il servit en 1620 au siége de Cujas, en 1621 à celui de Montauban, en 1622 au combat de l'ile de Rhé, en 1628 aux siéges de Royan et de La Rochelle, et en 1630 au siége de Casal. Lieutenant général en 1646, il commanda les galères de France au siége de Porto-Longone. Ambassadeur de son ordre en France en 1648, il devint en 1667 grand-prieur de France, et mourut à l'âge de soixante-dix ans. Piganiol rapporte qu'il fut inhumé dans l'église du Grand-Prieuré de France, au Temple, et que l'on voyait, dans l'église de la Commanderie de Saint-Jean-de-Latran, son tombeau, qu'il avait fait exécuter par Michel Anguier, pour y être enterré.

TRESMES (René Potier, duc de) et de Gesvres, pair de France, capitaine des gardes-du-corps du roi, lieutenant général au gouvernement de Champagne.

Fils aîné de Louis Potier, baron de Gesvres, comte de Tresmes, secrétaire d'état, et de Charlotte Baillet.

Né vers 1579. Marié le 28 avril 1607, à Marguerite de Luxembourg, fille de François de Luxembourg, duc de Piney, pair de France, et de Diane de Lorraine-Aumale, sa première femme. Mort le 1er février 1670.

Bailli et gouverneur de Valois, chambellan ordinaire du roi, il fut aussi, en 1609, gouverneur de la ville et du château de Châlons. Capitaine d'une compagnie des gardes-du-corps du roi en 1611, il servit activement en 1614 et 1616. Il fut fait chevalier des Ordres du Roi en 1619, et nommé conseiller d'état en 1629. Créé duc et pair en 1648, mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie en 1652, « il fut, dit le P. Anselme, pourvu de la capitainerie et du gouvernement de Ponteau de Mer. » Il mourut à Paris, à l'âge de quatre-vingt-onze ans, et fut enterré aux Célestins.

TRESMES (Marguerite de Luxembourg, duchesse de).

Fille de François de Luxembourg, duc de Piney, pair de France, et de Diane de Lorraine-Aumale, sa première femme.

Née vers 1583. Mariée le 28 avril 1607, à René Potier, comte, puis duc de Tresmes et de Gesvres, pair de France, chevalier des Ordres du roi, etc., fils aîné de Louis Potier, baron de Gesvres, comte de Tresmes, secrétaire d'état, et de Charlotte Baillet. Morte le 9 août 1645.

Elle mourut à Paris, âgée d'environ soixante-deux ans, et fut enterrée dans l'église des Célestins.

LA VIEUVILLE (Charles, 1er du nom, duc de), surintendant des finances.

Fils aîné de Robert, marquis de La Vieuville, baron de Rugles, grand-fauconnier de France, et de Catherine d'O, sa seconde femme.

Né à Paris, vers 1582. Marié le 7 février 1611, à Marie Bouhier de Beaumarchais, fille puînée de Vincent Bouhier, seigneur de Beaumarchais, de Charon, etc., trésorier de l'épargne, intendant de l'ordre du Saint-Esprit, et de Lucrèce Hotman. Mort le 11 janvier 1653.

Capitaine des gardes-du-corps, il succéda à son père dans la charge de grand-fauconnier de France, et fut lieutenant général en Champagne et Rethélois. Chevalier des Ordres du roi en 1619, et surintendant des finances en 1623, il mourut à Paris, à l'âge de soixante-onze ans, et fut enterré dans l'église des Minimes. — Piganiol rapporte que « dans la chapelle de Saint-François de Sales, aux Minimes de la place Royale, on voit un magnifique tombeau de marbre (celui du duc et de la duchesse de La Vieuville), sur lequel sont deux statues de marbre blanc. L'une représente un homme à genoux, revêtu d'un manteau ducal sur lequel est le collier de l'ordre du Saint-Esprit ; l'autre est celle d'une dame aussi à genoux. »

LA VIEUVILLE (Marie Bouhier de Beaumarchais, duchesse de).

Fille puînée de Vincent Bouhier, seigneur de Beaumarchais, de Charon, etc., trésorier de l'épargne, intendant de l'ordre du Saint-Esprit, et de Lucrèce Hotman.

Née... Mariée le 7 février 1611, à Charles, 1er du nom, duc de La Vieuville, chevalier des Ordres du roi, surintendant des finances, fils aîné de Robert, marquis de La Vieuville, baron de Rugles, grand-fauconnier de France, et de Catherine d'O, sa seconde femme. Morte le 7 juin 1663.

LOUIS XIV, roi de France.

Voir 2e partie, Rois de France, page 58.

ORLÉANS (Philippe d'Orléans, duc d'), de Valois, de Chartres, de Nemours, de Montpensier, etc., régent du royaume.

Voir 2e partie, Guerriers célèbres, page 41.

BOURBON (Louis de), IIe du nom, prince de Condé (le Grand Condé), premier prince du sang.

Voir 2e partie, Guerriers célèbres, page 40.

TURENNE (Henri de La Tour d'Auvergne), vicomte de), maréchal de France.

Voir 2e partie, Maréchaux de France, page 12.

MAZARIN (Jules) (*Mazzarini*), cardinal.

Voir 2e partie, Portraits divers, page 88.

DESCARTES (René), seigneur du Perron, philosophe et mathématicien.

Voir 2e partie, Portraits divers, page 95.

LA FONTAINE (Jean de), poëte et fabuliste.

Fils de Jean de La Fontaine, maître des eaux et forêts, et de Françoise Pidoux.

Né à Château-Thierry, le 8 juillet 1621. Marié en..., à Marie Héricart. Mort le 13 avril 1695.

« La perte de deux hommes illustres, dit Saint-Simon, fit grand bruit dans l'année 1695 : le poëte La Fontaine et le peintre Mignard. » La Fontaine, si connu par ses fables et ses contes, s'était fait recevoir à l'âge de dix-neuf ans dans la congrégation de l'Oratoire où il ne resta que dix-huit mois. Il publia son premier ouvrage, l'*Eunuque de Térence*, en 1654, fut admis à l'Académie Française en 1684, et mourut à Paris, dans la soixante-quatorzième année de son âge.

POUSSIN (Nicolas), peintre.

Voir 2e partie, Portraits divers, page 89.

CORNEILLE (Pierre), poëte dramatique.

Voir 2e partie, Portraits divers, page 97.

LA FONTAINE (Jean de), poëte et fabuliste.

Voir plus haut.

RACINE (Jean), poëte tragique.

Voir 2e partie, Portraits divers, page 110.

BOILEAU DESPRÉAUX (Nicolas), poëte.

Voir 2e partie, Portraits divers, page 111.

MOLIÈRE (Jean-Baptiste Poquelin), poëte comique.

Voir 2e partie, Portraits divers, page 100.

LA FONTAINE (Jean de), poëte et fabuliste.

Voir plus haut.

ROTROU (Jean de), poëte.

Fils aîné de Jean de Rotrou, IIe du nom, et d'Élisabeth Le Facheu.

Né à Dreux, le 21 août 1609. Marié en..., à Marguerite Lecamus. Mort le 27 juin 1650.

Un des plus anciens poëtes dramatiques dont il soit resté des pièces au théâtre, Rotrou fut longtemps attaché au cabinet particulier du cardinal de Richelieu. Lieutenant civil et commissaire examinateur au comté et bailliage de Dreux, il se trouvait dans cette ville, rapporte Niceron, lorsqu'elle fut affligée, en 1650, d'une maladie épidémique. La famille de Rotrou, qui habitait Paris, l'ayant engagé à mettre sa vie en sûreté et à quitter Dreux, il s'y refusa, et finissant sa lettre par ces mots : « Ce n'est pas que le péril où je me trouve ne soit fort grave, puisqu'au moment où je vous écris, les cloches sonnent pour la vingt-deuxième personne qui est morte aujourd'hui. Ce sera pour moi quand il plaira à Dieu. » Peu de jours après il mourut, dans la quarante-unième année de son âge.

MOLIÈRE (Jean-Baptiste Poquelin).

Voir plus haut.

CORNEILLE (Thomas), écuyer, sieur de l'Isle, poëte dramatique.

Voir 2e partie, Portraits divers, page 97.

REGNARD (Jean-François), poëte comique.

Fils de N... Regnard, bourgeois de Paris.

Né à Paris, le 8 février 1655. Mort le 5 septembre 1709.

Après avoir terminé ses études, Regnard avait entrepris, en 1678, un voyage en Italie à la suite duquel il fut fait prisonnier par les corsaires Barbaresques et vendu à Constantinople où il passa deux années. De retour d'esclavage, il voyagea pendant quelque temps en Europe, et acheta vers l'année 1684 une charge de trésorier de France au bureau des finances à Paris. C'est alors qu'il se livra à la poésie. Il commença à travailler pour le Théâtre-Italien, de 1688 jusqu'en 1694, qu'il fit représenter ses ouvrages sur le théâtre de la Comédie Française. Lieutenant des eaux et forêts et des chasses de la forêt de Dourdan, il fut reçu bailli au siége royal de Dourdan. Il mourut à Grillon, près Dourdan, dans la cinquante-cinquième année de son âge.

PERRAULT (Claude), médecin et architecte.

Voir 2e partie, Portraits divers, page 106.

PUGET (Pierre), sculpteur, peintre et architecte.

Voir 2e partie, Portraits divers, page 105.

MIGNARD (Pierre), premier peintre du roi.

Voir 2e partie, Portraits divers, page 106.

WINCKELMANN (Jean-Joachim), antiquaire.

Né à Steindall (Vieille Marche de Brandebourg), le 9 novembre 1717. Mort le 8 juin 1768.

Savant antiquaire et auteur de l'*Histoire de l'Art*, après avoir fait au collége de Steindall (Brandebourg) ses études qu'il continua à Berlin, Winckelmann se rendit en Italie dans l'année 1756. « Bibliothécaire, rapporte l'auteur de sa vie, et inspecteur des antiques du cardinal Alexandre Albani, il fut en 1736 président des antiquités de Rome et pendant quelque temps bibliothécaire du Vatican ; il mourut près de Trieste, dans la cinquante-unième année de son âge. »

DU QUESNE (Abraham, marquis), lieutenant général des armées navales.

Voir 2e partie, Guerriers célèbres, page 40.

TOURVILLE (Anne-Hilarion de Costentin, comte de), maréchal de France.

Voir 2e partie, Maréchaux de France, page 15.

LUXEMBOURG (François-Henri de Montmorency, duc de), prince de Tingry, comte de Bouteville, etc., maréchal de France.

Voir 2e partie, Maréchaux de France, page 14.

CATINAT (Nicolas de), seigneur de Saint-Gratien, maréchal de France.

Voir 2e partie, Maréchaux de France, page 15.

LEBRUN (Charles), premier peintre du roi.

Voir 2e partie, Portraits divers, page 105.

LE NOSTRE (André), architecte.

Voir 2e partie, Portraits divers, page 107.

COYZEVOX (Antoine), sculpteur.

Voir 2e partie, Portraits divers, page 112.

MANSART (Jules Hardouin), comte de Sagone, architecte et surintendant des bâtiments du roi.

Fils de Jules Hardouin, premier peintre du cabinet du roi, et de N... Mansart, sœur de François Mansart.

Né à Paris, en 1645. Marié en... à Anne Bodin. Mort le 11 mai 1708.

Élève de son oncle François Mansart, dont il prit le nom, Jules Hardouin fut nommé architecte du roi, surintendant des bâtiments en 1699 et chevalier de l'ordre de Saint-Michel. Il mourut à Marly à l'âge de soixante-trois ans. —Hardouin Mansart dirigea la construction des châteaux de Marly, du Grand-Trianon, de Versailles, de Clagny, etc., de la maison de Saint-Cyr, de la place Vendôme et de celle des Victoires, de l'hôtel royal des Invalides, etc.

ROUSSEAU (Jean-Baptiste), poëte lyrique.

Voir 2e partie, Portraits divers, page 113.

CRÉBILLON (Prosper Jolyot de), poëte tragique.

Voir 2e partie, Portraits divers, page 121.

PIRON (Alexis), poëte comique.

Fils d'Aimé Piron, échevin à Dijon, et d'Anne Dubois.

Né à Dijon, le 9 juillet 1689. Mort le 21 janvier 1773.

Sa famille occupait un rang distingué à Dijon; son père avait été échevin de la ville. Poëte comique, quelquefois satirique, auteur de plusieurs ouvrages qui furent représentés sur la scène française, Alexis Piron mourut à Paris dans la quatre-vingt-quatrième année de son âge.

BUFFON (Georges-Louis Leclerc, comte de), seigneur de Montbard, naturaliste et écrivain.

Voir 2e partie, Portraits divers, page 127.

SAXE (Arminius-Maurice, comte de), maréchal de France.

Voir 2e partie, Maréchaux de France, page 19.

SUFFREN (Pierre-André de Suffren-Saint-Tropez) (le bailli de Suffren), bailli de l'ordre de Malte, vice-amiral.

Voir 2e partie, Guerriers célèbres, page 42.

VOLTAIRE (François-Marie Arouet de), gentilhomme ordinaire de la chambre du roi et l'un des quarante de l'Académie Française.

Voir 2e partie, Portraits divers, page 124.

MONTPENSIER (Antoine-Philippe d'Orléans, duc de).

Voir 2e partie, Portraits divers, page 127.

BEAUJOLAIS (Louis-Charles d'Orléans, comte de).

Voir 2e partie, Portraits divers, page 127.

NAPOLÉON, empereur.

Voir 2e partie, Rois de France, page 59.

BONAPARTE (Joseph), frère de l'empereur Napoléon, grand-électeur de l'empire, roi de Naples, puis d'Espagne, comte de Survilliers.

Fils de Charles de Bonaparte et de Lætitia Ramolino.

Né le 7 janvier 1768. Marié le 1er août 1794, à Marie-Julie Clary.

BONAPARTE (Louis), frère de l'empereur Napoléon, connétable de l'empire, roi de Hollande, duc de Saint-Leu.

Fils de Charles de Bonaparte et de Lætitia Ramolino.

Né le 2 septembre 1770. Marié le 3 janvier 1802, à Hortense-Eugénie de Beauharnais, fille d'Alexandre, vicomte de Beauharnais, et de Joséphine Tascher de la Pagerie, depuis impératrice des Français.

CAMBACÉRÈS (Jean-Jacques Régis), prince, archichancelier de l'empire français.

Né en 1753. Mort en 1824.

D'abord avocat et conseiller, en 1771, à la cour des aides de Montpellier, Cambacérès fut nommé en 1791 président du tribunal criminel de l'Hérault. Député à la Convention et membre du conseil des Cinq-Cents, il fut appelé au ministère de la justice et nommé second consul après le 18 brumaire. A l'avénement de Napoléon au trône impérial, il fut revêtu de la dignité d'archichancelier de l'empire et chargé de l'organisation du système judiciaire.

TRONCHET (François-Denis), sénateur.

Né en 1726. Mort en 1806.

Avocat au parlement et député aux États-Généraux de 1789, Tronchet fut membre du comité de constitution et concourut à la réforme des lois judiciaires. Choisi pour l'un des défenseurs de Louis XVI, il accepta sans hésiter cette périlleuse mission. Député au conseil des Anciens en 1795, premier président de la Cour de cassation après le 18 brumaire et sénateur en 1801, il prit une grande part à la réforme du Code civil.

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

AUX TROIS ÉDITIONS

DES GALERIES HISTORIQUES DE VERSAILLES.

S. M. LOUIS-PHILIPPE Ier, Roi des Français.
S. M. MARIE-AMÉLIE, Reine des Français.
S. A. R. Madame ADÉLAIDE, Soeur du Roi.
S. A. R. Monseigneur le Duc d'ORLÉANS, Prince Royal.
S. A. R. Monseigneur le Duc de NEMOURS.
S. A. R. Monseigneur le Prince de JOINVILLE.
S. A. R. Mademoiselle CLÉMENTINE D'ORLÉANS.

S. M. L'EMPEREUR DE TOUTES LES RUSSIES.
S. A. I. Monseigneur le Grand-Duc MICHEL PAULOWITCH.
S. M. L'EMPEREUR D'AUTRICHE.
S. M. LE ROI DE PRUSSE.
S. M. LE ROI DES PAYS-BAS.
S. M. LE ROI DES BELGES.
S. M. LE ROI DE WURTEMBERG.
S. M. LE ROI DE SARDAIGNE.
S. M. L'Archiduchesse de PARME.
S. A. R. Madame la Duchesse de LEUCHTENBERG.
S. A. R. Madame Auguste-Amélie, Duchesse Douairière de LEUCHTENBERG.
S. A. R. la Grande-Duchesse de BADE.
S. A. la Princ. hérédit. de HOHEN-ZOLLERN-SIGMARINGEN (née Princ. de Bade).

Adanson, à Paris.
Aimé-André, à Paris.
Aix-la-Chapelle (le bureau des postes d'), Prusse.
Albert, artiste dramatique, à Paris.
Aleon (Esprit), négociant à Marseille.
Alix (Louis), à Besançon.
Allouard, à Paris.
Ami-Favre, à Besançon.
André, à Paris.
Andrieu (Paul-Aimé), avocat à Limoux (Aude).
Ansas, avoué à Toulouse.
Anselin, libraire pour l'art militaire, les sciences et les arts, à Paris.
Apt (la mairie d'), Vaucluse.
Ark (Auguste), négociant à Avize (Marne).
Arnold, à Dresde.
Arnoux, à Paris.
Arntzenius (le docteur D. J. A.), à Amsterdam.
Artaria et Fontaine, à Manheim.
Arthus Bertrand, à Paris.
Asher, à Berlin.
Astorg (le comte d'), à Paris.
Athalin (le général baron).
Aubernon, pair de France, préfet de Seine-et-Oise.
Aubert, à Marseille.
Aubrun (François-Adolphe), à Paris.
Aubry (Louis-François), à Paris.
Aulnette du Vautenet, à Paris.
Aupick (le général), à Paris.
Avril Dubreuil (Edouard), à Coutances (Manche).
Awdouline (M. d'), en Russie.
Azemar, à Paris.
Baldovin aîné, peintre, à Avignon.
Barbet, à Paris.
Barral (le comte Louis-François de), à Paris.
Barrois, à Lyon.
Barthélemy, à Paris.
Bastard (le vicomte Victor de), à Bordeaux.

Nota. — On ne porte sur cette liste que les noms qui ont été donnés par les Souscripteurs eux-mêmes ou par leurs correspondants.

Bassot (Eugène), à Besançon.
Bassot, à Besançon.
Bassot, à Besançon.
Batardy, à Paris.
Batthyany (le comte Casimir), à Londres.
Bauderon, peintre d'histoire, à Paris.
Baudrand (le général), à Paris.
Baudry, à Paris.
Bauer, à Paris.
Baumgartner, à Mulhouse.
Bayvet, à Paris.
Bazaine, ingénieur, à Mulhouse.
Bazoni, compositeur de musique, à Toulouse.
Becquet (A.), peintre, à Anvers.
Beguin, négociant, à Paris.
Behr, à Berlin.
Bellizard et Cie, à Saint-Pétersbourg.
Bellizard et Dufour, à Paris.
Bénard, graveur des écritures des *Galeries histor. de Versailles.*
Bénazet, à Paris.
Benner, maison Kœchlin frères, à Mulhouse.
Benouville, négociant, à Paris.
Berendorf, à Paris.
Berger-Walter, négociant, à Paris.
Bernadot, à Besançon.
Bernard de Rennes, député, à Paris.
Bernard, à Lille.
Bertin (Armand).
Bertin (Eugène-François), à Paris.
Bertin (Mme Louise).
Bertrand, architecte, à Paris.
Bertrand, à Louviers.
Bertrand, à Paris.
Béthisy (la marquise de), à Paris.
Béthune (le comte de), à Paris.
Biben (C.), à Amsterdam.
Bibliothèque de la cour impériale et royale, à Vienne.
de la ville de Dunkerque.
d'Orléans.
de Paris.
de Tours.
de Versailles.
de l'université de Heidelberg.
royale de La Haye.
royale de Paris.
Sainte-Geneviève, à Paris.
de la ville de Strasbourg (*).
Bidermann, à Besançon.
Bie (de), à Anvers.
Biery, négociant, à Lyon.
Bignon (Ad.), à Paris.
Bilaros, à Avignon.
Billiet, à Paris.
Billot, à Besançon.
Billy (Mme veuve de), à Strasbourg.
Binard frères, négociants, à Anvers.
Binet, à Paris.
Binet, notaire, à Dieppe.
Bivona (le duc de).
Blache (le docteur), médecin du comte de Paris.
Blessig, à Paris.

(*) Voir *Ministères de l'Intérieur* et de l'*Instruction publique.*

Bloch (C. de), peintre, à Anvers.
Blondeau, à Besançon.
Blondel, architecte des eaux, à Versailles.
Bobb, géomètre en chef du cadastre, à Strasbourg.
Boisgerard, à Ingouville, près le Havre.
Bondy (le comte de), à Paris.
Boquet (Louis-Henri), direct. des contrib. indir., à Lille.
Borch (S. Ex. M. le comte Joseph).
Borel, à Paris.
Borville (Mlle de), à Paris.
Boschart, architecte, à Anvers.
Bottin, éditeur de l'*Almanach du Commerce*, à Paris.
Botton, percepteur des contrib. directes, à Troyes (Aube).
Boudet, à Paris.
Bouffé (du Gymnase), artiste dramatique.
Bouger, à Paris.
Bouligny (de), vicaire général, à Besançon.
Boulot (T. de), membre titulaire de l'Académie des sciences et belles-lettres de Besançon.
Bourcart, à Mulhouse.
Bourgeois, architecte du roi, à Paris.
Bourgeois, docteur en médecine, à Paris.
Bourgeois, négociant, à Paris.
Bourla, architecte, à Anvers.
Bourlon-Moncey, colonel d'état-maj. en retraite, à Besançon.
Bourneuf, docteur-médecin, au Havre.
Boutraye (Jules de la), ancien consul de France en Prusse.
Branquart (l'abbé), principal du collége de Bailleul (Nord).
Braun, inspecteur des salines, à Strasbourg.
Bressy (Léon de), à l'Isle (Vaucluse).
Bret (Edme), à Paris.
Bretignière (de), notaire, à Besançon.
Breul (d'Hanovre).
Briois, avoué, à Provins.
Brisard (R.), à Gand.
Brochant de Villiers (Hippolyte), à Paris.
Broglie (le duc de), pair de France.
Brousse, négociant, à Paris.
Brown, professeur de gravure, à Bruxelles.
Brucy (de), à Paris.
Brulard (Brussel de), anc. chef d'artill., à Brinches, près Meaux.
Bruneau, à Paris.
Brunet, à Paris.
Bryas (le comte de), à Paris.
Buddeus (Jullius), à Dusseldorf.
Buffa et fils, négociants, à Amsterdam.
Buisseret (le comte de), à Bruxelles.
Bulloz, à Besançon.
Buls, lieutenant au 3e de ligne, à Liége.
Buron, opticien, à Paris.
Buy (Antoine), à Paris.
Calamatta (Luigi), graveur, à Paris.
Cambault (François-Edmond), à Paris.
Cannissié, à Loos, près Lille (Nord).
Capellen (le baron de), ministre d'état, grand-chambellan de S. M. le roi des Pays-Bas.
Capiaumont, colonel du 1er régim. des chass. à pied, à Anvers.
Cardon, greffier à Pont-Audemer.
Caroujat (Jean-Baptiste-Désiré).
Carné, à Paris.
Carré, négociant, à Paris.
Carré fils, à Paris.
Castelin, à Sorgues (Vaucluse).

Castiaux fils, à Lille.
Cautaerts, peintre, à Bruxelles.
Cetto (le baron), envoyé extraord. et min. plénipot. de S. M. le roi de Bavière près S. M. la reine de la Grande-Bretagne.
Chaise (Marc-Antoine), à Versailles.
Challaye (Adolphe), consul de France à Odessa (Russie).
Chambolle, membre de la Chambre des députés, à Paris.
Chambre des députés.
Chambre des pairs.
Chamerot, à Paris.
Chamouton, négociant, à Paris.
Chapelié (le colonel), directeur et fondateur de l'Ecole Militaire, à Bruxelles.
Chapon (Jean-Etienne), vérificateur des bâtiments, à Paris.
Chardon aîné, impr. des grav. des *Galeries histor. de Versailles.*
Charpentier (Louis-Honoré), à Choisy-le-Roi.
Charvin, à Valence (Drôme).
Chasles (A.), maire de Chartres, memb. de la Ch. des députés.
Chatel, à Mulhouse.
Chaumier (Mlle Arsène), à Paris.
Chaumont, négociant, à Paris.
Chaussenot, à Paris.
Chavigny, à Paris.
Chenu, docteur en médecine, chirurgien aide-major dans la gendarmerie de la Seine.
Cheremetieff (S. Ex. Mme la comtesse).
Chevalier, pharmacien, membre de plusieurs académies, à Amiens.
Chevalier, négociant à Bercy, près Paris.
Chevallier-Gavel, à Paris.
Cizancourt (de), chevalier de la Légion-d'Honneur, à Noyon.
Clamargan, à Valognes.
Claudet, négociant, à Paris.
Clement-Saint-Just, à Avignon.
Cleymans, huissier, à Bruxelles.
Clunet, à Dijon.
Codechèvre, négociant, à Paris.
Collin, à Paris.
Collot, à Paris.
Colombot, à Besançon.
Conninck (le chevalier), à Gand.
Corne (Marc-Antoine), à Paris.
Cosnier-Lachèse, à Angers.
Cottez (Claude-Joseph), notaire, à Dôle (Jura).
Cottin, à la Chapelle (Seine).
Courbet, à Besançon.
Courcier, à Besançon.
Courdier Bulle, avocat, à Dôle (Jura).
Courrat, à Avignon (Vaucluse).
Coursier, horloger, à Besançon.
Courtarvel (le comte de), à Paris.
Courtois, à Paris.
Courvoisier, négociant, chev. de la Légion-d'Honneur, à Paris.
Courvoisier, à Besançon.
Courvoisier, à Besançon.
Cousmacker (de), juge de paix, à Bailleul.
Coutier, huissier, à Reims.
Cremery, à Noyon.
Crestin, ancien sous-préfet à Saint-Claude (Jura).
Croixenval, à Pont-Audemer.
Cuenin-Gourdin, à Dunkerque.
Cugnet, receveur de l'enregistrement, à Dôle (Jura).
Curtan, à Paris.
Cyrille-Grange, à Naples.
Dagincourt, conservat. des hypothèques, à St.-Amand (Cher).
Daguenet, à Mulhouse.
Daguin frères, à Paris.
Dalmatie (le maréchal Soult, duc de).
Dangest, à Besançon.
Danguy, à Paris.
Darte frères, peintres, à Paris.
Dauphinot (Eugène), négociant, à Reims.
Dauvin-Fontaine, libraire, à Paris.
Deboissy, à Paris.
Debucquoy, employé de la maison du roi.
Decailleux, directeur des musées royaux.
Decoster, à Paris.
Defossés, architecte, à Bruxelles.
Deguet, à Dijon.
Delacroix (le docteur), à Paris.
Delacroix, à Paris.
Delafaye, à Evreux.
Delaforge, à Paris.
Delage, à Paris.
Delagoutte, conseiller de préfecture, à Dijon.
Delaloge, à Dijon.
Delamarre-Boile, négociant, à Rouen.
Delattre, maire de la ville de Dunkerque.
Delaunay, directeur de la poste aux lettres, à Rouen.
Delboy, à Toulouse.
Delon, à Dijon.
Delort (le général baron), à Paris.
Delpuget, à Marseille.
Demanche, sous-intendant militaire en retraite, conseiller de préfecture de Seine-et-Oise.
Demasur, percepteur des contrib. directes, à Bergues (Nord).
Demidoff (le comte Anatole).
Denne-Hidalgo, à Madrid.
Denneville, à Paris.
Deschènes, à Paris.
Descoville, colonel d'artillerie, à Anvers.
Désiré, à Paris.
Desprez, médecin, à Reims.
Develle, à Dunkerque.
Deveria (Hyppolite), à Avignon.
Deville, emballeur, à Paris.
Deville, à Paris.
Deys, général-major, à Bruxelles.
Dibos, percepteur, à Lille.
Dien, graveur, à Paris.
Directeur (le) des papeteries du Marais, fournisseur du papier des *Galeries historiques de Versailles.*
Donzel, parfumeur, à Besançon.
Dorvillers, maître de pension, à Noyon.
Doudeauville (Larochefoucauld, duc de).
Douillet, à la Chapelle, près Paris.
Doumet, chef d'état-major.
Doyen, avoué, à Reims.
Dromsard, à Dijon.
Drouot, à Besançon.
Droz, à Paris.
Dubois (Victor), architecte du roi et de S. A. R. Monseigneur le duc d'Aumale.
Dubois (A. de l'Estang), cons. référend. à la Cour des Comptes.
Dubois, médecin, à Lachaux-de-Fonds (Suisse).
Dubois-Bovet, à Neufchâtel (Suisse).

Duchampt (Jean-Baptiste), négociant, à Paris.
Dufresne, à Paris.
Dugas de la Cantonnière (le baron).
Dugué fils, négociant armateur, à Nantes.
Duguet, à Rochefort.
Duhoux, à Paris.
Dulau et Cie, négociants, à Londres.
Dulnard, à Paris.
Dumont, à Paris.
Duperreux, ancien intendant militaire, à Strasbourg.
Dupin aîné, procureur-général à la Cour de cassation.
Dupin (Philippe), avocat, à Paris.
Dupont, à Beaune (Côte-d'Or).
Duprez, de l'Académie royale de musique, à Paris.
Durand, bijoutier, à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne).
Durand, négociant, à Paris.
Duret (Eugène), à Belleville, près Paris.
Dutertre, libraire, à Paris.
Duthiol, percepteur, à Roubaix.
Duvarlez aîné, architecte, à Lille.
Duverger, imprimeur du texte des *Galeries hist. de Versailles.*
Duvignaux, à Bruxelles.
Duvoisin, à Vire (Calvados).
Dyckmans, peintre, à Anvers.
Ecole royale d'application de Metz.
Épilet, architecte du roi.
Érard (Pierre), facteur de pianos, à Paris.
Erbeau, à Paris.
Estissac (le duc d'), à Paris.
Fabre, chirurgien-médecin, à Eu.
Fagel (baron F.), à La Haye.
Fain et Thunot, imprimeurs, à Paris.
Faletan (le marquis de), à Paris.
Farges (de), intendant militaire.
Fatout, à Paris.
Faverolle, à Paris.
Favre, à Besançon.
Febvre-Trouvé, conseiller de préfecture, à Dijon.
Fedière, capitaine, à Paris.
Féline, à Paris.
Félix (Léon), docteur-médecin, à l'Isle (Vaucluse).
Ferrier fils, à Avignon.
Fischer fils, à Versailles.
Fistre-Duvant, ancien notaire, à Bayeux.
Flahaut (le général), à Paris.
Flamand, à Paris.
Florian (de), à Paris.
Floucaud (A.), négociant, à Reims.
Fontaine, architecte du roi, à Paris.
Fontenay (Armand-Denis-Marie, comte de Bastard de), à Paris.
Forest, à Beaune.
Forestier, à Paris.
Foriat (Pierre-Adolphe), à Paris.
Foucault, à Paris.
Fouquet, à Epinal.
Four, directeur des lits militaires, à Besançon.
Four, à Besançon.
Fournier, à Paris.
François, à Anvers.
Françoisse et Perrenoud, à Paris.
Frège, conseiller aulique, à Leipsick.
Fresquienne (Marie-André-Hippolyte de Romé, baron de), ancien maire de Versailles.
Freville-Delange, négociant, à Lille.
Frichot (Mme), à Paris.
Frilley, graveur, à Paris.
Froidefond de Florian (de), à Paris.
Gaillard, à la Villette, près Paris.
Gaillard, négociant, à Lyon.
Galignani, à Paris.
Gallois père, à Bercy, près Paris.
Gambart (Fénélon), officier de l'Université, à Péronne.
Garnier, à Paris.
Geelhand (A.), à Anvers.
Gendron (Vincent), à Angoulême.
Gennevoix, directeur des contributions directes, à Besançon.
Gérard, direct. des contrib. directes, à Strasbourg.
Gérard, à Paris.
Gerber, à Mulhouse.
Giard, à Paris.
Gihaut frères, à Paris.
Gilbert, à Paris.
Gilbert, négociant, à Paris.
Gillet, à Saint-Pétersbourg.
Gillis, graveur, à Anvers.
Gislain (François-Emmanuel), notaire, à Anvers.
Goddé (Jules), peintre, à Paris.
Godinot (Jean-Baptiste-Charles, baron), à Paris.
Goffard, architecte, à Bruxelles.
Gohier-Desfontaines, à Paris.
Gouin, notaire, à Charolles.
Goujon (Henri-François), à Paris.
Goupil et Vibert, négociants, à Paris.
Gourdon, à Nantes.
Gourieff, à Saint-Pétersbourg.
Goy (de la maison Sabatier fils et Goy), a Beaune.
Grançon, maître de pension, à Noyon.
Grasalkowics (S. A. Mme la princesse), née princesse d'Esterhazy, à Vienne.
Grellet, négociant, à Montpellier.
Groof (de), négociant, à Anvers.
Gros (Gustave), négociant, à Bruxelles.
Gros-Renaud, à Mulhouse.
Guérin, à Lunéville.
Guerlin, à Paris.
Guibert, à Paris.
Guichard, à Paris.
Guilbert fils, à Paris.
Guilhot et Cie, négociants, à Toulouse.
Guntzberger (Levy), à Paris.
Haas, à Paris.
Habert, à Paris.
Hacquart, à Paris.
Hagemann, à Saint-Louis (Haut-Rhin).
Haninoff (N. de), à Soudogda (Russie).
Hartleben, libraire, à Pest (Hongrie).
Hartog (Joseph), négociant, à Harlem.
Harven (Al.-Jos.-Pierre de), courtier de commerce, à Anvers.
Hassing (S. Ex. le docteur), à Saint-Pétersbourg.
Hastrel (Etienne, baron d'), lieutenant général, grand-officier de la Légion-d'Honneur, à Versailles.
Hattu, à Cambrai.
Hauer et Cie, à Saint-Pétersbourg.
Haugest, à Besançon.
Haupoult (Alphonse-Napoléon, comte d'), à Paris.
Hauregard, à Paris.

Hauser, à Paris.
Hautin, négociant, à Paris.
Haxo (la baronne), à Paris.
Heckenast, à Pest (Hongrie).
Heillmann, à Mulhouse.
Hein-Schoen, à Mulhouse.
Henin, pharmacien, à Besançon.
Hennessy, à Bruxelles.
Henriet, à Besançon.
Henry (Charles), ex-juge de paix, à Eu.
Hernoux, inspecteur des forêts, à Dijon.
Heudelet fils (le comte), à Saint-Fargeau (Yonne).
Hirn (filature Hirn et Gutz), à Mulhouse.
Hitzmann, à Paris.
Hompesch (le comte de), à Rurich (Prusse).
Hope (Adrian), à Londres.
Hoste, à Gand.
Houlet (Pierre-Nicolas), ciseleur, à Paris.
Housseau (Etienne-André), ex-capitaine de la vieille garde, officier de la Légion-d'Honneur, à Versailles.
Huguet, à la Monnaie royale, à Paris.
Huguet-Rocher, à Paris.
Huline, à Paris.
Hummel, négociant, consul de S. M. le roi de Bavière et de S. A. R. le grand-duc de Bade, à Strasbourg.
Huré, à Dijon.
Huvé, architecte du roi, membre de l'Institut, à Paris.
Jacquemain, notaire, à Besançon.
Jamin (Simon), entrepreneur de peintures, à Reims.
Janin (Jules), homme de lettres, à Paris.
Jannez, à Metz.
Jan-Van-Drunen, vice-consul de S. M. le roi des Pays-Bas, au Havre.
Jaunez, géomètre en chef du cadastre du département de la Moselle, à Metz.
Jay, à Paris.
Jean, fabricant de bronzes, à Paris.
Jeannet, avocat à Dôle (Jura).
Jones (A.), à Bruxelles.
Jouet aîné, membre du conseil municipal, à Paris.
Jouffroy, à Besançon.
Jourdan (Albert), négociant, à Paris.
Jourdan, ancien premier commis des finances, maître des requêtes honoraire, à Paris.
Jourdan, libraire, à Toulouse.
Jourdan, à Aurel (Vaucluse).
Jourdan, directeur du télégraphe, à Tours.
Kaeppelin et George, à Colmar.
Karcher, à Mulhouse.
Kastler (Bernard), à Mulhouse.
Kaunitz (le comte Léopold de), chevalier de l'ordre de Malte, chambellan impérial et royal et conseiller aulique à la chancellerie de la cour, à Vienne.
Keglevich (le comte Jean), chambellan et conseiller intime de S. M. Apostolique, comte suprême et grand-échanson du royaume de Hongrie, à Vienne.
Keller, juge de paix, à Strasbourg.
Kemma, négociant, à Anvers.
Kernot (James), graveur, à Londres.
Keyser (N. de), chevalier de l'ordre de Léopold, peintre, à Anvers.
Koenig, à Mulhouse.
Köhler, libraire, à Stuttgard.
Koutaissoff (S. Ex. le comte).
Krause, à Mulhouse.
Kremer, peintre, à Anvers.
Labbé (Laurent), orfévre fabricant, à Paris.
Laborie (Pierre), docteur en médecine, chevalier de la Légion-d'Honneur, à Paris.
Lacoste père et fils aîné, graveurs, à Paris.
Lacroix (le docteur), à Paris.
Laederich, à Mulhouse.
Laederich-Weise, à Mulhouse.
Laforest (Martin), à Paris.
Lallemand de Cullion, officier de la Légion-d'Honneur, sous-préfet de l'arrondissement de Corbeil.
Lamal (Th.), à Bruxelles.
Lamal, négociant, à Bruxelles.
Lamarlier (de) de la Berciere, à Vendôme.
Lambert, associé de la maison Budet, à Dijon.
Lambert de Sainte-Croix, notaire honoraire, membre du conseil général de la Seine.
Lambrichs, Bruxelles.
Langlois, officier de la garde nationale à cheval, à Paris.
Lannes, à Toulouse.
Larché, antiquaire, à Dijon.
Laresche (Irénée), docteur en médecine, à Besançon.
Larochette aîné (Anne-Célestin Genty), à Paris.
Larrouette, tailleur, à Paris.
Las Marismas (le marquis de), à Paris.
Laterrade, juge suppléant à Condom (Gers).
Latour-Maubourg (le général), à Paris.
Laugaudin, notaire à Melle (Deux-Sèvres).
Lebeaux, entrepreneur de peinture, à Versailles.
Lebeaux, à Bruxelles.
Lebigre, greffier, à Pont-Audemer.
Leblond, employé à la recette générale de l'Isère, à Grenoble.
Leclerc aîné (J.), professeur d'hist. et belles-lettres, à Paris.
Leclerc, à Paris.
Leclère (Achille), membre de l'Institut, à Paris.
Leclerq, cap. adjud.-major au 1er chasseurs à pied, à Anvers.
Lecomte, à Lille.
Ledoux, à Paris.
Leduc, à Paris.
Lefebvre, direct. des contributions navales, à Cherbourg.
Lefilleul (Mme), à Paris.
Lefort, agent de change, à Mulhouse.
Lefranc, architecte du roi, à Neuilly (Seine).
Lefrançois, négociant, au Havre.
Léger, à Paris.
Legrain (Mme), artiste peintre, à Paris.
Legrand, député.
Legrand, agent d'affaires, à Anvers.
Legrand (Ed.), libraire, à Paris.
Lemaistre (Alexandre), à Paris.
Lemaitre, procureur du roi, à Montargis.
Lemaitre, à Paris.
Lemarchand (Louis-Ed.), ébéniste du mobilier de a Couronne.
Lemoine, avoué, à Lille.
Lemoine (P.-F.), à Paris.
Lenoble, officier de cavalerie, au Havre.
Lenoir (le vicomte), général commandant l'Hôtel royal des Invalides, à Avignon.
Lepeltier, à Paris.
Lépine, docteur en médecine, à Dijon (Côte-d'Or)
Leplat, à Paris.

Leroi, sous-lieutenant au 1er de ligne, administrateur à l'École Militaire, à Bruxelles.
Lerouge, à Besançon.
Leroy (Paul-Henri), à Paris.
Leroy (Théodore), à Paris.
Leroy, à Paris.
Letailleur (Louis-Napoléon), à Paris.
Levallois, à Mouy (Oise).
Levrault, libraire, à Strasbourg.
Leybaut, négociant, à Anvers.
Leys, peintre, à Anvers.
Liadières, membre de la Chambre des députés, à Paris.
Libert fils aîné, maire de Bercy, memb. du cons. gén. de la Seine.
Lichtemberger, peintre, à Strasbourg.
Ligeret, adjoint au maire de Nuits (Côte-d'Or) et membre du conseil d'arrondissement.
Lindenau (le baron), ministre de l'intérieur, à Dresde.
Lintz, à Trèves.
Livaudais (comtesse de), à Paris.
Lizardy (Manuel de), à Paris.
Lizardy (Miguel de), à Paris.
Lockhart, négociant, au Havre.
Longagne (Mme), à Paris.
Lordat, professeur à la Faculté de médecine de Montpellier.
Lorimier fils, à Besançon.
Louvet, à Paris.
Lowenstern (S. Ex. le baron de), ambassadeur de S. M. le roi de Danemarck, à Vienne.
Luc (P.), à Paris.
Lupe (le vicomte), à Auch.
Luton, imprimeur, à Reims.
Lux, adjudant en retraite, à Dornach, près Mulhouse.
Lux (filature Dolfus-Miège), à Mulhouse.
Lyottier, à Paris.
Mack, à Paris.
Macready (W. C.), esquire, à Londres.
Magdelaine, procureur du roi, à Dôle (Jura).
Magen, libraire, à Paris.
Magnan, à Paris.
Magnien, à Dijon.
Magnin (Jean-Hugues), négociant, à Dijon.
Maillet (J.), à Paris.
Malarmé, avocat, à Strasbourg.
Malcuisant, médecin, à Besançon.
Malliez, à Paris.
Malwegeff (le capitaine), en Russie.
Manse, à Paris.
Marbot (le baron Alfred de), maître des requêtes.
Marchand, à Paris.
Marcousset, à Besançon.
Maréchal, professeur, à Noyon.
Maréchal (Félix), lieutenant au 2e hussards, à Béziers.
Marigny, à Paris.
Marin, négociant, à Paris.
Marquiset, sous-préfet, à Dôle (Jura).
Martel (le docteur), à Paris.
Martin, fabricant d'armes, à Paris.
Martin, libraire-commissionnaire, à Paris.
Martin-Muiron, à Lille.
Martinon, à Paris.
Masse de Comble (G.), memb. du c. gén. de la Somme, à Péronne.
Massière, négociant, à Reims.
Mathias, à Paris.
Matthiessen.
Mazard-Clavel, négociant, à Lyon.
Mazeau, notaire, à Dijon.
Medine (le vicomte de), à Paris.
Meeûs (le comte), memb. de la Chamb. des represé., à Bruxelles.
Mejean (le comte Etienne de), grand-croix des ordres de S. M. le roi de Bavière, à Munich.
Menard, à Paris.
Menon (le comte de), au château de Menon (Isère).
Mercuri, graveur, à Paris.
Merzbach, éditeur, à Varsovie.
Metschersky (S. Ex. le prince Pierre), en Russie.
Michaud, à Paris.
Micheau (Frédéric), membre du conseil général de l'Aube.
Michel, conservateur des hypothèques, à Lisieux (Calvados).
Michel, colonel en retr., comm. la garde nation. de Versailles.
Micot (Pierre), graveur, à Lyon.
Milon, à Paris.
Ministère de l'Instruction publique pour la bibliothèque :
de l'Hôtel royal des Invalides, à Paris.
du ministère de l'Instruction publique.
de l'Université royale de France.
de la ville d'Agen.
d'Alençon. de Château-Gontier.
d'Alger. de Cherbourg.
d'Auxerre. de La Rochelle.
d'Avranches. de Narbonne.
de Bergerac. de Saint-Etienne.
de Besançon. de Vouziers.
Ministère de l'Intérieur pour la bibliothèque :
des Arts de la ville de Lyon. de Toulouse.
de la Chambre des députés.
du collége royal de La Flèche.
de l'École d'application d'état-major.
du ministère de l'Intérieur.
du musée départemental de Bourges.
de la ville d'Aix. de Dijon.
d'Alby. de Draguignan.
d'Amiens. de Fécamp.
d'Angers. de Gaillac.
d'Angoulême. de Grasse.
d'Annonay. de Grenoble.
d'Arbois. d'Issoudun.
d'Arles. de Jauville.
d'Avesne. de La Guerche.
d'Avignon. de Laval.
de Beauvais. de Limoux.
du Bellay. du Mans.
de Bergerac. de Mantes.
du Blanc. de Marseille.
de Bourg. de Montauban.
de Brives. de Montpellier.
de Bolbec. de Nancy.
de Bourges. de Neufchâtel.
de Cahors. d'Orthez.
de Carcassonne. de Périgueux.
de Châl.-s.-Marn. de Perpignan.
de Chartres. de Poligny.
de Châteauroux. de Provins.
de Chaumont. du Puy.
de Clerm.-Ferr. de Reims.
de Coutances. de Remiremont.
de Dieppe. de Roanne.

Ministère de l'Intérieur pour la bibliothèque :
de la ville de Rouen. de Troyes.
de Saint-Brieuc. de Tulle.
de St.-Quentin. d'Uzerches.
de Saint-Lô. de Valence.
de Saint-Malo. de Vannes.
de S.-Menehould. de Vesoul.
de Salins. de Villeneuve.
de Sens. de Vitré.
de Toul. d'Yvetot.
Ministère de l'Intérieur pour :
MM. de Gasparin.
Girod de l'Ain, prés. de la Chambre des députés.
Harivel, élève de l'École roy. gratuite de dessin.
Hervilly (d').
Rateau, élève de l'École roy. gratuite de dessin.
Taylor (le baron).
Mismaque (Mme), marchande de fer, à Saint-Quentin.
Moillet, avoué, à Péronne.
Moinier-Legoux, ingénieur chimiste, à Paris.
Molin, à Beaune.
Mols (F.), peintre, à Anvers.
Mongie, à Paris.
Monier (Charles), à Paris.
Monnier de la Sizeranne (Ch.), à Tain.
Montagnat, à Avignon.
Montalivet (le comte de), pair de France, intendant général de la liste civile du Roi.
Montaut, à Paris.
Montblanc (de), baron d'Ingelmunster.
Montleard (S. A. la princesse), à Vienne.
Montmorency (le duc de), à Paris.
Moreau (le docteur), à Paris.
Moreau, à Dijon.
Morel (la comtesse de), à Paris.
Morin (A.), chef d'escadron d'artillerie, professeur au Conservatoire d'arts et métiers, à Châlons.
Mosnier, direct. de l'École royale d'arts et métiers, à Châlons.
Motel, à Paris.
Moucha, à Dijon.
Mounier, à Paris.
Mourgeon, à Besançon.
Moutte (Xavier), président de l'administration des hospices, à Avignon.
Moynalty (John Corneille de), à Paris.
Muller, lieutenant d'artillerie, à Anvers.
Muller, à Besançon.
Munich, peintre, à Paris.
Munier, tapissier du Garde-Meuble de la Couronne, à Paris.
Murat (Mme la marquise de), à Paris.
Musée royal de Berlin.
Musias (Emile), à Paris.
Naegely, à Mulhouse.
Najac, au Havre.
Navez, professeur de l'Académie, à Bruxelles.
Naville de Chateauvieux (Edouard), à Genève.
Nicolaï (la comtesse de), à Paris.
Nicolet (Oscar), à La Chauxdefonds (Seine).
Niederstoetten (le chevalier de), consul général de Prusse.
Noailles (la vicomtesse de), à Paris.
Noailles, négociant, à Paris.
Nolmerban.
Normand, limonadier, à Besançon.
Norville (de), à Nancy.
Nouguez, caissier de M. Gavard, édit. des *Galeries histor. de Vers.*
Nounckèle-Systermans, bijoutier, à Paris.
Nourtier, libraire, à Lyon.
Nouvian, à Metz.
Obry, curé de Saint-Antoine, à Compiègne.
Ochs fils (filature Dolffus), à Dornach.
Odier (J.), banquier, à Paris.
Orloff (S. Ex. Mme la comtesse).
Oscar-Nicolet, à Lachaux-de-Fonds (Suisse).
Osterberger, réducteur des tableaux des *Gal. hist. de Versailles.*
Osuna (S. Ex. le duc d'), à Madrid.
Ouizille, négociant, au Havre.
Oustinoff (d').
Outremont (le comte d'), à Paris.
Ozanne (Louis), à Paris.
Ozouville (d'), à Valognes.
Palate, capitaine au 1er chasseurs à pied, à Anvers.
Palmella (S. Ex. le duc de), président de la Chambre des pairs de Portugal.
Panckoucke, éditeur, à Paris.
Parel, à Besançon.
Parhaut (Marie-Marie), bijoutier, à Paris.
Paris, négociant à Bercy, près Paris.
Partoes, architecte des hospices, à Bruxelles.
Pastoret (le marquis A. de), à Paris.
Paulissen, secrét. du direct. de l'École Militaire, à Bruxelles.
Pelletan, à Paris.
Peltier, ingénieur-mécanicien, à Paris.
Penaux, à Besançon.
Pène, à Paris.
Peree-Fiché, négociant, à Paris.
Perreuse (le marquis de), ancien officier supérieur d'artillerie, maire de Nogent-sur-Marne.
Perrin aîné, vérificateur des travaux publics, à Paris.
Perthuis (le comte de), à Paris.
Pesée de Varennes, à Valognes.
Petit-Jean de Marcilly, à Dijon.
Philippe (Jean-Baptiste-Antoine-Auguste), à Paris.
Picard, à Besançon.
Pichot, économe du collége de Dijon.
Picquet, à Paris.
Piette (Jean-Louis), à Paris.
Pihet, ingénieur en chef des ponts et chaussées, à Limoges.
Pilout, libraire, à Paris.
Pinard (Alexandre), à Paris.
Pinson, à Paris.
Pinson, négociant, à Paris.
Plancy (de), à Paris.
Plantar (J.-B.-L.), sculpteur des monuments de Versailles.
Poirée, libraire, à Paris.
Poix (le duc de), ancien ambassadeur, à Paris.
Pomadère (Fidèle-Raymond), à Paris.
Poncet (Mme Eugénie), à Avignon.
Pontbriant (Théodore-François-Aimé de), à Lyon.
Pontigias (Louis), à Valence (Espagne).
Porcher Delafontaine, avocat à la Cour royale, chevalier de la Légion-d'Honn. et de l'ordre de l'Aigle-Rouge de Prusse.
Portau, à Paris.
Postula, à Bruxelles.
Potocka (S. Ex. Mme la princesse Sophie), à Vienne.
Pouillez, à Paris.
Praslin (le duc de), à Paris.
Prat (la marquise du), née de Chabannes, à Versailles.
Pret de Calesberg (le baron de), à Anvers.

Pret (Joseph de), à Anvers.
Prevost, négociant, à Rouen.
Priuli (le baron Louis de), chambellan de S. M. le roi de Bavière, à Munich.
Privat fils, maître de l'hôtel des Princes, à Paris.
Pruvost, avocat, à Saint-Quentin.
Pujot, à Paris.
Quiguerez, à Paris.
Rabion, maire de la ville d'Eu.
Radepont (la comtesse de), à Paris.
Radzevill (S. A. le prince Guillaume de).
Rambuteau (le comte de), préfet de la Seine.
Ramé, graveur, à Paris.
Rampon (le général comte), chef d'état-major de la garde nationale de Paris.
Rassicod, notaire, à Reims.
Ratisbonne (Louis), banquier, à Strasbourg.
Reb (l'abbé Laurent), à Paris.
Redon, négociant, à Paris.
Reilly, président du tribunal de commerce, au Havre.
Reiset (le baron de), ancien aide-de-camp du maréchal Ney.
Remond, à Paris.
Renaud, huissier, à Besançon
Renaud (L.), maître en pharmacie et pharmacien, à Besançon.
Renauld, à Paris.
Renault, à Besançon.
Reverchon, ingénieur des mines, à Metz.
Rey-Giraud, à Grenoble (Isère).
Ribeaupierre (S. Ex. le comte de), à Saint-Pétersbourg.
Ringaud, à Paris.
Risler (Jérémie), à Mulhouse.
Ritter (maison Lœderich), à Mulhouse.
Rivet, à Paris.
Rocher de la Baume (le comte), à Donzère (Drôme).
Rogniat (la vicomtesse de), à Paris.
Rohaut, à Dijon.
Rohellerie (de la), préfet à Bourg (Ain).
Rohrmann, libraire de la cour impériale et royale, à Vienne (Autriche).
Roland (Guillaume), à Besançon.
Roland (J.), à Namur.
Romand (Nicolas), à Lyon.
Roothaam (A.-B.), à Amsterdam.
Rouget, peintre, à Paris.
Rousseau, libraire, à Paris.
Roussilhe, à Paris.
Roux, sous-intendant militaire, à Bayonne.
Rubellin (François), à Lyon.
Rzewuski (Son Ex. le comte A.), en Russie.
Sabatier fils et Goy, négociants à Beaune (Côte-d'Or).
Sacre-Coeur (Mesdames du), à Paris.
Sadoit (Simon), officier retraité, à Soisy-sous-Etiolles.
Saglio (Joseph), ancien capitaine de cavalerie, à Biblisheim (Bas-Rhin).
Saint-Ève, à Besançon.
Salmonière (de la), à Petit-Mars, près Nantes.
Sammes (l'abbé), chanoine, à Toulouse.
Sandenbergh (C.).
San-Theodore (le duc de), à Naples.
Sarazin père, à Bâle (Suisse).
Saunie, imprimeur en taille-douce, à Paris.
Saussie, à Dijon.
Savy, à Lons-le-Saulnier (Jura).
Scala (de la), à Madrid.
Scherbinine (de), à Kharkoff (Russie).
Schickler (J.-G.), à Paris.
Schinkel, imprimeur, à La Haye.
Schleich (Jean-Jacques), fabricant de bijoux, à Paris.
Schlumberger (maison Schlumberger-Kœcklin), à Mulhouse.
Schlumberger-Schauch, à Mulhouse.
Schlumberger, notaire, à Mulhouse.
Schmerberger fils, à Mulhouse.
Schmidt et Grusker, libraires, à Strasbourg.
Schoel (Camille), avocat et juge-suppléant à Saverne.
Schol, capitaine quartier-maître au 3e de ligne, à Anvers.
Schupp (maison Schlumberger-Steiner), à Mulhouse.
Schwartz et Gagnot, libraires, à Paris.
Sebire, à Nantes.
Sechan, Desplechin et Dieterle, à Paris.
Seclet Vancutsem, fabricant de dentelles, à Bruxelles.
Seguin, à Paris.
Seiler, administrateur de la cristalerie de Saint-Louis.
Seinsheim (le comte Charles de), ministre des finances de S. M. le roi de Bavière, à Munich.
Semen (Auguste), libraire, à Moscou.
Sengenwald (J.-C.), père, banquier, président du tribunal de commerce, à Strasbourg.
Sennewald, libraire, à Varsovie.
Serry, à Paris.
Servais (Jean-Baptiste), à Paris.
Sigart-Capouillet, banquier, à Mons.
Silvant (Adolphe), à Besançon (Doubs).
Simon, sous-préfet, membre de la Chambre des députés, à Provins.
Smyer, architecte, à Anvers.
Sneyrs (J.-A.), peintre, à Anvers.
Soulas (E.), imprimeur, à Noyon.
Spies (de), consul général de Russie, à Paris.
Spony, à Mulhouse.
Stakelberg (la comtesse de).
Standaert, à Anvers.
Stoop, architecte, à Anvers
Storms, négociant, à Anvers.
Suarez (Théodore), à Paris.
Suchet (Joseph), à Paris.
Sultzer (le docteur), à Bar.
Sundherland (le duc de), à Londres.
Suys, architecte, à Bruxelles.
Systermans, facteur de pianos, à Paris.
Talbot (Miss), à Londres.
Tardif (Alexandre), homme de lettres, à Paris.
Tatistcheff (S. Ex. le bailli de), grand-chambellan, ancien ambassadeur de Russie à Vienne.
Tessari, négociant, à Paris.
Tessaro, marchand d'estampes, à Anvers.
Tetu, à Paris.
Theys (Paulin), peintre, à Anvers.
Thibault, à Paris.
Thiebaud, chanoine à l'Archevêché, à Besançon.
Thieffry, à Bruxelles.
Thierrée père (J.-E.), anc. architecte de la Monnaie, à Paris.
Thierry-Koechlin (Henri), ingénieur-mécanicien, maison André Kœchlin, à Mulhouse.
Thirion, à Paris.
Thirion-Caillet, à Compiègne.
Thomas, à Paris.
Thuilot (François), à Paris.

Tilliard, à Paris.
Tordeux, à La Fère.
Totey (Nicolas), à Paris.
Touroude, au Havre.
Toussaint, à Paris.
Toutin, architecte, à Anvers.
Tranchant, à Paris.
Trapp (maison André Kœchlin), à Mulhouse.
Treuttel et Wurtz, libraires, à Paris.
Trognon, secrétaire des commandements de S. A. R. Mgr le prince de Joinville.
Troyer, architecte, à Paris.
Trubert, à Paris.
Truchot (Augustin), restaurateur, à Paris.
Tulpinck (B.), capit. quartier-maître au 6e de ligne, à Bruges.
Turpin (Noël), à Laval.
Uginet (J.), contrôleur du service intérieur de la Maison du Roi.
Urbain et Renaud, négociants, à Moscou.
Vallon, à Paris.
Valois (O. de), avocat, à Paris.
Vanakère (Corneille), ancien capitaine d'état-major, à Lille.
Vanbomberghem (A.), à Anvers.
Van-Cuyk (J.), architecte, à Anvers.
Van-Cuyk (L.), architecte, à Anvers.
Vandal, officier de la garde nationale, à Paris.
Vandale, à Paris.
Vandenberg (J.-E.-J.), peintre, à La Haye.
Vandenbergh (Schmidt), peintre, à Bruxelles.
Vandenbosch (J.-B.), peintre, à Louvain.
Vander-Duyn (le comte A.-F.-J.-A.) Van-Maasdam.
Vandevin, négociant, à Anvers.
Van-Dyk de Velde (J.-A), au château de Velde, près Zulphen (Pays-Bas).
Van-Ertryck, peintre, à Anvers.
Van-Havre, à Anvers.
Van-Hove, père et fils, peintres, à La Haye.
Van-Petten.
Vanschoor (V.), à Bruxelles.
Van-Wails-Cappel, frères, à Lille.
Varesguienne (de), directeur des postes, à Lille.
Vatout, bibliothécaire du Roi, à Paris.
Vaudichon de l'Isle (Louis-Alexandre de), chevalier de Malte, à Bayeux.
Vauremoire, notaire, à Noyon.
Vauthier aîné, à Dijon.
Vauvray, à Paris.
Veisset, à Clermont-Ferrand.
Verlinde (P.-A.), peintre, à Anvers.
Verlon, à Noyon.
Verrier, employé au greffe du tribunal de 1re instance, à Paris.
Verron, à Paris.
Versailles (la mairie de la ville de).
Versial, à Paris.
Verschuylen, à Anvers.
Vezin, employé de la maison du Roi.
Vicary, à Avignon.
Vignes, à Paris.
Villepoix (de), à Eu.
Vincent, à Marseille.
Vinches (de), à Paris.
Viteau, négociant, à Paris.
Voisin, à Paris.
Vuyts aîné (Henri), négociant, à Anvers.
Wagner, mécanicien, à Paris.
Walger, à Mulhouse.
Walther, libraire de la cour, à Dresde.
Weil (Charles), à Paris.
Weyer, architecte, à Strasbourg.
Wiedergein (maison Artria), à Mulhouse.
Wielhorsky (S. Ex. le comte Mathieu), en Russie.
Wilmans, à Francfort-sur-le-Mein.
Wilmes, à Paris.
Wilminot, constructeur-mécanicien, à Reims.
Wist, à Paris.
Wolf, sous-intendant militaire, à Strasbourg.
Woronzow-Daschecoff (le comte), grand-maître des cérémonies de S. M. l'empereur de toutes les Russies.
Wurtemberg (le général-major comte Guillaume de).
Wuyte, négociant, à Anvers.
Wuyts-Van-Wamel (H.), à Anvers.
Yver, à Valognes.
Zaeslin-Blerjenstein, à Bâle (Suisse).
Zambeaux, négociant, à Paris.
Zanobis (de), à Avignon.
Zedet, à Besançon.
Zichy (M. le comte Eugène de), à Kaloz (Hongrie).
Zoller (S. Ex. le lieutenant général baron de), à Munich.

FIN DE LA LISTE DES SOUSCRIPTEURS AUX GALERIES HISTORIQUES DE VERSAILLES.

TABLE

DE

CLASSEMENT DES GRAVURES

COMPRISES DANS L'OUVRAGE DES

GALERIES HISTORIQUES DE VERSAILLES

NOTA. Le tome du texte explicatif qui accompagne les gravures des *Galeries historiques* présente deux pagmations differentes :
La première contient les textes des gravures comprises dans les 1re à 8e séries de l'ouvrage ;
La seconde renferme les textes des portraits, statues et bustes répartis dans les 9e à 11e séries.
Les chiffres de la première colonne du classement suivant indiquent les pages du tome du texte où se trouve l'explication des gravures.
Les chiffres de la seconde colonne désignent les numéros des livraisons de l'ouvrage dans lesquelles ont paru les gravures.

TOME PREMIER.

SÉRIE I.

PLANS, VUES INTÉRIEURES DU CHATEAU DE VERSAILLES;
PLAFONDS, TABLEAUX ALLÉGORIQUES ;
VUES DES CHATEAUX ROYAUX ET RÉSIDENCES ROYALES.

SECTION I.

Plans et vues intérieures du château de Versailles.

(1) Dans plusieurs exemplaires, la gravure porte par erreur pour titre : *Projet pour le château [illegible]ersailles vers* 1650, et dans d'autres : *Versailles en* 1667.
(2) La gravure porte par erreur : *Château de Versailles en* 1668, lisez : *vers* 1664.

(3) Au lieu du titre *Ancien emplacement de l'Obélisque vers* 1700, appliqué à cette gravure, lisez : *Bosquet de la salle des Festins vers* 1664.
(4) La gravure porte : *Parterre du Nord* VERS 1690, au lieu de VERS 1705.
(5) La gravure porte seulement pour titre : *Château de Versailles.*
(6) Dans plusieurs exemplaires, le titre de la gravure porte par erreur ; *Cabinet de Louis XVI*

Textes	Gravures		
341	13.	Galerie des Statues, dite de Louis XIV.	
	27.	Galeries de l'Empire.	
	257.	Salle de Marengo.	
	8.	Escalier de Marbre.	
342	25.	Galerie de Louis XIII.	
	4.	Chapelle.	
	84.	Chapelle, vue prise du côté de l'autel.	
	54.	Théâtre.	
343	248.	Salle des Croisades.	
	272.	Salle de Constantine.	
	152.	Galerie de sculpture.	
	71	Vestibule de la Chapelle.	
	175.	Salon d'Hercule.	

SECTION II.

Plafonds; Dessus de Portes; Tableaux allégoriques.

»	141.	Titre de la section II.	
343	218.	Plafond de la Chapelle.	
	251.	Plafond du salon d'Hercule.	
	75.	Plafond du salon de l'Abondance.	
344	268.	Plafond de la salle des États-Généraux.	
	295.	Plafond du salon d'Apollon.	
	3.	Plafond du salon de la Guerre.	
	155.	Plafond de la chambre à coucher de Louis XIV.	
	252.	Plafond de la chambre à coucher de la reine.	
	127.	Plafond de la salle de 1830.	
	10.	Dessus-de-porte de la salle à manger.	
345	6.	Dessus-de-porte de la chambre à coucher de la reine.	
	8.	Dessus-de-porte de la chambre à coucher de la reine.	
	7.	Dessus-de-porte de la salle du Sacre.	
	37.	Louis XV présente la Paix à la France.	
»	220.	Première planche des armoiries peintes sur la frise de la salle des Croisades[1].	
»	227.	Deuxième et troisième planches, *id.*	
»	222.	Quatrième et cinquième planches, *id.*	
»	223.	Sixième planche, *id.*	
»	225.	Septième planche, *id.*	
»	220.	Première planche des armoiries peintes sur les piliers.	
»	225.	Deuxième planche, *id.*	

SECTION III.

Vues des Châteaux royaux et des Résidences royales.

»	113.	Titre de la section III.	
2.	165.	Paris vers 1635, Louvre, grande et petite galeries, porte Neuve, etc.	
5.	264.	Paris vers 1664, Tour de Nesle, etc.	
6	95.	Château de Vincennes vers 1665, vue du côté du parc.	
	289.	Saint-Germain vers 1669, vue du chât. et des jard. du côté de la terrasse.	
	156.	Château de Clagny vers 1678.	
13.	45.	Saint-Cloud vers 1715 ou 1720.	
14.	17.	Fontainebleau vers 1722.	
14 15	4.	Chambord vers 1705 et Meudon vers 1710.	
15	74.	Château du grand Trianon vers 1722.	
	182.	Château de Marly vers 1722.	
16.	97.	Château de Madrid vers 1724.	
18.	72.	Paris vers 1788, tour de l'Horloge du Palais, etc.	

SÉRIE II.

RÈGNES DE CLOVIS A LOUIS XIII.

»	259.	Titre de la série II.	

SECTION I.

Règnes de Clovis à saint Louis (481 à 1270).

Textes	Gravures		
»	95.	Titre de la section I.	
19.	297.	Bataille de Tolbiac.	496
20.	132.	Bataille de Tours.	oct. 732
21.	15.	Charlemagne dicte les Capitulaires.	»
22.	73.	Charlemagne reçoit, à Paderborn, la soumission de Witikind.	785
23.	46.	Eudes, comte de Paris, fait lever le siége de Paris. . .	889
36.	171.	Bataille de Bouvines.	27 juill. 1214
37.	40.	Bataille de Taillebourg.	21 juill. 1242
38.	209.	Saint Louis rendant la justice sous le chêne de Vincennes.	» »
38.	60.	Saint Louis médiateur entre le roi d'Angleterre et ses barons.	23 janv. 1264

SECTION II.

Croisades.

»	131.	Titre de la section II.	
24.	181.	Levée du siége de Salerne.	1016
25.	281.	Henri de Bourgogne reçoit l'investiture du comté de Portugal.	1094
27.	177.	Baudouin s'empare de la ville d'Edesse.	1097
29	108.	Godefroy de Bouillon élu roi de Jérusalem.	23 juill. 1099
	296.	Godefroy de Bouillon suspend aux voûtes du Saint-Sépulcre les trophées d'Ascalon.	1099
	234.	Funérailles de Godefroy de Bouillon sur le Calvaire. .	23 juill. 1100
30.	271.	Institution de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem. . .	15 févr. 1113
31	267.	Institution de l'ordre du Temple.	1128
	300.	Prédication de la deuxième croisade à Vézelay, en Bourgogne.	31 mars 1146
	258.	Louis VII va prendre l'oriflamme à Saint-Denis. . . .	1147
	263.	Prise de Lisbonne par les Croisés.	1147
	245.	Louis VII force le passage du Méandre.	1148
32	230.	Louis VII se défend contre plusieurs Sarrazins. . . .	1148
	257.	Prise d'Ascalon par le roi Baudouin III.	1152
	246.	Bataille de Putaha.	1159
34	243.	Ptolémaïs remise à Philippe-Auguste et à Richard Cœur-de-Lion.	13 juill. 1191
	216.	Marguerite de France, sœur de Philippe-Auguste et reine de Hongrie, mène les Hongrois à la croisade.	1196
	253.	Geoffroy de Ville-Hardouin demande des vaisseaux à Venise pour transporter les Croisés.	1201
35	297.	Prise de Constantinople par les Croisés.	1204
	204.	Baudouin, comte de Flandre, couronné empereur de Constantinople.	16 mai 1204
38.	21.	Saint Louis reçoit à Ptolémaïs les envoyés du Vieux de la Montagne.	1251
39.	191.	Mort de saint Louis.	25 août 1270
40	210.	Prise de Rhodes par les chevaliers de Saint-Jean. . . .	15 août 1310
	235.	Bataille navale gagnée par les chevaliers de Saint-Jean; prise de l'Episcopia sur les Turcs ottomans. . . .	1322
42.	259.	Bataille navale d'Embro gagnée par les chevaliers de Rhodes sur les Turcs.	1346
44.	245.	Le maréchal de Boucicaut fait lever au sultan Bajazet le siége de Constantinople.	1402
55.	205.	Chapitre général de l'ordre de Saint-Jean, à Rhodes, convoqué par le grand-maître.	1514
56.	282.	Entrée des chevaliers de l'ordre de Saint-Jean à Viterbe.	1527

SECTION III.

Règnes de Philippe III, dit le Hardi, à François Ier (1270 à 1547).

»	252.	Titre de la section III.	
40.	300.	Bataille de Mons-en-Puelle.	18 août 1304
41	300.	États-Généraux de Paris.	1328
	124.	Bataille de Cassel.	août 1328
42.	143.	Bataille de Cocherel.	16 mai 1364
44	114.	Prise de Châteauneuf-de-Randon et mort de Duguesclin.	13 juill. 1380
	208.	Bataille de Rosebecque.	27 nov. 1382
46	111.	Sacre de Charles VII à Reims.	17 juill. 1429
	175.	Entrée de l'armée française à Paris.	13 avril 1436
47.	38.	Bataille de Bratelen ou de Saint-Jacques.	26 août 1444
48	145.	Entrée des Français à Bordeaux.	23 juin 1451
	180.	Bataille de Castillon.	17 juill. 1453
51.	88.	Entrée de Charles VIII à Naples.	12 mai 1495

(1) Les treize feuilles de texte et le titre, qui accompagnent ces gravures des armoiries de la salle des Croisades, doivent former un volume séparé. (*Voir* à la fin de la Table de classement.)

TOME DEUXIÈME.

SÉRIE III.

RÈGNE DE LOUIS XIV.

SECTION I.

(1643 à 1672.)

SECTION II.

(1672 à 1678.)

SECTION III.

(1678 à 1715).

(1) Ce titre, qui représente Louis XIV équestre, porte par erreur *section I*; lisez, *section II*.

(2) La gravure porte *Prise de Dinant*.

Textes	Gravures	Titre	Date
130.	187.	Combat dans la mer du Nord	juin 1696
131.	202	Bombardement de Carthagène	mai 1697
		M. de Pointis, avec cinq vaisseaux, attaque sept vaisseaux anglais	24 août 1697
		Prise de trois vaisseaux anglais par M. de Nesmond	1697
132	296.	Mariage de Louis de France, duc de Bourgogne, et de Marie-Adélaïde de Savoie	7 déc. 1697
	250.	Philippe de France, duc d'Anjou, déclaré roi d'Espagne (Philippe V)	16 nov. 1700
	250.	Fac-simile	» »
133	151.	Prise d'un vaisseau hollandais par les galères de France.	1702
	229.	Prise de quinze vaisseaux hollandais par neuf vaisseaux français	21 avril 1703
	207.	M. de Coetlogon prend quatre vaisseaux hollandais, etc., à la hauteur de Lisbonne	mai 1703
134.	163.	Combat naval à la hauteur d'Albardin	10 août 1703
135	195.	Bataille navale de Malaga	24 juill. 1704
	146.	Combat naval livré par le chevalier Saint-Pol contre les Anglais	31 mai 1705
136.	192.	Combat livré par le chevalier des Augers contre les Hollandais	13 avril 1706
137	184.	Combat dans la mer du Nord	2 oct. 1707
	246.	Combat dans la Manche	13 mai 1707
139	153.	Prise de Lerida	13 oct. 1707
	178.	Combat du cap Lézard	21 oct. 1707
140.	58.	Bataille de Villaviciosa	10 déc. 1710
141	276.	Prise de sept vaisseaux anglais, hollandais et catalans, par M. de l'Aigle	2 mars 1711
	228.	Prise de Rio-Janeiro	23 sept. 1711
	136.	Bataille de Denain	24 juill. 1712

SÉRIE IV.

SECTION UNIQUE.

RÈGNES DE LOUIS XV ET DE LOUIS XVI.

Textes	Gravures	Titre	Date
»	224.	Titre de la série IV.	
144.	20.	Camp de l'armée française entre Saint-Sébastien et Fontarabie	juin 1719
145.	1.	Sacre de Louis XV à Reims	26 oct. 1722
147.	93.	Prise de Menin	4 juin 1744
149	12.	Siége de Fribourg (bombardement de Fribourg)	11 oct. 1744
	39.	Siége de Fribourg (attaque de nuit)	17 au 18 oct. 1744
150	60.	Siége de Tournai	8 mai 1745
	96.	Bataille de Fontenoy	11 mai 1745
153.	224.	Siége d'Ath	2 au 8 oct. 1745
156.	25.	Bataille de Lawfeld	2 juill. 1747
157.	285.	Siége de la ville de Berg-op-Zoom (tableau-plan)	juill. 1747
158	99.	Combat du vaisseau *l'Intrépide* contre plusieurs vaisseaux anglais	17 oct. 1747
	216.	Siége de Maëstricht	16 avril au 10 mai 1748
159	236.	Siége et prise du fort Saint-Philippe (Port-Mahon)	28 juin 1756
	254.	Bataille d'Hastembeck	26 juill. 1757
160	239.	Bataille de Lutzelberg	10 oct. 1758
	232.	Bataille de Johannisberg	30 août 1762
161.	269.	Combat de la frégate française *la Belle-Poule* contre la frégate anglaise *l'Aréthuse*	17 juin 1778
162	203.	Combat naval d'Ouessant	27 juill. 1778
	164.	Combat de la frégate française *la Concorde* contre la frégate anglaise *la Minerve*	22 août 1778
	49.	Combat de la frégate française *la Junon* contre la frégate anglaise *le Fox*	11 sept. 1778
	233.	Combat du vaisseau français *le Triton* contre le vaisseau anglais *le Jupiter* et la frégate anglaise *la Médée*	20 oct. 1778
163	167.	Combat de la frégate française *la Minerve* contre deux vaisseaux et deux frégates anglaises	7 févr. 1779
	262.	Combat naval de l'île de la Grenade	6 juill. 1779
164.	221.	Combat de la frégate française *la Surveillante* contre la frégate anglaise *le Québec*	7 oct. 1779
165	172.	Combat naval en vue de la Dominique	17 avril 1780
	176.	Combat naval de La Praya	16 avril 1781
167.	41.	Siége d'York-Town	19 oct. 1781
168	238.	Combat naval en vue de Negapatnam	6 juill. 1782
	168.	Combat des frégates françaises *la Nymphe* et *l'Amphitrite* contre le vaisseau anglais *l'Argo*	11 févr. 1783
169	266.	Combat naval en vue de Gondelour	20 juin 1783
	63.	Louis XVI donne des instructions à M. de La Pérouse pour son voyage autour du monde	juill. 1785
170	66.	Louis XVI abandonne les droits du domaine sur les laisses de mer aux riverains de la Guienne	1786
	57.	Louis XVI distribue des secours aux pauvres	hiver de 1788
171	139.	Procession des États-Généraux	4 mai 1789
	244.	Ouverture des États-Généraux à Versailles	5 mai 1789
	244.	Fac-simile	» »

TOME TROISIÈME.

SÉRIE V.

SECTION UNIQUE.

CAMPAGNES DE 1792 A 1795.

Textes	Gravures	Titre	Date
»	270.	Titre de la série V.	
173.	93.	La garde nationale de Paris part pour l'armée	sept. 1792
174.	158.	Bataille de Valmy	20 sept. 1792
176	146.	Prise de Chambéry	25 sept. 1792
	148.	Prise de Villefranche	29 sept. 1792
178.	114.	Entrée de l'armée française à Mayence	21 oct. 1792
179.	150.	Bataille de Jemmapes	6 nov. 1792
174 180 181	7.	Combat dans les défilés de l'Argonne; entrée à Mons; combat d'Anderlecht	7 et 13 nov. 1792
181.	73.	Combat de Varoux	27 nov. 1792
182	68.	Prise de Breda	24 févr. 1793
	98.	Prise de Gertruydenberg	5 mars 1793
183	142.	Combat de Tirlemont et de Goizenhoven	16 mars 1793
	68.	Prise du camp de Pérulle	19 avril 1793
	292.	Combat du Mas de Roz	15 juill. 1793
184.	217.	Bataille de Hondschoote	8 sept. 1793
185	112.	Bataille de Peyrestortes	17 sept. 1793
	65.	Entrée de l'armée française à Moutiers	4 oct. 1793
187.	279.	Siége de Toulon, investissement de la place (tabl.-plan).	8 oct. 1793
186.	67.	Bataille de Watignies	16 oct. 1793
187	193.	Combat de Gillette	19 oct. 1793
	56.	Prise de Menin	24 oct. 1793
188	94.	Combat de Werdt	22 déc. 1793
	169.	Combat d'Arlon	17 avril 1794
189	83.	Prise du Petit Saint-Bernard	24 avril 1794
	230.	Combat de Moucron	29 avril 1794
	154.	Prise du camp du Boulou	1er mai 1794
190.	235.	Combat de Turcoing[1]	18 mai 1794
191	54.	Combat d'Hooglède[2]	13 juin 1794
	35.	Prise d'Ypres	17 juin 1794

(1) Dans plusieurs exemplaires la gravure du *Combat de Turcoing* (18 mai 1794) et celle du *Combat d'Hooglède* (13 juin 1794), portent toutes deux par erreur le même titre *Combat de Turcoing* (18 mai 1794) et le même nº 500. On distinguera facilement la gravure qui représente le combat de Turcoing en faisant attention qu'elle est gravée par *Aubert fils*, et que celle relative au combat d'Hooglède est gravée par *Aubert père*.

(2) *Voir* la note qui précède.

SÉRIE VI.

CAMPAGNES DE 1796 A 1799; EXPÉDITION D'ÉGYPTE; CONSULAT.

SECTION I.

Campagnes de 1796 à 1799.

(1) Une autre gravure de la *Bataille de Castiglione*, d'après le tableau de Victor Adam, se trouve sur la même planche que celle de la *Reddition de Mantoue* (2 février 1797). *Voir* ci-après.

(2) Sur la planche qui représente la *Reddition de Mantoue* se trouve également une *Bataille de Castiglione* pour l'explication de laquelle on devra recourir au volume du texte, page 208.

SECTION II.

Expédition d'Egypte.

SECTION III.

Consulat.

(3) Une autre gravure du *Passage de l'artillerie sous le fort de Bard* se trouve sur la même planche que celle du *Combat du Pont de la Chiusella* (26 avril 1800).

(4) Sur la planche qui represente le *Combat du Pont de la Chiusella* se trouve également une gravure intitulée *Bombardement du fort de Bard* pour l'explication de laquelle on devra recourir au volume du texte, page 232.

TOME QUATRIÈME.

SÉRIE VII.

RÈGNE DE NAPOLÉON ; EMPIRE.

SECTION I.

De la promotion à l'Empire (18 mai 1804) au 30 septembre 1806 (Campagne d'Autriche).

SECTION II.

D'octobre 1806 à octobre 1808 (Campagne de Prusse).

SECTION III.

De novembre 1808 à mai 1810 (Campagnes d'Espagne et d'Autriche).

* Les pages de la feuille 63 du volume du texte portent à tort les nos 243, 244, 245, 246, auxquels il faut substituer les nos 249, 250, 251 et 252.

(1) Dans plusieurs exemplaires cette gravure porte pour titre *Capitulation de Memmingen* (14 octobre 1805), au lieu de *Capitulation de la division autrichienne du général Werneck à Nordlingen* (18 octobre 1805). On la distinguera facilement de la *Capitulation de Memmingen*, en faisant attention que la *Capitulation à Nordlingen* est gravée par *Peronard*, d'après un tableau de *Victor Adam*, tandis que la *Capitulation de Memmingen* est gravée par *Chavane*, d'après un tableau de *Simeon Fort*.

(2) *Voir* ci-après (2 décembre 1805) une autre gravure de la *Bataille d'Austerlitz*

(3) Une autre gravure de la *Bataille d'Austerlitz* (10 heures du matin) se trouve sur la même planche que celle du *Combat de Diernstein* (11 novembre 1805). *Voir* ci-dessus.

(4) Dans plusieurs exemplaires, la gravure qui représente ce tableau de l'*Entrevue de Napoléon et du grand-duc dans les jardins du palais à Wurtzbourg*, porte, par erreur, pour titre : *Entrevue de l'empereur Napoléon et de l'archiduc Charles à Stammersdorff* (17 décembre 1805).

SECTION IV.

De mai 1810 à avril 1814 (Continuation de la campagne d'Espagne, et campagnes de Russie et de France).

TOME CINQUIÈME.

SÉRIE VIII.

RÈGNE DE LOUIS XVIII A LOUIS-PHILIPPE Ier.

SECTION I.

Règnes de Louis XVIII et de Charles X.

SECTION II.

Règne de Louis-Philippe Ier.

Textes.	Gravures.		
323.	224.	Marche de l'armée française après la prise de Mascara.	9 déc. 1835
324.	287.	Combat de la Sickak	6 juill. 1836
325	79.	Première attaque de Constantine	23 au 24 nov. 1836
325	273	Combat en avant de Somah (première expédition de Constantine)	24 nov. 1836
327	97.	La brigade de Nemours part de Bone	27 sept. 1837
327	88.	L'armée arrive devant Constantine	6 oct. 1837
327	179.	Siége de Constantine (l'ennemi repoussé des hauteurs de Coudiat-Aty)	10 oct. 1837
327	185.	Siége de Constantine (les colonnes d'assaut se mettent en mouvement)	13 oct. 1837
327	163.	Siége de Constantine (prise de la ville)	13 oct. 1837
327	198.	Fac-simile des trois tableaux du siége de Constantine.	» »
327	82.	Seconde attaque de Constantine (9 heures du matin).	13 oct. 1837
327	186.	Siége de Constantine (tableau-plan)	1837
329	200.	Reconnaissance de nuit devant le fort de Saint-Jean-d'Ulloa	27 oct. 1838
329	201.	Prise du fort de Saint-Jean-d'Ulloa	27 nov. 1838
333	233.	Vue générale d'une partie de l'Afrique et de l'itinéraire de la colonne expéditionnaire sous les ordres du maréchal Valée, depuis Constantine jusqu'à Alger, par Sétif et les Bibans ou Portes-de-Fer	nov. 1839
333	283.	Fac-simile	» »
333	232.	Vue générale des Bibans ou Portes-de-Fer	» »
333	»	Passage des Bibans ou Portes-de-Fer par les troupes franç.	28 oct. 1839
333	265.	Première planche	» »
333	251.	Deuxième planche	» »
333	240.	Troisième planche	» »
333	268.	Quatrième planche	» »
333	253.	Cinquième planche	» »
335	290.	Combat de l'Affroun	27 avril 1840
335	287.	L'armée française emporte le Teniah de Mouzaïa	12 mai 1840
337.	255.	Debarquement de S. M. Louis-Philippe I[er] à Calais	17 août 1840
338	249.	Transbordement des cendres de l'empereur Napoléon à Cherbourg	8 déc. 1840
338	273.	Funérailles de l'empereur Napoléon	15 déc. 1840

TOME SIXIÈME.

SÉRIE IX.

PORTRAITS DES GRANDS-AMIRAUX, CONNÉTABLES, MARÉCHAUX DE FRANCE ET GUERRIERS CÉLÈBRES.

Textes.	Gravures.	
»	286.	Titre de la série IX.

SECTION I.

Grands-amiraux et connétables de France.

»	300.	Titre de la section I.

GRANDS-AMIRAUX DE FRANCE.

1.	190.	Bonnivet (Guillaume-Gouffier, seigneur de)	et Chabot (Philippe), comte de Charny.
1 2	212.	Coligny (Gaspard de), deuxième du nom,	Mayenne (Charles de Lorraine, duc de).
2	215.	Villars (Honorat de Savoie, marquis de)	Nangis (Antoine de Brichanteau, marquis de).
2	229.	Épernon (Jean-Louis de Nogaret de la Valette, duc d')	La Valette (Bernard de Nogaret, seigneur de).
2	252.	Villars (André-Baptiste de Brancas, seigneur de)	Damville (Charles de Montmorency, duc de).
3.	206.	Vendome (César, duc de), de Beaufort, d'Étampes, etc.,	Beaufort (François de Vendôme, duc de).

CONNÉTABLES DE FRANCE.

3	120.	Alberic de Montmorency	et Montfort (Amaury, quatrième du nom, comte de).
3	3.	Chatillon (Gaucher de), comte de Porcéan, etc.,	Lamarche (Jacques de Bourbon, premier du nom, comte de).
3 4	59.	Duguesclin (Bertrand), duc de Molines et de Transtamare,	Saint-Pol (Louis de Luxembourg, comte de).
4	148.	Eu (Philippe d'Artois, comte d').	
4	14.	Sancerre (Louis de Champagne, comte de).	
4	133.	Bourbon (Charles III, duc de), dauphin et duc d'Auvergne,	Montmorency (Anne, duc de).
5.	119.	Montmorency (Henri, premier du nom, duc de), comte de Dammartin,	Luynes (Charles-Albert, duc de).

SECTION II.

Maréchaux de France

»	287.	Titre de la section II.	
5	135.	Boucicault (Jean Le Meingre, deuxième du nom, dit)	et Beauvoir (Claude de, seigneur de).
5	43.	Raiz (Gilles de Laval, seigneur de)	Xaintrailles (Jean, dit Poton, seigneur de).
5	68.	Lohéac (André de Montfort de Laval, seigneur de).	
6	87.	Gyé (Pierre de Rohan, chevalier, seigneur de).	
6	217.	Desquerdes (Philippe de Crèvecœur, seigneur)	Lautrec (Odet, comte de Foix et de Comminges, seigneur de).
6	157.	Trivulce (Jean-Jacques), marquis de Vigevano, etc.	
6	44.	Chabannes (Jacques de), deuxième du nom, seigneur de La Palice.	
6 7	150.	Lescun (Thomas de Foix, seigneur de)	Annebaut (Claude d'), baron de Retz.
7	56.	La Mark (Robert de), troisième du nom, duc de Bouillon,	Trivulce (Théodore), comte de Cauria.
7	291.	Brissac (Charles de Cossé, premier du nom, comte de)	Montmorency (François de).
7	140.	Tavannes (Gaspard de Saulx, seigneur de)	Montluc (Blaise de Montesquiou, seigneur de).

	145.	Biron (Armand de Gontaut, baron de), dit le Boiteux,	et Bouillon (duc de), Henri de La Tour d'Auvergne, vicomte de Turenne, etc.
8	138.	Biron (Charles de Gontaut, duc de)	Crequy (Charles de Blanchefort, marquis de), prince de Poix.
	10	Brissac (Charles de Cossé, deuxième du nom, duc de).	
8		Vitry (Nicolas de L'Hospital, duc de)	Praslin (Charles de Choiseul, marquis de).
9	11	Saint-Géran (Jean-François de La Guiche, seigneur de)	Chaulnes (Honoré d'Albert, duc de).
		Aubeterre (François d'Esparbès de Lussan, vicomte d')	Chatillon (Gaspard de Coligny, seigneur de).
9 10	139.	Laforce (Jacques Nompar de Caumont, duc de)	Toiras (Jean du Caylar de Saint-Bonnet, marquis de).
10	18.	Bassompierre (François, seigneur et baron de)	Montmorency (Henri, deuxième du nom, duc de), et de Damville.
	117.	Sully (Maximilien de Béthune, premier du nom, duc de)	Villeroy (Nicolas de Neufville, duc de).
	33.	Schomberg (Charles de), duc d'Halwin,	Plessis-Praslin (César, duc de Choiseul, comte du).
11	16.	La Meilleraye (Charles de La Porte, IIe du nom, Ier duc de)	Guebriant (Jean-Baptiste Budos, comte de).
	50.	La Mothe Houdancourt (Philippe de), duc de Cardonne,	L'Hopital (François de), comte de Rosnay, etc.
	20.	Turenne (Henri de La Tour d'Auvergne, vicomte de)	Gassion (Jean, comte de).
12	6.	Rantzau (Josias, comte de).	
	121.	Estampes (Jacques d'), marquis de La Ferté-Imbault,	Hocquincourt (Charles de Mouchy, marquis de).
13	97.	Clerembault (Philippe de), comte de Palluau,	La Feuillade (François d'Aubusson, duc de).
	31.	Albret (César-Phébus d'), comte de Miossens,	Fabert (Abraham de).
13 14	39.	Castelnau (Jacques de Castelnau-Mauvissière, marquis de)	Crequy (François de Blanchefort, marquis de).
	37.	Humières (Louis de Crevant, duc d')	Schomberg (Frédéric-Armand, comte de).
14	133.	Luxembourg (François-Henri de Montmorency, duc de).	
	116.	Lorges-Duras (Guy-Aldonce de Durfort, comte de)	Villeroy (François de Neufville, duc de).
15	124.	Boufflers (Louis-François de Boufflers, duc de)	Tourville (Anne-Hilarion de Costentin, comte de).
	84.	Noailles (Anne-Jules de Noailles, duc de)	Catinat (Nicolas de) seigneur de Saint-Gratien.
15 16	148.	Villars (Louis-Claude-Hector, duc de), prince de Martigues,	Chamilly (Noël Bouton, marquis de).
16.	132.	Estrées (Victor-Marie, duc d')	Vauban (Sébastien Le Prestre, seigneur de).
16 17	51.	Montrevel (Nicolas-Auguste de La Baume, marquis de)	Harcourt (Henri, duc d'), marquis de Beuvron.
17	35.	Berwick (Jacques de Fitz-James, duc de)	Matignon (Charles-Auguste de Goyon, comte de).
	111.	Medavy (Jacques-Leonor-Rouxel, comte de)	Puységur (Jean-François de Chastenet, marquis de).
18	103.	Asfeldt (Claude-François-Bidal, marquis d')	Noailles (Adrien-Maurice, duc de).
	122.	Coigny (François de Franquetot, duc de)	Maillebois (Jean-Baptiste-François Desmaretz, marquis de).
18 19	175.	Belle-Isle (Louis-Charles-Auguste Fouquet, duc de)	Richelieu (Louis-François-Armand du Plessis, duc de).
19	44.	Saxe (Arminius-Maurice, comte, maréchal de)	Lowendal (Ulric-Frédéric Woldemar, comte de).
	118.	Biron (Louis-Antoine de Gontaut, duc de).	
20	128.	Estrées (Louis-Charles-César Le Tellier, marquis d')	Contades (Louis-Georges-Érasme, marquis de).
	47.	Soubise (Charles de Rohan, prince de)	Broglie (Victor-François, duc de).
	114.	Dumuy (Louis-Nicolas-Victor de Félix d'Olières, comte)	Castries (Charles-Eugène-Gabriel de La Croix, marquis de).
21	130.	Ségur (Philippe-Henri, marquis de)	Vaux (Noel de Jourda, comte de).
	46.	Choiseul-Stainville (Jacques, duc de)	Luckner (Nicolas, baron de).
22.	30.	Rochambeau (Jean-Baptiste-Donatien de Vimeur, comte de)	Berthier (Louis-Alexandre), prince de Neufchâtel et de Wagram.
22 23	48.	Murat (Joachim), grand-duc de Clèves et de Berg,	Moncey (Bon-Adrien-Jeannot de), duc de Conegliano.
23.	79.	Jourdan (Jean-Baptiste, comte)	Masséna (André), duc de Rivoli, prince d'Essling.
24	38.	Augereau (Pierre-François-Charles), duc de Castiglione,	Bernadotte (Jean-Baptiste-Jules), prince de Ponte-Corvo.
	105.	Soult (Jean de Dieu), duc de Dalmatie.	
25	109.	Brune (Guillaume-Marie-Anne), comte.	
	107.	Lannes (Jean), duc de Montebello,	Kellermann (François-Christophe), duc de Valmy.
25 26	5.	Mortier (Édouard-Adolphe-Casimir-Joseph), duc de Trévise,	Ney (Michel), duc d'Elchingen, prince de la Moskowa.
26.	24.	Davout (Louis-Nicolas), prince d'Eckmuhl,	Bessières (Jean-Baptiste), duc d'Istrie.
27	88.	Lefèvre (François-Joseph), duc de Dantzick,	Pérignon (Dominique-Catherine), marquis de.
	89.	Serurier (Jean-Mathieu-Philibert, comte)	Bellune (Claude-Victor-Perrin, duc de).
28.	110.	Oudinot (Charles-Marie), duc de Reggio,	Macdonald (Étienne-Jacques-Joseph-Alexandre), duc de Tarente.
29	63.	Suchet (Louis-Gabriel), duc d'Albuféra,	Poniatowsky (Joseph, prince).
	108.	Gouvion-Saint-Cyr (Laurent, marquis de)	Clarke (Henri-Jacques-Guillaume), duc de Feltre.
30	106.	Coigny (Marie-François-Henri de Franquetot, duc de)	Beurnonville (Pierre de Riel, marquis de).
	98.	Vioménil (Charles-Joseph-Hyacinthe du Houx, marquis de)	Lauriston (Jacques-Alexandre-Bernard Law, marquis de).
31.	101.	Molitor (Gabriel-Jean-Joseph, comte)	Maison (Nicolas-Joseph, marquis).
31 32	90.	Duperré (Victor Guy, baron)	Gérard (Maurice-Étienne, comte).
32.	15.	Clausel (Bertrand, comte)	Lobau (Georges Mouton, comte de).
	42.	Truguet (Laurent-Jean-François, comte)	Grouchy (Emmanuel, marquis de).
33	100.	Valée (Sylvain-Charles, comte).	
	280.	Sébastiani (François-Horace, comte).	
34.	275.	Roussin (Albin-Reine, baron).	

SECTION III.

Guerriers célèbres.

Texte	Gravures.		
"	289.	Titre de la section III.	
34.	179.	CHAMPAGNE (Thibaut, comte de)	et BOURBON (Louis de Bourbon, duc de), premier du nom.
35	45.	PHILIPPE DE FRANCE (Le Hardi), duc de Bourgogne,	LA HIRE (Étienne de Vignoles, dit).
	115.	LOUIS DE FRANCE, duc d'Orléans, premier du nom, comte de Valois,	JEAN-SANS-PEUR, duc de Bourgogne.
	182.	BOURBON (Louis de Bourbon, deuxième du nom, duc de)	VENDOME (François de Bourbon, comte de), de Saint-Pol, etc.
35 36	12.	TANNEGUY-DUCHATEL, chambellan de Charles VII,	DUNOIS (Jean, bâtard d'Orléans, comte de).
36	188.	MONTPENSIER (Gilbert de Bourbon, comte de), vice-roi de Naples,	ARMAGNAC (Louis d'), duc de Nemours, vice-roi de Naples.
	180.	AUBUSSON (Pierre d'), gr.-maître de l'ordre de St.-Jean-de-Jérusal.,	LIGNY (Louis de Luxembourg, comte de).
36 37	264.	GASTON DE FOIX, duc de Nemours, etc.,	BAYARD (Pierre du Terrail, seigneur de).
37	229.	BOURBON (Louis, premier du nom), prince de La Roche-sur-Yon,	LA TREMOILLE (Louis, deuxième du nom, sire de).
	187.	VILLIERS DE L'ISLE-ADAM (Philippe de), gr.-maître de St.-J.-de-Jér.,	VENDOME (Charles de Bourbon, duc de).
37 38	199.	BOURBON (François de), comte d'Enghien,	GUISE (Claude de Lorraine, premier duc de).
38	253.	FROELICH (Guillaume), colonel général des Suisses,	PARISOT DE LA VALETTE (Jean), grand-maître de l'ordre de St.-Jean-de-Jérusalem.
	52.	GUISE (François de Lorraine, duc de)	CRILLON (Louis de Balbe, seigneur de), colonel général de l'infanterie française.
38 39	190.	ESTRÉES (Jean d'), gr.-maître et capit. gén. de l'artillerie de France,	GUISE (Henri de Lorraine, premier du nom, duc de), le Balafré.
39	196.	LANOUE (François de), troisième du nom, dit Bras-de-Fer,	ROHAN (Henri de Rohan, deuxième du nom, duc de), prince de Léon, etc.
	198.	THOMAS DE SAVOIE, prince de Carignan,	HARCOURT (Henri de Lorraine, comte d'), d'Armagnac, etc.
40	232.	BOURBON (Louis de), IIe du nom, prince de Condé (le grand Condé).	
	235.	DUQUESNE (Abraham, marquis), lieutenant génér. des armées navales,	PHILIPPE DE FRANCE (Monsieur), duc d'Orléans.
41	183.	VENDOME (Louis-Joseph de Bourbon, duc de).	
	192.	JEAN BART (le chevalier), chef d'escadre,	DUGUAY-TROUIN (Réné), lieutenant général des armées navales.
41 42	206.	ORLÉANS (Philippe d'Orléans, duc d'), régent du royaume,	CHEVERT (François de), lieutenant général.
42.	221.	CONTY (Louis-François de Bourbon, prince de)	SUFFREN (Pierre-André de) (le bailli de Suffren), vice-amiral.
46	70.	NAPOLÉON BONAPARTE, lieutenant-colonel en 1792.	
	1	MONTESQUIOU-FEZENZAC (Anne-Pierre, marquis de), lieut. général,	BEURNONVILLE (Pierre de Riel, comte de), maréchal de France.
		ROCHAMBEAU (Jean-Baptiste Donatien de Viméur, comte de)	LA FAYETTE (M.-P.-J.-Y.-G. Mottier, marq. de), gén. en chef des gard. nat. de France.
	242.	LA FAYETTE (M.-P.-J.-Y.-Gilbert Mottier, marquis de), gén. en chef.	
42.	240.	BIRON (Armand-Louis de Gontaut, duc de), général en chef,	CUSTINE (Adam-Philippe, comte de), général en chef.
42 43	41.	DUMOURIEZ (Charles-François Dupérier), général en chef,	JOUBERT (Barthélemi-Catherine), général en chef.
43	242.	DAMPIERRE (Auguste-Henri-Marie Picot, comte de), général en chef,	HOUCHARD (Jean-Nicolas), général en chef.
	257.	DUGOMMIER (Jean-François Coquille), général en chef,	DAGOBERT DE FONTENILLE (Louis-Simon-Auguste), général de division.
	274.	AUBERT-DUBAYET (Jean-Baptiste-Annibal), général en chef,	MARCEAU (Joseph-Maurice), général en chef.
	268.	BEAUHARNAIS (Alexandre, vicomte de), général en chef,	CHAMPIONNET (Jean-Étienne), général en chef.
44	222.	HOCHE (Louis-Lazare), général en chef,	KLÉBER (Jean-Baptiste), général en chef.
	250.	DESAIX DE VEIGOUX (Louis-Charles-Antoine), général de division,	HATRY (Jacques-Maurice), général en chef.
	219.	LECLERC (Charles-Emmanuel), général en chef,	PICHEGRU (Jean-Claude), général en chef.
	211.	LA SALLE (Antoine-Charles-Louis, comte de), général de division,	JUNOT (Jean-Andoche, duc d'Abrantès), général en chef.
	173.	MOREAU (Jean-Victor), général en chef,	LECOURBE (Claude-Joseph), général en chef.
45	288.	LATOUCHE-TRÉVILLE (Louis-Réné-Madeleine Levassor de), vice-amiral,	VILLARET-JOYEUSE (Louis-Thomas, comte), vice-amiral.
	252.	RAPP (Jean, comte), général en chef,	REYNIER (Jean-Louis-Ebnezer, comte), général en chef.
	32.	BEAUHARNAIS (Eug.-Nap. de), duc de Leuchtenberg, vice-roi d'Italie.	
45 46	243.	VANDAMME (Dominique-Joseph), comte d'Unebourg, lieut. général,	HÉDOUVILLE (Gabriel-Marie-Théodore-Joseph, comte d'), général en chef.

TOME SEPTIÈME.

SÉRIE X.

PORTRAITS DIVERS.

"	269.	Titre de la série X.	

SECTION I.

Rois de France.

"	197.	Titre de la section I[1].	
46.	287.	CLOVIS Ier	et CHILDEBERT Ier.
46 47	258.	CLOTAIRE Ier	CARIBERT.

(1) Ce titre porte, par erreur, Section III; *lisez :* Section I.

Textes.	Gravures.		
47	243.	Chilpéric Ier	et Clotaire II.
	300.	Dagobert Ier	Clovis II.
	300.	Clotaire III	Childéric II.
47 48	207.	Thierry Ier	Clovis III.
48	143.	Dagobert II	Chilpéric II.
	296.	Childebert II (le Juste)	Thierry II (de Chelles).
	166.	Childéric III	Pepin (le Bref).
49	241.	Charlemagne ou Charles Ier (le Grand)	Louis Ier (le Débonnaire).
	275.	Charles II (le Chauve)	Louis II (le Bègue).
50	254.	Louis III et Carloman	Charles III (le Gros).
	250.	Eudes	Charles IV (le Simple).
	268.	Raoul ou Rodolphe	Louis IV (d'outremer).
51	230.	Lothaire	Louis V (le Fainéant).
	222.	Hugues Capet	Robert II (le Pieux).
51 52	158.	Henri Ier	Philippe Ier.
52.	147.	Louis VI (le Gros)	Louis VII (le Jeune).
52 53	231.	Philippe II, surnommé Auguste,	Louis VIII (le Lion).
53	213.	Louis IX (saint Louis)	Philippe III (le Hardi).
	276.	Philippe IV (le Bel)	Louis X (le Hutin).
54	248.	Philippe V (le Long).	
	208.	Charles IV (le Bel)	Philippe VI (de Valois).
54 55	284.	Jean II (le Bon)	Charles V (le Sage).
55.	123.	Charles VI	Charles VII.
55 56	126.	Louis XI	Charles VIII.
56.	216.	Louis XII (le Père du peuple)	François Ier.
56 57	248.	Henri II	François II.
57.	255.	Charles IX	Henri III.
58.	178.	Henri IV	Louis XIII.
57 58	283.	Louis XIV	Louis XV.
59	200.	Louis XVI	Napoléon.
	220.	Louis XVIII	Charles X.
	238.	Louis-Philippe Ier.	

SECTION II.

Personnages célèbres depuis le douzième siècle jusqu'à François Ier.

»	300.	Titre de la série X.	
59 60	83.	Bernard (saint), premier abbé de Clairvaux,	et Saint-Louis (de Sicile), évêque de Toulouse.
60	259.	Dante Alighieri, poëte,	Pétrarque (François), poëte.
	277.	Marguerite, surnommée Maultasche, comtesse de Tyrol.	
	279.	Louis de France, duc d'Anjou, roi de Naples, etc.,	Jean de France, duc de Berry, comte d'Auvergne, etc.
60 61	61.	Jeanne d'Évreux-Navarre, vicomtesse de Rohan,	Montauban (Marie, dame de).
61	285.	Isabel ou Isabeau de Bavière, reine de France.	
	264.	Valentine de Milan, duchesse d'Orléans,	Orléans (Charles d'Orléans, duc d'), et de Milan.
	228.	Agnès Sorel ou Soreau, dame de Fromenteau, etc.,	Anne de France, dame de Beaujeu.
	5.	Juvénal ou Jouvénel des Ursins (Jean), et sa famille.	
62	271.	Juvénal des Ursins (Guillaume), chancelier de France.	
	210.	Ficin (Marsile), philosophe platonicien,	Platina (Barthelemi di Sacchi), savant.
	209.	Gaza (Théodore), savant,	Alberti (Léon-Baptiste), architecte et littérateur.
	217.	Politien (Angelo Ambrogini, dit), poëte et prosateur,	Pic de la Mirandole (Jean), savant et philologue.
63	204.	Pomponius Laetus (Julius), savant,	Sabellicus (Marc-Antoine), historien et savant.
	215.	Bessarion (Jean), cardinal, patriarche de Constantinople,	Barbarus (Hermolaüs), savant.
	60.	Philippe III, dit le Bon, duc de Bourgogne,	Charles de Bourgogne (le Téméraire), duc de Bourgogne.
63 64	295.	Jeanne II, reine de Naples,	Réné le Bon, comte d'Anjou et de Provence, roi de Sicile.
64	236.	Bourbon (Charles de Bourbon, 2e du nom, cardinal, duc de)	Bourbon (Pierre de Bourbon, deuxième du nom, duc de), sire de Beaujeu.
	31.	Isabelle d'Aragon, duchesse de Milan,	Jeanne d'Autriche, princesse de Portugal.
	102.	Urbin (Laurent de Médicis, deuxième du nom, duc d')	Borgia (César), duc de Valentinois.
	201.	Savonarole (frère Jérôme), dominicain,	Pontanus (Jean-Jovien), poëte.
65	103.	Comines (Philippe de La Clite, seigneur de)	Doria (André), amiral génois.
	193.	La Rochefoucauld (François, premier du nom)	Jeanne d'Aragon (la Folle), reine de Castille.
65 66	205.	Vespuce (Améric), navigateur,	Amboise (Georges d'), cardinal, ministre d'état.
66	79.	Maximilien Ier, empereur d'Allemagne,	Charles Quint, empereur d'Allemagne,
	276.	Isabelle ou Élisabeth de Portugal, impératrice d'Allemagne.	
	51.	Philippe Ier (le Beau), roi de Castille,	Élisabeth de France, reine d'Espagne.

Textes	Gravures		
66 67	292.	Anne de Bretagne, reine de France,	et Louise de Savoie, duchesse d'Angoulême.
	54.	Magellan (Ferdinand), navigateur,	Médicis (Hippolyte de), cardinal.
	3.	Montmorency (Guillaume, baron de).	
67	52.	Arioste (Louis-Jean), poëte,	Érasme (Didier), savant.
	218.	Claude de France, reine de France,	Renée de France, duchesse de Ferrare, etc.
	175.	Henri d'Albret, deuxième du nom, roi de Navarre,	Marguerite d'Orléans (Marguerite de Valois), reine de Navarre.
	86.	Sadolet (Jacques), cardinal,	Jove (Paul), historien.
68	203.	Kratzer (Nicolas), astronome de Henri VIII, roi d'Angleterre.	
	269.	Pisseleu (Anne de), duchesse d'Étampes,	Pacheco d'Ascalona (Béatrix), comtesse de Montbel.
	284.	Loyola (Ignace de).	
68 69	205.	Marie d'Autriche, reine de Hongrie et de Bohême,	Guise (Antoinette de Bourbon, duchesse de).
	105.	Pizarre (François), navigateur,	Cortez (Fernand), navigateur.
69	29.	Jean de Bavière, deuxième du nom, duc de Bavière,	Béatrix, marquise de Bade, etc., duchesse de Bavière.
	225.	Jean Frédéric, duc et électeur de Saxe (le Magnanime)	Luther (Martin).
69 70	69.	Henri VIII, roi d'Anglelerre et d'Irlande,	Thomas Morus, grand-chancelier d'Angleterre.
	293.	Anne de Clèves, reine d'Angleterre et d'Irlande.	
	74.	Warham (Guillaume), archevêque de Cantorbéry.	
70	212.	Polus (Renaud-Pole), archevêque de Cantorbéry,	Fisher (Jean), cardinal, évêque de Rochester.
	237	Rabelais (François), médecin.	
	82.	Budé (Guillaume), savant,	Alciat (André), littérateur et jurisconsulte.
70 71	90.	Longueil (Christophe de), littérateur et jurisconsulte,	Bembo (Pierre), cardinal.
	92.	Du Bellay (Jean), cardinal,	Du Bellay (Guillaume), vice-roi de Piémont.
71	245.	Vangest (Marguerite de), maîtresse de Charles-Quint.	

SECTION III.

Personnages célèbres sous les règnes de Henri II à Henri IV.

Textes	Gravures		
»	300.	Titre de la section III.	
71.	196.	Catherine de Médicis, reine de France,	et Nemours (Jacques de Savoie, duc de).
	181.	Antoine de Bourbon, roi de Navarre,	Jeanne d'Albret, reine de Navarre.
72	218.	Babou (Jean), seigneur de la Bourdaisière,	Coligny (Odet de), cardinal de.
	191.	Montgommery (Gabriel de Lorges)	Clermont d'Amboise (Louis de), dit le Brave Bussi.
	127.	Calvin (Jean Cauvin), un des chefs de la réforme au seizième siècle.	
	50.	Philippe II, roi d'Espagne,	Don Carlos, infant d'Espagne.
	258.	Marie, reine d'Angleterre.	
73	70.	Marguerite d'Autriche, gouvernante des Pays-Bas,	Perrenot (Antoine), cardinal de Granvelle.
	288.	Albe (Ferdinand-Alvarez de Tolède, duc d').	
	163.	Guillaume Ier (le Jeune), comte de Nassau, prince d'Orange,	• Alexandre Farnèse III, duc de Parme, etc.
	285.	Maximilien II, empereur d'Allemagne,	Marie d'Autriche, impératrice d'Allemagne.
	202.	Pie V (Michel Ghisleri), pape,	Rambouillet (Charles d'Angennes, cardinal de).
74	256.	Diane de Poitiers, duchesse de Valentinois[1].	
	294.	Hallewin (Louise de), dame de Cypierre,	Hallewin (Jeanne de), dame d'Alluye.
	193.	Marie Stuart, reine de France et d'Écosse,	Nevers (Marguerite de Bourbon, duchesse de).
	63.	Guise (François de Lorraine, duc de)	Montmorency (Madeleine de Savoie), duchesse de.
	179.	Lorraine (Charles de), cardinal, duc de Chevreuse, etc.,	Bourbon (Charles de Bourbon, cardinal et duc de).
75	124.	L'Hopital (Michel de), chancelier de France,	Montaigne (Michel de), écrivain moraliste.
	201.	Condé (Louis de Bourbon, premier prince de)	Coligny (François de), seigneur d'Andelot, colonel général de l'infanterie française.
	202.	Gouffier (Claude), grand-écuyer de France,	Saint Gelais (Louis de), seigneur de Lansac, etc.
76	224.	Élisabeth d'Autriche, reine de France,	Orléans (Léonor d'), duc de Longueville et d'Estouteville, etc.
	173.	Este-Ferrare (Anne d'), duchesse de Guise, etc.,	Montpensier (Catherine de Lorraine, duchesse de).
76 77	214.	Randan (Charles de La Rochefoucauld)	Carnavalet (François de Kernevenoy, etc., baron et seigneur de).
	163.	Pithou (Pierre), jurisconsulte,	Pasquier (Étienne), magistrat.
77	273.	Touchet (Marie), duchesse d'Entragues,	Diane, duchesse d'Angoulême, de Castro et de Montmorency.
	119.	Henri III. (Bal donné à la cour de Henri III.)	
	213.	Angoulême (Henri d'), grand-prieur de France, etc.,	Guise (Louis de Lorraine, cardinal de), archevêque de Reims.
	176.	Condé (Henri de Bourbon, prince de)	Condé (Charlotte-Catherine de la Trémoille, princesse de).
78	211.	Brisson (Barnabé), avocat général au Parlement de Paris,	Cujas (Jacques Cujaus, dit), jurisconsulte.
	176.	Grégoire XIII (Hugues Buon-Compagno), pape,	Sixte-Quint (Félix Peretti), pape.
	223.	Urbain VII (Jean-Baptiste Castagna), pape,	Grégoire XIV (Nicolas Sfondrate), pape.
	183.	Clément VIII (Hippolyte Aldobrandini), pape,	Paul V (Camille Borghèse), pape.
79	185.	Marguerite de France, duchesse de Valois, reine de France,	Nassau-Frédéric (Frédéric-Henri de), prince d'Orange.
	235.	Catherine de Bourbon, princesse de Navarre, duchesse d'Albret, etc.,	Nemours (Charles-Emmanuel de Savoie, duc de).
79 80	267.	Mornay (Philippe de), conseiller d'état, gouverneur de Saumur,	Bellegarde (Roger de Saint-Lary, duc de), grand-écuyer de France.

(1) Dans quelques exemplaires, les portraits de *Diane de Poitiers* et de *Gabrielle d'Estrées* portent tous les deux le même nom de *Diane de Poitiers*. On distinguera facilement ces portraits l'un de l'autre en observant que *Diane de Poitiers*, représentée sous le costume de Diane, est gravée par *Pedretti*, et que *Gabrielle d'Estrées*, accompagnée d'une nourrice allaitant un enfant, est gravée par *Bernardi*.

Textes.	Gravures.		
80	12.	Gabrielle d'Estrées, duchesse de Beaufort et marquise de Monceaux[1].	
	95.	Balsac d'Entragues (Catherine-Henriette de), marquise de Verneuil,	et Moret (Jacqueline de Bueil, comtesse de).
	192.	Conty (François de Bourbon, prince de)	Montpensier (Henri de Bourbon, duc de), prince du sang.
81	206.	Nassau (Maurice de), prince d'Orange, stathouder de Hollande, etc.	
	198.	Villeroy (Nicolas de Neufville, seigneur de), prem. secrétaire d'état,	Jeannin (Pierre), surintendant des finances.
	195.	Cheverny (Philippe Huraut, comte de), chancelier de France,	Bellièvre (Pompone de), chancelier de France.
81 82	49.	Duvair (Guillaume), garde-des-sceaux,	Triest (Antoine), évêque de Gand.
82	238.	Ossat (Arnaud d'), cardinal,	Duperron (Jacques Davy), cardinal.
	85.	François de Sales (Saint), évêque de Genève,	Médicis (Côme de), deuxième du nom, grand-duc de Toscane.
	87.	Barneveldt (Jean Olden), grand-pensionnaire de Hollande,	Barneveldt (Guillaume de), seigneur de Stautembourg.
82 83	232.	Rodolphe II, empereur d'Allemagne,	Élisabeth, reine d'Angleterre.
83	247.	Albert VII, souverain des Pays-Bas, archiduc d'Autriche,	Isabelle-Claire-Eugénie d'Autriche, souveraine des Pays-Bas, etc.
	260.	Jacques Ier, roi d'Angleterre et sixième d'Écosse.	

SECTION IV.

Personnages célèbres sous le règne de Louis XIII.

"	300.	Titre de la section IV.	
83.	177.	Marie de Médicis, reine de France,	et Gustave Adolphe (le Grand), roi de Suède.
83 84	165.	Gaston (Jean-Baptiste de France) (Monsieur), duc d'Orléans,	Orléans (Marie de Bourbon-Montpensier, duchesse d').
84	278.	Orléans (Marguerite de Lorraine, duchesse d') (Madame).	
	216.	Condé (Henri de Bourbon, deuxième du nom, prince de)	Lorraine (Henri de), duc de Mayenne et d'Aiguillon.
	134.	Condé (Charlotte-Marguerite de Montmorency, princesse de)	Longueville (Anne-Geneviève de Bourbon, duchesse de).
84 85	140.	Soissons (Louis de Bourbon, comte de)	Chevreuse (Marie de Rohan-Montbazon, duchesse de Luynes, puis de).
85	283.	Guise (Henriette-Catherine, duchesse de Joyeuse, de Montpensier, de).	
	178.	Lorraine (Claude de), duc de Chevreuse,	François II, duc de Lorraine et de Bar.
	265.	Richelieu (Armand-Jean du Plessis, cardinal, duc de).	
85 86	102.	Ruzé (Martin), secrétaire d'état,	Cinq-Mars (Henri-Ruzé Coiffier, marquis de).
86	281.	Moncade (François de), troisième du nom, marquis d'Ayetonne.	
	171.	Christine de France, duchesse de Savoie,	Anne de Gonzague-Clèves, duchesse de Guise, etc.
	91.	Spinola (Ambroise, marquis de)	Godart (Georges).
	239.	Urbain VIII (Maffeo Barberini), pape,	La Rochefoucauld (François de), cardinal, grand-aumônier de France.
87	204.	Galilée (Galilei), astronome.	
	72.	Charles Ier, roi d'Angleterre,	Philippe IV, roi d'Espagne.
	55.	Henriette-Marie de France, reine d'Angleterre,	Élisabeth de France, reine d'Espagne.
	221.	Ferdinand (le cardinal-infant), infant d'Espagne, archiduc d'Autriche.	
87 88	127.	Bukingham (George Villiers, duc de)	Olivarez (Gaspard de Guzman, comte d'), duc de San-Lucar.
88	162.	Cromwell (Olivier)	Mazarin (Jules), cardinal.
	77.	Rubens (Pierre-Paul), peintre,	Van Dyck (Antoine), peintre.
89	291.	Lorrain (Claude Gelée, dit le), peintre et graveur,	Champagne (Philippe de), peintre.
	85.	Le Mercier (Jacques), architecte,	Vouet (Simon), peintre.
	121.	Bourdon (Sébastien), peintre et graveur,	Sarazin (Jacques), sculpteur.
	296.	Poussin (Nicolas), peintre.	
90	239.	Gonzague-Clèves (Marie-Louise de), reine de Pologne,	Mignot (Françoise-Marie), maréchale de L'Hôpital.
	104.	Christine, reine de Suède,	Jean d'Autriche (don Juan).
	194.	Lorraine (François de), prince de Joinville,	Lorraine (Louis de), duc de Joyeuse, etc.
90 91	233.	Montbazon (Marie de Bretagne d'Avaugour, duchesse de)	Rohan (Anne de), princesse de Guéméné.
91	272.	Phelipeaux (Paul), seigneur de Pontchartrain, ministre d'état,	Mesmes (Henri de), président au Parlement de Paris.
	280.	Vincent de Paule (saint)	Arnauld d'Andilly, théologien de Port-Royal.
	143.	Guillain (Simon), sculpteur,	Nocret le père (Jean), peintre.
	270.	Saxe-Weimar (Bernard, duc de)	Du Hamel (Jacques).

TOME HUITIÈME.

SECTION V.

Personnages célèbres sous le règne de Louis XIV.

"	75.	Titre de la section V.	
92	26.	Louis XIV, portrait équestre.	
	33.	Louis XIV, portrait en pied.	
	223.	Anne d'Autriche, reine de France,	et Marie-Thérèse d'Autriche, reine de France.
	125.	Henriette-Anne d'Angleterre (Madame), duchesse d'Orléans,	Anne-Marie-Louise d'Orléans (mademoiselle de Montpensier).
	106.	Élisabeth-Charlotte de Bavière (Madame), avec ses deux enfants,	

(1) *Voir* la note qui précède.

Textes.	Gravures.		
92 93	173.	Orléans (Élisabeth d'), Mademoiselle d'Alençon,	et Marie-Françoise-Élisabeth de Savoie (mademoiselle d'Aumale), reine de Portugal.
93	254.	Bourbon (Louis de), deuxième du nom, prince de Condé (le gr. Condé),	Turenne (Henri de la Tour d'Auvergne, vicomte de).
	170.	Conty (Armand de Bourbon, prince de)	Longueville (Henri d'Orléans, deuxième du nom, duc de).
	188.	Martinozzi (Anne-Marie), princesse de Conty,	Vendôme (Laure Mancini, duchesse de).
93 94	203.	Boussu (Honorine de Glimes-Grimberghe, comtesse de)	Charles-Louis, duc de Bavière, comte palatin du Rhin.
94	282.	Charlotte de Hesse-Cassel, électrice de Bavière.	
	106.	Robert ou Rupert de Bavière, duc de Cumberland,	Philippe de Bavière, comte palatin du Rhin.
	113.	Lorraine (Henri de), IIe du nom, duc de Guise, etc.,	Édouard de Bavière, comte palatin du Rhin.
	293.	Chevreuse (Charlotte-Marie de Lorraine, demoiselle de)	Jarnac (Marie-Claire de Créquy, comtesse de).
95	199.	Lorraine d'Armagnac (Louis-Philippe de) (le chevalier de Lorraine),	Lorraine (Charles-Léopold-Nicolas-Sixte, duc de) (Charles V).
	176.	Orléans (Marguerite-Louise d'), grande-duchesse de Toscane,	Orléans (Françoise-Madeleine d'), mademoiselle d'Orléans, duchesse de Savoie.
	297.	Descartes (Réné), philosophe et mathématicien,	Malebranche (Nicolas), philosophe.
95 96	120.	Gondi (Jean-François-Paul de), cardinal de Retz,	La Rochefoucauld (François, sixième du nom, duc de), prince de Marsillac.
96	272.	Noailles (Louise Boyer, duchesse de)	Armagnac (Catherine de Neufville-Villeroy, comtesse d').
	33.	Lude (Marguerite-Louise de Béthune, duchesse du), comt. de Guiche,	Brissac (Gabrielle-Louise de Saint-Simon, duchesse de).
	159.	Innocent X (Jean-Baptiste Panfili), pape,	Alexandre VII (Fabio Chigi), pape.
97	208.	Séguier (Pierre), chancelier et garde-des-sceaux de France,	Molé (Mathieu), chancelier de France.
	144.	Colbert (Jean-Baptiste), contrôleur général des finances,	Louvois (François-Michel Le Tellier, marquis de), ministre et secrétaire d'état.
	288.	Corneille (Pierre), poète dramatique,	Corneille (Thomas), poete dramatique.
98	165.	Murillo (Bartolomeo Esteban), peintre.	
	83.	Lamoignon (Guillaume de), premier président au Parlement de Paris,	Colbert (Édouard), marquis de Saint-Pouange et de Villacerf.
	169.	Seignelay (Jean-Baptiste Colbert, marquis de), min. et secrét. d'état,	Phelipeaux (Louis), comte de Pontchartrain, chancelier de France.
	174.	Louis de France, dauphin (le grand Dauphin),	Marie-Anne-Christine-Victoire de Bavière, dauphine de France.
98 99	187.	Montausier (Charles de Sainte-Maure, duc de)	Riquet (Pierre-Paul de), seigneur de Bonrepos, etc.
99	149.	La Vallière (Louise-Françoise de la Baume-le-Blanc, duchesse de)	Fontanges (Marie-Angélique de Scoraille de Roussille, duchesse de).
	161.	Montespan (Françoise-Athénaïs de Rochechouart, marquise de)	Soubise (Anne de Rohan-Chabot, princesse de).
99 100	168.	Sévigné (Marie de Rabutin, dame de Chantal, etc., marquise de)	Grignan (Françoise-Marguerite de Sévigné, comtesse de).
100	300.	Molière (Jean-Baptiste Poquelin), poéte comique.	
	68.	Charles II, roi d'Angleterre,	Catherine, reine d'Angleterre, infante de Portugal.
	172.	Frédéric III, roi de Danemarck et de Norvège,	Jacques II, roi d'Angleterre (alors duc d'York).
	77.	Louise-Marie Stuart, princesse d'Angleterre,	Marie-Louise-Élisabeth d'Orléans, duchesse de Berri.
101	251.	Ruyter (Michel), amiral hollandais.	
	238.	Tromp (Corneille), amiral hollandais.	
	81.	Mauperché (Henri de), peintre,	Bernard (Samuel), peintre et graveur.
	75.	Champagne (Jean-Baptiste de), peintre,	Desjardins (Martin van den Bogaert), sculpteur.
	147.	Corneille (Michel), peintre,	Jouvenet (Jean), peintre.
	116.	Lerambert (Louis), peintre et sculpteur,	Marsy l'aîné (Gaspard), sculpteur.
102	186.	Charles II, roi d'Espagne,	Marie-Louise d'Orléans, reine d'Espagne.
	136.	Léopold Ier, empereur d'Allemagne,	Guillaume III, roi d'Angleterre.
	88.	Marguerite-Thérèse d'Autriche, impératrice d'Allemagne.	
	178.	Sobieski (Jean III), roi de Pologne,	Pierre Ier, empereur de Russie, surnommé Le Grand.
103	123.	Montecuculli (Raimond de), général des arm. de l'emp. d'Allemagne.	
	224.	Barbezieux (L. Fr.-M. Le Tellier, marquis de), min. et secrét. d'état,	La Chaise (François d'Aix, de) (le Père La Chaise), confesseur de Louis XIV.
103 104	167.	Bouillon (E.-Th. de la Tour d'Auvergne, cardinal de), gr.-aum. de Fr.,	Fénelon (François de Salignac de la Mothe), archevêque, duc de Cambrai.
104	126.	Bossuet (Jacques-Bénigne), évêque de Meaux.	
	280.	Patru (Olivier), avocat,	La Bruyère (Jean de).
	284.	Bussy-Rabutin (Roger de Rabutin, comte de Bussy)	Quinault (Philippe), poëte.
104 105	97.	Marlborough (John Churchell, duc de)	Savoie (Eugène, François de) (le prince Eugène).
105	164.	Vandermeulen (Antoine-François), peintre,	Puget (Pierre), sculpteur, peintre et architecte.
	36.	Lebrun (Charles), premier peintre de Louis XIV,	Mignard (Pierre), premier peintre de Louis XIV.
106	39.	Maratte (Carlo Maratta), peintre,	Largillière (Nicolas), peintre.
	73.	Lafosse (Charles de), peintre,	Girardon (François), sculpteur.
	38.	Cheron (Élisabeth-Sophie), madame Le Hay, de l'Acad. de peint., etc.,	Rospigliosi (Marie-Madeleine).
	61.	Mansard (Jules-Hardouin), comte de Sagone,	Perrault (Claude), médecin et architecte.
107	184.	Le Nostre (André), architecte,	Perrault (Charles), membre de l'Académie Française.
	99.	Keller (Jean-Jacques), fondeur,	Keller (Jean Balthazar), fondeur.
	75.	Louis de France, duc de Bourgogne, dauphin.	
	18.	Marie-Adélaïde de Savoie, duchesse de Bourgogne, dauphine.	
107 108	151.	Charles de France, duc de Berry,	Léopold Guillaume, archiduc d'Autriche.
108	98.	Léopold Ier, duc de Lorraine et de Bar,	Élisabeth-Charlotte d'Orléans, duchesse de Lorraine et de Bar.
	243.	Condé (Louis de Bourbon, troisième du nom, prince de)	Conty (François-Louis de Bourbon, prince de).
	295.	Condé (L.-Fr. de Bourbon, princesse de), mademoiselle de Nantes,	Conty (Marie-Thérèse de Bourbon (mademoiselle de Bourbon), princesse de.
109	58.	Maine (Louis-Auguste de Bourbon, duc du)	Toulouse (Louis-Alexandre de Bourbon, comte de).
	66.	Maine (Anne-Louise-Bénédicte de Bourbon, duchesse du).	
	30.	Toulouse (Louis-Alexandre de Bourbon, comte de)	Toulouse (Marie-Victoire-Sophie de Noailles, comtesse de).
	23.	Maintenon (madame de) et mademoiselle de Blois.	
	67.	Orléans (Françoise-Marie de Bourbon (madem. de Blois), duchesse d').	

Textes	Gravures		
109-110	80.	Dangeau (Philippe de Courcillon, marquis de)	et Antin (Louis-Antoine de Pardaillan de Gondrin, premier duc d').
110	168.	Chamillart (Michel de), ministre et secrétaire d'état,	Phelipeaux (Jérôme), comte de Pontchartrain, secrétaire d'état.
	263.	Sainctot (Nicolas), introducteur des ambassadeurs.	
	227.	Herbelot (Barthélemi d'), orientaliste,	Fagon (Guy-Crescent), premier médecin de Louis XIV.
110-111	177.	Racine (Jean), poëte tragique,	Boileau-Despréaux (Nicolas), poëte.
111	137.	Leclerc (Sébastien), graveur,	Vanderwerf (Adrien), peintre.
	282.	Philippe V, roi d'Espagne.	
	214.	Marie-Louise-Gabrielle de Savoie, reine d'Espagne	
	262.	Élisabeth Farnèse, reine d'Espagne.	
	270.	Alberoni (Jules), cardinal.	
112	269.	Ursins (Anne-Marie de la Trémoille, princesse des).	
	249.	Fléchier (Esprit), évêque de Nîmes,	Massillon (Jean Baptiste), évêque de Clermont.
	290.	Charles VI, empereur d'Allemagne,	Élisabeth-Christine de Brunswick-Wolfenbuttel, impératrice d'Allemagne.
	125.	Dubois (Guillaume), cardinal, archevêque de Cambrai,	Noailles (Louis-Antoine), cardinal, archevêque de Paris.
	62.	Coypel (Antoine), peintre,	Coysevox (Antoine), sculpteur.
113	71.	Sophie Alexiewna, co-régente de Russie,	Alexis Petrowitsch, czarowitsch.
	209.	Charles XII, roi de Suède.	
	184.	Stanislas Ier, roi de Pologne,	Catherine Bnin-Opalinsla, reine de Pologne.
	65.	La Trémoille (Marie-Madeleine de la Fayette, duchesse de).	
	259.	Rousseau (Jean Baptiste), poëte.	
	256.	Fontenelle (Bernard Le Bovier de), littérateur.	
114	149.	Cotte (Robert de), architecte du roi,	Bouys (André), peintre.
	107.	Hallé (Claude Guy), peintre,	Le Lorrain (Robert), sculpteur.
	28.	Rigaud (Hyacinthe), peintre,	Venghels (Nicolas), peintre.

SECTION VI.

Personnages célèbres sous le regne de Louis XV.

Textes	Gravures		
»	186.	Titre de la section VI.	
58.	14.	Louis XV enfant.	
114.	11.	Marie Leczinska, reine de France,	et Marie-Josèphe de Saxe, dauphine de France.
115	183.	Orléans (Louis d'), premier prince du sang,	Bourbon-Charlotte de Hesse-Rheinfels-Rothenbourg, (princ. de Condé, duch. de).
	170.	Orléans (Auguste-Marie-Jeanne de Baden-Baden, duchesse d')	Bourbon (Louis-Henri de Bourbon, prince de Condé, duc de).
	117.	Orléans (Louise-Adélaïde d'), mademoiselle de Chartres,	Orléans (Philippine-Élisabeth d') (Mademoiselle de Beaujolais).
116	132.	Bourbon (Marie-Anne de), mademoiselle de Clermont.	
	15.	Boucher (Marie-Françoise Perdrigeon, dame).	
	289.	Aguesseau (Henri-François d'), chancelier de France,	Montesquieu (Charles de Secondat, baron de la Brède et de).
	164.	Clément XII (Laurent Corsini), pape,	Tencin (Pierre Guérin, seigneur de), cardinal, archevêque de Lyon.
	191.	Charles VII (Charles-Albert), empereur d'Allemagne,	Frédéric-Guillaume Ier, roi de Prusse.
117	119.	Benoit XIV (Prosper Lambertini), pape,	Pie VI (Jean-Ange Braschi), pape.
	261.	Breteuil (François-Victor Le Tonnelier de), ministre secrét. d'état,	Angervilliers (Prosper-Nicolas Bauyn, seigneur d'), ministre secrétaire d'état.
	197.	Orry (Philibert), contrôleur général des finances,	Argenson (Marc-Pierre de Voyer de Paulmy d'), ministre secrétaire d'état.
117-118	40.	Tournehem (Charles-François-Paul Le Normant de), direct. gén. des bât.	Marigny (Abel-François Poisson, marquis de), directeur général des bâtiments.
118	43.	Pompadour (Jeanne-Antoinette Poisson, marquise de)	Gresset (Jean-Baptiste-Louis), poete.
	128.	Pompadour (Jeanne-Antoinette Poisson, marquise de).	
	146.	Graffigny (Françoise d'Issembourg, dame de)	Destouches (Philippe Néricault), poëte comique.
	142.	Gabriel (Jacques), architecte,	Maupertuis (Pierre-Louis Moreau de), géomètre.
	145.	Tardieu (Nicolas-Henri), graveur.	Detroy (Jean-Baptiste-François), peintre.
119	42.	Louis de France, dauphin.	
	50.	Madame Adélaïde (Marie-Adélaïde de France).	
	9.	Marie Thérèse Antoinette, infante d'Espagne, dauphine de France.	
	76.	Charles-Philippe de France, comte d'Artois (Charles X),	M.-Adél.-Clot.-Xavière de France (Madame Clotilde), sa sœur, dans leur enfance.
	172.	Anne-Henriette de France (Madame Henriette)	Louise-Marie de France (Madame Louise).
	225.	Orléans (Louis-Philippe d'Orléans, duc d').	
	2.	Marie-Louise-Thérèse-Victoire de France (Madame Victoire)	Orléans (Louise-Henriette de Bourbon, duchesse d').
119-120	157.	Sophie-Philippine-Élisabeth-Justine de France (Madame Sophie)	Marie-Antoinette de Bavière, électrice de Saxe.
120	179.	Salon du prince de Conty (Louis-François de Bourbon) au Temple.	
	200.	Dombes (Louis-Auguste de Bourbon, prince de)	Eu (Louis-Charles de Bourbon, comte d').
	5	Rouillé (Antoine-Louis), ministre secrétaire d'état,	Machault (Jean-Baptiste de), ministre secrétaire d'état.
		Moras (François-Marie Peirenc de), ministre secrétaire d'état,	Boynes (Pierre-Etienne Bourgeois de), ministre secrétaire d'état.
	219.	Frédéric-Auguste II, roi de Pologne.	
121	220.	Marie-Josèphe d'Autriche, reine de Pologne.	
	9.	Villaret (Claude), historien,	Terray (Joseph-Marie), l'abbé Terray.
	162.	Tournières (Robert), peintre,	Bouchardon (Edme), sculpteur.
	260.	Crébillon (Prosper Jolyot de), poëte tragique.	
	108.	François Ier, empereur d'Allemagne,	Marie-Thérèse d'Autriche, impératrice d'Allemagne.
122	194.	Charles-Alexandre, gouverneur général des Pays-Bas,	Marie-Anne, gouvernante des Pays-Bas.
	144.	Frédéric II (le Grand), roi de Prusse,	Catherine II (Alexiewna), impératrice de Russie.
	185.	Élisabeth Petrowna, impératrice de Russie,	Pierre III, empereur de Russie.

Textes.	Gravures.		
	237.	Brunswick-Wolfenbuttel (Charles, duc de)	et Brunswick (Ferdinand, duc de).
	166.	Maximilien-Joseph, électeur de Bavière,	Chrétien II, prince palatin.
	289.	Pinto (Emmanuel de Fonseca), grand-maître de l'ordre de Malte,	Outremont (Charles-Alexandre-Nicolas, comte d'), évêque et prince de Liége.
123	288.	Geoffrin (Marie-Thérèse Rodet, dame).	
	263.	Dubarry (Marie-Jeanne Gomart de Vaubernier, comtesse).	
	298.	Choiseul-Stainville (Étienne-François, duc de), min. secrét. d'état,	Praslin (César-Gabriel de Choiseul, duc de), ministre secrétaire d'état.
	277.	Charles III, roi d'Espagne.	
124	171.	Charles-Emmanuel III, roi de Sardaigne,	Este (François-Marie d'), duc de Modène.
	246.	Voltaire (François-Marie Arouet de).	
	253.	Dalembert (Jean Le Rond), géomètre,	La Harpe (Jean-François de), littérateur.
	197.	Christian VII, roi de Danemarck,	Georges III, roi d'Angleterre.
	266.	Sartine (Antoine-Raymond-Jean-Gualbert-Gabriel de), lieut. de pol.	
125	273.	Vernet (Claude-Joseph), peintre,	Perronet (Jean-Rodolphe), ingénieur des ponts et chaussées.
	31.	Vanloo (Carle) et sa famille.	
	228.	Vanloo (Louis-Michel), peintre.	

TOME NEUVIÈME.

SUITE DE LA SÉRIE X.

SECTION VII.

Personnages célèbres sous le règne de Louis XVI et les règnes suivants.

Textes.	Gravures.		
»	300.	Titre de la section VII.	
125	48.	Louis XVI.	
	7.	Marie-Antoinette, reine de France.	
	100.	Marie-Antoinette, reine de France, avec ses enfants.	
	29.	Marie-Antoinette, reine de France,	et Madame Adélaïde (Marie-Adélaïde de France).
	257.	Lamballe (Marie-Thérèse-Louise de Savoie-Carignan, princesse de).	
126	45.	Marie-Thérèse-Charlotte de France, duchesse d'Angoulême,	Louis-Charles de France, duc de Normandie, dans leur enfance.
	34.	Joseph II, empereur d'Allemagne,	Marie-Louise, impératrice d'Allemagne.
	104.	Joseph II. (Fête donnée à Vienne à l'occasion de son mariage.)	
	65.	Léopold II, empereur d'Allemagne,	Modène (Ricciarde-Béatrix d'Este, duch. de), et de Massa, princesse de Carrara[1].
	231.	Washington (Georges), président des États-Unis.	
	21.	Marie-Amélie, archiduchesse d'Autriche, duchesse de Parme.	
	276.	Orléans (Louis-Philippe-Joseph d'Orléans, duc d'), de Valois, etc.	
	255.	Orléans (L.-M.-A. de Bourbon, duch. d') (Mademois. de Penthièvre).	
127	20.	Orléans (L.-M.-A. de Bourbon, duch. d') (Mademois. de Penthièvre).	
	181.	Montpensier (Antoine-Philippe d'Orléans, duc de),	Beaujolais (Louis-Charles d'Orléans, comte de).
	226.	Maupeou (Réné-Nicolas-Charles-Aug. de), chancel., garde-des-sceaux,	Bernis (François-Joachim de Pierre de), cardinal.
	234.	Buffon (G.-L. Leclerc, comte de), seigneur de Montbard,	Soufflot (Jacques-Germain), architecte.
127 128	267.	Marie-Joséphine-Louise de Savoie, comtesse de Provence,	Marie-Thérèse de Savoie, comtesse d'Artois.
	279.	Condé (Louis-Joseph de Bourbon, prince de)	Condé (Charlotte-Godefride-Élisabeth de Rohan-Soubise, princesse de).
	246.	Bourbon (Louis-Henri-Joseph de Bourbon, duc de), prince de Condé,	Bourbon (Louise-Marie-Thérèse-Bathilde d'Orléans, duch. de), princesse de Condé.
	300.	Enghien (Louis-Antoine-Henri de Bourbon, duc d')	Conty (Louis-François-Joseph de Bourbon, prince de).
	110.	Bonaparte (Charles de), père de l'empereur Napoléon.	
128	278.	Mirabeau (Honoré-Gabriel de Riquetti, comte de).	
	24.	Napoléon, empereur des Français.	
	281.	Joséphine, impératrice des Français.	
	164.	Naissance du roi de Rome.	
	156.	Marie-Louise, impératrice des Français.	
	134.	Bonaparte (Lœtitia Ramolino).	
	227.	Fesch (Joseph), gr.-aum. de l'empire, archevêque de Lyon, cardin.	
	249.	Bonaparte (Lucien), prince de Canino.	
	270.	Bonaparte (Jérôme), roi de Westphalie, comte de Montfort.	
	234.	Bonaparte (Marie-Annunc.-Carol.) (Mad. Murat), reine de Naples.	
129	275.	Bonaparte (M.-A.-É.) (Mad. Bacciocchi), gr.-duch. de Toscane.	
	277.	Beauharnais (H.-E. de) (Mad. Bonaparte), reine de Hollande, etc.	
	271.	Clary (M.-J.) (Mad. Bonaparte), reine de Naples, comt. de Survilliers.	
	233.	Lebrun (Charles-François), duc de Plaisance.	
	240.	Talleyrand-Périgord (Charles-Maurice de), prince de Bénévent.	
130	262.	Portalis (Jean-Étienne-Marie, comte de), ministre des cultes.	
	154.	Montalivet (Jean-Pierre Bachasson, comte de), min. de l'intérieur.	
	265.	La Riboissière (comte de), prem. inspect. gén. de l'artillerie.	
129	241.	Duroc (G.-C.-M.), duc de Frioul, grand-maréchal du palais.	
	274.	Foy (Maximilien-Sébastien, comte), lieutenant général.	

(1) Dans plusieurs exemplaires, la gravure porte par erreur, pour nom, *Brisgau* (*Ricciarde Beatrix d'Este, etc.*).

Textes.	Gravures		
	226.	Laplace (Pierre-Simon, marquis), géomètre.	et Fourcroy (Antoine-François), chimiste.
	291.	Lalande (Jérôme Le Français de), astronome,	
	281.	Genlis (Stéphanie-Félicité Ducrest de Saint-Aubin, comtesse de).	
	110.	Louis XVIII, roi de France.	
130	196.	Charles X, roi de France.	
	115.	Angoulême (Louis-Antoine d'Artois, duc d').	
	160.	Berry (Charles-Ferdinand d'Artois, duc de).	
	247.	Angoulême (Marie-Thérèse-Charlotte de France, duch. d'), dauphine.	
	285	Berry (C.-F.-L. (Madame), princ. des Deux-Siciles) avec ses enfants.	
	245.	Pie VII (Barnarbé Chiaramonti), pape.	
	116.	Pie VIII (François-Xavier Castiglioni), pape[1].	
131	289.	Alexandre Ier (Paulowitz), empereur de Russie.	
	266.	Frédéric-Guillaume III, roi de Prusse.	
	153.	Mahmoud Khan II, empereur des Turcs.	

SERIE XI.

STATUES ET BUSTES.

»	68.	Titre de la série XI.

SECTION I.

Personnages célèbres de Clovis à Louis XIII.

Textes	Gravures		
»	272.	Titre de la section I.	
	52.	Clovis Ier, roi des Francs,	et Clotilde (sainte Clotilde), reine des Francs.
	80.	Childebert Ier, roi des Francs,	Ultrogothe, reine des Francs.
	182.	Dagobert Ier, roi des Francs,	Charles Martel, maire du palais.
132	155.	Clovis II, roi des Francs,	Pepin (le Bref), roi des Francs.
	104.	Berthe ou Bertrade, reine des Francs,	Hermentrude, reine des Francs.
	48.	Charlemagne ou Charles Ier (le Grand), emp. d'Occident, etc.,	Hugues Capet, roi de France.
132 133	57.	Louis III, roi de France,	Carloman, roi de France.
	161.	Eudes, roi de France,	Lothaire, roi de France.
	58.	Hugues Capet, roi de France,	Robert II (le Pieux), roi de France.
	55.	Robert II (le Pieux), roi de France,	Constance d'Arles, reine de France.
	99.	Henri Ier, roi de France,	Louis VI, roi de France.
	167.	Henri Ier, roi de France,	Louis VI, roi de France.
	81.	Philippe Ier, roi de France,	Louis VII, roi de France.
133	174.	Louis VII, roi de France,	Constance de Castille, reine de France.
	129.	Suger, abbé de Saint-Denis,	Philippe II (Philippe-Auguste), roi de France.
	89.	Blanche de Castille, reine de France,	Louis IX (saint Louis), roi de France.
	113.	Joinville (Jean, sire de), sénéchal de Champagne,	Charles V (le Sage).
	34.	Chanac (Guillaume de), évêque de Paris,	Jean II (le Bon), roi de France.
	19.	Duguesclin (Bertrand), connétable,	Gaston de Foix, duc de Nemours.
	286.	Orgemont (Pierre d'), chancelier de France.	
	210.	Dormans (Jean de), chanoine de Paris, etc.,	Dormans (Renaud de), archidiacre de Châlons-sur-Marne, etc.
	40	Charles VI, roi de France,	Isabeau de Bavière, reine de France.
		Louis de France, duc d'Orléans,	Valentine de Milan, duchesse d'Orléans.
134	96.	Jeanne d'Arc, dite la Pucelle d'Orléans.	
	135.	Charles VII, roi de France,	Charles VIII, roi de France.
	4	Charles VII, roi de France,	Marie d'Anjou, reine de France.
		Charles d'Artois, comte d'Eu, etc.,	Hélène de Melun, comtesse d'Eu.
134 135	133.	Charles d'Artois, comte d'Eu, etc.,	Bourgogne (Anne de), duchesse de Bedfort.
	186.	Juvénal ou Jouvénel des Ursins (Jean),	Vitri (Michelle de), baronne de Traynel.
	41.	Louis XI, roi de France,	Bureau (Isabelle), dame de Beaumont, etc.
	26.	Louis XII (le Père du peuple), roi de France,	Béatrix de Bourbon, reine de Bohême.
135	138.	Louis XII (le Père du peuple), roi de France,	Anne de Bretagne, reine de France.
	195.	Amboise (Georges d'), cardinal, ministre d'état,	Amboise (Georges d'), deuxième du nom, cardinal.
	82.	Villiers de l'Isle-Adam (Philippe de)	Montmorency (Guillaume, seigneur de).
	206.	Poncher (Louis), général des finances, trésorier de France,	Legendre (Roberte ou Robine).
	17.	François Ier, roi de France,	Bayard (Pierre du Terrail, seigneur de).
	32.	François Ier, roi de France,	Claude de France, reine de France.
	158.	Charles de France, duc d'Orléans, de Bourbon, etc.,	Charlotte de France.
136	159.	Jouy (Jean d'Escoubleau, sire de)	Brives (Antoinette de), dame de Jouy.
	62.	Henri II, roi de France,	Catherine de Médicis, reine de France.
	36.	Birague (René de), chancelier de France, cardinal,	Balbiano (Valentine), dame de Birague.
	114.	L'Hopital (Michel de), chancelier de France,	Joyeuse (Catherine de Nogaret de la Valette, duchesse de).
	112.	Condé (Charlotte-Catherine de la Trémoille, princesse de)	Aubespine (Claude de l'), dame de la Corbillière, etc.

(1) Dans quelques exemplaires, cette gravure porte par erreur le nom de *Léon XII*, au lieu de celui de *Pie VIII*.

Textes.	Gravures.		
137	25.	Guise (Henri de Lorraine, duc de) (le Balafré)	et Clèves (Catherine de), duchesse de Guise.
	54.	Schomberg (Gaspard de), comte de Nanteuil,	Phelipeaux (Raimond), ministre secrétaire d'état.
	2.	Henri IV, roi de France,	Sully (Maximilien de Béthune, duc de).
	67.	Retz (Albert de Gondi, duc de), maréchal de France,	Retz (Claude-Catherine de Clermont, duchesse de).
137 138	118.	Thou (Jacques-Auguste de), conseiller d'état, historien du roi,	Lachatre (Gasparde de), baronne de Meslay.
138	13.	Cany (Marie de Barbançon, dame de)	Retz (Pierre de Gondi, cardinal de), évêque de Paris.
	11.	Richelieu (Armand-Jean du Plessis, duc de), cardinal,	Vauban (Sébastien Le Prestre, seigneur de), maréchal de France.
	71.	Vitry (Nicolas de L'Hopital, duc de), maréchal de France,	Vitry (Lucrèce-Marie Bouhier de Beaumarchais, duchesse de).
	180.	Laporte (Amador de), grand-prieur de France,	Gesvres (Louis Pottier, marquis de).
139	92.	Chabot (Henri de), duc de Rohan, prince de Léon,	Souvré de Courtenvaux (Jacques de), grand-prieur de France.
	169.	Tresmes (René Potier, duc de)	Tresmes (Marguerite de Luxembourg), duchesse de.
	23.	La Vieuville (Charles, duc de), surintendant des finances,	La Vieuville (Marie Bouhier de Beaumarchais, duchesse de).

SECTION II.

Personnages célèbres sous le règne de Louis XIV et les règnes suivants.

»	260.	Titre de la section II.	
139	6.	Louis XIV, roi de France,	et Orléans (Philippe d'Orléans, duc d'), régent.
	8.	Condé (Louis de Bourbon, prince de) (le grand Condé),	Turenne (Henri de la Tour d'Auvergne, vicomte de), maréchal de France.
	72.	Mazarin (Jules), cardinal.	
140	101.	Descartes (Réné), philosophe et mathématicien,	La Fontaine (Jean de), poëte et fabuliste.
	28.	Poussin (Nicolas), peintre,	Corneille (Pierre), poëte dramatique.
	111	Corneille (Pierre), poëte,	Racine (Jean), poëte.
		La Fontaine (Jean de), poëte et fabuliste,	Boileau-Despréaux (Nicolas), poëte.
	21.	Molière (Jean-Baptiste Poquelin), poëte,	Racine (Jean), poëte.
	14	Rotrou (Jean de), poëte,	Molière (Jean-Baptiste Poquelin), poëte.
		Corneille (Thomas), poëte,	Regnard (Jean-François), poëte.
	10	Winckelmann (Jean-Joachim), antiquaire,	Perrault (Claude), médecin et architecte.
		Puget (Pierre), sculpteur,	Mignard (Pierre), peintre.
	22.	Tourville (Anne Hilarion de Costentin, comte de), mar. de France,	Duquesne (Abraham, marquis), lieutenant général des armées navales.
	27.	Luxembourg (François-Henri de Montmorency, duc de), mar. de Fr.	Catinat (Nicolas de), maréchal de France.
140 141	109	Lebrun (Charles), peintre,	Mansart (Jules Hardouin), architecte.
		Le Nostre (André), architecte,	Coyzevox (Antoine), sculpteur.
141	46	Rousseau (Jean-Baptiste), poëte.	Crébillon (Prosper Jolyot de), poëte.
		Piron (Alexis), poëte,	Buffon (G.-L. Leclerc, comte de), naturaliste.
	91.	Saxe (Arminius-Maurice, comte de), maréchal de France,	Suffren (P.-A. de Suffren-Saint-Tropez) (le bailli de Suffren), vice-amiral.
	230.	Voltaire (François-Marie Arouet de).	
	64.	Montpensier (Antoine-Philippe d'Orléans, duc de)	Beaujolais (Louis-Charles d'Orléans, comte de).
	236.	Napoléon, empereur des Français.	
	154.	Bonaparte (Joseph), comte de Survilliers,	Bonaparte (Louis), duc de Saint-Leu.
	261.	Cambacérès (J.-J. Régis), prince, archichancel. de l'empire français,	Tronchet (François-Denis), sénateur.

FIN DE LA TABLE DU CLASSEMENT DES GRAVURES.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES PERSONNAGES

COMPRIS DANS L'OUVRAGE DES

GALERIES HISTORIQUES DE VERSAILLES

Série	Section.	
10.	7.	Bonaparte (Marie-Anne-Éliza) (madame Bacchocchi), née en 1777, morte en 1820.
10.	7.	Bonaparte (Marie-Annunciade-Caroline) (madame Murat), comtesse de Lipona, née en 1782, morte en 1839.
»	»	Bonaparte (Marie-Julie Clary, madame), comtesse de Survilliers, *voir* Clary.
9.	1.	Bonnivet (Guillaume Gouffier, seigneur de), amiral de France, né vers 1488, mort en 1524.
10.	2.	Borgia (César), duc de Valentinois, etc., né vers 1459, mort en 1507.
10.	5.	Bossuet (Jacques-Bénigne), évêque de Meaux, né en 1627, mort en 1704.
10.	6.	Bouchardon (Edme), sculpteur, né en 1698, mort en 1762.
10.	6.	Boucher (Marie-Françoise Perdrigeon, dame), née en 1716, morte en 1734.
9.	2.	Boucicault (Jean Le Meingre, deuxième du nom, dit), maréchal de France, né vers 1367, mort en 1421.
9.	2.	Boufflers (Louis-François, duc de), maréchal de France, né en 1644, mort en 1711.
»	»	Bouhier de Beaumarchais (Lucrèce-Marie), *voir* Vitry.
»	»	Bouhier de Beaumarchais (Marie), *voir* La Vieuville.
10.	5.	Bouillon (Emmanuel-Théodose de la Tour d'Auvergne, cardinal de), né en 1643, mort en 1715.
9.	2.	Bouillon (duc de), Henri de la Tour d'Auvergne, vicomte de Turenne, prince de Sédan, maréchal de France, né en 1555, mort en 1623.
»	»	Bourbon (Anne-Geneviève de), duchesse de Longueville, *voir* Longueville.
»	»	Bourbon (Anne-Louise-Bénédicte de), duchesse du Maine, *voir* Maine.
»	»	Bourbon (Antoine de), roi de Navarre, *voir* Antoine de Bourbon.
»	»	Bourbon (Antoinette de), duchesse de Guise, *voir* Guise.
»	»	Bourbon (Béatrix de), *voir* Béatrix de Bourbon.
»	»	Bourbon (Catherine de), *voir* Catherine de Bourbon.
»	»	Bourbon (Charles de), duc de Vendôme, *voir* Vendôme.
10.	2.	Bourbon (Charles de Bourbon, deuxième du nom, cardinal, duc de), archevêque et comte de Lyon, né vers 1434, mort en 1488.
10.	3.	Bourbon (Charles de Bourbon, deuxième du nom, cardinal et duc de), né en 1523, mort en 1590.
9.	1.	Bourbon (Charles III, duc de), et de Châtelleraut, dauphin et duc d'Auvergne, connétable de France, né en 1490, mort en 1527.
10.	6.	Bourbon (Charlotte de Hesse-Rheinfeld-Rothenbourg, princesse de Condé, duchesse de), née en 1714, morte en 1741.
9.	3.	Bourbon (François de), comte d'Enghien, gouverneur de Hainaut, de Piémont et de Languedoc, né en 1519, mort en 1546.
»	»	Bourbon (François de), comte de Vendôme, *voir* Vendôme.
»	»	Bourbon (François de), prince de Conty, *voir* Conty.
»	»	Bourbon (François-Louis de), prince de Conty, *voir* Conty.
»	»	Bourbon (Françoise-Marie de) (mademoiselle de Blois), duchesse d'Orléans, *voir* Orléans.
»	»	Bourbon (Gilbert de), comte de Montpensier, *voir* Montpensier.
»	»	Bourbon (Henri de), premier du nom, *voir* Condé.
»	»	Bourbon (Henri de), deuxième du nom, *voir* Condé.
»	»	Bourbon (Henri de), duc de Montpensier, *voir* Montpensier.
»	»	Bourbon (Jacques de), comte de La Marche, *voir* La Marche.
»	»	Bourbon (Louis de), prince de Condé, premier du nom, *voir* Condé.
9.	3.	Bourbon (Louis de Bourbon, premier du nom, duc de), pair et chambrier de France, dit le Boiteux et le Grand, né en ...., mort en 1341.
9.	3.	Bourbon (Louis de Bourbon, deuxième du nom, duc de), pair et chambrier de France, né en 1337, mort en 1410.
»	»	Bourbon (Louis de Bourbon, troisième du nom, prince de Condé, *voir* Condé.
9.	[illegible].	Bourbon (Louis de), premier du nom, prince de la Roche-sur-Yon, né après 1470, mort en 1520.
9.	3.	Bourbon (Louis de), deuxième du nom, prince de Condé (le grand Condé), premier prince du sang, né en 1621, mort en 1686.
10.	5.	*Idem.*
11.	2.	*Idem.*
»	»	Bourbon (Louis de), comte de Soissons, *voir* Soissons.
»	»	Bourbon (Louis-Alexandre de), comte de Toulouse, *voir* Toulouse.
»	»	Bourbon (Louis-Antoine-Henri de), duc d'Enghien, *voir* Enghien.
»	»	Bourbon (Louis-Auguste de), prince de Dombes, *voir* Dombes.
»	»	Bourbon (Louis-Auguste de), duc du Maine, *voir* Maine.
»	»	Bourbon (Louis-Charles de), comte d'Eu, *voir* Eu.
»	»	Bourbon (Louis-François de), prince de Conty, *voir* Conty.
»	»	Bourbon (Louis-François-Joseph de), prince de Conty, *voir* Conty.
10.	6.	Bourbon (Louis-Henri de Bourbon, prince de Condé, duc de) (Monsieur le duc), né en 1692, mort en 1740.
10.	7.	Bourbon (Louis-Henri-Joseph de Bourbon, duc de), prince de Condé, né en 1756, mort en 1830.
»	»	Bourbon (Louis-Joseph de), prince de Condé, *voir* Condé.
»	»	Bourbon (Louise-Françoise de), princesse de Condé (mademoiselle de Nantes), *voir* Condé.
»	»	Bourbon (Louise-Henriette de), duchesse d'Orléans, *voir* Orléans.
»	»	Bourbon (Louise-Marie-Adélaïde de) (mademoiselle de Penthièvre), *voir* Orléans.
10.	7.	Bourbon (Louise-Marie-Thérèse-Bathilde d'Orléans, duchesse de), princesse de Condé, née en 1750, morte en 1822.
»	»	Bourbon (mademoiselle de), *voir* Conty (Marie-Thérèse de Bourbon, princesse de).
»	»	Bourbon (Marguerite de), duchesse de Nevers, *voir* Nevers.
10.	6.	Bourbon (Marie-Anne de) (mademoiselle de Clermont), née en 1697, morte en 1741.
»	»	Bourbon (Marie-Thérèse de) (mademoiselle de Bourbon), *voir* Conty (Marie-Thérèse de Bourbon).
10.	2.	Bourbon (Pierre de Bourbon, deuxième du nom, duc de), duc d'Auvergne, sire de Beaujeu, né en 1439, mort en 1503.
»	»	Bourbon-Montpensier (Marie de), duchesse d'Orléans, *voir* Orléans.
10.	4.	Bourdon (Sébastien), peintre et graveur, né en 1616, mort en 1671.
»	»	Bourgeois de Boynes, *voir* Boynes.
11.	1.	Bourgogne (Anne de), duchesse de Bedfort, née en 1404, morte en 1432.
»	»	Bourgogne (Charles de), le Téméraire, *voir* Charles de Bourgogne.
»	»	Bourgogne (Jean-sans-Peur, duc de), *voir* Jean-sans-Peur.
»	»	Bourgogne (Louis de France, duc de), dauphin, *voir* Louis de France.
»	»	Bourgogne (Marie-Adélaïde de Savoie, duchesse de), *voir* Marie-Adélaïde de Savoie.
»	»	Bourgogne (Philippe III, dit le Bon, duc de), *voir* Philippe III.
»	»	Bourgogne (Philippe de France, duc de) (le Hardi), *voir* Philippe de France.
10.	5.	Boussu (Honorine de Glimes-Grimberghe, comtesse de) et duchesse de Guise, née en ...., morte en 1670.
10.	5.	Bouys (André), peintre, né en 1657, mort en 1740.
»	»	Boyer (Louise), duchesse de Noailles, *voir* Noailles.
10.	6.	Boynes (Pierre-Etienne Bourgeois de), secrétaire d'état de la marine en 1771, né en ...., mort en .....
»	»	Bretagne (Anne de), *voir* Anne de Bretagne.
10.	6.	Breteuil (François-Victor Le Tonnelier de), ministre, secrétaire d'état, né 1686, mort en 1743.
9.	2.	Brissac (Charles de Cossé, premier du nom, comte de), dit le Beau, maréchal de France, né vers 1505, mort en 1563.
9.	2.	Brissac (Charles de Cossé, deuxième du nom, duc de), maréchal de France, né en ...., mort en 1621.
10.	5.	Brissac (Gabrielle-Louise de Saint-Simon, duchesse de), née vers 1646, morte en 1684.
10.	3.	Brisson (Barnabé), président à mortier au parlement de Paris, né en ...., mort en 1591.
11.	1.	Brives (Antoinette de), dame de Jouy, vivait en 1528, morte en .....
9.	2.	Broglie (Victor-François, duc de), maréchal de France, né en 1718, mort en 1804.
9.	2.	Brune (Guillaume-Marie-Anne, comte), maréchal de France, né en 1763, mort en 1815.
10.	6.	Brunswick (Ferdinand, duc de), général en chef des armées prussiennes, né en 1721, mort en 1797.
10.	6.	Brunswick-Wolfenbuttel (Charles, duc de), né en 1713, mort en 1780.
10.	5.	Bruyère (Jean de La), né en 1644, mort en 1696.
10	2.	Budé (Guillaume), savant, né en 1467, mort en 1540.
»	»	Bueil (Jacqueline de), comtesse de Moret, *voir* Moret.
10	7.	Buffon (Georges-Louis Leclerc, comte de), naturaliste, né en 1707, mort en 1788.
11.	2.	*Idem.*
10.	4.	Bukingham (Georges Villiers, duc de), né en 1592, mort en 1628.
11.	1.	Bureau (Isabelle), dame de Beaumont, etc., vivait en 1491.
10.	5.	Bussy-Rabutin (Roger de Rabutin, comte de Bussy), né en 1618, mort en 1693.
10.	3.	Calvin (Jean Cauvin), né en 1509, mort en 1564.
11.	2.	Cambacérès (J.-J. Régis), duc de Parme, né en 1753, mort en 1824.
»	»	Canino (prince de), *voir* Bonaparte (Lucien).
11.	1.	Cany (Marie de Barbançon, dame de), née vers 1507, morte en 1601.
10.	1.	Caribert, roi des Francs, né vers 521, mort en 567.

Série. Section.

10. 1. François Ier, roi de France, né en 1494, mort en 1547.
11. 1. *Idem.*
11. 1. *Idem.*
10. 6. François Ier, empereur d'Allemagne, né en 1708, mort en 1765.
10. 1. François II, roi de France, né en 1544, mort en 1560.
10. 4. François II, duc de Lorraine et de Bar, né en 1572, mort en 1632.
10. 3. François de Sales (saint), évêque de Genève, né en 1567, mort en 1622.
10. 6. Frédéric II (le Grand), roi de Prusse, né en 1712, mort en 1786.
10. 5. Frédéric III, roi de Danemark et de Norwège, né en 1609, mort en 1670.
10. 6. Frédéric-Auguste II, roi de Pologne (Auguste III), électeur de Saxe, né en 1696, mort en 1763.
10. 6. Frédéric-Guillaume Ier, roi de Prusse, né en 1688, mort en 1740.
10. 7. Frédéric-Guillaume III, roi de Prusse, né en 1770, mort en 1840.
» » Frioul (duc de), *voir* Duroc.
9. 3. Froelich (Guill.), colonel général des Suisses, né en 1492, mort en 1562.
10. 6. Gabriel (Jacques), architecte, né en 1667, mort en 1742.
10. 3. Gabrielle d'Estrées, duchesse de Beaufort, née vers 1571, morte en 1599.
10. 4. Galilée Galilei, astronome, né en 1564, mort en 1642.
9. 2. Gassion (Jean, comte de), maréchal de France, né en 1609, mort en 1647.
9. 3. Gaston de Foix, duc de Nemours, gouverneur du Dauphiné et du Milanais, né en 1489, mort en 1512.
11. 1. *Idem.*
10. 4. Gaston (Jean-Baptiste de France) (Monsieur), duc d'Orléans, etc., né en 1608, mort en 1660.
10. 2. Gaza (Théodore), savant, né en ...., mort en 1478.
» » Gelée (Claude), *voir* Lorrain.
10. 7. Genlis (Stéphanie-Félicité Ducrest de Saint-Aubin, comtesse de), née en 1746, morte en 1830.
10. 6. Geoffrin (Marie-Thérèse Rodet, dame), née en 1699, morte en 1777.
» » Georges d'Amboise, *voir* Amboise.
» » Georges d'Amboise, deuxième du nom, *voir* Amboise.
10. 6. Georges III, roi de la Grande-Bretagne, né en 1738, mort en 1820.
9. 2. Gérard (Maurice-Étienne, comte), maréchal de France, né en 1773.
11. 1. Gesvres (Louis Potier, marquis de), maréchal des camps et armées du roi, né vers 1610, mort en 1643.
10. 5. Girardon (François), sculpteur, né en 1630, mort en 1715.
10. 4. Godart (Georges), sergent-major dans les troupes du roi d'Espagne, né vers 1562, vivait encore en 1651.
» » Gomart de Vaubernier (Marie-Jeanne), *voir* Du Barry.
» » Gondi (Albert de), *voir* Retz.
10. 5. Gondi (Jean-Franç.-Paul de), cardinal de Retz, né en 1614, mort en 1679.
» » Gondi (Pierre de), *voir* Retz.
» » Gonzague-Clèves (Anne de), duchesse de Guise, *voir* Anne de Gonzague-Clèves.
10. 4. Gonzague-Clèves (Marie-Louise de), reine de Pologne, née vers 1621, morte en 1667.
10. 3. Gouffier (Claude), duc de Rouannois, etc., grand-écuyer de France, né en ...., mort en 1570.
» » Gouffier (Guillaume, seigneur de), *voir* Bonnivet.
9. 2. Gouvion-saint-Cyr (Laurent, marquis de), maréchal de France, né en 1764, mort en 1830.
10. 6. Graffigny (Françoise d'Issembourg d'Apponcourt, dame de), née en 1694, morte en 1758.
» » Granvelle (Antoine, cardinal de), *voir* Perrenot.
10. 3. Grégoire XIII (Hugues Buon Compagno), pape, né en 1502, mort en 1585.
10. 3. Grégoire XIV (Nicolas Sfondrate), pape, né en 1535, mort en 1591.
10. 6. Gresset (Jean-Baptiste-Louis), poëte, né en 1709, mort en 1777.
10. 5. Grignan (Françoise-Marguerite de Sévigné, comtesse de), née en 1648, morte en 1705.
9. 2. Grouchy (Emmanuel, marquis de), maréchal de France, né en 1766.
9. 2. Guebriant (Jean-Baptiste Budes, comte de), maréchal de France, né en 1602, mort en 1643.
» » Guémené (princesse de), *voir* Rohan (Anne de).
10. 4. Guillain (Simon), sculpteur, né en 1581, mort en 1658.
10. 3. Guillaume Ier (dit le Jeune), comte de Nassau, prince d'Orange, né en 1533, mort en 1584.
10. 5. Guillaume III, roi d'Angleterre, né en 1650, mort en 1702.
» » Guise (Anne d'Este-Ferrare, duchesse de), et de Nemours, *voir* Este-Ferrare (Anne d').
» » Guise (Anne de Gonzague-Clèves, duchesse de), *voir* Anne de Gonzague-Clèves.
10. 2. Guise (Antoinette de Bourbon, duchesse de), née en 1494, morte en 1583.

Série. Section.

» » Guise (Catherine de Clèves, duchesse de), *voir* Clèves.
9. 3. Guise (Claude de Lorraine, premier duc de), pair et grand-veneur de France, né en 1496, mort en 1550.
» » Guise (Élisabeth d'Orléans, duchesse de), et de Joyeuse, *voir* Orléans (Élisabeth d').
9. 3. Guise (François de Lorraine, duc de), et d'Aumale, prince de Joinville, né en 1519, mort en 1563.
10. 3. *Idem.*
9. 3. Guise (Henri de Lorraine, premier du nom, duc de), surnommé le Balafré, né en 1550, mort en 1588.
11. 1. *Idem.*
» » Guise (Henri de Lorraine, deuxième du nom, duc de), et de Joyeuse, *voir* Lorraine (Henri de).
10. 4. Guise (Henriette-Catherine, duchesse de Joyeuse, de Montpensier, de), comtesse du Bouchage, etc., née en 1585, morte en 1656.
» » Guise (Honorine de Glimes-Grimberghe, duchesse de), *voir* Boussu.
10. 3. Guise (Louis de Lorraine, cardinal de), archevêque, duc de Reims, pair de France, né en 1555, mort en 1588.
10. 4. Gustave-Adolphe, roi de Suède, né en 1594, mort en 1632.
9. 2. Gyé (Pierre de Rohan, chevalier, seigneur de), maréchal de France, né en ...., mort en 1514.
10. 5. Hallé (Claude-Guy), peintre, né en 1651, mort en 1736.
10. 3. Hallewin ou Hallwin (Jeanne de), dame d'Alluye, vivait en 1569.
10. 3. Hallewin ou Hallwin (Louise de), dame de Cypierre, mariée en 1560.
9. 2. Harcourt (Henri, duc de), maréchal de France, né en 1654, mort en 1718.
9. 3. Harcourt (Henri de Lorraine, comte d'), grand-écuyer de France, né en 1601, mort en 1666.
9. 3. Hatry (Jacques-Maurice), général en chef, né en 1768, mort en 1800.
9. 3. Hédouville (Gabriel-Marie-Théodore-Joseph, comte de), général en chef, né en 1755, mort en 1825.
11. 1. Hélène de Melun, née en ...., morte en 1472.
10. 1. Henri Ier, roi de France, né en 1005, mort en 1060.
11. 1. *Idem.*
11. 1. *Idem.*
10. 1. Henri II, roi de France, né en 1519, mort en 1559.
11. 1. *Idem.*
10. 1. Henri III, roi de France, né en 1551, mort en 1589.
10. 3. *Idem.* (Bal donné à la cour de Henri III.)
10. 1. Henri IV, roi de France, né en 1553, mort en 1610.
11. 1. *Idem.*
10. 2. Henri VIII, roi d'Angleterre, né en 1492, mort en 1547.
10. 2. Henri d'Albret, deuxième du nom, roi de Navarre, né en 1503, mort en 1555.
10. 3. Henri d'Angoulême, grand-prieur de France, né en ...., mort en 1586.
10. 5. Henriette Anne d'Angleterre (Madame), duchesse d'Orléans, née en 1644, morte en 1670.
» » Henriette (Madame), *voir* Anne-Henriette de France.
10. 4. Henriette-Marie de France, reine d'Angleterre, née en 1609, morte en 1669.
10. 5. Herbelot (Barthélemi d'), orientaliste, né en 1625, mort en 1695.
11. 1. Hermentrude, reine des Francs, née en ..., morte en 869.
» » Hesse-Cassel (Charlotte de), électrice de Bavière, *voir* Charlotte de Hesse-Cassel.
» » Hesse-Rheinfels-Rothenbourg (Charlotte de), princesse de Condé, duchesse de Bourbon, *voir* Bourbon.
9. 3. Hoche (Louis-Lazare), général en chef, né en 1768, mort en 1797.
9. 2. Hocquincourt (Charles de Mouchy, marquis d'), maréchal de France, né en ...., mort en 1658.
9. 3. Houchard (Jean-Nicolas), général en chef, né en 1740, mort en 1793.
10. 1. Hugues Capet, roi de France, né vers 939, mort en 996.
11. 1. *Idem.*
11. 1. *Idem.*
9. 2. Humières (Louis de Crévant, duc d'), maréchal de France, né en ...., mort en 1694.
» » Huraut (Philippe), comte de Cheverny, *voir* Cheverny.
10. 5. Innocent X (Jean-Baptiste Panfili), pape, né en 1574, mort en 1655.
» » Isabeau de Bavière, reine de France, *voir* Isabel de Bavière.
10. 2. Isabel ou Isabeau de Bavière, reine de France, née en 1371, morte en 1435.
11. 1. *Idem.*
10. 2. Isabelle d'Aragon, duchesse de Milan, née en 1470, morte en 1524.

Série.	Section.	
10.	7.	LEBRUN (Charles-François), duc de Plaisance, né en 1739, mort en 1824.
9.	3.	LECLERC (Charles-Emmanuel), général en chef, né en 1772, mort en 1802.
10.	5.	LECLERC (Sébastien), dessinateur et graveur, né en 1637, mort en 1714.
9.	3.	LE COURBE (Claude-Jacques), général en chef, né en 1759, mort en 1815.
»	»	LECZINSKA (Marie), *voir* MARIE LECZINSKA.
9.	2.	LEFEBVRE (François-Joseph), duc de Dantzick, maréchal de France, né en 1755, mort en 1820.
11.	1.	LEGENDRE (Roberte ou Robine), née en ...., morte vers 1522.
»	»	LE HAY (Élisabeth-Sophie Cheron, madame), *voir* CHERON.
10.	5.	LE LORRAIN (Robert), né en 1666, mort en 1743.
10.	4.	LE MERCIER (Jacques), architecte, né vers la fin du seizième siècle, mort en 1660.
»	»	LE NORMAND DE TOURNEHEM (Charles-François-Paul), *voir* TOURNEHEM.
10	5.	LE NOSTRE (André), architecte, né en 1613, mort en 1700.
11.	2.	*Idem.*
10.	5.	LÉOPOLD Ier, empereur d'Allemagne, né en 1640, mort en 1705.
10.	5.	LÉOPOLD Ier, duc de Lorraine et de Bar, né en 1679, mort en 1729.
10.	7.	LÉOPOLD II, empereur d'Allemagne, né en 1747, mort en 1792.
10.	5.	LÉOPOLD-GUILLAUME, archiduc d'Autriche, gouverneur des Pays-Bas, né en 1614, mort en 1662.
10.	5.	LERAMBERT (Louis), peintre et sculpteur, né en 1614, mort en 1670.
9.	2.	LESCUN (Thomas de Foix, seigneur de), maréchal de France, né en ...., mort en 1525.
9.	2.	L'HOPITAL (François de), comte de Rosnay, maréchal de France, né en 1583, mort en 1660.
»	»	L'HOPITAL (maréchale de), *voir* MIGNOT.
10.	3.	L'HOPITAL (Michel de), chancelier de France, né en 1503, mort en 1573.
11.	1.	*Idem.*
»	»	L'HOPITAL (Nicolas de), *voir* VITRY.
9.	3.	LIGNY (Louis de Luxembourg, comte de), grand-chambellan de France, né en 1467, mort en 1503.
»	»	L'ILE-ADAM (Philippe de Villiers de), *voir* VILLIERS DE L'ILE-ADAM.
»	»	LIPONA (comtesse de) (madame Murat), *voir* BONAPARTE (Marie-Annunciade-Caroline).
9.	2.	LOBAU (Georges Mouton, comte de), maréchal de France, né en 1770, mort en 1838.
9.	2.	LOHEAC (André de Montfort-Laval, seigneur de), maréchal de France, né vers 1411, mort en 1486.
10.	2.	LONGUEIL (Christophe de), littérateur et jurisconsulte, né en 1488, mort en 1522.
10.	4.	LONGUEVILLE (Anne-Geneviève de Bourbon, duchesse de), née en 1619, morte en 1679.
10.	5.	LONGUEVILLE (Henri d'Orléans, duc de), etc., pair de France, né en 1595, mort en 1663.
»	»	LORGES (Gabriel de), *voir* MONTGOMMERY.
9	2.	LORGES-DURAS (Guy-Aldonce de Durfort, duc de), maréchal de France, né en 1630, mort en 1702.
10.	4.	LORRAIN (Claude Gelée, dit le), peintre et graveur, né en 1600, mort en 1682.
»	»	LORRAINE (Catherine de), duchesse de Montpensier, *voir* MONTPENSIER.
»	»	LORRAINE (Charles de), duc de Mayenne, *voir* MAYENNE.
10.	3.	LORRAINE (Charles de), cardinal, archevêque de Reims, pair de France, né en 1524, mort en 1574.
10.	5.	LORRAINE (Charles-Léopold-Nicolas-Sixte, duc de) (Charles V), né en 1643, mort en 1690.
»	»	LORRAINE (Charlotte-Marie de), demoiselle de Chevreuse, *voir* CHEVREUSE.
10	4.	LORRAINE (Claude de), duc de Chevreuse, pair et grand-chambellan, né en 1578, mort en 1657.
»	»	LORRAINE (Claude de), premier duc de Guise, *voir* GUISE.
»	»	LORRAINE (François II, duc de), et de Bar, *voir* FRANÇOIS II, duc de Lorraine et de Bar.
»	»	LORRAINE (François de), duc de Guise et d'Aumale, *voir* GUISE.
10.	4.	LORRAINE (François de), prince de Joinville, né en 1612, mort en 1639.
»	»	LORRAINE (Henri de), premier du nom, duc de Guise, *voir* GUISE.
10.	5.	LORRAINE (Henri de), deuxième du nom, duc de Guise et de Joyeuse, etc., pair et grand-chambellan de France, né en 1614, mort en 1664.
»	»	LORRAINE (Henri de), comte d'Harcourt, *voir* HARCOURT.
10.	4.	LORRAINE (Henri de), duc de Mayenne et d'Aiguillon, pair et grand-chambellan de France, né en 1578, mort en 1621.
»	»	LORRAINE (Louis de), cardinal de Guise, *voir* GUISE.
10.	4.	LORRAINE (Louis de), duc de Joyeuse, etc., pair et grand-chambellan de France, né en 1622, mort en 1654.
»	»	LORRAINE (Marguerite de), duchesse d'Orléans, *voir* ORLÉANS.
10.	5.	LORRAINE D'ARMAGNAC (Louis-Philippe de) (le chevalier de Lorraine), né en 1643, mort en 1702.
10.	1.	LOTHAIRE, roi de France, né en 941, mort en 986.
11.	1.	*Idem.*
10.	1.	LOUIS Ier (le Débonnaire), roi des Francs, né en 778, mort en 840.
10.	1.	LOUIS II (le Bègue), roi de France, né en 846, mort en 879.
10.	1.	LOUIS III, roi de France, né vers 864, mort en 882.
11.	1.	*Idem.*
10.	1.	LOUIS IV (d'outremer), roi de France, né en 921, mort en 954.
10.	1.	LOUIS V (le Fainéant), roi de France, né en 967, mort en 987.
10.	1.	LOUIS VI (le Gros), roi de France, né en 1077 ou 1078, mort en 1137.
11.	1.	*Idem.*
11.	1.	*Idem.*
10.	1.	LOUIS VII (le Jeune), roi de France, né en 1120, mort en 1180.
11.	1.	*Idem.*
11.	1.	*Idem.*
10.	1.	LOUIS VIII (le Lion), roi de France, né en 1187, mort en 1226.
10.	1.	LOUIS IX (saint Louis), roi de France, né en 1215, mort en 1270.
11.	1.	*Idem.*
10.	1.	LOUIS X (le Hutin), roi de France, né en 1289, mort en 1316.
10.	1.	LOUIS XI, roi de France, né en 1423, mort en 1483.
11.	1.	*Idem.*
10.	1.	LOUIS XII (le Père du peuple), roi de France, né en 1462, mort en 1515.
11.	1.	*Idem.*
11.	1.	*Idem.*
10.	1.	LOUIS XIII, roi de France, né en 1601, mort en 1643.
10.	1.	LOUIS XIV, roi de France, né en 1638, mort en 1715.
10.	5.	*Idem*
10.	5.	*Idem.*
11.	2.	*Idem.*
10.	1.	LOUIS XV, roi de France, né en 1701, mort en 1774.
10.	6.	*Idem.* (Enfant.)
10.	1.	LOUIS XVI, roi de France, né en 1754, mort en 1793.
10.	7.	*Idem.*
10.	1.	LOUIS XVIII, roi de France, né en 1755, mort en 1824.
10.	7.	*Idem.*
Avant série I.		LOUIS-PHILIPPE Ier, roi des Français (à l'âge de dix-neuf ans), né en 1773.
Avant série I.		*Idem.* (En pied.)
10.	1.	*Idem.*
9.	3.	LOUIS D'ARMAGNAC, duc de Nemours, comte de Guise, vice-roi de Naples, né en ...., mort en 1503.
10.	2.	LOUIS DE FRANCE, duc d'Anjou, roi de Naples, de Sicile et de Jérusalem, né en 1339, mort en 1384.
10.	5.	LOUIS DE FRANCE, duc de Bourgogne, dauphin, né en 1682, mort en 1712.
10.	5.	LOUIS DE FRANCE, dauphin (le grand dauphin), né en 1661, mort en 1711.
10.	6.	LOUIS DE FRANCE, dauphin, né en 1729, mort en 1765.
9.	3.	LOUIS DE FRANCE, duc d'Orléans, premier du nom, surintendant des finances, gouverneur du royaume, né en 1371, mort en 1407.
11.	1.	*Idem.*
10.	7.	LOUIS-CHARLES DE FRANCE (dans son enfance), duc de Normandie, dauphin, né en 1785, mort en 1795.
»	»	LOUISE (Madame), *voir* LOUISE-MARIE DE FRANCE.
10.	6.	LOUISE-MARIE DE FRANCE (Madame LOUISE), née en 1737, morte en 1787.
10.	5.	LOUISE-MARIE STUART, princesse d'Angleterre, née en 1692, morte en 1712.
10.	2.	LOUISE DE SAVOIE, duchesse d'Angoulême, régente, née en 1476, morte en 1531.
10.	5.	LOUVOIS (François-Michel Le Tellier, marquis de), ministre et secrétaire d'état, né en 1641, mort en 1691.
9.	2.	LOWENDAL (Ulric-Frédéric Woldemar, comte de), maréchal de France, né en 1700, mort en 1755.
10.	2.	LOYOLA (saint Ignace de), fondateur de l'ordre des jésuites, né en 1491, mort en 1556.
9.	2.	LUCKNER (Nicolas, baron de), maréchal de France, né en 1722, mort en 1794.
10.	5.	LUDE (Marguerite-Louise de Béthune, duchesse du), née en 1643, morte en 1726.
10.	2.	LUTHER (Martin), réformateur, né en 1484, mort en 1546.

Série. Section.

11. 2. Molière (Jean-Baptiste Poquelin).

11. 2. *Idem.*

9. 2. Molitor (Gabriel-Jean-Joseph, comte), maréchal de France, né en 1770.

10. 4. Moncade (François de), troisième du nom, marquis d'Ayetonne, grand-sénéchal d'Aragon, né en 1586, mort en 1635.

9. 2. Moncey (Bon-Adrien-Jannot de), duc de Conegliano, maréchal de France, né en 1750, mort en 1842.

10. 3. Montaigne (Michel de), écrivain moraliste, né en 1533, mort en 1592.

10. 7. Montalivet (Jean-Pierre Bachasson, comte de), ministre de l'intérieur, né en 1766, mort en 1823.

10. 2. Montauban (Marie, dame de), née en ...., morte en 1477.

10. 5. Montausier (Charles de Sainte-Maure, duc de), gouverneur de Louis de France, le grand-dauphin, né en 1610, mort en 1690.

10. 4. Montbazon (Marie de Bretagne d'Avaugour, duchesse de), née en 1612, morte en 1657.

» » Montebello (duc de), *voir* Lannes.

10. 5. Montecuculli (Raimond de), général en chef des armées de l'empereur d'Allemagne, né en 1608, mort en 1680.

10. 5. Montespan (Françoise-Athénaïs de Rochechouart, marquise de), née vers 1611, morte en 1707.

10. 6. Montesquieu (Charles de Secondat, baron de la Brède et de), président à mortier au Parlement de Bordeaux, né en 1689, mort en 1755.

9. 3. Montesquiou (Anne-Pierre, marquis de), général en chef, né en 1741, mort en 1798.

9. 1. Montfort (Amaury, quatrième du nom, comte de), connétable de France, né en ...., mort en 1241.

» » Montfort (comte de), *voir* Bonaparte (Jérôme).

10. 3. Montgommery (Gabriel de Lorges), capitaine de la garde écossaise de Henri II, né en ...., mort en 1574.

9. 2. Montluc (Blaise de Montesquiou Lasseran-Massencome, seigneur de), maréchal de France, né vers 1502, mort en 1577.

9. 1. Montmorency (Albéric de), connétable de France vers 1060, né en ...., mort en .....

9. 1. Montmorency (Anne, duc de), connétable de France, né en 1492, mort en 1567.

» » Montmorency (Charles de), duc de Damville, *voir* Damville.

» » Montmorency (Charlotte-Marguerite de), princesse de Condé, *voir* Condé.

9. 2. Montmorency (François de), maréchal de France, né en 1530, mort en 1579.

» » Montmorency (François-Henri de), *voir* Luxembourg.

10. 2. Montmorency (Guillaume, seigneur de), d'Escouen, de Chantilly, etc., né en ...., mort en 1531.

11. 1. *Idem.*

9. 1. Montmorency (Henri, premier du nom, duc de), comte de Dammartin, connétable de France, etc., né en 1534, mort en 1614.

9. 2. Montmorency (Henri, deuxième du nom, duc de), et de Damville, maréchal de France, né en 1595, mort en 1632.

10. 3. Montmorency (Madeleine de Savoie, duchesse de), née en 1510, morte en 1586.

10. 7. Montpensier (Antoine-Philippe d'Orléans, duc de), né en 1775, mort en 1807.

11. 2. *Idem.*

10. 3. Montpensier (Catherine de Lorraine, duchesse de), née en 1552, morte en 1596.

» » Montpensier (duchesse de) (Mademoiselle de Montpensier), *voir* Orléans (Anne-Marie-Louise d').

9. 3. Montpensier (Gilbert de Bourbon, comte de), gouverneur de Paris, vice-roi de Naples, né en ...., mort en 1496.

10. 3. Montpensier (Henri de Bourbon, duc de), prince du sang, né en 1573, mort en 1608.

» » Montpensier (Henriette-Catherine, duchesse de), de Joyeuse et de Guise, *voir* Guise.

» » Montpensier (Mademoiselle de), *voir* Orléans (Anne-Marie-Louise d').

9. 2. Montrevel (Nicolas-Auguste de la Baume, marquis de), maréchal de France, né en 1645, mort en 1716.

10. 6. Moras (François-Marie Peirenc de), ministre secrétaire d'état de la marine, né en 1718, mort en 1771.

9. 3. Moreau (Victor), général en chef, né en 1763, mort en 1813.

10. 3. Moret (Jacqueline de Bueil, comtesse de), née en 1580, morte en .....

10. 3. Mornay (Philippe de), seigneur du Plessis-Marly, conseiller d'état, gouverneur de Saumur, né en 1549, mort en 1623.

9. 2. Mortier (Édouard-Adolphe-Casimir-Joseph), duc de Trévise, maréchal de France, né en 1768, mort en 1835.

» » Moskowa (prince de la), *voir* Ney.

» » Mouton (Georges), comte de Lobau, *voir* Lobau.

9. 2. Murat (Joachim), grand-duc de Clèves et de Berg, maréchal de France, né en 1768, mort en 1815.

» » Murat (madame), *voir* Bonaparte (Marie-Annunciade-Caroline).

10. 5. Murillo (Bartolomeo Esteban), peintre, né en 1618, mort en 1682.

9. 1. Nangis (Antoine de Brichanteau, marquis de), amiral de France, né en 1552, mort en 1617.

» » Nantes (mademoiselle de), *voir* Condé (Louise-Françoise de Bourbon, princesse de).

9. 3. Napoléon, empereur des Français, né en 1769, mort en 1821.

10. 1. *Idem.*

10. 7. *Idem.*

11. 2. *Idem.*

10. 3. Nassau (Maurice de), stathouder de Hollande, né en 1567, mort en 1625.

10. 3. Nassau-Frédéric (Frédéric-Henri de), prince d'Orange, né en 1584, mort en 1647.

10. 3. Nemours (Charles-Emmanuel de Savoie, duc de), gouverneur du Lyonnais, etc., né en 1567, mort en 1595.

» » Nemours (Gaston de Foix, duc de), *voir* Gaston de Foix.

10. 3. Nemours (Jacques de Savoie, duc de), colonel général de l'infanterie française, né en 1531, mort en 1585.

» » Nemours (Louis d'Armagnac, duc de), *voir* Louis d'Armagnac.

» » Neufchatel (prince de), *voir* Berthier.

» » Neufville Villeroy (Catherine de), comtesse d'Armagnac, *voir* Armagnac.

10. 3. Nevers (Marguerite de Bourbon, duch. de), née en 1516, morte en 1589.

9. 2. Ney (Michel), prince de la Moskowa, maréchal de France, né en 1769, mort en 1815.

9. 2. Noailles (Adrien-Maurice, duc de), maréchal de France, né en 1678, mort en 1766.

9. 2. Noailles (Anne-Jules, duc de), maréchal de France, né en 1650, mort en 1708.

10. 5. Noailles (Louis-Antoine de), cardinal, archevêque de Paris, né en 1651, mort en 1729.

10. 5. Noailles (Louise Boyer, duchesse de), née vers 1632, morte en 1697.

» » Noailles (Marie-Victoire-Sophie de), comtesse de Toulouse, *voir* Toulouse.

10. 4. Nocret le père (Jean), peintre, né vers 1617, mort en 1672.

» » Nogaret de La Valette (Catherine de), *voir* Joyeuse.

» » Normandie (Louis-Charles de France, duc de), dauphin, *voir* Louis-Charles de France.

10. 4. Olivarez (Gaspard de Guzman, comte d'), général et premier ministre de Philippe IV, roi d'Espagne, né vers 1586, mort en 1644.

11. 1. Orgemont (Pierre d'), chevalier, seigneur de Méry et de Chantilly, chancelier de France, né en ...., mort en 1389.

10. 5. Orléans (Anne-Marie-Louise d') (Mademoiselle de Montpensier), née en 1627, morte en 1693.

» » Orléans (Antoine-Philippe d'), duc de Montpensier, *voir* Montpensier.

10. 6. Orléans (Auguste-Marie-Jeanne de Baden-Baden, duchesse d'), née en 1704, morte en 1726.

10. 2. Orléans (Charles d'Orléans, duc d'), et de Milan, etc., né en 1391, mort en 1466.

» » Orléans (duchesse d') (Madame), *voir* Henriette-Anne d'Angleterre.

10. 5. Orléans (Élisabeth d') (Mademoiselle d'Alençon), duchesse de Guise et de Joyeuse, née en 1646, morte en 1696.

» » Orléans (Élisabeth-Charlotte de Bavière, duchesse d'), *voir* Élisabeth-Charlotte de Bavière.

» » Orléans (Élisabeth-Charlotte d'), duchesse de Lorraine et de Bar, *voir* Élisabeth-Charlotte d'Orléans.

10. 5. Orléans (Françoise-Madeleine d') (Mademoiselle de Valois), duchesse de Savoie, née en 1648, morte en 1664.

10. 5. Orléans (Françoise-Marie de Bourbon (Mademoiselle de Blois), duchesse d'), née en 1677, morte en 1749.

» » Orléans (Gaston-Jean-Baptiste de France, duc d'), *voir* Gaston.

» » Orléans (Henri d'), duc de Longueville, *voir* Longueville.

» » Orléans (Jean, bâtard d'), *voir* Dunois.

10. 3. Orléans (Léonor d'), duc de Longueville et d'Estouteville, etc., pair et grand-chambellan de France, né vers 1540, mort en 1573.

10. 6. Orléans (Louis d'Orléans, duc d'), premier prince du sang, né en 1703, mort en 1752.

» » Orléans (Louis-Charles d'), comte de Beaujolais, *voir* Beaujolais.

» » Orléans (Louis de France, 1er du nom, duc d'), *voir* Louis de France.

TEXTE.

ARMOIRIES DE LA SALLE DES CROISADES.

Les treize feuilles de texte qui composent ce volume se trouvent insérées dans les livraisons 222 à 234, et le titre (Versailles, salle des Croisades) dans la 300e livraison.

FIN DES TABLES.

PARIS. — IMPRIMERIE DE E. DUVERGER
RUE DE VERNEUIL, N° 4.

